



**HAL**  
open science

# L'émigration politique espagnole en France au travers de sa presse, 1939-1975

Geneviève Dreyfus-Armand

► **To cite this version:**

Geneviève Dreyfus-Armand. L'émigration politique espagnole en France au travers de sa presse, 1939-1975. Histoire. Institut d'études politiques de Paris; Cycle supérieur d'histoire du XXe siècle, 1994. Français. NNT: . tel-01636618

**HAL Id: tel-01636618**

**<https://theses.hal.science/tel-01636618>**

Submitted on 16 Nov 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS  
CYCLE SUPERIEUR D'HISTOIRE DU XX<sup>e</sup> SIECLE

L'EMIGRATION POLITIQUE ESPAGNOLE EN FRANCE  
AU TRAVERS DE SA PRESSE, 1939-1975

Volume I

Geneviève DREYFUS-ARMAND

Thèse présentée pour le Doctorat de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris,  
mention Histoire

le 16/06/1994

Composition du Jury :

Pierre MILZA, ..... directeur de thèse (IEP Paris)

Serge BERSTEIN, ..... président du jury (IEP Paris)

Andrée BACHOUD, ..... (Université Paris-7)

Emile TEMIME ..... (Université Aix-Marseille)

## **AVERTISSEMENT**

La qualité de numérisation de ce fichier dépendant de l'état général de la microfiche, l'A.N.R.T. ne peut garantir un résultat irréprochable.

Le présent ouvrage est uniquement consultable en bibliothèque.

*A Guillaume et Sophie,*

*En mémoire de  
Jean-Marie et Marie-Germain, Armand-Guilhem,  
autres migrants*

## REMERCIEMENTS

Ce travail entretient avec le temps des relations particulièrement complexes : à peine ébauché au milieu des années 1970, il a été mis en sommeil pendant près de quinze ans du fait de handicaps physiques longtemps invalidants, d'aléas de vie et d'absorbantes activités professionnelles comme conservateur à la BDIC. Conséquence positive d'une commémoration, il a été repris seulement à la faveur du cinquantenaire de la fin de la guerre d'Espagne, et il n'aurait pas vu le jour sans l'aide et le soutien de nombreuses personnes que je tiens à remercier ici chaleureusement.

Pierre Milza, d'abord, qui a accepté de diriger ce travail et dont les indications, les travaux et les problématiques avancées à propos des phénomènes migratoires m'ont guidée en permanence dans ma réflexion. Je souhaiterais exprimer ma gratitude également à Robert Paris, témoin des longues phases d'abandon de cette recherche mais dont les suggestions précieuses et les encouragements ont permis qu'elle aboutisse, et à Andrée Bachoud qui m'a amicalement offert la possibilité très stimulante de présenter dans son centre de recherche les premiers résultats de mes travaux.

Mes remerciements s'adressent également à Jacqueline Covo et à Pierre Laborie, sollicités l'un et l'autre pour des conseils méthodologiques relatifs à l'étude de la presse et à celle des mentalités, ainsi qu'à Jacques Maurice qui, dès son arrivée à Nanterre, a établi une collaboration fructueuse entre les départements espagnols de l'Université de Paris X et de la BDIC.

L'accès aux archives françaises a été facilité par la compréhension et l'aide des conservateurs responsables auxquels je suis très reconnaissante : Mme Bonazzi et Mlle Blanc à la section contemporaine des Archives nationales, Mme Pétillet à la section des Missions des Archives nationales, Annie Charnay aux archives départementales de la Haute-Garonne, Annie Lafforgue à celles du Tarn-et-Garonne, Pierre Fournié aux archives du ministère des Affaires étrangères, Isabelle Chlavassa et MM. Defrance et Labracherie à la Mission des Archives nationales auprès du ministère de l'Intérieur. Daniel Latapie m'a autorisée à consulter le fonds qu'il a déposé aux Archives départementales de Toulouse. De même que l'accès au catalogue intérieur du département des périodiques de la Bibliothèque nationale m'a été facilité, avant sa micro-reproduction, par Mme Delaunay.

En Espagne, j'ai rencontré également beaucoup d'intérêt et de collaboration pour mon travail et je tiens à remercier plus particulièrement le Centre d'études historiques de Barcelone -et tout spécialement Jordi Planes pour son aide amicale-, toute l'équipe de la Fundación Pablo Iglesias de Madrid -notamment Aurelio Martín Nájera, Carmen Motilva Martí, Beatriz García Paz et Oscar Martín-, Nurfa Franco de la Fundación Francisco Largo Caballero, Victoria Ramos des Archives du PCE et Rafael Mestre Martín de la Fundación Salvador Seguí.

Je dois de précieuses indications à plusieurs animateurs du Centre international de recherche sur l'anarchisme : René Blanco, de Marseille, Daniel Rolf Dupuy de Paris et Marianne Enckell de Lausanne ; à l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam et, particulièrement, à Rudolf de Jong et Willeke Tijssen ; à Javier Rubio, pionnier des recherches sur l'émigration espagnole, à Gérard et Nina Langlet, et à nombre d'autres chercheurs qui sont indiqués dans les références bibliographiques. L'aide facilitée par Cyril Anderson, directeur du Centre russe de conservation et d'études des documents en histoire contemporaine, et par les archivistes des différents départements m'ont permis de consulter de très nombreux dossiers d'archives du Komintern et du Kominform.

Enfin, je dois beaucoup aux récits, aux renseignements, aux explications, voire à l'amitié, d'acteurs de cette longue histoire, qu'ils en soient ici cordialement remerciés. Sans oublier Alberto Fernández, Juan García Durán, Julián Gorkín et Ramón Rufat, disparus depuis, il s'agit plus particulièrement de : Octavio Alberola, Antoine Cascarosa, Neus Català, Miguel Celma, Antonio Gardó Cantero, Carlos et Terry Fonséré, Pascual Gallego, Francisco Gómez, Fernando Gómez Peláez, Alegría de Just, Tomás Marcellán, Pierre Marques, Carlos Martínez Cobo, José Morato, Francisco Olaya, Fortunata Prieto, Wilebaldo Solano, Antonio Soriano, Antonio Téllez Solá et Emili Valls Puig.

Ma gratitude va également à Daniel Mayer pour les précisions apportées et l'amical intérêt témoigné ; à Joseph Hue, qui a développé à nouveau l'activité de recherche de la BDIC, a appuyé mes demandes de congé et encouragé mon travail ; à mes collègues, et tout particulièrement Adriana Jiménez et Martine Lemaître, pour avoir assuré la continuité du département et de l'Association des Amis de la BDIC en mon absence. Merci à tous ceux, dont quelques-uns sont cités précédemment, qui m'ont soutenue moralement dans cette entreprise.

# TABLE DES MATIERES

Abréviations et sigles

## INTRODUCTION

### PREMIERE PARTIE : L'EMIGRATION POLITIQUE ESPAGNOLE ET SA PRESSE

#### Chapitre I : L'émigration politique espagnole

<b>A. L'émigration espagnole en France avant 1936</b>	11
1) L'émigration économique	12
a) Jusqu'à la Première Guerre mondiale	12
b) De la Première Guerre mondiale à la guerre d'Espagne	15
2) Les émigrations politiques	18
<b>B. L'émigration de la guerre civile</b>	20
1) Les différentes vagues de l'exode	21
a) Les flux migratoires de 1936 à 1938	21
b) L'exode de 1939	24
2) Le solde migratoire de l'exode	28
a) Négociations franco-espagnoles et retours	29
b) Les réémigrations	34
c) La formation de l'émigration politique espagnole permanente en France	35
3) Composition socio-professionnelle et répartition	39
<b>C. La nouvelle colonie espagnole</b>	45
1) Le poids de l'émigration politique	45
a) Place importante de l'émigration de la guerre civile et son insertion au sein de la colonie espagnole	47
b) Accroissement de l'émigration politique	55
c) L'émigration politique espagnole la plus importante migration politique dans la France de l'après-guerre	62
2) Evolution de la colonie espagnole	64
a) Répartition géographique	65
b) Amoindrissement progressif de la place de l'émigration politique au sein de la colonie espagnole	73

#### Chapitre II : La presse de l'exil, évolution historique

<b>A. Les publications espagnoles en France jusqu'en 1936</b>	82
1) Publications d'exilés politiques	83
2) Existence d'une presse catalane	85
<b>B. L'expérience de la guerre civile de 1936-1939</b>	

<b>la guerre par la propagande</b>	88
1) Le langage, instrument de combat en Espagne	89
2) L'écho de la guerre civile en France	91
<b>C. La presse de l'exil</b>	
<b>les différentes étapes</b>	92
1) Les débuts de l'émigration, 1936-1940	94
a) La "presse des sables"	95
b) La presse hors des camps	99
La presse basque	99
La presse unitaire ou indépendante	100
La presse des partis	102
La presse espagnole et les pouvoirs publics français	107
2) La presse clandestine, 1941-1944	111
a) Les conditions de son apparition	112
L'encadrement des réfugiés	112
Une surveillance constante et multiple	116
b) Essai d'inventaire de la presse clandestine	121
Les débuts de la presse clandestine	122
Les publications clandestines communistes et de l'Unión nacional española	124
Les autres publications clandestines	129
3) Les années d'espoir et d'activité intense, 1944-1950	131
a) L'explosion éditoriale	132
b) Tolérance puis interdiction des publications espagnoles	139
c) Normalisation des publications espagnoles	147
4) Les années difficiles	
des interdictions de 1950 à celles de 1961	154
a) Interdiction des publications communistes	154
b) Les pressions grandissantes de l'Espagne au sujet des réfugiés républicains en France, 1951-1961	161
c) Interdictions répétées de publications	177
5) Recomposition de l'exil et presse nouvelle, 1962-1975	182
a) Le contexte des relations franco-espagnoles	182
b) Les publications de la fin de l'exil	185
6) Esquisse de comparaison avec la presse d'autres communautés immigrées	191

### Chapitre III : Les caractéristiques de la presse : approche de la composition et de la structuration de l'exil espagnol

<b>A. Typologie de la presse de l'exil</b>	199
1) Les divers types de publications	200
a) Publications politiques	200
b) Autres types de publications	207
c) Les langues de communication	210
2) Temps, matière, quantité, espace	
durée, périodicité, aspect matériel, tirages et localisation géographique des publications	213
a) De l'éphémère à la longue durée	
longévité et périodicité des publications, nombre de numéros	214
b) Présentation matérielle	223
c) Tirages	225
d) Localisation géographique	232
<b>B. Les éditeurs de la presse de l'exil</b>	236
1) Prépondérance des groupes et extrême morcellement	236
a) Une presse de mouvements politiques	237



b) De fortes divisions politiques	239
2) Le financement de la presse	253
a) La presse	
l'une de dépenses importantes des organisations	254
b) Une presse en déficit chronique	266
3) La réalisation de la presse	270
a) Diversité des équipes	270
b) Un réseau d'imprimeries	274
<b>C. Diffusion de la presse de l'exil</b>	281
1) Les modalités de diffusion	281
2) Influence sur l'exil espagnol	286
3) Autres aires de diffusion	295
<b>D. Les animateurs de la presse de l'exil</b>	305
1. Directeurs, auteurs, illustrateurs	305
a) Mobilité géographique des dirigeants républicains	307
b) Dirigeants politiques et intellectuels	312
2. Quelques portraits	328
3. Le réseau de relations	341
a) Les liens des émigrés espagnols avec la société française	341
b) Des associations franco-espagnoles	347
c) Participation d'auteurs français à la presse de l'exil	351
<b>E. Le contenu de la presse</b>	
Aperçu général et méthodologie de l'étude	359
1. Le contenu	
omniprésence de l'Espagne	360
2. Considérations méthodologiques	373

## DEUXIEME PARTIE : DEBATS ET STRATEGIES POLITIQUES

### Chapitre I : 1938 - 1944 : d'une guerre à l'autre

<b>A. Les débuts de l'exil : 1938 -1940</b>	380
1. Spécificité de l'exil basque	383
2. Découverte des émigrés économiques	387
3. Prises de positions face à la guerre mondiale	393
<b>B. Clandestinité résistante et Reconquista</b>	401
1. Clandestinité, stratégies et actions	403
2. Prépondérance de l'Unión nacional española	411
3. Lutte contre le nazisme	417
4. Libération de la France ou Reconquista	419

### Chapitre II : 1945 - 1955 : de l'exil considéré comme provisoire à l'exil prolongé

<b>A. A la recherche d'une improbable unité</b>	427
1. Les scissions issues de la guerre mondiale	428
2. Les institutions républicaines de l'exil	435
a) Le rétablissement des institutions républicaines	435
b) Le gouvernement républicain	
catalyseur de l'unité ou facteur de division ?	441
c) Continuité des institutions républicaines et discussions avec les monarchistes	447

d) Les institutions des minorités régionales	459
<b>B. Les stratégies du retour</b>	465
1. Insurrection nationale, guérilla, action directe	466
2. La chute de Franco comme conséquence de la victoire alliée	472
3. Espoir dans l'aide internationale ?	476
<b>C. Le noeud gordien :</b>	
<b>quel régime après Franco ?</b>	487
1. Le rétablissement de la légitimité républicaine	487
2. Le plébiscite préalable à l'instauration d'un nouveau régime	492
3. Le rejet du débat institutionnel	495

### **Chapitre III : 1955 - 1975: Recomposition et marginalisation de l'antifranquisme exilé**

<b>A. Recomposition politique de l'exil</b>	501
1. Efforts unitaires	501
2. Générations et oppositions nouvelles	509
<b>B. Déplacement du centre de gravité de l'antifranquisme</b>	519
1. L'émergence de l'opposition intérieure	521
2. Rapports de l'exil avec l'opposition intérieure :	
coïncidences et divergences	525
a) L'Europe :	
feu de convergence entre une partie de l'exil et de l'opposition intérieure	526
b) Distorsions entre l'exil et l'opposition intérieure	533

## **TROISIEME PARTIE : CULTURES ET MENTALITES**

### **Chapitre I : Cultures d'exil**

<b>A. Les débuts de l'émigration :</b>	
<b>volonté de continuer la vie culturelle de la Seconde République</b>	547
<b>B. Défense et illustration de l'identité culturelle de l'exil</b>	554
1. Les organismes à vocation culturelle	555
a) Regroupements d'intellectuels	555
b) Les Ateneos	557
c) Organismes régionaux	559
d) Librairies et maisons d'édition	564
e) Les commissions culturelles de partis ou de syndicats	566
2. Composantes des cultures de l'exil	568
a) Les intellectuels	568
b) Les "républicains"	574
c) Les anarchistes	576
d) Les minorités régionales	582
3. Typologie des cultures de l'exil	587
a) Histoire et mémoire	588
b) Manifestations et activités culturelles variées	590
c) La poésie	594

d) La nouvelle	596
e) Esquisse de consommation culturelle	597
<b>C. Rencontre avec d'autres cultures</b>	601
1. Lieux de la rencontre	601
2. Expression de la rencontre	606

## **Chapitre II : Esquisse d'un imaginaire collectif**

<b>A. La mémoire et ses enjeux</b>	613
1. Les commémorations spécifiques	614
2. Les commémorations communes	618
a) Les commémorations internationales et nationales	619
b) Les dates emblématiques	621
<b>B. L'exil :</b>	
<b>le regard porté sur lui-même</b>	627
1. La mémoire de l'exil	627
2. Les difficultés de l'exil et ses insuffisances	636
3. La fonction de l'exil	642

<b>Conclusion</b>	650
-------------------	-----

<b>Postface</b>	658
-----------------	-----

<b>Sources</b>	666
----------------	-----

<b>Bibliographie</b>	673
----------------------	-----

### **ANNEXES :**

- Présentation chronologique des publications et nombre de numéros publiés annuellement	690
- Notices biographiques	733
- Documents	754

\*\*\*\*\*

## CARTES, GRAPHIQUES, TABLEAUX

L'immigration en France de 1851 à 1936	14
Répartition géographique des Espagnols en 1936	17
Récapitulatif des flux migratoires de l'Espagne vers la France, 1939-1941 : état de la question	37
Evolution des communautés étrangères en France de 1936 à 1945	46
Etrangers de 15 ans et plus en 1945	49
Les Espagnols en France en 1946	51
Espagnols ayant franchi clandestinement la frontière et maintenus en France, 1946 - 1949	58
Les réfugiés politiques en France, 1954-1976	63
Ressortissants espagnols résidant dans la V <sup>e</sup> région militaire au 31 décembre 1949	66
Les Espagnols dans la région parisienne, 1945-1962	67
Population espagnole par département au 31 décembre 1950	69
Pourcentage des Espagnols par rapport à l'ensemble des colonies étrangères de chaque département au 31 décembre 1950	70
Pourcentage des réfugiés par rapport à l'ensemble de la colonie espagnole, pour les départements ayant plus de 4000 résidents espagnols, au 31 décembre 1950	72
Evolution de la composition de la colonie espagnole en France, 1939 - 1975	76
Répartition géographique des réfugiés espagnols en France au début de 1968	78
Créations et disparitions de périodiques	152
Nombre de titres publiés annuellement	153
Les divers types de périodiques :	
pourcentage par rapport au nombre de numéros publiés	201
Répartition des titres par types de publications	203
Les langues utilisées dans la presse de l'exil :	
pourcentage par rapport au nombre de numéros	212
Publications dont la durée a excédé dix ans	215
Périodicité des titres	217
Périodicité de la presse de l'exil :	
pourcentage par rapport au nombre de numéros	219
Nombre de numéros publiés par titre	221
Mode de fabrication des publications :	
pourcentage par rapport au nombre de numéros	224
Principaux tirages	226
Localisation géographique des publications	234
Panorama des collectivités éditrices	249
Comptes de l'UGT correspondant à la période allant du 1er août 1945 au 31 juillet 1946	256
Administration de C.N.T. en 1947	258
Comptes de l'UGT correspondant à la période allant du 1er septembre 1953 au 31 décembre 1955	262
Bilan financier de la CNT-AIT pour le mois de novembre 1957	262
Administration d'El Socialista :	
tirages et coûts	266

<i>Administration d'El Socialista :</i>	
recettes et dépenses	268
Salaires du personnel d' <i>El Socialista</i> de 1951 à 1956	273
Salaires du personnel du <i>Socialiste</i> de 1970 à 1972	274
Répartition par parution de C.N.T. en 1951	285
Les abonnés d' <i>El Socialista</i> en 1972	288
Pourcentage annuel des thèmes dans <i>Solidaridad obrera</i>	364
Pourcentage annuel des thèmes dans <i>El Socialista</i>	367
Pourcentage des thèmes dans les dix premiers numéros de <i>L'Espagne républicaine</i> et des <i>Cuadernos de Ruedo ibérico</i>	372

## ABREVIATIONS POUR LES SOURCES

ACCPCE	:	Archivo del Comité central del Partido comunista español (Madrid)
AGE	:	Archivo general de la administración civil del Estado (Alcalá de Henares)
ADHG	:	Archives départementales de la Haute-Garonne
ADTG	:	Archives départementales du Tarn-et-Garonne
AMAE	:	Archives du ministère des Affaires étrangères (France)
AMI	:	Archives du Ministère de l'Intérieur
AN	:	Archives nationales (Paris)
BDIC	:	Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine (Nanterre)
BN	:	Bibliothèque nationale (Paris)
CEHI	:	Centre d'études historiques internationales (Barcelone)
CRCEDHC	:	Centre russe de conservation et d'études des documents en histoire contemporaine (Moscou)
FLC	:	Fundación Largo Caballero (Madrid)
FPI	:	Fundación Pablo Iglesias (Madrid)
FSS	:	Fundación Salvador Seguí (Valence)
IFHS	:	Institut français d'histoire sociale (Paris) (incluant les collections conservées au Centre des archives contemporaines de Fontainebleau)
IISG	:	Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis (Amsterdam)

## PRINCIPAUX SIGLES UTILISES

ACUN	:	Agrupación de Centistas de Unión nacional
AIT	:	Association internationale des travailleurs
AGE	:	Agrupación de guerrilleros españoles
ANC	:	Alliança nacional de Catalunya
ANV	:	Acción nacionalista vasca
ARDE	:	Acción republicana democrática
BRNG	:	Bloque republican nazonal galego
CADI	:	Centre d'action et de défense des immigrés
CCOO	:	Comisiones obreras
CISL	:	Confédération internationale des syndicats libres
CNT	:	Confederación nacional del trabajo
CRRC	:	Conjunció republicana resistent de Catalunya
ERC	:	Esquerra republicana de Catalunya
ETA	:	Euzkadi (Euzkatasuna)
FEREF	:	Federación de Españoles residentes en Francia
FETE	:	Federación española de trabajadores de la enseñanza

FFI	:	Forces françaises de l'intérieur
FIJL	:	Federación ibérica de juventudes libertarias
FNC	:	Front nacional de Catalunya
FRAP	:	Fronte revolucionario antifascista y patriótica
FSE	:	Federación socialista española
FSM	:	Fédération syndicale mondiale
FTP	:	Francs-tireurs et partisans
FUE	:	Federación universitaria escolar
GCI	:	Grupo comunista internacionalista
IR	:	Izquierda republicana
JARE	:	Junta de auxilio a los Republicanos españoles
JCI	:	Juventud comunista ibérica
JEL	:	Junta española de liberación
JEFEC	:	Juventuts de Esquerra republicana-Estat català
JSE	:	Juventudes socialistas españolas
JSU	:	Juventudes socialistas unificadas
MLE	:	Movimiento libertario español
MOI	:	Main d'oeuvre immigrée
MSC	:	Moviment socialista de Catalunya
MUR	:	Movimiento de unidad republicana
PCE	:	Partido comunista de España
PNV	:	Partido nacionalista vasco
POUM	:	Partido obrero de unificación marxista
PSOE	:	Partido socialista obrero español
PSUC	:	Partit socialista unificat de Catalunya
SERE	:	Servicio de evacuación de los Republicanos españoles
SIA	:	Solidaridad internacional antifascista
STV	:	Solidaridad de trabajadores vascos
UDC	:	Unio de dones de Catalunya
UFEH	:	Unión federal de estudiantes hispanos
UGT	:	Unión general de trabajadores
UIE	:	Unión de intelectuales españoles
UME	:	Unión de mujeres españolas
UNE	:	Unión nacional española
UR	:	Unión republicana

Remarque : dans le texte, les sigles ne comportent pas de points entre les différentes lettres, suivant en cela les habitudes de l'édition contemporaine. Cependant, les points ont été conservés, quand ils existent, dans les titres des journaux de l'exil afin que la restitution de ceux-ci soit la plus exacte possible.

## INTRODUCTION

L'émigration vers la France des Espagnols qui quittent leur pays à l'issue de la guerre de 1936-1939 constitue un phénomène d'importance dans l'histoire contemporaine des deux nations. Importance due à la fois à l'ampleur numérique et à la durée de cette émigration, mais aussi aux prolongements que celle-ci connaît jusqu'à nos jours et qui imbriquent davantage le présent de la France et de l'Espagne. C'est en grande partie par l'étude de tels flux migratoires que peuvent s'appréhender, de manière concrète, les relations entre deux nations, au travers notamment des représentations réciproques et des capacités d'intégration par le pays d'accueil des nationaux issus de l'Etat voisin ; par ailleurs, l'arrivée de réfugiés politiques dans un pays n'est pas sans impact sur l'évolution des relations bilatérales, en particulier par la sorte de droit de regard que s'arroe le pays d'origine, dès lors que des liens diplomatiques existent. L'exil espagnol de 1939 vers la France marque véritablement une page importante dans l'histoire des relations franco-espagnoles <sup>1</sup>.

Objet d'histoire intra-européenne, l'exil républicain vers la France est également partie intégrante de l'histoire de l'Hexagone. Les hommes et les femmes qui le composent constituent pendant plus de deux décennies une part notable de la colonie espagnole de France ; quant à leurs enfants et petits-enfants, ils sont devenus, dans leur immense majorité, du fait du long exil de la première génération, des citoyens français. En dépit de cet enracinement profond dans l'histoire nationale, cet exil de 1939 reste longtemps méconnu.



Si l'on excepte quelques brefs témoignages parus en Amérique latine dès les premières années de l'exil <sup>2</sup> et les mémoires de diverses personnalités -trois femmes, anciennes responsables républicaines- publiées en Europe au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale <sup>3</sup>, ce n'est qu'à partir de la fin des années 1960 que des publications sur ce thème apparaissent ; elles émanent de responsables politiques ou syndicaux, d'écrivains ou de simples acteurs de ces événements. Ce sont des témoignages très divers sur l'expérience de l'exil ; leur immense mérite, au travers des itinéraires de vie qu'ils proposent, est de sauver de l'oubli des milliers de réfugiés qui ont vécu des destins similaires. La grande majorité de ces récits concerne les camps d'internement en France et en Algérie, les camps d'extermination nazis, et, de façon générale, l'ensemble des années de la Deuxième Guerre mondiale, marquées par la difficile arrivée en France, le travail forcé dans les Compagnies de travailleurs étrangers, la guerre dans des unités militaires françaises, l'engagement dans la Résistance ou la déportation <sup>4</sup>.

---

1. Emile TEMIME, "La migration espagnole au XX<sup>e</sup> siècle. Le rôle de la communauté espagnole en France. Une problématique d'ensemble", *Relations Internationales*, n° 50, été 1987, pp. 183 - 195.

2. Brochures pour la plupart introuvables comme : Jaime ESPINAR, *Argelès-sur-mer (Campo de concentración para Españoles)*, Caracas, editorial Elite, 1940 ; Manuel GARCIA GERPÉ, *Alambradas. Mis nueve meses por los campos de concentración de Francia*, Buenos-Aires, editorial Costa, 1941 ; Rafael ALBERTI, *Vida bilingüe de un refugiado español en Francia (1939-1940)*, Buenos-Aires, editorial Bajel, 1942, [21 p] ; Miguel GIMENEZ IGUALADA, *Más allá del dolor*, Mexico, editorial Tierra y libertad, 1946.

3. De l'ambassadeur républicain en Suède et en Finlande, émigrée en France, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et au Mexique, Isabel de PALENCIA, *Smouldering freedom... The story of the Spanish Republicans in exile*, Londres, Gollancz, 1946, 191 p. De Victoria KENT, ancien directeur général des prisons : *Quatre ans à Paris*, Paris, Editions le Livre du Jour, 1947, 214 p. Et de Federica MONTSENY, ancien ministre de la Santé : *Cien días de la vida de una mujer*, Toulouse, "Universo", 1949, 48 p. et *Pasión y muerte de los Españoles en Francia*, Toulouse, Universo, 1950 (paru dans *El Mundo al día*).

4. Geneviève DREYFUS-ARMAND, "Les Espagnols en France", *Bulletin de l'Institut d'histoire du temps présent*, n° 40, juin 1990, pp. 60-72 et la bibliographie complémentaire de Javier RUBIO, "Coloquio Españoles en Francia, 1936-1946. Consideraciones bibliográficas previas", Salamanca, *Studia histórica*, vol. VIII, 1990, pp. 187-208. Geneviève DREYFUS-ARMAND, "Historiographie des premières années de l'exil espagnol et état de la question", *Exils et émigrations hispaniques au XX<sup>e</sup> siècle*, Université de Paris 7, Centre d'études et de recherches intereuropéennes contemporaines (CERIC), Centre de recherches hispaniques, 1993, n° 1, pp. 50-67.

Les premières études ne commencent à apparaître qu'au cours des années 1970 seulement, presque toutes d'origine espagnole, depuis le travail pionnier de Javier Rubio <sup>5</sup> jusqu'à l'ouvrage collectif dirigé par José Luis Abellán<sup>6</sup>. Des études sur la vie politique des exilés ont été publiées en langue espagnole le plus souvent, en France ou dans la Péninsule, souvent centrées sur un courant idéologique donné <sup>7</sup>. En Espagne, les rencontres universitaires sur ce thème ne sont organisées qu'une dizaine d'années après la fin du franquisme, à partir de la fin des années 1980 <sup>8</sup>, et tous les actes ne sont pas encore publiés <sup>9</sup>. En France, où les études sur les phénomènes migratoires se développent surtout depuis une quinzaine d'années, l'on commence à bien connaître les exils allemand antinazi et italien antifasciste, ainsi que l'immigration italienne et polonaise, mais l'exil espagnol de la guerre d'Espagne est demeuré peu étudié <sup>10</sup>. Aucun ouvrage universitaire d'ensemble n'existe en France sur la question ; seuls, des ouvrages récents abordent quelques aspects de la question <sup>11</sup>. Si bien que force est de constater, cinquante ans après les événements, lorsque commence à s'organiser un

5. Javier RUBIO, *La emigración española a Francia*, Barcelone, Ariel, 1974, 402 p. et *La emigración de la guerra civil de 1936-1939. Historia del éxodo que se produce con el fin de la IIª República española*, Madrid, editorial San Martín, 3 vol., 1977, 1229 p.

6. *El Exilio español de 1939*, Madrid, Taurus, 1976-1978, 6 vol., 1868 p.

7. José BORRAS, *Política de los exiliados españoles, 1944-1950*, Paris, Ruedo Ibérico, 1976, 326 p. ; José Maria del VALLE, *Las instituciones de la República española en exilio*, Paris, Ruedo Ibérico, 1976, 367 p. ; Carlos et José MARTINEZ COBO, *Intrahistoria del PSOE*, 4 vol., Barcelona, Plaza y Janés, 1989-1993 ; David Wingate PIKE, *Jours de gloire, jours de honte. Le Parti communiste d'Espagne en France depuis son arrivée en 1939 jusqu'à son départ en 1950*, Paris, SEDES, 1984, 311 p.

8. La première rencontre scientifique est organisée à Madrid par la Fondation Sánchez Albornoz en 1987, avec la collaboration de la Communauté autonome de Madrid et de l'Institut de coopération ibéro-américaine (*El exilio español de la posguerra*), suivie en 1988 par un colloque organisé à Salamanque par l'Archivo histórico nacional, section guerre civile (*Movimientos migratorios provocados por la guerra civil*). Les actes n'en semblent pas publiés encore.

9. Seules rencontres publiées à ce jour : *La oposición al régimen de Franco. Estado de la cuestión y metodología de la investigación*. Coordinación Javier TUSELL, Alicia ALTED, Abdón MATEOS, Madrid, UNED, 1990, 3 vol., 412 p., 484 p., 688 p. Citons également le colloque organisé à Barcelone à l'initiative du Centre d'études historiques internationales (9-11 octobre 1989) sur *L'exilio als països catalans, 1939-1978*, pour lequel existent des pré-actes mais incomplets. Et le tout récent ouvrage sur *La oposición libertaria al régimen de Franco (1939-1975)*, Madrid, Fundación Salvador Seguí, 1993, 928 p.

10. En 1985, Emile Témime constate qu'il est remarquable "que l'on ait la plus grande difficulté à se lancer dans des études sérieuses sur la question, ceci aussi bien du côté français que du côté espagnol" ("Bilan et lacunes des recherches récentes sur l'histoire espagnole du XX<sup>e</sup> siècle en France et en Espagne", *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 3-4, juillet-décembre 1985, p. 13).

projet de recherche franco-italo-espagnol, que de nombreuses zones d'ombre demeurent dans la connaissance de cette migration. Il faut signaler par ailleurs que l'immigration espagnole en France, entendue de façon globale quelle que soit la nature des flux migratoires, a peu été étudiée par les chercheurs français. Les colloques internationaux tenus en 1991 à Salamanque et à Paris sur *Les Espagnols en France de 1936 à 1946* et sur *Italiens et Espagnols en France de 1938 à 1946* ont permis d'évaluer l'état des connaissances et de susciter des recherches nouvelles ; des avancées importantes, parfois même des mises au point décisives, ont été réalisées dans la connaissance de l'émigration espagnole en France au cours de la décennie marquée par la Deuxième Guerre mondiale.

Cependant, l'exil espagnol de 1939 n'est encore connu que de façon partielle et cette connaissance est limitée généralement à l'activité de quelques personnalités ou à la stratégie de partis ou de mouvements organisés. L'important travail de sauvegarde de la mémoire de l'exil effectué en Espagne depuis quelques années a donné lieu à des travaux généralement sérieux et documentés, mais souvent sectoriels : chaque groupe politique ou régional écrit l'histoire de son propre exil, aussi une étude d'ensemble de l'exil républicain s'impose-t-elle. Les aspirations, les activités politiques, associatives et culturelles de la grande majorité des exilés sont encore peu étudiées, pas plus d'ailleurs que les liens tissés avec le pays d'accueil, les rapports avec le pays d'origine et l'évolution dans la longue durée de cette communauté. Au fur et à mesure que

---

11. *Plages d'exil: les camps de réfugiés espagnols en France, 1939*, coordination de Jean-Claude VILLEGAS, Nanterre, BDIC, Dijon, Hispanistica XX, 1989, 232 p. ; *Les Français et la guerre d'Espagne*. Actes du colloque tenu à Perpignan les 28, 29 et 30 septembre 1989. Édités par Jean SAGNES et Sylvie CAUCANAS, Perpignan, Centre de recherche sur les problèmes de la frontière, 1990, 438 p. ; *Exil politique et migration économique. Espagnols et Français aux 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles*, Paris, CNRS, 1991, 205 p. D'autres ouvrages généraux sont à signaler, qui émanent de l'exil lui-même ou d'historiens anglo-saxons : PIKE David Wingate, *Vae Victis ! Los Republicanos españoles refugiados en Francia, 1939-1944*, Paris, Ruedo Ibérico, 1969, 140 p. ; PONS PRADES Eduardo, *Los derrotados y el exilio*, Barcelona, Bruguera, 1977, 190 p. ; STEIN Louis, *Beyond death and exile. The Spanish republicans in France, 1939-1955*, Cambridge (Mass.), Londres, Harvard University Press, 1979, 306 p. (traduction française publiée aux éditions Mazarine en 1981).

s'énoncent ces aspects méconnus, surgissent autant d'interrogations qui seront à la base de notre problématique : peut-on véritablement parler de communauté, quels sont ses modes de structuration, dans quelle mesure ceux-ci induisent-ils ou non une certaine intégration dans la société française ou, au contraire, une extériorité ; comment une évolution s'opère-t-elle au cours de quasiment quatre décennies ? Sans prétendre pouvoir répondre à l'ensemble de ces questions, notre but est d'apporter des éléments d'information et d'analyse, premiers jalons d'une connaissance globale de l'exil espagnol de la guerre civile.

Notre champ d'étude se trouve donc circonscrit à ceux des membres de la colonie espagnole dont la venue en France est motivée par l'issue de la guerre d'Espagne, dès le terme de celle-ci ou postérieurement ; donc, à ceux que l'on considère comme des émigrés politiques, qui ont théoriquement la possibilité d'obtenir le statut de réfugié, par rapport à ceux dont les motifs de départ sont essentiellement économiques, qu'ils soient déjà installés en France lorsque se produit l'exil de 1939 ou qu'ils arrivent vingt ans plus tard. Pour mieux comprendre la place de l'émigration politique dans la colonie espagnole, il peut être intéressant non seulement de préciser l'évolution numérique relative des deux groupes au cours de la période et de comparer leur composition socio-professionnelle, mais aussi de tenter de saisir l'existence ou non d'une frontière entre eux, la nature et l'évolution de leurs rapports, afin d'apporter un éclairage sur la colonie espagnole dans sa globalité. Cependant, la connaissance de la présence espagnole en France avant la guerre d'Espagne est encore très fragmentaire et il n'est souvent possible que d'avancer des hypothèses.

La constatation de l'activité intense de publication des exilés espagnols en France au cours de la période a amené très naturellement à s'appuyer sur ce matériau documentaire fort riche et quasiment inexploité jusqu'à présent. Notre démarche s'appuie donc, de façon privilégiée, sur la presse et les

publications périodiques des exilés espagnols ; presse qui est "tout ensemble expression des convictions, projection des rêves ou des utopies, instrument de combat" et qui "entretient avec la vie des peuples et des sociétés une relation de réciprocité active", comme l'écrit René Rémond à propos d'un "premier état des lieux" de la presse des communautés étrangères en France <sup>12</sup>. Par cette étude de la presse de l'exil espagnol, nous entendons aussi contribuer à l'écriture d'un chapitre encore peu fourni de l'histoire de la presse en France, celui d'une presse d'opinion, d'une presse en marge, qui émane non de puissants groupes financiers, mais des membres d'une communauté immigrée.

L'analyse du travail de propagande et de diffusion des idées peut permettre d'appréhender la vie politique, associative et culturelle de l'émigration politique et d'avancer quelques éléments de compréhension de l'imaginaire collectif de celle-ci. Cette activité de publication reflète, en effet, à la manière d'un miroir -fidèle, grossissant, déformant ou lacunaire, ce sera l'une des interrogations à poser- les liens des exilés entre eux, avec la société française et avec "l'intérieur".

La presse de l'exil -entendue au sens large du terme- est à la fois objet d'étude en elle-même et source d'information à interroger. Objet d'étude, comme mode d'expression privilégié des idéaux, des projets et des mythes d'un groupe social, cette presse, dispersée dans de nombreuses collections publiques ou privées de plusieurs pays, était d'abord à inventorier et à répertorier, sans que l'on puisse prétendre à une exhaustivité totale. Le premier objectif de la recherche a été, en effet, de recenser les nombreuses publications des exilés espagnols en France. La constatation de l'extrême dispersion de ces documents, en France, en Espagne et ailleurs, est apparue très vite, ainsi que le caractère fragmentaire des

---

12. *France des étrangers, France des libertés. Presse et mémoire*, Paris, Editions ouvrières, 1990, 201 p.

collections sauvées de l'oubli ; mal, la constitution d'un corpus le plus complet possible était, malgré le caractère ingrat de la tâche et l'impression maintes fois entrevue de recomposer un vaste puzzle dont il manque sans cesse des pièces, la base nécessaire de ce travail. L'analyse de ce vecteur d'expression au long de quasiment quarante années peut permettre, dans un premier temps, de cerner les diverses phases de l'histoire de cette émigration ; phases marquées par la dynamique interne de l'émigration, le poids de la conjoncture internationale et l'évolution des relations bilatérales franco-espagnoles. L'étude des divers types de publications, de leur réalisation, de leur financement et de leur diffusion, celle des organismes éditeurs, des animateurs et des responsables, l'analyse des rapports avec les autorités françaises peuvent apporter des éléments de compréhension sur la structuration de l'exil, sa composition sociale et idéologique, son insertion dans la société française et ses liens avec l'opposition intérieure.

Après cette approche globale de l'émigration politique espagnole au travers de son activité de publication, il sera possible d'analyser, au cours des différentes périodes distinguées, ce que cette presse révèle sur les positions politiques de l'exil, sur la structuration en partis, syndicats et associations, sur les conflits et les tentatives de regroupements, sur les espoirs et les mythes et, plus généralement, sur les préoccupations culturelles et les mentalités. Comme source d'information la presse de l'exil est, bien entendu, à utiliser avec les méthodes classiques de la critique historique au même titre que d'autres documents comme les mémoires d'hommes politiques, les dépêches et notes diplomatiques ou les rapports de police <sup>13</sup> ; aussi, les informations données par la presse seront-elles confrontées chaque fois que possible à celles issues d'autres sources, afin de déceler les non-dits ainsi que les distorsions entre le discours et la réalité. La presse au sens habituel du terme constitue un des "échos les plus perceptibles" de

---

13. Pierre MILZA, *Le fascisme italien et la presse française, 1920-1940*, Bruxelles, éditions Complexe, 1987, p. 37 ; cf aussi Manuel TUÑÓN DE LARA in : *a prensa de los siglos XIX y*

l'opinion publique "à condition de s'interroger... sur la signification changeante de ses fonctions et sur les moyens de son influence réelle" <sup>14</sup> ; à plus forte raison peut-être, cette presse en marge, cette presse combattante peut être considérée comme un miroir relativement pertinent de l'exil espagnol, compte tenu de l'extrême diversité des publications, reflet de ses nombreuses composantes. Objet d'étude, la presse l'est aussi, enfin, par l'analyse du discours de presse ; les auteurs, la nature, l'objet et les destinataires de ce discours identifiés, il sera possible, au travers de quelques thèmes significatifs, d'étudier les moyens et les procédés de ce discours, afin de cerner d'un peu plus près, notamment par le biais des constructions symboliques, l'imaginaire collectif de l'exil. Dans le sens même où Pierre Vilar propose, à propos des nombreuses publications périodiques éditées au cours de la guerre civile, de les interroger sur l'imaginaire plutôt que de les utiliser pour l'étude des faits et des pensées <sup>15</sup>.

A travers l'analyse d'un matériau documentaire spécifique, une presse militante abondante et diverse, l'objectif est de tenter de situer la place et le mode d'insertion d'une émigration politique dans la société française, d'évaluer l'évolution de l'attitude des pouvoirs publics à son égard en fonction des impératifs étatiques ; et surtout peut-être, d'approcher les idéaux, les mythes et les mentalités d'un groupe enraciné profondément dans l'histoire de la France contemporaine par l'étude des écrits d'exilés, dont quelques-uns jouissent d'une certaine célébrité mais dont la grande majorité est anonyme.

---

XX. *Metodología, Ideología e Información. Aspectos económicos y técnicos*, Bilbao, Universidad del País vasco, 1986, pp. 13-17.

14. Pierre LABORIE, "De l'opinion publique à l'imaginaire social", *Vingtème siècle*, n° 18, avril-juin 1988, pp. 111.

15. Pierre VILAR, *La guerre d'Espagne (1936-1939)*, Paris, Presses universitaires de France, 1986, p. 102.

**PREMIERE PARTIE**

**L'EMIGRATION POLITIQUE ESPAGNOLE ET SA PRESSE**



# CHAPITRE I

## L'EMIGRATION POLITIQUE ESPAGNOLE

*Tu laisseras toute chose le plus chèrement aimée : c'est là le trait que l'arc de l'exil décoche le premier. Tu éprouveras combien d'autrui le pain est amer, et quel dur chemin est de monter et descendre par l'escalier d'autrui...*

Dante, *La Divine comédie*  
(Paradis, Chant XVII)

L'émigration politique espagnole en France est constituée dans son immense majorité des réfugiés arrivés à la fin de la guerre d'Espagne. La migration politique liée à la guerre civile est probablement l'une des plus importantes, par sa durée et son ampleur, que l'Espagne ait connues dans sa grande histoire des migrations. La France est, par ailleurs, le pays le plus marqué par la guerre civile espagnole et ses conséquences, et cet exode important vient notamment modifier la nature, la composition et la répartition géographique de la colonie espagnole résidant déjà dans la métropole et dans ses colonies, ainsi que l'image de "l'Espagnol" dans l'opinion publique. Après la Deuxième Guerre mondiale, le maintien sur le territoire français d'un nombre considérable de réfugiés confirme cette transformation de la colonie espagnole et n'est pas sans influencer sur les relations entre les deux pays pendant de longues années. La reprise de relations diplomatiques normales entre les deux pays et l'arrivée, dans les années 1960, d'un flux migratoire considérable d'une autre nature, combinent leurs effets, marginalisent et rendent largement minoritaire la migration politique.

Plus que de faire un historique détaillé de la migration vers la France provoquée par l'issue de la guerre d'Espagne, il s'agit présentement de mettre en relief les caractéristiques principales de cet exil afin de pouvoir situer plus exactement son activité de publication. La spécificité de cet exode par rapport aux autres migrations espagnoles en direction de la France peut se percevoir lorsqu'on le replace dans la longue durée de ces flux.

### A. L'EMIGRATION ESPAGNOLE EN FRANCE AVANT 1936

L'Espagne est, depuis longtemps, un pays d'émigration . moyen d'enrichissement pour quelques-uns, exutoire pour une population à la recherche de meilleures conditions de vie et nombreux exils politiques. La France n'a pas attiré tous ces flux migratoires avec la même intensité, beaucoup se sont dirigés, au cours des siècles, vers le pourtour de la Méditerranée et, surtout, vers l'Amérique latine. L'émigration vers le continent américain s'est prolongée longtemps. même après l'indépendance des colonies espagnoles, l'époque de la plus intense émigration espagnole se situant au cours des années 1906-1915 <sup>1</sup>. L'émigration espagnole vers l'Amérique a toujours été, jusqu'aux années 1960, plus importante que vers la France, si l'on excepte justement la grande migration politique de 1939.

Pour la commodité de cette présentation générale -nécessairement rapide- il a été distingué l'émigration économique de l'émigration politique. Mais, si l'on connaît un peu les principaux exils liés à des convulsions politiques espagnoles précises, l'on ne sait rien des départs individuels et espacés motivés par des raisons où le "politique" et l'"économique" se mêlent sans que l'on puisse

---

1. Javier RUBIO, *La emigración española en Francia*, Barcelone, Ariel, 1974, p. 35.

déterminer avec précision la part de l'un et de l'autre, comme c'est le cas, par exemple, pour les anarchistes qui ne dissocient pas dans les causes de leur départ, la pauvreté de l'opposition au régime politique de leur pays. Et l'on sait peu de choses des mentalités et des engagements de cette migration plus nombreuse que l'on qualifie globalement d'économique. Les mouvements de fuite devant les guerres de l'Espagne au début du siècle ne sont pas sans incidence sur les phénomènes migratoires : les pointes de l'émigration espagnole en Algérie ne sont peut-être pas sans rapport, notamment en 1909, avec la proportion des désertions devant la mobilisation pour la guerre du Maroc <sup>2</sup>. La distinction entre les deux types de migrations ne reflète donc que l'état actuel des connaissances et la dominante globale des flux.

## **1) L'émigration économique**

### **a) Jusqu'à la Première Guerre mondiale**

6

A l'époque moderne, ce sont surtout des Français qui vont, en plus grand nombre, chercher du travail en Espagne <sup>3</sup> ; les marchands et artisans espagnols, installés principalement dans les ports méditerranéens et atlantiques, ne sont évalués, approximativement, que par centaines. Les conditions d'une inversion du courant migratoire en direction de la France sont loin d'être réunies dans les années 1840-1850, aussi n'est-ce qu'à partir du dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle que le flux migratoire entre la France et l'Espagne tend à s'affirmer en sens

---

2. Le rapprochement entre les travaux de J. B. Vilar et Andrée Bachoud s'impose ; voir : Juan Batista VILAR, *Los Españoles en la Argelia francesa (1830-1914)*, Madrid, Centro de Estudios Históricos, Murcia, Université, 1989, p. 214 et : Andrée BACHOUD, *Los Españoles ante las campañas de Marruecos*, Madrid, Espasa Calpe, 1988, p. 145. Ou, tout au moins, les désertions alimentent-elles l'émigration clandestine, comme le montre José Fermín BONMATI ANTON dans *La emigración alicantina a Argelia*, Alicante, Secretariado de publicaciones de la Universidad, 1988, p. 42-45.

contraire, du nord au sud <sup>4</sup>. Les chiffres dont l'on dispose alors concernent bien entendu la seule immigration contrôlée.

Ce n'est donc qu'avec la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle que le nombre de travailleurs espagnols en France apparaît avec une certaine importance: ils sont près de 30.000 (29.736) au recensement de 1851, le premier à indiquer la nationalité des recensés, ce qui en fait la quatrième colonie étrangère après celles constituées par les Belges, les Italiens et les Allemands, peu avant les Suisses. Plus de la moitié des Espagnols est alors localisée dans cinq départements du Sud-Ouest : Basses et Hautes-Pyrénées, Gers, Lot-et-Garonne et Gironde.

Le nombre des Espagnols en France augmente régulièrement à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle pour arriver à près de 106.000 au recensement de 1911 ; approximation due au fait que jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, les chiffres relatifs aux étrangers sont très certainement sous-évalués <sup>5</sup> ; les Espagnols représentent alors 9% de la communauté étrangère totale, cette fois après les Italiens et les Belges. Ce sont pour la plupart des émigrants agricoles pauvres qui s'installent dès qu'ils trouvent du travail, toujours certes au voisinage des Pyrénées mais aussi dans le Languedoc (Aude, Hérault) et dans la région marseillaise. On constate un progressif déplacement du centre de gravité de cette émigration du Sud-Ouest vers les départements méditerranéens ; les cinq départements qui, en 1851, concentraient plus de 50% de la colonie espagnole, en accueillent alors seulement un tiers, tandis que les quatre départements riverains de la Méditerranée que sont les Pyrénées-orientales, l'Aude, l'Hérault et les

---

3. Voir un aperçu, pour l'époque moderne, dans l'article de Rose DUROUX consacré au XIX<sup>e</sup> siècle, "Les Auvergnats de Castille au XIX<sup>e</sup> siècle", *Revue de la Bibliothèque nationale*, n° 38, hiver 1990, pp. 24-37.

4. Emile TEMIME, "Les recherches sur les échanges migratoires entre la France et l'Espagne", in : *Exil politique et migration économique. Espagnols et Français aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, CNRS, 1991, p. 12.

5. Gérard NOIRIEL, *Le creuset français. Histoire de l'immigration, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, éditions du Seuil, 1988, pp. 370 et 374.

Bouches-du-Rhône abritent plus du tiers de celle-ci à la veille de la Première Guerre mondiale <sup>6</sup>.

L'origine géographique de ces migrants est mal connue, mais il semble que si la Catalogne alimente peu le flux migratoire, le Levant -provinces de Castellón, Valence, Alicante et Murcie- y contribue fortement. Les Espagnols travaillent beaucoup plus dans l'agriculture que les immigrés italiens ou belges : plus du tiers d'entre eux au début du siècle et plus d'un quart en 1911. L'émigration espagnole en Algérie commence, quant à elle, avec la conquête française, dans le premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle et ne cesse de progresser, pour constituer, au début du siècle suivant, la colonie européenne la plus importante après la française.

**L'immigration en France de 1851 à 1936**

	<b>Belges</b>	<b>Italiens</b>	<b>Allem.</b>	<b>Espagn.</b>	<b>Suisses</b>	<b>Polon.</b>
1851	128103	63307	57061	29736	25485	
1896	395498	291886	90746	76819	74735	
1901	323390	330465	89772	80425	72042	
1906	310433	377638	87836	80914	68892	
1911	287126	419234	102271	105770	73422	
1921	348986	450960	75625	254980	90149	45766
1926	326645	760116	69278	327590	123119	309312
1931	253694	808038	71729	351864	123119	507811
1936	195447	720926	58138	253599	78859	422694

(Source : J. BREIL, R. DUMAS, V. FONSAGRIVE, "Les étrangers en France", *Bulletin de la statistique générale de la France*, mars 1947, pp. 184).

6. Javier RUBIO, *La emigración española en Francia*, *op. cit.*, pp. 100-102.

Ce n'est qu'en 1911 que les Espagnols, longtemps moins nombreux que les émigrés belges, italiens et allemands, représentent la troisième colonie étrangère de France après les Italiens -devenus depuis le début du siècle la colonie la plus considérable- et les Belges, dont l'importance relative va décroître régulièrement. Si l'on excepte l'arrivée massive des travailleurs polonais après la Première Guerre mondiale, le profil présenté par l'immigration dans la France de l'entre-deux-guerres s'esquisse dans les années 1910.

### **b) De la Première Guerre mondiale à la guerre d'Espagne**

Bien qu'une colonie espagnole notable existe donc en France avant la Première Guerre mondiale, c'est lors de celle-ci que l'émigration espagnole vers la France connaît une impulsion considérable. La neutralité de l'Espagne place cette dernière dans une situation privilégiée sur le marché international de la main-d'œuvre quand la France, mise dans la nécessité de pallier le manque de bras dans l'agriculture et dans l'industrie de guerre, se met à organiser les recrutements nécessaires. Les travailleurs espagnols se dirigent, dans leur grande majorité, vers les campagnes vidées de leurs hommes valides par la mobilisation. Le premier recensement après le conflit, en 1921, reflète l'accroissement de la colonie espagnole qui a plus que doublé et atteint près de 255.000 personnes ; ce chiffre la situe toujours après les communautés italienne et belge et représente plus de 16% de la population étrangère de France. Les trois quarts de ces migrants sont installés au sud d'une ligne fictive qui irait de Bordeaux à Nice.

L'immigration espagnole se poursuit dans l'entre-deux-guerres, car l'Espagne ne parvient ni à mettre en valeur ses richesses agricoles et industrielles ni à employer toute sa main-d'œuvre. Elle atteint le sommet de la

courbe ascendante en 1931, avec près de 352.000 personnes (13% de la colonie étrangère) ; elle retombe ensuite à environ 253.000 à cause des effets conjugués de la crise économique -surtout marquée dans l'industrie- et des naturalisations mais, aussi, dans une moindre mesure, des retours occasionnés par l'avènement de la République en avril 1931. Durant cette période, l'aire d'implantation des Espagnols ne cesse de s'élargir ; les Espagnols se rendent non seulement dans leur zone traditionnelle d'installation située au sud de la ligne Bordeaux-Nice, mais aussi dans les départements industriels de la vallée du Rhône, du Nord et de l'Est. Cependant, malgré cette extension, le poids de cette zone méridionale demeure prépondérant : les départements situés au sud de cette ligne concentrent encore plus des deux tiers des immigrants espagnols en 1931 et les quatre départements déjà prépondérants dans cette répartition avant la Première Guerre mondiale le restent à cette date, à savoir l'Hérault, les Pyrénées-orientales, l'Aude et les Bouches-du-Rhône <sup>7</sup>. La crise économique mondiale renforce cette tendance, et, en 1936, la densité de la colonie espagnole a diminué proportionnellement davantage dans les départements industriels, comme le Rhône ou la Seine, que dans les départements viticoles de l'Hérault et de l'Aude. Comme auparavant, cette émigration semble originaire pour une bonne part du Levant et non de la Catalogne ; certes plus proche de la France mais plus prospère économiquement, cette dernière est peu région de départ.

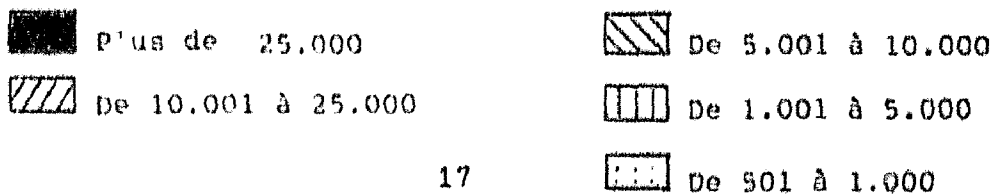
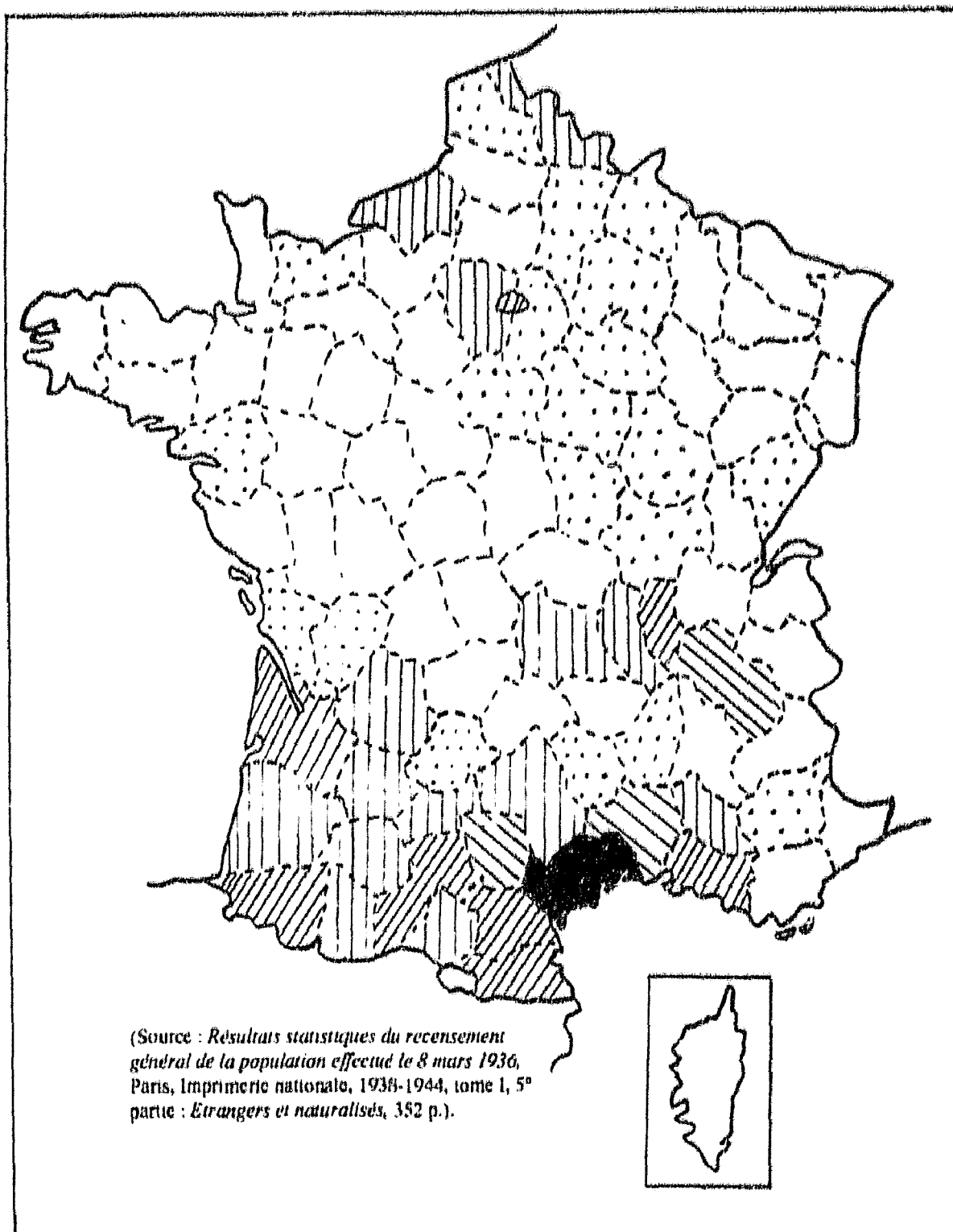
En 1931 et en 1936, le secteur agricole -en grande majorité des salariés- représente 30% et 33% de la population active espagnole en France, la plus forte proportion parmi les colonies étrangères, tandis que le secteur industriel oscille entre 48% et 39% (contre 65% et 53% chez les Italiens) <sup>8</sup>. Les immigrants espagnols sont donc essentiellement ouvriers agricoles dans les campagnes et main-d'oeuvre non qualifiée dans les régions industrielles (un petit tiers seulement

---

7. Javier RUBIO, *La emigración española en Francia, op. cit.*, pp. 148-149.

8. Javier RUBIO, *Ibid.*, p. 154.

### Répartition géographique des Espagnols en 1936





d'ouvriers spécialisés dans l'industrie métallurgique et les constructions mécaniques en 1924). Aussi, les auteurs français de l'entre-deux-guerres qui s'intéressent à l'immigration ont-ils sur les capacités des travailleurs espagnols des qualificatifs souvent dépréciatifs. Georges Mauco parle du caractère miséux des immigrés espagnols, de l'ouvrier agricole espagnol qui "sait trop tout faire... surtout apte aux travaux grossiers et pénibles" et du "manque de suite dans l'activité du colon espagnol...le seul qui soit nettement moins propre que le paysan français". La seule photo d'Espagnols de son ouvrage indique : "Type de familles espagnoles (Côte basque) misérables et prolifiques" <sup>9</sup>. Le niveau culturel moyen des Espagnols est bas, marqué par un taux d'analphabétisme important : 39% d'analphabètes chez les migrants de plus de dix ans et 29% chez les naturalisés d'origine espagnole de même âge en 1931 (contre 23% chez les Italiens et 13% chez les Français d'origine italienne et 4,5% chez les Français) <sup>10</sup>. C'est parmi les Espagnols que l'on rencontre, au début des années 1930, la plus forte proportion d'illettrés, juste avant les immigrés africains et asiatiques <sup>11</sup>.

## 2) Les émigrations politiques

En dehors de cette immigration à dominante économique, la France est également, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, le pays destinataire principal de diverses émigrations politiques espagnoles. Alors qu'elle n'a été que peu concernée par les deux grands exodes de l'époque moderne, ceux des Juifs et des Arabes à la fin du XV<sup>e</sup> siècle et au XVII<sup>e</sup> siècle, la France voit se succéder sur son territoire, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, une série d'émigrations politiques. Composées des tendances les plus diverses, ces migrations voient les adversaires

---

9. Georges MAUCO, *Les étrangers en France : leur rôle dans l'activité économique*, Paris, Armand Colin, 1932, pp. 318-319, 390-391, 429-430. Photo, p. 314.

10. Statistique générale de la France. *Résultats statistiques du recensement général de la population effectué le 8 mars 1931*, Paris, Imprimerie nationale, 1933-1935.

11. Georges MAUCO, *Les étrangers en France ... op. cit.*, p. 189.

se remplacer tour à tour lorsque le pouvoir leur échappe. Celles-ci sont d'amplitude limitée : de l'ordre de quelques 10.000 personnes chaque fois en ce qui concerne les *Afrancesados* et les trois vagues carlistes, un peu plus pour les libéraux <sup>12</sup> ; il s'agit majoritairement d'hommes jeunes qui s'exilent pour des durées variables en fonction des vicissitudes de la politique espagnole. Ce sont d'abord les *Afrancesados*, partisans de Joseph Bonaparte, en 1813, suivis des libéraux en 1814 et en 1823, des Carlistes en 1833, en 1849 et en 1876, des progressistes en 1866 et des républicains en 1874. Généralement, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, des mesures sont prises pour éloigner les réfugiés des frontières communes avec l'Espagne.

Des anarchistes émigrent également vers la France à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle pour fuir la répression, notamment après la "Semaine tragique" de Barcelone de juillet 1909 ; estimés à environ 25.000 en France, ils sont autour de 7.000 dans les Pyrénées-orientales <sup>13</sup>. Des groupes anarchistes, composés essentiellement de paysans, d'ouvriers du bâtiment, d'artisans et d'intellectuels, existent à Narbonne, Bordeaux, Paris, Marseille ou Perpignan, surveillés constamment par la police.

La dernière vague importante d'exode politique avant les flux de la guerre civile est provoquée, en septembre 1923, par le coup d'Etat du général Primo de Rivera qui met fin à la monarchie constitutionnelle établie un demi-siècle auparavant. Numériquement réduite, cette émigration est importante de par les personnalités qui la composent et leur activité en exil. D'ailleurs, un certain nombre de dirigeants républicains qui s'exilent en France après 1939 y ont déjà vécu quelques années pendant la dictature de Primo de Rivera. Bien qu'en 1930 la

---

12. Javier RUBIO, *La emigración española en Francia, op. cit.*, pp. 23-29, et Vicente LLORENS, "Introducción histórica. Emigraciones de la España moderna", in *El exilio español de 1939*, Madrid, Taurus, 1976, vol. 1, pp. 27-93.

13. AN, F7 13067, cité par Sylvie PREMISLER, *L'émigration politique espagnole en France, 1872-1876, 1894-1912*, maîtrise, Université de Paris X, 1972, 74 p.

police parisienne et quelques préfets soulignent l'aspect réduit de l'activité politique des Espagnols résidant en France, confirmé par le faible taux de syndicalisation <sup>14</sup>, il existe un activisme politique réel, mais limité à quelques groupes et à quelques personnalités, comme en témoignent, en 1927, les campagnes en faveur de la libération des anarchistes Ascaso, Durruti et Jover et le procès du leader nationaliste catalan Francesc Macià. L'activité politique des émigrés espagnols est tournée essentiellement vers les problèmes de leur pays d'origine. Après la proclamation de la République, le 14 avril 1931, la plupart des exilés politiques rentrent en Espagne : ainsi, Francesc Macià sera le premier président de la Généralité de Catalogne ; de même, les anarchistes Juan Manuel Molina, Manuel Buenacasa, Horacio Prieto et Juan García Oliver rentrent en Espagne, le dernier y sera ministre de la Justice de Francisco Largo Caballero. Une minorité, cependant, pour des raisons diverses, reste en France auprès des immigrés installés de plus longue date : tel est le cas de Francisco Serrano Olmo, militant socialiste actif à Cordoue, devenu en France importateur de fruits et resté handicapé à la suite d'un accident de circulation ; il accueillera en 1939 ses compagnons réfugiés, leur donnera aide et conseils et leur ouvrira largement la porte du petit appartement qu'il avait pu acheter <sup>15</sup>.

Par un effet de balancier dont les migrations politiques espagnoles sont coutumières, la proclamation de la République en avril 1931, engendre l'émigration en France d'Alphonse XIII, de sa famille et de quelques fidèles ; puis, après l'insurrection des Asturies en octobre 1934 et la dure répression qui s'ensuit, des dirigeants politiques et syndicaux viennent chercher refuge en France : tel est le cas, par exemple, d'Indalecio Prieto, dirigeant du Parti socialiste ouvrier espagnol.

---

14. Ralph SCHOR, *L'opinion française et les étrangers en France, 1919-1939*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985, pp. 59-61.

15. *El Socialista español*, mai-juin 1957, p. 2.

## **B. L'EMIGRATION DE LA GUERRE CIVILE**

L'émigration de la guerre civile revêt un caractère très différent des émigrations politiques espagnoles précédentes : il ne s'agit plus de l'arrivée discontinue d'un certain nombre de dirigeants ou de militants, mais de l'entrée massive « surtout pour la dernière des vagues migratoires » de réfugiés civils et militaires sur le territoire français. L'émigration politique espagnole se différencie également de ce fait des autres émigrations politiques que la France a accueillies depuis le début du siècle ; par les conditions de leur admission sur le territoire français et par la période de leur arrivée, marquée par les menaces de guerre mondiale, mais surtout surtout par le nombre de réfugiés qui entrent en même temps en France, l'exil espagnol revêt des caractéristiques distinctes des exils russes, italiens antifascistes et allemands antinazis. Exode de masse, dans un contexte international lourd de menaces, vers une France qui se replie sur elle-même et cherche à réglementer l'entrée et la résidence des étrangers, tels sont les aspects fondamentaux de l'émigration de la guerre civile dans sa phase initiale.

### **1) Les différentes vagues de l'exode**

L'issue de la guerre civile espagnole qui a mis aux prises deux Espagnes, devenue chacune le symbole des camps européens prêts à s'affronter, engendre différentes vagues d'exode liées à l'évolution des opérations militaires. Cinq vagues principales de réfugiés, d'ampleur inégale, arrivent en France, ponctuées par des pauses et suivies de rapatriements impulsés par les autorités françaises <sup>16</sup>.

#### **a) Les flux migratoires de 1936 à 1938**

Les deux premières vagues correspondent à la prise du Pays

---

16. Javier RUBIO, *La emigración de la guerra civil de 1936-1939. Historia del éxodo que se produce con el fin de la IIa República española*, Madrid, editorial San Martín, 1977, pp. 35-113.

basque et des Asturies par les généraux insurgés, régions à valeur hautement symbolique, l'une par son affirmation nationale, l'autre comme secteur historique des luttes ouvrières. Lors de la campagne du Guipúzcoa, à la fin d'août 1936, le premier exode de civils, composé de femmes, de vieillards et d'enfants arrive à Hendaye, suivi à partir du début septembre par les défenseurs d'Irún et de Saint Sébastien défaits par les nationalistes. Tandis que des civils repartent vers leur lieu de résidence habituelle, les militaires retournent par Perpignan vers la zone républicaine et un flux de fugitifs quitte plus ou moins clandestinement l'Espagne en guerre ; de nombreux enfants originaires de régions proches du théâtre des opérations sont évacués avec l'aide des autorités françaises. Cette première vague est estimée à environ 15.000 personnes.

Les pouvoirs publics français incitent les réfugiés à se rapatrier ou à résider dans un département situé entre la Garonne et la Loire <sup>17</sup>. Disposition adoptée régulièrement lors des précédentes émigrations politiques espagnoles admises à s'installer au nord de la Loire, région parisienne exclue <sup>18</sup> : de la même manière, les Carlistes, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, avaient été éloignés de la frontière vers des départements comme la Dordogne, la Charente, le Lot, le Lot-et-Garonne et la Haute-Vienne. En octobre 1936, l'ambassadeur de France à Madrid, Jean Herbertte, propose à son ministère de prévoir des centres d'hébergement hors de France ou, au moins hors du territoire métropolitain, car il l'avertit que :

dès que la supériorité militaire du général Franco et de ses lieutenants se fera sentir en Catalogne, beaucoup d'anarchistes et de gens qui ont travaillé avec eux, voudront s'enfuir... Ce sont des dizaines de milliers de personnes qui prétendront alors se réfugier en France et les plus compromis seront probablement les premiers à se précipiter chez nous... Nos départements limitrophes risqueraient

---

17. Circulaire du ministère de l'Intérieur du 18 août 1936, citée dans Javier RUBIO, *La emigración de la guerra civil de 1936-1939, op. cit.*, p. 41.

18. Voir notamment les déclarations du ministre de l'Intérieur Paul Marchandeau, le 27 octobre 1934, au moment des événements de Catalogne et des Asturies (AMAE, série Europe 1918-1940, sous-série Espagne, vol. 267, pp. 125-128).

alors d'être envahis par une foule d'éléments malfaisants et dangereux qui essaieront ensuite à travers la France <sup>19</sup>.

La deuxième vague migratoire, plus considérable encore que celle provenant du Guipúzcoa, se produit de juin à octobre 1937, au moment de la phase finale de la campagne du Nord et, surtout, de l'offensive nationaliste sur Bilbao ; elle concerne plus de 120.000 personnes <sup>20</sup>. Dès le début de cette avancée, d'importants contingents d'enfants sont évacués par bateaux vers la France, mais aussi vers la Grande-Bretagne, la Belgique et l'Union soviétique. La prise de Bilbao le 19 juin, puis celle de Santander fin août, provoquent l'arrivée en France d'embarcations espagnoles pleines de réfugiés. Devant la sévérité des bombardements effectués au-dessus de Bilbao, le gouvernement basque a entrepris d'organiser l'évacuation des habitants et ses représentants en France -tel Rafael Picavea- collaborent avec les autorités françaises afin d'accueillir les réfugiés dans les ports de Pauillac, La Pallice, Saint Nazaire, Nantes et Le Verdon<sup>21</sup>. Les pouvoirs publics français s'attendent durant l'été à l'arrivée imminente en France de 10.000 réfugiés espagnols et s'inquiètent de ce que les compagnies de chemin de fer ne puissent organiser aucun convoi et de l'absence de place disponible pour l'hébergement <sup>22</sup>. L'exode continue, en septembre et en octobre, pour de nombreux réfugiés en provenance des Asturies, surtout après la prise de Gijón le 21 octobre. Les autorités françaises poussent au rapatriement, par la frontière de leur choix, les réfugiés à charge de l'État, à l'exception des colonies d'enfants, des malades et des blessés ; il est conseillé aux administrations locales de faire signer aux réfugiés un document dans lequel ils assument la responsabilité

---

19. Lettre du 17 octobre 1936, AMAE, *ibid.*, vol. 267, pp. 225-230.

20. L'évaluation faite par Javier Rubio, pour cette vague, est d'environ 160.000 personnes, dans *La emigración de la guerra civil de 1936-1939, op. cit.*, pp. 57 et 106. Elle est de 125.000 dans sa communication "Los Españoles en Francia, hacia Francia y desde Francia" in : *Italiens et Espagnols en France, 1938-1946*, Paris, IHTP, 1991, p. 31. Le ministre de l'Intérieur estime cette vague à environ 150.000 personnes (AMI, 89/31 Mi 6).

21. AMI, 89/31 Mi 6.

22. Lettre du ministre de l'Intérieur au ministre des Affaires étrangères, 11 août 1937, AMAE, série Europe 1918-1940, sous-série Espagne, vol. 188, p. 24.

de toutes les conséquences de leur rapatriement <sup>23</sup>. Fin 1937, ne restent en France que 35.000 réfugiés environ, dont 10.000 enfants <sup>24</sup>.

Au printemps 1938, tandis que le sort des armes s'oriente définitivement en faveur des nationalistes, l'occupation du Haut-Aragon par ces derniers engendre un troisième ensemble de flux migratoires vers la France d'environ 25.000 personnes ; les nombreux miliciens repassent la frontière assez rapidement et ne laissent guère qu'une dizaine de milliers de réfugiés, évacués vers des départements de l'intérieur, comme la Nièvre, l'Ille-et-Vilaine et le Maine-et-Loire. En définitive, à la suite de ces premières vagues d'émigration et des divers retours, l'on peut estimer que le nombre total de réfugiés espagnols en France se monte, fin 1938, à plus d'une quarantaine de mille <sup>25</sup>.

#### **b) L'exode de 1939**

Le flux de réfugiés le plus considérable est, en effet, encore à venir : il est provoqué par la fin de la campagne de Catalogne et se précipite avec l'avancée des armées franquistes, la prise de Tarragone à la mi-janvier 1939 puis celle de Barcelone le 26. C'est la *Retirada*, la retraite : des milliers d'Espagnols, femmes, enfants, vieillards, invalides mêlés, à pied le plus souvent, fuient les combats, poussés par la marche inexorable vers le nord des armées insurgées ; ils ont traversé la montagne enneigée, chargés des maigres biens qu'ils ont pu emporter et se pressent aux postes frontière des Pyrénées-orientales. Le projet de créer une zone neutre en Catalogne du nord est repoussé par Franco le 27 janvier auprès du Consul général français à Saint Sébastien et l'éventualité de rassembler les réfugiés en plusieurs points du territoire espagnol à proximité de la frontière

23. *Ibid*, vol. 188, pp. 101-102.

24. Javier RUBIO, *La emigración de la guerra civil de 1936-1939*, op. cit., pp. 55-58.

est vite écartée par l'avance rapide vers la France d'une zone de feu continue devant laquelle la population s'enfuit <sup>26</sup>. Devant la pression de cette foule énorme de réfugiés, le gouvernement français décide d'ouvrir la frontière le 28 janvier au matin pour les civils, dirigés rapidement vers l'intérieur du pays : en plus des départements cités précédemment, la Nièvre, l'Ille-et-Vilaine et le Maine-et-Loire, les réfugiés sont orientés vers le Rhône, le Cher, l'Ailier, la Sarthe, la Vienne, la Haute-Vienne et la Charente ; mais la frontière reste fermée pour les combattants et les hommes d'âge militaire.

Après la prise de Gérone le 4 février et le constat que la résistance est devenue vaine en Catalogne, c'est au tour des plus hautes autorités de l'Espagne républicaine de passer la frontière. Le 5 février, le président de la République, Manuel Azana, le président des Cortes, Diego Martínez Barrio, et le chef du gouvernement, Juan Negrín, arrivent en France ; ce dernier quitte cependant Toulouse pour Alicante le 8 février afin de prolonger la résistance. Les forces des troupes républicaines sont si diminuées que celles-ci se replient aussi en masse vers la France ; le gouvernement français décide le 5 février d'ouvrir la frontière aux militaires. L'afflux des soldats républicains se poursuit dans les jours suivants, surtout par Le Perthus, jusqu'à l'occupation des voies d'accès par les troupes nationalistes.

Les réfugiés civils sont évacués dans divers départements, principalement de l'Ouest et du Centre, vers des centres d'hébergement où ils sont tant bien que mal accueillis. L'arrivée massive des combattants républicains va être la première application à une grande échelle <sup>27</sup>, de l'une des plus récentes dispositions prises par le gouvernement français depuis avril 1938 afin de

---

25. 45.000, dont le quart d'enfants, selon Javier Rubio, *La emigración de la guerra civil de 1936-1939, op. cit.*, p. 65.

26. AMAE, série Europe 1918-1940, sous-série Espagne, vol. 189, p. 158-160.

27. Le premier "centre spécial" d'internement est créé le 21 janvier 1939 à Rieucros (Lozère).



surveiller, contrôler et réprimer les étrangers <sup>28</sup>. Le décret du 2 mai 1938 prévoit l'assignation à résidence, sous surveillance, de tout étranger en situation irrégulière; en novembre 1938, cette liberté est considérée comme "encore trop grande" <sup>29</sup>, aussi le décret du 12 novembre 1938 prescrit-il l'internement administratif des étrangers "indésirables" dans des "centres spéciaux" où ils feront l'objet d'une surveillance permanente. Les militaires républicains sont donc désarmés par les gendarmes au passage de la frontière et internés dans des camps installés à la hâte par des autorités françaises à la fois méfiantes et dépassées par les événements : dans le Vallespir (Prats-de-Mollo), dans la Cerdagne (Tour-de-Carol) et surtout, quand l'afflux se fait massif, sur les plages du Roussillon.

Environ 275.000 hommes sont ainsi internés au milieu du mois de février 1939 <sup>30</sup>. Les camps d'Argelès-sur-Mer et de Saint Cyprien, dans les Pyrénées-orientales, rassemblent dans les premières semaines quasiment les deux tiers des internés, dans des conditions extrêmement précaires : les réfugiés sont confrontés au froid et à la faim, en hiver, sur ces plages où le vent soulève des tourbillons de sable, car il n'y a, dans un premier temps, ni baraquement, ni eau, ni moyens d'hygiène élémentaires, ce qui ne manque pas de provoquer de terribles épidémies. A ces souffrances physiques s'ajoutent la désillusion par rapport à l'image ancrée en eux d'une France des droits de l'homme, et l'humiliation de connaître, comme des suspects voire des malfaiteurs, une surveillance strictement militaire où les troupes coloniales leur évoquent fâcheusement les forces franquistes. Devant l'insuffisance de ces camps improvisés, d'autres camps s'ouvrent : Le Barcarès (Pyrénées-orientales), Le Vernet (Ariège), Agde (Hérault), Septfonds (Tarn-et-Garonne), Bram (Aude), Gurs (Basses-Pyrénées) ; la forteresse de Collioure devient un centre de réclusion au régime extrêmement dur

---

28. Pierre LABORIE, *L'opinion française sous Vichy*, Paris, Le Seuil, 1990, p. 126.

29. Rapport au Président de la République, 12 novembre 1938.

30. Ils sont 226.000 selon Jean Ybarnégary le 10 mars (cité par Anne GRYNBERG, *Les camps de la honte. Les internés juifs des camps français*, Paris, La Découverte, 1991, p. 41).

et Le Vernet devient un camp pénitentiaire où les réfugiés espagnols côtoient des anciens des Brigades internationales.

Cette vague de réfugiés du début de l'année 1939 en provenance de Catalogne est la plus importante de toutes celles produites par la guerre civile et la majorité des Espagnols qui vont rester en exil en France en procède. Le flux est si précipité et si important que les évaluations officielles de l'époque offrent d'importantes variations. Le rapport de Jean Mistler à la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des députés fait état, le 15 février 1939, de 353.107 réfugiés ; le 9 mars, le rapport Vallière à la Chambre recense, beaucoup plus vraisemblablement, 440.000 réfugiés, dont 210.000 civils. Cependant, si l'on fait un récapitulatif des chiffres donnés tout au long de l'année 1939 par les divers ministères, on arrive à des ordres de grandeur vraisemblables, significatifs notamment des flux de rapatriements et de réémigrations <sup>31</sup>. En tenant compte du nombre de réfugiés espagnols présents en France en mars 1939 -440.000-, des rapatriements de la première quinzaine de février -75.000-, et déduction faite des Espagnols arrivés entre 1936 et 1938 -45.000- on peut situer la vague migratoire du début de 1939 à quasiment un demi-million de personnes, environ 470.000 selon les travaux de Javier Rubio <sup>32</sup>.

La dernière vague de réfugiés de la guerre civile correspond à l'évacuation par les républicains de la zone Sud-Est, en mars et avril 1939 ; cet exode est dirigé quasi exclusivement, non vers la France métropolitaine comme les précédentes, mais vers les territoires français d'Afrique du Nord. De Carthagène, Valence, Almería, et Alicante, environ 15.000 républicains peuvent s'embarquer à temps avant l'arrivée des troupes italiennes dans cette dernière ville.

---

31. Voir plus loin : "Récapitulatif des flux migratoires de la guerre d'Espagne vers la France, 1939-1941 : état de la question". Incertitudes statistiques soulignées aussi par Denis ROLLAND, "Aperçus sur la réémigration vers l'Amérique latine des réfugiés espagnols en France pendant les années de guerre", in : *Italiens et Espagnols en France, 1938-1946, op. cit.*, p. 52.

32. Javier RUBIO, *La emigración de la guerra civil de 1936-1939, op. cit.*, p. 72.

En Afrique du Nord, des centres d'hébergement pour les familles sont également aménagés à la hâte : Molière et Carnot, près d'Orléansville, et le centre de Cherchell ; des camps d'internement aux installations très déficientes sont prévus pour les combattants, notamment à Boghari (camp Morand) et Boghar (camp Suzzoni), près d'Alger. Le 1er avril 1939, le général Franco, victorieux, peut proclamer que "la guerre est finie".

## 2) Le solde migratoire de l'exot

Le nombre de réfugiés espagnols présents en France au moment de la fin officielle de la guerre civile est d'environ 430.000 en métropole et d'une douzaine de milliers en Afrique du Nord, à la suite des retours qui se sont produits de façon importante entre le 1er et le 19 février. Ces retours effectués essentiellement par le poste d'Irân sont fortement encouragés par les autorités françaises désireuses de se dégager de la charge financière des réfugiés ; constamment évoquée par la droite, elle est estimée à 15 F. par personne et par jour, 60 F. pour les malades et blessés hospitalisés, soit plus de 7 millions de francs quotidiens <sup>33</sup>. Des crédits spéciaux sont en effet alloués par huit décrets, lois ou décrets-lois entre le 1er février et le 31 décembre 1939, dont le total se monte à 841.280.000 F. <sup>34</sup>. Les retours sont le fait de personnes amenées à fuir leur pays à cause des combats et pour qui le retour semble possible, celles en tout cas qui ne pensent pas être concernées par la loi des "Responsabilités politiques" promulguée par Franco le 13 février ou qui l'ignorent. Cette loi permet de poursuivre ceux qui, depuis octobre 1934, ont participé à la vie politique républicaine ou qui, depuis février 1936, se sont opposés au "Mouvement national", "par actes concrets ou passivité grave". Malgré les tentations et les hésitations, devant les protestations de la gauche, le ministre de l'Intérieur rappelle à plusieurs reprises en mars et avril 1939 que les retours doivent être volontaires ;

33. AMAE, série Europe 1918-1940, sous-série Espagne, vol. 189, pp. 90-91.

mais il est indéniable que des pressions ont été exercées localement pour amener les réfugiés, déçus par l'accueil français et abusés par la propagande franquiste, à demander leur rapatriement. Et l'on ignore beaucoup encore sur la répression sévère des premiers mois de la dictature.

### a) Négociations franco-espagnoles et retours

Afin d'exercer une forte pression sur les autorités françaises au moment où se négocient les accords Bérard-Jordana, le gouvernement franquiste ferme la frontière d'Irun aux rapatriements massifs le 20 février. Le gouvernement français sait que la Grande-Bretagne envisage de reconnaître le général Franco - tout en espérant des promesses de celui-ci de ne pas recourir à des représailles politiques générales - et le Saint Siège lui fait savoir son désir que la France effectue cette même démarche afin de contrebalancer en Espagne l'influence allemande<sup>14</sup>. Devant les menaces internationales qui se profilent et dans le souci d'éviter l'ouverture d'un 'troisième front', un protocole franco-espagnol relatif à la 'relation de bon voisinage' est signé le 25 février 1939 par Léon Bérard et le général comte Jordana. Par ces accords, connus depuis sous les noms de leurs signataires, les deux pays s'engagent à "maintenir des relations amicales, vivre en bon voisinage et pratiquer au Maroc une politique de loyale et franche collaboration". Ce préambule établi, la reconnaissance *de jure* du gouvernement Franco par la France et l'Angleterre est annoncée le 27 février 1939. Le 23 mars, le maréchal Pétain remet ses lettres de créance au général Franco : il est accueilli très favorablement par la presse nationaliste qui rappelle sa coopération avec l'armée espagnole au temps de la guerre du Rif et les relations personnelles

---

<sup>14</sup> Le gouvernement de Vichy fait, en novembre 1940, le compte des dépenses occasionnées par les réfugiés (AMAE, série Vichy-Europe, sous-série Espagne, vol. 275, pp. 19-20).

<sup>15</sup> Lettre du 14 février de Charles Corbin, ambassadeur de France à Londres, à son ministère ; même courrier, du 9 février, de François Poncet, ambassadeur à Rome (AMAE, série Europe 1918-1940, sous-série Espagne, vol. 212).

entretenu anciennement avec de hautes personnalités militaires, notamment les généraux Primo de Rivera, Sanjurjo et Franco <sup>36</sup>.

Les accords Bérard-Jordana prévoient la restitution à la nation espagnole représentée par le "gouvernement national" de tous les biens qui se trouvent en France du fait de la guerre civile : l'or déposé en garantie à la Banque de France, les armes et le matériel de guerre républicain, le bétail, la flotte marchande ou de pêche, le patrimoine artistique, les dépôts de valeurs diverses, les véhicules. Ces accords ne stipulent rien de précis au sujet des réfugiés espagnols, mais la troisième partie du texte comporte des engagements qui seront rappelés par l'Espagne à la France pendant les deux décennies suivantes, car jusqu'à l'aube des années soixante les accords Bérard-Jordana seront de fait les seuls textes à réguler les rapports bilatéraux. Les deux pays se promettent donc, en 1939, de faire en sorte que chacun, sur son territoire, prenne les dispositions nécessaires à la "tranquillité ou à la sécurité" de l'autre :

Comme conséquence de la résolution adoptée par eux de maintenir des relations de bon voisinage, les deux gouvernements s'engagent à adopter les mesures nécessaires à une étroite vigilance, chacun d'eux sur son propre territoire, de toute activité dirigée contre la tranquillité ou la sécurité du pays voisin. Le gouvernement français adoptera en particulier les mesures nécessaires pour interdire, à la proximité de la frontière, toute action des Espagnols qui serait contraire à la déclaration antérieure.

Le gouvernement français adoptera en particulier les moyens nécessaires pour interdire, à proximité de la frontière, toute action des Espagnols qui serait contraire à la déclaration antérieure.

Ces accords qui seront invoqués à de nombreuses reprises par le gouvernement franquiste après la Deuxième Guerre mondiale pour obtenir des limitations de l'activité politique des républicains espagnols en France, vont être objet constant de préoccupation pour Franco en cette année 1939 : comme il s'agit

---

36. AMAE, série Europe 1918-1940, sous-série Espagne, vol. 216 et vol. 242. C'est le tour de Sir Maurice Peterson le 11 avril.

d'obtenir le plus rapidement possible leur application, les réfugiés sont, dès les premiers temps de leur exil, un enjeu implicite dans les relations entre les deux pays. En 1939, ils sont en effet pour Franco un moyen de pression sur le gouvernement français afin d'obtenir le plus rapidement possible l'application intégrale de ces accords : tant que tardent les restitutions de biens prévues par les accords, Franco bloque les rapatriements de réfugiés et il les facilite quand il obtient satisfaction car il sait parfaitement que le gouvernement français souhaite se débarrasser au plus tôt de la charge des réfugiés. Lors de sa première entrevue avec le général Jordana, ministre des Affaires étrangères de Burgos, le maréchal Pétain lui demande d'activer le rapatriement des réfugiés. Depuis la fin février, en effet, le nombre de retours quotidiens admis par les autorités nationalistes connaît diverses fluctuations : quelques centaines en mars, puis de nouvelles limitations interviennent à la mi-avril. Les lenteurs de l'exécution des accords Bérard-Jordana sont ainsi l'une des constantes préoccupations de l'ambassadeur de France au printemps et au début de l'été 1939 <sup>37</sup>. Le Saint Siège et le Foreign Office interviennent également pour que soit hâtée la restitution de l'or espagnol ; Londres craint en effet de voir Franco se lier plus étroitement aux pays de l'Axe.

En mai 1939, pour faciliter les rapatriements, le gouvernement français commence véritablement la restitution des biens prévue dans les accords Bérard-Jordana et en accélère alors le rythme ; les rapatriements reprennent un caractère plus massif durant l'été avec la restitution, par la France, de près de cinq milliards et demi de francs. Le 28 juillet, le maréchal Pétain télégraphie avec satisfaction à Paris qu'à la suite de la restitution de l'or déposé à la banque de France à Mont-de-Marsan "les autorités d'Irún viennent de recevoir pour instructions de prendre toutes les dispositions utiles en vue de recevoir incessamment 50.000 miliciens au rythme de 2.500 par jour" <sup>38</sup>. Le gouvernement

---

37. AMAE, série Europe 1918-1940, sous-série Espagne, vol. 216, pp. 78, 95, 100, 104, 119-126, 141-143.

38. AMAE, série Europe 1918-1940, sous-série Espagne, vol. 189, pp. 130-132.

de Burgos accepte d'admettre quotidiennement 1.000 hommes par Irún et 1.500 par Port-Bou, Le Perthus et Puigcerda, ainsi que 300 femmes et enfants <sup>39</sup>.

Parallèlement aux efforts déployés pour hâter les rapatriements, le gouvernement français, par le décret du 12 avril 1939, fixe les obligations des étrangers considérés comme réfugiés ou sans nationalité, les déclarant assujettis - pour les hommes de vingt à quarante-huit ans - à offrir dès le temps de paix des prestations d'une durée égale à celle du service imposé aux Français. Des Compagnies de travailleurs étrangers (CTE), unités d'environ 250 hommes, commandées par des officiers français, sont constituées ; les travaux de fortification et l'organisation défensive des frontières sont leur destination principale. Dès la fin du printemps 1939, des CTE sont formées directement dans les camps et, afin d'échapper à cet internement nombre de républicains espagnols s'y engagent ; ils sont 20.000 lorsque la guerre éclate <sup>40</sup>. Des CTE se forment également en Afrique du Nord où les Espagnols sont employés au Sahara, dans des conditions extrêmement pénibles, à l'aménagement de la voie ferrée entre Bouarfa, Colomb-Béchar et les mines de charbon de Kenadza ; le sort des réfugiés est plus dur qu'en métropole et au camp pénitentiaire de Hadjerat M'Guil, le sadisme des gardiens est tel que certains sont condamnés à mort après le débarquement allié de novembre 1942 <sup>41</sup>.

Au cours de l'été 1939, le gouvernement français est conscient que la plupart des Espagnols "volontaires" pour rentrer ont déjà rejoint l'Espagne ; la plupart de ceux qui restent encore hésitent à retourner par crainte de

---

39. Lettre de Georges Bonnet à Albert Sarrault, 4 août 1939, AMAE, *ibid.*, pp. 142-146.

40. Jean-Louis CRÉMIEUX-BRILHAC, *Les Français de l'an 40*, Paris, Gallimard, 1990, tome I, *La guerre oui ou non ?*, p. 492.

41. Antonio SORIANO, *Exodos. Historia oral del exilio republicano en Francia, 1939-1945*, Barcelone, Crítica, 1989, p. 34.

représailles éventuelles <sup>42</sup>. Le maréchal Pétain craint également, au moment où la frontière s'ouvre plus largement, que les autorités aient du mal à réunir 50.000 hommes à évacuer en trois semaines, aussi se propose-t-il d'intervenir pour que le gouvernement de Burgos adopte des mesures de clémence mais il recommande que l'on oblige les réfugiés à opter pour le rapatriement ou les CTE. Il s'inquiète aussi de ce que la "propagande" diffusée dans les camps d'internement sur les risques encourus par ceux qui rentrent en Espagne ne diminue encore le nombre des volontaires au retour <sup>43</sup>. De fait, le nombre des rapatriements diminue significativement durant les derniers mois de 1939, d'autant que le gouvernement français, avec la déclaration de guerre, souhaite à présent le départ des seuls réfugiés "non susceptibles d'apporter un travail utile à l'économie française" <sup>44</sup>.

Les autorités françaises oscillent constamment vis-à-vis des réfugiés espagnols entre deux tactiques, simultanées ou successives, l'exclusion ou l'utilisation. Les retours continuent de façon très réduite, de la déclaration de la guerre jusqu'à l'armistice. Du fait de ces retours, de quelques réémigrations et, surtout, de l'enrôlement dans les CTE et, au début de la guerre, de l'engagement dans la Légion étrangère et dans les Régiments de marche de volontaires étrangers, les camps d'internement voient leurs effectifs baisser ; en dépit de leurs différences parfois pour une même date, les chiffres officiels indiquent bien cette tendance : 173.000 à la mi-juin <sup>45</sup>, 84.688 à la mi-août <sup>46</sup>, 35.000 à 80.000 fin décembre <sup>47</sup>, 30.000 en avril 1940 <sup>48</sup> ; en septembre 1941, les camps d'Algérie ne rassemblent plus qu'un peu plus de mille réfugiés <sup>49</sup>.

---

42. AMAE, série Europe 1918-1940, sous-série Espagne, vol. 189, pp. 142-146 (Lettre de Georges Bonnet à Albert Sarraut, 4 août 1939).

43. *Ibid.*, pp. 130-132 et 156.

44. Circulaire du ministère de l'Intérieur, 19 septembre 1939, reproduite par Javier RUBIO, *La emigración de la guerra civil de 1936-1939, op. cit.*, p. 886.

45. Note du Président du Conseil, ministre de la Défense nationale, 15 juin 1939 (AMAE, série Europe 1918-1940, sous-série Espagne, vol. 189, pp. 95-99).

46. Note du général Ménard, 12 août 1939 (AMAE, *ibid.*, p. 161-165).

47. Note diplomatique du 30 décembre 1939 (AMAE, *ibid.*, p. 220) et note du 22 décembre dans le dossier SERE (AN, F7 14721)(cité par Denis ROLLAND, *art. cit.*, p. 53).



## **b) Les réémigrations**

En dehors des rapatriements, l'autre motif de départ des réfugiés est la réémigration ; la France sert de lieu de passage pour d'autres émigrations, à destination essentiellement de l'Amérique latine, en particulier du Mexique de Lazaro Cárdenas qui offre une hospitalité généreuse dès février 1939. Mais cette réémigration ne touche vraisemblablement qu'un peu plus de 15.000 personnes en 1939 et en 1940, avec une prédominance de réfugiés provenant du secteur tertiaire et, plus généralement d'intellectuels<sup>48</sup> ; avec aussi une forte proportion, par le biais de la sélection effectuée par l'organisme républicain d'évacuation des réfugiés, le SERE, de militants des partis marxistes. Le Mexique accueille le plus important contingent de réfugiés, environ 7.500 en 1939, mais aussi 2.000 en 1940, 1.900 en 1941 et 3.000 en 1942, à la suite de l'accord franco-mexicain du 23 août 1940 et jusqu'à la rupture des relations franco-mexicaines en décembre 1942. Le Chili et la République dominicaine reçoivent respectivement 2.300 et 3.100 réfugiés ; d'autres pays latino-américains (Argentine, Vénézuéla, Colombie, Cuba) accueillent un total d'environ 2.000 Espagnols. Quant aux autres pays européens, ils n'en reçoivent que quelques milliers ; l'URSS elle-même, si l'on excepte les Espagnols qui se trouvent déjà dans ce pays pour des motifs divers avant la fin de la guerre civile, en accueille moins d'un millier.

Les réémigrations sont freinées à l'époque de Vichy, en dépit des facilités accordées par le Mexique, lorsque le gouvernement franquiste intervient auprès de la Commission allemande d'armistice et dresse des listes comprenant au total 3.617 noms de réfugiés qu'il souhaite voir retenus en France afin d'obtenir que ceux-ci lui soient remis ; le gouvernement de Vichy désireux surtout de voir les "Espagnols indésirables" partir pour le Mexique, ne prend en considération que

---

48. AMAE, série Vichy-Europe, sous-série Espagne, vol. 275, p. 19-20.

49. *Idem*, vol. 281, pp. 193-196.

deux listes comprenant 636 noms remises par Serrano Suñer à l'ambassadeur français à Madrid le 27 août 1940 et laisse les Cours de justice décider des demandes d'extradition. Aussi, apparaît-il qu'en octobre 1941, sur 58 demandes d'extradition, les cours de justice de métropole et du Maroc en avaient accordé douze et refusé huit, car les autres étaient en attente <sup>51</sup>. En effet, la logique d'exclusion mise préférentiellement en avant par Vichy est gênée par ce ralentissement apporté aux réémigrations et, malgré ses sympathies pour Madrid, Pétain doit également, afin de faciliter le départ des réfugiés, ménager le Mexique auquel le lie l'accord d'août 1940 : il ne prend donc pas en compte toutes les listes franquistes et il se retranche derrière les procédures d'extradition <sup>52</sup>. Quant aux réfugiés incorporés dans les Groupes de travailleurs étrangers (GTE) qui font suite aux CTE à partir du décret du 27 septembre 1940, le gouvernement de Vichy ne souhaite pas leur départ <sup>53</sup>.

### **c) La formation de l'émigration politique espagnole permanente en France**

Avec les rapatriements et les réémigrations, on peut estimer en définitive que dès la fin de l'année 1939 près des deux tiers des réfugiés de la *Retirada* ont quitté la France, soit plus de 300.000. Ce qui permet au ministre de l'Intérieur, Albert Sarraut, de déclarer à la Chambre des députés le 14 décembre 1939 qu'il ne reste plus en France que 140.000 réfugiés, dont 40 000 femmes et enfants environ ; estimation sans doute un peu minorée dans le but évident de montrer l'efficacité de la politique gouvernementale. Plus proche peut-être de la réalité, une note diplomatique anonyme de la fin décembre 1939 évalue à 180.000 le nombre de réfugiés espagnols présents en France, dont 45.000 femmes et

---

50. Denis ROLLAND, *art. cit.*, p. 84-86 et Javier RUBIO, *La emigración de la guerra civil de 1936-1939, op. cit.*, pp. 170-199.

51. AMAE, Vichy-Europe, Espagne, vol. 281, pp. 87-90, et vol. 288, pp. 132-134.

52. AMAE, Vichy-Europe, sous-série Espagne, vol. 281, 286, 287 et 288.

enfants ; d'ailleurs, le ministère de l'Intérieur en dénombre près de 167.000 en avril 1940 dont environ 50.000 femmes et enfants. Le gouvernement de Vichy évalue à environ 140.000 le nombre des réfugiés en février 1941<sup>54</sup> et, à la fin de l'année 1941, les réfugiés espagnols sont estimés à près de 85.000 en zone non occupée<sup>55</sup>. Mais il est clair qu'en l'état actuel des recherches, l'on ne peut parvenir qu'à des approximations qui donnent des ordres de grandeur plus que des chiffres absolus ; les sources officielles et les travaux historiques avancent des estimations vraisemblables et comparables où, à notre avis, l'imprécision porte essentiellement sur la prise en compte du nombre ou non des retours à un moment donné et, surtout, du nombre de femmes et d'enfants, parfois inclus dans les statistiques globales, parfois non compris. Aussi, un tableau récapitulatif des flux migratoires de l'Espagne vers la France de 1939 à 1941 a-t-il été inclus ci-dessous : il tente de faire un état de la question en fonction des sources existantes et disponibles et permet de suivre l'évolution des effectifs de réfugiés espagnols pendant les trois premières années de l'exil.

Après le retour en Espagne de ceux des réfugiés qui avaient fui leur pays en guerre sans réelle volonté d'émigrer, poussés par des circonstances exceptionnelles, et de ceux qui ont y été poussés par les incitations françaises et la déception de l'accueil, le solde de l'exode de la guerre civile, c'est-à-dire le nombre d'hommes et de femmes qui n'ont pas d'autre choix que celui de rester en exil, va constituer véritablement l'émigration politique de la guerre civile ; pour autant, le statut de réfugié politique tel qu'il a été accordé aux Russes blancs et aux Arméniens dans les années vingt ne leur est pas octroyé en 1939. Les réfugiés vont représenter dès lors une part importante de la colonie espagnole résidant en France.

---

53. Lettre de l'Amiral Darlan du 18 juillet 1941 (AMAE, Vichy-Europe, Espagne, vol. 286, pp. 47-48).

54. AMAE, série Europe 1918-1940, sous-série Espagne, vol. 189, p. 220 et AMAE, Vichy-Europe, Espagne, vol. 275, pp. 19-20.

55. AMAE, Vichy-Europe, Espagne, vol. 286, pp. 74-75.

## Récapitulatif des flux migratoires de l'Espagne vers la France, 1939-1941 : état de la question

Dates	Sources	Réfugiés	Retours
		nombre total	quotid./total
1.1.1939	J. Rubio ( <i>La emigración de la guerra civil...</i> , p. 124)	40/45.000	
15.2. 39	* <i>id.</i> , p. 72/73. * Min. de l'Intérieur (AMAE, Vichy-Europe, Espagne, vol. 275, pp. 19-20) (11 nov. 1940)	470.000	40.000
		514.337 dont 300.000 miliciens 214.337 civils (78.162 femmes 78.629 enfants 57.546 vieillards et invalides)	
1.3. 39	Sous-directeur d'Europe (G. Hoppenot) (AMAE, Europe, 1918-1940, Espagne, vol. 189, p. 90)		
9.3. 39	Rapport Valière ( <i>JO, DP</i> , 15.3. 39)	450.000 440.000 dont 170.000 femmes, enfants et vieillards 220.000 soldats et miliciens 40.000 hommes valides civils 10.000 blessés	75.000
1.4. 39	J. Rubio, <i>op. cit.</i>	430.000	85.000
1.5. 39	Min. du Travail (AMAE, Europe, 1944-1960, Espagne, vol. 138, pp. 259-260)	354.345 dont :	
		155.138 civils 199.207 miliciens	
5.6. 39	G. Hoppenot (AMAE, Europe 1918-1940, Esp., vol. 189, p. 90)	350.000	400/j 90.000
14.6.39	G. Bonnet		

28.7.39	(AMAE, <i>ibid.</i> , vol. 189, p. 93) Maréchal Pétain	260.000	500/j	*
2.8.39	(AMAE, <i>ibid.</i> , vol. 189, p. 130) A. Sarrault (circulaire 6656)	250.000	2500/j	
4.8.39	G. Bonnet (AMAE, <i>ibid.</i> , vol. 189, p. 142)	230.000	2500/j	
14.12.39	A. Sarrault (discours)	140.000 dont 40.000 femmes et enfants		360.000
14.12.39	J. Rubio, <i>op.cit.</i> , p. 205.	140.000 en France métropolitaine dont 100.000 soldats, 12.000 en Afrique du Nord et 6/7000 dans la Légion étran- gère en AFN		
30.12.39	Note diplomatique (AMAE, <i>ibid.</i> , vol. 189, p. 220)	180.000 dont 50.000 dans CTE 50.000 dans économie 35.000 dans camps 45.000 femmes et enfants		
25.4. 40	1er bureau de l'é- tat-major de l'armée (cité par : J.-L. Crémieux- Brilhac, "L'engage- ment militaire des Italiens et des Es- pagnols...", <i>Ita- liens et Espagnols en France, 1938-1946</i> , p. 510.	104.000 miliciens dont : 55.000 dans CTE 40.000 dans indus- trie et agriculture 6.000 dans Légion et RMVE 3.000 dans camps		
30.4. 40	Min. de l'Intérieur (AMAE, Vichy-Europe, Espagne, vol. 275, -pp. 19-20)	166.768 dont : * 79.992 miliciens (30.000 dans camps 36/37.000 dans CTE 1400 en équipes agricoles 12.000 en hôpitaux) * 61.776 civils à charge de l'Etat (23.727 femmes 27.272 enfants 10.477 vieillards et invalides) * 25.000 civils		

		à charge de l'initiative privée
1.6.40	J. Rubio, "Los Españoles en Francia", <i>Italiani et Espagnols en France</i> , <i>op. cit.</i> , pp. 33-34.	125.000 réfugiés et 15/17.000 en Afrique du Nord
1.11.40	Min. de l'Intérieur (AMAE, Vichy-Europe, Espagne, vol. 275, pp. 19-20)	77.000 réfugiés à la charge de l'État
10.2.41	Note diplomatique (AMAE, Vichy-Europe, vol. 286, p. 23)	140.000
7.11.41	Min. de l'Intérieur ( <i>Ibid.</i> , pp. 74-75)	84.675 en zone libre dont : 56.142 en résidence libre 101 en résidence surveillée 3.696 internés ou hébergés dans des camps 24.736 incorporés dans des GTE

### 3) Composition socio-professionnelle et répartition

La guerre d'Espagne a modifié la nature des flux migratoires espagnols vers la France et, partant, le volume et la structure de la colonie espagnole. Cependant, au-delà de réelles différences dans la composition sociale, ces modifications tiennent plus, en définitive, et c'est l'une des hypothèses de ce travail, à l'expérience vécue pendant les années de guerre civile, à l'engagement politique d'un très grand nombre et au type de structuration politico-sociale qu'à un changement radical, statistiquement significatif, dans l'appartenance socio-professionnelle *stricto sensu*. Ceux qui restent en France sont certes des dirigeants politiques et syndicaux pour qui le retour en Espagne serait périlleux du fait de leurs responsabilités passées dans la zone républicaine mais, dans leur majorité, ce sont des militants de base des partis et syndicats : sur le plan socio-professionnel l'émigration politique espagnole en France ressemble globalement à l'émigration

économique antérieure malgré de réelles différences sociales. Il faut tenir compte par ailleurs du fait que nombre de représentants des professions libérales et d'intellectuels, parmi les plus prestigieux, ont réémigré vers des pays latino-américains favorables à leur accueil et où la communauté de langue leur offrait de meilleures possibilités de réinsertion professionnelle et sociale. Un recensement de la Légation du Mexique, de juillet 1942, fait état de 3.892 officiers et sous-officiers, ainsi que de 1.743 médecins, 1.224 avocats, 431 ingénieurs, architectes et techniciens, 216 professeurs de l'enseignement secondaire, 156 professeurs d'université ; ce recensement marque bien l'appartenance socio-professionnelle de la majorité des candidats à la réémigration <sup>56</sup>. Si ces données reconstituées, semble-t-il, longtemps après les événements ne sont pas totalement fiables, il apparaît toutefois que les réfugiés espagnols émigrés au Mexique de 1939 à 1948 sont pour plus de 51% des représentants des professions libérales, commerciales ou des fonctionnaires ; le secteur agricole ne constitue qu'un peu plus de 15% et le secteur secondaire environ 33,5% <sup>57</sup>. Les terres américaines -le Mexique en particulier- accueillant de nombreux intellectuels, il y a donc une partition géographique et sociale réelle de l'émigration de la guerre civile.

La grande masse des réfugiés est formée par les soldats de l'armée républicaine, donc, en toute logique, d'une majeure partie d'hommes de troupe. Néanmoins, la présence des réfugiés entraîne certains changements dans la composition sociale de la colonie espagnole, même si nombre d'intellectuels ont réémigré. En 1936, comme on l'a vu précédemment, le secteur agricole représentait 33% de la population active espagnole résidant en France et le secteur industriel 39% ; les premières estimations faites lors de l'arrivée en France des réfugiés ne sont pas très différentes. Ainsi, le recensement effectué auprès de plus de 159.000 réfugiés internés dans les camps par le *Servicio de evacuación de los*

---

56. Juan Bautista CLIMENT, "España en el exilio", *Cuadernos americanos*, vol. CXXVI, n° 1, janvier-février 1963, p. 101). Mais les fiches semblent avoir brûlé longtemps avant la publication de cet article (Javier RUBIO, *op. cit.*, p. 217).

*republicanos españoles* (SERE) fin juin 1939 fait-il apparaître, comme pour l'émigration économique de l'entre-deux-guerres. la place importante des secteurs agricole et industriel : 30,4% pour le secteur agricole, 45,4% pour le secteur industriel ; cependant, si l'on tient compte du fait qu'un peu plus de 13% des réponses sont de classification douteuse, le secteur tertiaire semble représenter environ 10,5 %<sup>58</sup>. La catégorie la plus massivement représentée est celle des ouvriers agricoles (28,86 %), suivie par les ouvriers de la métallurgie, les mécaniciens et les électriciens (11,9%) ; mais le recensement, bien que sommaire, indique un secteur tertiaire beaucoup plus important et plus diversifié que dans les émigrations précédentes. Ce secteur tertiaire est composé par ordre décroissant d'employés de commerce, de fonctionnaires (employés, professeurs, instituteurs), de militaires de carrière et de membres des professions libérales (médecins, infirmiers, intellectuels divers, ingénieurs, pharmaciens, dentistes, architectes, opticiens...) <sup>59</sup>. La proportion d'ouvriers qualifiés semble plus grande aussi parmi les travailleurs du secteur industriel, notamment dans la métallurgie, la mécanique, l'électricité et les transports. Et l'on ne peut ignorer que ce recensement ne fait ni état des réfugiés civils qui ne sont pas passés par les camps et appartiennent selon toute vraisemblance au secteur tertiaire, ni des femmes, dont un certain nombre d'enseignantes ou d'infirmières accompagnatrices de colonies d'enfants.

Le poids de la Catalogne, aux activités économiques diversifiées et au niveau culturel élevé, qui alimentait fort peu les émigrations économiques antérieures, est prépondérant dans cet exil : entre un quart et un tiers probablement<sup>60</sup>. C'est en effet dans les provinces catalanes que se recrutent la

---

57. Javier RUBIO, *La emigración de la guerra civil de 1936-1939, op. cit.*, p. 233.

58. *Ibid.*, p. 230.

59. Recensement professionnel des réfugiés espagnols (ACCPCE).

60. Aline Angoustures, que nous remercions pour cette indication, arrive à un quart de réfugiés originaires de Catalogne dans un dépouillement des fiches de l'OPPRA : sur un échantillon de 1868 personnes, 440 sont originaires de Catalogne. Javier Rubio indique 36,5% de réfugiés originaires de Catalogne sur des échantillons départementaux : décompte basé sur le lieu de naissance d'environ 1.000 Espagnols résidant dans l'Aveyron, l'Hérault et le Gard, inscrits au



majeure partie des troupes qui passent en France en 1939 ; ce sont ces provinces qui fournissent à l'exil une forte proportion de professions intellectuelles et de cadre dirigeants d'entreprises industrielles et commerciales. Ainsi, en août 1939, l'on constate que sur les 147 hommes et 118 femmes qui adhèrent au Centre culturel catalan de la Fundació Ramón Llull, l'on trouve huit avocats, six agriculteurs, onze écrivains et fonctionnaires, vingt-et-un comptables et employés, seize mécaniciens, trois professeurs, seize étudiants et dix couturières<sup>61</sup>. Ce que l'on remarque dans cet exemple c'est la quasi parité numérique entre les hommes et les femmes et la diversité des professions, avec l'importance marquée des catégories moyennes, des ouvriers spécialisés et des professions libérales.

L'émigration politique de la guerre civile est socialement très diversifiée, reflète global de la composition de la société espagnole, avec cependant semble-t-il selon les indications dont nous disposons, une représentation minorée de la population active relevant des secteurs primaire -45,5% en Espagne en 1930- et tertiaire -28% à la même date- et une présence plus importante de travailleurs du secteur secondaire -26,5% en Espagne<sup>62</sup> ; cette dernière prééminence s'explique bien entendu par le recrutement à majorité ouvrier des organisations politiques et syndicales de la gauche et de l'extrême-gauche espagnoles, notamment en Catalogne. Quant à la représentation minorée du secteur tertiaire, les causes en sont probablement multiples, dont les plus évidentes tiennent à la nature des statistiques citées plus haut : effectuées dans les camps, elles ne prennent pas en compte ceux qui ont pu y échapper et appartiennent vraisemblablement à des couches sociales plus élevées et ont trouvé plus rapidement des lieux d'accueil dans la société française. Il s'agit donc d'une émigration assez représentative de la société d'origine, et l'on peut s'interroger, pour en cerner mieux la spécificité, sur les ressemblances et les différences avec

---

Consulat de Sète (*La emigración de la guerra civil, op. cit.*, p. 235). Mais si ces départements sont représentatifs, peu de réfugiés, par définition, étaient inscrits dans des consulats espagnols.

61. *El Poble català*, n° 8, 15 décembre 1939.

deux autres émigrations politiques issues dans l'entre-deux-guerres des pays fascistes. Dans le cas de l'émigration en provenance d'Allemagne nazie, si l'on met de côté l'émigration "raciale" -celle des Juifs, surtout après la promulgation des lois de Nuremberg en 1935- et l'émigration littéraire, l'émigration politique proprement dite, dont la précédente est d'ailleurs mal différenciée, a également une composition sociale diversifiée. Émigration politique plus réduite que l'espagnole, estimée pour la France à 9.000 ou 10.000 personnes <sup>62</sup> dans laquelle, parmi les réfugiés sociaux-démocrates, il semble que la proportion d'ouvriers non qualifiés soit supérieure également à celle des travailleurs qualifiés, des employés et des professions libérales <sup>63</sup>. Dans le cas de l'émigration italienne antifasciste, l'on constate que ce ne furent pas tant la classe politique dirigeante ni les intellectuels qui émigrèrent, mais un grand nombre de travailleurs, surtout manuels, à qui le fascisme rendait la vie impossible et qui ont spontanément retrouvé l'implantation de l'émigration économique qui les avait précédés en France <sup>64</sup>. Peut-être que cette brève approche comparative permet simplement de suggérer que les émigrations politiques en provenance de pays fascistes ou autoritaires sont composées en premier lieu des militants et des responsables des organisations politiques ou syndicales dont l'idéologie est incompatible avec la dictature : l'éventail politique des opposants est de ce fait très vaste, des démocrates modérés à l'extrême-gauche et, socialement, ces émigrations politiques sont nécessairement le reflet de l'implantation de ces courants idéologiques. Dans le cas de l'Espagne, la spécificité réside surtout dans le fait que l'émigration politique reflète la société de départ : c'est l'une des deux Espagnes

---

62. Anne DULPHY, *Histoire de l'Espagne*, Paris, Hatier, 1992, pp. 308-309.

63. Ces trois composantes de l'exil allemand sont distinguées par Jean-Michel PALMIER, dans *Weimar en exil. Le destin de l'émigration intellectuelle allemande antinazie en Europe et aux États-Unis*, Paris, Payot, 1988, tome I, *Exil en Europe, 1933-1940 : de l'incendie du Reichstag à la guerre d'Espagne*, pp. 153-182 et 293.

64. Werner RÖDER, "German politics in exile, 1933-1945", in *L'émigration politique en Europe aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, sous la direction de Pierre MILZA, Rome, Ecole française de Rome, 1991, p. 404.

65. *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, sous la direction de Pierre MILZA, Rome, Ecole française de Rome, 1986, 732 p. ; Aldo GAROSCI, *Storia del fuorusciti*, Bari, Gius, Laterza et Figli, 1953, 309 p.

avec toutes ses composantes sociales qui s'en va, celle qui a instauré la République et cherché sa voie entre réforme et révolution, vaincue par les adeptes du national-syndicalisme. Toutes les composantes sociales de l'Espagne sont représentées dans l'exil : dirigeants politiques, hauts fonctionnaires, intellectuels, universitaires, militaires et prêtres également, et surtout la grande masse des militants des partis et syndicats du camp républicain. Un trait original dans cette émigration est la présence importante de réfugiés issus du monde rural : reflet de la place prédominante du secteur agricole dans la société espagnole, mais surtout de la mobilisation des paysans pendant la guerre civile, notamment dans les collectivités agraires développées à l'instigation des anarchistes tout particulièrement en Aragon, en Catalogne et dans le Levant.

Sur le plan de la localisation géographique, l'on constate que la carte de l'implantation espagnole en France est sensiblement modifiée dans un premier temps. Si les soldats de l'armée républicaine sont concentrés dans les camps du Sud-Ouest, les civils qui y échappent sont orientés plus au nord par les autorités françaises ; celles-ci cherchent avant tout une répartition géographique équilibrée, un certain éloignement de la frontière espagnole et souhaitent éviter les grands centres urbains, particulièrement la région parisienne. Ainsi, la Bretagne, le Maine, le Poitou qui n'accueillaient pas d'Espagnols jusqu'à présent, en voient-ils arriver des contingents appréciables, alors que la Haute-Garonne, les Bouches-du-Rhône et la Seine n'en reçoivent quasiment pas. Ce n'est que progressivement après la Libération, que les réfugiés de 1939 qui ont retrouvé une certaine liberté de mouvements rejoignent les bases traditionnelles de l'implantation espagnole, particulièrement dans le Sud-Ouest où existent des réseaux de solidarité susceptibles de les aider à trouver un travail et un logement ; toutefois, les réfugiés vont également contribuer à élargir les zones de l'implantation espagnole en France.

## C. LA NOUVELLE COLONIE ESPAGNOLE

L'arrivée des réfugiés de la guerre civile modifie profondément la structure de la colonie espagnole de France : d'abord les émigrés politiques constituent un pourcentage important de cette colonie et cette importance relative ne cessera d'augmenter jusqu'à la fin des années quarante avec l'arrivée de nombreux clandestins qui viennent rejoindre leur famille ou fuient le franquisme et la misère de l'Espagne ; ce n'est qu'au début des années soixante, avec le vieillissement de l'exil politique et surtout l'arrivée massive d'une autre génération d'émigrés économiques que les émigrés politiques vont voir leur importance relative diminuer inexorablement. Par ailleurs, après la guerre mondiale, la présence des réfugiés élargit les zones traditionnelles d'implantation espagnole : Paris sera alors, avec Toulouse, l'une des capitales de l'exil républicain. Le centre de gravité de la colonie espagnole sera donc moins exclusivement méridional qu'il ne l'était avant la Deuxième Guerre mondiale. Il importe donc de situer la place de l'émigration politique dans la colonie espagnole au lendemain du conflit, d'en repérer la localisation géographique et d'étudier son évolution au sein de l'ensemble de la migration espagnole jusqu'au milieu des années soixante-dix.

### 1) Le poids de l'émigration politique

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, la composition de la population étrangère qui vit en France accuse de profondes transformations et la caractéristique principale en est une diminution importante ; la plupart des colonies étrangères ont vu leurs effectifs baisser, à l'exception notable des Espagnols <sup>66</sup>.

---

<sup>66</sup> Et, dans une moindre mesure, des Polonais et des Hollandais. Cf. J. BREIL, R. DUMAS, V. FONSAGRIVE, "Les étrangers en France", *Bulletin de la statistique générale de la France*, mars 1947, pp. 165-232.

## Évolution des communautés étrangères en France de 1936 à 1945

Nationalités	1945	1936	Variation absolue	Variat. relative
Allemands	18,3	48,1	- 29,8	-62
Autrichiens	3,2	5,8	- 2,6	-44,8
Belges	142,6	166,4	- 23,8	-14,3
Britanniques	11,8	24,9	- 13,1	-52,6
Espagnols	260,2	206,3	+ 59,3	+26,1
Hollandais	7,7	7,2	+ 0,5	+ 6,9
Italiens	393,7	575,6	-181,9	-31,6
Luxembourgeois	8,6	12,9	- 4,3	-33,3
Polonais	324,9	309,3	+ 15,6	+ 5,0
Portugais	19,4	23,4	- 4,0	-17,1
Russes	42,5	57,0	- 14,5	-25,4
Scandinaves	1,8	3,7	- 1,9	-51,4
Suisses	47,9	67,7	- 19,8	-29,2
Tchécoslovaques	18,5	28,2	- 9,7	-34,4
Balkaniques	44,8	57,3	- 12,5	-21,8
Turcs	6,9	27,7	- 20,8	-75,1
Autres nat. eur.	5,1	8,0	- 2,9	-36,3
Nord-Américains	3,5	10,8	- 7,3	-67,6
Sud-Américains	2,3	5,3	- 3,0	-56,6
Africains	0,8	1,8	- 1,0	-55,6
Extrêmes-Orient.	2,0	3,0	- 1,0	-33,3
Asiatiques, Océa.	8,9	30,6	-21,7	-70,9
Sans nationalité	41,0	---	+41,0	---
Nationalité n.d.	3,8	4,6	- 0,8	-17,4
<hr/>				
	1420,2	1685,6	-265,4	-15,8

(Source : J. BREIL, R. DUMAS, V. FONSAGRIVE, "Les étrangers en France", *Bulletin de la statistique générale de la France*, mars 1947, p. 196) (Les nombres sont donnés en milliers et centaines).

Bien qu'elle ait été faite sur d'autres bases que le recensement général de la population de 1936, l'enquête effectuée en 1945 sur les étrangers de plus de quinze ans -et ceux de moins de quinze ans exerçant une profession-, permet cependant des comparaisons et atteste d'une diminution de plus de 450.000 personnes de la population étrangère résidant en France ; les causes en sont diverses : départs volontaires et forcés -les Juifs polonais ont été particulièrement éprouvés par les déportations-, mortalité naturelle ou liée à la guerre et à l'occupation et naturalisations.

Seule, la colonie espagnole a augmenté de 26,1%, après être passé d'environ 206.000 personnes à un peu plus de 260.000 ; dans le même temps, la colonie italienne a baissé de 31,6%, passant de 575.000 personnes à 393.000 -en chiffres ronds- et le nombre des Polonais n'a cru que de 309.000 à 324.000, soit 5%, à cause de l'arrivée de réfugiés en 1939 dont beaucoup sont encore en France. Cette augmentation de la colonie espagnole est liée bien entendu à l'arrivée des réfugiés de la guerre civile.

### **a) Place importante de l'émigration de la guerre civile et son insertion au sein de la colonie espagnole**

Du fait de l'arrivée massive des réfugiés de la guerre civile, la colonie espagnole accuse donc en 1945 une augmentation importante de ses effectifs par rapport à l'avant-guerre ; accroissement sensible, malgré les retours, les réémigrations et le lourd tribut que les Espagnols ont payé pendant la Deuxième Guerre mondiale, dans les unités de prestataires étrangers, dans la Légion étrangère ou les Régiments de marche de volontaires étrangers, en déportation ou dans la Résistance. Le bilan de ces pertes reste difficile à estimer et le chiffre ne peut être qu'approximatif en l'état actuel des connaissances : un total d'une dizaine de milliers de morts paraît un ordre de grandeur minimum <sup>67</sup>, si l'on tient compte des chiffres vraisemblables portant sur le nombre de morts espagnols pendant la bataille de France (environ 5.000) et l'expédition de Narvik (environ 5.000) <sup>68</sup> et des Espagnols ayant péri dans l'ensemble concentrationnaire de Mauthausen (plus de 5.000) <sup>69</sup>. Pour apprécier plus exactement l'ampleur des pertes espagnoles pendant la guerre mondiale, il faudrait également inclure les volontaires tués au combat sur les différents terrains d'opérations de la Légion

67. Environ 10.000 selon J. RUBIO, *La emigración española a Francia*, op. cit., p. 245.

68. Données par Miguel Angel SANZ dans *Luchando en tierras de Francia*, Madrid, ediciones de la Torre, 1981, pp. 19-38.

69. Selon Michel FABREGUET, "Les "Espagnols rouges" à Mauthausen", *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 162, avril 1991, pp. 77-98).

étrangère -Afrique du Nord, Afrique occidentale, Italie, Proche-Orient...- , et tous ceux tombés dans les maquis des diverses régions françaises et lors des combats de la libération de la France.

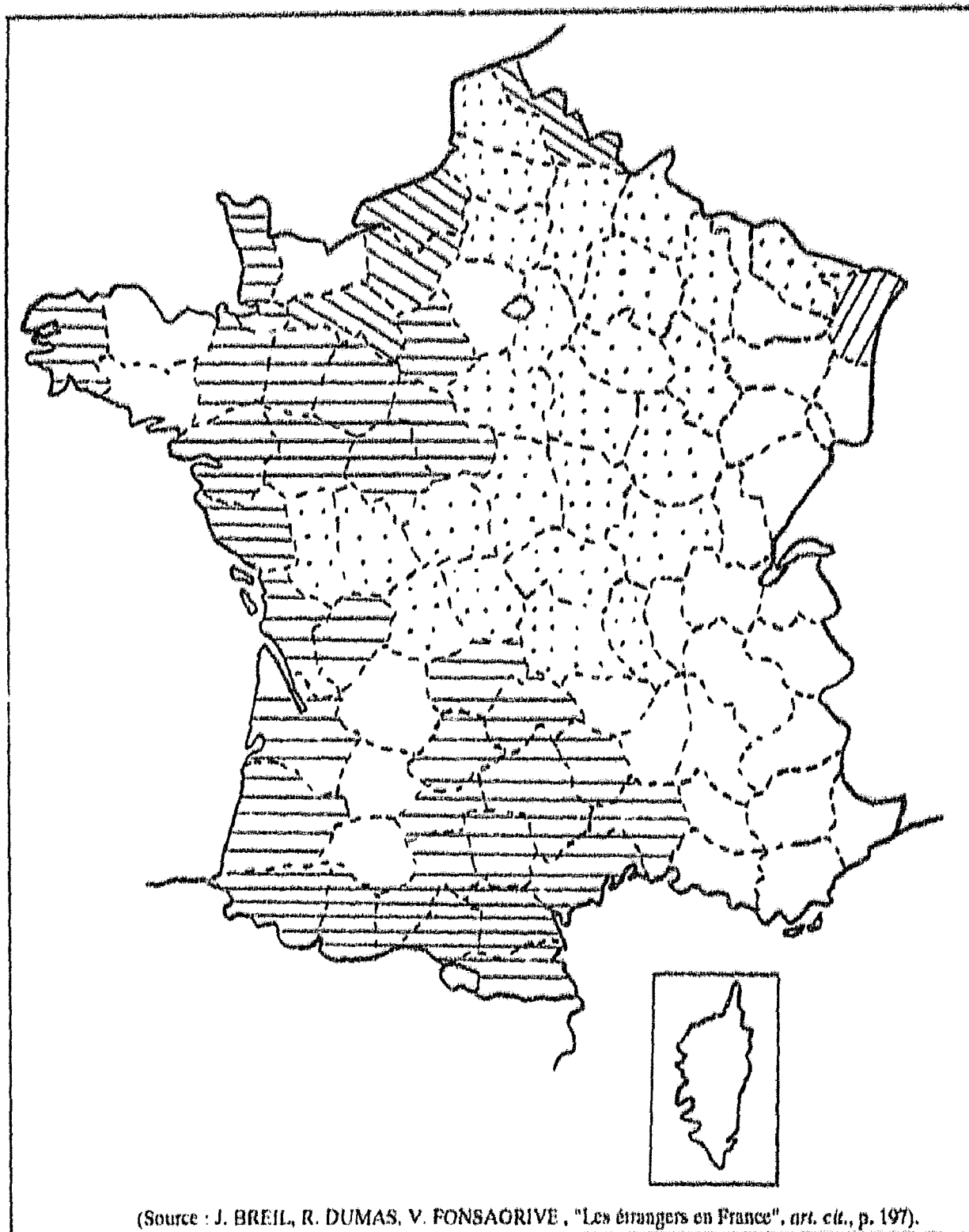
Dans la nouvelle colonie espagnole qui émerge au lendemain de la guerre mondiale, le poids des réfugiés de la guerre civile est considérable : ceux-ci en représentent beaucoup plus du tiers, comme on le voit dans le recensement des étrangers de 1945, où sur plus de 252.000 Espagnols qui indiquent la date de leur entrée en France, 149.273 Espagnols déclarent être arrivés avant 1936 et 103.358 de 1936 à 1945 soit quasiment 41%.

Comme le montre le recensement des étrangers de 1945, l'implantation des Espagnols est marquée par l'afflux des réfugiés et par la géographie imposée par les autorités françaises au moment de l'exode massif ; dans les départements de l'Ouest (Finistère, Manche, Ille-et-Vilaine, Loire-inférieure, Mayenne, Sarthe, Eure-et-Loir, Maine-et-Loire, Vendée, les deux Charentes), mais aussi dans ceux du Centre (Loir-et-Cher, Indre-et-Loire, Corrèze, Cantal), qui ne sont pas les zones traditionnelles de l'immigration hispanique, les Espagnols constituent la nationalité étrangère prépondérante <sup>70</sup>. Le grand Sud-Ouest voit cependant sa population espagnole s'accroître d'un tiers, mais l'aire d'implantation y est plus vaste qu'auparavant : elle s'étend jusqu'à la Dordogne, au Lot et à l'Aveyron ; le Sud-Est, des Alpes-maritimes à l'Hérault accuse une diminution significative, tandis que les régions parisienne et Rhône-Alpes restent stationnaires.

---

70. J. BREIL, R. DUMAS, V. FONSAORIVE, "Les étrangers en France", *art. cit.*, p. 229.

Etrangers de 15 ans et plus en 1945, suivant la nationalité dominante dans chaque département



▭ Italiens

▫ Polonais

▨ Espagnols

▧ Belges

▩ Autres



La population active espagnole a, elle aussi, marqué un net accroissement entre 1936 et 1945 . elle passe d'un peu plus de 141.000 personnes à 185.000 (ce qui représente plus de 31,1% d'augmentation), alors que la population active italienne a diminué de plus de 30% et la polonaise de 5,8% <sup>71</sup>. Dans cette population active, le poids du secteur rural (agriculture et forêts) est prépondérant (plus de 74.000 personnes, soit 40%), encore plus qu'avant-guerre (accroissement de 57%) ; mais le recensement, commencé avant même l'achèvement de la guerre mondiale, fait état d'une situation révélatrice des secteurs d'activité occupés par les réfugiés pendant les années du conflit et notamment du rôle privilégié des forêts dans la constitution des maquis espagnols<sup>72</sup>. Les autres secteurs d'activité importants sont les industries de transformation, qui occupent plus de 58.000 Espagnols et la manutention et les transports près de 19.000. Cette situation indique également que les réfugiés ont trouvé une insertion professionnelle guère différente de celle des immigrants espagnols arrivés antérieurement : l'immigré politique devient aussi un immigré du travail.

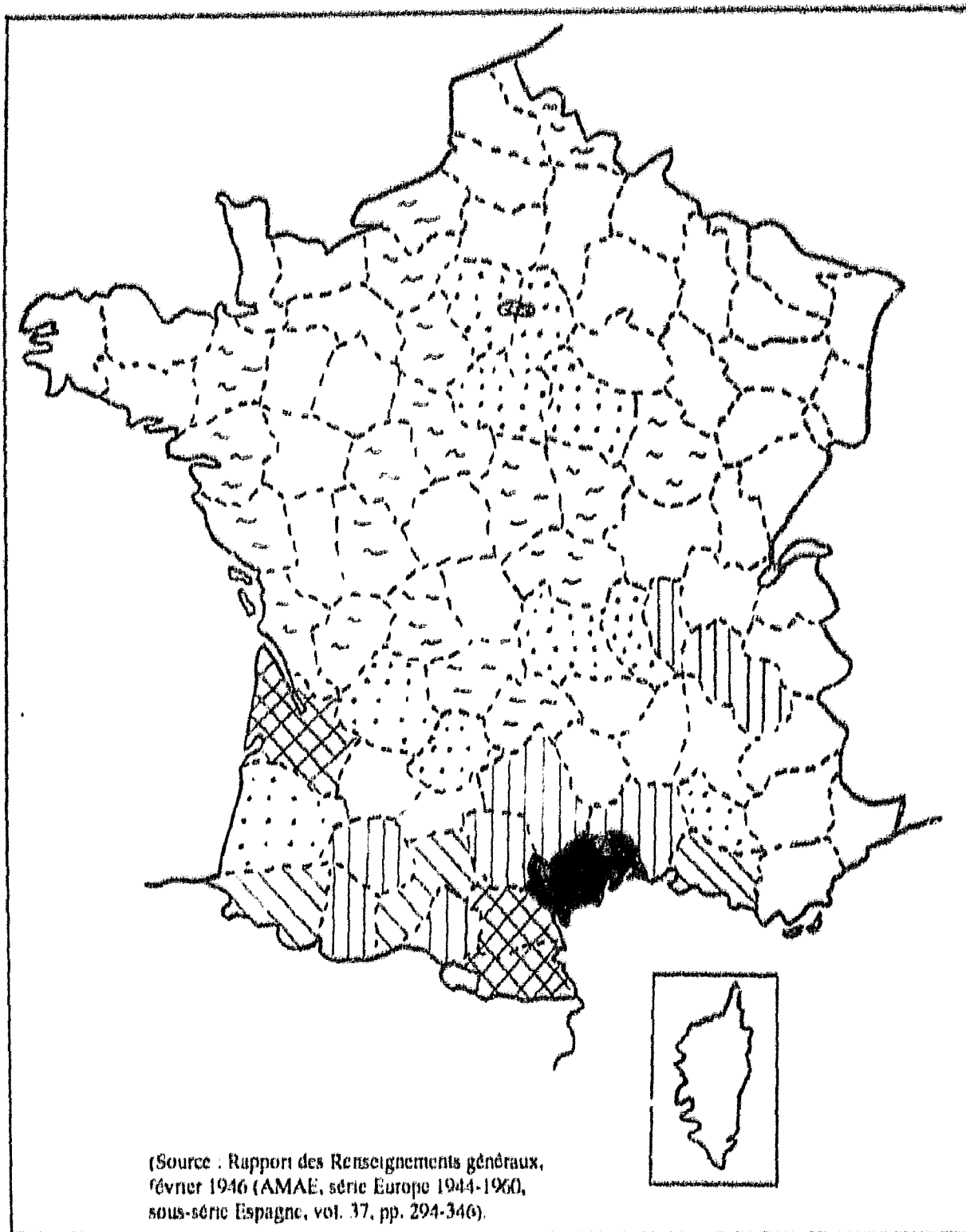
Un an plus tard, en 1946, la nouvelle colonie espagnole apparaît encore assez dispersée dans l'Hexagone ; la tendance au regroupement dans les zones traditionnelles d'implantation a cependant commencé, même si de nombreux réfugiés finissent par s'installer dans les régions où le hasard de la géographie imposée par les autorités françaises les a placés avant ou pendant la guerre mondiale. Cette nouvelle estimation ne différencie pas les réfugiés de la guerre civile des immigrants plus anciens. Cinq départements rassemblent chacun plus de 20.000 Espagnols : l'Hérault, les Pyrénées-orientales, l'Aude, la Gironde et la région parisienne. Et trois départements ont entre 14.000 et 19.000 Espagnols : la Haute-Garonne, les Bouches-du-Rhône, les Basses-Pyrénées.







---

71. *Ibid.*, p. 206.

72. Geneviève DREYFUS-ARMAND, "Les oubliés", *Hommes et migrations*, n° 1148, novembre 1991, pp. 36-45.

### Les Espagnols en France en 1946



 Plus de 25.000	 De 5.001 à 10.000
 De 20.001 à 25.000	 De 2.001 à 5.000
 De 10.001 à 20.000	 De 1001 à 2.000

La colonie espagnole de France de l'entre-deux-guerres est encore mal connue, aussi est-il difficile d'appréhender le processus d'insertion des émigrés de la guerre civile au sein des noyaux existants. Cependant, cette tendance nette au regroupement des réfugiés dans les zones traditionnelles d'implantation espagnole ne peut s'expliquer que par la recherche de réseaux de solidarité, familiaux, régionaux mais aussi idéologiques. L'émigration espagnole antérieure à 1939 qualifiée globalement d' "économique" a été émaillée, nous l'avons vu et nous aurons l'occasion d'y revenir en étudiant l'activité de publication espagnole en France, de divers flux politiques ; d'autre part, dans les motivations des départs individuels et espacés, l'idéologique est souvent difficile à distinguer de l'économique. Par ailleurs, même s'il est vrai que les immigrés espagnols de l'entre-deux-guerres nient été en majorité peu politisés comme en témoigne leur faible taux de syndicalisation à la CGTU par exemple (0,1% d'entre eux en 1930)<sup>73</sup>, il est probable qu'ils ont suivi les événements d'Espagne avec intérêt le plus souvent ; certains, dont la proportion est encore inconnue, ont pris position en faveur de la République, des volontaires sont partis en Espagne et une aide financière a même été apportée. Bien qu'éloignés du théâtre des opérations, ils se sentaient concernés dans leur majorité par les événements. Aussi est-il raisonnable de penser que, sous réserve d'études plus amples et approfondies, les deux exemples locaux que nous allons présenter, n'aient pas été des exceptions en France métropolitaine et qu'il y a eu véritablement insertion de l'émigration politique dans la colonie hispanique, sans heurts, parfois même avec l'aide et la solidarité des immigrés antérieurement arrivés. Le cas de l'Algérie est plus complexe et relativement spécifique où, à côté d'immigrés espagnols favorables à la République repérés pour leur grande activité de solidarité en sa faveur, l'on assiste à une radicalisation de la droite et de l'extrême-droite, surdéterminée en fait

---

73. Pierre MILZA, "L'immigration italienne en France d'une guerre à l'autre", in *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, Rome, Ecole française de Rome, 1986, p. 30.

par les enjeux propres à la société coloniale, qui se mobilisent en faveur des franquistes <sup>74</sup>.

Le premier exemple d'insertion est celui de Béziers, deuxième ville du département de l'Hérault qui compte, en 1936, le plus fort contingent d'immigrés espagnols de France, autour de 37.000 personnes ; les départements qui le suivent pour le nombre de leurs Espagnols sont les Pyrénées-orientales et l'Aude, avec un peu plus de 22.000. En 1945, les Espagnols sont, comme nous l'avons vu, davantage dispersés, et l'Hérault, toujours au premier rang, rassemble plus de 23.000 immigrés espagnols âgés de quinze ans et plus. Dès 1889, se crée à Béziers une Société de secours mutuels et de fraternité espagnole, dénommée la *Colonia española*, dont l'objectif principal est l'aide mutuelle de ses membres et le développement de la culture hispanique sous tous ses aspects ; après des débuts difficiles, elle fusionne, dans les années 1930, avec une association récréative espagnole, avec l'Ateneo de Béziers et avec le Centro español, avant d'acheter en 1939 avec l'aide de ses sociétaires un immeuble dans la ville <sup>75</sup>. Pendant la guerre civile, les Espagnols du district de Béziers-Saint Pons parviennent à construire une colonie pour enfants à Sète afin d'accueillir les orphelins de Madrid ; pendant l'occupation allemande, une carrière voisine de cette colonie est transformée en véritable poudrière et les Allemands la font sauter au moment de partir ce qui détruit par là-même cette maison <sup>76</sup>. Dans le rapport des activités fait pour le centenaire de la *Colonia española*, il apparaît que dès le 22 août 1944, l'Union nationale espagnole -créée à l'initiative du parti communiste espagnol en 1942- est représentée dans le Comité provisoire de la *Colonia*. La *Colonia española* qui compte cinq secteurs d'activités -mutualité, aide sociale, culture, sports et fêtes- voit se développer grandement celles-ci, avec la participation notable des émigrés

74. Juliette BESSIS, "Une émigration effacée : Italiens et Espagnols en Afrique du Nord française", in *Italiens et Espagnols en France, 1938-1946, op. cit.*, pp. 313-326.

75. Le père du pianiste Yves Nat en a été le président au tournant du siècle.

politiques : célébration du jour-anniversaire de la proclamation de la République, le 14 avril, aide aux Espagnols déportés en Allemagne, exposition de peintres exilés, réception en l'honneur de Pablo Casals, conférences prononcées par des responsables de l'exil (les socialistes Antonio Gardó Cantero et Rodolfo Llopis, l'anarchiste José Peirats, le républicain Fernando Valera ...). La Colonia prête ses salles -gratuitement ou moyennant une somme modérée- aux partis et groupements de l'exil de toutes les tendances, des anarchistes aux communistes. Sans sous-estimer les luttes d'influence politique qui y ont dû s'y dérouler, il est symptomatique de voir comment une structure mutualiste et associative espagnole très anciennement ancrée dans la région biterroise a accueilli les orphelins madrilènes pendant la guerre et s'est faite tout naturellement ensuite le point d'ancrage et le lieu de regroupement des exilés de toutes tendances.

Autre exemple de l'insertion des réfugiés dans une colonie espagnole préexistante : le bassin houiller de l'Aveyron, autour de Decazeville et Cransac, qui ne regroupe plus en 1936, après la crise économique mondiale, qu'un peu plus de 3.000 travailleurs espagnols. Alors que les réfugiés reçoivent un accueil assez diversifié de la part de la population française, ils sont généralement aidés, voire réclamés par des familles espagnoles implantées dans la région<sup>76</sup> : c'est d'ailleurs l'un des motifs d'arrivée des hommes dans la région, parallèlement au recrutement effectué par les Houillères dans les camps de Septfonds, Saint Cyprien et Argelès. Un millier de réfugiés arrivent dans le bassin houiller : les femmes et les enfants sont dirigés vers des centres d'accueil de Decazeville, Cransac ou Viviez. Des immigrés économiques offrent l'hospitalité à des hommes

---

76. Emilio VALLS, *Colonia española de Béziers en su centenario, 1889-1989, Memoria*, Béziers, Office départemental d'action culturelle, 1989, 22 p. Nous remercions M. E. Valls Puig de nous avoir communiqué ce document.

77. Marie-Line MONTBROUSSOUS, "De l'immigration à l'intégration : les Espagnols dans le bassin houiller de l'Aveyron, 1926-1954" in *Exil politique et migration économique. Espagnols et Français aux XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, op. cit., pp. 89-115 et du même auteur : "Les réfugiés espagnols dans le bassin houiller de Decazeville", in *Les Français et la guerre d'Espagne*, édité par Jean Sagnes et Sylvie Caucanas, Perpignan, Université de Perpignan, Centre de recherche sur les problèmes de la frontière, 1990, pp. 219-235.

séparés de leur famille, les aident financièrement malgré de faibles revenus. Cela n'empêche pas les antagonismes et les discussions éventuelles entre les deux catégories d'immigrants venues dans des conditions différentes ; de leur côté, les réfugiés affirment leur qualité de réfugiés politiques et tiennent à être distingués d'une population misérable qui a quitté volontairement l'Espagne. En dépit d'attitudes différentes vis-à-vis de la religion et de la politique, il semble que les deux groupes se soient rejoints peu à peu, notamment par la multiplication des mariages, pour n'en former plus qu'un <sup>78</sup>. Il est probable cependant que la petite taille de la colonie espagnole de la région, soudée par un travail en commun dans les mines, qui apprend assez rapidement l'occitan parlé sur les lieux de travail, a facilité l'interpénétration des deux groupes d'immigrés ; d'autres exemples locaux, provenant notamment de grandes villes, seraient nécessaires pour mieux connaître les modes d'insertion des réfugiés dans la colonie espagnole préexistante.

### **b) Accroissement de l'émigration politique**

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, le poids de l'émigration politique s'accroît avec l'arrivée clandestine de nouveaux réfugiés. Les relations entre la France et l'Espagne sont très tendues, malgré la signature d'un accord commercial en septembre 1945 qui, outre l'octroi d'un crédit par le gouvernement franquiste, permet l'importation de produits alimentaires, de pyrites et de textiles dans une France confrontée aux problèmes de ravitaillement et de redémarrage économique <sup>79</sup>. Aussi le gouvernement franquiste ferme-t-il la frontière quelque temps. La France fait de même le 1er mars 1946, à la suite de l'exécution en Espagne, le 21 février, de Cristino Garcia et de onze autres antifranquistes, pour la plupart anciens résistants en France ; le lieutenant-colonel Cristino Garcia Granda a été en effet chef de maquis dans la Lozère et le Gard et il

---

<sup>78</sup>. *Ibid.*

<sup>79</sup>. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 82, p. 280.

a, en particulier, dirigé l'assaut à la prison de Nîmes et les combats de la Madeleine, près d'Anduze, contre une colonne allemande remontant vers le nord. Un accord n'intervient que le 5 février 1948 et la frontière est rouverte le 10 février suivant. Les Espagnols qui veulent quitter leur pays le font clandestinement : les fugitifs sont souvent des prisonniers politiques en fuite <sup>80</sup> puis la proportion de réfugiés économiquement faibles augmente considérablement, ce qui place les autorités françaises devant la question, souvent insoluble, de différencier les uns des autres. Le gouvernement républicain en exil, alors reconstitué, reconnaît tous les clandestins comme siens car poussés hors d'Espagne, selon lui, par la répression ou la misère engendrée par le franquisme.

Depuis peu, le statut des réfugiés espagnols s'est, en effet, précisé. En 1944, le Comité intergouvernemental pour les réfugiés (CIR) décide de les prendre sous son mandat ; de 1945 à 1947, le CIR fait émigrer quelques milliers de réfugiés espagnols en Amérique latine. Par ailleurs, en 1945, la France étend aux exilés espagnols le mécanisme de protection institué avant la guerre pour les réfugiés russes et arméniens <sup>81</sup>. Le décret du 15 mars 1945 accorde la qualité de réfugiés aux Espagnols qui en droit ou en fait ne jouissent pas de la protection du gouvernement espagnol <sup>82</sup> : il leur donne ainsi le bénéfice du statut international des réfugiés tel qu'il résulte de la Convention du 28 octobre 1933 <sup>83</sup>.

---

80. David Wingsate PIKE, "L'immigration espagnole en France (1945-1952)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1977, pp. 286-300.

81. Jacques VERNANT, *Les réfugiés dans l'après-guerre*, Monaco, éditions du Rocher, 1953, pp. 67-69 et 273-302.

82. A ce propos, le Consulat général d'Espagne en France affirme le 31 octobre 1944 qu'il a accordé une protection diplomatique et consulaire normale aux réfugiés, intervenant notamment contre leur envoi pour travailler en Allemagne pendant la guerre (AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 34).

83. C'est-à-dire le bénéfice du statut Nansen attribué aux Russes, Arméniens, Assyriens, Assyro-Chaldéens, Turcs et Sarrois (Circulaire n° 358 du ministère de l'Intérieur, 8 août 1947). Cependant les passeports Nansen proprement dits -de couleur orange, barrés de vert à l'angle supérieur gauche et à l'angle inférieur droit- sont réservés aux réfugiés russes et assimilés ; les réfugiés espagnols reçoivent un certificat d'identité et de voyage, dont le modèle est quasiment identique à celui du passeport Nansen dont la dénomination est par ailleurs officiellement supprimée après-guerre. Certains pays, comme le Chili, n'acceptent pas en effet de mettre des visas sur des passeports Nansen, ce qui a motivé une plainte du gouvernement basque en exil (Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet des Basses-Pyrénées, 19 février 1948, AMI, 89/38 MI 36, liasse 2).

Un Office central pour les réfugiés espagnols (OCRE), créé par le décret du 3 juillet 1945, est chargé d'assurer la protection juridique et administrative des réfugiés <sup>84</sup> ; le CIR - puis l'Organisation internationale pour les réfugiés qui lui succède (OIR) - patronne l'Office. Sur le plan administratif, ce service est placé sous la triple tutelle des ministères de la Justice, des Affaires étrangères et de l'Intérieur <sup>85</sup>. La direction de l'OCRE est assumée par le personnel diplomatique ou consulaire qui a exercé antérieurement des fonctions en France et qui y a un domicile ininterrompu depuis 1932 <sup>86</sup>.

Devant l'entrée massive de clandestins espagnols, environ 10.000 par an de 1947 à 1949, les autorités françaises ouvrent en 1946 un centre aux Haras de Perpignan pour identifier les clandestins dont le cas est examiné ensuite par un fonctionnaire de l'OIR. Créé à un moment où les immigrés clandestins sont peu nombreux, aménagés avec des moyens de fortune, le Centre des Haras de Perpignan ne comporte pas de matériel de couchage jusqu'en mai 1947 et est devenu en 1948 devant l'afflux des clandestins, aux dires mêmes de l'administration française, tout à fait inadéquat du fait de l'insuffisance et de la précarité des locaux, de l'absence de gardiennage et du nombre réduit du personnel<sup>87</sup>. Le reclassement professionnel et les examens médicaux sont effectués dans d'autres centres : la villa Don Quichotte, à Récébédou près de Toulouse, puis le Tivoli au Bouscat, près de Bordeaux, et le centre de Mérignac dans la même région. Un camp installé dans le petit village de Noé, en Haute-Garonne, rassemble aux côtés d'autres étrangers, une majorité d'Espagnols en attente de régularisation de leur statut <sup>88</sup>. Afin de ne pas raviver les mauvais souvenirs des camps d'internement français de 1939 et ceux, tout proches, des

---

84. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 34 et 35.

85. *Journal officiel*, 4 juillet 1945, p. 4062.

86. AMI, 89/31, Mi 6, liasse 4.

87. AMI, Mi 34363 liasse 1 (CAC 880502, article 22, liasse 1).

88. Emili VALLS PUIG, *Els fills de la República*, mémoires inédites : nous remercions l'auteur, fils d'un exilé de 1939, lui-même arrivé en France fin 1945 après avoir déserté l'armée franquiste de nous avoir communiqué le chapitre concernant le camp de Noé au début de 1946.



camps de concentration et d'extermination allemands, ces différents centres sont fermés un à un et l'OIR ouvre en 1948 des bureaux spéciaux proches de la frontière (Hendaye, Bayonne, Pau, Toulouse, Perpignan). Il ne semble pas, pour ces mêmes raisons, que le projet de création d'un centre de passage des clandestins espagnols dans un flot du camp de Rivesaltes, élaboré par le ministère de l'Intérieur en juin 1948 ait été concrétisé<sup>89</sup>. A partir de 1950, les services mis en place par l'OIR sont supprimés et les autorités françaises effectuent elles-mêmes les enquêtes relatives aux réfugiés espagnols. L'OIR s'était montré très libérale pour accorder le statut de réfugié aux clandestins, en conformité avec l'avis donné par l'Office central des réfugiés espagnols, et l'on constate, à partir de cette date, que la politique officielle française est plus restrictive : l'on peut enregistrer une augmentation importante des refoulements vers l'Espagne.

**Espagnols ayant franchi clandestinement la frontière et maintenus en France,  
1946 - 1949**

Années	Clandestins maintenus	Clandestins refoulés
1946	3484	
1947	9038	
1948	9163	554
1949	10774	2692

(Source : ADHG, 2042/230/308 W).

Les autorités préfectorales pensent généralement que, parmi ces clandestins, 10% seulement sont de véritables réfugiés politiques, 30 à 40% sont des proches parents de réfugiés vivant déjà en France et que la majorité est composée d' "économiques"<sup>90</sup>. Durant le premier semestre 1948, c'est une moyenne mensuelle de 252 hommes, 119 femmes et 75 enfants qui sont ainsi

---

89. *Ibid.*

90. Lettre du Préfet des Pyrénées-orientales au ministre de l'Intérieur, 21 juin 1948, ADHG, 2042/230/308 W.

contrôlés au camp des Haras de Perpignan <sup>91</sup>. Certains préfets recommandent que la qualité de réfugié soit assez libéralement reconnue par l'OIR, à cause des motifs qui ont poussé le "réfugié économique" à venir en France et en considération des dangers qu'il encourt à retourner dans son pays <sup>92</sup> ; aussi, les refoulements n'excèdent-ils pas 25% dans les années 1946-1949. L'attitude libérale des autorités préfectorales est calquée sur celle du ministre de l'Intérieur qui craint de "risquer de remettre en les mains des autorités de leur pays des Espagnols qui seraient des réfugiés authentiques " <sup>93</sup>. Le 21 janvier 1949, Jules Moch, en réponse aux nombreux préfets qui prétextent de raisons économiques pour que leur département soit exempté de recevoir des clandestins espagnols, demande à ceux-ci de faire un effort de placement des Espagnols qui ont des raisons politiques de ne pas retourner en Espagne.

Parallèlement cependant, dès 1948, le ministère de l'Intérieur prend des dispositions pour limiter l'afflux d'immigrés : une circulaire du 26 mars 1948 prescrit l'"éloignement des réfugiés espagnols indésirables et des immigrés clandestins espagnols" des dix-huit départements du Sud-Ouest -Midi-Pyrénées, Languedoc, Bouches-du-Rhône et Gironde". Il est précisé que "les réfugiés espagnols considérés comme dangereux pour l'ordre public en raison de leurs antécédents judiciaires ou de leurs agissements", se voient interdire ces mêmes départements et doivent obtenir une autorisation préalable des préfets pour pouvoir résider dans la Seine, la Seine-et-Oise, les Alpes-maritimes, le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle <sup>94</sup>. Le problème crucial auquel sont confrontés les pouvoirs publics est celui du placement professionnel des immigrés nouveaux dans une période où le chômage commence à sévir. Le ministre du Travail préconise le 2 novembre 1948 une mesure générale de refoulement, sauf pour

---

91. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 43.

92. Lettre du Préfet des Pyrénées-orientales... 21 juin 1948, citée.

93. Lettre au ministre du Travail, non datée, en réponse à une lettre de ce dernier du 8 août 1949 (AMI, Mi 34363, liasse 1).

94. ADHO, 2042/292, 308 W.

ceux qui veulent travailler dans les mines ou l'agriculture, secteurs demandeurs de main-d'œuvre <sup>95</sup>. L'éloignement des départements du Sud-Ouest et l'évacuation vers l'intérieur des nouveaux arrivants ne donne pas toujours les résultats escomptés car nombre de préfets n'hésitent pas à renvoyer les Espagnols à leur point de départ. Aussi, est-il demandé au ministère de l'Intérieur de maintenir l'interdiction de séjour seulement pour la région parisienne et les départements frontaliers, d'autant que les clandestins ont, ajoute-t-on, de nombreuses attaches dans le Sud-Ouest <sup>96</sup>.

La distinction opérée beaucoup plus strictement dès lors par les autorités françaises entre d'un côté ceux qui quittent l'Espagne pour raisons politiques, les proches parents de réfugiés résidant déjà en France -notamment les femmes venant rejoindre leurs maris-, et de l'autre côté ceux qui sont à la recherche d'une meilleure situation économique, arrive à endiguer le flot des clandestins. De 1950 à 1952, bien que les entrées clandestines aient beaucoup diminué, les refoulements en concernent plus de la moitié <sup>97</sup>. C'est en 1951 que la presse fait état d'incidents à la frontière espagnole, quelques journaux parlent d'un "marché scandaleux" : quatre clandestins espagnols -trois socialistes et un anarchiste- ont demandé la protection de l'OIR car ils ont été contraints de s'engager dans la Légion étrangère sous peine d'être refoulés en Espagne <sup>98</sup>. Des élus socialistes, l'actuel et l'ancien secrétaire général de la SFIO -Guy Mollet auprès du ministère de l'Intérieur et Daniel Mayer par une question écrite du 20 mai 1952- interviennent à plusieurs reprises pour demander des informations et réclamer que les clandestins qui déclarent fuir le régime franquiste soient admis au bénéfice du droit d'asile en France sans qu'il soit fait pression sur eux pour qu'ils s'engagent dans la Légion. Quelques années plus tard, le ministère de l'Intérieur reconnaîtra qu'à la suite d'une demande pressante du ministère de la Défense, une

---

95. AMI, M<sup>i</sup> 34363, liasse 1.

96. *Ibid.*

97. David Wingate PIKE, *art. cit.*, p. 294.

circulaire confidentielle de sa Direction du personnel et des affaires politiques adressée le 28 février 1951 demandait aux préfets de faciliter au maximum l'action des personnels militaires chargés du recrutement de la Légion <sup>98</sup>. A la suite des diverses protestations, la Direction de la Réglementation du ministère de l'Intérieur qui n'a pas eu connaissance à l'époque de la circulaire en provenance de l'autre Direction, demande le 7 janvier 1952 aux préfets des départements frontaliers avec l'Espagne de ne pas faire proposer aux clandestins espagnols, par les fonctionnaires de police, l'engagement dans la Légion. Le ministère de la Défense demande toutefois en mai 1952 des assouplissements à cette mesure car le recrutement de la Légion a, selon lui, diminué de 30% en 1952 par rapport à la moyenne mensuelle de 1951, ce qui met en péril le plan de relève de 1953 des légionnaires servant en Indochine <sup>100</sup>. Le ministère de l'Intérieur ne constate pas, pour sa part, de diminution sensible des engagements dans la Légion à partir de la date où les instructions du 7 janvier 1952 commencent à avoir leur effet ; en effet, du 1er avril 1951 au 31 mars 1952, sur 1.123 clandestins espagnols entrés en France, il y a eu 267 engagements, soit 23,8%, et du 1er avril 1952 au 31 mars 1953, sur 924 clandestins, 181 engagements, soit 19,5%.

C'est en 1949 et en 1950 que l'émigration politique espagnole atteint très probablement son chiffre le plus élevé de l'après-guerre, soit 125.000 personnes environ selon l'INSEE <sup>101</sup> ; mais ce qui est davantage significatif encore, compte tenu de la fragilité des statistiques que nous aborderons plus loin, c'est que l'émigration politique connaît alors sa plus forte importance relative au sein de l'ensemble de la colonie espagnole, soit près de 40%. D'un ordre de grandeur comparable, quoique plus faibles, sont les chiffres du ministère de l'Intérieur ; selon les calculs de ses services, le saut quantitatif se situe en 1950 où "le chiffre des réfugiés espagnols est monté de 89.607 en 1949 à 117.824 en 1950,

---

98. *Franc-Tireur*, 3 octobre 1951.

99. Note du ministère de l'Intérieur, 3 juillet 1958 (AMI, 90/51 Mi 4, CAC 900353 article 4).

100. *Ibid.*

soit une augmentation de 28.217<sup>101</sup> : les réfugiés politiques représentent alors environ 34% de la colonie espagnole <sup>102</sup>. Intéressante à plus d'un titre est la présentation de cette colonie que fait le ministre de l'Intérieur Jules Moch, en janvier 1950, lors d'un déjeuner de l'Association de la presse étrangère ; tout en arrondissant passablement les chiffres pour les besoins de son discours, il dessine la physionomie de la colonie espagnole du moment, telle qu'elle apparaît alors globalement aux pouvoirs publics :

Aujourd'hui, ne demeurent en France que 330.000 Espagnols qui, sont pour moitié, des réfugiés politiques. Mais ce total s'accroît d'un millier d'émigrants clandestins par mois, comportant une petite minorité de réfugiés en danger et une majorité de chômeurs fuyant la misère de l'Espagne actuelle. Nous accueillons largement les premiers mais devons, hélas, refouler les seconds auxquels nos préfets ne peuvent plus fournir de travail... Robustes, sobres, estimés, les Espagnols sont nombreux dans nos départements du Midi. Ils s'intègrent aisément dans notre vie, s'assimilent rapidement et font souche en France. Seuls quelques agitateurs et de petites organisations doivent être surveillés et parfois rappelés à l'ordre <sup>103</sup>.

### **c) L'émigration politique espagnole : la plus importante migration politique dans la France de l'après-guerre**

Importante dans la colonie espagnole, la migration politique de la guerre civile l'est également par rapport aux autres exils politiques que la France a accueillis depuis la Deuxième Guerre mondiale. Déjà, à la veille de la guerre, les réfugiés espagnols constituent le plus important contingent de réfugiés sur le territoire français ; fin mai 1939, ils sont estimés comme on l'a vu à environ 350.000/355.000 alors que les réfugiés russes sont un peu plus de 71.000, les Arméniens 63.000, les réfugiés en provenance d'Autriche et d'Allemagne environ 45.000, ceux d'Europe centrale et orientale une dizaine de milliers et les Italiens

---

101. Jacques VERNANT, *op. cit.*, pp. 276 et 301.

102. AMI, 90/51, MI B.

103. Discours du 27 janvier 1950 (AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 133, pp. 23-32).

quelques milliers <sup>104</sup>. Cette forte prééminence de l'émigration politique espagnole se poursuit après guerre ; les réfugiés des divers pays d'Europe centrale et orientale n'atteignent pas le nombre des exilés espagnols : ils sont estimés à 76.481 réfugiés en 1948, 88.756 en 1960 et 45.240 en 1976 <sup>105</sup>. Jusqu'au début des années 1960, les réfugiés espagnols représentent au moins la moitié de l'ensemble des réfugiés politiques présents en France.

### Les réfugiés politiques en France, 1954-1976

Dates	Nombre total de réfugiés et apatrides <sup>106</sup>	Espagnols réfugiés et apatrides <sup>107</sup>
31 déc. 1954	214.246	107.889
31 déc. 1955	190.186	98.034
31 déc. 1956	198.595	98.159 <sup>108</sup>
1963	174.057	70.588 <sup>109</sup>
31 déc. 1976	94.765	31.822 <sup>110</sup>

En 1954, si l'on compte 107.889 réfugiés espagnols et apatrides d'origine espagnole, l'on dénombre assez loin derrière eux les réfugiés russes (29.544), arméniens (21.250) et polonais (16.563) ; l'on constate également que les trois départements qui rassemblent le plus de réfugiés, sans distinction de nationalité, sont la Seine, les Bouches-du-Rhône et la Haute-Garonne, départements où existe, surtout dans le dernier, une forte proportion de réfugiés espagnols <sup>111</sup>. Dans la première moitié des années soixante-dix, les réfugiés espagnols, moins nombreux à la suite de différents facteurs -dont nous parlerons

104. Lettre du ministre de l'Intérieur au ministre des Affaires étrangères, 27 mai 1939 (AMI, 90/51, MI 8).

105. Réponse le 22 mai 1977 du ministre de l'Intérieur à une demande d'information de Hector Rivierez, député de Guyane, au sujet des statistiques relatives aux réfugiés espagnols) (AMI, *ibid.*).

106. Dans les statistiques, les réfugiés et apatrides sont souvent mêlés.

107. Nous reprenons la distinction faite par le ministère de l'Intérieur, mais les Espagnols apatrides sont peu nombreux : 86 en 1954, 67 en 1955 et 201 en 1956.

108. Source pour 1954, 1955 et 1956 : ministère de l'Intérieur, AMI, 90/51, MI 8.

109. Source : OFPRA (AMI, 90/51, MI 8).

110. Source : ministère de l'Intérieur (*ibid.*).

plus loin- ne représentent plus qu'environ un tiers de l'ensemble des réfugiés. Il est vrai qu'alors d'autres exilés sont venus chercher refuge en France, en provenance notamment d'Amérique latine et du Sud-Est asiatique.

Ce poids numérique de l'émigration politique espagnole en France pendant plusieurs décennies n'est pas sans incidence sur le rôle que celle-ci a pu jouer non seulement au sein de la colonie espagnole mais également dans la société française, voire comme enjeu dans les relations bilatérales franco-espagnoles comme nous le verrons ultérieurement.

## **2, Evolution de la colonie espagnole**

L'après-guerre est marquée par de difficiles relations entre la France et l'Espagne, du fait de la réprobation suscitée par la permanence du régime franquiste après la chute des régimes de l'Axe et de la sympathie ouverte des gouvernements issus de la Résistance envers les Républicains espagnols. Avec la progressive normalisation des relations d'Etat à Etat, symbolisée par l'accréditation d'un ambassadeur de France à Madrid en janvier 1951, et les nombreux gestes de conciliation faits par Paris envers le gouvernement franquiste durant l'été 1951 et surtout au cours des années 1952 et 1953, l'émigration clandestine va être endiguée et l'octroi du statut de réfugié plus limité. Les relations franco-espagnoles s'améliorent en effet au point que Martín Artajo, ministre espagnol des Affaires étrangères, peut déclarer en décembre 1952, "que les neuf mois du gouvernement Pinay qui vient de tomber ont marqué pour nous la première étape d'une politique de bon voisinage avec la France" <sup>111</sup>. Ainsi, en 1954, n'enregistre-t-on qu'une dizaine d'entrées clandestines d'Espagnols par

---

111. AMI, *ibid.*

112. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 156, pp. 173-180.

mois; parmi ceux-ci, l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), créé par la loi du 25 juillet 1952, n'en a inscrit que dix en tout <sup>113</sup>.

L'OFPRA est créé après la disparition de l'OIR afin de garantir l'exécution de la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés ; deux conceptions sont alors en présence pour la définition du statut de l'organisme: une solution de droit national pour permettre au service chargé d'assurer la protection des réfugiés d'imposer ses décisions à l'administration française et une solution internationale prévoyant une protection supranationale pour garantir l'indépendance de ce service. La solution nationale a prévalu mais le législateur a retenu la plupart des suggestions proposées notamment par Daniel Mayer, ce qui fait du nouvel organisme une synthèse des deux points de vue. L'OFPRA est un organisme français, doté de l'autonomie administrative, placé sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères et assorti d'une commission de recours dont un des membres est le délégué pour la France du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés <sup>114</sup>. Les Espagnols, avec les vagues d'avant 1939, de 1939 et celles d'après-guerre, constituent la clientèle la plus nombreuse de l'Office à sa création ; les autres réfugiés politiques sont alors essentiellement des Russes, des Arméniens et des ressortissants de pays de l'Europe centrale et orientale.

### **a) Répartition géographique**

A l'aube des années cinquante, le centre de gravité de la colonie espagnole est à nouveau nettement le Sud-Ouest. Près de la moitié des Espagnols y résident et constituent plus de 50% de la population étrangère de la région.

---

113. AMAE, *ibid.*, vol. 219, pp. 145-156. La Convention de Genève du 28 juillet 1951 est applicable à toute personne relevant du mandat du Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés ; elle est mise en vigueur le 22 septembre 1954 (AMAE, *ibid.*, vol. 138).

114. AMI, MI 89/67/3 (CAC 890576, article 3, liasse 2) : rapports sur l'OFPRA.



Ainsi, au 31 décembre 1949, près de 125.000 Espagnols vivent dans les douze départements de la V<sup>e</sup> région militaire ; si l'on y ajoute les deux départements limitrophes du Lot-et-Garonne et de l'Hérault, le total se monte à 159.000. Par ailleurs, on compte environ 17.000 Espagnols en Algérie, 1.000 au Maroc et 9.000 en Tunisie <sup>115</sup>.

**Ressortissants espagnols résidant dans la V<sup>e</sup> région militaire au 31 décembre 1949**

Départements	Nombre d'Espagnols	Nombre d'étrangers	%
Arlège	7.694	11.332	68
Aude	19.471	25.937	75
Aveyron	6.466	11.850	50
Haute-Garonne	20.248	45.447	48
Gers	6.650	25.553	26
Landes	3.449	5.638	60
Lot	2.315	4.637	50
Pyrénées (Basses)	13.820	16.832	82
Pyrénées (Hautes)	5.980	13.710	43
Pyrénées-orientales	23.537	24.849	94
Tarn	9.521	23.013	41
Tarn-et-Garonne	5.609	15.477	36
<b>Total</b>	<b>124.760</b>	<b>224.295</b>	<b>55</b>
Lot-et-Garonne	6.543	33.422	20
Hérault	27.717	34.307	80
<b>Total</b>	<b>159.020</b>	<b>292.024</b>	<b>54</b>

(Source : ADHG, 2042/230/308 W).

Il est cependant à remarquer que, dès la libération de Paris, à laquelle des Espagnols participent activement, des réfugiés espagnols se dirigent vers la capitale. Si bien que le recensement des étrangers effectué au long de l'année 1945 indique une certaine stabilité de la population espagnole de la région parisienne alors que la population étrangère dans son ensemble a connu une forte

115. Jacques VERNANT, *op. cit.*, pp. 311-312 (chiffres de 1951 et 1952).

régression dans la région. Entre 1936 et 1945, tandis que la population étrangère totale diminue de 48% dans la région parisienne, que les Italiens et les Polonais y connaissent une baisse sensible de plus de 39% et 26%, la colonie espagnole, estimée à un peu plus de 20.000 personnes pour le Seine et la Seine-et-Oise, est restée à peu près stationnaire. Dans la Seine, avec environ 17.860 personnes, les Espagnols représentent 8,8% des étrangers, venant après les Italiens et les Polonais.

**Les Espagnols dans la région parisienne, 1945-1962**

Années	Seine : Paris et banlieue	Seine-et-Oise	Seine-et-Marne
1945 <sup>116</sup>	17.860	2.681	2.071
1946 <sup>117</sup>	17.850 dont 9.194 dans Paris	3.211	2.320
1946 <sup>118</sup>	+20.000	3.250	2.651
1950 <sup>119</sup>	28.793 dont 6910 réfugiés	4.249 dont 1312 réfugiés	2.581
1954 <sup>120</sup>	24.180 dont 13.760 dans Paris	5.020	2.600
1962 <sup>121</sup>	65.543	17.160	5.584

116. Recensement des étrangers de 15 ans et plus de 1945 (J. BREIL, R. DUMAS, V. FONSAGRIVE, "Les étrangers en France", *Bulletin de la statistique générale de la France*, mars 1947, pp. 165-232).

117. Recensement général de la population de 1946.

118. "Les Espagnols en France", rapport de la Direction générale de la Sécurité nationale, direction des Renseignements généraux, février 1946 (AMAE, série Europe, sous-série Espagne, 1944-1960, vol. 37, pp. 294-346). Les deux ensembles de chiffres pour 1946 ont été laissés afin d'indiquer combien le recensement des étrangers est chose délicate et que les chiffres sont des ordres de grandeur.

119. "Les Espagnols en France", rapport de la direction des Renseignements généraux, août 1952 (AM1, 89/31 Mi6, liasse 4 et Mi 34363, liasse 2).

120. Recensement général de la population de 1954.

121. Recensement général de la population de 1962 : nous avons indiqué les résultats donnés cette année-là pour l'ancien et le nouveau découpage départemental de la région parisienne.

La colonie espagnole de la région parisienne ne cesse de croître pendant la seconde moitié des années quarante jusqu'à atteindre près de 29.000 personnes en 1950, représentant à peu près la même proportion des étrangers de la région <sup>122</sup>. En l'absence d'émigration économique issue d'Espagne, ce développement de la colonie espagnole ne peut qu'être attribué au déplacement de réfugiés politiques en provenance d'autres départements et à l'arrivée continue jusqu'à cette date de clandestins : le ministère de l'Intérieur dans un important rapport sur les Espagnols en France au 31 décembre 1950 indique que les réfugiés représentent 24% de la colonie espagnole dans la Seine et 30,9% dans la Seine-et-Oise <sup>123</sup>.

De façon globale, l'enquête sur les Espagnols en France à la fin de 1950 faite par le ministère de l'Intérieur met en évidence à la fois la prépondérance du Sud-Ouest et l'importance de la région parisienne pour l'implantation des exilés espagnols <sup>124</sup>. On constate d'abord que la population espagnole, toutes catégories confondues, est implantée de façon majoritaire dans la Seine, les départements du Sud-Ouest et la région marseillaise : les huit départements où les Espagnols sont les plus nombreux sont, par ordre décroissant, la Seine, la Gironde, l'Hérault, les Pyrénées-orientales, les Bouches-du-Rhône, la Haute-Garonne, l'Aude et le Rhône ; la Seine a définitivement supplanté l'Hérault dans sa place de premier département espagnol de France, encore occupée par lui dans l'immédiat après-guerre. Dans quelques-uns de ces départements, les Espagnols constituent plus de 70% de l'ensemble des colonies étrangères : 95% dans les Pyrénées-orientales, 81% dans les Basses-Pyrénées,

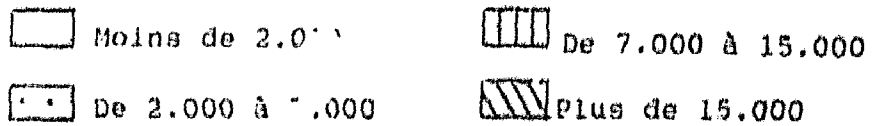
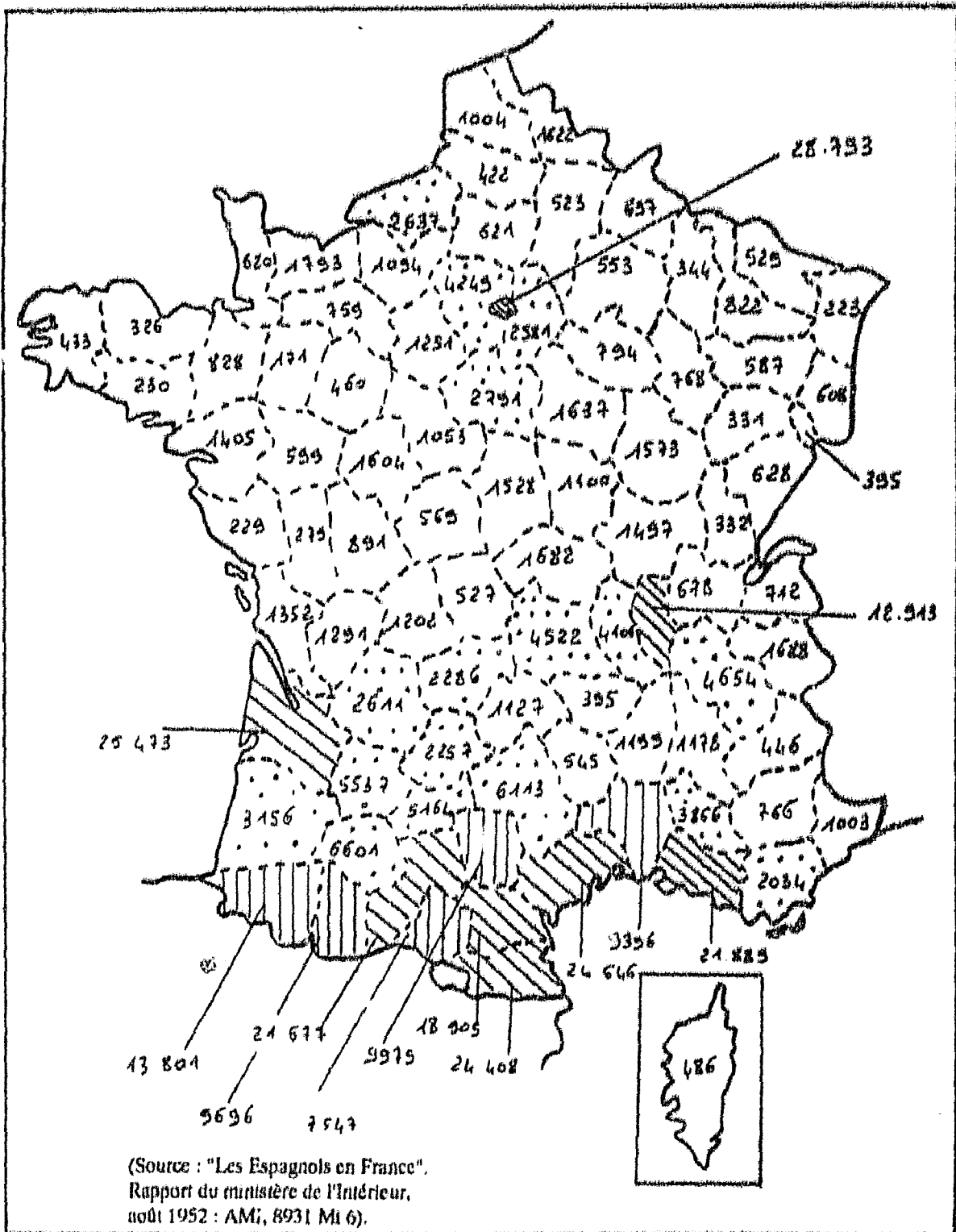
---

122. "Les Espagnols en France", rapport de la direction des Renseignements généraux, août 1952 (AM1, 89/31 Mi6, liasse 4 et Mi 34363, liasse 2) ; (rapports consultés aux AN, mais des informations nous ont été communiquées par Denis Peschanski avant l'obtention de notre propre dérogation).

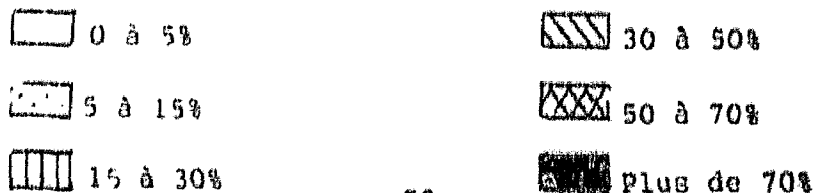
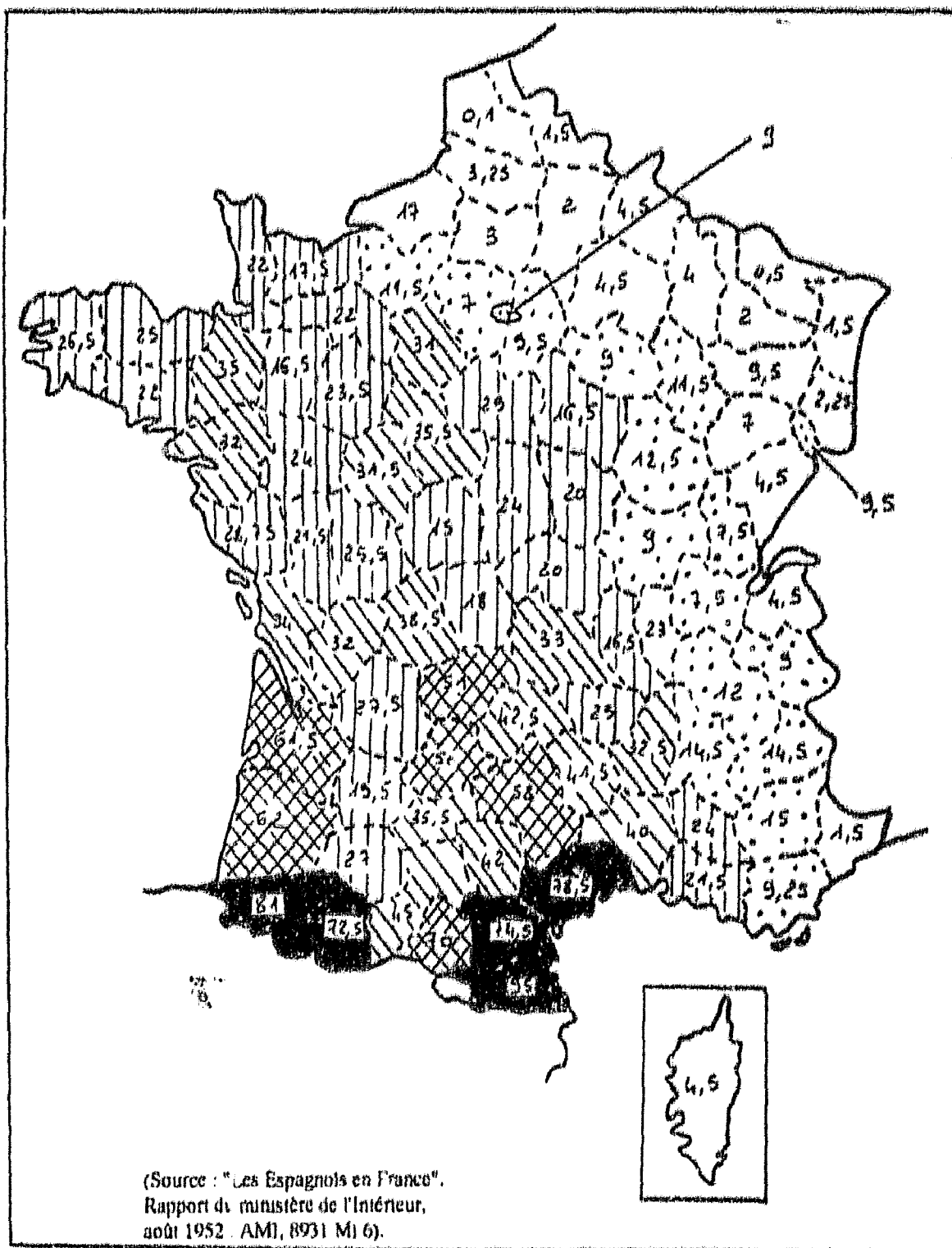
123. *Ibid.*

124. *Ibid.*

Population espagnole par département au 31 décembre 1950



Pourcentage des Espagnols par rapport à l'ensemble des colonies étrangères de chaque département au 31 décembre 1950



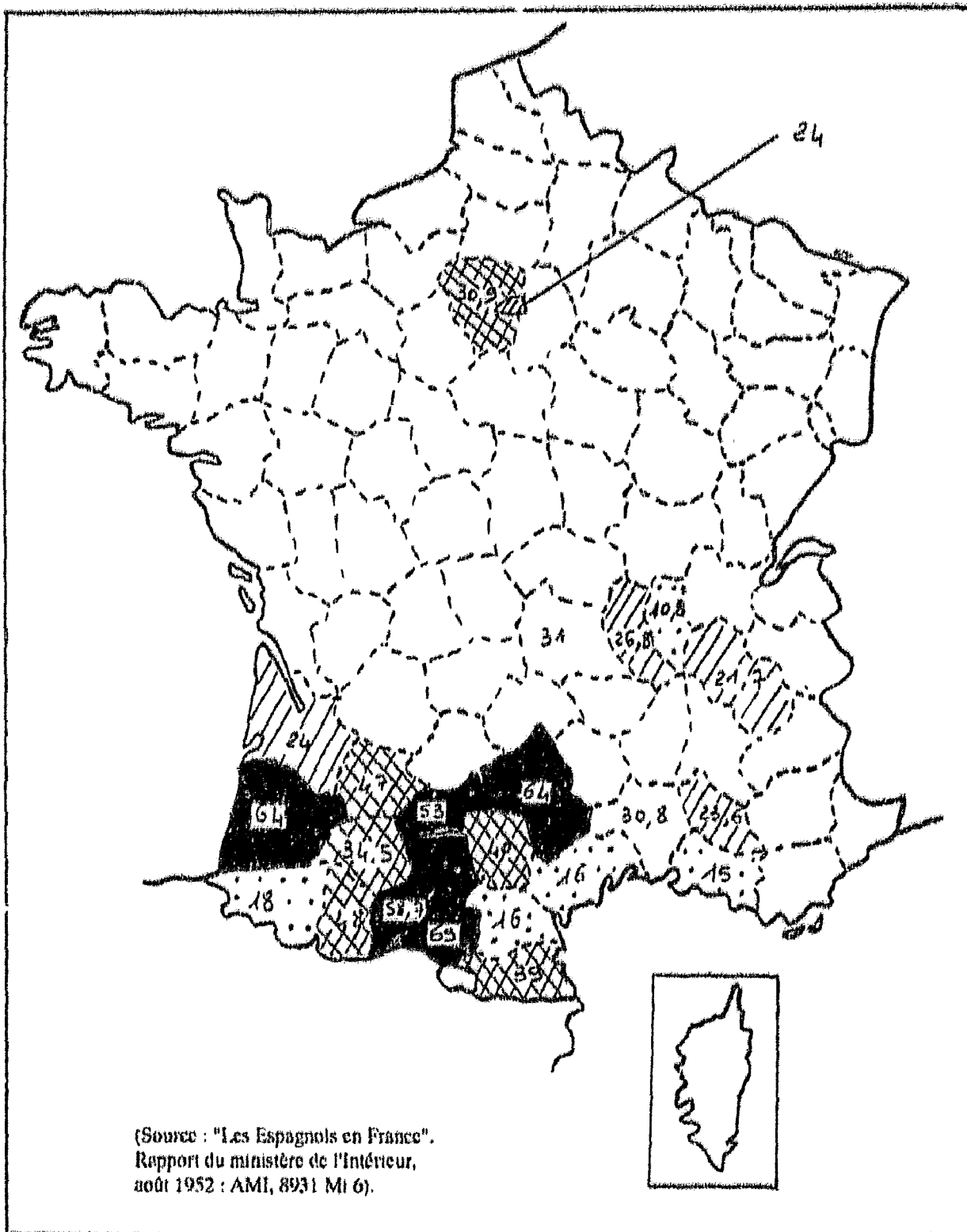
78,5% dans l'Hérault, 74,5 dans l'Aude, 72,5% dans les Hautes-Pyrénées et 70% dans l'Ariège ; les Espagnols représentent de 50 à 70% des étrangers dans nombre de départements méridionaux : 62% dans les Landes, 61,5 % dans la Gironde, 58% dans l'Aveyron, 51% en Corrèze ou 50% dans le Lot.






Et, ce qui concerne les réfugiés statutaires, les dix départements où ils sont les plus nombreux au 31 décembre 1950 sont, par ordre décroissant : la Haute-Garonne, les Pyrénées-orientales, la Seine, la Gironde, l'Ariège, les Hautes-Pyrénées, l'Hérault, l'Aveyron, les Bouches-du-Rhône et l'Aude. Et, ce qui est particulièrement important pour l'impact possible de la presse éditée par les réfugiés, ces départements correspondent pour l'essentiel à ceux où les Espagnols résidents ordinaires sont les plus représentés -c'est-à-dire les Espagnols inscrits régulièrement dans les consulats espagnols, dont le statut est régi par la Convention consulaire franco-espagnole de 1862. Seuls, le Rhône, les Basses-Pyrénées, le Tarn et le Gard qui comportent entre 11.500 et 6.500 "économiques" ont un nombre assez faible de réfugiés statutaires (entre 1500 et 2800). En revanche, l'émigration politique est la plus nombreuse dans la Haute-Garonne (12.699 et 8.978), l'Ariège, l'Aveyron, le Tarn-et-Garonne et les Landes ; les deux groupes au statut différent sont quasiment d'égale importance dans le Lot-et-Garonne et les Hautes-Pyrénées. Géographiquement, les réfugiés se sont regroupés prioritairement -région parisienne mise à part- dans les départements à dominante espagnole. Socialement, nombre de réfugiés mènent également une vie souvent semblable à celle de leurs compatriotes ; 95% d'entre eux sont salariés, et nombreux sont ceux qui occupent des métiers manuels parfois pénibles dans l'agriculture (18 à 20%), la métallurgie (12%), les mines (8%), les travaux publics, les constructions de barrages <sup>125</sup>.

---

125. Jacques VERNANT, *op. cit.*, p. 301.

Pourcentage des réfugiés par rapport à l'ensemble de la colonie espagnole;  
pour les départements ayant plus de 4000 résidents espagnols, au 31  
décembre 1950



- |                                                                                     |                                      |                                                                                     |             |
|-------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
|  | Colonie inférieure à 4.000 Espagnols |  | De 20 à 30% |
|  | Moins de 20% de réfugiés             |  | De 30 à 50% |
|                                                                                     |                                      |  | Plus de 50% |

**b) Amoindrissement progressif de la place de l'émigration politique au sein de la colonie espagnole**

Si l'émigration politique conserve une place notable au sein de la colonie espagnole pendant les années 1950, où elle en constitue un bon tiers, la tendance se modifie progressivement par la suite. Avec le début des années 1960 et l'afflux d'immigrés économiques, la place de l'exil s'amoitit pour ne représenter à peine qu'un cinquième de la colonie espagnole en 1962, puis chuter en-dessous de 10% et diminuer régulièrement pour se situer autour de 6% au début des années 1970.

A propos des chiffres avancés sur la proportion relative des réfugiés et des immigrés économiques, il convient de préciser au dire même des démographes, qu'en dépit de la diversité des sources d'information et des départements ministériels intéressés au dénombrement des étrangers, la statistique concernant les étrangers en France ne présente pas le même degré de précision que celle des nationaux <sup>126</sup>. La pluralité de statuts au sein d'une même communauté ajoute à la complexité.

Le ministère de l'Intérieur dresse annuellement une statistique générale des étrangers, par nationalité, département de résidence et nature du titre de séjour, afin de recenser le nombre d'étrangers qui "pourraient" légalement se trouver en France compte tenu de la durée et de la validité de leur titre de séjour. L'OFPRA indique le nombre de réfugiés inscrits qui bénéficient du statut de 1945 mais il n'est pas toujours en mesure de préciser l'importance des réémigrations, des décès, des naturalisations et des retraits de statuts, du moins sans un certain décalage dans le temps. Les réfugiés qui s'inscrivent dans les consulats espagnols perdent en effet le statut de réfugié politique. Les représentants franquistes en

---

126. Georges TAPINOS, *L'immigration étrangère en France*, Paris, Presses universitaires de France, 1975, pp. 121-137 (INED, Travaux et documents, Cahier n° 71).



France mènent au milieu des années 1950 une offensive diplomatique pour faire disparaître «ou du moins fortement atténuer» la notion de réfugié politique ; ils demandent d'abord assez perfidement que les réfugiés puissent conserver leur statut de résident privilégié (55% d'entre eux l'ont en 1955) même s'ils s'inscrivent dans un consulat espagnol afin de les inciter à le faire et introduire ainsi des facteurs supplémentaires de division parmi eux. Cette tentative se heurte à l'opposition d'une partie du gouvernement et de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, présidée alors par Daniel Mayer, fervent défenseur des Républicains. En 1955, les diplomates espagnols se plaignent du traitement privilégié accordé aux réfugiés en matière de protection sociale et leur accès aux cartes de travail "toutes professions salariées" ; ils parlent de "la division en castes qui existe aujourd'hui" et donnent au gouvernement français l'impression de vouloir une "fusion des deux communautés" <sup>127</sup>.

Les données existantes fournissent donc des ordres de grandeur rendent compte de situations mouvantes et constituent, malgré leur fragilité, une base commode de réflexion sur un processus complexe <sup>128</sup>. Ainsi, en 1955, l'OFPRA estime que 50.000 Espagnols qui n'ont été jusqu'alors considérés comme réfugiés que par les autorités locales seraient en situation indéterminée ; ce chiffre est jugé nettement supérieur à la réalité par le ministère de l'Intérieur qui reconnaît qu'un nombre important d'Espagnols arrivés en 1939 n'ont pas éprouvé le besoin de se faire reconnaître la qualité de réfugié <sup>129</sup>.

Il est indéniable qu'au long de quasiment quatre décennies le poids numérique de l'exil au sein de la colonie espagnole tend à diminuer du fait

---

127. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 138 et vol. 230, pp. 270-286 (Note de synthèse de la Direction Europe du 30 avril 1959). Ces réévaluations amèneront à la signature, dès 1957, d'un accord bilatéral de sécurité sociale pour les ouvriers espagnols travaillant en France.

128. Emile TEMIME souligne cette fragilité dans "Les recherches sur les échanges migratoires entre la France et l'Espagne", in : *Exil politique et migration économique. Espagnols et Français aux XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, op. cit., p. 14.

129. AMAE, *ibid.*, vol. 138, p. 141 et 254-256.

de différents facteurs dont les effets se conjuguent. Il y a d'abord le vieillissement naturel de la génération adulte ou déjà âgée en 1939, avec son corollaire de fins de vie en terre d'exil ; il y a également la naturalisation mais cette cause est marginale dans un premier temps, car les émigrés politiques y accèdent dans une proportion neuf fois moindre, au moins jusqu'en 1950, que leurs compatriotes non réfugiés. Entre 1956 et 1970, ce sont moins de 13% des réfugiés inscrits alors à l'OFPPRA qui se font naturaliser : un peu plus de 11.000 <sup>130</sup>. A titre de comparaison avec le comportement d'autres nationalités, on peut donner l'exemple de la Haute-Garonne : il y a 13.425 naturalisations de 1940 à 1961, dont 7.008 Italiens et seulement 4.719 Espagnols, avec une moyenne annuelle pour l'après-guerre de 270 naturalisations, avec deux pointes en 1947 (444 naturalisations) et en 1955 (431) ; viennent ensuite les naturalisations effectuées par des Polonais (691), des Portugais (154) et des Russes (126) <sup>131</sup>. Les réémigrations vers l'Amérique latine, facilitées par l'OIR entre 1947 et 1951, ne concernent guère que 9.000 réfugiés environ. Par ailleurs, la seconde génération, née en France, acquiert la nationalité française selon le Code de la nationalité de 1945, aussi assiste-t-on à une progressive diminution du nombre des réfugiés politiques espagnols en France. L'OFPPRA n'enregistre plus, entre 1961 et 1970, que 6.508 réfugiés espagnols, dont près de 2.000 arrivés avant guerre.

Mais, surtout, à partir du milieu des années 1950, du fait de la réorientation de la politique française en matière d'immigration et des difficultés économiques de l'Espagne qui conduisent celle-ci à développer une émigration, une énorme vague de travailleurs espagnols commence à arriver en France. Dès lors, les réfugiés se trouvent noyés par la nouvelle migration. La vague migratoire espagnole ne cesse d'augmenter à partir de 1956 et connaît une accélération de

---

130. Selon l'OFPPRA, cf. Javier RUBIO, *La emigración española en Francia*, op. cit., p. 252- 254.

131. ADHG, 1278 W 8.

1961 à 1964, avec des entrées qui dépassent les 60.000 travailleurs permanents en 1962 et en 1964.

## Évolution de la composition de la colonie espagnole en France, 1939 - 1975

Années	Nombre de réfugiés	Nombre total d'Espagnols	% de réf.
1939 (mars)	450.000	700.000 <sup>132</sup>	64,2
1939 (déc.)	140.000 à 180.000		35,8 41,8
1945	103.358	260.200	39,7
1946		302.201	
1949	89.607 <sup>2</sup> 125.000 <sup>3</sup>		40
1950	117.124 <sup>2</sup>	343.903	34
1951	112.266 <sup>2</sup>	346.295	32,4
1954	119.267 <sup>1</sup> 107.889 <sup>2</sup>	327.347 <sup>2</sup> 288.923 <sup>3</sup>	32,9
1955	121.861 <sup>1</sup> 123.684 <sup>1</sup> 98.034 <sup>2</sup> 108.000 <sup>2</sup>	327.144 <sup>2</sup>	33
1956	115.650 <sup>1</sup> 98.159 <sup>2</sup>	314.146 <sup>2</sup>	31,2
1957	120.324 <sup>1</sup>		
1958	123.240 <sup>1</sup>		
1959	124.602 <sup>1</sup>		
1960	125.603 <sup>1</sup>		
1962	80.452 <sup>2</sup>	441.658	18
1968	51.931 <sup>2</sup>	607.184	8,5
1969	48.317 <sup>2</sup>		7,2
1970	44.610 <sup>2</sup>		6,9
1971	40.361 <sup>2</sup>		6,4
1975		497.480 <sup>3</sup>	
1976	49.036 <sup>1</sup>		
1977	31.822 <sup>2</sup>		

Afin de mettre en évidence la tendance générale de l'évolution de la colonie espagnole, malgré des chiffres souvent divergents, nous avons tenu pour une même date à indiquer les divers chiffres officiels -y compris les données différentes provenant d'un même organisme- en signalant les trois principales sources par un numéro :

- (1) : chiffre de l'OFPPRA.  
 (2) : chiffre du ministère de l'Intérieur  
 (3) : chiffre de l'INSEE.

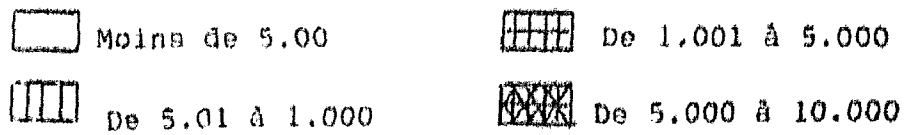
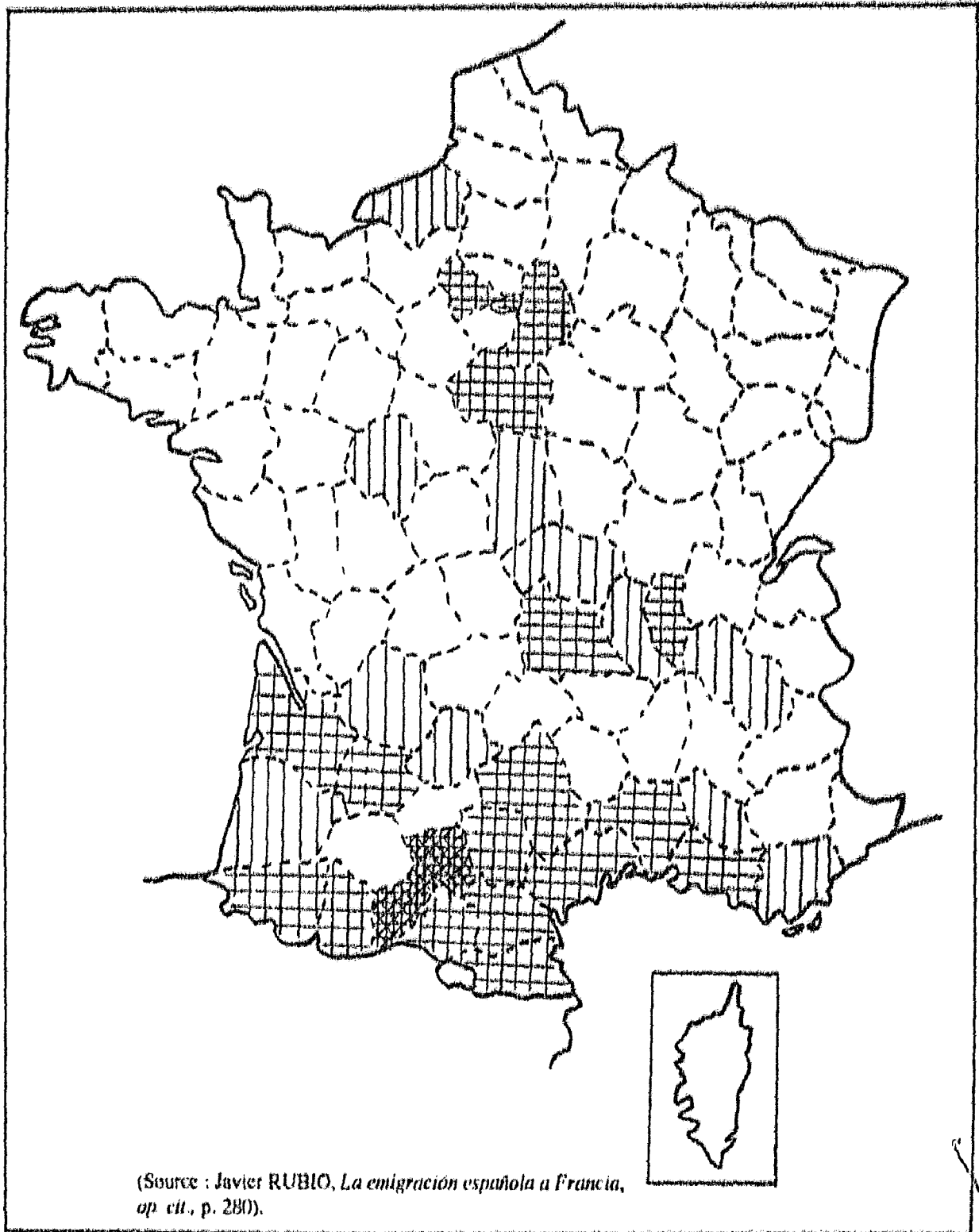
132. Chiffre approximatif basé sur l'estimation du nombre de réfugiés au 1er mars 1939 et le chiffre arrondi des Espagnols recensés en 1936 en France.

Sources :

- pour 1939 : AMAE, série Europe 1918-1940, sous-série Espagne, vol. 189, pp. 90 et 220.
- pour 1945 : J. BREIL, R. DUMAS, V. FONSAGRIVE, "Les étrangers en France", *art. cit.*
- pour 1946 : Recensement général de la population de 1946.
- pour 1949 : AMI, 90/51 Mi 8 pour le chiffre du ministère de l'Intérieur et Jacques VERNANT, *Les réfugiés dans l'après-guerre, op. cit.*, p. 301 pour le chiffre de l'INSEE.
- pour 1950 : AMI, 8931 Mi 6.
- pour 1951 : Jacques VERNANT, *op.cit.*, p. 301.
- pour 1954 : AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 138, pp. 254-256 et AMI, 90/51 Mi 8.
- pour 1955 : AMAE, *ibid.*, p. 141 et AMI, Mi 34357 liasse 2 pour les chiffres de l'OFPPRA ; AMAE, *ibid.* et AMI, Mi 90/51 Mi 8 pour ceux du ministère de l'Intérieur.
- pour 1956 : AMI, Mi 34357 liasse 2 pour les chiffres de l'OFPPRA et AMI, 90/51 Mi 8 pour ceux du ministère de l'Intérieur.
- pour 1957 à 1960 : AMI, Mi 34357 liasse 2.
- pour 1963, 1964, 1966, 1968 et 1976 : les chiffres de l'OFPPRA nous ont été aimablement communiqués par son actuel directeur, M. Francis Lott, qui souligne le "caractère rudimentaire des statistiques avant 1989" (lettre du 12 mai 1992).
- pour 1968 à 1971 : Javier RUBIO, *La emigración española a Francia, op. cit.*, p. 269, les chiffres provenant du ministère de l'Intérieur.
- pour 1977 : AMI, 90/51 Mi 8, liasse 2.

Cette nouvelle immigration espagnole ne se dirige plus majoritairement comme avant guerre vers les départements méridionaux, mais essentiellement vers les zones industrielles et la région parisienne. Aussi, en 1962, cette dernière rassemble-t-elle près de 90.000 Espagnols, dont la moitié résident à Paris même. La colonie espagnole de la région parisienne ne cesse de s'amplifier pour dépasser en 1968 les 130.000 personnes et Paris en accueille toujours environ la moitié ; c'est le plus fort contingent d'étrangers de la capitale. L'année 1968 marque le sommet de cet accroissement numérique de la colonie espagnole de la région parisienne. De 1965 à 1971 l'émigration espagnole vers la France diminue progressivement, le nombre des naturalisations, faible chez les réfugiés politiques, a connu une forte hausse avec les émigrés économiques, aussi le vieillissement de la population et les retours ne sont-ils pas compensés par des apports nouveaux. Le recensement de 1975 indique déjà une diminution des effectifs, due à des retours et à l'orientation des flux migratoires espagnols vers des pays à monnaie forte comme l'Allemagne et la Suisse. Membres d'une autre

Répartition géographique des réfugiés espagnols en France au début de 1968 .



génération que les réfugiés de la guerre civile ou des années d'après-guerre, provenant en grand nombre des provinces du sud de l'Espagne pour travailler dans la construction, le service domestique ou la sidérurgie, ces migrants économiques font en 1968 de la colonie espagnole le groupe étranger le plus nombreux en France : mais dans cette colonie, l'émigration politique n'occupe plus à présent qu'une place réduite. Ces nouveaux migrants sont très différents de ceux qui les ont précédés : génération élevée sous le franquisme, ils sont venus, avec l'aval de l'Etat espagnol, chercher des ressources que leur pays était alors incapable de leur offrir. Ils ont quitté la péninsule pour trouver du travail et si possible se constituer un pécule et ils ont l'espoir de retourner dans une Espagne qui reste fermée aux réfugiés politiques.

En 1975, la colonie espagnole est très hétérogène, faite des réfugiés politiques -qui pour la plupart restent en France et effectuent, après le rétablissement de la démocratie en Espagne, d'incessants allers et retours entre les deux pays-, de la deuxième génération issue de l'exil -intégrée à la société française- et des immigrés économiques installés durablement. La question se pose de savoir s'il y a séparation nette ou interpénétration des différentes formes de migration ; les connaissances actuelles sont trop fragmentaires pour y répondre autrement que de façon partielle. En ce qui concerne les rapports des réfugiés politiques avec les Espagnols qui les ont précédés en France et ceux qui sont venus dans les années 1960, la réponse n'est probablement pas la même. La nature composite de l'immigration de l'entre-deux-guerres, des exemples locaux et la carte de l'implantation géographique de l'exil permettent de penser que les réfugiés politiques se sont insérés préférentiellement dans des régions fortement hispanisées ; ils sont également entrés dans un certain nombre de structures créées par leurs compatriotes, dont ils étaient, globalement, assez proches sur le plan

social. Très rapidement après la guerre mondiale, les uns et les autres se sont retrouvés sur les mêmes lieux de travail. En revanche, le type de relations n'est pas le même avec les migrants des années 1960 : sauf cas individuels ou visées militantes, il ne semble pas qu'il y ait beaucoup de relations. Les références historiques et culturelles des républicains, vieillies par un exil prolongé, et celles d'une population immigrée jeune, en contact avec une Espagne évolutive sur le plan économique et sociologique, ne sont pas les mêmes. Cependant, de nombreux aspects restent encore méconnus : une meilleure connaissance sociologique de l'émigration politique, étayée par des études monographiques, serait précieuse pour situer le devenir statutaire, professionnel et social de groupes significatifs de réfugiés et saisir leurs relations concrètes avec ceux que l'on appelle -parfois de façon dépréciative- les "économiques". L'étude du matériel documentaire spécifique qu'est la presse de l'émigration peut permettre d'avancer quelques hypothèses sur les relations entre l'exil politique de la guerre civile et le reste de la colonie espagnole lors des deux "temps forts" de la rencontre que sont la fin des années 1930 et les années 1960.

## CHAPITRE II

### LA PRESSE DE L'EXIL : EVOLUTION HISTORIQUE

*Si ma plume valait ton pistolet  
de capitaine, je mourrais content*  
Antonio Machado

La presse publiée par les exilés de la guerre civile marque véritablement l'apparition de la communauté espagnole de France sur la scène politique et culturelle. Certes, avant cet exode, des immigrants d'origine espagnole ont édité des publications en France, mais en nombre limité et de manière sporadique ; en tout cas, sans commune mesure avec l'ampleur, la diversité et l'originalité de l'activité de publication développée par les réfugiés de 1939.

Protagonistes puis héritiers d'une lutte érigée au rang de mythe dès son époque, les réfugiés restés en grand nombre en France se mettent dès les premiers moments de leur exil à exprimer et à diffuser leurs idées, dans un pays et à une époque où, il faut le souligner avec force, le débat politique passe très largement par la presse. L'analyse de la dynamique de cette activité de publication peut permettre d'appréhender non seulement les différentes phases caractéristiques de l'histoire de l'exil espagnol mais aussi la place de cette migration au sein de la société française ; place elle-même en grande partie dépendante de la conjoncture



politique générale et de l'évolution des relations internationales, plus particulièrement des rapports bilatéraux franco-espagnols.

### **A. LES PUBLICATIONS ESPAGNOLES EN FRANCE JUSQU'EN 1936**

Dans son étude pionnière sur les étrangers en France, Georges Mauco analyse, comme facteur défavorable à leur assimilation, l'existence d'associations et groupements d'émigrés patronnés et subventionnés par les pays d'émigration, ainsi que la presse en langue étrangère qui "est un autre moyen, et non des moins efficaces, pour garder influence sur les immigrés" <sup>1</sup>. L'auteur cite d'ailleurs un rapport du ministère de l'Intérieur de 1926 faisant état de 167 bulletins, revues et journaux édités en langue étrangère sur le territoire, dont trente publications italiennes, vingt-et-une russes, quinze espagnoles, quatorze polonaises, huit arméniennes, deux hongroises et trois grecques. Parmi les 446 sociétés diverses qui s'occupent spécialement des immigrés, l'on en compte alors 138 polonaises, 126 italiennes, quatre-vingt-quinze russes, trente-quatre espagnoles, dix-sept suisses, treize belges, dix grecques et six yougoslaves. Bien que ces chiffres soient selon Georges Mauco en-deçà de la réalité, ils indiquent cependant un ordre de grandeur et, en ce qui concerne les Espagnols en France, leur faible degré d'organisation en comparaison des immigrations italienne, polonaise et russe ; paradoxalement, selon ce rapport ministériel, leur activité de publication apparaît proportionnellement plus importante à cette date.

Sans faire référence ici à la presse impulsée par des organismes officiels espagnols, ce qui relèverait de la politique d'hispanité des gouvernements en place, nous nous bornerons à relever les indices témoignant d'une activité de

---

1. Georges MAUCO, *Les étrangers en France... op. cit.*, pp. 513-514.

publication au sein de la colonie espagnole, installée de façon permanente ou provisoire en France ; publications qui sont le signe d'un certain activisme, la plupart du temps tourné vers l'Espagne, de quelques noyaux politiques essentiellement urbains, probablement réduits et encore très mal connus, ce qui permet toutefois de nuancer l'idée généralement admise d'un apolitisme de cette colonie <sup>2</sup>.

Sans que l'on puisse prétendre présenter un panorama tant soit peu complet des publications périodiques éditées en espagnol en France avant le début de la guerre d'Espagne, inventaire qui reste largement à dresser, nous nous bornerons à en indiquer les caractéristiques principales.

### **1) Publications d'exilés politiques**

Aux XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècles, ce sont essentiellement les flux migratoires de type politique qui donnent lieu à des publications périodiques ; composés principalement d'intellectuels, de responsables politiques ou de militants, ils se différencient largement de l'émigration économique majoritairement rurale qui présente, quant à elle, un fort taux d'analphabétisme et est peu encline aux engagements, par absence de tradition et par crainte de la répression.

L'exil des *Afrancesados*, partisans de Joseph Bonaparte, est composé de nombreux intellectuels qui continuent en France leurs travaux. Ainsi, le Chanoine Juan Antonio Llorente est, en 1819, l'un des fondateurs de la *Revue encyclopédique* où il publie de nombreuses critiques d'œuvres espagnoles ;

---

2. Rapports de préfets, cités par Ralph SCHOR, *L'opinion française et les étrangers en France, 1919-1939*, op. cit., pp. 59-61.

d'autres intellectuels publient, à Bayonne, *La Gaceta de Bayona*. Bien que Londres soit ensuite entre 1824 et 1828 le foyer principal de l'émigration libérale, celle-ci possède cependant en France, après 1830, un périodique politique *El Dardo*<sup>3</sup>. A Bayonne encore, dans les années 1870, les Carlistes éditent *Cuartel real*<sup>4</sup>. C'est en France également, après le soulèvement avorté du général Prim de 1866, que l'écrivain Francisco Pi y Margall collabore à diverses revues hispano-américaines et traduit Proudhon en espagnol (*Du principe fédératif*). Après la "Semaine tragique" de Barcelone de juillet 1909, des anarchistes espagnols publient *Tierra y libertad* à Nice à partir du 21 octobre 1909<sup>5</sup>.

Dans les années 1920, pendant la dictature du général Primo de Rivera, les publications d'exilés politiques originaires de la péninsule se font plus nombreuses. Miguel de Unamuno exilé à Paris en 1924 et en 1925 puis à Hendaye de 1925 à 1930, collabore avec Eduardo Ortega y Gasset, frère du philosophe, et avec l'écrivain Vicente Blasco Ibañez, à la rédaction de *Hojas libres* et de *España con Honra*, feuilles politiques de combat diffusées clandestinement en Espagne<sup>6</sup>. *Hojas libres* publie, de 1927 à 1929, des documents de la Ligue espagnole pour la défense des droits de l'homme et du citoyen dont Unamuno est président et Eduardo Ortega y Gasset secrétaire<sup>7</sup>. Au cours de la même période, nous le verrons plus loin, des Catalans en exil éditent diverses publications. Des anarchistes publient à Marseille *Nuevo Luchador* et à Béziers *Tiempos nuevos*.

En dehors de ces publications d'exilés, la presse espagnole en France comprend aussi quelques titres édités par des associations culturelles ou

3. Vicente LLORENS, "Emigraciones de la España moderna", in *El exilio español de 1939*, Madrid, Taurus, 1976, vol. 1, pp. 52, 59, 76.

4. Sylvie PREMISLER, *L'émigration politique espagnole en France, 1872-1876, 1894-1912*, Mémoire de maîtrise d'histoire, Université de Paris X, 1972, 74 p.

5. *Tierra y libertad*, 13 boulevard de l'Impératrice de Russie, Nice (*Ibid.*).

6. Vicente LLORENS, *op. cit.*, pp. 92-93.

7. En août 1932, élu député aux Cortes républicaines, Eduardo Ortega y Gasset rappelle l'interdiction de *Hojas libres* par les autorités françaises (AMAE, série Europe 1918-1940, sous-série Espagne, vol. 267).

des colonies particulièrement importantes ou actives, comme en témoignent par exemple le *Boletín trimestral* publié par la colonie espagnole de Dijon et de la Côte d'Or de 1932 à 1936 ou *España en Tolosa* éditée par la colonie hispanique de Toulouse en 1935 et 1936 ; la colonie catalane toulousaine publie par ailleurs, en 1932, un bulletin intitulé tout simplement de ce nom générique en catalan, *Bulletl*.

L'une des plus anciennes et actives sociétés de secours mutuels destinées aux émigrés espagnols en France, celle de Béziers, publie entre 1934 et 1936 *Acción mutualista española del Mediodía de Francia*, prolongée par *El Mutualista español*. Parmi les publications en langue espagnole, l'on rencontre ensuite celles qui sont éditées à destination des travailleurs espagnols, mais qui n'émanent pas de la colonie espagnole, comme *El Proletario*, publié par la CGTU vers 1925 ou *La Verdad*, éditée par la Main-d'oeuvre étrangère (MOE) de la même CGTU à la fin des années 1920.

De façon générale, l'activité de publication des Espagnols en France reste limitée et éphémère jusqu'au début de la guerre d'Espagne ; ainsi, à Toulouse, en 1930, existent deux groupes anarchistes, *Flores naciendes* et *Amor y vida*, qui organisent des séances artistiques ou récréatives mais n'ont apparemment pas d'activité de propagande<sup>8</sup>.

## 2) Existence d'une presse catalane

La seule exception notable connue à cette description d'ensemble réside dans l'existence ancienne, permanente et diversifiée d'une presse catalane en France<sup>9</sup> ; fait d'importance pour comprendre mieux les liens privilégiés qui

8. AMAE, *ibid.*, vol. 267, pp. 10-11.

9. La question reste entière, à notre connaissance, de savoir si une collaboration intellectuelle s'est développée avec autant d'ampleur entre les Basques du Sud et ceux du Nord avant 1930. Selon

unissent depuis longtemps les intellectuels catalans à leurs homologues français et, tout particulièrement aux Occitans, ainsi que la spécificité catalane dans l'exil de 1939. Les régions du Roussillon et de la Cerdagne, la Catalogne française, publient depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle des revues culturelles et littéraires, en français et en catalan, très liées au courant de la *Renaixença*, renaissance intellectuelle et culturelle entreprise par les Catalans d'outre-Pyrénées depuis le milieu du siècle précédent. Ces revues publient des travaux linguistiques, historiques ou folkloriques (comme la *Revue catalane*, 1907-1921), des textes littéraires (comme *La Veu del Cantgó*, 1910-1911, *La Renaissance catalane*, 1918-1920, à Perpignan, ou *Vallespir*, 1927-1932, à Céret). Le fait à souligner est que ces publications sont des lieux de collaboration entre intellectuels catalans des deux versants pyrénéens ; la diversité idéologique de cette confluence serait à étudier de façon approfondie, notamment l'influence d'écrivains français - parmi lesquels se détachent plus particulièrement Charles Maurras, Paul Bourget et Maurice Barrès - sur le catalanisme conservateur de la fin du XX<sup>e</sup> siècle et le jeune Francesc Cambó <sup>10</sup>. Les publications catalanes qui existent encore au moment de l'émigration de la guerre civile sont parfois des lieux d'accueil intellectuels pour les exilés d'outre-monts : c'est le cas de *Tramontane*, de la *Revista catalana* et de la *Revue "Terra nostra"*, publiées à Perpignan <sup>11</sup>.

Ces revues catalanes de France sont cependant moins nombreuses que les publications directement éditées dans l'Hexagone par des Catalans de la péninsule ou dans lesquelles ces derniers occupent une place

---

José Luis de La Granja, dans les années 1930 que surgissent au Nord les premiers éléments de nationalisme, sous l'influence du Parti nationaliste basque (PNV) d'Euzkadi Sud et ne donna lieu qu'à une éphémère publication: *Aintzina* à Bayonne entre 1934 et 1937 ("La presse nationaliste basque, 1930-1937. Une approche historique", in *La prensa de los siglos XIX y XX. Metodología, ideología e información, aspectos económicos y tecnológicos*, Bilbao, Universidad del País vasco, 1986, p. 678).

10. Joaquim COLL I AMARGOS, "Regionalistes francesos i catalanistes en la fi de segle", *Generació. Revista d'opinió i anàlisi*, n° 3, 1992, pp. 53-71.

11. Joan TORRENT, Rafael TÀSIS, *Història de la premsa catalana*, Barcelone, editorial Bruguera, 1966, vol. 2, pp. 585-589. Ces revues consacrent des numéros à Francesc Macià, à Pau (Pablo) Casals, au linguiste Pompeu Fabra ou au poète Josep Carner.

importante. Ce sont des publications très diverses qui émanent d'organismes culturels comme le Centre catalan de Paris (*Catalunya*, 1903-1944, *Butllet del Casal català de Paris*, 1924), des républicains catalanistes de Paris (*Pro-Cathalonia*, 1907) ou des volontaires catalans de la Légion étrangère pendant la Première Guerre mondiale (*La Trinxera catalana*, 1916). Il faut se rappeler que l'Espagne, partagée entre germanophiles et francophiles, opte pour la neutralité en 1914 et que nombre de Catalans s'engagent aux côtés des puissances alliées. Les autres publications en catalan sont des revues d'art et de littérature, généralement bilingues -en français et en catalan- comme *L'Instant et Plançons* (Paris, 1918) ou *La revue de Catalogne* (Marseille, 1929)<sup>12</sup>.

Les exilés politiques catalans éditent également diverses publications, surtout pendant la dictature de Primo de Rivera. Francesc Macià qui sera le premier président de la Généralité de Catalogne en 1931, publie en 1924 pendant son exil parisien -peu avant sa tentative avortée d'invasion de la Catalogne de 1926- un *Butllet de l'Estat català*, du nom du parti nationaliste qu'il vient de fonder. D'autres catalanistes exilés éditent diverses publications, telles que le *Butllet de Catalunya* (Paris, 1924), *Som!* (Perpignan, 1925), *El Fuet* (Paris, 1927), *Rebellió catalana* (Paris, 1929). Après les mouvements révolutionnaires d'octobre 1934 des Catalans contraints à l'exil publient *Avant!* à Paris dès cette même année<sup>13</sup>.

Une caractéristique, présente depuis le premiers tiers du siècle et qui se confirme avec l'exil de la guerre civile dans des revues comme *Revista de Catalunya* et *Vida nova*, est l'interpénétration des cultures occitane et catalane ; des revues littéraires voient le jour, rédigées en occitan et en catalan, parfois aussi également en français -jamais en castillan- avec l'objectif de renforcer la littérature occitane et les liens entre Occitans et Catalans. C'est le cas d'*Occtania*, éditée à

---

12. *Ibid.*, pp. 602-614.

Montpellier en 1934, et surtout d'*Oc*, publiée à Toulouse entre 1924 et 1931, à laquelle participent des intellectuels toulousains et barcelonais<sup>14</sup>. Le siège de l'administration d'*Oc* est, en 1929, aussi bien à Toulouse qu'à Barcelone. Par la simple évocation de l'ancienneté et de la force de ces liens intellectuels et amicaux, on voit se profiler dès l'avant-guerre une caractéristique fréquente chez les exilés catalans de 1939 : une plus grande proximité culturelle vis-à-vis des Français que des autres exilés provenant du reste de la péninsule.

L'événement décisif qui bouleverse ce panorama de la presse de langue espagnole en France est la guerre d'Espagne, avec l'irruption massive du langage et de l'expression écrite dans le combat politique et idéologique. A la suite de cette expérience unique et fondamentale, la presse espagnole ne sera plus l'apanage de quelques élites intellectuelles et de petits noyaux politisés, mais l'expression de groupes diversifiés et beaucoup plus larges.

## **B. L'EXPERIENCE DE LA GUERRE CIVILE DE 1936-1939 : LA GUERRE PAR LA PROPAGANDE**

Il est difficile de comprendre l'abondance de la presse de l'exil espagnol si on ne la replace pas par rapport au "fait culturel interne"<sup>13</sup> sans précédent qu'ont représenté l'expression et la propagande républicaines pendant la guerre civile. Le langage, en effet, entre en guerre en première ligne en Espagne, pour offrir deux visions antagonistes du monde, deux modèles exclusifs l'un de l'autre, base idéologique de l'affrontement armé. Mais, c'est dans le camp

---

13. Joan TORRENT, Rafael TÀSIS, *op. cit.*, pp. 602-614.

14. Comme Ismaël Girard, Camille Soula, Albert Prestour, Jean-Paul Regis, Pompeu Fabra, Antoni Rovira i Virgili, Carles Capdevila, Ventura Gassol....

républicain que l'amplitude du phénomène atteint des proportions rarement égalées dans l'histoire de la presse. A l'extérieur de l'Espagne, et notamment en France, le conflit suscite également l'apparition de nombreuses publications.

### 1) Le langage, instrument de combat en Espagne

Tous les secteurs du camp républicain connaissent une intense activité éditoriale : les partis, les syndicats, les entreprises, les milices, les unités militaires, les brigades internationales publient journaux, tracts, affiches, pamphlets. D'autre part, des revues littéraires prolongent et amplifient l'effervescence intellectuelle de l'avant-guerre et se mettent au service de la cause républicaine. *L'Alliance des intellectuels antifascistes pour la défense de la culture* publie *El Mono azul*, dont le titre évoque le "bleu de chauffe" dont les milices populaires ont fait leur uniforme ; de nombreux écrivains espagnols et étrangers, ainsi que des combattants et des travailleurs anonymes, participent autour de Rafael Alberti à l'élaboration en commun du *Romancero* de la guerre civile. A Valence, *Hora de España* a pour "objectif littéraire de refléter cette heure précise de révolution et de guerre" et se publie avec la collaboration de tout ce que l'Espagne compte d'écrivains, d'intellectuels et de poètes. Pour ne citer qu'un troisième titre, *Cuadernos de Madrid* est chronologiquement la dernière revue des intellectuels antifascistes, éditée à Madrid, dernier bastion républicain, alors même que Barcelone est tombée aux mains des nationalistes.

Les publications républicaines connaissent un foisonnement et une variété à la mesure de la croyance dans le pouvoir du verbe et dans les vertus de l'éducation, et en proportion directe aussi de la diversité des conceptions en présence sur la nature de la guerre ou de la révolution en cours. Dans le

---

15. Pierre VILAR, *La guerre d'Espagne (1936-1939)*, Paris, Presses universitaires de France,



dénombrement de la presse de la guerre d'Espagne que fait Serge Salasún <sup>16</sup>, la supériorité numérique et l'originalité de la presse républicaine sautent d'emblée aux yeux : elle compte 1.376 titres alors que la presse nationaliste n'est représentée que par 223 titres. Près de 60% de cette presse est publiée par le gouvernement, les partis, les syndicats, les associations ; la caractéristique principale est l'abondance de ce que l'on peut qualifier de presse militaire, 37 % environ, éditée directement par les organes chargés de défendre la République, souvent publiée sur le front même. Enfin, un peu plus de 3% des titres sont publiés à l'étranger, principalement par des minorités espagnoles installées ou réfugiées dans divers pays <sup>17</sup>.

Dans l'exil, en 1946 à Toulouse, à l'occasion du 10<sup>e</sup> anniversaire de la journée du 19 juillet 1936, le Mouvement libertaire reproduit en fac-similé dans son *Libro de oro de la revolución española* les "unes" de quelques publications anarchistes de la période de la guerre et titre : "La presse, âme de la révolution". Cette presse "alimentait constamment et soutenait le feu de l'enthousiasme chez les masses", explique lyriquement le MLE ; les anarchistes dépeignent parfaitement la fonction de cette presse de période révolutionnaire :

...le pouls du moment, le battement du grand coeur de l'Espagne, dans une heure cruciale, magnifique et incomparable, de la vie collective.. écho de toutes les inquiétudes, exposition permanente des problèmes, description incessante des positions, travail infatigable de clarification, guide permanent... <sup>18</sup>.

C'est dans la filiation de l'expérience de la guerre d'Espagne que s'inscrit la presse de l'exil, comme cet hommage explicite permet de l'entrevoir. Le langage est devenu, en Espagne, un instrument de combat au même titre que les

---

1986, p. 102 (*Que sais-je*, 2338).

16. Serge SALASÚN, *La poesía de la guerra de España*, Madrid, editorial Castalia, 1985, pp. 13-78.

17. Pour la presse nationaliste, la répartition est assez différente : presse militaire, 4,5%, presse de l'arrière, 73,1% et presse à l'étranger, 22,4%, *Ibid.*

18. *Libro de oro de la revolución española*, Toulouse, MLE-CNT, Imprimerie moderne, 1946, 34 p. (HSC, collection J. Louzara).

armes ; émanation du plus large éventail de producteurs, il a constitué ainsi une véritable expression populaire, et il poursuit tout naturellement sa fonction dans l'exil. Certes, le discours n'est plus celui de l'épopée, mais il en demeure comme imprégné pendant longtemps. La presse répond en outre à une autre nécessité de l'heure, dans le contexte de l'exil : il s'agit, après la défaite, de resserrer les liens politiques ou culturels et de mobiliser les énergies, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays, pour pouvoir rentrer en Espagne et y restaurer la démocratie.

## **2) L'écho de la guerre civile en France**

La France est très probablement le pays où la guerre d'Espagne provoque l'écho le plus large et le plus profond, tant dans l'opinion publique -avec des prises de position contrastées- que par ses répercussions sur les débats intérieurs : la guerre civile espagnole a été en France, à la fin des années 1930, "intégrée aux luttes internes de la politique nationale" et a joué un rôle de miroir pour l'opinion française<sup>19</sup>. Toutefois, il ne s'agit présentement que de situer, très modestement, la floraison notable de publications nouvelles liées à la guerre d'Espagne. La République espagnole prend immédiatement valeur de symbole dans une période marquée par la montée du fascisme sur le plan international, aussi le déclenchement de la guerre civile suscite-t-il en France l'éclosion de très nombreuses publications de la part de mouvements et d'organismes de solidarité. Des personnalités et des partis français créent des comités de solidarité avec la République espagnole afin d'alerter l'opinion française et internationale sur l'enjeu de la guerre qui se déroule en Espagne. A titre d'exemple, citons *L'Espagne socialiste* publiée par le Comité d'action socialiste pour l'Espagne, *L'Espagne nouvelle*, d'inspiration libertaire, éditée à Nîmes à partir de 1937, *España*,

---

19. Pierre LABORIE, *L'opinion française sous Vichy*, op. cit., pp. 132-133 et 164.

"hebdomadaire de la solidarité franco-espagnole" ; ou encore les bulletins de la Commission internationale pour l'aide aux réfugiés espagnols et ceux du Comité international de coordination et d'information pour l'aide à l'Espagne républicaine. Le nombre et la diversité de ces publications mériteraient de plus amples développements pour mesurer davantage l'impact de la guerre d'Espagne dans l'opinion française et internationale.

Le gouvernement républicain inspire ou aide financièrement des publications dans le cadre de son action de propagande, comme *Nuestra España*, fondée par Pablo Neruda et Cesar Vallejo, ou *Voz de Madrid*, dont il sera question plus loin. Mais ce sont surtout des immigrés espagnols qui se mobilisent. Un Comité de defensa de la revolución española antifascista, porte-parole de la Federación de los comités españoles de acción antifascista en Francia se crée à Perpignan et un Comité régional de acción antifascista de lengua española de Lyon y región publie un bulletin d'information ; au Havre, des Espagnols créent *España nueva*. Au fur et à mesure que la progression des troupes nationalistes provoque et amplifie l'émigration espagnole vers la France, les comités de solidarité français et internationaux reçoivent une participation grandissante de la part des réfugiés espagnols. Car ceux-ci apportent en exil la formidable expérience développée, pendant les années de guerre civile, dans le domaine de l'expression et de la propagande.

### **C. LA PRESSE DE L'EXIL : LES DIFFÉRENTES ÉTAPES**

L'émigration espagnole de la guerre civile se montre, en France, très active sur le plan politique et culturel, les deux aspects étant le plus souvent liés, et l'on assiste, à un extraordinaire foisonnement de publications en langue

espagnole mais aussi en catalan et en basque. En effet, dès 1939, malgré les difficultés de l'exode et ensuite, dans la clandestinité, entre 1940 et 1944, des publications apparaissent ; cependant, c'est surtout à partir de la libération de la France que la presse espagnole se développe considérablement et elle atteint son intensité maximum dans l'immédiat après-guerre.

Ainsi, sans prétendre à une totale exhaustivité, 634 titres correspondant à autant de périodiques différents peuvent être dénombrés à ce jour ; ils sont dispersés, essentiellement en France et en Espagne, dans de nombreuses collections publiques ou privées. Beaucoup de ces titres n'ont été conservés que de façon fragmentaire aussi la totalité de leurs numéros ne peut-elle être connue <sup>20</sup>.

N'ont été incluses dans cet inventaire que les publications publiées en exil par des réfugiés espagnols, témoignage de la situation juridique, politique et psychologique spécifique de l'exilé ; les publications éditées en France avant la fin de la guerre civile soit par des organismes républicains encore en place en Espagne soit par des mouvements de solidarité ont donc été exclues. L'inventaire ne comprend pas non plus la presse clandestine diffusée en Espagne pendant le franquisme, ce qui relève d'une autre problématique, mais il comprend à l'occasion celles des publications destinées à l'Espagne qui sont explicitement éditées en France ou dont des indices certains laissent supposer qu'elles le sont ; en revanche, nous n'avons pas retenu des publications vraisemblablement éditées en France, du fait des nécessités de la lutte clandestine en Espagne, mais qui sont quasi exclusivement diffusées à l'intérieur <sup>21</sup>. Sont exclues également de l'inventaire, est-il besoin de le préciser, les publications qui émanent

---

20. Trois ans auparavant, nous avons annoncé un dénombrement provisoire de 345 titres dans "Pages d'exil", in *France des étrangers, France des libertés. Presse et mémoire*, Paris, Éditions ouvrières, 1990, p. 51. Et il n'est pas certain que l'on ne puisse encore retrouver d'autres traces de cette activité inlassable, notamment des bulletins intérieurs ou des feuilles ronéotypées, mais, pensons-nous, aucune publication qui puisse changer fondamentalement l'analyse du phénomène.

21. C'est le cas, par exemple, de certaines publications basques des années 1970, comme *Zer Egin?*, édité par le Mouvement communiste basque.

d'associations, groupements ou organismes impulsés et subventionnés par le gouvernement espagnol, même si une étude comparative serait nécessaire pour situer la part d'influence des deux types de presse dans la colonie espagnole de France. Le second volume de ce travail présente le corpus qui a pu être constitué ; il comporte pour chaque titre une description bibliographique : sous-titre, collectivité éditrice, langue de la publication, dates d'édition, périodicité, adresse du périodique, directeur et gérant, comité de rédaction, mode de fabrication, format, nombre de pages, prix et localisation de la collection. Une notice historique précise ensuite l'objectif et l'historique de la publication et donne, dans la mesure du possible, des indications sur l'organisation éditrice et les collaborateurs réguliers.

Certes, tous les titres n'ont ni la même durée, ni la même régularité de parution, ni le même aspect matériel, ni la même nature -ce que nous examinerons en détail ultérieurement-, mais ce que nous souhaitons mettre en évidence, dans un premier temps, au travers de cette activité de publication, ce sont les phases de l'histoire de cette émigration, la place de celle-ci dans la société française et l'évolution de son rôle éventuel au sein des relations franco-espagnoles.

### **1) Les débuts de l'émigration, 1936-1940**

Sous quelque forme qu'elle ait paru -simples feuilles manuscrites, dactylographiées, ronéotypées ou revues et journaux imprimés- cette presse des premiers temps de l'exil se situe, dans son inspiration et sa forme, en prolongement direct de l'intense activité éditoriale de la période de la guerre civile. Au cours de cette première phase, plus d'une quarantaine de titres apparaissent, la

majeure partie en 1939 après le grand exode des dernières semaines de la guerre civile ; ces publications disparaissent avec le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale et les rares qui survivent encore en 1940 sont définitivement supprimées lors de l'occupation de la France par les troupes allemandes.

#### a) La "presse des sables"

Si l'on se rappelle la situation de la majorité des réfugiés, concentrés dans les camps d'internement, il est véritablement extraordinaire que, dans les difficiles conditions matérielles qui sont les leurs, surtout les premiers mois, un minimum de presse fasse son apparition. Dans la plupart des camps de réfugiés, malgré le dénuement matériel et l'isolement moral qui est leur lot, les républicains espagnols font sortir une "presse des sables" <sup>22</sup>. Comme toute activité politique est exclue dans les camps, il s'agit de l'une des toutes premières parmi les activités culturelles et d'éducation que les réfugiés y entreprennent. "Publiés" au prix de grandes prouesses, ces bulletins expriment la volonté des réfugiés d'affirmer que la défaite et l'exil, avec leur cortège de souffrances et de misères de tous ordres ne peuvent être surmontés que par la préparation d'un avenir meilleur qui passe essentiellement, au moins dans un premier temps, par l'activité culturelle et par la solidarité. Il s'agit aussi, dans cette inaction forcée, de lutter contre la désespérance en tâchant de perpétuer l'idéal pour lequel le combat a été mené pendant trois ans ; ces bulletins sont également les premiers signes des regroupements politiques qui s'opèrent dans les camps.

---

22. Des bulletins des camps ont été publiés, traduits et analysés dans l'ouvrage collectif *Plages d'exil. Les camps de réfugiés espagnols en France, 1939*, coordination par Jean-Claude Villegas, Nanterre, BDIC, Dijon, *Hispanistica XX*, 1989, 233 p. Il ne semble pas qu'au camp du Vernat d'Ariège, vite devenu un camp disciplinaire, de semblables bulletins aient été publiés.

Cette "presse" est évidemment très rudimentaire, dactylographiée par ceux -minoritaires- qui parviennent à disposer d'une machine à écrire, mais le plus souvent manuscrite, sur papier pelure, reproduite manuellement à quelques exemplaires ; certains bulletins seulement atteignent une dizaine de pages. La calligraphie est très extrêmement élaborée et, la plupart du temps, les bulletins sont illustrés avec beaucoup de soin par des dessins à la plume ou au crayon de couleur. L'aspect fondamental qui justifie le fait que ces bulletins soient inclus à part entière dans cette étude de la presse de l'exil est, qu'avec les moyens dont ils disposent, les auteurs de ces feuilles souhaitent leur donner le caractère de véritables périodiques : par la mise en page, les illustrations et l'agencement des rubriques, ils se placent en continuité avec les publications de la guerre d'Espagne auxquelles ils ont vraisemblablement collaboré. La plupart des bulletins retrouvés sont construits selon un même schéma : un éditorial dresse un bilan du travail culturel réalisé dans le camp et définit les objectifs ; des informations sont données sur la vie du camp, sur la situation des réfugiés, sur le contexte international et sur l'Espagne. A cause de la censure exercée par les autorités du camp et par l'effet d'une auto-censure qui vise à sauvegarder au moins l'activité culturelle, ces bulletins ne comportent pas de critiques à l'égard des conditions de vie dans les camps. Cette "presse des sables" remplit une fonction informative autant que psychologique et idéologique ; sous-tendue par des options politiques, elle se réclame de telle organisation syndicale ou politique mais pratique cependant l'art de la litote, l'humour distanciateur ou, tout au plus, laisse exhaler la nostalgie de l'exilé.

Une dizaine de témoignages de cette activité de publication a pu être retrouvée, mais il est difficile de savoir combien d'autres titres ont paru. Dans le camp d'Argelès, d'avril à juin 1939, les étudiants de la *Federación universitaria escolar* (FUE) publient une douzaine de numéros d'un *Boletín de los estudiantes* dactylographié sur de minces feuilles de papier pelure, illustré de dessins colorés ;

le bulletin s'étoffe progressivement et il est même relié avec une couverture cartonnée qui précise avec humour : "Printed in Argeles camp, 20 exemplaires en couleur". Au camp de Gurs, un bulletin du même nom est rédigé en mai 1939 ; au Barcarès, en juillet, une *Hoja de los Estudiantes*, simple recto-verso, fait son apparition.

Les anciens instituteurs affiliés à la Federación española de los trabajadores de la enseñanza (FETE), rattachée à l'Unión general de los trabajadores (UGT), éditent au camp d'Argelès de juillet à septembre 1939 de magnifiques bulletins intitulés *Profesionales de la enseñanza*. Le premier numéro, dactylographié, proclame avec fierté et non sans humour: "Édité sur rotative Hispanius à vingt-huit couleurs. Edition de seize exemplaires". Le second, manuscrit, est une merveille de réalisation : la calligraphie atteste de la profession antérieure de ses auteurs ; la présentation comme les couleurs achèvent de donner un aspect très professionnel au bulletin. Les principaux animateurs en sont, comme pour le *Boletín de los estudiantes*, de jeunes diplômés de l'École normale de Valence qui venaient d'obtenir des bourses pour poursuivre leurs études à l'Université : Antonio Gardó Cantero, Miguel Monzó et Miguel Orts. A Saint Cyprien, d'autres syndiqués de la FETE publient un *Boletín de información de los profesores*, consacré également à l'organisation de l'activité culturelle et éducative menée au sein du camp.

En Algérie, dans le camp Morand, à Boghari, les jeunes libertaires de la Federación ibérica de las juventudes libertarias (FIJL), publient de juin à août 1939 un bulletin au titre emblématique *Exilio*. Écrit à la main sur du papier quadrillé d'écolier par plusieurs écritures élégantes et soignées, chaque titre souligné de couleurs diverses, orné de dessins expressifs, *Exilio* se veut à la fois informatif et littéraire ; préoccupé par la "grandiose mission du maître", il organise cours et conférences, donnant également quelques informations.



Des artistes participent à ces bulletins d'étudiants ou d'enseignants, comme Batiste, Amichatis ou Miguel Orts. Mais ils créent également leurs propres publications. A Saint Cyprien, à la fin de l'année 1939, un "hebdomadaire des artistes catalans", *L'Ilôt de l'art* est rédigé à la main ; magnifiquement illustré, en couleur, calligraphié avec soin, il décrit avec beaucoup d'humour les activités culturelles du camp (il parle de son "orchestre symphonique") et les conditions de vie ("décembre congelé"). A Argelès, un groupe d'intellectuels et d'artistes crée une revue d'art et de littérature intitulée *Barraca* : le titre est sans doute une double allusion, aux installations du camp et au nom de la compagnie théâtrale universitaire dirigée à travers l'Espagne par Federico Garcia Lorca à partir de 1931. Réalisée par les occupants d'un même baraquement, peintres, dessinateurs et poètes, la publication mérite véritablement le nom de revue : elle comporte quarante-quatre pages, illustrées d'aquarelles, de dessins à la plume ou au crayon et elle est reproduite à quinze exemplaires. Beaucoup plus libre dans son expression que la plupart des autres bulletins, elle est destinée à être vendue auprès de la population française amie qui rend visite à ses auteurs. Ces artistes quittent le camp fin juin 1939, accueillis dans une dépendance du château voisin de Valmy, où ils peuvent réaliser peintures et sculptures et où ils publient entre juillet et septembre cinq numéros d'une autre revue nommée *Desde el Rosellón*. L'exil y est constamment évoqué sous forme de créations en vers ou en prose. En dépit de ces conditions privilégiées, dès le 1er septembre 1939, les douze artistes écrivent au maire d'Argelès pour se mettre à la disposition de leur pays d'accueil qui a décrété la mobilisation générale.

Cette presse des camps pour marginale qu'elle soit par le nombre de titres connus et surtout le nombre d'exemplaires diffusés est révélatrice de l'état d'esprit qui anime les républicains espagnols : malgré la défaite et l'exode, sans perspective proche de revanche, il est impératif pour eux de continuer à se battre pour les idéaux qu'ils ont défendus en Espagne, de diffuser les idées qu'ils ont

tenté d'appliquer et notamment de poursuivre l'oeuvre culturelle et éducative de la Seconde République.

### **b) La presse hors des camps**

A côté de ces publications des camps, distribuées sous le manteau à quelques exemplaires, il existe déjà en France, à Paris essentiellement, des périodiques publiés par le gouvernement républicain pendant la guerre d'Espagne. Ceux qui nous intéressent ici, dans la problématique de l'exil, sont édités, comme dans le cas des Basques, par des organismes gouvernementaux chassés de leur pays par les troupes nationalistes ou se transforment après la défaite en publications de l'exil <sup>23</sup>.

### **La presse basque**

La plus ancienne publication de l'exil de la guerre civile -et l'une des plus longues car elle sera publiée pendant près de quarante ans- est basque ; il s'agit d'*Euzko Deya* (*La Voz de Euzkadi*), éditée par la Délégation basque à Paris à partir de novembre 1936, après l'occupation d'Irún et de Saint Sébastien par les troupes insurgées. Lorsque l'Euzkadi est entièrement occupée, en septembre 1937, la Délégation de Paris se renforce considérablement avec l'arrivée de nombreux conseillers et députés basques ; aussi Paris est-il, entre 1938 et 1940, la véritable capitale de l'Euzkadi démocratique. Aidé et soutenu par les catholiques sociaux français groupés autour de Marc Sangnier et par une active et puissante section française de la Ligue internationale des Amis des Basques présidée par François

---

23. Geneviève DREYFUS-ARMAND, "La presse de l'émigration en France de 1939 à 1944. Contre vents et marées" in *Plages d'exil, op. cit.*, pp. 185-196.

Mauriac, le journal concentre ses efforts à faire ressortir le caractère catholique<sup>24</sup> et partisan de l'ordre du nationalisme basque. *Euzko Deya* sort très régulièrement chaque semaine pendant cinq ans -avec même une périodicité plus grande en 1937- pour ne s'arrêter, au bout de 205 numéros, qu'après le 10 mai 1940.

De nombreux membres du clergé basque s'exilent également en France avec leurs fidèles ; un bulletin rédigé en français et en basque, intitulé *Anayak, Correspondance bimensuelle des prêtres basques en exil* apparaît à Paris en 1939 ; il donne des nouvelles de l'exil et des prêtres basques restés en Euzkadi assignés à résidence, ou encore condamnés à mort ou à de lourdes peines de prison et de travaux forcés. Ces publications illustrent la spécificité du nationalisme basque, défenseur d'une "démocratie catholique"<sup>24</sup>, et soulignent déjà la diversité des composantes idéologiques de l'émigration de la guerre civile.

### La presse unitaire ou indépendante

Pendant la guerre civile elle-même, le gouvernement républicain crée à Paris à la date symbolique du 18 juillet 1938 l'hebdomadaire *Voz de Madrid* destiné à associer les émigrés espagnols résidant déjà en France à la lutte pour la défense du "seul ordre et de la seule réalité légitimes : ceux de la République démocratique"<sup>25</sup>. Le journal paraît jusqu'en avril 1939 : il reste pour peu de temps le porte-parole du gouvernement républicain en exil lorsque la réunion parisienne du Comité permanent des Cortes, le 31 mars 1939, confirme à Juan Negrín la représentativité de la légalité républicaine. Le comité de rédaction et la liste des collaborateurs de *Voz de Madrid* sont composés d'écrivains et artistes de premier plan tels que Antonio Machado, José Bergamín, Ramón Sender, Victoria Kent,

24. Rafael Picavea dans *Euzko Deya*, année 1, n° 2, 3 décembre 1936.

25. *Voz de Madrid*, année 1, n° 1, 18 juillet 1938.

Rafael Alberti, Vicente Aleixandre, León Felipe, Nicolás Guillén, Miguel Hernández, Pablo Neruda, Pablo Picasso, Octavio Paz, Ernest Hemingway... *Voz de Madrid* est, en 1939, le principal hebdomadaire destiné aux Espagnols de France ; la culture y tient une grande place associée à la défense de la légitimité républicaine.

*Voz de Madrid*, organe d'expression unitaire, porte-parole unique de la légalité républicaine ne survit pas longtemps à la fin de la guerre civile ; un arrêté gouvernemental du 6 avril 1939, sans doute à mettre en relation avec la volonté française de hâter l'application des accords Bérard-Jordana pour faciliter les retours des réfugiés en Espagne, interdit sa circulation, sa mise en vente et sa distribution sur toute l'étendue du territoire français <sup>26</sup>. Son héritage est revendiqué par la Federación de los Inmigrados españoles qui publie *La Voz de los Españoles* avec l'aide des communistes de la CGT.

En dehors des bulletins des camps, la première revue culturelle de l'exil républicain en France est -en continuation de la revue du même nom éditée à Barcelone depuis 1924- une revue catalane, la *Revista de Catalunya*, publiée à Paris de décembre 1939 à avril 1940 par la Fondation Raymond Lulle -la Fundació Ramon Llull-, créée dès l'arrivée en France par le Conservatoire de la culture catalane sous le patronage de la Généralité de Catalogne. Elle est animée par ceux-là même qui la publiaient à Barcelone, c'est-à-dire des artistes, des intellectuels, des scientifiques et des personnalités politiques sous la direction du linguiste Pompeu Fabra : tels l'écrivain Josep Pous i Pagès, l'archéologue, anthropologue et essayiste Pere Bosch-Gimpera, l'historien Antoni Rovira i Virgili, le violoncelliste Pau Casals <sup>27</sup>, les anciens conseillers de la Généralité et écrivains Lluís Nicolau d'Oliver et Carles Pi i Sunyer. Véritable revue scientifique

---

26. AN, F7 14738.

27. Pablo Casals apparaît toujours avec son prénom en catalan, Pau, dans les publications catalanes.

et culturelle, *La Revista de Catalunya* se distingue particulièrement parmi les revues de l'exil par sa rapide apparition, sa solide base scientifique et pluridisciplinaire et son indépendance vis-à-vis des partis politiques.

*El Poble català*, autre publication catalane indépendante proche de deux partis *Acció catalana* et *Esquerra republicana de Catalunya (ERC)*, mais ouverte à d'autres courants -notamment à un dirigeant de la *CNT*, Joan Peiró- paraît d'octobre 1939 à février 1940. Il attire la collaboration de nombre d'intellectuels qui écrivent aussi dans la *Revista de Catalunya*.

### La presse des partis

Les quelque trente autres publications éditées par les réfugiés espagnols au cours de l'année 1939 sont dans leur quasi totalité des organes de mouvements politiques et syndicaux en voie de reconstitution dans l'exil, si l'on excepte les éphémères *Boletín de Cortes* et *Congreso de los diputados*, qui émanent des instances parlementaires et les bulletins de colonies d'enfants comme *El Ramillete*, *Niños españoles* ou *Inquietud*. Cette presse des premiers temps de l'émigration répond autant aux besoins de communication entre membres dispersés d'une même famille, entre militants ou sympathisants d'un même courant politique qu'à des débuts de réorganisation des partis politiques espagnols, avec l'aide de leurs homologues français. La diversité des publications atteste immédiatement de la continuation dans l'émigration des luttes entre partis ou à l'intérieur même des partis qui avaient marqué le camp républicain pendant les

années de guerre ; à présent que la nécessité de faire face à la guerre n'amortit plus les antagonismes politiques, l'"âge de la controverse" commence <sup>28</sup>.

Bien que la plupart de leurs dirigeants reçoivent un passeport soviétique et émigrent en URSS, les partis communistes se réorganisent avec rapidité et efficacité avec l'aide du Parti communiste français. Le Parti communiste espagnol anime *La Voz de los Españoles*, publiée officiellement par la *Federación de los Inmigrados españoles*, mais ne signe sous son propre nom que l'éphémère *España* ; en revanche, le Parti socialiste unifié de Catalogne déploie une activité intense de publication, si l'on se réfère notamment à un rapport confidentiel adressé au Comité central <sup>29</sup>. Le premier numéro du journal du PSUC, *Treball*, sort le 26 février 1939, seize jours après l'arrivée en France de ses rédacteurs ; sept numéros paraissent jusqu'à la fin de mars 1939. A la suite d'une suspension décrétée par le gouvernement, *Treball* ressort sous le nom de *Solidarité* ; après quelques parutions, cet hebdomadaire est remplacé par *Le Midi* pour les mêmes raisons. Enfin, deux *Manifests* succèdent au *Midi*. Liée au PSUC, l'*Allança nacional de Catalunya* publie huit numéros de *Reconquesta* à Montpellier, puis *Catalunya* en août 1939, à Paris. Ce sont au total, malgré les difficultés inhérentes à l'exode et les interdictions successives, vingt et un numéros de périodiques qui sont édités entre février et juillet 1939, ce qui représente 95.500 exemplaires <sup>30</sup>. Le PSUC fait imprimer également de nombreuses brochures et tracts de propagande <sup>31</sup>. Un bulletin intérieur apparaît irrégulièrement, mais à neuf reprises, totalisant 12.000 exemplaires et le PSUC dispose d'une page en catalan dans *La Voz de los Españoles*. Les partis communistes mettent en place un réseau de distribution pour acheminer leurs publications, ainsi que *L'Humanité* et celles de l'Internationale communiste dans les centres d'hébergement où se trouvent les

28. Pierre BROUÉ, Emile TEMIME, *La Révolution et la guerre d'Espagne*, Paris, éditions de Minuit, 1961, 542 p.

29. *Edicions del P.S.U. a França des de la perdua de Catalunya fins al 19 de juliol 1939* (ACCPCE).

30. *Ibid.*

réfugiés et même dans les camps d'internement, parvenant à déjouer la surveillance policière<sup>32</sup>. Il s'agit donc d'une activité considérable, dont il reste par chance, des rapports détaillés. Le PSUC et le PCE sont dissous en même temps que les autres organisations communistes par le décret du 26 septembre 1939 et plusieurs de leurs membres internés à nouveau dans des camps, notamment au Vernet et à Argelès.

Comme pour les communistes, les premiers regroupements politiques des anarchistes s'effectuent dans les camps, notamment dans celui du Vernet, sans tenir compte de la création fin février 1939, d'un Conseil général du Mouvement libertaire par la fusion des comités directeurs de la Confederación nacional del trabajo, de la Federación anarquista ibérica et de la Federación ibérica de juventudes libertarias. Les libertaires communiquent par le biais de l'organe de l'Union anarchiste française, *Le Libertaire*, mais aussi par les bulletins des sections espagnole et française de Solidaridad internacional antifascista (SIA).

En août 1936 se crée en France, en effet, à la demande de la CNT-FAI, un Comité anarcho-sindicaliste pour la défense et la libération du prolétariat espagnol qui regroupe diverses organisations anarchistes françaises ; à la suite d'une scission, un Comité pour l'Espagne libre se constitue peu de temps après qui organise quelques meetings spectaculaires de plus de 10.000 personnes au Vel' d'hiv', où des personnalités fort éloignées de l'anarchisme (Léon Jouhaux, Marceau Pivert, Marcel Cachin...) prennent la parole. Toujours à la demande des libertaires espagnols, le Comité pour l'Espagne libre se transforme en novembre 1937 en section française de la Solidaridad internacional antifascista que la CNT et l'Unión general del trabajo viennent de créer en Espagne<sup>33</sup>. La section française de la SIA connaît un grand développement ; son comité de patronage regroupe un

---

31. Voir les tirages dans le chapitre suivant.

32. Voir les modes de diffusion dans les camps dans le chapitre suivant.

ensemble de personnalités de gauche à l'exception des communistes. Après avoir soutenu les républicains espagnols pendant la guerre d'Espagne, la section française de la SIA aide les anarchistes dans l'exil : elle héberge dans ses locaux<sup>34</sup> les animateurs de la section espagnole d'abord installés à Perpignan et leur offre une page intitulée *España expatriada* dans son bulletin *Solidarité Internationale antifasciste*. La section espagnole publie, quant à elle, un très modeste modeste bulletin dactylographié intitulé *Solidaridad Internacional antifascista*. Grâce à l'appui moral et matériel de ses lecteurs, la page *España expatriada* se transforme à Orléans, à partir du 14 juillet 1939, en hebdomadaire indépendant imprimé qui s'arrête en août. Autre publication anarchiste éphémère, qui ne se revendique pas nominalement de la CNT : *Democracia* commence à paraître en septembre 1939 mais ne survit pas longtemps à la déclaration de la guerre.

Le Partido socialista obrero español émerge très divisé de la guerre d'Espagne et ne sera à même que de publier de modestes bulletins, comme *España libre*. Alors que souvent le processus s'opère en ordre inverse, la division sur le terrain des organisations de solidarité est le prologue de la rupture au sein du parti auquel elles sont liées. Les divergences apparues dès 1938 au sein du gouvernement républicain entre Juan Negrín et son ministre de la Défense d'alors, Indalecio Prieto, aboutissent après la défaite à une rivalité entre les deux hommes pour s'assurer du contrôle du gouvernement républicain en exil et des fonds encore disponibles.

L'aile modérée du PSOE, dirigée par Indalecio Prieto, maintient son hostilité envers Juan Negrín et ses alliés communistes ; aussi, à la création, en mars 1939, sous les auspices de Negrín du SERE (Servicio de evacuación de los Republicanos españoles), répond en juillet de la même année la formation de la

---

33. Jean MAITRON, *Le mouvement anarchiste en France*, Paris, François Maspero, 1975, tome 2, pp. 30-31.

34. 26 rue Crussol, Paris 11<sup>e</sup>.



JARE (Junta de auxilio a los Republicanos españoles), avec la bénédiction du Comité permanent des Cortes où les secteurs proches de Prieto sont hégémoniques. Le SERE crée son organe d'information *Norte*, avec un supplément satirique *El Murciélagu*, tandis que la JARE fonde en réponse *Nuestro Norte*.

Les dirigeants du POUM «Partido obrero de unificación marxista» sortis les derniers jours de janvier 1939 de la prison catalane où ils se trouvent détenus depuis les événements barcelonais de mai 1937, reçoivent l'appui du Parti socialiste ouvrier et paysan de Marceau Pivert, de l'Independent Labour Party de Fenner Brockway et de la Commission Internationale pour l'aide aux réfugiés espagnols créée par ces deux partis sous le patronage de nombreuses personnalités de gauche, de Paul Rivet, fondateur du Musée de l'Homme à André Breton ; ils décident d'oeuvrer à la réorganisation de leur parti, de continuer à publier *Independent news*, bulletin dirigé par Lucien Weitz, édité à Paris depuis 1937 avec l'aide de leurs camarades français et britanniques. Bien qu'un optimisme excessif leur fasse envisager de publier *La Batalla et Nueva Era*, seuls des bulletins voient le jour, comme le *Boletín de Información* et, pour les jeunes du POUM «la Juventud comunista ibérica» un *Boletín de discusión* <sup>35</sup>.

Les autres publications de cette première phase de l'exil émanent de l'UGT, des Juventudes socialistas unificadas, proches du PCE <sup>36</sup>, des Juventudes socialistas españolas, organisation de jeunesse du PSOE, ou des

35. Wilibado SOLANO, "Un periodo capital de la historia del POUM : el primer año del exilio en Francia", in *Congrés internacional sobre l'exili als països catalans, 1938-1978*, Barcelonè, 1989, n.p.

36. Créées en avril 1936 par la fusion de la puissante organisation des Jeunesses socialistes et de la minuscule Jeunesse communiste, les JSU ont constitué pendant la guerre civile un tremplin important de l'influence communiste en Espagne. Adhérentes à la III<sup>e</sup> Internationale, les JSU tombèrent au cours de la guerre dans l'orbite politique et organisationnelle du PCE. Mais, des jeunes socialistes continuèrent d'y militer ; la guerre finie, la JSU apparaît cependant plus nettement comme l'organisation de jeunesse du PCE. cf. Antonio GÓNZALEZ QUINTANA,

trotskistes de la IV<sup>e</sup> Internationale ; ce sont de modestes bulletins de parution éphémère et irrégulière. Durant la première année de l'exil on ne peut que constater une farouche volonté de continuer, malgré les difficultés, le combat mené en Espagne en essayant à tout prix de faire paraître des publications dans le prolongement de celles de la guerre civile. Cependant, les réfugiés n'ont ni le temps ni la possibilité de faire émerger des publications durables et, en tout cas, aucun des journaux réguliers des grands partis et syndicats, comme *El Socialista* pour le PSOE, *Mundo obrero* pour le PCE ou *Solidaridad obrera* pour la CNT : ces titres ne seront publiés régulièrement qu'au lendemain de la Libération, après une apparition clandestine pendant l'Occupation pour certains.

### **La presse espagnole et les pouvoirs publics français**

Dans cette période d'avant-guerre, marquée depuis avril 1938 par toute une législation destinée à surveiller, contrôler et réprimer les étrangers, cette presse de l'exil est tolérée par le fait même qu'elle revêt un caractère essentiellement symbolique et que sa diffusion est limitée. Dès lors qu'elle a les caractéristiques d'une presse véritable comme *Voz de Madrid*, *Treball*, *Solidariet* ou *Le Midi*, elle fait l'objet, comme nous l'avons vu, d'interdiction ou de suspension ; le gouvernement a, en effet, pris un certain nombre de mesures pour contrôler la presse, et notamment la presse étrangère, interdire les "écrits subversifs anonymes" et les publications de nature à nuire à la défense nationale. Le décret du 6 mai 1939 modifie l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881 et permet d'interdire la circulation la vente et la distribution en France des journaux ou écrits périodiques publiés à l'étranger ; cet article lui-même avait été complété par la loi du 22 juillet 1895 qui avait rendu ces dispositions applicables aux publications périodiques publiées en France en langue étrangère. Le ministre de

---

Aurelio MARTÍN NAJERA, *Apuntes para la historia de las Juventudes socialistas de España*,

l'intérieur a ainsi la possibilité légale d'interdire par simple arrêté la presse "en langue étrangère publiée en France"<sup>37</sup>.

La presse de l'exil a le désavantage pour les pouvoirs publics de risquer de nuire aux relations franco-espagnoles au moment où la France désireuse tout à la fois de se débarrasser du fardeau des réfugiés et, face à la montée des périls, d'inciter Franco à la neutralité, s'empresse de hâter l'application des accords Bérard-Jordana ; or ces accords prévoient, comme nous l'avons signalé antérieurement, que les deux gouvernements s'engagent à surveiller étroitement, chacun sur son territoire, "toute activité dirigée contre la tranquillité ou la sécurité du pays voisin". D'ailleurs, le gouvernement franquiste ne cesse, tout au long de l'année 1939, de se plaindre auprès du Quai d'Orsay au sujet des activités des "Espagnols rouges" en France : cinquante-six notes sont ainsi remises au gouvernement français entre le 4 avril 1939 et le 21 décembre de la même année et une quinzaine d'entre elles concerne la presse éditée par les réfugiés en France ; la suppression de ces publications est demandée avec insistance "conformément aux accords Bérard-Jordana"<sup>38</sup>. Les journaux les plus visés par Franco sont d'abord *Euzko Deya* et *La Voz de los Españoles*, puis *España, Norte, El Murciélagu, Reconquesta, Catalunya, Treball* et *Diario de Sestones*<sup>39</sup>. Le 26 décembre 1939 Félix de Lequerica, l'ambassadeur d'Espagne à Paris, envoie le 26 décembre 1939 une longue lettre au président Daladier afin de résumer l'ensemble des plaintes formulées par son gouvernement

quant à l'organisation en France d'un Etat hostile à l'Etat espagnol, jouissant de la faveur officielle et de la liberté d'exercer toutes ses activités qui vont à l'encontre de la vie normale du gouvernement reconnu en Espagne et de la clause,

---

Madrid, Fundación Pablo Iglesias, 1983, 96 p.

37. Les interdictions de *Voz de Madrid* et de *Treball* sont cependant intervenues avant le décret de mai 1939.

38. Aucune clause précise sur la presse ne figure dans les accords, seulement l'engagement réciproque de protéger la "tranquillité et la sécurité" du pays voisin ; mais il est probable que des dispositions concernant les réfugiés ont été envisagées dans les discussions préalables aux accords.

39. AGE, Ambassade d'Espagne à Paris, caja 11287, paquet n° 4, expedientes 06, 06 A.

peut-être essentielle, de la convention qui a été à la base de la reprise de nos rapports<sup>40</sup>.

Cette presse peut aussi, selon les pouvoirs publics français, avoir pour effet de freiner les retours en Espagne des réfugiés si elle entreprend de décrire le sort qui attend ceux qui s'y risquent, confiants dans les déclarations rassurantes du gouvernement espagnol ; aussi le ministre de l'Intérieur rappelle-t-il dans sa circulaire du 5 mai qu'il a été

améné à interdire certaines publications nettement tendancieuses qui avaient pour but ou pour effet d'enrayer le mouvement de retour des réfugiés. Vous devez être particulièrement vigilants sur toute propagande de cette nature, prendre toutes les mesures pour l'interdire et, quand cela est administrativement ou judiciairement possible, sévir contre leurs auteurs<sup>41</sup>.

La guerre mondiale déclarée et la neutralité franquiste affirmée le 4 septembre, le gouvernement français n'a de cesse de ménager le pays voisin. L'Espagne réitère ses protestations début 1940 contre la tolérance française vis-à-vis des publications éditées par les réfugiés en France à cette date : *El Poble català*, *Revista de Catalunya* et *Euzko Deya* ; selon Madrid, ces publications catalanes et basques adhèrent à la cause des Alliés car ceux-ci défendent la cause des petites nations, comme la Catalogne et l'Euzkadi<sup>42</sup>. C'est le sens du long télégramme au Président du Conseil que le maréchal Pétain envoie de Madrid le 9 février 1940 et où il exprime le souci que l'activité des réfugiés ne compromette pas les relations de la France avec les dirigeants actuels de Madrid et ne fasse pas en "pleine guerre le jeu de nos ennemis" ; il ajoute que la France ferait le jeu de

---

40. AGE, *Ibid.*

41. Citée par Jean-Claude VILLEGAS, "La culture des sables : presse et édition dans les camps de réfugiés", in *Plages d'exil*, *op.cit.*, p. 136.

42. AGE, Ambassade d'Espagne à Paris, caja 11287, paquete n° 4, expedientes 06, 06 A.

ses adversaires en se "bornant à garantir en bloc la correction des réfugiés espagnols", car :

les associations et journaux fondés par les réfugiés espagnols prétendent n'avoir d'autre but que "l'entraide et le développement culturel". Par le côté du félibrige, ces associations ont suscité l'intérêt légitime de plusieurs personnalités françaises... [Mais le félibrige] n'a pas ici le caractère purement intellectuel et littéraire qu'il a, par exemple, dans notre Provence et dans notre Pays basque. Il est incontestablement dans beaucoup de cas le véhicule du séparatisme.. Une feuille comme *El Poble català* est très habilement rédigée. On n'y trouve guère d'attaques directes contre le gouvernement de Madrid ; le ton s'efforce de rester modéré, mais la tendance est nette. J'ai signalé, par exemple, un article paru dans le premier numéro de ce journal sous le titre "Pologne et Catalogne". L'auteur faisait un parallèle entre l'invasion de la Catalogne par les troupes franquistes et l'invasion de la Pologne par les armées allemandes ; de cette étude d'apparence technique, il se dégageait l'idée que la Catalogne avait été victime d'une agression analogue à celle que le Reich avait commise contre la Pologne <sup>43</sup>.

Par ailleurs, dès avant la guerre, le décret du 12 avril 1939 soustrait les associations étrangères au droit commun et les astreint à solliciter une autorisation auprès du ministère de l'Intérieur, autorisation qui peut être refusée ou retirée si l'association s'écarte des buts déclarés ; les organisations républicaines qui tentent de se reconstituer n'ont guère la possibilité d'obtenir cette autorisation. Les seuls groupements espagnols autorisés en 1939 et 1940 sont des associations sportives (comme l'Amical club espagnol de Villeurbanne), des sociétés de secours mutuels (comme la Colonie espagnole de Béziers, issue de la fusion de deux sociétés plus anciennes) <sup>44</sup>, une association francophile destinée à favoriser l'emploi des Espagnols dans les travaux agricoles du Montalbanais (Association des émigrés espagnols du Tarn-et-Garonne- Amis de la France) et, étonnamment, la Ligue espagnole des droits de l'homme accueillie au siège de la Ligue

---

43. AMAE, série Europe 1918-1940, sous-série Espagne, vol. 270.

44. Les sociétés de secours mutuels constituées entre étrangers ne sont pas soumises aux dispositions du décret-loi du 12 avril 1939.

française<sup>45</sup>. Cependant, à la suite d'interventions répétées -notamment par l'intermédiaire de Salazar- où l'on fait savoir à la France que Franco est "blessé et inquiet" de l'attitude prise et maintenue à l'égard des réfugiés, le gouvernement français prend les mesures nécessaires pour donner satisfaction aux desiderata de Madrid ; le chargé d'affaires français en Espagne peut transmettre à Paris, le 18 mai 1940, la satisfaction de Franco de voir supprimée toute activité des réfugiés politiques espagnols en France <sup>46</sup>. L'ambassadeur portugais s'était, en effet, fait l'intermédiaire entre la France et l'Espagne et avait souligné avec insistance que

le gouvernement espagnol considère que cette question crée une situation très délicate dans les rapports franco-espagnols et qu'elle constitue un danger au moment où l'Espagne pourrait avoir à décider de son attitude en présence d'une éventualité de guerre <sup>47</sup>.

## **2) La presse clandestine, 1941-1944**

Dès avant l'occupation de la France, les Espagnols ont donc été contraints de cesser toute activité de publication, sous les effets des interdictions et des pressions exercées par Madrid sur le gouvernement français. L'occupation de la France par les armées allemandes aggrave évidemment le sort des républicains espagnols ; ce n'est qu'à partir de 1941 que des groupes dispersés et isolés les uns des autres parviennent à sortir une presse clandestine. Avant de dresser un inventaire de la presse espagnole de la clandestinité, il est indispensable de décrire la situation des Espagnols sous Vichy.

---

45. AN, F7 14721

46. AMAE, série Europe 1918-1940, sous-série Espagne, vol. 770.

47. *Ibid.*

## **a) Les conditions de son apparition**

La situation des réfugiés espagnols en France est marquée par une série de paramètres qu'il faut rappeler, au moins brièvement, pour saisir le poids des contraintes qui s'exercent sur eux lorsque la Deuxième Guerre mondiale éclate et, bien plus encore, lorsque la France est occupée par l'armée allemande. Les conditions d'apparition de la presse clandestine espagnole sont surdéterminées par l'encadrement d'un nombre important de réfugiés, la prolongation de l'internement pour ceux qui sont considérés comme dangereux et par une surveillance permanente et multiforme.

### **L'encadrement des réfugiés**

Le décret du 12 avril 1939 prévoyant la constitution de CTE a, comme on l'a vu, commencé à être appliqué dès la fin du printemps 1939 mais c'est surtout à partir de la déclaration de guerre et du décret du 4 septembre que les CTE sont massivement organisées <sup>48</sup>. Les Espagnols représentent la grande majorité de ces travailleurs étrangers encadrés dans ces unités militarisées rattachées au ministère de la Guerre : la seule alternative qui s'offre à ceux qui ne peuvent -ou ne veulent- rentrer en Espagne est de rester dans les camps d'internement ou de travailler à l'extérieur. Sans compter les quelques 40.000 réfugiés républicains recrutés directement dans les camps pour aller travailler dans l'industrie ou l'agriculture, entre 50.000 et 60.000 Espagnols sont ainsi incorporés pour aller travailler principalement à l'organisation défensive des frontières, tout particulièrement à la Ligne Maginot et à la frontière italienne <sup>49</sup>. Pendant

---

48. Geneviève DREYFUS-ARMAND, "Les oubliés", *Hommes et migrations*, *art. cit.*

49. Le rapport d'Arthur Escotiguel au ministère de la Défense sur les unités de prestataires militaires étrangers (PME) fait état de 50 à 52.000 hommes mobilisés (cité par Miguel Angel SANZ, *Luchando en tierras de Francia*, Madrid, ediciones de la Torre, 1981, p. 19). Jean-Louis CREMIEUX-BRILLIAC parle d'un effectif de 55.000 miliciens espagnols et de 1.600 anciens des

l'offensive allemande de mai-juin 1940, une forte proportion de CTE se trouve dans la zone des opérations armées, aussi les Espagnols paient-ils un lourd tribut en morts et en blessés. Les prisonniers ne sont pas assimilés aux soldats de l'armée régulière et sont déportés en Allemagne dans des camps de concentration. Dans l'ensemble concentrationnaire de Mauthausen -camp central et camps annexes comme celui de Gusen- où ils travaillent à l'exploitation des carrières de granit, plus de 5.000 Espagnols périssent<sup>50</sup>.

Par ailleurs, afin de sortir des camps d'internement du Midi et désireux de régler des comptes avec les nazis qui avaient aidé les nationalistes en Espagne, nombre de réfugiés s'engagent dans la Légion étrangère ou dans les Régiments de marche de volontaires étrangers ; une propagande plus ou moins discrète ou insistante selon les moments est d'ailleurs effectuée dans les camps d'internement par les autorités militaires afin d'appeler les réfugiés à s'engager dans la Légion étrangère pour cinq ans ou pour la durée de la guerre<sup>51</sup>. Pour les réfugiés espagnols c'est la seule incorporation militaire possible puisque l'armée française, désireuse notamment de préserver ses relations avec le gouvernement de Franco et de garantir la neutralité de celui-ci, ne souhaite pas constituer des unités régulières espagnoles, comme c'est le cas pour les Polonais et les Tchèques. Environ 6.000 à 7.000 Espagnols s'engagent ainsi dans la Légion étrangère. En incluant les travailleurs des CTE morts au combat, l'on dénombre autour de 5.000 Espagnols tués au cours de la bataille de France -sans compter ceux qui ont péri

---

Brigades internationales dans les CTE au 1er mai 1940, dans *Les Français de l'an 40*, tome 1, *La guerre oui ou non ?*, op. cit., p. 492. Dans sa communication sur "L'engagement militaire des Italiens et des Espagnols dans les armées françaises de 1939 à 1945" au colloque *Italiens et Espagnols en France 1938-1946*, op. cit., p. 510, Jean-Louis CREMIEUX-BRILHAC cite l'estimation du 1er bureau de l'état-major de l'armée au 25 avril 1940 que nous avons reproduite dans notre *Récapitulatif des flux migratoires de l'Espagne vers la France, 1939-1941 : état de la question*, p. 38.

50. Michel FABREQUET, "Les Espagnols rouges à Mauthausen, 1940-1945", *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 162, avril 1991, pp. 77-98.

51. Marie-Claude RAFANEAU-BOJ, *Odyssée pour la liberté. Les camps de prisonniers espagnols 1939-1945*, Paris, Denoël, 1993, pp. 57-58 et 178.



lors de l'expédition de Narvik <sup>52</sup>. Les camps du Midi se sont vidés et il ne restait plus, fin avril 1940, qu'entre 3.000 réfugiés inaptes à tout travail selon le 1<sup>er</sup> bureau de l'état-major de l'armée et 30.000 selon le ministère de l'Intérieur <sup>53</sup>.

Une fois l'armistice signé, la majeure partie des Espagnols des CTE qui peuvent se replier en zone non occupée sont à nouveau concentrés dans les camps du Midi -dont le régime est encore plus sévère qu'avant guerre et où d'autres catégories d'étrangers "indésirables" ont très vite rejoint les Espagnols- jusqu'à ce que le décret du 27 septembre 1940, édicté par le gouvernement de Vichy, statue à nouveau sur le sort des étrangers de sexe masculin de 18 à 55 ans "en surnombre dans l'économie nationale". Ces étrangers peuvent être rassemblés dans des Groupes de travailleurs étrangers (GTE) et mis à la disposition du ministre de la Production industrielle sur simple décision des préfets. Ainsi, les GTE font-ils suite aux CTE. Ces unités civiles existeront du début 1941 à la Libération et concerneront majoritairement des Espagnols : en août 1943, sur un total de 37.000 travailleurs, 31.000 sont espagnols. Les GTE constituent de plus des réserves de travailleurs idéales pour l'organisation Todt et 26.000 Espagnols sont officiellement recrutés par celle-ci entre 1942 et 1944 <sup>54</sup> ; environ 40.000 sont envoyés en Allemagne. A partir de 1942 où les réquisitions commencent véritablement, les préfets n'hésitent pas également à puiser dans les GTE pour répondre aux demandes de main d'oeuvre des Allemands et pallier les défections des Français <sup>55</sup>. En juin 1942, à la suite d'articles parus à Madrid dans le journal phalangiste *Arriba* qui critiquent l'utilisation par la France des réfugiés "comme

---

52. *Ibid.*, p. 489. En ce qui concerne Narvik, Miguel Angel SANZ (*Luchando en tierras de Francia, op. cit.*) et Eduardo PONS PRADES (*Republicanos españoles en la Segunda guerra mundial*, Barcelone, Planeta, 1975) convergent vers une estimation de 500 morts espagnols, et non de 900 comme on l'avance généralement.

53. Service historique de l'armée de terre, 7N/2475 et 12/262, cité par Jean-Louis CREMIEUX-BRILHAC, "L'engagement militaire des Italiens et des Espagnols dans les armées françaises de 1939 à 1945", *art. cit.*, p. 510. Et : AMAE, Vichy-Europe, Espagne, vol. 275, pp. 19-20.

54. Emile TEMIME, "Espagnols et Italiens entre 1936 et 1946 : répartitions et déplacements en France", in *Italiens et Espagnols en France 1938-1946, op. cit.*, pp. 21-22.

55. Rolando TREMPÉ, "Le rôle des étrangers : MOI et guérilleros", in *La Libération dans le Midi de la France*, Toulouse, Eché et Université de Toulouse le Mirail, 1986, pp. 63-78.

des forçats", le gouvernement de Vichy se voit obligé de se justifier auprès de Franco et l'assure que "31.000 Espagnols sont dispersés dans les campagnes et mènent la vie des ouvriers et paysans de tous les pays". Paradoxalement, en effet, le quotidien phalangiste, avait pris la défense des réfugiés républicains et n'avait pas hésité à faire reproche à la France de ce que

lorsqu'elle se trouva avec 150.000 hommes réfugiés sur son sol, elle n'hésita pas à leur chercher une occupation, même forcée, peu après leur arrivée, alors que les prisonniers Français en Allemagne sont bien traités... Ce sont les miliciens à qui la courtesse du Front populaire offrit un refuge en France... pour les utiliser ensuite comme des forçats dans les fortifications en profondeur du Luxembourg à la mer et dans la construction du transaharien <sup>56</sup>.

Du fait de l'évolution de nombreux GTE et de la diversité des situations, des Espagnols peuvent aussi, il est vrai, vivre en zone non occupée librement chez leur patron à la campagne ou dans des logements particuliers en ville, situation qui sera un élément favorable à l'organisation de la résistance. Les services de police ne s'y trompent pas qui souhaiteraient l'unification du statut des réfugiés et que l'encadrement en compagnies soit la règle, car les travailleurs qui vivent en ville -à l'instar de ceux employés à la Poudrerie nationale de Toulouse- se regroupent le soir par affinités politiques <sup>57</sup>. Par ailleurs, le regroupement dans les GTE d'hommes coupés de leur pays et séparés de leur famille aura souvent le résultat inverse à celui escompté d'une meilleure surveillance ; ces concentrations de réfugiés ainsi que le souci d'échapper aux réquisitions du travail obligatoire favoriseront également l'esprit et la pratique de la résistance espagnole.

---

56. *Arriba*, 27 juin 1942 (AMAE, Vichy-Europe, sous-série Espagne, vol. 281, pp. 322-323).

57. Lettre du commissaire divisionnaire de Toulouse, 9 juin 1941 (AMI, 89/31, Mi 3 liasse 1).

### **Une surveillance constante et multiple**

La France occupée, les réfugiés espagnols sont soumis à une surveillance étroite de la part tant de l'Etat français que de l'occupant allemand et de l'ambassade d'Espagne, même si des divergences d'intérêt peuvent apparaître entre les différents services policiers. La très grande majorité des réfugiés se trouvent en zone non occupée à l'été 1940 et les structures de l'Etat français jouent un rôle primordial dans la surveillance et le contrôle des Espagnols. Les réfugiés sont surveillés par les différents services de police français, épaulés à tous les échelons par ceux des Renseignements généraux ; un bon connaisseur, le commissaire Roger T., suit le dossier concernant les républicains espagnols pendant la durée de la guerre et coordonne les opérations <sup>58</sup>.

Des rapports réguliers et des listes de suspects espagnols sont demandés par Vichy en 1942 et 1943 ; une circulaire du ministère de l'Intérieur du 13 novembre 1942 constate le développement de la presse clandestine espagnole et enjoint aux préfets d'effectuer une enquête sur la "propagande anarchiste et communiste dans les milieux espagnols", afin de renforcer les mesures de surveillance. Département par département, à partir des réponses obtenues, le ministère fait le compte, pour les années 1942 et 1943, des Espagnols arrêtés et écroués sous l'inculpation d'associations de malfaiteurs et reconstitutions de ligues dissoutes ; il dresse le bilan des mesures d'internement au camp disciplinaire du Vernet prises à l'encontre de ceux qui sont "susceptibles de se livrer à la propagande subversive et des éléments dangereux pour la sécurité publique", ainsi que des perquisitions effectuées, des arrêtés d'expulsion prononcés et des

---

58. Geneviève DREYFUS-ARMAND, Denis PESCHANSKI, "Les Espagnols dans la Résistance", in *Italiens et Espagnols en France de 1938 à 1946*, *op. cit.*, pp. 519-545.

"personnes étrangères appartenant à d'autres nationalités ayant été inculpées dans des affaires de propagande concurremment avec des Espagnols"<sup>59</sup>.

Le bilan de ces mesures répressives pour 1942 se monte à 911 arrestations, 610 internements, 1.429 perquisitions et 177 expulsions ; au moins huit personnes d'autres nationalités sont impliquées avec les Espagnols : Italiens, Portugais, Polonais ou Français. Les organisations clandestines espagnoles décapitées en 1941 et 1942, le bilan est moins élevé en 1943 mais il fait état cependant de 236 arrestations, 380 internements, 1.115 perquisitions, 34 condamnations et 47 expulsions ; dix autres étrangers sont appréhendés avec les Espagnols, des Italiens surtout. La découverte de propagande clandestine est souvent à l'origine des rafles : un exemplaire de *Reconquista de España* trouvé en janvier 1942 dans le 3<sup>e</sup> GTE des Pyrénées-orientales entraîne une condamnation, un tract perdu par un Espagnol à Fumel dans le Lot-et-Garonne conduit à vingt-deux arrestations et dix condamnations. La Préfecture de Police de Paris, alertée par la recrudescence de la propagande communiste espagnole à Paris au printemps 1942 arrête trente personnes le 27 juin et découvre des ramifications du mouvement en province, notamment à Nantes, Saint-Nazaire et Lorient ; douze Espagnols sont appréhendés et internés. Les exemples de ce type abondent où la découverte de publications clandestines comme *Alianza*, *Reconquista de España*, *Treball* ou *Mundo obrero* à Mauléon -Basses-Pyrénées-, Perpignan, Bordeaux, Argelès-sur-Mer, Toulouse, Alès ou Tarascon entraîne des arrestations<sup>60</sup>. C'est un contrôle d'identité à Toulouse, le 1<sup>er</sup> septembre 1942, au cours duquel un réfugié s'enfuit en abandonnant cinquante exemplaires d'*Alianza* qui est à l'origine d'une vaste rafle dans onze départements du Sud-Ouest et du Centre et de l'arrestation de 131 Espagnols ; le procès connu sous le nom d'affaire *Reconquista de España* a lieu en janvier 1944 à Toulouse et met en évidence le travail de propagande mené par le PCE et l'UNE dès 1941. Le procureur analyse en détail lors du procès le

---

59. AMI, 89/31, M1 3, liasse 2.

contenu de titres comme *Reconquista de España, Alianza et Mundo obrero* publiés en 1941 et 1942 et l'activité du groupe *Reconquista* dans quelques départements du Sud-Ouest <sup>61</sup> ; le 2 juin 1944, treize inculpés sont condamnés de deux à quatre années de prison et à des amendes de 2.000 F., mais le 30 juillet 1944 les détenus, incarcérés à la prison Saint Michel, ainsi que vingt-sept autres prisonniers, sont remis aux autorités allemandes <sup>62</sup>. Ces publications clandestines sont considérées à juste titre par les juges tout à la fois comme expression et catalyseur des combats antinazis de l'ombre.

Par ailleurs, soucieux d'assurer la sécurité des troupes d'occupation, le commandement militaire allemand demande, dès octobre 1940, des rapports mensuels sur l'activité des "Espagnols rouges" - *Rotspanier*- afin de procéder à leur recensement et de les localiser. Dès le début de 1941, les préfets de la zone occupée sont en mesure d'envoyer les listes d'Espagnols qui résident dans leur département <sup>63</sup>. Mais la logique d'exclusion mise en oeuvre par le gouvernement de Vichy est souvent contradictoire dans les faits avec celle de l'exploitation économique, privilégiée par les services allemands ; de même qu'elle est gênée, malgré la sympathie de l'Etat français pour l'Espagne franquiste, par les demandes réitérées de Madrid de freiner la réémigration des réfugiés espagnols vers l'Amérique, comme nous l'avons vu antérieurement. Le gouvernement de Vichy se trouve pris, pendant la durée de l'accord avec le Mexique, entre deux contraintes contradictoires : satisfaire Madrid pour préserver les relations avec l'Espagne et ménager le Mexique pour faciliter le départ des réfugiés. Face aux listes transmises par l'Espagne, Vichy invite cette dernière à demander d'urgence

---

60. *Ibid.*

61. Projet de réquisitoire du procureur général auprès de la Cour d'Appel de Toulouse, 8 janvier 1944, in *Guerilleros espagnols, documents*, tome 2 (ADHG, fonds Daniel Latapie).

62. Ces détenus font probablement partie de la cinquantaine de prisonniers incarcérés dans la partie de la prison Saint Michel administrée directement par les Allemands et que ceux-ci ont assassinés avant de quitter Toulouse le 17 août 1944 dans le petit village de Buzet-sur-Tarn ; Francisco Ponzán Vidal -François Vidal- l'animateur anarchiste de l'important réseau clandestin de passage des Pyrénées "Pat O'Leary" faisait partie de ce sinistre convoi.

l'extradition de ses ressortissants qui ont commis des crimes de droit commun<sup>63</sup> afin de justifier auprès du Mexique de la régularité des procédures et souhaite obtenir du gouvernement mexicain le libre passage des futurs émigrants à travers l'Atlantique<sup>64</sup>.

L'ambassade d'Espagne apparaît, quant à elle, comme une force de pression : l'ambassadeur Lequerica intervient régulièrement, comme en septembre 1940, pour signaler des associations espagnoles républicaines en activité et fournir une liste de réfugiés ou, comme en mai 1943, pour informer Vichy de la propagande "séparatiste" menée auprès des réfugiés par Juan Vilar Costa, prêtre et professeur de langue et littérature espagnole au séminaire de Montrejeau en Haute-Garonne<sup>65</sup>. L'ambassadeur Lequerica informe Vichy, dès 1941, que les Espagnols partis au Mexique sont recrutés par "l'armée de de Gaulle" et en février 1943, avec quelques mois de retard, de la réunion constitutive de l'Unión nacional española<sup>66</sup>. Le gouvernement nationaliste s'oppose, comme nous l'avons vu, à un certain nombre de réémigrations à destination du Mexique : il fournit des listes au gouvernement de Vichy et intervient directement auprès de la Commission allemande d'armistice, souhaitant ainsi obtenir des extraditions plus facilement. Les visas de sortie vers le Mexique sont refusés par Vichy aux réfugiés qui figurent sur les deux premières listes remises à l'ambassadeur de France à Madrid en août 1940 ; les autres listes ne sont pas prises en considération tant l'Etat français est soucieux de voir s'accélérer les réémigrations. Le gouvernement de Vichy dresse cependant des listes d'Espagnols susceptibles d'être réclamés par l'Espagne, même si la légation du Mexique les a inscrits pour s'embarquer sur le paquebot *Alsina* : c'est le cas par exemple de Julián

---

63. *Dossiers Rotspanier, Der Militärbesetzer in Frankreich (Hôtel Majestic)*, AN 40 AJ 552/9-10 et 40 AJ 885/6.

64. Note de la Direction de la police du territoire et des étrangers, 11 septembre 1940 (AMI, 89/31, M1 3, liasse 1).

65. AMAE, Vichy-Europe, sous-série Espagne, vol. 287, pp. 95-97 : Juan Vilar est ensuite interné au Vernet.

66. *Idem*, vol. 286, p. 28 et vol. 287, p. 89.

Zugazagoitia Mendieta, Francisco Largo Caballero, Rodolfo Llopis ou José M<sup>o</sup>ix Regas, ce qui vaudra au premier d'être livré à Franco par l'occupant et au second d'être déporté en Allemagne <sup>67</sup>. L'Espagne demande un certain nombre d'extraditions que les Cours de justice françaises ne semblent pas avoir accordées systématiquement ; lorsque l'extradition est refusée par une Cour de justice, les réfugiés sont astreints à nouveau à l'internement et à la résidence surveillée -c'est le cas de Francisco Largo Caballero, ancien président du gouvernement, interné à Vals-les-Bains puis astreint à résidence à Nyons après la décision négative de la Cour d'appel de Limoges en novembre 1941 <sup>68</sup> ou de Julio Just, ancien ministre des Travaux publics, envoyé au camp du Récébédou après le refus d'extradition par le tribunal de Toulouse.

En dépit de divergences ponctuelles d'intérêt entre les divers services de police, ceux-ci collaborent étroitement dans le contrôle des réfugiés espagnols, soumis à une triple surveillance française, allemande et espagnole : les anciens dirigeants républicains sont en particulier constamment surveillés. Les occupants livrent quelques anciens dirigeants républicains au gouvernement franquiste qui les fait exécuter après une procédure sommaire ; citons parmi eux Lluís Companys, ancien président de la Généralité de Catalogne, Julián Zugazagoitia, ancien ministre socialiste de l'Intérieur, ou Cruz Salido, ancien secrétaire général du ministère de la Défense. Vichy s'irrite de la protection accordée aux réfugiés par la légation du Mexique et de ce que les experts espagnols accrédités par celle-ci pour s'occuper de l'exécution des accords franco-mexicains du 22 août 1940

---

67. AMAE, Vichy-Europe, sous-série Espagne, vol. 281, p. 56-58.

68. Il sera arrêté à Nyons le 20 février 1943 par la police politique italienne et la Gestapo, conduit à Lyon pour interrogatoire puis à Neuilly et enfin à Berlin, avant d'être envoyé au camp de Sachsenhausen en juillet 1943, d'où il ne sera libéré que le 24 avril 1945 (Julio AROSTEGUI, *Francisco Largo Caballero en el exilio. La última etapa de un líder obrero*, Madrid, Fundación Largo Caballero, 1990, pp. 71-73.

mettent à profit leurs déplacements et les contacts fréquents qu'ils ont avec leurs compatriotes, resserrant chez ces derniers les liens politiques du Front populaire qu'un exil avait quelque peu relâchés, et dressent les listes des bénéficiaires des subsides alloués par le Mexique <sup>69</sup>.

La rupture des relations diplomatiques entre la France et le Mexique, intervenue le 11 décembre 1942, concrétise cette irritation croissante de Vichy : l'accord franco-mexicain rompu, même si la légation suédoise prend officiellement à son compte les intérêts du Mexique, les réfugiés espagnols n'ont plus alors de protection en France.

### **b) Essai d'inventaire de la presse clandestine**

L'une des premières activités de résistance des réfugiés espagnols est la publication d'une presse clandestine, comme nombre de mouvements français qui s'organisent souvent à l'origine autour de la publication d'un journal <sup>70</sup> : la libération de l'Espagne est la préoccupation initiale et constante de la presse clandestine espagnole, même lorsqu'elle est l'expression de groupes qui mettent en oeuvre des actes d'opposants à l'occupation nazie et répondent de ce fait à la définition classique de la Résistance <sup>71</sup>.

La presse clandestine publiée en France pendant l'Occupation a fait l'objet, assez rapidement après la guerre, d'études <sup>72</sup> et d'inventaires <sup>73</sup>, mais

---

69. AMI, 89/31, M1 3, liasse 1.

70. Claude LEVY, Dominique VEILLON, "Aspects généraux de la presse clandestine", in *La presse clandestine, 1940-1944*, Avignon, Conseil général du Vaucluse, 1986, pp. 17-35.

71. "Tout acte s'efforçant d'empêcher la réalisation des objectifs de l'occupant national-socialiste", Louis DE JONG, *Het Koninkrijk der Nederlanden in de Tweede Wereldoorlog*, VII, 2, La Haye, 1976.

72. Voir notamment *La presse clandestine en France sous l'occupation allemande (1940-1944)*, Paris, ministère de l'Information, direction de la documentation, 24 décembre 1945, 10 p. (*Notes documentaires et études*, n° 206). (Aucune mention n'y est faite de la presse clandestine en langue étrangère).

73. *Catalogue des périodiques clandestins diffusés en France de 1939 à 1945*. Introduction de Renée et Paul ROUX-FOUILLET, Paris, Bibliothèque nationale, 1954, p.. Sur 1106 titres, la



rarement il est fait allusion aux publications en langues autres que le français. Evidemment, le nombre des titres, les tirages <sup>74</sup> et la diffusion n'ont rien de comparables ; les conditions de fabrication et de diffusion d'une presse clandestine déjà extrêmement difficiles pour les Français qui l'entreprennent et y risquent leur vie, sont encore plus périlleuses pour les étrangers et, en particulier, comme on vient de le voir, pour les Espagnols soumis à une surveillance intensive.

Il est, bien sûr, extrêmement difficile de prétendre faire un inventaire définitif des publications clandestines espagnoles en France pendant la Deuxième Guerre mondiale ; les titres mentionnés se trouvent dans diverses collections publiques ou privées et il n'est pas impossible que d'autres périodiques puissent être encore retrouvés ou simplement identifiés, comme certains titres dont nous avons des indices de l'existence sans qu'aucun exemplaire n'ait été encore rencontré. Cependant, une quinzaine de titres ont pu être consultés et nous avons des éléments d'information sur une douzaine d'autres. La presse espagnole est ainsi l'une des plus importantes parmi les presses clandestines éditées par des immigrés pendant la guerre : en nombre de titres, elle vient après la presse polonaise et, semble-t-il, avant la presse juive <sup>75</sup>.

### **Les débuts de la presse clandestine**

La plus ancienne publication clandestine parvenue jusqu'à nous

---

quasi-totalité en français, il est fait mention de six titres espagnols, ainsi que d'un titre arménien, un nord-africain, cinq titres italiens, trois russes, deux ukrainiens, trente-trois polonais et un édité par des immigrés originaires des Balkans. La presse juive compte dix-huit titres.

74. Les tirages n'ont rien de comparable avec ceux de grands journaux clandestins français, comme *Combat*, *Libération* ou *Défense de la France*, qui tirent à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires.

75. Voir le *Catalogue des périodiques clandestins diffusés en France de 1939 à 1945*, op. cit. et l'inventaire fait par Adam RAYSKI dans "La presse des organisations juives de résistance de la MOI" dans l'ouvrage de Stéphane COURTOIS, Adam RAYSKI, *Qui savait quoi ? L'extermination des Juifs, 1941-1945*, Paris, La Découverte, 1987, pp. 122-229.

est *España día*, un bulletin dactylographié sur quatre pages de petit format, daté du 14 avril 1941. Malheureusement illisible du fait de son état de conservation, car seuls la première page de couverture et quelques fragments dactylographiés ont survécu, ce bulletin est rédigé à Toulouse par des jeunes de la JSU. *España día* apparaît essentiellement tournée vers la libération de l'Espagne : le contour de la Péninsule y est représenté recouvert du drapeau républicain en couleur, pour une commémoration du 10<sup>e</sup> anniversaire de la République.

À partir probablement de la fin de 1941, la JSU fait paraître *Alianza* : un exemplaire d'avril 1942, publié également à Toulouse, a pu être conservé. De format réduit, dactylographié sur papier pelure et multicopié au moyen de papier carbone à plusieurs dizaines d'exemplaires, ce bulletin est une petite merveille de réalisation : il possède une couverture cartonnée en couleur, ornée du drapeau de la République espagnole, où les titres noirs et rouges sont calligraphiés avec soin. Réalisée par un groupe de jeunes appartenant pour la plupart aux JSU, comme le bulletin précédent, *Alianza* est confectionnée dans un atelier de décoration d'abats-jour où travaillent de jeunes artistes espagnols, avenue de la Gloire, à Toulouse, non loin du cimetière. Les couvertures sont faites du même carton que les abats-jour, et illustrées "à la chaîne" par des jeunes compus au dessin et à la calligraphie <sup>76</sup>. *Alianza* continue de paraître régulièrement au moins en 1942, comme en témoigne la lecture que fait de son n<sup>o</sup>6 de juin-juillet 1942 le procureur général auprès de la Cour d'Appel de Toulouse en janvier 1944, lors du procès "Reconquista de España" <sup>77</sup> ; Antonio Soriano, responsable de la JSU à Toulouse, l'un des animateurs d'*Alianza*, parle même de trente-trois numéros réalisés <sup>78</sup>.

---

<sup>76</sup> Interview d'Antonio Soriano, 16 novembre 1990.

<sup>77</sup> *Guerilleros espagnols, documents*, tome 2 (ADHG, fonds Daniel Latapie), doc. cit.

<sup>78</sup> Frédérique LEBON, *Les mémoires de l'exil espagnol, 1939-1945. L'itinéraire d'Antonio Soriano*, Université de Toulouse-le-Mirail, mémoire de maîtrise d'histoire sous la direction de Pierre Laborie, octobre 1992, p. 66.

## **Les publications clandestines communistes et de l'Unión nacional española**

A partir de 1941, paraît *Reconquista de España* qui va jouer un rôle considérable dans la propagande espagnole clandestine. *Reconquista de España* sort, en premier lieu, en tant qu'organe clandestin du Parti communiste. Elle est publiée d'abord sous forme manuscrite, puis ronéotypée ; à partir de juillet 1941, *Reconquista de España* est imprimée et elle sort alors de manière régulière avec une périodicité mensuelle. Ce même mois, apparaît une "Edición de la juventud", bulletin de trois pages dactylographiées, de format réduit et en petits caractères, qui reproduit une allocution prononcée à Moscou, le 27 septembre 1941, lors d'un meeting antifasciste, par Ruben Ruiz Ibaruri, lieutenant dans l'Armée rouge, fils de Dolores Ibaruri -la *Pasionaria*. Comme "la jeune génération du monde entier est aujourd'hui engagée dans une lutte à mort contre la bête hitlérienne qui menace son avenir et sa propre existence", Ruben Ruiz Ibaruri appelle les jeunes "à la lutte, en quelque lieu qu'[ils se trouvent], contre le fascisme criminel". Et, là, nous y reviendrons, des consignes d'action précises contre les nazis sont données. La commémoration du 14 avril 1931, jour de la proclamation de la Seconde République, donne lieu, en 1942, à l'apparition de nombreux bulletins manuscrits confectionnés dans diverses régions : dus souvent à des initiatives individuelles ou de petits groupes, ces suppléments locaux de *Reconquista de España* permettent également de diffuser les consignes du journal imprimé, en les reproduisant à la main, à partir d'un seul exemplaire.

*Reconquista de España* semble être réalisée, à partir de 1942 sur une petite machine à imprimer, une minerve, cachée dans une cabane de charbonniers des montagnes du Vaucluse. L'équipe "d'édition" est formée de trois hommes, dont deux n'ont aucune expérience de l'imprimerie, qui composent, impriment et portent les exemplaires à un dépôt, où d'autres militants viennent les

chercher <sup>79</sup>. Il semblerait qu'ensuite, dès 1942 même, le journal soit tiré dans une imprimerie établie à Cavallon dans une usine désaffectée d'électricité <sup>80</sup>, ce qui permet une parution mensuelle du journal dès le début de l'année 1942.

*Reconquista de España* devient l'organe de "l'Union nationale de tous les Espagnols", après la création de celle dernière par le PCE, en novembre 1942. En effet, après l'attaque de l'URSS par les troupes nazies, le mouvement communiste international prône une large alliance dans des Fronts nationaux ; il s'agit de rassembler dans une même structure toutes les forces qui désirent la défaite de l'hitlérisme. Dans le cas des Républicains espagnols s'y ajoute le renversement du régime franquiste, aussi le Bureau politique du PCE lance-t-il depuis Moscou, en août 1941 et en septembre 1942, des appels sur les ondes de *Radio España independiente* pour que se constitue un bloc antifranquiste allant de la CNT aux éléments conservateurs de l'intérieur non phalangistes <sup>81</sup>. Fondée le 7 novembre 1942, lors de la Conférence dite de Grenoble, l'UNE rassemble effectivement non seulement des communistes mais aussi des républicains, des socialistes et des anarchistes venus à titre individuel <sup>82</sup> ; le PCE y est cependant la seule force politique organisée. L'UNE devient la direction politique des groupes de guérilleros organisés sous le nom de XIV<sup>e</sup> Cuerpo de guerrilleros españoles, officiellement constitué par le PCE en avril 1942 ; mouvement armé autonome, dirigé par son propre état-major, le XIV<sup>e</sup> Corps reste indépendant des autres mouvements de la Résistance même s'il entretient des relations étroites avec eux jusqu'à aboutir à une intégration -au moins formelle- au sein des Francs-tireurs et partisans de la Main d'oeuvre immigrée de l'automne

---

79. Miguel ANGEL [SANZ], *Los guerrilleros españoles en Francia, 1940-1945*, La Habana, Editorial de Ciencias sociales, 1971, pp. 63- 64.

80. David Wingate PIKE, *Jours de gloire, jours de honte. Le Parti communiste d'Espagne en France depuis son arrivée en 1939 jusqu'à son départ en 1950*, Paris, SEDES, 1984, pp. 64- 65.

81. Miguel ANGEL [SANZ], *op. cit.*, p. 47. et José BORRAS, *Política de los exilados españoles, 1944 - 1950*, Paris, Ruedo ibérico, 1976, p. 15.

82. La réunion de constitution de l'UNF a probablement lieu à Toulouse ; elle est, dès l'origine, dite "Conférence de Grenoble" pour déjouer la surveillance policière. Cf. notamment Miguel ANGEL [SANZ], *op. cit.*, p. 61.

1943 au printemps 1944 <sup>83</sup>. A partir de cette dernière date, la transformation du XIV<sup>e</sup> Corps de guérilleros en Agrupación de guerrilleros españoles (AGE), marque encore plus nettement l'indépendance des Espagnols : la liaison organique avec la MOI est supprimée et les guérilleros sont représentés directement -sans passer par le canal de l'organisation d'immigrés- aux divers échelons des instances FFI ; l'objectif des guérilleros est de se faire reconnaître comme des interlocuteurs de poids à la Libération afin de s'assurer du concours ultérieur des Alliés dans la "reconquête de l'Espagne".

L'apparition de *Reconquista de España*, sa publication régulière à partir novembre 1941, puis sa fonction de porte-parole du front national constitué par les Espagnols sont un stimulant certain de la lutte clandestine et un élément important de coordination. Une campagne de soutien financier à *Reconquista de España* est lancée en novembre 1941 avec l'objectif de collecter 100.000 F. en trois mois <sup>84</sup>. Quatre mois plus tard, les trois quarts de la somme ont été recueillis, avec une forte contribution des Espagnols de la zone occupée <sup>85</sup>. Des réseaux complexes de distribution se mettent en place pour la diffuser auprès des guérilleros. Des centres de diffusion semblent exister à Toulouse et à Villejuif; la tâche de diffusion est surtout, comme dans les autres mouvements de Résistance, accomplie par les femmes <sup>86</sup>. Un militant assure la liaison avec Cavallon et, de Toulouse, des valises de *Reconquista de España* sont acheminées vers les consignes de bagages de diverses gares du Sud-Ouest. *Reconquista de España* donne des informations sur l'Espagne et les luttes antifranquistes, mais elle se préoccupe aussi de l'organisation de la Résistance en France, considérée comme une étape préalable et nécessaire à la libération de l'"Intérieur". Après la

---

83. Geneviève DREYFUS-ARMAND, "Les oubliés", *Hommes et migrations*, art. cit., pp. 42-43.

84. *Reconquista de España*, n° 8, novembre 1941.

85. *Reconquista de España*, n° 12, février-mars 1942 : 43.500 F. collectés en zone occupée et 29.720 F. en zone non occupée.

86. David Wingate PIKE, *op. cit.*, p. 65 et Arch. MI, 89/31 MI 3, liasse 2.

libération des deux villes, fin août 1944, *Reconquista de España* est publiée simultanément à Toulouse et à Paris.

De nombreux suppléments locaux ou régionaux se rattachent à *Reconquista de España* : plus de trois cents sous diverses formes matérielles, dans des régions très variées, dans l'Ouest, le Centre, le Sud-Ouest, le Sud-Est ou en Afrique du Nord <sup>87</sup>. De nombreux suppléments ont pu être conservés et attestent de la présence de *Reconquista de España* dans des départements tels que le Cher, le Cantal, l'Allier, l'Aveyron, le Tarn-et-Garonne, la Haute-Loire, la Dordogne, les Bouches-du-Rhône, l'Isère, le Var, le Gard, les Hautes-Pyrénées, les Pyrénées-orientales, l'Aude, l'Hérault, l'Ardèche, les Basses-Alpes, le Gers, l'Ariège, la Haute-Garonne, l'Algérie ou le Maroc ; cette liste n'est pas exhaustive. Si certains suppléments sont imprimés, beaucoup sont simplement manuscrits : bulletins confectionnés par des groupes locaux ou régionaux, ou par des Espagnols enrôlés dans des GTE ou internés dans des camps.

L'UNE impulse par ailleurs les publications destinées aux guérilleros comme *Lucha*, porte-parole de l'Agrupación de guerrilleros "Reconquista de España", nom du XIV<sup>e</sup> Corps de guérilleros à partir de mai 1944. *Lucha* demande que dans chaque division, chaque brigade, chaque bataillon il y ait des délégués du bulletin. La 26<sup>e</sup> division de l'AGE possède son propre bulletin, *Anónimos* ; il est imprimé dans l'Aude à Quillan. A Foix, la 3<sup>e</sup> brigade de cette même division publie *Liberación*. Les jeunes guérilleros regroupés dans Juventud combatiente ont aussi leur bulletin, *Alianza*. L'UNE édite également des publications en catalan par le biais de son antenne catalane, l'Aliança nacional de Catalunya ; c'est le cas de *Catalunya* qui a dû commencer à paraître en 1943. En mars 1944, ce bulletin proclame que "le sort de la Catalogne est lié à celui de

---

<sup>87</sup>. Conferencia de Unión nacional española, celebrada en Toulouse los días 2,3 y 4 de noviembre 1944, S.I., Servicios de propaganda del Secretariado de UNE en Francia, 1944 ? Voir également le corpus en annexe.

l'Espagne. Aujourd'hui, ce qui opprime la Catalogne, c'est le régime nazi-phalangiste de Franco<sup>88</sup>.

Le nombre et la diversité des publications de l'UNE montrent le rôle considérable joué par celle-ci dans la structuration de l'exil espagnol pendant la clandestinité. Pour la seule région de Montpellier, il y aurait eu un nombre total d'un demi million de copies produites -y compris les centaines de manifestes publiés après la Libération<sup>89</sup> ; c'est dire l'importance du travail de propagande réalisé par l'UNE.

En dehors des publications clandestines qui émanent directement de l'UNE, quelques autres lui sont politiquement liées, en particulier celles des deux partis communistes. Nombre de publications modestes ont disparu comme *Acero* édité par des militants communistes enrôlés dans les CTE envoyées dans les îles de Jersey et Guernesey<sup>90</sup>. Le PSUC, quant à lui, réussit à faire paraître un numéro extraordinaire de *Treball*, imprimé sur seize pages, pour le 19 juillet 1942. En juin 1943, le PCE parvient également à sortir un numéro extraordinaire imprimé de *Mundo obrero* qui avait déjà vraisemblablement paru, sous forme manuscrite, dès 1942<sup>90</sup>.

Les socialistes entrés dans l'UNE diffusent, en particulier dans l'Aveyron, des feuilles dactylographiées ou ronéotypées intitulées *De socialistas a socialistas* afin de justifier leur adhésion individuelle à l'UNE et affirmer parallèlement leur attachement au socialisme. Ils publient également une édition manuscrite d'*El Socialista* en août 1944 qui appelle les socialistes à entrer immédiatement dans les maquis pour collaborer à la lutte contre l'envahisseur nazi

---

88. *Ibid.*

89. D'après Miguel ANGEL [SANZ], *op. cit.*, p. 51.

90. Miguel ANGEL [SANZ], *op. cit.*, p. 56.

avec leurs camarades français <sup>91</sup>. Les socialistes de l'UNE indiquent à la libération de la France que la responsable de leur presse dans la clandestinité a été Julia Alvarez Resano, ancien député socialiste de Madrid <sup>92</sup>. Toujours dans la ligne de l'UNE, *Voz de Madrid* reparait clandestinement en avril 1944 dans la zone Sud et en août 1944 dans la zone Nord, en tant qu'organe des immigrés économiques espagnols ; elle appelle à l'unité d'action dans les groupes de l'UNE tous les Espagnols de France - exilés politiques et immigrés économiques.

### **Les autres publications clandestines**

Une des rares publications parvenue jusqu'à nous qui ne se rattache pas à l'UNE est un bulletin écrit par un groupe d'anciens combattants basques, *Gudari* ; il annonce en mai 1944 la création d'une Fédération des anciens gudaris d'Euzkadi dont le but est d'aider les Basques à échapper au travail forcé et aux camps. Le premier numéro d'un bulletin ronéotypé intitulé *Exilio* apparaît le 19 juillet 1944 à Mauriac, dans le Cantal, non loin du Barrage de l'Aigle <sup>93</sup> ; il est édité par des militants de la CNT incorporés dans le GTE chargé de la construction du barrage. Ce groupe constitue, autour de José Berruezo, l'un des plus importants noyaux anarchistes espagnols pendant la clandestinité ; il organise près du barrage le premier plenum régional de la CNT en septembre 1942 et un plenum national à Mauriac en juin 1943. Lié à la Résistance française, ce groupe constitue l'une des rares formations de résistance exclusivement espagnole qui ne soit pas rattachée à l'UNE.

<sup>91</sup>

A ces titres dont quelques exemplaires ont pu être retrouvés, il convient d'ajouter ceux dont il est fait état à la Libération de la France soit dans

---

<sup>91</sup>. Elle est conservée aux Archives nationales (INF 937).

<sup>92</sup>. AN, INF 937.



des périodiques qui revendiquent une étape clandestine soit dans les demandes d'autorisation de paraître déposées auprès des services du ministère de l'Information. Ainsi, Esteban Navarro et Manuel Freire, respectivement premiers administrateur et directeur de *Solidaridad obrera*, organe de la CNT, déclarent en mars 1945 que l'hebdomadaire qu'ils ont commencé à publier depuis septembre 1944 est la continuation dans la légalité du journal clandestin *Impulso* "qui apparaissait pendant l'occupation allemande pour soutenir [les] camarades en lutte contre l'ennemi commun dans la Résistance et le maquis français" <sup>93</sup>. Il est possible aussi que, localement, des feuilles aient porté le nom du journal historique de la CNT, car lorsque *Solidaridad obrera* reparaît au grand jour à Paris le 25 septembre 1944, il commence avec le numéro 19 en considération des exemplaires parus dans la clandestinité. Un bulletin intitulé *C.N.T.* a paru également au camp de Bram : le premier numéro est sorti entre le 3 et le 10 février 1943 <sup>94</sup>. Quant à la publication libertaire de Tarbes *Mirando a España*, elle décrit, en avril 1945, son activité dans la clandestinité : deux numéros au moins du bulletin ont paru, en août 1943 et en juillet 1944, afin de regrouper les libertaires de la région et d'entreprendre la lutte contre le "fascisme envahisseur". Les Jeunesses socialistes, dans leur dossier de demande d'autorisation de paraître en 1946, indiquent qu'elles ont publié seize numéros de *Renovación* dans la clandestinité en 1943 et 1944 <sup>95</sup>. De même, quand *El Poble català* paraît au grand jour en septembre 1944, il porte en sous-titre "journal qui fut dans la clandestinité le porte-parole de l'Esquerra republicana de Catalunya en France". Autre publication du parti nationaliste catalan, *La Humanitat*, semble avoir paru clandestinement, dactylographiée, de juillet 1943 à la Libération <sup>96</sup>.

---

93. Reproduit par José BERRUEZO, *Contribución a la historia de la CNT de España en el exilio*, Mexico, Editores mexicanos unidos, 1967, p. 192.

94. Dossier *Solidaridad obrera* (AN, INF 937) : les éditeurs joignent quelques exemplaires d'*Impulso* à l'appui de leur déclaration, malheureusement non conservés dans le dossier.

95. Dossier *C.N.T.*, AN, INF 937.

96. Dossier *Renovación*, AN, INF 936.

97. Dossier *La Humanitat*, AN, INF 937 : questionnaire rempli le 14 avril 1945 par Emili Vigo, le directeur de *La Humanitat*.

En faisant la part de ce qu'il peut y avoir d'auto-justification rétrospective dans ces affirmations faites à la Libération dans une période où l'autorisation de paraître est largement conditionnée par un antécédent clandestin, il est plus que probable qu'il ait existé davantage de publications clandestines qu'il n'a été possible d'en retrouver, mais que du fait de leur caractère modeste et éphémère ne se sont pas conservées. Cependant, la physionomie globale de cette presse clandestine n'en serait guère modifiée. Tel qu'il est, le simple inventaire des publications clandestines met en évidence le grand nombre des publications impulsées directement ou indirectement par l'UNE et les partis communistes ; nombre bien supérieur à celui des éditions des autres tendances politiques, ce qui tend à montrer la prépondérance de l'UNE dans la structuration politique de l'exil espagnol pendant la clandestinité et le fait que les partis communistes sont les seuls à s'engager en tant que tels dans la Résistance même si, individuellement ou en groupes, des militants et sympathisants d'autres partis y participent. Le grand nombre de publications clandestines espagnoles souligne par ailleurs l'activité considérable de propagande déployée par les Espagnols pendant l'occupation de la France ; ils sont indéniablement l'un des groupes immigrés qui a le plus largement participé à la Résistance contre l'occupant.

### **3) Les années d'espoir et d'activité intense, 1944-1950**

A la Libération de la France, un immense espoir s'empare des républicains espagnols de voir sombrer le régime franquiste comme s'effondrent les régimes hitlérien et mussolinien qui ont aidé les nationalistes à s'installer en maîtres en Espagne. Afin de répondre aux exigences de l'heure, les partis se réorganisent, des regroupements politiques s'effectuent, des associations se constituent et, dans l'euphorie de la Libération, un nombre considérable de publications se crée : aussi assiste-t-on à une extraordinaire floraison de

périodiques en langues ibériques. Jouissant de la sympathie des pouvoirs issus de la Résistance du fait de leur active participation à celle-ci, les réfugiés espagnols n'ont de cesse d'attirer l'attention de l'opinion française et internationale ; leur activité de publication est telle, dès les premiers jours de la Libération, qu'un coup d'arrêt intervient en février 1945, suivi d'une normalisation progressive.

### a) L'explosion éditoriale

Cette explosion éditoriale en espagnol participe de la révolution sans précédent qui se produit dans la presse en France au lendemain de la guerre mondiale, révolution qui voit la création d'une abondante presse nouvelle, tant quotidienne qu'hebdomadaire<sup>98</sup>. Très vite, à la Libération, les partis politiques espagnols se réorganisent dans leur diversité, reproduisant tous les antagonismes antérieurs, exacerbés encore par la période de la clandestinité. L'UNE où le PCE est hégémonique voit sa prépondérance rapidement contestée par les autres formations qui lui reprochent sa politique sectaire et s'insurgent contre les exécutions sommaires d'opposants ou de récalcitrants perpétrées par des guérilleros lors des dernières semaines de la clandestinité ou à la faveur de la Libération<sup>99</sup>. Le 23 octobre 1944, à Toulouse, les républicains, les socialistes et les anarchistes créent une *Junta española de liberación (JEL)* sur le modèle de celle fondée au Mexique en 1943 ; à l'exclusion des communistes quasiment toutes les tendances politiques y sont représentées avec la participation déterminante, à la différence de la JEL de Mexico, des deux organisations syndicales, UGT et CNT.

---

<sup>98</sup>. *Histoire générale de la presse française*, publiée sous la direction de Claude BELLANGER, Jacques CODECHOT, Pierre GUIRAL et Fernand TEPPOU. Tome IV : De 1940 à 1958, Paris, PUF, 1975, pp. 311-312.

<sup>99</sup>. Jean-Pierre AMALRIC, Michel GOUBET, "Les Espagnols et la Résistance dans la région toulousaine", in *Italiens - Espagnols en France, 1938-1946, op. cit.*, p. 551.

L'un des premiers actes du gouvernement de la France libre ayant été de rétablir la liberté de la presse et de l'information, les journaux se multiplient et, particulièrement, les journaux espagnols. Tous les partis, groupes, syndicats et associations publient leur presse ; les rivalités et divergences éclatent au grand jour après la clandestinité. Les clivages entre partis hérités de la guerre d'Espagne sont accentués par d'autres fractures nées au cours de la clandestinité en France ; celles-ci sont généralement le fait de ceux qui ont milité au sein de l'UNE pendant la guerre mondiale, soit parce que la direction de leur organisation ne donnant pas de mot d'ordre précis ils avaient préféré rejoindre l'UNE, soit parce que les circonstances locales ne leur proposaient qu'un maquis de l'UNE. Des scissions se produisent ainsi au sein de la CNT, du PSOE, de l'UGT et de l'Esquerra republicana de Catalunya.

Sans compter les titres qui ont déjà paru en France avant la guerre ou pendant la clandestinité, plus de cinquante titres nouveaux se créent entre le début septembre 1944 et la fin de la même année et une centaine sont fondés en 1945 ; en 1944, les réfugiés publient donc plus de soixante titres de périodiques et, en 1945, plus de cent quarante. En 1944, les publications créées par l'UNE dans la clandestinité continuent de paraître et elles constituent avec vingt-deux titres le tiers des publications de l'exil après la Libération ; viennent ensuite les publications anarchistes et socialistes.

Les libertaires publient treize titres dont certains sont la continuation de titres clandestins comme *Exilio* à Aynès, dans le Cantal, *Mirando a España* à Tarbes, *Acción libertaria* à Marseille, *C.N.T.* et *Solidaridad obrera*<sup>100</sup> à Toulouse, un autre *Solidaridad obrera* à Paris. Les autres publications

---

100. Celui des militants anarchistes qui ont rejoint l'UNE pendant la clandestinité, regroupés dans une *Agrupación de cenetistas de Unión nacional* (ACUN).

anarchistes sont des publications nouvellement créées : *Ruta*, le journal des Jeunesses libertaires qui commence à être édité à Marseille, *Solidaridad obrera*, l'organe emblématique de la CNT pour l'Algérie, des bulletins internes (comme les deux *Boletín de información* publiés à Perpignan et Alger et *Germinal* à Tunis), une revue de débats comme *Revolución española* à Paris, un journal culturel bilingue et de réflexion politique, comme *El Rebelde* à Paris <sup>101</sup>.

Les socialistes font paraître neuf titres comme *Adelante* à Marseille, *Avance* à Rennes, *Cara a España* à Grenoble, l'édition espagnole du *Populaire girondin* à Bordeaux -tirée avec l'aide de la section SFIO -, *Renovación* éditée à Oran par les Jeunesses socialistes et quatre *Socialista* - deux publiés à Toulouse et Alger par le PSOE-UGT, les deux autres à Toulouse et à Amélie-les-Bains (Pyrénées-orientales) par des socialistes qui ont rejoint l'UNE. En cette fin d'année 1944, l'UGT lance son *Boletín* qui sera l'une des publications les plus durables de l'exil : elle paraîtra vingt-sept ans sous ce titre ; parallèlement les militants UGT de l'UNE éditent *Unidad sindical* à Marseille.

Les nationalistes catalans déploient également une grande activité éditoriale ; sans compter les trois *Catalunya* publiées par l'Alianza nacional de Catalunya rattachée à l'UNE, ils publient cinq titres : deux éditions de *La Humanitat* -journal historique de l'Esquerra republicana de Catalunya (ERC)- à Montpellier, *El Poble català* -au nom d'une ERC rénovée- à Toulouse, le journal unitaire à vocation culturelle *Foc nou* également dans la ville rose, ainsi qu'un bulletin intérieur (*Bulletí d'informació interior*) à Perpignan.

Les communistes, actifs dans l'UNE, ne publient que très peu de titres sous leur bannière propre : *España popular* à Toulouse, un journal de même titre à Alger, *Juventud* pour les JSU à Paris et un modeste bulletin d'information

---

101. Voir en annexe : Liste chronologique des publications espagnoles.

dactylographié probablement destiné à l'Espagne, *Boletín de noticias para regiones y provincias*. Sous l'égide du Centre d'action et de défense des immigrés (CADI), la Fédération des immigrés espagnols -devenue Fédération des Espagnols résidant en France- lance diverses publications comme *Hispania* ou *La Voz de los Españoles* ; créé sous le Front populaire pour promouvoir un statut des immigrés, le CADI est réactivé par le PCF à la veille de la Libération et regroupe les mouvements d'unité nationale des immigrés qui ont combattu dans la Résistance : les comités de libération italien, tchèque et polonais, l'UNE, l'Union des Juifs pour la Résistance et l'entraide, les Fronts nationaux roumain et ukrainien, le Mouvement d'indépendance hongrois, le Comité national arménien, l'Union des patriotes russes. Dans la France libérée, le CADI mène une active campagne en faveur des immigrés, avec le soutien de diverses personnalités de la Résistance.

Des associations espagnoles éditent également des périodiques, comme à Oran celle des anciens marins de la République espagnole -*Boletín de la AMRE*. Ce sont aussi des groupements culturels comme le Cercle García Lorca à Casablanca et la très active Union des intellectuels ; cette dernière, créée dans le sillage de l'UNE affirme son indépendance par rapport aux partis politiques et édite le *Boletín de la Unión de intelectuales españolas* à qui revient le mérite d'avoir le premier lancé le débat sur le rôle des intellectuels dans l'exil. Le POUM, dont les principaux dirigeants ont passé une grande partie de la guerre en prison depuis leur procès devant la section spéciale du tribunal militaire de Montauban en 1941, ne publie que des bulletins internes ; les partis républicains éditent à Alger *España republicana*, la seule publication impulsée par la JEL est alors, avant la création de *L'Espagne républicaine*, une éphémère *Democracia española* à Bayonne.

La répartition géographique des publications en 1944 indique la prépondérance de Toulouse, suivie par l'Algérie, Paris, Marseille et Perpignan ;

mais la dispersion des autres titres témoigne de la géographie imposée par la guerre. Ainsi, à Toulouse, entre septembre et décembre 1944, quatorze publications apparaissent-elles : deux quotidiens, un mensuel, dix hebdomadaires et un bimestriel ; elles sont représentatives de toutes les tendances, communistes, libertaires, socialistes de diverses obédiences, nationalistes catalans : *El Patriota del Sudoeste*, *Agence d'information et presse "Hispania"* (deux quotidiens publiés par l'UNE, le second étant un bulletin de presse ronéotypé), *C.N.T.*, *Foc Nou*, *El Poble català*, *El Socialista (PSOE-UNE)*, *El Socialista (PSOE-JEL)*, *Juventud*, *Solidaridad obrera (ACUN)*, *España popular*, *Boletín de la UGT*, *Catalunya* et son supplément du même nom pour la Haute-Garonne et *Lucha*. *El Patriota del Sud-Oeste*, quotidien de l'UNE, est l'édition espagnole de son homologue français *Le Patriote du Sud-Ouest*, journal du Front national, tiré depuis la libération de Toulouse sur les rotatives de *La Dépêche de Toulouse* qui a été suspendue. A titre de comparaison, dans le même temps et dans le même département, sept quotidiens et quatorze hebdomadaires français apparaissent et, en ce qui concerne la presse étrangère, les Italiens publient un seul journal et la presse allemande destinée aux antifascistes, aux séparatistes rhéno-sarrois et aux Autrichiens ne compte que trois titres <sup>102</sup>. Sur le plan national, il semble bien que la presse espagnole soit la presse en langue étrangère la plus abondante en France, comme le souligne Georges Bidault au président du gouvernement basque en exil lorsque celui-ci intervient en 1946 pour appuyer la demande d'autorisation de paraître du journal des jeunesses socialistes, *Renovación* <sup>103</sup>.

L'Algérie, où la colonie hispanique compte environ 70.000 personnes, quelque 350.000 néo-Français d'origine espagnole et plus d'une dizaine de milliers de réfugiés, est le second lieu important de l'activité républicaine en 1944 ; divers mouvements politiques et culturels ont surgi peu après le

---

102. Pierre GERARD, "La presse à la Libération dans la région de Toulouse", in *La Libération dans le Midi de la France*, Toulouse, Eché et Université de Toulouse-le-Mirail, 1986, pp. 331-345.

103. Lettre du 12 novembre 1946 (AN, INF 936, Dossier *Renovación*).

débarquement allié et sept journaux sont apparus spontanément<sup>104</sup>. Sans compter de modestes bulletins, l'on rencontre deux journaux communistes (*España popular, Juventud*) imprimés sur les presses d'Alger républicain, deux journaux socialistes édités dans les locaux de *Fraternité* (*El Socialista* à Alger et *Renovación* à Oran), deux journaux anarchistes (*Solidaridad obrera* à Alger et *Inquietudes libertarias* à Oran), et un journal républicain (*España republicana*), imprimé également par Alger républicain.

Cette explosion éditoriale se poursuit et s'amplifie en 1945 au point que si un peu plus d'une vingtaine de titres disparaissent dès 1944 et 75 en 1945, le nombre de publications espagnoles dépasse nettement les 140 titres en 1945 et les 130 titres en 1946 et 1947. Il n'est pas de groupe politique ou syndical, d'association professionnelle ou de groupe d'intellectuels qui ne crée un périodique; certes, beaucoup sont modestes et disparaissent vite mais c'est en 1945 que se créent -ou réapparaissent- de nombreuses publications, parmi les plus importantes de l'exil : *La Batalla* du PCUM, *L'Espagne républicaine* de la JEL, *España libre* des "politiques" de la CNT, *Euzko Deya* du gouvernement basque, *Galeria* de la CNT, *Iberia* de Jean Cassou, *Lluita* du PSUC, *Méduse* de Jacinto-Luis Guereña, *La Nouvelle Espagne* du gouvernement républicain, *Nuestra bandera* du PCE, *Política* de l'izquierda republicana (IR), les *Quaderns* du Groupe d'études politiques de Perpignan, *Renovación* des Jeunesses socialistes ou *Tiempos nuevos* du *Movimiento libertario español* (MLE).

A partir du 30 juin 1945, la JEL publie à Toulouse, sous la direction de Ricardo Gasset, *L'Espagne républicaine*, heureuse réussite d'un journal unitaire où les cultures espagnole et française se mêlent étroitement. Les publications du gouvernement républicain en exil, *La Nouvelle Espagne*, et du

---

104. Lettre du gouverneur général de l'Algérie au ministre des Affaires étrangères, 26 janvier 1945 (AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 104, pp. 71-84).



gouvernement basque, *Euzko Deya*, précèdent l'arrivée en France de leurs présidents. En effet, les institutions républicaines se sont reconstituées en août 1945 à Mexico où les Cortes en exil ont nommé leur ancien président Diego Martínez Barrio président de la République et, après la démission de Juan Negrín, José Giral chef du gouvernement. Le gouvernement Giral inclut tous les partis, à l'exclusion des communistes et des proches de Juan Negrín dans un premier temps; sa création rend superflue l'existence de la JEL qui se dissout dès août 1945, bien que son comité garde une vie formelle jusqu'en septembre 1947. José Giral arrive à Paris en février 1946, ainsi que José Antonio de Aguirre, président du gouvernement basque, et Josep Irla, président de la Généralité ; la France devient ainsi à partir de cette date le siège des institutions républicaines en exil.

La physionomie générale des publications change déjà en 1945 : celles de l'UNE deviennent très minoritaires du fait de l'auto-dissolution de celle-ci en juin 1945 et l'on constate le très grand nombre des périodiques anarchistes - plus d'une trentaine-, la place notable des journaux et bulletins d'associations -une vingtaine ; les syndicalistes de l'UGT, toutes tendances confondues, publient plus d'une quinzaine de titres et les socialistes plus d'une douzaine. Les nationalistes catalans éditent près de quinze titres, tandis que les communistes, les divers partis républicains et le POUM de huit à cinq titres chacun. Autre modification : le poids de Toulouse est contrebalancé par celui de Paris, chacune des villes publiant autour de trente-cinq titres ; l'autre foyer important d'activité reste l'Algérie, où l'on édite plus d'une quinzaine de titres, à Alger surtout et à Oran. Perpignan s'affirme comme la capitale des Catalans du Sud en exil et Marseille et Bordeaux constituent les autres pôles d'attraction importants pour les réfugiés.

## **b) Tolérance puis interdiction des publications espagnoles**

Les publications se multiplient sans contrainte au cours des mois qui suivent la Libération jusqu'à ce que la presque totalité de la presse espagnole soit suspendue en février 1945. On objecte le trop grand nombre de publications en langue espagnole et le manque de papier.

L'ordonnance du 6 mai 1944 rendue exécutoire par celle du 9 août 1944 avait rétabli la liberté de la presse avant la fin de la période de guerre avec cependant la limitation représentée par la censure et l'autorisation préalable ; si la première est supprimée en octobre 1945, la seconde ne l'est qu'en février 1947 pour la presse française <sup>105</sup>. Sont autorisés de plein droit à paraître dès le jour de la Libération les journaux qui se sont volontairement interrompus quinze jours après l'occupation de leur zone et les journaux patriotes clandestins des mouvements de Résistance, mais la parution des titres nouveaux est soumise à autorisation préalable de la part des commissaires de la République ou des comités de Libération puis, dès fin septembre 1944, du ministère de l'Information sur proposition du directeur régional à l'Information <sup>106</sup>. Une floraison de titres se produit à l'automne 1944 et en 1945 dans toute la France posant très vite, en cette période de pénurie de matières premières en général et de papier en particulier, des problèmes d'approvisionnement ; aux yeux du gouvernement provisoire, une autre question se pose très rapidement, celle d'un équilibre politique des publications. La presse espagnole de l'exil apparaît ou réapparaît dans ce contexte général de difficile réapprentissage de la liberté dans un pays soumis au rationnement et à la recherche d'une stabilité politique.

---

105. *Journal officiel* : *Lois et décrets*, 28 février 1947, p. 1904.

106. *Histoire générale de la presse française*, publiée sous la direction de Claude BELLANGER, Jacques GODECHOT, Pierre GUIRAL et Fernand TERROU, tome IV : *De 1940 à 1958*, Paris, PUF, 1975, pp. 183-210.

La presse espagnole est apparue partout, Algérie comprise, sans autorisation, dans la foulée des journées euphoriques de la Libération où les entreprises de presse taxées de collaboration sont occupées par les résistants. Elle est tolérée en raison de ce passé commun dans la clandestinité et de la sympathie que ne manquent pas d'affirmer nombre de personnalités politiques françaises et d'autorités locales. Divers préfets ou maires prennent ouvertement parti en faveur des républicains contre l'Espagne franquiste ; ainsi, le préfet de l'Aveyron accorde-t-il une interview au journal de l'UNE à Rodez *La Unión*, reproduite dans *El Patriota del Sudoeste*, indiquant que "l'Espagne fasciste ... ne doit pas être reconnue et ne le sera pas" . Le ministère des Affaires étrangères espagnol se plaint en avril 1945 auprès du délégué français en Espagne -seul représentant de la France dans un pays avec lequel il n'y a pas de relations diplomatiques officielles, mais seulement des "relations de fait"- de ce qu'un Comité franco-espagnol des Basses-Pyrénées se soit constitué sous la présidence d'honneur du préfet, du maire de Pau et du chef de la 3<sup>e</sup> Division militaire, avec pour objectif d'obtenir la rupture de toute relation avec l'Espagne. De même, entre autres exemples, le maire de Perpignan et le préfet de l'Hérault prennent des positions ouvertement antifranquistes et le préfet d'Alger accepte la présidence d'honneur du *Cercle Garcia Lorca*, association culturelle républicaine ; cette sympathie envers les républicains espagnols est à l'image du vote unanime de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée consultative qui se prononce le 25 mai 1945 pour la rupture des relations avec l'Espagne <sup>107</sup>.

Outre la sympathie qu'ils inspirent aux pouvoirs issus de la Résistance, les Espagnols constituent une force non négligeable, notamment dans le Sud-Ouest où ils ont activement participé à la libération de nombreuses villes, occupant dans la foulée la plupart des consulats espagnols. De nombreux *guerrilleros* stationnent dans la région : ils sont environ 3.400 au 6 juin 1944 dans

107. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 82, pp. 18-22, 122-123, 162-166,

les neuf départements de la région R4 et, après la Libération, les guérilleros des différentes régions groupés dans les départements pyrénéens pour former les bataillons de sécurité rassemblent quelque 10.000 hommes ; d'après le Commandement militaire de la frontière, les forces FFI de la zone n'atteignent pas un chiffre supérieur et, dans certains départements comme les Pyrénées-orientales, les guérilleros sont même plus nombreux que les FFI <sup>108</sup>. En raison tout à la fois des effectifs de guérilleros stationnés dans la région, particulièrement dans la Haute-Garonne, l'Ariège et les Hautes-Pyrénées, et en considération de la part importante qu'ils ont prise à la libération de ces départements, les préfets ferment les yeux sur la quinzaine de titres espagnols apparus sans autorisation à partir de septembre 1944 dans la région ; titres publiés parfois, comme leurs homologues français, dans les entreprises de presse présumées coupables de collaboration et occupées dès le soir de la libération de Toulouse par les équipes de rédaction des journaux de la Résistance ; tel est le cas d'*El Patriota del Sudoeste*, tiré sur les rotatives de *La Dépêche de Toulouse*.

Fidèle à l'esprit de la Résistance, la presse nouvelle, intransigeante et idéaliste, se trouve vite confrontée aux réalités économiques et à la volonté de reprise en main du pouvoir central qui impose partout aux dirigeants de la Résistance de rentrer dans le rang <sup>109</sup>. Le 16 janvier 1945, le gouvernement provisoire décide la suppression de tous les journaux se disant organes des FFI<sup>110</sup>. Puis, le 12 février 1945, lors de la réunion à Paris des directeurs régionaux de l'Information, Pierre-Henri Teitgen, ministre de l'Information, demande au directeur de Toulouse d'examiner avec le commissaire de la République les moyens à prendre pour suspendre momentanément la publication des journaux

---

254.

108. Miguel Angel SANZ, *Histoire du XIV<sup>e</sup> Corps de guérilleros espagnols*, AN, 72 AJ 126 et Note du Commandement militaire de la frontière du 1er octobre 1944 (AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 34, pp. 28-33).

109. Serge DERSSTEIN, Pierre MILZA, *Histoire de la France au XX<sup>e</sup> siècle*, tome 2 : 1930-1945, Bruxelles, éditions Complexe, 1991, p. 380.

110. Pierre GERARD, *art. cit.*

espagnols dont le nombre est jugé excessif. Au cours de l'audience qu'il accorde aux directeurs de l'Information le 13 février, le général de Gaulle demande expressément au directeur régional de Toulouse de suspendre et, s'il le faut, de faire immédiatement saisir les journaux espagnols non autorisés publiés dans sa région. Le directeur régional fait part au commissaire de la République de la position du chef du gouvernement provisoire et demande à tous les directeurs de journaux espagnols de suspendre dans les huit jours leurs publications <sup>111</sup>.

Certains journaux comme *El Patriota*, *C.N.T.* et *Reconquista de España* cessent de paraître, les autres sont saisis mais, durant les mois de mars et avril 1945, tentent de paraître clandestinement. Ils ont à nouveau saisis indique Jean Peyrade, ancien directeur régional de l'Information à Toulouse : c'est le cas d'*El Socialista* qui tente de reparaitre et est saisi chez l'imprimeur, un procès-verbal est dressé pour diffusion de "journal interdit" à un vendeur à la criée du journal dans une rue de Toulouse <sup>112</sup>. Il est rappelé à tous les imprimeurs de la région qu'aucune publication en langue étrangère ne doit être publiée en se prévalant d'une autorisation de fait ou verbale, d'une demande d'autorisation ou, à plus forte raison, sans autorisation. Les imprimeurs qui passeraient outre à ces directives et aux décisions ministérielles du 17 février -prises après l'ordre formel donné par le général de Gaulle au directeur régional de Toulouse- seraient poursuivis. Si bien qu'au mois d'avril 1945, en dépit d'une manifestation de protestation patronnée par l'ensemble de la presse toulousaine et de l'avis plus nuancé d'autorités locales, aucune publication espagnole n'est plus mise en vente dans la région ; le commissaire principal des Renseignements généraux de Haute-Garonne dans une lettre au directeur national, le 26 février 1945, reprend en effet l'avis de ceux qui se réclament de l'amitié franco-espagnole et pensent "que la vingtaine de journaux qui paraissait dans la région ne correspondait nullement à

---

111. Jean PEYRADE, "Situation de la presse dans la région de Toulouse, 20 août 1944 - 1er octobre 1947", AN, 72 AJ 126.

112. Le 25 novembre 1945 (AN, INF 937).

un besoin concret mais de là à les supprimer tous il n'y avait qu'un grand pas que le ministre n'aurait pas dû franchir" et il préconise d'autoriser dans le plus bref délai la parution de quelques organes représentatifs des principales formations : UNE et PCE, PSOE et UGT, CNT et JEL <sup>113</sup>. Seuls subsistent des bulletins intérieurs aux différents mouvements et partis espagnols de l'émigration <sup>114</sup>.

Ce dernier subterfuge est d'ailleurs largement employé par de nombreuses publications, dont le sous-titre se transforme d' "organe officiel de" en "bulletin intérieur de" ; le format se réduit également afin de donner à ces titres l'apparence de bulletins intérieurs et pouvoir continuer à paraître. C'est le cas, par exemple, d'*Acción libertaria et Adelante* à Marseille, de *C.N.T.* à Toulouse, d'*Exilio* à Brive ou de *Ruta* à Marseille. Le POUM fait même sortir le premier numéro de *La Batalla* au cours de cette période d'interdiction, le 25 mai 1945, en lui assignant le rôle officiel de "Boletín interior del POUM en Francia". Les périodiques qui paraissent sous l'appellation de "bulletin intérieur" dans l'attente de l'autorisation de paraître régulièrement et publiquement doivent cependant se conformer aux prescriptions relatives aux bulletins intérieurs, comme le rappelle le Secrétaire d'Etat à l'Information à son directeur régional des Bouches-du-Rhône à propos d'*Adelante* : "petit format sur quatre pages, aucune indication de périodicité, envoi sous pli fermé aux seuls adhérents des groupes dont ils sont l'organe d'expression" <sup>115</sup>. Certaines publications changent de nom, comme *Foc nou* qui s'interrompt entre mars et septembre 1945, remplacé pendant cette période par *Canigó*, publié par la Société française des Amis de la Catalogne. Quelques titres disparaissent définitivement en 1945, comme l'édition espagnole du *Populaire girondin*, *España popular* ou *El Patriota del Sudoeste*. Par contre, la JEL obtient l'autorisation de faire paraître en juin *L'Espagne républicaine*, rédigée très largement en français. La plupart des responsables des organes principaux des

---

113. ADHG, 2692/175, 276 W.

114. AN, 72 AJ 126.

115. Lettre du 4 mai 1946 (AN, INF 936, Dossier *Renovación*).

partis et syndicats entreprennent les démarches nécessaires pour obtenir l'autorisation de paraître.

Les réfugiés espagnols se retrouvent dans la même situation que nombre de responsables de journaux clandestins français qui, dans la fièvre de la Libération, ont poursuivi avec ardeur leur travail et qui, devant la triple exigence de la répartition du papier, des indemnités de réquisition à verser et de l'équilibrage politique, ont dû renoncer à leurs périodiques. A la différence près que les Espagnols ne sont pas, de par leur extériorité à la citoyenneté française, partie prenante de la restructuration générale qui s'opère en France et qu'ils s'estiment lésés eu égard à leur activité résistante et, plus encore, par rapport à la tâche de libération de l'Espagne à accomplir.

L'interdiction de la presse espagnole est à replacer dans le contexte plus général de reprise en main du pays par le pouvoir central et de restructuration de la presse en France à la Libération. Elle est à replacer également dans le caractère hésitant des relations entre Paris et Madrid : en 1945, il est clair que la politique de la France envers l'Espagne concilie sympathie active envers les républicains espagnols et souci de ne pas envenimer les relations avec Madrid <sup>116</sup>. Le décret du 15 mars 1945 accorde la qualité de réfugiés aux Espagnols qui ont fui le régime franquiste et l'Office central pour les réfugiés espagnols est créé par le décret du 3 juillet suivant. En revanche, l'occupation de locaux appartenant à l'Etat espagnol dont les réfugiés se sentent les légitimes représentants mais qui sont revendiqués par l'Espagne officielle suscitent l'irritation de Madrid et l'embarras de Paris qui fait procéder aux évacuations. Les consulats espagnols occupés par les réfugiés à la faveur des combats de la Libération sont tous évacués et certains peuvent reprendre leurs fonctions début 1945; d'autres restent toutefois fermés en

---

116. Paola BRUNDU, "L'Espagne franquiste et la politique étrangère de la France au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale", *Relations internationales*, n° 50, été 1987, pp. 165-181, et Anne

raison de troubles ou de menaces, comme à Toulouse, Perpignan, Tarbès, Bayonne ou Agen <sup>117</sup>. La Chambre de commerce espagnole de l'avenue de l'Opéra à Paris, occupée fin 1944 par des membres de sa Commission exécutive élus en février 1938, est évacuée début 1945 et les clés remises au chargé d'affaires espagnol. Des écoles espagnoles à Pau et Bayonne sont également occupées par les réfugiés, ainsi qu'un local à Mostaganem dépendant du consulat espagnol d'Oran. Exemple des incertitudes de la politique française vis-à-vis de l'Espagne en 1945, Georges Bidault, soutenu par de Gaulle, passe outre à la résolution de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée et signe un accord économique avec Madrid le 15 septembre ; dans la période de pénurie où se trouve la France, cet accord présente de grands avantages pour le pays : en échange de phosphates, de ferraille, d'électricité et de matériel mécanique, la France reçoit des pyrites -indispensables à la fabrication des engrais agricoles-, des produits alimentaires, des textiles et un crédit remboursable en trois ans <sup>118</sup>.

Irrité par l'activité incessante des réfugiés en France et de la protection dont ils bénéficient auprès de nombre de personnalités et de pouvoirs locaux, Madrid se plaint constamment auprès du Délégué français en Espagne <sup>119</sup>. La presse espagnole mène régulièrement des campagnes de presse contre "les Espagnols réfugiés [qui] provoquent des désordres dans le Sud de la France" ; elle prétend qu' "une bonne partie de la France est dominée par les Rouges espagnols" et parle des "écoles de terrorisme en France", prenant prétexte de l'occupation des consulats espagnols, des effectifs de guérilleros proches de la frontière et des incursions de ceux-ci dans la péninsule <sup>120</sup>. Les relations entre la France et l'Espagne, envenimées par les rapports privilégiés des gouvernements issus de la

---

DULPHY, "La politique de la France à l'égard de l'Espagne franquiste, 1945-1949", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 1988, pp. 123-140.

117. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 5, pp. 17-20.

118. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 82, p. 280.

119. Aide-mémoire du Délégué français en Espagne, 20 juin 1945 (AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 82, pp. 188-189).



Résistance avec les républicains espagnols et les nombreuses interventions du Quai d'Orsay en faveur de militants antifranquistes emprisonnés en Espagne, se tendent sous la pression d'une forte mobilisation de l'opinion française, pour aboutir à la fermeture de la frontière franco-espagnole. La fermeture est décidée le 1<sup>er</sup> mars 1946 par le gouvernement français, à la suite de l'exécution en Espagne de Cristino García, chef de maquis dans les Cévennes, et de onze autres antifranquistes, pour la plupart anciens combattants de la Résistance en France. La fermeture de la frontière entre les deux pays s'applique aux personnes, aux correspondances postales et télégraphiques et aux marchandises, avec certaines exceptions pour les diplomates, la Croix-Rouge, les Portugais qui veulent regagner leur pays et les Français désirant rentrer en France. Par ailleurs, la France poursuit une stratégie active sur le plan international pour attirer l'attention de ses alliés anglais et américains sur les "dangers que la situation actuelle en Espagne fait courir à la sécurité internationale" et pour les inciter à l'adoption d'une attitude commune à l'égard de l'Espagne franquiste <sup>121</sup>. Ces démarches aboutissent à une déclaration américano-franco-anglaise du 4 mars 1946, connue sous le nom de "note tripartite", qui manifeste le souhait que "les dirigeants espagnols, patriotes et libéraux, réussissent à provoquer la retraite pacifique de Franco" <sup>122</sup> ; les trois gouvernements affirment cependant leur intention de ne pas intervenir dans les affaires intérieures de l'Espagne. Paris multiplie les notes auprès de ses alliés afin que la question espagnole soit posée devant les instances internationales ; aussi l'Assemblée générale de l'ONU du 12 décembre 1946 condamne-t-elle le régime franquiste et recommande-t-elle à tous les membres des Nations-Unies de retirer leurs ambassadeurs. Il est demandé à ces pays que

si, dans un délai raisonnable, l'Espagne n'est pas pourvue d'un gouvernement tenant ses pouvoirs du consentement des gouvernés, et s'étant engagé

---

120. *Ya et Arriba !* en octobre 1944 (AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 34) et A.B.C. du 24 mars 1946 (*Idem*, vol. 83).

121. *Le Monde*, 27 février 1946, p. 1.

122. *Le Monde*, 6 mars 1946, p. 1.

à respecter la liberté du peuple, de religion et de réunion, à organiser des élections ... de rappeler immédiatement leurs ambassadeurs et ministres plénipotentiaires accrédités à Madrid <sup>123</sup>.

### **c) Normalisation des publications espagnoles**

Pour paraître légalement, la presse républicaine espagnole doit demander, comme le prévoit alors la loi sur la presse, une autorisation de paraître. Il ne s'agit pas d'interdire toute expression des réfugiés espagnols mais de limiter le nombre de publications, afin de respecter un équilibre représentatif des diverses tendances politiques et linguistiques, de manière à pouvoir répartir les stocks de papier. C'est ce qu'indiquent tous les documents officiels : ainsi, en Haute-Garonne, la correspondance entre le ministre de l'Information, le Préfet et le service des Renseignements généraux témoigne seulement de ces deux préoccupations <sup>124</sup>. La question se pose d'ailleurs dans les mêmes termes pour la presse française, comme le montrent nombre de débats parlementaires où la préoccupation constante est de parvenir à l'instauration d'un équilibrage des publications en termes politiques <sup>125</sup>.

Comme l'indique Jean Peyrade, ancien directeur régional de l'Information de Toulouse, il paraît "souhaitable que les émigrés espagnols puissent avoir quelques journaux rédigés dans leur langue et exprimant leurs idées" ; aussi, les directions de Toulouse et de Montpellier s'appliquent-elles à constituer des dossiers d'autorisation de paraître. A partir de mars 1946, des journaux reçoivent l'autorisation de paraître ; à Toulouse, il s'agit par exemple de *C.N.T.*, *Boletín de la Unión general de trabajadores*, *El Socialista* et *España*

---

123. AN F7 15589.

124. ADHG 1020 W 31, citée par Olga MUÑOZ, *La presse espagnole publiée à Toulouse à la Libération*, mémoire de maîtrise, Université de Toulouse-le-Mirail, 1987, pp. 40-54, note pour laquelle la dérogation a été refusée en décembre 1990.

125. *Histoire générale de la presse française*, op. cit., t. IV, De 1940 à 1958, pp. 314-315.

libre. Nombre des autorisations de paraître sont signées le 9 mars 1946 par Gaston Defferre, alors ministre de l'Information ; en plus des quatre titres cités pour la région de Toulouse, d'autres publications, comme *Solidaridad obrera* de la CNT ou *La Humanitat* de la *Esquerra republicana de Catalunya*, reçoivent ce même jour une autorisation de paraître.

A l'appui de leur demande d'autorisation de paraître, les responsables des journaux doivent remplir un questionnaire ainsi qu'une déclaration sur la parution éventuelle du journal pendant la période de la guerre. Au lendemain de la Libération, ce type de procédure obéit au souci de restructuration de la presse et permet de faire barrage aux publications qui ont continué à paraître sous l'Occupation ; elle répond aussi aux prescriptions du fameux *Cahier bleu* relatives à la presse nouvelle élaborées dans la clandestinité<sup>126</sup>. Le questionnaire comprend, pour chaque titre, le siège social et la périodicité du journal, le nom et l'adresse du propriétaire, des indications sur l'équipe rédactionnelle -avec la mention de ceux de ses membres qui possèdent la carte professionnelle-, la situation matérielle du journal (imprimerie, données techniques), sa situation politique, son éventuelle parution pendant l'Occupation. Le directeur régional à l'Information transmet questionnaire et déclaration au ministère, avec un autre formulaire qui indique la situation du papier et donne des informations complémentaires sur le journal et son équipe rédactionnelle ; précision est donnée aussi s'il y a d'autres journaux autorisés de même type et si la publication correspond à un besoin réel de la population. Des commentaires des services de police ou des Renseignements généraux sur les directeurs et rédacteurs

---

126. Directives sur l'information, la presse, la radio, le cinéma et la propagande, élaborées par la Résistance métropolitaine et promulguées à Alger en 1944, puis à Paris lors de la libération de la France.

des publications s'ajoutent à ce dossier ; le ministère des Affaires étrangères donne également son avis sur "l'opportunité et la nécessité de la parution"<sup>127</sup>.

L'autorisation comporte des prescriptions techniques précises concernant la périodicité, le format, le nombre de pages et le tirage ; surtout, elle alloue au journal, en fonction des éléments qui précèdent, un contingent mensuel de papier<sup>128</sup>. Lorsqu'un élément constitutif du journal est modifié, que ce soit le nom du directeur ou l'un quelconque des paramètres matériels (périodicité, format, nombre de pages ou tirage), les responsables de la publication doivent en aviser le service de la presse étrangère de la Direction des services de presse au ministère de l'Information qui donne alors une autre autorisation de paraître correspondant à ces nouvelles données<sup>129</sup>. Des dossiers concernant vingt-neuf journaux espagnols ont été conservés par le service et permettent de suivre la vie de ces publications<sup>130</sup>. On trouve mention d'attribution mensuelle de papier dans les dossiers consultés jusqu'en 1951 ; au-delà de cette date, le service de la presse étrangère continue de suivre la vie du journal, car l'arrêté du 9 août 1950, complété par la circulaire d'application du 30 septembre 1950, prescrit à tout directeur de périodique de

faire parvenir avant le 1<sup>er</sup> mars de chaque année, au ministre de l'Information, des renseignements concernant son tirage, sa vente et sa

---

127. Dossier de *El Socialista* : lettre du ministre de l'Information au directeur régional, 7 février 1945 (AN, INF 937).

128. L'ordonnance du 30 septembre 1944 confère au ministre de l'Information le soin de répartir le papier entre les journaux, de définir le format, la pagination et la périodicité. Cette fonction est prolongée de 1946 à 1950 et prorogée en 1951 jusqu'en 1958 (Jean-Marie CHARON, *La presse en France de 1945 à nos jours*, Paris, éditions du Seuil, 1991, p. 63).

129. Nous appelons du terme générique de ministère l'autorité administrative responsable, qui a été, selon les dates, ministère à part entière ou secrétariat d'Etat -indépendant ou rattaché à la présidence du Conseil- ou Direction de l'Information rattachée à un autre ministère (comme celui de la Jeunesse, des Arts et Lettres, chargé des services de l'Information en 1947).

130. AN INF 936 et 937. Le service de la presse étrangère est localisé 104 avenue des Champs-Élysées puis 34-36 avenue de Friedland ; il dépend en fait du Service juridique et technique de l'Information (SJI), directement rattaché au Président du Conseil -et au Premier ministre après 1962- et mis à la disposition du ministre de l'Information.

consommation de papier ; à cette déclaration doit être joint le dernier exemplaire paru <sup>131</sup>.

A la suite de la normalisation de la presse espagnole intervenue en 1945, on constate une certaine stabilisation du nombre de titres publiés. Plus de 130 titres paraissent en 1946 et en 1947 ; ce chiffre s'abaisse au-dessous de cent à partir de 1948 pour ne plus jamais le dépasser par la suite et se stabilise autour de la cinquantaine de titres. Le nombre de titres espagnols dépasse en tout cas largement le chiffre de dix-neuf fixé conjointement par le ministère des Affaires étrangères et le service de la presse étrangère du ministère de l'Information <sup>132</sup>. En effet, bien que beaucoup de publications espagnoles paraissent encore sans autorisation préalable, comme en témoigne le nombre relativement restreint de dossiers ouverts au ministère de l'Information, les créations de périodiques ne cessent de diminuer : elles passent de plus de soixante par ans en 1946 à une douzaine en 1949 et à quelques unités en 1950 ; parallèlement, le nombre de disparitions de titres se réduit constamment et passe d'une cinquantaine en 1946 à un peu plus d'une quinzaine en 1949 à la fin des années quarante, ce qui marque une certaine stabilisation et l'émergence de titres réguliers et durables.

Le poids des publications indépendantes ou d'associations diminue au profit de celles qui défendent une option politique précise et qui émanent de tout l'éventail idéologique des exilés ; les publications anarchistes s'affirment comme les plus nombreuses, suivies par celles éditées par les Catalans, les socialistes, les communistes, l'UGT, les Basques et les républicains. A partir de 1946, Paris est la ville où se publient le plus de titres espagnols et distance alors largement Toulouse : dans ces deux villes se publient respectivement, en 1946, une cinquantaine de titres et une bonne vingtaine ; ce sont près de 75 titres qui se

---

131. Circulaire de Fernand TERROU, chef du Service juridique et technique de la presse, 5 janvier 1953 (AN, INF 936). Malheureusement, seuls les principaux titres de la presse espagnole de l'exil ont satisfait à ces exigences et les dossiers ne sont pas complets car n'y figurent qu'exceptionnellement des exemplaires des publications.

publient dans la capitale en 1947 et toujours une vingtaine dans la métropole méridionale. La distance ne s'amenuise nullement et l'on compte, en 1948, une soixantaine de titres à Paris et une quinzaine à Toulouse ; en 1949 et en 1950, ce sont environ une trentaine dans la première ville et une douzaine dans la seconde. Quelques journaux, notamment communistes, déplacent en effet leur rédaction et leur administration de Toulouse vers Paris et c'est dans la capitale que siègent les gouvernements républicain, catalan et basque, plus proches ainsi des pouvoirs publics français et des organismes internationaux ; la plupart des mouvements politiques espagnols d'importance s'efforcent d'avoir une double implantation pour leurs organes de direction. Le troisième pôle de l'activité espagnole est Perpignan où se publient une petite dizaine de titres en 1946, surtout catalans mais ce chiffre diminue régulièrement jusqu'en 1950. La place de l'Algérie se réduit jusqu'à ne plus abriter aucune publication républicaine espagnole à partir de 1948 ; ainsi *El Socialista* et *Solidaridad obrera* d'Alger cessent-ils d'être publiés en 1947 et *Renovación* des Jeunesses socialistes quitte-t-elle Oran pour Toulouse en cette même année 1947<sup>132</sup>. Les autres lieux de publication sont très dispersés ; ils se situent parfois dans de petites localités, autour d'une équipe de rédaction, comme *Méduse* éditée à Bruges, dans les Basses-Pyrénées, chez le poète Jacinto-Luis Guereña, ou *Euzko-Jakintza* à Sare, dans le même département, chez José Miguel de Barandiarán.

C'est au cours de cette période de "normalisation" de la presse espagnole que la plupart des titres qui seront les plus durables et sortiront le plus grand nombre de numéros obtiennent l'autorisation de paraître ; tels *Alderdi*, publication du *Partido nacionalista vasco* (PNV), le *Boletín de la Unión general*

---

132. Lettre du ministre des Affaires étrangères au ministre d'Etat, service de la presse, presse étrangère, 25 avril 1950 (AFI, INF 937).

133. En 1947, un contingent global de deux tonnes et demi de papier était attribué à cinq journaux de langue espagnole paraissant en Algérie : *El Socialista*, *Renovación*, *Juventud*, *España republicana* et *España popular*. Lorsque *Renovación* quitte Oran pour Toulouse, l'attribution de papier est livrée directement dans cette dernière ville (lettre du secrétaire d'Etat à l'Information au gouverneur général de l'Algérie, 22 avril 1948, AN INF 936).

**CREATIONS ET DISPARITIONS DE PERIODIQUES**

ANNEES	NOMBRE DE CREATIONS	NOMBRE DE DISPARITIONS
1936	1	
1938	2	1
1939	38	31
1940	1	10
-----		
1941	8	3
1942	17	16
1943	15	8
-----		
1944	55	28
1945	101	75
1946	63	51
1947	48	49
-----		
1948	17	42
1949	12	19
1950	5	17
1951	8	4
1952	12	16
1953	9	7
1954	11	6
1955	22	14
1956	13	12
1957	5	6
1958	10	8
1959	5	8
1960	5	7
1961	11	19
1962	9	2
1963	9	4
1964	9	7
1965	9	16
1966	15	14
1967	7	10
1968	6	7
1969	7	9
1970	10	13
1971	12	10
1972	13	12
1973	7	10
1974	10	16
1975	5	16
1976	1	9
1977	1	6
1979	0	4
1980	0	1
1982	1	2
1983	1	1
1984	1	1
1986	0	1
1987	1	1

**NOMBRE DE TITRES PUBLIES ANNUELLEMENT <sup>134</sup>**

1936	1
1937	1
1938	3
1939	40
-----	
1940	5
1941	9
1942	25
1943	23
-----	
1944	69
1945	<i>144</i>
1946	<i>134</i>
1947	<i>131</i>
-----	
1948	93
1949	64
1950	51
-----	
1951	40
1952	47
1953	37
1954	37
1955	56
1956	55
1957	53
1958	56
1959	52
-----	
1960	48
1961	56
1962	47
1963	54
1964	61
1965	61
1966	59
1967	54
1968	48
1969	49
1970	52
1971	48
1972	53
1973	48
1974	48
1975	42
-----	
1976	28
1977	18
1978	12
1979	12
1980	9

134. Les années où se publient plus de cinquante périodiques sont indiquées en gras ; celles où existent plus de cent publications sont, de plus, en italiques.



*de los trabajadores, Mundo obrero* du PCE, *Renovación de la Juventud socialista española (JSE)*, *España libre* de la tendance "collaborationniste" de la CNT, *Solidaridad obrera* et *C.N.T.* de la tendance "apolitique" de la CNT, *El Socialista* du PSOE ou *Endavant* de la *Esquerra republicana de Catalunya*.

#### **4. Les années difficiles : des interdictions de 1950 à celles de 1961**

Une série d'interdictions est prononcée par le gouvernement français en 1950 contre les publications communistes espagnoles ; la cause essentielle n'en est pas la possible non conformité de certaines d'entre elles avec la législation sur la presse -de nombreuses autres publications dans le même cas sont tolérées- mais ces suspensions s'inscrivent dans le cadre de l'interdiction des organisations communistes espagnoles en septembre 1950. Ensuite, avec le rétablissement de relations diplomatiques normales avec la France, le régime franquiste n'a de cesse de réclamer de celle-ci l'interdiction de toute activité politique des réfugiés et, plus particulièrement, de leur presse. Une analyse des relations bilatérales officielles entre Paris et Madrid est nécessaire pour comprendre dans quel cadre s'inscrit l'activité de propagande des républicains espagnols en France.

##### **a) Interdiction des publications communistes**

En 1950, la vie politique française est surdéterminée par la guerre froide, exacerbée par le déclenchement de la guerre de Corée, et l'on redoute en France une vaste entreprise de subversion communiste ; l'on craint précisément que les groupes communistes espagnols existant en France servent de masse de manoeuvre au PCF au moment d'une offensive soviétique. Une synthèse

Elaboré en août 1952 par le ministère de l'Intérieur résume bien la préoccupation des gouvernements français à partir de 1947 :

Depuis la Libération de la France et la "démilitarisation" des formations de Résistance, le PCE, sous couvert de préparation d'une action violente en territoire espagnol, utilisait ses organisations para-militaires (AMERE<sup>135</sup>, Amicale des anciens FFI et Résistants espagnols<sup>136</sup>, "Hôpital Varsovie"<sup>137</sup>...) sous la dénomination d'EPRE (Armée populaire républicaine espagnole) pour un vaste plan de soutien du Parti communiste français dans le Sud de la France.

Dans la région Sud-Ouest avait été constituée une véritable formation clandestine à caractère militaire. Placée sous les ordres directs du Kominform, elle était prête à entrer en action soit pour former un écran s'interposant entre notre pays et la Péninsule ibérique, soit pour fomenter à l'intérieur de la France une insurrection armée en servant de cadres aux militants communistes français et en appuyant leur action.

Le Kominform fondait de grands espoirs sur cette organisation espagnole en raison de l'expérience de la guerre civile acquise par les intéressés en Espagne, de 1936 à 1939, et de la pratique des maquis durant l'occupation allemande de la France...<sup>138</sup>.

Le PCE est, selon les services français de police, doté en France d'une organisation militaire clandestine, dirigée par les généraux Juan Modesto, Enrique Lister, Ignacio Hidalgo de Cisneros et Luis Fernández<sup>139</sup> ; l'état-major est composé des généraux Antonio Cerdón García et Juan Blázquez Arroyo ainsi que des colonels José García Acevedo et Fernando Claudín<sup>140</sup>. Sur ordre du PCF,

---

135. L' AMERE est l'Agrupación militar del Ejército republicano español, créé par le PCE en 1945 lorsqu'est dissoute l'Agrupación militar de la República española (AMRE). Cette dernière fondée en 1944 par le général J. Hernández Saravia et quelques officiers républicains pour recenser les cadres de l'armée républicaine espagnole en exil est dissoute lorsque le général Hernández Saravia est nommé ministre de la Défense du gouvernement Giral (AN F7 15.589). Voir dans *La presse de l'exil : corpus. Notices par titres*, à *Armas y letras* et à *Cultura militar*.

136. Voir dans *La presse de l'exil : corpus. Notices par titres*, à *Nuestro combate*.

137. *La presse de l'exil : corpus. Notices par titres*, à *Anales del Hospital Varsovia*.

138. *Les Espagnols en France, doc. cli.*, AMI, 8931 MI 6.

139. Voir leur notice biographique dans *La presse de l'exil : corpus. Notices par titres*, à *Cultura militar* et *Nuestro combate*.

140. "Le PCE en France en 1950", AMI, MI 89/67/3 (CAC 890576), et "Les Espagnols en France", AMI, 8931 MI 6. Selon d'autres sources, les renseignements généraux de Haute-Garonne, cette organisation clandestine serait sous la direction du capitaine Ramón Calvo *Solet*, adjoint du général Enrique Lister -*El Lobo, le Loup* (ADHG, 2042/231, 308 W). Un rapport conservé aux Archives nationales indique que Fernando Claudín a été désigné fin 1949 par le PCF pour réorganiser l'EPRE (AN, F7 15589).

le PCE aurait mis sur pied un dispositif militaire d'alerte, basé sur la section communiste du canton ou de l'arrondissement, à charge pour le parti espagnol de contrôler la région pyrénéenne et pré-pyrénéenne en cas de conflit ; un dispositif militaire général, basé sur la fédération communiste de chaque département, où les communistes espagnols coopéreraient avec leurs camarades français, compléterait l'ensemble. La crainte fondamentale est que les militants du PCE servent de troupes de choc pour le PCF car l'on pense que

le PCF compte surtout sur les groupes espagnols en cas de troubles en France... Selon des renseignements sûrs, le but secret du PCF est de se servir des groupes communistes espagnols sur notre sol au moment opportun et non de les diriger sur l'Espagne <sup>141</sup>.

Cette formation militaire clandestine aurait compté de 6 à 8.000 hommes, répartis dans toute la France, mais dont le champ principal d'action se trouverait dans la région pyrénéenne et les Landes. Cette organisation bénéficierait du soutien des militants affiliés au PCE et à ses organisations annexes et elle dispose déjà, à Toulouse, de l'Hôpital Varsovie, dont le personnel soignant est généralement membre du PCE ; elle peut compter également, pour le rassemblement des troupes -disséminées pour la plupart dans des chantiers forestiers pyrénéens- et pour le transport des armes, sur l'aide logistique de la Société forestière du Midi, nouveau nom de la Société d'exploitation forestière Fernández et Valledor, créée en 1945 par le général des guérilleros Luis Fernández Juan. Cette entreprise forestière travaille, à la fin des années quarante, dans des chantiers dont les plus importants sont situés dans la Lozère, la Haute-Garonne, les Landes et l'Ariège ; dirigée dans l'Aude dès décembre 1940 par José Antonio Valledor -qui la transfère dans l'Ariège en août 1942- cette entreprise a très probablement été le premier centre politico-militaire de Résistance du PCE en zone Sud pendant la guerre mondiale. Cette entreprise, dirigée à la Libération par le général Luis Fernández et le colonel Valledor, emploie dès lors d'anciens

---

141. "Le PCE en France en 1950", AML, M1 89/67/3.

guérilleros et devient le premier fournisseur de bois de traverse de la SNCF <sup>142</sup>.  
La conclusion est que le PCE est

assuré d'avoir à tout moment des troupes sûres, commandées par des cadres entraînés et parfaitement éduqués, disposant de matériels soigneusement camouflés, des armes, des munitions et des moyens de liaison radio-électriques qui lui permettraient d'occuper et de tenir dans une région où il s'est ménagé d'ores et déjà de nombreux points d'appuis (chantiers forestiers, fermes) tout un secteur stratégique <sup>143</sup>.

La découverte, début 1950, d'un dépôt d'armes, à Barbazan en Haute-Garonne précipite les décisions gouvernementales : sept tonnes d'armes et munitions provenant du bataillon de guérilleros stationné dans les environs, celui qui a tenté l'invasion du Val d'Aran en octobre 1944 ; cette découverte vient après celle du dépôt d'armes, deux ans auparavant, effectuée par le 3<sup>e</sup> bataillon de

... les-Bains, à quelque distance de Quillan dans l'Aude.  
... de police découvrent à Toulouse, chez un  
... ouvrages de propagande communiste  
... même département, un important  
matériel radio-électrique, des archives, notes techniques. Ces armes, héritées en grande partie de la Résistance et de la Libération, ce matériel de propagande et de radio, destinés prioritairement à des actions en Espagne, apportent une consistance, dans le contexte tendu de la guerre froide, à la thèse du PCE considéré comme massé de manoeuvre du PCF. Dès lors, une action contre le PCE s'impose à défaut d'une intervention contre le PCF, même si les services de police reconnaissent par-devers eux qu

ces activités clandestines diverses ... ont été démesurément grossies par les agents franquistes et français pour donner plus de valeur à leur activité dans le domaine de l'espionnage ou du contre-espionnage ou pour d'autres raisons que nous n'avons pas à exposer ici <sup>144</sup>.

142. AN, F7 15589 et ADHG, 1278 W 8.

143. "Le PCE en France en 1950", AMI, M1 89/67/3.

144. *Ibid.*

En raison du danger que les organisations communistes espagnoles sont censées représenter pour le gouvernement, une vaste opération de police, désignée sous le nom de code "Boléro-Paprika", est lancée à partir du 2 septembre 1950, principalement dans le Sud-Ouest <sup>145</sup>. Cette opération touche 256 communistes espagnols, parmi lesquels :

tous les dirigeants connus du PCE en France, tout le personnel de l'Hôpital Varsovie, tous les chefs de chantiers et de service de l'entreprise Fernández-Valledor, ainsi que les dirigeants de l'Amicale des Anciens FFI et Résistants espagnols et des autres associations d'obédience communiste <sup>146</sup>.

Si tous les dirigeants du PCE ne sont pas arrêtés ainsi que le prétend la note <sup>147</sup>, les Espagnols appréhendés ont le choix entre le départ pour un pays de l'Est européen et la résidence surveillée en Corse ou dans le Sud algérien. Neuf organisations sont dissoutes : le PCE, le PSUC, le Parti communiste d'Euzkadi, les Amis de *Mundo obrero*, l'Amicale des Anciens FFI, *Mujeres antifascistas*, l'UGT pro-communiste, la *Juventud socialista unificada* et *Solidaridad española*. Dix journaux publiés par ces mouvements sont interdits de circulation, mise en vente et distribution sur toute l'étendue du territoire français : *Mundo obrero* et *Nuestra Bandera* du PCE, *Llulla* du PSUC, *Euzkadl roja* du Parti communiste d'Euzkadi, *Cultura y democracia*, *El Obrero español* de l'UGT, *Mujeres antifascistas españolas*, *Juventud de la JSU*, *Solidaridad española* et *Partidarios de la paz* du Mouvement espagnol pour la paix <sup>148</sup>.

Après la désorganisation des premiers mois suivant l'opération "Boléro-Paprika", les organisations communistes se réorganisent en vue d'une

145. Si la synthèse de 1952 parle du 7 septembre (AMI, 8931 MI 6), c'est l'indication de date donnée dans une note transmise par le ministre de l'Intérieur au ministre des Affaires étrangères le 4 juin 1951 (AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 134, pp. 185-189).

146. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 134, *ibid.* La synthèse du ministère de l'Intérieur de 1952 parle de 285 arrêtés d'expulsion pris à l'encontre de ressortissants espagnols.

147. David Wingeate PIKE, *Jours de gloire, jours de honte*, op. cit., p. 230.

148. L'arrêté du 7 septembre 1950 para dans le *Journal officiel* du 9 septembre, pp. 9691 et 9692, dissout le PCE, le PSUC, les Amis de *Mundo obrero* et interdit *Mundo obrero* ; l'arrêté du 27

activité clandestine ; si le Comité central du PCE siège à Prague, un Comité clandestin de libération de l'Espagne se constitue à Paris, dirigé notamment par Antonio Mije et Juan Modesto Guilloto. Un système fortement centralisé se met en place, avec l'appui du PCF et de ses organisations annexes ; il est fondé de la base au sommet sur le principe de la troïka et comprend un responsable politique, un secrétaire à l'organisation et un secrétaire à l'agitation et à la propagande ainsi que des agents de liaison intervenant à tous les échelons géographiques. L'activité du PCE, devenue secrète, s'appuie dans son aspect public sur le PCF et ses organisations proches, CGT, Union des femmes françaises ou Partisans de la paix. Les membres de l'UGT-JC, scission pro-communiste de l'UGT, s'intègrent dans les groupes de langue de la CGT après la dissolution de celle-ci <sup>149</sup>.

La propagande écrite du PCE redevient également active. *Mundo obrero* et *Euzkadi roja* reparaissent clandestinement. Dès 1951, la Direction de la surveillance du territoire du secteur toulousain signale des infractions à l'interdiction de circulation et de diffusion du journal interdit *Mundo obrero* : en Haute-Garonne et dans les Landes en 1951, dans le Lot-et-Garonne et dans le Tarn-et-Garonne début 1952 ; à Puigcerdà, frontière espagnole, en janvier 1952, un militant est intercepté avec cinquante enveloppes contenant des exemplaires de *Mundo obrero* pour les habitants de cette localité. *Mundo obrero* clandestin, imprimé en petits caractères sur papier bible, est diffusé également dans les milieux communistes du bassin houiller de l'Aveyron, autour de Decazeville <sup>150</sup>. *Mundo obrero* reparaît dans le Gers ce même mois, envoyé semble-t-il dans le département à l'intérieur même de *L'Humanité* et "passerait de main en main selon une chaîne établie par le PCE".

---

octobre 1950 dissout le PC d'Euzkadi, l'UGT-JC, la JSU et *Solidaridad española* et interdit *Euzkadi roja*, *El Obrero español*, *Juventud* et *Solidaridad española*.

149. *Les Espagnols en France, doc. cit.*, AMI, 8931 MI 6, pp. 56-57 et lettre du ministre de l'Intérieur au ministre des Affaires étrangères du 3 octobre 1953, AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 137, pp. 8-11.

150. ADHG, 2731/81, 601 W.

Des numéros sont également diffusés largement dans le nord de l'Espagne et Madrid se plaint auprès de l'ambassadeur français ; aussi, le ministère de l'Intérieur demande-t-il une enquête à ce sujet en mai 1951. On apprend ainsi que, dans la Haute-Garonne, au terme de six mois de réorganisation, environ mille militants sont entrés dans la clandestinité, regroupés en cellules de cinq à six membres et diffusent la presse clandestine. Dix exemplaires seulement de *Mundo obrero* arriveraient à Toulouse depuis février 1951, répartis entre autant d'équipes de militants sûrs ; un journal est donné à chaque équipe, le premier militant doit le lire dans la journée, prendre des notes et le remettre au suivant le lendemain et chaque lecteur n'en connaît que deux autres. Une fois le journal lu par toute l'équipe, il revient au comité et il est recommandé aux militants de ne pas le montrer ou parler de son contenu à un tiers ; chaque lecteur donne 50 F. par mois pour le journal qui arriverait à Toulouse par courrier ordinaire <sup>151</sup>. Avant sa dissolution, le PCE envoyait clandestinement à la résistance antifranquiste en Espagne un modèle de *Mundo obrero* qu'il ne diffusait pas en France ; depuis, estimant que sa lutte est tout aussi clandestine en France qu'en Espagne, il diffuse le même journal dans les deux pays <sup>152</sup>. Plusieurs hypothèses sont en présence quant au lieu -successif ou simultané- de fabrication du journal : "Espagne, Prague, Paris (la Maison des syndicats de la région parisienne ou l'imprimerie du Croissant qui édite *L'Humanité*), Bruxelles ou Bucarest.

*Mundo obrero* continue d'être diffusé clandestinement, en France, dans différentes régions, quasiment pendant toute la période franquiste<sup>153</sup>. Pourtant, la Direction de la surveillance du territoire ne relâche pas ses efforts pour tenter d'appréhender et faire écrouer des militants du PCE, inculpés de diffusion de journaux interdits ; ainsi à Paris en 1951 et à Carmaux en 1955 où des

---

151. *Ibid.*

152. Ainsi, en juillet 1951, 5.000 exemplaires de *Mundo obrero* sont-ils expédiés de Marseille sous enveloppes ordinaires destinées à des particuliers demeurant au Pays basque espagnol.

153. AMAE, série Europe 1956-1960, sous-série Espagne, vol. 260.

perquisitions sont effectuées chez des Espagnols sympathisants communistes <sup>154</sup>. La surveillance s'exerce sur les publications interdites du PCE et du PSUC et sur celles qui ont pu les remplacer, comme le *Bulletin d'information sur la Jeunesse d'Espagne* qui est vraisemblablement la reprise de *Juventud* et est diffusé clandestinement. Des colis postaux contenant *Mundo obrero* sont saisis à Rouen en novembre 1954, à Toulouse en avril 1958, à Auxerre et à Sens en mai 1958, à Marseille en juillet 1959 et à Lyon en octobre 1959. Des poursuites pour distribution de journaux interdits sont engagées contre une trentaine de réfugiés. Plus nombreuses encore sont les poursuites pour reconstitution d'associations dissoutes : une soixantaine de mesures d'expulsion sont prononcées entre 1954 et 1960, mais comme les réfugiés ne peuvent être renvoyés dans leur pays ils sont assignés à résidence. En 1954, dans les Pyrénées-orientales, quatorze condamnations sont prononcées dont douze mesures d'expulsion assorties d'assignations à résidence et, dans les Basses-Pyrénées, dix-huit inculpations dont dix-sept expulsés et assignés ; en 1954 encore, en Algérie, trente-huit inculpations, seize condamnations et six expulsions, et, dans le Nord, huit militants appréhendés, quatre écroués mais des non-lieux sont prononcés. En 1960, la situation de quarante-neuf personnes est en cours d'examen. D'autres arrêtés d'expulsion ont été pris : six en 1958, huit en 1959 et dix en 1960 <sup>155</sup>. Ainsi, le PCE en exil placé hors-la-loi en 1950 en France, ne récupérera-t-il d'existence légale qu'en 1977 en Espagne.

**b) Les pressions grandissantes de l'Espagne au sujet des réfugiés républicains en France, 1951-1961**

Le régime franquiste remporte ses premiers succès internationaux en 1950, année-clé pour sa survie : les États-Unis consentent un

---

154. ADHG, 2731/B1, 601 W.

155. Lettre du ministre de l'Intérieur au ministre des Affaires étrangères, 14 janvier 1961 (AMAE, série Europe 1960-1961, sous-série Espagne, en cours de classement).



prêt à l'Espagne en août et, en novembre, l'ONU annule sa résolution du 12 décembre 1946, ce qui laisse les pays libres de rétablir des relations diplomatiques avec l'Espagne. Aussi, à partir de 1951, Franco met-il à profit le contexte de tension internationale et, fort des succès qu'il vient de remporter, multiplie-t-il les doléances auprès de la France avec laquelle des relations diplomatiques normales ont été rétablies en janvier de cette année-là. Un retour en arrière s'impose pour tenter d'analyser comment les relations franco-espagnoles, de fait puis officielles, influent sur les conditions d'expression des réfugiés républicains en France ; il est intéressant de constater, depuis la fin de la guerre mondiale, l'augmentation régulière du nombre de doléances franquistes au sujet des activités politiques et culturelles des réfugiés espagnols en France et de saisir comment la politique de la France vis-à-vis des réfugiés est de plus en plus conditionnée par l'instauration puis par le maintien de bonnes relations avec l'Espagne.

Même à l'époque des relations "de fait" -non officielles- avec la France, l'Espagne franquiste se plaint auprès du Délégué français dans la Péninsule ibérique de l'activité des réfugiés en France et de la protection dont ils bénéficiaient, et la presse espagnole mène régulièrement de fortes campagnes de presse contre "les Rouges espagnols". Après le caractère incertain, dicté par des considérations réalistes, de la politique française vis-à-vis de l'Espagne franquiste en 1945, Paris soutient ouvertement les républicains espagnols contre Franco, ferme la frontière commune le 1<sup>er</sup> mars 1946 et en déploie une active stratégie internationale contre Franco ; si le gouvernement français a poussé les réfugiés à la restitution des locaux officiels espagnols, il met en revanche, en 1947, l'appartement du 35 avenue Foch frappé de réquisition à la Libération, à la disposition des institutions républicaines reconstituées dans l'exil et installées à Paris depuis 1946. Mais la condamnation du régime espagnol émise par l'Assemblée générale de l'ONU le 12 décembre 1946 est surtout morale et la France ne peut que constater les réticences de ses alliés à définir des sanctions

précises et leur souci primordial de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays tiers <sup>156</sup>.

A propos de la fermeture de la frontière franco-espagnole, le Quai d'Orsay qui reçoit de nombreuses plaintes et des demandes de dérogations, particulièrement de la colonie française d'Espagne, plaide assez rapidement pour le réalisme ; car s'il ne souhaite pas que le régime de Franco perdure, il lui importe, compte tenu des divisions de l'opposition antifranquiste, d'en tenir compte, comme le font les Anglais et les Américains, afin de ne pas faire perdre à la France ses positions économiques en Espagne <sup>157</sup>. A la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée, Georges Bidault déclare que d'autres pays continuent de commercer avec l'Espagne et que, seule, la France se trouve en état d'infériorité dans la péninsule <sup>158</sup> ; Franco menace d'autre part à la rentrée 1947 de fermer le lycée français de Madrid. Des mesures dérogatoires successives à la fermeture frontalière sont prises et, dès l'été 1947, le quai d'Orsay, passant outre aux hésitations qui retiennent certains milieux politiques, surtout socialistes et communistes, décide de rouvrir la frontière ; mais de nombreux mois sont nécessaires pour y parvenir : ce n'est que le 5 février 1948 qu'un accord est signé avec l'Espagne pour une réouverture de la frontière à partir du 10 février. De fait, au dire même de responsables du ministère des Affaires étrangères,

la réouverture de la frontière constitue l'aveu d'un calcul politique erroné... Cette marche en arrière imposée par des nécessités économiques supérieures ne constitue pas une réussite brillante de la politique extérieure de la France <sup>159</sup>.

Cette mesure de fermeture frontalière de deux années, exceptionnelle entre pays européens, témoigne en effet d'un compromis : entre

---

156. *Le Monde*, 2, 6, 14, 24/25, 27, 28 mars et 12 avril 1946.

157. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 5, pp. 93-97.

158. *Le Monde*, 10/11 août 1947.

159. Note de renseignements du 19 février 1948 (AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 83, pp. 129-132).

d'une part une majorité gouvernementale, appuyée sur une forte portion de l'opinion publique et décidée à marquer une nette réprobation vis-à-vis de l'Espagne, et d'autre part des services diplomatiques attentifs à sauvegarder les intérêts français en Espagne. Pendant ce temps, le contexte international et la situation politique française se sont singulièrement modifiés : la mise en route du Plan Marshall et la création du Kominform marquent le début de la constitution des blocs et l'amorce de la guerre froide tandis que la sortie des communistes français du gouvernement et leur entrée dans l'opposition consacrent la rupture du tripartisme. Très vite après la réouverture de la frontière, dès la mi-février, des pourparlers commerciaux s'engagent entre Paris et Madrid pour assurer à la France la fourniture de pyrites espagnoles contre des phosphates d'Afrique du Nord. Les négociations commerciales se poursuivent les mois suivants dans les deux capitales pour aboutir à un accord en mai <sup>160</sup>. Sous l'effet conjugué des nécessités économiques, de l'évolution de la situation internationale et intérieure et de son isolement croissant dans son désir de hâter la chute du franquisme, la France qui a jusqu'alors soutenu ouvertement les républicains espagnols, aligne sa politique sur celle de ses alliés et renonce à une mesure dont elle estime qu'elle est la seule à en être pénalisée.

Les années 1948 et 1949 marquent un tournant important dans les relations bilatérales franco-espagnoles. Deux accords commerciaux et financiers sont signés à Madrid le 8 mai 1948 et le 14 juin 1949. Fort de ce début de relations, le gouvernement franquiste ne cesse de se plaindre par l'intermédiaire de son représentant en France ou par celui de Bernard Hardion, ministre plénipotentiaire chargé de la délégation française en Espagne, de l'activité politique des réfugiés espagnols en France et de la faveur dont ils jouissent ; au cours de l'année 1948-1949, les notes espagnoles de protestations parvenues au Quai d'Orsay dépassent, selon ce dernier, la cinquantaine. Madrid reproche aux

---

<sup>160</sup>. *Le Monde*, 15/16, 18, 19 février, 27 mars, 6, 15, 28 avril, 5 mai et 11 mai 1948.

autorités françaises, en juillet 1948, une passivité à l'égard de la "propagande organisée par les Espagnols réfugiés dans le Sud de la France" et se plaint notamment d'une radio clandestine basque émettant depuis la France, *Emissora radio Euzkadi*, et de la retransmission par Radio-Paris d'un discours d'Alvaro de Albornoz, président du gouvernement républicain en exil <sup>161</sup>. En août 1948, l'Espagne officielle proteste contre la remise, par le gouvernement républicain en exil, de l'Ordre de la libération à des hautes personnalités françaises <sup>162</sup> ; elle présente également une série de doléances relatives tout à la fois à la propagande "rouge", aux infiltrations armées en territoire espagnol, à la présence du ministre de l'Éducation nationale à la Sorbonne lors de la remise du prix de poésie à l'issue des Jeux floraux de la langue catalane et à l'activité militaire des communistes espagnols au sein de l'EPRE -*Ejército popular republicano español* <sup>163</sup>.

En 1948 et 1949, au-delà des nombreuses interventions sur tous les aspects de l'activité des réfugiés, les griefs du gouvernement franquiste contre la France portent sur quatre points principaux : la protection et les égards accordés au gouvernement républicain en exil et aux personnalités qui le composent, les motions votées par certaines municipalités contre le régime franquiste, les incidents hostiles au gouvernement espagnol et les activités d'anarchistes qui préparent en France des actes de sabotage qu'ils vont perpétrer en Espagne ; ce dernier point fait allusion notamment à l'incursion réalisée à Barcelone en juin 1948 par un groupe de quatre hommes dont José Lluís Facerías, militant de la CNT. Bernard Hardion transmet le 27 juin 1949 au ministère des Affaires étrangères une protestation du gouvernement espagnol contre la présence au congrès du MRP d'un certain nombre d'émigrés espagnols : notamment de José Antonio Aguirre, président du gouvernement basque en exil, placé lors du banquet offert aux délégations étrangères entre le ministre des Affaires étrangères Robert

161. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 43, pp. 278-281.

162. Il s'agit, dans le cas présent de Paul Rivet, député de la Seine, fondateur et directeur du Musée de l'Homme.

Schuman et Marc Sangnier ; de même, la participation de Rodolfo Llopis, dirigeant du PSOE, au congrès de la SFIO et surtout la réception par le président Auriol du président du gouvernement républicain, Alvaro de Albornoz, sont dénoncées <sup>164</sup>. Le Palais de Santa Cruz demande l'expulsion de France ou l'internement au nord de la Loire d'un certain nombre de réfugiés.

Jusqu'en 1948, les notes du gouvernement espagnol sont laissées sans réponse ; en octobre 1949, signe de l'amorce d'un changement de politique, le ministre de l'Intérieur, Jules Moch, donne satisfaction au gouvernement espagnol sur trois points : les délibérations des conseils municipaux visés - Dagnolet, dans la Seine et Aubin, dans l'Aveyron- sont annulées, des enquêtes sont ouvertes au sujet des incidents qui ont eu lieu le 14 juillet 1949 à la Cité universitaire de Paris et quelques jours plus tard au consulat espagnol de Lyon et le Sud-Ouest est interdit aux Espagnols "dont l'activité politique peut être considérée comme dangereuse" ; trente-et-une assignations à résidence au nord de la Loire sont prononcées <sup>165</sup>. Jules Moch, tenu pour responsable de certaines expulsions d'Espagnols, est exclu du Comité d'honneur de l'Association France-Espagne ; créée à la Libération pour apporter une aide aux républicains espagnols et développer les liens culturels franco-espagnols, l'association est alors animée essentiellement par des communistes <sup>166</sup>.

Les doléances franquistes se font plus pressantes et multiples et le Quai d'Orsay se voit contraint, en 1950, de faire le point sur la teneur des notes de protestations des années précédentes pour cerner le contentieux franco-espagnol ; le 1er mars, trente-six notes importantes émises entre février 1946 et

---

163. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 44.

164. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 83, pp. 435-437, et vol. 44.

165. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 132, pp. 67, 135-136 et vol. 154, pp. 8-21.

166. *Le Monde*, 20/21 février 1949. Présidée à ses débuts par Jean Cassou et Paul Eluard, l'un des ses vice-présidents est Paul Rivet, l'Association France-Espagne enregistre notamment le départ de

février 1950 sont réexaminées. Par ailleurs, d'autres plaintes sont émises par Madrid à propos des activités qualifiées de terroristes, menées à partir de la France, par le groupe anarchiste *Las Manos*, et de la célébration de l'anniversaire de la République «le 14 avril 1950» en présence de membres du gouvernement et de personnalités françaises au siège de ce que Madrid intitule le "soit-disant gouvernement de la République en exil" ; l'Espagne proteste également contre la création, avec l'appui du président Herriot, d'une Association des Amis de la République espagnole et, comme d'habitude, de manière générale, contre l'activité des exilés espagnols en France <sup>167</sup>. L'Espagne exprime cependant sa satisfaction après les interdictions de l'été 1950 prises à l'encontre des communistes pour, très vite, dénoncer l'inefficacité des mesures adoptées en France contre ces groupes et leurs publications -qui continuent d'exister clandestinement- et demander que l'on parvienne enfin à "désarticuler totalement le mécanisme de la propagande clandestine révolutionnaire et soviétique" <sup>168</sup>.

En novembre 1950, lorsque l'ONU laisse les Etats membres libres de rétablir des relations diplomatiques avec l'Espagne, une soixantaine de députés français appartenant à divers groupes déposent une proposition de résolution qui invite le gouvernement à renouer rapidement des relations diplomatiques normales avec l'Espagne ; les socialistes estiment en revanche que l'envoi d'un ambassadeur en Espagne poserait un problème de gouvernement <sup>169</sup>. En décembre 1950, la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des députés se prononce contre la reprise des relations diplomatiques avec l'Espagne et la presse phalangiste ne manque pas de s'en prendre à ce qu'elle appelle les "manoeuvres" du président de la Commission, Daniel Mayer, pour empêcher ces

---

Jean Cassou lorsque le rôle des communistes y apparaît prépondérant (Arch. du ministère de l'Intérieur, 8931 MI 6).

167. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 133, pp. 105-111.

168. Plainte de Martín Artajo, ministre des Affaires étrangères, transmise par Bernard Hardton, ambassadeur de France, le 27 mars 1951 (AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 134, pp. 79-82).

169. *Le Monde*, 9 décembre 1950.

relations. Une démarche des socialistes français auprès des travaillistes pour les inciter à s'opposer à l'envoi d'un ambassadeur à Madrid ne remporte pas le succès escompté et des relations diplomatiques officielles sont établies entre la France et l'Espagne en janvier 1951 ; Bernard Hardion est élevé au rang d'ambassadeur de France. En avril 1951, la Commission française des Affaires étrangères rend hommage aux antifranquistes de l'intérieur et de l'extérieur mais s'oppose au retrait de l'ambassadeur demandé par le PCF <sup>170</sup>.

En 1951, lorsque les relations diplomatiques sont rétablies avec la France, le gouvernement franquiste pose immédiatement deux exigences par rapport aux réfugiés : il demande des sanctions à l'égard de la presse qui injurie et insulte le chef de l'Etat espagnol et il réclame l'internement ou l'expulsion des exilés espagnols du Sud de la France <sup>171</sup>. A chaque exposé de doléance, la demande d'éloignement de la frontière revient comme un leitmotiv, notamment pour des Basques "effectuant des travaux d'organisation et se livrant à la réalisation d'actes délictueux susceptibles de troubler l'ordre et la tranquillité de l'Espagne" ; si bien que le ministre des Affaires étrangères propose en septembre 1951 à son collègue de l'Intérieur que la résidence permanente des réfugiés espagnols ne puisse être au sud d'une ligne Bordeaux-Marseille, ce que ce dernier juge "inopportun et inapplicable" <sup>172</sup>.

Dès l'été 1951, Paris effectue les premiers gestes d'apaisement envers Madrid : Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères, n'a pas l'intention d'intervenir dans les négociations hispano-américaines si les intérêts français ne sont pas atteints ; par ailleurs, l'affaire de l'immeuble du 11 avenue Marceau est enfin réglée par un jugement d'expulsion des ses occupants de la part du Tribunal civil de la Seine ; jugement prononcé début juin 1951 et exécuté à la

---

170. *Le Monde*, 13 avril 1951.

171. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 154, p. 192.

172. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 134, pp. 296-299.

fin du même mois. Pendant plusieurs années, en effet, Paris a fait la sourde oreille aux récriminations constantes de Madrid au sujet de cet immeuble, acheté en 1937 par la Délégation du gouvernement d'Euzkadi, sous couvert de la Société Finances et Entreprises, et occupée par elle-même jusqu'en 1940 ; un jugement du Tribunal civil de la Seine de juillet 1943 ayant donné raison à l'Etat espagnol en application des accords Bérard-Jordana, les services de l'ambassade espagnole s'installent dans l'immeuble début 1944, mais ils en sont délogés en août 1944 par des réfugiés basques. La Délégation d'Euzkadi s'y installe à nouveau car la société propriétaire des lieux <sup>173</sup> les a loués pour elle à la Ligue internationale des Amis des Basques <sup>174</sup>. L'Espagne franquiste ne cesse de réclamer la restitution de l'immeuble qui, en vertu de sa propre loi du 30 janvier 1940, considère comme propriété de l'Etat espagnol tous les biens ayant appartenu à celui-ci. Franco se montre de plus en plus nerveux au fil des années à ce sujet, d'autant que l'immeuble abrite une publication basque qu'il juge agressive, *Euzko Deya*, et que c'est au siège du gouvernement basque en exil que se publient régulièrement nombre de bulletins nationalistes basques <sup>175</sup>. Le jugement de 1943 considéré valide après la Libération, la Société Finances et Entreprises engage en 1947 une procédure de tierce opposition contre l'Etat espagnol ; celle-ci est déclarée irrecevable en juillet 1949 et la Cour d'Appel de Paris rejette le recours de la Société le 3 avril 1951. Madrid menace alors de fermer les lycées français en Espagne dès le 1<sup>er</sup> mai suivant si l'ambassade d'Espagne n'a pas pris à cette date possession de l'immeuble de l'avenue Marceau. Le gouvernement français est très embarrassé car le jugement ne concerne que la propriété de l'immeuble et non l'expulsion de ses occupants. Le ton du ministère espagnol des Affaires étrangères se fait plus menaçant mais Paris préfère laisser l'ambassade espagnole engager une procédure d'expulsion qui est ordonnée le 6 juin 1951 et exécutée sans incident à

173. La Société Finances et Entreprises qui l'a, en fait, racheté au gouvernement basque en 1939.

174. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 212, pp. 13-15.

175. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 212. Voir en particulier la lettre de Bernard Hardion au Quai d'Orsay du 2 juillet 1950 (*ibid.*, p. 38).



la fin du même mois. La presse phalangiste exulte sur ce qu'elle qualifie de "Waterloo du gouvernement basque" <sup>176</sup>.

Les mémorandums espagnols se succèdent, le ton en est plus pressant et impératif depuis le rétablissement des relations diplomatiques et ce caractère va s'accroissant. Dans un mémorandum du 31 décembre 1951, l'Espagne demande la constitution d'une "zone de courtoisie" entre les deux pays qui engloberait tout le sud de la Loire, l'extradition de militants anarchistes, José Luís Facerías -*Face*- et Francisco Sabaté Llopert -*Quico*- <sup>177</sup>, l'interdiction de la presse espagnole républicaine et celle de radios clandestines qui émettent à Perpignan et à Bayonne. Madrid demande également que des membres du gouvernement français ne participent pas à des manifestations organisées par des émigrés et que leurs privilèges diplomatiques soient retirés aux membres du "soit-disant gouvernement républicain" <sup>178</sup>. L'activité de propagande menée par les réfugiés espagnols est la cible principale de Madrid qui demande l'interdiction sur tout le territoire français de la publication de "revues, journaux, hebdomadaires et feuilles de propagande provenant des émigrés" ; le gouvernement français défend le droit d'opinion et d'expression des étrangers en France "s'il ne va pas à l'encontre de la législation française et ne trouble pas l'ordre public en France ou dans des pays amis", mais il se propose d'examiner avec soin les cas soumis par le gouvernement espagnol. Madrid souhaite particulièrement l'interdiction d'émetteurs radio clandestins, comme celui de Muguerre, près de Bayonne, et celui de Perpignan ; le gouvernement français se déclare disposé à les interdire <sup>179</sup>.

Un important mémorandum espagnol du 22 août 1952, basé sur l'estimation que les accords Bérard-Jordana sont toujours en vigueur, récapitule pour le Quai d'Orsay la teneur des notes de protestation adressées à la France

176. *Arriba*, 2 juillet 1951.

177. Ainsi que de Marcelino Masana.

178. AOE, Ambassade d'Espagne à Paris, caja 11288, paquete n° 5, expediente 3399-2.

depuis 1945 : cinquante-huit notes sont ainsi rappelées dont la préoccupation principale concerne l'"activité terroriste des Espagnols rouges venant de France" et la propagande diffusée par les exilés en France. Comme la France refuse le transfert des exilés au nord de la Loire et ne réprime pas efficacement les activités terroristes qui se préparent sur son sol, Madrid réitère ses exigences et demande diverses compensations économiques, comme celles prévues dans certaines clauses de l'accord Bérard-Jordana et des indemnités à propos des incidents de Chambéry. Une bagarre s'était en effet produite, en gare de Chambéry, le 15 juin 1945, entre la population française et les passagers espagnols d'un train en provenance d'Allemagne, soupçonnés d'être les membres de la División Azul accompagnés de collaborateurs français ; Madrid soutient qu'il s'agit de commerçants, d'artisans et d'auxiliaires de l'ambassade d'Espagne à Berlin et du consulat espagnol à Prague et ne cesse de demander une indemnisation pour les blessés -légers- et leurs bagages <sup>180</sup>.

Au cours de l'année 1952, les gestes en faveur de l'Espagne se multiplient de façon significative : levée de l'embargo sur les armes, révision du statut de Tanger et appoint de la voix de la France pour l'admission de l'Espagne à l'UNESCO ; en 1953, d'importants crédits sont octroyés pour aider à l'équipement industriel espagnol et la France approuve formellement les négociations entre les Etats-Unis et l'Espagne qui aboutissent à la signature d'un accord militaire en septembre. En échange, Franco décide d'aligner sa politique africaine sur celle de la France et déclare que les Européens sont solidaires au Maroc <sup>181</sup>. Il est certain que dans ce contexte de normalisation croissante des relations franco-espagnoles, la question des réfugiés devient de plus en plus embarrassante pour la France, car en dépit des concessions françaises et des gestes consentis par Franco,

---

179. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 135.

180. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 105.

181. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 156, pp. 52-60.

le climat des rapports n'est pas modifié de façon sensible, la cause profonde du malaise qui subsiste entre les deux gouvernements tient à l'attitude observée dans les milieux officiels français envers les républicains espagnols réfugiés dans notre pays <sup>182</sup>.

C'est encore l'attitude générale de la France qui pèse lors des négociations ouvertes en 1953 à propos de l'équipement économique de l'Espagne et de la construction d'un important ensemble sidérurgique à Avilès ; l'un des officiels espagnols ne manque pas de déclarer : "La France a commis envers nous beaucoup d'erreurs et d'injustices. Aussi longtemps que l'attitude collective de votre pays ne s'accordera pas avec certaines sympathies individuelles, l'Espagne ne pourra adopter qu'une attitude de réserve et de prudence" <sup>183</sup>. Pour répondre à ces observations et dans le souci de préserver ses intérêts au Maroc, la France accorde en 1954 une indemnisation pour l'affaire de Chambéry ; elle ferme également *Radlo Euzkadi* et apporte son soutien à l'admission de l'Espagne dans plusieurs organisations internationales <sup>184</sup>. Mais l'Espagne fait encore part de nouvelles doléances contre la "fréquence et la persistance de la propagande anti-espagnole en France" ; elle se plaint des réunions publiques tenues par les réfugiés, de leurs publications en langues ibériques et des émissions très "anti-espagnoles" de la radio française, avec les interventions régulières du Père Olaso - le Chanoine Onaindia- et de Salvador de Madariaga. En mai 1955, Madrid dénonce l'envoi à Barcelone, en provenance de France, de journaux anarchistes accompagnés de dynamite, de mèches et d'instructions <sup>185</sup>. En octobre 1955, au moment où la France est confrontée à la question marocaine, l'Espagne ne manque pas de souligner qu'elle remplit ses "devoirs de bon voisinage" au Maroc alors que la France ne le fait ni dans le Rif ni dans les Pyrénées <sup>186</sup>. C'est également l'époque, nous l'avons vu, où l'Espagne mène une offensive auprès des autorités

---

182. Note du 26 août 1953 (AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 157, pp. 22-24).

183. *Le Monde*, 15/16 mars 1953, p. 3.

184. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 158, pp. 9-12.

185. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 138, pp. 125-127.

françaises pour parvenir à l'abolition de toute distinction entre émigrés économiques -inscrits dans les consulats- et réfugiés politiques «admis au bénéfice de la Convention de Genève» tant la liberté relative dont ces derniers jouissent en France l'irrite irrémédiablement.

Devant les plaintes répétées de l'Espagne, les ministres de l'Intérieur et de l'Information procèdent, l'été 1955, à un échange de vues pour examiner "les conditions dans lesquelles un contrôle plus strict pourrait être dès maintenant exercé sur les réunions de réfugiés et sur la presse de langue espagnole éditée ou diffusée en France". En ce qui concerne les réunions publiques, régies par les lois de 1881 et 1907, elles sont libres sans autorisation préalable tant qu'elles ne troublent pas l'ordre public ; quant aux manifestations publiques d'ordre politique, Paris a donné l'assurance à Madrid en 1952 qu'elles ne seraient pas autorisées dans les départements limitrophes des Pyrénées. Pour ce qui est des émissions radiophoniques, si l'Espagne accepte de modifier les émissions de *Radio Tétouan* et *Radio Madrid*, la France acceptera d'arrêter les émissions de Salvador de Madariaga et du Père Olaso. Quant à la presse, des poursuites ne sont possibles selon la législation qu'en cas d'infractions caractérisées et, plus spécialement s'il y a offense au chef de l'Etat ou aux chefs d'Etat étrangers ; cependant, par application de l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881, le ministre de l'Intérieur dispose du pouvoir discrétionnaire d'interdire la circulation, distribution et mise en vente en France des journaux ou écrits, périodiques ou non, rédigés en langue étrangère. Depuis 1950, le ministère de l'Intérieur a interdit dix-huit publications en espagnol <sup>187</sup> et il pense que

parmi celles dont la parution continue à susciter des doléances de l'ambassade d'Espagne, certaines, en raison du caractère des groupements auxquelles

---

186. *Le Monde*, 19 octobre 1955.

187. En plus des dix publications communistes interdites en 1950, il s'agit de *El Obrero español*, publié par la CGT, *Juvenesse qui lutte*, périodique bilingue, *Ruta de la F.I.L.*, *Juventud de España*, *Joven patriota*, *España y la paz*, *El Obrero* et *Muler patriota* (*ibid.*).

elles servent de moyen d'expression, pourraient sans doute faire l'objet d'une surveillance accrue et leur interdiction être envisagée <sup>188</sup>.

La décennie qui va de la réouverture de la frontière franco-espagnole à l'avènement de la V<sup>e</sup> République est marquée par une normalisation croissante des relations franco-espagnoles, surtout à la suite de l'établissement de rapports diplomatiques officiels ; au moment de l'échange des ambassadeurs, en 1951, Madrid rappelle que le noeud du contentieux avec la France concerne l'attitude de celle-ci vis-à-vis des réfugiés. Grief sur lequel s'interroge en 1952 Jacques Meyrier, successeur à Madrid de Bernard Hardion ; comme il constate qu'à cette date les activités des réfugiés ne mettent pas sérieusement en danger la stabilité et l'ordre public dans la Péninsule, il estime les réactions franquistes essentiellement d'ordre sentimental <sup>189</sup>. Très certainement, il s'agit plutôt pour un régime autoritaire de l'impossibilité d'admettre une expression libre, même à l'extérieur de son territoire. Si des gestes d'apaisement sont consentis par la France à l'été 1951, ce n'est cependant qu'en 1952 que les relations franco-espagnoles connaissent véritablement une amélioration sensible ; ce qui fait dire en décembre 1952 au ministre espagnol des Affaires étrangères, Martín Artajo, que les neuf mois du gouvernement Pinay ont marqué pour l'Espagne la première étape d'une politique de bon voisinage avec la nation française <sup>190</sup> et vaudra à l'ancien président du Conseil d'être décoré ultérieurement de la grand croix d'Isabelle la Catholique <sup>191</sup>.

Lorsque s'instaure la V<sup>e</sup> République, il est patent pour le Quai d'Orsay qu'une double hypothèque grève les rapports franco-espagnols depuis vingt ans : Madrid reproche à la France l'appui accordé aux émigrés républicains et Paris, estimant que les intérêts français sont lésés, se plaint de la politique arabe

---

188. *Ibid.*

189. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 156, pp. 52-68.

190. *Ibid.*, pp. 173-180.

191. *Le Monde*, 67 septembre 1959.

de Franco <sup>192</sup>. Cependant, avec le nouveau régime français, les relations franco-espagnoles connaissent des modifications sensibles en nature et en intensité. Dès 1958, les relations entre les deux pays sont traitées au plus haut niveau de l'Etat : après une rencontre en août à Saint Sébastien entre le secrétaire général du Quai, Louis Joxe, et le ministre des Affaires étrangères espagnol, Fernando Castiella, le ministre espagnol du commerce est reçu en octobre par René Coty et le général de Gaulle ; une mission militaire française se rend à Madrid en avril 1959, les deux ministres des Affaires étrangères, Castiella et Couve de Murville, se rencontrent en octobre suivant et l'on apprend, début 1960, que la plus puissante centrale hydraulique européenne sera construite en Espagne avec du matériel français. Au début de l'année 1961, c'est au tour du général Muñoz Grandes, chef du haut état-major de l'armée espagnole, ancien commandant de la División Azul, de se rendre en voyage officiel à Paris, ce qui suscite notamment une protestation du *Populaire* et la dénonciation par la SFIO de la complaisance du pouvoir avec le régime franquiste <sup>193</sup>.

Les revendications espagnoles sont à nouveau précisées en 1959 et en 1960 : Madrid demande la fermeture immédiate des locaux occupés à Paris par les gouvernements républicain, basque et catalan, le retrait de tout "statut spécial" à leurs membres et l'interdiction de toutes les publications politiques de l'émigration espagnole et de toute activité dirigée contre l'ordre établi en Espagne <sup>194</sup>. Franco fait savoir qu'il a montré une attitude compréhensive à l'égard de la question algérienne et réprimé les activités du FLN -il a fermé son bureau à Madrid en 1957- et neutralisé les activités de personnalités françaises réfugiées en Espagne, alors que la France tolère de nombreuses réunions publiques de réfugiés dans le Sud : sept congrès d'organisations politiques espagnoles se sont tenus

---

192. Note du 30 avril 1959 (AMAE, série Europe 1956-1960, sous-série Espagne, vol. 230, pp. 270-286).

193 *Le Monde*, 12, 13 août et 23 octobre 1958, 8 avril et 7 août 1959, 3/4 janvier 1960, 10 janvier, 2, 4 février et 20 juillet 1961.

pendant l'été et l'automne 1958 à Toulouse et Perpignan, malgré les engagements français de 1952. A propos des privilèges accordés, selon le régime franquiste, aux membres des gouvernements républicain, catalan et basque, la France tient à préciser que ce sont des marques de courtoisie accordées à titre individuel -comme aux anciens membres des gouvernements polonais ou baltes- qui ne comportent ni immunité diplomatique ni reconnaissance d'une personnalité internationale. Quant à l'appartement du 35 avenue Foch mis à la disposition du gouvernement républicain en exil, le tribunal de la Seine a annulé en 1955 la réquisition qui le frappait depuis la Libération ; bien qu'il s'agisse d'une affaire de droit privé, le gouvernement français est disposé à intervenir auprès du Conseil d'Etat pour hâter l'application de cet arrêt.

En ce qui concerne les groupements et associations espagnols existant en France, si le gouvernement français reconnaît par-devers lui que sur vingt-quatre officiellement recensés, six seulement ont obtenu régulièrement une autorisation de fonctionner entre 1947 et 1949, il se résout seulement à interdire les manifestations sur la voie publique et non les réunions publiques ou privées que constituent un meeting ou un congrès ; cependant, à partir de 1959, les congrès espagnols seront interdits dans le Sud-Ouest. Quant à la presse espagnole, le gouvernement donne instruction, en décembre 1959, aux préfets -et particulièrement à celui de Haute-Garonne- de demander aux directeurs de périodiques de s'abstenir de publier des articles ou des dessins injurieux envers le chef de l'Etat espagnol, sa famille et son gouvernement et de lancer au papier bible qui sert à confectionner des bulletins clandestins très nombreux à passer en Espagne <sup>194</sup>.

---

194. Notamment note du 31 décembre 1960 remise à l'ambassadeur de France (AMAE, série Europe 1960-1961, sous-série Espagne, en cours de classement).

195. *Ibid.*

Aussi, peut-on dire qu'à partir du moment où les relations diplomatiques avec l'Espagne sont rétablies, l'activité de publication des réfugiés espagnols est soumise aux pressions exercées par Madrid pour la réduire, voire la supprimer. La double hypothèque qui pèse pendant vingt ans sur les rapports franco-espagnols fait que, dans les périodes où la France attend en retour une compensation de l'Espagne dans le domaine économique ou colonial, les républicains constituent une sorte d'enjeu entre les deux pays. La liberté d'expression des exilés s'amenuise au cours des années cinquante, parallèlement à l'effondrement de leurs espoirs de voir sombrer le régime franquiste.

### **c) Interdictions répétées de publications**

Dès avant la reprise des relations diplomatiques avec la France en janvier 1951, le gouvernement franquiste ne cesse de demander l'interdiction de *Ruta*, éditée par la Federación ibérica de juventudes libertarias ; ce que le ministère des Affaires étrangères et le préfet de la Haute-Garonne jugent d'abord inopportun <sup>196</sup>. En août 1951, le gouvernement espagnol s'étonne en effet auprès de l'ambassadeur français à Madrid de ce que le journal des Jeunesses libertaires continue de paraître en France alors que les publications communistes ont été interdites <sup>197</sup> ; quoique que la question ait été abordée, il n'a pas été envisagé par le gouvernement français d'interdire aussi les mouvements anarchistes. On a pensé impliquer des anarchistes espagnols dans une série de vols à main armée qui se sont produits entre 1947 et 1951, notamment à Lyon en 1951, en accusant un Comité de défense de la CNT de vouloir se procurer des fonds par tous les

---

196. Le préfet déclarant que le directeur de la publication n'a fait l'objet d'aucune remarque défavorable depuis son entrée dans le département (AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 155, pp. 18-19).

197. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 134, pp. 185-189.



moyens <sup>198</sup> ; le Secrétariat intercontinental de la CNT s'est désolidarisé publiquement de ceux de ses militants qui n'ont engagé que leur propre responsabilité et non celle de leur organisation. Le préfet de la Haute-Garonne, Emile Pelletier, indique au ministre de l'Intérieur qu'à son avis la dissolution de la CNT, après celle du PCE, "pourrait porter de l'émoi dans la partie saine de l'émigration républicaine espagnole en France qui est heureusement la plus importante", et préconise plutôt des mesures pénales individuelles ; cette interdiction réjouirait, d'autre part, selon lui, les communistes, tant l'animosité est grande entre eux et les anarchistes <sup>199</sup>.

Les plaintes espagnoles se multiplient contre *Ruta* en 1951 ; le ministre de l'Intérieur juge toujours l'interdiction inopportune, mais le 31 janvier 1952 le journal publie un article que le gouvernement espagnol considère comme injurieux envers Martín Artajo, son ministre des Affaires étrangères, et demande que des poursuites soient engagées <sup>200</sup>. Le Quai d'Orsay ne peut éluder le problème ; l'ambassade d'Espagne lui rappelle même les dispositions de la loi française du 29 juillet 1881 à propos des injures publiques contre des chefs d'Etat étrangers et leurs ministres des Affaires étrangères ainsi que celles relatives aux publications rédigées en langue étrangère <sup>201</sup>. Si bien que le 9 juin 1952 le ministère de l'Intérieur décide une suspension du journal pour trois mois. Un procès-verbal de suspension est transmis par la préfecture de la Haute-Garonne à Marcelino Boticario Sierra et José Peirats Valls, administrateur et rédacteur en chef de *Ruta*, dont l'un des précédents numéros célébrait les actions de la résistance intérieure. La *PIIL* annonce la réapparition de *Ruta* pour le 30 octobre,

---

198. José Peirats Valls, secrétaire de la CNT, est même arrêté ; mais la destination du butin récupéré lors de l'agression d'un fourgon postal -le "hold-up de Lyon" qui a fait trois morts- n'est pas prouvée. Le procès se termine par un non-lieu (ADHG, 2042/278).

199. *Ibid.*

200. L'article s'intitule "Martín Artajo pide una guerra para asegurar la paz", signé d'un pseudonyme, C. G. Atlas (AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 155 et AGE, Ambassade d'Espagne à Paris, caja 11288, paquete nº5, expediente 3399-2).

201. Articles 36 et 14, ce dernier autorisant le ministre de l'Intérieur à interdire par simple arrêté les publications éditées en langue étrangère.

mais le Quai d'Orsay insiste tant, sous la pression espagnole, pour une interdiction définitive que celle-ci est prononcée le 12 février 1953<sup>202</sup>. *Ruta* est très rapidement remplacée par une publication interne, le *Boletín interior de la F.I.J.L. en el exilio*; *Nueva Senda* qui succède à ce bulletin est interdite le 26 mars 1963, peu avant que la FIIL elle-même ne soit déclarée hors-la-loi le 15 octobre 1963.

Après l'interdiction de *Ruta*, les négociations franco-espagnoles portent exclusivement, en 1954, sur le contentieux entre les deux pays relatif à la presse et à la radio républicaines. L'Espagne demande l'interdiction d'*Oficina Prensa Euzkadí (O.P.E.)*, bulletin d'information quotidien publié par le gouvernement d'Euzkadí, *Euzko Deya* du même organisme, *Cartes d'Europa*, publication catalane favorable à une Europe unie, *Cénit*, *Solidaridad obrera* et son *Suplemento literario*, *C.N.T.* et *España libre* -tous les cinq anarchistes- et *El Socialista*. L'Espagne insiste surtout pour "interdire des journaux relevant des groupements espagnols qui ont avec les partis français -SFIO, MRP- des attaches profondes"<sup>203</sup>.

Entre 1950 et 1955, le gouvernement français interdit, nous l'avons vu, dix-huit publications espagnoles ; entre 1955 et 1957, douze autres titres sont également frappés d'interdiction, dont un certain nombre sont des publications pro-communistes : il s'agit de *Democracia*, *Madres*, *Amistad*, *Cuadernos de cultura*, *España*, *Nueva generación*, *Libertad española*, *La paz es la causa de los pueblos*, *Mujeres de España*, *Treball*, *Emulaci3n juvenil* et *Boletín español*. De 1951 à 1959, ce sont, selon le ministre de l'Intérieur quinze nouvelles publications émanant d'"organisations plus ou moins camouflées du PCE" qui sont également interdites<sup>204</sup>.

---

202. ADHG, 2731/81.

203. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 137, pp. 174-178.

204. Lettre du ministre de l'Intérieur au ministre des Affaires étrangères, 14 janvier 1961 (AMAE, série Europe 1960-1961, sous-série Espagne, en cours de classement).

Les consuls et l'ambassade espagnols suivent avec beaucoup d'attention, depuis le début de l'exil, l'activité politique et culturelle des réfugiés républicains en France sur laquelle ils font des comptes-rendus réguliers : chaque semaine l'ambassadeur envoie à Madrid des exemplaires des publications des exilés, accompagnés parfois de commentaires. L'Espagne n'a de cesse d'obtenir l'interdiction des titres restants, relève dans les journaux ce qui pourrait être assimilé à une injure au chef de l'Etat espagnol et donne des listes de publications qu'elle souhaite voir supprimées. En juin 1957, Castiella, ministre des Affaires étrangères, communique à Guy de La Tournelle, ambassadeur de France, un numéro d'*España libre* du 14 avril 1957 comportant selon lui de violentes attaques contre Franco, et *Solidaridad obrera* du 2 mai 1957, contenant des entrefilets d'un "goût douteux" sur Pilar Franco <sup>205</sup> ; ce procédé est à nouveau employé les années suivantes par l'Espagne à propos des publications des deux CNT *España libre*, *C.N.T.*, *Cénit* et *Solidaridad obrera*, ce qui entraîne un avertissement assorti de mises en garde du gouvernement français en septembre-novembre 1959 auprès des directeurs de ces publications et de ceux d'*El Socialista*. Dans le même temps, à la suite d'une plainte déposée le 23 juin 1959 auprès de Maurice Couve de Murville par l'ambassadeur espagnol, le Comte de Casa Rojas, Etienne Guillemau, gérant de *Cénit*, est condamné à une amende de 50 NF. le 11 mai 1960 par le tribunal de grande instance de Toulouse, on reproche à la revue d'avoir publié dans son numéro de mai 1959 un poème jugé injurieux à l'égard de Franco, "Un criminal arrepentido". L'auteur de ce poème, Solano Palacio, résidant au Chili, la procédure est engagée contre le gérant de la publication ; la condamnation n'est pas lourde, mais l'effet psychologique est important chez les réfugiés et le procès est annonciateur d'interdictions futures de publications qui seront prises par simple décision ministérielle <sup>206</sup>.

---

205. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 230, pp. 112-113.

206. AMAE, série Europe 1960-1961, sous-série Espagne, en cours de classement et AGE, Ambassade d'Espagne à Paris, caja 11452, paquete 155, expediente 3399/4.

Mais devant l'effet passager tant de ces rappels à l'ordre que de l'interdiction, en décembre 1959, du papier bible servant à la fabrication des publications introduites clandestinement en Espagne, l'Espagne concentre ses plaintes sur un journal anarchiste indépendant, *Nervio*, dont l'interdiction intervient le 21 décembre 1959, après un vote espagnol à l'ONU favorable à la France dans sa politique algérienne ; les autorités franquistes étaient irritées par ce journal très combatif, en contact étroit avec les opposants de l'intérieur, particulièrement en Andalousie, jusqu'à dénoncer une "galeries de hyènes fascistes" de la région : gouverneurs militaires, commissaires de police et policiers, phalangistes, directeurs de prisons ou patrons, déclarés comme "auteurs de la répression fasciste, assassins et tortionnaires du peuple, à prendre en compte pour demain" <sup>207</sup>. Les plaintes contre les publications anarchistes se multiplient avec la crainte qu'inspire la réunification de la CNT après seize ans de scission et elles se concentrent sur les journaux les plus réguliers de l'exil. Un conseil des ministres restreint réunit autour du Premier ministre, le 14 octobre 1961, les ministres de l'Intérieur et des Affaires étrangères, Roger Frey et Maurice Couve de Murville ; son ordre du jour, limité, ne comporte que deux points : les réfugiés espagnols en France et les menées activistes en Italie et en Belgique. Ce rapprochement entre les républicains espagnols et les partisans de l'Algérie française ne manque pas d'être significatif. Ce conseil restreint décide que les journaux espagnols feront l'objet d'une interdiction, mais qu'ils pourront paraître en français ; les congrès sont suspendus pendant six mois, le gouvernement républicain est appelé à la plus grande discrétion et les activités de propagande et d'agitation contre le gouvernement espagnol seront réprimées <sup>208</sup>. Peu après, le *Journal officiel* des 2 et 3 novembre 1961 porte l'interdiction des principaux journaux socialiste et des anarchistes de l'exil : *Solidaridad obrera* et son

---

207. *Nervio*, n° 16, octobre 1959, p. 2.

208. AMAE, série Europe 1960-1961, sous série Espagne, en cours de classement.

*Suplemento literario, C.N.T., España libre et El Socialista*. Cette mesure marque la fin des titres historiques de l'exil espagnol.

### **5) Recomposition de l'exil et presse nouvelle, 1962-1975**

Ces interdictions de journaux espagnols, édités en France pour la plupart depuis 1944, produisent un très grand choc au sein de la colonie espagnole qui voit sa liberté d'expression se réduire. Jean Cassou qui a combattu dans les maquis du Sud-Ouest avec des Espagnols et a soutenu les républicains depuis la Libération s'indigne, dans les colonnes du *Monde*, de ce qu'il appelle un marchandage à propos du rapprochement Paris-Madrid : l'interdiction tant désirée par Franco de la presse républicaine vient à point nommé

*Il s'agit en contrepartie d'obtenir du gouvernement de Madrid qu'il maintienne à l'ombre le quarteron d'activistes actuellement abrités par un régime dont ils professent la doctrine... Estimer au même prix, au même tarif, au même cours les Espagnols républicains réfugiés sur le sol de la République française qui, dans la guerre, dans la souffrance, dans l'exil, ont partagé le destin de la France, et les Laguarda et consorts, qui partagent celui de l'Espagne franquiste, dernier héraut de l'idéal nazi, procède d'une conception fiduciaire apparemment "réaliste" <sup>209</sup>.*

#### **a) Le contexte des relations franco-espagnoles**

L'avènement de la V<sup>e</sup> République sous la pression du problème algérien a modifié la nature des relations entre Paris et Madrid et, dans ce nouveau contexte, les républicains espagnols se trouvent enserrés dans un étouffement. Dans un mémorandum qui retrace l'historique des relations entre services de police espagnols et français, le ministère de l'Intérieur indique que cette collaboration est très étroite depuis 1960 ; dès 1950, rappelle-t-il, la France menait l'opération

---

209. *Le Monde*, 12 janvier 1962, p. 3 ("Libres opinions") ; reproduit souvent par la presse de l'exil.

Boléro-Paprika, interdisait mouvements politiques et journaux communistes, accueillait favorablement les demandes espagnoles relatives à la suspension de publications considérées comme injurieuses pour le général Franco ou ses ministres et les événements d'Algérie permettaient à l'Espagne d'adopter une attitude analogue <sup>210</sup>. Le ministère de l'Intérieur ne cache pas son embarras devant des immigrés que leur "assimilation lente et généralement incomplète" rend souvent "indociles à l'égard de la législation du pays d'accueil" et admet que :

Dans la période actuelle, les autorités françaises portent un intérêt particulier au problème activiste et souhaitent que dans la perspective d'un renforcement de la collaboration entre services français et espagnols, les autorités espagnoles puissent seconder cet intérêt... A plusieurs reprises dans le passé, les autorités françaises ont pris à l'encontre des communistes et anarchistes espagnols des mesures sévères dans un contexte défavorable <sup>211</sup>.

A l'image des nouvelles relations officielles instaurées dès 1958 entre Paris et Madrid, la collaboration franco-espagnole s'intensifie dans le domaine policier. La direction de la Sûreté effectue du 25 juillet au 17 août 1962 une mission en Espagne pour enquêter sur les commandos OAS stationnés dans la péninsule -les groupes de Pierre Lagaille à Madrid, de Joseph Ortiz à Palma de Majorque et du Dr Perez à Alicante- ainsi que sur leurs liaisons avec la France. C'est au tour du directeur espagnol de la Sûreté de venir à Paris quelques jours plus tard, le 20 août ; il demande l'interdiction de l'ETA, l'éloignement de la frontière franco-espagnole des réfugiés espagnols considérés comme les plus dangereux et la possibilité pour les policiers espagnols d'assister aux interrogatoires. Paris qui veut donner des preuves de bonne volonté, demande un rapport sur l'ETA, déclare possible une éventuelle interdiction du mouvement basque ainsi que l'assignation à résidence de trois ou quatre réfugiés espagnols, conscient des difficultés politiques probables que cette dernière mesure ne manquerait pas de susciter en France. Tandis que les deux services nationaux de

---

210. Note du 18 décembre 1962 sur les relations entre services de police espagnols et français, AMI, 89/67 Mi 3, liasse 2.

Sécurité se rencontrent à Madrid les 28 et 29 janvier 1963, Roger Frey se rend également dans la capitale espagnole pour officialiser, directement auprès de Franco, les demandes françaises relatives à la surveillance des groupes de l'OAS réfugiés en Espagne <sup>211</sup>. Lors de la réunion entre la Sécurité nationale et de la Seguridad, la délégation française, préoccupée des menaces qui pèsent sur la vie du chef de l'Etat, demande que des mesures soient prises à l'encontre de quelques "agents actifs de la subversion" ; la délégation espagnole tient "à préciser que l'accord du gouvernement espagnol n'était nullement subordonné à une condition de réciprocité" mais rappelle le souci de son gouvernement de ne pas voir le territoire français servir de base à la préparation d'actions subversives dirigées contre lui par des émigrés espagnols <sup>212</sup>. Ces tractations avec l'Espagne franquiste soulèvent de vives critiques de la part de la gauche française et de ses principales organisations, la SFIO, le PCF et la FEN <sup>213</sup>. Lorsque Roger Frey rend compte au général de Gaulle de sa mission en Espagne, il est précisé officiellement que les réfugiés politiques espagnols qui ne veulent pas attenter à la vie de Franco ne verront pas leur statut modifié <sup>214</sup> ; cependant, des arrestations et des inculpations de réfugiés espagnols se multiplient en France à l'automne 1963 et suscitent des protestations de divers courants de l'opinion <sup>215</sup>. Parallèlement, les relations entre Paris et Madrid s'intensifient, avec de nombreuses visites officielles en Espagne de membres importants du gouvernement -en particulier, le ministre des Affaires étrangères en mai 1964-, jusqu'à l'évocation d'une possibilité d'entrevue de Gaulle-Franco <sup>216</sup>.

---

211. *Ibid.*

212. *Ibid.*

213. AMI, 89/38, M1 36 liasse 2.

214. *Le Monde*, 1er, 2 et 6 février.

215. *Le Monde*, 2 février 1963.

216. *Le Monde*, 12, 13, 14, 15/16, 17, 20, 22/23 septembre 1963, 8, 17, 20/21, 26 octobre, 16, 22, 26 novembre, 6, 11, 21 décembre, 3 mars, 17 juillet 1964 ...

217. *Le Monde*, 8 août 1964.

## b) Les publications de la fin de l'exil

Au cours des années 1950, malgré les nombreuses interdictions qui les ont frappées, les publications espagnoles sont environ une cinquantaine ; la plupart sont de modestes bulletins -souvent à usage interne et à circulation restreinte- ou des publications éphémères et irrégulières. Les deux principaux centres de l'exil sont, comme dans les années quarante, Paris et Toulouse, avec toujours la prépondérance de la capitale quant au nombre de titres publiés ; la concentration de réfugiés espagnols étant proportionnellement plus forte à Toulouse, celle-ci apparaît comme le centre de l'activité exilée, même s'il s'y publie deux fois moins de périodiques qu'à Paris. Dans les années cinquante, les deux tendances les plus actives sont, d'une part, les anarchistes qui publient à la fois des hebdomadaires ou mensuels réguliers et de nombreux bulletins locaux et, d'autre part, les Catalans, avec la prolifération de bulletins édités par les *Casals* - les maisons de Catalogne-, les partis nationalistes et la Généralité. La troisième force est constituée par les socialistes du PSOE et de l'UGT, les Basques poursuivant leur activité régulière de publication.

En dépit du contexte défavorable, c'est au cours des années cinquante que se sont créés cependant un certain nombre de titres, notamment des périodiques culturels : en 1951, le secrétariat de culture et de propagande de la CNT a commencé à publier la revue *Cénit*, "revue de sociologie, science et littérature", qui existe toujours plus de quarante ans après sa première apparition ; à partir de 1954, Fernando Gómez Peláez a adjoint un *Suplemento literario* mensuel à *Solidaridad Obrera*. Le PSOE a publié des revues de réflexion théorique comme *Acción* et *Tribuna* ; de nombreux intellectuels exilés, comme Luis Araquistáin, Claudio Sánchez Albornoz ou Fernando Valera, participent à la revue *Cuadernos por la libertad de la cultura*, créée en 1953, sous les auspices du Congrès pour la liberté de la culture, parallèlement à la revue *Preuves*.



Les interdictions de 1961 marquent la fin des publications historiques de l'exil et coïncident avec le passage de ce long exil républicain à une nouvelle étape de son histoire ; une recomposition politique, organisationnelle et éditoriale s'opère pour répondre tant aux nouvelles conditions d'expression rencontrées en France qu'à l'émergence d'une nouvelle génération politique dans l'exil et à la structuration d'une opposition à l'intérieur même de l'Espagne.

Les interdictions des publications socialistes et anarchistes de 1961 sanctionnent une presse autonome et en espagnol ; il est indiqué aux directeurs de publications qu'ils peuvent "faire procéder au tirage d'une édition différente, en particulier en langue française" <sup>218</sup>. Une réapparition est possible, à condition que la structure éditoriale soit modifiée et qu'un quota majoritaire d'articles en français soit respecté <sup>219</sup>. Selon les termes de la notification de l'arrêté ministériel du 2 novembre 1961 adressée à Gabriel Pradal et à Federica Montseny, au sujet d'*El Socialista* et de *C.N.T.* dont ils sont respectivement directeurs, "cette interdiction vise cette publication en raison du fait qu'elle est rédigée en langue espagnole et que, par conséquent, elle constitue un instrument de propagande extérieure" <sup>220</sup>. Ces interdictions provoquent une vive émotion chez les réfugiés qui perçoivent les pressions de Madrid sur Paris, en échange de la surveillance d'activistes français réfugiés en Espagne ; le préfet de Haute-Garonne ne peut que transmettre à son ministre :

---

218. Notification du préfet de Haute-Garonne, principale autorité concernée par l'application du décret du 2/3 novembre 1961, aux directeurs des journaux *El Socialista*, *C.N.T.* et *España libre* (ADHG, 2933/71).

219. Aucun des textes officiels que nous avons pu consulter ne précise la hauteur de ce quota, les différentes correspondances administratives à ce sujet prescrivent des publications "exclusivement en langue française". Cependant, l'on parle généralement de 40% d'articles en français obligatoires (voir en particulier Carlos et José MARTINEZ COBO, 1944-1976, *El Socialista*, Madrid, Fundación Pablo Iglesias, 1984, p. 32). Ce sont certainement les négociations, dont font état les archives départementales, entre directeurs de publications et autorités préfectorales qui ont abouti à ce compromis (ADHG 2933/71).

220. Procès-verbal du 6 novembre 1961 adressé par l'officier de police judiciaire de Toulouse (ADHG, 2933/71).

Les dirigeants du PSOE, de l'UGT et de la CNT d'Espagne en exil tendent à considérer qu'il s'agit là du prix du resserrement de la coopération franco-espagnole et tout ce que d'autres mesures de rigueur ne suivent<sup>221</sup>.

Dans ce domaine de la presse, le gouvernement français indique qu'il est prêt à se montrer libéral si une stricte neutralité est observée "de la part d'étrangers réfugiés dans notre pays et à défaut de laquelle il n'hésiterait pas à prendre toutes les mesures administratives opportunes"<sup>222</sup>. Les socialistes et les anarchistes français aident leurs amis espagnols à publier à nouveau leurs organes d'expression. La SFIO propose au PSOE de sortir le journal *Le Socialiste* ; publication française sur le plan légal, dirigée officiellement par un conseil de rédaction français, *Le Socialiste* est cependant rédigé et dirigé par les socialistes espagnols qui en restent maîtres d'oeuvre. Le directeur de publication officiel en est Georges Brutelle, secrétaire général-adjoint de la SFIO, et le journal est imprimé à Marseille avec l'aide du *Provençal*. En dépit de cette solidarité, l'interdiction de 1961 affecte le PSOE qui est confronté en outre au vieillissement de ses militants et à la disparition de dirigeants comme Luis Araquistáin, Wenceslao Carrillo ou Indalecio Prieto. *Le Socialiste* qui représente, comme avant lui *El Socialista* depuis 1955, le journal de tout le PSOE aussi bien à l'intérieur de l'Espagne qu'exil, se maintient jusqu'en 1973 ; date à laquelle une scission intervient entre la majorité de la Commission exécutive du parti, composée des représentants de l'intérieur et d'une partie de ceux de l'extérieur, et le secteur "historique" dirigé par le secrétaire général Rodolfo Llopis. *El Socialista* est rédigé à nouveau en Espagne depuis 1970 et édité à l'étranger, mais le PSOE décide en 1972 de ne publier à nouveau qu'un seul organe. *El Socialista* réapparaît dans l'exil en 1973, mais cette fois à Bruxelles ; il est alors l'organe du nouveau parti socialiste, dirigé à partir de 1974 par un militant de l'intérieur, Felipe

---

221. Lettre du 25 novembre 1961 (*ibid.*).

222. Lettre du 19 décembre 1961 du ministre de l'Intérieur, signée par le directeur du cabinet Yvon Bourges, à propos de l'arrêté du 18 décembre interdisant *Despertar*, *Boletín confederal* et *Solidaridad* (*ibid.*).

González, et reconnu par l'Internationale socialiste. Le secteur "historique" publie quant à lui *Le Nouveau Socialiste*.

Les interdictions de novembre 1961 frappent la presse anarchiste peu de temps après la réunification confédérale, intervenue au congrès de Limoges en août 1961, et la CNT est soumise aux mêmes obligations de publier sa presse en français et de modifier sa structure éditoriale. Les responsables de *C.N.T.* décident cependant de faire paraître un bulletin interne du nom de *Despertar*, à peu près semblable au journal interdit, tandis que ceux de *Solidaridad obrera* publient un *Boletín confederal*, quasiment identique au titre précédent. Après une nouvelle interdiction, ce *Boletín confederal* est remplacé par *Solidaridad*, dont seuls cinq numéros paraissent ; tous ces titres sont interdits à nouveau le 18 décembre 1961 car ils ne répondent pas à la prescription qui leur a été faite de paraître en français <sup>223</sup>. Les anarchistes espagnols publient alors deux journaux en grande partie en français : *Le C syndicaliste* en remplacement de *Solidaridad obrera*, à Paris, et *Espoir*, en continuation de *C.N.T.*, à Toulouse ; le premier est le journal de la CNT française, publication irrégulière à laquelle les Espagnols vont réinsuffler vie avec leur force militante et leurs ressources et le second est créé officiellement par les anarchistes français, mais en réalité animé et dirigé par les réfugiés espagnols. En ce qui concerne les publications culturelles, le *Suplemento literario de Solidaridad obrera* est remplacé par *Umbra*.

Les années soixante ouvrent une période de recomposition pour l'émigration espagnole ; la décennie précédente a marqué un point d'inflexion dans les relations entre l'exil et l'opposition intérieure. En Espagne même, on perçoit à partir de 1956, les premiers signes d'apparition d'une opposition intérieure,

---

223. Ainsi, en comptant les quatre journaux principaux de l'exil, ce sont treize publications ou brochures espagnoles, susceptibles de nuire aux relations franco-espagnole, qui sont interdites au cours de l'année 1961 (AMAE, série Europe 1960-1961, sous-série Espagne, en cours de classement).

indépendante des partis "républicains" traditionnels, menée par une génération née autour de 1936 et éduquée sous le franquisme qui ne ressent pas la guerre civile comme un événement personnel : mouvement étudiant important en 1956, grèves ouvrières dans les Asturies, au Pays Basque et agitation étudiante en 1958 ; les années soixante marquent le déplacement définitif du centre de gravité de l'opposition de l'extérieur vers l'intérieur de l'Espagne. Les conséquences sont inévitables sur l'exil qui se trouve devant la nécessité de repenser sa stratégie politique, alors même qu'émerge une nouvelle génération d'émigrés, arrivée jeune en France, moins marquée par la guerre civile et les vieilles dissensions. Les contacts, enfin, amorcés dès les années cinquante entre une jeunesse universitaire et les intellectuels et les politiques de l'exil se renforcent dans la décennie suivante entre certains dirigeants de la nouvelle opposition intérieure au franquisme et les organisations de l'exil, même si celles-ci vont être amenées progressivement à abandonner leur prétention "historique" à diriger toute l'opposition -intérieure et extérieure- à Franco. Le congrès du Mouvement européen à Munich en juin 1962, qui réunit la plupart des courants d'opposition de l'intérieur et de l'extérieur -à l'exception des communistes et des anarchistes- marque un tournant important dans la jonction de l'exil avec l'opposition intérieure.

Une nouvelle presse, reflet de cette évolution, apparaît. Dans les cas où il s'avère qu'elle est publiée en France, il s'agit souvent davantage d'une presse destinée à l'opposition intérieure -ou même émanant directement de celle-ci- qu'à l'émigration ; c'est le cas, par exemple, des publications des Commissions ouvrières qui oeuvrent clandestinement en Espagne et ont établi, par le biais d'une délégation extérieure, des contacts avec les émigrés qu'elles informent des luttes ouvrières en Espagne et tentent d'organiser sur les mêmes bases. Une revue illustre particulièrement cette évolution : il s'agit de *Cuadernos de Ruedo ibérico*, créée en 1965 par José Martínez et Jorge Semprún et dirigée légalement par François Maspero. De nombreuses personnalités de l'exil et de l'intérieur y

participent, ainsi que des intellectuels de divers pays, notamment latino-américains ; la revue joue un rôle important pour l'étude de la réalité espagnole contemporaine.

Par ailleurs, un certain nombre de titres apparaissent dans les années soixante, qui témoignent de l'émergence d'une nouvelle extrême-gauche favorable à l'emploi de méthodes d'action en rupture avec celles de l'opposition traditionnelle ; c'est le cas d'*Acción proletaria*, *Alarma*, *A.P.E.P.* -édité par le Frente revolucionario antifascista y patriota (FRAP) constitué début 1971 par diverses organisations d'extrême-gauche, au moment de l'intense mobilisation qui, en Espagne et à l'étranger, exige et obtient la grâce des six militants autonomistes basques condamnés à mort par le Conseil de guerre de Burgos en 1970<sup>224</sup>. C'est le cas également de *C.A.R.*, *Combate* -publié par la Liga comunista revolucionaria trotskyste (LCR)-, *Nuestra lucha* -éditée par une organisation maoïste- ou *Zutik !* -publié par l'ETA. Né en juillet 1959, en particulier à partir d'une scission des Jeunesses du Parti nationaliste basque, Euzko Gaztedi, l'ETA rompt ses attaches avec les organisations nationalistes basques "classiques" et développe une stratégie radicalement indépendantiste. Divisé en plusieurs tendances, dont l'une est nationaliste et une autre marxiste-révolutionnaire, l'ETA voit assez rapidement l'une de ses branches s'orienter vers le terrorisme.

Au sein même des organisations historiques de l'exil, une nouvelle génération s'emploie à remettre en cause ce qui lui semble l'inertie des appareils. Déjà, à la fin de la décennie précédente, des militants de la CNT ont fondé, en marge de la confédération, des publications qui critiquent son fonctionnement interne et sa stratégie politique : *Atalaya* en 1957-1958, *Nervio* en 1958-1959 et *El Rebelde* qui fait suite au précédent jusqu'en 1968 après

---

224. Voir la liste des organisations membres du FRAP dans *La presse de l'exil : corpus. Notices par titres*, à Agencia de prensa España popular.

l'interdiction de 1959 ; de 1965 à 1968, paraît *Presencia* qui "veut collaborer pratiquement à la création d'une nouvelle conscience révolutionnaire, avec tous ceux qui savent faire l'abandon des préjugés dogmatiques" et, en 1970, est créé *Frente libertario* qui se veut un élément unificateur du courant libertaire, davantage en liaison avec les luttes de l'intérieur de l'Espagne qu'avec l'exil.

Les forces politiques qui s'affirment les plus actives dans l'exil à l'aube des années soixante-dix sont, comme auparavant, les anarchistes, les Catalans, les socialistes et les Basques ; mais de multiples tendances les divisent et elles doivent compter avec l'apparition de nouveaux groupes. En 1980, cinq années après la mort de Franco, alors que tous les partis politiques sont légalisés en Espagne, huit publications de l'exil espagnol sont encore publiées en France ; la moitié d'entre elles est anarchistes et trois sont catalanes, une seule se réclamant d'un parti républicain (*Política de l'Esquerra Republicana*). Au début des années 1990, les seules publications restantes, signe de l'implantation définitive de leurs animateurs en France, sont anarchistes comme *Cénit* et *CeNIT*<sup>225</sup>, cette dernière créée en 1983 par la fusion d'*Espoir* et du *Combat syndicaliste* ; catalanes comme *Callu* et le *Butlletí del Casal català de Tolosa*, auxquelles viennent s'ajouter deux publications récemment créées émanant d'associations d'anciens résistants qui ont pu obtenir à nouveau leur légalisation, la première Amicale des anciens Résistants et FFI espagnols ayant été dissoute en 1950 : *Monument du souvenir de Prayols* et *La Voz de los Olvidados*.

## **6. Esquisse de comparaison avec la presse d'autres communautés immigrées**

Afin de mieux saisir la spécificité de l'exil de la guerre d'Espagne,

---

225. Voir la différence entre les deux titres dans le corpus.

il peut être intéressant de situer la presse espagnole en France par rapport à l'activité éditoriale des principales immigrations dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Si, dans l'entre-deux-guerres, en effet, la presse en langue espagnole se trouve très minoritaire parmi les publications éditées par l'ensemble des communautés étrangères installées en France, il n'en est pas de même, et sur une longue période, pour l'après-guerre.

Entre les deux guerres mondiales, dans une colonie où les réfugiés politiques sont relativement peu nombreux, les Espagnols, majoritairement d'origine rurale et souvent analphabètes, manifestent peu d'activité éditoriale comme nous l'avons vu ; à la différence des Polonais, des Italiens ou des Nord-Africains originaires d'Algérie <sup>226</sup>. Due surtout à l'initiative de politiques réfugiés en France ou d'intellectuels catalans, la presse ibérique est loin des 230 titres italiens -dont 179 antifascistes- recensés par l'Istituto nazionale per la storia del movimento di liberazione in Italia de Milan pour la période 1922-1945 ou des 150 titres polonais -dont quatre quotidiens- publiés en France entre les deux guerres <sup>227</sup>. En-dehors de ces deux colonies étrangères les plus nombreuses à l'époque, les publications espagnoles sont loin également des presses des diasporas juive et arménienne, qui comptent respectivement 127 titres en yiddish <sup>228</sup> -dont deux quotidiens- et 120 titres arméniens -dont un quotidien ; ce qui témoigne dans l'un et l'autre cas de la perméabilité d'une communauté en France et de la mise en place d'une structure de survie identitaire. La presse espagnole est loin encore, pour cet entre-deux-guerres prolifique en publications en toutes langues en France, de la production éditoriale allemande antinazie, riche d'environ 130 titres, émanant d'écrivains, d'artistes, de philosophes ou de scientifiques qui ont fui le nazisme, et du vaste éventail de publications -plus de

226. Catherine WITHOL DE WENDEN, *Les immigrés et la politique*, Paris, Fondation nationale des sciences politiques, 1988, p. 43 et p. 79.

227. Un premier inventaire global a été dressé dans *France des étrangers, France des libertés. Presse et mémoire...*, *op. cit.*

cinq cents de l'émigration russe antibolchevique, diverse dans sa composition politique, malgré la prépondérance des Russes blancs, et dirigée par une intelligentsia désireuse de reconstituer les anciens cadres de la société russe <sup>229</sup>.

L'entre-deux-guerres marque probablement l'âge d'or de l'activité éditoriale en France des diverses communautés citées. Après la Deuxième Guerre mondiale, la plupart des publications de ces groupes semblent s'éteindre ou peu se renouveler : les émigrés des régimes fascistes ont regagné leurs pays, les émigrations anciennes -arménienne, russe, juive- s'intègrent dans la société française et la perte de l'usage de la langue d'origine va de pair avec l'assimilation culturelle <sup>230</sup>. Il n'y a guère que la presse polonaise qui poursuive sur sa lancée jusqu'à la décennie 1950 : la presse catholique supprime la communiste auprès des immigrés <sup>231</sup>. Coïncidant avec le fait qu'elle est la seule colonie étrangère à avoir augmenté notablement par rapport à l'avant-guerre et que les réfugiés politiques y exercent un poids prépondérant, la presse espagnole est, dès lors, la plus considérable, tant par le nombre de ses titres que par ses tirages. Cette inflation n'est pas, comme on l'a vu, sans poser problème aux pouvoirs publics à la Libération ; en 1948, un rapport de police détaillé sur la colonie espagnole qui publie alors une centaine de titres, souligne à titre de comparaison, même si les chiffres avancés sont très certainement minorés, que les Italiens éditent trois publications et les Polonais quatre <sup>232</sup>.

En l'absence d'inventaires détaillés pour la presse immigrée de l'après-guerre, un outil de travail utile est le répertoire de la presse en France

---

228. Nous avons adopté l'orthographe courante en français bien que le spécialiste ait écrit *yiddish* (Michel LEIBERICH, *France des étrangers, France des libertés...*, op. cit.).

229. *France des étrangers, France des libertés...*, op. cit.

230. *Ibid.*

231. Janine PONTY, *ibid.*, p. 143.

232. Les publications italiennes indiquées sont : *L'Italia libera*, éditée à Paris, *L'Echo missionario* du Lot-et-Garonne, et *Campana nostra* à Annecy (ADHG, 1278 W 8).



dressé par la Bibliothèque nationale, de façon régulière à partir de 1957<sup>233</sup>. Cet inventaire comporte un chapitre consacré aux périodiques publiés par les émigrés et les réfugiés ; mais il n'existe qu'à partir d'une date relativement tardive et, reposant sur les entrées effectuées par le système du Dépôt légal, il est loin d'être exhaustif, particulièrement pour le chapitre qui nous occupe. Par ignorance des règlements et souvent par méfiance, les éditeurs de publications des diverses colonies immigrées n'ont pas systématiquement déposé les exemplaires requis ; par ailleurs, le caractère encyclopédique de la Bibliothèque nationale et, souvent le peu d'intérêt prêté à l'époque à de telles publications, n'ont pas incité ses responsables, déjà submergés par le flux des documents, à aller les rechercher<sup>234</sup>. Néanmoins, ce répertoire donne des indications précieuses et l'on peut penser que, des manques existant pour toutes les colonies immigrées, les proportions restent vraisemblables. Ainsi, en 1957, sur quatre-vingts périodiques d'émigrés et de réfugiés, quasiment le quart d'entre eux est en espagnol (dix-neuf précisément), suivis par les publications polonaises puis italiennes, russes et arméniennes. Même dominante espagnole en 1960 dans une proportion identique, loin devant les publications polonaises, elles-mêmes suivies des russes, des arméniennes, des italiennes et des roumaines. Tout en restant majoritaire les années suivantes, la presse espagnole voit son importance proportionnelle décroître ; si les émigrations anciennes - polonaise, arménienne, russe, italienne, roumaine - sont toujours représentées tout en accusant une diminution du nombre de titres, on voit apparaître de manière croissante, avec l'importance grandissante des vagues migratoires correspondantes, des publications portugaises, vietnamiennes, nord-africaines et latino-américaines.

---

233. H.F. RAUX, *Répertoire de la presse et des publications périodiques françaises*, Paris, Editions de la Documentation française : pour 1957 (publié en 1958, 1116 p.), 1960 (1961, 1163 p.), 1963 (1964, 1232 p.), 1966 (1968, 1430 p.), 1966-1971 (1973, 2823 p.), 1977-1978 (1981, 963 p.).

234. Ainsi, en 1957, le *Répertoire* recense 19 titres espagnols, sur les 53 que nous avons identifiés ; en 1960, 20 sur 48 ; en 1963, 15 sur 53 ; en 1966, 12 sur 58, etc... Et, peut-être en raison des retards du Dépôt légal ou du catalogage des périodiques, les absents ne sont pas seulement des

Quant à la tolérance dont bénéficiaient les publications étrangères, la question serait à étudier également de façon comparative, comme indice de l'estimation de dangerosité représentée par les divers groupes étrangers présents en France. Bornons-nous pour l'après-guerre -précisément pour le milieu des années cinquante- à évoquer la nature des publications étrangères dont l'introduction, la circulation et la mise en vente sont interdites ; au 31 décembre 1956, dans un récapitulatif des interdictions prononcées depuis la fin des années quarante, elles sont au nombre de 120 <sup>235</sup>. Parmi elles, sont d'ailleurs comptées quelques publications en français, périodiques mais surtout ouvrages ; les livres et brochures interdits sont essentiellement des publications pornographiques, des études sur la Deuxième Guerre mondiale ou sur la colonisation française en Afrique du Nord et en Indochine, ou encore des livres considérés comme sulfureux tels que les versions anglaise et française de *J'irai cracher sur vos tombes* et *Sexus*. Sinon, plus des trois quarts de ces interdictions concernent des publications d'immigrés : les plus nombreuses sont espagnoles -vingt-deux-, suivies des polonaises -quinze-, arméniennes -douze- et italiennes -huit <sup>236</sup>. Les publications interdites éduées dans les autres langues d'Europe centrale et orientale, hormis le polonais, sont une quinzaine, et six en arabe. Sans être à même d'indiquer les motifs avancés pour ces interdictions de publications étrangères, il est probable que dans ces années cinquante nombre d'entre elles s'inscrivent -comme c'est le cas pour les journaux espagnols- dans le cadre de la guerre froide. Désireux de combattre l'accusation de xénophobie portée contre lui et le gouvernement, le ministre de l'Intérieur Jules Moch indique à la presse en janvier 1950 les mesures qu'il a été obligé de prendre contre des immigrés, et particulièrement des communistes étrangers qui "servent d'agents de liaison ou

---

petits bulletins éphémères, mais des titres réguliers comme *Atalaya*, *Céni*, *C.N.T.*, *Cuadernos* (du Congrès pour la liberté de la culture), *España libre* ou *Solidaridad obrera*...

235. Circulaire du 23 février 1956 du ministre de l'Intérieur aux préfets, AN, F7 15660.

236. Parmi les publications polonaises : *Echos polonais*, *Gazeta Polska*, *Informator Polski*, *La Revue polonaise en France*, *L'Hebdomadaire du Polonais en France*, *L'Immigration polonaise* etc... Parmi les publications italiennes : *Italia libera*, *Itallano in Francia*, *Francia-Italia*, *Il Progresso*, *Operato italiano*, *Paese sera*, *L'Unità*, *Vie nuove*...

d'exécution du Kominform en terrorisant leurs compatriotes ou en tentant "de désorganiser notre vie nationale"<sup>237</sup>.

Reflet indéniable de l'histoire et de l'évolution de l'immigration, la presse éditée par les colonies étrangères en France n'a cependant pas une signification univoque ; l'abondance des titres n'est pas liée nécessairement à l'importance d'un groupe national donné, mais peut-être davantage à sa composition sociologique -comme en témoignent, par exemple, les presses allemande antinazie et russe antibolchevique- et au poids des réfugiés politiques dans la colonie -à l'exception, probablement pas unique, du cas polonais. L'exemple espagnol est là, semble-t-il, pour confirmer à la fois le poids des intellectuels et des réfugiés politiques. L'abondance de la presse peut signifier parfois, comme dans le cas des publications en langue yiddish des années 1920 et 1930, le fait que la France cesse d'être un pays de transit pour devenir un pays de résidence plus permanente ; mais, plus généralement, elle peut traduire aussi un certain isolement par rapport à la société française, marqué par le désir d'entretenir une identité nationale en attendant le retour espéré au pays -comme pour les Polonais de l'entre-deux-guerres. La presse de l'émigration espagnole est considérée par ses animateurs comme l'arme d'un combat dont l'issue se trouve à l'extérieur de la France et comme un instrument de sauvegarde d'une identité culturelle ; cependant, de par la longévité de l'exil et l'immersion dans un autre milieu, la presse devient aussi le lieu privilégié de la rencontre avec d'autres cultures.

---

<sup>237</sup> Discours au déjeuner de l'Association de la presse étrangère, 27 janvier 1950, *doc. cit.* (AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 133, pp. 23-32). Il rappelle les mesures prises contre des Soviétiques, des Roumains, des Grecs, des Espagnols et des Polonais.

Pour la première fois peut-être avec autant de netteté dans l'histoire de l'immigration en France, on a affaire, avec l'exil espagnol, à une colonie qui, du fait de son nombre, de son activité et de l'écho rencontré dans certaines sphères de la société, a été au centre des relations bilatérales entre la France et le pays d'origine <sup>238</sup>. Il est indéniable que la présence en France de réfugiés républicains actifs -et dont certains sont notoires- a contribué à forger un antifranquisme assez largement répandu dans la culture nationale, au moins dans la mouvance de gauche, entendue au sens large du terme <sup>239</sup>. Certes, l'influence des exilés ne s'est exercée que marginalement sur la diplomatie française et pendant une très brève période de tension. Cependant, les réfugiés espagnols restent, pendant quasiment vingt ans à partir de la fin de la guerre mondiale, des enjeux au sein des relations d'Etat à Etat entre la France et l'Espagne : soutenus par les gouvernements français issus de la Résistance contre le régime instauré par Franco, ils sont l'objet constant des récriminations de celui-ci par rapport à la France. A partir du moment où les relations diplomatiques avec l'Espagne sont rétablies, les pressions de Madrid se font plus fortes et les réfugiés se trouvent inévitablement au cœur des négociations lorsque la France attend en retour une compensation de l'Espagne dans le domaine économique ou colonial.

---

238. Voir "Réfugiés et exilés", *Relations internationales*, n° 74, été 1993, pp. 133-248 ; Pierre Quilès indique que les réfugiés politiques italiens en France n'ont pas pesé de façon significative sur les relations officielles entre les deux pays, *op. cit.*, p. 150.

239. Andrée BACHOUD, *Exilés, immigrés ? Un pouvoir ? Une influence ?*, *Exils et émigrations hispaniques au XX<sup>e</sup> siècle*, *op. cit.*, p. 28.

## CHAPITRE III

### LES CARACTERISTIQUES DE LA PRESSE : APPROCHE DE LA COMPOSITION ET DE LA STRUCTURATION DE L'EXIL ESPAGNOL

*Les larmes sont nôtres,  
et la tragédie aussi  
et parce que les larmes sont encore  
l'homme est tel debout  
León Felipe*

Après avoir tenté de dresser un tableau de l'évolution dans le temps de la presse de l'exil espagnol en relation avec la conjoncture politique générale -internationale, et plus spécifiquement, française- et en liaison avec les oscillations des rapports entre la France et l'Espagne, nous avons pu saisir les diverses phases de l'histoire de cette émigration et entrevoir l'attitude des pouvoirs publics français en regard de ses activités. En étudiant de façon plus précise les caractéristiques de cette presse, nous souhaitons pénétrer davantage "à l'intérieur" de l'exil.

Notre démarche s'articulera autour de quatre axes. Distinguer les différents types de publications et leur importance respective, dresser une typologie des titres en fonction de leurs centres d'intérêt, de leurs registres d'expression, de leur durée de leur aspect matériel et de leur localisation géographique, pour parvenir à une première approche des préoccupations et des motivations des exilés, de leurs possibilités d'expression et de leurs lieux d'activité. Mettre en relief la nature et la diversité des organismes éditeurs, évaluer les tirages, le financement de cette presse et sa réalisation technique, pour tenter

de cerner les modes de structuration de l'exil espagnol. Analyser la diffusion de la presse tant dans l'exil lui-même et dans l'ensemble de la colonie espagnole qu'en Espagne, pour tenter d'en appréhender le poids et l'influence à court et moyen terme. Enfin, esquisser une typologie -humaine, celle-là- des responsables et des animateurs de cette presse pour connaître la composition socio-professionnelle et idéologique de ce qui est constitutif, sans nul doute, des milieux dirigeants de l'exil ; tenter de cerner, enfin, les liens de ces porte-parole de l'exil avec des milieux politiques et culturels français et avec d'autres exilés.

## **A. TYPOLOGIE DE LA PRESSE DE L'EXIL**

Cette presse est très diverse, tant dans les préoccupations dominantes des titres que dans leur aspect physique, leur durée, leur périodicité, leur tirage et leur diffusion. Le terme de presse n'est employé ici uniquement que dans son acception générique de publication périodique, beaucoup de titres étant de simples bulletins intérieurs ou relevant davantage de la feuille clandestine ou de la publication à diffusion restreinte d'une association. D'autres titres, en revanche, ont connu une existence longue, régulière et l'apparence physique de journaux ou de revues non marginaux. Les données concernant les éditeurs, les dates exactes de publication, le nombre de numéros, la périodicité, le mode de fabrication et les lieux d'édition sont extrêmement dispersées, fragmentaires dans de nombreux cas, souvent incertaines ; au fil des recherches, les indications présentant un caractère fiable ont été recueillies et confrontées, rassemblées dans une base de données, afin de traiter avec le plus de précision possible, sous divers angles statistiques, cette énorme quantité d'informations -étant entendu que, compte tenu de la difficulté à connaître tous les éléments, les indications seront d'ordre relatif et en

aucun cas absolu <sup>1</sup>. L'objectif essentiel est de pouvoir s'interroger sur ce que les diverses caractéristiques de cette presse nous apprennent sur l'exil espagnol. L'étude des divers types de publication permet de dégager une première vision de l'exil.

## **1) Les divers types de publications**

L'émigration républicaine espagnole est marquée et préoccupée au premier chef par le politique. Si l'on met à part les publications à fonction exclusivement syndicale ou culturelle -qui, bien entendu, n'échappent pas toutes au politique, pas plus que les publications de type politique sont exclusives d'autres registres d'expression- l'on constate que près des trois quarts des publications de l'exil espagnol ont un caractère politique, qu'elles émanent explicitement de partis, de mouvements ou d'associations à l'orientation politique précise ou que leurs colonnes soient consacrées en grande partie aux questions politiques.

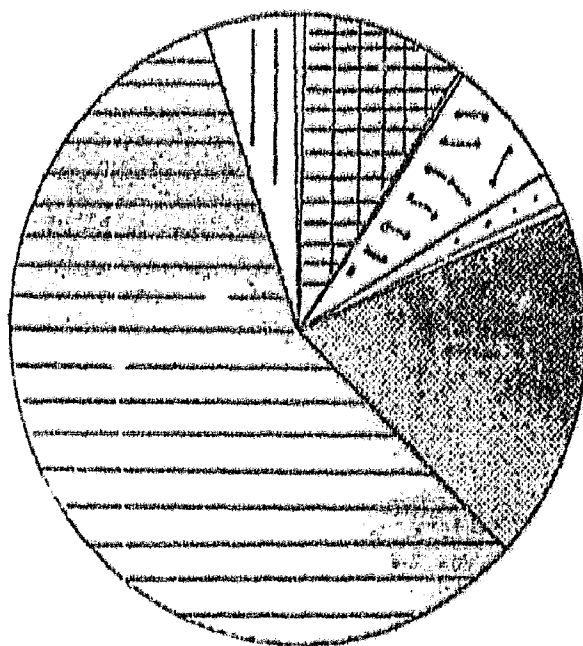
### **a) Publications politiques**

Ce vaste ensemble de publications "politiques" est lui-même très diversifié, selon la nature de l'organisme éditeur, le type de public auquel ces titres s'adressent et la forme -physique ou matérielle- qu'ils revêtent. Nous avons regroupé sous cette rubrique, du fait de leurs préoccupations majoritairement politiques, les publications de partis et mouvements, les bulletins de presse, les périodiques des organisations de jeunesse et de femmes, ceux des associations non culturelles et la presse clandestine et satirique.










---

1. Un logiciel de base de données a été utilisé pour ce traitement.

### Les divers types de périodiques : pourcentage par rapport au nombre de numéros publiés



#### Type de publication

-  Politique : 57,7 %
-  Général : 17,6 %
-  Culturel : 9,5 %
-  Jeunesse : 6,9 %
-  Syndical : 5 %
-  Associatif : 1,9 %
-  Clandestin : 0,9 %
-  Femmes : 0,5 %
-  Satirique : 0,06 %



Plus de 290 titres, soit plus de 45% de l'ensemble, correspondant à plus de 57% du nombre de fascicules publiés et à la moitié de la durée totale des publications, correspondent aux orientations des partis ou groupes qui les éditent et ont des contenus majoritairement politiques et idéologiques. Ce poids écrasant de ce que l'on pourrait appeler la presse militante est à replacer tout à la fois dans le contexte général de la presse de cette époque en France, avec la multiplicité des journaux politiques «seul moyen d'expression des courants idéologiques» et dans celui de la guerre d'Espagne qui a été le théâtre d'une explosion au verbe et de l'écrit. Rappelons l'explosion éditoriale des lendemains de la Libération et la politisation accrue de la presse par rapport à celle de l'avant-guerre<sup>2</sup>, ainsi que l'ampleur du phénomène propagandiste lié à la guerre d'Espagne. Ces titres sont parfois la continuation dans l'exil des publications des principaux partis avant 1939 ; c'est le cas d'*El Socialista* pour le PSOE, de *Solidaridad obrera* pour la CNT, de *Mundo obrero* pour le PCE, de *La Batalla* pour le POUM, de *Política* pour la Gauche républicaine (IR), d'*Estat català* pour le parti du même nom, ou de *La Humanitat* pour la Gauche républicaine de Catalogne (ERC). Mais ce sont surtout des publications surgies dans l'exil pour répondre aux nécessités du regroupement et de la communication «notamment les bulletins intérieurs» et à la volonté de combattre le franquisme. Bornons-nous, pour éviter une énumération fastidieuse, à souligner la fréquence de certains titres significatifs qui résument le programme d'action ou appellent au combat pour la démocratie (*República, Reconquista de España, España republicana, España libre, Libertad, Unidad y lucha, Terra lliure, Democracia, Acción, Adelante...*), de ceux qui revendiquent de parler au nom de l'Espagne privée de liberté d'expression (*La Veu de Catalunya, Voz de Madrid, La Voz de los Españoles, La Voz de España, Tierra vasca, Catalunya ...*) ou qui marquent la condition de l'exilé (*Exilio, La Voz del exilio, España expatriada, España emigrada ...*).

---

2. Histoire générale de la presse française... op. cit., tome IV, De 1940 à 1958, p. 301.

### Répartition des titres par types de publications

**Publications de type politique** : 477 (75,2 %)

- publications des partis et mouvements politiques : 295 (46,5 %)
- publications d'information générale : 57 (9 %)
- publications pour la jeunesse : 47 (7,4 %)
- publications clandestines : 34 (5,4 %)
- publications d'associations : 29 (4,6 %)
- publications pour les femmes : 11 (1,7 %)
- publications satiriques : 4 (0,6 %)

**Publications de type culturel** : 83 (13,1 %)

**Publications de type syndical** : 74 (11,7 %)

Total des titres : 634

Il convient de souligner également le nombre non négligeable - près de 60 titres, soit plus de 9% d'entre eux et près de 18% du total des fascicules - de ce que l'on pourrait regrouper dans la catégorie des publications d'information générale. Ce sont des bulletins de presse, destinés à donner des informations courtes et précises aux exilés, mais surtout à la presse française et internationale et aux responsables politiques de divers pays, afin de contrecarrer la propagande franquiste en apportant une contre-information sur la réalité politique et sociale de l'Espagne, sur l'existence d'une opposition au franquisme et sur la répression. On trouve ainsi des titres comme *Agence Hispantia*, *Agencia catalana d'informació*, *Agencia Febus*, *A.P.E.P.*, *Agence de presse Espagne populaire...* Ce sont les nombreuses publications informatives de ce type éditées en diverses langues par le gouvernement républicain en exil, la Généralité de Catalogne et le gouvernement basque, comme *República española. Boletín de información*, *Generalitat de Catalunya* ou *Oficina prensa Euzkadi (O.P.E.)* ; éditées également par des partis, comme le PSOE pour *Nouvelles d'Espagne*, *News from Spain*, *Documents et nouvelles d'Espagne*, comme le Movement socialista de Catalunya (MSC) pour *Nouvelles de la Catalogne*, ou par des syndicats, comme l'UOT avec les différentes éditions d'*U.G.T. information*. Peuvent également se rattacher à

cette catégorie les publications officielles des institutions républicaines, comme la *Gaceta oficial de la República española*, le *Diari oficial de la Generalitat*, le *Boletín de información del gobierno de la República española*, le *Boletín de Cortes* ou le *Boletín de información del Congreso de los diputados*.

Un nombre important de titres, proche de la cinquantaine -soit 7% des titres et des fascicules- est tourné vers la jeunesse ; ils émanent des mouvements de jeunesse des organisations politiques. Les deux tiers sont édités par les jeunes libertaires de la FIJL, avec ces publications comme *Crisol*, *Frente libertario*, *Horizonte*, *Juventud libre*, *Nervio*, *Nueva Senda*, *Ruta*, *Voluntad*, et par les socialistes de la JSE, avec *Escuela juvenil socialista*, *Impetú*, *Porvenir*, *Renovación* ou *Vieja guardia* ; les autres titres sont édités essentiellement par la JSU, les jeunesses du POUM -la JCI- et des groupes basques ou catalans. Les thèmes de préoccupations n'y sont pas fondamentalement différents de ceux des organes des partis, mais le ton y est souvent plus libre et c'est parfois de certains d'entre eux que vient la contestation (ainsi, *Ruta* se crée notamment, en novembre 1944, afin de défendre la position révolutionnaire et anti-gouvernementale classique de l'anarchisme contre les accords "collaborationnistes" pris lors du Plenum de Muret de la CNT en octobre 1944).

Une autre catégorie de publications politiques a été distinguée, compte tenu de la particularité de son mode de fabrication et de diffusion, ce sont les publications clandestines <sup>3</sup>. Parues pendant l'occupation de la France, de manière nécessairement limitée comme nous l'avons vu, elles représentent avec une trentaine de titres, un peu plus de 5% de ceux-ci, mais seulement 1% de l'ensemble des fascicules. Les différentes éditions, imprimées, ronéotypées,

---

3. Nous n'avons pas retenu dans cette catégorie, comme nous l'avons souligné en précisant nos critères de sélection, les publications clandestines diffusées en Espagne, ni celles qui ont paru illégalement en France après une interdiction gouvernementale (comme c'est le cas des publications communistes après 1950).

dactylographiées ou manuscrites de *Reconquista de España*, liées à l'UNE, dominant de façon indiscutable cet ensemble.

D'autres publications relèvent encore du domaine politique : celles des associations non culturelles. Une trentaine de titres -soit près de 5% du total et 2% des fascicules- émanent soit d'anciens combattants, comme *Nuestro combate*, *Hispania* ou *La Voz del mutilado*, soit d'anciens d'une même carrière ou profession, comme *Agrupación militar*, *Armas y letras*, *Boletín de la A.M.R.E.*, *Junta nacional de seguridad y vigilancia*, *Ley* ou *Revista de capacitación*, soit d'adhérents regroupés autour d'affinités politico-culturelles, comme *Agrupación de Berguedans a l'exili* ou *Amistad*, soit d'émigrés économiques, comme *La Voz de España* ou *La Voz de los Españoles*, soit enfin d'associations de solidarité, comme *Solidaridad española* ou *Solidaridad republicana española*. Ces publications sont préoccupées au premier chef par la défense des intérêts des affiliés de ces associations, mais les informations et les prises de position politiques n'en sont pas absentes. Cela se comprend aisément quand on constate parmi elles la forte proportion de publications -plus de la moitié- éditées par des associations d'anciens militaires républicains, anciens combattants de la guerre d'Espagne et d'anciens Résistants en France, donc de groupes impliqués pendant des années dans de furs combats dans divers pays.

Comparés aux divers ensembles précédents, les titres dirigés vers les femmes exilées sont peu nombreux -une dizaine-, peu durables et ne représentent que peu de fascicules -moins de 1% de l'ensemble. Fait significatif d'une émigration où, à côté de femmes responsables politiques ou syndicales -comme Federica Montseny, Dolores Ibarruri et quelques autres- la grande majorité des femmes semble se tenir éloignée des organisations politiques ? En 1955, par exemple, il semblerait que le PSOE ne compte que 346 femmes sur environ cinq

mille affiliés <sup>4</sup>. En tout cas, les femmes espagnoles ne ressentent pas le besoin d'avoir des organes d'expression indépendants, probablement parce que le sentiment de partager les conditions de vie et, dans une proportion qui reste à connaître, les pratiques politiques et culturelles des hommes ne les y incitent guère. Il est clair, cependant, que beaucoup ont eu des motivations personnelles de s'exiler en dehors de l'influence du père, du mari ou du frère, du fait des luttes menées par elles en Espagne dans les usines, les villages ou les quartiers <sup>5</sup>. La grande majorité des publications éditées à l'intention spécifique des femmes est impulsée par le PCE ou des organisations proches -comme l'Unió des dones de Catalunya ou l'Unión de mujeres antifascistas españolas ; ce sont des titres comme *Companya, Madres, Mujer patriota, Mujeres, Mujeres antifascistas españolas* ou *Unión de mujeres españolas*. L'Unión de mujeres antifascistas españolas est, aux dires même de ses dirigeantes, une "organisation féminine, mais non féministe" ; elle s'adresse à toutes les femmes espagnoles de l'émigration, politique ou non, et elle espère que celles qui s'intéressent d'abord aux pages de mode, aux recettes de cuisine et aux conseils de beauté

...vont peu à peu lire autre chose. Elles vont s'intéresser à notre organisation, juger nos activités et, pas à pas, elles vont s'approcher de nous, parce que la justesse de notre cause va les pénétrer. Une femme qui achète le journal pour ses pages de mode ne peut manquer de voir les tableaux de la misère et de la terreur en Espagne ; et il n'est pas possible que ces images laissent insensible une femme espagnole d'esprit et de cœur sains ; ces images doivent éveiller en elle un sentiment de répulsion et de haine envers ceux qui ont converti notre patrie en un tableau vivant d'horreur et de mort. Et quand on comprend et on sent cela, naît le désir de contribuer à la libération de l'Espagne <sup>6</sup>.

---

4. La Fédération locale de Toulouse compte 43 femmes, celle d'Oran 40, celle de Mexico 34, celle de Paris 22, celle de Bordeaux 12 (Rapport des Renseignements généraux du 28 mai 1955 (ADHG, 2692/87).

5. Marie-José NADAL, "Femmes de l'exil espagnol. Formation idéologique et action politique des femmes du peuple ayant choisi de s'exiler en France en 1939", *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 15, janvier-juin 1989, pp. 28-38.

6. Bilan de la propagande de l'UMAE, dressé par Rosa Vilas dans un "Informe sobre propaganda y cultura", in *Unión de mujeres antifascistas españolas*, si, Consejo nacional, 1947, 144 p. (pp. 86-94).

Ce n'est que tardivement, aux alentours de 1968, parallèlement au développement des mouvements féministes en France, que les femmes anarchistes donnent une continuation, en plus modeste, à la publication emblématique des femmes libertaires de la guerre civile, *Mujeres libres*. Dans le même contexte d'après 1968, quelques bulletins modestes sont édités par des socialistes comme *Esperanza* et *Mujer socialista*.

Enfin, sans que l'humour et la dérision soient absents des publications précédentes, l'exil espagnol a produit peu de publications entièrement satiriques, peu en nombre de titres, en durée et en numéros. Les deux *Murciélagos*, publiés par des socialistes dissidents, reprennent le titre d'un périodique d'opposition satirique, signifiant *La Chauve-souris*, paru à Madrid au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle ; mais ils n'ont eu chacun que trois numéros, en 1939 et en 1949. *Zumbón* n'est sorti qu'une seule fois, en 1966, par la CNT<sup>7</sup>. La seule publication satirique qui ait duré quelque temps est *Don Quixote*, publiée à Rodez en 1946 et 1947, dans la filiation explicite du *Canard enchaîné* et de *L'Os libre*, et qui n'épargne ni les franquistes -sa cible principale dans son combat pour une "République par le peuple et pour le peuple"-, ni non plus les exilés républicains.

#### b) Autres types de publications

Les préoccupations culturelles sont présentes de manière plus ou moins régulière, comme nous le verrons, dans un grand nombre de publications de type politique ou syndical, mais il existe un nombre assez important de titres à caractère exclusivement culturel ; ces derniers sont au nombre de 83, soit un peu

---

7. Son initiateur, Miguel Celma, ayant eu un accident (Entretien du 28 août 1992).

plus de 13% de l'ensemble et environ 10% de la totalité des numéros parus, avec un fort enracinement dans la durée -17% des durées globales de publication-, ce qui témoigne d'un souci du culturel proportionnellement plus permanent que le fort pourcentage de titres politiques dû au bouillonnement incessant des publications militantes ne le laisse voir. Parmi ces journaux, revues ou bulletins culturels, l'on constate que près de la moitié émane des nationalités catalane et basque. Plus du tiers d'entre eux sont, en effet, rédigés en catalan et émanent en tout premier lieu d'associations consacrées à la sauvegarde de la culture catalane, comme les *Casals catalans* -les Maisons de la Catalogne- présents dans de nombreuses villes françaises ; citons le *Bullett del Casal català de Tolosa* ou *Llar de Germanor català* à Toulouse, *Mai no morir* à Angoulême, *Per Catalunya* à Clermont-Ferrand, *Vinçle* à Paris ou *Caliu* à Castres et à Paris... Un dixième des titres est consacré à la culture basque, comme *Euzko-Jakintza*, *Euzko Gogoa*, *Gernika* ou *Ikuska*. Après celui des minorités nationales, l'autre ensemble notable de publications culturelles -plus de 20%- est constitué de titres anarchistes tels que *Cénit*, *Demain*, *Galeria*, *Horizontes*, *Impulso*, *Inquietudes*, *Mundo al día*, *La Novela ideal*, *Suplemento literario de Solidaridad obrera*, *Tiempos nuevos*, *Umb. al, Universo*.

Les publications syndicales, avec quasiment 75 titres, représentent près de 12% du total, mais seulement 5% de l'ensemble des numéros et 9% des durées cumulées, ce qui atteste, pour un grand nombre d'entre elles, de leur caractère éphémère. Une précision s'impose pour clarifier le contenu de cette rubrique : bien que la CNT se veuille un syndicat avant tout -et non un parti politique au sens classique du terme- nous avons délibérément classé ses publications dans la catégorie des titres politiques du fait de leur fonction politique indiscutable. La division des rôles entre parti et syndicat étant marquée dans le socialisme espagnol, les publications de l'UGT, support syndical du PSOE,

correspondent davantage à des publications de type syndical classique et sont souvent animées directement par des fédérations de métiers.

De nombreuses publications se sont créées à la Libération, pour marquer la reconstitution des structures syndicales des branches professionnelles les plus diverses -des employés des banque et des postes et télégraphes, aux métallurgistes et aux paysans- mais n'ont survécu ni au temps ni à la reconversion socio-professionnelle fréquente et obligée de leurs affiliés. Des titres comme *Acció, Bancario, Comunicaciones, Esforç, Edificaci3n, Espectáculos, Funcionarios, El Metalúrgico, Telégrafos, La Terra, Transport, Transporte, Unidad mercantil* ou *Unión ferroviaria* témoignent de la diversité socio-professionnelle des réfugiés lors de leur arrivée en France. Par ailleurs, les scissions de l'UGT ont multiplié le nombre des publications : aussi bien l'UGT tendance Rodolfo Llopis-Pascual Tomás que l'UCYT du groupe Ramón Lamonedá ont édité des bulletins, auxquels il faut ajouter ceux de l'UGT-Junta central, constituée par le PCE avec quelques socialistes dissidents ayant appartenu à l'UNE. Cependant, parmi les publications syndicales, certaines figurent parmi les plus longues et les plus régulières, comme le *Boletín de la Unión general de los trabajadores*, suivi d'*U.G.T.* Aux publications syndicales éphémères de l'après-guerre mondiale, ont succédé, dans les années 1960, celles nées des tentatives d'unité syndicale entre l'UGT, la CNT et STV, comme *Alianza, Alianza sindical* ou *Nueva generaci3n* ; puis, quelque temps après, celles issues des formes nouvelles d'organisation syndicale à l'intérieur de l'Espagne comme l'*A.S.O.* et les Commissions ouvrières, avec des titres comme *Construcci3n, Lucha obrera, Metal* ou *Textil.*



### c) Les langues de communication

Si l'on fait le compte des langues utilisées dans les publications de l'exil espagnol, on peut constater le fort pourcentage de l'espagnol -72% des numéros publiés-, et la présence notable du catalan, 10%. Viennent ensuite les publications bilingues : près de 10% pour celles qui utilisent à la fois l'espagnol et le français et près de 4% pour celles qui allient le basque et l'espagnol. Environ 3% des numéros sont édités en français seul et 1% en anglais ; tandis qu'un faible pourcentage est partagé à la fois par les publications en langue basque seule, en basque associé à l'espagnol et au français et au catalan accompagné de l'occitan. On constate donc que l'espagnol apparaît comme la langue de communication principale et que le souci d'être compréhensible au-delà de la communauté espagnole -notamment des francophones et des anglophones- prime sur celui de la diffusion de la langue régionale ; sauf pour les Catalans, nombreux dans l'exil, et à la langue plus accessible aux Français, notamment aux Occitans, que le basque qui s'associe le plus souvent avec l'espagnol, parfois aussi avec le français, mais apparaît rarement seul.

Rappelons enfin que s'il y a un réel souci des animateurs de journaux d'être compris en dehors de la colonie espagnole, comme en témoigne un titre tel que *L'Espagne républicaine*, essentiellement rédigé en français, la préoccupation dominante reste d'atteindre les exilés qui, dans leur grande majorité, "s'ils parlent souvent difficilement le français, le lisent encore plus mal et ne l'écrivent, à vrai dire, pas du tout" <sup>8</sup>. C'est pour cela que les interdictions de 1961, avec l'obligation faite aux journaux d'être rédigés en grande partie en français afin de pouvoir paraître, touchent un point sensible concernant l'indépendance et la diffusion de la presse de l'exil <sup>9</sup>. Les directeurs de *C.N.T.*, Federica Montseny et

<sup>8</sup>. Voir la présentation de la version franco-espagnole du *Combat syndicaliste* après l'interdiction de *Solidaridad obrera* (*Le Combat syndicaliste*, n° 173, 28 décembre 1961).

<sup>9</sup>. Voir, dans le précédent chapitre, la question du quota d'articles en français.

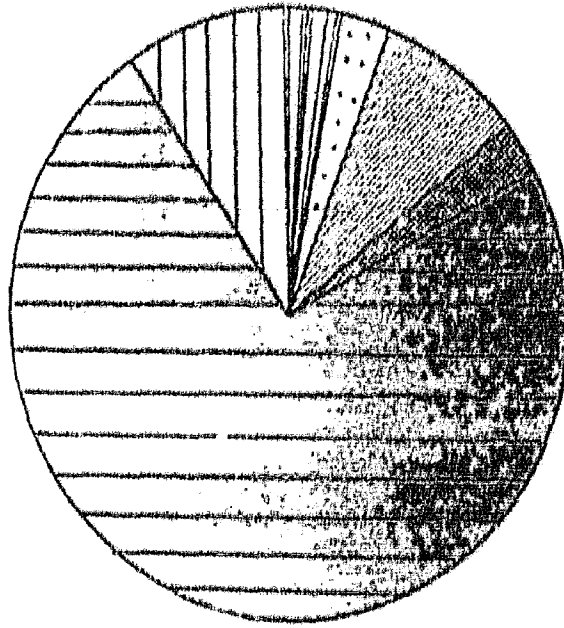
Roque Santamaría, soulignent au préfet de la Haute-Garonne la difficulté que représente pour de vieux militants un journal écrit en français <sup>10</sup>. Même si l'obligation légale d'articles en français n'est pas respectée à la lettre, il n'en reste pas moins que cela pose de sérieux problèmes de réorganisation aux journaux obligés de fait à se transformer en publications françaises : le secrétaire général adjoint de la SFIO, Georges Brutelle, devient le directeur du *Socialiste*, et la CNT, section française de l'AIT, est l'éditeur officiel du *Combat syndicaliste* et d'*Espoir*. Cela contraint également les animateurs de journaux de l'exil à publier des traductions car, à de rares exceptions près, les auteurs espagnols n'écrivent pas directement en français -par exemple, pour *Le Socialiste*, seuls Carlos et José Martínez Cobo, Carlos Martínez Parera ou J.L. Llamas peuvent le faire. Cela amène les animateurs du *Socialiste* à reproduire des articles parus dans des journaux français, comme *La Dépêche du Midi*, *le Monde* ou *Le Peuple*, et induit aussi à augmenter le nombre des collaborateurs étrangers ; ainsi, *Le Socialiste* fait-il appel à Guy Mollet, Alain Savary, Jules Moch, François Mitterrand, Daniel Mayer, Jean Cassou, Robert Escarpit, Roger Garaudy ou Albert Camus, pour ne parler que de francophones. Au fil des années, entre les traductions et les extraits d'autres journaux, les articles en français ne cessent de voir leur nombre croître : 31,9 % en 1962, 39,5 % en 1965, 53 % en 1969 et 58,5 % en 1971 <sup>11</sup>. Cette réorganisation obligée n'est pas sans incidence sur le contenu du journal : si la majorité des textes français y traitent de problèmes internationaux, les articles en espagnol concernent davantage l'Espagne, notamment la répression et l'antifranquisme <sup>12</sup>. Cependant, si les mesures de 1961 restreignent l'indépendance des émigrés espagnols et entendent limiter la diffusion des publications auprès de leurs destinataires naturels, tant en France qu'en Espagne, des solidarités entre les réfugiés et leurs homologues français se sont trouvées concrètement renforcées.

---









10. ADHG, 2933/71.

11. Carlos et José MARTINEZ COBO, 1944 - 1976, *El Socialista*, op. cit., p. 81.

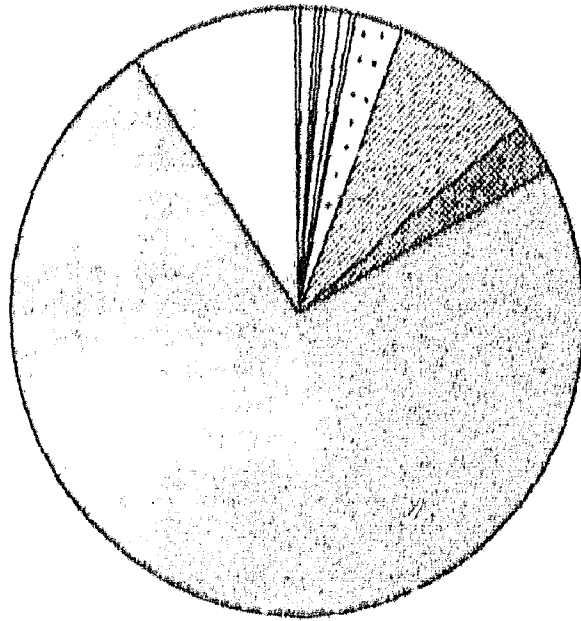
**Les langues utilisées dans la presse de l'exil : pourcentage par rapport au nombre de numéros**











**Langues**

	Castillan	: 72 %
	Catalan	10 %
	Français, castillan	: 9,5 %
	Castillan, basque	: 3,5 %
	Français	: 3 %
	Anglais	: 1 %
	Castillan, français, basque	: 0,8 %
	Catalan, occitan	: 0,2 %

Les langues utilisées dans la presse de l'exil : pourcentage par rapport au nombre de numéros



Langues

	Castillan	: 72 %
	Catalan	: 10 %
	Français, castillan	: 9,5 %
	Castillan, basque	: 3,5 %
	Français	: 3 %
	Anglais	: 1 %
	Castillan, français, basque	: 0,8 %
	Catalan, occitan	: 0,2 %

De cette étude générale des types de publications, quelques premières remarques peuvent être faites. D'abord la forte prégnance du politique sur l'exil espagnol. La préoccupation fondamentale est, au-delà de la défense d'intérêts catégoriels pris en compte par des associations ou des syndicats, l'opposition au régime installé en Espagne, même si les analyses divergent sur les raisons de l'échec de la République et sur les moyens de renverser le franquisme. En exil, ce poids déterminant du politique se traduit par la volonté d'instaurer une sorte de contre-pouvoir, dans quatre domaines. Sur le plan institutionnel, par la restauration des organes de pouvoir considérés comme légitimes. Sur le plan informatif, par la diffusion d'une contre-information destinée à battre en brèche la propagande franquiste. Sur le plan politique, par la reconstitution des organisations face au vide créé par la répression en Espagne. Sur le plan culturel, enfin, par le souci de sauvegarder les cultures nationales niées par le franquisme ainsi que l'héritage culturel hispanique libéral.

## **2. Temps, matière, quantité, espace : durée, périodicité, aspect matériel, tirages et localisation géographique des publications**

Dans le bouillonnement des publications de l'exil espagnol, la diversité est, là encore, très grande en ce qui concerne les conditions de publications. Nous avons vu que la période de la plus intense floraison de titres est celle qui va de la libération de la France à 1950 : quasiment la moitié d'entre eux apparaissent alors, soit 301, les années de plus forte création allant de 1944 à 1947. Mais, presque autant de titres disparaissent pendant la même période, soit 281, avec toujours un maximum de 1944 à 1947. Nous avons vu les raisons de cette floraison et de ce retrait : d'un côté, la liberté d'expression revenue après la période de la clandestinité, l'espoir de hâter la chute du régime franquiste et, de l'autre côté, le souci des pouvoirs publics français de normaliser la presse nouvelle, les interdictions dues au déclenchement de la guerre froide, ainsi qu'une

certain repli de l'exil espagnol après les espoirs immenses qui avaient engendré spontanément de tels besoins d'expression. Repérer les publications longues et régulières, à tirages importants, peut donner des indices sur la force et l'implantation de certaines organisations, même si des facteurs extérieurs - interdictions notamment - influent nécessairement.

**a) De l'éphémère à la longue durée : longévité et périodicité des publications, nombre de numéros**

Comme on l'a déjà entrevu, beaucoup de publications ont disparu aussitôt qu'apparues, car elles ont correspondu, à un moment donné, aux besoins d'expression d'un groupe ou d'une tendance qui n'a pas eu ensuite la possibilité matérielle ni la force militante pour continuer ; ou parce qu'elles sont très vite tombées sous le coup d'une interdiction officielle. Un très fort pourcentage de publications ne dépasse pas le cap d'une année, soit, d'après ce que nous avons pu déterminer au travers des innombrables éléments de collections dispersées, environ plus de 40%. Presque quatre cents titres durent moins de deux ans et environ cinq cents titres moins de cinq ans. Au total, plus de 90% des titres durent moins de dix années. Cependant, près d'une cinquantaine de titres totalisent plus d'une décennie d'existence ; une douzaine a été éditée pendant dix ans, six pendant treize ans, quatre pendant dix-huit ans (dont *C.N.T.*, *El Socialista* et *Solidaridad obrera* interdits en 1961) et une vingtaine de publications a été publiée pendant vingt ans et plus, jusqu'à représenter quarante-trois ans d'existence à la date présente, comme *Cénit*. A côté donc d'une majorité de publications de faible durée, un nombre plus réduit de titres, mais au demeurant assez considérable en soi et très significatif, s'est maintenu pendant plus d'une décennie voire plusieurs décennies.

Publications dont la durée a excédé dix ans <sup>13</sup>

43 ans :	<i>Cénit...</i>
38 ans :	<i>Política</i>
37 ans :	<i>Euzko Deya</i> <i>Mai no morirem</i>
36 ans :	<i>La Batalla</i> <i>Terra lliure</i>
31 ans :	<i>O.P.E.</i>
30 ans :	<i>Callu</i>
28 ans :	<i>Alarma</i>
27 ans :	<i>Boletín de la Unión general de trabajadores</i>
25 ans :	<i>Renovación</i>
24 ans :	<i>Endavant</i>
23 ans :	<i>Informaciones poumistas</i>
22 ans :	<i>Generalitat de Catalunya</i>
21 ans :	<i>Espoir</i>
20 ans :	<i>República española. Boletín de información</i> <i>Vida nova</i>
18 ans :	<i>C.N.T.</i> <i>El Socialista</i> <i>Solidaridad obrera</i> <i>Tribuna socialista</i>
17 ans :	<i>Crisol</i> <i>Elgar</i> <i>España libre</i>
16 ans :	<i>República</i> <i>El Socialista español</i>
15 ans :	<i>Cuadernos de Ruedo Ibérico</i> <i>News from Spain</i> <i>Nouvelles d'Espagne</i>
14 ans :	<i>Zutik</i>
13 ans :	<i>Acción comunista</i> <i>Boletín interno-interior de la 4ª y 5ª región</i> <i>Casal de Catalunya</i> <i>Porvenir</i> <i>Le Socialiste</i> <i>U.G.T. informations</i>
12 ans :	<i>Acción socialista</i> <i>Impetu</i> <i>Treball</i>
11 ans :	<i>Cuadernos</i> <i>Euzko-Jakintza</i> <i>La Novela ideal</i> <i>Nueva Senda</i> <i>Ródano-Alpes</i> <i>U.G.T.</i>
10 ans :	<i>Acción</i> <i>A.I.F.</i> <i>Anales. Ateneo iberoamericano de Paris</i> <i>Centro de estudios Pablo Iglesias</i> <i>La Humanitat</i> <i>F.O.U.M.</i> <i>Ruta</i>

13. N'ont été pris en considération que les temps de publications faits en France, nous n'avons pas comptabilisé la nouvelle "période espagnole" de certains titres qui ont recommencé à paraître en Espagne après l'avènement de la démocratie (*La Batalla*, *El Socialista*, *Mundo obrero...*).

*El Socialista* (ed. résumée)  
U.G.T.  
*La Voz de España*

Quelles sont donc les publications qui ont perduré au-delà de dix années ? On trouve, en premier lieu, parmi elles, des publications socialistes -une dizaine de titres pour le PSOE et ses jeunesses, auxquels il faut ajouter les quatre titres de l'UGT où les socialistes sont majoritaires- et des publications anarchistes -une douzaine de titres. Viennent ensuite les publications catalanes et basques - huit et sept respectivement-, puis celles du POUM, des revues culturelles que l'on ne peut rattacher à l'un des ensembles précédents puis des titres républicains. Enfin, parmi ces publications à la longévité importante, on en trouve deux émanant de l'extrême-gauche (*Acción comunista*, *Alarma*), et d'autres éditées, respectivement, par les communistes catalans (*Treball*), des dissidents socialistes (*El Socialista español*) ou des dissidents communistes (*Acción socialista*), par des anciens combattants de la Résistance (*La Voz de los olvidados*) ou par les émigrés économiques (*La Voz de España*).

La première constatation est donc la permanence dans la longue durée, dans la structuration de l'exil espagnol en France, des organisations socialistes et anarchistes, suivies de façon assez proche, par celles des nationalités catalanes et basques. Les groupes marxistes non stalinien -POUM, dissidents socialistes et communistes, extrême-gauche- ont perduré également de façon notable, alors que les partis républicains et communistes -ces derniers mis, il est vrai, hors-la-loi en 1950- n'ont pas fait montre de la même longévité dans leur activité de publication.

Après la longévité des titres, le second élément à prendre en considération est la périodicité. De nombreux titres de périodiques ont, en effet, ou une périodicité qu'il n'a pas été possible de déterminer ou très irrégulière et



changeante ; fluctuations souvent liées aux possibilités financières et à l'activité des organismes éditeurs. Plus des trois quarts des titres sont dans ce cas. Seuls, quelque 150 titres ont une périodicité régulière, avec une dominante pour les mensuels et les hebdomadaires. La majorité des titres change fréquemment de périodicité, dans le sens, le plus souvent, d'une progressive diminution de celle-ci avec les années. Si l'on se réfère à présent aux numéros parus, les hebdomadaires en représentent le plus fort pourcentage, suivis des périodiques à périodicité inconnue ou irrégulière, puis des mensuels.

#### Périodicité des titres

- inconnue	: 351
- irrégulière	: 130
- trimestrielle	: 14
- bimestrielle	: 12
- mensuelle	: 63
- bimensuelle	: 17
- hebdomadaire	: 43
- bihebdomadaire	: 1 <sup>14</sup>
- quotidienne	: 3 <sup>15</sup>

L'exil espagnol n'a pas publié de journal quotidien, hormis la brève expérience, au lendemain de la Libération, d'*El Patriota del Sud-Oeste* à Toulouse ; porte-parole de l'UNE, édition espagnole de son homologue français du Front national, *Le Patriote du Sud-Ouest*, il n'a pas survécu à l'interdiction des publications espagnoles de 1945 et, de manière plus générale, à la remise en ordre de la presse issue de la Résistance. Les autres publications quotidiennes, pour intéressantes qu'elles soient, sont de simples bulletins d'information ronéotypés : *I.D.E.R. presse* et *Oficina prensa Euzkadi*. Cependant, nous avons vu que ce dernier, publié pendant trente-et-un ans par le gouvernement d'Euzkadi, a fait preuve d'une longévité remarquable ; il a été l'inlassable pourvoyeur

---

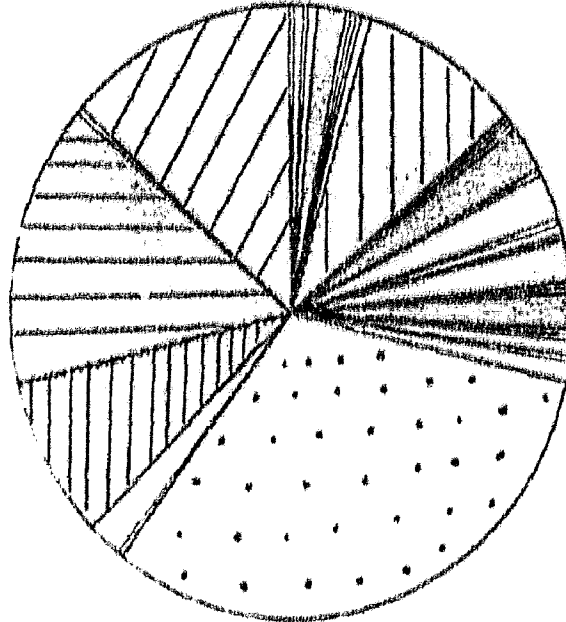
14. *Boletín de información del Gobierno de la República española*, 1947, 35 numéros.

15. *I.D.E.R. presse*, *Oficina prensa Euzkadi* et *El Patriota del Suroeste*.








d'informations sur le Pays basque et le reste de l'Espagne ainsi que sur les questions internationales relatives à celle-ci et il a joué en quelque sorte le rôle d'un bulletin d'agence de presse pour les publications de l'exil et pour les autres journaux désireux de s'informer en-dehors de la censure franquiste. L'unique expérience bi-hebdomadaire, celle du *Boletín de Información del Gobierno de la República española*, ne s'est pas poursuivie au-delà de l'année 1947.

Les organes centraux des organisations qui rassemblent la majeure partie des exilés espagnols sont des hebdomadaires. C'est le cas des publications anarchistes les plus durables et les plus régulières, comme *C.N.T.* et *Solidaridad obrera*, continuées par *Espoir* et *Le Combat syndicaliste* ; c'est le cas également de *Ruta*, l'organe des Jeunesses libertaires ou de *Hoy*, paru à Marseille de 1945 à 1947, mais *España libre*, organe de la CNT-MLE tendance "collaborationniste", passe d'une parution hebdomadaire à bimensuelle. Les journaux socialistes les plus importants, vecteurs de la propagande du PSOE, sont aussi hebdomadaires, comme *El Socialista* et *Le Socialiste*, comme *Adelante* publié à Marseille de 1944 à 1948. Tant que perdurent la Junta española de liberación et le souci d'unité des forces non communistes, *L'Espagne républicaine* puis *L'Espagne* offrent chaque semaine une tribune politique et littéraire à leurs lecteurs ; *Mundo obrero*, organe du Parti communiste, paraît de même chaque semaine jusqu'à son interdiction en 1950 et un journal comme *Heraldo de España*, tentative de publication indépendante des partis, sort avec la même périodicité. Les publications bimensuelles émanent plutôt de sections locales de mouvements, comme *Libertad*, édité par les *cénétistes* de Rennes, d'initiatives individuelles, tel le *Sagitario* de Mario Aguilar, ou de mouvements plus éphémères, comme *Acción socialista* ou *A.R.D.E.* édités par les mouvements de même nom -le *Movimiento de Acción socialista* et *Acción republicana democrática española*.

Périodicité de la presse de l'exil : pourcentage par rapport au nombre de numéros <sup>16</sup>



Périodicité :

-  Hebdomadaire : 32 %
-  Irrégulière : 27 %
-  Mensuelle : 15 %
-  Inconnue : 13 %
-  Quotidienne : 9 %
-  Hebdomadaire, bimensuelle : 2 %
-  Bimensuelle : 2 %

16 On constate que la périodicité la plus fréquente, sur l'ensemble des fascicules de périodiques parus, est hebdomadaire, ce sont donc les publications hebdomadaires régulières des mouvements et partis qui constituent l'essentiel, quantitativement, de la presse de l'exil.

Parmi les mensuels, les publications anarchistes et socialistes dominent là encore, avec une vingtaine de titres pour chaque tendance et des publications comme *Atalaya*, *Cénti*, *Nervio*, *Nueva Senda*, *Suplemento literario de Solidaridad obrera* ou *Umbral* pour les premiers et *Boletín de la Unión general de trabajadores*, *U.G.T. information*, *Nouvelles d'Espagne* ou *News from Spain* pour les seconds. Les autres mensuels sont soit des publications communistes, comme *Cultura y democracia*, *Juventud*, *Nuestra bandera* ou *Quaderns del comunisme*, des revues culturelles, telles que la *Revista de Catalunya* ou les *Quaderns d'estudis polítics, econòmics i socials*, des publications basques comme *Alderdi* ou *Elgar* ou catalanes, comme *Endavant*.

Certaines publications paraissent deux fois par trimestre, comme les titres catalans *Dialec* et *Per Catalunya* -du Front national de Catalunya- et les revues basques *Euzko Jakintza* et *Euzko Gogou*, mais aussi *Presencia* ou *Vanguardia socialista* : ce sont des publications culturelles et de groupes indépendants ou en voie de constitution. De même, et de façon encore plus accentuée, si l'on excepte des titres tels que *Novagalicia* et *El Rebelde*, les publications trimestrielles sont essentiellement culturelles, comme *Callu* et *Mai no morrem* -du Casal català de Paris et de celui d'Angoulême-, *Guer 'ka*, *Libre* ou *Vida nova*.

Un autre indice de l'activité et de l'audience des groupes est fourni par le nombre de numéros publiés par titre. Le caractère éphémère allant de pair avec le petit nombre de numéros publiés, il apparaît que pour plus d'un cinquième des titres, environ cent vingt, nous n'avons pu avoir des preuves de l'existence que d'un seul numéro ; près d'un tiers des titres ne dépasse pas trois numéros, plus de la moitié n'en excède pas dix et plus de 70% -soit près de quatre cent soixante- ne va pas au-delà de vingt. Mais, l'on trouve cependant plus de cent

vingt titres à avoir publié entre vingt-et-un et deux cents numéros et une vingtaine plus de deux cents numéros.

**Nombre de numéros publiés par titre**

Nombre de numéros	Nombre de titres <sup>17</sup>
1 à 3	228
4 à 10	139
1 à 10	367
11 à 20	91
<b>1 à 20</b>	<b>458</b>
21 à 50	59
51 à 100	44
101 à 200	21
<b>21 à 200</b>	<b>124</b>
201 à 250	5 <sup>18</sup>
251 à 300	4 <sup>19</sup>
351 à 400	1 <sup>20</sup>
<b>201 à 500</b>	<b>10</b>
501 à 600	4 <sup>21</sup>
701 à 800	1 <sup>22</sup>
801 à 900	3 <sup>23</sup>
plus de 1000	1 <sup>24</sup>
plus de 3000	1 <sup>25</sup>
<b>plus de 500</b>	<b>10</b>

Parmi les périodiques qui ont publié plus de deux cents numéros, l'on trouve en premier lieu des titres anarchistes, les porte-parole de la CNT et de la FIJL : *Centi, Ruta, España libre* <sup>18</sup>, *C.N.T., Solidaridad obrera* et *Espoir*. Puis, viennent des titres socialistes, du PSOE, des JSE ou de l'UGT : *Renovación, Boletín de la Unión general de trabajadores, Le Socialiste* et *El*

17. Le nombre de titres indiqué ne correspond pas à la totalité des titres recensés, mais à ceux dont on a pu avec vraisemblance indiquer un nombre de numéros.

18. *La Batalla, Mundo obrero, Política, Renovación, República española, Boletín de información.*

19. *Alderdi, Boletín de la Unión general de trabajadores, Centi, Lluita.*

20. *Ruta.*

21. *España libre, Euzko Deya, Servicio de prensa, El mundo en español, Le Socialiste.*

22. *IDER presse.*

23. *C.N.T., El Socialista, Solidaridad obrera.*

24. *Espoir.*

25. *Oficina prensa Euzkadí.*

*Socialista*. D'autres titres totalisent également un très grand nombre de numéros : des bulletins de presse tels *IDER presse* et *Servicio de prensa. El mundo en español*, publiés dans certains cas -comme *Oficina prensa Euzkadi (O.P.E.)*- avec une très grande régularité pendant des décennies ; mais, tandis que les publications précédentes ont l'aspect physique de journaux ou de revues, ceux-ci se présentent le plus souvent sous l'aspect modeste de bulletins ronéotypés. Après les publications anarchistes et socialistes, une autre composante importante de ces publications volumineuses est basque ; ainsi, le bulletin de presse du gouvernement basque totalise-t-il plus de six mille numéros, auquel il convient d'ajouter des périodiques comme *Alderdi* et *Euzko Deia* parus respectivement plus de deux cent cinquante et plus de cinq cents fois. Parmi les autres tendances représentées dans les titres qui ont totalisé plus de deux cents numéros, l'on trouve les communistes (avec *Mundo obrero* et *Lluta*), les républicains (avec *Política* et le *Boletín de información de la República española*) et le POUM (avec *La Batalla*).

La longévité des publications, le nombre de leurs livraisons et la régularité de parution mettent en évidence la primauté, dans le domaine de l'expression et de la propagande, des organisations anarchistes et socialistes, suivies des Basques et des Catalans : permanence au fil des années, activité parfois intense et extrêmement régulière le plus souvent. D'autres informations apportées par l'étude du mode de fabrication, de diffusion et de financement des publications vont permettre d'aller plus avant dans la connaissance des structures de l'exil espagnol.

---

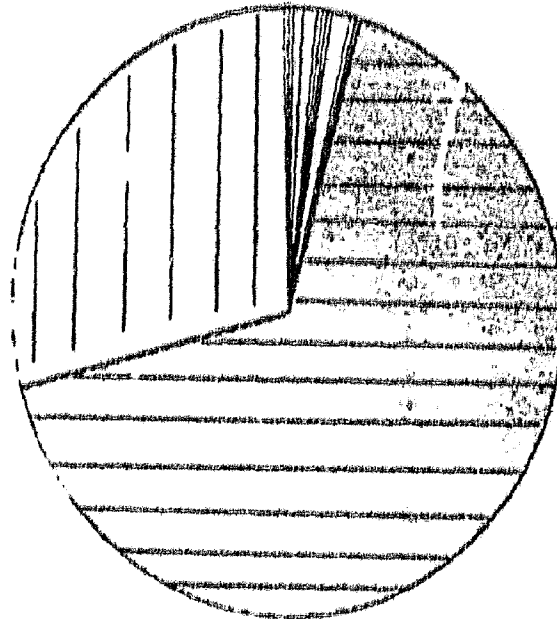
26. Organe de la CNT-MLE, branche "collaborationniste" ou "politique" de la CNT, après la scission de 1945.

## b) Présentation matérielle




Contrairement à ce que l'on pourrait penser du fait du caractère éphémère et du petit nombre de livraisons de . majorité des titres, l'on constate qu'une très forte proportion d'entre eux est imprimée tout au long de leur existence, environ 52 %, ce qui représente autour de 67 % des numéros publiés. Encore cette proportion n'indique-t-elle pas ceux dont le mode de fabrication change au cours de leur publication ; le plus souvent, après avoir débuté petitement, avec peu de moyens, certains titres se développent ensuite. Le cas le plus patent est *Reconquista de España* qui est, successivement, manuscrite, dactylographiée, ronéotypée puis imprimée, en fonction de degré d'organisation de l'UNE dans la clandestinité. C'est le cas également de titres comme *Acción* du PSOE, édité à Paris de 1952 à 1970 ; ou de *Terra lliure* que la CNT fait sortir artisanalement en 1949 et qui se maintient jusqu'en 1984, sous forme imprimée. L'inverse est peu fréquent : rarement un périodique qui a commencé imprimé continue sous une forme plus artisanale, généralement il disparaît ; font exception des titres comme *Acción socialista*, publié de 1950 à 1951 par des dissidents pro-titistes du PCE, ou le *Bulletin interior del P.O.U.M.*, bulletin de liaison du POUM en catalan entre 1944 et 1946. Cependant, à côté de ces publications imprimées, on constate que près de 30% des numéros parus ont été ronéotypés tout au long de leur durée de publication ; ce sont essentiellement des bulletins internes, des organes de liaison de sections locales ou des feuilles d'information d'associations (comme celles de nombre de Casals català, par exemple).

L'exil espagnol a déployé des efforts considérables pour se donner les moyens de sortir des publications imprimées, allant jusqu'à monter ses propres imprimeries, tant les besoins de l'expression et de la propagande étaient impérieux. Par ailleurs, la solidarité d'organisations françaises s'est concrètement

**Mode de fabrication des publications : pourcentage par rapport au nombre de numéros**



**Mode de fabrication :**

-  Imprime : 67 %
-  Roneotype : 29 %
-  Autre (manuscrit, dactylographie, et modes de fabrication différents pour un même titre) : 4 %



exprimée sur ce terrain si vital : l'aide, par exemple, des imprimeries communistes pour le PCE et le PSUC ou celles de la SFIO pour le PSOE. L'imprimerie du *Provençal* à Marseille a imprimé nombre de publications du PSOE, notamment *El Socialista* à partir de 1950 et son édition clandestine «résumée et en petit format» à destination de l'Espagne, puis *Le Socialista* après l'interdiction du premier en 1961. Même si ce travail d'impression n'est pas gratuit, comme en témoignent, de 1970 à 1974, les dettes du PSOE à l'imprimerie du *Provençal* et l'effort fait pour les apurer, des facilités existent et le reliquat de ces dettes est annulé par le directeur du journal marseillais en 1974 <sup>27</sup>. L'effort financier principal des organisations a porté sur la fabrication régulière et soignée de leurs organes centraux, réservant aux bulletins intérieurs ou locaux la polycopie simple.

### c) Tirages

Les chiffres de tirage ne sont pas tous connus, loin de là ; ils le sont uniquement pour une trentaine de titres dont les dossiers ont été conservés dans les services du ministère de l'Information et qui comportent, théoriquement, des indications de tirage, de vente et de consommation de papier, données par les responsables des journaux et corroborées parfois par les imprimeurs <sup>28</sup>. Ces dossiers correspondent, il est vrai, aux principaux titres de l'exil ou jugés comme tels par l'administration française ; sont-ils les seuls à avoir été constitués ? La question reste entière, mais il est vraisemblable que l'immense majorité des titres - trop éphémère, de fabrication artisanale ou volontairement marginale - n'a pas sacrifié aux exigences de l'administration. Les chiffres indiqués dans ces dossiers donnent, sur une certaine durée, des ordres de grandeur vraisemblable, car les tirages déclarés par les éditeurs et les imprimeurs doivent correspondre à une réalité contrôlable, même si les chiffres ont pu être surévalués, notamment dans

27. Carlos et José MARTINEZ COBO, 1944-1976, *El Socialista*, op. cit., pp. 44-45.

28. AN, INF 936 et 937.

les années de l'après-guerre afin d'obtenir des attributions de papier plus importantes. Les dossiers du ministère de l'Information constituent donc la source la plus fiable ; surtout si l'on confronte ces données avec les chiffres indiqués, d'une part dans les rapports internes des organisations politiques et dans les archives d'imprimeries, quand elles ont été conservées <sup>29</sup> et, d'autre part, dans les rapports des Renseignements généraux - ces derniers, parfois issus des sources précédemment citées. Là encore, plus que de chiffres absolus, il s'agit d'ordres de grandeur significatifs.

Afin de ne pas alourdir le texte, les chiffres de tirages sont indiqués, pour chaque titre, dans le corpus général, à l'intérieur des notices correspondantes, avec la référence de la source d'information. Dans le tableau synthétique ci-contre, les chiffres sont ramenés, pour les besoins de la comparaison, à des tirages mensuels.

#### Principaux tirages

**Au-dessus de 100.000 exemplaires par mois :** <sup>30</sup>

*Mundo obrero* (édition de France métropolitaine) : 160.000 en 1947 <sup>31</sup>

**Entre 50.000 et 100.000 par mois :**

*C.N.T.* : 56.000 en 1946, 54.000 en 1947

*L'Espagne républicaine* : 80.000 en 1948

*Mundo obrero* : 80.000 en 1948

*Solidaridad obrera* : 92.000 en 1945

**Entre 40.000 et 45.000 par mois :**

*Solidaridad obrera* : 44.000 en 1950 et 1951, 40.000 en 1954

---

29. Les seules archives de ce type existant encore sont celles de l'Imprimerie des Gondoles à Choisy-le-Roi.

30. Tous les tirages de périodiques -quelqu'en soit la périodicité- ont été indiqués pour un mois, afin de faciliter les comparaisons entre hebdomadaires et mensuels.

31. Les chiffres de tirage de *Mundo obrero* sont les seuls à ne pas provenir, même en partie, du ministère de l'Information, mais d'un rapport interne du PCE et des Renseignements généraux, donc avec toutes les aspects de moindre fiabilité que cela représente ; nous les indiquons ici, sous toute réserve, pour souligner la force militante du PCE au lendemain de la Libération.

**Treball** : 42.000 en 1939

**Entre 35.000 et 40.000 par mois :**

*C.N.T.* : 38.000 en 1950, 36.000 en 1951

**Entre 30.000 et 35.000 par mois :**

*El Socialista* [PSOE] : 33.320 en 1948

**Entre 25.000 et 30.000 par mois :**

*Boletín de la UGT* : 25.000 en 1948

*C.N.T.* : 28.000 en 1954

*El Socialista* [PSOE] : 28.000 en 1950

*Solidaridad obrera* : 28.800 en 1955, 27.200 en 1961

**Entre 20.000 et 25.000 par mois :**

*C.N.T.* : 24.000 en 1960

*Foc nou* : 20.000 en 1945

*El Socialista* [PSOE] : 20.000 en 1946, 22.920 en 1952, 20.860 en 1954-1955

*El Socialista* [UNE] : 20.000 en 1945

**Entre 15.000 et 20.000 par mois :**

*Suplemento literario de Solidaridad obrera* : 18.800 en 1961.

**Entre 10.000 et 15.000 par mois :**

*Batalla (La)* : 10.000 en 1947

*Boletín de la UGT* : 12.000 en 1954

*España libre* : 14.000 en 1949, 12.800 en 1951, 12.000 en 1954 et en 1961

*Foc nou* : 10.000 en 1946

*Humanitat (La)* : 12.000 en 1944-1946

*Renovación (Oran)* : 12.000 en 1946

*Ruta* : 12.000 en 1944, 12.400 en 1951

**Entre 5.000 et 10.000 par mois :**

*Acción socialista* : 7.000 en 1951

*Euzko Deya* : 7.000 en 1946

*Política* : 8.000 en 1949

*Renovación* : 7.200 en 1949.

*Suplemento literario de Solidaridad obrera* : 6.000 en 1955.

**Entre 2.000 et 5.000 par mois :**

*Acción socialista* : 3.000 en 1957

*Batalla (La)* : 4.000 en 1945-1946

*Cartes d'Europa* : 3.200 en 1955, 2.800 en 1955  
*Cónti* : 3.300 en 1951, 3.300 en 1954, 2.000 en 1960  
*Endavant* : 4.800 en 1948  
*Euzko Deya* : 2.500 en 1954  
*Nova Galicia* : 3.000 en 1967 (n° 2)  
*Nueva República* : 2.000 en 1956  
*Oficina prensa Euzkadé* : 4.400 en 1955.  
*Política* : 3.000 en 1947-1948  
*República* : 3.000 en 1961  
*Sagitario* : 2.000 en 1951  
*El Socialista español* : 3.000 en 1951  
*Suplemento literario de Solidaridad obrera* : 4.700 en 1961

**Entre 1.000 et 2.000 par mois :**

*Alderdi* : 1.000 en 1947, 1.300 en 1951, 1.350 en 1962  
*Atalaya (tribuna confederal)* : 1.000 en 1958  
*Nova Galicia* : 1.250 en 1966, 1.500 en 1967 (n° 3)  
*Nueva República* : 1.000 en 1955  
*Política* : 1.200 en 1954,  
*El Socialista español* : 1.200 à 1.500 en 1952.  
*Uno* : 1.000 en 1958

**Entre 500 et 1.000 par mois :**

*Nouvelles d'Espagne* : 5.00 en 1955

**Bimestriels :**

*Cuadernos de Rueda Ibérico* : 3.000 en 1965  
*Ikuska* : 500 en 1951.  
*Política* : 1.500 en 1967  
*Presencia [Tribuna libertaria]* : 1.500 en 1966

**Trimestriels :**

*Foc nou (Paris)* : 1.000 en 1964  
*Terra liure* : 700 en 1951  
*Vincle* : 600 en 1952

Les chiffres de tirage témoignent, eux aussi, de la plus grande diversité : entre les titres d'abord et dans le temps ensuite. Il y a loin, en effet, entre un hebdomadaire tiré entre vingt mille et quarante mille exemplaires par semaine - cas de *Mundo obrero* et de *Solidaridad obrera* en 1947 et en 1945- et un bulletin publié de façon sporadique à quelques centaines, voire quelques dizaines

d'exemplaires. Et, par ailleurs, l'on peut constater, pour tous les titres, une progressive et irrésistible diminution du tirage avec le temps, due à des raisons complexes, dont les plus apparentes sont sans doute la désaffection des lecteurs allant de pair avec la perte des illusions sur la fin proche de l'exil et, surtout, le vieillissement puis la disparition de la génération arrivée en France à l'âge mûr. Le maximum des tirages se situe, dans le temps, entre 1945 et 1950, et l'aube des années cinquante amorce déjà une baisse sensible pour l'ensemble des titres.

Que nous indiquent donc les chiffres de tirage sur l'activité des diverses composantes de l'exil ? On constate encore une fois la primauté, indiscutable, dans les forts tirages, supérieurs à dix mille exemplaires par mois, des publications anarchistes -*Solidaridad obrera, C.N.T., Suplemento literario de Solidaridad obrera, Ruta, España libre*- et des publications socialistes -*El Socialista* des deux fractions, *Renovación, Boletín de la U.G.T.* Ces deux ensembles sont suivis par les Catalans de *Solidaritat catalana* avec *Foc nou*, ceux de l'Esquerra republicana avec *La Humanitat* et par le POUM avec *La Batalla*, sans oublier la prestigieuse et unitaire *Espagne républicaine*. Dans les tirages compris entre deux et dix mille exemplaires par mois, on trouve, outre les tendances déjà citées, des républicains -avec *Política* ou *República*-, des Basques -avec *Euzko Deya* et *Oficina Prensa Euzkadi*- ou les dissidents communistes d'*Acción socialista* ; mais l'on rencontre encore des publications catalanes, comme *Endavant* ou *Cartes d'Europa*, anarchiste, comme *Cénit*, ou communiste, comme *Novagallcia*. Les revues de type culturel ou politique, comme *Presencia* et *Ikaska*, ou généralistes, comme *Cuadernos de Ruedo Ibérico*, ont des tirages plus modestes, entre cinq cents et trois mille exemplaires.

Les seuls journaux espagnols sur lesquels nous ayons des indications de tirage pour l'année 1939 sont *Treball* et les autres publications du PSUC ; si l'on se réfère à un rapport confidentiel adressé au Comité central du

PSUC, *Treball* est sorti sept fois, entre la fin février et la fin mars 1939, à raison de six mille exemplaires par numéro et a publié un journal spécial pour la commémoration du 19 juillet 1936, tiré à sept mille cinq cents exemplaires. *Solidariet*, *Le Midi*, *Manifests* et *Reconquesta* ont été publiés à trois mille exemplaires au moins par numéro ; ce sont donc, malgré les difficultés inhérentes à l'exode et les interdictions successives, vingt-et-un numéros de périodiques publiés par le PSUC entre février et juillet 1939, avec un total de 95.500 exemplaires <sup>32</sup>, sans compter les nombreux tracts et brochures <sup>33</sup>. Cette activité intense de propagande, dès les premiers mois de l'exil, souligne l'extrême rapidité avec laquelle le PSUC s'est réorganisé en France et l'importance à la fois de sa base militante et de l'aide apportée par le mouvement communiste international. Après la guerre mondiale, apparaît l'hebdomadaire du PCE *Mundo obrero* ; il surpasse probablement tous les autres titres par son tirage, avec des réserves cependant sur les sources d'information qui indiquent celui-ci <sup>34</sup>. Antonio Mije, son directeur, ne déclare-t-il pas dans un rapport présenté au III<sup>e</sup> plenum du Comité central du PCE en 1947 que le "parti a fait de *Mundo obrero* le principal périodique politique de la nombreuse émigration espagnole" <sup>35</sup> ? Cette importante diffusion permet d'apprécier la puissance éditoriale et militante d'un PCE aidé par le PCF et sorti renforcé et glorieux de la clandestinité et de sa participation active

---

32. *Solidariet*, deux numéros, *Le Midi*, un numéro, *Manifests* deux numéros, *Reconquesta* huit numéros, les trois premiers à trois mille exemplaires, le n° 4 à quatre mille et les n° 5 à 8 à 4.500 ; *Edicions del P.S.U. a França des de la perduda de Catalunya fins al 19 de juliol de 1939* (ACCPCB).

33. Une dizaine de brochures sont tirées à 60.000 exemplaires : textes politiques comme le rapport du secrétaire général du PSUC, Joan Comorera, ou les manifestes de condamnation de la justice de Casado, mais aussi des avis de recherches des réfugiés pour retrouver leurs proches. Quasiment quarante mille tracts (37.450) sont édités : protestation pour la suspension de *Treball*, lettres aux députés, ministres et autres personnalités françaises protestant de la suspension de *Treball* manifestes du PSUC et du PCE pour le 1<sup>er</sup> mai, documents de l'Internationale communiste pour le 1<sup>er</sup> mai, discours de Staline, Vorochilov et Jdanov ; ces tracts sont diffusés pour les trois quarts en France, le reste en Catalogne, mais il semble que la moitié seulement des dix mille exemplaires destinés à l'intérieur ont pu y entrer. Enfin, un bulletin intérieur apparaît irrégulièrement, mais à neuf reprises, totalisant douze mille exemplaires (*Ibid.*).

34. Voir note n° 31.

35. III<sup>e</sup> plenum du CC du PCE, Montreuil, 19-22 mars 1947, *Nuestra bandera*, n° 16, mars 1947. A. Mije ajoute que l'objectif de 60.000 exemplaires par semaine sera bientôt atteint car déjà les trois éditions de *Mundo obrero* -en France métropolitaine, en Algérie et au Maroc- totalisent 54.130 exemplaires par semaine.

à la Résistance française. Alors que, dans le long terme, lorsqu'on étudie la durée, la régularité et le volume des publications, le PCE est nécessairement évacué, du fait de sa mise hors-la-loi en 1950, au profit d'une prépondérance anarchiste et socialiste dans la structuration de l'exil espagnol, ces rappels permettent de resituer l'importance des partis communistes ibériques à la fin des années quarante.

Les tirages des journaux espagnols de l'exil sont considérables au lendemain de la libération de la France ; pour les années 1947-1948, en ne comptant que les tirages des plus importantes publications, *Mundo obrero*, *Solidaridad obrera*, *C.N.T.*, *El Socialista*, le *Boletín de la Unión general de trabajadores*, *España libre*, *La Batalla*, *Renovación*, *Política* et *Endavant*, l'on arrive à un total mensuel dépassant les quatre cent mille exemplaires. Or, la population espagnole en France compte, en ces années-là, autour de trois cent mille personnes, les réfugiés en représentant le tiers : il y a donc par mois plus d'un exemplaire par personne, en comptant toutes les catégories d'âge, ce qui est considérable ; si l'on ne prend en compte que les réfugiés et que l'on ramène ce tirage mensuel à son niveau hebdomadaire -presque tous les titres cités paraissant régulièrement une fois par semaine-, on peut affirmer que cela représente au moins un exemplaire chaque semaine pour tous les exilés politiques. A titre de comparaison, pour une population d'environ quarante-et-un millions d'habitants, les quotidiens politiques de la gauche française ont, en 1947, un tirage de 450.000 pour *L'Humanité*, 159.000 pour *Le Populaire* ou 350.000 pour *Franc-Tireur* <sup>36</sup> ; leur périodicité est certes quotidienne et leur importance est alors au sommet de la courte, mais ils sont loin à eux tous de représenter un exemplaire par mois par habitant. Enfin, la baisse des tirages que connaissent tous les titres espagnols à partir du début des années cinquante participe, en sus de raisons spécifiques à

---

<sup>36</sup>. *Histoire générale de la presse française, op. cit.*, tome IV, *De 1940 à 1958*, p. 357.

l'exil, du même phénomène qui voit la lente érosion des journaux politiques, essentiellement des journaux de partis <sup>37</sup>.

#### d) Localisation géographique

Les lieux de publication de la presse de l'exil espagnol sont multiples, à l'image des itinéraires obligés et changeants que celui-ci a dû emprunter. Depuis les camps d'internement jusqu'aux lieux de travail des CTE et des GTE et aux maquis, depuis les lieux provisoires d'installation liés à une implantation dirigée jusqu'aux centres de fixation plus permanents, cette presse a paru dans une centaine d'endroits. Pratiquement toutes les régions de France sont concernées. On trouve des traces de l'activité éditoriale des républicains espagnols de Lille à Luchon et de Grenoble à Guernesey, de Limoges à Dreux et d'Angoulême à Dijon.

Cependant, quelques centres s'affirment comme les lieux primordiaux de l'activité espagnole. Tout d'abord, les deux plus importants, et de loin, sont Paris et Toulouse. Près de la moitié des numéros de périodiques publiés l'ont été dans la région parisienne et un tiers de l'ensemble à Toulouse <sup>38</sup>. C'est dire l'importance de la capitale comme siège des institutions républicaines et des instances dirigeantes des principaux partis et syndicats -ou, du moins, d'une délégation, ainsi plus proche du pouvoir central français <sup>39</sup> ; c'est aussi reconnaître

---

37. Ainsi, *L'Humanité* passe-t-elle dans les années cinquante à 200.000 exemplaires et *Le Populaire* ne tire-t-il plus qu'à 13.500 exemplaires en 1958 (*Ibid.*, p. 453).

38. Avec seulement, respectivement, 38,3 % et 14,2 % des titres, ce qui y est la preuve d'une activité permanente et régulière.

39. La présidence de la République se trouve 112-114 avenue Raymond Poincaré, 16<sup>e</sup> ; la présidence du gouvernement, les services de propagande et de presse, les ministères d'Etat, de l'Economie et de l'Instruction publique, au 35 avenue Foch, 16<sup>e</sup>. Les ministères de l'Intérieur et de la Défense au 10 rue des Pyramides, 2<sup>e</sup> ; le ministère de l'Industrie et du Commerce, 11 avenue Marceau, 16<sup>e</sup> et celui de l'Emigration, 21 avenue Kléber, 16<sup>e</sup> (*La Nouvelle Espagne*, année II, n<sup>o</sup> 39, 2 novembre 1946). Ainsi, *La Nouvelle Espagne* est éditée rue des Pyramides puis avenue Foch, le *Boletín de información del gobierno de la República española*, avenue Foch, et *Política*, rue des Pyramides.



La place de Toulouse comme autre capitale de l'exil espagnol dans la ville de réfugiés est, proportionnellement, plus forte. Rappelons que la ville de Toulouse en 1950, la colonie espagnole est plus importante dans la Seine que dans le département de la Haute-Garonne avec, respectivement, 28.793 et 21.677 personnes, mais le pourcentage de réfugiés politiques est de 24 % dans le premier département et de 58,7 % dans le second <sup>40</sup>.

Ainsi, la plupart des organisations espagnoles ont une double implantation et les publications émigrent plus souvent de la ville rose à la capitale qu'en sens inverse ; *L'Espagne républicaine, Hispania, Lee, Lluita, Mundo obrero, Nuestra bandera, Nueva Senda, Política* quittent le Sud-Ouest pour Paris, alors que seuls *A.I.T., El Poble català, Unidad y lucha, Unión ferroviaria* ou *España libre* font la démarche inverse. Le PSOE, par exemple, ainsi que la CNT ont un double siège : à Toulouse (rue du Taur et rue de Belfort, respectivement) et à Paris (rue du général Beuret et rue Sainte Marthe, respectivement). Le siège de Toulouse fait, dans ces deux cas, figure de centre ; c'est là que se trouvent la direction politique et la rédaction, pour *El Socialista* comme pour *Cénit*, tandis que l'administration est située à Paris. Les premières années après la Libération, la direction du PSOE et tous les services d'*El Socialista* sont concentrés à Toulouse ; le III<sup>e</sup> congrès du PSOE en mai 1948 aboutit au fait que la commission exécutive se dédouble : une partie de ses membres reste à Toulouse, tandis que l'autre se fixe à Paris. La direction d'*El Socialista* -Andrés Saborit-, sa rédaction -Eusebio Gorrochategui- et son administration -Carlos Martínez Parera-, s'installent à Paris, tandis que la confection du journal est effectuée à Marseille à l'imprimerie du *Provençal*. Le congrès de 1950 décide du retour de la direction et de la rédaction du journal à Toulouse, 69 rue du Taur, où elle restera jusqu'en 1972, tandis que son administration reste à Paris et que Marseille demeure le lieu de sa réalisation. Cette dispersion n'est pas sans poser des problèmes de fonctionnement, aggravés

---

40. AMI, 89/31 Mi 6.

par les difficultés économiques: Ce n'est qu'en 1970 que le PSOE regroupe les différents organes de direction du journal à Toulouse <sup>41</sup>.

### Localisation géographique des publications

Villes	Titres	Numéros
Paris	242	8.680
Toulouse	90	5.537
Perpignan	24	264
Marseille	16	334
Alger	11	284
Bordeaux	9	114
Oran	7	116
Montpellier	5	99
Clermont-Fd	4	274
Bayonne	2	313
Rennes	2	106
Angoulême	1	127
Province- Paris	16	
Paris- Toulouse	5	
Lieux divers	196	2.408

Les autres centres importants de l'activité espagnole sont Perpignan -surtout pour les Catalans-, Marseille et l'Algérie, au moins dans les premières années après la Libération, puis Bordeaux, Montpellier, Clermont-Ferrand, Bayonne -notamment pour les Basques-, Rennes et Angoulême. Un journal comme *Endavant*, publié par le Mouvement socialiste de Catalogne, connaît un fort écartèlement, tout au long de son existence, entre Toulouse, Perpignan, Castelnaudary et Paris. Après l'éclatement des initiatives, démultiplié par l'éparpillement des réfugiés au lendemain de la guerre mondiale dans toute la France et en Afrique du Nord un regroupement s'effectue peu à peu, rendu nécessaire par la pauvreté des moyens. De nombreuses publications commencées en province continuent à Paris : *Per Catalunya* quitte Marseille pour la capitale ;

---

41. Carlos et José MARTINEZ COBO, 1944-1976, *El Socialista*, op. cit., pp. 28-29.

de même, *Estat català*, *Euzko gogoa*, *La Batalla*, *La Humanitat* quittent Avignon, Bayonne, Bordeaux et Montpellier.

Eparpiement, dispersion, atomisation sont les caractéristiques principales de la localisation géographique de l'activité éditoriale espagnole ; il faudrait pouvoir comparer cette répartition dans l'espace à celle d'autres émigrations politiques en mesurant notamment l'attrait exercé par la capitale sur celles-ci. Cependant, un regroupement des forces de l'exil espagnol s'opère peu à peu par nécessité et la polarisation principale entre Paris et Toulouse y demeure déterminante.

En conclusion de cette étude sur la typologie de la presse de l'exil, nous pouvons retenir l'importance numérique écrasante des titres qui ont une filiation politique précise et dont la fonction prioritaire est de diffuser l'idéologie du courant auquel ils se rattachent. Prépondérance incontestable d'une presse d'opinion -militante-, dans le prolongement direct de l'effervescence éditoriale qu'a connue le camp républicain pendant la guerre d'Espagne, où la presse apolitique proprement dite n'existait pas, rapidement évanouie ou vite absorbée, dans un contexte de guerre civile et de rupture idéologique, par la défense de la République <sup>42</sup>.

Dans l'exil aussi, dans un contexte différent, mais dans une situation d'opposition tout aussi irréductible au régime en place en Espagne, l'on assiste à une même tension vers la réalisation d'objectifs politiques. Parallèlement cependant, comme en Espagne pendant la guerre, mais de façon encore plus aigue car il y a coupure d'avec les racines de la culture, les exilés ont la volonté de

---

42. Serge SALAÜN, *La poesía de la guerra de España*, op. cit., p. 46.

maintenir et diffuser l'essentiel de la culture hispanique libérale. Aussi, l'exil espagnol a-t-il produit un nombre important de publications culturelles, où les minorités catalane et basque ainsi que les anarchistes jouent un rôle prépondérant.

Ecrite surtout en castillan et en catalan, cette presse de l'exil, support d'une action politique et d'une cohésion identitaire, a eu parfois un caractère éphémère ou artisanal. Cependant, nombreuses sont les publications qui ont duré -ou perdurent encore- pendant une décennie, voire plusieurs, et que seules des interdictions ont empêché de poursuivre. Par ailleurs, la multiplicité des titres et les tirages relativement importants représentent des possibilités de diffusion considérable de la presse dans la communauté espagnole, dispersée géographiquement mais dont Paris et Toulouse constituent les deux pôles principaux.

## **B. LES EDITEURS DE LA PRESSE DE L'EXIL**

### **1. Prépondérance des groupes et extrême morcellement**

L'analyse des éditeurs montre que la presse de l'exil espagnol est essentiellement publiée à l'initiative de collectivités et que le nombre de celles-ci est extrêmement élevé. Environ cent-soixante entités structurent ainsi l'exil espagnol en France tout au long de la période considérée ; cette émigration connaît donc à la fois un degré important d'organisation et un morcellement considérable. Evidemment toutes les entités n'ont pas la même dimension ni la même influence et un certain nombre se recoupent et s'entrecroisent, partageant les mêmes affiliés, mais il n'en reste pas moins que l'exil espagnol connaît une très grande diversité organisationnelle. Le poids des dissensions et des rivalités apparues pendant la

guerre d'Espagne est déterminant dans cet émiettement, aggravé par les nouveaux conflits nés dans l'exil et de l'exil.

#### a) Une presse de mouvements politiques

Quand Mario Aguilar, considéré comme l'une des meilleures plumes de l'exil, lance en 1949 son journal, *Sagitario*, il l'intitule avec dérision, étant donné le caractère modeste de celui-ci à ses débuts, "périodique lilliputien, « dirigé par un rédacteur sans parti »<sup>43</sup>. Il le présente comme le premier périodique de l'exil non soutenu par un parti, bien que, ajoute-t-il, *España libre* le dise payé par Negrín et *El Socialista* le croie monarchiste ; il expose son projet éditorial et il dresse ce tableau assez lucide de la presse de l'exil :

l'émigration a souffert de la dispersion et il faut collectiviser l'émigration. Chacun chez soi, mais la République pour tous. Journaux de partis, bulletins paroissiaux, bien, mais aussi un périodique qui soit au-dessus de partis et si les divergences apparaissent que la vérité soit et que les hérétiques soient nécessaires; un périodique admettant le droit de la réplique à la non-conformité, mais que les répliques et les contre-répliques se trouvent dans la même feuille, formant un dialogue, non comme maintenant où elles constituent des monologues, compris des seuls coreligionnaires abonnés<sup>44</sup>.

Effectivement, sans que l'on puisse affirmer toutefois que *Sagitario* soit le premier journal indépendant à paraître<sup>45</sup>, l'on ne peut que constater, c'est le sens important de la remarque de Mario Aguilar, que les publications non rattachées à un mouvement politique précis sont minoritaires : plus de cinq cents titres -soit 79 %- émanent d'organisations politiques ou syndicales et des institutions républicaines. Pour toute la période considérée, un peu plus de quatre-vingt publications émanent d'associations diverses et une cinquantaine de titres n'est rattachable à aucun organisme précis, soit moins de

---

43. *Sagitario*, n° 3, 1949.

44. *Sagitario*, n° 2, 1949.

8%<sup>46</sup>. Publier un journal, si modeste soit-il, coûte cher et seuls des mouvements suffisamment organisés peuvent en assumer régulièrement la sortie pendant une longue période.

Notables certes sont les initiatives qui émanent de groupes en désaccord passager ou durable avec leurs organisations ou de rassemblements de personnalités issues d'horizons divers, qui se concrétisent par le lancement de journaux. Mais, sauf exception, elles ne durent, pour des raisons diverses, pas longtemps. C'est le cas, par exemple, d'*Atalaya*, lancé en décembre 1957 par des militants de la Fédération locale de Paris de la CNT qui jugent avoir "épuisé toutes les ressources normalement utilisables sur le plan organisationnel" : ils souhaitent discuter au grand jour des problèmes qui entraînent l'apathie de la CNT, loin des attaques personnelles qui y sont alors, selon eux, une pratique courante. Après avoir émis un certain nombre de critiques sur le fonctionnement de la CNT et proposé d'autres modes d'intervention, *Atalaya* décide quelques mois plus tard, après y avoir été invité par la Fédération locale de Paris et afin d'éviter un "litige désagrégateur au sein de l'organisation", de suspendre sa publication <sup>47</sup>.

Ce sont à l'évidence les difficultés financières rencontrées qui limitent l'existence de périodiques ne reposant pas sur un solide appui militant. Si des journaux comme *Nervio* et *El Rebelde*, officiellement organes de la CNT d'Andalousie et d'Extrémadure en exil, mais très critiques également par rapport aux instances nationales de la CNT d'alors, arrivent à vivre de 1958 à 1968, le second continuant le premier après une interdiction intervenue fin 1959, c'est qu'ils sont appuyés sur une assise militante consistante. Des tentatives éditoriales extrêmement intéressantes comme celles de l'*Heraldo de España* en 1946 et 1947, de *Nueva República* de 1955 à 1958, ou de la revue d'information *Atalaya* qui

---

45. L'*Heraldo de España* -auquel d'ailleurs Mario Aguilar a participé- est paru en 1946 et 1947.

46. Et encore pour certains s'agit-il de publications que nous n'avons pu étiqueter avec précision, mais qui ont peut-être des liens avec un organisme.

exprime au début des années 1970 les préoccupations des exilés espagnols<sup>47</sup> et latino-américains<sup>48</sup>, n'arrivent pas à perdurer très longtemps. *L'Heraldo de España*, hebdomadaire indépendant "au service de la démocratie espagnole", attire la collaboration d'intellectuels et écrivains espagnols comme Lluís Capdevila, Eduardo Zamacois, Ventura Gassols, Mario Aguilar, A. Fernández Escobés, Alberto Carsi, José María de Aguirre, mais aussi d'auteurs français, comme Jean Cassou, Louis Parrot, Claude Morgan, Albert Camus ou Albert Bayet. *L'Heraldo de España*, déclare être fait par

une alliance intellectuelle et morale de journalistes de tous les secteurs de l'opinion démocratique espagnole... *Heraldo de España* n'est soumis à aucune discipline idéologique ou partisane pas plus qu'à un intérêt particulier et se doit seulement et entièrement à la cause démocratique espagnole, c'est-à-dire à la liberté, la sécurité et l'indépendance du peuple espagnol, de tout le peuple espagnol<sup>49</sup>.

Autre journal indépendant, *Nueva República* est créé en 1955 à l'initiative de Jean Cassou, Albert Camus et Paul Rivet et a pour rédacteur en chef un dissident du PCE, José del Barrio. *Nueva República* se situe loin des partis politiques, se veut sans obédience particulière, mais "aspire à concrétiser, représenter et défendre la pensée diffuse des Espagnols qui veulent la liberté et l'indépendance de l'Espagne" ; il considère toutefois que cette aspiration est compatible avec la pensée de ceux -nombreux- qui appartiennent à des partis ou des organisations existantes<sup>50</sup>. Il s'agit, et cela revient comme un leit-motiv sous de nombreuses plumes, de mettre un terme aux querelles de l'émigration.

## b) De fortes divisions politiques

Car l'évidence est que le panorama des éditeurs de la presse

---

47. *Atalaya. Tribuna confederal de libre discusión*, n° 7, juillet 1958.

48. *Atalaya. Revista de información*, n° 0, février 1971. "Atalaya" signifie tour de guêt, mirador, beffroi, un lieu élevé d'où l'on peut faire des observations.

49. *Heraldo de España*, n° 1, 7 septembre 1946.

50. *Nueva República*, n° 3, 1er novembre 1955.

espagnole de l'exil reflète l'éventail politique de celui-ci. Eventail large<sup>51</sup> et extrêmement diversifié qui reproduit dans ses grandes lignes celui qui transparait au travers de la presse de la guerre d'Espagne, mais avec une fragmentation encore plus poussée<sup>51</sup>. Le tableau des collectivités éditrices permet de constater immédiatement la multiplicité des tendances et de discerner, à l'intérieur de celles-ci, une quantité de groupes issus souvent de scissions. Les deux causes essentielles de divisions dans l'exil sont liées d'une part à des litiges à propos de la légitimité des instances dirigeantes -comme c'est le cas pour les socialistes entre ceux qui se réclament de l'une ou l'autre des commissions exécutives constituées en Espagne ; et, d'autre part, à des divergences au sujet de la stratégie à adopter dans l'exil - exemple des anarchistes divisés sur l'intérêt de participer ou non aux institutions gouvernementales reconstituées à l'extérieur. Tout en explicitant, chaque fois que la compréhension du texte le rendra nécessaire, l'origine des diverses tendances, il n'est pas dans notre propos de faire l'histoire des organisations, diverses études existent déjà ; il est peut-être davantage intéressant, dans une vision synthétique de l'exil espagnol, d'essayer d'analyser la signification et les conséquences de ces divisions : ce sera l'un des objets de l'étude du contenu de la presse.

Pour toutes les tendances, publier un journal c'est attester de son existence politique et organisationnelle : le premier et le plus fondamental des signes de cette affirmation. Les deux forces politiques qui apparaissent dominantes dans cette activité éditoriale sont les anarchistes et les socialistes, avec environ cent dix titres chacun, soit plus de 17 % de l'ensemble dans les deux cas.

L'abondance de la presse anarchiste, déjà marquée pendant la guerre d'Espagne, tient d'une part à l'importance des organisations anarcho-sindicalistes et d'autre part au grand rôle idéologique et formateur prêté à la presse par les libertaires. Pío Baroja, en fin analyste des mentalités, signalait déjà dans *La*

---

51. Voir Serge SALAÜN, *La poesía de la guerra de España, op. cit.*, p. 45.



*Ciudad de la Niebla* que là où il y a trois anarchistes se fonde un journal <sup>52</sup> ; lors de la réapparition clandestine en Espagne en 1945 de *C.N.T.* et *Solidaridad obrera*, des militants exilés en Afrique du Nord témoignent bien par le lyrisme soulevé par le pouvoir évocateur des noms de ces journaux, l'importance primordiale accordée par les anarchistes à leur travail de propagande par la presse :

les périodiques des organisations confédérales et anarchistes ont toujours répondu aux désirs et aux aspirations des masses populaires. Parce que notre presse, née dans le peuple et faite pour lui, a toujours satisfait ses inquiétudes et ses désirs, en juste manifestation de ses sentiments et de ses nécessités. Parce que les périodiques libertaires, en contraste vivant avec les organes des partis assoiffés de commandement et de pouvoir, ont interprété à tous moments l'instinct inné en tous les hommes de se libérer des oppressions et des tyrannies... <sup>53</sup>.

Dans la mouvance anarchiste, le plus grand nombre de titres émane de la CNT unifiée -d'avant 1945 ou d'après 1961-, puis de la CNT d'Espagne en exil de Federica Montseny et Germinal Esgleas, fraction majoritaire opposée à la participation au gouvernement en exil. La publication de la presse y est un travail d'organisation, dépendant du Secrétariat à la culture et à la propagande du Comité national élu ; les titres les plus notables en sont *C.N.T.*, *Solidaridad obrera* -avec son *Suplemento literario*-, *Cénit* ou *Terra Llure*. L'aure force importante est constituée par les jeunes de la FLL, liés essentiellement à cette tendance et qui publient *Crisol*, *Ruta* ou *Nueva Sendá*. Plus réduite en France, la CNT-AIT représentée dans les gouvernements de José Giral et Rodolfo Llopis a une activité moindre de propagande : ses principaux organes d'expression sont *España libre* et, pour la jeunesse, *Juventud libre*. Par ailleurs, des militants anarchistes publient en marge des organisations des périodiques que l'on peut qualifier d'indépendants, tels *Atalaya* ou *Universo*. Le Parti syndicaliste fondé en

---

52. Citation rappelée avec humour dans un article signé Quipo Amavita : "Medio siglo de prensa libertaria y juvenil en España y el exilio" dans *Polémica. Revista de información, crítica y pensamiento*, n° 22-25, 19 juillet 1986, pp. 100-102.

53. *Boletín de información y orientación. Destinado a la militancia del M.L.E. emigrado en Africa del Norte*, supplément au n° 13, 25 septembre 1945.

1934 par Angel Pestafin, l'un des dirigeants de la CNT qui jugeait nécessaire "la formation d'un parti politique et impossible de mener de front dans une même organisation la lutte syndicale et la lutte politique, est très réduit dans l'exil et n'a qu'une publication, *El Sindicalista*. Enfin, des titres sont édités par des organisations de solidarité -*Solidaridad internacional antifascista*-, par des femmes libertaires -*Mujeres libres*- ou pour le mouvement anarchiste syndical international, tel A.I.T.

Quasiment aussi nombreuses, les publications socialistes attestent que le courant socialiste est, dans l'exil comme pendant la guerre d'Espagne, l'autre grande force du mouvement ouvrier espagnol. En dépit de ses divisions internes l'UGT se reconstitue très vite et la fraction majoritaire -dirigée par Rodolfo Llopis et Pascual Tomás- fait preuve d'une grande activité éditoriale. Parallèlement, le PSOE majoritaire -tendance Indalecio Prieto-Rodolfo Llopis-, renforcé par les Jeunesses socialistes, publie la majeure partie des titres de la mouvance socialiste : cette activité est favorisée très probablement par le fait que le COMISCO -Comité international des conférences socialistes, embryon de la future Internationale socialiste - le reconnaît en 1948, au détriment du parti sympathisant de Juan Negrín, dirigé par Ramón Lamóneda et Ramón González Peña <sup>54</sup>. *El Socialista* et *Renovación* émanent de cette tendance majoritaire du socialisme espagnol ; le premier journal devient assez vite le seul de ce nom après l'éclosion et la disparition de divers homonymes -la tendance négriniste publie finalement un *Socialista español*- et est l'expression officielle du PSOE : le directeur en est "désigné par la Commission exécutive devant laquelle il répondra de sa gestion" <sup>55</sup>. Si de 1944 à 1955, *El Socialista* est l'organe du parti et le porte-parole de l'UGT en exil -la direction du parti se trouvant officiellement en Espagne- il est, à partir de cette dernière date et jusqu'en 1972, l'organe du parti

54. Michel DREYFUS, *L'Europe des socialistes*, Bruxelles, Ed. Complexe, 1992, p. 198.

55. Article 9, titre I, des statuts du PSOE.

tout entier <sup>56</sup>. Aussi la vie du journal est-elle indissociable de la lutte pour la légitimité et la direction du parti.

Le troisième ensemble de publications est représenté par les partis communistes espagnol, catalan et basque, et par les jeunes de la JSU. Aidés par le PCF, ces partis se reconstituent très vite en France ; du fait d'avoir été les seuls à s'être engagés en tant qu'organisations dans la Résistance, ils bénéficient d'une importante implantation à la Libération. Davantage d'ailleurs sous couvert d'organisations unitaires, comme l'UNE puis les Comités Franco-Espagne, ils déploient alors une activité considérable de publication afin de mobiliser les énergies et d'appuyer leur stratégie de guérilla en Espagne, comme dans *Unidad y lucha*, *España popular*, *LLuita* ou *Reconquista de España*. L'UNE développe en quatre années d'existence, dont trois de clandestinité, une activité de propagande intense où, certes, les communistes ne sont pas seuls actifs, mais en constituent le noyau principal. Le parti de Dolores Ibarruri est quasiment le seul à animer des organisations de femmes, comme l'Unión de mujeres antifascistas españolas et l'Unió de Dones de Catalunya ; il influence, puis contrôle la fraction de l'UGT, créée par des socialistes dissidents qui ont milité au sein de l'UNE. La mise hors-la-loi de ces partis en 1950 freine fortement cette activité éditoriale, devenue dès lors clandestine ; *Mundo obrero* régulièrement saisi, les communistes se bornent à influencer des publications telles que *Cultura y paz*, *Madres*, *Novagalleia*, *Alkarrisketa*, *Partidarios de la paz*, sans apparaître publiquement.

La vigueur des tendances nationalistes se manifeste par le nombre important de leurs publications. Pour les Catalans, l'organisation la plus active est la Gauche républicaine, l'Esquerra republicana de Catalunya, fondée par Lluís Companys, dont l'organe est *La Humanitat* ; l'ERC de Josep Taradellas influence largement l'organisation de jeunesse commune avec l'État Català,

---

56. Sous le nom de *Le Socialiste* après 1961.

mouvement peu actif en France, nombre de ses membres ayant regagné la Catalogne<sup>57</sup>. Le *Moviment socialista de Catalunya* créé en France en 1945 par un dissident du PSUC, Manuel Serra Moret, dont le catalanisme s'accommode mal de l'inféodation du parti communiste catalan au PCE, constitue une force montante, accrue par l'entrée d'anciens militants du POUM ; le MSC publie notamment *Endavant* et est partie prenante du Conseil fédéral espagnol du Mouvement européen. Devant la multiplicité des organisations catalanes, un certain nombre de regroupements s'opèrent qui publient à leur tour des bulletins ; c'est le cas du *Front nacional*, de tendance séparatiste créé en Catalogne en 1940 par trois partis nationalistes (*Partit republicana d'esquerra*, *Estat català* et *Lliga catalana*), du *Front de la llibertat*, constitué à l'initiative du POUM et de l'UGT de Catalogne. *Solidaritat catalana* est fondée à Paris en 1945 avec une représentation des deux fronts de l'intérieur et la *Conjunció republicana resistent de Catalunya* naît dans la filiation de l'UNE, avant d'attendre la création, dans les années 1970, de l'Assemblée de Catalogne. Moins divisés, les Basques connaissent surtout la prééminence du Parti nationaliste basque, parti démocrate-chrétien ; celui-ci, pilier du gouvernement d'Euzkadi en exil, représente les Basques dans les premiers gouvernements républicains en exil, en la personne de Manuel Irujo, et publie *Alderdi*. L'Acción nacionalista vasca, issue du PNV avant même la guerre d'Espagne pour lui enlever tout caractère confessionnel, ne publie guère qu'un titre, *Tierra vasca*. Quant à la scission plus tardive qu'est l'ETA, elle publie *Zutik* à destination principale de l'intérieur.

Parmi les autres tendances politiques, il faut signaler le rôle important joué par le POUM et diverses organisations d'extrême-gauche. Sortis en 1939 des prisons de Barcelone où ils sont depuis les journées de mai 1937, la plupart des dirigeants du POUM sont arrêtés sous Vichy ; divisé en plusieurs tendances face à la guerre mondiale, le POUM connaît ensuite des départs vers le

---

57. AMI, 89/31 M 6.

PSOE et, surtout, vers le MSC, mais ses militants font paraître *La Batalla* et divers autres bulletins. Beaucoup moins développée, la tendance trotskyste édite cependant un certain nombre de publications en tant que section de la IV<sup>e</sup> Internationale, telles *Lucha de clases* et *Cuarta Internacional*, et la Ligue communiste révolutionnaire publie *Combate* dans les années 1970. Dans les dernières années du franquisme, se crée à l'intérieur un front d'organisations d'extrême-gauche, actif également dans l'exil, le Front révolutionnaire antifasciste et patriote, le FRAP, dont émanent les nombreux bulletins de l'Agence de presse Espagne populaire (A.P.E.P....).

Si les diverses tendances républicaines mènent une activité éditoriale plus réduite quoique régulière, ce sont elles qui essentiellement animent les publications des institutions gouvernementales en exil, surtout après le départ du gouvernement dès 1947 des autres forces politiques, PSOE-UGT, CNT, PCE, ERC et PNV. Elles assurent la continuité des institutions républicaines -présidence de la République, gouvernement et Cortes- et éditent des bulletins d'information, tels que la *Gaceta oficial de la República española*, *Notices informatives*, *La Nouvelle Espagne* ou le *Boletín de información*. Quant aux institutions régionales, si le gouvernement basque perdure au long de l'exil, celui de la Généralité est dissous en 1948, compte tenu des discordes partisans, mais la restructuration de la Généralité en 1954 donne naissance à diverses publications, comme le *Diari oficial de la Generalitat*, *Generalitat de Catalunya* ou *Documents*. Le mouvement républicain le plus actif est l'Izquierda revolucionaria, fondée en 1934 par Manuel Azafia et Alvaro de Albornoz, qui publie en France des titres comme *Política* et *El Pueblo*. L'Unión republicana fondée la même année par Diego Martínez Barrio avec d'autres députés dissidents du parti radical publie des *Cahiers républicains espagnols*. Plus tard, en 1959, se crée l'Acción republicana democrática española qui opère la fusion des deux organisations précédentes et de divers groupes et publie *República* et *A.R.D.E.*

Les publications des organisations syndicales reflètent la diversité de celles-ci ; à celles des UGT, rattachées à la tendance politique dont elles sont l'expression, s'ajoutent celles du syndicat des travailleurs chrétiens d'Euzkadi, Solidaridad de trabajadores vascos, comme *Euzko langileen alkartasuna*, celles de l'Unió de rabassaires -l'Union des travailleurs catalans de la terre- comme *La Terra* et *Terra catalana* et celles des Commissions ouvrières des années 1970 (*Metal*, *Textil* ou *Construcción*). Après 1961 et la constitution de l'Alliance syndicale constituée par l'UGT, la CNT et STV, divers bulletins s'en déclament, comme *Allanza* ou *Alianza sindical*.

Enfin, les associations, constituent un ensemble très actif sur le plan éditorial. Les associations culturelles éditent le plus grand nombre de publications et, parmi elles, ce sont surtout les associations catalanes et basques qui sont les plus productives. Parmi les associations de langue espagnole, citons l'Union des intellectuels espagnols qui édite le *Boletín de la U.I.E.*, et la section espagnole du Congrès pour la liberté de la culture qui édite la revue *Cuadernos*, ainsi que *Censura contra las artes y el pensamiento*, *Informaciones Congreso* et *Servicio de prensa. El mundo en español*. Les associations régionales sont très actives sur le plan éditorial, comme on l'a déjà vu en étudiant les différents types de publications : les Casals catalans présents dans diverses villes publient un grand nombre de bulletins, ainsi que des entités comme les Amis de la culture catalane (*Lligam*, *Bulletí d'informacions catalanes*), la Fondation Ramon Llull (*Revista de Catalunya*), l'Institut catalan d'art et de culture (*Presencia catalana*) ou l'Omnium culturel (*Bulletí*). Des associations basques comme l'Institut basque de recherches (avec *Ikuska*), l'Institut Gernika (avec *Gernika*) ou la Société internationale d'études basques (avec *Euzko-Jakintza*) poursuivent dans l'exil des études sur la culture basque.

Les autres collectivités éditrices de périodiques sont, enfin, des associations d'anciens combattants de la guerre d'Espagne ; tel le Groupement militaire des anciens combattants de la République espagnole, fondé en 1944 afin de recenser les cadres de l'Armée républicaine en exil (3.000 à 3.500 membres en 1945) qui publie *Agrupación militar, Armas y letras* et des *Boletín de información*<sup>58</sup> ; ou la Ligue des mutilés et invalides de la guerre d'Espagne qui édite un *Boletín de información* et *La Voz del mutilado*. Ce sont également des associations d'anciens déportés ou internés, comme la Fédération espagnole de déportés et d'internés politiques (FEDIP), éditrice d'*Hispania*, et la Fédération espagnole des travailleurs internés qui publie *Reivindicación* ; ce sont des associations d'anciens Résistants, comme l'Amicale des anciens FFI et Résistants espagnols, interdite en 1950 et éditrice de *Nuestro combate*, l'Amicale des anciens guérilleros en France reconstituée seulement en 1976 avec son *Bulletin d'information*, ou la Confédération nationale d'amicales départementales d'anciens guérilleros issue de la précédente en 1984 et qui publie actuellement *Monument du souvenir de Prayols*. La diversité de ces associations montre qu'elles n'échappent pas aux enjeux partisans.

Les associations franco-espagnoles connaissent une intense activité, surtout dans les années suivant la libération de la France ; ainsi, le Front franco-espagnol des lettres qui publie *Méduse*, dirigée par le poète Jacinto Luis Guereña, la Société française des Amis de la Catalogne qui substitue *Canigó* à *Foc nou* lors de l'interdiction de la presse espagnole en 1945 ; ou l'Association France-Espagne qui édite notamment un *Bulletin d'information, Nouvelles d'Espagne* et *France-Espagne* et voit le départ de Jean Cassou quand il apparaît

---

58. L'Agrupación militar de la República española (AMRE), appelée encore Agrupación militar de ex-combatientes de la República española, est dissoute quand son président -le général Juan Hernández Saravia devient ministre de la Défense du gouvernement Giral, les membres de l'association devant participer à la formation des services du ministère de la Guerre en exil. Mais les communistes, en prévision d'une action armée en Espagne, jugent opportun de conserver un groupement susceptible de fournir des cadres militaires et constituent en 1945 l'Agrupación militar del Ejército republicano español (AN, F7 15589 et AMI, 89/31, MI 6).

qu'elle est animée essentiellement par le PCE<sup>59</sup>. Des associations professionnelles manifestent également une activité éditoriale dans les premières années d'après-guerre, comme celle des anciens marins (*Boletín de la A.M.R.E.*), ou comme les anciens policiers et membres des services de sécurité qui éditent *Ley* et *Junta nacional de seguridad y vigilancia*. Les médecins anciens résistants, animateurs de l'Hôpital Varsovie de Toulouse, consacré aux réfugiés espagnols, publient les *Anales del Hospital Varsovia*. Le SERE et la JARE disparus avec l'arrivée de la guerre mondiale, l'aide aux réfugiés est assurée par quelques organismes rattachés à des organisations politiques qui, dans les premières années de l'après-guerre, publient des bulletins, comme Solidaridad española qui édite un journal de même nom ; activité identique au lendemain de la guerre mondiale pour les associations d'émigrés, comme la Fédération des Espagnols résidant en France qui sort à leur intention *Voz de España* et *Voz de los Españoles*. Des associations espagnoles de solidarité avec les victimes de la répression en Espagne publient également des bulletins pour sensibiliser la colonie espagnole et l'opinion française : la Commission pour les prisonniers, la Commission d'aide à la jeunesse antifranquiste ou le Comité pour la libération de tous les prisonniers politiques et syndicaux en Espagne.

Même si des lignes de force apparaissent à l'évidence, cette multiplicité des organismes éditeurs de journaux montre la très grande diversité de l'éventail politique des réfugiés. Elle est un constat des efforts de propagande déployés dans de nombreuses directions par des groupes divers aux objectifs souvent inconciliables et du caractère éphémère de nombre de regroupements.

---

59. Déjà la majorité des socialistes espagnols n'avait pas voulu y participer car "les Espagnols qui ont donné vie à ces organismes [les comités Franco-Espagne] sont les mêmes qui alimentent la campagne de l'UNE et sa presse contre nous" (*Memoria que presenta al 2º congreso de la Unión general de los trabajadores de España en el exilio la Comisión ejecutiva*, Toulouse, 28-29 septembre 1946, p. 49).



Panorama des collectivités éditrices

**1) Partis et mouvements politiques : 449 titres (70,8 %)**

**a. Anarchistes : 112 titres (17,7 %)**

- CNT <sup>60</sup> : 41 (dont CNT de Catalogne : 2)
- Confederación nacional del trabajo de España en el exilio (MLE-CNT jusqu'en juin 1949) <sup>61</sup> : 33
- Confederación nacional del trabajo - Asociación internacional de los trabajadores (CNT de España-MLB jusqu'en 1946, puis CNT-AIT) : 5
- Federación ibérica de juventudes libertarias (les deux FILL) : 15
- Indépendants <sup>62</sup> : 7
- Divers (dont Agrupación de Cenetistas de Unión nacional : (ACUN) <sup>63</sup> : 1, Association internationale des travailleurs : 2, Agrupación Amigos de Durruti : 1, Commission internationale de relations anarchistes (CRIA) : 1, Federación anarquista ibérica : 1, Federación de Mujeres libres de España en el exilio : 1, Groupe culturel Reclus : 1, Solidaridad internacional antifascista : 1) : 10
- Partido sindicalista : 1

**b. Socialistes : 109 titres (17,2 %)**

- Unión general de trabajadores -grupos Rodolfo Llopis -t Ramón González Peña - : 45 <sup>64</sup> (dont Federación española de trabajadores de la enseñanza (FETE) : 5, UGT de Catalogne : 2)
- Partido socialista obrero español (PSOE, groupe Indalecio Prieto - Rodolfo Llopis) : 43
- Juventudes socialistas españolas (JSE) : 14
- PSOE (groupe Ramón Lamóneda - Ramón González Peña), Federación socialista española et Unión socialista española (PSE-USE) : 3
- PSOE (secteur historique) <sup>65</sup> : 1
- España combatiente : 1
- Divers (Agrupación socialista española : 1, Izquierda socialista : 1) : 2

**c. Communistes : 81 titres (12,8 %)**

- Partido comunista español (PCE) : 28
- Juventudes socialistas unificadas (JSU) : 14 (dont JSUC : 1)
- Partit sociu'ista unificat de Catalunya : 7
- PC d'Euzkadi : 4
- Unión de mujeres españolas (UME), Unió de dones de Catalunya (UDC) : 6 (dont UDC seule : 1)

60. Il s'agit de la CNT d'avant la scission de 1945 ou d'après la réunification de 1961 et de quelques titres dont il n'a pas été possible de découvrir l'appartenance à la CNT-MLB ("politique") ou au MLE-CNT ("apolitique").

61. Nous avons retenu, pour les deux CNT qui coexistent entre 1945 et 1961, l'appellation dont elles se dotent elles-mêmes.

62. Sont regroupés sous ce vocable, les titres édités par des groupes appartenant à la mouvance anarchiste, mais indépendants des instances officielles des CNT.

63. Militants de la CNT ayant appartenu à l'UNE pendant la clandestinité.

64. L'UGT étant véritablement le support syndical du socialisme espagnol, les publications de l'UGT ont été placées avec celles des partis politiques ; elles figurent également pour mémoire dans les publications syndicales, mais ne sont évidemment comptabilisées qu'une fois.

65. Scission de Rodolfo Llopis en 1972.

- UGT-JC (Junta central) : 8
- Dissidents <sup>66</sup> : 2
- Movimiento de unidad republicana : 1
- Divers <sup>67</sup> : 11

**d. Partis catalans et basques : 43 titres (6,8 %)**

- Esquerra republicana de Catalunya : 10 (dont Joventuts de Esquerra republicana de Catalunya-Estat català (JEREC) : 1)
- Moviment socialista de Catalunya (MSC) : 5
- Front nacional de Catalunya (FNC) : 4
- Estat català : 3
- Asamblea de Catalunya : 2
- Divers (dont Lliga catalana : 1, Moviment socialista català pels Estats units d'Europa : 1, Front de la llibertat : 1, Acció cooperativista catalana : 1, Front nacional de estudiants catalans : 1, Conjunció republicana resistent de Catalunya (CRRC) : 1, Solidarité catalane : 1) : 9
- Partido nacionalista vasco (PNV) : 4 (dont Euzko gaztedi <sup>68</sup> : 3)
- Euzkadi ta azkatasuna (ETA) : 2
- Divers (dont Acción nacionalista vasca (ANV) : 1, Conjunción de grupos políticos abertzales : 1, Euzko gudari batzar : 1, Eskualzaleen Biltzarra : 1) : 4

**e. Divers extrême-gauche : 35 titres (5,5 %)**

- Partido obrero de unificación marxista (POUM) : 14 (dont Juventud comunista ibérica (JCI) : 2)
- Frente revolucionario antifascista y patriótico (FRAP) : 8
- Trotskystes : 8 (dont Grupo comunista internacionalista (GCI) : 4, Liga comunista revolucionaria (LCR) : 2)
- Partido comunista de España (marxista-leninista)(PCE (ml)) : 2
- Divers (Comités antlimperialistas revolucionarios (CAR) : 2, Grupos de acción y unión proletaria <sup>69</sup> : 1) : 3

**f. Républicains : 13 titres (2 %)**

- Izquierda republicana : 4
- Unión republicana : 2 ; IR/UR : 2
- Partido republicano federal : 2
- Acción republicana democrática española : 2
- Alianza republicana : 1

**g. Regroupements politiques et divers : 56 titres (8,8 %)**

- Unión nacional española (UNE) : 36 (dont Agrupación de guerrilleros : 3, Juventud combatiente : 1, Agencia hispania : 1)
- Unión federal de estudiantes hispanos (UF EH) (dont Federación universitaria escolar (FUE) : 6)

66. Essentiellement le Movimiento de acción socialista -MAS.

67. Notamment diverses publications de mouvements proches du PCE (comme le Movimiento de unidad republicana, MUR) ou publiées après l'interdiction du PCE, sans mention d'éditeur, comme *Novagalicia, Madres, Partidarios de la Paz, el Republicano...*

68. Jeunesses du Parti nationaliste basque (PNV).

69. *Lucha obrera*, 1966.

- Junta española de liberación (JEL) : 2
- Agencia catalana d'informació : 2
- Agence d'édition et de presse : 1
- Agencia Febus : 1
- Centro de documentación y estudios : 2
- Centro de estudios sociales y económicos : 1
- Federación de cooperadores : 1
- Unión cívica española : 1
- Divers : 2

## 2) Institutions républicaines : 31 titres (4,9 %)

- Gouvernement républicain : 11
- Parlement : 4
- Généralité de Catalogne : 10
- Gouvernement basque : 6

## 3) Structures Syndicales : 21 titres (3,3 %) (74 avec les UGT : 11,7 %)

- Comisiones obreras : 8
- Solidaridad de trabajadores vascos (STV) : 2
- Unió de rabassaires : 2
- Alianzas sindicales : 5<sup>70</sup>
- Divers (COT-FO : 1, Oposición sindical obrera (OSO) : 2, Oposición sindical revolucionaria (OSR) : 1) : 4

## 4) Associations : 84 titres (13,2 %)

### a. Associations culturelles : 13 titres (2,1 %)

(dont Asociación de cooperación cultural ibero-yugoeslava : 1, Asociación popular artística Casa de España : 1, Ateneo Cervantes : 1, Ateneo iberoamericano : 1, Congreso por la libertad de la cultura : 4, Salud y Cultura : 1, Unión de intelectuales españoles : 1, Librairie des éditions espagnoles : 1, Unión popular de artistas : 1)

### b. Associations culturelles catalanes et basque : 32 titres (5,1 %)

(Casals català : 17, Amis de la culture catalane : 2, Centre d'études économiques et sociales Toulouse-Barcelone : 1, Poyer de fraternité catalane : 1, Fundació Ramón Llull : 1, Institut sardanista : 1, Institut català d'art i cultura : 2, Grup d'estudis politics : 1, Agrupación de Berguedans : 1, Omnium culturel : 1, Institut basque de recherches : 1, Institut Gernika : 1, Agrupación Gernika : 1, Société internationale d'études basques : 1)

### c. Associations d'anciens combattants, déportés et internés : 10 titres (1,6 %)

(Agrupación militar de ex-combatientes de la República española : 4, Agrupación militar del Ejército republicano español : 1, Association d'anciens combattants et victimes de guerre de la République espagnole : 1, Federación española de deportados e internados políticos (FEDIP) : 1, Federación española de trabajadores internados (FETI) : 1, Liga de mutilados e invalidos de la guerra de España : 2)

70. En incluant les publications de l'Allianza sindical española et de l'Allianza sindical obrera.

**d. Associations d'anciens Résistants : 4 titres (0,6 %)**  
(Amicale des anciens guérilleros espagnols en France, FFI : 1, Amicale des anciens FFI et Résistants espagnols : 1, Confédération nationale d'Amicales départementales d'anciens guérilleros espagnols en France : 2)

**e. Associations franco-espagnoles : 8 titres (1,2 %)**  
(Association culturelle franco-espagnole : 1, Association France-Espagne : 5, Front franco-espagnol des lettres : 1, Société française des Amis de la Catalogne : 1)

**f. Associations professionnelles : 5 titres (0,8 %)**  
(Agrupación de marineros de la República española : 1, Asociación de solidaridad de los funcionarios del Cuerpo de seguridad : 1, Junta nacional de seguridad y vigilancia : 2, Hôpital Varcovie : 1)

**g. Associations de solidarité et d'aide aux réfugiés : 5 titres (0,8 %)**  
(Comité de ayuda a los Republicanos españoles : 1, Junta de auxilio a los Republicanos españoles Servicio de evacuación de los Republicanos españoles, Solidaridad republicana española, Solidarité espagnole)

**h. Associations d'émigrés : 4 titres (0,6 %)**  
(Federación de los inmigrados españoles en Francia : 1, Federación de Españoles residentes en Francia : 2, Centro de información y ayuda a los trabajadores extranjeros : 1)

**i. Associations de solidarité avec l'Espagne : 3 titres <sup>71</sup>  
(0,5 %)**

**5) Titres non rattachés à un organisme précis (7,8 %) : 49**

**Total : 634**

Aspect fondamental de sa structuration, l'exil espagnol connaît donc un degré d'organisation très élevé et des divisions considérables. Devant cette abondance des mouvements politiques et des associations espagnols, il convient de préciser quelle attitude ont adoptée les pouvoirs publics français. Une note du ministère de l'Intérieur, datant probablement de 1953 ou 1954, résume bien la philosophie de tolérance - assortie de contrôle - qui a été la leur, au moins jusqu'en 1958.

En plein accord avec le ministère des Affaires étrangères, pour tenir compte de l'existence du gouvernement républicain, il est apparu que ce gouvernement n'aurait plus sa raison d'être et les partis politiques qui le formaient étaient privés de toute liberté d'action. C'est pourquoi, tout en les amenant à se

71. N'ont été pris en considération que les publications animées par des exilés et non par des comités français.

mettre en règle -ne serait-ce que pour faciliter leur surveillance par les services de police-, il a été décidé qu'aucune suite ne serait donnée à leur demande d'autorisation. Aucun parti politique n'a obtenu la reconnaissance officielle de l'administration ; cependant, il a été admis qu'ils pourraient exercer une certaine activité impliquant obligatoirement de leur part une neutralité totale en ce qui concerne la politique intérieure française <sup>72</sup>.

## 2. Le financement de la presse

De l'opinion d'un spécialiste de la presse, Fernand Terrou, conseiller juridique et chef du service de la presse au ministère de l'Information, qui évoque en 1951 les journaux anarchistes *Solidaridad obrera*, *C.N.T.*, *Ruta* et *Cémit* :

La présentation, la mise en page, les qualités techniques de ces publications sont remarquables. Leur prix de vente et leur tirage, très moyens, laissent à penser qu'elles sont fortement "soutenues" pour des fins de propagande sinon pour servir des desseins politiques <sup>73</sup>.

Cette opinion pourrait être généralisée à la plupart des journaux des autres tendances. Une part importante des ressources des mouvements politiques espagnols est, en effet, consacrée au financement de leur presse, moyen privilégié de diffusion des idées dans l'exil et à l'intérieur, outil principal de la lutte antifranquiste, par conséquent axe essentiel d'activité. La publication d'une presse est le résultat de l'effort financier d'organisations constituées ou de groupes plus

---

72. *Le problème des réfugiés espagnols*. AMI, M1 34363, liasse 2. Déjà, dans une lettre du 18 juillet 1949 au préfet de la Haute-Garonne, le ministre de l'Intérieur précisait quasiment dans les mêmes termes que le gouvernement accordait aux "différents partis politiques espagnols émigrés ou groupements politiques s'identifiant à ces partis, une certaine existence de fait, aussi longtemps que leur activité se situe au plan strictement espagnol ou n'est pas de nature à troubler l'ordre public" (ADHO, 2692/175, 576 W). Ainsi, seules deux organisations syndicales ont-elles obtenu une autorisation légale -en dehors peut-être de quelques associations strictement culturelles : la CNT, tendance politique, le 18 juillet 1947, et l'UGT, tendance R. Llopis-P. Tomás, le 11 octobre 1948. La Ligue espagnole des droits de l'homme a été autorisée le 8 décembre 1939, mais on doit souligner l'avis généralement défavorable donné par le ministère des Affaires étrangères pour les demandes d'autorisation d'associations culturelles comme les Casals catalans.

73. Lettre de Fernand Terrou au Préfet de la Haute-Garonne du 2 février 1951 (ADHO, 2731/81 - 601 W).

informels et elle est soumise à la loi d'airain des ressources. Aussi, de nombreuses publications cessent-elles momentanément ou durablement faute de moyens et beaucoup d'autres n'arrivent-elles à subsister qu'en lançant à leurs lecteurs de fréquents appels au secours pour leur survie.

#### **n) La presse : l'une des dépenses importantes des organisations**

Pour la plupart des organisations politiques et syndicales, la publication de la presse constitue un chapitre important des dépenses. Bien que toutes -en dehors même des associations de solidarité constituées uniquement dans ce but- aient la préoccupation d'assurer une solidarité financière auprès des réfugiés malades, sans ressources ou invalides et d'aider matériellement les opposants antifranquistes de l'intérieur, l'on peut cependant constater que la publication de la presse grève lourdement leurs budgets. Par exemple, en 1958, sur une cotisation de 250 F. par mois, la CNT-MLE, tendance "politique", attribue quatre-vingt francs au sous-comité national, cent francs à la presse, trente francs à l'aide aux prisonniers et à leurs familles, quarante francs à son association Solidarité confédérale <sup>74</sup>. Dans le budget du PSOE, les coûts de publication d'*El Socialista* représentent toujours, au fil des années, presque 50 % du budget du parti <sup>75</sup>.

Afin de comprendre mieux le fonctionnement matériel des organisations de l'exil espagnol, l'on doit s'interroger en premier lieu sur les modes de financement, ce qui permet de connaître leur assise militante et leur environnement international. Sans prétendre faire une analyse exhaustive de la question qui nécessiterait de longs développements, bornons-nous à dresser un état des connaissances actuelles, en fonction des études réalisées et des archives

74. Rapport des Renseignements généraux du 22 mars 1948 (ADHG, 1896/90, 256 W).

75. Carlon et José MARTINEZ COBO. 1944-1976. *El Socialista...* op. cit., p. 39.

inédites disponibles. Les ressources proviennent des cotisations des adhérents, de la vente même des publications, de dons divers (aide des organisations françaises ou internationales sympathisantes, apports de réfugiés espagnols résidant dans d'autres pays, donations de particuliers), ainsi que du produit des nombreuses souscriptions, fêtes, kermesses et autres galas organisés dans des buts à la fois politiques ou culturels et financiers. Un cas de financement à part est celui des institutions républicaines et des gouvernements basque et catalan, mais ce ne sont pas d'eux qu'émanent les publications les plus importantes de l'exil. Les ressources des instances républicaines proviennent notamment de celles qu'avant la fin de la guerre d'Espagne le gouvernement présidé par Juan Negrín a pu sauver : c'est l'une des origines du conflit de ce dernier avec Indalecio Prieto qui s'est approprié au Mexique le trésor du yacht le *Vita* et a pu créer son organisme d'aide aux réfugiés, la JARE<sup>76</sup>. Il n'est cependant pas dans notre propos d'étudier le fonctionnement des institutions républicaines, mais davantage celle des groupes politiques ou associatifs qui structurent l'exil espagnol<sup>77</sup>.

Généralement, les administrations des journaux sont indépendantes sur le plan comptable des organisations dont elles émanent -comme c'est le cas tant à la CNT d'Espagne en exil qu'au PSOE ; mais, il est bien évident que des transferts financiers existent sous forme d'aides diverses. L'exemple de l'administration d'*El Socialista* qui a, en 1950, une dette de 600.000 F. envers le PSOE n'est certainement pas isolé<sup>78</sup>. Prenons des exemples de budgets de diverses organisations à des dates variées pour analyser à la fois les éléments de leur financement et la place de la presse dans ces ensembles. Comprendre les modalités matérielles de la publication de la presse permet, dans une large mesure, d'appréhender la vie interne des organisations.

---

76. Javier RUBIO, *La emigración de la guerra civil, op. cit.*, pp. 139-150.

77. Des recherches sont en cours à l'UNED de Madrid sur le fonctionnement des institutions républicaines.

Ainsi, l'UGT, en 1946, possède trois comptes distincts : la caisse centrale du syndicat, celle du *Boletín de la Unión general de los trabajadores* et celle de son organisme de solidarité, Solidaridad democrática española <sup>79</sup>. Le bilan financier consulté n'indique malheureusement pas la nature des entrées, mais l'on constate que les dépenses occasionnées par le *Boletín* -impression et affranchissement des envois- représentent presque le double de l'avoir réel de la caisse centrale de l'UGT et un tiers du budget de la solidarité. En prenant en compte le montant des bulletins et des valeurs en dépôt -carnets de souscriptions et coupons de cotisations- en attente de paiement par les sections départementales, le budget du *Boletín* représente environ 13,6 % des avoirs globaux provisionnels des trois caisses, mais plus d'une fois et demi leurs avoirs réels. C'est dire combien le budget de l'UGT -comme celui des autres organisations- est tributaire des rentrées régulières de cotisations, de la vente des publications et du produit des souscriptions. Cette fragilité budgétaire apparaît déjà dans ce bilan établi pourtant à une forte période d'activité et de nombre d'adhérents maximum ; le nombre d'adhérents à l'UGT entamant, en effet, une courbe décroissante à partir de 1948<sup>80</sup>.

**Comptes de l'UGT correspondant à la période allant du 1er août 1945 au 31 juillet 1946 <sup>81</sup>**

<b>Caisse centrale de l'UGT</b>	
-argent en caisse	: 68.772, 80
- dépôt compte bancaire	: 99.770, 00
- à Londres (groupe syndical)	: 9.600, 00
Total existant	:178.142, 00
<b>Valeurs en dépôt (trésorerie)</b>	
- montant de 11.267 carnets existants	:112.670, 00

78. *Memoria al IVº Congreso...* cité par Carlos et José MARTINEZ COBO, 1944-1976. *El Socialista...* op. cit., p. 36.

79. Circulaire n° 43 du 18 octobre 1946 aux groupes départementaux et aux sections locales (*Unión general de trabajadores de España en el exilio. Circulares a las secciones y grupos hasta el mes de diciembre de 1946*, Toulouse, 1946, pp. 68-69).

80. César TCACH, Carmon REYES, *Clandestinidad y exilio. Reorganización del sindicato socialista, 1939-1953*, Madrid, Fundación Pablo Iglesias, 1986, p. 215.

81. Source : Circulaire n° 43 du 18 octobre 1946 aux groupes départementaux et aux sections locales (*Unión general de trabajadores de España en el exilio. Circulares a las secciones ...*, op. cit., pp. 68-69)



- montant de 26.026 coupons de cotisations	:260.260,00	*
Total	:372.930, 00	
Matériel (carnets et coupons) dans les sections départementales en attente de paiement	:727.211, 00	
<b>Caisse du Boletín</b>		
- Recettes	:327.212, 95	
- Dépenses	:325.212, 80	
bilan général : argent en caisse	: 2.000, 15	
dépôt compte postal	: 5.624, 00	
solde	: 7.624, 15	
Bulletins en attente de paiement par les sections départementales	:102.551, 00	
<b>Caisse de Solidaridad democrática española</b>		
- Recettes	:987.759, 80 <sup>82</sup>	
- Dépenses	:973.866, 40 <sup>83</sup>	
solde	: 13.893, 40	
Valeurs en dépôt (trésorerie)		
- montant de 96.017 coupons de 2 F.	:192.034, 00	
- matériel (coupons de 2 et 10 F.) dans les sections départementales, en attente de paiement	:789.503, 00	

Il est possible de constater tout à la fois que la presse constitue un poste important de dépense de l'UGT et que sa vente -avec un prix un peu majoré par rapport au coût réel- équilibre globalement les dépenses de fabrication ; cela suppose une base militante nombreuse qui assure le bon fonctionnement de la diffusion à la base, ce qui est le cas les premières années après la Libération et moins ensuite. Aussi la baisse des effectifs aura-t-elle inévitablement des répercussions sur la vente de la presse.

En 1945-1946, le coût moyen de revient d'un tirage du mensuel de l'UGT, le *Boletín de la Union general de trabajadores*, publié alors à vingt mille exemplaires par mois, est de 27.101 F. ; l'exemplaire du bulletin est vendu en 1946 à trois puis quatre francs, soit un prix représentant de trois à quatre fois son coût de revient. Il s'agit certes là des prix pratiqués par la presse française

82. Recettes : : solde en caisse, vente de coupons, dons.

quotidienne au même moment, contrainte elle aussi de doubler son prix en 1946 en passant de deux à quatre pages <sup>84</sup> ; mais de manière générale, la presse espagnole est vendue proportionnellement plus cher afin d'assurer son financement qui ne comprend pas -sauf rarissimes exceptions <sup>85</sup>- de recettes publicitaires ; ainsi, *C.N.T.* est vendue cinq francs en cette même année 1946.

Le MLE-CNT montre le même souci de compenser les dépenses de fabrication par la vente des journaux, à laquelle s'ajoute le produit d'un service de librairie. Le coût du tirage d'un numéro de *C.N.T.* est comparable à celui du *Boletín de la Unión general de trabajadores* ; d'un format supérieur, *C.N.T.* est publiée à 14.000 exemplaires en 1946 et à 13.500 en 1947 et revient pour un numéro à 36.060 F. la première de ces années et à 34.740 F. la seconde. L'exercice de l'hebdomadaire *C.N.T.* proprement dit est considérable : il est, en 1947, de 1.550.257,50 F. et son administration se décompose ainsi :

#### Administration de *C.N.T.* en 1947 <sup>86</sup>

**Recettes :** 1.737.283, 50 F.

- *C.N.T.* : ventes
- *El Proletariado militante* <sup>87</sup>
- librairie : ventes
- divers <sup>88</sup>

**Dépenses :** 1.600.117, 40 F.

- correspondance : courrier et frais d'expédition des livres
- *C.N.T.* : imprimerie, affranchissement des envois
- *El Proletariado militante*
- librairie : achats de livres et brochures
- salaires : personnel de l'administration et de la direction
- frais généraux : transferts à d'autres organismes ou objets

83. Dépenses : secours divers, émigrés clandestins d'Espagne, médicaments...

84. ... prix des quotidiens sont de 2 F. à la Libération ; c'est le cas également du *Boletín* et de *C.N.T.*

85. L'un des rares exemples sont les *Quaderns* de Perpignan qui fait appel à une publicité locale et régionale.

86. Source : *Informe del Secretariado del Comité nacional del MLE-CNT en Francia, 1947*, p. 14 (*Anexo nº 3 : Administración de C.N.T., órgano del MLE-CNT en Francia. Informe a las Federaciones locales*). Document mis à notre disposition par Tomás Marcehán.

87. Vente de l'ouvrage de l'un des fondateurs de la section espagnole de la Première Internationale, tiré à 8.000 exemplaires en 1946-1947.

88. Toutes les recettes qui arrivent à *C.N.T.* mais sont destinées à d'autres objectifs, comme la souscription Pro-España, ou à d'autres organisations, comme Solidaridad Internacional antifascista.

L'essentiel des ressources des mouvements politiques provient des cotisations de leurs membres. Ainsi, en 1948, la cotisation au MLE-CNT, tendance apolitique de la CNT, est-elle de quarante-cinq francs par mois, dont la destination serait répartie comme suit : quinze francs pour les cinq membres du Comité national siégeant au 4 rue de Belfort à Toulouse -seuls membres rétribués en France- et pour leurs frais de bureau, dix pour la caisse de solidarité et de secours aux nécessiteux et vingt pour le fonds d'aide à la lutte en Espagne <sup>89</sup>. L'achat de la presse est, en sus de la cotisation, le premier devoir du militant. La même année, la cotisation mensuelle de la CNT-MLE, tendance "circonstancialiste" de la CNT, est de quarante francs mensuels ; seuls sont rétribués également les cinq membres du Comité national, siégeant au 47 rue Jonquières à Toulouse. La CNT-MLE possède en outre, à Paris, une représentation du Comité national d'Espagne et ses deux membres sont rétribués par une cotisation supplémentaire des affiliés de vingt francs <sup>90</sup>. En 1950, la cotisation mensuelle des militants communistes est de cent francs, elle est de deux cents pour ceux qui ont un métier rémunéré et régulier ou n'ont pas de charge de famille ; cette super-cotisation serait versée par environ 60% des militants. Chaque adhérent est obligatoirement abonné à *Mundo obrero* qu'il achète souvent, par émulation, à quinze ou vingt francs le numéro au lieu des dix francs de son prix normal, et il souscrit également à *Nuestra bandera*, sans compter les diverses brochures reproduisant des discours des dirigeants du parti qu'il est invité à acheter <sup>91</sup>.

Le nombre d'adhérents est généralement supérieur à celui des cotisants réguliers et la plupart des organisations voient le volume total des

---

89. Rapport des Renseignements généraux de la Haute-Garonne, ADHG, 2042/231, 308 W. Les services de police et de renseignements suivent très régulièrement le montant des ressources et le produit des diverses souscriptions lancées par les partis espagnols ; de temps à autre, à côté des rapports de police, des circulaires internes sont bienheureusement conservées dans les archives départementales.

90. *Ibid.*

91. *Le PCE en France en 1950* (AMJ, M1 89/67/3 ; CAC 890576, article 3, liasse 2).

cotisations diminuer au fil des années, par suite de baisses d'effectifs constantes et continues ; les causes en sont diverses dont les plus apparentes sont l'éloignement des perspectives de retour en Espagne, le découragement lié aux difficultés de mise en oeuvre d'une stratégie politique concertée et la nécessité pour les réfugiés d'assurer leur insertion économique dans le pays d'accueil. Si les cotisations représentent 87,5 % des ressources de l'UGT en 1946, elles n'en constituent plus que 40% en 1948, 31 % en 1951, 50 % en 1952 et 43 % en 1953 <sup>92</sup>. Pareillement, à la CNT politique, les cotisations rapportent environ cinq fois moins en 1957 qu'en 1948 : un mois de cotisations fait rentrer 184.000 F. dans ses caisses en 1948 <sup>93</sup> et le rapport moyen mensuel de celles-ci est de 36.653 F. à l'automne 1957 <sup>94</sup>.

Au fur et à mesure que la part des cotisations diminue dans les sources de financement des organisations, d'autres ressources sont mobilisées afin d'assurer la publication de la presse et soutenir la lutte antifranquiste en Espagne même. La JSU lance dans *Juventud* une mobilisation afin de collecter de l'argent pour l'organisation homologue de la clandestinité et favorise -dans la veine militante des jeunesses communistes de la même époque- l'émulation pour la vente des publications <sup>95</sup>. *La Voz de España*, organe de la Fédération des Espagnols résidant en France, fait appel à plusieurs reprises aux adhérents de la FEREF pour aider financièrement le journal ; une contribution supplémentaire leur est demandée et elle organise un grand concours de vente du périodique, doté de quelques prix, tels qu'une bicyclette, un costume sur mesure, un réveil, un stylo, des livres ou des billets de la Loterie nationale <sup>96</sup>. Cependant, force est de

---

92. César TCACH, Camilo REYES, *Clandestinidad y exilio...*, op. cit., p. 215.

93. En comptant les 4.600 affiliés qui ont payé leur cotisation mensuelle de 40 F., sur les 7.000 que compte la CNT-MLE (ADHO, 2042/231, 308 W).

94. Bilan financier de septembre, octobre et novembre 1957 dans la Circulaire n° 6 du 20 février 1958 (ADHO, 1896/90, 256 W).

95. *Juventud*, n° 7, 30 novembre 1944, et *Juventud. Suplemento de organización*.

96. *La Voz de España*, année IV, n° 111, 27 juillet 1947, "Grand concours de vente de *La Voz de España*". Le n° 48 du 30 novembre 1945 donne les comptes de la FEREF : parmi les rentrées financières, on compte la vente du journal, les apports de 28 sections, le produit des recettes de

constater que l'organe de la FEREF, s'adressant en premier lieu à des émigrés économiques, occupe une place à part dans l'éventail de la presse espagnole. Ailleurs, les gratifications sont essentiellement d'ordre moral et quand il s'agit de trouver des recettes supplémentaires, on allie l'utile à l'agréable en organisant un service de librairie ; *Solidaridad obrera* et *El Rebelde*, par exemple, organisent des guildes du livres.

Au milieu des années cinquante, les bilans financiers de deux organisations, l'UGT et la CNT-AIT, montrent la part réduite des cotisations et l'importance des dons et des souscriptions. Les dons émanent soit de contributions volontaires supplémentaires des affiliés, soit de sympathisants français ou étrangers ; on rencontre par exemple, dans le cas de l'UGT, des dons fréquents de la Fédération syndicale internationale des transports à la direction de laquelle participe le président de sa Commission exécutive, Trifón Gómez San José <sup>97</sup>, ou de la Fédération internationale des communications, dans laquelle un autre militant, Benito Alonso, réalise un travail actif, mais surtout de la CISL, en tant qu'organisation internationale et par le biais des syndicats nationaux adhérents <sup>98</sup>. La vente de sa propagande est une grande source de revenu pour l'UGT, moindre cependant que le coût de celle-ci. Dans le cas de la CNT-AIT, l'on voit apparaître la contribution de la CNT du Mexique et l'importance des collectes effectuées en faveur de l'organisation clandestine en Espagne et des prisonniers. Mentionnons aussi l'aide apportée au PSOE par *Le Provençal* qui apure un reliquat de dettes du *Socialiste* en 1974 ; et celle apportée au Parti nationaliste basque par les colonies

---

divers festivals (à Blanc-Mesnil en Seine-et-Oise, et dans le Puy-de-Dôme) et la vente d'insignes ; parmi les dépenses, on indique le salaire des permanents, une contribution au CADI, l'impression du journal -la plus grosse somme-, des voyages de propagande, la location de bureaux et les frais de courrier.

97. Trifón GÓMEZ SAN JOSE (Valladolid, 1899 - Mexico, 1955), cheminot, secrétaire général du Syndicat national des chemins de fer de 1918 à 1934, président de la Maison du Peuple de Madrid (1927-1933), député aux Cortes en 1931 et 1933, membre de la Commission exécutive de l'UGT de 1920 à 1932, secrétaire adjoint de 1932 à 1934, président de la Commission exécutive de l'UGT en exil de 1944 à 1955 (*50º aniversario del exilio español*, Madrid, Fundación Pablo Iglesias, 1989, 203 p.)

98. César TCACH, Carmen REYES, *Clandestinidad y exilio...*, op. cit., p. 217.

basques, très nombreuses et souvent assez riches, d'Argentine et du Venezuela, ce qui permet à *Alderdi* d'être davantage subventionnée par le PNV que par ses recettes propres.

**Comptes de l'UGT correspondant à la période allant du 1er septembre 1953 au 31 décembre 1955 <sup>99</sup>**

<b>Recettes : 22.239.890</b>	
- cotisations	: 4.392.321
- carnets	: 8.200
- assemblée de délégués départementaux: 1.760	
- mémoires	: 4.000
- brochures <i>Rasgos históricos UGT</i>	: 28.050
- donations	: 3.389.008
- bulletins	: 1.163.723
- dons pour le <i>Boletín</i>	: 138.846
- propagande	: 13.017.420
- divers	: 96.562
<b>Dépenses : 22.151.816</b>	
- V <sup>o</sup> congrès	: 513.728
- de 78	: 410.970
- propagande	: 14.018.698
- locaux	: 124.080
- communications	: 242.279
- secrétariats professionnels	: 124.316
- information et presse	: 109.418
- matériel de bureau	: 213.193
- rétributions, assurances	: 4.498.732
- voyages de propagande et information: 857.094	
- brochures	: 116.060
- école syndicale Anglet (1953-1955)	: 693.912
- divers	: 229.342
<b>Coûts généraux du <i>Boletín</i> : 1.174.730</b>	
- Impression (n <sup>os</sup> 107 à 134) <sup>100</sup>	: 907.100
- enveloppes	: 80.500
- affranchissement	: 161.546
- matériel	: 25.584

**Bilan financier de la CNT-AIT pour le mois de novembre 1957 <sup>101</sup>**

<b>Recettes : 320.791</b>	
- cotisations	: 19.720
- timbres <i>pro-España</i>	: 206.533
- collecte prisonniers	: 2.760
- donations	: 24.410

99. Source : *Memoria que presenta al sexto congreso de la Unión general de trabajadores de España en el exilio la Comisión ejecutiva, Toulouse, 9, 10 y 11 de agosto 1956*, pp. 73-74.

100. Le coût de l'exemplaire se monte alors à 9,80 F. et le prix de vente est de 10,00 F.

101. Source : Circulaire n<sup>o</sup> 6 du 20 février 1958 (ADHG, 1896/90, 256 W).

- CNT de Mexico	:	1.460
- Solidaridad confederal	:	5.780
<b>Dépenses : 324.315</b>		
- bureau et correspondance	:	1.388
- imprimerie	:	104.100
- enveloppes et affranchissement		
d' <i>España libre</i>	:	12.730
- salaires	:	30.000
- aide à l'Espagne	:	170.000
- déplacements	:	2.870
- frais généraux	:	3.277

L'on peut constater que les besoins de fonctionnement de l'organisation en exil et, surtout, de la publication de la presse, ici *España libre*, obligent à absorber une certaine partie des recettes collectées pour soutenir la lutte clandestine en Espagne -timbres *pro-España*- ou assurer la solidarité -entrées pour Solidaridad confederal. C'est dire que la presse est considérée comme la condition *sine qua non* de l'existence de l'organisation. Quasiment tous les mouvements lancent des souscriptions -comme *pro-España* de l'UGT ou *España oprimida* de la CNT d'Espagne en exil- et doivent, très probablement, opérer des transferts d'affectation de recettes de ce type lorsque les nécessités de la trésorerie l'exigent. Aussi, les meetings, les fêtes, les festivals sont-ils non seulement des occasions de rencontres et d'affirmation politique, mais aussi des moyens de collecter des fonds au-delà du cercle immédiat des adhérents. La FIJL organise ainsi le 15 octobre 1947 un festival d'aide à *Ruta* au cinéma Espoir à Toulouse, avec la participation du groupe Ibérica et de plusieurs chanteurs et danseuses <sup>102</sup>. Le meeting et le festival organisé à Toulouse, le 22 juillet 1956, par la CNT-AIT, pour le XX<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution espagnole, apportent ainsi un bénéfice non négligeable (420.251 F.) <sup>103</sup>. Les exemples de ce type sont extrêmement nombreux. Comme le résume bien un militant anarchiste, les festivals ont un triple intérêt :

102. Source : Circulaire n° 6 du 20 février 1958 (ADHG, 1896/90, 256 W).

103. Source : Circulaire n° 6 du 20 février 1958 (ADHG, 1896/90, 256 W).

Culturel pour ce que cela suppose de divulgation d'un théâtre social, de propagande parce que cela crée une ambiance et attire la jeunesse, et financier parce que l'action à développer nécessite beaucoup d'argent et que la CNT n'a pas un centime <sup>104</sup>.

Plus précaire encore est la situation des journaux indépendants ; ils sont financés par leurs promoteurs mêmes et à l'aide de dons de sympathisants. Les journaux libertaires de ce type indiquent souvent, dans chaque numéro, leur bilan financier, ainsi que le nom des militants ou des groupes qui les soutiennent. En 1957-1958, *Atalaya*, par exemple, est financée par les dons du "groupe éditeur", composé de cinq militants anarchistes et des sympathisants dont la liste s'allonge de numéro en numéro ; le montant des donations accompagné de l'indication des donateurs sont publiés dans chaque numéro. On sait ainsi que les sympathisants du journal résident dans des régions très diverses ; ceper  
Sud-Ouest, notamment Montauban et Bordeaux, occupe une place  
et les régions de Paris et de Lyon sont bien représentées.

Mêmes auto-financement et souci de l.  
*Rebelde* entre 1961 et 1968 ou dans *Frente libertario* entre  
prendre l'exemple du premier de ces titres, le journal indique  
charge rétribuée, "limitant ses coûts aux frais indispensables.  
d'affranchissement. Mais ceux-ci doivent être couverts aussi [se  
nécessité de solliciter le concours des militants" *El Rebelde* s'envoie gr  
à chacun d'apporter une contribution selon ses possibilités ; les destinataires non  
intéressés sont invités à renvoyer le journal avec la mention "refusé" <sup>105</sup>. Dans  
chaque numéro, *El Rebelde* publie de longues listes de donateurs et de  
souscripteurs, "Donativos y suscriptores", mais ces listes, le plus souvent  
nominatives, ne comportent que rarement la provenance géographique.  
Néanmoins, les indications présentes permettent de conclure à une très grande

104. B. TORRE-MAZAS, *Años del exilio libertario (Los hombres, las ideas, los hechos)*, Toulouse, éditions CNT, 1985, t. 1, p. 104 (B. Torre-Mazas est un pseudonyme de Miguel Celma).



variété de celle-ci : Paris et Bordeaux surtout, mais aussi Liraoges, Clermont-Ferrand, Marseille, Neufchâtel...; d'Allemagne, d'Algérie et, régulièrement, des Etats-Unis et d'Australie, des groupes envoient de l'argent. Pour vivre, cependant, le journal est contraint d'organiser, comme d'autres, une tombola et de rappeler à ses lecteurs que "l'impression d'un périodique et les frais d'affranchissement pour les envois doivent être payés", car beaucoup l'ont reçu gratuitement pendant des années <sup>106</sup>. En avril 1968, *El Rebelde* qui n'avait pas paru depuis septembre 1967, réitère son appel aux lecteurs et rappelle que si les travaux de rédaction et d'administration sont effectués sans rétribution, l'impression et l'affranchissement se paient <sup>107</sup> : le périodique sera toujours envoyé gratuitement à ceux qui ne peuvent souscrire, mais à ceux-là seuls. Les comptes sont publiés régulièrement à la suite de la liste des donateurs : dans le n° 2, l'on indique que l'ensemble des ressources (99.693 F.) ont été absorbées par la fabrication et l'affranchissement du numéro un <sup>108</sup>. Dès le n° 2, le déficit est chronique et se cumule avec les frais nécessaires à l'impression du numéro en cours, et il va s'accroissant au fil des numéros :

Devant les difficultés économiques sur lesquelles nous trébuchons, étant donné que nous n'arrivons pas à colmater le déficit de notre publication, nous avons décidé de reprendre le travail déjà commencé antérieurement durant la publication de *Nervio*, d'une guilde du livre qui aura comme finalité d'aider au soutien de notre publication avec les bénéfices qu'elle peut rapporter.

Une tombola est également organisée pour sauver le journal et des appels sont lancés dans chaque numéro pour accroître le soutien de la part des lecteurs qui réagissent de plus en plus favorablement ; les listes de donateurs s'allongent et le déficit est stoppé au n° 11 (il reste même de l'argent en caisse pour payer le n° 12 qui vient de sortir <sup>109</sup>). Mais le déficit reprend avec le n° 16, se

---

105. *El Rebelde*, n° 2, avril 1961.

106. *El Rebelde*, n° 38, décembre 1966.

107. *El Rebelde*, n° 43, avril 1968.

108. *El Rebelde*, n° 2, avril 1961.

109. *El Rebelde*, n° 12, août 1962, p. 3.

résorbe avec le n° 26, reprend avec le n° 30 pour ne plus s'arrêter, sans cesser d'augmenter -avec des oscillations car les lecteurs répondent bien- pour atteindre 2136,02 F. au n° 43 sans compter le coût du n° 44.

### b) Une presse en déficit chronique

Les journaux indépendants qui reposent financièrement sur le groupe qui les anime ont une fragilité financière permanente et beaucoup s'éteignent faute de moyens après un temps plus ou moins long de parution. L'on vient de voir aussi la place accordée par des organisations plus importantes à la publication de leur presse et les moyens employés pour en assurer la régularité, en dépit des néces ; essayons d'analyser concrètement les mécanismes de ce fonctionnement.

#### *Administration d'El Socialista : tirages et coûts <sup>110</sup>*

Années	Moyenne des tirages par n° <sup>111</sup>	Moyenne coûts impress par n°	Moyenne coûts globaux par n°	Moyenne exemplaires vendus par n°
1948	8330	35961	61355	7943
1950	6980	47579	77404	6603
1952	5730	65757	119633	5477
1954	5215	64303	---	5040

110. Source : Archives d'El Socialista, comptes du journal, 1948-1955, 1960-1961 et 1962-1970 (Fondation Pablo Iglesias, 654/3, 654/4, 655.10). Les cahiers de comptes donnent, pour chaque numéro, le nombre d'exemplaires tirés, les coûts d'impressions, de photogravure, de paquetage et d'expédition, d'affranchissement les frais généraux et le total des dépenses ; il est indiqué aussi le coût par exemplaire tiré, le nombre d'exemplaires vendus, le coût par exemplaire vendu, les prix de vente par abonnement et au détail, le bénéfice par exemplaire et les pertes par exemplaire. A partir de 1960, les cahiers indiquent le montant des loyers, du chauffage et de "électricité, les frais de paquetage, de PTT, d'entretien des locaux, d'affranchissement, d'impression des photos, de correction, de matériel de bureau, de personnel -avec les charges sociales-, des voyages et de transports, de plaques et de bandes et d'impression.

111. Les différentes moyennes sont calculées pour six mois d'une année.

A titre d'exemple représentatif d'autres "grands" journaux de l'exil -tels que *C.N.T.* ou *Solidaridad obrera*- si l'on examine les registres de comptes d'*El Socialista*, l'on constate que les coûts d'impression et les autres frais de la publication augmentent régulièrement, alors même que les chiffres de tirage diminuent. Les chiffres de tirages sont alignés régulièrement sur les possibilités de ventes et d'abonnements et réduits à fur et à mesure que ceux-ci baissent. Les frais principaux sont constitués, de façon classique, de 1948 à 1954, par les coûts d'impression, suivis des frais de paquetage et d'expédition et des rétributions des permanents. En 1960 et dans les années suivantes, 1961 à 1969, les frais de tirage et de photogravure sont suivis immédiatement par les salaires et les charges sociales du personnel rétribué ; les dépenses d'affranchissement viennent ensuite.

Parallèlement à cette augmentation des coûts, les rentrées ne suivent pas une courbe ascendante malgré les tentatives de redressement. Les comptes financiers présentés à l'occasion des congrès du PSOE indiquent que le total cumulé des ventes, des abonnements et des dons est généralement inférieur -sauf cas exceptionnels comme en 1954 ou en 1959- aux dépenses occasionnées par la fabrication et l'administration du journal : le déficit est permanent. Il est à remarquer aussi le poids proportionnellement plus important, par rapport aux abonnements, des ventes effectuées dans les locaux du parti ou lors de réunions publiques, ainsi que dans les kiosques d'un certain nombre de villes du Sud-Ouest, comme Toulouse ou Hendaye, et le rôle non négligeable des dons. Aussi, lors de chaque congrès, la présentation des comptes induit à examiner les solutions pour réduire le déficit et les dettes contractées auprès du parti ou des imprimeries et à appeler à plus de régularité les correspondants, responsables des ventes au niveau régional. Désignés par les sections locales, les correspondants sont un élément fondamental de la diffusion et, partant, de l'équilibre économique du journal ; au nombre de 389 en 1948, ils sont chargés de vendre les journaux qu'ils reçoivent chaque semaine -auprès des sympathisants comme d'un public plus large,

notamment auprès des étudiants s'il s'agit d'une ville universitaire et de contrôler les ventes dans les kiosques. Les correspondants, dont la tâche volontaire et bénévole demande beaucoup de régularité, de rigueur et d'investissement personnel, sont donc des personnages-clés de la vie du parti à l'échelon local <sup>112</sup>.

Administration d'*El Socialista* : recettes et dépenses <sup>113</sup>

Ans	Ventes	Abonnements	Dons	Total recettes	Total frais
1949	2.444.987	773.250	113.690	3.331.927	6.212.553
1950	3.424.267	501.761	61.742	3.987.771	4.445.823
1954	4.018.171	230.1346	349.137	6.668.654	6.471.292
1955	3.662.162	2.249.988	353.046	6.265.196	6.277.444
1956	2.886.512	2.548.599	552.510	5.987.621	7.281.600
1959	5.248.230	4.911.686	383.382	10.543.298	9.729.437
1961	58.422	45.556	6.544	110.523	105.873
1963	104.743	377		105.121	119.455
1969				169.452	192.323
1971	42.499	59.658	13.604	115.633	135.808

Ces problèmes d'équilibre financier sont encore aggravés par le fait que, dans toutes les organisations, un certain nombre d'exemplaires sont distribués gratuitement ; aux réfugiés âgés et sans ressource, mais aussi à des partis et syndicats français, à des personnalités dont on recherche l'appui, à des organismes internationaux (BIT, UNESCO...) ou à des bibliothèques universitaires. Surtout, des journaux sont envoyés régulièrement à des correspondants en Espagne, en plus des éditions spéciales éditées sur papier bible

112. Carlos et José MARTINEZ COBO, 1944-1976. *El Socialista...* op. cit., pp. 39-43.

113. Source : Carlos et José MARTINEZ COBO, 1944-1976. *El Socialista...* op. cit., p. 37 ; les deux auteurs, fils de Carlos Martínez Parera qui occupa les fonctions de trésorier du PSOE et

pour la clandestinité. Aussi, les journaux socialistes amenés à lancer des campagnes d'aide ou des souscriptions spéciales ; des campagnes en faveur d'*El Socialista* rapportent au journal 29.007 F. en novembre 1954 et 142.770 F. en août 1956, qui reçoit en outre une aide de cent mille francs de l'UGT <sup>114</sup>. Le secrétariat intercontinental de la CN<sup>re</sup> d'Espagne en exil lance dans les années cinquante une souscription permanente "España oprimida" : 5.954.246 F. et 6.825.856 F. sont collectés en 1956 et en 1957 <sup>115</sup>. Ces sommes sont destinées certes en priorité à l'aide à la clandestinité, mais cette aide passe aussi par la réalisation d'une presse qui ne peut apparaître dans les comptes, mais coûte fort cher aux organisateurs ; il est impossible pour des organisations et des imprimeries soumises à une surveillance policière constante de faire apparaître la fabrication de la presse clandestine éditée en petit format à destination de l'Espagne. Rappelons qu'à la suite de nombreuses plaintes diplomatiques espagnoles contre l'entrée de cette presse dans la péninsule, l'interdiction officielle de la presse éditée sur papier bible intervient en 1959. Dans le même type de démarche, l'UGT recueille quant à elle 2.933.643 F. en 1956 et 1.372.791 F. en 1957 grâce à sa souscription "pro-España" <sup>116</sup>.

Le financement de la presse de l'exil espagnol est donc fragile, de nature essentiellement militante et repose sur le fonctionnement régulier des organisations ; à mesure que celles-ci voient leurs effectifs baisser, les problèmes se font plus pressants et l'on fait appel largement à la solidarité et à des méthodes de gestion plus draconiennes, comme de faire payer les abonnements en début d'année afin d'avoir l'avance de trésorerie nécessaire <sup>117</sup>. Il n'empêche que ce financement révèle le grand potentiel militant de l'exil, sa volonté farouche de

---

d'administrateur d'*El Socialista* de 1948 à 1970, établissent un tableau de la comptabilité du journal de 1945 à 1974, mais nous n'avons relevé ici que les chiffres de quelques années significatives.

114. Rapport des Renseignements généraux du 29 septembre 1956 (ADHG, 1896/90, 256 W et 2692/87).

115. Rapport des Renseignements généraux du 22 février 1958 (ADHG, 1896/90, 256 W).

116. *Ibid.*

lutte et de maintien de l'un des symboles les plus tangibles de son existence<sup>117</sup> ; il révèle en même temps son inexorable déclin au fil des années.

### **3. La réalisation de la presse**

Les modalités de fonctionnement des journaux sont extrêmement variées ; le cas le plus fréquent est celui de périodiques animés à titre bénévole par une équipe qui n'y consacre que temps laissé par les occupations professionnelles ou les travaux destinés à assurer ses besoins vitaux. Les journaux des organisations les plus importantes sont réalisés par un petit groupe de permanents, liés ou coïncidant avec les instances dirigeantes. Sur le plan de la réalisation technique, l'émigration espagnole a recours à un certain nombre d'imprimeries commerciales ou militantes et est amenée, pour les nécessités de sa presse, à en animer directement elle-même.

#### **a) Diversité des équipes**

Elaborée généralement au sein d'un groupe, la rédaction de la presse est l'activité permanente de celui-ci, celle qui demande un grand investissement en temps ; elle est l'expression de la sociabilité d'une mouvance idéologique, mais aussi l'occasion de cette sociabilité. Ainsi le raconte Iñaki de Unzeta, directeur pendant vingt ans, de 1951 à 1971, de la revue du Parti nationaliste basque ; *Alderdi*, à ses débuts, est dirigée non par une personne déterminée mais par un groupe qui constitue une sorte de secrétariat chargé de sa publication et dans lequel on trouve notamment Julio de Jauregui, ancien député du PNV aux Cortes et correspondant de journaux d'Amérique latine. Tous les

---

117. Entretien avec Tomás Marcellán, directeur de l'imprimerie des Condoles de 1958 à 1979, 18 décembre 1990.

jours, les membres de l'équipe passent à la Villa Antoinette à Bayonne <sup>118</sup>, tapent à la machine les textes envoyés ensuite à l'imprimerie Darracq ou à celle des Cordeliers. Généralement, le directeur de la revue rédige l'éditorial et fait appel, pour les autres articles, à la collaboration de personnalités nationalistes basques, comme José Antonio de Aguirre, président du gouvernement d'Euzkadi en exil, Manuel de Irujo, ancien ministre de la justice, Jesús de Galíndez, émigré en République dominicaine puis aux Etats-Unis, ou le chanoine Alberto de Oñaindia. A la sortie de chaque numéro, huit ou dix membres de l'équipe -appartenant généralement aux instances dirigeantes du parti, l'Euzkadi Buru Batzara- se réunissent pour faire la critique du numéro publié et tracer les grandes lignes du suivant ; réunion souvent suivie d'un repas en commun dans un modeste restaurant de la Place Saint André <sup>119</sup>.

La majorité des titres de la presse de l'exil espagnol est publiée par une équipe bénévole qui trouve par ailleurs ses moyens de subsistance. C'est le cas, par exemple, des journaux indépendants ou non liés directement à une organisation comme *Atalaya*, *El Rebelde*, *Sagittario*, *Nueva República* ou *Heraldo de España*. C'est le cas aussi des publications locales des partis et des syndicats. En revanche, quelques organes centraux d'organisations importantes ont une petite équipe permanente et rétribuée. Parmi les journaux qui possèdent une équipe de permanents, nous trouvons *C.N.T.*, *Solidaridad obrera* et *d'España libre*. Dans les deux CNT, cinq membres du Comité national sont rétribués et parmi eux le directeur et l'administrateur des journaux ; les archives internes n'étant pas accessibles actuellement, il n'est guère possible de connaître la part de ce personnel rétribué dans le budget des organisations ni son évolution numérique.

---

118. Plus tard, le siège du PNV sera Villa Izarra.

119. Interviews de Iñaki de Unzueta reproduits au moment de sa mort dans l'hebdomadaire du PNV, *Euzkadi*, n° 230, 30 avril 1981.

Il est possible, en revanche, de suivre l'évolution de l'équipe d'*El Socialista* qui n'est pas sensiblement différente de celle des autres grands journaux de l'exil : les membres de la direction, de l'administration et de la rédaction, ainsi que les autres employés du journal. Un directeur, un ou deux rédacteurs, et un administrateur, voilà l'équipe permanente d'*El Socialista*. La direction et la rédaction sont assumées, généralement par deux ou trois personnes, en liaison étroite avec la Commission exécutive ; le directeur est toujours membre de la CE<sup>120</sup> : José Gregori de 1944 à 1948, Andrés Saborit de 1948 à 1950, Manuel Albar de 1950 à 1952 et Gabriel Pradal Gómez à partir de 1953 jusqu'à l'interdiction du journal en 1961. Les deux premiers responsables de la rédaction, Arsenio Jimeno et Juan Tundidor, sont membres également de la CE, mais non le troisième qui les remplace à partir de 1948, Eusebio Gorrochategui. L'administration est assurée par José Martín del Castillo jusqu'en 1948 et par Carlos Martínez Parera à partir de cette date jusqu'à 1961 ; ce dernier est, en même temps, trésorier de la CE. A cette équipe, il faut ajouter quelques militants dont le nombre varie au cours des années : un responsable des expéditions (Teodoro Gómez), un correcteur chargé de la composition typographique (Rosalio Donas) et un a.de pour l'administration et la rédaction (Luis Fernández) ; ce dernier, membre de la deuxième CE de l'intérieur, a fui l'Espagne en 1947 après le démantèlement de cet embryon de direction<sup>120</sup>.

Après l'interdiction d'*El Socialista* en 1961, *Le Socialiste* qui le remplace est, légalement, une publication française, dirigée officiellement par un comité de rédaction français ; en fait, ce journal, mis à la disposition des socialistes espagnols par leurs camarades français, est dirigé et administré par le PSOE, sous la responsabilité directe de son secrétaire général, Rodolfo Llopis<sup>121</sup>. La proportion de français imposé complique le travail de la rédaction, mais

---

120. Carlos et José MARTINEZ COBO, 1944-1976. *El Socialismo...* op. cit., pp. 33-34.

121. Jusqu'en 1964, cependant, le dernier directeur d'*El Socialista*, Gabriel Pradal, assume la charge officiellement.



l'équipe ne comprend guère qu'un responsable officieux, Ildefonso Torregrosa, et un rédacteur, Antonio García Duarte. En 1970, l'administration passe à la charge de Julio Fernández, en remplacement de Carlos Martínez Parera ; il ne reste plus alors qu'une équipe réduite : un directeur, un administrateur et un correcteur auprès de l'imprimerie du *Provençal* à Marseille, les deux premiers non rétribués<sup>122</sup>, auxquels s'ajoutent, selon les années, deux ou trois autres employés<sup>123</sup>. Les charges rétribuées de l'équipe d'*El Socialista* et du *Socialiste* n'ont jamais dépassé cinq ; la majorité d'entre elles bénéficient d'un seul salaire pour une double fonction -dans le journal et dans le parti. Les salaires sont fixés sur la base de la convention collective française de la métallurgie ; le directeur du journal perçoit le même salaire que le secrétaire général du PSOE, soit 25.000 F. mensuels en 1950.

Salaires du personnel d'*El Socialista* de 1951 à 1956 <sup>124</sup>

Année	Directeur	Administrateur	Rédacteur	Employé
1951	28.200	24.440	19.740	15.400
1952	33.520	28.200	23.471	19.270
1954	38.563	35.673	30.297	24.753
1955	38.608	35.720	30.369	25.098
1956	47.900	47.560	33.530	29.610

Les livres de paie des travailleurs du journal indiquent que de 1951 à 1954, deux rédacteurs sont employés. En 1970, *Le Socialiste* emploie quatre personnes : deux secrétaires, une sténo-dactylo et un employé ; leurs obligations horaires officielles sont de 132 heures par mois. L'équipe diminue progressivement : la sténo-dactylo n'est plus employée à partir de juillet 1970 ; en avril 1971, il reste seulement les deux rédacteurs et, à dater d'octobre, 1971 le journal n'embauche plus qu'un responsable de la rédaction <sup>125</sup>.

122. Carlos et José MARTINEZ COBO, 1944-1970, *El Socialista... op. cit.*, pp. 34-36.

123. Source : livres de paie des travailleurs d'*El Socialista* (Fondation Pablo Iglesias, 655/8).

124. Source : Carlos et José MARTINEZ COBO, 1944-1970, *El Socialista... op. cit.*, p. 38.

125. Livres de paie des travailleurs d'*El Socialista* (Fondation Pablo Iglesias, 655/8).

Salaires du personnel du *Socialista* de 1970 à 1972 <sup>126</sup>

Années	Secrétaires de rédaction	Sténo-dactylo	Employé
1970	1196,50	600,61	866,04
1971	1287,33		

Ces salaires font mener aux responsables de la presse et de l'organisation une vie économique semblable à celle de la majorité des réfugiés. Empruntons quelques extraits de lettres envoyées par Manuel Albar, directeur d'*El Socialista*, à sa famille résidant à Mexico, à l'étude de Carlos et José Martínez Cobo sur ce journal, pour saisir de plus près ce que la sécheresse des chiffres ne montre pas toujours :

... Mon salaire est de 25.000 F. Deux repas, très modestes, me coûtent au minimum 15.000 F. par mois. Je paie 3.000 F. pour la mansarde. Tous les services sont en supplément, même les serviettes et le savon, que j'ai dû acheter. (Toulouse, 10 juillet 1950).

... Je l'ai parlé de l'excursion que fit un groupe de compagnons à Bayonne, Biarritz, Saint Jean-de-Luz et Hendaye. Je n'y suis pas allé, malgré la contrariété que cela leur fit, surtout à cause de l'argent. (Toulouse, 27 août 1950).

... Maintenant je ne vais plus au restaurant, où bien que très modeste, chaque repas me coûtait 250 F., ce qui est peu, mais à peine si j'en touchais une bouchée, tellement sa préparation était mauvaise. Dans l'espèce de cave qu'a Manolín pour chambre, on fait maintenant... des repas extraordinaires, véritablement magnifiques, qui nous reviennent beaucoup moins cher (Toulouse, 17 octobre 1950)<sup>127</sup>.

### b) Un réseau d'imprimeries

L'émigration espagnole fait appel à un nombre d'imprimeries relativement réduit. Hormis les bulletins ronéotypés directement dans les locaux des mouvements, des associations culturelles et aux sièges des gouvernements républicain, basque et catalan -c'est le cas des très nombreux bulletins de presse et d'informations édités par ceux-ci-, les autres publications sont réalisées dans un

126. *Ibid.*

127. Manuel ALBAR, *Cartas, artículos y conferencia de un socialista español en México*. Mexico, Impresiones modernas, 1958.

peut nombre d'imprimeries, ce qui permet de relever quelques réseaux militants et d'esquisser une géographie locale de l'activité l'exil espagnol.

De nombreuses publications changent fréquemment d'imprimerie, afin de trouver des prix plus satisfaisants ou en fonction des changements d'implantation de leur rédaction. Cependant, en dehors même des deux imprimeries dirigées par l'émigration espagnole, dont nous parlerons ci-après, un certain nombre de lieux apparaissent avec une plus grande fréquence ; malgré l'obligation légale, toutes les publications n'indiquent pas leur lieu d'impression, mais l'on peut constater que cent trente-trois titres sont édités dans dix-neuf imprimeries et cent dix dans huit d'entre elles. Les trois lieux les plus fréquentés sont la Société parisienne d'impression à Paris -plus de trente titres-, la Société générale d'impression à Toulouse -près de vingt titres- et l'imprimerie des Gondoles à Choisy-le-Roi -une quinzaine de titres ; la première et la troisième de ces imprimeries, dirigées directement par l'émigration espagnole, en sont les foyers d'activité parisiens. La Société générale d'impression imprime à Toulouse<sup>128</sup> aussi bien des publications anarchistes (*C.N.T., Cénit, España libre, Nueva Senda, El Rebelde, Despertar, Terra llure...*), que socialistes (*El Socialista*, édition mensuelle résumée, *Le Nouveau Socialiste, Documents et nouvelles d'Espagne*), ou indépendantes (*Nueva República*) ; c'est cette même imprimerie qui confectionne les organes de la SFIO et du PSU de la Haute-Garonne -*Avenir socialiste* et *Action socialiste*-, et des publications de Français d'Afrique du Nord -*Nord-Sud*- ou d'agriculteurs -comme *Trait d'union paysan*<sup>129</sup>.

Les autres imprimeries les plus fréquentées sont parisiennes, comme les Editions polyglottes<sup>130</sup>, où s'éditionent une bonne douzaine de titres, tels que *La Batalla, Censura contra las artes y el pensamiento, Cuadernos, Dialeg,*

128. La SOI, coopérative ouvrière de production, est 61 rue des Amidonniers.

129. ADHG, 2692/265 à 268.

130. Imprimerie EP, 23<sup>e</sup> rue de Charenton, Paris 12<sup>e</sup>.

*Mañana, Presencia, Presencia catalana* ou le *Bulletin* de l'Œuvre culturelle catalan ; comme la Ruche ouvrière <sup>131</sup> qui sort diverses publications anarchistes, notamment *Nervio, El Amigo del pueblo* et *Frente libertario* ou l'imprimerie JEP<sup>132</sup> qui édite *Acción socialista, España* en 1956 et *Libertad española*. Imprimerie de la proche banlieue, comme Soler <sup>133</sup>, où sont fabriqués le *Boletín de la Unión de intelectuales españoles, Hispanidad* ou l'édition parisienne de *Reconquista de España*. Les autres imprimeries les plus fréquentées sont toulousaines, comme celle du Sud-Ouest <sup>134</sup> où sont publiés *Agrupación militar, Renovación, Sagitario* et *C.N.T.* ou *El Socialista* à certains moments de leur histoire ; ou roussillonnaise, comme l'imprimerie du Midi à Perpignan, qui édite des publications catalanes telles que *La Humanitat, Parers, Proa* ou *La Veu de Catalunya*.

La localisation des autres imprimeries utilisées reflète la dispersion des réfugiés espagnols : Valence, Dijon, Bordeaux, Bayonne pour les publications basques, Rodez pour celles des Comités France-Espagne ou Marseille pour *El Socialista*. Par ailleurs, l'on constate que la géographie parisienne de ces imprimeries est celle du mouvement ouvrier et syndical français : proximité et voisinage qui ne sont pas l'effet du hasard, d'autant qu'aux débuts de l'exil une solidarité concrète s'est exprimée par la mise à la disposition de locaux et de locaux à l'Union des syndicats de la Seine <sup>135</sup> et que des imprimeries syndicales<sup>136</sup> ont servi aux réfugiés. Voyons à présent les deux lieux les plus symboliques de l'activité de publication de l'exil espagnol.

La Société parisienne d'impression (imprimerie SPI), située dans le 9<sup>e</sup> arrondissement, rue Saulnier, près du métro Cadet, a été dirigée, peut-être

131. Imprimerie La Ruche ouvrière, 10 rue de Montmorancy, Paris 3<sup>e</sup>.

132. Imprimerie JEP, 7 rue Cadet, Paris 9<sup>e</sup>.

133. Imprimerie Soler, Aulnay-sous-Bois.

134. Imprimerie du Sud-Ouest, 6 rue Sainte Ursule, Toulouse, dirigée par un Catalán, Castolvi.

135. Comme le bulletin *Bancario* d'Amaro del Rosal.

même acquise <sup>137</sup>, dès 1937 par Rafael Picavea, responsable de la Délégation du gouvernement d'Euzkadi à Paris <sup>138</sup>. Rafael Picavea, député du PNV aux Cortes est en effet le représentant officiel du gouvernement basque dans la capitale à partir de 1936 ; personnalité importante du Pays basque, il s'est illustré dans la activités les plus diverses : fondateur de la Banque de Biscaye et du grand consortium espagnol de l'Industrie du papier «la Papelera española», il a également entrepris les travaux d'assainissement et d'adduction d'eau de Tolède, Ciudad Real, Santiago et d'autres villes. Rafael Picavea a été associé aux premières tentatives pour l'exécution du plan d'haussmanisation de Madrid qui a donné naissance à la Gran Vía et il a également créé divers journaux et revues, dont *El Pueblo Vasco* de Saint Sébastien, qu'il a dirigé personnellement et où il a écrit sous le pseudonyme d'Alcibar <sup>139</sup>. Sous la direction de cette personnalité active et entreprenante, la Délégation basque, installée dans l'immeuble du 11 avenue Marceau loué par la section française de la Ligue internationale des Amis des Basques, déploie une activité intense de propagande, accrue encore en septembre 1937 lorsque la guerre se termine en Euzkadi et que de nombreux députés et conseillers s'exilent à Paris. Dès novembre 1936, la Délégation publie deux fois par semaine, puis hebdomadairement, *Euzko Deya -La voix des Basques*, dirigée par Felipe de Urcola Oyatzun, l'un des membres du gouvernement basque formé à Guernica : *Euzko Deya* est la première publication de l'exil de la guerre d'Espagne. Très vite, probablement, la nécessité de disposer d'une imprimerie pour intensifier la propagande en faveur de l'Euzkadi et continuer à mobiliser l'opinion internationale se fait sentir. *Euzko Deya* est confectionnée dès le début à l'imprimerie EIRP, 4 rue Saulnier, par O. Zeluk, et cette imprimerie devient la SPI

---

136. Comme l'imprimerie de la Maison des syndicats, rue de la Grange aux Belles.

137. Malheureusement, aucune archive antérieure aux années 1970 n'existe aujourd'hui à l'imprimerie SPI, toujours en activité.

138. Entretiens avec Antonio Sortano, Tomás Marcellan et Fernando Gómez Peláez.

139. *Euzko Deya*, n° 242, 15 juillet 1946, p. 1.

au printemps 1937, l'imprimeur restant le même ; cette modification correspond vraisemblablement à la prise de direction «ou à l'achat» de l'établissement <sup>140</sup>.

Dès les premiers temps de l'exil, l'imprimerie SPI réalise un certain nombre de publications en espagnol, comme *Anayak*, correspondance bimensuelle des prolétaires basques en exil, ou *Democracia* en 1939. Après la guerre mondiale, et pendant des années, jusqu'au cours des années soixante, cette imprimerie édite un très grand nombre des journaux parisiens de l'exil : plus d'une trentaine, de toutes tendances, de *La Batalla* à *Cartes d'Europa*, en passant par *Atalaya*, le *Boletín de la Unión de intelectuales españoles*, *Catalunya*, *C.N.T.*, *Cultura militar*, *L'Espagne*, *España combatiente*, *Heraldo de España*, *Iberia*, *Independencia*, *Ley*, *Mujeres antifascistas españolas* ou *El Socialista español*. Le dirigeant du POUM, Pere Bonet, qui avait été l'un des fondateurs du PCE, typographe de métier, est employé en 1954 à la composition chez SPI <sup>141</sup>. Comme cette imprimerie est l'une des rares de Paris à pouvoir éditer des textes en espagnol, elle confectionne également d'autres publications que celle de l'exil républicain <sup>142</sup>.

L'autre imprimerie de l'exil, qui perdure encore aujourd'hui comme telle, est celle des Gondoles, créée par la CNT à Choisy-le-Roi. Fondée en 1958, l'imprimerie l'est à une époque où le mouvement anarchiste, comme les autres, enregistre une baisse d'effectifs, et où l'espérance d'un retour proche en Espagne s'est évanouie ; cette création part du constat que l'exil se prolongeant, il

140. L'imprimerie EIRP devient SPI dans *Euzko Deya*, n° 39, 11 avril 1937.

141. AN, INF 937.

142. Ainsi, la revue *Una fe y una lengua* de la Mission espagnole de la rue de la Pompe et le bulletin de la Chamb. officielle de commerce d'Espagne à Paris (lettre de l'ambassadeur de Casas Rojas à son ministère du 5 septembre 1955, AGE, Embaja de España en Paris, caja 11452, paquete 155, expediente 3399/3). L'imprimerie SPI tire également, en 1957, un *Boletín de información nacional reservada* publié par des Juntas d'action patriotiques qui s'adressent "aux classes dirigeantes pour leur rappeler leurs devoirs envers la patrie, remplissant ainsi un devoir élémentaire de citoyenneté, devoir qui malheureusement n'est pas prévu par un Régime qui n'a pas su ou n'a pas voulu autoriser la formation d'une Opposition loyale, nationale et responsable" (BN, 4<sup>o</sup>Jo. 14884, janvier 1957) ; probablement édité par des phalangistes dissidents.

devient peut-être plus intéressant pour la CNT sur le plan financier et organisationnel, de s'installer à son compte que de continuer à faire appel à des imprimeries commerciales. Un local est trouvé dans la cour d'un immeuble du quartier des Gondoles à Choisy-le-Roi, rue Chevreul, et, après consultation d'un avocat, un statut officiel de SARL avec un gérant français est adopté ; mais le fonctionnement interne réel est celui d'une coopérative. Comme 80 % des textes sont édités en espagnol, l'Inspection du travail tolère que la proportion de personnel ne respecte pas exactement le quota d'employés de nationalité française imposé, c'est-à-dire 90 % ; l'imprimerie justifie du fait par la nécessité d'avoir des typographes connaissant bien la langue espagnole. Même si une commission administrative de la CNT s'occupe de la presse et de la propagande, l'imprimerie est totalement indépendante administrativement de l'organisation <sup>143</sup>.

Pour son lancement, l'imprimerie des Gondoles fait appel à des souscriptions de la part des militants -pour un tiers semble-t-il- et à son travail même -pour le restant. En 1958, six personnes y travaillent : deux linotypistes pour la composition des textes avec les matrices destinées aux caractères en plomb, un monteur, deux conducteurs pour le tirage et un comptable chargé également du pliage des journaux. Le matériel est ancien, acheté d'occasion ; la presse date de 1919, avec des plateaux de sortie en bois et des vis de commande de levée en bronze ; elle se trouve aujourd'hui au Musée de l'Imprimerie nationale<sup>144</sup>. Le personnel effectue environ 75 % de son travail pour la CNT - journaux, livres et brochures <sup>145</sup> et le quart restant pour des commandes extérieures ; la CNT y fait effectuer ses travaux, comme les autres organismes, à titre onéreux, même si elle y rencontre des augmentations moins fortes qu'à la SPI

---

143. Entretiens avec Tomás Marcellán, directeur de l'imprimerie de 1958 à 1979, les 18 décembre 1980 et 25 juin 1992.

144. Elle a été vendue pour 1 F. en mars 1991 par la CNT à l'Imprimerie nationale (Archives des Gondoles)

145. Journaux tels que *Solidaridad obrera* et son *Suplemento literario*, puis *Le Combat syndicaliste*, *Céniú*, *CeNIT*, *A.I.T.*, *Terra Llure*, *Umbral* ou *Nueva Senda*, et des publications anarchistes indépendantes comme *El Rebelde* ou *Nervio*.

et elle fixe le tarif des journaux davantage en fonction des besoins de l'équilibre financier que du prix coûtant. L'imprimerie, constamment surveillée par les services de police, a le souci de se cantonner dans son rôle technique, particulièrement lors des périodes troublées, comme celle des attentats de l'OAS ou des visites de chefs d'Etat étrangers (Kennedy, Khrouchchev...) qui valent inévitablement aux réfugiés espagnols des assignations en résidence temporaires en Corse ou dans les îles de l'Atlantique <sup>146</sup>. A cause de problèmes évidents de facturation, on tire peu, aux Gondoles, de presse clandestine anarchiste sur papier bible à destination de l'Espagne, mais surtout la presse de la Généralité et des partis catalans à destination de l'intérieur.

Par la suite, le travail au bénéfice de la CNT diminue au profit des commandes extérieures ; l'imprimerie travaille pour le gouvernement républicain, la Généralité de Catalogne, la Gauche républicaine, la Casa de Valencia, l'Ateneo ibéroamericano, la Fédération des déportés et internés politiques <sup>147</sup>, mais aussi pour des organisations ou journaux français, comme le Parti socialiste unifié, *Le Monde libertaire*, *Noir et rouge*, *Le Canard enchaîné*. Les Gondoles réalisent des impressions pour le Lycée Rodin, les Amis d'Elisée Reclus, les auberges de jeunesse et de nombreuses associations sportives locales, clubs de football notamment <sup>148</sup>, et effectue "tous travaux pour le commerce et l'industrie" (cartes commerciales ou de visite, calendriers, catalogues, affiches...). En 1979, quatre employés effectuent environ la moitié du travail pour l'extérieur et l'imprimerie n'a plus que deux salariés en 1990. Parallèlement, le matériel technique se modernise et le passage à l'off-set s'effectue, avant la composition et

---

146. La visite de Khrouchchev en mars 1960 a entraîné des assignations à résidence en Corse de réfugiés espagnols, anarchistes surtout (ACGE, Embajada de España en Paris, caja 11452, expedientes 3390/4).

147. Avec des titres comme *República* de l'Action républicaine démocratique espagnole (ARDE), *Hispania*, *Servicio de información de la República española*.

148. En novembre 1960, l'imprimerie sort *Nueva Sendu* et des ouvrages de Botella Pastor et, en janvier 1961, *Solidaridad obrera*, *Suplemento literario de Solidaridad obrera*, *Regain* -organe de la Fédération unie des auberges de jeunesse-, *Le Monde libertaire*, *Cénil* et *A.I.T.* (Archives des Gondoles).



la mise en page se fait sur ordinateur. Actuellement, l'imprimerie travaille à la fois pour la CNT avec la publication de *Cérit* et *CeNIT* et pour des commandes extérieures ; mais un permanent suffit pour son fonctionnement ordinaire.

## **C. DIFFUSION DE LA PRESSE DE L'EXIL**

Inévitablement, la question fondamentale qui se pose après l'étude de la typologie de la presse espagnole en France, de ses éditeurs et de sa réalisation est celle de sa diffusion et, s'il est possible de les appréhender, de ses échos, voire de son influence parmi les réfugiés, dans l'ensemble de la colonie espagnole, dans la société française et enfin en Espagne même. Question particulièrement difficile et complexe, à laquelle ne peuvent être apportés que des éléments de réponse ou des indices qui permettent de comprendre le rôle possible de cette presse ; la manière dont le message est répandu et reçu ne peut donner lieu qu'à des approximations, que nous irons rechercher plutôt à l'époque même où il est émis, sans être toutefois en mesure de détecter autrement que par des hypothèses son éventuelle postérité.

### **1. Les modalités de diffusion**

Au cours de l'année 1939, alors même que les réfugiés sont internés dans les camps, des réseaux de diffusion se mettent en place ; selon les communistes, rapidement réorganisés, environ 75 % des publications éditées sont parvenues aux réfugiés, malgré la surveillance policière, dans les camps ou les centres d'hébergement où ils se trouvent <sup>149</sup>. Le réseau s'appuie sur les nombreux

---

149. Rapport interne du PSUC : *Edicions del P.S.U. a França de de la perduda de Catalunya fins al 19 de juliol de 1939* (ACCPCE).

militants du PCE et du PSUC internés dans les camps <sup>150</sup> ; dans un premier temps toute la littérature éditée en majeure partie à Paris -publications des deux partis, de l'Internationale communiste ainsi que *L'Humanité*- , est envoyée à Béziers, via Perpignan, à destination des camps, puis après réorganisation, elle est expédiée directement aux sympathisants qui résident près des camps. Mettant à profit leurs responsabilités dans les services de santé, de transport ou d'intendance des camps, des militants assurent la jonction avec l'extérieur et introduisent presse et brochures dans les camps, déjouant ainsi la stricte surveillance qui y est appliquée<sup>151</sup>.

Période exceptionnelle de l'avant-guerre qui illustre, comme celle de la clandestinité dont nous avons vu les complexes réseaux de diffusion, la considérable capacité d'adaptation des réfugiés espagnols. Dans la France libérée, les conditions sont certes différentes, mais les moyens employés restent artisanaux. Une presse de type essentiellement militant qui présente chroniquement des difficultés financières, dont les tirages sont d'importance inégale, se diffuse surtout de façon militante. Pas question, pour aucun titre, de diffusion par les Nouvelles messageries de la presse parisienne : même pour les périodiques à tirages importants, ceux-ci auraient dû être considérablement augmentés, voire doublés, ce que des budgets vulnérables ne permettent pas, pas plus que de payer les frais de stockage des invendus. La CNT, par exemple,

---

150. Une note manuscrite de juillet 1939 évalue, sur 173.850 réfugiés internés dans les huit principaux camps, à 11.121 le nombre de militants du PCE et du PSUC et à 3.673 celui des militants affiliés aux *Juventudes socialistas unificadas* (JSU) (ACCPCE).

151. Lettre du 27 mai 1939 signée Lopez (ACCPCE). Le PCE dresse en juillet 1939 un bilan de la littérature envoyée dans les camps et refuges : 413.817 exemplaires de textes divers, dont 200.000 résolutions du BP en date du 23 février 1939, divers rapports de Dolores Ibarruri, Staline, Manouïski, Vorochilov, Molotov, ainsi que les publications en espagnol de l'IC (*La Internacional comunista*, *La Correspondencia internacional*) et la Loi des responsabilités politiques de Franco (tirée à 36.573 exemplaires) (*Resumen total de la literatura enviada a los campos y refugios*, Paris, 12 juillet 1939, ACCPCE).

mobilise chaque lundi matin, une équipe de quatre ou cinq personnes pour assurer le pliage et l'expédition des journaux <sup>152</sup>.

Nous avons déjà vu l'importance relative des abonnements et surtout celle des correspondants locaux pour la vente aux adhérents, sympathisants et à un public plus vaste. De nombreux réfugiés changent fréquemment d'adresse avant de trouver une situation stable ou de décider de s'installer plus durablement, aussi les abonnements ne sont-ils souvent pas praticables, les journaux se vendent beaucoup dans les locaux des organisations, lieux de rencontre et de sociabilité en dépit de leur modestie : successivement, rue de la Douane, rue de la Fontaine-au-Roi, rue Sainte Marthe, rue des Vignoles pour la CNT à Paris et rue Belfort à Toulouse <sup>153</sup> ; rue du général Beuret et rue du Taur pour le PSOE dans ces deux villes <sup>154</sup>. Il faut souligner l'importance de ces lieux de sociabilité que représentent les locaux des organisations. Le local parisien du PSOE est, comme celui de Toulouse, loué à la SFIO moyennant un loyer modique : lieu humide et obscur, il est constitué d'une pièce de quelques vingt mètres carrés et d'une petite réserve, où travaillent la direction et l'administration d'*El Socialista*, ainsi que le représentant de l'Espagne à la Commission exécutive ; mais de nombreux antifranquistes à la recherche de contacts avec le PSOE y passent <sup>155</sup>. De même, le local de la CNT rue Sainte Marthe ressemble "à une fourmilière le samedi après-midi [et] s'y donnent rendez-vous toutes les langues ibériques, tous les accents d'Espagne, tous les métiers, tous les tempéraments" ; les nouveaux arrivés y viennent se renseigner sur la manière de trouver un travail, des militants se chargent des démarches de légalisation des papiers, les différentes activités culturelles ou de solidarité y on

---

152. Entretien avec Tomás Marcellan et Fernando Gómez Peláez.

153. Les principaux locaux de la CNT : 6 rue de la Douane (Paris 10<sup>e</sup>), 1 rue de la Fontaine-au-Roi (Paris 11<sup>e</sup>) et 24 rue Sainte Marthe (Paris 10<sup>e</sup>) et, actuellement, 33 rue des Vignoles dans le 20<sup>e</sup>. Le local toulousain du 4 rue Belfort est tout aussi symbolique car il a été le siège des GTE sous Vichy : il a été réquisitionné à la Libération et attribué aux réfugiés espagnols (AN, 72 AJ 126).

154. Le local du 31 rue du général Beuret est situé à Paris dans le 15<sup>e</sup>.

155. Carlos et José MARTINEZ COBO, 1944-1976, *El Socialista*, op. cit., p. 45.

leur point d'attache et l'on y trouve des livres en tous genres <sup>156</sup>. La presse espagnole se vend également dans des locaux d'organisations françaises proches - comme la Fédération anarchiste pour la CNT - ou dans des librairies hispaniques, telle la Librairie espagnole de Paris. Dans les années 1960, la librairie la Joie de lire joue un grand rôle dans la diffusion de la presse en marge et l'on n'y rencontre pas seulement les *Cuadernos de Ruedo ibérico* dont François Maspero est le directeur-gérant.

Un certain nombre de titres d'importance, comme *La Batalla*, *Catalunya*, *C.N.T.*, *L'Espagne républicaine*, *España libre*, *El Socialista* ou *Solidaridad obrera* sont également, dans les années de forts tirages, déposés pour la vente dans les kiosques les plus centraux des villes du Sud-Ouest et du Languedoc où la densité de population espagnole est forte. Pour la vente au public, *Mundo obrero* préfère la vente à la criée sur la voie publique pour éviter le pourcentage à laisser au tenancier du kiosque ; selon la discipline d'un parti régi par le centralisme démocratique, les journaux sont répartis entre les militants qui doivent en payer le prix quand ils les prennent, à charge pour eux d'en récupérer le montant à la vente <sup>157</sup>. Dans un rapport sur les tirages et la diffusion de la presse communiste en 1947, Antonio Mije indique que celle-ci s'effectue bien dans la Seine (99 % des périodiques vendus) et les Hautes-Pyrénées (97 % de vente), alors que le pourcentage de vente des journaux ouvriers est en général, selon lui, de 15 à 20 %, le seul problème se trouve pour l'heure dans la région de Marseille<sup>158</sup>. En 1948, la direction de *Mundo obrero* expédie chaque semaine un colis de 1.700 exemplaires au secrétaire général de l'Association des Amis de *Mundo obrero* de Haute-Garonne qui compte alors 230 adhérents à Toulouse ; ce dernier joue le rôle de dépositaire et de directeur des ventes de *Mundo obrero* à

---

156. Felipe ALAIZ, "Escuela de buenas costumbres. Sainte Marthe", *Solidaridad obrera*, n° 302, 9 décembre 1950.

157. ADHG, 2042/292.

158. Rapport au III<sup>e</sup> Plenum du CC du PCB, Montrouil, 19-22 mars 1947 (*Nuestra bandera*, n° 16, mars 1947).

Toulouse. Le journal arrive le vendredi et est réparti par ce responsable à sept groupes de vente de la ville et de sa banlieue, chaque groupe de répartition comprend de trois à cinq militants du PCE ; des vendeurs à la criée se postent le samedi et le dimanche allées Franklin Roosevelt ou place Saint Sernin. Pour le reste du département, *Mundo obrero* est adressé directement de Paris aux secrétaires des sections locales du PCE <sup>159</sup>. Pour prendre un autre exemple, voici le type de diffusion d'un tirage de 9.000 exemplaires de *C.N.T.* au début des années cinquante :

**Répartition par parution de *C.N.T.* en 1951 <sup>160</sup>**

<b>Dépositaires :</b>	850 exemplaires dans le département
	1120 " dans les départements limitrophes
	3340 " dans les autres départements
	790 " en Afrique du Nord
	700 " à l'étranger
<b>Vente directe au numéro :</b>	1.000 exemplaires
<b>Services divers</b>	: 1.200 "
(propagande, collections...)	

La diffusion repose, là encore, comme pour beaucoup de titres, sur les correspondants locaux et illustre une concentration géographique particulièrement forte dans le Sud-Ouest, surtout la Haute-Garonne et les départements limitrophes ; mais il faut tenir compte du fait que la CNT dispose alors, en région parisienne, d'un autre hebdomadaire, *Solidaridad obrera*. Par ailleurs, un très grand nombre de numéros sont destinés à la propagande, en France auprès de divers organismes et personnalités et, surtout, en Espagne.

159 ADHO, 2692/174, 576 W.

160. Source : AN, INF 937. L'année indiquée est 1955, mais le tirage de 9.000, selon la déclaration de la Société générale d'impression, correspond à celui de 1951 ; aussi, nous avons retenu cette date, d'avantage pour donner une idée de la répartition relative du tirage que pour indiquer des chiffres absolus.

## **2. Influence sur l'exil espagnol**

En 1955, l'ambassadeur espagnol en France, le Comte de Casas Rojas, introduit ainsi un long rapport sur la presse de l'émigration républicaine en France qu'il envoie à Madrid à la demande expresse de son ministère :

Le tirage approximatif de la presse politique de l'émigration espagnole en France peut être évaluée à quelques soixante mille exemplaires mensuels qui, évidemment, ne correspondent pas au nombre de lecteurs qui s'est vu diminuer ces dernières années à cause de la monotonie et de la répétition de textes qui actuellement intéressent seulement les professionnels de la politique, de l'information ou du journalisme. Le réfugié sans participation directe dans le fonctionnement des partis, paraît s'être désintéressé complètement de cette littérature dont l'activité obéit principalement à la nécessité pour les idéologies politiques de maintenir vivante une tribune comme preuve de sa propre existence. Toutes les publications de ce genre manquent une vie précaire et doivent leur apparition à des souscriptions spéciales, des subventions et des aides d'origines diverses.

Deux groupes, cependant, ont réussi, à donner à leurs périodiques une existence régulière et une apparence de prospérité : les Basques et les anarchistes de Paris <sup>161</sup>.

Après avoir décrit les publications des différentes tendances qui existent alors, il conclut de la manière suivante au sujet de la presse de l'exil espagnol en France :

Son unique finalité consiste à convaincre un public qui n'écoute plus que la solution de l'Espagne réside dans la substitution des hommes actuellement au pouvoir par les inspirateurs de ces diverses publications.

Il est indubitable que cette politique ne coïncide pas avec le point de vue des réfugiés espagnols qui sont, en dépit de tout, les destinataires de toute cette littérature et qui ont, depuis longtemps, perdu toute espérance dans l'action de ces professionnels de l'exil.

---

161. Lettre du 5 septembre 1955 de l'ambassadeur José Rojas y Moreno à son ministre (AGE, Embaja de España en París, caja 11452, paquete 155, expediente 3399/3).

Ce constat, d'une cruelle lucidité pour les adversaires, est dressé au coeur une période difficile pour les exilés qui voient leurs espoirs de retour en Espagne balayés par la consolidation du régime franquiste : l'Espagne admise dans toutes les organisations internationales doit effectuer son entrée à l'ONU seulement trois mois plus tard. Mais le problème est posé avec le mérite de la non complaisance : quel impact a eu, depuis le début de l'exil, cette presse sur la masse des réfugiés, en quoi a-t-elle pu exprimer leurs aspirations et comment une évolution s'est-elle effectuée ? Quelques indices pourraient permettre d'apporter des éléments de réponse : le lectorat régulier -comptabilisé par les abonnements-, les adhésions aux organisations et l'image qu'ont les réfugiés de cette presse.

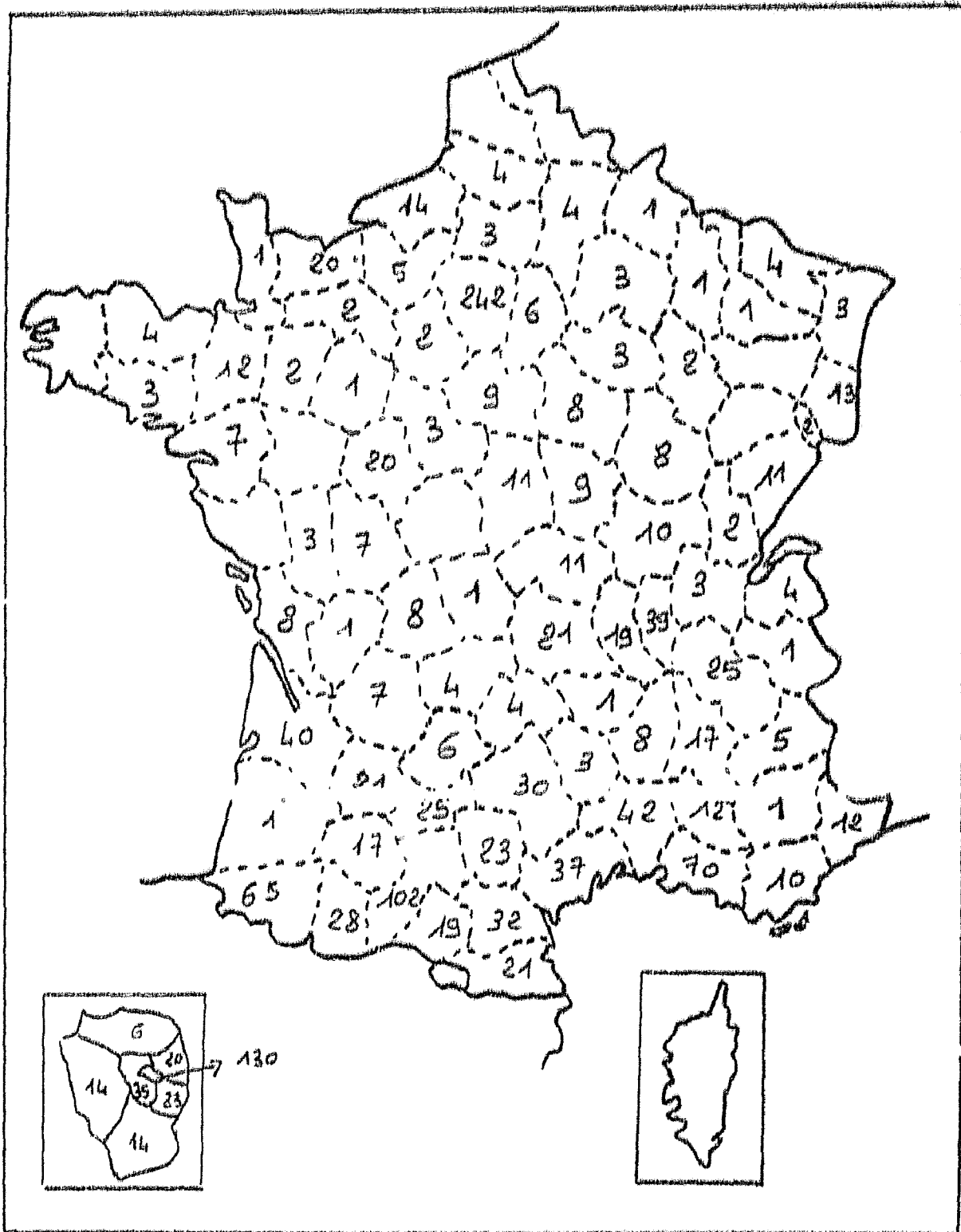
Nous avons vu que les abonnements sont, dans un journal comme *El Socialista*, d'un rapport moindre que les ventes au détail et que leur montant accuse une baisse vertigineuse au début de la parution du *Socialiste* en 1962 et 1963. Malheureusement, aucune série suivie de listes d'abonnés n'a été trouvée, aussi ne peut-on guère suivre l'évolution de la fidélité du lectorat de la presse espagnole <sup>162</sup> ; seule exploitable, une liste tardive datant de 1972 des abonnés au *Socialiste* indique 1.267 abonnements et services réguliers qui, comparés avec les quelque cinq mille cinq cents exemplaires envoyés en 1948-1949 atteste d'une baisse considérable, phénomène tout à fait compréhensible à plus de vingt ans d'écart. La carte des abonnés au *Socialiste* en 1972 montre une répartition surprenante de ceux-ci dans toute la France, si l'on excepte quelques départements (Nord et Pas-de-Calais, Vosges, Haute-Saône, Finistère et Maine-et-Loire), avec une densité particulièrement forte dans le Sud-Ouest, le Sud-Est et la région parisienne <sup>163</sup>. Cet instantané indique que le lectorat du journal est étendu au-delà des limites strictes du parti : sympathisants, anciens militants qui n'ont pas

---

162. Des listes d'abonnés d'*El Socialista* existent pour les années 1948-1949 à la Fondation Pablo Iglesias, mais elles sont difficilement exploitables. Autre donnée ponctuelle : Mario Aguilar indique que *Sagüario* a 687 abonnés en 1950.

163. Archives d'*El Socialista*, FPI, 654/2.

Les abonnés d'El Socialista en 1972 <sup>164</sup>



164. Source : Archives d'El Socialista, FPI, 634/2.



renouvelé leur carte mais qui conservent l'abonnement <sup>165</sup>.

A cette réserve près que l'influence de la presse ne se limite pas aux seuls membres des partis, c'est cependant l'estimation des effectifs des organisations qui peut permettre d'évaluer l'importance du noyau stable directement intéressé par ces publications. De quelles sources disposons-nous ? Les indications des organisations elles-mêmes et, par ailleurs, des nombreuses estimations effectuées à des fins de surveillance par les différentes administrations intéressées : leur confrontation permet d'obtenir, là encore, des chiffres relatifs, qui donnent surtout des ordres de grandeur. Car, dans tous les cas, pour les besoins de la propagande et faire accroire en une force militante plus considérable que celle des autres ou, au contraire, pour alerter les autorités de l'Etat sur les dangers possibles de subversion interne de la part des Espagnols, les chiffres sont souvent gonflés : cependant, au hasard d'une remarque d'un texte interne ou d'une précision apportée par un observateur lucide, il est possible de reconstituer une esquisse assez vraisemblable de la vie interne des organisations.

Une première constatation s'impose : la grande majorité des réfugiés est rattachée à un organisme ou à un autre ; il s'agit d'un exil très structuré, même si le morcellement est très fort. Dès 1946, le consul d'Espagne à Pau envoie à Madrid, une estimation des effectifs des partis espagnols en France : s'en tenant aux trois principales tendances, il indique quarante mille pour les anarchistes, dix-sept mille pour les socialistes et dix mille pour les communistes<sup>166</sup>. Un rapport très détaillé des Renseignements généraux de Haute-Garonne de 1948 fait état d'environ 98.000 affiliés et sympathisants d'organisations politiques: environ 41.000 pour les diverses tendances anarchistes, autour de 30.400 pour les différentes nuances du socialisme, plus de 22.200 pour

---

165. *Ibid.*

166. Lettre de Santiago Sangro du 4 novembre 1946 (AGE, caja 11.288, paquet n° 5, expediente 3399).

les partis communistes, autour de deux mille pour les nationalistes basques<sup>167</sup> et catalans, près de mille huit cents pour les partis républicains, quelques centaines pour le POUM - trois cents<sup>168</sup>. La même année, les services parisiens de renseignements, avancent un chiffre d'environ cinquante mille ; il s'agit là très certainement du nombre des affiliés au sens strict, sans inclure la mouvance des organisations. La hiérarchie des effectifs est cependant la même, avec des chiffres de vingt mille affiliés pour les anarchistes, quinze mille pour les socialistes, dix mille pour les communistes, 2.150 pour les nationalistes, deux mille pour les républicains et toujours trois cents pour le POUM<sup>169</sup>. Et faisant la part de ce que le rapport toulousain a d'excessif -peut-être sous l'influence des fortes proportions locales des effectifs- et de ce que le rapport parisien a de limité, nous pouvons avancer la probabilité suivante : les organisations politiques espagnoles influencent plus ou moins directement de cinquante à cent mille personnes en 1948<sup>169</sup>. Mais cette date marque, pour tous les groupes, l'apogée et, par là même, le début du déclin de leur sphère d'influence. Le fait qu'au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale un très grand nombre de réfugiés soit lié aux partis et aux syndicats espagnols est l'une des caractéristiques de l'exil républicain : les militants et les sympathisants des organisations politiques espagnoles constituent une forte proportion de l'ensemble des réfugiés dont, rappelons-le, le nombre est estimé en 1949 de 90.000 à 125.000 personnes<sup>170</sup>. L'importance respective des divers courants reflète la réalité espagnole, marquée par la force des courants anarchiste et socialiste<sup>171</sup>.

Dans l'exil français, peut-être aussi du fait qu'ils ont réémigré moins fréquemment, les anarchistes semblent former le groupe le plus nombreux.

---

167. ADHG, 1278 W 8.

168. AN, F7 15589.

169. Hypothèse peut-être renforcée par un rapport ultérieur du ministère de l'Intérieur qui fait état en 1952 d'environ 73.000 membres pour les organisations espagnoles (AMI, 89/31, MI 6).

170. Voir *infra* le tableau : *Evolution de la composition de la colonie espagnole, 1939-1975*.

171. En 1936 la CNT rassemble environ 550.000 adhérents -inscrits- et l'UGT une centaine de milliers de plus ; le PCE passe d'environ 25.000 à 100.000 adhérents de février à mai 1936.

Aux dires mêmes de Germinial Esgleas et de Juan Puig Elias, responsables de *C.N.T.* et de *Solidaridad obrera*, le MLE-CNT a trente mille adhérents en 1946 ; ils rappellent qu'au congrès de la CNT de mai 1945, à la Maison de la Chimie à Paris, avant la rupture entre "permanentistes" et "circonstancialistes", quatre cents délégués représentaient quatre cent cinquante fédérations locales, et ils estiment que la minorité rassemble cinq mille adhérents <sup>172</sup>. José Borrás donne, pour l'après-scission, des chiffres un peu minorés : vingt-deux mille pour les "orthodoxes" et quatre à cinq mille pour les "réformistes" <sup>173</sup> ; ce qui semble confirmé par des rapports ultérieurs des services de renseignements : dix-huit mille inscrits réguliers au MLE-CNT en 1947 -avec, en plus, une mouvance "non inscrite" comparable en nombre- <sup>174</sup> et 12.500 militants à jour de leur cotisation au 31 octobre 1948 sur 23.000 affiliés <sup>175</sup>. En 1952, ce sont 15.420 membres que compte la CNT d'Espagne en exil <sup>176</sup> et environ 12.500 en 1953 <sup>177</sup>. La FIJL subit la même inexorable baisse d'effectifs : si les organisations de jeunesse des deux tendances rassemblent de quatre à cinq mille membres en 1948, la FIJL "apolitique" a 1.839 affiliés dans toute la France en 1953 <sup>178</sup>.

La seconde force politique est représentée par les socialistes ; les divisions internes font que le PSOE se réorganise lentement et ses effectifs sont,

---

172. Lettre du 28 février 1946 au ministère de l'Information (AN, IN<sup>n</sup> 9 17). On est loin du chiffre minimum de 40.000 souvent avancé dans les textes de la CNT.

173. José Borrás, *Políticas de los exilados españoles, 1944-1950*, Paris, Ruedo Ibérico, 1976, p. 251.

174. Rapport des Renseignements généraux du 1er septembre 1947, basé sur un document interne indiquant le nombre d'adhérents à jour de leur cotisation, par départements, à la fin décembre 1946 (ADHG, 2042/292, 308 W).

175. Rapport des Renseignements généraux du 16 décembre 1948 (ADHG, 2042/231, 308 W).

176. AMI, 89/31 M 6.

177. Lettre du ministre de l'Intérieur au ministre des Affaires étrangères, 3 octobre 1953 (AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 137, pp. 8-11).

178. Rapport des Renseignements généraux du 30 mars 1955 sur la FIJL : comités régionaux des Pyrénées et de l'Aude (88 membres), Rhône-Alpes (298), Bouches-du-Rhône (93), Gironde et Dordogne (114), Hérault, Gard, Lozère (235), zone Nord (région parisienne, Loiret, Nord, Pas-de-Calais... : 440), Lot-et-Garonne (60), Tarn (73), Hautes Pyrénées (104), Toulouse (334) (ADHG, 2692/86).

pour la tendance Prieto-Llopis, d'environ quatre mille membres en 1945<sup>179</sup> et de huit mille en 1946<sup>180</sup>. Au II<sup>e</sup> congrès du PSOE en exil, en 1946, assistent 283 délégués représentant 247 sections sur les 301 recensées ; en 1950, le PSOE n'a plus que 5.800 membres cotisants et 5.472 en 1952. A cette dernière date, il n'y a plus que 268 sections et, en 1955, 253<sup>181</sup>. En 1945, l'UGT rassemble environ neuf mille syndiqués ; en 1946, elle a 429 sections dans 79 départements métropolitains, une en Corse et vingt-sept en Afrique du Nord -dont quatorze en Algérie, surtout dans l'Oranais<sup>182</sup> ; cela représente de 12.500 à 13.000 adhérents. Ce chiffre s'abaisse à dix mille en 1947, 9.080 en 1948, 7.145 en 1949, 5.500 en 1952 et 4.574 en 1953<sup>183</sup>. La JSE qui regroupe environ 1.900 adhérents en 1948 tombe aux alentours du millier en 1954 avec 47 fédérations locales et, sans doute moins en 1956, avec 41 fédérations<sup>184</sup>.

A condition de distinguer, comme pour les autres groupes, les adhérents du parti de la sphère d'influence, les effectifs proprement dits rassemblés par les organisations communistes sont probablement assez proches du chiffre de huit mille en 1948, donné par les services parisiens de renseignements<sup>185</sup>. Ordre de grandeur confirmé semble-t-il par l'estimation des

---

179. César TCACH, Carmen REYES, *Clandestinidad y exilio. Reorganización del sindicato socialista, 1939-1953*, op. cit., p. 102 : chiffres d'un document interne.

180. Carlos et José MARTINEZ COBO, *La primera renovación. Intrahistoria del PSOE*, vol. 1 (1939-1945), op. cit., p. 263.

181. Carlos et José MARTINEZ COBO, *República ? Monarquía ? En busca del consenso. Intrahistoria del PSOE*, vol. II, op. cit., pp. 273-277.

182. *Memoria que presenta al 2º Congreso de la Unión general de trabajadores de España en el exilio la Comisión ejecutiva*, Toulouse, 25 al 29 de septiembre de 1946, p. 18.

183. César TCACH, Carmen REYES, *Clandestinidad y exilio...* op. cit., p. 156 : chiffres provenant d'Actas de la CE. Aussi, le chiffre pour 1948 de 18.500 membres, dont 14.500 cotisent régulièrement du rapport des RG de Toulouse est-il déjà dépassé par l'érosion des effectifs (ADHG, 1278 W 8).

184. Rapports des RG de 1948 (ADHG, 1278 W 8), du 11 février 1954 et du 2 mai 1956 (ADHG, 2692/87).

185. Un autre rapport, daté de 1947, estime de dix à douze mille le nombre de militants du PCE et de ses organisations satellites, à quatre mille ceux du PSUC, deux ou trois mille ceux de la JSU et cinq cents ceux du PC d'Euzkadi (AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 42, pp. 78-84).

effectifs du PCE à 7.450 en 1949 <sup>186</sup> et à environ dix milliers les adhérents du parti et de ses organisations annexes (UGT-Junte centrale, JSU, Groupement militaire de l'armée républicaine espagnole -AMERE-, Amicale des anciens FFI et Résistants espagnols, Union des femmes antifascistes espagnoles, Solidarité espagnole...) à la veille de leur dissolution en septembre 1950 <sup>187</sup>. Les communistes ne constituent pas le groupe le plus nombreux de l'exil espagnol, mais certainement le mieux organisé, aussi des chiffres souvent surévalués sont-ils avancés par les pouvoirs publics français dans le contexte de guerre froide qui va entraîner les interdictions de 1950 : en janvier 1950, l'on parle d'une douzaine de mille de militants éprouvés, "des militants sûrs, fidèles, à l'exclusion des sympathisants, des abonnés à *Mundo obrero* ou des membres d'une organisation satellite", et l'on estime les apparentés à plusieurs dizaines de milliers de personnes, total vraisemblablement exagéré <sup>188</sup>.

Malgré les incertitudes liées au caractère inévitablement approximatif des diverses estimations en provenance des réfugiés eux-mêmes ou des services administratifs français, l'on peut cependant affirmer que la presse est diffusée assez largement au sein de l'exil espagnol à la fin des années quarante : la presse de l'exil touche alors des dizaines de milliers de personnes, ce qui en fait un phénomène politique et sociologique non négligeable. Ensuite, le processus de vieillissement des organisations et le désengagement des adhérents dûs à de multiples facteurs où les dissensions internes, le découragement devant l'absence de perspective politique à court terme et les nécessités de l'intégration dans le pays d'accueil ne sont pas les moindres, ont entraîné des baisses continues d'effectifs.

---

186. Article anonyme, dont Jordi Arquer, militant du POUM, est l'auteur selon D.W. Pike, paru dans le *B.E.I.P.J. -Bulletin bimensuel d'études et d'informations politiques internationales-* du 1-15 décembre 1953 (cité par David Wingate PIKE, *Jours de gloire, jours de honte... op. cit.*, p. 210 : les Pyrénées-Orientales, la région parisienne, les Bouches-du-Rhône et la Haute-Garonne représenteraient les sections les plus importantes, avec 19.00, 15.00, 8.00 et 7.00 membres).

187. AMI, 89/31 M1 6.

188. *Le PCE en France en 1950. Synthèse sur le PCE en France et dans le département de la Haute-Garonne* (AMI, 89/67 M1 3, liasse 2).

La presse suit ces variations et son époque de floraison maximale correspond justement à la période où la grande majorité des réfugiés se sent engagée dans une option politique précise : elle reflète bien en cela les évolutions politiques de l'exil.

Les lecteurs demandent au journal qu'ils lisent d'être d'abord le porte-parole de leurs aspirations et un instrument de culture. Fin 1956, *Nueva Senda* de la FIIL lance une enquête auprès de ses lecteurs pour connaître leur opinion sur le journal <sup>189</sup> : ceux-ci demandent des pages supplémentaires, des illustrations, davantage d'articles scientifiques ; s'ils pensent que *Nueva Senda* reflète bien "la culture révolutionnaire anarchiste", ils souhaiteraient le rajeunissement des rangs des Jeunesses libertaires, dont une bonne part est constituée par des adultes d'un certain âge <sup>190</sup>. De considérations sur le journal, l'on passe nécessairement à des réflexions de fond sur l'organisation. S'il n'est pas nécessairement caractéristique de l'ensemble des réfugiés de la première génération -sur laquelle l'on a encore trop peu de données sociologiques et culturelles précises-, le témoignage d'un lecteur d'*El Socialista* est révélateur de l'attachement idéologique et affectif au journal qui a perduré au travers des années chez nombre de militants :

[En Espagne], à la Casa del Pueblo, *El Socialista* se lisait à haute voix. C'était très important. Après le travail, nous allons le soir au local... Toute ma vie j'ai été un "lecteur" du journal. Je l'achetais et ma fille me le lisait, les articles importants bien sûr. Pour moi, le journal dans l'exil a été très bon parce que tout le monde y écrivait... Il y avait des hommes dans l'exil qui écrivaient très bien : Tundidor, Wenceslao Carrillo... C'étaient des articles qui faisaient le socialisme et le journal faisait le socialisme parce qu'on n'y parlait que du parti et de ses problèmes... Pour moi le journal c'était le parti, la voix du parti <sup>191</sup>.

---

189. *Nueva Senda*, année IV, n° 43, décembre 1956.

190. *Nueva Senda*, année V, n° 45, mars 1957, p. 3. A partir du n° 45, la présentation du journal se veut plus attrayante, avec parfois une photo insolite en première page et des rubriques plus diverses : "las horas y los días", "bibliográficas", "el cine", "actividades orgánicas", "notas de mi vida", "correo de España", "antena del mundo", "charlas cortas"...

191. Témoignage de Manuel Ferretra, rapporté par Carlos et José MARTINEZ COBO dans : 1944-1976, *El Socialista...* op. cit., pp. 9-10.

### 3. Autres aires de diffusion

Pendant ce temps, le reste de la colonie espagnole, arrivé pour des raisons essentiellement économiques, soit avant la grande vague de 1939, soit dans les années soixante, est-il intéressé par la presse publiée par les réfugiés républicains ? La réponse n'est probablement pas la même pour ces deux générations d'émigration économique. La première est encore très mal connue, mais elle est probablement moins éloignée que la seconde des réfugiés politiques, car elle a, même de loin, pris part aux préoccupations et aux débats qui ont agité l'Espagne dans les années trente. En revanche, au milieu des années 1960, il a été constaté que, tous motifs d'émigration confondus, les immigrants espagnols qui ont moins de cinq ans de séjour en France marquent une certaine fidélité à la presse en langue espagnole ; ceux qui ont entre six à quinze ans de séjour abandonnent complètement la lecture des journaux espagnols, alors que certains de ceux qui se trouvent en France depuis plus de quinze ans continuent à en lire<sup>192</sup>. Cette dernière catégorie d'immigrés plus anciens est constituée majoritairement de réfugiés politiques qui continuent à marquer leur fidélité à la presse "républicaine", alors que les immigrants plus récents délaissent au bout de quelques années la presse espagnole de grande diffusion pour des journaux français dans lesquels ils trouvent davantage de distractions et d'informations sur leur vie présente -sans pour autant adopter la presse de l'exil.

Dans les années 1960, il semble que les immigrants économiques arrivés dans un peu en France continuent à lire quelque temps une presse en espagnol mais il s'agit surtout des quotidiens espagnols, facilement trouvables dans les villes même moyennes depuis le début de la grande vague d'émigration, c'est-à-dire 1956-1957 ; en effet, en 1957, les Nouvelles messageries de la presse

---

192. Voir l'étude pionnière de Guy HERMET, *Les Espagnols en France. Immigration et culture*, Paris, Editions ouvrières, 1967, pp. 160-161 et 304.

parisienne demandent au ministère de l'Information la possibilité d'importer 7.500 exemplaires par mois du quotidien *La Vanguardia* de Barcelone, et, en 1958, 21.000 exemplaires d'*A.B.C.* et 4.000 de *Ya* de Madrid <sup>193</sup>. Les immigrants économiques lisent majoritairement, dans les années soixante, des journaux comme *A.B.C.* ou *Marea* -un journal sportif- et des quotidiens de leur région d'origine. Un hebdomadaire commercial édité à destination exclusive des émigrants, *España-Paris*, assez semblable à la presse espagnole quant à son contenu, est également très lu <sup>194</sup>. Par ailleurs, le gouvernement de Madrid diffuse sa propre propagande auprès des émigrés comme des réfugiés politiques, telle *España hoy* en 1959, journal gratuit à l'impression et à la présentation soignées, qui vante les réalisations sociales, industrielles et économiques du régime <sup>195</sup>.

Pour une génération grandie dans le monolithisme idéologique du franquisme où les exilés sont regroupés, sans d'instinct des multiples orientations, sous l'anathème collectif de "rouges", la presse républicaine peut sembler d'abord inquiétante en soi ; ensuite, son contenu axé sur des questions de politique intérieure espagnole, sur la vie des organisations ou d'un niveau culturel élevé, dépasse certainement les connaissances de la majorité et lui semble probablement loin des préoccupations immédiates de l'immigration actuelle. Pour être en mesure de situer plus précisément l'impact possible de la presse de l'exil sur l'émigration économique, il faudrait mieux connaître les résultats des efforts de propagande et d'implantation développés par les partis et syndicats républicains ; d'après Guy Hermet, la réticence des nouveaux arrivés au syndicalisme tant français qu'espagnol est assez grande et l'UGT compte seulement, à Paris au milieu des années soixante, 15 à 17 % d'immigrés récents, alors que la CNT n'en recrute quasiment pas <sup>196</sup>. La forte émigration économique, venue minorer

---

193. AN, INF 937.

194. Guy HERMET, *Les Espagnols en France... op. cit.*, pp. 95-96. En 1963, cet hebdomadaire est diffusé à sept mille exemplaires par semaine par les NMPP (AN, INF 936).

195. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 230, p. 45.

196. Guy HERMET, *Les Espagnols en France... op. cit.*, p. 91.



considérablement la place de l'exil de la guerre civile dans la colonie espagnole, intervient à un moment où les organisations politiques et syndicales républicaines ont perdu leur force militante de l'après-guerre. Par ailleurs, l'influence de la propagande gouvernementale espagnole qui assimile syndicalisme ouvrier à subversion communiste, la crainte de la police, l'absence de formation et d'expérience politique et syndicale et la pression des problèmes quotidiens font que le nouvel immigrant ne voit pas très bien l'intérêt d'adhérer à un syndicat, sans parler d'un mouvement politique.

Ce qui est certain toutefois c'est que, globalement, malgré quelques rares expériences dont les plus significatives sont *La Voz de España* dans l'immédiate après-guerre et *Mi Tierra* dans les années soixante, la presse de l'exil ne s'adresse pas prioritairement aux émigrés économiques, surtout à ceux de la vague des années soixante dont les sépare une ou deux générations, une expérience historique différente et surtout une culture basée sur la tradition du mouvement ouvrier et démocratique espagnol. En revanche, lorsque les réfugiés veulent toucher les "économiques", ils n'utilisent pas en premier lieu leur presse, ils réalisent d'autres instruments de propagande plus adaptés au niveau de conscience supposé des migrants et à leurs préoccupations : brochures et tracts spécifiques, distribués à la gare d'Austerlitz ou rue de la Pompe, près de la Mission catholique espagnole. C'est pourquoi, en 1957, le Quai d'Orsay se plaint-il auprès du ministère de l'Intérieur de la propagande anarchiste diffusée à la sortie des messes dominicales de la Mission et dans les rues adjacentes où a coutume de se grouper la colonie espagnole<sup>197</sup> ; de la même manière que le PSOE et l'UGT distribuent à Lourdes des tracts auprès des pèlerins espagnols<sup>198</sup>. Les "politiques" essaient également de sensibiliser les nouveaux immigrants, venus surtout pour gagner de l'argent et l'esprit façonné par plus de vingt ans de franquisme, aux

197. Lettre du 11 décembre 1957 (AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 230, pp. 135-136).

198. *Ibid.*, p. 160.

problèmes politiques espagnols en organisant des fêtes espagnoles traditionnelles, avec des spectacles de flamenco, du théâtre et des récitals de poésie<sup>199</sup>.

Plutôt que d'introduire des pages à l'intention des nouveaux immigrés dans la presse des organisations, on préfère créer une publication particulière, mieux adaptée : c'est la raison d'être de *La Voz de España* qui continue de 1945 à 1952 *La Voz de los Españoles* ; elle est l'organe de la FEREF, Fédération des Espagnols résidant en France, elle-même aidée par le Comité d'action et de défense des immigrés, l'organisme qui a été le porte-parole de l'immigration auprès du Conseil national de la Résistance. C'est sur cette base également mais avec visiblement plus de difficultés pour s'adresser à la vague d'émigration du franquisme que la CNT crée *Mi Tierra* en 1965 : il s'agit d'un supplément du *Combat syndicaliste* "au service de l'émigration économique"<sup>200</sup>. Ce journal, éphémère du fait de dissensions internes à la CNT, s'emploie à montrer la parenté de destin entre les émigrés politiques et les émigrés économiques qui sont tout simplement, les uns et les autres, des "Espagnols hors d'Espagne" : la seule différence est que les politiques ne peuvent rentrer, alors que les autres ont l' "avantage de passer librement la frontière" :

L'émigration économique ou politico-sociale sont les membres naturels de la grande famille ibérique du travail et de la culture .. La cause de l'émigration espagnole réside dans la misère et l'exploitation que doivent supporter les travailleurs ; par conséquent, son origine primordiale réside dans le type de régime existant en Espagne<sup>201</sup>.

Une autre question se pose, avec encore moins de réponse possible actuellement, c'est la diffusion de la presse de l'exil espagnol au sein de la société française : quels secteurs a-t-elle pu toucher ? Les hispanistes sympathisants de la cause républicaine sont nombreux, nous le verrons, à

---

199. Entretien avec Tomás Marcellan, 18 décembre 1990.

200. Entretien avec Francisco Olaya, directeur de *Mi Tierra*, 28 décembre 1990.

201. *Mi Tierra*, n° 1, 1965.

participer directement à sa rédaction même. De même, les responsables de mouvements politiques liés à des organisations espagnoles, comme le MRP avec le PNV, la SFIO avec le PSOE, le PCF avec le PCE, la Fédération anarchiste avec la CNT, entretiennent des relations suivies avec leurs homologues espagnols, les aident dans les périodes de difficultés, notamment lors des interdictions de publications : c'est le cas de la section française de la Ligue internationale des amis des Basques, locataire officiel du 11 avenue Marceau et éditeur d'*Euzko Deya*, du *Provençal* qui accueille *Le Socialiste* et de la section française de l'AIT qui met *Le Combat syndicaliste* à la disposition des anarchistes espagnols.

Mais, au-delà de la réception de la presse proprement dite, il s'agirait davantage de mettre en lumière l'existence de réseaux relationnels divers et complexes au sein de la société française. Il est certain que des relations existent entre des personnalités républicaines et des responsables français, au plus haut niveau de l'Etat, dans les premiers gouvernements d'après la Libération ; en 1946 et en 1947, le Quai d'Orsay joue les intermédiaires entre les francs-maçons d'Espagne et leurs frères exilés : des messages du Grand Conseil maçonnique d'Espagne sont transmis par l'intermédiaire d'un diplomate français au président de la République en exil, Diego Martínez Barrio, grand maître de la Loge espagnole, et à Rodolfo Llopis, alors chef du gouvernement républicain, les adjurant d'unifier l'émigration et d'accepter la solution plébiscitaire pour déterminer la nature du régime à venir dans une Espagne libérée du franquisme <sup>202</sup>. Une partie de ce réseau peut se percevoir -pour ceux du moins qu'une charge officielle n'astreint pas à un certain devoir de réserve- dans la participation à la rédaction de la presse.

La troisième aire possible d'influence de cette presse est, bien entendu, l'Espagne même. Là encore, mais dans une moindre mesure que pour l'émigration économique, la presse de l'exil n'est pas destinée en priorité à

---

202. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 38 et vol. 42 (pp. 93-96).

l'intérieur sous sa forme habituelle, du moins dans les premières années. En effet, l'émigration essaie par divers biais de faire parvenir sa presse en Espagne, mais le plus souvent il s'agit d'éditions plus adaptées à la clandestinité que les journaux de grand format des années quarante et cinquante : ce sont des bulletins édités sur papier bible et en petits caractères qui reproduisent en tout ou en partie la presse de l'exil, avec des textes rédigés spécialement à l'intention de l'intérieur. Les principaux journaux ont ainsi leur édition pour la clandestinité, comme *El Socialista* ou *C.N.T.* Ce que l'on arrive à peu près à reconstituer ce sont les circuits et les méthodes de diffusion mais il est plus difficile d'apprécier l'influence réelle de cette propagande, sauf à faire une étude précise de l'écho rencontré par les exilés en Espagne ; seules les plaintes gouvernementales espagnoles donnent présentement quelques indices.

De l'utilisation de couvertures anodines pour camoufler une brochure politique à l'utilisation de fausses enveloppes officielles pour faire pénétrer la presse en Espagne, des passages clandestins de frontières à l'utilisation de voyages licites de sympathisants et aux envois postaux effectués par des organisations internationales, tous les moyens classiques de diffusion souterraine sont employés tour à tour ou simultanément pour communiquer avec l'intérieur. Cette diffusion ne cesse de susciter des doléances de la part de l'Espagne qui demande avec insistance l'interdiction de la presse émigrée en France

L'utilisation d'enveloppes officielles de l'Education <sup>100</sup>.  
du *Monde Illustré* pour l'envoi de propagande communiste en Espagne suscite des récriminations espagnoles en 1948 <sup>203</sup>. En 1951, le ministre des Affaires étrangères espagnol Martín Artajo se plaint de ce que *Mundo obrero* "dont la publication en France a cependant été interdite soit encore largement diffusé dans le Nord de l'Espagne" et, plus généralement, que "la campagne de propagande

---

203. *Ibid.*, vol. 42.

extrémiste continue à se préparer en France pour être menée ensuite en Espagne<sup>204</sup> ; le ministre espagnol indique même les identités des personnes -un Espagnol et un Français- chargées à Toulouse de faire passer la propagande en Espagne. Soulignant que "les mesures adoptées en France à l'égard des publications de caractère communiste n'ont eu aucune efficacité", il demande que les autorités françaises parviennent à "désarticuler totalement le mécanisme de la propagande clandestine révolutionnaire"<sup>205</sup>. Les plaintes espagnoles contre la presse éditée par les réfugiés constituent, nous l'avons vu, un point important et omniprésent du contentieux franco-espagnol ; ces doléances se font plus pressantes encore quand les autorités espagnoles ont le sentiment que ces publications attisent les mouvements d'opposition internes, comme c'est le cas, toujours en cette année 1951 où la propagande et les activités politiques des exilés "ont été particulièrement vives lors des mouvements de grève qui se sont produits au printemps dernier dans les régions de Barcelone et Bilbao"<sup>206</sup>.

Les cas de sympathisants français arrêtés à des postes de la frontière avec des publications antifranquistes ou d'envois de colis interceptés à Barcelone -qui contiennent, outre des journaux anarchistes, de la dynamite et des mèches- font l'objet en 1953 et en 1955 de plaintes espagnoles<sup>206</sup>. En 1956, lors des manifestations étudiantes qui marquent de façon importante le réveil de la contestation universitaire en Espagne, le gouvernement espagnol met en cause la propagande des exilés et notamment *El Socialista* de Toulouse et Radio España Independiente -Estación Pirenaica- la radio d'obédience communiste qui émet alors depuis Prague<sup>207</sup>. En effet, en ce qui concerne les socialistes, le PSOE et l'UGT, grâce à la collaboration de la CISL et de plusieurs centrales syndicales

---

204. Plainte du 27 mars 1951 transmise par Bernard Hardion, ambassadeur de Franco en Espagne le 3 avril (AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 134).

205. Lettre du ministre des Affaires étrangères au ministre de l'Intérieur du 4 septembre 1951 (*Ibid.*)

206. *Ibid.*, vol. 136 et vol. 138, pp. 142-144.

207. Lettre du ministre des Affaires étrangères au ministre de l'Intérieur du 22 février 1956 (*Ibid.*, vol. 230, p. 92).

étrangères qui y sont affiliées, envoient mensuellement en Espagne environ dix mille exemplaires d'*El Socialista* et d'*U.G.T.* en format réduit. Les Commissions exécutives du PSOE et de l'UGT expédient chaque mois des milliers d'exemplaires de chaque bulletin au siège de la CISL à Bruxelles, aux Trade Unions à Londres et à d'autres centrales syndicales qui les font ensuite parvenir en Espagne dans du courrier adressé à des personnes dont la liste a été préalablement communiquée par les deux organisations espagnoles <sup>208</sup> ; régulièrement, des milliers de lettres en provenance de différents pays parviennent en Espagne avec des textes socialistes qui s'adressent, selon le type de propagande, à des couches déterminées de la population : avocats, enseignants, fonctionnaires, étudiants, commerçants, etc... Les envois de textes ne sont pas effectués directement, pour des raisons de sécurité évidente, aux groupes du syndicat et du parti, avec lesquels les moyens de communication restent adaptés aux conditions de la clandestinité. La CISL ne disposant pas de radio propre, l'UGT privilégie la propagande écrite : des tracts -confectionnés en général à l'intérieur-, le mensuel *U.G.T.* tiré entre cinq et six mille exemplaires et les suppléments d'*U.G.T.*, tirés entre cinq mille et sept mille cinq cents exemplaires, destinés à des branches professionnelles précises. Le bulletin *U.G.T.* est orienté autour de trois axes : critique du régime franquiste, informations sur la CISL et revendications de l'UGT : des programmes et des plate-formes revendicatives, tirées circonstanciellement entre dix et cinquante mille exemplaires complètent cet ensemble <sup>209</sup>. Des descriptions analogues de la diversité des circuits de communication avec l'intérieur pourraient se faire pour d'autres organisations.

En 1959, dans un rapport sur la diffusion de la propagande des exilés, le Quai d'Orsay constate que *Mundo obrero* continue à circuler

208. Rapport des Renseignements généraux du 1er avril 1957 (ADHG, 2692/170, 576 W). Les chiffres de tirage paraissent cependant

209. *Repuesta de la Unión general de trabajadores al memorandum recibido de la CISL*, août 1959, in *Unión general de trabajadores de España. Solidaridad democrática española. Circulars desde el VII congreso (agosto de 1959) al VIII congreso (agosto de 1962)*.

clandestinement en France depuis 1950, qu'il est diffusé en Espagne à partir de l'Hexagone et que des trafics clandestins de tous types (presse, armes et matériel) s'effectuent à la frontière. Enfin, en ce qui concerne la propagande :

Qu'ils soient ou non publiés en France, des tracts et libelles sont acheminés clandestinement en Espagne à partir de notre territoire. La presse émigrée emprunte les mêmes voies. Récemment encore, le Département est entré en possession d'un manifeste adressé par le ministre des affaires militaires du gouvernement républicain en exil "aux généraux, chefs et officiers de l'armée du général Franco". De même tirés sur papier "biblie" et à dix mille exemplaires, une édition spéciale du bulletin de l'UOT de février 1959 a été envoyée dans la péninsule avec l'aide d'ailleurs de la CISEL<sup>210</sup>.

Ces entrées clandestines de propagande se multiplient au cours de l'année 1959 :

Les services espagnols chargés de la répression des activités subversives ont manifesté leur exaspération au représentant du SLECE en présence de la situation à laquelle ils doivent faire face : il entrerait clandestinement et quotidiennement un grand nombre d'agents chargés de consignes subversives, abondamment pourvus d'argent et de tracts. Au rythme actuel aucune surveillance efficace n'est possible et la répression partielle n'empêche pas le mal de gagner en profondeur. Les Espagnols de ses services ont exprimé leur rancœur à l'égard du gouvernement<sup>211</sup>.

Bien que les publications soient parfois acheminées sous couvert d'organisations étrangères, le quai d'Orsay s'inquiète de ce que le gouvernement espagnol ait des arguments faciles pour faire grief à Paris de la liberté laissée à l'émigration de déployer, à partir de l'Hexagone, des activités politiques caractérisées<sup>212</sup>. Le journal anarchiste *Nervio* diffusé par voie postale dans différentes régions d'Espagne suscite de nombreuses doléances, particulièrement le fameux numéro d'octobre 1959 qui dénonce une série de responsables

210. Note de la direction générale politique Europe, sous-direction d'Europe méridionale, du 30 avril 1959 (AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 230, pp. 270-286).

211. Télégramme au Premier ministre du 1<sup>er</sup> juin 1959 (AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, en cours de classement).

régionaux de la répression et appelle à la grève, au sabotage et à rejoindre la guérilla ; de nombreux exemplaires de *Nervio* sont saisis en Espagne, au moment même où celle-ci appuie la France à l'ONU dans sa politique arabe, aussi les Affaires étrangères obtiennent-elles de l'Intérieur l'interdiction du journal <sup>212</sup>. Malgré l'interdiction d'utiliser le papier bible édictée en décembre 1959, l'ambassadeur espagnol se plaint en 1960 de l'introduction en Espagne de l'édition clandestine en espagnol et en catalan de *C.N.T.* <sup>214</sup> et d'*El Socialista* <sup>215</sup>. Aussi, est-ce en définitive l'impossibilité d'arrêter l'entrée en Espagne de la presse éditée par les exilés qui explique la décision française de 1961 d'interdire les publications en langue espagnole, afin d'en limiter la portée dans la péninsule, tout en les laissant reparaitre en français ; de cette manière Paris se dédouane vis-à-vis du gouvernement espagnol dont l'appui lui est alors précieux pour sa politique en Afrique du Nord, sans soulever l'opposition irréductible des réfugiés <sup>216</sup>.

Dans une dialectique incessante, parfois conflictive, la presse et les informations circulent entre l'exil et l'intérieur ; parfois, comme pour *El Socialista* entre 1955 et 1972, après l'échec des tentatives de publication en Espagne même, le journal édité en exil est de l'ensemble du parti, parfois des publications clandestines coexistent avec celles de l'exil, comme pour la CNT et la FIJL. <sup>217</sup>. A la fin de l'exil, ce sont les publications clandestines de la nouvelle

---

212. Lettre du ministre des Affaires étrangères au ministre de l'Intérieur du 2 décembre 1959 (*Ibid.*, vol. 230, pp. 381-383).

213. Arrêté du 21 décembre 1959 (*Journal officiel* du 1er janvier 1960, p. 5).

214. Lettre de l'ambassadeur d'Espagne du 28 mars 1960 (AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 231, p. 70).

215. Entretien de l'ambassadeur de France avec Manuel Fraga Iribarne, ministre de l'Information et du Tourisme, relaté dans une lettre de l'ambassadeur du 24 septembre 1961 (AMAE, série Europe 1961, sous-série Espagne, en cours de classement).

216. C'est probablement la raison de la décision prise en conseil des ministres restreint du 14 octobre 1961.

217. Il y eut des tentatives de publier clandestinement *Solidaridad obrera* à Barcelone, *C.N.T.* à Madrid et Barcelone, *Fragua social* à Valence, *Juventud libre* à Madrid, *Tierra y libertad* à Barcelone, *Ruta* à Barcelone (Abel PAZ, *CNT, 1939-1951*, Barcelone, editorial Hacer, 1982, 407 p.).



opposition intérieure qui parviennent à leur tour en France, mettant ainsi en évidence l'émergence de directions et de stratégies politiques nouvelles.

## **D. LES ANIMATEURS DE LA PRESSE DE L'EXIL**

Les animateurs de la presse de l'exil espagnol sont les porte-parole des réfugiés : à ce titre, si leur origine socio-professionnelle ou leur parcours personnel ne sont pas nécessairement représentatifs de ceux de la majorité des exilés, ils constituent la quasi totalité de l'élite communautaire. Qui dirige cette presse et qui y écrit ? Quelle est l'origine sociale et quels sont les parcours antérieurs en Espagne des directeurs de publications et des auteurs ? Quels sont les liens entretenus avec la société française : peut-on déceler la constitution de réseaux de sociabilité et de solidarité entre les réfugiés espagnols et certains secteurs du pays d'accueil ? Sans prétendre pouvoir répondre de façon exhaustive à toutes ces questions, nous allons essayer de voir quels éléments de réponse peuvent être apportés dans la connaissance sociologique de l'exil espagnol. Avant que de brosser quelques portraits d'animateurs de la presse espagnole, tentons de dessiner le profil de la grande majorité d'entre eux : s'ils ne résident pas tous en France, compte tenu de la dispersion de l'exil républicain et du départ vers l'Amérique latine de nombre d'intellectuels, les porte-parole des réfugiés espagnols de l'Hexagone le sont soit en tant que dirigeants politiques et syndicaux, soit en tant qu'intellectuels, soit souvent à ce double titre.

### **1. Directeurs, auteurs, illustrateurs**

Du fait de l'éclatement géographique de l'exil républicain entre différents pays, la presse espagnole publiée en France est inévitablement un reflet

de cette diaspora. Si les directeurs et les gérants des publications, pour des raisons évidentes de gestion et pour satisfaire aux exigences légales, résident en France, il n'en est pas de même pour tous les auteurs à toutes les époques de leur collaboration. Des collaborateurs réguliers de cette presse, et non des moindres, ne résident pas en France ou, du moins, pas de manière habituelle ; les exemples de ce type sont légion, aussi ne pouvons-nous qu'évoquer quelques exemples significatifs. C'est le cas, par exemple, de Diego Abad de Santillán, journaliste anarchiste, l'un des fondateurs de l'Association internationale des travailleurs en 1922, émigré à nouveau en Argentine, où il avait déjà trouvé refuge après sa participation à la grève de 1917 ; pendant la période franquiste, fondateur de maisons d'éditions et collaborateur de diverses revues en Argentine, il écrit également dans plusieurs publications éditées en France par la CNT, telles qu'*Acción Libertaria*, *Asturias* ou *Cuadernos de estudios sociales* et plus particulièrement celles de la tendance "politique" comme *Antena confederal* ou *España libre*.

C'est également le cas de Luis Araquistáin, collaborateur d'*El Socialista* d'Alger, d'*El Socialista* de Toulouse et d'*Adelante*, membre du comité de rédaction d'*Acción* et directeur de *Cuadernos* en 1959 ; ce journaliste et écrivain socialiste, ancien ambassadeur républicain à Berlin et à Paris, vit en effet d'abord en Grande-Bretagne puis en Suisse. Ce sont dans ces mêmes pays que réside Pablo de Azcárate, professeur de droit administratif, ancien secrétaire général adjoint de la SDN, ambassadeur de la République à Londres pendant la guerre civile, et collaborateur de *Democracia*, *España*, *Independencia* et *Libertad española*. Julio Alvarez de Vayo, ancien ambassadeur de la République à Mexico, ministre d'Etat de Francisco Largo Caballero et ex-Commissaire général aux armées pendant la guerre civile, réside le plus souvent à New York où il est journaliste accrédité auprès de l'ONU et il dirige ou collabore aux publications dissidentes de gauche du PSOE que sont *Avance* et *El Socialista* du PSOE de

Francisco, *El Socialista español* et *Vanguardia socialista* ; il fonde et anime l'Union socialiste espagnole et travaille au regroupement des forces antifranquistes radicales dans le Front espagnol de libération nationale et le Front révolutionnaire antifasciste et patriotique. Tel est le cas encore d'Indalecio Prieto, dirigeant du PSOE, ex-ministre de la Défense de Juan Negrín et son adversaire politique ; il réside le plus souvent à Mexico, ne séjourne à Saint Jean-de-Luz qu'entre 1947 et 1951, et son influence sur les socialistes espagnols de France est considérable. Ses articles dans *Adelante*, dans *El Socialista* d'Alger ou de Toulouse, puis dans *Le Socialiste*, ont grandement contribué à définir la stratégie du parti dans l'exil. N'oublions pas non plus que de nombreux dirigeants communistes passent des années en URSS pendant la guerre mondiale et que beaucoup sont contraints de vivre dans un pays de démocratie populaire après 1950.

#### **a) Mobilité géographique des dirigeants républicains**

La majeure partie des réfugiés qui appartiennent à des catégories socio-professionnelles élevées a réémigré vers l'Amérique latine. Bien que le Mexique aurait surtout souhaité accueillir des réfugiés versés dans les activités agricoles ou de la pêche, afin d'aider à la mise en valeur de son vaste territoire et à l'exploitation des ressources côtières, ou encore des techniciens et des ouvriers qualifiés, les résultats n'ont pas été ceux escomptés. Dans la plupart des bateaux partis d'Europe pour le Mexique, la proportion de réfugiés appartenant au secteur tertiaire est élevée, composée plus particulièrement d'intellectuels et de membres des professions libérales. De 1939 à 1948, le Mexique accueille, parmi les réfugiés aux professions déclarées, environ 15,1% d'Espagnols du secteur agricole et de la pêche, 33,5% du secteur secondaire et 51,4% du secteur tertiaire ; le poids des professions libérales est spécialement fort dans ce dernier secteur puisqu'elles en constituent environ la moitié. Les membres des professions libérales représentent le quart du total des réfugiés masculins accueillis au Mexique qui ont déclaré une

profession ; alors qu'ils sont à peine 3% des réfugiés masculins internés dans les camps français au printemps de 1939 <sup>218</sup>. Cette proportion importante d'intellectuels se retrouve généralement dans tous les autres pays latino-américains qui sont les destinations principales des réémigrations : Argentine, République Dominicaine ou Colombie.

Cet état de fait, assez différent des souhaits mêmes des pays d'accueil, s'explique pour une part par le traitement privilégié que les organisations espagnoles chargées de sélectionner parmi les candidats à la réémigration assurent aux réfugiés du secteur tertiaire et aux intellectuels, proches socio-culturellement des responsables de ces services ; en raison probablement aussi des grandes difficultés que ceux-ci rencontrent en France pour exercer une profession correspondant à leurs capacités. Elle s'explique enfin par l'effet d'entraînement et l'émigration en chaîne des intellectuels à partir de noyaux initiaux qui ont trouvé une insertion professionnelle. Si les organisations espagnole de solidarité -le SERE et la JARE- prennent en charge le transport et l'installation dans le pays d'arrivée, il n'est pas exclu de penser que les réfugiés de cette catégorie socio-professionnelle sont moins démunis financièrement pour commencer une vie en terre américaine ; peut-être aussi davantage intéressés à partir du fait d'une meilleure connaissance des pays d'outre-Atlantique et d'une conscience plus nette de l'ampleur de la défaite. Etant donnée la composition sociologique des réémigrations, les réfugiés restés en France appartiennent essentiellement aux secteurs primaires et secondaires ; en plus d'une scission géographique il s'est produit une partition sociale de l'exil de la guerre civile.

Cependant, après 1945, lorsque le centre de gravité politique de l'exil républicain se situe à nouveau en France après s'être trouvé en Angleterre et au Mexique pendant la Deuxième Guerre mondiale, de nombreux dirigeants

---

<sup>218</sup> Javier RUBIO, *La emigración de la guerra civil... op. cit.*, pp. 232-235.

politiques et responsables de partis reviennent en France. Paris devient le siège des institutions républicaines en exil : le gouvernement de José Giral, constitué en 1943, s'y installe en 1946, ainsi que le gouvernement basque présidé par José Antonio de Aguirre et celui de la Généralité présidé par Josep Irla. A côté de ces représentants des organismes gouvernementaux en exil, des responsables politiques reviennent en France : en provenance d'URSS comme de nombreux dirigeants communistes, Dolores Ibarruri entre autres ; ils viennent du Mexique comme Antonio Miño, membre du Bureau politique du PCE, Joan Comorera, dirigeant du PSUC, Ramón González Peña, président de l'UGT, José del Barrio, ex-membre du Comité central du PSUC ou Julián Gorkín, dirigeant du POUM ; ils arrivent de Londres, comme Juan Negrín, le dernier chef de gouvernement de l'Espagne républicaine. Manuel de Irujo, dirigeant basque ou Carles Pi i Sunyer, président à Londres du Consell nacional de Catalunya ; ou encore ils proviennent de Cuba, comme Félix Montiel, cadre du PCE, et de Panama, comme José Peirats, dirigeant de la CNT. Après la guerre mondiale, la diaspora républicaine converge, au moins pour ses principaux dirigeants et pour une période donnée, vers la France. Par ailleurs, un certain nombre de responsables politiques ou syndicaux, d'intellectuels et de membres des professions libérales sont demeurés en France depuis 1939, qu'ils aient choisi d'y rester, afin d'assumer des tâches de solidarité et d'orientation auprès de leurs compatriotes et organiser leur réémigration, tels les experts auprès de la Légation du Mexique à Vichy, chargés de l'application de l'accord franco-mexicain de 1940-1942 ; ou qu'ils aient été empêchés de partir -si tant est qu'ils aient songé au départ- du fait des pressions réitérées de Madrid auprès du gouvernement de Vichy et de la Commission allemande d'armistice. Parmi ceux dont le départ a de toute manière été bloqué et qui sont restés en France, citons Rodolfo Llopis, dirigeant du PSOE, Julia Alvarez Resano, ancien député socialiste de Madrid, Josep Tarradellas, secrétaire général de l'Esquerra republicana de Catalunya, Julio Just, ancien ministre des Travaux publics,

Federica Montseny, dirigeante de la CNT ou Francisco Largo Caballero, leader du PSOE et ancien chef de gouvernement.

Si la proximité de l'Espagne avec la France et la prise en considération que se trouvait dans celle-ci l'immense majorité des réfugiés de la guerre civile ont, après la Deuxième Guerre mondiale, attiré vers l'Hexagone -ou y ont stabilisé- de nombreux dirigeants républicains, la mobilité dans les deux sens reste importante entre les différents pôles de cette diaspora. Si Manuel Albar vient du Mexique, à la demande du PSOE, diriger *El Socialista* à Toulouse pendant quelque temps, de 1950 à 1952, il y repart ensuite rejoindre sa famille. Julia Alvarez Resano, responsable de la propagande clandestine des socialistes de l'UNE pendant l'occupation de la France, se rend au Mexique en 1947 où vivent sa mère et un frère et y meurt peu après. Le journaliste Benito Artigas Arpón quitte également la France pour le Mexique et, à la fin des années 1950, l'un des meilleurs professionnels de la presse, Corpus Barga, se rend au Pérou diriger une école de journalisme à l'Université San Marcos de Lima. Le dessinateur et peintre Carles Fontseré, après avoir vécu à Paris pendant l'occupation, comme d'autres artistes catalans tel Antoni Clavé, s'installe à New York après guerre. Le phénomène inverse se produit parfois, dans les années 1960, avec la seconde génération qui, partie très jeune en exil avec la famille dans un pays latino-américain, revient vers le cœur de l'exil républicain. C'est le cas, par exemple, d'Octavio Alberola, parti enfant au Mexique avec sa famille en 1939 : son père, José Alberola, polémiste et conférencier connu, est un actif militant de la CNT, fondateur de nombreuses écoles rationalistes qui dispensent un enseignement laïque, scientifique et libertaire dans la lignée de l'Escuela moderna de Francisco Ferrer y Guardia ; Octavio Alberola, responsable au Mexique des Jeunesses

libertaires, vient en France à l'âge adulte au début des années soixante, pour y poursuivre ses activités antifranquistes <sup>219</sup>.

Mobilité géographique importante d'un certain nombre de cadres de l'exil, mais avec une destination impossible pour les dirigeants républicains : l'Espagne. Sauf pour des actions de type clandestin avec tous les risques que cela comporte. Pour ne prendre que quelques exemples parmi les animateurs de la presse, citons Ramón Llarte, dirigeant anarchiste, entré en Espagne pour une mission de la Résistance française et condamné à plusieurs années de prison ; Juan Manuel Molina -"Juanel"- revenu en Espagne pour assurer des responsabilités au sein de la CNT clandestine, condamné à quinze ans de prison, libéré conditionnellement au bout de sept années et réfugié à nouveau clandestinement en France ; José Pelrats, autre leader anarchiste, qui parvient à faire des incursions clandestines à Madrid en 1947 et en Catalogne en 1948 ; ou Joan Comorera, ancien dirigeant du PSUC orthodoxe puis d'un PSUC dissident qui accepte mal la férule du PCE, entré en Espagne en 1951, arrêté en 1954, jugé en 1957 et qui meurt en 1958 dans la prison de Burgos où il est détenu.

Parmi les animateurs de la presse de l'exil, bien peu sont ceux qui ont pu retourner ouvertement en Espagne avant la mort de Franco, du moins avant les toutes dernières années du régime ; c'est ce qui ressort en tout cas de l'échantillon significatif de quatre-vingts personnalités pour lesquelles nous avons établi une notice biographique donnée en annexe <sup>220</sup>. La question des retours dépasse le cadre de cette étude, mais signalons cependant, toujours dans le cadre de notre échantillonnage, les rares exceptions que représentent par exemple

219. Voir une notice biographique plus détaillée dans *La presse de l'exil : corpus. Notices par titres*, à C'ènit.

220. Une question à étudier de plus près pour mieux comprendre les relations complexes entre l'exil et l'opposition intérieure serait le retour assez rapide en Catalogne de divers intellectuels catalans, tels Ferran Soldevila, Maurici Serratima, puis Carles Riba en 1943, Joan Oliver, Rafael Tasis ou Claudio Ametlla en 1948 (Albert MANENT, *La literatura catalana a l'exili*, Barcelone,

Ricardo Gasset, ex-directeur de *L'Espagne républicaine*, retourné en Espagne dès la fin des années quarante. Ou l'abbé José Miguel Barandiarán, anthropologue basque réputé, rentré en Espagne en 1953 pour enseigner à l'Université de Salamanque à la faveur de la tentative de libéralisation menée par le ministre de l'Éducation de l'époque, Joaquín Ruiz Giménez, pour desserrer l'étau du syndicat universitaire officiel ; mais le rédacteur en chef de *Gernika-Euzko Jakintza* et d'*Euzko-Jakintza*, une fois cette parenthèse libérale refermée, retourne à Sarre, bourg des Basses-Pyrénées où il s'était fixé au début de la guerre civile. Ce n'est, en effet, qu'après le rétablissement de la démocratie et surtout la légalisation des partis, que reviennent en Espagne pour y exercer des responsabilités politiques quelques-uns de ceux que la victoire de Franco en avait chassés : Manuel de Irujo et Dolores Ibarruri, pour être élus respectivement l'un sénateur et député régional pour le PNV et l'autre député pour le PCE ; le président de la Généralité en exil, Josep Tarradellas, pour assurer le transfert des compétences de l'administration centrale à la Généralité provisoire tandis que se vote le statut d'autonomie de la Catalogne; Salvador de Madariaga, pour occuper un siège à l'Académie royale espagnole ; ou Ramón Llarte, pour assumer la direction de *Solidaridad obrera* à Barcelone en 1980. Quelques exemples destinés à illustrer la mobilité géographique des dirigeants républicains tout au long de la période avec même, pour un petit nombre de réfugiés issus d'une génération qui a eu des responsabilités en Espagne, un retour au pays natal au terme du franquisme.

### **b) Dirigeants politiques et intellectuels**

Parmi les animateurs réguliers de la presse de l'exil, près de quatre-vingts itinéraires individuels ont pu être reconstitués ; l'accent a été porté sur la première génération, c'est-à-dire sur les exilés en âge d'avoir eu un passé en

---

Cunat, 1989, p. 32 ; Carles-Jordi GUARDIOLA, "Carles Riba, notes pour une biographie", *Catalònia*, n° 33, avril 1993, pp. 24-25). AMAE, Europe 1944-1960, Espagne, vol. 42.



Espagne ou très rapidement impliqués dans les activités de l'exil français <sup>221</sup>. Et l'on constate que la totalité est composée de responsables politiques ou syndicaux, d'intellectuels et de membres des professions libérales. Si environ un dixième d'entre eux sont issus de la catégorie socio-professionnelle des ouvriers ou de artisans, ce sont avant tout des militants politiques et syndicaux dont l'expérience et le niveau de culture sont assez différents de ceux de leur catégorie sociale d'origine. Aussi, la caractérisation socio-professionnelle n'a-t-elle pas une signification univoque dans le cas de l'exil espagnol et n'est-elle pas le seul critère à prendre en compte pour appréhender la réalité sociale des animateurs de la presse.

Si dans la presse de la CNT, par exemple, écrivent notamment des maçons comme Cipriano Mera ou José Peirats, le premier est l'organisateur du syndicat du bâtiment en Espagne dans les années 1920, et il s'est illustré pendant la guerre civile à la tête de la 14<sup>e</sup> Division en battant les Italiens à Guadalajara en 1937 ; après avoir commandé le IV<sup>e</sup> Corps d'armée républicain, Mera est l'un des membres du Conseil de défense de Madrid à la fin de la guerre d'Espagne et s'il continue modestement à travailler en exil comme maçon, il est l'un des principaux leaders de la CNT "politique", auréolé d'un prestige important. Quant à José Peirats, autre ouvrier du bâtiment, mais aussi journaliste et écrivain, collaborateur en Espagne de *Tierra y libertad* et *Solidaridad obrera*, membre de la Société des auteurs espagnols, officier d'état-major pendant la guerre civile, il est secrétaire de la CNT "apolitique" en 1947 et 1948 et en 1950-1951 et publie des études sur l'histoire du mouvement ouvrier espagnol. Le directeur des publications officielles de la Généralité de Catalogne en exil, Andreu Cortines, est un ancien ouvrier barcelonais qui exerce un emploi similaire en exil chez Renault à Boulogne-

---

221 Voir *Notices biographiques* à la fin du volume ; les sources de nos informations biographiques étant indiquées dans cette annexe, nous ne les avons généralement pas répétées. Par ailleurs, des données biographiques sont indiquées chaque fois que possible dans le second volume consacré au corpus (un astérisque signale dans l'index des noms la page où elles sont présentées).

Billancourt, après avoir été pendant la guerre membre du réseau d'évasion Vic. Autre exemple de ces authentiques militants ouvriers devenus dirigeants politiques et également journalistes et historiens : Manuel Buenacasa, ébéniste, dirigeant de la CNT dès 1918, exilé à plusieurs reprises en France dans les années 1910 et 1920, auteur d'une histoire du mouvement ouvrier espagnol, responsable de journaux anarchistes en Aragon et en Catalogne -*Cultura y acción* et *El Productor*-, il participe à la Résistance française dans la Drôme et oeuvre à la restructuration de la CNT clandestine pendant l'Occupation. S'il continue en exil à exercer son métier d'origine, comme Cipriano Mera, le seul énoncé de sa catégorie socio-professionnelle de rattachement est loin de cerner la caractérisation sociologique de sa personnalité.

Les deux caractéristiques essentielles des animateurs de la presse de l'exil espagnol sont, en effet, d'être soit des militants et des responsables politiques ou syndicaux, soit des intellectuels, soit le plus souvent les deux à la fois. Cela n'a rien d'étonnant si l'on se rappelle que la II<sup>e</sup> République espagnole a marqué l'arrivée des intellectuels au pouvoir en Espagne. Comme le souligne José Ortega y Gasset en 1922, "la classe intellectuelle représente la seule possibilité de constituer une élite capable d'influencer profondément sur la vie du pays". Les intellectuels prennent donc, en Espagne, la place d'une classe politique défaillante ou absente ; l'originalité de l'Espagne dans le premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle réside dans l'entrée des intellectuels dans la politique, marquée par l'opposition de ceux-ci au pouvoir monarchique jusqu'en 1923, puis par la rupture du général Primo de Rivera avec les intellectuels libéraux et, enfin, par l'accession des intellectuels aux plus hautes sphères de l'État, avec Manuel Azafia à la présidence du gouvernement puis de la République. Sans entrer longuement dans des considérations théoriques sur la définition de l'intellectuel, la caractérisation donnée par Gramsci s'applique bien au cas espagnol : l'intellectuel comme celui qui porte au niveau théorique et conscient les diverses conceptions du monde qui

existent dans une société. Quelles que soient leur origine sociale ou leur profession proprement dite, la plupart des animateurs de la presse de l'exil sont soit des intellectuels de profession, soit des "intellectuels organiques", qui expriment clairement un refus de l'Espagne franquiste et qui rencontrent une certaine audience et influence dans un milieu déterminé, celui du parti, du syndicat ou de l'association où ils jouent un rôle dirigeant.

Bien évidemment, une grande proportion d'auteurs et directeurs des journaux de l'exil sont des responsables politiques ou syndicaux ou d'anciens cadres dirigeants de la Seconde République. Même s'ils y apparaissent peu nommément, les membres des gouvernements en exil contrôlent les publications qui émanent directement des institutions républicaines et s'expriment dans les organes des partis auxquels ils se rattachent. C'est le cas, par exemple, de José Antonio Aguirre, président du gouvernement basque depuis l'octroi du statut d'autonomie à l'Euzkadi en 1936, jusqu'à sa mort en exil en 1960 : il dirige les publications officielles basques et collabore à *Alderdi*, l'organe du PNV, de même que son successeur à la tête du gouvernement basque, Jesús María Leizaola ; c'est également le cas de Josep Irla, président du Parlement catalan depuis 1938, qui assume à ce titre la présidence par intérim de la Généralité de Catalogne après l'exécution de Lluís Companys en octobre 1940 et constitue après la Libération un éphémère gouvernement catalan tout en continuant à assurer la présidence de la Généralité jusqu'en 1954. Il collabore à *La Humanitat*, le journal de l'Esquerra republicana, tout comme son successeur à la présidence de la Généralité, Josep Tarradellas.

Parmi les républicains qui ont assumé des responsabilités ministérielles dans l'exil, les plus présents dans la presse sont sans nul doute Julio Just, dont nous parlerons plus loin, et Fernando Valera. Ce dernier est écrivain, dirigeant du Parti radical socialiste en Espagne, député à plusieurs reprises et il

joue, comme représentant de l'Unión republicana issue en 1934 du Parti radical, un rôle important dans les gouvernements de l'exil : ministre de l'Économie en 1947, ministre de la Justice et de l'Économie de 1947 à 1949, vice-président et ministre de l'Économie de 1949 à 1951, ministre des Affaires étrangères de 1951 à 1971 et enfin président du dernier gouvernement de la République en exil de 1971 à 1977. Fernando Valera gagne sa vie comme lecteur d'espagnol dans des lycées parisiens -notamment le lycée Voltaire- et collabore non seulement au *Boletín de información del gobierno de la República española* mais aussi à *Libertad, Política, República* ou même au *Suplemento literario de Solidaridad obrera*. Davantage cependant que des membres des gouvernements républicains, les animateurs de la presse de l'exil sont des chefs de partis ; même si leurs idéologies sont inconciliables, deux femmes symbolisent particulièrement le rôle important des leaders politiques dans la presse de l'exil : Dolores Ibarruri, la *Pasionaria*, et Federica Montseny, dirigeante de la CNT apolitique, dont nous parlerons ultérieurement. La *Pasionaria* est membre du Comité central du PCE depuis 1931 et de son Comité exécutif depuis 1933 ; élue député des Asturies en 1936, elle succède au secrétariat général du parti en 1942 après la mort de José Díaz et elle en devient présidente en 1960. Bien que résidant surtout en URSS, Dolores Ibarruri tient une place notable dans les publications communistes éditées en France, tel *Mundo obrero*, ou dans celles d'organisations satellites comme l'Unión de mujeres antifascistas españolas, ne serait-ce qu'au travers des nombreux textes et messages envoyés à leurs journaux. Dans les publications du PSOE, l'on trouve la signature de nombre de dirigeants du parti, d'Indalecio Prieto à Rodolfo Llopis et Andrés Saborit Colomer ; ce dernier, compagnon de lutte de Julián Besteiro et Francisco Largo Caballero depuis la grève de 1917, collaborateur de Pablo Iglesias à la direction du journal du parti dans les années 1920, avait été élu secrétaire du PSOE en 1928.

Parmi les deux catégories socio-professionnelles *stricto sensu* les plus représentées parmi les animateurs de la presse de l'exil, il est intéressant de constater que ce sont celles des journalistes et des enseignants. Sur quatre-vingts itinéraires personnels rassemblés, plus de 25% sont d'anciens journalistes professionnels, ou ont eu des responsabilités dans la presse en Espagne, et plus de 14% sont issus de l'enseignement secondaire ou supérieur. Déjà, en avril 1939, le consul espagnol à Toulouse souligne à son ministère, dans un rapport sur les activités politiques des "rouges", le grand nombre de journalistes exilés dans la ville ; il en cite notamment seize qui ont travaillé dans différents journaux, tels que *Ahora* de Madrid ou *La Humanitat*, *La Noche*, *La Publicitat* ou *Las Noticias* de Barcelone <sup>222</sup>. Si tous ces noms ne figurent pas dans la presse de l'exil en France, c'est que beaucoup ont dû réémigrer ; cependant, l'on y rencontre nombre de noms de la fine fleur du journalisme espagnol jusqu'à l'avènement du franquisme.

Les anciens collaborateurs d'*El Sol* sont très nombreux dans la presse de l'exil ; ce quotidien de Madrid a marqué plus que tout autre l'histoire contemporaine de l'Espagne, particulièrement au cours de sa première période, de 1917 à 1931. Coïncidant avec l'entrée du grand capital dans la presse en Espagne, appuyé sur une équipe nombreuse et qualifiée de rédacteurs et de collaborateurs réguliers, disposant d'un matériel technique moderne, *El Sol* avait le projet d'œuvrer à la rénovation culturelle et politique du pays ; journal libéral qui s'adressait à un public cultivé et de chefs d'entreprises modernes, *El Sol* a été le porte-parole d'une fraction éclairée de la bourgeoisie et a fortement contribué à l'avènement de la République. Les signatures les plus prestigieuses de l'époque y figurent : Miguel de Unamuno, Ramón Pérez de Ayala, Azorín, Fernando de los

---

222. Lettre du 14 avril 1939 (AGE, caja 11.287, paquet 4, expediente 06).

Ríos, Julián Besteiro, José Ortega y Gasset ou Antonio Machado <sup>223</sup>. Dans la presse de l'exil espagnol en France l'on retrouve d'anciens collaborateurs d'*El Sol* tels que Luis Araquistáin, Benito Artigas Arpón, Julio Alvarez del Vayo, correspondant à Genève, Corpus Barga, correspondant à Paris, Salvador de Madariaga, correspondant à Londres, ou Rodolfo Llopis, représentant de la rédaction à Cuenca ; Luis Bagarín, le caricaturiste d'*El Sol*, participe aussi à la première époque de *La Voz de Madrid*. Par ailleurs, Julio Alvarez del Vayo, Corpus Barga et Salvador de Madariaga avaient participé également à *España*, revue créée par José Ortega y Gasset et publiée de 1915 à 1924 sous la direction du philosophe puis de Luis Araquistáin et de Manuel Azaña <sup>224</sup>. Trois hommes politiques de premier plan dans l'exil sont également journalistes professionnels : Alvarez del Vayo et Luis Araquistáin déjà cités pour leur collaboration à *El Sol* et à *España*, correspondants tous deux de *La Nación* de Buenos-Aires, et Indalecio Prieto, directeur et propriétaire d'*El Liberal* où a travaillé également le même Araquistáin.

A côté des anciens collaborateurs d'*El Sol*, quotidien de référence, rigoureux et ambitieux, la presse de l'exil compte avec la collaboration d'autres journalistes importants ; ainsi, Mario Aguilar, ex-directeur du quotidien populaire de Barcelone *El Día gráfico* considéré comme l'une des meilleures plumes de l'émigration, démocrate de gauche indépendant dont le talent et la probité sont loués par tous <sup>225</sup>, dirige dans l'exil *Sagitario* et collabore au *Socialista español*, à *La Novela española*, *L'Espagne républicaine*, *El Poble català*, *España combatiente*, *Heraldo de España*, *Política* ou *Per Catalunya*. Arsenio Jimeno, ancien directeur de *Vida nueva* à Saragosse, est directeur dans

223. Paul AUBERT, Jean-Michel DESVOIS, "El Sol, un grand quotidien atypique (1917-1939)", in *Typologie de la presse hispanique*, Actes du colloque Rennes 1984, *Presse et société* n° 20, pp. 97-109.

224. Jean BECARUD, Evelyne LOPEZ CAMPILLO, *Los intelectuales españoles durante la IIa República*, Madrid, Siglo XXI, 1978, 184 p.

l'émigration d'*El Socialista*, *España obrera* et *Acción* et collabore à *Acción socialista*, *Adelante*, *Le Populaire girondin* et *Cuadernos socialistas*. Felipe de Urcola, directeur avant la guerre civile du quotidien de Saint Sébastien *El Pueblo vasco*, dirige *Euzko Deya* dans l'exil ainsi qu'*Oficina Prensa Euzkadi*. L'ancien directeur du journal de l'Esquerra republicana de Catalunya, *La Humanitat*, José María Llado Figueres, collabore à des publications catalanes de l'exil comme *La Humanitat*, *El Poble català*, *For Catalunya*. De même, Antoni Rovira i Virgili, ancien collaborateur de journaux catalans tels que *La Nació*, *La Veu de Catalunya*, *La Publicitat* prête son concours actif en tant que l'un des principaux théoriciens et historiens du nationalisme catalan, à *La Humanitat*, *El Poble català*, *Per Catalunya* et à *Ibèria* ainsi qu'à des publications de prestige de l'exil catalan, telles que la *Revista de Catalunya* ou *Foc nou*. De la même manière, Andrés Saborní Colomer qui a succédé à Pablo Iglesias à la direction d'*El Socialista*, entre 1925 et 1930 à Madrid, est à nouveau chargé de 1948 à 1950 de la direction du journal à Toulouse.

Les journalistes anarchistes sont d'autres exemples de cette continuité, entre l'Espagne et l'exil, dans le travail de propagation des idées et de cette poursuite d'un professionnalisme et d'un savoir-faire. Felipe Aláiz, ancien directeur en Espagne de *Tierra y libertad* et *Solidaridad obrera*, collabore à la plupart des publications libertaires, notamment *Céni*, *Inquietudes*, *Solidaridad obrera*. José Berrueto qui a été correspondant de ce dernier titre à Barcelone est l'initiateur du journal clandestin de la CNT, *Exilio*, publié pendant l'Occupation dans le GTE employé à la construction du barrage de l'Aigle, et le collaborateur d'*Asturias*, *Hoy*, *Despertar*, *Mi Tierra*. De même, Ramón Llarte, directeur du journal de la FIJL de Catalogne pendant la guerre civile, *Esfuerzo*, et responsable de la publication de la Colonne Durruti, *El Frente*, dirige dans l'exil *España libre*,

---

225. "... ce grand prosateur, ce dialecticien formidable... homme solitaire et inquiet... journaliste intelligent, infatigable et héroïque jusqu'à mourir pauvre... une plume d'or..." (Juan FERRER, "El Caso Aguilar", *Suplemento literario de Solidaridad obrera*, n° 459, janvier 1954, pp. 2 et 12).

collabore à *Alianza* ou *Juventud libre* et est chargé de la rédaction de *Cénit*. Fernando Gómez Peláez qui se consacre pendant des années à la publication de deux des plus importants périodiques de la CNT, *Solidaridad obrera* et son *Suplemento literario*, supplément dont il est le fondateur et l'animateur, a été en Espagne collaborateur du quotidien socialiste de Santander, *La Región*.

Les anciens enseignants occupent également une place importante dans la presse de l'exil : professeurs d'universités comme l'anthropologue José Miguel Barandiarán, le linguiste Pompeu Fabra ou le juriste Félix Montiel. Il faut se rappeler aussi que Juan Negrín, diplômé de médecine de l'Université de Leipzig, de formation intellectuelle très européenne, a été professeur de physiologie à l'Université de Madrid et chercheur, avant que d'être ministre de l'Economie en 1936-1937 puis le dernier président du gouvernement républicain en Espagne. Rodolfo Llopis, secrétaire du PSOE en exil jusqu'à la scission de 1972, et à ce titre collaborateur de toute la presse socialiste "orthodoxe", est ancien professeur d'école normale, ex-directeur général de l'enseignement primaire. D'autres responsables de journaux de l'exil sont également enseignants, tels Julia Alvarez, directeur du *Socialista* du PSOE négriniste, Francisco Carreño premier administrateur de *C.N.T.*, Joan Comorera, animateur de *Lluta*, Antonio Gardé Cantero, collaborateur d'*El Socialista español*, Roque Llop, directeur d'*Hispania*, *Tierra llivre*, administrateur du *Combat syndicaliste* et de *CeNit* ou Juan Muñoz Congost, directeur du *Solidaridad obrera* d'Alger et de *CeNit*.

Des animateurs de publications ont exercé également des professions libérales, comme les anciens avocats Amadeu Hurtado, Manuel de Irujo ou Ricardo Gasset. Amadeu Hurtado, conseiller et soutien financier des *Quaderns d'estudis polítics, econòmics i socials*, a été un défenseur de causes difficiles comme celle de Pere Corominas dans le "procès de Montjuich" en 1896.



Doyen de l'ordre des avocats en 1922, président de l'Académie de jurisprudence et de législation de Catalogne, élu aux Cortes, délégué de la République à la SDN, il est également patron de presse, propriétaire de *La Publicidad*, journal moderne et de qualité. Amadeu Hurtado soutient par ailleurs, financièrement et politiquement, deux journaux madrilènes, *El Liberal* et *El Herald*, partisans des Alliés pendant la Première Guerre mondiale, et crée en 1929 la revue *Mirador* où collabore l'intelligentsia catalane et française <sup>226</sup>. José María Llado Figueres, déjà cité, est à la fois aussi journaliste et avocat. Le directeur d'*El Socialista* durant la décennie 1952-1962, Gabriel Pradal, a été l'architecte de la Casa del Pueblo, de la Mutualidad obrera et de l'imprimerie du journal du PSOE à Madrid, entre autres réalisations.

Des artistes participent également à la presse de l'exil ; donnons trois exemples de peintres et dessinateurs pris parmi les collaborateurs -au moins potentiels- de *Per Catalunya*, revue culturelle catalane publiée à Nice en 1945 <sup>227</sup>; Antonio García Lamolla, l'un des illustrateurs de *Cénil*, réfugié en Normandie où il installe un atelier et organise des cours artistiques gratuits pour les jeunes de la localité <sup>228</sup> ; Carles Fontseré, l'un des affichistes les plus célèbres de la guerre d'Espagne, a été un membre actif du Syndicat des graphistes catalans quelques mois avant le début de la guerre civile et à qui a incombé la production de la majeure partie des affiches catalanes de l'époque, ainsi que des dessins de presse, cartes postales, journaux muraux, illustration de brochures, revues et décoration de bibliothèques ou de foyers militaires ; Antoni Clavé, décorateur des façades hebdomadaires des cinémas barcelonais avant la guerre civile, affichiste, peintre, connu aussi pour ses décors de ballets et ses illustrations bibliophiliques, est devenu en exil l'artiste catalan le plus notable de l'École de Paris, avec Pablo

<sup>226</sup>. Albert MANENT, *La literatura catalana a l'exili*, Barcelone, Curial, 1989, pp. 174-176.

<sup>227</sup>. Seuls six numéros de *Per Catalunya* ont paru entre juin et décembre 1945 ; tous les collaborateurs français ou catalans dont elle s'était assurée du concours n'ont pas eu le temps d'y participer réellement.

Picasso <sup>229</sup>. On ne peut pas ne pas mentionner le soutien qu'un autre artiste internationalement reconnu a constamment apporté à la presse de l'exil, à défaut d'y participer directement car il réside surtout à Porto Rico : Pablo Casals ; il fait partie toutefois de l'équipe rédactionnelle de la première revue culturelle de l'exil, la prestigieuse *Revista de Catalunya*.

Par rapport à cette "première" génération qui arrive en exil avec un passé souvent important en Espagne, il faut souligner le rôle spécifique de la classe d'âge intermédiaire née entre 1920 et 1940 <sup>230</sup>. Classe d'âge qu'un journal républicain appelle la "Génération Zéro", trop jeune pour avoir eu une activité importante en Espagne, considérablement marquée par la guerre civile et l'exil, la plupart du temps entravée dans la poursuite de ses études par les années de guerre en Espagne puis en France, et dont l'une des manières de surmonter ses déchirements intimes est de se consacrer à l'action politique <sup>231</sup>. Cette génération intermédiaire, née en Espagne, mais qui n'a pas eu du fait de son jeune âge de responsabilités de niveau national dans son pays d'origine, arrive en exil à l'âge de l'adolescence ou, tout au plus au début de l'âge adulte, connaît parfois des difficultés d'insertion socio-professionnelle en France ou n'en fait qu'une préoccupation secondaire <sup>232</sup> ; constamment située sur les plans culturel et politique entre l'Espagne et la France, c'est la génération qui souvent introduira les

---

228. Antonio TELLEZ SOLA, *Apuntes sobre Antonio García Lamolla y otros andares, con un recuerdo del mismo por José Petrus*, Vitoria, Asociación Isaac Puente, 1992, 48 p.

229. Carlos FONTSERE, *Memories d'un cartellista del 36*, manuscrit inédit, en cours de publication.

230. Aline Angoustures discerne statistiquement, à partir des dossiers de l'OFPPRA, trois générations à même d'avoir eu un passé en Espagne : la première née entre 1875 et 1880 (3% de l'ensemble des réfugiés), la deuxième née entre 1890 et 1904 (19%) et la troisième née entre 1905 et 1924 (57%). Les autres générations sont arrivées à l'âge de l'enfance ou de l'adolescence en France ( celle née entre 1925 et 1940 : 16%) ou sont nées en France (entre 1941 et 1961) ; Aline ANGOUSTURES, "De la République à l'Europe : les identifications des réfugiés espagnols en France de 1939 à 1981", communication présentée au colloque *Les migrants dans la formation de l'identité européenne*, FNSP/CHEVS, 7-8 octobre 1993.

231. *República*, n° 2, janvier-février 1961 ("Generación Cero").

232. Cette question est, à l'heure présente, à un état embryonnaire de la recherche ; un questionnaire adressé à un certain nombre de représentants de la génération née précisément entre 1925 et 1940 a recueilli une quinzaine de réponses. On peut constater une grande diversité

remises en cause et les renouvellements stratégiques dans l'exil, celle aussi qui pourra parfois assurer la transition après le franquisme. Dans l'impossibilité de pouvoir aborder les problèmes générationnels de l'exil espagnol, nous avons choisi de nous pencher plus particulièrement dans notre travail sur la génération qui a développé un parcours en Espagne ; aussi, bornons-nous à indiquer quelques exemples de cette classe d'âge que l'Espagne appelle souvent la "génération perdue" et que seule une étude d'ensemble pourrait convenablement resituer.

Des représentants de la génération née entre 1920 et 1940 apparaissent parmi les animateurs de la presse de l'exil : jeunes militants de la CNT en Espagne, qui ont consacré leur vie adulte à la lutte antifranquiste dans l'exil, à la publication de journaux et à la recherche historique, comme Miguel Celma, Francisco Olaya Morales ou Antonio Téllez Solá. Miguel Celma, après avoir été enrôlé dans un GTE et participé à un maquis français de la Lozère, est administrateur de *Despertar* et d'*Esper*, co-responsable de la rédaction de *Cénit* pendant près de vingt ans, directeur de *Cénit* dans les années 1980 et l'auteur d'*Anales del exilio libertario* dont le premier volume a été publié par la CNT en 1985 ; activités menées de front avec l'exercice de divers métiers, comme celui de menuisier. Francisco Olaya, administrateur de C.N.T., est également directeur à partir de la fin des années 1950 de publications telles que *Nervio* et *El Rebelde*, critiques par rapport à l'organisation confédérale jugée alors ossifiée et stratégiquement fourvoyée et il collabore à l'organe combatif des P.U.L., *Frente libertario* ; il se consacre également à la recherche historique sur l'Espagne contemporaine et le mouvement ouvrier espagnol et publie de nombreux travaux, notamment sur la non-intervention pendant la guerre d'Espagne <sup>233</sup>.

---

professionnelle (d'ouvrier à professeur d'Université) mais, cependant, une certaine promotion sociale par rapport à des parents en majorité agriculteurs.

233. Voir, pour plus de détails, les *Notices biographiques*.

Autre exemple ici cité : Antonio Téllez Solá. Mis en contact dès son plus jeune âge avec l'expérience de la Commune des Asturies en 1934, militant de la FIJL, il est mobilisé à 18 ans à la fin de la guerre civile et connaît immédiatement les vicissitudes de l'exil : internements, travail dans l'industrie d'armement et dans l'agriculture, enrôlement dans un GTE en Lozère, envoi dans des pelotons disciplinaires et entrée dans un maquis de l'UNE dans le département de l'Aveyron afin d'échapper au travail en Allemagne. Après avoir participé à la tentative du Val d'Aran, il effectue pour la FIJL des missions de contact en Espagne avec les guérilleros des maquis, afin de les aider et de faire connaître leur lutte ; cette tentative ayant échoué, il collabore activement à la presse anarchiste, particulièrement comme illustrateur, il passe un CAP de tabletier façonneur de matières plastiques et travaille en usine jusqu'en 1955. Il devient ensuite traducteur technique indépendant puis journaliste à l'Agence France-Presse en 1960. Après la mort de son ami José Lluís Facerías, l'un des militants anarchistes de la lutte armée tombé à Barcelone en 1957, il fonde *Atalaya* qui débat des problèmes internes de la CNT et conteste les méthodes d'action de ses organes dirigeants. Il abandonne tout militantisme organisationnel en 1961 et il se consacre à écrire l'histoire des groupes d'action antifranquistes : il publie ainsi divers ouvrages sur la guérilla urbaine en Espagne <sup>234</sup>. Dernier exemple de cette génération anarchiste : Octavio Alberola, dirigeant de la FIJL, exilé enfant au Mexique avec sa famille, revenu en Europe en 1962, arrêté en Belgique en 1968 sous l'accusation de tentative de séquestration du ministre franquiste Alberto Ullastres, collaborateur de *Céni*, *Suplemento literario de Solidaridad obrera*, *Frente libertario*, il est dans les années soixante le chef de file

---

234. *Les anarchistes espagnols dans la tourme* ... op. cit., p. 126 et *La lucha del Movimiento libertario contra el franquismo*, Barcelone, Virus, 1991, n.p.

d'un courant anarchiste révolutionnaire réagissant contre le repli de la CNT de l'intérieur et le verbalisme des "Peaux-Rouges" de l'exil <sup>235</sup>.

Deux autres représentants de cette génération née autour des années 1920 sont également dirigeants d'autres mouvements de jeunesse : Wilebaldo Solano, secrétaire de la Jeunesse communiste ibérique, l'organisation liée au POUM, devient en exil directeur-gérant de *La Batalla* de 1952 à 1975 et directeur de *Tribuna socialista* de 1960 à 1977 ; Antonio Soriano, responsable des JSUC à Barcelone, sera en France collaborateur d'*Allianza clandestin*, de *Lee* et du *Bulletin* du Centre d'études économiques et sociales Toulouse-Barcelone. Tous deux, en tant que responsables politiques, prennent part en Espagne aux luttes politiques et militaires de la guerre civile avant d'être contraints à l'exil. Antonio Soriano, interné dans le camp de Bram, est enrôlé dans une CTE du Cher ; il rejoint Toulouse à la débâcle où il participe activement aux activités clandestines de la JSU et, notamment, à la rédaction et à la diffusion du bulletin de cette dernière, *Allianza*. A la Libération, il prend part à la création du Centre d'études économiques et sociales Toulouse-Barcelone et met sur pied une librairie espagnole à Toulouse puis à Paris, lieu d'animation culturelle et d'échanges, où se publient des textes interdits en Espagne, introduits ensuite dans la péninsule. Quant à Wilebaldo Solano, il connaît avant l'exil en France et comme les autres dirigeants du POUM, arrestation et emprisonnement lors de la répression menée contre le parti anti-stalinien à la suite des journées de mai 1937 à Barcelone : transféré dans une prison de Cadaquès deux jours avant l'entrée des troupes franquistes à Barcelone, il se libère avec ses compagnons et passe la frontière <sup>236</sup>.

Wilebaldo Solano, un des leaders de la fraction de gauche du POUM, l'izquierda

---

235. Surnom donné à certains leaders de la CNT apolitique du fait "de leur ardeur belliqueuse retrouvée et de leur agressivité verbale digne des "tribus" ou des "algions" de l'ancienne FAI" (César M. Lorenzo, *Les anarchistes espagnols et le pouvoir, 1868-1969*, Paris, Le Seuil, 1969, p. 350).

236. Wilebaldo SOLANO, "Un período capital de la historia del POUM : el primer año del exilio en Francia", in *Congrés internacional sobre l'exili als països catalans, 1938-1978*, Papers, Barcelona, 4-11 octubre 1989, n. p.

revolucionaria, est arrêté par la police de Vichy en février 1941, condamné à vingt ans de travaux forcés en novembre suivant par la Section spéciale du Tribunal militaire de la 17<sup>e</sup> Division militaire pour "constitution, maintien et administration d'une association étrangère dans des conditions irrégulières, propagande politique d'inspiration étrangère et activité communiste" <sup>237</sup>. Libéré en juillet 1944 par un groupe de Résistants du Lot, il sert ensuite dans les services médicaux sur le front du Médoc dans le bataillon espagnol *Libertad* ; il est ensuite secrétaire général du POUM de 1948 à 1974 et il assure la publication de *La Batalla* pendant plus de vingt ans, tout en travaillant à l'Agence France-Presse comme journaliste.

José Martínez et Jorge Semprún, co-rédacteurs en chef des *Cuadernos de Ruedo ibérico* pendant près de vingt ans, de 1965 à 1973, sont d'autres représentants de cette génération, et non des moindres par l'écho de leur activité culturelle et politique dans l'exil. Nous parlerons de José Martínez plus loin, mais soulignons les aspects à la fois spécifiques, et exemplaires de toute une génération, dans l'itinéraire de Jorge Semprún. Fils de José María Semprún y Gurtea, ancien ambassadeur de la République aux Pays-Bas, Jorge Semprún s'exile avec sa famille à Paris en 1939 ; il est arrêté en octobre 1943 à vingt ans pour faits de Résistance et déporté à Buchenwald, cette dure expérience sera le thème de son premier ouvrage *Le Long voyage*, publié en 1963. Collaborateur d'*Independencia*, la revue qui appelle à l'engagement des intellectuels de l'exil, il milite au PCE à son retour de camp et est chargé, de 1953 à 1962, d'aller coordonner à Madrid le travail clandestin du parti ; à la fin des années 1970, il relatara ces missions clandestines dans son *Autobiografía de Federico Sánchez*. Membre du Comité central du PCE dès 1954, les luttes idéologiques au sein du parti et son affrontement avec Santiago Carrillo aboutissent à son exclusion du PCE en avril 1965 ; il se consacre dès lors davantage à l'écriture littéraire -en français-, devient également scénariste et participe à la revue culturelle hispano-

---

237. ADTG, lettre du Procureur de la République au Préfet du Tarn-et-Garonne, 26 février 1941.

américaine *Libre*. Attaché à la fois aux cultures française et espagnole, partagé entre Paris et Madrid depuis la fin du franquisme, il devient ministre de la Culture du gouvernement de Felipe González de 1988 à 1991. Mais il est peut-être, des recherches ultérieures permettront de le savoir, l'exception qui confirme la règle dans le devenir de cette génération : l'un des rares à être retourné vivre en Espagne -au moins quelque temps- et à y avoir même exercé des responsabilités.

Entre les émigrés appartenant à la classe d'âge arrivée en exil au début de la vie adulte et les enfants d'exilés nés en France, il existe encore une génération intermédiaire, composée de réfugiés entrés enfants sur le territoire français. Il est possible que ces derniers aient rencontré de moindres difficultés d'insertion sociale et professionnelle que la génération précédente, leur éducation s'étant déroulé pour l'essentiel en France sans être interrompue par la guerre et l'exode. Deux exemples notables de cette classe d'âge sont Carlos et José Martínez Cobo ; arrivés en France à l'âge de sept et six ans respectivement, ils résident à Toulouse depuis 1940 où ils exercent tous deux la médecine. Fils de Carlos Martínez Parera, responsable de la Régie des pétroles espagnols pendant la guerre civile puis, en exil, administrateur d'*El Socialista* de 1948 à 1974 et trésorier du PSOE de 1948 jusqu'en 1970, ils militent tous deux au sein des organisations socialistes de l'exil -PSOE, JSE, UGT- à partir de 1952 ; José Martínez Cobo est même directeur de *Renovación*, le journal des jeunesses socialistes, de 1963 à 1966. Ils ont, par ailleurs, entrepris conjointement un considérable travail d'écriture de l'histoire du socialisme espagnol depuis la fin de la guerre civile jusqu'au congrès de Suresnes en 1974, congrès qui voit l'élection de Felipe González au poste de premier secrétaire du PSOE face aux dirigeants "historiques" du parti <sup>238</sup>.

---

238. Voir bibliographie.

La génération née en France est parfaitement intégrée en général dans la société française même si un sentiment de double appartenance culturelle est très vivace ; sentiment qui explique en particulier le grand nombre de fils de réfugiés dans l'enseignement de l'espagnol au lycée ou à l'Université en France. Sans être à même à l'étape actuelle de nos recherches de développer une analyse approfondie sur cette génération, il faut remarquer qu'elle n'apparaît évidemment dans la presse de l'exil qu'à la fin de la période franquiste. C'est ainsi le cas de Freddy Gómez, fils de Fernando Gómez Peláez, né en 1950, membre du comité de rédaction de *Frente libertario* dans les années 1970, où il assure notamment une rubrique bibliographique «signée Freddy» qui analyse les publications récentes en français et en espagnol sur la pensée libertaire. Freddy Gómez participe au Comité d'action lycéen du Lycée Michelet de Vanves en 1968, puis milite dans les groupes libertaires autonomes français avant de s'occuper préférentiellement du mouvement anarchiste espagnol et de faire un mémoire de maîtrise d'histoire sur la Première internationale<sup>239</sup>. Cette génération est cependant difficile à identifier par le biais de la presse de l'exil dans la mesure où nombre des publications des dernières années du franquisme, qui correspondent à des tendances politiques radicales, ne comportent que des prénoms ou des pseudonymes.

## 2. Quelques portraits

Un certain nombre d'itinéraires ont été esquissés précédemment au travers de l'étude sociologique d'ensemble des animateurs de la presse de l'exil espagnol. Afin de montrer la diversité des parcours personnels, des idéologies et des composantes régionales de l'exil républicain, nous allons à présent brosser un portrait socio-politique de quelques responsables de la presse, sélectionnés à une exception près, dans la première génération et issus des principaux courants

---

239. *El movimiento libertario español. Pasado, presente y futuro*, Paris, Ruedo Ibérico, 1974, p. 205.



politiques ; sans prétendre bien entendu que chaque personnalité soit représentative à elle seule du groupe auquel elle appartient. Nous avons choisi huit personnalités issues de partis républicains, des milieux catalanistes, des cercles dirigeants du nationalisme basque et de la CNT "apolitique", ainsi qu'un représentant de la génération intermédiaire née dans les années 1920 ; parmi les socialistes, nous avons choisi de présenter un responsable de journal représentatif de la diaspora républicaine, partagé entre la France et le Mexique, et une militante franco-espagnole émigrée en Algérie. Si aucun représentant communiste n'apparaît parmi ces portraits, cela tient à plusieurs facteurs dont les effets se conjuguent : le lieu de résidence des dirigeants n'est pas prioritairement la France et le PCE qui défend une stratégie offensive vis-à-vis de l'Espagne depuis la Libération jusqu'à son interdiction en 1950, a gardé une structure fermée, semi-clandestine avant de l'être tout à fait, ce qui n'a pas permis qu'émergent publiquement dans la presse des cadres susceptibles de représenter ce courant.

La personnalité de cet éventail qui arrive la plus âgée en exil est Pompeu Fabra, né en 1868 à Barcelone, président du conseil de direction de la *Revista de Catalunya* et collaborateur du *Foc nou* toulousain ; ingénieur chimiste de formation, il se passionne très tôt pour les questions linguistiques. Il contribue à la restauration de la langue catalane dans une Catalogne marquée depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle par une renaissance de la culture catalane, la  *Renaixença*  ; l'une des affirmations essentielles de ce mouvement est la résurrection de la langue, toujours parlée dans le quotidien, comme véhicule de culture. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, il publie des articles dans la revue catalane *L'Avenç* et, en 1898, une *Contribució a la gramàtica de la llengua catalana*, primée par les Jeux floraux de la langue catalane, restaurés en 1859. Alors que le catalanisme est devenu un phénomène politique et plus seulement culturel, Pompeu Fabra travaille dans les années 1910 avec Enric Prat de la Riba, leader catalaniste issu des milieux industriels et d'affaires et fondateur de la Lliga regionalista ; il devient professeur

de catalan à la Diputació de Barcelona et à l'Institut d'Études catalanes, travaillé à une normalisation orthographique du catalan et prépare des dictionnaires de catalan. Supprimée pendant la dictature de Primo de Rivera, sa chaire est restaurée avec la République et il devient, en 1933, président de l'Université autonome de Barcelone et président du Conseil de culture de la Généralité.

En 1939, il s'exile en France et y poursuit son travail linguistique: il publie pendant l'Occupation une grammaire catalane puis, à Montpellier, une édition en français de celle-ci. Comme membre de la Fundació Ramon Llull, il est directeur de la Residencia des Intellectuels catalans et il préside à la réapparition de la *Revista de Catalunya* publiée à Barcelone depuis 1924. En avril 1940, Lluís Companys le nomme membre du Consell nacional de la Généralité ; celui-ci ne peut toutefois se réunir du fait de l'occupation de la France. En 1945, il est reçu docteur *Honoris causa* de l'Université de Toulouse et il est conseiller auprès du gouvernement catalan en exil de septembre 1945 à janvier 1948, date à laquelle celui-ci se dissout. Honoré et admiré par ses compatriotes pour son travail de normalisation de la langue catalane moderne, il reçoit de nombreux hommages, notamment les 28 et 29 février 1948 à Prades, l'année précédant sa mort, où une médaille d'or lui est offerte, acquise par une souscription auprès des Catalans de la diaspora <sup>240</sup>. Pompeu Fabra est l'un des trois Catalans dont la presse catalane de l'exil suit avec attention les activités, les deux autres étant le violoncelliste Pau Casals et l'historien Antoni Rovira i Virgili ; bien que son champ d'activité privilégié ait ressorti essentiellement du domaine linguistique, Pompeu Fabra marque bien, en sa seule personne, les étapes de l'émergence des diverses formes du catalanisme depuis la fin du siècle dernier et il est l'exemple accompli de ces nationalistes catalans passés d'un catalanisme culturel à l'expression politique de celui-ci.

240. *Agrupació de Berguedans a l'exili*, n° 4, février 1949.

Par l'effet d'un rapprochement ancien entre les deux nationalismes, malgré leurs différences sensibles, ce sont ensemble, qu'après la chute de la Catalogne, dirigeants catalans et basques prennent le chemin de l'exil : Antonio de Aguirre, Lluís Companys, Josep Tarradellas, Carles Pi i Sunyer, Julio Jáuregui et Manuel de Irujo <sup>241</sup>. Ce dernier, collaborateur régulier d'*Euzko Deya* et d'*Alderdi*, est l'une des figures les plus importantes du nationalisme basque ; né en 1891 à Estella, en Navarre, diplômé de lettres et de droit, il devient avocat et entre rapidement en politique. Son père a été l'avocat et l'ami intime de Sabino Arana Goiri, le fondateur en 1895 du Parti nationaliste basque qui demande dès la fin du siècle dernier un gouvernement et une législation particulière pour la Navarre et les trois provinces basques -Biscaye, Guipúzcoa et Alava, qui ont respectivement pour capitales Bilbao, Saint Sébastien et Vitoria. La famille paternelle de Manuel de Irujo est de tradition carliste, tandis que la branche maternelle est libérale ; lui-même s'affilie très jeune au nationalisme basque, dans la Juventud vasca et au PNV à l'âge de 17 ans. Manuel de Irujo est élu député provincial pour la Navarre, puis entre aux Cortes pour le Guipúzcoa en 1931 et 1936. En 1936, il participe à l'organisation de la résistance armée contre les franquistes en Guipúzcoa et il accepte la charge de ministre basque de la République dans le gouvernement de Francisco Largo Caballero en échange du statut d'autonomie du Pays basque présenté aux Cortes le 1<sup>er</sup> octobre 1936.

Nommé ministre sans portefeuille en 1936-1937, il est ministre de la Justice en 1937 dans le gouvernement Negrín formé à Valence, mais il démissionne à la fin de l'année pour marquer sa volonté d'obtenir des garanties d'indépendance pour les tribunaux ; à nouveau ministre sans portefeuille, il se retire encore, par solidarité cette fois avec le ministre catalan dont il appuie les demandes au sujet des droits d'autonomie de la Généralité et pour marquer son désaccord avec des condamnations à mort. Adversaire des juridictions d'exception

---

241. Eugenio IBARZABAL, *Manuel de Irujo*, Zarauz, Erein, 1977, p. 116.

et de la peine de mort, il défend les droits de l'homme dans les circonstances les plus difficiles : il dénonce les actions incontrôlées de certaines patrouilles anarchistes et les procédés policiers des appareils stalinien. Mais, le 1<sup>er</sup> février 1939, lors de l'ultime session des Cortes à Figueras, il exprime au gouvernement Negrin la confiance du PNV pour continuer une guerre que la perte du territoire catalan, pas plus que celle du territoire d'Euzkadi, ne permet de tenir pour terminée. Manuel de Irujo s'exile en Grande-Bretagne en 1939 où il assure la représentation des Basques : en 1941, en l'absence de José Antonio de Aguirre, il organise et préside à Londres un Conseil national basque. Dans l'exil, il occupe le portefeuille au ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Navigation de 1945 à 1947 et celui de la Justice en 1947. Européen convaincu, il est vice-président du Conseil fédéral du Mouvement européen ; il rentre de son long exil en 1977 et est élu sénateur pour la Navarre et député au Parlement basque, jusqu'à sa mort en 1981 <sup>242</sup>. Chrétien convaincu et libéral, ami d'intellectuels catholiques français progressistes, reconnu pour sa droiture et son honnêteté, Manuel de Irujo est l'une des personnalités basques qui représente le mieux la trajectoire du nationalisme basque quasiment depuis ses origines jusqu'à nos jours ; figure singulière, significative de la diversité idéologique de l'Espagne républicaine, il est très certainement l'un de ceux qui est à l'origine du développement d'une conscience antifasciste dans le catholicisme français, notamment au sein de l'équipe de la revue *Esprit* <sup>243</sup>.

L'un des principaux représentants en France des gouvernements républicains de l'exil a été Julio Just, collaborateur de diverses publications de l'opposition extérieure telles que *A.R.D.E., Informaciones parlamentarias, Política* ou *Republica*. Né en 1892 à Valence, ingénieur de formation, député de sa ville

242. Manuel de IRUJO, *Escritos en Alderdi, 1949-1974*, Bilbao, Partido nacionalista vasco, 1981, 2 vol., 370 p. et 350 p.

243. Le groupe des amis espagnols d'*Esprit* est animé pendant la guerre civile par José María Semprún y Gurrea, correspondant de la revue en Espagne et devenu représentant de la République

natale pour le Parti républicain radical en 1931 et pour la Gauche républicaine en 1936, Julio Just est ministre des Travaux publics en 1936-1937. Exilé en France en 1939, il connaît avec sa famille l'errance de nombre de réfugiés et lui-même ou son épouse cherchent à trouver quelque travail pour subsister : Port-Vendres, Marseille, l'Aude, Paris, puis l'exode en juin 1940, Orléans, Bordeaux, Carcassonne, Narbonne. Il est accrédité comme expert auprès de la Légation du Mexique pour s'occuper de l'exécution des accords franco-mexicains du 22 août 1940 ; il est cependant arrêté en février 1941, emprisonné à Folx, dans l'attente que la Cour statue sur la demande d'extradition dont il fait l'objet de la part de l'Espagne pour "assassinats et vols" - le chef d'inculpation de tous les dirigeants républicains dont le gouvernement franquiste souhaite la livraison. Bon orateur, il se défend lui-même lors du procès ; l'extradition n'est pas accordée et il est interné au camp du Vernet jusqu'en 1943 puis assigné à résidence dans le département du Lot, à Limogne, chef-lieu de canton du Causse du même nom, où sa famille résidera quelque temps après la Libération avant de le rejoindre à Paris <sup>244</sup>.

De 1947 à 1976, date de sa mort, il est membre de tous les gouvernements républicains en exil, à l'exception de celui d'Alvaro de Albornoz de 1949 à 1951, et il occupe successivement les portefeuilles de la Défense et de l'Intérieur (1947), de l'Intérieur seul (1947-1949), de l'Action dans l'Intérieur et en exil (1951-1960). Il assume la vice-présidence du gouvernement de nombreuses années (1960-1962 et 1971-1977) et la charge du ministère de l'Émigration et de l'Intérieur de 1962 à 1976. Par les contacts qu'il a su développer avec les gouvernements français, il est l'interlocuteur régulier de ceux-ci ; il travaille à plein temps pour le gouvernement en exil mais il collabore cependant à divers journaux américains (*New Herald*, *Correo de Francia*) et il écrit régulièrement pendant des années dans *La Dépêche du Midi*. Julio Just n'a jamais renoncé à ses

---

à La Haye (Paul et Georgette VIGNAUX, "Églises et chrétiens de France dans la Deuxième Guerre mondiale", *Centre régional d'histoire religieuse*, Université de Lyon II, 28 janvier 1978).

244. Entretien avec sa fille, Alogra de Just, le 26 septembre 1991.

idéaux républicains et il est mort en exil sans être retourné en Espagne, même pendant les quelques mois séparant le décès de Franco du sien ; il symbolise certainement la fidélité de nombre de réfugiés aux institutions républicaines contre lesquelles le général-dictateur s'est rebellé.

Représentatif de ces réfugiés partagés entre deux continents est le cas de Manuel Albar, directeur d'*El Socialista* pendant deux ans, de 1950 à 1952, et collaborateur d'*El Socialista* d'Alger et de *Cuadernos socialistas*. Orphelin de bonne heure, Manuel Albar, né avec le siècle, commence à travailler en 1913 comme apprenti dans une imprimerie de Saragosse ; devenu typographe, il s'affilie à l'UGT dès 1915, connaît la prison sous Primo de Rivera et devient socialiste. En 1928, il s'installe à Madrid où il devient rédacteur au *Socialista* quotidien et il est désigné comme secrétaire de la Commission exécutive du PSOE en 1931. Lorsque Julián Zugazagoitia, directeur d'*El Socialista* de Madrid, devient ministre de l'Intérieur, Manuel Albar lui succède et dirige le journal dans la capitale puis à Barcelone jusqu'à la fin de la guerre civile. Il s'exile au Mexique en juin 1939 à bord de l'*Ipanema* ; il y dirige le journal socialiste *Adelante* et l'organe de la JEL de Mexico, *España*, et il collabore à de nombreuses publications latino-américaines.

Il participe en tant que délégué du groupe socialiste mexicain aux congrès du PSOE tenus à Toulouse en 1946 et en 1950 et il est nommé directeur d'*El Socialista* en 1950 en remplacement d'Andrés Saborit, un des dirigeants les plus importants du parti qui se retire pour raisons de santé et s'installe dès lors en Suisse. Elu à la Commission exécutive du PSOE et de l'UGT, Manuel Albar va résider deux ans à Toulouse et la correspondance qu'il envoie à ses proches est, comme nous l'avons déjà vu, un témoignage précieux sur la vie des dirigeants républicains en exil : mélancolie liée à la séparation d'avec sa famille restée au Mexique, difficultés pour subsister au quotidien, avec un salaire

minime de permanent -avec les problèmes inévitables de logement, de nourriture, de vêtements et d'entretien et avec les recherches -souvent colossales- des façons d'assurer des repas meilleurs et moins chers. Le personnel rétribué du journal mène ainsi la même vie que la majorité des réfugiés ; les militants n'atteignent en général d'ailleurs pas la même élévation de niveau de vie que leurs compatriotes qui parviennent à s'insérer professionnellement. En 1952, Manuel Albar se démet de ses fonctions pour raisons de santé et retourne au Mexique, où il meurt en 1955; il est un exemple de ces militants ouvriers, devenus dirigeants socialistes, qui ont consacré le meilleur de leurs forces à l'action politique et que l'exil a écartelé entre deux continents.

Marqué par sa situation plurinationale et par un exil spécifique qui est celui de l'Algérie, ainsi apparaît l'itinéraire d'une militante socialiste franco-espagnole, l'une des rédactrices d'*El Socialista* d'Alger, Jeanne Posty Petitbrouhaud. Née en 1905, professeur d'anglais, adhérente de la SFIO, elle s'affilie au PSOE quand elle vient vivre en Espagne ; pendant la guerre civile, en octobre 1936, elle est nommée par Francisco Largo Caballero commissaire de colonne. Sa connaissance de nombreuses langues lui donne des tâches spécifiques au sein du PSOE pour lire la presse internationale, en recevoir les représentants et entreprendre un travail de propagande. Elle est nommée au Commissariat général aux armées et assume le secrétariat de Julio Alvarez del Vayo ; victime d'un accident provoqué sur la route de Madrid à Valence, elle est accusée d'avoir donné des directives dépassant ses responsabilités et est incarcérée à la prison de femmes de Valence au printemps 1937. Elle devient ensuite professeur à l'Université de Jaén et quitte l'Espagne à la fin mars 1939 sur le *Stanbrook* depuis le port d'Alicante vers Oran. Jeanne Posty est internée quelque temps au camp de femmes de Ben Chicao, Orléansville, puis assignée en résidence surveillée à Mascara jusqu'en juin 1943. Elle reste en Algérie quelques années, où elle continue de militer au PSOE, dont le secrétaire de la Fédération d'Afrique du Nord est César

Barona et elle écrit de nombreux articles dans *El Socialista* ; non signés, ses articles sont surtout publiés dans la rubrique "De la España de Franco" et témoignent d'un réel effort de lucidité où le refus de critiquer systématiquement le franquisme s'accompagne d'une analyse des responsabilités et des erreurs des républicains. Jeanne Posty quitte l'Algérie en 1948 pour aller vivre en Allemagne avec son second compagnon, Rolf Reventlow, journaliste socialiste allemand, déserteur pendant la Première Guerre mondiale, exilé à partir de 1933, volontaire dans les Brigades internationales et journaliste à *Alger-Soir* après sa sortie du camp de Boghar. Jeanne Posty va dès lors, jusqu'en 1970, enseigner l'espagnol, le français et l'anglais à Munich tout en militant au SPD <sup>245</sup> ; elle est un exemple significatif de ces déplacements intra et extra-européens liés, pour un certain nombre de personnes, au militantisme antifasciste des années 1930.

Une autre personnalité féminine de caractère est la dirigeante de la CNT, Federica Montseny, née en 1905 : elle a, quant à elle, joué un très grand rôle dans l'animation de la presse anarchiste de l'exil, pendant plus de quatre décennies. Elle a, en plus de sa collaboration à des périodiques unitaires comme *L'Espagne républicaine* ou *Cuadernos*, participé à la direction et à la rédaction de la plupart des publications de la CNT apolitique, et en particulier celles de Toulouse : *C.N.T.*, *C'ènit*, *Despertar*, *Espoir*, *A.I.T.*, *Allianza*, *El Mundo al día*, *La Novela ideal*, *Allianza* (ASE). Federica Montseny est la fille de Joan Montseny - Federico Urales- et de Teresa Mafé -Soledad Gustavo-, fondateurs tous deux en 1898 de la fameuse *Revista blanca* créée sur le modèle de la *Revue blanche* et publiée jusqu'en 1905 et de 1923 à 1936 ; elle est également l'épouse de Germinal Esgleas, secrétaire du comité national de la CNT en exil à plusieurs reprises. Dirigeante de la CNT et de la FAI, elle accepte le ministère de la Santé et de l'Assistance sociale de novembre 1936 à mai 1937 dans le gouvernement Caballero, aux côtés de trois autres militants confédéraux : Juan Garcia Oliver à la

---

245. Entretien avec son fils, Pierre Marques, le 29 mars 1991, à qui nous devons la copie des



Justice, Joan Peiró Bellis à l'Industrie et Juan López Sánchez au Commerce. Réfugiée en France, elle est arrêtée en décembre 1941 en même temps que Germinal Esqueas et emprisonnée à Périgueux et à Limoges ; tandis que son mari est incarcéré à la prison Saint Michel de Toulouse, puis condamné à trois ans de détention le 24 septembre 1942 par le tribunal militaire permanent de la 17<sup>e</sup> région militaire pour "actes de nature à nuire à la défense nationale dans une intention d'activité communiste ou anarchiste"<sup>246</sup>, Federica Montseny attend que l'on statue sur la demande d'extradition formulée par l'Espagne. La Cour d'appel de Limoges donne un avis défavorable et elle est assignée à résidence, enceinte, à Salon en Dordogne<sup>247</sup>. A la Libération, elle est l'un des chefs de file de la tendance apolitique de la CNT, élue au Comité national en mai 1945, et Germinal Esqueas, farouche zélateur de l'anarchisme traditionnel opposé à toute collaboration gouvernementale, devient secrétaire général. Auteur de divers ouvrages historiques ou autobiographiques, animatrice de nombreux titres de la presse anarchiste de l'exil, Federica Montseny, de par ses antécédents familiaux et son activité propre représente les divers aspects de l'évolution de l'anarchisme espagnol, confronté à l'élaboration de stratégies par rapport au pouvoir en temps de guerre et de révolution puis dans l'exil.

Le représentant de la génération née dans les années 1920 que nous avons choisi de présenter est José Martínez, fondateur des Editions Ruedo ibérico et rédacteur en chef des *Cuadernos de Ruedo ibérico*. Né en 1921 dans une famille anarcho-sindicaliste, José Martínez milite à la FIJL et, commençant très jeune à travailler, il entre à la CNT. Il se bat dans une colonne anarchiste pendant la guerre civile ; arrêté, il est envoyé du fait de son jeune âge dans une maison de redressement où il reste deux ans et demi. Il entre ensuite dans la clandestinité et

articles de Jeanne Posty

246. AMI, 89/31 Mt 5 liasse 1. Germinal Esqueas incarcéré à la prison militaire de Nontron, ne sera libéré par les FFI des Charentes que le 10 juin 1944 (*Les anarchistes espagnols dans la tourmente, 1639-1945, op. cit.*, p. 92)

sert notamment de contact à Valence pour la FUE clandestine. A la suite d'une nouvelle arrestation, la FIJL décide en 1948 de le faire partir en exil et le nomme membre de sa délégation extérieure ; il en démissionne cependant début 1949. Il est à Paris le dernier secrétaire de la FUE en exil et, tout en gagnant sa vie et avec le secours d'une bourse française, il passe une licence à la Sorbonne, entre chez Larousse puis travaille comme correcteur à l'ONU et aux éditions Hermann <sup>247</sup>. Las des factions de l'exil, il décide de créer une maison d'édition pour faire un travail de réflexion unitaire : elle "démarré sur huit roues", le début du capital de base provient en effet de la vente des automobiles de José Martínez et de Nicolás Sánchez Albornoz, fils de l'historien Claudio Sánchez Albornoz, avec qui il avait milité dans la clandestinité en Espagne <sup>248</sup>. Une SARL "Editions Ruedo Ibérico" se constitue le 28 septembre 1961, elle est domiciliée 27 boulevard Malesherbes et ses locaux se trouvent dans le 4<sup>e</sup> arrondissement, 5 rue Aubriot ; le principal actionnaire est José Martínez et les autres en sont : Elena Romo Baquedano, Ramón Viladas Monsonis, Vicente Girbau, Nicolás Sánchez Albornoz et la gérante en est Madeleine Sinet <sup>249</sup>. José Martínez s'investit pleinement dans cette grande aventure de l'édition et Ruedo Ibérico est essentiellement son œuvre, même si des dissidents du PCE comme Jorge Semprún et Fernando Claudín le rejoignent. La maison d'édition, ouverte aux opposants de toutes sensibilités au système d'idées du franquisme, a eu un impact considérable sur la nouvelle opposition intérieure. Revenu en Espagne au début des années 1980, José Martínez n'y trouve pas les conditions favorables pour poursuivre son travail et, très isolé, il meurt subitement à Madrid en 1986. Trajectoire difficile que celle de José Martínez : il appartient à une génération qui n'a connu de l'Espagne que la guerre, la répression, la clandestinité puis, parfois, comme dans son cas, le retour

---

247. AMI, 89/31 Mj 5, liasse 2. Le gouvernement américain est intervenu en faveur de Federica (AMAÉ, Europe 1939-1945, Vichy, vol. 288, pp. 132-134).

248. AN, INF 936.

249. Nicolás Sánchez Albornoz, "Ruedo Ibérico, un antecedente de la libertad", *El País*, 15 mars 1986, p. 2R.

250. AN, INF 936.

désenchanté dans un pays qui ne correspond pas à ses aspirations politiques, bien qu'il ait contribué à en dessiner les traits actuels.

Un animateur important de la presse de l'exil à ses débuts est Ricardo Gasset, directeur de *L'Espagne républicaine* et de *L'Espagne*. Journaliste à *L'Imparcial* dans les années 1917-1920, avocat, ancien député pour la Galice de l'Unión republicana, sous-secrétaire d'État aux Communications et aux Transports, Ricardo Gasset, sur la personnalité duquel on sait peu de choses, a eu l'excellente idée de déposer une partie de ses archives de directeur de *L'Espagne républicaine* dans des archives publiques, ce qui permet de mieux appréhender le fonctionnement d'un journal unitaire espagnol lors des premières années après la libération de la France <sup>251</sup>. Ce dépôt a, selon toutes probabilités, été effectué au moment où Ricardo Gasset a décidé de rentrer en Espagne à la fin des années 1940 <sup>252</sup>. Ricardo Gasset habite d'abord Montauban où il est président de l'Association des émigrés espagnols du Tarn-et-Garonne amis de la France ; cette association souhaite favoriser l'emploi des Espagnols dans les travaux agricoles de la région de préférence à leur enrôlement dans les CTE et extraire des camps d'internement proches la main d'oeuvre nécessaire aux campagnes environnantes<sup>253</sup>. Il réside ensuite à Toulouse avant de venir à Paris en 1948, mais c'est surtout dans la Haute-Garonne qu'il joue un rôle considérable comme une sorte d'ambassadeur de l'exil républicain en tant que représentant de la JEL du département. Le directeur de *L'Espagne républicaine* reçoit une correspondance abondante et certainement envoie aussi, mais ses propres lettres ne sont pas déposées ; Ricardo Gasset reçoit du courrier des institutions républicaines -du président de la République Diego Martínez Barrio, de divers ministres tel Julio Just-, de la Généralité de Catalogne, de nombreux partis et associations -de l'Unión republicana au Partido republicano federal, de la Cruz roja republicana à

251. AN, 72 AJ 427

252. Son retour s'est certainement effectué en 1949 (*Sagitarie*, n° 16, 1949).

la CNT et des principaux leaders politiques de l'exil -tel Indalecio Prieto. Il est en relation avec les exilés d'Amérique, avec les autres directeurs ou animateurs de publications de l'exil, tels Ignacio Barra lo d'*I.B.E.R.O.*, Antonio Fernández Escobés de *La Novela española*, avec les éditeurs des bulletins de presse spécialisés sur l'Espagne comme *I.D.E.R. Press*, *Agencia Febus* ; ou avec l'*Agencia española de prensa* qui dépend de l'Agence d'édition et de presse dirigée par Yvon Morandat et édite un *Boletín español de información*. Par ailleurs, Ricardo Gasset entretient des rapports réguliers avec les autorités françaises régionales et locales et un certain nombre de personnalités ; Jean Cassou lui écrit en décembre 1944 au sujet de la constitution du Comité d'honneur de l'Association France-Espagne et le directeur de l'Agence France-Presse, Maurice Coquelin, lui demande vers la même date des éclaircissements sur les différends opposant la JEL et l'UNE <sup>254</sup>. Aux yeux de Pierre Degon, directeur du journal toulousain *La République du Sud-Ouest*, Ricardo Gasset passe pour avoir à Paris des amis bien placés, susceptibles de faire octroyer un contingent de papier exceptionnel de six à sept tonnes pour faire face au tirage de *L'Espagne républicaine* <sup>255</sup> ; malgré l'intervention du ministère des Affaires étrangères auprès du Secrétariat d'État à la Présidence du Conseil et à l'Information, la démarche n'aboutit pas tout de suite mais Ricardo Gasset s'engage à recommencer lors de son prochain voyage dans la capitale <sup>256</sup>. Le directeur de *L'Espagne républicaine* est l'exemple même de ces dirigeants républicains qui ont su tisser tout un réseau de relations politiques et personnelles avec des leaders politiques français, ce qui nous amène à nous interroger sur la nature et l'ampleur des liens entretenus par les porte-parole des réfugiés espagnols avec la société française.

---

253. Rapport de l'Association, autorisée le 9 janvier 1940, transmis au ministère de l'Intérieur par Marcel Guerret, député du Tarn-et-Garonne (AN, F 14721).

254. Lettre de Jean Cassou à l'Unión republicana du 16 décembre 1944 ; lettre de Maurice Coquelin du 30 novembre 1944 (AN, 72 AJ 427).

255. Lettre de Pierre Degon du 7 août 1948 (*Ibid.*). *La République du Sud-Ouest* faisant des avances de papier à *L'Espagne républicaine*, elle en a livré 28 tonnes de juin 1945 à la fin juillet 1946 et n'a reçu des bons que pour vingt tonnes ; or *L'Espagne républicaine* consomme mensuellement 1.800 kg de papier alors que le journal français reçoit des bons pour 2.600 kg.

### **3. Le réseau de relations**

La presse de l'exil espagnol est un terrain d'étude privilégié pour tenter de cerner et d'évaluer la nature et l'importance des liens tissés par les réfugiés républicains avec certaines sphères de la société française. Cette presse est en effet le signe tangible des contacts établis avec des personnalités françaises et des solidarités actives manifestées par celles-ci ; elle est la manifestation publique d'un certain nombre de réseaux de relations établis entre ces émigrés et des secteurs de la société d'accueil. Ces réseaux de sociabilité sont basés sur des affinités politiques ou culturelles ; souvent, sur les deux types de liens mêlés. Avant d'étudier plus particulièrement la participation d'auteurs français à la presse de l'exil espagnol, tentons de cerner les liens des réfugiés avec des organisations françaises et de faire un rapide inventaire analytique des associations franco-espagnoles.

#### **a) Les liens des émigrés espagnols avec la société française**

Nous avons vu combien l'Espagne franquiste -par le biais de ses représentants en France et de son gouvernement- observe et, fait fréquemment grief à la France des relations de sympathies établies entre les réfugiés espagnols et des personnalités françaises du monde politique ou culturel. C'est une véritable obsession de la part de l'Espagne officielle que de suivre attentivement et, bien souvent, de dénoncer ce qui n'est que la manifestation d'affinités naturelles entre courants idéologiques identiques dont elle ne peut admettre l'existence. Lorsque les trois grands plus importants partis politiques français de l'après-guerre se reconstituent ou se créent à la Libération, ils apportent tout naturellement -dans la continuation du combat mené conjointement avec de nombreux Espagnols dans la Résistance- un soutien à leurs homologues émigrés : le MRP aux Basques du

---

256. Lettres du 13 mars 1947 et du 14 août 1947 (*Ibid.*).

PNV, la SFIO aux socialistes du PSOE et le PCF aux communistes du PCE et du PSUC ; ces liens de proximité et de solidarité ne sont pas sans expliquer, à l'époque du tripartisme, la condamnation du franquisme par la France au sein des organisations internationales et la fermeture de la frontière franco-espagnole en 1946. Après la rupture du tripartisme, les autorités franquistes attaquent ouvertement les menées communistes et reprochent maintes fois au Quai d'Orsay les marques de sympathie témoignées par le MRP et la SFIO à l'égard des Basques et des socialistes espagnols <sup>257</sup>.

A deux reprises au moins, les ambassadeurs d'Espagne en France envoient à leur gouvernement une description précise des réseaux relationnels des réfugiés républicains : le comte de Casas Rojas en 1955 et José María de Areizua en 1960. Le premier souligne les liens étroits tissés depuis 1937 par les Basques avec les démocrates-chrétiens qui ont créé le MRP après-guerre, notamment Francisque Gay et Georges Bidault, ainsi qu'avec le président d'honneur de ce parti, Marc Sangnier ; il ne manque pas de relever les noms de Jean Cassou, Albert Camus, Jean Rostand et Marcel Bataillon dans le *Suplemento literario de Solidaridad obrera*, de souligner les liens étroits existant entre l'UGT et la CGT-FO et entre les socialistes français et espagnols. Il indique que ces derniers ont joui longtemps de protections à l'Élysée, en la personne du socialiste Vincent Auriol, à la présidence de l'Assemblée nationale avec André Le Troquer, à la Commission des Affaires étrangères avec Daniel Mayer et au ministère de l'Intérieur avec Edouard Depreux et Jules Moch sans tenir compte des concessions, jugées insuffisantes certainement, consenties à Madrid par ce dernier à partir de 1949 <sup>258</sup>. L'ambassadeur espagnol informe également son ministère que les Catalans rencontrent de la sympathie en France mais il estime que leurs

257. Voir chapitre précédent. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 44, 83 et 132.

258. A propos des concessions faites par la France aux autorités espagnols au sujet des réfugiés républicains, l'ambassadeur de France R. de Margerie écrit au Quai d'Orsay le 24 octobre 1961 :

dirigeants en exil n'ont pas pu constituer un noyau solide suffisant pour intéresser une tendance politique française <sup>259</sup>.

Quant au successeur du Comte de Casas Rojas, José María de Arelliza, il brosse cinq ans plus tard un tableau des solidarités françaises envers les réfugiés espagnols ; il annonce en particulier la création en avril 1960 d'un Comité international de solidarité avec l'Espagne (CISAE), lancé à l'initiative du PSU avec des personnalités telles que Manuel Bridier, Jean Cassou, Yvan Craipeau, Jean-Marie Domenach, Pierre Naville, Jean Rous, Laurent Schwartz, Yves Dechezelles et Henry Torres. Il signale que l'on vient d'annoncer la création d'un Comité de défense des catholiques catalans <sup>260</sup> et il ajoute qu' "avec ces deux associations la protection de tous les secteurs de l'opposition à notre régime est organisée en France", ce rappelle-t-il, les communistes peuvent recourir au Comité de défense des victimes du franquisme et les francs-maçons au Grand Orient <sup>261</sup>.

Les réfugiés républicains reçoivent régulièrement, en effet, des marques de sympathie de la part de leurs homologues français ; les exemples sont nombreux et variés, bornons-nous à en citer quelques-uns de particulièrement significatifs <sup>262</sup>. Ainsi, au V<sup>e</sup> congrès du PSOE, tenu à Toulouse du 15 au 18 août 1952, le maire de la ville Raymond Badjou assiste à l'ouverture des travaux, aux côtés du représentant de la SFIO, Georges Brutelle, et de délégués de divers partis socialistes européens. En juin 1953, l'Internationale socialiste organise une manifestation à Charleroi, avec Rodolfo Llopis et Daniel Mayer, pour protester contre les projets d'accords entre Washington et Madrid ; un meeting sur le même

---

"toute concession qui leur est faite perd à leurs yeux son intérêt à partir du moment où elles l'ont obtenue" (AMAF, série Europe 1960-1961, sous-série Espagne, en cours de classement).

259. Rapport du 5 septembre 1955 (AGE, Paquete 155, caja 11.452, expediente 3399/3).

260. O.P.E., n° 2308, 29 juillet 1960.

261. Rapport du 4 août 1960, (AGE, Paquete 155, caja 11.452, expediente 3399/4).

thème, à Bordeaux, le 6 décembre 1953, voit également la participation de l'ex-secrétaire général de la SFIO <sup>263</sup>. Dans un autre registre, les Jeux floraux de la langue catalane, organisés par les partis et associations culturelles catalans, donnent lieu à des cérémonies officielles pour la remise des prix ; ceux de 1952, tenus à Toulouse, se tiennent sous la présidence d'André Marie, ministre de l'Éducation, du maire Raymond Badier, de Josep Irla, le président en exil de la Généralité et de Pablo Casals. Quant au comité de parrainage des Jeux, il comprend Edouard Herriot, François Mauriac, Jean Sarrailh, Marcel Bataillon, Camille Soula, le cardinal Saliège, archevêque de Toulouse, Jean Cassou et Max Rouquette, président de l'Institut d'études occitanes : des intellectuels, des hommes politiques et un homme d'Église connus pour leur soutien apporté à divers titres aux réfugiés, par le biais de l'hispanisme, de l'antifascisme, de l'humanisme chrétien ou du soutien à une culture opprimée, proche de la culture occitane <sup>264</sup>. La commémoration annuelle du 14 avril 1931, jour de la proclamation de la Seconde République espagnole, donne lieu rituellement à une cérémonie dans les locaux du gouvernement républicain en exil, à laquelle assistent nombre de personnalités antifranquistes ; sous la IV<sup>e</sup> République, il se trouve que beaucoup d'entre elles sont au pouvoir, ce qui provoque la hargne des autorités franquistes, et ultérieurement, ce sont les principaux chefs de l'opposition qui se rendent aux invitations des républicains espagnols. Par exemple, en 1959, autour de Diego Martínez Barrio, président en exil de la République espagnole, se pressent notamment Jean Cassou, Paul Bastide, Jacques Duclos, Maurice Thorez, Henry Torres, Daniel Mayer, André Philip et Edouard Depreux <sup>265</sup>. Dernier exemple de ces réseaux relationnels variés qui entourent les exilés républicains et vont de l'extrême-gauche à la démocratie chrétienne, tant il est vrai qu'une grande partie de la classe politique française retrouve des homologues parmi les exilés : la diversité

---

262. Les archives du Quai d'Orsay mais, encore plus celles de l'ambassade d'Espagne en France, conservées à Alcalá de Henares, abondent en rapports très détaillés sur les réseaux de relations des réfugiés espagnols.

263. ADHG, 2692/87.

264. ADHG, 2692/171.



des personnalités qui viennent rendre hommage en mars 1960 à José Antonio de Aguirre, président du gouvernement d'Euzkadi depuis 1936, décédé à Paris. On trouve les amis de longue date des Basques tels Francisque Clay, François Mauriac, président d'honneur de la Ligue internationale des Amis des Basques, Ernest Pezet, secrétaire de cette même ligue, Georges Bidault, Gaston Tessier, président d'honneur de la CFTC, René Lafon, professeur à l'Université de Bordeaux, ou Jean Sarrailh, recteur de l'Université de Paris <sup>265</sup>. A leur tour, les républicains manifestent leur reconnaissance à des personnalités qui les ont particulièrement soutenues, en leur conférant l'Ordre de la Libération de la République espagnole ; cette distinction a notamment été attribuée à Edouard Herriot, Gaston Monnerville, Paul Rivet et Daniel Mayer.

Au-delà des relations entretenues par les chefs de partis, des contacts "à la base" nombreux et suivis entre la grande masse des exilés et les militants de la gauche française ont certainement facilité une rapide intégration des réfugiés espagnols dans des réseaux militants et culturels français. Cette intégration davantage militante et relationnelle que proprement sociale de la première génération a, par ailleurs, très certainement ouvert la voie à la parfaite insertion de la seconde génération dans l'ensemble de la société civile. La solidarité rencontrée par les réfugiés espagnols de la part de leurs homologues français ne se dément pas au long des années de l'exil et revêt, en effet, plusieurs formes : aide politique au niveau national, comme on l'a vu auparavant, mais également aide concrète, "au quotidien", comme le soutien apporté à de nombreuses publications, le prêt de locaux, d'imprimeries ou d'argent. Les exemples sont nombreux de ces liens déclarés entre les réfugiés espagnols et leurs camarades français. Ainsi, c'est Etienne Guillemau, militant de la CNT française, qui assume la direction et la gérance de diverses publications espagnoles, telles

---

265. AGE, Paquete 155, caja 11.452, expediente 3399/3.

266. *Ibid.*

*C.N.T., Cénit, A.I.T. ou CeNIT* ; c'est à ce titre qu'il est poursuivi en 1959-1960 pour la publication dans *Cénit* d'un article jugé injurieux à l'égard du général Franco. Ce sont la CNT française et la SFIO qui prennent sous leur responsabilité les publications anarchistes et socialistes espagnoles après les interdictions de 1961 ; *Le Socialiste* est domicilié cité Malesherbes, au siège de la SFIO, de même celle-ci cède pendant longtemps au PSOE des locaux à Paris et à Toulouse, moyennant un loyer modique. Le siège de la CGT-FO, au 198 avenue du Maine, est non seulement le lieu de publication d'*España obrera*, édité par la centrale entre 1949 et 1952 et dirigé par Arsenio Jimeno, mais il est également celui d'*Acción*, bulletin dirigé par ce même dirigeant socialiste entre 1952 et 1964 ; il abrite aussi *Hispanidad*, bulletin de la FETE en 1951, *U.G.T.* de 1961 à 1970 et *Información salud y cultura* en 1970. Les locaux de l'Union parisienne des syndicats servent à la fabrication de divers bulletins, tandis que ceux de l'ancien CGTU, avenue Mathurin Moreau, sont l'adresse officielle des journaux communistes : *Euzkadi roja* du PC d'Euzkadi, *Lluita* du PSUC et *Mundo obrero* du PCE ; c'est là encore que sont domiciliés les périodiques de la FEREF, *La Voz de los Españoles*, *Voz de España* et *Hispania*, publiés sous l'égide du Comité d'action et de défense des immigrés. C'est au siège de la Fédération des fonctionnaires, rue de Solférino, que sont publiés *Independencia*, la revue culturelle éditée en 1946-1947, *Trabajadores de la enseñanza* de la FETE ou *Frente universitario* de l'Unión federal de estudiantes hispanos. Cette cohabitation avec des militants français dans de mêmes locaux, le travail en commun avec eux, voire dans certains cas, l'intégration dans certaines structures de base des partis et des syndicats -comme les communistes au PCF et à la CGT ou les socialistes à la SFIO et à FO- ne sont pas sans créer des liens.

Les relations politiques, culturelles et amicales de *«* principaux *»* représentants des réfugiés espagnols se trouvent, sous la IV<sup>e</sup> République, dans les plus hautes sphères de l'Etat, de l'administration, de l'Université et du monde littéraire. Ce qui n'a pas été sans influencer, au moins pendant un court laps de temps, sur certaines décisions de la politique extérieure française relatives à l'Espagne ; ce qui explique aussi la tolérance dont a bénéficié l'activité des réfugiés espagnols en France, au moins jusqu'à ce que le poids de la pression internationale et le glissement des gouvernements vers la droite n'induisent des concessions répétées à l'Espagne franquiste. Par ailleurs, la diversité des personnalités qui ont soutenu publiquement, à un moment ou à un autre, les réfugiés espagnols ne fait que souligner le large éventail idéologique du camp "républicain". Quant à la grande majorité des réfugiés, nous ne connaissons pas encore leur degré de participation aux organisations politiques et syndicales françaises, ce qui devrait constituer une étape ultérieure de nos recherches ; la conclusion provisoire est que, même si elle continue à militer préférentiellement dans des organisations espagnoles plutôt que françaises, tant l'urgence du combat antifranquiste est déterminant, elle entretient des relations suivies avec des militants français.

#### **b) Des associations franco-espagnoles**

Sans inclure ici les comités français de solidarité avec l'Espagne, la présentation des principales associations franco-espagnoles permet de concrétiser l'approche des réseaux de sociabilité tissés entre les réfugiés espagnols et divers secteurs de la société française. La première à avoir été constituée, le 16 décembre 1938, est la section française de la Ligue internationale des Amis des Basques (LIAB). Son Comité de secours, présidé par Mgr Mathieu, évêque de Dax, secondé par Jacques Maritain et Claude Bourdet, compte comme membres d'honneur le Cardinal Verdier, Edouard Herriot et Mgr Feltin, archevêque de Bordeaux ; François Mauriac est le président du Comité des Intérêts généraux

d'Euzkadi dont l'objet est de "constituer un centre d'information qui recueillera et fera connaître les problèmes historiques et actuels de l'Euzkadi". Le secrétaire général des deux comités est Ernest Pezet, alors vice-président de la Commission des Affaires étrangères <sup>267</sup> ; Paul Rivet, Philippe Serre, Francisque Gay et Pierre-Henri Toltgen feront également partie du bureau <sup>268</sup>. Voici en quels termes cette association présente "ses buts, ses réalisations et ses espoirs" dans le journal du gouvernement basque en exil, *Euzko Deya (La Voix de Euzkadi. La Voix des Basques)* :



Pourquoi nous sommes amis des Basques.

Dans les années troublées que traverse l'Europe, la France semble avoir été placée au centre du vieux monde ébranlé pour être la généreuse terre d'accueil où les étrangers chassés de leur pays accourent pour fuir la mort et la persécution. De tous côtés sont arrivés chez nous des fugitifs, des proscrits, des bannis... Cependant, parmi ces millions d'êtres humains ruinés et affolés, l'affection des Français s'est plus particulièrement portée sur une catégorie intéressante entre toutes : les Basques.

... C'est à travers les Français d'origine basque que nous avons aimé leurs frères d'Euzkadi. Mais il y a d'autres raisons encore. Nous avons aimé les Basques d'Euzkadi parce que beaucoup parmi nous connaissent, savent leur attachement aux idées démocratiques, aux principes religieux, aux idéaux qui sont ceux de la plupart des Français.

Nous savions que ce petit peuple qui "chante et danse au pied des Pyrénées" fut, pendant la grande guerre, le plus acharné francophile de la péninsule ibérique... Nous savions que des volontaires d'Euzkadi moururent soldats près de nous...

Deux ans sont passés depuis le grand exode... Deux ans pendant lesquels les Basques ont vécu auprès de nous, de notre vie, pendant lesquels ... nous avons pu les connaître plus pratiquement. Lisez aux pages suivantes de ce journal les témoignages que nous avons recueillis sur eux... *Dignité de vie, goût de l'indépendance, culte de la famille et du foyer, probité, simplicité, gaieté, sentiments religieux et démocratiques*, ce sont les mêmes expressions qui reviennent sous la

267. *Euzko Deya*, n° 161, 21 mai 1939, p. 1.

268. AN, F7 1. 187 : 11NF 936 (lettre du 8 novembre 1954).

plume du poète et du maître pyrénéen, dans la bouche d'un curé et dans celle d'un voltairien <sup>269</sup>.

La section française de la LIAB va dès lors jouer un important rôle de soutien vis-à-vis des Basques : elle apporte notamment l'appui de la démocratie-chrétienne naissante puis organisée au nationalisme basque dans son incarnation majoritaire, le Parti nationaliste basque. Comme nous l'avons vu, c'est la section française de la LIAB qui, après la libération de la France, loue officiellement l'immeuble du 11 avenue Marceau et le met à la disposition du gouvernement basque en exil, jusqu'à ce que l'Espagne franquiste en obtienne la restitution en 1951. D'autres associations se créent après la Deuxième Guerre mondiale, plus éphémères, comme l'Association culturelle franco-espagnole qui publie le bulletin intitulé *Cercle Garcia Lerca* à Casablanca en 1944 et 1945 ou comme la Société française des Amis de la Catalogne qui édite *Canigó* à Toulouse en 1945 après la suspension de *Foc nou* ; un Front franco-espagnol des lettres qui regroupe des écrivains français autour du poète Jacinto-Luis Guereña publie la revue littéraire *Méduse* de 1945 à 1947 ; un cercle franco-espagnol, se crée à Lyon en 1945, sous le patronage du député-maire de la ville, Edouard Herriot, du maire de Villeurbanne, G. Lévy, et du recteur de l'Université, Allix, et publie *Amitié*.

Mais le groupement le plus important est sans contexte l'Association France-Espagne, créée en 1945 avec la participation de personnalités très diverses afin d'apporter une aide aux républicains espagnols et de développer les liens culturels franco-espagnols. Ses premiers présidents en sont Jean Cassou et Paul Eluard, le président d'honneur en est François Mauriac ; les vice-présidents sont Madeleine Braun, Charles d'Aragon et Paul Rivet, et l'on trouve dans le bureau les noms d'Etienne d'Astier de la Vigerie, Gilbert de Chambrun, Roger Codou ou de Paul Bastide. A l'exemple du comité constitué à Rodez, des comités France-Espagne se créent dans de nombreuses régions, organisés sur le plan local

---

269. *Ibid.* Les mots en italique le sont dans l'original.

et départemental ; ils sont une centaine environ au mois d'avril 1945, situés majoritairement dans le Sud-Ouest où les Espagnols ont participé à la libération de nombreuses villes, mais également dans le Sud-Est (Marseille, Nice...), en Bretagne (Rennes) et dans la région parisienne (Levallois-Perret) <sup>270</sup>. Les comités, où sont représentés les divers partis issus de la Résistance, adoptent une structure fédérative ; de nombreuses publications voient le jour, tels le *Bulletin d'information France-Espagne*, édité par le Comité national, le *Bulletin d'information des Comités France-Espagne*, publié par le Comité de Rodez ; deux bulletins s'intitulent *France-Espagne en 1945*, l'un à Paris et l'autre à Marseille, des *Nouvelles d'Espagne* sont publiées à Paris et le journal *Unión* à Rodez. L'Association France-Espagne, à laquelle adhèrent des autorités municipales ou préfectorales, multiplie les démarches auprès du Quai d'Orsay pour demander la rupture des relations entre les deux pays et intervient pour la défense des opposants emprisonnés en Espagne ; elle envoie, en mai 1945, une délégation dans la péninsule pour enquêter sur les conditions de vie des républicains <sup>271</sup>. Mais, ces dissensions entre le Comité national et des comités locaux, entre Paris et le Sud et, surtout, des divergences politiques et l'influence croissante des communistes, provoquent le départ d'un certain nombre de personnalités (François Mauriac, Jean Cassou...) et la progressive désagrégation de l'association.

Dissoute en février 1940, l'Amicale des volontaires de l'Espagne républicaine qui regroupe les volontaires français qui ont combattu en Espagne pendant la guerre civile soit dans la 4<sup>e</sup> Brigade internationale (la Marseillaise) soit dans l'armée républicaine, se reconstitue en 1945 ; présidée par André Marty, l'AVER est nettement d'inspiration communiste. Une Association des Amis de la République espagnole se crée en juin 1950 pour s'opposer à l'influence de l'Association France-Espagne, où restent alors essentiellement des

---

270. *Bulletin d'information des Comités France-Espagne*, n° du 1<sup>er</sup> au 15 juin 1945.

271. Lettre du 1<sup>er</sup> mai 1945, signée par la secrétaire de l'Association, Alice Ahrweiler (AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 82) ; et *ibid.*, vol. 132.

communistes ; son bureau, présidé par le sénateur Gaston Chazette, comprend des personnalités politiques françaises et espagnoles, telles que Edouard Herriot, alors président de l'Assemblée nationale, Claudius Petit, René Cassin, Yvon Delbos, Pierre Mendès-France, Fernando Valera et Rafael Sánchez Guerra. La création de cette nouvelle association ne manque pas de provoquer des doléances de la part de Madrid <sup>272</sup>. En dehors de ces associations franco-espagnoles, on peut noter que les Amitiés méditerranéennes célèbrent régulièrement les dates anniversaires de la proclamation de la République espagnole ; son programme de 1949 comporte l'aide à Israël et à la République espagnole, considérés comme les meilleurs amis de la France en Méditerranée, et en 1954, les Amitiés méditerranéennes organisent une grande réception en l'honneur de Julio Just, membre du gouvernement en exil<sup>273</sup>.

### c) Participation d'auteurs français à la presse de l'exil

Bien que ce ne soit pas, comme nous venons de le voir, la seule forme de soutien apporté aux républicains espagnols, la participation d'auteurs français à la presse de l'exil est une manifestation significative des réseaux de relations. Dès les débuts de l'exil, la presse espagnole publie des articles d'auteurs français. Dans la première de ces publications, *Euzko Deya*, de nombreux intellectuels catholiques apportent leur soutien aux Basques, de Georges Bernanos et Louis de Maritain à François Mauriac et à Paul Vignaux ; ce dernier, enseignant à l'École pratique des hautes études, futur secrétaire général pendant plus de vingt ans, après guerre, du syndicat de l'Éducation nationale CFTC puis CFDT, prend position dès 1936 contre le franquisme et devient le correspondant à Paris de Manuel de Irujo, ministre basque catholique de Largo Caballero. Avant la guerre mondiale, on voit apparaître la signature d'Albert Bayet dans *Voz de Madrid* ;

272. *Ibid.*, vol. 220.

273. *Ibid.*, vol. 137, et AGE, Paquete 155, caja 11.452, expediente 3399/3.

celui qui est l'un des organisateurs de la nouvelle presse issue de la Résistance<sup>274</sup> et le président de la Fédération nationale de la presse française collabore à *France-Espagne* en 1943, à *l'Heraldo de España* en 1946-1947 et à *Nuestro combate*, l'organe de l'Amicale des Anciens FFI et Résistants espagnols, en 1947, de la même manière qu'il participe à des actes publics organisés par l'UNE, le CADI ou l'Association France-Espagne.

On retrouve dans la presse de l'exil les signatures d'intellectuels, de syndicalistes, d'hommes politiques, de militants anonymes rassemblés par une commune hostilité au franquisme et amenés à cette collaboration par divers biais qui souvent s'entrecroisent : l'antifascisme militant lors de la guerre d'Espagne, la participation à la Résistance et l'intérêt pour la culture hispanique. Socialiste, résistant et attentif à la défense des droits de l'homme, Daniel Mayer collabore au *Socialiste*, publié par les Espagnols avec l'aide de la SFIO après les interdictions de 1961 et à *Acción socialista*, modeste bulletin édité par le PSOE dans la Seine de 1969 à 1975 ; membre du Conseil national de la Résistance en tant que secrétaire général du parti socialiste clandestin, Daniel Mayer, après avoir abandonné le secrétariat du PS à Guy Mollet, a été élu en 1958 à la présidence de la Ligue des droits de l'homme et, en 1977, à celle de la Ligue internationale. En témoignage de reconnaissance, les républicains espagnols ont fait figurer le nom de Daniel Mayer sur le monument érigé à la mémoire des Espagnols victimes du nazisme, particulièrement nombreux à avoir péri dans l'ensemble concentrationnaire de Mauthausen ; ce monument situé dans le cimetière du Père Lachaise, face au Mur des Fédérés, a été inauguré en avril 1969 en présence de Daniel Mayer et des représentants des organisations ouvrières et antifranquistes ainsi que de la Fédération espagnole des déportés et internés politiques (FEDIP)<sup>274</sup>.

---

274. *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 3, janvier-mars 1986, p. 10 ; *La Batalla*, mai 1969.



Issu de l'hispanisme et de l'antifascisme, tel est Marcel Bataillon, collaborateur de *Libertad*, journal de l'Union républicaine, du *Suplemento* de *Boletín de Solidaridad obrera* de la CNT et de *Presencia catalana*, de l'Institut catalan d'art et de culture, membre également du comité d'honneur de l'Ateneo ibéro-americano de Paris ; agrégé d'espagnol, professeur au Collège de France, Marcel Bataillon avait milité à la SFIO vers 1920 et avait présidé la section d'Alger du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes <sup>275</sup>. Le directeur-gérant du Centro de documentación y estudios qui édite à Paris pendant quatre ans, de 1960 à 1964, un *Boletín informativo* où paraissent de nombreuses études sur l'évolution politique, économique et sociale de l'Espagne, est Michel Collinet, ancien socialiste, devenu militant du Parti socialiste ouvrier et paysan ; il entretient dès les années trente des liens étroits avec l'Espagne, particulièrement avec Andrés Nin, dirigeant du POUM, et organise la solidarité avec la République pendant la guerre civile au sein du Comité d'action socialiste pour l'Espagne <sup>276</sup>. Après guerre, il collabore à la prestigieuse revue éditée par la section espagnole du Congrès pour la liberté de la culture, *Cuadernos*. Le Centre de documentation et d'études animé par Michel Collinet dans les années soixante regroupe des exilés de toutes tendances : présidé par Salvador de Madariaga et Julián Gorkín, son comité d'honneur rassemble des intellectuels de prestige comme Pere Bosch Gixera, Pablo Casals, Américo Castro, Jorge Guillén ou Claudio Sánchez Albornoz. En 1965-1966, Michel Collinet sera encore le directeur de la revue *Mañana* qu'il anime avec Julián Gorkín.

De façon ponctuelle, selon le type de publications, l'on trouve également dans la presse de l'exil espagnol d'autres signatures de divers syndicalistes, militants ou hommes politiques de gauche ou d'extrême-gauche et d'intellectuels d'idéologies diverses : de Léon Jouhaux <sup>277</sup> à Eugène Descamps,

---

275. Jean MAITRON, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, op. cit.

276. Jean-Michel BRABANT, *Ibid.*

277. *Acción socialista*.

Guy Mollet, François Mitterrand, Alain Savary <sup>278</sup> ; de René Lamberet <sup>279</sup> et Henri Weber <sup>280</sup> à Charles Bettelheim, Maurice Godellier, Serge Mallet ou François Maspero <sup>281</sup>. Une revue mérite une particulière attention, tant par sa longévité, le nombre et la diversité de ses collaborateurs que par les connexions internationales qu'elle entretient : *Cuadernos* se présente comme la revue de la section espagnole du Congrès pour la liberté de la culture, constitué à Berlin en juin 1950 par des intellectuels de vingt pays dont "l'unique commun dénominateur consiste dans la volonté de défendre le droit de critique et la pensée libre" <sup>282</sup>. Équivalent espagnol de la revue *Preuves*, les *Cuadernos* comptent avec la collaboration d'une pléiade d'écrivains de divers pays, avec une forte représentation de l'Amérique latine. Ils sont dirigés par d'anciens militants du POUM, anti-staliniens convaincus, Julián Gorkin et Ignacio Iglesias. Parmi les auteurs français qui collaborent à *Cuadernos*, on rencontre Raymond Aron, Jean Bloch-Michel, Albert Camus, Claude Couffon, Jean Cassou, Armand Lanoux, André Malraux, Jacques Maritain, Claude Mauriac, Pierre Mendès-France et André Philip.

Les revues culturelles basques *Euzko-Jakintza* et *Gernika* attirent la participation de nombreux universitaires, spécialistes surtout d'ethnologie, d'archéologie ou de linguistique, tels les professeurs Henri Gavel, Georges Lacombe et René Lafon des Universités de Toulouse, Paris et Bordeaux, des représentants du Musée basque de Bayonne, comme Pierre Dop et Philippe Veyrin. La revue culturelle catalane *Per Catalunya* compte en 1945 avec la collaboration de nombreux écrivains français, dont Jean Cassou, Jean Camp, Joe

---

278. *Le Socialiste*.

279. René Lamberet, historien spécialisé dans l'étude du mouvement ouvrier espagnol, a collaboré notamment aux publications anarchistes telles que *A.I.T.*, *Cénil*, *Juvenud lib* etc. Ses archives, déposées à l'Institut français d'histoire sociale sont très riches en publications : la période de la guerre d'Espagne et de l'exil (voir le Corpus).

280. Directeur de *Combate*.

281. Les trois auteurs précédemment cités collaborent aux *Cuadernos de Rueda Ibérico* dont François Maspero est le directeur-gérant.

282. *Cuadernos*, n° 1, mars-mai 1953.

Bousquet, Georges Duhamel, Paul Eluard, Max-Pol Fouchet, Ismaël Girard, Claude Morgan, Jean Paulhan, Jean-Paul Sartre et Pierre Seghers. Et dans le bureau de l'Institut catalan d'art et de culture, l'organisme éditeur de *Presencia catalana* créé en 1952, on retrouve sous le patronage de Mario Roques de l'Institut et de Jean Sarrailh, recteur de l'Université de Paris : Marcel Bataillon, Joseph Calmette, membre de l'Institut, professeur honoraire de l'Université de Toulouse, Jean Camp, écrivain, traducteur de Manuel Azafia et professeur à la Faculté d'Aix-en-Provence, Albert Camus, Jean Cassou, Ismaël Girard, directeur de la revue occitane *Oc* et administrateur de l'Institut d'études occitanes, François Mauriac et Camille Soula, professeur à la Faculté de médecine de Toulouse, médecin personnel de Vincent Auriol...

La diversité des auteurs français qui participent à la presse de l'exil espagnol est donc considérable, mais on ne saurait clore ce développement sans parler plus particulièrement de trois noms que l'on y retrouve constamment : Paul Rivet, Albert Camus et Jean Cassou. Paul Rivet est vice-président de l'Association France-Espagne et il est membre, comme les deux écrivains et le recteur Jean Sarrailh, du comité d'honneur de l'Ateneo ibéro-americano de Paris, créé en 1957 pour combler le vide laissé par la disparition de l'Union des intellectuels espagnols et constituer un lieu de convivialité et de culture. La présence de cet ethnologue, fondateur du Musée de l'Homme, n'a rien d'étonnant dans ces activités : socialiste, Paul Rivet fonde et préside en 1934 avec Alain et Paul Langevin le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes. Il s'intéresse inmanquablement à l'Espagne : il intervient auprès de Negrín pour demander que les droits de la défense soient respectés lors du procès intenté aux dirigeants du POUM arrêtés à Barcelone et, en 1939, il patronne la Commission internationale pour l'aide aux réfugiés espagnols. Initiateur du réseau de Résistance du Musée de l'Homme, il gagne ensuite l'Amérique latine où il devient délégué du comité français de libération nationale et attaché culturel au Mexique pour tout le sous-

continent <sup>283</sup>. Socialisme, antifascisme et connaissance des cultures hispaniques se conjuguent pour expliquer la participation de Paul Rivet aux réseaux de soutien aux républicains espagnols ; d'autant que des rencontres sur le plan scientifique viennent conforter, si besoin était, cette orientation, comme la collaboration avec Pere Bosch Gimpera au sein de l'Union internationale des sciences anthropologiques et ethnologiques. Cette Union est présidée par Paul Rivet et Pere Bosch Gimpera en est le secrétaire ; ce dernier, anthropologue et archéologue, doyen puis recteur de l'Université de Barcelone pendant la Seconde République, vit en exil au Mexique et, pendant quelques années en France, où il est membre de la délégation mexicaine à l'UNESCO.

Quant à Albert Camus, on trouve sa signature dans des publications espagnoles aussi diverses que *Galería*, *La Novela ideal*, *Cénit*, le *Suplemento literario de Solidaridad obrera*, publiés par la CNT, les *Cuadernos du Congrès pour la liberté de la culture* et *Informaciones parlamentarias*, éditées par le groupe interparlementaire de la République espagnole. Les liens d'Albert Camus avec l'Espagne républicaine ont, comme pour Jean Cassou, comme on le verra plus loin, des motivations personnelles, intellectuelles et idéologiques. Sa famille maternelle était composée d'ouvriers agricoles d'origine espagnole, employés dans des fermes algériennes ; dans la mouvance idéologique du Front populaire, Albert Camus a été membre du Comité algérien d'aide au peuple espagnol et on le voit collaborer à diverses publications de l'exil espagnol, célébré à son tour tant par les républicains que par les socialistes et les anarchistes. N'a-t-il pas déclaré en ces termes ce qu'il devait à l'Espagne ?

Amis Espagnols : nous sommes en partie du même sang et j'ai avec votre patrie, avec sa littérature, avec son peuple et avec sa tradition une dette qui ne s'éteindra jamais. Mais j'ai avec vous, dont le malheur et l'adversité n'ont pas pris fin, une autre dette que vous ne connaissez pas et que vous ne pouvez connaître. Dans la

---

283. Nicole RACINE, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, op. cit.

vie d'un écrivain de combat, des sources de ferveur sont nécessaires pour pouvoir lutter contre la dépression dont je vous ai parlée et contre l'épuisement que l'on ressent au cours de la lutte. Vous avez été, vous êtes pour moi une de ces sources et j'ai toujours rencontré sur mon chemin votre amitié active et généreuse. L'Espagne en exil m'a souvent témoigné une gratitude disproportionnée. Les exilés espagnols se sont battus pendant des années et ont accepté ensuite avec orgueil la douleur interminable de l'exil. J'ai seulement écrit qu'ils avaient raison. Et pour cela, uniquement pour cela, depuis des années... Je rencontre l'amitié espagnole, fidèle et loyale, qui m'a aidé à vivre. Et cette amitié, bien qu'elle soit imméritée, est le plus grand orgueil de ma vie... Et cette sorte de considération qui vient d'être attachée à mon nom par l'académie libre d'un pays libre, elle me sera plus facile à accepter si je sais que je peux la mettre à votre service <sup>284</sup>.

En ce qui le concerne, Jean Cassou multiplie les prises de position en faveur des réfugiés espagnols : il est président, avec Paul Eluard, de l'Association France-Espagne ; il est membre du comité de parrainage de l'Amicale des anciens guérilleros espagnols en France, aux côtés de Jacques Chaban-Delmas, Alain Savary, Gilbert de Chambrun, Léo Hamon et Serge Ravanel. Il est président d'honneur du Front franco-espagnol des lettres, éditeur de la revue *Méduse* ; il travaille, en tant que président de l'association France Yougoslavie, avec l'Association de coopération culturelle ibéro-yougoslave qui publie *Amtsiad*. Il est, enfin, membre du comité d'honneur de l'Ateneo ibéro-américain de Paris. Par ailleurs, il collabore à des publications aussi diverses que *L'Espagne républicaine*, *France-Espagne*, *Nouvelles d'Espagne*, *Heraldo de España*, *Ibéria*, *Letras españolas*, *Per Catalunya*, *Cuadernos*, le *Suplemento literario de Solidaridad obrera*, *Le Socialiste* ou *Umbral*. Jean Cassou est persuadé que le public français peu informé de ce qui se passe réellement dans la péninsule, ne manquerait pas d'être touché s'il connaissait la "vérité sur l'état actuel de l'Espagne et les événements qui s'y déroulent" <sup>285</sup>. Né près de Bilbao, de mère andalouse et de père français, Jean Cassou est très attaché à l'Espagne, il écrira lui-même : "Ma

284. Albert CAMUS, "Lo que debo a España", *Solidaridad obrera*, n° 784, 31 mars 1960, pp. 1 et 2, *Cuadernos*, n° 41, mars-avril 1960, pp. 58-59 (allocution prononcée le 22 janvier 1958 dans une réunion des Amitiés méditerranéennes).

285. *Nouvelles d'Espagne*, n° 1, août 1945.

relation aux mystères espagnols s'est donc faite par ma mère, et ceci est bien conforme à ce trait essentiel de l'Espagne qu'est le matriarcat" <sup>286</sup>. C'est en 1924 qu'il fixe son "premier choc avec l'histoire, l'action, la politique" et "c'est un choc espagnol" ; il s'agit de l'arrestation de Miguel de Unamuno dans son Université de Salamanque par le général Primo de Rivera et son exil forcé dans une île des Canaries. Il connaît le philosophe le plus représentatif de la "génération de 1898" lors de son exil parisien et traduira de ses œuvres. Hispaniste enthousiaste, ami de Vicente Blasco Ibañez et de Jorge Guillén, Jean Cassou traduit et commente des œuvres d'auteurs espagnols classiques et contemporains ; il s'intéresse à l'art espagnol ancien et actuel, défend Picasso. Antifasciste convaincu, il s'engage dans le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes et mène son combat comme rédacteur en chef de la revue *Europe* ; il apporte son soutien à la République espagnole pendant la guerre civile et dénonce l'aspect unilatéral de l'application de l'accord de non-intervention <sup>287</sup>. Pendant l'Occupation, il entre dans la Résistance à Paris puis à Toulouse où il côtoie de nombreux combattants espagnols, en tant que responsable de la direction des *Mouvements unis de Résistance* et commissaire clandestin de la République.

Compagnon de route du PCF, Jean Cassou délaisse définitivement ses sympathies communistes au moment de l'affaire yougoslave et on le retrouve, en 1955-1958, avec Albert Camus et Paul Rivet, dans le comité éditeur de *Nueva República*, "journal indépendant" qui milite "pour une nouvelle République". Un dissident du PCE accusé de "titisme", José del Barrio, en est le rédacteur en chef. Ce journal adopte un ton nouveau : il se veut loin des factions politiques, sans obédience d'aucune sorte, même si certains collaborateurs appartiennent à des partis ; *Nueva República* souhaite que se terminent les divergences dans l'émigration, elle aborde le problème de la mission de l'exil et

286. Jean CASSOU, *Une vie pour la liberté*, Paris, Robert Laffont, 1981, p. 1<sup>o</sup>

287. Nicole RACINE, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, op. cit.

celui des nouvelles générations et demande la démission du gouvernement de Gordón Ordás. Significative rencontre dans *Nueva República* que celle de trois des plus actifs défenseurs des réfugiés espagnols, pour poser avec eux des problèmes de fond, à un moment crucial de l'histoire de l'exil. En décembre 1955, Jean Cassou évoque l'aide franquiste apportée par calcul aux nationalistes algériens et marocains et titre à propos de l'émigration espagnole : "Il n'y a qu'une politique possible" :

celle de l'inflexibilité aux principes... l'émigration espagnole n'est pas une puissance qui fait de la politique. Elle est, dans notre univers tellement incohérent, la garante des principes ; elle est une cause sacrée et, selon la célèbre définition de Péguy, elle oppose la mystique à la politique. Aussi n'a-t-elle qu'à suivre intérieurement sa voie, qui est celle de réclamer justice... Dans l'univers où nous sommes, et qui est un univers exclusivement politique où tout marche la tête en bas, où les démocraties mentent, où la République française défend le colonialisme et se fait balouer par Franco et où la démocratie américaine fait risette au même Franco, il n'y a plus qu'une seule voix qui puisse faire entendre une parole de vérité : c'est cette pauvre chimérique Espagne en exil. Et cette parole, elle doit s'obstiner à la répéter aux oreilles les plus dures, celles qui se sont faites rocher d'où nulle eau vive ne jaillira plus... Il n'y a pour les principes, vérité, droit, justice, liberté, qu'à rester ce qu'ils sont : des principes. Et c'est ainsi, et ainsi seulement, qu'ils peuvent inspirer l'action <sup>288</sup>.

## **E. LE CONTENU DE LA PRESSE : APERÇU GÉNÉRAL ET MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE**

Avant d'aborder plus en détail l'étude d'un certain nombre de périodes et de quelques questions importantes dans l'évolution de l'exil espagnol, il apparaît indispensable de préciser de manière globale la nature des différents thèmes d'intérêt de cette presse. Quels sont les sujets abordés de manière récurrente, avec quelle fréquence ou intensité ? Quels sont, au contraire, les

---

<sup>288</sup> *Nueva República*, décembre 1955.

thèmes les moins abordés et ceux qui sont absents ? Peut-on discerner une évolution au long des décennies dans les centres d'intérêt de cette presse ? Par ailleurs, il importe aussi, après avoir esquissé une vue d'ensemble de la presse, au travers de quelques exemples significatifs, d'indiquer comment, dans les limites de l'étude présente, l'analyse du contenu sera abordée.

### **1. Le contenu : omniprésence de l'Espagne**

Dans la presse de l'exil espagnol, il est patent que l'Espagne occupe une place prépondérante ; moyen de cohésion politique et identitaire des réfugiés, instrument de combat extérieur et intérieur, matérialisation de la "question espagnole" auprès des instances politiques et culturelles internationales, cette presse est préoccupée au premier chef par le pays d'origine. Tout ce qui est relatif à l'Espagne y est abordé, avec des approches diverses selon le registre d'expression du périodique : vie politique présente et passée de l'Espagne, questions économiques, luttes sociales et opposition, répression, aspects culturels, histoire, relations diplomatiques et traitement du problème espagnol sur le plan international, mais aussi l'exil républicain à travers le monde ... L'Espagne est donc au cœur de la presse de l'exil tout au long de la période, avec les incidences que l'on sait sur les rapports de la France avec sa voisine d'outre-Pyrénées. En liaison avec cette préoccupation première, l'autre ensemble prépondérant d'articles est relatif, dans les titres de type politique majoritaires en nombre, à la stratégie politique, aux mots d'ordre, à la doctrine, à l'idéologie et à la vie interne des organisations. De leur côté, les commémorations et les évocations historiques, élément décisif de sauvegarde d'une identité nationale, régionale ou partisane, occupent une place importante dans la presse de l'exil.

Enfin, dans une moindre mesure, des questions internationales ou relatives à d'autres pays sont abordées également, avec une attention



particulière portée à l'Amérique latine et à l'Europe, plus spécialement les pays de l'Est, dans la limite que constitue la non-ingérence obligée dans les relations extérieures de la France. En effet, les éditeurs de journaux s'engagent, au moment de la demande d'autorisation de publication, à ne pas traiter d'affaires politiques ou économiques se référant à la politique intérieure ou extérieure de la France, ni d'événements militaires <sup>289</sup> ; de même, ils ne doivent pas

tolérer dans les articles publiés... aucune ingérence dans la politique intérieure française ni dans les rapports du gouvernement français avec les gouvernements étrangers <sup>290</sup>.

On ne trouve donc dans la presse de l'exil aucun article concernant l'actualité française ; la France n'est évoquée qu'au travers de références historiques -le plus souvent celles des Lumières et des droits de l'homme- et par le biais de de sa culture. Exemple parmi d'autres, significatif cependant de cette absence : on cherche vainement des évocations des événements de mai-juin 1968 dans la presse espagnole, particulièrement dans la presse anarchiste. Ainsi, le journal d'une tendance radicale de la CNT, *El Rebelde*, ne dit mot du mai français ni dans le numéro daté de juillet 1968 ni dans les suivants mais évoque le 19 juillet 1936. Alors que la mouvance anarchiste aurait pu montrer un intérêt pour une crise de société dont certains leaders étudiants reconnaissent l'impact de l'anarchisme espagnol sur leur formation idéologique<sup>291</sup> ; tandis qu'un certain nombre d'idées libertaires sont mises en avant dans les journées de mai, les faits sont passés sous silence par nécessité, seuls quelques bulletins publient des analyses très générales <sup>292</sup>.

---

289. Dossier de *Solidaridad obrera*, déposé par Esteban Navarro et Manuel Freire, ses administrateur et directeur, le 1er mars 1945. (AN, INF 937).

290. Engagement d'Alfonso Ayensa, directeur de *Política*, le 14 mai 1947 (AN, INF 936).

291. Interview de Daniel Cohn-Bendit dans *Mai 68. Les mouvements étudiants en France et dans le monde*, Nanterre, BDIC, 1988, p. 124.

292. Ainsi, la revue *Acción comunista* publie des articles d'Ernest Mandel, dirigeant de la IV<sup>e</sup> Internationale, sur les leçons de mai 68.

Les principaux journaux des grandes organisations présentent généralement des rubriques fixes et régulières ; au-delà des différences dues aux sensibilités politiques et à la conjoncture générale, celles que l'on retrouve toujours d'un groupe à l'autre concernent l'évolution de la situation en Espagne, la vie du mouvement dans l'exil -activités de la direction et des sections locales-, les souscriptions de solidarité -avec l'opposition intérieure et avec le journal lui-même- et les articles liés au souvenir -commémorations et notices nécrologiques. Afin de cerner de plus près les centres d'intérêt de ces publications, nous allons prendre quelques exemples significatifs de la presse politique et culturelle. Etant donnée l'abondance de la presse de type politique, le résultat des études statistiques qui précèdent induit de choisir des titres issus des deux tendances majoritaires de par le nombre de leurs affiliés et de leurs publications, à savoir les anarchistes et les socialistes.

A partir d'une classification thématique des articles pour les quatre années, 1946, 1950, 1955 et 1960, l'on constate dans *Solidaridad obrera* que les centres d'intérêt peuvent se ranger dans six catégories principales : anarchisme, Espagne, culture, mémoire, questions internationales et divers. Près de 60 % des articles se rattachent aux deux premières catégories, l'anarchisme et l'Espagne ; d'emblée, le journal marque son orientation idéologique et l'attention prioritaire accordée au pays d'origine. Parmi les articles relatifs à l'anarchisme, l'on remarque d'une part la prépondérance des textes de réflexion et de pensée théorique, où les auteurs développent l'analyse générale d'un phénomène ou d'un comportement social et où l'on publie des textes des "pères" de l'anarchisme ; d'autre part, l'importance des informations sur la vie interne et les manifestations publiques de la CNT et de la FUJL, notamment au début de l'exil avec les problèmes inhérents à la réorganisation et à la scission confédérale. Face à ces deux pôles qui représentent respectivement plus de 15 % et 12 % de l'ensemble, les articles de stratégie politique proprement dite, appliquée à une situation

concrète, n'occupent que 7 % et s'ils sont nombreux en 1946, ils diminuent considérablement en 1950, pour augmenter à nouveau ensuite, quand d'autres perspectives politiques semblent s'ouvrir. Quant aux articles sur l'AIT et la SIA, ils sont relativement peu nombreux -la CNT en exil est- rappelons-le, la section la plus nombreuse et active de l'Internationale- et consistent essentiellement en informations et comptes rendus sur des camps anarchistes internationaux organisés l'été. Les articles sur la situation intérieure de l'Espagne et les discussions internationales sur le "problème espagnol" concernent près de 17 % des articles ; la répression franquiste, la solidarité avec les victimes, les manifestations de l'opposition intérieure sont suivies avec plus de régularité que les événements ou prises de position concernant l'exil en général.

Un trait caractéristique de *Solidaridad obrera*, et de tous les journaux anarchistes de type politique -sans parler évidemment des publications culturelles de la CNT- est la place notable et régulière de la culture ; cette importance amorce ainsi pour les lecteurs la liaison et le passage possible aux revues entièrement consacrées à la culture. Les articles culturels occupent plus de 12 % sur l'ensemble de la période considérée. Il s'agit, surtout au début, de l'évocation d'artistes de pays et d'époques variés (Mozart, Pasteur, Beethoven, Ibsen, Ravel, Cervantes, Shakespeare...), puis d'études diversifiées et de critiques cinématographiques régulières ; la pédagogie, importante dans la philosophie anarchiste, occupe une place modeste mais constante. L'annonce permanente des livres disponibles à la vente dans la *Biblioteca de Soli* permet d'acheter par correspondance les ouvrages les plus divers. Enfin, la poésie et les narrations courtes sont régulièrement présentes.

Pourcentage annuel des thèmes dans *Solidaridad obrera* 293

Thèmes	1946	1950	1955	1960	Moyenne
Anarchisme :	48,6	18,6	33,4	43,2	35,9
Stratégie CNT	13,3	1,3	4,7	8,7	7
Informations CNT	19,5	5	11,9	12,6	12,2
AIT, SIA	1,8	0,5	1,4	1,2	1,2
Réflexion, pensée théorique	14	11,8	15,4	20,7	15,5
Espagne :	19,9	33,2	21,2	21,3	23,9
Vie politique et économique	6,5	12,8	10,2	11,4	10,2
Situation inter- nationale	7,1	8,7	4,7	5,4	6,5
Exil	2,9	2,2	3,1	2,3	2,6
Répression et solidarité	1,9	8,2	1,4	1,4	3,2
Opposition	1,5	1,3	1,8	0,8	1,4
Culture :	7,2	9,4	22	11	12,4
Études	5	3	14,1	5,6	6,9
Pédagogie	0,7	1,2	0,4	0,4	0,7
<i>Biblioteca Solt</i>	1,5	4,6	4,7	3,4	3,6
Nouvelles, poèmes		0,6	2,7	1,6	1,2
Mémoire :	9,6	11,3	10,7	14,2	11,5
Commémorations et hommages	4,6	3,1	7,2	7,2	5,5
Histoire	5	8,2	3,5	7	6
Questions in- ternationales	2,7	9,2	6,8	8,5	6,8
Divers	12	18,3	5,9	1,8	9,5

Les enjeux de mémoire étant déterminants pour les exilés, les évocations du passé concernent 11,5 % des articles ; ce sont soit des commémorations de dates historiques (Commune de Paris, Premier mai, 19 juillet 1936, bataille de Madrid ...), soit des hommages (à Durruti, Berneri, Ferrer, Miguel Hernández, mais aussi à des militants anonymes), soit des articles historiques (comme "Del jacobinismo a Blanqui" et "Del blanquismo a Marx" de J. García Pradas en 1946). Les articles relatifs aux questions internationales représentent un pourcentage assez faible, 6,8 % en moyenne, mais leur nombre

293. Les années retenues sont espacées de cinq ans, à l'exception de 1946, préférée à 1945, car c'est celle de l'autorisation de publication donc de la normalisation du journal. Le total des articles classifiés est de 3.571.

très réduit en 1946 se stabilise ensuite autour de 8 % ; *Solidaridad obrera* s'intéresse surtout aux pays d'Amérique latine (Argentine notamment, où elle suit l'activité de l'ORA anarchiste, la Federación obrera regional argentina) et aux divers pays de l'Europe centrale et orientale, pour en dénoncer le fonctionnement. Le journal suit également l'activité des libertaires dans divers pays (Yougoslavie, Italie, Allemagne...) Enfin, nous avons regroupé sous la rubrique "divers" à la fois des informations données sous une forme brève, des indications pratiques -type "guide du réfugié"- et des listes de recherche de réfugiés ; ces listes destinées à localiser des exilés dont on est sans nouvelle, si longues dans les publications des premiers mois de l'exil, sont présentes dans *Solidaridad obrera* jusqu'au milieu des années 1950, ce qui témoigne de la mobilité importante de nombre de réfugiés jusqu'à une date avancée.

L'évolution des thèmes de *Solidaridad obrera* dans la longue durée met en évidence la place décroissante des articles liés à l'organisation et à la stratégie, plus nombreux en 1946 quand se posent les exigences de restructuration et de définition d'une ligne politique et moins présents par la suite ; parallèlement pourrait-on dire, quand la CNT se trouve réorganisée et la stratégie moins claire, les textes de réflexion théorique augmentent numériquement du milieu des années 1950 à 1960. L'intérêt pour la situation intérieure de l'Espagne reste constant mais, après 1950, quand le contexte indique le maintien du *statu quo* européen, le journal suit moins les discussions internationales sur le "problème espagnol". Ces manques rédactionnels sont compensés par une place plus grande accordée aux commémorations et aux hommages : la rubrique nécrologique est ainsi très développée en 1960. Quand les perspectives de voir se terminer l'exil s'éloignent et qu'il s'agit essentiellement de maintenir vivants une idéologie et des organisations, des constatations identiques de repli sur la mémoire pourraient être faites pour nombre de publications de l'exil, jusqu'à ce qu'une nouvelle génération

apparaisse sur la scène politique et engendre d'autres modes d'intervention et d'expression.

Autre exemple : dans *El Socialista*, l'on constate que, sur toute la durée de l'existence du journal, de 1944 à 1961, quasiment 90% des thèmes peuvent se classer dans cinq catégories : Espagne, socialisme, questions internationales, mémoire, syndicalisme. La plus abondante concerne l'Espagne et rassemble plus de 39 % des articles, que ceux-ci s'intéressent au pays lui-même, aux discussions internationales relatives à la péninsule, à l'antifranquisme, à la répression ou à l'exil. Viennent ensuite, avec plus de 23 % de l'ensemble, les articles relatifs au PSOE, à la vie du parti et de ses sections, à sa doctrine et à son idéologie, à sa stratégie politique et à ses prises de position anticomunistes soit vis-à-vis du P.C.E. soit par rapport au communisme international au socialisme ; il convient d'y ajouter aussi les textes liés à l'environnement idéologique nature, du PSOE, à savoir les autres partis socialistes et l'Internationale, dont les actions, les prises de position ou la solidarité viennent conforter le parti espagnol. Les articles concernant l'Espagne et le socialisme représentent ainsi à eux seuls environ 62,3% du total : *El Socialista* est bien un journal de parti politique dont la préoccupation dominante est la péninsule. Les questions internationales proprement dites représentent près de 10,5 % des articles, avec un intérêt plus marqué pour l'Amérique latine et, en deuxième lieu, pour l'Europe. La quatrième catégorie d'articles est constituée des commémorations, des hommages et des études historiques, avec 9,5 % de l'ensemble. Enfin, la dernière catégorie d'articles, avec 6,9 % du total, concerne l'UGT, les questions syndicales, les luttes syndicales internationales et la CISL <sup>294</sup>.

---

294. D'après la classification en 21 thèmes effectuée par Carlos et José Martínez Cobo.

Pourcentage annuel des thèmes dans *El Socialista* <sup>295</sup>

Thèmes	1946	1950	1955	1960	Moyenne <sup>296</sup>
<b>Espagne :</b>	<b>39,1</b>	<b>31,9</b>	<b>44,9</b>	<b>44,8</b>	<b>39,2</b>
Vie politique et économique	19,7	16,4	34	31,3	26
Affaires internationales esp.	9	7,1	4,3	3,1	4,4
Antifranquisme	5	6,1	3	2,6	4,2
Répression	1,0	0,2	0,6	5,8	2,3
Exil	3,5	2,1	3	2	2,3
<b>Socialisme :</b> 28,4	<b>35,7</b>	<b>16,4</b>	<b>10,1</b>	<b>23,1</b>	
Stratégie politique	7,5	9,2	0,3	0,4	5,4
Parti	6,1	0,9	3	0,8	1,9
Doctrines et idéologie	4,3	6,7	2	2	3,7
Anticommunisme (PCE)	1,4	0,3	0,6	0,2	0,8
Anticommunisme international	5	11	1,8	0,5	3,8
Partis socialistes	3	7,5	8,2	4,7	6,3
Internationale socialiste	1,1	0,1	0,5	1,5	1,2
<b>Questions Internationales :</b>	<b>10,9</b>	<b>11,1</b>	<b>7,3</b>	<b>6,4</b>	<b>10,4</b>
Relations internationales	9,4	9,4	4,6	1,1	7,2
Amérique latine	1,5	0,8	2,1	4,3	2,1
Europe	-	0,9	0,6	1	1,1
<b>Mémoire :</b>	<b>4,9</b>	<b>10,3</b>	<b>9,6</b>	<b>8,3</b>	<b>9,5</b>
Commémorations et hommages	2	6	6	5	5,4
Histoire	2,9	4,3	3,6	3,3	4,1
<b>Syndicalisme :</b>	<b>4,1</b>	<b>4,4</b>	<b>9,1</b>	<b>9</b>	<b>6,9</b>
UGT	0,9	0,2	0,3	0,4	0,4
Thèmes syndicaux généraux	1,5	1,2	1,5	2,3	1,8
Internationale syndicale	1,2	2,6	7	6,3	4,3
Luttes syndicales internationales	0,5	0,4	0,3	-	0,4

A côté des deux centres d'intérêt primordiaux, deux autres types d'articles viennent apporter leur contribution tant à l'explicitation de la stratégie du parti qu'au maintien d'une mémoire historique, partisane et nationale. Les thèmes

295. Source : Carlos et José MARTINEZ COBO, 1944-1976, *El Socialista... op. cit.*, p. 61.

296. Pourcentage calculé par les deux auteurs cités sur 11.937 articles ; nous avons choisi de reproduire ici les pourcentages correspondant aux mêmes années que pour *Solidaridad obrera*.

syndicaux, relatifs surtout à l'activité de l'UGT, renforcés par les échos en provenance de l'organisation syndicale internationale, représentent l'aspect social et économique du Parti socialiste, tant la liaison de celui-ci avec l'organisation ouvrière est organique ; les commémorations, les articles historiques et les hommages contribuent à sauvegarder une mémoire commune, par le rappel des dates importantes non seulement de l'Espagne républicaine -14 avril 1931, 19 juillet 1936- mais aussi du parti -hommages à Pablo Iglesias, Julián Besteiro ou à Francisco Largo Caballero. Par ailleurs, le journal est bien le moyen privilégié de communication et de cohésion du parti, aussi les rubriques les plus régulières tout au long de l'existence du journal sont-elles relatives à la vie des sections -du PSOE, de l'UGT et des JSE-, aux notices nécrologiques et aux souscriptions financières en faveur du parti, du journal ou des victimes de la répression en Espagne. A côté de cet énorme ensemble relatif à l'Espagne et au parti, les questions internationales n'occupent qu'une portion congrue -un neuvième environ des articles recensés.

Les variations dans le temps des thèmes d'intérêt d'*El Socialista* sont significatives également de l'évolution du contexte général et du parti lui-même. Le nombre d'articles relatifs à l'Espagne ne cesse d'augmenter tout au long de la période, passant de 8 % en 1946 à une moyenne de 34 % de 1955 à 1961. A mesure que les débats internationaux sur le régime franquiste se soldent par la progressive intégration de celui-ci dans le concert des nations, les articles sur le "problème espagnol" au niveau international se raréfient : ils représentent une moyenne de 6 % jusqu'en 1950 et se réduisent à environ 2,4 % après 1955. Parallèlement, les textes sur la stratégie politique du PSOE, sur sa doctrine et son idéologie et sur la vie du parti ne cessent de diminuer en quantité -constituant respectivement 10 %, 6 % et 3,5 % de l'ensemble jusqu'en 1950 et de 1 à 2 % après 1955-, tandis que les commémorations et les hommages se font plus nombreux, oscillant de 2 % en 1946 à 7,5 % en 1954, au plus creux de la phase de



traversée du désert. Comme si, en l'absence de perspective politique, il importait de maintenir envers et contre tout une cohésion basée sur une adhésion commune aux valeurs du passé. Au lendemain de la Libération, le PSOE connaît, en effet, des débats stratégiques intenses : après avoir affirmé la légalité républicaine, il modifie son orientation et accepte de négocier avec les monarchistes, en liaison avec les événements internationaux et sous la pression de l'intérieur. Lorsque la voie s'avère sans issue, il se retrouve sans stratégie de rechange. De même, dans la phase de réorganisation du PSOE, afin d'asseoir l'identité du parti, il est nécessaire de réaffirmer les principes doctrinaux fondateurs ; le problème des dissidences occupe les colonnes du journal jusqu'à ce que la légitimité de la tendance Llopis soit reconnue, face aux partisans de Negrín, par le parti clandestin «dès 1945» et plus tardivement, en 1948, par le COMISCO, organisme qui prélude à la réorganisation de l'Internationale socialiste. Quand les débats stratégiques et les références doctrinales se trouvent sans objet, une fois les perspectives évanouies et la reconnaissance acquise au sein de l'Internationale, le journal se penche de manière plus intensive sur la réalité espagnole ; il commence à recevoir à partir du milieu des années 1950 des informations, des commentaires et des articles en provenance des noyaux de résistance en Espagne. Le journal diffuse ces données et étudie les failles et les injustices du système, afin de contrecarrer la propagande franquiste et faire percevoir les signes internes de la faillite du régime ; par ailleurs, il s'efforce de maintenir la cohésion identitaire en renforçant les évocations du passé <sup>297</sup>.

La comparaison entre deux journaux aussi différents que *Solidaridad obrera* et *El Socialista* montre à l'évidence que la place accordée à leur courant respectif de pensée et à l'Espagne est prioritaire dans les deux cas. La mémoire, même si elle est davantage évoquée dans le journal de la CNT, occupe une place quasi identique dans *El Socialista*, ce qui atteste de son importance

---

<sup>297</sup>. Carlos et José MARTINEZ COBO, 1944-1976, *El Socialista... op. cit.*, pp. 65-67.

décisive pour l'exil tout entier. Les seules différences tiennent à la place de la culture dans l'hédomadaire anarchiste et à celle du syndicalisme dans le journal socialiste : elles soulignent l'importance accordée à la diffusion du savoir par l'anarchisme et au fait que le socialisme espagnol est bicéphale et associe un parti et un syndicat <sup>298</sup>. Autre élément de différenciation : si la CNT est le cœur de l'AIT, le PSOE est rattaché à une Internationale, dont certains partis-membres sont au pouvoir à un moment donné.

Dans un autre registre d'expression, en prenant deux exemples de publications politiques où le culturel tient une place notable, éditées l'une au lendemain de la Libération et l'autre dans les années 1960, voyons quels sont les thèmes d'intérêt dans *L'Espagne républicaine* et dans *Cuadernos de Ruedo Ibérico*. Les deux publications sont certes différentes, l'une animée par des républicains modérés au nom de l'éphémère Junte espagnole de libération, créée en réaction à l'UNE, l'autre par d'anciens militants de la CNT ou du PCE qui avancent un projet révolutionnaire global ; mais toutes deux ont joué à leur époque respective un rôle important, expression de diverses tendances antitotalitaires et lieu de rencontre d'intellectuels d'horizons variés. L'objet également est dissemblable : l'une est un hebdomadaire destiné à illustrer la République espagnole et à renforcer les liens d'amitié avec le pays d'accueil, l'autre est une revue bimestrielle dont l'objectif est d'approfondir l'étude de la nouvelle réalité espagnole. Mais la différence dans la nature des thèmes traités tient peut-être surtout à la période de leur apparition : dans *L'Espagne républicaine*, environ 36,6% des articles s'intéressent à l'Espagne -vie politique et économique, relations extérieures, exil et stratégies des oppositions- et plus de 25 % à la France, à la culture française et à ses rapports avec l'Espagne (rubriques "Parallèle" et "Poetas de España - Poètes de France"). Il s'agit effectivement, au lendemain de la guerre

---

298. Une petite rubrique culturelle existe dans *Le Socialiste* qui succède à *El Socialista* mais elle n'occupe qu'un peu plus de 1,6 % des articles (Carlos et José MARTINEZ COBO, 1944-1976. *El Socialista*, op. cit., p. 82).

mondiale, dans l'espoir que les règlements de l'après-guerre vont entraîner la chute du Caudillo, de montrer la parenté de culture et de civilisation du pays des Lumières avec l'Espagne démocratique, d'étayer le soutien apporté par la France à la lutte contre Franco dans les instances internationales.

Dans *Cuadernos de Ruedo ibérico*, vingt ans plus tard, l'on constate que l'Espagne est présente dans plus de 700 articles, avec d'amples études sur sa vie politique, son économie, ses mouvements sociaux et les programmes à avancer pour mettre en place un régime démocratique ; l'objectif est autre que dans *L'Espagne républicaine* : il s'agit alors de redécouvrir la réalité espagnole après plus de vingt-cinq ans d'exil pour ne plus plaquer des idées préconçues ou de vieux schémas théoriques sur une réalité considérablement différente de celle qu'ont connue les dirigeants des partis de l'exil. Aussi les *Cuadernos de Ruedo ibérico* publient-ils des études approfondies sur les nouvelles données de l'économie espagnole dans plusieurs secteurs, sur l'émergence de mouvements sociaux divers et sur la nouvelle composition du mouvement ouvrier. La réflexion sur la culture, accompagnée de poèmes, de nouvelles et d'illustrations graphiques est l'autre grand pôle d'intérêt : ce sont beaucoup moins des références à la culture espagnole classique, comme dans *L'Espagne républicaine*, qu'une tentative de saisir l'actualité culturelle espagnole contemporaine dans le domaine littéraire et artistique. Les autres pays, enfin, sont davantage présents dans *Cuadernos de Ruedo ibérico* : pas seulement l'Amérique latine traditionnellement suivie dans la presse de l'exil, mais aussi des pays qui sont sur le devant de l'actualité au milieu des années 1960, la Chine, le Viet Nam, et une attention particulière est portée au mouvement ouvrier international.

Pourcentage des thèmes dans les dix premiers numéros de *L'Espagne républicaine* et des *Cuadernos de Ruedo ibérico*<sup>299</sup>

Thèmes	<i>L'Espagne républicaine</i>	<i>Cuadernos de Ruedo ibérico</i>
<b>Espagne :</b>	<b>36,6</b>	<b>64,8</b>
Vie politique et économique	8,3	29,6
Questions sociales		24,3
Affaires internationales	11,7	
Exil	8,9	
Stratégie, réflexion	3,3	10,9
Courrier Espagne	4,4	
<b>France :</b>	<b>11,6</b>	
Culture	2,2	
Hommages	1,7	
Solidarité	2,2	
Roman (en feuilleton)	5,5 <sup>300</sup>	
<b>France/Espagne :</b>	<b>14,4</b>	
Parallèles	5	
Poésie	9,4	
<b>Mémoire :</b>	<b>13,7</b>	
Commémorations	2,2	
Histoire internationale	4,9	
Histoire espagnole	5,5	
Hommages	1,1	
<b>Culture :</b>	<b>5,5</b>	<b>25</b>
Etudes	5	16,7
Poésies	- <sup>301</sup>	4,5
Nouvelles	0,5	3,8
<b>Autres pays :</b>	<b>4,9</b>	<b>10,2</b>
<b>Divers :</b>	<b>13,3<sup>302</sup></b>	

Omniprésence de l'Espagne dans la presse de l'exil et importance des considérations stratégiques et idéologiques ; or, comme l'on connaît par ailleurs le très grand émiettement organisationnel, l'on peut en déduire que les

299. Pour *L'Espagne républicaine*, il s'agit de 180 articles et pour *Cuadernos de Ruedo ibérico* de 156.

300. Il s'agit d'*Histoire d'un concert de 1813* d'Erkman-Chatrian.

301. La poésie est comptabilisée dans la rubrique "France/Espagne", car les poésies des deux pays sont présentées simultanément.

302. Nouvelles brèves, annonces et rubrique "Resumen semana", noticias de prensa".

divergences sont en quelque sorte la raison première de l'existence d'un si grand nombre de publications. La réactivation de la mémoire est également, pendant une longue période, un élément essentiel des écrits diffusés par les réfugiés espagnols. Ces esquisses de comparaison montrent combien il est difficile d'aborder l'étude de contenu de publications aussi nombreuses et multiformes, dont la parution s'étale sur plusieurs décennies et implique au moins deux générations successives ; aussi, dans une perspective historique, la seule approche possible pour tenir compte du contexte international général et de l'évolution de l'Espagne, est-elle chronologique.

## **2. Considérations méthodologiques**

Ce matériau si riche que représente la presse de l'exil, se prête à l'évidence à différents types d'études. Un corpus d'une telle ampleur et d'une telle diversité, tant par le nombre des publications que par la longévité d'un certain nombre d'entre elles et par la variété des registres d'expression, permet de multiples approches disciplinaires, particulièrement dans les domaines littéraire, linguistique, psycho-sociologique, historique ou de la science politique ; il n'est ni dans nos possibilités, ni dans notre propos de les aborder toutes. Avec la claire conscience que d'autres points de vue sont laissés de côté ou à peine évoqués, notre démarche se veut essentiellement historique ; nous allons privilégier deux aspects d'étude pour approfondir la connaissance de l'exil espagnol : les débats et les stratégies qui rendent compte de la vie politico- associative des réfugiés et les cultures liées aux systèmes de représentations.

La période concernée est elle aussi considérable ; elle recouvre plus de trois décennies et relève de conjonctures générales très différentes, aussi l'étude sera-t-elle menée à partir de l'analyse de moments-clés et de questions

spécifiques. Dans chaque cas, des sortes de "mini-corpus" seront constitués, dont nous nous efforcerons de justifier le choix. Pour l'étude d'une période donnée, la délimitation du corpus se fera à partir des titres principaux publiés alors, sélectionnés dans la liste chronologique des publications que nous avons pu établir. Pour une question précise, le corpus sera constitué, sur une certaine durée, en fonction des titres paraissant les mieux adaptés à l'illustrer. Sans prétendre aborder toutes les directions de recherche possibles, la combinaison de ces deux types d'études permet d'allier les approches synchronique et diachronique de la presse de l'exil.

L'analyse du contenu d'un message de presse suppose par ailleurs, pour répondre aux exigences de rigueur de la démarche, la mise en oeuvre d'une méthodologie appropriée. Sans entrer dans le détail des discussions épistémologiques sur les objectifs et les mérites respectifs des approches quantitatives et qualitatives pour l'étude du contenu de la presse, il est clair qu'aujourd'hui ce débat est dépassé et que ces méthodes sont considérées comme complémentaires, car elles n'ont pas le même terrain d'action <sup>303</sup>. On ne s'illusionne plus, en effet, sur la scientificité que représente la quantification d'éléments qui supposent eux-mêmes des choix *a priori* et l'on sait que si l'analyse quantitative peut rendre compte de certains phénomènes et indiquer la fréquence de ce qui est dit, elle est insuffisante pour rendre compte des mécanismes de la presse : elle reste inopérante non seulement pour l'explication, mais plus encore pour faire apparaître le non-dit. Pour l'analyse d'un corpus si vaste, aux registres d'expression si variés, dans le cadre d'une étude qui se veut essentiellement synthétique -laissant délibérément de côté pour des recherches ultérieures des aspects pouvant être développés dans le cadre de monographies-, l'approche sera

---

303. LAUBER - ARDIN, *L'analyse de contenu*, Paris, Presses universitaires de France, 1977, pp. 115 - 116 ; Jacqueline COVO, "El análisis de contenido de la prensa : problemas y métodos", in *La prensa de los siglos XIX y XX. Metodología, ideología e información. Aspectos económicos y tecnológicos*. Edición al cuidado de Carmelo Garitunadía. I Encuentro de Historia de la prensa dirigido por Manuel Tuñón de Lara, Bilbao, Universidad del País vasco, 1986, pp. 131 - 145.

surtout de type qualitatif, même si la quantification peut être occasionnellement utilisée, comme elle l'a été dans l'étude de la typologie de la presse, pour étayer quelques hypothèses.

La presse de l'exil revêt un caractère particulier, dans la mesure où elle est essentiellement une presse "militante", au sens où elle oeuvre pour une cause. Comme toute crise sociale ou révolutionnaire d'importance, la guerre d'Espagne, événement fondateur de l'exil républicain, devenue à son époque même l'un des grands mythes du XX<sup>e</sup> siècle, a été productrice d'imaginaires sociaux, eux-mêmes générateurs de toute une symbolique, or

Les images, glorificatrices ou accusatrices, des événements et des forces en présence se combinent avec les conflits et les stratégies, les éclairent et les occultent à la fois. Les réalités et les expériences révolutionnaires sont très souvent inseparables du mode mythologique selon lequel elles sont vécues <sup>304</sup>.

Et l'on sait que tout objet de discours, outre son message direct, sa référence au réel, peut recevoir des connotations suffisantes pour entrer dans le domaine du mythe et que

Le mythe ne cache rien et il n'affiche rien : il déforme ; le mythe n'est ni un mensonge ni un aveu, c'est une inflexion... [...] le propre du mythe ? C'est de transformer un sens en forme <sup>305</sup>.

Très lucide, l'un des principaux animateurs de la presse de l'exil, Fernando Gómez Peláez, directeur de *Solidaridad obrera* pendant plus de huit ans de 1946 à 1954, fondateur et directeur du *Suplemento literario de Solidaridad obrera*, directeur de *Frente libertario*, note en 1974 à propos des publications anarchistes en exil que nombre d'entre elles

---

304. Bronislaw BACZKO, *Les imaginaires sociaux, Mémoires et espoirs collectifs*, Paris, Payot, p. 47.

305. Roland BARTHES, *Mythologies*, Paris, Le Seuil, 1970, pp. 215 et 217.

par leur caractère épisodique, anecdotique et nostalgique, écrites et confectionnées parfois sans beaucoup de soin, sont déjà passées à l'oubli et il n'est pas probable que le futur historien -si par hasard il les rencontre- leur prête beaucoup d'attention <sup>306</sup>.

Et, surtout, il ajoute que ces publications ne peuvent donner beaucoup d'indications objectives sur la vie interne au MLE ; prendre certaines informations au pied de la lettre risque de faire parvenir à des conclusions erronées car

les périodiques et les bulletins n'offrent quasiment jamais d'éléments suffisants de compréhension ; il faut savoir interpréter autant ce qu'ils disent comme ce qu'ils veulent dire que ce que, délibérément, ils ne veulent pas dire, de sorte que celui qui essaie de dûment s'informer devra faire auparavant -pour ne pas se trouver désorienté- un apprentissage de la "conduite" de ces instruments.

Ces remarques faites à propos de la presse anarchiste sont valables bien entendu pour l'ensemble des autres publications, aussi s'agira-t-il d'étudier l'image que l'exil veut donner de lui-même en analysant le contenu du message que les animateurs de la presse veulent faire passer auprès des réfugiés, de l'opposition intérieure ou de la société française ; tout en essayant de discerner autant que possible les déviations du discours par rapport à la réalité, voire les non-dits. L'attention sera portée sur les préoccupations, les débats et les stratégies politiques affirmées par les exilés, plus que sur l'histoire des organisations et de l'émigration elle-même ; elle sera portée également sur l'expression des cultures de l'exil telles qu'elles sont véhiculées dans la presse.

Ce chapitre sur les caractéristiques principales de la presse de l'exil a permis d'apporter des éléments de réponse aux questions de base que pose

---

306. Fernando GOMEZ PELAEZ, "De Soli a Frente libertario. Publicaciones libertarias en el exilio", in *El movimiento libertario español. Pasado, presente y futuro*, Paris, Ruedo Ibérico, 1974, p. 131 (Suplemento de *Cuadernos de Ruedo Ibérico*).



toute étude de presse, quelle qu'elle soit ; les modes du discours, les registres d'expression, les langues de communication, l'aspect matériel, la périodicité et la durée sont très divers même si l'on constate une prédominance des publications politiques, de la langue espagnole, de l'imprimé, et des hebdomadaires. L'importance de certains tirages montre par ailleurs qu'il ne s'agit pas, à certaines époques, d'un phénomène minoritaire, groupusculaire ou confidentiel, mais que l'aire d'influence de cette presse peut toucher alors des dizaines de milliers de personnes : justification supplémentaire en soi de cette étude. Une grande partie des ressources financières de l'émigration est consacrée à l'édition de publications, ce qui fait de cette activité l'une des plus importantes et permanentes de la communauté, son mode de cohésion privilégié et l'un des éléments déterminants de sa structuration. Les destinataires de cette presse sont essentiellement les réfugiés ; mais la presse de l'exil sert de base et est, si l'on peut dire, le double public et officiel de la presse clandestine diffusée en Espagne et un moyen parmi d'autres, mais pas l'unique, pour toucher les émigrés économiques. Si les éditeurs sont essentiellement des organisations politiques, les auteurs -responsables politiques, militants, intellectuels et artistes- sont les porte-parole de l'exil espagnol : ils constituent les cadres communautaires d'une émigration plus diverse sur le plan sociologique que les vagues qui la précèdent ou la suivent. Quant au contenu de la presse, centré essentiellement sur l'Espagne, les stratégies politiques, la culture et la mémoire des réfugiés, il est le miroir des représentations collectives de l'exil.

L'exil de 1939 est marqué par un fort taux de politisation, ce qui est l'expression de sa différence fondamentale avec les émigrations économiques espagnoles antérieures et postérieures. Si, globalement, malgré la présence d'une élite sociale, numériquement réduite, les exilés républicains ne se distinguent guère sur le plan socio-professionnel des émigrés économiques, cette politisation est un élément essentiel de leur spécificité.

## **DEUXIEME PARTIE**

### **DEBATS ET STRATEGIES POLITIQUES**

## CHAPITRE I

### 1938 - 1944 : D'UNE GUERRE A L'AUTRE

*Rien de tout cela ne nous a fait oublier notre devoir comme patriotes :  
la lutte pour la reconquête de l'Espagne.*

*Reconquista de España, n° 29, février-mars 1944*

Dès les premiers temps de leur exil, les réfugiés espagnols se trouvent confrontés à une série de difficultés liées à l'exode massif, au traumatisme de la défaite, aux conditions de leur accueil et, très vite, au déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale et à l'occupation de la France. Aussi, la presse qu'ils s'obstinent à publier malgré ces difficultés matérielles et morales répond-elle tout autant à un besoin de communication entre membres dispersés d'une même famille, entre militants et sympathisants d'un même courant politique qu'à un début de réorganisation politique et à la nécessité de réaffirmer les idées pour lesquelles ils se sont battus. Mais les circonstances ne permettent pas que cette presse connaisse autre chose qu'un début de structuration et le déclenchement de la guerre mondiale les interrompt plus ou moins rapidement : l'ultime publication existante, *Euzko Deya, La Voix des Basques*, s'interrompt en mai 1940 ; ensuite, à partir du printemps 1941, une presse clandestine fait son apparition. Ces publications de l'époque de l'Occupation, si elles ne peuvent totalement rendre compte de la diversité des engagements, reflètent le degré

réorganisation des différentes tendances politiques et leur implication dans les combats du moment.

## A. LES DEBUTS DE L'EXIL : 1938 -1940

Il nous a semblé indispensable de faire commencer cette première période, limitée chronologiquement dans sa partie finale par l'occupation de la France, avant même la *Retirada*, afin de prendre en compte tant les derniers mois de la guerre civile que le premier exil, celui des Basques, et appréhender ainsi la diversité des préoccupations des réfugiés. Avant de privilégier quelques thèmes spécifiques dans la presse de l'exil espagnol de cette période, il est indispensable de décrire brièvement la tonalité générale du principal hebdomadaire espagnol existant en France au début de l'année 1939, *Voz de Madrid*. Ce journal reflète tout à la fois les nécessités de l'heure -en particulier l'organisation de la solidarité envers les réfugiés- et les profonds clivages sur lesquels s'achève la guerre civile.

Tant que dure la guerre civile, *Voz de Madrid*, éditée à Paris depuis juillet 1938, informe les Espagnols de France sur la situation en Espagne et organise leur solidarité avec les combattants. A la fin de la guerre d'Espagne, *Voz de Madrid* se préoccupe quasi exclusivement de l'arrivée massive des réfugiés sur le sol français : elle s'insurge contre les refoulements de réfugiés vers l'Espagne pratiqués par certaines autorités locales ; elle demande "un référendum juste dans les camps, sans pression d'aucune sorte... et que la décision des réfugiés soit respectée". *Voz de Madrid* fait campagne en faveur du droit d'asile car "envoyer

nos réfugiés à Franco c'est les envoyer à la mort" <sup>1</sup>, et elle appelle à la solidarité les membres de la colonie espagnole :

Sans cesser ! Argent, vivres, lait, vêtements, pour amplifier la solidarité avec les blessés, les mutilés, les camps et les colonies de réfugiés. En avant ! <sup>2</sup>.

Dans *Voz de Madrid*, la Fédération des émigrés espagnols lance un appel pour les réfugiés internés dans les camps afin de recueillir des habits, du savon et des articles de toilette. De longues listes comportant des centaines d'avis de recherche sont publiées dans les colonnes du journal, pour permettre aux familles et aux amis de localiser ceux dont ils ont été séparés au cours de l'exode. *Voz de Madrid* publie également une série d'articles sur les camps d'internement au Midi, elle y décrit les conditions de vie des réfugiés et essaie de savoir qui ils sont. Pour *Voz de Madrid* la guerre civile n'est pas encore terminée en février et mars 1939, aussi est-elle préoccupée du conflit qui mine en Espagne le camp républicain : elle s'en fait l'écho et dénonce violemment le Conseil de défense constitué à Madrid face au gouvernement Negrín ; *Voz de Madrid* se définit comme le porte-parole de la tendance gouvernementale décidée à continuer jusqu'au bout la résistance face aux nationalistes et elle n'hésite pas, le 1<sup>er</sup> avril 1939 -jour où Franco déclare "La guerre est finie"-, à titrer :

Casado, Besteiro, Miaja et compagnie ont consommé leur trahison. D'accord avec Franco, ils livrent la glorieuse ville de Madrid aux envahisseurs de l'Espagne <sup>3</sup>.

---

1. *Voz de Madrid*, n° 38, 1er avril 1939.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

Dans les derniers numéros de *Voz de Madrid*, apparaît toute la violence des divergences et des inimitiés existant au sein du camp républicain et qui vont se poursuivre dans l'émigration ; le Comité central du PCE, seul parti soutenant alors Negrín, publie dans l'hebdomadaire un long communiqué daté du 18 mars où il explique

pourquoi le Conseil de défense n'a pas travaillé pour la paix, mais pour livrer le peuple espagnol...[et il s'adresse] aux ouvriers socialistes et à tous les adhérents de l'UGT, aux ouvriers libertaires et à tous les sympathisants de la CNT. Besteiro et Wenceslao Carrillo ont livré le Parti socialiste au trotskysme contre-révolutionnaire et policier, ils emmènent le glorieux parti de Pablo Iglesias, de González Peña et de Negrín sur le chemin sanglant d'un Noske. Non, le drapeau du PSOE ne peut être taché de sang ouvrier, de sang communiste. Les provocateurs de la FAI et du Parti syndicaliste ne peuvent parler et agir au nom des masses ouvrières de la CNT. Le crime qui consiste à assassiner les communistes pour ouvrir à Franco les portes de l'Espagne n'a rien de commun avec l'idéal libertaire. Ouvriers et soldats de la CNT qui avez lutté avec nous dans des centaines de combats, qui avez mêlé votre sang au nôtre dans la caserne de la Montaña, dans le Madrid de novembre 1936, à Teruel, en Aragon et en Catalogne, ne permettez pas que tombe sur vous la malédiction qui poursuit Caïn, assassin de son frère. Ne permettez pas que tombe sur la CNT la tragique responsabilité historique d'avoir mis fin à la guerre par la trahison, au service de quelques militaires ambitieux et déloyaux, en alliance avec Besteiro, le traître et lâche de toujours, en aidant à préparer l'entrée triomphale à Madrid et au Levant des troupes de Franco, le massacre de révolutionnaires et de travailleurs et la destruction de toutes les conquêtes du peuple que les fascistes ont projetée <sup>4</sup>.

Pour montrer tout à la fois la diversité du "camp républicain" dans l'exil, l'hétérogénéité des motivations idéologiques des réfugiés, l'ampleur des divergences stratégiques et la composition variée de la colonie espagnole, nous avons choisi de privilégier trois thèmes dans la presse espagnole publiée jusqu'à l'occupation de la France : la spécificité basque, la perception des immigrés économiques espagnols par les réfugiés et les prises de position face à la Deuxième Guerre mondiale.

---

4 *Ibid.*

## 1. Spécificité de l'exil basque

Il faut rappeler que, dans le monde catholique espagnol, à part quelques individus, seules deux forces sociales et politiques organisées -de très inégales importances- le Partido nacionalista vasco et l'Unió democràtica de Catalunya, ont pris le parti du gouvernement de la République. C'est dans la plus ancienne des publications de l'exil de la guerre civile que les caractéristiques de l'idéologie du nationalisme basque, véhiculé par le puissant PNV, apparaissent nettement. *Euzko Deya*, organe de la Délégation basque à Paris, se transforme définitivement en 1937, lors de la fin de la guerre au Pays basque, en porte-parole des Basques exilés : le journal entreprend un travail de défense et d'illustration de l'Euzkadi définie comme étant "par essence une démocratie catholique". Comme les Basques sont les premiers exilés de la guerre d'Espagne et que celle-ci n'est pas encore terminée, ils explicitent les raisons qui les ont fait rallier la République : cet aspect est à prendre en compte pour mieux saisir les diverses nuances de la mosaïque composée par l'exil espagnol.

Rafael Picavea, député aux Cortes, homme d'affaires fondateur de nombreuses entreprises minières, bancaires, industrielles et journalistiques en Espagne, est l'un des membres les actifs de la Délégation basque ; *Euzko Deya* se fait l'écho de ses nombreuses conférences, destinées à expliquer les raisons pour lesquelles le Pays basque s'est rangé du côté républicain. Rafael Picavea expose inlassablement la position de l'Euzkadi devant la guerre civile, se défendant de tout pacte avec les "rouges" <sup>5</sup>. Ce travail d'explication est mené tout particulièrement auprès des milieux catholiques français : ainsi, le Foyer de la Paix -Rencontres internationales-, accueille régulièrement le représentant basque ; ce centre est présidé par Marc Sangnier, l'ancien leader du *Sillon* et fondateur de la *Jeune République*, entouré notamment de Francisque Gay, directeur de *L'Aube*. A

---

<sup>5</sup> *Euzko Deya*, n° 2, 3 décembre 1936, p. 3.

ce dernier qui déclare que les catholiques basques "devraient se séparer de l'action conjointe qu'ils mènent avec le Front populaire", Picavea argue de "coïncidence défensive" : les gauches, tout comme les Basques, défendent leurs doctrines respectives contre le fascisme ; il se trouve que les insurgés

ont attaqué les gauches et les nationalistes basques... Nos libertés, les rebelles les nomment "séparatisme", alors que c'est une simple autonomie concédée par la constitution espagnole et dans ce régime réside précisément la plus efficace garantie contre le fantasme du "séparatisme" <sup>6</sup>.

Les jeunes nationalistes basques catholiques déclarent, dans le même esprit, à une Conférence européenne de la jeunesse démocratique antifasciste à Paris :

Nous sommes dans les tranchées avec les antifascistes qui, par leur idéologie, sont loin de notre idéal religieux, d'abord pour nous défendre contre les insurgés et ensuite parce que nous sommes des démocrates <sup>7</sup>.

Rafael Picavea ne manque pas de mettre en valeur la très ancienne tradition démocratique des Basques et leur sens du social qui leur permettent de concilier tradition et progrès ; il souligne le travail "chrétien social" accompli par le gouvernement basque qui a accordé aux travailleurs, depuis longtemps, les avantages octroyés en France par les accords Matignon et, en particulier, la participation des ouvriers aux bénéfices de leurs entreprises. Mais, ajoute-t-il, tandis que le gouvernement basque a fait preuve de "sérénité et de justice", des milliers de Basques et de nombreux prêtres ont été fusillés par les "carlo-fascistes" <sup>8</sup>. Dans la même optique, M. Izaurieta, membre d'Euzkadi-Buru-Batzar, le Conseil suprême du PNV, prononce une conférence à la Salle des Horticulteurs, sur le thème "Comment un parti catholique et un peuple catholique se trouvent-ils en guerre aux côtés du Front populaire ?". L'argumentation tourne autour d'un point essentiel : le peuple basque possède deux traditions anciennes,

6. *Euzko Deya*, n° 8, 24 décembre 1936.

7. *Ibid.*



dans le domaine culturel et sur le terrain de la démocratie. La tradition démocratique basque repose sur le poids prédominant de la famille et le respect de la propriété privée n'exclue pas "la plus large collaboration basée sur la propriété et l'exploitation collectives de grandes étendues de terre". L'Euzkadi ne fait pendant la présente guerre, qu'user de son droit de légitime défense, car

le peuple basque éminemment religieux, éminemment chrétien n'en était pas moins ennemi de toute hypocrisie, de tout pharisaïsme, de toute utilisation de la religion pour des fins basses et matérielles... Ce peuple si original lutte aujourd'hui sur le front contre les militaires rebelles et leurs alliés, les carlistes et les phalangistes espagnols <sup>8</sup>.

*Euzko Deya* dénonce l'argument idéologique selon lequel les nationalistes prétendent mener une "guerre chrétienne" et affirme au contraire que "le triomphe du fascisme ne serait pas le triomphe de l'Eglise" <sup>10</sup> ; le journal met en parallèle contrasté deux attitudes catholiques opposées : celle de l'épiscopat belge pour qui "tout régime dictatorial est détestable" et celle du primat d'Espagne, le cardinal Goma, pour qui "l'aventure militaire espagnole, l'attitude des fascistes... et la trahison des carlistes ... est chose sainte et nécessaire" <sup>11</sup>. *Euzko Deya* s'emploie à publier régulièrement les déclarations de nombreux intellectuels et hommes politiques catholiques -basques, français ou autres européens- qui non seulement apportent un soutien à la cause basque mais justifient pleinement l'engagement résolument pro-républicain des Basques. Parmi les personnalités catholiques basques, l'une des plus marquantes, mise en avant par *Euzko Deya*, est Manuel de Irujo, dirigeant du PNV et ancien ministre de la Justice du gouvernement républicain : il est celui qui a scellé l'union du nationalisme basque avec la République, en acceptant d'être ministre du gouvernement de Madrid en 1936 contre l'octroi du statut d'autonomie au Pays basque. Lors d'une conférence à la Mutualité, présidée par Emmanuel Mounier, directeur d'*Esprit*,

8. *Euzko Deya*, n° 2, 3 décembre 1936, p. 3.

9. *Ibid.*

10. *Euzko Deya*, n° 16, 21 janvier 1937.

José María Semprún y Gurrea, personnalité marquante de l'intelligentsia catholique espagnole et ancien ambassadeur républicain à La Haye, déclare également qu'il est

de coeur avec le peuple, sachant ses défauts, connaissant ses déviations et ses erreurs, connaissant et sachant à la fois l'immense richesse de ses sentiments, la noblesse de ses désirs et le grand abandon et l'injustice -tant dans son aspect moral que matériel- dans lesquels il a été tenu jusqu'à présent.

José María Semprún y Gurrea loue le peuple basque et le Parti nationaliste basque, "profondément catholiques"

qui se sont mis du côté de la légalité constituée, du côté de la démocratie, du côté de la justice qui arrive au peuple... Le clergé basque, modèle de vertu exemplaire sous tous ses aspects, est victime de la persécution des fascistes qui n'ont pas hésité à tacher avec le sang d'hommes consacrés à Dieu leur haine antibasque, bien qu'ils prétendent être les défenseurs de la religion catholique <sup>12</sup>.

De nombreux intellectuels catholiques apportent leur soutien aux Basques dans les colonnes d'*Euzko Deya*, de Georges Bernanos, Jacques Maritain et François Mauriac à Luigi Sturzo et Paul Vignaux. On retrouve la plupart d'entre eux parmi les signataires d'un manifeste "des catholiques français en faveur de l'Espagne martyre" <sup>13</sup> ; la section française de la Ligue internationale des Amis des Basques, créée le 16 décembre 1938, compte dans ses comités directeurs, comme nous l'avons vu, des évêques et des personnalités catholiques de premier plan et elle loue l'immeuble de l'avenue Marceau pour le gouvernement basque en exil <sup>14</sup>.

Les options philosophiques et politiques du nationalisme basque le rattachent à tout le courant de la démocratie chrétienne française et européenne

---

11 *Euzko Deya*, n° 18, 28 janvier 1937.

12. *Euzko Deya*, n° 4, 10 décembre 1936. José María Semprún y Gurrea est le père de Jorge Semprún, né en 1923 (voir notice biographique).

13. *Euzko Deya*, n° 21, 11 février 1937.

14. *Euzko Deya*, n° 161, 21 mai 1939.

en formation qui va connaître son apogée au lendemain de la guerre mondiale. Il est d'ailleurs certain, qu'en retour, le problème basque est pour beaucoup dans la prise de conscience des problèmes politiques de l'heure de la part de certains intellectuels catholiques français. Paul Vignaux, s'interrogeant sur les origines de l'esprit de "résistance" à l'occupant nazi et au régime de Vichy, souligne le rôle international de Luigi Sturzo dans la prise de conscience du péril de fascisation de l'Europe et la manière dont son attitude pose, dans l'émigration antifasciste, le problème de la liberté des catholiques à l'égard de la politique du Vatican ; il met l'accent sur le rôle fondamental joué par la guerre civile espagnole dans le développement d'une conscience antifasciste au sein du catholicisme français. La découverte de la situation religieuse et politique du Pays basque "loyal" à la République et l'action des nationalistes basques qui se déclarent contre le fascisme, ne pouvaient manquer d'inciter les catholiques français à la réflexion. L'exemple de Manuel Irujo, catholique libéral devenu ministre du Front populaire, est pour beaucoup dans cette prise de conscience <sup>15</sup>. La presse basque de l'exil reflète ces relations internationales d'une démocratie-chrétienne naissante qui prend position nettement contre les régimes fascistes.

## 2. Découverte des émigrés économiques

C'est dans *Voz de Madrid* que les immigrés espagnols arrivés en France avant les réfugiés républicains sont pris en compte pour la seule et unique fois. *Voz de Madrid* avait été créée à Paris en pleine guerre civile, en juillet 1938, avec un comité de rédaction et des collaborateurs prestigieux, afin d'associer tous les émigrés espagnols à la lutte pour la défense de la République. *Voz de Madrid* s'adresse prioritairement aux émigrés de longue date et, tout en se défendant d'être l'organe d'aucun parti ni du Front populaire lui-même, elle reprend résolument à

---

15. Paul VIGNAUX, "Guerre civile en Espagne (juillet 1936-mars 1939) et développement d'une conscience antifasciste dans le catholicisme français" (dossiers Paul Vignaux, BDIC), et *Manuel*

son compte les consignes du gouvernement de Juan Negrín<sup>16</sup>. L'un des objectifs de *Voz de Madrid* est de mobiliser les émigrés en faveur de l'Espagne légale, aussi crée-t-elle un Comité national d'aide à l'Espagne habilité à recevoir l'aide humanitaire extérieure, comité qui n'entend pas se substituer aux organisations existantes mais en coordonner l'action<sup>17</sup>. Tant que dure la guerre civile, *Voz de Madrid* publie des comptes rendus des manifestations de solidarité en faveur de l'Espagne républicaine et met en valeur l'aide apportées par les émigrés ; par l'énumération régulière des lieux où des collectes de fonds ont été réalisés, elle donne un large écho aux manifestations concrètes de cette solidarité<sup>18</sup>.

Après avoir, dans l'urgence de la guerre, sollicité le soutien des émigrés pendant plusieurs mois, *Voz de Madrid* ouvre, à partir de la toute fin de l'année 1938, un grand dossier intitulé "Comment vivent les Espagnols en France?". Ces reportages illustrés de nombreuses photos sont signés par Manuel D. Benavides et commencent à paraître dans le numéro du 31 décembre 1938 ; ils se poursuivent sur sept livraisons, jusqu'à la mi-février suivante et ils occupent au moins une page et demi de ce journal de grand format. L'arrivée massive des réfugiés et les nouvelles préoccupations qu'ils suscitent pour le journal empêche la poursuite de la publication de ces reportages, notamment celui sur le département du Rhône prévu pour le numéro du 25 février

Limités à la région parisienne par suite de la précipitation des événements, ces articles constituent cependant la série de reportages, la plus importante sans doute de toute la presse de l'exil, consacrée aux immigrés économiques ; comme si, en ce début d'année 1939, alors que se produit le grand exode de Catalogne, l'urgence s'impose de connaître les Espagnols qui ont précédé

---

*de Irujo, ministre de la République dans la guerre d'Espagne (1936-1939)*, éd. Beauchesne, 1986.

16. *Voz de Madrid*, n° 1, 18 juillet 1938.

17. *Ibid.*, p. 7.

18. *Voz de Madrid*, n° 5, 13 août 1938.

19. *Voz de Madrid*, n° 25 à 31, 31 décembre 1938 au 11 février 1939.

les réfugiés sur le territoire français. Chaque article est consacré à un lieu où l'émigration espagnole "se présente compacte, unie et montre sa signification essentiellement économique" : Aubervilliers, la "zone" de la Porte de Clignancourt et de Saint-Ouen, La Courneuve, Montmartre, Blanc-Mesnil, Les Halles et divers quartiers de Paris et de la banlieue où ils représentent un nombre appréciable (en particulier, les 13<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> arrondissements, Pantin, Issy-les-Moulineaux ou Alfortville). Dans tous les reportages, l'auteur décrit les conditions de vie des immigrés et en interroge quelques-uns sur leurs opinions envers la République ; il essaie de voir comment les événements d'Espagne sont perçus dans l'émigration et il fait le bilan des actions de solidarité entreprises dans ces différents quartiers. La comparaison s'impose nécessairement avec l'exode massif en cours et l'auteur se demande si les réfugiés qui affluent alors vers la France vont connaître un exil permanent comme l'émigration économique.

Il est affirmé dans *Voz de Madrid* que "les paysans de Cáceres ont découvert la civilisation à Aubervilliers" près de 1.700 Espagnols y vivent, dont les trois quarts originaires de cette région et le restant des environs de Zamora, Salamanque ou Valladolid :

Ils sortirent d'Espagne comme ils purent, avec de l'argent prêté ou provenant de la vente de leurs pauvres bœufs -une bête de labour et un mouton- sans savoir lire et sans autres horizons que ceux que leur travail leur volait de ne pas mourir<sup>20</sup>.

Sans qualification, ces Espagnols travaillent comme manoeuvres dans des usines d'engrais chimiques, dans la métallurgie ou dans le bâtiment. Les immigrés arrivés dans les périodes de travail abondant ont pu construire leur habitation -une simple baraque- sur des terrains seulement loués, tant l'espoir du retour en Espagne était vivace ; mais en 1939, 60% des Espagnols d'Aubervilliers sont au chômage. *Voz de Madrid* indique cependant comment ils se sont mobilisés

---

20. *Voz de Madrid*, n° 25, 31 décembre 1938, p. 5.

en faveur de l'Espagne républicaine : collectes de fonds pour les combattants, vivres et vêtements pour les civils et les réfugiés ; seuls ceux qui ont un travail régulier, ou au moins deux ou trois jours par semaine, peuvent donner de l'argent, mais cette contribution représente un sacrifice pour leurs maigres ressources. Les femmes organisent des collectes de vivres et soixante-quatre combattants, dont quarante-trois volontaires, se sont incorporés dans l'armée républicaine ; le journal ne cache pas cependant qu'un plébiscite indiquerait l'adhésion d'environ 7% des immigrés de ce quartier au camp nationaliste <sup>21</sup>.

La situation économique des quatre cents déshérités de Saint-Ouen est pire, marquée par un fort chômage -95% selon le journal ; malgré cela, l'avènement de la République a, selon *Voz de Madrid*, changé les mentalités :

Avant, chacun vivait refermé sur lui-même. Maintenant, ils constituent une grande famille. Avant... les Espagnols luttaient isolés et, pour tous, l'Espagne était un enfer de misère, de persécutions et d'ignorance qu'ils avaient dû fuir. Les années apportaient parfois un renouveau d'illusions : le 14 avril 1931, octobre 1934, février 1936... A ces dates les Espagnols se regardaient dans les yeux et parlaient de l'Espagne. Puis, venaient les parenthèses pratiques dans lesquelles l'histoire retournait vers la honte, et les Espagnols ne se consacraient à nouveau plus. Jusqu'à ce que juillet 1936 remue leurs entrailles et convertisse les paysans émigrés en créatures historiques et universelles, et les Espagnols émigrés reconnurent ce qu'il y avait d'essence espagnole en eux et ils se sentirent de nouveau unis... <sup>22</sup>.

*Voz de Madrid* indique que sur les quatre-vingt-quatre familles de Saint-Ouen, la majorité verse régulièrement une cotisation pour l'Espagne républicaine ; quarante volontaires et six mobilisés sont partis pour l'Espagne et les femmes trouvent aussi le moyen de collecter des vêtements. Ce sont des baraques moins urbanisées encore -des cabanes branlantes faites de matériaux de démolition- qui abritent les cent cinquante familles de la "zone" qui s'étend autour de la porte de Clignancourt ; les Espagnols se trouvent mêlés ici à d'autres

---

21. *Ibid.*

22. *Voz de Madrid*, n° 26, 7 janvier 1939.

immigrés, italiens, allemands, autrichiens, tchèques, polonais ou portugais et le chômage atteint 60% des adultes. De la "zone", vingt-deux volontaires et quatre mobilisés sont partis pour l'Espagne républicaine ; dix-neuf Portugais se sont engagés dans les Brigades internationales. *Voz de Madrid* poursuit son enquête auprès des Espagnols de la Courneuve ou de Drancy et ceux de la banlieue Ouest, de Levallois-Perret à Colombes et Courbevoie ; originaires des régions de Santander ou de Salamanque, ces émigrés n'ont pas tous la chance des ouvriers coordonniers de León ou de Valladolid embauchés dans les fabriques de chaussures du 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris et sont durement frappés par le chômage. L'aide à l'Espagne républicaine n'est cependant pas absente.

Mêmes constatations dans la banlieue Sud, autour de Vitry et de Choisy-le-Roi ; ou à Blanc-Mesnil, où les femmes occupent les fonctions principales du Comité local de défense de l'Espagne républicaine. Ce comité est actif malgré les menaces de perdre les maisons construites à crédit qui pèsent sur quelque cent quatre-vingt familles, originaires d'Estrémadure, d'Andalousie et de Castille, frappées par le chômage. La situation et les réactions semblent identiques à Pantin, à la Porte de la Villette ou dans le 19<sup>e</sup> arrondissement, à Issy-les-Moulineaux ou à Alfortville. Aux Halles de Paris, où travaillent de nombreux Espagnols -un millier ou plus, le journal ne peut préciser-, il y a d'une part les commerçants, regroupés dans l'Unión frutera, qui vivent de l'importation des oranges de Valence et de Murcie, des bananes des Canaries ou des amandes de Tarragone ; d'autre part, les employés, directement recrutés par ces commerçants dans les campagnes du Levant ont été attirés par les salaires relativement élevés d'un travail pénible. Si l'Unión frutera est devenue franquiste, beaucoup d'employés sont républicains, même s'ils doivent cacher leurs opinions à leurs patrons. Même les Espagnols de Montmartre -chausseurs de luxe, commerçants de la rue Lepic- et surtout la centaine d'artistes qui travaillent dans le quartier -danseuses, guitaristes, musiciens, gens du cirque et barmans-, s'ils affichent un

désintéressés pour la politique et se retrouvent plus d'un à excuser les rebelles, disent éprouver de la haine pour les envahisseurs allemands et italiens.

Le ton du chroniqueur de *Voz de Madrid*, Manuel Benavides, est tour à tour descriptif et informatif, ironique et philosophe avec les Espagnols indifférents ou hostiles à la République, chaleureux et ému avec les émigrés pauvres qui cotisent volontairement pour la République en dépit de leurs difficultés économiques. L'ensemble des articles constitue une description large et vivante de la colonie espagnole de la région parisienne en 1939 ; le reportage est lié, tant que la guerre n'est pas finie, à la défense d'une cause partagée semble-t-il avec un grand nombre d'émigrés : une majeure partie des Espagnols ont quitté leur pays pour échapper à la misère et ont trouvé avec la République, selon *Voz de Madrid*, des raisons d'espérer et ils se sont sentis concernés par sa défense -offrant leur sang et leur argent. Si l'on ne trouve plus par la suite dans la presse de l'exil d'enquêtes de ce type sur la vie des immigrants économiques installés en France avant les réfugiés de la guerre civile, c'est probablement parce qu'il n'y a plus d'objectif commun précis et immédiat à poursuivre ensemble. Mais peut-être aussi parce que cette presse n'éprouve pas le besoin de parler d'un groupe dans lequel dans lequel les réfugiés se sont largement fondus, un groupe qui ne semble pas fondamentalement différent de celui auquel ils appartiennent : venus de milieux pourtant plus diversifiés que leurs prédécesseurs -même si, globalement, les catégories socio-professionnelles non spécialisées y sont également majoritaires-, les réfugiés de 1939 se trouvent confrontés de la même manière à des problèmes de survie économique. Du fait de l'action solidaire en faveur de la République menée de France par les immigrants espagnols installés de plus longue date, les exilés de la guerre civile ont souvent rencontré de l'aide auprès de leurs compatriotes <sup>23</sup>. La Fédération régionale des comités d'action antifasciste de

---

23. Solidarité menée non seulement de France mais aussi en Espagne même, comme les engagements dans l'armée républicaine ou dans les Brigades internationales en témoignent. Alors qu'environ 10% de l'ensemble des militants présents dans le *Dictionnaire biographique du*



langue espagnole du Rhône, créée en 1936 pour développer une activité de solidarité des émigrés espagnols de cette région envers la République espagnole, est là pour en témoigner ; animée notamment par le leader anarchiste Manuel Buenacasa et composée de vingt et un comités locaux, elle a récolté des sommes importantes pour les combattants et leurs familles <sup>24</sup>. L'attitude des réfugiés républicains ne sera pas la même face à la grande vague d'émigration économique des années 1960 : devant le caractère si différent de ces nouveaux émigrés, ils devront s'interroger sur la signification du phénomène et trouver un mode de communication approprié à des mentalités modelées par un environnement et une expérience historique tant dissemblables des leurs.

### 3. Prises de positions face à la guerre mondiale

Les structures institutionnelles et partisans espagnoles sont éclatées au sortir de la guerre civile. Le jour même où il apprend la reconnaissance du gouvernement de Franco par l'Angleterre et la France, le 27 février 1939, le président de la République, Manuel Azaña, présente sa démission au président des Cortes, Diego Martínez Barrio ; ce dernier, au lieu d'accepter d'assumer la présidence de la République par intérim comme le prévoit la constitution espagnole de 1931, conditionne son accord à une consultation préalable de Juan Negrín retourné dans la zone Centre-Sud. Preuve du caractère fallacieux du prétexte, Diego Martínez Barrio quitte peu après la présidence des Cortes, occupée provisoirement par le premier vice-président, Luis Fernández Clérigo. De son côté, avec une légitimité plus ou moins discutée par la Commission permanente des Cortes, le gouvernement Negrín entend assumer la représentation de la légalité

---

*mouvement ouvrier français* de Jean Maitron (IV<sup>e</sup> partie : 1914-1939, *De la Première à la Deuxième Guerre mondiale*) s'engagent pour défendre la République espagnole, plus de la moitié des militants espagnols -ou d'origine espagnole- répertoriés se portent volontaires (Geneviève DREYFUS-ARMAND, "Les Espagnols dans le *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français*", communication présentée au colloque *Les dictionnaires biographiques du mouvement ouvrier : lectures, exploitation, apports à l'historiographie*, Paris, 22-24 novembre 1993).

républicaine dans l'exil ; après avoir quitté Paris pour Bordeaux deux jours avant l'entrée des Allemands dans la capitale Juan Negrín gagne Londres le jour même de l'armistice. Du fait de la démission des plus hauts représentants de la République espagnole, de la légalité controversée du gouvernement Negrín, les institutions républicaines apparaissent complètement désagrégées dès les premiers jours de l'exil. Le gouvernement de la Généralité, constitué à Barcelone en juin 1937, se trouve quant à lui autodissous ou inexistant dès mars 1939 : il reste en effet en sommeil de par la volonté de Josep Tarradellas, secrétaire général du parti majoritaire, l'Esquerra republicana de Catalunya. Celui-ci considère que le Front populaire est rompu et souhaite marginaliser le PSUC. Le président de la Généralité, Lluís Companys, désigne tardivement, en avril 1940, un Conseil destiné à remplacer le gouvernement ; mais ce sera à Londres qu'un Conseil national de Catalogne, présidé par Carles Pi i Sunyer, assumera la continuité des institutions catalanes pendant la guerre, surtout après l'exécution de Companys en octobre 1940 <sup>24</sup>. Le gouvernement d'Euzkadí se trouvera, quant à lui, sans direction pendant l'odyssée invraisemblable de son président, José Antonio de Aguirre : bloqué en Belgique en mai 1940, il réussira à gagner la Suède puis l'Amérique en passant par Berlin ; c'est à Londres également qu'un Conseil national basque, présidé par Manuel de Irujo, assurera la représentation de l'Euzkadí.

Du fait des diverses réémigrations de nombreux responsables vers l'Angleterre et l'Amérique latine, le centre de gravité politique de l'émigration républicaine se trouve placé essentiellement à Londres ou à Mexico pendant la Deuxième Guerre mondiale. Au cours des quelques mois qui séparent la *Retirada* du déclenchement de la guerre puis de l'occupation de la France, les partis politiques espagnols n'ont guère le temps de se réorganiser dans l'Hexagone, à

---

24. Voir dans le Corpus à *Solidaridad. Organo de "Solidarité espagnole"*.

25. Daniel DIAZ ESCULIES, *El catalanisme polític a l'exili (1939-1945)*, Barcelone, éditions de La Magrana, 1991, 234 p.

l'exception du PCE et du PSUC, et, dans une mesure moindre de la CNT et du POUM. La cohésion idéologique des partis communistes leur permet de surmonter plus facilement les difficultés de la débâcle et ils bénéficient par ailleurs de l'aide du PCF ; mais ils vont se trouver privés rapidement de leurs cadres dirigeants : la direction du PCE s'installe à Moscou -notamment Dolores Ibarruri, Enrique Lister, Juan Modesto, Vicente Uribe, Valentín González dit "El Campesino"- et d'autres leaders partent pour le Mexique et l'Argentine. L'interdiction du parti entraîne un nouvel internement dans les camps des responsables restants. Pour être interdite aussitôt que publiée -c'est le cas de *Treball*, de *Solidarité* ou de *Midi* publiés par le PSUC à l'hiver et au printemps 1939-, ou pour ne pas être encore parue, comme c'est le cas pour le PCE, la presse communiste ne reflète guère la stratégie suivie par les communistes espagnols vis-à-vis de la guerre mondiale ; mais celle-ci ne diffère pas de celle qui a été définie par l'Internationale. Le schéma est connu et il suffit de rappeler les étapes principales : quelques semaines après le Pacte germano-soviétique, la guerre devient une guerre inter-impérialiste, à laquelle les masses ouvrières n'ont rien à gagner ; la priorité est donc à la lutte contre sa propre bourgeoisie. Santiago Carrillo résume l'opinion de la direction du PCE, sinon de sa base, quand il écrit plus tard :

Pour un communiste espagnol, à l'époque, [le Pacte germano-soviétique] n'a soulevé aucune difficulté ; pas seulement à cause de notre confiance inconditionnelle en Staline mais surtout parce que nous sortions de l'Espagne remplis de haine pour ces puissances dites "démocratiques" européennes qui nous avaient trahis, qui nous avaient vendus. Parce que c'est à cause de ces puissances que nous avons perdu la guerre... <sup>26</sup>.

Les anarchistes, soutenus par leurs homologues français et par Solidarité internationale antifasciste, ont le sentiment d'avoir perdu, en plus de la guerre, leur identité sociale, en quittant l'unique lieu où leur action politique et

---

26. Santiago Carrillo, *Demain l'Espagne. Entretiens avec Régis Debray et Max Gallo*, Paris, Le Seuil, 1974, p. 75.

culturelle avait revêtu un sens et eu des incidences directes sur les événements et l'histoire <sup>27</sup>. Vers la fin de février ou au début de mars 1939, des dirigeants anarchistes, réunis à Perpignan, décident de fondre les comités directeurs de la FAI, de la CNT et de la FIJL, en un Conseil du mouvement libertaire, dont font partie notamment Mariano Vázquez, Germinal de Sousa, Germinal Esgleas et Federica Montseny. Mariano Vázquez assume le secrétariat et, après sa mort accidentelle pendant l'été 1939, il sera confié à Germinal Esgleas, mari de Federica Montseny. Ce Conseil reconnaît le Conseil de défense constitué à Madrid; il fonctionnera jusqu'à l'occupation de la France, mais la plupart des responsables seront internés au Vernet et les militants dispersés. Déjà, deux grandes tendances se font jour au sein de la CNT : celle qui impute les revers révolutionnaires à l'abandon des principes anarchistes et celle qui considère, au contraire, que la CNT a été entravée par des scrupules idéologiques <sup>28</sup>.

En 1939, deux publications qui ne se revendiquent pas explicitement de la CNT, mais sont indéniablement animées par des anarchistes, adoptent des positions très nettes par rapport à la guerre mondiale : *España expatriada*, à Orléans, et *Democracia* à Paris. Le premier journal, dans ce qui est probablement son dernier numéro, fin août 1939, craint que la signature du Pacte germano-soviétique "puisse rompre tout l'équilibre européen" et affirme en première page :

Présents ! Pour le front de la paix et de la démocratie. Dans ces moments dramatiques où se décide le sort de l'Europe, notre devoir comme antifascistes nous oblige à parler et à fixer des positions. Notre position ne date pas d'aujourd'hui ni d'hier. Conséquent dans les principes démocratiques de notre République et dans les postulats antifascistes de notre lutte, le peuple espagnol se trouve là où son idéologie le place. Le Front de la Paix et de la Démocratie est notre

27. Octavio ALBEROLA, "Les organisations politiques et syndicales antifascistes espagnoles en exil (1939-1945). Les libertaires espagnols dans la tourmente", in *Plages d'exil... op. cit.*, pp. 175-183.

28. César M. LORENZO, *Les anarchistes espagnols et le pouvoir, 1868-1969*, Paris, Le Seuil, 1969, pp. 333-336.

er ceigne et notre étendard. Dans ces moments décisifs pour le sort de l'Europe, nous, les antifascistes espagnols disons aux démocraties : présents ! Vous avez près de vous un peuple qui a lutté pour la liberté et qui continuera la lutte jusqu'à ce qu'on arrive à abattre le fascisme, qui n'est qu'une tyrannie <sup>29</sup>.

Quant au premier numéro de *Democracia*, daté du 2 septembre 1939, il titre "Les démocrates du monde debout contre les totalitarismes!" et s'adresse ainsi à ceux qui acceptent le Pacte germano-soviétique :

L'unique service : conseil aux bolcheviques espagnols. Nombreux sont les comptes que les antifascistes espagnols ont à régler avec le Parti communiste espagnol... Avec le bolchevisme soviétique, nous sommes dans le même cas... Le pacte bolcho-fasciste crée une situation d'incompatibilité entre les communistes et les antifascistes espagnols à moins que ceux-ci ne désapprouvent publiquement et sincèrement le pacte... Aussi, invitons-nous les communistes espagnols à démissionner de leurs représentations dans tous les organes de relations politique et administrative des Espagnols résidant en France... Ce serait l'unique service réel qu'ils auraient rendu à la cause de l'Espagne et principalement à celle des émigrés<sup>30</sup>.

*Democracia* ne cesse dans ses numéros suivants de dénoncer le Pacte germano-soviétique et "la funeste intervention de Moscou en Espagne [qui] voulait convertir l'Espagne en une colonie de la Russie" ; face au conflit mondial, la position est claire :

... nous nous sentons amis et défenseurs des démocraties... Le lien qui unit encore notre destin espagnol à celui du monde n'est pas autre chose que le lien démocratique... Nous sommes ainsi au service réciproque de toutes les démocraties et principalement de celles comme la France, avec laquelle nous aspirons à collaborer quand l'Espagne recouvrera à nouveau la plénitude de son destin.

Personne comme les Espagnols n'a été victime des erreurs des démocraties... Pour cela précisément, nous croyons que personne comme nous, les Espagnols rejetés d'Espagne, ne mérite la considération de ceux qui n'ont pas su ou pas voulu agir conformément aux principes qu'il faut sauver... Un Espagnol antitotalitaire est avec la France et l'Angleterre face à Mussolini ou Hitler, là-bas et ici <sup>31</sup>.

---

29. *España expatriada*, deuxième époque, n° 7, 26 août 1939.

30. *Democracia*, n° 1, 2 septembre 1939, p. 5.

31. *Ibid.*

Le PSOE quant à lui, divisé aussi en plusieurs tendances dès le début des années 1930 entre partisans de Julián Besteiro, de Francisco Largo Caballero, d'Indalecio Prieto, puis de Negrín, a vu ses dissensions internes se creuser au cours de la guerre civile. Il arrive en exil éclaté sur le plan organisationnel et des litiges existent sur la légitimité de sa direction : deux, presque trois, commissions exécutives revendiquent la représentation du parti et il est patent que le gouvernement Negrín est minoritaire au sein du PSOE. Les divergences apparues dès 1938 entre Juan Negrín et son ministre de la Défense d'alors, Indalecio Prieto, continuent après la défaite au sujet du contrôle du gouvernement républicain en exil et des fonds encore disponibles. Aussi, à la création du SERE, en mars 1939, sous les auspices de Negrín, répond en juillet de la même année la création de la JARE par des secteurs proches de Prieto ; l'ancien ministre de Negrín a pu, en effet, se rendre maître, à Veracruz, du yacht le *Vitia* et de son chargement de grande valeur envoyé par le gouvernement républicain. Dans ces conditions d'éclatement et de profonds clivages, il n'y a pas à proprement parler de presse socialiste, mais des bulletins concurrents, comme *Norte* du SERE et *Nuestro Norte* de la JARE qui polémiquent souvent violemment entre eux. A *Norte* qui proclame que "l'indiscipline pas plus que l'ignorance ne sont permises, et encore moins à ceux qui aspirent à être des guides", *Nuestro Norte* rétorque que l'ennemi commun de tous les Espagnols émigrés est le SERE. Dans ces conditions, il ne peut y avoir de stratégie socialiste définie face à la guerre mondiale. Cependant, devant le déclenchement de la guerre mondiale, *Norte* prend position et déclare :

Inconditionnellement, avec la France et l'Angleterre, nous sommes pour anéantir le régime d'opprobre d'Hitler et des ses complices<sup>32</sup>.

*Norte* est partisan de la résistance à l'agresseur et non du repli national<sup>33</sup>.

32. *Norte*, n° 6, octobre 1939, p. 12, dans un article intitulé "Où va l'URSS ?", signé Miguel de Amilibia.

33. *Norte*, n° 6, octobre 1939, p. 13.

Le POUM, dont les dirigeants, arrêtés à la suite des journées de mai 1937, viennent de sortir de prison à la chute de Barcelone, a quant à lui adhéré au Front ouvrier international contre la guerre ; le Front a été créé en septembre 1938 par l'Independent Labour Party et divers groupes allemands, belges et italiens pour lutter contre la guerre dans la perspective révolutionnaire, celle du "défaitisme révolutionnaire". Comme le PSOP dont il est proche, le POUM se trouve morcelé en trois tendances lorsque la guerre mondiale éclate<sup>34</sup>. Les deux tendances principales, le POUM proprement dit et l'Izquierda revolucionaria (IR) du POUM, proche du Parti ouvrier internationaliste trotskyste et de son journal *La Vérité*, s'opposent notamment sur une alliance avec le PCF que proposerait le premier et récuserait le second. Mais ces divergences n'apparaissent pas, à notre connaissance, dans les bulletins publiés.

Les républicains, répartis en divers groupes, traditionnellement peu nombreux et peu organisés, n'ont pas de structure ni d'organe de presse avant la Libération. Quant aux nationalistes basques et catalans, la guerre mondiale leur donne le sentiment que la preuve du caractère injuste de leur agression et de leur écrasement est administrée sur le plan international. Le journal basque *Euzko Deya* manifeste sa sympathie à la Pologne catholique attaquée par Hitler et stigmatise la barbarie nazie :

l'invasion de la Pologne par les troupes allemandes revêt dès le premier jour le sceau caractéristique des agressions teutonnes<sup>35</sup>.

*Euzko Deya* prend la défense des petits peuples qui, comme l'Euzkadi, sont en butte aux visées annexionnistes d'Etats totalitaires, manifeste ses sentiments francophiles mais ne fait pas d'appel explicite à ses compatriotes, se réfugiant, après le déclenchement de la guerre, dans des préoccupations culturelles

---

34. Wilebado SOLANO, "Un periodo capital de la historia del POUM : el primer año del exilio en Francia", in *Congrés internacional sobre l'exili als països catalans, 1939-1978... op. cit.*

35. *Euzko Deya*, n° 177, 10 septembre 1939.

grandissantes (élaboration d'un lexique basque-espagnol, publication de proverbes et d'études sur la littérature ...). La presse n'est toutefois pas le véhicule unique des consignes et des appels des autorités basques en exil : le délégué à Toulouse de la LIAB indique, fin 1939, que Jose Antonio de Aguirre a appelé les Basques à "servir, dans les rangs de l'armée ou dans les services qu'on leur désignera; la cause de la liberté et de l'humanité". Le triomphe d'Hitler signifie l'esclavage des peuples, Basques inclus, pour les représentants de l'Euzkadi, aussi ajoutent-ils :

les autorités françaises... nous font l'honneur de la confiance en permettant que nos hommes aillent travailler dans les arsenaux qui, jusqu'à cette heure, étaient interdits à la main-d'œuvre étrangère ... A tout moment [nous] sommes disposés à suivre les ordres des autorités françaises, à leur prêter notre loyale collaboration... Le premier courant, j'ai adressé une circulaire priant mes compatriotes de s'offrir personnellement et collectivement aux maîtres de leurs localités respectives pour les travaux qu'ils jugeront nécessaires <sup>36</sup>.

Les nationalistes catalans sont, quant à eux, dispersés en divers groupes désarticulés par l'exil. La défaite de la Catalogne et l'exil entraînent une forte radicalisation au sein de ces partis que de nombreux militants désertent ; un front de lutte comme le Front national de Catalogne, créé au cours de l'hiver 1939-1940 par un groupe de nationalistes d'origines diverses associe les opposants de l'intérieur mais n'a pas encore d'idéologie bien élaborée. Animé par des représentants de plusieurs partis catalans, un journal comme *El Poble català* principal hebdomadaire des Catalans en France, apparaît déterminé dans son soutien à la France : dès sa création à la fin d'octobre 1939, *El Poble català* salue la France et souligne les liens historiques et culturels anciens l'unissant à la Catalogne <sup>37</sup> . Il met en relief la similitude des points de vue entre les deux nations:

---

36. Lettre du 18 novembre 1939 de Javier de Gortazar (ADHG, 1960 64, 282 W).

37. *El Poble català*, n° 1, 27 octobre 1939.



Les objectifs que poursuivent l'Angleterre et la France dans la lutte actuelle sont les mêmes que la Catalogne a obstinément poursuivis au long d'une histoire marquée de sacrifices sanglants <sup>38</sup>.

*El Poble català* annonce la création d'une section catalane de l'Association des Amis de la République française <sup>39</sup>, aux côtés des sections espagnole, basque ou polonaise ; tout en réaffirmant son soutien à la France en guerre, cela ne l'empêche pas de demander au gouvernement français de faire en sorte que les réfugiés enrôlés dans les CTE

qui veulent servir le pays qui les a accueillis ne se sentent ni victimes de traitements vexatoires ni exploités. Il faut faire à tout prix en sorte qu'ils puissent se considérer comme de libres soldats de la liberté <sup>40</sup>.

Les prises de position des réfugiés espagnols à l'annonce et au début de la Deuxième Guerre mondiale sont plutôt - à l'exception des partis communistes- le fait de groupes et d'individus que de mouvements organisés, ce qui s'explique par l'éclatement des organisations lié à l'exode et aux conflits de la guerre civile. La tonalité générale de l'opinion émise dans la presse espagnole est - toujours à la même exception près- celle d'un soutien affirmé aux démocraties aux côtés desquelles on se range sans hésitation en dépit des erreurs passées de celles-ci vis-à-vis de l'Espagne républicaine.

## **B. Clandestinité résistante et *Reconquista***

Comme pour la Résistance française, des ruptures chronologiques indéniables marquent l'engagement des Espagnols dans la lutte

---

38. *El Poble català*, n° 2, 3 novembre 1939.

39. Une souscription est lancée dans n° 5 du 24 novembre 1939 en faveur des soldats français, des volontaires catalans et des réfugiés qui sont encore dans des camps.

40. *El Poble català*, n° 16, 9 février 1940.

clandestine <sup>41</sup>. Trois phases peuvent être distinguées. La première période s'étend de l'armistice à l'occupation de la zone Sud, où résident la majorité des Espagnols, fin 1942 ; les débuts de la participation des Espagnols à la Résistance sont, comme dans le cas des Français, incertains et difficiles à repérer avec certitude et ils sont caractérisés par des structures éclatées, l'absence de stratégie d'ensemble et par la répression. La seconde période correspond à l'année 1943 et au début de 1944 jusqu'au débarquement de Normandie : elle est marquée par l'unification de la Résistance espagnole sous l'égide du PCE, par le développement des maquis comme forme d'action et d'organisation et par la prédominance affirmée du Sud-Ouest dans cet engagement. La dernière étape est celle de la Libération, où les structures paramilitaires des maquis deviennent déterminantes et où les Espagnols jouent un rôle important dans les combats menés pour retarder la retraite allemande et infliger le maximum de pertes à l'occupant.

La presse clandestine dont l'objet est de dynamiser les énergies et donner des objectifs de lutte reflète les caractéristiques principales de la participation espagnole à la Résistance en France : l'hégémonie communiste incontestable, l'association permanente de l'antnazisme et de l'antifranquisme et la préoccupation constante de l'Espagne. Auparavant, sans pouvoir entrer dans le détail de l'histoire des réfugiés espagnols en France pendant cette période, il est indispensable de présenter brièvement ce qui justement n'apparaît pas dans la presse : les difficultés de la clandestinité et la diversité des actions.

---

41. Nous n'avons pas cru devoir développer plus en détails, pour nous en tenir à l'étude de la presse, la participation des Espagnols à la Résistance, pour laquelle nous renvoyons à divers textes publiés par ailleurs : Geneviève DREYFUS-ARMAND, "Les oubliés. Les Espagnols dans la lutte anti-fasciste en France", *Hommes et migrations*, n° 1148, novembre 1991, *art. cit.* ; en collaboration avec Denis PESCHANSKI : "Les Espagnols dans la Résistance" in *Italiens et Espagnols en France, 1938-1946, op. cit.* ; et Geneviève DREYFUS-ARMAND, "Les Espagnols dans la Résistance : les débuts incertains d'un engagement considérable et spécifique", communication pour le colloque *La Résistance et les Français. Histoire et mémoires*, Toulouse, 16-18 décembre 1993.

## 1. Clandestinité, stratégies et actions

Sous le coup de la défaite du camp républicain en Espagne, déçus par l'accueil rencontré en France, désillusionnés sur le pays des droits de l'homme, ballottés de camps en compagnies de prestataires, les réfugiés espagnols restent désorientés de longs mois. De plus, beaucoup ont la ferme volonté de ne pas se mêler aux problèmes d'un pays qui, par le traitement qu'il leur a dispensé, a engendré des rancœurs tenaces<sup>42</sup>. Par ailleurs, comme nous l'avons vu, les positions stratégiques de certains partis et la dispersion de tous limitent dans un premier temps les actions relevant strictement de la Résistance. Enfin, en raison de l'accord du 23 août 1940 entre le Mexique et Vichy, la priorité majeure pour les organisations politiques espagnoles est la réémigration vers le Mexique -avec les limites imposées par les Allemands à la demande de Franco ; la protection mexicaine facilite par ailleurs à un certain nombre de cadres espagnols les contacts avec les réfugiés et cette sorte d'activité semi-légale va entraîner une vulnérabilité à la répression. Aussi peut-on dire que si l'antifascisme est général et l'engagement spontané, celui-ci est rarement immédiat. La première période de la clandestinité est marquée par la mise en place de réseaux de passage clandestin des Pyrénées, en liaison avec les services secrets alliés, par le développement de la propagande clandestine et par la guérilla urbaine en zone occupée ; nous avons vu comment, dès 1941, une presse clandestine espagnole fait son apparition et marque les débuts de la Résistance espagnole, dans un processus analogue à celui de la plupart des mouvements français.

Les stratégies de certains groupes espagnols ont, en effet, évolué. L'attaque allemande contre l'URSS en juin 1941 ouvre une nouvelle période, marquée par le virage stratégique des partis communistes : d'impérialiste,

---

42. Federica MONTSENY, *Pasión y muerte de los Españoles en Francia*, Toulouse, ediciones Universo, 1950 (paru en feuilleton dans *Mundo al día*) ; p. 106 de l'édition toulousaine de 1969 (*Ediciones Esper*).

la guerre devient nationale, et le combat contre l'ennemi hitlérien justifié. Selon deux témoignages, il serait possible que la première réunion importante de cadres du PCE, tenue à l'intérieur même du camp d'Argelès à la fin d'octobre 1940, ait pris dès cette époque une position en flèche par rapport aux directives de l'Internationale<sup>43</sup>. S'il y est décidé de prendre des mesures pour que les meilleurs militants retournent en Espagne et d'unifier l'action des réfugiés afin d'obtenir les mêmes droits que les travailleurs français, il y est également, semblerait-il, envisagé de lutter aux côtés du peuple français contre le nazisme et les collaborateurs de Vichy. Mais ces témoignages, s'ils reflètent peut-être un désaccord de certains cadres moyens et de militants du PCE par rapport au Pacte germano-soviétique, sont insuffisants pour pouvoir dater avec certitude l'amorce d'un changement d'analyse politique de la part du PCE. Le virage stratégique officiel date sans conteste de l'été 1941. Dès lors, le PCE est la seule organisation politique espagnole à entrer, en tant que telle, dans la Résistance et c'est lui qui prend l'initiative de la constitution d'un front national, l'Union nationale espagnole. L'UNE, structure de large alliance, va rassembler non seulement des communistes mais aussi des Espagnols d'autres horizons politiques que la dispersion de leurs organisations et le silence de leurs dirigeants poussent à rejoindre la seule structure de lutte organisée contre le nazisme.

Du côté des anarchistes, trois tendances principales se cristallisent. Face à Espleas-Montseny, partisans du retour à l'apolitisme de la pure doctrine anarchiste et à une lutte autonome, hors de toute structure partisane, s'opposent le groupe désigné à la CNT sous le nom des "Amis de Londres". Cette tendance est composée de libertaires réfugiés en Angleterre qui n'ont pas voulu reconnaître le Conseil national du mouvement libertaire constitué en France : ses représentants dans l'Hexagone sont Manuel Salgado, José González Marín et

---

43. Miguel Angel SANZ, *Luchando en tierras de Francia*, op. cit., pp. 42-43 et le témoignage de Sixto Agudo, l'un des participants, dans le tome 3 de *Guerrilleros españoles, documents du fonds Daniel Catapie* aux Archives départementales de la Haute-Garonne.

Eduardo Val Bescos <sup>44</sup>. Une autre tendance est représentée par Juan García Oliver, ancien ministre de la Justice de Francisco Largo Caballero. Réfugié en Suède puis au Mexique, il correspond avec des militants internés dans les camps français et propose la création d'un parti politique, le Parti ouvrier du travail - POT-, qui serait pour la CNT ce que le PSOE est pour l'UGT. Ses partisans en France, internés au Vernet pour la plupart, sont Ricardo Sanz, ancien chef de la 26<sup>e</sup> Division (ex-colonne Durruti), assisté de García Vivancos, ancien gouverneur militaire de Gérone et d'Antonio Ortiz ; le responsable de la tendance serait Ramón Liarte <sup>45</sup>. Le POT reste à l'état de projet, même si une circulaire d'Esgleas dénonce en février 1941 l'opération en cours ; mais il est clair que l'on retrouve ses partisans, ainsi que les "Amis de Londres" engagés plus précocément dans la Résistance que les autres anarchistes. Ces deux tendances sont d'ailleurs exclues du mouvement libertaire en février 1941 par le Conseil national constitué en France. La guerre mondiale réactive ainsi les clivages hérités de la guerre d'Espagne entre syndicalistes et partisans de la lutte armée puis partisans et adversaires de la participation au gouvernement ; dès lors, les anarchistes vont adopter des stratégies différentes par rapport au conflit.

La première participation à la Résistance active est sans doute l'organisation, en coopération avec les services secrets alliés, de réseaux de passage clandestin des Pyrénées. Il va s'agir, en fait, le plus souvent, de l'utilisation des structures clandestines de liaison avec l'Espagne déjà mises en place par les organisations politiques républicaines en exil. L'une des filières d'évasion la plus ancienne et fameuse est due à l'initiative d'un militant libertaire de la CNT, Francisco Ponzán -"François Vidal"- dont le groupe est l'élément moteur du réseau connu sous le nom de "Pat O'Leary", du nom de guerre de l'officier belge qui le dirige. Francisco Ponzán est très lié aux "Amis de Londres" et notamment à Eduardo Val Bescos. Accoutumé à la lutte clandestine par sa

44. AMI, 89/31 M15, liasses 1 et 2 et M14, liasse 3.

participation, pendant la guerre d'Espagne, à un groupe spécialisé dans la recherche d'informations militaires et de sabotages derrière les lignes ennemies, Ponzán entre en contact dès novembre 1939 avec les services secrets britanniques et organise le passage de la frontière franco-espagnole pour des centaines d'aviateurs alliés, de Juifs et de résistants et assure également l'acheminement dans les deux sens du courrier de diverses organisations de résistance <sup>45</sup>. Arrêté en octobre 1942, il est relâché grâce à l'intervention du chef clandestin des Services de renseignements français avec lesquels il est en contact. Fait prisonnier à nouveau en avril 1943, Francisco Ponzán est "réclamé" par les nazis à la prison Saint Michel de Toulouse, avec une cinquantaine d'autres détenus, et assassiné en août 1944 dans la forêt de Buzet-sur-Tarn, à la veille de la libération de la ville.

Autre exemple de réseau de passage des Pyrénées : le "groupe Martín" du réseau Vic, dirigé par le catalan Josep Rovira, l'organisateur et le commandant de la Division du POUM sur le front d'Aragon <sup>47</sup>. Devenu l'un des responsables du POUM après l'arrestation des autres dirigeants début 1941, il est contacté à l'automne suivant par le commandant Vic -René Jeanson- désireux de regagner Londres après avoir été parachuté en France pour une mission d'information sur les troupes allemandes <sup>48</sup>. A partir de ce moment, avec l'aide en particulier des militants du POUM en exil et dans la péninsule Rovira va assurer, en liaison avec le commandant Vic -"René"- le passage en Espagne de nombreux agents secrets provenant de divers pays occupés par les Allemands, de résistants, de parachutistes et d'aviateurs tombés en France. On peut citer un autre exemple d'action spécifique entreprise par les réfugiés républicains pendant la guerre

---

45. Ricardo Sanz est évacué vers l'Afrique du Nord en juillet 1942.

46. Antonio TELLEZ SOLA, "Francisco Ponzán Vidal dit *François Vidal* (1911-1944)" in *Les anarchistes espagnols dans la tourmente, 1939-1945*, Marseille, CIRA, pp. 139-149.

47. AN, INF 936. Voir notice biographique.

48. Josep COLL, Josep PANE, *Josep Rovira. Una vida al servei de Catalunya i del socialisme*, Barcelone, Ariel, 1978, pp. 223-243 ; André WEIL-CURIEL, *Le Temps de la honte*, vol. III : *Un voyage en enfer*, éditions du Myrte, 1947 ; Thérèse MITRANI, *Service d'évasion*, Paris, éditions Continents, 1946, 190 p. (cette dernière, "Denise", a été l'agent de liaison entre Rovira -"Martin" et le commandant Vic -"René").

mondiale : le gouvernement basque en exil a mis ses services secrets à la disposition des alliés ; leur chef est arrêté à Madrid et exécuté le 6 mai 1943.

La division de la France en deux zones va entraîner une double structure de la Résistance : en zone Nord, les Espagnols s'intègrent dans les organisations françaises de Résistance -FTP-MOI essentiellement pour les militants du PCE et du PSUC-, tout en conservant leurs propres structures, alors qu'au Sud s'organise un mouvement espagnol armé autonome : le XIV<sup>e</sup> Corps de guérilleros, bras armé de l'UNE. Cet aspect général est cependant à nuancer car, dans le Sud aussi, des Espagnols ont combattu dans des réseaux français, pour des raisons locales ou pour des motifs politiques, notamment ceux qui voulaient éviter d'être enrôlés dans l'UNE -cas des socialistes et des libertaires tout particulièrement. En zone occupée, la guérilla urbaine commence à Paris dès l'été 1941 avec quelques militants communistes espagnols engagés dans les FTP-MOI dont ils sont souvent les responsables, aux côtés d'anciens combattants des Brigades internationales <sup>49</sup>. Fait d'une minorité, cette guérilla atteste du rôle significatif des étrangers et, notamment d'Espagnols tels que Conrado Miret Musté ("Lucien", "Alonso") ou Joaquim Olaso, tous deux responsables des FTP-MOI parisiens. Le premier, arrêté par la Gestapo, meurt sous la torture, le second sera déporté. Un groupe espagnol de FTP-MOI, rattaché au PCE, mène quelques actions armées dans la capitale en 1942. Lorsque le groupe sera décimé fin 1942, les survivants s'intègrent à d'autres groupes armés de la MOI auprès de volontaires d'autres nationalités. Parmi eux se trouve Celestino Alfonso, l'un des vingt-trois résistants étrangers stigmatisés par la fameuse *Affiche rouge* et fusillés le 21 février 1944.

---

49. Stéphane COURTOIS, Denis PESCHANSKI, Adam RAYSKI, *Le sang de l'étranger. Les immigrés de la MOI dans la Résistance*, Paris, Fayard, 1989, pp. 180-182.

Au Sud, l'origine des groupes de guérilleros est à chercher dans les noyaux de résistance et de protection constitués dans les GTE, particulièrement parmi les travailleurs employés à la construction de barrages dans le Massif central, dans des chantiers forestiers des départements pyrénéens ou dans des mines cévenoles <sup>50</sup>. Ainsi, dans les exploitations forestières, une équipe de bûcherons et de charbonniers espagnols travaillent légalement, notamment à la fabrication du charbon de bois très utilisé en cette période de pénurie d'autres combustibles, et servent de paravent à un groupe de guérilleros <sup>51</sup>. Signalons le rôle joué par l'entreprise forestière dirigée dans l'Aude dès décembre 1940 par José Antonio Valledor -qui la transfère dans l'Arège en août 1942 : ce sont les premiers centres politico-militaires clandestins du PCE en zone Sud <sup>52</sup>. Le regroupement d'hommes coupés de leur pays et de leur famille dans les GTE, la constante suspicion à leur encontre et un antifascisme évident favorisent certainement esprit et pratiques résistantes, même si des nuances s'imposent et que c'est surtout lorsque les réquisitions pour l'Allemagne se font plus pressantes que les engagements deviennent massifs.

Nous avons vu précédemment combien est constante et multiple la surveillance dont les républicains espagnols font l'objet. La répression s'abat impitoyablement sur les groupes espagnols en 1941 et en 1942 : en février 1941, les dirigeants du POUM et de l'IR du POUM sont arrêtés et jugés par la Section spéciale du Tribunal militaire de la XVII<sup>e</sup> Division militaire et condamnés à de lourdes peines de prison <sup>53</sup>. En novembre et décembre de la même année, les principaux responsables du mouvement libertaire encore en liberté sont arrêtés.

---

50. Rolande TEMPE, "Le rôle des étrangers : MOI et guérilleros", in *La Libération dans le Midi de la France*, Toulouse, Éché et Université de Toulouse-Le Mirail, 1986, pp. 63-78.

51. En zone Nord, également, quoique plus rarement, des exploitations forestières ont "accueilli" des jeunes Français réfractaires au STO, comme par exemple, celle de Ferrière-sur-Risle, dans l'Eure, dirigée par un immigré économique espagnol (AN, 72 AJ 122).

52. Témoignage de Sixto Agudo dans le tome 3 de *Guérilleros espagnols*, *op. cit.* Cette entreprise, dirigée à la Libération par le général Luis Fernández et le colonel José Antonio Valledor, emploiera d'anciens guérilleros et deviendra le premier fournisseur de bois de la SNCF (AN, F7 15589 et ADHG, 1278 W 8).



1942 est une année noire pour les communistes espagnols : en septembre et octobre, les combattants espagnols de la lutte armée à Paris sont arrêtés et l'appareil national du PCE est décapité. Fin 1942, commence à Paris le procès des "terroristes de l'Union nationale". En zone Sud, dans les départements des Pyrénées-orientales, de la Vienne, de la Haute-Vienne, du Cher, de l'Indre, de la Haute-Garonne, du Lot, de Corrèze, de Dordogne, du Lot-et-Garonne et du Tarn-et-Garonne, une vaste rafle aboutit, à partir également de septembre 1942, à l'arrestation de 131 Espagnols, dont de nombreux dirigeants communistes. Nous avons déjà signalé comment le procès de janvier 1944, connu sous le nom d'affaire *Reconquista de España*, met en lumière le travail de propagande mené par le PCE et l'UNE dès 1941<sup>54</sup>.

Une nouvelle période de la Résistance espagnole commence fin 1942. Au printemps 1942, le PCE a constitué avec des vétérans du XIV<sup>e</sup> Corps de guérilleros de l'armée républicaine, habitués à combattre à l'arrière-garde de l'ennemi, une formation militaire qui porte le nom même de l'unité qui avait protégé Madrid pendant la guerre civile. Le 7 novembre 1942, le PCE prend l'initiative de constituer un mouvement unitaire, l'Union nationale espagnole ; à l'instar des fronts nationaux créés par les partis communistes après l'attaque allemande contre l'URSS, l'UNE se veut une structure d'union où participent des militants d'autres courants politiques. De fait, des anarchistes, des républicains et des socialistes participent à l'UNE, mais à titre individuel, et le PCE demeure le seul secteur organisé dans ce regroupement politique. La forme de lutte choisie par l'UNE est le maquis en raison de l'expérience militaire acquise en Espagne, parce qu'il offre le moins le flanc à la répression et qu'il s'agit autant de résister à l'occupant que de préparer des troupes pour la reconquête de l'Espagne. Le XIV<sup>e</sup> Corps de guérilleros espagnols, bras armé de l'UNE, est un mouvement armé

---

53. ADTG, Mspt 1W2.

54. Projet de réquisitoire du procureur général auprès de la Cour d'appel de Toulouse, 8 janvier 1944, in *Guérilleros espagnols, documents*, tome 2, *op. cit.*, fonds D. Latapie, ADHG.

autonome, dirigé par un véritable état-major et indépendant des autres mouvements de Résistance, même si des relations étroites existent avec ces derniers <sup>55</sup>. En 1943 et en 1944, les unités de guérilleros effectuent des sabotages, attaquent des détachements allemands ou aident à des évasions de prisonniers ; leur action est particulièrement importante dans les départements de l'Ariège, du Tarn, de la Haute-Garonne, de l'Aude, de l'Aveyron, du Cantal, de la Haute-Savoie, des Pyrénées-orientales, des Basses-Pyrénées, de la Corrèze, de la Dordogne, de l'Allier et de l'Ain <sup>56</sup>.

Par le biais de ses initiatives militaires et politiques et du fait de son rôle majeur au sein de l'UNE et du Corps des guérilleros, le PCE affirme son hégémonie sur la Résistance espagnole à partir du début de 1943. Les stratégies indécises des autres mouvements contribuent largement à cet état de fait. Les socialistes et les républicains sont toujours dispersés et divisés et les militants de ces tendances qui participent à la Résistance le font à titre individuel. Quant à la CNT, ses principaux dirigeants arrêtés, plusieurs commissions de relations se forment en diverses régions ; le noyau le plus important s'organise dans le GTE du barrage de l'Aigle, autour de José Berruezo. Les préoccupations manifestées dans les premières circulaires émises par la commission du barrage de l'Aigle ont trait surtout à la réorganisation de la CNT, à la solidarité avec les internés en France et à la lutte contre Franco <sup>57</sup>. Ce groupe parvient à réunir un plenum national de la CNT en juin 1943, à Mauriac ; le plenum de Marseille, en décembre 1943, marque la division des anarchistes entre "collaborationnistes" favorables à un futur gouvernement républicain et "apolitiques" opposés à toute participation gouvernementale. La première tendance fait en outre adopter à la majorité un

---

55. Au point de s'intégrer à l'automne 1943 dans les FTP de la MOI ; mais cette intégration n'est réellement effective que dans la seule Haute-Garonne où la 2<sup>e</sup> Brigade de guérilleros réalise des opérations, sous le commandement de son propre chef Jonquin Ramos, avec la 35<sup>e</sup> Brigade FTP-MOI de Toulouse, connue sous le nom de "Brigade Marcel Langer".

56. Miguel Angel SANZ. *Histoire du XIV<sup>e</sup> Corps de guérilleros espagnols* (AN, 72 AJ 126 et 128).

accord qui conseille "à tous les militants de la CNT et du MLE de rejoindre la Résistance française plutôt que de se laisser emmener en Allemagne". L'autre groupe considère la guerre comme un conflit strictement capitaliste et conseille aux militants libertaires de "se fondre dans la population civile" <sup>57</sup>. Si des individus -comme Francisco Ponzán Vidal- et des groupes -comme celui du barrage de l'Aigle- participent à la Résistance, les militants anarchistes les plus radicaux s'en tiennent à l'écart pour des raisons idéologiques.

Dès lors que les traits généraux de la période sont brossés, l'on voit que la presse clandestine reflète assez fidèlement non seulement les préoccupations dominantes de l'organisation majoritaire mais aussi les rapports de force au sein de l'exil.

## 2. P. épondérance de l'Unión nacional española

Le nombre considérable des publications impulsées directement ou indirectement par l'UNE et leur supériorité numérique écrasante par rapport à celles des autres tendances montrent bien la prépondérance de l'Unión nacional española et attestent de l'hégémonie communiste dans la structuration politique de l'exil espagnol en France pendant la Deuxième Guerre mondiale. La stratégie d'union nationale lancée à l'initiative du PCE a été diffusée dès l'été 1941, après l'attaque allemande contre l'URSS, avant la création officielle de l'UNE. Les premiers numéros de *Reconquista de España* s'en font l'écho - comme l'édition ronéotypée pour la jeunesse de novembre 1941- et l'on voit dans *Altanza*, en avril 1942 <sup>58</sup>, un appel à l'unité de la jeunesse espagnole. Rédigé en catalan et en espagnol, ce bulletin, dans un souci de large rassemblement, s'adresse aux jeunes

---

57. José BERRUEZO, *Contribución a la historia de la CNT de España en el exilio*, Mexico, Editores mexicanos unidos, 1967, pp. 97-125.

58. Antonio TELLEZ SOLA, *Les anarchistes espagnols dans la tourmente, 1939-1945*, Marseille, CIRA, 1989, pp. 166-171.

soldats de l'armée républicaine, aux Basques et aux Catalans, aux jeunes catholiques "trompés par les mensonges de Franco", aux ouvriers, aux paysans, aux sportifs et aux jeunes filles, afin de créer une Alliance nationale de la jeunesse.

En novembre-décembre 1942, *Reconquista de España* annonce la constitution officielle, le 7 novembre 1942, par des "délégués de toutes idéologies et croyances et de toutes conditions sociales", d'un Comité de l'Union nationale de tous les Espagnols résidant en France. Un important document a été élaboré, intitulé "*Doctrina, programa y acción de l'Unión nacional*"<sup>60</sup>. L'éditorial affirme la nouvelle orientation nationale des communistes : la priorité est donnée, dans la période présente, à la libération nationale sur la libération sociale et les objectifs communistes sont relégués au second plan :

le salut de l'Espagne ne s'obtiendra pas avec l'implantation du communisme, que les communistes espagnols eux-mêmes ne défendent pas dans les moments actuels, mais simplement à travers de la lutte de l'Union nationale de tous les Espagnols.

En juin 1943 encore, *Mundo obrero* explicite sa stratégie de large alliance ; il indique que le PCE a réuni une conférence nationale et a appelé les Espagnols à se regrouper dans l'UNE "quelle qu'ait été leur position durant notre guerre". *Mundo obrero* analyse les conséquences pour l'Espagne de la dissolution de la III<sup>e</sup> Internationale et explique ainsi la stratégie nouvelle de la période :

L'Internationale communiste fut l'unique organisation internationale qui, durant notre guerre, mit toute son ardeur et toute sa force au service de la cause de l'Espagne contre les envahisseurs fascistes et ses agents de la Phalange... [Mais], dans la phase actuelle de développement de la société capitaliste [...] la question

---

59. *Alianza. Alianza nacional de la juventud* 3 av. 1942.

60. Ce tract de l'UNE est conservé aux Archives nationales (78 AJ 26) ; ces 4 pages de petit format (12 cm X 20 cm), imprimées en petits caractères, sont présentées comme supplément à *Reconquista de España*.

nationale est venue occuper le premier plan [...] ; les partis communistes nationaux sont les champions les plus résolus de cette souveraineté populaire ... [et] la dissolution de la III<sup>e</sup> Internationale favorise le processus de développement de l'unité politique des ouvriers avancés d'Espagne.

Le programme de l'UNE, approuvé lors de sa constitution, est reproduit dans *Reconquista de España* et témoigne du fait que la préoccupation principale du mouvement est l'Espagne ; il se veut une plate-forme unitaire destinée à rassembler les opposants autour de l'indépendance de l'Espagne, de la constitution d'un gouvernement d'union nationale et du rétablissement des libertés démocratiques élémentaires. Un seul point de ce programme concerne la guerre mondiale : *Reconquista de España* évoque le dernier discours de Franco qui "a clamé devant le monde sa totale solidarité avec les pays de l'Axe" et se prononce pour une neutralité authentique de l'Espagne. Il est utile de présenter les éléments du programme de l'UNE afin de saisir la spécificité de l'action résistante des Espagnols en France, car ce sont ces objectifs qui motivent fondamentalement l'action des guérilleros espagnols :

pour l'indépendance et la souveraineté nationales, contre la participation de l'Espagne à la guerre au service de l'Allemagne, pour un authentique gouvernement d'union nationale avec des représentants de toutes les forces patriotiques d'Espagne depuis les partis ouvriers jusqu'aux catholiques et aux droites, amnistie pour les persécutés par la Phalange, garantie de la liberté de conscience, juste satisfaction des droits particuliers des Catalans, des Basques et des Galiciens, remise aux tribunaux de la justice des Phalangistes et de leurs complices.

Afin de témoigner de son intérêt pour la question des nationalités, l'UNE forme une section catalane, l'Alliance nationale de Catalogne ; *Catalunya* en est le porte-parole et développe les mêmes thèmes que le reste de la presse de l'UNE, avec la conviction que "le sort de la Catalogne est lié à celui de l'Espagne"<sup>61</sup>. En avril et en août 1944, *Voz de Madrid* réapparaît comme porte-parole de l'UNE et appelle à l'unité dans l'action de "tous les Espagnols qui ne sont

---

61. *Catalunya*, mars 1944.

ni trafres ni phalangistes" ; elle fait connaître le programme de la Junte Suprême d'Union nationale qui s'est constituée, indique-t-elle, au coeur même de l'Espagne en septembre 1943 comme "l'expression la plus ferme...du développement du mouvement d'union nationale de tous les Espagnols pour la reconquête de l'Espagne". La Junte suprême avance un programme en six points quasiment identique à celui établi par l'UNE en novembre 1942, ce qui ne manque pas de légitimer cette dernière : rupture des liens de l'Espagne avec l'Axe ; éviction des Phalangistes de l'appareil d'Etat ; amnistie de tous les prisonniers et exilés ; liberté d'opinion, de presse, de réunion, d'association, de conscience ; pain et travail pour tous les Espagnols ; préparation des conditions nécessaires pour convoquer dans le plus bref délai des élections démocratiques destinées à élire une assemblée constituante qui pourra promulguer une constitution de liberté et d'indépendance.

La prépondérance des partis communistes ibériques dans la lutte clandestine en France ne manque pas d'être soulignée dans la presse clandestine communiste elle-même ; en juillet 1942, *Treball* appelle les Catalans à la lutte et les invite à rejoindre le PSUC "unique parti catalan qui continue le combat pour la Catalogne et pour la République... [car] après trois ans d'exil, des persécutions du Deuxième Bureau à la répression barbare de la Gestapo, le [PSUC] maintient intacte sa combativité" <sup>62</sup>.

De manière récurrente cependant, pour bien mettre en évidence l'aspect unitaire du front national, les publications de l'UNE soulignent que les communistes ne sont pas seuls dans cette alliance ; ainsi, en janvier 1944, un supplément de *Reconquista de España* pour le Sud-Ouest, dénonce-t-il le plan tramé par Franco pour semer la confusion chez les exilés espagnols en cherchant à leur faire croire que l'UNE est une manœuvre du parti communiste. *Reconquista de España* insiste et précise que la "Junte de l'Union nationale, aussi bien en zone

---

62. *Treball*, 19 juillet 1942.

occupée que dans la zone non occupée, est composée d'un représentant de chacun des partis". Même souci d'affirmation de pluralisme chez les socialistes engagés au sein de l'UNE : dans un tract daté d'août 1943 ils appellent les autres socialistes à rejoindre l'UNE et expliquent leur adhésion à celle-ci ; devant le silence des dirigeants socialistes, ils ont choisi d'entrer dans l'UNE car, si des divergences existent avec les communistes, ceux-ci ne sont pas des adversaires et en revanche l'ennemi nazi est commun <sup>63</sup>. A la Libération également, l'UNE souhaitera montrer qu'elle n'est pas un mouvement communiste et fera témoigner des militants de diverses tendances, des libertaires <sup>64</sup> ou des intellectuels comme Corpus Barga <sup>65</sup>. Mais le rôle hégémonique indéniable du PCE -seule force organisée dans l'UNE-, son attitude souvent sectaire et la politique développée par celle-ci de large alliance politique -incluant les droites et les monarchistes- provoquent des réactions d'opposition dans l'exil. En novembre 1943, se crée au Mexique la Junta española de liberación -JEL-, composée du PSOE, de républicains (Izquierda republicana, Unión republicana...) et de nationalistes catalans (Esquerra republicana et Acció català). C'est pourquoi également une autre JEL se crée à Toulouse le 23 octobre 1944, sur le modèle de celle du Mexique, constituée par quasiment toutes les tendances politiques de l'exil -socialistes, républicains, libertaires-, syndicats compris cette fois, à l'exception des communistes.

La participation à l'UNE, à titre individuel, de socialistes, de libertaires ou de nationalistes catalans entraînera des scissions plus ou moins durables dans leurs organisations respectives après la libération de la France. Les autres mouvements politiques pardonnent assez mal au PCE d'avoir pratiqué un

---

63. *De socialistas a socialistas*, 20 août 1943. tract ronéotypé et imprimé (AN, INF 937).

64. "Un artículo de *Solidaridad obrera*" en première page de *Reconquista de España. Zona Norte*, n° 36, 30 septembre 1944 (précisons qu'il s'agit du *Solidaridad obrera* publié par l'Agrupación de Cenetistas de l'UNE).

65. Dans le même n° 36, Corpus Barga dans son article "Sólo dos palabras" tente de montrer la vanité de la question préalable que se posent, de bonne foi, devant l'UNE, quelques républicains se demandant s'il ne s'agit pas d'une manœuvre de tel ou tel parti".

recrutement individuel de réfugiés appartenant à d'autres tendances, ce qui lui assurait une domination politique certaine. Juan Manuel Molina -"Juanel"- l'un des principaux artisans de la reconstruction de la CNT pendant la clandestinité, élu secrétaire du comité national désigné par le plenum de Tourniac le 19 septembre 1943 et réélu à Marseille en décembre 1943 où il fait adopter le principe de la participation à la Résistance française, est lucide sur l'attraction exercée par l'UNE. Dans un document remis au délégué en Espagne du GPRF alors qu'il est lui-même détenu à la prison d'Alcalá de Henares, il écrit : "il faut reconnaître l'opportunité de l'idée communiste de créer un organisme regroupant toutes les forces antifranquistes qui, dans les premiers moments, nous déborda, intéressant les réfugiés et arrivant à faire entrer dans leurs rangs de guérilleros une énorme partie des militants de la CNT. Il fallut une propagande intense et une lutte constante pour arriver à retirer nos militants de l'UNE et les incorporer à notre mouvement" <sup>66</sup>. Cela montre à quel point la participation ou non à l'UNE a aggravé des clivages anciens et laissé des séquelles vivaces au sein de l'exil pendant des années, même après l'auto-dissolution de celle-ci en 1945 <sup>67</sup>. Il n'est guère possible de s'étendre longuement dans ce texte sur les exécutions sommaires imputées à l'UNE qui se sont produites à la faveur des combats de la Libération et de l'épuration extra-judiciaire qui l'a accompagnée et dont ont été victimes en particulier des militants anarchistes ou poumistes (notamment dans l'Ariège, l'Aveyron, le Lot, la Dordogne, les Pyrénées-orientales et la Haute-Garonne) ; mais il convient de souligner que les fractures qui ont divisé l'exil ont été d'autant plus vives que le débat entre tendances n'est pas resté uniquement sur le terrain politique, puisque des règlements de comptes assez nombreux se sont produits au sein même de la communauté espagnole <sup>68</sup>.

---

66. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 39, pp. 84-107.

67. *Unidad y lucha*, année I, n° 16, 8 juillet 1945, p. 1.

68. José BORRAS, *Políticas de los exiliados españoles*, Paris, Ruedo Ibérico, 1976, pp. 20-23 ; *Les anarchistes espagnols dans la tourmente (1939-1945)*, op. cit., pp. 163-165 ; *Les dossiers noirs d'une certaine résistance : trajectoire du fascisme rouge*, Perpignan, ed. du CES, 1984, pp. 169-171. Pour ne pas être enrôlés dans un groupe de guérilleros après avoir été libérés de la



### 3. Lutte contre le nazisme

Le premier témoignage écrit d'appel à la lutte contre le nazisme, par tous les moyens disponibles, se trouve dans l'édition pour la jeunesse de *Reconquista de España* en novembre 1941. Le bulletin fait état d'un congrès mondial de la jeunesse tenu à Londres en octobre, rassemblant des jeunes de tendances politiques, idéologiques et religieuses diverses, issus de vingt pays et explique comment les jeunes Espagnols doivent s'incorporer à la lutte contre le fascisme, tant en Espagne qu'en France <sup>69</sup> :

Dans la résolution, il y a une partie qui se réfère directement à la situation des jeunes Espagnols tant en Espagne comme en France. Dans celle-ci on donne des instructions concrètes sur la façon dont nous pouvons nous incorporer dans les forces qui luttent contre le fascisme, et dont nous devons par tous les moyens affaiblir les armées nazies criminelles... Faire la vie impossible aux fascistes, saboter et détruire tout ce qui sert à renforcer leur puissance : ceci est aujourd'hui notre tâche primordiale de guérilleros et de jeunes patriotes....

*Reconquista de España* publie un extrait du discours du délégué des jeunes guérilleros de la région de Smolensk-Vitebsk à l'intention des jeunes qui luttent dans les pays occupés et donne des conseils très précis et concrets de sabotage :

Exterminez les fascistes, ne les laissez pas vivre ni eux ni leurs laquais traîtres : coupez les communications, faites sauter les ponts et les trains, rendez inutilisables les centrales électriques, les usines, les réserves d'essence et de matériel, les magasins de munitions ; pourchassez les fascistes et leurs domestiques, détruisez tout ce qui peut leur être utile <sup>70</sup>.

---

Centrale d'Eysses par les FFI le 19 juillet 1944, Witebaldo Solano, dirigeant du POUM, et des compagnons libertaires, organisent le Bataillon *Libertad* ; s'ils réussissent à sauver Juan Andrade, dirigeant du POUM, laissé par les communistes dans la prison de Bergerac après la libération des autres prisonniers politiques, ils ne parviennent pas à sauver Juan Farré Gassó, autre dirigeant du POUM, assassiné par les staliniens après sa libération du camp de Mauzac (Witebaldo Solano, "La liberación", in Juan ANDRADE, *Recuerdos personales*, Barcelone, ediciones del Serbal, 1980, pp. 229-232).

69. "Viva el frente unico patriótico de la juventud !".

70. "Cada joven español : un guerrillero contra las bestias facistas" .

En juillet 1942, à Toulouse, *Allianza* donne des mots d'ordre identiques aux jeunes Espagnols issus de l'émigration politique ou économique, ce que ne manque pas de retenir à l'encontre des accusés le procureur de Toulouse, lors du procès *Reconquista de España* :

Nous devons unir nos efforts à ceux des jeunes Français pour anéantir l'envahisseur... Un groupe de partisans bien encadrés, recrutés parmi les plus jeunes, les plus fermes, les plus courageux, devra détruire résolument les stocks et les fabriques où s'approvisionne Hitler, fera sauter les trains de marchandises et brûlera les récoltes que les valets de Vichy remettent aux nazis... Détruisons tout ce qui peut être utile à l'ennemi <sup>71</sup>.

*Reconquista de España* mène également une campagne contre l'envoi de travailleurs espagnols en Allemagne ; l'épigraphe du numéro 20, daté de novembre-décembre 1942, proclame : "Se laisser emmener en Allemagne c'est se laisser tuer dans la trahison. Organisons la lutte contre ce danger". La presse clandestine souligne régulièrement la solidarité avec les Français dans la lutte contre le nazisme. En avril 1944, *Voz de Madrid* insiste sur le fait que, dans la conjoncture présente, les tâches des immigrés espagnols sont les mêmes que celles du peuple français ; l'épigraphe du bulletin affirme hautement la double tâche des réfugiés espagnols, vis-à-vis de leur pays d'origine et du pays d'accueil :

Comme Espagnols nous avons l'obligation d'aider le peuple espagnol à reconquérir la liberté et l'indépendance de la patrie. Comme immigrés, nous avons le devoir d'aider le peuple français, en collaborant pour nos intérêts communs.

Si les réfugiés espagnols ont le même ennemi que les Français, il est clair pour eux que le sort de l'Espagne est associé à l'issue de la guerre mondiale. Le numéro daté du 7 juin 1944 lance un appel pressant aux armes et au combat et demande aux

---

71. *Allianza*, n° 6, 14 juillet 1942 : citée dans le projet de réquisitoire du procureur général auprès de la Cour d'appel de Toulouse, 8 janvier 1944 (ADHG, Fonds D. Latapie, *Guérilleros espagnols... op. cit.*).

Comités de l'Union nationale de se transformer en comités de mobilisation et de combat en s'incorporant avec décision à la lutte armée... aux côtés des patriotes français.

De même, début août 1944, *Lucha* rappelle aux guérilleros, au moment où se réalise l'unification des forces de résistance française, la "solidarité d'armes et de vies avec les combattants français". Les dates, importantes pour les Français et les Espagnols, des 14 et 19 juillet ont été marquées, de la part des guérilleros et des FFI, par des actions militaires et des manifestations politiques souvent communes. Mais, après avoir hautement affirmé leur solidarité avec les combattants français, les guérilleros démontrent leur autonomie d'action, dès le 1er août 1944, dans *Lucha*. En effet, en mai 1944, l'UNE avait réorganisé son bras armé et constitué l'*Agrupación de guerrilleros españoles* : les guérilleros n'avaient plus alors de liaison organique avec la MOI et avaient obtenu d'être représentés directement auprès de l'état-major national et régional des FFI. Si les Espagnols avaient souhaité garder leur indépendance au sein de la Résistance c'est parce qu'ils avaient en vue, au-delà de la libération de la France, et en continuité logique avec celle-ci, la "reconquête" de l'Espagne. Aussi, l'*Agrupación de guerrilleros* lance-t-elle dans *Lucha* de ce début août 1944 le mot d'ordre d'insurrection nationale :

Notre Nord : l'Espagne, notre objectif : sa reconquête, notre moyen : l'attaque, sa forme : l'insurrection nationale.

#### 4. Libération de la France ou *Reconquista*

Le combat contre le nazisme et la "reconquête" de l'Espagne sont donc indissolublement liés pour les exilés espagnols. Les premiers bulletins clandestins connus sont essentiellement tournés vers l'Espagne : déjà, en avril

1942, *Alianza* appelle les jeunes Espagnols à "lutter unis pour la reconquête de l'Espagne". Après le débarquement de Normandie, alors que le nazisme est sévèrement attaqué, cette préoccupation fondamentale se manifeste avec encore plus de force. Ainsi, le supplément de *Reconquista de España* édité à l'occasion du 18 juillet 1944 est entièrement tourné vers l'Espagne et pose clairement la question du retour dans la péninsule avec tous les moyens à la disposition des guérilleros :

Retourner en Espagne par tous les moyens que nous avons à notre disposition pour renforcer et accélérer encore plus la lutte intérieure dans notre patrie. Organiser des groupes de l'Union nationale dans tous les lieux où travaillent et vivent des Espagnols. Entrer dans les groupes de guérilleros et les milices patriotiques qui se battent en France en première ligne contre l'armée hitlérienne, en aidant le peuple français à se libérer, et en même temps récupérer les armes perdues lors de notre entrée en France qui nous permettront la réorganisation de notre armée patriotique pour la reconquête de l'Espagne.

Engagés dans les combats de l'été 1944, les guérilleros prennent une part active à la libération de nombreuses localités du Sud-Ouest, particulièrement de l'Ariège, des Basses-Pyrénées, du Gers, du Gard, du Tarn ou des Pyrénées-orientales ; ceux de la 2<sup>e</sup> Division blindée du général Leclerc sont les premiers à entrer dans Paris avec des chars arborant des noms de villes espagnoles. Les Espagnols sont aussi présents dans les grandes concentrations de maquisards du Vercors, des Glières et du Mont Mouchet et sur les fronts oubliés de Lorient, Royan, Le Verdon et de la Pointe-de-Grave. Au fur et à mesure qu'avance la libération de la France, l'on voit nettement dans la presse espagnole qu'au-delà de l'écrasement des nazis, l'objectif des guérilleros est le renversement de Franco. Ainsi, le 1<sup>er</sup> septembre 1944, *Anónimos* évoque le rôle des guérilleros dans la libération de nombreuses villes du Sud-Ouest (Foix, Auch, Albi, Rodez, Tarbes. .) ; il rappelle que la lutte n'est pas terminée pour les Espagnols et que la Junte suprême de l'UNE entend livrer la bataille finale contre Franco et la Phalange. Les brigades de la 26<sup>e</sup> Division se sont particulièrement illustrées dans

la libération des villes des Pyrénées-orientales, de l'Aude et de l'Ariège, aussi son commandant appelle-t-il les guérilleros à la même détermination pour la lutte en Espagne. Le 3<sup>e</sup> bataillon de la 3<sup>e</sup> brigade qui se trouve près des Pyrénées, tout près de la mère patrie, appelle aussi à la lutte "Pour l'Espagne, vers l'Espagne". *Anónimos* rappelle le bon usage des armes, entreprend d'organiser des formations pour l'utilisation des explosifs et souligne la nécessité de connaître le morse. On pressent dans ce bulletin, comme dans les autres publications de l'UNE des premières semaines d'après la clandestinité le désir concret de poursuivre la lutte en Espagne : la tentative du Val d'Aran se profile.

*Alianza* du 1er septembre 1944 relate qu'une fois Toulouse libérée des troupes nazies, la Junte suprême de l'UNE a décidé, avec l'approbation de tous les Espagnols -émigration économique comprise- de chasser des locaux du Consulat espagnol les représentants de Franco. Dès le 22 août 1944, l'UNE organise un meeting à Toulouse où elle appelle à la mobilisation armée des guérilleros pour renverser le régime franquiste ; l'UNE incite les jeunes à rejoindre les guérilleros, s'adressant particulièrement aux "jeunes de l'émigration économique" et aux jeunes filles afin que chacun milite -selon ses possibilités- dans les rangs de la *Juventud combatiente*. A l'exemple des guérilleros qui ont combattu coude à coude avec les FFI pour libérer le Sud-Ouest de la France, la jeunesse espagnole doit se mobiliser aussi pour renverser Franco. *Alianza* demande aux jeunes Espagnols d'être plus attentifs que jamais aux consignes et orientations de la radio de l'UNE, Radio España independiente - estación Pirenaica; rarement une opération clandestine comme le projet d'invasion du Val d'Aran, n'a été aussi annoncée <sup>72</sup>.

---

72. "Pequeña crónica de una batalla demastado anunciada" titre à juste raison Antonio Soriano pour parler de la tentative d'invasion du Val d'Aran, 19-29 octobre 1944 (Antonio SORIANO. *Exodos. Historia oral del exilio republicano en Francia, 1939-1945*, Barcelona, editorial Crítica, 1989, p. 56).

*Liberación* du 7 septembre 1944 est encore plus explicite sur les raisons qu'ont les réfugiés de participer aux combats pour la libération de la France : si les Espagnols se doivent de se joindre aux peuples qui luttent pour l'extermination totale du nazisme -en ayant en mémoire les bombardements hitlériens sur les villages et les villes d'Espagne - c'est qu'ils peuvent espérer que le :

sang versé sur le sol de France incitera les Nations-Unies et tous les Comités de Libération d'Europe à poser les yeux sur [eux] quand l'Unión nacional croira arrivé le moment d'aller définitivement à la reconquête de [leur] patrie qui a vécu pendant tant d'années sous la tutelle du nazisme.

Dans l'espoir que la lutte continuera en Espagne après la libération de la France, l'Agrupación de guerrilleros españoles a commencé, dès juin 1944, en dépit de la terrible vigilance des Allemands et de la police de Vichy, le déplacement massif de ses combattants les plus aguerris vers les maquis espagnols du Sud (Ariège, Aude, Gers, Tarn et départements pyrénéens). Aussi, dès la libération de nombreuses régions, l'UNE tente-t-elle à la fin octobre 1944 - du 19 au 29- d'entrer en territoire espagnol, dans le Val d'Aran, mais l'opération se solde par un échec et les guérilleros doivent abandonner les positions conquises pour rentrer en France.

La presse des premières années de l'exil espagnol reflète la diversité des composantes du camp républicain et permet de saisir quelles difficultés, quasi insurmontables, vont rencontrer les réfugiés pour s'unir dans leur combat contre le franquisme. Les clivages, les éclatements et les antagonismes apparaissent au grand jour, tandis que les réfugiés font connaissance avec la colonie espagnole de France, affrontent les difficultés de l'exil et perdent leurs illusions, du fait de l'accueil qu'ils y ont reçu, sur le pays des droits de l'homme. Il

faut noter que rarement, et à mots couverts seulement, la presse de l'exil se fait l'écho de ces premiers temps de l'exil : par l'effet probable d'une auto-censure, liée certainement aux conditions légales de publication, la déception vis-à-vis de la France y sera peu exprimée. Les camps d'internement ne seront évoqués en détail que dans des témoignages publiés longtemps après les événements, lorsque les réfugiés pourront *a posteriori* regretter amèrement l'ingratitude de la France par rapport à leur action pendant la guerre mondiale <sup>73</sup>.

Quant à la presse clandestine, elle permet de connaître les stratégies des réfugiés engagés activement dans la lutte politique, le plus souvent dans un combat "résistant". Mais l'engagement des Espagnols dans la Résistance est l'une des formes que prend la participation des Espagnols à la défense et à la libération de la France à partir du déclenchement de la guerre mondiale : la presse clandestine est l'une des armes de leur activité résistante, aussi les publications de la période de l'Occupation ne reflètent-elles pour ainsi dire pas les incorporations dans les CTE et les GTE -à l'exception de *Proa*, bulletin très allusif publié par les Espagnols du 505<sup>e</sup> GTE de Portet. Pas plus qu'elles ne sont davantage l'écho des incorporations des réfugiés espagnols au sein des unités militaires organisées par l'armée française, dans la Légion étrangère ou les Régiments de marche de volontaires étrangers. Peut-être moins politisés, encadrés dans des structures de type militaire, ces combattants ne s'expriment pas plus que n'importe quel engagé. La presse espagnole de cette période est un miroir partiel, qui ne saurait donner une vision globale de la complexité de ces années.

La presse clandestine permet cependant d'appréhender les objectifs stratégiques de l'une des formes -la plus massive et la plus spectaculaire certainement- qu'a revêtue la Résistance espagnole à l'occupant nazi, celle de la

---

73. La première, dans l'exil français, à avoir évoqué cette période de la guerre mondiale de façon globale est Federica Montseny dans *Pasión y muerte de los Españoles en Francia*, op. cit., en 1950.

formation d'un front national et d'un mouvement armé autonome. Seules, en effet, des initiatives individuelles ont amené des Espagnols à travailler dans des réseaux d'évasion et à participer à des mouvements français de Résistance ; il est indéniable que la seule force politique et militaire organisée a été constituée par l'UNE et la presse clandestine souligne tout à la fois la prépondérance de l'UNE dans la structuration politique de l'exil espagnol et l'hégémonie communiste, manifeste à partir de 1942. Cette prépondérance des partis communistes pendant la période se retrouve notamment dans les autres immigrations.

Spécifique est en revanche le processus historique dans lequel les réfugiés espagnols sont engagés depuis huit ans. Les républicains, ainsi que le décrit en 1945 l'écrivain Corpus Barga, venaient de vivre une expérience historique qui les mettait inévitablement dans une perspective particulière :

Les Espagnols qui se trouvaient en France quand les armées d'Hitler l'envahirent n'étaient pas seulement les soldats d'une armée régulière qui jusqu'au dernier moment avaient lutté pour la défense de leur patrie. Ils n'étaient pas non plus des émigrés normaux, incorporés à la vie économique du pays qui les avait accueillis. Il étaient encore moins des aventuriers disposés à se mêler allègrement à tout ce qui serait risqué et aventureux... Ils savaient que leur guerre avait été seulement le premier acte de la catastrophe que le fascisme allait rendre inévitable. Pour eux, la lutte n'était pas terminée...

Les combattants espagnols auraient pu, s'ils l'avaient voulu, être -avec honneur et profit- des mercenaires. Ils s'y refusèrent toujours...

...pour les Français, il y a des mois ... que la guerre est finie... Pour nous autres, Espagnols, elle n'est pas encore terminée... Les Espagnols qui, alliés aux Français et ensuite avec les Britanniques et les Américains -qui les décorèrent en Bretagne- luttèrent en France contre les Allemands, étaient l'armée de la République espagnole. L'intervention des Espagnols émigrés dans la guerre européenne aux côtés des Nations Unies a été celle des citoyens libres du peuple espagnol mobilisé : la République. La France et les Nations Unies ont une obligation morale envers l'armée de la République espagnole <sup>74</sup>.

---

74. Corpus BARGA, "Caractère de l'intervention espagnole dans la Résistance française", *France-Espagne*, 5 octobre 1945, p. 3.



Si la lutte contre le nazisme est affirmée dans la presse et entreprise dans les faits, il est clair que la préoccupation première reste, tout au long de la période, le renversement du franquisme et le retour en Espagne. La presse clandestine permet ainsi de cerner la spécificité de l'action espagnole en France pendant la Deuxième Guerre mondiale : si elle a été intense et multiforme elle n'en est pas moins demeurée préoccupée au premier chef par la "reconquête" de l'Espagne. La lutte contre le nazisme était entreprise dans la continuation de la guerre d'Espagne et le combat avec les Français pour la libération du pays d'accueil était mené par solidarité et dans l'espoir avoué d'un soutien ultérieur dans la *Reconquista*. En vue de cet objectif premier, l'autonomie dans la Résistance a été préservé. Alors que pour d'autres immigrés, la participation à la Résistance a souvent été un facteur d'intégration dans la société française, notamment par le canal de la MOI et du PCF <sup>75</sup>, l'extériorité affirmée des Espagnols n'est que le commencement d'une longue lutte où l'obsession du retour va dominer.

---

75. *De l'exil à la Résistance*, sous la direction de Karl Bartosek, René Gallissot et Denis Peschanski, Paris, PUV et Arcantère, 1989.

## CHAPITRE II

### 1945 - 1955 : DE L'EXIL CONSIDERE COMME PROVISOIRE A L'EXIL PROLONGE

*Ami, ce que l'exil a de plus importun,  
lui dis-je, c'est qu'on est en proie à la chimère*  
Victor Hugo, *Les Bannis, La Légende des siècles*

La période ouverte avec la libération de la France est marquée par une activité intense de la part des réfugiés espagnols : c'est le temps de tous les espoirs puisque les pays de l'Axe sont en train d'être vaincus par les Alliés et que Franco voit sombrer ceux qui l'ont aidé à instaurer son régime en Espagne. Mais les inguérissables divisions des exilés républicains et le souci des pays anglo-saxons, dans le contexte de la guerre froide naissante, de ne pas compromettre la stabilité de la péninsule, vont contribuer à faire avorter les fortes espérances suscitées chez les exilés espagnols par la fin de la guerre mondiale. Nous avons choisi de faire aller cette période jusqu'à la réintégration -presque totale- de l'Espagne dans le concert des nations, c'est-à-dire jusqu'en 1955, date de son entrée à l'ONU. Cette limite chronologique est suffisamment symbolique pour être significative également pour l'exil espagnol car elle marque la fin irrémédiable d'une étape où le retour en Espagne avait semblé proche.

Comme au long de cette décennie, la moyenne annuelle du nombre de publications de l'exil espagnol est d'environ 75 titres -avec un sommet de plus de cent titres par an pour l'immédiate après-guerre-, il ne pourra être pris en compte que les principaux périodiques, généralement hebdomadaires, édités par les grandes tendances politiques. Un éventuel éclairage pourra cependant être apporté à partir de l'analyse de publications éphémères ou produites par d'autres

courants idéologiques. Notre étude sera donc essentiellement basée sur l'étude de titres tels que *Reconquista de España*, de l'UNE, *Lucha*, de l'Agrupación de guerrilleros, *España popular*, *Unidad y lucha* et *Mundo obrero*, du PCE ; sur les publications de la CNT "apolitique", *C.N.T.* et *Solidaridad obrera* ; celles de la CNT "politique", *España libre* et *Hoy* ; celles du PSOE, *El Socialista* et *Adelante* ; celles des républicains, *Libertad et Política* et celle du POUM, *La Batalla*. Enfin, les journaux des gouvernements républicains, *La Nouvelle Espagne* et le *Boletín de Información*, serviront de fil directeur pour l'analyse des positions publiques des institutions reconstituées dans l'exil. De la même manière, il ne sera pas possible d'aborder tous les aspects des stratégies politiques des exilés ; il ne s'agit pas de faire l'historique de telle ou telle organisation -ce qui est en partie réalisé pour certaines tendances- mais de mettre en relief les problèmes communs auxquels ont été confrontés les exilés espagnols et comment ils ont tenté de les résoudre. Aussi, allons-nous nous attacher à étudier les stratégies mises en avant, dans cette période, par les principales organisations de l'exil dans la perspective du retour dans une Espagne débarrassée du franquisme. Recherche de l'unité la plus large des forces antifranquistes, stratégies basées sur l'action directe en Espagne et sur la diplomatie internationale, politique d'alliance avec les monarchistes ou maintien de la légitimité républicaine en exil, tels seront les principaux axes autour desquels s'articulera notre étude. La tranche chronologique privilégiée dans notre analyse sera celle des années 1945-1948, décisives pour la transformation d'un exil espéré provisoire en un exil prolongé.

## A. A LA RECHERCHE D'UNE IMPROBABLE UNITE

Comme nous l'avons vu précédemment, les exilés espagnols sont arrivés en France divisés au sortir d'une guerre civile qui avait mis à jour de

profondes dissensions au sein du camp "républicain". Les stratégies développées par les différents courants idéologiques au cours de la guerre mondiale ont ensuite réactivé d'anciennes fractures. De plus, l'hégémonie du PCE sur l'organisation de la Résistance espagnole en France occupée a suscité de fortes réactions de la part de ceux qui contestaient à la fois sa politique sectaire et autoritaire et ses alliances avec la droite. Cependant, au lendemain de la guerre mondiale, devant l'opportunité que peuvent offrir les circonstances internationales pour le renversement de Franco, l'unité des forces antifranquistes est la préoccupation affirmée de tous les secteurs de l'exil. Aux blocs antagonistes hérités de la guerre mondiale, la reconstitution d'un gouvernement en exil tente d'apporter une réponse unitaire ; voyons comment la presse de l'exil en perçoit les effets.

### **1. Les scissions issues de la guerre mondiale**

L'UNE a, comme nous l'avons vu, exercé une véritable hégémonie sur l'exil espagnol en France pendant la clandestinité et dans cette alliance le PCE jouait un rôle moteur. La toute-puissance de l'UNE à la Libération basée sur son rôle considérable dans la Résistance, sur le nombre de ses guérilleros et sur l'importance de sa propagande impose aux autres mouvements de réagir. Aussi, dès la Libération, le 9 septembre 1944, les autres forces politiques créent-elles à Toulouse un comité de liaison des forces démocratiques - Fuerzas democráticas españolas. Les principales organisations politiques et syndicales de l'exil y participent : les partis républicains -Izquierda republicana, Unión republicana, Partido republicano federal-, le principal parti nationaliste catalan -l'Esquerra republicana de Catalunya-, le PSOE et le Mouvement

libertaire, ainsi que les deux syndicaux -l'UGT et la CNT<sup>1</sup>. Afin d'établir une liaison avec la Junta española de liberación -JEL- créée au Mexique avec les mêmes courants politiques fin 1943, cette alliance se transforme peu après, le 23 octobre 1944, en JEL-comité de France. La JEL française, plus large que la JEL mexicaine, rassemble les deux centrales syndicales à la différence de son homologue. L'acte de constitution de la JEL précise que tout parti ou organisation peut faire partie de la Junta à "la seule condition de son caractère démocratique et de son activité dans ce sens pendant la guerre d'Espagne" ; cette double réserve en écarte manifestement à la fois les partis communistes et les monarchistes de la CEDA -Confédération espagnole des droites autonomes dirigée par Gil Robles-, tous impliqués dans l'UNE<sup>2</sup>.

Les partis et syndicats signataires de l'acte constitutif de la JEL reprochent au PCE son sectarisme et sa prétention à diriger tout mouvement unitaire -manifestés avec brutalité par la liquidation physique de récalcitrants et d'opposants à la Libération- et son alliance avec la droite monarchiste. Cette dernière est qualifiée par la CNT de secteur "le plus archaïquement réactionnaire d'Espagne"<sup>3</sup> ; secteur avec lequel il est impossible de faire l'unité, selon des militants du PSOE, car la mort de nombreux révolutionnaires espagnols les sépare des républicains<sup>4</sup>. Les antagonismes entre la JEL et l'UNE apparaissent fréquemment dans la presse de l'exil : les publications de mouvements partiaux prenante de la JEL font mention de meetings suspendus du fait de l'intervention de sympathisants de l'UNE ou, plus grave encore, d'un assassinat. Ainsi, le journal anarchiste de l'Ariège, *Mirando a España*, évoque un meeting empêché par l'UNE à l'automne 1944<sup>5</sup> ; quant au *Socialista* et à *C.N.T.* ils se font l'écho des obsèques d'Auxiliano Benito, membre du comité toulousain du PSOE, "vilement

---

1. *C.N.T.*, n° 2, 21 septembre 1944.

2. *C.N.T.*, n° 10, 18 novembre 1944.

3. *C.N.T.*, n° 12, 2 décembre 1944.

4. *Avance. Boletín regional de Bretaña*, n° 9, 1<sup>er</sup> mai 1945.

5. *Mirando a España*, avril 1945, p. 1.

assassiné dans les environs de Toulouse par certains éléments espagnols que, *par chance*, nous connaissons tous" <sup>6</sup>. Pour calmer les esprits des militants confédéraux, la CNT fait paraître en première page du numéro où est évoqué le cortège mortuaire, suivi par les sympathisants et dirigeants de tous les mouvements de la JEL, l'appel suivant : "Serénité, camarades ! Que personne ne fasse un pas ni ne prenne aucune décision en marge des organismes directeurs... Que les armes que la France républicaine nous a confiées pour défendre la liberté ne servent pas pour nous assassiner comme des insensés".

Dans ce contexte particulièrement tendu au sein de l'exil, il faut ajouter le fait qu'un certain nombre de scissions prolongent, dans diverses organisations, la participation de quelques-uns de leurs militants à l'UNE pendant la clandestinité. Ainsi, les libertaires de l'UNE se regroupent dans une *Agrupación de Cenetistas de la Unión nacional* et éditent leur propre *Solidaridad obrera* en 1944 et 1945. Ils y expliquent les raisons de la collaboration de militants libertaires aux formations de guérilleros de l'UNE : "Un secteur politique a lancé l'initiative de l'Unión nacional. Sa couleur importe-t-elle ? Dans ce cas, nous devrions renoncer à tout ce que renferment de bon et de noble les sentiments sociaux de l'homme". Ils veulent démontrer que leurs idées n'empêchaient pas une collaboration avec l'UNE et qu' "il est dérisoire de dire que l'UNE se confond avec le Parti communiste. Personne n'ignore quel était son nombre en Espagne avant la Révolution... L'UNE contrôle 65% des réfugiés espagnols et, répétons-le, il est dérisoire de croire que ce parti compte ce nombre d'affiliés en France" <sup>7</sup>. Ces militants s'en prennent vivement à la décision du Plenum national du MLE qui ne les autorise pas à se déclarer représentants de la CNT dans l'UNE et sont convaincus que leur lutte actuelle par rapport à l'Espagne est une lutte de

---

6. *C.N.T.*, n° 7, 28 octobre 1944.

7. *Solidaridad obrera. Organó de la Agrupación de Cenetistas de Union nacional*, n° 15, août 1944.

libération nationale <sup>8</sup>. Ce groupe se dissoudra cependant au printemps 1945, comme l'UNE elle-même, et la plupart de ses membres réintégreront la CNT <sup>9</sup>. Même clivages du côté des nationalistes catalans : ceux qui avaient été liés à l'Alliance nationale de Catalogne pendant la clandestinité créent contre les anciens dirigeants de l'ERC une *Esquerra republicana renovada* et reprennent, en 1944 et 1945, la publication d'*El Poble català*. Les républicains et les socialistes ne sont pas épargnés par ces dissensions. Bien que Juan Negrín n'ait pas particulièrement approuvé la politique de l'UNE, il se trouve qu'un certain nombre de ses partisans ont combattu avec l'UNE pendant la guerre mondiale ; prélude de la longue scission du socialisme espagnol, ces militants se réclament de la commission exécutive "sortie d'Espagne" et publient, à Toulouse puis à Paris de 1944 à 1946, deux *Socialista* concurrents de celui du PSOE de Rodolfo Llopis, car ils

refusent de renier [leur] action comme socialistes durant l'occupation allemande et dans les mois qui suivirent immédiatement la libération de la France... Quand aucun organisme compétent de notre parti ne donnait, ni ne pouvait donner de directives, nous avons agi dans la clandestinité -comme il disent- où nous avons pu et comme nous avons pu, conscients de contribuer à affaiblir l'ennemi commun et de réaliser, par conséquent, un travail socialiste <sup>10</sup>.

Pourtant, toutes les publications de l'ensemble des organisations font de l'unité un souhait et une nécessité dans le contexte de l'après-guerre qui semble offrir quelques opportunités pour les réfugiés espagnols. Le Parti communiste qui voit s'effriter l'influence de l'UNE en fait un axe fondamental de son activité. "Chaque communiste doit être un artisan de l'unité", telle est l'invitation adressée à ses militants par le PCE dans *Unidad y lucha*. Le journal

---

8. *Solidaridad obrera. Organó de la Agrupación de Cenetistas de Unión nacional*, n° 26, 2 décembre 1944.

9. Le *Boletín interior de la C.N.T.* n° 10 du 30 mai 1945 indique : l'Agrupación est dissoute, les militants CNT de l'UNE peuvent réintégrer la CNT et le seront de plein droit -sans que leur participation à l'UNE soit considérée comme une "faute" ; seuls les cas douteux donneront lieu à une enquête.

10. Déclaration de Julio Hernández (*El Socialista. Boletín de información del P.S.O.E. de Francia*, n° 2, 10 février 1946, p. 1) ; à partir de juillet 1946, *El Socialista español* fera suite à ces deux *El Socialista*, sous l'égide de Ramón Lamonedá, Ramón González Peña, Julio Álvarez del Vayo, Julio Hernández, Antonio Gardó Cantero...

ajoute : "la tâche primordiale et décisive en ce moment est celle d'unir toute l'émigration républicaine ; dans cette tâche, nous devons marcher en tête" <sup>11</sup>. Santiago Carrillo et la *Pasionaria* défendent en toutes occasions la politique d'unité et de combat du PCE <sup>12</sup>. Le journal communiste publie même un discours de Federica Montseny sur l'unité dans l'émigration, base indispensable pour le retour des exilés en Espagne <sup>13</sup>. L'UNE mène bien entendu le même type de stratégie dans *Reconquista de España* et invite la JEL et les regroupements nationalistes -Solidaridad catalana et le Mouvement basque- à discuter du problème politique espagnol et, fondamentalement, de celui de l'unité ; l'UNE est persuadée que "si les forces patriotiques et républicaines avaient été à tout moment unies, nous aurions aujourd'hui une Espagne libre et indépendante" <sup>14</sup>. Mais les clivages demeurent et les autres mouvements reprochent au PCE et à l'UNE de semer la désagrégation en leur sein plutôt que d'œuvrer pour l'union ; ainsi, la CNT dénonce les agissements des communistes dans le Loir-et-Cher qui ont fait état de premiers contacts, destinés à ne pas être rendus publics, entre des membres de l'UNE et de la JEL et les ont présentés comme des accords unitaires entre les deux mouvements dans le département, alors qu'aucune entente n'est intervenue sur le plan national <sup>15</sup>. Par ailleurs, d'autres conceptions de l'unité se présentent : les trotskystes du Groupe communiste internationaliste, petite formation rattachée à la IV<sup>e</sup> Internationale, rejettent aussi bien l'UNE que la JEL et se prononcent pour une alliance ouvrière, basée sur l'unité syndicale par la constitution d'une centrale unique et orientée par un programme révolutionnaire ; ils dénoncent la politique de collaboration des partis communistes et jugent que

l'UNE veut sauver l'Espagne avec Gil Robles... la JEL veut sauver l'Espagne derrière Martínez Barrio, l'auteur de cette fameuse manœuvre qui

---

11. *Unidad y lucha*, n° 1, 11 mars 1945, p. 2.

12. *Unidad y lucha*, n° 5, 8 avril 1945 et n° 14, 24 juin 1945.

13. *Unidad y lucha*, n° 4, 1<sup>er</sup> avril 1945, p. 3.

14. *Reconquista de España. Órgano de la delegación en París del secretariado de U.N.E. en Francia*, n° 56, 24 février 1945, p. 1.

15. *Boletín interior de la C.N.T.*, n° 7, 28 avril 1945, pp. 1 et 6.



constata, en juillet 1936, à proposer un "arrangement" aux militaires qui, naturellement, refusèrent avec mépris et leur acceptation aurait représenté le triomphe "à froid" du coup d'Etat <sup>16</sup>.

Devant l'échec de sa politique unitaire, l'UNE décide de s'auto-dissoudre en juin 1945 afin de "faciliter l'unité des Espagnols". L'annonce de l'auto-dissolution de l'UNE est signée par ses principaux responsables : Joan Aguasca, président du secrétariat de l'UNE en France, Serafín Marín Cayro, du Mouvement d'unité républicaine <sup>17</sup>, Jesús Martínez du PCE, le général José Riquelme, président du comité national de l'UNE en France, Julio Hernández pour les socialistes de l'UNE et Enrique de Santiago, pour l'UGT tendance González Peña <sup>18</sup>. Le souhait des communistes est de constituer un seul "organisme d'unité et de lutte des réfugiés espagnols en France" et ils en appellent à la JEL afin qu'elle fasse également sa part de chemin vers l'union ; les communistes ont non seulement appelé à dissoudre l'UNE mais ils ont fait un effort patient pour expliquer à leurs militants qu' "indépendamment de ceux qui ont lutté ou non en France, tous les Espagnols ont aujourd'hui un devoir fondamental : s'unir pour lutter pour l'Espagne et la République " <sup>19</sup>. Plus tard, en 1948, Santiago Carrillo rend public un rapport où il critique sévèrement la politique menée par l'UNE et impute son échec aux responsables du PCE en France pendant la clandestinité ; il leur reproche d'avoir accordé plus d'importance au développement de l'UNE qu'à celui du parti, il y dénonce les éloges "grotesques" dont *Reconquista de España* couvrait Gil Robles et l' "indécente démagogie sur l'insurrection nationale" <sup>20</sup>. En 1945, tout en poursuivant de sa vindicte les militants et sympathisants du POUM,

---

16. *Lucha de clases*, n° 1, janvier 1945.

17. Voir dans le corpus à *M.U.R.*

18. *Reconquista de España. Organo de la delegación en Paris del secretariado de U.N.E. en Francia*, n° 66, 30 juin 1945 et *Unidad y lucha*, n° 16, 8 juillet 1945, p. 1.

19. *Unidad y lucha*, n° 16, 8 juillet 1945, p. 1.

20. Les deux responsables évoqués sont Jesús Monzón et Gabriel León Trilla que Santiago Carrillo appelle des "aventuriers avec des galons de colonels qui n'avaient jamais lutté dans des guérillas" (rapport paru dans *Nuestra Banderu*, n° 24, janvier-février 1948, reproduit partiellement dans *Solidaridad obrera*, n° 187, 25 septembre 1948, pp. 2-3).

traités de criminels, "chiens trotskystes" et agents policiers au service de l'ennemi<sup>21</sup>, le PCE ne cesse de réclamer l'unité la plus large des antifranquistes :

*Le manque d'unité des forces antifranquistes répulscaine est, dans les circonstances présentes, un des obstacles majeurs à la lutte pour la libération de notre peuple. Notre unité dans l'émigration aurait d'immédiates répercussions à l'intérieur du pays, approfondirait la crise du franquisme, gagnerait à la cause de la République les forces encore hésitantes, démultiplierait les luttes patriotiques, aiderait à forger un grand mouvement de masse qui, avec ses manifestations, ses protestations, ses grèves, créeraient les conditions pour l'insurrection nationale victorieuse. Notre unité serait la base la plus ferme pour revendiquer devant le monde les droits de la République espagnole, pour faire que la solidarité envers le peuple espagnol s'accélère et s'intensifie* <sup>22</sup>.

Le problème est posé en des termes que beaucoup de réfugiés pourraient, pour la plupart, reprendre à leur compte. Mais, parallèlement, on laisse planer une suspicion indéfinie et l'on indique sans les nommer que les émigrés espagnols savent quels sont ceux qui s'opposent à cette unité <sup>23</sup>. Les exilés sont unanimes pour constater leurs divisions et les déplorer ; ils souhaitent une unité qu'ils savent improbable à concrétiser, mais chaque organisation pense qu'elle est la plus unitaire <sup>24</sup>. "L'idéal serait -affirme la CNT- que, dans la lutte contre Franco, la plus légère fissure ne puisse diviser le groupe de l'antifascisme véritable" ; "le critère de l'objectivité, du désintéressement et de la pondération est le seul qui puisse conduire à l'unité absolue de l'antifascisme, unité dont on parle jusqu'à l'excès, mais que beaucoup veulent conditionner selon une appréciation domestique ou égoïste, incompatible avec les nécessités immédiates et générales de la libération de l'Espagne" <sup>25</sup>. Lucidité et souhaits sincères ne vont pas forcément de pair avec l'élaboration d'une stratégie adaptée : les exilés espagnols vont en faire l'amère expérience. Leur désunion les rend peu crédibles, la diaspora accentue les divisions et le contexte international ne leur sera pas favorable. Après

---

21. *Unidad y lucha*, n°s 22 et 23, 30 août et 6 septembre 1945, *Mundo obrero*, n° 12, 9 mai 1946.

22. *Unidad y lucha*, n° 19, 19 août 1945.

23. *Ibid.*

24. Les citations abondent en ce sens et leur caractère répétitif est significatif.

la dissolution de l'UNE, la JEL de France voit se reconstituer à l'automne 1945, au-delà de l'Atlantique, les institutions républicaines ; son rôle va décliner de manière inéluctable et elle finira par se dissoudre également en septembre 1947 après deux années de paralysie totale.

## 2. Les institutions républicaines de l'exil

Lorsque la fin de la guerre mondiale se profile, l'exil républicain, dispersé entre deux continents, ne s'est toujours pas doté d'institutions représentatives. La JEL créée en 1943 à Mexico représente la diaspora à la conférence de San Francisco qui pose, au printemps 1945, les bases de l'Organisation des Nations-Unies : elle réussit à y faire condamner moralement le régime franquiste et à fermer la porte de l'ONU à l'Espagne. Peu de temps après, le 17 août 1945, les députés républicains espagnols en exil, réunis à Mexico grâce aux bons offices du gouvernement mexicain, proclament Diego Martínez Barrio président de la République. Cette réunion a rassemblé 96 députés résidant à Mexico : 47 députés ont envoyé leur adhésion depuis la France et 69 d'autres pays. Juan Negrín présente sa démission de chef du gouvernement et le 26 août Diego Martínez Barrio nomme José Giral, dirigeant de l'Izquierda republicana, président du conseil des ministres.

### a) Le rétablissement des institutions républicaines

José Giral avait été professeur de chimie dans les Universités de Salamanque et Madrid et recteur de cette dernière avant de devenir ministre de la Marine en 1931 ; il avait été le président du gouvernement républicain pendant les six premières semaines de la guerre civile, à partir du 19 juillet 1936, avant

---

25. *Boletín interior de la C.N.T.*, n° 9, 23 mai 1945.

d'occuper divers postes ministériels jusqu'en 1939. Après quelques consultations, José Giral forme en 1945 un premier gouvernement composé de personnalités républicaines -dont Alvaro de Albornoz et Manuel Torres Campaña-, socialistes - Fernando de los Ríos et Trifón Gómez San José-, et de nationalistes basques et catalans -tels Manuel de Irujo et Miguel Santalo. Ce cabinet s'élargit peu de temps après à deux dirigeants de la CNT, Horacio Martínez Prieto et José Expósito Leiva, sorti clandestinement d'Espagne pour s'adjoindre au gouvernement <sup>26</sup>. Le premier gouvernement Giral ne parvient cependant pas à rassembler toutes les tendances de l'exil : Juan Negrín s'étant refusé à accepter un autre poste que celui de la présidence du gouvernement, les socialistes négrinistes, les communistes solidaires des premiers et le groupe républicain communisant en demeurent exclus. Ce gouvernement en exil est cependant reconnu par plusieurs pays latino-américains, le Mexique, le Guatemala, Panama et le Venezuela ; la liste ne s'allongera guère, les mois suivants, qu'à la Pologne, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Bulgarie et l'Albanie <sup>27</sup>. L'URSS qui multiplie les déclarations contre Franco ne reconnaîtra jamais officiellement les gouvernements en exil, par peur peut-être d'avoir des comptes à rendre sur l'or de la Banque d'Espagne déposé à Moscou pendant la guerre civile.

Lors de ses premières déclarations politiques, Giral manifeste tout de suite son attachement indéfectible à la République dont il entend être le légitime représentant ; il affirme par ailleurs son indépendance par rapport aux puissances alliées victorieuses des pays fascistes. Ces deux affirmations de principe correspondent aux éléments fondamentaux de la politique suivie par le gouvernement Giral : la revendication de la République comme seul ordre légitime, même si cela doit se faire contre l'avis des grandes puissances dont l'appui est cependant recherché. Giral déclare ainsi :

---

26. José Expósito Leiva avait été emprisonné en Espagne de 1939 à 1944, n'échappant à la mort que grâce à son jeune âge (il était né en 1918).

27. *Euzko Deya*, n° 250, 15 novembre 1946, p. 4.

Ce gouvernement, pleinement convaincu des antécédents et de la réalité politique intérieure de l'Espagne, ne peut admettre ni n'admettra pour notre patrie d'autre régime que celui d'une République démocratique, authentique expression de la volonté populaire... Le gouvernement de la République n'admet pas non plus que sous couvert de la formule équivoque d'un plébiscite -pour lequel jamais il ne pourrait y avoir de liberté d'expression, quelle que soit l'intervention vigilante des puissances- il s'agisse de tenter d'imposer en Espagne une monarchie dont le discrédit, les échecs et les abus serviraient à créer le climat républicain qui donna naissance au régime de liberté proclamé par le peuple le 14 avril 1931...

Le gouvernement ne conditionne ni ne conditionnera en aucun cas sa politique intérieure espagnole à des circonstances d'ordre international. Il suit avec toute son attention les événements de la politique mondiale dont les complications actuelles rendent évidemment plus difficile son travail dans le domaine international ; mais il proclame que si les principes de la Charte de l'Atlantique, les accords de San Francisco et de Postdam, la plate-forme électorale du parti travailliste aujourd'hui au pouvoir et les déclarations de S.E. le président Truman des Etats-Unis ne se sont pas encore transformés en réalité en ce qui concerne l'Espagne, par l'adoption de mesures positives afin d'isoler le régime phalangiste et de reconnaître notre gouvernement, les raisons peuvent et doivent se chercher dans le fait que les grandes puissances ne sont pas arrivées à un accord sur les bases indispensables pour l'établissement de l'ordre de la paix et, conséquemment, parce que le futur régime de sécurité collective n'a pas encore de forme définie <sup>28</sup>.

Le PCE ne manque pas de critiquer le gouvernement Giral car, selon lui, il n'est pas un véritable gouvernement de coalition et est même plus restreint que le dernier gouvernement en Espagne. Dolores Ibarruri souligne, dans *Unidad y lucha*, que cette composition étroite ne peut soulever l'enthousiasme des masses populaires et démocratiques des autres pays ni celui des militants de l'intérieur et elle appelle à la constitution d'un "gouvernement de coalition nationale" <sup>29</sup>. Afin d'élargir son assise politique et d'asseoir son audience internationale, Giral invite en mars 1946 les communistes à entrer dans son gouvernement. Santiago Carrillo devient ministre sans portefeuille le 1<sup>er</sup> avril. Un mois plus tard, l'ouverture se fait à droite, avec la nomination du républicain conservateur Rafael Sánchez Guerra, sorti clandestinement d'Espagne comme l'un

---

28. *La Nouvelle Espagne*, n° 1, 20 décembre 1945, p. 1.

des représentants de la CNT, et du côté du mouvement nationaliste galicien, avec l'arrivée d'Alfonso Rodríguez Castelao.

A partir de son entrée dans le gouvernement républicain, le PCE s'en fait le fervent défenseur. Santiago Carrillo exhorte les militants à "aider, appuyer et renforcer le gouvernement pour assurer à travers lui la coordination des forces qui luttent à l'intérieur avec celles qui se trouvent à l'extérieur" ; on doit se donner pour objectif la reconnaissance du gouvernement par les Nations-Unies <sup>29</sup>. Le ministre communiste affirme même, lors d'un meeting salle Pleyel, que "l'élargissement du gouvernement, avec l'entrée du parti communiste, est une bataille gagnée sur Franco" <sup>31</sup>. Toute solution au problème espagnol doit passer, selon le PCE, par le gouvernement de la République, "face aux manœuvres de compromis et à la capitulation devant l'ennemi" <sup>32</sup>.

En février 1946, le gouvernement Giral choisit de s'installer à Paris, où il pense recueillir davantage d'appuis diplomatiques : il y est reçu avec chaleur par de nombreuses personnalités politiques françaises. La capitale devient ainsi le siège des institutions républicaines reconstituées dans l'exil car les représentants de la Généralité de Catalogne et du gouvernement basque s'y installent également. Un bref aperçu sur le statut du gouvernement républicain en exil est ici nécessaire. Même dans les années 1944-1948, où la France manifeste son soutien aux républicains espagnols et mène une importante activité diplomatique pour convaincre ses alliés d'adopter une attitude commune à l'égard de l'Espagne franquiste, le gouvernement républicain ne sera pas reconnu. Les membres de ce gouvernement ne bénéficient pas à proprement parler d'immunité diplomatique même si certains sont munis de cartes diplomatiques attribuées à

---

29. *Unidad y lucha*, n° 23, 6 septembre 1945.

30. *Mundo obrero*, n° 7, 31 mars 1946.

31. *Mundo obrero*, n° 8, 7 avril 1946.

32. *Mundo obrero*, n° 18, 13 juin 1946, et 26, 8 août 1946.

titre personnel. Ce statut ambigu est révélateur de l'embarras que ce gouvernement en exil représente pour la France, même à l'époque d'une sympathie officielle affirmée. La question de l'appartement de l'avenue Foch est une illustration significative des facilités accordées au gouvernement républicain sans qu'il soit officiellement reconnu.

Un appartement frappé de réquisition à la Libération, au 35 avenue Foch, est mis à la disposition du gouvernement républicain qui l'occupera du 28 mai 1947 jusqu'au début des années 1960. Un ordre de renouvellement automatique de cette disposition interviendra jusqu'à la fin de 1953<sup>33</sup>. Lorsque la réquisition est levée à la demande de la propriétaire, le préfet de la Seine -contre l'avis du Quai d'Orsay- la rétablit en juin 1954 car, selon lui, "le gouvernement républicain en exil bénéficie d'un statut diplomatique *sui generis*" ; et aussi parce que cette mesure risquerait de susciter une certaine émotion dans une partie de l'opinion publique française et parmi les Espagnols réfugiés, d'autant que la propriétaire a eu une attitude assez douteuse pendant l'Occupation. Le tribunal administratif de la Seine annule à nouveau, en juin 1955, l'ordre de réquisition ; mais un appel est fait devant le Conseil d'Etat par le gouvernement républicain de l'époque, présidé par Félix Gordón Ordás. En 1960, l'affaire est toujours en suspens car la propriétaire n'a pas fait usage de son droit d'expulsion et le gouvernement français, devant les réclamations de Madrid, se déclare disposé à faire hâter l'application de l'arrêt<sup>34</sup>.

Pendant la durée de cette occupation prolongée des lieux, les gouvernements républicains disposent d'espaces pour faire fonctionner les divers rouages des institutions en exil ; tous les organismes ministériels sont, en effet, reconstitués. Avenue Foch, se trouvent la salle d'audience du président de la

---

33. Par des décrets du 31 décembre 1948, 29 juin 1949, 31 décembre 1949 et 30 juin 1950 (AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 137, p. 110 et vol. 230, p. 80).

34. AMAE, série Europe 1960-1961, sous-série Espagne, en cours de classement.

République, les bureaux des ministres des Affaires étrangères, de l'Intérieur, des Affaires militaires, de la Justice, de l'Information et de la Propagande ; un salon de réception, deux bureaux pour le secrétariat général, un local pour le Parlement et un autre pour les archives complètent l'ensemble. Deux pièces sont prévues pour le concierge et sa famille <sup>35</sup>. D'autres départements ministériels sont logés, au moins les premières années, rue des Pyramides et avenue Kléber ; le premier local est hérité du Mouvement de libération nationale et le second est mis par son propriétaire à la disposition de la République espagnole <sup>36</sup>. De son côté, comme nous l'avons vu dans un chapitre antérieur, le gouvernement basque se réinstalle après la Libération dans l'immeuble du 11 avenue Marceau ; il en sera expulsé en juin 1951 et l'immeuble deviendra, avec le rétablissement des relations diplomatiques officielles avec la France, le siège des services culturels de l'ambassade franquiste. La localisation des sièges des institutions républicaines dans les beaux quartiers de Paris et leur relative ampleur, comparées à la modestie des locaux des organisations politiques et syndicales, n'ont pas été sans susciter des critiques de la part de certains secteurs de l'exil, irrémédiablement opposés aux gouvernements en exil, comme le traduit *Libertad*, journal du MLE publié à Rennes, qui raille les politiciens "responsables directs de la perte de la guerre" qui "lapident les fonds du Trésor national, faisant de [leur] séjour en exil de délicieuses et joyeuses vacances qu'ils essaient de prolonger par tous les moyens"<sup>37</sup>. La reconstitution des institutions républicaines n'est pas, en effet, sans provoquer des réactions d'hostilité de la part de certains secteurs de l'exil.

35. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 137, p. 110.

36. AMI, 89/31 Mi 6 et *Libertad. Para España, por la República*, n° 13, 29 septembre 1947.

37. *Libertad. M.L.E. Boletín regional de Breaña. A.L.T.*, n° 55, 10 janvier 1947. Dans son long discours à l'Assemblée des délégués départementaux du PSOE, les 25-28 juillet 1947, Indalecio Prieto détaille le coût des institutions républicaines : le gouvernement Giral disposait d'un budget mensuel de près de douze millions de francs, alors que les secours apportés aux exilés se montaient à 750.000 F. par mois ; la présidence de la République avait à elle seule un budget mensuel de 450.000 F., dont 100.000 F. de salaire pour le président, 50.000 F. de frais de représentation, 25.000 pour un secrétaire particulier, 15.000 F. pour un attaché de presse, 12.500 pour une sténodactylo, etc... (*El Socialista*, nos 5371 et 5372, 8 août 1947, p. 5).



**b) Le gouvernement républicain : catalyseur de l'unité ou facteur de division ?**

A première vue, le gouvernement Giral semble avoir réussi à rassembler, dans ses élargissements successifs, toutes les tendances politiques de l'exil. Mais la réalité de l'émigration espagnole est plus complexe et la formation de ce gouvernement engendre d'autres fractures. La participation de deux anarchistes au gouvernement Giral provoque la scission de la CNT entre "politiques" ou "circonstancialistes", qui collaborent avec le gouvernement et les "apolitiques" ou "permanentistes", opposés à une participation gouvernementale. Les divergences au sein de la CNT ne sont pas nouvelles et s'étaient manifestées, comme nous l'avons vu, dès les premiers temps de l'exil. Ces appréciations diverses quant à la stratégie à adopter s'étaient accentuées pendant la guerre mondiale ; non seulement en France où la participation à la Résistance fut objet de clivages, mais également au Mexique où la CNT se scinda dès 1942, du fait de l'influence notable de Juan García Oliver, en deux organisations rivales, l'une apolitique et l'autre interventionniste.

La CNT en France est, comme toutes les formations de l'exil espagnol, agitée par un espoir énorme au lendemain de la guerre mondiale ; elle hésite sur la stratégie à suivre pour, finalement, voir l'apolitisme révolutionnaire refaire fortement surface au début de 1945 <sup>38</sup>. En octobre 1944, le plenum de la CNT tenu à Toulouse voit le triomphe de la ligne collaborationniste et il y est envisagé de participer à des responsabilités gouvernementales, comme pendant la guerre d'Espagne <sup>39</sup>. Les militants de la FIJL mènent dans *Ruta* une violente campagne contre cette stratégie et, lors du congrès des fédérations locales du MLE en France, tenu à Paris du 1<sup>er</sup> au 12 mai 1945, la direction du mouvement en exil passé aux mains de Germinal Esgleas, farouche défenseur de l'anarchisme

38. Voir C.N.T. de décembre 1944 à février 1945 et César LORENZO, *Les anarchistes espagnols et le pouvoir, 1868-1939, op. cit.*, pp. 333-369.

traditionnel. Or, la CNT de l'intérieur, intégrée dans l'Allanza nacional de fuerzàs democráticas -ANFD- créée l'été 1944 dans la péninsule par la plupart des mouvements antifranquistes, décide de collaborer avec le gouvernement Giral <sup>40</sup> ; son comité national, reconnu en mai 1945 comme l'organe suprême du Mouvement libertaire aussi bien dans la clandestinité que dans l'exil, propose plusieurs noms à José Giral qui en choisit deux pour son gouvernement. Le premier d'entre eux, Horacio Prieto, s'était prononcé dès 1937 pour la constitution d'un organisme politique qui compléterait le MLE ; aussi le choix de Giral ravive-t-il de vieux débats qui agitent la CNT depuis des années et fait-il exploser la CNT. La scission confédérale est consommée lors d'une réunion du comité national du MLE-CNT tenue à Toulouse les 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 1945. Désormais, deux CNT rivales vont coexister jusqu'à la réunification de 1960-1961: plus nombreuse dans l'exil français, où elle s'appuie aussi sur la majeure partie de la FIJL, la CNT "apolitique" est minoritaire en Espagne où l'orthodoxie semble difficile à maintenir. La direction de la CNT "circonstancialiste" se considère, en France, comme un sous-comité subordonné au comité national de l'intérieur. Dès lors, deux presses antagonistes voient le jour.

Une partie de la CNT réagit très violemment à l'entrée d'Horacio Prieto et de José Expósito Leiva dans le gouvernement Giral. Germinal Esgleas dans une lettre au président du gouvernement déclare que les deux militants ne peuvent prétendre représenter la CNT dans son ensemble, faute d'une consultation générale du mouvement et d'une décision prise par un "congrès régulier en Espagne" <sup>41</sup>. Les "apolitiques" reprochent au "comité national d'Espagne d'avoir manqué aux normes les plus élémentaires d'organisation en ayant décidé de l'intervention dans le gouvernement Giral sans avoir au préalable consulté

---

39. C.N.T., n° 6, 21 octobre 1944.

40. Le PCE s'intègre début 1946 dans l'ANFD après l'échec et la dissolution de l'UNE.

41. C.N.T., n° 30, 27 octobre 1945.

l'ensemble du MLE et de la CNT" <sup>42</sup> ; ils se moquent des anarchistes qui pensent que "Giral est la dernière carte contre Franco ; c'est-à-dire qu'en dehors de Giral il n'y a point de salut, comme si Giral était le miracle thaumaturge et, en plus, l'unique" <sup>43</sup>. Selon *Acción libertaria* de Marseille "le MLE apparaissait traître à la cause du prolétariat à partir du moment où il commencerait à faire partie du gouvernement, en n'offrant aucune garantie à la classe ouvrière" <sup>44</sup> ; la publication part en guerre contre "ceux qui font confiance à la stratégie diplomatique, ceux qui abandonnent la lutte" <sup>45</sup>. Le journal *C.N.T.* pose, en mars 1946, la question de savoir pourquoi Franco se maintient et y apporte la réponse suivante :

En premier lieu, parce qu'il y a un nombre excessif de personnages qui se sont nommés eux-mêmes pour revendiquer une succession sur laquelle le peuple espagnol ne s'est pas prononcé. Si Franco abandonne le pouvoir auquel de ses successeurs spontanés le remettra-t-il si aucun ne veut le recevoir de lui ? Franco abandonnera le pouvoir et le régime qui lui succèdera doit être fixé par les Espagnols eux-mêmes, non par Giral ou par un quelconque autre Espagnol.

... Que Giral se croie l'unique solution, que Leiva se croie ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, sans que les Espagnols le désirent, est une fantaisie orientale, une plaisanterie déplacée <sup>46</sup>.

Inversement, les publications de la CNT "politique" justifient la participation au gouvernement de manière tout aussi ferme. Le journal *Hoy* de Marseille publie une série d'articles de José Expósito Leiva intitulés "Ainsi pense l'Espagne" où il parle notamment de la "position unilatérale, jacobine et conservatrice" d'une partie de la CNT ; selon lui, "au cours de son intervention dans l'appareil politique de l'Espagne, la CNT a perdu son simplisme doctrinal, son complexe invétéré d'infériorité et ses grandes utopies qui donnaient à [ce] mouvement un véritable profil d'ingénuité rêveuse" <sup>47</sup>. Refuser la collaboration à un gouvernement en exil ne se comprend pas si l'on songe que la participation au

---

42. *C.N.T.*, n° 37, 15 décembre 1945.

43. *C.N.T.*, n° 43, 6 janvier 1946.

44. *Acción libertaria*, n° 14, 25 octobre 1945.

45. *Acción libertaria*, n° 17, 16 novembre 1945.

46. *C.N.T.*, n° 51, 28 mars 1946, p. 1.

pouvoir avait été approuvée par la CNT en Espagne pendant la guerre. Le ton de *Hoy* est parfois dur contre les "apolitiques" : "une honte et un crime que nous n'oublierons jamais. La bande factieuse de Toulouse poignarde dans le dos notre organisation espagnole" <sup>48</sup>. Dans une rubrique intitulée "Pour l'Espagne ou contre l'Espagne", *Hoy* fait le compte, au moins jusqu'en juillet 1946, des adhérents et des fédérations locales qui se rangent "aux côtés de l'organisation d'Espagne" et se prononcent contre "l'ex-comité de Toulouse". La direction de la CNT "politique" se glorifie d'être la seule reconnue par le comité national d'Espagne et la polémique continue, très vive, contre Germinal et Francisco Esgleas et contre Federica Montseny <sup>49</sup>. *Hoy* fait état d'un meeting, organisé à Montauban par lui-même et *España libre*, interrompu par des groupes proches du "comité de la rue de Belfort" <sup>50</sup>. La participation au gouvernement républicain a ainsi ouvert une profonde fracture au sein de la CNT.

L'extrême-gauche marxiste a des positions en retrait par rapport au gouvernement Giral. Le POUM entend préserver son indépendance politique et organisationnelle par rapport aux institutions républicaines <sup>51</sup>, aussi adopte-t-il une attitude pragmatique : "ni adhésion inconditionnelle, ni opposition systématique" <sup>52</sup>. En fait, il estime ces institutions peu représentatives et pense qu'elles auraient dû être l'émanation de l'ANFD, constituée dans la clandestinité en Espagne. Pour le POUM, "le Parlement, ou les restes du Parlement espagnol, ne sont pas davantage qu'un pauvre symbole qui ne dit rien et ne représente rien ; c'est à l'intérieur de l'Espagne qu'ont surgi les institutions véritablement

---

47. *Hoy*, n° 4, 20 octobre 1945.

48. *Hoy*, n° 6, 3 novembre 1945.

49. Des caricatures des dirigeants de la CNT "apolitique" sont ainsi légendés : "Ceux qui vont mourir vous méprisent" (*Hoy*, n° 30, 22 juin 1946). Le numéro 32 du 6 juillet suivant annonce, en effet, que *Juanel* - Juan Manuel Molina - est fait prisonnier en Espagne car, s'adressant à Federica Montseny, il "est entré en Espagne, non pour diriger, comme tu prétends le faire depuis Toulouse, entourée de commodités, mais pour apporter son aide simple et pleine aux compagnons qui, avec tant de dignité, ont levé le drapeau de la CNT contre ton opinion et la misérable propagande que tu viens de faire parmi les militants exilés en France".

50. *Hoy*, n° 54, 7 décembre 1946.

51. *La Batalla*, n° 6, 29 septembre 1945.

représentatives". Le gouvernement républicain devrait mettre au service de la résistance intérieure une partie substantielle des fonds dont il dispose à l'extérieur<sup>52</sup>. *La Batalla* mène dans l'émigration une stratégie de front ouvrier et milite pour une alliance des forces démocratiques, et tout particulièrement pour l'unité syndicale entre la CNT et l'UGT. Quant au Groupe communiste internationaliste, il se prononce pour un "gouvernement ouvrier" et appelle à :

Rompre avec la coalition bourgeoise. Faire sortir du gouvernement Giral, ou d'un autre gouvernement analogue, les ministres ouvriers. Constituer le front unique des travailleurs dans l'Alliance ouvrière. Impulser les comités CNT-UGT. Aller directement à l'unité syndicale. Ne pas confier aux républicains aucun de nos intérêts, aucune de nos revendications. Ni même la direction de la lutte contre les monarchistes et Franco. Constituer dans l'émigration un organisme supérieur d'alliance ouvrière qui entre en contact avec d'autres organisations de front ouvrier en Espagne, afin d'organiser la lutte et de faciliter la constitution d'un gouvernement intégré par les organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier<sup>54</sup>.

La crise du gouvernement Giral débute de fait le lendemain même du jour où il obtient la confiance des Cortes. Le 8 novembre 1945, en effet, Indalecio Prieto, leader de la minorité parlementaire socialiste, met en cause le gouvernement pour avoir été désigné en violation de la Constitution ; il ajoute que si un jour les militants restés en Espagne "adoptent des résolutions qui ne soient pas la consécration indéfinie des institutions ainsi créées", le conflit se résoudra simplement : "nous obéirons à ce que l'on nous dira depuis l'Espagne, quand une voix autorisée s'exprimera"<sup>55</sup>. Plus tard, le 7 décembre 1945, Indalecio Prieto expose son plan de manière précise : après le renversement de Franco, un gouvernement composé de personnalités étrangères à la répression rétablira les libertés publiques fondamentales et organisera un plébiscite, sous le contrôle de

---

52. *La Batalla*, n° 7, 20 octobre 1945.

53. *La Batalla*, n° 6, 29 septembre 1945. Avec la Généralité de Catalogne reconstituée, le POUM a des rapports plus étroits, bien que souvent marginalisé par celle-ci : le POUM n'est pas inclus lors d'un élargissement du gouvernement de la Généralité en 1946, alors qu'il s'estime plus représentatif que des forces politiques qui ont été admises (*La Batalla*, n° 20, 15 août 1946).

54. *Lucha de clases*, n° 5, 20 septembre 1945.

pays latino-américains, afin de déterminer la nature du nouveau régime. Les thèses d'Indalecio Prieto rencontrent l'appui inattendu de celui qui avait été son rival en Espagne, Francisco Largo Caballero, arrivé à Paris en septembre 1945 de retour de déportation du camp de Sachsenhausen. Malgré sa courte durée du fait du décès de Largo Caballero à Paris en mars 1946, cette coïncidence de points de vues entre deux leaders socialistes qui avaient été si divergents dans leur stratégie durant la guerre civile a certainement fait faire un pas décisif à l'idée plébiscitaire, dont nous verrons plus loin comment elle est accueillie dans l'exil <sup>55</sup>. En effet, Francisco Largo Caballero déclare :

La République assassinée, toutes les institutions qui l'incarnaient sont mortes. Sans la République, il ne peut exister de président, ni son Parlement, ni sa Délégation permanente des Cortes, ni son gouvernement. Tout ce qui se dit à cet endroit est, à mon avis, subterfuge <sup>57</sup>.

Par ailleurs, des dissentiments existent entre le gouvernement Giral et l'organisation clandestine de l'intérieur, l'ANFD, rejointe par les communistes début 1946. L'ANFD avait apporté un soutien mitigé au gouvernement lors de sa formation et, favorable également à une solution plébiscitaire, avait entrepris des pourparlers avec les monarchistes, sous l'impulsion de son aile marchante, la CNT de l'intérieur. L'organisation clandestine était en effet persuadée, devant les réticences des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne face aux propositions françaises de rupture des relations diplomatiques avec l'Espagne à la fin de 1945, que les pays anglo-saxons n'accepteraient qu'une solution monarchiste. Or, le groupe monarchiste s'était reconstitué : le prétendant, Don Juan de Borbón, fils du roi Alphonse XIII déposé en 1931, s'était installé au Portugal accompagné de Gil Robles ; certains de ses partisans lui conseillent de se poser comme futur monarque constitutionnel et il prend contact avec des

---

55. Discours cité par Carlos et José MARTINEZ COBO, *La primera renovación. Intrahistoria del PSOE*, vol. I (1939-1945), *op. cit.*, p. 339.

56. Julio AROSTEGUI, *Francisco Largo Caballero en el exilio*, Madrid, Fundación Largo Caballero, 1990, pp. 103-150.

57. Cité par Carlos et José MARTINEZ COBO, *La primera renovación...*, *op. cit.*, p. 347.

représentants de l'ANFD sur la base d'une solution plébiscitaire et d'une Assemblée constituante. Les pourparlers de l'ANFD avec les monarchistes provoquent des discussions au sein du gouvernement en exil -suivies avec attention par les diplomates des grandes puissances<sup>58</sup>- et manifestent au grand jour la rivalité pour la suprématie de ces deux instances.

### **c) Continuité des institutions républicaines et discussions avec les monarchistes**

Lors de l'une de ses premières déclarations publiées en France dans le journal qui en est quasiment l'émanation, le gouvernement Giral avait affirmé : "Ni monarchie, ni plébiscite, ni médiation !" <sup>59</sup>. Alors que, dans le même temps, des mouvements représentés dans le gouvernement prennent, à l'intérieur de l'Espagne, une position moins légitimiste. Pour affirmer la continuité institutionnelle qu'ils prétendent représenter, José Giral, Josep Irla, président de la Généralité de Catalogne et José Antonio de Aguirre, président du gouvernement basque, publient en février 1946 un "Manifeste aux Espagnols" dans lequel ils affirment leur "foi en la République comme unique institution qui peut résoudre, en termes démocratiques, de justice et de liberté, les problèmes divers et compliqués posés aujourd'hui aux peuples dont nous représentons légitimement les intérêts". Mais, surtout, ils coupent court par avance à toute autre solution qui ne serait pas le rétablissement pur et simple de la République :

Nous sommes nettement et légitimement républicains et nous n'admettons aucune sorte d'arrangements de collaboration avec qui que ce soit. A la

---

58. AMAE, série Europe 44-60, sous-série Espagne, vol. 39.

59. *La Nouvelle Espagne*, n° 1, 20 décembre 1945, p. 1.

dictature franquiste doit succéder immédiatement, et sans étapes intermédiaires, à la restauration de la République.

La consultation du peuple espagnol se fera la plus rapidement possible, une fois établi le régime républicain. A cela, nous nous engageons solennellement <sup>60</sup>.

A la suite des efforts diplomatiques déployés par la France auprès de ses alliés pour les inciter à adopter une position commune face à l'Espagne franquiste, les gouvernements anglais, américain et français publient, peu de temps après l'arrivée à Paris du gouvernement en exil, le 4 mars 1946, la fameuse "note tripartite". Cette déclaration condamne le régime franquiste mis en place grâce à l'aide du nazisme allemand et du fascisme italien, affirme l'intention des trois pays de ne pas intervenir dans les affaires intérieures de l'Espagne et souhaite un retrait pacifique de Franco. Les trois pays suggèrent également qu'un "gouvernement provisoire [soit] chargé de la résolution des affaires courantes et que, sous sa direction, le peuple espagnol puisse trouver l'occasion de définir le type de gouvernement qu'il désire se donner". Ce n'était évidemment pas la reconnaissance que le gouvernement en exil escomptait mais une invitation à une formule institutionnelle plus souple et à la constitution d'un gouvernement de coalition nationale. Le gouvernement Giral ne peut s'empêcher de marquer sa déception et publie la déclaration suivante :

Le gouvernement de la République espagnole dans l'exil a étudié avec l'attention et le respect qu'elle mérite la déclaration faite par les trois grandes puissances -la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Ce n'est pas sans amertume qu'il déclare qu'il en a reçu une pénible impression ; il veut en même temps exprimer sa profonde gratitude envers la France pour les efforts qu'elle a faits pendant les négociations.

...Le gouvernement de la République espagnole voit renforcée sa conviction qu'il n'y a qu'une seule voie diplomatique, civique et pacifique, pour résoudre le problème espagnol -lequel n'atteint pas exclusivement l'Espagne... Cette

---

60. *La Nouvelle Espagne*, n° 7, 28 février 1946, p. 1.



voie-là se trouve dans la rupture des relations avec Franco et la reconnaissance du gouvernement qui est la représentation de la légalité républicaine... <sup>61</sup>.

José Giral déploie une grande activité diplomatique pour tenter de faire admettre son point de vue auprès des grandes puissances : il se rend notamment à Londres, où il est reçu par la commission des Affaires étrangères de la Chambre des Communes, et à New York, où il participe à une réunion d'une sous-commission du Conseil de Sécurité de l'ONU <sup>62</sup>. Comme l'invitation devant cette dernière instance est adressée au "Président du Conseil des ministres de la République espagnole", *La Nouvelle Espagne* titre que "le Conseil de Sécurité ... reconnaît officiellement l'autorité du gouvernement républicain" <sup>63</sup>. José Giral présente devant l'ONU un important mémorandum sur la complicité de Franco avec l'Axe pendant la guerre et la répression dont sont l'objet de nombreuses catégories de la population. Parallèlement, le ministre de la Défense, le général Juan Hernández Saravia fait part de ses projets de reconstitution de l'armée républicaine ; il insiste sur la nécessaire discipline et la non moins indispensable obligation pour les militaires de s'abstenir de toute intervention publique dans le domaine politique <sup>64</sup>. Lorsque la sous-commission du Conseil de Sécurité recommande aux Nations-Unies, en juin 1946, la rupture des relations diplomatiques avec Franco, il est affirmé que l' "on a fait un pas de géant vers la solution du problème espagnol, grâce au gouvernement, et PRÉCISEMENT PARCE QU'IL EXISTE UN GOUVERNEMENT qui représente fermement la démocratie espagnole". Dans le même temps, cependant, José Giral ne se déclare qu'en partie satisfait car les conclusions proposées par la sous-commission se bornent à recommander l'application des mesures prévues par la Charte des

---

61. *La Nouvelle Espagne*, n° 8, 15 mars 1946, p. 2.

62. *La Nouvelle Espagne*, n° 15, 17 mai 1946, pp. 1-3.

63. *La Nouvelle Espagne*, n° 17, 30 mai 1946, p. 1.

64. *Ibid.*

Nations-Unies au lieu d'en exiger l'application immédiate et ne parlent pas de sanctions économiques <sup>65</sup>.

La publication de la note "tripartite" avait renforcé les positions de l'ANFD pour une solution plébiscitaire négociée avec les monarchistes ; les conversations de l'ANFD avec les monarchistes reprenaient dans le même temps et l'organisation clandestine envoya un délégué auprès du gouvernement Giral, le libertaire Juan García Durán, pour lui faire part des vœux des antifranquistes de l'intérieur <sup>66</sup>. La grande majorité du gouvernement en exil maintient des positions légitimistes. Cependant, les tiraillements avec l'intérieur et le fait que la résolution votée par l'ONU en décembre 1946 recommande à ses membres de retirer leurs ambassadeurs d'Espagne mais ne reconnaisse toujours pas le gouvernement républicain fait implorer celui-ci. Les socialistes et les anarchistes sont convaincus que le gouvernement Giral n'a plus de poids sur la scène internationale et qu'un nouveau cabinet plus souple, davantage conforme aux résolutions de l'ONU serait souhaitable <sup>67</sup>. Même *L'Espagne républicaine* pense qu'après le vote de l'ONU, "la question de confiance est inévitable" et que le gouvernement Giral ne convient pas pour les tâches de l'heure <sup>68</sup>. Giral est soutenu essentiellement par les républicains et les communistes ; ces derniers déclarent :

Ceux qui veulent sauver le fascisme et la réaction ont inventé le mensonge monstrueux selon lequel le gouvernement républicain est un obstacle pour la solution démocratique du problème espagnol et se prononcent pour d'autres formules qui, dans la pratique, laisseraient la solution réduite à un simple changement de façade <sup>69</sup>.

---

65. *La Nouvelle Espagne*, n° 19, 13 juin 1946, p. 1.

66. Juan García Durán a raconté plus tard qu'il se trouvait placé entre la légitimité républicaine - justifiée mais inopérante - confortée par un optimisme excessif et la réalité des antifranquistes l'intérieur qui manquaient de logique politique, car ils raisonnaient selon leur logique démocratique (*El movimiento libertario español. Pasado, presente y futuro*, Paris, Ruedo ibérico, 1975, pp. 123-128).

67. *El Socialista*, n° 5346, 7 février 1947, p. 1.

68. *L'Espagne républicaine*, n° 79, 28 décembre 1946 et n° 82, 18 janvier 1947.

69. *Mundo obrero*, n° 51, 30 janvier 1947, p. 1.

Le 27 janvier 1947, après quinze mois d'existence, le cabinet Giral présente sa démission. La crise ministérielle ne prend fin que le 11 février suivant avec la formation d'un gouvernement présidé par Rodolfo Llopis, secrétaire général du PSOE. Le gouvernement Llopis se compose de ministres républicains -Julio Just Jimeno et Fernando Valera Aparicio-, et nationalistes - Manuel de Irujo et Miquel Santuló ; Vicente Uribe, du PCE, occupe le ministère de l'Economie et Trifón Gómez San José, dirigeant de l'UGT, est chargé de celui de l'Emigration. Luis Montoliú, militant de la CNT sorti clandestinement d'Espagne après avoir été condamné à mort en 1944, est chargé du ministère de l'Information <sup>70</sup>.

Le nouveau gouvernement, appuyé surtout sur le secteur socialiste de l'exil, se déclare prêt à empêcher que "puisse s'établir en Espagne un régime distinct du républicain sans que préalablement la volonté nationale ait été consultée" <sup>71</sup>. Dans un premier temps, le PCE se félicite de l'unité d'action entre socialistes et communistes dans le cadre du gouvernement, afin d'oeuvrer pour la concrétisation de la déclaration ministérielle <sup>72</sup>. En fait, le projet gouvernemental est hypothéqué par les pourparlers avec les monarchistes entrepris en Espagne par les organisations clandestines et ses affirmations de républicanisme constituent un pendant paradoxal à l'engagement de contacts avec les représentants de Don Juan<sup>73</sup>. Hostiles à la constitution du gouvernement Llopis et à une formule plébiscitaire, des exilés créent en février 1947 le mouvement *España combatiente*: ce sont surtout des socialistes proches de Juan Negrín, comme Julio Alvarez del Vayo et Ramón González Peña, et des dissidents de l'*Izquierda republicana*. Déjà, ce courant socialiste a exprimé dans *El Socialista español* son désaccord avec le

---

70. Luis MONTOLIÚ, membre du comité national de la CNT en 1934-1935, secrétaire d'Horacio Prieto, est au Conseil national des chemins de fer pendant la guerre civile ; arrêté en mars 1939, il est condamné à mort en novembre 1944, sa peine est maintenue jusqu'au 14 mai 1946 et il est remis en liberté en mai 1946 (*España libre*, n° 58, 22 mars 1947).

71. *La Nouvelle Espagne*, n° 55, 22 février 1947, p. 1.

72. *Mundo obrero*, n° 55, 27 février et n° 56, 6 mars 1946.

73. *El Socialista*, n° 5353, 28 mars 1947.

"PSOE de Toulouse" ; pour lui, "la solution d'une monarchie ne naît pas en Espagne : elle est allée en Espagne par le chemin de Toulouse" <sup>74</sup>. De son côté, le gouvernement Llopiès se heurte non seulement au souci anglais de ne pas se mêler des affaires espagnoles mais aussi à une opposition interne. Les anarchistes "politiques", qui suivent avec beaucoup d'attention les pourparlers de la CNT de l'intérieur avec les monarchistes, manifestent leur défiance au gouvernement Llopiès : "le gouvernement en exil a pour mission essentielle de se donner les moyens d'établir, entre forces républicaines de l'extérieur et de l'intérieur, les liens correspondants de relations qui rendront possible une réelle efficacité dans la lutte contre le régime", mais il s'agit de coordonner l'action avec l'opposition intérieure, non de subordonner celle-ci <sup>75</sup>.

Les socialistes proches d'Indalecio Prieto critiquent la présence communiste dans le cabinet, défavorable selon eux à une reconnaissance internationale. Par ailleurs, afin de provoquer un changement de stratégie au sein du parti, Indalecio Prieto, pour la première fois depuis 1939, retransverse l'Atlantique : il quitte Mexico pour intervenir à Toulouse, en juillet 1947, devant l'Assemblée de délégués départementaux du PSOE, organisme intermédiaire entre deux congrès. Son autorité politique et son éloquence font adopter à une grande majorité par l'assemblée des délégués diverses décisions qui réorientent la stratégie socialiste : appel à toutes les forces antifranquistes qui acceptent la formule des Nations-Unies avec création d'une commission chargée de recueillir le maximum d'adhésions, demande réitérée d'aide à l'ONU, réduction à de "simples proportions symboliques" des institutions républicaines et baisse drastique de leurs dépenses, enfin refus de toute relation avec les communistes <sup>76</sup>. Ces résolutions sont approuvées par le PSOE et l'UGT clandestines

---

74. *El Socialista español*, n° 2, 8 août 1946.

75. *España libre*, n° 60, 4 avril 1947, p. 1.

76. *El Socialista*, n° 5371 et 5372, 8 août 1947, p. 8.

Enfin, le PCE hostile aux positions du PSOE qui s'est, selon lui, prononcé à Toulouse "pour la disparition des institutions de la République" retire la participation de Vicente Uribe du gouvernement en exil <sup>77</sup>. Après six mois d'existence, le cabinet Llopis présente collectivement sa démission le 6 août 1947<sup>78</sup>. Dans le même temps, par l'intermédiaire du quai d'Orsay, le grand Conseil maçonnique d'Espagne envoie un courrier à Diego Martínez Barrio, président de la République et grand maître de la Loge espagnole, et à Rodolfo Llopis. Des critiques voilées y apparaissent ; les francs-maçons de l'intérieur souhaitent que les dissensions cessent et que l'union se réalise, "toutes les fractions représentatives de l'antifranquisme, même celles qui n'adhèrent pas à la République" doivent intervenir dans la nouvelle organisation étatique et le prébiscite définira la nature du régime <sup>79</sup>. Mais Martínez Barrio reste opposé au plan Prieto. Quelques jours après la démission du gouvernement Llopis, Alvaro de Albornoz y Liminiana, de l'Izquierda republicana, forme un nouveau gouvernement, formé exclusivement de représentants des partis républicains : les nationalistes basques et catalans refusent d'y participer, les communistes partisans d'un "gouvernement de large rassemblement républicain et antifranquiste" sont écartés <sup>80</sup> et les socialistes ont pris leurs distances avec les institutions républicaines. Quant aux anarchistes, ils commencent à se demander si "la collaboration ne peut arriver à se traduire par une complicité dans la prolongation du martyre de notre peuple" <sup>81</sup> et si "l'intransigeance légitimiste de quelque secteur a comme limite celle des réserves en francs" <sup>82</sup>....

Dès lors, à partir d'août 1947 et jusqu'en juin 1977, tous les gouvernements en exil ne seront composés que de républicains : pendant trente

---

77. Lettre du 5 août de Vicente Uribe à Rodolfo Llopis (*Mundo obrero*, n° 78, 7 août 1947).

78. *El Socialista*, n° 5373, 15 août 1947, p. 1.

79. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 42, pp. 93-96.

80. *Mundo obrero*, n° 79, 14 août 1947.

81. *España libre*, n° 74, 26 juillet 1947.

82. *España libre*, n° 76, 9 août 1947, p. 1.

ans, des membres des partis Izquierda republicana, Unión republicana et Partido republicano federal, mouvements plus riches en personnalités qu'en nombre de militants, assurent seuls la continuité de la République espagnole en exil. Un second cabinet Alvaro de Albornoz est composé en février 1949 ; deux gouvernements présidés par Félix Gordón Ordás lui succèdent d'août 1951 à avril 1960, suivis par un gouvernement Emilio Herrera Linares jusqu'en février 1962, d'un cabinet Claudio Sánchez Albornoz jusqu'en février 1971 et, enfin, d'un gouvernement Fernando Valera de 1971 à 1977. L'été 1947 marque véritablement la fin d'une période où les gouvernements en exil comptaient sur une large assise et où le rétablissement de la République avait été cru possible : ensuite, seul un symbole dépourvu de représentativité va subsister jusqu'au terme de l'exil.

Dès la fin de 1947, la CNT "apolitique" peut parler du "manque de substance existentielle du gouvernement Albornoz" <sup>83</sup>. Le PCE dénonce la "grande faiblesse du gouvernement républicain" qui ne devrait pas "provoquer par sa composition et sa politique le divorce entre les forces républicaines et ouvrières" <sup>84</sup> ; dans les derniers mois de son existence légale en France, le PCE ne cesse de dénoncer l'absence de perspective politique du gouvernement, d'appeler à la constitution d'un gouvernement "de toutes les forces républicaines et antifranquistes" et de déclarer que le "gouvernement... ne représente pas le peuple espagnol" <sup>85</sup>. En février 1950, Dolores Ibarruri interpelle Alvaro de Albornoz et lui demande ce qu'a fait son gouvernement lors de grèves et d'actions de guérillas en Espagne ou en faveur de l'unité des forces antifranquistes ; elle lui reproche ses relations avec la Yougoslavie de Tito et conclut : "le gouvernement que vous présidez n'a rien fait, absolument rien, pour développer la lutte contre le franquisme, pour aider ceux qui luttent à l'intérieur du pays" <sup>86</sup>. En 1952, c'est au tour du socialiste Luis Araquistáin de polémiquer avec Félix Gordón Ordás, alors

83. *C.N.T.*, n° 137, 16 novembre 1947.

84. *Mundo obrero*, n° 83, 11 septembre 1947, p. 1.

85. *Mundo obrero*, n° 159, 3 mars 1949, n° 173, 9 juin 1949 et n° 174, 16 juin 1949.

chef du gouvernement républicain, et de faire une comparaison qui ne manque pas d'humour :

Comme vous le savez, Jeanne la Folle a promené dans la moitié de l'Espagne le cadavre de son mari Philippe le Beau, avant de lui donner une sépulture définitive à Grenade. La pauvre dame croyait alternativement ou que le défunt n'était pas mort ou qu'il allait ressusciter d'un moment à l'autre... Nous, les républicains espagnols, nous faisons quelques chose de semblable avec le cadavre de la République espagnole. Nous avons forgé l'illusion que nous l'avions ressuscitée à Mexico et, depuis lors, nous promenons ses dépouilles de par le monde, dans l'attente que les autres Etats nous la restaurent d'un moment à l'autre à Madrid...

Ne vous semble-t-il pas, Monsieur le Président, que c'est l'heure de donner ce triste spectacle international pour terminé... et d'enterrer définitivement et solennellement notre République ?

... Faire de la politique c'est construire, dans le possible, à chaque moment, pour la vie et non pour la mort<sup>87</sup>.

A cet avis et à l'éventualité envisagée par son correspondant de la mise en gestation d'une III<sup>e</sup> République, Félix Gordón Ordás répond peu après :

Je respecte beaucoup votre opinion relative à la mort de notre régime, mais vous me permettez de ne pas la partager. Ce qui est définitivement mort c'est l'Âme républicaine de quelques républicains éminents. Malgré toutes les difficultés et toutes les douleurs de notre cheminement sur les routes de l'adversité, il y a de très nombreuses personnes, encore plus à l'intérieur de l'Espagne qu'en dehors, qui portent la République vivante dans leur esprit et leur cœur. Je suis l'un de ces hommes. Et parce que je crois en la République, sans appellation ni numéro d'ordre d'aucune nature, je lutte autant que je peux pour son rétablissement...

Il est possible que je me trompe mais je me trouve bien dans mon illusion invincible... Ma foi ne me porte pas à l'aveuglement et je vois combien il est difficile de lutter avec succès dans ces circonstances<sup>88</sup>.

Parallèlement à ce que l'on peut appeler une survie des institutions républicaines à partir de la chute du gouvernement Llopiés, il faut souligner que les années 1947-1948 marquent un moment fort de la profonde

---

86. *Mundo obrero*, n° 208, 9 février 1950.

87. Lettre du 24 janvier 1952 (*Acción*, n° 1, juin 1952, pp. 5-6).

88. Lettre du 30 janvier 1952 (*Acción*, n° 1, pp. 6-7).

coupure entre les communistes et les autres forces de l'exil espagnol ; aux clivages antérieurs s'ajoute la découverte du camp de concentration soviétique de Karaganda où sont retenus prisonniers depuis 1939 des républicains espagnols : la quasi totalité de la presse de l'exil dénonce les faits <sup>89</sup>. Un grand meeting est organisé à la Mutualité le 11 juillet 1948 par la Fédération espagnole des déportés et internés politiques "contre la permanence du régime franquiste et pour la liberté des aviateurs et marins antifascistes espagnols, envoyés en Russie par le gouvernement républicain pour suivre des cours pendant la guerre civile, qui sont depuis six ans internés par Staline à Karaganda". Le meeting rassemble tous les secteurs de l'exil à l'exclusion des communistes et marque la profondeur du fossé qui les en sépare <sup>90</sup>.

A l'extérieur des institutions républicaines, le PSOE poursuit les pourparlers avec les monarchistes. La réorientation stratégique de l'été 1947 sera confirmée lors du III<sup>e</sup> congrès en mars 1948 : Indalecio Prieto dont les idées ont été adoptées devient président du PSOE. Et là il s'agit bien d'une guerre froide à l'intérieur de l'exil <sup>91</sup> : les ennemis désignés par le nouveau dirigeant du PSOE sont les "deux totalitarismes, le totalitarisme phalangiste et le totalitarisme communiste" ; l'union s'impose donc des antifranquistes de droite et de gauche <sup>92</sup>. Indalecio Prieto devient la cible privilégiée de la presse communiste qui l'accuse de collusion avec le régime franquiste et fustige ceux qui utilisent le nom du

---

89. *España libre*, n° 71, 6 juillet 1947 ; *Solidaridad obrera* de décembre 1947 à mai 1948 ; *La Batalla*, n° 53, 10 février, n° 55, 25 mars et n° 60, 30 juin 1948 ; *El Socialista*, février-mars 1948... *Mundo obrero* du PCE et *Lluita* du PSUC étudient les faits. Voir sur ce thème : David Wingate PIKE, "Les républicains espagnols incarcérés en URSS dans les années 1940", *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 3-4, juillet-décembre 1985, pp. 93-99.

90. Les orateurs y sont : Wilebaldo Solano, Georges Brutelle, Rafael Sánchez Guerra, Paul Rivet, Ramón Nogués i Biset, Rodolfo Llopis, Federica Montseny, José Domenech (*Solidaridad obrera*, n° 175, 3 juillet 1948).

91. Bien que, parfois, certaines voix s'élèvent dans *El Socialista* pour marquer leur antitotalitarisme plus que leur anticommunisme (*El Socialista*, n° 5398, 6 février 1948, p. 3).

92. Discours d'Indalecio Prieto adressé au peuple espagnol par le biais de la Radiodiffusion française (*El Socialista*, n° 5373, 15 août 1947, p. 4).



PSOE pour des manœuvres de capitulation <sup>93</sup>. Le PSOE décidé à tenter tout ce qui est "compatible avec sa dignité" pour libérer l'Espagne multiplie les démarches: Indalecio Prieto s'entretient avec Ernest Bevin au Foreign Office, Trifón Gómez discute avec le Département d'Etat <sup>94</sup>. Enfin, des conversations ont lieu à Londres entre Prieto et Gil Robles : un memorandum est publié à l'issue de ces rencontres, où le dirigeant socialiste marque ses points d'accord et de désaccord <sup>95</sup>. A la suite de ces démarches, un pacte est signé, en août 1948 à Saint Jean-de-Luz, entre les socialistes et les monarchistes. Les bases de cet accord, publiées dans *El Socialista* en octobre, définissent ainsi la période de transition de l'après-franquisme : large amnistie pour les condamnations politiques, Etat de droit garantissant les libertés individuelles, maintien de l'ordre public et absence de représailles, réactivation de l'économie, élimination du totalitarisme, incorporation à l'Europe occidentale, liberté religieuse et consultation pour l'établissement d'un régime politique définitif <sup>96</sup>. Si le président Aguirre ne désapprouve pas le pacte <sup>97</sup> et si l'ANFD -à nouveau sans communistes- apporte son soutien à cet accord considéré comme une "base d'action immédiate pour le rétablissement de la démocratie dans le pays" <sup>98</sup>, des voix s'élèvent à son encontre,

---

93. *Mundo obrero*, n° 81 à 84 (28 août au 18 septembre 1947), n° 168 à 182 (5 mai au 11 août 1949), n° 185 à 224 (1<sup>er</sup> septembre 1949 au 1<sup>er</sup> juin 1950) : "Prieto veut imposer la domination des grands capitalistes et propriétaires terriens en Espagne", "traître, capitaliste, millionnaire...", "servir encore plus ouvertement le régime franquiste, voici le chemin que Prieto se dispose à parcourir", "les prétentions révisionnistes d'Indalecio Prieto", "aujourd'hui la lutte politique et idéologique contre le priétisme est en même temps la lutte politique et idéologique contre les ennemis du peuple et de l'Espagne", "le paradis américain de M. Prieto et la réalité", "au service des impérialistes et du franquisme, les propagandes guerrières de Prieto et des siens"...

94. *El Socialista*, n° 5381, 10 octobre, p. 1 et n° 5387, 21 novembre 1947, p. 2-4.

95. Accord sur l'absence de "vengeance ou répression pour motifs politiques, sociaux ou religieux", sur le maintien de l'ordre public et pour "empêcher toute influence du communisme dans la vie politique ou syndicale", sur l'absence de discrimination religieuse, sur la collaboration avec les "forces ouvrières organisées", sur le respect des droits de l'homme ; désaccord sur l'"importance secondaire" du moyen pour instituer une vie politique normale en Espagne (*El Socialista*, n° 5398, 6 février 1948, pp. 1-2).

96. *El Socialista*, n° 5434, 14 octobre 1948, p. 1.

97. *Ibid.*, p. 4.

98. *El Socialista*, n° 5444, 23 décembre 1948, p. 1.

en provenance des groupes républicains, de la CNT "apolitique" et du POUM, mais aussi de l'intérieur du PSOE <sup>99</sup>.

Mais, dans le même temps où le "pacte de Saint Jean-de-Luz" est signé, Don Juan de Borbón, tiraillé entre des influences contradictoires et encore dans l'espérance d'obtenir le trône des mains de Franco, rencontre le Caudillo sur le yacht *Azor* en croisière dans le golfe de Gascogne. Il en ressort notamment que son fils, le prince Juan Carlos, pourra faire ses études en Espagne. Franco joue habilement sur l'anticommunisme des puissances occidentales et donne des gages aux monarchistes au moment où ils pactisent avec la gauche. L'année 1950 marque les premiers succès internationaux du régime et lorsque se profile le retour des ambassadeurs occidentaux à Madrid, Indalecio Prieto démissionne de toutes ses charges, repart en Amérique latine et déclare :

Mon échec est complet. Je suis responsable d'avoir induit notre parti à se fier à de puissants gouvernements d'origine démocratique qui ne méritaient pas une telle confiance, comme ils viennent de le démontrer. J'ai rendu le parti victime d'une illusion qui m'a aveuglé <sup>100</sup>.

Peu après, en juillet 1951, Don Juan dénonce quasiment le pacte de Saint Jean-de-Luz qui a été signé, selon lui, par des "éléments monarchistes sous leur propre responsabilité" <sup>101</sup> ; les socialistes l'annulent à leur tour en 1952. A l'aube des années 1950, les deux tentatives politiques menées par les exilés espagnols depuis la fin de la guerre mondiale, la reconstitution des institutions républicaines et les pourparlers avec les monarchistes, ont échoué : il n'y a plus en exil d'organisme unitaire et les minorités régionales connaissent des difficultés semblables.

---

<sup>99</sup>. *La Batalla*, n° 66, 15 octobre 1948 ; *Sagitario*, juillet 1949...

<sup>100</sup>. *El Socialista*, n° 5540, 6 novembre 1950.

<sup>101</sup>. Cité in Carlos et José MARTINEZ COBO, *República, Monarquía ? ... op. cit.*, p. 221.

#### d) Les institutions des minorités régionales

Pendant la guerre mondiale, Londres avait été le lieu essentiel de la représentation de la Catalogne et de l'Euzkadi : leurs représentants respectifs, Carles Pi i Sunyer et Manuel de Irujo, avaient développé une politique de contacts avec le Foreign Office et les autres gouvernements en exil. Le Conseil national basque de Londres voit cependant son activité diminuer lorsque le président du gouvernement d'Euzkadi, José Antonio de Aguirre réapparaît, après son odyssée qui l'a mené en pleine guerre mondiale de Belgique à New York en passant par Berlin ; Aguirre reprend en effet alors la direction du gouvernement basque. Du côté catalan, en dépit de tensions avec Josep Irla, président du Parlement et successeur de Lluís Companys à la tête de la Généralité, une délégation du Conseil de Catalogne présente un mémorandum à la conférence de l'ONU de San Francisco au printemps 1945 : il y est demandé que "la position de la Catalogne sur l'organisation politique de l'Espagne soit décidée par elle-même, par plébiscite auprès des Catalans, après la reconnaissance de son état légal comme nation" <sup>102</sup>. Le catalanisme politique avait connu, en effet, pendant la guerre mondiale une forte radicalisation et une majorité de cette émigration considérait la République de 1931 comme inexistante et défendait le droit d'autodétermination de la Catalogne. L'intégration de l'ERC au gouvernement Giral en 1945 marque la victoire du légalisme face à l'alternative extra-constitutionnelle : lors du premier congrès de l'ERC en juin 1945 à Toulouse, Pi i Sunyer abandonne la thèse de l'autodétermination et se prononce en faveur de l'acceptation de la Constitution de 1931 et du statut de la Catalogne de 1932. La stratégie développée par Josep Tarradellas, le secrétaire général du parti catalan le plus important, et qui repose sur l'adhésion au statut obtenu pendant la Seconde République, a ainsi triomphé<sup>103</sup>.

---

102. Daniel DIEZ ESCULIES, *El catalanisme polític a l'exili... op. cit.*, pp. 73-88.

103. *La Humanitat*, n° 4, 9 novembre 1944 et n° 12, 24 janvier 1945.

Les gouvernements basque et catalan s'installent à Paris en 1946 comme le cabinet Giral auquel ils sont tous deux liés. Le Parti nationaliste basque est sans aucun doute, avec les socialistes, la pierre angulaire du gouvernement basque reconstitué ; les forces politiques qui constituent ce dernier sont, dans un premier temps, les mêmes que pendant la guerre civile : PNV, Comité central socialiste d'Euzkadi, Acción nacionalista vasca, Izquierda republicana, Partido republicano federal et communistes basques. Tous ces partis ont signé en mars 1945 le pacte de Bayonne sur la base de la reconnaissance de la République et du statut de 1936 <sup>104</sup>. Le gouvernement basque mène une importante politique de relations publiques, tant auprès de la France et des autres pays alliés, qu'auprès des organisations internationales, notamment de l'ONU où il jouit d'un certain prestige. Dans cette place privilégiée accordée à l'action diplomatique, il y a la certitude que les démocraties occidentales ne peuvent que manifester leur incompatibilité avec le régime franquiste ; au lendemain des décisions de l'ONU en décembre 1946, le président Aguirre déclare à Radio Euzkadi, l'émetteur clandestin de la résistance basque :

La seule persistance de ce régime cause une telle répugnance dans le monde que les accords adoptés par la récente Assemblée des Nations-Unies ne signifient pas autre chose que la condamnation définitive d'un régime responsable et hypocrite qui, en plus d'être un exemple de corruption, est un anachronisme en cette période.

Le régime tyrannique d'Espagne va tomber, et bientôt... Basque qui m'écoutez... préparez-vous à être dignes de la liberté que notre peuple va retrouver<sup>105</sup>.

La guerre froide atteint également le gouvernement basque : afin de tenter de capitaliser l'aide occidentale, le PNV et le PSOE mènent une croisade anticommuniste qui aboutit à l'éviction, en mai 1948, des communistes du

---

104. La CNT, l'UGT et la STV ont également signé le pacte de Bayonne (*Euzko Deya*, n° 214, 15 mai 1945 et n° 245, 31 août 1946, p. 1).

105. *Euzko Deya*, n° 253, 31 décembre 1946, pp. 1-2.

gouvernement <sup>106</sup>. Les nationalistes basques entretiennent des relations étroites avec les Etats-Unis et il est probable qu'un certain nombre de cadres du PNV parmi les plus importants aient été encadrés par la CIA <sup>107</sup> : le cas le plus célèbre est celui de Jesús de Galíndez, délégué du gouvernement basque aux USA de 1946 à 1956, auteur des comptes rendus des discussions de l'ONU dans *Euzko Deya* <sup>108</sup>. José Antonio de Aguirre, appuyé sur le PNV, assurera la présidence du gouvernement d'Euzkadi jusqu'à sa mort en 1960, et les nationalistes basques continueront leur action en faveur de l'Euzkadi mais ne participeront plus, après la démission de Rodolfo Llopis en août 1947, à aucun cabinet républicain.

Du côté catalan, au sortir de la guerre mondiale, une organisation très active en France est l'Aliança nacional de Catalunya, branche régionale de l'UNE <sup>109</sup> ; l'ANC est liée de façon privilégiée au PSUC qui appelle à l'unité les Catalans antifranquistes appartenant aux partis et organisations de gauche comme de droite <sup>110</sup>. Par ailleurs chez les nationalistes, devant l'émergence des thèses extra-constitutionnelles au sein de l'ERC, Josep Tarradellas prend l'initiative de créer sur la base du statut de 1932 un organisme unitaire, Solidaritat catalana, dont *Foc nou* devient le porte-parole : les partis et regroupements tels que l'ERC, Acció catalana, Unió democràtica de Catalunya, Lliga catalana, Estat català, Front de la Llibertat et Front nacional de Catalunya s'y

---

106. Voir l'anticommunisme d'*Alderdi*, l'organe du PNV. A partir de mai 1948, le Conseil consultatif basque est composé des différents mouvements politiques et syndicaux basques à l'exception des communistes (PNV, ANV, MLE, PRF, PSOE, IR, STV, CNT, UOT) (*Alderdi*, n° 20, 1948).

107. BELTZA, *El nacionalismo vasco en el exilio, 1937-1960*, Saint Sébastien, editorial Therioa, 1977, p. 62 et voir également le roman de Manuel VAZQUEZ MONTALBAN, *Galíndez*, Paris, Le Seuil, 1992, 448 p.

108. Disparu mystérieusement en 1956 à New York, très certainement enlevé par des sbires du dictateur Trujillo que Galíndez avait observé pendant son exil dominicain et qu'il avait critiqué dans une thèse universitaire soutenue aux Etats-Unis peu de temps avant.

109. *Catalunya* (Toulouse), n° 7, 30 septembre 1944 et *Catalunya* (Paris), n° 1, 11 septembre 1944.

110. *Lluita*, n° 2, 14 février 1945.

incorporent <sup>111</sup> ; mais le PSUC en est exclu et les organisations syndicales, CNT, UGT et Unió de rabassaires, restent en dehors. Parallèlement, se crée un nouveau mouvement politique, le Moviment socialista de Catalunya, fondé notamment par d'anciens dirigeants du PSUC et du POUM afin de regrouper "les forces ouvrières, paysannes, intellectuelles, techniques, qui acceptent et ont foi dans le socialisme comme forme d'organisation économique, politique et morale de la société" <sup>112</sup> ; socialistes et démocrates, partisans d'une Troisième République à structure fédérative, ils sont convaincus que "la défense des droits et des intérêts des travailleurs sont aujourd'hui totalement solidaires de la lutte de la Catalogne pour sa liberté", et ils vont être, par ailleurs, des propagandistes actifs de la construction d'une Europe fédérale et unifiée <sup>113</sup>.

Josep Irla, le président du Parlement catalan qui a assuré l'intérim de la présidence de la Généralité après l'exécution de Lluís Companys, constitue en septembre 1945 un gouvernement qu'il préside lui-même. Ce gouvernement est composé d'intellectuels et d'hommes politiques appartenant aux divers partis catalans, PSUC compris : mais ce sera le premier et le dernier gouvernement catalan en exil. En effet, des divergences internes -notamment l'hostilité des nationalistes envers le PSUC-, le fait que l'opposition intérieure ne le reconnaît pas et la conscience que les Alliés penchent pour une solution monarchique le font éclater rapidement : des ministres démissionnent fin 1947, aussi le président Irla dissout-il le gouvernement en janvier 1948 <sup>114</sup>. Dès lors, il n'y aura plus de gouvernement catalan en exil, mais seulement le maintien

---

111. *Foc nou*, n° 20, 20 janvier 1945, p. 1. Même si beaucoup pensent que le statut de 1932 n'est pas entièrement satisfaisant pour la Catalogne, il y a accord pour le revendiquer dans un premier temps quitte à l'approfondir ensuite.

112. *Endavant*, n° 1, 24 février 1945.

113. *Endavant*, n° 30, 8 mars 1947, p. 1 et n° 31, 2 mai 1947, p. 1. Sur le thème de l'Europe voir le *Bulletin d'informació*. (du Moviment socialista català pels Estats Units d'Europa), *Península*, *Cartes d'Europa* et : Andrée BACHOUD, Geneviève DREYFUS-ARMAND, "Conscience et discours européens des exilés espagnols", communication présentée au colloque *Les migrants dans la formation de l'identité européenne*, Paris, Centre d'histoire de l'Europe du XX<sup>e</sup> siècle, 7-8 octobre 1993.

114. *La Humanitat*, n° 23, septembre 1945, n° 34, janvier 1946 et n° 68, mai 1947.

symbolique de la présidence de la Généralité et d'un secrétariat de cette présidence. La primauté de l'ERC va s'affirmer au sein du catalanisme politique et ce parti entretendra, au moins entre 1947 et 1952, des relations de concertation avec le PNV. Le secrétaire général de l'ERC, Josep Tarradellas, est élu président de la Généralité en 1954 quand Josep Irla se démet pour raisons de santé <sup>115</sup> : pendant vingt ans il assure ainsi la continuité de la Généralité et il sera, en 1977, le premier chef de gouvernement d'une Catalogne en attente de son statut d'autonomie <sup>116</sup>. De la même manière que les Basques, les Catalans ne participeront plus après août 1947 à aucun gouvernement républicain.

Ainsi, les institutions républicaines reconstituées n'avait pas eu l'effet catalyseur escompté de l'unité antifranquiste : d'élargissements en remaniements, elles s'étaient finalement réduites à leur plus simple expression dès lors que les principaux mouvements politiques avaient jugé qu'il fallait prendre en compte les secteurs non républicains de l'antifranquisme. Dans un dernier message avant sa mort, le leader socialiste Francisco Largo Caballero, avait eu la lucidité de voir l'importance, les difficultés et le caractère insuffisant en soi de l'unité des exilés espagnols, tout comme le caractère illusoire des institutions maintenues dans l'exil lorsqu'il écrivait :

L'union des émigrés espagnols n'est pas impossible mais je la crois difficile. Les blessures infligées à la dignité et à l'honnêteté politique de milliers d'hommes de toutes les tendances ont été très profondes et ne sont pas encore cicatrisées, du fait de la conduite et de la politique immorales de beaucoup de ceux qui, maintenant, s'érigent en paladins d'une union qu'ils ont eux-mêmes détruite par leurs campagnes calomnieuses et diffamatoires.

---

115. Pour la crise de 1954, voir : *Endavant* de juillet-août 1954 et *Per Catalunya* d'octobre 1954.

116. Josep Tarradellas a même déclaré plus tard : "la Généralité c'était moi" (*El Periódico*, 18 juillet 1987), cité in : Josep BENET, *El presidente Tarradellas en els seus textos, 1954-1988*, Barcelone, Empuries, 1992, 724 p.

Une union sincère, construite sur des bases solides, d'interpénétration dans la pensée et l'action, sera impossible. L'union fictive, simulée, pour une convenance politique circonstancielle, pour tromper ceux du dehors, soutenu par des liens de faible consistance, exposée à être rompue au plus petit contre-temps, pourra se réaliser.

L'obsession d'une minorité de gens qui se considèrent comme les éternels recteurs des Espagnols en exil n'est pas le moindre obstacle pour effectuer une unification si nécessaire....

Sur quels principes moraux, politiques ou juridiques pouvons-nous nous appuyer pour continuer à remplir dans l'émigration des charges, tant publiques que représentatives, de partis et d'organisations syndicales, conférées par nos amis, compagnons ou coreligionnaires, pour les exercer en Espagne ?

La République assassinée, toutes les institutions qui l'incarnaient sont mortes...

En renonçant de façon désintéressée à remplir des charges devenues caduques en passant la frontière et qui, en examinant honnêtement le problème, ne nous appartiennent plus, disparaîtrait l'un des obstacles les plus grands pour l'union si désirée ; la situation ainsi clarifiée faciliterait la création en France d'un organisme, conseil ou comité, élu par tous les émigrés, avec autorité et légitime représentation pour gérer comment et où il serait nécessaire tout ce qui concerne le problème du retour à la normalité politique en Espagne...

L'union des émigrés espagnols obtenue d'une façon ou d'une autre sera-t-elle suffisante pour renverser le régime franquiste ? Je regrette de dire, avec la franchise qui m'est coutumière que non. L'union, si elle ne comporte pas une force matérielle, quelque chose de positif et de tangible, d'indispensable dans ce cas concret, sera une parole sans signification pratique. L'union sera, indubitablement, une force morale ; mais j'ai la conviction que les forces morales ne renverseront pas Franco. Malheureusement pour l'Espagne, si l'on veut la libérer du régime ignominieux qu'elle subit, il faudra employer la violence ; mais la violence organisée et coordonnée. Le phalangisme a une psychologie semblable à celle du banditisme : au lieu de se livrer à la justice, il préfère être tué par la garde civile <sup>117</sup>.

Dans ce texte que propose, en 1952, le bulletin *Acción* à la méditation des militants socialistes de la région parisienne, tous les essais d'unité se trouvent ici caractérisés, de même que le caractère fallacieux de vouloir prolonger en exil des charges et des responsabilités conférées dans le pays ; la

---

117. *Acción. Revista mensual de estudios políticos y sociales*, n° 1, juin 1952, p. 3-4.



conviction également que la force sera peut-être nécessaire pour renverser le franquisme : c'est la stratégie adoptée, à l'intérieur de la péninsule, par les communistes et une partie des anarchistes. D'autres courants politiques axent l'essentiel de leur activité en exil sur les démarches diplomatiques auprès des grandes puissances ; la presse de l'exil atteste de la diversité des stratégies adoptées pour renverser le franquisme.

## B. LES STRATEGIES DU RETOUR

Si l'unité entre les exilés espagnols a été si difficile à réaliser et n'a pas, en définitive, réussi à se concrétiser au-delà d'éphémères regroupements plus ou moins vite dissous, c'est qu'en dehors du passif de divisions hérité des deux guerres -la civile et la mondiale- les stratégies des uns et des autres sont rarement parvenues à coïncider dans un même temps. Il est certain que certains mouvements ont davantage misé sur l'action diplomatique auprès des grandes puissances, d'autres sur l'action directe à l'intérieur de la péninsule. Sauf la CNT "apolitique" et le POUM, à peu près toutes les organisations se sont posé la question de l'unité avec des forces antifranquistes non républicaines, seulement elles ne l'ont pas fait au même moment <sup>118</sup>. Communistes, anarchistes "politiques" et socialistes ont été partisans de négociations avec des monarchistes, mais selon leur stratégie propre et à des périodes différentes : les premiers dans l'UNE, rejetée par les autres, les seconds et les troisièmes dans l'ANFD, puis les socialistes seuls dans le cadre du pacte de Saint Jean-de-Luz. Aussi la diversité

---

118. José BORRAS, *Políticas de los exiliados españoles... op. cit.*, p. 45.

des stratégies tient-elle non seulement à la multiplicité des orientations idéologiques des exilés mais aussi à des réajustements tactiques dans le temps.

### 1. Insurrection nationale, guérilla, action directe

La même tactique qui a inspiré l'entrée dans le Val d'Aran à l'automne 1944 continue d'animer le PCE pendant plusieurs années ; elle repose sur l'espérance d'un soulèvement populaire qui viendrait appuyer une intervention extérieure. Après la libération de la France, le mot d'ordre est : "insurrection nationale". Par l'intermédiaire de *Lucha*, le porte-parole de l'Agrupación de guerrilleros, et de *Reconquista de España*, l'organe de l'UNE, le PCE y appelle dès août 1944 <sup>119</sup>. En septembre 1944, l'AGE donne l'ordre général d'attaque, elle incite les Espagnols à la grève générale et à prendre les armes pour l'insurrection nationale victorieuse ; la perspective est de célébrer le second anniversaire de la Junta suprême de l'UNE dans une patrie libre, reconquise grâce à l'action héroïque des Espagnols <sup>120</sup>. Il s'agit alors d'une "croisade de libération nationale" menée sous la conduite de la Junta : l'imminence de la défaite totale de Hitler et Mussolini implique d'agir vite <sup>121</sup>. En octobre et en novembre 1944, *Reconquista de España* titre : "L'insurrection nationale commence en Espagne. Plus de 20.000 patriotes constituent le *maquis*", "L'heure a sonné d'attaquer avec les armes à la main" <sup>122</sup>. Un appel est lancé à tous les Espagnols, sans distinction idéologique ou philosophique afin qu'ils mettent à la disposition des maquis leurs capacités de commandement et leurs connaissances militaires ; il s'agit de renforcer le mouvement de guérilla dans toute l'Espagne et de créer de nouvelles unités. Chacun peut oeuvrer selon ses possibilités :

---

119. *Lucha*, n° 1, août 1944.

120. *Reconquista de España* (Toulouse), n° 38, 27 septembre 1944.

121. *Lucha*, n° 9, 24 septembre, n° 10, 1<sup>er</sup> octobre et n° 11, 12 octobre 1944 ; *Reconquista de España* (Toulouse), n° 39, 6 octobre 1944.

122. *Reconquista de España* (Toulouse), n° 40, 28 octobre et n° 41, 6 novembre 1944, p. 1.

Les ouvriers peuvent se transformer en guérilleros en intensifiant la lutte pour des améliorations économiques ; les paysans en luttant ouvertement pour la défense de leurs récoltes ; les femmes en aidant ceux qui luttent dans les montagnes. Tous, ouvriers, intellectuels, paysans et commerçants vous pouvez lutter les armes à la main <sup>123</sup>.

Malgré l'échec de l'invasion du val d'Aran à la fin d'octobre 1944, tentative arrêtée par une forte mobilisation militaire franquiste et par l'absence de soutien populaire, le mot d'ordre d'insurrection nationale est avancé encore début 1945 <sup>124</sup>. La définition suivante en est donnée par le PCE : ce n'est "pas un acte spontané mais le fruit d'une série de luttes particulières, économiques et politiques, de guérillas, d'actions de masses répétées qui culminent dans l'insurrection nationale victorieuse, combinée à la grève générale politique" ; tous les combats sectoriels, ceux des ouvriers, des paysans, des employés, des commerçants et des femmes pour l'amélioration de leurs conditions matérielles et morales de vie, concourent donc à ce résultat final, en liaison avec les mouvements de guérillas <sup>125</sup>.

Le mot d'ordre d'insurrection nationale n'apparaît pratiquement plus ensuite dans la presse communiste, probablement à cause de la déperdition d'influence de l'UNE et de la réorganisation, en face d'elle, des autres forces politiques ; l'axe central de l'activité communiste est alors : unité et lutte pour le rétablissement de la République <sup>126</sup>. C'est d'ailleurs le titre du journal du PCE, *Unidad y lucha*, publié entre mars 1945 et mars 1946, avant l'apparition de *Mundo obrero*. En 1948, en pleine période de critique de la stratégie antérieure du parti, Santiago Carrillo qualifiera ce mot d'ordre d'insurrection nationale de "très

---

123. *Reconquista de España* (Toulouse), n° 41, *doc. cit.*

124. *Reconquista de España* (Paris), n° 49, 6 janvier 1945, p. 1.

125. *España popular*, n° 2, 25 décembre 1944, p. 3 ; les exemples de la France, de la Grèce et de la Yougoslavie sont ici donnés.

126. *España popular*, n° 6, 14 janvier, n° 7, 22 janvier, n° 8, 28 janvier, n° 10, 11 février et n° 12, 25 février 1945.

révolutionnaire en parole et de réactionnaire et provocateur dans les faits" <sup>127</sup>. À la Libération cependant, le PCE engage ses meilleurs militants de l'exil à aller renforcer le mouvement de guérillas qu'il impulse en Espagne. L'UNE où il est prépondérant affirme en mars 1945 : "le peuple en armes sera la force nationale décisive" <sup>128</sup>, aussi l'espoir est-il grand dans l'impact de ces combats. Des proclamations de ce type apparaissent régulièrement dans la presse communiste : "à travers tout le territoire espagnol la rébellion croît et la lutte de guérillas augmente", "le mouvement populaire de lutte s'étend à toute l'Espagne", "dans tous les coins d'Espagne brille la lutte sacrée contre Franco", "les autorités phalangistes sont obligées de reconnaître la croissance du mouvement espagnol patriotique de guérillas" <sup>129</sup>.

La presse communiste consacre de nombreux articles et titres de première page aux actions de guérilla, qu'il faut, selon Enrique Lister, soutenir résolument <sup>130</sup>. Chaque numéro de *Mundo obrero* parle des guérillas en Espagne. Une longue série d'articles, écrits par Jesús Izcaray, décrit les maquis du Levant<sup>131</sup> ; toutes les offensives des guérilleros sont célébrées : occupations de villages, attaques de gardes civils. Jusqu'en 1948, cette lutte semble aller croissant selon la presse du PCE ; mais cette même année, Staline conseille fortement aux dirigeants communistes espagnols de cesser la guérilla en Espagne et d'orienter davantage l'action vers la France. En 1949, la presse communiste insiste d'ailleurs beaucoup plus sur l'action d'orientation politique mise en oeuvre par les guérilleros, avec des articles tels que : "comment les guérilleros instruisent et orientent politiquement les paysans", "la guérilla acquiert par moments un

---

127. Il ajoute : "l'insurrection nationale de Monzón et Trilla était l'insurrection des généraux réactionnaires, des évêques, des magnats de la finance, des grands propriétaires, pour effectuer un simple ravalement de façade qui consoliderait la réaction au pouvoir et ouvrirait une large voie à la domination impérialiste anglo-saxonne" (*Solidaridad obrera*, n° 187, 25 septembre 1948, pp. 2-3).

128. *Reconquista de España* (Paris), n° 59, 17 mars 1945, p. 1.

129. *España popular*, n° 6, 14 janvier, n° 7, 22 janvier, n° 8, 28 janvier, n° 10, 11 février et n° 12, 25 février 1945.

130. *Mundo obrero*, n° 3, 2 mars 1946, p. 3.

131. Onze numéros de *Mundo obrero*, du n° 82 du 4 septembre au n° 92 du 13 novembre 1947.

caractère politique plus élevé, de formation et d'éducation des paysans" ou "la tâche fondamentale des guérilleros est d'instruire et organiser politiquement les grandes masses paysannes" <sup>132</sup>. La réorientation stratégique est sensible : si chaque guérillero est invité à être un instructeur politique des paysans, un propagandiste de la République et un organisateur des masses rurales pour la défense de leurs intérêts, c'est que la guérilla n'est plus à l'ordre du jour ; les soi-disants guérilleros sont appelés à "convertir les grandes masses paysannes en une grande armée politique qui, unie à la classe ouvrière et dirigée par elle, marche vers le triomphe de la République démocratique" <sup>133</sup>. Si la presse communiste de l'exil se fait encore l'écho, en 1949 et en 1950, des actions de guérillas proprement dites, il est clair que le PCE en a abandonné -officiellement du moins- l'aspect militaire.

Après la scission confédérale de l'automne 1945, la CNT "apolitique" tient également un langage radical et ne croit plus qu'à l'action révolutionnaire, par le biais de l'insurrection populaire et de l'implantation du communisme libertaire. A partir de juillet 1946, le MLE-CNT engage son énergie vers la révolution sociale, contre tout compromis, face au parlementarisme et au capitalisme. "Un seul chemin de libération : l'action !", proclame *Solidaridad obrera* :

La lutte à fond : pour la liberté sans mystifications, pour la liberté sans tromperies, pour la liberté sans claudications suicidaires.

Le front de lutte est en Espagne. Antifascistes espagnols, aidons-nous nous-mêmes ! Ni l'ONU, ni Dieu s'il existait, ne vont nous aider.

Un seul chemin de liberté : l'action. Un seul moyen : l'action. Une seule pensée : l'action pour la liberté <sup>134</sup>.

"Ceux qui pensent qu'il faut animer la Résistance viennent donner raison à la position maintenue par le MLE-CNT en France depuis le début,

132. *Mundo obrero*, n° 156 (10 février 1949), 163 (31 mars 1949), et 173 (9 juin 1949).

133. *Mundo obrero*, n° 173, 9 juin 1949, p. 1.

réitérée cent fois publiquement et maintenue", indique C.N.T. en janvier 1947 <sup>135</sup>. Le peuple espagnol ne doit pas, selon les anarchistes "apolitiques", mendier sa liberté dans les chancelleries, "il doit la conquérir les armes à la main" <sup>136</sup>. Le MLE-CNT, comme le PCE, envoie des militants en Espagne pour y consolider la lutte clandestine et prête "tout son appui aux actions de force qui peuvent miner les assises du régime : attentats, sabotages, coups de main... et à ce qui, à un moment donné, pourrait provoquer un état de panique tel que la chute de Franco serait accélérée" <sup>137</sup>. La presse en exil se fait l'écho des actions de guérillas menées en Espagne, mais aussi de la répression impitoyable qui l'accompagne ; dans *Solidaridad obrera*, une rubrique hebdomadaire "Antena, información española" informe sur les développements de la guérilla. "La démocratie franquiste persiste, torture et assassine, mais elle ne pourra se consolider", proclame la CNT en 1948 <sup>138</sup>. La CNT affirme que plus de 60% des guérilleros qui combattent dans les sierras sont libertaires, alors que les communistes prétendent être l'axe de la guérilla <sup>139</sup>.

Tant la presse anarchiste "apolitique" que la presse communiste se font donc l'écho des actions de guérillas en Espagne dans les termes que nous avons vus : la réalité de la situation est plus complexe bien entendu que des articles enthousiastes pourraient le laisser croire. Tel est l'avis, nuancé, du ministre plénipotentiaire chargé du consulat de France à Barcelone en août 1947 :

La presse républicaine espagnole à l'étranger qui ne perd jamais l'occasion de vanter les prouesses des "maquis" de l'intérieur, voudrait faire croire

---

134. *Solidaridad obrera*, n° 99, 28 décembre 1946, p. 1.

135. C.N.T., n° 94, 20 janvier 1947.

136. *Ruta*, 19 juillet 1947.

137. Plan de coordination et de lutte contre le fascisme approuvé au plenum de 1946 ; stratégie confirmée lors du II<sup>e</sup> congrès du MLE-CNT en octobre 1947. Conformément à cette stratégie, un militant de la CNT, Laureano Cerrada Santos, tente avec l'appui du secrétaire de coordination du Comité national de la CNT, Pedro Mateu, de tuer Franco le 12 septembre 1948 lors des régates de Saint Sébastien (Antonio Téllez Solá, *Historia de un atentado aéreo contra el general Franco*, Barcelone, Virus, 1993, 95 p.).

138. *Solidaridad obrera*, n° 160, 20 mars 1948.

139. *Solidaridad obrera*, n° 172, 12 juin 1948.

qu'il s'agit là d'un mouvement comparable à la résistance française sous l'occupation allemande...

La presse antifranquiste essaie de créer une fâcheuse confusion quand elle nous présente le maquis espagnol comme un douloureux sacerdoce. Mais la presse officielle n'est pas moins dans l'erreur quand elle en nie, ou à peu près, l'existence. Certes le maquis ne saurait constituer pour le régime, actuellement du moins, un risque sérieux <sup>140</sup>.

La guérilla, communiste et anarchiste, mise en oeuvre dans certaines régions dès la victoire franquiste en 1939 s'est poursuivie jusqu'en 1948, voire 1952. Née dans les zones à forte tradition de gauche ou dans celles où s'était produite la dislocation des dernières unités de l'armée républicaine, la guérilla s'installe surtout dans les régions montagneuses et boisées où des groupes clandestins peuvent plus facilement se cacher. La guérilla la plus active se situe dans le Maestrazgo, entre Teruel, Cuenca, Castellón et Valence ; mais elle existe également en Galice, dans la région de Grenade et dans les Asturies. Le représentant français précédemment évoqué signale que dans les grandes villes "tout se passe comme si le maquis n'existait pas" mais que l'action psychologique est d'importance dans cette zone comprise entre la Catalogne, l'Aragon et le pays valencien : villages pris par les guérilleros, trains arrêtés ou pillés, communications coupées et, ajoute-t-il, "pour une fois les républicains espagnols n'avaient pas exagéré et ces faits... prouvent une action continue et souvent victorieuse". Selon le diplomate français, le maquis inspire tout à la fois de la peur aux villageois et jouit également d'un réel prestige auprès d'eux et certains, soupçonnés de sentiments antifranquistes, les rejoignent parfois. De petits groupes de maquisards effectuent, en effet, des coups de main sporadiques, la nuit, dans des zones souvent isolées et pauvres : la lutte est sans merci entre les guérilleros, qui obligent parfois les habitants à les aider, et la garde civile chargée de les

---

140. Lettre de Jean Coiffard à Georges Bidault du 14 août 1947 (AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 42, pp. 66-71).

combattre, qui réprime durement et exerce des représailles sur la population <sup>141</sup>. La guérilla connaît une activité importante en 1946, où l'on dénombre plusieurs centaines d'actions mais la forte répression et le manque de soutien populaire à ce qui apparaît souvent comme une autre guerre civile font qu'elle s'éteint à la fin des années 1940. Le tribut payé par les guérilleros est lourd ; de nombreuses exécutions ont lieu, notamment le communiste Cristino García et ses compagnons en 1946, les anarchistes Amador Franco et Antonio López en 1947, José López en 1948, López Penedo en 1948, Manuel Sabaté Llopart en 1950. Le dernier des frères Sabaté, Francisco, sera tué en 1960 par la milice catalane et la garde civile<sup>142</sup>. Enfin, il n'échappe pas à certains exilés, comme ici les anarchistes "politiques", que fondamentalement le peuple espagnol ne souhaite pas une autre guerre civile :

Le peuple espagnol désire un changement de régime sans convulsion profonde : c'est une vérité que n'importe quel étranger visitant l'Espagne pourrait recueillir de lèvres espagnoles, quelle que soit la condition sociale à laquelle appartiennent les personnes interrogées ; mais il n'est pas moins certain que ce changement pacifique doit combler les désirs d'authentique liberté que tout citoyen porte dans son cœur et dans sa certitude <sup>143</sup>.

## 2. La chute de Franco comme conséquence de la victoire alliée

Toutes les tendances idéologiques de l'exil sont fermement persuadées que la défaite de Hitler et de Mussolini va entraîner, comme conséquence logique, celle de Franco. Pour saluer l'année 1945, le PCE proclame :

141. Entre 1939 et 1952, la Direction générale de la garde civile a dénombré : 8275 actions de guérillas, 2166 guérilleros tués et 3382 arrêtés, 256 gardes civils tués et 368 blessés, et 19.407 personnes arrêtées pour avoir aidé les guérilleros ("Informe de la Dirección general de la Guardia civil, 1957", in Ramón MENDEZONA -Pedro Aldamiz- *La Plrendica. Historia de una emisora clandestina*, Madrid, ed. del autor, 1981, p. 10).

142. *La Lucha del Movimiento libertario contra el franquismo*, Barcelone, Virus, 1991, n. p.



"1945, année de luttes, année de combat à mort contre Franco et la Phalange, mais année de luttes libératrices, année de combats victorieux, année qui verra l'écrasement de Franco et de la Phalange et ressurgir une nouvelle Espagne" <sup>143</sup>. Le journal *C.N.T.*, encore dirigé par le courant "collaborationniste", titre en février 1945 : "tandis que l'heure de notre retour en Espagne s'approche" <sup>145</sup> ; elle lance au mois de mai suivant un appel à l'opinion publique mondiale de "tous les hommes de conscience libre" pour leur rappeler que si le nazisme et le fascisme sont écrasés, "la phalange patrouille dans les rues" et que la répression se poursuit en Espagne. Elle invite tous les antifascistes, tous les partis de gauche et les organisations ouvrières, tous ceux qui combattent pour les droits de l'homme à se mobiliser pour demander la rupture des relations avec Franco et le rétablissement de la légalité en Espagne <sup>146</sup>. *La Batalla* également, dans son premier numéro après la guerre, en mai 1945, titre : "Franco doit être balayé comme Hitler et Mussolini". La chute du *Caudillo* paraît inéluctable en cette période de défaite du fascisme. Percuté cependant que les Espagnols ne peuvent placer trop d'espoirs dans les pays anglo-saxons, le POUM pense que les meilleurs alliés des démocrates espagnols sont les mouvements populaires :

Le nazisme a été balayé en Allemagne et le fascisme en Italie. Le régime sanglant de Franco et de la bande d'assassins de la Phalange ne peut survivre à la fulminante défaite du totalitarisme en Europe...

Nous devons demeurer vigilants devant la politique de non-intervention apparente de l'impérialisme anglo-américain. Vigilants et actifs, non pas en attente...

A la faveur de la libération de l'Europe de l'infâme dictature nazi-fasciste, nous devons mettre à profit le développement de forts et larges mouvements des masses populaires dans tous les pays capables -coïncidemment avec la lutte du peuple espagnol- de précipiter l'écrasement du franquisme. Pour cela, nos meilleurs

---

143. *España libre*, n° 68, 7 juin 1947.

144. *España popular*, n° 4, 1<sup>er</sup> janvier 1945, pp. 1-2.

145. *C.N.T.*, n° 24, 22 février 1945.

146. Appel du 20 mai 1945 comité national du MLF en Franco, signé Germinal Esgleas, Puig y Elias, Federica Montseny, Paulino Malsand, Angel Martín, Miquel Chueca (*Boletín interior de la C.N.T.*, n° 10, 30 mai 1945).

alliés sont le prolétariat international et les mouvements de Résistance contre le fascisme de divers pays européens <sup>147</sup>.

La JEL de Mexico, représentée par son président, Alvaro de Albornoz, et par Félix Gordón Ordás et Indalecio Prieto, présente un important document rédigé en anglais, français et espagnol, à la conférence de San Francisco en avril 1945. L'accent est mis sur le fait que Hitler et Mussolini ont aidé Franco à gagner la guerre en Espagne et que le Caudillo, malgré ses déclarations de non-belligérance, a collaboré avec l'Axe pendant la guerre par l'envoi de la División Azul sur le front de l'Est et l'annexion de la zone internationale de Tanger ; de plus, le régime franquiste perpétue la structure de pouvoir des régimes totalitaires de l'Italie et de l'Allemagne et multiplie les assassinats et les emprisonnements d'opposants <sup>148</sup>.

L'argument développé par les exilés espagnols auprès de l'ensemble des réfugiés et des instances internationales est que le régime franquiste menace la paix, non seulement à l'intérieur de l'Espagne mais aussi au niveau mondial. C'est l'argumentation que développe, comme beaucoup d'autres, le journal socialiste des Bouches-du-Rhône, *Adelante* :

Si l'on veut réellement la paix du monde, il est nécessaire que Franco ne reste pas davantage au pouvoir, ni que les hommes qui souffrent en Espagne continuent à souffrir les effets d'une répression sans précédent dans l'histoire de l'humanité, qui n'a de ressemblance qu'avec celle de l'Inquisition.

Par hygiène sociale, Franco doit disparaître d'Espagne et celle-ci doit retrouver sa liberté parce, sans cela, il n'y a pas de paix possible ni de civilisation dans le monde" <sup>149</sup>.

C'est aux nécessités d'une éventuelle intervention militaire en Espagne, ou du moins, d'une réorganisation de l'armée républicaine avant le retour dans la patrie, que répond la création en décembre 1944 de l'Agrupación militar de

---

147. *La Batalla*, n° 1, 25 mai 1945, p. 1.

148. *Adelante*, n° 34, 17 juin 1945, pp. 1-2.

la República española <sup>149</sup>. Créée à Toulouse par le général J. Hernández Saravia et quelques officiers supérieurs afin de rassembler les anciens militaires républicains, l'AMRE définit ainsi sa finalité dans une lettre adressée aux autorités françaises :

Réaliser le recensement des membres qui la constituent, dispersés jusqu'à aujourd'hui, pour reconstituer nominalement, dans la mesure du possible, les anciens cadres de commandement qui pourront être mis aux ordres du gouvernement légal quand ce gouvernement, en accord avec ceux des nations alliées, reviendra intervenir dans les affaires d'Espagne <sup>151</sup>.

A l'automne 1945 encore, la section des carabiniers de l'AMRE se déclare disposée à regrouper, organiser, préparer tous ses membres afin que "lorsque le gouvernement donnera l'ordre d'agir, cela se réalise avec efficacité et rapidité, que notre entrée en Espagne soit un mode de transition ou soit une intervention armée" <sup>152</sup>. L'AMRE compte entre 3.000 et 3.500 adhérents mais elle est dissoute par son fondateur même lorsqu'il devient ministre de la Défense du gouvernement Giral, sous le prétexte de faire double emploi avec les services de ce ministère. C'est alors que les communistes, afin de conserver un groupement susceptible de fournir des cadres militaires en prévision d'une action armée en Espagne, fondent l'Agrupación militar del Ejército republicano español <sup>153</sup>. La formation du gouvernement en exil marque la fin d'une courte période où l'éventualité d'une action militaire en Espagne avait été envisagée par quelques officiers républicains ; alors que les communistes poursuivent leur tactique de guérilla, l'action diplomatique devient prééminente pour le gouvernement en exil.

---

149. *Adelante*, n° 54, 8 novembre 1945.

150. L'AMRE s'intitule parfois Agrupación militar de ex-combatientes de la República española ; voir dans *La presse de l'exil : corpus. Notices par titres*, à : *Armas y letras, Agrupación militar et Boletín de información de la Agrupación militar de ex-combatientes de la República española*.

151. Lettre du général Herrera (*Armas y letras. Suplemento informativo*, n° 1, janvier 1945).

152. *Agrupación militar*, n° 3, septembre 1945, p. 7.

153. Voir dans *La presse de l'exil : corpus. Notices par titres*, à : *Cultura militar*.

### 3. Espoir dans l'aide internationale ?

La presse de l'exil suit avec beaucoup d'attention le développement des débats internationaux relatifs au "problème espagnol". Mais des nuances importantes apparaissent dans la confiance plus ou moins grande mise dans le résultat des discussions et des résolutions internationales. Il est certain que la presse républicaine est celle qui suit le plus, jusque dans ses moindres aléas, l'évolution des discussions de l'ONU sur l'Espagne : ainsi, *La Nouvelle Espagne* informe-t-elle ses lecteurs pas à pas sur les démarches diplomatiques entreprises par les gouvernements en exil et qui constituent l'essentiel de l'activité de ces derniers. Lorsqu'en mai-juin 1946, José Giral est invité à présenter un rapport sur le franquisme devant le Conseil de Sécurité de l'ONU, *La Nouvelle Espagne* ne manque pas alors de souligner que "les républicains d'Espagne font à nouveau confiance à l'ONU" et affirme :

Aux uns et aux autres, la nouvelle diffusée par la BBC londonienne que M. Giral avait été invité par le sous-comité de l'ONU pour maintenir devant lui ses accusations contre Franco a causé une profonde impression...

Maintenant, la nouvelle que la voix accusatrice du gouvernement légitime d'Espagne va être écoutée par l'ONU, a fait renaître la confiance des Espagnols <sup>154</sup>.

Un grand espoir est soulevé dans la presse républicaine par les prises de positions de l'ONU. Tel est le cas lorsque la sous-commission du Conseil de Sécurité recommande, en juin 1946, la rupture des relations diplomatiques avec l'Espagne franquiste : bien que *La Nouvelle Espagne* se défende d'un optimisme excessif en affirmant qu'elle ne souhaite pas avoir "l'illusion puérile que la victoire est atteinte" <sup>155</sup>, le journal titre : "l'action du gouvernement est en marche" et, en préambule à la publication du texte intégral de la déclaration de la sous-

---

154. *La Nouvelle Espagne*, n° 17, 30 mai 1946, p. 3.

155. *La Nouvelle Espagne*, n° 19, 13 juin 1946, p. 1.

commission, "la conscience universelle accuse" <sup>156</sup>. De manière explicite, le gouvernement Giral met sa confiance dans l'aide que peut apporter l'ONU à la résolution de la question espagnole :

Le gouvernement que je préside désire vivement des solutions pacifiques au problème de l'Espagne et toutes les démarches qu'il entreprend auprès de l'Organisation des Nations-Unies se dirigent en ce sens ; il espère de celle-ci que justice soit rendue à la démocratie espagnole <sup>157</sup>.

Pendant trois mois, chaque semaine, du début novembre 1946 à la fin janvier 1947, la discussion du cas espagnol devant l'Assemblée générale de l'ONU occupe largement la "une" et les pages intérieures, plus nombreuses pour la circonstance, de *La Nouvelle Espagne*. Toutes les déclarations favorables à la cause des exilés sont mises en vedette, depuis celles du secrétaire général de l'ONU, Trygve Lie, qui proclame qu' "aussi longtemps que le franquisme restera au pouvoir, cela constituera une cause permanente de défiance et de désaccord entre les grandes puissances" <sup>158</sup>, jusqu'à celles du député travailliste Noël Baker, qui affirme que "le problème espagnol n'est pas une affaire de régime intérieur mais une affaire de niveau mondial" <sup>159</sup>. Le journal républicain tient son lectorat en haleine lorsque le Conseil de Sécurité renvoie le débat sur l'Espagne devant l'Assemblée générale qui le met à son calendrier pour le début décembre 1946 ; des titres tels que ceux qui suivent expriment l'optimisme du journal : "L'impression sur le développement de la question est très favorable", "L'opinion mondiale chaque jour plus favorable à la cause de la démocratie espagnole", "Les impressions continuent d'être satisfaisantes", "Le monde entier en faveur de la République espagnole"... <sup>160</sup>. Lorsque l'Assemblée générale de l'ONU décide le retrait des ambassadeurs accrédités à Madrid, *La Nouvelle Espagne* écrit :

---

156. *La Nouvelle Espagne*, n° 20, 20 juin 1946, p. 1.

157. *La Nouvelle Espagne*, n° 37, 17 octobre 1946, pp. 1-3.

158. *La Nouvelle Espagne*, n° 39, 2 novembre 1946, p. 1.

159. *La Nouvelle Espagne*, n° 51, 25 janvier 1947, p. 1.

160. *La Nouvelle Espagne*, n° 40 du 9 novembre, n° 41 du 16 novembre, n° 43 du 30 novembre 1946.

La conséquence immédiate de ce nouvel état de choses est "la renaissance de la confiance des peuples et des hommes en l'efficacité de l'ONU et la revalorisation du prestige de cet organisme international suprême...

Jusqu'à maintenant, nous nous trouvions en présence d'une condamnation platonique du régime franquiste... Maintenant, l'Assemblée des Nations-Unies est allée plus loin. Elle vient de faire le premier pas concret, la première avance, sur la seule voie qui lui est possible.

Il est vrai qu'elle aurait pu se montrer plus énergique. Une décision définitive aurait épargné des difficultés pour l'avenir. Mais ceci ne veut pas dire que les accords intervenus appartiennent à l'ordre inoffensif des vagues condamnations verbales <sup>161</sup>.

Cependant, après la recommandation de l'ONU de retirer les ambassadeurs d'Espagne, le gouvernement républicain souhaiterait des sanctions plus efficaces contre le franquisme, notamment l'interdiction aux membres des Nations-Unies d'importer des produits agricoles de la Péninsule ; *La Nouvelle Espagne* fait timidement état des importations agricoles anglaises et américaines en provenance d'Espagne depuis 1944 <sup>162</sup>. Le journal de la JEL à Toulouse, *L'Espagne républicaine*, fait preuve d'un grand optimisme au long de l'année 1946, dans ses comptes rendus des prises de position des puissances occidentales vis-à-vis de Franco ; même si l'on fait la part de ce qu'ils empruntent au style sensationnel de la technique journalistique, des titres tels que ceux qui suivent sont significatifs à cet égard : "L'agonie du franquisme", "La préface de la fin", "Le franquisme est sur les dents", "Prélude de tempête sur l'Espagne", "Vers le dénouement" ou "L'agonie d'un régime" <sup>163</sup>.

La presse socialiste manifeste un grand espoir lorsque les travaillistes accèdent au pouvoir en Grande-Bretagne : *Adelante* va jusqu'à proclamer que "le triomphe des travaillistes anglais constitue, avec la Révolution française, l'événement le plus grand de l'histoire" ; le journal socialiste entrevoit

---

161. *La Nouvelle Espagne*, n° 46, 21 décembre 1946, p. 1.

162. *La Nouvelle Espagne*, n° 49, 11 janvier 1947, p. 1.

163. *L'Espagne républicaine*, n° 29 à 77 (12 janvier au 14 décembre 1946).

déjà les conséquences favorables de cette victoire pour la cause antifranquiste et titre : "Écrasante défaite de Franco de la part du peuple anglais" <sup>164</sup>. Très vite, cependant, l'enthousiasme décroît et la presse socialiste pose la question "qu'attend le gouvernement anglais ?" : la déception est à la mesure des espoirs suscités par la victoire électorale des travaillistes anglais, où l'on avait cru voir une opportunité favorable pour le problème espagnol <sup>165</sup>. Les difficultés surgies entre les trois puissances occidentales pour adopter une position commune vis-à-vis de l'Espagne sont patentes et la presse de l'exil oscille entre l'espérance et un constat plus mesuré ; par exemple, dans *El Socialista*, Rodolfo Llopis affirme que "si le problème espagnol ne se résoud pas ce n'est pas parce que les Espagnols ne s'entendent pas entre eux ; il serait plus juste de dire que le problème espagnol n'est pas encore résolu parce que les trois "Grands" ne s'entendent pas entre eux"<sup>166</sup>. Peu à peu, un certain nombre de phrases mises en exergue d'*El Socialista* attestent d'une défiance croissante vis-à-vis de l'ONU : "Si l'ONU soustrait à ses résolutions le problème espagnol, le monde restera en guerre" ; "Ce n'est pas avec une condamnation morale du régime franquiste que se terminera la tragédie espagnole ; l'ONU le sait et nous ne lui rappelons" ; "Sur le problème espagnol, l'ONU peut jouer son propre prestige" <sup>167</sup>. La note "tripartite" suscite une réaction mitigée des socialistes qui la jugent insuffisante et révélatrice de la volonté des trois puissances alliées de ne pas intervenir plus avant dans les affaires espagnoles; Rodolfo Llopis déclare alors :

[Quand] les grandes puissances disent que le problème espagnol doit être résolu exclusivement par les Espagnols eux-mêmes, nous nous indignons. Nous nous indignons parce que cette formule, apparemment respectueuse de notre indépendance, constitue en fait, selon nous, une cruelle hypocrisie et une terrible injustice envers le peuple espagnol...

---

164. *Adelante*, n° 21 août 1945, p. 1.

165. *El Socialista*, n° 5291, 1<sup>er</sup> janvier 1946, p. 1.

166. *El Socialista*, n° 5317, 22 juillet 1946, p. 1.

167. *El Socialista*, n° 5328, 5 octobre, n° 5332, 2 novembre et n° 5333, 9 novembre 1946.

Pour cela, nous avons, sans rougir ni être honteux, demandé et continuons à demander l'aide et l'intervention des démocraties victorieuses <sup>168</sup>.

Quand il se trouve à la tête du gouvernement en exil, Rodolfo Llopis fait part de sa conviction que l'ONU pourrait grandement aider à la résolution du problème espagnol si elle en avait la volonté politique ; alors qu'une grève d'une ampleur inédite a éclaté à Bilbao, il déclare à un journaliste américain, en mai 1947, que "le Conseil de Sécurité possède les moyens pour provoquer les actes qui mettraient notre peuple en situation d'exprimer sa volonté" <sup>169</sup>. Lors d'un meeting international organisé à Lyon à l'occasion d'un congrès de la SFIO, le secrétaire général du PSOE déclare : "Être exilé trois ans encore après la défaite militaire du fascisme est une honte pour les démocraties... [Les dictateurs] n'ont jamais survécu avec leurs propres forces, mais grâce à la faiblesse des démocraties" <sup>170</sup>. Des voix s'élèvent dans la presse socialiste pour mettre en garde contre les fausses espérances. Ainsi, Luis Araquistáin donne son sentiment dans *El Socialista* qu'il "ne faut rien espérer de personne" et qu'il faut cesser de croire en l'ONU, "variante de ce Comité de Non-intervention de triste mémoire" ; les puissances occidentales ne regardent pas l'Espagne avec indifférence mais "avec la crainte de trop s'approcher, ou de le faire avec maladresse et de se brûler également", car elles voient dans l'Espagne une poudrière dans laquelle la moindre étincelle pourrait causer une explosion avec des conséquences nationales et internationales imprévisibles <sup>171</sup>. L'article de l'ancien ambassadeur républicain est commenté et approuvé par la CNT <sup>172</sup>, tout particulièrement lorsqu'il analyse, dans les termes suivants, la raison d'État qui guide les puissances occidentales :

L'ONU est née pour mettre un frein à de possibles conflits futurs et si, malgré tout, ils surgissent, pour les empêcher de s'étendre. Mais elle n'est pas née pour créer des conflits internationaux et, là où ils n'existent pas comme en Espagne,

---

168. *El Socialista*, n° 5301, 15 mars 1946, p. 1.

169. *El Socialista*, n° 5632, 30 mai 1947, pp. 1-4.

170. *El Socialista*, n° 5375, 29 août 1947, p. 1.

171. *El Socialista*, n° 5343, 17 janvier 1947, p. 4.

172. *C.N.T.*, n° 97, 8 février 1947.



Il est inutile d'espérer que l'ONU intervienne pour résoudre un problème intérieur qui, par ses origines et sa concomitance avec les nations vaincues, sera un opprobre historique pour les vainqueurs mais ne leur enlèvera pas le sommeil : la raison d'État n'a jamais eu et n'aura jamais d'entrailles ou de honte, quels que soient les gouvernements qui la représentent, qu'ils s'intitulent communistes, socialistes ou bourgeois. La raison d'État n'a pas de parti, dans aucun pays : elle est simplement l'expression de l'égoïsme national à outrance <sup>173</sup>.

De manière générale, dans la presse de l'exil la déception est au niveau des attentes conscientes ou inconscientes en regard des grandes puissances : "une fois de plus les Nations-Unies ont condamné le régime franquiste. Une fois de plus on ne passera pas des paroles aux actes ?" s'interroge *La Humanitat*, de l'ERC après la décision de l'ONU de ne pas admettre l'Espagne franquiste <sup>174</sup>. Attitude fataliste sur la situation, comme *España libre* qui constate : "le sort nous a attribué un arbitre : les vainqueurs de la guerre mondiale. Hors de leur volonté et surtout contre leur volonté, il n'y a pas de solution possible au problème espagnol" <sup>175</sup>. Certains secteurs de l'exil ne se font cependant pas la moindre illusion sur l'aide que peuvent apporter les puissances alliées. C'est le cas du POUM, dès 1945 : après la condamnation de Franco à la conférence de San Francisco, Wilebaldo Solano, secrétaire général du parti, met en garde les émigrés espagnols contre un optimisme excessif et fait ressortir l'importance des mobiles économiques dans l'attitude des gouvernements alliés :

Ne nous enthousiasmons pas trop vite. Examinons seriemment la situation. Et surtout, n'oublions pas, si nous voulons nous épargner de nouvelles désillusions inutiles, que la politique de la bourgeoisie anglo-saxonne est absolument déterminée par des intérêts et des nécessités en contradiction et en opposition avec ceux du peuple espagnol...

Cette politique déchaîne l'indignation de journalistes et d'écrivains petit-bourgeois excessivement ingénus ou inexplicablement myopes...

---

173. *El Socialista*, n° 5343, 17 janvier 1947, p. 4.

174. *La Humanitat*, n° 36, 15 février 1946, p. 1.

175. *España libre*, n° 74, 26 juillet 1947.

Nous sommes entrés dans une nouvelle phase de l'impérialisme dont il sera nécessaire de définir les caractéristiques. Le monde entier va être soumis, sur le plan économique et politique, aux grandes puissances...

On condamne politiquement Franco, comme à San Francisco, pour lui arracher de nouvelles concessions économiques ou stratégiques. On obtient ces concessions et l'on continue, et l'on continuera, à le soutenir... 176.

Pour le POUM, cette "attitude expectative relative à la solution du problème espagnol, qu'ont adoptée les milieux de l'émigration, à la manière d'un subconscient d'impuissance, est une nouvelle forme de la conduite suivie en 1936-1939 au cours de la guerre civile". Alors, ajoute Juan Andrade, autre dirigeant du POUM, "on espérait tout d'une aide officielle de l'extérieur ; aujourd'hui, toute la confiance repose également sur les accords d'une conférence ou d'une réunion internationale" 177. A la fin de l'année 1950, quand les exilés comprennent qu'ils ne peuvent plus rien attendre de l'ONU, *La Batalla* peut déclarer à l'intention de ceux qui ont placé beaucoup d'espoirs dans l'organisation internationale : "la farce de l'ONU est terminée ; la lutte contre le franquisme continue" 178. De même, dès 1946, les trotskystes du GCI avertissent que "les travailleurs ne doivent rien espérer de l'ONU ni de la diplomatie bourgeoise" et que "faire confiance à l'ONU c'est faire confiance à l'ennemi" 179. Ils sont convaincus que

si la moitié des millions dépensés dans un gouvernement fantôme présidé par Giral, qui continue de mendier dans les couloirs des chancelleries et de se voir claquer la porte au nez, avaient été investis dans l'organisation d'une véritable résistance et dans la mobilisation du prolétariat mondial dans la lutte active contre Franco ... le dossier espagnol ne se trouverait pas aujourd'hui dans les mains de l'ONU 180.

La CNT "apolitique" dénonce également dès 1945 le "double jeu des démocraties". Elle évoque l'espoir mis par certains secteurs de l'exil espagnol

176. *La Batalla*, n° 3, 19 juillet 1945, p. 1.

177. *Ibid.*, p. 4.

178. *La Batalla*, n° 91, 25 novembre 1950.

179. *Lucha de clases*, n° 8 du 16 avril 1946, p. 1 et n° 10 du 20 novembre 1946, p. 1.

dans les discussions entre grandes puissances au sujet de l'Espagne et affirme que son opinion sur le problème est faite : persuadée qu'il n'y a pas d'exercice du pouvoir politique indépendant du pouvoir économique, elle pense qu'au-delà des questions de droit et de légitimité, des promesses faites dans la Charte de l'Atlantique et des déclarations officielles, les intérêts économiques priment avant tout. Dans le cas seulement où ces intérêts seraient menacés par la continuation du régime franquiste, l'on songerait à donner une solution au problème espagnol. Aussi, le peuple espagnol a-t-il le devoir d'assumer la responsabilité de "forger par lui-même son destin" et ne doit-il rien attendre de l'ONU ni des promesses des grandes puissances <sup>181</sup> :

Depuis longtemps nous avons la conviction que la chute de Franco doit être provoquée par l'action de la résistance intérieure, l'organisation de la lutte conspirative et les mouvements insurrectionnels du peuple, qui produiraient une telle instabilité interne que les intérêts liés aujourd'hui à la survie du franquisme ne se sentiraient plus en sécurité et chercheraient, ou au moins ne s'opposeraient pas, à des nouvelles solutions hors de Franco, sans Franco ou contre Franco <sup>182</sup>.

La CNT "apolitique" dénonce l'hypocrisie anglo-saxonne lors de la publication de la note tripartite et traite l'un des ses points de "plaisanterie sanglante" : "comment le peuple espagnol peut-il, sans armes, renverser un régime qui s'appuie sur un million d'hommes armés avec des fusils, des mitrailleuses, des canons, des tanks et des avions ?". Le journal anarchiste ajoute que la CNT ne s'attendait pas à une intervention armée de l'Angleterre et des États-Unis mais, au moins, à une rupture des relations diplomatiques, à l'isolement matériel et moral de l'Espagne franquiste et à un blocus économique. Mais, au lieu de cela, les deux pays anglo-saxons continuent de commercer avec l'Espagne. Et la CNT de conclure : "nous ne nous faisons pas beaucoup d'illusions" <sup>183</sup>. La CNT ne pense

---

180. *Lucha de clases*, n° 10, 20 novembre 1946, p. 1.

181. *C.N.T.*, n° 39, 29 décembre 1945 et n° 45, 14 février 1946. Dans un numéro suivant (n° 81 du 19 octobre 1946), la CNT parle des "trois rois mages et des désillusions", les rois mages étant Byrnes, Lasky et Molotov.

182. *C.N.T.*, n° 39, 29 décembre 1945.

183. *Solidaridad obrera*, n° 60, 24 mars 1946.

pas non plus que l'on puisse espérer grand chose des organisations syndicales internationales "étant donné la psychose gouvernementale du prolétariat organisé dans les grandes centrales réformistes" ; si ces centrales n'ont pas organisé le boycott économique de l'Espagne franquiste qui, seul, permettrait d'asphyxier le régime, c'est parce qu'elles ont partie liée avec leurs gouvernements respectifs <sup>184</sup>. "Seul le peuple espagnol, de par sa propre volonté, de par son effort et son initiative, pourra renverser la tyrannie" <sup>185</sup>.

En 1947, la situation semble stabilisée : la décision de l'ONU de décembre 1946 a été surtout morale, aucune sanction précise n'a été définie contre le franquisme et le souci de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays tiers a prévalu. La presse de l'exil exprime la pleine lucidité de quelques observateurs, comme Jean Cassou qui, à l'instar de Luis Araquistáin, insiste sur la complexité de la conjoncture internationale :

Franco demeure au pouvoir, non point parce qu'il est le plus fort, mais parce qu'il est soutenu par d'autres puissances... Les puissances étrangères qui soutiennent Franco ne sont nullement convaincues de l'excellence de sa cause ; elles n'apportent à son secours aucune sorte de conviction, ni même de sympathie. Elles le soutiennent en silence, avec dédain et comme de façon négative. Elle ne veulent pas qu'il tombe : c'est tout. Mais, en cette non-volonté, elle mettent une formidable obstination. Et c'est là le terrible drame de la volonté espagnole : elle s'use non point contre la force de l'adversaire, mais contre une savante et monstrueuse combinaison qui n'ose pas dire son nom, qui ne se déclare point, et, par conséquent, ne se discute point...

Et ainsi le peuple espagnol qui combat Franco, en réalité ne combat pas Franco : fidèle à sa tradition quichottesque, il se bat contre des fantômes et des nuées <sup>186</sup>.

Les exilés espagnols manifestent vivement leur sentiment lors de l'annulation par l'ONU, en novembre 1950, de la décision de décembre 1946 de

---

184. *C.N.T.*, n° 92, 4 janvier 1947.

185. *C.N.T.*, n° 115, 14 juin et n° 118, 12 juillet 1947.

186. "Tragédies et infortunes de la volonté", *Méduse*, n° 4, 1947.



retrait des ambassadeur de Madrid ; même désapprobation lorsque l'Espagne est admise à l'UNESCO en 1952 ou lors de la signature de l'accord militaire américano-espagnol en 1953. Déception vis-à-vis des dérobades des démocraties ou, au contraire, confirmation de ce que l'on ne pouvait espérer d'elles : toutes les nuances existent dans la presse de l'exil. "Demander aux cercles impérialistes anglais et nord-américains : 'ils contribuent à rétablir la démocratie en Espagne c'est comme demander des poires à l'orme", critique le PCE en 1949 à propos des démarches du gouvernement Albornoz <sup>187</sup>. Que le régime franquiste puisse entrer à l'UNESCO, "l'organisation des idées par excellence des Nations-Unies" est quelque chose qui a soi seul "condamne moralement et sans remède ceux qui votèrent pour" déclare Julio Alvarez del Vayo en 1952. De quel droit, ajoute-t-il, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont-ils décidé quelle est "la véritable représentation de la culture espagnole, celle de l'intérieur de l'Espagne ou celle de l'exil" ; et ce citer les grands noms de la culture espagnole qui ont quitté l'Espagne à l'avènement du franquisme ou n'y sont jamais retournés à cause de la nature du régime : Pablo Casals, Antonio Machado, Jiménez de Asúa, León Felipe, Manuel de Falla, Rafael Alberti, Picasso... Surtout, "la politique d'appui à Franco de la part des démocraties occidentales pourra avoir complètement désespéré ceux qui croyaient que l'unique manière d'en finir avec le régime franquiste était liée à l'action combinée de ces chancelleries" <sup>188</sup>. L'opposition apparaît bien, dans la presse de l'exil, entre ceux qui ont placé beaucoup d'espoirs dans les démarches diplomatiques et dans l'aide attendue des grandes puissances et ceux qui ne se sont pas fait trop d'illusions sur le soutien international.

Il y a aussi ceux qui, comme Indalecio Prieto à partir de 1950, se repentent d'avoir accordé une confiance imméritée dans les démocraties. A sa décharge, il demande s'il fallait se "méfier depuis le début d'un gouvernement

---

<sup>187</sup>. *Mundo obrero*, n° 159, 3 mars 1949.

<sup>188</sup>. *España combatiente*, juin 1952, p. 1.

comme le britannique, composé totalement de socialistes et d'un gouvernement comme le français, formé partiellement de socialistes". Le fait que le gouvernement américain ne comportait aucun socialiste devait-il inciter à douter de sa fermeté ? Il conclut de la façon suivante :

Ce qui a été grave pour nous c'est que la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis se sont écartés du chemin qu'ils s'étaient eux-mêmes tracé, les États-Unis en votant pour la réhabilitation de Franco, la Grande-Bretagne et la France en s'abstenant dans le vote qui le réhabilitait. Et plus grave, infiniment plus grave, est le fait, comme je l'ai écrit à plusieurs reprises, qu'un tel virage ait marqué le début de l'octroi de plus amples satisfactions au régime franquiste, jusqu'à l'inclure de manière ouverte ou dissimulée dans le Pacte atlantique <sup>189</sup>.

Il est clair que les exilés espagnols croient tous, pendant les premiers mois de 1945, que la victoire alliée contre les régimes fascistes va entraîner la chute de Franco, avec l'espoir -conscient ou inconscient- que les principes définis dans la Charte de l'Atlantique vont s'appliquer à l'Espagne. Puis, très vite, des divergences apparaissent entre eux : tandis que les communistes, les anarchistes "apolitiques" et l'extrême-gauche marxiste ne font pas confiance aux Alliés, les républicains, les socialistes et les anarchistes "politiques" placent -bien qu'avec des nuances très diverses entre eux- beaucoup d'espoirs dans l'aide extérieure ; le "problème espagnol" peut, selon certains, se résoudre au moyen d'une solution internationale reposant sur une pression diplomatique et économique et, éventuellement, une intervention directe des gouvernements démocratiques. Aussi la désillusion est-elle encore plus forte pour ces secteurs à l'aube des années 1950 ; de là à estimer que la responsabilité de l'échec de l'antifranquisme incombe aux puissances étrangères, il n'y a souvent qu'un pas, que beaucoup ont franchi.

---

189. Indalecio PRIETO, "Humiliación inútil", *El Socialista*, n° 5556, 22 février 1951, p. 1 (où il critique notamment l'attitude des partis républicains).

## C. LE NOEUD GORDIEN : QUEL RÉGIME APRES FRANCO ?

La question fondamentale qui a préoccupé, agité et divisé l'exil espagnol a été, comme on l'a déjà entrevu en étudiant l'évolution des institutions républicaines et la stratégie des partis, celle du régime destiné à succéder au franquisme. S'agit-il de restaurer d'emblée la République ou seulement après consultation ? Très tôt, dès la fin de l'année 1945, le leader socialiste Indalecio Prieto met en cause le bien-fondé de la reconstitution des institutions républicaines et propose qu'un gouvernement transitoire soit chargé d'organiser un plébiscite institutionnel afin de déterminer la forme du régime. Dans son ensemble, malgré divers revirements circonstanciels, l'opposition clandestine à l'intérieur de l'Espagne adhère tout de suite aux propositions de Prieto ; les partis de l'exil réagissent très diversement et, si des évolutions se produisent, ils sont parfois confrontés au fait que leurs homologues défendent des thèses différentes au-delà des Pyrénées. La presse de l'exil est l'expression publique des positions des différents mouvements, mais il faut tenir compte du fait qu'il y a parfois un double langage même lorsque le processus d'évolution est en cours <sup>190</sup>.

### 1. Le rétablissement de la légitimité républicaine

Le gouvernement en exil s'oppose radicalement à la formule plébiscitaire, comme nous l'avons vu dans sa réaction à la "notre tripartite" en mars 1946. Il continue par la suite de mener une ferme campagne contre cette solution, argumentant de l'impossibilité d'une consultation authentiquement démocratique sous le franquisme :

---

190. Ainsi, la presse socialiste, pendant le gouvernement Llopi, manifeste des positions anti-monarchiques fermes alors que des négociations sont en cours avec des représentants de Don Juan (cf Carlos et José MARTINEZ COBO, *República, Monarquía ? Intrahistoria del PSOE*, vol. II (1946-1954), *op. cit.*, pp. 117-120).



... Maintenant, approchant la farce, l'on parle de plébiscite.... Plébiscite avec la Phalange au pouvoir ? Avec les centaines de milliers d'exilés et emprisonnés ? Avec un million d'hommes sous les drapeaux et sans droit de vote ? Avec la misère des femmes et des enfants comme véhicule propice à toutes les renonciations ? Avec la terreur déchaînée partout ?

Non. Nous disons bien : NON.

PAS DE PLEBISCITE ! Ce n'est jamais le moyen tolérable de faire prévaloir contre la force une volonté populaire.

Pas de "volonté nationale" tant que Franco reste au pouvoir...

Il n'y a que la République démocratique pour garantir à tout le monde -petits et grands- la Liberté, la Sécurité, la Légalité indispensables pour faire parler le bulletin de vote <sup>191</sup>.

Dans un long article publié dans la revue anglaise *World Review*, traduit dans *La Nouvelle Espagne* et intitulé "Quel gouvernement succédera à Franco?", Manuel de Irujo, ancien représentant de l'Euzkadi à Londres pendant la guerre et ministre du cabinet Giral, tente de démontrer aux Britanniques pourquoi le gouvernement républicain doit succéder à Franco. Selon le dirigeant basque, "le gouvernement républicain est l'unique autorité compétente pour assurer le pouvoir pendant la période de transition jusqu'aux élections générales" ; en effet, il est impératif que, dans le laps de temps situé entre le renversement du régime dictatorial et l'installation du gouvernement basé sur le vote populaire, il existe une forme d'autorité qui puisse éviter l'anarchie, des événements sanglants et l'intervention militaire étrangère. Manuel de Irujo affirme que les exilés n'ont pas perdu le contact avec leur pays et que l'expérience du déracinement leur a beaucoup appris, notamment sur le respect des minorités ; le catholique convaincu qu'il est ajoute que "la diversité des opinions politiques et sociales représentées dans le cabinet est, à [son] avis, une force plus qu'une faiblesse". Les exilés espagnols, "comme Occidentaux et comme Européens", seraient profondément déçus si la Grande-Bretagne abandonnait la reconnaissance du gouvernement républicain à la Russie soviétique et aux États-Unis d'Amérique <sup>192</sup>. Au cours de

191. *La Nouvelle Espagne*, n° 14, 9 mai 1946, p. 1.

192. *La Nouvelle Espagne*, n° 22, 4 juillet 1946, pp. 1 et 3.

l'été 1946, Manuel de Irujo prononce un discours à Londres devant le Groupe parlementaire des Amis de la République espagnole et déclare : "Nous ne croyons pas en un gouvernement intermédiaire et nous ne le reconnaitrions pas s'il se formait" ; raillant le goût des Anglais pour "les solutions politiques intermédiaires", il soutient qu' "il y a des transactions impossibles", comme celles, envisagées dans certains cercles londoniens, de recourir à la monarchie pour redonner une normalité politique à l'Espagne. Car "la monarchie est, en Espagne, l'organisation de l'Etat érigée contre la nation" ; la restauration monarchique écartée, le gouvernement de "patriotes et libéraux" souhaité par les trois grandes puissances occidentales dans leur note commune est bien celui de la République<sup>193</sup>. Dans une note officielle, rédigée en français et en espagnol, le gouvernement républicain indique dans le même sens, en août 1946, qu'il "n'acceptera aucune situation transitoire ou intérimaire" ; "seul un gouvernement républicain peut garantir la sincérité électorale, l'ordre et la discipline des masses populaires" car il tient son pouvoir du peuple. Refus d'un plébiscite qui "place la République en face d'une Monarchie disparue pour toujours" et réaffirmation de la République comme "l'expression juridique de la démocratie" <sup>194</sup>.

Les communistes apportent un soutien continu aux thèses favorables au maintien de la République, bien que leur position ait été à l'origine, théoriquement, beaucoup plus tactique, comme en témoigne leur volonté d'alliance dans l'UNE avec les monarchistes de la CEDA. En décembre 1945, devant les tentatives monarchistes, le PCE propose un accord à toutes les forces antifranquistes "sur la base de l'organisation d'une consultation dans laquelle, librement et démocratiquement, le peuple se prononcera pour le régime dans lequel il désire vivre et se gouverner" ; cette consultation doit se faire après le renversement de Franco et de la Phalange et sous la direction d'un gouvernement

---

193. *La Nouvelle Espagne*, n° 27, 8 août 1946, pp. 1-2.

194. *La Nouvelle Espagne*, n° 28, 15 août 1946, p. 1.

de coalition nationale, incluant les droites antifranquistes <sup>195</sup>. Mais très vite, parallèlement à son entrée dans les deux premiers gouvernements en exil, le PCE adopte une attitude intransigeante ; "l'unique régime qui peut assurer en Espagne l'ordre démocratique est le républicain", répètent sous une forme ou une autre Santiago Carrillo, Vicente Uribe ou Antonio Mije <sup>196</sup>. Le PCE critique violemment les secteurs socialistes et anarchistes qui envisagent la formule plébiscitaire, "vaste conjuration pour décomposer le camp démocratique et républicain", car l' "on tente de justifier la capitulation en prétextant que c'est la République qui l'exige" <sup>197</sup>. Santiago Carrillo accuse le journal *Hoy* édité par les anarchistes "politiques" de se prononcer pour un gouvernement qui, sur des bases monarchiques, organiserait un plébiscite, alors que le PCE est en faveur d'un gouvernement qui, sur des bases républicaines, organiserait des élections libres<sup>198</sup>. Dolores Ibarruri déclare début 1947 : "nous ne renoncerons pas à la République"<sup>199</sup>. La presse communiste déploie de vives attaques contre la stratégie d'Indalecio Prieto.

A partir d'août 1947, les gouvernements en exil ne comptent plus que sur la participation des seuls partis républicains : les journaux de ces groupes, tels *Política* de l'Izquierda republicana ou *Libertad* de l'Union républicaine, manifestent la même position légitimiste que les institutions républicaines qu'ils sont seuls à soutenir. Le premier affirme : "Nous maintenons la même intransigeance qu'hier quand nous soutenions ce que le Dr Giral représentait à la tête de son gouvernement. Et tous peuvent avoir l'assurance que notre intransigeance ne sommeille pas" <sup>200</sup> . Par ailleurs, *Política* mène une polémique soutenue contre les positions du journal socialiste *Adelante*, complètement acquis

---

195. *Mundo obrero*, n° 1, 16 février 1946, p. 2.

196. *Mundo obrero*, n° 10 (21 avril), 26 (8 août), 31 (12 septembre), 35 (10 octobre 1946).

197. Le PCE polémique avec *El Socialista*, *España libre*, *Renovación*, *Hoy* (*Mundo obrero*, n° 32 du 19 septembre et n° 35 du 10 octobre 1946).

198. *Mundo obrero*, n° 38, 31 octobre 1946.

199. *Mundo obrero*, n° 48, 9 janvier 1947.

200. *Política*, n° 25, 31 mai 1947.

aux thèses priétistes selon lesquelles les institutions républicaines sont un obstacle au rétablissement rapide de la démocratie en Espagne, alors qu'*El Socialista* est, jusqu'en août 1947, davantage réservé sur la question. Quant à l'Union républicaine, dont le président en France est Fernando Valera, elle affirme dans *Libertad* qu'elle n'a jamais été fermée à des conversations ou pourparlers "décentes", mais que les monarchistes, persuadés qu'il vont perdre la partie s'il y a une consultation électorale libre, veulent une restauration préalable de la monarchie ; et l'on ne peut attendre du gouvernement républicain qu'il facilite "gracieusement la restauration d'une Monarchie dans laquelle les monarchistes eux-mêmes n'ont plus foi" <sup>201</sup>. Aussi le journal *Libertad* précise-t-il :

Nous n'aurions été républicains par principe que nous devrions l'être par sens de la réalité. Parce que dans l'Espagne de 1947, dans l'Espagne silencieuse que tous invoquent mais que personne ne représente, avec une masse immense de population dépossédée, désespérée, encline aux extrémismes, l'unique formule transactionnelle pour canaliser le torrent et contenir le précipice est la République. Il en découle que l'attitude la plus pratique, la plus efficace et la plus réaliste est la loyauté républicaine <sup>202</sup>.

Né en 1947 en réaction contre la constitution du gouvernement Llopis, le groupe *España combatiente* mène pendant plusieurs années, au moins jusqu'en 1953, un combat résolu contre les solutions de compromis politiques en Espagne. Ses objectifs sont clairement affirmés sur la première page de chacun de ses journaux : rétablissement de la République, défense des institutions, continuation par tous les moyens de la politique de résistance au fascisme, aide à ceux qui luttent à l'intérieur de l'Espagne <sup>203</sup>. Le président du groupe, Julio Alvarez del Vayo, écrit en 1952 :

Le maintien de la position républicaine correspond aux termes dans lesquels le problème espagnol s'est posé : "Franco ou la République". Il n'y a rien entre les deux. C'est seulement autour de la République que peut avoir lieu la

---

201. *Libertad. Para España, por la República*, n° 8, 10 août 1947, p. 1.

202. *Libertad. Para España, por la República*, n° 17, 26 novembre 1947.

203. Voir la collection d'*España combatiente*.

consolidation de l'opposition contre Franco, dirigée par des républicains ; et il est inutile de dire que le mot républicain revêt ici la même signification ample que pendant la guerre et est inspiré du même esprit de lutte que dans les meilleurs jours de la Résistance <sup>204</sup>.

## 2. Le plébiscite préalable à l'instauration d'un nouveau régime

Indalecio Prieto avait présenté son projet de plébiscite pour la première fois dans un discours prononcé au Théâtre de la Comedia, à La Havane, le 11 juillet 1942. Nous avons vu comment il avait développé cette thèse aussitôt après la constitution du gouvernement Giral en novembre et en décembre 1945. La presse de l'exil espagnol en France se fait très vite l'écho, favorable ou hostile, de cette stratégie.

Le journal socialiste de Marseille, *Adelante*, défend très tôt les thèses priétistes alors que la majorité du PSOE ne les a pas encore adoptées : "le socialisme ne peut être lié à une forme déterminée de gouvernement et, moins encore, conditionner son attitude et son action à l'obtention d'un régime déterminé, quelle que soit la préférence qu'il éprouve pour lui" <sup>205</sup>. De la même manière, le journal des socialistes basques, *Euzkadi socialista*, informe ses lecteurs des diverses prises de positions d'Indalecio Prieto. Dans un long discours historico-politique intitulé "Possibilités de coexistence pacifique en Espagne", prononcé à Mexico le 1<sup>er</sup> mai 1947, Prieto réaffirme l'inutilité du gouvernement en exil et les conséquences néfastes des institutions républicaines : "Je pensais ainsi, auparavant, du gouvernement, quand le présidait M. Giral, et je pense ainsi, maintenant que le préside mon compagnon et ami Rodolfo Llopis". Indalecio Prieto juge que le gouvernement républicain est condamné à "la stérilité la plus absolue", parce qu'incapable de "former le noyau initial d'un autre organe gouvernemental" alternatif à celui de Franco. Ecartant une solution monarchique

204. *España combatiente*, mars 1952, p. 1.

imposée par Franco, il propose un plébiscite, organisé avec les garanties voulues de liberté, afin de déterminer le régime politique souhaité par les Espagnols <sup>206</sup>.

Lorsque les thèses d'Indalecio Prieto remportent l'adhésion de la majorité du PSOE en juillet 1947, lors de l'Assemblée des délégués départementaux, et en mars 1948, lors du III<sup>e</sup> congrès, *El Socialista* est à son tour explicitement en faveur de l'abandon du légitimisme républicain. En septembre 1947, le journal proclame : "pour un socialiste, la République n'est pas une fin mais un moyen ; au lieu d'un but, un point de départ". La commission constituée par le PSOE afin de faire des propositions d'ouverture, composée de Luis Jiménez de Asúa, Trifón Gómez, Indalecio Prieto et Antonio Pérez -ce dernier en représentation des organismes directeurs de l'intérieur-, déclare :

Si le Parti socialiste ouvrier sacrifie, avec une grande douleur, le droit à la légitimité indiscutable des institutions républicaines, ceux d'en face doivent sacrifier également les supposées légitimités qu'ils prétendent incarner... Nous n'accepterons aucun régime que le peuple n'ait pas choisi <sup>207</sup>.

La CNT "politique" a le souci, en 1947, de couper court aux "calomnies qui circulent dans l'exil" selon lesquelles elle est prête à appuyer la restauration de la monarchie ; il est indéniable pourtant que la CNT de l'intérieur a, à l'époque, à l'instigation d'un de ses dirigeants -l'énigmatique Juan José Luque- opté pour la restauration pure et simple de la monarchie, sans plébiscite, convaincue qu'il n'existait pas d'autre solution possible <sup>208</sup>. Le journal libertaire "circo-istancialiste" *Hoy* est attaqué à la fois par les porte-paroles de la CNT "apolitique", *C.N.T.*, et du Parti communiste, *Mundo obrero* : tous les deux lui reprochent de s'incliner devant la décision du Comité national de la CNT d'Espagne de renoncer provisoirement à la restauration de la République comme

---

205. *Adelante*, 16 octobre 1947.

206. *Euzkadi socialista*, supplément au n° 3, 1947.

207. *El Socialista*, n° 5377, 12 septembre 1947, pp. 1-2.

208. César LORENZO, *Les anarchistes espagnols et le pouvoir...* op. cit., p. 388, José BORRAS, *Políticas de los exilados españoles*, op. cit., p. 255.

question préalable et l'accusent de ce fait de capituler devant le franquisme. Hoy déclare qu'il fait sienne la désespérance qui oblige les clandestins de l'intérieur à "plier les voiles et à rendre les armes" sur la question du rétablissement préalable de la République <sup>209</sup>. Aussitôt, *Mundo obrero* publie un éditorial de Santiagr Carrillo intitulé : "Rendre les armes devant le fascisme, jamais !" <sup>210</sup> ; quant à C.N.T. elle fait paraître un article de Germinal Esgleas qui débute ainsi : "la CNT ne pliera pas les voiles et ne rendra pas les armes. Si Durruti a dit *renonçons à tout sauf à la victoire*, nous ne renonçons à rien, ni à la victoire" <sup>211</sup>. Exemple, entre autres, de ces nombreux débats croisés dont la presse de l'exil est coutumière. La presse éditée en France par les anarchistes "politiques" traduit alors l'embarras de ceux-ci par rapport aux positions de l'intérieur : la CNT-MLE déclare qu'elle "s'opposera à toute tentative de restauration monarchique sans consultation préalable", car elle est favorable à un gouvernement de coalition et au plébiscite :

Ou, pour mieux dire et plus clairement encore : gouvernement de coalition d'abord, consultation libre et dûment garantie ensuite pour régler définitivement et légalement le litige institutionnel par les urnes. Pourquoi adoptons-nous cette attitude ? Parce qu'elle se réfère à la note tripartite du 4 mars 1946 et donne la possibilité à l'Espagne de renouveler, dans l'ordre et la légalité indispensables pour que le pays entre dans une authentique voie de pacification et de démocratie, la confiance qu'elle manifesta dans les dernières élections favorables à la République, ; ou bien, si la consultation nous est contraire à nous républicains, le peuple espagnol s'inclinera devant les résultats <sup>212</sup>.

Le grand tort de ceux qui, dans les premières années d'après-guerre, ont maintenu une position légitimiste intransigeante a, été selon la CNT "politique", de se condamner à l'impuissance :

Défendre la légitimité des institutions républicaines, sans faire plus, était stérile. Si au lieu de se confier à cette chose magique qui se nomme la légitimité, on avait appuyé énergiquement l'action subversive des forces de la

---

209. *Hoy*, n° 30, août 1946.

210. *Mundo obrero*, n° 32, 19 septembre 1946.

211. *C.N.T.* du 26 septembre 1946.

212. *España libre*, n° 63, 26 avril 1947.

Résistance clandestine, le problème intérieur, aggravé par l'agitation, serait sorti de sa stagnation et cette inquiétude transférée sur la scène internationale aurait eu des conséquences bénéfiques pour notre cause <sup>213</sup>.

### 3. Le rejet du débat institutionnel

Dans les derniers mois de la guerre mondiale, la CNT adopte résolument une attitude pro-républicaine. Face aux solutions monarchistes envisagées par certains pays, elle se range aux côtés de la République, "unique solution" et représentante de la légitimité <sup>214</sup>. Cependant, la République est surtout considérée comme une étape nécessaire pour libérer l'Espagne et un prélude indispensable pour la future révolution sociale : "le rétablissement de la République comme point de départ est, à tous points de vue, pour tous les Espagnols, un impératif auquel nous ne pouvons pas échapper" <sup>215</sup>. Après la scission confédérale, alors que les "politiques" entreprennent des pourparlers avec les monarchistes, la CNT "apolitique", fidèle à l'orthodoxie libertaire, renvoie dos à dos les positions de légitimisme républicain et les autres solutions institutionnelles : "nous ne sommes pas monarchistes, nous ne sommes pas républicains. Nous sommes anarchistes, syndicalistes révolutionnaires. Nous ne croyons pas dans la vertu thaumaturge de quelque gouvernement que ce soit". Pour elle, ce sont les partis politiques de gauche qui, les premiers ont poignardé la République, et cela dès les origines en 1931 ; dans l'exil, les républicains, les socialistes, les communistes et les "scissionnistes" de la CNT ont détruit la force et l'unité de l'émigration et ont finalement été les fossoyeurs de la République <sup>216</sup>.

Pour *Acción libertaria*, le dilemme pour l'Espagne n'est pas entre "République ou Monarchie" mais la réponse est, dans la pure tradition anarchiste :

---

213. *España libre*, n° 81, 13 septembre 1947.

214. *C.N.T.*, n° 18, 13 janvier 1945.

215. *C.N.T.*, n° 19, 20 janvier 1945.

216. *C.N.T.*, n° 97, 8 février 1947.



révolution sociale ; le journal pense que "le peuple espagnol sait bien ce que valent la République et la Monarchie. Il a subi ces deux régimes capitalistes dans sa propre chair" <sup>217</sup>. Le dernier mot sur la forme du régime appartiendra au peuple espagnol quand il pourra s'exprimer librement. La CNT "orthodoxe" récuse tout autant la formule plébiscitaire, considérée comme une tromperie et une trahison et juge que la volonté populaire ne pourra s'exprimer librement qu'après l'éradication du franquisme <sup>218</sup>. Elle ne croit pas à l'efficacité des institutions gouvernementales en exil qui, non seulement ne contribuent pas au renversement de Franco mais encore "consomment parasitairement les millions que nécessitent les antifascistes espagnols pour organiser et soutenir une lutte efficace contre le Caudillo et son régime" ; et elle rejette les "combinaisons réactionnaires de Prieto et consorts" qui ne conduisent pas à la libération de l'Espagne mais au contraire sèment le découragement dans une partie de l'antifascisme <sup>219</sup>.

Le début de la décennie 1950 marque pour les exilés la période la plus difficile. L'Espagne se réintègre progressivement mais sûrement au sein des organismes internationaux dont elle a été tenue à l'écart après la guerre mondiale : le processus est pratiquement achevé en 1955 avec son entrée à l'ONU<sup>220</sup> ; il n'y a guère que l'Europe en gestation qui lui reste fermée. L'isolement international de l'Espagne franquiste est rompu, les touristes commencent à affluer dans la Péninsule et l'exil se sent marginalisé et impuissant. Le constat de la difficulté du moment est présent dans de nombreuses

---

217. *Acción libertaria*, n° 38, 13 avril 1946.

218. *C.N.T.*, n° 97, 8 février 1947.

219. *Solidaridad obrera*, n° 164, 17 avril 1948, p. 1.

220. Novembre 1950 : l'annulation de la décision de l'ONU du 12 décembre 1946 rend les pays libres de rétablir des relations diplomatiques avec l'Espagne ; 1952 : admission de l'Espagne à l'UNESCO, enfin, en 1955 : admission à l'ONU.

publications. *España combatiente* titre en septembre 1952 : "Que se passe-t-il ? Il ne se passe rien !" et parle du

silence de mort qui s'étend sur Franco et ses complices. Silence... où les touristes se limitent à commenter la misère qu'ils ont pu contempler au-delà des Pyrénées... Le franquisme se meurt d'inanition politique et le peuple qui le subit se meurt de misère morale et de faim...

Et devant cette perspective, que font les forces républicaines dans l'émigration ? Meurent-elles aussi d'inanition ?...

Bien que nos appels tombent dans le vide, nous avons le devoir de crier ces questions aux républicains espagnols en exil : l'heure de nous unir pour reconquérir la République n'est-elle pas encore arrivée ? L'heure de faire quelque chose n'est-elle pas encore arrivée ? <sup>221</sup>.

De semblables appels sont légion et témoignent du désarroi et du sentiment d'échec des exilés espagnols <sup>222</sup>. Au sein de l'exil, les échecs des premiers gouvernements ont incité socialistes, libéraux, communistes et nationalistes basques et catalans à abandonner les institutions républicaines ; laissées aux mains des seuls républicains qui maintiennent le principe de leur légitimité, elles deviennent purement symboliques. Les Catalans, divisés, ont réduit la Généralité à sa plus simple expression en la personne d'un seul homme et le gouvernement basque reste essentiellement soutenu par les nationalistes. L'exil, coupé de la réalité espagnole, connaît des débats souvent artificiels et, par voie de conséquence, une prolifération de divisions. Les partis sont toujours séparés entre eux par des clivages profonds et ils ont perdu beaucoup de leurs effectifs. Les républicains, encore moins nombreux, sont divisés. Le PSOE connaît une forte crise d'identité et n'a pas su réintégrer les dissidences de l'après-guerre. Le PCE, en 1949 et 1950, est préoccupé essentiellement par son combat pour la paix et la collecte des signatures en faveur de l'appel de Stockholm <sup>223</sup> ; après avoir connu

---

221. *España combatiente*, septembre 1952, p. 1.

222. *España libre* parle de "banqueroute collective", des "théories suicidales d'espérer des solutions moyennant des aides extérieures" (n° 173, 11 septembre 1949).

223. Toutes les autres tâches doivent être subordonnées à la lutte pour la paix (*Mundo obrero*, n° 208, 9 février 1950) ; le n° 235 du 17 août 1950 indique 301.004 signatures en faveur de l'appel de

de nombreuses scissions et prononcé diverses exclusions <sup>224</sup>, le PCE, frappé directement par les effets de la guerre froide est interdit. La CNT, minée également dans ses effectifs, est divisée entre une tendance majoritaire dans l'exil, radicale et intransigeante, peu représentée à l'intérieur, et une tendance minoritaire à l'extérieur, majoritaire en Espagne, qui connaît des désillusions identiques à celles des socialistes.

Les exilés espagnols se sont trouvés confrontés à un dilemme crucial et incontournable auquel ils ont apporté des réponses divergentes par leur contenu ou par la date à laquelle ils les ont avancées, sans parvenir à véritablement coïncider : fallait-il s'allier uniquement avec ceux qui avaient lutté contre Franco pendant la guerre civile ou également avec ceux qui n'avaient pas forcément lutté contre lui -parfois même avec lui- et étaient devenus opposants ? Les séquelles de la guerre civile hypothéquaient encore trop les stratégies des exilés. La première décennie après la fin de la guerre mondiale a marqué la fin des tentatives de renversement du franquisme par l'extension des guérillas comme elle s'est achevée avec l'échec des pourparlers avec les monarchistes pour la recherche d'une solution institutionnelle. Ces bilans imposaient aux républicains espagnols la constatation que leur exil n'était pas prêt de prendre fin.

---

Stockholm recueillies dans l'émigration. La commission républicaine espagnole pour la défense de la paix, constituée à Mexico, est présidée par José Giral.

224. Départ de dirigeants de premier plan comme Jesús Hernández ou Valentín González, dit "El Campesino". Exclusion des "titistes" comme José del Barrio et Félix Montiel (voir *Acción socialista*). Eclatement du PSUC entre "catalanistes" comme Joan Comorera et militants partisans d'un lien avec le PCE (*Mundo obrero*, n° 195, du 10 novembre 1949).

## CHAPITRE III

### 1955 - 1975 : RECOMPOSITION ET MARGINALISATION DE L'ANTIFRANQUISME EXILE

*J'accepte l'âpre exil, n'eût-il ni fin ni terme,  
Sans chercher à savoir et sans considérer  
Si quelqu'un a plié qu'on aurait cru plus ferme  
Victor Hugo, *Ultima verba**

Les années 1950 constituent la période la plus difficile pour l'exil espagnol. L'espoir d'un retour proche en Espagne s'est évanoui avec l'échec de toutes les stratégies mises en oeuvre, qu'elles aient reposé sur la lutte armée, sur l'aide espérée des pays démocratiques, sur les pourparlers avec les monarchistes ou sur l'affirmation d'une légitimité institutionnelle. L'Espagne franquiste est admise au cours de la décennie dans la plupart des instances internationales. L'exil entreprend alors une longue et difficile traversée du désert. Les organisations politiques, syndicales et associatives qui ont rassemblé, au lendemain de la guerre mondiale, un très fort pourcentage des émigrés politiques voient leurs effectifs chuter de façon impressionnante. L'absence de perspectives à court ou moyen terme, le découragement, le caractère artificiel de débats sans prise sur le réel, mais aussi les nécessités de la vie quotidienne, font fortement diminuer le militantisme ; plus personne ne croit à la formule souvent répétée à la libération de

la France : "l'année prochaine, nous serons à Madrid, à Barcelone". L'obligation de trouver du travail en France pour pouvoir assumer leurs besoins, la reconstitution de leurs familles souvent disloquées par l'exode et l'apparition d'une nouvelle génération conduisent insensiblement les exilés à abandonner le caractère volontairement provisoire de leur installation : ils commencent à s'insérer professionnellement, à chercher un logement plus durable et à s'équiper, quand cela est possible, au-delà des quelques meubles strictement indispensables - lit, table et chaises- dont ils se contentaient jusqu'alors sciemment pour être prêts à repartir immédiatement en Espagne quand la possibilité se présenterait.

Un lent et inéluctable processus d' "installation" et, partant, d'intégration dans la société française est en marche ; même s'il est fait à contre-cœur et même si les préoccupations de beaucoup restent tournées vers l'Espagne. Les organisations vidées de leurs effectifs connaissent toutes une profonde crise ; si des militants dévoués assurent leur survie, des tendances bureaucratiques se font jour et une certaine sclérose idéologique se manifeste. Devant l'émergence d'une opposition intérieure et sur ses instances, l'exil développe des efforts unitaires ; mais, de nouvelles générations remettent en cause les directions des organisations traditionnelles de l'exil et mettent en œuvre des stratégies plus offensives. Parallèlement, les années 1960 marquent le définitif déplacement du centre de gravité de l'antifranquisme, de l'extérieur vers l'intérieur de l'Espagne ; si la jonction entre les deux oppositions s'effectue parfois, des divergences apparaissent aussi et l'opposition intérieure se forge de plus en plus indépendamment de l'opposition extérieure.

## A. RECOMPOSITION POLITIQUE DE L'EXIL

Devant la déliquescence des organisations et l'échec des stratégies suivies depuis la guerre et, surtout, devant l'espoir suscité à partir de 1956 par l'apparition de mouvements de contestation, tant universitaires qu'ouvriers, en Espagne même, l'exil entreprend des regroupements et développe une dynamique unitaire. Cependant, l'émergence de nouvelles générations dans l'exil entraîne une remise en cause des organisations traditionnelles et des oppositions plus radicales se font jour.

### 1. Efforts unitaires

Après les mouvements universitaires et les grèves ouvrières de 1956, les principales forces politiques de l'exil -communistes toujours exclus- se réunissent pour examiner des propositions venues d'Espagne et approuvent à l'unanimité, en mars 1957, un document connu sous le nom d'Accords de Paris. Un groupe de l'opposition intérieure avait, en effet, envoyé aux opposants de l'extérieur un document qui examinait les diverses possibilités institutionnelles susceptibles de succéder au régime franquisme. Trois hypothèses étaient envisagées : la future forme de gouvernement serait implantée sans consultation préalable ou postérieure du pays, elle serait imposée *de facto* et légitimée postérieurement par une consultation du pays ou elle serait choisie par le peuple espagnol <sup>1</sup>. Il en ressortait que pour l'intérieur, la monarchie apparaissait comme la solution la plus réaliste et la plus viable <sup>2</sup>. Prêt à ne retenir que la troisième des

---

1. Xavier FLORES, "El exilio y España", *Horizonte español 1966, Cuadernos de Ruedo Ibérico*, Suplemento 1966, tome 2, p. 32.

2. Le document avait été rédigé par Enrique Tierno Galván, juriste réputé de l'Université de Salamanque, membre d'une opposition modérée, inspirateur du groupe "fonctionnaliste" : non désirée en elle-même, la solution monarchique apparaissait comme la seule envisageable à partir d'une analyse rationnelle de la réalité politique. Une lettre personnelle de Tierno Galván du 19 janvier 1957 qui accompagnait le document indiquait : "Il apparaît de fait que le futur immédiat du

hypothèses envisagées dans le document de l'intérieur, l'exil accepte cependant de ne pas définir la nature institutionnelle du régime transitoire. Les socialistes, les républicains, les minorités régionales et les syndicalistes du PSOE, de l'Izquierda republicana, du Partido republicano federal, de l'Esquerra republicana de Catalunya, du Partido nacionalista vasco, du Moviment socialista de Catalunya, de l'Acción nacionalista vasca, de l'UGT, de la CNT et de la Solidaridad des trabajadores vascos déclarent maintenir chacun leurs convictions idéologiques et républicaines propres. Mais tous s'affirment cependant favorables à l'instauration, après la disparition du régime actuel, d'une

situation transitoire sans signe institutionnel défini, qui assurera le rétablissement des libertés civiles pour le peuple espagnol et préparera une consultation du pays afin que les Espagnols, librement et avec le maximum de garanties, décident de la forme définitive de gouvernement de l'Etat espagnol <sup>3</sup>.

Différents meetings unitaires sont organisés pour populariser cette résolution qui "offre une solution digne et non sanglante des problèmes de l'Espagne" <sup>4</sup>. Ces accords de Paris marquent certes une coïncidence de quasiment tous les partis et syndicats de l'exil pour une période de transition "sans signe institutionnel défini". Les républicains acceptent, en 1957, de ne plus faire de la restauration de la République un préalable intangible ; mais ces derniers représentent une force militante extrêmement réduite et la déclaration ne fait qu'avaliser une issue entrevue depuis plus de dix ans par de nombreux autres courants politiques, notamment par les socialistes. Cependant ces accords constituent dès lors la base programmatique essentielle de divers mouvements. Le PSOE affirme sa volonté de collaborer sur cette base avec toutes les forces disposées à libérer l'Espagne, "à l'exclusion des antidémocratiques et des

---

pays est déterminé : ce sera la Monarchie. Mieux vaut pactiser maintenant que s'humilier ensuite". Obligé de quitter l'Espagne pour les États-Unis en 1960, Tierno Galván évoluera ensuite vers le marxisme ; mais il restera surtout un socialiste indépendant et sera maître de Madrid après la chute de Franco (Javier TUSELL, *La oposición democrática al franquismo, 1939-1962*, Barcelone, Planeta, 1977, pp. 349-383).

3. *El Socialista*, n° 5865, 7 mars 1957, p. 1.

4. *El Socialista*, n° 5875, 16 mai 1957, p. 4.

totalitaires", c'est-à-dire des phalangistes et des communiste <sup>5</sup>. C'est également le point central de la déclaration politique votée lors du VII<sup>e</sup> congrès du PSOE en août 1958 ; lors de ce congrès, dans un long discours où il fait référence à l'histoire du parti et aux analyses marxistes des divers régimes, Luis Araquistáin fustige le fétichisme des formes de gouvernement et déclare : "Ni Monarchie, ni République : Socialisme" <sup>6</sup>. Cependant, un peu en retrait, le PSOE fait savoir à l'Internationale socialiste, dans une formulation assez alambiquée, qu'il ne considèrera pas illégitime un gouvernement provisoire qui répondrait aux exigences définies dans les accords de Paris <sup>7</sup>. Un dirigeant de la CNT "politique", Ramón Alvarez, affirme également que la signature du pacte de Paris "constitue un premier pas indispensable pour parvenir à la liquidation du franquisme" <sup>8</sup>.

En 1959, autre effort unitaire : la majeure partie du secteur républicain, depuis longtemps éparpillé en de nombreuses formations, constitue une seule entité, l'Acción republicana democrática española. Elle est formée de la fusion de l'Izquierda republicana, de l'Unión republicana et de divers groupes et personnalités de l'intérieur ; désormais, à la suite du congrès officiel de constitution de la nouvelle organisation, tenu à Paris du 16 au 18 juin 1960, l'ARDE représente la quasi totalité de la tendance républicaine <sup>9</sup>. Le PSOE se réjouit de ce regroupement et s'empresse de rappeler, qu'en dépit de leur option résolument républicaine, les deux principaux partis de l'ARDE ont signé les accords de Paris en faveur d'une solution plébiscitaire <sup>10</sup>.

La scission de la CNT est, à la fin des années 1950, de plus en plus déplorée par nombre de militants qui constatent la stérilité des affrontements

---

5. *El Socialista*, n° 5896, 10 octobre 1957, p. 1.

6. Luis ARAQUISTAIN, *Sobre la guerra civil y en la emigración*, Madrid, Espasa Calpe, 1983, pp. 334-338 (discours devant le VII<sup>e</sup> congrès du PSOE, tenu à Toulouse du 14 au 17 août 1958).

7. *El Socialista*, n° 5941, 21 août 1958, p. 1.

8. *Antena confederal*, juillet 1957.

9. Voir *A.R.D.E. et República*.

10. *El Socialista*, n° 5998, 24 septembre 1959, p. 1.



des deux tendances et leur identique échec. Les premiers à prendre publiquement position en faveur de la réunification sont des "politiques" et des représentants de la jeune génération. Aussi, en 1955, un groupe parisien de dirigeants de la tendance "collaborationniste" -composé de Ramón Alvarez, Horacio Prieto, Acracio Bartolomé, et soutenu d'Argentine par Diego Abad de Santillán - lance-t-il le bulletin *Antena confederal*<sup>11</sup>. Pour cette équipe, l'un des objectifs les plus importants du moment est de surmonter la division confédérale, jugée suicidaire<sup>12</sup>. Le bulletin se veut un instrument de la réunification et publie des textes rédigés par une commission de conciliation<sup>13</sup> et des articles favorables à l'unité en provenance de libertaires exilés en France ou au Mexique. Une assemblée d'unité confédérale est convoquée à Paris en juin 1956, pour le 20<sup>e</sup> anniversaire du 19 juillet 1936, par des militants *cenetistas* qui se trouvent en marge des deux fractions<sup>14</sup>. Selon ces militants, l'unité confédérale apparaît d'autant plus impérieuse que le régime franquiste est entré dans une crise décisive avec l'intensification des courants d'opposition et que, "pour la première fois, des représentants de ces courants établissent le dialogue avec les diverses forces de l'exil"<sup>14</sup> ; la CNT en exil doit se conduire comme celle de l'intérieur où la scission n'existe pas.

Manuel Buenacasa, un vieux dirigeant de la CNT "politique", ébéniste, secrétaire de la CNT en 1918, exilé plusieurs fois en France entre 1919 et 1930, l'un des réorganiseurs de la CNT clandestine en France, lance dans la Drôme un journal dont il dirige la rédaction et assure la réalisation, *Uno*. Il le met au service de l'unité de la CNT et il forme un comité pour l'unification. *Uno* attribue les causes de la désunion de la CNT à l'égoïsme du réfugié espagnol qui a su faire preuve de capacité d'adaptation en France et vaincre les difficultés liées à

11. *Antena confederal*, n° 1, 15 février 1955.

12. *Antena confederal*, n° 3, 15 avril 1955 et n° 6, 15 juillet 1955.

13. Assemblée réunie salle des Société savantes, rue Serpente, les 23 et 24 juin 1956 (*Antena confederal*, n° 13, 19 juillet 1956).

14. *Antena confederal*, juillet 1957.

sa condition d'étranger ; si, en d'autres temps, l'émigré espagnol travaillait dans les champs et les mines, le réfugié est souvent employé comme spécialiste et une minorité accède même à l'artisanat. "Conséquence légitime : le réfugié espagnol, sobre et généralement bien organisé, vit bien la plupart du temps, souvent avec une maison et une voiture, ou une voiture ou une moto au moins, et est rarement talonné par la misère comme l'était autrefois l'ouvrier, surtout dans les campagnes". Il est trop installé pour prendre le fusil et, de plus, il a sa conscience tranquille comme il cotise à un organisme syndical ou politique, qu'il achète la presse de l'exil et qu'il assiste à des meetings, des bals et à des manifestations culturelles ; les dirigeants se laissent porter par ce courant assoupissant <sup>15</sup>. L'unité de la CNT est impérative pour renverser Franco par la force, car les solutions monarchiques envisagées en Espagne sont à rejeter. La CNT doit d'autre part être réorganisée, avec des charges de direction non rétribuées -seules les tâches d'administration doivent être payées au tarif syndical- et l'on doit davantage y pratiquer l'alternance.

La CNT "politique" est majoritairement convaincue de la nécessité de l'union confédérale. Elle en appelle à la raison pour que les deux secteurs anarcho-syndicalistes se réunissent et attend en quelque sorte les décisions que l'autre CNT doit prendre sur cette question à son congrès de Limoges en 1960<sup>16</sup>. Les "politiques" acceptent les conditions de la CNT "apolitique", forte de son orthodoxie révolutionnaire maintenue et proclamée. Pour cette dernière, en effet, la réunification doit se faire par la réincorporation des réformistes qui doivent dissoudre leur organisation et annuler tous les pactes contractés antérieurement ; selon la résolution votée lors du premier congrès intercontinental des fédérations locales, réuni à Limoges à partir du 13 août 1960, les militants seront réintégrés individuellement ou collectivement dans la fédération locale de leur lieu de résidence et une certaine autonomie est laissée aux organes locaux

---

15. *Uno*, n° 2, mars 1958.

quant au rythme du processus d'unification <sup>17</sup>. A l'automne 1960, nombre de fédérations locales des deux CNT entreprennent leur regroupement <sup>18</sup>. Le second congrès intercontinental de Limoges, tenu du 26 août au 3 septembre 1961, est le premier congrès de la CNT réunifiée.

Une alliance est constituée en mars 1961, tandis que s'opère la réunification de la CNT, entre les trois centrales syndicales de l'exil, CNT, UGT et STV <sup>19</sup> ; il s'agit "d'organiser la coordination et l'accentuation de l'action" des trois centrales afin de hâter la disparition du régime franquiste et de s'opposer à l'implantation de tout autre système antidémocratique en Espagne. Une fois la dictature renversée, l'objectif des syndicats sera la promulgation d'une amnistie pour les prisonniers politiques, le rétablissement des libertés publiques et l'application d'une justice "répatrice" sans esprit de vengeance -avec pleines garanties judiciaires pour les inculpés- afin de sanctionner les abus et crimes commis par la dictature. Les organisations en question s'engagent à coordonner leurs interventions auprès de leurs internationales syndicales respectives ainsi que leurs activités dans l'exil et dans la clandestinité <sup>20</sup> ; des comités de l'Alianza sindical española se constituent dans l'émigration et en Espagne et l'ASE est reconnue au niveau international par la CISL et la CISC <sup>21</sup>. L'unité s'impose d'autant plus dans l'exil qu'un certain nombre d'organisations clandestines sont parvenues à un accord à Madrid et ont annoncé la création, le 27 juin 1961, d'une Unión de Fuerzas democráticas ; cette union est composée de l'Izquierda democrática cristiana, du PSOE, de l'Acción republicana democrática española, de

---

16. *España libre*, n° 511, 31 juillet 1960, p. 1.

17. *C.N.T.*, n° 801, 4 septembre 1960, p. 1.

18. *C.N.T.*, n° 810, 6 novembre 1960 et suivants ; *España libre*, n° 517, 6 novembre 1960 et suivants.

19. Une commission de coordination nationale de l'Alianza sindical formée de l'UGT et de la STV s'était déjà constituée à Toulouse le 25 février 1960, mais l'incorporation de la CNT ne s'est effectuée qu'après la réunification de celle-ci, en mars 1961 (*Alianza sindical*, n° 1, 1er mai 1963).

20. Déclaration de principes et bases de fonctionnement, Toulouse, 23 mars 1961 (*Ibid.*).

21. *Alianza*, 1965 ?.

l'UGT, du PNV, de l'Acción nacionalista vasca et de la STV <sup>22</sup>. Ces organisations affirment leur opposition au régime franquiste et leur attachement à la démocratie; elles proposent, comme les signataires du pacte de Paris, un régime transitoire "sans signe institutionnel défini" qui organisera un plébiscite, une fois les libertés rétablies. L'annonce de ce nouveau pacte, probablement signé en France, entre les démocrates-chrétiens, les nationalistes basques et les socialistes, c'est-à-dire entre des oppositions du centre et de gauche, fait réagir vivement la CNT tenue à l'écart, d'autant que l'UGT avec laquelle elle est liée dans l'Alianza sindical en est partie prenante <sup>23</sup>. Aussi le congrès intercontinental de Limoges de la CNT réunifiée d'août 1961 tient-il à préciser que "les alliances entre forces politiques de diverses tendances idéologiques ne se justifient que sur la base de points concrets qui présentent une urgence, si l'on ne veut pas tomber dans des déclarations inoffensives et sans suite" <sup>24</sup>; en revanche, la CNT marque son attachement à l'Alianza sindical. L'UFD reçoit peu de temps après sa formation le soutien de l'Internationale socialiste et de deux organisations syndicales internationales, la CISL et la CISC; elle accepte en 1962 l'adhésion du Groupe des monarchistes parlementaires constitutionnels <sup>25</sup>.

L'exil espagnol effectue ces divers efforts unitaires sous la pression de certains secteurs désireux d'en finir avec les divergences stériles et, surtout, de l'opposition intérieure qui souhaiterait une force extérieure d'appui davantage unifiée. Parallèlement, l'exil politique se trouve mis en minorité au sein de la colonie espagnole par le considérable afflux de migrants économiques qui arrivent à partir de 1956 et, de façon accélérée, de 1961 à 1964. Les réfugiés de la guerre civile sont ainsi confrontés à une nouvelle situation qu'ils peuvent

---

22. L'accord date du 24 juin 1961 (*El Socialista*, n° 6091, 6 juillet 1961, p. 1).

23. "El valor de los pactos y compromisos", *C.N.T.*, n° 845, 9 juillet 1961, p. 1; "Consideraciones en torno a un pacto", *C.N.T.*, n° 847, 23 juillet 1961, p. 1; "Algunas consideraciones más en torno a un pacto", *C.N.T.*, n° 848, 30 juillet 1961, p. 1.

24. *C.N.T.*, n° 855, 17 septembre 1961, p. 1.

25. *Le Socialiste*, n° 10, 22 février 1962, p. 8.

difficilement majoriser : minoritaires chez les Espagnols de France, avec des organisations politiques et syndicales très affaiblies, ils connaissent de plus, au même moment, des restrictions dans leur expression publique. La presse de l'exil est contrainte en 1961 de paraître en grande partie en français et il n'est pas exclu de penser que les pressions franquistes pour faire interdire les principaux journaux républicains en France sont en grande partie dictées par un souci de ne pas voir la grande masse des migrants économiques "contaminée" par les "Rouges" ; même si ce souci peut découler d'une certaine surestimation des possibilités réelles des républicains. Aussi la presse des divers mouvements de l'exil ne contient-elle pas d'articles à l'intention de l'immigration économique. Seuls, des textes analysent la situation économique et sociale de l'Espagne qui contraint nombre de ses ressortissants à s'expatrier pour trouver du travail. En revanche, des bulletins sont particulièrement destinés aux migrants, comme *Proyección*, publié à Toulouse vraisemblablement entre 1963 et 1967, ou *Nueva generación*, édité en 1967 par l'Alliance syndicale à l'intention des ouvriers de la région parisienne. Ou comme l'éphémère *Mi Tierra*, impulsée par la CNT en 1965 et qui se veut "un pont entre deux émigrations" :

L'émigration est un signe indiscutable de misère matérielle qui condamne, en terre étrangère, les hommes et les femmes qui la subissent, à l'isolement, à la solitude et à un travail plus dur et moins rétribué que les gens originaires du pays... Les militants de la CNT tendent la main, ouvertement et chaleureusement, à tous les émigrés économiques en France, en Belgique, en Suisse ou en Allemagne, et se joignent à eux pour penser et lutter pour un monde meilleur et un avenir plus digne pour nos enfants <sup>26</sup>.

Sous forme de lettres, intitulées "Entre émigrés" ou "D'un ouvrier à un autre ouvrier", des émigrés politiques s'adressent aux nouveaux migrants dans *Mi Tierra*. Ils les invitent au dialogue et à se rencontrer au sein du

---

26. *Mi Tierra*, n° 1, 1965.

syndicat et entreprennent de les initier à la culture ouvrière qu'eux-mêmes ont acquise après leur journée de travail ; ils leur rappellent qu'ils ont, eux ou des militants comme eux, participé en Espagne à la formation d'organismes de solidarité ouvrière et que l'on publiait à cette époque dans la péninsule "des journaux pour les ouvriers, écrits par d'autres ouvriers" <sup>27</sup>. Un travail de sensibilisation politique des nouveaux migrants est ainsi entrepris par les réfugiés politiques, sans qu'il soit possible encore d'en connaître l'ampleur et les effets. A la différence de l'Allemagne où l'encadrement syndical institutionnalisé a davantage permis aux partis et syndicats républicains -mais par ailleurs aussi aux syndicats verticaux- de s'implanter chez les travailleurs espagnols immigrés, l'affiliation syndicale aléatoire et diversifiée des immigrés en France a peu favorisé les contacts entre exilés politiques et émigrés économiques. Emigrés dont les réfugiés déplorent parfois la méfiance vis-à-vis des syndicats et le fait qu'ils semblent seulement venir "chercher du pain" <sup>28</sup>.

## **2. Générations et oppositions nouvelles**

Des oppositions apparaissent au sein des organisations historiques de l'exil ; elles correspondent le plus souvent, avec la prolongation de l'exil, à l'apparition de générations nouvelles sur la scène politique. Dès les premiers temps de l'exode, des scissions ont certes affecté des mouvements, souvent en prolongement direct de divergences apparues au cours de la guerre d'Espagne. Cela a été le cas, tout particulièrement, du PSOE, de l'UGT et de la CNT ; le POUM a vu se constituer en 1945, à partir de ses rangs, le *Moviment socialista de Catalunya* et les partis communistes ont connu des scissions et des dissidences avant leur interdiction. Dans les années 1950 et 1960, les oppositions marquent essentiellement les désaccords avec les pratiques politiques de l'exil et

---

27. *Ibid.*

28. "Emigración hambrienta de pan", *El Rebelde*, n° 16, mars 1963, p. 2.

tendent à avancer des stratégies d'affrontement direct avec le franquisme afin de hâter sa chute : elles affectent plus particulièrement le courant anarchiste et le nationalisme basque, tandis qu'une extrême-gauche naît, comme au niveau international, de la radicalisation de mouvements issus du socialisme et du communisme. Déjà, en 1951, Félix Montiel, un ancien dirigeant du PCE exclu pour "titisme", n'appelait-il pas à réagir vigoureusement contre certains dirigeants de l'exil ?

*J'affirme qu'aujourd'hui l'unique chemin de salut est la révolte des émigrés contre ceux qui ont faussé l'oeuvre et la mission que nous a données l'Espagne en 1939.*

*Je n'insiste pas qu'il faille avoir une attitude de condamnation en bloc des Comités et des chefs traditionnels... Cette attitude n'aurait aucun sens pratique et serait, de plus, cruellement injuste. Nous, Espagnols, ne sommes pas habitués à estimer à leur exacte valeur ceux d'entre nous qui ont su se détacher par leur expérience, par leur talent ou par leurs qualités d'un autre ordre...*

*La "révolte des émigrés" -dans un sens constructif et serein- doit être une manière de mettre un terme, radicalement, à l'état de choses qui fait aujourd'hui s'enfoncer dans l'inefficacité et dans l'abandon honteux de nos grandes possibilités<sup>29</sup>.*

De nombreuses remises en cause de la stratégie suivie par les leaders de la CNT "apolitique", l'équipe constituée autour de Federica Montseny et Carminal Esgleas, se font jour au sein même de l'organisation ; il s'agit d'un conflit à la fois générationnel et politique. En effet, ces contestations internes émanent pour la plupart de militants appartenant à une génération née dans les années vingt, qui ont vécu la guerre civile en tant que très jeunes gens ou comme enfants et arrivent alors à pleine maturité politique ; mais cette vague de jeunes militants entraîne aussi dans son sillage des dirigeants de la génération précédente.

---

29. Félix MONTIEL, "Responsabilidades de la emigración, 3", *Acción socialista*, n° 20, 15 octobre 1951, p. 4.

Fin 1957, un groupe de militants de la Fédération locale de Paris, composé notamment d'Antonio Téllez Sola, Fernando Gómez Peláez et Mariano Aguayo, lance *Atalaya* afin de "réanimer la vie militante" du mouvement où, selon eux, règne l'apathie et où les attaques personnelles sont monnaie courante<sup>30</sup>. Le groupe critique le mode de fonctionnement de l'organisation : le lieu de résidence du secrétariat intercontinental, fixé à Toulouse, et la rétribution dérisoire qui échoit aux membres élus empêchent des militants d'autres régions d'en faire partie ; une réorganisation s'impose afin de permettre l'élection des membres du secrétariat sur des critères de capacité politique et personnelle et non sur des considérations de proximité avec le siège. D'autre part, les animateurs d'*Atalaya* ne comprennent pas l'indifférence dont la presse anarchiste de l'exil a entouré l'exécution de José Lluís Facerías, en août 1957, par la fameuse Brigada política social franquiste chargée de la répression politique ; bien qu'ils désapprouvent certaines méthodes d'action de Facerías, ils le considèrent comme un "authentique lutteur anarcho-syndicaliste"<sup>31</sup>. Pour ne pas introduire un facteur de désagrégation au sein de l'organisation, le groupe accepte de suspendre *Atalaya* en juillet 1958 mais entend garder ses positions au sein de la CNT.

L'été 1958, au moment où *Atalaya* cesse de paraître, un autre journal voit le jour : *Nervio*, édité par des militants de la CNT en désaccord avec la stratégie du comité national ; ce dernier donne la priorité au renforcement de l'organisation en Espagne et à la formation de nouveaux cadres, considérés comme des préalables nécessaires à tout affrontement direct avec le franquisme. Après quelques années d'application de cette politique, des militants, dont Francisco Olaya directeur de *Nervio*, constatent qu'elle n'a pas porté les fruits escomptés : il n'y a pas eu, en Espagne, reconstitution d'un comité national de la CNT comme les

---

30. *Atalaya*, n° 1, décembre 1957.

31. *Ibid.* José Lluís Facerías, né en 1920, militant de la CNT, a combattu sur le front d'Aragon pendant la guerre ; prisonnier, il connaît divers camps jusqu'en 1945. Arrêté à nouveau en 1946, il participe à la lutte armée à partir de 1947 (Antonio TELLEZ SOLA, *La lucha del Movimiento libertario contra el franquismo*. Barcelone, Virus, 1991, n. p.).



dirigeants de la CNT en exil le prétendaient <sup>32</sup>. Aussi *Nervio* est-il "le journal condamateur de tout compromis, ou des arrangements de toutes sortes effectués sur le dos du peuple, afin de perpétuer le régime d'ignominie et de privilèges" ; le journal affirme : "Indiscutablement, le franquisme est déjà un cadavre putréfié... Nous sommes moralement obligés de collaborer avec courage et hardiesse à accélérer ce processus. Ce ne sont pas seulement les compagnons de l'intérieur qui doivent continuer à sacrifier leurs vies à cette fin" <sup>33</sup>. *Nervio* insiste sur le fait qu'un

groupe d'hommes dans les sierras, celui de Bernabé par exemple, a fait plus de travail, nous a gagné davantage de sympathies et de respect que vingt ans de discours transcendants dans l'exil <sup>34</sup>... Combien de choses auraient-elles pu se faire s'il avait existé la nécessaire coordination entre l'exil et l'intérieur ? Il est encore temps. Avec plus de facilités, peut-être, aujourd'hui qu'hier. Nous avons encore la possibilité de rectifier l'orientation... <sup>35</sup>.

*Nervio* se veut le porte-parole de la CNT d'Andalousie et d'Estrémadure et donne quantité d'informations sur ces régions : il publie de nombreux articles de ses correspondants de l'intérieur et dénonce nommément un certain nombre de responsables régionaux de la répression politique <sup>36</sup>, ce qui lui vaut d'être interdit fin 1959 par des autorités françaises saisies de la question avec insistance par l'Espagne. Paradoxalement, la réunification de la CNT effectuée en 1960 et 1961 ne conduit pas à un regroupement sans faille de toute la mouvance libertaire : lorsque le processus de réunification est en cours ou a abouti, des tendances centrifuges apparaissent au grand jour. Ces oppositions sont le fait de nouvelles générations mais aussi de dirigeants "historiques" issus du courant apolitique de la CNT comme du courant politique : ce qui est généralement mis en cause par les uns et les autres c'est l'immobilisme de la CNT et sa

---

32. Entretien avec Francisco Olaya, 28 décembre 1990.

33. *Nervio*, n° 1, juin 1958, p. 1.

34. *Nervio* met à l'honneur des militants de la CNT d'Andalousie et d'Estrémadure tombés au combat, dont Bernabé López ; voir dans *Corpus*.

35. Francisco OLAYA, "Las dos soluciones", *Nervio*, n° 12, juin 1960, p. 4.

36. *Nervio*, n° 16, octobre 1959, p. 2.

bureaucratisation autour de quelques dirigeants inamovibles. Dès la fin 1961, Octavio Alberola, dirigeant de la FUL venu du Mexique, critique vivement la sclérose idéologique de la CNT, masquée derrière une démagogie révolutionnaire: "la CNT en exil n'est malheureusement ni syndicaliste ni révolutionnaire", écrit-il dans *Despertar* <sup>37</sup>, la publication qui remplace *C.N.T.* et qui résonne, durant sa brève existence d'une dure polémique entre les défenseurs de l'organisation et ceux qui critiquent son inefficacité <sup>38</sup>.

Peu de temps après l'interdiction de *Nervio*, début 1961, la même équipe de militants originaires d'Andalousie et d'Estrémadure publie *El Rebelde*, toujours en marge de la CNT ; alimenté de manière aussi précise et documentée que son prédécesseur par des militants de la clandestinité, le journal paraît jusqu'à l'été 1968 et exprime souvent des positions critiques par rapport au comité national de la CNT. *El Rebelde* s'affirme en effet solidaire -comme la plupart des anarchistes français <sup>39</sup> et des libertaires de l'intérieur- des militants anarchistes espagnols et italiens qui, en 1966, ont enlevé à Rome Mgr Marcos Ussía Urruticochea, conseiller ecclésiastique de l'ambassade espagnole au Vatican, afin d'exiger la "liberté immédiate de tous les prisonniers politiques et sociaux, en échange de la libération de Mgr Ussía dont l'intégrité physique et la sécurité sont scrupuleusement respectées" <sup>40</sup>. *El Rebelde* conteste énergiquement la position de Germinal Esgleas et de Miguel Celma, membres du comité national de la CNT, qui jugent l' "opération purement négative" et faite sans l'assentiment du secrétariat intercontinental de la CNT <sup>41</sup> ; *El Rebelde* estime ce rapt positif "par son action destinée à appeler l'attention de l'opinion publique sur le problème des

---

37. *Despertar*, n° 1, 12 novembre 1961.

38. *Despertar*, n° 3 (26 novembre 1961), 4 (3 décembre) et 5 (10 décembre).

39. C'est le cas, en particulier, de la Fédération anarchiste française de la région parisienne et du groupe *Noir et Rouge*, qui, réunis en assemblée générale le 6 mai 1966, adressent une lettre à Germinal Esgleas et à Miguel Celma du comité national de la CNT en exil, où ils leur reprochent de s'être comportés en "dirigeants d'appareil" en condamnant publiquement la séquestration de Mgr Ussía (*El Rebelde*, n° 35, juin 1966).

40. *Ibid.*

41. *La Dépêche du Midi*, 3 mai 1966.

détenus en Espagne, par son action non violente et symbolique, par son action qui nous apporte un accroissement positif de popularité" 42.

Fin 1965, un groupe où figurent à la fois un vieux leader de l'anarchisme comme José Peirats et un représentant des nouvelles générations comme Octavio Alberola, publie la revue *Presencia*. Il s'agit toujours de lutter contre les préjugés dogmatiques des organisations libertaires devenues "classiques" et "monolithiques", afin de pouvoir mieux répondre aux attentes de la jeunesse "inquiète face au triste spectacle de l'exil espagnol". La plupart de ces opposants ainsi que d'autres militants libertaires se retrouvent, à partir de 1970, autour de Fernando Gómez Peláez, dans *Frente libertario* ; leur objectif est de

mettre un terme à la vie végétative et sans perspectives de nos organisations classiques, et principalement à celle de la CNT, aujourd'hui prisonnière de formules ou de routines de fonctionnement qui la rendent incapables de remplir la haute mission émancipatrice que se nos prédécesseurs se fixèrent -il y a soixante ans déjà- comme but et comme guide.

La longue étape passée sans activité syndicale et sans réelles stimulations -non seulement par rapport à l'action antifranquiste mais aussi par rapport aux objectifs libertaires à travers les frontières-, a fait apparaître dans nos milieux un complexe d'impuissance et une sorte de conformisme qui, s'ils se prolongeaient, nous mèneraient à la disparition pure et simple de la scène sociale 43.

Il convient ici de faire une parenthèse sur un événement international qui a exercé beaucoup d'influence sur ces nouvelles oppositions au sein de l'exil comme sur les mouvements radicalisés de jeunes de divers pays au début des années soixante : la révolution cubaine. Révolution dirigée contre une dictature d'un pays hispanophone par une poignée de guérilleros dont l'aura a tôt fait de se répandre et qui prend valeur d'exemple à suivre ; d'autant que, les premières années, le pouvoir apparaît essentiellement comme progressiste et anti-impérialiste. La presse de l'exil espagnol salue l'événement. Nous ne prendrons

---

42. *El Rebelde*, n° 35, juin 1966

43. *Frente libertario*, n° 0, juillet 1970, p. 1.

qu'un exemple, extrait d'une publication qui, pour être socialiste, n'en est que plus parlant : *El Socialista* publie en février 1959 une longue lettre ouverte à Fidel Castro d'un militant qui salue avec enthousiasme la victoire castriste à Cuba <sup>44</sup>. De même que Pablo Casals appelle de ses vœux l'apparition d'un Fidel Castro pour l'Espagne, le militant socialiste s'adresse au leader cubain et lui rappelle combien de "héros sortis du peuple, du même bois que vos guérilleros, chefs potentiels d'une révolution démocratique, sont morts, l'un après l'autre, pourchassés à coups de fusil par la garde civile dans les montagnes des Asturies ou assassinés au moyen de coups cruels et de tortures raffinées dans les caves de la Direction générale de la Sécurité, à la Puerta del Sol à Madrid". Il demande à Fidel Castro de rompre toute relation, diplomatique, culturelle et commerciale, de son pays avec l'Espagne franquiste et, en conséquence, de rappeler les diplomates cubains à Madrid et d'expulser les représentants espagnols <sup>45</sup>. En 1960, *El Socialista* publie une autre libre opinion, un article d'un sénateur socialiste uruguayen en défense de la révolution cubaine <sup>46</sup>.

La révolution cubaine n'est pas sans avoir influé sur l'orientation idéologique et stratégique d'un certain nombre d'exilés espagnols et, notamment, stimulé la réémergence des tendances à l'action directe. Des groupes apparaissent qui dénoncent l'immobilisme de l'antifranquisme officiel et certains d'entre eux passent à des formes d'action directe. Au Mexique, le Movimiento español 59 est composé de jeunes communistes, libertaires, républicains et socialistes et Acción directa de liberación española regroupe des militants des deux fractions de la CNT, des socialistes et des républicains de toutes les tendances <sup>47</sup>. En Espagne, le Frente de liberación popular et le Directorio revolucionario ibérico de liberación

---

44. Le journal rappelle cependant, juste sous l'article, que les textes signés sont de la responsabilité exclusive de leurs signataires.

45. Miguel SANCHEZ-MAZAS, "Ante Cuba emancipada", *El Socialista*, n° 5967, 19 février 1959, pp. 3-4.

46. José Pedro CARDOSO, "Defendamos la revolución cubana", *El Socialista*, n° 6046, 25 août 1960, p. 1.

manifestent l'émergence d'une opposition radicale au franquisme ; ce dernier organisme se signale notamment, début 1961, par la prise du transatlantique portugais *Santa Maria*, destinée à faire connaître à l'opinion internationale l'existence d'une résistance résolue contre les dictatures d'Espagne et du Portugal. Le PNV, si hégémonique au sein du nationalisme basque, connaît aussi des secousses : une scission au sein de l'organisation de jeunesse du parti, *Euzko Gasterdi*, donne naissance à l'ETA en 1959. A l'origine, l'ETA -Euskadi ta Askatasuna, Pays basque et liberté- est un mouvement patriotique démocratique et, à la différence du PNV, laïque et indépendantiste ; le mouvement basque édite *Zutik !* en divers lieux de la péninsule ou en France, selon la résidence de ses animateurs. Ses premières actions débutent en 1961, avec une tentative de déraillement d'un train de sympathisants du régime. Influencé par l'expérience des guerres de libération du Tiers Monde -l'Algérie, Cuba et le Viet Nam- l'ETA marque rapidement sa différence avec le nationalisme traditionnel et se définit comme un mouvement révolutionnaire de libération nationale <sup>48</sup>. Du tiers-mondisme, l'ETA passe en 1967 au marxisme-léninisme et renforce sa lutte armée contre l'Etat franquiste : l'organisation séparatiste tue pour la première fois un policier en 1968. La scission marxiste-révolutionnaire de 1970, intitulée ETA-VI<sup>e</sup> Assemblée, continue la publication de *Zutik !* et fait état de la tactique action-répression-action développée par le mouvement <sup>49</sup>.

De son côté, en 1961, lors de son congrès de Limoges, la CNT approuve la formation d'un organisme secret de "Defensa interior" (DI) ; constitué en 1962 par des dirigeants issus des deux tendances de la CNT, le DI est composé notamment de Germinal Esgleas, Cipriano Mera, Juan García Oliver et Octavio

---

47. Octavio ALBEROLA, Ariane GRANSAC, *L'anarchisme espagnol. Action révolutionnaire internationale, 1961-1975*, Paris, Christian Bourgeois, 1975, p. 34.

48. ORTZI, *Historia de Euzkadi : el nacionalismo vasco y ETA*, Paris, Rueda Ibérico, 1975, pp. 280-301.

49. *Ibid.*, pp. 400-404 (*Zutik !* n° 64 décrit les objectifs et les détails de l'attentat qui a, le 20 décembre 1973, coûté la vie à l'amiral Carrero Blanco, président du gouvernement espagnol).

Alberola <sup>50</sup>. Les libertaires commencent leurs premières actions de harcèlement l'été 1962 dans la capitale espagnole -bombes dans divers édifices symboliques du régime- puis à Barcelone, à Valence, à Saint Sébastien, dans la basilique même du Valle de los Caídos et à Rome. Mais la précarité des groupes d'action, la répression et les réticences d'une partie de la CNT font cesser l'activité du DI, qui est officiellement dissous lors du congrès confédéral de Montpellier en 1965. Compte tenu de l'hétérogénéité du DI, les partisans d'une résistance active au franquisme ont d'ailleurs très vite mené leur activité davantage au sein de la FIJL; ce qui vaut à cette organisation de voir interdire son journal, *Nueva Senda*, en mars 1963 et d'être mise hors-la-loi en France en octobre 1963 <sup>51</sup>. Le congrès de Toulouse de la CNT en 1963 marque cependant la victoire de l'appareil confédéral -qui tient à sauvegarder la légalité de l'organisation dans l'exil- sur les partisans de l'action révolutionnaire.

Face aux mesures de surveillance accrue de l'exil espagnol en France, liées au rapprochement entre Paris et Madrid à partir de 1958 et surtout de 1963, la presse républicaine ne peut guère se faire l'écho des actions -symboliques ou violentes- menées en Espagne par des groupes liés à l'émigration ; mais elle est le lieu où la solidarité avec les victimes de la répression s'exprime et s'organise, en liaison souvent avec les organisations de la gauche française qui se mobilisent intensément également, comme dans le cas de Julián Grimau et du procès de Burgos. La presse de l'exil prend la défense en 1963 du communiste Julián Grimau <sup>52</sup> et des libertaires Joaquín Delgado et Francisco Granados <sup>53</sup>, finalement exécutés tous trois. Une forte mobilisation internationale -notamment en France et en Espagne- au moment du procès de Burgos qui, en 1970, juge des membres de

---

50. Octavio ALBEROLA, "El DI : la última tentativa libertaria de lucha armada contra el régimen de Franco", *La oposición libertaria al franquismo*, Valence, Fundación Salvador Seguí 1993.

51. *Ibid.*

52. A. TARRAGO, "La mort de Julián Grimau", *Es, voir*, n° 70, 5 mai 1963, p. 1.

53. "Après l'assassinat de Delgado et Granados", *Espoir*, n° 88, 8 septembre 1963, p. 1.

l'ETA, obtient la grâce des condamnés à mort. Ce qui fait dire à Julio Alvarez del Vayo, dirigeant du Frente español de liberación nacional :

Nous estimons que l'emploi de toutes les formes d'action, l'action violente incluse, est juste si, avec cela, l'on parvient à combattre et détruire le fascisme qui règne dans notre pays, si l'on parvient à libérer un peuple enchaîné, bafoué, assoiffé de justice et de liberté <sup>54</sup>.

Il est un fait, précis et indiscutable, qu'en un clin d'oeil, l'ETA est parvenue à ce que personne n'avait obtenu en de nombreuses années : situer l'ensemble du problème espagnol au centre de l'attention mondiale... <sup>55</sup>

A la suite de la mobilisation consécutive au procès de Burgos, un Frente revolucionario antifascista y patriota se constitue en janvier 1971 ; il regroupe diverses organisations d'extrême-gauche -dont le FELN d'Alvarez del Vayo- qui veulent unir leurs efforts pour promouvoir une lutte révolutionnaire susceptible d'en finir avec le franquisme <sup>56</sup>. Parallèlement aux actions directes entreprises en Espagne, le FRAP crée une agence d'information, l'Agencia de prensa España popular, qui publie -en Espagne et en France- de nombreux bulletins intitulés *A.P.E.P., Agencia de prensa España popular* ; ces feuilles entendent donner des informations auxquelles les agences de presse ne donnent pas la priorité : luttes ouvrières, étudiantes et paysannes, répression, conditions de vie des classes populaires en Espagne. Plus généralement, la presse de l'exil s'emploie à faire connaître les nombreux cas de répression qu'engendrent les derniers soubresauts d'un régime franquiste aux abois : arrestations, tortures <sup>57</sup> ou la condamnation à mort de l'anarchiste Salvador Puig Antich <sup>58</sup>. Mais au-delà des protestations unanimes contre la répression, le clivage ne se résorbe absolument

---

54. Julio ALVAREZ DEL VAYO, "Por una política revolucionaria ; la violencia justa", *Avance*, n° 22, juin 1970, p. 1.

55. Julio ALVAREZ DEL VAYO, "La Lección del E.T.A.", *Avance*, supplément au n° 24, janvier 1971, pp. 1-2.

56. Son programme est : en terminer avec le fascisme et expulser les yanquis, pour une République populaire et fédérative, pour la nationalisation des monopoles américains et d'oligarques, pour une profonde réforme agraire, pour en finir avec le colonialisme espagnol, pour une armée au service du peuple (*Emanipación*, n° 4, janvier-février 1972).

57. "La represión en Madrid. Jóvenes obreros y estudiantes torturados", *Frente libertario*, supplément au n° 7, mars 1971, 4 p.

pas dans l'exil entre les organisations traditionnelles et des oppositions radicalisées de type nouveau.

## **B. DEPLACEMENT DU CENTRE DE GRAVITE DE L'ANTIFRANQUISME**

Les années cinquante constituent un moment-clé dans l'apparition et l'évolution d'une opposition intérieure au franquisme et, en conséquence, dans les relations entre l'exil et la clandestinité. Une nouvelle génération qui n'a pas connu la guerre civile arrive à l'âge adulte en Espagne, élevée dans l'orthodoxie politico-religieuse du franquisme ; issue en général d'une classe moyenne sympathisante du régime, elle porte un regard critique sur ses aînés, ceux de l'intérieur comme de l'extérieur. Cependant, des contacts s'amorcent avec les exilés, avec les dirigeants politiques et les intellectuels de l'extérieur, qui donnent un ton à l'opposition antifranquiste de cette période : le désir de réconciliation nationale et de rencontre des deux Espagnes<sup>58</sup>. Une opposition de type nouveau émerge en Espagne, marquée par un certain pragmatisme politique et par l'importance de deux courants peu ou plus du tout représentés publiquement dans l'exil : la démocratie-chrétienne et le communisme. La première n'est présente en exil qu'au travers du PNV, alors qu'elle joue un rôle croissant en Espagne : dès les années 1950, les organisations d'apostolat ouvrier canalisent une grande partie de la protestation populaire contre les mauvaises conditions de travail et les bas salaires et jouent un grand rôle dans les premiers mouvements de grèves. A la charnière des années 1950 et 1960, des syndicats chrétiens se constituent : la Federación sindical de trabajadores, l'Acción sindical de

---

58. *Frente libertario*, n° 39, février 1974.

59. Alicia ALTED, Abdón MATEOS, "Consideraciones en torno al carácter y significado de este congreso", *La oposición al régimen de Franco. Estado de la cuestión y metodología de la investigación*, Madrid, UNED, 1990, tome I, pp. 21-30.



trabajadores et l'Unión sindical obrera <sup>60</sup>. Quant au communisme, il est non seulement interdit sur le plan légal en France -même si des militants continuent de le faire fonctionner clandestinement et poursuivent leurs activités par le biais de diverses organisations <sup>61</sup>- mais encore il a été politiquement marginalisé dans l'exil par les autres forces antifranquistes. Or, en Espagne, le PCE prône, à partir de 1956, une politique de réconciliation nationale, thème éminemment présent dans la société espagnole de l'époque, et attire pendant une décennie une bonne partie du monde intellectuel. Dans l'exil, l'éphémère *Libertad española* se fait l'écho de cette nouvelle stratégie et entend contribuer à la réalisation de cette "réconciliation nationale" : il est temps, selon ce journal, d'en finir avec "les divisions des forces d'opposition et la dispersion de leurs efforts". Parallèlement, le PCE joue un rôle important dans la création, en Espagne au début des années 1960, des Commissions ouvrières, forme nouvelle d'organisation syndicale, souple et unitaire, capable d'utiliser une partie de la légalité syndicale ; basées sur la démocratie directe, les Commissions ouvrières tentent de pénétrer les institutions et participent aux élections des comités d'entreprises et des syndicats verticaux. Elles sont animées par des militants communistes et socialistes, des chrétiens progressistes de l'AST, voire des phalangistes oppositionnels <sup>62</sup>.

Si les partis et syndicats représentés dans l'exil existent également dans la clandestinité et y apportent la mémoire historique et les traditions de lutte des années 1930, l'on peut constater que l'opposition intérieure se forge essentiellement selon sa propre expérience et ses propres modalités. L'antifranquisme exilé va se trouver de plus en plus marginalisé par rapport à

---

60. L'USO rejoint l'Alianza sindical obrera (ASO), créée en 1962 par des dissidents modérés de l'UGT et de la CNT (voir A.S.O.).

61. Notamment culturelles, comme les Casals catalans. Mais aussi, les militants communistes intègrent en grand nombre la CGT ou les organisations annexes du PCE, telles que l'Union des femmes françaises et l'Union de la jeunesse républicaine de France.

62. Guy HERMET, *Les catholiques dans l'Espagne franquiste*, op. cit., tome 1, pp. 261-262 ; Javier TUSELL, *La España de Franco. El poder, la oposición y la política exterior durante el franquismo*, Madrid, Historia 16, 1989, pp. 175-182.

l'ensemble des oppositions au régime en cours d'émergence. Les années 1960 marquent le définitif déplacement de la lutte antifranquiste vers l'intérieur de l'Espagne. Parfois l'exil voudra et saura opérer la jonction avec l'opposition intérieure, parfois de profonds clivages apparaîtront. Ainsi, au terme de dix-huit ans d'exil, un réfugié peut écrire, en introduction d'un bilan sur les rapports de l'émigration politique et de l'Espagne, que ses réflexions auraient été intempestives dix ans auparavant

quand, face au monolithisme compact du régime franquiste, le fait de critiquer les carences de l'exil aurait peut-être affaibli sa position, d'autant plus que les organismes politiques exilés n'avaient pas de modèle à l'intérieur et représentaient l'unique force active contre la dictature. Aujourd'hui, en revanche, l'exil politiquement actif se trouve en minorité face aux mouvements de l'intérieur. Ce phénomène de translation des pôles incandescents de la lutte contre le franquisme est probablement le facteur d'importance majeure de ces dernières années et aussi le plus porteur d'espérances <sup>63</sup>.

### **1. L'émergence de l'opposition intérieure**

Malgré l'interdiction du droit de grève, une surveillance policière permanente et la menace de la répression, l'Espagne ne va cesser de connaître, à partir de 1951, des conflits et des manifestations : grèves ouvrières à Barcelone, notamment en 1951, 1952, 1955, 1956, 1961, 1962, 1963, 1966 ; grèves à Bilbao et dans le Pays basque en 1953, 1956, 1957, 1958, 1961, 1962, 1963, 1966 ; grèves dans les Asturies en 1958, 1962, 1963, 1964, 1966, 1968, 1970 ; grèves à Madrid en 1955, 1962, 1964, 1966. Les premiers moments forts de la protestation ouvrière, liée d'abord à des revendications salariales, se situent en 1956 et en 1962; cette dernière année voit se développer dans de nombreuses régions, et pas seulement les bastions ouvriers précédemment cités mais aussi dans le Levant et en Andalousie, les grèves les plus importantes enregistrées depuis la guerre civile.

---

63. Xavier FLORES, "El exilio y España", *Horizonte español 1966*, tome 2, art. cit., p. 29.

La décennie 1960 connaît une amplification de cette agitation ouvrière qui marque l'échec des syndicats verticaux du régime et voit l'apparition de nouvelles structures syndicales. Des mouvements étudiants se produisent en 1951 et en 1954 pour aboutir à la crise universitaire de 1956 qui révèle l'inadéquation entre le régime et la mentalité des étudiants de plus en plus influencée par l'extérieur ; ils se poursuivent et s'amplifient de manière continue à partir de 1961 et pendant toute la décennie. Des formes nouvelles d'action interviennent comme le boycott des transports publics pratiqué à diverses reprises à Madrid et à Barcelone : en 1951, en 1955, en 1957 et en 1958 <sup>64</sup>.

Les publications de l'exil ont toujours suivi les signes d'opposition au franquisme apparus à l'intérieur de l'Espagne et, pour une partie d'entre elles, les actions de guérillas entreprises dans certaines régions ; les grèves déclenchées en 1947 dans le Pays basque avaient éveillé des espoirs dans l'exil, mais à partir du milieu des années 1950, la presse de l'exil se fait de plus en plus l'écho des conflits sociaux qui se multiplient en Espagne. La lecture des événements faite par l'exil est souvent accompagnée du sentiment que ce sont les dernières convulsions d'un régime en voie de décomposition. Les exemples seraient nombreux des analyses de ce type développées dans la presse de l'exil et qui témoignent que l'exil applique aux événements de l'intérieur ses propres schémas d'explication ; chaque mouvement fait croire à l'exil que la fin du franquisme est proche et peu discernent les capacités de riposte et d'adaptation d'un régime qui, en dépit de son caractère autoritaire et conservateur, a laissé se moderniser l'économie et la société du pays. Limitons-nous, dans le cadre de ce chapitre, à citer quelques réflexions inspirées à des exilés par les premiers mouvements de protestation sociale apparus en Espagne.

---

64. Guy FERMLT, *La politique dans l'Espagne franquiste*, Paris, Armand Colin, 1971, pp. 120-126.

"Les intellectuels ont divorcé du régime" titre *El Socialista* en avril 1956, lors des événements survenus à l'Université de Madrid <sup>65</sup>. Le correspondant madrilène anonyme reprend une citation de Léon Blum alors qu'il était prisonnier de Vichy selon laquelle "toute crise nationale est un fait révolutionnaire, indépendamment de ses résultats immédiats" et conclut que les résultats définitifs de la rébellion universitaire, dans laquelle nombre de professeurs ont été acteurs, pourraient surprendre un jour les sceptiques. Trois semaines plus tard, à la suite des grèves ouvrières du Pays basque et de Catalogne, le journal titre : "L'impression laissée par les grèves dans la classe ouvrière espagnole est de confiance en elle-même et d'encouragement pour les autres mouvements de protestation" <sup>66</sup> ; l'on indique que la reprise du travail au Pays Basque s'effectue avec la satisfaction d'avoir asséné au régime du Caudillo un coup important qui ouvre de prometteuses perspectives <sup>67</sup>. Cependant peu de réflexion de fond, dans ce journal comme dans les autres, sur les événements ; un long article publié dans *El Socialista* intitulé longuement "Origines et signification des récents mouvements universitaires et ouvriers en Espagne. Equilibre instable de la dictature du général Franco" est extrait du mensuel de la CISL <sup>68</sup>. Deux ans plus tard lorsque les mineurs des Asturies entament une grève quasi générale, le journal titre <sup>69</sup> : "A nouveau une protestation virile se manifeste dans les Asturies". Quand la grève s'étend à la Catalogne, au Pays basque et à la région de Valence, que les étudiants se solidarisent avec les ouvriers et que la CISL présente une plainte pour violation de la liberté syndicale contre le régime franquiste devant l'OIT, *El Socialista* déclare : "Franco sait mieux que personne que ces grèves accélèrent le processus de décomposition de son régime" <sup>70</sup> ; pour le

---

65. Juan SIN MIEDO [pseud.] "Los intelectuales divorciados del régimen", *El Socialista*, n° 5817, 5 avril 1956, p. 1.

66. *El Socialista*, n° 5820, 26 avril 1956, p. 1.

67. *El Socialista*, n° 5822, 10 mai 1956, p. 1.

68. *El Socialista*, n° 5827, 14 juin 1956, p. 1.

69. *El Socialista*, n° 5919, 20 mars 1958, p. 1.

70. *El Socialista*, n° 5921, 3 avril 1958, p. 1.

journal, les effets intérieurs et extérieurs de ces mouvements ouvriers et universitaires ont secoué profondément les fondements du régime franquiste <sup>71</sup>.

La presse de l'exil devient de plus en plus au cours de cette période un porte-parole et un instrument de popularisation et d'amplification de l'opposition intérieure. De nombreux journaux comptent avec la participation, plus ou moins régulière, de correspondants de l'intérieur : depuis 1956 et l'éphémère *España* qui publie des chroniques d'Espagne où sont données des informations vécues et concrètes sur l'état d'esprit dans la péninsule, jusqu'à *Nervio* et *El Rebelde* -avec leurs correspondants andalous- et aux *Cuadernos de Ruedo ibérico* qui ouvrent systématiquement leurs pages aux opposants de l'intérieur. Comme l'exil a de moins en moins une stratégie autonome et perçoit -plus ou moins clairement parfois- que le centre de gravité de l'antifranquisme se déplace définitivement de l'extérieur vers l'intérieur de l'Espagne, des bulletins se créent pour soutenir et faire connaître sur le plan international les grèves et les mouvements de protestation menés en Espagne. Ces publications apparaissent souvent comme l'émanation de l'intérieur, même si elles sont rédigées et fabriquées en exil ; elle sont également essentiellement destinées à l'opposition intérieure. Par exemple, en 1963, les anarchistes Diego Abad de Santillán, Félix Carrasquer, José Berruezo, Juan Manuel Molina et Gastón Leval ressortent pour une seconde période *Asturias* qui se présente comme l'organe de la CNT des Asturies ; le journal informe sur les grèves dans la région, publie des extraits du bulletin clandestin édité par les mineurs et consacre les recettes de sa vente à aider les prisonniers. Le cas le plus évident est celui des bulletins édités par la <sup>2002-13</sup>délégation extérieure des Commissions ouvrières : certes, celles-ci essaient de s'implanter dans les milieux ouvriers espagnols de France, notamment dans la région parisienne à la fin des années soixante, mais leurs bulletins reflètent surtout les luttes syndicales menées en Espagne. De même, les communistes publient par

---

71. *El Socialista*, n° 5922, 10 avril 1958, p. 1.

divers biais des périodiques à destination de l'intérieur : ainsi, le parti communiste d'Euzkadi publie-t-il à partir de 1969 *Alkarrisketa*, essentiellement préoccupé des luttes et stratégies politiques dans le Pays basque péninsulaire. L'exil est parfois conscient de sa marginalisation au sein de l'antifranquisme mais il l'admet plus ou moins facilement ; parfois il cherche à opérer la jonction avec les opposants de l'intérieur et, à d'autres moments, il se fige dans son droit "historique" à diriger toute l'opposition à Franco, celle d'exil comme celle d'Espagne.

## **2. Rapports de l'exil avec l'opposition intérieure : coïncidences et divergences**

Le problème d'une nécessaire jonction des oppositions extérieure et intérieure se pose avec acuité à partir du milieu des années cinquante. Dès juin 1956, *Nueva República* met en relief, par la plume de Jean Cassou, le caractère vital pour l'antifranquisme d'unir les forces de l'exil et de la clandestinité :

...le peuple espagnol ne peut espérer que de lui-même. Qu'est-il pour cela ? Moitié opprimé et moitié exilé. Il faut que ces deux moitiés se connaissent, se pénètrent, se soudent. L'oppression et l'exil sont, non pas deux malheurs sans rémission, mais deux espérances, c'est-à-dire, deux forces. Il faut que ces deux forces n'en fassent qu'une...

[L'Espagne de l'extérieur]... doit d'émigration stagnante devenir émigration active, toute renouvelée dans ses pensées, ses programmes, sa presse et ses institutions...

A présent l'émigration peut secouer sa chimère : une réponse lui vient de l'autre côté des Pyrénées... Un devoir impérieux s'impose : il va falloir, tous, ceux d'ici et ceux de là-bas, les hommes de vieux partis d'ici, les jeunes générations de là-bas, tous ensemble, s'entendre pour définir ce que peut être l'UNITE et ce que peut être l'ACTION <sup>72</sup>.

---

72. *Nueva República*, n° 7, 10 juin 1956, p. 1.

a) L'Europe : lieu de convergence entre une partie de l'exil et de l'opposition intérieure

C'est sur le terrain de la construction européenne que s'effectue la première jonction publique d'importance, à Munich en 1962, entre certains secteurs de l'exil et des opposants de l'intérieur. Certes, l'on peut constater que, dans la hiérarchie des préoccupations des exilés manifestées par la presse de l'exil, l'Europe n'apparaît souvent que de façon marginale. Ainsi, dans *El Socialista*, entre 1944 et 1961, les articles sur l'Europe n'occupent qu'une moyenne de 1 % sur la totalité des thèmes abordés ; ce pourcentage s'élève cependant à 3,4 % entre 1962 et 1973 dans *Le Socialiste* qui lui fait suite <sup>73</sup>. Par ailleurs, certaines publications comme celles des anarchistes, des communistes ou de l'extrême-gauche, qui représentent à elles toutes plus du tiers de l'ensemble, manifestent au nom de l'internationalisme ou de l'anti-étatisme, la même absence d'intérêt, la même défiance, voire le même rejet envers la construction européenne que l'extrême-gauche française dans son ensemble. Ils condamnent unanimement le soutien apporté à Franco par les pays européens avec le rétablissement des relations diplomatiques et le développement des échanges économiques. Pour la presse anarchiste la construction européenne n'est qu'une association d'intérêts capitalistes et une fédération d'Etats <sup>74</sup>. Un article publié par les *Cuadernos de Ruedo ibérico* moque "l'europhisme de caractère non économique, disons de type sentimental, culturel, vaguement politique" et conclut par une longue analyse montrant à quel point une intégration éventuelle à l'Europe serait préjudiciable à l'Espagne <sup>75</sup>. Ces opposants aux processus européens en cours rejoignent certains intellectuels espagnols exilés dans leur rejet de la politique de l'Europe <sup>76</sup> ; tel Juan Goytisolo qui, en réponse à une profession de foi européenne publiée en

73. Carlos et José MARTINEZ COBO, 1944-1976, *El Socialista*, op. cit., pp. 61 et 82.

74. José BORRAZ, "Federalismo europeo", *Nueva Senda*, n° 28, septembre 1955, p. 1.

75. Raúl TORRAS, "Problemas de la entrada de España en el Mercado Común", *Horizonte español 1966*, op. cit., tome 2, p. 339.

Espagne, affirme dans *Les Temps modernes* en juillet 1962 un rejet définitif de l'Europe : "Les mêmes raisons qui nous l'auraient fait aimer un siècle plus tôt, nous obligent à nous désolidariser d'elle". Il s'indigne de voir "l'Espagne en passe de devenir la fille de service et le manoeuvre de l'Europe" et invite également à rejoindre, contre "le passé et l'immobilisme" qui caractérisent l'Europe, Cuba et les peuples d'Amérique, d'Asie et d'Afrique qui combattent pour leur indépendance<sup>77</sup>. Cette position suscite de vives réactions en Espagne de la part d'"exilés de l'intérieur" qui voient dans la construction de l'Europe une voie d'accès pour la démocratie en Espagne.

Cependant, l'européisme joue un rôle significatif dans les stratégies de divers autres courants politiques. Dès les premiers mois de l'exil, l'Europe est une préoccupation pour les nationalistes basques et catalans et demeurera pour eux un élément stratégique d'importance dans leur revendication du respect des nationalités : la construction d'une Europe des régions implique nécessairement dans leur esprit une restructuration territoriale de la Péninsule ibérique et l'avancement de la construction européenne est un moyen de faire progresser la reconnaissance des nationalités basques et catalanes contre une Espagne centralisée et autoritaire sous domination franquiste. Le thème de la solution fédérale du problème européen et d'une Espagne fédérale dans une Fédération européenne est avancé par les nationalistes catalans en exil dès 1939 et repris régulièrement par eux-mêmes et par les Basques tout au long de l'exil<sup>78</sup>. A

---

76. Andrée BACHOUD, Geneviève DREYFUS-ARMAND, "Conscience et discours européens des exilés espagnols", communication présentée au colloque *Les migrants dans la formation de l'identité européenne*, Paris, FNSP/CHEVS, 7-8 octobre 1993.

77. Juan GOYTISOLO, "L'Espagne et l'Europe", *Les Temps modernes*, n° 194, juillet 1962, pp. 138, 148.

78. Quelques textes significatifs : "Catalunya i la solució federal del problema d'Europa", *El Poble català*, n° 4, 17 novembre 1939, p. 8 ; Antoni ROVIRA I VIRGILI, "Les nacionalitats dins l'Europa nova", *Revista de Catalunya*, IV<sup>e</sup> époque, n° 3, février 1940, n° 96, pp. 133-139 ; "El federalismo", *Guernika. Cahiers collectifs de culture humaniste*, janvier-mars 1949, pp. 13-14 ; "Du régionalisme à l'internationalisme", *Guernika. Revista trimestral al servicio del humanismo popular vasco* [continuation de la revue précédente, avec un titre orthographié différemment et un autre sous-titre], juillet-septembre 1949, pp. 6-8 ; comptes rendus des rencontres de l'Union fédéraliste des communautés nationales européennes dans *Vida nova*, n° 15, avril-juin 1958, pp.



partir de l'immédiate après-guerre, la construction européenne est également pour des socialistes, des libéraux et des républicains un axe de plus en plus présent dans leur combat antifranquiste ; d'autres Catalans, des socialistes pour la plupart issus du POUM, fondateurs en 1945 à Toulouse du *Moviment socialista de Catalunya*, parti désireux de rénover le socialisme catalan, sont probablement les premiers à avoir compris l'intérêt stratégique d'une démarche européenne dans le cadre de leur lutte contre le franquisme et ont ouvert une voie dans ce sens pour le reste de la mouvance socialiste. Selon eux, la responsabilité historique du socialisme réside dans la construction d'une force, "l'Europe unie, non l'Europe séparée", au sein d'une structure fédérative européenne <sup>79</sup>. Les animateurs du MSC font paraître différents bulletins en catalan à partir de la fin des années 1940 pour faire avancer l'idée européenne et la populariser tant chez les exilés qu'à l'intérieur de la péninsule. Un bulletin d'information -*Bulletllet d'informació*- est publié par le *Moviment socialista catalan pour les États-Unis d'Europe*, créé par ces anciens dirigeants du POUM, dont Enric Gironella, Jordi Arquer et Josep Pallach ; il s'agit d'établir des contacts avec tous les socialistes et les démocrates catalans partisans de l'unification européenne, de créer des groupes d'action européens à l'intérieur de la Catalogne et des pays d'émigration <sup>80</sup>. Le mouvement se définit à la fois comme socialiste et européen <sup>81</sup> ; les mêmes publient peu après, toujours à Paris, *Peninsula*, rédigé en espagnol, en catalan et en galicien et distribué

---

45-47, n° 18, décembre 1959, pp. 35-35, n° 31, septembre 1964, pp. 19-21 et n° 55, septembre 1972, pp. 21-22 ; "La Nova Europa de les Nacions", *Vida nova*, n° 32, décembre 1964, pp. 46.

79. Josep PALLACH, "La crisi del socialisme i el problema europeu", *Quaderns*, n° 17, juillet 1946, pp. 9-12.

80. Enric Gironella (Enrique Adroher Pascual) représente les exilés hispaniques à la première conférence du *Moviment socialista pour les États-Unis d'Europe* convoquée à Londres en février 1947 par l'Independent Labour Party ; il devient secrétaire du *Moviment* qui s'y crée et contribue à imposer une attention particulière à la question espagnole (*Bulletllet d'informació*, *op. cit.*, pp. 4, 5, 8).

81. Les socialistes catalans se doivent d'être deux fois plus européens que les autres car "les profondes réformes de structure, économiques et sociales, que le socialisme doit réaliser dans la présente conjoncture, ne peuvent s'affirmer dans le cadre politique, fragile et décadent des États souverains" (*Bulletllet d'informació* [*Moviment socialista català pels Estats units d'Europa*], n° 1, juillet 1949, p. 1).

clandestinement en Espagne, et des *Cartes d'Europa*, au titre significatif, publiées entre 1953 et 1956.

Bien que des exilés espagnols -dont Indalecio Prieto- soient présents, à l'exclusion de l'Espagne officielle, au Congrès de l'Europe de La Haye de mai 1948 où se crée le Mouvement européen, le PSOE ne se lance pas aussi tôt dans une position européenne affirmée ; il considère avec suspicion les initiatives qu'il ne suscite pas lui-même ou qu'il ne peut contrôler. Cependant, un certain nombre de cadres du parti, surtout des "Parisiens" comme Carlos Martínez Perera, trésorier du PSOE pendant plus de vingt ans, comprennent l'intérêt stratégique de l'idée européenne et son importance pour renouer les contacts avec les forces d'opposition de l'intérieur, y compris si elles sont de droite. Aussi, suivant en cela les traces des socialistes catalans, la presse socialiste consacre-t-elle, à partir du début des années soixante, un espace beaucoup plus important aux thèmes européens ; en effet, "les socialistes ont trouvé un véritable cheval de Troie pour attaquer un des piliers du régime : le capital en plein essor de la décade des années soixante" <sup>82</sup>. Le PSOE a placé sur le terrain européen sa stratégie internationale de lutte contre le franquisme : fermer la porte de l'Europe à l'Espagne franquiste qui, par l'établissement de contacts ponctuels, entre progressivement dans l'orbite européenne sans y être formellement intégrée. Une personnalité de l'exil joue un rôle déterminant dans la "jonction européenne" de l'exil et de l'opposition intérieure : Salvador de Madariaga. Après une brillante carrière d'écrivain et de diplomate, puisqu'il a été successivement membre du secrétariat de la SDN en 1921, professeur de littérature à Oxford, ambassadeur de la Seconde République espagnole à Washington, représentant espagnol à la SDN et ministre, Salvador de Madariaga devient en exil le président de l'Internationale libérale ; président également de la section culturelle du Mouvement européen et du Collège de l'Europe, il joue un rôle considérable dans les cercles européens. Il préside le

---

82. Carlos et José MARTINEZ COBO, 1944-1976, *El Socialista*, op. cit., p. 74.

Conseil fédéral espagnol du Mouvement européen, créé à Paris en 1949 afin de coordonner l'action européenne des divers mouvements espagnols exilés <sup>83</sup> ; à l'exception des anarchistes, des communistes et des poumistes, tous les partis de l'exil participent à ce Conseil, régulièrement représenté au sein du Conseil international du Mouvement européen, et dont le bureau est composé notamment de membres des gouvernements républicains en exil <sup>84</sup> .

Au-delà des Pyrénées, depuis le début des années cinquante, se constituent des associations pro-européennes qui, peu à peu, notamment l'Asociación española de cooperación europea, acquièrent une tonalité oppositionnelle par rapport au régime franquiste ; une semaine européenne espagnole que l'AECE et le secrétariat international du Mouvement européen projettent en septembre 1961 à Palma de Majorque est interdite <sup>85</sup>. Il revient à Salvador de Madariaga l'idée d'organiser une réunion des courants pro-européens espagnols de l'intérieur comme de l'extérieur, sous l'égide des organismes internationaux démocratiques de tous types depuis l'Internationale socialiste jusqu'à la démocratie-chrétienne. Finalement, c'est la solution d'une réunion consacrée, sous le patronage du Mouvement européen, au thème *L'Europe et l'Espagne* qui est adoptée ; elle est destinée à étudier les conditions indispensables pour l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun et, à terme, dans l'Europe politique. L'idée est accueillie favorablement à l'intérieur par les nouveaux groupes de l'opposition, en particulier par Gil Robles, président de l'AECE et, finalement reprise par les milieux de l'exil grâce aux efforts de Salvador de Madariaga, Julián Gorkín et Enric Gironella.

---

83. Les exilés participent à divers organismes transnationaux pro-européens fédérés au sein du Mouvement européen : les Basques à l'Union des fédéralistes et aux Nouvelles Equipes internationales, les Catalans au Mouvement socialiste européen ou à l'Union des fédéralistes, les partis républicains modérés à l'Union libérale pour le Mouvement européen et les socialistes au Mouvement socialiste européen des Etats-Unis d'Europe.

84. AMI, Mi 34363, liasse 2.

85. Javier TUSELL, *La oposición democrática al franquismo, 1939-1962*, op. cit., pp. 386-388.

Le Conseil fédéral espagnol du Mouvement européen demande en conséquence au secrétariat du Mouvement européen de convoquer une rencontre de travail entre les délégués espagnols deux jours avant la tenue du congrès prévu à Munich les 7 et 8 juin 1962. A l'invitation de Maurice Faure, président du Mouvement européen, une délégation de 118 Espagnols, dont quatre-vingts personnes venues de l'intérieur, participe à cette réunion : personnalités du domaine culturel et politique issues de tous les secteurs de l'opposition - monarchistes compris-, à l'exception toujours des anarchistes et des communistes. Salvador de Madariaga en représentation des exilés et José Gil Robles, porte-parole des démocrates-chrétiens, des libéraux et des monarchistes de l'intérieur, jouent un rôle de premier plan, aux côtés du secrétaire général du Mouvement européen, Robert Van Schendel <sup>86</sup>. A cette occasion, pour la première fois, aux dires mêmes de José María de Areilza, l'ambassadeur espagnol en poste à Paris, demeuré spectateur : "dans une assemblée internationale européenne, des personnalités politiques espagnoles appartenant à un large éventail idéologique, socialistes, républicains, nationalistes basques et catalans, démocrates-chrétiens et libéraux monarchiques, avaient coïncidé pour indiquer les principes qu'ils considéraient indispensables pour une future Espagne, capable de s'intégrer pleinement dans les organisations européennes" <sup>87</sup>.

Les délégués espagnols se mettent d'accord sur le texte d'une résolution qui est ensuite, malgré les manœuvres franquistes, adoptée par le congrès du Mouvement européen. La résolution fixe, en conformité avec la Convention européenne des droits de l'homme et la Charte sociale européenne, les conditions que doit remplir tout pays qui demande son adhésion ou son association aux institutions européennes : l'établissement d'institutions authentiquement représentatives et démocratiques, la garantie effective de tous les droits de la personne humaine -particulièrement la liberté individuelle et

<sup>86</sup>. *Dileg*, n° 1, novembre 1962, pp. 7-9.

d'opinion», la reconnaissance de la personnalité des diverses communautés naturelles, la liberté syndicale et le respect des droits de l'opposition. Les délégués espagnols s'engagent à renoncer à toute violence -active ou passive- avant ou pendant le processus d'évolution démocratique de l'Espagne <sup>88</sup>. Par cette résolution, ils ferment ainsi la porte de l'Europe à l'Espagne franquiste. Comme la réunion de Munich s'est tenue alors que des grèves ouvrières, les plus importantes depuis l'instauration du franquisme, viennent de se dérouler dans les Asturies, au Pays basque et en Andalousie occidentale <sup>89</sup>, le gouvernement de Madrid réagit de manière répressive et condamne à l'exil ou à la résidence surveillée aux Canaries les personnalités sorties d'Espagne pour assister au congrès de Munich.

En dépit de la violente campagne de dénigrement entreprise par les franquistes au sujet de la réunion de Munich, qualifiée d'"alliance contre-nature", il n'en demeure pas moins que les exilés et les opposants de l'intérieur ont, comme l'indique *Dialeg*, revue démocrate-chrétienne catalane de l'exil, fait coïncider Europe avec "démocratie, liberté et justice sociale... [et] qu'à Munich, se sont solidarisés autour d'une déclaration démocratique des hommes et des courants politiques éloignés autant de Franco que du communisme" <sup>90</sup>. A l'opposé, la CNT dénonce "l'opposition de Franco" ; elle se moque de l'affirmation faite par les délégués espagnols de Munich aux journalistes selon laquelle l'Eglise a abandonné Franco et que si l'armée comprend que la majorité des Espagnols souhaite un changement de régime elle soutiendra l'opposition. Surtout, la CNT reproche aux délégués espagnols d'être "unanimes pour ne pas mêler le peuple à l'affaire" <sup>91</sup>, car "les membres espagnols de l'assemblée de Munich sont catholiques et Franco aussi est catholique et ils comptent tous avec les sympathies du Vatican" <sup>92</sup>. De même, les Jeunesses socialistes révolutionnaires considèrent le manifeste de

---

87. José María de AREILZA, *Memorias exteriores, 1947-1964*, Barcelona, Planeta, 1984, p. 173.

88. *Le Socialiste*, n° 27, 21 juin 1962, p. 8.

89. *Le Socialiste*, nos 20-26, 3 mai-14 juin 1962.

90. *Dialeg*, n° 1, novembre 1962, pp. 7-9.

91. "Munich 62", *Espoir*, n° 25, 24 juin 1962, p. 1.

Munich ouvertement anti-révolutionnaire et dénoncent la collusion des socialistes avec Gil Robles, "l'assassin des mineurs asturiens d'octobre, monarchiste reconnu par tout le monde, aussi ennemi de la classe ouvrière que Franco lui-même" <sup>93</sup>. En revanche, la presse socialiste de l'exil salue "le serment de Munich [qui] marque une étape peut-être décisive vers la libération de l'Espagne" et éprouve "l'impression ... [d'avoir] assisté à un moment historique pour l'Espagne" <sup>94</sup> ; et Rodolfo Llopis de souligner "la profonde mutation opérée dans les esprits" à Munich <sup>95</sup>. Aussi, l'on peut dire que, pour un grand nombre d'exilés espagnols - ceux-là même qui joueront un rôle de premier plan dans la construction de l'Espagne actuelle-, l'idée européenne a été un moyen d'oeuvrer pour le rétablissement de la démocratie en Espagne ; stratégiquement indissociable de la démocratie, l'Europe a été aussi, à partir de 1962, le territoire commun entre exilés extérieurs et "exilés intérieurs".

### **b) Distorsions entre l'exil et l'opposition intérieure**

A partir du milieu des années cinquante, l'exil constate l'émergence et le développement d'une opposition intérieure qu'il ne comprend pas toujours et que, parfois, il n'approuve pas. Héritier des luttes sociales et politiques des années 1930, très politisé, l'exil est souvent interrogatif devant les actions qui se développent à l'intérieur : davantage syndicales que proprement politiques avec 'a claire vision d'un renversement du régime, ces actions témoignent d'un certain apolitisme de la classe ouvrière qui va de pair avec un activisme très important. A partir du début des années 1960, l'opposition intérieure est, en effet, de type social plus que politique, basée sur des mouvements canalisés par les organisations catholiques d'apostolat ouvrier, sur la rébellion des étudiants et sur la protestation

---

<sup>92</sup>. *Le Combat syndicaliste*, n° 203, 26 juillet 1962, p. 4.

<sup>93</sup>. *Estudio y trabajo*, n° 1, juillet 1962, pp. 3-4.

<sup>94</sup>. Gérard JAQUET, "Le serment de Munich" et "Allí estábamos nosotros", *Le Socialiste*, n° 27, 21 juin 1962, p. 1.

ouvrière <sup>95</sup>. En 1966, Jorge Semprún écrit avec perspicacité dans un supplément des *Cuadernos de Ruedo ibérico* que "la démocratie chrétienne et le parti communiste constituent aujourd'hui les deux forces potentiellement hégémoniques de l'opposition politique en Espagne" <sup>97</sup> ; or ces courants ne correspondent pas à la majorité politique de l'exil. Cependant, la presse de l'exil manifeste peu ses désaccords avec les stratégies mises en oeuvre par l'opposition intérieure ; certes, elle ne se prive pas de critiquer la politique de réconciliation nationale menée par le PCE depuis 1956 et anarchistes comme socialistes brocardent le peu de succès des journées de réconciliation nationale et de grève nationale pacifique lancées par le PCE le 5 mai 1958 et le 18 juin 1959 <sup>98</sup>. Mais, de manière générale, tout au plus la presse de l'exil exprime-t-elle parfois son étonnement devant la manière dont l'opposition au franquisme est conduite par les nouvelles générations. Habituellement, comme nous l'avons vu, la presse de l'exil se fait le héraut des actions menées à l'intérieur : elle les interprète selon sa propre grille de lecture et elle leur applique ses propres analyses, plutôt que de critiquer ouvertement leur stratégie ou leur absence de stratégie. Ce n'est donc qu'exceptionnellement que l'on trouve des jugements sur l'opposition intérieure dans la presse de l'exil : plutôt des remarques incidentes sur un état d'esprit ou l'écho de sentiments défavorables manifestés ailleurs, en privé ou dans des réunions, par des exilés.

Par exemple, à la fin des années 1950, *C.N.T.* analyse la jeunesse espagnole et ses mouvements de protestation ; mais elle se borne à s'interroger sur la prolifération des mouvements tant dans l'exil qu'à l'intérieur <sup>99</sup>.

---

95. Rodolfo Llopis, "Estertores de agonía del franquismo", *Le Socialiste*, n°27, *id.*, pp. 7-8.

96. Javier TUSELL, *La España de Franco*, *op. cit.*, pp. 175-182 ; Nicole BEURAIN, "Les revenants de l'histoire ou l'impossible retour des républicains espagnols", *Cahiers d'encrages*, 2<sup>e</sup> trimestre 1992, p. 37.

97. Jorge SEMPRUN, "La oposición política en España : 1956-1966", *Horizonte español 1966, Cuadernos de Ruedo ibérico Suplemento 1966*, tome II, p. 47.

98. *C.N.T.*, n° 681, 18 mai 1958, p. 1. ; Rodolfo LLOPIS, "El fracaso de una operación comunista", *El Socialista*, n° 5985, 25 juin 1959, pp. 1-2 ; Rodolfo LLOPIS, "Causas del fracaso de la operación comunista", *El Socialista*, n° 5988, 16 juillet 1959, pp. 1-2.

99. José BORRAZ, "Las nuevas generaciones españolas", *C.N.T.*, n° 701 du 5 octobre, 702 du 12 octobre, 704 du 26 octobre, 705 du 2 novembre et 710 du 7 décembre 1958.

Dans *El Socialista*, un militant s'insurge en 1960 de ce que l'exil juge hâtivement la jeunesse de l'intérieur et critique cette dernière de "n'avoir pas approfondi sa pensée politique et de ne pas comprendre ou de refuser de comprendre la signification de la guerre civile et le caractère profondément négatif du franquisme". Mais il est réel, ajoute ce militant socialiste issu de la clandestinité et critique par rapport à la direction du parti, qu'en Espagne les jeunes gens politisés ressentent une véritable méfiance envers les forces de l'exil et que cela ne tient pas, comme le croient les opposants de l'extérieur, à la faiblesse de leurs conceptions politiques ou au fait de se trouver dans une étape peu avancée de leur évolution personnelle ou encore aux calomnies dont le régime franquiste a couverts l'émigration. La méfiance de ces jeunes tient à plusieurs facteurs : le manque d'efficacité de la quantité de groupes qui ont proliféré dans l'exil, la méconnaissance par ces groupes de la réalité espagnole, le républicanisme de l'exil et son légalisme. L'auteur de l'article reconnaît que si les deux premiers reproches sont peut-être des défauts inhérents à tout exil politique, le légalisme historique a été abandonné par la majorité des forces politiques de l'émigration, tandis que l'obsession monarchique est très répandue. Aussi estime-t-il qu'il faudrait poser les bases de relations saines entre l'exil et la jeunesse d'Espagne : que les exilés cessent de considérer les jeunes comme imprégnés du virus monarchiste et pleins de préjugés sur les "rouges" d'autrefois. La jeunesse politisée, malgré ses défauts et ses déformations, "peut-être parfois sans la nécessaire perspective historique", pose les problèmes avec rigueur et si elle méconnaît beaucoup de choses du passé récent, elle en connaît d'autres et, notamment celles d'aujourd'hui, mieux que les exilés. Il est fait appel au bon sens et à la conscience des exilés :

Ceux-ci doivent surmonter l'élément négatif de la sensation aigre-douce que leur a causée le fait de voir surgir des jeunes qui, en marge d'eux, lèvent des drapeaux semblables aux leurs, avec la suffisance de l'autodidacte ou avec la pétulance de la jeunesse.

La jeunesse pour sa part doit se rendre compte de ce que l'exil, avec toutes les erreurs qui sont les siennes, a su conserver dans des circonstances dures et



difficiles, une part de l'Espagne, une part fondamentale, et qu'il a entretenu des braves auxquelles l'on devra forcément recourir demain pour réactiver notre pays<sup>100</sup>.

L'exil est conscient de sa relative impuissance à exercer une influence sur l'opposition intérieure ; tel l'éditorialiste d'*España libre*, au début de 1961, qui pense que si cette nouvelle opposition peut sembler plus préoccupée de "fin de semaine que de questions philosophiques", l'exil doit essayer de la comprendre et lui apporter des réponses appropriées :

Compte tenu de l'absence de relève des cadres traditionnels et de la nécessité que l'orientation humaniste représentée par l'exil puisse contrebalancer le positivisme peut-être excessif de ceux qui -même si l'école leur a appris davantage à prier qu'à compter- savent l'importance de l'arithmétique dans la vie quotidienne, c'est en les aidant à trouver des solutions concrètes que l'on pourra avoir de l'influence sur eux ; plus qu'en leur promettant une vie meilleure pour demain, étant donné que cela fait plus de quatre lustres qu'on leur promet la félicité au ciel comme on ne peut la leur octroyer sur terre.

Il s'agit donc pour l'exil d'un problème d'intelligence et d'humanisme<sup>101</sup>.

Ainsi que l'on a pu voir, c'est toujours sous la pression de l'intérieur que l'exil a pris des positions moins intransigeantes, davantage reliées à la situation réelle de l'Espagne, comme l'abandon de l'instauration préalable de la République et l'acceptation d'un régime transitoire "sans signe institutionnel défini". Les militants de l'intérieur rattachés aux organisations présentes dans l'exil adoptent souvent des positions distinctes de leurs camarades de l'extérieur. Les socialistes d'Espagne manifestent clairement leur souci, à la fin des années cinquante, de s'allier avec les nouveaux groupes de l'opposition afin de former un ensemble démocratique qui appuierait tactiquement la monarchie ; ils proposent aussi, en contradiction avec l'anticommunisme du PSOE en exil, de s'allier avec les communistes pour ne pas faire le jeu du franquisme et du Département d'Etat

---

100. Francisco BUSTELO, "La juventud española y el exilio", *El Socialista*, n° 6060, 1<sup>er</sup> décembre 1960, pp. 1-2.

américain, et de tenir compte des nationalismes péninsulaires <sup>102</sup>. Mais si la direction du PSOE, assumée depuis 1944 par Rodolfo Llopis, son secrétaire général, accorde une représentation aux militants de l'intérieur dans son comité exécutif, elle ne cède pas sur l'anticommunisme et la solution monarchique. Plus tard, la dissidence se marque sur le terrain syndical : une *Allianza sindical obrera* est créée en 1962, qui se manifeste également en France ; appuyée par le puissant syndicat IG Metall et la Fondation Friedrich Ebert, proches du Parti social-démocrate allemand, l'ASO souhaite créer une grande centrale démocratique unique, indépendante des partis <sup>103</sup>. Mais les premiers efforts de rénovation du socialisme tournent court. Les socialistes de l'intérieur souhaitent que la direction du parti et sa base de propagande retournent en Espagne : en 1967, *Le Socialiste* publie toujours des dessins d'Emilio Juan où l'on représente des ouvriers espagnols qui meurent de faim comme dans les années quarante ; propagande inadéquate pour un pays qui connaît dans cette décennie le taux de croissance économique le plus important d'Europe. Alors que depuis 1955 *El Socialista* puis *Le Socialiste* qui lui succède sont les organes de tout le parti, de l'exil comme de l'intérieur, les militants socialistes d'Espagne commencent à délaisser le matériel de propagande publié à Toulouse et à utiliser des bulletins socialistes locaux <sup>104</sup> ; ils désirent un *Socialista* clandestin qui se publierait régulièrement en Espagne et donnerait les dernières nouvelles et un journal clandestin qui reprend le titre historique du parti commence effectivement à paraître probablement à partir de 1967.

Lors du congrès du PSOE de 1970, les socialistes d'Espagne obtiennent l'autonomie de décision -dans les limites de la politique adoptée par le parti- pour les questions relatives à l'intérieur et une représentation égale aux exilés au niveau international ; des sections, dont celle de Séville, représentée par

---

101. "El exilio ante sus responsabilidades", *España libre*, n° 523, 30 janvier 1961, p. 1.

102. Richard GILLEPSIE, *Historia del Partido socialista obrero español*, Madrid, Alianza, 1991, pp. 235-250.

103. A.S.O., année V, n° 1, janvier 1967, pp. 1-2.

104. Richard GILLEPSIE, *Historia del Partido socialista obrero español*, op. cit., p. 283.

l'avocat Felipe González, demandent que la Commission exécutive du parti revienne en Espagne <sup>105</sup>. Sur le plan syndical, les rénovateurs conquièrent la majorité lors du congrès de 1971 de l'UGT, présidée depuis 1956 par Rodolfo Llopis ; l'UGT est dirigée désormais, jusqu'en 1976, par une sorte de comité mixte constituée par des dirigeants de l'intérieur et de l'extérieur, avec prédominance du premier secteur, et où Nicolás Redondo joue déjà un rôle notable. Dans le parti, les socialistes d'Espagne rencontrent cependant toujours l'opposition des dirigeants dans leur volonté d'alliance tant avec des groupes de droite qu'avec les communistes ; alors que la direction du parti maintient un anticommunisme virulent et privilégie les accords avec les démocrates-chrétiens, Felipe González ne met pas une objection de principe à une alliance avec ces derniers mais pense qu'ils n'ont de soutien qu'en Catalogne et au Pays basque <sup>106</sup>. Le conflit politique se double de plus d'un affrontement indéniable entre générations, entre les jeunes de l'intérieur et la vieille garde, qui assume depuis près de trente ans le maintien de l'organisation en exil.

Le schisme se produit en 1972. La majorité de la Commission exécutive du parti décide de tenir un congrès ordinaire en avril ; mais Rodolfo Llopis souhaite un congrès extraordinaire qui n'entraînerait pas d'élections et ne se décide pas à le convoquer. Aussi, la Commission exécutive dans sa majorité -tous les représentants de l'intérieur et une partie de ceux de l'extérieur- décide-t-elle de passer outre à l'opposition du secrétaire général et de tenir un congrès à Toulouse au mois d'août suivant :

Le Parti, constitué par ses sections souveraine doit mettre un terme à la situation singulière et irrégulière qu'il subit, dans laquelle une minorité de cinq membres de la Commission exécutive prétend imposer arbitrairement sa volonté, avec une scandaleuse utilisation des moyens à sa disposition.

---

105. Des socialistes exilés soutiennent également cette position, comme le groupe départemental de la Seine animé par Arsenio Jimeno (*Acción socialista*).

106. *Le Socialiste*, 5 octobre 1972.

Le Parti doit récupérer son pouvoir de décision face à l'arbitraire. Ce droit suprême, le congrès le possède et le représente. Souverainement, il jugera la conduite de tous <sup>107</sup>.

Le 12<sup>e</sup> congrès du PSOE d'août 1972 se tient sans son secrétaire général qui convoque un autre congrès pour le mois de décembre. Le congrès d'août marque tout à la fois la fracture entre les socialistes d'Espagne et la direction de l'exil et la consolidation du parti dans la péninsule : y assistent la quasi totalité des fédérations régionales d'Espagne et environ 65% des exilés <sup>108</sup>. La rupture est consommée entre le PSOE "rénové" qui compte sur la participation des nouveaux dirigeants de l'intérieur et de quelques-uns de l'exil et le PSOE "historique", composé essentiellement de leaders de l'exil <sup>109</sup>. Tandis que le PSOE "rénové" décide de revenir à un seul journal commun à l'exil et à la clandestinité - un autre *Socialista* sera publié à Bruxelles à partir de 1973, en remplacement du *Socialiste*-, le "secteur historique" du PSOE publie *Le Nouveau Socialiste* dès octobre 1972. Il s'agit pour ceux qui avaient constitué, jusqu'au 13 juillet 1972, la majeure partie de l'équipe responsable du *Socialiste* de défendre "le patrimoine spirituel du PSOE" ; patrimoine mis en danger, selon eux, depuis le congrès de 1970 et l'arrivée aux postes de direction du parti en Espagne "d'éléments novices":

Novices et, qui plus est, en ce qui concerne plusieurs d'entre eux, de comportement passablement équivoque. Il y eut plus d'un, récemment arrivé dans nos rangs qui, sans être passé par la prudente période de probation qui toujours fut la norme chez nous, arriva du jour au lendemain dans l'organe dirigeant le plus élevé du Parti. Dans cette manière surprenante de brûler les étapes, l'on ne peut tout imputer aux exigences de l'action politique clandestine.

... Ce qu'ils ne purent obtenir alors dans le Parti, ils l'ont fait, maintenant, en se séparant de nos rangs, dans leur petit congrès d'août, auquel ont

---

107. Pour la Commission exécutive, Julio Fernández et Juan Iglesias, le 18 juillet 1972 (*El Socialista* d'août 1972 publié dans la clandestinité).

108. *Le Socialiste*, 21 septembre 1972.

109. Le PSOE(H) parviendra cependant à rallier pour quelque temps des groupes de l'intérieur, comme le Partido socialista en el Interior d'Enrique Tierno Galván (environ un dixième des militants de l'intérieur) et un tiers des socialistes de l'exil.

participé seulement 49 sections sur les 132 existantes <sup>110</sup>. Pour la première fois, dans une résolution politique, l'on omet l'interdiction d'avoir des relations et des contacts avec les communistes.

... Il y en a qui croient que le maintien de notre attitude face aux communistes est dictée par le ressentiment, c'est-à-dire par les blessures qu'ils nous infligèrent au cours de la guerre civile. Ceux qui pensent ainsi commettent une grande erreur. Parce que, s'il est vrai que nous n'oublions pas nos morts, il n'en est pas moins certain que notre politique n'est pas régie aveuglément par ce souvenir. Ce serait faire preuve d'une obstination vaine et peu sensée que de vouloir construire l'avenir en ruminant les offenses d'hier.

Si nous, nous persistons à ne pas avoir de relations avec les communistes, cela obéit à d'autres raisons. Théoriques d'une part, politiques de l'autre<sup>111</sup>.

Cette crainte que le PSOE pactise avec les communistes revient comme un leit-motiv dans *Le Nouveau Socialiste* ; Manuel Muñio, secrétaire-adjoint de l'UGT depuis 1944 dénonce ces "dirigeants improvisés qui, du fait de la situation anormale dans laquelle l'activité du PSOE doit se développer sous la tyrannie du régime en place, se sont hissés jusqu'aux postes les plus représentatifs et ont endossé une énorme responsabilité en prétendant soumettre le PSOE à la domination, indirecte d'abord et directe ensuite, du PCE" <sup>112</sup>. La reconnaissance internationale aidera à trancher la situation complexe du socialisme espagnol ; au début de l'année 1974, l'Internationale socialiste décide de reconnaître le congrès tenu en août 1972 comme "légal et légitime" face à celui convoqué postérieurement par Rodolfo Llopis. En octobre de la même année, le congrès du PSOE rénové, intitulé en toute logique 13<sup>e</sup> congrès du PSOE en exil, se tient à Suresnes du 11 au 13 octobre 1974. Le parti rénové reçoit l'appui du parti socialiste français récemment reconstitué, avec la participation de François Mitterrand, premier secrétaire du PS, Lionel Jospin, Robert Pontillon, maire de Suresnes et secrétaire international du PS, et de Daniel Mayer pour la Ligue des

---

110. 49 sections de l'émigration avec 1187 membres et onze fédérations régionales de l'intérieur avec 2216 membres selon *Le Socialiste* du 21 septembre 1972.

111. *Le Nouveau Socialiste*, n° 1, 26 octobre 1972, p. 1.

112. *Le Nouveau Socialiste*, n° 4, 16 novembre 1972, p. 1.

Droits de l'Homme ; Carlos Altamirano, quant à lui, représente à Suresnes, le PS chilien banni après le putsch du général Pinochet <sup>113</sup>. C'est au congrès de Suresnes que Felipe González, qui s'était imposé comme le chef de file des "rénovateurs", est élu premier secrétaire du PSOE <sup>114</sup> ; la résolution politique adoptée au congrès manifeste un certain radicalisme dans la préférence marquée pour les alliances "à gauche" et une "rupture démocratique" véritablement socialiste <sup>115</sup>. Le nouveau PSOE va continuer en Espagne un processus de réorganisation et d'affirmation et il sera à même d'être avec la démocratie-chrétienne de gauche, en 1975, le pivot central de la Plataforma de Convergencia democrática <sup>116</sup>, rassemblement de groupes d'opposition depuis les carlistes jusqu'à des communistes dissidents ; en 1976, ce front s'alliera à la Junta Democrática, constituée quelque temps auparavant par le PCE, pour former la Coordinación democrática. La transition démocratique est alors en marche ; l'exil va être statutairement bientôt terminé pour les antifranquistes.

Si nous avons détaillé particulièrement le cas du PSOE pour appréhender les relations parfois conflictuelles de l'exil et de l'opposition intérieure, nourries par des rivalités et des incompréhensions entre militants de la clandestinité et de l'extérieur, c'est qu'elles sont les mieux connues et significatives d'autres processus du même type ; les plus lourdes aussi de conséquences pour l'évolution récente de l'Espagne. Ces conflits se résoudreont parfois devant les tribunaux publics après le rétablissement de la démocratie en Espagne : la présence de deux journaux intitulés *El Socialista* comme le porte-parole de Pablo Iglesias, le fondateur du PSOE, édités simultanément par le secteur "historique" du parti et par son aile renovée, sera tranchée par la justice espagnole en 1979 qui

---

113. *El Socialista*, n° 27, 1<sup>ère</sup> quinzaine de septembre 1974 et n° 29, 2<sup>ème</sup> quinzaine d'octobre 1974.

114. Interviews de Felipe González au *Correo de Andalucía* et à Radio Paris (*El Socialista*, n° 30, 1<sup>ère</sup> quinzaine de décembre 1974, p. 6 et n° 32, 2<sup>ème</sup> quinzaine de janvier 1975, p. 4).

115. *El Socialista*, n° 33, 1<sup>ère</sup> quinzaine de février 1975.

116. Manifeste (*El Socialista*, n° 44, 2<sup>ème</sup> quinzaine de juillet 1975, p. 1).

donnera au PSOE légitimé par l'IS l'exclusivité du titre <sup>117</sup>. Par voie de justice également, les groupes qui se réclament de la CNT régleront leurs différends relatifs aux biens ayant appartenu à la centrale anarcho-syndicale, à ses archives et jusqu'à son nom même. Un certain nombre de syndicats en désaccord avec la direction de la CNT, très liée aux dirigeants historiques de l'exil, quittent la confédération lors du 5<sup>e</sup> congrès, tenu à Madrid, du 8 au 16 décembre 1979. Ils s'unifient et constituent à Valence, les 29-30 juin et 1<sup>er</sup> juillet 1984, la CNT renouée. Mais, à la suite de la sentence judiciaire qui attribue la propriété du nom à l'autre organisation, une *Confederación general del trabajo* se crée, lors d'un premier congrès extraordinaire tenu à Madrid le 29 avril 1989.

Les deux dernières décennies du franquisme sont marquées par une distorsion croissante entre l'exil et l'opposition intérieure. Certes, l'exil entreprend de se recomposer et de développer des démarches unitaires, mais il n'apporte pas de réponses nouvelles aux problèmes de l'heure. De nouvelles générations politiques rompent radicalement avec les vieux appareils ; en réaction au caractère figé des organisations, lié à la nature artificielle de débats éloignés de leur lieu naturel d'application, et qui répond mal aux aspirations de la jeunesse, elles tentent d'adapter à l'antifranquisme des modèles de lutte inspirés de la révolution cubaine ou des mouvements de libération d'Afrique ou d'Asie.

Mais, de façon inéluctable, l'exil se trouve décalé et marginalisé par rapport à l'émergence d'une opposition intérieure, assez largement indépendante des partis "républicains" traditionnels. Il ne peut que constater le fossé qui se creuse sans pouvoir -ou vouloir- empêcher des conflits d'éclater, pour savoir qui prendra la direction de l'antifranquisme, des chefs historiques exilés ou

---

117. Carlos et José MARTINEZ COBO, 1944-1976, *El Socialista*, op. cit., p. 27.

des jeunes opposants clandestins. Conjoncturellement, sur un terrain extérieur à l'Espagne, une jonction s'opère entre une partie de l'exil et de l'opposition intérieure : l'instrumentalisation de l'idée européenne permet aux uns et aux autres de délimiter un territoire commun, où ils peuvent élaborer une même stratégie face au franquisme. De manière singulière, les protagonistes de cette "jonction européenne" -socialistes, libéraux, nationalistes basques et catalans- sont les principaux acteurs de la démocratisation de l'Espagne actuelle : l'anarcho-syndicalisme, fort en exil, est affaibli en Espagne et y est devancé, dans l'après-franquisme, par les Commissions ouvrières -forgées dans la clandestinité- et par l'UGT -forte de l'appui de la CISL et de son prestige historique ; quant au PSOE, maintenu à l'extérieur et rénové à l'intérieur -parfois contre l'organisation de l'exil- il installe, à partir de 1983, un socialisme à l'espagnole dans la péninsule. Au terme de près de quarante ans d'éloignement de l'Espagne, il est clair pour les exilés que l'évolution de leur pays d'origine s'est effectuée en partie sans eux : certains l'acceptent, d'autres continuent de rêver l'Espagne telle qu'ils l'auraient voulue ; mais ces décennies ont, de toute évidence, implanté en France la majorité d'entre eux.



**TROISIEME PARTIE**

**CULTURES ET MENTALITES**

# CHAPITRE I

## CULTURES D'EXIL

*... la Muse me console dans mon voyage vers le Pont, lieu qui m'est assigné ;  
elle est demeurée la seule compagne de mon exil, elle seule est sans peur au  
milieu des embûches, et ne craint ni l'épée du soldat, ni la mer, ni les vents, ni  
la barbarie...*

*...ma Muse qui me visite en de si grands malheurs, trouve la force de revenir à  
ses rythmes et à son culte d'autrefois.*

Ovide, *Tristes*, livre IV, 1, 19-24 et 86-91

L'activité culturelle des émigrés républicains en France a été longtemps éclipsée par le prestige des réalisations et des créations des exilés partis pour les pays d'Amérique latine ; il est vrai que toute une génération intellectuelle, l'une des plus créatives qu'a donnée l'Espagne -notamment celle de 1927 pour la poésie- a presque entièrement quitté la péninsule en 1939 pour aller prioritairement en Amérique latine, où la communauté de langue lui offrait de meilleures possibilités d'insertion culturelle et professionnelle que la France. Marqué entre autres par l'attribution, en 1956 et en 1959, des prix Nobel de littérature et de médecine à Juan Ramón Jiménez et à Severo Ochoa, ce prestige intellectuel des exilés "américains" a en effet longtemps masqué dans l'historiographie espagnole la place et le rôle de la culture dans l'émigration républicaine en France <sup>1</sup>.

---

1. L'exil en Amérique latine, et particulièrement au Mexique, a surtout retenu l'attention, car il était apparu indispensable, dès les dernières années du franquisme, de faire l'inventaire des grandes créations littéraires et des apports culturels et scientifiques des exilés espagnols en Amérique (à partir du travail de José Luis ABELLAN sur la philosophie espagnole en Amérique -*Filosofía española en América (1936-1966)*, Madrid, Cuadarrama, 1966- à l'inventaire et l'analyse des revues littéraires espagnoles au Mexique réalisés par Francisco CAUDET -*El exilio republicano en*

Cependant, pour l'immense majorité des réfugiés restés en France, devenus après la guerre mondiale, le centre de l'activité politique de l'émigration, son "cœur" <sup>2</sup>, la culture a joué un rôle déterminant. On peut affirmer que l'une des tâches importantes que se sont immédiatement assignées les émigrés de 1939 en France a été la sauvegarde de l'héritage culturel de la Seconde République ; c'est probablement d'ailleurs celle dans laquelle ils ont le plus admirablement réussi, si tant est que l'on puisse se permettre de tirer un "bilan" de plus de trente ans d'exil. La caractéristique essentielle des cultures de l'exil espagnol réside dans cette volonté de sauvegarder l'identité culturelle hispanique ; cet effort constant de maintien d'une cohésion identitaire s'accompagne cependant d'une ouverture et d'une rencontre avec d'autres cultures, tout particulièrement la culture française. Il s'agira donc de tenter de décrire les lieux, les formes et les vecteurs d'expression des cultures de l'exil républicain en France pour mieux en particulier, comment s'articulent maintien de l'identité et ouverture vers

des culturelles qui se créent en abondance  
est présente dans de nombreuses publications  
à caractère politique ou informatif, de manière très inégale certes, avec plus ou moins de régularité et d'ampleur, mais peut-être avec une signification plus pertinente sur la nature des cultures de l'exil que la seule lecture des revues littéraires ne le permettrait <sup>3</sup>. Ces dernières publications ne touchent régulièrement que le public intellectuel auquel elles sont en priorité destinées, alors que les bulletins d'information atteignent la masse des militants et des sympathisants des partis et syndicats. Un essai d'approche globale de ces vecteurs d'expression des

---

*Mexico. Las revistas literarias (1939-1971)*, Madrid, Fundación Banco exterior, 651 p., en passant par l'ouvrage collectif dirigé par le premier auteur et édité entre 1976 et 1978 (*El exilio español de 1939*, Madrid, Taurus).

2. Ainsi que la définit José Luis Abellán, par rapport à la "tête" latino-américaine dont elle est complémentaire, dans "España fuera de España. Caracterización histórica del exilio de 1939" in *De la guerra civil al exilio republicano (1936-1939)*, Madrid, editorial Mezquita, 1983, 226 p.

cultures peut permettre de saisir non seulement la culture des "élites", mais aussi l'ensemble des objets symboliques et des représentations collectives de de l'exil <sup>4</sup>. L'analyse de la dynamique des publications au cours des différentes phases de l'émigration offre des éléments de compréhension sur l'évolution de ces cultures. Trois périodisations peuvent être effectuées, sans pour autant marquer une frontière étanche entre elles : les premiers mois de l'exil, l'après-guerre mondiale et les années soixante. Ces trois phases sont caractérisées respectivement par la volonté de poursuivre la vie culturelle de la Seconde République, par la sauvegarde de l'héritage culturel hispanique libéral et par une ouverture croissante vers d'autres cultures ; même si ces différents éléments peuvent se conjuguer tout au long de l'exil, il est clair que la tendance générale de chaque période peut se définir ainsi et que, par exemple, le "métissage" des cultures, entrepris dès les premiers temps de l'exode, se développe et s'épanouit au cours des années, à mesure que l'exil considéré comme provisoire devient définitif pour beaucoup.

### **A. LES DEBUTS DE L'EMIGRATION : VOLONTE DE CONTINUER LA VIE CULTURELLE DE LA SECONDE REPUBLIQUE**

La presse des premiers mois de l'exil est, dans son inspiration et sa forme, en prolongement direct de l'intense activité éditoriale qu'avaient connue, pendant la guerre civile, tous les secteurs de la zone républicaine. En 1939, dès les premiers mois de leur arrivée en France, s'impose aux réfugiés la volonté -l'on pourrait dire la nécessité intellectuelle et morale- de poursuivre purement et simplement la vie culturelle de la République qu'ils ont défendue ; tant il est indispensable pour eux de continuer à exprimer et à diffuser la pensée qui a été le

---

3. Antonio RISCO, "Las revistas culturales y literarias de los exiliados españoles en Francia", in *El exilio español de 1939, op. cit.*, tome III, pp. 95-149.

4. Voir la problématique proposée par Pierre MILZA dans "Cultures de l'immigration", in *Italiens et Espagnols en France, 1938-1946, op. cit.*, pp. 367-386.

moteur de leur combat pendant trois ans. Pour pouvoir surmonter la défaite et l'exil il est impératif pour les exilés de garantir la survie d'une identité culturelle. De même que la lutte contre les nationalistes en Espagne s'est largement faite au nom de la défense de la culture, l'exil se veut aussi une résistance culturelle.

Dans *Voz de Madrid*, le principal hebdomadaire espagnol en France de juillet 1938 à avril 1939, la culture tient une grande place à côté des informations sur la situation en Espagne et de l'organisation de la solidarité avec les réfugiés. Défense de la légitimité républicaine et culture sont étroitement associées. Un dessin original de Picasso illustre le premier numéro. Le journal se fait l'écho des conférences de l'Association internationale des écrivains pour la défense de la culture, où l'Espagne -encore républicaine- tient une place importante <sup>5</sup>. Avec un comité de rédaction et une liste de collaborateurs composés des écrivains et artistes les plus prestigieux de l'époque <sup>6</sup>, *Voz de Madrid* fait paraître -dans la droite ligne des publications républicaines en Espagne- des nouvelles, des poèmes, des récits littéraires ; des textes d'Ernest Hemingway, de Ramón Sender, de José Bergamín ou d'Antonio Machado sont ainsi publiés dans les derniers mois de la guerre civile.

L'autre publication éditée à Paris avant la fin définitive de la guerre d'Espagne, *Euzko Deya*, est surtout préoccupée de plaider la cause de l'Euzkadi tombée aux mains des franquistes à l'automne 1937 ; elle publie cependant des comptes rendus des spectacles donnés par le groupe *Elai-Alai*, fondé à Guernica en 1925 pour restaurer et diffuser le folklore basque, et par la troupe *Eresoinka*, créée à la veille même de la chute de Santander en 1937 afin de perpétuer les traditions musicales et chorégraphiques basques. La cinquantaine d'enfants qui constituent *Elai-Alai* ont quitté Bilbao le jour même de la chute de la ville, le 19 juin 1937, et se sont embarqués trois jours plus tard à Santander sur un

---

5. *Voz de Madrid*, n° 4, 6 août 1938, p. 8.

vapeur français à destination de La Pallice ; installés successivement à Saint-Jean-Pied-de-Port, à Surcsnes et à Bry-sur-Marne, entretenus par le gouvernement d'Euzkadi, ils poursuivent leur éducation scolaire et ils procèdent aux répétitions des spectacles qu'ils présentent dans diverses régions françaises<sup>7</sup>. Quant à la troupe *Eresoinka*, de ce nom synthétise en basque les concepts de chant, de danse et d'action, l'idée de sa création est venue au président Aguirre à la veille de la perte du territoire basque, avec l'idée que "le salut d'un peuple est dans la conservation de sa personnalité"<sup>8</sup>. Reconstituée à Sare, dans les Basses-Pyrénées, puis installée dans le château de Belloy à Saint Germain-en-Laye, *Eresoinka* rassemble une soixantaine de chanteurs et une vingtaine de danseurs ; des peintres et dessinateurs s'occupent des décors et des costumes, tandis que des compositeurs basques adaptent le répertoire et préparent les programmes, présentés dans divers pays européens. Une équipe de football, "Euzkadi", est constituée. A partir de la fin de l'année 1938, alors que l'issue finale de la guerre civile se profile, *Euzko Deya* porte une attention croissante aux questions culturelles : elle publie notamment des études littéraires, des analyses linguistiques, des proverbes basques avec leur traduction en castillan et le début d'un lexique basque-castillan<sup>9</sup>. Parallèlement, l'espace consacré aux articles politiques diminue, comme si, alors que tout est perdu, la culture est ce qui reste à maintenir.

Dans les camps d'internement, les enseignants, les étudiants et les artistes qui s'y trouvent aux côtés des dizaines de milliers de soldats de l'armée républicaine entreprennent un vaste travail d'éducation et de diffusion de la culture; cette activité est menée, tant dans son inspiration que dans ses modalités, dans le droit fil de l'effervescence culturelle de la période de la guerre civile et elle serait restée largement inconnue si n'étaient parvenus jusqu'à nous de fragiles et

---

6. Voir chapitre II de la première partie : "La presse de l'exil : évolution historique".

7. *Elai-Alai* signifie "hirondelle joyeuse". Voir *Euzko Deya*, n° 132, 30 octobre 1938, pp. 3-4.

8. *Euzko Deya*, n° 132, 30 octobre 1938, pp. 2-4.

merveilleux témoignages de cette "presse des sables" qui sert à l'organiser <sup>9</sup>. D'emblée, en effet, la préoccupation culturelle apparaît dominante, que ce soit dans le *Boletín de los estudiantes*, la *Hoja de los estudiantes* ou dans *Profesionales de la enseñanza* "publiés" par les étudiants de la FUE et les instituteurs de la FETE dans les camps d'Argelès-sur-Mer, de Gurs ou du Barcarès; même tonalité dans *Exilio*, édité par les jeunes libertaires dans le camp Morand en Algérie ou dans *L'Îlot de l'art*, "hebdomadaire des artistes espagnols" du camp de Saint Cyprien. Le *Boletín de información de los profesionales de la enseñanza* de Saint Cyprien indique comment les anciens enseignants souhaitent organiser le temps des internés : des heures sont dévolues au repos, aux études et aux cours, aux repas, au ménage, à la gymnastique et au temps libre pour la promenade, la détente ou les occupations personnelles ; les veillées sont consacrées à des lectures, des conférences, des récitals ou des chants <sup>11</sup>. Ces bulletins dressent un bilan du travail culturel réalisé dans le camp et en définissent les objectifs. Alphabétisation, enseignement primaire, cours de langue (français, anglais, catalan...), leçons d'hygiène et d'éducation sexuelle, mais aussi cours de perfectionnement (algèbre, trigonométrie...) se succèdent à un rythme impressionnant et attirent des centaines d'élèves. L'éducation physique et sportive est également l'objet d'une organisation rigoureuse, afin d'apporter un remède au désœuvrement et contribuer à l'épanouissement harmonieux des individus, même dans les camps d'internement. Ainsi, à Gurs, en juillet 1939, 3883 élèves suivent 110 cours dispensés par 42 enseignants et 49 étudiants <sup>12</sup>.

---

9. Le lexique commence à être publié dans le n° 164 du 11 juin 1939 ; il se poursuit jusqu'au dernier numéro d'*Euzko Deya* avant l'occupation, le n° 205 du 10 mai 1940, mais il en est seulement parvenu à la fin de lettre "B" avec "Buruz".

10. Voir *supra* le chapitre II : "La presse de l'exil..." et *Plages d'exil, op. cit.*

11. Repos : 8 heures, repas : 2h30, études et cours : 4h30, gymnastique : 30 minutes, ménage : une heure, veillées : 2 heures, temps libre : 5h30 (*Boletín de información de los profesionales de la enseñanza*, Saint Cyprien, n° 28, 21 mai 1939).

12. *Boletín de información de los profesionales de la enseñanza*, Gurs, n° 34, 19 juillet 1939.

Parallèlement aux inventions graphiques, la création littéraire n'est pas absente de ces bulletins, en continuité avec la période de la guerre d'Espagne : de courts poèmes font un écho inversé, avec leurs vers irréguliers et nostalgiques au ton épique du *Romancero* de la guerre civile, cet immense corpus poétique constitué au cours du conflit par des auteurs connus et anonymes. Les bulletins *Barraca* et *Desde el Rosellón*, confectionnés par le groupe d'intellectuels et d'artistes du camp d'Argelès accueillis au château voisin de Valmy, comportent de nombreuses créations poétiques et plastiques qui évoquent constamment la douleur de l'exil ; "le sable m'a pénétré corps et âme. Et j'ai envie de pleurer, pleurer, afin de sécher l'encre avec laquelle j'écris. Parce que je vais pleurer du sable", écrit un poète. La plupart des vers, comme ceux-ci, ne traduisent plus le souffle de l'épopée et l'espérance comme pendant la guerre d'Espagne, mais la tristesse et le désarroi du vaincu et de l'exilé. Les bulletins mentionnent des expositions de dessins dans la "baraque de la culture" du camp d'Argelès ; des récitals de poésie sont organisés chaque soir dans les *rincones de cultura*, les "coins de la culture" : "García Lorca, Machado, Juan Ramón Jiménez sont les poètes auxquels on se consacre le plus", indique le *Boletín de los estudiantes*<sup>13</sup>. Quelques "livres" sont même réalisés à Argelès : recueils de caricatures et de poèmes, édition manuscrite, en un exemplaire, du *Romancero gitano* de Lorca.

Dans le *Boletín de los estudiantes* non seulement la continuité avec la période républicaine est hautement affirmée, mais encore les réfugiés ont le sentiment de représenter les valeurs culturelles de l'Espagne, et par voie de conséquence, le pays lui-même :

Etudiants du camp d'Argelès-sur-Mer, nous continuons notre tâche de divulgation de la culture que nous avons commencée en Espagne, quand la Barraca et nos Missions paysannes apportaient l'art dans tous nos villages de Castille et d'Espagne.

---

13. *Boletín de los estudiantes*, (FUE), Argelès, 25 mai 1939.



Le travail constructif réalisé par la République espagnole pendant huit années dans le domaine de l'Instruction publique a été totalement anéanti par le gouvernement de Burgos... Ce sont eux l'anti-culture. Ils ne sont pas l'Espagne. C'est nous qui sommes l'Espagne <sup>14</sup>.

Les auteurs des bulletins plaident pour une unité antifasciste qui, seule, permet "d'assurer, dans l'union des intellectuels espagnols, la continuité de notre culture, de la culture que le fascisme essaie de détruire par ses foyers inquisiteurs et ses procédés brutaux" <sup>15</sup>. Car, argumentent-ils, si la République a été soutenue par les meilleurs poètes, les Machado, Lorca, Jiménez, Alberti, Hernández et tant d'autres, "l'Espagne noire est chantée par un chœur de rossignols sans voix propre -des poètes hybrides, dirait Quevedo- présidés par Marquina et Pemán" <sup>16</sup>. Ainsi, dès les débuts de l'exil, le combat culturel apparaît inséparable de la lutte antifranquiste : face à l'obscurantisme réactionnaire du franquisme, les républicains exilés, y compris dans leur situation présente d'internés, sont les héritiers de la brillante tradition culturelle qui s'est épanouie sous la Seconde République.

Les activités culturelles et artistiques développées dans les camps d'internement ne sont cependant pas le fait que d'une minorité : elles concernent de nombreux internés. Soit par leur participation aux cours, discussions ou soirées poétiques. Soit par leur contribution à l'élaboration d'humbles objets ou de modestes créations littéraires qui témoignent d'un savoir-faire, d'une pratique et d'un intérêt pour le culturel : manifestation d'une culture répandue au-delà du cercle des seules élites intellectuelles, reprise à leur compte par ces nombreux autodidactes des syndicats ouvriers. Federica Montseny évoque après la guerre mondiale le sort de ces créations anonymes :

Je ressens de la tristesse pour tout ce trésor spirituel perdu. Qu'aura-t-on fait de ces sculptures d'argile, miracles de grâce et d'art...? Où s'en sont allés ces

<sup>14</sup> *Boletín de los estudiantes*, (FUE), Argelès, 17 avril 1939 et 18 mai 1939.

<sup>15</sup> *Idem*, 8 juin 1939

<sup>16</sup> *Profesionales de la enseñanza*, Argelès, [septembre] 1939

mille objets hétéroclites avec lesquels les hommes tuaient leur pénible inactivité dans les camps : animaux de bois travaillé ; jouets polis comme de petits bijoux, taillés dans des troncs d'arbres ; meubles faits avec les planches des baraques, dans lesquels surgissait cependant, même dans les camps, le style des ébénistes doublé de cet instinct de l'ornement, propre à l'artiste que tout Espagnol porte en lui ? Qui rassemblera en un volume les vers écrits, les poèmes conçus, les commentaires rédigés, la musique qui traduit en sonorités les diverses étapes du calvaire et de l'épopée ? <sup>17</sup>.

Réponse à une nécessité très précise, celle de combattre le désarroi des réfugiés et de remédier au désœuvrement des internés, la "presse des sables" témoigne du même volontarisme que la scientifique *Revista de Catalunya* : affirmer la continuité avec la période républicaine, c'est mettre la défaite entre parenthèses. La Généralité de Catalogne en exil patronne en 1939 la création, par le Conservatoire de la culture catalane, de la Fundació Ramon Llull, "la plus ambitieuse et planifiée de tout l'exil" <sup>18</sup>. La Fondation qui porte le nom de Raymond Lulle, philosophe mystique et romancier du XIII<sup>e</sup> siècle, père de la littérature catalane, déploie une activité considérable de sauvegarde et de diffusion de la culture catalane, par l'aide apportée aux intellectuels, aux artistes et aux étudiants, par l'organisation d'une bibliothèque et par l'établissement de contacts avec les Catalans d'Amérique <sup>19</sup>. Et, très symboliquement, la Fundació Ramon Llull entreprend dès décembre 1939 la publication de la *Revista de Catalunya*. Première véritable revue culturelle de l'exil en dehors des camps, la *Revista de Catalunya* publie des textes très divers : récits de voyages, biographies, poèmes, articles historiques, juridiques, philosophiques ; elle s'intéresse à l'archéologie, à la philosophie de l'histoire, à la critique littéraire ou à la théorie mathématique. Chaque numéro dresse une chronique de l'activité culturelle des Catalans dans le monde et la *Revista de Catalunya* se penche particulièrement sur la culture française dans sa rubrique régulière de critique de livres récents ; une attention

---

17. "L'art et l'exil. Le génie créateur de l'émigration espagnole", *C.N.T.*, n° 47, 28 février 1946.

18. Albert MANENT, *La literatura catalana a l'exili*, Barcelone, Curial, 1989, 311 p.

19. Raymond Lulle (environ 1233-1316), auteur de quelque trois cents ouvrages, mystique, apôtre, romancier, logicien et philosophe, natif de l'île de Majorque.

spéciale est portée aux lettres occitanes. L'on voit déjà, dès 1939, dans cette revue remarquable par sa précocité, sa solide base scientifique et sa pluridisciplinarité, l'amorce de l'ouverture des publications de l'exil à la culture européenne et plus particulièrement française.

Cette première période marquée surtout par une continuité affirmée par rapport à la vie culturelle de la Seconde République est interrompue par l'occupation du territoire français. Dans la presse clandestine qui apparaît en espagnol et en catalan, comme dans la plupart des publications clandestines de cette époque, la culture cède le pas aux analyses politiques et aux mots d'ordre. A la Libération, une nouvelle phase s'ouvre où la culture joue un rôle considérable.

## **B. DÉFENSE ET ILLUSTRATION DE L'IDENTITÉ CULTURELLE DE L'EXIL <sup>20</sup>**

A la Libération, après la longue fracture introduite par les années de guerre mondiale, la perspective, dans le domaine culturel, est différente : au-delà d'une simple continuité à assurer par rapport à la Seconde République et au bouillonnement intellectuel de la guerre d'Espagne, il s'agit alors non seulement de sauvegarder l'héritage culturel mais encore de mobiliser toutes les énergies créatives et les potentialités de l'intelligence dans la perspective du retour imminent. C'est dans ce contexte particulier que s'inscrivent les années de l'immédiate après-guerre. Ensuite, avec la prolongation de l'exil, la culture est un élément essentiel de la cohésion identitaire de l'exil espagnol ; mais, de par la diversité de l'exil espagnol, il ne peut s'agir que d'une culture plurielle. Après avoir présenté les organismes à vocation culturelle créés en France par les réfugiés

---

20. Pour reprendre le titre du traité de Joachim Du Bellay, *Défense et illustration de la langue française*, puisqu'il s'agit non seulement de préserver et sauvegarder cette identité culturelle mais aussi de l'"illustrer", de l'enrichir.

espagnols, nous nous attacherons à analyser les diverses composantes de ces cultures de l'exil ; enfin, une typologie des activités culturelles sera esquissée.

## **1. Les organismes à vocation culturelle**

En même temps que partis, syndicats et associations espagnoles se reconstituent ou se créent dans l'exil français, un nombre important d'organismes à vocation culturelle sont fondés ; ceux-ci peuvent se ranger, à notre avis, dans cinq catégories principales entre lesquelles, comme nous le verrons, les interférences ne manquent pas : les organismes associatifs ou syndicaux rassemblant les intellectuels au sens large du terme, les *Ateneos*, les institutions à vocation régionale, les structures culturo-commerciales et les commissions culturelles des partis ou des syndicats.

### **a) Regroupements d'intellectuels**

Très tôt, les intellectuels restés en France ont reconstitué leurs organisations syndicales. Dans plusieurs camps d'internement, comme nous l'avons vu, les enseignants de la FETE et les étudiants de la FUE, jouent un rôle moteur dans l'activité éducative et culturelle entreprise <sup>21</sup>. Après les années de guerre mondiale, la FUE est reconstituée sous le nom d'UFEH (Unión federal de estudiantes hispanos), rapidement divisée en deux organismes, l'un communiste et l'autre non ; à ce dernier se rattachent une Union nationale des étudiants basques en exil -Euzko Iakale Alkartasuna, EIA- et, pour les étudiants catalans, la Federació nacional de estudiantes de Catalunya -FNEC. Ces organisations

---

21. Cf *Plages d'exil*, *op. cit.* et Jacinto Luis GUEREÑA, "Contribución a una escenografía del exilio republicano en Francia. (Situaciones vividas y culturales, 1939-1946) ", in *Españoles en Francia, 1936-1946, Coloquio internacional*, Salamanca, 2, 3 y 4 de mayo de 1991, Trabajos presentados, Salamanca, Universidad, 1991, pp. 297-316 : le premier congrès de la FUE en exil

syndicales tentent, malgré les dissensions qui les minent, d'aider les étudiants à poursuivre leurs études dans l'exil et à maintenir en contact avec les cultures ibériques ceux qui sont éloignés des centres culturels.

Après la Deuxième Guerre mondiale, la première association d'intellectuels à se créer dans le sillage idéologique de l'UNE est, en octobre 1944, l'Unión de intelectuales españolas. Lancée par 44 écrivains, artistes, médecins, enseignants et scientifiques espagnols, dont quatre Catalans et deux Basques, l'UIE se voit rejoindre dans un premier temps par 55 autres intellectuels ; en 1945, elle a comme présidents d'honneur Pablo Picasso, la juriste Victoria Kent, ancienne directrice générale des prisons sous la République et le général Emilio Herrera, fondateur et ancien directeur de l'École supérieure d'aéronautique. L'UIE compte parmi ses fondateurs le compositeur Salvador Bacarisse, les écrivains José María Quiruga Plá, l'ancien ambassadeur José María de Semprún y Gurrea et le journaliste Corpus Barga. L'UIE organise, à l'Institut d'études hispaniques de la rue Gay-Lussac, des cycles de conférences en histoire, littérature, physique, médecine, histoire de l'art, géographie, histoire littéraire ou en musicologie.

Parallèlement à l'effritement progressif de l'UIE pour des raisons idéologiques, de nombreux organismes se créent : association d'universitaires comme l'Agrupación de universitarios españoles présidée par Félix Montiel, jusqu'à son exclusion du PCE pour titisme<sup>22</sup> ; association de journalistes, comme l'Agrupación profesional de periodistas españoles en el exilio, présidée par Mario Aguilar ; ou association d'artistes, comme l'Agrupación de artistas e intelectuales españolas. Des foyers culturels s'organisent sur le plan local, telle la Casa de España à Bordeaux et le Centro español à Perpignan<sup>23</sup>. Sans parler des

---

s'est tenu au camp de Gurs l'été 1939, la direction élue est composée de José María González Jerez, Manuel Azcárate et Jacinto Luis Guereña.

22. Félix MONTIEL, professeur de droit, est le premier directeur, avant José del Barrio, de la publication communiste dissidente *Acción socialista*.

23. AN, Paris, F7 15589 et AMI, 89/31 Mi 6.

organismes de solidarité pour intellectuels, comme l'Entr'aide universitaire espagnole constituée sur le modèle de ses homologues française et internationale ; présidée d'abord par Manuel Martínez Risco, l'un des fondateurs d'*España combatiente*, puis par Pere Bosch Gimpera, ancien recteur de l'Université de Barcelone, l'Entr'aide a connu les mêmes confrontations entre communistes et non-communistes que la plupart des autres groupements. Même si ces associations n'échappent pas aux luttes d'influence politique qui déchirent l'émigration, leur objectif prioritaire demeure la sauvegarde de la culture hispanique.

### **b) Les Ateneos**

Impulsés aussi par des intellectuels mais en principe ouverts vers un vaste public, des *Ateneos* se créent dans l'exil français, dans la continuation du mouvement culturel libéral né en Espagne dans le premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle et dont la plupart des exilés sont issus ; les *Ateneos* ont été, jusqu'à l'avènement du franquisme qui les interdit, des centres culturels consacrés à la discussion et à l'enseignement, par l'organisation de conférences et de cours publics. Foyers du libéralisme, les *Ateneos* -notamment celui de Madrid- ont joué un grand rôle dans la proclamation de la Seconde République. A Paris, un "Ateneo hispanista", animé par un professeur, Antonio Pena, fonctionne pendant quelques années après la guerre mondiale au sein de la Société pour la propagation des langues étrangères et organise débats et conférences, à l'Hôtel des Sociétés savantes et en Sorbonne<sup>24</sup>. Il est la continuation d'un Club hispaniste créé en 1934 par le même Pena ; sa finalité est la diffusion de la langue et de la culture hispaniques et l'organisation de rencontres conviviales : d'hebdomadaires "tertulias" -ces typiques veillées à l'espagnole- sont organisées entre les membres de l'Ateneo et leurs invités, ainsi que des conférences bimensuelles sur des thèmes variés et diverses

---

24. AMI, 89/31 Mi 6.

soirées artistiques, littéraires ou musicales <sup>25</sup>. Après la guerre mondiale, un Ateneo espagnol se crée également à Toulouse, sans affiliation partisane, qui invite pour des conférences-débats des personnalités politiques et intellectuelles, tant françaises qu'espagnoles <sup>26</sup>. Plus tardivement, en 1961, un Ateneo Cervantes est fondé à Lyon : il organise expositions artistiques, conférences, cours d'espagnol, bibliothèque de prêt et service de librairie <sup>27</sup>.

L'Ateneo qui connaît la longévité la plus importante et poursuit encore de nos jours son activité, est l'Ateneo Ibéro-americano de Paris. Fondé plus tard, en 1957, il se place d'emblée dans une perspective ibérique, par l'accueil réservé aux Portugais en exil, et américaine, par l'établissement de liens avec des intellectuels latino-américains. Le président fondateur de l'Ateneo ibéro-americano est le général Emilio Herrera Linares et le secrétaire en est, depuis lors, Antonio Gardó Cantero <sup>28</sup> ; des membres des gouvernements républicains en exil font partie de son bureau, tels Manuel de Irujo, Julio Just et Fernando Valera. L'objet de l'Ateneo est, explicitement, "d'encourager et stimuler la continuité de la culture ibéro-américaine", en cultivant "la tradition libérale et démocratique de cette culture" <sup>29</sup>. Il est divisé en quatre sections : lettres et arts, sciences, jeunesse et politique ; cette dernière englobe aussi l'économie, la géographie et l'histoire. En veillant à garantir la pluralité des opinions, il organise des conférences sur des thèmes aussi divers que "la philosophie espagnole contemporaine", "la constitution de la Seconde République", "l'Islam : Mahomet son fondateur et le Coran, son livre sacré" ou "la poésie et la musique dans les traditions sépharades d'Orient" <sup>30</sup>. L'Ateneo obtient l'entrée gratuite du Louvre pour ses adhérents et y organise longtemps des visites-conférences le samedi ; d'autres visites sont

25. *J.B.E.R.O.*, 1947 7, pp. 2-33. Exemples de thèmes de conférences : "Jardins d'Espagne", "La littérature espagnole : du modernisme à nos jours", "La presse espagnole au XX<sup>e</sup> siècle", "La poésie espagnole contemporaine" (*ibid.*).

26. José BORRAS, *Políticos de los exilados españoles*, op. cit., p. 49.

27. Voir *Ateneo Cervante*. *Boletín*.

28. Il a présenté sa démission en juin 1993.

29. Statuts de l'Ateneo ibéro-americano (*Anales. Ateneo ibéro-americano*).

organisées le jeudi. Ce sont des activités culturelles variées qui sont ainsi offertes aux Espagnols de Paris. L'originalité de sa démarche réside dans son ouverture à la fois vers l'Amérique latine et vers une Europe méditerranéenne, par le biais de patronages ou de collaborations tant français que portugais.

### c) Organismes régionaux

Le troisième ensemble associatif culturel est constitué par les organismes créés par les nationalistes basques et catalans : il est sans aucun doute l'un des plus caractéristiques de l'exil de la guerre civile et l'un des plus importants pour sa vigueur et sa longévité. En plus des associations de type purement culturel dont l'objectif est de perpétuer des langues et des cultures régionales, l'une des tâches primordiales que s'assignent tant les institutions gouvernementales régionales que les partis ou associations nationalistes est la sauvegarde de ces cultures interdites dans l'Espagne franquiste. De très nombreuses structures animées par les minorités régionales se créent en divers points de l'Hexagone et quelques-unes subsistent encore de nos jours, alors que l'exil politique est officiellement terminé depuis plus de dix ans : c'est le cas, en 1992, du Casal català de Paris qui publie le bulletin *Caliu* et de celui de Toulouse qui édite un *Bullett del Casal català de Tolosa*. Des foyers culturels s'ouvrent pour les originaires de Catalogne, d'Euzkadi, du pays valencien, des Baléares ou de la Manche ; ces trois dernières régions ne sont guère représentées qu'à Paris et à Toulouse, tandis que les associations culturelles basques sont situées essentiellement dans les Basses-Pyrénées et les Maisons de Catalogne, plus nombreuses, davantage dispersées sur le territoire français.

---

30. "Veinte años de historia", *Anales. Ateneo ibéro-americano*, 1977.



Après la Libération de la France, les initiatives culturelles basques sont nombreuses. Un "mouvement populaire Gernika" se crée, autour de Rafael Picavea, à Saint Jean-de-Luz, le 26 avril 1945 -jour du huitième anniversaire de la destruction de la ville par l'aviation allemande- dans le but de favoriser l'union des Basques dispersés de par le monde. Cet organisme publiera quelques années la revue *Gernika*. Toujours dans ces mêmes années quarante, un Institut basque de recherches, doublé d'un Institut Gernika, créés dans la petite ville de Sare par l'abbé José Miguel de Barandiarán, impulsent des recherches ethnographiques, archéologiques et linguistiques sur l'Euzkadi. Ces deux instituts éditent respectivement *Ikuska* et *Eusko-Jakintza* jusqu'au milieu des années cinquante. Un émetteur radio, Radio Euzkadi, fonctionne pendant quelques années en direction de l'intérieur, jusqu'à son interdiction en 1954 par le gouvernement français, et la culture y paraît tenir une place notable.

En ce qui concerne la Catalogne, l'on a vu la rapide constitution, dès les premiers mois de l'exil, de la Fundació Ramón Llull ; après la Libération de la France, se crée également à Paris, en 1945, une association d'intellectuels de langue catalane, "Cultura catalana", avec l'objectif de faire connaître l'oeuvre culturelle catalane d'avant 1939. Présidée par l'ancien universitaire Lluís Nicolau d'Olwer, avec Pompeu Fabra à la présidence d'honneur, Cultura catalana célèbre publiquement dès sa création le centenaire du poète Jacint Verdaguer <sup>31</sup> et organise un concert de Pablo Casals salle Pleyel <sup>32</sup> ; en 1948, elle compte 331 adhérents <sup>33</sup>. Un Centre d'estudis economics i socials "Tolosa-Barcelona" se constitue en 1944 dans la métropole du Sud-Ouest : l'on y organise cours et conférences afin de préparer les exilés catalans à un retour dans la péninsule, jugé alors proche. Le cycle d'études proposé est subdivisé en sections sociale, politique et encyclopédique et aborde des questions historiques, d'actualité et de culture

---

31. *Catalonia*, n° 4, 30 juin 1945. Réunion à la salle des Sociétés savantes le 8 juillet 1945 (*Catalonia*, n° 5, 6, 7, août-septembre-octobre 1945).

32. *Catalonia*, n° 8, novembre 1945, p. 5.

générale, mais ce Centre d'études ne semble pas survivre au-delà de 1946<sup>33</sup>. Des groupes artistiques catalans, chorale, groupes de danse et de sardane, se créent, particulièrement dans le Sud-Ouest. Des Casals catalans -Maisons de Catalogne- se constituent ou font suite, comme dans la capitale, à des centres catalans fondés dans les années 1920 par des réfugiés catalans. Des Casals fonctionnent à Perpignan, Montpellier, Paris, Toulouse, Angoulême, Castres, Clermont-Ferrand, Marseille, Carcassonne, ou Lyon ; ils sont au nombre de seize en 1947<sup>35</sup> et proposent à leurs adhérents excursions et visites culturelles, récitals de musique et de chant, ciné-clubs, cours de catalan, conférences, fêtes, troupes de théâtre amateur, équipes sportives ou clubs de sardanes<sup>36</sup>. Le nombre d'organismes catalans créés par des réfugiés tourne toujours autour d'une quinzaine en 1956<sup>37</sup> ; ils sont encore onze en 1965, ce qui indique la permanence de leur vitalité et fait de la France le principal foyer de l'émigration catalane avec l'Argentine et le Mexique<sup>38</sup>. Lieux de rencontres des exilés catalans, où l'on peut parler la langue régionale, célébrer les fêtes traditionnelles, revivre le temps passé, chanter, danser ou faire du théâtre, les Casals n'échappent cependant pas plus que d'autres organismes aux luttes d'influence politique : ainsi, un Foyer de fraternité catalane - Llar de germanor català- voit le jour à Toulouse en 1950, fondé par les éléments non communistes du Casal existant<sup>39</sup> ; le Casal català de Clermont-Ferrand est

---

33. Albert MANENT, *La literatura catalana a l'exili*, op. cit., p. 43.

34. Entretien avec Antonio Soriano, le 16 novembre 1990 et voir le *Bulletin du Centre d'études économiques et sociales Toulouse-Barcelone* ; le conseil de direction est composé de Louis Solères et Antoni(o) Soriano, secrétaires, Battu et Marti au commissariat de propagande, le Dr Solanes à la trésorerie et M. Soulé sans charge déterminée.

35. *Casal de Catalunya* [Paris], n° 15, juin-juillet 1947.

36. Voir *Casal de Catalunya*, *Caliu* et les nombreux *Butllet*.

37. Paris, Castres, Agde, Béziers, Angoulême, Bordeaux, Montauban, Nevers, Orléans, Lyon, Marseille, Avignon, Perpignan, Carcassonne, et trois à Toulouse (selon *Vida Nova*, n° 7, avril-juin 1956).

38. En 1965, il existe 23 organismes catalans en France (dont une douzaine d'organismes roussillonnais et le restant composés d'associations créées par les réfugiés), vingt en Argentine, dix au Mexique, six au Brésil, trois en Uruguay, deux en Colombie, à Cuba, au Pérou et au Chili, un au Paraguay, au Costa Rica, au Venezuela, au Canada, en Grande-Bretagne, en Italie et en Suisse. Il existe alors en France huit publications catalanes : *Dialeg*, *Endavant*, *Foc nou*, *Tribuna* à Paris, *Mai no morirem* à Angoulême, *Butllet del Centre cultural català* à Marseille, *Vida nova* à Montpellier et le *Butllet del Casal català* à Toulouse ; contre trois publications en Argentine (*Butllet - Omnium cultural*, n° 1, 1965).

39. Voir *Llar de germanor català*.

dissous par arrêté ministériel en 1952, par suite de l'activité politique communiste de ses dirigeants<sup>40</sup>. Ces lieux de sociabilité ont joué un rôle décisif de maintien d'une identité culturelle pour la grande majorité des réfugiés catalanophones : ainsi, de 1945 à 1956, le Casal de Catalunya de Paris compte une moyenne annuelle de 327 adhérents, le nombre de sociétaires oscillant de 162 à 576 par an<sup>41</sup>, aussi peut-on avancer l'hypothèse que plus de deux Catalans réfugiés sur trois l'ont fréquenté à un moment donné<sup>42</sup>.

Autre exemple de ce besoin vital de resserrer les liens culturels dans l'exil : une association de réfugiés originaires d'une petite ville des Pyrénées catalanes, Berga, se crée en France, à la suite d'une rencontre tenue à Perpignan en 1945 pour la commémoration du 14 avril 1931<sup>43</sup>. Une première fête se tient à Prades le 14 juillet suivant, avec chants et danses traditionnels et récital de poésie catalane. L'association rassemble toutes les tendances politiques et organise chaque année, au moins jusqu'au début des années 1950, une rencontre entre ses membres dispersés dans l'exil français ou américain, plus d'une centaine<sup>44</sup>. Entre autres activités, cette association met sur pied une caisse de solidarité et essaie de rassembler les textes écrits par des écrivains originaires de Berga en exil<sup>45</sup>. Elle organise à Prades en février 1948 un hommage des Catalans à Pompeu Fabra, le

---

40. Arrêté du 28 janvier 1952 (AMI, 89/31 Mi 6, p. 114).

41. "Estadístiques societàries", *Casal de Catalunya*, octobre 1957, p. 5. Les baisses d'adhésions tiennent surtout aux manques de paiement (468), à des changements d'adresses (129), à des décès (27), et à des départs en Amérique (57) et en Catalogne (35).

42. Selon Javier Rubio et Aline Angoustures, respectivement, un tiers à un quart des réfugiés sont originaires de Catalogne ; d'autre part, à Paris en 1950, il y a 28 793 Espagnols, dont un quart de réfugiés (AMI, 89/31 Mi6, liasse 4). En croisant ces deux données ainsi que le chiffre total des adhérents du Casal entre 1945 et 1964 -1360- (donné par Phyrné PIGENET, "Les Catalans du Casal de Paris", in *Le Paris des étrangers*, ouvr. à paraître), on peut avancer une telle hypothèse.

43. *Agrupació de Berguedans a l'exili*, n° 1, 1946.

44. Le dirigeant anarchiste José Peirats écrit dans le bulletin un article sur Max Nettlau et la municipalité libre de Berga.

45. Jordi PLANES, "La agrupación de Bergadanos en el exilio, 1945-1946", in *Espanoles en Francia, 1936-1946*. Coloquio Internacional, Salamanca, 2,3 y 4 de mayo, 1991, pp. 461-470. Une association semblable aurait existé pour les réfugiés de Vilanova i la Geltrú, mais aucune trace écrite n'en est connue (Jordi PLANES, "Organisations catalanes en Franco (1938-1946) : refus ou intégration ?", in *Italiens et Espagnols en France, 1938-1946*, op. cit., p. 658).

restaurateur de la langue catalane, pour ses quatre-vingts ans <sup>46</sup> : la petite ville où réside le linguiste abrite aussi le violoncelliste Pablo Casals et devient vite le lieu d'un festival de musique internationalement réputé.

Dans les années 1950, afin de faire connaître et stimuler la culture catalane, se constitue à Paris un Institut catalan d'art et de culture, sous le patronage de Mario Roques, de l'Institut, et du recteur Jean Sarrailh ; le bureau comprend des personnalités telles que l'hispaniste Marcel Bataillon, Albert Camus, Jean Cassou, François Mauriac ou le professeur de médecine Camille Soula <sup>47</sup>. Au cours de la décennie suivante, afin d'assurer la jonction avec les Catalans de l'intérieur ou avec les réfugiés qui ont pu retourner en Catalogne comme, par exemple, l'écrivain Rafael Tasis, se créent des délégations françaises d'organismes culturels constitués au-delà même des Pyrénées ; le circuit s'est à présent inversé et l'initiative culturelle revient à présent à la Catalogne. Le Patronat de cultura catalana popular dont le siège clandestin est à Barcelone implante une antenne en France afin de localiser, cataloguer et, si possible conserver, la production catalane imprimée de l'exil. Un *Omnium cultural* est fondé en tant que société civile par un groupe de mécènes, à Barcelone en 1961, afin de faire connaître à l'extérieur la langue et la culture catalanes persécutées par le franquisme : interdit en 1963, l'*Omnium* poursuit sa vie dans la clandestinité et implante en janvier 1964 une délégation à Paris, dans un vaste appartement rue de Ponthieu, près des Champs-Élysées. L'*Omnium cultural* de Paris publie un *Butlletí*, organise une bibliothèque et une discothèque catalanes, propose des conférences et des cours de catalan et présente des expositions d'artistes catalans ; c'est ce même organisme qui fait connaître le chanteur Raimón à Paris. L'*Omnium cultural* anime également une émission bimensuelle en catalan, diffusée en France par l'ORTF et retransmise dans un certain nombre de pays latino-américains <sup>48</sup>.

---

46. *Agrupació de Berguedans a l'exili*, n° 3, décembre 1947.

47. Voir *Presència catalana* et *Institut català d'art i cultura*.

48. Voir le *Butlletí* de l'*Omnium cultural*.

En 1971 quand, du fait des décès dans l'exil et des retours en Catalogne<sup>49</sup> à l'approche de la fin du franquisme, l'Omnium cultural se trouve dépourvu de militants pour le faire fonctionner, ses responsables négocient la cession du centre à l'Université française ; l'Omnium est ainsi la base de l'Institut d'études catalanes de la l'Université de Paris IV-Sorbonne et il est installé à présent dans le Marais, non loin du Centre Pompidou<sup>49</sup>. Ce dernier exemple est tout à fait symbolique : un organisme créé par des mécènes catalans, animés avec l'aide de réfugiés, sans que cela soit exempt de tensions entre l'exil et l'opposition intérieure, devient partie intégrante de l'Université française.

#### **d) Librairies et maisons d'édition**

Autre apport des émigrés républicains en France dans le domaine de la sauvegarde de l'hispanité libérale et démocratique : la fondation de maisons d'édition et de librairies. Sans parler des publications éditées directement par les partis politiques ou les syndicats, des exilés entreprennent de créer des organismes de type à la fois culturel et commercial ; le profit financier n'est pas le but premier de ces entreprises mais le moyen de pouvoir éditer et faire connaître des auteurs interdits d'expression en Espagne et qui apportent une vision historique, politique ou littéraire novatrice. Lieux de rencontre pour les réfugiés et les amis de l'Espagne démocratique, recours intellectuel pour les "exilés de l'intérieur", ces éditeurs, souvent libraires en même temps, ont joué un grand rôle dans la diffusion, tant en France qu'en Espagne et dans d'autres pays, du meilleur de la culture humaniste espagnole.

La première librairie à être fondée, à Toulouse, est la Librairie des Editions espagnoles ; elle entreprend un travail important de diffusion de la

49. Josep BENET, *El president Tarradellas en els seus textos, 1954-1988*, Barcelone, Empuries, 1992, pp. 82-84, 180-187 et 259 ; l'auteur reproche à Josep Tarradellas d'avoir attaqué

culture hispanique auprès d'un public français, dans la lignée des activités du Centre d'études économiques et sociales Toulouse-Barcelone ; les protagonistes en sont d'ailleurs pour une bonne part les mêmes, autour de Louis Solères et d'Antonio Soriano -avec cette fois-ci un aspect commercial, car il y a nécessité pour ces militants et anciens résistants à gagner leur vie sans renier leurs idéaux<sup>50</sup>. Ce travail de défense et de propagation de la culture, commencé à Toulouse - où se sont retrouvés dans la clandestinité beaucoup d'intellectuels, de Jean Cassou à Silvio Trentin- se poursuit à Paris, rue Mazarine puis rue de Seine, dans la Librairie espagnole d'Antonio Soriano. Cette librairie a été un lieu fondamental d'animation culturelle pendant les longues années de l'exil ; lieu d'échanges où dit un habitué en se remémorant cette période, "l'on rencontrait les livres impossibles à trouver, où se publiait les textes interdits et où s'échangeaient souvenirs et paroles d'espérance" <sup>51</sup>. Une autre librairie, celle des Editions hispano-américaines, est créée au Quartier latin par un autre Catalan émigré, Amadeu Robles. Ces librairies deviennent vite des fournisseurs précieux d'ouvrages hispaniques pour les bibliothèques universitaires françaises.

Pendant environ une décennie, à partir de 1951, les éditions Proa de Barcelone réapparaissent à Perpignan et publient des auteurs catalans et des traductions d'auteurs français <sup>52</sup>. Et c'est en 1961 que se constituent les Editions Ruedo Ibérico, l'aventure éditoriale la plus importante de l'exil espagnol, à l'initiative de José Martínez Guericabeitia avec la collaboration de deux dissidents du Parti communiste, Jorge Semprún et Fernando Claudín ; Ruedo Ibérico édite de nombreux ouvrages sur l'Espagne qui, très rapidement, circulent clandestinement dans la péninsule. Les auteurs représentent un éventail varié, qui va de Herbert Southworth, Gabriel Jackson, Gerald Brenan et Hugh Thomas à

---

publiquement tant le Patronat de cultura que l'Omnium cultural.

50. Voir le bulletin *Lee*.

51. Claude COUFFON, "L'Espagne au cœur...", cité in Antonio SORIANO, *Exodos. Historia oral del exilio republicano en Francia, 1939-1945*, Barcelone, editorial Crítica, 1989, 252 p.

52. Albert MANENT, *La literatura catalana a l'exili*, op. cit., pp. 50-51.

Léon Trotsky, Jesús Ynfante, Daniel Artigues et Luis Ramírez -alias Lucíaño Rincón. Ruedo ibérico édite à la fois des études originales, des traductions en espagnol des plus importantes recherches internationales sur l'histoire récente de l'Espagne et la revue *Cuadernos de Ruedo ibérico*. Les éditions Ruedo ibérico ont véritablement donné "une plate-forme à l'intelligentsia antifranquiste aux temps où la frustration était totale", selon une formule de l'historien Nicolás Sánchez Albornoz, fils du célèbre médiéviste Claudio Sánchez Albornoz avant-dernier président du gouvernement en exil <sup>53</sup>. Enfin, en 1969, apparaissent à Paris les Editions catalanes, fondées par Jordi Soler, Josep Benet et Albert Manent, qui éditent des textes de dénonciation sur la situation en Catalogne ainsi que des dossiers très documentés sur la région.

#### **e) Les commissions culturelles de partis ou de syndicats**

Il n'a pas échappé que les organismes exclusivement culturels n'ont pas été exempts des luttes politiques qui ont rongé l'exil espagnol. Cependant, de même que les partis basques et catalans ont pour objectif commun et constant, au-delà des divergences idéologiques, d'assurer la survie d'une culture, la plupart des mouvements politiques et syndicaux attestent de préoccupations culturelles, ce dont témoignent non seulement leurs publications culturelles mais également nombre de périodiques à caractère politique ou informatif. Parmi tout l'éventail idéologique de l'exil, ce sont les anarchistes qui organisent de la manière la plus régulière les activités culturelles de leurs fidèles et de leurs sympathisants.

L'un des secrétaires nationaux de la CNT est chargé de la culture et de la propagande ; les fédérations locales proposent régulièrement des cycles de conférences sur des sujets variés et organisent, particulièrement pour les jeunes

---

53. Nicolás Sánchez Albornoz dans *El País* du 14 mars 1986, p. 34. à l'occasion de la mort de José Martínez.

libertaires, des activités culturelles très diverses, qui vont des visites de musées, des excursions et des tournois sportifs à la constitution de groupes artistiques, théâtraux le plus souvent. En témoignent de façon significative les annonces faites dans les journaux libertaires que nous analyserons plus loin ; un seul exemple, un modeste bulletin de liaison des jeunesses libertaires comme *Crisol*, publié à Paris entre 1945 et 1960, offre à ses lecteurs des textes de réflexion politique et organise également des activités culturelles : visites au Musée de l'Homme, au Louvre, au Palais de la Découverte ou conférences. Non seulement la CNT édite de très nombreux journaux et bulletins, mais aussi quantité de brochures et d'ouvrages de type politique, théorique ou culturel ; ainsi, la CNT "apolitique" effectue tout un travail d'édition, réalisé notamment par l'Editorial *liberaria*, les Ediciones *Tierra y libertad* ou la "collection de poche" de sa *Biblioteca social económica*. La plupart des journaux anarchistes, les hebdomadaires réguliers comme *C.N.T.*, *Solidaridad obrera*, mais également des publications en marge de l'organisation comme *Nervio* et *El Rebelde*, organisent des "guildes" du livre : des ouvrages de toute nature qui présentent une valeur littéraire, philosophique ou scientifique, sont expédiés au domicile de leurs lecteurs à un prix modique. C'est dire l'importance du travail culturel réalisé par les organisations anarchistes. Or les adhérents et les sympathisants de la CNT sont les plus nombreux dans l'exil français, sans doute parce que leurs origines populaires et leurs convictions ne leur ont pas rendu possible la réémigration ; ils sont en majorité issus des milieux paysans et ouvriers qui ont été gagnés massivement à l'anarchisme dans les années 1920 et 1930 en Espagne. La CNT et ses organisations annexes œuvrent donc à la formation, au maintien et au développement d'une culture ouvrière et populaire, entreprise en Espagne dans les écoles rationalistes ou les *Ateneos populares*, bien spécifique par rapport à celle que peut connaître le mouvement ouvrier français à la même époque.



## 2. Composantes des cultures de l'exil

Pour tenter de cerner ces cultures, l'on peut faire ressortir quatre ensembles significatifs qui s'expriment au travers d'autant de types de publications: les intellectuels dans les revues culturelles, la mouvance républicaine au sens large du terme dans des publications plus ou moins unitaires de l'exil, le courant libertaire dans les périodiques anarchistes et les minorités régionales - basque et catalane essentiellement - dans les journaux nationalistes <sup>54</sup>. Bien entendu, la frontière n'est pas étanche entre ces quatre ensembles : des intellectuels sont présents dans les revues de tendance républicaine, libertaire ou régionale et, inversement, des anarchistes ou des minorités régionales éditent des revues culturelles ; mais il s'agit ici de faire ressortir des groupes de publications qui ont entre elles un commun dénominateur les distinguant nettement des autres.

### a) Les intellectuels

L'Unión de intelectuales españolas commence à publier à partir de décembre 1944 un bulletin, qui paraît jusqu'à la fin de 1948, avec l'objectif de "regrouper efficacement tous les compatriotes qui, en exil ou en Espagne, ont conscience des devoirs auxquels les obligent doublement, envers leur patrie asservie, leur condition d'Espagnols libres et d'intellectuels. La liberté et la culture de l'Espagne sont en jeu. Sans la première, la seconde ne peut ni s'obtenir ni donner de fruits" <sup>55</sup>. L'UIE proclame son indépendance par rapport aux partis politiques et souligne qu'elle réunit des intellectuels de toutes tendances idéologiques ; elle manifeste l'espérance que cet exemple de cohabitation sera

---

<sup>54</sup>. Les publications communistes, quasi exclusivement de contenu politique, sont absentes de ce panorama des cultures de l'exil, même si nombre de communistes participent à titre individuel à des revues culturelles. L'une des rares publications communistes à aborder des questions culturelles est *Unidad y lucha* qui, à partir de la fin mai 1945, organise un cycle de conférences de culture espagnole.

<sup>55</sup>. *Boletín de la Unión de intelectuales españolas*, n° 1, décembre 1944.

bientôt suivi par des secteurs beaucoup plus larges de l'émigration. Divisée en trois sections -arts, lettres et sciences- l'UIE entend se pencher sur l'étude "des solutions qui, dans un futur immédiat, doivent intervenir dans les problèmes généraux de la culture de notre pays" <sup>56</sup> ; dans l'espoir que le gouvernement de Franco va bientôt tomber et pour une application proche en Espagne même, l'Union demande à ses adhérents de rédiger des rapports sur l'enseignement, la recherche scientifique, les bibliothèques, les musées et les expositions artistiques, le cinéma, la musique, le théâtre ou le folklore ; ces études seront discutées au sein de l'UIE et, si possible, publiées dans le bulletin, car elles sont destinées à la

réorganisation de tout l'appareil culturel de l'État, pour rendre celui-ci apte non seulement à la formation des cadres dirigeants que le pays nécessite dans tous les domaines et à la possibilité de les recruter dans toutes les couches de la société, mais aussi afin que les magnifiques possibilités spirituelles de l'Espagne puissent jouer le grand rôle qui leur revient dans la reconstruction du monde de l'après-guerre <sup>57</sup>.

Au long de ses quatre années d'existence, le *Boletín de la Unión de intelectuales españolas* aborde tous les thèmes qu'il s'était fixés : cinéma, poésie, musique, droit, peinture, aéronautique, géologie, physique, avec une attention spéciale portée à l'enseignement et la publication d'une rubrique régulière "Problemas de la enseñanza". Cette section est rédigée par la Federación española de trabajadoras de la enseñanza, récemment reconstituée au sein de l'UGT ; la FETE rappelle les réalisations culturelles de la République et élabore des lignes directrices pour l'enseignement. Les origines de l'Institution libre d'enseignement, créée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle pour revivifier la vie intellectuelle en Espagne et y introduire des méthodes pédagogiques modernes et libérales, sont évoquées longuement. Le bulletin consacre également des articles à l'histoire littéraire espagnole : par exemple, à un demi-siècle de poésie espagnole <sup>58</sup> ou à la poésie de

---

56. *Ibid.*

57. *Ibid.*

58. *Boletín de la Unión de intelectuales españolas*, n° 8-9, juillet-août 1945.

l'exil en Amérique <sup>59</sup> ; un numéro entier de la fin de 1947 est dédié au IV<sup>e</sup> centenaire de Cervantes. Les articles sur la peinture sont nombreux : études sur Le Greco, Zurbarán, Murillo et la peinture espagnole au Louvre se succèdent. Le bulletin s'intéresse aussi aux problèmes culturels de l' "intérieur" : la culture, l'école, la science politique et le système de santé franquistes.

Placé dès ses premiers numéros sous le double signe d'Antonio Machado et de García Lorca, le *Boletín de la Unión de intelectuales españolas* accorde une large place à la poésie et publie aussi des poèmes de ses collaborateurs, comme José María Quiroga Plá, Corpus Barga, José María de Semprún y Gurrea, Jacinto Luis Guereña, Rafael Alberti ou Arturo Serrano Pla. Il revient également au *Boletín de la Unión de intelectuales españolas* le mérite d'avoir lancé le débat sur le rôle des intellectuels dans l'exil. Corpus Barga appelle à la "reconquête -pour la civilisation- de l'intelligence espagnole" : il reconnaît que les intellectuels exilés en Amérique se trouvent dans une meilleure situation pour accomplir leurs tâches que ceux restés en France et il invite ces derniers à se mobiliser ; il leur rappelle la grande vitalité, jusqu'à l'arrivée de Franco, de la culture espagnole du XX<sup>e</sup> siècle <sup>60</sup>. Dans les numéros suivants, en mai et en juin 1946, José María Semprún y Gurrea et José María Quiroga Plá poursuivent la réflexion sur cette "reconquête du château intérieur". Avec l'objectif du retour en Espagne, les intellectuels doivent

commencer déjà par créer ici cette intelligence et cette culture de notre peuple... en entrant dans l'arène, dans la lutte politique, en donnant à la masse de nos compatriotes un sens politique, d'unité... Si, nous les intellectuels, ne prenons pas part à la reconquête de l'Espagne et de ses libertés, l'autre reconquête, celle de l'intelligence, celle de la culture, restera un thème d'élégantes dissertations ... <sup>61</sup>

---

59. *Boletín de la Unión de intelectuales españolas*, n° 38-39, janvier-février 1948.

60. *Boletín de la Unión de intelectuales españolas*, n° 17, avril 1946.

61. *Boletín de la Unión de intelectuales españolas*, n° 19, juin 1946.

Dès 1946, le *Boletín* pense que "le moment est venu de constituer un organisme de liaison entre les enseignants, écrivains et artistes exilés aux Amériques, en Angleterre et en France, afin de diffuser les nouvelles d'Espagne sur l'activité de l'intelligence espagnole, signaler à l'étranger les crimes de Franco et essayer qu'arrivent en Espagne nos écrits et notre voix" <sup>62</sup>. L'engagement des intellectuels y est ainsi clairement affirmé tandis que la liaison avec "l'intérieur", concrétisée par d'autres revues parallèles ou postérieures, s'amorce.

Un bon nombre d'intellectuels qui animent le *Boletín de la Unión de intelectuales españolas* font paraître, en 1946 et en 1947, une "revue de culture espagnole", *Independencia* ; on trouve notamment dans le comité de rédaction les poètes Rafael Alberti et Arturo Serrano Plaja, l'historien du mouvement ouvrier, Manuel Nuñez de Arenas, le général Emilio Herrera et les anciens ambassadeurs à Londres et à La Haye, Pablo de Azcárate et José María de Semprún y Gurrea, et leurs fils, les dirigeants communistes, Manuel de Azcárate et Jorge Semprún. L'engagement des intellectuels en est la raison d'être. "L'émigration est pour nous une tranchée depuis laquelle nous menons notre lutte contre la dégradation matérielle et morale que signifie le franquisme, pour la reconquête de l'Espagne et de la République, chemin unique pour sauver la culture et toutes les libertés espagnoles", déclare dans la revue le comité directeur de l'UIE à l'organisation intellectuelle clandestine espagnole créée en 1944, l'Unión de intelectuales libres de España, l'UIL <sup>63</sup>. Une rubrique régulière intitulée "España y los Españoles" donne des informations sur l'"intérieur" ; une ou plusieurs pages sont généralement offertes à l'UIL et reproduisent des articles parus dans sa presse clandestine, dans *Demócrito* édité à Madrid, ou dans *Nuestro*

---

62. *Id.*, n° 20, juillet 1946.

63. *Independencia, Revista quincenal de cultura española*, n° 5, février-mars 1947.

*Tiempo* publié à Valence. Ainsi, dans *Independencia*, s'effectue une première jonction avec l'opposition intérieure.

Dans *Independencia*, la poésie tient aussi une place notable, non seulement au travers de textes d'écrivains espagnols tels que José Herrera Petere, Francisco Giner de los Ríos, Jorge Semprún, José María Quiroga Plá ou Arturo Serrano Plaja, mais aussi de poètes français comme Paul Eluard ou Pierre Seghers. L'étude du panorama culturel espagnol sous tous ses aspects se poursuit, comme dans le *Boletín de la Unión de intelectuales españoles : études sur l'enseignement, le cinéma ou l'édition en Espagne* ; nombre de ces analyses sont dues à la plume de Manuel Tuñón de Lara, ancien dirigeant des Jeunesses communistes et des JSU qui, après sa libération de prison, a participé à la formation de l'UIL et, une fois la frontière française passée clandestinement, est devenu secrétaire-adjoint de l'UIE en 1947. Tandis que le *Boletín* de l'UIE se penche davantage sur la peinture classique, la peinture espagnole contemporaine -celle de Juan Gris ou de Picasso- est objet d'étude passionnée dans *Independencia*.

Une lettre reçue d'Amérique lance un débat sur l'exil, sa signification et son avenir ; au correspondant qui souligne la douleur du déracinement et la distance d'avec le sol natal, pense que les exilés ont perdu les facteurs constants de la culture espagnole et s'interroge sur la possibilité d'une littérature de l'exil, Jorge Semprún rétorque que le "vieux lièvre de la littérature pure ne vaut pas la peine d'être chassé". "La littérature de l'exil, ajoute-t-il, doit exprimer cette absence et la volonté de combler cette absence... jour après jour, la littérature et l'action se mêlent intimement" <sup>64</sup>.

Au cours des années d'après-guerre, fécondes pour l'exil espagnol, de nombreux autres périodiques à vocation culturelle voient le jour.

---

64. *Ibidem*.

Parfois éphémères comme *Ibéria*, "revue des nationalités ibériques", animée par Jean Cassou ; la revue souhaite être le catalyseur d'une confédération ibérique et publie en 1945 des essais dans "toutes les langues parlées dans la péninsule", castillan, catalan, basque, galicien et portugais. *Méduse*, "revue de création et de combat" du Front franco-espagnol des lettres, est dirigée par Jacinto Luis Guereña; la revue se place d'emblée sous le double signe de la poésie et de la fraternité franco-espagnole. En 1947 et en 1948, paraît à Toulouse *La Novela española* qui poursuit la tradition espagnole de la nouvelle et de la narration courte; à Oran, l'on édite *Nao*. L'humour et la satire sont également représentés avec la parution, en 1946 et en 1947 à Kodez, de *Don Quixote* ; avec pour rédacteur en chef, un "Sancho Panza", le journal se place dans la lignée du *Canard enchaîné* et de *L'Os libre*. Illustré de caricatures virulentes, il proclame "défendre la République, une République propre, honnête, capable, une République par le peuple et pour le peuple". Si sa satire s'exerce surtout contre Franco et "las cosas de Franquilandia", il n'épargne pas le gouvernement en exil de José Giral -il parle ainsi de l'"inauguration d'une prison modèle rue des Pyramides"- non plus que ses confrères de l'émigration ; une rubrique intitulée "l'humour involontaire de la presse exilée" relève les coquilles ou les contradictions de celle-ci.

Les années 1950-1960 sont difficiles pour l'émigration espagnole qui connaît un grand isolement. Durant cette décennie, les quelques revues culturelles qui se créent sont animées par des anarchistes, des Catalans ou des Basques : il n'y a plus l'intervention directe, sur la scène publique, d'intellectuels qui apparaissent en tant que tels. Même si la mouvance communiste a été dominante parmi eux, comme dans le *Boletín de la Unión de intelectuales españolas* et dans *Independencia*, des intellectuels ont, dans les années quarante, pris l'initiative de la réflexion et de l'action et l'ont fait, officiellement du moins, au nom de leur spécificité sociale. Rien de tel par la suite. La seule revue culturelle à se créer hors des cercles libertaires et nationalistes est, si l'on excepte l'éphémère

*Tribuna* publiée par une tendance du PSOE, les *Cuadernos del Congreso por la libertad de la cultura* ; mais cette revue s'inscrit dans un autre contexte que celui des publications culturelles éditées par des intellectuels pour la sauvegarde de l'héritage hispanique libéral et la "reconquête de l'intelligence espagnole". Il s'agit, comme l'on verra plus loin, de l'insertion des intellectuels espagnols dans un mouvement transnational.

### b) Les "républicains"

La culture que l'on pourrait qualifier de "républicaine" s'exprime, au-delà des organes des partis républicains proprement dits, dans les publications de la JEL qui regroupe tous les courants de l'exil à l'exception des communistes. La Junte commence à éditer à Toulouse, à partir de juin 1945, *L'Espagne républicaine* qui se dénomme elle-même "hebdomadaire politique et littéraire". Publié en grande partie en français du fait de l'interdiction, en 1945, des publications en langue espagnole, ce journal paraît jusqu'en 1948 et est prolongé à Paris, jusqu'en mai 1949, par *L'Espagne*. Remarquable par son caractère unitaire qui n'exclut pas les débats, *L'Espagne républicaine*, dirigée par Ricardo Gasset, est à la fois un journal d'information et une revue culturelle.

La poésie occupe une place régulière dans *L'Espagne républicaine* ; la dernière page lui est consacrée sous un titre double : "*Poetas de España*" et "*Poètes de France*". Ce rapprochement des cultures espagnole et française est aussi l'un des traits remarquable de *L'Espagne républicaine*, certainement la première publication, après la pionnière *Revista de Catalunya* et avant *Independencia*, à oeuvrer à cette initiation des exilés à la littérature du pays d'accueil. De même que l'exil en Amérique a apporté une autre vision de l'Espagne dans les pays anciennement colonisés par celle-ci et permis un "métissage" des

cultures, l'émigration en France a permis une ouverture plus grande des exilés\* - puis de l'Espagne actuelle- sur la culture européenne, française en particulier. De nombreux articles de *L'Espagne républicaine* sont d'ailleurs consacrés à la culture française et aux relations entre les deux pays : prenons pour exemples des thèmes tels que García Lorca et la France, l'Espagne de Victor Hugo, de Théophile Gautier, d'Alexandre Dumas ou de Paul Valéry, Toulouse ou un hommage à Zola. *L'Histoire d'un conscrit de 1813* d'Erkmann-Chatrian est publiée en feuilleton.

De la même manière qu'elle rend compte des actions diplomatiques entreprises par la JEL puis par le gouvernement républicain auprès des autorités françaises et alliées et qu'elle fait très régulièrement une revue de la presse française, européenne et mondiale autour du "problème espagnol", *L'Espagne républicaine* s'intéresse encore à une foule de sujets : scientifiques, artistiques (musique, peinture, cinéma, théâtre), historiques ou philosophiques. Dans la tradition littéraire espagnole de la narration courte, *L'Espagne républicaine* lance un grand concours de nouvelles auprès de ses lecteurs qui en constituent également le jury <sup>65</sup> ; le concours remporte beaucoup de succès et le journal entreprend de publier les nouvelles qu'il a reçues. Le premier prix est attribué, pour *Le Hasard*, à Juan B. Bergua, avocat, éditeur et ancien propriétaire d'une des plus importantes librairies de Madrid, entré en France en 1937 après plusieurs mois passés dans les prisons de Franco et qui travaille comme assistant d'espagnol dans des lycées <sup>66</sup> ; le second prix est décerné à un jeune homme de dix-sept ans, Jaume Canyameres, réfugié en France avec ses parents et fils d'un écrivain catalan Ferrán Canyameres <sup>67</sup>. *L'Espagne républicaine* est largement diffusée dans de nombreux kiosques en France et chez divers libraires à l'extérieur de l'Hexagone (Algérie, Angleterre, Belgique, Tchécoslovaquie, Mexique, Suisse). Il s'agit d'une réalisation particulièrement achevée et complète, fruit d'une

---

65. *L'Espagne républicaine*, n° 21, 17 novembre 1945.

66. *L'Espagne républicaine*, n° 62, 31 août 1946.

67. *Ibid.*



équipe diversifiée ; elle est affirmation d'une culture hispanique et aide à la découverte, pour la majorité des exiliés, de la culture française.

Après la dissolution de la JEL d'autres publications apparaissent, qui sont l'émanation directe du gouvernement en exil, comme *La Nouvelle Espagne*, publiée de la fin de 1945 à mars 1947. La culture y est surtout présente par l'évocation de grandes figures du patrimoine espagnol, Goya, Lorea, Unamuno ou Blasco Ibañez, et par une réactivation constante du souvenir des grands épisodes de la République ; le souci de préservation de la mémoire historique y est nettement prédominant. Les références culturelles républicaines, au sens large de ce dernier terme, reposent essentiellement sur l'héritage culturel espagnol classique et sur la mémoire des grands événements de la République.

### **c) Les anarchistes**

Un ensemble significatif est constitué par les mouvements libertaires, pour lesquels la culture est une préoccupation toujours présente, du fait de la conception globalisante de l'anarchisme et de sa croyance en la valeur de la culture pour l'épanouissement de l'individu. Dans les publications périodiques libertaires, extrêmement nombreuses et diverses, la culture est toujours présente, quelque soit le type dominant des titres en question -syndical, politique ou même bulletin interne de liaison. Dans *CNT* et dans *Solidaridad obrera*, la culture est, aux côtés des informations politiques, constamment présente. A Toulouse, *C.N.T.* manifeste de l'intérêt pour les questions pédagogiques, suit les activités du Centre d'études économiques et sociales Toulouse-Barcelone et, de manière générale, la vie culturelle dans la ville rose. Elle parle de cinéma -avec une prédilection pour Chaplin-, de théâtre, de poésie, d'art ; quelques-uns de ses auteurs préférés sont Max Nettlau, Kropotkine ou Romain Rolland et elle organise des cycles de

conférences sur des sujets variés <sup>68</sup>. La CNT organise à la fin de 1947 un concours d'art théâtral et lyrique pour récompenser la meilleure composition de théâtre musical de deux à quatre actes, la meilleure oeuvre dramatique d'un à quatre actes et les meilleurs vers <sup>69</sup>.

Il en est de même pour *Solidaridad obrera*, à Paris, qui signale la création d'un groupe artistique dans la région <sup>70</sup>. A partir de la création de son supplément littéraire mensuel, en 1954, *Solidaridad obrera* signale les sommaires de celui-ci et donne dans chacun de ses numéros des bibliographies sur des sujets variés et propose l'envoi de livres à domicile : ouvrages théoriques de l'anarchisme, mais aussi classiques de la littérature espagnole, grands romanciers de divers pays, oeuvres philosophiques et historiques, livres de médecine pratique et traités de sexualité ; les prix pratiqués sont modiques et *Solidaridad obrera* se charge de les expédier, ce qui met nombre d'ouvrages très divers à la portée directe des militants de base de la CNT et complète les cours organisés dans des disciplines variées par le Secrétariat à la culture de la CNT. Le journal de la FIJL définit cet attachement des anarchistes à la culture dans les termes suivants :

Dans nos milieux libertaires, la culture a toujours constitué une des grandes passions, un des grands devoirs. Au cri de rébellion sociale a toujours été associé, comme le papier et l'enveloppe, le désir continu d'élévation culturelle. Quand naissait un syndicat, ses premiers balbutiements étaient pour demander une bibliothèque, un Ateneo, une conférence... Culture et révolution sont liées comme les deux pôles du monde qui tournent autour de l'axe d'un destin commun <sup>71</sup>.

---

68. Ainsi, en 1947, les cours de formation effectués par des enseignants concernent des domaines tels que : agriculture, algèbre, anatomie, arithmétique, sciences naturelles, comptabilité, dessin, économie, philosophie, géographie, géométrie, histoire, littérature, pédagogie, puériculture, sociologie, sténographie ou langues (r- pérante, catalan, espagnol, français, anglais, russe) (C.N.T., n° 130, 27 septembre 1947)

69. C.N.T., n° 129, 20 septembre 1947.

70. *Solidaridad obrera*, n° 31, février 1945.

71. Conrado Lizcano, "Cultura se concibe en plural", *Nueva Senda*, année V, n° 44, janvier-février 1957.

Moins liés à l'actualité que des hebdomadaires comme *C.N.T.* et *Solidaridad obrera*, les mensuels *El Rebelde* et *Tiempos nuevos* sont consacrés essentiellement à la réflexion théorique et à la culture, surtout à la poésie en ce qui concerne le premier d'entre eux. L'hebdomadaire *Revolución española* consacre une place notable à la culture : toujours à la poésie, notamment celle de León Felipe, mais aussi à une réflexion sur la création dans le domaine théâtral. A Toulouse, entre 1946 et 1948, *Universo* est spécialisé dans la sociologie, les sciences et l'art ; il est largement illustré de reproductions de tableaux ou de sculptures et une guilde des Amis du livre est organisée dès le premier numéro pour fournir des ouvrages à prix modiques aux lecteurs. A Bordeaux, *Demain*, édité par la FIJL, reprend le même objectif encyclopédique qu'*Universo*. A Toulouse, un groupe culturel Elisée Reclus poursuit dans la revue *Impulso* le travail entrepris en Espagne autour de la pensée du géographe libertaire. Il faut souligner que la première revue culturelle illustrée de l'émigration espagnole en Europe est à l'initiative des libertaires. Il s'agit de *Galería*, à laquelle participe Albert Camus. La revue se veut ouverte à tous les jeunes écrivains, peintres, dessinateurs, poètes et photographes espagnols ; elle s'intéresse au cinéma, au théâtre, à tous les arts plastiques, à la musique, à la danse et à la poésie. *Galería* souhaite sortir du silence et de l'oubli intellectuels et artistes espagnols et parvenir non seulement aux lecteurs de langue espagnole mais aussi au public français qui

garde l'amère saveur d'avoir supporté toute la médiocrité espagnole, manifestée par des gens sans scrupule, serviteurs inconditionnels de la doctrine fasciste. La tâche ne sera pas difficile car l'Espagne de Lorca et Machado, celle d'Unamuno ou de Picasso, a fortifié sa foi et son esprit dans sa dure épreuve et attend seulement le moment d'affirmer dans des faits positifs sa confiance dans le futur <sup>72</sup>.

---

72. *Galería*, n° 1, janvier 1945.

Le prototype de la revue culturelle libertaire, celle dont la longévité est la plus remarquable, puisqu'elle paraît encore de nos jours, est *Céni*. Créée en janvier 1951, *Céni* a pour sous-titre "sociologie, science, littérature" ; de présentation soignée, sur papier glacé, avec de belles illustrations en première et dernière page et une couverture en couleur, *Céni* souhaite lutter contre l'idée vulgaire que beaucoup de personnes ont de l'anarchisme. Entre le capitalisme et le "soit-disant communisme", entre "l'exploitation de l'homme par l'homme et celle de l'homme par l'Etat", l'anarchisme propose un autre type de société. Sans faire référence à l'actualité, *Céni* se consacre à une réflexion plus durable, ouverte à tous ceux dont la pensée est respectable -même si elle est distincte de la sienne-, elle est perméable à l'humour et se veut "moyen de libération morale, indispensable pour toute autre libération" <sup>73</sup>. Quatre décennies d'existence de la revue mériteraient une étude particulière : il est intéressant de constater que cette création du Secrétariat de culture et de propagande de la CNT aborde de très nombreux thèmes littéraires, philosophiques, historiques, artistiques ou scientifiques ; la création littéraire -poésie et nouvelles- y est également présente et elle attire la collaboration de personnalités comme Bertrand Russell ou Albert Camus, sans parler des nombreux intellectuels de la mouvance libertaire.

*Céni* est une revue toulousaine et les militants libertaires de la région parisienne créent, en janvier 1954, le *Suplemento literario de Solidaridad obrera*. Ce mensuel fondé par Fernando Gómez Peláez, ancien journaliste, longtemps employé comme correcteur chez Larousse, est interdit en même temps que *Solidaridad obrera* en 1961. En sept années de vie, le *Suplemento literario* est vraiment, comme il le souhaite lors de sa création, une "fenêtre ouverte à toutes les inquiétudes culturelles -hispaniques et universelles" ; il contribue fortement à faire connaître le "travail des artistes, professeurs, écrivains et techniciens qui

---

73. *Céni*, n° 1, janvier 1951.

vivent dispersés sur le vieux et les nouveaux continents" <sup>74</sup>. Les thèmes sont aussi divers et variés que ceux de *Cénil* ; mais l'on peut y discerner cependant une prédilection pour la littérature et l'histoire et, à la différence de la revue toulousaine, avec un regard porté sur l'actualité culturelle : arts plastiques, cinéma, théâtre, littérature et danse. Le *Suplemento literario* consacre une place grandissante à la poésie qui occupe une page entière à partir de 1957. La caractéristique de la revue est de faire appel à des intellectuels divers, sollicités pour leur spécialisation davantage que pour leur sympathie pour l'anarchisme. Les quatre auteurs les plus présents et réguliers ne sont pas libertaires <sup>75</sup> : Juan Chicharro de León est poète et enseigne la littérature ; Pere Bosch Gimpera, archéologue, anthropologue, essayiste, républicain préoccupé de questions sociales, a été recteur de l'Université de Barcelone de 1933 à 1939 ; Lluís Capdevila est écrivain et journaliste, ancien directeur de *La Humanitat* fondée par Lluís Companys et Fernando Valera est le républicain convaincu que l'on sait. Des dirigeants ou des écrivains anarchistes participent bien entendu au *Suplemento literario*, tels Benito Milla, Diego Abad de Santillán, Juan Ferrer, Felipe Aláiz ou Rudolf Rocker ; la revue est ouverte aussi à d'autres plumes de l'exil et à des écrivains français tels que Albert Camus, Jean Cassou, Jean Rostand, Marcel Bataillon, Jean Guéhenno ou Henry Poulaille. L'on y rencontre également la signature de Bertrand Russell et d'écrivains latino-américains comme Germán Arciniegas, Octavio Paz, Alfonso Reyes, Leopoldo Zea ou Carlos M. Rama. Le *Suplemento literario* est caractéristique d'une large ouverture de la culture anarchiste et de l'exigence de qualité et de sérieux qui prime sur l'alignement idéologique, même si le journal est profondément l'expression de la vision libertaire de la culture et du monde. Après l'interdiction de 1961, *Umbral*, "revue mensuelle d'art, lettres et études sociales", prend le relai du *Suplemento literario*

---

74. *Suplemento literario de Solidaridad obrera*, n° 1, janvier 1954.

75. Décompte fait à partir de l'index dressé par Nicolas LARUE, *Le Supplément littéraire de Solidaridad obrera : analyse de contenu*, Mémoire de maîtrise, Université de Paris X, juin 1993, 103 p. : Chicharro de León : une soixante d'articles, Bosch Gimpera : autour de 35, Capdevila : 33, Valera : 21 ; Milla : 21, Santillán : 15 Ferrer : 11, Aláiz : 11 ; Rocker : 11.

jusqu'en 1969. Dans les publications libertaires des années 1950 l'on perçoit nettement, au-delà d'une réappropriation des valeurs humanistes de la culture hispanique, une ouverture à d'autres horizons culturels caractéristique des publications culturelles des années 1960.

La CNT "apolitique" trace non sans fierté en 1955 un premier bilan de son activité culturelle dans l'exil : deux hebdomadaires, deux revues et de nombreux bulletins paraissent alors en France et abordent une grande variété de thèmes. Des cours sont organisés et le *Suplemento literario de Solidaridad obrera* est adopté dans certains lycées français comme matériel d'exercice dans l'apprentissage de la langue espagnole. Les anarchistes animent des troupes théâtrales dont les meilleures sont celles de Castres, Bordeaux, Toulouse, Perpignan et Lyon : elles présentent des pièces classiques ou des zarzuelas -ces drames lyriques spécifiquement espagnols où le chant alterne avec la déclamation- "non avec le professionnalisme et la prestance des compagnies de premier ordre, mais avec la dignité que l'art requiert" <sup>76</sup>. A Toulouse, Paris et Lyon, l'art lyrique s'est développé dans les milieux émigrés et a permis à des comédiens, chanteurs, chœurs et corps de ballets d'émerger ; enfin, à Toulouse, l'ancien siège des CNT française et espagnole, cours Dillon, a abrité une "école permanente d'art" dans le domaine folklorique qui a formé de nombreux artistes. La CNT revendique en ces termes d'avoir maintenu une continuité culturelle dans l'exil :

Le local de *Soli* est visité assez souvent par des intellectuels venus d'Amérique et fréquenté également par des gens de savoir qui, comme nous-mêmes, se trouvent en exil pour non-conformité avec le régime en place en Espagne. A la vue de nos bibliothèques qui débordent d'ouvrages, une mimique admirative apparaît sur leur visage. Ce que l'on admire chez nous, ouvriers manuels, c'est qu'en général l'antifranquisme nous ait placés au premier rang pour les tâches culturelles. Pour n'être pas gens de chaires et de haut savoir, nous n'étions pas les plus indiqués pour impulser cette mission nécessaire...

---

<sup>76</sup> Notamment les *Mosaicos españoles (Solidaridad obrera, n° 302, 9 décembre 1950)* ; voir aussi : *Arte y cultura*.

Ce qui surprend aussi les personnages doctes, qui nous ignorent autrefois bien que nous étions près d'eux, c'est que, du fait de la prolongation de l'exil, les enthousiasmes -y compris culturels- de beaucoup s'évanouissent et que dans la CNT ils augmentent au lieu d'entrer dans une période "normale" de dégénérescence progressive ...

Les lettres et les arts espagnols ont été honorés à l'étranger par les gens de la CNT, jadis considérée avec beaucoup de bruit et peu d'esprit comme une centrale d'analphabètes. Maintenant que la disgrâce commune nous a mis à mis à l'épreuve de tous ; maintenant que notre constance a dépassé les dispositions des autres, l'on reconnaît la valeur morale des rudes *cénétistes*, ces lueurs qui entreprennent de réhabiliter l'Espagne par l'action ... et par la préparation morale des masses <sup>77</sup>.

#### d) Les minorités régionales

Les cultures basque et catalane, par leur vitalité, constituent un ensemble spécifique qu'il convient d'envisager à part. Toutes les publications éditées par les institutions gouvernementales basque et catalane en exil ou par des partis ou associations nationalistes ont pour moteur essentiel la sauvegarde de cultures interdites dans l'Espagne franquiste ; même dans les périodique liés à des courants politiques qui dépassent le cadre strictement régional, le ciment essentiel est d'ordre culturel.

Après la guerre mondiale, et pendant pratiquement toute la durée du franquisme, le gouvernement basque fait réparaître *Euzko Deya* qui illustre divers aspects de la culture basque. Le PNV édite mensuellement à Bayonne, de 1947 à 1974, la revue *Alderdi* qui veut être un "effort de communication entre un parti politique en exil et un peuple résistant", selon Iñaki de Unzeta, longtemps son directeur de publication. Persuadé qu' "il n'y aura pas de paix dans le monde

---

77. "Le développement culturel de la CNT d'Espagne en exil", *Solidaridad obrera*, n° 524, 7 avril 1955, p. 1.

tant que l'on ne donnera pas une solution au problème des petites nationalités" <sup>78</sup>, *Alderdi* s'emploie depuis la France, tout au long de ces années, à pratiquer la solidarité avec les Basques de l'intérieur et à maintenir vivante la culture basque tant pour ceux-ci que pour les exilés ; pour consolider cette culture, elle publie de nombreux articles historiques, littéraires et biographiques.

A Saint Jean-de-Luz, le "mouvement populaire Gernika" édite la revue *Gernika* de 1948 à 1953 ; *Gernika* compte avec la participation de nombreux collaborateurs qui résident majoritairement dans les Basses-Pyrénées mais également dans le Pays basque péninsulaire ou en Amérique latine <sup>79</sup> ; la revue publie des articles historiques, philosophiques, philologiques et littéraires et organise des cycles de conférences. A Bayonne et à Sare, entre 1946 et 1957, des dissidents de ce mouvement, regroupés autour de l'abbé Barandiarán, éditent *Ikuska* et *Euzko-Jakintza*, revues aussi savantes que *Gernika*. L'Institut basque de recherches -Ikuska-, fondé à Vitoria en 1921, poursuit depuis 1936 ses activités en exil dans le Pays basque français, en relation avec le Musée des Arts et traditions populaires et la Société préhistorique française ; depuis lors, il limite le champ de ses études à la "région du Pays basque soumise à la France" <sup>80</sup>. *Ikuska* publie les résultats des recherches ethnographiques, préhistoriques, linguistiques et toponymiques de son important réseau de correspondants <sup>81</sup> ; recherches menées selon une méthodologie scientifique, appuyée notamment sur un *Guide d'initiation aux recherches ethnographiques* -publié dans le premier numéro de la revue- et qui établit un questionnaire-type sur la vie rurale, l'habitat, les modes de vie, les coutumes et l'habillement des populations étudiées. De même, dans *Euzko-Jakintza* édite des travaux très divers sur le Pays basque ; les index annuels de 1947 à 1952 permettent de suivre la fréquence des thèmes abordés, où la

78. *Alderdi*, n° 15, 1948.

79. Quarante-quatre collaborateurs réguliers (*Gernika*, n° 17, octobre-décembre 1951).

80. *Ikuska*, n° 1, novembre-décembre 1946.

81. 173 collaborateurs, résidant dans les Basses-Pyrénées ou dans le Pays basque péninsulaire ainsi que dans de nombreux pays européens ou américains (*Ikuska*, n° 10-13, mai-décembre 1948).



bibliographie, la linguistique, l'ethnographie, la géographie et l'histoire dominent largement <sup>82</sup>. Il est vrai que l'abbé Barandiarán a su s'attirer, comme pour *Itaska*, la collaboration de membres de l'Académie basque, de professeurs d'Universités françaises et étrangères et des responsables du Musée basque de Bayonne.

Du côté catalan, la Fundació Ramón Llull fait reparaitre la remarquable *Revista de Catalunya* pour quelques numéros en 1947. Rien qu'à Toulouse, entre septembre et décembre 1944, apparaissent -ou réapparaissent- *Catalunya, El Poble català, Catalunya central, Lluita et Foc Nou*. Cette dernière publication a un caractère essentiellement littéraire et artistique ; elle se veut "au service de la Catalogne" et la "revue de tous les Catalans sans distinction de partis ni de syndicats". Elle devient, en janvier 1945, le porte-parole de *Solidaritat catalana*, "mouvement patriotique d'entente" qui vient de se constituer par l'union de six partis catalans. De grands noms de la culture catalane y écrivent, les mêmes quasiment que dans la *Revista de Catalunya* et Pompeu Fabra - qui a réussi à publier, durant l'occupation de la France, une grammaire catalane avec l'emblème de la Catalogne en couverture- y poursuit son oeuvre de "restauration" de la langue catalane <sup>83</sup>. Les oeuvres de création prennent une place importante dans *Foc Nou* ; la rubrique "les lettres et les arts" publie une nouvelle presque chaque semaine et des poèmes occupent la quatrième et dernière page. La revue permet de suivre l'activité intellectuelle et artistique catalane de l'exil : celle de la "trinité catalane" -le linguiste Pompeu Fabra, l'historien Antoni Rovira i Virgili et le violoncelliste Pau Casals <sup>84</sup>-, mais aussi celle d'un sculpteur comme Joan Rebull ou de peintres comme Jaume Bordas, Lluís Cazals ou Grau Sala. Une exposition d'art catalan moderne est organisée à la galerie Altarriba de la rue du Rac à Paris

82. 69 articles de bibliographie, 67 de linguistique, 25 d'ethnographie et de biologie, 24 de géographie, 18 d'histoire, 16 de préhistoire, 11 de botanique, 5 de toponymie et quelques-uns d'anthropologie, de droit, d'onomastique, de spéléologie, de sociologie, de littérature, de musique et d'archéologie.

83. Rafael TÀSIS, "Una necessitat urgent. Llibres catalans a l'exil", *Foc nou*, n° 25, 17 février 1945 : "La publication de la *Grammaire catalane* de Mestre Pompeu Fabra était déjà un acte de courage".

en mai 1945 par Solidaritat catalana avec la participation de nombreux peintres et sculpteurs <sup>85</sup>. *Foc Nou* participe à la préparation des Jeux floraux de la langue catalane qui ont lieu en 1946 à Montpellier et s'en fait largement l'écho.

De par sa proximité géographique avec la Catalogne péninsulaire et de par sa similitude linguistique, le département des Pyrénées-orientales attire particulièrement les exilés catalans ; tandis que Prades devient un haut lieu international de la musique autour de Pablo Casals, qui refuse toutes les propositions de jouer en Espagne <sup>86</sup>, Perpignan constitue vite un centre important de l'émigration catalane. De nombreuses publications sont éditées dans le chef-lieu des Pyrénées-orientales : il s'y crée en particulier un Group d'estudis politics qui forme autour de la revue *Quaderns* un pôle important de réflexion. Tribune ouverte à tous, les *Quaderns* sont tournés principalement vers la réflexion et l'information dans les domaines politique et économique-social, notamment la Catalogne dans ses rapports avec l'Espagne et avec l'Europe ; de nombreux intellectuels catalans y collaborent : avocat et ancien patron de presse comme Amadeu Hurtado -soutien financier de la revue-, ingénieur et homme d'affaires comme Ferrán Cuito ou spécialiste des problèmes agraires comme Joaquím Camps i Arboix. Les *Quaderns* se penchent sur un certain nombre de dossiers économiques spécialisés relatifs à l'Espagne franquiste : la banque, le tungstène, le budget ou l'industrialisation. A Nice, un groupe de Catalans édite après la guerre une belle revue culturelle, *Per Catalunya*, à laquelle collaborent des écrivains français. Dans les années 1950, alors que le contexte est difficile pour l'émigration, des revues culturelles catalanes voient le jour, comme *Presencia catalana*, publiée par l'Institut catalan d'art et de culture de Paris en 1952-1953 ; *Presencia catalana*, illustrée par quelques-uns des meilleurs artistes catalans

---

84. *Foc Nou*, n° 17, 30 décembre 1944.

85. Sculpture de Joan Rebull, Apel·les Fenosa, Miquel Paredes, peintures et dessins de Marian Andreu, Martí Bas, Antoni Clavé, Pere Creixams, Carles Fontseré, Grau Sala, Josep Castanyer, Riba Rovira, Garcia Lamolla ou Picasso, entre autres (*Bulletin d'information de "Solidaritat catalana"*, n° 2, 25 mai 1945 et n° 3, juin 1945).

comme Martí Bas, Antoni Clavé ou Emili Grau Sala, est non seulement l'organe de l'Institut mais se veut le porte-parole de toutes les manifestations de la culture catalane dans le monde et un lieu d'accueil pour les écrivains et artistes catalans. Apparue en 1954, *Vida nova* devient, après la disparition de la *Revista de Catalunya* et de *Foc Nou*, la principale revue culturelle catalane : elle est intéressante tant par sa longévité -elle paraît jusqu'en 1973-, que par sa tentative originale d'associer constamment catalanisme et occitanisme, comme l'avaient esquissé avant guerre d'autres revues culturelles <sup>87</sup>. Publiée par une équipe regroupée autour de Max Rouquette, *Vida nova* se veut, en effet, le "porte-parole de tous les fils de ces terres qui forment l'arc occidental de la Méditerranée européenne" <sup>88</sup> et elle suit avec attention toutes les manifestations culturelles catalanes et occitanes.

La CNT elle-même tient à affirmer la "présence de l'anarcho-syndicalisme sur le terrain des lettres catalanes ; pour faire comprendre que l'utilité et la beauté d'une langue n'ont rien à voir avec le préjugé nationaliste" <sup>89</sup> ; c'est ainsi que *Tierra llure*, malgré ses interruptions, est l'une des publications les plus durables de l'exil, puisqu'elle a été publiée entre 1949 et 1984. L'attachement des Catalans à leur langue dépasse largement, pendant cette période, les cercles nationalistes. Aussi, chaque année, de 1941 à 1977, les Catalans organisent-ils des Jeux floraux de la langue catalane : fêtes destinées à célébrer une culture et à stimuler la création littéraire sous tous ses aspects - de la poésie aux essais- dans une langue réduite par décret, dans la péninsule, à la sphère familiale et privée. Itinérants, les Jeux floraux se tiennent dans des villes où existe une communauté catalane active : en Amérique latine pendant la guerre mondiale et à de nombreuses reprises ensuite ; mais également en Europe, à Montpellier en 1946, à Paris en 1948, 1959 et 1965, à Perpignan en 1950 et en 1964, à Toulouse en 1952,

---

86. Compte rendu du festival Bach de Prades de 1950 (*La Humanitat*, n° 121-122, 10 août 1950).

87. *Vida Nova* s'intitule "revue occitane et catalane".

88. *Vida Nova*, n° 1, septembre 1954.

à Marseille en 1967, puis en Allemagne, en Belgique, en Suisse et aux Pays-Bas dans les années 1970<sup>89</sup>. Ces Jeux ont permis, au cours des années de l'exil, de maintenir un lien vivace entre les Catalans dispersés, et les dernières années, avec les habitants de la Catalogne péninsulaire<sup>91</sup>. Tous les efforts pour assurer la survie de la langue catalane dans l'exil s'expriment parfaitement dans cette déclaration d'Antoni Rovira i Virgili lors des Jeux floraux de Montpellier en 1946: "Loin de la patrie matérielle qui est la terre, nous vivons installés dans une patrie spirituelle qui est la langue"<sup>92</sup>.

### 3. Typologie des cultures de l'exil

Dans un grand nombre de publications de l'exil les préoccupations culturelles sont présentes, et ce qui ressort nettement dans le domaine littéraire c'est, en tout premier lieu, la place privilégiée de la poésie, puis celle des nouvelles et des narrations courtes -en filiation directe avec des courants littéraires vigoureux dans l'Espagne du premier tiers du siècle. En-dehors de ces domaines de prédilection, la plupart des arts et des sciences humaines sont présents dans cette presse, notamment dans les publications culturelles libertaires désireuses de donner à leurs lecteurs une ample formation de type encyclopédique. Cependant, le rôle considérable dévolu à l'histoire et à la mémoire marque de son sceau et de son omniprésence l'ensemble des publications.

---

89. *Terra Lliure*, 3ème époque, n° 1, 1er trimestre 1971, p. 1.

90. La présence d'universitaires éminents et des plus hautes autorités françaises sous la IV<sup>e</sup> République lors des remises de prix qui clôturèrent ces fêtes de la langue catalane ne manquent pas, comme l'on a vu, d'irriter fortement le gouvernement franquiste. Ainsi, le prix de poésie catalane est décerné en 1948 à la Sorbonne en présence du ministre de l'Éducation nationale, ce qui suscite des doléances de la part du ministre espagnol des Affaires étrangères (AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 44).

91. Voir *Foc nou*, *La Humanitat*, *Vida nova*.

92. *La Humanitat*, nos 44-45, 6 juin 1946, p. 3.

### a) Histoire et mémoire

Pendant toute la durée de l'exil, mais particulièrement dans la période où tous les efforts convergent pour la sauvegarde de l'identité culturelle, c'est-à-dire jusqu'au début des années 1960, une place constante et régulière est occupée, dans la totalité des journaux et des revues, par la mémoire historique ; il s'agit de raviver régulièrement pour les lecteurs le souvenir des grandes figures de la culture espagnole, et aussi, et surtout, des événements récents de l'histoire espagnole qui ont valeur symbolique. La presse de l'exil célèbre unanimement Cervantes, Goya, Lorca ou Machado et évoque aux dates-anniversaires de leur disparition, selon la tendance politique, le souvenir de militants, de responsables de partis ou d'hommes politiques morts pour une juste cause. Il est des dates qui, chaque année, sont célébrées systématiquement dans la presse de l'exil et font l'objet de commémoration et de réflexion sur l'histoire de la Seconde République et de la guerre civile : le 14 avril 1931, les 18 et 19 juillet 1936 sont particulièrement évoqués, comme nous le verrons plus en détail dans le chapitre suivant, tant cette histoire revisitée par le biais des commémorations rituelles est un élément fondamental de l'imaginaire collectif de l'exil.

L'on constate, par exemple, que dans la presse socialiste, les arts et les lettres n'occupent longtemps qu'une place restreinte : ils représentent moins de 2% des articles dans *Le Socialiste* entre 1962 et 1972 ; en revanche, l'histoire et les commémorations occupent une place importante, presque 10% dans *El Socialista* de 1944 à 1961 et un peu moins de 9% dans *Le Socialiste*<sup>93</sup>. L'histoire est omniprésente en particulier dans les publications des minorités régionales ; même en 1945 où l'attention de l'exil est tournée vers les événements internationaux, un bulletin comme *Canigó* qui remplace *Foc nou* consacre ses quatre premiers numéros à l'histoire de la Catalogne. Aussi, la culture historique

---

93. Carlos et José MARTINEZ COBO, 1944-1976, *El Socialista*, op. cit., pp. 61 et 62.

véhiculée par la presse est-elle un élément fondamental des cultures de l'exil. Pour nous en tenir, dans le présent chapitre, aux évocations historiques dans le domaine culturel, signalons la manière dont les exilés espagnols célèbrent les anniversaires de Cervantes : le quatrième centenaire de sa naissance en 1947 et le 350<sup>e</sup> anniversaire de la publication de *Don Quichotte* en 1955. A Alger, un Comité commémoratif franco-espagnol du quatrième centenaire de Cervantes se crée pour célébrer l'anniversaire <sup>94</sup> ; *Independencia* publie une série d'articles <sup>95</sup>. Comme le *Boletín de la Unión de intelectuales españolas*, le bulletin *Lee* consacre un numéro entier au IV<sup>e</sup> centenaire : véritable guide de référence, il présente les diverses traductions françaises et des études sur la pensée de l'auteur et son oeuvre <sup>96</sup>. En 1955, même ferveur, notamment dans la presse anarchiste : un modeste bulletin de la CNT d'Orléans sort spécialement pour célébrer l'anniversaire du *Quijote* ; surtout, parallèlement à l'organisation de diverses manifestations d'hommages, le *Suplemento literario de Solidaridad obrera* lui consacre un numéro double. Cette livraison spéciale réunit de nombreuses personnalités, françaises comme Jean Cassou et Marcel Bataillon, et espagnoles de Salvador de Madariaga à Luis Araquistáin et Lluís Nicolau d'Oliver ; là encore, il s'agit d'étudier la signification du *Quijote*, la manière dont il est perçu dans plusieurs pays, les diverses éditions et la place de Cervantes dans la littérature universelle. Ces célébrations répétées et enthousiastes de Cervantes sont une affirmation d'hispanité et une réappropriation par les exilés de l'auteur d'Espagne le plus prestigieux : il s'agit par là même de préserver l'identité de ceux qui peuvent dire les mots mêmes que Cervantes prête au Maure chassé d'Espagne : "nous avons été châtiés de la peine d'exil, douce et suave selon certains, mais pour nous la plus terrible que l'on pouvait nous infliger. Où que nous soyons, nous pleurons l'Espagne... et nous avons tous le désir d'y

---

94. *Lee*, année 1, n° 1, mars 1947, p. 5.

95. *Independencia*, n° 6, 30 avril 1947.

96. *Lee*, année 1, n° 5, octobre 1947.

rentrer"<sup>97</sup>. La revendication de l'humanisme et de l'universalité de Cervantes va de pair avec l'identification des exilés au chevalier errant.

### b) Manifestations et activités culturelles variées

Les premières années d'après la guerre mondiale sont une période où les manifestations artistiques les plus diverses se multiplient. La sociabilité espagnole, les besoins de la solidarité et le désir de faire connaître en France une culture bannie de son territoire se rejoignent ; aussi de nombreuses associations organisent-elles des galas artistiques après la Libération. Dès novembre 1944, les socialistes espagnols de Marseille<sup>98</sup> et le Cercle García Lorca d'Alger<sup>99</sup> présentent un festival artistique. Une troupe d'artistes libertaires donne des spectacles dans la région de Toulouse en 1945<sup>100</sup> ; Solidarité internationale antifasciste organise une tournée artistique dans les départements pyrénéens au bénéfice des anciens prisonniers et déportés<sup>101</sup>. *Galerta* propose plusieurs spectacles salle Pleyel en janvier et mars 1945 au profit des mutilés de la guerre d'Espagne et, comme dans la plupart des galas espagnols, chant, théâtre, musique, danse et poésie sont associés, avec participation d'artistes d'origine hispanique comme María Casarès ou Luis Mariano ; une création, par José Torres, de la *Danse du feu* extraite de *L'Amour sorcier* de Manuel de Falla, autre exilé, est donnée en mars 1945<sup>102</sup>. *Galerta* organise, en outre, chaque mois, pour ses abonnés, lecteurs et amis des spectacles gratuits : récitals de chant ou de poésie, danse, concerts ou soirées flamenco<sup>103</sup>. La presse de l'exil suit par ailleurs avec

---

97. *Suplemento literario de Solidaridad obrera*, n° 22-23, octobre-novembre 1953, p. 32.

98. *Adelante*, n° 5, 12 novembre 1944.

99. *Solidaridad obrera* [Alger], n° 3, 1er novembre 1944.

100. *Boletín de información. MLE. Regional de Toulouse*, n° 1, 1945.

101. Soirée franco-espagnole de music-hall avec un accordéoniste, un trio composé d'une guitare, d'une mandoline et d'une mandore, une chanteuse, un orchestre de la SIA de neuf exécutants, des danseurs, des fantaisistes, des comiques, un chanteur gitan, etc ; on annonce "du swing, de la joie, de la musique" (*Mirando a España*, avril 1945).

102. *Revolución española*, 7 mars 1945.

103. *Galerta*, n° 6, 31 juillet 1945 et n° 7, 22 août 1945.

attention et fierté la carrière théâtrale et cinématographique de Marfa Casarés, fille de Santiago Casarés Quiroga, chef du gouvernement républicain lors de l'éclatement de la guerre civile.

Dans le domaine des arts plastiques, les manifestations ne manquent pas au cours de ces années d'après-guerre. Il faut rappeler que nombre d'artistes exilés en 1939 ont rejoint en France le groupe espagnol de l' "Ecole de Paris" : artistes arrivés au début du siècle comme Pablo Picasso ou Julio González, beau-père d'Hans Hartung, ou dans l'entre-deux-guerres comme Joan Miró, Joaquín Peinado, Manuel Angeles Ortiz, Grau Sala, Hernando Viñes ou Apeles Fenosa, l'auteur du monument aux victimes d'Oradour-sur-Glane <sup>104</sup>. Beaucoup d'entre eux vivent autour de Montparnasse. Les artistes arrivés en France en 1939 essaient de se rendre à Paris, après un passage plus ou moins long dans les camps d'internement et trouvent souvent de l'aide auprès de leurs aînés, notamment auprès de Picasso : "s'approcher de Picasso était pour les Espagnols le remède suprême dans cette solitude, dans cette situation non seulement d'abandon, mais aussi de mépris... ; l'intégrité, la générosité de Picasso dans ces jours d'angoisse sont inoubliables pour beaucoup d'Espagnols qui avaient tout perdu", rappelle Mercedes Guillén, épouse du sculpteur Baltasar Lobo <sup>105</sup>. Pablo Picasso a été, en effet, président du Comité d'aide aux républicains espagnols, constitué en 1945 pour développer en France un courant de solidarité envers les réfugiés et faire connaître au monde démocratique leur situation souvent précaire ; rappelons aussi que Picasso a été l'une des premières personnalités à appeler à la constitution de l'UIE.

---

104. *Bulletin d'information de "Solidarité catalane"*, n° 2, 25 mai 1945, p. 6. Voir aussi : Maria-Fortunata PRIETO BARRAL : "Los artistas españoles de Paris", "Manuel Angeles Ortiz o la nostalgia de Granada" et "Apeles Fenosa o la pereza creadora", *Los domingos de A.B.C.*, août 1978; Maria-Fortunata PRIETO BARRAL, *Alcalde*, Barcelona, ediciones Nautia, 1979, 87 p. Ainsi, Fenosa est arrivé à Paris en 1922 pour ne pas être "chair à canon" au Maroc, de même que Manuel Angeles Ortiz, ami de Federico Garcia Lorca.

105. Mercedes GUILLEN, *Picasso, Madrid, Siglo XX*, 1975, pp. 29-42 (elle est l'auteur du premier ouvrage sur les Espagnols de l'Ecole de Paris, paru en 1960 aux éditions Taurus à Madrid).



Certains artistes ne vont faire que passer par Paris pour souvent y revenir plus tard, d'autres vont rester en France. Ils se nomment Orlando Pelayo, Antoni Clavé, Carles Fontseré, Blasco Mentor, Manuel Colmeiro, Eduardo Pisano, Jorge Soteras, Baltasar Lobo, Joan Rebull ou Juan Alcalde. Ainsi, par exemple, Antoni Clavé devient l'un des artistes catalans les plus notables de l'École de Paris : il expose dans la capitale, travaille pour des décors de ballets et connaît vite une renommée internationale ; Carles Fontseré, après avoir publié des ouvrages de bibliophilie, quitte Paris, où il a vécu pendant l'Occupation, et s'installe à New York. C'est à Baltasar Lobo que l'on doit le monument érigé à Annecy pour commémorer le souvenir des Espagnols morts dans les rangs de l'armée française et de la Résistance, tandis que Blasco Mentor est l'auteur de la fresque de 400 mètres carrés qui orne la Maison de la Culture de La Courneuve. Alors que les hommes de lettres, les scientifiques, les membres des professions libérales se sont exilés prioritairement en Amérique, les artistes plasticiens ont dans leur majorité rejoint le groupe espagnol de l'École de Paris, dont la renommée était déjà très grande ; c'est donc en France qu'ils ont la plupart du temps continué à exercer leur art.

Tout un milieu artistique espagnol existe ainsi à Paris ; la presse de l'exil tâche de le faire connaître quand il ne l'est pas et met à profit le prestige des artistes pour valoriser la cause républicaine. L'art catalan moderne est présenté à Paris en mai 1945, comme nous l'avons vu ; une autre exposition est projetée pour être présentée successivement à Paris, à Prague et à Madrid que l'on espère bientôt libérée <sup>106</sup>. La CNT organise aussi une exposition en 1947 : persuadée du grand intérêt que présente pour la cause du peuple espagnol le fait de faire connaître les réalisations artistiques de l'exil, elle lance un appel à tous les artistes antifascistes espagnols <sup>107</sup>. L'exposition de l'art espagnol en exil s'ouvre à

---

106. Le catalogue de cette exposition est en train d'être reconstitué par une équipe d'historiens espagnols autour de Javier Tusell (entrevue avec Maria-Fortunata Prieto Barral, janvier 1993).

107. *C.N.T.*, n° 95, 25 janvier 1947.

la Chambre de commerce de Toulouse en février 1947 : près de trois cents peintures, dessins et sculptures de quatre-vingt dix artistes sont exposés ; des oeuvres de Picasso et Juan Grís y figurent auprès de celles d'Antoni Clavé, Carles Fonséré, Riva Rovira, Vicens Camps, Joaquín Peinado, Manuel Vallente, Antonio Téllez ou Gregorio Oliván <sup>108</sup>. L'exposition est présentée ensuite à Paris, galerie de La Boétie <sup>109</sup>. Poursuivi les années suivantes avec régularité, bien qu'avec moins d'intensité, cet effort de valorisation de l'activité artistique témoigne de la créativité continue de l'exil espagnol <sup>110</sup>.

Bien qu'il soit partie intégrante des activités de nombreuses associations, comme les Casals de Catalogne, ou des organisations de jeunes, en particulier les Jeunesses communistes et libertaires, le sport n'apparaît quasiment pas dans la presse ; sauf dans une rubrique comme "Juventud deportiva" - Jeunesse sportive- de *Juventud*, organe des JSU, et dans les échos donnés par *Euzko Deya* sur les prestations de l'équipe de football "Euzkadi" ou dans les comptes rendus sur le football et la boxe faits par *Democracia* <sup>111</sup>. Le seul journal à avoir une rubrique sportive régulière est *La Voz de España*, le porte-parole de la FEREF, l'organisme censé regrouper essentiellement des émigrés économiques ; les nouvelles des clubs sportifs franco-espagnols d'athlétisme, de natation ou de football occupent un espace croissant dans la quatrième et dernière page du journal. De cette présence plutôt rare du sport dans la presse de l'exil, il ne faudrait pas déduire hâtivement que celui-ci n'occupe pas une place considérable dans le quotidien des exilés : est là pour en témoigner le rôle qui lui est dévolu dans les

---

108. Disparu prématurément en 1927, Juan Grís, maître du cubisme, est inséparable de Picasso dans une exposition de peinture espagnole. Mais tous les autres artistes sont des exilés de la guerre civile.

109 *Album des expositions d'art espagnol en exil*, Toulouse, editorial de MLE-CNT de España en Francia, 1947, n.p. Voir aussi : *Ruta*, 10 mars 1947 et *C.N.T.*, n° 101, 8 mars 1947.

110. Des expositions ont lieu notamment en 1957 et en 1959, toujours présentées comme "expositions de peintures de l'émigration espagnole". En 1959, Luis Araquistáin en mode de prologue à une exposition se demande pourquoi les exilés espagnols peignent tant : "la peinture européenne naît dans les cavernes d'Espagne", dit-il rappelant les peintures rupestres d'Altamira ; peut-être aussi pour continuer à peindre des "nostalgies, des souvenirs de la patrie absente" (*El Socialista*, n° 5978, 7 mai 1959, p. 4).

camps d'internement, de la part des organisateurs du travail d'éducation entrepris. Chez les libertaires, en particulier, le développement physique est considéré comme indispensable à l'épanouissement de l'individu. Si le sport apparaît peu dans la presse, en-dehors de l'annonce de l'existence de groupes sportifs, c'est qu'il est pratiqué régulièrement, de façon amicale, en dehors des compétitions officielles.

### c) La poésie

Présente dès les bulletins des camps d'internement, primordiale dans *Méduse* qui fait d'elle l'essence même de la littérature hispanique, la poésie est l'objet unique d'une revue éditée en 1946 à Montpellier, *Poesia*, où sont publiés des poèmes en catalan, en castillan et en basque et elle occupe une place régulière et importante dans la totalité des publications culturelles. La poésie est présente également dans les journaux d'information ou plus spécifiquement politiques. En général, dans les périodiques, les poèmes publiés sont souvent empruntés à des poètes consacrés, Lorca, Machado, León Felipe ou Miguel Hernández, mais ils sont parfois écrits par les animateurs des publications ou même des anonymes. C'est que la poésie est une pratique culturelle anciennement enracinée en Espagne, non seulement chez les élites, mais aussi dans les larges masses. Elle a été particulièrement prestigieuse en Espagne dans le premier tiers du siècle, elle a hissé l'Espagne à un niveau élevé dans l'Europe culturelle de l'entre-deux-guerres et elle a été dans la péninsule le moteur des avant-gardes littéraires et donc politiques. Enfin, il y a chez les républicains le souvenir, vivace encore, du rôle de la poésie pendant la guerre d'Espagne ; poésie qui a été alors la voix de

---

111. *Democracia*, n° 1, 19 août 1955.

l'épopée et l'expression du poète reconnu comme du milicien quasi analphabète<sup>112</sup>.

Il est possible, au regard de l'histoire littéraire proprement dite, que la création poétique des exilés espagnols en France soit maigre en quantité <sup>113</sup> et décevante en qualité en comparaison de la production de l'exil américain : les poètes les plus talentueux ont trouvé, tout particulièrement au Mexique, un accueil qui les éloigne, par leur mode de vie et leur insertion facilitée, de leurs compatriotes restés en France. C'est surtout en Amérique qu'écrivent les Juan Ramón Jiménez, León Felipe, Luis Cernuda, Jorge Guillén, Rafael Alberti ou Ramón J. Sender. En revanche, l'intéressant pour notre propos, qui est d'analyser les cultures de la masse des exilés, est de constater que la poésie est présente de manière notable dans l'environnement culturel de ces derniers ; que cette présence s'effectue par le biais d'une connaissance renouvelée et de la réappropriation des grands poètes espagnols, par des créations que les critiques littéraires ne retiendront pas nécessairement ou par la découverte de poètes étrangers. Deux poètes deviennent des personnages mythiques pour les exilés : Federico García Lorca, fusillé à Grenade par les franquistes et surtout Antonio Machado, mort à Collioure au bout de quelques jours d'exil ; ils sont souvent cités, objets d'études et de commémorations <sup>114</sup>. Beaucoup de militants sont aussi poètes et se servent de la poésie, naturellement, pour exprimer leurs sentiments ; pour n'en citer qu'un parmi bien d'autres, représentatif de ce goût pour la poésie : Roque Llop, ancien instituteur d'école rationaliste, déporté en Allemagne, administrateur de nombreux journaux anarchistes et des librairies de la CNT, écrit des vers qu'il édite lui-même<sup>115</sup>. L'on a vu, enfin, combien beaucoup de journaux donnent à connaître les

---

112. Serge SALAÜN, "Les voix de l'exil. La poésie espagnole en France : 1938-1946", in *Italiens et Espagnols en France, 1938-1946, op. cit.*, pp. 421-429.

113. Serge Salaün cite, pour les débuts de l'exil, d'après des inventaires dressés par les exilés eux-mêmes (dans *L'Espagne républicaine* ou le *Boletín de la Unión de Intelectuales Españoles*), trois poètes : Gregorio Oliván, Juan Miguel Roma et José María Quiroga Plá (*ibid.*).

114. Voir le *Boletín de la Unión de Intelectuales Españoles, Méduse, L'Espagne républicaine ...*

115. Voir une notice biographique en annexe.

poètes français. Il n'est que de comparer la presse de l'exil espagnol -assimilable pour plus des trois quarts de ses titres à une presse ouvrière- aux publications syndicales et politiques de la gauche française à la même époque, pour percevoir la spécificité de cette culture espagnole maintenue. La poésie y occupe une place en référence à des traditions littéraires et historiques que l'on ne retrouve pas en France. La culture poétique du militant de base espagnol est certainement beaucoup plus développée que celle du militant ouvrier français ; elle est profondément enracinée dans son univers mental, au lieu de n'être souvent qu'un souvenir de contrainte scolaire.

#### d) La nouvelle

Le goût marqué par les Espagnols pour les narrations courtes au début du XX<sup>e</sup> siècle continue à se manifester dans l'exil, comme en témoignent le concours lancé par *L'Espagne républicaine*, la parution de nouvelles dans de nombreuses publications -de *Méduse* à *Galerna* en passant par des journaux d'information- et la création de *La Novela española* et de *La Novela ideal*. *La Novela española* publie, dans ce que l'on pourrait appeler avant la lettre une "édition de poche", des oeuvres classiques ou déjà consacrées, de Lope de Vega, Unamuno, Lorca ou Machado et met ainsi à la portée de tous les réfugiés des textes littéraires de valeur. Elle apparaît à Toulouse en 1947 pour rendre hommage à Cervantes et elle édite également une série de courts récits originaux écrits par ses collaborateurs habituels ou occasionnels, tels Victor Alba, Mateo Santos, Alfonso Comín ou Antonio Zozaya ; beaucoup d'entre eux ont d'ailleurs collaboré en Espagne, dans les années 1910-1935, au développement de ce genre littéraire. Ce goût pour la nouvelle et la narration courte s'était exprimé également en Espagne dans des publications périodiques <sup>116</sup>. Les animateurs de *La Novela*

116. Publications madrilènes telles que *Prensa popular*, *Renacimiento*, *Prensa Gráfica*, *La Novela mundial*, *Prensa moderna*, *Siglo XX* ou *Colón*, ou barcelonaises comme celles de l'Editorial

*española*, en fervents défenseurs de cette tradition littéraire, créent un concours avec la direction de *L'Espagne*, assorti d'un prix annuel "Antonio Zozaya".

Plus tard, en 1955, le Secrétariat intercontinental de la CNT lance *La Novela ideal*. Cette publication reprend le nom d'une revue éditée en Espagne à partir de 1925 par Federico Urales, le père de Federica Montseny : chaque semaine, une nouvelle à caractère social y apparaissait. Une vingtaine de narrations romanesques semblent avoir paru dans *La Novela ideal* de l'exil, dont certains textes de Georges Arnaud ou Albert Camus ; des titres sont plus particulièrement destinés à la jeunesse, comme *Ambe ou l'histoire d'un jour gris*, écrit par Vida Esgleas-Montseny, fille de l'animatrice de la collection de l'exil et petite-fille du fondateur de la revue. Fait notable, *La Novela ideal* est majoritairement écrite en français <sup>117</sup> Cette continuité affirmée par rapport aux traditions littéraires espagnoles est un élément de cette préservation identitaire entreprise dans la presse de l'exil.

### e) Esquisse de consommation culturelle

Les critiques cinématographiques ou littéraires publiées dans les journaux n'impliquent pas forcément que les conseils de vision ou de lecture soient suivis par les lecteurs ; néanmoins, elles expriment les orientations données par les rédacteurs à leur public et elles peuvent influencer dans une certaine mesure sur les comportements culturels des exilés. Les critiques d'ouvrages apparaissent tôt, dans pratiquement tous les types de périodiques et pas uniquement dans les revues culturelles. Etant donnée la dimension gigantesque du corpus constitué, il serait vain de prétendre les recenser toutes. Bornons-nous, plus modestement,

---

Pegaso (Antonio RISCO, "Las revistas de los exiliados en Francia", in *El exilio español de 1939*, *op. cit.*, tome III, pp. 127-128).

117. Malheureusement, cette collection ne nous est connue pour l'instant que par des annonces parues dans la presse anarchiste.

pour une double raison, à étudier la nature des ouvrages proposés par des services d'envois de livres organisés par certains journaux. En premier lieu, parce que ces ouvrages correspondent non seulement à un conseil de lecture mais encore à une accessibilité matérielle des futurs lecteurs ; d'autre part, ces services de librairie fonctionnent généralement de manière bénéficiaire sur le plan financier, par l'apport d'une recette non négligeable pour les journaux dont ils constituent même une base de financement, ce qui semble indiquer que l'offre et la demande correspondent sensiblement <sup>118</sup>. Il n'est enfin pas indifférent de constater que les mouvements anarchistes qui touchent une fraction importante de l'exil, et probablement sa partie la plus populaire, sont les organisateurs de ces services qui se poursuivent pratiquement tout au long de l'exil.

A partir du milieu de l'année 1948, *Solidaridad obrera* commence à proposer des livres que l'on peut se procurer au local du journal ou par correspondance ; une rubrique "libros", encore modeste, devient alors régulière. Les offres sont très diverses et témoignent d'un total éclectisme : l'on trouve tout, depuis Saint Jean de la Croix jusqu'à Louise Michel et de Thérèse d'Avila jusqu'à Kropotkine. Si l'on prend comme exemples les mois d'octobre à décembre de 1950 et ceux de mars à mai 1954, l'on constate que les lecteurs de *Solidaridad obrera* peuvent demander : du théâtre classique (Victor Hugo, Lope de Vega, Calderón de la Barca, Tirso de Molina, Racine...), de la poésie (Baudelaire, Lorca, Machado, Juan Ramón Jiménez, Tagore...), du théâtre moderne (Lorca, Casona, Oscar Wilde...) de la philosophie (Descartes, Malebranche, Spencer, Kant, Nietzsche, Renan, Ortega y Gasset, Rousseau, Stuart Mill, William James, Schopenhauer...), des romans (Hugo, Jules Verne, Tolstoï, Blasco Ibañez, Pio Baroja, Cronin, Palacio Valdès, Stendhal, Jack London, Ibsen, Mme de Lafayette, Mauriac, Dumas, Zola, Gorki, Maupassant, Twain, Dostoïevski, Zweig...), des livres de médecine pratique ou d'astronomie. Les

---

118. Voir dans la partie consacrée aux financements des journaux, notamment *El Rebelde*.

classiques espagnols sont largement représentés depuis Guillén de Castro jusqu'à Cervantes et Unamuno, en passant par Góngora et Luis de León. Le journal propose des encyclopédies de tous niveaux, des atlas, des dictionnaires, des grammaires d'espagnol, de français, d'anglais, d'italien ou d'allemand ; les enfants ne sont pas oubliés, avec les albums de Benjamin Rabier et ceux de Walt Disney<sup>119</sup>. Le patrimoine culturel espagnol ancien et moderne occupe une place de choix aux côtés des ouvrages didactiques et de tous les grands textes de la culture universelle. A partir de 1954, *Solidaridad obrera* amplifie la rubrique qui s'appelle désormais "Biblioteca de Soli" et paraît simultanément dans le *Suplemento literario* ; un ou plusieurs livres sont présentés de manière détaillée et la sélection, toujours aussi vaste, comprend tout ce qu'une bibliothèque classique et moderne pourrait souhaiter. Dans les années soixante, *El Rebelde* propose à ses lecteurs, afin d'aider la publication, une série de titres de la "littérature universelle" à des "prix justes et accessibles" : Esope, Anatole France, Hugo, Kant, Lamartine, Molière, mais aussi Gorki, Rostand, Sienkiewicz, Daudet, Darwin, Dante, Dickens, Plutarque, Charlotte Brontë, Bakounine ou Erasme. Sans exclusive semble-t-il, à l'exception peut-être de Marx comme dans *Solidaridad obrera*, le journal propose un vaste choix d'ouvrages classiques à ses lecteurs. Ce vaste effort d'éducation et de diffusion de la culture est significatif de la croyance anarchiste dans la valeur de la formation personnelle et fait preuve également d'un fort désir d'universalisme. Il correspond à l'une des tâches prioritaires que les libertaires assignent à la jeunesse qui est de développer ses capacités intellectuelles :

Dans l'exil, la *génération de l'exil* doit se former, doit consolider ses convictions au moyen de sa formation... On se procure [celle-ci] dans les livres, on l'obtient avec l'effort mental effectué à mesure des lectures... Lire et réfléchir : voici deux facteurs fondamentaux pour parvenir à fixer les connaissances et pour tremper une conscience <sup>120</sup>.

---

119. *Solidaridad obrera*, n° 293 du 7 octobre 1950 au n° 305 du 23 décembre 1950 et n° 467 à 478 (mars à mai 1954).

120. *Nueva Senda*, n° 26, juillet 1955.



Le cinéma n'occupe pas une place régulière dans la presse, du moins pas avant le milieu des années cinquante : des films sont alors présentés avec une certaine fréquence, dans des journaux aussi différents que *Democracia*, journal crypto-communiste, *Nueva Senda*, organe de la FIJL ou dans le *Suplemento literario de Solidaridad obrera* de la CNT. Des films très divers sont analysés, que la critique actuelle retient sinon tous pour des chefs d'oeuvre mais du moins pour des films intéressants et révélateurs d'une époque ou d'une sensibilité. Le *Suplemento literario de Solidaridad obrera* signale en 1954-1955 dans sa rubrique "La pantalla" -l'écran- et au moyen d'une analyse détaillée qui n'exclut pas les critiques, des films aussi variés que : *Pete Pan* de Walt Disney, *Les Orgueilleux* d'Yves Allégret, *La Neige était sale* de Luis Saslavsky, *Avant le déluge* d'André Cayatte, *Le Défroqué* de Léo Joannon, *El* de Luis Buñuel, *La Porte de l'enfer* de Kinugasa, *Plus fort que le diable* de John Huston, *Les Diaboliques* de Clouzot, *La Strada* de Fellini, *Le Sel de la terre* de Bibermann et Wilson, *La mort d'un cycliste* de Bardem, *L'Or de Naples* de Vittorio de Sica, *Ratces* d'Alazraki, *Ordet* de Dreyer, *Lola Montès* de Max Ophüls, *Amore* de Rossellini, *Cela s'appelle l'aurore* de Buñuel, *Sourires d'une nuit d'été* de Bergman ou *Grand Rue* de Bardem. De son côté, et l'on constate un certain recoupement des sélections, *Democracia* en 1955-1956 recommande à ses lecteurs, dans sa rubrique "El ciné", des films tels que *Le Sel de la terre*, *L'Or de Naples*, *La mort d'un cycliste* -"un grand film" selon le journal-, *Les évadés* de Jean-Paul Le Chanois, *Une grande famille* de Joseph Kheifetz et *Les grandes manoeuvres* de René Clair. *Democracia* proclame "vive le cinéma américain" à propos du *Sel de la terre* qui relate une grève de mineurs dans l'Etat du Nouveau-Mexique et consacre un long article à la semaine du cinéma soviétique en France<sup>121</sup>. Cette rapide comparaison des critiques de films pour une même période entre des journaux d'obédience différente montre la variété des spectacles

---

121. *Democracia*, n° 17, 9 décembre 1955.

proposés aux lecteurs et l'ouverture en direction des meilleurs réalisateurs de très nombreux pays.

### **C. RENCONTRE AVEC D'AUTRES CULTURES**

Dans leurs entreprises culturelles, quelqu'en soient la forme et les moyens d'expression, les exilés espagnols s'attachent à sauvegarder une identité, à perpétuer un héritage dont ils se revendiquent. Très tôt cependant, on peut le constater aussi bien dans les associations que dans les publications de l'exil, une rencontre s'effectue entre la culture hispanique et d'autres cultures, notamment bien entendu celle du pays d'accueil. Les lieux de la rencontre avec d'autres cultures sont très divers : ils sont situés au sein de la société d'accueil elle-même, dans des structures créées par les exilés ou dans des mouvements franco-espagnols ou transnationaux. Quant à la presse, instrument privilégié de cette sauvegarde identitaire, elle est l'expression de cette rencontre. Que ce soit dans la *Revista de Catalunya*, *L'Espagne républicaine* ou dans le *Suplemento literario de Solidaridad obrera*, il y a souci de mieux connaître la culture française ; parfois même ces revues comptent avec la collaboration d'auteurs français. Il faudrait étudier également la participation d'intellectuels espagnols à des revues françaises ou internationales, mais pour en rester aux revues fondées par les exilés, il est significatif de constater que, dans les années 1960, cette ouverture au monde extérieur s'effectue largement.

#### **1. Lieux de la rencontre**

Une émigration aussi importante par son nombre et sa durée provoque inévitablement, par le simple brassage de populations, d'amples

métis ges culturels. Certes, des facteurs semblent *a priori* défavorables à un tel résultat : les conditions de l'arrivée en France et la désillusion qui en a résulté, une forte structuration identitaire, le faible pourcentage de naturalisations et l'extériorité maintenue par rapport à la société française tant que le retour était espéré et prépondérante la préoccupation de "reconquête" de l'Espagne ; en revanche, le combat en commun avec les résistants français contre l'occupant nazi, les contacts avec les responsables et les militants d'organisations politiques françaises homologues, l'immersion dans la vie économique et sociale française et, surtout, la longue durée de l'exil avec l'apparition de nouvelles générations, nées dans l'émigration et intégrées à la société française sont des facteurs favorables à une intégration, voire à un sentiment de double appartenance culturelle <sup>122</sup>. Bornons-nous, de façon plus limitée, à mettre en relief les lieux où cette ouverture culturelle se manifeste.

Parmi les organismes culturels créés par les exilés eux-mêmes pour assurer la sauvegarde de leur identité, quelques-uns se placent dès l'origine dans une perspective transnationale ; c'est le cas de l'Ateneo ibéro-americano de Paris, certes créé à une époque où l'espoir de retour en Espagne avait complètement disparu. Si la discussion sur les statuts est rude lors de la constitution de l'Ateneo en 1957, le choix du terme "ibéro-américain" va presque de soi, sous l'influence probable de Fernando Valera, collaborateur de divers journaux latino-américains et notamment du *Tiempo* d'Eduardo Santos, ancien président de la République de Colombie exilé en France <sup>123</sup>. Des Latino-Américains comme des Portugais adhèrent à l'Ateneo dans les années 1960 <sup>124</sup>. Le comité d'honneur de l'Ateneo est triple : français, latino-américain et espagnol. Aux côtés de personnalités ou d'écrivains latino-américains tels que Germán

---

122. La proportion importante de descendants de réfugiés républicains dans l'enseignement secondaire et supérieur de l'espagnol en France serait à analyser.

123. Entretien avec Antonio Gardó Cantero, 1er février 1991.

124. De nombreux membres du premier gouvernement de Mario Soares dans le Portugal démocratique ont adhéré, en exil, à l'Ateneo (*ibid.*).

Arciniegas, Miguel Angel Asturias, Josué de Castro ou Eduardo Santos, et d'autorités morales espagnoles telles que Pablo Casals, Salvador de Madariaga, Gregorio Marañon, Ramón Menéndez Pidal et Claudio Sánchez Albornoz, l'Ateneo se place sous le patronage d'intellectuels français attachés avec ferveur à la cause républicaine : Charles V. Aubrun, Marcel Bataillon, Albert Camus, Jean Cassou, Pierre Darmangeat, Paul Rivet ou Jean Sarrailh. Les manifestations organisées par l'Ateneo ne manquent pas d'associer des personnalités françaises connues pour leur sympathie envers les républicains espagnols, tel Daniel Mayer lors d'un hommage au général Emilio Herrera Linares. Le siège de l'Ateneo se trouve fixé au Musée social, fondation privée reconnue d'utilité publique, créée en 1894 pour pérenniser les pavillons d'économie sociale des Expositions universelles et pour recueillir tous les documents ayant trait à la question sociale au sens large du terme, tant en France qu'à l'étranger <sup>125</sup>. C'est dans ce lieu original, creuset d'hommes et d'idées, centre de recherches et d'études que l'Ateneo organise généralement ses réunions dans des salles qu'il peut y louer. L'Ateneo ibéro-américano de Paris représente l'une des tentatives les plus abouties pour rassembler dans un même organisme Espagnols, Latino-Américains et Portugais, reliés par une commune opposition aux dictatures de leurs pays respectifs et par une volonté semblable de sauvegarder des identités culturelles parentes. Autre exemple de collaboration culturelle franco-espagnole : l'Institut català d'art i cultura animé, à Paris, par des intellectuels catalans avec la participation d'intellectuels français.

Les organismes transnationaux, franco-espagnols, européens ou internationaux sont d'autres lieux de convergence et de rencontre culturelles : ils ont véritablement permis des influences intellectuelles réciproques. Ce sont des

---

125. Michel DREYFUS, *Les sources de l'histoire ouvrière, sociale et industrielle en France, XIXe-XXe siècles*, Paris, Editions ouvrières, 1987, p. 228.

associations de solidarité <sup>126</sup>, des organismes culturels franco-espagnols ou d'ès mouvements transnationaux auxquels les exilés ont la possibilité de participer, contrairement aux Espagnols de l'intérieur. Rappelons pour mémoire l'important rôle joué par les associations franco-espagnoles examinées dans un chapitre antérieur : leur activité se situe à la fois dans le domaine politique et dans le domaine culturel. La section française de la Ligue internationale des Amis des Basques aide matériellement le gouvernement basque à poursuivre son activité culturelle et de propagande pendant des années ; c'est sous l'égide de la LIAB que s'organisent diverses manifestations artistiques basques : expositions de peintures, galas de musique et de danse <sup>127</sup>. L'Association France-Espagne développe un important travail de sensibilisation internationale aux problèmes de l'Espagne et des réfugiés. Des exilés y collaborent aux côtés d'intellectuels français persuadés, comme Cassou, que "la France... assure son avenir en proclamant les liens qui l'unissent indissolublement au génie et au bonheur de l'Espagne" <sup>128</sup>. Des organismes franco-espagnols spécifiquement culturels se créent, comme l'Alliance intellectuelle franco-ibérique en 1951, toujours à l'initiative de Jean Cassou, avec la collaboration de José Ballester et d'Eugenio Arauz. Un journal véritablement franco-espagnol est publié à Paris de 1955 à 1958, *Nueva República* ; son comité éditeur est français composé, comme nous l'avons vu, de Jean Cassou, Albert Camus et Paul Rivet et le comité de rédaction est espagnol, animé par José del Barrio, avec la participation de Vicente Sempere, Antonio Remis et Ricardo de la Fuente.

Les exilés espagnols participent avec des intellectuels français et d'autres nationalités à des mouvements transnationaux et créent dans l'exil les sections espagnoles des dits mouvements : les Amis des Nations-Unies, la Ligue

---

126. Ne sont envisagées ici que les associations de solidarité à teneur politico-culturelle, non les nombreux organismes d'assistance.

127. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 212.

128. *France-Espagne*, 5 octobre 1945.

internationale des droits de l'homme et du citoyen, l'Association internationale des juristes démocrates, la Ligue internationale de l'enseignement, la Fédération internationale intersyndicale de l'enseignement, la Confédération internationale des services publics, etc. Les affiliations internationales impossibles pour les Espagnols de l'intérieur sont effectuées par les exilés et contribuent ainsi fortement à l'ouverture sur d'autres cultures. Presque tous les partis de l'exil sont représentés au sein du Conseil fédéral espagnol du Mouvement européen, présidé par Salvador de Madariaga : les républicains, les socialistes, les nationalistes basques et catalans. L'exil a certainement contribué à la réinsertion rapide de l'Espagne dans l'Europe, par l'ancienneté des liens tissés par les réfugiés avec tous les dirigeants politiques européens.

Un cas original et particulièrement actif est représenté par la section espagnole du Congrès pour la liberté de la culture ; cet organisme, constitué à Berlin en juin 1950 par 118 écrivains, artistes et scientifiques originaires de vingt pays, rassemble des intellectuels de tendances diverses dont "l'unique dénominateur commun consiste dans la volonté de défendre le droit de critique et la pensée libre" <sup>129</sup>. Les présidents d'honneur du Congrès sont Benedetto Croce, John Dewey, Karl Jaspers, Salvador de Madariaga, Jacques Maritain et Bertrand Russell, le président de l'exécutif en est Denis de Rougemont et le secrétaire général Nicolas Nabokov. La section espagnole publie de 1953 à 1965 de très intéressants *Cuadernos*, dont la rédaction est assurée par d'anciens dirigeants du POUM, Julián Gorkín et Ignacio Iglesias, dont les convictions anti-staliniennes rejoignent celles de l'ancien trotskyste américain James Burnham et des anciens communistes Ignacio Silone et Arthur Koestler, autres animateurs du Congrès. Les *Cuadernos* sont l'homologue de la revue française *Preuves* ; la participation de nombreux écrivains ou hommes politiques français et latino-américains y est considérable et des horizons variés sont représentés par des

---

129. *Cuadernos del Congreso por la libertad de la cultura*, n° 1, mars-mai 1953.

personnalités telles que Nehru, Boris Pasternak, William Faulkner, Aldous Huxley ou Theodor Adorno. La plupart des intellectuels de l'exil et nombre de responsables politiques, des socialistes aux anarchistes et aux nationalistes catalans -communistes exceptés- collaborent aux *Cuadernos* : Salvador de Madariaga, Luis Araquistáin, Américo Castro, Fernando Valera, Rodolfo Llopi, Federica Montseny, entre autres. La section espagnole du Congrès pour la liberté de la culture marque la première ouverture d'ampleur de l'exil espagnol sur l'Amérique latine mais aussi sur d'autres continents <sup>130</sup>.

## 2. Expression de la rencontre

Si les organismes culturels espagnols dédiés à la sauvegarde de la culture d'origine fonctionnent prioritairement entre exilés, les revues qui en émanent sont, au contraire, un lieu privilégié d'expression de cette ouverture culturelle. Dès 1939, dans la lignée des nombreuses publications catalanes qui ont existé en France avant la guerre civile et de leur collaboration ancienne et étroite avec des intellectuels français, la *Revista de Catalunya* s'intéresse nettement à la culture française et tout particulièrement à la culture occitane. A partir de 1945, *L'Espagne républicaine* et *L'Espagne*, écrites en majeure partie en français, consacrent de nombreux articles à la culture française ; la poésie française y est présente comme dans *Independencia* et dans *Méduse*. Si les publications espagnoles mettent à l'honneur des formes littéraires traditionnelles en Espagne, elles s'inspirent parfois de la presse satirique française, comme *Don Quixote*. La revue culturelle catalane publiée à Nice en 1945, *Per Catalunya*, est une illustration intéressante de cette ouverture à la culture française; désireuse de renforcer les liens entre intellectuels français et catalans, la revue comporte en

---

130. Deux numéros entiers au moins sont consacrés à l'Amérique latine : "Cultura latinoamericana" (n° 19, juillet-août 1956) et "América latina frente a su destino" (n° 53, octobre 1961).

frontispice une liste considérable de collaborateurs français, où l'on relève notamment les noms d'André Billy, Joe Bousquet, Jean Camp, Albert Camus, Jean Cassou, Georges Duhamel, Paul Eluard, Max-Pol Fouchet, Claude Morgan, Jean Paulhan, Jean-Paul Sartre ou Pierre Seghers. La revue, élégamment illustrée par des artistes tels que Martí Bas, Antoni Clavé ou Carles Fontseré, compte également avec la collaboration d'un très grand nombre d'écrivains catalans. Fait original, *Per Catalunya* multiplie les regards croisés sur les cultures française et catalane : elle rend hommage à des écrivains français -tels Max-Pol Fouchet ou Paul Eluard- et propose très régulièrement une rubrique intitulée "Les artistes catalans vus par les critiques français", où sont analysées les oeuvres d'Antoni Clavé, Lluís Jou, Lluís V. Molné ou Francesc Riba-Rovira. De même, en 1946-1947, *Heraldo de España* possède une section consacrée à la "Littérature française en espagnol" qui s'intéresse à la culture française, à la littérature espagnole en France et à la présence de l'Espagne dans la littérature française. Les exemples sont nombreux de cette ouverture culturelle qui s'exprime dans les publications espagnoles comme l'une des conséquences de l'exil, dès les débuts de celui-ci. Rappelons la parution, de 1953 à 1965, des *Cuadernos del Congreso por la libertad de la cultura* qui constituent une ouverture intellectuelle internationale nouvelle.

Les années soixante représentent cependant une période plus prometteuse pour l'émigration espagnole que la décennie précédente. L'émergence d'une opposition intérieure et l'arrivée à maturité d'une nouvelle génération font apparaître une presse d'un style différent, marquée entre autre, en ce qui concerne les publications culturelles, par une rencontre concrète avec d'autres univers mentaux. Les cultures d'exil de cette période sont plus diverses et multiples que dans les décennies précédentes ; elles sont ouvertes sur de nombreux horizons internationaux, au premier rang desquels se situent l'Amérique latine et le Portugal. La parenté linguistique ou la proximité géographique n'expliquent pas



seules ce rapprochement des exilés espagnols avec les intellectuels de ces pays : il y a aussi l'affirmation d'une fraternité dans la lutte contre des dictatures souvent anciennes et également répressives.

La revue fondamentale de la dernière décennie de l'exil -de 1965 à 1977- sont les *Cuadernos de Ruedo Ibérico*, typiques de l'évolution de l'exil et de ses formes d'expression. José Martínez et Jorge Semprín les placent d'emblée sous le signe de l'autonomie et de la rigueur : indépendance par rapport aux partis et effort pour s'en tenir à la réalité, loin de toute pensée dogmatique. Ses animateurs se prononcent pour un pluralisme socialiste, "radicalement libre (et) radicalement rigoureux" <sup>131</sup>. Les *Cuadernos de Ruedo Ibérico* sont un creuset où se mêlent exilés et opposants de l'intérieur -et là aussi il s'agit d'une rencontre effective entre deux cultures qui ont eu leur développement propre- mais aussi intellectuels de divers pays, tout particulièrement de l'Amérique latine. La revue, augmentée de suppléments annuels et enrichie par les nombreuses publications des éditions du même nom, contribue grandement à l'étude de la réalité espagnole et marque une nouvelle étape de l'émigration, beaucoup plus en prise sur les problèmes présents de l'Espagne intérieure. Travaux de sociologie, d'économie, de politologie concourent à une connaissance de l'Espagne réelle ; il ne s'agit plus de la représentation d'une Espagne mythique, comme souvent, au long de ces années, dans la presse de l'exil. L'actualité politique espagnole est suivie régulièrement, d'importantes études sont menées sur le mouvement ouvrier, le syndicalisme et les paysans espagnols ainsi que sur la vie culturelle dans la péninsule ; critiques littéraires et cinématographiques, créations poétiques, nouvelles et humour des caricatures achèvent de donner un style vivant à l'ensemble. Les *Cuadernos de Ruedo ibérico* marquent aussi l'arrivée à maturité d'une nouvelle génération d'exilés, réfugiés jeunes en France sans avoir eu de responsabilités importantes en

---

131. *Cuadernos de Ruedo Ibérico*, n° 1, juin-juillet 1965

Espagne, moins marqués par les vieilles dissensions et plus aptes à capter les aspirations de l'opposition intérieure.

L'une des dernières créations culturelles de l'exil est, en 1971, la revue *Libre*, "revue du monde de langue espagnole" qui réunit des écrivains et des artistes espagnols et latino-américains autour d'un projet "révolutionnaire sur tous les plans fondamentaux accessibles au verbe". *Libre* déclare que, "contrairement à ce dont on aurait pu préjuger, elle ne prétend pas être une revue d'intellectuels exilés mais une plate-forme de lancement des meilleurs écrivains de langue espagnole qui, d'où ils se trouvent, peuvent apporter une contribution à la cause de nos peuples". De Julio Cortázar à Manuel Vázquez Montalbán, de Carlos Fuentes à Octavio Paz et Gabriel García Márquez, et de Wilfredo Lam à Antoni Tàpies, l'on y trouve en effet les meilleurs auteurs de langue espagnole du moment et quelques-uns des artistes importants de cette aire culturelle. Les quatre numéros parus sont publiés sous la direction respective de Juan Goytisolo, Jorge Semprún, Teodoro Petkoff et Mario Vargas Llosa. Essentiellement littéraires, les numéros abordent également la situation présente de l'Amérique latine et étudient Che Guevara comme le cas Padilla à Cuba ou l'Unité populaire au Chili. Il s'agit là d'une revue tout à fait intéressante par son contenu et cette rencontre -quasiment fusionnelle-, faite sur le sol français, entre écrivains espagnols et latino-américains.

La vie culturelle de l'exil espagnol en France a été extrêmement variée et riche. La presse, véhicule des cultures de l'exil, a été un instrument important de sauvegarde d'une identité culturelle mais elle a été aussi, de plus en plus, un lieu de rencontre de la culture espagnole avec d'autres cultures, et notamment celle du pays d'accueil, grâce à la collaboration d'auteurs français

n'appartenant pas uniquement au cercle des hispanistes. Des préoccupations d'une continuité légitime à maintenir par rapport à la République et d'une identité à conserver malgré le déracinement, on est passé, au fil des ans et des générations, à une ouverture croissante, sur d'autres univers. Sauvegarde identitaire et ouverture sont allés de pair et, l'on peut dire probablement qu'il y a eu rencontre et, partant, intégration dans la société d'accueil, parce qu'il n'y a pas eu perte d'identité.

L'exil espagnol, très organisé et structuré sur le plan politique, syndical et culturel, est charpenté par des réseaux de sociabilité, multiples certes, mais denses. Il est probable que loin de faire un écran par rapport à la société d'accueil, ces réseaux ont plutôt permis aux exilés espagnols d'éviter la marginalisation et de remplir une fonction dans la société française. Il faudrait suivre des groupes significatifs d'exilés en certains lieux pour évaluer comment l'intégration s'est faite d'une génération à l'autre ; en effet, si la génération arrivée en France à l'âge adulte, trop impliquée dans les combats de l'antifranquisme et trop longtemps persuadée d'un retour proche en Espagne, se trouve encore mentalement à la croisée de deux cultures et connaît encore aujourd'hui des difficultés avec la langue française, la génération née en France est parfaitement intégrée dans la société française.

Les organismes culturels et les groupes de sociabilité espagnols ont connu un développement considérable dans l'exil français et s'ajoutent aux nombreux mouvements de type politique ou syndical. Souvent déçus de l'engagement politique sans renoncer pour autant à leur option idéologique, les exilés trouvent dans ces structures de type culturel ou amical, à caractère pluraliste, un lieu tout à fait nécessaire pour pouvoir rêver au retour en Espagne et surmonter les problèmes de la vie quotidienne en exil : quête d'un travail, d'un

logement, recomposition de la famille <sup>132</sup>. Ces organismes ont été un élément important de sauvegarde identitaire et, dans le cas des minorités régionales, de survie de langues et de cultures interdites par le franquisme ; il s'est agi dans ce dernier cas non seulement de préserver l'identité culturelle mais aussi d'en assurer la transmission à la génération née dans l'exil et de maintenir des liens avec l'intérieur pour qu'il n'y ait pas de solution de continuité dans la vie culturelle de ces régions. La consommation culturelle est très diverse. Le rôle primordial de la poésie et des narrations courtes -en filiation directe avec les courants littéraires de l'Espagne du premier tiers du siècle- et celui de la mémoire historique témoignent de la spécificité de la culture hispanique et du souci de préservation d'un héritage culturel. La presse de l'exil permet au plus grand nombre de réfugiés une réappropriation -voire, dans de nombreux cas, une première appropriation- des racines de leur culture. Malgré la présence et l'activité en France d'intellectuels et d'artistes de renommée internationale, tels que Pablo Casals, Antoni Clavé ou Jorge Semprún pour ne citer que quelques noms, les cultures de l'exil espagnol en France sont davantage, contrairement à ce qui s'est passé dans l'exil américain, des cultures de masses que d'élites ; pratiquées au quotidien par des milliers de gens, elles ont contribué à forger la double référence culturelle des exilés.

---

132. Jordi PLANES, "Organisations catalanes en France (1938-1946) : refus ou intégration ?", in *Italiens et Espagnols en France, art. cit.*, p. 658.

## CHAPITRE II

### ESQUISSE D'UN IMAGINAIRE COLLECTIF

*Il me semble que je suis déjà éloigné de ma patrie depuis autant d'années que l'ennemi grec menaça la Dardaïenne Troie. On croirait que le temps s'arrête, tant il va lentement et tant l'année accomplit sa route à pas lents.*

*Ovide, Tristes, livre V, 10, 3-6.*

L'exil consécutif à la guerre civile espagnole a la spécificité d'être issu d'un événement qui a eu valeur de mythe dès son époque et l'en reste profondément imprégné. Il a également la particularité de mettre à nu les contradictions d'une France terre d'asile qui, certes, reçoit en 1939 le flux des réfugiés mais à contre-cœur et ouvre des camps d'internement pour les soldats vaincus d'une armée régulière. Enfin, il se produit à la veille du conflit mondial et les exilés sont entraînés dans la spirale de la guerre : ils sont mobilisés en grand nombre dans les Compagnies puis les Groupes de travailleurs étrangers, s'engagent dans les unités étrangères de l'armée française qui leur sont ouvertes ou participent pour beaucoup à la Résistance. Autant d'événements fondateurs de l'exil espagnol qui, par leur ampleur et leur intensité ne manquent pas de marquer profondément la communauté espagnole. Tant il semble probable que plus le traumatisme initial a été fort et plus grand le nombre des personnes qui l'ont vécu,

plus l'identité est forte <sup>1</sup>. Dans le cas des Espagnols, il ne s'agit pas d'un seul traumatisme mais de plusieurs : la guerre civile et la défaite, puis les conditions de l'arrivée en France et les aléas de la guerre mondiale ont contribué à forger un ensemble de représentations collectives tout à fait spécifiques. Il ne pourra s'agir présentement que d'esquisser, au travers de la mémoire de l'exil et du regard qu'il porte sur lui-même, les lignes de force de cet imaginaire, dont les cultures précédemment évoquées sont partie intégrante.

## A. LA MEMOIRE ET SES ENJEUX

Pour une communauté émigrée, la mémoire historique est, encore plus que pour tout autre, vitale à maintenir : elle est facteur de cohésion nationale, culturelle et politique. Choisir de se remémorer telle ou telle date, tel ou tel personnage, n'est pas un fait anodin : c'est un mode de construction ou de reconstruction ; c'est le moyen d'indiquer clairement quelle filiation historique l'on entend se donner, quel exemple l'on donne à suivre. Commémorer un événement ou célébrer une personnalité n'est pas seulement un acte tourné vers le passé, mais c'est l'occasion de tirer des leçons pour le présent et montrer la direction que l'on estime juste pour l'avenir <sup>2</sup>. Le rituel célèbre les possibilités de recommencement. Cette instrumentalisation de la mémoire n'est cependant pas sans effet passéiste et l'on peut constater, par exemple, que lorsqu'un journal politique n'a plus grandes perspectives d'avenir à proposer, il se replie sur la célébration du passé. La mémoire sert également à fonder une légitimité : c'est, entre autres cas, celui de *La Nouvelle Espagne* qui conforte la constitution du gouvernement en exil par l'évocation des événements-clés du passé de la République et consacre un espace

---

1. Gérard NOIRIEL, *Le Creuset français, Histoire de l'immigration, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Le Seuil, 1988, p. 311.

grandissant aux commémorations de dates historiques importantes pour la cause républicaine ; ainsi, en 1946, elle évoque successivement le 11 février 1873, en souvenir de la Première République <sup>3</sup>, le 14 avril 1931, jour de proclamation de la Seconde République <sup>4</sup>, le 18 juillet 1936, jour du déclenchement de la guerre civile <sup>5</sup> et, en novembre, la défense victorieuse de Madrid en 1936 <sup>6</sup>. La mémoire a ses enjeux et, s'il y a des références communes, les commémorations sont diverses, en fonction des préoccupations du moment.

### 1. Les commémorations spécifiques

Des commémorations correspondent plus particulièrement à une tendance, un parti, une région. Selon leur orientation idéologique, les journaux évoquent le souvenir d'un certain nombre de militants, de responsables ou d'hommes politiques morts pour la défense de leur idéal. Ainsi, la presse libertaire et celle du POUM rappellent le souvenir du dirigeant anarchiste Salvador Seguí, secrétaire général de la Confédération régionale du travail de Catalogne, assassiné par des *pistoleros* à Barcelone le 10 mars 1923. L'hommage à Seguí est assorti du rappel que "six mois plus tard, le mouvement syndicaliste révolutionnaire ayant été démantelé, Primo de Rivera put faire son coup d'Etat" <sup>7</sup>. Aux héros et aux martyrs de la cause du prolétariat d'avant 1936, la presse de l'exil ajoute les héros de la guerre civile ; parmi ceux-ci, le souvenir de Buenaventura Durruti, tombé au cours de la bataille de Madrid le 20 novembre 1936, est régulièrement rappelé dans la presse anarchiste : "la mémoire de Durruti revêt pour nous un symbolisme d'éternelle vitalité... elle reste dans notre souvenir avec la multitude sacrifiée, avec

---

2. Geneviève DREYFUS-ARMAND, "Les commémorations dans la presse de l'émigration politique espagnole en France", *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 3-4, juillet-décembre 1985.

3. *La Nouvelle Espagne*, n° 5, 11 février 1946.

4. *La Nouvelle Espagne*, nos 11, 12, 13 et 14 d'avril et mai 1946.

5. *La Nouvelle Espagne*, n° 24, 18 juillet 1946.

6. *La Nouvelle Espagne*, n° 40, 9 novembre 1946.

7. *La Batalla*, n° 34, 15 mars 1947.

toutes les vies fauchées, dans un martyrologe humain éternel plus que spécifiquement espagnol" <sup>8</sup>. La presse évoque aussi les martyrs de la guerre dans la guerre que le camp républicain a connue à partir de mai 1937. *La Batalla* demande des comptes pour la disparition et l'assassinat en juin 1937, en pleine répression stalinienne contre le POUM, de son secrétaire Andreu Nfn. "Comment Andreu Nfn est-il mort ? Peut-être ne le saurons-nous jamais en toute exactitude. Mais nous savons d'autres choses qu'il convient de dire", écrit Julián Gorkfn en 1948 <sup>9</sup>.

La presse catalane a ses propres célébrations ; elle évoque la mémoire des deux présidents de la Généralité, Francesc Macià et Lluís Companys. Le souvenir du président Companys livré aux franquistes par la Gestapo et fusillé en octobre 1940 est présent également dans des publications autres que catalanes<sup>10</sup>, mais il est régulièrement évoqué dans la presse nationaliste <sup>11</sup>. Les Catalans entretiennent le souvenir d'autres martyrs comme Joan Peiró, également fusillé par les franquistes, ou des frères Miret Musté -Conrado et Josep-, les premiers résistants de la lutte armée parisienne tués par les nazis à Paris ou dans un camp de déportés <sup>12</sup>. Les périodiques catalans célèbrent également la date du 11 septembre 1714, jour de la perte des libertés catalanes lors la guerre de Succession d'Espagne et considéré comme la fête nationale de la Catalogne <sup>13</sup> ; le journal *Catalunya* de l'Alliance nationale de Catalogne sort symboliquement à Paris, à la Libération, le 11 septembre 1944, avec le souhait de pouvoir célébrer le 11 septembre 1945 "au milieu de la joie de tout un peuple qui jouira de la plénitude des droits politiques que le régime démocratique réinstallé en Espagne ne saurait lui renier". Le rappel de la chute de Barcelone, après une longue résistance deux siècles auparavant, permet de vénérer, aux côtés des martyrs de

8. *C.N.T.*, n° 86, 23 novembre 1946.

9. *La Batalla*, n° 60, 30 juil. 1948.

10. Voir notamment Fernando Valera dans *La Nouvelle Espagne*, n° 38, 24 octobre 1946.

11. Un numéro spécial de *Catalunya* est consacré à Lluís Companys (n° 5 du 18 octobre 1944).

12. *Catalunya -zone Nord-*, n° 3, 2. septembre 1944.



1714 -Casanova et les autres- d'autres héros "de la patrie et de la liberté", tels Companys ou Peiró <sup>14</sup>. Cette date de deuil et de défaite convertie "par la piété du peuple" en jour de la patrie catalane est évoquée dans *Acción socialista*, publication animée notamment par d'anciens dirigeants du PSUC ; *Acción socialista* rapproche également la date historique de la situation présente :

Dans leur souvenir, les hommes de Catalogne et les Catalans qui, dans le monde entier, espèrent impatientement leur retour dans leur patrie, ont uni les noms du président Macià et du président-martyr Lluís Companys à celui du conseiller Rafael Casanova ; Casanova, défenseur de la ville de Barcelone qui, à la tête des forces décimées qui résistèrent durant treize mois aux assauts des armées du duc de Berwick, tomba, blessé à mort, au Portal Nou <sup>15</sup>.

A l'instar de ces commémorations plus spécifiquement régionales, d'autres sont aussi à usage interne pour les membres des organisations politiques concernées et leurs sympathisants. Chaque parti, chaque syndicat a ses dates-anniversaires propres, jalons de son histoire, éléments de sa mémoire collective, réactivés régulièrement pour maintenir la cohésion. Chaque groupe possède ses personnages emblématiques, ancien dirigeant vénéré ou idéologue reconnu. Les exemples abondent : *El Socialista* rend périodiquement hommage à Pablo Iglesias, fondateur en 1879 du premier parti socialiste espagnol, et, après leur disparition, à Largo Caballero, décédé des suites de sa déportation en Allemagne, et à Julián Besteiro, mort dans les prisons franquistes. Le PSOE de Rodolfo Llopis marque ainsi ses racines par ces références à ces dirigeants et affirme sa légitimité par rapport aux dissidents négrinistes. En dehors de ses héros comme Salvador Seguí et Buenaventura Durruti, les anarchistes célèbrent leurs idéologues, théoriciens et anciens dirigeants, tels que Bakounine, l'adversaire de Marx <sup>16</sup>, Kropotkine, le théoricien de l'anarchisme scientifique, ou Anselmo Lorenzo, l'animateur de section espagnole de la Première Internationale. La presse

---

13. Voir dans *Caliu, Butlletí del Casal català de Tolosa del Llenguadoc, Cartes d'Europa...*

14. *Catalunya*, n° 1, 11 septembre 1944.

15. *Acción socialista*, n° 18, 15 septembre 1951, p. 1.

16. *C.N.T.*, n° 70, 3 août 1946 : 70<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Bakounine.

communiste célèbre régulièrement les anniversaires de la secrétaire générale du parti, Dolores Ibarruri, et ceux de Joseph Staline <sup>17</sup> ; la mémoire de José Díaz, secrétaire du PCE à partir de 1933 et mort en URSS en 1942 dans des circonstances restées aujourd'hui encore obscures, est évoquée très souvent et l'ancien leader est présenté alors comme "celui qui a forgé le parti" <sup>18</sup>. De nombreuses figures connues, ou moins connues, sont signalées par les différents journaux, comme exemples à suivre ou à méditer ; à leur manière, les nécrologies, de plus en plus abondantes à mesure que l'exil se prolonge, publiées à l'occasion du décès d'innombrables militants anonymes sont autant d'efforts de mémoire et de luttres contre l'oubli.

Les commémorations et les célébrations destinées à resserrer les rangs des partis portent également sur des étapes de leur histoire. *El Socialista* évoque, en 1955, le cinquantenaire de la création des Jeunesses socialistes et Indalecio Prieto retrace au nom des "vieux qui furent jeunes" l'histoire de la fédération <sup>19</sup>. Afin de se poser en véritables continuateurs du PSUC, les communistes exclus pour titisme regroupés autour d'*Acción socialista* rappellent la date de la constitution du parti, le 23 juillet 1936, et celle de la dernière réunion de son comité central, les 2 et 3 mars 1939, trois semaines après l'arrivée en France de ses membres <sup>20</sup>. En avril 1950, peu de mois avant son interdiction, le PCE célèbre le 30<sup>e</sup> anniversaire de sa fondation à l'aide de plusieurs numéros spéciaux : extraits de lettres adressées par des militants au parti avant leur exécution en Espagne, allocution de Dolores Ibarruri, articles de Vicente Uribe, Santiago Carrillo, Antonio Mije, Angel Alvarez, Santiago Claudín, Francisco Antón ou Ignacio Gallego sur l'histoire du parti, ses liens avec l'Internationale et son

---

17. En décembre 1949, le P.C.E. célèbre les 54 ans de la *Pasionaria* et les 70 ans de Staline.

18. José Díaz est mort le 19 mars 1942 : l'on parle de décès dans un sanatorium à Tiflis, de suicide (version reçue par Jorge Semprún) ou de chute par une fenêtre (Hugh Thomas, *El Campesino* ou *Nuestra bandera*, 5 avril 1950, pp. 227-243). Cf David Wingate PIKE, *Jours de gloire, jours de honte*, op. cit., pp. 105-106.

19. *El Socialista*, n° 5766, 14 avril 1955.

20. *Acción socialista*, n° 34, 1<sup>er</sup> juillet 1952.

programme de lutte contre le franquisme <sup>21</sup>. A l'identique, en sept années d'existence, le *Suplemento literario de Solidaridad obrera* publie trois numéros spéciaux : l'un consacré au *Quijote*, comme nous l'avons vu précédemment, et les autres au 51<sup>e</sup> anniversaire de *Solidaridad obrera* et à Francisco Ferrer Guardia. Fêter l'anniversaire de la publication de *Solidaridad obrera* -apparue en 1907 peu de temps avant la constitution même de la CNT- consiste à revisiter un demi-siècle d'existence du mouvement anarchiste et à évoquer tous les campagnes entreprises pour telle ou telle cause afin d'enraciner l'identité des militants <sup>22</sup>. L'hommage à Francisco Ferrer, cinquante après son exécution, est l'occasion de faire mieux connaître l'oeuvre éducative entreprise au sein de l'Escuela moderna et d'associer, dans une même manifestation, anarchistes espagnols et maîtres laïques français <sup>23</sup>. Il s'agit dans tous les cas de resserrer les mouvements autour de leurs héros et de leurs martyrs afin de justifier les objectifs présents de lutte ; magnifier la geste des mouvements sociaux du passé pour donner des justifications aux options présentes est souvent la tentation de l'exil, aussi les remises en cause et les réajustements ne se font-ils pas sans heurts et sans que l'anathème soit jeté sur ceux qui les effectuent.

## 2. Les commémorations communes

Un certain nombre de commémorations sont communes à la plupart des journaux de l'exil, qu'elles fassent référence à des dates internationalement célébrées -comme celles du mouvement ouvrier- ou qu'elles évoquent des événements identiques. Mais qu'elles soient communes ne veut pas dire qu'elles soient unanimes. Les dates évoquées sont certes les mêmes, mais les manières de les analyser sont souvent différentes, voire opposées ; les événements

21. *Mundo obrero*, n° 217 extraordinaire, 13 avril 1950, 20 p. et n° 218, 20 avril 1950.

22. *Suplemento literario de Solidaridad obrera*, n° 61, 17 décembre 1958, 20 p.

de 1936 notamment sont revécus, comme le souligne Emile Témime, dans une "justification obsessionnelle, dans des réglemens de comptes sans fin" <sup>23</sup>.

### a) Les commémorations internationales et nationales

La presse de l'exil espagnol se réclame dans sa majorité du mouvement ouvrier, et aussi la célébration du Premier mai y est-elle très présente. La fête du travail revêt évidemment dans l'émigration une coloration particulière : c'est l'occasion de se solidariser avec les luttes menées dans la clandestinité en Espagne et, dans l'exil, de proclamer sa foi dans le retour de la démocratie et d'appeler inlassablement, comme de façon incantatoire, à l'unité de tous les républicains espagnols. "Le Premier mai, jour de l'union des travailleurs, devrait être aussi celui de l'union des républicains espagnols. Cette union nous donnerait, comme en d'autres occasions, la force nécessaire pour accélérer la chute du nazi-franquisme et le rétablissement de la République démocratique", écrit en 1954 l'éditorialiste d'*El Socialista español*, l'organe des socialistes dissidents <sup>25</sup>. Comme les dates sont proches, l'on associe souvent, dans les manifestations commémoratives, le Premier mai et le 14 avril, jour de la proclamation de la République en 1931.

D'autres commémorations internationales se rencontrent dans la presse de l'exil espagnol, afin de marquer les références historiques et les filiations. En 1948, *La Batalla* consacre une pleine page à "Cent ans de pensée et de luttes socialistes, 1848-1948", pour marquer l'anniversaire de la publication du *Manifeste communiste* : Juan Andrade étudie la version espagnole du *Manifeste et*

---

23. *Suplemento literario de Solidaridad obrera*, n° 71-72, novembre-décembre 1959, 40 p. La meeting du 9 octobre 1959 à la Mutualité rassemble notamment Denis Forestier, secrétaire du SNI, André Lorulot de *La libre pensée* et Federica Montseny de la CNT.

24. Emile TEMIME, *La guerre d'Espagne commence*, Bruxelles, éditions Complexe, 1986, p. 102.

25. *El Socialista español*, mai 1954.

un extrait d'un texte de Franz Mehring resitue l'oeuvre de Marx <sup>26</sup>. *El Socialista* évoque nombre de figures du socialisme international de Kautsky à Matteotti et Léon Blum ; le 31 juillet 1952, le journal célèbre le 38<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat de Jaurès. La presse communiste commémore chaque année la révolution d'Octobre. C'est l'occasion pour le PCE de souligner "le caractère international de la révolution d'Octobre et sa signification pour le développement de l'humanité", de marquer ses liens avec le parti-frère d'Union soviétique et son attachement à la patrie du socialisme : l'exemple à suivre dans tous les domaines, politique, social, économique, comme dans celui des nationalités, est montré par l'URSS et son dirigeant suprême <sup>27</sup>.

De nombreuses commémorations évoquent des épisodes marquants de l'histoire de l'Espagne depuis la proclamation de la République en 1931. *La Nouvelle Espagne* célèbre en décembre 1946 le 15<sup>e</sup> anniversaire de la promulgation de la constitution et rappelle que lorsque les généraux rebelles se sont soulevés en juillet 1936, certains ont déclaré les premiers jours comme Queipo de Llano à Séville qu'ils se battaient pour "une République honnête" <sup>28</sup>. Quelques journaux, tels *La Batalla* et *Acción socialista*, ravivent le souvenir d'octobre 1934 dans les Asturies :

Une date glorieuse : octobre 1934...le mouvement révolutionnaire d'octobre 1934 occupera un chapitre important dans l'histoire des luttes sociales en Espagne... Octobre 1934 fut, de plus, le prologue, la répétition générale pour ainsi dire, de juillet 1936...<sup>29</sup>

Les Asturies ont vaincu la réaction en 1934 en instaurant pratiquement un nouveau pouvoir sous le signe de l'*Alianza obrera* <sup>30</sup>.

Le rappel d'épisodes victorieux de la guerre civile permet de stimuler les exilés et de leur montrer que, même si la situation semble désespérée,

26. *La Batalla*, n° 53, 10 février 1948.

27. *Mundo obrero*, n° 194 extraordinaire, 3 novembre 1949, 20 p.

28. *La Nouvelle Espagne*, n° 45, 14 décembre 1946.

29. *La Batalla*, n° 7, 20 octobre 1945.

la galvanisation des énergies et l'unité peuvent faire des miracles, comme à Madrid le 7 novembre 1936 où "le *No pasarán* célèbre s'est converti en réalité historique" <sup>31</sup> :

... Le 7 novembre est la preuve irréfutable pour désarmer ceux qui doutent et manquent de confiance en nous. Oui, nous les républicains, nous savons nous unir ; mais nous avons besoin de le faire par rapport à une grande tâche. Les différences et les rivalités de l'émigration, les antagonismes de personnes et de partis... sont le fruit d'une inaction désespérante... Qu'il y ait une entreprise digne de nos ambitions et l'on verra de nouveau le miracle du 7 novembre 1936, les différences se fondre dans la réalisation d'une tâche commune et les stériles antagonismes se transformer en émulations fécondes <sup>32</sup>.

### **b) Les dates emblématiques**

Il est des dates qui, chaque année, sont évoquées systématiquement par toutes les tendances dans la presse de l'exil espagnol, mais très diversement. Ces évocations parfois si divergentes attestent des différences d'appréciation du passé et, partant, des tâches de l'heure pour l'émigration. Il s'agit des commémorations du 14 avril 1931, le jour où Alphonse XIII se déclare en vacance de règne, et, selon les tendances, de celle du 18 juillet 1936, début du soulèvement des chefs militaires, et de celle du 19 juillet 1936, jour où le gouvernement de José Giral décide officiellement l'armement du peuple, déjà réalisé dans les faits, et reconnaît l'existence des milices des partis et des syndicats.

Tous les ans, la presse républicaine et socialiste et tous les journaux qui font du rétablissement du régime républicain leur objectif de lutte fondamental, célèbrent le 14 avril, date-anniversaire de la proclamation de la

---

30. *Acción socialista*, n° 20, 15 octobre 1951.

31. *La Nouvelle Espagne*, n° 40, 9 novembre 1946.

République <sup>32</sup>. Comme il se doit, les gouvernements en exil fêtent chaque année cette date où la "République [a été] joyeusement proclamée, sans casser un verre". Dès lors, les tâches pour le présent s'imposent : il faut se regrouper autour du gouvernement en exil. Le président de la République, Diego Martínez Barrio, fait l'exhortation suivante en 1946 :

L'émigration espagnole, en cet anniversaire du 14 avril, a le devoir pressant, immédiat, de donner son appui au gouvernement... Unis, tous ensemble, gouvernement et peuple, nous pourrions réaliser la mission que l'Histoire et la volonté du peuple nous ont imposée <sup>34</sup>.

Il est clairement affirmé par le gouvernement en exil que chaque 14 avril est l'occasion pour "les Espagnols émigrés de réaffirmer leur foi et leur enthousiasme républicain" <sup>35</sup>. Ce qui ne manque pas de provoquer un certain scepticisme chez ceux d'entre les réfugiés qui sont moins attachés à la forme juridique du pouvoir. "Un autre anniversaire", ironise l'éditorialiste de *C.N.T.* en 1949 : "comme pluie... les anniversaires sont en train de tomber sur la tête des Espagnols, exilés ou non exilés... Pâques républicaines, fête des libertés écrites et des illusions tombées" <sup>36</sup>. Car cette date est aussi, pour beaucoup, l'occasion de s'interroger sur les erreurs et les insuffisances de la République de 1931 qui ont conduit à la guerre civile et à l'instauration du franquisme. Ne pas analyser le passé peut avoir des conséquences funestes pour l'avenir : "cela veut dire concrètement -écrit l'éditorialiste anarchiste de *Libertad* en 1946- récidiver avec les mêmes procédés... Ils n'ont pas compris ou n'ont pas voulu comprendre. Et cela, c'est le véritable danger pour le futur de l'Espagne" <sup>37</sup>. Dans son premier numéro dans l'exil, *La Batalla* reproduit en les reprenant à son compte des passages d'une déclaration d'Alvaro Albornoz animateur de la JEL créée à Mexico

---

32. *Acción socialista*, n° 21, 15 novembre 1951.

33. *La Nouvelle Espagne, Boletín de información del gobierno de la República española, Política, El Socialista, El Socialista español...*

34. *La Nouvelle Espagne*, n° 11, 10 avril 1946.

35. *La Nouvelle Espagne*, n° 12, 22 avril 1946.

36. *C.N.T.*, n° 210, 21 avril 1949.

37. *Libertad*, Boletín regional de Bretaña, n° 29, 31 mars 1946.

en 1943 : "... si, en 1931, nous avions résolu le problème agraire, le problème de l'armée et d'autres problèmes graves et fondamentales, en vingt-quatre heures, par décret, les circonstances dans lesquelles fut possible le soulèvement de 1936 n'auraient pas pu se produire" <sup>38</sup>. En effet, si le 14 avril représente la victoire populaire sur la monarchie et si

La République apparut comme une grande libération, comme une immense espérance... la période des illusions démocratiques fut très brève... Les déceptions se succédèrent les unes aux autres, à une rapidité vertigineuse. Le désenchantement gagna en quelques semaines les masses populaires de tout le pays...

La Révolution démocratique, escamotée par la Seconde République, tronquée par la contre-révolution franquiste, doit se poursuivre et parvenir à sortir l'Espagne de son inertie et la conduire vers le socialisme. Le renversement du régime franquiste, l'opposition intransigeante à la restauration monarchique, la reconquête des libertés démocratiques, la République, doivent être ses premiers objectifs <sup>39</sup>.

De même, le 18 juillet 1936 est évoqué presque chaque année dans la plupart des journaux de l'émigration. Inlassablement, la signification de la grande rupture que ce jour introduit dans l'histoire de l'Espagne est rappelée ; cette répétition montre à l'évidence que ces jours de juillet 1936 constituent les événements qui ont marqué à jamais les exilés de la première génération. Diego Martínez Barrio souligne en 1947 :

Quand le 18 juillet 1936, une grande partie des officiers de l'armée et une autre, non moindre, de l'appareil civil de l'Etat se soulevèrent contre la République, l'Espagne a réagi spontanément et virilement. Le paysan dans les campagnes, l'ouvrier dans les villes et les classes dirigeantes du pays se lancèrent à la défense de la République, non seulement comme expression de loyauté à un régime politique mais aussi comme volonté souveraine et libératrice <sup>40</sup>.

Le 18 juillet signifie le soulèvement phalangiste contre la République et, surtout, "contre tout ce que ses institutions légales et démocratiques

---

38. *La Batalla*, n° 1, 25 mai 1945.

39. *La Batalla*, n° 36, 15 avril 1947.

40. *Boletín de información del gobierno de la República española*, n° 28, 19 juillet 1947.



représentaient de généreux et d'humain, d'impulsion culturelle et de transformation économique et, en somme, de justice, de progrès et de liberté" C'est également, comme le rappelle l'organe de la FEREF, le jour "où un groupe de généraux traîtres à la patrie attaqua les institutions légales... et ouvrit les frontières à l'invasion étrangère, comme unique moyen de séquestrer la souveraineté nationale" ; avec ce jour débute le prélude de la guerre mondiale :

Le 18 juillet 1936, le premier épisode de la Seconde Guerre mondiale déclenchée par l'hitlérisme a commencé en Espagne. Invoquant le nom de l'Espagne et les intérêts sacrés de la patrie, une bande de traîtres (parmi lesquels se trouvait Franco, vulgaire agent du militarisme allemand en Espagne), mettait en pratique le plan d'attaque de la République espagnole, pour atteler notre patrie au char du fascisme nazi, selon les plans élaborés par l'état-major allemand <sup>42</sup>.

Afin d'indiquer l'attachement des républicains espagnols aux valeurs de la Révolution française, le souvenir du 18 juillet est parfois associé, du fait de la proximité des dates, à celui du 14 juillet 1989 :

A nous, journalistes espagnols émigrés, hérauts et porte-paroles d'un peuple opprimé dans sa propre patrie et d'une masse considérable d'exilés forcés, il nous suffit de souligner la fête nationale française, en exprimant que ce qui nous unit à la France est ce qui sépare celle-ci de ceux qui détiennent le pouvoir aujourd'hui en Espagne <sup>43</sup>.

Alors que les publications républicaines et de la gauche modérée commémorent le 18 juillet pour marquer le jour où la légalité républicaine a été bafouée, celles des anarchistes et de l'extrême-gauche célèbrent la "geste glorieuse du 19 juillet". Le terme est employé en 1946 par la CNT, pour le 10<sup>e</sup> anniversaire <sup>44</sup>, et exprime les profondes divergences d'appréciation entre ceux pour qui la guerre d'Espagne a été un combat pour défendre la légitimité institutionnelle et ceux pour qui elle a été une révolution : les objets de la mémoire

---

41. *El Socialista español*, août 1952.

42. *La Voz de España*, n° 161, juillet 1952.

43. *La Nouvelle Espagne*, n° 24, 18 juillet 1946.

44. *C.N.T.*, n° 68, 19 juillet 1946.

ne font que refléter les clivages idéologiques. Si la réaction populaire au soulèvement des généraux du 18 juillet 1936 est souvent évoquée, peu de journaux en effet, à part ceux du POUM et des anarchistes, font de la journée du 19 juillet le jour fondamental de cette période. Cette date est pour eux le point de départ de la Révolution espagnole : la mémoire de ce jour doit être maintenue car il s'agit d'un exemple d'unité et de combativité à suivre. Dès 1939, le 19 juillet est entré dans la symbolique révolutionnaire espagnole comme décisif : le journal anarchiste *España expatriada* l'évoque et fait référence à la Révolution française : "De même que la France a un 14 juillet nous avons notre 19 juillet dont l'anniversaire va avoir lieu dans trois jours. La douloureuse histoire du peuple espagnol... ouvrit ce matin de 1936 une grande porte à l'avenir" <sup>45</sup>. De même, en août 1939, un journal édité à Nîmes par un comité libertaire franco-espagnol pour la "défense des militants, des conquêtes et des principes de la Révolution espagnole", fait du 19 juillet un jour de référence :

Un anniversaire est toujours, qu'on le veuille ou non, un jour de commémoration... au-dessus des convenances ou des exigences, il y a cette chose impondérable qui est la mémoire des hommes... Dix-neuf juillet 1936 ! Aucune date ne contient davantage dans l'histoire de notre peuple <sup>46</sup>.

En 1945, *La Batalla* célèbre le 19 juillet et explique qu' "en ce 9<sup>e</sup> anniversaire des journées de juillet, nous devons revendiquer le geste révolutionnaire du peuple espagnol. On ne peut passer sous silence l'expérience de la profonde transformation réalisée dans la structure économique et politique qu'a vécue la classe ouvrière espagnole durant deux ans et demi" <sup>47</sup>. En 1946, la commission de propagande du MLE-CNT édite un *Libro de oro de la Revolución española* entièrement consacré au 10<sup>e</sup> anniversaire du 19 juillet qui "restera dans les annales de l'histoire du prolétariat universel comme une date symbole" ; des photos des combats rappellent que ce jour-là "Barcelone vainquit l'armée traître

---

45. *España expatriada*, 14 juillet 1939.

46. *L'Espagne inouïe* -supplément à *L'Espagne nouvelle*-, août 1939.

47. *La Batalla*, n° 3, 19 juillet 1945.

dans une lutte héroïque et sanglante". Tout au long de l'exil, la CNT célèbre cette date qui est "un exemple pour les travailleurs du monde ... tout un peuple dressé face à l'opresseur... Le plan fasciste consistait à s'emparer de la Généralité de Barcelone... mais la résistance avait été préparée par les militants de la CNT et de la FAI"<sup>48</sup>. Chaque année, les journaux anarchistes consacrent de grandes pages au rappel des journées de juillet, pour inciter les antifranquistes à la lutte et à l'unité et pour définir les objectifs de la résistance au franquisme. Cette symbolique est reprise par les anarchistes français, comme en témoigne cette profession de foi publiée dans *Le Combat syndicaliste*, l'organe de la CNT française, juste avant qu'il ne devienne le porte-parole des libertaires espagnols après les interdictions de novembre 1961 :

Le 19 juillet, ce fut la date où s'affirma la capacité des masses... Le retour de la date-anniversaire du 19 juillet évoque en nous...[le jour] où l'apprenti dictateur devait s'incliner momentanément devant la volonté des travailleurs dressés pour s'opposer à son crime. Le 19 juillet, c'est, pour nous, la prise des usines, des chantiers, des mines, des champs, des transports, par des travailleurs placés du jour au lendemain dans l'obligation de se fabriquer ce qui leur permettra de repousser d'abord puis de tenir en échec pendant trois ans, une armée alimentée en gros matériel de guerre par les puissances capitalistes fascistes ... et les autres<sup>49</sup>.

Les exilés espagnols se sentent les héritiers de cette geste, qualifiée de républicaine ou de révolutionnaire selon les options idéologiques, et dont ils ne cessent inlassablement de revivre les moments glorieux et les jours de défaite. Leur imaginaire collectif est nourri de ce passé exaltant, de ces événements érigés au rang de mythes : il explique grandement le fort taux de politisation, la vigueur et la permanence des polémiques, mais aussi les déceptions engendrées par un exil prolongé et le fait que les retours ont souvent été rendus

---

48. *Solidaridad obrera*, n° 536, 19 juillet 1952.

49. *Le Combat syndicaliste*, n° 66, 13 juillet 1961.

impossibles, même après la fin du franquisme, parce que la société espagnole était devenue, entre-temps, autre que celle qui avait été connue ou rêvée par les exilés.

## **B. L'EXIL : LE REGARD PORTE SUR LUI-MEME**

L'exil espagnol ne manque cependant pas, parfois, de se regarder lui-même : il est à la fois prisonnier de son imaginaire et de ses démons et conscient, à certains moments, de ses difficultés, de ses manques et de ses faiblesses ; il s'interroge aussi sur sa mission et sa fonction historique. Parallèlement, une mémoire de l'exil se crée et vient s'ajouter à la mémoire historique de la période républicaine et révolutionnaire dont les réfugiés sont les dépositaires et les hérauts. La presse de l'exil est l'un des lieux d'expression, mais non l'unique, de cette réflexion et de cette auto-analyse, mais il apparaît indispensable de présenter les éléments de représentations collectives qu'elle suggère.

### **1. La mémoire de l'exil**

Les générations arrivées en exil à l'âge adulte ont connu successivement les espoirs de 1936, la défaite et l'exode et, avec ce dernier, les camps d'internement, le travail forcé et les engagements dans de nouveaux combats. La presse est peu le lieu d'expression et de formation de la propre mémoire de l'exil : les préoccupations y sont surtout politiques et culturelles et le souci de transmission de l'héritage historique spécifiquement espagnol y est prédominant. Probablement aussi, l'effet d'une certaine auto-censure par rapport

aux autorités françaises de qui dépend l'autorisation de paraître n'est pas à écarter. Ce sont donc essentiellement des ouvrages, parfois édités en supplément de revues, qui contribuent à forger cette mémoire et il faut rappeler que ces témoignages sont publiés tardivement, à partir de la fin des années 1960 seulement; n'apparaissent en effet en France dans les années d'après-guerre que les ouvrages de Victoria Kent et de Federica Montseny <sup>50</sup> et il faudra attendre les années 1967-1969 pour que d'autres récits sur les aléas de l'exil voient le jour <sup>51</sup>. Néanmoins, la presse contient des allusions à cette expérience historique commune vécue en France.

Les camps d'internement en France sont peu évoqués dans la presse de l'exil espagnol. Les bulletins édités dans les camps ne contiennent pas, comme l'on a vu précédemment, de critiques sur les conditions de vie des internés. Leur contenu exclusivement culturel leur permet seul d'exister au grand jour et de braver la censure exercée par les autorités des camps. Aussi, l'humour comme la volonté éducative y introduisent-ils une certaine distance. Ensuite, peu de choses dans les journaux, quelques récits individuels seulement ; la recherche des responsabilités et, éventuellement, les dénonciations se font ailleurs. Mais, toujours, le terme employé par les Espagnols est celui de "camp de concentration" et cette expression exprime la profondeur de la blessure ressentie. Il est vrai que le terme a été utilisé dans certains documents administratifs français avant guerre, au sens où l'on parlait de lieu pour "concentrer" les réfugiés ; Albert Sarraut n'indiquait-il pas dans une conférence de presse début février 1939 que "le camp d'Argelès-sur-Mer ne sera pas un lieu pénitentiaire mais un camp de concentration. Ce n'est pas la même chose" <sup>52</sup>. Après la guerre mondiale et la

---

50. Voir notre introduction. Rappelons que *Pasión y muerte de los Españoles en Francia* est paru dans *El Mundo al día* en 1950.

51. De 1967 à 1969 : Alberto FERNANDEZ, Manuel RAZOLA et Mariano CONSTANTE, Jorge SEMPRUN, Antonio VILANOVA (Geneviève DREYFUS-ARMAND, "Historiographie des premières années de l'exil espagnol et état de la question", *art. cit.*).

52. *La Dépêche*, 2 février 1939 (cité par Marie-Claude LOJ, *Odyssée pour la liberté*, *op. cit.*, p. 117).

terrible expérience des camps nazis -que nombre d'Espagnols ont connue-, le terme utilisé par les exilés pour désigner les camps français reste le même. Ce choix linguistique s'impose à eux tout naturellement et montre que sont englobés dans un même souvenir et une même réprobation les camps français et nazis, quel que soit le degré de l'horreur. Les souffrances et la déception des républicains espagnols ont été importantes dans les camps français : ils ne s'attendaient pas, dans la patrie des droits de l'homme, à être parqués dans des espaces si inhospitaliers, si étroitement et durement surveillés et d'où il était problématique de sortir. Alors qu'ils savaient par l'expérience de la guerre d'Espagne, pour les avoir affrontés, qu'ils n'avaient rien à attendre et tout à redouter des nazis. Aussi, pendant toute la durée de l'exil et aujourd'hui encore, le même terme sert-il à désigner les camps français et allemands, en dépit de la connotation ultérieure donnée par les génocides programmés dans les seconds ; la cicatrice laissée par les camps français est si mal refermée que, dans le langage courant des exilés espagnols, l'objectif d'extermination propre à certains camps nazis n'est pas prise en compte pour les différencier des camps français.

Dès les lendemains de la guerre mondiale, le journal catalan *Foc Nou* parle, dans une série d'articles, des charmes et des disgrâces de l'exil - "Gracies i desgracies de l'exili"-, sur un ton qui se veut distanciateur<sup>53</sup> : d'après l'auteur, les Catalans internés à Agde n'ont pas perdu leur inépuisable bonne humeur et leur fine ironie jusqu'au moment où se sont constituées les premières Compagnies de travailleurs étrangers, "incarnation de l'esclavage moderne [qui] va blesser encore plus la susceptibilité et la dignité des exilés en France que ne l'avaient fait jusqu'alors le sable et la boue et les barbelés des camps de concentration".

---

53. *Foc nou*, n° 12 (25 novembre), 13 (2 décembre), 15 (16 décembre 1944) : articles de Josep TORRENTS.

Et de rappeler les propriétaires du Midi en train de jauger la force physique des réfugiés, sous l'oeil protecteur des gendarmes, ainsi que la formation d'une compagnie de travailleurs par la force le jour où aucun volontaire ne s'était présenté. Peu après, un article de *L'Espagne républicaine* se penche à son tour sur "Ce que les réfugiés vont oublier" ; il rappelle que des centaines de réfugiés sont morts de faim et de froid, notamment au cours des nuits de tramontane glacée, faute de baraquements suffisants. L'auteur demande au gouvernement en exil de rechercher, pour une évaluation précise, la liste des réfugiés décédés dans les camps, car "pour aussi macabres que soient ces statistiques, elle doivent être faites car elles aideront à calibrer les angoisses des camps de concentration du Sud de la France". De même, il faudrait faire une histoire des compagnies de travailleurs et du maquis espagnol, car il ne s'agit pas de faire oeuvre "d'animosité et de reproches", mais de servir à l'histoire de l'émigration espagnole et de d'écrire "le Livre de la Mort, le Livre du Travail et le Livre de la Gloire" <sup>54</sup>.

Plus tard encore, et d'autres exemples seraient à donner, le *Suplemento literario de Solidaridad obrera* rappelle les conditions de l'arrivée en France. Isabel del Castillo, mère de l'écrivain Michel del Castillo, écrit une "Élégie des sans-terre : l'exode" ; le texte est illustré de quelques photos, témoins de la détresse des réfugiés au passage de la frontière, et accompagné d'un poème écrit alors sur le "Camp d'accueil" <sup>55</sup>. A son tour Juan Ferrer, directeur de ce même journal, rappelle, dans une longue invocation à Daladier, "La procession du malheur" ; mais il tente surtout d'y comprendre le terrible déroulement de l'exode. Les réfugiés se sont pressés vers la frontière par amour pour "la France des droits de l'homme, universaliste et progressiste", celle-ci aurait pu ne pas les recevoir et, ajoute Juan Ferrer, "ni les Français ni nous ne portons la responsabilité de la

---

54. *L'Espagne républicaine*, n° 56, 20 juillet 1946 (article de Simone MARTIN).

55. Isabel del CASTILLO, "Elegía de los sin tierra : el éxodo", *Suplemento literario de Solidaridad obrera*, n° 2, février 1954, pp. 8-9.

tragédie des camps de 1939". Il n'empêche que si les uns et les autres ont appris à mieux se connaître depuis, le souvenir des nombreux morts victimes de cet enchaînement tragique d'événements -depuis les camps d'internement des plages du Languedoc jusqu'aux camps de la mort d'Allemagne et au maquis- remplit inévitablement les exilés de "peine et d'angoisse" <sup>56</sup>. Si le temps et l'analyse permettent de faire disparaître les rancœurs proprement dites, la blessure existe, ineffaçable, pour l'exil espagnol.

En revanche, rien quasiment dans la presse de l'exil, sur le mauvais accueil réservé parfois par la population et la violente campagne de dénigrement menée par certains secteurs de la société française et une partie de la classe politique. Comme si, pour les républicains accoutumés à de vives oppositions, de tels comportements semblent sinon acceptables du moins inévitables. Les journaux se bornent à mettre à l'honneur les amis des républicains, ceux qui leur apportent soutien moral, politique ou matériel ; ils s'appuient sur leur prestige et ignorent les autres. Tel *Catalunya* de l'Alliance nationale de Catalogne qui, en 1944, met à l'honneur "les écrivains français amis" et évoque Louis Aragon, Jean Camp et Albert Camus au travers de leur oeuvre et de leur action solidaire envers l'Espagne républicaine ; aussi la mort prématurée d'Albert Camus est-elle vivement ressentie dans toute la presse de l'exil <sup>57</sup>. Généralement, les journaux de l'exil rendent l'Espagne franquiste responsable des préjugés hostiles qui ont parfois accueilli les réfugiés en France ; pour ajouter qu'ils ont su se faire apprécier ensuite, dans les maquis, dans la vie quotidienne ou au travers de leurs réalisations. Un exemple de ce transfert de responsabilité sur l'Espagne est donné par *El Socialista* qui, pour le 20<sup>e</sup> anniversaire de l'exil, rappelle l'arrivée en France d'un demi-million de réfugiés exténués après trois ans de lutte inégale contre - citant Antonio Machado- une "armée de traîtres, de mercenaires et d'étrangers" :

---

56. Juan FERRER, "La procesión de la desdicha", *Suplemento literario de Solidaridad obrera*, février 1958, p. 16.



Les uns arrivaient pour achever de mourir ; les autres, fragments d'une Espagne triturée, commençaient là une nouvelle et imprévisible existence qui devait rester marquée pour toujours par la tristesse. Ils la commençaient au milieu de nouvelles souffrances et d'inévitables vexations, encouragées depuis l'Espagne par les cris des "vainqueurs" qui, appuyés de manière jubilatoire par toutes les ressources liturgiques du haut clergé, nous signalaient aux autorités françaises comme un immense ramassis de bandits <sup>57</sup>.

Enfin, en ce qui concerne la participation espagnole à la Résistance, elle est magnifiée au sortir de la clandestinité dans des journaux qui en ont été l'expression ; *Reconquista de España, Lucha, Anónimos* font ressortir le rôle des guérilleros dans la libération de diverses régions et la reconnaissance que leur témoigne la population. Les associations d'anciens combattants et de déportés perpétuent pendant quelques années le souvenir des victimes et des combats glorieux contre les nazis : *Hispania* de la Fédération espagnole des déportés et internés politiques victimes du fascisme ou *Nuestro combate* de l'Amicale des anciens FFI et Résistants espagnols. Cette dernière association, vite contrôlée par le PCE, est dissoute en 1950 peu de temps après les organisations communistes et ce n'est qu'en 1976 que les anciens Résistants espagnols parviennent à nouveau à s'organiser. Il est certain que cette interdiction et cette longue parenthèse dans leur représentation a renforcé l'amertume des Résistants espagnols d'avoir été les oubliés de l'histoire de la guerre mondiale et a exacerbé les enjeux de mémoire parmi les exilés eux-mêmes <sup>58</sup>.

La participation des républicains espagnols à la Deuxième Guerre mondiale aux côtés des Français -et particulièrement à la Résistance- est effectivement un fait peu connu, oublié des historiens français jusqu'à une date

---

57. Articles dans tous les journaux de toutes les tendances.

58. "Veinte años. Aquellos expatriados", *El Socialista*, n° 5968, 26 février 1959, p. 1.

59. Voir le *Bulletin d'information de l'Amicale des anciens guérilleros espagnols en France F.F.I.* et les publications dissidentes : *Bulletin d'information intérieur de la Confédération nationale d'amicales départementales d'anciens guérilleros espagnols en France (FFI)*, *Monument du souvenir de Prayols* et *La Voz de los olvidados*.

fort récente <sup>60</sup>, et absent en tout cas de la mémoire collective française <sup>61</sup>. Les causes de cet "oubli historique" sont générales, communes à tous les étrangers en ce qui concerne la participation de ceux-ci à la Résistance : les mémoires dominantes de l'après-guerre -gaulliste et communiste- ont eu largement tendance à faire prévaloir l'image d'un large consensus national contre l'occupant nazi <sup>62</sup>. Les mécanismes de cette oblitération revêtent cependant un caractère spécifique dans le cas des Espagnols. La guerre civile espagnole a été intégrée en France, à la fin des années 1930, aux conflits politiques internes et a joué un rôle de miroir pour l'opinion française ; aussi, l'attitude envers les réfugiés espagnols d'une partie importante de la population a-t-elle été, en 1939, de rejet par haine ce que la droite française appelait le "Frente crapular", au mieux de méfiance et d'apitoiement. Après la Deuxième Guerre mondiale, les images négatives héritées de l'épuration et la présence des guérilleros dans la région de Toulouse qui a donné "apparence de corps à la légende répandue avec complaisance à Paris de la *République rouge du Sud-Ouest*" <sup>63</sup> ont contribué à occulter le rôle des Espagnols dans la Résistance. Ensuite, lorsque la guerre froide entraîne irrésistiblement la rentrée en grâce de Franco dans le concert des nations, le rôle joué par les antifranquistes pendant la guerre mondiale sera plongé dans l'oubli pour longtemps. A part quelques brefs témoignages publiés au lendemain de la guerre, il faudra attendre la toute fin des années 1960 pour que des études paraissent en France sur la question ; mais elles sont écrites par des Espagnols et souvent en espagnol <sup>64</sup>.

---

60. Le premier colloque scientifique à l'étudier est celui consacré aux *Italiens et Espagnols en France, 1938-1946* en novembre 1991.

61. Sauf, peut-être est-ce l'exception, dans le département de l'Ariège où les Espagnols ont joué un grand rôle dans la libération de nombreuses localités.

62. Stéphane Courtois, Denis Peschanski et Adam Rayski, *Le sang de l'étranger : les immigrés de la MOI dans la Résistance*, op. cit.

63. Déclarations de l'ancien Commissaire de la République à Toulouse à la Libération (Pierre BERTAUX, *Libération de Toulouse et de sa région*, Paris, Hachette 1973, p. 108).

64. Alberto FERNANDEZ (Milan, 1967), Manuel RAZOLA, Mariano CONSTANTE, Antonio VILANOVA et Jorge SEMPRUN (Paris, 1969) ; Miguel Angel SANZ (La Havane, 1971). Enfin en Espagne : Alberto FERNANDEZ (Madrid, 1972-1973), Eduardo PONS PRADES (Barcelone, 1973-1975), Miguel Angel SANZ (Madrid, 1981).

De la part des exilés espagnols, trois éléments sont à souligner pour tenter de cerner les raisons de ce complexe "trou de mémoire". D'abord, la première participation, chronologiquement parlant, à la Résistance a sans doute été l'organisation en coopération avec les services secrets alliés de réseaux de passage des Pyrénées, réseaux qui utilisaient des structures clandestines de liaison avec l'Espagne mises en place par les exilés ; or cette aide de première importance apportée à la Résistance a surtout été le fait de militants anarchistes et du POUM agissant indépendamment de leurs mouvements. Aussi cette activité a-t-elle été longtemps méconnue, non seulement du fait de son caractère discret mais également parce que les acteurs eux-mêmes n'en ont généralement pas parlé, embarrassés comme militants anarchistes ou marxistes révolutionnaires d'avoir travaillé pour des services secrets anglo-saxons <sup>65</sup>. Deuxième aspect à prendre en considération : la mémoire de la lutte armée organisée de manière autonome, qui a surtout été menée par les communistes, a pâti du passage forcé dans la clandestinité des militants communistes à partir de 1950 et de l'interdiction de l'Amicale des anciens FFI et Résistants espagnols évoquée plus haut. Enfin, la presse de l'exil est là pour en témoigner, la préoccupation principale des réfugiés espagnols a été l'Espagne : la participation à la Résistance en France n'a été pour beaucoup qu'une étape moralement et politiquement obligée dans la longue marche qui devait aller de l'exode à la "reconquête" de l'Espagne. Plus de trente ans encore après les événements, il est significatif que les anciens guérilleros tiennent à rappeler leur spécificité : s'ils ont combattu à côté de tous les mouvements de la Résistance, ils ne se sont intégrés à aucun, et s'ils recevaient et obéissaient aux ordres des états-majors départementaux et régionaux des FFI, ils ont toujours maintenu leur autonomie interne <sup>66</sup>. C'est ainsi que gommée des

---

65. La première, à notre connaissance, à avoir parlé du réseau Ponzán, a été Federica Montseny, dirigeante de la CNT, ancien ministre de la II<sup>e</sup> République espagnole, dans *Posición y muerte de los Españoles en Francia*, op. cit. ; F. Montseny rappelle d'ailleurs la condamnation dont avaient fait l'objet, de la part du Conseil du mouvement libertaire (dont elle faisait partie), les militants anarchistes qui collaboraient avec les services secrets alliés. Et ce n'est qu'à la suite de divers recoupements récents que nous avons pu identifier "Martin" comme étant Josep Rovira, car celui-

mémoires dominantes de l'après-guerre, brouillée par des images négatives de la période incertaine de la Libération, ignorée par un régime franquiste habilement neutre, longtemps oubliée des historiens, la participation des Espagnols à la Résistance a été tue par les acteurs eux-mêmes ou limitée dans son expression publique. Nourrie de ces rejets, cette histoire n'a plus été alors qu'un mythe chez les acteurs eux-mêmes, l'un des mythes fondateurs de l'identité collective de l'exil républicain en France.

Il suffit de citer de citer deux passages de textes, écrits en 1951 et en 1969, à une certaine distance temporelle des événements de la guerre mondiale, pour prendre la mesure chez les exilés espagnols de la force du souvenir de cette période, de la prégnance d'un véritable sentiment d'épopée et de l'intensité de la déception qui a suivi ; l'un émane de Félix Montiel, ancien dirigeant du FCE exclu du parti pour "titisme", et l'autre est extrait d'une conférence prononcée par le romancier Virgilio Botella Pastor à l'Ateneo ibéro-américano de Paris :

...La grande masse de l'émigration se trouvait en France et en Afrique en septembre 1939.

La guerre vint. Et au chapitre héroïque de la nôtre, de notre guerre civile, s'ajouta pour les Espagnols émigrés *un nouveau et interminable chapitre* dans lequel s'égalèrent en intensité et en proportion l'héroïsme et le martyre. Il y eut des soldats espagnols sur tous les fronts de la Deuxième Guerre mondiale : à Narvik, à Stalingrad, en Libye. Il y eut des victimes espagnoles sur tous les lieux de supplice : au Sahara, au "mur de l'Atlantique", à Dachau. Il y eut -surtout en France- des "Résistants" espagnols, durs, courageux, infatigables, qui portaient dans leurs corps des blessures du Ja-ama et du Cinca.

Rarement on avait vu dans l'histoire un héroïsme plus conscient. Si parmi tous ces millions de soldats des Nations-Unies il y en avait un seul qui savait pourquoi il luttait, celui-là était espagnol. Rarement on avait vu un héroïsme plus généreux. Pas une unité militaire espagnole, pas un drapeau ou un étendard avec nos

---

et n'a jamais tenu à faire état de sa collaboration avec les services secrets anglais comme il n'a pas demandé de carte de combattant volontaire de la Résistance.

66. *Bulletin d'information de l'Amicale des anciens guérilleros espagnols en France F.F.I.*, n° 1, octobre 1977.

couleurs, pas une seule fois le nom de l'Espagne dans l'énumération officielle des forces qui combattaient.

Cependant, l'Espagne était là. Cette impulsion avait un mobile puissant, émotionnel ; et il y avait, dans la parabole de sa projection, une grande espérance nationale <sup>67</sup>.

Et Virgilio Botella Pastor d'expliquer ainsi les motifs qui le poussent à laisser un témoignage écrit de la guerre d'Espagne et de l'exil :

Je souhaite exposer les causes de notre guerre et la défaite, narrer la geste des républicains espagnols qui, en exil, passèrent par les camps de concentration de France pour continuer à lutter ensuite, non pour leur liberté mais pour la liberté des autres, et mourir pour elle, depuis les sables du Sahara et de El Hakeim jusqu'aux neiges de Narvik en Norvège ; de l'île de Crète, comme parachutistes de l'armée anglaise, jusqu'aux plages normandes du débarquement, encadrées dans des unités anglaises et françaises ; depuis le maquis, la guérilla et la Résistance en France, jusqu'aux camps d'extermination d'Allemagne, alors qu'ensuite les survivants requèrent le prix et la récompense que nous connaissons tous et dont nous continuons encore à bénéficier <sup>68</sup>.

## **2. Les difficultés de l'exil et ses insuffisances**

Les difficultés de l'exil, telles que les perçoivent ses protagonistes, tiennent d'une part à son déroulement et aux vicissitudes rencontrées et d'autre part à la conscience de ses problèmes internes et de son échec politique. En dehors de sa propre mémoire qu'il construit au fil du temps, l'exil espagnol s'analyse lui-même dans ses difficultés et ses insuffisances. Parfois, une certaine mauvaise conscience est exprimée par rapport à l'opposition intérieure, comme dans *Catalonia* : "Pour nombreux qu'ils soient, les exilés représentent une goutte d'eau dans l'immensité de la mer. Le peuple reste en

---

67. Félix MONTIEL, "Responsabilidades de la emigración, I", *Acción socialista*, n° 18, 15 septembre 1951, pp. 1-2.

68. Virgilio BOTELLA PASTOR, "Porque escribo sobre la guerra y el destierro", *Anales. Ateneo ibero-americano*, 1969, n° 5, pp. 1-9 ; conférence prononcée le 13 décembre 1969.

Catalogne et supporte le terrible Carême qui lui est imposé" <sup>69</sup>. L'on compare aussi la situation de l'intérieur à l'exil, ceux qui endurent la répression franquiste et les réfugiés préoccupés surtout "de leur parti, ... de leurs dirigeants, ... de leurs ministres" <sup>70</sup>. Les critiques ne manquent pas non plus sur nombre de comportements individuels ou collectifs ; ainsi, le dirigeant anarchiste Felipe Aláiz fait-il la description, pour les fustiger, de différents types de personnalités rencontrées dans l'exil :

Dans les milieux espagnols de l'exil il existe une psychose partielle, non pas générale, que nous n'hésitons pas à qualifier de pénible. D'un côté apparaît le martyr. De l'autre, le nouveau riche. De l'autre, l'auto-condamné à la plaisanterie perpétuelle. De l'autre, celui qui méprise tout ce qu'il voit ...<sup>71</sup>

Cependant, les Espagnols sont conscients des difficultés rencontrées, physiques comme psychologiques, liées à leur situation d'exilés. L'Hôpital Varsovie, créé pour les besoins sanitaires des guérilleros dans la rue toulousaine qui lui a donné son nom et dirigé par l'Amicale des anciens FFI et Résistants espagnols, est amené à se pencher, au-delà des grands traumatismes dus aux guerres, sur la pathologie de l'émigration. Le bulletin de l'hôpital, *Anales del Hospital Varsovia*, étudie les aspects sanitaires de l'exil espagnol et signale les nombreux cas de blennorragie dus aux séparations familiales, aux changements de partenaires et au nomadisme forcé des réfugiés, ainsi qu'à des conditions de vie longtemps sans hygiène <sup>72</sup>. Un bulletin évoque même sur un mode poétique la misère sexuelle des miliciens internés : *Exilio*, calligraphié au camp Morand d'Algérie par les Jeunesses libertaires <sup>73</sup>. Les médecins de l'Hôpital Varsovie ont à

---

69. Josep TERMES, "Els Catalans exiliats i els Catalans de Catalunya", *Catalonia*, n° 8, novembre 1945.

70. "El interior no es el exilio", *Libertad*, MLE de Bretaña, n° 64, 10 avril 1947, p. 1.

71. Felipe ALAIZ, "Pequeño ensayo sobre el exilio español en Francia", *Inquietudes*, n° 1, mai 1947, pp. 12-13.

72. E. ROVIRA, "Aspectos sanitarios de la emigración española", *Anales del Hospital Varsovia*, n° 2, octobre 1948.

73. On y voit des femmes arabes s'approcher du camp, la nuit venue, "afin de calmer, pour quelques francs, la soif ardente du sexe des réfugiés" ; l'auteur du texte ajoute : "tristesse de la vie qui oblige la femme à se vendre comme dans un marché d'esclaves !". Le réfugié interné a rencontré un être au moins aussi malheureux que lui et, tandis que la femme se couvre à nouveau

soigner, encore au début des années 1950, nombre de maladies de l'estomac, du ventre ou du foie et pensent que l'une des causes fondamentales de la pathologie digestive de l'émigration provient de l'amibiase des camps <sup>74</sup> ; ils essaient également d'analyser les effets de la guerre sur le psychisme infantile et juvénile. Une activité importante d'aide sanitaire et sociale aux réfugiés et aux émigrés économiques est effectuée par la Croix-Rouge républicaine espagnole reconstituée en 1945 ; reliée au ministère républicain de l'Émigration, elle fonctionne avec l'accord officieux du Comité international et du gouvernement français et elle exerce son activité jusqu'à sa dissolution en 1986 <sup>75</sup>. Des dispensaires installés généralement dans des locaux prêtés par la Croix-Rouge française reçoivent des patients à Paris <sup>76</sup> et à Toulouse <sup>77</sup> jusqu'à la fin du franquisme ; ceux de Bayonne et Montauban ne semblent pas, faute de moyens, fonctionner au-delà de 1950 <sup>78</sup>. Un dispensaire patroné par le gouvernement républicain est ouvert dans les locaux du 21 avenue Kléber, jusqu'en 1950, date à laquelle le propriétaire souhaite récupérer ces derniers ; il accueillera ensuite les Espagnols au 28 passage du Génie, dans le Faubourg Saint-Antoine jusqu'en 1986. Avec l'aide de diverses organisations humanitaires, françaises et étrangères, les exilés espagnols prennent ainsi en main une part importante des problèmes de santé des migrants.

Très tôt par ailleurs, les exilés se sont interrogé sur les conséquences de l'exil sur leurs comportements et, partant, sur leurs pratiques collectives. Une série de conférences a été présentée dès 1945 au Centre d'études Toulouse-Barcelone sur ce thème, notamment par le Docteur Josep Solanes,

---

de ses voiles et que lui-même rentre silencieusement dans sa baraque, "la lune s'enroule dans un nuage, comme honteuse" (*Exilio*, n° 1, "extraordinaire", 9 juin 1939).

74. J. BONIFACI, "El papel de la amebiasis en la patología de la emigración", *Anales del Hospital Varsovia*, n° 9, juillet 1950.

75. Voir le bulletin *Cruz roja española republicana*.

76. Au 23 rue Tiphaine, 15<sup>e</sup> arrondissement, de 1948 à 1950, puis ce centre dénommé *Cervantes* s'installe au 47 rue Monge, dans le 5<sup>e</sup> arrondissement, où il fonctionnera jusqu'au milieu des années 1970.

77. Rues Mondran et Pargaminières.

78. Alicia ALTED VIGIL, "La Cruz Roja republicana española en Francia, 1945-1986", *Historia contemporánea*, 1991, n° 6, pp. 223-249.

ancien médecin des hôpitaux psychiatriques de la Généralité de Catalogne et des services de santé mentale de l'armée républicaine. Josep Solanes essaie d'expliquer, au travers de la psychologie et d'exemples empruntés à l'histoire, le climat de désunion et de discorde qui règne parmi les exilés républicains en France <sup>79</sup>. Il poursuit son travail de réflexion dans diverses études publiées dans les *Quaderns d'estudis polítics, econòmics i socials* de Perpignan <sup>80</sup>. Il prend ses exemples tant chez Dante, Marx ou Chateaubriand, pour montrer le climat de discorde des milieux exilés et indiquer que "la vie, en exil, fermente en vase clos"; tous les proscrits veulent rester ce qu'ils étaient en arrivant et ne pas se laisser absorber par leur nouvel environnement, chacun désire "être un émigré si l'on veut, mais pas un immigré". De plus, l'exilé garde les yeux et l'esprit toujours fixés sur sa patrie d'origine et l'exil perturbe sa manière de vivre le temps : il oscille entre le passé et le futur, entre la nostalgie et l'espérance, et le présent n'est pour lui qu'une parenthèse. "Le cours de la vie semble en suspens. Le présent de l'exil est un temps lacunaire, il commence avec une catastrophe qui a tranché les axes directeurs de la vie. C'est-à-dire que le présent est vide car il n'a pas de racines dans le passé. Et surtout car il n'a pas de prolongement dans le futur".

Les exemples historiques sont nombreux et les Espagnols n'échappent pas à la règle, à cette déperdition du sens de la réalité chez les exilés<sup>81</sup>. Plutôt que d'être une communauté cohérente de personnes liées par des intérêts supérieurs, un milieu exilé peut ressembler davantage à un rassemblement d'individus réunis par le hasard d'un naufrage sur une plage déserte <sup>82</sup>. L'exil a des dénominateurs communs avec la captivité, notamment l'absence, l'irréversibilité

---

79. "Els desavinences entre exiliats a través de la història i de la psicologia", *Foc nou*, n° 19, 13 janvier 1945. D'autres conférences ont été organisées, dès 1940, par le Club Ramón Llull de Toulouse.

80. Josep SOLANES, "El clima de discòrdia de l'exili. Notes per a una psicologia de l'exiliat", "Els remeis de l'exili", "Captivitat i exili. Notes per a una psicologia del retorn", "La psiquiatria i la guerra", *Quaderns d'estudis polítics, econòmics i socials*, n° 4 (avril 1945), 10 (octobre 1945), 13 (février 1946), 15 (avril-mai 1946).

81. Robert PARIS, "Retours d'exil : le cas italien", *Les Cahiers d'encre*, 2<sup>e</sup> trimestre 1992, p. 8.

82. Remarque du Professeur Bellido au Club Ramón Llull de Toulouse en 1940.



du temps, le souvenir du passé et l'espérance de la liberté ; aux plans d'évasion des prisonniers correspondent les programmes de reconstruction des exilés, mais tandis que les premiers connaissent une certaine camaraderie, les brouilles divisent les seconds même si l'entraide n'est pas exclue. Enfin, si des divergences antérieures expliquent les divergences de l'exil, ces dernières sont jugées inacceptables car d'une stérilité flagrante, alors que l'on attribue aux premières une fonction normale dans la configuration d'un pays.

Aussi, l'émigration républicaine se reconnaît-elle des responsabilités dans son échec politique et ne peut-elle incriminer uniquement les dérobades des pays dont elle espérait de l'aide. Certes, les démocraties ont trop rapidement reconnu Franco après la guerre d'Espagne et lui ont même donné des gages d'amitié<sup>83</sup> ; certes, les grandes puissances n'ont pas été, après guerre, à la hauteur des souhaits des réfugiés, mais le comportement des représentations nombreuses et désunies de l'antifascisme espagnol en exil n'a pas été exempt d'erreurs :

De quel droit pouvons-nous demander aux autres qu'ils remplissent leur devoir si nous ne commençons pas nous-mêmes à remplir le nôtre ? Nous nous plaignons de ce que les autres n'ont pas résolu notre problème ou ne nous ont pas aidés à le résoudre. Avons-nous été capables de mettre sur pied un projet de solution, d'indiquer un chemin à notre peuple, de préparer une issue *politique* à la crise d'Espagne, c'est-à-dire réalisable, juste, avec des garanties de solidité et d'avenir ?<sup>84</sup>.

Une analyse politique de l'exil, effectuée en 1966 dans une publication spéciale des *Cuadernos de Ruedo Ibérico*, fait le bilan des diverses stratégies et des modes de structuration de l'émigration républicaine : déliquescence des institutions républicaines, équivoque du pacte signé avec les

---

83. Félix MONTIEL, "Responsabilidades de la emigración, 1", *Acción socialista*, n° 18, 15 septembre 1951, *art. cit.*

84. Félix MONTIEL, "Responsabilidades de la emigración, 2", *Acción socialista*, n° 19, 1<sup>er</sup> octobre 1951, p. 2.

monarchistes, inutilité tardive des accords de Paris, verbalisme, manque de coordination et de programme, providentialisme et extériorisation excessive de la lutte par rapport au terrain essentiel, c'est l'Espagne. Quelle explication avancer ?

Il est logique de se demander à quoi obéit cette persistance dans l'erreur, cette incapacité à improviser une tactique nouvelle, cette manie de se placer périodiquement dans des situations déjà complètement sans issue, qui nous fait penser au complexe de répétition de Freud. Bien que délicat, le diagnostic de cette attitude est possible : après le double traumatisme de la guerre civile et de la guerre mondiale, la mort de la majeure partie des dirigeants politiques de la République et la dispersion forcée des exilés en une trentaine de pays européens et latino-américains provoquèrent une réduction drastique des secteurs véritablement politisés. Des partis qui étaient de grands *latifundia* politiques en Espagne se trouvèrent réduits à de très petits *minifundia*, ancrés dans le culte du passé, dont les militants, au lieu de se renouveler, se consacraient à se raconter les souvenirs de la guerre civile, ce qui est humainement compréhensible mais politiquement négatif. En marge de ces petites enclaves, la grande masse des exilés se consacra à travailler et à refaire ses foyers défaits. Les années passèrent, les grandes figures continuèrent de mourir -aujourd'hui, il n'en reste tout au plus que cinq ou six- et une poignée de politiques de second rang -dont quelques-uns ne manquent pas de talents- s'approprièrent définitivement des *minifundia*, transformant en *res privata* ce qui avait été autrefois *res publica*. Les années passèrent encore, des idées nouvelles et des nouvelles générations surgirent, d'autres hommes vinrent d'Espagne, disposés à collaborer avec les exilés, à les aider à rénover les partis et à programmer un futur, mais blottis dans leurs boutiques et craignant que leurs mérites et leurs postes soient discutés, les nouveaux leaders les regardèrent avec la typique prévention de ceux qui ne sont pas sûrs d'eux-mêmes <sup>85</sup>.

D'autres exemples d'analyses sur les divisions qui ont miné l'exil espagnol pourraient être donnés, qui tendent à montrer que la lucidité est nécessaire mais non suffisante pour trouver des remèdes à ce climat de discorde. Ne laissons pas passer l'opportunité, dans cette étude sur la presse de l'exil, de citer un jugement sévère sur celle-ci en provenance d'un réfugié et publié par

---

85. Xavier Andrés FLORES, "El exilio y España", *Horizonte español* 1966, art. cit., tome 2, p. 33.

*Nueva República* afin de lancer un débat : la presse n'est, en effet, que le reflet des controverses et des clivages de l'exil :

L'on a déjà tant écrit sur l'exil espagnol que si cela ne constituait pas encore la réalité quotidienne de notre vie, le mieux serait de laisser la plume tranquille et l'encre dans l'encrier. On écrit trop pour ne rien dire. Un jour, peut-être, quelqu'un entreprendra une analyse de la presse espagnole en exil. L'on montrera alors jusqu'à quel point arrivèrent la pauvreté et la mesquinerie des rivalités de partis, la rareté incroyable de pensée créatrice, la fuite systématique des problèmes essentiels pour se cantonner au débat stérile, au détail infime, à tout ce qui en somme est venu étouffer toute impulsion rénovatrice et constructive.

Nous avons beaucoup parlé. Tant, qu'aujourd'hui, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Espagne, quasiment personne n'espère plus rien des exilés <sup>86</sup>.

Cependant, en dépit de ces constatations assez largement partagées par les exilés, un besoin irrésistible de s'exprimer pousse des groupes et des tendances à faire entendre leur voix et à publier des journaux. Ainsi, lorsqu'en 1950, José del Barrio et Félix Montiel, anciens dirigeants du PSUC et du PCE exclus de leurs partis pour "titisme", lancent *Acción socialista*, ils s'estiment pris entre deux feux, la Phalange espagnole et le bureau politique du PCE ; ils adressent un "salut d'amitié fraternelle" à la presse de l'émigration et assignent une fonction précise à ces publications qui révèlent les fractures de l'exil mais constituent pour celui-ci l'unique moyen d'exister :

[parfois il est difficile de trouver] dans le bruit et le désordre de leurs querelles ce qu'il y a de commun entre ces journaux... Mais ces journaux ont une haute mission. Et ils possèdent -avec tous les défauts que l'on peut signaler- le mérite d'exister dans des conditions généralement difficiles, et de s'efforcer d'être, dans l'exil, la parole imprimée, la voix de notre peuple, qui ne peut se manifester que clandestinement à l'intérieur de l'Espagne <sup>87</sup>.

---

86. Xavier Andrés FLORES, "Misión del exilio", *Nueva República*, n° 3, 1er novembre 1955, pp. 2-3.

87. *Acción socialista*, n° 1, 15 juillet 1950.

### 3. La fonction de l'exil

En dépit de ses insuffisances souvent clairement perçues, parfois sévèrement jugées, et de son échec pour rétablir la démocratie en Espagne, l'exil s'assigne une fonction ou, du moins, se perçoit une utilité. De même que le républicain exilé en Amérique latine permet aux habitants de ce sous-continent d'avoir une autre perception de l'Espagnol que celle apportée par les *Conquistadores*, les réfugiés apportent en France une autre image de leur pays que celle, souvent exotique, qui y prévalait. Après être arrivés avec la réputation de "rouges capables de toutes les férocités et d'Espagnols paresseux, incultes et demi-sauvages", les réfugiés ont pu faire changer d'avis nombre de Français : même si cette gloire a coûté cher et cède encore cher, ce sont les réfugiés qui ont permis à beaucoup d'étrangers de connaître véritablement l'Espagne <sup>88</sup>. Parfois même, à l'occasion d'un hommage rendu à l'un des leurs, tel Pablo Casals que la presse de l'exil admire unanimement, l'on en vient à exprimer "le plaisir d'être réfugié" ; tel l'anarchiste Conrado Lizcano qui écrit dans *Nueva Senda* en 1956 :

Malgré l'amertume indescriptible dans laquelle s'enfonce tout exil, avec des hommes de l'austérité de Sánchez Román, du noble romantisme de Vifiales, de la sagesse de Camí, de la probité morale d'Albornoz, avec des hommes de la dignité, du talent et de l'honnêteté du maître Pablo Casals, on a plaisir à être réfugié <sup>89</sup>.

De même que l'on s'accorde à reconnaître le prestige culturel des exilés américains, l'exil espagnol en France s'attribue un prestige moral. Les arguments sont toujours identiques : malgré leur déroute, les républicains se sont, dans leur immense majorité, non seulement comporté dignement mais parfois héroïquement et ils ont su gagner des lauriers pour leur patrie "sur tous les champs

---

88. M. ALVAREZ PORTAL, "La gloria del refugiado español", *La nouvelle Espagne*, n° 25, 25 juillet 1946, p. 3.

89. *Nueva Senda*, n° 34, mars 1956.

de bataille, ceux des armes, ceux des arts et ceux des lettres" <sup>90</sup>. Le même auteur qui portait en 1955 un jugement sévère sur la presse de l'exil, Xavier Flores, reconnaît dix ans plus tard que si l'émigration a échoué politiquement, si elle n'a pas su maintenir le contact avec la réalité intérieure ni former un front commun de l'opposition autour d'un programme concret périodiquement ajusté, elle a su parfaitement accomplir l'une de ses tâches qui était de dénoncer inlassablement devant le monde démocratique les abus du nouveau régime. La "gigantesque épopée de l'exil" faite "de sang, de sueur et de larmes" a, de plus, "servi au maximum, comme aucune autre, le prestige de l'Espagne dans le monde" :

Que ce soit par la création de chaires universitaires et de maisons d'édition en Amérique, que ce soit en mourant pour la liberté et la démocratie sur les champs de bataille d'Europe, les Espagnols exilés ont acquis pour l'Espagne des lettres de noblesse qui constitueront, le jour où l'histoire pourra librement s'écrire dans notre pays, un de ses chapitres les plus beaux et les plus impérissables <sup>91</sup>.

A la manière d'un bilan, plus de vingt ans après la *Retirada*, deux journaux s'interrogent sur l'émigration républicaine. En août 1961, dans le journal de la CNT "politique", *España libre*, le républicain Julio Just souligne le fait que les exilés de 1939, contrairement aux Espagnols qui ont quitté leur pays pour des raisons économiques, ont généralement peu demandé leur naturalisation dans les pays où ils résident. "Au contraire, l'on pourrait dire que chaque jour ils se sentent davantage Espagnols... Chez tous, la nostalgie de la patrie est profonde et constante". Mais leur refus du régime totalitaire franquiste est tel qu'ils préfèrent mourir n'importe où plutôt que de rentrer en Espagne. Surtout, le rappel des divers engagements de ces exilés aux côtés des Alliés pendant la guerre mondiale montre qu'ils ont "l'irrépressible tendance à se sentir soldats de la liberté partout où elle est en danger", ce que Julio Just appelle leur "esprit garibaldien" <sup>92</sup>.

---

<sup>90</sup>. "Prestigio de la emigración republicana", *Libertad. Para España, por la República*, n° 50 10 mars 1949, p. 1.

<sup>91</sup>. Xavier Andrés FLORES, "El exilio y España", *Horizonte español 1966*, art. cit., p. 29.

<sup>92</sup>. Julio JUST, "Sobre la emigración republicana española", *España libre*, n° 534, 6 août 1961, p. 1.

La même année, le dernier éditorial de *C.N.T.* daté du 5 novembre 1961 -deux jours après la parution au *Journal officiel* du décret d'interdiction de l'hédomadaire- rappelle ce qu'a été jusqu'alors l'émigration politique espagnole. En dépit des cris de terreur des "bien-pensants français" qui ont cru à une invasion de barbares, l'on a dû reconnaître -c'est le cas d'un haut responsable de la police, que le journal cite pour appuyer son propos- que "l'émigration politique espagnole a été un modèle de sobriété, de discipline et de moralité individuelle et collective". Les délinquants ont été peu nombreux dans cet exode et "aujourd'hui, il n'y a pas d'industrie, de travaux publics ou d'entreprise où il n'y ait de main d'oeuvre espagnole qualifiée" ; ces travailleurs réfugiés intégrés dans l'économie française sont des "hommes conscients, dignes, cultivés", des ouvriers capables, sobres et sérieux. Cette conduite et ces compétences sont, ajoute *C.N.T.*, "notre gloire, notre honneur" ; cette émigration a été, à part quelques exceptions, "la plus consciente, la plus capable, la plus digne, la plus cultivée et la plus préparée d'Espagne"<sup>93</sup>. Cette opinion de *C.N.T.*, reflet de la base ouvrière et populaire du syndicat anarchiste, est intéressante en ce qu'elle met en évidence l'apport de travail des réfugiés espagnols à leur pays d'accueil, "seulement comparable à ce qu'a été leur contribution en sang dans les luttes pour la libération de la France".

Une autre tâche que s'assigne l'exil est la transmission d'une expérience historique et culturelle à des générations qui ont été coupées du passé de leur pays par les années de franquisme. L'important travail d'activation de la mémoire de la République et de la guerre civile est là pour en témoigner. C'est également l'une des conclusions d'une table ronde tenue en 1961 à l'initiative du Centre de documentation et d'études de Paris, organisme composé d'exilés de

---

93. "Lo que ha sido la emigración política española", *C.N.T.*, n° 862, 5 novembre 1961, p. 1. L'éditorialiste ne peut s'empêcher de comparer la "main d'oeuvre réfugiée, déjà intégrée à l'économie française à cette lamentable main d'oeuvre que le franquisme envoie au monde, produit de l'ignorance, de la misère et de l'esclavage de vingt-cinq ans de dictature... lamentable légion de semi-analphabètes, condamnés à être manoeuvres, dirigés par des curés et des agents phalangistes".

diverses provenances idéologiques depuis Salvador de Madariaga et Julián Gorkín, respectivement président et vice-président du Centre, Pablo Casals et Pere Bosch Gimpera, jusqu'à l'ancien phalangiste Dionisio Ridruejo et l'anarchiste chilien Luis Mercier Vega. Ce dernier, co-fondateur du groupe international de la colonne Durruti sur le front d'Aragon, analyse la fonction de l'exil à partir des discussions de la table ronde qui a réuni essentiellement des exilés de la jeune génération :

L'utilité mondiale de l'émigration consiste précisément à représenter un capital de connaissances et d'expériences que les nouvelles équipes de l'intérieur ne possèdent pas, surtout en ce qui concerne les affaires internationales...

Une des tâches fondamentales de cette émigration consisterait donc à transmettre aux nouvelles générations ce que trente années de luites lui a permis de connaître et d'informer cette même jeunesse des réalités qui sont aujourd'hui masquées par les propagandes<sup>94</sup>.

La diversité des activités développées par l'exil amène à s'interroger sur le rôle de ce dernier dans l'évolution de l'Espagne après le franquisme. La question du retour d'exil dépasse le cadre de cette étude, mais l'on ne peut pas ne pas se poser la question d'une possible influence des exilés revenus en Espagne. Même si l'on ne peut que constater que la plupart des forces politiques d'opposition qui ont pris la relève du pouvoir en Espagne sont nées essentiellement à l'intérieur. Actuellement encore, ni le nombre, ni les dates, ni les motivations des retours d'exil ne sont connus avec précision<sup>95</sup>. Ce que l'on sait de manière encore empirique c'est que peu de républicains espagnols encore en vie à la fin du franquisme sont rentrés en Espagne de façon permanente. Nombreux sont ceux qui y font de brefs séjours ou y partent en vacances, ou même partagent leur temps entre les deux pays, mais la plupart continuent à résider en France : c'est dans ce pays que vivent leurs enfants et petits-enfants et ils éprouvent vis-à-

---

94. Luis MERCIER VEGA, "Un análisis político de la emigración", *Boletín Informativo. Centro de documentación y estudios*, n° 7, juin 1961, p. 10.

95. Nicole BEAURAIN, "Les revenants de l'histoire ou l'impossible retour des républicains espagnols", *Cahiers d'encre*, art. cit., pp. 33-44.

vis de leur pays d'origine un certain désenchantement car l'Espagne est devenue autre que celle qu'ils avaient connue et souhaitée. De cet impossible retour, les exilés eux-mêmes ont conscience au cours des années où l'Espagne leur est interdite, comme dans cette réflexion du *Suplemento literario de Solidaridad obrera* sur "Exilés et émigrés" :

... tandis que les [émigrés] laissent leur patrie volontairement et presque toujours pour des motifs d'ordre économique, pour chercher une meilleure solution pour leurs vies, les [exilés] le font pour des causes politiques et par force, pour sauver leur liberté et, parfois, leur existence...

Mais, en dépit de cette différence initiale, au cours des années, les uns et les autres se confondent parfois...

De la même manière, émigrés et exilés se prennent d'affection pour la nouvelle terre qu'ils habitent et pour les gens nouveaux qu'ils côtoient : ils se font des amitiés, les jeunes tombent amoureux, se marient et ont des enfants...

S'ils retournent, au terme de tant d'années, sur leur terre natale, ils se verront irrémédiablement dans une situation identique : d'un côté, ils ressentiront de la nostalgie de la terre qu'ils ont laissée et dans laquelle ils ont aussi vécu intensément... D'un autre côté, en arrivant dans leur patrie, ils se trouveront avec le fait que beaucoup de choses y ont changé...<sup>96</sup>

Basée sur de nombreux indices non quantifiés pour l'instant, une hypothèse peut être formulée selon laquelle les minorités régionales ont assuré davantage peut-être que d'autres composantes de l'exil, un pont entre l'avant-franquisme et l'après-franquisme. Il faudrait étayer cette hypothèse par une étude, systématique si possible, des retours des exilés et de leurs modes de réinsertion en Catalogne et en Euzkadi ; mais il est significatif que celui qui a été pendant toute la durée de l'exil le secrétaire du principal parti catalan, l'ERC, et le président de la Généralité pendant vingt ans, Josep Tarradellas, a été celui-là même qui a assuré, après Franco, le transfert de compétence de l'administration centrale à la Généralité provisoire, pendant que se mettait en place le statut d'autonomie de la Catalogne. Les exemples seraient nombreux de responsables catalans actuels,

---

96. TELLAGORI, "Desterrados y emigrantes", *Suplemento literario de Solidaridad obrera*, n° 20, août 1955, pp. 1, 11.



formés au moins en partie dans l'exil. La Généralité de Catalogne et le gouvernement basque sont les seules institutions de l'exil à avoir retrouvé leur rôle dans l'Espagne démocratique actuelle. Au Pays basque également, la réinsertion des exilés s'est faite assez naturellement : si José Antonio de Aguirre est mort en 1960, son successeur, José María de Leizaola, a été élu député du PNV en 1980, et le négociateur du statut basque de 1936, Manuel de Irujo, a retrouvé un siège de sénateur en Navarre en 1977. L'exil basque et catalan a très certainement joué un rôle de pont au-delà de la grande fracture représentée par le régime franquiste.

L'imaginaire collectif de l'exil espagnol est constitué au premier chef de sa mémoire, mémoire d'avant et d'après la défaite. L'instrumentalisation de la mémoire de l'exil espagnol est effectuée selon diverses modalités : un effort incessant de réactivation des événements fondateurs de l'exil, la constitution d'un martyrologe et la construction d'une mémoire de l'exil proprement dit. Cependant, la perception du passé engendre des appréciations divergentes du présent et du futur et perpétue également les clivages. La presse est le principal écho de ces enjeux de mémoire ; elle sert également à organiser et à faire connaître les pratiques communautaires engendrées par les commémorations : réceptions officielles organisées chaque 14 avril par le gouvernement en exil dans ses locaux, nombreuses réunions et fêtes à but commémoratif, manifestations du souvenir à Collioure sur la tombe d'Antonio Machado ou des anciens combattants et résistants au cimetière du Père Lachaise et, depuis une date plus récente, à Prayols dans l'Ariège, lieu de combats importants pour la libération du département<sup>97</sup>. À côté des décorations attribuées par le gouvernement en exil aux amis de la

---

97. Monument érigé à la suite d'une souscription par l'Amicale des anciens guérilleros espagnols en France : oeuvre de Manuel Pérez Valiente, il a été inauguré en 1982 (*Bulletin d'information de l'Amicale des anciens guérilleros espagnols en France F.F.I. et Monument du souvenir de Prayols*).

République espagnole <sup>98</sup>, d'inscriptions sur des stèles commémoratives et de quelques monuments érigés le plus souvent à l'initiative des exilés <sup>99</sup>, la presse est, par les images qu'elle véhicule -photos, créations graphiques, titres et textes-, l'une des créations symboliques qui matérialisent cet intense travail de cohésion identitaire.

Une grande lucidité apparaît dans le regard que l'exil porte sur lui-même ; toutes les critiques qui peuvent lui être apportées, lui-même se les a faites un jour ou l'autre : échec politique ou démon des divisions et des débats stériles. Le grand effort mené en Espagne depuis une quinzaine d'années, tant de la part des pouvoirs publics que des Universités et des partis pour récupérer les traces de l'histoire de l'exil est là pour témoigner de l'intérêt porté à ce qui a été une longue parenthèse dans l'histoire espagnole : il est certain que les républicains ont assuré au dehors des frontières de leur pays la transmission d'un héritage historique et culturel. Et peut-être qu'aujourd'hui l'Espagne qui ne veut plus entendre parler des vieux conflits a besoin de ne plus vouloir ignorer son passé pour en tirer les leçons.

---

98. L'Ordre de la Libération de la République espagnole attribué notamment, comme indiqué antérieurement, à Edouard Herriot, Gaston Monnerville, Paul Rivet et Daniel Mayer.

99. Par exemple, à Buzet, près de Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées), à Sainte-Radegonde (Aveyron), à Belvès (Dordogne), près de Valmanya (Pyrénées-orientales), des stèles portent les noms de guérilleros espagnols tombés lors de combats ou fusillés par les nazis ; à Morette, en Haute-Savoie, le cimetière militaire des maquisards morts pendant les combats du Plateau des Ghères comporte une "section Ebro". A Annecy est érigé en 1952 un monument "aux Espagnols morts pour la liberté dans les rangs de l'armée française et dans la Résistance" ; au Père-Lachaise, en 1969, est inauguré, à l'initiative de la FEDIP, un monument rappelant la déportation en Allemagne de nombreux républicains espagnols.

## CONCLUSION

L'énorme vague migratoire qui arrive en France au début de 1939 est un phénomène spécifique par sa nature, son ampleur et sa soudaineté ; il s'agit de l'exil d'un pan entier de la société espagnole qui présente pratiquement la même composition que la société d'origine. Cet exode consécutif à la guerre civile espagnole vient modifier la physionomie de la colonie espagnole préexistante : les réfugiés, dont un notable contingent demeure sur le territoire français, y occupent alors une place considérable pendant près de vingt ans. L'exil politique joue un rôle central dans la formation de la colonie espagnole de France au XX<sup>e</sup> siècle, même si son poids numérique au sein de cette dernière décroît progressivement. L'exil des républicains espagnols constitue également, en France, de l'après-guerre au début des années 1960, l'effectif de réfugiés politiques le plus important. Une connaissance approfondie de l'émigration politique espagnole est donc indispensable pour appréhender l'histoire de l'immigration et de l'asile politique en France, de la veille de la Deuxième Guerre mondiale aux premières années de la V<sup>e</sup> République.

L'émigration politique espagnole en France, générée par un événement fondateur qui a eu valeur de mythe dès son époque, est dotée d'une forte identité collective ; cette identité s'est forgée en Espagne, pendant la guerre dite civile, et dans les aléas de l'exil qui a mené beaucoup de réfugiés des camps d'internement français aux divers fronts de lutte de la Deuxième Guerre mondiale.

Ce sentiment identitaire différencie les réfugiés républicains des immigrés espagnols qui les ont précédés en France ; mais de manière toute relative, car ils ont partagé avec ces derniers une partie de leur expérience historique. Parmi les nombreux volontaires espagnols partis de France, où ils étaient installés, pour défendre l'Espagne républicaine, il n'est que de rappeler la figure emblématique de Celestino Alfonso, l'un des "terroristes" stigmatisés par la célèbre *Affiche rouge* : ouvrier menuisier, responsable des Jeunesses communistes à Ivry-sur-Seine en 1934, il part en Espagne en 1936 où il est nommé lieutenant puis capitaine ; il connaît l'exode républicain et l'internement avant de s'engager dans les FTP-MOI de la région parisienne et d'être fusillé par l'occupant avec les autres membres du groupe Manouchian. En revanche, cette conscience identitaire différencie les réfugiés politiques espagnols des migrants des années soixante ; lorsque les républicains voient arriver cette nouvelle émigration, ils doivent faire un réel effort pour comprendre une génération qui n'a pas les mêmes références historiques et qui n'est, généralement, pas attirée par la France des Lumières mais par celle des Trente Glorieuses. Les migrants eux-mêmes, à qui l'on a répété en Espagne qu'ils devaient se méfier des "rouges", évitent généralement les réfugiés qui peuvent leur apparaître éloignés de leurs propres préoccupations.

La presse publiée en France par l'exil politique espagnol est tout à la fois l'expression de cette forte identité et le moyen privilégié de la sauvegarder. Les réfugiés poursuivent en France le combat qui a été le leur en Espagne et la presse en est une arme, dans le prolongement même de la guerre civile où la propagande a connu une ampleur rarement égalée ; mais la presse est aussi un instrument de cohésion identitaire sur le plan politique, idéologique et culturel. La presse est l'un des seuls moyens d'expression public des étrangers en France ; c'est dire l'importance qu'elle revêt pour affirmer une présence. "*El Socialista* est l'expression la plus publique de notre existence", écrivent les

socialistes espagnols en 1955<sup>1</sup>. L'étude d'une presse d'exilés forme un chapitre de l'histoire de la presse en France, même s'il s'agit d'une presse marginale qui a ses modes de fonctionnement particuliers. Par ailleurs, la simple histoire de la presse de l'exil espagnol, replacée dans le contexte qui est le sien à chaque étape, est en soi un aperçu de l'histoire de l'émigration politique espagnole au long de quasiment quarante années. Elle permet de suivre la difficile et douloureuse évolution qui, de brèves périodes de gloire en périodes plus nombreuses d'exclusion, a fait de ces réfugiés longtemps tournés exclusivement vers leur pays d'origine, des hommes et des femmes souvent partagés aujourd'hui entre deux pays mais qui font pleinement partie, notamment au travers de leurs descendants, de la société française.

Les conditions d'exercice de la liberté de la presse immigrée sont révélatrices de la perception de cette immigration par le pays d'accueil et des relations entre celui-ci et le pays d'origine des exilés. Aussi, l'étude de la presse espagnole en France nous a-t-elle donné des éléments d'information sur la politique française par rapport aux républicains espagnols : politique faite généralement de tolérance -en dehors de la parenthèse strictement répressive de Vichy-, parfois de soutien ; mais assortie de limitations voire de suppressions de cette liberté de presse, quand des enjeux étatiques imposent des concessions à l'Espagne franquiste. Qu'ils aient été pris en compte de manière favorable ou non, les réfugiés républicains sont au cœur des relations franco-espagnoles pendant près de trente ans ; si la presse qu'ils diffusent en France -mais aussi dans la péninsule- n'est pas le seul objet des récriminations de Madrid, elle est un sujet constant de plainte de la part d'un gouvernement autoritaire qui ne tolère aucune voix dissidente, même au-delà de ses frontières.

---

1. "El franquismo intranquilo y el exilio perseverante", *El Socialista*, n° 5765, 7 avril 1955, p. 1.

L'étude de la presse de l'exil espagnol dans sa totalité a permis d'aborder l'émigration républicaine en France de façon globale et cette analyse d'ensemble donne la possibilité d'articuler entre elles les études sectorielles. Il s'est agi d'une approche, par l'intérieur pourrait-on dire, complétée par une approche extérieure, effectuée à partir des archives en provenance du pays d'accueil ou des instances officielles espagnoles. La presse a été le moyen de découvrir une large partie de l'exil : les nombreux militants, connus ou moins connus, qui animent les partis et les syndicats ainsi que les membres actifs des associations diverses de l'exil. Par la presse de l'exil, il est ainsi possible de connaître les élites communautaires au-delà du petit cercle des dirigeants connus. L'étude des publications permet également de vérifier qu'il s'agit d'un exil très fortement structuré, au moins la première décennie, en de nombreux organismes politiques, syndicaux et culturels : les mouvements et les associations constitués dans l'exil rassemblent, en effet, une majorité de réfugiés dans les premières années de l'après-guerre mondiale. Comme pour les Italiens semble-t-il, les liens étroits des exilés avec leurs propres organisations n'ont pas été un frein à la lente acculturation des migrants, mais ont été un vecteur d'intégration<sup>2</sup> ; d'une intégration qui n'a pas été voulue, cependant, qui s'est faite insensiblement, avec le temps, au fur et à mesure que les espoirs de retour en Espagne s'évanouissaient et parce que ce retour était justement impossible ou impensable.

A l'évidence, il s'agit d'un groupe très politisé, même si les manifestations de cette politisation décroissent avec le temps, la perte des illusions dans un renversement proche du franquisme et avec l'insensible intégration dans la société française. Ce groupe est préoccupé au premier chef par l'évolution interne de l'Espagne ; même lorsqu'il participe à la Résistance française ou combat aux côtés des Alliés, il est en vue la libération de son pays d'origine. Après la guerre mondiale, il ne renonce pas à combattre le franquisme : il consacre une grande

---

2. Pierre MILZA, *Voyage en Italie*, Paris, Plon, 1993, pp. 359-362.

partie de son énergie à appliquer diverses stratégies pour hâter la chute de Franco et dénonce inlassablement les abus du régime. Mais c'est un groupe divisé, morcellé, en butte à des rivalités politiques antérieures qui ont été exacerbées dans l'exil et qui sans cesse ressassées. L'imaginaire collectif de l'exil est constitué surtout par la mémoire, maintes fois revisitée, des importants épisodes historiques dont les réfugiés ont été acteurs : la guerre d'Espagne, l'arrivée dans une France pour le moins réservée<sup>3</sup>, l'incorporation dans les groupements de travailleurs étrangers, la Résistance et la Libération de la France. Par-delà les conflits idéologiques, le ciment essentiel de la cohésion identitaire de l'exil espagnol est l'enracinement dans la culture hispanique libérale ; un intense travail culturel a été effectué dans l'exil, auprès du plus grand nombre, dans le prolongement logique de la guerre d'Espagne où la résistance au fascisme s'était faite largement par la défense de la culture. Parallèlement, une ouverture culturelle volontaire a permis que la génération née en France soit la société française, même si une double référence culturelle et une sensibilité particulière.

La présence des républicains espagnols a permis de modifier la représentation que l'opinion française se faisait de l'entre-deux-guerres : de l'ouvrier agricole analphabète et dénué de toute culture, on est passé à l'image du combattant antifasciste, du héros courageux, du résistant et du républicain à la foi inaltérable dans le développement de la démocratie dans son pays. Les républicains espagnols ont été également au cœur des mobilisations effectuées par les secteurs progressistes de l'opinion française ; il n'est que de rappeler les manifestations franco-espagnoles organisées au moment de l'exécution de Julián Grimau et du procès de Burgos. L'activité de dirigeants politiques et syndicaux, de responsables d'associations, d'intellectuels et d'artistes, ainsi que les liens noués avec d'importants secteurs de la société ont

3. Ralph SCHOR, *L'opinion française et les étrangers en France, op. cit.*, p. 688.

forgé une image positive, empreinte de respect et d'admiration. "Ces républicains espagnols... incarnent à mes yeux... la dignité du peuple espagnol -écrit Daniel Mayer- ; ... Ils étaient toujours, non seulement d'une correction parfaite, mais d'une dignité fière qui s'approchait de l'orgueil, car [en dépit des difficultés matérielles] il s'agissait de présenter et de se présenter bien" <sup>4</sup>.

Enfin, dans le cas de l'exil espagnol, il est difficile d'étudier les deux oppositions -extérieure et intérieure- séparément tant les interactions, les divergences et les rencontres sont importantes et ont déterminé l'évolution postérieure, actuelle, de l'Espagne. L'exil a à la fois joué un rôle d'écho international, d'aide et d'orientation de l'opposition intérieure. Ce que l'on appelle parfois, dans un parallélisme significatif avec l'émigration, l' "exil intérieur", plus ancré dans les réalités mouvantes de l'Espagne, plus possibiliste, a pris la direction de l'opposition au franquisme. Mais l'exil a maintenu la tradition historique libérale espagnole au-delà de la longue parenthèse franquiste. Il a été la mémoire et la référence de l'opposition intérieure, même si celle-ci s'est forgée indépendamment et parfois en opposition à lui.

La nature du corpus utilisé, son ampleur et sa variété, ainsi que le souhait de dépasser les études sectorielles -la plupart du temps partisans- de l'exil républicain ont donné à cette étude un caractère surtout synthétique et il faudrait la compléter par des études particulières. Un certain nombre de questions restent, en effet, en suspens. Nous souhaiterions nous pencher sur la colonie espagnole présente en France dans l'entre-deux-guerres, sur laquelle l'on sait peu encore ; pour en connaître plus exactement la diversité et voir comment les réfugiés de 1939 s'y insèrent et dans quelle mesure les partis et syndicats de l'exil républicain ont organisé également des émigrés "économiques" arrivés avant eux

---

4. Daniel MAYER, "Républicains espagnols et antifascistes français", *Exils et émigrations hispaniques au XX<sup>e</sup> siècle*, op. cit., p. 73.



en France. La question se pose dans les mêmes termes pour la nouvelle vague d'émigration économique des années 1950-1960.

Il faudrait étudier aussi dans quelle mesure les exilés ont participé à des organisations françaises, partis ou syndicats. Il semble qu'ils aient surtout entretenu des liens : les communistes avec le PCE, les socialistes avec la SFIO, les anarchistes avec les mouvements libertaires, les nationalistes basques avec la démocratie-chrétienne - plus que participé de façon active à des mouvements français ; il s'agissait d'abord, pour les républicains, de maintenir les organisations républicaines dans l'exil et l'activité était orientée principalement vers l'Espagne. Bien sûr des communistes espagnols sont entrés à la CGT voire au PCE, de même que les socialistes étaient très liés à la SFIO et à la CGT-FO - comme en témoignent, respectivement, *El Patriota del Sudoeste*, l'édition espagnole du *Populaire girondin* et *España obrera* ; mais il faudrait approfondir davantage l'étude du type de participation des militants espagnols à des organisations françaises et appréhender plus précisément les liens réels entre partis français et espagnols.

Un certain nombre de monographies régionales ou locales permettraient de mieux cerner l'articulation des différentes vagues migratoires espagnoles au XX<sup>e</sup> siècle, notamment dans Paris et sa banlieue. De multiples autres approches pourraient être faites à partir de cet immense corpus de la presse de l'exil : littéraire et linguistiques par exemple, car tel n'a pas été notre propos ; certains titres mériteraient également une étude historique approfondie. Par ailleurs, il est dans notre souhait de poursuivre l'élaboration d'une étude prosopographique de l'exil espagnol en France, afin de mieux appréhender les modes d'intégration des réfugiés en France, la composition sociologique des partis et des mouvements espagnols et les conditions des éventuels retours en Espagne.

Même si les républicains espagnols, et surtout leurs descendants, sont aujourd'hui complètement "invisibles" dans la société française, à part l'accent souvent rocailleux des représentants de la dernière génération encore présents, il ne faudrait pas oublier combien leur arrivée a soulevé -à côté de solidarités actives et affirmées- de peur, de méfiance et de mépris. Ce rappel historique ne manque pas de résonance dans l'actualité. Faudrait-il dire que le vecteur de l'intégration des républicains espagnols -leur "chance", si l'on peut s'exprimer ainsi- a été le déclenchement de la guerre mondiale ? car ils se sont mobilisés en nombre non tant pour défendre un pays qui s'était plutôt mal conduit à leur égard, mais au nom de valeurs transnationales, et notamment celles de la France des droits de l'homme dont ils ont su, par la suite, enrichir le patrimoine.

## POSTFACE

Les lignes qui suivent constituent davantage l'exposition sommaire des principales orientations rencontrées, sur notre sujet, dans les archives du Komintern et du Kominform à Moscou -alors que notre travail était pratiquement achevé- qu'une étude approfondie de cette documentation elle-même. Les archives consultées correspondent à celles de Dimitrov, secrétaire général de l'Internationale communiste à partir de 1935, classées de façon globale et par parti communiste ; à celles de Manouïlsky, responsable des pays latins et à celles des partis communistes ibériques proprement dits ; à celles du PCF, sur ce qui concerne la fin de la guerre d'Espagne -particulièrement le fonds André Marty. Enfin, les dossiers du PCUS et ceux du Kominform relatifs à l'Espagne ont pu être consultés.

Nous avons trouvé six titres, inconnus de nous jusqu'alors, de périodiques de l'exil espagnol. Décrits en *addenda* dans le volume consacré au corpus, ces bulletins sont, pour quatre d'entre eux, des publications confectionnées dans les camps d'internement en 1939 : *Bandera roja* à Oran, *Profesionales de la enseñanza* à Saint Cyprien ; *La Vie à Gurs* et *La Voz de la sanidad del campo internacional*, Argelès dans les camps indiqués par les titres des bulletins. Ces nouveaux titres confirment l'importance du travail politique, culturel et sanitaire réalisé dans les camps français d'internement par les réfugiés espagnols et l'enjeu que cette activité représentait, notamment pour les communistes. Trois des six publications émanent nommément du PCE : *Bandera roja*, *Boletín de información* et *Frente rojo* ; elles sont éditées également en 1939, sauf la seconde qui paraît

épisodiquement après-guerre. Ces titres ne modifient pas la description d'ensemble que nous avons faite de la presse « pagnole de l'exil » ; cela confirme au contraire l'absence de publication éditée en 1939, sous son propre sigle, par le PCB à l'exception des éphémères *Frente rojo* et *España* -cette dernière, déjà signalée- et du bulletin interne intitulé *Boletín de información*. Cependant, les indications rencontrées, que nous présentons ci-après de manière synthétique autour de trois thèmes principaux, permettent de mieux comprendre les débuts de l'exil, les relations entre le PCE et le PSUC ainsi que les rapports du PCE avec le PCF et avec le restant du mouvement communiste international.

Les camps français d'internement sont une préoccupation de l'Internationale communiste qui se penche constamment, pendant le premier semestre de l'année 1939, sur le sort des réfugiés espagnols internés et sur celui des anciens combattants des Brigades internationales. A vrai dire, l'IC est surtout préoccupée de ces derniers plus que de la masse des réfugiés républicains ; elle l'est aussi d'extraire des camps le maximum de cadres communistes, espagnols et internationaux, afin de "les rendre à la vie politique active" <sup>1</sup>. La solution de ce problème est pour l'Internationale "la tâche pratique et politique principale qui se pose au PCF, au PCE et aux autres sections de l'IC". Il faut, pour s'y employer, organiser en France une campagne politique de "grande envergure" et l'appuyer par une puissante campagne internationale ; il s'agit d'obtenir de la France le droit d'asile pour les réfugiés espagnols et les anciens brigadistes, de faire cesser l'existence des camps, de parvenir à faire libérer les internés sur simple demande de familles françaises ou de collectivités et de permettre aux organisations antifascistes de visiter les camps. Quant à la solution pratique de la situation des réfugiés espagnols, "il serait nécessaire de s'orienter surtout pour les établir en France même" : par l'incorporation des paysans espagnols dans l'agriculture et des

---

1. *Sobre la cuestión de los refugiados españoles y de los combatientes de las Brigadas internacionales*, 16 juin 1939, 10 ff. (Fonds 117, inventaire 3, dossier 27). Ce document avait déjà été rencontré à Madrid (ACCPCE).

ouvriers dans l'industrie ; l'on pourrait faire travailler des réfugiés aux travaux de fortification et dans la construction de routes, en accord avec les syndicats ouvriers et dans les mêmes conditions de travail et de rémunération que les ouvriers français. Les jeunes combattants pourraient entrer dans l'armée française, à l'exception de la Légion étrangère. Divers pays sont proposés -sauf l'URSS- pour l'accueil des anciens brigadistes. Un député du PCF doit être personnellement responsable de la situation d'un camp. Dans ce texte, paru après le décret d'avril 1939 instituant les Compagnies de travailleurs étrangers, il est symptomatique de voir que l'on prône de façon vague la constitution d'unités de travail composées d'Espagnols ; même si l'on réclame le contrôle des syndicats et des conditions de travail et de rémunération pour les réfugiés analogues à celle des ouvriers français, la solution s'apparente dans ses grandes lignes à ce que prévoient les CTE. Malgré la mobilisation du mouvement communiste international, les camps d'internement vont perdurer ; les réfugiés espagnols n'auront pas d'autre choix militaire que l'engagement dans la Légion étrangère ou dans les RMVE et, surtout, les conditions de travail dans les CTE échapperont complètement aux garanties syndicales.

Parallèlement, l'IC suit avec attention le travail politique effectué dans les camps par les militants qui s'en réclament d'elle ; le compte est fait des militants communistes présents dans les divers camps, ainsi que de l'ampleur de la propagande diffusée clandestinement. D'après diverses comptabilités, il semblerait en août 1939, qu'environ 10% des internés soient des militants communistes ; ce qui confirme les ordres de grandeur avancés précédemment et illustre l'aspect minoritaire du communisme dans l'exil espagnol <sup>2</sup>. De nombreux internés décrivent les conditions de vie dans les camps et soulignent avec regret que si les activités culturelles, le sport et la musique sont permis, la propagande politique y

---

2. 10.358 communistes sur 112.650 internés de dix camps, chiffres du 9 août 1939, indiqués comme approximatifs (Fonds 495, inventaire 10 a, dossier 241).

est défendue <sup>3</sup>. Cependant, en dépit des conditions défavorables, le PCE arrive à se réorganiser dans les divers camps, mais avec une certaine lenteur <sup>4</sup> : "pour améliorer la situation, quelques camarades de la direction du parti sont près des camps pour orienter et diriger le travail à l'intérieur". Ce regroupement organisationnel dans les camps est bien à la base de la réorganisation politique de l'exil, pour les communistes comme pour les autres tendances.

Ce qui apparaît nettement dans les archives consultées, ce sont les relations conflictuelles entre les partis communistes ibériques. La création du PSUC s'est faite, en juillet 1936, contre l'avis de la direction du PCE et l'on voit se poursuivre dans l'exil les dissensions entre les deux partis, en dépit d'une commune allégeance à l'IC et à l'URSS. Si le conflit est bien connu dans sa phase finale, en 1949, il l'est moins dans ses antécédents. La coordination difficile du travail entre le PCE et le PSUC est remarquée à diverses reprises au printemps 1939 <sup>5</sup>. A tel point que l'on signale que "les camarades du PSUC se sont considérés indépendants et firent [dans le camp d'Argelès] une organisation à part, avec leurs propres comités", avant que d'ajouter que "les relations avec les camarades du PSUC se sont améliorées" <sup>6</sup>. D'ailleurs, une première scission au sein du PSUC se profile en 1939 autour de Miquel Serra i Pamies ; l'on attribue à ces dissidents la volonté de construire un parti socialiste catalan, muni d'une politique nationale indépendante sans immixtion du PCE, afin de reconquérir la Catalogne <sup>7</sup>. Le PCE estime que peu de membres de la direction du PSUC sont dévoués au PCE et à l'IC et que Joan Comorera est "victime de cette situation". Ce jugement est corroboré par Togliatti lui-même qui considère qu' "étant donné son origine, [le PSUC] ne pouvait pas être un parti homogène, ni dans sa composition, ni dans sa direction, mais le plus grave est qu'il nous manquait dans la direction,

3. Fonds 545, inventaire 4, dossier 1 a.

4. Un nommé J.J.M. souligne le 5 avril 1939 que "la construction du parti dans les camps était et est toujours en chaos" (Fonds 495, inventaire 120, dossier 174).

5. *Ibid.* et Fonds 495, inventaire 120, dossier 177.

6. Rapport de Luis Saez, 13 avril 1934 (Fonds 495, inventaire 120, dossier 174).

un point d'appui sûr, un groupe de camarades travaillant et luttant sur une ligne juste pour corriger les faiblesses du parti" <sup>7</sup>. Il est reproché au PSUC -et à Comorera en particulier, mais pas officiellement- de "n'avoir pas lutté ouvertement contre le défaitisme et les intrigues des partis catalans". Ce passif entre les deux partis communistes, légué par la guerre d'Espagne, explique la réorganisation séparée de ces organisations dans l'exil ; et pourquoi le PSUC développe une intense propagande politique en France, afin de se faire reconnaître directement comme section catalane de l'IC. Joan Comorera se prononce, en avril 1939, pour que le PSUC ait "une formulation catalane du problème national catalan, qui ne s'oppose pas à l'évolution historique de la Catalogne, qui ne fortifie pas le fascisme antinational" <sup>8</sup>, il demande explicitement que la responsabilité du travail illégal en Catalogne incombe "uniquement et exclusivement" au PSUC <sup>9</sup>. Si l'affiliation directe à l'IC n'apparaît pas encore dans le *Treball* édité en février-mars 1939, elle est pleinement affirmée -après l'accord du secrétariat de l'IC obtenu en en mars-avril 1939 par les communistes catalans- dans le *Treball* clandestin publié par le PSUC en juillet 1942 ; cela explique l'autonomie de la propagande clandestine du PSUC pendant l'occupation de la France.

La crise éclate en 1949 entre le PSUC de Joan Comorera et le PCE : le dirigeant catalan est exclu du parti le 8 septembre. Ce même mois et au mois de novembre suivant, le parti catalan prend à témoin le PCUS, par l'intermédiaire de Maurice Thorez, sur la crise qui l'oppose au PCE. La campagne du parti espagnol continue, selon le PSUC, "dans des termes de plus en plus répugnants... si violente que l'on trouverait difficilement un cas semblable dans l'histoire du mouvement communiste international. De l'insulte la plus grossière à l'infamie la plus monstrueuse, tout a été fait pour nous déshonorer", protestent les

---

7. Lettre signée Luis, 31 mai 1939 (Fonds 495, inventaire 10 a, dossier 244).

8. ERCOLI, *Situation politique de l'Espagne après la capitulation de Munich*, 26 mai 1939 (Fonds 495, inventaire 74, dossier 219, pp. 8-107).

9. Joan COMORERA, "La línea nacional del PSUC", Paris, 19 avril 1939 (Fonds 495, inventaire 120, dossier 177, pp. 118-125).

membres exclus du PSUC qui s'efforcent d'être "de bons staliniens" <sup>10</sup>. Faute de réponse du PCUS, Joan Comorera, convaincu que "le PCE veut détruire le PSUC avec l'aide de Maurice Thorez", s'adresse à Staline lui-même peu après et lui demande de se pencher sur cette affaire. Le reproche est fait au PCE de ne pas s'intéresser aux problèmes catalans <sup>11</sup>. Cette rupture survient un an avant l'interdiction de toutes les organisations communistes en France.

Troisième enseignement important de ces archives : les relations entre le PCE et les autres partis communistes. Un certain nombre de représentants de partis communistes se réunissent les 29 et 30 janvier 1946, à Paris, afin de "renforcer l'aide au peuple espagnol" <sup>12</sup>. Ils se mettent d'accord sur le fait qu' "il ne s'agit pas de réclamer une intervention directe de leurs pays dans les affaires espagnoles : il s'agit d'obtenir que cesse l'intervention de leurs gouvernements et des forces réactionnaires de leurs pays en faveur de Franco et de son régime". Si l'on demande la rupture des relations commerciales et diplomatiques avec l'Espagne, la fermeture des consulats franquistes et la reconnaissance d'un gouvernement d'union nationale dans lequel seraient les communistes, l'on s'en tient à une résolution somme toute générale. L'appui du mouvement communiste à l'Espagne républicaine est plus symbolique que réel. Par ailleurs, le PCE se plaint à plusieurs reprises auprès du PCUS et de l'IC, par l'intermédiaire de Dolores Ibarruri et de Santiago Carrillo, de ce que la PCF ne l'aide guère. Ainsi, en 1946, la Pasionaria indique-t-elle au Département de politique extérieure du Comité central du PCUS : "le PCF nous aide peu ; nos relations pourraient être meilleures. Parfois, les camarades français nous aident financièrement, mais en ce qui concerne la politique, très peu". "Le PCF a peur d'avoir avec nous des relations

---

10. Lettre du PSUC au CC du PCUS, Paris, 20 septembre 1950 (Fonds 17, inventaire 137, dossier 385).

11. Lettre de Joan Comorera à Staline, 25 octobre 1950 (*Ibid.*).

12. Partis communistes de : France, Angleterre, Belgique, Hollande, Suisse, Suède, Norvège, Danemark, Italie, Uruguay, Yougoslavie.



ouvertes" ajoute-t-elle <sup>13</sup>. Une piste de recherche intéressante serait à suivre pour bien comprendre pourquoi et comment les rapports entre le PCF et les communistes espagnols réfugiés sont concrètement assez distants, en dépit de l'affirmation officielle d'une solidarité.

N'hésitons pas à rappeler que les quelques indications qui précèdent demanderaient à être présentées de manière plus approfondie et à être confrontées avec des informations en provenance d'autres sources, présentes en France ou en Espagne. Ce pourra être l'objet d'un travail ultérieur. Telles qu'elles cependant, elles donnent une vision de l'exil espagnol en France, entre 1939 et 1954, à travers le prisme des organes centraux du communisme international. Même si la documentation sur le sujet est assez importante, le problème des républicains espagnols en France apparaît toutefois marginal par rapport à un thème beaucoup plus présent, celui des réfugiés espagnols en URSS, sur lesquels abondent les rapports, la correspondance et la description des conflits internes au communisme espagnol. Néanmoins, il est clair que l'IC est préoccupée, à la fin de la guerre d'Espagne du sort des réfugiés espagnols et des anciens combattants des Brigades internationales internés dans des camps ; de même, elle a recueilli le détail des opérations de sabotage et de harcèlement des troupes allemandes effectuées par les Divisions de l'Agrupación de guerrilleros españoles pendant l'occupation de la France <sup>14</sup>. Après guerre, l'URSS suit avec attention la reconstitution des partis communistes espagnols en France, la situation intérieure de l'Espagne et les démarches entreprises par le PCE auprès des autres forces de l'exil. Mais, à partir du moment où il est clair que la conjoncture internationale stabilise le régime franquiste, l'intérêt pour l'Espagne décroît : le petit nombre de

---

13. Fonds 17, inventaire 128, dossier 965.

14. Les forces de l'AGIE sont estimées, comme nous l'avons indiqué précédemment, à environ 10.000 hommes ; il est précisé que 77% d'entre eux sont membres du PCE et du PSUC, ce qui n'est guère étonnant (Fonds 17, inventaire 128, dossier 962).

dossiers relatifs à l'Espagne et au PCE dans les archives du Kominform est là pour en témoigner. L'absence, dans les dossiers consultés, de rapports sur les gouvernements républicains en exil, même lorsque le PCE y participe, est significatif <sup>15</sup>. Il est certain que les démocraties occidentales n'ont pas été les seules à préférer un *statu quo* en Espagne à l'inconnu que représentait le renversement de Franco.

---

15. Peut-être de tels documents existent-ils dans les archives du ministère soviétique des Affaires étrangères, mais pas dans celles des instances du PCUS.

# SOURCES

## ARCHIVES

### A. FRANCE

#### 1. Archives nationales

- Ministère de l'Information : INF 936, dossiers de :  
*Alderdi, La Batalla, Boletín de la Unión general de los trabajadores, Cénit, Cuadernos de Ruedo ibérico, Endavant, Euzko Deya, Hispania, Política, Presencia (Tribuna libertaria), Renovación, República* ; déclarations de la Société générale d'impressions (Toulouse).
- Ministère de l'Information : INF 937, dossiers de :  
*Acción socialista, Cartes d'Europa, C.N.T., España libre, Eusko-Jakintza, Generalitat de Catalunya, Butlletí d'informació, Hispanidad, La Humanitat, Uno, Informaciones parlamentarias, Nouvelles d'Espagne, Nova Galicia, Nueva República, Porvenir, El Republicano, Presencia (Aportación al mensaje hispanico), El Socialista (Julia Alvarez), El Socialista, El Socialista español, Solidaridad obrera, Terra lliure, La Verdad, Vinclé.*
- Police générale : série F7, dossiers :
  - Associations et groupements espagnols en France, 1927-1940 : F7 14721
  - Groupes organisés de miliciens gouvernementaux espagnols réfugiés en France, février 1939 : F7 14736
  - Interdiction de *Voz de Madrid*, 1939 : F7 14738
  - Mouvements, organisations et partis politiques espagnols, 1948 : F7 15589
  - Liste des publications étrangères interdites, 1956 : F7 15660
- Fonds divers :
  - Républicains espagnols : recensement, 1940-1941 : 40 AJ 885/6
  - *Reconquista de España*, 1941 : 78 AJ 8
  - Situation des républicains espagnols, 1940-1942 : 40 AJ 552/9
  - Républicains espagnols, 1940-1942 : 40 AJ 552/10
  - Résistance espagnole dans la Haute-Garonne : 72 AJ 126 (dont le fonds Miguel Angel Sanz)
  - Résistance espagnole dans le Gers : 72 AJ 128
  - Résistance espagnole en Charente : 72 AJ 107
  - Résistance espagnole dans l'Eure : 72 AJ 122
  - Correspondance reçue par Ricardo Gasset, 1939-1947 : 72 AJ 427
  - Presse en Algérie, étrangers : F 41 823/16
  - Unión de intelectuales españolas : 78 AJ 26
  - *Endavant*, 1946 : F 41 1255

## 2. Archives départementales

### a) Haute-Garonne

- Correspondance du commissaire de la République relative aux Espagnols, 1944-1946 : M 1940 (11) et M 1941 (9)
- Correspondance des préfets du Gers et de l'Ariège, 1944-1946 : M 1913 (6) et M 1912 (4)
- Parti communiste espagnol dans le Sud-Ouest de 1947 à 1951 : 2042/292 308 W
- Activités politiques et syndicales à Toulouse et dans le Sud-Ouest de 1948 à 1958 : 1896/59, /60, /61 et /62 256 W ; 1896/205 256 W ; 1896/241 et /251 256 W
- Usines d'aviation de 1938 à 1961 : 1896/219 et /220, 256 W ; 1945/9 et /42, 276 W ; 2221/23 374 W
- Conflits sociaux de 1947 : 1945/38 et /52 276 W
- Espagnols internés en 1945-1946 : 1945/76 276 W
- Surveillance de personnalités espagnoles républicaines, 1939-1943 : 1960/64 282 W
- Syndicats ouvriers de la Haute-Garonne, mouvements sociaux, 1951-1960 : 2042/226, /227 et /289 308 W ; 2060/77 319 W ; 2358/92 428 W
- Espagnols exilés en France, 1944-1964 : 2042/231, /278 et /290 308 W ; 2692/86, /87, /140, /141, /142, /143, /167, /168, /169, /170, /171, /172, /173, /174, /175 576 W ; 2358/108 et /109 ; 1278 W8 ; 1278 W9 ; 2933/71 ; 1896/90 256 W
- Presse espagnole, 1948-1955 : 2731/81 601 W
- Activités des associations étrangères, 1945-1951 : 1945/51
- Consulat d'Espagne à Toulouse, 1944-1957 : 2273/122 et /144 397 W
- Frontière franco-espagnole, surveillance : 2221/120, /210, /211 374 W
- Affaires politiques, sociales et économiques de la région Midi-Pyrénées, 1959-1961 : 2692/267
- Fonds Daniel Latapie :
  - Guérilleros espagnols, 29
  - 35<sup>e</sup> Brigade FTP-MOI "Marcel Langer", 105
  - Mémoires de guerre et de résistance de López Tovar, 47
  - Guérilleros espagnols : 5 tomes

### b) Paris

- Collection d'imprimés sur la période de l'Occupation : D 832
- Rapports adressés au Préfet, 1941-1944 : 1052/67/1
- Manifestations, tracts, lutte contre la propagande communiste, 1940-1944 : 1011/44/1

### c) Tarn-et-Garonne

- Rapports mensuels des Renseignements généraux, 1940-1941, MS 462
- Rapports mensuels du préfet, 1942-1944, MS 463, 465, 466
- Attentats, incidents, maquis... 1940-1944, MS 469, 470, 471, 478, 1011, 1012
- Rapports annuels de gendarmerie, 1940-1944, MS 1017, 1018, 1019
- Camp de Septfonds, 1941, MS 1112
- Rapports des chefs de service de la Préfecture, 1942-1943, MS 1668
- Arrestation des dirigeants du POUM, 1941, MS 84' 850, 1125 (1 W 2)

## 3. Ministère des Affaires étrangères

- Série Europe 1918-1940, sous-série Espagne :
  - vol. 188 : guerre civile, réfugiés, aide aux réfugiés, octobre 1936-mars 1939
  - vol. 189 : idem, avril-décembre 1939

- vol. 216 : relations avec la France, février 1939-juin 1940
- vol. 242 : reconnaissance du gouvernement Franco, août 1938-mai 1939
- vol. 267, 268, 269, 270 : les Espagnols en France, 1930, 1936, 1938, 1939, 1940
- **Série Vichy-Europe 1940-1944, sous-série Espagne :**
  - vol. 275 : Espagnols en France, juillet 1940-janvier 1944
  - vol. 280 : associations espagnoles en France, octobre 1940-juillet 1944
  - vol. 281 : réfugiés politiques en France, 1940-1944
  - vol. 286 : rapatriement des réfugiés espagnols, septembre 1940-avril 1944
  - vol. 288 : demandes d'extraditions présentées par le gouvernement espagnol, août 1940-février 1943
  - vol. 290 : affaires diverses, juin 1940-février 1944
- **Londres-Alger, 1940-1944 : Alger (CFLN-GPRF)**
  - vol. 852 : ressortissants étrangers en Afrique du Nord, spécialement Espagnols et Italiens, novembre 1942-août 1944
- **Série Europe 1944-1960, sous-série Espagne :**
  - **1944-1949 :**
    - vol. 5 : immeubles espagnols en France occupés par des républicains, août 1944-juin 1949
    - vol. 34 : républicains espagnols : gouvernement en exil, activités des partis politiques en exil, agitation de maquis à la frontière, septembre 1944-février 1945
    - vol. 35 : idem, mars-août 1945
    - vol. 36 : idem, septembre-décembre 1945
    - vol. 37 : idem, janvier-février 1946
    - vol. 38 : idem, mars-mai 1946
    - vol. 39 : idem, juin 1946-octobre 1947
    - vol. 40 : idem, novembre 1946-février 1947
    - vol. 41 : idem, mars-juin 1947
    - vol. 42 : idem, juillet-décembre 1947
    - vol. 43 : idem, janvier-juillet 1948
    - vol. 44 : idem, août 1948-juin 1949
    - vol. 50 à 59 : républicains espagnols : pétitions de soutien, novembre 1944-mai 1949
    - vol. 82, 83, 84, 85, 86 : relations bilatérales France-Espagne, août 1944-juin 1949
    - vol. 103 : associations espagnoles en France : demandes d'autorisation, août 1944-avril 1949
    - vol. 104 : Espagnols en Afrique du Nord, septembre 1944-décembre 1948
    - vol. 106 : demandes de renseignements et publications
  - **1949-1955 :**
    - vol. 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138 : républicains espagnols en France, juillet-décembre 1955
    - vol. 154, 155, 156, 157, 158 : relations bilatérales France-Espagne, juillet 1949-décembre 1955
    - vol. 212 : contentieux franco-espagnol au sujet de l'immeuble de l'avenue Marceau à Paris, septembre 1949-décembre 1953
    - vol. 219 : Espagnols en France, juillet 1949-septembre 1955
    - vol. 220 : associations espagnoles en France
    - vol. 221 : Espagnols en Afrique du Nord, juin 1951-septembre 1955
    - vol. 222 : demandes de renseignements et publications, février 1950-juillet 1954
    - vol. 223 : pétitions et motions adressées au gouvernement français au sujet de l'Espagne, août 1949-août 1954

- 1956-1960 :
  - vol. 230 et 231 : activité des républicains espagnols en France et doléances de Madrid
- Série Europe 1961- ?, sous-série Espagne :
  - 1961 :
    - en cours de classement : activité des républicains espagnols en France, interdictions de 1961

#### 4. Ministère de l'Intérieur (Mission des Archives nationales)

- Enquête du secrétaire général de la police à Vichy sur l'activité des ex-partis politiques espagnols : 89/31 Mi 3, liasses 1 (67), 2 (153) et 3 (152) <sup>1</sup>
- Activités de diverses organisations formées par les réfugiés espagnols, 1941-1942 : 89/31 Mi 4, liasse 3 (95, 143, 144)
- Dossiers d'affaires particulières, 1941-1942 et activités du MLE en 1942 : 89/31 Mi 5, liasses 1 et 2 (126)
- Colonie espagnole en France, rapport d'ensemble, 1952 : 89/31 Mi 6, liasse 4 (530)
- Statistiques de l'OPPRA, 1953-1971, notes et études critiques sur les statistiques : Mi 34357, liasse 2
- Franchisements clandestins de la frontière, 1945-1954 : Mi 34363, liasses 1 et 2
- Proposition de loi touchant les Espagnols internés dans des camps en 1939-1945 ; étrangers ayant servi dans la Légion étrangère : 90/51 Mi 4
- Statistiques des réfugiés espagnols : 90/51 Mi 8
- Réfugiés politiques espagnols, 1945-1959 : 89/38 Mi 36, liasse 2
- Le Parti communiste espagnol en France en 1950 : 89/67 Mi 3, liasse 2

## B. ESPAGNE

### 1. Archivo del Comité central del Partido comunista de España

- Editions clandestines de *Reconquista de España*
- Archives diverses : camps français d'internement et centres d'hébergement, activité de publication du PSUC, intervention communiste dans les camps

### 2. Archivo general de la Administración (Alcalá de Henares)

Archives du Ministère des Affaires étrangères : Ambassade d'Espagne à Paris :

- Activités des Rouges en France, 1939-1940 : caja 11287 (expedientes 06, 06A, 06 B, 06-3, 06-4, 3408)
- *Idem*, 1945-1954 : caja 11288 (expedientes 3399, 3399/1, 3396/C, 3399/2)
- Exilés espagnols en France, 1941-1962 : cajas 11452 et 11453 (expedientes 3399/1 à 6)
- Communistes, anarchistes, démocratie-chrétienne, presse, nouvelles publications, 1956-1957 : caja 11505.

---

1. Pour ne pas alourdir l'inventaire de ces sources consultées, nous indiquons la cote d'origine et ne donnons pas la cote correspondante du Centre des archives contemporaines (CAC) sous laquelle ces documents sont demandés au CARAN ou à Fontainebleau.

### 3. Fundación Pablo Iglesias

#### Archives d'*El Socialista* :

- Correspondance des militants avec le journal : 651-5
- Législation, 1972-1975 : 651-8
- Abonnés, 1948-1949 et 1972 : 654-1 et 2
- Coûts du journal : 1948-1955, 1960-1961 : 654-3 et 4
- Livres de paie des travailleurs du journal : 655-8
- Coûts du journal, 1962-1970 : 655-10
- Envoi du journal en Espagne : 656-1

### C. RUSSIE

#### Centre russe de conservation et d'études des documents en histoire contemporaine (Moscou) :

##### Archives du Komintern :

- Fonds 495 (secrétariat de Dimitrov), inventaire 120 (PCE), dossiers :  
143, 148, 174, 177, 178, 179, 185, 186, 187, 190, 192, 194, 198, 199, 200, 201, 202, 236, 238, 239, 240, 241, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268 (rapports sur l'Espagne ; le PCE, 1939-1942 ; le PSUC et ses relations avec le PCE, 1939 ; camps français d'internement pour réfugiés espagnols et anciens combattants des Brigades internationales, 1939 ; l'intervention des communistes dans les camps ; conseils pour le travail de propagande clandestine)
- Fonds 495, inventaire 74, dossiers :  
218, 219, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 239, 240, 245, 247 (rapport de Togliatti sur la situation politique de l'Espagne après les accords de Munich, mai 1939 ; crise du PSUC, 1939 ; crise du PCE en URSS, 1944)
- Fonds 495, inventaire 10 a (secrétariat de Manouïlski), dossiers :  
205, 206, 207, 213, 218, 219, 222, 235, 237, 238, 239, 240, 241, 243, 244, 256, 257, 258, 259, 277 (sortie des communistes d'Espagne en 1939 ; question des fonds et des archives ; dissensions au sein du PSUC, 1939 ; Comité international d'aide au peuple espagnol ; camps français d'internement, 1939)
- Fonds 495, inventaire 18 (secrétariat du Comité exécutif de l'IC), dossier 1285 (réfugiés espagnols et anciens combattants des Brigades internationales)
- Fonds 517 (PCT), inventaire 3 (fonds André Marty), dossiers :  
25, 26, 27, 28, 29, 30, 48 (camps français d'internement, 1939-1941 ; conditions de vie, intervention des communistes dans les camps, évacuation des "internationaux" et propositions pour régler leur situation)
- Fonds 545 (guerre d'Espagne), inventaire 4, dossiers :  
1a, 1b, 29, 59, 61, 62, 63, 64, 65, 67, 68, 69 (camps français d'internement, 1939 ; propagande communiste, activité culturelle)

- Fonds 545, inventaire 6, dossiers :  
2, 2 a, 3, 13 b (anciens combattants des Brigades internationales dans les camps français, 1939)

- Dossier personnel : José Díaz (autobiographie, 1931 ?)

#### Archives du Parti communiste d'Union soviétique :

- Fonds 17 (CC du PCUS), inventaire 120 (départements du Comité central), dossiers :  
84, 259, 263 (Espagne, 1932-1939 : la guerre, les Brigades Internationales)

- Fonds 17, inventaire 128, tome 1, dossiers :  
163, 372 (maquis espagnols en France, 1944 ; PCE, 1944-1947 en France et en URSS)

- Fonds 17, inventaire 128, tome 2, dossiers :  
962, 963, 964, 965, 1100 (guérilleros espagnols en France, 1944 : opérations des diverses Divisions ; correspondance de Dolores Ibarruri avec les principaux dirigeants de l'exil républicain, 1945-1946 ; activité du PCE : discours, rapports, 1945-1947 ; presse clandestine communiste en Espagne ; aide des partis communistes au peuple espagnol, 1946 ; les partis espagnols dans l'émigration, 1945)

- Fonds 17, inventaire 137, dossiers :  
384, 385 (activité du PCE, 1950 ; crise du PSUC, 1949-1950)

#### Archives du Kominform :

- Fonds 575 (Bureau d'information des partis communistes), inventaire 1, dossiers :  
25, 44, 53, 303, 338 (activité du PCE, 1947-1954 ; projet de programme du PCE, 1954)

<b>ENTRETIENS</b>
-------------------

- \* Octavio Alberola : Paris, dates diverses
- \* Antoine Cascarosa : Paris, dates diverses
- \* Neus Català : Paris, 9 octobre 1991
- \* Miquel Celma : Céret, 28 août 1992
- \* Alberto Fernández : Paris, 31 mars 1992
- \* Carles Fontseré : Courbevoie, 18 juin 1992 et 25 juin 1992
- \* Pascual Gallego : Choisy-le-Roi, 25 juin 1992
- \* Juan García Durán : Neuilly-sur-Seine, dates diverses
- \* Antonio Gardá Cantero : Paris, 1er février 1991 et dates diverses
- \* Francisco Gómez : Paris, 15 janvier 1991
- \* Fernando Gómez Peláez : Paris, 3 janvier 1991
- \* Julián Gorkín : Paris, 20 février 1984
- \* Alegría de Just : Paris, 26 septembre 1991
- \* Tomás Marcellán : Paris, 18 décembre 1990 et Choisy-le-Roi, 25 juin 1992
- \* Pierre Marques : Paris, 29 mars 1991



- \* Carlos Martínez Cobo : Toulouse, 28 août 1992
- \* Daniel Mayer : Paris-Orsay, dates diverses
- \* José Morato : Paris-Perpignan, dates diverses
- \* Francisco Olaya : Paris, 28 décembre 1990
- \* Fortunatu Prieto : Nanterre, dates diverses
- \* Ramón Rufat : Nanterre, dates diverses
- \* Wilbaldo Solano : Paris-Nanterre, dates diverses
- \* Antonio Soriano : Paris, 16 novembre 1990 et dates diverses
- \* Antonio Téllez Solá : correspondances diverses
- \* Emili Valls Puig : Béziers, 21 février 1993 et correspondance

\*\*\*\*\*

## BIBLIOGRAPHIE

Il ne s'agit pas d'une bibliographie exhaustive ; seules sont indiquées les études qui ont directement servi à l'élaboration de ce travail. Les deux premières parties signalent des travaux qui introduisent une réflexion d'ensemble, afin de situer le contexte de l'exil républicain. Les ouvrages collectifs ne sont cités qu'une seule fois, à la rubrique thématique la plus générale, même si certaines de leurs contributions les rattachent plus spécifiquement à un sujet précis ; il en est de même pour les numéros spéciaux mono-thématiques de revues.

### I. LA FRANCE ET L'ESPAGNE AU XX<sup>e</sup> SIECLE

#### A. Histoires générales

- ANGOUSTURES, Aline. *Histoire de l'Espagne au XX<sup>e</sup> siècle*. Bruxelles : éditions Complexe, 1992. 371 p.
- BERSTEIN, Serge, MILZA, Pierre. *Histoire de la France au XX<sup>e</sup> siècle*. Bruxelles : éditions Complexe, 1991. 3 tomes : 570 p , 400 p. et 337 p.
- BRAUDEL, Fernand. *Ecrits sur l'histoire*. Paris : Flammarion, 1969. 319 p. (Coll. Science).
- BRAUDEL, Fernand. *L'identité de la France*. Paris : Arthaud-Flammarion, 1986. 3 tomes : 367 p., 221 p., 476 p.
- DULPHY, Anne. *Histoire de l'Espagne*. Paris : Hatier, 1992. 415 p.
- España*. Madrid : Espasa Calpe. 1988-1991. 4 vol. 693 p., 495 p., 1044 p. et 822 p.
- GALLO, Max. *Histoire de l'Espagne franquiste*. Verviers : Marabout, 1969. 490 p.
- HERMET, Guy. *L'Espagne de Franco*. Paris, Armand Colin, 1974. 303 p.
- HERMET, Guy. *L'Espagne au XX<sup>e</sup> siècle*. Paris : PUF, 1985. 315 p.
- MAURICE, Jacques, SERRANO, Carlos. *L'Espagne au XX<sup>e</sup> siècle*. Paris : Hachette, 1992. 253 p.
- MILZA, Pierre. *Les fascismes*. Paris : éditions du Seuil, 1991, 608 p. (Col. Points, Histoire, 147).
- TEMIME, Emile, BRODER, Albert, CHASTAGNARET, Gérard. *Histoire de l'Espagne contemporaine*. Paris : Aubier Montaigne, 1979. 319 p.

#### B. Guerre d'Espagne, franquisme et opposition ; questions politiques et culturelles espagnoles

- ALBA, Victor. *El Marxismo a Catalunya, 1919-1939*. Barcelone : Portic, 1974-1975. 4 vol. : 404 p., 425 p., 249 p., 387 p.
- Els Anarquistes, educadors del poble : "La Revista Blanca" (1898-1905)*. Barcelone : Curial, 1977. 424 p.

- BALCELLS, Albert. *Cataluña contemporánea II (1900-1939)*, 3<sup>e</sup> éd. Madrid : Siglo XXI de España, 1979. 172 p.
- BALCELLS, Albert. *Historia del nacionalisme català dels orígens als nostre temps*. Barcelone : Generalitat de Catalunya, 1992. 265 p.
- BECARUD, Jean, LOPEZ CAMPILLO, Evelyne. *Los Intelectuales españoles durante la II<sup>a</sup> República*; Madrid : Siglo XXI, 1978. 184 p.
- BELTZA. *El nacionalismo vasco (de 1876 a 1937)*. Hendaye : ed. Mugalde, 1974. 335 p.
- BRENAN, Gérald. *Le Labyrinthe espagnol. Origines sociales et politiques de la guerre civile*. Paris : Ruedo ibérico, 1975. 293 p.
- BROUE, Pierre. *La Révolution espagnole (1931-1939)*. Paris : Flammarion, 1972. 190 p.
- BROUE, Pierre. *Staline et la révolution : le cas espagnol*. Paris : Fayard, 1993. 369 p.
- BROUE, Pierre, TEMIME, Emile. *La Révolution et la guerre d'Espagne*. Paris, éditions de Minuit, 1961. 542 p.
- Clases populares, cultura, educación. Siglos XIX-XX. Coloquio Hispano-francés (Casa de Velázquez, 15-17 junio de 1987)*. Madrid : Casa de Velázquez, 1989. 543 p.
- Les Ecrivains de la guerre d'Espagne*. Paris : Panthéon Press France, 1975. 320 p. (Les Dossiers H).
- Espagne 1967. Numéro spécial de Partisans, n° 34-35, décembre 1966-janvier 1967*. 168 p.
- España hoy*. Présentation y montage de Ignacio Fernández de Castro et José Martínez. Paris : Ruedo ibérico, 1963. 500 p.
- Les Français et la guerre d'Espagne*. Actes du colloque tenu à Perpignan les 28, 29 et 30 septembre 1989. Edités par Jean Sagnes et Sylvie Caucanas. Perpignan : Centre de recherche sur les problèmes de la frontière, 1990. 439 p.
- HERMET, Guy. *Les catholiques dans l'Espagne franquiste. Les acteurs du jeu politique. Chronique d'une dictature*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1980-1981. 2 vol. : 373 p. et 453 p.
- HERMET, Guy. *Les communistes en Espagne. Etude d'un mouvement politique clandestin*. Paris : Armand Colin, 1971. 216 p.
- HERMET, Guy. *La guerre d'Espagne*. Paris : éditions du Seuil, 1989. 346 p. (Col. Points, Histoire, 124).
- HERMET, Guy. *La politique dans l'Espagne franquiste*. Paris : Armand Colin, 1971. 160 p.
- Horizonte español 1966*. Paris : Ruedo ibérico, 1966. 2 vol. : 280 p. et 425 p.
- JACKSON, Gabriel. *Histoire de la guerre civile d'Espagne*. Paris : Ruedo ibérico, 1974. 211 p.
- LARGO CABALLERO, Francisco. *Mis recuerdos : cartas a un amigo*. Prol. et notes de Enrique de Francisco. Mexico : Ediciones unidas, 1976. 356 p.
- LETAMENDIA, Pierre. *Nationalismes au Pays basque*. Bordeaux : Presses universitaires de Bordeaux, 1987. 176 p.

- LORENZO, César M. *Les anarchistes espagnols et le pouvoir, 1868-1969*. Paris : éditions du Seuil, 1969. 430 p.
- La Lucha del Movimiento libertario contra el franquismo*. Barcelone : Virus, 1991. 40 p.
- MACMASTER, Neil. *Spanish fighters : an oral history of Civil War and exile*. Londres : MacMillan, 1990. 250 p.
- MARICHAL, Juan. *Unamuno, Ortega, Azaña, Negrín. El intelecto y la política en España (1898-1936)*. Madrid : Consejo superior de investigaciones científicas, 1990. 111 p.
- MAURICE, Jacques. *L'anarchisme espagnol*. Paris : Bordas, 1973, 160 p.
- MOLINA, Juan Manuel. *El Movimiento clandestino en España, 1939-1949*. Mexico : ed. Mexicanos unidos, 1976. 523 p.
- El Movimiento libertario español. Pasado, presente y futuro*. Paris: Ruedo ibérico, 1974. 350 p.
- Movimientos juveniles en la España contemporánea*. Salamanca : Universidad de Salamanca, 1987. 131 p. (Número spécial de *Studia histórica*, vol. V, n° 4, 1987).
- La Oposición al régimen de Franco. Estado de la cuestión y metodología de la investigación*. Actas del Congreso internacional de Madrid (19 al 22 de octubre de 1988). Coordinación Javier Tusell, Alicia Alted, Abdon Mateos. Madrid : UNED, 1990. 5 vol. : 412 p., 484 p., 688 p.
- La Oposición libertaria al franquismo*. Valence : Fundación Salvador Seguí, 1993. 928 p.
- ORTZI. *Historia de Euzkadi : el nacionalismo vasco y ETA*. Paris : Ruedo ibérico, 1975. 446 p.
- PEIRATS, José. *Les anarchistes espagnols. Révolution de 1936 et luttres de toujours*. Toulouse : éditions Repères-Silena, 1989. 334 p.
- PESTAÑA, Angel. *¿ Por qué se constituyó el Partido sindicalista ?*. Madrid : Zero, 1969. 79 p. (Colección Zero, serie R, 7).
- PIKE, David Wingate. *Les Français et la guerre d'Espagne*. Paris : Presses universitaires de France, 1975. 469 p.
- RICHARDS, Vernon. *Enseignement de la révolution espagnole, 1936-1939*. Paris : Union générale d'éditions, 1975. 429 p.
- ROJAS, Carlos. *La guerra civil vista por los exiliados*. Barcelone : Planeta, 1975. 394 p.
- RUFAT, Ramón. *Espions de la République. Mémoires d'un agent secret pendant la guerre d'Espagne*. Paris : Allia, 1990. 358 p.
- SALAÜN, Serge. *La poesía de la guerra de España*. Madrid : editorial Casatalla, 1985. 415 p.
- SOUTHWORTH, Herbert R. *Le Mythe de la croisade de Franco*. Paris : Ruedo ibérico, 1964. 328 p.
- Spain in crisis. The Evolution and Decline of the Franco Régime*. Editor Paul Preston. Londres : the Harvester Press, 1976. 341 p.
- TEJLEZ SOLA, Antonio. *Historia de un atentado aereo contra el general Franco*. Barcelone, Virus, 1993, 95 p.

- TELLEZ SOLA, Antonio. *Sabaté. Guérilla urbaine en Espagne (1945-1960)*. Toulouse : éditions Repères-Silenn, 1990. 310 p.
- TEMIME, Emile. 1936. *La guerre d'Espagne commence*. Bruxelles : éditions Complexe, 1986. 156 p.
- THOMAS, Hugh. *La guerre civile espagnole*. Paris : Ruedo ibérico, 1976. 1167 p.
- TUSELL, Javier. *La España de Franco. El poder, la oposición y la política exterior durante el franquismo*. Madrid : Historia 16, 1989. 251 p.
- TUSELL, Javier. *La oposición democrática al franquismo*. Barcelone : Planeta, 1977. 452 p.
- VILAR, Pierre. *La Guerre d'Espagne (1936-1939)*. Paris : Presses universitaires de France, 1986. 127 p. (Que sais-je ?, 2338).
- ZUGAZAGOITIA, Julián. *Guerra y vicisitudes de los Españoles*. Paris : Librairie espagnole, 1968. 2 vol. : 312 p. et 315 p.

### C. Relations franco-espagnoles

- AREILZA, José María de. *Memorias exteriores, 1947-1964*. Barcelone : editorial Planeta, 1984. 204 p.
- DREYFUS-ARMAND, Geneviève. "Les réfugiés républicains au cœur des relations franco-espagnoles", *Relations internationales*, n° 74, été 1993, pp. 153-169.
- DULPHY, Anne. "La politique de la France à l'égard de l'Espagne franquiste, 1945-1949", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome XXXV, 1988, janvier-mars, pp. 123-140.
- ESPADAS BURGOS, Manuel. *Franquismo y política exterior*. Madrid: Rialp, 1988. 279 p.
- L'Espagne entre l'isolement et les alliances*. Numéro spécial de *Relations internationales*, n° 50, été 1987. pp. 143-228.
- L'Espagne et le deuxième conflit mondial*. Paris : PUF, 1990. Numéro spécial de *Guerres mondiales et conflits contemporains*, avril 1990, n° 158. 127 p.
- Españoles y Franceses en la primera mitad del siglo XX*, Madrid : Consejo superior de investigaciones científicas, 1986. 411 p.
- PIKE, David Wingate. "Franco et l'admission aux Nations-Unies", *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 162, avril 1991, pp. 105-114.
- PORTERO, Florentino. *Franco aislado. La cuestión española (1945-1950)*. Madrid : Aguilar, 1989. 423 p.
- SEGUELA, Matthieu. *Pétain-Franco, les secrets d'une alliance*. Paris: A. Michel, 1992. 355 p.

## II. PRESSE ET METHODOLOGIE

- BACZO, Bronislaw. *Les imaginaires sociaux. Mémoires et espoirs collectifs*. Paris : Payot, 1984. 249 p.

- BARDIN, Laurence. *L'analyse de contenu*. Paris : Presses universitaires de France, 1977. 233 p.
- BARTHES, Roland. *L'aventure sémiotologique*. Paris : éditions du Seuil, 1985. 369 p. (Essais, 219).
- BARTHES, Roland. *Mythologies*. Paris : éditions du Seuil, 1957. 252 p. (Points, 10).
- BOURDIEU, Pierre. *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*. Paris : Fayard, 1982. 245 p.
- CHARON, Jean-Marie. *La presse en France de 1945 à nos jours*. Paris : éditions du Seuil, 1991. 424 p. (Col. Points, politique, 142).
- Comunicación, cultura y política durante la IIª República y la guerra civil*. Director : Manuel Tuñón de Lara, editores : C. Garitaonandia, J.L. de la Granja y S. de Pablo. Bilbao : Universidad del país vasco, 1990. 2 vol. : 392 p. et 543 p.
- Le discours de la presse*. Actes du 2<sup>e</sup> colloque (novembre 1987) organisé par le Centre de recherche Pilar2 - Presse ibérique latino-américaine Rennes 2. Edition préparée par Jean-François Botrel. Rennes : Presses universitaires de Rennes 2, 1989. 276 p. (Études sur les mondes hispanophones, 22).
- Histoire générale de la presse française*. Sous la direction de Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral et Fernand Terrou.- Paris : PUF, 1969-1976. 5 tomes : tome III : *De 1871 à 1940*, 688 p. ; tome IV : *De 1940 à 1958*, 486 p. ; tome V : *De 1958 à nos jours*, 550 p.).
- KAYSER, Jacques. *Le Quotidien français*. Paris : Armand Colin, 1963. 168 p.
- LABORIE, Pierre. "De l'opinion publique à l'imaginaire social", *Vingtième siècle*, n° 18, avr. juin 1988, pp. 101-117.
- LABORIE, Pierre. *L'opinion française sous Vichy*. Paris : Editions du Seuil, 1990. 410 p.
- LASSWELL, Harold D.. " L'analyse du contenu" et le langage de la politique", *Revue française de sciences politique*, vol. II, juillet-septembre 1952, n° 3, pp. 505-521.
- MILZA, Pierre. *Le fascisme italien et la presse française, 1920-1940*. Bruxelles, éditions Complexe, 1987. 275 p. (Historiques, 39).
- La Presse clandestine : 1940-1944*. Colloque d'Avignon, 20-21 juin 1985. Association des Médailleurs de la Résistance de Vaucluse, Secrétariat d'Etat aux Anciens Combattants, Commission historique pour la paix. Avignon : Conseil général de Vaucluse, 1986. Pp. 17-35.
- La Prensa de los siglos XIX y XX. Metodología, ideología e información. Aspectos económicos y tecnológicos*. Edición al cuidado de Carmelo Garitaonandia. I Encuentro de Historia de la prensa dirigido por Manuel Tuñón de Lara. Bilbao : Universidad del País vasco, 1986. 711 p.
- Presse et société*. Rennes : Université de Haute Bretagne, 1979. 165 p. (Etudes hispaniques et hispano américaines, XIV).
- RAUX, H.F.. *Répertoire de la presse et des publications périodiques françaises, 1957, 1960, 1963, 1966*. Paris : Editions de la Documentation française. 1958, 1961, 1964, 1968. 4 vol. : 1116 p., 1163 p., 1232 p., 1430 p.

*Répertoire de la presse et des publications périodiques françaises, 1966-1971, 1977-1978.*  
Paris : Bibliothèque nationale, 1973, 1981. 2 vol. : 2823 p., 963 p.

TORRENT, Joan, TISIS, Rafael. *História de la premsa catalana.*- Barcelone : editorial Bruguera. 1966. 2 vol. : 924 p., 813 p.

*Typologie de la presse hispanique.* Actes du colloque, Rennes, 1984. Edition préparée par Danièle Bussy-Genevois. Rennes : Presses universitaires de Rennes 2, 1986. 211 p. (Études sur les mondes hispanophones, 20).

### III. IMMIGRES ET REFUGIES EN FRANCE

AMAR, Marianne, MILZA, Pierre. *L'immigration en France au XX<sup>e</sup> siècle.* Paris : A. Colin, 1990. 331 p.

ANIDO, Nayade, FREIRE, Rubens. *L'émigration portugaise. Présent et avenir.* Paris : Presses universitaires de France, 1978. 199 p.

*Aux soldats méconnus. Etrangers, immigrés, colonisés au service de la France.* Numéro spécial de *Hommes et migrations*, n° 1148, novembre 1991, 80 p.

*Les Bannis de Hitler : accueil et luttes des exilés allemands en France, 1933-1939.* Paris : EDI, Presses universitaires de Vincennes, 1984. 411 p.

*Les Darbelès de l'exil. Etudes sur l'émigration allemande et autrichienne (1938-1940).* Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, 1979. 443 p.

BONNET, Jean-Charles. *Les pouvoirs publics français et l'immigration dans l'entre-deux-guerres.* Lyon : Centre d'histoire économique et sociale de la région lyonnaise, 1976. 416 p.

BOURGEOIS, Jean. "La situation démographique", *Population*, juillet-septembre 1946, pp. 511-533.

BOURGEOIS, Jean. "La situation démographique", *Population*, avril-juin 1947, pp. 329-349.

BREIL, J., DUMAS, R., FONSAGRIVE, V.. "Les étrangers en France", *Bulletin de la statistique générale de la France*, tome XXXV, n° 3, mars 1947, pp. 165-232.

CHEVALIER, Louis. "L'immigration en France : 1950-1960", *Population*, janvier-mars 1961, n° 1, pp. 113-117.

CHEVALIER, Louis. "Chronique de l'immigration", *Population*, juin-juillet 1964, n° 3, pp. 569-579.

COURTOIS, Stéphane, PESCHANSKI, Denis, RAYSKI, Adam. *Le sang de l'étranger. Les immigrés de la M.O.I. dans la Résistance.* Paris : Fayard, 1989. 470 p.

*De l'exil à la Résistance : réfugiés et immigrés d'Europe centrale en France, 1933-1945.* Sous la direction de Karel Bartosek, René Gallissot, Denis Peschanski. Saint Denis : Presses universitaires de Vincennes, Paris : Arcantère, 1989. 283 p.

DUROSELLE, Jean-Baptiste. *L'"invasion". Les migrations humaines, chance ou fatalité ?* Paris : PUF, 1992. 229 p.

- L'Emigration politique en Europe aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.* Rome : Ecole française de Rome, 1991. 519 p.
- Etrangers, immigrés, français.* Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985. Numéro spécial de *Vingtième siècle*, n° 7, juillet-septembre 1985. 229 p.
- France des étrangers. France des libertés. Presse et mémoire.* Paris : Mémoire Génériques éditions, Editions ouvrières, 1990. 204 p.
- GIRARD, Alain. "Attitudes des Français à l'égard de l'immigration étrangère. Enquête d'opinion publique", *Population*, septembre-octobre 1971, pp. 827-877.
- GIRARD, Alain, STOETZEL, Jean. *Français et immigrés. L'attitude française. L'adaptation des Italiens et des Polonais.* Paris : Presses universitaires de France, 1953. XVI-532 p. (Institut national d'études démographiques. Travaux et documents. Cahier n° 19).
- GOKALP, Catherine. "L'immigration étrangère en France en 1974", *Population*, juillet-octobre 1975, n° 4, pp. 889-896.
- GOKALP, Catherine. "L'immigration étrangère en France en 1971", *Population*, novembre-décembre 1972, n° 6, pp. 1119-1126.
- L'Italia in esilio. L'emigrazione italiana in Francia tra le due guerre.* Rome : Presidenza del Consiglio dei ministri, Dipartimento per l'Informazione e l'editoria, 1993. 605 p.
- Les Italiens en France de 1914 à 1940*, sous la direction de Pierre Milza. Rome : Ecole française de Rome, 1986. 787 p.
- Italiens et Espagnols en France, 1938-1946.* Sous la direction de Pierre Milza et Denis Peschanski. Paris : Centre d'études et de documentation sur l'émigration italienne, Centre d'histoire de l'Europe du XX<sup>e</sup> siècle, Institut d'histoire du temps présent, 1991. 692 p.
- LAROCHE, Gaston. *On les nommait des étrangers... (Les immigrés dans la Résistance).* Paris: les Editeurs français réunis, 1965. 479 p.
- LIVIAN, Marcel. *Le Parti socialiste et l'immigration. Le gouvernement Léon Blum, la main-d'oeuvre immigrée et les réfugiés politiques (1920-1940).* Paris : Anthropos, 1982. 265 p.
- MAUCO, Georges. *Les étrangers en France. Leur rôle dans l'activité économique,* Paris, Armand Colin, 1932, 602 p.
- MAUCO, Georges. "L'immigration étrangère en France", Genève, *Revue internationale du travail*, vol. XXVII, n° 6, juin 1933, pp. 798-821.
- Migrance. Histoire des migrations à Marseille*, sous la direction d'Emile Témime. Marseille : éditions Edisud, 1989-
- Les Migrants dans la formation de l'identité européenne.* Colloque organisé par le Centre d'histoire de l'Europe du XX<sup>e</sup> siècle, Paris, 7-8 octobre 1993. A paraître.
- MILZA, Olivier. *Les Français devant l'immigration.* Bruxelles : éditions Complexe, 1988. 217 p. (Questions au XX<sup>e</sup> siècle, 4).
- MILZA, Pierre. *Voyage en Italie.* Paris : Plon, 1993. 533 p.



- La Mosaïque France. Histoire des étrangers et de l'immigration*. Sous la direction de Yves Lequin. Paris : Larousse, 1988. 480 p.
- NOIRIEL, Gérard. *Le creuset français. Histoire de l'immigration, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*. Paris : éditions du Seuil, 1988. 442 p.
- NOIRIEL, Gérard. *Longwy. Immigrés et prolétaires*. Paris : Presses universitaires de France, 1984. 397 p.
- NOIRIEL, Gérard. "L'immigration, une histoire en friche", *Annales, ESC*, octobre-décembre 1986, pp. 751-769.
- PALMIER, Jean-Michel. *Weimar en exil : le destin de l'émigration intellectuelle allemande en Europe et aux Etats-Unis*. Paris : Payot, 1988. 2 vol. : 533 p. et 486 p.
- PONTY, Janine. *Poisonnés méconnus. Histoire de travailleurs immigrés en France dans l'entre-deux-guerres*. Paris : Publications de la Sorbonne, 1988. 475 p.
- "Retours d'exil". *Les Cahiers d'encrages, Le monde du travail dans les pays de langue anglaise*, numéro hors série, deuxième trimestre 1992, 45 p.
- SCHOR, Ralph. *L'opinion française et les étrangers, 1919-1939*. Paris : Publications de la Sorbonne, 1985. 762 p.
- TAPINOS, Georges. "L'immigration étrangère en France de 1959 à 1964", *Population*, juillet-août 1965, n° 4, pp. 675-686.
- TAPINOS, Georges. "L'immigration étrangère en France en 1967", *Population*, novembre-décembre 1968, n° 6, pp. 1107-1114.
- TAPINOS, Georges. "L'immigration étrangère en France depuis 1966 et la nouvelle politique de l'immigration", *Population*, novembre-décembre 1969, n° 6, pp. 1169-1186.
- TAPINOS, Georges. "L'immigration étrangère en France en 1969 et 1970 et vue d'ensemble 1966-1970", *Population*, septembre-octobre 1971, pp. 933-953.
- TAPINOS, Georges. *L'immigration étrangère en France, 1946-1973*. Paris : Presses universitaires de France, 1975. XVI -152 p. (Institut national d'études démographiques. Travaux et documents. Cahier n° 71).
- TRIPPIER, Maryse. *L'immigration dans la classe ouvrière en France*. Paris : CIEMI, L'Harmattan, 1990. 332 p.
- VERNANT, Jacques. *Les réfugiés dans l'après-guerre*. Monaco : Editions du Rocher, 1953. 921 p.
- WEIL, Patrick. *La France et ses étrangers. L'aventure d'une politique de l'immigration, 1938-1991*. Paris : Calmann-Lévy, 1991. 403 p.
- WITHOL DE WENDEN, Catherine. *Les immigrés et la politique*. Paris : Fondation nationale des sciences politiques, 1988. 395 p.

## IV. L'EMIGRATION ESPAGNOLE

### A. L'émigration espagnole au XX<sup>e</sup> siècle

#### 1. Instruments de travail

- ALTED VIGIL, Alicia. *El Archivo de la II<sup>a</sup> República española en el exilio, 1945-1977. Inventario del fondo Paris*. Madrid : Fundación Universitaria española, 1993. 215 p.
- Catálogo de los archivos y documentación de particulares*. Madrid : Fundación Pablo Iglesias, 1993. 2 vol. : 763 p. et 211 p.
- GARCIA PAZ, Beatriz, MOTILVA MARTI, Carmen. *Catálogo de los archivos donados por Amaro del Rosal Díaz*. Madrid : Editorial Pablo Iglesias, 1986. 328 p.
- MARTIN NAJERA, Aurelio. "Catálogo de publicaciones periódicas del exilio español 1939-1977 depositadas en la Fundación Pablo Iglesias", in : *50 aniversario del exilio español, 1939-1989 : De la España en conflicto a la Europa de la paz*. Madrid : Fundación Pablo Iglesias, 1989. Pp. 47-137.
- MARTIN NAJERA, Aurelio. *Fuentes para la historia del Partido socialista obrero español y de las juventudes socialistas de España, 1879-1990*. Madrid : Editorial Pablo Iglesias, 1991. 1548 p.
- MARTIN NAJERA, Aurelio, GONZALEZ QUINTANA, Antonio. *Fuentes para la historia de la Unión general de trabajadores*. Madrid : Editorial Pablo Iglesias, 1988. 628 p.
- Presencia clandestina i de l'exili (1939-1976). Inventari de la Col·lecció del CEHI*. Barcelone : Centre d'estudis històrics internacionals, 1977. 88 p.

#### 2. Etudes générales

- ALTED VIGIL, Alicia. "La cultura política del republicanismo liberal español en el exilio : un ensayo de caracterización a través de la revista *Ibérica* (1953-1974)". Universiteit van Amsterdam/University of Nebraska-Lincoln : *Journal of interdisciplinary literary studies/ Cuadernos interdisciplinarios de estudios literarios*, vol. 1, n<sup>o</sup> 2, 1989, pp. 237-264.
- BONMATI ANTON, José Fermín. *La emigración alicantina a Argelia*. Alicante : Secretariado de publicaciones de la Universidad, 1988. 270 p.
- CAUDET, Francisco. *El exilio republicano en México. Las revistas literarias (1939-1971)*. Madrid : Fundación Banco exterior, 1992. 651 p.
- CLIMENT, Juan Bautista. "España en el exilio". Mexico : *Cuadernos americanos*, vol. CXXVI, n<sup>o</sup> 1, janvier-février 1963, pp. 91-108.
- Exil politique et migration économique. Espagnols et Français aux XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*. Paris : éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1991. 205 p.
- El exilio de las Españas de 1939 en las Américas : "A dónde fue la canción"*. Coordinación de José María Naharro-Calderón. Barcelone : Anthropos, 1991. 331 p.
- El Exilio español en Hispanoamérica*. Madrid : impr. Gráfica, 1989. Numero spécial de *Cuadernos hispanoamericanos*, n<sup>o</sup> 473-474, novembre-décembre 1989. 269 p.
- El exilio español en México, 1939-1982*. Mexico : Salvat, Fondo de cultura económica, 1982. 912 p.

- Exils et émigrations hispaniques au XX<sup>e</sup> siècle*. Paris : CERIC, Centre d'études et de recherches intereuropéennes contemporaines (Université de Paris VII), 1993, n° 1, 137 p.
- GARCIA-FERNANDEZ, Jesús. *La emigración exterior de España*. Barcelone : ediciones Ariel, 1965. 302 p.
- HERMET, Guy. *Les Espagnols en France. Immigration et culture*. Paris : les éditions ouvrières, 1967. 335 p.
- MARTINEZ, Carlos. *Crónica de una emigración (La de los republicanos españoles en 1939)*. Mexico : Libro mex editores, 1959. 536 p.
- México y la República española. Antología de documentos, 1931-1977*. Mexico : Centro republicano español de México, 1978. 497 p.
- MUÑOZ ANATOL, Jaime. *La familia española en Francia*. Madrid : Consejo de investigaciones científicas, Instituto de sociología "Balmes", 1972. 212 p.
- PARRA LUNA, Francisco. *La emigración española en Francia, 1962-1977*. Madrid : Instituto español de emigración, 1981. 221 p.
- PREMISLER, Sylvie. *L'émigration politique espagnole en France, 1872-1876 et 1894-1912*. Mémoire de maîtrise, Université de Paris X, 1972. 74 p.
- SANZ BENITO, Jesús C.. *Introducción a la emigración española. Francia*. Maurecourt, impr. SERAG, 1977. 165 p.
- SODIGNE-LOUSTAU, Jeanine. *Recherche sur l'immigration espagnole à Orléans de 1955 à 1969*. Mémoire de maîtrise, Université de Tours, 1988. 203-40 p.
- TABOADA-LEONEI II, Isabelle, GUILLON, Michèle. *Les immigrés des beaux quartiers. La communauté espagnole dans le 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Cohabitation, relations inter-ethniques et phénomènes minoritaires*. Paris : CIEMI, L'Harmattan, 1987. 210 p.
- TEMIME, Emile. "La migration espagnole. Le rôle de la communauté espagnole en France. Une problématique d'ensemble", *Relations internationales*, n° 50, été 1987, pp. 183-195.
- VILAR, Juan Batista. *Los Españoles en la Argelia francesa (1830-1914)*. Madrid : Centro de Estudios Históricos, Murcia : Universidad, 1989. 436 p.
- ZUERAS TORRENS, Francisco. *La gran aportación cultural del exilio español (1939). Poesía, narrativa, ensayo, pintura, arquitectura, música, teatro, cine*. Córdoba : Diputación provincial de Córdoba, 1990. 200 p.

## B. L'émigration républicaine vers la France

### 1. Ouvrages généraux - Mémoires, témoignages, documents

- ARAQUISTAIN, Luis. *Sobre la guerra civil y en la emigración*. Madrid : Espasa-Calpe, 1983. 356 p.
- CARRASCO, Juan. *La odisea de los republicanos españoles en Francia. Album-souvenir de l'exil républicain espagnol en France (1939-1945)*. Perpignan : imprimerie Saint-André, 1984. 246 p.

- CASSOU, Jean. *Une vie pour la liberté*. Paris : Robert Laffont, 1981. 326 p.
- CONSTANTE, Mariano. *Les années rouges. De Guernica à Mathausen*. Paris : Merveure de France, 1971. 251 p.
- KENT, Victoria. *Quatre ans à Paris*. Paris : éditions Le Livre du Jour, 1947. 214 p.
- MACDONALD, Nancy. *Homage to the Spanish Exiles : voices from the Spanish Civil War*. New York : Insight, 1987. 358 p.
- MERA, Cipriano. *Guerra, exilio y carcel de un anarcosindicalista*. Paris : Ruedo Ibérico, 1976.
- MIRO, Antoine. *L'exilé. Souvenirs d'un républicain espagnol*. Paris : Callée, 1976. 254 p.
- MONTAGUT, Lluís. *J'étais deuxième classe dans l'armée républicaine espagnole (1936-1945)*. Paris : Maspéro, 1976. 385 p.
- MONTSENY, Federica. *Cien días de la vida de una mujer*. Toulouse : "Universo", 1949. 48 p.
- MONTSENY, Federica. *Pasión y muerte de los Españoles en Francia*. Toulouse : ed. Espoir, 1969. 248 p.
- MUÑOZ CONGOST, Juan. *Por tierras de Moros. El exilio español en el Magreb*. Móstoles : ediciones Madre Tierra, 1989. 351 p.
- PALENCIA, Isabel de. *Smouldering freedom... The story of the Spanish Republicans in exile*. Londres : Gollancz, 1946. 191 p.
- PAMIES, Teresa. *Los que se fueron*. Barcelona : Martínez Roca, 1976. 198 p.
- SEMPRUN, Jorge. *Le grand voyage*. Paris : Gallimard, 1969. 236 p.
- SORIANO, Antonio. *Exodos. Historia oral del exilio republicano en Francia, 1939-1945*. Barcelona : ed. Crítica, 1989. 251 p.

- Etudes

- ABELLAN, José Luis. *De la guerra civil al exilio republicano (1936-1977)*. Madrid : Mezquita, 1982. 226 p.
- ANGOUSTURES, Aline. "L'exil espagnol et le statut de réfugié". Colloque de l'OFPPRA, 1993. 26 ff.
- BEURAIN, Nicole. "Le creuset français ou le mythe de l'intégration douce : les Républicains espagnols", *L'Homme et la société*, 1987, n° 1, nouvelle série n° 83, pp. 78-91.
- BEURAIN, Nicole. "Du pluriculturel en général et des Espagnols en particulier", *L'Homme et la société*, 1991, n° 4, nouvelle série n° 102, pp. 93-112.
- Españoles en Francia, 1936-1946. Coloquio internacional. Salamanca, 2, 3 y 4 de mayo 1991*. Salamanca : Universidad de Salamanca, 1991. 640 p.
- El Exilio español de 1939*. Obra dirigida por José Luis Abellán. Madrid : Taurus, 1976-1978. 6 vol. (*La emigración republicana. Guerra y política. Revistas, pensamiento, educación. Cultura y literatura. Arte y ciencia. Cataluña, Euzkadi, Galicia*) : 223 p., 248 p., 316 p., 301 p., 388 p., 382 p.

- FERNANDEZ, Alberto. *Emigración republicana española, 1939-1945*. Madrid : Zyx, 1972. 97 p.
- LEBON, Frédérique. *Les mémoires de l'exil espagnol, 1939-1945. L'itinéraire d'Antonio Soriano*. Mémoire de maîtrise, Université de Toulouse-le-Mirail, 1992. 190 p.
- Les migrants dans la formation de l'identité européenne*. Journées d'études organisées par le Centre d'histoire de l'Europe au XX<sup>e</sup> siècle, 7-8 octobre 1993. A paraître.
- PIKE, David Wingeate. "L'immigration espagnole en France" (1945-1952), *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1977, pp. 286-300.
- PIKE, David Wingeate. *Vae Victis ! Los Republicanos españoles refugiados en Francia, 1939-1944*. Paris : Ruedo Ibérico, 1969. 139 p.
- PONS PRADES, Eduardo. *Los derrotados y el exilio*. Barcelona : Bruguera, 1977. 190 p.
- PONS PRADES, Eduardo. *Los que si hicimos la guerra*. Barcelona : Martínez Roca, 1973. 221 p.
- RUBIO, Javier. *La emigración española a Francia*. Barcelona : Ariel, 1974. 402 p.
- RUBIO, Javier. *La emigración de la guerra civil de 1936-1939. Historia del éxodo que se produce con el fin de la II<sup>a</sup> República española*. Madrid : editorial San Martín, 1977. 3 vol. : 1229 p.
- STEIN, Louis. *Par-delà l'exil et la mort. Les républicains espagnols en France*. Paris : Mazarine, 1981. 383 p.

#### - Etudes régionales

- BACHOUD, André, DREYFUS-ARMAND, Geneviève. "Des Espagnols aussi divers que nombreux, Paris 1945-1975", in *Le Paris des étrangers*. Paris : Publications de la Sorbonne, à paraître en 1994.
- CJAZAR, Maria. *Les réfugiés espagnols dans le département de l'Ariège*. Mémoire de maîtrise, Université de Toulouse-Le Mirail, 1971. 117 p.
- GRÍÑO, Carmen, CABAL, Mariejoe. *Les républicains espagnols dans le Tarn, 1936-1940*. Mémoire de maîtrise, Université de Toulouse-Le Mirail, 1976. 141 p.
- PIGENET, Phryné. *Le Casal de Paris : première approche de l'exil catalan*. Mémoire de DEA, Institut d'études politiques de Paris, 1993. 107 p.
- TAPIA, Marie-Rose. *L'émigration espagnole à Orléans en 1945*. Mémoire de maîtrise, Université de Paris I, 1981. 159 p.

#### 2. Politiques françaises et opinion publique

- AUB, Max. *Ultimos cuentos de la guerra de España*. Caracas : Monte Avila, 1969. 346 p.
- AUB, Max. *Diario de Djelfa*. Mexico : Unión distribuidora de editores, 1944. 64 p.
- BARTHONNAT, Jean-Pierre. *Le Parti communiste français et les réfugiés espagnols durant l'année 1939*. Mémoire de maîtrise, Université de Paris I, 1976. 225 p.
- CARRETELLA, Andrés. *Un episodio de nuestra evacuación a Francia*. [Perpignan], 1978. 42 p.

- Deux missions internationales visitent les camps de réfugiés espagnols (mai 1939)*. Paris : Comité international de coordination et d'information pour l'aide à l'Espagne républicaine, 1939. 23 p.
- GONZALEZ, Pura. *Réfugiés espagnols en Tarn-et-Garonne. Camp de Septfonds*. Mémoire de maîtrise, Université de Toulouse-Le Mirail, 1975. 192 p.
- GRANDO, René, QUERALT, Jacques, FEBRES, Xavier. *Camps du mépris ; des chemins de l'exil à ceux de la Résistance (1939-1945). 500.000 Républicains d'Espagne "indésirables" en France*. Perpignan : Llibres del Trabucaire, 1991. 191 p.
- GRYNBERG, Anne. *Les camps de la honte. Les internés juifs des camps français, 1939-1944*. Paris : La Découverte, 1991. 400 p.
- LAHARIE, Claude. *Le camp de Gurs, 1939-1945 : un aspect méconnu de l'histoire du Béarn*. Pau : Infocompo, 1985. 397 p.
- RAFANEAU-BOJ, Marie-Claude. *Odyssée pour la liberté. Les camps de prisonniers espagnols, 1939-1945*. Paris : Denoël, 1993. 347 p.
- ROLLAND, Denis. *Vichy et la France libre au Mexique. Guerre, cultures et propagandes pendant la Deuxième Guerre mondiale*. Paris : L'Harmattan, 1990. 445 p.
- SANTIAGO, Lucio, LLORIS, Gerónimo, BARRERA, Rafael. *Internamiento y resistencia de los republicanos españoles en Africa del Norte durante la Segunda guerra mundial*. Sabadell : impremerie El Pot, 1981.
- SIGOT, Jacques. *Un camp pour les Tsiganes...et les autres. Montreuil-Bellay, 1940-1945*. Bordeaux : éditions Wallada, 1983, 321 p.
- VIVES I CLAVE, Pere. *Cartes des dels camps de concentració*. Barcelona : ed. 62, 1972.95 p.

### 3. Deuxième Guerre mondiale : engagements, Résistance, déportation

- BERTAUX, Pierre. *Libération de Toulouse et de sa région (Haute-Garonne, Ariège, Gers, Hautes-Pyrénées, Lot, Lot-et-Garonne, Tarn, Tarn-et-Garonne)*. Paris : Hachette, 1973. 270 p.
- BORRAS, José. *Histoire de Mauthausen : les cinq années de déportation des Républicains espagnols*. Paris : l'auteur, 1989. 387 p.
- BOURDERON, Roger. *Libération du Languedoc méditerranéen*. Paris : Hachette, 1974. 283 p.
- CATALA, Neus. "Dans une lutte ininterrompue contre le fascisme, participation des femmes espagnoles à la résistance française", in *Les femmes dans la résistance*. Monaco: éd. du Rocher, 1977, pp. 177-180.
- CATALA, Neus. *De la resistencia y la deportación. 50 testimonios de mujeres españolas*. Barcelona : Ajgena, 1984. 285 p.
- DREYFUS-ARMAND, Geneviève. "Les oubliés", *Hommes et migrations*, n° 1148, novembre 1991, pp. 36-45.
- CREMIEUX-BRILHAC, Jean-Louis. *Les Français de l'an 40. Tome I : La guerre oui ou non?* Paris : Gallimard, 1990. 647 p.

- FABREGUET, Michel. "Les "Espagnols rouges" à Mauthausen (1940 - 1945)", *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 162, avril 1991, pp. 77-98.
- FERNANDEZ, Alberto E. *La España de los maquis*. Mexico : Era, 1971. 152 p.
- FERNANDEZ, Alberto E. *Españoles en la resistencia*. Madrid : Zyx, 1973. 269 p.
- HERNANDO VILLACAMPA, Fortunato. *Historia de la Amical de antiguos guerrilleros españoles en Francia (F.F.I.), 1947-1984*. Toulouse : Imprimerie SGI, 1992. 264 p.
- La Libération dans le Midi de la France*. Toulouse : Eché, Service des publications de l'Université de Toulouse-le-Mirail, 1986. 410 p.
- MITRANI, Thérèse (Denise). *Service d'évasion*. Paris : éditions Continents, 1946. 191 p.
- PONS PRADES, Eduardo. *Españoles en los "maquis" franceses (verano de 1944)*. Barcelona: Sagitario, 1976. 229 p.
- PONS PRADES, Eduardo. *Republicanos españoles en la 2ª guerra mundial*. Barcelona : Planeta, 1975. 593 p.
- RAZOLA, Manuel, CONSTANTE, Mariano. *Le Triangle bleu. Les républicains espagnols à Mauthausen*. Paris : Gallimard, 1969. 331 p.
- La Résistance et les Français. Histoire et mémoires. Le Midi et la France*. Colloque international, Université de Toulouse-le-Mirail, 16-18 décembre 1993. 469 p.
- SANZ Miguel Angel [Miguel Angel]. *Los guerrilleros españoles en Francia*. La Havane : ed. de Ciencias sociales, 1971. 258 p.
- SANZ, Miguel Angel. *Luchando en tierras de Francia. La participación de los Españoles en la Resistencia*. Madrid : ed. de la Torre, 1981. 254 p.
- VILANOVA, Antonio. *Los olvidados. Los exiliados españoles en la Segunda Guerra mundial*. Paris : Ruedo Ibérico, 1969. XX-512 p.

#### 4. Vie politique et syndicale - Etudes générales

- AGUIRRE, José Antonio de. *Veinte años de gestión del Gobierno vasco (1936-1956)*. Durango : Leopoldo Zugaza, 1978, 128 p.
- ANASAGASTI, Iñaki, SAN SEBASTIAN, Koldo. *Los años oscuros, el gobierno vasco, el exilio (1937-1941)*. San Sebastian : ed. Txertoa, 1985. 124 p.
- BORRAS, José. *Política de los exiliados españoles, 1944-1950*. Paris : Ruedo Ibérico, 1976. 326 p.
- COMIN COLOMER, Eduardo. *La República en el exilio*. Barcelona : ed. AHR, 1957. 705 p.
- FERRER, Miquel. *La Generalitat de Catalunya a l'exili*. Barcelona : Ayma, 1977. 259 p.
- GIRAL, Francisco. *La República en el exilio*. Madrid : eds. 99, 1977. 173 p.
- MIRO, Fidel. *Y España cuándo ? El fracaso político de una emigración*. Mexico : Libro Mex editores, 1959. 241 p.

VALLE, José María del. *Las instituciones de la República española en exilio*. Paris : Ruedo Ibérico, 1976. 367 p.

• Les diverses tendances politiques et les personnalités

ALBEROLA, Octavio, GRANSAC, Ariane. *L'anarchisme espagnol. Action révolutionnaire internationale, 1961-1975*. Paris : Christian Bourgois, 1975. 267 p.

*Les Anarchistes espagnols dans la tourmente (1939-1945)*. Marseille : Centre international de recherches sur l'anarchisme, 1989. 200 p.

AROSTEGUI, Julio. *Francisco Largo Caballero en el exilio. La última etapa de un líder obrero*. Madrid : Fundación Largo Caballero, 1990. 221 p.

BELTZA. *El nacionalismo vasco en el exilio, 1937-1960*. San Sebastian : editorial Thertoa, 1977. 160 p.

BENET, Josep. *Exili i mort del President Companys*. Barcelona : editorial Empúries, 1990. 299 p.

BENET, Josep. *El presidente Tarradellas en els seus textos, 1954-1988*. Barcelona : Empuries, 1992. 724 p.

BERRUEZO José. *Contribución a la historia de la CNT de España en el exilio*. Mexico : editores mexicanos unidos, 1967. 304 p.

COLL, Josep, PANE, Josep. *Josep Rovira. Una vida al servei de Catalunya i del socialisme*. Barcelona : Ariel, 1978. 286 p.

*Coloquio sobre el exilio libertario en Francia (1939-1975) a través de la historia oral* (Béziers, 23-25 septembre 1993). Valence : Fundación Salvador Seguí, 1993. 63 p.

DIAZ ESCULIES, Daniel. *El catalanisme polític a l'exili (1939-1959). Els orígens*, Barcelona, Edicions de La Magrana, 1991. 233 p.

*Elementos para la comprensión correcta de cuarenta años de exilio confederal y libertario*. Paris : imprimerie EDIT, 1978. 338 p.

*Gabriel Pradal o el honor político. Homenaje en el centenario (1891-1991)*. Almería : Ateneo de Almería, Aula socialista de cultura, Instituto de estudios almerienses, 1991. 197 p.

GILLEPSIE, Richard. *Historia del Partido socialista obrero español*. Madrid : Alianza editorial, 1991. 525 p.

IBARZABAL, Eugenio. *Manuel de Irujo*. Zarauz : Erein, 1977. 116 p.

IRUJO, Manuel de. *Escritos en Alderdi, 1949-1974*. Bilbao : Partido nacionalista vasco, 1981. 2 vol. : 370 p. et 350 p.

MARTINEZ COBO, Carlos et José. *Intrahistoria del PSOE*. Barcelona : Plaza y Janès, 1989-1992. Vol. I (1939-1945) : 487 p. ; vol. II (1946-1954) : 408 p.

MARTINEZ COBO, Carlos et José. *1944-1976, El Socialista*. Madrid : Fundación Pablo Iglesias, 1984. 191 p.

PIKE, David Wingate. *Jours de gloire, jours de honte. Le Parti communiste d'Espagne en France depuis son arrivée en 1939 jusqu'à son départ en 1950*. Paris : SEDES, 1984. 312 p.



PI ADAL, Gabriel. *Comentarios de Periclé García*. Toulouse : ediciones Renovación, 1967, 463 p.

RAMON TOMAS, Carme R.. *Pascual Tomás Taengua, secretario de la U.G.T. de España en el exilio (1944 - 1968)*. Valence : edicions Alfons el Magnànim, 1989. 134 p.

TCACH, César, REYES, Carmen. *Clandestinidad y exilio Reorganización del sindicato socialista, 1939-1953*. Madrid : Fundación Pablo Iglesias, 1986. 256 p.

TORRE-MAZAS, B. *Anales del exilio libertario (Los hombres, las ideas, los hechos)*. Toulouse : éditions CNT, 1985, 263 p.

### 5. Cultures de l'exil

ALBERTI, Rafael. *Coplas de Juan Panadero, año 1949-1977 ; seguidas de Vida bilingüe de un refugiado español, año 1939-1940*. Madrid : editorial Mayoría, 1977. 94 p., 21 p.

DREYFUS-ARMAND, Geneviève. "Cultures d'exil au travers de la presse de l'émigration espagnole en France", *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne*, n° 11-12, décembre 1990, pp. 40-52.

*Escritores españoles exiliados en Francia*. Agustín Gómez-Arcos. Almería : Instituto de estudios almerienses, 1992. 162 p.

*Manuel Tuñón de Lara. El compromiso con la historia, su vida y su obra*. Edición al cuidado de José Luis de la Granja y Alberto Reig Tapia. Leioa : Servicio editorial de la Universidad del País vasco, 1993, 533 p.

MANENT, Albert. - *La literatura catalana a l'exili*- Barcelone : Curial, 1989. 310 p.

MUÑOZ, Olga. *La presse espagnole publiée à Toulouse à la Libération*. Mémoire de maîtrise, Université de Toulouse-Le Mirail, 1987. 271 p.

*Plages d'exil : les camps de réfugiés espagnols en France, 1939*. Coordination de Jean-Claude Villegas. Nanterre : BDIC, Dijon: Hispanistica XX, 1989. 235 p.

\*\*\*\*\*

## ANNEXES

## PRESENTATION CHRONOLOGIQUE DES PUBLICATIONS ET NOMBRE DE NUMEROS PUBLIES ANNUELLEMENT

### Précisions :

- Le nombre de numéros prend en compte la numérotation propre à chaque périodique et inclut des numéros doubles ou triples (qui ne sont donc pas des numéros physiquement distincts).

- Dans un certain nombre de cas, étant donné le caractère fragmentaire de nombreuses collections conservées (cf. la rubrique "localisation" du *Corpus, répertoire alphabétique des titres*), tous les numéros n'ont pu être consultés ; aussi, le nombre de numéros publiés chaque année correspond-il alors à ce qu'il est possible de supposer d'après la numérotation et le nombre total de numéros censés être parus. Dans tous les cas, il a été tenu compte uniquement des numéros connus -ou pour lesquels des références existent dans d'autres documents-, l'estimation est donc certainement inférieure à la réalité. Mais ces hypothèses chiffrées portent le plus souvent sur des publications irrégulières et éphémères et cela ne remet pas en cause, pensons-nous, la validité globale des ordres de grandeur présentés. Afin de ne point donner pour définitives des données correspondant à l'état actuel de nos connaissances, un point d'interrogation accompagne toujours ces reconstitutions.

1936

*Euzko Deya* (gouvernement basque) (Paris) : 10

1937

*Euzko Deya* (gouvernement basque) (Paris) : 78

1938

*Euzko Deya* (gouvernement basque) (Paris) : 52

*Ramillete (El)* (Orly) : 8

*Voz de Madrid* (gouvernement républicain) (Paris) : 22 ?

1939

*Anayak* (Paris) : 7

*Barraca* (Argelès) : 1

*Boletín de Cortes* (Paris) : 1

*Boletín de discusión* (POUM, JCI) (Paris) : 1  
*Boletín de información de los profesores...*(FETE) (Saint Cyprien) : 2 ?  
*Boletín de información sindical* (UGT) (Paris) : 2  
*Boletín de los estudiantes* (FUE) (Argelès) : 11 ?  
*Boletín de los estudiantes* (FUE) (Gurs) : 2 ?  
*Butlletí interior* (UGT) (sl) : 14  
*Catalunya* (Paris) : 4  
*Congreso de los diputados* (Paris) : 4 ?  
*Democracia* (CNT) (Paris) : 3  
*Desde el Rosellón* (Argelès) : 5  
*España expatriada* (CNT) (Orléans) : 7  
*España libre* (PSOE) (sl) : 2 ?  
*Euzko Deya* (gouvernement basque) (Paris) : 52  
*Exilio* (FJL) (Boghari) : 4 ?  
*Hoja de los estudiantes* (FUE) (le Barcarès) : 2 ?  
*Ilôt (L') de l'art* (Saint Cyprien) : 2 ?  
*Inquietud* (Pontarlier) : 1 ?  
*Juventud de España* (JSU) (Villejuif) : 10  
*Midi (Le)* (sl) (PSUC) : 1  
*Murciélagos* (El) (SERE) (Paris) : 3  
*Niños españoles* (Vence) : 5  
*Norte* (SERE) (Paris) : 6  
*Nuestro Norte* (JARE) (Paris) : 1 ?  
*Nuevo curso* (IVa Internacional) (Paris) : 3  
*Obrero (El) de la tierra* (UGT) (sl) : 2  
*Poble (El) català* (Paris) : 10  
*Profesionales de la enseñanza* (FETE) (Argelès) : 2 ?  
*Reconquista* (ANC) (Montpellier) : 7  
*Renovación* (JSE) (Algérie) : 1 ?  
*Revista de Catalunya* (Fundació Ramon Llull) : 1  
*Solidaridad Internacional antifascista* (Paris) : 3 ?  
*Solidariété* (PSUC) (Montpellier) : 2  
*Treball* (PSUC) (Montpellier) : 7  
*Vieja Guardia* (JSE) (sl) : 1 ?  
*Voz de España* (Paris) : 1 ?  
*Voz de los Españoles* (FIEF) (Paris) : 14 ?  
*Voz de Madrid* (gouvernement républicain) (Paris) : 17 ?

#### 1940

*Butlletí d'informació radiada* (PSUC) (sl) : ?  
*Euzko Deya* (gouvernement basque) (Paris) : 13  
*Norte* (PSOE) (Paris) : 1  
*Poble (El) català* (Paris) : 6  
*Revista de Catalunya* (Fundació Ramon Llull) : 4

#### 1941

*Alianza* (JSU) (Toulouse) : 1 ?  
*España día* (JSE) (Toulouse) : 1 ?  
*Proa* (505° GTE) (Portet) : 3 ?

*Reconquista de España* (PCE) (sl) : ?<sup>1</sup>  
*Reconquista de España* (Juventud) (sl) : 1 ?  
*Reconquista de España* (Cantal) : ?  
*Reconquista de España* (Gard) : ?  
*Reconquista de España* (Perpignan) : ?  
*Reconquista de España* (PCE) (Tarn-et-Garonne) : 2

1942

*Alianza* (JSU) (Toulouse) : 6 ?  
*Reconquista de España* (Perpignan) : ?  
*Reconquista de España* (Peyrolles-en-Provence) : 1 ?  
*Reconquista de España* (PCE) (Aude) : 1 ?  
*Reconquista de España* (PCE) (Aveyron) : 1 ?  
*Reconquista de España* (UNE) (Cantal) : ?  
*Reconquista de España* (PCE) (Chalabre, Aude) : 2 ?  
*Reconquista de España* (PCE) (Dordogne) : 1 ?  
*Reconquista de España* (PCE) (Haute-Loire) : 2 ?  
*Reconquista de España* (PCE) (Limoux) : 1 ?  
*Reconquista de España* (PCE) (Récébédou) : 4 ?  
*Reconquista de España* (PCE) (Saint-Hilaire) : 1 ?  
*Reconquista de España* (PCE) (sl) : 1 ?  
*Reconquista de España* (PCE) (sl) : 1 ?  
*Reconquista de España* (PCE) (sl) : 1 ?  
*Reconquista de España* (PCE) (sl) : 3 ?  
*Reconquista de España* (PCE) (Tarn-et-Garonne) : 3 ?  
*Reconquista de España* (PCE) (UNE) (Vaucluse) : ?  
*Reconquista de España* (652<sup>e</sup> GTE) : 1 ?  
*Reconquista de España* (UNE) (Gard) : ?  
*Reconquista de España* (UNE) (Maroc) : ?  
*Reconquista de España* (UNE) (Provence) : 1 ?  
*Reconquista de España* (UNE) (Vierzon) : ?  
*Reconquista de España* (UNE) (zone occupée) : 6 ?  
*Treball* (PSUC) (sl) : 1 ?

1943

*Acero* (PCE) (Guernesey) : 1 ?  
*Catalunya* (ANC) (sl) : ?  
*De socialistas a socialistas* (UNE) : ?  
*España popular* (PCE) (Alger) : 7 ?  
*Mirando a España* (MLE) (Tarbes) : 1 ?  
*Mundo obrero* (PCE) (sl) : 1 ?  
*Nuestro trabajo* (PCE) (Afrique du Nord) : 1 ?  
*Reconquista de España* (Allier) : 1 ?  
*Reconquista de España* (Basses-Alpes) : 4 ?  
*Reconquista de España* (Hautes-Pyrénées) : 1 ?  
*Reconquista de España* (Peyrolles-en-Provence) : 2 ?

1. Nous avons tenu à différencier les *Reconquista de España* publiées par des groupes du PCE visiblement différents sur le plan géographique.

*Reconquista de España* (UNE) (Cantal) : ?  
*Reconquista de España* (UNE) (Gard) : ?  
*Reconquista de España* (UNE) (Maroc) : ?  
*Reconquista de España* (UNE) (Perpignan) : ?  
*Reconquista de España* (UNE) (Salin-de-Giraud) : 1 ?  
*Reconquista de España* (UNE) (7ème région) : ?  
*Reconquista de España* (UNE) (Sud-Ouest) : 10 ?  
*Reconquista de España* (UNE) (Var) : ?  
*Reconquista de España* (UNE) (Vaucluse) : ?  
*Reconquista de España* (UNE) (Vierzon) : ?  
*Reconquista de España* (UNE) (Zone occupée) : ?  
*Solidaridad obrera* (MLE/CNT) (sl) : 18 ?

1944

*Acción libertaria* (MLE) (Marseille) : 6 ?  
*Adelante* (PSOE) (Marseille) : 11  
*Agence d'information et presse "Hispania"* (Toulouse) : 94 ?  
*Allianza* (JC) (sl) : 1  
*Anónimos* (Agrupación de guerrilleros)(Chalabre) : 1  
*Avance* (PSOE) (Rennes) : 3  
*Boletín de información orgánica* (MLE-CNT) (Perpignan) : 2  
*Boletín de información y orientación* (MLE) (Alger) : 7 ?  
*Boletín de la AMRE* (Oran) : 3 ?  
*Boletín de la Unión de intelectuales españoles* (Paris) : 1  
*Boletín de la Unión general de trabajadores* (Toulouse) : 1  
*Boletín de noticias para regiones y provincias* (PCE) (sl) : 10  
*Butlletí d'informació interior* (FNC) (Perpignan) : 1  
*Butlletí interior del POUM* (sl) : 1  
*Cara a España* (PSOE) (Grenoble) : 1  
*Catalunya* (ANC) (Paris) : 9  
*Catalunya* (ANC) (Toulouse) : 9 ?  
*Catalunya* (ANC) (Toulouse) : 6  
*Cercle Garcia Lorca* (Casablanca) : 4 ?  
*C.N.T.* (Toulouse) : 16  
*Democracia española* (JEL) (Bayonne) : 2  
*España popular* (PCE) (Toulouse) : 3  
*España popular* (PCE) (Alger) : 10 ?  
*España republicana* (UR, IR) (Alger) : 7 ?  
*Exilio* (CNT) (Aynes, Cantal) : 21  
*Foc nou* (Solidaritat catalana) (Toulouse) : 17  
*Germinal* (MLE) (Tunis) : 9 ?  
*Gudari* (Euzko Gudari Batza) (sl) : 2  
*Humanitat* (La) (ERC) (Montpellier) : 9  
*Humanitat* (La) (ERC) (Montpellier) (espagnol) : 9 ?  
*Inquietudes libertarias* (CNT) (Oran) : ?  
*Juventud* (JSU) (Toulouse) : 10  
*Liberación* (Agrupación de guerrilleros) (Foix) : 2 ?  
*Lucha* (Agrupación de guerrilleros) (Toulouse) : 11 ?  
*Mirando a España* (MLE) (Tarbes) : 1 ?  
*Patriota* (El) del Sud-Oeste (UNE) (Toulouse) : 112 ?  
*Poble* (El) català (ERC) (Toulouse) : 11  
*Populaire* (Le) girondin, édition espagnole (PSOE) (Bordeaux) : 7 ?  
*P.O.U.M. Butlletí d'informació* (sl) : 1  
*Rebelde* (El) : 1 ?

*Reconquista de España* (UNE) (Ariège) : 10 ?  
*Reconquista de España* (UNE) (Aurillac) : 41 ?  
*Reconquista de España* (UNE) (Bretagne) : 9 ?  
*Reconquista de España* (UNE) (Foix) : 6 ?  
*Reconquista de España* (UNE) (Gard) : ?  
*Reconquista de España* (UNE) (Gers) : ?  
*Reconquista de España* (UNE) (Grenoble) : 33 ?  
*Reconquista de España* (UNE) (Luchon) : 1 ?  
*Reconquista de España* (UNE) (Maroc) : 3 ?  
*Reconquista de España* (UNE) (Marseille) : 5 ?  
*Reconquista de España* (UNE) (Perpignan) : 14 ?  
*Reconquista de España* (UNE) (7ème région) : 17 ?  
*Reconquista de España* (UNE) (Sud-Ouest) : 1 ?  
*Reconquista de España* (UNE) (Vierzon) : 1 ?  
*Reconquista de España* (UNE) (zone Nord) : 37 ?  
*Renovación* (JSE) (Oran) : 30 ?  
*Revolución española* (MLE) (Paris) : 3  
*Ruta* (FIJL) (Marseille) : 5  
*Socialista (El)* (PSOE) (Amélie-les-Bains) : 3 ?  
*Socialista (El)* (PSOE) (Alger) : 11  
*Socialista (El)* (PSOE en France) (Toulouse) : 11  
*Socialista (El)* (PSOE/UGT) (Toulouse) : 24 ?  
*Solidaridad obrera* (ACUN) (Toulouse) : 20 ?  
*Solidaridad obrera* (CNT) (Alger) : 5  
*Solidaridad obrera* (MLE/CNT) (Paris) : 7 ?  
*Unidad sindical* (UGT) (Marseille) : 3  
*Unión* (UNE) (Rodez) : 15 ?  
*Voz de los Españoles* (FIEF) (Paris) : 10  
*Voz de Madrid* (sl) : 5 ?

1945
------

*Acción libertaria* (MLE) (Marseille) : 33  
*Acción social* (MLE) (Villeurbanne) : 1  
*Adelante* (PSOE) (Marseille) : 45 ?  
*Agence Hispanta* (Paris) : 4  
*Agencia Febus* (Paris) : 10 ?  
*Agrupación militar* (Toulouse) : 4  
*Alkartu* (PCE) (Toulouse) : 2  
*Armas y letras* (Agrupación militar) (Toulouse) : 1  
*Ataque* (UNE) (sl) : 1  
*Avance* (PSOE) (Rennes) : 11  
*Bancario* (UGT) (Paris) : 2  
*Bancario* (UGT) (Paris) : 5  
*Batalla* (La) (POUM) (Bordeaux) : 9  
*Boletín* (UGT, Telégrafos) (Toulouse) : 1  
*Boletín de discusión* (GCI) (sl) : 6 ?  
*Boletín de información* (LMICE) (Alger) : 1  
*Boletín de información* (FETE) (Paris) : 1 ?  
*Boletín de información* (MLE) (Toulouse) : 1  
*Boletín de información de la AMECRE* (Toulouse) : 4  
*Boletín de información del MLE-CNT en Francia* (sl) : 1  
*Boletín de información y orientación* (MLE) (Alger) : 9 ?  
*Boletín de la AMPE* (Oran) : 3 ?  
*Boletín de la Unión de intelectuales españoles* (Paris) : 12

*Boletín de la Unión general de trabajadores* (Toulouse) : 12  
*Boletín de los estudiantes españoles* (FUE) (Paris) : 2  
*Boletín de noticias para regiones y provincias* (PCE) (sl) : 10  
*Boletín de orientación* (ex-MLÉ) (Alger) : 2  
*Boletín español de información* (Agence d'édition et de presse) (Paris) : 17 ?  
*Boletín interior de la CNT* (Toulouse) : 19  
*Boletín interior de la Unión federal de estudiantes hispanos* (Paris) : 1  
*Boletín interior del Partido obrero de unificación marxista* (Bordeaux) : 10 ?  
*Boletín técnico y de información* (AMECRE) (Paris) : 4  
*Bulletin. Centre d'études...* Toulouse-Barcelone (Toulouse) : 17  
*Bulletin d'information de "Solidarité catalane"* (Paris) : 6  
*Bulletin d'information des Comités France-Espagne* (Rodez) : 2 ?  
*Bulletin d'informació* (Béziers) : 4  
*Bulletin interior del POUM* (sl) : 8 ?  
*Callu* (Casal català) (Paris) : 5 ?  
*Cancionero revolucionario* (CNT) (Bordeaux) : 11 ?  
*Canigó* (Société française des Amis de la Catalogne) (Toulouse) : 9  
*Catalonia* (Paris) : 8  
*Catalonia* (ANC) (sl) : 6 ?  
*Catalunya* (ANC) (Toulouse) : 5 ?  
*Cercle García Lorca* (Alger) : 4 ?  
*Circular de STV* (sl) : 7 ?  
*Claridad* (PSOE) (Alger) : 3  
*C.N.T.* (Toulouse) : 27  
*C.N.T. marítima* (Bordeaux) : 3 ?  
*Comisión de relaciones de Tarrasa* (CNT) (Toulouse) : 5  
*Crisol* (FUL) (Paris) : 3  
*Cuadernos de estudios sociales* (CNT) (Alger) : 3 ?  
*Demain* (FUL) (Bordeaux) : 3  
*Ecos libertarios* (MLÉ) (Tours) : 3 ?  
*Endavant* (MSC) (Toulouse, Perpignan) : 18  
*Esforç* (UGT) (Béziers) : 1  
*Espagne (L') républicaine* (JEL) (Toulouse) : 27  
*España* (IR, UR) (Perpignan) : 12 ?  
*España libre* (CNT) (Paris) : 17  
*España popular* (PCE) (Toulouse) : 35 ?  
*España popular* (PCE) (Alger) : 33 ?  
*España republicana* (UR, IR) (Alger) : 19 ?  
*Esquerra republicana de Catalunya* (Perpignan) : 4 ?  
*Esquerra republicana de Catalunya* (Toulouse) : 2 ?  
*Euzko Deya* (gouvernement basque) (Paris) : 24  
*Euzko Deya. Suplemento de información* (gouvernement basque, (Paris) : 36  
*Euzko Langileen Alkartasuna* (STV) (Biarritz) : 3 ?  
*Exilio* (CNT) (Brive, Aynès) : 3 ?  
*Federal* (El) (PRF) (Perpignan) : 5  
*Foc nou* (Solidaritat catalana) (Toulouse) : 10  
*France-Espagne* (Paris) :  
*France-Espagne* (Marseille) : 1 ?  
*Galeria* (CNT) (Paris) : 10 ?  
*Germinal* (MLÉ) (Tunis) : 3 ?  
*Hispania* (PEREF) (Paris) : 2 ?  
*Hora* (L') (FL) (Perpignan) : 2 ?  
*Horizonte* (FUL) (Marseille) : 1  
*Hoy* (CNT-MLÉ) (Marseille) : 14  
*Humanitat* (La) (ERC) (Montpellier) : 23  
*Humanitat* (La) (ERC) (Montpellier) (espagnol) : 23 ?  
*Humanitat* (La) (ERC) (Toulouse) : 6 ?  
*Iberia* (Paris) : 3



*Impulso* (Groupe Reclus) (Toulouse) : 5  
*Informaciones poumistas* (POUM) (Paris) : 12 ?  
*Izquierda republicana en Francia* (IR) (Paris) : 3 ?  
*Junta nacional de seguridad y vigilancia* (Toulouse) : 1  
*Juventud* (JSU) (AFN) : 6 ?  
*Juventud* (JSU) (Toulouse) : 7  
*Libertad* (MLE) (Rennes) : 22 ?  
*Lluita* (PSUC) (Toulouse) : 31  
*Lucha de clases* (GCI) (Lyon) : 6 ?  
*Méduse* (Front franco-espagnol des lettres) (Bruges, BP) : 1  
*Metallurgico* (El) (UGT) (Paris) : 5  
*Mirando a España* (MLE) (Tarbes) : 1  
*Nouvelle* (La) *Espagne* (gouvernement républicain) (Paris) : 1  
*Nouvelles d'Espagne* (Comités France - Espagne) (Paris) : 1 ?  
*Nuestra bandera* (PCE) (Toulouse) : 3 ?  
*Opinions* (FNC) (Perpignan) : 25 ?  
*Parers* (FNC) (Perpignan) : 3 ?  
*Patriota* (El) *del Sud-Oeste* (UNE) (Toulouse) : 59 ?  
*Per Catalunya* (Nice) : 6  
*Poble* (El) *català* (ERC) (Toulouse) : 8  
*Política* (IR) (Toulouse) : 14 ?  
*P.O.U.M. Butlletí d'informació* (sl) : 6 ?  
*Prensa clandestina de España* (MLE) (Alger) : 1  
*Prou* (Estat català) (Perpignan) : 3 ?  
*Quaderns d'estudis polítics ...* (Perpignan) : 11  
*Rebelde* (El) (sl) : 1 ?  
*Reconquista* (UNE) (Oran) : 3 ?  
*Reconquista de España* (UNE) (zone Nord) : 30 ?  
*Reivindicación* (FETI) (Paris) : 1 ?  
*Renovación* (JSE) (Toulouse) : 24 ?  
*Renovación* (JSE) (Oran) : 32 ?  
*Revista de capacitación* (Junta nacional de seguridad y vigilancia) (Toulouse) : 3 ?  
*Revolución española* (MLE) (Paris) : 4  
*Ruta* (FIJL) (Marseille) (Toulouse) : 30 ?  
*Sindicalista* (El) (Parti syndicaliste) (Toulouse) : 4 ?  
*Socialista* (El) (PSOE) (Amélie-les-Bains) : 10 ?  
*Socialista* (El) (PSOE) (sl) : 2 ?  
*Socialista* (El) (PSOE) (Alger) : 34  
*Socialista* (El) (PSOE en France) (Toulouse) : 14 ?  
*Socialista* (El) (PSOE/UGT) (Toulouse) : 30 ?  
*Solidaridad española* (Toulouse) : 8 ?  
*Solidaridad obrera* (ACUN) (Toulouse) : 2 ?  
*Solidaridad obrera* (CNT) (Alger) : 18  
*Solidaridad obrera* (M.L.E./CNT) (Paris) : 25 ?  
*Telégrafos* (UGT) (Paris) : 1 ?  
*Tiempos nuevos* (MLE) (Toulouse) : 7 ?  
*Trabajadores de la enseñanza* (FETE) (Paris) : 4  
*Trabajo* (CIATE) (Paris) : 1 ?  
*Transporte* (UGT/JC) (Paris) : 3 ?  
*U.G.T.* (UGT/JC) (Toulouse, Paris, Toulouse) : 11  
*U.G.T.* (Marseille) : 6  
*Unidad sindical* (UGT) (Marseille) : 5  
*Unidad y lucha* (PCE) (Paris, Toulouse) : 36 ?  
*Unión* (UNE) (Rodez) : 26 ?  
*Unión ferroviaria* (UGT/JC) (Paris) (Toulouse) : 10 ?  
*Unión general de trabajadores de España* (UGT) (Casablanca) : 1 ?  
*Unión republicana* (Paris) : 1 ?  
*Vallespir* (PSOE) (Amélie-les-Bains) : 11 ?

*Veü (La) de Catalunya* (Lliga catalana) (Perpignan) : 2 ?  
*Vieja guardia* (ISE) (Toulouse) : 1  
*Voz de España* (FEREF) (Paris) : 36  
*Voz de los Españoles* (FIEF) (Paris) : 4  
*Yunque* (PSOE/UGT) (Bordeaux) : 6 ?

1946

*Acció* (UGT) (Paris) : 1  
*Acción* (ISE) (Marseille) : 5  
*Acción libertaria* (MLE) (Marseille) : 18  
*A.C.D.I.* Agencia catalana d'informació : 1  
*Adelante* (PSOE) (Marseille) : 52  
*Agencia Febus* (Paris) : 30 ?  
*Agrupación de Berguedans a l'exili* (Prades) : 1  
*Ahora* (JSU) (Paris) : ?  
*Ataque* (PCE) (sl) : 10  
*Bancario* (UGT) (Paris) : 3  
*Batalla (La)* (POUM) (Paris) : 20  
*Boletín* (Centro de estudios socialistas de Euzkadi) (Paris) : 2  
*Boletín d'informaítion ...* (UGT-JC) (Paris) : 1  
*Boletín de discusión* (CCI) (sl) : 6 ?  
*Boletín de información* (CARE) (Paris) : 1  
*Boletín de información de la AMÉCRE* (Toulouse) : 1  
*Boletín de información del grupo de banca en Francia* (Paris) : 2  
*Boletín de información y orientación* (MLE) (Alger) : 1 ?  
*Boletín de la Unión de intelectuales españoles* (Paris) : 12  
*Boletín de la Unión federal estudiantes hispanos* (sl) : 1  
*Boletín de la Unión general de trabajadores* (Toulouse) : 12  
*Boletín del Sub-comité regional de Cataluña en el exterior* (CNT) (Perpignan) : 3 ?  
*Boletín extraordinario de la AMRE* (Toulouse) : 1  
*Boletín interior del Partido obrero de unificación marxista* (Bordeaux) : 10 ?  
*Bulletin. Centre d'études...* Toulouse-Barcelone (Toulouse) : 1 ?  
*Bulletin d'informaítion* (gouvernement d'Euzkadi) (Paris) : 44  
*Bulletin d'informaítion* (PSOE) (Paris) : 4  
*Bulletin d'informació* (Casal català) (Béziers) : 1 ?  
*Bulletin interior Moviment socialista de Catalunya* (sl) : 1  
*Caliu* (Casal català) (Paris) : 5 ?  
*Cancionero revolucionario* (CNT) (Bordeaux) : 11 ?  
*Casal de Catalunya* (Paris) : 11  
*Catalonia* (Paris) : 1  
*Circular de STV* (sl) : 6 ?  
*C.N.T.* (Toulouse) : 52  
*C.N.T.. Boletín de orientación y información ...* : 2  
*Comisión de relaciones de Tarrasa* (CNT) (Toulouse) : 5  
*Companya* (UDC) (Toulouse) : 3 ?  
*Comunicaciones* (UGT) (Paris) : 2  
*Crisol* (FLI) (Paris) : 9  
*Cuadernos de estudios sociales* (CNT) (Alger) : 2 ?  
*Demain* (FIJL) (Bordeaux) : 1  
*Democracia* (AR) : 1  
*Don Quijote* (Rodez) : 7  
*Ecos libertarios* (MLE) (Tours) : 8 ?  
*Endavant* (MSC) (Perpignan) : 10  
*Escuela juvenil socialista* (ISE) (sl) : 1

*Esfors* (UGT) (Paris) : 2  
*Espagne (L) républicaine* (JEL) (Toulouse) : 52  
*España* (IR, UR) (Perpignan) : 5 ?  
*España libre* (CNT) (Paris) : 52 ?  
*Espectáculos* (UGT) (Paris) : 2  
*Esquerra republicana de Catalunya* (Perpignan) : 3 ?  
*Euzkadil roja* (PCE) (Paris) : 40 ?  
*Euzko Deya* (gouvernement basque) (Paris) : 24  
*Euzko Deya. Suplemento de información* (gouvernement basque) (Paris) : 43  
*Euzko Langillen Alkartasuna* (STV) (Biarritz) : 10 ?  
*Exilio* (CNT) (Aynès, Cantal) : 10 ?  
*Federal (El)* (PRF) (Perpignan) : 2 ?  
*Foc nou* (Solidaritat catalana) (Toulouse) : 15  
*Frente universitario* (UFEH) (Paris) : 1  
*Funcionarios* (UGT) (sl) : 1 ?  
*Gaceta oficial de la República española* (Paris) : 4 ?  
*Galiza* (Toulouse) : 4 ?  
*Heraldo de España* (Paris) : 13 ?  
*Hispania* (FEDIP) (Toulouse) : 3  
*Hoy* (CNT-MLB) (Marseille) : 40 ?  
*Humanitat (La)* (ERC) (Montpellier) : 29  
*Humanitat (La)* (ERC) (Montpellier) (espagnol) : 29 ?  
*Humanitat (La)* (ERC) (Toulouse) : 13 ?  
*I.D.E.R. Presse* (Toulouse, Paris) : 240 ?  
*Ikuska* (Institut basque de recherches) (Sare, B-P) : 1  
*Impuls* (ACC) (Toulouse) : 5  
*Independencia* (Paris) : 4  
*Informaciones pounistas* (POUM) (Paris) : 12 ?  
*Juventud* (JSU) (Paris) : 10 ?  
*Juventud. Suplemento de organización* (JSU) (Paris) : 6 ?  
*Juventud obrera* (JCI) (sl) : 3  
*Ley* (Asociación de solidaridad de los Funcionarios del Cuerpo de seguridad) (Paris) : 3 ?  
*Libertad* (MLE) (Rennes) : 32 ?  
*Lligam* (UGTC) (Paris) : 4  
*Lluita* (PSUC) (Toulouse) : 50  
*Lucha de clases* (GCT) (Lyon) : 4 ?  
*Méduse* (Front franco-espagnol des lettres) (Bruges, BP) : 2  
*Mujeres antifascistas españolas* (UME) (Paris) : 2  
*Mundo obrero* (PCE) (Maroc) : 6 ?  
*Mundo obrero* (PCE) (Toulouse, Paris) : 46  
*M.U.R.* (Toulouse) : 2 ?  
*Nouvelle (La) Espagne* (gouvernement républicain) (Paris) : 46  
*Nuestra bandera* (PCE) (Toulouse) : 10  
*O.P.E.* (gouvernement basque) (Paris) : 11 ?  
*Opinions* (FNC) (Perpignan) : 25 ?  
*Per Catalunya* (Casa català) (Clermont-Ferrand) : 1  
*Poesia* (Montpellier) : 3  
*Política* (IR) (Toulouse) : 7 ?  
*Política* (IR) (Paris) : 1 ?  
*P.O.U.M. Butlletí d'informació* (sl) : 5 ?  
*Pueblo (El)* ( ) (Perpignan) : 7  
*Quaderns d'estudis polítics ...* (Perpignan) : 10  
*Quaderns del comunisme* (PSUC) (sl) : 6  
*Renovación* (JSE) (Oran) : 32 ?  
*Renovación* (JSE) (Toulouse) : 32 ?  
*República española. Boletín de información* (gouvernement républicain) (Paris) : 24 ?  
*República española. Bulletin d'information* (gouvernement républicain) (Paris) : 24 ?  
*República española. Servicio de prensa...* (gouvernement républicain) (Paris) : 5 ?

*République espagnole* (gouvernement républicain) (Paris) : 40 ?  
*Ruta* (FIIL) (Toulouse) : 38 ?  
*Socialista (El)* (PSOE de France) (Paris) : 2 ?  
*Socialista (El)* (PSOE) (sl) : 1 ?  
*Socialista (El)* (PSOE) (Alger) : 47  
*Socialista (El)* (PSOE/UGT) (Toulouse) : 40 ?  
*Socialista (El) español* (PSOE) (Paris) : 14 ?  
*Solidaridad española* (Toulouse) : 10 ?  
*Solidaridad obrera* (CNT) (Alger) : 22  
*Solidaridad obrera* (MLE/CNT) (Paris) : 48 ?  
*Telégrafos* (UGT) (Paris) : 12 ?  
*Terra (La)* (UR) (Prades) : 3 ?  
*Tiempos nuevos* (MLE) (Toulouse) : 3 ?  
*Tierra vasca* (ANV) (sl) : 6 ?  
*Trabajadores de la enseñanza* (FETE) (Paris) : 2 ?  
*Transport* (UGT) (Paris) : 4 ?  
*Transporte* (UGT/JC) (Paris) : 4 ?  
*U.G.T.* (UGT/JC) (Paris) : 11  
*Unidad y lucha* (PCE) (Paris, Toulouse) : 9 ?  
*Unión* (Comité France - Espagne) (Rodez) : 10  
*Unión* (UGT/JC) (Paris) : 3 ?  
*Unión de mujeres españolas* (Toulouse) : 5 ?  
*Unión ferroviaria* (UGT/JC) (Paris) : 10 ?  
*Universo* (CNT) (Toulouse) : 2 ?  
*Vallespir* (PSOE) (Amélie-les-Bains) : 7 ?  
*Vieja guardia* (JSE) (Toulouse) : 2 ?  
*Voz de España* (FEREF) (Paris) : 45  
*Voz (La) del exilio* (MLE/CNT) (Dijon) : 1 ?

1947
------

*Acció* (UGT) (Paris) : 1  
*Adelante* (PSOE) (Marseille) : 52  
*Agencia Febus* (Paris) : 6  
*Agrupación de Berguedans a l'exili* (Prades) : 2  
*Alderdi* (PNV) (Bayonne) : 9  
*Asurias* (CNT) (sl) : 1  
*Bancario* (UGT) (Paris) : 6  
*Batalla (La)* (POUM) (Paris) : 22  
*Beri Aurrera* (JSU) (Paris) : 9  
*Boletín* (Centro de estudios socialistas de Euzkadi) (Paris) : 6  
*Boletín de discusión* (GCI) (sl) : 6 ?  
*Boletín de información* (CARE) (Paris) : 1  
*Boletín de información* (FCEE) (sl) : 1  
*Boletín de información* (FISE) (Toulouse) : 1  
*Boletín de información de la UGT de España* (sl) : 2  
*Boletín de información del gobierno de la República española* (Paris) : 35  
*Boletín de la Unión de intelectuales españoles* (Paris) : 11  
*Boletín de la Unión general de trabajadores* (Toulouse) : 12  
*Boletín del Partido republicano federal en el exilio* (Paris) : 7 ?  
*Boletín del Sub-comité regional de Cataluña en el exterior* (CNT) (Perpignan) : 3 ?  
*Boletín interior* (PSOE) (Toulouse) : 2 ?  
*Boletín interior* (UGT-JC) (Paris) : 1  
*Boletín interior del Partido obrero de unificación marxista* (Bordeaux) : 10 ?  
*Bulletin d'information* (gouvernement républicain) (Paris) : 1

*Bulletin d'information (gouvernement d'Euzkadi) (Paris) : 4*  
*Bulletin d'information (P. J.E) (Paris) : 3*  
*Bulletin d'information France-Espagne (Paris) : 5 ?*  
*Bulletin d'informació (Generalitat) (Paris) : 16 ?*  
*Cahiers républicains espagnols. Cuadernos. . (UR) (Paris) : 3*  
*Caliu (Casal català) (Paris) : 5 ?*  
*Cancionero revolucionario (CNT) (Bordeaux) : 10 ?*  
*Casal de Catalunya (Paris) : 6*  
*Catalunya socialista (POUM) (Paris) : 1*  
*Circular de STV (sl) : 6 ?*  
*C.N.T. (Toulouse) : 50*  
*Companya (UDC) (Toulouse) : 4 ?*  
*Crisol (FJL) (Paris) : 6*  
*Cuadernos socialistas (PSOE) (Toulouse) : 2*  
*Cultura militar (PCE) (Paris) : 4*  
*Democracia (AR) : 1*  
*Ediciones democracia y libertad (PSOE) (s') : 1*  
*Edificación (UGT) (Paris) : 2 ?*  
*Endavant (MSC) (Perpignan) : 13*  
*Espagne (L.) républicaine (JEL) (Toulouse) : 52*  
*España combatiente (Paris) : 6 ?*  
*España libre (CNT) (Toulouse) : 52 ?*  
*Espectáculos (UGT) (Paris) : 2*  
*Euzkadi roja (PCE) (Paris) : 30 ?*  
*Euzkadi socialista (PSOE) (Toulouse) : 6 ?*  
*Euzko Deya (gouvernement basque) (Paris) : 24*  
*Euzko Deya. Revista de prensa (gouvernement basque)(Paris):29?*  
*Euzko Deya. Suplemento de Información (gouvernement basque) (Paris) : 4 ?*  
*Eusko - Jakintza (Sare, BP) : 6*  
*Exilio (CNT) (Aynès, Cantal) : 10 ?*  
*Federación (UGT) (Paris) : 1 ?*  
*Foc nou (Solidaritat catalana) (Toulouse) : 3*  
*Frente universitario (UFEH) (Paris) : 1*  
*Funcionarios (UGT) (sl) : 2 ?*  
*Gaceta oficial de la República española (Paris) : 4 ?*  
*Gernika - Euzko-Jakintza (Sare, BP) : 4*  
*Heraldo de España (Paris) : 6 ?*  
*Hispania (FEDIP) (Paris) : 1 ?*  
*Humanitat (La) (ERC) (Montpellier)(Paris) : 19*  
*Humanitat (La) (ERC) (Montpellier)(Paris) (espagnol) : 19 ?*  
*I.B.E.R.O. (Paris) : 1*  
*I.D.E.R. Presse (Toulouse, Paris) : 300 ?*  
*Ikuska (Institut basque de recherches) (Sare, B-P) : 6*  
*Impuls (ACC) (Toulouse) : 1 ?*  
*Independencia (Paris) : 4*  
*Informaciones pounistas (POUM) (Paris) : 7 ?*  
*Inquietudes (FJL) (Bordeaux) : 6*  
*Juliol (JSUC) (Paris) : 6*  
*Juventud (JSU) (Paris) : 20 ?*  
*Juventud. Suplemento de organización (JSU) (Paris) : 5 ?*  
*Juventud libre (FJL) (Paris) : 2 ?*  
*Juventud obrera (JCT) (sl) : 10*  
*Lee (Librairie des Editions espagnoles) (Toulouse) (Paris) : 6*  
*Libertad (MLE) (Rennes) : 24*  
*Libertad (Paris) : 19*  
*Lligam (UGTC) (Paris) : 5*  
*Lluita (PSUC) (Toulouse, Paris) : 52*  
*Lucha de clases (GCI) (Lyon) : 6*

*Lucha (La) de clases* (PSOE) (sl) : 18 ?  
*Méduse* (Front franco-espagnol des lettres) (Bruges, BP) : 1  
*Metalurgico (El)* (UGT) (Paris) : 4 ?  
*Mujeres antifascistas españolas* (UME) (Paris) : 13  
*Mundo obrero* (PCE) (Paris) : 51  
*M.U.R.* (Toulouse) : 2 ?  
*Nervio* (FIJL) (Alger) : 1 ?  
*Notas informativas del Ministerio de propaganda de la República española* (Paris) : 36 ?  
*Notices informatives* (gouvernement républicain) (Paris) : 10 ?  
*Nouvelle (La) Espagne* (gouvernement républicain) (Paris) : 9  
*Novela (La) española* (Toulouse) : 8 ?  
*Novela (La) ideal* (CNT) (Toulouse) : 1 ?  
*Nuestra bandera* (PCE) (Toulouse) : 10  
*Nuestro combate* (Amicale des anciens FFI) (Paris) : 2 ?  
*Oficina prensa Euzkai.* (gouvernement basque) (Paris) : 235 ?  
*O.P.E.* (gouvernement basque) (Paris) : 12 ?  
*Opinions* (FNC) (Perpignan) : 10 ?  
*Per Catalunya* (Casal català) (Clermont-Ferrand) : 5  
*Política* (IR) (Paris) : 18 ?  
*Pueblo (El)* (IR) (Perpignan) : 14  
*Quaderns d'estudis polítics ...* (Perpignan) : 3  
*Renovación* (JSE) (Toulouse) : 32 ?  
*Renovación* (JSE) (Oran) : 7 ?  
*República española. Boletín de información* (gouvernement républicain) (Paris) : 12 ?  
*Revista de capacitación sindical* (UGT-JC) (Paris) : 7 ?  
*Revista de Catalunya* (Fundació Ramon Llull) (Paris) : 3  
*Revista de la prensa que se publica en el exilio* (Paris) : 46 ?  
*Ruta* (FIJL) (Toulouse, Paris) : 47  
*Socialista (El)* (PSOE) (Alger) : 28  
*Socialista (El)* (PSOE/UGT) (Toulouse) : 52  
*Socialista (El) español* (PSOE) (Paris) : 14 ?  
*Solidaridad española* (Paris) : 6 ?  
*Solidaridad obrera* (CNT) (Alger) : 10  
*Solidaridad obrera* (MLE/CNT) (Paris) : 52  
*Telégrafos* (UGT) (Paris) : 5 ?  
*Tierra vasca* (ANV) (sl) : 6 ?  
*Trabajadores de la enseñanza* (FETE) (Paris) : 3 ?  
*Transporte* (UGT/JC) (Paris) : 2 ?  
*U.G.T.* (Oran) : 2 ?  
*U.G.T.* (Bordeaux) : 6 ?  
*U.G.T.* (UGT/JC) (Paris) : 11  
*Unidad mercantil* (UGT) (Paris) : 2 ?  
*Union des femmes espagnoles* (Paris) : 2 ?  
*Unión ferroviaria* (UGT/JC) (Paris) : 10 ?  
*Universo* (CNT) (Toulouse) : 7 ?  
*Vida socialista* (PSOE) (La Rochelle) : 1 ?  
*Voluntad* (FIJL) (Orléans) :  
*Voz de España* (FEREF) (Paris) : 19  
*Voz (La) del mutilado* (LMIGE) (Paris) : 4

1948
------

*Adelante* (PSCOE) (Marscille) : 16  
*Alderdi* (PNV) (Bayonne) : 12  
*Anales del Hospital Varsovia* (Toulouse) : 2

*Bancario* (UGT) (Paris) : 5  
*Batalla (La)* (POUM) (Paris) : 18  
*Beri Aurrera* (JSU) (Paris) : 9  
*Boletín (Centro de estudios socialistas de Euzkadi)* (Paris) : 6  
*Boletín de discusión* (GCI) (sl) : 6 ?  
*Boletín de la Unión de intelectuales españoles* (Paris) : 10  
*Boletín de la Unión general de trabajadores* (Toulouse) : 12  
*Boletín del Partido republicano federal en el exilio* (Paris) : 6 ?  
*Boletín Intercontinental del Movimiento libertario .. (MLE-CNT)* (Toulouse) : 10  
*Boletín interior* (PSOE) (Toulouse) : 3 ?  
*Boletín interior* (UGT-JC) (Paris) : 13  
*Boletín interior del Partido obrero de unificación marxista* (Bordeaux) : 10 ?  
*Bulletin d'information France-Espagne* (Paris) : 3 ?  
*Butlletí d'informació* (Generalitat) (Paris) : 4 ?  
*Butlletí interior* (Casal català) (Carcassonne) : 4 ?  
*Butlletí interior* (Casal català) (Perpignan) : 3 ?  
*Casal de Catalunya* (Paris) : 6 ?  
*Catalunya republicana* (CRRC) (sl) : 4 ?  
*Circular de STV* (sl) : 6 ?  
*C.N.T.* (Paris) : 53  
*Crisol* (FIJL) (Paris) : 2  
*Cuadernos de educación de la JSU ...*(sl) : 3 ?  
*Cuadernos socialistas* (PSOE) (Toulouse) : 1  
*Cuarta Internacional* (GCI) (Paris) : 1  
*Cultura ferroviaria* (CNT) (sl) : 6 ?  
*Cultura militar* (PCE) (Paris) : 3  
*Edificación* (UGT) (Paris) : 4  
*Endavant* (MSC) (Perpignan) : 12  
*Espagne (L')* (JEL) (Paris) : 10  
*Espagne (L') républicaine* (JEL) (Toulouse, Paris) : 41  
*España combatiente* (Paris) : 6 ?  
*España libre* (CNT) (Toulouse) : 52 ?  
*Eusko - Jakintza* (Sare, BP) : 6  
*Euzkadi roja* (PCE) (Paris) :  
*Euzkadi socialista* (PSOE) (Toulouse) : 3 ?  
*Euzko Deya* (gouvernement basque) (Paris) : 24  
*Exilio* (CNT) (Aynès, Cantal) : 3 ?  
*Federación* (UGT) (Paris) : 1 ?  
*Funcionarios* (UGT) (sl) : 1 ?  
*Gaceta oficial de la República española* (Paris) : 2 ?  
*Guernika* (Saint Jean-de-Luz) : 4  
*Humanitat (La)* (ERC) (Paris) : 9 ?  
*Humanitat (La)* (ERC) (Paris) (Perpignan) : 23  
*Humanitat (La)* (ERC) (Paris) (Perpignan) (espagnol) : 23 ?  
*I.D.E.R. Presse* (Toulouse, Paris) : 250 ?  
*Ikuska* (Institut basque de recherches) (Sare, B-P) : 2  
*Informaciones poumistas* (POUM) (Paris) : 6  
*Jullol* (JSUC) (Paris) : 15  
*Juventud* (JSU) (Paris) : 12 ?  
*Juventud. Suplemento de organización* (JSU) (Paris) : 3 ?  
*Letras españoles* (Toulouse) : 1 ?  
*Libertad* (Paris) : 26  
*Lligam* (UGTC) (Paris) : 6  
*Lluita* (PSUC) (Paris) : 52  
*Lucha de clases* (GCI) (Lyon) : 1 ?  
*Metalurgico* (El) (UGT) (Paris) : 2 ?  
*Mujeres antifascistas españolas* (UME) (Paris) : 10  
*Mundo* (El) al día (CNT) (Toulouse) : 11

*Mundo obrero* (PCE) (Paris) : 53  
*Notas Informativas del Ministerio de propagandu de la República española* (Paris) : 36 ?  
*Notices Informatives* (gouvernement républicain) (Paris) : 2 ?  
*Novela (La) española* (Toulouse) : 12 ?  
*Novela (La) ideal* (CNT) (Toulouse) : 1 ?  
*Nuestra bandera* (PCE) (Toulouse, Paris) : 8  
*Nuestro trabajo* (UGT) (Marseille) : 1 ?  
*Oficina prensa Euzkaill* (gouvernement basque) (Paris) : 235 ?  
*Política* (IR) (Paris) : 18 ?  
*Renovación* (JSE) (Toulouse) : 32 ?  
*República española. Boletín de información* (gouvernement républicain) (Paris) : 12 ?  
*Revista de capacitación sindical* (UGT-JC) (Paris) : 1 ?  
*Revolución* (section espagnole IV<sup>o</sup> Internationale) (Paris) : 2 ?  
*Ruta* (FIJL) (Paris) : 51  
*Servei català d'informacions* (Generalitat) (Paris) : 16 ?  
*Socialista (El)* (PSOE/UGT) (Toulouse) : 53  
*Socialista (El) español* (PSOE) (Paris) : 10  
*Solidaridad española* (Paris) : 5 ?  
*Solidaridad obrera* (CNT) (Paris) : 52  
*Som /* (JEREC) (Paris) : 5  
*Terra catalana* (UR) (Saint Ouen l'Aumône) : 2 ?  
*Tierra vasca* (ANV) (sl) : 5 ?  
*Trabajadores de la enseñanza* (FETE) (Paris) : 4  
*Transporte* (UGT/JC) (Paris) : 1 ?  
*U.G.T.* (Bordeaux) : 4 ?  
*U.G.T.* (UGT/JC) (Paris) : 8  
*Unidad mercantil* (UGT) (Paris) : 2 ?  
*Unión ferroviaria* (UGT/JC) (Paris) : 10 ?  
*Universo* (CNT) (Toulouse) : 4 ?  
*Voluntad* (FIJL) (Orléans) :  
*Voz de España* (FEREF) (Paris) : 16  
*Voz (La) del mutilado* (LMIOE) (Paris) : 2 ?

1949
------

*Agrupación de Berguedans a l'exili* (Prades) : 1  
*Alderdi* (PNV) (Bayonne) : 12  
*Anales del Hospital Varsovia* (Toulouse) : 4  
*Batalla (La)* (POUM) (Paris) : 12  
*Boletín de discusión* (CCI) (sl) : 1 ?  
*Boletín de la Unión general de trabajadores* (Toulouse) : 12  
*Boletín del Partido republicano federal en el exilio* (Paris) : 5 ?  
*Boletín interior del Partido obrero de unificación marxista* (Bordeaux) : 7 ?  
*Boletín interno de información* (CNT) (sl) : 8 ?  
*Bullett d'informació* (MSC) (Paris) : 2  
*Bullett interior* (Casal català) (Carcassonne) : 3 ?  
*Bullett interior* (Casal català) (Lyon) : 5 ?  
*Bullett interior* (Casal català) (Perpignan) : 3 ?  
*Casal de Catalunya* (Paris) : 12  
*Castilla libre* (CNT) (Orléans) : 3 ?  
*C.N.T.* (Paris) : 52  
*Comisión de relaciones en el exilio* (CNT) (Toulouse) : 4 ?  
*Crisol* (FIJL) (Paris) : 2  
*Cuadernos de educación de la JSU ...*(sl) : 2 ?  
*Endavant* (MSC) (Perpignan) : 12



*Espagne (L.)* (Paris) : 10  
*España combatiente* (Paris) : 6 ?  
*España libre* (CNT) (Toulouse) : 50 ?  
*España obrera* (CGT-FO)(Paris) : 1  
*Eusko - Jakintza* (Sare, BP) : 6  
*Euzkadi roja* (PCE) (Paris) :  
*Euzkadi socialista* (PSOE) (Toulouse) : 3 ?  
*Euzko Deya* (gouvernement basque) (Paris) : 17  
*Gaceta oficial de la República española* (Paris) : 1 ?  
*Guernika/Gernika* (Saint Jean-de-Luz) : 4  
*Humanitat (La)* (ERC) (Paris) : 15  
*Ikuska* (Institut basque de recherches) (Sare, B-P) : 1  
*Informaciones poumistas* (POUM) (Paris) : 8  
*Juventud* (JSU) (Paris) : 12 ?  
*Libertad* (Paris) : 19 ?  
*Lluita* (PSUC) (Paris) : 51  
*Mujeres antifascistas españolas* (UME) (Paris) : 8  
*Mundo (El) al día* (CNT) (Toulouse) : 11  
*Mundo obrero* (PCE) (Paris) : 52  
*Murciélagos* (PSOE) (sl) : 3  
*Notas informativas del Ministerio de propaganda de la República española* (Paris) : 21 ?  
*Notices informatives* (gouvernement républicain) (Paris) : 2 ?  
*Novela (La) ideal* (CNT) (Toulouse) : 1 ?  
*Nuestra bandera* (PCB) (Paris) : 2  
*Oficina prensa Euzkadi* (gouvernement basque) (Paris) : 235 ?  
*Partidarios de la paz* (sl) : 4 ?  
*Península* (Paris) : 1  
*Política* (IR) (Paris) : 18 ?  
*P.O.U.M. Cuadernos de La Batalla* (Paris) : 1  
*Renovación* (JSE) (Toulouse) : 32 ?  
*República española. Boletín de información* (gouvernement républicain) (Paris) : 12 ?  
*Revista de capacitación sindical* (UGT-JC) (Paris) : 1 ?  
*Ruta* (FIJL) (Toulouse) : 52  
*Sagitario* (Montpellier) : 15 ?  
*Socialista (El)* (PSOE/UGT) (Toulouse) : 52  
*Socialista (El) español* (PSOE) (Paris) : 7  
*Solidaridad obrera* (CNT) (Paris) : 53  
*Som !* (JEREC) (Paris) : 5  
*Terra Llure* (CNTC) (Paris) : 1  
*Trabajadores de la enseñanza* (FEI E) (Paris) : 1 ?  
*U.G.T.* (Bordeaux) : 1 ?  
*Unión ferroviaria* (UGT/JC) (Paris) : 5 ?  
*Voluntad* (FIJL) (Orléans) : 12 ?  
*Voz de España* (FEREF) (Paris) : 8

1950
------

*Acción socialista* (Paris) : 11  
*Alderdi* (PNV) (Bayonne) : 12  
*Anales del Hospital Varsovia* (Toulouse) : 3  
*Batalla (La)* (POUM) (Paris) : 12  
*Boletín de la Unión general de trabajadores* (Toulouse) : 12  
*Boletín del Partido republicano federal en el exilio* (Paris) : 2 ?  
*Boletín interno de información* (CNT) (sl) : 8 ?  
*Butlletí interior* (Casal català) (Carcassonne) : 3 ?

*Bullett interior* (Casal català) (Lyon) : 4 ?  
*Bullett interior* (Casal català) (Perpignan) : 3 ?  
*Casal de Catalunya* (Paris) : 12  
*Castilla libre* (CNT) (Orléans) : 2 ?  
*C.N.T.* (Toulouse) : 52  
*Comisión de relaciones en el exilio* (CNT) (Toulouse) : 12 ?  
*Crisol* (FIJL) (Paris) : 2  
*Cuadernos de política socialista* (MAS) (Paris) : 4  
*Cultura y democracia* (PCE) (Paris) : 5  
*Documents et nouvelles d'Espagne* : 1  
*Endavant* (MSC) (Paris) : 12  
*España combatiente* (Paris) : 7 ?  
*España libre* (CNT) (Toulouse) : 50 ?  
*España obrera* (CGT-FO) (Paris) : 2  
*Euzkadi roja* (PCE) (Paris) :  
*Euzko Deya* (gouvernement basque) (Paris) : 12  
*Euzko - Jakintza* (Sare, BP) : 3  
*Gernika* (Saint Jean-de-Luz) : 4  
*Humanitat (La)* (ERC) (Paris) : 4  
*Ikuska* (Institut basque de recherches) (Sare, B-P) : 1  
*Informaciones poumistas* (POUM) (Paris) : 5  
*Juventud* (JSU) (Paris) : 8  
*Lluita* (PSUC) (Paris) : 34  
*Mujeres antifascistas españolas* (UME) (Paris) : 6  
*Mundo (El) al día* (CNT) (Toulouse) : 12  
*Mundo obrero* (PCE) (Paris) : 36  
*Noticias (Las)* : ??  
*Novela (La) Ideal* (CNT) (Toulouse) : 1 ?  
*Nuestra bandera* (PCE) (Paris) : 4  
*Oficina prensa Euzkadi* (gouvernement basque) (Paris) : 235 ?  
*Peninsula* (Paris) : 1  
*Política* (IR) (Paris) : 4 ?  
*P.O.U.M. Cuadernos de La Batalla* (Paris) : 1  
*República española Boletín de información* (gouvernement républicain) (Paris) : 12 ?  
*Renovación* (JSE) (Toulouse) : 12 ?  
*Ruta* (FIJL) (Toulouse) : 52  
*Sagitario* (Montpellier) : 12 ?  
*Socialista (El)* (PSOE/UGT) (Toulouse) : 51  
*Socialista (El) español* (PSOE) (Paris) : 2  
*Solidaridad obrera* (CNT) (Paris) : 52  
*Som !* (JEREC) (Paris) : 2  
*Terra Llure* (CNTC) (Paris) : 5  
*Voz de España* (FEREF) (Paris) : 7

1951
------

*Acción socialista* (Paris) : 12  
*Alderdi* (PNV) (Bayonne) : 12  
*Batalla (La)* (POUM) (Paris) : 12  
*Boletín de la Unión general de trabajadores* (Toulouse) : 12  
*Bullett interior* (Casal català) (Carcassonne) : 3 ?  
*Bullett interior* (Casal català) (Clermont-Ferrand) : 3 ?  
*Bullett interior* (Casal català) (Perpignan) : 3 ?  
*Caliu* (Casal català) (Castres) : 1

*Casal català. Tolosa del Llenguadoc* (Toulouse) : 7 ?  
*Casal de Catalunya* (Paris) : 6 ?  
*Cénit* (CNT) (Toulouse) : 12  
*C.N.T.* (Toulouse) : 52  
*Crisol* (FIJL) (Paris) : 7  
*Endavant* (MSC) (Paris) : 12  
*España combatiente* (Paris) : 5 ?  
*España libre* (CNT) (Toulouse) : 50 ?  
*Euzko Deya* (gouvernement basque) (Paris) : 12  
*Euzko - Jakintza* (Sare, BP) : 3  
*Gernika* (Saint Jean-de-Luz) : 4  
*Hispanidad* (FETE) (Paris) : 2  
*Humanitat* (La) (ERC) (Paris) : 4 ?  
*Informaciones poumistas* (POUM) (Paris) : 6  
*Mundo* (El) al día (CNT) (Toulouse) : 12  
*Nouvelles de la Catalogne* (MSC) (Paris) : 1 ?  
*Novela* (La) ideal (CNT) (Toulouse) : 1 ?  
*Oficina prensa Euzkadi* (gouvernement basque) (Paris) : 231 ?  
*Política* (IR) (Paris) : 7 ?  
*P.O.U.M. Cuadernos de La Batalla* (Paris) : 14  
*Renovación* (JSE) (Toulouse) : 2 ?  
*República española. Boletín de información* (gouvernement républicain) (Paris) : 12 ?  
*Ruta* (FIJL) (Toulouse) : 51  
*Sagitario* (Montpellier) : 2 ?  
*Socialista* (El) (édition mensuelle) (PSOE) : 24 ?  
*Socialista* (El) (PSOE/UGT) (Toulouse) : 48  
*Socialista* (El) español (FSE/USE) (Paris) : 12  
*Solidaridad obrera* (CNT) (Paris) : 52  
*Som /* (JEREC) (Paris) : 1  
*Terra Lliure* (CNTC) (Paris) : 2  
*Vida nueva* (PSOE/UGT) (Toulouse ?) : 1 ?  
*Voz de España* (FEREF) (Paris) : 7

1952
------

*Acción* (PSOE) (Paris) : 4  
*Acción socialista* (Paris) : 11  
*Alderdi* (PNV) (Bayonne) : 12  
*Batalla* (La) (POUM) (Paris) : 9  
*Boletín de la Unión general de trabajadores* (Toulouse) : 12  
*Butlletí* (Centre català) (Marseille) : 2 ?  
*Butlletí interior* (Casal català) (Carcassonne) : 3 ?  
*Butlletí interior* (Casal català) (Marseille) : 1  
*Butlletí interior* (Casal català) (Perpignan) : 3 ?  
*Caliu* (Casal català) (Castres) : 1  
*Casal català. Tolosa del Llenguadoc* (Toulouse) : 7 ?  
*Casal de Catalunya* (Paris) : 6 ?  
*Cénit* (CNT) (Toulouse) : 12  
*C.N.T.* (Toulouse) : 51  
*Crisol* (FIJL) (Paris) : 6  
*Cultura y paz* (Paris) : 1  
*Documents et nouvelles d'Espagne* : 1  
*Endavant* (MSC) (Paris) : 12

*España combatiente* (Paris) : 3 ?  
*España libre* (CNT) (Toulouse) : 37  
*España obrera* (CGT-FO) (Paris) : 3  
*Euzko Deya* (gouvernement basque) (Paris) : 12  
*Euzko - Jakintza* (Sarc, BP) : 1  
*Humanitat (La)* (ERC) (Paris) : 4 ?  
*Institut català d'art i cultura* (Paris) : 1  
*Mai no morirem* (Casal català) (Angoulême) : 1  
*Mundo (El) al día* (CNT) (Toulouse) : 7  
*Nouvelles de la Catalogne* (MSC) (Paris) : 3 ?  
*Novela (La) ideal* (CNT) (Toulouse) : 1 ?  
*Oficina prensa Euzkadi* (gouvernement basque) (Paris) : 241  
*Política* (IR) (Paris) : 9 ?  
*P.O.U.M.* (Paris) : 2 ?  
*P.O.U.M. Cuadernos de La Batalla* (Paris) : 7 ?  
*Presencia* (Houilleu) : 1 ?  
*Presencia catalana* (Institut català d'art i cultura) (Paris) : 1  
*Renovación* (JSE) (Toulouse) : 2 ?  
*República española. Boletín de información* (gouvernement républicain) (Paris) : 10 ?  
*Ruta* (FIJL) (Toulouse) : 35  
*Salvemos la infancia española* (sl) : 1 ?  
*Sauvons l'enfance espagnole* (sl) : 1 ?  
*Socialista (El)* (PSOE/UGT) (Toulouse) : 52  
*Socialista (El) español* (FSE/USE) (Paris) : 12  
*Solidaridad obrera* (CNT) (Paris) : 52  
*Som !* (JEREC) (Paris) : 1 ?  
*Terra Lliure* (CNTC) (Paris) : 4  
*Vinçle* (Casal de Catalunya) (Paris) : 4  
*Voz de España* (FEREF) (Paris) : 6

1953
------

*Acción* (PSOE) (Paris) : 1  
*Alderdi* (PNV) (Bayonne) : 12  
*Amistad* (Asociación ... ibero-yugoeslava) (Paris) : 1  
*Arte y cultura* (CNT) (Paris) : 1  
*Batalla (La)* (POUM) (Paris) : 5  
*Boletín de información* (Congreso de los diputados) (Paris) : 2  
*Boletín de la Unión general de trabajadores* (Toulouse) : 12  
*Boletín interior de la FIJL en el exilio* (Toulouse) : 6  
*Butlletí interior* (Carcassonne) : 3  
*Cartes d'Europa* (Paris) : 8 ?  
*Casal de Catalunya* (Paris) : 6 ?  
*Cénit* (CNT) (Toulouse) : 12  
*C.N.T.* (Toulouse) : 50  
*Crisol* (FIJL) (Paris) : 4 ?  
*Cuadernos* (Congreso por la libertad de la cultura) (Paris) : 3  
*Endavant* (MSC) (Paris) : 12  
*España combatiente* (Paris) : 1 ?  
*España libre* (CNT) (Toulouse) : 34  
*Euzko Deya* (gouvernement basque) (Paris) : 12  
*Humanitat (La)* (ERC) (Paris) : 3 ?  
*Informaciones poumistas* (POUM) (Paris) : 1 ?  
*Juventud de España* (JSU) (Paris) : 5 ?  
*Mai no morirem* (Casal català) (Angoulême) : 3 ?

*Mujeres (UME) (Paris) : 7*  
*Nueva Senda (FIJL) (Toulouse) : 7*  
*Oficina prensa Euzkadit (gouvernement basque) (Paris) : 231*  
*Política (IR) (Paris) : 5 ?*  
*P.O.U.M. Cuadernos de La Batalla (Paris) : 2 ?*  
*Presencia catalana (Institut català d'art i cultura) (Paris):3*  
*Renovación (ISE) (Toulouse) : 1 ?*  
*República española. Boletín de información (gouvernement républicain) (Paris) : 10 ?*  
*Ruta (FIJL) (Toulouse) : 7*  
*Socialista (El) (PSOE/UGT) (Toulouse) : 51*  
*Socialista (El) español (FSE/USE) (Paris) : 9*  
*Solidaridad obrera (CNT) (Paris) : 49*  
*Terra Lliure (CNTC) (Paris) : 2*  
*Vinçle (Casal de Catalunya) (Paris) : 9 ?*

1954
------

*Acción (PSOE) (Paris) : 1*  
*Alderdi (PNV) (Bayonne) : 12*  
*Aquelarre (sl) : 1*  
*Arte y cultura (CNT) (Paris) : 3*  
*Batalia (La) (POUM) (Paris) : 5*  
*Boletín de información (Congreso de los diputados) (Paris) : 3*  
*Boletín de la Comisión pro-congreso internacional (CRIA) (Paris) : 1*  
*Boletín de la Unión general de trabajadores (Toulouse) : 12*  
*Boletín informativo del PSOE y de la UGT (Toulouse) : 1*  
*Butlletí interior (Carcassonne) : 3*  
*Cartes d'Europa (Paris) : 8 ?*  
*Casal de Catalunya (Paris) : 3 ?*  
*Cénit (CNT) (Toulouse) : 12*  
*C.N.T. (Toulouse) : 52*  
*Crisol (FIJL) (Paris) : 3*  
*Cuadernos (Congreso por la libertad de la cultura) (Paris) : 6*  
*Endavant (MSC) (Paris) : 12*  
*España libre (CNT)(Toulouse) : 34*  
*Euzko Deya (gouvernement basque) (Paris) : 12*  
*Impetu (ISE) (Toulouse) : 1 ?*  
*Joven patriota (JSU) (Paris) : 1 ?*  
*Mai no morirem (Casal català) (Angoulême) : 3 ?*  
*Mujer patriota (UME) (Paris) : 3*  
*Mujeres (UME) (Paris) : 1 ?*  
*Nueva Senda (FIJL) (Toulouse) : 12*  
*Oficina prensa Euzkadit (gouvernement basque) (Paris) : 237*  
*Per Catalunya (FNC) (Paris) : 2*  
*Política (IR) (Paris) : 8 ?*  
*República española. Boletín de información (gouvernement républicain) (Paris) : 10 ?*  
*Rodano-Alpes (FIJL) (Clermont-Ferrand) : 20 ?*  
*Socialista (El) (PSOE/UGT) (Toulouse) : 53*  
*Socialista (El) español (FSE/USE) (Paris) : 10*  
*Solidaridad obrera (CNT) (Paris) : 52*  
*Solidaridad obrera. Suplemento literario (CNT) (Paris) : 12*  
*Terra Lliure (CNTC) (Paris) : 1*  
*Vida Nova (Montpellier) : 1*  
*Vinçle (Casal de Catalunya) (Paris) : 9 ?*

- Alderdi (PNV) (Bayonne) : 12*  
*Amistad (JSU) (París ?) : 1 ?*  
*Antena confederal (CNT-MLE) (París) : 6*  
*Arte y cultura (CNT) (París) : 3*  
*Batalla (La) (POUM) (París) : 4*  
*Boletín (CNT) (Orléans) : 1*  
*Boletín de información (Congreso de los diputados) (París) : 2*  
*Boletín de información de la CNT (Toulouse) : 1*  
*Boletín de la Comisión pro-congreso Internacional (CRIA) (París) : 1*  
*Boletín de la Unión general de trabajadores (Toulouse) : 12*  
*Boletín interno de información (CNT) (Toulouse) : 6 ?*  
*Boletín interno-interior de la 4a y 5a región... (CNT) (Clermont-Ferrand) : 12 ?*  
*Bulletin interior (Caraculsonne) : 3*  
*Cartes d'Europa (París) : 3 ?*  
*Casal de Catalunya (París) : 3 ?*  
*Cènit (CNT) (Toulouse) : 12*  
*C.N.T. (Toulouse) : 13*  
*C.N.T.. Boletín de información ... : 1*  
*Crisol (FIJL) (París) : 3*  
*Crisol (JSE) (Orán) : 2 ?*  
*Cuadernos (Congreso por la libertad de la cultura) (París) : 6*  
*Democracia (París) : 20*  
*Documents (Generalitat) (Neuilly-sur-Seine) : 2 ?*  
*España libre (CNT) (Toulouse) : 30*  
*Estat català (Avignon) : ?*  
*Euzko Deya (gouvernement basque) (París) : 12*  
*Generalitat de Catalunya. Bulletin... (Neuilly) (París) : 10*  
*Generalitat de Catalunya. Cultura (Neuilly) : 2*  
*Generalitat de Catalunya. Economia (Neuilly) : 1*  
*Generalitat de Catalunya. Política (Neuilly) : 2*  
*Generalitat de Catalunya. Premsa catalana (Neuilly) : 2*  
*Generalitat de Catalunya. Premsa estrangera (Neuilly) : 1*  
*Generalitat de Catalunya. Problemes socials (Neuilly) : 1*  
*Impetu (JSE) (Toulouse) : 2 ?*  
*Madres (UMAE) (París) : 1 ?*  
*Mai no morirem (Casal català) (Angoulême) : 4*  
*Nouvelles d'Espagne (PSOE) (Toulouse) : 2*  
*Novela (La) ideal (CNT) (Toulouse) : 8 ?*  
*Nueva República (París) : 4*  
*Nueva Senda (FIJL) (Toulouse) : 12*  
*Oficina prensa Euzkadi (gouvernement basque) (París) : 236*  
*Per Catalunya (FNC) (París) : 5 ?*  
*Política (IR) (París) : 6 ?*  
*F.O.U.M. Cuadernos de La Batalla (París) : 1 ?*  
*Renovación (JSE) (Toulouse) : 5 ?*  
*República española. Boletín de información (gouvernement républicain) (París) : 10 ?*  
*Rodano-Alpes (FIJL) (Clermont-Ferrand) : 15 ?*  
*Socialista (El) (PSOE/UGT) (Toulouse) : 51*  
*Socialista (El) español (FSE/USE) (París) : 8*  
*Solidaridad obrera (CNT) (París) : 52*  
*Solidaridad obrera. Suplemento literario (CNT) (París) : 12*

*Terra Lliure* (CNTC) (Paris) : 4  
*Tribuna* (PSOE) (Toulouse) : 3  
*Tribuna* (ERC) (Paris) : 6 ?  
*Vida Nova* (Montpellier) : 4  
*Vinçle* (Casal de Catalunya) (Paris) : 9 ?

1956

*A.I.T.* (Paris) : 5  
*Alderdi* (PNV) (Bayonne) : 12  
*Antena confederal* (CNT-MLE) (Paris, Bobigny) : 6  
*Batalla (La)* (POUM) (Paris) : 2  
*Boletín de información* (Congreso de los diputados) (Paris) : 2  
*Boletín de la Comisión pro-congreso internacional* (CRIA) (Paris) : 1  
*Boletín de la Unión general de trabajadores* (Toulouse) : 12  
*Boletín interno de información* (CNT) (Toulouse) : 5 ?  
*Boletín interno-interior de la 4a y 5a región...* (CNT) (Clermont-Ferrand) : 12 ?  
*Cartes d'Europa* (Paris) : 1  
*Casal de Catalunya* (Paris) : 3 ?  
*Céni* (CNT) (Toulouse) : 12  
*C.N.T.* (Toulouse) : 52  
*Cuadernos* (Congreso por la libertad de la cultura) (Paris) : 6  
*Democracia* (Paris) : 1  
*Diari oficial de la Generalitat de Catalunya* (Paris) : 1  
*Documents* (Generalitat) (Neuilly-sur-Seine) : 1 ?  
*España* (Paris) : 15  
*España libre* (CNT) (Toulouse) : 27  
*Estat català* (Avignon) :  
*Euzko Deya* (gouvernement basque) (Paris) : 12  
*Euzko Gogoa* (Bayonne, Paris) : 6  
*Generalitat de Catalunya* (Paris) : 9 ?  
*Generalitat de Catalunya. Cultura* (Paris) : 1  
*Generalitat de Catalunya. Premsa catalana* (Paris) : 1  
*Informaciones parlamentarias* (Grupo interparlamentario) (Paris) : 18 ?  
*Informaciones poumistas* (POUM) (Paris) : 1 ?  
*Libertad española* (Paris) : 9  
*Llar de Germanor català* (Foyer catalan) (Toulouse) : 1 ?  
*Mai no morirem* (Casal català) (Angoulême) : 4  
*Mujeres de España* (UMAE) (Paris ?) : 1 ?  
*News from Spain* (PSOE) (Toulouse) : 10 ?  
*Nouvelles d'Espagne* (PSOE) (Toulouse) : 10 ?  
*Novela (La) ideal* (CNT) (Toulouse) : 6 ?  
*Nueva República* (Paris) : 5  
*Nueva Senda* (FIJL) (Toulouse) : 12  
*Oficina prensa Euzkadil* (gouvernement basque) (Paris) : 236  
*Per Catalunya* (FNC) (Paris) : 4 ?  
*Política* (IR) (Paris) : 5 ?  
*P.O.U.M.* (Paris) : 1 ?  
*Renovación* (JSE) (Toulouse) : 5 ?  
*Republica catalana* (Avignon) : 2 ?  
*República española. Boletín de información* (gouvernement républicain) (Paris) : 10 ?  
*Rodano-Alpes* (FIJL) (Clermont-Ferrand) : 10 ?  
*Socialista (El)* (édition mensuelle) (PSOE) : 4 ?  
*Socialista (El)* (PSOE/UGT) (Toulouse) : 52  
*Socialista (El) español* (FSE/USE) (Paris) : 10

*Solidaridad obrera* (CNT) (Paris) : 52  
*Solidaridad obrera. Suplemento literario* (CNT) (Paris) : 12  
*Terra Llure* (CNTC) (Paris) : 3  
*Tribuna* (ERC) (Paris) : 9 ?  
*U.G.T.* (édition résumée) (Toulouse) : 2 ?  
*U.G.T. informations* (édition anglaise) (Toulouse) : 10 ?  
*U.G.T. informations* (édition française) (Toulouse) : 11  
*Vida Nova* (Montpellier) : 4  
*Vinçle* (Casal de Catalunya) (Paris) : 4 ?

1957
------

*Acción socialista* (Paris) : 6  
*A.I.I.* (Paris) : 10  
*Alderdi* (PNV) (Bayonne) : 12  
*Antena confederal* (CNT-MLB) (Bobigny) : 6  
*Atalaya* (CNT) (Paris) : 1  
*Batalla (La)* (POUM) (Paris) : 3  
*Boletín de la Comisión pro-congreso internacional* (CRIA) (Paris) : 4  
*Boletín de la Unión general de trabajadores* (Toulouse) : 12  
*Boletín interno de información* (CNT) (Toulouse) : 5 ?  
*Boletín interno-interior de la 4a y 5a región...* (CNT) (Clermont-Ferrand) : 12 ?  
*Calú* (Paris) : 3  
*Casal de Catalunya* (Paris) : 3 ?  
*Cénit* (CNT) (Toulouse) : 12  
*C.N.T.* (Toulouse) : 52  
*Cuadernos* (Congreso por la libertad de la cultura) (Paris) : 6  
*Cultura ferroviaria* (CNT) (sl) : 1 ?  
*Cuadernos marxistas* (JSR) (Paris) : 1  
*España libre* (CNT) (Toulouse) : 25  
*Estat català* (Paris ?) : ?  
*Euzko Deya* (gouvernement basque) (Paris) : 12  
*Euzko Gogoa* (Bayonne, Paris) : 3  
*Euzko - Jakintza* (Sare, BP) : 1  
*Generalitat de Catalunya* (Paris) : 5  
*Horizontes* (CNT) (AFN) : 2  
*Impetu* (JSE) (Toulouse) : 5  
*Informaciones parlamentarias* (Grupo interparlamentario) (Paris) : 18 ?  
*Mai no morirem* (Casal català) (Angoulême) : 4  
*News from Spain* (PSOE) (Toulouse) : 10 ?  
*Nouvelles d'Espagne* (PSOE) (Toulouse) : 10 ?  
*Novela (La) ideal* (CNT) (Toulouse) : 12 ?  
*Nueva República* (Paris) : 5  
*Nueva Senda* (FIJL) (Toulouse) : 11  
*Oficina prensa Euzkadi* (gouvernement basque) (Paris) : 235  
*Per Catalunya* (FNC) (Paris) : 1 ?  
*Política* (IR) (Paris) : 5 ?  
*Recull literari* (Avignon) : 1 ?  
*Renovación* (JSE) (Toulouse) : 5 ?  
*República española. Boletín de información* (gouvernement républicain) (Paris) : 10 ?  
*Republicano (El)* (Saint Denis) : 1  
*Rodano-Alpes* (FIJL) (Clermont-Ferrand) : 5 ?  
*Socialista (El)* (édition mensuelle) (PSOE) : 4 ?  
*Socialista (El)* (PSOE/UGT) (Toulouse) : 52  
*Socialista (El) español* (PSE/JSE) (Paris) : 7  
*Solidaridad obrera* (CNT) (Paris) : 52



*Solidaridad obrera. Suplemento literario* (CNT) (Paris) : 12  
*Terra Lliure* (CNTC) (Paris) : 1  
*Tribuna* (ERC) (Paris) : 2 ?  
*U.G.T.* (édition résumée) (Toulouse) : 7 ?  
*U.G.T. information* (édition anglaise) (Toulouse) : 8 ?  
*U.G.T. informations* (édition anglaise) (Toulouse) : 2 ?  
*U.G.T. informations* (édition française) (Toulouse) : 11  
*Verdad (La)* (Comisión pro-congreso) (Toulouse) : 3  
*Vida Nova* (Montpellier) : 4

1958

*Acción socialista* (Paris) : 6  
*A.I.T.* (Paris) (Toulouse) : 10  
*Alarma* (FOR) (Paris) : 2  
*Alderdi* (PNV) (Bayonne) : 12  
*Atalaya* (CNT) (Paris) : 6  
*Batalla (La)* (POUM) (Paris) : 3  
*Boletín de la Comisión pro-congreso internacional* (CRIA) (Paris) : 1  
*Boletín de la Unión general de trabajadores* (Toulouse) : 12  
*Boletín interno de información* (CNT) (Toulouse) : 4 ?  
*Boletín interno-interior de la 4a y 5a región...* (CNT) (Clermont-Ferrand) : 12 ?  
*Caliu* (Casal català) (Paris) : 1  
*Casal de Catalunya* (Paris) : 2 ?  
*Cénit* (CNT) (Toulouse) : 12  
*C.N.T.* (Toulouse) : 52  
*Crisol* (FIJL) (Paris) : 7  
*Cuadernos* (Congreso por la libertad de la cultura) (Paris) : 6  
*Cultura ferroviaria* (CNT) (sl) : 1 ?  
*Democracia socialista* : 1  
*España libre* (CNT) (Toulouse) : 26  
*Estat català* (Paris ?) : ?  
*Euzko Deya* (gouvernement basque) (Paris) : 12  
*Euzko Gogoa* (Bayonne, Paris) : 6  
*Generalitat de Catalunya* (Paris) : 8 ?  
*Horizontes* (CNT) (AFN) : 5 ?  
*Impetu* (ISE) (Toulouse) : 5  
*Informaciones internacionales* (CIRO) (Paris) : 2 ?  
*Informaciones parlamentarias* (Grupo interparlamentario) (Paris) : 18 ?  
*Informaciones poumistas* (POUM) (Paris) : 1 ?  
*Llar de Germanor català* (Foyer catalan) (Toulouse) : 1 ?  
*Mai no morirem* (Casal català) (Angoulême) : 4  
*Nervio* (Paris) : 6  
*News from Spain* (PSOE) (Toulouse) : 10 ?  
*Nouvelles d'Espagne* (PSOE) (Toulouse) : 10 ?  
*Nueva República* (Paris) : 2  
*Nueva Senda* (FIJL) (Toulouse) : 11  
*Oficina prensa Euzkadi* (gouvernement basque) (Paris) : 236  
*Per Catalunya* (FNC) (Paris) : 1  
*Política* (IR) (Paris) : 5 ?  
*Porvenir* (Paris) : 1  
*Renovación* (ISE) (Toulouse) : 3 ?  
*República española. Boletín de información* (gouvernement républicain) (Paris) : 10 ?  
*Rodano-Alpes* (FIJL) (Clermont-Ferrand) : 6 ?  
*Socialistu* (El) (édition mensuelle) (PSOE) : 10 ?

*Socialista (El)* (PSOE/UGT) (Toulouse) : 52  
*Socialista (El) español* (FSE/USE) (Paris) : 7  
*Solidaridad obrera* (CNT) (Paris) : 52  
*Solidaridad obrera. Suplemento literario* (CNT) (Paris) : 12  
*Tribuna* (ERC) (Paris) : 1  
*U.G.T.* (Perpignan) : 3 ?  
*U.G.T.* (édition résumée) (Toulouse) : 11  
*U.G.T. information* (édition anglaise) (Toulouse) : 11  
*U.G.T. information* (édition française) (Toulouse) : 11  
*Uno* (CNT) (Bourg-lès-Valence) : 7  
*Verdad (La)* (Comisión pro-congreso) (Toulouse) : 3  
*Vida Nova* (Montpellier) : 3  
*Voz (La) del campo* (PCE) (sl) : 2 ?

1959
------

*Acción socialista* (Paris) : 5  
*A.I.T.* (Paris) (Toulouse) : 10  
*Alarma* (FOR) (Paris) : 2  
*Alderdi* (PNV) (Bayonne) : 12  
*Batalla (La)* (POUM) (Paris) : 3  
*Boletín de la Comisión pro-congreso internacional* (CRIA) (Paris) : 1  
*Boletín de la Unión general de trabajadores* (Toulouse) : 12  
*Boletín interno* (CNT) (Toulouse) : 5 ?  
*Boletín interno-interior de la 4a y 5a región...* (CNT) (Clermont-Ferrand) : 12 ?  
*Caliu* (Casal català) (Paris) : 4  
*Céni* (CNT) (Toulouse) : 12  
*C.N.T.* (Toulouse) : 52  
*C.N.T. (CRTC)* (Ivry) : 7  
*Cuadernos* (Congreso por la libertad de la cultura) (Paris) : 6  
*Democracia socialista* (POUM) (Paris) : 10  
*España libre* (CNT) (Toulouse) : 26  
*Estat català* (Paris ?) : ?  
*Euzko Deya* (gouvernement basque) (Paris) : 12  
*Euzko Gogoa* (Bayonne, Paris) : 6 ?  
*Generalitat de Catalunya* (Paris) : 4 ?  
*Impetu* (JSE) (Toulouse) : 5 ?  
*Informaciones internacionales* (CIRO) (Paris) : 2 ?  
*Informaciones parlamentarias* (Grupo interparlamentario) (Paris) : 18 ?  
*Informaciones pounistas* (POUM) (Paris) : 2 ?  
*Mai no morirem* (Casal català) (Angoulême) : 3 ?  
*Nervio* (Paris) : 12  
*News from Spain* (PSOE) (Toulouse) : 10 ?  
*Nouvelles d'Espagne* (PSOE) (Toulouse) : 10 ?  
*Nueva Senda* (FIJL) (Toulouse) : 11  
*Oficina prensa Euzkadi* (gouvernement basque) (Paris) : 236  
*Per Catalunya* (FNC) (Paris) : 3  
*Política* (IR) (Paris) : 6 ?  
*Porvenir* (JSE) (Paris) : 1 ?  
*P.O.U.M.* (Paris) : 1 ?  
*Renovación* (JSE) (Toulouse) : 5 ?  
*República española. Boletín de información* (gouvernement républicain) (Paris) : 10 ?  
*Rodano-Alpes* (FIJL) (Clermont-Ferrand) : 8 ?  
*Servicio de prensa. El mundo en español* (Paris) : 26 ?  
*Socialista (El)* (édition mensuelle) (PSOE) : 9 ?

*Socialista (El) (PSOE/UGT) (Toulouse) : 53*  
*Socialista (El) español (FSE/USE) (Paris) : 8*  
*Solidaridad obrera (CNT) (Paris) : 53*  
*Solidaridad obrera. Suplemento literario (CNT) (Paris) : 12*  
*Tribuna (ERC) (Paris) : 12 ?*  
*U.C.E. (Unión cívica española) (Paris) : 1 ?*  
*U.G.T. (Perpignan) : 6 ?*  
*U.G.T. (édition résumée) (Toulouse) : 11*  
*U.G.T. information (édition anglaise) (Toulouse) : 11*  
*U.G.T. informations (édition française) (Toulouse) : 11*  
*Uno (CNT) (Bourg-lès-Valence) : 6*  
*Vida Nova (Montpellier) : 2*  
*Voz (La) del campo (PCE) (sl) : 2 ?*

1960
------

*Acción socialista (Paris) : 3*  
*A.I.T. (Toulouse) : 9*  
*Alarma (FOR) (Paris) : 2*  
*Alderdi (PNV) (Bayonne) : 12*  
*Batalla (La) (POUM) (Paris) : 2*  
*Boletín de la Unión general de trabajadores (Toulouse) : 12*  
*Boletín informativo Centro de documentación y de estudios (Paris) : 5 ?*  
*Boletín interno (CNT) (Paris) : 1 ?*  
*Boletín interno-interior de la 4a y 5a región... (CNT) (Clermont-Ferrand) : 12 ?*  
*Cañu (Casal català) (Paris) : 2*  
*Cènit (CNT) (Toulouse) : 12*  
*C.N.T. (Toulouse) : 52*  
*C.N.T. (CRTE) (Ivry) : 1*  
*Crisol (FIJL) (Paris) : 3*  
*Cuadernos (Congreso por la libertad de la cultura) (Paris) : 6*  
*Democracia socialista (POUM) (Paris) : 1*  
*España libre (CNT) (Toulouse) : 24*  
*Euzko Deya (gouvernement basque) (Paris) : 11*  
*Foc nou (Casal Català) (Paris) : 2*  
*Generalitat de Catalunya (Paris) : 2 ?*  
*Impetu (JSE) (Toulouse) : 8*  
*Juventud libre (FIJL) (Paris) : 3*  
*Mai no morirem (Casal català) (Angoulême) : 3 ?*  
*Nervio (Paris) : 1*  
*News from Spain (PSOE) (Toulouse) : 10 ?*  
*Nouvelles d'Espagne (PSOE) (Toulouse) : 10 ?*  
*Nueva Senda (FIJL) (Toulouse) : 6 ?*  
*Oficina prensa Euzkadi (gouvernement basque) (Paris) : 231*  
*Política (IR) (Paris) : 3 ?*  
*Porvenir (JSE) (Paris) : 6*  
*Renovación (JSE) (Toulouse) : 5 ?*  
*República (ARDE) (Paris) : 1*  
*República española. Boletín de información (gouvernement républicain) (Paris) : 10 ?*  
*Rodano-Alpes (FIJL) (Clermont-Ferrand) : 12 ?*  
*Servicio de prensa. El mundo en español (Paris) : 85 ?*  
*Socialista (El) (édition mensuelle) (PSOE) : 2 ?*  
*Socialista (El) (PSOE/UGT) (Toulouse) : 52*  
*Socialista (El) español (FSE/USE) (Paris) : 6*  
*Solidaridad obrera (CNT) (Paris) : 52*

*Solidaridad obrera. Suplemento literario* (CNT) (Paris) : 12  
*Tribuna* (ERC) (Paris) : 12 ?  
*Tribuna socialista* (POUM) (Paris) : 1  
*U.G.T.* (Perpignan) : 6 ?  
*U.G.T.* (édition résumée) (Toulouse) : 2 ?  
*U.G.T. information* (édition anglaise) (Toulouse) : 11  
*U.G.T. informations* (édition française) (Toulouse) : 11  
*Uno* (CNT) (Bourg-lès-Valence) : 3  
*Vida Nova* (Montpellier) : 3

1961
------

*Acción socialista* (Paris) : 1  
*A.I.T.* (Toulouse) : 6  
*Alarma* (FOR) (Paris) : 2  
*Alderdi* (PNV) (Bayonne) : 12  
*Amigo (El) del pueblo* (Paris) : 4  
*Batalla (La)* (POUM) (Paris) : 2  
*Boletín confederal* (CNT) (Paris) : 1  
*Boletín de la Unión general de trabajadoras* (Toulouse) : 12  
*Boletín informativo Centro de documentación y de estudios* (Paris) : 5 ?  
*Boletín informativo de la CNT, núcleo zona Norte ...* (sl) : 1  
*Boletín interior* (PSOE) (Toulouse) : 1 ?  
*Boletín interno* (CNT) (Paris) : 6 ?  
*Boletín interno-interior de la 4a y 5a región...* (CNT) (Clermont-Ferrand) : 12 ?  
*Callu* (Casal català) (Paris) : 1  
*Cénit* (CNT) (Toulouse) : 12  
*Centre català de Marsella* (Marseille) : 5 ?  
*C.N.T.* (Toulouse) : 40  
*Combat syndicaliste* (CNT) (Paris) : 1  
*Cuadernos* (Congreso por la libertad de la cultura) (Paris) : 10  
*Despertar* : 7  
*España libre* : 14  
*Euzko Deya* (gouvernement basque) (Paris) : 11  
*Foc nou* (Casal Català) (Paris) : 7 ?  
*Generalitat de Catalunya* (Paris) : 2 ?  
*Hispània* (FEDIP) (Paris) : 1 ?  
*Impetu* (JSE) (Toulouse) : 4 ?  
*Informaciones pounistes* (POUM) (Paris) : 1 ?  
*Mai no morirem* (Casal català) (Angoulême) : 3 ?  
*News from Spain* (PSOE) (Toulouse) : 8 ?  
*Nouvelles d'Espagne* (PSOE) (Toulouse) : 10 ?  
*Nueva Senda* (FIJL) (Toulouse) : 6 ?  
*Oficina prensa Euzkadi* (gouvernement basque) (Paris) : 227  
*Política* (IR) (Paris) : 5 ?  
*Porvenir* (JSE) (Paris) : 5 ?  
*P.O.U.M.* (Paris) : 1 ?  
*Rebelde (El)* (CNT) (Paris) : 6  
*Renovación* (JSE) (Toulouse) : 5 ?  
*República* (ARDE) (Paris) : 8 ?  
*República española. Boletín de información* (gouvernement républicain) (Paris) : 6 ?  
*Rodano-Alpes* (FIJL) (Clermont-Ferrand) : 7  
*Servicio de información de la República española* (gouvernement républicain) (Paris) : 3 ?  
*Servicio de prensa. El mundo en español* (Paris) : 85 ?  
*Socialista (El)* (PSOE/UGT) (Toulouse) : 45

*Socialista (El) español* (FSE/USE) (Paris) : 3  
*Socialiste (Le)* (PSOE) (Paris) : 2  
*Solidaridad obrera* (CNT) (Paris) : 44  
*Solidaridad* (CNT) (Paris) : 5  
*Solidaridad obrera. Suplemento literario* (CNT) (Paris) : 12  
*Tribuna* (ERC) (Paris) : 12 ?  
*Tribuna socialista* (POUM) (Paris) : 3  
*U.G.T.* (Paris) : 2 ?  
*U.G.T.* (Perpignan) : 1 ?  
*U.G.T. information* (édition anglaise) (Toulouse) : 11  
*U.G.T. informations* (édition française) (Toulouse) : 11  
*Vida Nova* (Montpellier) : 3  
*Voz (La) del campo* (PCE) (sl) : 1 ?

1962
------

*A.I.T.* (Toulouse) : 6  
*Alarma* (FOR) (Paris) : 3  
*Alderdi* (PNV) (Bayonne) : 12  
*A.R.D.E.* (Paris) : 3  
*Batalla (La)* (POUM) (Paris) : 3  
*Boletín de la Unión general de trabajadores* (Toulouse) : 12  
*Boletín Informativo Centro de documentación y de estudios* (Paris) : 5 ?  
*Boletín interno-interior de la 4a y 5a región...* (CNT) (Clermont-Ferrand) : 12 ?  
*Cénit* (CNT) (Toulouse) : 12  
*Centro de estudios Pablo Iglesias* (PSOE) (Paris) : 9  
*Combat syndicaliste* (CNT) (Paris) : 52  
*Concordia* (Paris) : 27  
*Cuadernos* (Congreso por la libertad de la cultura) (Paris) : 1 ?  
*Cultura ferroviaria* (CNT) (sl) : 1 ?  
*Dialeg* (Les Murcaux) : 1  
*Endavant* (MSC) (Paris) : 6  
*Espoir* (CNT) (Toulouse) : 52  
*Estudio y trabajo* (JSR) (Paris) : 1  
*Euzko Deya* (gouvernement basque) (Paris) : 9  
*Foc nou* (Casal Català) (Paris) : 6 ?  
*Impeuu* (JSE) (Toulouse) : 1 ?  
*Generalliat de Catalunya* (Paris) : 1 ?  
*Mai no morirem* (Casal català) (Angoulême) : 3 ?  
*News from Spain* (PSOE) (Toulouse) : 8 ?  
*Nouvelles d'Espagne* (PSOE) (Toulouse) : 10 ?  
*Nueva Senda* (FIJL) (Paris) : 4 ?  
*Oficina prensa Euzkadi* (gouvernement basque) (Paris) : 228  
*Politica* (IR) (Paris) : 5 ?  
*Porvenir* (JSE) (Paris) : 3 ?  
*Rebelde (El)* (CNT) (Paris) : 8  
*Renovación* (JSE) (Toulouse) : 5 ?  
*República* (ARDE) (Paris) : 4 ?  
*República española. Boletín de información* (gouvernement républicain) (Paris) : 8 ?  
*Rodano-Alpes* (FIJL) (Clermont-Ferrand) : 12  
*Servicio de prensa. El mundo en español* (Paris) : 85 ?  
*Socialiste (Le)* (PSOE) (Paris) : 52  
*Terra Lliure* (CNTC) (Paris) : 2  
*Tribuna* (ERC) (Paris) : 8 ?  
*Tribuna socialista* (POUM) (Paris) : 2  
*U.G.T.* (Paris) : 1 ?

*U.G.T. information* (édition anglaise) (Toulouse) : 1 ?  
*U.G.T. informations* (édition française) (Toulouse) : 1 ?  
*Umbral* (CNT) (Paris) : 12  
*Vida Nova* (Montpellier) : 2  
*Voz (La) del campo* (PCE) (sl) : 3 ?  
*Zutik* (ETA) (sl) : 3 ?  
*Zutik* (édition française) (ETA) (sl) : 4 ?

1963
------

*Acción libertaria* (CNT) (Marseille) : 1  
*A.I.T.* (Toulouse) : 6  
*Alarma* (FOR) (Paris) : 2  
*Alderdi* (PNV) (Bayonne) : 12  
*Alianza sindical* (UGT, CNT, STV) (Paris) : 3  
*A.R.D.E.* (Paris) : 4  
*A.S.O.* (Perpignan) : 1  
*Asurias* (CNT) (sl) : 2  
*Batalla (La)* (POUM) (Paris) : 3  
*Boletín de la Unión general de trabajadores* (Toulouse) : 12  
*Boletín informativo Centro de documentación y de estudios* (Paris) : 5 ?  
*Boletín interno-interior de la 4a y 5a región...* (CNT) (Clermont-Ferrand) : 12 ?  
*Bulletin del Casal català de Tolosa...* (Toulouse) : 2  
*Callu* (Casal català) (Paris) : 1  
*Cénit* (CNT) (Toulouse) : 11  
*Centro de estudios Pablo Iglesias* (PSOE) (Paris) : 12  
*Combat syndicaliste* (CNT) (Paris) : 52  
*Concordia* (Paris) : 12 ?  
*Cuadernos* (Congreso por la libertad de la cultura) (Paris) : 12  
*Cultura ferroviaria* (CNT) (sl) : 1 ?  
*Dialeg* (Les Murcaux) : 2  
*Endavant* (MSC) (Paris) : 6  
*Espoir* (CNT) (Toulouse) : 52  
*Estudio* (Centro de estudios sociales y económicos) (Paris) : 3 ?  
*Euzko Deya* (gouvernement basque) (Paris) : 6  
*F.I.J.L.* (Paris) : 1  
*Foc nou* (Casal Català) (Paris) : 3 ?  
*Futuro* (JSR) (Paris) : 2 ?  
*Generalitat de Catalunya* (Paris) : 1 ?  
*Impetu* (JSE) (Toulouse) : 1 ?  
*Informaciones poumistas* (POUM) (Paris) : 3  
*Mai no morirem* (Casal català) (Angoulême) : 2  
*News from Spain* (PSOE) (Toulouse) : 8 ?  
*Nouvelles d'Espagne* (PSOE) (Toulouse) : 14 ?  
*Nueva Sendu* (FIJL) (Paris) : 2 ?  
*Oficina prensa Euzkadí* (gouvernement basque) (Paris) : 243  
*Politica* (IR) (Paris) : 8  
*Porvenir* (JSE) (Paris) : 3 ?  
*Rebelde (El)* (CNT) (Paris) : 6  
*Renovación* (JSE) (Toulouse) : 4 ?  
*República* (ARDE) (Paris) : 3 ?  
*República española. Boletín de información* (gouvernement républicain) (Paris) : 8 ?  
*Rodano-Alpes* (FIJL) (Clermont-Ferrand) : 12  
*Servicio de prensa. El mundo en español* (Paris) : 85 ?  
*Socialiste (Le)* (PSOE) (Paris) : 52

*Terra Lliure* (CNTC) (Paris) : 2 ?  
*Tribuna socialista* (POUM) (Paris) : 1  
*U.G.T.* (Paris) : 1 ?  
*U.G.T. information* (édition anglaise) (Toulouse) : 11  
*U.G.T. informations* (édition française) (Toulouse) : 11  
*Umbral* (CNT) (Paris) : 12  
*Vida Nova* (Montpellier) : 3  
*Zutik* (ETA) (sl) : 3 ?  
*Zutik* (édition française) (ETA) (sl) : 4 ?

1964
------

*Acción* (PSOE) (Paris) : 5  
*Acción libertaria* (CNT) (Marseille) : 2  
*A.I.T.* (Toulouse) : 6  
*Alarma* (FOR) (Paris) : 2  
*Alderdi* (PNV) (Bayonne) : 12  
*Alianza sindical* (UGT, CNT, STV) (Paris) : 3  
*A.S.O.* (Perpignan) : 5  
*Asurias* (CNT) (sl) : 1  
*Batalla* (La) (POUM) (Paris) : 2  
*Boletín de información* (Comité por la liberación...)(Paris): 17  
*Boletín de la Unión general de trabajadores* (Toulouse) : 12  
*Boletín informativo Centro de documentación y de estudios* (Paris) : 3 ?  
*Boletín interno-interior de la 4a y 5a región...* (CNT) (Clermont-Ferrand) : 12 ?  
*Bulletin del Casal català de Tolosa...*(Toulouse) : 11  
*Callu* (Casal català) (Paris) : 1  
*Castilla libertaria* (CNT) (Paris) : 2  
*Cencerro* (El) ... (CNT) (Le Soler) : 3 ?  
*Cénit* (CNT) (Toulouse) : 6  
*Censura contra las artes y el pensamiento* (Congreso por la libertad de la cultura) (Paris) : 2  
*Centro de estudios Pablo Iglesias* (PSOE) (Paris) : 12  
*Combat syndicaliste* (CNT) (Paris) : 53  
*Concordia* (Paris) : 10 ?  
*Cuadernos* (Congreso por la libertad de la cultura) (Paris) : 12  
*Democracia socialista* (POUM) (Paris) : 2 ?  
*Dialeg* (Les Mureaux) : 1  
*Endavant* (MSC) (Paris) : 6  
*Esfuerzo* (CNT) (Paris) : 1  
*Espoir* (CNT) (Toulouse) : 52  
*Estudio* (Centro de estudios sociales y económicos)(Paris):2?  
*Estudios confederales* (CNT) (Paris) : 2 ?  
*Euzko Deya* (gouvernement basque) (Paris) : 6  
*Foc nou* (Casal Català) (Paris) : 2 ?  
*Generalitat de Catalunya* (Paris) : 1 ?  
*Informaciones* (Congreso por la libertad de la cultura) (Paris): 2 ?  
*Informaciones pounistas* (POUM) (Paris) : 5 ?  
*Mai no morirem* (Casal català) (Angoulême) : 2 ?  
*Nervio* (Paris) : 2  
*News from Spain* (PSOE) (Toulouse) : 3 ?  
*Nouvelles d'Espagne* (PSOE) (Toulouse) : 10 ?  
*Oficina prensa Euzkadi* (gouvernement basque) (Paris) : 230  
*Política* (IR) (Paris) : 4  
*Porvenir* (JSE) (Paris) : 4 ?  
*Proyección* (Toulouse) : 1 ?  
*Rebelde* (El) (CNT) (Paris) : 6

*Renovación (JSE) (Toulouse) : 3 ?*  
*República (ARDE) (Paris) : 2 ?*  
*República española. Boletín de información (gouvernement républicain) (Paris) : 8 ?*  
*Rodano-Alpes (FIIL) (Clermont-Ferrand) : 9 ?*  
*Servicio de prensa. El mundo en español (Paris) : 85 ?*  
*Socialiste (Le) (PSOE) (Paris) : 52*  
*Solidaridad republicana española (Paris) : 2 ?*  
*Terra Lliure (CNTC) (Paris) : 1 ?*  
*U.G.T. (Lille) : 1 ?*  
*U.G.T. (Paris) : 4*  
*U.G.T. information (édition anglaise) (Toulouse) : 11*  
*U.G.T. informations (édition française) (Toulouse) : 11*  
*Umbral (CNT) (Paris) : 11*  
*Vida Nova (Montpellier) : 3*  
*Voz (La) del campo (PCE) (sl) : 2 ?*  
*Zutik (ETA) (sl) : 5 ?*  
*Zutik (édition française) (ETA) (sl) : 5 ?*

1965
------

*Acción libertaria (CNT) (Marseille) : 1*  
*A.I.T. (Toulouse) : 4*  
*Alarma (FOR) (Paris) : 2*  
*Alderdi (PNV) (Bayonne) : 12*  
*Alianza (ASE) : 3*  
*Alianza sindical (UGT, CNT, STV) (Paris) : 3*  
*Asturias (CNT) (sl) : 1*  
*Batalla (La) (POUM) (Paris) : 2*  
*Boletín de información (Comité por la liberación...)(Paris) : 2*  
*Boletín de la Unión general de trabajadores (Toulouse) : 12*  
*Boletín interno-interior de la 4a y 5a región... (CNT) (Clermont-Ferrand) : 12 ?*  
*Bulletin (Omnium culturel) (Paris) : 5*  
*Bulletin del Casal català de Tolosa... (Toulouse) : 11*  
*Callu (Casal català) (Paris) : 2*  
*Castilla libertaria (CNT) (Paris) : 21*  
*Cencerro (El) ... (CNT) (Le Soleil) : 1 ?*  
*Céni (CNT) (Toulouse) : 6*  
*Censura contra las artes y el pensamiento (Congreso por la libertad de la cultura) (Paris) : 4*  
*Centre català de Marsella (Marseille) : 1*  
*Centro de estudios Pablo Iglesias (PSOE) (Paris) : 6*  
*Combat syndicaliste (CNT) (Paris) : 52*  
*Concordia (Paris) : 10 ?*  
*Cuadernos (Congreso por la libertad de la cultura) (Paris) : 9*  
*Cuadernos de Ruedo ibérico (Paris) : 3*  
*Democracia socialista (POUM) (Paris) : 1 ?*  
*Dialect (Les Mureaux) : 2*  
*Endavant (MSC) (Paris) : 5 ?*  
*Esfuerzo (CNT) (Paris) : 3 ?*  
*Espoir (CNT) (Toulouse) : 52*  
*Estudio (Centro de estudios sociales y económicos)(Paris):2?*  
*Estudios confederales (CNT) (Paris) : 1 ?*  
*Euzko Deya (gouvernement basque) (Paris) : 6*  
*Generalitat de Catalunya (Paris) : 1 ?*  
*Guderi (Euzko Gaztedi) (Paris) : 8 ?*  
*Impetu (JSE) (Toulouse) : 1 ?*



*Informaciones poutunistas (POUM) (Paris) : 1 ?*  
*Mat no morirem (Casal català) (Angoulême) : 1*  
*Mañana (Centro de documentación y estudios) (Paris) : 10*  
*Mi tierra (CNT) (Paris) : 6*  
*Nervio (Paris) : 1*  
*Notas (PSOE) (Paris) : 2*  
*Nouvelles d'Espagne (PSOE) (Toulouse) : 10 ?*  
*Oficina prensa Euzkadi (gouvernement basque) (Paris) : 229*  
*Política (IR) (Paris) : 4 ?*  
*Porvenir (JSE) (Paris) : 4 ?*  
*Presencia (CNT) (Paris) : 1*  
*Proyección (Toulouse) : 8 ?*  
*Rebelde (El) (CNT) (Paris) : 6*  
*Renovación (JSE) (Toulouse) : 3 ?*  
*República (ARDE) (Paris) : 1 ?*  
*República española. Boletín de información (gouvernement républicain) (Paris) : 6 ?*  
*Servicio de prensa. El mundo en español (Paris) : 85 ?*  
*Socialiste (Le) (PSOE) (Paris) : 50*  
*Solidaridad republicana española (Paris) : 2 ?*  
*Terra Lliure (CNTC) (Paris) : 1 ?*  
*U.G.T. (Paris) : 2 ?*  
*U.G.T. (édition française) (Toulouse) : 1*  
*U.G.T. information (édition anglaise) (Toulouse) : 11*  
*U.G.T. informations (édition française) (Toulouse) : 11*  
*Umbral (CNT) (Paris) : 11*  
*Vida Nova (Montpellier) : 3*  
*Zutik (ETA) (sl) : 5 ?*  
*Zutik (édition française) (ETA) (sl) : 5 ?*

1966
------

*Acción (PSOE) (Paris) : 2*  
*Alarma (FOR) (Paris) : 2*  
*Alderdi (PNV) (Bayonne) : 12*  
*Allianza sindical (UGT, CNT, STV) (Paris) : 3*  
*Anales. Ateneo Ibero-americano de Paris : 1*  
*A.S.O. (Perpignan) : 2*  
*Avance : 3*  
*Batalla (La) (POUM) (Paris) : 3*  
*Boletín de información (Comité por la liberación...)(Paris): 1?*  
*Boletín de la Unión general de trabajadores (Toulouse) : 12*  
*Boletín interno-interior de la 4a y 5a región... (CNT) (Clermont-Ferrand) : 12 ?*  
*Butlett (Omnium culturel) (Paris) : 4 ?*  
*Butlett del Casal català de Tolosa... (Toulouse) : 11*  
*Castilla libertaria (CNT) (Paris) : 8 ?*  
*Cènit (CNT) (Toulouse) : 6*  
*Censura contra las artes y el pensamiento (Congreso por la libertad de la cultura) (Paris) : 4*  
*Centre català de Marsella (Marseille) : 1*  
*Centro de estudios Pablo Iglesias (PSOE) (Paris) : 6*  
*Combat syndicaliste (CNT) (Paris) : 52*  
*Combate (UGT) (Paris) : 3 ?*  
*Concordia (Paris) : 10 ?*  
*Cuadernos de Ruedo Ibérico (Paris) : 6*  
*Cultura ferroviaria (CNT) (sl) : 1 ?*  
*Dialeg (Les Mureaux) : 1*

*Endavant* (MSC) (Paris) : 4 ?  
*Esfuerzo* (CNT) (Paris) : 2 ?  
*España emigrada* (Paris) : 1  
*Espoir* (CNT) (Toulouse) : 52  
*Estudio* (Centro de estudios sociales y económicos)(Paris):1?  
*Euzko Deya* (gouvernement basque) (Paris) : 6  
*Generalitat de Catalunya* (Paris) : 1 ?  
*Gudari* (Euzko Gaztedi) (Paris) : 2 ?  
*Gudari. Servicio de prensa* (Euzko Gaztedi) (Paris) : 6 ?  
*Lucha obrera* (Comisión obrera Citroën) (Paris) : 8 ?  
*Lucha obrera* (GAUP) (Paris) : 1  
*Mal no mortrem* (Casal català) (Angoulême) : 2  
*Mañana* (Centro de documentación y estudios) (Paris) : 6  
*Meabe* (ISE) (sl) : 1 ?  
*Mirador* (Perpignan) : 3  
*Nouvelles d'Espagne* (PSOE) (Toulouse) : 10 ?  
*Novagalicia* (Bagnole) : 1  
*Oficina prensa EuzkaIdi* (gouvernement basque) (Paris) : 225  
*Política* (IR) (Paris) : 4 ?  
*Presencia* (CNT) (Paris) : 5  
*Rebelde* (El) (CNT) (Paris) : 6  
*Renovación* (ISE) (Toulouse) : 7 ?  
*República* (ARDE) (Paris) : 2 ?  
*Socialiste* (Le) (PSOE) (Paris) : 52  
*Som /* (Institut Sardanista) (Paris) : 2 ?  
*Surco* (CNT) (Dreux) : 4 ?  
*Terra Lliure* (CNTC) (Paris) : 1 ?  
*U.G.T.* (Paris) : 2 ?  
*U.G.T. information* (édition anglaise) (Toulouse) : 10 ?  
*U.G.T. informations* (édition française) (Toulouse) : 10 ?  
*Umbral* (CNT) (Paris) : 11  
*Verdad* (La) (PCE ml) (sl) : 3 ?  
*Vida Nova* (Montpellier) : 3  
*Zumbón* (El) (CNT) (sl) : 1 ?  
*Zutik* (ETA) (sl) : 5 ?  
*Zutik* (édition française) (ETA) (sl) : 5 ?

1967
------

*Acción* (PSOE) (Paris) : 2  
*Acción comunista* (Bobigny) : 1  
*Alarma* (FOR) (Paris) : 2  
*Alderdi* (PNV) (Bayonne) : 12  
*Anales. Ateneo Ibero-americano de Paris* : 1  
*A.S.O.* (Perpignan) : 1  
*Ateneo Cervantes. Boletín* (Lyon) : 2 ?  
*Avance* : 6  
*Batalla* (La) (POUM) (Paris) : 3  
*Boletín de la Unión general de trabajadores* (Toulouse) : 12  
*Boletín interno-interior de la 4a y 5a región...* (CNT) (Clermont-Ferrand) : 3 ?  
*Bulletin del Casal català de Tolosa...* (Toulouse) : 11  
*Castilla libertaria* (CNT) (Paris) : 7 ?  
*Cénit* (CNT) (Toulouse) : 6  
*Centro de estudios Pablo Iglesias* (PSOE) (Paris) : 6  
*Combat syndicaliste* (CNT) (Paris) : 52

*Combate* (UGT) (Paris) : 5 ?  
*Cuadernos de Ruedo ibérico* (Paris) : 6  
*Cultura ferroviaria* (CNT) (sl) : 2 ?  
*Dialég* (Les Mureaux) : 1  
*Endavant* (MSC) (Paris) : 3 ?  
*Esfuerzo* (CNT) (Paris) : 2 ?  
*Espoir* (CNT) (Toulouse) : 53  
*Euzkadi obrera* (PC de E) (sl) : ?  
*Euzko Deya* (gouvernement basque) (Paris) : 6  
*Generalitat de Catalunya* (Paris) : 1 ?  
*Lligam* (Amis de la Culture catalane) (Marseille) : 3 ?  
*Lucha obrera* (Comisión obrera Citroën) (Paris) : 2 ?  
*Lutte (La) des étudiants* (FNEC) (Paris) : 2 ?  
*Mal no mortrem* (Casal català) (Angoulême) : 4  
*Mirador* (Perpignan) : 1  
*Notas* (PSOE) (Paris) : 2 ?  
*Nouvelles d'Espagne* (PSOE) (Toulouse) : 10 ?  
*Novagallcia* (Bagnolot) : 4  
*Nueva generación* (Alianza sindical) (Paris) : 1 ?  
*Oficina prensa Euzkadi* (gouvernement basque) (Paris) : 227  
*Política* (IR) (Paris) : 4  
*Porvenir* (ISE) (Paris) : 4 ?  
*Presencia* (CNT) (Paris) : 4  
*Rebelde (El)* (CNT) (Paris) : 4  
*Renovación* (ISE) (Toulouse) : 6 ?  
*República* (ARDE) (Paris) : 1 ?  
*Socialista* (PSOE) (sl) : 2 ?  
*Socialiste (Le)* (PSOE) (Paris) : 50  
*Surco* (CNT) (Dreux) : 3 ?  
*Terra Lliure* (CNTC) (Paris) : 1 ?  
*Tribuna* (ISE) (Toulouse) : 1  
*U.G.T.* (Paris) : 2 ?  
*Umbra* (CNT) (Paris) : 11  
*U.S.O. information* (sl) : 4 ?  
*Verdad (La)* (PCE ml) (sl) : 1 ?  
*Vida Nova* (Montpellier) : 3  
*Zutk* (ETA) (sl) : 5 ?  
*Zutk* (édition française) (ETA) (sl) : 6 ?

1968
------

*Acción* (PSOE) (Paris) : 1  
*Alarma* (FOR) (Paris) : 2  
*Alderdi* (PNV) (Bayonne) : 12  
*Anales. Ateneo Ibero-americano de Paris* : 1  
*A.R.D. L.* (Paris) : 4  
*A.S.O.* (Perpignan) : 1  
*Ateneo Cervantes. Boletín* (Lyon) : 2 ?  
*Avance* : 4  
*Bataila (La)* (POUM) (Paris) : 3  
*Boletín de la Unión general de trabajadores* (Toulouse) : 12  
*Butlletí del Casal català de Tolosa...* (Toulouse) : 10  
*Castilla libertaria* (CNT) (Paris) : 10 ?  
*Cénit* (CNT) (Toulouse) : 6  
*Centro de estudios Pablo Iglesias* (PSOE) (Paris) : 6

*Combat sindicalista (CNT) (Paris) : 50*  
*Comités antilimpialistas revolucionarios : 8*  
*Cuadernos de Ruedo ibérico (Paris) : 6*  
*Endavant (MSC) (MSC) (Paris) : 1 ?*  
*Esfuerzo (CNT) (Paris) : 3 ?*  
*Esperanza (PSOE) (Toulouse) : 1*  
*Espoir (CNT) (Toulouse) : 50*  
*Euzkadi obrera (PC de E) (sl) : 12 ?*  
*Euzko Deyc (gouvernement basque) (Paris) : 6*  
*Generalitat de Catalunya (Paris) : 1 ?*  
*Luchador (El) (Toulouse) : 3*  
*Mat no mortrem (Casal català) (Angoulême) : 5*  
*Mujeres libres (FMLLE) (Paris) : 17 ?*  
*Notas (PSOE) (Paris) : 4 ?*  
*Nouv-iles d'Espagne (PSOE) (Toulouse) : 10 ?*  
*Nova-licia (Bagnolet) : 4*  
*Ofici de premsa Euzkadi (gouvernement basque) (Paris) : 219*  
*Politica (IR) (Paris) : 4*  
*Porvenir (JSE) (Paris) : 4 ?*  
*Presencia (CNT) (Paris) : 1*  
*Rebelde (El) (CNT) (Paris) : 2*  
*Renovación (JSE) (Toulouse) : 6 ?*  
*República (ARDE) (Paris) : 3 ?*  
*Socialista (PSOE) (sl) : 3 ?*  
*Socialiste (Le) (PSOE) (Paris) : 48*  
*Tribuna (JSE) (Toulouse) : 5*  
*U.G.T. (Paris) : 1 ?*  
*Umbral (CNT) (Paris) : 11*  
*U.S.O. information (sl) : 1 ?*  
*Vanguardia socialista (IS) (sl) : 3 ?*  
*Vanguardia socialista revolucionaria (ASE) (sl) : 1 ?*  
*Vida Nova (Montpellier) : 3*  
*Zutk (ETA) (sl) : 6 ?*  
*Zutk (édition française) (ETA) (sl) : 6 ?*

1969
------

*Acción socialista (PSOE) (Paris) : 1*  
*Alarma (FOR) (Paris) : 2*  
*Alderdi (PNV) (Bayonne) : 12*  
*Alkarrisketa (PCE) (Paris) : 1*  
*Anales. Ateneo Ibero-americano de Paris : 2*  
*A.R.D.E. (Paris) : 3*  
*Ateneo Cervantes. Boletín (Lyon) : 2 ?*  
*Avance : 11*  
*Batalla (La) (POUM) (Paris) : 3*  
*Boletín de la Unión general de trabajadores (Toulouse) : 10*  
*Butlletí del Casal català de Tolosa... (Toulouse) : 9 ?*  
*Callu (Casal català) (Paris) : 2*  
*C.A.R. (Paris) : 10*  
*Cénti (CNT) (Toulouse) : 6*  
*Centro de estudios Pablo Iglesias (PSOE) (Paris) : 6*  
*Combat sindicalista (CNT) (Paris) : 51*  
*Comités antilimpialistas revolucionarios : 2*

*Cuadernos de Ruedo ibérico* (Paris) : 3  
*Documentos básicos de comisiones obreras* : 2  
*Esfuerzo* (CNT) (Paris) : 2 ?  
*Esperanza* (PSOE) (Toulouse) : 1  
*Espoir* (CNT) (Toulouse) : 51  
*Euzkadi obrera* (PC de E) (sl) : 12 ?  
*Euzko Deya* (gouvernement basque) (Paris) : 6  
*Generalitat de Catalunya* (Paris) : 1 ?  
*Luchador* (El) (Toulouse) : 12  
*Mai no morirem* (Casal català) (Angoulême) : 4  
*Mujer socialista* (PSOE) (Paris) : 1  
*Mujeres libres* (FMLLE) (Paris) : 6 ?  
*News from Spain* (PSOE) (Toulouse) : 1 ?  
*Notas* (PSOE) (Paris) : 1 ?  
*Nouvelles d'Espagne* (PSOE) (Toulouse) : 5 ?  
*Novagalicia* (Bagnolet) : 3  
*Oficina prensa Euzkadi* (gouvernement basque) (Paris) : 228  
*Política* (IR) (Paris) : 3  
*Renovación* (JSE) (Toulouse) : 6 ?  
*República* (ARDE) (Paris) : 3 ?  
*Socialista* (PSOE) (sl) : 1 ?  
*Socialiste* (Le) (PSOE) (Paris) : 50  
*Tribuna* (JSE) (Toulouse) : 3  
*U.G.T.* (Toulouse) : 2  
*U.G.T.* (Paris) : 3 ?  
*Umbral* (CNT) (Paris) : 11  
*U.S.O. information* (sl) : 3 ?  
*Vanguardia socialista* (IS) (Paris) : 2 ?  
*Vanguardia socialista revolucionaria* (ASE) (sl) : 5 ?  
*Vida Nova* (Monipollier) : 3  
*Zutik* (ETA) (sl) : 6 ?  
*Zutik* (édition française) (ETA) (sl) : 6 ?

1970
------

*Acción* (PSOE) (Paris) : 1  
*Acción socialista* (PSOE) (Paris) : 5  
*Adelante* (JCI)(sl) : 3  
*A.I.T.* (Limoges) : 2  
*Alarma* (FOR) (Paris) : 2  
*Alderdi* (PNV) (Bayonne) : 12  
*Alkarrisketa* (PCE) (Paris) : 1 ?  
*Anales. Ateneo Ibero-americano de Paris* : 1  
*Ateneo Cervantes. Boletín* (Lyon) : 2 ?  
*Batalla* (La) (FOUM) (Paris) : 3  
*Boletín de la Casa de España* (Paris) : 1  
*Boletín informativo* (Commissions ouvrières) (sl) : 12 ?  
*Butlletí del Casal català de Tolosa...* (Toulouse) : 9 ?  
*Callu* (Casal català) (Paris) : 3  
*C.A.R.* (Paris) : 10  
*Cénit* (CNT) (Toulouse) : 5  
*Centro de estudios Pablo Iglesias* (PSOE) (Paris) : 4  
*Combat syndicaliste* (CNT) (Paris) : 49  
*Cuadernos de Ruedo ibérico* (Paris) : 3  
*Esfuerzo* (CNT) (Paris) : 2 ?

*Esperanza* (PSOE) (Toulouse) : 1  
*Espoir* (CNT) (Toulouse) : 51  
*Euzkadil obrera* (PC de E) (sl) : 12 ?  
*Euzko Deya* (gouvernement basque) (Paris) : 6  
*Frente libertario* (FIJL) (Paris) : 5  
*Generalitat de Catalunya* (Paris) : 1 ?  
*Información salud y cultura* (Paris) : 3 ?  
*Información confederal* (CNT) (Lyon) : 1 ?  
*Lligam* (Amis de la Culture catalane) (Marseille) : 1 ?  
*Lucha* (USO) (sl) : 1 ?  
*Luchador* (El) (Toulouse) : 12  
*Mal no mortrem* (Casal català) (. . . . .) : 3  
*Moviment socialista de Catalunya* (Paris) : 1  
*Mujeres libres* (FMLLE) (Paris) : 6 ?  
*News from Spain* (PSOE) (Toulouse) : 4 ?  
*Notas* (PSOE) (Paris) : 2 ?  
*Nuestra lucha* (PC de E, ml) (sl) : 4 ?  
*Oficina prensa Euzkadil* (gouvernement basque) (Paris) : 229  
*Politica* (IR) (Paris) : 3  
*Porvenir* (JSE) (Paris) : 3 ?  
*República* (ARDE) (Paris) : 3 ?  
*Ressorgir* (Perpignan) : 3 ?  
*Socialista* (PSOE) (sl) : 5  
*Socialiste* (Lo) (PSOE) (Paris) : 51  
*Tribuna* (JSB) (Toulouse) : 1 ?  
*U.C.T.* (Toulouse) : 11  
*U.G.T.* (Paris) : 1 ?  
*Umbral* (CNT) (Paris) : 11  
*Vanguardia socialista* (IS) (Paris) : 2 ?  
*Vida Nova* (Montpellier) : 3  
*Zutik* (ETA) (sl) : 6 ?  
*Zutik* (édition française) (ETA) (sl) : 6 ?

1971
------

*Acción socialista* (PSOE) (Paris) : 4  
*Adelante* (JC) (sl puis Bruxelles) : 9  
*Agencia de prensa España popular* : 6  
*A.I.T.* (Limoges) : 9  
*Alarma* (FOR) (Paris) : 2  
*Alderdi* (PNV) (Bayonne) : 12  
*Anales. Ateneo Ibero-americano de Paris* : 1  
*A.P.E.P. Agence de presse.* (FRAP) (sl) : 9 ?  
*A.P.E.P. Agencia de prensa...* (FRAP) (sl) : 10 ?  
*Atalaya* (Paris) : 3  
*Ateneo Cervantes. Boletín* (Lyon) : 1 ?  
*Avance* : 3  
*Batalla* (La) (POUM) (Paris) : 4  
*Boletín informativo* (Commissions ouvrières) (sl) : 20 ?  
*Butlletí del Casal català de Tolosa...* (Toulouse) : 9 ?  
*Callu* (Casal català) (Paris) : 4  
*C.A.R.* (Paris) : 6  
*Cénit* (CNT) (Toulouse) : 4  
*Centro de estudios Pablo Iglesias* (PSOE) (Paris) : 1  
*Combat syndicaliste* (CNT) (Paris) : 51

*Combate* (PSOE) (Toulouse) : 7  
*Commissions ouvrières. Bulletin d'information* (sl) : 6 ?  
*Cuadernos de Ruedo Ibérico* (Paris) : 4  
*Ecos* (PCE) (sl) : 5 ?  
*Emancipación* (OSR) (Paris) : 2 ?  
*Esfuerzo* (CNT) (Paris) : 1 ?  
*Espoir* (CNT) (Toulouse) : 52  
*Euzkadi obrera* (PC de E) (sl) : 12 ?  
*Euzko Deya* (gouvernement basque) (Paris) : 6  
*Fronte libertario* (FIJL) (Paris) : 11  
*Generalitat de Catalunya* (Paris) : 1 ?  
*Libre* (Paris) : 1  
*Lligam* (Amis de la Culture catalane) (Marseille) : 1 ?  
*Luchador* (El) (Toulouse) : 12  
*Mal no morirem* (Casal català) (Angoulême) : 4  
*Mujeres libres* (FMLEE) (Paris) : 4 ?  
*Nuestra lucha* (PC de E, ml) (sl) : 4 ?  
*Oficina prensa Euzkadi* (gouvernement basque) (Paris) : 229  
*Política* (IR) (Paris) : 5  
*República* (ARDE) (Paris) : 3 ?  
*Socialista* (PSOE) (sl) : 1 ?  
*Socialiste* (Le) (PSOE) (Paris) : 49  
*Solidaridad* (Comisión pro-presos) (Toulouse) : 1  
*Terra Lliure* (CNTC) (Paris) : 4  
*U.G.T.* (Toulouse) : 10  
*Vida Nova* (Montpellier) : 3  
*Zutik* (ETA) (sl) : 6 ?  
*Zutik* (édition française) (ETA) (sl) : 6 ?

1972
------

*Acción socialista* (PSOE) (Paris) : 3  
*A.I.T.* (Limoges) : 7  
*Alarma* (FOR) (Paris) : 2  
*Alderdi* (PNV) (Bayonne) : 12  
*Anat-Artea* (Saint Jean-de-Luz) : 2  
*Anales. Ateneo Ibero-americano de Paris* : 1  
*A.P.E.P. Agence de presse.* (FRAP) (Paris) : 8 ?  
*A.P.E.P. Agencia de prensa.* (FRAP) (Paris) : 10 ?  
*Asamblea de Catalunya* (Paris) : 3  
*Ateneo Cervantes. Boletín* (Lyon) : 1  
*Avance* : 3  
*Batalla* (La) (POUM) (Paris) : 4  
*Boletín de información* (Commissions ouvrières) (Paris) : 5  
*Boletín informativo* (Commissions ouvrières) (sl) : 20 ?  
*Boletín interno* (CNT) (sl) : 1  
*Bulletin d'informacions catalanes* (Amis de la culture catalane) (Marseille) : 1  
*Bulletin del Casal català de Tolosa.* (Toulouse) : 6 ?  
*Callu* (Casal català) (Paris) : 5  
*Céni* (CNT) (Toulouse) : 3  
*Combat syndicaliste* (CNT) (Paris) : 48  
*Combate* (LCR) (Paris) : 2 ?  
*Combate* (PSOE) (Toulouse) : 3  
*Comisión intercontinental de relaciones en exilio* (FAD)(sl) : 17  
*Commissions ouvrières. Bulletin d'information* (sl) : 12 ?

*Cuadernos de Rueda Ibérico* (Paris) : 6  
*Documentos de estudio* : 10  
*Documentos de estudio. Serie doctrina* : 1  
*Ecos* (sl) : 4 ?  
*Emancipación (OSO)* (Paris) : 1 ?  
*Esfuerzo (CNT)* (Paris) : 1 ?  
*Espoir (CNT)* (Toulouse) : 51  
*Euzkadil obrera (PC de E)* (sl) : 24 ?  
*Euzko Deya* (gouvernement basque) (Paris) : 1 ?  
*Frente libertario (FILL)* (Paris) : 10  
*Generalitat de Catalunya* (Paris) : 1 ?  
*Informaciones poumistas (POUM)* (Paris) : 4  
*Libre* (Paris) : 3  
*Luchador (El)* (Toulouse) : 12  
*Lutte (La) des classes en Espagne* : 1 ?  
*Mal no morirem* (Casal català) (Angoulême) : 4  
*Mujeres libres (FMLEE)* (Paris) : 4  
*Nouveau (Le) socialiste (PSOE)* (Toulouse) : 9  
*Oficina prensa Euzkadil* (gouvernement basque) (Paris) : 227  
*Política (IR)* (Paris) : 3  
*Por una alternativa socialista* (sl) : 2  
*Porvenir socialista (JSE)* (Paris) : 2 ?  
*República (ARDE)* (Paris) : 3 ?  
*Socialista (PSOE)* (sl) : 8 ?  
*Socialiste (Le) (PSOE)* (Paris) : 30 ?  
*Solidaridad* (Comisión pro-presos) (Toulouse) : 2  
*Terra Llure (CNTC)* (Paris) : 4  
*U.G.T.* (Toulouse) : 11  
*Vida Nova* (Montpellier) : 3  
*Zutik (ETA)* (sl) : 6 ?

1973
------

*Acción socialista (PSOE)* (Paris) : 2  
*A.I.T. (Limoges)* : 7  
*Alarma (FOR)* (Paris) : 2  
*Alderdi (PNV)* (Bayonne) : 12  
*A.P.E.P. Agence de presse.* (FRAP) (Paris) : 8 ?  
*A.P.E.P. Agencia de prensa.* (FRAP) (Paris) : 12 ?  
*A.P.F.P. Agencia de prensa. Internacional* (FRAP) (sl) : 1  
*Asamblea de Catalunya* (Paris) : 1  
*Ateneo Cervantes. Boletín* (Lyon) : 2  
*Avance* : 1  
*Batalla (La) (POUM)* (Paris) : 5  
*Boletín de información* (Commissions ouvrières) (Paris) : 4 ?  
*Boletín interno (CNT)* (sl) : 3  
*Bulletin del Casal català de Tolosa...* (Toulouse) : 6 ?  
*Caliu* (Casal català) (Paris) : 5  
*Cénit (CNT)* (Toulouse) : 3  
*CLAM* (Amis de la culture catalane) (Marseille) : 5  
*Combat syndicaliste (CNT)* (Paris) : 47  
*Combate (LCR)* (Paris) : 2 ?  
*Combate (PSOE)* (Toulouse) : 1  
*Comisión intercontinental de relaciones en exilio (FAI)*(sl) : 37  
*Commissions ouvrières. Bulletin d'information* (sl) : 1 ?



*Comuna* (Paris) : 1 ?  
*Cuadernos de Ruedo Ibérico* (Paris) : 4  
*Documentos de estudio* : 2  
*Documentos de estudio. Serie textos escogidos* : 3  
*Emancipación (OSO)* (Paris) : 4 ?  
*Espoir (CNT)* (Toulouse) : 47  
*Euzkadil obrera (PC de E) (sl)* : 24 ?  
*Frente libertario (FIJL)* (Paris) : 11  
*Generalitat de Catalunya* (Paris) : 1 ?  
*Informaciones poumistas (POUM)* (Paris) : 4  
*Luchador (El)* (Toulouse) : 12  
*Mai no morirem (Casal català)* (Angoulême) : 4  
*Mujeres libres (FMLLE)* (Paris) : 1 ?  
*Nouveau (Le) socialiste (PSOE)* (Toulouse) : 30 ?  
*Oficina prensa Euzkadil (gouvernement basque)* (Paris) : 227  
*Politica (IR)* (Paris) : 4  
*República (ARDE)* (Paris) : 3 ?  
*Servicio información socialista (PSOE)* (Paris) : 2 ?  
*Socialista (PSOE) (sl)* : 5 ?  
*Socialiste (Le) (PSOE)* (Paris) : 17 ?  
*Terra Lliure (CNTC)* (Paris) : 4  
*Tribuna confederal y libertaria* (Bordeaux) : 2 ?  
*Tribuna obrera (IV<sup>o</sup> Internationale)* : 1 ?  
*U.G.T.* (Toulouse) : 10  
*U.P.A. (Unión popular de artistas)* (Paris) : 1 ?  
*Vida Nova* (Montpellier) : 2 ?  
*Yunque (PSOE)* (Paris) : 1 ?  
*Zutik (ETA) (sl)* : 6 ?

1974
------

*Acción socialista (PSOE)* (Paris) : 1  
*A.I.T. (Limoges)* : 6  
*Alarma (FOR)* (Paris) : 2  
*Alderdi (PNV)* (Bayonne) :  
*Anai-Artea (Saint Jean-de-Luz)* : 3  
*A.P.E.P. Agence de presse.. (FRAP)* (Paris) : 10 ?  
*A.P.E.P. Agencia de prensa... (FRAP)* (Paris) : 12 ?  
*A.P.E.P. Agencia de prensa.. Internacional (FRAP) (sl)* : 2  
*A.P.E.P. informa. Agencia... Avance (FRAP) (sl)* : 6 ?  
*A.P.E.P. informa. Agen. ia... Leleg. del Sur de F. (FRAP) (sl)* : 8 ?  
*A.P.E.P. informator. Agence de presse... (FRAP) (sl)* : 6 ?  
*Arte y lucha (Unión popular de artistas)* (Paris) : 3  
*Asamblea de Catalunya* (Paris) : 1  
*Asamblea de Catalunya (Perpignan)* : 1  
*Ateneo Cervantes. Boletín (Lyon)* : 2  
*Avance* : 1  
*Boletín de información (Commissions ouvrières)* (Paris) : 2  
*Boletín interno (CNT) (sl)* :  
*Bulletí del Casal català de Tolosa... (Toulouse)* : 6 ?  
*Caliu (Casal català)* (Paris) : 4  
*Cénit (CNT)* (Toulouse) : 4  
*Combat syndicaliste (CNT)* (Paris) : 43  
*Combate (LCR)* (Paris) : 2 ?  
*Combate (PSOE)* (Toulouse) : 1

*Comisión intercontinental de relaciones en exilio (FAI)(sl): 2?*  
*Construcción (Commissions ouvrières) (Paris) : 1*  
*España libre (FRAP)(Perpignan) : 1*  
*Espoir (CNT) (Toulouse) : 43*  
*Frente libertario (FIJL) (Paris) : 9*  
*Generalitat de Catalunya (Paris) : 1 ?*  
*Informaciones poumistas (POUM) (Paris) : 4*  
*Luchador (El) (Toulouse) : 12*  
*Mai no morirem (Casal català) (Angoulême) : 4*  
*Metal (Comisiones obreras) (Paris) : 1*  
*Mujeres libres (FMLLE) (Paris) : 1 ?*  
*Nouveau (Le) socialiste (PSOE) (Toulouse) : 24*  
*Oficina prensa Euzkadi (gouvernement basque) (Paris) : 220*  
*Política (IR) (Paris) : 4 ?*  
*Presencia (Boulogne-sur-Seine) : 1 ?*  
*República (ARDÉ) (Paris) : 3 ?*  
*Servicio información socialista (PSOE) (Paris) : 2 ?*  
*Socialista (El) (PSOE) (sl) : 11 ?*  
*Terra Lliure (CNTC) (Paris) : 6*  
*Textil (Comisiones obreras) (Paris) : 1 ?*  
*Tribuna obrera (IV<sup>o</sup> Internationale) : 1 ?*  
*U.G.T. (Toulouse) : 11*  
*Yunque (PSOE) (Paris) : 1 ?*  
*Zuik (ETA) : 6 ?*

1975
------

*Acción socialista (PSOE) (Paris) : 5*  
*A.I.T. (Limoges) : 5*  
*Alarma (FOR) (Paris) : 3*  
*Albor (CNT) (Les Lilas) : 2*  
*Anales. Ateneo Ibero-americano de Paris : 1*  
*A.P.E.P. Agence de presse.. (FRAP) (Paris) : 14 ?*  
*A.P.E.P. Agencia de prensa... (FRAP) (Paris) : 22*  
*A.P.E.P. informa. Agencia... Avance (FRAP) (sl) : 6 ?*  
*A.P.E.P. informa. Agencia... Deleg. del Sur de F. (FRAP) (sl) : 7 ?*  
*A.P.E.P. information. Agence de presse... (FRAP) (sl) : 6 ?*  
*Asamblea de Catalunya (Paris) : 1*  
*Ateneo Cervantes. Boletín (Lyon) : 1 ?*  
*Batalla (La) (POUM) (Paris) : 1*  
*Boletín de información (Commissions ouvrières) (Paris) : 6*  
*Boletín interno (CNT) (sl) : 3*  
*Butlletí del Casal català de Tolosa... (Toulouse) : 4 ?*  
*Caliu (Casal català) (Paris) : 4*  
*Cénit (CNT) (Toulouse) : 4*  
*Combat syndicaliste (CNT) (Paris) : 47*  
*Combate (LCR) (Paris) : 1 ?*  
*Comisión intercontinental de relaciones en exilio (FAI)(sl): 5?*  
*Cuadernillos de Frente libertario (FIJL) (Paris) : 1*  
*Cuadernos de Frente libertario (FIJL) (Paris) : 1*  
*Cuadernos de Ruedo ibérico (Barcelone) : 6*  
*Emancipación (OSO) (Paris) : 1 ?*  
*Espoir (CNT) (Toulouse) : 47*  
*Frente libertario (FIJL) (Paris) : 11*  
*Frontera (Toulouse) : 3 ?*

*Generalitat de Catalunya* (Paris) : 1 ?  
*Informaciones pounistas* (POUM) (Paris) : 4  
*Lan Deya* (STV) (Bayonne) : 9  
*Luchador* (El) (Toulouse) : 12  
*Mai no morirem* (Casal català) (Angoulême) : 4  
*Nouveau* (Le) *socialiste* (PSOE) (Toulouse) : 24  
*Oficina prensa Euzkadi* (gouvernement basque) (Paris) : 220  
*Política* (IR) (Paris) : 4 ?  
*República* (ARDE) (Paris) : 2 ?  
*Socialista* (El) (PSOE) (sl) : 25 ?  
*Terra Lliure* (CNTC) (Paris) : 6  
*Tribuna socialista* (POUM) (Paris) : 1  
*U.G.T.* (Toulouse) : 11  
*Zutik* (ETA) (sl) : 6 ?

1976

*Acción comunista* (sl) : 2  
*A.I.T.* (Limoges) : 2  
*Alarma* (FOR) (Paris) : 3  
*A.P.E.P. Agence de presse..* (FRAP) (Paris) : 19 ?  
*A.P.E.P. Agencia de prensa...* (FRAP) (Paris) : 23  
*Batalla* (la) (POUM) (Paris) : 5  
*Boletín de información* (Commissions ouvrières) (Paris) : 3  
*Butlletí del Casal català de Tolosa...* (Toulouse) : 4 ?  
*Calu* (Casal català) (Paris) : 3  
*Cénit* (CNT) (Toulouse) : 4  
*Combat syndicaliste* (CNT) (Paris) : 48  
*Combate* (LCR) (Paris) : 1 ?  
*Cuadernos de Frente libertario* (FIJL) (Paris) : 1  
*Cuadernos de Ruedo ibérico* (Barcelona) : 6  
*Espoir* (CNT) (Toulouse) : 45  
*F.A.E.E.F.* (Paris) : 1 ?  
*Frente libertario* (FIJL) (Paris) : 11  
*Generalitat de Catalunya* (Paris) : 1 ?  
*Informaciones pounistas* (POUM) (Paris) : 4  
*Luchador* (El) (Toulouse) : 5  
*Mai no morirem* (Casal català) (Angoulême) : 4  
*Nouveau* (Le) *socialiste* (PSOE) (Toulouse) : 18  
*Oficina prensa Euzkadi* (gouvernement basque) (Paris) : 230  
*Política* (IR) (Paris) : 4 ?  
*Terra Lliure* (CNTC) (Paris) : 9  
*Tribuna socialista* (POUM) (Paris) : 3  
*U.G.T.* (Toulouse) : 12  
*Vanguardia socialista* (IS) (Paris) : 2 ?

1977

*Acción comunista* (sl) : 1  
*A.P.E.P. Agence de presse..* (FRAP) (Paris) : 18 ?  
*Bulletin d'information de l'Amicale des anciens guérilleros espagnols en France, FFI*  
 (Toulouse) : 1

*Butlletí del Casal català de Tolosa...* (Toulouse) : 6 ?  
*Caliu* (Casal català) (Paris) : 4  
*Céni* (CNT) (Toulouse) : 3  
*Combat syndicaliste* (CNT) (Paris) : 46  
*Cuadernos de Ruedo Ibérico* (Barcelone) : 6  
*Diari oficial de la Generalitat de Catalunya* : 3  
*Espoir* (CNT) (Toulouse) : 46  
*Frente libertario* (FIJL) (Paris) : 3  
*Informaciones poumistas* (POUM) (Paris) : 4  
*Mai no morirem* (Casal català) (Angoulême) : 4 ?  
*Oficina premsa Euzkadi* (gouvernement basque) (Paris) : 53 ?  
*Política* (IR) (Paris) : 4 ?  
*Terra Lliure* (CNTC) (Paris) : 10  
*Tribuna socialista* (POUM) (Paris) : 1  
*U.G.T.* (Toulouse) : 17

1978

*A.P.E.P. Agence de presse..* (FRAP) (Paris) : 11 ?  
*Bulletin d'information de l'Amicale des anciens guérilleros espagnols en France, FFI*  
 (Toulouse) : 4  
*Butlletí del Casal català de Tolosa...* : 6 ?  
*Caliu* (Casal català) (Paris) : 5  
*Céni* (CNT) (Toulouse) : 3  
*Combat syndicaliste* (CNT) (Paris) : 46  
*Cuadernos de Ruedo Ibérico* (Barcelone) : 2  
*Espoir* (CNT) (Toulouse) : 46  
*Mai no morirem* (Casal català) (Angoulême) : 4  
*Política* (IR) (Paris) : 4 ?  
*Terra Lliure* (CNTC) (Paris) : 9  
*U.G.T.* (Toulouse) : 9 ?

1979

*A.P.E.P. Agence de presse..* (FRAP) (Paris) : 11 ?  
*Bulletin d'information de l'Amicale des anciens guérilleros espagnols en France, FFI*  
 (Toulouse) : 4  
*Butlletí del Casal català de Tolosa...* (Toulouse) : 6 ?  
*Caliu* (Casal català) (Paris) : 5  
*Céni* (CNT) (Toulouse) : 2  
*Combat syndicaliste* (CNT) (Paris) : 47  
*Cuadernos de Ruedo Ibérico* (Barcelone) : 4  
*Espoir* (CNT) (Toulouse) : 43  
*Mai no morirem* (Casal català) (Angoulême) : 4  
*Política* (IR) (Paris) : 4 ?  
*Terra Lliure* (CNTC) (Paris) : 6  
*U.G.T.* (Toulouse) : 6 ?

1980

*Bulletin d'information de l'Amicale des anciens guérilleros espagnols en France, FFI* (Toulouse) : 3  
*Butlletí del Casal català de Tolosa...* (Toulouse) : 6 ?  
*Callu* (Casal català) (Paris) : 5  
*Céni* (CNT) (Toulouse) : 2  
*Combat syndicaliste* (CNT) (Paris) : 47  
*Espoir* (CNT) (Toulouse) : 46  
*Mai no morirem* (Casal català) (Angoulême) : 3  
*Política* (IR) (Paris) : 4 ?  
*Terra Lliure* (CNTC) (Paris) : 7

1981

*Bulletin d'information de l'Amicale des anciens guérilleros espagnols en France, FFI* (Toulouse) : 4  
*Butlletí del Casal català de Tolosa...* (Toulouse) : 6 ?  
*Callu* (Casal català) (Paris) : 5 ?  
*Céni* (CNT) (Toulouse) : 2 ?  
*Combat syndicaliste* (CNT) (Paris) : 47  
*Espoir* (CNT) (Toulouse) : 46  
*Mai no morirem* (Casal català) (Angoulême) : 3  
*Política* (IR) (Paris) : 4 ?  
*Terra Lliure* (CNTC) (Paris) : 7

1982

*Bulletin d'information de l'Amicale des anciens guérilleros espagnols en France, FFI* (Toulouse) : 2  
*Butlletí del Casal català de Tolosa...* (Toulouse) : 6 ?  
*Callu* (Casal català) (Paris) : 5 ?  
*Céni* (CNT) (Toulouse) : 2 ?  
*Combat syndicaliste* (CNT) (Paris) : 47  
*Espoir* (CNT) (Toulouse) : 46  
*Mai no morirem* (Casal català) (Angoulême) : 3 ?  
*Política* (IR) (Paris) : 4 ?  
*Terra Lliure* (CNTC) (Paris) : 7  
*Voz (La) de los Olvidados* (AACVGRE) (Perpignan) : 3 ?

1983

*Butlletí del Casal català de Tolosa...* (Toulouse) .....  
*Callu* (Casal català) (Paris) .....  
*Céni* (CNT) (Toulouse) .....  
*CéniT* (CNT) (Paris).....  
*Mai no morirem* (Casal català) (Angoulême) .....  
*Terra Lliure* (CNTC) (Paris) .....  
*Voz (La) de los Olvidados* (AACVGRE) (Perpignan) .....

A partir de 1987 :  
*Monument du souvenir de Prayols* (CADAGEF) (Toulouse) .....

## NOTICES BIOGRAPHIQUES

L'index des noms cités dans la presse de l'exil espagnol, pour nécessairement incomplet qu'il soit car seules les signatures régulières ont été relevées, est considérable. Face à une telle quantité de noms, les notices suivantes se veulent donc une simple ébauche d'un fichier prosopographique de l'émigration politique espagnole en France ; elles mettent l'accent d'une part sur la première génération, celle qui a un passé en Espagne, et d'autre part, sur les personnalités qui ont eu une activité éditoriale importante en France.

Ces notices viennent en complément des indications biographiques données en note dans *La presse de l'exil : corpus. Notices par titres* (second volume) ; elles ont pour objectif de situer l'itinéraire politique et personnel en France de quelques-uns des principaux animateurs de journaux espagnols de l'exil : directeurs, gérants, rédacteurs en chef et collaborateurs réguliers. Elles s'étendent à quelques autres responsables politiques et syndicaux de l'émigration espagnole en France dont les signatures apparaissent dans cette presse, mais sans prétendre en dresser un inventaire quelque peu exhaustif. Ces notices, nécessairement succinctes et synthétiques sont bien imparfaites à rendre la richesse de vies remplies et complexes : elles n'ont que pour but, modestement, de souligner la diversité des personnalités de l'exil républicain en France.

Structure de la notice :

- \* noms, prénom ; dates lorsque cela est possible ; participation à une ou plusieurs publications de l'exil
- \* activité professionnelle et responsabilités en Espagne au moment de l'arrivée en France
- \* activité professionnelle et responsabilités en France
- \* sources des informations

**AGUILAR (Mario)** (? - Montpellier, 1952), directeur de *Sagitario*, collaborateur d'*El Socialista español*, *La Novela española*, *L'Espagne républicaine*, *El Poble català*, *España combatiente*, *Heraldo de España*, *Política*, *Per Catalunya*, du *Boletín de información del gobierno de la República española* ...

Journaliste, directeur du quotidien populaire de Barcelone *El Dia gráfico*. Démocrate de gauche, indépendant sur le plan politique, il est considéré comme l'une des meilleures plumes de l'émigration ; lecteur d'espagnol à Faculté des Lettres de Montpellier et président de l'Agrupación profesional de periodistas en el exilio [*El Socialista español*, janvier-février 1953, et AN, P7 15589].

**AGUIRRE Y LECUBE (José Antonio)** (Guecho, Biscaye, 1903 - Saint Jean de Luz, 1960), collaborateur d'*Alderdi*...

Licencié en droit. Président du gouvernement basque de 1936 à 1960 ; réfugié en France, il est surpris à la frontière belge en 1940 par l'avance des troupes allemandes ; caché en France occupée, il gagne Berlin même grâce à l'aide de diplomates latino-américains, puis, en 1941, la Suède et l'Amérique du Sud. Après avoir vécu quelque temps à New York, il regagne Paris en 1946 où il assume jusqu'à sa mort la présidence du gouvernement basque en exil. Membre du Comité exécutif des Nouvelles Equipes internationales. Auteur notamment de *De Guernica a Nueva York pasando por Berlín*, New York, Macmillan, 1944, 361 p. et de *Escape via Berlín* (1944).

**ALAIZ (Felipe)** (Belver de Cinca, Huesca, 1887 - Paris, 1959), collaborateur d'*Arte y cultura*, *Boletín interior de la FIJL en el exilio*, *Cénit*, *Inquietudes*, *Solidaridad obrera*, *Suplemento literario de Solidaridad obrera*, *Per Catalunya...*

Journaliste. Collaborateur d'*El Sol*, *Heraldo de Aragón*, *La Revista Blanca* et ancien directeur de *Solidaridad obrera* et de *Tierra y libertad* en Espagne. Exilé en France, il passe par les camps d'internement et s'installe à Paris après avoir vécu dans différentes localités du Midi. Auteur de nouvelles et de nombreuses oeuvres de divulgation anarchiste, comme *Hacia una Federación de autonomías ibéricas*, Bordeaux, ediciones Tierra y libertad, 1945-1948, 20 fascicules.

**ALBAR CATALAN (Manuel)** (Saragosse, 1900 - Mexico, 1955), directeur d'*El Socialista* de 1950 à 1952, collaborateur de *El Socialista* (Alger), *Cuadernos socialistas...*

Typographe, membre de la Commission exécutive du PSOE, directeur d'*El Socialista* à Madrid et Barcelone à la fin de la guerre civile. Il émigre pour le Mexique sur l'*Ipanema* le 13 juin 1939 et il revient en France de 1950 à 1952. Voir "Quelques portraits".

**ALVAREZ DEL VAYO (Julio)** (1891 - Genève, 1975), directeur d'*Avance*, collaborateur d'*España combatiente*, *El Socialista* (PSOE de France), *El Socialista español*, *Vanguardia socialista ...*

Fils d'un général, neveu d'un cardinal, il étudie à Londres (avec Sidney et Beatrice Webb, s'intéresse au marxisme), correspond avec Pablo Iglesias, milite au PSOE. Journaliste à *El Sol* de Madrid, il fréquente en Suisse les exilés russes antitsaristes -dont Lénine ; en 1913, à Berlin, il fréquente Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, et suit les conférences internationales postérieures à la Première Guerre mondiale. Correspondant de *La Nación* de Buenos-Aires en 1920 à Berlin puis à Madrid: il fait un reportage en URSS en 1922, correspond avec Gorki. En 1931, il est nommé ambassadeur à Mexico ; il est ministre d'Etat de Francisco Largo Caballero puis de Negrín et est nommé Commissaire général des armées pendant la guerre civile. Dans l'exil, il poursuit un travail de regroupement des forces antifranquistes et est journaliste accrédité auprès de l'ONU. Socialiste de gauche, président du comité directeur d'*España combatiente*, fondateur et animateur de l'Union socialiste espagnole, promoteur du Front espagnol de libération nationale, président du Comité pro-FRAP. Auteur de nombreux ouvrages, dont *The Last Optimist*, Londres, Putnam, 1950, 406 p. [*Atalaya*, n° 2, juillet 1971, *Vanguardia socialista*, n° 201, mai 1976].

**ALVAREZ RESANO (Julia)** (? - Mexico, 1948, directeur d'*El Socialista* (organo del PSOE en Francia)...

Enseignante, élue député du PSOE en 1936 pour la province de Madrid, gouverneur civil de Ciudad Real en 1938 ; réfugiée en France en 1939, elle participe à l'UNE. Elle est responsable de la propagande clandestine des socialistes de l'UNE et connaît persécutions et emprisonnements pendant l'occupation allemande. Membre de l'Union socialiste espagnole, elle se rend à Mexico en 1947 où vivent sa mère et un frère et y continue son activité éditoriale [*España combatiente*, mai 1948, *El Socialista español*, n° 33 du 9 juin 1948].

**ARAQUISTAIN QUEVEDO (Luis)** (Barcona de Pie de Concha, Santander, 1886 - Genève, 1959), collaborateur d'*El Socialista* (Alger), *El Socialista* (Toulouse), *Adelante* ; membre du comité de rédaction d'*Acción*, directeur de *Cuadernos* en 1959...

Journaliste et écrivain socialiste, membre dès 1915 du Comité national du PSOE, directeur de *España* (1916), *Leviatán* (1934), collaborateur de divers journaux (*El Liberal*, *El Sol*, *La Nación* de Buenos-Aires). Député socialiste aux Cortes à partir de 1931, ambassadeur à Berlin pendant la Seconde République et à Paris au commencement de la guerre civile. Il s'exile en Grande-Bretagne puis en Suisse. Auteur de nombreux ouvrages (dont *Polémica de la guerra 1914-1915*, Madrid, Buenos-Aire, Renacimiento, 1915, 317 p., *Entre la guerra y la revolución : España en 1917*, Madrid, 1917, 194 p., *El peligro yanqui*, Madrid, Publicaciones España, 1921, 204 p., *El pensamiento español contemporáneo*, Buenos-Aires, editorial Losada, 1968, 199 p.). [Estudio preliminar de Javier Tusell, in Luis ARAQUISTAIN, *Sobre la guerra civil y la emigración*, Madrid, Espasa-Calpe, 1983, 356 p.].

**ARTIGAS ARPON (Benito)**(Soria, 1881 - Mexico, 1957), directeur d'*España. Boletín de información de Izquierda y Unión republicana ...*

Ancien journaliste (à *Tierra de Soria*, *La Voz*, *El Sol* et *A.B.C.* de Madrid) et député d'Unión republicana. Exilé en France puis au Mexique. Auteur notamment de *De la tragedia de España : crónica general de la guerra civil*, oeuvre posthume (1978).

**BARANDIARAN AYERBE (José Miguel)** (né en 1889 à Ataún, Guipúzcoa) ; rédacteur en chef et directeur-gérant de *Gornika. Euzko Jakintza*, *Euzko Jakintza* et d'*Ikuska...*

Anthropologue, spécialiste également d'archéologie et d'ethnologie, l'abbé Barandiaran s'est fixé à Sare (Basses-Pyrénées) au début de la guerre civile ; membre du Conseil permanent du Congrès international des sciences anthropologiques et délégué de la Société préhistorique française dans le département des Basses-Pyrénées. Rentré en Espagne en 1953 pour enseigner à l'Université de Salamanque, pendant la tentative de libéralisation menée par le ministre de l'Education, Joaquín Ruiz Giménez, il retourne ensuite à Sare. Auteur de nombreuses études, dont *Cuestionario para un estudio etnográfico del pueblo vasco*, Sare, 1949, et *Aspectos socio-ológicos de la población del Pirineo Vasco*, Bayonne, 1953-1957 [Fermín del PINO, "Antropólogos en el exilio", in *El exilio español de 1939*, op. cit., tome VI -Cataluña, Euzkadi, Galicia-, pp. 70-78, *Euzko-Jakintza* et AMI, MI 34363 liasse 2].

**BARGA (Corpus)** (1887 ? - Lima, 1975) ; membre du Comité de rédaction du *Boletín de la Unión de intelectuales españoles*, membre du Comité directeur d'*Independencia*, collaborateur d'*Unión*, *France-Espagne*, *El Patriota del Sud-Oeste*, *M.U.R.*, *Reconquista de España (zona Norte)*...

De son vrai nom Andrés García de la Barga y Gómez de la Serna. Journaliste, correspondant à Paris d'*El Sol* pendant de nombreuses années avant 1931, collaborateur de *La Revista de Occidente* et romancier. Il traverse la frontière française en février 1939 avec le poète Antonio Machado ; en 1957, il émigre au Pérou pour diriger l'école de journalisme de l'Université San Marcos de Lima et il y poursuit son oeuvre littéraire. Membre du bureau du Comité d'aide aux républicains espagnols (CARE). Auteur notamment de *Los pasos contados*, 1963. [Francisco ZUERAS TORRENS, *La gran aportación cultural del exilio español, 1939*, Córdoba, Diputación provincial, 1990, 200 p., pp. 37-38].



**BARRERA (Martí)**, administrateur de *La Humanitat* en 1945...  
Député au Parlement catalan et aux Cortes, ancien ministre du Travail de Catalogne [AN, INF 937].

**BARRIO NAVARRO (José del)** (né en 1907), directeur d'*Acción socialista* à partir de 1951, rédacteur en chef de *Nueva República* en 1955...

Militant communiste, membre du Comité central du PSUC, lieutenant colonel commandant du XVIII<sup>e</sup> Corps d'armée. Il entre en France le 17 février 1939 avec une partie de la 27<sup>e</sup> Division en formation militaire, désarmée au passage de la frontière. Il émigre en URSS jusqu'en janvier 1940 puis se rend au Chili et au Mexique, d'où il démissionne du PSUC fin 1943. Revient en France en 1946 : à Orléans (où il est ajusteur aux usines Thermor), puis à Paris en mai 1950. Partisan de Tito, il se rend en Yougoslavie du 9 septembre au 8 octobre 1950 et il devient trésorier de l'Association "Amitié Hispano - Yougoslave". Il participe à la fondation des Cercles d'*Acción socialista* et en devient président ; le mouvement qui groupe nombre d'exclus et de démissionnaires du PCE et du PSUC est dissout par arrêté ministériel du 9 juin 1952 [Antonio SORIANO, *Exodos...*, *op. cit.*, pp. 113-118, et AN, INF 937, dossier de 1956].

**BERRUEZO SILVENTE (José)** (né à Murcie en 1895) ; collaborateur d'*Asturias*, *Exilio*, *Hoy*, *Despertar*, *Mi Tierra...*

Collaborateur de la presse anarchiste en Espagne (corresp. nat de *Solidaridad obrera* à Barcelone de 1934 à 1936 sous le pseudonyme de Clarín. En exil, il est enrôlé dans le GTE qui travaille à la construction du barrage de l'Algie ; c'est autour de lui notamment que se constitue pendant l'occupation de la France l'une des plus importantes Commission de relations de la CNT. Cette Commission publie la première circulaire de réorganisation du MLE en novembre 1941 et organise, en septembre 1942, un plenum régional sur le site du barrage ainsi qu'un plenum national à Mauriac, le 6 juin 1943 ; il fait partie du comité de relations du MLE élu à Mauriac. Le groupe anarchiste du barrage travaille avec la Résistance française. Il milite ensuite au sein de la CNT "politique". Auteur d'une *Contribución a la historia de la CNT de España en el exilio*, Mexico, 1967, 304 p. [José BERRUEZO, *op. cit.* et *Les anarchistes espagnols dans la tourmente...*, *op. cit.*, p. 167].

**BONET CUITO (Pere)** (1901 - 1983 ?) ; directeur de *La Batalla* en 1945, administrateur de *Democracia socialista* ...

Typographe. Militant de la CNT pendant de nombreuses années, un des fondateurs du PCE et du BOU - Bloc obrer i camperol, il est l'un des responsables de la Federació obrera de unitat sindical de Catalunya en 1935-1936. Dirigeant du POUM, il est arrêté à Barcelone lors de la répression dirigée contre le POUM après les journées de mai 1937 ; il est transféré dans une prison de Cadaques deux jours avant l'entrée des troupes franquistes à Barcelone. Il se libère avec les autres dirigeants du POUM et passe la frontière. En 1941, il est condamné à cinq ans de travaux forcés par contumace par la Section spéciale du Tribunal militaire de la 17<sup>e</sup> Division militaire à Montauban comme la plupart des leaders du POUM ; arrêté en février 1942, condamné à six mois de prison pour détention d'une fausse carte d'identité, il obtient pendant sa détention la révision de sa condamnation par contumace et est acquitté. Interné dans les camps du Récébédou, de Noé et du Vernet. Il arrive à Bordeaux en 1943 où il travaille comme mécanicien. En 1954, il est compositeur typographe à l'imprimerie SPI à Paris [*Tribuna socialista* et AN, INF 937].

**BORRAS (José)** (né en 1916 à Monerío, Saragosse) directeur de *Ruta et Nueva Senda*, collaborateur d'*Espoir*...

Agriculteur en Espagne, militant de la CNT à partir de 1936, secrétaire d'un comité de collectivité agricole, il intègre la colonne Durruti. Interné au Vernet d'Ariège puis au camp de Septfonds ; il travaille dans l'agriculture dans le Loir-et-Cher puis dans l'Ariège. Il participe au réseau d'évasions animé par Francisco Ponzán Vidal. Il travaille après la guerre comme charbonnier, bûcheron, ouvrier du bâtiment puis peintre en bâtiment ; il occupe divers postes de responsabilité à la CNT, dont le secrétariat général de la FIJL. Auteur notamment de *Políticos de los exilados españoles, 1944-1950*, Paris, Ruedo ibérico, 1976, 326 p. [Frédérique LEBON, *Les mémoires de l'exil espagnol, 1939-1958. L'itinéraire d'Antonio Soriano*, Université de Toulouse-Le Mirail, mémoire de maîtrise, octobre 1992, pp. 73-80].

**BUENACASA (Manuel)** (Caspé, 1886 - Pourg-les-Valence, 1964), gérant et directeur politique de *Uno*, collaborateur d'*España libre*, *Exilio*, *Hoy*, *Le Combat syndicaliste*...

Ebéniste, obligé à s'expatrier à diverses reprises en France entre 1911 et 1918 ; en 1916, il rencontre Lénine et Zinoviev à Lausanne. Secrétaire du Comité national de la CNT en 1918, il dirige le journal *Cultura y acción* en Aragon et *El Productor* à Blancas (Géronne). Pendant la dictature de Primo de Rivera, nouveaux exils en France d'où il est expulsé en 1930. Après avoir combattu sur le front d'Aragon pendant la guerre civile, il se réfugie en France en 1939 ; interné, il est, en 1941, assigné à résidence dans le Rhône. En 1943, il s'installe à Bourg-les-Valence ; il aide la Résistance française et œuvre à la restructuration de la CNT clandestine en France. Auteur d'une histoire du mouvement ouvrier espagnol, *El Movimiento obrero español, 1886 - 1926. Historia y crítica*, Prólogo de Max Nettlau, Barcelone, ediciones Costa, 1928. Milita au sein de la CNT "politique" et anime *Uno*, dont il dirige la rédaction et assure la réalisation [*Solidaridad* et Manuel BUENACASA, *El movimiento obrero español, 1886-1926. Historia y crítica. Figuras ejemplares que conoix*, Paris, Familia y Amigos del Autor, imprimerie des Gondoles, 1966, 320 p.].

**CAPDEVILA (Lluís)**, (Barcelone, 1893 - Barcelone, 1980), rédacteur en chef de *Heraldo de España*, collaborateur de *Catalunya* (Haute-Garonne), *L'Espagne républicaine*, *Mal no morirem*, *La Novela española*, *Per Catalunya*, *El Poble català*, *Sagüario*, *Solidaridad obrera. Suplemento literario*, *Umbral*, *Union*, *Vida nova* ...

Ecrivain catalan, auteur très populaire de pièces de théâtre, traducteur en catalan d'œuvres littéraires françaises et russes. Journaliste, il est, de 1932 à 1934, directeur de *La Humanitat* créée par Lluís Companys ; pendant la guerre civile, il est responsable de la presse des Colonnes Macià-Companys sur le front d'Aragon. Exilé en France en février 1939, il prend part à la résistance contre l'occupant allemand. Il développe une grande activité culturelle au sein de l'exil et, de 1949 à 1968, il enseigne la philologie et la littérature espagnoles à l'Université de Poitiers. Auteur, entre autres œuvres, de *Cançó d'amor i de guerra* (1926), *Les flors de la guillosina*, *Beethoven* (Paris, Éditions universelles, 1945, avec un prologue de Jean Cassou) <sup>1</sup>, *Historia de la meua vida i dels meus fantasmes. Memòries d'un escriptor català* (deux tomes publiés sur les dix que contient l'œuvre, en 1968 et en 1975) (Emili VALLS PUIG, article inédit sur Lluís Capdevila aimablement communiqué par son auteur).

1. L'édition espagnole, publiée à Barcelone en 1964 aux éditions Delos-Aymà, comporte un prologue de Pablo Casals.

**CARREÑO (Francisco)** (? - Toulouse, 1947), premier administrateur de C.N.T..

Il commence à militer dans des groupes anarchistes en Argentine et se réfugie en Uruguay, d'où il est expulsé ; revenu en Espagne, il est instituteur dans une école rationaliste, membre du groupe "Faros" de Barcelone. Pendant la guerre d'Espagne, il est membre du Comité de guerre de la Colonne Durruti. En exil, il est secrétaire du deuxième Comité national du ML-CNT [C.N.T., n° 100, 1er mars 1947].

**CATALA (Neús)** (née à Els Guilams - Tarragone, en 1915), collaboratrice de *Companya, Mujeres antifascistas españolas, Mujer patriota...* Pseudonyme : Nuria Castellví.

Fille de paysans, agricultrice jusqu'à la guerre civile ; militante de la JSUC et du PSUC, elle fait des études d'infirmière à Barcelone et travaille dans les services de l'Assistance publique de la ville. Elle s'exile en France et accompagne une colonie d'enfants espagnols en Dordogne. Elle participe, pendant l'Occupation, à l'organisation du maquis dans ce département et en Corrèze ; arrêtée par les Allemands le 11 novembre 1943, ainsi que son premier mari, Albert Roger, qui mourra en déportation. Emprisonnée à Limoges, transférée à Compiègne, elle est déportée à Ravensbrück début 1944 ; libérée le 5 mai 1945, elle rentre en France et milite notamment au sein des mouvements de femmes espagnoles (UDC et UME). [Neús CATALA, *De la Resistència y de la deportación. 50 testimonios de mujeres españolas...* op. cit., et entretien du 9 octobre 1991].

**CELMA (Miguel)** (né en 1920 à Calanda, Aragon), administrateur de *Despertar, d'Espoir* à partir de 1965, directeur d'*El Zumbón*, collaborateur de *Cénit* à partir de 1958, co-responsable de la direction de *Cénit* de 1964 à 1982, directeur de *CeNit* à partir de 1983...

Militant de la CNT, secrétaire de la collectivité de Calanda. Exilé en France, il exerce de nombreux métiers (menuisier, charpentier...). Réquisitionné en avril 1943 pour travailler aux Ciments Laffarge à Sète, il s'évade peu après et gagne le maquis français de la Lozère. Il exerce de nombreuses responsabilités au sein du mouvement libertaire (secrétaire général de la FIIL, représentant de la FAI au Congrès international anarchiste de Londres en 1959...) et dans la presse de celui-ci. Auteur de diverses études (*El federalismo y sus aleas*, signé M. Linos, ou *Variaciones sobre la anarquía*) et, sous le pseudonyme de B. Torres Mazas, des *Anales del exilio libertario (Los hombres, las ideas, los hechos)*, Toulouse, éditions de la CNT, tome 1, 1985, 264 p. [Entretien du 28 août 1992 et correspondance].

**CLAVE (Antoni)** (né à Barcelone en 1913), collaborateur de *El arte català, Per Catalunya, Presència catalana...*

Peintre et dessinateur, il commence son activité artistique en 1931 comme dessinateur d'hebdomadaires pour enfants puis il est chargé de décorer chaque semaine les façades des cinémas barcelonais. Enrôlé dans l'armée républicaine, il se bat sur le front d'Aragon, puis à partir de 1938 il réalise des affiches en relation avec la guerre et les activités culturelles de l'arrière. Exilé en France, interné au camp de Saint Cyprien puis libéré, il expose à Perpignan puis à Paris où il reste pendant l'Occupation ; il y rencontre Picasso en 1942 et il devient avec lui l'artiste catalan le plus notable de l'École de Paris. A la Libération, il expose à Paris, travaille pour des décors de ballets et connaît vite une renommée internationale, poursuivant son travail de décorateur et d'illustrateur.

Il se consacre exclusivement à la peinture à partir de 1954 ; bien que résidant en France, il est l'unique artiste présenté par l'Espagne à la Biennale de Venise en 1984 [Francisco ZUERAS, *La gran aportación cultural del exilio español*, op. cit., pp. 151-152].

**COLL (Josep)** (Lérida, 1907 - 1991), *gérant de Endavant...*

Responsable du POUM, il est arrêté à Montauban sous le régime de Vichy, condamné par le Tribunal militaire de la 17<sup>e</sup> région en novembre 1941 et incarcéré à Montauban, à la Centrale d'Eysses, à la prison militaire de Moissac et au camp du Vernet d'Ariège. Déporté à Guernesey, il est libéré par les troupes alliées après le débarquement en Normandie. Il quitte le POUM pour entrer au Mouvement socialiste de Catalogne. Il travaille comme maçon en France [AN, F 41, 1255 et INF 936].

**COMORERA (Joan)** (Cervera, Lérida, 1895 - Burgos, 1958), *collaborateur de Lluita ...*

Instituteur, secrétaire général du PSUC en 1936 et conseiller de la Généralité de Catalogne. Il émigre en URSS via la France en 1939, et au Mexique en 1940. Il revient en France après la guerre mondiale ; secrétaire du PSUC, il participe au gouvernement en exil de la Généralité et est délégué au Kominform. Il est expulsé du PSUC le 8 novembre 1949 mais maintient un PSUC dissident. Entré clandestinement en Espagne en 1951, il est arrêté en 1954 et jugé en 1957 ; détenu à la prison de Burgos, il y meurt peu après [Vicente LLORENS, "La emigración republicana de 1939", in *El exilio español de 1939*, vol. 1, p. 109 et AML, MI 34363 liasse 2].

**CORTINES JAUMOT (Andreu)** (né en 1909), *directeur du Diari oficial de la Generalitat de Catalunya, de Documents, de Generalitat de Catalunya, de Vinçle de 1952 à 1955 ...*

Ancien ouvrier spécialisé à Barcelone, militant du POUM, il arrive en France en février 1939 ; il est ouvrier professionnel chez Renault à Boulogne-Billancourt à partir de 1946. Pendant l'occupation, sous le nom de Manuel, il est membre du réseau Vic qui avait notamment pour mission de faire passer la frontière espagnole à des résistants ou des alliés. Directeur des publications de la Généralité de Catalogne [INF 937 et 936, dossier de 1952 et Andreu CORTINES, "El Grup Marín", in Josep COLL, Josep PANE, Josep Rovira, *Una vida al servei de Catalunya i del socialisme*, Barcelone, Ariel, 1978, pp. 223-243].

**FABRA (Pompeu)** (Barcelone, 1868 - Prades, 1949) ; *président du Conseil de direction de la Revista de Catalunya, collaborateur de La Humanitat ...*

Ingénieur chimiste de formation, il se passionne pour les questions linguistiques. En 1933, il est président de l'Université autonome de Barcelone et président du Conseil de culture de la Généralité. Réfugié en France, il est conseiller auprès du gouvernement catalan en exil de septembre 1945 au 22 janvier 1948. Voir "Quelques portraits".

**FERNANDEZ (Alberto)** (Mieres, Oviedo, 1914 - Paris, 1993), *redacteur en chef d'Avance, collaborateur de Vanguardia socialista et Vanguardia socialista revolucionaria...*

Militant du PSOE et des JSE, il participe à la révolution d'octobre 1934 dans les Asturies. Officier de l'armée républicaine, il s'exile en France en 1939, il participe

activement à la Résistance pendant l'Occupation. Membre de l'Union socialiste espagnole, collaborateur de Julio Alvarez del Vayo, militant du Front espagnol de libération nationale, il est correspondant de nombreux journaux. Auteur notamment de *La España de los maquis*, Mexico, ediciones Era, 1971, 152 p., de *La emigración republicana española, 1939-1945*, Algorta, Zero, Madrid, Zyx, 1972, 97 p. et de *Españoles en la Resistencia*, Madrid, Zyx, 1973, 269 p. [Entretien du 31 mars 1992].

**FERNANDEZ ESCOBES (Antonio)** (? - Mexico, 1948), directeur du *Boletín de información del gobierno republicano español*, de *La Novela española*, collaborateur de *Heraldo de España*...

Journaliste et écrivain catalan ; réfugié en Franco, il passe par les camps d'internement, les CTE, participe à la Résistance. Il fonde la *Novela española* pour diffuser à l'étranger le patrimoine littéraire espagnol classique et moderne [*Política*, n° 63, année V, 22 janv 1949].

**FONTSERE (Carles)** (né à Barcelone en 1916), collaborateur d'*El Poble català*, *Per Catalunya*...

Dessinateur, peintre, graveur, décorateur et également photographe ; il commence à dessiner professionnellement à quinze ans et, à vingt ans, quand éclate la guerre civile, il est affichiste. Il est l'un des membres les plus actifs du Syndicat des graphistes catalans, organisé en avril 1936, rattaché à l'UGT et à qui a incombé la production de la majeure partie des affiches catalanes de la guerre civile, ainsi que des dessins de presse, pancartes, cartes postales, journaux muraux, illustration de pamphlets, brochures ou revues et décoration de bibliothèques, foyers et trains militaires. Exilé en France, il s'évade du camp de Saint Cyprien et vit à Paris pendant la guerre mondiale. Il s'installe à New York après la guerre où il dessine et peint, travaillant comme chauffeur de taxi ; il fait des reportages photographiques, exposés en de nombreux endroits. Il retourne en Catalogne en 1973. Editeur et illustrateur d'un ouvrage de bibliophilie *A Barcelona, Odes*, Paris, 1944, 54 p. ; co-auteur avec Josep Miravilles et Josep Termes de *Carietes de la República y de la guerra civil*, Barcelone, editorial La Gaya Ciencia, 1978, 381 p. et auteur de *Memories d'un cartellista del 36* (inédit, en cours de publication à Barcelone) [Entretiens des 18 et 25 juin 1992].

**GALARZA (Angel)** (Zamora, 1892 - Paris, 1966), collaborateur d'*España combatiente*, directeur de *Política*...

Ancien directeur général de la Sécurité, créateur du Corps des gardes d'assaut, ministre pendant la guerre civile. En exil, animateur du mouvement *España combatiente*.

**GARCIA LAMOLLA (Antonio)** (Barcelone, 1910 - Dreux, 1981), collaborateur de *Cénit* et de *Per Catalunya*...

Peintre et dessinateur au talent original, il a successivement ou simultanément semblé proche de plusieurs courants artistiques, surréalisme, réalisme et subjectivisme. Il se réfugie à Dreux en 1939 où il installe un atelier et organise des cours gratuits de peinture et de dessin pour les jeunes de la localité. Resté dans la région, il y poursuit son oeuvre artistique [Antonio TELLEZ, *Apuntes sobre Antonio García Lamolla y otros andares, con un recuerdo del mismo por José Petrats*, Vitoria, Asociación Isaac Puente, 1992, 48 p.]

**GARDO CANTERO (Antonio)** (né à Valence en 1909), collaborateur du *Boletín de los estudiantes (Argelès)*, *Profesionales de la enseñanza (Argelès)*, *El Socialista (PSOE de France)*, *El Socialista español*, *Anales del Ateneo ibero-americano de Paris*...

Enseignant, secrétaire général du Séminaire de pédagogie de l'Université de Valence en 1934-1935 ; il milite à la CNT dans sa jeunesse puis rejoint le PSOE en 1932. Délégué des Jeunesses socialistes, il entre à la Fédération espagnole des travailleurs de l'enseignement (FETE) à Valence ; il en devient secrétaire général en 1936. Volontaire pendant la guerre civile, il est lieutenant d'artillerie. Exilé en France, il est l'un des animateurs du travail culturel entrepris dans le camp d'Argelès ; il participe à la Résistance dans le Midi où il est responsable de l'UNE pour la Lozère, l'Ardèche, le Gard et l'Hérault et, à ce titre, membre de l'Etat-major FFI de Montpellier. Secrétaire général du PSOE de France, tendance Ramón González Peña et Ramón Lamóneda, puis dirigeant de l'Union socialiste espagnole, il participe à la création du FRAP et réintègre le PSOE à la base. Professeur d'espagnol dans plusieurs lycées français. Secrétaire général de l'Ateneo ibero-americano de Paris de sa fondation en 1957 jusqu'en 1993, il est co-fondateur de la Fondation internationale Antonio Machado de Collioure en 1977 [Entretiens divers, dont celui du 1<sup>er</sup> février 1991 et correspondance].

**GASSET ALZUGARAY (Ricardo)**, ( - ), directeur de *L'Espagne républicaine* et de *L'Espagne*.

Ancien sous-secrétaire d'Etat aux communications et aux transports. Voir "Quelques portraits".

**GOMEZ PELAEZ (Fernando)** (né en 1915) ; directeur de *Solidaridad obrera* de 1946 à 1954, fondateur et directeur du *Suplemento literario de Solidaridad obrera*, directeur de *Frente libertario*, collaborateur des *Cuadernos de Frente libertario*, membre du groupe éditorial d'*Atalaya (Tribuna confederal de libre discusión)*...

Ancien journaliste, collaborateur du quotidien socialiste de Santander *La Región* ; réfugié en France en 1939, il est manoeuvre à la gare des Batignolles, et, en 1951-1952, traducteur-correcteur à l'ONU, puis correcteur chez Larousse. Il se consacre pendant des années à la publication de deux des plus importants périodiques de la CNT, *Solidaridad obrera* et son *Suplemento literario* qu'il crée [AN, INF 936 et entretien du 3 janvier 1991].

**GONZALEZ PEÑA (Ramón)** (Las Regueras, Asturias, 1888 - Mexico, 1952), collaborateur de *Norte*...

Mineur, fils de mineur, il commence à travailler à la mine à dix ans et se syndique à onze. Il participe à la fondation du PSOE à Mieres puis Ablaña, et prend une part active à la grève générale de 1917. Il est secrétaire de la Fédération nationale des mineurs de l'UGT à partir de 1921. Condamné à mort en 1930, il est élu député aux Cortes en 1931, maire de Mieres et président de la Diputación de Oviedo. Il participe à l'insurrection des Asturies en octobre 1934, est condamné à mort ; sa peine commuée, il est incarcéré dans les prisons d'Oviedo, Cartagena, Chinchilla et Burgos. Libéré après le 16 février 1936, il est élu député, membre de la Commission exécutive du PSOE, président de l'UGT en 1938, puis il est ministre de la Justice en 1938-1939. Exilé à Paris

jusqu'au 12 juin 1940 puis au Mexique, il revient en France en 1946 et retourne au Mexique en 1950. Chef de file, avec Ramón Lamonedá, d'une fraction de l'UGT et du PSOE, vice-président d'España combatiente [*El Socialista español*, septembre 1952].

**GORKIN (Jullán)** (Valence, 1901 - Paris, 1987), rédacteur en chef et directeur de *Cuadernos* de 1953 à 1965, directeur de *Mañana*, collaborateur de *La Batalla*...

De son vrai nom Julián García Gómez. Il est l'un des dirigeants du PCE dans les années 1920, et il s'exile à la suite de son refus de participer à la guerre du Rif. Il rompt avec l'Internationale communiste en 1929 ; de retour en Espagne, il entre au POUM dont il devient le secrétaire international. Arrêté lors de la répression dirigée contre le POUM après les journées de mai 1937 à Barcelone, il est transféré dans une prison de Cadaqués deux jours avant l'entrée des troupes franquistes à Barcelone ; il se libère avec les autres dirigeants du POUM et passe la frontière. Réfugié au Mexique où il est victime de plusieurs attentats, il fonde une revue avec Victor Serge. Revenu en France en 1948, il participe à la fondation du Mouvement européen. De 1953 à 1966, il est secrétaire espagnol du Congrès pour la liberté de la culture ; vice-président du Centre de documentation et d'études de 1960 à 1964 (voir le *Boletín informativo*). Auteur notamment de *Caníbales políticos. Hitler y Stalin en España*, Mexico, ediciones Quetzal, 1941, 353 p., *España ante el socialismo o ante la muerte*, Mexico, ediciones Mundo, 1946, 120 p., *España, primer ensayo de democracia popular*, Buenos-Aires, Asociación argentina por la libertad de la cultura, 1963, 125 p., *L'assassinat de Trotsky*, Paris, Julliard, 1970, 319 p. [*Le Monde*, 28 août 1987, p. 6, Victor ALBA, *Histoire du POUM*, Paris, éditions Champ libre, 1975, 388 p. et entretien du 20 février 1984].

**HERRERA LINARES (Emilio)** (Gronade, 1879 - Genève, 1967), collaborateur de *Armas y letras (Suplemento)*, *Anales del Ateneo ibero-americano de Paris* ...

Ingénieur aéronautique, général, mathématicien, il est directeur général de l'instruction aéronautique ; fondateur et directeur de l'École supérieure d'aéronautique, membre de l'Académie espagnole des sciences, vice-maréchal de l'armée de l'air de la République. Ministre des affaires militaires du gouvernement en exil de 1951 à 1960, il préside ce gouvernement de 1960 à 1962. Président fondateur de l'Ateneo ibero-americano de Paris en 1957 [*Anales del Ateneo ibero-americano de Paris*].

**HURTADO (Amadeu)** (Vilanova i la Geltru, 1875 - Barcelone, 1950), animateur des *Quaderns d'estudis polític, economics i socials*.

Avocat, défenseur de causes telles que celle de Pere Corominas dans le Procès de Montjuich en 1896, doyen de l'ordre des avocats en 1922 ; opposant à la dictature de Primo de Rivera, il rédige les normes du code civil catalan, préside l'Académie de jurisprudence et de législation de Catalogne. Membre de Solidaritat catalana, il est élu aux Cortes en 1907. Délégué de la République à la SDN. Il soutient financièrement et politiquement deux journaux madrilènes, *El Liberal* et *El Heraldo* partisans des Alliés pendant la Première Guerre mondiale. Propriétaire de *La Publicidad*, journal moderne et de qualité, il crée en 1929 *Mirador*, où collabore l'intelligentsia catalane et française. Ancien conseiller de la Généralité, il s'exile en France et assure le financement des frais d'édition des *Quaderns* à Perpignan. Auteur de *Quaranta anys d'advocat. Història del meu temps*, Mexico, Xaloc, 1956-1958, 2 vol. (293 p. et 310 p.) [Charles LESELBAUM, "Nature et fonction de la revue *Quaderns* dans l'antifranquisme de l'après-guerre" in *Typologie de la presse hispanique*, Actes du colloque Rennes 1984, *Presse et société* n° 20, p. 188 et Albert MANENT, *La literatura catalana a l'exili*, Barcelone, Curial, 1989, pp. 174-176].

**IBARRURI GOMEZ (Dolores)** (Gallarta, Biscaye, 1895 - Madrid, 1989),  
collaboratrice de *Mundo obrero*, *Mujeres antifascistas españolas*...

Membre du Comité central du PCE depuis 1930, de son Bureau politique en 1932, elle est membre suppléant du Comité exécutif de l'Internationale communiste en 1935 ; député des Asturies en 1936, elle se rend célèbre pendant la guerre civile comme *Pasionaria*. Elle succède à José Díaz au secrétariat général du PCE en 1942 jusqu'à ce qu'elle soit présidente du parti en 1960, lorsque Santiago Carrillo devient secrétaire général. Exilée la majeure partie du temps en URSS (pendant la guerre mondiale où elle fait partie du secrétariat de l'IC puis de 1948 à 1954) et en Roumanie (où elle anime Radio España independiente, Estación pyrenáica créée à Moscou et installée à Bucarest en 1955) ; elle vient en France à certaines occasions (VII<sup>e</sup> congrès du PCE en 1965, meeting en 1971...). Présidente de l'Unión de mujeres españolas, vice-présidente de la Fédération démocratique internationale des femmes. Retourne en Espagne en 1977 et est à nouveau élue député des Asturies. Auteur notamment de *El único camino*, Paris, Editions sociales, 1962, 458 p. et *Memorias de Pasionaria. 1939-1977 : me faltaba España*, 1984 [50 aniversario del exilio español, op. cit., p. 171 et María Carmen GARCIA NIETO, "Nota biográfica", in Dolores IBARRURI, *El único camino*, Madrid, Castalia, 1992, pp. 35-39].

**IGLESIAS (Ignacio)** (né en 1912), collaborateur à l'*Espagne républicaine*, directeur de *La Batalla* en 1946, secrétaire de rédaction et membre du comité de rédaction de *Cuadernos*, membre du comité de direction de *Censura contra las artes y el pensamiento*...

Journaliste, militant du POUM. Interné en 1939 au camp d'Argelès, il travaille ensuite comme métallurgiste à Dijon. Arrêté à Montauban en février 1941, condamné à 12 ans de travaux forcés en novembre 1941 par la Section spéciale du Tribunal militaire de la 17<sup>e</sup> Division militaire, il est emprisonné à Montauban puis à la Maison centrale d'Eysses avant d'être déporté en Allemagne ; il est libéré fin avril 1945. Auteur notamment de *Trotsky et la révolution espagnole*, Lausanne, éditions du Monde, 1974, 104 p. et de *La fase final de la guerra civil. De la caída de Barcelona al derrumbamiento de Madrid*, Barcelona, Planeta, 1977, 235 p. [AN, INF 937].

**IGNACIO (Vicente)** (né en 1899), directeur de *Hispanidad et Presencia* (*Aportación al mensaje hispánico*).

Professeur d'Espagnol en France.

**IRLA i BOSCH (Josep)** (San Feliú de Guixols, 1876 - Saint Raphaël, 1958), collaborateur de *La Humanitat*...

Député de l'Esquerra republicana de Catalunya. Commissaire de la Généralité de Catalogne à Gérone en 1931-1932, directeur général de l'industrie du gouvernement républicain, il occupe diverses fonctions à la Généralité, notamment la direction de l'Assistance sociale de Catalogne jusqu'en octobre 1934. Président du Parlement catalan à partir de 1938, il assure à ce titre la présidence par intérim de la Généralité après l'exécution de Lluís Companys en octobre 1940. En septembre 1945, il reconstruit le gouvernement de la Généralité et il en assume la présidence jusqu'en 1954.



**IRUJO Y OLLO (Manuel de)** (Estella, Navarre, 1892 - Pampelune, 1981),  
collaborateur d'*Alderdi, Ibéria, Euzko Deya...*

Député du Partido nacionalista vasco, ancien ministre de la Justice (1937-1938). Voir "Quelques portraits".

**JAUREGUI (Julio de)** (né en 1910) ; directeur d'*Alderdi* de 1947 à 1951...

Ancien député du PNV aux Cortes ; ancien secrétaire de la Délégation basque à Mexico. Correspondant de quotidiens latino-américains. Trésorier du groupe espagnol de l'Union interparlementaire (AN, INF 936 et *Boletín de información. Congreso de los Diputados. Grupo interparlamentario*).

**JIMENO VELILLA (Arsenio)**, directeur d'*El Socialista* en 1947, d'*España obrera* de 1949 à 1952 et d'*Acción* de 1952 à 1970, collaborateur d'*Acción socialista, Adelante, Boletín interior (Comité regional de estudios de Aragón), du Populaire girondin, d'El Socialista*, membre du comité de rédaction de *Cuadernos socialistas...*

Journaliste, directeur de *Vida nueva* à Saragosse, membre du comité national du PSOE depuis 1933, secrétaire des JSE d'Aragon en 1934. En exil, il est l'un des réorganiseurs du PSOE ; membre de la Commission exécutive de ce parti de 1944 à 1950 puis membre du Comité directeur représentant le groupe départemental de la Seine jusqu'à la fin de l'exil et membre de la Commission exécutive de l'UGT jusqu'en 1971. En 1972, il est élu à nouveau à la CE du PSOE (Carlos et José MARTINEZ COBO, *El Socialista...*, op.cit., p. 93).

**JUST JIMENO (Julio)** (Valence, 1892 - Port Vendres, 1976),  
collaborateur de *A.R.D.E., Informaciones parlamentarias, Política, República...*

Député de Valence en 1931 pour le Parti républicain radical et, en 1936, pour Izquierda republicana. Ministre des Travaux publics en 1936-1937. En exil, participe à la plupart des gouvernements républicains : de 1947 à 1949 et de 1951 à 1976. Voir "Quelques portraits".

**LEIZAOLA (Jesús María)** (Saint Sébastien, 1896 - Saint Sébastien, 1989),  
directeur et rédacteur de *Gudari*, collaborateur d'*O.P.E. (Oficina prensa Euzkadi), Euzko Deya, Alderdi...*

Fonctionnaire, militant du PNV, député aux Cortes en 1931 pour le Guipúzcoa, il est en 1936 conseiller de justice et de culture dans le gouvernement basque et il fonde l'Université basque. Pendant la guerre mondiale, en exil en France, il est en contact avec la Résistance française et les services de renseignements alliés ; il est l'organisateur de la brigade basque *Gernika* qui opère près de l'estuaire de la Garonne à la fin de la guerre. Il succède en 1960 à José Antonio de Aguirre à la présidence du gouvernement basque en exil. Il retourne en Euzkadi en 1979 et est élu député du Parlement basque en 1980 et en 1984. Auteur notamment de *La frontera vasca contra moros*, Bilbao, 1937, *Contribución de los vascos a la formación y a la ciencia del derecho*, Bilbao, 1937, et des *Estudios sobre la poesía vasca*, Buenos-Aires, Ekin, 1951 [*Leizaola, el hombre del destino*, Arrigorriaga, Gráficas Hispania, 1978, 32 p.].

**LIARTE VIU (Ramón)** (né en 1918 à Almudovar, Huesca), directeur d'*España libre* à partir de 1948, collaborateur d'*Allanza (ASE)*, *Juventud libre*, responsable de la rédaction de *Cénit* de 1964 à 1969 ...

Secrétaire de la FIJL en Catalogne pendant la guerre civile, directeur de leur organe *Esfuerzo* et responsable de la publication de la Colonne Durruti *El Frente*. Interné au camp du Vernet en 1939, déporté en Afrique du Nord en juillet 1942 au camp de Djelfa. Rentré en Espagne pour une mission pour la Résistance française, il fait plusieurs années de prison en Espagne ; il se réfugie à nouveau clandestinement en France en 1946. Dirigeant de la CNT "politique". Auteur notamment de *Los Pazos del tiempo*, Barcelone, ed. Picazo, 1983-1986, 3 vol. et de *La CNT y el federalismo de los pueblos de España*, Barcelone, Producciones editoriales, 1977, 152 p. [AN, INF 936 et *Les anarchistes espagnols dans la tourmente (1939-1945)...*, op. cit., p. 95].

**LLADO-FIGUERES (José María)**, collaborateur de *La Humanitat*, *El Poble català*, *Per Catalunya...*

Avocat et journaliste, ancien directeur de *La Humanitat* à Barcelone [AN, INF 937].

**LLOP CONVALIS (Roque)** (né en 1908), directeur d'*Hispania*, *Tierra Llure*, administrateur du *Combat syndicaliste*, *Tierra Llure* et *CeNIT...*

Ancien instituteur d'une école rationaliste, officier dans l'armée républicaine, militant de la CNT ; en exil en France, il est enrôlé dans une CTE en Moselle, il est fait prisonnier, déporté en Allemagne, notamment à Mauthausen, libéré le 5 mai 1945. Il occupe les fonctions de comptable-archiviste de la Fédération de la CNT de zone Nord et est administrateur des librairies de la CNT, rue Sainte Marthe puis rue des Vignoles. Secrétaire du Comité régional catalan, il est également poète, auteur notamment de *Poems de llum i tenebra*, 1968, inspirés par la déportation, et de *Triptic de l'amor*, Paris, auteur, imprimerie des Gondoles, 96 p., 1986 [AN, INF 936].

**LLOPIS FERRANDIZ (Rodolfo)** (Callosa de Ensarriá, Alicante, 1895 - Albi, 1983), collaborateur de *Cuadernos socialistas*, *El Socialista* (Alger), *El Socialista* (Toulouse), *Le Nouveau socialiste...*

Ancien professeur d'école normale, directeur général de l'enseignement primaire de 1931 à 1933, député socialiste pour Alicante, sous-secrétaire de la présidence du gouvernement en 1936, il est secrétaire du Consejo nacional de Cultura en 1938. En exil en France, il s'installe à Albi ; il est élu secrétaire général du PSOE en septembre 1944 et membre de la Commission exécutive de l'UGT. Président du gouvernement en exil en 1947, il reste secrétaire général du PSOE jusqu'à la scission de 1972 et il est président de l'UGT de 1956 à 1971. Vice-président du groupe espagnol de l'Union interparlementaire. Président du PSOE-historique jusqu'en 1974. Auteur notamment de *La Pedagogía del doctor Decroly*, 1927, *Pedagogía*, 1931, *Hacia una escuela más humana*, 1934, et de *Le Saint Siège et Franco*, Paris, Société universelle d'édition et de librairie, 1955, 80 p.

**MARIN CAYRE (Serafin)**, collaborateur de *Catalunya republicana*, *M.U.R.*, *U.G.T.* (Junta central), directeur d'*España combatiente* ...

Ancien directeur technique des télégraphes en Espagne. En France, après être interné dans divers camps, il est enrôlé dans une CTE et est incarcéré dans plusieurs prisons sous l'occupation (Moullins, Fresnes), puis dans un camp d'où il s'évade le 1<sup>er</sup>

mai 1944. Il rejoint l'UNE et il s'incorpore à une brigade de guérilleros dans le Cantal ; à la Libération, il intervient dans de nombreux meetings de l'UNE. Nommé président du Mouvement d'unité républicaine (MUR), il est l'un des responsables d'España combatiente [MUR, n° 1, août 1946].

**MARTINEZ DASI (Salvador)** (né en 1915), directeur de *Renovación* de 1945 à 1950, de *News from Spain* et de *Nouvelles d'Espagne*, membre du comité de rédaction de *Cuadernos socialistas*, collaborateur du *Boletín interior* (Comisión regional de estudios de Aragón), de *Escuela juvenil socialista*, *Impetá...*

Jeune lieutenant de l'armée républicaine, il est le premier secrétaire général des JSE en France ; employé de bureau à l'UGT, il est membre du bureau de l'Union internationale des jeunesses socialistes [AN. INF 936].

**MARTINEZ GUERRICABEITIA (José)** (1921- Barcelone 1986), fondateur en 1961 des Editions Ruedo ibérico et rédacteur en chef de *Cuadernos de Ruedo ibérico*.

Malgré son jeune âge, il se bat dans une colonne anarchiste pendant la guerre civile ; après deux ans et demi de maison de redressement et de prison en 1946, il arrive en France en 1948. Voir "Quelques portraits".

**MARTINEZ PARERA (Carlos)** (1902-1982), administrateur d'*El Socialista* de 1948 à 1974.

Il fait ses études à l'Institución libre de Enseñanza, fondée en 1879 par Giner de los Ríos sous l'influence rationaliste et libérale du krausisme ; il milite à l'UGT dès 1918 puis au PS' E et travaille tôt dans une banque puis dans une entreprise pétrolière. Secrétaire général du Syndicat des travailleurs du pétrole en 1931, il perd son travail après le mouvement d'octobre 1934. Pendant la guerre civile, il est responsable de la Régie des pétroles espagnols (CAMPSA) de la zone centrale et collabore à sa direction. Réfugié en France en février 1939, il travaille aux usines Bréguet, puis à la délégation de la Croix rouge suisse à Toulouse jusqu'à sa dissolution en mars 1947 ; fonctionnaire au ministère de l'émigration du gouvernement républicain jusqu'au 31 mars 1948. Elu trésorier du PSOE en 1948, il le restera jusqu'en 1970. Secrétaire administratif du Fonds humanitaire espagnol créé par l'OIR. [AN, INF 937 et Carlos et José MARTINEZ COBO, 1944-1976, *El Socialista... op. cit.*, p. 101].

**MERA SANZ (Cipriano)** (Madrid 1897 - Saint Cloud 1975), collaborateur d'*España libre* ...

Maçon, militant de la CNT, organisateur du syndicat du bâtiment à Madrid sous Primo de Rivera, il est le vainqueur des Italiens à Guadalajara en mai 1937 à la tête de la 14<sup>e</sup> Division, commandant du IV<sup>e</sup> Corps d'armée républicain et membre du Conseil de défense de Madrid à la fin de la guerre. Réfugié à Oran, il est interné au camp Morand, il s'évade et est arrêté au Maroc. Extradé par l'Espagne en mars 1942, il est condamné à mort à Madrid en 1943. Sa peine commuée, il bénéficie d'une mise en liberté provisoire en 1946 et passe en France en 1947. En exil, il continue à travailler comme maçon et milite dans les rangs de la CNT "politique" ; auteur de *Guerra, exilio y cárcel de un anarcosindicalista*, Paris, Ruedo ibérico, 1976, 300 p. [*Les anarchistes espagnols dans la tourmente, 1939-1945, op. cit.*, p. 93 et Vicente LLORENS, "La emigración republicana de 1939" in *El exilio español de 1939*, vol. 1, p. 112].

**MOLINA (Juan Manuel)** (Jumilla, Murcie, 1901 - Barcelone 1984), collaborateur d'*Asturias, Hoy*, membre du comité de rédaction d'*España libre...* Pseudonyme : "Juanel".

Dans les années 1920, il est secrétaire de la Fédération des groupes anarchistes de langue espagnole en France, et, en Espagne, secrétaire du Comité péninsulaire de la FAI de 1930 à 1932 et collaborateur de *Solidaridad obrera*, directeur de *Tierra y Libertad* et *Tiempos nuevos*. Sous-secrétaire à la Défense de la Généralité. Pendant l'occupation de la France, il participe activement à la réorganisation de la CNT et à la Résistance (secrétaire du Comité national élu au plenum de Tournac, le 19 septembre 1943, réélu à Marseille en décembre 1943 où il fait adopter le principe de la participation à la Résistance française). Rentré en Espagne, il exerce de nombreuses responsabilités au sein de la CNT clandestine, pour lesquelles il souffre une longue condamnation ; libéré au bout de sept ans, il retourne clandestinement en France. Auteur notamment de *Noche sobre España. Siete años en las prisiones de Franco*, Mexico, Libro mexicano editores, 1958, 184 p. et de *El movimiento clandestino en España, 1939-1949*, Mexico, Ed. Mexicanos Unidos, 1976, 523 p. [*Les anarchistes espagnols dans la tourmente*, op. cit., pp. 120, 167-168].

**MONTIEL GIMENEZ (Francisco Félix)** (né en 1908), membre du Comité directeur d'*Independencia*, collaborateur de *Mundo obrero*, premier directeur d'*Acción socialista ...*

Professeur de droit à l'Université de Murcie, député socialiste aux Cortes, il adhère au PCE. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, il est à Londres et à Cuba (collabore à *Hoy*). Il démissionne du PCE en 1948. Professeur d'espagnol dans un lycée français. Secrétaire de la Fédération des juristes espagnols en exil [AN, INF 936, 1956].

**MONTSENY MANE (Federica)** (Madrid, 1905 - Toulouse, 1994), administrateur et responsable de la rédaction de *Cénit* à partir de 1952, directeur de *C.N.T.*, secrétaire de rédaction de *Despertar*, d'*Espoir*, correspondante de *CeNIT*, collaboratrice d'*A.I.T.*, *Allianza (ASE)*, *Boletín interior de la CNT*, *Cuadernos*, *L'Espagne républicaine*, *El Mundo al día*, *La Novela ideal...*

Dirigeante de la CNT et de la FAI, elle est ministre de la Santé et de l'Assistance sociale en 1936-1937. Elle est dans l'exil l'un des chefs de file de la tendance apolitique de la CNT. Voir "Quelques portraits".

**MUIÑO ARROYO (Manuel)** (Madrid, 1897 - Madrid, 1977), rédacteur-gérant du *Boletín de la Unión general de trabajadores de España* de 1944 à 1969, directeur d'*U.G.T.* de 1969 à 1971, collaborateur d'*Allianza (ASE)*, *El Socialista* (Alger), *Boletín interior* (Comisión regional de estudios de Aragón), *Impetu*, *Le Nouveau socialiste...*

Il travaille très jeune, il entre au PSOE en 1916 et développe une grande activité politique et syndicale en Espagne ; député aux Cortes, il est responsable de l'armement et des transports pendant la guerre civile. Secrétaire-adjoint de la Commission exécutive de l'UGT de 1944 à 1971, secrétaire général du Comité central de *Solidaridad democrática española*, il est suppléant de Pascual Tomás Taengua comme membre du Conseil général de la CISP ; en 1972, il fait partie de la scission du PSOE-secteur historique [AN, INF 936].

**MUÑOZ CONGOST (Juan)** (né en 1918), directeur de *Solidaridad obrera* d'Alger en 1946, directeur de *CoNIT* en 1984, co-responsable de la rédaction de *Cénit* à partir de 1969, gérant d'*A.I.T.*...

Ancien instituteur, militant de la CNT, directeur du quotidien *Liberación* d'Alicante en 1937. Emigré d'abord en Afrique du Nord, il est interné dans le camp Morand en Algérie ; il travaille comme manœuvre dans le bâtiment et reprend des études pour devenir ingénieur. Secrétaire de l'AIT en 1972. Auteur notamment de *Por tierras de Moros. El exilio español en el Magreb*, Móstoles, editorial Madre Tierra, 1989, 352 p. [Présentation de ce livre].

**NEGRIN LOPEZ (Juan)** (Las Palmas de Gran Canaria, 1892 - Paris, 1956).

Médecin, professeur de physiologie à l'Université de Madrid, il entre au PSOE en 1929, député pour Las Palmas en 1931 et 1936, pour Madrid en 1933. Il est ministre de l'Economie en 1936-1937 et président du gouvernement à partir de 1937. Il passe la frontière française le 6 février 1939, retourne quelques jours après dans la zone Centre-Sud (Alicante) et quitte Madrid le 4 mars 1939 avec le reste de son gouvernement. En exil à Londres, il assume la présidence du gouvernement en exil jusqu'en 1945. Auteur notamment de *Pour une République libre et indépendante*, Paris, PSOE, 1946, 24 p.

**NOGUES (Gabriel)** (né en 1910), directeur-gérant d'*Estat català*, secrétaire de rédaction de *Vinçle* en 1952, collaborateur de *Presència catalana*...

Préparateur en pharmacie, il a combattu sur les fronts d'Aragon et de Catalogne pendant la guerre d'Espagne. Arrivé en France en février 1939, il est enrôlé dans une CFE à Toulouse, puis incorporé dans l'organisation Todt à Bordeaux et dans la Meuse. Appartient à l'Esquerra republicana de Catalunya. Après la Libération, il travaille comme OS chez Renault [AN, INF 937].

**OLAYA MORALES (Francisco)**, (né à Linares, Jaén en 1923), directeur de *Nervio*, *El Rebelde*, *Mi Tierra*, collaborateur d'*A.I.T.*, *Arte y cultura*, *C.N.T.*, *Solidaridad obrera*, *Ruta*, *Frente libertario*, administrateur de *C.N.T.*...

Milite très jeune à la CNT, dès 1935, sensibilisé par l'implacable répression militaire de 1934 dans les Asturies ; il occupe différents postes de responsabilité : nommé en 1937 secrétaire de Culture et de Propagande du comité provincial de Jaén et responsable de l'émission hebdomadaire de Radio EAJ-37 de Linares. En 1938, il est nommé milicien de la culture dans la 88<sup>e</sup> Brigade mixte ; arrêté à la fin de la guerre, il peut se réfugier en France. Il prend une part active à la presse de l'exil et collabore à diverses revues latino-américaines et américaines ; en 1960, il est secrétaire de Propagande du Secrétariat intercontinental de la CNT. Il collabore avec le président du gouvernement en exil, Fernando Valera, au nom duquel il réalise plusieurs missions diplomatiques et études sociologiques en Yougoslavie et au Mexique pour la protection des exilés espagnols. Puis, collaborateur d'universités hollandaises et américaines, il se consacre à la recherche historique, notamment celle de l'Espagne contemporaine et du mouvement ouvrier ; auteur en particulier de *La comedia de la no-intervención en la guerra civil española*, Madrid, G. del Toro, 1976, 271 p., *La intervención extranjera en la guerra civil*, Móstoles, ediciones Madre Tierra, 386 p., *El oro de N. yfn*, Móstoles, Madre Tierra, 1990, 512 p. et *Hispania y el descubrimiento de América*, Móstoles, Madre Tierra, 1992, 503 p. [Entretien du 28 décembre 1991 et correspondance].

**PEIRATS VALLS (José)** (Vall d'Uxó, Castellón, 1908 - 1989), directeur de C.N.T., membre du comité de rédaction de *CeNT* de 1952 à 1958, collaborateur de *Agrupación de Berguedans a l'exili, Esfuerzo, Inquietudes, Solidaridad obrera, Terra lliure, El Luchador, Frente libertario ...*

Ouvrier du bâtiment, militant à la CNT, mais aussi journaliste et écrivain. Il écrit notamment dans *Tierra y libertad* et dans *Solidaridad obrera* ; auteur également d'oeuvres littéraires (sa tragédie *Revivir*, jouée en 1933, lui vaut d'entrer à la Société des Auteurs espagnols)<sup>2</sup>. En 1936, il participe aux combats de rue et il passe la seconde moitié de la guerre sur le front d'Aragon et en Catalogne comme officier d'état-major. En 1939, il se réfugie en France, puis en décembre 1939, il émigre en Amérique (Colombie, Venezuela, Equateur, Panama). Il rentre en France en 1947 ; il fait des incursions clandestines en Espagne (à Madrid en 1947, en Catalogne en 1948). Secrétaire général de la CNT apolitique en 1947-1948 et en 1950-1951. Spécialiste de l'histoire du mouvement ouvrier espagnol, il a publié notamment *La CNT en la revolución española*, Toulouse, CNT, 1951-1953, 3 vol. (392 p., 399 p., 400 p.), *Los anarquistas en la crisis política española. Ensayo*, Buenos-Aires, ed. Alfa, 1964, 415 p. [Amapola GRACIA et Philippe CAZAL, préf de José Peirats, *Les anarchistes espagnols. Révolution de 1936 et luttes de toujours*, Toulouse, éditions Repères-Silena, 1989, 334 p.].

**POSTY PETITBROUHAUD (Jeanne Suzanne)** (1905 - 1976), collaboratrice d'*El Socialista* (Alger)...

Membre du PSOE et de la SFIO ; commissaire de colonne en 1936, secrétaire de Julio Alvarez del Vayo. Voir "Quelques portraits".

**PRADAL GOMEZ (Gabriel)** (Almería 1891 - Toulouse 1965) ; directeur de *El Socialista* de 1952 à 1962 (pseudonyme : "Pericles Garcia"), collaborateur de *Cuadernos socialistas, Le Socialiste ...*

Architecte (entre autres, à Madrid, de la Casa del Pueblo, de la Mutualidad obrera, de la Ciudad Jardín del Norte, et de l'imprimerie d'*El Socialista*). Député aux Cortes en 1936, lieutenant-colonel du génie à Barcelone. Réfugié en France en 1939, il travaille comme dessinateur. Membre des Commissions exécutives du PSOE et de l'UGT [Luis JIMENEZ DE ASUA, cité par Carlos et José MARTINEZ COBO, 1944-1976. *El Socialista...*, op. cit., p.p. 94-95 et *Gabriel Pradal, o el honor político. Homenaje en el centenario, 1891-1991*, Almería, Ateneo, Aula socialista de cultura, Instituto de estudios almerienses, 1991, 197 p.].

**PRIETO TUERO (Indalecio)** (Oviedo, 1883 - Mexico, 1962), collaborateur d'*El Socialista* (Alger), *El Socialista* (Toulouse), *Le Socialiste, Boletín. Centro de estudios socialistas de Euzkadi...*

Journaliste, directeur et propriétaire d'*El Liberal*. Dirigeant du PSOE de 1918 à 1950. Député pour Bilbao de 1918 à 1936, il est ministre de l'Economie (1931), des Travaux publics (1931-1933), de la Marine et de l'Air (1936-1937), de la Défense (1938). Exilé au Mexique, il séjourne parfois à Saint Jean-de-Luz. Auteur notamment de *Comment et pourquoi je suis sorti du ministère de la Défense nationale. Les intrigues des Russes en Espagne*, Paris, Imprimerie nouvelle, 1939, 115 p., *Palabras al viento*, Mexico, Oasis, 1969, 367 p., *Convulsiones de España. pequeños detalles de grandes sucesos*, Mexico, Oasis, Paris, Ruedo ibérico, 1967-1969, 3 vol. (413 p., 371 p. et 384 p.), *De mi vida. Recuerdos, estampas, siluetas, sombras*, Mexico, Oasis, Paris, Ruedo

---

2. Son livre *Los intelectuales y la revolución* est saisi et détruit par les franquistes quand ils occupent Barcelone en 1939.

Ibérico, 1968-1970, 2 vol. (365 p. et 407 p.) [*50 aniversario del exilio español...*, op. cit., p. 176].

**REMIS ALVAREZ (Antonio)** (né en 1903), membre du Comité de rédaction de *Nueva República*, directeur de *Política*, collaborateur de *Libertad* ...

Chef de section des PTT à Madrid, membre de l'UCIT et du Comité régional de l'Izquierda republicana, gouverneur de la province de Cordoue à partir de 1938. Fait prisonnier le 31 mars 1939, il est interné et condamné à trente ans de prison en 1945 ; placé en liberté surveillée, il se réfugie en France. Délégué pour l'extérieur du Conseil national de l'IR, secrétaire général au ministère de la Défense puis secrétaire de presse au ministère de l'Intérieur du gouvernement en exil, il travaille quelque temps à l'Union internationale des télécommunications, organe dépendant de l'ONU, à Paris et à Genève. En 1950-1951 : employé au service des recherches et contrôles techniques des PTT. Traducteur à la section espagnole de l'UNESCO. En 1959, il milite à l'ARDE. Correspondant d'*España republicana* (Buenos-Aires) et d'*Izquierda republicana* (Mexique) ("Angel Ruiz") [INF 937, 1956].

**ROVIRA (Josep)** (1902 - 1968), responsable de la rédaction de *L'Hora*, *Endavant*...

Ancien chef de la 29<sup>e</sup> Division -celle du POUM- pendant la guerre civile. Durant l'occupation de la France, il travaille en liaison avec l'Intelligence service et adhère en 1942 au groupement de Résistance Vic : il devient le chef du groupe Martin (nom de guerre de J. Rovira), organisant des passages clandestins sur l'Espagne de résistants français et de soldats alliés. Il est l'un des fondateurs du Front de la Liberté et du Mouvement socialiste de Catalogne [AN, F 41, 1255 et INF 936 ; Josep COLL, Josep PANE, *Josep Rovira. Una vida al servei de Catalunya i del socialisme*, Barcelone, Ariel, 1978, 286 p. et Thérèse MITRANI, *Service d'évasion*, Paris, éditions Continents, 1946, 190 p.].

**ROVIRA I VIRGILI (Antoni)** (Tarragone, 1882 - Perpignan, 1949), collaborateur de la *Revista de Catalunya*, *Foc nou*, *La Humanitat*, *Ibèria*, *El Poble català*, *Per Catalunya*...

Journaliste (à *La Nació*, *El Poble català*, *La Veu de Catalunya*), directeur de *La Publicitat*. L'un des fondateurs d'Acció catalana en 1922, il est dirigeant en 1931 du Partit catalanista republicà et député de l'Esquerra republicana au Parlement catalan en 1932 pour Tarragone. Conseiller de la Généralité en exil. Il est l'un des principaux théoriciens et historiens du nationalisme catalan ; auteur notamment de *Història dels moviments nacionalistes*, 1912-1914, *Història nacional de Catalunya*, 1922-1934, *Catalunya i la República : l'autonomia, el federalisme i el republicanisme*, 1931, *Els darrers dies de la Catalunya republicana. Memòries sobre l'exode català*, 1940 [Notice dans l'édition de 1976 de Curial, Barcelone, de ce dernier livre].

**SABORIT COLOMER (Andrés)** (Alcalá de Henares, 1889 - Valence, 1980), directeur d'*El Socialista* de 1948 à 1950, collaborateur de *Cuadernos socialistas*, *Le Nouveau Socialiste*, *Le Populaire girardin* (édition en espagnol), *El Socialista* (Alger), *Le Socialiste* ...

Il commence à travailler très jeune dans une imprimerie et entre au PSOE à quinze ans : il est en 1910 président des Jeunesses socialistes de Madrid, ce qui lui vaudra des emprisonnements pour délit de presse. En 1915, il est secrétaire-adjoint du

Comité de direction du PSOE et l'année suivante élu à la Commission exécutive de l'UGT. Il est condamné à perpétuité par un conseil de guerre après la grève de 1917, avec Julián Besteiro et Francisco Largo Caballero ; mais, prisonnier à Carthagène, il est élu député au Cortes et amnistié. Il succède à Pablo Iglesias à la direction d'*El Socialista*, de 1925 à 1930. Il est réélu plusieurs fois député et est secrétaire du PSOE en 1928. Nommé directeur général des douanes par Largo Caballero, il s'exile en 1939 et participe à la réorganisation du PSOE et de l'UGT. Il est secrétaire-adjoint du PSOE en 1950, mais il doit s'installer en Suisse pour raisons de santé, tout en restant au Comité directeur du PSOE et au Comité national de l'UGT. Il rentre en Espagne en 1977. Auteur notamment de *Julián Besteiro* (1967), *La Huelga de agosto de 1917* (1967) (Carlos et José MARTINEZ COBO, 1944-1976, *El Socialista, op. cit.*, pp. 95-96).

**SEMPRUN (Jorge)** (né en 1923), rédacteur en chef de *Cuadernos de Ruedo Ibérico* de 1965 à 1973, membre du comité de rédaction d'*Independencia*, collaborateur de *Libre...*

Fils de l'ambassadeur de la République espagnole aux Pays-Bas, José María Semprún y Gurrea, il s'exile en France en 1939 avec sa famille ; il participe à la Résistance française et est arrêté en octobre 1943, déporté au camp de Buchenwald, libéré le 1<sup>er</sup> mai 1945. Traducteur à l'UNESCO de 1948 à 1952, il est élu au Comité central du PCE en novembre 1954 et à la Commission exécutive en octobre 1956. Chargé de 1953 à 1962 d'aller coordonner à Madrid le travail clandestin du PCE, il effectue diverses missions en Espagne, relatées dans *Autobiografía de Federico Sánchez*. Il est exclu du PCE en avril 1965<sup>3</sup> et il se consacre alors à l'écriture -en français- et devient scénariste. Il est ministre de la Culture de Felipe González de 1988 à 1991. Auteur notamment de *Le grand voyage*, Paris, Gallimard, 1969, 236 p., *La guerre est finie*, Paris, Gallimard, 1966, 185 p., *La deuxième mort de Ramón Mercader*, Paris, Gallimard, 1969, 499 p., *Autobiografía de Federico Sánchez*, Barcelone, Planeta, 1978, 347 p., *L'Algarable*, Paris, Fayard, 1982, 449 p. [AN, INF 936 et *Le Monde* du 4 mars 1991].

**SOLANO (Wilebaldo)** (né à Burgos en 1916), directeur-gérant de *La Batalla* de 1952 à 1975, directeur de *Tribuna socialista* de 1960 à 1977 ....

Etudiant en médecine, dirigeant des Jeunesses du POUM. Arrêté en avril 1938 lors de la répression dirigée contre le POUM après les journées de mai 1937 à Barcelone, il est transféré dans une prison de Cadaques deux jours avant l'entrée des troupes franquistes à Barcelone ; il se libère avec les autres dirigeants du POUM, notamment Pere Bonet et Julián Gorkín, et passe la frontière grâce à l'aide du PSOP de Marceau Pivert et de militants comme Victor Serge et Colette Audry. Il se rend à Paris, puis est assigné à résidence à Chartres et travaille en usine ; il est arrêté à Montauban en février 1941 et condamné à 20 ans de travaux forcés en novembre 1941 par la Section spéciale du Tribunal militaire de la 17<sup>e</sup> Division militaire. Détenu à Montauban puis à Eysses, libéré le 19 juillet 1944 par un groupe de Résistants du Lot commandés par le capitaine Dollé, il sert ensuite dans les services sanitaires sur le front du Médoc, dans le bataillon espagnol *Libertad*, et est démobilisé en février 1945. Il est le secrétaire général du POUM de 1948 à 1974. Il est journaliste à l'AFP de 1954 à 1981 [AN, INF 936 et entretiens avec Wilebaldo Solano].

---

3. Jorge Semprún ayant participé avec Jean-Paul Sartre à un débat à la Mutualité sur le thème "Que peut la littérature ?", où il défend des positions plus proches de celles du PCI que du PCF, la revue *La Nouvelle critique* se voit interdire en n.o. 1965 de poursuivre la publication de ses articles sur "Humanisme et marxisme".



**SORIANO (Antonio)** (né en 1918 à Segorbe, Castellón), fondateur d'*Allanza, Leo, Bulletin-Centre d'études économiques et sociales Toulouse-Barcelone...*

Secrétaire de la JSUC à Barcelone, il participe à la guerre comme commissaire, notamment dans le XVIII<sup>e</sup> Corps d'armée. Interné au camp de Bram en 1939, il est enrôlé dans une CTE du Cher, puis rejoint Toulouse à la débâcle ; il prend une part active pendant l'Occupation, dès 1941, à la rédaction et à la diffusion d'*Allanza*, bulletin clandestin des JSU. A la Libération, il participe à la création du Centre d'études économiques et sociales Toulouse-Barcelone (1944-1946) puis fonde une librairie espagnole en 1946 à Toulouse. Venu à Paris, il y organise peu à peu une librairie espagnole, rue Mazarine, en 1947, puis rue de Seine en 1948 ; il importe des livres publiés en Amérique latine par des auteurs espagnols exilés et il édite également une série d'ouvrages historiques [*Españoles en el mundo*, n° 6, octobre 1992, pp. 56-60 ; entretiens divers avec Antonio Soriano et correspondance].

**TARRADELLAS (Josep)** (Cervelló, Barcelone, 1899 - Barcelone, 1988), directeur de *La Humanitat* à partir de 1952...

Agent commercial. Député aux Cortes pour l'Esquerra republicana de Catalunya, il est conseiller de la Généralité en 1931-1932 et 1936-1938. Il est secrétaire général de l'ERC. En 1954, est élu président de la Généralité, charge qu'il assume en exil puis en Catalogne même à partir de 1977, formant alors un gouvernement d'unité destiné à assurer le transfert des compétences de l'administration centrale à la Généralité provisoire tandis que se vote le Statut d'autonomie de la Catalogne (1979). Il se retire de la vie politique en 1980 [*50 aniversario del exilio español...*, op. cit., p. 180].

**TELLEZ SOLA (Antonio)** (né en 1921 à Tarragone), collaborateur et illustrateur de *Ruta, Solidaridad obrera, Suplemento literario de Solidaridad obrera*, fondateur d'*Atalaya*...

Militant de la FIJL en Espagne à partir de 1936, mobilisé à 18 ans à la fin de la guerre civile, il s'exile en février 1939. Après un an d'internement à Saint Laurent-de-Cerdans et à Septfonds, il est engagé pour travailler à la construction d'une poudrerie à Lannemezan ; après l'armistice, il travaille comme paysan, mais il est arrêté et est à nouveau interné à Argelès. En 1942, il est enrôlé dans le 321<sup>e</sup> GTE à Mende, où il fait l'objet d'une mesure disciplinaire et envoyé travailler dans une mine d'antimoine à Collet-de-Dèze. Enrôlé dans l'organisation Todt pour travailler à la construction de blockhaus à Agde, il s'évade, échappant à plusieurs reprises aux réquisitions allemandes ; il rejoint un groupe de guérilleros dans l'Aveyron et s'incorpore à la IX<sup>e</sup> brigade de l'UNE. Il participe à la tentative d'invasion du Val d'Aran et rejoint Toulouse. Élu en 1945 au Comité national de la FIJL, il est chargé de récupérer l'armement dispersé en France pendant la guerre ; en 1946, il effectue des missions de contact avec les guérilleros qui se battent en Espagne, afin de les aider et de faire connaître leur lutte. Après l'échec de cette tentative, il se rend à Paris, travaille comme artiste peintre et passe un CAP de tabletier façonneur de matières plastiques ; employé en usine jusqu'en 1959, il devient traducteur technique indépendant puis, en 1960, journaliste à l'Agence France-Presse jusqu'en 1986<sup>4</sup>. Abandonnant tout militantisme organisationnel en 1961, il se consacre à écrire l'histoire des groupes d'action antifranquistes et publie notamment *La guerrilla urbana en España : Sabadé*, Paris, Belibaste, 1972 et *La guerrilla urbana : Facerías* Paris, Ruedo Ibérico, 1974 [*Les anarchistes espagnols dans la tourmente...* op. cit., p. 12], *La lucha del Movimiento libertario contra el franquismo*, Barcelone, Virus, 1991, n.p. et correspondance avec Antonio Tellez Solá].

4. Après la mort à Barcelone en 1957 de son ami José Lluis Facerías, l'un des militants anarchistes de la lutte armée, il fonde *Atalaya* qui débat des problèmes internes de la CNT et des méthodes d'action de ses organes dirigeants.

**TOMAS TAENGUA (Pascual)** (Valence, 1893 - Valence, 1972), directeur du *Boletín de la Unión general de trabajadores de España*, collaborateur d'*Allianza (ASE)*, *Boletín. Centro de estudios socialistas de Euzkadi*, *Le Populaire girondin*...

Métallurgiste, il commence à travailler très jeune ; à quinze ans, il entre à l'Agrupación socialista valenciana et à 21 ans à l'UGT. Peu après, il abandonne son emploi de tourneur pour se consacrer à l'activité syndicale et il participe activement aux mouvements sociaux dans les années 1920. Député pour Murcie en 1931, il est en 1933 élu vice-secrétaire de la Commission exécutive de l'UGT. Délégué aux conférences du BIT en 1932 et 1937, il représente l'Espagne à la SDN en 1936 et 1937. Réfugié en France en 1939, il travaille comme mécanicien. Il est élu membre de la Commission exécutive du PSOE et secrétaire général de l'UGT en exil de 1944 à 1968 ; il est membre du Conseil général de la CISL [Carme R. RAMON Y TOMAS, *Pascual Tomás Taengua, secretario general de la UGT de España en el exilio (1944-1968)*, Valencia, Edicions Alfons el Magnànim, 1989, pp. 15-19].

**URCOLA OYARZUN (Felipe de)** (1894 - ) directeur d'*Euzko Deya* de 1936 à 1940, et d'*Oficina Prensa Euzkadi* de 1947 à 1963, rédacteur en chef d'*Euzko Deya* à partir de 1945...

Directeur du quotidien de San Sebastien *El Pueblo vasco* avant la guerre civile, il s'exile à Paris en 1936 ; directeur d'*Euzko Deya* dès 1936. Il participe activement à la Résistance française [AN, INF 936].

**VALERA APARICIO (Fernando)** (La Madroñera, Cáceres, 1839 - Paris, 1982), collaborateur d'A.R.D.E., *Boletín de información del gobierno de la República española*, *Informaciones parlamentarias*, *Libertad, Política, República*, *Suplemento literario de Solidaridad obrera*...

Ecrivain. Dirigeant du Parti républicain radical socialiste. Député en 1931 et 1936 pour Valence, il s'exile en France en 1939, puis au Mexique et revient en France en 1946. Dirigeant de l'Unión republicana, issue en 1934 du Parti radical. Ministre dans les gouvernements en exil à partir de 1947 : de l'Economie, de la Justice (1947-1949) ; vice-président du gouvernement et ministre de l'Economie (1949-1951), ministre des Affaires étrangères (1951-1971) et président du dernier gouvernement de la République en exil (1971-1977). Membre du bureau de l'Ateneo ibéro-americano de Paris.

**XURIGUERA (Ramón)** (1901 - 1965) ; directeur du *Bullett (Omnium culturel)*, collaborateur de *Per Catalunya*, *Presencia catalana*, *Vida nova* ...

Journaliste et écrivain catalan qui s'incorpore très tôt au mouvement littéraire de la jeune génération catalane : il publie quatre romans de 1932 à 1938, trois livres d'essais et des traductions (notamment de *Madame Bovary* et de *La Nausée*). Exilé durant la dictature de Primo de Rivera, il se réfugie à nouveau en France en 1939. Il enseigne dans divers établissements d'enseignement ; il commence un programme en catalan à l'ORTF, "Paris foyer de la culture catalane", et il donne des conférences au Casal catalan de Paris. Membre actif du Patronat de la Culture catalane, il fonde et préside l'Omnium culturel de Paris et fait des critiques d'art [*Bullett. Omnium culturel*, n° 8/9, juin-août 1966].



GOBIERNO DE ESPAÑA

TOULOUSE

Toulouse, 14 de abril de 1939.

III ANO TRIENAL

Asunto: Informes confidenciales sobre actividades políticas rojas.

Excmo. Señor:

En respuesta a la Comunicación de V.E. nº 54, de 3 del actual, tengo la honra de manifestarle que tan pronto como la recibí, me puse en relación con los elementos que en Toulouse pueden merecer más confianza para una información confidencial del género de la que V.E. tenía a bien encomendarme, es decir, los Agentes de la S.I.P.M.

De los datos que me proporcionaron, y de los que yo he podido recoger por otros conductos, valiéndome de personas de entera confianza, resulta lo que a continuación paso a exponer a V.E..

Efectivamente, el eje de todas las inspiraciones en Toulouse es el Doctor Soula, que ha jugado durante toda la guerra un papel muy importante en los asuntos de España. Durante la guerra asumió el Doctor Soula la representación directa en todo el Mediodía de Francia de Azagru y de Negrin, con los que conserva estrecha relación a pesar de las diferencias que ha habido entre los dos citados gobernantes rojos.

El Doctor Soula ha sido uno de los principales proveedores de armamento y su casa de la calle Montplaisir nº 17 estaba convertida en un Centro de avituallamiento de importancia. En el mes de marzo de 1937 fue uno de los más activos propagandistas de la intervención armada de Francia en el conflicto español.

En representación de los Medios socialistas franceses, y a ruego de Negrin, asistió en Barcelona al Congreso Médico Internacional, o Congreso de Biología.

La organización de espionaje rojo a la que pertenecía como alto dirigente, estaba organizada en grupos que recibían diferentes nombres, por ejemplo: Grupo suizo, grupo alemán, grupo catalán, grupo británico etc.. Estos

AGE, caja 11287, paquete nº 4, expediente 06/06 A.

grupos de la... bajo la denominación de Comité. De aquí el comité br... a... se refiere a la Com... de V.E.. A este Comité precisamente pertenecía el Doctor Soler bajo el nombre de Lord Theil. En cuanto a Lady Hill no es otra, según todas las probabilidades, que el nombre que ocultaba el de... el Peña, conocido en Sète, por sus relaciones con Barcelona. Dicho sujeto, llamado Rambla, vivió en Toulouse y en Besières trabajando a las by... directas o indirectas del Doctor Soler.

En cuanto al Doctor Soler y Pla, socialista muy conocido en Barcelona en donde habitaba (Horta), pertenecía como Jefe al Grupo catalán. La señora y la hija del Doctor Soler y Pla, muy católicas y muy españolistas, se han separado del marido como consecuencia de las actividades de éste y se encuentran al parecer desde hace algún tiempo en San Sebastián.

A las informaciones anteriores, puedo añadir que los refugiados políticos rojos que se hallan en Toulouse, disponen de una organización de tipo consular perfecta. El que dirige esta organización es el mismo Doctor Soler, y las oficinas están instaladas en una traversía de la rue Bayard.

Esta especie de oficina consular roja está sostenida por la Masonería y por algunos miembros del Partido Radical y su principal actividad consiste en enviar rojos equipados a México y a la Argentina principalmente. El Doctor Soler cobra por estas operaciones 90 dólares por cabeza, además de otros pequeños subsidios. Se sospecha que además de ocuparse del envío de refugiados políticos a América, prepara una red de espionaje que también dirigirá el Doctor Soler.

Debe decirse que Toulouse es el principal centro de conspiración y de espionaje rojo en Francia. Buena prueba de ello es que allí se encuentran un gran número de periodistas españoles, entre los cuales puedo citar a Juan Soler Planas, Redactor del "Diario Universal"; José Navarro Costabella, Director de "La Palabra" y Redactor de "La Humanitat" de Barcelona; José Francés Ladrón, Redactor en Jefe de "La Humanitat"; José Quiles, Vicente, Redactor de "La Noche" de Barcelona y "Ahora" de Madrid; Luis Capdevila Villalonga, Redactor de "La Humanitat"; Antonio Vila Biassa, Director de "La Publicitat"; Angel Farran Corominas, Redactor de "La Publicitat"; Santiago Passarell Ribó, Redactor de "La Publicitat"; Avelino Artis Balaguer, Redactor de "La Publicitat"; Avelino Artis Gener, Redactor de "La Publicitat"; Gabriel Arteche, Redactor de "Las Noticias" de Barcelona; José Montfort Sarera, Redactor de "La Voz Catalana"; Domingo Giansé, Redactor de "La Voz"; Pedro Calders Rusciol, Redactor de "La Rambla"; José María Latorre-



EMBAJADA DE ESPAÑA  
 TOULOUSE

El Sr. [?]  
 de la [?]  
 de la [?]

Con respecto a [?], es de suponer  
 que [?] en contacto con [?] de aquí  
 adelante, [?] de los importantes de los  
 partidos [?] españoles, y ha sabido que estos días  
 estuvo en [?] París, procedente de París  
 en dicha [?] se celebró una [?].

Trata de [?] [?] [?] [?] en la  
 [?] [?] [?] [?] [?] [?] [?] [?]  
 [?] [?] [?] [?] [?] [?] [?] [?] [?]  
 [?] [?] [?] [?] [?] [?] [?] [?] [?]  
 [?] [?] [?] [?] [?] [?] [?] [?] [?]  
 [?] [?] [?] [?] [?] [?] [?] [?] [?]  
 [?] [?] [?] [?] [?] [?] [?] [?] [?]

Dice [?] [?] [?] años.

EL CORREO DE ESPAÑA

*[Handwritten signature]*

Embajada de España - París.

Paris, le 26 décembre 1939

A.2.

N° - 947

Monsieur le Président,

J'avais sollicité l'honneur d'être reçu par Votre Excellence et je regrette vivement de n'avoir pu obtenir cette audience. J'insiste cependant auprès d'Elle afin d'avoir le plus tôt possible cet entretien, et, en attendant je vous

MON EXCELLENCE

Monsieur Edouard DALADIER

Président du Conseil,  
Ministre des Affaires Etrangères

à à à

AGE, caja 11287, paquete n° 4, expediente 06/06 A.

Lui exprimer les raisons essentielles pour lesquelles je désire  
La voir.

Le problème des réfugiés espagnols en France et leur  
activité révolutionnaire a déjà acquis une telle gravité que, si  
on ne lui applique pas un remède rapide il pourrait porter les  
plus graves préjudices aux rapports entre nos deux nations.

Il ne s'agit pas, Monsieur le Président, du simple  
droit d'asile accordé à des émigrés étrangers par un pays de tra-  
dition humanitaire comme la France. En fait les espagnols hostiles  
au Gouvernement légal d'Espagne ont constitué en France un véritable  
Etat avec la bienveillance, la protection et même l'appui du Gouver-  
nement de la République. Ils ont des grands chefs obéis par leurs  
partisans; de nombreux bureaux établis à Paris même, dont les adresses  
ont été cent fois indiquées au Ministère des Affaires Etrangères et  
qui sont bien connues de la police; un Corps législatif, un ou plu-  
sieurs gouvernements, des fonctionnaires innombrables qui touchent  
leurs traitements avec régularité, des organisations policières, et  
même des milices avec leurs commandements militaires qui peuvent  
organiser, et organisent de fait, une armée en puissance entretenue  
pour essayer le moment venu d'altérer l'ordre public en Espagne.

En propos, je me permets de rappeler à Votre Excellence que lors  
de la restitution de l'or de la Banque d'Espagne, nous avons pris  
l'engagement envers son Gouvernement de recevoir chez nous dans un  
délai de 15 à 20 jours, 50.000 miliciens; si cette mesure n'a pas  
été mise à exécution, ce n'est guère à mon Gouvernement qu'incombe  
la responsabilité, ces miliciens ayant été retenus en France.

Ces espagnols dissidents publient plusieurs journaux  
("El Poble Catala", "Euzko Deya", "La Voz de Los Españoles", entre  
autres), qui entretiennent une active propagande dans tous les

milieux d'émigrés et essayent d'introduire en Espagne, toutes ces publications afin d'y maintenir une agitation dangereuse.

Enfin, dans les organismes mêmes de l'Etat français, comme la Radio, des speakers choisis parmi des intellectuels rouges espagnols ont été engagés pour s'adresser au monde hispano-africain, et de même à la Censure de Presse, les journalistes espagnols correspondants des publications de leur pays doivent soumettre leurs écrits à l'examen de rouges émigrés engagés également de façon officielle, ou presque officielle, dans cet autre service d'Etat.

Et pour terminer ce résumé, aux frontières espagnoles les séparatistes basques et catalans jouissent d'une entière liberté de mouvement, et loin d'être refoulés plus au Nord conformément aux accords Barrera-Jordana ils continuent plus que jamais à exercer leurs activités aux portes mêmes de leur pays.

Les émigrés espagnols, pour maintenir tout cet artifice, disposent de sommes très considérables malgré que d'après ce qui a été convenu à Burgos elles devaient être rendues au Gouvernement espagnol, et cependant au vu et au su de la Police française elles sont employées régulièrement tous les mois pour le soutien de cette machine de guerre contre le Gouvernement légal espagnol.

Tout ceci et encore d'autres aspects concernant ce même problème, a été dénoncé d'innombrables fois au Ministère des Affaires Etrangères tant par notes, notamment celles mentionnées dans la liste ci-jointe, que par une lettre adressée personnellement à Votre Excellence, le 28 novembre dernier, ainsi que par notre entretien à ce sujet la première fois que j'eus l'honneur de la rencontrer, comme Ministre des Affaires Etrangères, et pendant lequel Elle avait bien voulu prendre même certaines notes personnelles.

.....



D'après les Accords de Burgos du 25 février dernier "les deux Gouvernements s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour une étroite vigilance, chacun d'eux dans leur propre territoire, de toute activité dirigée contre la tranquillité ou sécurité du pays voisin", et "le Gouvernement français adoptera d'une façon toute spéciale les mesures nécessaires pour interdire aux espagnols toute activité dans le voisinage de la frontière, contraire à la déclaration précédente".

Malheureusement, Monsieur le Président, comme je viens de vous signaler, tout le contraire de ce que l'on pouvait attendre d'un tel engagement a lieu depuis plusieurs mois et s'accroît même de jour en jour. Ce gouvernement de fait des rouges espagnols agit publiquement. Il n'est pas installé officiellement dans un château de l'Etat, mais sa reconnaissance de fait par le Gouvernement de la République Française ne donne malheureusement lieu à aucun doute.

Une fois la guerre civile d'Espagne finie, la politique d'intervention dont nous avons eu tant à nous plaindre ne peut évidemment s'exercer sous la forme d'ouverture de la frontière pour permettre l'envoi de matériel aux adversaires du Gouvernement Espagnol.

Un aspect plus à part on pourrait dire qu'en ce moment aussi le Gouvernement français a instauré à nouveau un système d'appui aux ennemis du Gouvernement légal espagnol en leur permettant d'exercer librement ces activités et de préparer, à la porte même de leur pays, toutes sortes de violences qui demandent l'adoption, de la part du Gouvernement espagnol, des précautions indispensables contre une telle attaque à sa souveraineté, organisée dans un pays étranger qui cependant entretient avec lui officiellement des rapports de bon voisinage.

.....

Les faits que je signale à l'attention de Votre Excellence sont tellement frappants qu'ils ne passent de courtes heures. Leur gravité est extrême. Et toute loyauté je dois dire à Votre Excellence qu'ils nous frappent encore plus parce que des progrès avaient été faits dans l'exécution des Accords de Burgos. Tout n'était pas encore obtenu. Nous insistons à demander, entre autre, que le matériel militaire dont l'Etat français s'était approprié, nous soit rendu. Une partie de ce matériel, sur l'ordre du Ministère de la Guerre a été livré au mois d'avril dernier au Gouvernement de l'U.R.S.S., malgré les protestations très fermes de cette Ambassade, ou distribué en France; mais des indemnités pourraient régler ce différend. Et en d'autres aspects cependant satisfaction nous avait été donnée, et certains arrangements d'ordre commercial aussi, je le crois, ont trouvé un accueil favorable de votre part.

Mais, quelle valeur a tout cela à côté de l'attitude officielle quant à l'organisation en France d'un Etat hostile à l'Etat espagnol jouissant de la faveur officielle et de la liberté d'exercer toutes ses activités qui vont à l'encontre de la vie normale du Gouvernement reconnu en Espagne et de la clause, peut-être essentielle, de la Convention qui a été la base de la reprise de nos rapports? Comment procéder dans la situation présente aux échanges confiants qui sont naturels entre deux puissances qui ont aussi convenu à Burgos "de maintenir des relations amicales, vivre en bon voisinage et pratiquer au Maroc une politique de loyale et franche collaboration"

si le Gouvernement d'une de ces puissances utilise pour nuire à celui de l'autre tous ses éléments de révolution et de décomposition intérieure qu'il peut trouver sous la main, en leur permettant de se rassembler et organiser à cette fin?

Je prie Votre Excellence, avec le profond respect et le respectueuse amitié que j'ai pour Sa personne, de considérer cet aspect capital des rapports franco-espagnols. Sans une solution rapide d'un tel différend et une entente loyale et confiante entre les deux Gouvernements à ce sujet, je crains que nos rapports ne puissent même se normaliser.

La situation du Gouvernement espagnol, après la victoire et malgré certaines difficultés matérielles conséquences d'une guerre acharnée de presque trois ans, est ferme et solide. C'est lui qui est le présent et c'est lui qui est l'avenir de l'Espagne. Et par dessus tout parti pris politique je considère comme l'intérêt de la France de se rendre à cette évidence et d'agir en conséquence. Aspect très délicat à insinuer, je m'en rends compte. Mais Votre Excellence qui aime la franchise ne sera pas surprise de me le voir considérer. Elle a en plus trop d'expérience et trop de connaissance de la vie politique et de l'histoire pour n'être pas de la réalité en prêtant attention aux rumeurs répandues en France sur les conditions intérieures de l'Etat espagnol, qui sont dépourvues de tout fondement.

Toutefois je veux être encore confiant dans une rectification de l'attitude du Gouvernement de la République Française vis-à-vis de ce problème essentiel et j'espère de la grande autorité de Votre Excellence l'adoption urgente des mesures nécessaires pour obvier à une situation que je n'exagère rien en qualifiant de très délicate.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président,  
l'assurance de ma haute considération



## INFORME

### Actividades comunistas en Francia.-

Los comunistas españoles, refugiados en Francia, no han cesado en sus actividades políticas. Actualmente trabajan en unión de los comunistas franceses. Sus actuaciones se manifiestan especialmente en las ciudades importantes de la región, como Toulouse, Geta, Montauban y Pérignan, en las cuales han buscado refugio la mayoría de los rojos españoles, después de la ocupación de nuestro territorio por las tropas alemanas.

Si las antiguas organizaciones del S.R.E. y de la J.A.R.S., no funcionan de hecho, por haber sido disueltas, no es menos cierto que la misión de éstas se ha trasladado a las Legaciones de México y de Chile, en las que todos los meses se distribuye, a título de socorro, varios millones de francos a los refugiados que se encuentran en Francia. Para llevar a efecto estas distribuciones de socorros, las Embajadas y Consulados de estos dos países han hecho un llamamiento a altas personalidades españolas: ministros, parlamentarios y antiguos dirigentes del S.R.E. y del J.A.R.S. Estas personalidades, acreditadas cerca de las Autoridades mejicanas y chilenas se dedican sobre nuestro territorio a verdaderas investigaciones en los medios españoles y aprovechando sus numerosos desplazamientos para hacer una propaganda activa en favor de los partidos políticos a que pertenecen.

Los acuerdos firmados entre los Gobiernos francés y mejicano referentes a la emigración a este último país de refugiados españoles que se encuentran en Francia, han permitido a ciertos dirigentes de la Izquierda Republicana, de la Izquierda catalana, del Partido Nacionalista Vasco, del Partido Socialista, poderse marchar a América.

Estos partidos han tenido siempre montado un gran aparato de propaganda y disponen de fondos necesarios para realizarla. Controlan los "grupos de acción", que en virtud de la experiencia adquirida durante la guerra de España, serían, caso necesario, los núcleos importantes de cualquier movimiento revolucionario. Muchas esperanzas se tienen sobre los "grupos de acción" en el caso eventual en que los dirigentes de la III Internacional, juzgaran que las circunstancias eran favorables a producir la tercera fase de los acontecimientos previstos por ellos: guerra, derrota, revolución. Y así en el mes de septiembre último, la III Internacional comunicó instrucciones estrictas a los Jefes comunistas españoles ordenándoles mantener los cuadros de afiliados en estado de alarma e impedir discretamente el embarque de militantes comunistas para México. Parece pues cierto que las relaciones entre los grupos comunistas españoles y el Partido Comunista francés son muy estrechas, con objeto precisamente de una revolución posible y que los planes de acción llevan un papel determinado para cada uno de los grupos.

Paris, 23 de Noviembre de 1944

ASUNTO : Información sobre actividades de los refugiados españoles.

T-3  
POLITICA

Nº 919

Excmo. Señor :

Reuniendo cuantos datos llegan a mi poder, tengo la honra de informar a continuación a V.E. de las diversas facetas que presentan las actividades de los refugiados españoles : Grupos que empiezan a dibujarse.- Comienzan a dibujarse divisiones profundas entre los refugiados para formar grupos entre los que se destacan los siguientes : Dentro incluso del partido socialista y de la C.N.T., se observan núcleos con orientaciones diferentes. Por otra parte, los vascos y catalanes parecen cada día más decididos a romper con la U.N.E.

Como prueba de esta tendencia e aquí los hechos. Paralelamente al desarrollo del Congreso de Toulouse, el Sr. Maure realizaba las gestiones, según él, en representación de los refugiados, para llegar a un acuerdo con el Gobierno de España. Era evidente ya que el Sr. Maure no representaba sino algunos elementos moderados de esos refugiados y sobre este asunto ha informado ampliamente a V.E. en anteriores despachos. Puede agregarse que el portavoz de la U.N.E. "Reconquista de España", lamenta que ciertos medios republicanos apoyen las tentativas del Sr. Maure para dar al problema una solución pacífica, añadiendo que la única solución a la cuestión española es la extirpación definitiva de un "régimen artificial".

Por otra parte, también realiza gestiones activamente Diego MARTINEZ BARRIO. Deseaba data la creación sobre el territorio francés de un gobierno español libre. Pero se vio frustrado en sus aspiraciones cuando sus representantes en esta, hispa-

AGE.  
caja 11453,  
exp. 3399

Tunez a 16 de Diciembre de 1944

ASUNTO : De los Refugiados españoles en  
la Regencia de Túnez.

Nº 179  
"DIRECCION GENERAL DE  
POLITICA EXTERIOR "

ULTRA MAR Y ASIA

EXCMO. SEÑOR :

RESERVADO

Este despacho que tengo la honra de elevar a V.E. no pretende ser un informe detallado y completo de los Refugiados españoles, su objeto es más modesto. Únicamente quiere dar a conocer a V.E., una primera impresión; la reacción producida en quien, viniendo de España, entra en contacto, por vez primera, con los rojos españoles residentes en la Regencia de Túnez.

La casi totalidad de los Refugiados en Tunar, formaron parte durante la guerra civil española de la Flota del Gobierno del Frente Popular. Dentro de la gran masa de rojos constituyen un núcleo aparte, bien definido, que, considerado como una unidad recibe el calificativo de " La Flota ".

No faltan indudablemente rojos procedentes, individual y directamente, de Argelia y Francia quienes se han trasladado a este Protectorado atraídos por las menores dificultades que ofrece la vida en Túnez. Ahora bien, no constituyen ningún conjunto, mantienen relaciones íntimas con los componentes de " La Flota " y están influidos por esta.

Aun careciendo de pruebas escritas se puede

...

AGE. caja 11453. paquete 155. expediente 3390

París, 6 de Agosto de 1959

ASUNTO : S/ prensa del exilio español en Francia.

POLITICA EXTERIOR

E u r o p a

Nº1575

Excmo. Señor :

Por Despacho nº3.004, de 5 de septiembre de 1955, tuve la honra de informar a V.E. sobre la situación de la prensa de los exiliados políticos españoles en Francia, en aquel momento.

Desde entonces el exilio español en este terreno se ha modificado considerablemente. Han desaparecido todas las publicaciones comunistas y la mayoría de las otras tendencias políticas han atravesado graves crisis económicas que se han traducido por la supresión de dichos periódicos o por una aparición esporádica.

Es difícil asegurar que tal o cual periódico ha dejado de publicarse. Suspende durante semanas y meses su aparición y por diversas razones, entre ellas la de mantener vigente la autorización que le fué concedida un día o justificar el empleo de un crédito, vuelve a publicar un número sin que nadie pueda saber a ciencia cierta, cuando aparecerá el siguiente.

Como ilustración de este caso frecuente, tengo la honra de pasar a manos de V.E. un ejemplar del semanario "La Batalla", órgano en Francia del Partido Obrero de Unificación Marxista, que lleva el nº130

AGE, caja 11453,  
paquete 155,  
expediente 3301

y que fue publicado con fecha 7 de mayo de 1956, y otro del mismo periódico, de 30 de abril de 1959, que lleva el n°139. Desde mayo de 1956, hasta abril 1959, "La Batalla", ha publicado pues, nueve números, cuya aparición no ha obedecido más que a las razones antes citadas sin ninguna preocupación de difusión o de venta.

En el caso de "La Batalla" se encuentran otros periódicos de este tipo que aparecían con regularidad hasta hace cuatro o cinco años y entre ellos "Renovación", órgano de las Juventudes Socialistas, que se publica en Toulouse.

En cuanto al "Socialista Español" se refiere, desde la muerte de Negrín y debido, sin duda, a la ausencia de Alvarez del Vayo, su publicación es de lo más problemática. A pesar de que su nombre figura en las listas de periódicos republicanos españoles que manejan los especialistas de estas cuestiones, hace mucho tiempo que no ha llegado a mis manos ninguno de sus ejemplares.

Lo mismo puede decirse de la Revista mensual "Nervio", anarquista, desaparecida de la circulación desde hace muchos meses.

"Solidaridad Obrera", semanario anarquista, sigue apareciendo regularmente y se manda cada semana juntamente con el Boletín de la Oficina de Prensa de Euzkadi, por Despacho dirigido a la Oficina de Información Diplomática.

"Política", órgano del "Gobierno republicano", se publicó durante algún tiempo con regularidad por años, pero en la actualidad aparece raramente y, a pesar de numerosas investigaciones, no he podido procurarme ningún número reciente, ya que los especialistas de estas cosas ignoran la fecha de su última aparición y los mejor informados creen recordar, sin poder asegurarlo, haber visto un sólo número

...



en lo que llevamos de año.

Estas consideraciones podrían hacerse igualmente sobre muchos de los periódicos que figuran en el Despacho citado y, teniendo en cuenta que se publican en diversas regiones de Francia, es difícil seguir su aparición con seguridad.

Por la información que he podido obtener de fuentes fidedignas, los periódicos del exilio español que se publican con la regularidad necesaria para ejercer una cierta influencia en un sector de opinión y que por su periodicidad constituyen verdaderos órganos de expresión de las distintas tendencias políticas, son :

- EL SOCIALISTA,
- C.N.T.,
- ESEANS LIBRE,
- CENIT,
- SOLIDARIDAD OBRERA,
- SUPLEMENTO LITERARIO DE SOLIDARIDAD OBRERA,
- EUZZO DEYA,
- BOLETIN DIARIO DE LA OFICINA DE PRENSA DE EUZZADI.

Los cuatro primeros editados en Toulouse y los cuatro últimos en París.

En esta lista no se incluyen los boletines interiores de centrales sindicales y de otras agrupaciones que, repartidos entre los adherentes, no son objeto de difusión entre el público.

Queda el caso de CUADERNOS. Esta revista bi mensual, editada bajo el control de la Revista francesa "Preuves", se dice ser el órgano de expresión de un llamado "Congreso para la Libertad y la Cultura" que, además de ocuparse de tiempo en tiempo de los asuntos de España, tiene profundas raíces entre los intelectuales de América del Sur. Su Consejo de Honor

está compuesto por : Germán Galegos, Jorge Mañach, Alfonso Reyes, Francisco Romero, Luis Alberto Sanchez, Eduardo Santos y Erico Verissimo.

Han colaborado en él, con temas puramente literarios o políticos, escritores residentes en España y, desde hace tiempo, se ve, en la dirección de esta Revista, la intención de prestarse a ser la tribuna de españoles no conformistas, pero no exiliados.

Hasta ahora su animador ha sido Julián Górriz, conocido por Julián Gorkin, que ha asegurado la dirección con Ignacio Iglesias y en su redacción han encontrado y encuentran excelente acogida todos aquellos que por una razón o por otra, se han creído, o se creen, en el deber de protestar por algo de lo que sucede en España.

Se dice que en estos días su dirección ha cambiado. El llamado a regir sus destinos es Luis de Araquistain, cuya situación económica es, en estos momentos, precaria. Sus amigos quieren con este nombramiento ayudarle de una manera discreta. Se añade que su intención es la de procurarse la colaboración del mayor número de escritores o políticos residentes en el interior de España.

Dios guarde a V. E. muchos años.

EL ENBAJADOR DE ESPAÑA : .

José Rojas y Morano

SR. MINISTRO DE ASUNTOS EXTERIORES

& & &

Paris, 3 de Septiembre de 1935

ASUNTO : Contesta Orden n° 963 e/  
prensa de exiliados espa-  
ñoles.

n° 3 504  
FICHA 2  
LNE. 01. 1. 1. 0. 10A

EXCMA. SEÑOR :

Con referencia a la Orden n° 963, de 4 del pasado agosto, tengo la honra de poner en conocimiento de V.E. que la tirada aproximada de la prensa política de la emigración española en Francia puede evaluarse en unos 50.000 ejemplares anuales que, evidentemente, no corresponde al número de lectores que ha venido disminuyendo estos últimos años por la monotonía y repetición de los textos que actualmente sólo interesan a los profesionales de la política, de la información o del periodismo. El refugiado sin participación directa en el funcionamiento de los partidos, parece haberse desinteresado completamente de esta literatura cuya actividad obedece principalmente a la necesidad para las ideologías políticas de mantener viva una tribuna como prueba de su propia existencia. Todas las publicaciones de este género llevan una vida precaria y deben su aparición a suscripciones especiales, subvenciones y ayudas de origen vario.

Dos grupos, sin embargo, han conseguido dar a sus periódicos una existencia regular y una aparente prosperidad : los vascos y los anarquistas de París.

La Oficina de Prensa de Euzkidi (O.P.E.) publica diariamente un boletín informativo, que esta mañana realice personalmente a ese Ministerio, en el que, además de tratar con cierta extensión asuntos de actualidad española, reproduce en una sección de noticias breves sucesos y acontecimientos del interior de España obtenidos

Toulouse, 14 de marzo de 1960



Consulado de España  
N.º 139

DIRECCION GENERAL DE  
POLITICA EXTERIOR

EUROPA

RESERVADO

ASUNTO : S/ Ateneo exiliados en Toulouse

Excmo. señor :

Como continuación a mi Despacho Reservado, número 97, de fecha 26 del pasado febrero, adjunto tengo la honra de elevar a sus manos, las copias de cuatro Circulares ya enviado a sus socios el Ateneo español de Toulouse, menos la Circular número 4, cuya fotocopia me remitiera V.E. con su Orden Reservada número 61, de fecha 10 del mismo mes.

Acompaño asimismo (anexo V), un Boletín de suscripción pro-local del Ateneo en el que se han tachado las cifras de 5.000 francos que figuraban primitivamente, como préstamo a devolver pro-local y como definitivo, fijadas en 5.000 francos antiguos cada una sin duda por haber estimado después de haberlas hecho, que podían asustar a los posibles suscriptores.

Como puede observarse V.E., del contenido de todas las Circulares se desprende que la preocupación principal de los Ateneístas es la de disponer de un local propio.

En la primera Circular se mencionan 350 socios, calculándose unos ingresos de 79.250 francos. Mi informador me ha dicho que actualmente los socios son 4.000, cifra que me parece enormemente exagerada. En la Conferencia de Fernando Valera, sobre la que más tarde informaré a V.E., si bien ha habido gente de pie, estando el local totalmente lleno (cabían 400 auditores sentados), hay que estimar que habría personas que no eran socios.

AGE, caja 1452, paquete 153, expediente 3399/3

.../...

París, 10 de enero de 1962.

ASUNTO: S/ prensa de la emigración española.

Excmo. Señor :

Como sabe la honra de informar a V.E. oportunamente, los periódicos de la emigración española "El Socialista", "C.N.T.", "España Libre" y "Solidaridad Obrera", fueron prohibidos en Francia por una Orden ministerial.

Como según la legislación francesa, se dice que en materia de prensa puede suprimirse por disposición gubernamental, sin que intervenga decisión alguna de justicia, los títulos, los editores de las publicaciones, citadas, vieron a lanzar otras ideáticas con el título "Boletín de Información", y con el nombre de "Solidaridad", "España Libre", desapareció completamente y "C.N.T." reapareció con el título de "Despertar".

Una nueva Orden ministerial prohibió más tarde la circulación y difusión del "Boletín de Información", "Solidaridad" y del "Despertar".

Ante la voluntad que esta segunda Orden ministerial demostraba por parte del Gobierno de acabar definitivamente con la aparición de estos periódicos, órganos políticos de

AGE, grupos extranjeros, el Partido socialista francés decidió publicar "Le Socialiste" con dos páginas redactadas en fran

ocho y cinco en español, en las que figuraban las mismas rubricas y las mismas firmas que en el antiguo "socialista".

Como director de esta publicación, cuyo domicilio está fijado en el 12 de la Cité des Herbes, de Paris, sede del Partido socialista francés, figura Georges Brutella, Secretario General Adjunto de la S.F.I.O., y su comité de redacción está compuesto por Jean-Paul-Boncour, Suzanne Lacore, Eugène Montel, Georges Guille, Gérard Jaquet y Joseph Begarra, todos ellos notorios enemigos de España. Su administrador es Roger Suthou. Se trata pues, aunque contenga textos en castellano, de una publicación francesa, cuya prohibición, desde el punto de vista legal, es más difícil para el Gobierno.

"Solidaridad Obrera", por su lado, ha procedido de idéntica manera, de acuerdo con la "Confédération Nationale du Travail - Section Française de la Association Internationale des Travailleurs" organismo internacional anarquista, prácticamente inexistente. Como "Le Socialiste", el "Combat Syndicaliste" tiene una parte en francés y otra en castellano. Su domicilio es el mismo del de la "Asociación Internacional Anarquista", 29 rue de la Tour d'Auvergne, en Paris, y su director es Raymond Mauchois.

El primer número de "Le Socialiste" apareció el 21 de diciembre de 1961 y el del "Combat Syndicaliste", el 2 de enero de 1962.

El título informativo, tengo la honra de pasar a manos de V.E. un ejemplar del semanario anarquista, segunda versión, "Solidaridad" y uno de la tercera versión "Combat Syndicaliste".

Un ejemplar del segundo título de "C.I.T.", "Despertar".

Un ejemplar del segundo tomo de "El Socialista", "Le Socialiste" y los números 3.520, 3.521, 3.522, 3.523, 3.524, 3.525 y 3.526, del Boletín de la Oficina de Prensa de "Euzkadi"; los números 459, 459 y 460 de la revista mensual "Euzko Deya", correspondientes a los meses de octubre, noviembre y diciembre de 1961; los núm. 130 y 131 de la revista anarquista "OXXIT"; el núm. 98 de la publicación de la "Federación Ibérica de Juventudes Libertarias", "Nueva Senda"; el núm. 96 del "Suplemento Literario de "Solidaridad Obrera" del mes de diciembre de 1961; el núm. 6 de la publicación "República", órgano de "Acción Republicana Democrática Española" y el núm. 57 de la revista "Cuadernos".

Como ya comunicé oportunamente a V.E., he denunciado las referidas publicaciones ante este Ministerio de Negocios Extranjeros que en el momento se estudia actualmente por el Gobierno la adopción de aquellas medidas que, en la consecución del objetivo que se persigue, eviten definitivamente lo que podríamos calificar de "fraude a la ley".

Dios guarde a V.E. muchos años.

EL ENBAJADOR DE ESPAÑA :

José Ma. de Arce

... de este artículo Jean Cassou sobre  
medidas del Gobierno contra  
prensa exilada española.

#### EXCMO. SEÑOR

Aunque ya fue resumido telegráficamente y en su mismo día por los Servicios de prensa de esta Embajada, adjunto tengo la honra de remitir a V.S. el comentario que el Señor Jean Cassou publica bajo el título "A propósito del acercamiento París-Madrid" en la Sección "Libres opiniones" del diario "Le Monde".

La referida sección acoge pareceres, casi siempre discrepantes con la acción gubernamental aunque no tanto con la conocida línea de dicho periódico, y prueba en este caso - aunque indigna las falsedades y lugares comunes repetidos contra España - que han causado mala en los consabidos sectores, las primeras disposiciones tomadas por este Gobierno contra la prensa exilada antiespañola y, sobre todo, que se intenta con ello el impedir que puedan adoptarse medidas más definitivas, actualmente en examen, para evitar las maniobras y supercherías con las que los referidos medios y prensa tratan de burlar la ley y perturbar las relaciones entre los dos países.

Esta pretensión del Señor Cassou y de sus amigos exilados españoles quiere, de paso, dar lecciones de "política realista" a este Gobierno, con una visión que sólo tiene la audacia de altura y alcance.

Lettre du 11  
janvier 1962  
AGÉ. caja  
11452  
exp 33903



"Le Monde", en su eclecticismo, publica, precisa é intencionadamente debajo del artículo, la noticia de que el Régimen español al que se pretende denigrar, ha conseguido la que se califica - al apoyo de informaciones que se asegura dignas de todo crédito y con datos y cifras concretas y expresivas - de "importante restauración económica española", estabilidad de la peseta y aumentos muy considerables de la renta nacional, de la productividad y de las exportaciones, tratando así de compensar ambas opiniones.

En todo caso, el Consejero de Prensa de esta Embajada se dirige hoy al Director de "Le Monde", en carta cuya copia adjuntamos acompanyo, para expresar su sorpresa ante el tono, intenciones y falsedades, del insidioso é inoportuno artículo del Señor Cassou, que hace el juego a los enemigos de la unidad occidental y de la buena amistad entre los dos países.

Dios guarde a V.E. muchos años

El Embajador de España ;

José Ma. de Arziza.

Paris, 18 de abril de 1962

Nº

794

ASUNTO: Celebración del XXI Aniversario de la proclamación de la II República española.

Excmo. Señor :

Este año, la celebración del XXI Aniversario de la II República española, ha pasado desapercibida en los medios de la emigración, por lo menos en lo que a París se refiere.

El llamado, "Gobierno de la República", que no dispone en los nuevos locales que ocupa de espacio, ni de medios para dar la recepción con que acostumbraba, en años anteriores, al celebrar la fecha de 14 de abril, se ha limitado a reunirse, con algunos amigos, en el restaurant "Goyescas", en una comida al final de la cual se pronunciaron los acostumbrados discursos y entre ellos uno de un emigrado llamado Xavier Flores, cuyo contenido ha llegado a conocimiento de diversos medios del exilio español por consistir en un violento ataque contra las "Instituciones republicanas del exilio" y una defensa del principio de que la emigración española no conseguirá nada mientras no consienta colaborar sinceramente con el comunismo internacional.

AGE.  
caja 11452,  
exp 3399/3

El semanario "L'Espoir", órgano de la VI Unión Regional de la Confederación Nacional del Trabajo Francesa, pu

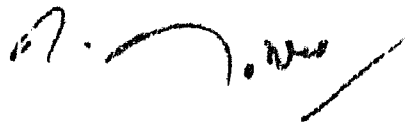
blanca, por otro lado, en su número 15, de 15 de abril, del que tengo la honra de pasar a manos de V.E. un ejemplar, un artículo de Daniel Mayer, presidente de la Liga Francesa de los Derechos del Hombre, invitaba a los demócratas amigos de España a asistir a un acto en honor de los 40,000 españoles caídos en las filas de Francia libre, en la Resistencia francesa o en los campos de concentración.

Este acto del que dió cuenta el diario comunista "L'Humanité", de 6 de abril, en un artículo cuyo recorte remito a V.E., tuvo lugar en el cementerio de París Père Lachaise, delante del monumento a los caídos en los campos de concentración alemanes.

Según "L'Humanité", entre las personalidades que asistieron se encontraban, además del citado Daniel Mayer, en representación de la Liga que preside, los comunistas Fernand Dupuy, miembro del Comité Central del Partido, y Madeleine Karzin, concejala municipal de París; Julio Just, "Ministro de Gobernación y de la Emigración del Gobierno de la República", representante del Sindicato comunista C.G.T.; de la asociación comunista "Federación Nacional de Deportados e Internados de la Resistencia"; del Gran Oriente de Francia y del Partido socialista italiano.

Dios guarde a V.E. muchos años.

EL EMBAJADOR DE ESPAÑA :



París, 3 de Diciembre de 1962.

ASUNTO: Supresión de la publicación de la "Confederación General del Trabajo", "Trabajo", editada en castellano.

Nº 2 179

Excmo. Señor:

Tengo la honra de pasar a manos de V.E. el diario oficial de la República francesa, nº 283, de 1º de diciembre de 1962, en el que aparece (página 11.712) la orden ministerial prohibiendo la circulación, la distribución y la venta en el territorio nacional y en cualquier lengua que sea, la publicación bimensual "Trabajo", editada en castellano para ser distribuida entre los obreros españolesabajando en Francia con el fin de favorecer su inscripción en el Sindicato comunista.

Esta supresión tiene una especial importancia, muy superior a la de las publicaciones editadas por los exilados españoles, como el Socialista, C.N.T. y Solidaridad Obrera, por tratarse de un periódico de la potente Central Sindical Comunista, "Confederación General del Trabajo", gesto que no había sido intentado todavía por ninguno de los Gobiernos anteriores.

A título informativo remito a V.E. un ejemplar de la publicación en cuestión.

AGE, caja 11452, paquete 155, expediente 3399/3  
DIOS...

Folio	Folio	Cuentas de Muebles	Ingresos	Saldo de Caja	Saldo de Cuentas de Caja	Saldo de Cuentas de Caja	Saldo de Cuentas de Caja	Total de Cuentas	Saldo por aj. finales
1948	5406								
	5407	9.000	Total		1.054	2190	1.632	10.057	11702
	5408	8.000	5406		757	2890	1.632	61754	7777
	5409	8.000	5407		956	2190	1.632	61744	7777
	5410	7.000	5408		1041	2112	1.632	62267	7777
	5411	7.000	5409		1051	2241	1.632	62255	7777
Mayo	5412	8.000	5410	1000	7400	4297	1.632	6110860	7621
	5413	7.000	5411	1790	74630	4740	1.632	6337760	7925
	5414	8.100	5412	465	74630	3829	1.632	6411860	7465
Junio	5415	9.000	5413	2340	37000	4701	1.632	5740250	6511
	5416	9.150	5414		27050	4501	1.632	5740350	6076
	5417	8.000	5415		27000	4420	1.632	5727750	6581
	5418	7.000	5416	1000	27000	4287	1.632	570480	6823
Julio	5419	8.000	5417	400	4017	3402	1.632	57500	6720
	5420	7.000	5418	2100	4017	3387	1.632	57750	7714
	5421	7.500	5419	2100	4017	3700	1.632	59500	7009
	5422	6.500	5420	500	4017	3387	1.632	57490	6927
	5423	7.000	5421		4017	3700	1.632	56310	6765
Agosto	5424	7.500	5422		3729	3600	1.632	54770	6524
	5425	7.500	5423		3729	3700	1.632	59907	7714
	5426	8.000	5424		3729	3350	1.632	60547	7714
	5427	7.500	5425	1000	3729	3350	1.632	60547	7020
	5428	7.500	5426		3729	3350	1.632	60547	7020
	5429	7.500	5427		3729	3350	1.632	60547	7020
	5430	7.500	5428		3729	3350	1.632	60547	7020
	5431	8.000	5429	700	3729	3350	1.632	60547	6899
		2.000.050	363.267	15325	12248707	30148	391488	147252507	

Livre de comptes d'El Socialista, 1948 (FPI, Fondo El Socialista, 654/4)

94 IEPP 0015

**INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS**

**CYCLE SUPERIEUR D'HISTOIRE DU XX<sup>e</sup> SIECLE**

**L'EMIGRATION POLITIQUE ESPAGNOLE EN FRANCE AU  
TRAVERS DE SA PRESSE, 1939 - 1975**

**Volume II**

**Annexes : Corpus**

**Geneviève DREYFUS-ARMAND**

**Thèse présentée pour le Doctorat de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris,  
mention Histoire**

**Directeur de recherche :  
M. le Professeur Pierre MILZA**

**1994**

# LA PRESSE DE L'EXIL : CORPUS

## REMARQUES PREALABLES

### Difficultés de repérage :

Le repérage et l'inventaire de la presse de l'émigration politique espagnole éditée en France et, en conséquence, la constitution du corpus, n'a pas été chose aisée. En raison de la dispersion des collections dans de nombreuses bibliothèques, archives ou centres de documentation publics ou privés, français ou étrangers ; en raison également du caractère souvent fragmentaire des collections retrouvées. Logiquement, pour des publications éditées en France, le système du Dépôt légal aurait dû permettre de les retrouver dans leur intégralité à la Bibliothèque nationale de Paris, or il n'en a rien été ; le Dépôt légal auquel sont en principe soumis responsables de publications et imprimeurs n'a pas du tout fonctionné à plein, en dehors même des périodes de clandestinité, et cela pour des raisons variées : ignorance ou méfiance de la part des éditeurs de journaux, irrégularité et instabilité de nombre de publications ; par ailleurs, les services de conservation submergés par la masse des publications, n'ont pas toujours manifesté de l'intérêt pour des périodiques méconnus ou considérés comme marginaux.

Aussi le simple repérage de l'existence d'un périodique a-t-il été parfois laborieux ; ensuite, l'élaboration de l'historique de chaque publication, notamment l'établissement des dates précises de parution et le décompte des numéros réellement édités a été souvent difficile. L'opération d'inventaire et de reconstitution historique a, dans son ensemble, revêtu l'allure de reconstitution d'un vaste puzzle, les données nouvelles venant compléter les plus anciennes au fur à mesure des découvertes.

### Critères de sélection :

Comme l'exil républicain en France est notre objet d'étude, il nous a paru important de délimiter aussi précisément que possible les publications à retenir et à exclure. Le corpus comprend donc les périodiques qu'il a été possible de retrouver, édités en France entre 1938 et 1975 par l'émigration politique espagnole : ce sont les porte-parole de cet exil, ses organes d'expression, ses instruments de combat, de solidarité ou de culture. N'ont été retenues que les publications animées essentiellement par des exilés espagnols.

Sont écartées, par conséquent :

- les publications de l'exil républicain éditées ailleurs qu'en France, que ce soit en Amérique latine ou dans d'autres pays d'Europe
- les publications de la clandestinité intérieure, ce qui relève d'une autre problématique, sauf lorsque celles-ci sont manifestement rédigées et confectionnées en France

- les publications éditées en France pendant la guerre d'Espagne à l'initiative du gouvernement républicain, car ce sont des périodiques édités par un gouvernement au pouvoir, non des publications d'exilés <sup>1</sup>
- les publications des comités de solidarité animés par des Français essentiellement, que ce soit pendant la guerre d'Espagne (nombreuses, elles relèvent d'un autre sujet) <sup>2</sup> ou pendant la période de l'exil <sup>3</sup>.
- les publications en espagnol éditées en France par des organismes officiels espagnols ou des groupements ayant leur appui <sup>4</sup>.

## Règles suivies pour la rédaction des notices :

Fiches d'identité des périodiques, les notices ont pour souci de donner la description la plus complète possible des publications : signalement précis, dates, organisme éditeur, langue, responsables de la publication, aspect matériel et localisation des collections. La structure des notices est identique pour toutes les publications et les différentes zones d'information sont complétées dans la mesure du possible :

1. Le titre est rédigé à partir de la page de titre, dans la langue originale, suivant les règles internationales d'identification des périodiques <sup>5</sup>. Si le titre est simple, assez précis pour identifier un périodique sans ambiguïté, le titre est retranscrit tel qu'il figure sur la page de titre. Si le titre comporte une collectivité éditrice, le titre peut être constitué seulement du nom de cette collectivité et il apparaît ainsi (comme *Agrupación militar*).

Si le titre est constitué d'un terme générique (*Boletín* ou *Bulletin* par exemple) et du nom d'une collectivité éditrice, les deux termes peuvent être soit liés grammaticalement (comme *Boletín de la Unión de intelectuales españolas*) et le titre est ainsi défini ; si terme générique et collectivité ne sont pas liés grammaticalement, un lien artificiel est créé en mettant en premier le terme générique, suivi du nom de la collectivité, les deux éléments étant séparés par un tiret (exemple : *Bulletin - Centre d'études économiques et sociales Toulouse-Barcelone*).

Les sigles sont retranscrits avec ou sans points, tels qu'ils figurent sur la page de titre.

2. Le sous-titre
  3. La collectivité éditrice
  4. L'épigraphe indiqué sur la page de titre s'il y a lieu
  5. La langue principale et la (ou les) langue(s) secondaire(s)
  6. Les dates de publication : début et fin, interruptions, périodicité
  7. Lieux d'édition et responsables
- adresse(s) de la rédaction et de l'administration

1. C'est le cas, par exemple, de *L'Espagne et le monde*, dont la publication se poursuit après la fin de la guerre civile (le n° 19 est du 12 août 1939).

2. Ainsi, *Commission internationale pour l'aide aux réfugiés espagnols, Espagne nouvelle, L'Espagne antifasciste* ...

3. C'est le cas, par exemple, d'*España. Hebdomadaire de la solidarité franco-espagnole*, éditée par le PCF, 3 rue Montholon, à partir du 6 mai 1939 ; gérant : Alfred Monnier. La Federación de Inmigrantes españolas en Francia y publie des articles.

4. Cas, par exemple, d'*El Hogar español* publié par l'ambassade d'Espagne du 8 février 1941 à juillet 1944, dans les locaux du 11 avenue Marceau que celle-ci avait occupés pendant la guerre mondiale.

5. *Manuel de catalogage et d'utilisation du bordereau du Catalogue collectif national des publications en série. Version remise à jour en décembre 1984*, Lyon, Ecole nationale supérieure des bibliothèques, Centre national du CCN, 1984, 36 ff. multigr.



- fondateur(s) éventuel(s) s'il(s) est (sont) mentionné(s)
- directeur, gérant, rédacteur en chef :

les mentions de responsabilité indiquées sont celles publiées dans le journal, avec les termes utilisés par celui-ci (bien que la législation prévoit après guerre la fonction de directeur de publication et non plus celle de gérant par exemple). Mais la vie d'un journal est plus mouvante et complexe que ce que lui-même indique, aussi reporte-t-on des indications complémentaires quand elles sont connues

- comité de rédaction s'il figure dans le journal
- collaborateurs : liste des principaux signataires <sup>6</sup>.

#### 8. Aspect matériel, tirage :

- mode de fabrication  
- lieu d'impression : nom et adresse de l'imprimerie (voir plus loin les adresses des principales imprimeries)

- format, pagination
- illustrations : dessins, photos, caricatures...
- prix : au numéro ou/et par abonnement
- tirage

#### 9. Filiations :

- continuation de
- devenu
- est supplément de
- a pour supplément

10. Localisation(s) des publications dans des collections publiques ou privées -avec cote si possible- et état des fonds ; toutes les localisations ne sont pas indiquées, seulement celles qui permettent la meilleure étude du titre en question (voir plus loin les adresses des centres indiqués)

11. Notice : historique de la publication, circonstances de l'édition, objectifs, rubriques principales...

### Classement des notices :

Les notices sont classées alphabétiquement en fonction d'abord de leurs titres, puis de leurs sous-titres ; si les sous-titres ont simplement pour fonction de différencier les diverses époques d'une publication, le classement est alors chronologique (exemple : *Emancipación*).

-----

Afin de ne pas alourdir le texte, les adresses des principales imprimeries et centres de documentation ne sont pas répétées en dehors de cette présentation ; les sigles utilisés dans le corpus apparaissent en caractères gras entre parenthèses :

### Imprimeries :

#### Paris et banlieue :

- Impressions techniques, Paris 19<sup>e</sup> (56 boulevard de La Villette).
- Imprimerie coopérative Etoile, Paris 11<sup>e</sup> (18-20 boulevard du Temple).
- Imprimerie des Gondoles, Choisy-le-Roi (4-6 rue Chevreul).
- Imprimerie des Editions polyglottes (EP), Paris 12<sup>e</sup> (232 rue de Charenton).
- Imprimerie JEP, Paris 9<sup>e</sup> (7 rue Cadet).
- Imprimerie La Ruche ouvrière, Paris 3<sup>e</sup> (10 rue de Montmorency).
- Imprimerie Société parisienne d'impression (SPI), Paris 9<sup>e</sup> (4-6 rue Saulnier).

6. Certains pseudonymes ont pu se glisser dans ces listes...

- Imprimerie Soler, Aulnay-sous-Bois.

#### Toulouse :

- Imprimerie du Commerce, 10 rue Croix-Baragnon.
- Imprimerie Dulaurier, 23 rue Dulaurier.
- Imprimerie du Sud-Ouest, 6 rue Sainte Ursule.
- Imprimerie Moderne, 22 rue Sainte Ursule.
- Imprimerie Société générale d'impression (SGI), coopérative ouvrière de production, 61 rue des Amidonniers.

#### **Bibliothèques, centres de documentation, archives**

#### Espagne :

- Archivo general de la administración civil des Estado (AGE) : Paseo de Agudores n° 7  
28804 Alcalá de Henares (Madrid)
- Archivo del Comité central del Partido comunista (ACCPCE) : Marqués de Monteagudo 8,  
28028 Madrid
- Centre d'estudis històrics internacionals (CEHI) : calle Brusi, 61, 08006 Barcelone
- Fundación Pablo Iglesias (FPI) : Monte Esquinza 30, 28010 Madrid
- Fundación Largo Caballero (FLC) : Calle San Bernardo, 20-5a, 28015 Madrid
- Fundación Salvador Seguí (FSS) : Avenida María Cristina, 6-1a, 46001 Valence

#### France :

- Archives nationales (AN) : Centre d'accueil et de recherche des Archives nationales (CARAN), 11 rue des Quatre-Fils, 75003 Paris et Section d'histoire contemporaine, 87 rue Vieille-du-Temple, 75003 Paris
- Archives départementales de Haut-Garonne (ADHG) : 11 boulevard Griffoul-Dorval.  
31400 Toulouse
- Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), 6 allée de l'Université, 92001 Nanterre
- Bibliothèque nationale (BN) : 58 rue Richelieu, 75002 Paris, et, surtout, pour toutes les cotes Jo : annexe de Versailles (2 rue Montbauron) <sup>7</sup>
- Institut d'études catalanes (IEC) : 9 rue Sainte Croix de la Bretonnerie, 75004 Paris
- Institut français d'histoire sociale (IFHS) : CARAN et Centre des Archives contemporaines, 2 rue des Archives, 77309 Fontainebleau <sup>8</sup>

#### Pays-Bas :

- Internationaal Instituut voor sociale geschiedenis (IISG) : Cruquiusweg 31, 1019 AT Amsterdam

---

7. L'essentiel des publications se trouvent à l'annexe de Versailles. Les publications de l'exil sont difficiles à repérer dans les catalogues, car elles ont classées uniquement par titres, ce qui implique de chercher des titres précis ou de parcourir l'ensemble des fichiers ; les deux méthodes ont été employées pour constituer le corpus.

8. Signalons l'importance du fonds déposé à l'IFHS par Renée Lambert, spécialiste de l'histoire espagnole longtemps liée aux milieux libertaires espagnols.

Russie :

- Centre russe de conservation et d'études des documents en histoire contemporaine (CRCEDHC) : Pouchkinkaïa 15, 103821 Moscou

Suisse :

- Centre international de recherche sur l'anarchisme (CIRA) : Avenue de Beaumont 24, CH-1012 Lausanne<sup>9</sup>

\*\*\*\*\* / \*\*\*\*\*

---

9. Des publications -surtout anarchistes- existent également au CIRA à Marseille ou ont été déposées par cet organisme aux Archives départementales des Bouches-du-Rhône, mais, encore une fois, il ne s'agit pas d'indiquer toutes les localisations, mais celles qui présentent les états de collections les plus complets.

# LA PRESSE DE L'EXIL : CORPUS

## NOTICES PAR TITRES

ACCIO
-------

**Organ del Comité coordinador de treballadors mercantils de Catalunya. Puis : Organ del Comité coordinador de treballadors mercantils del la UGT de Catalunya.**

Unió general de treballadors de Catalunya - Junta central.

Catalan.

N  1 (décembre 1946)- ?.  
Périodicité irrégulière.

Paris 9  (38 rue Blanche).

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 8 et 6 p.

CEHI : 1946 (né 1) : A 15.  
FPI : 1946 - 1947 (nés 1 - 2) : p. 13.

Notice :

*Acci * est l'organe du Comité de coordination des commerçants catalans en exil affiliés à l'UGT-Junte centrale, constituée en 1945   l'instigation du PCE, avec des éléments socialistes dissidents membres de l'UNE. Ce Comité de coordination regroupe des "commerçants dépendants, employés de magasins et voyageurs de commerce" (incluant vendeurs, comptables, caissiers, garçons de course et itinérants divers) : environ 4.00 sont recensés en 1946<sup>1</sup>.

Le bulletin donne des informations sur la politique franquiste dans le domaine d'activité des affiliés ; ceux-ci ont adressé un manifeste pro-républicain aux employés de commerce de Catalogne.

---

1. *Acci *, né 1, décembre 1946. En 1946, le secrétaire général du Comité de coordination est M. Arag  et le responsable des employés de commerce catalans est Joan Camps.

## ACCION

**Boletín interior de la Federación de la 4ª región. Juventudes socialistas de España en Francia.**

Juventudes socialistas.

Espagnol.

Nº 1 (janvier 1946) - nº 5 (mai 1946) ?.  
Mensuel.

Marseille.

Imprimé.  
Imprimerie non indiquée.  
21 cm X 29,5 cm, 4 p.  
Dessins, titre en rouge.

BN : 1946 (n<sup>os</sup> 4 - 5) : 4<sup>o</sup> Jo. 4527.  
FPI : 1946 (n<sup>os</sup> 1 - 5) : p. 17.

**Notice :**

Titre symbolique porté par les publications de divers partis (PCE, PSOE, USE, républicain) en France et au Mexique. Celui-ci correspond à une publication du Comité régional de Marseille des Jeunesses socialistes. Les caractéristiques de cet éphémère bulletin sont ainsi définies :

*Acción* n'aura pas le caractère d'un journal ni celui d'une revue théorique. Son contenu sera l'expression claire et réfléchie des inquiétudes, aspirations et désirs de notre jeunesse dans la région<sup>2</sup>.

Les tâches assignées aux exilés, afin de libérer l'Espagne du franquisme, sont la lutte contre la terreur franquiste, le développement des contacts avec les jeunes socialistes de l'intérieur et la destruction de l'analphabétisme dans la classe ouvrière. Une rubrique culturelle commence dès le premier numéro pour montrer l'importance de la formation et de la culture, notamment dans la perspective du retour en Espagne. Informations sur les sections socialistes de la région marseillaise.

## ACCION

**Première époque : Revista mensual de estudios políticos y sociales.  
Deuxième époque : Revista de estudios políticos y sociales. Organo del Comité departamental del Sena del PSOE.**

Partido socialista obrero español.

---

2. *Acción*, nº 1, janvier 1946.

Espagnol.

Première époque : n° 1 (juin 1952) - n° 6 (février 1954).

Périodicité irrégulière.

Deuxième époque : n° 1 (février - mars 1964) - 1970 (?).

Périodicité irrégulière.

Première époque : Paris 14° (198 avenue du Maine). Arsenio JIMENO VELILLA<sup>3</sup>, directeur - gérant. Ernesto Antuña administrateur.

Comité de réduction : Luis Araquistáin<sup>4</sup>, Cesar Barona, José Pallach.

Collaborateurs : Bruno Alonso, A. Alvarez-Castellanos, Andrés Jimeno, Salvador de Madariaga, Rudolf Reventlow, Josep Tarradellas<sup>5</sup>, Ildefonso Torregrosa ...

Deuxième époque : Paris 14° (198 avenue du Maine), JIMENO VELILLA, Arsenio, directeur.

Première époque : ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 14 p.

Abonnement annuel : 500 F. Le numéro: 50 F.

Deuxième époque : imprimé puis ronéotypé.

Imprimerie Dulaurier, Toulouse (23 rue Dulaurier).

13 cm X 21,5 cm et 20,5 cm X 26 cm, 32 p. et 8 p.

BN : 1952 - 1954 (n°s 1 - 6) : 4° Jo. 9608.

IISG : 1966 (n° extraordinaire), 1970 (n° spécial).

FPI : 1952 - 1953 (n°s 1 - 3 et 5), 1964 (n°s 1 - 4 et suppl. 2), 1966 (n° extraordinaire et supplément), 1967 (n°s de mars et de mai), 1968 (n° 3) : p. 24.

Notice :

Malgré son allure modeste, *Acción*, revue du PSOE, lance de grands débats et des personnalités importantes du socialisme et de l'exil y collaborent, le bulletin ouvrant ses colonnes à des dirigeants d'autres tendances politiques. Apparue dans une période difficile pour les réfugiés, *Acción* proclame :

Notre entreprise est un sursaut d'énergie que nous désirons durable et exemplaire, pour remédier à cet affaiblissement de la volonté subséquent à ce bain d'amertume dans lequel nous les Espagnols nous nous complaisons après avoir souffert un torrent de difficultés<sup>6</sup>.

Il s'agit donc de :

secouer la résignation et l'indifférence pour obliger et nous obliger à entreprendre sur de nouvelles bases la libération de notre peuple<sup>7</sup>.

*Acción* publie le dernier message de Francisco Largo Caballero sur l'unité de l'émigration et une polémique entre Luis Araquistáin et Félix Gordón Ordás sur l'opportunité de conserver les institutions républicaines<sup>8</sup>. La revue publie également des analyses sur la situation internationale et les conséquences de celle-ci sur le problème espagnol ainsi que des réflexions sur les perspectives socialistes.

---

3. Voir notice biographique.

4. Voir notice biographique.

5. Voir notice biographique.

6. *Acción*, n° 1, juin 1952.

7. *Ibid.*

8. *Ibid.* et *Acción*, n° 2 (juillet 1952).

La deuxième époque reprend dix ans après la fin de la première et *Acción* apparaît comme organe du comité départemental de la Seine du PSOE. Après l'interdiction d'*El Socialista* en 1961, la presse socialiste a des difficultés pour reparaître (voir la transformation d'*El Socialista* en *Le Socialiste* avec l'aide de la SFIO). Le numéro extraordinaire d'*Acción* de 1966 se présente comme une publication exceptionnelle destinée à présenter le PSOE: historique, doctrine, position politique actuelle -définie par le IX<sup>e</sup> congrès d'août 1964. Le numéro spécial de 1970 est entièrement consacré au discours prononcé par Arsenio Jimeno au nom de l'UGT lors d'un meeting de solidarité avec les grévistes espagnols, tenu à Paris au siège de Force ouvrière le 21 février 1970.

## ACCION COMUNISTA

**Revista marxista independiente.**

Puis, à partir du n° 13 ou 14 :

**Organo teórico y político de acción comunista.**

[ " Le communisme, pour nous, n'est pas un Etat qu'il faut créer, ni un idéal vers lequel la réalité doit être orientée. Nous appelons communisme le mouvement réel qui détruit l'ordre établi. Les conditions de ce mouvement sont le résultat de facteurs qui existent dans le présent... (Le) prolétariat ne peut exister que sur le plan de l'histoire mondiale, ainsi que le communisme, c'est-à-dire que l'action communiste ne peut exister qu'en tant que réalité historique planétaire", K. Marx, *L'idéologie allemande*].

Espagnol.

N° 1 (janvier 1965) - n° 18 (septembre 1977).

Trimestriel, puis semestriel puis périodicité irrégulière.

Liège (13 rue Géron), puis, pour le n° 7 (janvier 1967): Bobigny (39 rue de Varsovie). Du n° 8 au n° 13 ou 14 : à nouveau Liège. A partir du n° 14 (novembre 1972) : Francfort. Puis nos 16, 17 et 18 (avril 1976, décembre 1976 et septembre 1977) : sans lieu, probablement en Espagne.

Fernand LARDINOIS, éditeur responsable puis, pour le n° 7 : André SOCHON, directeur.

A partir du n° 8 : Fernand Lardinois, éditeur responsable et "envois et correspondance" à André Sochon (Saint Michel sur-Orge).

A partir du n° 13 ou 14 : correspondance et abonnements à : Ulrich BILLERBECK.

*Collaborateurs* : Antonio Diaz, Fernando Ibeas, Ernest Mandel, Eduardo Mena, Luis Ortiz, Luis Peña, Jesús Santos, Miguel Sigüenza, Lorenzo Torres ...

Imprimé.

Imprimerie non indiquée, puis, pour le n° 7 : Imprimerie "Les Presses du Marais", Paris 4<sup>e</sup> (5 rue Aubriot). Ensuite : imprimerie non indiquée.

13 cm X 19 cm, 62 à 80 p. Puis, à partir du n° 7 : 13,5 cm X 21,5 cm, 54 à 120 p. Abonnement pour 6 numéros : 150 F belges et 15 FF en 1965, 30 F belges et 3 FF le n° en 1965.

BDIC : 1965 - 1977 (n<sup>os</sup> 1 - 18) [manquent n<sup>os</sup> 13 et 16] : 8<sup>o</sup>P 5423 (9).

FPI : 1966 - 1977 (n<sup>os</sup> 2 - 5, 10, 11, 13 - 18) : p. 26.

IISG : 1965 - 1970 (n<sup>os</sup> 1 - 12) : 8<sup>o</sup> A.

#### Notice :

*Acción comunista* est une revue espagnole et franco-belge. Après deux années d'existence en Belgique, la revue est publiée en France pour un numéro (n<sup>o</sup> 7), avec André Sochon comme directeur de publication, puis, à nouveau, elle est éditée en Belgique ; l'éditeur responsable redevient Fernand Lardinois, mais les envois et la correspondance sont toujours à adresser à André Sochon. A partir de 1971 ou 1972 (n<sup>o</sup> 13 ou n<sup>o</sup> 14), elle est domiciliée en Allemagne fédérale. La citation de Marx mise en épigraphe est présente tout au long des douze années d'existence de la revue. La revue semble être publiée, pour ses trois derniers numéros, en Espagne <sup>9</sup>.

Le comité de rédaction d' *Acción comunista* est composé de militants "marxistes-révolutionnaires, membres de différentes organisations ouvrières" <sup>11</sup>. La revue commence avec la publication de textes collectifs destinés à l'"élaboration de la plate-forme politique de la Révolution socialiste en Espagne", regroupés sous le titre "Por una alternativa socialista" <sup>12</sup>, dont

les deux points fondamentaux sont : la nécessité et la possibilité d'une alternative socialiste au développement actuel du capitalisme en Espagne et la nécessité de la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire.

La revue *Acción comunista* apparaît à un moment de grandes transformations sont apparues en Espagne dans la lutte contre le franquisme et elle y est très attentive : apparition des Comités ouvrieres (que le groupe souhaite voir évoluer vers des Conseils ouvriers), création de la Federación universitaria democrática española (FUDE) en 1962 <sup>13</sup>, question de l'institutionnalisation de l'opposition <sup>14</sup>.

*Acción comunista* s'intéresse également à des questions internationales (Vietnam, Algérie, URSS, Indonésie, Chine, Cuba), à la situation politique française (élections présidentielles de 1965) et publie des textes théoriques de Karl Liebknecht, Rosa Luxembourg, Christian Rakovski, Léon Trotsky, Karl Marx... ainsi que des études sur leur pensée. Ernest Mandel, un des membres du Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale participe régulièrement à *Acción comunista* (articles sur la planification soviétique, sur la crise du dollar, sur les leçons de mai 68...) sans pour autant que la revue, gardant sa liberté de critique vis-à-vis de la pensée trotskyste orthodoxe semble liée organiquement à l'Internationale <sup>15</sup>.

---

9. Les douze premiers numéros d'*Acción comunista* ont été reproduits par ses éditeurs en deux volumes intitulés *Por una alternativa socialista* (publication non datée).

10. En Espagne, le travail prioritaire du groupe *Acción comunista* "s'est centré sur l'intervention dans les luttes et la construction de l'organisation et ceci a entraîné le fait que les tâches de publication se sont centrées fondamentalement sur le journal *Voz obrera*".

11. *Acción comunista*, n<sup>o</sup> 1, janvier 1965, p. 3.

12. *Acción comunista*, n<sup>o</sup> 1, janvier 1965, pp. 3 - 28.

13. *Acción comunista*, n<sup>o</sup> 2, avril 1965, pp. 19-35.

14. Posée dans un éditorial du quotidien pro-franquiste *Arriba* le 24 mars 1965. Cf. *Acción comunista*, n<sup>o</sup> 3, septembre 1965, pp. 5-17.

15. Il semble même que pendant la "période allemande", les divergences avec la IV<sup>e</sup> Internationale soient plus grandes (cf le n<sup>o</sup> 14 et l'échange de lettres entre le Secrétariat unifié de cette dernière et *Acción comunista*).



## ACCION LIBERTARIA

### Boletín interno del núcleo de Provenza.

Confederación nacional del trabajo. ;

N° 1 (septembre 1963) - n° 4 (mai 1965) ?.  
Périodicité irrégulière

Marseille.

*Collaborateurs* : Antonio Alorda, Angel Bassa, Luis Gallego, José Hiraldo, ...

Ronéotypé.

21 cm X 31 cm, 10 p.

Couverture imprimée

CEHI : 1963 (n° 1 : septembre), 1964 (n° 2 : 19 juillet, n° 3), 1965 (n° 4 : mai) : A 13.

Notice :

Ce bulletin intérieur se veut la continuation de celui qui fut l'organe public d'expression de la CNT en Provence ; *Acción libertaria* apparaît à un moment où "dans la CNT existe... beaucoup de confusion" et publie textes de réflexion et d'histoire.

## ACCION LIBERTARIA

Organo regional del M.L. español en Francia puis : Boletín interior de información del Movimiento libertario de la regional de Provenza. Puis : Boletín regional de Provenza del M.L.E. en Francia.

Movimiento libertario español (MLE). ;

Espagnol.

Deuxième époque : n° 1 (novembre 1944 ?) - n° 16 (11 mars 1945) ; troisième époque : 1945 - 1946 (?)<sup>16</sup>.  
Périodicité irrégulière.

Deuxième époque : rédaction et administration : Marseille (18 quai de Rive-Neuve puis 7 rue des Récolettes). Floreal Puig, gérant. Mateo RODRIGUEZ, directeur

---

16. En apparaissant à l'automne 1944, *Acción libertaria* fait état d'une deuxième époque, pour marquer soit une parution antérieure en Espagne soit une publication dans la clandestinité en France.

Troisième époque : direction et administration : Marseille (12 rue Pavillon), Puis : direction : Marseille (12 rue Pavillon) et correspondance et trésorerie : Marseille (11 rue Boët), puis à partir du n° 14 (25 octobre 1945) l'ensemble est regroupé à l'adresse de la direction.

VELEZ, Alfonso puis VASQUEZ, Antonio, administration. RODRIGUEZ, Mateo, directeur.

Comité de rédaction (indiqué dans le n° 14 du 25 oct. 1945) : Fernando Comellas, Manuel Uguet, Francisco Botey.

Collaborateurs : Diego Abad de Santillán <sup>17</sup>, Antonio Alorda, Pedro Bruno, Ariel Cerezo, Federico Ferré, Manuel García Germen, Lucio Gómez, B. Milla, Francisco Serra Prat, Gregorio Torres ....

Imprimé.

Imprimerie non indiquée.

52 cm X 46 cm puis 32 cm X 50 cm, 4 p. ; à partir du n° 14 : 50 cm X 64,5 cm, 1 page recto-verso (dont la largeur diminue à partir du n° 35 du début de 1946).

Caricatures.

2 F. le n° en 1944, 3 F puis 5 F. en 1945.

Continuation de : **Boletín de información del Movimiento Libertario de la regional de Provenza.**

CEHI : deuxième époque : 1944 (n°s 3 - 5), 1945 (n°s 7, 8, 11, 14), troisième époque : 1945 (n°s 20, 22) : GA 2.

IFHS : deuxième époque : 1944 (n°s 2, 6), 1945 (n°s 7, 8, 10, 16), troisième époque : 1945 (n°s 7 - 10) : 14 ASP 1837, 2078.

IISG : troisième époque : 1945 (n°s 8 - 11, 13 - 23), 1946 (n°s 24 - 41) : fol. A / Div.

#### Notice:

D'abord "organe régional" du MLE de Provence jusqu'en mars 1945 <sup>18</sup>, il devient "bulletin intérieur" à la suite de la suspension des journaux espagnols de février 1945 et se présente alors comme "bulletin intérieur d'information" bien qu'il n'ait nullement l'apparence d'une publication interne : imprimé avec soin, de grand format, avec une maquette de première page élaborée, *Acción libertaria* a davantage l'air d'un journal, mais a dû utiliser ce sous-titre pour déjouer la suspension des publications en langue espagnole de 1945. Cependant, à partir du n° 14 du 25 octobre 1945, le sous-titre change et le journal peut s'affirmer pour ce qu'il est réellement ("bulletin régional") mais il ne survit pas au-delà de l'année 1946.

*Acción libertaria* reflète les questions qui se posent à l'exil espagnol dans l'immédiat après-guerre : le regroupement des réfugiés non communistes, face à l'Unión nacional española dans la Junta española de liberación -ici, un comité régional de Provence-, les conséquences de la

---

17. Diego ABAD DE SANTILLAN (León, 1897 - Barcelone, 1983), journaliste libertaire, l'un des fondateurs de l'Association internationale des travailleurs en 1922, a émigré à diverses reprises en Argentine à la suite de sa participation à la grève de 1917. En Espagne, directeur de *Tierra y libertad* et fondateur de *Tiempos nuevos*, il est conseiller d'économie de la Généralité de Catalogne en 1936 - 1937 ; en 1939, après être passé par la France, il émigre à nouveau en Argentine où il fonde des maisons d'édition et collabore à diverses revues. Auteur, entre autres ouvrages, de *La revolución y la guerra de España*, 1938, *Porque perdimos la guerra*, 1940, *Contribución a la historia del movimiento obrero español*, 1962 - 1971, *La FORA : ideología y trayectoria del movimiento obrero revolucionario en la Argentina*, 1967). Il collabore à diverses publications éditées en France par la tendance "politique" de la CNT.

18. Le dernier numéro de la deuxième époque semble être le n° 16 du 11 mars 1945

Conférence internationale de San Francisco et des autres discussions internationales au sujet de l'Espagne, la participation au gouvernement républicain en exil. *Acción libertaria* s'affirme apolitique et "anti-collaborationniste" : la scission du mouvement libertaire s'opère sous nos yeux au fil des numéros d'*Acción libertaria*, probablement le périodique qui permet de mieux suivre l'évolution inéluctable vers la rupture.

*Acción libertaria* fait état de l'activité des anarchistes en Provence et, à partir du n° 14 du 25 octobre 1945, inaugure une rubrique qui sera consacrée régulièrement, jusqu'à la fin du périodique, à l'activité des jeunes de la FLJL et ouverte à ses représentants.

## ACCION SOCIAL

**Organo del Movimiento libertario español en Francia. Región Ródano-Alpes.**

Movimiento libertario español.

Español.

1945 ? - ?.

Périodicité inconnue.

Administration : Villeurbanne (53 rue René, chez Celestino Hernández).  
M.-L. Boldu, gérant.

Imprimé.

Imprimerie Juhan et Cie, Lyon (23 rue Chalopin).

28 cm X 42 cm. 4 p.

3 F. le n° en 1945.

"Bulletin intérieur ; ne sera vendu au public".

CEHI : 1945 (février) : FA 13.

IFHS : 1945 (mars) : 14 ASP 2078.

Notice :

Bulletin éphémère du MLE de la région Rhône-Alpes qui donne des informations sur le mouvement dans les départements du Rhône, de l'Ain, de la Drôme, de l'Arrière. Il fait l'écho des meetings de la JEL dans la région, offre toute une série de contributions de ses militants (réflexions sur le passé et l'avenir de l'Espagne) et renoue les relations interrompues par la guerre avec les libertaires exilés en Amérique.

## ACCION SOCIALISTA

**Boletín interior del grupo departamental del Sena del PSOE.**

Partido socialista obrero español.

Espagnol.

N° 1 (octobre 1969) - 1975 ?.  
Périodicité inconnue.

Paris.

*Collaborateurs* : Cesar Barona, Milovan Djilas Arsenio Jimeno, Daniel Mayer, Francisco Gil Pozo...

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 2<sup>e</sup> p. (n° 1 de 1969) puis de 5 p. à 13 p.

Continuation de : **Acción. Revista de estudios políticos y sociales. Organo del Comité departamental del Sena del PSOE.**

FPI : 1969 - 1971 (n°s 1 - 7), 1971 (n°s de mars, juin, octobre), 1972 (n°s de février, mars, août), 1973 (n°s de février, novembre), 1974 (n° d'octobre), 1975 (n°s de janvier, avril -3-, juin -4-, juillet -5-, septembre - octobre) : p. 37.  
IISG : 1969 (15 octobre), 1970 (n°s 2 - 3): 4° A/ Div.

**Notice:**

Bulletin intérieur du groupe départemental de la Seine du PSOE, *Acción socialista* prolonge *Acción*. Des dirigeants socialistes français y collaborent. On trouve ainsi dans ce modeste bulletin ronéotypé nombre de problèmes auxquels l'émigration se trouve confrontée au terme de trente années d'exil : le groupe propose que la Commission exécutive du parti réside en Espagne, avec une représentation des socialistes de l'émigration. Il s'agit donc d'un tournant important dans la conception des relations "intérieur -extérieur". En ce qui concerne l'exil en France, le groupe se prononce pour :

que l'administration du *Socialiste* soit effectuée par un auxiliaire rétribué dépendant directement de la rédaction du périodique. A l'heure actuelle le périodique a un administrateur mais n'a pas de directeur ; est-ce concevable dans un fonctionnement régulier ? Que l'on nomme un directeur du journal qui ne soit pas obligatoirement membre de la Commission exécutive ... Que ce directeur jouisse de sa pleine indépendance, le centralisme actuel laisse le parti avec une seule voix, l'officielle, diluant la responsabilité devant les sections...<sup>19</sup>.

Pour assurer la relève des militants fatigués et entreprendre une rénovation du parti, le groupe demande aussi une limitation des fonctions de direction à deux mandats successifs.

<b>ACCION SOCIALISTA</b>
--------------------------

**Círculo de Acción socialista de París. Boletín interior.**

Puis: sans sous-titre.

Acción socialista.

Espagnol.

---

19. *Acción socialista*, n° 2, avril 1970.

N° 1 (15 juillet 1950) - n° 55 (mars 1961).

Interruptions : 1951 (du 15 mai au 1er août) et de juillet 1952 à mars 1957 ; deux périodes de publication : juillet 1950 - juin 1952 et mars 1957 - mars 1961 <sup>20</sup>.

Bimensuel ("Se publica los días 1 y 4 de cada mes").

Déclaration le 27 novembre 1950 ; enregistrement au Parquet de la Seine le 28 novembre 1950 <sup>21</sup>. Interdit par arrêté ministériel du 1er avril 1961. (*Journal officiel* du 11 avril 1961, p. 3504).

Rédaction : Paris 12<sup>e</sup> (Boîte postale n° 11) ; à partir du n° 14 (15 mai 1951) : Paris 6<sup>e</sup> (28 rue Serpente). Directeur-gérant : Félix MONTIEL GIMENEZ <sup>22</sup>, (jusqu'au n° 15 du 1<sup>er</sup> août 1951) puis José del BARRIO <sup>23</sup> ; Luis Velázquez, <sup>24</sup> secrétaire de rédaction.

R. de La Fuente, administrateur à partir de 1957.

*Collaborateurs* : Luis Altamira, Juan Corominas, Jesús Hernández, A. Kolendic, Montero, Juan Pablo, Feliciano Paez Camino, Roca, M. Sánchez Redondo, J. Vera Martínez, Luis Villamayor...

Imprimé jusqu'au n° 34 du 1er juillet 1952, inclus, puis ronéotypé.

Imprimerie JEP, Paris 9<sup>e</sup>.

25 cm X 32,5 cm puis, à partir du n° 15 : 28 cm X 43 cm, 6 p. puis 8 p. et à partir du n° 16 : 4 p.

15 F. le n°.

Tirage autour de 3.000 exemplaires par quinzaine (sauf pour les premiers numéros) puis 3.500 exemplaires à partir de 1951 ; et un tirage spécial pour l'Espagne <sup>25</sup>.

De 1957 à 1961 : ronéotypé par R. de La Fuente à Bagnolet (13<sup>e</sup> rue Malassis).

21 cm X 31 cm, 10 p.

1500 exemplaires en 1957 <sup>26</sup>.

A pour supplément : *Cuadernos de política socialista* (brochures de périodicité irrégulière publiant des textes théoriques et de réflexion) et *La Verdad*.

Devenu : *Acción socialista*. Organo del Comité de Argelia del M.A.S. y portavoz en el exterior del Comité ejecutivo.

BDIC : 1951 (n°s 12, 14 - 21), 1952 (n°s 24 - 34), 1957 (n°s 35 - 38) : F<sup>o</sup>P 2241.

BN : 1950 (n° 1) - 1961 (n° 55) : Fol. Jo. 6913.

CEHI : 1950 - 1952 (n°s 1 - 26), 1957 - 1959 (n°s 36 - 43) : FA 8.

FPI : 1950 - 1961 (n°s 1 - 18, 22 - 34, 45, 56, 52, 55) : p. 38.

## Notice:

20. *Acción socialista* reparait, pour une troisième époque, comme n° 56, le 1er février 1963, dans l'Algérie indépendante, avec les sous-titre "Organo del Comité de Argelia del M.A.S. y portavoz en el exterior del Comité ejecutivo" (cf au CEHI de Barcelone : A 21).

21. Attribution de 300 kg de papier par mois en 1951.

22. Voir notice biographique.

23. Voir notice biographique.

24. Luis VELAZQUEZ GONZALEZ (né en 1918) : après être passé par les camps de Gurs et du Vernet, il s'engage dans un Régiment de marche de volontaires étrangers ; prisonnier en Allemagne, il s'évade mais est repris. Employé à l'OECE, il participe à la reconstruction de l'UFEH dont il démissionne en 1948, la jugeant sous l'emprise communiste (AN, INF 936, dossier de 1956).

25. AN, INF 937. En 1951, les responsables du journal souhaitent le monter à 5.000, mais il ne semble pas que ce chiffre ait été atteint. Le journal fait état d' "un tirage ordinaire de 3500 exemplaires et un autre, spécial, destiné à l'Espagne".

26. AN, INF 937 mais le n° 35 du 15 mars 1957 parle cependant de 3.500 exemplaires.

*Acción socialista* est l'organe du cercle parisien du même nom dont le comité exécutif est composé de José del Barrio (président) et Félix Montiel (secrétaire général)<sup>27</sup> - deux anciens dirigeants communistes - ainsi que de Luis Velázquez (vice-président) (dirigeant démissionnaire de l'UFEH). *Acción socialista* est le porte-parole des opposants au Kominform, partisans espagnols de Tito. Dès sa parution, *Acción socialista* indique la création d'une commission destinée à organiser l'envoi d'une délégation d'antifascistes espagnols en Yougoslavie<sup>28</sup> et demande que les Espagnols soient vigilants à ce qui se passe entre l'URSS et la Yougoslavie ("Que personne ne touche à la nouvelle Yougoslavie socialiste").

Les objectifs de la revue sont :

Unifier les divers courants du socialisme espagnol et former un parti qui soit l'organisation politique d'avant - garde que notre classe ouvrière nécessite... Etablir des relations solides et sincères avec les secteurs non spécifiquement socialistes du camp prolétarien, et former avec eux une Alliance antifasciste ouvrière, qui devra s'étendre -avec la participation des larges masses paysannes- pour arriver à être une Alliance ouvrière et paysanne... Refaire l'unité démocratique espagnole dans la lutte pour le renversement de Franco, avec une articulation efficace des divers organismes ou institutions, et un programme commun... Promouvoir la formation de partis nationaux indépendants en Catalogne, Euzkadi et Galice<sup>29</sup>.

Le journal connaît des difficultés économiques qui le font s'arrêter pendant deux mois et demi en 1951 et sa parution est ensuite irrégulière. Contraint à une interruption de cinq années, de 1952 à 1957, à "l'époque la plus florissante de sa vie" il est défini ainsi par ceux qui inaugurent la seconde époque :

*Acción socialista* exposait les idées d'un important secteur communiste opposé aux aberrations idéologiques et politiques du BP du PCE ; il interprétait l'opposition des socialistes révolutionnaires à la politique de la CE du PSOE en exil ; il combattait pour la réunification et la restructuration des forces spécifiques du socialisme, pour l'unité du mouvement ouvrier, pour l'action conjointe, sur la base d'un programme commun, de toutes les forces du républicanisme démocratique<sup>30</sup>.

## A.C.D.I. AGENCIA CATALANA D'INFORMACIO

### Butlletí per a interior.

Agencia catalana d'informació (ACDI).

Catalan.

Sl.

Ronéotypé

27. *Acción socialista*, année I, n° 1, 15 juillet 1950. Félix Montiel réside cependant à Cuba où il est professeur à la Faculté de Droit de l'Université d'Orient.

28. Présidée par le général José Riquelme, la Commission comprend : le lieutenant colonel Angel H. del Castillo, Félix Montiel, José Arúlla, Antonio Collado, Saturnino Arias del Río, Juan Molina et José del Barrio (*Acción socialista*, n° 1).

29. *Acción socialista*, n° 1, 15 juillet 1950.

30. *Acción socialista*, n° 35, 15 mars 1957.

21 cm X 27 cm ,2 p.

CEHI : 1946 (n° 1 : juillet) : B 40.

Notice :

Bulletin d'information éphémère qui donne des nouvelles internationales et des informations relatives à la Catalogne.

ACERO
-------

Diffusion clandestine.  
Pas de localisation.

Notice :

D'après Miguel Angel Sanz, il s'agit d'un bulletin clandestin publié par des communistes espagnols enrôlés dans les GTE des îles anglo-normandes de Jersey et Guernesey<sup>31</sup>.

ADELANTE
----------

Organo del Partido socialista obrero español de Bouches-du-Rhône jusqu'au n° 10 du 17 décembre 1944. Puis du n° 11 au n° 22 du 11 mars 1945 : Organo del Partido socialista obrero español y portavoz de la UGT de Bouches-du-Rhône. Ensuite : Boletín interior de información del PSOE y de la UGT de Bouches-du-Rhône.

Partido socialista obrero español et Unión general de los trabajadores.

Espagnol.

N° 1 (14 octobre 1944) - n° 176 (1er mai 1948).  
Hebdomadaire.

---

31. Miguel ANGEL (Miguel Angel SANZ), *Los guerrilleros españoles en Francia, 1940-1945*, Préf. de Rol-Tanguy, Mot introductif de Serge Ravanel, Postface de Santiago Carrillo, La Havane, Editorial de Ciencias sociales, 1971, p. 51.

Miguel Angel SANZ (? - 1991), militant communiste, colonel guérillero, représentant de l'Agrupación de guerrilleros españoles auprès de l'état-major national des FFI au printemps 1944 ; chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palmes (décret du 9 juillet 1946), dirigeant de l'AMERE et, en 1945, membre du bureau de l'Amicale des anciens FFI et résistants espagnols (AN, F7 15589 et 72 AJ 126 et 128).

Rédaction et administration : Marseille (53 rue de Grignan)(indiquée à partir du n° 11 du 24 décembre 1944).

*Collaborateurs* : Luis Araquistáin, Rosalío Donas, Manuel Dueñas, Enrique de Francisco, Trifón Gómez, Antonio Guirao, Arsenio Jimeno, Rodolfo Llopis <sup>32</sup>, María Martínez Sierra, Leoncio Pérez, Gabriel Pradal <sup>33</sup>, Indalecio Prieto <sup>34</sup>...

Imprimé.

Imprimerie non indiquée

30 cm X 46 cm, 4 p. (n°s 1 - 33), puis : 33 cm X 58 cm, 2 p. (n° 34 du 17 juin 1945), puis (du n° 35 au n° 176) . 53 cm X 58 cm, 2 et 4 p..

Photos, caricatures (notamment par Marcos et Corbi).

2 F le n° en 1944.

BN : 1945 (manquent n°s 1 - 38, 49, 51-53, 58, 60): Gr Fol. Jo. 3886.

CEHI : 1944 - 1947 (manquent quelques n°s) : GA 1.

FPI : 1944 - 1948, n° 1 - 176) : p. 63.

IFHS: 1944 : n° 11 (24.12), 1945 : n° 36 (1.7) : 14 ASP 2078;

1945 : n° 45 (30.8): 14 ASP 1837 .

IISG : 1947 - 1948.

#### Notice :

*Adelante* est le journal de la Fédération départementale du PSOE des Bouches-du-Rhône ; son administration et sa rédaction se trouvent au siège de la section locale de la SFIO. Au Venezuela et au Mexique, des publications du PSOE portent également ce nom.

Cependant, beaucoup plus qu'un journal régional d'information sur l'activité locale du parti et de l'UGT, *Adelante* se préoccupe de l'ensemble des questions qui touchent les socialistes espagnols en exil, rivalisant avec *El Socialista* ; le journal peut être considéré, au moins jusqu'au congrès de 1948, comme l'organe au sein du PSOE de l'opposition dirigée par Indalecio Prieto qui inspire -et parfois signe- ses éditoriaux <sup>35</sup>. *Adelante* cesse de paraître lorsque Prieto s'installe en France pour occuper la présidence de la Commission exécutive du PSOE.

Les rubriques régulières en sont : "Observatoire international", "U.G.T.", "Activité socialiste", "La Junte de libération agit en France"...

## ADELANTE

**Portavoz de la Juventud comunista ibérica.**

Juventud comunista ibérica.

[Pour les libertés démocratiques. Pour la satisfaction de nos revendications. Front unique ouvrier !].

Espagnol.

32. Voir notice biographique.

33. Voir notice biographique.

34. Voir notice biographique.

35. Carlos MARTINEZ COBO et José MARTINEZ COBO, *Intrahistoria del PSOE*, vol. 1 : *La primera renovación (1939-1945)*, Barcelone, ed. Plaza y Janés, 1989, p. 289.



1970 (?) - 1973.

Paris (?), Bruxelles.

Le n° 9 indique comme éditeur responsable : Georges Vereeken, 1070 Bruxelles (88 rue Verheyden).

*Collaborateurs* : Juan Rojo, Daniel Baquié...

Ronéotypé..

20,5 cm X 29 cm (format habituel). Nombre de p. variable (de 9 à 21).

Prix en pesetas (5) et en francs (0, 70 puis 1 F.).

FPI : 1971- 1973 (n<sup>os</sup> 4 - 11) : p. 66.

IISG : 1971 - 1973 (n<sup>os</sup> 6 - 9, n<sup>o</sup> 12) : 4<sup>o</sup> A.

**Notice:**

*Adelante* est l'organe de la JCI, l'organisation de jeunesse du POUM : sa perspective politique est la construction du parti révolutionnaire:

la JCI est particulièrement sensible... à la perspective d'une conférence des organisations marxistes-révolutionnaires espagnoles, ouverte par le POUM, aux côtés duquel la JCI luttera pour que cette conférence soit un pas décisif pour la construction du Parti révolutionnaire <sup>36</sup>.

Bulletin des dernières années de l'exil, *Adelante* donne des informations internationales mais il est tourné essentiellement vers l'Espagne (élections syndicales, grèves étudiantes, licenciements de jeunes ouvriers, grèves des mineurs asturiens et des travailleurs de la SEAT de l'automne 1971...).

<b>AGENCE D'INFORMATION ET PRESSE "HISPANIA"</b>
--------------------------------------------------

**Boletín.**

1944 (?) - ?.

Toulouse (20 rue Saint Bernard).

Ronéotypé.

21 cm X 32 cm, 2 p.

CEHI : 1944 (n° 94 : 10 décembre) : B 42.

**Notice :**

Bulletin de l'agence de presse Hispania liée à l'UNE <sup>37</sup> : informations sur l'Espagne et les initiatives de l'exil.

---

36. *Adelante*, n° 6, juin 1971.

37. Le bulletin porte un tampon : "Hispania, Agence d'information au service de l'UNE".

**AGENCE HISPANIA**

**Au service de l'Union Générale Espagnole.**

Unión general de trabajadores.

Français.

1945 (?).

Paris 8<sup>e</sup> (21 avenue des Champs-Élysées) puis Toulouse (20 rue Saint Bernard).

Ronéotypé.

21 cm X 29,7 cm, 2 ou 4 p..

FPI : 1945 (n<sup>os</sup> 3 et extra de mars): p. 84.

Notice :

Bulletin d'information de l'UGT proche de l'UNE.

**AGENCIA DE PRENSA ESPAÑA POPULAR (A.P.E.P.)**

**Boletín de información**, puis, à partir du n<sup>o</sup> 7 (15 octobre 1971) : **Boletín del F.R.A.P.**

Frente revolucionario antifascista y patriota.

Espagnol.

N<sup>o</sup> 1 (mars 1971) - n<sup>o</sup> 6 (septembre 1971).

Mensuel.

S.l.

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm. 10 p..

Devenu : *A.P.E.P. Agencia de prensa España popular. Boletín de información del F.R.A.P.*

BDIC : 1971 (n<sup>os</sup> 1 - 6) : 4<sup>o</sup>P 11383.

Notice :

Le Front révolutionnaire antifasciste et patriote se constitue, le 23 janvier 1971, au moment de l'intense mobilisation qui, en Espagne et à l'étranger, exige et obtient la grâce des six militants autonomistes basques

condamnés à mort par le Conseil de guerre de Burgos en 1970 ; le FRAP regroupe diverses organisations d'extrême-gauche qui veulent s'unir pour promouvoir une lutte révolutionnaire susceptible d'en finir avec le franquisme <sup>38</sup>.

Bulletin d'information du FRAP centré sur les luttes ouvrières et populaires espagnoles, la répression et les conditions de vie des classes populaires en Espagne, les relations internationales et l'actualité politique ; la rubrique "Ultima hora" donne de courtes nouvelles de dernière heure

## AGENCIA FEBUS

**Informaciones periodísticas, reportajes, artículos políticos, literarios, técnicos y de arte. Boletín semanal informativo. Puis : Agence espagnole de presse. Informations, reportages, articles politiques, littéraires, économiques, d'art. Boletín semanal de información.**

Agencia Febus.

Espagnol.

1945 (?) - 1947 (?).  
Hebdomadaire.

Paris 8<sup>e</sup>, 144 avenue des Champs-Élysées.

AGUIRRE José María, directeur (39) ; Elena Francisca de Ribière, gérante puis A. GRANELL, gérant <sup>40</sup>.

Ronéotypé.

20,5 cm X 30 cm, 2 à 20 p.

FPI : 1946 - 1947 (n<sup>os</sup> 15, suppl. au n<sup>o</sup> 20, 32 - 37) : p. 86.

Notice :

Ses responsables veulent faire du bulletin d'information de l'Agence Febus ("Agence espagnole de presse") une publication ouverte non seulement aux informations et reportages mais aussi aux "articles politiques, littéraires, économiques et artistiques". En fait, il s'agit essentiellement d'un bulletin d'informations rédigé par des socialistes

---

38. Les organisations suivantes sont membres du FRAP en 1971 : Front espagnol de libération nationale, Parti communiste espagnol -marxiste-léniniste, Vanguardia socialista et le Comité pro-FRAP de Madrid regroupant : l'Opposition syndicale ouvrière, des Comités anti-impérialistes, la Fédération universitaire démocratique espagnole, l'Union populaire des femmes, les Commissions de quartiers, la Fédération des étudiants démocrates de l'enseignement secondaire, l'Union populaire des professeurs démocrates, les groupes de jeunesse communistes -marxistes-léninistes.

39. José María AGUIRRE, ancien secrétaire de Francisco Largo Caballero (rapport RG 1948, AN, F7 15589).

40. A. GRANELL, ancien lieutenant FFI (*ibid.*).

proches de Francisco Largo Caballero <sup>41</sup> : informations sur la vie politique de l'exil et la vie politique espagnole.

## AGRUPACIO DE BERGUEDANS A L'EXILI

### Butlletí d'informació.

Agrupació de Berguedans a l'exili.

Unim-nos tots ! Per Catalunya i per la llibertat !

Catalan.

Nº 1 (décembre 1946) - 1949 ?.  
Semestriel puis irrégulier.

Prades (le premier éditorial est localisé de Prades).

*Collaborateurs* : Ramón Casals, Pere Comes i Calvet, F. Guix, Jordi de Fumanya-Vilosiu, José F. Gats, Ramón Vinyes, ...

Ronéotypé et, à partir du nº 2 : couverture imprimée.  
21 cm X 27 cm, 8 à 22 p..

CEHI : 1946 (nº 1), 1947 (nºs 2, 3), 1949 (nº 4) : B 28.

### Notice :

Bulletin édité par des émigrés originaires de Berga ; le premier numéro fait état de 42 adhérents à l'Association (sept supplémentaires dans le nº 2), fondée après la rencontre de quelques Berguedans réunis à Perpignan pour la commémoration du 14 avril en 1945 : ils décident alors de faire une fête pour tous les Berguedans exilés, à Prades, le 14 juillet 1945 (chants et danses traditionnels, poésies de Josep Fornell...).

Ce bulletin est dédié à la mémoire de ceux qui ont été exécutés ou garrotés par les franquistes et de ceux qui sont morts dans la lutte contre les nazis ou dans les camps de concentration <sup>42</sup>. Le bulletin publie des poésies (de J. Fornell ou d'anonymes), des évocations littéraires (sur Gongora de R. Vinyes), des lettres d'amis, des informations sur la situation à Berga et des contes ; il évoque la vie ancienne de Berga <sup>43</sup> ; l'association des réfugiés originaires de Berga organise à Prades, en février 1948, un hommage à Pompeu Fabra pour ses 80 ans <sup>44</sup>.

---

41. Le nº 15 du 26 mars 1946 est consacré à la mort de Francisco Largo Caballero.

42. La couverture du bulletin salue ceux qui luttent à l'intérieur contre "le tyran et sa phalange" ; il affirme le désir des exilés de les aider et appelle à la "réconciliation de tous les hommes dignes, indispensable à la libération de la patrie et à la restauration d'un régime de justice et de démocratie".

43. Article de J. Peirats sur "Max Nentlau i la municipalitat lliure de Berga" dans le nº 4 de février 1949.

44. *Agrupació de Berguedans a l'exili*, nº 3, décembre 47.

## AGRUPACION MILITAR

Sección de Carabineros. Revista técnica de orientación profesional. Editada por el Consejo técnico de esta sección.

Agrupación militar. Sección de carabineros.

"Moralidad y lealtad. Valor y disciplina".

Espagnol.

1945.

Mensuel puis irrégulier.

Rédaction et administration : Toulouse (44 rue Saint Rome).

Commandant Valentín PEREZ GIL, directeur.

Collaborateurs : colonels Alberto Alejandrino Santos, Enrique Bosch, Rafael López Galindo...

Imprimé.

Imprimerie du Sud-Ouest, Toulouse.

15,5 cm X 23 cm, 36 ou 46 p..

30 F. le n°.

BN : 1945 (n° 3 : septembre et n° 4 : octobre - novembre - décembre) : 8° Jo. 9198.

### Notice :

Bulletin publié par les anciens carabiniers de l'armée républicaine. La section de carabiniers en exil a été constituée

afin de regrouper, organiser et préparer tout le personnel ... afin que, lorsque le gouvernement donnera l'ordre d'agir, cela se réalise avec efficacité et rapidité, que notre entrée en Espagne soit un mode de transition ou soit une intervention armée ; il nous incombe de créer une ambiance de lutte, comme responsables d'une bonne partie du triomphe, et de convaincre ceux qui croient que les nations étrangères vont nous le donner tout fait et nous ouvrir les frontières pour que nous rentrions tranquillement chez nous<sup>45</sup>.

Revue technique qui souhaite redonner le sens des responsabilités aux carabiniers : articles sur l'histoire de la section (créée en 1828, avec des fonctions essentiellement d'ordre fiscal de lutte contre la contrebande à l'intérieur et aux frontières), sur la devise du corps, publication de conventions internationales et d'accords commerciaux divers...

45. A. ALEJANDRINO, président de la section des carabiniers, *Agrupación militar*, n° 3, septembre 1945, p. 7.

**AHORA**

**Boletín interior de 'a J.S.U. en Francia.**

Juventudes socialistas unificadas.

Español.

1944 (?) - 1946.

Rédaction, administration : Paris 2° (5 boulevard Montmartre).

Vicente Gomez, gérant.

Collaborateurs : Santiago Carrillo, Ignacio Gallego ...

Imprimé.

Imprimerie S.A.F.I.J., Paris 1er (15 rue Montmartre)(André Joly imprimeur).

30 cm X 43 cm, 8 p.

Photos, dessins.

Devenu: *Juventud*.

BN : 1946 (n° 22 : 18 juillet) : Fol. Jo. 4261.

Notice :

Journal des JSU, l'organisation de jeunesse du PCE ; le numéro du 18 juillet 1946 est consacré en grande partie à la commémoration du 16<sup>e</sup> anniversaire de ce jour, à la publication de la dernière lettre de Cristino García avant son exécution et à quelques figures héroïques de la JSU tombées pendant la guerre ou après la victoire franquiste. La dernière page, en catalan, porte le titre de *Juliol* et est le porte-parole des JSU catalanes.

**A.I.T.**

**Organo de la Asociación Internacional de los Trabajadores. Económico, social, cultural. Mensual bilingüe.**

**Organe de l'Association Internationale des Travailleurs. Economique, social, culturel. Mensuel bilingüe.**

**Puis : Organo de la Asociación Internacional de los Trabajadores. Association Internationale des Travailleurs.**

**Associazione internazionale dei Lavatori. International Working men's Association. Internacia Laborista Asocio.**

**Organe de l'Association Internationale des Travailleurs. Association Internationale des Travailleurs.**

**Associazione internazionale dei Lavatori. International Working men's Association. Internacia Laborista Asocio.**

Association internationale des travailleurs.

["Par-dessus les Etats et les frontières, solidarité internationale des travailleurs".  
"L'émancipation des travailleurs doit être l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes"].

Français. Espagnol.

Nouvelle série: n° 1 (octobre 1956)- n° 70 (avril 1965).

Mensuel, parfois irrégulier.

Rédaction et administration : Paris 3° (76 rue de Turbigo): Raymond Fauchois et Tersida Vergnolle. R. Fauchois, gérant.

A partir du n° 8 (octobre 1957) : Paris 9° (39 rue de la Tour d'Auvergne) : rédaction (Raymond Fauchois) et administration (Tersida Vergnolle).

A partir du n° 16 (août- septembre- octobre 1958), administration : AIT-CNT, Toulouse (4 rue de Belfort), José ESGLEAS (administration, correspondance) - la rédaction restant à l'AIT-CNTF, rue de la Tour d'Auvergne.

Puis à partir du n° 19 (avril 1959), rédaction : Toulouse, AIT-CNT, Bourse du Travail (Place Saint Sernin).

Directeur - gérant : Raymond FAUCHOIS <sup>46</sup> puis, à partir du n° 19 d'avril 1959: Etienne GUILLEMAU, directeur- gérant, Imprimerie des Gondoles.

*Collaborateurs* : Germán Arciniegas, José Borrás, Germinal Esgleas, Juan Gil, Louis Hobey, Renée Lamberet, Federica Montseny, Perez Guzman, Francisco Olaya, Gregori Orloff, Fernand Planche, Marc Rochefort, Juan Sans Sicart, ...

Imprimé.

Imprimerie Société générale d'impression, Toulouse, puis, à partir du n° 19 (avril 1959): Imprimerie des Gondoles. Choisy-le-Roi.

28 cm X 34,5 cm, 8 p., puis : 44, 5 cm X 56,5 cm, 4 p., puis : 30 cm X 42 cm , 10 p.

Photos, caricatures (surtout à partir de 1958).

20 F. en 1957, puis : 0,30 NF (mai 1960), 0,50 NF (octobre 1960). Abonnement annuel : 220 F en 1957, puis : 7 F (1960).

Continuation de : A.I.T. (1929 - ).

A pour supplément : Supplément A.I.T. .Suplemento A.I.T.

Mai 1960-

Gérant: GUILLEMAU, Etienne.

BN : 1956 - 1965 (n°s 1 - 70 ) : Fol. Jo. 10635.

IISG : 1956 - 1965 (n°s 1 - 70 ) : fol. A /61-70.

IFHS : 1957 - 1960 (n°s 5 - 36), 1961 - 1965 (n°s 37 - 67) : 14 ASP 1560, 1615, 1631.

BDIC : n° 31 (mai 1960) (et supplément), n° 34 (octobre 1960), n° 36 (décembre 1960), n° 54 (août-septembre 1962) : F°P 2893

Notice :

Cette publication est l'organe de l'Association internationale des travailleurs, mais elle est essentiellement animée et rédigée par des militants de la CNT espagnole qui en est l'organisation la plus importante et active. A.I.T. comporte deux pages de titre et est un mensuel bilingue partagé en deux parties ; chaque moitié est consacrée à une langue -dont l'autre moitié est la réplique quasi exacte ; l'épigraphe, en espagnol, est placée en dernière page. Les articles sont écrits à peu près pour moitié dans les deux langues.

---

46. Raymond FAUCHOIS, secrétaire général de l'AIT.

C'est un journal d'information politique, où est suivie l'actualité politique internationale, dont une grande part est consacrée à l'Espagne (répression, luttes à l'intérieur), à la CNT en exil et au mouvement libertaire international (l'AIT et les organisations anarchistes de divers pays). Quoique le *Supplément A.I.T.* soit davantage théorique que le journal <sup>47</sup>, *A.I.T.* publie également des textes classiques de l'anarchisme <sup>48</sup>.

A.I.T.
--------

**Bulletin intérieur de l'Association Internationale des Travailleurs et :  
bulletin intérieur de l'Association Internationale des Travailleurs,  
suplemento especial en lengua española .**

**Puis : Le bulletin d'information. A.I.T. et : El boletín de información .  
A.I.T.**

Association internationale des travailleurs.

Français. Espagnol.

N° 1 (novembre 1970)- n° 11 (septembre 1971).

Nouvelle série : n° 1 (janvier 1972)- n° 27 (février 1976).

Mensuel.

Limoges (38 rue V. Chabot chez J.MC).

Juan MUNOZ CONGOST , gérant.

Non destiné à la vente.

Imprimé.

Imprimerie Michel Dugénit, Limoges (9 rue Delescluze) puis Imprimerie des  
Gondoles, Choisy-le-Roi.

24 cm X 32,5 cm, 12 p.

IISG : cc : 4° A/ 71- .

IFHS : 1971 (n°s 3 - 4, 7 - 9, 10, 11), 1975 (n°s 22, 23), 1976 (n°s 26, 27) : 14

ASP 279, 1843, 1955.

Notice :

Ce bulletin intérieur de l'AIT comprend parfois dans la première série un supplément spécial de quatre pages en espagnol consacré aux questions espagnoles ; dans la seconde série huit pages sur douze sont en espagnol, tournées vers l'Espagne et également vers l'Amérique latine.

---

47. Comme "Revalorisation de l'action révolutionnaire de la classe ouvrière", par G. Balkanski, et "Influence de l'anarchisme dans le mouvement ouvrier espagnol", par José Viadiu.

48. Ainsi, des textes de Kropotkine sur le salariat dans plusieurs numéros.



## ALARMA

### Boletín de Fomento obrero revolucionario. Nucleo M.

Fomento obrero revolucionario (FOR).

[Prolétaires de tous les pays, unissez-vous, supprimez les armées, les polices, la production de guerre, les frontières, le travail salarié ! (à partir du n° 3 de mai 1963)].

Espagnol.

N°s 1 - 10 (1958 - 1962).

Nouvelle série : n° 1 (septembre 1962) - n° 31 (janvier - avril 1976).

Troisième série : n°s 1 - 23 (?) (1977 - 1986).

Périodicité irrégulière.

Paris 8° (241 rue du Faubourg Saint Honoré), puis : Paris 20° (125 rue Colaincourt) , pour la correspondance chez Nicole Espagnol. (Barcelone pour la 3° série).

Ronéotypé.

21 cm X 29,7 cm, 15 à 30 p.

BDIC : 1962 - 1973 (n°s 1 - 27), 1976 (n° 31), 1977 - 1986 (n°s 1 - 23 , manquent n°s 2, 3, 5 - 12, 14 - 18) : 4° P 7927.

CEHI : 1958 - 1959 (n°s 1, 2), 1960 - 1962 (n°s 6 - 10), 1964 - 1966 (n°s 6 - 9, 12), 1977 - 1980 (n°s 2 - 9) : A 15.

FPI : 1963- 1971 (n°s 4, 5, 16) : p. 5098.

IISG : 1958 - 1980 (manquent n° 14 de 1970, et, dans la 3ème série : n°s 9, 11-12 de 1980) : ZK 40024.

#### Notice :

Ce bulletin d'orientation anti-stalinienne et révolutionnaire émane de militants trotskystes ; parmi eux, Georges Munis signe les premiers éditoriaux <sup>49</sup>. Une nouvelle série commence à paraître à la suite des grèves espagnoles d'avril et mai 1962, en réponse au discours prononcé par Franco au mont Garabitas.

Par sa forme et son contenu, *Alarma* est davantage un bulletin de réflexion théorique à usage quasi-interne aux noyaux du FOR qu'un organe public d'expression (longs textes théoriques sur la stratégie à adopter en Espagne, analyses de la situation internationale, études sur Cuba, les pays de l'Est...).

## ALBOR

### C.N.T. Confederación regional del trabajo de Levante. A.I.T.

49. Manuel FERNANDEZ GRANDIZO, dit Georges Munis, a été un dirigeant des bolchéviki-léninistes espagnols pendant la guerre civile.

Confederación nacional del trabajo.

Espagnol.

N° 1 (1er mai 1975) - n° 2 (octobre 1975) ?.

Rédaction : Les Lilas (Thomas Cano Ruiz, 8 avenue Clémenceau).

Thomas CANO RUIZ, directeur

Comité de rédaction : Pilar Granjel, Enrique Martínez, Francisco Miguel, José Sánchez.

Imprimé

Imprimerie des Gondoles, Choisy le Roi.

19 cm X 28cm, 4 p.

Non destiné à la vente.

CEHI : 1973 (n° 1 : 1er mai, n° 2 : 1er octobre) : A 24.

Notice :

Feuille d'information destinée aux militants CNT originaires du Levant, ouverte aux Levantinos de l'intérieur comme de l'extérieur afin d'exprimer leurs préoccupations (de nombreux groupes de Levantinos - Agrupaciones levantinas- se sont créés en France) ; le titre est donné en souvenir d'*Alba social* publiée par la CNT à Valence durant la dictature de Primo de Rivera. *Albor* donne des informations sur les cinq provinces du Levant (Valence, Castellón, Albacète, Murcie - Cartagène, Alicante).

<b>ALDERDI</b>
----------------

**Euzko- Alderdi- Jeltzalia Ren Deya. Boletín del Partido Nacionalista Vasco.**

Partido nacionalista vasco.

Espagnol. Basque.

N° 1 (avril 1947) - n° 295 (1974).

Mensuel.

Rédaction et administration : Bayonne (Villa Antoinette, avenue Beyris).

Julio de JAUREGUI <sup>50</sup>, directeur jusqu'en septembre 1951, puis M. OSPITAL <sup>51</sup>,

Iñaki de UNZETA jusqu'en 1971 et ensuite Martin UGALDE.

---

50. Voir notice biographique. Le groupe initial de publication comprend également Manu Egileor (*Euzkadi*, hebdomadaire du PNV, n° 230, 30 avril 1981, communiqué par Juan Carlos Jiménez de Aberasturi.

51. M. OSPITAL, commerçant français, administrateur d'une société textile à Bayonne, affilié au MRP et administrateur de l'hebdomadaire en langue basque *Herria* (AN, INF 936).

Comité de rédaction en 1951 : Javier Landaburu, Jesús María Leizaola <sup>52</sup>, Telesforo de Monzón, Rezola, Ruiz de Ercilla.  
Collaborateurs : José Antonio Aguirre y Lecube <sup>53</sup>, Jesús Galíndez <sup>54</sup>, Manuel de Irujo y Olló <sup>55</sup>, Francisco Javier de Landaburu, José María de Lasarte, Alberto Onaindia <sup>56</sup>, Solaum...

Ronéotypé jusqu'au n° 21 de 1948. Imprimé à partir de janvier 1949 (n° 22).  
Bayonne, Imprimerie Darracq (J. Garrat, rue Darracq).  
21 cm X 27 cm . Autour de 30 p. recto jusqu'au n° 21 puis une moyenne de 20 p. recto-verso ensuite.

Dessins les premières années, photos, caricatures dans la période imprimée.  
Tirage : 1000 exemplaires par mois, dont 600 diffusés hors de France en 1947 <sup>57</sup> ; 1.300 exemplaires et 5.000 abonnés en 1951 (48 kg de papier par mois), 1.350 exemplaires en 1962 <sup>58</sup>.

BDIC : 1947 - 1974 (n° 5 - 295) : 4° P 5138.  
BN : 1947 - 1974 (n° 7 - 295) : 4° Jo. 7409.

#### Notice:

*Alderdi* -dont le nom signifie en basque "parti politique, coalition"- est remarquable par sa longévité, quasiment trente ans (vingt-sept exactement) de publication en exil, prolongée par une parution en Euzkadi même, à Bilbao, à partir de 1974 -toujours en cours au début des années 1990. Revue intéressante aussi par son bilinguisme affirmé, *Alderdi* se veut "un effort de communication entre un parti politique en exil et un peuple résistant", selon l'un de ses directeurs Iñaki de Unzeta <sup>59</sup>.

Publiés à partir d'avril 1947 par le Parti nationaliste basque, les premiers numéros d'*Alderdi* ont essentiellement un caractère pratique afin de relier entre eux les Basques exilés et de renouer les contacts avec les habitants de l'Euzkadi. Par la suite, un supplément remplit ce rôle et la revue peut se consacrer à d'autres thèmes. Un index dressé par *Alderdi* même pour l'année 1947 indique la variété des rubriques : "vie du PNV", "vie basque", "martyrs de la patrie", "histoire du pays basque et du nationalisme basque", "Basques illustres", "littérature", "informations d'Euzkadi péninsulaire",

---

52. Voir notice biographique.

53. Voir notice biographique.

54. Jesús de GALINDEZ SUAREZ (1915-1956), juriste, militant du PNV, conseiller de Manuel de Irujo au ministère de la Justice pendant la guerre civile, s'exile en France puis en République Dominicaine où il est professeur de droit et avocat spécialisé en droit du travail. En 1946, il s'installe à New York où il est représentant du gouvernement basque en exil, agent du FBI et de la CIA. Auteur d'une thèse sur le dictateur dominicain Leónidas Trujillo (*La era de Trujillo*), présentée à l'université de Columbia en février 1956, il est enlevé le 12 mars 1956 à New York et disparaît, probablement torturé à mort dans les geôles dominicaines. Son destin est le ressort central du roman de Manuel Vázquez Montalbán, *Galíndez*, publié à Barcelone en 1990 (traduction française parue à Seuil en 1992).

55. Voir notice biographique.

56. Alberto de ONAINDIA, prêtre, exilé en Grande-Bretagne pendant la guerre et l'après-guerre, puis en France durant vingt-cinq ans, assure durant plusieurs années des causeries à la radio française sous le nom de Père Olaso. Auteur notamment de *Hombre de paz en la guerra* et *Experiencias del exilio*, Buenos-Aires, Ekin, 1973 et 1974, 474 p. et 316 p.

57. Lieux de diffusion en 1950 : New York, Mexique, Vénézuéla, Chili, Argentine, Uruguay, Philippines, Belgique, Rome, Cuba (AN, INF 936).

58. *Ibid.* (pour 1962, il s'agit de la déclaration de l'imprimeur).

59. Interviews de Iñaki de Unzeta reproduits au moment de sa mort dans *Euzkadi*, n° 230, 30 avril 1981.

"échos internationaux", "chroniques", "éphémérides", "presse basque", "pensée", "documents". La revue continuera de comporter articles historiques, littéraires et biographiques, centrés essentiellement sur la culture et l'histoire basque ; la structure de la revue sera, dans les années soixante, articulée autour de trois grandes divisions : éditoriaux (souvent plusieurs, signés du directeur de la revue mais aussi d'autres dirigeants basques), "vie basque" (de l'exil et de l'intérieur) et "thèmes généraux" (questions internationales ou théoriques).

Au long de ces années où non seulement le régime franquiste a aboli l'autonomie du pays basque mais encore interdit toute manifestation culturelle basque, *Alderdi* s'emploie depuis la France à organiser la solidarité avec "ceux de l'intérieur" et à maintenir vivante, autant pour ceux-ci que pour les exilés, la culture nationale. *Alderdi* est le porte-parole d'un nationalisme qui se veut humaniste.

## ALIANZA

Juventud socialista unificada.

Espagnol. Catalan.

1941 ? - 1944 ? <sup>60</sup>.

Toulouse.

Numéro du 3 avril 1942 : dactylographié.

10,5 cm X 14 cm. 4 p.

Couverture illustrée.

Collection particulière (Antonio Soriano, Paris) : supplément extraordinaire n° 1 du 3 avril 1942.

Notice :

Le seul exemplaire conservé de ce périodique clandestin est de format réduit, dactylographié sur papier pelure et multicopié au moyen de papier carbone à plusieurs dizaines d'exemplaires ; ce bulletin est une petite merveille de réalisation : il possède une couverture cartonnée en couleur, ornée du drapeau de la République espagnole, où les titres noirs et rouges sont calligraphiés avec soin. Ce bulletin a été réalisé par un groupe de jeunes appartenant pour la plupart à la JSU ; le bulletin a été confectionné dans un atelier de décoration d'abats-jour où travaillaient de jeunes artistes espagnols. Les couvertures sont faites du même carton que les abat-jour, et illustrées par des jeunes rompus au dessin et à la calligraphie <sup>61</sup>.

Ce bulletin clandestin a été rédigé pour la célébration du 14 avril 1942 au nom de l'*Alianza nacional de la Juventud española* et appelle les

60. Le n° 6 d'*Alianza*, daté de fin juillet 1942, est cité dans le projet de réquisitoire du Procureur général auprès de la Cour d'appel de Toulouse, lors du procès *Reconquista de España*, le 8 janvier 1944 (ADHG, fonds Daniel Latapie, *Guérilleros espagnols*, tome 2). Antonio Soriano, l'un des animateurs d'*Alianza*, parle de 33 numéros réalisés (voir vol. 1, p. 123).

61. Entretien avec Antonio Soriano, 16 novembre 1990.

jeunes Espagnols à "lutter uni[s] pour la reconquête de l'Espagne et la République populaire dans une puissante Alliance nationale de la jeunesse". Rédigé en catalan et en espagnol, le bulletin explique les objectifs de lutte de l'Alliance nationale de Catalogne :

La jeunesse catalane ne peut oublier que Franco est le pire ennemi [trou dans le papier] d peuple catalan... Le fascisme n'a pas seulement persécuté les jeunes libertaires, nationalistes, communistes ou républicaines, Franco a fait de tous les jeunes Catalans une génération d'esclaves.

Dans un souci de rassemblement, le bulletin s'adresse à tous les jeunes militaires de l'armée républicaine, aux Basques et aux Catalans, aux jeunes catholiques "trompés par les mensonges de Franco", aux ouvriers, paysans, sportifs et aux jeunes filles, afin de créer une Alliance nationale de la jeunesse. Il s'agit d'un des tous premiers bulletins clandestins.

## ALIANZA

### Boletín de información.

Alianza sindical española (Comision coordinadora nacional de la ASE).

Espagno<sup>1</sup>.

N° 1 (janvier 1965) - ?.  
Périodicité inconnue.

S.l.

*Collaborateurs* : José Barreiro, Germinal Esgleas, Ramón Liarte <sup>62</sup>, Federica Montseny <sup>63</sup>, Manuel Muñoz <sup>64</sup>, Pascual Tomás <sup>65</sup>.

Imprimé.

Imprimerie non indiquée  
24 cm X 32 cm, 6 p.

FPI : 3 numéros non datés (probablement de 1965) : p. 126.

### Notice :

Bulletin de l'Alliance syndicale constituée par l'UGT, la CNT et STV en 1961, après la réunification de la CNT ; des comités de l'ASE se constituent dans l'émigration et en Espagne et l'ASE est reconnue sur le plan international par la CIOSL et la CISC. Les dirigeants des trois syndicats y écrivent : perspectives de travail, informations de l'intérieur, articles sur l'unité syndicale...

---

62. Voir notice biographique.

63. Voir notice biographique.

64. Voir notice biographique.

65. Voir notice biograph.que.

## ALIANZA

### Portavoz de la Juventud Combatiente.

Juventud Combatiente.

Espagnol.

N° 1 (1er septembre 1944) - ?.

Périodicité inconnue.

S.l.

Imprimé.

22,5 cm X 27,5 cm, 4 p..

BDIC : 1944 (n° 1 : 1er septembre) : 4°P 1162 Rés.

#### Notice :

*Alianza* est l'une des nombreuses publications impulsées par l'UNE : elle est l'organe des jeunes guérilleros regroupés dans Juventud Combatiente qui, selon l'unique numéro du bulletin, " remplace l'Alianza nacional de la juventud dans la lutte contre Franco et la Phalange".

*Alianza* relate l'occupation des locaux du consulat espagnol à la libération de Toulouse ainsi que le meeting organisé à Toulouse par l'UNE dès le 22 août 1944. L'UNE appelle à la mobilisation armée des guérilleros pour renverser Franco et invite les jeunes Espagnols à rejoindre les guérilleros ; elle s'adresse particulièrement aux jeunes de l'émigration économique et aux jeunes filles afin que chacun milite -selon ses possibilités- dans les rangs de la Juventud combatiente. A l'exemple des guérilleros qui ont combattu coude à coude avec les FFI pour libérer le Sud-Ouest de la France, la jeunesse espagnole doit se mobiliser pour renverser Franco. *Alianza* demande aux jeunes d'être plus attentifs que jamais aux consignes et orientations de la radio de l'UNE, Radio España Independiente.

## ALIANZA SINDICAL.

### Organo de la Alianza sindical de Paris.

Unión general de trabajadores, Confederación nacional del trabajo, Solidaridad de trabajadores vascos.

Espagnol.

N° 1 (1er mai 1963) - 1966 (?).

Paris (Union départementale F.O. : Bourse du travail, 67 rue de Turbigo).

*Collaborateurs* : Ramón Álvarez, Juanel (pseudonyme de Juan Manuel Molina)....

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 10 p.  
0,25 F. le n°.

CEHI : 1964 (n° 2 : 1er mai), 1965 (n° 3 : novembre) : A 14.  
FPI : 1963 (n° 1), 1966 (n° 12) : p. 132.

Notice :

Bulletin de l'Alliance syndicale de Paris qui regroupe les trois organisations syndicales de l'exil ; il publie des articles sur la stratégie commune et la situation sociale espagnole :

face aux tactiques ambiguës... dont celles des prétendus groupes d'opposition syndicale à l'intérieur des syndicats fascistes (qui n'ont rien de syndical)... l'Alliance syndicale s'est créée pour lutter de front, pour conquérir la liberté de l'Espagne en renversant l'atroce tyrannie franquiste en l'attaquant sur son flanc le plus vulnérable, l'économie <sup>66</sup>.

## AI KARRISKETA

**Revista cultural y política.**

Partido comunista de Euzkadi.

Espagnol. Basque.

N° 1 (non daté : postérieur à juillet 1969) - ?.

A. RESTOUEIX, directeur, Paris 19° (74 rue Petit).  
Collaborateurs : Juan Diz <sup>67</sup>, Manuel Ereño...

Imprimé.

Imprimerie Abexpress, Paris 10° (72 rue du Château d'Eau).

21 cm X 27 cm, 36 et 28 p.

Photos, couverture en couleur ; illustrations.

ACCPCE : 1969 (n° 1), 1970 (n° 2) : vol. 71/13.

Notice :

Publication clandestine du Parti communiste basque, où participe sous un pseudonyme Manuel Azcárate, dirigeant du PCE. Publication destinée prioritairement à l'intérieur : articles sur les luttes ouvrières en Euzkadi, la compatibilité entre la foi chrétienne et le socialisme ("Un chrétien peut-il être socialiste ?"), la collaboration entre le Mouvement des curés basques, l'ETA et le PCE (compte rendu d'une réunion des trois groupes à Lausanne sur la répression en Euzkadi).

<sup>66</sup>. *Alianza sindical*, n° 1, 1er mai 1963.

<sup>67</sup>. Pseudonyme de Manuel Azcárate.

## ALKARTU

### Erri Guzietako Langilleak Alkartu.

Partido comunista de Euzkadi.

Espagnol.

N° 1 (21 janvier 1945) - 1945 ?  
Mensuel.

Rédaction et administration : Toulouse (Agustín Ibañez, 26 rue Mathaly).

Imprimé.

Imprimerie moderne, Toulouse et imprimerie de l'Étincelle, Pau <sup>68</sup>.

36 cm X 56 cm, 4 p.

Photos, dessins.

2,50 F le n°.

Devenu : *Euzkadi roja*.

CEHI : 1945 (n° 1) : GA 5.

FPI : 1945 (n°s 1, 2) : P. 138.

Notice :

Publication du Parti communiste basque qui présente, en 1945, un programme d'action à tous les Basques pour lutter contre Franco et la Phalange :

Notre parti... est et a toujours été le plus ferme et ardent défenseur du droit d'autodétermination de notre nationalité... Aucune différence politique et idéologique ne peut empêcher l'unité dans la lutte des patriotes basques. Les arguments de certains qui considèrent que l'unité sincère et profonde entre les communistes et les nationalistes n'est pas possible du fait que ces derniers sont catholiques sont complètement faux <sup>69</sup>.

La stratégie est basée sur l'unité d'action "vers l'insurrection nationaliste victorieuse".

## AMIGO (EL) DEL PUEBLO

Agrupación de los Amigos de Durruti.

Espagnol.

N° 1 (juillet 1961) - n° 4 (décembre 1961).  
Périodicité irrégulière.

68. ADHG, 1278 W8.

69. *Alkartu*, n° 1, 21 janvier 1945, p. 1 et p. 4.



Rédaction : Paris 20° (6 rue H. Dubouillon, chez Jacques Noël).

Jacques NOEL, directeur - gérant.

"Versements, dons et correspondance" à : Pablo Ruiz, Paris 10° (15 rue Faubourg du Temple).

*Collaborateurs* : Juan Alcover, Pablo de Amezcua, Joaquin Mograz, Juan Roca, Rafael Roig.

Imprimé.

Imprimerie La Ruche ouvrière, Paris 3°.

33,5 cm X 49, 5 cm.

Non destinée à la vente publique.

CEHI : 1961 (n°s 1 - 4) : A 4.

IFHS : 1961 (n°s 1 - 4) : 14 ASP 1942.

IISG : 1961 (n°s 1 - 4) : sp. fol. A.

Notice :

Cette publication reprend le nom et la référence organisationnelle d'un bulletin paru à Barcelone en 1937 et édité par des anarchistes "bolchevisés", proches du POUM et partisans de méthodes de type léniniste. Ce journal de l'exil dont certaines pages sont de véritables placards à afficher, entend réagir contre "l'esprit de défaite qui, de par lui-même, maintient Franco au pouvoir" :

aujourd'hui, en faisant reparaitre *El Amigo del pueblo*, nous voulons revivifier la pensée de Durruti en ce qui concerne sa fameuse expression : "Nous renoncions à tout sauf à la Révolution" <sup>70</sup>.

Le journal s'en prend au manque de liberté en Espagne et au pouvoir de l'Opus Dei et critique durement la presse anarchiste de l'exil <sup>71</sup> ; il préconise un front commun des étudiants et des ouvriers, loin du Front des forces démocratiques qui s'est constitué "de Gil Robles à Jiménez Fernández et autres" <sup>72</sup>.

## AMISTAD

Boletín de información de la Asociación Cooperación cultural ibero-yugoeslava.

Asociación Cooperación cultural ibero-yugoeslava.

Espagnol.

N° 1 (23 juin 1953) - ?.

70. *El Amigo del pueblo*, n° 1.

71. "Une organisation sans son périodique est comme un corps sans tête ; si elle n'a pas d'organe écrit d'expression elle ne se fait pas connaître. Le bulletin qui se publie à Paris ne mérite pas le nom de périodique d'une organisation importante comme la nôtre. Cela fait longtemps que cette presse ne reflète la pensée ni les aspirations de la collectivité libertaire. Il donne l'impression qu'il ne se passe rien, tant ils sont loin de TOUT. Son directeur doit être partisan du moindre effort (mental)...." (*El Amigo del pueblo*, n° 4, décembre 1961).

72. *Ibid.*

Interdit par arrêté ministériel du 13 janvier 1956 (*Journal officiel*, 20 janvier 1956, p. 734).

Rédaction : Paris 6° (8 bis rue Danton).

Comité de rédaction : José del Barrio, Jesús Ansauti, Arturo Ortega, José Pallach...

Ronéotypé.

Imprimerie SIPN, Paris (14 rue de Paradis).

21 X 31, 8 p.

CEHI : 1953 (année I, n° 1 : 23 juin) : A 35.

**Notice :**

Bulletin de l'Association de Coopération culturelle ibéro-yougoslave, constituée le 17 mai 1953 et destinée à "cultiver et renforcer les relations culturelles sous toutes ses formes entre ses adhérents et les associations culturelles yougoslaves" <sup>73</sup>.

Association culturelle, "à base d'adhésions individuelles et indépendante totalement de tout groupe politique ou syndical, [elle] travaille en coopération avec l'association France-Yougoslavie" dont le président est Jean Cassou ; elle propose des conférences faites par des Espagnols, des Yougoslaves, des Français, des Latinoaméricains ou des Portugais sur des thèmes littéraires, artistiques ou historiques. Une bibliothèque est constituée, des rencontres entre professionnels sont prévues ; le bulletin qui se fait l'écho de ces activités annonce que cinquante enfants de réfugiés espagnols ont passé des vacances d'été en Yougoslavie.

<b>AMISTAD</b>
----------------

Juventud socialista unificada.

Espagnol.

N° 1 (octobre - novembre 1955) - ?.

Gérant : Just Gadebois.

Imprimé.

Imprimerie SIPN, Paris (14 rue de Paradis).

Non localisé.

**Notice :**

Un premier numéro au moins de cette publication a paru, édité clandestinement, probablement par le mouvement de jeunesse du PCE après

---

73. Gónzalo Siberio est président et Antonio Iborra, vice-président, du comité directeur de l'Association dont le siège provisoire est Salle des Sociétés savantes, 28 rue Serpente.

la dissolution des organisations communistes espagnoles. Ce journal adresse un message à la jeunesse espagnole de la part de la délégation espagnole au V<sup>e</sup> Festival mondial de la jeunesse et des étudiants, célébré à Varsovie en août 1955 et publie une allocution du président du Comité antifasciste de la jeunesse soviétique aux délégués espagnols ; il dénonce aussi le pacte américano-espagnol de 1953 et la répression en Espagne <sup>74</sup>.

## ANAI-ARTEA

### Boletín informativo.

Conjunción de Grupos políticos abertzales.

Espagnol. Basque.

1969 (?) - 1974 (?)

Saint Jean-de-Luz.

Ronéotypé.

21 cm X 28 cm, 4 p.

FPI : 1974 (n<sup>os</sup> de février et août - septembre) : p. 164.

### Notice :

Bulletin d'information publié par une coalition de groupes nationalistes basques.

## ANALES.ATENEO IBERO-AMERICANO DE PARIS

Ateneo Ibero-Americano de Paris.

Espagnol.

N<sup>o</sup> 1 (1966 ?) - n<sup>o</sup> 9 (1975).

Périodicité irrégulière.

Administration : Paris 7<sup>e</sup> (Musée social : 5 rue Las Cases).

Fondateur : Emilio Herrera Linares <sup>75</sup>.

Ronéotypé.

21 cm X 29,7 cm. 12 à 24 p.

74. ADHG, 2692/86.

75. Voir notice biographique.

Couverture cartonnée portant un dessin de Madrazo (la déesse Athéna et le monde ibéro-américain) et une caravelle.

BDIC : 1967 - 1975 (n<sup>os</sup> 2 - 9) : en cours de catalogage.

CEHI : 1957 - 1961 (n<sup>o</sup> 1 : sic), 1967 (n<sup>o</sup> 2), 1969 - 1970 (n<sup>os</sup> 5 - 7) : A 14.

FPI : 1968 - 1971 (n<sup>os</sup> 4, 8) : p. 273.

Notice :

Ce bulletin d'apparence modeste permet d'avoir une idée de l'activité culturelle développée par l'Ateneo ibéro-americano de Paris, venu combler en 1957 le vide laissé par la disparition de l'Union des intellectuels espagnols. Malgré l'avis des communistes - alors clandestins- qui souhaitent recréer l'Union, les initiateurs du projet avancent l'idée d'un organisme sans prise de position politique, syndicale ou religieuse <sup>76</sup>.

L'Ateneo ibéro-americano de Paris est ainsi constitué le 31 mars 1957 dans les locaux du gouvernement républicain, avenue Foch <sup>77</sup>. Il rassemble Espagnols, Latino-américains et Portugais, reliés par une commune opposition aux dictatures de leurs pays respectifs et par une volonté identique de sauvegarder leur identité culturelle.

Les sujets des conférences sont aussi divers que "la philosophie espagnole contemporaine", "la poésie et la musique dans les traditions sépharades d'Orient", "le mythe de l'intolérance religieuse de l'Espagnol" ou "la personnalité de Don Vasco de Quiroga". Des thèmes d'actualité comme l'analyse de la loi syndicale espagnole de 1971 ou l'étude de la conjoncture économique de la péninsule sont également retenus et publiés dans les *Anales*.

## ANALES DEL HOSPITAL VARSOVIA

Walter B. Cannon Memorial. Fundado por los F.F.L y resistentes españoles.

Hôpital Varsovie.

Espagnol.

1948 - 1950 (?).

Trimestriel.

Rédaction : Toulouse (Hôpital Varsovie, 15 rue Varsovie).

Dr. P. GERMAIN, directeur - gérant ; Dr. E. ROVIRA, rédacteur en chef, Dr. J. Viñas, secrétaire de rédaction, puis Dr. P. Cicera ;

Comité de publication : Drs. F. Bermejo, J. Bonifaci, F. Bosch, M. Gómez, P. Grau, A. Pifarr, I. Querol, Sánchez Portela et les Drs en pharmacie P. Cirera, G. Viñas.

<sup>76</sup>. Notamment Fernando Valera Aparicio et Antonio Gardó Cantero - tous deux enseignants au lycée Voltaire- et passant des vacances ensemble avec leurs familles en Andorre (Entretien avec Antonio Gardó Cantero, 1er février 1991).

<sup>77</sup>. Créé en mars 1957 en tant qu'association selon la loi de 1901 (publication au *Journal officiel*, le 28 décembre 1957), l'Ateneo s'intitule "Centre démocratique de caractère culturel".

Imprimé.  
20,5 cm X 26,5 cm, 16 p.  
Photos.

FPI : 1948 (n° 2) -1950 (n° 9) : p. 166.

Notice :

Bulletin publié par les anciens FFI et résistants espagnols - médecins et pharmaciens- fondateurs et animateurs de l'Hôpital Varsovie de Toulouse. Cet hôpital, créé pour les besoins sanitaires des guérilleros espagnols, a été installé dans un vieux château de la rue Varsovie réquisitionné en novembre 1944 par l'autorité militaire <sup>78</sup> ; l'Amicale des anciens FFI et résistants espagnols, contrôlée très vite par le PCE, en prend la direction <sup>79</sup>.

La publication porte en sous-titre le nom de la fondation américaine qui finance en grande partie l'hôpital, le Walter B. Cannon Memorial <sup>80</sup> ; elle est consacrée essentiellement à des articles de médecine (études cliniques notamment de la pathologie de l'émigration) et à l'actualité médicale en France. Une présentation de livres médicaux et la rubrique "Nuestros amigos" (activités des comités antifascistes ou de solidarité avec l'Espagne républicaine...) complètent la publication.

ANAYAK
--------

**Correspondance bi-mensuelle des prêtres basques en exil.**

Maledicimus et benedicimus. [ Nous sommes maudits et nous bénissons ].

Français. Basque.

1939 (janvier ? - avril ? ).  
Bimensuel.

Rédaction : Paris (8°), 5 rue Quentin-Bauchart.  
Henri GALABERT, gérant.

---

78. David Wingate PIKE, *Jours de gloire, jours de honte... op. cit.*, p. 173.

79. En octobre 1948, Solidaridad democrática española tient à préciser dans le bulletin de l'UGT dont elle est l'organisation de solidarité que si diverses entités internationales soutiennent l'Hôpital Varsovie, "croyant qu'on y soigne les réfugiés qui le nécessitent, sans distinction d'idées politiques ou sociales", "que cet hôpital est dirigé par des communistes, administré par eux et qu'on y admet que des malades communistes ou protégés par eux" et "que les réfugiés politiques non communistes, qui résident à Toulouse, savent que l'Hôpital Varsovie n'est ni plus ni moins qu'un instrument de plus du Parti communiste et que, si parfois on a admis, pour sauver la face, quelque malade non communiste, on lui a fait la vie impossible et il a dû s'en aller" (*Boletín de la Unión general de trabajadores de España en el exilio*, n° 48, octobre 1948, p. 4.).

80 Le Comité de ayuda sanitaria a los Republicanos españoles finance également l'hôpital et sa clinique annexe (ADHG, 1278 W 8).

*Collaborateurs* : Iñaki de Azpiazu, Azuri de Larraun, Chanoine Onaindia, Jon de Yzartza, Ibon de Zapola...

Imprimé.

Imprimerie SPI, Paris 9<sup>e</sup>.

17 cm X 23,8 cm, de 20 à 32 p., avec couverture cartonnée.

Dessins en couverture.

50 centimes (n<sup>os</sup> 2 et 5), 1 F (n<sup>o</sup> 6/7).

BDIC : 1939 (n<sup>os</sup> 2, 5, 6/7) : 8<sup>o</sup>P 3555.

Notice :

Cette revue imprimée, d'une vingtaine de pages, écrite essentiellement en français avec quelques textes en basque, stigmatise la violence qui "prétend s'ériger en règle de vie internationale" au début d'année 1939.

Dans son analyse de la situation religieuse en Espagne pendant la guerre civile, *Anayak* renvoie dos à dos les républicains et les nationalistes pour les exactions commises dans les deux camps. Cependant, *Anayak* prend nettement position contre Franco, car

on a prétendu se couvrir de l'autorité de l'Eglise pour appeler Croisade une rébellion, pour étouffer l'appel à la paix lancé à l'étranger par des âmes d'élite, pour justifier les incendies des villes et l'assassinat d'êtres sans défense et pour semer partout la terreur et la destruction <sup>81</sup>.

*Anayak* publie, dans la rubrique "les prêtres basques chez Franco", des listes de prêtres basques restés en Euzkadi qui ont été exilés dans d'autres régions, condamnés à mort ou à de lourdes peines de prison et de travaux forcés par les franquistes.

Dans chaque numéro *Anayak* donne des nouvelles de l'exil (dans la rubrique "Echos de l'exil") et ces courtes descriptions permettent de saisir l'importance de la pratique religieuse des réfugiés basques installés dans les petites bourgades du Pays basque français. Par exemple, *Anayak* dresse un tableau de la participation au culte du millier de réfugiés installés à Saint Jean-de-Luz ou des 2.00 autres résidant dans le bourg voisin d'Ascain <sup>82</sup>. Ce bulletin montre particulièrement les liens entre le clergé basque et le nationalisme basque et souligne la diversité des composantes de l'émigration.

## ANONIMOS

Portavoz de la 26<sup>a</sup> división de la Agrupación de guerrilleros "Reconquista de España".

Agrupación de guerrilleros "Reconquista de España".

Espagnol.

81. *Anayak*, idem, p. 6.

82. Dans un questionnaire destiné aux prêtres basques réfugiés en pays étrangers, *Anayak* demande, si dans leur ancienne paroisse, la langue maternelle des fidèles est respectée dans la prédication.

1944 (septembre - ?).  
Périodicité inconnue.

Chambre (Aude).  
ANDERI, gérant.  
Collaborateurs : Commandant Ruiz, Lieutenant-colonel Castro...

Imprimé.  
Imprimerie Roquefort, Quillan.  
22,2 cm X 27,9 cm. 4 p.

Est supplément de : *Lucha*.

BDIC : n° 1 (septembre 1944) : 4°P 1161 Rés.

**Notice :**

Un seul numéro d'*Anónimos* est connu : le n°1, paru quelques jours après la sortie de la clandestinité. Porte-parole de la 26<sup>e</sup> division des guérilleros "Reconquista de España", il témoigne de l'intense activité de publication des guérilleros (des suppléments existent dans les diverses divisions, brigades ou bataillons).

L'éditorial qui évoque le rôle des guérilleros dans la libération de nombreuses villes du Sud-Ouest (Foix, Auch, Albi, Rodez, Tarbes...), rappelle que la lutte n'est pas terminée pour les Espagnols et que la Junte suprême de l'UNE entend livrer la bataille finale contre Franco et la Phalange. Les brigades de la 26<sup>e</sup> division se sont, quant à elles, particulièrement illustrées dans la libération des villes des Pyrénées-orientales, de l'Aude et de l'Ariège, aussi le Commandant Ruiz appelle-t-il les guérilleros à la même détermination pour la lutte en Espagne. Le 3<sup>e</sup> bataillon de la 3<sup>e</sup> brigade qui se trouve près des Pyrénées, tout près de la mère patrie, appelle aussi à la lutte "Pour l'Espagne, vers l'Espagne". *Anónimos* rappelle le bon usage des armes, entend organiser des formations pour l'utilisation des explosifs et souligne la nécessité de connaître le morse. L'on voit dans ce bulletin, comme dans *Alianza* et les autres publications de l'UNE des premières semaines d'après la clandestinité, le désir de continuer la lutte en Espagne et l'on pressent la tentative du Val d'Aran.

<b>ANTENA CONFEDERAL</b>
--------------------------

**Bulletin de la Fédération locale CNT - MLE de Paris.**

Confederación nacional del trabajo. Movimiento libertario español.

Espagnol.

1955 (n° 1 : 15 février) - 1957 (?) .  
Mensuel.

Rédaction : Paris (10<sup>e</sup>), 12 rue Bichat, puis, à partir du n° 6, Paris (11<sup>e</sup>), 126 boulevard Richard Lenoir. A partir du n° 11, Bobigny (7 rue Marcelin Berthelot).

Antonio BARRANCO, administrateur - gérant. A partir du n° 11, Helenio MOLINA : rédaction- administration.

*Collaborateurs* : Diego Abad de Santillán, Ramón Álvarez, Acracio Bartolomé, José Peiró, Horacio M. Prieto, Luis de Rivals, A. Trabal...

Imprimé.

Imprimerie San José, Toulouse (41 route d'Agde), puis, à partir du n° 6, Imprimerie Fauvel, Paris 2° (4, rue Vide-Gousset). Pour les n°s 10 et 11 : Imprimerie S.I.T., Paris 2° (12 galerie Vivienne). A partir du n° 12 : Imprimerie Fayard et Cie, Clamart (132 avenue Victor Hugo), mais, encore parfois retour à l'Imprimerie Fauvel.

20 cm X 26,5 cm (pour les n°s 1, 2, 18), 22 X 28 cm (pour les (n°s 3 à 15). 4 p. (6 p. pour le n° 18).

CEHI : 1955 (n°s 1 - 9) : A 16.

FPI : 1955 (n° 6) : p. 179.

IFHS : 1955 (n°s 4, 5) : 14 ASP 1705.

IISG : 1955- 1957 (n°s 1 - 15, 18) : 4° A / Div.

Notice :

Le premier numéro d'*Antena confederal* apparaît le 15 février 1955 "avec le propos d'exposer et de défendre la pensée des compagnons de la Fédération locale de Paris de la CNT et du MLE", dans le but également d'aider les prisonniers et d'œuvrer à la résistance antifranquiste. Porte-parole de la tendance "collaborationniste" de la CNT (la CNT-MLE), *Antena confederal* déplore cependant la scission confédérale, que Luis de Rivals juge suicidaire <sup>83</sup>, et publie en première page <sup>84</sup> des textes de la Commission confédérale de conciliation : "L'un des objectifs les plus importants du moment est de surmonter la division confédérale". *Antena confederal* se veut d'ailleurs un instrument de cette unité, et chaque numéro fait état de cette préoccupation constante : publication du texte du *Boletín por la unidad de la CNT de España* édité à Mexico <sup>85</sup>, texte de contribution à l'unité des deux fractions de la CNT <sup>86</sup>, convocation à Paris d'une assemblée d'unité confédérale "par les militants cénétistes qui se trouvent en marge des deux fractions" <sup>87</sup> ; la CNT d'Espagne au Mexique presse aussi ses compagnons exilés en France à se réunifier <sup>88</sup>.

*Antena confederal* donne régulièrement des échos de "l'intérieur de l'Espagne" et la Fédération locale de Paris de la CNT - MLE envoie un délégué à l'intérieur où "il n'y a pas deux CNT mais une seule" <sup>89</sup>, d'autant que

le régime franquiste est entré dans une crise qui paraît décisive... Les courants d'opposition s'intensifient en Espagne. Pour la première fois, des représentants de ces courants établissent le dialogue avec les diverses forces de l'exil <sup>90</sup>.

---

83. *Antena confederal*, n° 1, 15 février 1955.

84. *Antena confederal*, n° 3, 15 avril 1955; n° 6, 15 juillet 1955.

85. *Antena confederal*, n° 6, 15 juillet 1955.

86. *Antena confederal*, n° 8, 15 octobre 1955.

87. *Antena confederal*, n° 13, 19 juillet 1956, pour le 20ème anniversaire du 19 juillet. Assemblée réunie salle des Sociétés savantes, rue Serpente (Paris 6°) les 23 et 24 juin 1956.

88. *Antena confederal*, n° 15, septembre-octobre 1956, lettre de Prego sur l'unité.

89. Le secrétaire de la Fédération est José Peiró.

90. *Antena confederal*, juillet 1957.



## A.P.E.P. AGENCE DE PRESSE ESPAGNE POPULAIRE

Agence de presse Espagne populaire. Bulletin d'information du F.R.A.P.  
Edition française, puis : édité en espagnol, français, allemand, italien, anglais  
(à partir du n° 32 du 7 janvier 1974) et : publié en français, anglais, hollandais,  
italien, norvégien, portugais et espagnol (à partir du n° 83 du 1<sup>er</sup> mai 1976).

Frente revolucionario antifascista y patriota (FRAP).

Français.

1971 - 1979 (?).

Mensuel, hebdomadaire, puis : mensuel.

S.I., puis : "distribution : Comité unitaire de solidarité avec les peuples d'Espagne,  
C.U.S.P.E., 45 rue Dunois, 75013 Paris ", à partir du n° 81 du 16 avril 1976.

Rouéotypé.

21 cm X 29,7 cm, 12 à 20 p.

Bandeau rouge, jaune et violet en première page, avec une carte de l'Espagne  
surmontée d'un bras armé d'un fusil.

BDIC : 1971 (15 novembre, n° 9), 1972 (n°s 10-17), 1973 (n°s 21, 25), 1974 (n°  
32), 1975 (n°s 45, 46, 53-5<sup>c</sup>), 1976 (n°s 81, 83-86), 1978 (n° 95), 1979 (n°s 104,  
108) : 4° P 7755 puis F°P 4210.

Notice :

Edition française d'une publication éditée en diverses langues, ce  
bulletin du FRAP se veut un organe d'information analogue à celui d'une  
agence de presse, donnant les nouvelles d'Espagne auxquelles les agences  
officielles ne donnent pas la priorité : essentiellement luttes ouvrières, luttes  
populaires, luttes universitaires, luttes paysannes, répression, presse  
populaire, mais aussi actualité politique et relations internationales de  
l'Espagne. Le bulletin informe sur tous les types de luttes menés en Espagne  
contre le franquisme et sur l'activité des Comités pro-FRAP qui s'y  
constituent et travaillent avec divers mouvements d'extrême-gauche<sup>91</sup>.

## A.P.E.P. AGENCIA DE PRENSA ESPAÑA POPULAR

Boletín de información [del F.R.A.P.], puis, à partir du n° 26 (juillet 1973) :  
Se publica en español, francés, alemán, italiano, inglés.

91. Notamment avec les organisations suivantes : Oposición sindical obrera (OSO), Unión popular de las mujeres (UPM), Federación universitaria democrática española (FUDE), Unión popular de los artistas (UPA), Federación española de la enseñanza secundaria (FEDEM), Partido comunista de España marxista-leninista (PCE m-l), Unión socialista española (USE)....

Frente revolucionario antifascista y patriota.

Espagnol.

1971 (15 octobre: n° 7) - 1979 (?).  
Mensuel, hebdomadaire, mensuel.

S.l. puis Paris.

Ronéotypé.

21 cm X 29,7 cm, 12 à 20 p.

Bandeau rouge, jaune et violet en première page de couverture, avec une carte d'Espagne surmontée d'un bras armé d'un fusil.

1.50 F. le n° en 1974, 2 F. en 1976.

Continuation de : *Agencia de prensa España popular (A.P.E.P.). Boletín de información.*

BDIC : 1971 (n°s 7 - 9), 1972 (n°s 11 - 13, 16 - 19), 1973 (n°s 20 - 24, 26 - 31), 1974 (n°s 33 - 44), 1975 (n°s 45, 47 - 52, 56 - 66), 1976 (n°s 67, 68, 72, 80, 87 - 89) : 4°P 11383.

Notice :

Le bulletin en espagnol présente les mêmes rubriques que le bulletin en français et qu'*Agencia de prensa España popular* qui le précède : luttes ouvrières et populaires, répression, conditions de vie du peuple, relations internationales, actualité politique ("Ultima hora").

<p style="text-align: center;"><b>A.P.E.P. AGENCIA DE PRENSA ESPAÑA POPULAR. INTERNACIONAL</b></p>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------

Frente revolucionario antifascista y patriota.

Espagnol.

N° 1 (1973) - ?.  
Périodicité inconnue.

S.l.

Ronéotypé.

21 cm X 29,7 cm, 10 à 12 p.

BDIC : 1973 (n°1), 1974 (n°s 2 - 3) : 4°P 11384.

Notice :

Ce bulletin souhaite "informer l'opinion publique espagnole ... des luttes et des actions des mouvements révolutionnaires antifascistes et

anti-impérialistes qui luttent contre des ennemis communs" : informations sur les luttes au Brésil, en Turquie, en Colombie, au Chili, en Indonésie...

**A.P.E.P. INFORMA. AGENCIA DE PRENSA ESPAÑA POPULAR.  
AVANCE**

Frente revolucionario antifascista y patriota

Espagnol.

1975 (?) - ?.

Périodicité inconnue.

S.l.

Ronéotypé.

21 cm X 29,7 cm, 6 p.

0,50 F le n°.

BDIC : 1975 (n°s 10, 12) : 4°P 11385.

Notice :

Bulletin centré également sur les luttes ouvrières et populaires, l'actualité politique, la répression, et l'impérialisme.

**A.P.E.P. INFORMA. AGENCIA DE PRENSA ESPAÑA POPULAR.  
DELEGACION DEL SUR DE FRANCIA**

Frente revolucionario antifascista y patriota.

Espagnol.

1975 (?) - ?.

Périodicité inconnue.

Toulouse ?.

Ronéotypé.

21cm X 29,7 cm, 6 p.

0,50 F le n°.

BDIC : 1975 (n°s 13 - 15) : 4°P 11387.

Notice :

Rubriques quasiment identiques à celles des autres bulletins de l'APPEP : luttes ouvrières et populaires, répression, colonialisme franquiste, actualité politique.

**A.P.E.P. INFORMATION. AGENCE DE PRESSE ESPAGNE  
POPULAIRE**

**Supplément.**

Frente revolucionario antifascista y patriota.

Français.

1975 (?) - ?.

Périodicité inconnue.

Toulouse ?.

Ronéotypé.

21 cm X 29,7 cm, 8 p.

BDIC : 1975 (14 juin, supplément n° 11) : 4°P 11386

**Notice :**

Les rubriques du bulletin sont : répression, luttes ouvrières, luttes paysannes, luttes populaires, actualité politique, répression et luttes en Euzkadi, lutte de libération du peuple sahraoui...

**AQUELARRE**

N° 1 (septembre 1954) - ? .

Imprimé.

16 cm X 22 cm, 2 p.

CEHI : 1954 (n° 1) : A 13.

FPI : 1954 (n° 1) : p. 196.

**Notice :**

Bulletin humoristique, probablement éphémère, sans lieu de publication (localisé "Barataría de don Quijote"). Poèmes burlesques signés Pindaro Pérez ("Espantoza grandeza") et "Romance del Peñon" (Anónimo popular) pour "la plus grande gloire du Caudillo".

## ARDE.

**Portavoz de la Agrupación de Paris y Norte de Francia. Puis : Boletín bimensual de información. Acción republicana democrática española. Agrupación de Paris y Norte de Francia.**

Acción republicana democrática española

Pueblo, justicia, libertad, República.

Español.

Première époque : n° 1 (mai 1962) - 1963 ?.

Deuxième époque : 1968 ? - 1969 ?.

Bimensuel.

Paris.

Enrique Clemente Martínez, rédacteur (Paris 7°, 27 avenue de Ségur).

*Collaborateurs* : Carlos Alonso, García Borrajo, Julio Just, Fernando Valera...

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm puis 21 cm X 31 cm, 15 à 20 p.

CEHI : 1962 - 1963 (n°s 1, 4 - 7), 1968 - 1969 (n°s 5 - 7) : A 14.

FPI : 1962 - 1963 (n°s 2, 3, 6) : p. 219.

**Notice :**

Modeste bulletin du secteur parisien de l'Action républicaine démocratique espagnole, l'ARDE, créée en 1959 par la fusion de la Gauche républicaine (IR) et de l'Union républicaine (UR). Le bulletin donne des informations sur le mouvement et sur l'Espagne <sup>92</sup>. On y souligne particulièrement la reconstitution de Solidaridad republicana (fondée et longtemps animée par Dionisio Terror) car des cas très importants de solidarité ont dû être assumés <sup>93</sup>.

## ARMAS Y LETRAS

**Organo de la Agrupación militar de la República española. Suplemento informativo.**

92. Le mouvement a également un bulletin de même titre au Venezuela (années 60).

93. Comme Carlos Alonso, délégué de l'intérieur de l'ARDE, sorti d'Espagne pour se rendre à la conférence de Munich et qui a dû rester en exil, malade et sans ressource, ou Joaquin Alvarez, fils d'un éminent républicain, fusillé par les franquistes, venu en France après dix ans de prison et malade... (A.R.D.E., n° 2, juin - juillet 1962).

Agrupación militar de la República española.

Espagnol.

1945 (janvier ?) - ? .

Rédaction et administration : Toulouse (44 rue Saint Rome).

*Collaborateurs* : Mariano Gamir Ulibarri, Emilio Herrera Linares...

Imprimé.

Imprimerie non indiquée.

24 cm X 32 cm, 12 p.

Supplément : *Boletín de información de la Agrupación militar de ex-combatientes de la República española.*

CEHI : 1945 (n° 1 : janvier : *Suplemento informativo*) : A 17.

Notice :

Supplément publié dans l'attente de la parution de la revue *Armas y 'etrás*, pas encore éditée en janvier 1945 pour des raisons techniques et qui ne parut probablement jamais. L'Association militaire de la République espagnole (AMRE) a été fondée à Toulouse, le 16 décembre 1944, par le général J. Hernández Saravia et quelques officiers supérieurs républicains afin de recenser les cadres de l'armée républicaine en exil ; elle rassemble tous les militaires qui ont lutté dans l'armée républicaine et elle se veut neutre politiquement. L'AMRE nomme le général de Gaulle président d'honneur<sup>94</sup>.

Après une présentation des objectifs de l'Association, le bulletin fait état des activités de celle-ci (en faveur des invalides, travail culturel, arbitrage entre les guérilleros de l'UNE et les guérilleros n'appartenant pas à l'UNE...) ; il fait un compte-rendu de l'Assemblée générale (le président du Conseil central est le général de brigade Juan Hernández Saravia) et donne la liste des délégations départementales.

## ARTE Y CULTURA

Boletín interior de "Mosaicos españoles".

Confederación nacional del trabajo.

1952 - 1955 ?

---

94. Le général Hernández Saravia, lorsqu'il est nommé ministre de la Défense du gouvernement Giral en 1945, dissout l'Agrupación qui compte entre 3.000 et 3.500 membres, ceux-ci devant participer à la formation des services du ministère de la guerre en exil. Mais les communistes, en prévision d'une action armée en Espagne, jugent opportun de conserver un groupement susceptible de fournir des cadres militaires ; aussi constituent-ils en 1945 l'Agrupación militar del Ejército republicano español (AMERE), présidée par le général Antonio Cerdón García, membre du Comité central du PCE et ancien sous-secrétaire d'Etat à l'armée de terre du second gouvernement Negrín (AN, F7 15589 et AMI, 89/31 MI 6). Voir : *Cultura militar*.

Siège social : Paris (120 rue de Crimée); secrétariat : Paris 11<sup>e</sup> (24 rue Sainte Marthe).

Rédaction : Mariano Aguayo ; administration : F. Simón.

Collaborateurs : Felipe Aláiz <sup>95</sup>, Juan Ferrer, Francisco Olaya <sup>96</sup>, J.M. Puyol

Ronéotypé.

21 cm X 31cm, 20 p.

Illustrations d'Angel Lasala.

CEHI : 1955 (année III, n<sup>o</sup> 6 : novembre, n<sup>o</sup> extraordinaire) : A 16.

Notice :

Bulletin édité par le groupe "théâtre" de la CNT ; le numéro retrouvé est entièrement consacré à des aspects divers du théâtre (théâtre 16<sup>e</sup> siècle, la zarzuela, le théâtre anglais, l'Angleterre et le théâtre espagnol, Voltaire et le théâtre espagnol...).

<b>ARTE Y LUCHA</b>
---------------------

Organo de la U.P.A.

Unión popular de artistas.

Paris.

Ronéotypé.

21 cm X 29 cm, 20 p.

2,50 F. le n<sup>o</sup>

CEHI : 1974 (n<sup>o</sup> 3 : avril) : A 35.

Notice :

Bulletin publié par l'Union populaire des artistes, membre du FRAP ; articles sur culture et réformisme, l'art d'avant-garde, l'art révolutionnaire, l'art populaire basque et la poésie colombienne. Echos du premier spectacle de rue monté par l'UPA à Paris qui avait comme personnage principal, lors de sa visite en France, Juan Carlos, futur roi d'Espagne.

---

95. Voir notice biographique.

96. Voir notice biographique.

**ASAMBLEA DE CATALUNYA**

**Comissió de Perpinyà. Full d'informació.**

Catalan.

Perpignan.

Ronéotypé.

21 cm X 29,7 cm, 6 p.

CEHI : 1974 (n° de mars) : A 16.

Notice :

**Feuille d'information publiée**

pour servir les idéaux politiques et les espérances de l'Assemblée des forces démocratiques de Catalogne... première grande manifestation d'unité démocratique.

Lors de sa première session, tenue le 7 novembre 1971, l'Assemblée de Catalogne demande l'amnistie pour les prisonniers et les exilés politiques, l'exercice des libertés démocratiques fondamentales, le rétablissement provisoire du statut de la Catalogne de 1932 et la coordination de l'action des peuples ibériques dans la lutte démocratique.

**ASAMBLEA DE CATALUNYA**

**Fulls d'informació.**

N° 1 (mars 1972) - ?.

Périodicité irrégulière.

Paris.

CEHI : 1972 (nos 1 - 3), 1973 (n° 4), 1974 (n° 5), 1975 (n° 6) : A 16.

Notice :

Feuille d'information du même type que la précédente, éditée à Paris.

**A.S.O.**

**Boletín de la Alianza sindical obrera de España. Puis, à partir du n° 1 de 1968 : Boletín de orientación sindical democrática.**



Alianza sindical obrera.

Espagnol.

N° 1 (mars 1963) - 1968 (?).  
Périodicité inconnue.

Rédaction : Perpignan (Service presse et propagande, 8 rue Rigaud).

Imprimé.

Imprimerie Labau, Perpignan (17 rue Saint Mathieu).

22,5 cm X 28 cm, 8 p.

Titre en couleur, Photos. Papier bible.

FPI : 1963 (n° 1), 1964 (nos 1, 3, 5), 1966 (n° 2), 1967 (n° 1), 1968 (n° 1) : p. 250.

Notice :

Bulletin destiné essentiellement à l'intérieur ; il informe sur les luttes en Espagne, sur le syndicalisme franquiste, sur une réunion du Comité de coordination de l'ASO "quelque part en Espagne". L'ASO a été créée en octobre 1962 en Espagne par des dissidents modérés de l'UGT et de la CNT "qui ne se résignaient pas devant l'inefficacité et la désorientation des vieilles organisations syndicales émigrées, et n'acceptaient pas non plus les consignes communistes" <sup>97</sup>. L'ASO prend position contre l'abstention aux élections syndicales en Espagne <sup>98</sup>.

## ASTURIAS

Organo de la Confederación Nacional del Trabajo de Asturias, León y Palencia. Puis : Organo de la Confederación Regional del Trabajo de Asturias, León y Palencia.

Boletín interno de la Confederación Regional del Trabajo de Asturias, León y Palencia de la CNT de España, pour les numéros extraordinaires d'octobre 1964 (n° X) et de juillet 1965 (n° VII).

Confederación Nacional del Trabajo, Subcomité de Asturias, León y Palencia.

Espagnol.

Première époque : 5 mars 1947 (n° 1) - ?.

Seconde époque : juillet 1963 (n° 1) - novembre 1963 (n° 2) ? . Deux numéros extraordinaires sont publiés en octobre 1964 (n° X) et en juillet 1965 (n° VII).

Interruption : 1948 - 1962.

Périodicité irrégulière.

S.I.

97. A.S.O., n° 1, 1968.

98. A.S.O., n° 2, juin 1966. L'opposition de l'Alianza sindical española -constituée par l'UGT, la CNT et STV-, conjuguée à celle du PCE et à la répression policière désarticule l'ASO dès 1966.

Acracio BARTOLOME, directeur (pour la II<sup>e</sup> époque).

*Collaborateurs* : Diego Abad de Santillán, José Berruezo <sup>99</sup>, Felix Carrasquer, Gaston Leval, Juan Manuel Molina <sup>100</sup>...

Imprimé.

Imprimerie "spéciale Asturias".

I<sup>ère</sup> époque : 11 cm X 15,5 cm, 4 p. 25 centimes.

II<sup>ème</sup> époque : 13,5 cm X 20,5 cm, 4 p. Format 44,5 cm X 58 cm et 6 p. pour les numéros extraordinaires.

FPI : 1964 (n<sup>o</sup> X), 1965 (n<sup>o</sup> VII) : p. 262.

IISG : 1947 (n<sup>o</sup> 1), 1963 (n<sup>os</sup> 1, 2), 1964 (n<sup>o</sup> X) : 8<sup>o</sup> A / Div. 61- 70.

Notice :

De parution éphémère en 1947, l'organe de la Confederación Regional del Trabajo des Asturies essaie de reparaitre de 1963 à 1965 après les interdictions prononcées par le gouvernement français en 1961 et en 1963 contre la presse espagnole.

Dans sa seconde époque, les préoccupations d'*Asturias* sont tournées essentiellement vers l'"intérieur" ; la publication donne des nouvelles des grèves dans les Asturies au travers d'extraits du bulletin clandestin publié par les mineurs.

## ATALAYA

Revista de información <sup>101</sup>.

N<sup>o</sup> 0 (février 1971), n<sup>o</sup> 1 (mai 1971) - ?.

Mensuel.

Rédaction et administration : Paris 20<sup>e</sup> (4 rue d'Avron).

Gina CONSTANTIN, directeur, Luis Hernández, gérant, Nardo Zalko, rédacteur en chef. Chef de la publicité : Luis Hernández.

*Collaborateurs* : Hugo Achugar, Roberto Alayón, Ildelfondo Alvarez, J.-F. Boyer, Ricardo García Zaldívar, Rosa López Aguilar, César Morales, Francisco Pío, Homero Rivera, Daniel Shemi, Alberto Silva, Emilio Tenti, Michel Thiollent, Hugo Zamora, Raúl Zamora...

*Correspondants* : Argentine : Tito Livio La Rocca, Uruguay : Hector Borrat, Hugo Achugar, España : R. Soler, Israël : Isaac Stobnic, Canada : Manuel Betanzos Santos, Mexico : Martín de la Rosa, Chili : Rodolfo Galvez, Jaime Rojas, Colombie : Reinaldo Hernández, Pérou : Hernán Caycho, Etats-Unis : Richard Nanas, Grande Bretagne : Miguel Llanas.

Imprimé.

Imprimerie Dipressa International, Paris 20<sup>e</sup> (4 rue d'Avron).

22 cm X 28 cm, 66 à 82 p.

Photos, caricatures, illustrations d'Agar Zalko.

<sup>99</sup>. Voir notice biographique.

<sup>100</sup>. Voir notice biographique.

<sup>101</sup>. "Atalaya" signifie la tour de guêt, le mirador, le beffroi.

Abonnement annuel : 30 F. 3 F. le n°.

CEHI : 1971 (n° 0 : février, n° 1 : mai, n° 2 : juin - juillet) : A 21.

Notice :

**Revue d'information au ton nouveau qui se veut indépendante et pour laquelle**

L'information est le support indispensable d'une évolution culturelle et social, et celle-ci ne peut se développer dans une atmosphère où la liberté est asphyxiée par les soit-disants "moyens ultra-modernes... Les moyens de communication et d'information n'ont pas rempli la mission catalysatrice vers le progrès scientifique et humain... *Atalaya* est un ensemble d'équipes qui se forment avec des projets propres et auront comme praxis primordiale l'étude, l'analyse, le travail collectif, la recherche et le débat. L'information, dans cette heure si cruciale pour l'Espagne et l'Amérique latine doit être basée sur cet effort, alimentée par un désir constant de dépasser et de recherche de la vérité <sup>102</sup>.

Cette revue, tournée vers l'Espagne et l'Amérique latine, exprime les préoccupations des exilés ibériques et latino-américains qui ont fui des dictatures et suivent avec attention l'évolution de certains pays (Chili de l'Unité populaire...). Les rubriques régulières sont : "Espagne", "Amérique latine", "Le monde", "Témoignage", "Arts", "Médecine", "Sports".

## ATALAYA

**Tribuna confederal de libre discusión.**

Espagnol.

1957, décembre (n° 1) - 1958, juillet (n° 7).

Mensuel.

Redaction : Paris (11°), 16 rue Vaucouleurs ; administration : Paris (11°), 1 rue Louis Bonnet.

José DUESO, gérant.

"Groupe éditeur" : Mariano Aguayo, José Dueso, Fernando Gómez Peláez <sup>103</sup>, Liberto Lucarini, Antonio Téllez Solá <sup>104</sup>.

*Collaborateurs* : Cristobal Barcena, Luis del Barco, Pablo Ruiz, Vicente Romero, Ramón Suarez...

Imprimé.

Imprimerie S.P.I. (Société parisienne d'impression), 4 - 5 rue Saulnier, Paris (9°).  
27 cm X 38 cm, 4 p. Gratuit.

Tirage : 1.000 exemplaires par mois en 1958 <sup>105</sup>.

BDIC : 1957 - 1958 (n°s 1 - 7) : en cours de catalogage <sup>106</sup>.

102. *Atalaya*, n° 0, février 1971.

103. Voir notice biographique.

104. Voir notice biographique.

105. ADHG, 1896/90 (256 W).

106. Collection donnée par Antonio Téllez Solá.

Notice :

Créée en décembre 1957 par un groupe de militants de la CNT autour notamment d'Antonio Téllez Solá, de Fernando Gómez Peláez et de Mariano Aguayo, *Atalaya* se veut "une tribune exclusivement réservée aux compagnons de la CNT d'Espagne en exil", "ne se substitue ni ne vient concurrencer aucune autre publication confédérale ou libertaire" mais "aspire uniquement à élever le débat pour réanimer la vie militante" <sup>107</sup>. *Atalaya* vient donc s'ajouter aux publications régulières du Mouvement libertaire en France, *Solidaridad obrera*, *CNT* et aux autres -plus irrégulières- comme *Terra Lliure* et *Nueva Senda*

afin de présenter et discuter tous les problèmes idéologiques et organisationnels qui sont posés à l'heure présente et édité grâce à l'effort particulier de quelques compagnons <sup>108</sup>.

Publication indépendante, à tirage forcément limité, non destinée à la vente ni à être distribuée, mais envoyée gratuitement à tous les militants qui le demandent, *Atalaya* a surgi de l'initiative de militants de la Fédération locale de Paris qui "avaient épuisé toutes les ressources normalement utilisables sur le plan organisationnel" pour discuter au grand jour des problèmes qui entraînent l'apathie de la CNT et loin des attaques personnelles qui y sont, pour l'heure, selon eux, une pratique courante.

Outre des divergences existant depuis un certain temps avec le secrétariat de la CNT, ce qui a probablement précipité la création d'*Atalaya* c'est que la presse libertaire de l'exil a gardé un silence complet au moment de l'assassinat de José Lluís Facerías, en août 1957, par la Brigada politica social franquiste. Bien que les animateurs d'*Atalaya* désapprouvent certaines méthodes d'action de Facerías, ils le considèrent comme "un authentique lutteur anarcho-syndicaliste" <sup>109</sup>.

*Atalaya* développe une série de critiques sur le mode de fonctionnement de la CNT. Cependant, après l'invitation faite par la Fédération locale de Paris d'arrêter la publication pour "éviter toute possibilité de liège désagrégateur au sein de l'organisation", le "groupe éditorial" exprime dans son n° 7 de juillet 1958 sa décision -de par son expresse et libre volonté-, de suspendre *Atalaya*. Le groupe entend cependant maintenir dans les instances de l'organisation l'attitude qui a été la sienne dans *Atalaya*. Ce journal est très révélateur des problèmes organisationnels et politiques rencontrés par la CNT en exil, à la fin des années cinquante, avant la réunification confédérale.

## ATAQUE

Boletín del alto mando guerrillero de la Junta Suprema de la UNE.

Unión nacional española.

107. *Atalaya*, n° 1, décembre 1957.

108. *Atalaya*, n° 2, janvier 1958.

109. *Atalaya*, n° 1, décembre 1957.

Espagnol.

N° 1 (avril 1945) - ?.

Dactylographié.  
21 cm X 27 cm, 4 p.

FPI : 1945 (n° 1) : p. 270.

Notice :

Bulletin publié par le haut commandement des guérilleros de la  
Junta suprême de l'UNE.

<b>ATAQUE</b>
---------------

**Organo del alto mando del ejército guerrillero.**

Partido comunista de España.

Espagnol.

1945 ? - ? .

Imprimé (petits caractères).  
Imprimerie non indiquée  
15,8 cm X 22 cm, 4 p.

FPI : 1946 (n° 10 : 1er mars) : p. 4049.

Notice :

Bulletin du PCE surtout orienté vers les actions de guérillas  
menées en Espagne (en Galice, en Catalogne, dans le Levant, à Santander,  
dans le Centre...), et sur les guérilleros torturés en Espagne (Ramón Vías),  
tués au combat (une dizaine) ou exécutés (comme Cristino García Grande).

<b>ATENEO CERVANTES. BOLETIN</b>
----------------------------------

Puis à partir de 1973 : *Ateneo Cervantes, Lyon, Centro cultural. Boletín.*

Ateneo Cervantes.

Espagnol. Français.

1967 ? - 1975 ?.

Semestriel.

Lyon. (En 1974 : Maison de l'Europe, 16 place Bellecour, Lyon 2<sup>e</sup>).

*Collaborateurs* : Camilo Cela Fernández, Fernando Ferrer Quesada, P. F. Martínez, Marcel Pétrequin, Catherine Philibert, Michel Sans...

Ronéotypé.

21 cm X 29,7 cm, 18 p.

BDIC : 1971 (n° 9), 1972 (n° 10), 1973 (n°s 11, 12), 1974 (n°s 13, 14), 1975 (n° 15) . en cours de catalogage <sup>110</sup>.

Notice :

Bulletin édité par l'Ateneo Cervantes, fondé à Lyon en 1961. Il donne des comptes-rendus des activités de l'Ateneo : expositions artistiques, conférences sur des thèmes variés (histoire, littérature, économie, politologie...), cours d'espagnol, bibliothèque de prêt, service de librairie... Le bulletin publie en outre des collaborations sur des thèmes littéraires, historiques, philosophiques et des poésies ; de courtes informations sur les événements de la colonie espagnole et une tribune réservée aux jeunes le complètent.

<b>AVANCE</b>
---------------

**Boletín regional de Breaña.**

Partido socialista obrero español.

Espagnol.

N° 1 (15 novembre 1944) - ? .

Bimensuel.

Rennes.

*Collaborateurs* : Juan de Alarcos, Clementino González, Cayetano Jato, E. Martínez Hervas, Gabriel Pradal, Noemi de la Riba, ....

Imprimé.

Imprimerie non indiquée

21,8 cm X 28 cm, 4 p.

FPI : 1944 - 1945 (n°s 1 - 14) : p. 287.

Notice :

Diverses publications du PSOE portent ce titre en Belgique, en Allemagne fédérale et au Mexique. Celle-ci est un bulletin régional du

---

110. Don de Fernando Ferrer, Orléans, communiqué par Jeanine Sodigné-Loustau.

PSOE en Bretagne : informations sur les sections de la région, sur le parti, sur la JEL (constitution d'un Comité à Rennes), sur l'UNE (grande vivacité de ton contre elle).

## AVANCE

**Organo de opinión socialista. Por la justicia y la libertad. Puis : Justicia. Libertad. Socialismo.**

Espagnol.

Nouvelle série : n° 1 (1er avril 1966) - 1974 ?  
Bimestriel, puis irrégulier.

Milan (jusqu'au n° 6 de septembre 1967), Liège et, à partir du n° 14 de janvier - février 1969 : Paris 1er (200 rue Saint Honoré) puis Paris 19° (86 quai de la Loire).

Julio ALVAREZ DEL VAYO <sup>111</sup>, directeur politique, G.F. GAJA, directeur responsable et Alberto Fernández <sup>112</sup> rédacteur en chef.

A partir du n° 14 de janvier - février 1969 : Julio Alvarez del Vayo, directeur politique, Alberto Fernández, rédacteur en chef et directeur de publication.

*Collaborateur* : C. Hernández Zahcajo...

Imprimé.

A partir du n° 14 : Imprimerie La Ruche ouvrière, Paris 3°.

32 cm X 44 cm, 8 p. (jusqu'au n° 6). Puis : 28 cm X 40 cm, 4 à 6 p. (jusqu'au n° 24 de novembre-décembre 1969). A partir du n° 25 d'avril 1971 : 22 cm X 28 cm, 8 p.

Photos, dessins (jusqu'au n° 19 d'août - septembre 1969).

Abonnement d'un an : 10 F en 1966.

FPI : 1966 - 1974 (n°s 1 - 6, 9 - 22, 24 - 33, 35 et suppléments aux n°s 14, 22, 24 et 32) : p. 289.

Notice :

"Notre devise sera comme en 1934 : U.H.P. !" <sup>113</sup>. Cette publication reprend en effet le titre du journal qui galvanisa l'esprit de combat des mineurs asturiens et dont le directeur, Javier Bueno, fut fusillé à Madrid en 1939. Ce journal représente la tendance socialiste de gauche illustrée par ses deux principaux animateurs, Julio Alvarez del Vayo, directeur politique, et Alberto Fernández, rédacteur en chef.

Après avoir été édité à Milan puis à Liège, *Avance* est publié en France à partir du n° 14 de janvier - février 1969. Presque tout l'espace du journal est consacré à l'Espagne dans une dénonciation permanente du franquisme ; *Avance* s'assigne pour tâche fondamentale de définir

111. Voir notice biographique.

112. Voir notice biographique.

113. Unfos, Hermanos proletarios ! ; le n° 18 d'août-septembre 1969 est consacré au 25ème anniversaire de l'insurrection des Asturies

ce que doit être le socialisme espagnol, traditionnellement et authentiquement révolutionnaire et démocratique dans son action et son fonctionnement organique.

<b>AZKATASUNA</b>
-------------------

Organe d'Euzko Gaztedi (Jeunesses nationalistes basques).

Rédaction et administration : Hendaye (Villa Marie-Victor) <sup>114</sup>.  
Périodicité irrégulière.

Non localisé.

Notice :

Publication des jeunesses nationalistes basques, proches du  
PNV.

---

114. AN, INF 936 et rapport des Renseignements généraux de 1948 (AN F7 15589). Cité également dans *Alderdi*, n° 5, 1947.





# LIBERTARIA

Boletín Interior de Información del M. L. de la Regional de Provanza

Octava Época Año II Dirección: *[illegible]* Merillo, 24 Junio 1947 Número y número de páginas: *[illegible]* No 6

## EL FASCISMO EN ESPAÑA

### El Tirano convoca a sus cómplices

La capitulación era casi segura en estos días de impudencia... El tirano convoca a sus cómplices... [illegible text continues]

## Cordial Contestación

[illegible text]

**ALZKO - ALDERDI**

**ELIZALIA' REN**

**DEYA**

---

BOLETIN  
del  
PARTIDO NACIONALISTA VASCO

---

1947

ZENDAKI

# Acción Socialista

Año II - Núm. 17

Paris 1 Septiembre 1951

Se publica los días 7 y 14 de cada mes

Precio: 15 Ptas.

## UNANIMIDAD DE LA PRENSA ANTIFASCISTA EXILADA

## Mas Circulos de Accion Socialista

por Joaquín PAGOLA

En el Balance que publicamos en nuestro N° 15, después de explicar muy objetivamente los hechos que justifican el nacimiento, la existencia y la permanencia de Acción Socialista en tanto que movimiento que lucha por la reunificación de las fuerzas socialistas, decíamos:

« Nuestra actividad principal debe dirigirse hacia, sin descuidar por eso la participación activa en la lucha contra el fascismo, al establecimiento de una amplia red de Círculos de Acción Socialista y, cada uno de ellos autónomo y en los que cada compañero que participe en él conserve el máximo de propia autonomía, de manera que en ellos puedan convivir compañeros de opiniones divergas. »

Tal actitud es muy acertada. Ocurrió que siendo tantos los compañeros que forma y dentro de los grupos y partidos comunistas y socialistas coinciden en despreciar de la política que hasta ahora se ha venido realizando, y se oponen a ella, no coinciden entre sí respecto de la forma en que debe obtenerse remedio a la situación de desorganización y de confusión ideológica que se padecen, ni tampoco sobre la orientación política que debe darse para que esta abrigada masa de socialistas y comunistas que están al margen de los grupos y partidos, o que de uno de ellos están en oposición, puedan ser utilizados bajo el denominador común de la restrac-

(Sigue en la pg. 2)

Cada vez que nuestra causa antifascista recibe un nuevo golpe la unanimidad se establece en la prensa exiliada para elevar sus protestas, y por lo general — al dejarnos al margen los matines — esa unanimidad se expresa en términos que interpretan el verdadero sentir de la generalidad de los antifascistas hispanos. En esas situaciones nuestra prensa recoge las grandes muestras de solidaridad que recibimos de los movimientos democráticos de todo el mundo, y por ellas vemos la gran obra que podríamos realizar los exiliados si la unanimidad en las palabras se realizara también en los hechos.

Ahora, con motivo de la ayuda descazada que Washington da a Madrid, la unanimidad en la prensa ha vuelto a realizarse. Cientos de periódicos se editan en Francia y en las Américas dedican artículos y páginas enteras a reprochar al Gobierno de Mr. Truman sus acuerdos con el gobierno fascista español, acuerdos que representan la ayuda más oportuna que el régimen carcomidg del franquismo podía recibir.

Registramos el hecho. Y no nos entretendamos en largas especulaciones, como lo hacen algunos de nuestros colegas, sobre si España es o no importante estratégica y militarmente hablando para un plan de defensa occidental.

Nosotros decimos — y esto lo piensan todos — que España, vista desde el « Pentágono », donde se miden las distancias del globo, de tiene en cuenta la extensión de los mares, se recorren sobre el mapa las vías de comunicación y se estudian los sistemas orográficos, es importante. Y que por eso a los « estratégicos » militares « atlánticos », habida cuenta de la política agresiva y expansionista rusa sobre todo después de Checoslovaquia en Europa y de Corea en Asia, les ha sido relativamente fácil convencer a los « estratégicos » políticos de la « necesidad » de incluir a España en la defensa « atlántica », para lo que la concepción reaccionaria y las ansias también expansionistas de éstos son buen abono para que se terminen expeditivamente las ideas de los que calculan e irrimen a kilómetros, millas y alturas y barajan cifras de

millones de soldados — que Franco quiere a ofrecer — sin tener en cuenta para nada la voluntad de los pueblos. (Que es lo que en realidad falla en la estrategia de los « estratégicos ».)

No somos nosotros los que tenemos que preocuparnos por poner remedio al hecho de que se manifiestan como perfectos idiotas según sus clases de « estratégicos » que calculando e irrimen a los « necesidades atlánticas », consiguen imponer esa política de ayuda, cínicamente declarada y aporreadamente prestada, al régimen fascista español. Hay que reconocer que después de todo ese cuadro muy bien en la mentalidad de los líderes « democratas » pero capitalistas que la practican.

Bastanos saber que la entrega de millones de dólares, y de materias primas, de productos manufacturados, de víveres y de armamento a Franco, como precio de unas bases militares aéreas y navales, supone también la entrega de un arma formidable al enemigo contra el cual se pretende utilizar esas bases. Armas más poderosas que la tan cotizada bomba atómica, porque no tiene posible contraréplica. Armas que ya están esgrimiendo, y esgrimiendo bien, los rusos y sus secuaces komininformistas.

Y nos basta también con saber que la importancia militar de esas

bases, sacadas por Franco a pública subasta, quedarán neutralizadas por la actitud de todo un pueblo que ya está antifascista — y que es seguro lo va a manifestar en forma contundente que causará gran impresión y sorpresa en el mundo — su decisión de acabar con Franco y su régimen y de oponerles por todos los medios, a la actual política pro franquista norteamericana y a la « pacificación » por sus soldados de las bases españolas que vende Franco.

Nuestra preocupación ha de ser la de poner remedio a los males de España. No tenemos por qué dar consejos a los « estrategas », pero sí podemos contribuir a acabar con quienes les venden España. Vale la pena recordar que hay un refrán español que dice: « Muerto el perro se acabó la rabia. »

Creemos que también al apreciar esto que acabamos de decir la unanimidad está hecha en la prensa antifascista exiliada.

Y unánime es también el criterio de que una España liberada, gobernada por un régimen democrático, se defendería ferrocientemente de todo ataque extranjero, viniera de donde viniera, fueran rusos o marianos los atacantes. Solo para defender un régimen democrático y progresivo los pueblos de España se levantarán unidos para asegurar la integridad del país, mantener sus libertades y

(Sigue en la pg. 2)

### RESPONSABILIDADES DE LA EMIGRACION

Por Félix MONTIEL

En nuestro próximo número iniciaremos la publicación de una serie de tres artículos escritos por el compañero MONTIEL, bajo el título general de « Responsabilidades de la emigración ».

### El n° 15 de ACCION SOCIALISTA

Normalmente en tirada de « Acción Socialista » alcanza el número artículo de ejemplares que se exigen. Nos obliga a ello la necesidad de economizar el máximo. Del N° 15, en el que publicamos el documento titulado « Elementos para una base de acción democrática » y otro titulado « Balance de un año de Acción Socialista ». Hemos una tirada superior por prever que por su interés excepcional tendrá mayor demanda. Así ha sucedido. Para nuestra previsión ha sido superada en muchos y no son pocos los compañeros y las localidades a quienes no hemos podido servir los ejemplares suplementarios que se nos han pedido. Sirva esta nota, que es una publicación y acusa para todos ellos. A la par dejarnos contentados de nuestra satisfacción al pasar los números correspondientes adelante, que recibimos, y de agradecerles por la ayuda que para la popularización de nuestras opiniones recibimos de tanto y tan variados compañeros y amigos.

## Infamias komininformistas

Los jefes komininformistas están desperdiciando Acción Socialista en España. Nuestra existencia, nuestra posición política y nuestros objetivos, son conocidos en el interior del país. Nuestra actitud tiene adeptos, y más cada día. Las ideas que impulsan nuestra acción llegan hasta los lugares más inverosímiles y los militantes y simpatizantes comunistas reconocen con una facilidad que espasera a esos jefes, lo bien fundamentada que está nuestra política. Son muchos los que encaranzan con Acción Socialista interpretada con acierto sus propios pensamientos, y porque damos solución a sus grandes inquietudes políticas se sienten inmediatamente identificados con nosotros.

Aunque con gran retraso los jefes komininformistas que rodeaban por Praga y por Moscú se enteraron de que en toda España los militantes comunistas se manifestaban en número creciente contra ellos, hacia quien aumenta la desconfianza y contra su política que rechazan por mala.

Con la intención de contrarrestar las defecciones vienen realizando una campaña desafortunada de calumnias y de infamias. Es todo lo que se les ocurre para responder a nuestros argumentos políticos. Pero son de nulo efecto. O, mejor dicho, de resultados contraproducentes. Para desgracia de esos jefes por procuración, a ellos no se está permitiendo profundizar, si fueran capaces de hacerlo, en las causas políticas que llevan a los militantes comunistas a romper con su disciplina y a reaganzarse al margen y en contra de la disciplina komininformista.

Ya sabemos que esas campañas las vienen realizando de viejo. Pero nunca con la amplitud, la intensidad y la constancia de ahora.

Nosotros comprendemos bien esa desesperación de los jefes komininformistas, aunque no sentimos el más ligero sentimiento de piedad para los desesperados. Ya sabemos que la debilidad del komininformismo en España significa para esos jefes el inextinguible castigo que al sacerdotío familiar que nos paga, pero esa es cuestión que no nos atañe. Por otra parte, sabiendo que esas gentes no

pueden tener otra reacción que la de difamar, ni siquiera nos enfadamos cuando se nos ataca con vulgares mentiras que nadie cree.

Pero desde hace unas semanas la campaña de los jefes komininformistas emigrados ha adquirido caracteres de verdadera provocación y ha tomado la forma de denuncias abiertas a la policía franquista. Por eso estamos obligados a salir al paso para poner el estado de alerta tanto a los compañeros del interior de España como a los de Francia.

Todo el mundo debe conocer que los jefes komininformistas, no sabemos como impedir la desbandada que se opera en sus reducidas filas del interior, y por haber cotiziado que sus campañas llamando a la disciplina a sus militantes y difamando a los ex militantes del komininform que se oponen a su política sólo sirve para incrementar la desbandada, se dedican ahora a denunciar a la policía franquista la presencia y las actividades de sus ex militantes, dando nombres y lugares, a fin de orientar a los editores de la Palanca para que sepán a donde tienen que dar el golpe. Quieren con ello conseguir que la policía franquista les libre de sus advertencias políticas.

En labor de denuncias públicas y descaradas a la policía franquista se realiza desde la emisora que instalada en Movó transmite al nombre de « Radio España Independiente-Estación Prerincón ».

Desde el día 30 de Agosto hasta el momento de escribir estas líneas (30 de Agosto) esa emisora komininformista transmite cada media hora, desde las 7 y media de la tarde hasta la 1 de la madrugada, es decir, 11 veces por día, y por 4 campos de ondas a la vez, lo que hace 44 veces por día y 440 veces desde el 30 de Agosto, un « editorial » por el que intentando cubrirse acurando a determinados compañeros de set agentes de la policía, se dá a la policía franquista sus nombres, radio de acción y carácter de sus actividades. Agregamos que la detención de todos esos compañeros significaría para ellos las torturas más terribles y la muerte cierta. Algunos de los compañeros que se nombran en esos « edito-

rial » no son de Acción Socialista e incluso, hasta ahora, han sido combatido, pero a todos ellos se le califica de « titistas », y todos ellos son antifascistas conocidos y probados.

Con la propagación permanente, insistente, de ese « editorial » los jefes komininformistas persiguen:

Que la policía franquista vaya en ayuda del komininform descazonado los organizaciones que estructuran los comunistas anti komininformistas, haciendo así un magro servicio al franquismo, pues, como se sabe, el propio Franco ha declarado repetidamente que « el titismo » es el comunismo verdaderamente peligroso.

Aterrorizar a los militantes de buena fe que son quedados en las filas del komininform:

Hacer la desconfianza entre los comunistas descazonados del komininform y entre los socialistas, los anarcosindicalistas y los republicanos que rodeaban al komininform pero que aceptan las colaboraciones con los titistas y para lo hacen un común contra el franquismo:

Iniciar a los militantes komininformistas a convertirse en delatores de sus compañeros divergentes que se separan del partido a fin de que sea separada individualmente, o sorprendiendo sus reuniones, y para decir después, como ya lo hace la radio komininform, que son « los titistas » los que han cometido:

Iniciar a los más fanáticos adherentes del komininform (y ordenar a sus microcomités para que asistieran a los dirigentes y activistas « titistas », por lo que el « editorial » famoso se termina diciendo: « J. J. J. (aquí varios nombres) son traidores al pueblo, agentes del extranjero, a los que hay que dar su merecido allí donde se les encuentra ».

A tanto han llegado los jefes emigrados del komininform español. Y por todo eso hemos comenzado de nueva cuenta « editorial » de 30 palabras, con una sola vez que hegan la denuncia la policía franquista queda bien servida.

¡Alerta los comunistas y los antifascistas en general de dentro de España y del exterior! Los jefes komininformistas (denuncian) a sus adversarios, ahora por radio, a la policía franquista.

# DEL CAPITALISMO AL SOCIALISMO **ADELANTE**



BOLETIN INTERIOR DE INFORMACION DEL P.S.O.E. Y DE LA U.G.T. DE BOURGUES-DE-BONNE

Año I	Redacción y Administración: 31, RUE CAICMAN	Marsella, 2 de Agosto de 1945	N.º 43
-------	------------------------------------------------	-------------------------------	--------

La transformación social en marcha

## APLASTANTE DERROTA DE FRANCO por el pueblo inglés

### Espana ante el triunfo laborista

El resultado de las elecciones en Gran Bretaña es un hecho histórico. El triunfo del Partido Laborista es el resultado de una revolución social que se ha producido en el seno del pueblo inglés. Este triunfo es el resultado de una larga y dura lucha que ha llevado al pueblo inglés a la victoria sobre el fascismo y el imperialismo. El triunfo del Partido Laborista es el resultado de una revolución social que se ha producido en el seno del pueblo inglés. Este triunfo es el resultado de una larga y dura lucha que ha llevado al pueblo inglés a la victoria sobre el fascismo y el imperialismo.

### El triunfo del laborismo inglés constituye, con la Revolución Francesa, el acontecimiento más grande de la Historia

Un triunfo sin precedentes

DE LA OPOSICION AL GOBIERNO



Alianza



Joven Español

LUCHA

La Reconquista

Española

La República Popular

EN UNA PODEROSA

Alianza nacional DE LA Juventud

Alianza

BAJA EL

Alianza

DE LA

Juventud Española

Alianza, Toulouse, 3 avril 1942

# Alianza

★ PORTAVOZ DE LA JUVENTUD COMBATIENTE ★

## EDITORIAL

Los agentes Franco-Falangistas al vender nuestra Patria al extranjero forzosamente temen que lesionen los intereses de toda la juventud española.

Así vemos que en el orden nacional se abren las puertas para el saqueo a los invasores alemanes, ahogando en sangre los sentimientos nacionales. En el orden político todas las organizaciones juveniles son perseguidas, temiendo que vayan en a clandestinidad sean estas de derechas o de izquierdas. En el orden social los jóvenes obreros y campesinos son condenados al paro, hambre y miseria. Y en el orden cultural y deportivo las cadenas de la opresión matan los sentimientos de libertad que anhela nuestra juventud.

La dominación de Franco y Falange al quedar desarmados como vulgares agentes vendidos al extranjero y su incondicional política de vasallaje a los nazis, al entregar nuestra comida y nuestras riquezas, y al querer arrastrar a España a la guerra para defender la causa perdida y criminal de Hitler, han sido la base para despertar entre toda la juventud un sentimiento patriótico y de lucha contra los miserables que quieren hundir nuestra Patria en la ruina y nuestra generación en la más espantosa de las muertes.

Ya no son los jóvenes demócratas que ayer con teion defendieron a sangre y fuego nuestra libertad e independencia, los que desde el primer momento de la dominación luchan y mantienen bien alto su bandera de combate contra los falangistas.

Hoy son también los jóvenes que lucharon al otro lado los que al verse defraudados también luchan por derrocar a Franco y Falange, lo que nos viene a demostrar que las más diversas capas de la juventud es-

pañola con un encendido patriotismo vienen luchando ya contra ellos.

Si esta es la realidad, tenemos que concebir que la lucha que tiene arrojada la juventud en el campo de la lucha de las banderas, es una lucha común ante el enemigo común de toda la juventud y del pueblo español.

Así es que, todos nuestros esfuerzos, todas nuestras acciones tienen que converger, sin malgastar ni desperdiciar una sola energía, para acabar en el más breve plazo con este régimen que nos oprime de la forma más vil manera a toda la juventud que ama su patria, su libertad e independencia.

Con esta fin aparece a la luz JUVENTUD COMBATIENTE. Y « ALIANZA » el portavoz de la unidad juvenil llama toda la juventud en Francia a unirse en el gran movimiento de la JUVENTUD COMBATIENTE, que se incorpora a la Alianza Nacional de la Juventud en la lucha contra Franco y Falange.

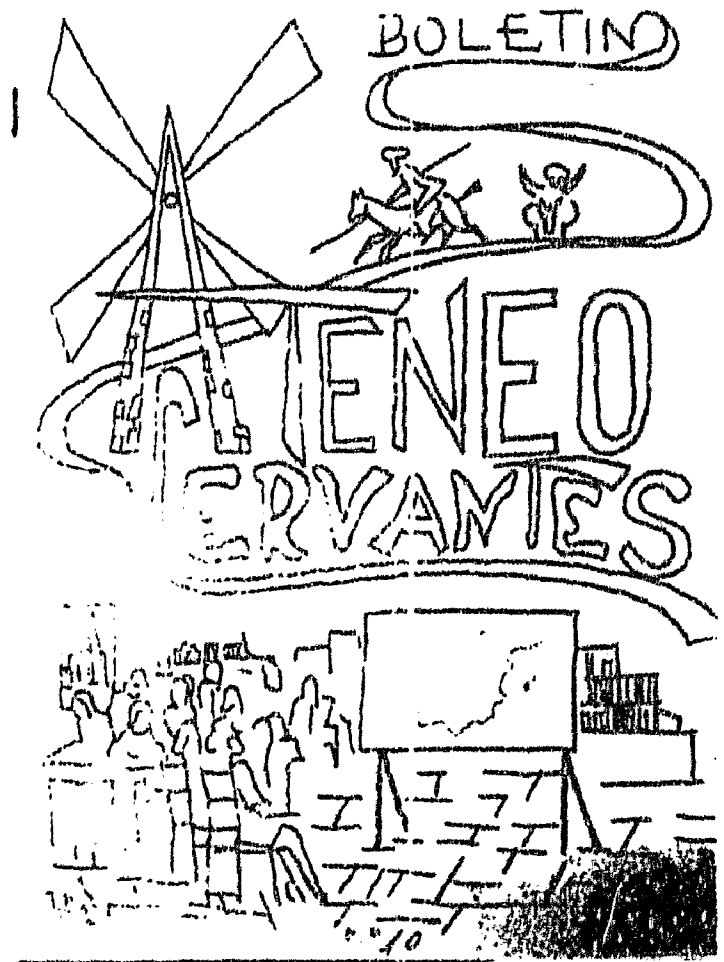
Por la amplitud de sus objetivos, reunidos en la idea de unir a todos los jóvenes que se sienten patriotas y odian a Franco y su Falange, con el carácter batallador a como con el esfuerzo que la lucha exige de la JUVENTUD COMBATIENTE comienza a tomar cuerpo y a ser el movimiento querido por todos los jóvenes españoles. En el transcurso de la lucha JUVENTUD COMBATIENTE crece y se fortalece transformándose en la sola arma de unidad y de combate de la joven generación contra los nazis y falangistas.

POR LA ERCONQUENTA DE ESPAÑA POR SU INDEPENDENCIA Y SOBERANÍA NACIONAL. Junta al Frente español española bajo el liderazgo de Franco Nacional, la JUVENTUD COMBATIENTE en lucha al pueblo. ¡VIVA ESPAÑA!

ATENEO  
IBERO-AMERICANO  
DE PARIS



**ANALES**



# ANAYAK

ORGANISMO DE LOS FRENTE LIBRE EN FRANCIA

Nº 2  
1er FÉVRIER  
1944

## SOMMAIRE

VOLONTÉ DE LA  
ANALYSE  
FACE A L'AVANCE  
REPOSER A NOS COTES  
D'AVANCE  
LA PART DE  
REPOSER A NOS COTES  
D'AVANCE

PRIX  
50  
CTS.

Numero 1 Septiembre 1944

# "anónimos"

Portavoz de la 26 DIVISION de la  
AGRUPACION DE GUERRILLEROS "RECONQUISTA DE ESPAÑA"

## EDITORIAL

Con las victoriosas ofensivas de los Ejercitos Aliados que en su empuje arrasador convergen hacia el corazón de Alemania, se perfila ya la derrota del Ejército alemán y sus satélites.

En las batallas de Francia por su liberación, donde nuestras Unidades han escrito paginas de gloria guerrilleras. FOIX, AUCH, ALBI, RODEZ, TARBES, ARLES etc son el fiel reflejo del espíritu de lucha que nos anima contra el enemigo común. Francia ha sido liberada, porque las F.F.I. han precipitado al invasor a la derrota facilitando con sus acciones, las operaciones de los Ejercitos Aliados. El pueblo francés ha reconquistado su libertad.

Pero esta libertad ha sido posible por el espíritu de UNIDAD que en torno a su Gobierno les ha animado y por la decisión que les ha guiado en la insurrección nacional. Para nosotros que en esta lucha de deber solidario con el pueblo francés hemos dejado la vida de los mejores hijos de ESPAÑA, no ha terminado la lucha. Para nosotros queda otra batalla a librar y a ganar.

a ESPAÑA sometida a la más negra dictadura y vendida a los caprichos del nacionismo por el traidor Franco y los asesinos de su Falange.

En estos momentos en que al unsono de todos los pueblos, el nuestro redobla su acción contra Franco y la Falange, nuestro deber nos llama a nuestro suelo patrio donde al lado de pueblo español, vamos a dar la batalla final a los traidores que en nombre de la Patria, la asolaron asesinando a millones de compatriotas.

El trascendental combate que vamos librar por la libertad de nuestro pueblo y la independencia de nuestra PATRIA, exige de nosotros sacrificios que vamos a consentir con la alteza de mira del más noble de los ideales: LA LIBERTAD.

Si la UNIDAD, ha sido el arma principal del pueblo francés en su guerra de liberación nacional, para nosotros ha de ser el arma que movilizó a todas las capas políticas y sindicales del país, para volcarlas contra el poroso de traidores que vendieron nuestra PATRIA.

En torno a la JUNTA SUPREMA DE UNION

Franco y a la Falange devolviendo a nuestro pueblo su libertad, restaurando un regime inspirado en los más altos sentimientos de LIBERTAD y JUSTICIA.

¡ VIVAN LOS EJERCITOS ALIADOS !

¡ VIVA LA JUNTA SUPREMA DE UNION NACIONAL !

¡ VIVA EL XIV CUERPO DE GUERRILLEROS !

## VIVE LA FRANCE!

« ANONIMOS »  
l'honneur de sauveur  
creec situation le peuple  
français, les Forces  
Françaises de  
l'intérieur et le Ciel  
du Gouvernement  
provisoire de la République  
Française, Général de GAULLE,  
qui a su conduire la  
France vers sa libération.  
Bon. Vive la France!

## Mi Saludo

Al salir de mi clandestinidad y volver a la luz alborada por los rayos de la victoria, mi primer deber es lanzar mi saludo tan sencillo como emocionado.

Jamás podre olvidar como y de que manera nació. En los momentos más difíciles de nuestra lucha en Francia en aquellos días aciagos en que los heroicos guerrilleros tenían como albergue las nevadas cumbres de las montañas; que el frío, las persecuciones y males dificultaban

horrones, que hacían resallar aún más el deseo de aquel punado de hombres de fe, insuperable y de espíritu de sacrificio sin límites, de hacer llegar al ritmo más alejado, vuestra tenacidad en la lucha, vuestras ansias de libertad y nuestro objetivo final de aquello que jamás alejéis de vuestra mente. Nuestra PATRIA. Nuestra querida ESPAÑA martirizada y desamagada por el traidor Franco, la Falange y todos los canales que los...

# A.S.O. ALIANZA SINDICAL OBRERA

Año V - N.º 1 - Boletín de la Alianza Sindical Obrera - España - Enero 1967

LA NUEVA LEY ORGÁNICA

## La lucha por una Gran Central Democrática de Trabajadores y la España democrática de mañana

La democracia bien entendida es el más precioso legado de la civilización occidental. Con esta frase el general Franco justificó a los Procuradores una nueva Ley del Estado español. Añadía de desmanchar con ella el edo de guerra nacional contra el pueblo en 1936, en pleno tercio de España que a lo largo de los años últimos ha experimentado una auténtica revolución social, política y económica. En consecuencia, el pueblo español ha realizado una revolución de autodeterminación política y política de hecho y estado.

En consecuencia, los representantes unos renuncian a la Ley del 11 de los antiguos delegados a Cortes y procuradores alienta instituir sus representantes en el seno de las Comités Locales y provinciales de las Secciones Sindicales de la Central Nacional Sindicalista que hasta ahora eran de carácter obrero y una muestra de una nueva democracia al Estado. Si esto no ocurre, la abstención casi total (unos 10.000 de votantes en Madrid y Barce-  
 la) en las elecciones en las elecciones que se celebraba prácticamente las últimas elecciones municipales donde los obreros de España pueden elegir un

las responsabilidades políticas, aunque esto no hubiera grandes efectos prácticos para la expresión contra las sanciones en la guerra civil la habían efectuado los tribunales militares por el delito de rebelión militar, aplicando el artículo 99 del Código de Justicia Militar. Finalmente, la famosa Ley Orgánica y el Referéndum no culminado por ahora este proceso (estas leyes son anuladas y se afirma también que pronto se celebrará un Jefe del Estado). Estos son los hechos. Preguntamos qué vez más que significación tienen?

Sin embargo, la democracia bien entendida es el más precioso legado de la civilización occidental. Con esta frase el general Franco justificó a los Procuradores una nueva Ley del Estado español. Añadía de desmanchar con ella el edo de guerra nacional contra el pueblo en 1936, en pleno tercio de España que a lo largo de los años últimos ha experimentado una auténtica revolución social, política y económica. En consecuencia, el pueblo español ha realizado una revolución de autodeterminación política y política de hecho y estado.

### EL AÑO 1968 - LAS ELECCIONES MUNICIPALES Y EL REFERENDUM

Que significa todo esto? En un par de meses una serie de acontecimientos están sucediendo que provocarán el interés y la sorpresa de la opinión internacional y suscitarán editorialmente de la prensa mundial y graves dudas acerca de la suerte del movimiento obrero. Tratase primero de las elecciones municipales y del hecho evidente que en las ciudades más importantes los obreros tienen un papel importante en la creación



agencia de prensa española popular

nº 59  
2 quino. oct.  
1,50 Ptas

### Sumario

<b>LEY DEL ALICANCE DE LEY DEL ESTADO DE EXCEPCION</b>	pag. 2
<b>ACTUALIDAD POLITICA</b>	" 3
<b>COMUNICACIONES INTERNACIONALES</b>	" 4
<b>COMUNICACIONES INTERNACIONALES</b>	" 5
<b>COMUNICACIONES INTERNACIONALES</b>	" 6
<b>CARTA DE CARABANERAS</b>	" 8
<b>OPINIONES</b>	" 9
<b>OPINIONES</b>	" 11
<b>OPINIONES</b>	" 11
<b>ENTREVISTA CON L. NUÑEZ DE MUJICA ARREQUI</b>	" 12

# PROPOSITO

**S**URGE este modesto paladín como expresión de una necesidad inaplazable: abrir de una vez el debate sobre la marcha y los objetivos de la Organización confederal. Esta necesidad — hace unos cuantos años comprobada por la mayoría de los militantes, tanto en España cuanto en los países de destierro — se ha venido eludiendo por imperio de actitudes acomodaticias que, so pretexto de ser enemigo por todas partes, espallan con la salvaguardia de la orgánica y hacen perseverar en errores de funcionamiento o, ya hecho grave, continuar, pues, en el silencio sería hacerse solidario de la anarquía reinante y culpable de la dispersión a que pudiere llegar en el organismo confederal, ante el rufo y el empuje.

El grupo editor de ATALAYA, lejos de ocupar la posición suicida de no hacer o, habiendo hecho el momento de dar la voz de alarma y de entrar en el funcionamiento decidido a que la discusión de los problemas no se escamotee como hasta ahora recomendando sinopsis o aplazando la nullosina de los comités. Afiliados de la Federación Local de París, cada uno de los integrantes de este grupo ha asistido a reuniones serénicas (Paris a la tercera página).

# ATALAYA

Diciembre de 1937.

Tribuna confederal de libre discusión

Número 1

## POR QUÉ LA F. L. DE PARIS NO HA QUERIDO PARTICIPAR EN EL ULTIMO PLENO DE NUCLEOS

**E**n vísperas del último Pleno de Núcleos de la C.N.T. de España en el Exilio, la Federación Local de París manifestó su interés por que el orden del día del mismo empezara en cierto modo con la rutina establecida. Al efecto, cobró dicha F.L. distintas reuniones, animadas por cierto, en las que se estudió con seriedad la posibilidad de incorporar el número de asuntos a tratar algunos puntos que permitirían un trabajo positivo. No se pasó, concretamente, en reunir una cantidad copiosa de sugerencias, sino en hacer las mismas positivas y de manera bien concreta, conscientes de poder lograr así la transformación de los seleccionadores de preparadores y tener la oportunidad de examinar a fondo la situación de la Organización. Mas, con toda su producción, los compañeros parisienses se vieron completamente defraudados: la preocupación que sentían, quedó completamente por sí sola. — a haber conocido su fundamento — quedaban finalmente relegados. Y esto, llevados sobre mojado, dio lugar a que se decidiera no intervenir para nada en los temas del Pleno de Núcleos.

## EL DERECHO A OPINAR

**U**NA de las características, buena o mala, del militante confederal es el entusiasmo. No se comprende, e nuestro ambiente, que pueda haber interés por la solución de un problema o la realización de un propósito cualesquiera si no se está entusiasmado con ellos, si no se presta calor a las opiniones que se emiten. Pero no hay que confundir, sin embargo, la temperatura humana que se pone a prueba para defender una posición con esos achaques de agitación recalcitrante que suelen dignificar más que contra las ideas expuestas, contra la persona que las expone. Y esto, por absurdo que parezca, es también característico de la vida orgánica presente.

En nuestros años jóvenes, no se puede decir que el siglo pasado — el descubrimiento — apenas cabía imaginar la posibilidad de que, entre libertarios, pudiera desarrollarse la crítica negativa presentada en los procedimientos serenos. Era quedaba por formaciones de esta u otra especie, tanto para los núcleos que cultivaban el espíritu crítico y posición de vez en cuando se guían apuntando la veta de los defectos a sus adentro, el distrito de servicios o presentaciones o empílicas de opinión o mena relieve en las diferentes administraciones públicas. Ahora, en cambio, con todo lo que hemos visto y vivido, ya no podemos extrañarnos de nada ni siquiera de que, como quien no quiere la cosa, a compañeros inachables se les ande despellando por todos los rincones.

Ha sido suficiente en más de una ocasión que un compañero disconforme con los procedimientos en uso y cansado de contemplar el espectáculo aporramado de una organización adormecida alara un día lo hay a se arroja a resigar bombas — ofreciendo a la vez sus brazos a paces de depositar las consecuencias — hasta que la propia organización, en una conciencia de su responsabilidad inmensa para que, solememente se tratara de inutilizarlo. Pero esto hemos de entenderlo como es merecido accidente — aunque no gratis se repara y olvida. Es definitiva lo que cuenta y permanece es la conducta, el comportamiento militante que no sólo hoy, sino en todas las épocas ha exigido lealtad y consecuencia.

Dejemos, para de todo lo episodio o sea lo que de espaldas al interés real de la Confederación, sino únicamente para retener costillas. Vamos al contrario (Paris a la tercera página).

... que la actitud expresada ha podido producir entre los compañeros de los diversos núcleos orgánicos. La información del Pleno es en este aspecto sumamente conmovedora, permitiéndose a alguna que otra situación. Pero la cosa ha corrido y a la F.L. de París se le presenta una vez más como quien viene a decirlo intimidante. Ante esto, pues, de que se entienda la medida que necesitamos poner los puntos sobre la mesa y para conocimiento de todos los compañeros nos permitimos reproducir las sugerencias aludidas anteriormente. Claro está que los miembros de la F.L. en su momento como a desearlo en un momento después.

... no haber estado tumbados a la bartola ahora y sólo hoy al contrario, en varias de las ocasiones en que intentaríamos incluyéramos en el orden del día de los Plenos de Núcleos temas un tanto osados, siempre sin suerte.

Podríamos citar numerosos textos, mas, para ser breves recogeremos, a modo de ejemplo, los de dos sugerencias hechas en 1935 y reiteradas, con igual fortuna, en 1936. Una de ellas, relacionada con la actividad en el interior decía:

La Federación Local de París tiene el convencimiento de que la Organización ha hecho, en el marco de los recursos disponibles, cuanto la fue posible (Paris a la segunda página).

## EL ASESINATO DE FACERIAS

**A**ntes de agosto me oí decir que cuando se hicieran las elecciones en este momento, cada vez de todos los tres años de la vida que en España — especialmente en la región catalana — habrán de tener su momento. La prensa extranjera dio una noticia sobre el asunto. La española de izquierda al contrario, ha prohibido en la prensa y hasta prohibido en la prensa. La Federación Local de París ha sido el único que se ha enardecido a quedarse a los que no tienen a la vista, sino a los que.

No podemos entrar a las condecoraciones con los comités y representantes de nuestros comités cuando los que se ven a la personalidad militante. El catalán Faceries. Nuestra misión tenemos una consecuencia de la lucha que reprueba el empleo de

... estos métodos pero eso no impide decir que el compañero catalán — nuestro enemigo — como en el caso de los otros tantos y sus notables servicios a la causa — a la vida el maltrato tributo de una mala neurología.

Esta deliberada omisión — al que sea y al que sea — nos ha permitido no salir injusta sino meramente involuntaria. Porque Faceries nos de haber sido asesinada en condiciones que todo puede haber estado denunciado desde Francia, ha sido difamado de la manera más grosera por la prensa y la prensa franquista. Y a un hombre todo un hombre, de cuya vida se ha hecho un espectáculo para la patria destarado por el

... los atentados contra los representantes consulares barceloneses de los países que en la O.N.U. apadrinaron la candidatura de Franco al atentado contra los representantes del régimen en un desfile de la victoria y acciones diversas contra comités de policía y locales franquistas, era moralmente obligado librarse por lo menos de la infamia.

Que conste nuestra protesta, si quiera para que el futuro historiador pueda disponer — si desea establecer la verdad — de una referencia que aguilata a la de haber sido detenido en 1940 por actividades subversivas y el desempeño de cargos orgánicos, confirmada que José Luis Faceries no era el vulgar bandolero pintado por los amanerados franquistas, sino, como Buenaventura Durruel, un auténtico luchador anarcosindicalista.

## UN SILENCIO INEXPLICABLE



# AVANCE

JUSTICIA

LIBERTAD

SOCIALISMO

Julio Álvarez del Vayo

A. Fernández

N. 22

P. 5.

JUNIO 1970

## POR UNA POLITICA REVOLUCIONARIA

por JULIO ALVAREZ DEL VAYO

(Resumen de la intervención de nuestro director político en el acto conmemorativo de la proclamación de la República organizado por «Fidelitas» y «Avances»)

La realidad española exige un enfoque realista de todo lo que está pasando en nuestro país. De lo más grave es la falta de respeto del régimen hacia la oposición. Ese juicio no es únicamente nuestro. Lo hemos oído de labios de uno de los hombres más clarividentes y experimentados del interior. El régimen está convencido de poder permitirse todo. Procede al pequeño golpe de estado de utilizar al hijo conita el padre, desdiciendo el sentir de los partidarios de Don Juan. Impuso al país el dominio de la Orden, vejados sus miembros del Opus Dei de lo más clerical que ha gobernado a España en mucho tiempo haciéndoles los dueños de una nación en la que la tradición anti clerical había sido siempre muy fuerte. Es el desprecio total hacia la oposición. Pero es a la vez el fracaso rotundo de una clase de oposición pacífica que se deja tratar así.

Sobre la base de estos hechos y en nombre del equipo de Avances, el que no habla en nombre de algunos de los elementos más combatientes del interior una especie de anticipación de las perspectivas españolas si la oposición no cambia de política. De seguir las cosas como hasta ahora, es lo más probable que una vez desaparecido Franco le suceda Juan Carlos, con el Opus Dei afirmado en el poder y continúe diez años más la dictadura. Es planteamiento despreciado de las perspectivas inmediatas y lejanas no contenía ningún elemento de pesimismo ya que propugna la alternativa de una política de lucha que vea por tierra los planes de Juan Carlos del ala derecha del Opus. La respuesta que nos llegó del interior era: «¡Castigar!»

El Opus como todo el mundo sabe está dirigido por gentes capaces. Tampoco hay que exaltar su capacidad fuera de la fraseología hueca de la falanga que se dejó desvaliar de sus puestos de mando pero que con esta el error fundamental de querer resolver el problema español un problema eminentemente político por la economía y la religión. Suprimiendo la política. Han conseguido hacer a muchos sobre todo fuera de España caer en los dos pesimismo: una respuesta moderna es una de desconfianza por tanto, conser el mismo tiempo a Washington que a Moscú aunque más siempre a Washington contra el imperialismo estadounidense.

### LA VIOLENCIA JUSTA

Es un error ver como a lo largo de la historia de la Historia y del mundo los hombres y los regímenes nacidos al calor de la violencia una vez apudados al poder pretendían condonar la violencia que los demás pudieran y de bien en nuestro caso particular de separar los ejemplos para echarlos de su cubo bien guardado. El franquismo se cargaba con sus par españoles que fue asesinada sobre montañas de cadáveres y ríos de sangre. Detienen aprisionan apalean torturan a personas causadas de soportar las violencias cotidianas y que emplean los métodos más adecuados para liberarse y liberar al país de la dictadura. Si el fascismo español ha defendido siempre el concepto de guerras justas de violencias justas es natural que la oposición proceda de la misma manera aun cuando su espíritu sea contrario a la de los que tienen las riendas del Poder. Que la justicia moral pueden tener nuestros enemigos para condenarnos?

De Marx a Pablo Iglesias los grandes maestros del existismo han afirmado que únicamente por la violencia se podrá conquistar la

libertad de la nación. La idea del capitalismo que ejerce siempre su dictadura aunque sea con otros democráticos no abandonaron nunca las riendas del Estado sino se les echa por la borda. No bastan los sermones ni los buenos consejos.

No nos quitaria la razón si viera el falangista Onesimo Redondo que admiraba que los jóvenes debían entretenerse en el combate pedir culto a la violencia y deseaba que cada uno de ellos dejara penetrarse de sus ideas de una moralidad de la violencia.

Por todo ello estimamos necesario que el empleo de todas las formas de acción incluida la acción violenta es justa si con lo se consigue combatir y destruir al fascismo imperante en nuestra patria si se consigue liberar a un pueblo oprimido, esclavizado, sometido de justicia y de libertad.

Frente a la violencia como forma de conquista y de gobierno nadie tiene derecho a desmentar la posibilidad de responder adecuadamente en un contexto bien preciso y debidamente estudiado con la violencia revolucionaria.

para las modificaciones de lenguaje, dentro de España. Dentro de España procesos, persecuciones, sentencias desproporcionadas a la gravedad de las inculpaciones formuladas, y asentamiento de la doctrina de vuelta al año 40, defendida recientemente por el almirante Carrero Blanco en el tan comentado artículo aparecido en el A.B.C. bajo el pseudónimo de Glós de Buitrago.

### NADA HA CAMBIADO EN ESPAÑA

Mientras algunos creían que el Opus, no porque sintiese la liberalización, sino para asegurar la ayuda exterior, Mercado Común, intercambios comerciales, inversiones extranjeras, inaugurar en el interior una política más liberal, Avances vale con su primera página: «En España no ha cambiado nada». De hecho en treinta y dos años de dictadura, el régimen ha seguido fiel a su origen marcadamente fascista. Ha habido las concesiones fáciles. Permitir que se publicasen en España libros de izquierda; autorizar la divulgación de documentos firmados por intelectuales; abrir la entrada al país a periodistas de la República cuando estaba manifiesta su disposición de explotar a sueldo de toda intención considerada subversiva, y había capitalizar sobre su regreso; y desde la sucesión del Opus Dei a la dirección suprema, las expansiones en la intinidad de sus ministros circuleando por los distritos palcos, particularmente el señor Lopez Bravo, sagacidad que todo eso de la guerra civil y de la persecución por las ideas pertenecían al pasado.

Nuestra respuesta era la publicación de los procesos y de los encarcelamientos registrados desde que el Opus Dei se apodera del poder.

Álvarez del Vayo expone con detalle las razones y el desarrollo de la operación Juan Carlos - Opus Dei nombrando al primero sucesor de Franco y dando a los segundos los ministerios clave. En previsión de que un día Franco desapareciera de la escena política, todo ello inspirado por el pánico de que pueda producirse entonces una explosión popular.

Una de las contradicciones mayores de la situación española está en de un lado de pretender como hemos dicho la oposición pacífica, y del otro lado tener que la gente se eche a la calle el día en que Franco no esté ya ahí. Respecto de sus dos teorías en las alturas, los planes que en España si Franco falta no ocurre nada como en Portugal al quedar instalado Salazar. Otros nos estamos refiriendo a las gentes de la dictadura, no se sienten tan seguros y dicen que España no es Portugal.

Al pasar el Opus a ser el gobierno, es la segunda teoría la que prevalece. No tomar ningún riesgo. En vez de un gabinete dividido con la Falange y el Opus luchando entre ellos, alrededores de los estándares del Marqués y otros que han seguido un equipo homogéneo que sabe valores el poder. Una vez el poder en manos del Opus, el Opus no lo suelta ya. Sin falta, Lopez Beldó y los otros lo que quieren son dos años de poder. Confían en ese tiempo hacer de España una nación apolítica, fasciada por la promesa de una renta media que la saque del sub-desarrollo. Qué los españoles cesen de preocuparse de sus derechos y se dejan enriquecer por estos planificadores con que la providencia los ha obsequiado. Es una fantástica operación de corrupción.

(Sigue en la página dos)

\*\*\*\*\*

\* El García - del renal de Franco - dice que uno queremos sindicatos nuevos, cambios y sin a rris. con asentamientos y cabeceros. Al mismo tiempo, Santiago Álvarez (Fidelitas) jerarca de la central nacional sindicalista afirma que el sistema no elegido a través de un sistema tan democrático como el que más.

La prueba nos la da el mismo periódico que publica estas declaraciones: «Cinco nuevos presidentes de sindicatos nacionalistas serán designados próximamente. El sistema democrático franquista - el dado.

\* «Sabido Crédito», que se ha tomado de libertad de denunciar - nosotros los habitantes hecho antes - los escándalos de Gibraltar y citar a los que con ellos se enriquecieron, ha sido suspendido por cuatro meses. La excusa: la publicación de fotografías que ABC publica sin cesar en sus dominicales, con rifas en multitud, trajes de baño que casi nada esconden, etc. Yuro meses fuerte esta revista que el periódico de Lucha de Yema, que se vio obligado a publicar el ocupante de Glós de Buitrago.

## BANCARIO

Editado por el Grupo de la Federación de Banca de España en Africa del Norte.

Unión general de trabajadores.

Espagnol.

Nº 1 (avril 1945) - ? .  
Mensuel.

Oran.

*Collaborateurs* : Luis Arias, E. Cebria, Angel Quintano...

Imprimé.

Imprimerie non indiquée  
22 cm X 18 cm, 4 p.

FPI : 1945 (nº 1, 2) : p. 331.

Notice :

Bulletin de la Fédération de la banque de l'UGT, publié à Oran ; il traite des questions propres à la branche professionnelle et commémore le 14 avril et le 1er mai. Beaucoup de ces employés de banques ont dû changer de profession et sont syndiqués à présent à la CGT (où ils ont côtoient des Espagnols déjà installés en Afrique du Nord qui leur ont manifesté de la solidarité quand ils étaient dans des camps d'internement) <sup>1</sup>.

## BANCARIO

Editado por los directivos de la Federación nacional de Banca de España en el exilio. Puis, en France : Editado por los directivos de la Federación nacional de Banca de España en el destierro.

Unión general de trabajadores.

Espagnol.

1945 ? - 1948 ? .

Rédaction : Mexico puis Paris 3º (29 boulevard du Temple) <sup>2</sup>.

Comité de rédaction : José Armisen, P. Clemente Frías, Félix Lazaro Simón, E. Jorge Moreno, Amaro del Rosal Díaz <sup>3</sup>.

1. *Bancario*, nº 1, avril 1945.

2. Local de l'Union parisienne des syndicats.

3. Amaro del ROSAL DIAZ, président de la Fédération nationale de la banque, s'exile au Mexique en 1940, revient en France en 1945 où il organise la Fédération en exil ; secrétaire-adjoint de l'UGT, groupe González Peña, il émigre à nouveau au Mexique après la dissolution de cette tendance de l'UGT en 1950 et à la suite d'un

*Collaborateurs* : Jaime Barba-Claramunt, Andrés Bandres, Luis Saladaña, José Serrano ...

Imprimé.

Imprimerie non indiquée

21 cm X 27 cm, 4 ou 8 p.

Continuation de : *Bancario*. Organo de la Federación de trabajadores de Banca en España. Suplemento. "Grupo de Emigrados en Francia".

FPI : 1946 (n<sup>os</sup> extraordinaires de mars, juillet, décembre), 1947 - 1948 (n<sup>os</sup> 6, 9 - 11) : p. 329.

Notice :

Ce bulletin se veut la continuation de *Bancario* créé en Espagne en 1929 ; il est édité par l'UGT tendance González Peña qui, en exil, se considère comme l'héritière légitime de l'UGT, sa commission exécutive ayant été élue lors du comité national de janvier 1938 en Espagne. La tendance dirigée par Pascual Tomás Taengua et Trifón Gómez San José contestant cette légitimité, deux groupes vont fonctionner en exil jusqu'à la reconnaissance de l'autre UGT par les organisations syndicales internationales et dissolution de l'UCI, tendance González Peña, par le gouvernement français en 1950.

D'autres bulletins portent ce même nom, édités par des anciens employés de banque espagnols au Mexique, au Chili, en Colombie, en Uruguay, au Brésil, au Pérou ou en Argentine...<sup>4</sup>.

## BANCARIO

Organo de la Federación de trabajadores de Banca de España. Suplemento. "Grupo de emigrados en Francia".

Unión General de Trabajadores.

Espagnol.

1945 ? - ?.

Rédaction : Paris 10<sup>e</sup> (Union des syndicats de la Seine : 12 boulevard Magenta, puis Paris 3<sup>e</sup> (29 boulevard du Temple).

Ronéotypé.

21 cm X 31 cm, 2 p.

Devenu : *Bancario*. Editado por los directivos de la Federación nacional de Banca de España en el exilio.

FPI : 1945 (n<sup>os</sup> 4 - 5) : p. 327.

---

ordre d'expulsion Il revient en France en 1971 (*Catálogo de los archivos donados por Amaro del Rosal Diaz*, Madrid, Fundación Pablo Iglesias, 1986, 328 p.).

4. Le n<sup>o</sup> 11 de *Bancario* de juillet 1948 est consacré au Levant (2 p. seulement, probablement à destination des employés de banque du Levant).

Notice :

Première forme du bulletin précédent ; ce *Bancario* recommence à apparaître en France à la Libération<sup>5</sup> comme supplément à l'organe officiel de la Fédération de la Banque de l'UGT publié à Mexico ; Amaro del Rosal est le délégué de la Commission exécutive résidant au Mexique.

## BARRACA

N° 1 (1939).

Argelès.

Manuscrit.

21 cm X 29 cm, 44 p.

Aquarelles, dessins à la plume et au crayon.

15 exemplaires.

Collection particulière (Miguel Orts, Valence) : 1939 (n° 1).

Notice :

Revue d'art et de littérature réalisée par les occupants d'un même baraquement du camp d'Argelès : peintres, dessinateurs et poètes<sup>6</sup>.

## BATALLA (LA)

Boletín interior del POUM en Francia (n°s 1 - 16). Puis : Organo central del POUM en Francia (n° 17). Puis à partir du n° 18 : Organo en Francia del Partido obrero de unificación marxista. Puis : Organo del Partido obrero de unificación marxista de España (POUM). Puis : Organo del Partido obrero de unificación marxista (POUM).

Partido obrero de unificación marxista.

"Proletarios de todos países, uníos !". "Por el socialismo y por la libertad".

Espagnol.

---

5. *Bancario* a déjà paru, semble-t-il, en France en 1939 (aucun numéro n'a été localisé) comme en témoigne cette indication : "Le premier journal syndical qui se publia en France en 1939 a été notre cher *Bancario*. Le premier périodique syndical des réfugiés qui apparut en Amérique est notre *Bancario*" (*Bancario*, 11ème époque, n° 4, mai 1945, p. 2).

6. Une description est faite par Jean-Claude VILLEGAS dans *Plages d'exil. Les camps de réfugiés espagnols en France, 1939*, Nanterre, BDIC, Dijon, Hispanistica XX, 1989, pp 133-140 ; des pages en sont également reproduites dans cet ouvrage.

N° 1 (25 mai 1945) - n° 208 (mai 1980).

Bimensuel, mensuel, puis semestriel et bimestriel. Puis : périodicité irrégulière.

Autorisation de paraître : 15 juin 1946 <sup>7</sup>.

Rédaction : Bordeaux (125 rue d'Ares) puis : Paris 20<sup>e</sup> (88 rue Pelleport, chez Pedro Bonet à partir du n° 12 pour les souscriptions et BP 44, pour la correspondance). Puis, pour la correspondance : Paris 9<sup>e</sup> (6 boulevard Poissonnière) et, pour les souscriptions : Paris 9<sup>e</sup> (4 rue Saulnier à l'Imprimerie S.P.I. et 5 rue du Faubourg Poissonnière chez Pedro Bonet), puis Paris 4<sup>e</sup> (5 rue Aubriot chez Pedro Bonet) <sup>8</sup>. A partir de 1976 : Barcelone.

Pedro BONET <sup>9</sup>, directeur-gérant, Ignacio IGLESIAS <sup>10</sup>, directeur en 1946, Henri COLLENGE, gérant (à partir du n° 30 du 15 janvier 1947), puis : Wilebaldo SOLANO <sup>11</sup>, directeur - gérant (à partir du n° 110 du 25 juillet 1952) et Enrique SANCHO (à partir du n° 182 de décembre 1975).

*Collaborateurs* : Juan Andrade <sup>12</sup>, Luis García <sup>13</sup>, Gironella, Julián Gorkín <sup>14</sup>, J.-O. Pico, Luis Roc, Enrique Rodriguez, César Zayuelas...

Imprimé.

Imprimerie Duteil, Bordeaux (5 rue Castillon), puis : Imprimerie Bernède, Bordeaux (41 quai des Chartrons). Ensuite: Imprimerie Soler, Aulnay-sous-Bois, Imprimerie SPI, Paris 9<sup>e</sup>, Imprimerie EP, Paris 12<sup>e</sup> et Imprimerie SPI.

24,5 cm X 31,5 cm (n° 1) sur 2 p.; 30 cm X 45 cm (n°s 2 à 17) sur 2 et 4 p. ; 38 cm X 56 cm sur 4 p. à partir du n° 18.

30 X 43, 4 cm sur 4 p. à partir du n° 143 de janvier 1962.

Caricatures, rares photographies.

2 F. en 1945 puis 4 F., 5 F., 10 F. (1951), 20 F. (1954)....., le numéro ; abonnement annuel : 140 F. (juillet 1946), 240 F. (jusqu'en 1951), 360 F. (en 1951).

Tirage : 2.000 exemplaires par quinzaine en 1945-1946, 5.000 en 1947, 2.500 par tirage en 1954, 2.000 en 1962 <sup>15</sup>.

---

7. Pour un hebdomadaire de 4 pages grand format et 2.500 exemplaires ; attribution : 330 kg de papier par mois (AN, INF 936). Le POUM s'est déclaré comme association étrangère le 31 juillet 1946.

8. A cette dernière adresse est également domicilié le bulletin *Informations ibériques*, bulletin mensuel du Comité de soutien aux antifascistes d'Espagne et du Portugal. (cf *La Batalla*, n° 150 de mai 1965).

9. Voir notice biographique.

10. Ignacio IGLESIAS (né en 1912), journaliste, interné au camp d'Argelès en 1939, il travaille comme métallurgiste à Dijon. Arrêté à Montauban en février 1941, condamné à douze ans de travaux forcés en novembre 1941 par la Section spéciale du Tribunal militaire de la 17<sup>e</sup> Division militaire, il est emprisonné à Montauban puis à la Maison centrale d'Eysses avant d'être déporté en Allemagne, d'où il ne sera libéré qu'à la fin avril 1945 (AN, INF 937). Deviendra le secrétaire de rédaction des *Cuadernos del Congreso por la libertad de la cultura* aux côtés de Julián Gorkín, autre ancien dirigeant du POUM. Auteur notamment de : *La fase final de la guerra civil. De la caída de Barcelona al derrumbamiento de Madrid*, Barcelone, Planeta, 1977, 235 p. et de *Trotsky et la révolution espagnole*, Lausanne, éditions du Monde, 1974, 104 p.

11. Voir notice biographique. Pseudonyme : Martín Lafn.

12. Juan ANDRADE (1898-1981), ancien dirigeant des Jeunesses socialistes, un des fondateurs du PCE, puis l'un des dirigeants de l'Opposition de gauche ; dirigeant du POUM, tendance de gauche, journaliste, il est emprisonné en Catalogne à la suite de la répression dirigée contre le POUM. Transféré dans une prison de Cadaqués deux jours avant l'entrée des troupes franquistes à Barcelone, il se libère avec les autres dirigeants du POUM et entre en France en février 1939. Arrêté en février 1941, il est emprisonné à Montauban puis à la Maison centrale d'Eysses, à Maussac et à la prison militaire de Bergerac jusqu'au 20 août 1944 (ADHG, 2692/171 576 W). Auteur notamment de *La burocracia reformista en el movimiento obrero*, Madrid, 1935. Pseudonymes : Emilio Ruiz, Dionisio Luna.

13. Pseudonyme d'Antonio Mas, secrétaire départemental du POUM de la Gironde en 1946, ainsi que de l'UGT (né en 1905, il est interné en 1939 dans les camps d'Argelès et du Barcarès ; travaille comme mécanicien-ajusteur).

14. Voir notice biographique.

15. AN, INF 936.

A pour supplément : *POUM. Cuadernos de La Batalla*. Información, crítica, discusión.

BDIC : 4ème époque : 1945 - 1976 (n° 1 - 184 , manque n° 32); 5ème époque : 1976 - 1980 (n° 188 - 203 ) : G F° P 3627.

BN : idem (manquent n° 23 de 1946, n° 42 de 1947, n° 55 de 1948, n° 72 de 1949, n° 87 de 1950) : Gr. fol. Jo. 4599.

CEHI : 1945 - 1980.

Notice :

*La Batalla* commence à paraître en 1945, durant la période même de suspension de la presse espagnole, alors que d'autres journaux de l'exil s'interrompent provisoirement ou définitivement. C'est pourquoi, le premier numéro de *La Batalla*, daté du 25 mai 1945, se présente comme le "Bulletin intérieur du POUM en France". Il s'agit, par ailleurs, d'une sortie tardive par rapport aux autres publications de l'exil qui ont été nombreuses à apparaître dès la Libération de la France<sup>16</sup>. *La Batalla* est le continuateur du journal créé en 1922 à Barcelone pour défendre la révolution russe et contribuer à la création d'un "grand parti marxiste révolutionnaire nécessité par la classe ouvrière espagnole"<sup>17</sup>, devenu organe du POUM à la création de celui-ci en 1935 et quotidien en 1936 à Barcelone jusqu'au procès intenté au POUM en 1937.

*La Batalla* réapparaît modestement dans l'exil, de manière semi-clandestine, sur deux pages<sup>18</sup>. Dès le n° 3, *La Batalla* paraît sur quatre pages, mais le sous-titre de "Boletín interior" ne disparaît qu'avec le n° 17. En juin 1946, celui-ci annonce que le ministère de l'Information a autorisé la publication légale du journal ("*La Batalla* autorisée !") et déclare :

Nous voulons faire un bon journal ouvrier, dans les colonnes duquel seront étudiés avec sérénité et objectivité, à la lumière du marxisme, les problèmes les plus fondamentaux auxquels la classe ouvrière est confrontée... comme nous l'avons fait jusqu'à présent, ceux concernant la classe ouvrière espagnole mériteront de notre part une attention spéciale<sup>19</sup>.

Le 19 juillet 1946 -pour le dixième anniversaire des journées de juillet- *La Batalla* est éditée avec le sous-titre et dans le grand format qui seront désormais les siens pendant des années. Ainsi, *La Batalla* va-t-elle paraître pendant plus de trente ans en exil en France avant d'être publiée à nouveau en Espagne dès le rétablissement de la démocratie et jusqu'au début des années 1980.

*La Batalla* est un journal modeste par son nombre de pages -sinon par son format-, peu illustré, sauf de caricatures et de rares photographies. Des rubriques régulières s'imposent vite et sont suivies pendant des années : "Bibliografía" -ou critiques de livres-, "Crónica internacional" - analyses de la politique internationale- et "Bajo el terror franquista" -informations sur l'action de la classe ouvrière dans la clandestinité et sur la répression en Espagne. Mais, au fil des années, *La Batalla* voit, pour des raisons probablement à la fois économiques et politiques, sa périodicité se restreindre, son format et son nombre de pages diminuer, en dépit de susaus passagers.

En France, le POUM, adopte comme au Mexique une attitude pragmatique par rapport au gouvernement républicain en exil: "ni adhésion inconditionnelle, ni

---

16. " A cette date, presque toutes les organisations politiques et syndicales de l'émigration comptaient déjà avec des organes d'expression, quelques-uns d'entre eux vieux de plusieurs mois. Il nous fut davantage difficile de lancer notre périodique. Nous ne disposions pas de ressources économiques. Notre parti avait souffert de rudes et habiles coups sous la dictature de Vichy et l'occupation hitlérienne. Nous qui écrivons *La Batalla*, nous venions des prisons et des camps de concentration. Nous sortions de la Maison centrale d'Eysses, de la Prison militaire de Bergerac, des camps d'Allach et de Dachau" (*La Batalla*, n° 39, 1er juin 1947).

17. *La Batalla*, année 1, n° 1, 25 mai 1945.

18. *La Batalla* avait subi en Espagne même, au cours de son histoire, diverses persécutions et suspensions : sous la Monarchie, pendant la dictature de Primo de Rivera, durant le "bienio negro" (1934 - 1936) et après les journées de mai 1937 à Barcelone.

19. *La Batalla*, n° 17, 30 juin 1946.

opposition systématique" <sup>20</sup>. Le POUM conserve son indépendance politique et organisationnelle par rapport aux institutions républicaines de l'exil <sup>21</sup> car il les estime peu représentatives. *La Batalla* milite pour une alliance des forces démocratiques, et notamment pour l'unité syndicale qui peut être préparée par les comités unitaires CNT - UGT (Comités de enlace) ; le front ouvrier est sa stratégie constante. Le POUM s'intéresse à l'évolution de nombreux pays et continue d'entretenir sur le plan international des liens privilégiés avec les organisations de l'extrême-gauche gauche anti-stalinienne (de l'Independent Labour Party au Parti socialiste unifié) <sup>22</sup>.

## BERI AURRERA

Juventudes socialistas unificadas de España.

Paris.

CEHI : 1947 - 1948 (n<sup>os</sup> 21 - 38) : G J 3.

Notice :

Pages à destination des militants basques des JSU insérées dans *Juventud* (Organo de la Federación de Juventudes socialistas unificadas de España), de même que *Juliol* (Porta u de la delegació del CE de la JSU de Catalunya) s'adresse aux Catalans.

## BOLETIN (CNT)

**Boletín de la Comisión de relaciones de la CNT de España del núcleo de Orleans.**

Confederación nacional del trabajo.

Espagnol.

N<sup>o</sup> 1 (octobre 1955) - ? .

Orléans.

Ronéotypé.

22 cm X 32 cm. 12 p.

Dessins

Diffusion gratuite.

20. *La Batalla*, n<sup>o</sup> 7, 20 octobre 1945.

21. *La Batalla*, n<sup>o</sup> 6, 29 septembre 1945.

22. Comme cela a été le cas entre 1935 et 1939 au sein du Bureau de Londres qui a regroupé des organisations socialistes de gauche anti-staliniennes : voir Michel DREYFUSS, *Bureau de Londres ou IV<sup>e</sup> Internationale ? Socialistes de gauche et trotskystes en Europe de 1933 à 1940*, Thèse de 3<sup>ème</sup> cycle, Université de Paris X, 1978. 418 p. *La Batalla* publie ainsi des articles de dirigeants de l'ILP (Fenner Brockway, John Strawhorn), salue James Maxton, président de l'ILP, lors de sa mort en juillet 1946, et suit l'élection de Bob Edwards.

IFHS : 1955 (n° 1) : 14 ASP 1705.

**Notice :**

*Le seul exemplaire retrouvé du bulletin du groupe CNT d'Orléans est un numéro extraordinaire, consacré exclusivement à Cervantes, en commémoration du 350<sup>e</sup> anniversaire de la publication du *Quijote* :*

*tandis que les compagnons de l'intérieur se consacrent à la lutte quotidienne contre le tyran et à la réorganisation des syndicats confédéraux, nous contribuons à cette lutte avec notre appui économique et avec l'effort silencieux et quotidien de notre auto-éducation sociale.*

<b>BOLETIN</b>
----------------

**Grupo en Francia del Sindicato de Telégrafos.**

Unión general de trabajadores.

Español.

N° 1 (juillet 1945) - ?.  
Périodicité inconnue.

Toulouse.

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 6 p.

FPI : 1945 (juillet) : p. 397.

**Notice :**

Modeste bulletin des télégraphistes de l'UGT destiné à organiser la solidarité et la lutte contre le franquisme.

<b>BOLETIN - CENTRO DE ESTUDIOS SOCIALISTAS DE EUZKADI</b>
------------------------------------------------------------

Partido socialista obrero español.

Español.

1946 ? - 1948 ?.  
Périodicité inconnue.

Rédaction : Paris 16° (11 avenue Marceau).



Correspondance à : Laureano Lasa y Oria, directeur du Centre <sup>23</sup>.  
*Collaborateurs* : Eusebio Gorrochategui, F. Javier de Landaburu, Salvador Marban, Indalecio Prieto <sup>24</sup>, Mariano Rojo, Andrés Saborit, Pascual Tomás, Fermín Zarza ...

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 24 à 30 p.  
Tirage : 5.00 exemplaires par mois <sup>25</sup>.

FPI : 1947 - 1948 (n<sup>os</sup> 3, 4, 9, 12 - 14) : p. 513.

Notice :

Bulletin de réflexion où écrivent un certain nombre de dirigeants socialistes sur des questions théoriques (coopération, laïcité...), des thèmes internationaux (nationalisations en Tchécoslovaquie, fédération européenne, l'OIT...), sur l'Espagne et sur l'Euzkadi (du nationalisme à la fédération, socialisme municipal en Biscaye, militarisme espagnol...) <sup>26</sup>.

## BOLETIN CONFEDERAL

**Publication non destinée à la vente publique.**

Confederación nacional del trabajo, núcleos zona Norte y Normandía.

Espagnol.

N<sup>o</sup> 1 (16 novembre 1961) - ? .

Interdit par arrêté ministériel le 18 décembre 1961 (*Journal officiel* du 20 décembre 1961, p. 11.669).

Paris ?.

*Collaborateurs* : Antonio Robles, Angel Samblancat ...

Imprimé.  
Imprimerie des Gondoles, Choisy -le- Roi.  
44 cm X 55,5 cm, 4 p.  
Diffusion interne.

Continuation de : *Solidaridad obrera*.  
Devenu : *Solidaridad*.

IFHS : 1961 (n<sup>o</sup> 1) : 14 ASP 1624.

IISG : 1961 (n<sup>o</sup> 1) : fol. B / Div.

---

23. Le Dr Laureano LASA Y ORIA est membre du Comité central socialiste d'Euzkadi et est chef du service médical du gouvernement basque (AN, rapport des Renseignements généraux de 1948, F7 15589).

24. Voir notice biographique.

25. AN, F7 15589.

26. Mais publiant aussi des textes repris d'autres revues comme celui d'Edouard Depreux extrait de *Socialisme et liberté*.

Notice :

Ce *Boletín confederal* paraît quelques jours après l'interdiction le 2 novembre 1961 de *Solidaridad obrera*. Malgré son sous-titre de bulletin intérieur, il est quasiment identique au journal prohibé auquel il succède, et il est à son tour interdit pour ne pas avoir respecté le pourcentage prescrit d'articles en langue française.

<b>BOLETIN D'INFORMATION DE LA JUNTA CENTRAL EN FRANCE DE L'UNION GENERALE DES TRAVAILLEURS D'ESPAGNE</b>
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Unión general de trabajadores, Junta central.

Français.

N° 1 ( 2 septembre 1946) - ?.

Rédaction : Paris 3° (85 rue Charlot).

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 4 p.

Devenu: *Boletín interior*.

FPI : 1946 (n° 1) : p. 527.

Notice :

Le titre de ce bulletin est typique de ce mélange de vocabulaire qui s'opère parfois dans la langue parlée des exilés, rare dans les publications de type politique, dont la langue est en général classique. L'utilisation simultanée du français et de l'espagnol qui s'exprime ici de manière frappante, a parfois pu être cependant, dans des créations littéraires, un procédé révélateur du bilinguisme forcé des réfugiés<sup>27</sup>.

Modeste et éphémère bulletin intérieur de l'UGT-JC, rédigé en français, qui donne des informations sur les mouvements de grève en Espagne.

<b>BOLETIN DE CORTES</b>
--------------------------

[Cortes Republicanas en el exilio ].

Espagnol.

N° 69 (2 février 1939) - n° 74 (9 novembre 1945).

Paris puis Mexico.

---

27. Rafael ALBERTI, *La vida bilingüe de un refugiado español, año 1939 - 1940*, Madrid, editorial Mayoría, 1977.

FPI : 1939 (n° 69), 1945 (n°s 70 - 74) : p. 409.

**Notice :**

Bulletin officiel des Cortes, publié en France début 1939 puis très rapidement au Mexique.

**BOLETIN DE DISCUSION - GCI**

Grupo comunista internacionalista.

Espagnol.

? - ?.

Paris ?.

Ronéotypé.

21 cm X 26, 5 cm, 16 p. recto-verso (description d'après le n° 25).

Prix : 20 F.

Diffusion interne.

IISG : 1949 (n° 25 : janvier) : 4° B / Div.

**Notice :**

Bulletin d'obédience trotskyste, où Georges Munis publie un rapport sur le Congrès mondial de 1948 de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le bulletin relate également une réunion commune tenue au Havre, en décembre 1948, entre le Parti communiste internationaliste -français- et le Groupe communiste internationaliste -espagnol.

**BOLETIN DE DISCUSION - POUM -JCI**

**Editado por el Comité de defensa del Congreso de Paris.**

Partido obrero de unificación marxista. Juventud comunista ibérica.

Espagnol.

N° 1 (juillet 1939) - ? .

Périodicité inconnue.

Paris.

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 16 p.

FPI : 1939 (n° 1) : p. 420.

Notice :

Bulletin intérieur du POUM et de la JCI : documents pour la discussion (sur les journées de mai 1937), lettres, texte de l'opposition bolchevique-léniniste du POUM.

<b>BOLETIN DE INFORMACION - Comisiones obreras</b>
----------------------------------------------------

Delegación exterior de comisiones obreras (CC.OO.).

Espagnol.

1972 - 1976 .

Sans lieu. [Paris 10°, 59 rue du Château d'Eau ?].

Ronéotypé.

21 cm X 31 cm, 30 p. environ.

Couverture couleur imprimée.

Continuation de : *Boletín informativo*.

FPI : 1974 (n°s 1 - 2), 1975 (4 n°s), 1976 (janvier) : p. 576.

IISG : 1972 - 1973 (n°s 53 - 61), 1975 (n° 1 et 5 n°s), 1976 (2 n°s), numéros spéciaux : 4°B.

Notice :

Le premier numéro de 1974, paru au moment du "procès 1001" contre les dirigeants des Commissions ouvrières publie divers documents de la presse légale espagnole afin de montrer la prolifération des mouvements de grève en Espagne et l'influence des Commissions ; d'autres numéros sont constitués de la même manière de photocopies d'articles issus de la presse espagnole.

<b>BOLETIN DE INFORMACION - Comité de Ayuda...</b>
----------------------------------------------------

Comité de ayuda a los Republicanos españoles. CARE.

Espagnol.

N° 1 (décembre 1946) - ? .

Périodicité inconnue.

Rédaction : Paris 7° (10 rue Solférino).

Imprimé.  
21 cm X 27 cm, 4 p.

FPI : 1946 - 1947 (n<sup>os</sup> 1 et 2) : p. 428.

Notice :

Publication du Comité d'aide aux républicains espagnols dont le président est Picasso ; les autres membres du bureau sont : la veuve de Lluís Companys, le Dr Fernández Colmeiro, Julio Hernández, José María Semprún, le général Riquelme, María Casares, Corpus Barga <sup>28</sup>, le colonel Puig, José María Quiroga Plá <sup>29</sup> et Enrique de Santiago. Les secrétaires en sont le Dr Lino Sánchez Portela et Mariano de Miguel.

L'objet du bulletin est de maintenir et développer le courant de solidarité qui s'est manifesté depuis la création du CARE en 1945 et de faire connaître au monde démocratique la situation précaire de la grande majorité des républicains espagnols en France. Le bulletin donne des informations sur les colonies pour enfants et sur l'hôpital Varsovie, créé au lendemain de la Libération pour leurs compatriotes par des anciens FFI espagnols et qui fonctionne grâce à l'aide de démocrates européens et américains.

#### BOLETIN DE INFORMACION - Comité por la liberación...

Comité por la liberación de todos los presos políticos y sindicales en España, por los derechos políticos y sindicales de las masas españolas.

Espagnol.

1964 (?) - 1966 (?) .

Paris ?.

Edition française : *Bulletin d'information*.

IISG : 1965 (n<sup>os</sup> 3 - 4) : 4<sup>o</sup>B / Div.

Notice :

Bulletin d'un comité de solidarité avec les prisonniers politiques espagnols.

#### BOLETIN DE INFORMACION - Congreso de los Diputados. Grupo interparlamentario

República española. Congreso de los Diputados. Grupo interparlamentario.

28. Voir notice biographique.

29. José María QUIROGA PLA (né à Madrid en 1902), dirigeant d'Izquierda republicana, ancien diplomate, gendre de Miguel de Unamuno ; en exil, chef de la section espagnole de traduction à l'UNESCO (AMI, Mi 34363 liasse 2).

Espagnol.

N° 1 (1953) - n° 9 (1956).  
Périodicité irrégulière.

Correspondance : Josep Sans, Paris 16° (35 avenue Foch) .

Ronéotypé.  
21 cm X 27cm, 8 à 12 p.

Devenu: *Informaciones parlamentarias*.

FPI : 1953 - 1956 (n° 2 - 9) : p. 440.

Notice :

Bulletin du groupe interparlementaire des Cortès : celui-ci entretient des relations avec l'Union interparlementaire, fondée en 1889. La 29<sup>e</sup> conférence interparlementaire a eu lieu à Madrid en 1933 sous la présidence de Julián Besteiro ; la 36<sup>e</sup> conférence, au Caire, accorde au Parlement espagnol en exil la représentation de l'Espagne tant que ne lui sera pas substitué un autre Parlement issu d'élections démocratiques. Depuis, diverses tentatives de Franco pour éliminer cette représentation ont échoué.

Le groupe espagnol de l'Union interparlementaire a une junte de direction présidée par Ramón Nogués i Biset, président des Cortes, et constituée de Rodolfo Llopis <sup>30</sup> et Manuel de Irujo <sup>31</sup>, vice-présidents, José Maldonado secrétaire parlementaire, Julio de Jauregui <sup>32</sup>, trésorier, et Josep Sans <sup>33</sup>, secrétaire administratif<sup>34</sup>.

#### BOLETIN DE INFORMACION - Federación de cooperadores españoles en el exilio

Federación de cooperadores españoles en el exilio.

Espagnol.

N° 1 (février 1947) - ? .  
Périodicité inconnue.

S.l.

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 4 p.

FPI : 1947 (n° 1) : p. 5102.

---

30. Voir notice biographique.

31. Voir notice biographique.

32. Voir notice biographique.

33. Josep SANS ARRUFAT (né en 1917), secrétaire général des jeunesses de l'Esquerra republicana de Catalunya (JEREC) en 1945, secrétaire de rédaction de *La Humanitat* en 1945 puis directeur de *Informaciones parlamentarias* (AN, INF 937).

34. Lettre de José Giral d'août 1954 aux parlementaires espagnols.

**Notice :**

Bulletin de la Fédération des coopérateurs espagnols en exil, reconnue par l'Alliance coopérative internationale. Persuadés que l'esprit coopératif ne peut s'exprimer dans l'Espagne franquiste, les éditeurs du bulletin veulent agir afin que les organisations politiques et syndicales de l'exil reconnaissent l'importance du mouvement coopératif ; ils souhaitent également établir un plan pour articuler le secteur coopératif de l'économie.

Le bulletin définit l'ABC de la coopération : une coopérative quel que soit son objet (consommation, production, vente, crédit..) s'organise non dans un esprit de profit mais pour rendre un service ; il est fait état des contacts avec les mouvements coopératifs internationaux.

**BOLETIN DE INFORMACION - Federación de juventudes socialistas de España en el exilio**

Federación de juventudes socialistas de España en el exilio.

Espagnol.

N° 1 (15 septembre 1947) - ?.  
Périodicité inconnue.

Toulouse.

Ronéotypé.

Devenu: *Impetu*.

FPI : 1947 (n° 1) : p. 434.

**Notice :**

Bulletin des Jeunesses socialistes.

**BOLETIN DE INFORMACION - FETE**

Federación española de trabajadores de la enseñanza (FETE).

Espagnol.

1945 - ? .  
Ronéotypé.

Notice :

La Fédération espagnole des travailleurs de l'enseignement (FETE), syndicat regroupant les enseignants affiliés à l'UGT, a son secrétariat général au Mexique quand la délégation parisienne entreprend en 1945 d'éditer un bulletin d'information multigraphié<sup>35</sup>. Auparavant, au camp d'Argelès en 1939, des enseignants de la FETE ont publié *Profesionales de la enseñanza*<sup>36</sup>.

**BOLETIN DE INFORMACION - JSU**

Voir *Juventud de España* (du n° 1 de mars 1953 au n° 4 de mai 1953, le bulletin porte en tête : *Boletín de información. JSU*).

**BOLETIN DE INFORMACION - Liga de mutilados e invalidos de la guerra de España. Comité ejecutivo en Africa del Norte**

Liga de mutilados e invalidos de la guerra de España.

Espagnol.

N° 1 (septembre 1945) - ?  
Périodicité inconnue.

Rédaction : Alger (28 rue de Mulhouse).

Imprimé.  
22,5cm X 30,5 cm, 4 p.

FPI : 1945 (n° 1) : P. 429.

Notice :

Bulletin publié en 1945 destiné à organiser la solidarité envers les mutilés et invalides de la guerre d'Espagne ; la déclaration de la Deuxième Guerre mondiale a empêché la Ligue des mutilés et invalides (LMIGE) de mettre en pratique les projets de rééducation et d'aide qu'elle avait en 1939.

Le bulletin donne des informations sur la section algéroise de la LMIGE dont il émane et sur les actions de solidarité entreprises en faveur des mutilés (notamment sur le Contre pour mutilés et invalides de Fouka-Marine organisé par les

35. Antonio RISCO, " Las revistas de los exiliados en Francia", in *El exilio español de 1939*, Madrid, Trun., 1976 - 1978, tome III (*Revistas, pensamiento, educación*), pp. 114 et 117.

36. Cf. *Plages d'exil. Les camps de réfugiés espagnols en France, 1939*, Nanterre, BDIC, Dijon, Hispanistica XX, 1989, pp. 66 - 91.



réfugiés eux-mêmes dans des conditions très difficiles et qui est toujours un "véritable foyer patriotique" <sup>37</sup>).

### BOLETIN DE INFORMACION (FDIF)

Bulletin en espagnol de la Fédération démocratique internationale des femmes, dont le siège est à Paris 16<sup>e</sup> (32 rue Jouvenet) <sup>38</sup>.  
Non localisé.

### BOLETIN DE INFORMACION (MLE)

Movimiento libertario español. Regional de Toulouse.

Movimiento libertario español.

Espagnol.

1945 (n°1) - ?

Toulouse.

Imprimé.

Imprimerie non indiquée.

25 cm X 31 cm, 4 p.

IFHS : 1945 (n° 1): 14 ASP 1837.

Notice :

Le premier numéro de ce bulletin du MLE, non daté, édité probablement au début de 1945, salue la reconstitution en France de la Solidaridad internacional antifascista (SIA), et fait un compte-rendu de la réunion plénière du Comité régional de Toulouse (constatant l'existence d'une nombreuse presse anarchiste et le fait qu'un certain nombre de titres sont édités en marge du MLE, le Comité régional appelle l'attention des responsables pour que tous les efforts soient concentrés vers les organes contrôlés par le MLE et propose que cette fusion s'accompagne de la création d'une tribune libre dans les périodiques du mouvement).

37. En 1942 tous les hommes qui avaient une invalidité inférieure à 45% furent envoyés en camps d'internement et dans des compagnies de travail (*Boletín de información*, n° 1, septembre 1945).

38. AN, F7 15589.

**BOLETIN DE INFORMACION DE LA AGRUPACION MILITAR DE EX-COMBATIENTES DE LA REPUBLICA ESPAÑOLA**

Agrupación militar de ex-combatientes de la República española.

Espagnol.

1945 - ? .

Direction, rédaction, administration : Toulouse, 4 rue de Belfort.

Imprimé.

24 cm X 32 cm, 16 p. et 8 p.

Diffusion interne.

Est supplément de : *Armas y Letras*.

FPI : 1945 (n° 2), 1946 (n° extra IV) : p. 446.

IISG : 1945 (n°s 2, 4) : 4° B / Div. 45 - 60.

Notice :

Structurée en régions, l'Association militaire des anciens combattants de la République espagnole, constituée à Toulouse en décembre 1944 en compte treize en 1945 (Toulouse, Perpignan, Mauriac, Grenoble, Marseille, Lyon, Nevers, Paris, Orléans, Angoulême, Rennes, Bordeaux, Tarbes), auxquelles il faut ajouter l'Afrique du Nord<sup>39</sup>. Chaque région est administrée par un conseil (Consejo delegado regional) et des délégations départementales se constituent. L'Agrupación elle-même est divisée en sections, correspondant aux diverses armes (terre, mer, air), au sous-secrétariat à l'armement et une section est réservée aux invalides.

Le numéro extraordinaire du 1er février 1945 (n° 2) diffuse une allocution aux adhérents de sa région du général Hernández Sarabia, fondateur de l'association et président du Conseil technique consultatif de Marseille. Le bulletin informe également ses lecteurs que le Commissaire de la République de Toulouse, Pierre Bertaux, prend des dispositions pour créer "une commission régionale administrative d'aide aux prisonniers et déportés espagnols", en liaison avec la Croix-Rouge espagnole, le Comité d'entraide espagnol, la Section espagnole de la SIA et Solidaridad<sup>40</sup>.

**BOLETIN DE INFORMACION DE LA UGT DE ESPAÑA**

Unión general de trabajadores.

Espagnol.

1947 - ? .

Périodicité inconnue.

39. Boletín de información de la Agrupación militar de ex-combatientes de la República española, n° 2, 1er février 1945, p. 4. Dans *Armas y letras* dont ce bulletin est supplément, l'Association se nomme tout simplement *Agrupación militar de la República española* (voir à ce titre).

40. Décision du 7 juin 1945 (*Boletín de información*, n° 4).

S.l.

Ronéotypé.  
22 cm X 30 cm, 2 p.

FPI : 1947 (n° 2: 10 février) : p. 448.

Notice :

Bulletin intérieur de l' UGT.

### BOLETIN DE INFORMACION DE LOS PROFESIONALES DE LA ENSEÑANZA

Unión general de trabajadores.

1939 (?) - ?.  
Périodicité inconnue.

Camp de St Cyprien pour le n° 28.  
Camp de Gurs pour le n° 34.

Dactylographié.  
21 cm X 27 cm, 26 et 12 p.  
Couverture couleur, dessins, nombreuses illustrations.  
Tirage : 20 exemplaires.

FPI : 1939 (n° 28 : 21 mai et n° 34 : 19 juillet) : p. 3486.

Notice :

Bulletins confectionnés dans des camps d'internement par des anciens enseignants adhérents de la Fédération espagnole des travailleurs de l'enseignement, affiliée à l'UGT.

Celui de Saint Cyprien reproduit un tableau de l'emploi du temps quotidien que ces enseignants essaient d'organiser pour les réfugiés, incluant études, cours et veillées artistiques. Le bulletin de Gurs, consacré au 19 juillet 1936, fait un bilan du travail culturel réalisé dans le camp.

### BOLETIN DE INFORMACION DEL GOBIERNO DE LA REPUBLICA ESPAÑOLA

Editado por el ministerio de Información, prensa y propaganda, à partir du n° 2 (19 avril 1947).

Ministerio de Información, prensa y propaganda.

Espagnol.

N° 1 (14 avril 1947) - n° 35 (13 août 1947).  
Bi-hebdomadaire ("Aparece los miércoles y los sábados").

Redaction et administration : Paris 16° (35 avenue Foch) ; A. FERNANDEZ ESCOBES,  
directeur ; Perpetuo Serrano, administrateur.

*Collaborateurs* : Mario Aguilar <sup>41</sup>, François Donniz, Rafael Sánchez Guerra, Fernando Valera...

Imprimé.

Imprimerie SPI, Paris 9°.

30 cm X 43 cm, 4 p.

Dessins rares.

Abonnement pour 3 mois : 70 F et 3 F. le n° en 1947.

Continuation de : *La Nouvelle Espagne*.

BDIC : 1947 (n°s 1 - 10, 12 - 35) : GF<sup>SP</sup> 3383.

BN : 1947 (n°s 1 - 35) : Fol. Jo. 4954.

FPI : 1947 (n°s 1 - 35) : p. 451.

Notice :

Publication du ministère de l'Information du gouvernement républicain, le *Boletín* remplace en 1947, de façon plus modeste, *La Nouvelle Espagne*, à partir de la date symbolique du 14 avril. Il donne des informations internationales relatives à l'Espagne ainsi que des indications pratiques pour les réfugiés. Une rubrique régulière intitulée "Quand ils le disent" publie des extraits de la presse franquiste. *Le Boletín* ne survit pas au gouvernement de Rodolfo Llopis <sup>42</sup>.

<b>BOLETIN DE INFORMACION DEL GRUPO DE BANCA EN FRANCIA</b>
-------------------------------------------------------------

Unión general de trabajadores.

Espagnol.

1946 (?) - ?.

Périodicité inconnue.

Rédaction : Paris 3° (29 boulevard du Temple).

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 2 p.

FPI : 1946 (n°s de juin et octobre) : p. 452.

---

41. Voir notice biographique.

42. "Provisoirement suspendu" (AN, F7 15589).

Notice :

Feuilles d'information des employés de banques de l'UGT qui s'organisent en France (à Toulouse, Perpignan, Paris, Montpellier, Bordeaux ...) ; elles indiquent que *Bancario* et *Esforç* circulent à l'intérieur de l'Espagne dès 1946 <sup>43</sup>.

### BOLETIN DE INFORMACION DEL MLE-CNT EN FRANCIA

Movimiento libertario español. Confederación nacional del trabajo.

Espagnol.

1945 (?) - ? .  
Périodicité inconnue.

S.I.

Ronéotypé.  
Diffusion interne.

Non localisé.

Notice :

Un supplément de ce bulletin -strictement intérieur- dont aucun exemplaire n'a été retrouvé est reproduit dans *Elementos para una comprensión correcta de cuarenta años de exilio confederal y libertario* <sup>44</sup>. Ce supplément publie les actes de la réunion plénière extraordinaire du Comité national du MLE-CNT en France qui s'est tenue du 30 septembre au 2 octobre 1945.

### BOLETIN DE INFORMACION ORGANICA

Editado por la Regional nº 1. Bajo Languedoc - Rosellón.

Movimiento libertario. Confederación nacional del trabajo.

Nº 1 (15 décembre 1944) - ? .  
Bimensuel.

Perpignan.

Imprimé.  
Imprimerie Rapide, Perpignan (18 place de la République).

43. *Boletín de información del grupo de banca en Francia*, octobre 1946.

44. P. 6-38 (sic). Livre de 338 p., édité par une Commission anarchiste internationale de relations (CIR) et imprimé à Paris en 1978.

24,5 cm X 31 cm, 4 p.  
Caricatures.  
2 F. le n°.

CEHI : 1944 (n°s 1, 2) : B 30.

Notice :

Bulletin régional d'information du MLE-CNT qui donne des informations sur les réunions libertaires dans le Languedoc-Roussillon.

Le premier numéro s'ouvre sur la justification de la non-participation de la CNT à l'UNE dont "le PCE est l'unique composante homogène" et déclare que "les militants qui entrent à l'UNE n'appartiennent plus à la CNT" car "la CNT fait partie de l'Alianza democrática española, devenue Junta española de liberación".

### BOLETIN DE INFORMACION SINDICAL

Unión general de trabajadores.

Espagnol.

N° 1 (août 1939) - 1955 ? .  
Mensuel.

Rédaction : Paris 10° (12 boulevard Magenta) puis Mexico.  
Amaro ROSAL DIAZ, directeur ; Marcel Brenot, gérant

Imprimé.  
Imprimerie de la Maison des syndicats, Paris 10° (33 rue de la Grange-aux-Belles).  
21 cm X 28 cm, 12 p.  
Photos, dessins.

FPI : 1939 (n°s 1, 2), 1940 - 1955 (n°s 1 - 41, 43, 48, 50) : p. 461 (fonds Amaro et el Rosal).

Notice :

Seuls les n°s 1 et 2 de 1939 ont été publiés à Paris -au siège de l'Union locale des syndicats parisiens ; le bulletin a continué à paraître au Mexique.

Les numéros de 1939 publient une résolution de la Commission exécutive de l'UGT contre le coup militaire de Casado <sup>45</sup>, analysent le rôle de l'UGT dans la guerre d'Espagne, s'interrogent sur les responsabilités de la défaite et donnent des informations pour les réfugiés ainsi qu'un compte rendu de la conférence internationale d'aide aux réfugiés espagnols.

---

45. *Boletín de información sindical*, n° 1, août 1939.

## BOLETIN DE INFORMACION Y ORIENTACION

Destinado a la militancia del MLE emigrado en Africa del Norte.

Movimiento libertario español.

Espagnol.

1944 (?) - ? .

Alger.

Imprimé.

21 cm X 31 cm. 4 p.

BDIC : 1945 (supplément au n° 13) : Q 418/2 Rés.

FPI : 1945 (supplément au n° 13) : p. 466.

IFHS : 1946 (n° 15: 5 mars) : 14 ASP 2012.

Notice :

Bulletin d'information des militants libertaires exilés en Afrique du Nord. Le supplément publié en 1945 à Alger est entièrement consacré à la reproduction de deux exemplaires de la presse libertaire publiée en Espagne même dans la clandestinité (*CNT* à Madrid et *Solidaridad obrera* à Barcelone)<sup>46</sup>. De manière générale, le bulletin donne des informations d'Espagne et de l'émigration.

## BOLETIN DE LA A.M.R.E.

Agrupación de Marineros de la República española.

1944 - ?.

Oran.

*Collaborateurs* : I. Beltra, F. Diaz ...

Imprimé.

11 cm X 16 cm.

FUE : 1945 (année II, n° 6 : novembre - décembre).

Notice :

Bulletin de l'Association des marins républicains.

46. Supplément au n° 13, 25 septembre 1945.

## BOLETIN DE LA CASA DE ESPAÑA

Asociación popular artística Casa de España.

Espagnol.

N° 1 (janvier 1970) - ?.

Rédaction : Paris 10° (88 passage Brady).

Imprimé.

Imprimerie SPI, Paris 9°.

21 cm X 27 cm, 8 p.

Dessins , photos

FPI : 1970 (n° 1) : p. 479.

Notice :

Bulletin, éphémère semble-t-il, de l'Association populaire artistique de la Casa de España, dont le but est d'œuvrer à l'éducation artistique et culturelle de l'émigration en France <sup>47</sup>. Cette association organise des conférences, des expositions, des bals, des fêtes, un ciné-club, des cours de culture générale et de langues, des excursions, des concours, des activités musicales et sportives, ainsi qu'une aide sociale ; elle possède une bibliothèque et une salle de jeux. Pour en faire partie, il faut être présenté par deux adhérents membres actifs (ayant droit de vote).

## BOLETIN DE LA COMISION PRO-CONGRESO INTERNACIONAL

**Boletín interno. Edición española.**

Commission "pro-congrès international". Commission de relations internationales anarchistes (C.R.I.A.).

Espagnol.

1954 (?) - 1959 (?)

Périodicité inconnue.

Correspondance : Paris 6° (CRIA, 28 rue Serpente) ; envoi de fonds : Clément Fournier, Paris 10° (261 rue du Faubourg Saint Martin).

Ronéotypé.

21 cm X 29,7 cm, 8 p.

50 F. le n° en 1957.

BDIC : 1957 (avril : n° 4) : 4° P 8639.

IISG : 1955 (n° 2 : juillet) - 1958 (n° 8 : mai) : 4° B.

---

47. Déclaration parue au *Journal officiel* du 15 septembre 1966.



## Notice :

Il a existé au moins trois éditions de ce bulletin de la Commission de relations internationales anarchistes (CRIA) : en espagnol, en français (*Bulletin de la commission "pro-congreso"*) et en espéranto (*Relatkomisiono de la anarkista internacio*). L'objectif de la publication est la préparation du congrès international anarchiste organisé par la CRIA ; elle présente un ordre du jour provisoire du congrès et ses modalités d'organisation. La commission de préparation du congrès est constituée, en 1957, de deux Espagnols et d'un Bulgare <sup>48</sup>. Le bulletin donne également des informations sur le mouvement anarchiste dans différents pays (Allemagne, Argentine, Bulgarie, Cuba, Italie, Suède, Uruguay...) ; l'Espagne étant représentée par la Comisión intercontinental de relaciones en el exilio.

### BOLETIN DE LA UNION DE INTELLECTUALES ESPAÑOLES

Unión de intelectuales españoles.

España, etc.

N° 1 (décembre 1944) - n° 45/47 (août - décembre 1948).

Bimestriel puis mensuel (à partir du n° 14 de janvier 1946).

Rédaction : Paris 14<sup>e</sup> (57 rue Sarrette), chez José María Quiroga Plá, puis Paris 6<sup>e</sup> (36 rue d'Assas) au local de l'Unión de intelectuales españoles (à partir du n° 5/6/7).

**Comités de rédaction** : José Castro Escudero, Francisco Moreno Cañamero, Emilio G. Nadal, José María Quiroga Plá, Rafael Tasis, puis : Corpus Barga <sup>49</sup>, José María Giner Pantoja, Manuel Martínez Risco, Emilio G. Nadal, José María Quiroga Plá, José María de Semparán y Gurra.

**Collaborateurs** : F. González Bruguera, Efrén Hermida, José Herrera Petere, Luis Huerta, Jesús Izacaray, Félix Llanos, Joaquín Peinado, Antonio Porras, J. Quero Molares, José Riquelme, J. Sabartes, Lino Sánchez Portela, Arturo Serrano Plaja...

Imprimé.

Imprimerie SPI, Paris 9<sup>e</sup> puis : Imprimerie Soler, Aulnay-sous-Bois, et à nouveau :

Imprimerie SPI.

25 cm X 31,5 cm puis, à partir du n° 5/6/7 : 21,5 cm X 27 cm. 8 p.

Photos et dessins.

Abonnement : 100 F par an minimum.

BN : 1944 - 1948 (n° 1 - 45/47) : Fol. Jo. 392d.

FPI : 1945 - 1947 (n° 8/9 - 12/13, 19, 27, 30/32) : p. 493.

IISG : 1944 - 1948 (n° 1 - 45/47) : 4°B / 45-60.

48. *Boletín de la Comisión pro-congreso internacional*, n° 4, avril 1957.

49. Voir notice biographique.

**Notice :**

En décembre 1944, apparaît le premier numéro imprimé du *Boletín* : il fait suite à une publication antérieure ronéotypée qui y est reprise, augmentée et complétée. Il est l'organe de l'Union des intellectuels espagnols dont le premier acte public a été la publication d'un manifeste en septembre 1944 signé en tête par Pablo Picasso, Emilio Herrera Linares et Emilio G. Nadal <sup>50</sup>.

L'objectif du bulletin est d'œuvrer à la coordination du travail de tous les intellectuels espagnols résidant en France "sans distinction d'idéologies, en quelque partie de l'Espagne qu'ils soient nés", animés par la volonté du "renversement de Franco et de la Phalange, de la reconquête de l'Espagne, de son indépendance et de ses libertés"<sup>51</sup>. Cette coordination représente l'étape initiale de l'entreprise envisagée, qui est également d'établir des contacts avec les intellectuels exilés dans les autres pays et bien sûr avec ceux restés en Espagne.

Au long de ses quatre années d'existence et de ses quarante-sept numéros, le *Boletín* analyse l'ensemble des problèmes culturels espagnols et, tout particulièrement, celui de l'enseignement, qui est abordé régulièrement, à partir du n° 10/11 (septembre-octobre 1945), dans la rubrique "Problemas de la enseñanza" rédigée par la Federación española de trabajadoras de la enseñanza reconstituée au sein de l'UGT <sup>52</sup>. Le *Boletín* lance également le premier débat sur le rôle de l'intellectuel dans l'exil.

**BOLETIN DE LA UNION FEDERAL ESTUDIANTES HISPANOS**

**Comité nacional de las F.U.E.. Editado por el Comité ejecutivo en Francia.**

Federación universitaria escolar.

Espagnol.

N° 1 (mars 1946) - 7.  
Périodicité inconnue.

S.l.

Ronéotypé.  
21 cm X 29,7 cm, 10 p.

BDIC : 1946 (n° 1) : en cours de catalogage.

**Notice :**

Ce bulletin marque la réorganisation de la Federación universitaria escolar après la libération de la France et rappelle la tradition unitaire du mouvement. La FUE a été créée au cours de l'année 1926-1927 comme une organisation étudiante apolitique et

50. David Wingeate PIKE, *Jours de gloire, jours de honte. Le Parti communiste d'Espagne en France, depuis son arrivée en 1939 jusqu'à son départ en 1950*, Paris, SEDES, 1984, pp. 88 - 89.

51. *Boletín de la Unión de intelectuales españoles*, année 1, n° 1, décembre 1944, p. 3.

52. En 1945, le président de la FETE est Julio Hernández, le secrétaire Olegario Serrano et le trésorier Antonio Gardó Cantero; son bureau se trouve au local de l'UGT, 29 boulevard du Temple, Paris 3<sup>e</sup>.

non confessionnelle, ouverte à tous les étudiants ; elle était constituée par l'ensemble des associations professionnelles d'étudiants des diverses facultés ou établissements. L'ensemble des FUE d'Espagne constituait l'Union fédérale des étudiants hispaniques (UFEH), créée en janvier 1929<sup>53</sup>.

Le bulletin donne des informations sur les manifestations étudiantes contre Franco dans divers pays -ainsi qu'en Espagne même- et un bref compte rendu du Congrès international des étudiants de Prague ; il fait état de la reconstitution de la FUE dans l'émigration (notamment à Toulouse et à Paris).

## BOLETIN DE LA UNION GENERAL DE TRABAJADORES DE ESPAÑA

Le titre change : **BOLETIN DE LA UNION GENERAL DE TRABAJADORES DE ESPAÑA EN FRANCIA**, puis du n° 4 (mars 1945) au n° 10 (août 1945) : **BOLETIN DE LA UNION GENERAL DE TRABAJADORES DE ESPAÑA EN FRANCIA Y SU IMPERIO** et, à partir du n° 11 (septembre 1945) : **BOLETIN DE LA UNION GENERAL DE TRABAJADORES DE ESPAÑA EN EL EXILIO**. Puis : à partir du n° 213 (juillet 1962) : **BOLETIN DE LA UNION GENERAL DE TRABAJADORES DE ESPAÑA**.

**Adherida a la Federación sindical internacional, puis : Adherida a la Federación sindical mundial.** A partir du n° 56 (juin 1949) : sans sous-titre et, à partir du n° 117 (juillet 1954) : **C.I.O.S.L.**

Unión general de trabajadores.

Espagnol.

N° 1 (décembre 1944) - n° 299 (octobre 1969).

Mensuel.

Autorisation de paraître du 9 mars 1946<sup>54</sup>.

Rédaction : Toulouse (69 puis 71 rue du Taur).

Pascual TOMAS TAENGUA<sup>55</sup>, directeur et Manuel Muñio Arroyo<sup>56</sup>, rédacteur- gérant. Avec Miguel Calzada comme administrateur, à partir du n° 148 de février 1957.

Imprimé.

Imprimerie P. Laborde, Agen, puis Imprimerie Pils, Toulouse (21 rue Saint Rome),

Imprimerie du Commerce, Toulouse et Imprimerie Dulaurier, Toulouse.

21,5 cm X 28,5 cm, 4 p. (pour le n° 1), puis : 24,8 cm X 32,5 cm, 8 p.

2 F. le n° en 1944, 3 F. puis 4 F. en 1946 ; 0,10 NF. en 1961.

Tirage : 20.000 exemplaires par mois en 1946<sup>57</sup>, 25.000 en 1948, 12.000 en 1954<sup>58</sup>.

Devenu : *U.G.T. Boletín de la Unión general de trabajadores de España*.

53. María Fernanda MANCEBO, *La Universidad de Valencia en guerra. La F.U.E. (1936-1939)*, Valencin, Ajuntament i Universitat, 1988, p. 39.

54. Papier alloué : 660 kg de papier par mois, pour 10.000 exemplaires mensuels ; en septembre 1946, l'UGT demande 1.500 kg de papier pour tirer 25.000 exemplaires que le ministère de l'Information ne peut lui accorder.

55. Voir notice biographique.

56. Voir notice biographique.

57. Le n° 1 a été tiré seulement à 3.000 exemplaires (*Memoria que presenta al 2º congreso de la Unión general de trabajadores de España en el exilio la Comisión ejecutiva*, Toulouse, 25-29 septembre 1946, pp. 47-48).

58. AN, INF 936.

BDIC : 1944 - 1969 (n<sup>os</sup> 1 - 299) [manquent n<sup>os</sup> 28, 109] : 4<sup>o</sup>P 4 '32.  
FPI : 1944 - 1969 (n<sup>os</sup> 1 - 299) : p. 494.

### Notice :

Il s'agit du bulletin central de l'UGT, tendance Rodolfo Llopis-Pascual Tomás ; la commission exécutive qu'ils dirigent voit en effet coexister à côté d'elle, jusqu'en 1950, celle de l'UGT, groupe González Peña. L'UGT tendance Llopis-Tomás obtient la reconnaissance des organisations syndicales internationales et adhère à la Fédération syndicale mondiale et, dès 1949, à la Confédération internationale des syndicats libres <sup>59</sup>.

Le *Boletín de la Unión general de trabajadores* est l'une des publications de l'exil les plus régulières et les plus longues : il paraît mensuellement pendant vingt-cinq ans, continué pendant dix ans encore par *U.G.T.* Il se veut lui-même la continuation du bulletin du même nom qui a paru en Espagne de 1929 à 1939. Les deux responsables du bulletin sont Pascual Tomás Taengua, secrétaire général de l'UGT en exil de 1944 à 1968, et Manuel Muñio Arroyo, secrétaire-adjoint de 1944 à 1971, auxquels vient s'adjoindre Miguel Calzada comme administrateur en février 1957. La commission exécutive élue au congrès de Toulouse les 10 et 11 novembre 1944 <sup>60</sup> a pour président Trifón Gómez San José <sup>61</sup> ; Enrique de Francisco Jiménez est vice-président et Pascual Tomás Taengua assure le secrétariat général <sup>62</sup>. Dans le bureau, l'on trouve notamment Andrés Saborit Colomer, Arsenio Jimeno et Rodolfo Llopis -secrétaire du PSOE. La composition de cette commission exécutive va rester pratiquement inchangée pendant des années : le secrétariat sera assuré jusqu'en 1971 par Pascual Tomás et Manuel Muñio ; Rodolfo Llopis succèdera à Trifón Gómez en 1956 après la mort de ce dernier.

Le bulletin comporte généralement un éditorial de la commission exécutive de l'UGT ou de sa délégation, des circulaires ou des dispositions administratives du gouvernement français relatives à l'emploi des Espagnols en France, des données économiques sur l'Espagne et d'autres pays, des informations et commentaires sur la législation sociale étrangère ; le bulletin donne des nouvelles du mouvement syndical international, du coopérativisme, de Solidaridad democrática española -l'organisation de solidarité de l'UGT-, des secrétariats professionnels et des sections de l'UGT <sup>63</sup>. Pendant des années également le *Boletín* organise une souscription pour l'Espagne ("Suscripción pro-España") afin d'aider l'UGT de l'intérieur et les victimes de la répression franquiste ou pour soutenir des grèves menées en Espagne. Afin d'obtenir un soutien des lecteurs, une rubrique dénommée "L'aide économique au *Boletín*" fait son apparition. En 1960 une "Section juridique" s'installe. Le *Boletín* publie de nombreuses informations sur l'Espagne.

---

59. Organisation syndicale légalement autorisée par le décret ministériel du 10 novembre 1949.

60. *Boletín de la Unión general de trabajadores de España en Francia*, n° 2, janvier 1945.

61. Trifón GÓMEZ SAN JOSE (1889 -Mexico, 1955), membre des Commissions exécutives du PSOE et de l'UGT dès 1909, puis président de ces commissions ; ancien président de la Maison du peuple de Madrid, ancien député de la capitale, ancien ministre, membre du comité exécutif de la Fédération internationale des ouvriers du transport. En exil, président de la commission exécutive de l'UGT jusqu'à sa mort ; nommé en juin 1955 chef du secrétariat de la FITACS/ CIOSL (Fédération internationale des transports pour l'Amérique centrale et du Sud, créée en 1955) (ADHG, 2692, 97).

62. *Boletín de la Unión general de trabajadores de España en Francia*, n° 1, décembre 1944.

63. Circulaire n° 41 de l'UGT (3 octobre 1946).

## BOLETIN DE LOS ESTUDIANTES

Federación universitaria escolar.

Espagnol.

Avril 1939 ? - juin 1939 ?.

Camp d'Argelès-sur-Mer.

*Collaborateurs* : Adela Carreras, Batiste, Antonio Gardó Cantero, Efrén Hermida, Miguel Monzó, Miguel Orts, Julián A. Ramirez, ...

Dactylographié.

21 cm X 27 cm, 2 à 10 p.

Dessins en couleur, caricatures (notamment de Miguel Orts).

Tirage : 20 exemplaires pour le n° 9<sup>64</sup>.

Collection particulière : 1939 (n° 2 : 17 avril, n° 3 : 21 avril, n° 4 : 23 avril, n° 8 : 11 mai, n° 9 : 18 mai, n° 10 : 25 mai, n° 11 : 8 juin) : Miguel Orts, Valence<sup>65</sup>.

Notice :

Bulletin confectionné dans le camp d'Argelès par d'anciens étudiants appartenant à la FUE ; il a pour fonction essentielle d'organiser le travail culturel et d'éducation entrepris par un certain nombre d'intellectuels à destination des internés et d'en présenter un bilan régulier (conférences, cours de français et d'anglais, alphabétisation, sport, coins de lecture ...). Ecrit avec des encres de couleurs différentes, à raison de "deux exemplaires et demi par heure"<sup>66</sup>, ce bulletin est soigneusement illustré. Des poèmes ou des évocations littéraires complètent l'ensemble.

## BOLETIN DE LOS ESTUDIANTES

Federación universitaria escolar.

Espagnol.

Mai 1939 ? - ?.

Camp de Gurs.

Dactylographié.

21 cm X 27 cm, 6 p.

Dessins en couleur, caricatures.

64. Le numéro porte l'indication : "Printed in Argelès Camp, 20 exemplaires en couleur".

65. Bulletin reproduit et traduit dans *Plages d'exil. Les camps de réfugiés espagnols en France, 1939... op. cit.*, pp. 19-57.

66. *Boletín de los estudiantes*, n° 2, 17 avril 1939.

Collection particulière : 1939 (n° 2 : 22 mai) : Miguel Orts, Valence <sup>67</sup>.

Notice :

Ce bulletin est de même nature que le précédent, destiné à organiser le travail culturel dans le camp.

### BOLETIN DE LOS ESTUDIANTES ESPAÑOLES

Federación universitaria escolar.

Espagnol.

1945 (?) - ?.

Périodicité inconnue.

Rédaction : Paris (5 boulevard Montmartre).

Correspondance à Miguel Almifiana et Miguel Orts.

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 10 p.

10 F le n°.

Dessins (probablement de Miguel Orts).

CEHI : 1945 (n° 2 : 10 novembre) : B 12.

FPI : 1945 (n° 2 : 10 novembre) : p. 498.

Notice :

Bulletin de la FUE reconstituée sous les auspices de l'UNE ; il donne des informations sur l'Espagne franquiste, le ministère de l'Instruction du gouvernement en exil (dirigé alors par Miguel Santalo), sur la FUE (notamment la FUE à Buchenwald et dans les camps français) ; le bulletin fait état également d'opinions de dirigeants étudiants français sur le problème espagnol.

### BOLETIN DE NOTICIAS PARA REGIONES Y PROVINCIAS

Partido comunista de España. Delegación del Comité central.

Espagnol.

194 ? - ?.

Périodicité inconnue.

---

67. Bulletin également reproduit et traduit dans *Plages d'exil. Les camps de réfugiés espagnols en France, 1939... op. cit.*, pp. 57-62.

S.I.

Dactylographié.  
21 cm X 27 cm.

FPI : 1945 (n<sup>os</sup> 17 - 20 : 18 avril - 23 avril) : p. 502.

Notice :

Feuilles d'informations éditées par le PCE qui donnent de brèves nouvelles sur la répression en Espagne, la lutte des guérilleros, la politique franquiste et quelques informations internationales. Sûrement destinées à l'Espagne.

### BOLETIN DE ORIENTACION

Organo del grupo de militantes expulsados del Movimiento libertario de Africa del Norte, coincidentes con el Movimiento libertario de España. Destinado a todos los militantes de la organización exilados en los diversos países del mundo.

Espagnol.

N<sup>o</sup> 1 (septembre 1945) - 7.  
Mensuel.

Rédaction : Alger (chez Gómez, 40 rue Valentin, au nom d'Antonio Vidal pour le bulletin).  
Commission du groupe : chez Eduardo Corbi, 3 rue du Lavoisier, Bab-el-Oued, Alger.

Ronéotypé.  
20 cm X 32 cm, 17 p. et 20 p.  
" Diffusion gratuite".

IISG : 1945 (n<sup>o</sup> 1 : septembre et n<sup>o</sup> 2 : octobre) : 4<sup>o</sup> B/ Div. 45 - 60.

Notice :

Bulletin intérieur édité par un groupe de militants exclus du MLE ; sans que les raisons d'exclusion ni les motifs de divergences n'apparaissent clairement dans les deux numéros consultés, l'on peut penser que le groupe est proche des "collaborationnistes" <sup>68</sup>. Le bulletin indique que le Plenum de l'organisation en Espagne n'a pas reconnu les expulsions de militants qui viennent d'être effectuées dans l'exil (en Afrique, à Londres et en France) <sup>69</sup>. Le groupe édite également *Prensa clandestina de España*.

68. Les publications de l'exil mentionnées dans le n<sup>o</sup> 2 du bulletin sont, outre *Prensa clandestina de España*, éditée par le même groupe, *Hoy de Marseille* et *España libre*, tous deux "collaborationnistes".

69. *Boletín de orientación*, n<sup>o</sup> 2, octobre 1945.

## BOLETIN DEL PARTIDO REPUBLICANO FEDERAL EN EL EXILIO

Partido republicano federal.

Espagnol.

1947 - ?.

Périodicité inconnue.

Paris.

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 8 p.

FPI : 1950 (n° 20 : 1er avril) : p. 4608.

Notice :

Bulletin intérieur du Parti républicain fédéral dont le président du Comité national est le Dr José Martí Feced <sup>70</sup>.

## BOLETIN DEL SUB-COMITE REGIONAL DE CATALUÑA EN EL EXTERIOR

Confederación nacional del trabajo.

Catalan. Espagnol.

N° 1 (octobre 1946) - ?.

Périodicité mensuelle puis irrégulière.

Redaction : Pe. pignan (4 boulevard du Roussillon).

Imprimé.

Imprimerie non indiquée.

21 cm X 29 cm, 8 à 12 p.

BDIC : 1947 (n° 6 : juin - juillet) : en cours de catalogage.

CEHI : 1946 (n° 1), 1947 (n° 4, 5, 6) : B 28.

Notice :

---

70. José MARTI FECED (1890-1963), médecin, travaille dès 1917 pour des dispensaires et hôpitaux de la Croix-Rouge en Catalogne ; délégué de la Croix-Rouge en Catalogne pendant la guerre civile. En exil, s'installe à Toulouse et réorganise en 1945 la Croix-Rouge républicaine espagnole dont il devient le président. Nommé président du Conseil national du Parti républicain fédéral en 1947, fonction qu'il assumera jusqu'à sa mort (Alicia ALTED VIGIL, "La Cruz Roja republicana española en Francia, 1945-1986", *Historia contemporánea*, n° 6, 1991, pp. 223-249).



Bien qu'imprimé, il semble s'agir plutôt d'un bulletin intérieur de la CNT de Catalogne en exil ; ce *Boletín* publie un rapport du secrétariat du Comité régional catalan à l'intérieur, un compte rendu du sous-comité régional à l'extérieur sur sa mission en Espagne (effectuée du 11 août au 7 septembre 1946 pour rétablir le contact et poser les bases d'une action conjointe intérieur-extérieur). Le bulletin s'occupe également de la préparation du plenum de la CNT et donne diverses informations pour les militants.

## BOLETIN ESPAÑOL DE INFORMACION

Agence d'édition et de presse.

1944 ? - 1945 ?.

Rédaction : Paris (27 rue de la Michodière), Londres.  
Yvon MORANDAT, directeur politique ; Jean Plat, rédacteur en chef.

Ronéotypé.  
21 cm X 31 cm, 14 p.

CEHI : 1945 (n° 17 : 22 octobre) : B 12.

Notice :

Bulletin d'information consacré à l'Espagne, rédigé avec la participation d'un correspondant de l'intérieur ("*Con los de la Resistencia*").

## BOLETIN EXTRAORDINARIO DE LA AGRUPACION MILITAR DE LA REPUBLICA ESPAÑOLA

Agrupación militar de la República española.

1946 (?) - ?.

Rédaction : Toulouse (4 rue Belfort).  
*Collaborateurs* : Diaz Tendero, colonel Fuentes ...

Imprimé.  
22 cm X 30 cm.

FUE : 1946 (avril).

Notice :

Ce bulletin de l'Association militaire de la République espagnole est destiné à inaugurer "une série ininterrompue de communications mensuelles à tous les affiliés" : un bulletin d'information alternera avec une revue professionnelle (celle-ci doit s'appeler

*Armas y Letras*, comme l'indique le colonel Fuentes qui présente le présent bulletin et apparaît comme rédacteur en chef de cette nouvelle revue à paraître)<sup>71</sup>.

**BOLETIN INFORMATIVO. CC. OO.**

Delegación exterior de Comisiones obreras (CC.OO.).

Espagnol.

1970 (?) - 1972 .

Sans lieu.

Ronéotypé.  
21 cm X 31 cm, 30 p.

Devenu: *Boletín de información*.

FPI : 1971 - 1972 (n<sup>os</sup> 28, 35) : p. 576.

IISG : 1971 - 1972 (n<sup>os</sup> 13, 16 - 17, 20, 22 - 38, 41, 44, 49 - 52) : 4<sup>o</sup> B.

Notice :

Bulletin d'information de la Délégation extérieure des Commissions ouvrières ; constitué de nombreuses photocopies d'articles parus dans la presse espagnole, il montre l'activité et l'influence de ces nouvelles structures syndicales d'opposition au début des années 1970 (grèves dans différents secteurs, comme celles du bâtiment à Madrid et des transports à Barcelone).

**BOLETIN INFORMATIVO - CENTRO DE DOCUMENTACION Y DE ESTUDIOS**

Centro de documentación y de estudios.

Espagnol.

N<sup>o</sup> 1 (février 1960) - n<sup>o</sup> 23 (1964).  
Périodicité irrégulière

Rédaction : Paris 1<sup>er</sup> (18 avenue de l'Opéra), puis Paris 8<sup>e</sup> (42 rue Pasquier) à partir du n<sup>o</sup> 14 de janvier 1963.

---

71. Le colonel Fuentes indique que la revue, destinée à montrer le prestige culturel des cadres de l'armée républicaine, est prête depuis un certain temps mais n'a pas encore paru pour des raisons financières et il souhaite que ce numéro extraordinaire soit bientôt suivi par le premier numéro de la revue. Il ne nous semble pas que cette revue ait jamais paru.

Michel COLLINET, directeur - gérant <sup>72</sup>.

*Collaborateurs* : Angel Bernal, Antonio Bru, Julio Guerrero, José Llanos, Fermín G.Lózano, Luis Mercier, Antonio de Miguel, E. Pol-Aranaz, Dionisio Ridruejo, Miguel Ruíz, Enrique Ruíz García, Antonio Sanz...

Ronéotypé.

21 x 30,5, 20 à 32 p.

FPI : 1960 - 1964 (n<sup>os</sup> 1 - 23) : p. 542.

IISG : 1960 - 1964 (n<sup>os</sup> 1 - 23) : 4<sup>o</sup> B.

#### Notice :

Ce Centre de documentation et d'études a pour objectif de réunir toute la documentation, historique et actuelle, espagnole et internationale, nécessaire à ses fins ; de faire connaître aux Espagnols l'importance de l'oeuvre culturelle et sociale réalisée par l'émigration ; d'élaborer, avec l'aide de personnes ou de commissions spécialisées, des documents sur les divers problèmes relatifs à l'Espagne et de les faire connaître au plus grand nombre d'Espagnols -qu'ils résident dans la péninsule ou ailleurs ; de constituer un centre d'information et d'orientation pour les Espagnols et les étrangers qui s'intéressent à l'Espagne ; d'organiser périodiquement des colloques ou des séminaires, principalement entre Espagnols mais en invitant également des étrangers qualifiés.

Le Centre se veut indépendant de tout parti ou syndicat. Le président en est Salvador de Madariaga, le vice-président Julián Gorkín. Le comité d'honneur est composé de Pere Bosch Gimpera, Pablo Casals, Américo Castro, José Ferrater Mora, Francisco García Lorca, Jorge Guillén, Federico de Onís, Angel del Río, Claudio Sánchez Albornoz, Ramón Sender. Les collaborateurs du centre sont de provenances idéologiques diverses depuis le socialiste Michel Collinet jusqu'à l'ancien phalangiste Dionisio Ridruejo, en passant par l'anarchiste chilien Luis Mercier Vega, co-fondateur en 1936 du groupe international de la colonne Durruti sur le front d'Aragon.

Les rubriques habituelles sont consacrées à des analyses (réunies sous l'appellation "colaboraciones", ouvertes à tous et non signées au début de l'existence du bulletin pour éviter le personnalisme), à de l'information générale et à un panorama économique de l'Espagne ; des nouvelles et commentaires, des critiques bibliographiques et des documents complètent l'ensemble. Le bulletin paraît chaque fois qu'il y a matière à publication.

Bulletin très intéressant qui aborde de très nombreux thèmes sur l'évolution politique, économique et sociale de l'Espagne (situation agraire, Université, politique de "libéralisation", plan de développement économique, numéro spécial en mai 1963 sur Julián Grimau, les intellectuels et la répression de la grève des Asturies en novembre 1963...), la place du pays dans l'Europe (l'Espagne devant le Marché commun...); il comporte également des études conjoncturelles sur l'économie espagnole.

---

72. Michel COLLINET (1904-1977), responsable de la Fédération de l'enseignement de la CGTU, militant communiste puis oppositionnel, membre de la SFIO puis du PSOP. Entretient des liens étroits avec l'Espagne depuis les années trente, notamment avec Andrés Nín, dirigeant du POUM, dès 1932 ; il se rend souvent en Espagne avant et pendant la guerre civile. Membre du POUM, il fonde en France la publication *La Révolution espagnole* ; il soutient l'entrée du POUM dans le gouvernement de la Généralité et opposé à la non-intervention, il collabore à *L'Espagne socialiste*, publiée par le Comité d'action socialiste pour l'Espagne. Après la guerre, membre de la CGT-FO, il se consacre essentiellement à la rédaction d'études sur le mouvement ouvrier (Jean-Michel BRABANT, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, 1914-1939*, publié sous la direction de Jean Maitron, Paris, Les éditions ouvrières., 1964 -1992).

**BOLETIN INFORMATIVO - MRALH**

Movimiento republicano antifascista de liberación Hispana.

Espagnol.

1954 ? - ?.

Rosendo COSTA, directeur puis Julio PEREZ BARBA.

Imprimé.  
Imprimerie SPI, Paris 9°.

Non localisé.

Notice :

Bulletin enregistré au Parquet de la Seine le 14 août 1954 sur déclaration de Rosendo Costa ; Julio Perez Barba annonce le 27 novembre 1954 qu'il remplace Rosendo Costa comme directeur <sup>73</sup>. Aucun numéro n'a été retrouvé.

**BOLETIN INFORMATIVO DE LA C.N.T. NUCLEOS ZONA NORTE Y  
NORMANDIA**

Confederación nacional del trabajo.

Espagnol.

1961.

Publication non destinée à la vente publique.

Continuation de : *Solidaridad obrera*.  
Remplacé par : *Boletín confederal*.

IFHS . 1961 (9 novembre) : 14 ASP 1624.

Notice :

Bulletin intérieur de la CNT, publié après l'interdiction de *Solidaridad obrera* du 2 novembre 1961.

---

73. AN, INF 936.

**BOLETIN INFORMATIVO DEL PARTIDO SOCIALISTA OBRERO ESPAÑOL Y  
DE LA UNION GENERAL DE TRABAJADORES DE ESPAÑA**

Partido socialista obrero español. Unión general de trabajadores.

Espagnol.

195? - ?.  
Périodicité inconnue.

Toulouse.

BN : 1954 (mai) : Jo. 42428.  
FPI : 1954 (mai) : p. 569.

Notice :

Bulletin d'information du PSOE et de l'UGT.

**BOLETIN INTERCONTINENTAL DEL MOVIMIENTO LIBERTARIO  
ESPAÑOL**

"Confidencial".

Movimiento libertario español.

1948 ? - ?.  
Mensuel.

Toulouse.

Ronéotypé puis, à partir du n° 4, imprimé.  
21 cm X 27 cm, 16 puis 12 et 8 p.

HSG : 1948 (n°s 2, 4-5, 7, 9, 10) : 4°B/Div.

Notice :

Bulletin publié par le Secrétariat intercontinental du MLE-CNT. Il donne des informations sur le MLE en Grande-Bretagne, en Amérique latine, en Espagne et en France, ainsi que de nombreuses nouvelles internationales.

**BOLETIN INTERIOR**

Comisión regional de estudios de Aragón : P.S.O.E. en el exilio.

Partido socialista obrero español.

Espagnol.

N° 1 (septembre 1947) - 7.  
Mensuel puis périodicité irrégulière

S.l.

*Collaborateurs* : Wenceslao Carrillo, Enrique de Francisco <sup>74</sup>, Juan Francisco Gómez Rodríguez, Rafael Heras, Arsenio Jimeno, Salvador Martínez Dasi, Manuel Muíño...

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 8 à 10 p.

FPI : 1947 - 1948 (n° 1 - 5 : juillet 1948) : p. 594.

Notice :

Modeste bulletin intérieur dans lequel de nombreux dirigeants du PSOE ont écrit, notamment sur le problème des autonomies régionales, l'Aragon et le centralisme, les coopératives de consommation ....

<b>BOLETIN INTERIOR</b>
-------------------------

Partido socialista obrero español.

Espagnol.

1961.  
Périodicité inconnue.

Rédaction : Toulouse (69 rue du Taur).

Imprimé.  
24 cm X 31 cm, 6 p.

FPI : 1961 (juillet) : p. 597.

Notice :

En général, pour les préparations de congrès, *El Socialista* ouvre une tribune libre. En 1961, le PSOE a voulu substituer ce bulletin intérieur à la "Tribuna del congreso", afin que les militants puissent s'exprimer plus librement, sans les précautions à prendre quand on parle publiquement des problèmes du parti.

---

74. Enrique de FRANCISCO JIMENEZ, vice-président de la Commission exécutive de l'UGT, tendance Rodolfo Llopis-Pacual Tomás, de 1944 à 1947.

## BOLETIN INTERIOR

Unión general de trabajadores. Junta central en Francia.

N° 2 (10 janvier 1948)<sup>75</sup> - ?.  
Bimensuel.

Rédaction : Paris 3° (85 rue Charlot).

Ronéotypé.  
21 cm X 30 cm, 6 à 10 p.

Continuation de : *Boletín d'information de la Junta central en France de l'Union générale des travailleurs d'Espagne.*

FPI : 1948 (n°s 2 - 14) : p. 598.

Notice :

Bulletin intérieur de l'UGT-Junte centrale ; l'on y trouve des informations organisationnelles (réunions, finances, administration du bulletin *UGT* et de la *Revista de capacitación ...*), de brèves nouvelles sur l'Espagne et l'organisation de l'aide à l'opposition au franquisme (campagne du "million" en 1948).

## BOLETIN INTERIOR DE LA CNT

**M.I.E.F.**

Confederación nacional del trabajo.

Espagnol.

Deuxième époque: n° 5 (14 avril 1945) - n° 24 (12 septembre 1945).  
Hebdomadaire.

Rédaction et administration : à partir du n° 12 (13 juin 1945) : Toulouse (24 place Dupuy) et à partir du n° 15 (12 juillet 1945) : Toulouse (50 allées Jean Jaurès) et Francisco Carreño, gérant.

*Collaborateurs* : Felipe Aláiz, Manuel Chiapuso, Federica Montseny, Gregorio Olivan, Mateo Santos...

Imprimé.

Imprimerie non indiquée.

25 cm X 33 cm, 8 p. (n°s 5 - 7) ; puis : 32 cm X 49 cm, 4 p. (n°s 8 - 14) ; puis : 30 cm X 47 cm, 4 p. (n°s 15 - 18), puis : 45 cm X 60 cm, 2 p. (n°s 19 - 24).  
3 F<sup>1</sup> le n° en juin 1945.

---

75. Le n° 1 est publié sous le titre de *Boletín d'information...*

Continuation de : *C.N.T. Organo oficial del Comité nacional del Movimiento libertario en Francia.*

Devenu : *C.N.T.. Boletín interior del M.L.E.-C.N.T. en Francia* (puis : *Portavoz del M.L.E.-C.N.T. en Francia*).

BDIC : 1945 (n<sup>os</sup> 5 - 24) : G F<sup>o</sup> P 3279.

BN : 1945 (n<sup>os</sup> 5 - 24) : Gr. fol. Jo. 3870.

IFHS : 1945 (n<sup>os</sup> 5 - 24) : 14 ASP 2078.

Notice :

Ce bulletin continue *C.N.T.* après l'interdiction, en février 1945, des publications espagnoles apparues sans autorisation. Les rubriques habituelles sont celles de *C.N.T.* : "Moment espagnol", "Moment internacional", "Ce que dit et ce que fait la presse" ; la publication donne des informations sur la CNT, sur la JEL (des meetings de la JEL se tiennent dans dix-neuf villes les 14 et 15 avril 1945 pour commémorer le XIV<sup>e</sup> anniversaire de la République espagnole). Une souscription "pro-España oprimida" est lancée.

### BOLETIN INTERIOR DE LA F.I.J.L. EN EL EXILIO

Non destiné à la vente publique.

N<sup>o</sup> 1 (juin 1953) - n<sup>o</sup> 9 (février 1954).

Mensuel.

Espagnol.

Toulouse ?.

*Collaborateurs* : Jacinto Barrera, Alberto Carsi, C.Lizcano, Adolfo Hernández ...

Imprimé.

Imprimerie SGI, Toulouse.

21 cm X 27 cm, 8 p.

Continuation de : *Ruta*.

Devenu : *Nueva Senda. Boletín interior de la F.I.J.L. en el exilio.*

BN : 1953 - 1954 (n<sup>os</sup> 1-9) : 4<sup>o</sup> Jo 11056.

C<sup>o</sup>HI : 1953 (année I, n<sup>o</sup> 2 : juillet, n<sup>o</sup> 6 : novembre) : B 19.

Notice :

Après l'interdiction définitive de *Ruta*, organe de la FIJL, le 12 février 1953<sup>76</sup>, les Jeunesse libertaires lui substituent assez rapidement, en juin 1953, un *Boletín interior* ; neuf numéros sont publiés sous ce titre et le dixième apparaît avec un titre propre *Nueva Senda*.

Bulletin intérieur de réflexion (thèmes littéraires, scientifiques et éducatifs, chronique internationale, philosophie et histoire, activités de l'organisation,

<sup>76</sup> Journal officiel du 19 février 1953.



psychologie...). Les rubriques habituelles sont : "Echos du mouvement de jeunesse dans le monde", "Thèmes d'orientation idéologique", "Thèmes littéraires", "Thèmes d'hier et d'aujourd'hui", "Activités de l'organisation", "Chronique internationale", "L'actualité en quelques lignes".

## BOLETIN INTERIOR DE LA UNION FEDERAL DE ESTUDIANTES HISPANOS

Unión federal de estudiantes hispanos.

Espagnol.

N° 1 (15 septembre 1945) - ?.  
Périodicité inconnue.

Rédaction : Paris (15 boulevard Montmartre)

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 4 p.

FPI : 1945 (n° 1) : p. 3468.

Notice :

Numéro consacré à l'année universitaire 1945-1946, le sixième de l'exil. L'un des objectifs de l'Union fédérale des étudiants hispaniques est la réincorporation de ses membres dans le cursus universitaire ; il s'agit également d'intensifier les relations avec les milieux universitaires sur le plan national et international, d'établir des contacts avec l'intérieur et de préparer le retour en Espagne (en étudiant une série de projets pour l'instruction publique).

## BOLETIN INTERIOR DEL P.O.U.M.

Puis à partir du n° 8 du 5 septembre 1945 :  
**BOLETIN INTERIOR DEL PARTIDO OBRERO DE UNIFICACION MARXISTA**

Editado por el Comité départemental de la Gironde (n° 1). Puis: Editado por el Comité départemental de la Gironde (n° 2) et, du n° 3 au n° 16 (du 14 avril 1946) : Editado por el Comité de relaciones del P.O.U.M. en Francia. A partir du n° 17 : Editado por el Secretariado del P.O.U.M. en Francia. A partir du n° 45 (du 26 mars 1949) : Editado por el Comité ejecutivo.

Partido obrero de unificación marxista.

Espagnol. Catalan.

N° 1 (février 1945) - ?.  
Mensuel.

[Bordeaux].

Ronéotypé jusqu'au n° 7 (du 10 juillet 1945). Imprimé du n° 8 au n° 16 (du 14 avril 1946), puis à nouveau ronéotypé.

21 X 27, 4 à 18 p.

10 F le n° en 1945, 30 F en 1948.

CEHI : 1945 - 1949 (n°s 1 - 14, 17 - 29, 44 - 47) : B 53.

FPI : 1945 - 1949 (n°s 1 - 17, 19 - 43, 45 - 47) : p. 603.

Notice :

Bulletin intérieur du POUM qui publie des résolutions de diverses sections et des lettres ouvertes. Le problème principal, au début, est celui de la reconstruction du POUM en Espagne, au Mexique, en Amérique du Nord et en France (bilan de la conférence de reconstitution tenue fin juin-début juillet 1945)<sup>77</sup>. Le bulletin prépare également les conférences du parti (la deuxième a eu lieu à Bordeaux les 27-29 avril 1946), et définit les tâches du parti à l'intérieur.

## BOLETIN INTERNO

Comisión Intercontinental de relaciones en el exilio.

Confederación nacional del trabajo.

Español.

1972 (?) - 1975 (?)

Périodicité inconnue.

S.I.

IISG : 1972 (décembre), 1973 (février, mai, septembre), 1974 (décembre), 1975 (janvier, avril, juillet) : 4° B.

Notice :

Bulletin intérieur publié par la Commission intercontinentale de relations en exil de la CNT.

## BOLETIN INTERNO

Confederación nacional del trabajo.

<sup>77</sup> *Boletín interior del P.O.U.M.*, n° 7, 10 juillet 1945.

Espagnol.

196? - ?.  
Périodicité inconnue.

Paris.

Imprimé.  
Imprimerie des Gondoles, Choisy-le-Roi.  
20,5 cm X 27 cm, 16 p.

FPI : 1961 (n° 7 : juillet) : p. 610.

Notice :

Le numéro consulté a un caractère spécifique car il s'agit d'une publication destinée à la préparation du congrès de 1961 de la CNT (longs textes présentés par la FLJL et par le Comité national d'Espagne, avec une lettre envoyée d'une prison espagnole).

<b>BOLETIN INTERNO C.N.T.</b>
-------------------------------

**Confederación regional del trabajo de Aragón, Rioja y Navarra en el exilio.**

Confederación nacional del trabajo.

Espagnol.

1959 (?) - ?.  
Périodicité inconnue.

Toulouse.

IISG : 1959 (n°s 4, 5) : 4°B / Div.

Notice :

Bulletin intérieur de la Confédération régionale du travail d'Aragon, Rioja et Navarre en exil.

<b>BOLETIN INTERNO DE INFORMACION</b>
---------------------------------------

**Comisión de relaciones en el exilio.**

Confederación nacional del trabajo.

Espagnol.

1949 (?) - ?.

Périodicité inconnue.

S.I. puis Toulouse (4, rue de Belfort).

Imprimé.

Imprimerie non indiquée.

21 cm X 27,5 cm, 8 ou 10 p.

Couverture illustrée (aigle arrachant des chaînes).

IFHS : 1950 (n<sup>os</sup> 15, 16) : 14 ASP 1705.

IISG : 1949 - 1950 (n<sup>os</sup> 1 - 16), 1955 - 1957 (n<sup>os</sup> 1 - 16), 1958 (n<sup>os</sup> 1 - 4) : 4<sup>o</sup>B.

Notice :

Bulletin d'information interne de la CNT, centré essentiellement sur la vie de l'organisation et celle du mouvement anarchiste international. Des textes de réflexion, divers etages théoriques, complètent l'ensemble.

#### **BOLETIN INTERNO - INTERIOR DE LA 4ª Y 5ª REGION RODANO-ALPES**

Confederación nacional del trabajo.

Espagnol.

1955 (?) - 1967 (?)

Périodicité inconnue.

Clermond - Ferrand.

IISG : 1960 - 1967 (n<sup>os</sup> 62 - 146) : 8<sup>o</sup> B / 61 - 70.

Notice :

Bulletin intérieur de la CNT de la région Rhône-Alpes.

#### **BOLETIN TECNICO Y DE INFORMACION**

Agrupación militar de ex-combatientes de la República española (AMECRE).

1945 ? - ?.

Paris.

Collaborateurs : général Emilio Herrera Linares...

Imprimé.  
15,5 cm X 23,5 cm, 20 p.

FPI : 1945 (avril) : p. 652 (Fonds Amaro del Rosal Díaz).

Notice :

Bulletin de l'Association militaire des anciens combattants de la République espagnole : il aborde des thèmes relatifs à la technique militaire, à la stratégie et à la conduite des opérations (les limites de l'arme aérienne, explications de figures, des épisodes de la guerre navale, des considérations météorologiques, le courage, la politique n...).

<b>BULLETIN - CENTRE D'ETUDES ECONOMIQUES ET SOCIALES TOULOUSE - BARCELONE</b>
------------------------------------------------------------------------------------

Centre d'études économiques et sociales Toulouse- Barcelone.

Français.

1945 (?) - 1946 (?).  
Périodicité irrégulière.

Rédaction : Toulouse, 18 boulevard d'Arcole.

Ronéotypé.  
21 cm X 29,7 cm, 6 p.

Collection particulière (Antonio Soriano, Paris) : n° 2 (juin 1946) .

Notice :

Il ne reste qu'un numéro deux, dont on ne peut dire s'il a été suivi de quelques autres, du bulletin du Centre d'études économiques et sociales Toulouse-Barcelone ; il s'agit de quelques pages multigraphiées dont la première est ornée des blasons des villes de Toulouse et de Barcelone, dessinés par Angel Ferrán, qui avait été en Espagne, avant la guerre civile, directeur du *Be negre (Le Mouton noir)*, journal humoristique catalan .

Le Centre d'études économiques et sociales Toulouse-Barcelone (Centre d'estudis economics i socials "Tolosa-Barcelona") a été créé en 1944, à Toulouse (1 boulevard d'Arcole), par un groupe de Catalans désireux d'organiser cycles de cours et conférences afin d'opérer une "remise à niveau intellectuelle et culturelle" des émigrés dans la perspective -jugée proche alors- d'un retour en Espagne afin d'être à même d'y exercer des responsabilités <sup>78</sup>.

Le *Bulletin* dresse un bilan des activités du Centre, particulièrement de la section d'études économiques et sociales et de la commission de culture et d'éducation. Il informe aussi sur *Lee*, le bulletin bibliographique de la Librairie des éditions espagnoles et sur le cycle de culture hispanique organisé par le Centre. Les activités du

78. Entretiens avec Antonio Soriano.

Centre sont toutefois davantage annoncées par le biais de feuilles volantes et par des annonces dans les journaux catalans ou républicains de Toulouse que par l'intermédiaire de ce fugitif bulletin <sup>79</sup>.

## BULLETIN D'INFORMATION

Partido socialista obrero español.

Français.

N° 1 (8 juillet 1946) - 1947 ?.  
Périodicité irrégulière.

Rédaction : Paris 1er (24 avenue Victoria) .

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 3 à 8 p.

BDIC : 1947 (n°s 5 - 6) : 4° P 8773.  
FPI : 1946 - 1947 (n°s 1 - 7) : p. 699.

Notice :

Bulletin édité par la Commission exécutive du PSOE, tendance de Ramón Gonzalez Peña afin de

fournir aux amis de la République espagnole une synthèse objective des nouvelles les plus intéressantes de l'émigration [car] il arrive aux émigrations politiques -surtout lorsqu'elles sont massives- de vivre dans une grande confusion <sup>80</sup>.

Le bulletin publie le manifeste de l'Espagne combattante, signé notamment par Julio Alvarez del Vayo <sup>81</sup>, Antonio Velao, Ramón González Peña <sup>82</sup>, anciens ministres et Elfidio Alonso, ancien sous-secrétaire d'Etat. Le mouvement de l'Espagne combattante se donne pour programme de

redonner au peuple Espagnol la République qu'il se donna, la République pour laquelle il a combattu, la République pour laquelle sont morts des centaines de milliers de compatriotes, et, avec cette République, lui redonner sa souveraineté nécessaire pour lui assurer son indépendance <sup>83</sup>.

## BULLETIN D'INFORMATION

Service de documentation du gouvernement de la République espagnole.

79. Particulièrement *Foc Nou, L'Espagne républicaine et Catalunya*.

80. *Bulletin d'information*, n° 1, 8 juillet 1946.

81. Voir notice biographique.

82. Voir notice biographique.

83. *Bulletin d'information*, n° 7, 25 mars 1947

Français.

N° 1 (15 janvier 1947) - ?.  
Bimensuel.

Paris.  
L. Marcel Covez, gérant

Imprimé.  
Imprimerie SPI, Paris 9°.  
21 X 27, 12 p.

FPI : 1947 (n° 1) : p. 701.

**Notice :**

Bulletin édité par le gouvernement républicain dans le but d'informer ceux qui s'intéressent au problème espagnol et tous les amis de l'Espagne ; il souhaite apporter des informations sur l'Espagne franquiste, la résistance du peuple espagnol, l'activité du gouvernement en exil, l'évolution du problème espagnol sur le plan international, la solidarité des peuples démocratiques du monde... Ce numéro fait état des discussions de l'ONU relatives à l'Espagne et présente le régime franquiste.

<b>BULLETIN D'INFORMATION - GOUVERNEMENT D'EUZKADI. DELEGATION DE PARIS</b>
---------------------------------------------------------------------------------

Français.

N° 1 (16 mars 1946) -  
Hebdomadaire.

Rédaction : Paris 16° (11 avenue Marceau).

Roncotypé.  
21 cm X 27 cm, 2 ou 3 p.  
Couverture cartonnée imprimée.

BDIC : 1946 (n°s 1 - 6, 8 - 17, 19 - 32), 1947 (n°s 46 - 48) : 4° P 4567.

**Notice :**

Ce bulletin d'information fait partie des nombreuses publications du gouvernement basque en exil ; modeste d'apparence mais régulier, il informe sur la répression franquiste en Euzkadi et dans le reste de l'Espagne, sur l'activité du gouvernement basque en exil et sur la situation générale de l'Espagne (notamment sur le plan économique et social).

**BULLETIN D'INFORMATION DE L'AMICALE DES ANCIENS  
GUERRILLEROS ESPAGNOLS EN FRANCE F.F.I.**

Devenu, dès le n° 2 (janvier 1978) : **BULLETIN D'INFORMATION INTERIEUR  
DE L'AMICALE DES ANCIENS GUERRILLEROS <sup>84</sup> ESPAGNOLS EN FRANCE  
F.F.I.**

Amicale des anciens guérilleros espagnols en France F.F.I.

Français. Espagnol.

N° 1 (octobre 1977) - ?.  
Trimestriel.

Siège social : Toulouse (6 rue de Londres, puis 22 rue Drouet).

Directeur : R. Ardila (indiqué à partir du n° 8 du 3<sup>e</sup> trimestre 1979).

Collaborateurs : Luis Bermejo <sup>85</sup>, Rafael Gandía, José Mari, Antonio Molina, Domingo Serra...

Imprimé.

Imprimerie SGI, Toulouse.

21,7 cm X 31 cm, 10 p.

Photos.

Devenu pour partie : *Bulletin d'information intérieur de la Confédération nationale  
d'amicales départementales d'anciens guérilleros espagnols en France (F.F.I.)* <sup>86</sup>.

BDIC : 1977 - 1983 (n°s 1 - 23) : en cours de catalogage.

Notice :

Ce n'est qu'en 1976 que l'Amicale des anciens guérilleros espagnols en France FFI, dissoute en 1950 au moment de l'interdiction des organisations communistes espagnoles, a pu se reconstituer <sup>87</sup>. Le premier bureau national est présidé par Luis Bermejo ; le vice-président est Rafael Gandía, le secrétaire D. González, assisté d'Antonio Molina et la trésorerie est assumée par Domingo Serra <sup>88</sup>. Le Comité de parrainage est constitué des personnalités et anciens résistants suivants : Jean Cassou, Jacques Chaban-Delmas, Alain Savary, Gilbert de Chambrun, Francis Leenhardt, Henri Duvillard, Léo Hamon et Serge Ravanel <sup>89</sup>.

84. L'orthographe espagnole du mot est conservée dans le titre du bulletin et le nom de l'Amicale.

85. Luis BERMEJO (né en 1913). Socialiste basque, participe aux grèves de 1933 et à l'insurrection de 1934 ; il se réfugie en URSS en février 1935 avec quelques camarades condamnés à mort pour avoir organisé le mouvement de grève en Gulpúzcoa et avec qui il s'était évadé de prison. Pendant la guerre civile, il est interprète entre l'Etat major de l'armée républicaine et les militaires et techniciens soviétiques et commande sur le front diverses brigades. En exil : lieutenant-colonel, ancien chef de la 2<sup>e</sup> division de guérilleros, "commandant Tolosa" dans la Résistance. Il est le chef du 1er Bataillon espagnol de sécurité stationné au camp du Récébédou à la Libération. Membre du PCE d'août 1936 à novembre 1949. Exclu du PCE pour "titisme". (David Wingeate PIKE, *Jours de gloire, jours de honte... op. cit.*, p. 55, Fortunato HERNANDO VILLACAMPA, *Amical de guerrilleros españoles. Su historia, 1947-1984*, Toulouse, Imprimerie Société générale d'impression, 1992, pp. 79-83 et ADHG, 2692/174, 576 W).

86. Voir à ce titre, la scission intervenue.

87. Légalisée le 17 mai 1976 (*Journal officiel*, n° 64, 22 juillet 1976, p. 3711).

88. *Bulletin d'information de l'Amicale des anciens guérilleros espagnols en France F.F.I.*, n° 1, octobre 1977.

89. *Ibid*, n° 3, avril 1978.



L'Amicale s'occupe notamment de l'homologation des unités combattantes de guérilleros au titre de la Résistance, question d'autant plus complexe que ces unités ont participé au combat

...à côté de tous les mouvements de la Résistance, recevant et obéissant aux ordres des EM FFI départementaux et régionaux mais sans s'intégrer jamais à AUCUN. Ils maintenaient toujours leur autonomie interne et dépendaient de l'EM de l'Agrupación de guerrilleros <sup>90</sup>.

Le bulletin fait état également de l'activité des sections départementales de l'Amicale. Celle-ci lance une souscription nationale en vue de l'érection d'un monument à la mémoire des guérilleros morts pour la France ; ce monument, oeuvre de Manuel Pérez Valiente, est érigé à Prayols, Ariège, lieu de combats importants pour la libération du département, où s'illustra la 3<sup>e</sup> Brigade de guérilleros espagnols. Le monument est inauguré le 5 juin 1982 <sup>91</sup> en présence de nombreuses personnalités civiles et militaires et d'anciens combattants et résistants français <sup>92</sup>.

## BULLETIN D'INFORMATION DE "SOLIDARITE CATALANE"

Solidarité catalane.

Français.

N° 1 (25 avril 1945) - n° 6 (5 octobre 1945).  
Mensuel puis irrégulier.

Redaction : Paris 16<sup>e</sup> (11 avenue Marceau).

Imprimé.

Imprimerie SPI, Paris 9<sup>e</sup>.

21 cm X 27,5 cm, 8 p.

" Bulletin distribué gratuitement".

BDIC : 1945 (n° 1 : 25 avril - n° 6 : 5 octobre) : 4° P 4366.

BN : 1945 (n°1 : 25 avril - n° 6 : 5 octobre) : 4° Jo. 3488.

CEHI : 1945 (n°s 1 - 6) : B 23.

Notice :

Ce bulletin est l'organe d'information de Solidarité catalane constituée à Paris, le 6 janvier 1945, par divers partis catalans en exil (Esquerra Republicana de Catalunya, Acció catalana republicana, Lliga catalana, Unió democràtica de Catalunya, Estat català), ainsi que par les deux fronts de la résistance intérieure en Catalogne, le Front de la llibertat et le Front nacional de Catalunya.

L'objectif du bulletin est de

renseigner nos amis français et alliés de l'état de la lutte soutenue par la Catalogne pour rentrer dans la possession des libertés individuelles et collectives qui furent enlevées aux

90. *Ibid.*, n° 1, octobre 1977. Voir également Geneviève DREYFUS-ARMAND, "Les oubliés", *Hommes et migrations*, n° 1148, novembre 1991, pp. 36-45 et Geneviève DREYFUS-ARMAND, Denis PESCHANSKI, "Les Espagnols dans la Résistance", in *Italiens et Espagnols en France, 1938-1946*, Paris, CEDEI-CHEVS-IHTP, 1991, pp. 519-545.

91. *Bulletin d'information intérieur de l'Amicale des anciens guerrilleros espagnols en France F.F.I.*, n° 19, 2<sup>e</sup> trimestre 1982.

92. Fortunato HERNANDO VILLACAMPA, *Amical de guerrilleros españoles. Su historia, 1947-1984*, op. cit., 263 p.

Catalans, voici près de six ans, par les armes des généraux insurgés contre la République espagnole avec l'appui de Mussolini et d'Hitler<sup>93</sup>.

Bulletin essentiellement informatif, rédigé entièrement en français. Des rubriques régulières, comme "L'Espagne franquiste vue du dehors et du dedans", "L'Espagne telle qu'elle est", "Revue de la presse", "Activités catalanes", "Les livres" donnent des informations régulières sur l'Espagne, l'exil républicain et les Catalans de l'intérieur et de l'extérieur. Les activités culturelles catalanes sont signalées, notamment par les critiques de livres récents ; une exposition d'art catalan moderne est organisée à Paris en mai 1945.

## BULLETIN D'INFORMATION DES COMITES FRANCE -ESPAGNE

(Provisoire).

Comités France - Espagne.

Français. Espagnol.

1944 - ?.

Bimensuel.

Rédaction et administration : Rodez (21 rue de l'Embergue).

A. Ruiz, administrateur.

Rédacteurs: Pierre Darmangeat, Angel Ganivet, Roberto Madrid<sup>94</sup>, J. Martin, Fernande Piette, Marcel Signourel....

Imprimé.

Imprimerie G. Subervic, Rodez.

30 cm X 44 cm, 4 p.

Est supplément de : *Unión*.

BDIC : 1945 (n° du 1er juin et n° 34 du 1er juillet) : F° P 2018.

BN : 1945 (idem) : Fol. Jo. 3404.

Notice :

Publication du Comité France-Espagne de Rodez et supplément à *Unión*, le journal du comité national, ce bulletin imprimé donne des informations sur l'Espagne et sur la création de nouveaux comités dans toute la région du Centre et du Sud ; il publie des poèmes (de Jacint Verdaguer ou de Jacinto-Luis Guereña). Le bulletin réaffirme la solidarité française avec les républicains espagnols et donne un compte rendu de quelques réunions publiques de solidarité avec l'Espagne républicaine.

93. Bulletin de "Solidarité catalane", n° 1, 25 avril 1945, p. 1.

94. Roberto Madrid s'appelle Francisco Agüera, selon David Wingate PIKE, *Jours de gloire, jours de honte...* op. cit., p. 88.

**BULLETIN D'INFORMATION FRANCE - ESPAGNE** -

Edité par le Comité national. Puis : Edité par l'Association France - Espagne.

Association France - Espagne.

Français. Espagnol.

1947 - 1948 ?.

Mensuel puis hebdomadaire.

Rédaction : Paris 9<sup>e</sup> (4 cité des Monthiers).

Ronéotypé.

21 cm X 30 cm, 7 p., puis 21 cm X 27 cm, 8 p.

FPI : 1947 (n° 5 : mai), 1948 (n° 3 : 6 décembre) : p. 708.

Notice :

Bulletin de l'Association France-Espagne, présidée à l'époque par Jean Cassou et Paul Eluard ; les vice-présidents de l'Association sont : Madeleine Braun, Charles d'Aragon et Paul Rivet.

**BULLETIN D'INFORMATION INTERIEUR DE LA CONFEDERATION  
NATIONALE D'AMICALES DEPARTEMENTALES D'ANCIENS  
GUERRILLEROS ESPAGNOLS EN FRANCE (F.F.I.)**

Confédération nationale d'amicales départementales d'anciens guérilleros espagnols en France (F.F.I.).

Français. Espagnol.

N° 1 (2<sup>e</sup> trimestre 1984) - n° 4 (2<sup>e</sup> trimestre 1987).

Périodicité irrégulière.

Siège social : Toulouse (22 rue Drouet).

Directeurs : Ramón RON, puis Esteban VALLS.

Rédacteur : Luis Bermejo.

Collaborateurs : Juan Castillo, Andrés García, Julio Oria...

Imprimé puis ronéotypé.

22 cm X 29,5cm, 10 p. puis 15 cm X 21 cm, 8 p.

3 F. le n° et. 1984.

Devenu : *Monument du souvenir de Prayols*

BDIC : 1984 - 1987 (n° 1 - 4) : en cours de catalogage.

**Notice :**

Les fortes tensions au sein de l'Amicale des anciens guérilleros espagnols en France (FFI) qui ont amené à la création de cette Confédération d'amicales départementales d'anciens guérilleros espagnols en France, apparaissent dans le premier numéro du bulletin publié par cette dernière <sup>95</sup>. La Confédération est présidée par José Antonio Alonso Alcalde <sup>96</sup>, assisté de Luis Bermejo, ancien président-fondateur de l'Amicale.

<b>BUTLETI</b>
----------------

**Centre català de Marsella.**

Marseille (Bar Palace-Chapitre, 6 cours Joseph Thierry puis Bar du Cours, 167 cours Lieutaud).

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 8 p. et 15,5 cm X 21 cm, 16 p.

CEHI : 1952 (janvier, septembre) : B 12.

**Notice :**

Bulletin du Centre catalan de Marseille, fondé en 1918, destiné à informer les adhérents sur les activités culturelles proposées par le Centre dans les années cinquante ; il comporte également des évocations historiques (1934 à Barcelone, le 11 septembre, journée nationale catalane) ainsi que des articles culturels (sur Pau Casals) et politiques (liberté pour les prisonniers politiques...).

<b>BUTLETI</b>
----------------

**Omnium culturel.**

Catalan.

N° 1 (janvier 1965) - n° 8/9 (juin - août 1966) ?.

Bimestriel.

---

95. Déclarée à la Préfecture de la Haute-Garonne le 21 mai 1984 (*Journal officiel*, 8 juin 1984, p. 5040) Pour les divergences au sujet de la présidence de l'Amicale qui ont entraîné la scission, voir le livre récent de Fortunato Hernando Villacampa, *op. cit.*, ainsi que, en face, les mémoires de guerre de Vicente López Tovar (AN, 72 AJ 126, dossier n°1).

96. José Antonio ALONSO ALCALDE (né en 1919), en juillet 1939, il est affecté à la 74° CTE à la Ligne Maginot ; à la débâcle, il gagne Toulouse puis il est incorporé dans l'organisation Todt à Bordeaux. Il s'évade en 1942 et participe à l'organisation des maquis espagnols dans l'Ariège ; il est le commandant "Robert", ancien chef d'Etat-major de la 3<sup>e</sup> Brigade de l'Ariège, il participe aux combats pour la libération de Foix et de Rimont. Il est chevalier de la Légion d'honneur, citoyen d'honneur de la ville de Foix .

Rédaction et administration : Paris 8<sup>e</sup> (70 rue de Ponthieu).  
Ramón XURIGUERA, directeur. Pour le n° 8/9 : Narcís BONET, directeur <sup>97</sup>.

Imprimé.  
Imprimerie EP, Paris 12<sup>e</sup>.  
18 cm X 27 cm, 8 p.

IEC : 1965 - 1966 (n<sup>os</sup> 1 - 8/9) : P O. BUT.

Notice :

Bulletin destiné aux membres de l'Omnium culturel pour les informer des manifestations de la culture catalane, non seulement en France et en Catalogne, mais aussi dans les divers pays européens (Grande-Bretagne, Belgique, Suisse, Suède) et américains (Argentine surtout, Brésil, Colombie, Mexique, Chili, USA). L'Omnium culturel s'est constitué le 11 juillet 1961 à Barcelone en tant que société civile afin de servir la langue et la culture catalanes ; fermé en décembre 1963 sur ordre du gouverneur de Barcelone, il continue clandestinement jusqu'en septembre 1967. Les mécènes fondateurs de l'Omnium culturel barcelonais créent une filiale à Paris le 13 janvier 1964 et l'installent avec leurs propres moyens dans un vaste appartement près des Champs-Élysées <sup>98</sup>.

Le bulletin publie une bibliographie et une discographie catalanes, indique les programmes de radio en catalan diffusés en France par l'ORTF (quinze minutes tous les quinze jours à 23h30) et transmis également en Argentine, au Brésil, au Mexique et au Venezuela. Il présente aussi les sommaires des publications catalanes <sup>99</sup>. L'Omnium culturel organise des cours de littérature et de langue catalane ainsi que des formations en catalan par correspondance.

## BUTLLETI D'INFORMACIO

Casal català.

1945 (?) - ?.  
Périodicité inconnue.

Béziers.

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 5 p.

CEHI : 1946 (n° 5 : janvier) : B 28.

97. La mort de Ramón Xuriguera est annoncée dans le n° 8/9 (juin-août 1965).

98. Il comporte une bibliothèque et une discothèque catalanes, il organise des expositions d'art catalan, des conférences. Il existe jusqu'en 1971 et ses collections serviront de base à la création à la Sorbonne de l'Institut d'études catalanes.

99. Signalons que *Serra d'Or* a commencé à paraître à Barcelone depuis 1958, avec des contributions d'exilés ou anciens exilés comme Josep Carner (le n° 2 de 1965 lui est quasiment entièrement consacré) ou Rafael Tasis.

Notice :

Bulletin d'information du Casal català de Béziers, caractéristique de ce type de publication ; l'on y trouve la convocation à l'assemblée générale du Casal, un hommage à Francesc Macià, l'organisation des fêtes de fin d'année, de brefs comptes rendus de conférences, des informations générales, un programme de visites et d'activités sportives, une rubrique nécrologique, une tombola, la liste des nouveaux adhérents, les coordonnées du groupe de sardane et des nouvelles des Catalans d'Amérique...

**BUTLLETI D'INFORMACIO**

Editat pel Servei d'informació i publicacions de la Generalitat de Catalunya.

Generalitat de Catalunya. Servei d'informació i publicacions.

Catalan.

N° 1 (17 juillet 1947) - n° 20 ? (1er février 1948).  
Bimensuel.

Rédaction et administration : Paris 17<sup>e</sup> (108 rue Jouffroy).

Ronéotypé.  
Imprimerie : Services catalans d'information.  
21 cm X 27cm, 10 p.

Devenu : *Generalitat de Catalunya* <sup>100</sup>.

CEHI : 1947 - 1948 (n<sup>os</sup> 1 - 13, 17 - 20) : B 27.  
IEC : 1947 (n<sup>os</sup> 2, 3, 7, 8, 14, 15) : P O. BUT.

Notice :

Bulletin édité par la Généralité de Catalogne ; il donne de brèves nouvelles relatives à la Catalogne (économie, administration) et des informations internationales et sur l'exil.

**BUTLLETI D'INFORMACIO**

Moviment socialista català pels Estats units d'Europa.

N° 1 (juillet 1949) - ?.

Paris 10<sup>e</sup> (41 boulevard Magenta)

100. Parfois le sous-titre *Bulleti d'informació* semble le titre, ainsi que certains catalogues de bibliothèques l'indiquent, mais il a été choisi de tout regrouper à *Generalitat de Catalunya*.

Ronéotypé.  
21 X 27, 8 p.

CEHI : 1949 (n° 1 : juillet, 2 : décembre) : B 28.

Notice :

La commission organisatrice du Mouvement socialiste catalan pour les Etats-Unis d'Europe, créé en 1948, est composée d'Enric Gironella, Jordi Arquer, Josep Pallach, anciens dirigeants du POUM ; elle a pour objectif d'établir des contacts avec les socialistes et les démocrates catalans partisans de l'unification européenne, de créer des groupes d'action européens à l'intérieur de la Catalogne et des pays d'émigration et d'organiser une conférence.

Le mouvement se veut à la fois socialiste et européen, les socialistes catalans se devant d'être deux fois plus européens que les autres, car

les profondes réformes de structure, économiques et sociales, que le socialisme doit réaliser dans la présente conjoncture, ne peuvent s'affirmer dans le cadre politique, fragile et decadent des Etats souverains <sup>101</sup>.

### BUTLLETI D'INFORMACIO D'E.R.C.-J.E.R.E.C.

Departamental - Seine.

Esquerra republicana de Catalunya. Joventuts de Esquerra republicana-Estat català.

Catalan.

? - ?.

Collaborateurs : Josep M. Llado, Josep Llechà, Jaume Pons, Josep Tarradellas.

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 6 p.

IEC : n° sans date (année I, n° 4) : P O. BUT.

Notice :

Modeste bulletin de la Gauche républicaine de Catalogne de la Seine : il commémore le 11 septembre et publie une conférence de Josep Sans.

### BUTLLETI D'INFORMACIO INTERIOR

Front nacional de Catalunya. Delegació a França.

101. *Butlletí d'informació*, n° 1, juillet 1949.

Catalan.

N° 1 (1er décembre 1944) - 7.

Perpignan.

Dactylographié.  
21 cm X 27 cm, 1 p.

CEHI : 1944 (n° 1) : B 37.

Notice :

Modeste bulletin de la délégation en France du Front national de Catalogne : il donne les orientations générales du FNC ("l'organisation la plus ancienne et la plus consistante de la résistance catalane contre Franco et la Phalange ") ; le FNC a été créé en octobre 1940 en Catalogne par le Parti républicain de gauche -Partit republicana d'esquerra- (filiale catalane de la Gauche républicaine), Estat català et la Lliga catalana. En France, l'objectif est de "réaliser une ample solidarité catalane", avec toutes les forces politiques et syndicales de l'émigration.

<b>BUTLLETI D'INFORMACIO RADIADA</b>
--------------------------------------

Partit socialista unificat de Catalunya.

Catalan.

1940 (?) - ?.

[Paris].

Clandestin.

Non localisé.

Notice :

Bulletin lancé par Josep Miret Musté, dirigeant du parti communiste catalan (PSUC) et ancien membre du gouvernement de la Généralité de Catalogne <sup>102</sup> ; le bulletin dénonçait la propagande nazie et appelait à la Résistance sur le thème "Défaite, combat, révolution" <sup>103</sup>.

---

102. Josep MIRET MUSTÉ est arrêté en 1942 et déporté à Mauthausen ; blessé en novembre 1944 pendant un bombardement, il est achevé par un SS. Son frère, Conrado, chef de l'OS-MOI de Paris en 1941, est arrêté également par la Gestapo et meurt sous la torture.

103 David Wingeate PIKE, *Jours de gloire, jours de honte. Le parti communiste espagnol en France ...*, op. cit., p. 43.



## BUTLLETI D'INFORMACIONS CATALANES

Editat per "Les Amis de la culture catalane" de Marsella (França).

Catalan.

N° 1 (décembre 1972) - ?.

Correspondance : Aix-en-Provence (N. Canadell, 25 parc Beauregard).

Offset.

15 cm X 21 cm, 8 p.

Devenu : *CLAM*.

CEHI : 1972 (n° 1 : décembre) : B 76.

IEC : 1972 (n° 1) : P O. CLA.

Notice :

Bulletin édité par les Amis de la culture catalane de Marseille : il comporte un article sur la situation universitaire catalane en 1972 et évoque, le 12 novembre 1972, le premier anniversaire de l'Assemblée de Catalogne célébrée à Ripoll le 7 novembre 1971

pour célébrer une fête populaire, exercer le droit de libre réunion et d'expression et sensibiliser cette région sur ce que l'Assemblée de Catalogne signifie et proclame.

## BUTLLETI DEL CASAL CATALA DE TOLOSA DEL LLENGUADOC

Casal català .

Catalan.

1964 ? - 1990 ?.

Rédaction : Toulouse (7 rue des Novarts).

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 8 p.

Couverture couleur

CEHI : 1964 - 1972 (n° 8, 10, 16, 21, 22, 28, 29, 31, 37, 42, 51, 52, 87), 1976 - 1990 (n° 106, 115, 118, 131, 139, 140, 141, 171) : B 28 et B 58.

IEC : 1964 (n° 12, 13), 1965 - 1968 (complet, sauf n° 37 de 1967), 1969 (n° 57, 58, 59, 61), 1972 (n° 85, 86, 88), 1973 (n° 94) : P O. BUT.

Notice :

Bulletin du Casal català de Toulouse, où apparaissent les activités culturelles du Casal (conférences, théâtre...), des commémorations (le 11 septembre, Pompeu

Fabra, Companys, le 19 juillet...), des échos des Jeux floraux de la langue catalane, des informations sur la Catalogne ; le bulletin publie également des textes revendiquant la liberté d'expression pour les Catalans.

**BUTLLETI INTERIOR**

Casal català de Clermont-Ferrand

Catalan.

Rédaction : Clermont-Ferrand (1 rue des Quatre Passeports).

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 4 p.

CEHI : 1951 (n° 3 : août) : B 44.

Notice :

Modeste bulletin du Casal català de Clermont-Ferrand, demandant la liberté pour les prisonniers politiques.

**BUTLLETI INTERIOR**

Casal català de Lió.

Catalan.

Lyon.

Ronéotypé.

CEHI : 1949 - 1950 (n° 3, 4, 6, 7, 9) : B 36.

Notice :

Bulletin intérieur du Casal català de Lyon.

**BUTLLETI INTERIOR**

Casal de Catalunya. Carcassona

Catalan.

Carcassonne.

Ronéotypé.

CEHI : 1955 (n<sup>os</sup> 22, 23, 25) : B 36.

Notice :

Bulletin intérieur du Casal català de Carcassonne.

<b>BUTLLETI INTERIOR</b>
--------------------------

**Casal català. Perpinyà.**

Catalan.

Perpignan.

Ronéotypé.

CEHI : 1952 (n<sup>os</sup> 12, 15) : B 28

Notice :

Bulletin intérieur du Casal català de Perpignan.

<b>BUTLLETI INTERIOR</b>
--------------------------

**Centre català de Marsella.**

Catalan.

Marseille.

Ronéotypé.

CEHI : 1952 (septembre) : B 12.

Notice :

Bulletin intérieur du Casal català de Marseille.

## BUTLLETI INTERIOR

Unión general de trabajadores de Cataluña.

Catalan.

1939 (?) - ?.

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 8 p.

FPI : 1939 (n<sup>os</sup> 13 : 1er août, 14 : 17 août) : p. 3487.

Notice :

Bulletin intérieur de l'UGT, destiné aux Catalans, publié pendant les premiers mois de l'exil : il leur est recommandé de se méfier des rapatriements. Le bulletin fait état d'un résumé des travaux des diverses commissions de la Conférence internationale d'aide aux réfugiés (établissement des réfugiés, aide matérielle et ravitaillement, aide aux enfants, aide sanitaire, aide culturelle, organisation de l'information). Le bulletin publie également les textes des décrets-lois concernant les réfugiés (12 avril, 20 juillet 1939...).

## BUTLLETI INTERIOR DEL P.O.U.M.

Puis, à partir du n<sup>o</sup> 3 : **BUTLLETI INTERIOR DEL PARTIT OBRER D'UNIFICACIO MARXISTA** . Puis, à partir du n<sup>o</sup> 9 : **BUTLLETI INTERIOR. PARTIT OBRER D'UNIFICACIO MARXISTA** .

**Destinat exclusivament als militants del Partit.**

Partido obrero de unificación marxista

Catalan.

N<sup>o</sup> 2 (janvier 1945) - n<sup>o</sup> 9 (septembre 1945) ?  
Mensuel

S.l.

Imprimé jusqu'au n<sup>o</sup> 8 (août 1945) puis ronéotypé.  
Imprimerie Soler, Aulnay-sous-Bois, ou Imprimerie SPI, Paris 9<sup>e</sup>.  
22,5 cm X 28 cm, 4 à 8 p.  
3 F. le n<sup>o</sup>

CEHI : 1945 (8 n<sup>os</sup>) : B 23.  
FPI : 1945 (n<sup>os</sup> 2 - 9) : p. 753.

**Notice :**

Bulletin intérieur du POUM, édité en catalan. La rubrique "Commentaire" porte sur l'actualité politique de la résistance intérieure et de l'exil (annonce et analyses sur la création de nouvelles organisations, comme le Moviment socialista de Catalunya ou Solidaritat catalana <sup>104</sup>) ; l'autre rubrique importante, "Vie du parti", donne des informations sur le POUM en France mais aussi en Espagne. Le bulletin intérieur publie également des textes polémiques et de discussion.

**BUTLLETI INTERIOR MOVIMENT SOCIALISTA DE CATALUNYA**

**Federació. Democràcia. Socialisme. Front orgànic del socialisme català.**

Moviment socialista de Catalunya.

Catalan.

N° 1 ( 1<sup>ère</sup> quinzaine de juin 1946) - ?.

Ronéotypé.

21,5 cm X 31,5 cm, 8 p.

FPI : 1946 (n° 1) : p. 754.

**Notice :**

Bulletin intérieur du Mouvement socialiste de Catalogne dont l'organe officiel est *Endavant*. Le MSC se donne pour objectif le renforcement du pacte syndical CNT-UGT et pour "tâche immédiate : la réorganisation de l'UGT de Catalogne" <sup>105</sup>.

---

104. Acte de constitution du MSC dans le n° 2.

105. Le n° 1 donne l'acte de constitution du MSC au Mexique (22 janvier 1946).

La Federación Nacional de Banca ha seguido una línea rectilínea de unidad, que ha sido ratificada en todos sus Congresos y Comités nacionales. En esta misma posición ha mantenido por muchos representantes en el seno del Comité nacional de la U.C.T. Consecuente con esa historia y con la que ha sido mandado de nuestros organismos, no ratificamos hoy en esa justa posición declarando que los bancarios que sean tales en su organización deberán ser en todo momento, un voto de unidad, una afirmación de lucha, una aportación entusiasta y decidida a la causa libertadora de nuestro pueblo; una adhesión incondicional a la República y una vocación energética y toda política a propósito que tienda a solucionar el problema general en contra de los intereses fundamentales de nuestro pueblo.

F. S. M.



Elaborado por los Directivos de la Federación Nacional de Bancos de España con el auxilio de

REDACCION Y ADMINISTRACION: Francia, Noviembre-Diciembre 1947. NUMERO 9

## MENSAGE DE LOS BANCARIOS EN FRANCIA

Publicamos en cuadro general de la organización bancaria en la emigración y la relación de militantes en cada país. Quizás existan similitudes por ignorar el contenido de algunos compañeros. No escudamos, que sean relaciones nacidas a todos los bancarios en nuestros hogares pero que un quier decir que todos forman parte de nuestros Grupos, si que están encuadrados en nuestra Organización y dirigidos. Diferenciados, en México y Francia, entre un reducido número de compañeros apartados de la organización. La publicación de esas relaciones nos obligaban a todos, como deberíamos estar en un solo Grupo Bancario en cada localidad y en cada país. Si vemos confundidos a uno solo, nos damos cuenta profundamente la importancia que adquiere nuestra Organización en la emigración con su unidad y para de reluce también la labor que con esa unidad podríamos realizar. Los compañeros se enfrentaron con su actitud y una vez más deberán decidir su línea de conducta por la unidad entre los bancarios, o contra la unidad. No hay términos medios. Todos somos unitarios de la Federación Nacional de Banca y de la Federación Catalana todos tenemos un compromiso de honor para con nuestro clase por una semana en la emigración. Esa debe ser nuestra conducta hacia sus hogares. Por no nos libéramos. Nuevos problemas profesionales justifican la división, si que ningún compañero tiene el margen de la vida colectiva de los Grupos Bancarios en la emigración. Los cruces habita que bancarios en cuestiones personales, o en asuntos políticos, pero esa justificación para la negación de todo principio de organización sindical en las que se establece, como cuestión previa, el respeto para las opiniones políticas, y no una campaña de fundamentos en unidad y la convergencia entre los trabajadores en el campo sindical. El núcleo de bancarios en la emigración puede y debe mantenerse unido, por encima de apreciaciones políticas y cuestiones subterráneas. No podemos dejar de puntualizar nuestros deberes para con la colectividad bancaria y para con la causa de España participando en momentos discrecionales políticos, en todo caso acor-

de nuestra organización bancaria, a por cuestiones personales. Esta serie de errores que cometemos, el día de mañana, la consecuencia de todos. No nos conformamos de decir, que algunos problemas de la emigración, puede estar por encima del deber de solidaridad que tenemos todos para con nuestros hermanos en España pero con la causa libertadora de nuestro pueblo. A ese caso deberíamos nosotros ir, por ella estamos en el mismo día que aquellos compañeros que están al margen de la organización, procurando cumplir con lo que es lo completo, a su modo pero no se van nunca una casa. No se haciendo cada uno lo que quiere como se cumple mejor sus deberes. La máxima virtud de nuestra acción de solidaridad es nuestra unidad: el prestigio de nuestra Organización el fortalecimiento de su personalidad está en nuestra unidad, no en su desintegración. Dentro de la colectividad puede decirse todo y realizarse todo al margen de la. No con la unidad y fortalecer la moral colectiva de nuestros militantes y servir a su sentido de solidaridad al mismo tiempo. Compañeros se apunten sus prácticas profesionales, engrandeciendo el comercio. Que impide que una... (text is partially obscured)

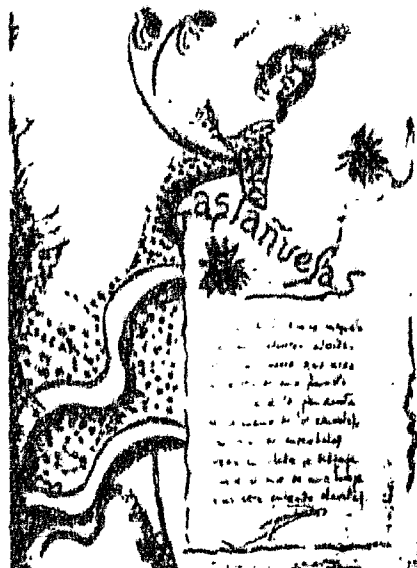


Compañeros: Atención de los países. No olvidéis a nuestros compañeros de prisiones que se encuentran para servir mejor al rigor del régimen democrático del franquismo, solidaridad con ellos y sus familias.

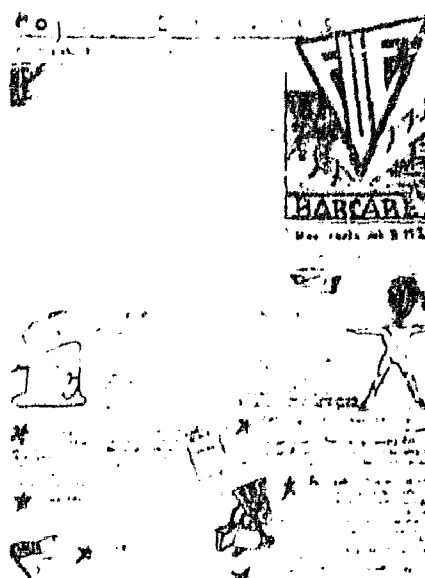
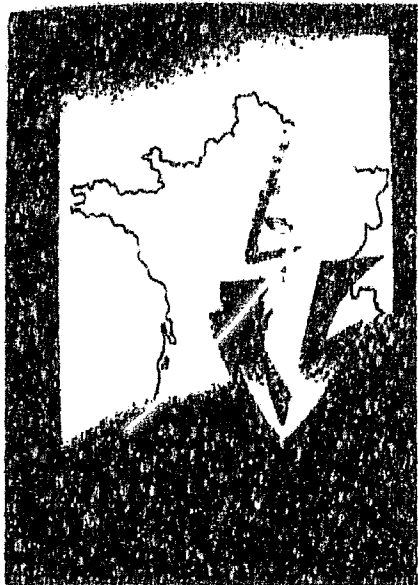
de razones serias que justifican la división y sin embargo, su contradicción en un grupo dado que se está produciendo en la Organización, para hoy y para mañana. Reestablecer la coherencia entre todos los bancarios, volver a la cordialidad y armonía tradicional de nuestra clase, es una tarea urgente para todos los que sean capaces de afrontar una línea correcta de amplia perspectiva. Está en el centro de la historia migratoria de los bancarios en Francia, está en el centro y el mandato de nuestros hermanos de España. Para los días la resolución de las militantes resuelve en Francia en París el 12 de Octubre pasado, para ser presentada a todos nuestros Grupos de la emigración, Reestablecer, conciliar, nuestra unidad, obrar conjuntamente nuestros hermanos de España y, con ella, el crecimiento de nuestra solidaridad. Somos un ejemplo magnífico a la emigración, y que los bancarios sean, una vez más, la vanguardia de un movimiento responsable de unidad, en el cual no será posible denegar el régimen de Francia, ni reintegrar a nuestro Patria a una Era de Libertad y de democracia.

Compañeros de Cuba, Venezuela, Argentina, España Domingo: Transmitir a los compañeros de América nuestros sentimientos de unidad, vuestra fuerza de un establecimiento la coherencia y la fraternidad entre los bancarios en la emigración, para adherir a la causa de nuestro pueblo y de nuestra efectividad. Frente de unidad del "Frente de España" (Francos en España) "Compañeros de México: A nosotros, que en el núcleo más avanzado en la emigración: vosotros que así los que están con los... (text is partially obscured) ... para demostrar una colección de los bancarios más representativos de nuestra Organización, el ejemplo, con profusión, este movimiento. No olvidéis que vuestra efectividad está en la unidad de todo la emigración bancaria, también esa responsabilidad y unidad la dividida. En nuestros momentos actuales urge de interpretar al movimiento de nuestros hermanos de España, de nuestros exiliados, y la emigración temporaria de nuestros exiliados, en todo caso decididos para todos.

COMPAÑEROS: ATENCIÓN DE LOS PAÍSES. NO OLVIDÉIS A NUESTROS COMPAÑEROS DE PRISIONES QUE SE ENCUENTRAN PARA SERVIR MEJOR AL RIGOR DEL RÉGIMEN DEMOCRÁTICO DEL FRANQUISMO, SOLIDARIDAD CON ELLOS Y SUS FAMILIAS.



*Barraca* (n° 1, 1939), *Boletín de los estudiantes* (n° 10, 25 mai 1939 et n° 11, 8 juin 1939),  
camp d'Argelès et *Hoja de los estudiantes* (n° 1, 17 juillet 1939), camp du Barcarès (106)





# Boletín de INFORMACION

del Gobierno de la República

Nº 1.  
 París 10 de Abril de 1931.  
 Redacción y administración  
 23, Av. Poche, PARIS (XVº)  
**APARECE LOS MIÉRCOLES  
 Y LOS SÁBADOS**  
 Suscripción: 3 meses 70 frs.  
 Anuncio: 1 línea 1  
 3 frs.

## EN EL XVI ANIVERSARIO DE LA REPUBLICA, EL PRESIDENTE, EL JEFE DEL GOBIERNO Y LOS MINISTROS se dirigen al pueblo español

Para los españoles que sufren el rigor de la tiranía, viven en España o en el destierro, la fecha del 14 de abril es simultáneamente un recuerdo mítico y una lección severa.

Donde culminó la gloria de la democracia española empezaron nuestras equivocaciones y yerros. Hubiera sido eficaz, al día siguiente de aquel 14 de abril, convertir en texto oficial, con la lectura diaria obligada por los gobernantes, toda la historia de la primera República.

Espero que ahora habremos aprendido la lección, de suerte que, cuando llegas el momento, que no está lejano, del nuevo abril, los episodios de las dos Repúblicas nos sean familiares y ejemplares.

Diego MARTINEZ BARRIO.  
 Presidente de la República Española.

A l'occasion du 14 Avril, nous adressons un cordial salut au peuple français et à ses représentants qui nous ont si généreusement conseillé dans le sein de leur patrie, aux gouvernements qui ont officiellement reconnu la République espagnole et à tous les peuples démocratiques amis de la liberté.

El 14 de abril de 1931 es un mojón de libertad en el camino de España sobre la Historia. Ese día, el pueblo se recuperó a sí mismo y España quiso ser dueña de sus destinos.

El recuerdo imborrable de esa fecha histórica constituya para los españoles uno de los estímulos más altos frente a la dictadura franquista.

Hoy, en este 14 de abril de 1947 — el último que pasaremos en la expatriación —, más seguros que nunca de porvenir, renovamos nuestro fe en la República y en la pronta liberación de España.

Dr. Rodolfo LLONG.  
 Presidente del Consejo de España Libre.

### España

Afiliado a la Unión General de Trabajadores de España desde el año 1909, he conocido los mejores años de su existencia en la fecha interrumpida, liberada por la clase obrera española organizada, con objeto de mejorar primero sus condiciones de vida y pronto después su completa emancipación. Como yo, pues, el pensamiento y los sentimientos que guían y aun a la clase trabajadora de mi país he tenido siempre confianza plena en las actividades de los trabajadores españoles cuyos derechos en sus organizaciones respectivas. Hoy después de la dolorosa y prolongada separación que nos ha sido impuesto sometidos vosotros a la dura prueba de la república más cruenta que registra la historia de nuestro pueblo mi confianza en vosotros, trabajadores españoles, raya en los límites de la fe. Yo estoy seguro de que cuando en plazo — que osjalá no sea muy dilatado — podáis expresar de nuevo vuestra voluntad sobre el futuro político de España, volveréis a elevar al mundo el hermoso ejemplo de capacidad política y de buena ciudadanía demostrado por vosotros en aquellas jornadas inolvidables de los días 13 y 14 de abril de 1931 en que triunfó y se proclamó, ante el asombro de propios y extraños, la segunda República en España.

Identificados con vuestros legítimos intereses y sentimientos como propio vuestro profundo dolor, os saludo emocionalmente.

YALÓN GÓMEZ  
 Ministro de Emigración

La Historia de España en los últimos cuatro siglos, podría definirse como una lucha permanente de la nación contra el Estado. En lugar de ser adaptación jurídica a la vida nacional, el Estado vive al margen de aquélla, siendo a su propio interés, muchísimas veces contrario al interés del país. Así se desarrolló España, primero de Portugal y después del resto de los europeos. En su obra de la Monarquía. Aunque no fué por otro concepto, buscaría este motivo para que todos los democratas de la Península aborreciesen el régimen político que tal vez se des-

## REPÚBLICA del Gobierno

El llamado proyecto de Ley de Sucesión de la Jefatura del Estado presentado por el General Franco a unas Cortes de Procuradores por él mismo designadas, ha sido acogido dentro y fuera de España con tan unánime repulsa que cabe suponer se pierda pronto en un discreto olvido; pero ha evidenciado al menos la íntima debilidad del régimen falangista y revelada al propio convencimiento de que su desaparición es ya inevitable.

Instaurado desde el principio contra la voluntad del pueblo y sostenido por circunstancias exteriores, marcado a una conjuntura histórica favorable a los regímenes totalitarios, nunca tuvo posibilidades de estabilidad y permanencia y mucho menos desde que se produjo la victoria de las armas aliadas.

Es obligado que sucediera lo que en diversas ocasiones tuvo lugar y singularmente en los acuerdos de la O. N. U. de 9 de diciembre último, esto es, que la conciencia democrática de la Humanidad se declarase incompatible con el General Franco y su régimen, privado ahora de suficientes asistencia: anteriores y sin haber contado nunca con el apoyo del pueblo, debe haberse percatado al fin de que su permanencia en el Poder es imposible, ya que se preocupa de preparar la sucesión de su persona y la sustitución de su régimen.

Aunque el mencionado proyecto carece de viabilidad, el Gobierno de la República se considera obligado a situar el problema en sus verdaderos términos ante la eventualidad de nuevos intentos sucesorios y reitera su declaración de que no aceptará ninguna transferencia de poderes a virtud de la cual se restablezca en España un régimen distinto del republicano sin previa consulta electoral o referéndum con las libertades y garantías.

La solución del problema político de Es-

Ante la situación creada por diversos acontecimientos políticos, el GOBIERNO DE LA REPÚBLICA ha hecho pública la siguiente declaración:

El Gobierno de la República, con la fuerza que le da su origen legal y la voluntad popular que le acude, mantendrá resoluteamente su derecho y se opone por todos los medios a que se instaura de manera arbitraria ningún otro régimen; ratifica, en cambio, su buena disposición para concertar sus esfuerzos con quienes deseen conciliar en los fines concretos de asegurar el desenvolvimiento del régimen franquista y devolver a España sus libertades democráticas, en ejercicio de las cuales el país puede decidir acerca de su futura constitución política.

Esto es cuanto la dignidad permite ofrecer y el patriotismo pedir a los republicanos españoles.

El Gobierno de la República manifiesta su gratitud a los países que hasta hoy le han reconocido; estima la actitud de quienes pretenden su concurso para lograr el restablecimiento de la normalidad política en España con el planificado propósito de que forme parte de la Organización de las Naciones Unidas; registra con satisfacción, lamentando, el hecho de que algunos Gobiernos después de condenar en declaraciones políticas, singulares o conjuntas, el régimen franquista, concuerden con él tratado a convertirse económicamente que pueden contribuir a su sostenimiento; y espera de la plena cooperación de todos los nacionales que presencian la confianza necesaria para solucionar, por vías de paz y justicia, el problema de España.

París, 10 de abril de 1947.

El 14 de abril del año 1931, la República fue proclamada en España. Desde entonces, el pueblo español ha vivido en la libertad y en la justicia. Pero el régimen franquista, que se instauró en 1939, ha sido una gran vergüenza para España. El pueblo español ha sufrido mucho durante estos años. Pero hoy, en este día del 14 de abril de 1947, el pueblo español quiere recordar a los españoles que el 14 de abril de 1931 fue un día de libertad y de justicia. El pueblo español quiere recordar a los españoles que el 14 de abril de 1931 fue un día de libertad y de justicia. El pueblo español quiere recordar a los españoles que el 14 de abril de 1931 fue un día de libertad y de justicia.

Manuel IRUJO.  
 Ministro de Justicia.

El 14 de abril, el pueblo español recuerda a los españoles que el 14 de abril de 1931 fue un día de libertad y de justicia. El pueblo español quiere recordar a los españoles que el 14 de abril de 1931 fue un día de libertad y de justicia. El pueblo español quiere recordar a los españoles que el 14 de abril de 1931 fue un día de libertad y de justicia. El pueblo español quiere recordar a los españoles que el 14 de abril de 1931 fue un día de libertad y de justicia. El pueblo español quiere recordar a los españoles que el 14 de abril de 1931 fue un día de libertad y de justicia.

## LA ESPAÑA LIBRE SALUDA A LA ESPAÑA OPRIMIDA

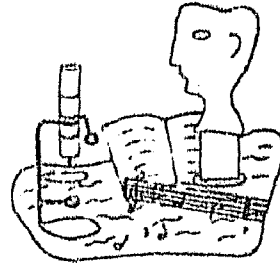
# BOLETIN

DE LA UNION DE INTELLECTUALES ESPAÑOLES

Año III

PARIS, Junio de 1946

N.º 19



## LA INTELIGENCIA ESPAÑOLA RECONQUISTA Y CREACION

POR JOSE MARIA QUIROGA PLA

**T**EMEN razón mis queridos amigos Corpus Barga y Somprún: Han hecho bien en levantar la liebre. Aunque, no corremos todos tras ella.

Con la pluma, con la palabra hablada, cada vez que se ha presentado ocasión de ello, hemos denunciado todos los mismos males sólo que cada cual con las liebres a su modo como en la cual tiene su manera de matar las pulgas. El problema de la inteligencia y de la cultura española nos devoraba a todos. Por amor a ellos por decisión de defendernos y salvarnos estamos aquí unidos y lo estaremos mañana. La defensa y salvación importa trabajar desde ahora. Es un problema. Corpus lo subraya acertadamente de enseñanza. Por su parte Somprún realista con no menos acierto, que ese problema "no podrá tener remedio completo mientras no se haya resuelto con una fórmula o con otra pero es el sentido de la democracia y de la libertad, el problema político".

Por ahí van los tiros. Lo demás. La situación de la inteligencia y de la cultura en España es desastrosa. La clandestinidad, la Unión de Intelectuales Labres, se hace circular en nuestra patria una hoja mecanografiada de edificante lectura. Un escritor recientemente evadido de la cárcel vuelve tranquilo a su casa. Cuando volva-

mos allá, habrán de pasar muchos años y serán menester muchos esfuerzos antes de que se vuelva a un nivel literario e intelectual como el que se había logrado en los cinco años de la República. Yo no comparto ese pesimismo en cuanto a los muchos años. Pero tampoco el optimismo de Corpus Barga, su creencia en que con unas cuantas charlas radiofónicas vamos a empujarnos desde el extranjero el entusiasmo sistemático a que en el suelo ibérico se somete a nuestra juventud.

Hay que empezar a pensar en lo que *los que hacen* dicen Corpus Barga y Somprún. Y empezar a hacer. Con los ojos puestos en la vuelta a España pensar en la labor de difusión de la cultura una vez allí. Labor de enseñanza de la escuela a la Universidad. Han entretenernos ni entretenernos demorando en consideraciones sobre la cultura española, el pasado glorioso, los valores. No nos los van a arrebatar, ni vamos a hacer de ellos puzos de museo. Yo por mi parte no me siento con vocación de conservador de tal. La cultura me interesa viva, en relación constante con el pueblo en la medida en que sirva a éste y responda a sus necesidades profundas. Así como y no museo. No queremos incógnita ni quedarnos delante de un área santa. Tomemos de la tradición lo que pueda aprovecharnos, viviéndolos, no el peso muerto. Y empujémosla con riego de sangre de nuestro tiempo, de nuestro mundo de

hoy. Cultura = cultivo. Siembra, y no herboristería.

Nuestros pedagogos, nuestros profesores se ocupan ya de lo que se haya de hacer en volviendo a España. En nuestro curso de conferencias esbozaba Julio Hernández, día atrás, en la inteligente charla, todo un programa de educación. Hoy, y aquí, ¿qué hacemos? Mientras discutimos « en la serena región de las ideas », sobre si la cultura admite o no partidismos, sobre si hay que reconquistar la inteligencia, el « castillo interior », y otras nobles cuestiones, mientras nos reunimos cada sábado a escuchar a algún disertante conferenciante, mal rayo si nos cuidamos de la masa de nuestros compañeros de destierro, que olvidan su español y no reciben otro sustituto que el de una prensa francesa mal deletreada o una mediocre prensa española de emigración.

Pensemos en el mañana, en cómo tendremos que arriar el hombro y partimos el pecho, haciendo todos de maestros, de profesores, de vulgarizadores y difusores de la cultura, de partidarios de la inteligencia española. Pero empujemos ya por lo que tenemos más cerca. Empecemos por pensar, por formar aquí esa inteligencia y esa cultura de nuestro pueblo. Y no en rancho aparte, sino volviendo en el suelo: digámoslo de una vez: en la brega política, dando a esa masa un sentido político, de unidad. No estamos en los partidos académicos, ni en la emigración. Y en esa emigración no se queda, sino que no nos llega

1. V. los números 17 y 18 de este Boletín.

En este Suplemento al Boletín del Militante, nos limitamos a reproducir, fielmente, dos periódicos que en España publica nuestro Movimiento.

puestos de dirección y de redacción, que se encuentran en la oficina real de publicación, para que los militantes abierdes al más alto nivel de la militancia.

JUNIO y JULIO 1917

Número 6

# Boletín

del sub-comité Regional de Cataluña en el Exterior

REDACCION: 4, Boulevard du Roussillon, PERPIGNAN (P.-O.)

B A I L O T A D A

El caball desboçat del franquisme ha fet un bon salt novament a Catalunya. Ben guai en quanto direcció la patada ha estat triat i terriblement acusat en els nostres mitjans. Històricament dintre l'Occident

## Notas para todas las Agrupaciones Locales

Como los compañeros se habrá dado cuenta, en el seno del Sub-C. N. por parte de nuestra Región, ha habido un cambio de representantes, ya que presentada la dimisión por el compañero Ricardo San y tratada la cuestión en un plenario del Sub-C. N. ampliado con toda la C. A. P. fue decidido por unanimidad, que le substituyese el compañero Jacinto Borrás, que actualmente en nuestro Sub-C. N. ocupa la Secretaría de Propaganda.

Aparte, que suponemos que por ser el compañero Borrás designado



# BOLETIN

DE LA

## UNION FEDERAL ESTUDIANTES HISPANOS

COMITE NACIONAL DE LAS F. U. E.

EDITADO POR EL COMITE EJECUTIVO EN FRANCIA

### EDITORIAL

#### SUMARIO

- Vº 1 Marzo 48
- Editorial.
- Los estudiantes del mundo contra Franco.
- El momento del Congreso de Praga.
- Llamamiento de la Secretaría de Interayuda.
- La lucha de los estudiantes de España contra el franquismo
- Actividades de las F.U.E. en Francia.
- Mensaje de la U.F.E.H. de España.
- La promoción Alcalá Castillo.

UNA de las más arraigadas y gloriosas tradiciones de la F.U.E. es haber sido constantemente una organización unitaria. En el año de los Profesionales, en las direcciones locales y en el Ejecutivo de la U.F.E.H. han convivido desde la fundación de nuestro movimiento, los estudiantes demócratas de todas las tendencias. Republicanos, anarquistas, comunistas, católicos socialistas y sin partido han mantenido desde nuestras filas el combate por una Universidad independiente y progresiva dentro de un Estado republicano y democrático.

Esta característica unitaria ha trascendido de nuestra organización en todos los casos en que los intereses fundamentales de la juventud española han estado en juego. Nuestra levadura unitaria fué muy valiosa en la creación de la Alianza Juvenil Antifascista, el bloque que mantuvo unidos a los jóvenes españoles durante la guerra contra el franquismo hitlerofascista. En el interior de España y en la emigración, la F.U.E. ha continuado fiel, en todas las ocasiones que se han presentado, a esta tradición que tenemos por uno de nuestros más legítimos orgullos.

pero no se trata sólo de poner de manifiesto



# BOLETIN



## UNION GENERAL DE TRABAJADORES

DE ESPAÑA, EN EL EXILIO

71, RUE DU FAUB

1011, RUE DE FRANCE

### LA INTERNACIONAL OBRERA

Después de más de un mes de haber publicado el primer número de este Boletín, nos damos cuenta de que el interés de los lectores por el contenido de este Boletín es cada vez mayor. Esto nos anima a seguir publicándolo con el mismo empeño y a seguir ofreciendo a los lectores un contenido de interés y actualidad.

La nueva Organización que se crea, la U.G.T., no es una simple continuación de la U.G.T. que existía en España. Es una nueva Organización que surge de la necesidad de los trabajadores de España, en el exilio, de tener una Organización que les permita defender sus intereses y luchar por la libertad de España.

En la actualidad, el problema de los trabajadores de España es el problema de la libertad. La libertad es el primer requisito para que los trabajadores puedan defender sus intereses y luchar por la libertad de España.

Por tanto, el primer objetivo de la U.G.T. es la libertad. La libertad es el primer requisito para que los trabajadores puedan defender sus intereses y luchar por la libertad de España.

La U.G.T. tiene como objetivo principal la libertad de España. La libertad es el primer requisito para que los trabajadores puedan defender sus intereses y luchar por la libertad de España.

La U.G.T. tiene como objetivo principal la libertad de España.

El primer objetivo de la U.G.T. es la libertad. La libertad es el primer requisito para que los trabajadores puedan defender sus intereses y luchar por la libertad de España.

La U.G.T. tiene como objetivo principal la libertad de España. La libertad es el primer requisito para que los trabajadores puedan defender sus intereses y luchar por la libertad de España.

La U.G.T. tiene como objetivo principal la libertad de España. La libertad es el primer requisito para que los trabajadores puedan defender sus intereses y luchar por la libertad de España.

La U.G.T. tiene como objetivo principal la libertad de España. La libertad es el primer requisito para que los trabajadores puedan defender sus intereses y luchar por la libertad de España.

La U.G.T. tiene como objetivo principal la libertad de España. La libertad es el primer requisito para que los trabajadores puedan defender sus intereses y luchar por la libertad de España.

La U.G.T. tiene como objetivo principal la libertad de España. La libertad es el primer requisito para que los trabajadores puedan defender sus intereses y luchar por la libertad de España.

La U.G.T. tiene como objetivo principal la libertad de España. La libertad es el primer requisito para que los trabajadores puedan defender sus intereses y luchar por la libertad de España.

La U.G.T. tiene como objetivo principal la libertad de España.

La U.G.T. tiene como objetivo principal la libertad de España. La libertad es el primer requisito para que los trabajadores puedan defender sus intereses y luchar por la libertad de España.

La U.G.T. tiene como objetivo principal la libertad de España. La libertad es el primer requisito para que los trabajadores puedan defender sus intereses y luchar por la libertad de España.

La U.G.T. tiene como objetivo principal la libertad de España. La libertad es el primer requisito para que los trabajadores puedan defender sus intereses y luchar por la libertad de España.

La U.G.T. tiene como objetivo principal la libertad de España. La libertad es el primer requisito para que los trabajadores puedan defender sus intereses y luchar por la libertad de España.

La U.G.T. tiene como objetivo principal la libertad de España. La libertad es el primer requisito para que los trabajadores puedan defender sus intereses y luchar por la libertad de España.

La U.G.T. tiene como objetivo principal la libertad de España. La libertad es el primer requisito para que los trabajadores puedan defender sus intereses y luchar por la libertad de España.

La U.G.T. tiene como objetivo principal la libertad de España. La libertad es el primer requisito para que los trabajadores puedan defender sus intereses y luchar por la libertad de España.

La U.G.T. tiene como objetivo principal la libertad de España.



# BULLETIN D'INFORMATION DE "SOLIDARITÉ CATALANE"

PARIS le 26 Avril 1945

Nº 8

## SALUTATION

**SOLIDARITÉ CATALANE** mouvement patriotique d'origine catalane, à Paris et à Barcelone, par les partis catalans suivants: Esquerra Republicana de Catalunya (Gauche Republicaine de la Catalogne), Acció Catalana Republicana (Action Catalane Republicaine), Lliga Catalana (Ligue Catalane), Union Democratique de Catalunya (Union Democratique de la Catalogne), Estat Català (Etat Catalan) et par les deux fronts de la resistance intérieure en Catalogne: Front de la Libertat et Front de la Llibertat et Front National de Catalunya et Front National de la Catalogne.

**SOLIDARITÉ CATALANE** présente aujourd'hui ce

bulletin d'information qui paraîtra régulièrement et dans le but sera de renseigner nos amis français et amis de l'étranger de la lutte continue par la Catalogne pour rentrer dans la possession des libertés individuelles et collectives qui furent enlevées aux Catalans, soit au cours, par les armes des généraux insurgés contre la République Espagnole avec l'appui de Mussolini et d'Hitler.

Ce Bulletin d'Information se fera sous l'égide de nos luites et de nos espoirs dans une prochaine libération de notre Patrie. A travers ces pages nous saluons tous les Français et tous les hommes libres des Nations Unies et nous les remercions de leur aide et de l'intérêt qu'ils voudront bien nous prêter.

## LE RETOUR des prisonniers

La France accueille ces jours-ci avec tendresse et fierté ceux de ses fils qui étaient en captivité et que l'avance des armées alliées au cœur de l'Allemagne a mis en liberté. Elle se penche avec émotion sur leur détresse et sur la lang maigre qu'ils ont eu à endurer. Les Catalans partagent ces sentiments et saluent avec respect ces hommes, prisonniers de guerre déportés politiques ou requis du travail obligatoire, qui ont témoigné par leur souffrance de leur espoir dans la France et dans la triomphe de la liberté.

Nous partageons à double titre ces sentiments, puisque parmi ces millions

heureux pour échapper au peloton d'exécution, il y a ceux qui furent livrés par le Gouvernement de Vichy comme du bétail humain et qui formeront dans les rangs des requis du travail obligatoire en Allemagne. Dans les camps de concentration du Vernet d'Arège et de Saint-Cyprien, dans les...

état de leur héritage ou des souffrances qu'ils ont eu à endurer, mais parce que nous espérons que le Gouvernement Provisoire de la République Française voudra donner à ces hommes qui vont rentrer en liberté les mêmes droits qu'ont les Français à en jouir pleinement. Ce serait un lourd erreur, qui pourrait être de terribles conséquences pour beaucoup d'entre eux, qu'on les rapatriât en Espagne, en faisant état peut-être d'une situation matérielle qu'aucun vrai garant n'accompagne.

Nous demandons donc aux Autorités



**CAHIERS REPUBLICAINS ESPAGNOLS. CUADERNOS  
REPUBLICANOS ESPAÑOLES**

Unión republicana.

Français. Espagnol.

194 ? - ?.

Rédaction : Paris 1er (Editions Libertad, 10 rue des Pyramides).

Imprimé.

Imprimerie SPI, Paris 9°.

13,5 cm X 21 cm, 32 p.

FPI : 1947 ? (n° 3) : p. 771.

Notice :

Revue de l'Union républicaine ; le seul numéro consulté publié, outre un message de l'UR en exil à l'opinion espagnole, différents discours de Fernando Valera, regroupés sous le titre "Hoy, ayer, mañana" (discours prononcé le 22 mai 1947 au Club des études internationales de Paris : "L'Espagne, élément essentiel du système européen", et extraits de discours prononcés de 1933 à 1936 en Espagne).

**CALIU**

Casal català de Castres.

Catalan.

Castres.

Ronéotypé.

CEHI : 1951 (septembre), 1952 (mai) : C 26.

Notice :

Bulletin du Casal català de Castres.

**CALIU**

Publicació del Casal de Catalunya de Paris. Puis: Butlletí del Casal de Catalunya de Paris. Puis : Butlletí interior del Casal de Catalunya de Paris.

Casal català de Paris.

Catalan.

Première époque : n° 1 (octobre 1958) - n° 12 (1965).

Interruption : 1962, 1965 - 1968.

Deuxième époque : n° 1 (août 1969) - n° 83 (juin 1991)..

Périodicité irrégulière.

Rédaction, administration : Paris 9° (67 rue Condorce).

A partir de 1973 : Paris 17° (41 rue Berzelius).

Directeur - gérant : Joan SOLER jusqu'en 1961, puis plus d'indication de direction.

Ronéotypé. Imprimé à partir de 1979.

21 cm X 27 cm, 10 à 14 pages.

25 F. le n° en 1958.

Continuation de : *Casal de Catalunya. Butlletí d'informació interior.*

CEHI : 1958 (n° 1), 1959 - 1965 (n°s 2 - 11), 1969 - 1990 (n°s 1 - 82) : C 54.

IEC : 1958 (n° 1), 1959 - 1965 (n°s 2 - 12), 1969 - 1991 (n°s 1 - 83) : P O. CAL.

Notice :

Bulletin édité par le Casal català de Paris, toujours publié au début des années 1990. Son titre est emprunté à celui d'un livre publié au Mexique par le premier président du Casal, Lluís Nicolau d'Olwer, universitaire, ancien conseiller de la Généralité, ancien député aux Cortes et ex-président de la Banque d'Espagne. L'écrivain Ambrosi Carrion, président du Casal en 1958, entreprend la nouvelle époque du bulletin. Le Casal réunit plus de mille adhérents en 1964<sup>1</sup>.

Les rubriques sont les mêmes que dans le bulletin qui le précède avant 1958 : vie du Casal, activités de ses différentes sections (jeunesse, camping, sport, sardane, orphéon, cours de catalan et conférences), commémorations (19 juillet 1936, Francesc Macià, 11 septembre 1714), conseils de langue catalane, Jeux floraux...

## CANCIONERO REVOLUCIONARIO

Confederación nacional del trabajo.

Espagnol.

194? - ?.

Périodicité inconnue.

Bordeaux (ediciones Tierra y libertad).

Imprimé.

Imprimerie Castera, Bordeaux.

1. En 1964, 1170 votants pour le problème du local (*Caliu*, n° 10, juin 1964).

13 cm X 19,5 cm, 32 p.  
Dessins de Toni Vidal.  
Couverture illustrée en bichromie.  
15 F. le n° en 1947.

IFHS : 1947 (n° 32) : 14 ASP 1129.

Notice :

Recueil de chansons révolutionnaires édité par la CNT (*Hijos del pueblo, Himno anarquista, Himno del Primer de mayo, Amarrado a la cadena, La canción del soldado, La Internacional, Canción de guerra, Libertad !.....*).

## CANIGO

Bulletin d'information de la "Société française des Amis de la Catalogne.

Français. Catalan.

N° 1 (20 avril 1945) - n° 9 (20 août 1945).

Rédaction : Toulouse (25 rue Roquelaine).  
Domènec de BELLMUNT, directeur.

Imprimé.

Imprimerie non indiquée.

21 cm X 29 cm (n°s 1 - 3), 8 p., 29 cm X 38 cm (n°s 4 - 9), 4 p.

CEHI : 1945 (n°s 1 - 9) : FC 1.

Notice :

Comme la quasi totalité des publications espagnoles créées au lendemain de la libération de la France, *Foc Nou* a dû s'interrompre en mars 1945 pour ne reprendre, en attendant sa légalisation, qu'en septembre de la même année en tant que "Bulletin intérieur de la section catalane de la Société française des Amis de la Catalogne". Pendant l'interruption de *Foc Nou*, la Société française des Amis de la Catalogne qui s'est constituée à Toulouse édite et envoie à ses abonnés le bulletin d'information appelé *Canigó*<sup>2</sup>.

Dans le premier numéro l'association présente ses objectifs :

aider les Catalans ... et protéger toutes les manifestations culturelles - en particulier littéraires et artistiques - des Catalans en Franco.

*Canigó* est ainsi une "tribune française et catalane" ; il propose à ses lecteurs une information politique et culturelle, avec la participation d'intellectuels catalans et français. L'histoire est présente dans les quatre premiers numéros au travers d'un aperçu de l'histoire de la Catalogne.

2. Antonio RISCO, "Las revistas de los exiliados en Francia", in *El exilio español de 1939*, tome III : *Revistas, pensamiento, educación*, Madrid, Taurus, p. 103.



**C.A.R.**

**Comités antiimperialistas revolucionarios. Emigración.**

Comités antiimperialistas revolucionarios.

Espagnol.

1969 - ?.

Paris.

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 6 pages.

Dessins. 0, 30 F. le n°.

Continuation de : *Comités antiimperialistas revolucionarios*, à partir du n° 11 de mars 1969.

BDIC : 1969 - 1971 (n°s 11 - 36)(manquent n°s 15, 17, 28, 32) : 4°P 7889.

Notice :

Modeste bulletin centré essentiellement sur la lutte contre l'influence américaine en Espagne, en liaison avec les luttes d'opposition menées dans les années 1968-1972 contre la guerre du Vietnam et les dictatures en Amérique latine. Dénonciation, en ce qui concerne l'Espagne, du renouvellement des accords relatifs aux bases américaines et de la pénétration économique et culturelle américaine ; C.A.R. met en relief l'énorme masse d'émigrés économiques espagnols obligés d'aller trouver du travail en France, Allemagne, Suisse, Belgique...

Tant le style des titres <sup>3</sup> et des dessins que le nombre croissant de citations de Mao, indiquent qu'il s'agit d'un bulletin de tendance maoïste. Le bulletin comporte de nombreux articles sur les conditions de vie des émigrés économiques <sup>4</sup>, l'émigration étant considérée comme l'une des conséquences du franquisme.

Le bulletin dénonce la collusion entre Franco et le gouvernement de Georges Pompidou (expulsions, remises d'opposants espagnols à la police franquiste...). Dénonciation aussi de la répression de la manifestation parisienne de soutien aux accusés basques lors du procès de Burgos (novembre 1970). Les CAR saluent avec enthousiasme la création du FRAP (Frente revolucionario antifascista y patriota) <sup>5</sup> et appellent à la création d'un Comité unitaire pro-Frente dans l'émigration.

---

3. Du genre " Quienes son los enemigos del pueblo ? " (n° 13 de mai 1969), "La guerra popular es invencible" (n° 18 d'octobre 1969), "El tigre imperialista yanqui, solo es tigre de papel" (n° 25 de mai 1970).

4. Tel, "La emigración en las chabolas de Saint Denis", dans le n° 19 de novembre 1969.

5. N° 32 (février 1971), 33 (mars 1971) et suivants jusqu'au n° 36 inclus.

## CARA A ESPAÑA

Organo oficial de la Agrupación departamental socialista del Isère.

Partido socialista obrero español.

Espagnol.

N° 1 (octobre 1944) - ?.

Rédaction et administration : Grenoble (4 rue Fourier).  
J. Calderón, rédacteur en chef ; administrateur : Marino.  
*Collaborateurs* : Pedro Ortiz ...

Imprimé.  
Imprimerie Roudet, Grenoble.  
28 cm X 38 cm, 4 p.  
Dessins.  
2 F. le n°.

FPI : 1944 (n° 1) : p. 790.

Notice :

Ephémère journal du PSOE de l'Isère, édité avec appui de la Fédération socialiste française de l'Isère. Il donne, au sortir de la clandestinité, des informations diverses sur le PSOE en exil et les JSE.

## CARTES D'EUROPA

Edició especial per Catalunya.

Moviment socialista català pels Estats units d'Europa.

Catalan.

N° 1 (février 1953) - ?.  
Mensuel puis bimestriel.

Rédaction et administration : Paris 7° (Boîte postale 1507) et Paris 7° (19 rue de Lille).  
Roger BARRIER, directeur ;  
*Collaborateurs* : Carles Pi i Sunyer autres articles non signés.

Imprimé.

---

6. De nationalité française, Roger Barrier est délégué à la propagande du Mouvement européen.

Imprimerie SPI, Paris 9<sup>e</sup>.

21 cm X 27 cm, 4 p.

"1 peseta le n<sup>o</sup> en Catalogne, 20 F. ailleurs".

Tirage : 2.800 à 3.200 exemplaires par mois en 1955 <sup>7</sup>.

AN : 1953 (n<sup>o</sup> 1), 1955 (n<sup>o</sup> 19 : décembre) : INF 937.

BN : 1953 - 1956 (n<sup>os</sup> 1 - 20) : 4<sup>e</sup> Jo 10115.

CEHI : 1953 - 1956 (n<sup>os</sup> 1 - 20) : C 20.

FPI : 1954 - 1955 (n<sup>os</sup> 10 - 15, 18) : p. 809.

#### Notice :

Organe du Mouvement socialiste catalan pour les Etats-Unis d'Europe, ces *Lettres d'Europe*

expriment en toute indépendance l'opinion d'un groupe de Catalans démocrates qui appartiennent à différentes formations politiques et qui travaillent dans le Mouvement européen, au travers du Consell català, pour une Europe unie sous le signe de la liberté.

Antifranquiste et antistalinien, le bulletin proclame :

Catalan : Franco fait l'Espagne communiste, Staline fait l'Europe franquiste. Pour la Catalogne et pour la liberté : ni Franco ni Staline <sup>8</sup>.

Cette publication destinée à la Catalogne informe sur l'activité des institutions catalanes en exil pour souligner la continuité institutionnelle qu'elles représentent et donne des informations que la presse franquiste ne fournit pas (nouvelles d'Europe et d'Espagne, la rubrique "Cròniques de Catalunya" présente des informations sur la Catalogne même). Activation de la mémoire historique catalane par des commémorations, comme celles du 11 septembre 1714 ou de la mort de de Lluís Companys et compte-rendus des Jeux floraux (de 1954 à Sao Paulo, de 1955 au Costa Rica).

### CASAL CATALA. TOLOSA DEL LLENGUADOC

Butlletí interior del casal català.

Casal català. Toulouse.

Catalan.

1951 - ?.

Toulouse.

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 4 p.

Devenu : *Butlletí del Casal català de Tolosa del Llenguadoc*.

CEHI : 1951 (année I, n<sup>o</sup> 4), 1952 (n<sup>os</sup> 8 - 14) : B 28.

<sup>7</sup>. AN, INF 937.

<sup>8</sup>. *Cartes d'Europa*, n<sup>o</sup> 19, décembre 1955.

**Notice :**

La première page de ce modeste bulletin est en général consacrée à la solidarité avec les victimes de la répression en Espagne ; le reste du bulletin présente les activités du Casal català (sorties, théâtre...) et évoque des dates historiques importantes.

<b>CASAL DE CATALUNYA</b>
---------------------------

**Butlletí d'informació interior.**

Casal de Catalunya. Paris;

Catalan.

N° 1 (1er février 1946) - 1958.

Mensuel en 1946, bimensuel en 1947, mensuel en 1949 et en 1950, puis irrégulier.

Rédaction : Paris 9<sup>e</sup> (80 rue Taitbout puis 67 rue Condorcet).

Ronéotypé, puis imprimé du n° 4 (mai 1946) au n° 15 (juin- juillet 1947), puis ronéotypé.

Imprimerie Grifé, Paris 6<sup>e</sup> (4 place Saint Sulpice).

21 cm X 27 cm, 2 à 12 p.

Devenu : *Caliu*.

CEHI : 1946 - 1958 (n° 1 - n° de juin 1958)(la numérotation existe seulement jusqu'au n° 15 de juin- juillet 1947) : B 34.

IEC : 1947 (n° 15), 1957 (mars, juin, octobre), 1958 (janvier, avril) : P O. CAL.

**Notice :**

Bulletin d'information du Casal de Catalunya de Paris dont les présidents successifs ont notamment été : Lluís Nicolau d'Olivera en 1946, Pere Fouché, Joan Masot en 1947, Josep Camps i Coma en 1949, Delmir Ibañez, Josep Sans en 1957, à nouveau Josep Camps en 1958, Ambrosi Carrion et Pere Bonet du POUM. Le bulletin informe ses adhérents des activités du Casal : excursions et visites culturelles, récitals de musique et de chant, ciné-club, cours de catalan, conférences, fêtes, théâtre amateur, orphéon, camping, club de sardanes ...; il fournit également un guide des "maisons catalanes" (ainsi, l'imprimeur J. Griffé qui édite le bulletin est catalan). La rubrique "Arts et lettres catalanes à Paris" recense les publications de livres et revues catalans, les salons d'art catalan et donne des échos sur les Jeux floraux.

## CASTILLA LIBERTARIA

Portavoz de la Regional del Centro C.N.T./A.I.T. Boletín. Puis: Portavoz de la Regional del Centro C.N.T./M.L.E. Boletín interno.

Confederación nacional del trabajo.

Espagnol.

N° 1 (1964 ?) - n° 44 ? (1968 ?).  
Bimensuel puis mensuel.

Paris ?.

Ronéotypé.  
18 cm X 25 cm, puis 21 cm X 27 cm, 6 à 8 p.

Continuation de : *Castilla libre*.

FSS : n° sans date, 1965 (n°s 3, 4, 14, 16 - 23), 1966 (n°s 24 - 29, 31).

Notice :

Bulletin intérieur de la CNT de Castille ; publié selon toute vraisemblance à Paris mais en relations étroites avec l'intérieur comme en témoignent les correspondances et les informations sur la CNT clandestine, à côté de celles provenant de France.

## CASTILLA LIBRE

Confederación nacional del trabajo.

Espagnol.

1949 ? - 1950 ?.  
Mensuel.

Orléans (gérant : Angel Marquez, Cité des Groues).

Devenu : *Castilla libertaria*.

Non localisé.

Notice :

Le périodique précédent, *Castilla libertaria*, semble avoir été précédée par *Castilla libre*, publié à Orléans en 1949-1950 (le n° 2 est de juillet 1949) et dont cinq numéros au moins ont vraisemblablement paru ; aucun exemplaire n'a été retrouvé ?.

---

9. Information donnée par Daniel Kolf Dupuy, CIRA, Paris.

## CATALONIA

### Butlletí d'informació d'Aliança nacional de Catalunya a França.

Aliança nacional de Catalunya.

Catalan.

Nº 1 (1945) - nº 4 (25 juillet 1945) ? <sup>10</sup>.

S.l. [Perpignan].

Imprimé.

Imprimerie du Midi, Perpignan.

32 cm X 24,8 cm, 8 p.

CEHI : 1945 (nºs 1 - 4) et 2 nºs sans date : C 8.

#### Notice :

Bulletin d'information de l'Alliance nationale de Catalogne, section catalane de l'UNE, où le PSUC est hégémonique.

## CATALONIA

### Publicació bimensual catalana. Puis : Publicació catalana.

Catalan.

Nº 1 (25 mars 1945) - nº 9 (février - mars 1946).

Périodicité bimensuelle puis irrégulière.

Rédaction, administration, publicité : Paris 9º (51 rue de Douai).

Marinette TORRENTS, directeur (nº 2 du 22 avril 1945) puis : J. Torrents, administrateur .

*Collaborateurs* : Just Cabot, Jaume Canyameres, Abelard García, Josep Quero Molares, Josep Quintanz, Marian Rubió, Nicolau M. Rubió, Anna María Sagi, Joan Tauler <sup>11</sup>, Joaquim Termes <sup>12</sup>, Ramón Xuriguera ...

Imprimé.

Imprimerie Espagnole, Paris 14º (9 rue Hallé). Puis : S.I.A.C., Paris 11º (148 rue Amelot).

23,5 cm X 32 cm, 4, 6 ou 8 p.

Dessins.

10. Les trois premiers numéros ne portent pas de date.

11. Joan TAULER, ami intime et ancien secrétaire de Lluís Companys.

12. Joaquim TERMES, président de l'Alliance nationale de Catalogne de Paris.

4 F. en 1945 et en 1946.

BDIC : 1945 (n<sup>os</sup> 4 - 8), 1946 (n<sup>o</sup> 9 ? : février- mars) : 4<sup>o</sup>P 4467.

BN : 1945 (n<sup>o</sup> 1 : 25 mars) : 4<sup>o</sup> Jo. 3391.

CEHI : 1945 (n<sup>o</sup> 1), 1946 (n<sup>o</sup> 6) : C 21.

FPI : 1945 (n<sup>o</sup> 2) : p. 822.

Notice :

*Catalonia* est une publication indépendante, quoique probablement proche de l'Esquerra republicana de Catalunya<sup>13</sup>. Elle donne des informations sur l'activité des gouvernements républicain et catalan mais elle se préoccupe surtout des manifestations de la culture catalane en exil (expositions artistiques, publications, concerts de Pau Casals...). Elle annonce la constitution de Cultura catalana<sup>14</sup> et les premières manifestations du nouvel organisme, telle la célébration du centenaire de Jacint Verdaguer.

Les lecteurs de *Catalonia* se sont regroupés en une *Penya Catalonia* ; ce n'est pas une association proprement dite mais la réunion de quelques amis de la publication qui se réunissent chaque jeudi de 17h à 19h dans une salle que leur réserve le propriétaire de la brasserie du 59 rue Lafayette<sup>15</sup>.

## CATALUNYA

Portantveu de l'Aliança nacional de Catalunya. Puis : Organ d'Aliança catalana a França. Puis, à partir du 1er novembre 1944 : Organ d'Aliança nacional de Catalunya a França.

Aliança nacional de Catalunya.

Catalan.

1943 (?) - 1945.

Périodicité inconnue puis hebdomadaire ("sort le dijous").

S.l. puis Toulouse. A partir du n<sup>o</sup> 9 adresse indiquée : Toulouse (Hôtel du Grand Balcon, 6 rue Romiguières).

*Collaborateurs* : Pau Balsells, Joan Català, Jaume Comas, Lluïsa Mamiac, Romà de Montigalà, Pere Montsec, Ramón Pujol, Genis Valldarera ...

Imprimé.

Imprimerie clandestine puis non indiquée.

20,5 cm X 14 cm, 4 p. (mars 1944).

13. Dans *Catalonia*, année II, n<sup>o</sup> 6, février-mars 1946, Josep Sars, secrétaire général des Joventuts d'Esquerra republicana Estat català (JEREC) fait un compte-rendu de la Conférence mondiale de la jeunesse qui s'est tenue à Londres en octobre 1945. Et *Catalonia* suit particulièrement l'évolution de l'E.R.C. (congrès et "impressions d'un vieux militant d'ERC", Josep Quintana, dans le n<sup>o</sup> 6).

14 *Catalonia*, année I, n<sup>o</sup> 4, 30 juin 1945, p. 1.

15. *Catalonia*, année I, n<sup>o</sup> 4, 30 juin 1945, p. 5.

29,5 cm X 39 cm, 2 p. (n° 6), puis 28 cm X 38 cm, 4 p. (n° 9 et 10), puis 42 cm X 55 cm, 2 p. (n° 11) et 42,5 cm X 60 cm, 2 p. (n° 13).

Photos, caricatures après août 1944.

Abonnement : 72 F. pour 6 mois, et 3 F. le n° en 1944.

A pour supplément : *Catalunya. Portantveu d'Aliança catalana (U.N.E.). Suplement setmanal del departament de l'Haute-Garonne.*

BDIC : 1944 (n° 6 : 23 septembre, n° 9 - 10 : 18 et 25 novembre, n° 13 : 21 décembre) : G F° P 3214 B et Mfm P 27.

BN : 1944 (mars) : Rés. G. 1472 (Esp. 1). 1944 (n° 10 : 25 novembre) : Fol. Jo. 4772.

CEHI : 1944 (n° 9 - 13), 1945 (n° 14 - 18) : C 8.

IEC : 1944 (n° 6, 7), 1945 (n° 17, 18) : P O. CAT.

IFHS : n° 11 (7 décembre 1944) : 14 ASP 2078.

#### Notice :

Organe de l'organisme catalan affilié à l'UNE, *Catalunya* a paru clandestinement, probablement dès 1943<sup>16</sup> ; l'Alliance nationale de Catalogne qui se veut "partie intégrante de l'Union nationale de tous les Espagnols pour le renversement de Franco et de la Phalange" proclame, en mars 1944, dans le bulletin que :

le sort de la Catalogne est lié à celui de l'Espagne... aujourd'hui ce qui opprime la Catalogne c'est le régime nazi-phalangiste de Franco.

En rendant hommage à Lluís Companys, le bulletin réaffirme le programme de l'ANC et de l'UNE :

renversement de Franco et de la Phalange, pour... un gouvernement d'union nationale..., expulsion de l'appareil d'État et, tout d'abord, de l'armée de tous les phalangistes..., libération des emprisonnés et retour en Espagne des exilés forcés..., rétablissement de la liberté de presse, de réunion et d'association..., élection démocratique par les peuples hispaniques d'une Assemblée constituante.

Après la Libération, *Catalunya* est distribuée en kiosques. En tant que publication catalane, elle célèbre les dates et les personnages importants pour la Catalogne ; elle lance les mêmes mots d'ordre que le reste de la presse de l'UNE et insiste, comme cette dernière, sur la nécessité de l'unité et de l'action.

## CATALUNYA

Première époque : "Catalogne". Journal hebdomadaire. Organe des immigrés catalans.

Deuxième époque : Organ de l'Aliança nacional de Catalunya a Paris i Zona Nord de França.

Aliança nacional de Catalunya.

Catalan. Français.

Première époque : n° 1 (5 août 1939) - n° 5 (2 septembre 1939).

16. Le numéro de mars 1944 porte "n° 4".



Deuxième époque : n° 1 (11 septembre 1944) - n° 9 (15 novembre 1944).  
Hebdomadaire.

Première époque : Paris.

Deuxième époque : rédaction et administration : Paris 16° (11 avenue Marceau) ;  
Mathilde Koenig, "gérant provisoire" et Josep Torrents, administrateur (Paris 9°,  
51 rue de Douai).

*Collaborateurs* : Pau Alquier, Amadeu Bernadó, A. Blanxart, Abelard García,  
Josep Quero i Molares <sup>17</sup>, A. Rocà i Coll, Nicolau M. Rubió, Rafael Tasis, Joan  
Tauler, Joaquim Termes ...

Imprimé.

Deuxième époque : Imprimerie SPI, Paris 9°.

56 cm X 45 cm, 2 p. (n° 5 du 18 octobre : 4 p. : numéro extraordinaire dédié à  
Lluís Companys).

Photos, dessins (de Quelus, Gralla, Joan Rebull, Martí Bas ...).

2 F. puis 3 F. le n° (5 F. le n° extraordinaire).

"Publié sous la responsabilité de l'Alliance nationale de Catalogne et du C.A.D.I."

BDIC : deuxième époque : 1944 (n°s 1 - 9) : G F° P 3214 A.

BN : première époque : 1939 (12 - 26 août : n°s 2 - 4, mais manquent en place en  
mai 1982) ; deuxième époque : 1944 (n°s 1 - 9, manquent n°s 5 et 6) : Gr. fol. Jo.  
2044.

CEHI : première époque : 1939 (n°s 1 - 5), deuxième époque : 1944 (n°s 1 - 9) :  
GC 3.

Notice :

Publiée de façon éphémère l'été 1939, le premier numéro de la  
seconde époque de *Catalunya* sort le 11 septembre 1944, peu après la  
reconstitution de l'Aliança nacional de Catalunya de la Zone Nord de ce qu'il est  
l'organe ; cette date lui permet de commémorer le 11 septembre 1714, jour  
où les Bourbons détruisirent le dernier réduit de Catalogne.

*Catalunya* honore les martyrs catalans, tels Joan Peiró, les frères  
Miret, Lluís Companys <sup>18</sup>, mais aussi les Catalans célèbres : Picasso, "un  
grand artiste, un homme libre", Pau Casals, "premier violoncelliste du  
monde, le plus célèbre des Catalans, qui continue en exil", mais aussi le  
Docteur Josep Trueta dont les découvertes en matière médicale et  
chirurgicale sont louées par les scientifiques britanniques. Le journal  
annonce également les différentes initiatives culturelles catalanes <sup>19</sup>.

*Catalunya* est diffusée au local de l'Aliança nacional, mais aussi  
à la Librairie espagnole de la rue Gay-Lussac et dans différents kiosques  
parisiens (grands boulevards, Quartier latin, place de l'Etoile...). Les  
rubriques régulières sont : "Que se passe-t-il dans le monde ?", "Nouvelles  
de là-bas", "La question espagnole dans la presse française". *Catalunya*  
développe une rubrique intéressante sur "Les écrivains français amis", où  
elle met à l'honneur Louis Aragon, Jean Camp et Albert Camus, évoqués à  
la fois au travers de leur oeuvre et de leur solidarité active avec l'Espagne  
républicaine.

---

17. Josep QUERO I MORALES, ancien ministre catalan et ancien sous-secrétaire d'Etat aux  
Affaires étrangères de la République.

18. Evoqué dès la première parution, un numéro spécial lui est consacré : le n° 5 du 18 octobre  
1944.

19. Comme le Centre Toulouse-Barcelone d'études économiques et sociales, la Fondation Ramón  
Lull.

## CATALUNYA

Portantveu d'Aliança catalana (U.N.E.). Suplement setmanal del departament de l' Haute-Garonne. Puis : Portantveu de l'Aliança nacional de Catalunya (U.N.E.).

Aliança nacional de Catalunya.

Catalan.

N° 1 (14 septembre 1944) - n° 6 (13 novembre 1944).  
Hebdomadaire.

Rédaction et administration : Toulouse (Hôtel Grand Balcon, 8 rue Romiguières).  
Collaborateurs : Lluís Capdevila <sup>20</sup>, Roderic Fontseca, Pere Grau, Jordi de Montroig, J. Nart-Rodes ...

Imprimé.

Imprimerie non indiquée.

25 cm X 31,5 cm, 4 p.

Photos.

2 F. puis 2,50 F. le numéro en 1944.

Est supplément de : *Catalunya. Organ d'Aliança catalana a França* .

BDIC : 1944 (n°s 1 - 6 : 14 septembre - 13 novembre) : G F° P 3214 C.

BN : 1944 (n°s 5, 6 : 2, 13 novembre) : Fol. Jo. 4772.

CEHI : 1944 (n°s 1 - 5) : C 8.

### Notice :

Ce *Catalunya*, publié également par l'Aliança nacional de Catalunya, est un supplément destiné au département de la Haute-Garonne. La deuxième époque commence à partir du 14 septembre 1944 <sup>21</sup>. *Catalunya*, comme les autres publications du même nom, s'intéresse à la lutte nationale catalane et à l'action au sein de l'UNE.

*Catalunya* effectue des interviews et reportages auprès de personnalités françaises importantes du département (Jean Cassou dont "l'amitié envers nous autres les réfugiés est des plus désintéressées, des plus nobles, des plus pures" <sup>22</sup>, Pierre Bertaux, commissaire de la République...).

Le bulletin informe sur les manifestations de l'Alliance dans la région, non seulement dans le département de la Haute-Garonne mais aussi à Perpignan ou à Montauban.

20. Voir notice biographique.

21. Peut-être a-t-il paru aussi clandestinement ou se base-t-il sur le *Catalunya* de Toulouse dont il est supplément et qui a paru clandestinement.

22. *Catalunya*, n° 1, 14 septembre 1944, p. 1.

## CATALUNYA REPUBLICANA

Portantveu de la "Conjunció republicana resistent de Catalunya".  
*El Poble català en la resistència (França). Edició per l'interior i l'exterior.*

Conjunció republicana resistent de Catalunya.

Catalan.

1948 - ?.

Périodicité irrégulière.

S.l. <sup>23</sup>.

*Collaborateurs* : Jordi Costa i Roca, Lluís Fortet Iglesias, Jaume Garona, Joan Gili Ferran <sup>24</sup>, Serafín Marín Cayre <sup>25</sup>, Magi Riart...

Imprimé.

Imprimerie non indiquée.

21 cm X 27 cm, puis 23 cm X 31 cm, 4 p.

Continuation de : *El Poble català*.

IEC : 1948 (n<sup>os</sup> 19 : janv, 20 : fev, 21 : juin, 22 :juil) : P O. CAT.

Notice :

Porte-parole à l'intérieur et en exil de la Conjonction républicaine résistante de Catalogne (CRRC), ce bulletin indique en 1948 qu'il est dans sa troisième époque : il revendique la continuation d'*El Poble català*, publié en 1939-1940 et dans la clandestinité <sup>26</sup> ; le titre a été changé, disent ses animateurs, pour marquer la "fidélité aux idéaux républicains et à la liberté de notre peuple", car "nous fûmes les premiers à parler, dans la Résistance, de résistance catalane".

La CRRC est à l'origine la filiale catalane du Mouvement d'unité républicaine, le MUR, succédant ainsi de fait à l'Alliance nationale de Catalogne. Ses deux animateurs initiaux sont le Dr Joan Aguasca Codina, ancien président de l'UNE et de l'ANC, et Joan Gili Ferran.

## CATALUNYA SOCIALISTA

Organ en llengua catalana del Partit obrer d'unificació marxista (P.O.U.M.).

23. D'après un rapport des Renseignements généraux de 1948 (AN, F7 15589), le lieu de la rédaction serait Perpignan (2 bis place du Puig).

24. Joan GILI FERRAN, avocat, délégué national de la FEREF, secrétaire-général de la Conjonction républicaine résistante de Catalogne, vice-président en 1945 de l'Amicale des anciens FFI et guérilleros espagnols (AN, F7 15589).

25. Voir notice biographique.

26. *Catalunya republicana*, n<sup>o</sup> 19, janvier 1948.

Partido obrero de unificación marxista. Partit obrer d'unificació marxista, secretariat català del P.O.U.M. a França.

Nº 1 (20 mai 1947) - ?.

Paris.

Ronéotypé.

18,5 cm X 27,5 cm 14 p.

5 F. le nº.

FPI : 1947 (nº 1) : f. 829.

**Notice :**

Bulletin édité, en catalan, par le POUM, pour montrer qu'il ne se désintéresse pas des problèmes de la Catalogne, où il participe à l'Alliance des forces démocratiques. Le parti entend limiter les dépenses de propagande en exil afin d'aider ceux qui luttent à l'intérieur, aussi le bulletin reste-t-il modeste ; on y trouve des informations sur la Catalogne et les mouvements antifranquistes.

### CENCERRO (EL) DE LA FEDERACION LOCAL DE LE SOLER

**Boletín interno gratuito. Federación local Le Soler de la C.N.T. de España en el exilio.**

Confederación nacional del trabajo.

1964 ? - ?.

Périodicité inconnue.

Le Soler (Pyrénées-orientales).

IISG : 1965 (nº 4) : 4º C/ Div.

**Notice :**

Bulletin intérieur de la CNT, publié à Soler, dans les Pyrénées-orientales.

### CENIT

**Cénit. Revista de sociología, ciencia y literatura.**

Confederación nacional del trabajo.

Espagnol.

N° 1 (janvier 1951) - n° 264 (juin 1992) ...  
Mensuel. Bimestriel. Trimestriel. Bimestriel.

Direction : Antonio GARCIA BIRLAN (Dionisios), Paris 10<sup>e</sup> (24 rue Sainte Marthe) et administration : Martín Villarupla <sup>27</sup>, Toulouse (4 rue de Belfort).  
A partir du n° 13 (janvier 1952), administration : J. Cazorla, Toulouse (4 rue de Belfort) et, à partir du n° 20 (août 1952): Federica Montseny.  
Ensuite, administration : Paris 20<sup>e</sup> (33 rue des Vignoles).  
Charles Durand, directeur-gérant, puis Etienne Guillemau <sup>28</sup>.

**Comité de rédaction** à partir du n° 13 : Evelio G. Fontaura, José Peirats, Juan Ferrer.  
Du n° 20 au n° 47 (novembre 1954) : Federica Montseny, José Peirats, Juan Ferrer.  
Du n° 48 au n° 85 (janvier 1958) : Federica Montseny, secrétaire de rédaction.  
Du n° 86 au n° 160 (septembre - octobre 1964), rédaction : Federica Montseny, José Borraz, Miguel Celma <sup>29</sup>.  
Du n° 161 au n° 188 (mai - juin 1969), rédaction : Federica Montseny, Ramón Liarte.  
A partir du n° 189 (juillet-août 1969), rédaction : Federica Montseny, Miguel Celma, puis avec José Muñoz Congost <sup>30</sup>. Puis, rédaction : José Muñoz Congost, Federica Montseny <sup>31</sup>.

**Collaborateurs** : Felipe Alaiz, Octavio Alberola <sup>32</sup>, Severino Campos, Albert Camus, J. Capdevila, Eusebio C. Carbó, J. Carmona Blanco, Campio Carpio, Alberto Carsi, Hem Day, Osmañ Desiré, Germinal Esgleas, Luce Fabbri, Ugo Fedeli, Victor García, J. García Pradas, J. Guiraud, Adolfo Hernández, Renée Lamberet, Benito Milla, Vladimiro Muñoz, Floreal Ocaña, Cosme Paules, Dr Amparo Poch, André Prudhommeaux, J.M. Puyol, Herbert Read, Eugen Relgis, J.

---

27. Martín VILARRUPLA, secrétaire de culture et de propagande de la CNT au moment de la création de *CeNit*.

28. Militants de la CNT française. Etienne Guillemau est président dans les années 50 (54) du Comité national de la Section française de Solidarité internationale antifasciste (SIA).

29. Voir notice biographique.

30. Voir ainsi *Cénil*, année XXXIX, n° 259, décembre 1989.

31. Voir ainsi *Cénil*, année XXXXI, n° 264, 30 juin 1992.

32. Octavio ALBEROLA (né en 1928), sort d'Espagne en 1939 avec ses parents : son père, José Alberola, est un actif militant de la CNT qui se réfugie au Mexique (voir sa notice biographique à son nom au journal *C.N.T.*). Octavio Alberola étudie le génie civil à l'Université autonome de Mexico ; organisateur des Jeunes libertaires, il est, pour ses activités politiques, détenu quelque temps sans jugement en 1948 dans une prison clandestine du ministère de l'Intérieur. Il réside en Europe depuis 1962 et y est dirigeant de la FIJL jusqu'en 1969. Il est arrêté en Belgique en 1968 sous l'accusation de tentative d'enlèvement du ministre franquiste Alberto Ullastres ; il l'est également en France, en 1973, dans l'affaire des GARI -Groupes d'action révolutionnaires internationalistes. Collaborateur assidu de la presse libertaire espagnole, il obtient en 1978 le prix d'*El Viejo Topo* pour l'essai *Ética y revolución*. Il réside en France où il travaille activement à la sauvegarde de la mémoire populaire latino-américaine. Auteur notamment de *Determinismo y libertad*, Mexico, 1949 et, en collaboration avec Ariane GRANSAC, de *El anarquismo español y la acción revolucionaria, 1961-1974*, Paris, Ruedo Ibérico, 1975, 381 p. (Entretiens divers avec Octavio Alberola).

Ruiz, Bertrand Russell, Angel Samblancat, Héctor R. Schujmman, Dr Pedro Vallina, Manuel Valdívieso, José Viadiu, Mariano Vifuales ...<sup>33</sup>.

Imprimé.

Imprimerie SGI, Toulouse. A partir de 1958 : Imprimerie des Gondoles, Choisy-le-Roi.

21 cm X 27 cm, 32 p.

Photos, dessins, caricatures, couverture couleur.

Dessins de Antonio García Lamolla <sup>34</sup>, Antolín, Call, Forcadell ...

Abonnement trimestriel : 180 F. en 1951, 204 F. en 1954, 234 F. en 1957 ;  
abonnement annuel : 12 NF. en 1962, 9 NF. en 1964, 12 F. en 1971. Numéro : 70  
F. en 1951, 80 F. en 1954, 3 NF. en 1962, 10 F. en 1992.

Tirage : 3.000 à 3.500 exemplaires par mois en 1951, 3.300 en 1954 (dont 9.00  
abonnements), 2.000 en 1960 <sup>35</sup>.

Supplément de : *CeNit*, à partir de 1983.

BDIC : 1951 - 1992 (n<sup>os</sup> 1 - 459) : 4<sup>o</sup> P 5523.

BN : 1951 ... (n<sup>o</sup> 1... ) : 4<sup>o</sup> Jo. 8379.

FPI : 1951 - 1988 (n<sup>os</sup> 1 - 256) : p. 840.

#### Notice :

*Cé nit* est la publication de l'exil espagnol qui fait preuve de la plus remarquable longévité : créée en janvier 1951, elle paraît toujours en 1992, après avoir été éditée régulièrement pendant quarante-deux années, même si la périodicité a quelque peu varié. Création du Secrétariat de culture et de propagande de la CNT, orientée vers la sociologie, la science et la littérature, elle reprend quasiment le même sous-titre que la fameuse revue anarchiste *La Revista blanca* <sup>36</sup>, fondée par Federico Urales et Soledad Gustavo <sup>37</sup>, les propres parents de Federica Montseny, la principale animatrice de *Cé nit*.

De présentation soignée, sur papier glacé, avec de belles illustrations en première et dernière page et une couverture en couleur, *Cé nit* souhaite lutter contre l'idée vulgaire que beaucoup de gens ont de l'anarchisme. Entre le capitalisme et le "soit-disant communisme", entre "l'exploitation de l'homme par l'homme et celle de l'homme par l'Etat", l'anarchisme entend, en effet, proposer un autre type de société. Sans faire référence à l'actualité, *Cé nit* se dédie à une réflexion plus durable, ouverte à tous ceux dont la pensée est respectable -même si elle est différente de la

---

33. Nombre des collaborateurs vivent en Amérique latine : Vladimiro Muñoz (Uruguay), Mariano Vifuales et Pedro Vallina (Mexique) ; J.M. Puyol est en Afrique du Nord et Herbert Read en Grande-Bretagne.

34. Voir notice biographique.

35. AN, INF 936. Selon les archives de l'Imprimerie des Gondoles, le tirage de *Cé nit* en 1960 se situe plutôt autour de 1.600 exemplaires ; ce tirage demeure inchangé jusqu'en 1968 où il connaît une augmentation de 5%, conservée jusqu'en 1970. Toujours selon ces archives, le tirage diminue alors de 10%. A partir de 1984-1985, le tirage baisse de 10% chaque année.

36. *La Revista blanca (sociologia, ciencia, arte) , revista quincenal ilustrada*, a paru de 1898 à 1905 et de 1923 à 1936.

37. Federico URALES est le pseudonyme de Joan Montseny ( Carret (1864-1942) et Soledad GUSTAVO celui de Teresa Mañé ( Miravent (1866-1939), son épouse. Instituteurs anarchistes, ils ouvrent ensemble une école laïque à Reus en 1892, et développent une grande activité comme écrivains, fondant *La Revista blanca* en 1898, à laquelle ils collaborent tous deux.

sienne ; perméable à l'humour *Cénil* se veut "moyen de libération morale, indispensable pour toute autre libération" <sup>38</sup>.

Au cours de plus de quatre décennies d'existence, *Cénil* a abordé de très nombreux thèmes littéraires, philosophiques, historiques, artistiques et scientifiques ; la création littéraire -poésie et nouvelles- y a été présente et elle a su attirer la collaboration de nombreux intellectuels, proches ou non de la mouvance anarchiste.

CeNIT <sup>39</sup>
---------------------

**Organo de la C.N.T.-A.I.T.- Regional del exterior. Portavoz de la C.N.T. de España.**

Confederación nacional del trabajo.

Espagnol.

N° 1 (4 janvier 1983)...  
Hebdomadaire.

Direction : Miguel CELMA, puis José MUÑOZ CONGOST et Tomás MARCELLAN.

Correspondants : Floreal Castilla (Caracas), Fernando Ferrer (Orléans), Fidel Gorrón Canoyra (Madrid), Federica Montseny (Toulouse), José Muñoz Congost (Limoges) [puis Miguel Celma -Cepet-].

Administration : Roque Llop Convalia <sup>40</sup>, Paris 20° (33 rue des Vignoles), puis CNT-AIT, même adresse.

Correspondance et rédaction : Miguel Celma, Cepet (Fronton, Haute-Garonne : 2, route de Gargas), puis José Muñoz Congost, Limoges (4 boulevard des Vanteaux), et Imprimerie des Gondoles, Choisy-le-Roi.

Directeur de la publication : Etienne Guillemau, Choisy-le-Roi (Imprimerie des Gondoles, 4-6 rue Chevreul).

*Collaborateurs* : J. Bassons, Luis Bujan, José Molina, José de Sais, B. Torre-Mazas <sup>41</sup>...

Imprimé.

Imprimerie des Gondoles, Choisy-le-Roi.

27,5 cm X 42,5 cm, 8 p., puis 20,5 cm X 26,5 cm, 12 p.

Dessins, photos.

Abonnement annuel : 240 F. en 1983 et 1984, 290 F. en 1992 ; 5 F. le n° en 1983 et 1984, 6 F. en 1992.

Tirage : autour de 3.600 exemplaires par semaine en 1983, 2.500 en 1992 <sup>42</sup>.

---

38. *Cénil*, n° 1, janvier 1951.

39. La présentation typographique du titre le rapproche de la revue précédemment présentée, tout en jouant sur le signe de la CNT

40. Voir notice biographique.

41. Pseudonyme de Miguel Celma, sous lequel il a écrit *Anales del exilio libertario (Los hombres, las ideas, los hechos)*, tome 1, Toulouse, Ediciones CNT, 1985, 264 p., publié en feuilleton dans *CeNIT*.

42. Informations données par l'Imprimerie des Gondoles, le 7 juillet 1992 : *CeNIT* connaît chaque année une diminution du tirage d'environ 10%, pour se stabiliser autour de 2.500 exemplaires en

A pour supplément : *Cénit*, à partir de 1983.

BDIC : 1983 - 1994 (n° 1...) : F° P 4224.

Notice :

De création récente, *CeNIT* se présente comme la fusion des deux publications jumelles de la CNT créées en 1944, *C.N.T.* et *Solidaridad obrera* ; celles-ci, interdites en 1961 par le gouvernement français, ont été remplacées par *Espoir* et *Le Combat syndicaliste* <sup>43</sup>. Au début des années 1980, *Espoir* et *Le Combat syndicaliste* qui connaissent des difficultés financières, fusionnent à la suite d'une décision d'un Plenum de la CNT, pour donner naissance à *CeNIT* hebdomadaire, toujours publié en 1994. Tourné à la fois vers l'Espagne et vers l'émigration, *CeNIT* suit l'actualité et publie des articles historiques (ainsi qu'un éphéméride), donne des informations sur la CNT et offre à ses lecteurs un service de librairie.

## CENSURA CONTRA LAS ARTES Y EL PENSAMIENTO

Patrocinado por el Congreso por la libertad de la cultura.

Congreso por la libertad de la cultura;

N° 1 (juillet - septembre 1964) - n° 10 ? (octobre - décembre 1966).  
Trimestriel.

Rédaction : Paris 8° (104 boulevard Haussmann).

Comité de direction : J. BLOCH-MICHEL, Ignacio IGLESIAS. J. BLOCH-MICHEL, directeur -gérant

Imprimé

Imprimerie Polyglottes, Paris 12°.

24 cm X 32 cm, 12 p.

2,50 F. le n°, abonnement annuel : 8 F.

CEHI : 1964 - 1966 (n° 1 - 10) : C 16.

FPI : 1964 - 1965 (nos 1 - 5) : p. 841.

Notice :

Publication du Congrès pour la Liberté de la culture qui a comme objet de signaler les entorses à la liberté d'expression dans le monde dans le domaine littéraire, artistique et de la pensée ; de courtes présentations historiques (pornographie et censure, problèmes africains...) accompagnent la description de faits de censure dans divers pays.

---

1992 (avec environ 1.500 abonnés et 150 à 200 services gratuits servis à des bibliothèques et des organismes divers).

43. Ainsi, *CeNIT* se présente, dans le prolongement de ces titres, comme une nouvelle série, et indique discrètement qu'il s'agit de sa 38° année (et que son n° 1 est en réalité le n° 2.213).



## CENTRE CATALA DE MARSELLA

Butlletí interior del centre cultural de Marsella.

Catalan.

Rédaction : Marseille (4 rue Saint Jacques)

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 10 à 12 p.

Devenu: *Centre cultural català*.

CEHI · 1961 (n<sup>os</sup> 1 - 5), 1965 (octobre), 1966 (mars) : B 12.

Notice :

Bulletin intérieur du Centre culturel catalan de Marseille, fondé en 1918. Il s'intéresse à la langue catalane et au théâtre ; il publie des poèmes et des études sur Mistral ou J. Vicens i Vives et donne des échos de la Catalogne.

## CENTRE CULTURAL CATALA

Voir précédemment.

## CENTRO DE ESTUDIOS PABLO IGLESIAS

Partido socialista obrero español. Unión general de trabajadores.

Espagnol.

N<sup>o</sup> 1 (avril 1962) - n<sup>o</sup> 68 (1971).

Mensuel puis bimestriel et trimestriel.

Rédaction : Paris 15<sup>e</sup> (31 rue général Beuret)

Mariano ROJO, directeur (1962 - 1968)<sup>44</sup>, Cesar BARONA (1968 - 1971).

44. Mariano ROJO (né à Madrid en 1906), député du PSOE de 1931 à 1933, sous-directeur général du ravitaillement civil à Valence et à Barcelone pendant la guerre civile. S'exile le 6 février 1939 et

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 39 p.

CEHI : 1962 - 1969 (n<sup>os</sup> 1 - 5, 7, 8, 22, 60, 61, 63) : C 2.  
FPI : 1962 - 1971 (n<sup>os</sup> 1 - 68) : p. 842.

**Notice :**

L'objectif du Centre d'études Pablo Iglesias, hébergé au local de la section SFIO du 15<sup>e</sup> arrondissement (qui publie *Vaugirard socialiste*) est de:

mobiliser la pensée de chaque camarade et l'envie d'en savoir davantage et mettre ce qu'il apprend au service des idées.

Pour provoquer des échanges d'idées et parfaire la formation des militants, diverses séries sont publiées : doctrine et politique, économie politique, organisation, problèmes syndicaux et économiques et, chaque mois, un thème de discussion est proposé (comme celui de la main d'oeuvre étrangère). Des textes des pères fondateurs du socialisme espagnol alternent avec des exercices militants (organisation de la vie militante, savoir mener une discussion, améliorer son éloquence...) et des analyses de l'histoire de l'Espagne.

<b>CERCLE GARCIA LORCA</b>
----------------------------

**Association culturelle franco - espagnole : bulletin intérieur d'information.**

1944 (?) - ?.

Casablanca.

Ronéotypé.  
21 cm X 33 cm, 2 p.

FPI : 1945 (15 décembre : n<sup>o</sup> 8) : p. 3882.

**Notice :**

Feuille d'annonce des activités culturelles de l'Association culturelle franco-espagnole de Casablanca : concert de musique classique, conférence sur Cervantes, récital de poésie, salon de peinture...

---

se rend à Perpignan, avec l'autorisation du général Ménard, il s'occupe, comme délégué régional du SERE, du recensement des réfugiés espagnols internés dans les camps. Devient ensuite délégué de la JARE, accrédité auprès de la Légation du Mexique pour organiser la réémigration des réfugiés (AML, 89/31, M<sup>o</sup> 3, liasses 1 à 3).

## CERVANTES

### Boletín.

Comisión de relaciones de la CNT de España del núcleo de Orléans.

Espagnol.

Nº 1 (octobre 1955) - ?.

*Collaborateurs* : Luis Company, Clavelina Ferrer, Fernando Ferrer, Santiago Iribarria, Adolfo Pastor, Francisco Vilaró.

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 7 p.

Dessins.

BDIC : 1955 (nº 1)(photocopie) : en cours de catalogage <sup>45</sup>.

### Notice :

Numéro spécial consacré exclusivement à la commémoration du 350<sup>e</sup> anniversaire de la publication du *Quijote*.

## CIRCULAR DE SOLIDARIDAD DE TRABAJADORES VASCOS

Solidaridad de trabajadores vascos. Comité consultativo permanente.

1947 - ?.

Non localisé.

### Notice :

Circulaire périodique du syndicat basque Solidarité des travailleurs basques (cité dans *Alderdi*, n° 15, 1948, p. 10. qui parle du n° 25 de mai 1948 de cette circulaire : ce numéro publie des comptes rendus du XXIV<sup>e</sup> congrès national de la CFTC et de la conférence intersyndicale européenne à laquelle STV a été invitée, ainsi que des nouvelles de l'intérieur).

## CLAM

Butlletí d'informacions catalanes. Editat per "Les Amis de la culture catalane" de Marseille (França).

45. Don de Fernando Ferrer, communiqué par Jeanine Sodigné-Loustau.

Amis de la culture catalane.

Catalan.

N° 2/3 (janvier - février 1973) - ?.  
Mensuel.

Correspondance : N. Canadell, Aix-en-Provence (25 parc Beauregard).

Imprimé.  
Imprimerie Offset Saintey, Marseille.  
14 cm X 21 cm, 8 à 12 p.

Continuation de : *Bullett d'informacions catalanes*.

IEC : 1973 (n°s 2/3 - 6) : P O. CLA.

Notice :

Bulletin d'information, principalement politique, qui donne des informations sur les luttes en Espagne (le mouvement ouvrier à la SEAT, les positions de l'Assemblée de Catalogne...).

<b>CLARIDAD</b>
-----------------

Organo de la Agrupación socialista de Argel (P.S.O.E.). Puis :  
Portavoz del Partido socialista obrero español en Africa del Norte.

Partido socialista obrero español.

Espagnol.

N° 1 (septembre 1945) - ?.  
Mensuel.

Alger (?).  
Eustaquio CAÑAS, directeur.  
*Collaborateurs* : Julio Alvarez del Vayo, Ambrosio Gutierrez, Ramón Lamonedá,  
Fermín Mendieta, José Sanchis-Banus, Enrique de Santiago...

Imprimé.  
Imprimerie non indiquée.  
30 cm X 46 cm, 2 et 4 p., puis : 46 cm X 61 cm, 4 p.  
Photos.  
5 F. le n° en 1945.

FPI : 1945 (n°s 1 - 3) : p. 872.

Notice :

Bulletin publié en Algérie par le PSOE, tendance de Ramón Lamonedá et de Ramón González Peña, partisans de Juan Negrín qui, selon

eux, "ébauche la politique qui doit...conduire à la reconquête et à la reconstruction de l'Espagne" 46.

**C.N.T.**

**Confederació regional del treball de Catalunya a l'exil, C.N.T. -  
M.L.E. : butlletí d'informació interior.**

Confederación regional del trabajo.

" Llibertat, justícia social. Obrers : l'unió fa la força ".

Catalan.

N° 1 (mars 1959) - ?.  
Périodicité inconnue.

Administration : Ivry (Antoine Millera, 5 rue du Quartier parisien). Rédaction :  
sous-comité régional.

Imprimé.  
Imprimerie SGI, Toulouse.  
21,5 cm X 27 cm, 4 p.

BN : 1959 (n° 1 - 7), 1960 (n° 8) : 4° Jo 14555.  
FPI : 1959 (n° 3 : mai -juin) : p. 5104.  
ISG : 1959 - 1960 (n° 2, 5, 7, 8) : 4° C /Div.

Notice :

Edité sur papier bible, ce bulletin intérieur est  
vraisemblablement destiné à être diffusé clandestinement en Espagne.

**C.N.T.**

**Organo oficial del Comité nacional del Movimiento libertario en  
Francia (n° 1 - 24) . Puis : Boletín interior de la C.N.T. (M.L.E.F.) (n° 1 - 4,  
2ème série). Puis : Boletín interior del M.L.E.-C.N.T. en Francia (2ème série,  
n° 25). Puis, à partir du n° 50 (21 mars 1946) : Portavoz del M.L.E.- C.N.T. en  
Francia 47. Puis, à partir du n° 224 (24 juin 1949) : Portavoz de la C.N.T. de  
España en el exilio.**

46. *Claridad*, n° 3, novembre 1945, en 1ère page.

47. Pendant une longue période, à partir du n° 106 du 12 avril 1947, *C.N.T.*, pour bien marquer son caractère légal, porte également un sous-titre français : "Organe hebdomadaire du M.L. espagnol-C.N.T. en France, dûment autorisé par arrêté ministériel n° 11.651 en date du 9 mars 1946".

Confederación nacional del trabajo.

Espagnol.

Première série : n° 1 (5 septembre 1944) - n° 24 (22 février 1945).

Deuxième série : n° 1 (17 mars 1945) - n° 4 (7 avril 1945), puis n° 25 (15 septembre 1945) au n° 862 (5 novembre 1961).

Hédomadaire.

Autorisation de paraître du 9 mars 1946 <sup>48</sup>.

Interdit par arrêté ministériel du 2 novembre 1961 (*Journal officiel* du 3 novembre 1961, p. 9985).

Rédaction et administration : Bourse du Travail, Toulouse (place Saint Sernin) puis : Francisco CARREÑO <sup>49</sup>, Toulouse (50 allées Jean Jaurès).

A partir de mars 1947, administration : Roque Santamaría et direction : Felipe ALAIZ, Toulouse (50 allées Jean Jaurès, puis 4 rue Belfort).

En 1948 : Paris 11<sup>e</sup> (1 rue Fontaine au Roi) puis Paris 10<sup>e</sup> (24 rue Sainte Marthe), puis Toulouse (4 rue Belfort) à nouveau à partir de 1950.

Directeurs politiques : Juan FERRER FARRIOL à partir de 1948, puis : Federica MONTSENY et José PEIRATS VALLS.

Charles Durand puis Etienne Guillemau, directeurs de publication. Valério Mas-Casas est administrateur en 1954 <sup>50</sup> et Francisco Olaya en 1960.

Collaborateurs : José Alberola <sup>51</sup>, Eusebio C. Carbó, Alberto Carsi, Germinal Esgleas, Gaston Leval, Gregorio Olivan, J. García Pradas, Victor Sanz, Agustín Souchy ...

Imprimé.

Imprimerie du Sud-Ouest, Toulouse, puis Imprimerie SPI, Paris 9<sup>e</sup> et Imprimerie SGI, Toulouse.

25 cm X 33 cm, 8 p. Puis : 50 cm X 65 cm, 2 p. Puis : 45 cm X 56 cm, 30 cm X 47 cm, 45 cm X 56 cm. 4 p.

Dessins, caricatures (notamment d'Arguelles, Call, Antonio Téllez...).

2 F. le n° en 1944, 5 F. en 1946

Tirage : 14.000 exemplaires par semaine en 1946, 13.500 en 1947 <sup>52</sup>, 9.500 en 1950, 9.000 en 1951, 7.000 en 1954 (dont 2.400 abonnements), 6.000 en 1960 <sup>53</sup>.

---

48. Pour 2.500 exemplaires par semaine et 4 pages de format 43 cm X 60 cm ; papier alloué : 330 kg par mois.

49. Voir notice biographique.

50. Valerio Juan MAS-CASAS (né en 1894) ancien ministre du gouvernement de la Généralité de Catalogne ; en exil, métayer dans l'Aridge, secrétaire de culture et propagande du Secrétariat intercontinental de la CNT en 1954 (AN, INF 936 et AMI, Mi 34363 liasse 2).

51. José ALBEROLA (1896 - Mexico, 1967), professeur, il fonde avec l'appui de la CNT de nombreuses écoles rationalistes, dispensant un enseignement laïque, scientifique et libertaire, dans la lignée de l'Escuela moderna de Francisco Ferrer y Guardia. Polémiste et conférencier connu, trésorier de *Solidaridad obrera* à Barcelone et rédacteur, avec José Peirats et Felipe Aláiz de la revue *Ética* de Lérida, opposée à la collaboration de la CNT au gouvernement. Il s'exile au Mexique en 1939 ; il est assassiné à Mexico le 1er mai 1967, alors que son fils Octavio, dirigeant des FJL, est dans la clandestinité en Europe (voir sa biographie à la revue *Cénit*) (Entretiens avec Octavio Alberola).

52. *Informe del Secretariado del Comité nacional del MLE-CNT en Francia*, 1947, p. 14 (Anexo n° 3 : *Administración de C.N.T., órgano del MLE-CNT en Francia. Informe a las Federaciones locales*). Document mis à notre disposition par Tomás Marcellán.

53. AN, INF 936 et 937. Les chiffres donnés par le ministère de l'Information, basés sur les déclarations des responsables de publications et, surtout, des imprimeurs peuvent être considérés comme fiables, alors que ceux indiqués dans les rapports des Renseignements généraux, basés sur des informations diverses, ne sont pas toujours précis ; ainsi, un rapport de 1948 parle d'un tirage

Paru sous le titre de : *Boletín interior de la C.N.T. (M.L.E.F.)* du 14 avril 1945 au 12 septembre 1945 (2ème série : n<sup>os</sup> 5 - 24).  
Devenu : *Despertar* en 1961, puis *Espoir* en 1962.

BDIC : 1947 (n<sup>os</sup> 92, 98 - 100, 108, 123), 1949 - 1961 (avec quelques lacunes) :  
G F° P 3279 ; 1945 - 1961 (n<sup>os</sup> 25 - 862) (manquent n<sup>os</sup> 142, 144, 147, 648, 762) :  
Mfm P 19 / 1 - 5<sup>54</sup>.  
BN : 1944 (n<sup>os</sup> 1 - 862) : Gr. fol. Jo. 3870.  
FPI : 1944 (n<sup>os</sup> 2, 3, 5 - 10, 13), 1945 - 1961 (n<sup>os</sup> 1 - 827 ; manquent quelques numéros) : p. 894/895.  
IFHS : 1945 (n<sup>o</sup> 1) - 1961 (n<sup>o</sup> 862) [manquent quelques numéros et les années 1955 - 1959 ?] : 14 ASP 2056, 1692, 1693, 1694, 1696, 42, 130, 163, 242, 1636, 1637, 1616.

#### Notice :

Les débuts de l'un des deux organes nationaux d'expression de la CNT ont été difficiles ; apparu pour la première fois début septembre 1944, peu de temps après la libération de Toulouse, le journal sort régulièrement jusqu'au 22 février 1945, date à laquelle les journaux espagnols qui ont été édités sans autorisation préalable ne doivent plus paraître avant d'en obtenir une. Alors, pendant quatre livraisons, *C.N.T.* change de numérotation et de format et arbore le sous-titre de *Boletín interior*, avant de devenir simple bulletin intérieur jusqu'en septembre 1945 ; à cette date, le caractère de publication à diffusion interne n'est affichée à nouveau qu'en sous-titre. Ce n'est seulement qu'à partir du n<sup>o</sup> 50 du 21 mars 1946, après avoir obtenu l'autorisation de paraître, que *C.N.T.* peut s'intituler *Portavoz del M.L.E.-C.N.T. en Francia*.

La publication de *C.N.T.* est ensuite parfaitement régulière, chaque semaine, jusqu'à son interdiction en novembre 1961, après dix-huit années d'existence, animée par les principaux dirigeants de la Confédération. *C.N.T.* est l'un des organes d'expression de la fraction majoritaire "apolitique" de la CNT après la scission confédérale de 1945 ; pour des raisons de moindre coût de fabrication, le journal est publié quelques années à Paris avant de revenir à Toulouse.

Sous des titres de rubriques qui ont évolué au cours des années, *C.N.T.* donne à la fois des informations concernant l'exil et l'évolution politique de l'Espagne, le journal tient ses lecteurs au courant des activités de la CNT et s'intéresse constamment aux questions culturelles.

### C.N.T. BOLETIN DE INFORMACION DE LA C.N.T. DE ESPAÑA EN EL EXILIO

Confederación nacional del trabajo.

Espagnol.

---

de *C.N.T.* à 20.000 exemplaires alors que ce chiffre correspond aux premiers mois d'après la Libération (AN, F7 15589).

54. La collection de la BDIC a pu être complétée grâce à Antonio Téllez et la BDIC a prêté à la Bibliothèque nationale les numéros qui lui manquaient.

195 ? - ?  
Périodicité inconnue.

Toulouse.  
Collaborateurs : Germain Esgleas...

Ronéotypé.  
20,5 cm X 30,5 cm. 27 p.  
Diffusion interne.

IISG : 1955 (novembre): 4°B / Div.

Notice :

Modeste bulletin intérieur d'information édité par le Secrétariat intercontinental de la CNT : nouvelles internationales et des autres courants politiques de l'exil

<b>C.N.T. BOLETIN DE ORIENTACION E INFORMACION DE LA MILITANCIA CONFEDERAL EXILIADA EN AFRICA DEL NORTE</b>
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Confederación nacional del trabajo.

Espagnol.

N° 1 (1946) - ?.  
Périodicité inconnue.

S.l.

IISG : 1946 (n°s 1, 2) : 4° C / Div.

Notice :

Bulletin intérieur de la CNT édité en Afrique du Nord.

<b>C.N.T. MARITIMA</b>
------------------------

Confederación nacional del trabajo.

Espagnol.

1945 - ?.

Bordeaux.



Archives "Base" de Montady <sup>55</sup> : 1945 (n<sup>os</sup> 1 - 3).

Notice :

Bulletin de la CNT destiné aux travailleurs des zones maritimes.

<b>COMBAT (LE) SYNDICALISTE</b>
---------------------------------

**Organe officiel de la Confédération nationale du travail, section française de l'Association internationale des travailleurs.**

Confederación nacional del trabajo.

Français. Espagnol.

N<sup>o</sup> 173 (28 déc 1961) - n<sup>o</sup> 1201 (1982).  
Hebdomadaire.

Rédaction et administration : Paris 9<sup>e</sup> (39 rue de la Tour d'Auvergne), Paris 10<sup>e</sup> (24 rue Sainte Marthe), puis Paris 20<sup>e</sup> (33 rue des Vignoles).

Raymond Fauchois, puis J. Soriano gérant. Roque Llop, administrateur.

Rédaction des pages en espagnol : Juan Ferrer.

*Collaborateurs* : Manuel Buenacasa, Pérez Gúzman, Angel Samblancat...

Imprimé.

45 cm X 56 cm, 4 p.

Imprimerie des Gondoles, Choisy-le-Roi.

Abonnement annuel en 1963 : 5 NF. (version française), 20 NF. (version franco-espagnole).

Tirage : 9.500 par semaine en 1961 <sup>56</sup>.

BDIC : 1962 - 1982 (n<sup>os</sup> 173 - 1201) : G F<sup>o</sup> P 3428.

BN : 1962 - 1982 : Gr. fol. Jo. 4629.

Notice :

Après l'interdiction, en décembre 1961, de *Despertar*, *Boletín confederal* et *Solidaridad* (eux-mêmes continuateurs de C.N.T. et *Solidaridad obrera* prohibés un mois auparavant), *Le Combat syndicaliste*, organe de la CNTF, section française de l'AIT, offre des pages en espagnol aux militants de la CNT exilés, membres également de l'AIT et

statutairement adhérents de la CNT française, section de cette organisation. Or, la grande majorité des exilés, s'ils parlent souvent difficilement le français, le lisent encore plus mal et ne l'écrivent, à vrai dire, pas du tout. Les laisser

---

55. José Peirats a habité Montady près de Capestang dans l'Hérault, comme en témoigne une lettre à Daniel Guérin du 24 janvier 1974 (BDIC, Fol. 721/39/3).

56. Archives de l'Imprimerie des Gondoles.

coupés de nous, en acceptant le fait accompli, provoquerait la désagrégation de la section française de l'AIT et la condamnerait à disparaître à brève échéance<sup>57</sup>.

A partir de son n°173 du 28 décembre 1961, *Le Combat syndicaliste* devient bilingue et hebdomadaire ; la section française de l'AIT entend démontrer ainsi, malgré les difficultés et les problèmes financiers rencontrés, que l'internationalisme et la solidarité ne sont pas pour elle des formules creuses.

*Le Combat syndicaliste* publié depuis 1945 et devenu en avril 1947 l'organe officiel de la CNTF, section française de l'AIT, avait paru jusqu'alors de façon irrégulière -sept à dix fois par an environ à la fin des années cinquante. La CNT espagnole constitue une force importante comparativement à la CNT française et ce sont surtout les Espagnols qui viennent apporter forces militantes et ressources financières pour assumer la publication du *Combat syndicaliste* devenu l'organe commun des deux CNT<sup>58</sup>.

## COMBATE

Boletín de la U.G.T. de España. Puis : Boletín de la Unión general de trabajadores de España. Delegación en Francia del Comité nacional.

Unión general de trabajadores.

Espagnol.

1966 (?) - ?.

Correspondance : Victoriano LEIRA AMADO, Paris 2° (19 rue Grenéta).

Collaborateurs : Bruno Alonso, José Bullejos, Carlos Hernández Zancajo...

Ronéotypé.

21 X 27, 4 à 16 p.

FPI : 1966 - 1967 (n°s 2, 4, 5 - 6/7 et supplément au n° 4) : p. 911.

Notice :

Publication d'une fraction de l'UGT qui se réclame de l'UGT de l'intérieur et s'oppose à la commission exécutive dont Pascual Tomás est secrétaire<sup>59</sup>.

57. *Le Combat syndicaliste*, n° 173, 28 décembre 1961.

58. A partir de 1961 Jean Maitron n'inclut plus *Le Combat syndicaliste* dans sa bibliographie de l'anarchisme français et c'est à partir de cette date que nous l'incluons dans celle de l'exil espagnol (Jean MAITRON, *Le mouvement anarchiste en France*, tome 2 : *De 1914 à nos jours*, Paris, François Maspero, 1975, pp. 73-74).

59. Tendence animée par des représentants de la "minorité parlementaire", installée principalement au Mexique : long passif de divergences entre les socialistes exilés au Mexique et ceux de France pour la direction de l'exil (cf. Carlos et José MARTINEZ COBO, *La Primer.ª renovación. Intrahistoria del PSOE*, vol 1 (1939-1945), *op. cit.*, pp. 247-248).

## COMBATE

Organo de la Liga comunista revolucionaria. Edición para Francia.  
Puis : Organo de la Liga comunista revolucionaria. Organización simpatizante de la IVa Internacional. Edición exterior. Puis : Organo de la L.C.R. - E.T.A.-VI. Organización simpatizante de la IVa Internacional. Edición para el extranjero.

Liga comunista revolucionaria.

Espagnol.

1972 ? - 1976 ?.  
Périodicité irrégulière.

Paris 4° (10 impasse Guéméné).  
Henri WEBER, directeur.

Renéotypé puis imprimé.  
Imprimerie C.I.R., Paris 11° (5 avenue de la République).  
21 cm X 27 cm, 28 à 32 p.  
Photos.

Supplément de : *Rouge*.

BDIC : 1972 (mai, juin/juillet), 1973 (mars/avril, octobre), 1974 (janvier, juin),  
1975 (septembre), 1976 (mars) : 4° P 9189 et 9189/A.

Notice :

Organe d'expression des militants trotskystes de la Ligue communiste révolutionnaire espagnole, sympathisante de la IV<sup>e</sup> Internationale : *Combate* publie des textes programmatiques et des informations sur les luttes en Espagne. Il s'agit d'une édition extérieure de l'organe de la LCR espagnole, publiée en général en espagnol (une seule édition spéciale en français en 1975), avec l'aide de la LCR française <sup>60</sup>.

## COMBATE

Organo del Partido socialista obrero español. Puis : Boletín interior de la Agrupación de Toulouse (PSOE) . puis : Portavoz de la sección local de Toulouse. Puis : Portavoz de la Agrupación socialista de Toulouse.

Partido socialista obrero español.

60. Fusionnée avec ETA-VI<sup>e</sup> assemblée à partir de la fin 1973 (voir *Combate* de janvier 1974) ; ETA-VI est un groupe issu de l'ETA qui a scissionné pour marquer son "l'abandon du nationalisme petit-bourgeois, l'adoption d'une conception léniniste sur la question nationale et le point de départ d'un chemin encore long et difficile vers le marxisme-révolutionnaire".

Espagnol.

N° 1 (janvier 1971) - ?.

Toulouse.

*Collaborateurs* : José Barreiro, Carlos Martínez Cobo, José Martínez Cobo ..

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm ou 21 cm X 29,7 cm, 8 à 16 p.

FPI : 1971 (n°s 1, 2, 4 - 6 et n° sans date), 1972 (n°s de février, mai, novembre), 1973 (n° sans date), 1974 (n° 8) : p. 915.

Notice :

Bulletin intérieur de la section socialiste de Toulouse : articles historiques (sur Pablo Iglesias, Francisco Largo Caballero, Julián Besteiro), amendements au programme du PSOE présentés par la section (janvier 71). Un numéro spécial fait un bilan des luttes ouvrières en Espagne de 1971 à 1978.

<b>COMISION DE RELACIONES DE TARRASSA</b>
-------------------------------------------

**Circular.**

Confederación nacional del trabajo.

Espagnol.

1945 - ?.

Toulouse.

*Collaborateurs* : F. Sabat, A. Cabanes, F. Marín.

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm 2 à 6 p.

CEHI : 1945 (n°s 2 - 4), 1946 (n°s 6 - 8, 10, 11) : C 6.

Notice :

Modeste circulaire interne qui donne des informations sur la CNT, la liste des militants morts dans les camps nazis ; lors de la scission de 1945, elle se déclare impartiale <sup>61</sup>.

---

61. *Comisión de relaciones de Tarrassa*, n° 6, 30 novembre 1945.

## COMISION DE RELACIONES EN EL EXILIO

### Boletín interno de información.

Confederación nacional del trabajo.

? - ? .

Toulouse.

Imprimé.

21 cm X 28 cm. 10 p.

IFHS : 1950 (n° 15 : novembre, n° 16 : décembre) : 14 ASP 1705.

Notice :

Bulletin intérieur de la CNT.

## COMISION INTERCONTINENTAL DE RELACIONES EN EXILIO

### Boletín interno.

Federación anarquista ibérica. Comisión intercontinental de relaciones (CIR).

Espagnol.

197 ? - ? .

Périodicité irrégulière.

S.l.

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm , 16 à 32 p.

BDIC : 1972 (décembre), 1973 (février, mai, septembre), 1974 (mars, décembre/janvier), 1975 (février - mars, avril, mai, juin, juillet) : 4°P 8190.

Notice :

Bulletin intérieur de la FAI qui se présente, dans la filiation de la FAI historique, comme

une association d'anarchistes volontairement organisés qui a comme finalité de faire connaître les principes essentiels de l'anarchisme, de les propager et de les défendre... La FAI adopte comme méthode tactique dans l'organisation et l'application de ses activités l'action directe...<sup>62</sup>.

La Commission intercontinentale de relations (CIR) est un organe fédérateur de groupes anarchistes. Le bulletin présente des textes de

62. *Comisión intercontinental de relaciones en el exilio*, n° de février 1973, pp. 21-22.

réflexion sur l'anarchisme et une tribune de discussion (notamment pour la préparation de congrès de la CNT en exil, de l'AIT et de l'Internationale des Fédérations anarchistes).

### COMMISSIONS OUVRIERES. BULLETIN D'INFORMATION

Comisiones obreras. Delegación exterior.

Français.

1972 ? - 1973 ?.

S.l.

Ronéotypé.

21 cm X 29,7 cm, 18 à 20 p.

BDIC : 1972 (n° 18), 1973 (n° sans numérotation) : 4° P 7932.

Notice :

Bulletin de la délégation extérieure des Commissions ouvrières qui publie des nouvelles brèves sur les luttes ouvrières en Espagne, des communiqués de presse, des informations sur le procès de ses militants (procès 1001 de 1972 contre Marcelino Camacho, Nicolas Sartorius et sept autres dirigeants).

### COMITES ANTIIMPERIALISTAS REVOLUCIONARIOS.

C.A.R. Emigración.

Comités antiimperialistas revolucionarios.

Espagnol.

1968 ? - 1969.

Mensuel.

S.l. puis Paris.

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 6 p.

Des. ins. 0, 30 F. le n°.

Devenu: C.A.R. à partir du n° 11 de mars 1969.

BDIC : 1968 - 1969 (nos 7 - 10) : 4° P 7889.

Notice :

Voir C.A.R.

<b>COMPANYA</b>
-----------------

**Organ del Consell nacional de la U.D.C.**

Unió de Dones de Catalunya.

Catalan.

N° 1 (août 1946) - ?.  
Périodicité irrégulière.

Rédaction : Toulouse (Antonia Torrubia, 19 bis rue Volta).  
Collaboratrices : María Teresa Gibert <sup>63</sup>, Pilar Gímenez, Montserrat Jordi, María Prat, María Puig, Julia Serra ...

Imprimé.  
24,5 cm X 35,5 cm, puis 29 cm X 39,5 cm, 4 à 8 p.  
Photos, dessins.  
8 F., puis 5 F. et 10 F. le n° (selon le nombre de p.).

CEHI : 1946 (n°s 1, 2), 1947 (n°s 6, 7) : FC - 1.

Notice :

Publication de l'Union des femmes de Catalogne, l'UDC, proche de l'Unión de Mujeres españolas avec laquelle elle "partage les mêmes objectifs primordiaux" ; *Companya* est dédiée

aux femmes catalanes de l'exil afin qu'elles apportent leur contribution à la lutte contre le phalangisme nazi qui a rendu notre peuple esclave... pour la Catalogne, pour la République <sup>64</sup>.

Les rubriques régulières sont : "Informations des départements" et "La lutte en Catalogne".

<b>COMUNA</b>
---------------

**Revista libertaria.**

---

63. María Teresa Gibert est présidente du Conseil national de l'UDC

64. *Companya*, n° 1, août 1946.

N° 1 (mars 1973) <sup>65</sup>.

Rédaction : Paris 20° (33 rue des Vignoles).

Ronéotypé.  
21 cm X 29,7 cm, 16p.  
Caricatures.

Collection privée (Daniel Rolf Dupuy, CIRA, Paris) : 1973 (n° 1).

Notice :

*Comuna* veut être une "tribune pour les différentes tendances libertaires et il peut y apparaître des positions opposées" ; publiée par le groupe anarchiste du Lycée espagnol de Paris, dont les membres n'appartiennent "à aucune organisation car ils n'en ont rencontré aucune qui réponde aux nécessités et désirs d'émancipation de la classe dominée".  
Articles sur le catholicisme espagnol, la circulaire Fontanet, les bals et la famille.

## COMUNICACIONES

Boletín del Grupo de comunicaciones en Francia : U.G.T. - F.S.M.

Unión general de trabajadores.

N° 1 (février 1946) - 7.  
Périodicité irrégulière.

Rédaction et administration : Paris 3° (Union des syndicats français de la région parisienne : 29 boulevard du Temple), puis : Paris 10° (Fédération nationale des travailleurs des PTT : 213 rue La Fayette).  
*Collaborateurs* : A. Romani, A. Villacanas.

Imprimé.  
Imprimerie non indiquée.  
21 cm X 27 cm, 4 ou 6 p.

FPI : 1946 (n°s 1, 2) : p. 952.

Notice :

Bulletin des travailleurs des communications (PTT), lié à l'UGT-  
Junta central de Luis Cabo Girona, proche du PCE.

## CONCORDIA

Semanario confidencial de política española.

---

65. Le n° 2 annoncé pour avril n'est sans doute pas paru.



Espagnol puis français (à partir du n° 21 du 22 novembre 1962) et à nouveau en espagnol.

N° 1 (5 juillet 1962) - ?.  
Hebdomadaire.

Rédaction : Paris 19° (F. BERNAD- TERMES, directeur - adjoint : 50 avenue Simon Bolivar)

Ronéotypé.  
21 X 27, 8 p.  
Rameau d'olivier en première page.

CEHI : 1962 - 1966 (n°s 1 - 10, 37 - 42, 49, 53, 54, 57, 61, 62, 67) : C 2.  
FPI : 1962 - 1966 (n°s 1, 3 - 18, 21 - 24, 27 - 32, 37 - 44, 46 - 48, 50 - 69) : p. 971.

Notice :

Bulletin édité par une équipe de jeunes "qui n'avaient pas atteint leur majorité" à la fin de la guerre civile ; *Concordia* se veut un "point de convergence de toutes les tendances de l'Espagne actuelle", car

Dans l'Espagne de Franco, il y eut des choses mauvaises et des choses bonnes, nous manquions d'objectivité et nous ne le reconnaissons pas ainsi. Mais, bien que nous convenions que dans le régime actuel des oeuvres de mérite ont été réalisées, ce dont nous aurons l'occasion de parler, Franco a commis une erreur imardonnable : celle de castrer intellectuellement toute une race... <sup>66</sup>.

Le bulletin, qui s'envoie par correspondance, publie des articles sur la censure espagnole, sur l'Université -qui au lieu d'éveiller les intelligences les endort, à preuve que l'Espagne n'est pas un pays démocratique-, sur les revendications ouvrières, les droits de l'homme, l'opposition espagnole....

## CONGRESO DE LOS DIPUTADOS

Presidencia del Excmo. Sr. D. Diego Martínez Barrio. Diputación permanente.

1939 - ?.

Paris.

Impr.mé.  
Imprimerie Santillana, Paris 7° (9 rue du Cherche-Midi).  
21,5 cm X 30 cm, 2, 4 ou 40 p.

FPI : 1939 (n°s 3, 6, 7 et 31 mars) :

---

66. *Concordia*, n° 1, 5 juillet 1962.

**Notice :**

Continuation de *Sesiones de la Diputación permanente de Cortes*, publiées en Espagne, ce bulletin donne un compte rendu des sessions parlementaires des Cortes, avec un résumé des interventions des députés.

**CONSTRUCCION**

**Delegación exterior de Comisiones obreras : boletín informativo.**

Comisiones obreras.

Español.

N° 1 (1974) - ?.

Paris.

Ronéotypé.

21 cm X 29,7 cm, 20 p.

UPI : 1974 (n° 1) : p. 980.

tin des Commissions ouvrières du bâtiment constitué  
rticles de la presse espagnole sur la question (études sur  
nstruction, les accidents du travail..).

**CRISOL**

**Boletín cultural y político de las Juventudes socialistas de España  
en Oran.**

Juventudes socialistas.

Español.

1955 - ?.

Trimestriel.

Oran.

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 10 p.

FPI : 1955 (n° 2) : p. 1022.

Notice :

Bulletin surtout culturel et historique édité par les Jeunesses socialistes en Algérie (articles sur octobre 1934, Hemingway, le 12 octobre...), préoccupé de ce que

la formation d'une jeunesse dans l'exil est difficile... [confrontée à] un vide dont la cause principale est l'éloignement de la patrie

<b>CRISOL</b>
---------------

Organo de las F.I.J.L. de la Zona Norte. Puis : Organo de las Juventudes libertarias (F.I.J.L.). Federaci on local de Paris.

Federación ibérica de las juventudes libertarias.

Espagnol. Esperanto.

1945 ? - 1960 ? .

Paris 10<sup>e</sup> (6 rue de la Douane). (La correspondance et l'argent doivent être envoyés à : Germinal, 1 rue de la Fontaine au Roi, Paris 11<sup>e</sup>).

Ronéotypé.

21 cm X 31 cm. 8 p.

BN : 1951 - 1955 (n°s 25 - 45, octobre et novembre 1955) (quelques numéros manquent), 1958 (n°s de février, mars, avril-mai, juin-juillet, octobre), 1960 (n° de décembre-janvier-février) : 4° Jo 8950.

IFHS : 1946 (n° 5 : février, n° 6 : mars) : 14 ASP 1954.

IISG : 1945 - 1948 (n°s 1, 3, 4-5, 7, 10-11, 13-18, 20), 1953 (n° 38) : 4° C.

Notice :

Bulletin de liaison modeste publié par les Jeunesses libertaires de Paris : préparation de congrès, textes de réflexion politique ou culturelle, informations sur les activités de différents groupes de province et de la région parisienne (activités politiques, mais aussi culturelles : visites au Musée de l'Homme, au Louvre, au Palais de la Découverte, conférences...). Position anti-participationniste. Une page est rédigée en espéranto.

## CRUZ ROJA ESPAÑOLA REPUBLICANA

### Comité de Paris. Boletín interior de información.

Cruz roja española republicana.

Espagnol.

Rédaction : Paris 11<sup>e</sup> (11 rue Gerbier).

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 8 p.

CEHI : 1974 (n° 15 : mars) : B 36.

#### Notice :

Reconstituée dès la libération de la France, la Croix-rouge républicaine espagnole a organisé divers dispensaires jusqu'à sa dissolution en 1986 (ainsi, à Paris, le dispensaire "Cervantes", rue Monge, et celui du Passage du Génie)<sup>67</sup> ; ce bulletin interne destiné à préparer l'Assemblée générale de l'association, en présente les comptes financiers, la liste des membres actifs (148 en 1974) et prévoit le renouvellement du bureau.

## CUADERNILLOS DE FRENTE LIBERTARIO

Federación ibérica de las juventudes libertarias. Grupo acción directa.

N° 1 (juillet 1975) - ?.

Paris.

Imprimé.

Imprimerie spéciale de *Frente libertario*, Paris 3<sup>e</sup> (10 rue de Montmorency).

6 cm X 18 cm, 24 p.

FPI : 1975 (n° 1) : p. 5213.

#### Notice :

De très petit format, le seul numéro connu est un *Manual del joven militante (en la clandestinidad)* qui donne des conseils pour éviter d'être suivi, pour savoir ce que l'on ne doit pas garder chez soi, sur les lieux de réunions, les trajets, les horaires et les rendez-vous, sur une alarme bien organisée ; il est conseillé aux jeunes militants de ne pas prendre de notes

<sup>67</sup> Voir Alicia ALTED VIGIL, "La Cruz Roja republicana española en Francia, 1945-1986", *Historia contemporánea*, n° 6, 1991, pp. 223-249.

écrites et il leur est indiquée l'attitude à tenir devant la police pendant les interrogatoires...

## CUADERNOS

**Revista trimestral del Congreso por la libertad de la cultura.**

Congreso por la libertad de la cultura.

Espagnol.

N° 1 (mars-mai 1953) - 1965.

Trimestriel puis bimestriel dès le n° 3 ou 4 puis mensuel à partir du n° 48 (mai 1961).

Administration : Paris 8<sup>e</sup> (41 avenue Montaigne), puis : Paris 1<sup>er</sup> (18 avenue de l'Opéra) ; rédaction : Paris 8<sup>e</sup> (23 rue de la Pépinière) puis Paris 1<sup>er</sup> (18 avenue de l'Opéra)

P. BOLOMEY, directeur- gérant jusqu'au n° 35 (mars-avril 1959) et François Bondy, directeur de publication jusqu'au n° 27 (nov-déc 57).

Rédacteur en chef : Julián Gorkín, secrétaire de rédaction : Ignacio Iglesias <sup>68</sup>.

Puis, à partir du n° 28 (janvier- février 1958) : direction-administration : Julián GORKIN et Ignacio IGLESIAS.

A partir du numéro 37 (juillet-août 1959) et jusqu'au n° 38 (septembre-octobre) compris : Luis ARAQUISTAIN, directeur, Julián Gorkín rédacteur en chef et Ignacio Iglesias, secrétaire de rédaction.

À partir du n° 39 <sup>69</sup> : Julián GORKIN, directeur et Ignacio Iglesias, secrétaire de rédaction.

Puis R. FERRAND, J. CARAT et Germán ARCINIEGAS, directeurs.

A partir du n° 57 (février 1962), comité de rédaction : Alberto Baeza Flores, Damián Carlos Bayón, Julián Gorkín, Ignacio Iglesias.

*Collaborateurs* : Theodor W. Adorno, Francisco Alaya, Victor Alba, Georges Altman, Carlo Antoni, Raymond Aron, Franz Borkenau, Jean Bloch-Michel, José Bullejos, Albert Camus, Michel Collinet, Claude Couffon, Mamadou Dia, Theodor Draper, William Faulkner, Gilberto Freyre, Boris Goldenberg, Natalicio González, Jorge González Camarena, Jean Cassou, Jacinto Luis Guereña, Aldous Huxley, Karl Jaspers, Luis Jiménez de Asúa, Arthur Koestler, Armand Lanoux, Salvador de Madariaga, Norman Mailer, André Malraux, Jacques Maritain, Claude Mauriac, Joaquín Maurín, Pierre Mendès-France <sup>70</sup>, Federica Montseny, Alberto Moravia, Nicolas Nabokov, Jawaharlal Nehru, Boris Pasternak, Mario Pedrosa, André Philip, Gaëtan Picon, Henry Poulaille, Luis Quintanilla, Carlos M. Rama, Antoni Rovira i Virgili, Maximilien Rubel, Claudio Sánchez Albornoz, Ramón J. Sender, Arturo Serrano Plaça, Ignacio Silone, Upton Sinclair, Boris Souvarine, Ruiño Tamayo, Víctor Raúl Haya de la Torre, Arnold J. Toynbee, Arturo Uslar Pietri, Fernando Valera, Rebecca West...

Imprimé.

68. Dès le n° 4 et peut-être le n° 3...

69. Après la mort de Luis Araquistáin.

70. "Un socialismo moderno", n° 44 de septembre-octobre 1960.

Imprimerie SNEP, Paris 2<sup>e</sup> (100 rue Réaumur), puis: Imprimerie EP, Paris 12<sup>e</sup>, Imprimerie SNEP, Imprimerie de Clichy (36 rue Aubouin), Imprimerie Réaumur (100 rue de Réaumur). Imprimerie EP, Imprimerie Typographique Firmin-Didot et Cie, Mesnil (Eure), puis EP.

18,5 cm X 25,5 cm, 96 p. à 112 p.

Couverture couleur. Photos.

Abonnement annuel : 450 F. en 1953 et 25 N.F. en 1963; 125 F. le n° en 1953, 3 F. le n° en 1963.

A pour supplément : *El porvenir de la libertad* (Informes presentados en la Conferencia de Milan, 12 - 17 septembre 1955), supplément au n° 16 (janvier - février 1956), *Los gobiernos representativos y las libertades en los nuevos Estados*, supplément au n° 34 (janvier - février 1959), *Democracia, nacionalismo y militarismo*, supplément au n° 45 (novembre - décembre 1960), *Cuba 1961*, supplément au n° 47 (mars - avril 1961)...

BDIC : 1953 - 1965 (n°s 1 - 100) : 4° P 5926.

BN : 1953 - 1965 (n°s 1 - 100) : 4° R 7294.

FPI : 1953 - 1965 (n°s 1 - 100 et nombreux suppléments) : p. 1039.

IFHS : 1953 (n°s 1, 2), 1954 (n° 4), 1955 - 1962 (n° 10 : janvier - février 1955 - n° 58) : 14 ASP 438, 466, 2035.

#### Notice :

La revue se présente ainsi :

Fondée sous les auspices du Congrès pour la liberté de la culture, la revue trimestrielle *Cuadernos* se propose comme objectif fondamental de défendre la liberté la plus gravement menacée à notre époque : celle de la réflexion critique et créatrice, rebelle aux propagandes dirigées et aux consignes de partis. Cette liberté, consubstantielle à notre raison d'être et d'exister, sera défendue par *Cuadernos* au moyen d'une lutte tenace contre tous les obstacles et toutes les entraves qui essaient de s'opposer à la libre manifestation de l'esprit critique et de la pensée, qui constituent la conquête de plus grande valeur de l'homme et des peuples. Notre revue ouvre ses pages à la collaboration des intellectuels de toutes les tendances démocratiques...<sup>71</sup>

Constitué à Berlin en juin 1950, par 118 écrivains, artistes et scientifiques originaires de vingt pays, le Congrès pour la liberté de la culture réunit des intellectuels, des artistes et des scientifiques de pays et tendances variés, dont "l'unique commun dénominateur consiste dans la volonté de défendre le droit de critique et la pensée libre"<sup>72</sup>. Des publications en diverses langues sont, directement ou indirectement, les organes d'expression du Congrès<sup>73</sup>; *Cuadernos* est la revue en espagnol qui manquait.

Animés par des exilés espagnols -au premier rang desquels d'anciens responsables du POUM-, les *Cuadernos* sont une revue ouverte sur l'Amérique latine ; ils comptent avec la participation de la plupart des intellectuels espagnols et de nombre de dirigeants politiques de l'exil - communistes exceptés- et ils attirent la collaboration d'une pléiade d'écrivains de divers pays. Revue à la périodicité croissante, d'une longévité

71. *Cuadernos*, n° 1, mars - mai 1953.

72. Ses présidents d'honneur étaient Benedetto Croce, John Dewey, Karl Jaspers, Salvador de Madariaga, Jacques Maritain, Bertrand Russell, Reinhold Niebuhr (les deux premiers étaient morts en 1952); le président de l'exécutif était Denis de Rougemont et le secrétaire général Nicolas Nabokov.

73. Ainsi : *Preuves, Kontakte, Liberta della cultura, Bulletin of American committee for cultural freedom, Freedom first, C.C.F. vews, Les Amis de la liberté...*

importante, les *Cuadernos* sont d'une grande richesse par le nombre et la qualité de leurs collaborateurs et ils marquent la première ouverture d'ampleur de l'exil sur l'Amérique latine et d'autres continents.

Les rubriques en sont très variées : "Musique et liberté", "Histoire et liberté", "Culture et liberté", "Chroniques" (consacrée à des problèmes internationaux), "Lectures" (critiques littéraires), "Astérisques" (informations culturelles diverses), "Arts plastiques", "Lettres sud-américaines", "Aspects de l'Amérique latine", "Actualité espagnole", "Lettres espagnoles"...

### CUADERNOS DE EDUCACION DE LA J.S.U. DE ESPAÑA

Juventudes socialistas unificadas.

Espagnol.

194 ? - ?.

S.l.

Ronéotypé.

21 cm X 31 cm, 14 p.

15 F. le n°.

FPI : 1949 (n° 5 : mars) : p. 1049.

Notice :

Bulletin des JSU, dont le seul numéro publié est consacré au Komsomol et à la vie de la jeunesse soviétique.

### CUADERNOS DE ESTUDIOS SOCIALES

Confederación nacional del trabajo.

Espagnol.

N° 1 (juin 1945) - ?.

Périodicité irrégulière.

Alger.

Ediciones libertarias Africa del Norte (ELAN).

Imprimé.

Imprimerie non indiquée puis Imprimerie Générale, Alger (14 rue Géricault).

15 cm X 20,5 cm. 21 à 82 p.

10 F. en 1945, 30 F. en 1946.

IFHS : 1945 (n° 1) - 1946 (n° 5 : juillet) : 14 ASP 2010, 1863, 2017.

**Notice :**

Petites brochures de la CNT consacrées à l'édition de textes divers, comme *Prensa burguesa y prensa proletaria* (J. María Puyol), *El colectivismo* (Ricardo Mella), *En torno a nuestros objetivos libertarios* (Diego Abad de Santillán), *Más de tres epistolas a Horacio* (J. García Pradas)...

<b>CUADERNOS DE FRENTE LIBERTARIO</b>
---------------------------------------

Confederación nacional del trabajo. Federación anarquista ibérica. Federación ibérica de las juventudes libertarias.

N° 1 (juillet 1975) - ?.  
Périodicité irrégulière

Correspondance : Paris 13° (A. Alvarez, 87 rue de Patay).

Imprimé.  
Imprimerie La Ruche ouvrière, Paris 3°.  
13 cm X 21 cm, 56 à 66 p.

FPI : 1975 - 1976 (n° 1, 2) : p. 5236.

**Notice :**

Collection de textes : *La fase final de la guerra civil* (Ignacio Iglesias), *Autopsia de un oportunista. Santiago Carrillo et son monde politique* par Fernando Gómez Peláez, Carlos Semprún Maura et Felipe Otero.

<b>CUADERNOS DE POLITICA SOCIALISTA</b>
-----------------------------------------

Movimiento de acción socialista.

Espagnol.

N° 1 (1950) - ?.

Paris.  
José del BARRIO, directeur.

Imprimé.  
16 cm X 24 cm. 16 p.



Est supplément de : *Acción socialista*.

FPI : 1952 (n° 3 : 1er juillet 1952) : p. 1058.

IFHS : 1950 (n°s 1, 4) : 14 ASP 1954, 2017.

Notice :

Collection de brochures du Mouvement d'action socialiste : *Los "dos campos" y el PCE de Félix Montiel, Carta abierta de José del Barrio al BP del PC de España* <sup>74</sup>, *Las fabricas para los obreros* <sup>75</sup>, *Luchar en común : vencer unidos! elementos para unas bases de unidad de acción contra la dictadura franquista y por la democracia de España* <sup>76</sup>.

## CUADERNOS DE RUEDO IBERICO

Espagnol.

Première époque : n° 1 (juin - juillet 1965) - n° 41/42 (février - mai 1973).  
Bimestriel.

Deuxième époque : n° 43/45 (janvier - juin 1975) - n° 63/66 (avril - décembre 1979). Semestriel.

Interruptions : mai 1969 - juin 1970, mai 1973 - janvier 1975.

Administration, diffusion et ventes : Editions Ruedo Ibérico, Paris 4<sup>e</sup> (5 rue Aubriot), puis Paris 5<sup>e</sup> (6 rue de Latran).

François MASPERO, directeur - gérant.

José Martínez Guerricabeitia <sup>77</sup> et Jorge Semprún, rédacteurs en chef (avec Ramón Bulnes ensuite). A partir du n° 41/42 (février - mai 1973) : José Martínez, rédacteur en chef.

**Comité de rédaction** : Jordi Blanc, Ramón Bulnes, Juan Claridad, Fernando Claudín, M. García, Antoliano Peña, Luis Ramírez <sup>78</sup>, Joan Roig, Antonio Vargas, Angel Villanueva.

**Collaborateurs** : Daniel Artigues <sup>79</sup>, Max Aub, Carlos Barral, Lelio Basso, José Bergamín, Charles Bettelheim, Francisco Carrasquer, José María Castellet, León Felipe, Ignacio Fernández de Castro, Francisco Fernández-Santos, Xavier Flores, Maurice Godelier, José Agustín Goytisolo, Juan Goytisolo, André Gunder Frank,

74. Suppléments au n° 1 d'*Acción socialista*.

75. Suppléments au n° 4 d'*Acción socialista*.

76. Présentés par le comité de coordination du MAS, supplément au n° 34 d'*Acción socialista* (1er juillet 1952).

77. Voir notice biographique.

78. Derrière l'un des pseudonymes les plus prolifiques et acides des *Cuadernos*, se cache Luciano RINCON qui fut l'objet d'un procès et fut emprisonné à la suite d'une publication sur Franco ; un mouvement de solidarité en sa faveur s'est manifesté. A publié deux livres sous ce pseudonyme chez Ruedo Ibérico : *Nuestros primeros 25 años et Franco, historia de un mesianismo*.

79. Pseudonyme de Jean BECARUD, longtemps directeur de la bibliothèque du Sénat, auteur notamment de : *La Segunda República española*, Madrid, Taurus, 1967, *Los anarquistas españoles* (avec Gilles Lapouge), Barcelona, Anagrama-Laila, 1972, *Los intelectuales españoles durante la IIa República* (avec Evelyne López-Campillo), Madrid, Siglo XXI, 1978, et sous le nom de Daniel Artigues de : *El Opus Dei en España*, Paris, Ruedo ibérico, 1971.

Marcos Kaplán, Lucio Magri, Manuel Maldonado Denis, Serge Mallet, Herbert Marcuse, Ruy Mauro Marini, J. Martínez Alier, Eugenio Nieto, Angel Olmo, Felipe Orero, Josep Pallach, Nicolás Sánchez Albornoz, Adolfo Sánchez Vázquez, Alfonso Sastre, Mario Vargas Llosa, ...

Imprimé.

Imprimerie Cary, Colombes.

18 cm X 20, 5 cm, 110 à 250 p.

Caricatures, dessins (de Hector Cattólica, Genovés, Ges, M. Millares, Posada, Antonio Saura, Urculo, Vázquez de Sola...).

Abonnement annuel : 30 F. en 1965, 57 F. en 1975.

Tirage : 3.000 tous les deux mois en 1965 <sup>80</sup>.

A pour supplément : *Cuadernos de Ruedo ibérico (Suplemento)* <sup>81</sup>.

BDIC : 1965 - 1977 (nos 1 - 58/60) : 8° P 5439.

FPI : 1965 - 1979 (nos 1 - 63/66) : p. 1059.

Notice :

Lancés par José Martínez et Jorge Semprún, les *Cuadernos de Ruedo ibérico* se veulent un "effort radical" et autonome de rigueur

Rigueur veut dire, modestement, dans notre cas, s'en tenir à la réalité, pour projeter sur elle les schémas théoriques de sa possible transformation, à l'intérieur des normes méthodologiques du pluralisme scientifique : pôle opposé de toute orthodoxie minéralisée, de toute pensée dogmatique ...

[Avec] l'axe d'un projet révolutionnaire global commun : celui de la nécessaire transformation socialiste de la société. Projet commun qui admet et présuppose des points de vue diversifiés, la confrontation entre eux, l'élaboration de convergences dialectiques, toujours basées sur le processus même de l'histoire <sup>82</sup>.

Les *Cuadernos de Ruedo ibérico* sont effectivement un creuset où se mêlent exilés, opposants de l'intérieur et intellectuels de divers pays, particulièrement d'Amérique latine. La revue, augmentée de suppléments réguliers, enrichie des nombreuses publications des éditions du même nom, contribue grandement à l'étude de la réalité espagnole et marque une nouvelle phase dans l'histoire de l'exil. Elle publie des travaux de sociologie, d'économie, de politologie, d'histoire ; elle suit l'actualité politique espagnole, le mouvement social en Espagne sous toutes ses formes - mouvement ouvrier et syndicalisme mais aussi vie culturelle- et entame une profonde réflexion sur les enjeux du monde contemporain. Critiques littéraires et cinématographiques, créations poétiques et nouvelles, humour des caricatures, achèvent de donner un style vivant et varié à l'ensemble. Les *Cuadernos de Ruedo ibérico* sont la revue fondamentale de la dernière décennie de l'exil

---

80. 2.750 exemplaires du premier numéro sont diffusés par la Société de recherches éditoriales, domiciliée chez l'imprimeur de la revue (AN, INF 936).

81. Les suppléments sont de véritables ouvrages faisant le point sur un thème, comme *Horizonte español* (deux tomes en 1966, trois en 1972...) ou *El movimiento libertario español*, étude de 350 p. publiée en 1974.

82. *Cuadernos de Ruedo ibérico*, n° 1, juin-juillet 1965.

## CUADERNOS MARXISTAS

Juventudes socialistas revolucionarias.

"Proletarios de todos los países unidos !".

Espagnol.

N° 1 (1957) - ?.

Paris 4° (5 rue Aubriot).

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 8 p.

FPI : 1957 (n° 1) : p. 1066.

**Notice :**

Publication d'une organisation de jeunesse proche du POUM ; le seul numéro connu comporte un texte de Lénine sur la dualité de pouvoirs et l'abolition du parlementarisme.

## CUADERNOS SOCIALISTAS

**Revista de orientación doctrinal.**

Partido socialista obrero español.

Espagnol.

N° 1 (avril 1947) - ?.

Périodicité irrégulière.

Rédaction et administration : Toulouse (69 rue du Taur).

Juan TUNDIDOR, directeur ; José M. del Castillo, administrateur.

**Comité de rédaction** : César Barona, Wenceslao Carrillo, Salvador Martínez Dasi, José Gregori, Arsenio Jimeno, Juan Tundidor.

**Collaborateurs** : Manuel Albar, Enrique de Francisco, Trifón Gómez, Luis Jiménez de Asua, Rodolfo Llopis, Gabriel Pradal, Indalecio Prieto, Fernando de los Ríos, Andrés Saborit, Pascual Tomás.

Imprimé.

Imprimerie du Sud-Ouest, Toulouse.

14 cm X 22 cm, 72 p.

Couverture en bi-chromie, mise en page et dessins d'Argüello.

45 F. le n° en 1947, 100 F. le n° en 1948.

BN : 1947 (n° 2) : 8° Jo 9272.

FPI : 1947 - 1948 (nos 1 - 3) : p. 1075.

IFHS : 1948 (n° 3) : 14 ASP 2089.

**Notice :**

Petite revue bien présentée publiée par le PSOE à Toulouse : revue de réflexion, qui se veut éloignée de la polémique liée à l'actualité, elle offre à la fois des textes classiques du marxisme (comme l'analyse du panslavisme de Karl Marx) ou des analyses de dirigeants socialistes espagnols (Luis Jiménez de Asua sur l'Espagne et le problème régional), mais aussi des souvenirs ("Los últimos días que viví en España" de Rodolfo Llopis) ou des articles culturels (Goya par Arsenio Jimeno).

**CUARTA INTERNACIONAL**

**Boletín de información y estudio del Grupo comunista internacionalista. Sección española de la IVª Internacional.**

Grupo comunista internacionalista.

Espagnol.

1948 - ?.

Paris.

*Collaborateurs* : A. Roura...

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 32 p.

30 F. le n°.

BDIC : 1948 (n° 1) : 4°P 9849.

**Notice :**

Bulletin intérieur du Groupe communiste internationaliste, section espagnole de la IVª Internationale : préparation du IIº congrès mondial de l'Internationale, article sur la question espagnole...

**CULTURA FERROVIARIA**

**C.N.T.-A.I.T. Organó interior de la Federación nacional de la industria ferroviaria.**

Confederación nacional del trabajo.

Espagnol.

Nº 1 (janvier 1948) - 1967 ?.

Mensuel, puis périodicité irrégulière.

S.L.

*Collaborateurs* : Blas G. Rufo, "Delhi"...

Imprimé.

15 cm X 21 cm, 4 p.

CIRA (Lausanne) : 1948 (n<sup>os</sup> 1 - 6) <sup>83</sup>.

Notice :

Bulletin intérieur de la Fédération nationale de l'industrie ferroviaire de la CNT, publié en divers lieux non indiqués sur les bulletins (Gaillon, Paris, Bordeaux, Toulouse ?) à destination de l'Espagne. Il critique la participation de la CNT au gouvernement pendant la guerre civile et entreprend d'aider l'opposition intérieure.

## CULTURA MILITAR

**Revista de los militares españoles republicanos.**

Espagnol.

N<sup>o</sup> 1 (avril 1947) - n<sup>o</sup> 7 (1948) ? <sup>84</sup>.

Périodicité irrégulière.

Correspondance : Paris 11<sup>e</sup> (Victor García, 36 rue Faidherbe) puis, à partir du n<sup>o</sup> 4 (septembre 1947) : Paris 3<sup>e</sup> (Juan Barchinc, 170 boulevard du Temple).

Comité de rédaction : général Riquelme <sup>85</sup>, général Herrera <sup>86</sup>, général Hidalgo de Cisneros <sup>87</sup>, général Modesto <sup>88</sup>, lieutenant colonel Fernández de la Vega.

---

83. Photocopies transmises par Marianne Enckell ; collection reconstituée grâce aux indications de Daniel Rolf Dupuy, CIRA, Paris.

84. Selon David Pike, le PCE prend en 1948 la décision de déplacer la revue à Prague, avec Radio España Independiente (In *Jours de gloire, jours de honte, op. cit.*, p. 171).

85. José RIQUELME (Tarragone, 1880 - ?), "général numéro un dans le tableau d'avancement de l'armée espagnole", ingénieur, capitaine général des armées, chef de l'armée du Centre pendant la guerre civile et commandant militaire de Barcelone en 1938. Fait commandeur de la Légion d'honneur, au Maroc en 1926, par le maréchal Liautey. Expert accrédité par la légation du Mexique à Vichy pour l'exécution des accords franco-mexicains du 22 août 1940. Républicain sympathisant communiste, il collabore à l'UNE (David Wingate PIKE, *Jours de gloire, jours de honte..., op. cit.*, pp. 32-33 <sup>90</sup> et AMI, 89/31, MI 3, liasse 1).

86. Voir notice biographique.

87. Ignacio HIDALGO DE CISNEROS, ancien commandant en chef de l'aviation républicaine. Réfugié en URSS pendant la guerre mondiale. Membre de la direction militaire clandestine du PCE en France, réfugié en Roumanie après 1950.

88. Juan MODESTO, ancien chef de corps d'armée de l'armée républicaine -chef de l'armée de l'Ebre, membre du Comité central du PCE, réfugié en URSS puis, en France, membre de la direction militaire clandestine du PCE (AMI, 89/67, MI 3, liasse 2).

Général Cordon García, rédacteur en chef <sup>89</sup>.

*Collaborateurs* : Santiago Aguado, Lázaro Beltran, Euleterio Diaz Tendero, Enrique Lister <sup>90</sup>, colonel Marín...

Imprimé.

Imprimerie Société parisienne d'impression, Paris 9<sup>e</sup> puis : Imprimerie Centrale de la presse, Paris 1<sup>er</sup> (66 rue Jean-Jacques Rousseau).

21,5 cm X 27 cm, 32 p.

30 F. le n<sup>o</sup> en 1947

BN : 1947 - 1948 (n<sup>os</sup> 1 - 7) : 4<sup>o</sup> Jo 5735.

FPI : 1947 - 1948 (n<sup>os</sup> 1 - 7) : p. 1086.

Notice :

Après la dissolution de l'Association militaire de la République espagnole (AMRE ou AMECRE) (voir *Armas y letras* et *Boletín de información de la Agrupación militar de ex-combatientes de la República española*), les communistes jugent opportun de conserver, en prévision d'une action armée en Espagne, un groupement susceptible de fournir des cadres militaires et fondent l'Association militaire de l'armée républicaine espagnole (AMERE) ; l'AMERE est présidée par le général Antonio Cordon García et *Cultura militar* est son émanation <sup>91</sup>.

La revue est rédigée par quelques-uns des plus hauts cadres de l'armée républicaine et peut être considérée comme l'organe de la section militaire du PCE, de nombreux animateurs de cette revue sont en effet dirigeants du PCE <sup>92</sup>. Elle comporte essentiellement des articles de stratégie et de technique militaire ; la revue affirme sa solidarité avec les guérilleros du Levant et d'Aragon <sup>93</sup> et dresse le bilan des actions de guérillas menées en 1947 dans le Levant et en 1948, particulièrement en Galice et en Andalousie.

## CULTURA Y DEMOCRACIA

Revue mensuelle.

Espagnol.

N<sup>o</sup> 1 (janvier 1950) - n<sup>o</sup> 5 (mai-juin 1950).

89. Antonio CORDON GARCIA, membre du Bureau politique du PCE, ancien sous-secrétaire d'Etat à l'Armée de terre du second gouvernement Negrín, réfugié en URSS pendant la guerre mondiale, revient en France en 1944 ; membre de l'Etat-major militaire clandestin du PCE. Réfugié en Tchécoslovaquie et en Italie après 1950 (AN, F7 15589).

90. Enrique LISTER, ancien chef de corps d'armée pendant la guerre civile -groupes de choc-, membre du Comité central du PCE, réfugié en URSS pendant la guerre mondiale ; membre de la direction militaire clandestine du PCE en France, avec Juan Modesto, Ignacio Hidalgo de Cisneros et Luis Fernández. Réfugié en URSS après 1950, autorisé à rentrer en France en 1956. Expulsé du PCE en 1970 car resté fidèle à Moscou lors de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, il fonde le Parti communiste ouvrier espagnol.

91. AN, F7 15589 ; AMI, 89/31, MI 6 et ADHG 1278, W/8.

92. Rapport RG 1948, AN, F7 15589.

93. Le n<sup>o</sup> 7 de mai-juin 1948 publie l'appel de l'Agrupación de guerrilleros de Levante et Aragón.

Interdit par arrêté ministériel du 26 août 1950 (*Journal officiel*, 1er septembre 1950, p. 9415).  
Mensuel.

Rédaction : Paris 20<sup>e</sup> (38 rue des Amandiers) (aux Ediciones Nuestro Pueblo).  
*Collaborateurs* : Antonio Cordón ...

Imprimé.  
Impressions rapides, Paris 57 rue du Darbois).

BN : 1950 (n<sup>os</sup> 1 - 5) : 8<sup>o</sup> Jo 8702.

Notice :

Revue éphémère proche du PCE qui dénonce notamment les atteintes à la liberté dans les universités américaines <sup>94</sup>.

<b>CULTURA Y PAZ</b>
----------------------

Espagnol.

N<sup>o</sup> 1 (avril 1952) - 7.

Paris.

Ronéotypé.  
21 cm X 31 cm, 20 p.

FPI : 1952 (n<sup>o</sup> 1) : p. 1091.

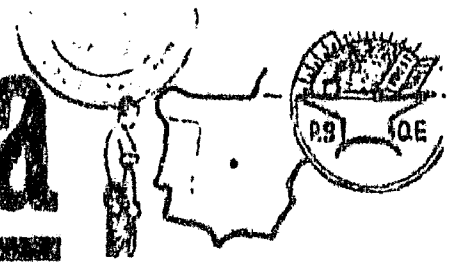
Notice :

Bulletin édité par un "Groupe pour la paix" d'étudiants et de jeunes intellectuels espagnols de Paris.

---

94. Antonio Cordón, "El terror en las universidades norteamericanas", *Cultura y democracia*, n<sup>o</sup> 1, janvier 1950.

# CARA A ESPAÑA



REDACCION Y ADMINISTRACION  
4, rue Fourrier Grenoble

ORGANO OFICIAL  
DE LA AGRUPACION DEPARTAMENTAL SOCIALISTA  
DEL ISERE

CERTIFICADOS Y  
CIPOS  
CAMARERA MARIÑO

## Llamamiento!

**CAMARADAS** Después de cinco años de sumisión forzosa a la esclavitud nazi, preconizada por « EL NUEVO ORDEN » después de haber vivido una vida mecanizada, en la que el hombre ha sido tratado como un animal irrazonable haciendo con ello las mas profundas y humanas de su existencia: sentimientos y libertades, es hoy con una gran emocion, que nuevamente nos vemos investidos de todos los derechos, que como seres humanos nos son innatos.

Para ello ha sido preciso derramar mucha sangre, ello era forzoso e inevitable. Nosotros españoles que en nuestra Patria combatimos y ofrecimos nuestras vidas en holocausto de la libertad e independencia de España (que eran las del Mundo) hemos sido testigos presenciales de esta lucha a muerte que se desarrolla entre la esclavitud y la libertad.

Hay después de haber dejado el nazimohuellos imborrables entre nosotros unas listas, otras muchas mas morales, reformamos de nuevo a la vida con todos nuestros derechos y libertades.

Aquí en Francia a cada día cientos de nosotros estamos luchando con nuestros hermanos de otros países, deseamos que se encuentren en nuestros sentimientos mas altos. Es ahora como nosotros hace años, saben la sangre que ha corrido y cuando para que el hombre no sea un instrumento ciego manejable por el capricho y la arbitrariedad con vistas a su esclavitud, por el contrario será libre, en toda la extensión de la palabra.

Y es ahora después de la experiencia vivida después de haber sido víctimas del fascismo en sus propias carnes ensañadas mas tarde por el nazismo que saben como nosotros el justo valor de nuestro sacrificio sellado con el holocausto de nuestro exilio.

Pero antes que llegase este día en que nuestros corazones batan al unísono irradiados de dicha, en los momentos mas cruciales de nuestras existencias un puñado de hombres aislados lejos de su Patria pero guiados siempre por un firme ideal se propusieron entregarse de lleno a sus tareas a la reorganización de la Familia Socialista.

Arduo trabajo pero no estéril. Y hoy orgullosos del deber cumplido ofrecen a sus hermanos de clase que se encuentran en otros trozos de este País, el bello ejemplo a base de sacrificios.

Continúa página 2

## EDITORIAL Nuestra Posición

La caduca de cinco años arrastrando con él, todo un lote de dolor, ha dejado de existir. Vuelven los días claros y distantes, en que los hombres podían bajar de su mansueta, su palacio de la verdad y del honor, las horas terribles de la vilísima monarquía designaron sus últimos minutos, y nos permitían en el ambiente los ligeros eufemismos de la cultura nazi, que la mayoría, cada vez que ha, veía su futuro negro siempre en las masas, y dejó tras ella, determinadamente, indignidad y carácter.

A pesar de ello, el desenvolvimiento histórico, empieza a dar señales de vida. Los organismos políticos y sindicatos que ofrecen base a la gran Democracia del pueblo francés, renacen propiamente y, amparados por la gran emancipación sufrida, arduamente, obedecen las sendas misteriosas de arriba, para abrirse paso por los instrumentos rotos que existían a la paz social, y por otro desenvolvimiento ineluctable nosotros la mujer de nuestra juventud y de nuestra casa.

Por eso, en este momento histórico de transición histórica, los socialistas españoles del Isere, puestos en pie, se abren a la luz de sus hermanos de clase los socialistas franceses, para iniciar una labor de conjunto, para sentir pacientemente e hilar un gran tejido a los principios doctrinarios sellados por los grandes humanistas SAUDES y PABLO IGLESIAS.

Los socialistas españoles, están en pie y con bríos en sus disposiciones a retrechir contra su pecho, a todos aquellos que ensayaban con sinceridad la solución amada de una total colaboración marxista. Fuimos los primeros víctimas de la guerra nazi, y los cinco años vividos y trazados de todos los dolores pero, entendidos siempre en el terreno del honor, con honor nos dan derecho a un patronato de preferencia en el concepto político social que se justifica para la nueva estructura del programa de la futura Europa.

Amplia colaboración con todos los partidos proletarios y simpatizantes del mundo entero, es ella el necesario. Colaboración intelectual y colaboración armada. Todo cuanto se nos pide lo ofrecemos con la misma lealtad que nos tuvimos en la guerra de España y en el País del Fuego. Soldados de vanguardia en los años convulsivos previos a venir. Esperamos, desde de todo corazón, un desarrollo a la postura humillante del que política no a

la fetus petroléum del que existe, cobijamos a la Humanidad entera, que, nuestro tiempo histórico de colaboración luchadora nos es derecho a ser considerados como tal, y a que se nos guarde el debido respeto para nosotros, ojalá. Esto es, ya que nos ponemos en pie, la inquebrantable posición de los socialistas, que, en la política general de arriba, sobre la política general de abajo, estamos.

Abora, haciendo un análisis lógico de lo que tenemos, podremos, tal determinación también, nuestra posición en lo que se refiere a la política de arriba inferior, ya que para nosotros, socialistas, cuyos principios son doctrinas humanas, reguladas desde la gran lealtad, obligados siempre a la franque y total cooperación, luchadores firmes en el árbol de la verdad socialista, para conseguir, después de esta guerra que viene para forjar una era justa de paz y trabajo, en la cual los socialistas, en todas ocasiones de ninguna especie, al obtener productos, bienes de la rutina, cooperemos al respecto y buscamos que manente.

Para lograr nuestros postulados, nuestros principios y todo, los cinco años de participación sufridos, ha sido una fértil lección que se desarrollaron en la futura, (adici) angustioso una política económica, el desenvolvimiento de la política de la educación y de la familia. Necesario camino doctrinario fue recorrido en el desarrollo de la historia y a, el desarrollo de la política social y de la historia, con el apoyo del movimiento, de nosotros, socialistas, los objetivos personales fueron alcanzados. No buscamos cargos ni distinciones y nuestro esfuerzo como se concentra en la completa rehabilitación del espíritu socializando sus actividades.

Aquí tenemos españoles todos la posición socialista claramente definida. Para mantener el programa con paso firme los derrotados que se nos tengan rechazados abriendo desde luego y como siempre lo hemos hecho los canales inagotables de nuestra total colaboración a todos los españoles que la acepten y no sepan interpretar.

Estamos de antemano que nos esperan todos momentos serios, ya que la lucha no ha terminado. Para no nos importa la misma que estamos preparados para compartir nuestra lucha con el hermano de clase, solidario al paso para seguir toda política de emancipación, social y de paz.

Pedro ORTIZ.



-- Ayer por los 300 !! hoy para dividir...

## SALUDO

Nuestro órgano CARA A ESPAÑA, está a la política, enmarcado de un fondo oscuro de lucha en bien de la clase proletaria y de nuestro Partido.

Para su aparición, así como para cualquier otro desenvolvimiento técnico de organización, fueron concebidos con el apoyo (impulsión) de nuestros (precursores) hermanos de la Federación Socialista (Francia) de Trabajo, a los que los días de existencia los corrientes de espíritu social que un período en todos los momentos del tiempo y los descensos existían en la lucha, enmarcado de una grande actividad de una gran (trabajo) propia.

Estábamos a todos los momentos (esperando) que se hubiera en todas las ocasiones el apoyo de los que se unieron para los días de existencia, ya que un período en todos los momentos del tiempo y los descensos existían en la lucha, enmarcado de una grande actividad de una gran (trabajo) propia.

Estábamos a todos los momentos (esperando) que se hubiera en todas las ocasiones el apoyo de los que se unieron para los días de existencia, ya que un período en todos los momentos del tiempo y los descensos existían en la lucha, enmarcado de una grande actividad de una gran (trabajo) propia.

Estábamos a todos los momentos (esperando) que se hubiera en todas las ocasiones el apoyo de los que se unieron para los días de existencia, ya que un período en todos los momentos del tiempo y los descensos existían en la lucha, enmarcado de una grande actividad de una gran (trabajo) propia.

Estábamos a todos los momentos (esperando) que se hubiera en todas las ocasiones el apoyo de los que se unieron para los días de existencia, ya que un período en todos los momentos del tiempo y los descensos existían en la lucha, enmarcado de una grande actividad de una gran (trabajo) propia.

LA AGRUPACION

## ¡HENOS AQUI!

DE LA AGRUPACION DEPARTAMENTAL SOCIALISTA DEL ISERE

Hemos una camaradería comprometida en la lucha y en el trabajo. Hemos aquí, con el pueblo en alto, cara a España, frente al fascismo, porque de nuevo a cumplir las tareas de combate, para la Liberación de España, el mundo entero por los hechos, tenemos durante la guerra, enmarcado hoy por los hechos de Falange y por la hora, saliendo de Francia.

Por eso, como ayer la hora de la liberación de Europa, defendida por el momento más y encarnado por los cristianos de la República, en se apostamos al momento de conseguir la frontera para la Reconquista de la República.

En pie, recuperados españoles! (En pie, soldados republicanos!) a Cara a España, en momentos de tanta la fuerza de emancipación española, enmarcado en Francia, de Italia, y de nuevo en los días de nuestro Ejército, de nuestros partidos políticos y de otras actividades. Así lo reaccionamos nosotros, hermanos de lucha, cuando internacionalmente en los límites de nuestras fronteras comprometidos por Falange, nuestros camaradas, comprometidos y comprometidos por la Guardia Civil, y nuestros hermanos y hermanas, comprometidos por el pueblo español, comprometidos por el espíritu de espíritu política y de actividad internacional por Francia y en Falange.

Hemos una camaradería comprometida en la lucha y en el trabajo. Hemos aquí, con el pueblo en alto, cara a España, frente al fascismo, porque de nuevo a cumplir las tareas de combate, para la Liberación de España, el mundo entero por los hechos, tenemos durante la guerra, enmarcado hoy por los hechos de Falange y por la hora, saliendo de Francia.

DE LA AGRUPACION

DE LA AGRUPACION DEPARTAMENTAL SOCIALISTA DEL ISERE

« CARA A ESPAÑA » ESTÁ AL SERVICIO DE LA CAUSA DE LOS ESPAÑOLES EN FRANCIA.



# CATALONIA

PUBLICACIÓ CATALANA

Redacció: Adreça: 144, Ramon de Capdellà, 14, Barri de Dreta, París-8<sup>a</sup>. Administrador: J. Torrens, 1, Còrrecs Postals: 1001-00, París

## PROBLEMA IMPORTANT

Pocs dies abans de la catàstrofe de 1890 un indigent era recollit a les portes del palau de la Cort suprema de Washington. Estava mort. Així fou la vida estroada i trahintant d'un emigrant suís que havia fundat la « Nova Helvecia » i primer nom de la Califòrnia actual. Morta abandonat, pobre i enmig de la via pública Joan August Suter, l'home més ric del món! perquè una sentència que dugué a la butxaca el declarava propietari dels terrenys sobre els quals s'havia elevat, poderosa i gallera, la gran ciutat de San Francisco. Reclutament públic i legalment multimilionari. Ironia amarga i punyent que durant vint i cinc anys havia turmentat l'existència d'aquell que inutilment havia demanat el que la llei li reconeixia. Un dret que no es realitza en quelcom tangible es com obsequiar amb unes oïlles a una persona que no gaudirà de la vista. D'ajut que inutil perquè esdevé un turment per l'interessat.

Aquest turment és el nostre. El de tots els republicans espanyols en general i el dels catalans en particular. La Constitució de 1931 i l'Estatut de 1932 són l'estat legal del nostre país. La realitat en el règim franco-falangista i l'opressió de Catalunya, privada de personalitat, prohibida la llengua i perseguida la cultura vernacles. Això des de fa set anys, set anys interminables que han amuntat intercompudament un mirall i els dolors individuals als de la Patria amonestada. Situació patètica que esglaisa les consciències i aixeca veus de protesta en els quatre punts cardinals però que submergeix i es manté al ull d'un món que proclama a tot vent la justícia per homes i el dret de les nacions de disposar lliurement d'elles mateixes.

Davant d'aquesta situació de recés i veus equívocament les sentides i embolcallades en una locució malhumorada. No cal que la ingenuitat de pensar que la justícia i la raó són suficients per a produir el miracle d'engendrar i que realitzi la consciència. Si la història és la realització de la idea de llibertat, com ha dit un gran filòsof, la vida és un text continu de salut i sofriment de just i criminalitat, de moralitat, de depravació de bellesa i fàstic, de raó i imbecilitat en un aprofitament inintermès i humà. Desgraciadament pel corrent del temps i per les reaccions, pot representar el fracàs de totes les nostres vides.

La nostra raó no ha d'ésser ni melangiosa ni ingenua. Si sabem quin és l'obstacle i on es troba la dificultat faictiva que s'imponeu és la de vençer un i altre. Per aconseguir-ho cal no defugir el problema, aplegar els esforços necessaris i després posseir en canvi. A un dret desconegut, negat, cal fer-lo conèixer, afirmar-lo. A un dret reconegut però sense realitzar, cal fer-lo realitzar.

autors de crims i robatoria, propagadors del desordre al cervell de Moscou i els pseudo-nacionalistes de la situació s'ha mostrat servidors passius del feixisme, usurpedors de la sobirania nacional i defensors, per la sang i la fàula, d'un règim sense justícia, inhumà i absurd.

Revolta aquesta que té davant del tribunal de l'opinió pública internacional i fixat l'objecciú, que no pot ésser altre que el restabliment de la democràcia republicana i plurinacional, hem de deixar els catifans per arribar-hi, problema que es troba el de major actualitat com ho demostra el discurs a les Cortes i la conferència a Mèxic de Prieto, les declaracions de Largo Caballero a París i la lletra recort de la Passadissa des de Tolosa (no ens referim a les declaracions del President Giral perquè les hem cregut sempre producte de l'imaginació periodística). Però abans el discurs a les Cortes i l'èxit hem d'aplegar l'esforç de tots. Per això el criteri dels Presidents Giral i Irla d'ampliar la base de llurs governs ens sembla un encert. Ara el que cal es rapidesa, l'única efectiva de totes les opinions polítiques existents i de la resistència interior es un pas previ al de prendre posició, la qual hauria d'ésser una per a tots els que junts existirem i junts ens existirem, quant a la manera de promoure la caiguda del règim franco-falangista, que és l'únic problema important i urgent. Tinguem cura.

## EL GOVERN CATALA

En les darreres sessions celebrades pel Govern de Catalunya sota la presidència del senyor Josep Irla, i amb assistència dels Consellers senyors Josep Carrer, Joan Comarera, Pompeu Fabra, Carles Pi i Suñer i Antoni Rovira i Virgili, després d'aprovar-les per unanimitat la declaració política del 18 de gener del 1946, ja fetes públiques s'han pres els següents acords:

1. Nomenar una Ponència que estudi i formali un projecte de confederació del Gens dels residents fora de Catalunya.

2. Nomenar una Ponència que estudi i formali un projecte de representacions, estructures i programes del Govern.

3. Procedir a l'organització dels Serveis de Recaptació i Distribució dels articles que li sigui transmissió en un concepte de solidaritat.

4. Fer les gestions que calguin relacionades a evitar la vida dels patriotes emprisonats o condemnats pel règim franquista, havent ja començat a fer-ho que organització exigint el cas del català Ramon Vila.

5. Adreçar una vegada més la seva encoratjadora salutació a tots els que resisteixen dintre mateix de la nostra Patria, i fer en la convicció que la resistència catalana no deu organitzar-se parcialment i ha d'estar articulada a l'autoritat del Govern de Catalunya, reiterant el seu acord proposat d'arribar a l'entramada ètica de l'època interior de resistència.

6. En fer seves les declaracions del President Giral, amb tota la força de la constitució de l'actual Govern Lliga el 14 de juliol de 1931, els Consellers declaren fer seves les decisions al propi del President d'ampliar el Govern i de reforçar el seu caràcter d'unió patriòtica.

# CASTILLA LIBERTARIA

PORTAVOZ DE LA REGIONAL  
DEL CENTRO

BOLETIN

# Catalunya

Organ de l'Aliança Nacional de Catalunya a París i Zona Nord de França

REDACCIÓ I ADMINISTRACIÓ  
11, Avenue Marceau, Paris 16<sup>e</sup> - Tél. P.A.S. 67-56

Preu : 2 Francs

ANY I - Hora setè - NUMERO  
Dilluns 11 de setembre del 1944

## SALUTACIÓ



### L'ONZE DE SETEMBRE DEL 1714

Onze pèrds les noves llibertats i l'espera a pagament de la submissió d'un poble de catalans mal tractats. La nostra terra era tractada com a terra conquerida i els seus habitants com a esclaus de guerra. La terra i després la gent va ser venuda a l'estranger. Els catalans van ser venuts a l'estranger com a esclaus de guerra. Els catalans van ser venuts a l'estranger com a esclaus de guerra. Els catalans van ser venuts a l'estranger com a esclaus de guerra.


**CATALUNYA** - En aquest moment, tota la gent que es troba a Catalunya, a l'Onze de Setembre del 1714, ha estat venuda a l'estranger com a esclaus de guerra. Els catalans van ser venuts a l'estranger com a esclaus de guerra. Els catalans van ser venuts a l'estranger com a esclaus de guerra.

Les noves llibertats i l'espera a pagament de la submissió d'un poble de catalans mal tractats. La nostra terra era tractada com a terra conquerida i els seus habitants com a esclaus de guerra. La terra i després la gent va ser venuda a l'estranger. Els catalans van ser venuts a l'estranger com a esclaus de guerra.

### SETEMBRE DEL 1944

Després d'una llarga espera, el poble de Catalunya ha recuperat la seva llibertat. Els catalans van ser venuts a l'estranger com a esclaus de guerra. Els catalans van ser venuts a l'estranger com a esclaus de guerra. Els catalans van ser venuts a l'estranger com a esclaus de guerra.

# Cervantes



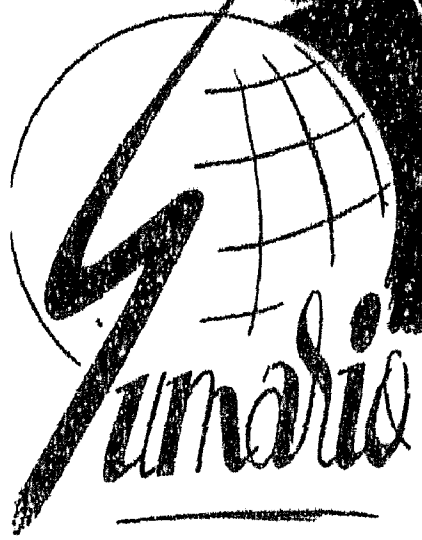
## BOLETIN

Nº 1 - OCTUBRE DE 1955

EXTRAORDINARIO CONSAGRADO EXCLUSIVAMENTE EN COMMEMORACION DEL  
COCIL ANIVERSARIO DE LA PUBLICACION DEL "QUINTO MODO" EN 1605  
SIGN DE BELLECIONES DE LA C.M.S. EN ESTABLECIMIENTO DE OCTUBRE

# CIENTIAT

sociología  
ciencia - literatura



Paul Gillo. El sistema anti-idealista de Marx. J. Garcia Pradas. Ciencia y anarquismo. Svatoptluk Cech. El hombre que pignora su caracter. Eugen Relgis. La utopia esta en marcha. Felipe Alaz. Colectivizacion industrial en la Revolucion. E. Bernstein. Maat. Bourguin Jacques Dubou. Henri de Man. G. Prante. Georges Richard. Ideas sobre socialismo. J. Ferrer. Imagen del Sindicato Unico. Alberto. Los años de la España de Jorinda. Juan B. Federismo de base. El Municipio.

### NOTAS

Lena y Salom. Variaciones sobre un mismo tema. Ana. Sambilancat. Un dolor de España. Una biografía de Kropotkin.

Un dibujo sobre la mujer.



Febrero, 1951

REVISTA MENSUAL



Programa del Partido

CLARIDAD, debe ser el primer paso de la liberación...
El programa a medio siglo de la guerra, como una y otra...

PROGRAMA DEL PARTIDO SOCIALISTA OBRERO ESPAÑOL

El programa del Partido Socialista Obrero Español...
Este programa a medio siglo de la guerra, como una y otra...

UNIDAD socialista
UNIDAD antifascista

En esta UNIDAD socialista...
UNIDAD antifascista...

por José ALVAREZ DEL VAYO

La Unidad socialista...
El programa del Partido Socialista Obrero Español...

EDITORIAL
REPUBLICA Y SOCIALISMO

En la hora actual...
REPUBLICA Y SOCIALISMO...

EDITORIAL
REPUBLICA Y SOCIALISMO

En la hora actual...
REPUBLICA Y SOCIALISMO...

SALUD, REPUBLICA Y SOCIALISMO

En la hora actual...
SALUD, REPUBLICA Y SOCIALISMO...

LE COLOMBIENNE
SYNDICALISTE
UNION OFFICIELLE DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
REVUE FRANCAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

LE FASCISME NE NOUS ABATTRA PAS!
L'assaut de la dictature républicaine...

LES THEORIES ET LES REALITES (1)

PROMESSES PALLIATIVES
L'assaut de la dictature républicaine...

El Movimiento Libertario de Francia y de España es ajeno en absoluto a todo Nacional

# CNT

Órgano Oficial del Comité Nacional del Movimiento Libertario en Francia

Pr. 2 Frs.

### Mientras Francia expulsa al invasor

## El Comité Nacional del M. L. se dirige a todos los españoles

Estamos viviendo unos días de honda emoción. La liberación de Francia se desarrolla al unísono de la liberación de los reclusos españoles, y como no podía menos suceder, en esta alta hora internacional, arma al brazo y espiritualmente, los antiletrados españoles que fuimos acogidos por la hospitalidad francesa.

El padol sin excepciones, ha comprendido que esta lucha establecida en Francia contra el invasor teutónico, era la continuación de los combates que se libraron en España contra el fascismo, y no duda que esto de aquí lealra de tener repercusiones, a plazo breve, en nuestra desgraciada y que cada patria.

Para que esta común acción de todos los españoles sea un hecho, el CNT y la C.G.T. adoptan actitudes inspiradas en la mayor serenidad. En un momento tan crucial, no es olvidado que nuestro deber de revolucionarios era prestar firme apoyo a la nación que nos acogió, para que recobrase el jerga de sus libertades, pero también hemos olvidado que no somos extranjeros de nacimiento, y que un momento por qué intervenir en los plebiscitos internacionales en sus luchas de orden político. Ahora bien, si para definir un problema fundamental necesitamos requerir, para una absoluta responsabilidad y precisión, los consejos de la C.G.T. y a lo CNT, no rechazamos ninguna clase de sacrificios.

Con la sinceridad peculiar de nuestra inveterada forma de ser, declaración de España, vemos digno a

una labor observada con simpatía la presencia liberada de unidad que existe de proporciones y el pueblo francés y libre a los tónicos, los otros españoles en Francia nos hemos impuesto la tarea de iniciar, desde ya, una campaña encaminada a producir la unión total de los antiletrados españoles, reclusos o residentes en este país, sin otra intención que la de la elaboración de un programa mínimo que abarcará, desde la base de acción, contra el fascismo español, hasta la coordinación de todos los pensamientos y deseos, susceptibles de obtener la reconstrucción de nuestra patria.

Pero sería un error pensar que realizar grandes empresas si no somos capaces de conducirnos con exactitud y seriedad. Apartados, los españoles en general y cada uno de las fracciones en particular, necesitamos un margen de acción y de parámetros que nos permitan ir avanzando hacia el objetivo de nuestra propia acción. Nuestra incitación es la siguiente: si nosotros y el responsable y proceda con honestidad, se nos abrirán todas las puertas y todas las corrientes de la Francia libre, si no, volteremos de nuevo a reunir los rigores de un nuevo y cruel calvario.

Pensemos en los que soportan el yugo tiránico de Franco y sus colaboradores, y por ellos y por nosotros propia dignidad y conveniencia, no realizamos acciones contra nosotros. La verdad debemos aceptar la declaración de España, vemos digno a

hora y aporrecionamos consistentemente el lema de posibilidades que nos ofrece. Que sabemos luchar con hombres y heroísmos, que se lo saben los cuadros resistentes de las fuerzas libertarias—los caudillos Churchill, Roosevelt y Stalin—también lo saben los que presencian en Toulouse, en Grenoble y en muchos de pueblos y ciudades francesas y españolas, el desfile de nuestros muertos gloriosos; ahora sólo nos falta demostrar al mundo entero que somos capaces de servir a principios ideales de alta civilización, dentro de la coexistencia y los principios elementales de respeto y de ponderación, que es obligación practicar ante nuestros semejantes.

El Comité Nacional de la Confederación Nacional del Trabajo en Francia, saludó a todos los combatientes de la causa antiletrada.

EL COMITE NACIONAL.

## Federalismo actual

Contra Franco se lucha desde poder organizarse que en nuestro tiempo a nosotros políticos de nosotros y basados de intervención en el momento oportuno en cualquier momento, cuando se nos presenta el momento de la liberación de España.

que en la actualidad se está organizando en toda España para luchar por la liberación de España.

Dados el momento que estamos viviendo, el estado en algunas organizaciones, de pronto para a cualquier momento, en los últimos meses de la guerra, se ha producido un gran avance en la liberación de España, y esto se debe a la cooperación de todos los españoles, y a la ayuda que nos presta el pueblo francés.

En la actualidad, el movimiento libertario en Francia se encuentra en un momento de gran actividad y dinamismo, y esto se debe a la ayuda que nos presta el pueblo francés.

Este movimiento libertario en Francia se encuentra en un momento de gran actividad y dinamismo, y esto se debe a la ayuda que nos presta el pueblo francés.

País	Número
Francia	12.000.000
Italia	45.000.000
Inglaterra	47.000.000
E. U. A.	132.000.000
Japón	70.000.000

# CUADERNOS

REVISTA DE INVESTIGACIONES Y CRÍTICAS LINGÜÍSTICAS

*Este primer número de la revista por mi hermano, con la brevedad de mi amistad*

## SUMARIO

Libertad e interculturalidad de la cultura	EDITORIAL <i>Melina Kopylov</i>
Evangelina y misión de América	NATALICIO HONRAJES 2
Las relaciones culturales entre Europa y América	S. DE MADARIAGA 14
Estampas mexicanas	VICTOR SERGE 15
La vida, la muerte y el deber moral	DENEDRITO CROCE 25
Crise: historiador y filósofo de la libertad	CARLO ANDINI 26
De la intolerancia religiosa en España	FERNANDO VALERA 30
Estado confesional y Estado totalitario	DIZADO SILVESTRE 35
<i>América</i>	
Bruno de las Virgenes del Oriente	FRANCIS HINDY 38
<i>Europa y libertad</i>	
Europa y libertad	JOSEPH ALTMAN 43
Europa y libertad	VICTOR NARIKOV 48
<i>Europa y libertad</i>	
Europa y libertad	JENS DE ROQUEMONT 55
Europa y libertad	ANDRÉ MAURACX 57
Europa y libertad	GUINO PROVERE 61
Europa y libertad	GABRIAN PICON 63
Europa y libertad	LESLIE A. PERLOFF 66

cuadernos de

# ruedo ibérico

número

**1**

junio / julio 1965

## sumario

Revista bimestral	Presentación	3
Redactores jefe José Martínez Jorge Semprún	Juan Triquero. La generación de Fraga y su destino	5
Société des Recherches Éditoriales 1 rue du Four - Colombes (Seine)	Mansel Martínez. Algunos aspectos de la coyuntura económica española	17
Directeur Général de la publication François Maspéro	Cur. Dibujos	11
Tous droits de reproduction et de traduction réservés pour tous pays	José Ángel Valente. 4 poemas	40
Administration, diffusion et ventes Editions Ruedo Ibérico 3, rue Aubriot - Paris 4 C. C. P. Paris 16.516-34	Juan Claridad. Madrid: 23 notas sobre una agitada primavera	49
Imprimé par A. Carré - Colombes (Seine)	Francisco Fernández-Santos. Julián Marías y el "liberalismo"	63
	Jordi Blanc. Asturias: minas, huelgas y comisiones obreras	70
	Angel Olmo. Trabajadores españoles en el extranjero	75
	Ruedo Ibérico. Diálogo con Enrique Tierno Galván	80
	Notas	88
	Las ruinas de la muralla (Jorge Semprún); Sobre una reciente edición de Antonio Machado (Robert Mairrat); Un nuevo filósofo marxista (Francisco Fernández-Santos); Franco, ese hombre (Hafael Lozano); ¿Quién es el comendador? (José Carreras Igual); Realismo y formalismo (Juan Rolgi); Cemento (Itzi Gollis)	
	Antonio Saura. Víctimas	
	Tribuna libre	
	Luis Ramírez. ¿Dialogar? La antediluviana maniobra	106



# CULTURAY FERROVIARIA

C. N. T. - A. I. T.

N.º 1

ÓRGANO INTERIOR DE LA FEDERACION NACIONAL DE LA INDUSTRIA FERROVIARIA

Sept. 1937

## EDITORIAL

Con la más profunda comprensión en el combate a realizar, estimulemos nuestro valor ético y levantemos el espíritu de nuestros compañeros recordando sus cimientos y situaciones al nivel propio de sus peculiares concepciones libertarias, pruebas de la más sublime expresión de humanismo e impregnados del mejor y más amplio dero de bienestar colectivo.

(Ferrovianos en el exilio de España). La lección del pasado y del presente debe ser aprovechada si queremos conservar incólume nuestra libertariedad, germen de cuantos ideas de amor y de fraternidad están en nuestros pechos.

Toda injusticia social ha suscitado en nosotros rebelión e injusticia de toda humanidad sería continuar creyendo que nuestra acción hacia la emancipación del proletariado podría ser eficaz colaborando a tal fin, con los que constantemente forjan los eslabones de la cadena oprimida, que nos sume a todos a lo más bajo "tanto miseria". Nuestros intereses no pueden estar con los suyos, que con el sufrimiento de los ajenos, de cuidadosamente defendidos e ultrajes por encima de toda lógica y sumergiendo al mundo en el más cruel de los categorismos, que el fin de crear una pseudo de compensación patológica entre los pueblos haciendo que se eliminen brutalmente.

## FEDERACION NACIONAL DE LA INDUSTRIA FERROVIARIA

### ¡EN PIÉ, FERROVIARIOS, ESPAÑOLES!

Seguimos en la brecha. Ocho años de exilio no han menguado en nosotros el entusiasmo por la lucha, ni el recuerdo emocionado hacia los compañeros que en España sufren la tiranía odiosa de un fascismo que el capitalismo no quiere, a ningún precio, deje perecer.

La Federación de la Industria Ferroviaria que antes de la guerra 1936-1939, mantuvo siempre con her, el pabellón de la libertad y la revolución, jamás, al día siguiente de ser aplastado e movimiento subversivo, sus concepciones más misoras y libertarias, en realidades. Hubo llegado el momento en que los trabajadores tomaran posesión de sus derechos en el disfrute de producto de su trabajo.

Hicimos cuanto estuvo a nuestro alcance. Nos ahorraron esfuerzos a pesar de chocar con los obstáculos de categoría: el S. N. F., aferrado en sus concepciones de absurdo y estéril reformismo y el ESTADO, monstruo tradicional incapaz de evolución y progreso.

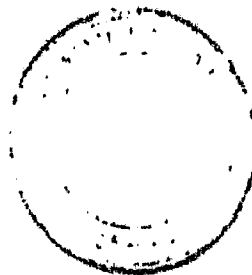
En el exilio, muy doloroso moral y materialmente, no hemos olvidado España. Y a ella ayudamos con todas nuestras fuerzas a fin de que un día logre sacudir la tiranía que la sangra y llena de dolor y vergüenza.

La Federación Nacional de la Industria Ferroviaria está también en España. Ella vive una vida clandestina, pero fecunda, combatiendo en silencio al lado de nuestra C. N. T., en lucha sin cuartel contra la tiranía.

No os dejéis abatir, ferroviarios. Ayer fuisteis hombres en la plenitud de vuestros derechos hoy sois esclavos sometidos a la tiranía de un clan que quiere hacer de vosotros y vuestros hijos, autómatas obedientes a la voz de mando de un uniforme manchado con la sangre de miles de españoles inmolados a la ambición de la cast capitalista.

(Continúa en la segunda página)





# El puesto de los militares españoles está al lado de su pueblo

**F**RANCO dijo el 1º de octubre de 1946: «Creíamos que con nuestra Cruzada conquistábamos la paz y sin embargo, vosotros lo sabéis, llevamos diez años de guerra».

Este planteamiento exacto de la situación española encierra la condena más rotunda para el régimen franquista que provocó y que sostiene esa guerra.

Como todos los pueblos, desea el español la paz ordenadamente y en primer término la desean los obreros y campesinos españoles, porque son ellos las primeras víctimas de la guerra. Pero, como en todas partes, el fascismo, que Franco y sus jefes encarnan en España, es el provocador y atizador permanente de la guerra. Nuestro pueblo sabe por la experiencia trágica de estos diez años que la paz no podrá existir en España mientras el franquismo siga imperando sobre ella.

El poder dictatorial franquista ha llevado a España al borde de un abismo sin fondo. Durante esos diez años de que habla Franco una atmósfera de terror sin freno y de arbitrariedad sin límites pesa sobre los hombres y mujeres españoles.

Son pocos los hogares que no encierran entre sus muros la tragedia del padre, del hermano, del hijo o de la hija, fusilado, asesinado, encarcelado, perseguido o desterrado.

Durante diez años la menor oposición al régimen se castiga por tribunales militares excepcionales que aplican una legislación de inaudita ferocidad.

Un monstruoso aparato militar, represivo y policíaco, que contribuye fundamentalmente con los gastos que ocurre a la ruina nacional, acecha y persegue al pueblo y se lanza sistemáticamente en verdaderas ofensivas militares contra la guerrilla que lucha por la libertad.

Día tras día se agudiza el hambre, la miseria auténtica de caerse cada vez más amplias de la población, mientras un grupo de negociantes, encabezado por los jefes franquistas, viven en la opulencia y en el derroche.

Ni la misma propaganda franquista acierta a ver otra perspectiva para la continuación del régimen que la de una nueva guerra mundial que Franco intenta falsamente hacer aparecer ante los españoles como inevitable y próxima.

El régimen en bancarota perdiese apoyos económicos y diplomáticos extranjeros a costa de su rollo hacia determinados círculos de negocios de otros países, a los que ofrece el alquiler de la posición estratégica y de la potencialidad económica del país, a los que propone, una vez más, la hipoteca de la independencia nacional, mien-

tras trata de enmascarar el hecho con campañas petrolíferas.

El franquismo actúa así en todas las órdenes contra el pueblo español, como régimen fascista, cruel, incompetente y antinacional.

El franquismo que se debate hoy en una crisis económica que no puede contener, que afronta graves robos de su creciente fuerza la repudia internacional de los pueblos y gobiernos democráticos, que se ve por el borde del hundimiento definitivo, acciona hoy sus características de régimen terrorista y de bandidaje.

El franquismo ha planteado ante los españoles desde su usurpación del poder y lo hace más parentesco cada día, el dilema de violar en la esclavitud, sin libertad, sin pan, sin altor nacional, en un estado de guerra civil endémica o redoblar la lucha y la resistencia contra el régimen hasta hacerlo desaparecer de España.

Y el pueblo español, que fue el primero que eligió en Europa el deber, pero glorioso camino de los pueblos libres, intensifica en estos días su lucha y su resistencia contra la antipatria franquista.

A la cabeza de esa lucha se destaca con su cabal actuación la clase obrera española. Los obreros del país han demostrado al mundo con su huelga grandiosa su odio al régimen franquista y su decisión irquebrable de acabar con él.

Ese mismo sentimiento e idéntica resolución lo demuestran todos los obreros y campesinos de España y millones de patriotas con su solidaridad hacia los reprimidos. La huelga ha puesto en evidencia el carácter verdaderamente nacional de la repulsa al régimen, que abarca ya sectores conservadores del país, como el de esos patronos ocos que se negaron a poner en práctica las órdenes gubernamentales de represalias contra los huelguistas.

Con esa huelga, inextinguible manifestación de unidad combativa antifranquista, la inmensa mayoría del pueblo español ha gritado por boca de los obreros del País Vasco (Véase la República) en la misma voz de Franco. Y el grito ha saltado pujante y civil por encima de la frontera como condena a los que venían recortes autoritarios o dictatoriales para aplicárselos al pueblo español y otros pueblos o los que hablan de la imposibilidad de la resistencia y de la lucha.

Lucha hoy con más efecia e intensidad que nunca nuestra indomable guerrilla que no logra disminuir ni los ataques militares ni las falsas promesas del Gobierno de conceder la amnistía a los guerrilleros que se entregan.

Luchan con su apoyo creciente a la guerrilla y con su



## DE SOCIALISTAS A SOCIALISTAS

1943 ? - ?.

S.l.(Decazeville ?).

Dactylographié.  
13 cm X 15 cm, 2 p.

AN : 1943 (20 août) : INF 937.

Notice :

Bulletin clandestin publié par les socialistes qui ont adhéré à l'UNE afin d'appeler les autres socialistes à les rejoindre. Ces militants s'affirment socialistes et entendent le rester ; pour justifier leur adhésion individuelle à l'UNE, ils déclarent, qu'en l'absence de prises de positions de leurs dirigeants, ils ne voient pas d'autre cadre de lutte.

## DEMAIN

**Bulletin des Jeunesses libertaires de Bordeaux. Puis : Revue mensuelle des Jeunesses libertaires.**

Federación ibérica de las juventudes libertarias.

Espagnol. Français. Italien.

N° 1 (janvier 1945) - 1946 (?).  
Périodicité irrégulière puis mensuelle.

Administration : Faustino Piquer, Bordeaux (19 rue du Port).  
Collaborateurs : Paul Lapeyre, Sergio Roncal, ...

Imprimé.  
Imprimerie non indiquée.  
13,5 cm X 21,5 cm, 32 p.  
Couverture illustrée.

CEHI : 1945 - 1946 (n°s 1 - 4) : D 6.  
IFHS : 1945 (décembre : n° 3) : 14 ASP 2089.

Notice :

Revue des Jeunesse libertaires, rédigée en français, espagnol et italien, très caractéristique des liens existant entre trois des principales terres d'élection de l'anarchisme. Publication essentiellement culturelle :

Dans cette revue faite par et pour les jeunes, tout ce qui tend au développement de la personnalité chez les jeunes : sociologie, sciences, arts, littérature, etc... trouvera sa place<sup>1</sup>.

## DEMOCRACIA

Organo de Alianza republicana. Puis : Organo de Alianza republicana española.

Alianza republicana española.

Espagnol.

194 ? - ?.

Périodicité inconnue.

Rédaction : Madrid puis Levallois- Perret (V. Fernández : 36 rue Louis Rouquier).

Imprimé.

15,5 cm  $\times$  21 cm, 4 p. puis 38 cm X 55,5 cm, 4 p.

FPI : 1946 (n° de mars), 1947 (n° de juillet) : p. 1127.

Notice :

Commencé dans la clandestinité "quelque part en Espagne", ce journal apparaît ensuite en France ; l'imprimerie et le dernier tirage sont tombés entre les mains de la police franquiste et le militant qui transportait le journal criblé de balles.

Organe de l'Alliance républicaine, membre en Espagne de l'Alliance nationale des forces démocratiques, *Democracia* a une rubrique au titre significatif "Espagne hors d'Espagne" où elle informe de l'activité culturelle des exilés (ouvrages, conférences, centres d'études, exposition d'arts plastiques à Paris en 1947 ...).

## DEMOCRACIA

Publicación iberoamericana.

[Bien que tu sois vaincu, ne te donnes pas pour vaincu.] [La liberté et l'intelligence sont l'atmosphère naturelle de l'homme.] [La fille que j'aimais me dit qu'elle ne m'aime pas ; que Dieu permette que l'on distingue entre la J.A.R.E. et le S.E.R.E., couplet populaire d'actualité parmi les Espagnols].

Espagnol.

---

1. *Demain*, n° 1, janvier 1945.

N° 1 (2 septembre 1939) - n° 3 (23 septembre 1939).  
Hebdomadaire.

Rédaction et administration : Paris 10<sup>e</sup> (7 rue Taylor).  
J. NIEVES, administrateur ; André GERMAIN, gérant.

Imprimé.  
Imprimerie SPI, Paris 9<sup>e</sup>.  
37,5 cm X 54, 5 cm, 8 puis 4 p.  
Illustrations.  
1 F. le n°.

HSG : 1939 (n<sup>os</sup> 1 - 3) : Sp. Paris, Diversen.

**Notice :**

Apparue en septembre 1939, cette publication émane, selon toute probabilité, de la CNT. Le ton est très virulent contre le pacte germano-soviétique ; le n° 2 apparaît avec une faucille et un marteau ressemblant à une croix gammée et *Democracia* dénonce l'intervention soviétique en Espagne.

<b>DEMOCRACIA</b>
-------------------

Espagnol. Français.

N° 1 (19 août 1955) - n° 21 (6 janvier 1956).  
Hebdomadaire.

Interdit par arrêté ministériel du 29 décembre 1955 (*Journal officiel* du 8 janvier 1956, p. 342).

Rédaction et administration : Paris 12<sup>e</sup> (18 boulevard de la Bastille).

Gaston RIVERAIN, directeur - gérant.

*Collaborateurs* : Cesar M. Arconada, Pablo de Azcárate, Gilbert de Chambrun <sup>2</sup>,  
Me Gustave Cotelle, Mme Yves Farge <sup>3</sup>...

Imprimé.

Imprimerie SIPN, Paris (14 rue de Paradis) (n° 1), puis Imprimerie JEP, Paris 9<sup>e</sup>.  
60 cm X 43 cm, 4 p.

Photos, dessins.

Abonnement annuel : 1200 F., 25 F. l'exemplaire.

Devenu : *España*.

BDIC : 1955 - 1956 (n<sup>os</sup> 1 - 21) : G F° P 4055.

---

2. Gilbert de CHAMBRUN, colonel Carrel dans la Résistance, député aux deux Constituantes (1945-1946), député progressiste (apparenté communiste) de la Lozère (1946-1955), membre du Conseil mondial de la paix.

3. Yves FARGE, un des plus actifs militants de la Résistance lyonnaise, ministre en 1946, fondateur des Combattants de la paix et de la liberté en 1948.

FPI : 1955 - 1956 (n° 1 - 21) : p. 3565.

**Notice :**

Journal animé notamment par d'anciens Résistants, proches des communistes, *Democracia* milite pour que

les Espagnols se prononcent, avec les garanties voulues, dans une libre consultation populaire, en un plébiscite démocratique, pour le régime qu'ils désirent pour leur patrie...<sup>4</sup>.

*Democracia* prône "la conjonction des efforts de ceux qui désirent une Espagne démocratique et souveraine" ; le journal a de nombreuses rubriques régulières : impressions d'Espagne ("Mi cámara y yo"), informations sur l'Espagne ("España hoy"), l'émigration ("España fuera de España"), un éphéméride ("Esta semana"), critiques de livres et, surtout, de films (la rubrique "El cine" est extrêmement régulière). *Democracia* est interdite en janvier 1956, probablement du fait de ses sympathies communistes.

<b>DEMOCRACIA ESPAÑOLA</b>
----------------------------

Al servicio de la Junta española de liberación. (Región de Bayonne).

1944 - 7.

Junta española de liberación.

Rédaction et administration : Bayonne (Segundino Goni, 33 boulevard Jean Jaurès).

*Collaborateurs* : Jean Garat, Julio de Huici...

Imprimé.

Imprimerie La Renovatrice, Bayonne<sup>5</sup>.

32 cm X 50 cm, 2 p.

2 F. le n°.

BDIC : 1944 (n° 2 : 5 décembre 1944)(photocopie) : en cours de catalogage<sup>6</sup>.

**Notice :**

Une des rares publications à être explicitement éditée par la JEL.

---

4. *Democracia*, n° 1, 19 août 1955.

5. Même imprimerie que celle où furent publiées les *Hojas libres* publiée par la Ligue espagnole des droits de l'homme à Bayonne de 1927 à 1929. Miguel de Unamuno était le président de la Ligue et Eduardo Ortega y Gasset le secrétaire. Peut-être Jean Garat est-il le maire de Bayonne qui avait été le gérant de *Hojas libres*

6. Don de Javier Rubio.

## DEMOCRACIA SOCIALISTA

Première époque : Boletín de información interior, discusión política y reagrupamiento revolucionario. Editado por el Comité departamental de Paris-Sena de P.O.U.M. Puis, à partir du n° 10 de décembre 1959 : Información, discusión, reagrupamiento marxista.

Deuxième époque : Boletín interior del Partido obrero de unificación marxista (P.O.U.M.) de Paris (Seine).

Partido obrero de unificación marxista.

Première époque : 1958 - 1960

Mensuel.

Deuxième époque : n° 1 (mai 1964) - 1965 ?

Périodicité irrégulière.

Première époque : Paris 15<sup>e</sup> (54 boulevard Garibaldi)(indiqué à partir du n° 10).  
Pedro BONET et Rafael FCNT FERRAN, administrateurs.

Deuxième époque : Paris 4<sup>e</sup> (5 rue Aubriot).

S.García, responsable de la publication.

Ronéotypé.

Première époque : 21 cm X 27 cm, 8 à 16 p., puis, à partir du n° 10, 21 cm X 31 cm, 10 ou 12 p.

50 F. le n° en 1959.

Deuxième époque : 21 cm X 27 cm, 12 à 18 p.

1 F. le n° en 1964.

Est supplément de : *La Batalla*.

BDIC : 1959 (n° 10), 1960 (n°s 11, 12) : 4° P 9373.

FPI : 1959 - 1960 (n°s 4 - 12), 1964 - 1965 (n°s 1 - 3) : p. 1135.

Notice :

Bulletin intérieur du POUM ; il donne des informations sur le Comité départemental de la Seine (permanence hebdomadaire tous les vendredis à la Salle des sociétés savantes, 28 rue Serpente, sortie de 1er mai en forêt de St Germain-en-Laye...). *Democracia socialista* se veut aussi instrument de discussion, de confrontation et d'élaboration commune des militants (articles sur la vie du parti, textes théoriques, rencontre avec un antifasciste de l'intérieur...).

## DESDE EL ROSELLON

Album artístico-literario.

N° 1 (juillet 1939) - n° 5 (septembre 1939).

Mas de l' Abat, Château de Valmy.

*Collaborateurs* : J. Atienza, E. Hermida, V.R. González, G. Coroi...

Manuscrit.

21 cm X 27 cm, 14 p.

Illustrations couleur (par G. Corbi, C. Corresa, C. Pestana, Sainz de Morales...)

"Edition bimensuelle de 25 exemplaires réalisée par un groupe d'artistes et d'intellectuels espagnols du chateau de Valmy" indiqué en couverture.

Continuation de : *Barraca*.

CEHI : 1939 (n° 3 : 31 août) : D 4.

Notice :

Bulletin artistique réalisé par des peintres, dessinateurs et poètes internés au camp d'Argelès et accueillis ensuite au château voisin de Valmy. L'exil y est constamment évoqué sous forme de créations en vers ou en prose<sup>7</sup>.

## DESPERTAR

Boletín interno de la Confederación nacional del trabajo de España en el exilio. Cultura y información social.

Confederación nacional del trabajo.

Espagnol.

N° 1 (12 novembre 1961) - n° 7 (24 décembre 1961).

Interdit par arrêté ministériel du 18 décembre 1961 (*Journal officiel*, 20 décembre 1961, p. 11.669).

Hebdomadaire.

Rédaction : Toulouse ( 4 rue de Belfort).

A. TURMO, directeur-gérant ; Federica Montseny, secrétaire de rédaction et Miguel Celma, administrateur.

*Collaborateurs* : Octavio Alberola, Vicente Artes, José Berruezo, Severino Campos, Perez Gúzman, Salvador Iniesta, Ramón Port...

Imprimé.

Imprimerie SGI, Toulouse.

45 cm X 56 cm, 4 p.

Photos, caricatures.

"No destinado a la venta publica".

0,30 NF le n° en 1961.

Continuation de : *C.N.T.*

Devenu : *Espoir*.

CEHI : 1961 (n°s 1 - 7) : GD 3.

7. Une présentation en est faite dans *Plages d'exil... op. cit.*

Notice :

*Despertar* paraît comme un bulletin intérieur quelques jours après l'interdiction de *C.N.T.*, au moment même de la suspension par le gouvernement français de deux meetings de la toute nouvelle Alliance syndicale CNT-UGT-STV<sup>8</sup> ; l'enjeu de ces interdictions apparaît de façon sybilline :

certains gouvernements se montrent sensibles à la pression exercée par le franquisme, en réciprocité avec les mesures que peut prendre le gouvernement espagnol par rapport aux activités que déploient en Espagne des sujets d'autres nations<sup>9</sup>.

Alors que la répression touche de nombreuses régions espagnoles, *Despertar* se plaint d'être réduit à être un organe d'expression interne et de ne pouvoir faire assez pour la combattre<sup>10</sup>. Il est très vite interdit pour ne pas avoir respecté la proportion prescrite d'articles en langue française.

Les rubriques principales sont : "Jour après jour", "Face à l'Espagne", "Pour la jeunesse", "Sérieusement et pour plaisanter", "Tribune libre", "Conférences, festivals, réunions", "Service de librairie du mouvement", "Souscription pro-España oprimida", parfois "Nécrologies". Du premier au cinquième numéro, publication des mémoires de Pablo Casals, puis à partir n<sup>o</sup> 6 : *La Commune* de Louise Michel.

<b>DIALEG</b>
---------------

**Publicació catalana.**

Amitiés France-Catalogne.

Catalan.

N<sup>o</sup> 1 (novembre 1962) - ?  
Bimestriel.

Rédaction : Les Murceaux (J. Bonet : La Vigne Blanche).

Joan BONET, directeur

*Collaborateurs* : Jordi Amic, Francesc Arnau, Joaquim Valles, Marc Valles...

Imprimé.

Imprimerie des Editions Polyglottes, Paris 12<sup>o</sup>.

18 cm X 27 cm, 12 à 20 p.

Abonnement annuel : 3,00 NF. 0,50 F le n<sup>o</sup>.

---

8. Les deux meetings devaient se tenir à Grenoble avec le concours de la CGT-FO et à Montpellier avec la participation de José Peirats et Pascual Tomás, deux villes "de concentration de la main d'oeuvre espagnole".

9. *Despertar*, n<sup>o</sup> 1, 12 novembre 1961.

10. *Despertar*, n<sup>o</sup> 4, 3 décembre 1961, p. 1.

CEHI : 1962 (n° 1 : novembre), 1963 (n° 2, 3), 1964 (n° 1), 1965 (n° 2, 3),  
1966 (n° 4), 1967 (n° 5) : D 3.  
IEC : 1961 - 1967 (n° 1 - 5) : P O. DIA.

**Notice :**

*Diàleg* se veut, comme l'indique son nom, une publication de dialogue ; - étant en parallèle les exécutions de José Antonio Primo de Rivera en 1936 et de Julian Grimau en 1963, elle souhaite que le sang ne coule plus en Espagne <sup>11</sup>.

Publication inspirée très probablement par la démocrate-chrétienne Union démocratique de Catalogne, l'une des deux organisations politiques d'inspiration catholique à ne s'être jamais ralliée au franquisme, l'autre étant le PNV ; *Diàleg* salue l'apparition en 1963 de la revue *Cuadernos para el diálogo* créée à Madrid par une équipe de démocrates-chrétiens autour de Joaquín Ruiz Jiménez, s'intéresse à l'expérience d'Eduardo Frei au Chili et publie des prises de position de l'abbé de Montserrat, Dom Aureli Maria Escarré.

<b>DIARI OFICIAL DE LA GENERALITAT DE CATALUNYA</b>
-----------------------------------------------------

**Editat a l'exili.**

Generalitat de Catalunya.

195 ? - ?.

Paris.

Andreu CORTINES, directeur <sup>12</sup>.

Imprimé

Imprimerie Réaumur, Paris (100 rue Réaumur).

21 cm X 29,7 cm. 4 p.

Est supplément de : *Generalitat de Catalunya. Butllet d'informació.*

CEHI : 1956 (n° de juin), 1977 (n° 2 : mai et n° 3 : août) : sans cote.

FPI : 1956 (n° de juin) : p. 1164.

**Notice :**

Journal officiel de la Généralité de Catalogne qui publie des messages du président et des décrets (par exemple, création là où l'émigration le justifie de délégations générales et spéciales de Catalogne en exil).

---

11. *Dialeg*, n° 2, juillet 1963, p. 9.

12. Voir notice biographique.



## DOCUMENTOS BASICOS DE COMISIONES OBRERAS

Comisiones obreras. Delegación exterior.

1967 - ?.

Paris (?).

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 49 p.

FPI : 1969 (n° de mars 1966 - décembre 1969)(sic) : p. 1193.

Notice :

Recueil de divers textes des Commissions ouvrières : le futur du syndicalisme, déclaration des CO de Madrid en juin 1966, communiqués des assemblées nationales des CO (juin et décembre 1967, juillet 1968, avril et novembre 1969), conclusions de la commission inter-industries de Madrid (novembre 1969)...

## DOCUMENTOS DE ESTUDIO

... ión formación del militante.

Unión general de trabajadores. Partido socialista obrero español. Juventudes socialistas de España.

Espagnol

1972 (?) - ?.

Rédaction : Paris 15<sup>e</sup> (31 rue général Beuret) <sup>13</sup>.

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 12 p.

Portrait de Pablo Iglesias en couverture.

FPI : 1972 (n°s 1 - 4 et 6 n°s sans date), 1973 (2 n°s sans date) : p. 1195.

Notice :

Bulletin de formation militante édité par l'UGT, le PSOE et les JSE : histoire du mouvement ouvrier, du Premier mai, l'organisation et son fonctionnement, idées pour le propagandiste, l'enseignement, l'Espagne de

---

13. Siège du PSOE à Paris.

1939 à 1972, la lutte des classes, les idéologies politiques contemporaines, la dictature du prolétariat...

**DOCUMENTOS DE ESTUDIO. SERIE DOCTRINA**

**Comisión formación del militante.**

Unión general de trabajadores. Partido socialista obrero español. Juventudes socialistas de España.

1972 (?) - ?.

Rédaction : Paris 15<sup>e</sup> (31 rue du général Beuret).

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 10 p.

FPI : 1972 (?) (n<sup>os</sup> sans date) : p. 1196.

**Notice :**

Bulletin de formation théorique édité par l'UGT, le PSOE et les JSE et consacré aux fondements du marxisme.

**DOCUMENTOS DE ESTUDIO. SERIE TEXTOS ESCOGIDOS**

**Comisión formación del militante.**

Unión general de trabajadores. Partido socialista obrero español. Juventudes socialistas de España.

1972 (?) - ?.

Rédaction : Paris 15<sup>e</sup> (31 rue du général Beuret).

Ronéotypé.  
21 cm X 30 cm, 8 à 12 p.

FPI : 1972 (?) (n<sup>os</sup> 1 - 3) : p. 1197.

**Notice :**

Bulletin de formation édité par l'UGT, le PSOE et les JSE qui présente des textes choisis de Pablo Iglesias sur l'action de la classe ouvrière, l'unité du parti, la grève...

## DOCUMENTS

Generalitat de Catalunya.

N° 1 (mars 1955) - ?.

Rédaction : Neuilly-sur-Seine (37 avenue du Roule).  
Andreu CORTINES, directeur.

Ronéotypé.  
21 cm X 32 cm, 8 à 14 p.

Est supplément de : *Generalitat de Catalunya. Butlletí d'informació.*

FPI : 1955 - 1956 (n° 1 - 3) : p. 1202.

### Notice :

Bulletin de la Généralité de Catalogne pour faire connaître aux Catalans les discussions entre le président du gouvernement en exil et les présidents des gouvernements d'Euzkadí et de Catalogne, la convention de Genève du 28 juillet 1951 sur le statut des réfugiés et une conférence de Josep Tarradellas prononcée à Mexico en mai 1956.

## DOCUMENTS ET NOUVELLES D'ESPAGNE

Bulletin d'information du Parti socialiste ouvrier espagnol et de l'Union générale des travailleurs d'Espagne.

Partido socialista obrero español. Unión general de trabajadores.

Français

1950 (?) - ?.

Rédaction : Paris 15° (31 rue général Beuret) : siège du PSOE et Toulouse (71 rue du Taur) : siège de l'UGT.

Imprimé  
Imprimerie SGI, Toulouse.  
24,5 cm X 31 cm, puis 21,5 cm X 26 cm, 16 p.  
Photos.

FPI : 1950 (n° de mars), 1952 (n° de novembre) . p. 1204.

Notice :

Bulletin publié en français par le PSOE et l'UGT pour aider à faire co.nprendre la "tragédie du peuple espagnol", au moment où Franco parvient à obtenir le rétablissement de relations diplomatiques internationales et obtient des crédits importants de l'Export-Import Bank.

Le bulletin décrit en 1950 l'état actuel de l'Espagne sur le plan politique, économique, militaire ; il indique la situation dans le domaine de la liberté religieuse et dénonce la répression franquiste. Le bulletin de 1952 titre : " une honte qu'il faut éviter : le franquisme veut rentrer à l'UNESCO", et publie des articles sur la liberté d'expression ("un camp de concentration intellectuel, l'Université sous le régime franquiste", "ce que l'on enseigne dans les écoles franquistes", "le régime franquiste et l'élite intellectuelle espagnole", "ce que fut la mort de Federico Garcia Lorca" <sup>14</sup>, "une liberté méconnue en Espagne franquiste : l'organisation syndicale", "autre liberté méconnue : la libre circulation des idées dans l' Espagne franquiste").

<b>DON QUIJOTE</b>
--------------------

**Publicación de humor y combate.**

Espagnol.

N° 1 (juin 1946) - n° 9 (mars 1947).

Mensuel.

Rédaction : Rodez (11 boulevard d' Estourmel).

Administrateur : Mme SAEZ. Directeur : "Don Quijote", rédacteur en chef : "Sancho Panza".

Imprimé.

Imprimerie G. Suberbie, Rodez.

32 cm X 42,5 cm, 4 p.

Caricatures de Bachillea (sic) Carrasco.

Abonnement annuel : 70 F, 6 F. le numéro.

BN : 1946 - 1947 (n°s 1 - 9) : Fol. Jo. 4009.

FPI : 1946 (n°s 1 - 7) : p. 1209.

Notice :

Cas quasi unique de publication satirique dans la presse de l'exil, au ton et aux caricatures virulentes. Placé sous la double direction symbolique de Don Quichotte et de Sancho Panza, ce journal éphémère se veut dans la lignée du *Canard enchaîné* et de *L'Os libre* qui "défendent souvent avec esprit et enthousiasme la cause de la République espagnole"<sup>15</sup>. Il proclame "défendre la République, une République propre, honnête, capable ; une République par le peuple et pour le peuple". Une rubrique régulière intitulée "*Cosas de Franquilandia*" donne des informations sur

---

14. Par Claude Couffon.

15. *Don Quijote*, n° 1, juin 1946, p. 4.

l'Espagne de Franco, toujours de manière sarcastique (les Cortes promulguent la réforme agraire : trois kilos de terre pour ceux qui la travaillent...). Mais l'humour du journal s'exerce aussi envers l'émigration républicaine (l'on parle d'une prison modèle rue des Pyramides) et une rubrique est consacrée à "l'humour involontaire de la presse exilée".

## ! CUIDADO CON ESCRIBIR EN CATALAN !

## ! CUIDADO CON EL PAPEL DE CARTAS

Se insiste de nuevo en una nueva cruzada contra las lenguas regionales de España.

« La Vanguardia » publica el siguiente suelto oficial referente a los letrados de los establecimientos públicos.

El gobernador civil de la provincia ha dictado las siguientes circulares:

« No obstante las exhortaciones y facilidades publicadas por el excelentísimo Ayuntamiento de esta capital

para que desapareciesen de los edificios y servicios públicos y privados así como de las Entidades que de cualquier modo se relacionen con el público, toda especie de inscripciones no redactadas en el idioma nacional y a pesar de la continuación de sanciones que oportunamente se hizo conocer, es patente que restan aun visibles excepciones concebibles más bien como efecto de negligencia, que de absurda rebeldía.

## UNA FOTOGRAFIA HISTORICA



Ese apretón de manos de Stalin y Ribbentrop debe inmortalizarse. Para vergüenza del mundo y sarcasmo de los Estados representantes de las dos dictaduras — la rusa y la alemana — no se lavaron las manos cordialmente después del famoso pacto. No lavaron las lavárcelas ni Ribbentrop ni Stalin. Porque los dos han heredado la vida con la misma sangre : la sangre de la guerra.

# Lo que dice la Prensa francesa sobre la suspensión de los periódicos del exilio

(De «La Dépêche», de Toulouse)

**PROHIBIENDO LOS PERIÓDICOS REPUBLICANOS ESPAÑOLES. EL GOBIERNO HA QUERIDO EVITAR A FRANCOS, PERO SE HACE RESPONSABLE DE UN LAMENTABLE ESCANDALO.**

«Pluto a tres columnas en su edición de la mañana del día 18 de noviembre».

«La tabla que con fecha 8 de noviembre, el ministro del Interior ha dictado una ordenanza, prohibiendo los periódicos editados en lengua española por los partidos y los movimientos españoles republicanos refugiados en nuestro país.

La decisión ministerial via tres «organos»: «Solidaridad Obrera», «CNT» órgano de la Confederación Nacional del Trabajo, y «El Socialista» órgano del Partido Socialista Obrero Español y de la Unión General de Trabajadores. En cambio el periódico «España Libre», órgano de la misma media, aparece simultáneamente.

«Lo que pasa es un gran número de españoles exiliados en el extranjero, porque se niegan a aceptar la dictadura franquista, privados de su prensa libre. Pero no es esto todo. «Se llega hasta prohibición estricta de cualquier que se han bien lejos de tener la menor apariencia de manifestaciones sediciosas. Es así como se ha impedido que, en París, nuestro amigo Julio Justo pueda tomar la palabra y, en Ginebra, los militantes de la CNT y de la UGT no han podido reunirse pacíficamente.

«En lo que respecta a los periódicos con la decisión del ministro del Interior deja la posibilidad a uno vez pensables de presentarse en lengua francesa que revision. No pueden reflexionar mucho para comprender que estas publicaciones editadas en una lengua que no sea la de Franco, no tendrán el mismo alcance que de los lectores a los cuales ellas se dirigen. Talos artículos que los demás no están todos en Francia se encuentran dispersados por el mundo entero particularmente en América latina, todos no hablan en francés.

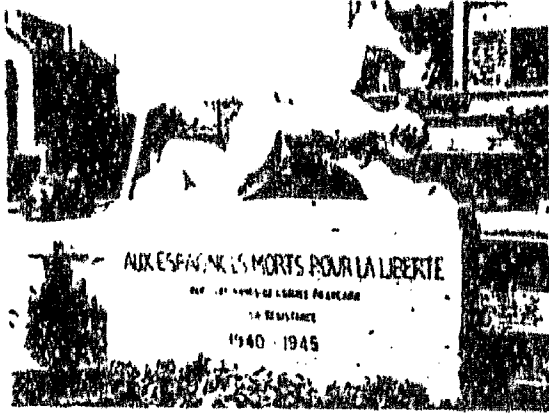
«Por que estos abusos en retención

de hombres y mujeres que desde hace más de veinte años, sirven con la frente alta, a despecho y utilización a veces desgraciada, en innumerosas batallas al ideal democrático. Estos periódicos prohibidos, se han hecho culpables de justificar actitudes hostiles a Francia o de repúblicas de perturbas aquí el orden público? Claramente, no; en vano se buscaría en estas publicaciones una línea que contenga los asuntos franceses.

«Cajada. Podíamos pensar que con la prohibición del «Luz» se iba a prohibir a los republicanos dirigentes han sido más lejos? Pero que nos digan de una vez, lo que vale el servicio prestado por el dictador de Madrid a la política francesa, hasta el momento, inestimable sea, que los espaholes de los «organos» franceses han rendido a la causa de nuestra patria y a la causa de la libertad del mundo, durante la ocupación alemana. Este, el gobierno del primer presi-

«bernia en los rangos del Ejército francés de la independencia, alzado en Ardenas en 1944, obra admirable del escultor Lohé.

«El La Dépêche se queda corta. «Solidaridad Obrera» fue fundada, concretamente en 1907, antes ya de la fundación de la Confederación Nacional del Trabajo. Fue dirigida durante 18 años, con el culpa del partido de la dictadura de Primo de Rivera. Su nombre existe, para, desde hace 44 años.



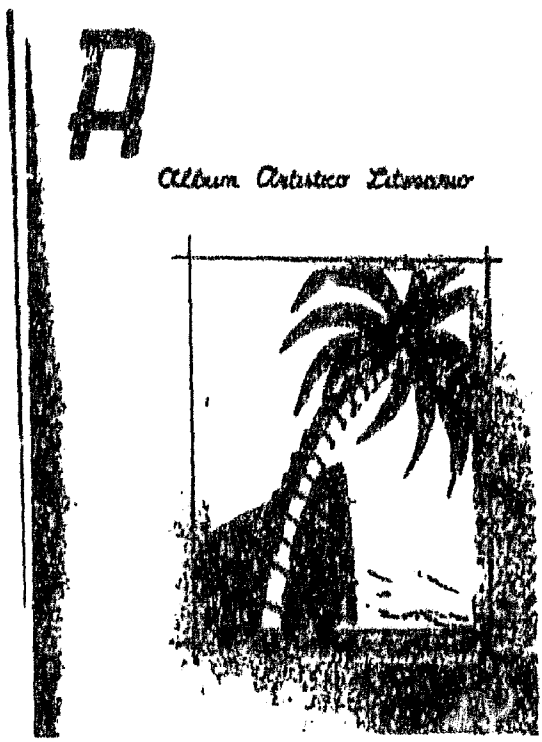
«El Socialista», el diario fundado en Madrid, en 1890, por Pablo Iglesias y en el cual Indalecio Prieto publicó sus crónicas todas las semanas tiene demandada autorización para permitirle semejantes intrusiones. Lo mismo puede decirse de «Solidaridad Obrera», el órgano anarcosindicalista creado en Barcelona hace una veintena de años (1) y tampoco pueden dirigirse tales reproches a «CNT» o «España Libre».

«La verdad es más simple: el gobierno francés ha querido sencillamente procediendo de esta manera agradecer al gobierno español las molestias que tenía de mantener a los activistas franceses refugiados en

«territo de Francia no podía perderlo de vista.

«En el momento en que habrá voces que no dejarán de elevarse para decir su indignación ante esta actitud a la hospitalidad que Francia ha tan generosamente concedido, desde hace ya casi una generación, a los republicanos españoles. «La Dépêche», fiel a su tradición, quiere elevar una figurada protesta y decir, una vez más, a los republicanos de España, la expresión de su indefectible solidaridad.

«El artículo aparece ilustrado con reproducción gráfica de monumento a los españoles muertos por la li-



# El alza constante de precios AGRAVA CADA DIA LA MISERIA DEL PUEBLO

El alza constante de precios agrava cada día la miseria del pueblo. La inflación galopante ha convertido a millones de españoles en víctimas de la pobreza. Los salarios reales se desploman, y el costo de la vida se dispara. El hambre y el frío acechan a las familias que no tienen recursos para comprar alimentos básicos. La situación económica es desesperada, y el pueblo sufre las consecuencias directas de la crisis.

El alza constante de precios agrava cada día la miseria del pueblo. La inflación galopante ha convertido a millones de españoles en víctimas de la pobreza. Los salarios reales se desploman, y el costo de la vida se dispara. El hambre y el frío acechan a las familias que no tienen recursos para comprar alimentos básicos. La situación económica es desesperada, y el pueblo sufre las consecuencias directas de la crisis.

# DEMOCRACIA

Para el 15 de octubre de 1935. Administración, M. Gualandri de la Realidad, Avilés. Director: M. Gualandri de la Realidad, Avilés. Precio del número: 10 céntimos. Suscripción: 100 céntimos al año. 1935. HUEVOMADARA. Nº 11



## DANS L'ENFER des prisons d'Espagne

### EL VIAJE DE FRANCO A BARCELONA

## Un plan que ha fracasado

Un plan que ha fracasado. El viaje de Franco a Barcelona fue un intento fallido de negociar con los republicanos. El plan consistía en una serie de acuerdos que nunca se materializaron. La situación política seguía siendo tensa, y el conflicto continuaba. El fracaso de este plan demostró que no había espacio para la negociación en las condiciones de guerra que se estaban viviendo.

# PARA QUE ESTO NO CONTINUE

Para que esto no continúe. Este artículo denuncia la situación de los prisioneros en las cárceles españolas. Se describe el trato inhumano, la falta de alimentos y el aislamiento de los presos. Se pide que se ponga fin a estas prácticas y que se restablezca el respeto a los derechos humanos. La situación en las cárceles es una vergüenza para España y un ejemplo de barbarie.

### Un preso de la cárcel de Carabanchel

PRECIO 8 FRANCO

Nº 1 - MARTES 3 DICIEMBRE 1944

# Democracia Española

REDACCION Y ADMINISTRACION  
B. GONI  
11 Boulevard (San-Jacques)  
BAYONNE  
BAYONA Bases Penales, France

AL SERVICIO DE LA JUNTA ESPAÑOLA DE LIBERACION (Región de Bayona)

## A UNOS Y A OTROS

A unos y a otros. Este artículo reflexiona sobre la situación de los españoles durante la guerra. Se habla de la división que existe entre quienes luchan por la libertad y quienes se han rendido. Se pide que todos los españoles estén unidos en la lucha por la liberación de España.

vosotros, os tenemos que respetar. Porque los hombres y mujeres respetamos al hombre. Y porque nosotros, nosotros, en más allá de lo que tu fuerza humana, nos impiden ofrecer otra justicia que la serena y desapasionada, la que no convive con el resentimiento y la venganza.

## Etre-munis pour être forts

La liberté est comme l'air. Sa présence est indispensable. On étouffe en son absence. Para que qu'un certain nombre de francos a été pas très bien compris ce qui est passé en Espagne dans les années 1930 et suivantes. L'homme rassemble conciliant la loi. Et nous faisons alors responsables de l'État. Un certain nombre de francos a été pas très bien compris ce qui est passé en Espagne dans les années 1930 et suivantes. L'homme rassemble conciliant la loi. Et nous faisons alors responsables de l'État.

## ANTROPOLATRIA

ESPAÑA EN UN GRITO

Todos en brazos quiero abrazarte, de tuerte de un abrazo y de un abrazo por la inteligencia, por la fuerza y por la fuerza a sus espaldas. Es la realidad castiza de España, la realidad castiza de los siglos, la realidad actual de nuestros días. Todos en brazos quiero abrazarte, de tuerte de un abrazo y de un abrazo por la inteligencia, por la fuerza y por la fuerza a sus espaldas.

chamada Capitan General de España por Primo de Rivera. Este artículo denuncia la situación de los prisioneros en las cárceles españolas. Se describe el trato inhumano, la falta de alimentos y el aislamiento de los presos. Se pide que se ponga fin a estas prácticas y que se restablezca el respeto a los derechos humanos.



## ECOS

**Boletín interior de la sección europea del Partido comunista de España.**

Partido comunista de España.

1967 - ?.

S.l.

Ronéotypé.

13 cm X 20 cm, 24 p..

FPI : 1972 (n° 9) : p. 1223.

Notice :

Bulletin intérieur du PCE qui traite des problèmes des émigrés espagnols en Suisse, Allemagne et Belgique.

## ECOS LIBERTARIOS

**Boletín interior del M.L.E. en Francia. Regional IX.**

Movimiento libertario español.

[Que les rivières ne se perdent pas dans la mer, ni les sages dans l'ignorance", R. y Cajal].

Espagnol.

1945 (?) - ?.

Périodicité inconnue.

Tours.

Imprimé.

Imprimerie Paul Bardin, Tours (21 place de la République).

22 cm X 28 cm. 4 p..

Gratuit.

CEHI : 1946 (n° 4, 6, 11) : E 27.

IFHS : 1946 (n° 4) : 14 ASP 1954.

Notice :

Bulletin "anti-politique et anti-gouvernemental" publié par les libertaires en Touraine ; il donne des informations sur les activités des anarchistes exilés dans l'Indre-et-Loire et dans les départements limitrophes (Indre : meeting à Châteauroux).

## EDICIONES DEMOCRACIA Y LIBERTAD

Partido socialista obrero español.

N° 1 (août 1947) - ?.

S.l.

Imprimé.

11 cm X 14,5 cm , 22 p.

Le n° : une peseta.

FPI : 1947 (n° 1) : p. 5095.

Notice :

De petit format, ce bulletin est fait dans l'exil pour la clandestinité : discours du président de l'UGT et du vice-président du PSOE.

## EDIFICACION

Organo del grupo en Francia de la Federación de la Edificación.

Unión general de trabajadores.

N° 1 (avril 1947) - ?.

Rédaction : Paris 10° (Bourse du travail : 3 rue du Château-d'Eau).

*Collaborateurs* : Andrés Floria, Salvador González, Candido Miranda, Vicente Rodriguez ...

Imprimé.

21 cm X 27 cm, 4 p.

FPI : 1947 (n°s d'avril et octobre), 1948 (n°s de janvier, avril et juillet - août) : p. 122.

Notie :

Bulletin de l'UGT-Junte centrale destiné aux ouvriers du bâtiment ; il suit particulièrement les grèves dans l'industrie du bâtiment en Espagne et recueille de l'argent pour les grévistes de Bilbao. Il manifeste une adhésion enthousiaste à l'appel des guérilleros du Levant et d'Aragon.

## ELGAR

**Journal des Basques de Paris, Bulletin d' information de la société Eskualzaleen Biltzarra.**

N° 1 (décembre 1947) - n° 151 ? (1963).

Société Eskualzaleen Biltzarrah.

Paris.

BN : 1948 - 1963 (n°s 2 - 151)(quelques numéros manquent) : Fol. Jo. 5460.

Notice :

Bulletin des Basques de Paris qui se veut éloigné de "toute politique et de toute confession" ; mais il indique dans son éditorial : "il nous est cependant impossible de ne pas nous pencher avec un intérêt fraternel sur la situation des Basques de la péninsule" <sup>1</sup>.

## EMANCIPACION

**Organización sindical revolucionaria de la emigración española.**

Organización sindical revolucionaria.

1971 - ?.

Mensuel.

Paris ?.

Ronéotypé.

21 cm X 29,7 cm, 6 p..

1. Menu: *Emancipación. Oposición sindical obrera (puis de Paris).*

BDIC : 1971 (n° 1 : avril, n° 2 : mai) : 4° P 11360.

Notice :

Bulletin qui se donne un double but :  
la lutte sur deux fronts : contre le patronat français pour la défense de nos droits, contre la dictature yanqui-franquiste qui nous a vendus comme main-d'oeuvre bon marché et nous a jetés hors de notre propre pays <sup>2</sup>.

1. Traduit et publié dans *Alderdi*, n° 8, 1947, p. 17.

2. *Emancipación*, n° 1, avril 1971.

Dans sa contribution à l'unité de toutes les forces révolutionnaires espagnoles, l'Opposition syndicale révolutionnaire participe à la constitution d'un comité pro-FRAP de la région parisienne. Le bulletin donne des informations sur l'émigration (Renault-Billancourt, Citroën-Balard...) et se bat pour l'égalité des droits sociaux et de travail entre émigrés et travailleurs français.

## EMANCIPACION

### Oposición sindical obrera (puis de Paris). Miembro del F.R.A.P.

Oposición sindical obrera.

1971 ? - ?.  
Paris.

Ronéotypé.  
21 cm X 29,7 cm, 6 ou 8 p.

Continuation de : *Emancipación. Organización sindical revolucionaria de la emigración española.*  
A pour supplément : *Emancipación. Suplemento de la Organización de Paris.*

BDIC : 1972 (n° 4 : janvier- février), 1973 (n° 5 : mars, n° 6 : avril), 1973 (2 suppléments) : 4° P 11361.

Notice :

Bulletin qui donne des informations sur les ouvriers espagnols dans les entreprises françaises et appelle à l'unité d'action avec les autres immigrés et avec les Français ; données également sur les luttes en Espagne.

## EMANCIPACION

### Boletín de información de la O.S.O. de Paris.

Oposición sindical obrera.

1975 ? - ?.

Paris.

Ronéotypé.  
21 cm X 29,7 cm, 6 p.

Continuation de : *Emancipación. Oposición sindical obrera de Paris.*

BDIC : 1975 (octobre): 4°P 11371.

**Notice :**

Bulletin de l'Opposition syndicale ouvrière, continuation du précédent.

<b>ENDAVANT</b>
-----------------

**Setmanari del Moviment socialista de Catalunya. Puis : Butlletí interior del Moviment socialista de Catalunya. Puis : Organ central del Moviment socialista de Catalunya.**

Moviment socialista de Catalunya.

Federació. Democràcia. Socialisme.

Catalan. Français.

N° 1 ( 24 février 1945) - n° 156 (mars 1968).  
Hebdomadaire, mensuel, bimestriel puis irrégulier.  
Autorisation de paraître : 6 juin 1946<sup>3</sup>.

Rédaction : Toulouse (10 rue de la Trinité) puis : Perpignan (13 rue du Parda) ;  
direction-administration : Joan ALEU<sup>4</sup>, Castelnaudary (40 place de Verdun) ;  
gérant : Josep Coll<sup>5</sup> ; administration : Josep BUIRIA, Perpignan.

Puis, rédaction : Josep Pallach, Paris 8° (26 rue de Constantinople) (et :  
Montgeron, 32 avenue de la République), administration : Antoni Iborra<sup>6</sup>, Paris  
16° (13 rue Bassano) puis M. Miquel, Toulouse (26 rue des Potiers).

A partir de février 1950 : rédaction et administration : Josep Pallach<sup>7</sup> (Paris 8°, 26  
rue de Constantinople), Antoni Iborra et Enric Brufau.

*Collaborateurs* : Pere Aznar, Ambrosi Carrion, Josep Comabella<sup>8</sup>, J.  
Fronjosa, Josep Rovira<sup>9</sup>, Pelai Sala<sup>10</sup>, Manuel Serra i Moret<sup>11</sup>...

---

3. Pour un hebdomadaire grand format, de 4 pages et 2.500 exemplaires par semaine ; contingent de papier alloué : 330 kg par mois.

4. Joan ALEU, ancien Résistant dans les départements de l'Aude et des Pyrénées-orientales (AN, INF 936).

5. Voir notice biographique.

6. Antoni IBORRA-FARRE (né en 1901) participe en 1953 à la création de l'Association de coopération culturelle ibéro-yougoslave ; membre du Comité exécutif du MSC, l'administration d'*Endavant* est fixée à son domicile en 1955. Membre également du Casal de Catalunya de Paris, il exerce la profession d'ouvrier bottier (AN, INF 936 et AMI, Mi 34363, liasse 2).

7. Josep PALLACH CAROLA, né en 1920 à Figueras, ancien militant du POUM ; licencié en lettres de la faculté de Montpellier (1939-1942), il enseigne l'espagnol dans des lycées français (Orléans, Blois, Montgeron) (AMI, Mi 34363, liasse 2).

8. Josep COMABELLA, écrivain, ancien déporté (Dachau).

9. Voir notice biographique.

10. Pere AZNAR, J. FRONJOSA, Pelai SALA, anciens députés (aux Cortes ou au Parlement catalan), résident au Mexique.

11 Manuel SERRA I MORET, journaliste, écrivain député et président du Parlement de Catalogne en exil après la mort d'Antoni Rovira i Virg... Député aux Cortes, ancien ministre, ancien conseiller de la Généralité, initiateur du MSC. En effet, il est l'un des fondateurs, en 1923,

Imprimé.

Imprimerie non indiquée sur le journal <sup>12</sup>. Ronéotypé en 1949.

Formats divers : 30 X 46 , 32 X 50 et 38 X 56, 4 p. ; mais surtout : 21 cm X 27 cm, 4 à 8 p..

5 F. le n° en 1946, 15 F. en 1951, 20 F. en 1960.

Tirage : 4.500 exemplaires par mois en 1948, 3.00 en 1950, 1.000 par tirage en 1954, 2.200 en 1963 <sup>13</sup>.

BN : 1950 - 1963 (n°s 40 (décembre 1950) - n° 136) (manquent n° 54 de 1952 et n° 96 de 1958) : 4° Jo. 8474.

CEHI : 1945 (n°s 1 - 18), 1946 (n°s 19 - 28), 1947 - 1954 (n°s 29 - 125), 1962 - 1968 (n°s 126 - 156) : GE 3.

FPI : 1946 - 1967 (n°s 24 - 153; des numéros manquent) : p. 1278.

IFHS : 1945 (n° 2 : 25 mars) : 1° ASP 1954.

Notice :

Organe du Mouvement socialiste de Catalogne, créé à l'initiative de Manuel Serra i Moret, rejoint notamment par d'anciens dirigeants du POUM, *Endavant* connaît beaucoup de difficultés financières : sa périodicité se réduit à plusieurs reprises, pour devenir irrégulière et connaître des périodes d'interruption (notamment en 1949) <sup>14</sup>.

Le premier numéro sort un peu plus d'un mois seulement après la constitution du MSC, créé le 14 janvier 1945 pour regrouper

les forces ouvrières, paysannes, intellectuelles, techniques qui acceptent et ont foi dans le socialisme comme forme d'organisation économique, politique et morale de la société.

L'épigraphe résume bien l'orientation du journal : fédéraliste, socialiste et démocrate, qu'une phrase souvent mise en évidence (près du bulletin de souscription) vient préciser :

Sans l'exercice de la liberté il n'y a pas de socialisme possible. Sans une structuration socialiste, il ne peut y avoir un véritable exercice de la liberté.

## ESCUELA JUVENIL SOCIALISTA

Boletín de orientación.

Juventudes socialistas de España.

N° 1 (janvier 1946) - ?.

S.l.

---

de l'Union socialiste de Catalogne qui entre au PSUC en 1936 avec la majorité de ses adhérents ; en désaccord avec Joan Comorera, il fonde le MSC en 1945.

12. Imprimerie Labau, Perpignan (23 rue du Maréchal Foch) en 1946 ; en 1963, Imprimerie SGI, Toulouse.

13. AN, INF 936.

14. Le MSC publie un bulletin de même nom à Mexico à partir de 1946.

*Collaborateurs* : José Gregori, Rafael Heras, Salvador Martínez Dasi <sup>15</sup>, Juan Tundidor ..

Imprimé.  
22,5 cm X 28 cm, 8 p.

FPI : 1946 (n° 1) : p. 1302.

**Notice :**

Bulletin de formation pour les jeunes socialistes : il souligne l'importance de la formation du militant et publie des articles sur la lutte des classes, l'interprétation socialiste de la coopération et le mouvement révolutionnaire d'octobre 1934.

<b>ESFORC</b>
---------------

Editado por los directivos de la Federación catalana de trabajadores de banca, bolsa y ahorro en el exilio en l'ranca.

Unión general de trabajadores.

Español.

N° 1 (1945) - ?.

Correspondance : Jacinto Alberto, Béziers

Dactylographié.  
21 cm X 21,5 cm , 2 p.

FPI : 1945 (n° 1) : p. 1306.

**Notice :**

Bulletin extrêmement modeste édité par la Fédération catalane des travailleurs de la banque, de la bourse et des caisses d'épargne, en continuation de l'*Esforç* qui paraissait en Catalogne <sup>16</sup>.

<b>ESFORC</b>
---------------

Portaveu de la Federació catalana de banca, borsa i estalvi.

---

15. Voir notice biographique.

16. Un bulletin du même nom était publié à Mexico depuis 1943.

Unión general de trabajadores.

Catalan. Espagnol.

N° 1 (avril 1946) - 7.

Rédaction : Paris 3° (29 boulevard du Temple).

Ronéotypé et imprimé.

21 cm X 27 cm et 14 cm X 21 cm, 4 p.

FPI : 1946 (n° 1 : avril et n° de juillet) : p. 1309.

Notice :

Bulletin de la Fédération des travailleurs des banques.

<b>ESFUERZO</b>
-----------------

**Boletín interior de la Comisión de relaciones de Paris.**

Confederación nacional del trabajo.

N° 1 (décembre 1964) - n° 17 (mars 1972).

Rédaction : Paris 10° (24 rue Sainte Marthe).

*Collaborateurs* : Germinal Esgleas, José Peirats ...

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 8 à 24 p.

BDIC : 1968 - 1970 (n°s 11, 12, 14) : traitement en cours 17.

CEHI : 1964 - 1972 (n°s 1 - 17) : E 18.

IISG : 1964 - 1972 (n°s 1 - 17) : 4° E / 61-70.

Notice :

Bulletin anarchiste de réflexion théorique ; il donne également des informations sur le mouvement anarchiste international.

<b>ESPAGNE (L')</b>
---------------------

**Hebdomadaire politique et littéraire.**

---

17. Numéros donnés par Antonio Téllez Sola.



"Pour la liberté, pour la démocratie, pour la concorde".

Français.

N° 173 (15 octobre 1948) - n° 193 (2 mai 1949).  
Hebdomadaire.

Direction, administration : Paris (4 rue du Faubourg Montmartre).  
Ricardo GASSET <sup>18</sup>, directeur, A. Boya, gérant.

Imprimé.  
Imprimerie SPI, Paris 9°.  
Photos, caricatures.  
12 F le n°.

Continuation de : *L'Espagne républicaine*.

BDIC : 1948 - 1949 (n°s 173 - 193) : G F° P 3321.  
BN : 1948 - 1949 (n°s 173 - 193) : Gr. fol. Jo. 4288.  
FPI : 1948 - 1949 (n°s 182 - 187, 189, 189 bis - 193) : p. 1311.

Notice :

*L'Espagne* est la continuation de *L'Espagne républicaine*, née en 1945 à Toulouse sous le signe de l'union, dans une Junte espagnole de libération, des partis et syndicats socialistes, républicains et anarchistes. A partir d'avril 1948, la direction de *L'Espagne républicaine* s'installe à Paris tandis que le secrétariat et l'administration restent à Toulouse : avec *L'Espagne*, la réunification s'opère. C'est une publication unitaire, à la fois journal d'information et revue culturelle.

ESPAGNE REPUBLICAINE (L')
---------------------------

Hebdomadaire politique et littéraire.

Français. Espagnol.

N° 1 (30 juin 1945) - n° 172 (8 octobre 1948).  
Hebdomadaire.

Rédaction : Toulouse, 15 allées Jean Jaurès, puis, à partir du n° 18 (27 octobre 1945) : 10 rue du Languedoc, et à partir du n° 146 (9 avril 1948) : 57 rue Bayard (siège de *La République*).

A dater du n° 147 (16 avril 1948) : direction : Paris (4 rue du Faubourg Montmartre) et secrétariat de rédaction et administration : Toulouse (57 rue Bayard). Pour les n°s 170 - 172 : direction et administration : Paris (4 rue du Faubourg Montmartre).

Ricardo GASSET, directeur ; Dr A. Boya, gérant.

*Collaborateurs* : Mario Aguilar, Víctor Alba, Alvaro de Albornoz, Luis Araquistáin, François Arreau, Alfonso Ayensa, Bedouce, Domènec de Bellmunt,

---

18. Voir dans le premier volume à "Quelques portraits".

Juan B. Bergua, Bernad, Lluís Capdevila, Jean Cassou, François Donnez <sup>19</sup>, Falco, A. Fernández Escobés <sup>20</sup>, Angel Ferran, Jacinto Luis Guereña, Ignacio Iglesias, Félix Martí Ibañez, Simone Martin, Federica Montseny, Pierre Orsini, Horacio M. Prieto ... <sup>21</sup>

Imprimé.

Imprimerie régionale, Toulouse (59 rue Bayard).

43 cm X 61 cm, puis 46 cm X 57 cm, 38,5 cm X 57 cm, 4 p.

Photos, dessins, caricatures (de Arguella, Geo Marc ...).

4 F. le n° en 1945.

Tirage : 20.000 exemplaires par semaine <sup>22</sup>.

Devenue : *L'Espagne*.

BDIC : 1945 - 1948 (n°s 1 - 172) : G F° P 3321.

BN : 1945 - 1948 (n°s 1 - 172) : Gr. Fol. Jo. 4288.

FPI : 1945 - 1948 (nos 1 - 100, 102 - 125, 129, 130, 132 - 160, 162 - 164, 166, 168 - 172) : p. 1313.

Notice :

Publication de la Junte espagnole de libération, *L'Espagne républicaine* occupe une place à part dans le panorama des publications de l'exil par son caractère unitaire qui n'exclut pas les débats et sa publication en grande partie en français. Les buts en sont clairement affirmés :

Le titre de notre journal est en soi une définition du but à atteindre et de l'oeuvre à accomplir... Nous pouvons affirmer qu'en face de la souveraineté usurpée, il existe un régime qui n'a jamais cessé d'être dans le coeur de tous : la République, gouvernement légal de l'Espagne. Il est évident aussi que nous avons formé, d'abord pendant la guerre, ensuite dans l'exil, un bloc uni pour rendre à notre pays sa normalité légale <sup>23</sup>.

Des personnalités espagnoles de toutes les tendances représentées dans la JEL y participent, communistes exclus, ainsi que des auteurs français. *L'Espagne républicaine* rend compte des actions diplomatiques entreprises par la Junte puis par le gouvernement républicain auprès des autorités françaises et alliées et fait régulièrement une revue de la presse française, européenne et mondiale autour du "Problème espagnol" ; elle consacre également une grande place à la culture sous toutes ses formes et à la poésie en particulier (dans la rubrique régulière "Poetas de España" et "Poètes de France").

*L'Espagne républicaine* connaît une large diffusion : elle est en vente en France dans les librairies des gares principales et dans tous les kiosques, ainsi qu'à Oran, Londres, Charleroi, Prague, Mexico et Genève <sup>24</sup>.

---

19. Ancien maire-adjoint de Toulouse.

20. Voir notice biographique.

21. L'équipe est présentée dans le n° 53 du 29 juin 1946.

22. Rapport des RG de 1948 (AN, F7 15589).

23. *L'Espagne républicaine*, n° 1, 30 juin 1945.

24. *L'Espagne républicaine*, n° 54, 6 juillet 1946.

## ESPAÑA

Boletín de información de Izquierda y Unión republicana al servicio de la Federación republicana democrática española.

Puis : Boletín de información de Unión republicana española al servicio de todos los republicanos.

Izquierda republicana. Unión republicana.

Espagnol.

Nº 1 (25 juillet 1945) - ?.

Rédaction : Perpignan (Benito Artigas Arpón : 10 rue Jean Mermoz).

Benito ARTIGAS ARPON, directeur. Pascual Gots, administrateur.

Collaborateurs : Leopoldo Garrido...

Imprimé.

30 cm X 44,5 cm.

Caricatures.

CEHI : 1945 - 1946 (n<sup>os</sup> 1, 2, 5, 6, 7) : FE 16.

FPI : 1945 - 1946 (n<sup>os</sup> 1 - 17) : p. 1315.

Notice :

Diverses publications portent ce titre évocateur : deux au Mexique à partir de 1944, une autre à Paris à partir de 1956. Celle-ci est un bulletin d'information des deux partis républicains, Gauche républicaine (IR) et Union républicaine.

## ESPAÑA

Nº 1 (26 janvier 1956) - nº 15 (3 mai 1956).

Hebdomadaire.

Interdit par arrêté ministériel du 24 avril 1956 (*Journal officiel* du 2 mai 1956, p. 4145).

Espagnol.

Rédaction et administration : Paris 12<sup>e</sup> (18 boulevard de la Bastille).

Gaston RIVERAIN directeur - gérant, puis à partir du nº 7 du 8 mars 1956, Armand PICOT.

Collaborateurs : Abdallah Acin, Román Arias, Pablo de Azcárate, Juan Diz <sup>25</sup>, Juan Ruiz, Pedro Valdes ...

Imprimé.

Imprimerie JEP, Paris 9<sup>e</sup>. Editions Les Publications réunies.

31 cm X 44,5 cm, 8 p.

---

25. Pseudonyme de Manuel Azcárate.

Photos, caricatures.

Abonnement annuel : 1200 F, 25 F. le n°.

Continuation de : *Democracia*.

Devenu : *Libertad española* <sup>26</sup>.

BDIC : 1956 (n°s 1 - 5, 7 - 14) : F° P 2325.

FPI : 1956 (n°s 1 - 15) : p. 3578.

Notice :

*España* continue *Democracia* après l'interdiction de celle-ci et a une durée de vie éphémère, mais sa parution est régulière durant cinq mois, chaque semaine, jusqu'à ce qu'elle soit à son tour prohibée ; elle a été créée afin de :

contribuer à la formation de ce grand front démocratique et patriotique -en gestation déjà dans les entrailles de la Patrie- que l'Espagne nécessite pour se libérer <sup>27</sup>.

La rubrique principale existe du début à la fin d'*España* et occupe une grande partie de l'hebdomadaire sous le titre "Noticias de toda España" : elle donne des informations sur la vie politique, économique et sociale de l'Espagne, en particulier sur les marques d'opposition au franquisme (manifestations étudiantes contre le régime à Madrid en janvier et février 1956, mécontentement des ouvriers devant les faibles augmentations de salaires culminant dans un mouvement de grève dans les centres industriels de Catalogne, de Navarre et de Guipúzcoa...). Une rubrique plus éphémère s'intitule "Crónicas de España", signée Juan Ruiz -probablement un pseudonyme-, où sont données des informations vécues et concrètes qui témoignent de l'état d'esprit de l'intérieur. *España* accorde aussi de l'attention aux problèmes du Maroc espagnol "sous la férule franquiste" ; dans chaque numéro une page -entière le plus souvent- est consacrée au XX<sup>e</sup> congrès du PCUS, abordant surtout les aspects économiques (VI<sup>e</sup> Plan quinquennal, transformation de la Sibérie...) et la dénonciation du culte de la personnalité qui y est faite est abordée dans *España*.

## ESPAÑA COMBATIENTE

Boletín del Consejo central.

España combatiente.

"Finalités d'*España combatiente* : rétablissement de la République, défense de ses institutions, continuation par tous les moyens de la politique de résistance au fascisme, aide à ceux qui luttent à l'intérieur de l'Espagne".

N° 1 (1er mai 1947) - juillet 1953 ?.

Mensuel.

26. *Democracia* : même éditeur, même directeur, et *Libertad española* : même éditeur.

27. *España*, n° 1, 26 janvier 1956.

Correspondance : Paris 8<sup>e</sup> (Elfidio Alonso : Hôtel Doré: 4 rue de la Pépinière). En 1950 : Marín Cayre, gérant. En 1951 : Serafin MARIN CAYRE, directeur <sup>28</sup>.  
Collaborateurs : Marín Aguilar, Elfidio Alonso, Julio Alvarez del Vayo, Angel Galarza <sup>29</sup>, Alvaro de Orriols...

Imprimé.

Imprimerie SPI, Paris 9<sup>e</sup>.

32,5 X 50, 4 p. (n<sup>os</sup> 1 et 2), puis 38 X 56, 4 p., puis 28 cm X 38,5 cm, 4 p.

Dessins.

BDIC : 1951 (décembre), 1952 (mars, juin, septembre), 1953 (juillet) : F<sup>o</sup> P 2253.

BN : 1948 (mai, juillet, novembre), 1949 (mars, mai, juin, septembre, novembre-décembre), 1950 (janvier, mars, mai, juillet, septembre, novembre), 1951 (janvier, mars, juillet, octobre, décembre), 1952 (mars, septembre), 1953 (juillet).

CEHI : 1947 (n<sup>os</sup> 3, 4), 1948 (mai, juillet, octobre) : GE 1.

FPI : 1947 (n<sup>os</sup> 1, 2 et suppléments), 1948 (suppléments et n<sup>o</sup> de mai), 1950 (n<sup>os</sup> de mai, juillet, octobre) : p. 1321.

Notice :

Journal du mouvement *España combatiente*, créé à Paris le 19 février 1947, par des exilés hostiles à la constitution du gouvernement présidé par Rodolfo Llopis et à la formule plébiscitaire avancée par Indalecio Prieto en font partie des socialistes proches de Juan Negrín, dirigés par Julio Alvarez del Vayo et des dissidents de la Gauche républicaine, dont certains proviennent de l'éphémère MUR <sup>30</sup>. Un bulletin du même nom paraît aussi à Mexico à la même époque, où une importante section du mouvement a été constituée au Cercle Jaime Vera. Les objectifs de l'organisation figurent en permanence en exergue du journal ; le président du mouvement est Julio Alvarez del Vayo et le vice-président Ramón González Peña.

Le journal mène un combat résolu contre les solutions de compromis politiques en Espagne et marque son attachement indéfectible à la République.

## ESPAÑA DIA

Su vida bajo la invasión.

Espagnol.

14 avril 1941.

Toulouse.

Dactylographié.

12 cm X 15,5 cm. 4 p.

Couverture illustrée, en couleur.

28. Voir notice biographique.

29. Voir notice biographique.

30. Rapport des RG de 1948 (AN, F7 15589). Voir à M.U.R.

Diffusion clandestine.

Collection particulière (Antonio Soriano, Paris) : 14 avril 1941.

Notice :

Malheureusement illisible du fait de son état, car seuls la première page de couverture et quelques fragments dactylographiés ont survécu, ce bulletin est cependant la plus ancienne publication clandestine à être parvenue jusqu'à nous. Rédigée à Toulouse par des jeunes de la JSU, *España día* apparaît essentiellement tournée vers la libération de l'Espagne - sur le contour de laquelle flotte le drapeau républicain en couleur - pour cette commémoration du 10<sup>e</sup> anniversaire de la République.

### ESPAÑA EMIGRADA

Periódico democrático de la emigración española en Francia.

Paris.

Collaborateurs : Juan Olivares..

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 8 p.

0,25 F le n°.

CEHI : 1966 (n° 1 : mars) : E 10.

Notice :

Bulletin éphémère "des démocrates espagnols qui luttent pour l'indépendance nationale, le pain et la liberté" ; il comporte des articles sur les causes de l'émigration économique et le pacte de Franco avec les Etats-Unis<sup>31</sup>.

### ESPAÑA ERRANTE

Organo del Movimiento revolucionario del exilio español.

? - ?.

Non localisé.

Notice :

---

31. Apparemment dissidents du PCE.

Interdit par arrêté ministériel du 7 novembre 1960 (*Journal officiel* du 16 novembre 1960, p. 10.220). Aucun exemplaire n'a été retrouvé.

## ESPAÑA EXPATRIADA

Semanario de la solidaridad democrática.

Confederación nacional del trabajo.

Español. Francés.

Deuxième époque : n° 1 (14 juillet 1939) - n° 7 (26 août 1939).  
Hebdomadaire.

Rédaction et administration : Orléans (7 rue du Gros Anneau).  
Gérard Houette, gérant, puis Roger Bonnet.

Imprimé.

Imprimerie coopérative "La Laborieuse", Orléans (7 rue du Gros Anneau).  
36,5cm X 55 cm, 4 p.  
Caricatures.

IISG : 1939 (n°s 1 - 7) : Sp. Orléans.Diversen.

Notice :

*España expatriada* paraît d'abord dans *Solidarité internationale antifasciste*, le bulletin de la section française de la SIA ; grâce à l'appui moral et matériel de ses lecteurs, *España expatriada* paraît de façon indépendante, du 14 juillet 1939 à la fin d'août de la même année. *España expatriada* publie de longues listes d'avis de recherche pour permettre les regroupements familiaux ainsi que des lettres adressées depuis les camps d'internement (celui de Bram en particulier) et se préoccupe de l'évolution de la situation internationale à l'approche de la guerre mondiale <sup>32</sup>.

## ESPAÑA LIBRE

Boletín semanal de información al servicio de los refugiados españoles.

Partido socialista obrero español.

N° 1 (12 mai 1939) - ?.

32. L'un des rares journaux de l'exil à se préoccuper alors aussi, fin août, des réfugiés juifs (n° 7).

Hebdomadaire.

S.I.

Dactylographié puis ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 5 p.

FPI : 1939 (n° 1 et n° 2 : 19 mai) : p. 4900.

Notice :

De nombreuses publications du même nom paraissent : à New York surtout (de 1936 à 1977), à Santiago-de-Chile entre 1941 et 1943, à Genève après 1945. Celle-ci, extrêmement modeste, émane de militants socialistes et appelle les réfugiés à "la sérénité et l'abnégation" ; elle s'interroge sur ce que fait l'URSS pour les réfugiés et elle donne des informations d'Espagne.

## ESPAÑA LIBRE

Organo del Comité de relaciones de la Confederación regional del Centro en Francia. C.N.T. - A.I.T. Puis, au n° 5 : Portavoz en Francia de la C.N.T. de España (M.L.E.), C.N.T. - A.I.T. Puis, jusqu'au n° 11 du 16 mars 1946 : Organo en Francia de la C.N.T. de España (M.L.E.), C.N.T. - A.I.T. A partir du n° 12 du 23 mars 1946 : Organo en Francia de la C.N.T. - A.I.T.

Confederación nacional del trabajo.

Espagnol.

N° 1 ( 25 août 1945 ) - n° 534 ( novembre 1961).

Hebdomadaire puis bimensuel.

Autorisation de paraître : 9 mars 1946 <sup>33</sup>.

Interdit par arrêté ministériel du 2 novembre 1961 (*Journal officiel* du 3 novembre 1961, p. 9985).

Rédaction-administration : Paris 11<sup>e</sup> (111 rue Oberkampf, puis 76 rue Saint Maur) puis La Garenne-Colombes (29 rue d'Asnières) et Toulouse (47 rue Jonquières) à partir de 1947.

---

33. Pour un hebdomadaire, format 43 cm X 60 cm, 4 pages, 2.500 exemplaires par semaine ; papier alloué : 3.30 kg par mois (AN, INF 937).



Directeurs successifs : Félix LORENZO ("Paramo") <sup>34</sup>, Emilio VIVAS BLANCO <sup>35</sup>, Domingo TORRES, Joan BERNAT, Ramón LIARTE (à partir d'octobre 1948) <sup>36</sup>, Emilio VIVAS BLANCO, Ginés ALONSO.  
Administration : Francisco Sánchez, Miguel Hernández, Emiliano Serna, Francisco Romero Fernández.

Comité de rédaction en 1945 et 1949 : José González ("Germán") <sup>37</sup>, Juan Manuel Molina ("Juanel") <sup>38</sup>, Desiderio Ortega, Domingo Torres, Eduardo Val Bescos <sup>39</sup>, Emilio Vivas.

Rédacteur en chef : Mateo Santos <sup>40</sup> et en 1949 : Ramón Liarte.

Collaborateurs : Diego Abad de Santillán, Ramón Alvarez, Acracio Bartolomé, Jacinto Borrás, Manuel Buenacasa, Cipriano Mera <sup>41</sup>, Horacio Prieto, Ricardo Sanz...

Imprimé.

Imprimerie Soler, Aulnay, puis Imprimerie Portes Saint José, Toulouse (41 route d'Agde) et SGI, Toulouse.

45 cm X 56 cm, puis 45 cm X 60 cm. 4 p.

Dessins, caricatures.

Tirage : 3.5000 exemplaires par semaine en 1949, 3.200 en 1951, 3.000 en 1954 (dont 2.900 abonnements), 3.000 en 1961 <sup>42</sup>.

BDIC : 1952 - 1961 (n<sup>os</sup> 445-493, 495-534) : GF<sup>o</sup> P 3933.

BN : 1947 - 1961 (n<sup>os</sup> 55 - 534)(des numéros manquent) : Gr. Fol. Jo. 4607.

FPI : 1945 - 1961 (n<sup>os</sup> 1 - 534 ; quelques numéros manquent) : p. 1333.

IFHS : 1945 - 1955 (quelques numéros manquent ainsi que les années 1947 - 1950, 1952 et 1956 - 1961) : 14 ASP 1705, 1834, 1964, 2011.

IISG : 1945 - 1961 (n<sup>os</sup> 1 - 534) : fol. F / 45-60.

Notice :

*España libre* est l'organe de la CNT "politique" ou "circonstancialiste", favorable à la collaboration au gouvernement en exil ; elle a commencé à paraître avant l'officialisation de la scission de la CNT, peu après que la direction du mouvement en exil soit passée aux mains des défenseurs de l'anarchisme traditionnel et de son apolitisme révolutionnaire. La scission confédérale est intervenue lors d'une réunion du Comité national du MLE-CNT tenue les 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 1945 à Toulouse, à la suite de la désignation par la CNT de l'intérieur de José Exposito Leiva et

---

34. Félix LORENZO (né en 1909), ex-maire de Lérída ; en France : comptable à la SNCF.

35. Emilio VIVAS BLANCO (né en 1911), journaliste en Espagne, peintre d'automobile en France. A travaillé pour les Services de renseignements français entre septembre 1942 et mai 1943; chargé d'un travail délicat, il est arrêté par la Gestapo le 9 mai 1943, interné à Fresnes jusqu'au 16 octobre 1943 d'où il est libéré par un non-lieu "grâce à l'intelligence et à la discrétion dont il fit preuve aux interrogatoires". Il parvient à éviter toute poursuite envers d'autres agents et à subtiliser aux Allemands des papiers très importants (AN, INF 937).

36. Voir notice biographique.

37. José GONZALEZ, journaliste en Espagne, chef de chantier de la moyenne Dordogne au Barrage de l'Aigle ; a servi dans le Bataillon FFI "Didier" en Auvergne du 6 juin 1944 au 6 juillet 1945 (*sic*) (AN, INF 937).

38. Voir notice biographique.

39. Eduardo VAL BESCOS (né en 1908), ancien journaliste ; arrêté le 1er novembre 1941, emprisonné à Toulouse, Maussac (Dordogne) et au camp du Vernet (AN, INF 937).

40. Emigre ensuite en Amérique latine.

41. Voir notice biographique.

42. AN, INF 936 et 937.

d'Horacio Prieto pour participer au gouvernement républicain. La CNT politique est dirigée dans l'exil par un sous-comité national, subordonné au comité national de l'intérieur.

Symboliquement, le n° 1 d'*España libre* s'ouvre sur une reproduction, en première page, des journaux libertaires edités clandestinement en Espagne (*CNT, Solidaridad obrera, Alianza*) avec le titre "Que l'action des forces de la Résistance en Espagne inspire les antifascistes de l'exil" ; la CNT et le MLE font en effet partie en Espagne de l'Alliance nationale des forces démocratiques et travaillent de façon unitaire avec les autres mouvements antifranquistes. *España libre* revendique la même stratégie que les anarchistes de l'intérieur et donne sa définition du mot "politique" :

nous faisons de la politique -sans oublier que l'apolitisme en est une- pour en finir avec la politique et les politiciens et retrouver ainsi la liberté tant aimée <sup>43</sup>.

## ESPAÑA LIBRE

Portavoz del Comité pro-frente revolucionario antifascista y patriota del Rosellón.

Frente revolucionario antifascista y patriota. FRAP.

Espagnol. Catalan.

Perpignan.

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 10 p.

CEHI : 1974 (n° 1 : janvier) : E 10.

Notice :

Bulletin du FRAP, publié à Perpignan après l'attentat qui a coûté la vie au chef du gouvernement espagnol, l'amiral Carrero Blanco, le 20 novembre 1973 ; les mots d'ordre du bulletin sont : "Pour une République fédérative ! contre la monarchie ! dehors les Yanquis !".

## ESPAÑA OBRERA

L'Espagne ouvrière. Organo mensual de los trabajadores españoles en Francia. Editado por la C.G.T. - Fuerza obrera.

43. *España libre*, n° 1, 25 août 1945.

Confédération générale du travail - Force ouvrière.

N° 1 (décembre 1949) - n° 7 (septembre 1952).  
Périodicité irrégulière.

Rédaction : Paris 14<sup>e</sup> (198 avenue du Maine).  
Arsenio JIMENO, directeur et Albert Bouzanquet <sup>44</sup>, gérant.  
Collaborateurs : Robert Bothereau <sup>45</sup>, Tomás Cano, Wenceslao Carrillo...

Imprimé.  
Imprimerie JEP, Paris 9<sup>e</sup>.  
28,5 cm X 44 cm, 4 p.  
Abonnement annuel : 120 F., 10 F. le n°.

BN : 1949 - 1952 (n<sup>os</sup> 1 - 7) : Fol. Jo. 6246.  
CEHI : 1949 - 1950 (n<sup>os</sup> 1, 3) : FE 16.  
FPI : 1949 - 1952 (n<sup>os</sup> 1 - 3, 5, 6) : p. 1337.

**Notice :**

Animé par des socialistes espagnols, ce journal édité par la CGT-FO, se présente comme un "périodique destiné aux travailleurs espagnols en France" ; la centrale syndicale française se déclare heureuse d'accueillir les syndicalistes espagnols déjà "immunisés contre les virus fasciste et stalinien" et qui ont aidé les syndicalistes français -"éveillés de leur rêve confraternel"- à recréer la vieille CGT dans la nouvelle CGT-FO. Les articles sont consacrés à la législation relative aux travailleurs étrangers en France, à la nouvelle Internationale syndicale, au franquisme et à la classe ouvrière espagnole, ainsi qu'à des informations pratiques (en cas de licenciement, sur les congés payés...).

<b>ESPAÑA POPULAR</b>
-----------------------

Partido comunista español.

Espagnol.

N° 1 (3 décembre 1944) - 1945.

Rédaction, administration : Toulouse (Celestino Yague, 43 rue Pergaminières, puis, à partir du n° 4 du 1er janvier 1945, Paulette Pampalona : 53 rue Pergaminières, puis 2 rue Bernadette).  
Collaborateurs : Fernando Claudín, Antonio Mije, Eugène Chilovsky ...

Imprimé.  
Imprimerie non indiquée.  
40 cm X 56 cm, 2 p. (sauf n° 3 du 25 décembre 1944 : 4 p.).  
Photos, dessins.  
2,50 F le n°.

---

44. Albert BOUZANQUET est secrétaire confédéral de la CGT-FO.

45. Robert BOTHEREAU, secrétaire général de CGT-FO.

Devenu : *Unidad y lucha*.

BDIC : 1944 - 1945 (n<sup>os</sup> 1 - 13) : G F° P 3261 et Mfm P 27.

BN : 1944 - 1945 (n<sup>os</sup> 1 - ...) : Gr. Fol. Jo. 4024.

CEHI : 1944 (n<sup>os</sup> 1 - 3), 1945 (n<sup>os</sup> 4, 8 - 13, 26, 38) : GE 2.

Notice :

Dès février 1940, le PCE publie un journal de ce nom à Mexico et l'y édite au moins jusqu'en 1972. Celui-ci est un porte-parole de l'UNE, d'une "Union nationale de lutte pour le rétablissement de la République et de la légalité constitutionnelle". *España popular* développe les mêmes mots d'ordre que les autres publications du mouvement -unité et lutte- et popularise les actions de guérillas menées en Espagne. *Unidad y lucha* le remplacera.

## ESPAÑA POPULAR

Partido comunista de España.

1943 ? - 1947 ?.

[Alger] <sup>46</sup>.

Collaborateurs : A. Arguelles...

Imprimé.

25 cm X 33 cm, 4 p. puis 43 cm X 58,5 cm, 2 p.

Photos.

2 F. le n°.

BDIC : 1943 (n° 6 : 1er septembre) (n° incomplet), 1944 (n° 15 : 1ère quinzaine d'octobre) (photocopies) : en cours de catalogage <sup>47</sup>.

CEHI : 1944 (n° 6 : mai) : GE 2.

Collection particulière (Gérard et Nina Langlet, Maisons-Laffitte) : 1943 (n° 7 : octobre).

Collection particulière (Javier Rubio, Salamanca) : 1945 (année III, n° 47 : 21 septembre).

Notice :

Publication du PCE en Afrique du Nord. Le n° 7 d'octobre 1943, numéro spécial, s'ouvre avec l'évocation d'octobre 1934 : "Appel aux Espagnols. Soyons dignes d'octobre 1934 !". Il rappelle l'unité, dans les Alliances ouvrières asturiennes, des socialistes, des syndicalistes et des communistes ; ce numéro, édité après le débarquement allié en Afrique du Nord, relate la libération de huit communistes espagnols condamnés à mort par Vichy et de plus de 2.000 prisonniers incarcérés dans diverses prisons et fait un compte rendu du meeting du 19 octobre 1943 à Oran, organisé par le

46. Le lieu d'édition n'est pas certain, mais il est probable que ce soit Alger car *España popular* est imprimée sur les presses d'Alger républicain (Lettre du gouverneur général de l'Algérie au ministre des Affaires étrangères, 26 janvier 1945 : AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 104, pp. 71-84).

47. Don de Javier Rubio.

Secours populaire algérien "en hommage aux prisonniers politiques espagnols libérés" <sup>48</sup>. En 1944, le journal appelle à aider la Junta suprême de l'Union nationale à sauver l'Espagne.

## ESPAÑA REPUBLICANA

Editado por Unión e Izquierda republicana exiliados en Africa del Norte, adheridos a la Junta española de liberación. Puis : Editado por Unión e Izquierda republicana exiliados en Africa del Norte.

Unión republicana. Izquierda republicana.

1944 (?) - 1947 ?.

Alger.

*Collaborateurs* : Alvaro de Albornoz, Isabel del Castillo, Clemente Cruzado, Enrique Gallego, Julio Solana...

Imprimé.

Imprimerie non indiquée <sup>49</sup>.

28 cm X 43 cm, 4 p., 31 cm X 43 cm, 4 p., 29 cm X 36 cm., 4 p., 30 cm X 42 cm, 4 p.

5 F le n° en 1945.

BDIC : 1945 (n° 20 : septembre) (photocopie) : catalogage en cours <sup>50</sup>.

CBHI : 1945 (n° 26 . décembre) : FE 30.

FPI : 1944 - 1945 (n°s 4, 10) : p. 1342.

Notice :

Des publications du même nom paraissent à New York à partir de 1945, à Buenos-Aires à partir de 1943 et à La Havane à partir de 1947, édités par différentes organisations. Celle-ci est à l'initiative de l'Union républicaine et de la Gauche républicaine d'Afrique du Nord.

## ESPECTACULOS

Boletín de la Federación española de la industria de espectáculos públicos. Edición para España.

Unión general de trabajadores

48. Avec la participation de Demusois, député communiste français, libéré également de la prison de Maison Carrée et Lucio Santiago, membre du PCE, ancien condamné à mort par Vichy.

49. *España republicana* est imprimée par *Alger republicain* (doc. cit. : AMAE, Europe 1944-1960, Espagne, vol. 104, pp. 71-84).

50. Don de Javier Rubio.

Espagnol.

N° 1 (juin 1946) - ?.

Rédaction et administration : Paris 3° (29 boulevard du Temple).  
*Collaborateurs* : Jesús Aguilar, José Atienza, Martín San José ...

Imprimé.  
10,5 cm X 13 cm (n° 1) puis 21 cm X 27 cm, 4 p.  
Photos.

FPI : 1946 (n° 1 : juin et n° d' octobre), 1947 (n° de mars et juin) : p. 1352.  
FUE : 1946 (octobre) :

Notice :

Destiné à l'Espagne, ce bulletin de petit format parfois édité sur papier "bible", s'adresse à tous les affiliés de la Fédération espagnole de l'industrie des spectacles publics en Espagne ; il rappelle les positions d'artistes comme Claudio Arrau qui a refusé d'aller jouer en Espagne malgré un contrat mirifique ("Los grandes artistas contra Franco").

## ESPERANZA

**Boletín del grupo femenino del P.S.O.E. de Toulouse.**

Partido socialista obrero español.

N° 1 (novembre 1968) - ?.  
Mensuel.

Toulouse.

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 4 à 20 p.

FPI : 1968 - 1970 (n° 1 - 3) : p. 1354.

Notice :

Bulletin du groupe femmes du PSOE toulousain : articles sur la femme et le syndicat en Suède, la femme algérienne, la femme au travail, mais aussi sur des dirigeants socialistes (L. Prieto, P. Iglesias, J. Besteiro...).

## ESPOIR

**Organe de la VI<sup>e</sup> Union régionale de la C.N.T.F. - C.N.T. - A.I.T.**

Confédération nationale du travail française.

Français. Espagnol.

N° 1 (7 janvier 1962) - n° 1025 (22 décembre 1982).  
Hebdomadaire.

Rédaction, administration : Toulouse (Bourse du Travail, place Saint Sernin puis 3 rue Merly).

Antoine TURMO, directeur ; José Borrás, administrateur, puis, à partir de 1965, Miguel Celma. Federica Montseny, secrétaire de rédaction.

*Collaborateurs* : P. V. Berthier, Édouard Brunet, Etienne Guillemau...

Imprimé.

Imprimerie SGI, Toulouse.

30 cm X 44,5 cm, 8 p.

Dessins, photos.

Abonnement annuel : 20 F., 0,40 f. le n° en 1962.

Continuation de : *C.N.T.* et *Despertar*.

BDIC : 1962 - 1982 (n° 1 - 1025) : F° P 2490.

CEHI : 1962 - 1982 (n° 1 - 1025) : FE 20 à 29 et FE 33 le n° 1025.

FPI : 1962 - 1975 (n° 1 - 700) : p. 1355.

Notice :

Il s'agit du journal, édité régulièrement durant vingt ans, par la CNT toulousaine après la disparition de son premier hebdomadaire, *C.N.T.* *Espoir* fait suite, en effet, à *C.N.T.* et à *Despertar* après les interdictions de novembre et décembre 1961. Officiellement organe de la CNT française, *Espoir* est en fait essentiellement animé par les militants de la CNT espagnole.

## ESQUERRA REPUBLICANA DE CATALUNYA

Butlletí d'informació del comité departamental de l'Alt Garona.

Esquerra republicana de Catalunya.

Catalan.

1945 - 7.

Toulouse.

Ronéotypé.

21 cm X 33 cm, 12 p.

CEHI : 1945 (n° 2 : octobre) : B 8.

Notice :

Bulletin intérieur de la Gauche républicaine de Catalogne du département de la Haute-Garonne : il donne des informations sur le Casal català de Toulouse <sup>51</sup> et sur l'activité d'ERC et des jeunesses -JEREC- de la région (organisation de cours politiques avec débats libres sur "la pensée politique de l'Esquerra" par exemple).

**ESQUERRA REPUBLICANA DE CATALUNYA. COMITE  
DEPARTAMENTAL DELS PIRINEUS ORIENTALS**

Circular.

Esquerra republicana de Catalunya.

1945 (?) - 1946 ?.

Rédaction : Perpignan (30 rue des Trois Journées).

Ronéotypé.

21 cm X 29,5 cm, et 21 cm X 27 cm, 4 p.

CEHI : 1946 (n°s 6, 7) : C 42.

Notice :

Modeste feuille d'information à usage interne du Comité des Pyrénées-Orientales de l'ERC : informations politiques sur l'exil et l'ERC en particulier.

**ESTAT CATALA**

**Butlletí interior del Partit d'Estat català. Delegació a França. Puis, à partir du n° 5 (septembre 1955) : Organ del Partit. Consell central. Puis, à partir du n° 19 (novembre 1956) : Organ del Partit. Secretariat general.**

Estat català. Secretariat general.

Patria. Llibertat. Justícia.

---

<sup>51</sup> Les sympathisants de l'ERC ont dû s'intégrer -ce qui ne paraît pas sans problème- dans le Casal fondé par l'Aliança nacional de Catalunya -proche de l'UNE- car ils n'ont pas obtenu de réponse à leur demande d'autorisation.



Catalan. Espagnol.

N° 1 (mai 1955) - n° 47 (novembre 1959) ?.  
Mensuel. Bimestriel en 1958 et irrégulier en 1959.

Rédaction et administration : Avignon (Lluis Esteve, 39 rue Banasterie) puis :  
Paris 8° (Boîte postale 151 - 08).  
Lluis ESTEVE, directeur-gérant. Puis Gabriel NOGUES.

Imprimé.

Imprimerie Mistral, Cavaillon puis Imprimerie Malé, Avignon.  
21 cm X 27 cm, 4 p.

Photos.

25 F. le n° en 1955 et 1957. Abonnement : 300 F. par an en 1955 et 1957.

"Inscrite au registre de la presse sous le n° 31.363"

CEHI : 1955 - 1959 (n°s 1 - 47) : E 7.

FPI : 1955 - 1959 (n°s 1, 20, 25, 43/44, 45/46) : p. 1367.

IFHS : 1957 (n° 23 : mars) : 14 ASP 1632.

Notice :

Publication du parti nationaliste catalan Estat català, fondé en 1923 par Francesc Macià, premier président de la Généralité de Catalogne. Apparu tardivement, au moment où intervient la réorganisation du parti<sup>52</sup>, *Estat català* suit particulièrement les événements relatifs à la Catalogne et les manifestations de la culture catalane.

ESTAT CATALA
--------------

**Butlletí interior de les Joventuts. Portantveu de les Joventuts del Partit al Pirineu Oriental.**

Estat català.

1946 ? - ?.

Correspondance : Perpignan (29 rue Maurice Barrès) ; administration : Perpignan (15 bis rue Claude Bernard).

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 7 p. (Couverture illustrée : emblème d'Estat català).

CEHI : sans date (1946 ?)(nos 1, 2) : E 7.

Notice :

---

52. Réorganisation qui n'a eu lieu qu'en septembre 1954, avec élection d'un Conseil exécutif sur proposition du Conseil central de l'intérieur, composé notamment de Joan Masot de Paris, Lluis Esteve d'Avignon, Antoni Turro de Miramas et Salvador Bartoll de Béziers).

**ESTUDIANTE (EL)**

Unión federal de estudiantas hispanos.

1949 - ?.

Paris.

Non localisé.

Notice :

Première parution annoncée dans *Libertad*, n° 52, du 7 avril 1949 ; aucun exemplaire n'a été retrouvé.

**FSTUDIO**

**Boletín interior.**

Centro de estudios sociales y económicos de Paris.

Rédaction : Paris 1<sup>er</sup> (79 rue Saint Denis).

N° 1 (janvier - février 1963) - n° 8 (janvier 1966) ?.

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 10 à 14 p.

CEHI : 1963 - 1966 (n° 1 - 8) : E 24.

Notice :

Le Centre d'études économiques et sociales de Paris a été constitué en 1961 par des militants de la CNT<sup>53</sup> : il propose des conférences, organise une bibliothèque et des archives, des excursions, des soirées chant-musique, poésie, une équipe sportive -l'US Hispania de foot- et il s'intéresse à la philatélie... Le bulletin publie des études sur l'Espagne

---

53. Bien qu'aucune indication ne soit portée sur le bulletin, le président en est Amador Álvarez Hernández (voir *Presencia*) et le Centre est une association relativement indépendante des mouvements anarchistes classiques qui oeuvre à la diffusion des théories libertaires et dispose également à ses adhérents des éléments de culture générale (AN, INF 936).

(l'agriculture, l'Espagne et le Marché commun, l'économie franquiste, le Plan de développement...).

## ESTUDIO Y TRABAJO

### Boletín de las Juventudes socialistas revolucionarias.

Juventudes socialistas revolucionarias.

N° 1 (juillet 1962) - ?.

Paris.

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 8 p.

FPI : 1962 (n° 1) : p. i375.

Notice :

Bulletin intérieur des Jeunesses socialistes révolutionnaires, proches du POUM, publié à un moment où les mouvements de grève de masse reprennent en Espagne.

## ESTUDIOS CONFEDERALES

### Boletín de información.

Confederación nacional del trabajo.

N° 1 (septembre 1964) - n° 3 (1965) ?.

Paris 1<sup>er</sup> (79 rue Saint Denis).

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 22 à 26 p.

CEHI : 1964 - 1965 (n° 1, 2, 3) : E 24.

Notice :

Publication du groupe "Estudios confederales" de la CNT : réflexion à partir d'enquêtes (sur le bilan du MLE et ses perspectives, sur les bienfaits ou non de l'unité confédérale), discussions et tribunes libres.

## EUSKO JAKINTZA

Revue d'études basques. Revista de estudios vascos. "Gernika".

Bazkumak argitarazi.

Institut "Gernika". Société internationale d'études basques.

Espagnol. Français. Basque.

Vol. n° 1 (février 1947), ol.n° 7 (1953 - 1957).

Bimestriel (en 1950 et 1951, deux fascicules seulement, numérotés 1 à 6 ; en 1952, un seul numéro et un seul volume pour 1953 - 1957).

Rédaction : José Miguel de Barandiarán, Sare, Basses-Pyrénées ("Bidartia").

Directeur - gérant : José Miguel de BARANDIARAN<sup>54</sup>.

Administration : Dr Ernandorena, Saint Jean-de-Luz (5 avenue de Verdun), puis, à partir du n° 3/4 : José Camina, Bayonne (Secrétariat de l'Institut "Gernika", 5 place Louis Pasteur).

En 1948 : secrétaire de rédaction : Jon Bilbao, Sare ("Isabelenea").

En 1948 : administration : Société internationale d'études basques "Gernika", Bayonne (5 place Louis Pasteur), puis Biarritz (10 place Clémenceau).

En 1949 : trésorier : Angel Lasarte, Saint Jean-de-Luz (86 rue Gambetta).

Pour le vol. n° 7 (1953-1957) : direction par José Miguel de Barandiarán, Jon Bilbao et Pierre Lafitte. Siège : Musée basque de Bayonne.

*Collaborateurs* : Severo de Altube, W. Boissel, Pere Bosch Gualpéra, Pierre Dop, Dominique Dufau, Jean Elissalde, Chanoine Michel Etcheverry, José de Eizaguirre, Jesús de Galíndez, Henri Gavel, Juan de Gorostiaga, Georges Labombe, Pierre Lafitte, René Lafon, Albert Léon, Pierre Lhande, Nicolas d'Ormaetxea, Manuel de la Sota, Philippe Veyrin ...

Imprimé.

Imprimerie Darracoq, Bayonne (avenue Louise Darracoq, allées Paulmy).

16 cm X 23 cm, 150 p. à 233 p.

Ornements typographiques de Philippe Veyrin. Photos.

Abonnement annuel : 600 F. (900 F. pour l'étranger) en 1947 (900 F. et 1200 F. en 1948) ; l'exemplaire numéroté et signé par le directeur : 250 F.

Tirage : 7.50 exemplaires par tirage vendus uniquement par abonnement en 1955<sup>55</sup>.

Continuation de : *Gernika. Eusko - Jakintza*, à partir du n° 5/6 de novembre - décembre 1947.

BN : 1947 - 1957 : 8° Z 30149.

Notice :

Publication de l'Institution culturelle "Gernika", les n<sup>os</sup> 1, 2 et 3/4 de la revue ont paru sous le titre de *Gernika. Euzko - Jakintza*. Revue de haute teneur scientifique dirigée par l'abbé Barandiarán, avec le concours

54. Voir notice biographique.

55. AN, INP 936.

initial de quatre membres de l'Académie basque <sup>56</sup>, de deux correspondants de cette Académie <sup>57</sup>, de professeurs des Universités de Toulouse, Paris, Cambridge <sup>58</sup>, de représentants du Musée basque de Bayonne <sup>59</sup>, du directeur du journal basque *Herria* <sup>60</sup> et d'enseignants <sup>61</sup> ; leur objectif est ainsi défini :

Notre propos est de faire connaître la vie basque dans sa forme actuelle et dans ses vicissitudes historiques.

Les études sur le Pays basque relèvent principalement de la linguistique, de l'ethnographie, de la géographie, de l'histoire, de la biologie et de la préhistoire <sup>62</sup>.

## EUZKADI OBRERA

Partido comunista de Euzkadi.

Espagnol. Basque.

1967 - 1973.

Mensuel, puis bimensuel à partir de 1972.

Paris ?.

Imprimé.

45 cm X 50 cm, 6 à 8 p.

ACCPCE.

Notice :

Publication du parti communiste basque, imprimée semble-t-il en France et reproduite en Euzkadi pour l'intérieur. Editée à Bilbao à partir de 1973 <sup>63</sup>.

## EUZKADI ROJA

Organo del Partido comunista de Euzkadi.

56. Severo de Altube, J. Elissalde, G. Lacombe, P. Lhande.

57. J. de Gorostiaga, N. d'Ormaetxea.

58. H. Gavel, G. Lacombe, M. de la Sota.

59. W. Boissel, P. Dop, P. Veyrin.

60. P. Lafitte.

61. M. Etxeoverry, R. Lafon, A. Léon.

62. Voir les index annuels 1947-1952.

63. Pedro IBARRA, "La prensa clandestina en Euzkadi bajo el franquismo", in *La prensa de los siglos XIX y XX. Metodología, ideología e información. Aspectos económicos y tecnológicos*, Bilbao, Universidad del País vasco, 1986, p. 708.

Partido comunista de Euzkadi.

Eri guztietako langileak , Alkartu !

Espagnol. Basque.

N° 1 (1er août 1946) - 1950.

Hebdomadaire.

Interdit par arrêté ministériel du 27 octobre 1950 (*Journal officiel* du 31 octobre 1950, p. 11.180).

Rédaction : Paris 19° (3 avenue Mathurin Moreau)<sup>64</sup>.

Directeur: Ramón O'RMAZABAL, administrateur : Francisco Zalacáin<sup>65</sup>.

*Collaborateurs* : Leandro Carro, Anita Martínez...

Imprimé.

Imprimerie centrale du Croissant, Paris 2° (F. Rochon : 19 rue du Croissant).

30 cm X 43 cm et 31 cm X 45 cm, 4 p. ; en 1954 : 14 cm X 22,5 cm, 4 à 8 p., papier bible.

Photos, dessins.

Continuation de : *Alkartu*.

Devenu : *Euzkadi obrera*.

BN : 1946 - 1950 (n° 1 - ...) : Gr. Fol. Jo. 4365.

CEHI : 1947 (n° 44, 54 - 70), 1948 (n° 71, 73 - 75, 83, 85, 95, 97 - 104, 107 - 110), 1949 (n° 111 - 126) : FE 17.

FPI : 1947 - 1948 (n° 33 et 105), 1954 (n° 8, 11, 18/19 : p. 1401).

Notice :

Cette publication du parti communiste basque fait suite à *Alkartu*, après que le PCE et *Mundo obrero* aient quitté Toulouse pour Paris; *Euzkadi roja* a continué à paraître clandestinement après son interdiction en 1950.

Fondé par les fédérations communistes basques lors de la constitution d'un gouvernement d'Euzkadi en octobre 1936, le parti communiste d'Euzkadi est représenté dès lors dans le gouvernement basque jusqu'à son exclusion en mai 1948. Le parti est organisé comme section basque du PCE, même après que ses dirigeants Ramón Ormazabal, secrétaire général, et Leandro Carro Hernández, membre du CC du PCE, aient affirmé en 1946 qu'ils n'appartenaient plus qu'au PC d'Euzkadi.

Le journal donne des informations internationales, sur l'Espagne, sur le PC d'Euzkadi et le PCE ; quelques articles sont rédigés en basque.

## EUZKADI SOCIALISTA

Boletín de información del Comité central socialista de Euzkadi (P.S.O.E.) en Francia.

64. Locaux de l'ancienne CGTU.

65. Rapport des RG, 1948 (AN, F7 15589).

Partido socialista obrero español.

Espagnol.

N° 1 (mars 1947) - ?.

Mensuel.

Rédaction : Toulouse (69 rue du Taur).

*Collaborateurs* : Paulino Gómez Beltran <sup>66</sup>, Enrique de Francisco, Joaquín Garcés, Eusebio Gorrochategui <sup>67</sup>, Laureano Lasa <sup>68</sup>...

Imprimé.

Imprimerie non indiquée.

28 cm X 38 cm. 4 ou 8 p.

Photos exceptionnelles.

CEHI : 1947 (n°s 1, 3 - 5), 1948 (n°s 7, 8) : FE 17.

FPI : 1947 - 1949 (n°s 1 - 7, 9 - 11) : p. 1462.

IFHS : 1947 (supplément au n° 3) : 14 ASP 1954.

#### Notice :

La création du Comité central socialiste d'Euzkadi est liée, comme pour le PC d'Euzkadi, à l'application du statut d'autonomie du Pays basque.

*Euzkadi socialista* est le journal des socialistes et des syndicalistes de l'UGT basques ; la dernière page s'intitule *U.G.T.*, avec le sous-titre : *Boletín de información del Comité central de la Unión general de trabajadores de Euzkadi en Francia*. *Euzkadi socialista* est un bulletin d'information intérieur sur l'activité du parti et du syndicat ; l'adhésion au PSOE des affiliés basques est obligatoire mais, en ce qui concerne les problèmes basques, une subordination est affirmée par rapport à la CE du Comité central socialiste d'Euzkadi de l'intérieur <sup>69</sup>.

Le journal publie des informations d'Euzkadi, des circulaires et rapports du parti, des compte rendus de réunions de l'UGT d'Euzkadi.

## EUZKO DEYA

**La voz de Euzkadi. La voix des Basques.**

66. Paulino GOMEZ BELTRAN, président du Comité à la fin des années quarante, ministre du gouvernement basque, membre de la CE du PSOE et de l'UGT, président de Solidaridad democrática española ; ancien ouvrier boulanger, il a été directeur du ravitaillement du gouvernement d'Euzkadi (AN, F7 15589).

67. Eusebio GORROCHATEGUI, secrétaire du Comité en 1948 ; ancien commissaire de police (*ibid.*).

68. Laureano LASA Y ORIA, médecin, ancien directeur général de l'Assistance sociale du gouvernement basque ; chef du service médical de la Délégation basque de Paris, directeur du Centre basque d'études sociales (*ibid.*).

69. *Euzkadi socialista*, *ibid.*, n° 1, mars 1947.

Délégation basque.

Français. Espagnol. Basque.

Première époque : n° 1 (29 novembre 1936) - n° 205 (10 mai 1940).

Bihebdomadaire puis hebdomadaire.

Interruption : 10 mai 1940 - 15 janvier 1945.

Deuxième époque : à partir du n° 206 (15 janvier 1945) jusqu'au moins au n° 524 (de 1972).

Bimensuel, mensuel à partir de 1950, bimestriel à partir de 1963.

Autorisation de paraître : 9 mars 1946 <sup>70</sup>.

Première époque : rédaction et administration Paris 16<sup>e</sup> (14 rue Fantin - Latour), puis Paris 16<sup>e</sup> (11 avenue Marceau).

Felipe de URCOLA-OYARZUN <sup>71</sup>, directeur, B. Monnier, gérant, puis à partir du n° 150 (5 mars 1939), Eugène Goyenèche.

*Collaborateurs* : Georges Bernanos, Louis de Brouckère, Louis Martin Chauffier, Manuel de Irujo <sup>72</sup>, Jacques Maritain, François Mauriac, Rafael Picavea, José María Semprún y Gurrea, Luigi Sturzo, Paul Vignaux....

Deuxième époque : Paris 16<sup>e</sup> (11 avenue Marceau puis à partir de juillet 1951 : 50 rue Singer).

Albert P. PRIEUR, directeur-gérant <sup>73</sup>. Felipe de Urcola-Oyarzun, rédacteur en chef ; administrateur : Gregorio de Errasti.

Imprimé.

Première époque : 21 cm X 27 cm, 4 p.

Imprimerie E.I.R.P. (O. Zeluk), Paris 9<sup>e</sup> (4-5 rue Saulnier); l'imprimerie EIRP devient SPI (Société parisienne d'impressions dans le n° 39 du 11 avril 1937, O. Zeluk toujours imprimeur.

Publicité dans la première série (avec l'indication, sous le titre : "Pour toute publicité, s'adresser à l'agence Metzl, 14 rue Fantin - Latour").

Tirage : 20.000 exemplaires mensuels <sup>74</sup>.

Deuxième époque : 21 cm X 27 cm, 12 à 16 p.

Imprimerie Soler (Aulnay-sous-Bois) puis Imprimerie SPI.

Photographies.

Abonnement semestriel : 35 F. en 1945, 60 F. en 1946 ; 3 F. le n° en 1945, 5 F. en 1946.

Tirage : 3.500 exemplaires par quinzaine en 1946, 2.500 par mois en 1954 <sup>75</sup>.

A pour supplément ; *Euzko Deya. Suplemento de información* (devenu : *Oficina Prensa Euzkadi. Boletín de información*).

BDIC : 1936 - 1940 (n<sup>os</sup> 1 - 73, 75 - 79, 81 - 82, 84 - 184, 186 - 190, 193 - 205) [ainsi que la collection complète en fac - simili]. 1945 - 1972 (n<sup>os</sup> 1 - 524): GF<sup>o</sup>P 2820 puis 4<sup>o</sup>P 4663.

FPI : 1936 - 1972 (n<sup>os</sup> 1 - 524)(quelques numéros manquent) : p. 1406.

---

70. Pour une parution hebdomadaire, un format de 43 cm X 60 cm, 3.500 exemplaires ; attribution de papier : 3.30 kg par mois (AN, INF 936).

71. Voir notice biographique.

72. Voir notice biographique.

73. Albert Prieur (1905 - ) ; journaliste français, directeur d'*Euzko Deya* et *Oficina Prensa Euzkadi*.

74. AN, INF 937.

75. *Ibid.*



## Notice :

*Euzko Deya* est la plus ancienne des publications de l'exil et l'une des plus longues : la Délégation basque à Paris commence à publier *Euzko Deya* dès 1936. D'autres publications du même nom paraissent à Buenos-Aires (de 1940 jusqu'au milieu des années 1960) et à Mexico (de 1943 à 1972). *Euzko Deya*, organe officiel du gouvernement basque, est patronnée par la section française de la Ligue internationale des Amis des Basques (LIAB), l'organisme locataire de l'immeuble du 11 avenue Marceau (jusqu'à l'arrêté d'expulsion du 6 juin 1951, exécuté à la fin du même mois)<sup>76</sup>.

Felipe de Urcola, qui a participé à la formation du gouvernement basque à Guernica en 1936, établit dès cette même année une délégation basque avenue Marceau, avec l'aide de Rafael Picavea <sup>77</sup>, député aux Cortes. Très vite, l'organe de presse *Euzko deya* est créé pour assurer la défense et la propagande des institutions basques et Felipe Urcola en devient directeur <sup>78</sup>.

Entre 1936 et 1938, ce périodique concentre ses efforts à faire ressortir la foi catholique <sup>79</sup> et le caractère social et démocratique du nationalisme basque :

le peuple basque, éminemment religieux, éminemment chrétien, n'en était pas moins ennemi de toute hypocrisie, de tout pharisaïsme, de toute utilisation de la religion pour des fins bassement matérielles <sup>80</sup>.

De nombreux intellectuels catholiques français participent à *Euzko Deya* et Luigi Sturzo, père de la démocratie chrétienne italienne, persécuté par Mussolini, est l'un de ses collaborateurs habituels. Le journal interrompu par l'occupation allemande reparait en 1945 : défenseur inlassable de l'autonomie basque niée par le franquisme, il illustre divers aspects de la culture basque.

## EUZKO DEYA. REVISTA DE PRENSA

Paris.

Supplément de : *Euzko Deya*.

CEHI : 1947 (n<sup>os</sup> 13 - 29) : E 22.

## Notice :

Revue de presse publiée par le gouvernement basque.

76. AMAE, série Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol. 212.

77. Rafael PICAVEA (1868-1946), fondateur de nombreuses entreprises minières, bancaires, industrielles et journalistiques en Espagne (Banque de Biscaye, "Papelera española", *El Pueblo vasco* de Saint Sébastien... ; travaux d'assainissement et d'adduction d'eau de diverses villes, plan d'haussmanisation de Madrid. ), (*Euzko Deya*, n<sup>o</sup> 242, 15 juillet 1946).

78. Voir le prologue d'Antonio Maria de Labayen, dans : *Euzko Deya*. [Reproduction fac-similiée], Saint Sébastien, ediciones Vascas, 1979, 2 vol., 898 p.

79. Dès son n<sup>o</sup> 1, *Euzko Deya* rappelle, comme étant la formule "concrétisant toute l'éthique chrétienne du nationalisme basque", la devise de Sabino de Arana y Goiri, fondateur du Parti nationaliste basque : "Nous pour l'Euzkadi et l'Euzkadi pour Dieu".

80. Conférence de M. Izaurieta, membre du Conseil suprême du PNV (*Euzko Deya*, n<sup>o</sup> 8, 24 décembre 1936).

## EUZKO DEYA. SUPLEMENTO DE INFORMACION

Gouvernement basque en exil

Espagnol.

1945 - ?.  
Hebdomadaire.

Paris ?.

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 24 p.

Est supplément de : *Euzko Deya*.  
Devenu: *Oficina Prensa Euzkadi*.

BDIC : juin 1946 (n° 49) - janvier 1947 (n° 82) : 4°P 4614.

Notice :

Ce supplément d'*Euzko Deya* est un bulletin de presse qui fournit des informations sur la situation en Euzkadi, en Espagne et sur le monde de l'après-guerre. Il donne également de nombreux extraits de la presse franquiste sur certaines questions relatives à l'Espagne : le régime, la répression, les campagnes importantes orchestrées dans le pays, les activités de la Phalanx, les questions économiques et sociales, la politique extérieure franquiste. Une dernière rubrique régulière concerne les pays étrangers, vus au travers de la presse franquiste.

## EUZKO GOGOA

Revue bimestrielle culturelle.

Basque.

N°1 (janvier - février 1956) - mars - juin 1959 ?.  
Bimestriel.

Administration : Paris 16° (Ramón Agesta : 15 bis rue Georges Bizet).  
J. CAMINO, directeur - gérant.

Imprimé.  
Imprimerie Darracq, Bayonne.  
12,5 cm X 17 cm, 120 p.  
200 F le n° en 1957, 400 F. en 1958.

BN : 1956 - 1958 : 8° Z 34022.

CEHI : 1956 (n<sup>os</sup> de mars/avril, mai/juin, juillet/août, septembre/octobre, novembre/décembre), 1957 (n<sup>os</sup> de janvier-février, mai/juin, juillet/août, septembre/octobre), 1958 (n<sup>os</sup> de janvier/février, mars/avril, mai/août, septembre/décembre), 1959 (janvier/février) : E 25.

Notice :

Revue culturelle en langue basque qui s'intéresse essentiellement à la littérature, à la philosophie et à l'ethnographie et à la culture basques.

### EUZKO JAKINTZA

Le n° 1 de 1948 porte : *Euzko-Jakintza*.  
Voir à : *Euzko-Jakintza*.

### EUZKO LANGILIEN ALKARTASUNA

Solidaridad de trabajadores vascos. Comité consultivo permanente.

Espagnol.

1945 ? - ?.

Rédaction : Biarritz (13 rue Champ Lacombe).

Imprimé.

21 cm X 27 cm, 4 p.

FPI : 1946 (n<sup>os</sup> 12/13 : 30 septembre) : p. 1411.

Notice :

Il s'agit davantage d'une circulaire que d'un bulletin, éditée par Solidarité des travailleurs basques, l'organisation syndicale des travailleurs chrétiens de l'Euzkadi.

### EXILIO

Editado por la Regional n° 3 afecta a la C.N.T. Puis : Organo oficial del M.L. 3° regional. Puis : M.L.E. 3a region. Puis : Boletín interior del M.L.E.-C.N.T. en Francia, regional n° 3.

Movimiento libertario español.

Espagnol.

Première époque : n° 1 (19 juillet 1944 : n° ronéotypé)(3 août 1944 : n° imprimé) - n° 20 (22 décembre 1944) <sup>81</sup>.

Deuxième époque : 1945 (7 mars : n° 21).

Troisième époque : n° 1 (15 juin 1945) - ?.

Périodicité irrégulière.

Première époque : rédaction et administration: Aynes (Cantal).

Manuel Morey, administrateur.

Deuxième époque : Brive.

Troisième époque : Aynes.

*Collaborateurs* : Ramón Álvarez, José Berruezo <sup>82</sup>, Jacinto Borrás, Manuel Buenacasa, J. Castaneira, J. Fernández Escobés, Horacio M. Prieto, Lauro de Ribière, Manuel Rico, Domingo Torres, Emilio Vivas ...

Ronéotypé puis imprimé.

Imprimerie non indiquée, puis Imprimerie Verzy, Mauriac. Puis imprimerie non indiquée (pour le n° 21 du 7 mars 1945 et le n° 1 du 15 juin 1945).

30 cm X 44 cm, 2 ou 4 p. (n° 20 - 21), puis : 21,5 cm X 28,5 cm, 4 p. (n° 1 du 15 juin 1945).

2 F. en 1944.

CEHI : 1944 (n° 11, 14, 16, 18 - 20), 1945 (n° 21 : 7 mai) , 1946 (n° 24, 31), 1947 (n° 38, 42, 43), 1948 (n° 45, 46) : GE 1.

IFHS : 1944 (n° 18 -1er décembre-, 20 -22 décembre) et 1945 (n° 21 : 7 mars, n° 1 de la 3ème époque : 15 juin) : 14 ASP 2078.

Notice :

Porte-parole régional du MLE <sup>83</sup>, *Exilio* a été publié par le Mouvement libertaire dans le Cantal, à Aynes, non loin du Barrage de l'Aigle où de nombreux anarchistes ont participé aux maquis pendant la guerre mondiale. C'est également sur le site de construction du barrage, où beaucoup d'Espagnols sont employés dans des GTE, que la plus importante commission de relations de la CNT est constituée sous le régime de Vichy ; à l'initiative de cette commission un plenum régional et deux réunions nationales de la CNT sont organisés en septembre 1942 au Barrage, à Mauriac en juin 1943 et à Tourniac en septembre 1943.

Le premier numéro d'*Exilio* paraît en juillet 1944, ronéotypé sur une vieille machine, et deux semaines plus tard, un autre n° 1 voit le jour, imprimé dans les bureaux de l'Entreprise de la Moyenne Dordogne, lieu d'activité d'un noyau français de Résistance <sup>84</sup>. *Exilio* est organisé autour du schéma suivant : éditorial traçant les directives de l'organisation et commentaires d'actualité en première page, collaborations spontanées, puis

81. Histoire d'*Exilio* par José BERRUEZO, *Contribución a la historia de la C.N.T. de España en el exilio*, Mexico, editores Mexicanos unidos, 1967, 304 p (pp. 184 - 197).

82. Voir notice biographique.

83. Le secrétaire de la régionale n°3 est José Berruezo (*Exilio*, troisième époque, n° 1 du 15 juin 1945, p. 3).

84. José BERRUEZO, *Contribución a la historia de la C.N.T. de España en el exilio*, op. cit., p. 186.

informations sur l'organisation et, en quatrième page, actualité internationale, politique et sociale <sup>85</sup>.

*Exilio* centre son travail de propagande sur deux objectifs principaux : défense de la CNT et lutte ouverte pour discréditer l'UNE <sup>86</sup> et avancer vers la constitution, comme en Espagne, d'une l'Alliance des forces démocratiques. *Exilio* est donc partisan de la JEL, où selon lui, se rencontrent tous les partis politiques espagnols antifascistes et les deux centrales syndicales, "avec l'absence volontaire du PCE" :

la coalition démocratique qui a donné forme à la Junte espagnole de libération N'ES t' PAS un bloc anti- communiste. C'est la synthèse de l'antifascisme hispanique qui... veut reconquérir l'Espagne pour la cause de la démocratie et de la paix universelles <sup>87</sup>.

*Exilio* s'adresse aux militants libertaires du Cantal et des départements voisins : Lot, Aveyron, Haute-Vienne, Puy-de- Dôme, Dordogne, Corrèze, Allier... Le journal connaît des difficultés de parution en 1945 du fait de la suspension des publications en langue espagnole et le n° 21 apparaît à Brive après trois mois d'interruption, le 7 mars 1945 ; amers, les animateurs du journal ne s'en soumettent pas moins

volontairement aux ordres des autorités françaises qui représentent les souhaits de liberté et d'indépendance de ce grand peuple... de la France, nation civilisatrice par excellence, pays des droits de l'homme <sup>88</sup>.

Une troisième époque commence le 15 juin 1945, à nouveau à Aynes, en format plus réduit, dont on ne sait si elle s'est longtemps prolongée.

## EXILIO

Periódico literario e informativo. País : Portavoz del M.J.L. de Camp Morand.

Federación ibérica de las juventudes libertarias.

Espagnol.

Première époque : n° 1 (9 juin 1939) - ?.

Deuxième époque : août - septembre 1939 - ?.

Périodicité inconnue.

Camp Morand (Boghari, Algérie).

Manuscrit.

21 cm X 25 cm, 10 p. (n° 1 du 9 juin 1939) ; 21 cm X 27 cm, 4 p. (n° 3 du 6 août 1939) ; 21 cm X 27 cm, 2 p. (n° 4 du 13 août 1939).

Couverture illustrée avec dessins au crayon de couleur.

85. *Ibid.*, p. 188.

86. *Exilio* proteste contre le fait que l'Etat-major des FFI du Tarn a décrété que "seule l'UNE est qualifiée pour organiser des meetings et toute propagande nécessaire au maintien de l'unité de la résistance espagnole" (n° 20, p 2).

87. *Exilio*, n° 18.

88. *Exilio*, n° 21, 7 mars 1945.

Collection particulière Paris : 1939 (première époque : n° 1 : 9 juin ; deuxième époque : n° 3 : 6 août, n° 4 : 13 août).  
BDIC : idem : photocopies.

Notice :

*Exilio* est l'un de ces émouvants témoignages des camps de réfugiés ; celui-ci, "édité" dans le camp Morand, à Boghari, est écrit sur papier quadrillé d'écolier, rédigé par diverses écritures élégantes, les articles soigneusement disposés en colonnes rectilignes, chaque titre indiqué avec de belles lettres de couleurs diverses ; la page de titre où *Exilio* apparaît tantôt en ocre, tantôt en bleu ciel, est ornée de dessins expressifs : l'Espagne apparaît derrière des barreaux d'où émerge une main rouge ou des prisonniers enchaînés lèvent vers le ciel, impuissants, leurs mains liées.

Publié par les Jeunesses libertaires, *Exilio* demande à ceux qui souhaitent collaborer au bulletin de remettre leurs travaux avant quatre heures de l'après-midi à la baraque n° 12 du quartier A, en écrivant "avec objectivité et concision", "avec une claire calligraphie, à l'encre" ; *Exilio* fait appel au concours de tous les artistes, écrivains, poètes, dessinateurs et peintres du camp.

Dans son éditorial de présentation, *Exilio* se veut à la fois bulletin informatif et littéraire dans le but de

cultiver et instruire l'esprit de tous ceux qui aspirent à la liberté et à leur élévation morale rendant plus léger et agréable notre séjour dans ces lieux...

*Exilio* qui naît sous de pauvres auspices doit être accueilli sans réserve par tous. Il est le produit de la bonne volonté d'un groupe de jeunes antifascistes, toute sa valeur est là, volonté, fermeté, notre cœur qui s'ouvre à tous nos amis <sup>89</sup>.

*Exilio* évoque la vie au camp sous forme le plus souvent d'évocations poétiques ; les autres contributions publiées dans *Exilio* concernent, comme dans les autres bulletins des camps, soit la pédagogie et la "grandiose mission du maître", soit l'impérieuse nécessité du sport, soit l'organisation de cours de français et d'espéranto ou le projet de monter une bibliothèque. Des informations générales sont données (mesures d'accueil mexicaines vis-à-vis des réfugiés espagnols, Hitler et les Juifs polonais, nouvelles d'Espagne...). Le groupe *Exilio* organise aussi des conférences-débats, notamment sur le thème "le mouvement libertaire et le futur" (animée par Juan Muñoz Congost, ex-directeur de *Liberación* d'Alicante) <sup>90</sup>.

---

89. *Exilio*, n° 1, 9 juin 1939.

90. Voir notice biographique.

**REDACCIO :**  
 Josep Pallach  
 20, Rue Constantinople, PARIS (8<sup>e</sup>)  
**ADMINISTRACIO :**  
 Antoni Iborra  
 13, Rue Baniéno, PARIS (16<sup>e</sup>)  
 O. Ch. Postaux 4183-90 - PARIS

# En avant

**FEDERACIO  
 DEMOCRACIA  
 SOCIALISKE**

Preu de l'ezemp

Subscripció l'any : 550 francs.

**ORGAN CENTRAL DEL MO**

**VALISTE DE CATALUNYA**

## LA REPRESSION FRANQUISTE

# APPEL AUX HOMMES LIBRES

Une fois de plus nous nous adressons à nos amis, aux démocrates du monde entier qui n'ont jamais voulu céder aux tentations du « réalisme » politique, pour leur dénoncer le nouveau crime du franquisme, la nouvelle suite d'arrestations qui ont eu pour but de décimer les meilleurs cadres socialistes de l'Ibérie.

La plupart de nos lecteurs connaissent déjà par la presse mondiale la série d'arrestations qui se sont succédées ces derniers jours en Espagne. La Catalogne a surtout payé un lourd tribut à la répression. Plus d'une douzaine de citoyens catalans, et parmi eux le camarade Ramon Forqueras, ont été arrêtés par la police franquiste. Les arrestations, commencées à Madrid, aboutiront à la mort sous la torture de Tomas Centeno, martyrisé pour lui faire avouer les noms et les adresses que la police cherchait évidemment.

Deux jours après l'arrestation de

Centeno, le même soir probablement on le mourait dans les cahots initiaux de la « Dirección General de la Política Social », de Madrid arrivait à Barcelone. Le 20 février, à deux heures du matin, Ramon Forqueras était arraché à son domicile et disparut. Jusqu'au 25 février, Barcelone a connu la terreur des arrestations nocturnes et brutales jusqu'au 23 février, plus d'une douzaine d'arrestations ont été opérées sur de pacifiques citoyens, ouvriers et étudiants, dont quelques noms nous ont été donnés par la presse internationale.

Nous dénonçons ces faits à la conscience mondiale, à tous les organismes dont le devoir est de la préserver et de la défendre : Commissions des Droits de l'Homme de l'ONU, UNESCO (où la présence phalangiste n'a jamais été aussi injustifiée).

Mais surtout nous nous adressons aux organisations ouvrières syndicales et politiques, à la CIBL, à l'Internationale

Socialiste. Aux syndicalistes américains nous leur disons : permettez-vous qu'on arme le bras de l'assassin de vos camarades ? La démocratie américaine soutiendra-t-elle des efforts pour mourir en vertu d'un système de « démocratie » que nous le sés, les phalangistes ? Nos amis de l'American Federation of Labor et du CIO, tous les américains, doivent connaître la vérité : nous l'avons dénoncée.

C'est aussi aux socialistes européens, à tous les syndicalistes, à tous les démocrates, que s'adresse notre dénonciation de la lutte contre le régime franquiste qui ne peut pas connaître de répit. Nous le répétons sans cesse : Allez-vous aider dans ce combat difficile ! Les socialistes catholiques, fraternellement unis avec tous les socialistes et démocrates ibériques, ne cesseront jamais, en fait, ou dans l'indéfini, cette lutte que nous avons engagée il y a 17 ans pour le triomphe de la liberté contre toutes les tyrannies. Allez-vous !

# LA COURSE FATALE

Pour justifier l'incorporation de l'Espagne franquiste au sein de l'UNESCO, on ne pouvait faire rien de plus éloquent et de plus édifiant que l'imposition du courageux socialiste de Madrid Tomas Centeno, torturé jusqu'à la mort par la police, et l'enlèvement du socialiste catalan Ramon Forqueras qui, après une disparition de quinze jours, a reparu dans la prison « Modelo » de Barcelone. Les nombreuses arrestations de socialistes catalans, ainsi que celles de Madrid et de Bilbao, sont le complément de ces brutalités et la suite des pratiques terroristes qui placent au-dessus des honnêtes gens de la malheureuse Péninsule Ibérique.

Les pays démocratiques qui simulent l'ignorance ou le manque d'intérêt envers ce drame, acceptent gratuitement une complicité paralytique et stupide qu'ils auront à regretter dans un proche avenir. Car il n'y a qu'à se demander qui sont ces Centeno et Forqueras qui servent de cobayes à un régime de bandits, prêts à se finir avec la population de l'Espagne, plutôt que de céder le monopole du pouvoir et de la richesse dont ils se sont emparés et qu'ils gaspillent à droite et à gauche. Centeno et Forqueras ne sont que deux citoyens qui n'ont pas renoncé à l'une des libertés

élémentaires reconnues dans tout pays à moitié civilisé : le droit d'association. Anciens affiliés de la UGT ou de la CNT, les travailleurs espagnols aiment leurs anciennes centrales syndicales et ils don-

## SERRA I MORET

Président du Parlement Catalan en Exil.

neont toujours leur soutien aux comités d'organisation, car ils se reconnaissent dans les groupements d'hommes conscients et loyaux qui dans la clandestinité rebâtissent les cadres de la vieille lutte prolétarienne. Sans violences, sans coactions, avec le seul stimulant de la fraternité syndicale, ces hommes représentent la dignité et le courage du prolétariat ibérique. C'est pour cela et rien que pour cela qu'on les châtie et qu'on les tue.

Tous les observateurs qui sont en Espagne en contact avec le peuple et qui peuvent informer leurs gouvernements et la presse de leurs pays, le savent. C'est pourquoi la grande presse mondia-

le a pu annoncer la persécution renouvelée dont nos camarades sont la proie. Le rapport sur l'Espagne franquiste, fait par la Commission Internationale d'Enquête sur les régimes concentrationnaires, affirme que la quart des 30.000 personnes arrêtées annuellement par la police sont des « délinquants » politiques. Il en résulte que depuis « l'humanisation » du régime phalangiste quelques 6000 espagnols paient chaque année de leur liberté ou de leur vie leur désaccord avec le régime médiéval qui les oppresse.

Ce serait trop demander que de vouloir que tous les espagnols haïssent indifférents ou entropides pour qu'ils puissent accepter cette situation. La lutte est fatale, inéluctable, obligée. C'est la vie, la nature même qui se révoltent contre cette monstruosité. Il ne faut pas songer aux palliatifs, aux conciliations, au rajouter, de part et d'autre. Ceux qui détiennent le pouvoir et qui anéantissent le patrimoine national, ne peuvent pas céder, parce qu'ils savent, comme tous les complices des régimes totalitaires, qu'ils ont les responsabilités du plus grand crime envers leurs concitoyens. Les autres, les victimes, tant qu'ils auront conscience de leurs devoirs, ne peuvent pas céder sans se trahir eux-mêmes, sans trahir leurs frères, sans trahir leur pays.





# LA ALARMA DE FRANCO

ante el año que empieza

Después de que Ginebra se ha convertido en un campo de batalla de la subversión, que está entre las manos traspasadas, Franco, con su discurso de Año Nuevo, confirma que en los altos niveles del régimen cuando la inquietud ante el tiempo que toma los cosas.

El entusiasmo de la vida — reconoce al escudarse — está creando un clima de alarma y desconfianza. «El renacimiento del materialismo y la insatisfacción que nos sentimos a los niveles de nuestros logros».

Verdaderamente es de los sentimientos que nos preocupan en estos tiempos los que nos inquietan, porque en los altos niveles del régimen cuando la inquietud ante el tiempo que toma los cosas.

Francisco reconoció los errores cometidos por el régimen y la Iglesia. Los privilegios que dejó la Iglesia en el franquismo, y al mismo tiempo plantó una versión socialista de lo que los ocurre a la Iglesia, a la fe, a los sacerdotes, a la Iglesia católica de nuevo en un régimen democrático. Este paso es un evidente intento de tener el paso a la oposición de importantes sectores de la Iglesia y de las masas populares.

Uno de los motivos de más preocupación alarmista que se insinúa en el discurso de Franco es la subversión de la juventud en particular de la juventud estudiantil procedente de la Argentina y de los países medios, que Franco consideraba el principal peligro para sus borders. «Esos jóvenes son los que van a ser el futuro de España — dicen — en este momento de crisis...»

En resumen, este discurso es una confirmación más, muy importante por tanto de quien viene de la época del régimen en los últimos tiempos, es un reconocimiento augurado y la esperanza que acaba aparece: el régimen y hoy la abandonada, exigiendo

En la página tercera

Crónicas de España

Por Juan Ruiz

# ESPAÑA

París, 26 de enero de 1956

Redacción y Administración: 16, Boulevard de la Bastille, PARIS (7<sup>a</sup>), Oficina Postal: Les Publications Réunies, PARIS (12<sup>a</sup>)

25 francos N.º 1 SEMANAL

No se van, hay que echarlos!  
A los que dicen que nada nos queda ya por hacer, y que nos debemos retirar a nuestros cascos, los recordamos que ni nosotros, ni nosotros, ni nosotros...  
Del discurso pronunciado en Madrid el 9 de enero por Ferrnandez Quirós.  
Esta semana hay que actuar. Y para ello, antes de pasar a la acción, primero a la crítica.

## NO QUIEREN SENTIDO Y RIGOR DE UN NOMBRE ni hablar de ello

FRANCO. El nombre de España no debe ser una palabra muerta en la ONU.

DIRIJO. El nombre de España no debe ser una palabra muerta en la ONU.

ARTURO. El nombre de España no debe ser una palabra muerta en la ONU.

Como NO PUEDE ELUDIRLO Franco se ve obligado a comentar el artículo de la revista de los intelectuales españoles y filipinos de ESPAÑA. NI UNA PALABRA de que el ingreso sea un éxito del régimen.

No deja de ser curioso, además, que Arriaga diga a continuación que España nunca alcanzará la paz... que dentro de la concepción universal cada país alcance su plena democracia.

La adhesión de los intelectuales jóvenes del régimen confirma que el ingreso de España en la ONU... ni el momento y en las circunstancias en que se ha producido... no beneficia al franquismo.

un cambio político. Comentando el discurso, A. E. C. subraya una vez su dramática significación. diciendo: «El generalismo y jefe del reino sobre los peligros de llegar a la más espantosa de las rebeliones entre quienes han conocido las posibilidades del comunismo de la división y de las debilidades».

ESTA conjuntura interesa terriblemente para las fuerzas democráticas coincide con una conjuntura política que resulta favorable, como en sus días anteriores que se acaban el mundo las subversiones, al mundo de Franco no hay mayor que nunca. El nombre de España se ve obligado a comentar el artículo de la revista de los intelectuales españoles y filipinos de ESPAÑA. NI UNA PALABRA de que el ingreso sea un éxito del régimen.

Para el mismo tiempo que confirma la existencia de una situación interior y exterior favorable a la liberación del franquismo, el discurso de Franco refleja también los esfuerzos que hace la democracia para lograr la democracia y el progreso en la subversión de la subversión como la subversión por Franco. Ferrnandez Quirós y Juan Ruiz, se dice, este momento histórico.

Las fuerzas de oposición no pueden aprovechar la actual conjuntura favorable, con motivo de Franco de los que son las naciones, porque desorganizada y condenada en definitiva al fracaso. países permitidos si tiende todavía un cierto tiempo. el saber del cual los problemas con los que se enfrenta el país se encuentran mucho más agudizados y la radiación revolucionaria de las masas mucho más avanzada. En estos, probablemente algunos de los que hoy son pueden descomponer un papel importante en el cambio político ya no podrán descomponer.

Comprenderemos este las fuerzas democráticas que se orientan a un cambio liberal y las demagogas republicanas convencidos que van andan temiendo en del el paso decisivo hacia la unidad del antifranchismo.

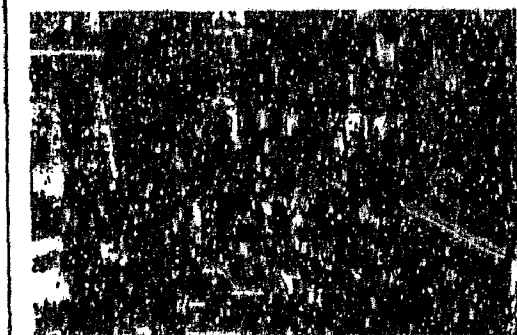
## LA MOVILIZACIÓN OBRERA en pro del salario mínimo

MILLARES DE FIRMAS RECOGIDAS EN FABRICAS DE BARCELONA

En las fábricas de Barcelona, en otras empresas se ven en la práctica las firmas recogidas para exigir la aplicación de las resoluciones del Ministerio de Trabajo... en primer lugar en el salario mínimo vital.

Esta acción de recogida de firmas está consiguiendo a unir a todos los obreros sobre una base común y a crear un espíritu de solidaridad.

En la España industrial se ha desarrollado entre los obreros una amplia discusión acerca del problema del salario. La conclusión ha sido iniciar una campaña de recogida de firmas.



La foto produce el momento en el que se firma en el censo de los obreros de la industria catalana en homenaje a Ortega y Gasset. En el momento en que se firma en el censo de los obreros de la industria catalana en homenaje a Ortega y Gasset.

## UNA ECITADA PARABOLA DE ENLACES PARADISIOS

MADRID. En los últimos días de diciembre se ha celebrado una reunión de enlaces de los periódicos privados por las delegaciones de la confederación y de la jerarquía provincial.

Estos miembros informaron del momento. No han quedado de recordadas pues los obreros no se movieron la lengua ni hicieron mención a la hora de exponer sus problemas y las soluciones que reclamaban.

A pesar de que no fueron citados los enlaces a nada de lo que se dijo en la reunión.

## 10.000 ESTUDIANTES EN huelga

El día 11 se declararon en huelga los alumnos de la Facultad de Ingeniería Industrial de Madrid. Para después se sumaron al movimiento los alumnos de todas las otras facultades técnicas superiores madrileñas. Y el día siguiente se unieron a ellos los estudiantes de establecimientos similares de otras ciudades españolas. En el momento en el día 14 que la huelga había 10.000 estudiantes en huelga, que afectaba a 12 establecimientos de enseñanza técnica superior.

Los alumnos de Agraria han dado cuenta de actividades de solidaridad con los estudiantes huelguistas por parte de los Cuerpos de Ingeniería civiles.

Agregan que desde la fecha no se habían producido incidentes. Pese a que se refirió los rumores de los otros sectores oficiales.

## OPORTELAS GUBERNAMENTALES

El Gobierno de Franco ha pronunciado un decreto por el cual se prohíbe la explotación de las Universidades y Escuelas técnicas y superiores de España. Como acción de solidaridad con los estudiantes de enseñanza superior de las otras universidades y de las facultades técnicas españolas.

Como acción de solidaridad con los estudiantes de enseñanza superior de las otras universidades y de las facultades técnicas españolas. Como acción de solidaridad con los estudiantes de enseñanza superior de las otras universidades y de las facultades técnicas españolas.

# ESPAÑA COMBATIENTE

BOLETIN DEL CONSEJO-CENTRAL



NOVIEMBRE 1937

FINALIDAD DE ESPAÑA COMBATIENTE



1. Mantener la República
2. Defensa de sus libertades
3. Continuar por todos los medios la guerra de resistencia al fascismo
4. Ayudar y colaborar con los que luchan contra el fascismo

## Franco = Guerra; República = Paz UNICA SOLUCION: LA REPUBLICA

### A la Asamblea de las Naciones Unidas

En nuestros fueros nos en la Asamblea de las Naciones Unidas, nos dirigimos a las representaciones que allí se encuentran, en estos términos:

Los republicanos españoles, los que sentimos verdaderamente el contenido de la palabra República con lo o lo que dicha palabra lleva consigo de libertad, de respeto mutuo, de recíproca tolerancia, de ansias de saber, y de deseos de poder vivir físicamente con la dignidad del ser humano, no os pedimos en este momento, desde nuestro destierro, más que una sola cosa: que os entendiáis, que déis los pasos necesarios para llegar a establecer la paz en el planeta; una paz sin suspicacias, sin prevenciones, sin armas.

Y, además sinceros, os pedimos esto, no sólo por un sentimiento universal de humanitarismo, sino también por un sentimiento particular de egoísmo, porque sabemos segura de que el amanecer del día siguiente al en que la paz se establezca en el mundo, el sol de ese amanecer alumbrará la caída de Franco y su régimen.

Porque el régimen franquista subsista todavía después de la gloriosa epopeya que escribieron con su sangre los pueblos amantes de la libertad en su lucha contra el tirano de Hitler, de Mussolini y de Franco, gracias a vuestras querullas. Estas y sólo estas son las que han permitido, evitados durante a nuestro juicio, volver los ojos hacia el Caudillo con la esperanza de encontrar en él un aliado y con estas mismas querullas las que abochornando toda la preocupación de otros los hicieron olvidar o no recordar suficientemente que Franco y su régimen debían haber sido considerados enemigos del día de la victoria y que cuando esta Berlín tan habla en el mundo sus capital fascista que no había capitulado.

En un mundo sobre el que no se cerniera la amenaza de una guerra, ¿qué sentido tendría un dictador aislado? ¿Qué podría justificar su reclutamiento?

Por eso, señores asambleístas, grandes, medianos y pequeños, tenéis la obligación de entenderos, de establecer una paz duradera para que la República española ya que no pudo vivir como deseaba lógico de la guerra, vuelva como deseaba lógico de la paz.

Franco española con la posición geográfica de España como base o como barrera en la lucha, pero en la paz, con España fascista sería una barrera mucho más fuerte y entorpecedora para la vida de los pueblos y el libre paso constante a que la situación geográfica obligaría permitiría ver nada a las claras todo el mundo del pueblo y la tiranía de los dirigentes.

En nombre de ese pueblo que tanto sufre, en nombre de los que lucharon por lo que vosotros luchasteis y que en muchos casos lucharon codo a codo con vosotros, en nombre de los que sufren en la gran prisión que os hoy en día España, en nombre de su miseria, de su afán de vivir, os pedimos la P.Z.

Haced la diferencia de las peticiones. Franco os pide a cada instante la guerra. Busca querullas entre vosotros. Ofrece bases para la lucha. Ofrenda hombres para la muerte. Para salvar su corona de Aojadela no vacila en colaborar al desmembramiento de un conflicto mundial. Si por él fuera, la guerra ya estaría declarada hace tiempo.

La República española, los españoles que aman la libertad, os piden la paz. No toman partido ante vuestras querullas, y traían de suavizarlas. Os ofrecen brazos generosos para reincorporar la tierra, las minas, las fábricas de España, o la reconstrucción de una era de progreso de los pueblos en paz. Ofrecen hombres para la vida. Si por nosotros fuera la palabra Guerra estaría borrada, no sólo de vuestras labias sino en vuestras conciencias.

Pensad en los millones de hombres, de mujeres, de niños que representáis y que quieren la paz, una paz verdadera, sin lamentos, sin etiquetas, común a todos, sin vencedores ni vencidos, sin orgullos ni amenazas, sin paralelos ni meridianos, de convivencia de todos los modos de pensar, de todos los modos de vida y pensad que si no llegáis a entenderos, a esos millones de seres la espera en gran parte la miseria que pesa sobre el pueblo español, la muerte que lo azotó en la guerra y sigue azotándolo en esto que Franco quiere considerar como entreacto ante una nueva contienda.

Nuestra situación no nos permite hacer un examen detenido de vuestras querullas, ni siquiera decir los reproches que van justos de entre los que uno y otros os tenéis; pero el nos obliga al silencio por ese lado, nos obliga por otro a decir que si no sabéis hacer obra de Paz, seréis los enemigos eternos de ese pueblo que frente al tirano que todo la espera de la guerra, vive pensando tan sólo en esa palabra que trata de ser convertida en realidad universal que produce la luz de un nuevo vivir: PAZ.

### LA FARSA DE LAS ELECCIONES MUNICIPALES EN ESPAÑA

Por primera vez desde que se implantó el régimen franquista, se han celebrado en España unas llamadas elecciones municipales. Se pretende con ello dar la sensación de que en España se practica la verdadera democracia y que dichas elecciones marcan un paso en el camino de las libertades ciudadanas.

Para aquellos que lo ignoren es conveniente dar un vistazo, siquiera sea breve, a las normas e democráticas y por las que se rigen dichas elecciones.

En primer lugar sólo se renueva la mitad de cada concejo el primer día de cada concejo al poseer en vigor una Ley de del año 1945 que hasta ahora ha estado en suspenso. En virtud de dicha Ley el municipio se compone de tres clases de concejales: un tercio elegido por sufragio directo de los cabeceros de familia de la localidad, otro tercio por compromisarios de las Justas sociales y económicas que agrupan a los productores y a sus patronos conjuntamente y otro tercio es elegido, por los concejales así elegidos de los otros dos grupos, de entre aquellos vecinos que reúnan determinadas condiciones e representativas.

Veamos en primer lugar lo que supone el sufragio directo de los cabeceros de familia. Todos sabemos que se entiende por tal, el padre o representante direct. de cada familia y según las estadísticas de la Junta Central del Censo, de los 17.600.000 españoles a los que se les ha concedido derecho a voto para los plebiscitos, sólo reúnen la condición de cabeza de familia 7.503.553; es decir, que diez millones de españoles a los que como de derecho a voto el propio régimen se ven privados de él para las elecciones municipales o sea que el 57 % no vota. A esto hay que añadir que esos 17 millones y medio no son la totalidad de los españoles mayores de 18 años sino aquellos que no han sufrido condena por delitos políticos, con lo cual han quedado eliminados otros tres millones de españoles por lo mismo. Es decir, que de más de veinte millones de españoles humanamente con derecho a votar sólo lo hacen siete millones y medio o sea un 26 %. Y esta restringida masa de electores sólo puede elegir un tercio de las vacantes que son a su vez la mitad de las existentes.

Pero si es curioso este aspecto de las elecciones no lo es menos el que se refiere a la elección por voz pro-

porarios de los vocales electores.

No tenemos datos de carácter general de España pero vamos a que esta clase de sufragio en Madrid (ciudad de más de 1.000.000 habitantes) se trata de proveer cuatro concejales por cada barrio. El total de trabajadores a los que se ha concedido derecho a voto dentro de esta categoría es en Madrid de 433.000 (población total de Madrid, 1.000.000); estos trabajadores sólo cubren un 18,77 por ciento de los obreros (votos) mientras que los 55.000 obreros de Madrid sólo cubren 12,43 y todos juntos, los 488.000 (con lo cual los elegidos obreros están en minoría absoluta), sólo cubren el 11,20 por ciento de los obreros que a su vez, según los datos estadísticos, deberían ser los representantes de los obreros que sería mucho más cómodo nombrarlos por decreto.

Y son los concejales elegidos en cada dos grupos los que a su vez eligen los cuatro patronos e representativos y que los han de acompañar en sus tareas.

Si a todo esto se nos va sumando que no ha estado en vigor el sufragio universal, se añade el que no existen partidos políticos y que los concejales deben llevar el sufragio oficial para acceder a presentarse, no hace falta ningún razonamiento para llegar a la evidencia de la farsa que se ha servido como exposición fantasmática de municipios por elecciones democráticas.

Las abstenciones han sido numerosas, un 25 % de media y los hechos, a pesar de todo, han demostrado, probando que el pueblo no se dejaba engañar.

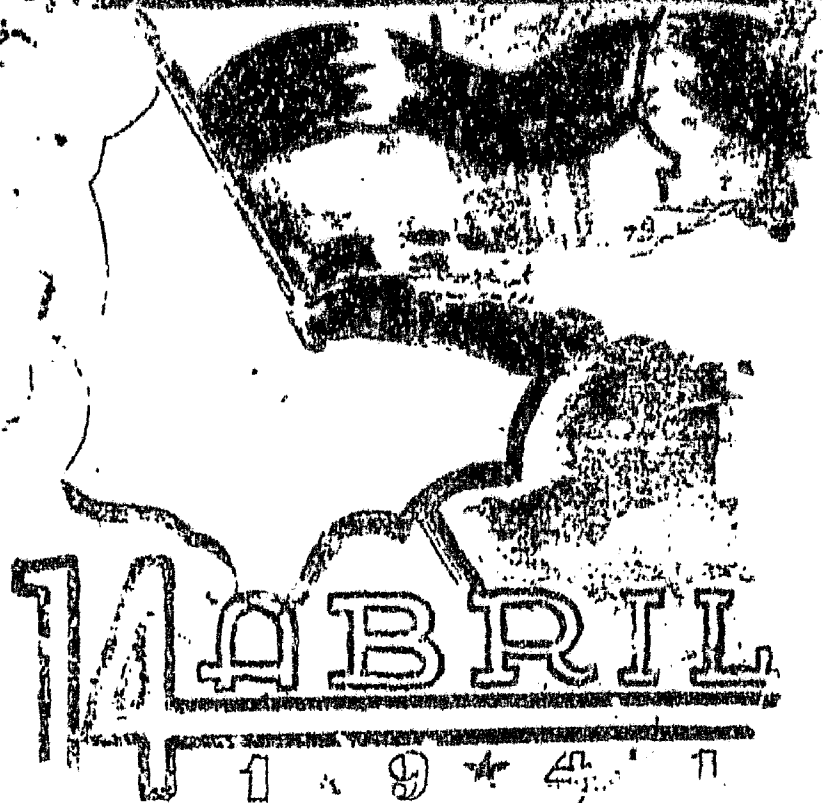
Y es que Franco recuerda muy bien que fueran unas elecciones municipales las que trajeron la República y que el Gobierno de ahora se hubiese convocado con las debidas garantías de sinceridad en los resultados, ante un sufragio universal y directo de todos los ciudadanos mayores de 18 años, sus autoridades los partidos políticos, se hubiese venido a repetir el caso.

Esperamos que los observadores de las democracias se habrán enterado de esta curiosa farsa de elecciones cuya paz sólo podía salir de los cauces del alto mando franquista, pero bueno es que se diga claramente y que nadie trate de taparlas por tanto si de tomar por tanto el pueblo español.

BARCELONA.

# ESPAÑA

España  
día,  
14 abril  
1941



## La pasividad causa más bajas en nuestras filas que la lucha

### Nuestras primeras palabras en Francia

En las primeras palabras que se oyeron en el momento de la liberación de Francia, se oyó un grito que resonó en los cuarteles de los aliados. Este grito era el de los soldados españoles que habían luchado en las filas de la República. Este grito era el de los soldados que habían luchado por la libertad y la justicia. Este grito era el de los soldados que habían luchado por la independencia de España. Este grito era el de los soldados que habían luchado por la dignidad de su pueblo. Este grito era el de los soldados que habían luchado por la paz y la fraternidad. Este grito era el de los soldados que habían luchado por la justicia social y la igualdad de derechos. Este grito era el de los soldados que habían luchado por la libertad de expresión y la libertad de prensa. Este grito era el de los soldados que habían luchado por la libertad de culto y la libertad de conciencia. Este grito era el de los soldados que habían luchado por la libertad de movimiento y la libertad de comercio. Este grito era el de los soldados que habían luchado por la libertad de asociación y la libertad de reunión. Este grito era el de los soldados que habían luchado por la libertad de pensamiento y la libertad de expresión. Este grito era el de los soldados que habían luchado por la libertad de elección y la libertad de participación en la vida política. Este grito era el de los soldados que habían luchado por la libertad de prensa y la libertad de información. Este grito era el de los soldados que habían luchado por la libertad de expresión y la libertad de comunicación. Este grito era el de los soldados que habían luchado por la libertad de pensamiento y la libertad de opinión. Este grito era el de los soldados que habían luchado por la libertad de elección y la libertad de sufragio. Este grito era el de los soldados que habían luchado por la libertad de asociación y la libertad de participación en la vida social. Este grito era el de los soldados que habían luchado por la libertad de expresión y la libertad de comunicación. Este grito era el de los soldados que habían luchado por la libertad de pensamiento y la libertad de opinión. Este grito era el de los soldados que habían luchado por la libertad de elección y la libertad de sufragio. Este grito era el de los soldados que habían luchado por la libertad de asociación y la libertad de participación en la vida social. Este grito era el de los soldados que habían luchado por la libertad de expresión y la libertad de comunicación. Este grito era el de los soldados que habían luchado por la libertad de pensamiento y la libertad de opinión. Este grito era el de los soldados que habían luchado por la libertad de elección y la libertad de sufragio. Este grito era el de los soldados que habían luchado por la libertad de asociación y la libertad de participación en la vida social.

# España Popular

Prima 2.50 Edición en Francia N. 1 3 de Diciembre de 1944 Toulouse Redacción y Administración Calle de los Pajaritos 10

## Paso a los republicanos Españoles

Por Antonio Mije

El paso de los republicanos españoles a las filas de la resistencia en Francia es un hecho que merece ser destacado. Este paso es el resultado de la lucha constante que hemos llevado a cabo por la liberación de España. Este paso es el resultado de la fidelidad que hemos mantenido a los principios de la República. Este paso es el resultado de la confianza que hemos depositado en el pueblo francés. Este paso es el resultado de la fraternidad que hemos encontrado en las filas de la resistencia. Este paso es el resultado de la unión que hemos alcanzado con los soldados de otros países. Este paso es el resultado de la solidaridad que hemos demostrado con el pueblo español. Este paso es el resultado de la valentía que hemos mostrado en la lucha. Este paso es el resultado de la perseverancia que hemos tenido. Este paso es el resultado de la fe que hemos mantenido. Este paso es el resultado de la esperanza que hemos tenido. Este paso es el resultado de la confianza que hemos depositado en el futuro. Este paso es el resultado de la fe que hemos mantenido en la victoria. Este paso es el resultado de la esperanza que hemos tenido en la liberación de España. Este paso es el resultado de la confianza que hemos depositado en el pueblo francés. Este paso es el resultado de la fraternidad que hemos encontrado en las filas de la resistencia. Este paso es el resultado de la unión que hemos alcanzado con los soldados de otros países. Este paso es el resultado de la solidaridad que hemos demostrado con el pueblo español. Este paso es el resultado de la valentía que hemos mostrado en la lucha. Este paso es el resultado de la perseverancia que hemos tenido. Este paso es el resultado de la fe que hemos mantenido. Este paso es el resultado de la esperanza que hemos tenido en la victoria. Este paso es el resultado de la confianza que hemos depositado en el futuro. Este paso es el resultado de la fe que hemos mantenido en la liberación de España.

Reproducimos esta edición de Antonio Mije, miembro del Bureau Político del P. U. E. publicada en "España Popular" de Aljibe, por considerarlo de un gran valor en los momentos actuales.



El paso de los republicanos españoles a las filas de la resistencia en Francia es un hecho que merece ser destacado. Este paso es el resultado de la lucha constante que hemos llevado a cabo por la liberación de España. Este paso es el resultado de la fidelidad que hemos mantenido a los principios de la República. Este paso es el resultado de la confianza que hemos depositado en el pueblo francés. Este paso es el resultado de la fraternidad que hemos encontrado en las filas de la resistencia. Este paso es el resultado de la unión que hemos alcanzado con los soldados de otros países. Este paso es el resultado de la solidaridad que hemos demostrado con el pueblo español. Este paso es el resultado de la valentía que hemos mostrado en la lucha. Este paso es el resultado de la perseverancia que hemos tenido. Este paso es el resultado de la fe que hemos mantenido. Este paso es el resultado de la esperanza que hemos tenido en la victoria. Este paso es el resultado de la confianza que hemos depositado en el futuro. Este paso es el resultado de la fe que hemos mantenido en la liberación de España. Este paso es el resultado de la confianza que hemos depositado en el pueblo francés. Este paso es el resultado de la fraternidad que hemos encontrado en las filas de la resistencia. Este paso es el resultado de la unión que hemos alcanzado con los soldados de otros países. Este paso es el resultado de la solidaridad que hemos demostrado con el pueblo español. Este paso es el resultado de la valentía que hemos mostrado en la lucha. Este paso es el resultado de la perseverancia que hemos tenido. Este paso es el resultado de la fe que hemos mantenido. Este paso es el resultado de la esperanza que hemos tenido en la victoria. Este paso es el resultado de la confianza que hemos depositado en el futuro. Este paso es el resultado de la fe que hemos mantenido en la liberación de España.

Las mantobans de D. Inda  
El Sr. Priet pide al Partido  
Popular Católico su ingreso

FRANCO PALACIO SU COMISARI



# ESPAÑA REPUBLICANA

EDITADO POR UNION E IZQUIERDA REPUBLICANA EXILADOS EN AFRICA DEL NORTE

Ejemplar: 8 francos

## DEL MOMENTO

### TODOS CON EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA

Mucho antes de la formación del actual gobierno republicano, constituido en México, sin otros informes que aquellos que procedían de nuestra propia intuición, atendiendo a las exigencias imperativas del deber, hicimos pública declaración, en estas mismas columnas, de nuestro apoyo a las instituciones republicanas que constituían en su esencia la única razón de nuestra actividad, y proclamábamos nuestra adhesión incondicional al gobierno que de ellas naciera, con o sin la participación de nuestras organizaciones.

Para nosotros la fundamental y lo permanente es la República; lo efímero y lo accidental son los partidos. Pueden estos evolucionar hacia la derecha o a la izquierda, coincidir con otras organizaciones o separarse de ellas. El error de perpetuar creaciones desastrosas es un producto de la exaltación individual. Lo permanente y lo inderogable es la idea generadora que se fundamenta en los principios inmutables de la república. Y para nosotros la República es institución vigente en España. Su tragedia fue que perdió una batalla. Pero no perdió la guerra. Los órganos constitucionales no abdicaron su soberanía. Ni reconocieron jamás el triunfo del usurpador. Las armas no fascistas pudieron dar la victoria a Franco, como en Navarra la concedieron a Quisling y en Francia a Laval. El pueblo español se mantuvo firme a sus instituciones democráticas. En el Castillo de Figueras, en donde estuvieron representados todos los partidos, en lucha contra los rebeldes, acordaron unánimemente que las Cortes de la Nación eligieran según los preceptos de la Constitución de la República radicalizan a su pueblo, y ante la opinión universal, el derecho legítimo de España a conservar su territorio y la libre soberanía de su destino político. A esta obra de independencia y libertad nacional están cooperando todos los demócratas españoles en el interior de país y en el destierro. La unanimidad es absoluta. La constitución está vigente y todos mantenemos, a través de nuestros respectivos organismos, inquebrantable fealdad a los principios que la informan. He ahí porque la Junta de Liberación de México, afirmó, en su primer manifiesto el más absoluto respeto a los principios fundamentales de la Constitución republicana y al doctor que no los consideraba intangibles entendimos nosotros que se anticipa el consentimiento a la forma, tanto más cuando expresaba el deseo de dar paso a las transformaciones políticas, económicas y sociales en que ha de irse cumpliendo el programa de nuestro país de manera evolutiva y legal, y de forma, al mismo tiempo, que la restauración y edificación de los mismos es tarea que incumbe a todos los españoles y solo puede ser realizada, de modo legítimo, cuando se abra un nuevo período constituyente, nuestra conciencia, como es, con la Junta Española de Liberación ha estado y nuestra adhesión ha y desinteresada. De su ingenuidad queda el nombre de San Francisco de California. Pero después de la reunión de Potsdam entendimos nosotros que la hora cumbre de la responsabilidad histórica de los demócratas españoles había sonado. Dedujimos que un deber inexcusable e ineludible nos obligaba a todos a concretar nuestros esfuerzos en

una obra común. Era imprescindible la formación de un organismo rector de todas nuestras actividades políticas. Y ese acto de unión y responsabilidad había de llamarse forzosamente Gobierno republicano, porque en su contenido y esencia la significación del nuevo Gobierno es eso: Nexo de unión y actividad del antifranquismo español. Esta justificada aspiración popular hubiera podido concretarse con particularidades desagradables para algún sector y habíamos previsto el caso de que entre las organizaciones excluidas estuvieran las que nosotros representamos, no obstante declaramos entonces que con o sin participación directa de nuestros partidos hallaría el nuevo gobierno nuestro más deseado y leal concurso.

Y los que así hemos procedido estamos autorizados a decir a los demás que es cumplimiento inexcusable el acatamiento y defensa al nuevo gobierno republicano, con o sin participación en él mismo, aunque tengan que sacrificarse legítimas aspiraciones de partido. Así lo han comprendido los mas, así lo hemos comprendido nosotros y así deben comprenderlo todos.

Para los que redactamos esta hoja ha constituido una satisfacción íntima la coincidencia de criterio con los señores y nos otros que este mismo pensamiento haya sido expuesto públicamente en Ginebra por Vincenzo Vito, en Francia, por Julio Just y en México por el Dr. Negrán y D. José Giral. Y en su consecuencia decimos: antifascistas españoles, apte todo y sobre todo con el gobierno de la República Adhesión incondicional al Gobierno de la República. Por España y por la Libertad

## LOS MAESTROS LA HISTORIA Y LOS HOMBRES EL SALTO EN LAS TINIEBLAS

por Alvaro de Albornoz

El hombre llega a familiarizarse con las más horrendas miserias. El tabaco infecto que le resguarda de la intemperie, el duro camastro a que se arrega su cuerpo rendido de fatiga, la bagalla con que entretiene y engaña a su hambre, tienen para él, a fuerza de hábito, la estructura de algo rutinario y protector. Y son pocos los que se atreven en una ruta desconocida a fin de mejorar de suerte. Los más ni aun son capaces de incorporarse y mirar un poco lejos. Así se explican que millones de seres humanos vivan en medio que nuestra sensibilidad rechaza como una vergüenza de la civilización.

Como los hombres, se habitúan los pueblos a la condición más triste y deplorable. Llegan a sufrir resignadamente las privaciones más crueles, las injusticias más atroces, las violencias más condescendientes. Como el estómago se familiariza con el hambre se familiariza la conciencia con la abyección. Llegan a ser portable la inercia, el dolor, por detornar los groves, y por noble lo sucio. A fuerza de reiteración las mayores vejanzas pierden todo sentido de agravio. Y son pocos los pueblos que se aventuran por caminos desconocidos hacia realidades mentales dolorosas. Los más se conforman con seguir len-

tamente, paso a paso, las bajadas hucles históricas. Y aun los hay que al siquiera son capaces de una protesta verbalista.

En el fondo, se teme que pierdan soberanía mayores desventuras. Nada inspira a los hombres y a los colectivos tanta tenor como lo desconocido. Ante un cambio nuevo, que se abre lleno de misterio, solo la curiosidad del explorador se siente incitada. Los hombres se encuentran mal en países nuevos, entre ideas nuevas; solo la idea de lo nuevo produce inquietud y emoción. Los ojos hechos al ambiente oscuro, son incapaces de buscar los mejores horizontes por encima de los precipicios y los abismos. En momentos de peligro ante el prestigio religioso del linde, que no en vano fué destruido por el Euzkadi y todo patriotismo territorial... La fe nueva del descubridor (tropics) alempre con las resistencias más obstinadas. Nada de aventura es el tópico en que se expresa este materialismo. Lo que inspira a los hombres y a los pueblos el supremo horror es... el salto en las tinieblas.

—'El salto en las tinieblas' Sin él hubiera sido imposible salvar las grandes, las enormes distancias históricas. Detrás de las cumbres, mas allá de los mares conocidos, está el salto en las tinieblas. Detrás de los Alpes y de los Andes está el salto en las tinieblas. Detrás de la "Convención" está el salto en las tinieblas. El salto en las tinieblas es la suprema audacia del heroísmo militar y el heroísmo civil. Es el doble salto moral de los héroes y de los pueblos heroicos. Es el salto trágico de César, de Cromwell, de Napoleón, de Lenin. El salto prodigioso de Francia y de Rusia desde una época a otra de la historia son sus grandes revoluciones.

Salto peligroso, sin duda, de una emoción escalofriante. Con todo, no siempre es posible. A veces, ni siquiera se ofrece este recurso desesperado. Ya quisieran los parálisis, los cónicos, los sin razón, los agonizantes, tener ante el ineluctable Destino la posibilidad trágica del salto en las tinieblas!

# ESPAÑA EXPATRIADA

## "ESPAGNE EXPATRIÉE"

REDACCION, ADMOS  
7, rue de Gros-Aueau, 7, ORLÉANS  
PRECIO DE SUSCRIPCION  
20 fr. Semestre  
12 fr. Trimestre

### OTRO POETA ASESINADO

Una vez más los fillos han partido a batallas la frente de un poeta. No tienen redacción. Crearán que por detener al cecelero del poeta Llorens han conseguido algo a su favor. ¡Necios!

El terror practicado por los nacional-sindicalistas, no puede tener legitimación. No es el terror político que arrasa, sin más ni más, complacencias, la mala hierba supurada. Su fondo es otro, resentimiento, poligrasos complejos de inferioridad y odio. Para saber como se fragua el crimen y el ambiente en que se comete, contamos con testimonios de clase auténtica: documentación vista, directa, — en los libros notariales de Ruiz Viqueo, Hekamonde y aquel otro del cual es autor un sector climatológico cuyo nombre no recordamos, aunque sí el título *sol fútilo* y *El infierno azul*. En estas crónicas e informes de testigos adreitas comprobamos la influencia del vino, del vino que lleva a estados de bestialización carnívora. ¡Pobres diablos! ¡Armas dadas de su razón y tratan de afirmarse en la del alcohol! Los temblarán las carnes cuando decidan el crimen de la telegrafía? Esto sería un atentado, pero ni eso. Los señores siempre borrachos. Borrachos se acusan, borrachos se levantan. Así vive en trisa vida y muere predominantemente. La política de España es política y señoría. No se ve al estilo. Se señoría para mantener la innoble existencia, hace los más bajos oficios. Ahora vive los desajustes imperialistas de Italia y Alemania. La consecuencia obtener elegancia las órdenes de la Gestapo y de la G.V.R.A.

Ya no se trata de política, ni de indagar con nos para vivificar un pueblo y hacer Nación dentro del mar de nacionalista. Si este fuera el espíritu del equipo burócrata que hoy maneja la máquina del Estado Español, se dice ofrecería meta realista y diamante brillante en el plano teórico y en el de la acción. Mas no se trata de eso. Es política y nacionalista y es imperialista. Solo podrá servir al pueblo español, en la desastrosa de los tres bajos desperdicios, de las privaciones y del infortunio futuro donde se levanta el entusiasmo de la guerra inevitable, para beneficio de los señores productores. Pero ya

### LAS RADIOS FRANCESAS RADIARÁN EN ESPAÑOL

Desde ahora, las estaciones de radio francesa emitirán en lenguas extranjeras; aleman, italiano, esperanto de la lengua obligada a examinar en este país y nos vemos a razón de la lengua obligada a examinar estaciones ingratas a nuestros oídos estamos de enhorabuena.

Las transmisiones tendrán lugar dos veces al día. La primera de 21.30 a 21.45 y la segunda de 22.45 hasta 23.

Las estaciones que radiarán en español son las siguientes: Toulouse, París, Burdeos, La Jirón, L. Mages, Burdeos y Chat y Hain Agén.

Una satisfacción más es nos permitiremos saber, sin exactitud, las cosas que tememos que salga por boca de las estaciones nacionalistas.

### Aun la represión

El requirido burguésista Llorens se acusó de ser el responsable de los Televisos de la G.V.R.A.

### Aranda ha dicho: no podemos ser ingratos

El general nacionalista español Aranda que fue enviado en delegación a Alemania cuando la república de la Legion Condor ha hablado de una manera clara y precisa sobre los lazos individualistas de la España fascista y la Alemania nazi.

Los pretendidos discursos y entrevistas de Franco pasan a segunda línea ante las afirmaciones categóricas de hombres tan autorizados como Aranda.

La Delegación, la dicha, ha podido constatar de la fuerza del Imperio alemán y de la organización admirable de la industria nazi. Los lazos de amistad entre españoles y alemanes se ven con claridad. Los lazos de colaboración no podemos ser ingratos. Esta es la conclusión ineluctable, aunque los periodistas prefieren lo contrario.

Nosotros lo dijimos un día y otro se corrigan de estado. Los lazos españoles y no pueden ser ingratos con Alemania. ¡Infortunio!

### La posición de Moscú

Seguendo el curso de la situación internacional, con interés en los que alejados de nuestra patria formamos del Frente de la Paz y de la Democracia, hemos podido ver que la política que cierta potencia observó con nosotros y con la retirada organizada de Cataluña, con la conquisación de la frontera francesa por las tropas nazis sigue persistiendo. La que en su provecho realizó un antisoviético intento realizarlo ahora con toda Europa.

Si ayer hacíamos observaciones acerca de las vertientes de Inglaterra y del Frente de la Paz, hoy no podemos por lanzar una mirada profunda hacia ciertas especulaciones e incomprensibles de la Rusia de los Soviets.

Esta mirada hacia la actividad diplomática de Moscú que hubiera a través de la experiencia sensible y a través suya y que quisieramos que no tuviera continuidad solo por lo que se refiere a los restos que aún subsisten República Española sino por lo que tiene al Frente de paz, actualmente, como conjunto de individuos formados.

La España italiana que sufrió las consecuencias de una inamovible entre la política de la F. R. S. S. y mentes de la Tercera Internacional, mejor dicho, Comintern o, todavía mejor, del grupo de Stalin.

Entonces que las necesidades del Komintern son la can la política general del país donde radica su sede o consecuencia. La política de dicho país adhiere de un socialista imperioso. Durante nuestra lucha la política de Rusia con referencia a nuestro problema de la excomunión a servir los intereses y las necesidades de Stalin. Hay ciertos sectores de nosotros que llegan a suponer, y no sin fundamento, que la p-

# 14 de Julio

U. G. T. ESPECTACULOS

BOLETIN DE LA FEDERACION ESPAÑOLA DE LA INDUSTRIA DE ESPECTACULOS PUBLICOS

REDACCION Y ADMINISTRACION: GRUPO III FRANCIA PARIS, JUNIO 1947

### LA HEROICA BUELAGA DE LOS CRISIS DEL CINE EN LA ESPAÑA FRANQUISTA

#### TRABAJADORES VASCOS

La Federación Española de la Industria de Espectáculos Públicos se preocupa de la cultura y de la actividad de los artistas y trabajadores del cine en la zona de ocupación y solidaridad a los artistas y trabajadores cinematográficos vascos. El movimiento vasco ha dado un paso y ahora se manifiesta con sus propios representantes y su propia organización de actividad y de cultura en la zona de ocupación.

Somos nosotros los que estamos interesados en la cultura y en la actividad de los artistas y trabajadores del cine en la zona de ocupación y solidaridad a los artistas y trabajadores cinematográficos vascos. El movimiento vasco ha dado un paso y ahora se manifiesta con sus propios representantes y su propia organización de actividad y de cultura en la zona de ocupación.

Nuestra solidaridad a los artistas y trabajadores vascos de la zona de ocupación y solidaridad a los artistas y trabajadores cinematográficos vascos. El movimiento vasco ha dado un paso y ahora se manifiesta con sus propios representantes y su propia organización de actividad y de cultura en la zona de ocupación.

La decadencia en que se debate el arte y el espectáculo en España bajo los nazis y los fascistas, toda también y muy profundamente, el Cine, no obstante su pobreza y las inmensas posibilidades que en la ofrece.

Mientras en Europa y América asistimos al resurgir y progreso constante de esta arte del pueblo por excelencia. Mientras las naciones americanas crean e impulsan su propio cine: los Estados Unidos perfeccionan y utilizan al máximo sus poderosas y sofisticadas medios técnicos, artísticos y económicos; la Unión Soviética presenta su maravillosa producción que lo conquista, además de los ocho primeros premios del Consejo de Administración mundial por su contenido humano y optimista, así como por la sorprendente técnica en todos los detalles y que perfecciona rápidamente la maravilla del relieve. Francia con sus cine premios, aborregado con esta estrambótica, el cine en largo metraje y en dibujos y sea así el completo de sus mundialmente famosos realizadores e intérpretes. Inglaterra con sus potentes genes hacia la paridad con los mejores Cineastas europeos con sus hitos en color y su audaz producción en blanco y negro; Italia valiente y oscura de élite; ciudad alemana; Suiza y los que siguen, Suecia y todo vez más numerosos: Polonia Dinamarca Italia Suecia.

Mientras asistimos a esta conagración de los cineastas vascos y a la constante preocupación de los jóvenes, España, por-

tao comido común. La consecuencia extranjera se cada vez mayor y más abundante. Mientras la prensa acusó el año 1946 el SERVICIO por el cine de la exhibición en España. Hay que cambiar la organización mexicana, inglesa, etc., además, con lo que la producción nacional se cada vez más débil, va quedando reducida a un mínimo expresión, como el favor del público hacia ella. Y esto es una realidad comprobada. Veamos lo que a propósito del aislamiento del pueblo hacia las películas nacionales acerca al crítico y viajero profesional Arturo Pérez Camarero, en Barcelona:

«Como espectadores, hemos adquirido entre otros, una triste experiencia que nos opera como profesional y no debemos olvidarla como crítica de que el público no sigue cada vez más de las películas nacionales. Seis largos detalles como hemos llegado a esta conclusión y, por otro parte, tenemos que el lector, espectador también, está sobradamente convencido.»

«No he de lamentar al favor del público y no es eficaz atribuirlo a un fenómeno de transición. Lo preciso comenzar por buscar la parte de culpa que a la propia cinematografía nacional pueda corresponderle para, después de descripciones las causas, procurar ponerlas remedio.»

Prudentemente, con amarga impotencia, van apareciendo todos los días críticas y comentarios señalando el mal que trae en lugar de mejorar o estancarse.

En los primeros días de Mayo de 1947...



# ESTAT CATALA

ORGAN DEL PARTIT

Redacció - Administració  
ESTAT CATALA  
Boite Postale 151-08  
PARIS - VIII<sup>e</sup>

Subscripció anual : 300 fr.  
Número solt : 25 fr.

C. C. P. 13 514-89  
ESTAT CATALA  
PARIS - VIII<sup>e</sup>

Article 1<sup>er</sup> dels Estatuts de l'Organització

El Partit d'Estat Català té per objectiu la independència de Catalunya

PATRIA

LLIBERTAT

JUSTICIA

## EDITORIAL

Quan diverses periòdics de l'exili, amb motiu de la detenció i de l'alliberament — poques setmanes després — de joves catalans a Barcelona, proclamaren amb aires de triomf que la tirania franquista s'aqueixava i que l'alliberament demostrava per, el nostre òrgan no féu cor amb els actius.

ESTAT CATALA, que coneix perfectament la situació a Catalunya i a Espanya, les forces en presència i la naturalesa del règim, no volgué prendre part a l'eufòria general.

Els fets ens han donat la raó.

El règim es defensa, i amb por o sense, les detencions recents de militants socialistes i el trasllat dels detinguts de Barcelona a Madrid, proven que és prematur d'illuminar-se en una pròxima fi del franquisme sense lluita oberta, i no sempre pacífica, contra ell.

Que ningú no cregui que el totalitarisme franquista, de rel netament espanyola, desapareixerà pacíficament. S'ha de moure vegades, i amb raó, que el fonament bàsic del franquisme és l'exercit. L'exercit espanyol no ha abandonat mai sense lluita el poder. Els fets abunden per tal de recordar que la revolució ha estat sempre « hasta el último hombre y la última peseta ». ¿ Per què hauria de ser diferent ara ?

Sobre les detencions dels militants socialistes catalans i el fet que ha despertat tanta d'emoció llur trasllat a Madrid, ens cal recordar-ne — per treure'n les conclusions adients — els precedents històrics.

Sense que encara Catalunya formés, per força, part de l'Estat espanyol, el darrer català que reivindicà el dret de successió a la corona de Catalunya — Jaume el Dissortat, comte d'Urgell —, revoltat contra la sentència iniqua del Compromís de Casp, va ésser, després de la rendició de Bataguer, dut a terres d'Espanya, on se'jornà en diverses presons, fins que — finalment — fou assassinat a la de Xàtiva.

D'aleshores ençà, són nombrosos els catalans condemnats pels tribunals d'ocupació espanyols i traslladats a presons espanyoles. Molts hi han mort. Altres han mort a residències assignades a Espanya, com l'empordanès Narcís Muntoriol.

Es ja sabut que molts militants sindicals i anarquistes catalans han estat obligats a residir en terres d'Espanya.

Quan la dictadura de Primo de Rivera, va ser tota la Junta del Col·legi d'Advocats de Barcelona que fou confinada en diverses poblacions espanyoles.

Més tard, va ésser tot el Govern de la Generalitat, que a resultes del fracàs de la insurrecció del 6 d'octubre del 1934, va ésser traslladat i jutjat a Madrid pel Tribunal espanyol i garanties constitucionals, creat pels mateixos que en foren víctimes aprovant la Constitució republicana espanyola que l'instaurà. Un cop condemnats, els Consellers de la Generalitat de Catalunya varen ésser traslladats a presons espanyoles.

Durant la recent guerra civil espanyola, un ex-Conseller de la Generalitat — Andreu Nin — fou detingut a Barcelona per una brigada de policia vinguda de Madrid — exactament com els successos ara amb els militants socialistes, que ho han estat — el orare del Tinent Coronel Aymar, el qual, des de Madrid,

dirigeix un Tribunal Especial encarregat de la repressió de certs « delictes » en tot el territori dominat per l'Estat espanyol — i, amb ell, ho foren els membres del Comitè Executiu d'un partit que tenia la direcció a Catalunya, els quals com ara, foren traslladats a Madrid.

Darrerament, un ex-Conseller de la Generalitat, Joan Comarera, mort al presidi de Burgos.

La conclusió que deriva d'aquestes constatacions és la següent : mentre Catalunya formà part de l'Estat espanyol, els catalans podran ser detinguts per la policia d'Espanya i condemnats per tribunals espanyols, i, per determinació d'aquests, podran ser traslladats a Espanya i complir condemna a les presons d'Espanya.

Fero, per desgracia, no tots els catalans saben treure les conseqüències lògiques dels fets. Per a evitar aquestes arbitrarietats revoltants sols hi ha una solució : que Catalunya deixi de formar part de l'Estat espanyol, que Catalunya sigui un Estat independent.

¿ Ho comprendran així els dirigents del Moviment Socialista de Catalunya, els quals s'entesten a fer una política espanyolista que els porta a remota d'un partit espanyol, més espanyol que socialista, i que, com ha dit suara la premsa internacional, no és més que una dependència a Catalunya del « Partit Socialista Obrero Español » ?

ESTAT CATALA lamenta les detencions dels socialistes catalans — com lamenta la dels detinguts espanyols seguin de la tendència que siguin —, però proclama ben allò que aquest estat de coses que s'han produït en tots els règims espanyols, sols podrà finir el dia que, Catalunya separada d'Espanya, tota els problemes catalans es resolguin a Catalunya.

(ve de la pàgina 8).

donant pas a la formulació d'una nova problemàtica en la relació de forces de la política catalana.

No cal insistir en la necessitat d'un canvi radical. Canvi que ha de comportar la total condemna del franquisme en totes les seves manifestacions orgàniques, polítiques i materials. Cal afirmar una autèntica política socialista basada en els interessos de la classe treballadora. Afirmació i ratificació en relació amb la política catalana, pròpia de la gran tradició del socialisme català : el dret inalienable de Catalunya a assolir el seu total alliberament nacional i la seva completa sobirania.

En la història del socialisme català, la República Catalana ha estat un objectiu que ha arborat d'entusiasme els nostres combats. Avui que la burgesia ha compromès la seva responsabilitat històrica amb el franquisme, el moviment obrer no pot defugir la seva missió.

La República Catalana continua essent la nostra filla, per a bastir-hi el Socialisme.

Els problemes de la unitat socialista a Catalunya no es resoldran tapant la boca a ningú. Al contrari, cal parlar, dialogar, confrontar, discutir i posar tot el rigor que cal ui en la defensa de la veritat, la d'ahir, la d'avui i la de demà.

Antoni SOLIÀ-MARTÍ.

(1) Preguem que es tingui en compte que aquest article — el qual no ens ha estat possible de publicar fins ara — està escrit des de fa bastants mesos (N. de la R.).



Numéro spécial

# Euzko Deya

LA VOX DE BUKRADI - LA VOIX DES BASQUES



## LA LIGUE INTERNATIONALE DES AMIS DES BASQUES VOUS PRESENTE SES BUTS, SES REALISATIONS, SES ESPOIRS

### Pourquoi nous sommes amis des Basques

Les Basques ont une civilisation unique, une culture riche et variée, une langue qui leur est chère et précieuse. Ils ont subi de nombreuses épreuves et souffrances, mais ils ont toujours résisté et maintenu leur identité. Nous, les amis des Basques, nous nous sentons attirés par leur courage et leur fierté. Nous voulons leur rendre hommage et leur apporter notre soutien et notre aide. Nous sommes convaincus que, ensemble, nous pouvons faire beaucoup de bien et de progrès.

**Notre programme**

1. Étudier et promouvoir la culture basque.

2. Soutenir les luttes pour la reconnaissance des droits des Basques.

3. Favoriser les échanges culturels et linguistiques entre les Basques et les autres peuples.

4. Organiser des fêtes, des concours et des manifestations pour célébrer la culture basque.

5. Recueillir des fonds pour soutenir les œuvres de bienfaisance et de solidarité.

**Notre programme**

1. Étudier et promouvoir la culture basque.

2. Soutenir les luttes pour la reconnaissance des droits des Basques.

3. Favoriser les échanges culturels et linguistiques entre les Basques et les autres peuples.

4. Organiser des fêtes, des concours et des manifestations pour célébrer la culture basque.

5. Recueillir des fonds pour soutenir les œuvres de bienfaisance et de solidarité.

**Notre programme**

1. Étudier et promouvoir la culture basque.

2. Soutenir les luttes pour la reconnaissance des droits des Basques.

3. Favoriser les échanges culturels et linguistiques entre les Basques et les autres peuples.

4. Organiser des fêtes, des concours et des manifestations pour célébrer la culture basque.

5. Recueillir des fonds pour soutenir les œuvres de bienfaisance et de solidarité.



### GRANDES SEMAINES PARISIENNES DES AMITIÉS BASQUES

AMIS DES BASKES  
1 Rue de Valenciennes 107-109  
Paris 11<sup>e</sup>

VALON DES PEINTRES BASQUES  
1 Rue de Valenciennes 107-109  
Paris 11<sup>e</sup>

### GRAND GALA DE MUSIQUE ET DE DANSE

Théâtre de Paris Châtelet  
Paris 1<sup>er</sup>

### ERESOINKA ELAI-ALAI

### GRANDES PARTIES DE PELOTE BASQUE

Ateliers de Paris



### LA CONQUÊTE DU MONDE Les Basques courageux et probes

Les Basques ont une longue histoire de courage et de probité. Ils ont traversé de nombreuses épreuves et souffrances, mais ils ont toujours résisté et maintenu leur identité. Ils ont été des héros de la résistance pendant la guerre, et ils ont toujours été des hommes de bien et de justice. Nous sommes fiers d'être leurs amis et de leur rendre hommage.

Les Basques ont une longue histoire de courage et de probité. Ils ont traversé de nombreuses épreuves et souffrances, mais ils ont toujours résisté et maintenu leur identité. Ils ont été des héros de la résistance pendant la guerre, et ils ont toujours été des hommes de bien et de justice. Nous sommes fiers d'être leurs amis et de leur rendre hommage.

Ligue Internationale des Amis des Basques

1 Rue de Valenciennes 107-109  
Paris 11<sup>e</sup>

Comité de Paris des Amis des Basques

Comité de Valenciennes des Amis des Basques

Comité de Lille des Amis des Basques

Comité de Bordeaux des Amis des Basques

Comité de Toulouse des Amis des Basques

Comité de Montpellier des Amis des Basques

Comité de Nîmes des Amis des Basques

Comité de Clermont-Ferrand des Amis des Basques

Comité de Dijon des Amis des Basques

Comité de Lyon des Amis des Basques

Comité de Marseille des Amis des Basques

Comité de Nantes des Amis des Basques

Comité de Rennes des Amis des Basques

Comité de Strasbourg des Amis des Basques

Comité de Metz des Amis des Basques

Comité de Nancy des Amis des Basques

Comité de Besançon des Amis des Basques

Comité de Grenoble des Amis des Basques

Comité de Annecy des Amis des Basques

Comité de Chambéry des Amis des Basques

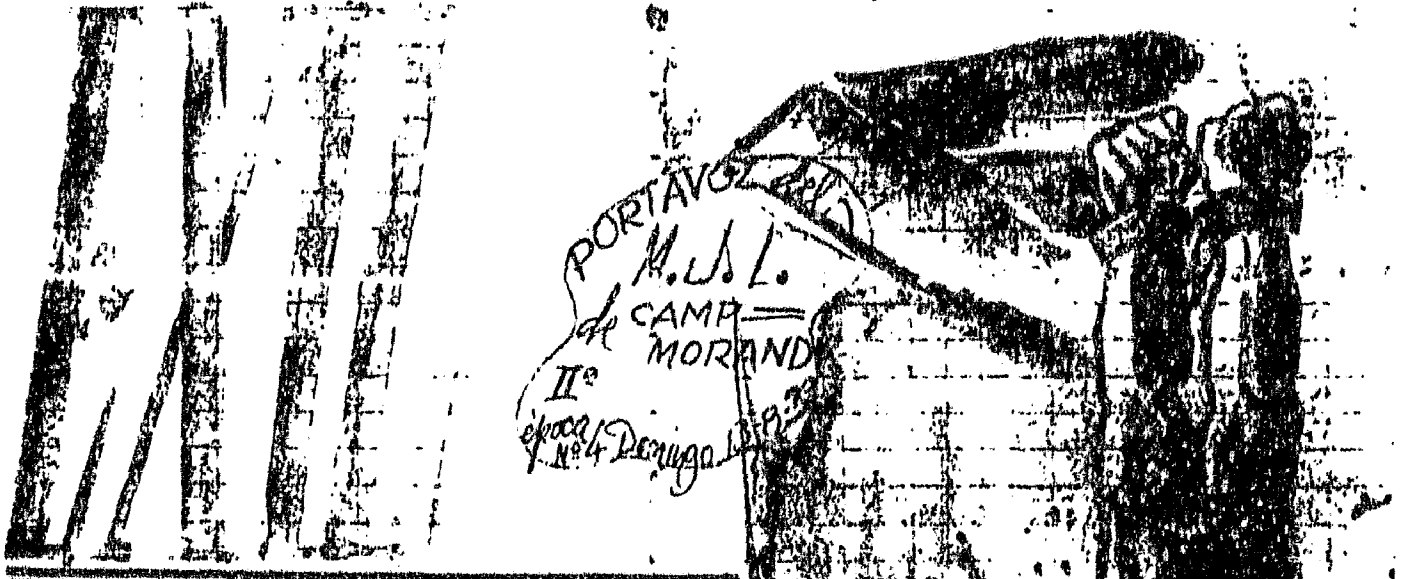
Comité de Savoie des Amis des Basques

Comité de Haute-Savoie des Amis des Basques

Comité de Corse des Amis des Basques

Comité de France des Amis des Basques

# UNA TUMBA ESPAÑA; SU CAMINO; LA PROVOCACION



D  
I  
T  
O  
R  
A

**R**ecuerdo e incitación:  
 Crispan los nervios las noti-  
 cias de España que llegan a nues-  
 tro conocimiento.

Día de la victoria de la revo-  
 lucion nacional-sindicalista en  
 España: 18-7-39.

Desfiles a paratos con poliera-  
 mas gamas.

El negro presi-  
 de la fiesta.

Fin del público  
 paseo y conduc-  
 ción al campo de  
 decenas de antifa-  
 scistas que son ej-  
 tados por el brazo  
 armado de la reaccion  
 que vencerá.

Manada suelta - a-  
 cosa de la por carne  
 Vebos de telado con

zón - nos semejan en no-  
 tras conciencias las miles de desgraciados  
 que desaparecen del rol:

Atacamos en nuestro subcontinente rencor en pos  
 de destruir un mundo que imposible contempla  
 la sahría que a pi se la tapa el documental del mis-  
 no se le hace.

¡N no olvidaremos nuestra sensibilidad sufa

y agua  
 tro odio  
 plenitud  
 imiento

ejercitarse con  
 a nuestra co. van-

¡Mientras serenidad, refugiamos en nues-  
 tra vida interior y quede allí latente tal son-  
 lino para el gran día.

De nuestra capacidad en éste sentido, de-  
 pende la posibilidad de su realización.  
 ¡No. que rochinen los dientes, ¡Muevan  
 los CURACIONES!



**F.A.E.E.F.**

**Boletín de la Federación de asociaciones de emigrantes españoles en Francia.**

Federación de asociaciones de emigrantes españoles en Francia.

Espagnol.

Rédaction : Paris 15<sup>e</sup> (199 rue de Vaugirard).

Ronéotypé.

21 cm X 29,7 cm, 16 p.

BDJC : 1976 (octobre) : 4<sup>e</sup> P 10005.

**Notice :**

Bulletin de la Fédération d'associations d'émigrants espagnols  
donnant des informations sur les législations française et espagnole.

**FEDERACION**

**Boletín interior de información de la Federación obrera de hostelería de España en Francia.**

Unión general de trabajadores.

1947 ? - ?.

Paris.

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 6 p.

FPI : 1948 (n° 2 : février) : p. 1435.

**Notice :**

Bulletin intérieur des travailleurs de l'industrie hôtelière de l'UGT ; son objectif est d'aider à sauver l'un des leurs, détenu à la prison Modelo de Barcelone, de renforcer la Fédération, de nouer des liens avec le syndicat professionnel des Pyrénées-orientales et d'aider l'opposition intérieure.

## FEDERAL (EL)

**Boletín de información del Partido republicano federal español en Francia.**

Partido republicano federal español en Francia.

Espagnol.

"Il vivait sans foyer, sans pain et sans amour, mais il était heureux parce qu'il était libre" (V. Hugo).

N° 1 (22 juin 1945) - 1946 (?).  
Périodicité irrégulière.

Rédaction et administration : Perpignan (12 rue Alphonse-Simon).  
Collaborateurs : F. Corbella, Santiago Garcia, Angel Gimenez, Carlos Gómez, B. Valle Gracia...

Imprimé.  
Imprimerie Trilha, Perpignan (6 rue Pierre Cartelet)  
28 X 45, 2 p.

CEHI : 1945 (n° 1 - 5), 1946 (n° 6 - 8) : FF 9.  
FPI : 1945 (n° 2 : 27 juillet) : p. 1440.

Notice :

L'objet du journal est d'oeuvrer à la cohésion des sympathisants du Parti républicain fédéral, fondé par Pi y Margall, l'un des leaders de la Première République fédéraliste de 1873, et de

convertir notre organisation en un efficace instrument de gouvernement, apte à introniser en Espagne le régime des trois sacro-saints principes de liberté, égalité et fraternité<sup>1</sup>.

Refusant de distinguer vie publique et privée, mettant en avant les valeurs morales de loyauté, sincérité, courage, le PRF se déclare :

parti minoritaire et pauvre -économiquement parlant, parce qu'idéologiquement nous nous considérons comme les plus riches.

## F.L.J.L.

**Boletín exterior de información.**

Paris.

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 10 p.

CEHI : 1963 (n° spécial : août) : F 2.

---

1. *El Federal*, n° 1,

Notice :

Bulletin d'information de la FIIL : communiqué à la presse,  
déclaration du CIL (Consejo ibérico de liberación).

FOC NOU
---------

N° 2 : *Al servei de Catalunya*. Puis : *Al servei de Catalunya*.  
*Portantveu de Solidaritat catalana*. Puis à partir du n° 28 : *Al servei de Catalunya*. *Butlletí interior de la Secció catalana de la Societat francesa des Amis de la Catalogne*. Puis : *Al servei de Catalunya*. *Setmanari català autoritzat pel Ministeri de la Informació del govern de la República francesa*.

*Solidaritat catalana*.

Catalan.

N° 1 (11 septembre 1944) - n° 45 (22 septembre 1947).  
Interruption : mars 1945 - 11 septembre 1945 (voir *Canigó*).  
Hebdomadaire puis mensuel en 1946.

Rédaction et administration : Toulouse (22 rue Sainte Ursule puis 48 rue de Metz).  
A partir du n° 15 : Toulouse, 25 rue de Roquelaine.  
Domènec de BELLMUNT, directeur ; Josep Torrents, rédacteur en chef.  
R. Castellvi, gérant.

*Collaborateurs* : Joan Álvarez de Lara, Jesús M. Bellido, Angel Ferrán, J. María Llado Figueres, Montserrat Martínez, Lluís Nicolau d'Oliver, Carles Pi i Sunyer, J. Rodriguez Pasapeit, Antoni Rovira i Virgili, Nicolau M. Rubio, Joan Sangres, Josep Sans, Joan Sauret <sup>2</sup>, Antoni Soriano <sup>3</sup>, Rafael Tasis, Humbert Torres, Joan Ventura, Eugeni Xammar ...

Imprimé.

Imprimerie moderne, Toulouse, puis Imprimerie du Sud-Ouest.  
43 cm X 60 cm, 2 à 8 p.

Photos, caricatures, dessins.

Abonnement annuel : 180 F. en 1944 ; 2 F. le n° en 1944, 5 F. en 1946.

Tirage : 5.000 exemplaires par semaine en 1945, 2.500 par mois en 1946 <sup>4</sup>.

Devenu : *Canigó* (de mars à septembre 1945).

BDIC : 1944 - 1947 (n°s 1 - 26, 28 - 30, 32 - 44) : F° P 1968 et Mfm P 27.

CEHI : 1944 - 1947 (n°s 1 - 45) : GF 1.

---

2. Joan SAURET, ancien député au Parlement catalan, ancien sous-secrétaire à la Santé de la Généralité, sera secrétaire général de l'Esquerra republicana de Catalunya en exil après l'élection de Josep Tarradellas à la présidence de la Généralité en 1954.

3. Voir notice biographique.

4. Lettre du Préfet de Haute-Garonne du 3 juin 1945 et l'autorisation de paraître l'est pour 2.500 exemplaires (ADHG, 1020 W 31), citées par Olga MUÑOZ, *La presse espagnole publiée à Toulouse à la Libération*, Université de Toulouse-le-Mirail, maîtrise d'histoire, octobre 1987.

**Notice :**

*Foc nou*, publication à caractère littéraire et artistique, dont le titre signifie "feu nouveau", se veut "au service de la Catalogne" et la revue de tous les Catalans qui aiment la Catalogne sans distinction de partis ni de syndicats <sup>5</sup>... Entendons-nous bien : de tous les Catalans qui n'ont pas trahi la patrie en collaborant avec l'ennemi, car ceux-ci ne méritent pas l'honneur de se dire Catalans <sup>6</sup>.

*Foc nou* devient en janvier 1945 le porte-parole de Solidarité catalane qui vient de se constituer par l'union de divers partis catalans <sup>7</sup>. De grands noms de la culture catalane y écrivent, ainsi que les porte-parole des partis nationalistes. Les oeuvres de création littéraires -poèmes, nouvelles- y occupent une place importante. *Foc nou* suit avec attention l'activité culturelle des Catalans dans l'exil, particulièrement du linguiste Pompeu Fabra, de l'historien Antoni Rovira i Virgili et du violoncelliste Pau -Pablo-Casals ; la revue participe à la préparation des Jeux floraux de la langue catalane, tenus en 1946 à Montpellier et en 1947 à Londres, et s'en fait l'écho.

<b>FOC NOU</b>
----------------

**Organ de la Joventut del Casal de Catalunya de Paris.**

N° 1 (novembre 1960) - n° 20 (4ème trim 1964).  
Trimestriel.

Rédaction : Paris 9<sup>e</sup> (67 rue Condorcet).

Romà PLANAS, directeur et Angelí Castanyer, administrateur.

*Collaborateurs* : Ambrosi Carrion, Joan Masot <sup>8</sup>, Josep Pallach, Romà Planas, Enric Roig i Querol....

Ronéotypé et imprimé à partir du n° 16 (janvier/février/mars 1963) avec couverture couleur.

21 cm X 27 cm, 14 p à 20 p.

1 N<sup>o</sup> le n°.

Tirage : environ 1.000 exemplaires en 1964 <sup>9</sup>.

CEHI : 1960 - 1964 (n<sup>os</sup> 1 - 20) : F 6.

IEC : 1960 - 1964 (n<sup>os</sup> 1 - 20) : P O. FOC.

---

5. *Foc nou*, n° 3, 23 septembre 1944.

6. *Foc nou*, n°2, 16 septembre 1944.

7. Esquerra republicana de Catalunya, Lliga catalana, Acció catalana republicana, Estat català, Unió democràtica de Catalunya, représentés respectivement par Josep Tarradellas, Felipe de Sola Cañizares, Lluís Nicolau d'Oliver, Antoni Figueres et Angel Morera ; font partie également de Solidaritat catalana deux organisations catalanes de l'intérieur, le Front nacional de Catalunya et le Front de la llibertat, représentés par leurs délégués en France, Jaime Cornudella et Josep Rovira. Le POUM et le PSUC ne font partie de ce regroupement.

8. Joan MASOT, alors président du Casal.

9. Selon son directeur Romà Planas, et ce tirage varie selon les numéros ; à la même date il y a 3.00 abonnés (Assemblée générale du Casal du 22 mars 1964 : information communiquée par Phryné Pigenet).

Notice :

*Foc nou* est le porte-parole de la section jeunesse du Casal de Catalunya de Paris mais son administration est séparée de la trésorerie de la section : *Foc nou* est financé exclusivement par des abonnements et des dons. Lorsque la section perd quasiment toute activité, quelques membres de l'équipe dirigeante poursuivent l'édition du journal, ainsi totalement indépendant du Casal qui ne peut intervenir sur son orientation<sup>10</sup>. Les idées de base qui régissent ses activités sont : "catalanitat i democracia". Le bulletin est consacré à la culture catalane, aux activités du Casal, à des informations diverses (notamment de Catalogne) et à des commémorations (Lluís Companys, Francesc Macià....).

FRANCE - ESPAGNE
------------------

**Bulletin du Comité national France - Espagne.**

Comité national France - Espagne.

Français.

1945 (?) - ?.

Périodicité inconnue.

Rédaction : Paris 1<sup>er</sup> (17 rue du Louvre).

*Collaborateurs* : Corpus Barga, Albert Bayet, Madeleine Braun, Jean Cassou, Pierre Kaldor...

Imprimé.

Imprimerie non indiquée.

21 cm X 27 cm, 4 p.

IFHS : 1945 (5 octobre) : 14 ASP 1473.

Notice :

L'Association France-Espagne a été constituée dans le but d'apporter une aide aux républicains espagnols et de développer les liens culturels franco-espagnols ; ses présidents en sont Jean Cassou et Paul Eluard, les vice-présidents Madeleine Braun, Charles d'Aragon et Paul Rivet<sup>11</sup>. Jean Cassou présente ainsi la raison d'être de France-Espagne :

La France... assure son avenir en proclamant les liens qui l'unissent indissolublement au génie et au bonheur de l'Espagne.

Ce bulletin donne des nouvelles d'Espagne, rappelle la participation espagnole à la Résistance française et proclame la détermination de ses animateurs d'œuvrer à la chute du franquisme ; mais il reste modeste car

10. Assemblée générale du Casal du 22 mars 1964, *id.*

11. L'influence grandissante des communistes au sein de l'Association a provoqué plus tard le départ de Jean Cassou ; le siège social de l'Association est devenu 4 cité des Monthiers, Paris 9<sup>e</sup>.

malgré des démarches pressantes, malgré l'avis favorable de la Fédération nationale de la Presse française, les services du Ministère de l'Information n'ont pas cru devoir nous accorder à ce jour l'autorisation de paraître.

## FRANCE - ESPAGNE

### Bulletin du Comité France - Espagne de Provence.

Association France-Espagne

Marseille.

CEHI : 1945 (8 septembre) : FF 9.

Notice :

Bulletin du comité provençal de l'Association France-Espagne.

## FRENTE LIBERTARIO

Périodique non destiné à la vente publique. Puis, à partir du n° 7 (mars 1971) : **Publicación mensual.**

Espagnol.

N° 0 (juillet 1970) ; n° 1 (septembre 1970) - n° 71 (mars 1977).  
Mensuel.

Correspondance : Paris 13<sup>e</sup> (Amador Alvarez, 87 rue de Patay).  
Fernando GOMEZ PELAEZ, directeur.

*Collaborateurs* : Octavio Alberola, Cristóbal Barcena, José Berraz, Gaston Leval, Francisco Olaya, José Peirats, Ramón J. Sender, José Viadiu...

Imprimé.

Imprimerie La Ruche ouvrière, Paris 3<sup>e</sup>.

28 cm X 38 cm, 8 p.

Dessins (de Vázquez de Sola notamment), photos.

1,50 F. le n° en 1971 et en 1976.

Tirage : 2000 exemplaires en 1970, 5000 en 1974 <sup>12</sup>.

BDIC : 1970 - 1977 (n°s 0 - 71) : F° P 2799.

CEHI : 1970 - 1977 (n°s 0 - 71) : FF 8.

FPI : 1970 - 1977 (n°s 1 - 60 ; des numéros manquent) : p. 1493.

---

12. Fernando GOMEZ PELAEZ, "De Soli a Frente libertario. Publicaciones libertarias en el exilio", in *El movimiento libertario español. Pasado, presente y futuro*, Paris, Ruedo Ibérico, 1974, p. 132 (il s'agit bien sûr de juillet 1970 pour la date d'apparition du premier numéro) ; selon F. Gómez Peláez qui en est le directeur, plus de la moitié du tirage est destiné à l'Espagne : il s'agit du même journal, édité sur papier bible, portant la mention "Edición especial para España".

## Notice :

L'origine de *Frente libertario* réside dans une volonté de réactualisation de l'anarchisme, enfermé dans les recettes du passé et dans les normes rigides de la bureaucratie dominante... [il s'agit] non tant de repenser l'anarchisme que de tenter d'appréhender le sens du mouvement anti-autoritaire qui se développe en Espagne <sup>13</sup>.

[et] de mettre un terme à la vie végétative et sans perspectives de nos organisations classiques, et principalement à celle de la CNT, aujourd'hui prisonnière de formules ou de routines de fonctionnement <sup>14</sup>.

A la différence du journal du même nom apparu à Madrid au début de la guerre civile en tant qu'organe des milices confédérales du Centre, *Frente libertario* ne revendique aucun sigle spécifique dans son en-tête, mais les trois branches du MLE à la fois -CNT, FAI, FUL. Destiné à servir de base pour l'action du MLE à l'intérieur même de l'Espagne, le journal est centré sur les luttes dans la péninsule et de nombreux militants clandestins participent à sa rédaction ; une rubrique intitulée "Crónicas e informaciones de nuestros corresponsales" occupe régulièrement les deux pages centrales et les sommaires des publications clandestines y sont indiqués. *Frente libertario* présente également une rubrique bibliographique, un service de librairie et une situation financière permanente ("Cuentas claras").

## FRENTE UNIVERSITARIO

Editado por el Comité de coordinación U.F.E.H. - F.N.E.C.

Unión federal de estudiantes hispanos. Federació nacional d'estudiants de Catalunya.

Espagnol. Catalan.

N° 1 (décembre 1946) - ?.

Rédaction : Paris 7<sup>e</sup> (10 rue Solférino).

Collaborateurs : Antoni Barba, Armand Deval, Joan Escrivà ...

Imprimé.

Imprimerie SPI, Paris 9<sup>e</sup>.

22 cm X 27 cm, 8 à 12 p.

Photos, dessins.

10 F le n°.

CEHI : 1947 (juillet) : F 5.

FPI : 1 +6 (n° 1 : décembre), 1947 (n° de juillet) : p. 1499.

## Notice :

Bulletin d'information commun aux deux organisations étudiantes de l'exil, publiant des témoignages d'étudiants de l'intérieur opposés au franquisme.

13. *Ibid.*

14. *Frente libertario*, n° 0, juillet 1970.

## FRONTERA

La revista que transpasa los límites

Toulouse.

Comité de rédaction : Xavier Domingo, Antonio Pierra, Carlos Semprún Maura.

Imprimé.

Imprimerie du Sud, Toulouse.

21 cm X 28,5 cm, 50 p. et 21 cm X 29,5 cm sur 16 p<sup>15</sup>.

Photos couleur (n° 1), caricatures (n° 3).

CEHI : 1975 (n° 1 : avril, n° 3 : novembre) : F 7.

Notice :

Revue éphémère dans le style provocateur et érotico-pornographique de *Hara Kiri* où le politique et la dénonciation du franquisme sont également présents. *Frontera* veut dépasser les limites en ne faisant pas de

distingos bizantins entre le politique, le philosophique et le sexuel simple et sain, sensuel, voluptueux et plaisant.

## FUNCIONARIOS

Boletín del grupo de funcionarios públicos de España en Francia.

Unión general de trabajadores.

1946 (?) - ?.

S.l.

*Collaborateurs* : Eloy Delgado, Ricardo Granda, Alain Le Leap<sup>16</sup>, Jacques Pruja<sup>17</sup>, Pedro Salinas, Florencio Seco...

Imprimé.

21 cm X 27 cm, 4 p.

FPI : 1946 (n° d'octobre), 1947 (n° de janvier et juillet), 1948 (n° IV) : p. 1513.

15. Le n° 1 est une revue de 50 p. sur papier glacé, en couleur, avec de nombreuses photos et le n° 3 est un modeste bulletin de seize pages.

16. Secrétaire de l'Union générale des Fédérations de fonctionnaires français.

17. Secrétaire-adjoint de cette même Union.



**Notice :**

Certains de ces bulletins du groupe des fonctionnaires de l'UGT sont destinés à l'Espagne. L'objet en est la réorganisation de la fédération.

<b>FUTURO</b>
---------------

**Boletín interior.**

Juventudes socialistas revolucionarias.

Paris.

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 22 p.

BDIC : 1963 (n° 2) : 4° P 10004.

CEHI : 1963 (n° 2) : F 6.

**Notice :**

Bulletin intérieur d'une organisation de jeunesse proche du POUM : il analyse les changements du franquisme, l'alternative "socialisme ou barbarie", les rapports de la poésie et de la révolution ainsi que le sixième congrès de l'Union des étudiants communistes français.

<b>GACETA OFICIAL DE LA REPUBLICA ESPAÑOLA</b>
------------------------------------------------

Gouvernement républicain.

N° 1 (7 septembre 1945) - 7.

Bimensuel puis mensuel.

Mexico puis, à partir du n° 12 du 3 juillet 1946 : Paris 16° (35 avenue Foch).

Imprimé.

A partir du n° 12 (3 juillet 1946) : Imprimerie SPI, Paris 9°.

21,5 cm X 29,7 cm, 4 ou 6 p.

Abonnement pour 6 n° : 125 F., 25 F le n° en 1946.

BDIC : 1945 - 1947 (n° 1 - 14, 19) : 4° P 2081 Rés.

FPI : 1945 - 1949 (n° 1 - 23) : p. 1521.

**Notice :**

Journal officiel du gouvernement en exil : il publie décrets, ordres et règlements émanant soit de la Présidence du Conseil des ministres,

soit des divers ministères. Le n° 12 du 3 juillet 1946 est le premier numéro publié en France.

## GALERIA

**Revista española. Revista mensual ilustrada. Puis à partir du n° 3 : Espectáculos, arte, literatura. Puis à partir du n° 9 (30 octobre) : Boletín de información española : política, arte, literatura, espectáculos.**

Espagnol.

N° 1 (janvier 1945) - ?.

Mensuel.

Rédaction et administration : Paris 11<sup>e</sup> (28 rue Fontaine-au-Roi).

M. LARA, directeur, J. García Tella, rédacteur en chef, Maurice Germain puis Ezequiel Enderiz (à partir du n° 4 du 7 juin 1945), secrétaire de rédaction. Salvador Cánovas Cervantes <sup>18</sup>, gérant (indiqué à partir du n° 4).

*Collaborateurs* : Ignacio Barrado, Albert Camus, Jean Camp, Marcelino Domingo, Díaz Roncero, Abelardo García, Pepe García, R. García Marín, Ramiro Servent, Víctor Valencia, José de Zamora ...

Imprimé.

Imprimerie non indiquée (nos 1, 2) puis Imprimerie Gorb, Paris 3<sup>e</sup> (7 rue Charlot). 24 cm X 32 cm, 28 p. (nos 1, 2). A partir du n° 3 : 50 cm X 65 cm, 2 p. (mais le n° 9 du 30 octobre 1945 est sur 33 cm X 56 cm et 4 p.).

Dessins (de Manolo, Artel, Ramiro et Sgarbi pour le n°1), photos (de Max Vaux et Yves Hervochon pour le n° 1).

Couverture illustrée

Abonnement semestriel : 180 F. Puis, 6 F. le n°.

CEHI : 1945 (nos 1, 3 - 10) : GG - 1.

Notice :

*Galeria* est présentée ainsi par une publication espagnole anarchiste, comme elle l'est elle-même :

Première revue illustrée de l'émigration espagnole en Europe, trente-deux pages en papier couché, illustrations et photos en noir et en couleur. Littérature, art, cinéma, théâtre. Nouvelles, critiques, essais, chroniques, l'actualité paristenne<sup>19</sup>.

Magnifique publication en quadrichromie, sur beau papier, avec de superbes illustrations pour ses deux premiers numéros, *Galeria* passe - provisoirement espère-t-elle - à un très grand format sur papier journal à partir du n° 3 à cause de l'absence d'attribution d'un contingent de papier ; *Galeria* espère être ainsi plus combative, plus proche de l'actualité et avoir un contact plus fréquent avec le public, être aussi plus accessible à certains milieux populaires. *Galeria* se veut une revue ouverte à tous les jeunes

---

18. Salvador CANOVAS CERVANTES, ancien journaliste, fondateur en Espagne de *Tribuna* et *La Tierra*, membre de la rédaction de *Solidaridad obrera* à Barcelone et dans l'exil, meurt au Venezuela en 1950 (*Solidaridad obrera*, 8 avril 1950).

19. *Revolución española*, année II, n° 4, 13 janvier 1945.

écrivains, peintres, dessinateurs, poètes et photographes et publie des articles sur la littérature, le cinéma, le théâtre ainsi que des nouvelles et des poèmes :

L'intention qui nous anime est simple : remplir en toute modestie notre devoir d'Espagnols et d'amants de la liberté...La finalité est claire et concise : sortir du silence et de l'oubli intellectuels et artistes espagnols qui, privés de sources d'information et de relations entre eux, ont vécu dédaignés et mesestimés pendant ces dernières années d'indignité et de douleur.

## GALIZA

**Portavoz de los Gallegos antifascistas.**

1945 ? - ? <sup>20</sup>.

Administration et rédaction : Toulouse (11 rue Alexandre Fourtanier, puis 3 rue Mirepoix).

José García López, administrateur <sup>21</sup>.

Non localisée.

Notice :

Bulletin intérieur du Bloque republican nazonal galego (BRNG), mouvement galicien constitué le 21 décembre 1945 à Toulouse par des membres, dont certains communistes, du Front libertador galego créé en Galice pendant la période du statut d'autonomie <sup>22</sup>. Le BRNG a été la filiale galicienne de l'UNE puis du MUR <sup>23</sup>.

## GENERALITAT DE CATALUNYA

**Butlletí d'informació <sup>24</sup>.**

Generalitat de Catalunya. Servei d'informació.

N° 1 (janvier 1955) - n° ? (1976).

Mensuel puis irrégulier.

---

20. Le n° 4 est annoncé dans *Unión*.

21. Secrétaire des finances du BRNG (Rapport des RG du 23 avril 1946, AMAE, Europe 1944-1960, sous-série Espagne, vol 38, pp 230-234).

22. Rapport des RG de 1948 (AN, F7 15589). Le président en est Manuel Portela Valladares, ancien président du conseil des ministres, les conseillers étant César Alvejar, Manuel Martínez Risco, Santiago Casares Quiroga, Enrique Lister, Luis Vidal et Luis Vazquez Martínez.

23. Voir *M.U.R.*

24. Parfois le sous-titre *Butlletí d'informació* semble le titre, ainsi que certains catalogues de bibliothèques l'indiquent, mais il a été choisi de tout regrouper à *Generalitat de Catalunya*.

Rédaction et administration : Neuilly-sur-Seine (37 avenue du Roule) ; le n° 9 d'octobre 1955 : Paris 6<sup>e</sup> (16 rue Mayet).

A partir du n° 10 : correspondance à envoyer : Paris 2<sup>e</sup> (168 rue Saint Denis).

Salvador Puigvert, gérant, puis Andreu CORTINES <sup>25</sup>, directeur-gérant.

Ronéotypé.

21 cm X 31 cm, 10 à 25 p.

Abonnement : 300 F les 6 n<sup>os</sup> en 1955.

Continuation de : *Butlletí d'informació*.

A pour suppléments :

- *Generalitat. Cultura*
- *Generalitat. Economia*
- *Generalitat. Política*
- *Generalitat. Premsa catalana*
- *Generalitat. Premsa estrangera*
- *Generalitat. Problemes socials*

BDIC : 1957 (n<sup>os</sup> 17 - 20), 1958 (n<sup>os</sup> 22, 24, et suppléments) : 4° P 6326.

BN : 1955 - 1960 (n<sup>os</sup> 4 - 26)(et suppléments) : Fol. Jo. 8377.

CEHI : 1955 - 1960 (n<sup>os</sup> 1 - 26), 1961 - 1976 (divers n<sup>os</sup> non numérotés) : B 27 bis.

FPI : 1955 - 1958 (n<sup>os</sup> 1 - 11, 13 - 15, 17 - 24) : : p. 1541 et p. 745.

IEC : 1955 (n<sup>os</sup> 6, 7, 10)(7 suppléments), 1956 (n<sup>os</sup> 11, 12, 15, 16)(4 suppléments), 1957 (n<sup>os</sup> 17 - 21), 1958 (n<sup>os</sup> 22, 24, 25)(4 suppléments) : 3 O. BUT.

Notice :

Dulletin destiné à montrer la continuité de la Catalogne et de ses institutions. Les rubriques principales en sont : informations sur la Catalogne, les Catalans dans le monde, les pays de langue catalane, l'Espagne et les Espagnols. L'activité culturelle catalane est régulièrement suivie et les Jeux floraux de la langue catalane y sont préparés.

Des suppléments avec titres ont paru en 1955 et 1956, signalés ci-après ; la notice bibliographique est réduite aux particularités de chacun.

## GENERALITAT DE CATALUNYA

**Suplement al Butlletí d'informació : Cultura.**

Generalitat de Catalunya.

N° 1 (janvier 1955) - ?.

Rédaction : Neuilly-sur-Seine (37 avenue du Roule).

Andreu CORTINES, directeur.

---

25. Voir notice biographique.

Ronéotypé.  
21 cm X 31 cm, 12 p.

Est supplément de : *Generalitat de Catalunya. Butlletí d'informació.*

FPI : 1955 - 1956 (n<sup>os</sup> 1, 3) : p. 1542.

Notice :

Supplément entièrement consacré aux problèmes culturels  
(langue, conférence, Jeux floraux de Cambridge en 1956...).

<b>GENERALITAT DE CATALUNYA. ECONOMIA</b>
-------------------------------------------

Suplement al *Butlletí d'informació* : **Economia.**

Generalitat de Catalunya.

N<sup>o</sup> 1 (janvier 1955) - ?.

21 cm X 31 cm, 8 p.

FPI : 1955 (n<sup>o</sup> 1) : p. 1543.

Notice :

Supplément économique, probablement unique, comportant un  
extrait relatif à l'Espagne d'un rapport sur la situation économique de  
l'Europe préparé par l'ONU.

<b>GENERALITAT DE CATALUNYA</b>
---------------------------------

Suplement al *Butlletí d'informació* : **Política.**

Generalitat de Catalunya.

N<sup>o</sup> 1 (janvier 1955) - ?.

Mensuel.

Ronéotypé.  
21 cm X 31 cm, 14 p.

FPI : 1955 (n<sup>os</sup> 1, 2) : p. 1544.

**Notice :**

Informations sur les prises de positions des divers partis et personnalités antifranquistes.

**GENERALITAT DE CATALUNYA**

**Suplement al *Butlletí* d'informació : Premsa catalana.**

Generalitat de Catalunya.

Nº 1 (janvier 1955) - ?.  
Mensuel.

Ronéotypé.  
21 cm X 31 cm, 12 p.

BN : 1955 (nº 2), 1956 (nº 3) : Fol. Jo. 8377 bis.  
FPI : 1955 - 1956 (nºº 1 - 3) : p. 1545.

**Notice :**

Revue de la presse catalane de l'exil en France et en Amérique.  
Commémoration en 1956 du 25<sup>e</sup> anniversaire de la proclamation de la Seconde République et numéros consacrés à Pau Casals, à Joan Ventosa i Roig...

**GENERALITAT DE CATALUNYA**

**Suplement al *Butlletí* d'informació : Premsa estrangera.**

Generalitat de Catalunya.

Nº 1 (août - septembre 1955) - ?.

21 cm X 31 cm, 9 p.

FPI : 1955 (nº 1) : p. 1546.

**Notice :**

Revue de presse étrangère sur l'Espagne.

## GENERALITAT DE CATALUNYA

Suplement al *Butlletí* d'informació : problemes socials.

Generalitat de Catalunya.

Nº 1 (janvier 1955) - ?.

21 cm X 31 cm, 10 p.

FPI : 1955 (nº 1) : p. 1547.

Notice :

L'exemplaire consulté contient des textes divers : de Josep Pallach, secrétaire du MSC, de Felipe Aláiz paru dans *Terra Lliure* et une étude sur la pensée sociale de Sabino de Arana parue dans *Alderdi*.

## GERMINAL

Portavoz del Movimiento libertario español exiliado en Túnez.

Movimiento libertario español.

Ronéotypé.

21 cm X 35 cm, 6 p.

CEHI : 1944 (nº 9 : octobre), 1945 (nº 12 : juin) : G 6.

Notice :

Modeste bulletin anarchiste de Tunisie tourné particulièrement vers l'Italie (chute de Mussolini, anarchistes italiens...).

## GERNIKA

Cahiers collectifs de culture humaniste. Puis, à partir d'avril/juin 1949 : "Eman da zabalzazu" <sup>26</sup>. Revista trimestral al servicio del humanismo popular vasco. En 1951 - 1953, porte en première page : Cahiers de culture humaniste basque.

---

26. "Créez et propagez".

Agrupación Gernika.

Espagnol. Basque. Français.

1948 (janvier/février) - 1953 (n° 25 : octobre/décembre).  
Trimestriel.

"Publié sous la responsabilité de Juan THALAMAS LABANDIBAR", Urrugne (Basses - Pyrénées) puis à partir du n° 16 de juillet - septembre 1951 : Buenos-Aires.

Administration : Juan Rey Apezteguia, Saint Jean-de-Luz (65 rue Gambetta).

En 1952 - 1953 : représentant pour l'Europe : J. Rey Apezteguia, Saint Jean-de-Luz (65 rue Gambetta).

*Collaborateurs* : Severo de Altube, Jean Aramendy, Jon Bilbao, Dominique Dufau, Pierre Espil, Michel Etcheverry, Jean Foureade, Enrique de Gandia, Henri Gavel, René Lafon<sup>27</sup>, Adolfo de Larrafiaga, Andrés de Olabe, Etienne Salaberry, Philippe Veyrin ...

Continuation de : *Guernika*, à partir de juillet-septembre 1949.

Imprimé.

Imprimerie Darracq, Bayonne puis, à partir du n° 16 (juillet - septembre 1951) :

Imprenta Erneta Garaicoechea, Buenos - Aires.

13,8 cm X 21,5 cm, 57 à 68 p.

Abonnement annuel : 250 F. en 1950 et 1952.

BDIC : sous le titre *Guernika* : 1948 (janvier/février, mars/mai, juin/août, septembre/décembre), 1949 (janvier/mars, avril/juin) ; puis, sous le titre *Gernika*: 1949 (juillet/septembre, décembre), 1950 (n°s 10 - 13), 1951 (n°s 14 - 17), 1952 (n°s 18 - 21), 1953 (n°s 22 - 25) : édition en fac-similé, en cours de catalogue.

BN : 1950 - 1953 (n°s 13 - 25) : 8° Z 33124.

CEHI : 1948 - 1953 : édition en fac-similé.

Notice :

Revue culturelle publiée par le mouvement Gernika qui se présente ainsi :

mouvement populaire de tendance purement humanitaire, conçu en 1943 sur les ruines de notre cité martyre et lancé à Saint Jean-de-Luz en 1944, autour de la personne de Don Rafael Picavea<sup>28</sup>.

Le mouvement populaire Gernika naquit à Saint Jean-de-Luz le 26 avril 1945 [ses buts sont] :

- maintenir vif dans l'âme de chaque Basque son attachement à la cité martyre, cherchant à faire de Gernika le centre spirituel d'Euskual-Herria
- favoriser l'union des Basques d'Europe, d'Amérique et du reste du monde en dehors de toute idéologie politique, sur des bases spirituelles et culturelles
- développer dans chaque Basque le sentiment de solidarité humaine<sup>29</sup>.

---

27. Professeur de langue et littérature basque à l'Université de Bordeaux.

28. *Guernika*, n° 1, janvier-février 1948.

29. Dans sa présentation en janvier-février 1948, *Guernika* indique : "La présente publication a une relation directe et unique avec la revue *Gernika* publiée en octobre-novembre 1945. Elle n'a rien à voir avec d'autres publications comme *Eusko-Jakintza* ou comme celles de l'Institut d'études héraldiques de Bilbao qui portent aussi le nom de Guernika... Notre mouvement n'a rien à voir avec



La revue se veut "libérale et éclectique, ouverte à tous les vents et courants" <sup>30</sup> et elle a de nombreux collaborateurs <sup>31</sup> ; elle comporte essentiellement, concernant le Pays basque, des articles d'histoire, de critique littéraire, de philologie, de linguistique, de philosophie. Une partie intitulée "Notas, comentarios y correspondencia" comprend des sections bibliographiques, culturelles, artistiques et une correspondance. *Gernika* publie également des poèmes en français, en basque et en espagnol.

## GERNIKA. EUSKO - JAKINTZA

Revue des études basques. Revista de estudios vascos.

Devenu : *Eusko - Jakintza*.

Notice :

Les quatre premiers numéros de *Eusko - Jakintza* paraissent sous ce titre en 1947. Puis, avec l'apparition de *Guernika/Gernika*, du fait de divergences probables avec ses animateurs -quoique nombre de collaborateurs soient identiques-, la revue prend le nom d'*Eusko-Jakintza* <sup>32</sup>.

## GUADALOPE

Hoja de información del Calendino errante.

Confederación nacional del trabajo. CNT

Espagnol.

1947 ? - 1956 ?.

Périodicité irrégulière.

Toulouse ?.

Manuscrit puis dactylographié <sup>33</sup>.

21 cm X 27 cm, 4 p.

---

l'Institut Gernika de Bayonne, composé d'hommes d'un seul parti politique et dont les activités se développent en marge de nos idéaux universalistes".

30. *Gernika*, n° 17, octobre-décembre 1951.

31. Ainsi, dans le n° 17, ils sont 44 dont 14 des Basses-Pyrénées, 11 du Pays basque, 7 d'Argentine, 4 de Paris, 2 du Venezuela, les autres d'Algérie, du Mexique, d'Uruguay, du Guatemala, du Salvador et de Madrid.

32. Voir note n° 28.

33. Reproduit cependant en plusieurs exemplaires grâce à un système de marque "Nardigraph" comportant, outre un produit adoucisseur, une plaque de verre et deux rouleaux (encreur et presseur) (entretien avec Miguel Celma, 28 août 1992).

Collection particulière : Miguel Celma, Fronton (Haute-Garonne).

**Notice :**

Feuille d'information à destination des habitants du village aragonais de Calenda, traversé par la rivière Guadalope. A paru irrégulièrement, essentiellement pour assurer la solidarité avec les prisonniers politiques du village. Ainsi, le numéro de juillet 1956 fait-il un bilan des sommes recueillies à cette fin de 1945 à 1956 (la liste des donateurs ne comporte pas seulement des militants anarchistes mais aussi des républicains).

<b>GUDARI</b>
---------------

**Organo de Euzko - Gudari - Batza (Federación de los Gudarís de Euzkadi residentes dentro del Estado francés). Puis : Federación de los antiguos Gudarís de Euzkadi residentes en Francia.**

Federación de los Gudarís de Euzkadi residentes dentro del Estado francés.

Espagnol.

N° 1 (mai 1944) - ?.  
Périodicité inconnue.

S.l.

Dactylographié.  
17 cm X 21 cm, 4 p.

BDIC : 1944 (n°s 1: mai, 2 : juin) [reproduction photographique] : 8° P 136 Rés.  
BN : 1944 (n°s 1: mai, 2: juin) [reproduction photographique] : Rés. G 1472 (Esp. 2).

**Notice :**

Les deux seuls témoignages de ce bulletin clandestin - dactylographié sur papier quadrillé - sont des reproductions photographiques; le titre qui signifie "guerrier" en basque, désigne les soldats basques. Le bulletin est dirigé et rédigé par Jesús María Leizaola, ancien conseiller du gouvernement basque<sup>34</sup>.

Ce bulletin correspond à la création de la Fédération des anciens combattants d'Euzkadi, motivée notamment par la réception, ce même mois de mai 1944, d'un message codé émanant de José Antonio de Aguirre, président du gouvernement basque qui avait réussi à s'échapper d'Europe en 1941 pour aller en Amérique ; ce message signifiait, selon eux, "Gudari, souviens-toi d' Euzkadi". Le bulletin précise quelques dispositions relatives

---

34. Voir notice biographique. Jesús María Leizaola enseignait à Lestelle-Betharan et le bulletin était distribué à partir de Lourdes (*Leizaola. El hombre del destino*, Gráficas Hispana, 1978, 32 p.).

à l'organisation de la Fédération qui, étant données les circonstances, "ne fera pas usage du courrier ni de correspondance signée" ; par ailleurs, "à partir de maintenant, commencent à fonctionner des délégués départementaux, régionaux et locaux" au travers desquels cette feuille circulera <sup>35</sup>.

Cette Fédération -ouverte aux seuls Gudaris qui dépendaient du département de la Défense d'Euzkadi, dans les corps et services militaires- se veut essentiellement un instrument de solidarité entre les Gudaris : afin de venir en aide à l'un d'entre eux en difficulté ou de donner des nouvelles -non soumises à la censure- de proches restés au Pays basque ou demeurant en d'autres lieux.

*Gudari* donne également quelques nouvelles des Basques d'Amérique -notamment du Mexique et du Venezuela- et publie un poème écrit par un Gudari devenu aveugle à la bataille de Solférino en 1859 - *La canción del mutilado*- que les exemplaires connus du bulletin présentent en deux variantes de la langue basque (laburdino et bizkaino).

Du fait de l'évolution de la situation internationale entre les deux numéros, le débarquement allié en Normandie et la réaction allemande qui lui est consécutive ont rendu encore plus utile la création de cet organisme : la solidarité des Gudaris doit s'exercer pour faciliter aux compatriotes les moyens de se cacher -notamment à la campagne- pour échapper au travail forcé et aux camps de concentration.

## GUDARI

**Euzko Gaztedi - Resistencia vasca.**

Basque et espagnol.

Paris.

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 4 p.

CEHI : 1965 (6 et 20 juin, 4 et 18 juillet, 24 octobre, 7 et 21 novembre, 19 décembre), 1966 (2 et 6 février) : G 6.

Notice :

Bulletin des Jeunesses nationalistes basques donnant des informations sur l'Euzkadi.

## GUDARI. SERVICIO DE PRENSA

**Euzko Gaztedi.**

35. Déjà, la Fédération possède des délégations dans trois départements et deux autres sont en voie de constitution en juin 1944.

"Por una Euzkadi libre en una Europa unida .

Basque et espagnol.

Paris.

Ronéotypé.

21 cm X 29,7 cm , 4 p.

CEHI : 1966 (20 février, 6 et 20 mars, 3 et 17 avril, 8 mai) : G 6.

Notice :

Bulletin des Jeunesses nationalistes basques qui milite pour une  
Euzkadi libre dans une Europe unie.

<b>GUERNIKA</b>
-----------------

1948 (janvier à décembre) 1949 (janvier/mars, avril/juin).

Devenu : *Gernika* (à partir de juillet/septembre 1949).

Voir : *Gernika*.



# CARACTERE DE L'INTERVENTION ESPAGNOLE

## dans la Résistance Française

par CORPUS BARGA

Extrait

On a beaucoup écrit sur les actions des Espagnols dans le grand mouvement de la résistance française. Demain, les historiens détermineront quel a été l'apport réel et politique des anciens combattants de la République espagnole — les premiers en Europe — qui se levèrent contre le fascisme — dans la lutte pour la libération de la France. Mais dès aujourd'hui, l'histoire de côté l'indiquera, une leçon doit être tirée de ce qu'a accomplie pour la France et pour l'Espagne et de ce que cela devrait servir pour les Nations Unies. L'intervention des Espagnols dans la vie des Français durant ces grandes journées.

Les Espagnols qui se trouvaient en France quand les armées d'Hitler envahirent n'étaient pas seulement les soldats d'une armée régulière qui jusqu'au dernier moment avaient lutté pour la défense de leur patrie. Ils étaient pas non plus des volontaires récemment incorporés à la vie économique du pays qui les avait accueillis. Ils étaient encore moins des aventuriers disposés à se mêler allégrement à tout ce qui serait risqué et aventureux. Non. Les Espagnols qui purent passer en France lorsque Hitler et Mussolini occupèrent l'Espagne par l'intermédiaire de Franco, appartenaient à un peuple organisé pour la défense de sa patrie et de sa République qui avait lutté socialement, politiquement et intellectuellement. C'étaient des bons ouvriers, industriels et agricoles, des intellectuels avertis, des hommes réputés de professions libérales.

Ces diverses classes de l'émigration espagnole vivaient en commun dans les camps de concentration, dans les compagnies de travail et ceux qui arrivaient à sortir et pouvaient travailler à demi libre dans les localités de France où on les avait fait séjourner continuèrent à mener une vie très normale, avec cette facilité pour vivre en famille qu'ont les Espagnols malgré leur tendance aux divisions. L'émigration espagnole avait un idéal commun. Elle n'était pas démoralisée. La police qui alors la surveillait et la harcélérait reconnaissait que, parmi celles qui étaient passées par la France, on n'en pouvait évaluer de plus correcte. C'était celle qui avait donné le plus faible pourcentage de démoralisés et de délinquants.

Comme les hommes sont partout les mêmes, surtout dans les situations extrêmes, on peut croire que la bonne tenue des Espagnols était due à ce que contrairement à d'autres émigrations ils n'avaient pas perdu l'espoir. Ils savaient que leur guerre avait été seulement le premier acte de la catastrophe que le fascisme allait rendre inévitable. Pour eux, la lutte n'était pas terminée. Leur souffrance dans les camps de concentration et dans les compagnies de travail étaient encore la guerre que leur faisait le fascisme international. Ils savaient donc leur vie n'était pas perdue et cela leur donnait plus de courage pour être utiles à la rendre. Quand commencèrent les

hostilités entre la France et l'Allemagne, les Espagnols de l'émigration voulurent naturellement s'engager dans l'armée française.

On aurait pu former quelques divisions espagnoles, avec leurs hommes et leurs cadres, telles qu'elles luttèrent à Gandolinata, sur le Jarama et sur l'Ebre, au courage et à la combativité reconnues par les premiers Allemands, et qui avaient été valieuses, à la fin, par manque d'aviation et infériorité d'armement. Mais les slogans de Munich contre le communisme et les « rouges » n'avaient pas encore perdu tout efficacité. On repoussa l'offre des Espagnols.

Les Espagnols, chaque fois plus fermes dans leur dessein, malgré le refus des autorités françaises, luttèrent contre les nazis dès qu'ils le purent, c'est-à-dire lorsque les Allemands se firent les maîtres de la France et s'emparèrent des usines. Les ouvriers espagnols commencèrent le sabotage. Les Allemands renouvèrent les compagnies de travailleurs espagnols, formés par les Français, et ils les employèrent au complet, travailler militairement dans les ports bombardés ou sur le front même. Ces compagnies de travailleurs ont fait dans les camps de concentration d'Allemagne, exécutées dans la même proportion que les juifs.

En France, les Espagnols qui seraient pas dans les camps de travailleurs ou qui purent entrer, en plus, dans la résistance passive dans le sous-sol ou active dans la campagne. Les dix sous-République se reconstruisaient et espèrent. Il s'agissait, en fait, de cette sorte de guerre que les Espagnols se firent pendant la guerre. Celle-ci n'avait jamais gagné qu'une pause.

Les guérilleros qu'on pourrait dire soldats luttèrent plus ou moins violemment dans la lutte pour l'indépendance espagnole. Dans laquelle ils acquirent une expérience universelle, le gouvernement espagnol qui s'appuyait sur eux, leur donna le droit de former des corps de police dans ce système réglementaire, sans politique et d'une grande efficacité. Il est entendu que ces forces purent s'armer, prendre part à l'ennemi. C'est la première fois que furent les guérilleros espagnols en France. Ils s'armèrent en prenant d'assaut les dépôts d'armes des Allemands.

Au milieu, les Espagnols profitèrent de leur connaissance de la guerre et de leur expérience du maniement des armes acquise dans la guerre d'Espagne. Dans toutes les provinces françaises, les Espagnols ont lutté dans la maquis ; s'ils étaient en nombre suffisant, ils constituaient une unité guérillera. Les opérations des guérilleros de toute la France se faisaient, naturellement, en accord avec les com-

mandements français et obéissaient à un plan général ; mais cela n'excluait pas le plus spécial accord aux guérilleros dans la grande fraternité d'armes et de désirs qui unissent les Espagnols et les Français.

La base de l'organisation militaire espagnole se trouvait dans le Midi. Quand, en France, finit la guerre, toutes les forces espagnoles se trouvèrent concentrées à la frontière franco-espagnole.

A travers les luttas dans le maquis, sans cesser de combattre, les guérilleros espagnols réalisèrent avec précision et cette concentration. Le plus difficile était de passer par des zones tranquilles ; il fallait traverser les lignes de l'ennemi. Le passage des hommes était dangereux, mais celui des armes ? Comment purent-elles passer ? Il faudrait le demander aux « guérilleros », le service féminin chargé de cette mission qui paraissait impossible. Un seul qui pour le transport d'un si grand armement, elles utilisèrent seulement des vallées et des canyons. Avec ces techniques, elles allaient et venaient par des endroits les plus invraisemblables, comme des

opérations militaires, peu considérées très bien l'intervention dans la guerre de France. Les Espagnols n'ont pas été seuls. Les guérilleros ont été seuls dans la lutte et dans la libération. Mais des soldats réguliers ont obéissent à cet a été l'avis des trois armées. Les commandements n'auraient pu, s'ils n'avaient été avec honneur mercenaires. Ils s'y

à de l'histoire pour a des mois (par les t, des années) que la « leur eux. Pour nous elle n'est pas en- ma ne pouvons nous la liberté nécessaire tion espagnole dans voutons faire, quand

« que les suivantes : qui, allés aux Fran- te avec les Britanniques, icains — qui les décoré- «ingne — luttèrent en Fran- les Allemands, étaient l'ar- la République espagnole, «vention des Espagnols au grén « guerre européenne aux côtés « Nations Unies a été celle des ci- «ous libres du peuple espagnol mo- «illés : la République.

La France et les Nations Unies ont une obligation morale envers l'armée de la République espagnole. Les soldats de cette République ont usé l'armée italienne en Espagne, comme cela a été reconnu par Mussolini au moment de sa malheureuse campagne de Grèce. Ils ont combattu en Italie, non seulement en France, mais aussi en Afrique et en Italie, incorporés aux unités françaises. Ils ont combattu au tant que ceux d'autres nations qui vo ont aujourd'hui leurs Etats restaurés.

# FRONTE LIBERTARIO

NUMERO CERO

PERIODIQUE NON DESTINE A LA VENTE PUBLIQUE

PARIS, JULIO DE 1970

## AL SALIR A LA PALESTRA NUESTRO OBJETO

**L**ANZAR una publicación libertaria en los momentos actuales no es, por distintas razones, cosa muy fácil. Al decidirse, pues a publicar hoy **FRONTE LIBERTARIO** sabemos de antemano los inconvenientes que vamos a encontrar y tenemos sobre todo plena conciencia de las fricciones y las intrigas que solapadamente van a extenderse a nuestra intención, de las trampas que se nos pondrán preparadas para hacernos caer en el campo propuesto, que no es más la clarificación de posiciones, el examen sincero que los otros... vivimos por eso que atravesamos actualmente el Movimiento Libertario...

No importa, por ello, a la palestra alegres y confiadas, sino con cierta tristeza y no mucha seguridad de que el grupo de los compañeros — especialmente informados y frecuentemente acostumbrados a decir amén para no crearle complicaciones — apoyo y respaldo esta iniciativa. Sin embargo, contamos que una buena parte de esos compañeros hallará en estas páginas motivos de reflexión y acaso se disponga — como es el deber común de la hora — a poner término a la vida vegetativa y sin perspectivas de nuestras clásicas organizaciones, y de modo principal a la de la C.N.T., presa hoy de tremendos e inútiles funcionamientos que la incapacitan para cumplir la alta misión emancipadora que — hace ya sesenta años — fijaron como norte y guía nuestros predecesores.

La larga etapa pasada sin actividad ideológica y sin estímulos reales — no sólo en cuanto se refiere a la acción sino también a las también a la afirmación de los objetivos libertarios a través de la prensa — ha hecho aparecer en nuestros medios un conjunto de impotencia y una suerte de conformismo que, de prolongarse, nos llevarán a la desactivación pura y simple de la escena social.

Hay en ello una responsabilidad común, y no hemos de eludir — como militantes — la parte que nos corresponde. No la hemos eludido antes y no la eludiremos nunca. Tal es la justificación esencial de esta publicación, que no vivimos a satisfacer vanidades de ninguna especie, no la podemos alzar bandera y apelar al enganche para ninguna nueva organización, ni tampoco, en modo alguno, animar a los que se desquiebra en su interior. Su objeto, por el contrario, es bien simple: recuperar a los compañeros aun con ganas de batallar y traerlos al seno del núcleo libertario de los años lidos para que cada uno de los rasgos que constituyen el Movimiento pueda hallarse en condiciones de recibir y estimular a las nuevas generaciones a fin de acercar conjuntamente el triunfo de la sociedad sin clases.

El título adoptado fue ya precisamente el camino a seguir, o sea la clarificación de ideas manteniendo se resistan a aceptar la paciencia y la indecencia presentes, todos los que conservan que no son pocos — su esperanza en la liberación de España y en la proyección futura de los ideales libertarios, proyectan imperativamente referada, por la revolución, estudiantil de 1968 y sus prolongaciones en todos los países.

Para a la segunda pag

## REUNIÓN DE MILITANTES celebrada en Narbona a primeros de mayo

No hace dar cuenta de la reunión de militantes que se celebró en Narbona durante los dos primeros días del pasado mes de mayo. Concedieron allí unos treinta compañeros desplazados de distintas localidades y apartados, en su mayoría por grupos más o importantes existentes en dichas localidades, además de al-

gunos otros participantes a título individual. No estuvieron presentes, pero hicieron conocer sus inquietudes, algunos otros grupos y comisiones organizadas, como igualmente varias comisiones aisladas que no tenían posibilidades de efectuar el viaje. En total, en la presencia de un delegado del interior.

En tiempos como los que corren, en que tan fácilmente se utilizan las cifras para darse tono y pretender impresionar a los incautos, una reunión semejante pueda considerarse minúscula o grupuscular. Sin embargo, el simple hecho de haberse encontrado ese puñado de libertarios españoles tiene una importancia considerable; de una parte, porque dado el clima existente no podía ignorarse el riesgo de extinción que incurrían algunos de los presentes, y de otra parte, porque por encima de todo convencionalismo se trataba allí de pulsar los ánimos y — en la mar — de sobreponerse conjuntamente a la parálisis o a la indiferencia con que se nos viene acostumbrando a salir — un profundizar — los problemas vitales de la continuidad orgánica de las tres ramas.

La reunión se impuso en primer lugar no ocuparse en concreto de las cuestiones de exclusivo carácter confederal, sino más simplemente, de la situación general del Movimiento. En ese sentido la continuación abrió cauces nuevos y permitió conocer iniciativas varias unas relacionadas con el interior y otras con el Ex-

terior. Fue unánime la coincidencia en mantener el principio de la relación o el contacto entre los grupos y compañeros aislados que mantienen parejas preocupaciones, pero esta relación, aun debiendo ser lo más estrecha posible, se precisó: tendrá que estar toda formulada orgánica — estatutos, instrucciones, etc. — pues allí, pronto o tarde, significaría el riesgo de escindir la acción de cualquiera de las tres ramas del Movimiento. — o acaso de las tres a la vez, ya hasta consumidas por sus propias divergencias interiores — para luego ser a perder el tiempo en vanos declamatorios sobre la mayor o menor importancia de los de una parte a los de otra, sin darse cuenta que tras haberse desollado mutuamente, tendríamos que reemprender mañana mayores esfuerzos — como ya ha ocurrido en otros períodos de nuestra larga y a veces triste historia — para reparar el tejido y restablecer la unidad, y eso contando que cada vez seremos menos y más viejos, vale decir, incapaces definitivamente para realizar el edificio libertario.

Ne hay, pues, complot, maquinismo ni historias que valgan. Lo que hay es el centrismo, es un sentimiento de responsabilidad colectiva y un decidido propósito de salvaguardar la unidad y la integridad moral de las tres ramas. La primera resolución en ese aspecto consistió en poner al corriente de la reunión a los organismos responsables, y se les dirigió,

Para a la segunda pag

## HACIA UNA SOLUCIÓN DE LOS PROBLEMAS DE LA C.N.T. DE ESPAÑA

por J. BERNABÉ

**M**AS de treinta años de prolongado exilio no han bastado para enfriar — no digo ya el entusiasmo — pero sí al menos, el interés que muchos militantes cenetistas en todos los países por los problemas de la C.N.T. y por los de España misma. Y es que, pese al tiempo transcurrido y a los contrastes que se han vivido en estos años, nos hemos considerado y nos consideramos vinculados y formando parte de la C.N.T. de España.

Cierto que, en bastantes ocasiones, algunos compañeros, con su actitud indiferente, han hecho aparecer las resoluciones colectivas del Exilio como destinadas a ejercer funciones dirigidas respecto a la C.N.T. de España. Y cierto también que hay compañeros que atentan seguir ocupándose de dichos problemas como simple pasatiempo, al carácter de guardia para declarar que han roto con su pasado. Aun con todo, la inmensa mayoría del elemento cenetista activo y consciente, vive con intensidad

los problemas que tiene planteados la C.N.T. de España y está dispuesto a cooperar para hallarles una solución racional y adecuada. Y ello por estar convencidos de que lo medular de la C.N.T. reside en España porque es allí donde se encuentra su campo de acción y el lugar en que, en todo caso, podrá ejercer su función.

Max, ¿cuáles son esos problemas? Para solucionarlos, es primordial conocerlos. No pretendo ser poseedor de la verdad absoluta. Puedo afirmar, sin embargo, sin temer, a ser

desmentido, que la versión peyorativa, según la cual la C.N.T. ha desaparecido del panorama social español y no tiene medio de ser reconstituida, es falsa.

Para a la segunda pag

### GAZAPOS

Como se sabe la profesión periodística está hoy reservada en España a una nueva categoría de titulados, todos ellos de procedencia completa a las Escuelas de Periodismo las correspondientes. Pues así es — según se cuenta — cualquier gaza pa se podía hacer en la prensa.

No obstante, los desajustes de esta nueva promoción suelen ser frecuentes, y hasta de burla, cada vez que sale a relucir la vida política y social al interior al diluvio dignidad a la guerra. En estas de ahora, políticamente, el sentido de la actualidad no es

de un modo de carta, la declaración que publicamos seguidamente. Los reunidos, sin hacerse muchas ilusiones sobre la

Para a la pag. 5

## FICHA FRONTE LIBERTARIO

Esta ficha apareció por primera vez en Madrid, durante el mes de octubre de 1968. Era, en consecuencia, órgano de las Milicias Confederales, editada por el Comité de Defensa de la Confederación Regional del Trabajo del Sur. Se publicaba, al principio, los domingos — una, dos y hasta tres veces por semana — convirtiéndose en diario en enero de 1969. En los días más difíciles de la capital, a comienzos de noviembre de 1968, recién inaugurada la C.N.T. el Gobierno central y decidido por esta su trabajo a Valencia, Frente Libertario registró el primer año un total de una página que se amplió a una y a dos páginas en los meses de febrero, marzo y abril. En mayo de 1969, tras el paso de Milicias, un vigoroso aumento de las realizaciones libertarias, su distribución en los frentes se hizo prácticamente. Publicó algunas ediciones suplementarias en algunas circunstancias de ellas con regularidad semanal, bilingüe, para los cenetistas, que vivían como exiliados en el extranjero por los millones combativos al frente de Madrid. A partir del 15 de noviembre de 1969, Frente Libertario apareció como órgano del Comité de Defensa de la Región del Centro. Cambió en dos ocasiones de formato y las páginas, primero en la Imprenta Colectiva Financera 7, luego en la Imprenta Socialista del M.U.L.L. (dirigido desde Artes Gráficas). No se conoce la existencia de ninguna edición completa de esta publicación, pero se conservan varias ediciones por ejemplares (Instituto Internacional de Historia Social, de Amsterdam; Instituto Federal de Historia, de Bruselas; de la Universidad de San Carlos, de Valencia; de la Universidad de Zaragoza; de la Universidad de Barcelona; de la Universidad de Madrid; y de la Universidad de Madrid) así como algunas ediciones sueltas en bibliotecas diversas y colecciones particulares.



3 11 0 4 9 1

Órgano de Nizko-Sulani-Patza (Persección de los antiguos prisioneros de guerra)  
residentes dentro del Estado francés)

Número 2

Junio de 1944.

**COMENTARIO DE LA SITUACIÓN  
INTERNACIONAL.**

Desde el mes último los acontecimientos se precipitan. El día 4 de Junio las ciudades han entrado en Roma, el día 5 han desembarcado en las costas francesas.

La fanfarronada de Hitler después de lo de Stoper: "¿Cómo vamos a satisfacer a la próxima vez a los santos que se ve horas con la tempestad" ha quedado en lo que era, una fanfarronada pura y simplemente. En el momento en que esto escribo, los anglo-americanos tienen truco tras avanzando por el interior de la fortaleza de Hitler. Este ha respondido con los aviones sin éxito.

Quiero creer que hay algo de importante detrás de esta novedad, no tiene más que buscar la reacción a ciertos acontecimientos.

Por que los alemanes ~~se~~ han creído

siempre que los bombardeos aéreos no podían acabar la guerra y que había que decidir en Europa para ganarla? Será para demostrarnos ahora ~~que~~ que ellos van a ganarla con bombardeos aéreos a ciegas?

¿Será acaso como radio de ferrotar a Inglaterra el que no ha sido ni ~~comparado~~ para ferrotar a Gueba y el que no han creído que podía servirles para conservar su dominio en Italia?

Espero de las respuestas que ~~hayan~~ los alevos de Hitler. ~~Donde~~ ~~habemos~~ que ~~son~~ en ~~que~~ ~~us~~ ~~derroche~~ a la ferrote.

\*\*\*\*\*

El asunto de esta novedad bélica es el de las excusas que se dan en las ratas hitlerianas por el empleo de tal procedimiento de destrucción ~~ya~~ ~~no~~ ~~de~~ ~~combate~~.

¿Creen que los ingleses ~~compararon~~



# GUERNIKA

CAHIERS COLLECTIFS  
DE CULTURE HUMANISTE



JANVIER-FÉVRIER 1930

## Sommaire

A. P. G.

Nuestra Fonción

PELLO : ROTA

Oroipena

MICUEL ASTIZ DORREA

La Hora del Humanismo

JOSÉ IGNACIO GARCIA LARRACHE

L'Humanisme Chrétien

JUAN THALAMAS LABANDIBAR

Los Ensayos Morales de los Prácticos Vascos  
del siglo XVI

JEAN-PIERRE YHOLDI

Témoignages et Présences

"Le particulier ne peut être pour nous qu'un point de départ.  
On ne va au particulier que par amour du général, et pour y  
atteindre plus sûrement"

Ramuz.

# GUERNIKA

"EMAN DA ZABALZAZU"

AL SERVICIO del HUMANISMO POPULAR VASCO



N° 11

AVRIL-JUIN 1930

## Sommaire

Auritzak. — 1937, <i>Guernika</i> , 1930 .....	1
William Wordsworth. — <i>The Oak of Guernica</i> .....	2
Isidoro de Fagoaga. — <i>Apostillas al soneto de Wordsworth</i> .....	4
Miguel de Unamuno. — <i>Igur, Arbola bedainkatubet</i> .....	10
Pierre Espil. — <i>Le Chêne de Guernica</i> .....	14
J. Thalamas Labandibar. — <i>Guernika al servicio del Humanismo</i> .....	15
Iratseder. — <i>Haitz-pean</i> .....	18
Bernard-Hellot. — <i>La Réponse</i> .....	19
J. de Larrabaga. — <i>Las llamas de Guernika</i> .....	20
J. Aramendy. — <i>Le Chêne</i> .....	21
V. de Peñalén. — <i>Un nuevo retoño del noble</i> .....	22
La Agrupación popular Guernika. — <i>Volviendo al surco</i> .....	24
Nicolás Ormaechen. — <i>Errores de varólogos nuestros (II)</i> .....	25
L. A. — <i>Emeterio Arrese ren Asken-Neuriltza</i> .....	29
Jean Fourcade. — <i>La Religion et les Basques</i> .....	31
Carlos F. Carranza. — <i>Juan D. Alberdi y sus « Datas »</i> .....	36
H. Gavel. — <i>Réponse à M. L. A.</i> .....	38
Zaitegi tar' lokin. — <i>Asaros</i> .....	40
Nicolás Ormaechen. — <i>La dichosa ortografía</i> .....	41
Basurko. — <i>Nere Baserri Txuriga</i> .....	45
E. Salabarry. — <i>Le Pédagogue et le Commissaire</i> .....	46
Papura. — <i>Gizabidea</i> .....	51
Juan Rey Apeztegui. — <i>Un prince impérial, fils de Biscaye</i> .....	53
Dominique Dufau. — <i>Amacho</i> .....	56
Aldabe tar' lokin. — <i>Arrats zorianeskua</i> .....	59
Michel Etcheverry. — <i>La Noblesse Labourdine au XVIII<sup>e</sup> Siècle (II)</i> .....	60
'a Bilbao. — <i>Pierre Loti y el País Vasco</i> .....	64
Aspaldiko. — <i>Apaspikutegi Herriak Euskal Errian</i> .....	68
Votes y Comentarios .....	76

## HERALDO DE ESPAÑA

Hebdomadaire indépendant. Al servicio de la democracia española.

Espagnol.

N° 1 (7 septembre 1946) - 1947.  
Hebdomadaire.

Rédaction : Paris 8° (Société d'éditions Excelsior : 201 rue du Faubourg Saint Honoré) <sup>1</sup>.

Eduardo RUBIO, directeur ; Luis Capdevila, rédacteur en chef <sup>2</sup> ; Mario de la Viña, secrétaire de rédaction ; Charles Dupont, gérant.

Comité de rédaction : Luis R. Larreta, Eduardo Zamacois, Angel Samblanca, Ventura Gassols, Félix Martí Ibañez, Mariano Benlliure y Tuero, Alfonso Vidal y Planas, Francisco de Troya, Santiago Blanco, Segismundo Muñiz, Gabrielle Fournier, Blanca Lydia Trejo.

Collaborateurs : Mario Agullar, José María de Aguirre, Luciano Avril, Albert Bayet, Alberto Carsi, Jean Cassou, A. Fernández Escobès, A. Granell <sup>3</sup>, Anne Laurens, Claude Morgan, Luis Parrot...

Imprimé.

Imprimerie SPI, Paris 9°.

37 cm X 54 cm, 4 p.

Photos. Illustrations par Riba-Rovira, Regúlez, Pisano, Badía Vilató.

CEHI : 1946 (n°s 1, 2, 13) : GH 3.

FPI : 1946 - 1947 (n°s 1 - 10, 12 - 16, 18, 19) : p. 15 s/.

Notice :

Ce journal compte avec la collaboration de nombreux intellectuels espagnols et français, il est

... fait par une alliance spirituelle de journalistes de tous les secteurs de l'opinion démocratique espagnole... *Heraldo de España* n'est soumis à aucune discipline idéologique ou partisane ni non plus à un intérêt particulier, et se doit seulement et entièrement à la cause démocratique espagnole, c'est-à-dire à la liberté, la sécurité et l'indépendance du peuple espagnol, de tout le peuple espagnol <sup>4</sup>.

*Heraldo de España* est une publication à la fois politique et culturelle qui présente notamment des articles sur la situation politique internationale relative à l'Espagne, sur la résistance en Espagne, sur l'exil...; une rubrique "Littérature française en espagnol" s'intéresse à la culture française, à la littérature espagnole en France et à la présence de l'Espagne dans la littérature française. "Théâtre, cinéma, actualités" publie des informations culturelles -telle la chronique des spectacles de Paris- et des poèmes, tandis que "Les tranchées de Paris" donnent de brèves nouvelles

1. La société d'éditions édite aussi *Mi revista. Ilustración latinoamericana*.

2. Voir notice biographique.

3. Il publie dans *Heraldo de España* les récits d'un volontaire de la Division Leclerc.

4. *Heraldo de España*, n° 1, 17 septembre 1946.

d'un ton humoristique et que la rubrique "Des hommes vus par moi..." présente diverses personnalités <sup>5</sup>.

## HISPANIA

**Boletín de información de la Federación de Españoles residentes en Francia.**

Federación de Españoles residentes en Francia.

1945 (?) - ?.

Périodicité inconnue.

Redaction : Paris 19<sup>e</sup> (8 avenue Mathurin-Moreau).

Collaborateurs : Félix Capel <sup>6</sup>, Enrique Coma, Eduardo Rubio ...

Imprimé.

Imprimerie "Les Impressions techniques", Paris 19<sup>e</sup>.

22,5 cm X 28,5 cm, 4 p.

Dessins.

FPI : 1945 (n° 2 : 13 juillet) : p. 1593.

Notice :

Publication de la Fédération des Espagnols résidant en France, liée au Centre d'action et de défense des immigrés ; créé sous le Front populaire pour promouvoir un statut de l'immigration, le CADI rassemble les mouvements d'unité nationale des étrangers qui ont combattu pendant la Résistance et mène à la Libération une active campagne en faveur des immigrés. Aussi *Hispania* proclame-t-elle :

Notre devoir comme étrangers est de renforcer le travail du CADI.

Le journal indique par ailleurs l'organisation des sections de la FEREF.

## HISPANIA

Première époque : **Boletín de la Federación española de deportados e internados políticos, víctimas del fascismo, F.E.D.I.P.**

Deuxième époque : **Boletín interno de la Federación española de deportados.**

---

5. Comme le général Riquelme, Juan Peiró, Lluís Companys, Pietro Nenni, Jean Moulin, Georges Bidault, Diego Martínez Barrio, Indalecio Prieto, Julián Besteiro, Hermann Hesse, Edouard Herriot, Léon Blum, Miguel Alomán...

6. F. CAPEL, secrétaire de la FEREF.

Federación española de deportados e internados políticos, víctimas del fascismo.

Español. Français.

Première époque : n° 1 (20 mai 1946) - 1948 ?.

Trimestriel.

Interruption : 1949 - 1960.

Deuxième époque : n° 1 (novembre 1961 ? ?) - 1989 ?.

Périodicité inconnue.

Première époque : Toulouse (7 rue des Arts), puis Paris 9<sup>e</sup> (14 boulevard Montmartre).

Roque LLOP CONVALIS, directeur <sup>8</sup> et Rogelio Anglada, administrateur puis José Calmarza.

Deuxième époque : Paris 2<sup>e</sup> (82 rue Montmartre) puis Paris 8<sup>e</sup> (27 rue de Léningrad).

Roque LLOP CONVALIS, directeur, Ernest Baulo rédacteur en chef, puis L. Nates.

Imprimé.

Première époque : "Imprimerie spéciale de la Fédération espagnole des déportés et internés politiques".

32 cm X 44 cm (n<sup>os</sup> 1, 2) puis 43 cm X 61 cm. 4 p.

Photos, caricatures.

5 F. en 1946 - 1947.

Deuxième époque : Imprimerie des Gondoles, Choisy-le-Roi.

21 cm X 27 cm, 10 p. puis 24,5 cm X 32 cm, 4 p.

Photos.

Tirage : 1.300 exemplaires par numéro en 1965 ?.

AN : 1961 (?), (n° 1 : novembre) : INF 936.

BDIC : 1946 (n<sup>os</sup> 1, 2), 1989 (n° 98 : janvier-février) : photocopies.

CEHI : 1946 (n<sup>os</sup> 1 - 4), 1961 - 1966 (n<sup>os</sup> 1, 22), 1967 - 1975 (n<sup>os</sup> 23 - 50, quelques numéros manquent), 1979 (n° 65), 1980 (n° 66) : GH 3, H 5.

FPI : 1946 (n° 1), 1972 (n<sup>os</sup> 35, 42) : p. 1594.

IFHS : 1946 - 1947 (n<sup>os</sup> 1 - 4) : 14 ASP 1954.

Notice :

Le bulletin apparaît la première fois pour le premier anniversaire de la libération des camps nazis, alors que la FEDIP est déjà organisée en comités départementaux dans de nombreuses régions françaises (46 départements, plus la Belgique et la Suisse) ; *Hispania* commence par un hommage à Francisco Largo Caballero qui vient de décéder, peu de temps après son retour de déportation (il est élu président d'honneur de la FEDIP).

Dans un appel de son comité national, la FEDIP rend hommage à toutes les victimes du nazisme et lance un appel aux autres Fédérations européennes de déportés et résistants afin qu'une forte campagne oblige les gouvernements qui ont encore des relations avec Franco à les rompre et à

---

7. Le numéro un de la seconde époque est daté de novembre, sans précision d'année ; selon le service de la presse étrangère du ministère de l'Information, l'année présumée est 1961 (hypothèse confirmée par la publication dans le Bulletin de textes législatifs, datant de septembre 1961, relatif au nouveau détal accordé pour le dépôt des demandes de titres d'anciens combattants et victimes de guerre).

8. Voir notice biographique.

9. AN, I<sup>er</sup> F 936.

aider les Espagnols. La FEDIP manifeste son soutien au gouvernement républicain en exil "autour duquel se trouvent tous les Espagnols".

De nombreuses colonnes sont consacrées aux listes des déportés morts et disparus, afin de donner quelques indications aux familles sur leurs lieux et dates de détention. *Hispania* donne aussi des statistiques sur le camp de Mauthausen (nationalités, morts, disparus, déportés en mauvais état général...) <sup>10</sup>.

*Hispania* est aussi une publication de l'exil : elle s'intéresse à l'Espagne et au sort qui est fait aux Espagnols et dès le n° 3, elle consacre une de ses quatre grandes pages à la littérature, publiant notamment des poèmes de Miguel Hernández et de son directeur Roque Llop.

Après plus de dix ans d'interruption, *Hispania* réapparaît ; "malgré certaines attitudes égocentriques d'une partie des déportés, oubliés de l'idéal qui nous caractérise", la FEDIP a une "vie active et fleurissante". *Hispania* rend hommage au premier président de la FEDIP, Emilio Moret Casals et à José Calmarza Vallejo qui l'a remplacé après sa mort jusqu'à sa propre disparition en 1960. En 1961, le président est Victor Gómez. Le bulletin publie des textes d'anciens déportés, signés de leur numéro de matricule : réflexion sur le congrès de la FEDIP, évocation du camp de Gusen, poème de R. Llop écrit quelques jours après sa sortie de Gusen... <sup>11</sup> ; *Hispania* donne également des informations juridiques, des nouvelles sur la vie de la FEDIP (projet de nouvelle structuration, activités départementales...) et des comptes rendus de colloques internationaux <sup>12</sup>.

## HISPANIDAD

### Boletín español de enseñanza.

Federación española de trabajadores de la enseñanza (UGT).

Espagnol.

N° 1 (février 1951) - n° 2 (juin 1951).

Périodicité irrégulière.

Rédaction et administration : Paris 14<sup>e</sup> (198 avenue du Maine) <sup>13</sup>.

Vicente IGNACIO, directeur.

*Collaborateurs* : Andrés María del Carpio, Vicente Latorre...

Imprimé.

Imprimerie Soler, Aulnay-sous-Bois (35 rue des Deux Ponts).

10. Une manifestation de solidarité franco-espagnole se tient le 2 novembre 1946 à la Salle des Sociétés savantes avec la participation de résistants français et espagnols. Sous la présidence commune de : Emilio Moret (président de la FEDIP) et du Dr. Dubois, rescapé de Buchenwald. Avec la participation de : José Domenech, Jacques Jourda, Georges Brutelle, Simon Wichene.

11. *Resurrexis*

*Mira la libertad cómo sonríe,  
despierta tu visión aletargada,  
pasea victoriosa la mirada  
por horizontes que tu anhelo guía ...*

12. Comme " Résistance, liberté, Europe, espoir de l'humanité", Strasbourg, 29-31 juin 1961.

13. Local de la CGT-FO qui abrite également l'UGT et la FETE qui en dépend.

17 cm X 25 cm, 8 à 16 p.

Photos.

Tirage : 1000 exemplaires par numéro <sup>14</sup>.

AN : 1951 (n<sup>os</sup> 1 - 2) : INF 937.

BN : 1951 (n<sup>os</sup> 1 - 2) : 8<sup>o</sup> Jo. 9525.

CEHI : 1951 (n<sup>o</sup> 1) : H 6.

**Notice :**

L'objectif du bulletin est de servir de lien entre tous les Espagnols qui enseignent leur langue en France, que ce soit en continuité avec leur profession en Espagne ou que cela corresponde à une activité commencée en exil ; il se propose de faire connaître les dispositions françaises relatives à l'enseignement de l'espagnol et de donner des informations culturelles dans le domaine de l'hispanisme. *Hispanidad* publie des articles sur Unamuno, Machado, des exemples de thèmes et de versions et présente une exposition du peintre Vívancos.

Deux numéros seulement ont dû paraître ; en juin 1952, Vicente Ignacio indique au Service de la Presse étrangère <sup>15</sup> qu'il espère pouvoir publier le n<sup>o</sup> 3, mais il est probable que le projet fut abandonné au profit de la création de *Presencia*.

<b>HOJA DE LOS ESTUDIANTES</b>
--------------------------------

Federación universitaria escolar.

Espagnol.

N<sup>o</sup> 1 (17 juillet 1939) - ?.

Périodicité irrégulière.

Camp du Barcarès.

Manuscrit.

21 cm X 27 cm, 1 p.

Dessins.

"20 ejemplares a todo color".

Collection particulière (Miguel Orts, Valence) : 1939 (n<sup>os</sup> 1 et 2) <sup>16</sup>.

**Notice :**

Ecrit par les étudiants du camp du Barcarès, ces feuilles dressent un bilan du travail culturel et sportif réalisé et donnent des informations générales.

---

14. AN, INF 937.

15. AN, INF 937.

16. Reproduction et traduction dans *Plages d'exil... op. cit.*, pp. 63-65.

## HORA (L')

Panorama del moment polític. Publicació del Front de la Llibertat, Moviment de resistència dels països de llengua catalana.

Front de la Llibertat.

Nº 1 (octubre 1945) - ?.  
Mensuel.

Rédaction : Perpignan (Josep Rovira <sup>17</sup> : Boîte postale 37).

Imprimé (petits caractères).  
14 cm X 19 cm, 16 p.  
Abonnement annuel : 70 F.

CEHI : 1945 (n<sup>os</sup> 1, 2) : 1: 3.

### Notice :

Type de publication à deux destinations : une même édition pour l'exil et pour la Catalogne - avec financement de l'une par l'autre - car

chaque exemplaire de *L'Hora* vendu en exil correspond à deux exemplaires diffusés en Catalogne par l'équipe de Résistance des pays de langue catalane. Une édition de 3.000 exemplaires vendue à l'étranger comble les dépenses d'une édition de 5.000 exemplaires distribués en Catalogne... Dans ces conditions, acheter *L'Hora* c'est faire tâche de Résistance, c'est coopérer avec la Résistance active de notre cause, c'est prendre place dans le sévère combat de chaque jour contre la tyrannie franquiste <sup>18</sup>.

*L'Hora* est édité par le Front de la liberté, constitué par d'anciens dirigeants du POUM, dont Josep Rovira ; ce Front deviendra le Mouvement socialiste de Catalogne. Le bulletin publie des documents (sur la diplomatie américaine à Madrid de 1940 à 1944), des informations concernant le passé récent et le rétablissement des institutions républicaines en exil, ainsi que des reportages et diverses informations.

## HORIZONTE

Periódico mural de las JJLL de Marsella.

Federación ibérica de las juventudes libertarias.

Marseille.

---

17. Voir notice biographique.

18. Lettre au lecteur de *L'Hora* accompagnant le n° 1.

CEHI : 1945 (19 juillet) : FH 1.

Notice :

Numéro unique édité à l'occasion du 9<sup>e</sup> anniversaire du 19 juillet 1936, par les jeunes libertaires de Marseille.

## HORIZONTES

Boletín de divulgaciones. Ciencia, sociología, arte.

Confederación nacional del trabajo.

Africa del Norte.

Ronéotypé.

21 cm X 30 cm, 12 p.

CEHI : 1958 (n° 3 : janvier/février), n° 5 : mai) : H 6.

Notice :

Bulletin anarchiste publié en Afrique du Nord (articles sur la Solidarité internationale antifasciste, sur les liens entre l'Espagne et les Etats-Unis, poème sur l'exil de Muñoz Congost) ; le n° 2 est consacré à la célébration du Premier mai.

## HOY

Boletín de información libertaria (n° 1), puis : Boletín de expresión libertaria (n°s 2 - 8), puis à partir du n° 9 (24 novembre 1945) . Portavoz de la Confederación nacional del trabajo (M.L.E.F.), puis à partir du n° 24 (16 mars 1946) ou 25 (23 mars 1946) . Organo de la Confederación nacional del trabajo (M.L.E. en Francia) et : Organo del Movimiento libertario español en Francia.

Confederación nacional del trabajo. Movimiento libertario español.

Español.

N° 1 (29 septembre 1945) - n° 76 (24 mai 1947).

Hebdomadaire.

Direction et rédaction : Marseille (101 avenue Roger Salengro, chez A. Bartolomé, ) ; administration : Manuel Gallego (7 rue de l'Arc, Marseille).  
Acracio BARTOLOME, directeur. A partir du n° 25 : A. Roux, gérant.



*Collaborateurs* : José Alabart, José Berruezo, Manuel Buenacasa, Juan Domenech, Manuel Gallego, José E. Leiva, Juan Manuel Molina (Juanel), Emilio Vivas...

Imprimé.

Imprimerie non indiquée puis à partir du n° 25 : Imprimerie de l'Indicateur marseillais (Marseille, 9 rue Haxo).

43 cm X 63 cm, 2 p., puis 35 X 55,5 , 4 p., puis 44 X 60, 4 p.

5 F. le n° en 1945, 6 F. en 1947.

Photos, dessins.

CEHI : 1945 - 1947 (n°s 1 - 8, 9 - 24, 28 - 57, 58, 60, 66, 69, 71, 74, 75) : GH 4.

FPI : 1945 - 1947 (n°s 1 - 9, 11 - 14, 16 - 76) : p. 1646.

IFHS : 1945 - 1946 (n°s 1 - 54) : 14 ASP 2011 (et ASP 1837 pour le n° 42).

Notice :

### *Hoy* se propose

d'être un périodique du jour. Plus exactement, un périodique de l'heure. un périodique de la minute qui rêve, de la minute qui vibre, de la minute qui nous remplit et que nous remplissons. Son titre est tout un programme... *Hoy* veut être une feuille libre ; libre et libertaire... Nous dirons à notre manière ce que nous avons à dire...<sup>19</sup>.

*Hoy* est le porte-parole des anarchistes favorables à la participation au gouvernement en exil : il suit l'activité des deux ministres soutenus par la CNT de l'intérieur, Horacio Prieto et José E. Leiva<sup>20</sup>. Le ton est parfois virulent contre la tendance "apolitique" et la scission apparaît consommée dans le premier numéro de novembre 1945 ; dans le numéro suivant, la nouvelle structure organisationnelle est indiquée : un nouveau comité national s'est constitué dont le secrétaire est Ramón Alvarez<sup>21</sup>. A partir de ce moment une nouvelle rubrique intitulée "Con España o contra España" apparaît au moins jusqu'en juillet 1946 et fait le compte des militants anarchistes qui se rangent "aux côtés de l'organisation d'Espagne". *Hoy* suit bien sûr la situation de l'opposition en Espagne et la répression ; il annonce que Juanel a été arrêté en Espagne<sup>22</sup> et polémique durement avec l'autre fraction de la CNT.

Deux petites rubriques, "Geste" et "Grimace", mettent un personnage à l'honneur ou à l'encan et durent toute l'existence du périodique ; dans chaque numéro : "Chronique de Madrid", "Chronique de Paris" ou "Chronique de Barcelona".

## HUMANITAT (LA)

Organo de la Esquerra republicana de Catalunya.

Esquerra republicana de Catalunya.

19. *Hoy*, n° 1, 29 septembre 1945, dans "Finalidad de Hoy".

20. A partir du n° 4 du 20 octobre 1945, José E. Leiva écrit une série d'articles intitulés "Así piensa España".

21. *Hoy*, n° 6 et 7 des 3 et 10 novembre 1945.

22. *Hoy*, année II, n° 32, 6 juillet 1946

Espagnol.

1947 - ?.

Rédaction : Paris 9<sup>e</sup> (5 - 7 Faubourg Poissonnière).

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 12 p.

CEHI : 1948 (juin) : H 7.

FPI : 1948 (n<sup>os</sup> 87/88 : 25 mai) : p. 1653.

Notice :

Aussi bien en France qu'au Mexique, l'Esquerra republicana de Catalunya continue le journal fondé par Lluís Companys ; il s'agit ici de la version espagnole de *La Humanitat*, résumé de l'édition catalane.

<b>HUMANITAT (LA)</b>
-----------------------

Organ d'Esquerra republicana de Catalunya. Fundador Lluís Companys.

Esquerra republicana de Catalunya.

Catalan.

1945 (?) - ?.

Toulouse.

CEHI : 1945 (n<sup>os</sup> 4, 6), 1946 (n<sup>os</sup> 7 - 16, 18, 19) : H 7.

Notice :

Edition clandestine pour l'intérieur.

<b>HUMANITAT (LA)</b>
-----------------------

Portantveu d'Esquerra republicana de Catalunya. Fundador Lluís Companys (n<sup>os</sup> 1 - 7). Puis, à partir du n<sup>o</sup> 8 du 21 décembre 1944 : Setmanari portantveu d'Esquerra republicana de Catalunya. Fundador Lluís Companys. Puis, à partir du n<sup>o</sup> 13 du 31 janvier 1945 jusqu'au n<sup>o</sup> 19 du 15 mars 1945 : Setmanari portantveu d'Esquerra republicana de Catalunya, adherit a Solidaritat catalana. Fundador Lluís Companys. A partir du n<sup>o</sup> 20 : Butlletí

**Interior d'Esquerra republicana de Catalunya adherida a Solidaritat catalana. Fundador Lluís Companys. Puis, à partir du n° 39 du 30 mars 1946 : Portantven d'Esquerra republicana de Catalunya, adherida a Solidaritat catalana. Fundador Lluís Companys.**

**Esquerra Republicana de Catalunya.**

**Catalan.**

**N° 1 (6 octobre 1944) - n° 133 (mars 1953).**

**Périodicité irrégulière.**

**Autorisation de paraître : 9 mars 1946 <sup>23</sup>.**

**Correspondance : Montpellier (Josep Sans, secrétaire de rédaction : 10 rue de Verdun) et abonnements : Montpellier (Martí Barrera <sup>24</sup> : 9 rue Thérèse) ; Ronso, gérant.**

**Puis, rédaction: Montpellier ( 25 rue Ecole de Droit) et à partir de juillet 1947 : Paris 14<sup>e</sup> (17 rue de Texel). <sup>25</sup>**

**A partir de mars 1948 : rédaction : Paris 9<sup>e</sup> (6 boulevard Poissonnière), administration : Perpignan (30 rue des 3 Journées) et trésorerie : Santiago Vila, Perpignan (250 route d'Elne). Joan Sauret, rédacteur en chef.**

**A partir du 15 juillet 1948 (n° 94) : rédaction et administration : Paris 9<sup>e</sup> (5 Faubourg Poissonnière) et trésorerie : Paris 9<sup>e</sup> (Santiago Vila : 6 boulevard Poissonnière), avec parfois fusion des deux adresses.**

**Fondateur : Lluís Companys.**

**Directeurs : Emili VIGO, en 1944-1948 <sup>25</sup>, Joan SAURET de 1948 à 1952 <sup>26</sup>, puis Josep TARRADELLAS <sup>27</sup>.**

**Collaborateurs : Heribert Barrera, J. Durán i Guàrdia, Pompeu Fabra <sup>28</sup>, Josep Fontbernat <sup>29</sup>, Ventura Gassolà, Josep Irla <sup>30</sup>, José María Llado Figueres <sup>31</sup>, Jaume Miravilles <sup>32</sup>, Ramón Nogues i Biset <sup>33</sup>, Carles Pi i Sunyer <sup>34</sup>, Antoni Rovira i Virgili <sup>35</sup>, Josep Sans <sup>36</sup>, Joan Sauret, Rafael Tasis, Humbert Torres <sup>37</sup>, Victor Torres <sup>38</sup>, Ramón Xuriguera <sup>39</sup>....**

---

23. Pour un hebdomadaire de format 43 cm X 60 cm sur 4 pages et 2.500 exemplaires ; papier alloué : 3.30 Kg par mois (AN, INF 937). *La Humanitat* est interdite par arrêté ministériel du 21 juillet 1960 (*Journal officiel*, p. 6997) alors qu'elle ne paraît plus depuis longtemps.

24. Martí BARRERA, ancien député aux Cortes et au Parlement catalan, ancien ministre du Travail de Catalogne, administrateur de *La Humanitat* en 1945.

25. Emili VIGO, secrétaire personnel du président de la Généralité (AN, INF 937).

26. Voir à *Foc nou*.

27. Voir notice biographique.

28. Voir notice biographique.

29. Josep FONTBERNAT, député au Parlement catalan.

30. Voir notice biographique.

31. José María LLADO FIGUERES, avocat et journaliste, ancien directeur de *La Humanitat* à Barcelone.

32. Jaume MIRATVILLES, correspondant du journal à New York.

33. Ramón NOQUES I BISET (né à Tarragone en 1891), ancien député de l'ERC aux Cortes, président intérimaire des Cortes en exil, membre du Conseil fédéral espagnol du Mouvement européen, président du groupe espagnol de l'Union interparlementaire (AN, INF 937).

34. Carles PI I SUNYER, ancien conseiller de la Généralité, est le président du Conseil national de Catalunya à Londres de 1940 à 1945.

35. Voir notice biographique.

36. Josep SANS, secrétaire général des JEREC.

37. Humbert TORRES, médecin, ancien député au Parlement catalan.

38. Victor TORRES, secrétaire général à la Présidence de la Généralité de Catalogne en 1948.

39. Voir notice biographique.

Imprimé.

Imprimerie de la Presse, Montpellier, puis Imprimerie Bruguière, Nîmes (square Antonin)<sup>40</sup> puis Imprimerie du Midi, Perpignan puis Imprimerie SPI, Paris 9<sup>e</sup>.

22,5 cm X 28,5 cm, 4 p., puis 42,5 cm X 56 cm, 2 p., puis 45 cm X 56 cm puis 43 cm X 60 cm et 44,5 cm X 58 cm, 2 ou 4 p.

Photos, dessins (notamment de J. Rahola et Joan Rebull).

2 F. puis 3 F. le n° en 1944, 5 F. le n° en 1947, 10 F en 1949.

Tirage : "limité à 3.000 exemplaires" par semaine en 1944<sup>41</sup>, 3.000 en 1946<sup>42</sup>, 6.000 par numéro en 1947<sup>43</sup>, 5.000 exemplaires trois puis deux fois par mois en 1948<sup>44</sup>, 5000 en 1949<sup>45</sup>, 5.000 en 1952 (dont 3.000 pour l'exportation, particulièrement en Amérique latine)<sup>46</sup>.

BDIC : 1944 (n°s 2, 4 - 7) : 4° P 5775 ; 1945 - 1953 (n°s 10 - 133) : G F° P 3937.

BN : 1944 - 1953 (n°s 1 - 133) : Gr. fol. Jo. 3994.

CEHI : 1944 (n°s 1 - 9), 1945 (n°s 10 - 32), 1946 (n°s 33, 39 - 61), 1947 (n°s 62 - 80), 1948 (n°s 81 - 103), 1949 (n°s 104 - 118), 1950 - 1953 (n°s 119 - 133) : GH 1.

FPI : 1945 - 1952 (n°s 31, 32, 35 - 67, 70, 74 - 80, 83, 85/86, 89 - 91, 94, 98, 109, 113, 114, 119, 121/122, 125 - 128, 130) : p. 1654.

IEC : 1945 (n° 26), 1946 (n°s 41/2 - 46, 57), 1947 (n°s 68 - 75, 77, 78), 1948 (n°s 81 - 83, 90, 92 - 99, 101, 102), 1949 (n°s 104 - 115, 117, 118), 1950 (n°s 119 - 122) : R. P. 321 HUM.

IFHS : 1947 (n° 68) : 14 ASP 1954.

Notice :

Lorsqu'elle apparaît en France, *La Humanitat* indique "deuxième époque" pour rappeler qu'elle continue le journal fondé par Lluís Companys en janvier 1933 à Barcelone ; journal qui avait eu tant qu'organe gouvernemental, sous les présidents Macià et Companys, un tirage de 100.000 exemplaires par jour<sup>47</sup>. Le directeur de la publication, Emili Vigo, déclare en 1945 que *La Humanitat* a paru clandestinement, dactylographiée, de juillet 1943 à la libération de la France<sup>48</sup>.

*La Humanitat*, porte parole de l'ERC, reçoit la collaboration de nombreux intellectuels catalans. Les rubriques régulières sont : "L'actualité politique", "Vie du Parti" et "Culture catalane" (la culture occupe beaucoup de place dans le journal et pas seulement au travers des Jeux floraux). Les commémorations concernant la Catalogne y sont également importantes (Lluís Companys, Francesc Macià, le 11 septembre...) mais elles célèbrent aussi la République (14 avril, 19 juillet...).

---

40. Même imprimerie que le *Populaire du Gard*.

41. N° 8 du 29 décembre 1944.

42. AN, INF 937.

43. N° 68 du 22 mai 1947.

44. AN, INF 937.

45. N° 113 du 27 juillet 1949.

46. AN, INF 937.

47. *La Humanitat* s'est sabordée le 25 janvier 1939 lors de l'entrée des troupes de Franco à Barcelone ; le responsable du journal, le président de la Généralité de Catalogne, Lluís Companys, réfugié en France est arrêté par la Gestapo en août 1940, livré aux phalangistes et fusillé à Barcelone le 15 octobre 1940.

48. AN, INF 937 : questionnaire rempli par E. Vigo le 14 avril 1945.



# la humanitat

« ELS CATALANS TENIM FÈ EN L'ESDEVENIDOR, ON HI HAGI UN CATALA, ALLÀ S'IIA DE SENTIR LA PRESENCIA DE CATALUNYA. »  
Lluís COMPANYYS (1939)

Bufilel Interior d'ESQUERRA REPUBLICANA DE CATALUNYA adherida a SOLIDARITAT CATALANA  
7 EPOCA - N 32 - 25 DE DISEMBRE 1945

Fundador LLUIÇ COMPANYYS

Redacció: 10, rue de la République, Barcelonnette  
Administració: 10, rue de la République, Barcelonnette

# MACIA

ENTREBAST

Prometem,  
avui...

Aquesta hora, a l'ombra de la nit, els fills de la terra catalana, els fills de la terra catalana, els fills de la terra catalana...  
Els fills de la terra catalana, els fills de la terra catalana, els fills de la terra catalana...  
Els fills de la terra catalana, els fills de la terra catalana, els fills de la terra catalana...



## A FRANCESC MACIA

per Ventura Gassol

Aquesta nit lluny de la llar paterna sense la mar, ni els fills, ni un trist braçot té una claror de mort, que m'entruerna i no valdria que em deixessin sol!  
He passat tants Nadals al teu dovora que un de mos sense tu em faria por. Tants anys de mi camí he perdut alhora i amb tu al costat em torno a sentir jo.

Que si un Nadal, la meva ma un ric balba gosa tancar esborronada, els teus ulls, la tova, avui, ve a treure'm dels escolis, obrint els meus als primers raigs de l'alba.

# la humanitat

Bufilel Interior d'ESQUERRA REPUBLICANA DE CATALUNYA adherida a SOLIDARITAT CATALANA  
Fundador LLUIÇ COMPANYYS

El pecat de modestia i encon- giment fou el trist senyal de la Catalunya en davallada.  
A. ROVIRA I VIRGILI

# El nostre PAU CASALS

## EL GRAN FESTIVAL BACH A PRADA (Reportatge de Julià GUAL)



Josep TARRADELLAS  
President d'Iria

**PAU CASALS**  
El festival de Prada, el festival de Prada, el festival de Prada...  
El festival de Prada, el festival de Prada, el festival de Prada...  
El festival de Prada, el festival de Prada, el festival de Prada...

VENTURA GASSOL

## I.B.E.R.O.

Ignacio Barrado - Ediciones. Reportajes. Opúsculos.

Espagnol.

Deuxième époque : 1947 ? - ?.

Périodicité inconnue.

Paris 1<sup>er</sup> (30 rue du Mont-Thabor, chez I. Barrado).

Ignacio BARRADO, directeur.

*Collaborateurs* : Ezequiel Enderiz, Francisco Giner de los Ríos, A. Otero Seco, José Maria del Valle...

Imprimé.

Imprimerie SPI, Paris 9<sup>e</sup>.

13,5 cm X 21 cm, 40 p.

Couverture en bichromie.

FPI : 1947 (?) (n<sup>o</sup> sans date) : p. 5067.

IFHS : 1947 (?) (n<sup>o</sup> sans date) : 14 ASP 1863.

Notice :

*I.B.E.R.O.* entend continuer la revue qui

à Madrid publia une série d'opuscules d'actualité... *El Sargento Vásquez, Alda de la Fuente*... *I.B.E.R.O.* recueillera tout ce qui, dans la vie intellectuelle espagnole de France a un intérêt positif... Conférences, essais, reportages, poèmes, théâtre.... [Afin de] renouer à Paris avec les journées interrompues de Madrid, pour la meilleure gloire des Lettres et l'intérêt d'une Espagne libre et sans souillures fascistes.

*I.B.E.R.O.* ne paraît avoir été publiée qu'une fois. Une conférence d'Ezequiel Enderiz, prononcée à la Sorbonne, sur le théâtre espagnol contemporain occupe les trois quarts du numéro, suivie d'articles sur la poésie espagnole et les journalistes en exil.

## I.D.E.R. PRESS (puis : I.D.E.R. PRESSE)

Informations d'Espagne République. Puis : Reportages, économie, critique d'art et littérature, etc... Puis : Toute l'information sur l' Espagne.

Français.

1947 - ?.

Quotidien.

Rédaction et administration : Toulouse (32 rue Alsace Lorraine) et Paris (46 rue La Tour d'Auvergne). A partir du 28 mai 1946 : Toulouse (32 rue Alsace-Lorraine) et Paris 9<sup>e</sup> (4 rue Faubourg Montmartre), puis : Paris 9<sup>e</sup> (6 boulevard Poissonnière) <sup>1</sup>.

Emilio MORET, directeur - gérant, et Abelardo GARCIA, rédacteur en chef (puis directeur).

1. Les locaux de Toulouse et de Paris (4 rue du Faubourg Montmartre) sont ceux de *La République du Sud-Ouest*, publiée par le MNL.

Dactylographié puis ronéotypé.

Imprimerie : Paris 9<sup>e</sup> (4 rue du Faubourg Montmartre).

21 cm X 27 cm, 6 à 12 p.

BDIC : 1946 (mai : 8 - 10, 12 - 17, 19 - 25, 27 - 31, juin : 2, 4, 6 - 8, 10 - 13, juillet : 16, 26, août : 8) : 4<sup>e</sup> P 4548.

CEHI : 1947 (nos du 22 janvier, 9, 10 et 21 avril, 27 décembre 1947) : I 7.

FPI : 1947 (n<sup>o</sup> du 28 juillet), 1948 (n<sup>o</sup> du 30 septembre) : p. 1669.

Notice :

Bulletin de presse publié par une agence fondée par Emilio Moret, le directeur-fondateur, avec des compagnons de captivité <sup>2</sup>.

## IBERIA

Revue des nationalités ibériques.

Français. Espagnol. Catalan. Basque. Galicien. Portugais.

N<sup>o</sup> 1 (avril 1945) - ?.

Périodicité irrégulière.

Direction et administration : Paris 19<sup>e</sup> (196 boulevard de la Villette).

*Collaborateurs* : Jean Cassou, Armando Cortesao, Manuel de Irujo, Jesús María de Leizaola, Manuel de Miranda, Jean Morgades, Lluís Nicolau d'Olwer, Manuel Portela Valadares, Antoni Rovira i Virgili, José Domingues dos Santos <sup>3</sup>, Manuel Serra i Moret, José María Quiroga Plá...

Imprimé.

Imprimerie SPI, Paris 9<sup>e</sup>.

15,8 cm X 23,8 cm, 36 à 48 p.

30 F. le n<sup>o</sup>.

CEHI : 1945 (n<sup>o</sup> 1 : avril, n<sup>o</sup> 2 - 3 : juillet- octobre) : I 4.

IEC : 1945 (n<sup>os</sup> 2, 3) : P O. IBE.

Notice :

Se félicitant que l'Espagne et le Portugal n'aient pas été invités à la conférence de San Francisco, *Ibèria* milite non seulement pour le rétablissement des deux Républiques ibériques mais aussi pour une Alliance ibérique ; *Ibèria* souhaite être le catalyseur de la confédération qu'elle appelle de ses vœux et oeuvre pour des rapprochements intellectuels, culturels et sociaux. Dans cette Alliance ibérique, chacune des nationalités péninsulaires conserverait "sa langue, ses moeurs, sa civilisation et ses libertés" propres dans une association démocratique, sans contrainte ni absorption <sup>4</sup>.

2. Rapport des RG de 1948 (AN, F7 15589).

3. Ex-président du Conseil de la République portugaise.

4. *Ibèria*, n<sup>o</sup> 1, avril 1945, p. 3, et compte rendu de ce premier numéro d'*Ibèria* dans *Catalonia*, année I, n<sup>o</sup> 4, 30 juin 1945, p. 3.



Différents aspects -notamment économiques- de cette confédération ibérique sont évoqués par les auteurs qui représentent le Portugal, l'Espagne, la Catalogne, le Pays basque et la Galice.

## IKUSKA

### Giza-Ikaskuntza. Documents et questionnaires.

Institut basque de recherches (section d'anthropologie).

Basque. Espagnol. Français.

N° 1 (novembre - décembre 1946) - 1951 ?  
Bimestriel.

Rédaction : Sare (Basses-Pyrénées), Villa Bidarten.

Directeur et rédacteur en chef : abbé José Miguel de BARANDIARAN.

*Collaborateurs* : Claude Bassier, Jon Bilbao, José María de Burgaña, Julio Caro Baroja, R. Dupérier, Jesús Elosegui Irazusta, Pierre Lafitte, René Lafon, Georges Laplace-Jauretche, Michel Lerebourse, Manuel de la Sota, Philippe Veyrin...

Imprimé.

Imprimerie La Presse, avenue Louise Darracq, allées Paulmy, Bayonne. En 1948 : imprimeries et éditions de *L'Indépendant*, Pau.

14 cm X 21,5 cm, 34 à 42 p., puis 15,5 cm X 24 cm, 80 p. et 64 p.

Photos, schémas, croquis.

40 F. le n° en 1946

Tirage : 5.00 exemplaires en 1951 <sup>5</sup>.

BN : 1946 - 1947 (n<sup>os</sup> 1 - 7), 1948 (n<sup>os</sup> 8/9 et 10/13 : janvier/avril, mai/décembre), 1949 (janvier/février), 1950 (janvier/juin), 1951 (janvier/juin) : 8<sup>o</sup> Jo. 7912.

Notice :

#### Revue de l'Institut basque de recherches

qui porte en langue basque le nom d'Ikuska (à la recherche, en explorant)... fondé au Séminaire de Vitoria en l'année 1921. Son but était d'explorer les Pyrénées atlantiques pour connaître et faire connaître la terre basque et les modes de vie traditionnels de ses habitants considérés principalement du point de vue historique, ethnographique, linguistique et géographique<sup>6</sup>.

Composé de diverses sections, notamment celles d'ethnologie et de préhistoire, cet Institut, incorporé dans la Société des études basques, interrompt ses recherches et ses publications en 1936 et, depuis, limite le champ de ses études à la "région du Pays basque soumise à la France" ; c'est donc en France que l'Institut poursuit son travail, en relation avec le Musée des Arts et traditions populaires et la Société préhistorique française.

5. AN, INF 936.

6. *Ikuska*, n° 1, novembre-décembre 1946.

*Ikuska* publie les résultats des recherches ethnographiques, préhistoriques, linguistiques ou toponymiques effectuées par un important réseau de correspondants<sup>7</sup> ; recherches savantes, basées notamment sur un *Guide d'initiation aux recherches ethnographiques* publié dans le premier numéro et sur un questionnaire-type concernant la vie rurale (habitat, modes de vie, habillement, coutumes...).

## ILLOT (L') DE L'ART

Hebdomadaire des artistes espagnols.

Catalan.

1939 - ?.

Camp de Saint Cyprien.

*Collaborateurs* : F. Ayinami, Carbó, G. Sánchez-Boxa, F. Vall P. ...

Manuscrit.

25 cm X 32,5 cm, 4 p.

Illustré en couleur.

CEHI : 1939 (n° 2 : 25 décembre) : I 13.

Notice :

Bulletin réalisé dans le camp de Saint Cyprien, magnifiquement illustré en couleur : la couverture porte un dessin montrant un Espagnol entouré de barbelés sous une charpente sommaire ouverte à tous vents au bord de la mer... Il est écrit à plusieurs mains avec une écriture proche de la calligraphie ; les activités culturelles du camp sont décrites avec beaucoup d'humour (chants catalans par "le quartet vocal" ou "l'orchestre symphonique"). Un poème nostalgique sur l'amour et l'exil et des évocations ("Décembre congelé" et Barcelone dans "A manera de conte") complètent le bulletin.

## IMPETU

Boletín interior de la sección de Juventudes socialistas de España en Toulouse.

Juventudes socialistas.

Espagnol.

7. Dans le n° 10/11/12/13, figure la liste des membres de l'Institut Ikuska : 137 personnes résidant dans les Basses-Pyrénées, en Belgique, Italie, Guipúzcoa, Gironde, Argentine, aux USA, à Paris, Cuba, Biarritz, en Suède, au Chili, à Toulouse, en Finlande, à Madrid et beaucoup habitent Sarre.

Nouvelle série : n° 1 (septembre 1954) - ?.  
Périodicité irrégulière.

Toulouse.

*Collaborateurs* : Manuel Muñio, Salvador Martínez Dasi ...

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 10 à 16 p.

FPI : 1954 - 1955 (n°s 1 - 3), 1957 - 1958 (n°s 2 - 5, 8, 9), 1958 - 1959 (n°s 1 - 4, septembre, novembre), 1960 (n°s 1, 2 - 4, mai, juin, octobre, novembre), 1961 (février, mars, mai, juin.), 1962 (avril), 1963 (mars), 1965 (octobre) : p. 60. .

Notice :

Modeste bulletin qui donne des informations sur les Jeunesses socialistes et sur sa section sportive (notamment l'équipe de football) et quelques annonces culturelles; les textes politiques voisinent avec une rubrique "curiosités", de l'humour et des poèmes.

<b>IMPULS</b>
---------------

**Bulletí d'Acció cooperativista catalana.**

Acció cooperativista catalana.

"Al servei de la cooperació. Tots per un i un per tots".

Catalan.

194 ? - ?.

Rédaction : Toulouse (1 boulevard d'Arcole).

*Collaborateurs* : J. Durán i Guardia, P. Lozano...

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 12 p.

CEHI : 1946 - 1947 (n°s 2 - 6) : 17.

FPI : 1947 (n° 6: janvier) : p. 5115.

Notice :

Bulletin d'un mouvement coopératif catalan ; il publie des articles sur le coopérativisme : coopératives agricoles, coopération au niveau international, le mouvement coopératif catalan, les origines du mouvement coopératif, les coopératives et l'Etat.... Informations également sur l'organisation de l'Action coopérativiste catalane en Haute-Garonne, dans la région parisienne et dans les Pyrénées-orientales.

## IMPULSO

### Portavoz del Grupo cultural Reclus.

Groupes culturel Reclus.

Espagnol.

Deuxième époque : n° 1 (24 janvier 1945) - ?.  
Périodicité irrégulière.

Rédaction : Toulouse ( Bourse du travail puis : 44 rue Lafon).  
Miguel Fernández, rédaction et administration.

Imprimé.

Imprimerie non indiquée.

33 cm X 50 cm. 4 p.

Caricatures.

3 F. le n° en 1945.

IFHS : 1945 (n°s 1 - 3, 5) : 14 ASP 2011, 2078.

IISG : 1945 (n° 1) : fol. I / Div.

### Notice :

#### Journal édité par le groupe culturel Reclus :

Né en Espagne avant l'avènement de la République d'avril 1931, les membres du groupe étaient en relation avec la revue *Plus loin* de Paris ; une de celles qui, avec le plus de lucidité et de saine passion, continua en France l'oeuvre des frères Reclus qui, jusqu'à aujourd'hui, n'a pas été surpassée et est méconnue dans les milieux populaires, même dans ceux qui se considèrent socialement avancés... Nous voulons diffuser les enseignements du maître et de ses disciples, appliquer ses critères aux problèmes de notre temps et revendiquer pour les réalités du monde la meilleure interprétation libertaire sous tous ses aspects, particulièrement dans le domaine du constructif et de l'affirmatif<sup>8</sup>.

Beaucoup d'articles concernent la pensée d'Elysée Reclus ; *Impulso* publie également des textes de réflexion théorique sur la société ou l'anarchisme, des analyses sur l'exil et des études historiques.

## INDEPENDENCIA

### Revista quincenal de cultura.

N° 1 (25 octobre 1946) - n° 8 (30 juin 1947).  
Bimensuel.

Rédaction : Paris 7° (10 rue de Solférino).  
Cecilio Palomares, administrateur.

---

8. *Impulso*, n° 1, 24 janvier 1945.

**Comité directeur :** Salvador Bacarisse, Corpus Barga, Félix Montiel.

**Comité de rédaction :** Rafael Alberti, Manuel Azcárate, Pablo de Azcárate, Nicolás Cabrera, Rafael Candel Vila, José M. Giner Pantoja, Emilio Herrera, Manuel Martínez Risco, E. G. Nadal, Manuel Nuñez de Arenas<sup>9</sup>, Antonio Porras, Ogier Preteceille, José Quero Morales, José María Quiroga Plá, Jorge Semprún, José María de Semprún y Gurroa, Arturo Serrano Plaja.

**Collaborateurs :** Tomás García, José María Quiroga Plá, Miguel Santalo, Jorge Semprún, Manuel Tuñón de Lara<sup>10</sup>...

Imprimé.

Imprimerie SPI, Paris.

27 cm X 37 cm, 8 puis 12 p.

Dessins.

8 F. puis 12 F. le n°.

BN . 1947 (n°s 5 - 8) : Fol. Jo. 4962.

FPI : 1946 - 1947 (n°s 1 - 8) : p. 1682.

Notice :

Un certain nombre des animateurs du *Boletín de la Unión de Intelectuales españoles* créent *Independencia*. L'engagement des intellectuels en est la raison d'être :

Le franquisme est venu interrompre d'un seul coup sanglant la tradition de la culture espagnole et l'oeuvre culturelle de la République... les intellectuels d'Espagne ont compris que leur premier devoir était de reconquérir la liberté de l'intelligence<sup>11</sup>.

Des pages sont offertes à l'Unión de intelectuales libres créée fin 1944 en Espagne par des enseignants qui ont appartenu à la FETE, d'anciens militants de la FUE et des jeunes écrivains ; l'UIL édite des bulletins clandestins dont *Independencia* publie des extraits. Manuel Tuñón de Lara<sup>12</sup> brosse un panorama de la culture en Espagne

---

9. Manuel NUÑEZ DE ARENAS (? - Paris, 1951), principal fondateur de l'Escuela Nueva en 1911 et historien du mouvement ouvrier, auteur notamment de *Notas sobre el movimiento obrero español* (Madrid, 1916). Membre de la Commission exécutive du PSOE de 1918 à la scission communiste de 1921, date à laquelle il rejoint le PCE, où il milite quelques années. Exilé en France pendant la dictature de Primo de Rivera, il enseigne à l'Université de Bordeaux ; il est membre de la Commission de l'enseignement secondaire pendant la guerre civile. Il s'exile à nouveau en France en 1939, participant à la Résistance pendant la guerre mondiale. Il enseigne à l'Université de Bordeaux puis à l'ENS de Saint-Cloud et travaille également au CNRS (José Luis de la GRANJA et Alberto REIG TAPIA, *Manuel Tuñón de Lara. El compromiso con la historia, su vida y su obra*, Leloa, Servicio editorial de la Universidad del País vasco, 1993, pp 62-63).

10. Manuel Tuñón de Lara remplace dans le comité de rédaction en avril 1947 (n° 6 du 30 avril) José María de Semprún y Gurroa, "pris par des fonctions nouvelles et absorbantes".

11. *Independencia*, éditorial du n° 5, février-mars 1947.

12. Manuel TUÑÓN DE LARA (né en 1915 à Madrid) ; étudiant, il milite à la FUE et il est membre du Comité central des Jeunesse communistes en 1934-1936. Pendant la guerre civile, il mène une activité liée à des tâches d'organisation, de culture et d'enseignement, notamment dans les JSU et, comme représentant de la FUE, au ministère de l'Instruction publique. Fait prisonnier en avril 1939, il connaît différents camps et prisons. Libéré, il participe à la constitution de l'Unión de Intelectuales libres ; il passe clandestinement la frontière française en novembre 1946. A Paris, il prend part à l'Unión de Intelectuales españoles, dont il devient secrétaire général adjoint début 1947. Il poursuit ses études en France, notamment à l'École Pratique des Hautes Etudes, avec Pierre Villar et travaille jusqu'en 1954 à l'ambassade du Guatemala. Il collabore régulièrement à de nombreuses revues (*Esprit*, *La Tribune des nations*, *Ibérica*, publiée à New York par Victoria Kent ou *Le Courrier de l'UNESCO*). Auteur, entre autres nombreux ouvrages, de *La España del siglo XIX* et de *La España del siglo XX*, publiées par la Librairie espagnole de Paris en 1961 et 1966 et rééditées maintes fois. A partir de 1965, il enseigne à l'Université de Pau où il joue un rôle décisif dans le développement des études historiques de l'Espagne, organisant des colloques internationaux de 1970 à 1980 ; depuis 1981, revenu en Espagne, il continue ses travaux à l'Université du Pays basque (José Luis de la GRANJA et Alberto REIG TAPIA, *Manuel Tuñón de Lara. El compromiso con la historia, su vida y su obra, op. cit.*, pp. 17-119) (Paul AUBERT, Jean-Michel DESVOIS,

sous tous ses aspects (enseignement, édition, cinéma...). La poésie tient une place importante dans la revue qui prolonge le débat sur le rôle des intellectuels dans l'exil, amorcé dans le *Boletín de la UIE*.

## INFORMACION CONFEDERAL

**Libertad. Solidaridad. Fraternidad. Reciprocidad.**

Confederación nacional del trabajo.

1970 - ?.

Groupe éditeur : Lyon (Jaime Padros, 32 rue Robert).

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 21 p.

FSS : 1970 (n° 1).

Notice :

Bulletin intérieur dont l'objectif est de porter à la connaissance des militants de la CNT des informations leur permettant de mieux comprendre les débats internes qui ont fâcheusement abouti à des exclusions.

## INFORMACION SALUD Y CULTURA

**Boletín editado por Salud y Cultura.**

Salud y cultura <sup>13</sup>.

1970 (?) - ?.

Rédaction : Paris 14<sup>e</sup> (198 avenue du Maine).

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 10 p.

FPI : 1970 (n° 3 : décembre 1970) : p. 6116.

Notice :

---

"Les Colloques de Pau et l'hispanisme français", *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 3/4, juillet-décembre 1985, pp. 19-25).

13. Une association de même nom a été interdite le 23 février 1962.

Bulletin écologico-culturel socialiste organisant diverses activités (un club "beaux-arts" pour des sorties dans des musées ou des visites culturelles, football, piscine, jeux de société au local, bibliothèque...).

## INFORMACIONES CONGRESO POR LA LIBERTAD DE LA CULTURA

Congreso por la libertad de la cultura.

N° 1 (juillet - septembre 1964) - ?.  
Trimestriel.

Rédaction : Paris 8° (104 boulevard Haussmann).  
Jean-Yves BOUEDO, directeur - gérant.

Imprimé.  
Imprimerie "E.P.", Paris 12° (232 rue de Charenton).  
21,5 cm X 27 cm, 16 p.  
Photos.  
Abonnement annuel : 5 F.

FPI : 1964 (n°s 1 - 2) : p. 1707.

Notice :

Publication en espagnol du Congrès pour la liberté de la culture, donnant des informations culturelles internationales.

## INFORMACIONES INTERNACIONALES

Publicadas por la Comisión internacional de relaciones obreras. C.I.R.O.  
Edición española.

Confederación nacional del trabajo de España. Nederlands Syndikalistisch vakverbond. Union des syndicalistes.

Espagnol.

Sans date.

Rédaction et administration : Paris 3° (179 rue du Temple, chez Louis Mercier).

Imprimé.  
21 cm X 27 cm.  
Bulletin gratuit. "Reproduction autorisée".

IFHS : (n°s 8 - 11) : 14 ASP 1705.

Notice :

La CNT participe à la Commission internationale de relations ouvrières - CIRO- dont le bulletin fournit des informations sur le mouvement syndical et ouvrier international destinées à être reproduites (divers périodiques comme *Cuadernos* et *España libre* utilisent ces données)<sup>14</sup>.

**INFORMACIONES PARLAMENTARIAS**

**Boletín del Grupo interparlamentario de la República española.**

Grupo interparlamentario de la República española.

Nº 10 (juin 1956) - ?.

Rédaction : Paris 16<sup>e</sup> (35 avenue Foch).

Josep SANS, directeur (oficial mayor del congreso).

*Collaborateurs* : Albert Camus, Jean Bloch-Michel, Jesús de Galíndez, Félix Gordón Ordás, Emilio Herrera, Julio Just, Salvador de Madariaga, Diego Martínez Barrio, Ernest Pezet, Eduardo Santos<sup>15</sup>, Fernando Valera ...

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 24 à 28 p.

100 F le n<sup>o</sup> en 1956.

Continuation de : *Boletín de información. Congreso de los diputados. Grupo interparlamentario.*

FPI : 1956 - 1959 (n<sup>os</sup> 10 - 17, 19 - 23, 25 - 82) : p. 1709.

Notice :

Continuation du *Boletín de información* du groupe interparlementaire, avec une présentation matérielle plus soignée ; le bulletin se fait l'écho des nombreuses commémorations relatives à la démocratie espagnole.

**INFORMACIONES POUMISTAS**

Hoja destinada exclusivamente a los militantes del Partido obrero de unificación marxista. Puis : Boletín editado por la Delegación o el POU en el exterior.

Partido obrero de unificación marxista.

14. En 1958-1959, les textes de quatre numéros de ce bulletin ont été reproduits dans une vingtaine de périodiques et revues publiés dans onze pays (soit 200 reproductions).

15. Eduardo SANTOS, ancien président de la République de Colombie, directeur de *El Tiempo*.



1945 ? - ?.

Paris ?.

Dactylographié puis ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 2 à 4 p.

FPI : 1945 - 1947 (n<sup>os</sup> 10, 12 - 14, 16 - 18, 21, 23 - 25, 27, 30, 31), 1948 (n<sup>os</sup> 1 - 6), 1949 (n<sup>os</sup> 1 - 4, 7, 8), 1950 (n<sup>os</sup> de janvier, avril, août, novembre, décembre), 1951 (n<sup>os</sup> 1 - 6), 1953 (n<sup>o</sup> 1), 1956 (n<sup>o</sup> de mars), 1958 (n<sup>o</sup> d'avril), 1959 (n<sup>os</sup> de février, août), 1961 (n<sup>o</sup> de mai), 1963 (n<sup>os</sup> 2, 3), 1964 (n<sup>o</sup> 5), 1965 (n<sup>o</sup> de décembre), 1972/1973 (n<sup>os</sup> 1 - 8), 1974/1975 (n<sup>os</sup> 8 - 16), 1976/1977 (n<sup>os</sup> 1 - 8) : p. 1710.

Notice :

Bulletin intérieur du POUM donnant des informations politiques sur le parti, l'exil, l'Espagne, la situation internationale.

## INQUIETUD

Revista escolar. Refugiados españoles. 4<sup>o</sup> grado. Pontarlier.

Espagnol.

N<sup>o</sup> 1 (19 mars 1939) - ?.

Pontarlier.  
Ronéotypé.

Non localisé.

Notice :

La première page de ce bulletin est reproduite dans *Solidaridad internacional antifascista* du 22 avril 1939 ; *Inquietud* est publié par de jeunes réfugiés d'une école de Horts de Llobregat pratiquant la pédagogie Freinet. Ces élèves continuent à Pontarlier la revue qu'ils rédigeaient en Espagne :

Notre inquiétude est plus forte que la souffrance et elle nous oblige à emprunter la lumineuse route du progrès, bien que nous soyons réfugiés et misérables. La noble inquiétude qui, en Espagne, nous stimula au combat pour une amélioration de nos conditions de vie, le feu intérieur qui nous fit rêver d'une Espagne libre et progressiste brûlent toujours dans nos coeurs...  
Telle est notre inquiétude.

## INQUIETUDES

Revista de las juventudes libertarias.

Federación ibérica de las juventudes libertarias.

Espagnol.

N° 1 (mai 1947) - n° 6 (décembre 1947) ?  
Mensuel.

Administration : Bordeaux (19 rue du Port chez F. Piquet).  
Faustino Piquer, gérant ; rédaction : B. Milla (25 place Marengo, Toulouse) ou M. Moya (3 rue des Bouviers, Bordeaux) <sup>16</sup>.  
Collaborateurs : Felipe Aláiz, Severino Campos, Eusebio C. Cacho, Campio Carpio, Alberto Cars, Juan Ferrer, J. García Pradas, S. González, Morales Guzmán, Floreal Ocaña, Gregorio Oliván, Cristobal Parra, José Peirats, José Pérez Burgos, Angel Samblancat...

Imprimé.  
Imprimerie C. Gaudy, Bordeaux (83, Cours de l'Argonne et 32 rue Labirat).  
24,5 cm X 32 cm, 24 p. Couverture illustrée.  
Dessins, caricatures, photos.  
20 F., puis 25 F. et 35F. le n° en 1947.

BDIC : 1947 (n°s 1 - 6) : 4° P 4969.  
CEHI : 1947 (n°s 1 - 6) : I 6.  
IFHS : 1947 (n°s 1, 2, 4 - 6) : 14 ASF 205.  
HSG : 1947 (n°s 1 - 6) : 4° I.

Notice :

Revue des Jeunesses libertaires,

*Inquietudes* aspire à être école et chaire ; tribune et agora ; lieu où l'on enseigne et apprend à la fois ; échange constant d'idées et de connaissances ; lieu d'exposition de valeurs morales et intellectuelles... *Inquietudes* encouragera le goût artistique, les efforts intellectuels, le désir constant de se surpasser de la jeunesse studieuse <sup>17</sup>.

Belle revue, de grand format, agréablement mise en page et illustrée, elle porte un titre significatif au sujet duquel Alberto Carsí écrit dans le premier éditorial :

L'inquiétude est l'état normal de l'humanité... elle est congénitale et consubstantielle à l'être humain conscient.

*Inquietudes* aborde une grande variété de thèmes avec une prédilection pour les questions culturelles : thèmes scientifiques (actualité scientifique, géographie...), artistiques (peinture, cinéma...) ou littéraires (réflexion sur la littérature, critiques de livres) ; de nombreux poèmes sont publiés. *Inquietudes* a des correspondants dans diverses villes où l'on peut aussi se procurer la revue : Tunis, Londres, La Havane, Tanger, Bruxelles ...

INSTITUT CATALA D'ART I CULTURA

Butll i Informatiu.

Secretariat : Paris 2 boulevard Montmartre.

Imprimé.  
21 cm X 27 cm, 2 p.

16. "Comunicados, prensa y correspondencia de redacción a M. Moya".  
17. *Inquietudes*, n° 1, mai 1947.

Supplément de : *Presencia catalana*.

CEHI : 1952 (n° 1 : novembre) : I 17.

Notice :

Informations diverses sur les activités de l'Institut catalan d'art et de culture.

## IZQUIERDA REPUBLICANA EN FRANCIA

Agrupación departamental de Paris - Sena.

Izquierda republicana.

Espagnol.

1945 - ?.

Administration : Paris 1<sup>er</sup> (10 rue des Pyramides).

Collaborateurs : Manuel Martínez Risco, Federico M. Miñana, Salvador Quernades ...

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 4 p.

Dessins, drapeau républicain en couleur.

CEHI : 1945 (n° 3 : 14 avril) : I 8.

Notice :

La principale publication de la Gauche républicaine porte le nom du parti, *Izquierda republicana* : elle est publiée à Mexico depuis 1944 et est également diffusée en France<sup>18</sup>. Ce bulletin, édité dans la Seine, commémore le 14 avril (évocation de Manuel Azafia et du 14 avril 1931, signification du 14 avril 1945).

## JOVEN PATRIOTA

Juventud socialista unificada.

1954 ?.

Interdit par arrêté ministériel du 1er mars 1954 (*Journal officiel* du 10 mars 1954, p. 2353).

18. En 1954 encore, le mensuel *Izquierda republicana* édité au Mexique est envoyé en France où s'effectue le tri et l'envoi aux abonnés ; des souscriptions sont effectuées en France pour le soutenir (vingt-trois donateurs en Haute-Garonne, seize donateurs individuels dans le reste de la France et trois fédérations : Ariège, Allier, Bayonne)(AD Haute-Garonne, 2692/86).

Paris.

Jean LONGUEVILLE, directeur  
*Collaborateurs* : Teresa Martínez, Roberto Valencia...

Imprimerie.  
Imprimerie Abécé, (rue Louis Blanc).  
30 cm X 42,5 cm , 5 .  
Photos, dessins.

CEHI : 1954 (juillet - août) : r 1.

Notice :

Publication de la JSU, dont la parution clandestine a été très vite interdite du fait de la dissolution des organisations communistes espagnoles en 1950 ; articles sur l'Espagne, sur la jeunesse dans le monde (Fédération mondiale de la jeunesse démocratique, jeunesse soviétique...).

## JULIOL

Portantveu de la Delegació del C.E. de la J.S.U. de Catalunya

Juventut socialista unificat de Catalunya.

N° 1 (1946) - n° 40 (15 octobre 1948) .

Paris.

Est inclus dans : *Juventud*.

CEHI : 1947 (nos 20 - 25), 1948 (nos 26 - 40) : GJ 3.

Notice :

La dernière page de *Juventud*, organe de la Fédération des Jeunesses socialistes unifiées d'Espagne, est réservée aux jeunes Catalans sous le titre de *Juliol*.

## JUNTA NACIONAL DE SEGURIDAD Y VIGILANCIA

Boletín de información.

Junta nacional de seguridad y vigilancia.

N° 1 (décembre 1945) - ?.

Rédaction et administration : Toulouse (15 place Puits Clos).

Imprimé.  
Imprimerie non indiquée.  
28 cm X 44 cm, 4 p.

CEHI : 1945 (n° 1) : FB 5.

Notice :

Ce bulletin, publié par les anciens membres des corps de sécurité et de police, fait état de l'Assemblée générale du 21 octobre 1945 qui a abouti à la création d'un seul organisme -par fusion des organismes préexistants- sous la dénomination d' "Agrupación del Cuerpo de seguridad de la República española".

## JUVENTUD

**Portavoz de la Juventud combatiente. Africa del Norte.**

Juventudes socialistas unificadas.

1945 ? - 1947 ?.

S.l.

Imprimé.  
30 cm X 42 cm, 4 p.  
Dessins.

Collection particulière (Javier Jubio, Salamanca) : 1945 (n° 6 : 9 juin).

Notice :

Journal des JSU d'Afrique du Nord ; le numéro consulté met l'accent sur l'unité d'action avec les autres mouvements antifranquistes : lettre du PSOE à *Juventud*, constitution d'un Comité de liaison entre les JSU et la FUL.

## JUVENTUD

**Portavoz de la Juventud combatiente.**

Juventudes socialistas unificadas.

Espagnol.

Deuxième époque : n° 1 (28 septembre 1944) - n° 17 (25 février 1945)<sup>19</sup>.  
Bimensuel.

Rédaction, administration : Toulouse (7, Boulingrin, puis 24 allées Frédéric Mistral).  
*Collaborateurs* : E. Peydro, Julio Ruiz ...

Imprimé.

Imprimerie spéciale de *Juventud combatiente*.

28 cm X 45 cm, puis 32,5 cm X 51 cm (n° 16 du 18 février 1945), 4 p.

Photos, dessins.

2 F. puis 2,50 F. le n°

CEHI : 1944 (n°s 1, 2, 4, 5, 7, 8), 1945 (n° 16) : F J I.

Collection particulière (Javier Rubio, Salamanque) : 1944 (n° 10 : 24 décembre), 1945 (n° 11 : 7 janvier).

Notice :

Edition toulousaine du journal des JSU, *Juventud* ouvre ses premiers numéros sur des appels aux jeunes à aller rejoindre les guérilleros pour hâter le renversement de Franco. Les rubriques s'intitulent : "Voix d'Espagne" (devenue plus tard "Récits d'Espagne" et "Nouvelles d'Espagne"), "Nos guérilleros", "Sports", "Jeunes filles", "Chronique de la semaine".

## JUVENTUD

### Suplemento de organización.

Juventudes socialistas unificadas.

194 ? - ?.

S.l.

Imprimé.

21 cm X 27 cm, 4 p.

CEHI : 1948 (n°s 13, 14) : J 6.

FPI : 1947 (n°s 7, 10) : p. 1810.

Notice :

Bulletin complémentaire des publications régulières de la JSU, destiné à inciter les jeunes à participer activement aux campagnes de collectes et de solidarité avec l'Espagne ; il essaie notamment de susciter une émulation pour la vente du bulletin.

19. Indique deuxième époque car a paru avant la Libération, dans la clandestinité.

## JUVENTUD

Organo de la Federación de juventudes socialistas unificadas de España.

Juventudes socialistas unificadas.

Espagnol. Catalan.

Deuxième époque : n° 1 (août 1946) - n° 62 (5 juillet 1950).

Interdit par arrêté ministériel du 27 octobre 1950 (*Journal officiel* du 31 octobre 1950, p. 11.180).

Mensuel.

Rédaction : Paris 7<sup>e</sup> (5 boulevard Montmartre).

Vicente Gómez, gérant puis Luis Fernández.

Collaborateurs : Fernando Claudín, Ignacio Gallego ...

Imprimé.

Imprimerie SAFIJ, Paris 1<sup>er</sup> (15 rue Montmartre) (André Joly, imprimeur), puis Imprimerie SPI, Paris 9<sup>e</sup>.

30 cm X 44 cm, 8 p., puis 44,5 cm X 60 cm, 4 p. et 38 cm X 56cm, 4 p.

Photos, caricatures, titres en couleur.

Continuation de : *Ahora*.

BN : 1946 - 1950 (incomplet) : Fol. Jo. 4256.

CEHI : 1947 (n<sup>os</sup> 20 - 25), 1948 - 1950 (n<sup>os</sup> 26 - 62) : GJ 3.

FPI : 1947 - 1948 (n<sup>os</sup> 13, 19, 20, 35) : p. 1811.

IFHS : 1946 (n<sup>o</sup> 1) : 14 ASP 1954.

Notice :

*Juventud*, organe des Jeunesses socialistes unifiées, se veut le continuateur de *Ahora* et, plutôt que de reprendre le titre du journal des JSU, il emprunte celui de la publication clandestine de la Fédération en Espagne qui était aussi celui des JSU en Espagne pendant la guerre.

*Juventud* s'ouvre sur une déclaration de José Giral, pour marquer son "appui décidé au gouvernement de la République" et sur un hommage à la mémoire de Cristino García <sup>20</sup>. *Juventud* donne en exemple des hommes comme Vicente Uribe et la ville de Stalingrad et organise l'aide envers la jeunesse qui lutte en Espagne contre le franquisme; le journal publie les noms et photos des "meilleurs militants" qui ont contribué le plus à cette solidarité et suscite une émulation pour la collecte de l'argent destiné à l'intérieur (les militants sont classés selon leurs mérites). Des informations sont données sur les diverses sections.

Les rubriques régulières s'intitulent : "Jeunes filles", "Jeunesse sportive", "Chronique internationale", "Actions de guérilla". *Juventud* retransmet les discours et déclarations des dirigeants du PCE. La dernière page est en catalan et s'intitule *Jullol*, réservée aux JSU de Catalogne ; un encart intitulé *Bell Aurrera* est destiné aux Basques.

20. Santiago Carrillo prend la parole dans la rue de Saint-Denis qui porte le nom de l'ancien chef de maquis fusillé par Franco, et où la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique (FMJD) fait apposer une plaque commémorative.

## JUVENTUD DE ESPAÑA

Jeunesse d'Espagne. Hebdomadaire espagnol.

Juventudes socialistas unificadas.

Espagnol. Catalan.

N° 1 (6 mai 1939) - ?.  
Hebdomadaire.

Rédaction : Villejuif (17 rue J.-B. Baudin).  
Jougy, gérant puis Lequy.

Imprimé.  
Imprimerie Coopérative Etoile, Paris 11° (18 - 20 boulevard du Temple).  
30 cm X 43 cm, 8 p.  
Photos, dessins.

FPI : 1939 (n° 1 - 3, 5 - 9 et n° extraordinaire : 18 juillet) : p. 1818.

Notice :

Journal publié par les JSU dès 1939 pour la jeunesse réfugiée ; il informe sur la solidarité française et internationale, la vie des réfugiés, la répression en Espagne. *Juventud de España* contient également des mots croisés, des figures d'échecs, de l'humour, des informations sportives et des modèles de tricots... Condamnant la Junte de Casado, *Juventud de España* publie une lettre de Santiago Carrillo, dirigeant des JSU, à son père, Wenceslao Carrillo, membre de cette Junte <sup>21</sup>.

## JUVENTUD DE ESPAÑA

Boletín de información. Dans le n° 5 (juin 1953) : Bulletin intérieur d'information édité par la Commission d'aide à la jeunesse antifranquiste.

Commission d'aide à la Jeunesse antifranquiste.

Espagnol.

N° 1 (mars 1953) - n° 5 (juin 1953) ?.  
Mensuel.

Interdit par arrêté ministériel du 12 octobre 1953 (*Journal officiel* du 17 octobre 1953, p. 9.245).

S.l.  
Gérant : Faucher.

---

21. *Juventud de España*, n° 7 du 17 juin 1939.



Imprimé.

Imprimerie SIPN, Paris 10<sup>e</sup> (14 rue de Paradis) puis à partir du n° 3 (avril 1953) : Imprimerie Abécéc, Paris 10<sup>e</sup> (11 rue Louis Blanc).

22 cm X 30 cm, 4 p.

Photos.

BN : 1953 (n° 1, 3 - 5) : Fol. Jo. 25682.

Notice :

Journal publié de manière éphémère par la JSU sous le nom de la Commission d'aide à la jeunesse antifranquiste, après les interdictions de toutes les publications communistes espagnoles en 1950.

Le premier numéro est édité à l'occasion de la mort de Staline ; la JSU et la JSUC rendent hommage à "sa vie exemplaire, son oeuvre et ses enseignements". Le journal fait état de plusieurs meetings pour célébrer le 17<sup>e</sup> anniversaire de la fondation des JSU.

## JUVENTUD EMIGRADA

Portavoz de la Juventud comunista de España en la emigración.

Juventud comunista de España.

Espagnol.

N° 1 (mars 1971) - ?.

Administration : Editions sociales, Paris (146 rue du Faubourg Poissonnière).

Imprimé (off-set).

21 cm X 27 cm, 4 ou 8 p.

Photos.

Service de vente : 24 rue Racine, Paris 6<sup>e</sup>.

Supplément à : *Horizonte* <sup>22</sup>.

BDIC : 1971 (n° 1, 2) : 4° P 12567.

Notice :

Bulletin de la Jeunesse communiste donnant des informations sur l'émigration et sur l'Espagne.

---

<sup>22</sup>. *Horizonte* est l'organe des Jeunesses communistes, vraisemblablement publié clandestinement à l'intérieur de l'Espagne (une adresse en Belgique est cependant donnée pour la correspondance), où le PCE a reconstitué son organisation de jeunesse à partir de novembre 1961 (*Horizonte*, n° 4, avril 1971).

## JUVENTUD LIBRE

Première époque : JJ.LL. Organo de las Juventudes Libertarias en Francia.  
F.I.J.L.  
Deuxième époque : Organo de la FIJL. Organe de la FIJL en exil.

Federación ibérica de juventudes libertarias.

Première époque : n° 1 (25 juin 1947) - ?.

Périodicité irrégulière.

Deuxième époque : n° 1 (avril 1960) - n° 3 (juin 1960).

Interdit par arrêté ministériel du 13 juin 1960 (*Journal officiel* du 22 juin 1960, p. 5552) <sup>23</sup>.  
Mensuel.

Première époque : Paris 20<sup>e</sup> (administration et correspondance : Germinal Siurana, 7 rue Palkao), puis, pour le n° 2 : rédaction : Paris 20<sup>e</sup> (G. Siurana) et administration : José Perez, Paris 11<sup>e</sup> (3 rue Louis Bonnet).

*Collaborateurs* : J. Bernat, Diego Bolaños, J. Bort-Vela, F. Crespo, Marcos E. Leiva, Ramón Liarte, Mateo Santos, A. Trabal...

Deuxième époque : rédaction et administration : Paris 3<sup>e</sup> (Eduardo Ruiz, 21 rue Michel Le Comte).

Victor FUENTEALBA, directeur

*Collaborateurs* : Francisco Aguilar, Rafael Barret, Renée Lamberet, Gaston Leval, Antonio Maymon, Abel Paz <sup>24</sup>, J. R. Peries, Ramón Safón, Jorge Solomonoff...

Imprimé.

Première époque : Imprimerie SPI, Paris 9<sup>e</sup>.

45,5 cm X 56 cm, 4 p.

Photos, dessins.

6 F. le n°.

Deuxième époque : Imprimerie des Gondoles, Choisy-le-Roi.

29,5 cm X 43 cm, 5 p.

Photos.

Abonnement annuel : 6,00 NF, 0,50 F le n°.

BN : 1947 (n° 2), 1960 (nos 1 - 3) : Gr. fol. Jo. 5792.

CEHI : 1947 (nos 1, 2) : GJ 1. 1960 (nos 1 - 3) : GH 1.

Notice :

Organe du Sous-comité péninsulaire en France de la Fédération ibérique des jeunesses libertaires -tendance "politique", le journal reprend l'histoire de la FIJL pendant la guerre d'Espagne, et celui de la FIJL pendant la guerre d'Espagne <sup>25</sup>.

23. La déclaration au Parquet de la Seine a été enregistrée.

Inscription à la Commission paritaire des publications et agences de presse.

24. Abel PAZ (né à Almería en 1921), s'affilie très tôt à la CNT, étant apprenti.

barcelonaise ; exilé en France en 1939, il passe par des camps d'internement en France dans la lutte contre l'occupant nazi. Il s'incorpore en 1942 à la guérilla libertaire en Espagne ; arrêté fin 1942, il est détenu jusqu'en 1953, date à laquelle il s'exile à nouveau en France, jusqu'à son retour en Espagne en 1977. Auteur notamment de *Durruti, el proletariado en armas* (publié d'abord dans sa traduction française aux éditions de la Tête de Feuilles, Charenton, en 1972) et de *CNT, 1939-1951*, Barcelone, editorial Hacer, 1982 (Notice biographique publiée dans ce dernier livre).

25. Deux délégués, Mallo et Jero, envoyés en Espagne, ont été arrêtés (*Juventud libre*, n° 1, 25 juin 1947).

Les rubriques régulières s'intitulent : "Page doctrinale" (positions de la FIJL, les jeunes libertaires et la culture...), "Echos des geôles" (nouvelles des prisons d'Espagne), "Voix de l'intérieur", "Lettres et arts" (études sur l'impressionnisme, la littérature espagnole contemporaine, l'existentialisme, l'art social, le cinéma espagnol...), puis, dans la seconde époque : "Etudes sociales" (l'anarchisme en Russie, la technologie, anarchisme style de vie et d'action...), "Ecrivains d'hier et d'aujourd'hui" (Goytisolo, H. Miller), "Panorama économique", "Antenne du monde".

## JUVENTUD OBRERA

Boletín interior de las Juventudes del P.O.U.M. en Francia.

Juventud comunista ibérica.

Espagnol. Français.

N° 1 (15 octobre 1946) - n° 13 ? (15 octobre 1947).  
Mensuel.

S.l.

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 12 p.

BDIC : 1947 (n° 12) : 4° P 10295.  
CEHI : 1946 - 1947 (n° 1 - 13) : J 2.  
FPI : 1946 - 1947 (n° 1 - 13) : p. 1823.

Notice :

Bulletin intérieur des Jeunesses du POUM qui reprend le nom du journal de l'organisation pendant la guerre d'Espagne. L'objectif est de former politiquement les militants (publication de textes classiques du marxisme ou études sur mouvement ouvrier), de transmettre les informations nécessaires et de permettre l'expression de la réflexion ; le bulletin donne des nouvelles sur des mouvements français ou étrangers (Auberges de jeunesse, jeunesse du Bund...) et édite également des chansons révolutionnaires et des poèmes (Federico García Lorca, Jacques Prévert...).

---

## IKUSKA

«Ikuska» es el nombre vasco tanto del Instituto Vasco de Investigaciones como de su revista o boletín.

Se propone, en primer lugar, promover el estudio de la población de los Pirineos atlánticos e investigar los modos de su vida tradicional. Para lograrlo, debe efectuarse sondeos en muchos pueblos del país — o en todos, si ello es posible —, analizando los caracteres raciales de sus habitantes y reseñando y catalogando todos los aspectos de la cultura popular hasta describir la armadura completa de la civilización material y de las creencias y costumbres locales, y señalando, finalmente, el área de cada uno de estos elementos y las fases sucesivas de su evolución.

Se propone también investigar las huellas del hombre primitivo y de su cultura en las regiones pirenaicas, como parte importante del estudio antropológico vasco.

Tales son las líneas generales del plan de IKUSKA. Si se logra llevarlo a feliz término, se dispondrá de copioso material, con el que se podrán enlazar sólidamente los estudios vascos.

La revista IKUSKA interesa, pues, a cuantos desean conocer a fondo el pueblo vasco, único grupo étnico que ha sobrevivido a los grandes movimientos y transformaciones que hicieron desaparecer en la Europa occidental las etnias y poblaciones anteriores a los Indo-europeos.

IKUSKA se publica cada dos meses.

Suscripción anual : 200 francos para Europa, 2 dólares para América.

Dirigir la correspondencia a J. M. de Barandiarán — BARRÉ (Basses-Pyrénées).

Compte courant Bordeaux n° 1395-72.

---

# REVISTA

REVISTA DE LA LUCHA SOCIAL



## SUMARIO

# 1

Mayo

Presentación, J. A. - Variaciones sobre un tema eterno, Alberto Casal - El callejón de la redención, José Peirats - Doctrina y combate: Penúltimo, siempre que la primera es... la primera, Enrique C. Caba - La pintura española: El Greco, J. González - La ciencia al día. Curiosidades: "Seguimos en el camino" sobre el valle español en Francia, Felipe Aldaz - Cuervos, J. García Pradas - A través de los libros: "Fascismos", "El mito socialista", "La revolución", B. Millé - Un error en la educación, un mensaje vital - La educación actual: La educación del niño, Florentín Daza - Doctrina de la vida y Prácticas de Chaitin, Juan Foz - Libro de educación humana, Nicolás Guzmán - y Gloria y Aurora G. Vidal - La princesa rusa, M. San Román

## SUSCRIPCION

5 N<sup>os</sup> (5 números)  
100 Ptas

Publicada en  
Fonética Mayor  
19, Ave de París  
Barcelona

PRECIO 20 Ptas

# CNT N°1 AIT INFORMACION CONFEDERAL

LIBERTAD.....SOLIDARIDAD.....FRATERNIDAD.....RECIPROCIDAD.

COMPANEROS DE ETIETAS SALUD..

LOS COMPANEROS QUE SE HAN DECIDIDO LANZAR ESTAS OJAS EN FORMA DE BOLETIN SE HAN DECIDIDO HACERLO AFECTADOS POR LA SITUACION BISMATICA QUE SE HALLA LA CONFEDERACION NACIONAL DEL TRABAJO EN EL EXILIO-----SOLO SE PROPONEN DAR A CONOCER A LOS MILITANTES ACTIVOS SOBRETODO A LOS DE LA BASE ALGUNOS DOCUMENTOS,ALGUNOS RECIENTES OTROS LECHITOS HACE TIEMPO SOLO CONOCIDOS POR UNA INFIMA MINORIA PUES NINGUNO A NUESTRO CONOCIMIENTO,HA SIDO LEIDO EN ASAMBLEAS DE LAS FF.LL. POR ESO ELLOS SON COMO UN OTRO SONIDO DE CAMPANA.

MAS DE NOCHO MESES HAN PASADO CUANDO NOS PROPONIAMOS PUBLICAR DICHO DOCUMENTOS. LA ESPERANZA DE DE UNA RECUPERACION MORAL,FRATERNAL,DE LA C.N.T.EN FRANCIA POR CIERTAS INICIATIVAS DE COLOQUIOS AL EFECTO NOS HICIERON ESPERAR CON LA ESPERANZA QUE NUESTRA INICIATIVA SERIA INUTIL...ESTA ILUSION SE DESVANECIO DESDE LA PLENARIA DE BURDEOS, SIEMPRE NOS HEMOS ELEVADO CONTRA LAS EXPOSICIONES, SOLO SON ADMISIBLES POR TRACION O ROBO DEL PATRIMONIO DE LA ORGANIZACION.LAS QUE LO SON POR DELITO DE OPINION SE ASIMILAN A LAS PRACTICAS DE LAS LEYES BURGUESAS QUE COMBATIMOS,EN NOMBRE DE LA C.N.T. APLICARLAS ES NEGACION LIBERTARIA.

NUESTRO PROPOSITO NO ES EL DE ATIZAR EL FUEGO DE LA DISCORDIA SI NO QUE SI CONVENCIDOS QUE LA FALTA DE INFORMACION LLEVA A MUCHOS MILITANTES A ADOPTAR ACTITUDES QUE SON INCOMPATIBLES CON LA FRATERNAL COESION DEL CONJUNTO CONFEDERAL, CALLAR LA RASIONACION Y ACEPTAR LO ARBITRARIO,profundamente FEDERALISTAS DEFENDAMOS SUS PRACTICAS LIBERTARIAS COMO SIEMPRE EN EL SEÑO DE LA C.N.T. TODO SINDICALISMO REVOLUCIONARIO VA UNIDA EN LA CONQUISTA DE LA UNIDAD DE LOS TRABAJADORES, EN LA LUCHA POR EL PODER EN LOS MEDIOS DE PRODUCCION Y EN LA LUCHA CONTRA LA EXPLORACION DE LA FUERZA DE TRABAJO, EN LA LUCHA POR LA JUVENTUD OBRERA, POR LA PAZ, SUSTITUIREMOS EN LOS LUGARES DE COMBATE AYUDAR A LOS PRESOS Y SUS FAMILIAS, EN UNA LUCHA EN LA QUE NO HEMOS NUNCA CONSIDERADO EFICAZES Y SOLUCIONES EN LA LUCHA REVOLUCIONARIA EN EL MUNDO PARA LA UNIDAD EN LA LUCHA POR EL BIENESTAR LO QUE ANTECEDENTE DEBEREMOS HACER UN BUEN Y LOS COMPANEROS

Este boletin lo tengamos como confidencial y que no salga de las manos de los companeros, aunque consideren que solo es de INFORMACION y no de polemica, que de todos en su favor si hay la deseada recuperacion, que para correo de la editorial de la revista "Luz", rue Robert, Lyon(69), El Grupo EDITOR.

El estudio de las relaciones...

El estudio de las relaciones...

El estudio de las relaciones...

El estudio de las relaciones...

ACTIVIDADES MILITARES

En el organismo de las tropas...

Las Comisiones Ejecutivas de...

El estudio de las relaciones...

El estudio de las relaciones...

El estudio de las relaciones...

INDEPENDENCIA

El estudio de las relaciones...

REPRESION PENAL EN LA ESPAÑA DE FRANCO

El estudio de las relaciones...

El estudio de las relaciones...

Envío a Emilio Delgado

El estudio de las relaciones...

Situación económica de INDEPENDENCIA

El estudio de las relaciones...

LISTA DE LOS INGRESOS

Table with columns for donor names and amounts in pesetas.

El estudio de las relaciones...

COMUNICACION DE LOS CENTROS PROPAGANDISTAS EN ESPAÑA

El estudio de las relaciones...

El estudio de las relaciones...

El estudio de las relaciones...

El estudio de las relaciones...

El estudio de las relaciones...





## LAN DEYA

Organo oficial de la Confederación nacional de STV-ELA.  
Mercko argitalpena. Publicación mensual.

Solidaridad de trabajadores vascos.

Espagnol. Basque.

1975 - ?.  
Mensuel.

Rédaction et administration : Bayonne (Villa Charlou - Tachepaillet).  
Directeur : ROBLES ARANGIZ.

Imprimé.  
Imprimerie Axular, Saint Jean-de-Luz.  
15 cm X 21 cm, 8 p.

FLC : 1975 (n<sup>os</sup> 4 - 9) : R-15.

### Notice :

Apparu tardivement en exil, ce bulletin de STV porte le même nom que des bulletins publiés clandestinement en Euzkadi par le syndicat basque.

## LEE

Boletin bibliográfico. Publicación mensual de la Librería des Editions Espagnoles, 1 bd d'Arcole- Toulouse (Hte-Gue) puis pour le n<sup>o</sup> 6 : Boletin bibliográfico. Librería des Editions Espagnoles , 48 rue Mazarine- Paris 6<sup>e</sup>, 1 bd d'Arcole, Toulouse.

Librería des Editions espagnoles.

Espagnol.

N<sup>o</sup> 1 (mars 1947) - n<sup>o</sup> 6 (décembre 1947).  
Mensuel.

Toulouse, 1 boulevard d'Arcole, puis, pour le n<sup>o</sup> 6 : Paris 6<sup>e</sup>, 48 rue Mazarine.  
Louis SOLERES, gérant.

Imprimé.  
Imprimerie du Sud-Ouest, Toulouse. Pour le n<sup>o</sup> 5 (octobre 1947) : Imprimerie Portes & San José, Toulouse (41 route d'Agde).  
16 cm X 24,5 cm, 8 à 16 p.  
Dessins , photos.

CEHI : 1947 (avril, n<sup>o</sup> 4 : août) : L 7.

Collection particulière ( Antonio Soriano, Paris) : n° 1 (mars 1947) - n° 6 (décembre 1947).

**Notice :**

Ce bulletin bibliographique porte en même temps les initiales du nom de la librairie qui le publie «Librairie des Editions espagnoles» et est une incitation à la lecture (impératif du verbe *Leer*, lire) ; publié au long de l'année 1947, *Lee* a pour objectif d'informer sur la production littéraire en langue espagnole les Français s'intéressant à l'Espagne et les Espagnols émigrés en France.

*Lee* indique les publications en espagnol dont dispose la librairie dans différents domaines (art, classiques espagnols, géographie, histoire, littérature contemporaine, livres pour enfants et publications en catalan) <sup>1</sup>. Le bulletin signale les livres sur l'Espagne en français, les traductions françaises d'oeuvres littéraires contemporaines et les ouvrages relatifs à l'enseignement de l'espagnol. *Lee* donne également des informations sur les activités culturelles entreprises par la librairie (exposition sur "L'Espagne dans le livre français") ou par des commissions culturelles de mouvements politiques de l'exil (exposition d'art espagnol organisée par la CNT à Toulouse), sur les activités culturelles d'autres émigrés espagnols (exposition de livres républicains espagnols à Mexico, préparation du IV<sup>e</sup> centenaire de la naissance de Cervantes à Alger..). Une partie "critique" présente des nouvelles parutions, comme le recueil de poésies *Morir al Día* de José María Quiroga Plá <sup>2</sup>.

**LETRAS ESPAÑOLAS**

"Mes bêtes d'aversion ce sont le vulgaire et l'affecté", Stendhal. ["Ici git la moitié de l'Espagne, l'autre moitié est morte", Larra].

Espagnol. Français.

1948 ?

Toulouse (25 place Marengo).

Mateo SANTOS, directeur.

*Collaborateurs* : César Alvajar, Ambrosio Carrion, Alberto Carisi, Jean Cassou, A. Lescarboua...

Imprimé.

Imprimerie non indiquée.

31 cm X 44 cm. 8 p.

Dessins.

CEHI : n° 1 : FL 1.

IFHS : n° 1 : 14 ASP 2012.

---

1. Les achats de livres espagnols et les ventes de livres édités en France se faisaient, en cette période de fermeture de frontières, par l'Andorre.

2. *Lee*, n°1, mars 1947, p. 8.

**Notice :**

L'unique numéro consulté de cette revue littéraire, probablement le seul publié, ne porte pas de date. Il comporte des études sur Unamuno, Baroja, Azorín, García Lorca et Goya ; une nouvelle et des rubriques "Art et artistes" et "Théâtre et écran" complètent la revue.

**LEY**

**Boletín de la Asociación de solidaridad de los Funcionarios del Cuerpo de seguridad. Estado y Generalidad.**

Asociación de solidaridad de los Funcionarios del Cuerpo de seguridad.

Deuxième époque : 1946 (?) - ?.  
Irrégulier.

Paris <sup>3</sup>.  
*Collaborateurs* : Mariano Longoria..

Imprimé.  
Imprimerie SPI, Paris 9<sup>e</sup>.  
21 cm X 27 cm, 8 p.

FPI : 1946 (n° 3 : juin - juillet) : p. 1877.

**Notice :**

*Ley* est l'organe de l'association des anciens fonctionnaires des corps de sécurité, en uniforme et en civil, de l'Etat espagnol et de la Généralité <sup>4</sup>. Ils affirment leur fidélité à la République qui est pour eux la "légalité indiscutable de l'Espagne".

**LIBERACION**

**Organo de expresión de la 3<sup>a</sup> Brigada, 26<sup>a</sup> División. Portavoz de la Agrupación de guerrilleros españoles.**

Agrupación de guerrilleros españoles.

Espagnol.

3. D'après un rapport des Renseignements généraux de 1948 (AN, F7 15589): 132 rue Saint Maur, Paris 11<sup>e</sup>. Direction régionale de Toulouse : 4 rue de Belfort.

4. Le président de l'association est, en 1946, le commissaire J. García Herrero et le secrétaire, le commandant F. Mora.

1944 (août ? - septembre).  
Périodicité inconnue.

Direction et administration : Foix (5 rue Lieutenant Paul Delpech).

Imprimé.  
Imprimerie Farre et fils, Foix.  
32 cm X 49 cm, 2 p.  
2 F. le numéro.

BDIC : 1944 (n° 2 : 7 septembre) : G F° P 133 Rés.

Notice :

*Liberación* fait partie de ces très nombreux bulletins éphémères qui ont éclos les premiers jours après la Libération. Il est le porte-parole d'une brigade de la 26<sup>e</sup> Division de l'Agrupación de guerrilleros españoles qui a beaucoup contribué à la libération de l'Ariège (Foix, Saint Giron, Prayols...) entre le 19 et le 22 août 1944. Le bulletin rappelle les faits d'armes de la brigade dans la région et publie une lettre de félicitations signée de commandants anglais et français.

*Liberación* affirme son appartenance à l'UNE et appelle les Espagnols à la rejoindre car

elle est l'authentique représentation de tous les Espagnols dans leurs différentes couches sociales, organisations ouvrières et partis politiques [et] respecte toutes les idéologies.

Les Espagnols doivent se joindre aux peuples qui luttent pour l'extermination totale du nazisme et *Liberación* exprime l'espérance que les nations alliées soutiendront la reconquête de l'Espagne.

## LIBERTAD

Movimiento libertario español en Francia. Boletín regional de Bretaña. Puis : M.L.E. Boletín regional de Bretaña. A.I.T.

Movimiento libertario español.

Espagnol

1945 - 1947 ?  
Parution tous les dix jours.

Rédaction : Rennes (6 rue de Nantes).  
C. Cabestanv, administrateur-gérant.  
*Collaborateurs* : Severino Campos, Morales Guzman, Benito Milla, F. Tosquellas, Joaquin Valiente ...

Imprimé.  
Imprimerie non indiquée.

22,5 cm X 28,5 cm , 4 p. Puis : 43 cm X 60 cm, 2 p. Puis : 32 cm X 48 cm. 4 p. <sup>5</sup>.  
Caricatures. Titre imprimé en rouge en 1947.  
5 F. le n° en 1946.

BDIC : 1946 (n° 29 : 31 mars) : G F° P 179 Rés.

CBHI : 1946 (n° 24, 33, 34, 36, 43 - 45, 51 - 54), 1947 (n° 55 - 79) : GL 4.

IFHS : 1945 (n° 7 : 30 avril), 1946 (n° 26, 27, 38, 41, 42, 44, 46 - 49, 51, 52, 54),  
1947 (n° 55 - 59, 61 - 70, 72 - 76, 78) : 14 ASP 170S, 1841, 1954.

#### Notice :

Journal d'information politique du MLE en Bretagne, *Libertad* donne des nouvelles de la situation internationale, de l'actualité espagnole, mais surtout de la vie interne du mouvement et de l'émigration... *Libertad* fait partie du courant "apolitique". Afin de recueillir des fonds pour le journal, des tombolas sont organisées (avec des prix : appareil de radio, livre d'Anselmo Lorenzo, stylo... puis bicyclette, réveil ...).

*Libertad* publie des textes classiques de l'anarchisme international (Malatesta ou Kropotkine et les édite également en brochures), ainsi que des textes de l'anarchisme espagnol (d'Anselmo Lorenzo notamment, l'un des fondateurs de la section espagnole de la Première Internationale). Les abonnés à *Libertad* peuvent recevoir quelques publications libertaires d'Amérique, notamment *Tierra y libertad* et *Solidaridad obrera* de Mexico, *Cultura proletaria* de New York et *Solidaridad* de La Havane.

## LIBERTAD

Para España, por la República.

Unión republicana.

Español. Français.

N° 1 (14 avril 1947) - n° 64 (16 octobre 1949).

Bimensuel, puis hebdomadaire , partir du n° 11 du 12 septembre 1947, bimensuel à nouveau à partir du n° 15 (29 octobre 1947).

Rédaction et administration Paris 1<sup>er</sup> (10 rue des Pyramides).

Enrique CONDESALAZAR JIMENEZ <sup>6</sup>, directeur-gérant (n° 1), puis Enrique CONDESALAZAR JIMENEZ, directeur et L.M. Covez, gérant.

*Collaborateurs* : Alvaro de Albornoz, César Alvajar, Juan Arroquia Herrera, Barbaroux, Augusto Barcia, Marcel Bataillon, Francisco Blasco Fernández de

---

5. Des numéros spéciaux sont édités notamment le 20 juillet 1946 et 20 juillet 1947 pour commémorer les 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> anniversaires du 19 juillet 1936. En 1946, le n° 38 de *Libertad* est éditée sur quatre pages grand folio, avec l'épigraphe suivant: "La geste du peuple espagnol le 19 juillet 1936 devrait servir de guide au prolétariat mondial". En 1947, c'est sur huit pages qu'est célébré l'anniversaire (*Libertad*, année III, n° 74).

6. Enrique CONDESALAZAR : avocat, secrétaire général de Solidaridad intelectual republicana española, fondée le 28 décembre 1947.

Moreda, Carlos P. Carranza, Camille Lignières<sup>7</sup>, Antonio Remis, Jean Sermet, Manuel Torres Campaña, Fernando Valera Aparicio...

Imprimé.

Imprimerie SPI, Paris 9<sup>e</sup>.

28 cm X 44,5 cm, 6 p. ou 4 p., 38,5 cm X 58 cm, 4 p. à partir du n° 14 du 9 octobre 1947, 38,5 cm X 55,5 cm, 2 p. à partir du n° 46 du 13 janvier 1949, 28 cm X 38 cm, 4 p. à partir du n° 48 du 11 février 1949.

Photos, dessins. Caricatures de Andrés, Henry...

5 F. le n° en 1947 ; abonnement trimestriel en 1947 : 30 F (bimensuel), 60 F (hebdomadaire), puis 30 F. .

10 F. le n° en 1949.

Tirage : 1000 exemplaires deux fois par mois en 1948<sup>8</sup>.

BDIC : 1948 (n° 37), 1949 (n° 48) : G F° P 5252.

BN : 1947 - 1949 (n°s 1 - 64) : Fol. Jo. 5039.

CEHI : 1947 (n°s 1, 7 - 18), 1948 (n°s 20, 24, 26 - 45), 1949 (n°s 46 - 64) : GL 3.

IFI : 1947 - 1949 (n°s 1 - 4, 6 - 21, 23 - 25, 27, 30, 31, 34, 39, 42, 45, 56, 60) : p. 1897.

Notice :

Organe de l'Union républicaine, fondée en 1934 par Diego Martínez Barrio et des députés dissidents du Parti radical d'Alejandro Lerroux, *Libertad* est créée en 1947 à l'occasion de la commémoration du 14 avril 1931. *Libertad* paraît de façon hebdomadaire quelque temps grâce au soutien apporté par des membres de l'Union republicana exilés au Mexique, au Venezuela, en Uruguay et en Argentine.

*Libertad* suit la question espagnole à l'ONU, les activités du gouvernement républicain et celles des parlementaires en exil ; les commémorations et les hommages y sont importantes : numéro spécial pour le 12 octobre<sup>9</sup>, hommage à Cervantes<sup>10</sup>, hommage à Madrid<sup>11</sup>, hommage au général Leclerc<sup>12</sup>, articles sur les déportés espagnols en Allemagne<sup>13</sup>.

Rubriques régulières : "Action parlementaire", "Messages d'Amérique", "Impressions d'Espagne", "Reportages chez les Espagnols", "Préoccupations de l'émigration", "Espagnols d'outre-mer", "Radio *Libertad*".

## LIBERTAD ESPAÑOLA

N 1 (5 juillet 1956) - n° 9 (30 août 1956).

7. Camille LIGNIERES, hispaniste, inspecteur d'Académie à Nîmes, déjà noté comme collaborateur de la République par le gouvernement Azafia en 1932, est fait commandeur de l'Ordre de la Libération espagnole par le gouvernement républicain en 1949 pour son travail de diffusion du patrimoine littéraire espagnol et son activité en faveur des Républicains émigrés (*Libertad*, n° 55, 25 mai 1949).

8. Chiffre émanant d'un rapport des Renseignements généraux, (AN, F7 15589), probablement un peu surévalué.

9. *Libertad*, n° 14, 9 octobre 1947.

10. *Libertad*, n° 15, 29 octobre 1947, pour le IV<sup>e</sup> Centenaire.

11. *Libertad*, n° 16, 12 novembre 1947.

12. *Libertad*, n° 18, 18 décembre 1947.

13. *Libertad*, n°s 19 et 20, 3 et 15 janvier 1948.

Interdit par arrêté ministériel du 23 août 1956 (*Journal officiel* du 29 août 1956, p. 8225).

Hebdomadaire.

Rédaction et administration : Paris 12<sup>e</sup> (18 boulevard de la Bastille)(Les Publications réunies).

**Comité de direction** : Raymond MOULLEC <sup>14</sup>, directeur, Dr Pierre Ferrand <sup>15</sup>, directeur-adjoint, Fulcran Garcia, Jacques Rebersat, Barthélémy Feixas, Irène Manent ; Armand Picot, directeur-gérant.

**Collaborateurs** : Carlos Alba, Pablo de Azcárate, Juan Bosque, Luis Guijarro, Joan Llagostera, Abelardo Muñoz, Carlos Pelayo...

Imprimé

Imprimerie SEP, Paris 9<sup>e</sup>.

31 cm X 44 cm, 8 p.

Photos.

25 F le n° en 1956 . Abonnement : 1.200 F par an.

BDIC : 1956 (n<sup>os</sup> 1, 3 - 8) : F° P 2335.

BN : 1956 (n<sup>os</sup> 1 - 9) : Gr. fol. Jo. 7378.

CEHI : 1956 (n° 1) : FL 5.

FPI : 1956 (n<sup>os</sup> 1 - 9) : p. 3589.

Notice :

Après *Democracia et España*, *Libertad española* est le troisième périodique édité, en moins d'un an, par les Publications réunies. La même interdiction le frappe après quelques semaines d'existence. Son propos est de "contribuer à la réalisation d'une grande entreprise, la réconciliation nationale", la nouvelle orientation stratégique du PCE :

Notre hebdomadaire voit le jour à une heure de résurrection et d'espérance espagnoles. Le régime vient de passer un mauvais moment, vacillant sur ses jambes décrépites, après le bruyant assaut des manifestations étudiantes, et voici le rude coup de poing des grèves d'avril. Quand, dans les usines et les campagnes, l'ambiance et l'état d'esprit annoncent de nouvelles actions de ceux qui travaillent et mangent à peine. Quand tout en Espagne bout, s'agite et proteste contre la tyrannie. Quand de nouvelles formations politiques, constituées au cours de ces sombres années sur les terres mêmes du régime, commencent à agir dans l'opposition <sup>16</sup>.

Aussi, importe-t-il d'en finir avec "les divisions des forces d'opposition et la dispersion de leurs efforts" <sup>17</sup>. Le journal analyse le niveau de vie en Espagne, les syndicats verticaux et les luttes ouvrières. Les rubriques régulières sont : "Informations espagnoles", "Pages de la littérature espagnole" (B. Pérez Galdós, Machado...), "Informations de Catalogne". *Libertad española* se vend dès le n° 2 dans de nombreux kiosques à Paris et en province (Toulouse, Marseille, Perpignan, Lyon, Clermont-Ferrand, Montpellier, Béziers...).

## LIBRE

Revista crítica trimestral del mundo de habla española.

14. Conseiller de l'Union française.

15. Député de la Creuse.

16. *Libertad española*, n° 1, 5 juillet 1956.

17. *Libertad española*, n° 2, 12 juillet 1956.

Espagnol.

N° 1 (septembre - octobre - novembre 1971) - n° 4 (juin - juillet - août 1972).  
Trimestriel.

Information, publicité, abonnements : Editions libres S.A., Bureau d'information en France, Paris 5° (26 rue de Bièvre). [Siège social : Domaine de Sien, Echandens, Vaud, Suisse].

Abonnements pour l'Amérique latine : Bureau d'information, Paris 5° (26 rue de Bièvre) ; pour les autres pays : éditions du Seuil, Paris 6° (27 rue Jacob).

Rédacteur en chef : Plinio Apuleyo Mendoza ; secrétaire administrative : Grecia de la Sobera.

*Collaborateurs* : Claribel Alegría, Rubén Bareiro Saguier, Carlos Barral, Albina du Boisrouvray, Alfredo Bryce, Italo Calvino, José María Castellet, Antonio Cisneros, Julio Cortázar, José Donoso, Ariel Dorfman, Carlos Droguett, Jorge Edwards, Hans Magnus Enzensberger, Carlos Fuentes, Carlos Franqui, Gabriel García Márquez, Salvador Garmendia, Juan Gelman, Jean Genet, Adriano González León, Juan Goytisolo, Rodolfo Hinostroza, Noé Jitrik, Roberto Juarroz, Wilfredo Lam, Enrique Lihn, Luis Losyza, Carlos Monsiváis, Daniel Moyano, José Miguel Oviedo, José Emilio Pacheco, Octavio Paz, Teodoro Petkoff, Sergio Pitol, Angel Rama, Julio Ramón Ribeyro, Vicente Rojo, Severo Sarduy, Jorge Semprún, Susan Sontag, Antonio Skármeta, Nicolas Suescún, Antoni Tápies, Francisco Urondo, José Angel Valente, Mario Vargas Llosa, Manuel Vázquez Montalbán.

Imprimé.

Imprimerie UPI, Bordeaux, puis Imprimerie EMEGE, Barcelone (n° 4).

18,5 cm X 23,5 cm, 142 à 170 p.

Abonnement annuel : 70 F., 18 F. le n°.

BDIC : 1971 - 1972 (n°s 1 - 4) : 8° P 7290.

Notice :

Réunissant parmi ses collaborateurs une liste impressionnante d'écrivains et artistes espagnols et latino-américains, *Libre* se propose d'être un organe commun d'expression pour tous ces intellectuels qui possèdent une "exigence révolutionnaire" et qui luttent

pour une émancipation réelle de nos peuples, émancipation non seulement politique et économique, mais aussi artistique, morale, religieuse, sexuelle... *Libre* ne prétend pas être une revue d'intellectuels exilés, mais une plateforme de lancement des meilleurs écrivains de langue espagnole qui, d'où ils se trouvent, peuvent apporter une contribution à la cause de nos peuples... *Libre* se propose un travail révolutionnaire sur tous les plans fondamentaux accessibles au verbe : "changer le monde" selon le propos de Marx et "changer la vie" selon le souhait de Rimbaud<sup>18</sup>.

La revue est publiée avec l'appui financier des Editions libres, dirigées par Albina du Boisrouvray, petite-fille de Patifio, le roi de l'étain bolivien, productrice de cinéma spécialisée dans les films d'avant-garde politique et artistique, collaboratrice à *Il Manifesto*, *Le Nouvel Observateur*, *Politique-hebdo* et *J'accuse*<sup>19</sup>. Les éditions du Seuil aident à la diffusion et

18. *Libre*, n° 1, septembre-octobre-novembre 1971, p. 1.

19. *Ibid.*, p. 3.



la revue est disponible dans des librairies de nombreux pays latino-américains.

Les quatre numéros sont dirigés successivement par : Juan Goytisolo, Jorge Semprún, Teodoro Petkoff avec Adriano González León, et Mario Vargas Llosa. *Libre* publie des nouvelles, des poèmes, des articles sur le roman espagnol contemporain, la littérature latino-américaine contemporaine, mais aussi des études politiques ou sociologiques sur l'Amérique latine (Che Guevara, le parti communiste vénézuélien, la torture au Brésil, le cas Padilla à Cuba, l'Unité populaire chilienne...).

## LLAR DE GERMANOR CATALA

Foyer de fraternité catalane (autorisé par arrêté ministériel du 21 août 1950). *Butlletí interior*.

Llar de Germanor catalana.

Catalan.

N° 1 (décembre 1950) - 1958 ?  
Périodicité irrégulière.

Toulouse.

M. Rouy<sup>20</sup>, gérant.

*Collaborateurs* : Domènec de Bellmunt, M. Galceran, J. Nart-Rodes ...

Imprimé.

Imprimerie moderne, Toulouse.

21 cm X 27 cm, 4 p, le n° de 1958 est ronéotypé avec 16 p.

CEHI : 1950 (n° 1 : décembre), 1958 (fascicule non numéroté) : L 12.

Notice :

Bulletin du Foyer de fraternité catalane, né d'une scission du Casal català de Toulouse ; intervenue en avril 1950, celle-ci a vu le départ du Casal des militants de l'ERC et des non communistes (appartenant à l'IR, au POUM...). Le Foyer a pour but de "grouper tous les exilés catalans de la région toulousaine, à l'exception des éléments communistes catalans". Il compte 120 membres au 28 avril 1950<sup>21</sup>. Le bulletin informe sur les activités du Foyer (sections culturelle et artistique), sur la culture catalane (Pablo Casals), célèbre les dates importantes de la République et publie des poèmes.

## LLIGAM

*Butlletí interior de les Amis de la Cultura catalana.*

20. Directeur du cabinet du maire de Toulouse.

21. ADHG, 2692/174, 576 W.

Amis de la culture catalane.

Catalan.

1967 - 1972 ?.

Marseille.

Imprimé.

15 cm X 21 cm, 4 p.

CEHI : 1967 (n<sup>os</sup> 1 - 3), 1970 (octobre), 1971 (janvier) : L 12.

IEC : 1967 (n<sup>os</sup> 3, 4), 1970 (octobre), 1972 (janvier, novembre) : P O. LLI.

Notice :

Bulletin intérieur de l'association les Amis de la culture catalane de Marseille <sup>22</sup> ; il se fait l'écho des Jeux floraux, célèbre des dates importantes pour la Catalogne et publie des informations sur l'opposition intérieure (déclaration de Montserrat du 13 décembre 1970 par 287 intellectuels).

## LLIGAM

Butlletí mensual d'informació de la U.G.T. de Catalunya.

Unió general de treballadors de Catalunya.

Catalan.

N<sup>o</sup> 1 (mars - avril 1946) - 1948 ? <sup>23</sup>.

Mensuel puis trimestriel.

Rédaction : Paris 3<sup>e</sup> (85 rue Charlot).

Collaborateurs : Jaume Comas, Josep Regas Moix, Rafael Vidiella <sup>24</sup>...

Imprimé.

28 cm X 38,5 cm puis 29 cm X 40,5 cm puis 24,5 cm X 32 cm , 4 p.

CEHI : 1946 (n<sup>os</sup> 1, 2, 4), 1947 (n<sup>os</sup> 5 - 9), 1948 (n<sup>o</sup> 13) : FL 1.

FPI : 1946 - 1948 (n<sup>os</sup> 1 - 15) : p. 1957.

IEC : 1947 (n<sup>os</sup> 6 - 11)(sauf n<sup>o</sup> 9) : P O. LLI.

22. Guy Martin, habitant à Ceyreste, en est président.

23. S'intitule quatrième époque.

24. Rafael VIDIELLA (né à Tortosa en 1890), ouvrier typographe, il commence à militer en 1909, il connaît un premier exil en France de 1924 à 1926 et plusieurs fois la prison ; il est anarcho-syndicaliste jusqu'en 1932 puis entre à l'UGT et au PSOE avant de faire partie du PSUC. S'exile en Hongrie et en URSS puis en France de 1945 à 1950, où il est directeur de fait de *Lluita* avant de retourner en Hongrie (Montserrat ROIG, *Rafael Vidiella, l'aventura de la revolució* Barcelona, editorial Lala, 1976, 171 p.).

**Notice :**

Publié d'abord au Mexique, le bulletin souhaite orienter tous les "oyaux ugétistes de Catalogne et de l'exil en Amérique, Afrique et Europe. Il est rattaché à l'UGT-IC dont Enrique de Santiago est président en 1946<sup>25</sup>; Rafael Vidiella et Josep Regas Molx, dirigeants du PSUC, sont respectivement président et secrétaire de l'UGT de Catalogne à cette date.

*Lligam* informe sur la lutte antifranquiste en Catalogne et reproduit des extraits de son homologue clandestin de Barcelone, *Las Noticias*.

<b>LLUITA</b>
---------------

**Portantveu dels treballadors catalans a França. Puis, à partir du n° 5 du 10 avril 1945 : Butlletí dels treballadors catalans a França. Puis à partir du n° 42 : Organ del Partit socialista unificat de Catalunya.**

Partit socialista unificat de Catalunya.

[Prolétaires de tous les pays unissez-vous !].

Catalan.

N° 1 (20 janvier 1945) - n° 270 (24 août 1950).

Interdit par arrêté ministériel du 18 août 1950 (*Journal officiel*, 30 août 1950, p. 9322).

Hebdomadaire.

Rédaction et administration : Toulouse (225 Faubourg Bonnefoy), puis après mai 1947 : Paris 1<sup>er</sup> (15 rue Montmartre), puis : Paris 19<sup>e</sup> (8 avenue Mathurin Moreau) et Paris 10<sup>e</sup> (33 rue de la Grange-aux-Belles).

M. Feliu, administrateur, puis Mathilde Koenig, gérante.

*Collaborateurs* : P. Cicera, Joan Comorera<sup>26</sup>, Ramón Soliva, Rafael Vidiella...

Imprimé.

Imprimerie SAFIJ, Paris 1<sup>er</sup> (15 rue Montmartre)(André Joly imprimeur) puis non indiquée, puis Imprimerie SIPN, Paris 10<sup>e</sup> (14 rue de Paradis).

43 cm X 60 cm (ou 62 cm), 2 puis 4 p.

Photos, caricatures, dessins.

2,50 F. le n° en 1945, 5 F. en 1946.

BDIC : 1945 (n°s 2 - 12, 14, 16) : G F° P 3641.

BN : 1945 - 1950 (n°s 1 - 270) (manquent n°s 71, 73, 74, 127) : Gr. Fol. Jo. 428.

CEHI : 1945 (n°s 1 - 31), 1946 (n°s 32 - 81), 1947 (n°s 82 - 133), 1948 (n°s 134 - 185), 1949 (n°s 186 - 236), 1950 (n°s 237 - 270) : GL 9.<sup>27</sup>

FPI : 1946 (n° 37 : 23 février) : p. 1960. 1947 - 1950 (n°s 101, 105, 193, 194, 217, 221, 263) : p. 1961.

IFHS : 1946 (n°s 57, 58), 1947 (n° 99) : 14 ASP 1954.

---

25. *Lligam*, n° 2, le mai/juin 1946.

26. Voir notice biographique.

27. Le CEHI possède également une édition de *Lluita* éditée à Paris sur papier bible, pour l'intérieur (L 13).

**Notice :**

Journal édité par le PSUC, essentiellement consacré à des informations politiques (internationales, espagnoles et de l'émigration) et à la vie du parti. Journal de grand format, illustré de nombreuses photos, une part notable de ses colonnes est consacrée aux activités de *Luita* et aux "campagnes d'émulation" destinées à augmenter sa diffusion. Régulièrement, *Luita* présente des secteurs de l'activité économique, sociale ou culturelle de l'URSS<sup>28</sup>. Le journal est interdit en même temps que le PSUC en 1950.

**LUCHA**

**Organo de la USO, Unión sindical obrera en la emigración.**

Unión sindical obrera.

1970 - ?.

S.l. [Europa].

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 6 p.

FLC : 1970 (mars) : R 47.

**Notice :**

Bulletin dont la seule localisation indique "Europa", consacré entièrement aux luttes ouvrières en Espagne ; il est peut-être une résurgence dans l'émigration de l'Unidad sindical obrera, créée en 1960 en Espagne par un courant socialiste des Jeunesses ouvrières catholiques. L'USO apparaît essentiellement, depuis 1966-1967, sous le nom d'Alianza sindical obrera à laquelle elle a adhéré en 1965<sup>29</sup>.

**LUCHA**

**Portavoz de la Agrupación de guerrilleros "Reconquista de España" al servicio de la Junta suprema de U.N.**

28. Un numéro est consacré à l'armée rouge, à ses discours de Staline, ainsi qu'à l'activité des guérilleros (n° 37).

29. Guy HERMET, *Les catholiques dans l'Espagne franquiste*, tome 1 : *Les acteurs du jeu politique*, Paris, FNSP, 1980, p. 262.

Agrupación de guerrilleros "Reconquista de España". Unión nacional española.

["Guérilleros : "Bras et honneur de la patrie. . haut les coeurs et à la lutte pour l'Espagne, par l'Espagne et en Espagne"...].

Espagnol.

1944.

Périodicité irrégulière puis hebdomadaire.

S.I. puis Toulouse.

M. Pedro, gérant (n° 11 du 12 octobre 1944).

Imprimé.

Imprimerie non indiqués, puis Imprimerie de la Garonne, Toulouse (n° 11 du 12 octobre 1944).

16 cm X 24 cm, 4 p. (n° du 1er août) puis 28 cm X 45 cm, 4 p.

Photos, dessins (n°s 8 - 11).

2 F. le n°.

Diffusion clandestine puis tolérée.

BDIC : 1944 (n°s 7 - 11 : 1er août - 12 octobre) : G F° P 3642.

FPI : 1944 (n° 11 : 12 octobre) : p. 1918.

Notice :

Le premier numéro connu de *Lucha* est apparu, dans la clandestinité, le 1<sup>er</sup> août 1944, avec un appel "aux armes et au combat" de l'Union nationale espagnole adressé aux guérilleros qui

doivent se responsabiliser au plus haut degré, redoublant leur activité belliqueuse, leur formation et leur organisation ... Notre Nord : l' Espagne, notre objectif : sa reconquête, notre moyen : l'attaque, sa forme : l'insurrection nationale.

*Lucha* donne de nouvelles des différentes divisions de l'Agrupación de guerrilleros et appelle aux combattants, au moment où se réalise l'unification des forces de résistance française, la "solidarité d'armes et de vies avec les combattants français". Les guérilleros sont invités à collaborer à *Lucha* : chaque division, chaque brigade, chaque bataillon doit avoir un délégué de *Lucha*.

Après la Libération, *Lucha* rappelle les actions héroïques des guérilleros espagnols en France en publiant articles, photos, lettres qui témoignent de leur rôle dans la libération du pays : salut du commandant FFI de l'Ariège - le lieutenant-colonel Aubert-, lettre de félicitations de la mission aérienne franco-anglaise en Ariège, défilé des forces de la 26<sup>e</sup> Division dans les rues de Saint Giron, adieux des habitants de Decazeville aux guérilleros, hommage à la IV<sup>e</sup> Division dans le Tarn, informations sur les actions menées en France... Mais, de plus en plus, en septembre et octobre 1944, l'attention se porte sur l'Espagne.

## LUCHA DE CLASES

Organo del "Grupo comunista internacionalista" (sección española de la IV<sup>a</sup> Internacional). Puis : Boletín interior de los comunistas

internacionales (sección española de la IVª Internacional). Puis, à partir de 1947 : Organo de la sección española de la IVª Internacional.

Grupo comunista internacionalista.

["Prolétaires de tous les pays unissez-vous!"].

Espagnol.

N° 1 (15 janvier 1945) - 1948 ?.  
Périodicité inconnue.

Rédaction : Lyon puis Paris 14<sup>e</sup> (19 rue Daguerre) à partir du n° 8 (16 avril 1946)  
Collaborateurs : Gerardo Luna, A. Roura...

Imprimé.

Imprimerie spéciale "*Lucha de clases*", Lyon.

31 cm X 50 cm, 2 p. et, à partir du n° 13 du 1er juin 1947 : 38 cm X 55, cm, 2 p.  
2 F. le n° en mars 1945. 3 F. en 1946, 4 F. en 1948

BDIC : 1945 (n° 1 : 15 janvier). 1946 (n° 7 - 10), 1947 (n° 11..., 13 - 16), 1948 (n° 17) : G° F P 4847.

CEHI : 1945 (n° 1, 4), 1947 (n° 13, 15, 17) : GL 4.

FPI : 1945 - 1947 (n° 1, 2, 5 - 10, 12, 14) : p. 1922.

IFHS : 1945 (n° 2 : 13 mars, n° 5 : 20 septembre) : 14 ASP 1837, 2078.

Notice :

Périodique édité par la section espagnole de la IV<sup>e</sup> Internationale qui

dans son combat pour les intérêts du prolétariat, continue l'action que développeront -soit en Espagne soit dans l'émigration- les organes bolchéviques-léninistes tels que *La Antorcha*, *Comunismo*, *La Voz leninista* y *Nuevo curso*"<sup>30</sup>.

*Lucha de clases* rejette les divers regroupements politiques existant dans l'émigration, l'UNE et la JEL, et défend le principe de l'Alianza obrera, une unité syndicale réalisée par la constitution d'une centrale syndicale unique, dont les premiers jalons seront les comités de liaison intersyndicaux :

Unité d'action des organisations ouvrières sous un programme révolutionnaire.

*Lucha de clases* fait preuve de lucidité sur les divergences inévitables qui ne vont pas tarder à apparaître entre les Alliés, après la chute du nazisme, mais est persuadée de l'imminence d'une situation révolutionnaire.

## LUCHA (LA) DE CLASES

Organo del Comité central socialista de Euzkadi.

Partido socialista obrero español.

Espagnol.

30. *Lucha de clases*, année I, n° 2, 13 mars 1945, p. ?.

194 ? - ?.

S.I.

Imprimé.

13,5 cm X 19,5 cm, 2 p.

FPI : 1947 (n° 18 : 1er septembre) : p. 5132.

**Notice :**

Publication de petit format destinée à l'intérieur, éditée par le Comité central socialiste d'Euzkadi, regroupant les militants du PSOE des quatre provinces basques.

<b>LUCHA OBRERA</b>
---------------------

*Comisión obrera Citroën.*

196 ? - ?.

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 14 p.

CEHI : 1967 (n° 9 : février, n° 10 : avril) : L 5.

**Notice :**

Bulletin de la Commission ouvrière de chez Citroën : il associe les luttes des ouvriers espagnols émigrés en France et celles menées en Espagne même.

<b>LUCHA OBRERA</b>
---------------------

**Organo central de Organización obrera. Radio Centro-España.**

*Grupos de acción y unión proletaria.*

1966 - ?.

Rédaction : Paris 18° (Armando García Gómez, 3 rue Audran).

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 8 p.

CEHI : 1966 (n° 1 : septembre) : L 5.

Notice :

Bulletin édité contre les élections syndicales en Espagne.

<b>LUCHADOR (EL)</b>
----------------------

Boletín interno de la F.L. de GG.AA. de Toulouse.

N° 1 (octobre 1968) - n° 92 (mai - juin 1976).  
Mensuel.

Pas d'adresse ("exilio").

*Collaborateurs* : Octavio Aguilar, Fernando Gómez Poláez, Manuel Jarillo, Floreal Jordá, José Peirats Valls, José María Sánchez, Nestór Vandellós...

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 16 à 22 p.

BDIC : 1969 - 1976 (n°s 15 - 91) : traitement en cours <sup>31</sup>.

CEHI : 1968 - 1976 (n°s 1 - 92) : L 9.

IISG : 1968 - 1976 (n°s 1 - 92) : 4° L.

Notice :

Bulletin intérieur de discussion et de réflexion à l'intention des militants et sympathisants de la Fédération locale de Toulouse de la CNT<sup>32</sup> :

*El Luchador* vit le jour dans une époque de profonde discorde militante, quand l'organisation [la CNT] en exil était secouée de luttes intestines pleines d'animosité et de passion qui ont occasionné tant de préjudices à nos désirs libertaires... Contre la campagne orchestrée d'expulsions, d'embûches et de purges militantes au sein du mouvement, il n'y avait pas d'autre remède que de lui apporter une riposte raisonnée et énergique. Le ton du bulletin était orienté vers le combat de ces excès... <sup>33</sup>.

Le bulletin s'arrête au bout de huit ans d'existence, alors que la situation en Espagne semble ouvrir, aux yeux de ses animateurs, certains espoirs pour la renaissance des idées libertaires, et que

*l'exil se décompose ou au moins perd beaucoup de sa combativité, de sa vigueur et de son intérêt.*

31. Collection donnée par Antonio Téllez.

32. Il est donc demandé "discretion et prudence" dans sa diffusion.

33. Lettre de *El Luchador* à ses lecteurs, en octobre 1976, après la cessation de la parution.



## LUTTE (LA) DES CLASSES EN ESPAGNE

Supplément en langue française de *La Batalla*.

Partido obrero de unificación marxista. POUM

Français.

1972 ? - ?.

Ronéotypé.

21 cm X 29,7 cm, 16 p.

Supplément de : *La Batalla*, n° 179.

BDIC : 1972 (mai).

Notice :

Bulletin de réflexion interne du POUM qui évoque les événements d'El Ferrol, le POUM dans la lutte pour le socialisme, Trotsky et le POUM, la JCL...

## LUTTE (LA) DES ETUDIANTS CATALANS

Fédération nationale des étudiants de Catalogne (F.N.E.C.).

Français.

1967 ? - ?.

Rédaction : Paris 9<sup>e</sup> (19 rue Clauzel).

Imprimé.

21 cm X 27 cm, 4 p.

Photos.

BDIC : 1967 (n° 2) : F° 30/4.

Notice :

Bulletin édité ponctuellement après l'arrestation de personnalités catalanes du monde de la culture lors d'un hommage à Jordi Rubió (président, en 1966, de la première Assemblée constituante du Syndicat étudiant démocratique tenue au Couvent de Sarrià).

ORGANO OFICIAL DE LA CONFEDERACION NACIONAL DE STV-ELA

674 Zerbakda  
"ORRAILLA - ABRIU  
"UTEA - ANXI  
1975

Oficina argentina - Publicación mensual  
Idiomas: euzkera eta bascoak  
Redacción y Administración:  
Villa Chaletou - Lechaspillet - 64 Bayonne

## EDITORIAL

Este Mayo, Fiesta del Trabajo, Día de esperanza para los trabajadores del mundo entero, esperanza de llegar a conseguir un mundo mejor, una Sociedad más justa, donde haya desaparecido la explotación del hombre por el hombre, donde sea restituida la dignidad de trabajador y donde éste pueda participar libremente en la vida política, social y cultural de su pueblo.

Para los trabajadores vascos, sin embargo, este 1 de Mayo tiene, también, otra significación. Es un día más en nuestro combate por lograr la liberación social del trabajador y la liberación nacional de nuestra Patria. Nuestra Euzkadi sigue bajo la dictadura del franquismo que nos oprime como vasco y como trabajadores, negándonos las libertades más elementales. Nuestra Organización STV-ELA sigue prosiguiendo por el camino y nuestros langilles se ven obligados a actuar en la clandestinidad, corriendo grandes riesgos para salvaguardar su libertad y hacer su vida, así como la de sus familiares, expuestos a la dura represión policíaca.

Mientras tanto, el mundo entero y en particular Europa occidental, atraviesa un terrible momento económica. Las primeras víctimas de esta crisis son, sin ninguna duda, los trabajadores que ven, con inquietud, cómo aumentan sus dificultades de todo orden, la marginación del empleo y la disminución de nuevos puestos de trabajo, en particular para los jóvenes.

Nuestro país se ve afectado por todos estos graves problemas, a los que hay que añadir los que surgen a causa directa de la inestabilidad del régimen franquista. Ante la incertidumbre y el futuro incierto, un aumento de las hordas de desempleados, más o menos importantes, que reducen sus posibilidades, que limitan sus programas de producción, con la consiguiente repercusión en los salarios de los trabajadores.

Entre el conjunto de los que todavía disponen de ciertos poderes para proseguir o modificar la política económica, llevada exclusivamente por motivos de lucro, sin importarles las dificultades de que aquellas que, con su sacrificio y su trabajo, aportan, día a día, la contribución indispensable al desarrollo del país, nosotros, trabajadores vascos, queremos hacer realidad nuestros esfuerzos para lograr que sea posible una realidad al día de nuestra liberación.

Que los próximos 1 de Mayo sean en Euzkadi días de libertad, social y nacional, día de justicia para los trabajadores y sus familias, donde puedan gozar de un bienestar ganado con su esfuerzo y su sacrificio.

AG 1 No. 1

# LEE

MARZO 1947

**BOULEVARD BIBLIOCRATIQUE**

PUBLICATION MENSUELLE DE LA LEE ET SES EDICIONS ESPAGNOLES - 1 Boulevard Ancoche - Toulouse-Hermines

### Presentación

STV-ELA, a su propósito inicial, consecuentemente en la trayectoria que seguía desde su fundación, que no ha sido otra que la que pudiera mejor servir a estrechar los lazos entre Francia y España, tomando el libro como pretexto, L. E. E. empieza a publicar un boletín bibliográfico, en proyecto desde hace tiempo, pero hasta ahora no realizado a causa de dificultades que son el signo de la época.

Era necesario que los franceses amantes de España, así como los dados a los estudios hispánicos, o aquellos otros que observan con curiosidad, desde los más diversos puntos de vista, lo que acontece más allá del Pirineo, o los que sencillamente por conocer la lengua española, prefieren seguir la producción literaria de aquel país, en el idioma original encontrarán una publicación que les suero al corriente de las novedades de su preferencia.

L. E. E. ha pensado también en los millones de españoles emigrados en Francia, desearos de leer libros publicados en su lengua madre o de conocer aquellos otros que aún no habiendo sido impresos en español tratan de asuntos españoles, o que son debidos a la pluma de sus compatriotas.

Esta es la misión que se ha impuesto L. E. E. con la publicación de su Boletín que, muy apresuramos a declarar, en ningún modo tiene pretensiones de índole científica. L. E. E. no tiene más aspiración que la de contribuir al mantenimiento de ese vínculo de simpatía ya existente entre nuestros grupos de franceses y de españoles haciendo posible a aquellos, utilizando ese medio imprescindible que es el libro, el mejor conocimiento de nuestra España.

Una buena acogida por parte de esos grupos, será el mejor aliento para que podamos proseguir y perfeccionar e la labor que esta aún en ciernes. Contamos con que nuestra buen propósito nos atienda la desarrollo de esta nuestra primera salida.



1944  
1944  
1944  
1944  
1944

# LIBERACION

N.º 2

1 Septiembre  
1944

2 Febr.

ORGANO DE EXPRESION DE LA  
3.ª UNIDAD DE DIVISION



PORTAVOZ DE LA AGRUPACION  
DE GUERRILLEROS ESPAÑOLES EN

## CARTA DE FELICITACION

DIRIGIDA POR LA MISION FRANCO-INGLESA  
A LA TERCERA BRIGADA ESPAÑOLA

Ignora un alivio y desconocida en paracaidas en el Arriège, el 20 de agosto, la Misión Internacional, compuesta por el comandante inglés...

El 20 de agosto, la Misión en trabajo en estrecha colaboración con la Brigada española. El comandante inglés y el comandante francés expresan su gratitud a la Brigada por las numerosas...

La Misión en completo en felicitar a todos los soldados de la Tercera Brigada por el magnífico ejemplo que han dado durante el curso de los combates librados del 19 al 27 de agosto. Hasta los actos...

La Misión hará la posible por obtener citaciones que los combatientes de la Tercera Brigada han merecido por creos miembros de la Misión...

El Comandante inglés CRYPTS  
Y A. PROBERT  
El Comandante francés AUBR  
Tercera Brigada, Comandante RICHARDI

## LA LUCHA EN FOIX EL 19 DE AGOSTO

### COMO FUÉ TOMADA LA CIUDAD

El 19 de agosto de 1944, la Tercera Brigada Española, compuesta por soldados de la División de la Tercera Brigada Española, se enfrentó a las tropas francesas y alemanas en la ciudad de Foix. Los guerrilleros españoles, con el apoyo de la Misión Franco-Inglesa, lograron tomar la ciudad tras un combate intenso...

ALGO PARA LA HISTORIA

## De St-Girons a Ségulas a tiro limpio

Los guerrilleros españoles y franceses, con el apoyo de la Misión Franco-Inglesa, se enfrentaron a las tropas francesas y alemanas en la zona de St-Girons y Ségulas. Los guerrilleros españoles, con el apoyo de la Misión Franco-Inglesa, lograron tomar la ciudad tras un combate intenso...

HA MURADO UN VIEJO COMBATIENTE

## EL CAMARADA MATEO

El día 29 de agosto se enterraron en el cementerio de Foix al camarada Mateo, muerto a consecuencia de un accidente de automóvil. La información que recibimos la noche de cuando...

El camarada Mateo llevaba al inicio más de cinco años de lucha activa y valiente contra el fascismo en España. En la guerra civil, donde se distinguió en seguida...

Ha sido uno de los guerrilleros en Francia, el camarada Mateo, oriundo de la región aragonesa, que hace a los hombres...

Con Mateo, como anteriormente con los desaparecidos de otros cuarteles de la Brigada Mica, pierde España a uno de sus mejores defensores...

Que en figura firme de apoyo a los mismos guerrilleros que hoy combaten en el suelo de Francia y de España.

fuera francesa que se halla. Así, el 19 de agosto de 1944, la Tercera Brigada Española, compuesta por soldados de la División de la Tercera Brigada Española, se enfrentó a las tropas francesas y alemanas en la ciudad de Foix. Los guerrilleros españoles, con el apoyo de la Misión Franco-Inglesa, lograron tomar la ciudad tras un combate intenso...

ESPAÑOLES:  
Acordad todos, al volver, día 8, al seno de vuestro U.N.E.

## Los Guerrilleros Españoles en acción

Los guerrilleros españoles, con el apoyo de la Misión Franco-Inglesa, se enfrentaron a las tropas francesas y alemanas en la zona de St-Girons y Ségulas. Los guerrilleros españoles, con el apoyo de la Misión Franco-Inglesa, lograron tomar la ciudad tras un combate intenso...

En la liberación de Foix, la Misión Franco-Inglesa, compuesta por el comandante inglés y el comandante francés, expresaron su gratitud a la Brigada por las numerosas acciones realizadas durante el curso de los combates librados del 19 al 27 de agosto. Hasta los actos realizados en el campo de batalla...





Colaboradores

Carlobel Alegria  
Rubén Barreiro Saguler  
Carlos Barral  
Albina du Boisrouvray  
Alfredo Bryce  
Italo Calvino  
Jose Maria Castellet  
Antonio Cisneros  
Julio Cortázar  
José Donoso  
Ariel Dorfman  
Carlos Droguett  
Jorge Edwards  
Hans Magnus Enzensberger  
Carlos Fuentes  
Carlos Franqui  
Gabriel García Márquez

Salvador Garmendia  
Juan Gelman  
Juan Goytiso  
Adriano González León  
Juan Goytisolo  
Luis Goytisolo  
José Agustín Goytisolo  
Rodolfo Hinostroza  
Noé Hirtik  
Roberto Juarroz  
Wifredo Lam  
Enrique Lihn  
Luis Loayza  
Plinio Apuleyo Mendoza  
Carlos Monsiváis  
Daniel Moyano  
José Miguel Oviedo

José Emilio Pacheco  
Octavio Paz  
Teodoro Petkoff  
Sergio Pitol  
Ángel Rama  
Julio Ramón Ribeyro  
Vicente Rojo  
Severo Sarduy  
Jorge Semprín  
Susan Sontag  
Antonio Surrutia  
Nicolás Sueaqui  
Antoni Tàpies  
Francisco Umbral  
José Ángel Valente  
Mario Vargas Llosa  
Manuel Vázquez Montalbán

Este número aparece bajo  
la dirección de Juan Goytisolo

Jefe de Redacción :  
Plinio Apuleyo Mendoza

Secretaría Administrativa :  
Cecilia de la Sobera

Publicación de Editions Libre S.A.  
Oficina de Información en Francia  
26 rue de Rivoli, Paris (5<sup>e</sup>). Teléfono : 325 26 45  
Sede social : Domaine de Bien, Echandens (Vaud)  
Suiza.

# Lluita

Butlletí dels treballadors catalans a França  
Nº 8 (Nueva época) 23 de Juny 1949

"Agrupem-nos tots els catalans en  
un sol bloc fort, potent, essencial-  
ment combatiu, capaç de mobilitzar  
a tots aquells que no es sentin  
plidoiats de llibertat, sinó lluita-  
dors per conquerir-les"  
(Josep CASANOVES)

DAVANT UNA GRAN MASSA DE PATRIOTES

## el Partit Socialista Unificat de Catalunya

reafirmà en el mitin de Perpinyà la seva política

**D'UNITAT COMBATENT DE TOTS ELS CATALANS per :**

**UNITAT I LLUITA**

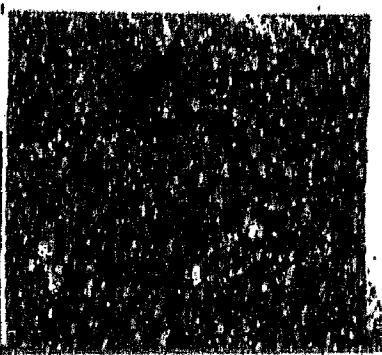
La política del nostre Partit és l'unió i la lluita de la gent que ha sofert el domini dels francesos i dels catalans.

Antes sempre hem de comptar amb el treballador català a França, a Madrid, o a qualsevol altre país on estiguem treballant. El nostre objectiu és aconseguir la unitat de tots els catalans que treballen a França i a Espanya, i lluitar per la seva independència i la seva democràcia.

Per això hem de treballar a través de la unitat. Un poble que no està unit, no pot fer res de bonic. El nostre objectiu és aconseguir la unitat de tots els catalans que treballen a França i a Espanya, i lluitar per la seva independència i la seva democràcia.

*esclafar el franquisme,  
reconquistar la República,  
assegurar el futur demo-  
cràtic del poble català.*

Per això hem de treballar a través de la unitat. Un poble que no està unit, no pot fer res de bonic. El nostre objectiu és aconseguir la unitat de tots els catalans que treballen a França i a Espanya, i lluitar per la seva independència i la seva democràcia.









## MADRES

Espagnol.

1955.

Interdit par arrêté ministériel du 9 janvier 1956 (*Journal officiel* du 18 janvier 1956, p. 683).

Directeur-gérant : Mme R. Desmoullins.

Imprimé.

Imprimerie Richard, Paris.

23,8 cm X 31 cm, 8 p.

Photos, dessins.

BDIC : 1955 (septembre) : en cours de catalogage <sup>1</sup>.

Notice :

Journal publié à l'occasion du Congrès mondial des mères, tenu à Lausanne du 7 au 10 juillet 1955, pour la défense de la paix et de l'amitié entre les peuples ; le journal publie un message de Dolores Ibarruri au congrès et une interview d'une dirigeante de l'Union des femmes espagnoles.

## MAI NO MORIREM

Butlletí interior del Casal Català d'Angulema. Puis : Butlletí del Casal Català d'Angulema.

Casal Català (Angoulême).

Catalan.

N° 1 (décembre 1952) - n° 127 (mai 1988).

Trimestriel.

Rédaction, administration : Angoulême (Foyer catalan : Café du Commerce, place Saint Martial).

Aucune indication de direction dans les premiers numéros. En avril 1955 : Joan OLLER, président responsable de la revue. Le numéro suivant (septembre 1955) : Joan Oller, directeur puis directeur-gérant ; rédacteur en chef : Ramón Bosch (puis A. Gómez en 1964), administrateur : Lluís F. Campmany.

A partir de 1967, directeur : Salvador GUASCH ; rédacteur en chef : D. Osés et administrateur : F. Nicolas.

*Collaborateurs* : Amadeu Bernadó, Lluís Capdevila, Ambrosi Carrion, Lluís Montagut...

(avec des correspondants à Perpignan, Castelnaudary, Arles, Toulouse, Revel, Portet-sur-Garonne, Andorre...).

Ronéotypé.

1. L'unique numéro conservé a été donné à la BDIC par Neus Català.

21 cm X 27 cm, 22 à 26 p.  
Couverture cartonnée. Publicité locale et régionale.  
50 F. le n° en 1960.

CEHI : 1952 - 1988 (n°s 1 - 127) : M 12.  
IEC : 1960 (n° 27), 1964 (n° 39), 1965 (n° 40), 1966 - 1973 (n°s 41 - 69), 1979 - 1988 (n°s 95 - 127) : P O. MAI.

Notice :

Cette publication à la longévité importante a été éditée par le Casal català d'Angoulême : elle informe sur les activités du Casal, publie des articles sur l'exil et la Catalogne, des poèmes et des textes de réflexion politique ; l'activité culturelle catalane est suivie régulièrement (Jeux floraux) ainsi que l'opposition au franquisme.

## MAÑANA

**Tribuna democrática española.**

Centro de documentación y de estudios.

Epigraphe : voir notice.

Espagnol.

N° 1 (janvier 1965) - n° 16 (juin - juillet 1966).  
Bimestriel.

Rédaction : Paris 8° (42 rue Pasquier).

Michel COLLINET, directeur, Julián GORKIN, directeur délégué ; F. Farreras, secrétaire de rédaction, Xavier Alvajar, administrateur.

*Collaborateurs* : Antonio Espina, Juan Marichal, Antonio Mouchaca y Carcaga, Dionisio Rídruejo...

Imprimé.

Imprimerie EP, Paris 12°.

24 cm X 32 cm, 24 p.

2 à 15 F le n°.

BDIC : 1965 (n° 6), 1966 (n° 11) : 4° P 9360.

BN : n° 1 (janvier 1965) - n° 15 (1966) : Fol. Jo. 13817.

CEHI : 1965 - 1966 (n°s 1 - 16) : SL.

FPI : 1965 - 1966 (n°s 1 - 16 et supplément octobre 1966) : p. 1981.

Notice :

L'épigraphe de *Mañana* constitue sa déclaration d'intention :

*Mañana* s'édite à Paris parce qu'elle ne peut s'éditer encore à Madrid. Elle aspire à informer objectivement et à synchroniser la pensée et la volonté de tous ceux qui désirent promouvoir une solution démocratique dans la perspective d'une société conviviale et de l'intégration de l'Espagne dans le monde moderne.

Aux critiques provenant de l'exil <sup>2</sup>, *Mañana* répond :

Notre revue est-elle de droite ou de gauche ? . Certainement que pour les doctrinaires extrémistes, les phraséologues révolutionnaires et ceux qui n'ont rien appris ni rien oublié, nous sommes droitiers ; en revanche, pour ceux qui sont installés dans le système espagnol actuel -pour les usufructiers des divers privilèges-, dont l'unique politique consiste à durer, nous apparaissions sans nul doute comme des ultragauchistes et des subversifs <sup>3</sup>.

La revue rassemble des auteurs de l'opposition antifranquiste de différentes provenances idéologiques et son souci est de donner une

information sur la situation réelle et les faits les plus saillants de la vie espagnole ; une bonne information, objective et fiable, constitue à notre avis la nécessité de base d'une tribune démocratique comme la nôtre <sup>4</sup>.

Les articles concernent l'analyse de la politique espagnole et l'évolution de la société ; *Mañana* publie aussi des documents, des chroniques, des critiques de livres et une tribune libre.

## MEABE

Juventudes socialistas de Vizcaya. Portavoz del P.S.O.E. y U.G.T.

Juventudes socialistas.

"Tradición, renovación, continuidad".

1966 ? - ?.

S.l.

Imprimé.

20 cm X 27,5 cm, 4 p.

Titre en couleur.

FPI : 1966 (?) (numéro non daté) : p. 1994.

Notice :

Publication des Jeunesses socialistes de Biscaye, dont on ne sait avec certitude si elle est publiée en France ; elle déclare :

Il ne s'agit pas de "démocratiser" la dictature franquiste, mais de libérer l'Espagne.

## MEDUSE

Front franco-espagnol des lettres. Revue de création et de combat. Poésie, littérature, pensée. Puis : Front franco-espagnol des lettres. Poésie, littérature, pensée. Création et combat.

2. *Mañana* est critiquée à son apparition par les anciens camarades du POUM de Julián Gorkin : ils soulignent qu'il s'agit d'une revue bien présentée -beaucoup plus soignée, indique insidieusement l'organe du POUM que "les modestes publications des organisations ouvrières antillascistes depuis 1945" et lui reprochent une orientation politique équivoque (*La Batalla*, n° 149, mars 1965).

3. *Mañana*, n° 6, juin-juillet 1965.

4. *Ibid.*

Front franco-espagnol des lettres.

Français. Espagnol.

N° 1 (1945)- n° 4 (1947).  
Périodicité irrégulière.

Basses-Pyrénées (Bruges et Biron).

Jacinto Luis GUBERNA, directeur (demeurant à Bruges). M. Le Goff, gérant (demeurant à Biron).

Pour la correspondance s'adresser à : Jacinto Luis Guerna à Bruges (Basses-Pyrénées) et à Henri Agel, 62 boulevard de Strasbourg à Toulouse.

Comité de rédaction : Henri Agel, Jacinto Luis Guerna, Robert Giraud, Yves Selgues, Denys-Paul Bouloc, Gaston Puel.

Président d'honneur : Jean Cassou.

Imprimé.

Imprimerie G. Subervie (Rodez).

13 cm X 21,5 cm, 44 p., puis 60 p. et deux fois 72 p.

40 F le numéro. Abonnement : 200 F (puis 250 F) les six numéros.

BN : 1945-1947 : 8°Z 29874.

Notice :

*Méduse* a eu une existence brève, quatre numéros seulement, parus entre 1945 et 1947, mais significative de l'intense activité culturelle entreprise aux lendemains de la Libération. La revue est placée sous un double signe : celui de la poésie et celui de la fraternité franco-espagnole, comme le souligne la présentation de la revue<sup>5</sup> :

Dans un monde sans cesse bouleversé par des forces monstrueuses, quelque chose est resté intact : l'honneur de la poésie. Hier, elle a montré sa force et sa pureté. Ceux qui en sont les témoins ont lutté pour maintenir tout ce qu'elle représente. Beaucoup sont morts, assassinés. Ce que l'on cherchait à atteindre à travers ces martyrs, c'est la liberté et la hauteur même de leur souffle. Une fois encore, cette flamme s'élève plus belle, échappée à ceux qui voulaient l'étouffer.

*Méduse* souhaite que le *Front franco-espagnol des lettres* dont elle est l'expressor fasse vivre la "fraternité lyrique et agissante" des poètes français et espagnols, "contre tout ce qui empêche l'homme d'être un homme". La revue est rédigée en grande partie en français ; le castillan n'est présent que pour certains poèmes espagnols qui sont d'ailleurs, très souvent, présentés également dans une traduction française. La poésie tient dans la revue une place prépondérante ; *Méduse* publie également de courtes nouvelles et des textes de réflexion.

## METAL

Delegación exterior de Comisiones obreras. Boletín informativo.

Comisiones obreras.

N° 1 (avril 1974) ? - ?.

5. *Méduse*, n° 1, 1945. Le texte de présentation de la revue se place sous la dédicace suivante : " En souvenir de : Federico Garcia Lorca, Max Jacob, Antonio Machado, Saint Pol Roux, Manuel Azafia, Jacques Decour, Miguel de Unamuno, Antoine de Saint Exupéry, Julian Besteiro, Victor Masch, José Diaz, Gabriel Péri."

Paris.

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 16 p.

FPI : 1974 (n° 1) : p. 2004.

Notice :

Bulletin des Commissions ouvrières de la métallurgie ; il indique la composition et l'importance de la branche industrielle et fait un résumé des luttes ouvrières de février et mars 1974 dans ce secteur (reproduction d'articles de la presse espagnole "information).

### METALURGICO (EL)

Organo del grupo en Francia de la Federación nacional sidero-metalúrgica adherida a la U.G.T. Puis : Boletín del grupo profesional en Francia de la Federación sidero-metalúrgica. Puis : Federación sidero-metalúrgica de España. Grupo profesional en Francia.

Unión general de trabajadores, Junta central.

N° 1 (1945) - ?.

Rédaction : Paris 3<sup>e</sup> (29 boulevard du Temple). Puis : Paris 11<sup>e</sup> (94 rue J.-P. Timbaud).  
Collaborateurs : Benoît Frachon, Louis Gatignon, Enrique de Santiago...

Ronéotypé, 21 cm X 27 cm, 2 p.  
puis imprimé : 30 cm X 43 cm, 4 p. et 21 cm X 27 cm, 4 p. (edición para España).  
Imprimerie centrale de la presse, Paris (66 rue J.-J. Rousseau).

FPI : 1945 (n<sup>os</sup> 1, 2, 4, 5), 1947 (n<sup>os</sup> de mars, mai, août, novembre), 1948 (n<sup>os</sup> de février, mai) : p. 2010.

Notice :

Bulletin de la Fédération de la métallurgie de l'UGT-Junta central, publié avec l'aide de la CGT.

### MI TIERRA

Hoja-suplemento de *Combat syndicaliste* al servicio de la emigración económica.  
Puis : Suplemento de *Action libertaire* destinado a la emigración española .

Confederación nacional del trabajo.

Espagnol.

1965.

Périodicité irrégulière.

Rédaction : Paris 10<sup>e</sup> (24 rue Sainte Marthe).

Francisco OLAYA MORALES, directeur. J. Soriano, gérant. Puis, à partir du n<sup>o</sup> 2 (juillet 1965): Marc PREVOTEL, directeur.

*Collaborateurs* : Daniel C. Alarcón, R. Alvarez, Manuel Bernabeu, José Berruezo, Campio Carpio, Víctor García, Fidel Miró, E. Ordoño, A.Roa, A. Serrano Pérez, Manuel Temblador...

Imprimé.

Imprimerie des Gondoles, Choisy-le-Roi.

44,5 cm X 56 cm, 2 p., puis 34 cm X 50 cm, 4 p.

Est supplément de : *Combat syndicaliste*.

BDIC : 1965 (n<sup>o</sup> 1 : non daté, n<sup>o</sup> 2 : juillet) : microfilm en cours de catalogage <sup>6</sup>.

BN : 1965 (n<sup>os</sup> 2 - 6) : Fol. Jo 13048 <sup>7</sup>.

IFHS : 1965 (1 n<sup>o</sup>) : 14 ASP 1632.

Notice :

*Mi Tierra* est créée pour s'adresser aux immigrants économiques espagnols qui arrivent en nombre en France dans les années 1960 : une publication particulière, qui se veut adaptée au niveau de conscience politique de ces nouveaux venus, a été préférée à l'introduction de pages spéciales dans la presse "officielle" de la CNT. Mais quelques numéros seulement voient le jour, du fait de divergences internes au sein de la CNT <sup>8</sup>.

L'éditorial du premier numéro proclame :

Les gens mal intentionnés, intéressés à opposer et mettre à distance les membres naturels de la grande famille ibérique du travail et de la culture, répandent l'idée que l'émigration économique doit toujours vivre loin de l'émigration politique.

*Mi Tierra* se veut "un pont entre deux émigrations" et s'emploie à montrer la parenté de destin entre les émigrés politiques et les émigrés économiques. *Mi Tierra* donne aussi des informations sur l'Espagne (agriculture, enseignement, salaires, conflits sociaux ...) et analyse la signification de cette émigration espagnole massive.

## MIDI (LE)

Partit socialista unificat de Catalunya.

N<sup>o</sup> 1 (mai 1939).

Tirage : 3000 exemplaires <sup>9</sup>.

Continuation de : *Treball et Solidarité*.

6. Collection prêtée pour reproduction par Francisco Olaya Morales.

7. Le catalogue des périodiques de la Bibliothèque nationale indique que *Mi Tierra* est parvenue au Dépôt légal comme supplément joint à *Action libertaire*, organe de la section française de la Fédération internationale des Jeunesses -libertaires. Publiée depuis novembre 1963, imprimée à Choisy-le-Roi aux Gondoles, *Action libertaire* a pour directeur Marc Prévotel et son adresse est également au 24 rue Sainte Marthe (Paris 10<sup>e</sup>).

8. Entretien avec Francisco Olaya le 28 décembre 1990.

9. *Edicions del P.S.U. a França des de la perduda de Catalunya fins al 19 de juliol 1939* (ACCPCE).

Non localisé.

Notice :

Un numéro est publié par le PSUC en mai 1939 après la suspension de ses journaux, *Treball* et *Solidaritat*.

## MIRADOR

Catélan.

N° (été 1966) - n° 4 (hiver 1967 - 1968) ?  
Périodicité irrégulière.

Rédaction : Perpignan (J. Buiria : 8 rue Rigaud).

Josep BUIRIA, directeur.

*Collaborateurs* : Victor Alba, Heribert Barrera, Enric Brufau, Julio Caro Baroja, Anton Fabre, Aldo Garosci, Victor Hurtado, Josep Pallach, Baltasar Porcel, Josep Recassens, Joan Sauret, Joan Tapia....

Imprimé.

Imprimerie Coty et Cie, Paris 20<sup>e</sup> (11 rue Ferdinand Cambon).

30 cm X 38 cm, 24 à 32 p.

Photos, couverture illustrée.

CEHI : 1966 (n° 1 : été), 1966/67 (n°s 2, 3), 1967/68 (n° 4) : M 1.

IEC : 1966 - 1968 (n°s 1 - 4) : P O. MIR.

Notice :

*Mirador* reprend le titre d'un journal publié par Amadeu Hurtado à Barcelone de 1929 à 1936 et qui avait été une véritable tribune culturelle où participait tant l'intelligentsia catalane que française<sup>10</sup>. Le *Mirador* de l'exil est une véritable revue d'analyse politique, très professionnelle.

*Mirador* s'intéresse aux problèmes et aux perspectives du catalanisme, à la question de la succession à Franco, au regroupement des gauches -notamment catalanes, à la situation politique et économique en Espagne, aux élections syndicales, à la tactique de l'opposition démocratique, à l'Université de Barcelone en 1968 et à la nouvelle culture catalane (conversation avec le chanteur Raimón). Les rubriques régulières s'intitulent : "Voix d'autres peuples" (parole donnée aux Basques, aux Valenciens, aux Galiciens), "Mirador indiscret" (diverses informations politiques et économiques).

## MIRANDO A ESPAÑA

Portavoz del Movimiento libertario español de Altos Pirineos, C.N.T. - A.L.T.  
(Publié en la clandestinidad).

10. Présentation de *Mirador* par son fils, Victor Hurtado, dans le n° 1. Voir notice biographique d'Amadeu Hurtado.

Movimiento libertario español.

Espagnol.

Troisième époque : avril 1945, "numéro unique" .  
Périodicité inconnue.

Tarbes.

*Collaborateurs* : Pedro Ara, Liberto Gallejas, Dr Serrano...

Imprimé.

32 cm X 50 cm, 4 p.

Dessin.

IFHS : 1945 (avril) : 14 ASP 1964.

Notice :

*Mirando a España* semble, comme ce "numéro unique" l'indique lui-même, n'avoir été publié qu'une fois en 1945. L'éditorial rappelle cependant que *Mirando a España* est sorti, pour la première fois, dans la clandestinité, en août 1943. Le numéro d'avril 1945 consacre sa première page au meeting de la JEL à Tarbes (probablement le 25 mars) et annonce une grande tournée artistique organisée par la SIA du 22 au 29 avril à Tarbes, Lourdes, Lannemezan, Bagnères et Rabastens-de-Bigorre.

## MOMUMENT DU SOUVENIR DE PRAYOLS

Organe de la Confédération d'Amicales départementales d'anciens  
guérilleros espagnols en France (F.F.I.).

Confédération d'Amicales départementales d'anciens guérilleros espagnols en France.

Français. Espagnol.

N° 5 (3<sup>e</sup> trimestre 1987) .....

Semestriel puis trimestriel.

Rédaction, administration : Toulouse (Boîte postale 5069).

Directeur : Esteban VALLS ; rédacteur : Luis Bermúdez.

*Collaborateurs* : José Antonio Alonso Alcalde, Vicent Arbou, Fernando Pradas, Victorio Vicuña <sup>11</sup>...

Imprimé.

21 cm X 29,7 cm, 8 p.

Photos.

---

11. Victorio VICUÑA, "Julio Oria" dans ' . Résistance, président d'honneur de la Confédération, chef de la 10<sup>e</sup> Brigade de guérilleros (Basses-Pyrénées).



Continuation de : *Bulletin d'information intérieur de la Confédération nationale d'amicales départementales d'anciens guérilleros espagnols en France (F.F.I.)*.

BDIC : 1987 - 1992 (n° 5 - 17) : en cours de catalogage.

**Notice :**

Le titre de ce bulletin rappelle le monument élevé aux guérilleros à Prayols, dans l'Ariège (voir *Bulletin d'information de l'Amicale des anciens guérilleros espagnols en France*). C'est le nouveau nom du *Bulletin de la Confédération nationale d'amicales départementales d'anciens guérilleros espagnols en France*, présidée par José Antonio Alonso et créée en 1984 à la suite de tensions au sein de l'Amicale des anciens guérilleros reconstituée en 1976. Le bulletin continue à paraître en 1993 et donne des informations sur les amicales départementales et les commémorations effectuées à l'initiative de la Confédération ; des articles historiques rappellent certains événements de la guerre ou de la déportation.

<b>MOVIMENT SOCIALISTA DE CATALUNYA</b>
-----------------------------------------

**Butlletí d'informació. Servei d'informació i de publicacions.**

Moviment socialista de Catalunya.

1970 ? - ?.

Catalan.

Paris.

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 4 p.

CEHI : 1970 (mars) : B 68.

**Notice :**

Modeste bulletin du Mouvement socialiste de Catalogne qui analyse la position des socialistes espagnols face au nouveau gouvernement espagnol et étudie trois gouvernements socialistes européens (ceux de H. Wilson, W. Brandt et O. Palme).

<b>MUJER PATRIOTA</b>
-----------------------

Unión de Mujeres españolas. Unió de Dones de Catalunya.

N° 1 (juillet 1954) - ?.  
Mensuel.

Interdit par arrêté ministériel du 4 décembre 1954 (*Journal officiel* du 13 décembre 1954, p. 11770).

Espagnol.

Gérant : Mme Gratio, Paris 5<sup>e</sup> (128 rue Mouffetard).

*Collaboratrices* : Nuria Castellvi [Neus Català], Montserrat Canigó, Rosita Gómez...

Imprimé.

Imprimerie Abécé, Paris 10<sup>e</sup> (11 rue Louis Blanc) puis Imprimerie Hermel, Paris 18<sup>e</sup> (49 rue Hermel).

24,5 cm X 32 cm, 8 p.

Photos, dessins, illustrations en couleur.

ACCPCE : 1954 (n° 1) : vol. 77/2.

BDIC : 1954 (n° 3 : décembre) : en cours de catalogage <sup>12</sup>.

Notice :

Bien que n'apparaissant pas comme tel car l'Union des femmes espagnoles a été dissoute en septembre 1950, ce journal est publié par des militantes de ce mouvement ; il est tourné vers les problèmes rencontrés par les femmes en Espagne (droit au travail, conditions de vie dans les bidonvilles entourant Madrid) et contre le pacte Espagne-USA sur les bases militaires. Le journal publie le récit de vie d'une femme soviétique député et un message est adressé à Dolores Ibarruri pour ses 59 ans et l'on y trouve également des poèmes, des recettes de cuisine et des patrons de couture.

## MUJER SOCIALISTA

Partido socialista obrero español. Grupo femenino. Secretariado de propaganda.

196 ? - ?.

Paris.

*Collaborateurs* : María Luisa Lagar...

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 10 p.

FPI : 196 ? (numéro non daté) : p. 2066.

Notice :

Bulletin publié par le groupe féminin de Paris du PSOE : il souligne le rôle des femmes dans lutte pour la liberté et la justice.

---

12. L'unique numé... retrouvé a été donné à la BDIC par Neus Català.

## MUJERES

Espagnol.

N° 1 (1953 ?) - n° ? (juin 1954).

Interdit par arrêté ministériel du 16 juin 1954 (*Journal officiel* du 20 juin 1954, p. 5846).

Gabrielle Duchène, gérante.

Imprimé.

Imprimerie Abécé, Paris 10<sup>e</sup> (11 rue Louis Blanc)

23 cm X 30 cm, 8 p.

Photos, caricatures.

ACCPCE : 1953 (n° 5 : septembre, 6 : novembre, 7 : décembre), 1954 (n° 8 : janvier - février) : vol. 77/2.

Notice :

Publication éditée vraisemblablement par l'Union des femmes espagnoles - dissoute en 1950- et destinée à mobiliser les femmes et les mères espagnoles contre le pacte militaire américano-espagnol, pour l'indépendance de l'Espagne, la paix et l'amnistie.

## MUJERES ANTIFASCISTAS ESPAÑOLAS

Boletín publicado por Unión de mujeres españolas.

Unión de mujeres españolas.

N° 1 (1er novembre 1946) - n° ? (octobre 1950).

Mensuel.

Interdit par arrêté ministériel du 17 octobre 1950 (*Journal officiel* du 19 octobre 1950, p. 10.791).

Rédaction : Paris 8<sup>e</sup> (21 avenue des Champs-Élysées) puis Paris 4<sup>e</sup> (67 rue des Archives).

Imprimé

Imprimerie SPI, Paris 9<sup>e</sup>.

28,5 X 44,5, 8 p.

Photos, couverture en couleur.

8 F le n°

Continuation de : *Unión de mujeres españolas*.

BN : 1946 - 1947 (n° 1 -15), 1948 (n° 16, 18 - 25), 1949 (n° 26 - 33), 1950 (n° 34 - 37, 39) : Pol. Io. 4868.

CEHI : 1946 (n° 1) : FM 1.

FPI : 1946 - 1948 (n° 1, 12, 16) : p. 2071.

Notice :

Publication de l'Union des femmes espagnoles : elle appelle à la solidarité avec les prisonniers politiques en Espagne (notamment des femmes comme Isabel Sanz Toledano et Soledad Ruiz, condamnées à de lourdes peines de prison), elle présente des figures exemplaires de militantes et elle montre la situation de misère de l'Espagne. *Mujeres antifascistas españolas* donne des informations sur la Fédération démocratique internationale des femmes et publie également des recettes de cuisine, des modèles de tricot, des conseils de beauté, de santé et d'hygiène <sup>13</sup>. Afin d'effectuer un véritable travail de masse, l'UME souhaite attirer les femmes espagnoles qui s'intéressent aux pages de mode, de beauté ou de cuisine et leur faire découvrir aussi la situation de l'Espagne et les activités de l'Union <sup>14</sup>.

L'UME, d'obédience communiste, a pour présidente Dolores Ibaruri, et pour secrétaire générale Irène Falcón, secrétaire de la *Pasionaria* ; le bureau comprend notamment Elisa Uriz, María Casares, Mme Herrera -épouse du général Emilio Herrera- et Rosa Cordon -épouse du général Antonio Cordon <sup>15</sup>.

MUJERES DE ESPAÑA

1956 ?.

Interdit par arrêté ministériel du 29 octobre 1956 (*Journal officiel* du 7 novembre 1956, p. 10.625).

Imprimé.

Imprimerie Richard, Paris 18<sup>e</sup> (24 rue Stephenson).

Non localisé.

Notice :

Publication probable de l'Union des femmes espagnoles, dissoute en 1950.

MUJERES LIBRES

Portavoz de la Federación Mujeres libres de España en exilio.

Federación Mujeres libres de España en exilio.

13. La Fédération démocratique internationale des femmes édite une édition espagnole de son bulletin, intitulé *Mujeres del mundo entero* ; Dolores Ibaruri en est la vice-présidente, Marie-Claude Valliant-Couturier la secrétaire générale. Le secrétariat de la FDIF est à Paris 16<sup>e</sup>, 37 rue de Jouvenet, et la Fédération est membre du Conseil mondial de la Paix.

14. Rosa VILAS, "Informe sobre propaganda y cultura", in *Unión de mujeres antifascistas españolas*, sl, Consejo nacional, 1947, 144 p. (pp 86 - 94).

15. AN, F7 15589.

Espagnol. Français. Anglais.

Novembre 1966 - 1976 ?.

• périodicité irrégulière.

Administration : Londres (90 Bayswater court, 1, St Stephen's Gardens, London W2, chez Tina Mora), Paris 13<sup>e</sup> (23 boulevard de Port - Royal, chez P. Carnicer) et Montady (Hérault) (Villa Sara, Plaine des Astres, chez Sara Guillén <sup>16</sup>).

Comité de rédaction : Suceso Portales, Sara Guillén, Mary Stevenson, Juanita Nadal, Pepita Carnicer, Luz Continente, J. Smythe.

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 32 p.

BDIC : 1976 (n<sup>os</sup> 46, 47) : 4° P 8972.

IFHS : 1968 - 1974 (n<sup>os</sup> 17 - 37, 39) : 14 ASP 1771, 1941.

Notice :

Bulletin publié d'abord à Londres par des femmes libertaires espagnoles réfugiées et quelques Anglaises ; l'administration et la rédaction s'installent ensuite en France, à Paris et, en 1972, à Montady dans l'Hérault. *Mujeres libres* publie des informations sur l'actualité, des textes théoriques de l'anarchisme, des poèmes, des articles historiques... Édité avec peu de moyens, le bulletin contraste par son aspect matériel avec le périodique du même nom -dans la filiation duquel il se situe-, publié pendant la guerre d'Espagne par les femmes de la CNT, sur du papier de qualité avec des photos, de la couleur et de splendides illustrations <sup>17</sup>.

## MUNDO (EL) AL DIA

Cahiers mensuels de culture .

Confederación nacional del trabajo.

Espagnol.

Première série : n° 1 (1948) - n° 50 (15 avril 1952).

Deuxième série : n° 51 (15 mai 1952) - n° 53 (15 juillet 1955). Mensuel.

Rédaction : Toulouse (Editions Universo, 29 rue des Couteliers puis 26 rue des Pollinaires, puis 1 place des Pénitents blancs).

R. Clave, gérant.

Imprimé.

Imprimerie Descoins Frères, Saint Girons puis SGI.

Première série : 13,5 cm X 20,5 cm , 44 à 52 p.

16. Sara BERENQUER [Guillén], "Papel de la mujer libertaria en el exilio", *Coloquio sobre el exilio libertario en Francia a través de su historia (1939-1975)*, Béziers, 23-25 septembre 1993, Valence, Fundación Salvador Seguí, 1993, pp. 10-16.

17. Le bulletin de l'exil est presque entièrement financé par des dons : 925 F.,81 de dons, ce qui est presque le coût du n° 47 de 1976, mais la dette antérieure étant de 1671 F.,88, le bulletin se trouve alors en déficit.

Couverture illustrée, en bichromie.  
Deuxième série : 22 cm X 28 cm, 20 p.  
50 F. le numéro en 1949, 60 F. en 1952.

BDIC : 1949 (n° 21), 1950 (n° 27, 31, 32, 34), 1951 (n° 35 - 38) : O 45199/..  
BN : 1952 (n° 53) : 8° Jo. 11394.  
IFHS : 1948 (n° 3 - 6, 9, 10), 1949 (n° 17, 18, 21), 1950 (n° 23, 25 - 33, 34), 1951 (n° 35 - 46), 1952 (n° 47 - 53) : 14 ASP 424, 1863, 2014, 2017.

Notice :

Brochures publiées mensuellement par les éditions anarchistes Universo, consacrées chaque fois à un thème spécifique : éducation sexuelle (*La educación sexual* par le Dr Augusto Forel, *El sexo, la prostitución y el amor* par Mariano Gallardo, *Libertad sexual de las mujeres* par Julio R. Barcos, *El problema de los sexos* par Federica Montseny, *Las concepciones modernas de la sexualidad ; el sexo y la biología* par le Dr René Allendy, *Las aberraciones sexuales en la Alemania nazi* par Eugén Reljis...), médecine et hygiène (*Divulgaciones científicas : las enfermedades y sus remedios* par le Dr Oscar Lavilleneuve, *La tuberculosis* par le Dr R. Remartínez, *La alimentación humana* par le Dr Lucio Álvarez, *La higiene, la salud y los microbios* par le Dr Isaac Puente...), témoignages historiques (*Cien días de la vida de una mujer*<sup>18</sup> et *Pasión y muerte de los Españoles en Francia*<sup>19</sup> par Federica Montseny ...), évocation de militants (*Figuras de la revolución española : Salvador Seguí, Noy del Sucre de José Viadiu, María Silva, la libertaria* de Federica Montseny...) ou réflexion théorique (*Conflictos entre la religión y la ciencia* de Juan G. Draper, *La evolución de la filosofía en España*<sup>20</sup> de Federico Urales...).

A partir du 15 mai 1952, après le n° 50 du 15 avril 1952, changement de format et de contenu de *Mundo al día* :

Nous prétendons faire de lui un "magazine" dans lequel chaque mois l'on informera sur toutes les nouveautés littéraires, politiques, sociales, survenues dans l'intervalle des trente jours qui séparent un numéro d'un autre... nous ne voulons pas en faire ni un journal ni une revue mais une page amie, au travers de laquelle s'établir le contact spirituel ...

## MUNDO OBRERO

Boletín del Partido comunista de España en Francia. Edición de Marruecos francés.

Partido comunista de España.

Espagnol.

"Prolétaires de tous les pays unissez-vous !"

1945 ? - 1946 ?.

Collaborateurs : Ignacio Gallego, Dolores Ibaruri, Jesús Izcaray, Juan Modesto...

18. *Mundo al día*, n° 21 et 23, 15 novembre 1949 et 15 janvier 1950.

19. *Mundo al día*, n° 29 du 15 mai 1950, n° 31 du 15 septembre 1950, n° 32 du 15 octobre 1950.

20. *Mundo al día*, n° 51 du 17 juillet 1952 et n° 52 du 15 août 1952.

Imprimé.  
38 cm X 56 cm, 4 p.  
Dessins, titre en couleur.  
5 F. le n° en 1946.  
Tirage : 5.000 exemplaires par semaine en 1947<sup>21</sup>.

BDIC : 1946 (n° 6 : 7 avril) (photocopie) : catalogage en cours<sup>22</sup>.

Notice :

Edition de *Mundo obrero*, organe du PCE, pour le Maroc français. Le journal donne des informations sur les manifestations antifranquistes dans l'exil et sur l'Espagne; il indique également les initiatives prises au Maroc.

## MUNDO OBRERO

Première époque : Organo central del Partido comunista de España.  
Deuxième époque : Boletín del Partido comunista de España en Francia. Puis :  
Organo del Partido comunista de España.  
Troisième époque : Organo del CC del PCE.

Partido comunista de España.

Espagnol.

Première époque : 1942 ? - 1944.

Périodicité inconnue.

Deuxième époque : N° 1 (16 février 1946) - n° 238 (7 septembre 1950).

Interdit par arrêté ministériel du 7 septembre 1950 (*Journal officiel* du 9 septembre 1950, p. 9692).

Hebdomadaire.

Troisième époque : 1950 - 1967.

Mensuel.

Première époque : s. l.

Deuxième époque : rédaction et administration : Toulouse (15 boulevard Lascrosses)<sup>23</sup>. Dès juillet 1946<sup>24</sup>, rédaction : Paris 19° (8 avenue Mathurin Moreau) et administration : Paris 2° (15 rue Montmartre). A partir de mai 1947<sup>25</sup> : administration et rédaction : Paris 2° (15 rue Montmartre) ; à partir d'avril 1949<sup>26</sup> : Paris 9° (59 - 61 rue La Fayette).

Directeur-gérant : F. FERNANDEZ LAVIN ; à partir d'août 1949, Raymond POIRault, directeur.

21. Rapport d'Antonio Miño au III<sup>e</sup> Plenum du Comité central du PCE (Montreuil, 19-22 mars 1947), *Nuestra bandera*, n° 16, mars 1947, p. 300.

22. Don de Javier Rubio.

23. Adresse indiquée à partir du 25 avril 1946.

24. *Mundo obrero*, n° 21, 4 juillet 1946.

25. *Mundo obrero*, n° 67, 22 mai 1947.

26. *Mundo obrero*, n° 164, 7 avril 1949.

*Collaborateurs* : Francisco Antón <sup>27</sup>, Manuel Azcárate, Luis Cabo Gloria, Santiago Carrillo<sup>28</sup>, Joan Comorera, Antonio Cordon, Dolores Ibaruri <sup>29</sup>, Jesús Iscaray, Antonio Mije, Juan Modesto, Félix Montiel, Vicente Uribe...<sup>30</sup>

Troisième époque : s.l.

*Collaborateurs* : Francisco Antón, Dolores Ibaruri, Vicente Uribe...

Imprimé.

Première époque : 13,5 cm X 21 cm, 8 p. (juin 1943).

Deuxième époque : Imprimerie de Toulouse non indiquée <sup>31</sup>, puis l'imprimerie SAFII, Paris 2<sup>e</sup> (15 rue Montmartre). En 1949 : Imprimerie Chateaudun, Paris 9<sup>e</sup> (59-61 rue La Fayette).

43 cm X 60 cm ou 40 cm X 70 cm, 4 p., titre en couleur, photos.

4 F. le n° en 1946, 8 F. en 1949.

Tirage : 40.130 exemplaires par semaine en 1947 <sup>32</sup>, 20.000 exemplaires dont 5.000 autorisés en 1948 <sup>33</sup>.

Troisième époque : imprimé sur papier bible, petit format (parfois : 21 cm X 27 cm), 4 à 8 p.

Continuation de : *Unidad y lucha*.

ACCPCE : 1946 - 1950 (n°s 1 - 238).

ADYIG : 1951 (mars, 15 juillet, 1er décembre) : ADHG, 2731/81, 601 W ; 1958 (n° 4 : 31 janvier) : 1896/90, 256 W

BDIC : 1946 - 1947 (n°s 1 - 97), 1948 (3 septembre, supplément au n° 133), 1949 (n°s 151 - 202), 1950 (n°s 203 - 238) : G F<sup>o</sup> P 3749 et Mfm P 27 (pour n°s 1 - 46 de 1946).

BN : Première époque : 1943 (n° extraordinaire de juin) : Rés. G. 1472 (128) (Esp. 3).

Deuxième époque : 1946 - 1950, collection incomplète : Gr. fol. J. 4321.

CEHI : 1946 - 1950 (n°s 1 - n° 238)(manquent quelques n°s) : GM 5

FPI : 1946 - 1950 (n°s 1 - 218, 220 - 238) : p. 2089.

IFHS : 1947 (n°s 75 - 78 - 79, 81, 85, 88 - 92, 95 - 97), 1948 (n°s 101, 102, 105, 108, 121, 132, 133), 1949 (n° 161) : 14 ASP 1951, 2031.

Notice :

*Mundo obrero*, organe du PCE, commence à paraître dans la clandestinité : il est possible que les premiers numéros de *Mundo obrero* aient été - comme *Allianza* des JSU- manuscrits et cela dès 1942 <sup>34</sup>. Un numéro extraordinaire daté de juin 1943 a pu être conservé ; il annonce la dissolution de la III<sup>e</sup> Internationale, analyse les répercussions pour l'Espagne de cet événement et avance la stratégie d'union nationale du PCE ainsi que la création de l'UNE.

---

27. Francisco ANTON SANZ (Málaga, 1902 - Paris, 1975), ancien commissaire général de l'armée républicaine, membre du BP du PCE, émigré en URSS puis en Pologne, proche de la *Pastoraria*.

28. Santiago CARRILLO (né en 1915 à Gijón, Asturies), ancien secrétaire général des jeunesses socialistes et des jeunesses socialistes unifiées en Espagne, il entre au PCE en 1936 ; membre du Comité central du PCE depuis 1937, il sera secrétaire général du parti de 1960 à 1982. Ministre sans portefeuille du gouvernement en exil en 1946-1947, il retourne en Espagne en 1976 et est élu député de Madrid en 1977, 1979 et 1982 ; il est le principal porte-parole de l'eurocommunisme. Autour de divers ouvrages.

29. Voir notice biographique.

30. De nombreux articles ne sont pas signés.

31. En fait, ce sont les presses du *Patriote* et de *La Voix du Midi*, 57 rue Bayard (ADHG, 2692/174, 576 W).

32. Rapport d'Antonio Mije, *arz. cit.* : A. Mije fait état également d'une édition de *Mundo obrero* en Algérie (non localisée par nous) tirant à 9.000 exemplaires par semaine, ce qui fait pour les trois éditions -Algérie, France, Maroc- 54.130 exemplaires de *Mundo obrero* par semaine. Il ajoute qu'en France le n° 57 n°s publiés ont été tirés à 2.322.540 exemplaires et que "[le] parti a fait de *Mundo obrero* le principal périodique politique de la nombreuse émigration espagnole

33. Rapports des Renseignements généraux de 1948 (AN, F7 15589 et ADHG, 1278 W 8).

34. Voir à ce propos : Miguel ANGEL [SANZ], *Los guerrilleros españoles en Francia, 1940-1945*, La Habana, Editorial de ciencias sociales, 1971, p. 56. Aucun exemplaire manuscrit de *Mundo obrero* n'a été retrouvé à ce jour, mais cela peut l'être un jour, comme pour *Allianza*...



*Mundo obrero* réapparaît en 1946 à Toulouse puis à Paris, comme organe officiel du PCE et fait suite à *Unidad y lucha*. Le journal communiste suit régulièrement, au moins jusqu'en 1949, les actions de guérillas menées en Espagne. Interdit en 1950, en même temps que les organisations communistes, *Mundo obrero* continue à paraître clandestinement pendant de nombreuses années<sup>35</sup> : édité sur papier bible, il se présente alors comme étant publié à Madrid ; des réseaux de diffusion existent dans de nombreux départements et il circule en France jusque dans les années soixante<sup>36</sup>.

## M.U.R.

Organo del Movimiento de unidad republicana en Francia y Africa del Norte.

Movimiento de unidad republicana.

Espagnol. Catalan.

N° 1 (août 1946) - 1947 ?.

Mensuel puis irrégulier.

Rédaction : Toulouse (24 rue Louis Doffès).

L. Martin, gérant.

*Collaborateurs* : Joan Aguasca, Corpus Earga, Serafin Marín Cayre, Antonio Porrás, D. Tomás de la Rica, Francisco de Troya, Antonio Velao...

Imprimé.

43 cm X 62 cm, 2 p.

Photos.

5 F le n° en 1946.

FPI : 1946 - 1947 (n°s 1 - 4) : p. 2100

Notice :

Créé en 1945 au moment de l'auto-dissolution de l'UNE, le Mouvement d'unité républicaine, présidé par Serafin Marín Cayre, regroupe d'anciens résistants et a deux filiales régionales, le Bloque republican nazonal galego<sup>37</sup> et la Conjunció republicana resistent de Catalunya<sup>38</sup>. Le MUR prône la formation d'un "bloc antifasciste pour renverser Franco" :

les républicains de la Résistance, ceux du MUR, ont sauvé avec leur décision le nom et l'honneur des vieux partis républicains... Il n'y a pas que les communistes qui soient ennemis de

35. Voir le développement sur l'interdiction des publications communistes.

36. On ne sait pas avec certitude où le journal clandestin est publié : soit à Espagne, soit à Paris - à la Maison des syndicats, boulevard Magenta ou à l'imprimerie du Croissant, celle de *L'Humanité* -, soit même à Prague ou à Bucarest. Toutes les hypothèses sont avancées, mais la plus vraisemblable est peut-être l'origine espagnole (ADHG, 2731/81, 601 Vr).

37. Voir *Galiza*.

38. Voir *Catalunya republicana*. La CRRC succède en fait à l'Alliance de Catalogne.

la réaction... l'anti communisme est un crime..., pour la reconstruction de l'Espagne, il manque un gouvernement d'unité <sup>39</sup>.

Cependant, les républicains et socialistes qui se sont ralliés au MUR, s'en détachent quand son orientation est trop manifestement communiste et certains constituent le mouvement Espagne combattante <sup>40</sup>.

### MURCIELAGO (EL) <sup>41</sup>

Periódico satírico.

Servicio de evacuación de los Republicanos españoles.

"Volara cuando quiera. O cuando pueda".

N° 1 (juillet 1939) - n° 3 ?  
Bimensuel.

Paris ?.

Imprimé.  
20 cm X 26 cm, 2 p.

Est supplément de : *Norte*.

FPI : 1939 (n° 1 - 3) : p. 2102.

Notice :

Il s'agit d'un supplément de *Norte*, la publication du SERE, qui reprend le nom d'un périodique d'opposition de style satirique -mélant diatribe et raillerie-, paru à Madrid au milieu du 19<sup>e</sup> siècle <sup>42</sup> ; *El Murciélago* est également une feuille satirique qui aborde les problèmes espagnols avec humour et ironie.

### MURCIELAGO (EL)

Periódico satírico.

"Volar cuando quiera. O cuando pueda".

N° 1 (1949 ? - ?).

39. Discours de S. Marín Cayre, *M.U.R.*, n° 1, août 1946.

40. Voir *España combatiente*.

41. La Chauve-souris.

42. Un périodique de même nom paraîtra dans la clandestinité en Espagne en 1950 (cf *Sagitario*, année 2, n° 22, 1950, p. 1).

S.I.

Imprimé.  
20 cm X 27 cm, 2 p.

FPI : 1949 (?) (n<sup>os</sup> 1 - 3) : p. 2103.

Notice :

Reprise du bulletin d'avant la Deuxième Guerre mondiale ; son objectif est, dans la même veine satirique, de :  
poursuivre les nombreux insectes qui martyrisent notre peuple. Il ne les dévorera pas. Cela le répugne <sup>43</sup>.

---

43. *El Murciélago*, n<sup>o</sup> 1.



Madre  
 tu llanto es basta  
 No se desahoga a la muerte  
 con lágrimas  
 La paz  
 no se gana  
 doblando la frente  
 ante la amenaza.  
 Ven, adórrate a esta orilla  
 de esperanza.  
 Únete a la muchedumbre  
 que lucha  
 con un respirador de vida en la mirada.  
 Lucha hasta encontrar el alba.  
 Para salvar a tu hijo  
 madre, tu llanto no basta.

Juan REJANO

## LA FUERZA ME HA DADO AL CONGRESO DE LAUSANA!

**O** días tristes, amarga que levo estas horas  
 lo que experimento para mí, sencilla mujer,  
 carente de experiencia de nuestra España, ocu-  
 pado y vendido, donde estamos privados de toda  
 libertad. ¿El llegar al Congreso Mundial de  
 Madres? ¿Cómo experimento mi emoción? No podía  
 hablar lágrimas de alegría y de esperanza res-  
 balaban por mis mejillas al ver miles de mujeres  
 de todas las razas entonces libremente el «llanto»  
 a las Madres, que tan bien expresa las ansias  
 de paz de las mujeres de todo el mundo.

Hemos sufrido, sufrimos tanto las madres espa-  
 ñolas al ver padecer a nuestros hijos bajo el fran-  
 quismo y al saberlos amenazados por una nueva  
 guerra que hubiese querido que todas, que todas  
 las madres españolas, hubiesen podido ver, hablar  
 y abrazar, como yo, a las madres de todo el mun-  
 do, para que se sintieran penetradas, como yo me  
 sentí, de una amárcora plena de optimismo, de  
 gentilidad y confianza.

«Que fuerza me ha dado asistir al Congreso de  
 Lausana, ver en reuniones amplias, comprendo lo  
 que representan las madres del mundo unidas!»

Me ha impresionado conocer un tipo de mujer  
 nueva, segura de sí, serena, sencilla, como Nina

Papava, la representante pacífica, que hablar a  
 mujeres para las cuales lo trágico es ya patril-  
 monio del pasado, mujeres que esperan al hijo  
 sin hombres, las de las democracias populares.  
 Pienso la solidaridad de las madres del mundo  
 para con todos los pueblos que sufren, con nuestro  
 pueblo martirizado.

Se que el ansio común de las madres espa-  
 ñolas es hacer crecer a sus hijos felices, en una  
 España próspera, de paz y libertad. Es que el  
 camino es duro y difícil.

¿Pero no era el Congreso la imagen viva de la  
 «nueva fuerza que las madres unidas representa-  
 mos? ¡No que lo era! Y esa fuerza nosotros tene-  
 mos la poseemos.

En el Congreso ya el mundo se dividía la  
 culpabilidad de todas las madres, madres que  
 tra a su, madres -nos a padecer, para defender la  
 felicidad de sus hijos. ¿No escuchamos en este  
 momento todas las madres españolas? Para con  
 ra nuestra gran fuerza. Que con la de todas las  
 españolas sumemos de la paz venidera.

MOSITA.

España, agosto 1953.

SEPTIEMBRE 1955





Sculpteur : Manuel PEREZ VALIENTE

# MONUMENT DU SOUVENIR DE PRAYOLS

Organe de la Confédération nationale  
de Guérilleros et Résistants Espagnols F.E.I.

2<sup>e</sup> trimestre 1993

I.S.S.N. 0990-82-02

3,00 F - N° 20

20, rue Alfred-Duméril - 31400 TOULOUSE

Directeur: E. VALLS

J.O n° 134 du 6-6-1984

Rédacteur: L. BÈRMEJO

**H**A sido celebrado con dignidad, recogimiento y con el pensamiento puesto en aquellos hombres y mujeres a quienes el homenaje iba dirigido. Es decir los guerrilleros y guerrilleras que dieron su vida por la libertad de la que estábamos privados en Francia y en España.

Sin pompas ni vanos. Sin llamamiento a estamentos oficiales o a organizaciones de resistencia bernanas que, job! no dudamos, hubieran acudido a nuestra llamamiento.

Tampoco hemos querido abusar del espíritu de solidaridad que une a los miembros de la Confederación para que se desplazaran de lugares lejanos.

Y en el minuto de silencio que observamos en recuerdo de nuestros héroes, hemos puesto el pensamiento en todos aquellos que, en el mismo momento, ausentes, se unían a nosotros para honrar a los compañeros de combate desaparecidos.



Ni triunfalistas ni decepcionados. Estamos satisfechos de Prayols 93. Nuestros adherentes y amigos podrán apreciar el acto a través de los reportajes, reseñas y opiniones recogidas. No estimamos necesario añadir nada más.

Muchas gracias a los asistentes.

LA REDACCIÓN.

## Amistad, unidad, tenacidad

El axioma no necesita demostración. Los actos de la Confederación tampoco y la ceremonia en el monumento del Guerrillero en Prayols menos que ninguno.

A lo largo de los años transcurridos desde su inauguración, hemos visto los hombres, los mismos hombres que lo concibieron, lo hicieron erigir y concluyeron la obra con la ayuda de estos magníficos activistas que son los antiguos guerrilleros. Fiel reflejo de unidad, de amistad y de esta tenacidad que sólo poseen las personas de notable personalidad. Este es otro de los axiomas de Prayols.

Algunos se han partido el pecho queriendo negar la verdad que se demuestra por sí misma.

En este Prayols no ha habido movilización organizada. La mayoría de nuestros amigos, gente de alta edad, maltrechos, quebrados, viviendo dentro de dificultades físicas, no están en condiciones de acudir a la llamada de la dirección, como acudieron a aquella, histórica, que culminó con la batalla y la victoria de la libertad.

Y la dirección de nuestra asociación, sabiéndolo, como quien se excusa, de-

lante la imposibilidad de los valientes de asistir, dijo: « Este año, haremos una ceremonia íntima para que vosotros, queridos amigos que no podéis estar con nosotros, sepáis que estaremos allí y que en recuerdo de ellos estaréis en nuestro pensamiento como si estuviésteis presentes ».

El resultado ha sido que los viejos, rejuvenecidos y regocijados, han acudido en número tan importante, con una compostura tan digna y seria que los que nos observan quedaron pasmados de ver la capacidad orgánica de nuestra Confederación, no sólo por la presencia de los adherentes, sino incluso por lo que se dijo y por la manera que se dijo. Podemos decir alto que el discurso de nuestro presidente J. A. Alonso fue un modelo del género que mostró que los guerrilleros se interesan a todos los pro-

blemas de la vida actual aquí y allende los Pirineos.

Creemos que el discurso de Robert, que encontrarán en el interior de este boletín, vale la pena de ser estudiado y propagado. Sabemos que para algunos ha sido un motivo de reflexión.

La ceremonia sencilla pero, job cómo de emocionante! empezó y terminó en el recinto campestre de la estatua del Guerrillero, iluminado por los rayos del astro rey, una vez más aliado de los organizadores.

Del ya célebre Guerrillero de Prayols que tal como fue concebido representa el guardia de la paz, el núcleo de la unidad y este germen generoso que ha creado la amistad entre todos los que lucharon por los ideales más importantes del ser humano: la honra y la libertad.

Fernando PRADAS.

## LAS BORDAS 1993

El domingo 26 de septiembre, a las once de la mañana, tendrá lugar la tradicional ceremonia en recuerdo de los guerrilleros enterrados en el cementerio de Las Bordas. Todos los camaradas son invitados, particularmente los de la Haute-Garonne y Ariège.

# Mujer PATRIOTA

Nº 3

DICIEMBRE 1934

## NAVIDAD

**N**AVIDAD! Antaño, alegre fiesta popular. En torno a una mesa bien puesta se reunía la familia: había risas, canciones, chascarrillos, regocijo de grandes y chicos...

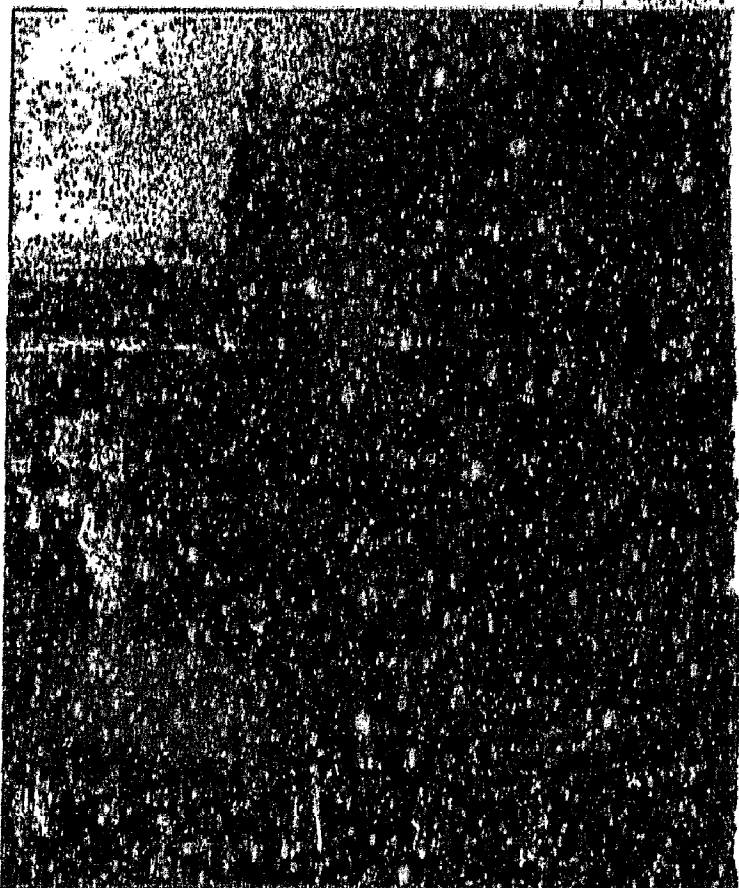
Pero hasta esas humildes satisfacciones nos ha robado el franquismo a las gentes sencillas. En nuestra España vendida al yanqui, Navidad representa el espectro del frío, la diaria tragedia de la escasez, agravada por la exhibición insolente de sus soberbias villas, destinadas a ellos, a los "supersuavos" y cuya edificación consume nuestros hijos.

**Q**UE Navidad será la vuestra, pequeñas albañiles barcelonenses de diez años? ¿Y la vuestra, niños de Madrid que burgais en las bañeras buscando con qué añadir al hambrot? ¿Y la tuya, chiquillo andaluz, con las manos desolladas por los espartos que arrancas de sol a sol para traer unas monedas a tu hogar? ¿Cenarás siquiera ese día?

**(Trágicas Navidades)** Cuando contemplamos a nuestros pequeñuelos dormidos, las madres nos estremecemos angustiadas. Ellos, los polarcillos, juegan con juguetes y golosinas y sonríen. Sonríen porque no saben que el yanqui y sus cómplices franquistas, como una monstruosa araña van tejendo alrededor de los hogares españoles sus hilos de muerte: preparan «depósitos secretos», nidos de bombas atómicas, de hidrógeno, bacteriológicas. «¿Habrán un depósito junto a mi casa? — se pregunta cada madre con terror — ¿ocurrirán mis hijos la muerte de los niños de Hiroshima?»

**M**ADRE, no suspires, no derrames lágrimas inútiles. No estás sola, madre. Busca a otras madres: a otras mujeres, dadas a la lucha impetuosa del pueblo. Cada una de nosotras a solas con su dolor no es más que una pobre mujer desesperada. Pero todas juntas somos la fuerza irresistible, capaz de defender la vida de nuestros hijos, capaz, junto al pueblo, de hacer saltar hecho añicos ese régimen odioso, esa guerra, de miseria y de terror.

Rosita Gómez



**A** la memoria de Rosa Torres, en el día de la muerte de Juan March, tras haber leído su libro de poemas antes que llegase a la guerra.

Si se cantara el poeta, nuestro poeta Antonio Machado, más y hermosa tierra de Valencia, vergel de España, hoy pisoteada por el yanqui que te acosa y prepara tu muerte. Pero tus hijos, Valencia, los hijos de toda España, valen por tu muerte. Serán bella y libre de nuevo, la fragancia de tus rosas, de los naranjos en flor, la belleza de tus filas torres, serán naceros, de España, porque sabremos arrancarla de las garras del lavador y del que ha vendido la patria.





# Mundo Obrero

BOLETIN DEL PARTIDO COMUNISTA DE ESPAÑA

¡REVOLUCIONARIOS DE TODOS LOS PAISES, UNOS!

Nota de la Redacción

A TODOS LOS COMunistas

Con motivo del 14 de Abril, se celebrará el aniversario del nacimiento de José Díaz. Todos los comunistas deberán hacer un homenaje a este gran revolucionario y patriota.

Edición de Marruecos Febrero

7 de Abril de 1946 - Núm. 6

Francisco S. Frutos

## JOSE DIAZ PATRIOTA Y REVOLUCIONARIO

por Dolores MARRUFI

El nacimiento de José Díaz, el 14 de Abril de 1892, en el pueblo de Alcañices (Zamora), es un hecho que ha marcado profundamente la historia del movimiento obrero y revolucionario en España.

El nacimiento de José Díaz, el 14 de Abril de 1892, en el pueblo de Alcañices (Zamora), es un hecho que ha marcado profundamente la historia del movimiento obrero y revolucionario en España.

El nacimiento de José Díaz, el 14 de Abril de 1892, en el pueblo de Alcañices (Zamora), es un hecho que ha marcado profundamente la historia del movimiento obrero y revolucionario en España.

El nacimiento de José Díaz, el 14 de Abril de 1892, en el pueblo de Alcañices (Zamora), es un hecho que ha marcado profundamente la historia del movimiento obrero y revolucionario en España.



El nacimiento de José Díaz, el 14 de Abril de 1892, en el pueblo de Alcañices (Zamora), es un hecho que ha marcado profundamente la historia del movimiento obrero y revolucionario en España.

El nacimiento de José Díaz, el 14 de Abril de 1892, en el pueblo de Alcañices (Zamora), es un hecho que ha marcado profundamente la historia del movimiento obrero y revolucionario en España.

El nacimiento de José Díaz, el 14 de Abril de 1892, en el pueblo de Alcañices (Zamora), es un hecho que ha marcado profundamente la historia del movimiento obrero y revolucionario en España.

El nacimiento de José Díaz, el 14 de Abril de 1892, en el pueblo de Alcañices (Zamora), es un hecho que ha marcado profundamente la historia del movimiento obrero y revolucionario en España.

El nacimiento de José Díaz, el 14 de Abril de 1892, en el pueblo de Alcañices (Zamora), es un hecho que ha marcado profundamente la historia del movimiento obrero y revolucionario en España.

El nacimiento de José Díaz, el 14 de Abril de 1892, en el pueblo de Alcañices (Zamora), es un hecho que ha marcado profundamente la historia del movimiento obrero y revolucionario en España.

El nacimiento de José Díaz, el 14 de Abril de 1892, en el pueblo de Alcañices (Zamora), es un hecho que ha marcado profundamente la historia del movimiento obrero y revolucionario en España.

El nacimiento de José Díaz, el 14 de Abril de 1892, en el pueblo de Alcañices (Zamora), es un hecho que ha marcado profundamente la historia del movimiento obrero y revolucionario en España.

### Donde está el deber de los millares patriotas Junto al pueblo, contra Franco y Falange

### El Partido Comunista de España forma parte del Gobierno Giral

El deber de los patriotas es estar junto al pueblo, contra Franco y Falange.

El deber de los patriotas es estar junto al pueblo, contra Franco y Falange.

El deber de los patriotas es estar junto al pueblo, contra Franco y Falange.

El deber de los patriotas es estar junto al pueblo, contra Franco y Falange.

El deber de los patriotas es estar junto al pueblo, contra Franco y Falange.

El deber de los patriotas es estar junto al pueblo, contra Franco y Falange.

El deber de los patriotas es estar junto al pueblo, contra Franco y Falange.

El deber de los patriotas es estar junto al pueblo, contra Franco y Falange.

El deber de los patriotas es estar junto al pueblo, contra Franco y Falange.

El deber de los patriotas es estar junto al pueblo, contra Franco y Falange.

El deber de los patriotas es estar junto al pueblo, contra Franco y Falange.

El deber de los patriotas es estar junto al pueblo, contra Franco y Falange.

El deber de los patriotas es estar junto al pueblo, contra Franco y Falange.

El deber de los patriotas es estar junto al pueblo, contra Franco y Falange.

El deber de los patriotas es estar junto al pueblo, contra Franco y Falange.

El deber de los patriotas es estar junto al pueblo, contra Franco y Falange.



## NERVIO

### Boletín estrictamente interior.

N° 1 (avril 1964) - 1965 ?.

Paris 18° (30 rue Gabrielle).

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 26 p.

CEHI : 1964 - 1965 (n° 1 - 3) : N 4.

Notice :

Bulletin intérieur de réflexion et d'analyse édité par les anarchistes du  
Groupe *Nervio*.

## NERVIO

### Portavoz de la Regional Andalucía - Extremadura.

Espagnol.

N° 1 (juin 1958) - 19 (janvier 1960).

Mensuel.

Interdit par arrêté ministériel du 21 décembre 1959 (*Journal officiel* du 1er janvier 1960, p. 5).

Correspondance : Paris, 30 rue Bisson ; administration : Paris 19° (Enrique Ordoño : 73 rue de Flandres).

Francisco OLAYA MORALES, directeur (indiqué par erreur : F. Olaya Martínez dans le premier numéro). R. Fauchois, gérant, Paris (39 rue de la Tour d'Auvergne).

*Collaborateurs* : Enrique Ordoño, Pérez Guzman...

Imprimé.

Imprimerie La Ruche ouvrière, Paris 3° puis Imprimerie des Gondoles, Choisy le Roi 1.

28 cm X 44,5 cm, 4 p. (n° 1) puis 32,5 cm X 50cm, 4 p.

Photos.

Devenu: *El Rebelde*.

BDIC : 1958 - 1960 (n° 1 - 19) : microfilm en cours de catalogage 1.

BN : 1958 - 1960 (n° 1 - 19) : Gr. fol. Jo. 7817.

CEHI : 1958 (n° 1 - 19) : FN 3.

LFHS : 1958 (n° 4 - 6), 1959 (n° 7 - 18), 1960 (n° 19) : 14 ASP 1631.

1. Malgré les rapports tendus avec le Comité national de la CNT, *Nervio* a dû quitter l'imprimerie de La Ruche ouvrière pour se faire imprimer aux Gondoles (à partir du n° 7 de janvier 1959), afin de faire travailler l'imprimerie de l'organisation et ne pas marquer davantage de particularisme.

2. Collection prêtée pour reproduction par Francisco Olaya Morales.

## Notice :

*Nervio* a été créé par des militants de la CNT en désaccord avec la stratégie mise en oeuvre par le Comité national de la CNT ; celui-ci avait donné la priorité au renforcement de l'organisation en Espagne et à la formation de nouveaux cadres, considérés comme des préalables nécessaires à tout affrontement direct avec le franquisme. Après quelques années d'application de cette stratégie, des militants, dont Francisco Olaya, s'aperçoivent qu'elle n'a pas porté les fruits escomptés<sup>3</sup> : il n'y a pas eu, en Espagne, reconstitution d'un Comité national de la CNT comme les dirigeants de la CNT en exil le prétendaient. Aussi, décident-ils de créer *Nervio*. Dix-neuf numéros paraissent jusqu'à ce qu'une interdiction soit prononcée, à la demande expresse de l'Espagne.

*Nervio* est l'expression concluante que les vaincus d'hier seront les vainqueurs de demain... *Nervio* sera le journal condamateur de tout compromis, ou des arrangements de toutes sortes effectués sur le dos du peuple, afin de perpétuer le régime d'ignominie et de privilèges... *Nervio* est un périodique dans lequel ni les collaborateurs, ni la rédaction ni l'administration ne touchent la plus petite somme pour leur travail. Une bonne partie des exemplaires imprimés est destinée à faciliter le travail de propagande des camarades de l'intérieur...<sup>4</sup>.

*Nervio* pense qu'il faut accélérer le processus de décomposition du franquisme et aider au maximum les opposants de l'intérieur ; comme organe des militants CNT d'Andalousie et Estrémadure il suit avec une attention particulière la situation dans ces régions (conditions de vie, mouvements et luttes divers...), en liaison avec le Comité régional de l'intérieur<sup>5</sup>. Le journal publie également des articles sur l'histoire de l'Andalousie et de l'Estrémadure et sur l'anarcho-syndicalisme andalou (évoquant de militants tombés au nom de leurs idéaux sociaux<sup>6</sup>, événements de Casas Viejas<sup>7</sup>...).

## NERVIO

Editado por la F.I.J.L. en Africa del Norte, destinado a las J.J.L.L. del interior.

Federación ibérica de las juventudes libertarias.

Español.

Nº 1 (janvier 1947) - ?.  
Périodicité inconnue.

Alger ?.

Imprimé.  
13,5 cm X 21 cm, 4 p.

<sup>3</sup> En accord avec Francisco Olaya, 28 décembre 1990.

<sup>4</sup> n° 1, juin 1958.

<sup>5</sup> qui prend d'ailleurs un titre précis, elle s'appelle d'abord "De nuestros corresponsales en el interior" ... évadés de la censura".

<sup>6</sup> Dans chaque numéro un militant de la CNT d'Andalousie ou d'Estrémadure est mis à l'honneur dans une rubrique qui s'appelle très vite "Hombres de la CNT" : militants connus : moins connus comme Bernabé López Calles, Miguel Martos Cobos, Manuel Corona Gil, Jesús Vasquez, Manu Soto, Manuel Perdigonas...

<sup>7</sup> *Nervio*, n° 7 de janvier 1959 et n° 8 de février 1959.

IFHS : 1947 (n° 1) : 14 ASP 2055.

**Notice :**

Exemple d'un bulletin de l'exil ouvertement destiné à l'intérieur ; de petit format, sur papier bible, il est édité par les jeunesses libertaires du Maroc et d'Algérie, qui se disent

dans un éloignement forcé mais temporaire -malgré tout et tous- du théâtre de lutte, ... dans les rangs disposés en seconde ligne des barricades.

**NEWS FROM SPAIN**

Spanish Socialist Labour Party. Information and documentation office. Puis : News bulletin published by the Executive Committee of the Spanish Socialist Labour Party.

Partido socialista obrero español.

Anglais.

1956 ? - 1970 ?.

Mensuel.

Rédaction : Toulouse (69 rue du Taur).  
Salvador MARTINEZ DASI, directeur.

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 14 et 16 p.

FPI : 1958 - 1964 (nos 25, 26, 70, 73 - 75, 77), 1969 (supplément 2), 1970 (n° 4) : p. 2126.

**Notice :**

Bulletin du PSOE édité en anglais afin de donner des informations sur l'Espagne, dans les domaines politique, économique et social et sur la répression. Bulletin rédigé, comme sa version française *Nouvelles d'Espagne*, par la Commission exécutive du PSOE, et distribué gratuitement aux organisations politiques, syndicales et culturelles internationales, ainsi qu'à des personnalités de toutes tendances.

**NIÑOS ESPAÑOLES**

Periódico semanal para los niños españoles refugiados.

Espagnol.

N° 1 (mai 1939) - n° 5 (22 juillet 1939) ?.

Hebdomadaire.

Rédaction et imprimerie : Ecole Freinet, Vence.  
Imprimeur - gérant : Célestin Freinet.

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 8 p.

Dessins.

"N'est pas mis en vente. Ne vit que de souscriptions. Est offert aux réfugiés".

BN : 1939 (n<sup>os</sup> 1 - 5) : 4<sup>o</sup> Jo. 3948.

Notice :

Exemple de journal scolaire réalisé dans le cadre de la pédagogie Freinet : il s'agit d'un bulletin rédigé par et pour les enfants espagnols réfugiés de l'école Freinet de Vence. Il comporte des textes sur la solidarité, la vie en Espagne avant et maintenant, des évocations de la guerre et de l'exil, de la correspondance d'autres colonies d'enfants réfugiés, des contes, des devinettes, des chansons...

## NORTE

Revista ibero-americana.

Servicio de evacuación de los Republicanos españoles.

N<sup>o</sup> 1 (juillet 1939) - n<sup>o</sup> 6 (octobre 1939 - janvier 1940).  
Bimensuel.

Administration : Paris (14 rue Bellevue).

Marcel Chartrain, gérant.

*Collaborateurs* : Miguel de Amilibia, Louis de Brouckère, Manuel Cordero, Toribio Echeverría, Ramón González Peña, Fermín Mendieta, Gabriel Morón, Julián Zugazagoitia ...

Imprimé.

Imprimerie SFIE.

21 cm X 26,5 cm ou 23,5 cm X 31 cm, 18 p.

Abonnement trimestriel : 12 F. (France), 18 F. (Amérique). 2 F. le n<sup>o</sup>.

A pour supplément : *El Murciélago*.

FPI : 1939 - 1940 (n<sup>os</sup> 1 - 6, et supplément 4) . p. 2137.

IISG : 1939 (n<sup>os</sup> 3, 6) : Sp. Paris. Red dot. Diversen.

Notice :

Organe du SERE, créé en mars 1939 sous l'égide de Juan Negrín, *Norte* reflète les divisions au sein du PSOE, par ses appels à la discipline et à l'unité ; il évoque la "crise de direction" et le "phénomène de dislocation" qui affectent le parti \* :

---

8. Article de Gabriel Morón, *Norte*, n<sup>o</sup> 3, août 1939.

Tout le temps et toutes les énergies que perdent les Espagnols à discuter entre eux sont volés à la discussion contre l'ennemi. Nous sommes en France pour aider nos compatriotes, non pour faire de la politique et encore moins de la basse politique... "Sans discipline il n'y a pas de victoire", écrivait le PSOE sur ses affiches de guerre. Sans discipline il n'y a pas de parti, doit être son mot d'ordre et son signe dans l'exil. L'indiscipline n'est pas permise, ni l'ignorance, et encore moins à ceux qui aspirent à être des guides ?.

*Norte* attaque Indalecio Prieto, accusé de s'être montré méprisant pour la solidarité internationale. En octobre 1939, *Norte* affirme sa solidarité avec les démocraties.

## NOTAS

### Secretariado feminino del Partido socialista obrero español.

Partido socialista obrero español.

N° 1 (août 1965) - 1970 ?.

Rédaction : Paris 15<sup>e</sup> (31 rue du général Beuret).  
Carmen GARCIA BLOISE et María Teresa ORTIZ, directeurs.

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 16 à 34 p.  
Dessins.

FPI : 1965 (n° 1 et n° sans date), 1967 (n° d'avril, juillet), 1968 (n° 1, 2, juillet/septembre, octobre/décembre), 1969 (n° de juillet), 1970 (n° de janvier, août) : p. 2147.

Notice :

Bulletin du secrétariat "femmes" du PSOE qui tient à affirmer :

Notre présence n'est pas symbolique, c'est une réalité, et une occasion pour vous dire les problèmes que nous avons dans le monde socialiste.

Le secrétariat "femmes" du PSOE justifie l'existence des groupes de femmes. loin des suffragettes d'antan, par le fait qu'il est ainsi plus facile d'approcher les autres femmes, et qu'elles se sentent entre elles "en sécurité et en confiance" pour pouvoir s'exprimer.

Le bulletin donne des compte rendus de réunions (femmes socialistes norvégiennes...), des informations sur les femmes socialistes en lutte en Espagne ; il évoque des figures féminines importantes (Marie Curie, Rosa Luxembourg...), il analyse les relations de la femme et du travail salarié (donnant des échos d'une conférence de la CISL sur ce thème) et il prépare les congrès du PSOE <sup>10</sup>.

9. *Norte*, n° 3, août 1939.

10. Ainsi, le n° d'août 1970 consacré au XI<sup>e</sup> congrès du PSOE.

**NOTAS INFORMATIVAS DEL MINISTERIO DE PROPAGANDA DE LA  
REPUBLICA ESPAÑOLA**

Jusqu'au n° du 14 janvier 1948 le titre n'apparaît pas. Pour les premiers numéros, voir: *Ministerio de información, prensa y propaganda, Secretaría general de información.*

Gouvernement républicain.

1947 ? - 1949 ?.  
Hebdomadaire.

Rédaction : Paris 16<sup>e</sup> (35 avenue Foch).

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm. 4 à 12 p.

A pour supplément : *Notices informatives* (édition française).

BN : 1948 (n° 4 - 9), 1949 (juin - septembre, novembre) : 4° Jo. 6573.  
CEHI : 1947 - 1949 (93 numéros) : N 13.

Notice :

Bulletin édité par les services du gouvernement républicain, afin de donner de courtes notes d'informations sur l'Espagne et l'activité des institutions en exil.

**NOTICES INFORMATIVES**

**République espagnole. Services d'informations et de propagande.**

Gouvernement républicain.

1947 ? - 1948 ?.

Français.

BDIC : 1947 (5 n° de novembre, 3 de décembre), 1948 (6 janvier, 16 mars) : 4° P 848 Rés.

Notice :

Bulletin d'information édité en français par le gouvernement républicain.

**NOUVEAU (LE) SOCIALISTE**

Partido socialista obrero español (sector histórico).

Espagnol. Français.



N° 1 (26 octobre 1972) - n° 105 (15 novembre 1976).  
Hebdomadaire puis bimensuel.

Rédaction et administration : Toulouse (12 rue Tolosane) jusqu'au n° 58 du 15 septembre 1974 puis : Toulouse (73 rue Bayard).

Directeurs : Jacques CASSAN jusqu'au n° 53 du 31 mai 1974, Maurice DEIXONNE jusqu'au n° 59 du 30 septembre 1974 et Lucien BRUN.

José Martínez de Velasco, administrateur, puis José Torrente (à partir du n° 25 du 19 avril 1973).

Correspondance à : Ildefonso Torregrosa, Toulouse.

Collaborateurs : Rocha Alba, César Barona, Antonio Escribano, Claude Fuzier, Rodolfo Llopis, Manuel Muñio, Mariano Rojo, Andrés Saborit, J. Vila Cuenca...

Imprimé.

Imprimerie SGI, Toulouse.

30 cm X 45 cm, 4 p.

Titre en rouge, dessins, photos.

1 F le n° en 1972, abonnement annuel : 50 F.

FPI : 1972 - 1976 (n° 1 - 105) : p. 2185.

Notice :

Publication éditée par le secteur "historique" du PSOE, conduit par Rodolfo Llopis, à la suite de la scission effectuée en 1972 : le 12<sup>e</sup> congrès en exil du PSOE, convoqué par la majorité de la Commission exécutive du parti (tous les représentants de l'intérieur et une partie de ceux de l'extérieur), se passe sans son secrétaire général, Rodolfo Llopis, qui n'y assiste pas et convoque un autre congrès quelques mois plus tard. Début 1974, l'Internationale socialiste reconnaît la légitimité du premier congrès, et en octobre de la même année Felipe González, le chef de file des "renovateurs", est élu au congrès de Furesnes premier secrétaire du PSOE.

*Le Nouveau Socialiste* est rédigé par une grande partie de l'équipe responsable, jusqu'au 13 juillet 1972, du *Socialiste* et il entend défendre le "patrimoine spirituel" du PSOE, mis en danger selon lui depuis le congrès de 1970 et l'arrivée aux postes de direction du parti en Espagne

d'éléments novices et, qui plus est, en ce qui concerne plusieurs d'entre eux, de comportement passablement équivoque<sup>11</sup>.

La fraction historique s'organise dans divers départements français et à l'étranger (Allemagne, Amérique du Nord et du Sud, Suisse, Grande-Bretagne, Algérie, Maroc ...). *Le Nouveau Socialiste* a comme rubriques régulières : "P.S.O.E.", "Observatoire", "Humour et politique", "Presse d'Espagne".

## NOUVELLE (LA) ESPAGNE

Boletín de información. Puis : Bulletin d'information (du n° 2 au n° 18 du 6 juil. 1946). Puis : Hebdomadaire d'information républicaine (du n° 19 au n° 32 du 12 septembre 1946). Puis, à partir du n° 33 : Hebdomadaire d'information.

Gouvernement républicain.

11. *Le Nouveau Socialiste*, n° 1, 26 octobre 1972.

Espagnol. Français.

N° 1 (20 décembre 1945) - n° 56 (1er mars 1947).  
Bimensuel puis hebdomadaire.

Rédaction et administration : Paris 1<sup>er</sup> (10 rue des Pyramides), puis, à partir du n° 31 (5 septembre 1946) : Paris 16<sup>e</sup> (35 avenue Foch) <sup>12</sup>.

César ALVAJAR, directeur (indiqué à partir du n° 28 du 15 août 1946). José Rodriguez García, administrateur (indiqué dans le n° 5 du 11 février 1946), puis L. Marcel Cover, gérant.  
Collaborateurs : Alfonso Ayensa, José Ballester-Gozalvo, Juan Bernat, Xavier Gambus, Pablo Gardeny, Rafael Sánchez Guerra, Manuel Torres Campaña ...

Imprimé.

Imprimerie Soler, Aulnay-sous-Bois, puis Imprimerie SPI, Paris 9<sup>e</sup>.

43 cm X 56 cm. 4 p., parfois 6 p.

Photos, caricatures.

4 F. le numéro en 1945, 5 F. en 1947.

Devenu: *Boletín de información del Gobierno de la República española*.

BDIC : 1945 - 1947 (n°s 1 - 56) : G F° p 3383.

BN : 1945 - 1947 (n°s 1 - 56) : Gr. fol. Jo. 6330.

FPI : 1945 - 1947 (n°s 1 - 56) : p. 2189.

IFHS : 1945 - 1946 (n°s 1, 2) : 14 ASP 1954.

Notice :

Publication officielle du gouvernement républicain, *La Nouvelle Espagne* se veut organe d'information de la vie espagnole en exil -exil extérieur et exil "à-bas, à l'intérieur".

*La Nouvelle Espagne* publie dans ses premiers numéros les déclarations du gouvernement encore installé à Mexico ; l'arrivée de José Giral à Paris est célébrée en février 1946 <sup>13</sup>, ainsi que celle des différents ministres et des présidents des gouvernements basque et catalan. *La Nouvelle Espagne* porte à la connaissance des exilés un certain nombre de textes officiels de la *Gaceta oficial de la República española*, éditée à Mexico puis à Paris. Plusieurs numéros exposent l'organisation du gouvernement ainsi que les objectifs des différents ministères. Cet ensemble de textes et articles donnent à la publication un caractère officiel destiné à marquer la continuité institutionnelle maintenue par le gouvernement en exil.

*La Nouvelle Espagne* suit régulièrement les débats relatifs à l'Espagne qui ont lieu dans divers Parlements européens (français, anglais et belge particulièrement), ainsi qu'à l'ONU et fait une revue de presse des publications internationales. Une rubrique intitulée "Nos amis" met à l'honneur des parlementaires qui soutiennent la cause républicaine, comme Emmanuel d'Astier de la Vigerie ou Gilbert de Chambrun. Des rubriques régulières intitulées "Le paradis franquiste", "De la presse clandestine d'Espagne" et "Chronique d'Espagne" donnent des nouvelles de "l'intérieur", avant que ne s'installent les deux rubriques qui vont absorber la quasi totalité du journal pendant la plus grande partie de son existence : "Nouvelles et commentaires sur l'Espagne" et "Chroniques, reportages, critique". Les commémorations des dates historiques

12. Lors du déménagement avenue Foch, Santiago Carrillo qui n'a pas de fonction définie au gouvernement, semble avoir été chargé du journal avec Marcel Azcárate, membre du Comité central des JSUE ; le journal, dépendait exclusivement jusqu'ici de Manuel Torres Campaña, ministre de l'Intérieur du gouvernement Giral, appartenant à l'UR (AMAE, Europe 1944-60, sous-série Espagne, vol. 39, pp 304-305).

13. *La Nouvelle Espagne*, n° 5, 11 février 1946.

importantes pour les républicains occupent encore plus de place que dans le restant de la presse de l'exil.

## NOUVELLES D'ESPAGNE

Bureau d'information et documentation du Parti socialiste ouvrier espagnol.  
Puis : Bulletin de la Commission exécutive du Parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.).

Partido socialista obrero español.

N° 1 (novembre 1955) - 1969 ?.  
Mensuel.

Rédaction : Toulouse (69 rue du Taur).  
Salvador MARTINEZ DASI, directeur.

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 8 à 16 p.  
Tirage : 500 exemplaires par mois (adressés gratuitement).

BN : 4° Jo. 11581.  
CEHI : 1955 - 1969 (n° 1 - 136) : N 10.  
FPI : 1955 - 1969 (n° 1, 3, 8, 11, 26 - 29, 31, 35, 55, 61 - 63, 66, 75 - 77, 79, 80, 83 - 92, 94 - 97, 99, 102, 103, 115, 119, 120, 137 et suppléments I, IV, V, X) : p. 2192.

Notice :

Version française de *News from Spain* publiée par le PSOE et même type de diffusion.

## NOUVELLES D'ESPAGNE

Informations réunies et présentées par les Comités France - Espagne.

Comités France - Espagne.

Français.

N° 1 (1 août 1945) - ?.

Rédaction : Paris 1<sup>er</sup> (17 rue du Louvre), et Toulouse (Chambre de commerce).  
Collaborateur : Jean Cassou <sup>14</sup>...

---

14. Commissaire de la République, Compagnon de l'Ordre de la Libération, Jean CASSOU est président du Comité national France-Espagne.

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 5 p.

CEHI : 1945 (n° 1) : N 20.

Notice :

Sous le titre "Ces informations sont inédites", le premier numéro comporte un avant-propos de Jean Cassou expliquant l'objet du bulletin :

Le public français est peu informé de ce qui se passe actuellement en Espagne. Notre presse ne peut guère disposer que des informations tendancieuses données par les agences et les services franquistes dont les méthodes demeurent fidèles aux préceptes de Goebbels. Or, rien ne saurait plus vivement toucher l'opinion française que la vérité sur l'état actuel de l'Espagne et les événements qui s'y déroulent, avant-coureurs d'un bouleversement que nous attendons avec autant d'intérêt et d'impatience que le peuple espagnol lui-même... La vérité est en marche. Elle précède et annonce la liberté.

*Nouvelles d'Espagne* publie des informations sur les difficultés économiques de l'Espagne, les revendications ouvrières et l'activité des maquis antifranquistes.

## NOUVELLES DE LA CATALOGNE

Bulletin édité par le **Moviment socialista de Catalunya**, puis : **Bulletin catalan d'information** édité par le **Moviment socialista de Catalunya**.

Moviment socialista de Catalunya

"Federació, democràcia, socialisme".

Français.

1951 ? - 1952 ?.

Rédaction : Paris 8<sup>e</sup> (Josep Pallach, 26 rue de Constantinople).

Administration : Paris 16<sup>e</sup> (Antoni Iborra, 18 rue Bassano).

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 4 à 8 p.

Est supplément de : *Endavant*.

CEHI : 1951 (décembre), 1952 (janvier) et numéros sans date : N 5.

Notice :

Bulletin éphémère édité en français par le **Mouvement socialiste de Catalogne** pour apporter une contre-information sur la Catalogne.

## NOVAGALICIA

Revista de cultura y política.

Espagnol. Galicien.

N° 1 (octobre 1966) - ?.  
Trimestriel.

Rédaction : Bagnolet (François ISAAC, directeur : 82 rue Anatole France)<sup>15</sup>.  
Collaborateurs : Jesús Alonso Montero, Santiago Alvarez<sup>16</sup>, Celso Emilio Ferreiro, Antonio Soureiro, Antonio Vila...

Imprimé.  
Imprimerie Hermel, Paris 18<sup>e</sup> (49 rue Hermel), puis Publi-Lino, Paris 10<sup>e</sup> (72 rue du Château d'Eau).

13,5 cm X 21,5 cm, 66 à 110 p.

Dessins.

2,50 F. le n°.

Tirage : 1.250 exemplaires pour le n° 1, 3.000 pour le n° 2, 1.500 pour le n° 3<sup>17</sup>.

FPI : 1966 - 1969 (n° 1 - 5, 12) : p. 2201.

Notice :

L'objectif de *Novagalicia* est d'aborder, à l'aide de la méthode marxiste d'analyse, les problèmes de la Galice sous le triple aspect politique, social et culturel. Proche du PCE<sup>18</sup>, *Novagalicia* étudie tout ce qui constitue la personnalité nationale de la Galice (histoire, langue, culture) et porte une attention spéciale aux problèmes de la classe ouvrière, doublement exploitée selon la revue, et à ceux des paysans, des pêcheurs, des marins, des femmes, des jeunes et des émigrés<sup>19</sup>.

## NOVELA (La) ESPAÑOLA

Revue bimensuelle. Revue littéraire bimensuelle. Puis : Revue littéraire mensuelle.

"Una fe con obras".

Espagnol.

1947 (?) - ?

Mensuel ("chaque premier du mois"), puis bimensuelle.

15. L'activité du PCE étant interdite depuis 1950, François Isaac, probablement militant communiste français, sert de prête-nom ; né en 1899, retraité de la RATP.

16. Santiago ALVAREZ, retourné clandestinement en Espagne a été arrêté et condamné à une longue peine de prison et mis en liberté dans les années cinquante, il peut émigrer au Mexique ; il deviendra en 1963, lors de sa création, secrétaire général du PC de Galice.

17. AN, INF 937.

18. L'un des collaborateurs est Santiago Alvarez et les livres conseillés sont ceux d'Enrique Lister, Santiago Carrillo ou Dolores Ibarruri. Par ailleurs, le n° 5 du 3<sup>e</sup> trimestre 1967, consacré en grande partie à la Révolution d'octobre, publie des documents des Commissions ouvrières et une déclaration des comités du PC de Galice.

19. *Novagalicia*, n° 1, octobre 1966.

Rédaction : Toulouse, 10 rue de Langue-d'oc puis 17 rue Dieu.

A. FERNANDEZ ESCOBES, directeur.

*Collaborateurs* : Mario Aguilar, Victor Alba, Domènec de Bellmunt, Juan B. Bergua, Alfonso Camín, Lluís Capdevila, Alejandro Casona, Mercedes Comaposada, F. Contreras Pazo, Ezequiel Endériz, Antonio Espina, Angel Ferrán, J. Garcia Pradas, Ramón J. Sender, Roberto Madrid, D. Félix Marif Ibañez, Alvaro de Orriols, José María Puyol, Mateo Santos, Arturo Serrano Plaça, Eduardo Zamacois.

Imprimé.

Imprimerie Portes & San José. Toulouse, 41 route d'Agde.

12 cm X 15,5 cm. 34 p.

Dessins (dessinateur : Antonio Argüello).

25 puis 50 F.

Collection particulière : Antonio Soriano, Paris.

Notice :

Apparue en 1947 à Toulouse, en hommage à Cervantes <sup>20</sup>, *La Novela española* est une publication originale, de petit format, peu chère. Comme elle l'indique elle-même dans sa présentation

Les plus célèbres auteurs espagnols ont de *La Novela española* une collection de haute valeur littéraire pour tous... [ce n'est pas] une publication de parti mais une revue culturelle.

*La Novela española* publie des textes d'auteurs espagnols classiques ou déjà consacrés, de Lope de Vega à Antonio Machado, mettant ainsi à la portée de tous les réfugiés des textes littéraires de valeur -ou du moins de larges extraits significatifs- dans ce qui pourrait être, avant la lettre, une "édition de poche". Elle publie également une série de courts récits originaux écrits par ses collaborateurs habituels ou occasionnels.

## NOVELA IDEAL

Français.

1955 - 1957 ?.

Mensuel.

Toulouse (4, rue de Belfort).

Imprimé.

32 p.

50 F. en 1955.

Non localisée.

Notice :

Publication dans la tradition espagnole de la nouvelle, éditée en français sous les auspices du Secrétariat intercontinental de la CNT : elle reprend le nom d'une

---

20. Avec la publication, pour le IV<sup>ème</sup> centenaire de sa naissance, de *Rinconete y Cortadillo*.

revue publiée en Espagne à partir de 1925 par Federico Urales, le père de Federica Montseny <sup>21</sup>. La *Novela ideal* de l'exil est davantage une collection qu'une revue ; il en a paru plus de vingt livraisons, essentiellement des narrations romanesques

des auteurs d'avant-garde les plus connus qui contribuèrent tant en Espagne à éveiller des idées neuves et de progrès social dans la jeunesse <sup>22</sup>.

Le premier numéro publie *Mon ami Jules* d'Adrián del Valle et dans les livraisons suivantes doivent apparaître des textes de Georges Arnaud, Albert Camus, Jean Martin... Un certain nombre de ces romans sont destinés plus particulièrement à la jeunesse, comme *Ambe* ou *Histoire d'un jour gris* de Vida Esgleas-Montseny <sup>23</sup>.

## NUESTRA BANDERA

Revista mensual de orientación política, económica y cultural <sup>24</sup>, puis, à partir du n° 6 (avril-mai 1946) : Revista mensual de orientación política, económica y cultural editada por el Partido comunista de España. Puis, à partir du n° 1 de novembre 1949 : Revista de educación ideológica del Partido comunista de España.

Partido comunista de España.

"Bajo las banderas de Marx, Engels, Lénine et Staline" <sup>25</sup>.  
Espagnol.

Première époque : n° 1 (janvier 1945) - n° 31 (novembre-décembre 1948).

Deuxième époque : n° 1 (novembre 1949) - 6 (mai-juin 1950).

Mensuel.

Interdit par arrêté ministériel du 26 août 1950 (*Journal officiel* du 1er septembre 1950, p. 9415) <sup>26</sup>.

Première époque : administration : Toulouse (8 rue Lakanal : Jaime Nebot) <sup>27</sup>, puis à partir du n° 26 (avril 1948) : Paris 1er (15 rue Montmartre : éditions Nuestro Pueblo).

A partir du n° 26 : F. Fernández Lavin, gérant.

Deuxième époque : rédaction et administration : Paris 20<sup>e</sup> (38 rue des Amandiers : éditions Nuestro Pueblo).

Raymond Poirault, gérant.

*Collaborateurs* : Francisco Antón, Felipe M. Arconada, Vicente Arroyo, Manuel Azcárate, Santiago Carrillo, Fernando Claudín, Antonio Cerdón, Irène Falcón, Ignacio Gallego, Manuel Hurtado, Dolores Ibarruri, Jesús Izcaay, Enrique Lister, Antonio Mijs, Juan Modesto, Félix Montiel, Edgar Snow, Ramón Soliva, Vicente Uribe, Rafael Vidiella ...

21. La *Novela ideal* de Federico Urales "publie chaque semaine un roman à caractère social de divulgation populaire" (Renée LAMBERET, *Mouvements ouvriers et socialistes (chronologie et bibliographie)*. L'Espagne (1750-1936), Paris, les Editions ouvrières, 1953, p. 155.

22. *Nueva Senda*, année 3, n° 24, mai 1955, p. 3.

23. *Nueva Senda*, année 3, n° 31, décembre 1955, p. 3. *Nueva Senda* publie également sous forme de bande dessinée, à partir du n° 55 de janvier 1958, un roman paru dans la *Novela ideal*, *Vengado* de C. P. del Toro.

24. Elle continue *Nuestra Bandera*. *Revista mensual de orientación política, económica y cultural*, editada por el Partido comunista de España, publiée en Espagne à partir de janvier-février 1938, reprenant au début le même sous-titre. Commencée à être publiée à Mexico dès juin 1940 où elle paraît pendant toute la Deuxième Guerre mondiale sous la direction d'Antonio Mijs.

25. En dernière page de couverture, avec leurs profils.

26. Après l'interdiction du PCE en France en 1950, elle est éditée en Belgique (Santiago Carrillo en sera le directeur vers la fin de cette "période belge").

27. Indiquée seulement dans le n° 1 de janvier 1945.

Imprimé.

Imprimerie non indiquée, puis, à partir du n° 26 (avril 1948) : Imprimerie SFEIR, Paris (26 rue Clavel), ensuite : Imprimerie Chateaudun, Paris 9° (59-61 rue La Fayette).

Deuxième époque : Imprimerie SO PA CO, Paris (26 rue Clavel),

puis : les Impressions rapides, Paris (7 rue Darboy).

14 cm X 20 cm puis 14 X 21,5 cm, 95 à 144 p.

Couverture en bichromie.

15 F. le n° en 1945, 20 F. en 1947, 40 F. en 1948-1950.

BN : 1945 - 1948 (n°s 1 - 31), 1949 - 1950 (n°s 1 - 6) : 8° R 51574.

CEHI : 1945 - 1948 (n°s 1 - 4, 2 - 5, 11 - 16, 22 - 31) : N 2 et 16.

FPI : 1945 - 1948 (n°s 1 - 4, 6, 8, 19, 21 - 31), 1949 - 1950 (n°s 1 - 6) : p. 2205.

IFHS : 1945 (n° 1), 1946 (n°s 4-6, 8, 12, 13), 1947 (n°s 14, 16 - 23), 1948 (n°s 25 - 28, 30), 1949 - 1950 (n°s 1 - 6) : 14 AS AM 207.

### Notice :

Revue théorique du PCE créée à Toulouse en janvier 1945 ; elle s'ouvre sur une longue lettre ouverte de la délégation du Comité central "aux membres du parti, aux sympathisants et à tous les antifranquistes en général", réaffirmant le rôle essentiel de la Junta suprema de Unión nacional créée en 1943 et dont Antonio Mije trace un premier bilan.

*Nuestra Bandera* est l'organe de diffusion des rapports présentés devant le Plenum du CC<sup>28</sup> et des résolutions votées par celui-ci, des manifestes du parti et des principaux discours prononcés par ses dirigeants. *Nuestra Bandera* présente également des textes ou déclarations d'autres dirigeants communistes (Staline surtout, Maurice Thorez, Tito...) et de cadres des partis frères (PCUS et PCF en premier lieu). *Nuestra bandera* publie des articles sur la stratégie du PCE dans l'exil, sur l'Espagne -et notamment le mouvement de guérillas jusqu'en 1948<sup>29</sup>-, sur l'URSS et les démocraties populaires.

A partir du mois de novembre 1949, *Nuestra Bandera* reparait avec une nouvelle numérotation, souhaitant modifier son caractère pour se transformer en revue particulièrement destinée aux cadres communistes

qui doivent impulser et poursuivre le travail d'élévation du niveau théorique de tous les militants du parti sans exception

A partir de ce moment, la revue entend

améliorer son contenu théorique, pour présenter à ses lecteurs, à la lumière du marxisme-léninisme-stalinisme, des études bien préparées et approfondies sur des questions politiques d'actualité<sup>30</sup>.

---

28. Comme le numéro extraordinaire de février 1946 - *Nuestra Bandera*, n° 4 - consacré au Plenum du Parti communiste, tenu à Toulouse du 5 au 8 décembre 1945 (publication des rapports de Dolorès Ibarruri, Francisco Antón, Santiago Carrillo et Fernando Claudin). De même, le n° 16 de mars 1947 est consacré au III<sup>e</sup> Plenum du PCE, tenu à Montreuil du 19 au 22 mars 1947, qui comporte un intéressant rapport d'Antonio Mije sur le travail de propagande du PCE (cf *supra*).

29. Enrique LISTER, "Balance y experiencias del movimiento guerrillero en estos últimos meses" et Rafael VIDIELLA, "La lucha del proletariado catalán contra el régimen franquista" (*Nuestra Bandera*, n° 6, avril-mai 1946) ; Vicente URIBE, "El PC de Euzkadi en la lucha contra el fascismo" (*Nuestra Bandera*, n° 8, juillet 1946), Juan MODESTO, "Experiencias importantes de las acciones guerrilleras en este último período" (*Nuestra Bandera*, n° 12, novembre 1946), Juan MODESTO, "La lucha guerrillera en Andalucía" (*Nuestra bandera*, n° 25, mars 48)...

30. De 1971 à 1977, paraît un autre *Nuestra bandera*, à l'initiative d'Enrique Lister, contre l'orientation donnée par Santiago Carrillo ; mais rien n'indique qu'elle soit publiée en France.



## NUESTRA LUCHA

Periódico comunista para los emigrantes españoles

Partido comunista de España (marxista-leninista).

S.l.

Imprimé.  
Imprimerie non indiquée.  
21 cm X 29,7 cm, 12 à 16 p.

CEHI : 1970 - 1971 (n<sup>os</sup> 1, 3 - 8) : N 14.

Notice :

Publication d'une organisation maoïste, le Parti communiste d'Espagne (marxiste-léniniste), et destinée aux émigrants espagnols.

## NUESTRO COMBATE

Boletín de la Amicale des Anciens F.F.I. et Résistants espagnols (sic).

Amicale des Anciens FFI et Résistants espagnols.

"Por la libertad, por la democracia, por la República".

Espagnol. Français.

1947 (?) - ?.

Rédaction et administration : Paris 9<sup>e</sup> (4 cité des Monthiers)

Correspondance : Ricardo Serveto, gérant.

Collaborateurs : Albert Bayet, Fernando Claudín, Tomás García, José García Acevedo, C. Ortega, Georges Regain, Gracián Sanchez-Boxa, Enrique de Santiago...

Imprimé.  
20,5 cm X 27 cm, 30 p.  
Photos, couverture couleur, dessins.

CEHI : 1947 (n<sup>o</sup> 2 : juillet) : N 7.

FFI : 1947 (n<sup>o</sup> 2 : juillet) : p. 2227.

Notice :

L'Amicale des anciens FFI et Résistants espagnols est créée à Toulouse en avril 1945, en présence de Louis Saillant de la CGT, président du Conseil national de la Résistance ; le premier président en est le général Luis Fernández Juan. Assez vite

contrôlée par le PCE, elle est dissoute en octobre 1950, peu de temps après les organisations communistes<sup>31</sup>.

*Nuestra combate* retrace les épisodes importants de la libération de l'Ariège et informe sur les activités de l'Amicale.

## NUESTRO NORTE

Portavoz de los refugiados españoles.

Junta de auxilio a los republicanos españoles.

N° 1 (août ? 1939) - ?.  
Périodicité inconnue.

Paris.

Imprimé.  
Imprimerie Nouvelle, Paris (53 quai de la Seine).  
21 cm X 27 cm, 14 p.  
Portrait de Pablo Iglesias en couverture.

FPI : 1939 (n° 1) : p. 2228.

Notice :

Publication de la JARE -constituée sous l'égide d'Indalecio Prieto- lancée en réaction à *Norte*, l'organe du SERE -l'organisme d'aide proche de Juan Negrín. Le ton y est très violent contre le SERE et contre *Norte*, lui reprochant d'"insidieuses et viles calomnies" :

Nous les antifascistes réfugiés dans les camps nous sommes fortement unis contre l'ennemi commun de tous les Espagnols émigrés : le SERE.

Le bulletin dénonce ces critères de sélection politiques imposés par le SERE pour l'émigration organisée par celui-ci vers l'Amérique latine ("A ceux qui partirent vers l'Amérique et ceux qui "inexplicablement" sont restés à Bordeaux").

## NUESTRO TRABAJO

Boletín interior de la U.G.T. de Bocas del Ródano.

Unión general de trabajadores. Comité departamental.

194 ? - ?.

31. Le décret de dissolution est publié dans le *Journal officiel* du 17 octobre 1950 : il rapporte l'arrêté du 7 mai 1945 autorisant l'Amicale (dont le siège a été successivement à Toulouse, 1 place Jeanne d'Arc, et à Paris, 4 cité Monthiers ; il rapporte aussi les arrêtés des 28 octobre 1946, 9 février 1947 et 10 juillet 1947 portant autorisation de ses sections provinciales de Bordeaux, Montpellier et Saint-Florent-les-Bains).

Marseille.

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 6 p.

FPI : 1948 (n° de février) : p. 2232.

Notice :

Bulletin départemental de l'UGT - Junte centrale.

### NUESTRO TRABAJO

Boletín interior del Partido comunista español en Africa del Norte.

Partido comunista español.

N° 1 (7 avril 1943) - ?.  
Mensuel.

Dactylographié.  
21 cm X 27 cm

Collection particulière (Javier Rubio, Salamanca) : 1943 (n° 1).

Notice :

Bulletin intérieur du PCE en Afrique du Nord.

### NUEVA GENERACION

Portavoz de la emigración obrera española de Paris, adherida a la Alianza sindical.

Alianza sindical.

196 ? - ?.

Paris.

Imprimé.  
Imprimerie des Gondoles, Choisy-le-Roi.  
21 cm X 27 cm, 2 p.

FPI : 1967 (n° d'avril) : p. 5023.

Notice :

Bulletin de l'Alliance syndicale destinée aux émigrés économiques de la région parisienne.

## NUEVA REPUBLICA

Periódico independiente. Nouvelle République (journal indépendant).

"Unidos por la libertad !".

Espagnol.

N° 1 (1er septembre 1955) - n° 16 (février 1958).  
Mensuel.

Rédaction : Paris 6° (28 rue Serpente), puis Bagnolet (13 rue Malassis).

Comité éditeur : Jean Cassou, Albert Camus, Paul Rivet.

Comité de rédaction : José del Barrio (rédacteur en chef), Vicente Sempere, Angelino Castanyer, E. Massip<sup>32</sup>, Juan J. Plá<sup>33</sup>, Antonio Remis.

Jean CASSOU, directeur-gérant. Administrateur : Vicente Sempere puis Ricardo de la Fuente, 1959.

Collaborateurs : Xavier Andrés Flores, Antonio Hierro Muriel, R. Roca, Francisco de Troya...

Imprimé.

Imprimerie SGI, Toulouse.

30 X 39,5, 4 p.

Abonnement annuel : 400 F. et 30 F le n°.

Tirage : 1000 exemplaires par mois en 1955, 2000 en 1956<sup>34</sup>.

BN : 1955 - 1958 (n°s 1 - 16 ; manque le n° 12) : Fol. Jo.8456.

CEHI : 1955 (n°s 2 - 4), 1956 (n°s 5, 6, 8, 9), 1957 (n°s 11 - 14), 1958 (n°s 15, 16) : FN 3.

FPI : 1955 - 1957 (n°s 3, 4, 13) : p. 2244.

Notice :

Lancée par des intellectuels français de renom, *Nueva República* se veut loin des factions politiques, sans obédience ni soumission à aucun parti, chapelle ou personne, et

aspire à concrétiser, représenter et défendre la pensée diffuse des Espagnols qui veulent la liberté et l'indépendance de l'Espagne<sup>35</sup>.

<sup>32</sup>. Evaristo MASSIP (né en 1898), arrivé en France en février 1939, il est interné au camp d'Argelès, puis en août 1939 émigre au Chili. Revenu en France en 1946, il réside à Toulouse puis à Paris (AN, INF 977)(1956).

<sup>33</sup>. Juan José PLA (né en 1905), journaliste, lieutenant-colonel de l'armée républicaine ; réfug. en France en 1939, il est interné dans divers camps et, à partir de mai 1940, enrôlé dans une CTE dans le Tarn-et-Garonne (Réalville, Caussade et Montauban). Responsable du groupe départemental de l'UNE (AN, INF 937)(1956).

<sup>34</sup>. AN, INF 937.

<sup>35</sup>. *Nueva República*, n° 3, 1er novembre 1955.

*Nueva República* affirme que ces aspirations sont compatibles avec la pensée de tous ceux qui appartiennent à des partis ou des organisations existants, car beaucoup des animateurs du journal appartiennent aussi à un parti ; elle se prononce pour une critique saine et constructive au sein de l'exil et déclare :

Nous voulons que se terminent les divergences dans l'émigration.

Le journal pose des problèmes de fond comme ceux de la mission de l'exil et du rôle des nouvelles générations et demande la démission du gouvernement Gordón Ordás.

## NUEVA SENDA

Boletín interior de la F.L.J.L. en el exilio. Non destiné à la vente publique). Puis, à partir du n° 77 (janvier 1960) : Boletín interior de la Federación Ibérica de las Juventudes Libertarias. Puis à nouveau à partir du n° 80 de juillet 1960 : Boletín interior de la F.L.J.L. en el exilio. Non destiné à la vente publique).

Federación Ibérica de las Juventudes Libertarias.

Espagnol.

N° 10 (mars 1954) - n° 94 (mars 1963).

Mensuel.

Interdit par arrêté ministériel du 26 mars 1963 (*Journal officiel* du 5 avril 1963, p. 3104).

Pas d'adresse indiquée : probablement Toulouse (4 rue de Belfort), puis à partir du n° 77 (janvier 1960) : rédaction et administration : Eduardo Ruiz, Paris 3° (21 rue Michel-le-Comte).

*Collaborateurs* : Felipe Aláiz, Manuel Bernabeu, José Borraz, Félix Carrasquer, Víctor Fuentealba, César Lagón, Gaston Leval, Ramón Liarte, C. Lizcano, José Peirats, Pérez Guzmán, Ramón Rufat<sup>36</sup>, Ramón Sañón, Juan Sans Sicart, Roque Santamaría...

Imprimé.

Imprimerie SGI, Toulouse et, à partir du n° 77 (janvier 1960), Imprimerie des Gondoles, Choisy-le-Roi. Puis, à nouveau : Toulouse, Imprimerie du Sud-Ouest et SGI.

28 cm X 38 cm, 4 p., puis à partir du n° 44 de janvier-février 1957 : 28 cm X 44,5 cm, 6 p. ou 4 p. et 45cm X 60 cm, 4 p. à partir du n° 91 d'août 1962.

Dessins, caricatures, photos.

"Non destiné à la vente publique". Puis : "Ce bulletin est soutenu par l'apport volontaire de ses lecteurs".

---

36. Ramón RUFAT (1917 - Paris, 1993) est étudiant en philosophie et philologie quand éclate la guerre civile ; il est agent de renseignements de l'armée républicaine dès le début de la guerre puis membre du service secret du grand état-major central (le SIEP : Servicio de inteligencia especial periférico). Arrêté en décembre 1938 et condamné à mort en mars 1939. Sa peine commuée en 1941, il quitte la prison en août 1944 ; arrêté en octobre 1945, il est condamné à vingt ans de prison. Se consacre au cours de ces années à l'histoire contemporaine en écrivant en pensée quelques livres. Libéré en 1958, il s'établit en France où il exerce diverses professions. Dans *Nueva Senda*, il écrit notamment en 1960 une série d'articles sur la justice dans l'Espagne actuelle. Auteur de *En las prisiones de Franco*, Mexico, 1966, et d'*Espions de la République. Mémoires d'un agent secret pendant la guerre d'Espagne*, Paris, éditions Allia, 1990, 358 p. (pour ce dernier livre, le premier prix Juan García Durán pour les Mémoires lui est attribué en 1986 par un jury réuni par le Centre d'études historiques internationales de l'Université de Barcelone). Ramón Rufat décède le 3 novembre 1993 alors qu'il travaille à un ouvrage sur l'opposition clandestine au franquisme de 1939 à 1951.

Continuation de : *Boletín interior de la F.I.J.L. en el exilio* (37).

BN : 1954 - 1963 (n<sup>os</sup> 10 - 94) (?) : 4<sup>o</sup> Jo. 11056.

CEHI : 1957 (n<sup>os</sup> 48, 49), 1958 (n<sup>o</sup> 56), 1962 (n<sup>os</sup> 91, 92), 1963 (n<sup>o</sup> 94) : GN 1.

IFHS : 1955 (n<sup>os</sup> 22, 23, 26 - 31), 1956 (n<sup>os</sup> 32 - 36, 38, 39, 43), 1957 (n<sup>os</sup> 44 - 49, 51 - 54), 1962 (août) : 14 ASP 279, 1705, 1964.

Notice :

Éditée par les Jeunesses libertaires, *Nueva Senda* commence à être publiée avec un n<sup>o</sup> 10, car elle vient en continuation du *Boletín interior de la F.I.J.L. en el exilio* dont neuf numéros sont édités de juin 1953 à février 1954 après l'interdiction de *Ruta*, intervenue en février 1953. Les rubriques continuent celles du *Boletín interior*, mais plus nombreuses : "Thèmes littéraires", "Activités de l'organisation", puis : "ECHO du monde", "Courrier d'Espagne".

Le contenu est varié : courtes informations politiques générales, vie de l'organisation dans l'exil et en Espagne, articles philosophiques, sociologiques et historiques, humour, critiques littéraires et cinématographiques, poèmes... À la suite d'une enquête auprès de ses lecteurs en 1957, la présentation se veut plus attrayante.

La culture tient dans *Nueva Senda* une place prépondérante : études variées, service de librairie et échos de l'activité culturelle des jeunes libertaires - théâtre particulièrement. Essentiellement culturelle et de réflexion, avec des informations sur la vie de la FIJL, *Nueva Senda* devient plus politique à partir de janvier 1960 (n<sup>o</sup> 77) et son installation à Paris ; elle suit alors moins l'actualité littéraire et cinématographique même si des pages sont consacrées à des écrivains importants (Federico García Lorca, Miguel Hernández, Albert Camus...).

## NUEVO CURSO

Boletín español de información de los bolcheviques leninistas por la construcción de la IV<sup>a</sup> Internacional.

Español.

N<sup>o</sup> 1 (12 mai 1939) - ?.

Périodicité inconnue.

Correspondance : Paris (Germaine Moreau : poste restante, bureau n<sup>o</sup> 118).

G. Olivier, gérant.

Ronéotypé (la couverture est imprimée).

21 cm X 31 cm, 23 à 26 p.

CEHI : 1939 (n<sup>os</sup> 1, 3) : N 7.

Notice :

Bulletin publié dès la fin de la guerre d'Espagne par des sympathisants trotskystes qui pensent que la création de la IV<sup>e</sup> Internationale

37. Le titre du bulletin devient alors le sous-titre de la nouvelle publication ; celle-ci garde un caractère de bulletin intérieur, bien qu'ayant l'apparence d'un véritable journal qui paraît régulièrement pendant onze ans, jusqu'à son interdiction en mars 1963.

proclamée selon un mode bureaucratique par le Secrétariat international des Bolchéviques-léninistes...[se présente comme] un grave obstacle au regroupement des forces révolutionnaires indépendantes, sur lesquelles il est nécessaire de s'appuyer pour la création de la nouvelle Internationale <sup>38</sup>.

Par ailleurs, pour eux, les défenseurs du Bureau de Londres "se composent de deux ou trois catégories d'opportunistes" : les brandlériens, les maximalistes italiens et l'ILP ; quant au POUM, il est le parti le plus manoeuvrier <sup>39</sup>. Pour *Nuevo curso*, la classe ouvrière doit agir comme classe indépendante -avec un parti révolutionnaire- et "la première condition pour entrer dans la voie révolutionnaire est de rompre avec les fronts populaires" <sup>40</sup>.

## OBRERO (EL) DE LA TIERRA

Boletín de los campesinos españoles refugiados.

Unión general de trabajadores. Federación española de trabajadores de la tierra.

N° 1 (juillet 1939) - ?.

S.l.

Ronéotypé.  
21 c<sup>m</sup> X 27 cm, 6 p.

FPI : 1939 (n°s 1 et 2) : p. 4091.

Notice :

Modeste bulletin de la Fédération des travailleurs de la terre de l'UGT, appelant à constituer des délégations dans les camps d'internement.

A

## OFICINA PRENSA EUZKADI (O.P.E.)

Boletín de información.

Gouvernement d'Euzkadi.

Espagnol.

1947 - 1977.  
Quotidien ("moins les samedis et les dimanches").

Rédaction : Paris 16<sup>e</sup> (Boîte postale n° 59 puis : 50 rue Singer).

38. *Nuevo curso*, n° 1, 12 mai 1939, p. 4.

39. *Ibid.*, p. 11.

40. *Ibid.*, p. 1.

Albert Fricur, gérant. Directeur jusqu'en 1963 : Felipe URCOLA, de 1963 à 1970 : Luis IBARRA, de 1970 à 1977 : Jesús María Leizaola<sup>41</sup>.

Ronéotypé.

Imprimerie SPI, Paris 9<sup>e</sup>.

31 cm X 27 cm. 4 p.

Tirage : 2.00 exemplaires par jour en 1955<sup>42</sup>.

Continuation de : *Euzko Deya. Suplemento de información.*

Est supplément de : *Euzko Deya.*

BDIC : 1952 - 1977 (collection incomplète) : 4<sup>o</sup> P 4614.

BN : 1954 - 1963 (n<sup>os</sup> 1846 - 3946) : Gr. fol. Jo. 2705 et 4<sup>o</sup> Jo. 17031.

CEHI : édition française : 1947 - 1949 : O 8<sup>43</sup>.

CEHI : 1947 - 1969 (n<sup>os</sup> 145 - 5358) : O 8.

FPI : 1947 - 1963 (n<sup>os</sup> 26 - 3993, collection incomplète) : p. 2277.

Notice :

Il s'agit de la seule publication quotidienne de l'exil qui ait duré de manière constante pendant trente ans<sup>44</sup>. C'est évidemment un bulletin modeste mais qui remplit une fonction extrêmement importante, celle d'une agence de presse qui donne des informations sur l'Espagne indépendantes de la censure franquiste.

Chaque numéro comporte trois parties : "Information d'Euzkadi", "Sous le régime franquiste" et "Informations de l'extérieur" ; cette dernière rubrique informe sur les relations internationales de l'Espagne, sur l'activité des exilés espagnols dans le monde et sur le gouvernement en exil ainsi que sur les actions de solidarité en faveur des opposants au régime franquiste. Les informations données par O.P.E. sont destinées à être reproduites ; la presse de l'exil espagnol les a largement utilisées. O.P.E. est envoyée à de nombreuses institutions internationales et introduite clandestinement en Espagne.

O.P.E.

Oficina Prensa Euzka. La Revista de la prensa que se publica en el exilio.

Gouvernement d'Euzkadi.

Espagnol.

1947 ? - ?.

Paris.

Ronéotypé.

41. Pedro IBARRA, "La prensa clandestina en Euzkadi bajo el franquismo", in *La prensa de los siglos XIX y XX*, op. cit., Bilbao, Universidad del País vasco, 1986, p. 711.

42. AN, INF 936.

43. Il existe également une édition spéciale réservée aux délégués de l'Assemblée générale des Nations Unies (1948, numéros 2 à 5) (CEHI : O 8).

44. La seule autre publication quotidienne a été l'éphémère *Patriota del Sud-Oeste*.



21 cm X 27 cm, 6 p.

Voir aussi : *Revista de la premsa que se publica en en exilio.*

CEHI : 1947 (n<sup>os</sup> 15, 16, 19, 23) : O 5.

Notice :

Revue de presse des publications de l'exil, publiée par le gouvernement basque.

<b>OPINIONS</b>
-----------------

**Bulletin interieur del Front nacional de Catalunya.**

Front nacional de Catalunya.

Catalan.

? - n° 60 (28 janvier 1947).

Rédaction : Perpignan (2 rue des Fabriques Nabot)

CEHI : 1945 (n<sup>os</sup> de février, n° 14), 1946 (divers n<sup>os</sup>), 1947 (divers numéros) : GO 1.

Notice :

Bulletin intérieur de la délégation en France du Front national de Catalogne ; il se prononce pour un dépassement du statut d'autonomie de 1931, jugé insuffisant et inopérant :

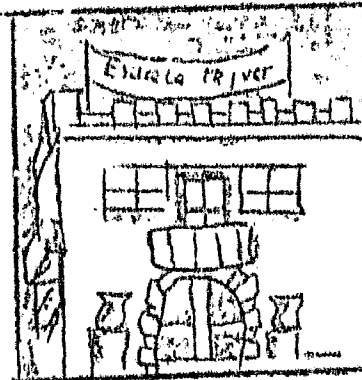
pour un régime d'ample liberté avec des facultés souveraines et des moyens économiques et financiers suffisants pour développer ses ambitions nationales <sup>45</sup>.

---

45. *Opinions*, février 1945.



Niños españoles,  
nº5, 22 juillet 1939



Que bello espectáculo el Jardín de nuestra escuela Freinet de Barcelona!

Y nuestro gran estanque, de aguas verdes, en el cual nadaban juvencitos, pecucillos de todos los colores que se escapaban - ¡miedosos cuando alguno de nosotros chapoteaba de improviso...  
Porque, en ese estanque, bajo la vigilancia de nuestros queridos maestros, aprendimos a nadar más de treinta compañeros...

Que dicha para nosotros el momento del baño y como lo recordamos con emoción!

Y luego nuestro bosque, donde el terrible y al mismo tiempo bondadoso camarada Gadevico plantaba su cabaña de "indios" y nuestras amiguitas sus casitas de junco... Y al lado, el huerto, la parte de más valer en los tiempos de guerra que corrimos y de donde salían muchas provisiones de boca...

Que momento tan emocionante cuando alargábamos nuestras manos para recoger toda clase de frutas y verduras, aparte de la leña, y que cada semana se repartía desde el mayor, hasta el más pequeño de los camaradas.

Con qué emoción llevábamos a nuestra casa el tesoro lo boca de nuestra escuela!

Jamás olvidaremos los momentos vividos en la escuela Freinet momentos de emoción, de paz y de alegría y que quizás nunca volveremos a ver...

En algún otro número, queridos camaradas refugiados, os contaré mis más cosas de nuestra escuela maravillosa, seguramente hoy, más de...



SIX MILLIONS D'OUVRIERS EN ESPAGNE

Le correspondant à Madrid du journal conservateur britannique "Daily Mail", édition continentale, signalait récemment que les fortes impositions des services sociaux jouent un rôle considérable dans le coût de la vie et le dévot actuellement, et dans la naissance d'une inflation monétaire en Espagne.

Le poids de versements aux Assurances pour maladie est presque à la charge des ouvriers et de leur famille, tandis que l'Etat n'y contribue que symboliquement. Ces versements se répartissent de la façon suivante: 40% les ouvriers et 60% les patrons. Quant aux allocations familiales sont fournies par les ouvriers et les familles dans la proportion d'un dixième et par les patrons pour le reste. En ce qui concerne les assurances pour accident de travail les versements sont entièrement à la charge des employeurs.

LA AIDE ET LA NEUTRALITE ESPAGNOLE

Notas Informativas  
1947

Un grand comité d'organisations de Stockholm, groupant plus de 200.000 personnes, se sont adressées au Comité Suédois d'Aide à l'Espagne Publique pour qu'il exige du Gêneral de la Suède à l'Assemblée des Nations Unies d'appuyer la République Espagnole lorsque le problème de l'Espagne sera débattu à New York.

LES ALLEMANDS EN ESPAGNE

Il y a quelque temps, un groupe de réfugiés allemands qui résidaient à Alava, dans le Nord de l'Espagne, ont été engagés par une entreprise chargée de la construction d'un barrage à Zamora. Ils ont remplacé un nombre d'ouvriers espagnols qui avaient protesté contre l'insuffisance des salaires et du ravitaillement.

LE SALVADOR ET LA REPUBLIQUE ESPAGNOLE

Pour remercier le consul de la République Espagnole à Caracas du télégramme adressé à l'occasion du Jour de l'Indépendance du Salvador, le représentant de cette nation au Venezuela a formulé ses vœux pour que l'Espagne reprenne bientôt sa place parmi les peuples libres. En même temps, il a exprimé sa sympathie au Président du Salvador, M. Salvador Castañeda, à l'égard de la République Espagnole.

# LE nouveau SOCIALISTE

Direction: LAFAYE STUBBS - Rédaction: 21 Avenue de la République - 75 100 PARIS - Téléphone: 21.62.00

A paraître le 31 OCTOBRE 1971 - 31 MENSUEL

## LOS "SOCIALISMOS" IBERICOS

Nº

El socialismo ibérico es un fenómeno complejo y diverso que se manifiesta en diferentes formas y grados de desarrollo en los países de la Península Ibérica y en América Latina. Su origen se remonta a las ideas socialistas que se difundieron en Europa durante el siglo XIX, pero que en estos territorios adquirieron características propias debido a las condiciones históricas, culturales y económicas de cada uno de ellos.

En España, el socialismo surgió como una corriente de pensamiento que buscaba la transformación social y política del país. Desde sus inicios, estuvo marcado por el carácter revolucionario de sus planteamientos, aunque también se dio a conocer una vertiente más reformista. Este movimiento socialista fue el precursor de los partidos políticos que hoy día representan a la izquierda en el panorama político español.

En América Latina, el socialismo adoptó formas muy diversas, desde el marxismo-leninismo hasta el socialismo cristiano y el socialismo de la liberación. Estas variantes reflejan la búsqueda de caminos propios para superar la dependencia económica y política de estos países respecto a las potencias occidentales. El socialismo latinoamericano ha sido un factor clave en el desarrollo de los movimientos de liberación y en la búsqueda de una mayor autonomía para estos territorios.

Profesor MONTAÑAN

Desde España

## Después de las ejecuciones

El silencio que se ha impuesto en España tras las últimas ejecuciones es absoluto. Nadie se atreve a hablar de lo que ha ocurrido, ni siquiera los propios protagonistas. Este silencio es el resultado de una política de represión que ha buscado eliminar cualquier voz que se oponga a la línea oficial.

Después de las ejecuciones, el miedo se ha apoderado de la mente de todos. Cada uno se pregunta qué le pasará a él si se levanta y habla. Este clima de terror es el que permite a las autoridades mantener intacta su posición de poder. Sin embargo, el pueblo sigue esperando justicia y libertad para todos.

## La actitud norteamericana con España

La actitud norteamericana con España ha sido siempre ambivalente. Por un lado, se ha mostrado un apoyo incondicional a la política franquista, especialmente durante la guerra civil y el periodo de aislamiento internacional de España. Por otro lado, también se han dado momentos de tensión y crítica, especialmente cuando los intereses estadounidenses se ven afectados por las políticas de Franco.

Esta ambivalencia se refleja en la política exterior de Estados Unidos, que ha buscado mantener a España dentro de su órbita de influencia, pero también ha intentado limitar el poder de Franco cuando este se ha convertido en un obstáculo para sus intereses. Este comportamiento ha generado gran desconfianza en el pueblo español.

En la actualidad, la actitud norteamericana sigue siendo ambivalente. Aunque se ha producido un acercamiento entre España y Estados Unidos, especialmente tras la muerte de Franco, la desconfianza sigue presente. El pueblo español sigue esperando una postura más clara y firme por parte de Estados Unidos.

Compañeros suscritores  
Lee y difunde  
LE NOUVEAU  
SOCIALISTE

El silencio que se ha impuesto en España tras las últimas ejecuciones es absoluto. Nadie se atreve a hablar de lo que ha ocurrido, ni siquiera los propios protagonistas. Este silencio es el resultado de una política de represión que ha buscado eliminar cualquier voz que se oponga a la línea oficial.

# NUESTRO NORTE

Portavoz de los refugiados españoles

ANO. 1939.

NUM. 1.

PROPOSITOS

## Nuestro NORTE

Venimos a llenar un vacío. Un día llegó a los campos la noticia esperada. Va a salir « NORTE », en París. Nosotros, quizá un poco ingenuos, pensamos que la Revista « Ibero-Americana » sería una continuación de aquel órgano que viere la luz, en momentos difíciles en la Capital de Cataluña. Esperamos con impaciencia el primer

número. Y llegó a nuestras manos. Lo leímos con emoción, buscando ávidamente la orientación, que no encontramos, y que tan necesaria nos era. Abundaban las insidias. Su lenguaje era -- hasta hoy -- desconocido en nuestra CASA. Llegó el segundo

número... y entonces ya no vacilamos en afirmar que aquel NORTE no era nuestro NORTE. Frente a otras muchas razones por que se podían verter conceptos injuriosos contra la venerable y respetada figura de un preclaro compañero. ¿ Como se atrevían a negar su filiación política a Julian Besteiro? Y si así era, ¿ cómo la Ejecutiva de las equívocas (la misma que hoy preter le salpicarle con el barro en que se debate) le designó para representar a su partido en la CONFERENCIA DE INTERNACIONES reunida en la Capital del Imperio Británico? La contradicción es manifiesta, según la propia revista. Y llegó el

tercer número de NORTE. « Miedosamente ». Circula por el Campo con sigilo, como pretendiendo ocultar sus infamias. Parece, como si el papel experimentara un rubor que los hombres no sintieron al escribirlo. NORTE, por su contenido, por su intención, por su nuevo estilo, nos recuerda esos periódicos lamentables inspirados por consi-

guas alcanduzas -- totalitarias o dictatoriales -- al servicio de la infamia o la calumnia. No es NUESTRO NORTE. Habla en un tono, para nos otros completamente desconocido.

Por eso nosotros, -- los que estamos seis meses en los

campos de concentración -- tenemos que salir al paso de sus escritos tendenciosos y llenar un vacío existente en nuestro espíritu, en nuestra alma, que solo pueden vibrar y sentirse unidos con quien les hable en la forma sencilla y sublime, de la manera humana y cordial que lo hacía nuestro glorioso Pablo Iglesias. Los que empleen otros tonos, no nos conocen, o no nos comprenden.

Y a eso viene NUESTRO NORTE. A rebatir infamias, proclamando la verdad y la justicia; a hablar en nuestro lenguaje sincero y fuerte, pero correcto y humano, desde el campo de concentración, que es donde más fuerza tienen las voces...

### FRANCIA

NINGUN ESPAÑOL DEBE OLVIDAR, QUE LA HOSPITALARIA FRANCIA NOS ABIÓ SUS PUERTAS, SALVANDO ASÍ MILLARES DE VIDAS DE ANTIFASCISTAS.

DESDE ENTONCES -- HAN PASADO SEIS MESES -- NI UNA SOLA VEZ, NOS HA FALTADO LA COMIDA EN LOS CAMPOS. ESTA ACCION GENEROSA NO LA PODEMOS OLVIDAR NUNCA.

# LA NOUVELLE ESPAGNE

Ann II (Quotidien d'Information) Paris, 11 de Febrero de 1946

## Panoramas de la O. N. U. JUICIO FINAL

### La resolución del Pacto

La delegación del Pacto... en el Consejo de la O.N.U. un proyecto de resolución...

El proyecto del Pacto se encuentra a punto de ser adoptado...

Recordemos que cuando las Naciones Unidas...

El Pacto de París...

El Pacto de París...

El Pacto de París...

El Pacto de París...

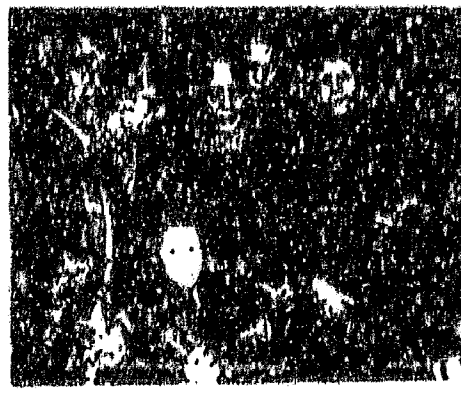
El Pacto de París...

El Pacto de París...

## Hacia el rescate de la República Española El Sr. Giral en París

El Sr. Giral en París... Hacia el rescate de la República Española... El Sr. Giral en París...

LA NOUVELLE ESPAGNE saluda del modo más entusiasta al Jefe del Gobierno republicano D. José Giral, a su llegada a Francia, y formula sus vehementes deseos y esperanzas de que su estancia entre nosotros sea eficazmente decisiva para la suerte de la República, que con él defendemos.



1941 - Giral en París...

### La llegada a Orly

La llegada a Orly... El Sr. Giral en París...

### Actividades republicanas en Norte-América

El Pacto de París...

El Pacto de París...

El Pacto de París...

El Pacto de París...

El Pacto de París...

El Pacto de París...

El Pacto de París...

El Pacto de París...

El Pacto de París...

El Pacto de París...

El Pacto de París...

El Pacto de París...

El Pacto de París...

El Pacto de París...

El Pacto de París...

El Pacto de París...

El Pacto de París...



# IL FAUT QUE FRANCO SOIT CHASSE

Que la République Espagnole plus de deux ans après la libération soit encore l'objet de la férocité de ceux qui ont fait un assassinat c'est pour les hommes libres un scandale.

par Albert BAYET  
Président des Syndicats de la Presse

Pour la France, c'est un scandale.

Ces crimes qui ont en Europe les hommes qui les premiers ont montré au monde la route de la liberté ? Quels sont ceux qui les premiers ont fait les armes pour servir par la force à la barbarie ? L'acte de continuation de tous les républicains espagnols.

mais il a trouvé des protecteurs parmi ceux qui auraient dû être les premiers à s'en tenir à l'écart.

Il regne aujourd'hui sur l'Espagne. Il y perpétue les crimes de Joséphine II assistant à l'emprisonnement de son mari.

Tout tremblait autour de Hitler et il était possible qu'il empêche les crimes de la barbarie humaine. Les Français, cependant, ont continué à travailler sans cesse.

Et de nouveau, le monde laisse faire.

Il ne se contente pas de murmurer que Hitler, Mussolini, Franco ont une raison, que la grande affaire n'est pas de combattre le fascisme, mais bien de combattre le communisme. Et l'on nous parle d'une "République" qui n'est que le masque de la garde blanche, l'FRS et de maintenant au point de la bordure que nous a Madrid.

Pour cela on dit tout.

Il est évident que nous ne pouvons pas payer la lutte.

Il n'est pas possible que ce soit la seule raison de l'impunité que la conscience humaine soit plus longuement latente.

Pendant des semaines, le monde habitait à l'égard de leur libération. Ils ont vu, au contraire, que ce n'est pas la République qui a été libérée, mais que la République a été libérée.

Si Franco restait debout, cela signifierait que la théorie de la liberté a été une gigantesque hypocrisie.

Il est évident que nous ne pouvons pas payer la lutte.

Une simple phrase n'est pas suffisante. Car nous ne pouvons pas nous contenter de dire que nous avons libéré l'Espagne, mais que nous avons libéré l'Espagne. Nous ne pouvons pas nous contenter de dire que nous avons libéré l'Espagne, mais que nous avons libéré l'Espagne.

Si Franco restait debout, cela signifierait que millions d'hommes qui ont tombé sur les champs de bataille et dans les Maquis sont morts vainement.

Tout cela n'est que la répétition de ce que nous avons dit.

Si Franco restait debout, cela signifierait que les Nations Unies, créées pour les Nations Unies, seraient devenues le fascisme, signifiant un nouveau Anschluss.

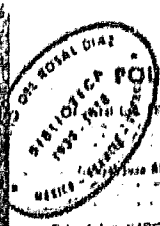
Les Nations Unies ont été créées pour libérer l'Espagne. Mais elles ont été créées pour libérer l'Espagne. Elles ont été créées pour libérer l'Espagne.

Que les hommes libres prennent conscience de cette situation.

Si Franco restait debout, cela signifierait que nous ne pouvons pas payer la lutte.

On nous dit que le problème immédiat est de réorganiser le monde, fille et emménagement par les bar-

## TABLEAU D'HONNEUR



- Colonel Miguel Angel BARRA
- Colonel Vicente LOPEZ SUVAR
- Colonel José Antonio PABLO
- Colonel José GARCIA REYTIKI

### A L'ORDRE DE LA DIVISION

- Comandante Gabriel PENRI
- Comandante Gregorio SEDIEROS
- Comandante Carlos RUBI
- Comandante Antonio PASTOR
- Comandante Fernando BALDIAS
- Comandante Angel CAROL
- Comandante Pascual CAN
- Comandante Miguel CARRA
- Comandante Pedro CUALTERO
- Comandante Pedro CABAS
- Comandante Francisco CUBEL
- Comandante Tomás CUBEL
- Comandante Colomán GUIN
- Comandante Eusebio GIMENEZ
- Comandante Pascual HERRAN
- Comandante Daniel GIBERTE
- Comandante Emilio LÓPEZ
- Comandante Manuel MARTIN
- Comandante Antonio MUÑOZ



UNIDOS POR LA LIBERTAD

NUEVA REPUBLICA

MENSUAL

PERIODICO INDEPENDIENTE

MENSUEL

Table with publication details: AÑO I N° 1, PARIS 1 DICIEMBRE 1945, 28, rue Barpigne (VI°), PREGIO 30 francos, COMITÉ EDITORIAL, CONSEJO DE REDACCION, and subscription information.

IL N'Y A QU'UNE POLITIQUE POSSIBLE

FRANCO fait passer des armes aux nationalistes marocains et algériens. C'est tant pis pour la France qui, avec sa politique de non intervention, a laissé son pays... Tout compromis est une lâcheté, mais aussi une erreur. Il le gouvernement français d'ailleurs était demeuré fidèle aux principes de la République française...

España en la O.N.U.

Y URTU AGUIRRE le declaró fascista lo que impide a España entrar en la O.N.U. por la abstención de Naciones Unidas... Ya hemos llegado a la situación que reclamamos anunciando hace años, y que deseamos inmediatamente en caso de que las negociaciones de la paz no se concluyan...

ES QUE AGUIRRE el Gobierno de España se comprometió a ser miembro de la O.N.U. sin ninguna restricción... Ya hemos llegado a la situación que reclamamos anunciando hace años, y que deseamos inmediatamente en caso de que las negociaciones de la paz no se concluyan...

Envío a España 'Nueva República'... 'Compatriotas, Nueva República' es el nombre en España. Pero por muchos, siempre...

QUIONES

AL SERVICIO DEL PUEBLO NUEVA REPUBLICA hace parte servir al pueblo. Tal es nuestro ideal... Este periódico tendrá características inconfundibles y únicas: es periodístico, es serio y es independiente...

## PARERS

Front nacional de Catalunya.

1945<sup>1</sup> - ?.

Rédaction : Perpignan (2 A rue des Fabriques Nabot).

*Collaborateurs* : Albert Escofet, Joan Layret, Joan B. Palau, Gaïeta Rahola, Enric Pyniol, Jaume Ros i Serra, Tomàs Torrents...

Imprimé.

Imprimerie du Midi, Perpignan.

25 cm X 32 cm, 4 p.

Caricatures.

CEHI : 1945 (3 n<sup>os</sup>) : P 11.

Notice .

Bulletin édité par le Front national de Catalogne, constitué à l'"intérieur", l'hiver 1939-1940, par le Parti républicain de gauche, Etat catalan et la Ligue catalane. Une rubrique régulière s'intitule "Nouvelles de Barcelone".

## PARTIDARIOS DE LA PAZ

Revista editada en inglés, francés y español por el Comité del Congreso mundial de los partidarios de la paz.

Interdit par arrêté ministériel du 28 février 1951 (*Journal officiel* du 6 mars 1951, p. 2345).

CEHI : 1949 (n<sup>os</sup> 2, 4) : P 9.

Notice :

Publication en espagnol du Congrès mondial des partisans de la paix. Au premier congrès, tenu à Paris salle Pleyel en avril 1949, une délégation espagnole composée d'exilés participe aux travaux ; en dehors des dirigeants communistes, elle comprend, outre José María Quiroga Plá, proche du PCE, des dissidents d'autres partis : de l'izquierda republicana (Elfidio Alonso Rodríguez et Manuel Martín Risco) et du PSOE (Angel Galarza Gago). Une Commission républicaine espagnole pour la défense de la paix, présidée par José Giral, se constitue peu après et son siège est fixé à Mexico<sup>2</sup>.

1. Le n<sup>o</sup> 1 semble du 23 mars 1945.

2. AMI, MI 34.363, liasse 2, CAC 80.502, article 22, liasse 2).

## PATRIOTA (EL) DEL SUD-OESTE

Gran diario de información. Organo del Frente nacional de lucha por la liberación, la independencia y la grandeza de Francia.

Front national.

N° 1 (1er septembre 1944) - ?.  
Quotidien.

Rédaction : Toulouse (*Le Patriote du Sud-Ouest* : 57 rue Bayard).  
Secrétaire de rédaction : Miguel Sánchez Boxa.  
Collaborateurs : Corpus Barga...

Imprimé.  
27 cm X 30 cm.

BN : 1944 (n° 24 : 18 septembre) : Gr. fol. Jo. 3535 bis.  
CEHI : 1944 (n° 54, 70, 71, 75, 76, 79, 87, 92, 99, 107, 112), 1945 (n° 170 - 171) : GP 1.  
Collection particulière (Javier Rubio, Salamanque) : 1944 (n° 70 : 3 novembre), 1945 (n° 150 : 12 février).

Notice :

Edition espagnole quotidienne du *Patriote du Sud-Ouest*, journal du Front national français tiré dès le 21 août 1944 sur les rotatives de *La Dépêche de Toulouse*, suspendue à la libération de la ville ; l'édition espagnole apparaît le 1er septembre et tandis que le journal français dure jusqu'en juin 1956, l'édition espagnole ne survit guère à la suspension des journaux espagnols de février 1945<sup>3</sup>. *El Patriota del Sud-Oeste* est le porte-parole de l'UNE, l'organisation homologue du Front national.

## PENINSULA

**Decir La Verdad Es Revolucionario.**

Espagnol. Catalan. Galicien.

N° 1 (juillet 1949) - n° 2 (mars - avril 1950) ?.  
Bimestriel.

Administration : Paris 5<sup>e</sup> (107 boulevard Saint Michel).  
J. Segré, gérant. F. Benet, secrétaire de rédaction.  
Collaborateurs : Jaume Brasil, Enric Gironella, Josep Pallach, Manuel Souto, Antonio Tàrrega, José Villa...

Imprimé.  
Imprimerie SPI, Paris 9<sup>e</sup> (n° 1) et Imprimerie Chateaudur Paris 9<sup>e</sup> (59-61 rue La Fayette).  
22 cm X 29 cm, 24 p, puis 16,5 cm X 25 cm, 112 p.

3. Pierre GERARD, "La presse à la Libération dans la région de Toulouse", in : *La libération dans le Midi de la France*, Toulouse, Eché et Service des publications U.T.M., 1986, p. 335.

Abonnement annuel : 1200 F.

CEHI : 1949 (n° 1 : juillet), 1950 (n° 2 : mars - avril) : P 7.  
IEC : 1950 (n° 2) : P O. PÉN.

Notice :

Cette publication est éditée par des dirigeants du Mouvement socialiste de Catalogne, animateurs du Mouvement catalan pour les Etats-Unis d'Europe ; elle est présentée ainsi :

*Península* n'est pas une revue de l'exil. La moitié de notre édition est distribuée en Espagne et l'argent recueilli ailleurs servira directement pour étendre notre action dans la péninsule.

*Península* se prononce pour une "fédération ibérique, une fédération européenne, une confédération mondiale" et publie des articles sur la réalité ibérique, la littérature, la révolution espagnole et la nouvelle génération politique, ainsi que des critiques de livres.

## PER CATALUNYA

### Bulletin d'information des Catalans en exil.

Catalan.

N° 1 (juin 1945) - n° 6 (novembre - décembre 1945).  
Mensuel et bimestriel pour le n° 6 (novembre - décembre 1945).

Rédaction : Nice (4 rue Clément Roussel), administration : Villefranche-sur-mer (Ramón Bofill, Villa Jeannette, avenue Raquel Meller) puis Nice (Ramón Bofill, 59 boulevard Victor Hugo).

S. Bofill, gérant.

*Collaborateurs* : <sup>4</sup>

*écrivains français* : Gabriel Audisio, André Billy, Denys P. Boulloc, Joe Bousquet, Jean Camp, Albert Camus, Jean Cassou, Pierre Darmangeat, Georges Duhamel, Paul Eluard, Max-Pol Fouchet, D. Ismaël Girard, Léon G. Gros, Robert Lafont, Jean Lesaffre, Armand Lunel, Marion Le Bastrad, Claude Morgan, René Nelli, Jean Paulhan, Pierre-Jean Roudin, Jean-Paul Sartre, Pierre Seghers, Roger Wild.

*écrivains catalans* : Màrius Aguilar, Feliu Aláiz, J. Amat-Piniella, J. Artigues-Riera, Jesús M. Bolland, Domènec de Bellmunt, Amadeu Bernadó, Josep M. Boronat, J. Camps Arboix, Ferran Canyameres, Lluís Capdevila, Joan Casanoves, Rafael Closes, Feliu Elies, Angel Ferrán, J. Ferrer-Aymar, Melcior Font, Josep Fontbernat, Abelard Garcés, F. Grau i Ros, Gumersind Gomila, E. Granier-Barrera, Pere Guilenyá, Juliá Gual, J.-M. Lladó-Figueres, Rafael Moragues, Ramón Nogués i Biscet, Salvador Perarnau, Josep-Manuel Pérez, Josep Puig-Arnau, Josep Puig-Pujades, Ferran Rahola, A. Rovira i Virgili, G. Roura Tunou, N. Colau M. Rubio, Modest Sabaté, Anna M. Sagi, Joan Sauret, Dr Josep Solanes, Rafael Tasis<sup>5</sup>, Dr Humbert Torres, Víctor M. Torres, Josep Torrents Planes<sup>6</sup>, Emili Vigo, Baptista Xuriguera, Ramón Xuriguera.

<sup>4</sup> La liste des collaborateurs est présentée ainsi dans le n° 2 de juillet 1945.

<sup>5</sup> Rafael Tasis i MARCA (1906-1967) : ancien collaborateur de *La Publicitat*, président des Jeunesses d'Acció catalana, il s'exile en France 1939 ; il collabore à divers journaux catalans de l'exil et retourne en Catalogne en 1948. Il continue d'écrire essentiellement pour les revues de l'exil (*Pont Blau*, *Xaloc de Mexico*, *Vida Nova* de

artistes : Nicolas Akmens, Miquel Almirall, Apa, Martí Bas, Ferran Bosch, Miquel Cardona (Quelus), Antoni Clavé, Pere Créixams, A. García Lamolla, E. Grau Sala, Ramón Figuerola, Carles Fontseré, Lluís V. Molné, Paul Pinnas, Josep Picó, F. Riba-Rovira, Fermí Tubau, Ignasi Vidal.

Imprimé.

Imprimerie, Nice (21 rue Meyerbeer).

22 cm X 27 cm, 32 p.

Couverture illustrée en papier glacé, parfois en couleur (dessins de Miquel Almirall, Martí Bas, Antoni Clavé, Carles Fontseré, Grau-Sala, Lluís V. Molné, Ignasi Vidal...).

Dessins, photos.

Abonnement trimestriel : 100 F. et 35 f. le n°.

CEHI : 1945 (n°s 1 - 6) : P 10.

IEC : 1945 (n°s 1 - 6) : P O. PER.

Notice :

Dans la présentation de la revue, la rédaction indique :

*Per Catalunya* a quatre finalités essentielles : pratiquer une politique d'union catalane autour du président Irla, honorer et répandre la culture catalane, resserrer les liens qui unissent intellectuels français et catalans, informer les Catalans de tout ce qui se passe, les affecte et les intéresse.

Même si tous les collaborateurs qui figurent au frontispice de la revue n'ont pas eu le temps d'y écrire vraiment, *Per Catalunya* s'est assurée de la collaboration de nombreux écrivains et artistes tant français que catalans. L'accent est mis sur l'activité culturelle des Catalans en exil et *Per Catalunya* multiplie les regards croisés sur les cultures française et catalane : elle rend hommage à des écrivains français et publie des analyses d'artistes catalans par des critiques français. Proche de la Gauche républicaine de Catalogne, la revue publie aussi des évocations historiques de la Catalogne, des nouvelles et des poèmes.

Les rubriques régulières sont : "La Résistance spirituelle de la Catalogne", "Les artistes catalans vus par des critiques français" (Antoni Clavé, Lluís Jou, Lluís V. Molné, Francesc Riba-Rovira...), "Amis de la Catalogne" (Max-Pol Fouchet, Jean Arnade, Paul Eluard..), "Activités catalanes", "Critiques de livres", "Notes littéraires".

## PER CATALUNYA

Butlletí interior del Front nacional de Catalunya.

Front nacional de Catalunya.

Catalan.

---

Montpellier). Ecrivain et traducteur (Giraudoux, Huxley), il est porte-parole de la Catalogne à la réunion de Munich du Mouvement européen en 1962 (*Vida Nova*, n° 39, juin 1967).

6. Josep TORRENTS (1901-1946), il émigre en France pendant la dictature de Primo de Rivera et entre ensuite à l'Union des Rabassaires ; aux élections de 1936, il se présente comme candidat du Front d'Esquerra de Catalunya. Membre des milices antifascistes dès le 19 juillet 1936, il est nommé Commissaire d'intendance de l'armée de l'Est. En exil, il est rédacteur en chef de *Foc nou* (*La Terra*, 1er juin 1946).

N° 1 (octobre 1954) - n° 16 (octobre 1959).  
Bimestriel.

Rédaction : Marseille (14 - 16 rue des Saussaies) pour les trois premiers numéros, puis : Paris 19<sup>e</sup> (Jaume Castells, 5 rue Clovis Hugues), Paris 17<sup>e</sup> (21 rue Boursault), et Massy.  
Rédaction et administration : Jaume Castells Lluellas. Le n° 14 indique : F. Marull, gérant et n° le 16 : correspondance à Manuel Viusa, Thiais (2 rue du Petit Prince).

Imprimé.  
Imprimerie Mistral, Cavaillon, puis Imprimeries Vaudin et Griffé, Paris.  
21 cm X 27 cm, 4 p à 8 p.

CEHI : 1954 - 1959 (n°s 1 - 16) : P 4.  
IEC : 1954 (n°s 1, 2), 1957 (n° 12), 1958 (n° 13), 1959 (n° 14) : P O. PER.

Notice :

Bulletin intérieur du Front national de Catalogne qui publie des informations sur la région et des articles de fond sur les politiques économique et sociale à y adopter.

## PER CATALUNYA

**Bulletí interior.**

Casal català. Clermont-Ferrand.

Catalan.

Rédaction : Clermont- Ferrand (Jané, 4 rue du Changil).

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 10 p.

CEHI : 1946 ( n° 1 : novembre), 1947 (n° 6 : juin - jui) : P 4.

Notice :

Bulletin du Casal catalan de Clermont-Ferrand : activités du Casal, chansons, commémorations (Lluís Companys, 19 juillet...), histoire de la Catalogne...

## POBLE CATALA (EL)

Première époque : Le peuple catalan. Setmanari dels Catalans a França.  
Deuxième époque : Diari que fou en la clandestinitat portaveu de l'O.P. d'Esquerra republicana de Catalunya (França).

Deuxième époque : Esquerra republicana de Catalunya.

Epigraphe de la deuxième époque : "... els homes al servei del partit, i no el partit al servei dels homes" (les hommes au service du parti et non le parti au service des hommes).

Première époque : n° 1 (27 octobre 1939) - n° 16 (9 février 1940) ; (le n° 17 du 16 février était composé, mais n'a pas pu sortir).

Hebdomadaire.

Deuxième époque : n° 5 (23 septembre 1944) - n° 19 (10 novembre 1945)<sup>7</sup>.

Bimensuel (le 8 et le 23 de chaque mois).

Première époque : rédaction et administration : Paris 8<sup>e</sup> (16 avenue Hoche).

Philippe Kellersohn, gérant.

*Collaborateurs* : Jaume Aguader i Miró, Avel·lí Artís, Lluís Capdevila, Josep M. Corredor, Manuel Cruells, Carles Esplà, Jaume Miravittles, J. Navarro Costabella, Josep M. Lladó Figueres, Lluís Nicolau d'Oliver, Jaume Passarell, Joan Peiró, Carles Pi i Sunyer, Josep M. Poblet, Eduard Ragasol, Antoni Rovira i Virgili, Miquel Santaló, Antoni Sbert, Ferràn Soldevila, Rafael Tasis, J. Tomàs i Piera, Humbert Torres, Fermí Vergés...

Deuxième époque : administration : Toulouse (28 rue Potiers). Administrateur : Juli Balaguer.

*Collaborateurs* : Marius Aguilar, Lluís Capdevila, Andreu Claret, Antoni Deulofeu, Josep Fontbernat, Maria Teresa Gibert, J. Gili Ferran, Vicens Gironella, Daniel Montserrat, Salvador Perarnau, Jordi Pou, J. Puig-Arnau, G. Sánchez Boxa, Josep Serra, Joaquín Termes, Joan Valls...

Imprimé.

Première époque : Imprimerie SEPE, Paris 2<sup>e</sup> (73 rue Sainte Anne).

30 cm X 44 cm, 4 p.

Dessins de Apa, Antoni Clavé, Carles Fontseré, Martí Bas, Narro, Quelus...).

Abonnement annuel : 40 F., 1 F. le n°.

Deuxième époque :

30 cm X 47 cm, 4 p.

Dessins.

2 F. le n° en 1944.

BDIC : 1939 (n°s 2 - 4, 9) : F° P 4384 ; 1944 (n°s 5, 6, 10, 11), 1945 (n°s 12, 13, 17, 18) : G F° P 3393 et Mfm P 27.

CEHI : 1939 (n°s 1 - 16), 1944 - 1945 (n°s 5 - 19) : FP 2

Collection particulière (Javier Rubio, Salamanque) : 1940 (n° 13 : 19 janvier).

IEC : 1939 (n°s 1 - 16), 1944 - 1945 (n°s 5 - 19) : P O. PO.

Notice :

Lors de sa première parution, à la fin d'octobre 1939, *El Poble català* souhaite

recommencer, au travers des douleurs de l'exil, la double oeuvre patriotique et démocratique que dans notre regrettée terre de Catalogne réalisèrent les groupes d'origine populaire et de sentiment national... *El Poble català* n'est pas un journal de parti ; des militants de divers partis y joignent leurs efforts<sup>8</sup>.

*El Poble català* s'affirme très francophile dès le début<sup>9</sup>, souligne les relations historiques de la Catalogne avec la France et annonce la création d'une section

7. Les quatre premiers numéros ont paru dans la clandestinité.

8. *El Poble català*, n° 1, 27 octobre 1939.

9. Le premier numéro porte en première page "Vive la France".

catalane de l'Association des Amis de la République française <sup>10</sup>. Il s'agit d'une publication à caractère général qui présente des articles politiques et d'informations (notamment sur l'actualité de la guerre), et accorde une grande importance à la culture (nouvelles, poèmes, nombreux articles historiques notamment sur "les grands Catalans" par Antoni Rovira i Virgili et sur les institutions culturelles catalanes comme la Fondation Ramon Llull) ; *El Poble català* donne également des nouvelles des Catalans en France et dans le monde.

A la Libération, *El Poble català* reparaît publiquement le 23 septembre 1944, avec un n° 5, comme organe de la Gauche républicaine de Catalogne renouvelée (ERC-R) et il indique que les quatre premiers numéros ont paru clandestinement <sup>11</sup>. Le journal est édité par une fraction de l'ERC qui, persuadée que la libération de l'Espagne et de la Catalogne doit être l'oeuvre de leurs propres citoyens, a collaboré depuis le début avec les deux organismes qui combattent ouvertement le fascisme : l'UNE et l'Alliance nationale de Catalogne. Aussi *El Poble català* critique-t-il les anciens dirigeants du parti et reflète-t-il les positions de l'UNE et de l'ANC sur la reconquête de l'Espagne.

## POESIA

Catalan, espagnol, basque.

N° 1 (avril 46) - n° 3 (juin 1946).  
Mensuel.

Administration et rédaction : Montpellier (Antoni Bonet i Isard, Villa Clairette, Impasse Daube, Les Aubes).

*Collaborateurs* : R. Boix Marsellès, Agustí Cabruja, Salvador Espriu, E. Gascó Contell, Francesc Prat...

Imprimé.

19 cm X 28 cm et 22 cm X 28 cm, 8 p.

Dessins.

Tirage : 3.60 exemplaires dont vingt en édition de luxe et cinquante hors commerce.

CEHI : 1946 (n°s 1 - 3) : P 6.

IEC : 1946 (n°s 2, 3) : P 8.6 POE.

Notice :

Revue de poésie trilingue, sobre et bien présentée, éditée sur papier couché (poèmes de Gabriela Mistral, Antoni Bonet i Isard, Salvador Espriu...; le thème de l'exil est présent dans quelques-uns d'entre eux).

10. *El Poble català*, n° 5 du 24 novembre 1939.

11. Le conseil exécutif de cette ERC renouvelée a pour président le Dr Aguasca ; Joan Pons est secrétaire d'organisation, Andreu Claret de la propagande et Antoni Secall est trésorier, tandis que Joan Gili i Ferran est secrétaire général. Parmi les membres du bureau : Marí Català, Josep Quero Molares, Joan Bescos.



## POLÍTICA

Première série : Boletín de información interna de Izquierda republicana. Comité regional. Toulouse. Puis : Boletín de Izquierda republicana en Francia. Puis : Fundado en 1935 por Manuel Azaña y Marcelino Domingo.

Deuxième série : Boletín para el exterior. Organo del Consejo nacional de Izquierda republicana. Fundado en 1935 por Manuel Azaña y Marcelino Domingo. Puis : Publication mensuelle.

Izquierda republicana.

Espagnol.

Première série : n° 1 (1945) - n° 79 (25 février 1950).

Mensuel, bimensuel en 1949.

Deuxième série : 1951 - 1962 (n°s non numérotés).

Mensuel puis bimestriel et irrégulier.

Troisième série : 1963 - 1982 (n°s 1 - 76).

Bimestriel.

Première série : rédaction : Toulouse (Café de la Faix, place du Capitole). Puis : Paris (12 rue d'Alger) et Paris 1<sup>er</sup> (10 rue des Pyramides).

Fondateurs : Manuel Azaña et Marcelino Domingo.

Jean Raoul, gérant en 1947 - 1948 et Alfonso AYENSA, directeur de 1947 à 1949 <sup>12</sup>. C. Falco, administrateur.

Puis : Antonio SAURA, Angel GALARZA, Antonio REMIS ALVAREZ directeurs successifs.

Collaborateurs : Mario Aguilar, Alvaro de Albornoz, José Ballester-Gozalvo, José Bort Vela<sup>13</sup>, Manuel Celso Garrido, Antonio Espina, Julio Just, José Maldonado, Jaime Miratvilles, Rafael Sánchez Guerra, José María Semprún y Gurrea, Fernando Valera...

Deuxième série : rédaction : Paris 1<sup>er</sup> (12 rue d'Alger), en 1953 ; Paris 19<sup>e</sup> (45 rue Petit) en 1960.

Directeurs : Antonio REMIS ALVAREZ jusqu'en 1959 <sup>14</sup>, Antonio SAURA ALBALAT jusqu'en 1962.

Rédacteur en chef : Julio Pérez Barba.

Troisième série :

Directeur : Angel GALARZA.

Première série : imprimé.

25 cm X 33 cm, 4 p. Puis : 43 cm X 30 cm, 6 ou 8 p. Puis 30 cm X 45,5 cm, 4 p., 6 ou 8 p.

Imprimerie SPL, Paris 9<sup>e</sup>.

Photos.

Tirage : 3.000 exemplaires par mois en 1947-1948, 4.000 par quinzaine en 1949 <sup>15</sup>.

Deuxième série : ronéotypé.

Imprimerie SPL, Paris 9<sup>e</sup> puis Imprimerie SECAM, Paris 9<sup>e</sup> (48 rue Taitbout).

21 cm X 27 cm, 8 à 12 p.

25 F. le n° en 1954, 50 F. en 1959.

Tirage : 1.200 exemplaires par mois en 1954 <sup>16</sup>.

12. Titulaire de la carte professionnelle de journaliste.

13. Titulaire de la carte professionnelle de journaliste.

14. Voir notice biographique.

15. La nouvelle attribution de papier pour *Política* est signée le 21 février 1949 par François Mitterrand, secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, Service de la presse. Nouvelles prescriptions : bimensuel de format 43 cm X 30 cm, sur 6 à 8 p., pour 4.000 exemplaires ; papier alloué : 250 kg par mois (AN, INF 936).

16. *Ibid.*

Troisième série : imprimé.  
30 cm X 41 cm, 6 à 8 p.  
Imprimerie des Gondoles, Choisy-le-Roi.  
Tirage : 1.500 exemplaires tous les deux mois en 1967<sup>17</sup>.

BDIC : 1951 (7 n<sup>os</sup>), 1952 (9 n<sup>os</sup>), 1953 (5 n<sup>os</sup>), 1954 (8 n<sup>os</sup>), 1955 (6 n<sup>os</sup>), 1956 (5 n<sup>os</sup>), 1957 (5 n<sup>os</sup>), 1958 (5 n<sup>os</sup>), 1959 (6 n<sup>os</sup>), 1960 (3 n<sup>os</sup>), 1961 (5 n<sup>os</sup>), 1962 (5 n<sup>os</sup>), 1963 (1 n<sup>o</sup>) : 4<sup>e</sup> P 5772 puis F<sup>o</sup> P 2569.

BN : 1947 - 1950 (n<sup>os</sup> 22 - 79) : Fol. Jo. 4870. 1954 - 1963 (non numérotés) : 4<sup>e</sup> Jo. 11079.

CBHI : 1945 - 1946 (n<sup>os</sup> 5 - 18), 1947 - 1950 (n<sup>os</sup> 26 - 79), 1953 - 1962 (non numérotés), 1963 - 1982 (n<sup>os</sup> 1 - 76)(incomplet) : FP 4.

FPI : 1945 - 1950 (n<sup>os</sup> 3, 7, 12, 14, 15, 17 - 25, 28, 30, 35, 36, 39 - 79), 1951 (mai), 1953 (janvier/février), 1957/1958 (n<sup>o</sup> décembre/janvier), 1959 (mars/avril - septembre/octobre), 1961 (n<sup>os</sup> février/avril - septembre/novembre), 1962 (septembre/novembre), 1963 (février/avril, extra avril), 1963 - 1982 (n<sup>os</sup> 1 - 76, incomplet) : p. 2427.

IFHS : 1946 (n<sup>o</sup> 17 : 18 mars) : 14 ASP 1954.

Notice :

*Política* est la continuation du journal du même nom publié à Madrid de 1935 à février 1939 par Manuel Azaña et Marcelino Domingo, fondateurs de l'Izquierda republicana ; l'IR provient de la fusion, en 1934, du Parti radical socialiste de Marcelino Domingo et Alvaro de Albornoz et de l'Action républicaine de Manuel Azaña. En exil, *Política* cesse de paraître en 1950 à la suite d'une scission au sein de la Fédération de la Seine du parti et reparait ensuite irrégulièrement jusqu'en 1962.

*Política* informe sur la vie du parti, les négociations diplomatiques internationales au sujet de l'Espagne, la question espagnole à l'ONU, l'activité du gouvernement républicain. Lorsque l'IR et l'Unión republicana fusionnent en 1959 pour former l'Acción republicana democrática española (ARDE), *Política* s'en fait l'écho.

Avec la troisième série qui débute en juin 1963, la ligne politique de *Política* connaît un certain durcissement, notamment sous l'impulsion d'Angel Galarza, considéré comme le conseiller politique du Conseil de gouvernement de la III<sup>e</sup> République espagnole. Cet organisme groupant des républicains partisans de l'action directe s'est constitué à Alger où il dispose de l'appui des autorités gouvernementales<sup>18</sup>.

## POLITICA

Organo de Izquierda republicana. Edición especial para España.

Izquierda republicana.

194 ? - ?.

Paris.

Imprimé

Imprimerie Soler, Aulnay-sous-Bois.

16 cm X 21,5 cm, 4 p.

17. Lettre du préfet de Police de Paris au secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'Information, 9 juin 1967 (AN, INF 936).

18. Lettre du ministre de l'Intérieur au ministre de l'Information, 18 novembre 1963 (AN, INF 936).

FPI : 1946 (n° de février) : p. 4150.

Notice :

Bulletin destiné à l'intérieur, publié en petit format sur papier bible, comportant des déclarations de José Giral et des dispositions législatives du gouvernement en exil.

## POPULAIRE (LE) GIRONDIN

Edición en español.

Partido socialista obrero español.

N° 1 (30 octobre 1944) - n° 7 (12 décembre 1944) ?  
Hebdomadaire.

Rédaction : Bordeaux (125 rue d'Arès).

*Collaborateurs* : Enrique de Francisco, José Gregori, P.-E. Guillet, Arsenio Jimeno, Rodolfo Llopis, Andrés Saborit, Pascual Tomás...

Imprimé.

Imprimerie du journal *Le Populaire girondin*, Bordeaux (10 rue Porte Dijeaux).

30 cm X 44 cm, 2 ou 4 p.

Photos, caricatures.

1 50 F. puis 2 F. le n° en 1944.

FPI : 1944 (n°s 1, 2, 7) : p. 2438.

Notice :

Édition espagnole du *Populaire girondin*, le journal bordelais de la SFIO, éditée avec l'aide cette dernière au lendemain de la Libération ; dans sa présentation, P.-E. Guillet, secrétaire fédéral de la SFIO considère les socialistes espagnols comme des membres de la Fédération.

## POR UNA ALTERNATIVA SOCIALISTA

1972 ?.

Saint Michel-sur-Orge, André Sochon.

BDIC : 8° P 7065.

Notice :

Reproduction en deux volumes d'*Acción comunista* ; le premier volume reproduit les numéros de 1965 et 1966, le second ceux de 1967, 1968 et 1969.

<b>PORVENIR</b>
-----------------

"Avenir". Mensuel destiné à l'émigration espagnole.

Espagnol.

N° 1 (janvier 1958) - ?.

Mensuel.

Interdit par arrêté ministériel du 12 mars 1958 (*Journal officiel* du 29 mars 1958, p. 3075).

Rédaction et administration : La Courneuve (Jules Harissart : 1 rue Lepilleur).

Jules HARISSART, gérant.

*Collaborateur* : Raoul Calas.

Imprimé.

Imprimerie ABECE, Paris 10<sup>e</sup> (176 quai de Jemmapes).

32 cm X 48 cm, 4 p.

Phc tos.

20 F. le n°.

AN : 1958 (n° 1) : INF 937.

Notice :

Journal interdit aussitôt qu'il a été créé, il est vraisemblablement la continuation de *El Republicano* interdit en octobre 1957<sup>19</sup>. *Porvenir* est impulsé par le PCF, le seul article signé l'étant par Raoul Calas, député de l'Hérault, membre du Comité central. L'objectif du journal, adressé essentiellement à l'émigration économique, est de donner des informations sur les événements les plus importants en France et dans le monde ainsi que sur la lutte du peuple espagnol contre Franco et de renforcer l'amitié entre les deux peuples.

Le journal se penche à la fois sur la politique française (le gouvernement de Félix Gaillard et les solutions du PCF), les conditions de vie des travailleurs espagnols en France ("Echos et problèmes de l'émigration", notamment les bidonvilles de Saint Denis) et sur l'Espagne ("Images de l'Espagne d'aujourd'hui", "Ce que l'on pense en Espagne", la répression, une nouvelle génération de poètes espagnols...).

---

19. La déclaration au Parquet de la Seine a été enregistrée le 30 décembre 1957 et l'interdiction date du début mars 1958.

## PORVENIR

Boletín departamental de las Juventudes socialistas de España en el exilio.  
Departamento del Sena.

Juventudes socialistas.

1959 ? - 1971 ?.

Rédaction : Paris 14<sup>e</sup> (198 avenue du Maine).

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 20 p.

Devenu: *Porvenir socialista*.

CEHI : 1962 (n° 2), 1967 (n° 1 et n° sans date), 1968 (n° 2 et n° d'octobre) : P 6.  
FPI : 1959 (n° juillet/août), 1960 (n° 1, 5, 6), 1961 (n° 9/10, juin, novembre), 1962 (n° 1 - 3), 1963 (n° avril, octobre, décembre), 1964 (n° janvier, mars, novembre et n° non daté), 1965 (n° 1, 2, juin/juillet, décembre), 1967 (n° mars/avril - juillet/septembre), 1968 (n° 1, 2, juin), 1970 (n° XII/69-I/70, extra mars et avril) : p. 2447.

Notice :

Bulletin intérieur des Jeunesses socialistes de la Seine : vie de la section, opinions, quelques études, sport, culture, préparation de congrès...

## PORVENIR SOCIALISTA

Juventudes socialistas.

1972 (?) - ?.

Paris.

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 14 p.

Continuation de : *Porvenir*.

FPI : 1972 (n° mars, décembre) : p. 2450.

Notice :

Continuation du bulletin précédent.

**P.O.U.M.**

**Bulletí d'informació. Editat pel Comité de França.**

Partido obrero de unificación marxista.

Catalan.

Nº 1 (1er décembre 1944) - nº 12 (avril 1946) ?.

S.l.

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 6 à 12 p.

CEHI : 1946 (nºs 9 - 12) : B 23.

FPI : 1944 - 1946 (nºs 1, 10 - 12) : p. 2454.

**Notice :**

Bulletin intérieur du POUM donnant des informations sur la réorganisation du parti dans l'exil et en Espagne. Les éditions "Front de la Libertat" commencent à publier des opuscules destinés à la fois aux réfugiés et à l'Espagne.

**P.O.U.M.**

**Boletín interior. Sección del Sena. Comité departamental.**

Partido obrero de unificación marxista.

Nº 1 (15 février 1952) - ?.

Paris.

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 6 à 22 p.

FPI : 1952 (nºs 1, 2), 1956 (nº février), 1959 (nº 1), 1961 (nº 1) : p. 2453.

**Notice :**

Bulletin intérieur du comité départemental de la Seine du POUM, consacré à la vie intérieure du parti, à des tribunes libres et à la préparation des conférences du parti.

## P.O.U.M. CUADERNOS DE LA BATALLA

**Crítica, discusión, información. Bulletin mensuel de critique, de discussion et d'information.**

Partido obrero de unificación marxista.

N° 1 (décembre 1949) - ?.  
Mensuel.

Correspondance : *La Batalla*, Boîte postale 44, Paris 20<sup>e</sup>. Paiements à Pedro Bonet, même adresse.

Jean-René Chauvin, imprimeur-gérant : Paris 9<sup>e</sup> (6 boulevard Poissonnière).

Ronéotypé.  
22 cm X 28 cm, 32 p.  
30 F. le r.<sup>o</sup>.

CEHI : 1949 (n° 1), 1950 (n° 2), 1951 (nos 3 - 7 et suppléments), 1952 - 1953 (divers nos) : P 4.  
FPI : 1949 (n° 1), 1950 (n° 2), 1951 (nos 3 - 7, et suppléments), 1952 (divers suppléments et 15 août), 1953 (nos 20 mars, 25 juillet), 1955 (n° octobre) : p. 2455.  
IFHS : 1949 (n° 1) : 14 ASP 1705.

Notice :

Le but de ce modeste bulletin est de compléter *La Batalla* et d'informer des questions politiques d'importance du moment et d'offrir une tribune où elles peuvent être discutées avec le sérieux et la hauteur de vue nécessaires.

Le bulletin fait également des comptes rendus de réunions internes (plenum de secrétaires politiques départementaux...). Le premier numéro est consacré à la question yougoslave, dans le souci de fournir une documentation qui n'est pas à la portée de tous <sup>20</sup>.

## PRENSA CLANDESTINA DE ESPAÑA

Publicación sufragada por el grupo de militantes expulsados del Movimiento libertario de Africa del Norte coincidentes con el Movimiento libertario de España. Número especial dedicado a todos los exiliados en general.

Español.

Numéro spécial : 5 octobre 1945.  
Périodicité inconnue.

Alger.

Imprimé.

---

20. Origines et causes de la rupture du PC yougoslave avec le Kremlin par Luis Soto, extraits de la résolution du Kominform du 28 juin 1948, manière dont l'URSS organisa le blocus économique de la Yougoslavie, nature du conflit Tito-Staline, et une analyse d'Ignacio Iglesias.

Imprimerie non indiquée.  
46 cm X 61 cm, 4 p.  
Diffusion gratuite.

IFHS : 1945 (n° spécial : 5 octobre) : 14 ASP 1837, 2011.

Notice :

*Prensa clandestina de España* reproduit le contenu de divers périodiques libertaires édités clandestinement en Espagne entre mai et juillet 1945 : *Alianza, C.N.T., Solidaridad obrera*, ainsi qu'un manifeste de la FIJL. Le même groupe de militants "expulsés" du Movimiento libertario publie le bulletin intérieur intitulé *Boletín de orientación*.

PRESENCIA
-----------

Aportación al mensaje hispánico.

Espagnol.

N° 1 (avril 1952) - ?.  
Périodicité irrégulière.

Correspondance : Houilles (Ignacio Chiapuso : 68 rue Gabriel Péri).  
Vicente IGNACIO, directeur.

Rédacteur en chef : Jerónimo Chicharro de León. Secrétaire de rédaction : Manuel Chiapuso, secrétaire de rédaction adjoint : Andrés María del Carpio.

Ronéotypé (Serrano Olmo, Publidadresse, Paris 4° : 24 avenue Victoria).  
21 cm X 27 cm, 14 à 20 p.  
Tirage : 120 exemplaires<sup>21</sup>.

Continuation de : *Hispanidad*.

AN : 1952 (n° 1) : INF 937.

Notice :

Comme *Hispanidad* qu'il continue vraisemblablement (même directeur, collaborateur commun), *Presencia* est un bulletin destiné aux professeurs d'espagnol et aux hispanisants, qui tente de "recueillir tout ce qui ... se fait en faveur de l'universalité de l'hispanisme". Publication consacrée à la "famille hispanique", dans laquelle le Portugal est intégré. Mais la présentation se veut sans ambiguïté nationaliste :

Pour nous, l'hispanité n'est pas une île et l'hispanisme n'est -ne doit être- qu'une nuance de l'universel humain. Que cela soit bien établi... Pour le moment le terme "hispanité" est trop métaphysique.

Ce bulletin probablement éphémère présente des études sur la littérature contemporaine et sur les diverses régions espagnoles.

---

21. AN, INF 937.



## PRESENCIA

Tribuna libertaria. Présence libertaire.

Espagnol.

N° 1 (novembre - décembre 1965) - n° 10 ? (décembre 1967 - janvier 1968).  
Bimestriel.

Rédaction : Paris 10° (24 rue Sainte Marthe) ; administration :  
Paris 13° (87 rue de Patay) puis Paris 3° (6 rue du Parc-Royal).  
Luis PASAMAR <sup>22</sup>, directeur, Amador Alvarez <sup>23</sup>, administrateur puis J. Pascual à partir du  
n° 7 (avril-mai 1967).  
*Collaborateurs* : Octavio Alberola, José Borraz, José Peirats ...

Imprimé.

Imprimerie Editions Polyglottes, Paris 12° puis Imprimerie La Ruche ouvrière, Paris 3°.  
21 cm X 13 cm, 44 à 48 p.  
Abonnement annuel : 15 F., 3 F le n° en 1966.  
Tirage : 1.500 exemplaires tous les deux mois en 1966 <sup>24</sup>.

BDIC : 1966 - 1968 (n° 5 - 10) : 8° P 5508.

BN : 1965 (n° 1) : 8° Jo. 15591.

CEHI : 1965 - 1968 (n° 1 - 10) : P 8.

FPI : 1966 (n° 3) : p. 2473.

IISG : 1966 - 1968 (n° 3 - 10) : 8° P.

Notice :

### *Presencia se présente comme*

une tribune libre pour l'exposition de la pensée libertaire, adaptée à la réalité espagnole d'aujourd'hui ... [qui] veut collaborer pratiquement à la création d'une nouvelle conscience révolutionnaire, avec tous ceux qui savent faire l'abandon de préjugés dogmatiques pour résoudre les problèmes que pose la lutte pour la transformation de la société capitaliste et l'émancipation de l'homme.

Revue animée par des opposants aux directions des organisations libertaires espagnoles devenues, selon eux, "classiques" et "monolithiques" ; les animateurs de *Presencia* souhaitent "devenir les porte-paroles des nouvelles générations inquiètes face au triste spectacle de l'exil espagnol". La revue est structurée autour de deux ensembles principaux : d'une part, des articles sur la vie espagnole et des essais et, d'autre part, de courtes informations sur l'actualité espagnole et internationale, des critiques de livres et une rubrique "polémique". La revue mène une enquête auprès de Federica Montseny,

22. Luis PASAMAR DELGADO, né en 1932, ouvrier dans une usine de chaussures à Barcelone, entré clandestinement en France en 1947 ; élu secrétaire général de la FIJL en 1959, peintre en bâtiment en France (AN, INF 936).

23. Amador ALVAREZ HERNAEZ, né en 1918, étudiant quand la guerre civile éclate, s'engage dans l'armée républicaine, se réfugie en France en 1939 ; président du Centre d'études sociales et économiques (79 rue Saint Denis, Paris 1er) ; association indépendante des mouvements anarchistes classiques qui oeuvre à la diffusion des théories libertaires et dispense également à ses adhérents des éléments de culture générale (AN, INF 936).

24. AN, INF 936.

José Feirats, Juan García Oliver, Diego Abad de Santillán et Cipriano Mera sur la question de savoir si le mouvement libertaire a renoncé à la révolution en 1936-1939.

## PRESENCIA

Tribuna libertaria.

Rédaction : Boulogne-sur-Seine (84 route de la Reine).  
Juan MOMPEAM, directeur.

Ronéotypé.  
Imprimerie I 34, Toulouse (34 rue des Blanchers )  
18 cm X 23 cm, 44 p.

CEHI : 1974 (1er trim) : P 8.  
IISG : 1974 (1er trim.) : 8° P / Div.

Notice :

Reprend les titre et sous-titre de la revue précédente ; articles sur : le nouvel ordre mondial, l' "utopie" autoritaire en question, une coordination libertaire, le Chili, la Grèce...

## PRESENCIA CATALANA

(Présence catalane). Revista mensual il·lustrada editada per l'Institut català d'art i cultura.

Institut català d'art i cultura.

Catalan.

N° 1 (mars 1952) - n° 3/4 (mars - avril 1953).  
Périodicité irrégulière.

Rédaction : Paris 9<sup>e</sup>, Institut català d'art i cultura, 2 boulevard Montmartre.  
Pierre - Louis BERTHAUD, directeur - gérant.

Comité de rédaction : Pere Bosch Gimpera <sup>25</sup>, Just Cabot, Ambrosi Carrion, Enric Roig i Querol, Josep Marfa Tarago.

---

25. Pere BOSCH GIMPERA (1891-1974), archéologue, anthropologue et essayiste, il occupe la chaire de préhistoire et d'histoire ancienne à l'Université de Barcelone, dont il devient doyen (1931-1933), puis recteur (1933-1939). Républicain convaincu, il s'exile en 1939 : en Angleterre, au Guatemala, en Colombie puis au Mexique, où il est professeur au Mexico City College et à l'École nationale d'anthropologie. Il réside en France de 1948 à 1952 où il est membre de la délégation mexicaine à l'UNESCO ; secrétaire de l'Union internationale des sciences anthropologiques et ethnologiques, dont le président est Paul Rivet, il retourne en 1953 au Mexique,

Secrétaire de rédaction : Tomàs Querol.

*Collaborateurs* : Carles Cardó, Pau de la Fabrega Pallarès, Angel Ferrán, Ventura Gassol <sup>26</sup>, Gabriel Nogués, Joan Revol, Mercè Rodoreda, Josep Salvat, M. de Sant Jordi, Joan Sauret, Manuel Serra i Moret, Ramón Xuriguera...

Imprimé.

Imprimerie Editions polyglottes, Paris 12<sup>e</sup>.

21 cm X 27 cm, 40 p.

Couverture en couleur ( pour les trois numéros -dont un n° 3/4 double : illustrations de Martí Bas, Antoni Clavé, Emili Grau Sala).

Photos, dessins (des mêmes, plus Roger Astruc, Mentor Blasco, Marc Carrius).

Publicité (librairies, dont la Librairie espagnole, 78 rue Mazarine, restaurant catalan, éditions Proa <sup>27</sup>).

Abonnement annuel : 1000 F, 100 F. le n°.

A pour supplément : *Institut català d'art i cultura*.

BN : 1952 - 1953 (n<sup>os</sup> 1 - 4) : 4° Jo. 10285.

CEHI : 1952 - 1953 (n<sup>os</sup> 1 - 4) : P 4.

IEC : 1952 - 1953 (n<sup>os</sup> 1 - 4) : P O. PRE.

Notice :

*Presencia catalana* est la revue de l'Institut catalan d'art et de culture créé sous le patronage de Mario Roques, membre de l'Institut, et de Jean Sarrailh, recteur de l'Université de Paris ; il comprend dans son bureau des intellectuels connus pour leur sympathie pour la culture hispanique et catalane : Marcel Bataillon <sup>28</sup>, Clovis Brunel <sup>29</sup>, Joseph Calmette <sup>30</sup>, Jean Camp <sup>31</sup>, Albert Camus, Joseph Canteloube <sup>32</sup>, Jean Cassou, Pierre Fouche <sup>33</sup>, Ismaël Girard <sup>34</sup>, François Mauriac, Josep Salvat <sup>35</sup>, Camille Soula<sup>36</sup>.

Bien qu'intitulée mensuelle, la revue paraît irrégulièrement ; le n° 2 sort quasiment un an après le premier et la publication s'arrête avec le n° 3/4, numéro extraordinaire publié en mars-avril 1953 en hommage au "poète national de la Catalogne", Jacint Verdaguer (1845-1902). *Presencia catalana* se veut non seulement l'organe de l'Institut mais le porte-parole de toutes les manifestations de la culture catalane dans le monde et un lieu d'accueil pour les écrivains et artistes catalans ; la revue est d'ailleurs illustrée par quelques-uns des meilleurs dessinateurs catalans.

Les articles concernent les problèmes catalans, la vision de la Catalogne par des étrangers, les richesses économiques de la Catalogne, les grandes figures de l'histoire nationale ; des poésies inédites sont publiées, ainsi que des pages d'anthologies des lettres catalanes. Des villes ou monuments catalans sont évoqués, des personnages représentatifs présentés. Aux études folkloriques s'ajoutent enfin des chroniques sur les

---

où il est chercheur. Auteur de nombreuses études de préhistoire et d'anthropologie (Fermín del PINO, "Antropólogos en el exilio", in *El exilio español de 1839* *op. cit.*, tome VI, pp. 48-69).

26. Ventura GASSOL, ex-Conseiller de culture du Gouvernement de la Généralité.

27. Livres publiés : Arthur Conte, *La légende de Pau Casals*, Josep Carner, *El Ben Cofat i l'altre*, Xavier B. Guergel, *L'home dins el mirall*.

28. Professeur au Collège de France.

29. Membre de l'Institut, directeur de l'École des Chartes.

30. Membre de l'Institut, professeur honoraire de l'Université de Toulouse.

31. Ecrivain, professeur de la Faculté des Lettres d'Alx-en-Provence.

32. Compositeur.

33. Professeur à la Sorbonne.

34. Directeur de la revue occitane *Oc* et administrateur de l'Institut d'études occitanes.

35. Professeur à l'Institut catholique de Paris, abbé.

36. Professeur de la Faculté de médecine de Toulouse.

lettres et le théâtre, les arts plastiques, la musique et la danse, le cinéma et la photographie.

**PROA**

**Revista artistico-literaria del 505º Grupo de T.E.**

Espagnol. Catalan. Français

1941 (?) - ?.

Rédaction : camp de Clairfont, par Portet (Haute-Garonne) ;

"directeur technique et gérant " : Enrique Campos, directeur littéraire : illisible.

*Collaborateurs* : Ramón Mena, Joan Sacs, G. Sánchez-Boxa, Miguel Sánchez-Boxa Eugenio S. Zaragoza ..

Dactylographié.

21 cm X 30 cm, 18 p.

Illustré en couleur <sup>37</sup>.

CEHI : 1941 (n° 2 : 1er mars, n° 3 : 1er avril) : P 10.

Notice :

Magnifique bulletin publié par les Espagnols du 505º GTE ; le surveillant et le chef de groupe du 505º GTE y participent aussi. Ce dernier écrit en avril 1941 un éditorial très lyrique :

Partout la terre réclame sa blessure fécondante, les futures moissons seront la délivrance des multitudes angoissées... Allons, par les routes baignées de soleil, par les chemins embaumés... vers le travail qui sauvera notre pays et assurera le pain de demain <sup>38</sup>.

Le bulletin publie des textes humoristiques, des évocations de Barcelone et de Toulouse, des poésies.

**PROA**

**Portaveu del partit Estat català.**

Estat català.

Catalan.

"Primer alliberar. Després, governar".

Nº 1 (30 octobre 1945) - ?.

37. Le n° 3 porte en couverture une "fantasia Gitana" dessinée par Oscar Daniel.

38. *Proa*, n° 3, 1er avril 1941.

Mensuel

Rédaction : Perpignan (1 rue Montaner), administration : Perpignan (15 bis rue Claude Bernard).

Collaborateurs : Joan Layret, Rosend Serra, Jaume Torres, Joan Vallesca...

Imprimé.

Imprimerie du Midi, Perpignan.

46 cm X 56,5 cm, 2 p.

CEHI : 1945 (n<sup>os</sup> 1 - 3) : GP 1.

Notice :

Journal d'Etat català, le parti fondé en 1923 par le colonel Francesc Macià, premier président de la Généralité de Catalogne. Les rubriques en sont : "Catalogne intérieure ... Catalogne extérieure", "Informations politiques", "Le parti en exil", "Revue de la presse franquiste", "Revue de la presse catalane d'Amérique". Le journal commémore la mort de F. Macià.

## PROFESIONALES DE LA ENSEÑANZA

Federación española de trabajadores de la enseñanza.FETE

N<sup>o</sup> 1 (1er juillet 1939) - n<sup>o</sup> 2 (septembre 1939) ?.

Camp d'Argelès.

Collaborateurs : Antonio Gardó Cantero, Miguel Orts, Miguel Monzó ...

Dactylographié puis manuscrit.

21 cm X 30 cm, 9 à 16 p.

Dessins couleur.

"Edition de 16 exemplaires".

Reproduction dans *Plages d'exil. Les camps de réfugiés espagnols en France, 1939, op. cit.*, pp. 66 - 91.

Notice :

Bulletins confectionnés par des anciens enseignants dans le camp d'Argelès ; merveille de réalisation en dépit des conditions matérielles : beauté et diversité des dessins et des couleurs, élégance de la calligraphie. Les textes sont consacrés à l'organisation du travail d'éducation et de diffusion de la culture entrepris dans le camp même. Les bulletins publient des articles de pédagogie, des informations sur les nouvelles dispositions concernant l'enseignement en Espagne, un bilan du travail culturel réalisé dans le camp et des poèmes.

## PROYECCION

Organo de la inmigración española.

1963 (? - 1967 ?).

Toulouse.

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 12 p.

FPI : 1965 (n<sup>os</sup> 3, 4, 7, 9) : p. 2503.

Notice :

Modeste bulletin d'information générale destinée à l'immigration espagnole.

## PUEBLO (EL)

Boletín de información de Izquierda republicana. Puis à partir du n<sup>o</sup> 2 (23 septembre 1946) : Portavoz en el exterior del Consejo nacional de Izquierda republicana.

Izquierda republicana.

Espagnol.

N<sup>o</sup> 1 (11 février 1946) - n<sup>o</sup> 21 (9 août 1947)<sup>39</sup>.  
Bimensuel.

Rédaction et administration : Perpignan (Pascual Cots, 10 avenue Général de Gaulle), puis :  
correspondance : Paris 19<sup>e</sup> (José Compte : 11 rue Mathis) .

Salvador QUEMADES, directeur

Collaborateurs : Alvaro de Albornoz, Alberto Carsí, Puig Espert, Claudio Sánchez Albornoz,  
Braulio Solsona...

Imprimé.

Imprimerie du Midi, Perpignan, puis : Imprimerie Brille et Gautier, Narbonne (boulevard  
Collège).

30,5 cm X 42 cm, 4 p.

BN : 1946 (n<sup>o</sup> 1) : Fol. Jo. 4752 ; 1946 - 1947 (n<sup>os</sup> 2 - 21) : Fol. Jo. 45<sup>93</sup>.

FPI : 1946 - 1947 (n<sup>os</sup> 1 - 21) : p. 2515.

Notice :

Cette publication de la Gauche républicaine reprend le nom du quotidien  
valencien de Vicente Blasco Ibañez<sup>40</sup> et définit ainsi son objectif :

39. Mais le premier numéro étant sorti le 11 février, le n<sup>o</sup> 2 ne paraît que quelques mois plus tard, le 23 septembre 1946.

40. Lettre d'Alberto Carsí dans le n<sup>o</sup> 3 du 8 octobre 1946.

la notion de peuple se confond avec celle de nation... le peuple espagnol... a une volonté qui ne peut être la volonté partielle d'aucun de ses groupes, mais la synthèse des sentiments et des intérêts... Nous prétendons que, le fascisme une fois vaincu et disparu, l'équilibre régnera dans la société espagnole... *El Pueblo* sera un journal du peuple pour le peuple.

*El Pueblo* informe sur la réorganisation de l'IR et sur l'activité du gouvernement en exil <sup>41</sup>, "organo spécifique de l'action extérieure". Une rubrique intitulée "Problèmes de l'après-dictature" s'intéresse à l'enseignement, à l'analphabétisme, à la superstition.

---

41. Le n° 21 du 29 août 1947 signale que le directeur du journal Salvador Quismada est nommé ministre de l'Instruction publique et de la propagande et Alvaro de Albornoz, président du le gouvernement en exil.









Cuando el gobierno viola los derechos del pueblo, la insurrección es para cada parte de éste el más sagrado e indispensable de los deberes.

Artículo 35 de la Constitución del año primero de la República Francesa.

## Una intervención parlamentaria de Pablo IGLESIAS por Andres Saborit

## XIX ANIVERSARIO DE IGLESIAS La unidad del P. S. O. E. por Arsenio JIMENO

Con el mayor gusto acepto la ocasión que me brindan los amigos de «Le Populaire Girondin» edición española para escribir acerca del tema que encabeza estas líneas por considerar que serán de interés para la generación presente en calidad de hecho histórico, no sólo de enseñanzas para quienes hoy están adscritos a nuestro Partido Republicano, hablar y escribir de la vida y de la obra de Pablo Iglesias y hablar y escribir de la vida de la obra del Partido Socialista.

Iglesias triunfó por primera vez como Diputado a Cortes por Madrid el año 1910 en la candidatura formada por la conjunción republicano-socialista y a cuyo frente figuraba el hombre más eminente de la literatura española en aquella época, Don Ramón Pérez Galdós, quien hasta su muerte mantuvo una estrecha y cordialísima amistad con el inolvidable epíteto del Socialismo.

La entrada de Iglesias en el Parlamento fue un acontecimiento político de primera magnitud para el pueblo español todas las corrientes de popularidad, y su primer discurso fue, como todo el resto de su labor parlamentaria, sincero, valiente, sincero, pero no espectacular ni revolucionario de boquilla. Por desgracia, una buena parte de la masa trabajadora española estaba malamente educada a este respecto, y a esa malísima educación contribuyeron, no poco, ciertos elementos republicanos, que utilizaban la tribuna parlamentaria para producir escándalos y alaridos con muy poco resultado práctico para las ideas que decían representar y que en verdad a veces ni representaban ni trabajaban seriamente por ellas. Pablo Iglesias formaba parte, dentro del Parlamento, de la corriente de conjunción republicano-socialista, presidida por Don Comeniano de Azcozeta, noble figura del republicanismo español, que, con Don Ramón distinguía siempre con su afecto a nuestro fundador.

Gobernaba a España en aquel momento el Partido Conservador, auxiliado por Don Antonio Maura y era ministro de la Gobernación Don Juan de la Cierva y Peraiter, uno de los hombres más estrictos del viejo régimen con el que Maura y Cierva habían realizado una crecienta cooperación en Barcelona, con motivo de la protesta que surgió en la ciudad catalana por el suceso de Heróles de las reclusas, a la vez que expresión tan inhumana que dio origen a varias penas de muerte, una la de un pobre carbonero llamado Gaudet y que se acordó de haber bailado con los retores de una academia de la época, por los reaccionarios españoles.

Funcionaba en Barcelona por aquellos años la escuela y jornada por las derechas la Escuela Moderna dirigida por Francisco Ferrer Guardia, pedagogo de tendencias libertarias muy popular en los centros avanzados de la capital catalana. Ferrer fue procesado como dirigente del movimiento de protesta que surgió en Barcelona para oponerse a la guerra de Marruecos pero la realidad es que Ferrer no tenía la menor intervención en aquellos sucesos que en la Historia se conocen con el nombre de «Semana Trágica de Barcelona».

El 13 de Octubre de 1910 en los lechos de Montauban está asesinado Francisco Ferrer, víctima del odio feroz de la tiranía salvaje de los derechas españoles. Maura y Cierva pudieron evitar este crimen. Más obligación son de contarle hasta el día de hoy a Alfonso XIII ni Maura ni Cierva lo hicieron. La sentencia del Consejo de Guerra que juzgó a Ferrer produjo tal emoción en el extranjero que en casi todas las capitales europeas hubo manifestaciones de protesta ante las Embajadas y Consulados españoles y la impopularidad de los gobernantes de la Monarquía no hizo donde entonces sus cenizas.

Pablo Iglesias pronunció un discurso duro y enérgico contra el Gobierno de Maura y Cierva, acusándole terriblemente por su política inhumana durante la Semana Trágica barcelonesa. Aquel discurso le proporcionó donde uno de los tribunos de la Cámara y pudo decir, sin exageración que la impresión que produjeron las palabras de Iglesias fue tan fuerte que el señor Maura quedó para siempre descartado de continuar en el Gobierno aunque su alejamiento, naturalmente no fue inmediato. Con una homilía por nadie superada, Iglesias se atrevió a decir cara a cara a sus adversarios y donde ellos le podían replicar y hasta abandonar por el número que y el señor Maura se arriesgaba de volver a gobernar si la Cámara no escarmentaba y le entregaba de nuevo el Poder. Al ser arrebatado a recomendar al atentado personal contra el jefe del Partido Conservador y las palabras suscitadas de gravedad por el hecho de que el señor Maura había sido el objeto en Barcelona de un atentado que cometió el anarquista Arca y del que murió por las heridas. El ambiente de odio y de protesta en la Cámara y Cierva eran volúmenes y el en el Parlamento se atrevió a recomendar el atentado personal para impedir que el jefe del manifiesto gobernara de nuevo a España, se puede suponer que la amenaza no iba a caer en el vacío.

Seguir en segunda página



... de la vida y de la obra del Partido Socialista. ... de la vida y de la obra del Partido Socialista. ... de la vida y de la obra del Partido Socialista.

... de la vida y de la obra del Partido Socialista. ... de la vida y de la obra del Partido Socialista. ... de la vida y de la obra del Partido Socialista.



### REGOCIJO

Nuestro querido portavoz el socialista que con tanto entusiasmo y energía ha trabajado por el espíritu de los trabajadores españoles, ha merecido en Valencia salvados miles de obreros que no hubiesen tenido que morir en el manicomio y a la vez un ejemplo y ejemplo de lo que se puede hacer en el mundo del trabajo.

... de la vida y de la obra del Partido Socialista. ... de la vida y de la obra del Partido Socialista. ... de la vida y de la obra del Partido Socialista.





# PRESENCIA CATALANA

INSTITUT CATALÀ D'ART I CULTURA



GAUDÍ

MARÇ 1952

PARIS



# PROFESIONALES de la Enseñanza

Los balances de trabajo, estadísticos de esfuerzo y deseo, son siempre magníficos exponentes de la bondad o del error de una organización y de la capacidad creadora de sus componentes. Los Profesionales de la Enseñanza llevan bastantes meses de trabajo en los campos y han creado un espíritu de cultura que, como es lógico pensar, hay que ordenar y conducir con equilibrio y firme. Ha pasado la época valga la frase, de la improvisación del hacer incoherente, del enfoque unilateral de este problema que afecta de manera tan fundamental a nuestros compatriotas, pero también a nuestra capacidad de organización.

Continuamos sintiéndonos maestros y profesionales, y, a estas condiciones que aceptamos como imperativo individual, no puede faltar la responsabilidad de maestros y españoles, ante nuestros compatriotas y ante nuestra dignidad profesional.

# EL PUEBLO

ORGANO DE LA COMISIÓN NACIONAL DEL GOBIERNO REPUBLICANO

SEDE SOCIAL: CALLE DE LA VILA, 11. MADRID, ESPAÑA

## EL PLAN MARSHALL

### Momentos de grave responsabilidad

Al lado de otros países que se han beneficiado del Plan Marshall, España se encuentra en una situación de grave responsabilidad. El gobierno republicano debe tomar decisiones que afecten al futuro de la nación.

El Plan Marshall es una oportunidad para España. Sin embargo, el gobierno debe ser consciente de las condiciones que impone y de las responsabilidades que conlleva.

La aceptación del Plan Marshall implica un compromiso con la democracia y la libertad. El gobierno debe asegurarse de que estas condiciones se cumplan.

El Plan Marshall no es un regalo. Es un préstamo que debe ser devuelto. El gobierno debe tener un plan claro para afrontar esta deuda.

El Plan Marshall es una oportunidad para España. Sin embargo, el gobierno debe ser consciente de las condiciones que impone y de las responsabilidades que conlleva.

El Plan Marshall es una oportunidad para España. Sin embargo, el gobierno debe ser consciente de las condiciones que impone y de las responsabilidades que conlleva.

El Plan Marshall es una oportunidad para España. Sin embargo, el gobierno debe ser consciente de las condiciones que impone y de las responsabilidades que conlleva.

El Plan Marshall es una oportunidad para España. Sin embargo, el gobierno debe ser consciente de las condiciones que impone y de las responsabilidades que conlleva.

El Plan Marshall es una oportunidad para España. Sin embargo, el gobierno debe ser consciente de las condiciones que impone y de las responsabilidades que conlleva.

El Plan Marshall es una oportunidad para España. Sin embargo, el gobierno debe ser consciente de las condiciones que impone y de las responsabilidades que conlleva.

## LA PAZ MONARQUICA EN ESPAÑA

Uno de los disparates más grotescos y pueriles que se le pueden ocurrir a un español es el de asociar a la Monarquía las ideas de orden y de paz. Desde el reinado de Fernando VII, que marcó el comienzo de la restauración, la Monarquía ha sido un instrumento de división y de guerra.

Desde el reinado de Fernando VII, el país ha conocido el caos y la violencia. El ejército ha sido un instrumento de opresión y de división.

La Monarquía ha sido un instrumento de división y de guerra. Desde el reinado de Fernando VII, el país ha conocido el caos y la violencia.

La Monarquía ha sido un instrumento de división y de guerra. Desde el reinado de Fernando VII, el país ha conocido el caos y la violencia.

por ALVARO DE ALBORNOZ

Ante la guerra civil, el ejército de austracos y alemanes se alió con el ejército republicano. La guerra civil fue un momento de división y de guerra.

La guerra civil fue un momento de división y de guerra. El ejército de austracos y alemanes se alió con el ejército republicano.

La guerra civil fue un momento de división y de guerra. El ejército de austracos y alemanes se alió con el ejército republicano.

La guerra civil fue un momento de división y de guerra. El ejército de austracos y alemanes se alió con el ejército republicano.

El Plan Marshall es una oportunidad para España. Sin embargo, el gobierno debe ser consciente de las condiciones que impone y de las responsabilidades que conlleva.

## QUADERNS D'ESTUDIS POLITICS, ECONOMICS I SOCIALS

Grup d'estudis politics.

Catalan.

Nº 1 (janvier 1945) - nº 24 (juin 1947).

Mensuel.

Rédaction : Casal de Catalunya, Perpignan (5 boulevard Wilson). Administration : Perpignan, 15 rue Ramón Llull (Ferran Cuito, gérant) <sup>1</sup>.

*Collaborateurs* : Claudi Ametlla <sup>2</sup>, Josep Maria Batista i Roca <sup>3</sup>, Joaquim Camps i Arboix <sup>4</sup>, Amadeu Hurtado <sup>5</sup>, Victor Hurtado, Josep Pallach, J. Quero Molares, Antoni Rovira i Virgili, Nicolau M. Rubió, Josep Solanes, Rafael Tasis, Humbert Torres, Ramón Xuriguera...

Imprimé.

Imprimerie Synthe et Cie, Perpignan.

22 cm X 27 cm, 40 p.

Publicité locale et régionale.

30 F. le nº.

Tirage : 5.00 à 1.000 exemplaires par mois <sup>6</sup>.

BN : 1945 - 1946 (nºs 1 - 19), 1946 - 1947 (nºs 20 - 24) : 4º Jo. 3914.

CEHI : 1945 - 1946 (nºs 1 - 21) :

IEC : 1945 - 1947 (nºs 1 - 24) : P 3 QUA.

Notice :

Revue publiée par le Groupe d'études politiques de Perpignan et ouverte, sans distinction politique, à tous ceux "qui ont une inquiétude spirituelle" et le désir de travailler ; son objectif : "devenir une conscience". Les *Quaderns* accueillent tous travaux sur des thèmes politiques, économiques et sociaux qui ont "un contenu critique, technique ou de recherche". Ils sont structurés en deux parties : articles de fond et informations et, ensuite, commentaires (surtout économiques).

Au cours de ses deux années d'existence les *Quaderns* ont publié de nombreux articles de réflexion politique, économique ou historique, des études sur la situation internationale et les questions politiques, économiques et sociales relatives à la Catalogne dans ses rapports avec l'Espagne et l'Europe. L'accent est porté

1. Ferran CUITO (1898-1973), ingénieur et homme d'affaires, ancien directeur général de l'industrie en Catalogne, membre d'Acció catalana republicana, il est le gendre d'Amadeu Hurtado. Il retourne à Barcelone en 1950 ; il est à l'origine de la création, en tant que vice-président de l'Omnium cultural de Paris, du Centre d'études catalanes à la Sorbonne (Charles LEBELBAUM, "Nature et fonction de la revue *Quaderns* dans l'antifranquisme de l'après-guerre", in *Typologie de la presse hispanique, Actes du colloque Rennes 1984*, pp. 187-195 (*Presse et société* 20)(Josep BENET, *El president Tarradellas en els seus textos, 1954-1988*, Barcelone, Empuries, 1992, p. 259).

2. Claudi AMETLLA (né en 1883), journaliste politique (au *Poble català*, porte-parole du nationalisme républicain).

3. Josep Maria BATISTA I ROCA (1885-1979), auteur de nombreux ouvrages sur l'histoire de la Catalogne ; en 1939, s'exile à Londres où il participe au Conseil national de Catalunya.

4. Joaquim CAMPS I ARBOIX (né en 1894), ancien député au Parlement de Catalogne (Acció catalana republicana), spécialiste des problèmes agraires.

5. Voir notice biographique.

6. Charles LEBELBAUM, "Nature et fonction de la revue *Quaderns* dans l'antifranquisme de l'après-guerre", *art. cit.*



préférentiellement sur les aspects socio-économiques de l'Espagne franquiste : la banque, le tungsiène, le budget, l'industrialisation.

Les *Quaderns* entreprennent par ailleurs une réflexion suivie sur l'exil et son climat de discorde, présent dans la plupart des expériences historiques.

## QUADERNS DEL COMUNISME

Revista editada pel CC del Partit socialista unificat de Catalunya.

Partit socialista unificat de Catalunya.

Catalan.

N° 1 (février 1946) - n° 6 septembre 1946 ?  
Mensuel.

Paris ?.

*Collaborateurs* : Pere Ardiaca, Amadeu Bernardo, Joan Blazquez, Wenceslau Colomer, Joan Comorera, Emilià Fabregas, Dolores Ibaruri, Antonio Mije, Josep Moix, Josep Raventos, A. Sokolov, Ramón Soliva, Elisa Uriz, Maurice Thorez, Rafael Vidiella...

Imprimé.

13 cm X 20,5 cm, 64 à 120 p.  
20 F le n°.

BN : 1946 (n° 4 - 6) : 8° Jo. 6288.

FPI : 1946 (n° 1 - 6) : p. 2535.

Notice :

Publiée par le PSUC, il s'agit d'une "revue d'orientation, d'information et de divulgation théorique" pour accélérer la bolchevisation du parti, car "chaque militant doit vouloir être, doit être un dirigeant" :

Un Catalan bolchévique est et sera toujours le véritable patriote car il sait combattre et construire, comprendre les perspectives des luttes d'aujourd'hui en se liant au passé ; car il travaille et se sacrifie pour une Catalogne libre de préjugés sociaux et économiques, nationalistes et pseudo-spirituels ; car il veut arracher de notre terre les racines du capitalisme monopolistique, balayer la domination asservissante et anti-nationale de la bourgeoisie et des castes féodales agrippées au pouvoir politique tant en Catalogne que chez les autres peuples hispaniques.

Des dirigeants du PSUC, du PCE, parfois du PCF et du PCUS écrivent dans les *Quaderns del comunisme* qui célèbrent les héros du PSUC (Josep Miret-Musté, Antoni Sose, Jaume Girabau...), analysent le franquisme, rappellent des dates ou des personnages historiques (1er mai, Lénine, José Díaz ...) ainsi que la participation du PSUC à la Résistance française.



## RAMILLETE (EL)

Periódico de la colonia de niños españoles refugiados en Orly.

Français. Espagnol.

1938 - ?.

Imprimé.

Imprimerie de la colonie d'Orly.

21 cm X 31 cm, puis 24,5 cm X 32,5 cm, 6 ou 8 p.

1 F. le n°.

ISG : 1938 (n°s 3, 5, 8) : F. Orly. Red dot. Diversen.

Notice :

Journal de la colonie d'enfants espagnols réfugiés d'Orly, édité avec l'aide de la SFIO dont le sigle apparaît en première page<sup>1</sup> ; il fait une description de la vie de la colonie (vie interne et visites) et donne des nouvelles d'autres colonies d'enfants (Biarritz, Limoges, Bayonne, Sartrouville, Toulouse, Valence, Asnières, Le Havre...).

## REBELDE (EL)

Boletín interior de la Regional de Andalucía - Extremadura. C.N.T. - A.I.T.

Confederación nacional del trabajo.

Espagnol.

N° 1 (janvier 1961) - n° 44 (juillet 1968).

Trimestriel.

Correspondance : Toulouse (161 route de Lombez) ; administration : Paris 19° (72 rue de Flandres, chez E. Ordoño).

Francisco OLAYA MORALES, directeur ; Enrique Ordoño, administrateur.

*Collaborateurs* : Cazorla, Paulino Díez, Luis Gallego, García Navarro, Cayetano Pérez, ...

Imprimé.

Imprimerie des Gondoles, Choisy-le-Roi. Puis dès le n° 2 : Imprimerie SGI, Toulouse.

32 cm X 50 cm. 4 p.

Photos.

"Non destiné à la vente publique".

Continuation de : *Nervio* .

---

1. Par ailleurs, le n° 5 de juin 1938 comporte un éditorial de Suzanne Lacore, ancienne sous-secrétaire d'Etat à la Protection de l'Enfance du premier gouvernement de Front populaire. Le titre signifie "le bouquet".

BDIC : 1961 - 1968 (n<sup>os</sup> 1 - 44) : microfilm en cours de catalogage <sup>2</sup>.  
BN : 1961 - 1968 (n<sup>os</sup> 2 - 44) : Gr. fol. Jo. 9162.  
CEHI : 1961 - 1968 (n<sup>os</sup> 2 - 48) : FR 2.  
IFHS : 1961 - 1968 (n<sup>os</sup> 1 - 43) : 14 ASP 1404, 1613, 1841.

#### Notice :

*El Rebelde* est publié par la même équipe que *Nervio* avec le même directeur, quelques mois après l'interdiction de ce dernier. Le manque de ressources -et même un déficit financier- fait s'arrêter le journal au terme de 44 numéros <sup>3</sup>. *El Rebelde* est quasiment complètement consacré à l'Espagne, avec la collaboration extrêmement précise et documentée de correspondants de l'intérieur : articles sur la politique économique du gouvernement (Plan Badajoz, Plan de développement, commerce, industrie), la situation sociale (grèves du printemps 1962, conventions collectives, prix, salaires, coût de la vie, élections dans les syndicats verticaux que le journal appelle à boycotter ...), ou la vie culturelle (enseignement, répression à l'encontre de professeurs de l'enseignement supérieur, loi sur la presse de Manuel Fraga Iribarne ; une rubrique assez régulière s'appelle "Liberté de la presse"...). La répression est dénoncée régulièrement : prisons, système pénitentiaire, atrocités commises contre des mineurs asturiens par la police <sup>4</sup> ; des campagnes de solidarité sont organisées, notamment envers les familles des victimes et *Nervio* proteste contre l'exécution au garrot de Joaquín Delgado et Francisco Granados <sup>5</sup>, militants de la FLL. Le journal porte une attention particulière à l'Andalousie (guérillas de Huelva, économie...).

*El Rebelde* est souvent critique par rapport à la direction de la CNT ; il n'hésite pas à faire état de problèmes internes (comme par exemple l'exclusion de militants du groupe d'Andalousie-Estrémadure de Bordeaux <sup>6</sup>), ou même à s'inscrire en faux contre des déclarations du secrétaire général du Secrétariat international de la CNT, Germain Esgleas, à propos de l'appréciation portée par celui-ci sur l'enlèvement à Rome, par des anarchistes espagnols et italiens, de Mgr Marcos Ussía Urruticoechea, conseiller ecclésiastique de l'ambassade espagnole au Vatican, afin de réclamer la

liberté immédiate de tous les prisonniers politiques et sociaux, en échange de la libération de Mgr Ussía dont l'intégrité physique et la sécurité sont scrupuleusement respectées <sup>7</sup>.

### REBELDE (EL). REBELLE (LE)

Organo de combate y expresión anarquista. Organe de combat d'expression anarchiste.

Espagnol. Français.

2. Collection prêtée pour reproduction par Francisco Olaya Morales.

3. Entretien avec Francisco Olaya, le 28 décembre 1990.

4. *El Rebelde*, n° 20, novembre 1963 : "El crimen fue en Asturias", p. 1.

5. *El Rebelde*, n° 19, septembre 1963 : "Dos nuevos crímenes del fascismo", p. 1.

6. *El Rebelde*, n° 34, avril 1966.

7. *El Rebelde*, n° 35, de juin 1966, se fait l'écho des anarchistes français -Fédération anarchiste et groupe *Noir et rouge*- et du MLE de l'intérieur affirmant que "L'opération Coechea est positive", contre G. Esgleas et Miguel Celma, secrétaire à la culture et à la propagande, qui l'avait qualifiée de "purement négative", "faite sans l'assentiment du SI" dans la *Dépêche du Midi* du 3 mai 1966.

1944 ? - ?.

Sl.

*Collaborateur* : R. González Pacheco, nombreux pseudonymes....

Imprimé.

Imprimerie non indiquée.

25 cm X 33 cm. 8 p.

IFHS : 1945 (n° 2 : janvier) : 14 ASP 2078.

Notice :

Publication bilingue, avec des textes différents dans les deux langues, dédiée essentiellement à la culture (la poésie notamment : "la voix de León Felipe, une voix neuve et géniale") et à la réflexion politique ("la CNT et la politique", le centralisme et le fédéralisme, "État et anarchie")<sup>8</sup>. Dans les quatre pages intérieures en français la législation française sur la presse est critiquée ("Le monopole n'admet pas de liberté") ; le parti de clandestinité pris par le journal pour ne pas s'y soumettre explique probablement le caractère éphémère d'*El Rebelde*<sup>9</sup>.

## RECONQUESTA

Journal hebdomadaire pour la démocratie.

Aliança nacional de Catalunya.

Français, catalan.

N° 1 (3 juin 1939) - n° 8 (juillet 1939).

Hebdomadaire.

Rédaction et administration : Montpellier (9 rue Castilhon). André Aversenq, gérant.

Imprimé.

Imprimerie de la Presse, Montpellier (rue Jardin Martel).

33 cm X 46 cm, 4 p. à 8 p.

Dessins, photos.

Abonnement annuel : 45 F., 50 centimes le n°.

---

8. Ainsi est saluée, dans la presse libertaire de l'exil, l'apparition d'*El Rebelde* : "Dans ses pages, nous avons vu les signatures d'amis chers, qui sont une promesse. Tous, des jeunes qui n'ont pas encore trente ans et dont l'avenir dans le domaine des idées dépassera ce qui a précédé" (*Acción libertaria*, 2e époque, n° 6, 31 décembre 1944, p. 3).

9. Extraits d'un article de François Quilici, publié dans *La Bataille* le 7 décembre 1944, critiquant le fait que "le syndicat de la presse hebdomadaire réclame comme une garantie indispensable que les journaux "ne paraissent qu'après avis favorable de la Fédération nationale de la presse française. Autrement dit, nul ne pourra publier de journal en France sans l'autorisation de M. Albert Bayet... L'intégrité de M. Bayet est au-dessus de tout soupçon. C'est la dictature de M. Bayet qui est insupportable" et *Le Rebelle* ajoute : "Plutôt que de faire soumission au grand manitou... Nous resterons dans la clandestinité ...", demandant aux lecteurs d'être discrets sur l'identité des rédacteurs du journal.

Tirage : n<sup>os</sup> 1 - 3 : 3000 exemplaires, n<sup>o</sup> 4 : 4000 exemplaires, n<sup>os</sup> 5 - 8 : 4500 exemplaires <sup>10</sup>.

CEHI : 1939 (n<sup>os</sup> 3 - 7) : FR 1.  
Arch. du C.C. du P.C.E.

Notice :

*Reconquesta* est publiée par l'Aliança nacional de Catalunya, proche du PSUC, en juin et juillet 1939. En ce début de l'exil, l'essentiel du journal est consacré aux camps d'internement (deux pages) et aux recherches demandées par les familles (deux pages entières dans le n<sup>o</sup> 3 du 15 juin), ainsi qu'à des informations sur la Catalogne. Si le problème des réfugiés est omniprésent, *Reconquesta* publie également un grand article sur la Junta de Casado et un manifeste de la JSUC.

### RECONQUISTA (Oran)

Al servicio de la Junta suprema de Unión nacional española.

Unión nacional española.

Espagnol.

1945 - ?.

Oran.

Rédacteur : Ambrosio Gutierrez González.

Imprimé.

45 cm X 60 cm, 4 p.

5 F. le n<sup>o</sup>.

BDIC : 1945 (n<sup>o</sup> 2/3 : avril -mai) (photocopie) : catalogage en cours <sup>11</sup>.

Notice :

Journal de l'UNE édité en Algérie ; il fait état des nombreuses manifestations antifranquistes organisées en Algérie.

### RECONQUISTA DE ESPAÑA (Cahors) <sup>12</sup>

Unión nacional española.

Espagnol.

1942 - ?.

10. *Edicions del P.S.U. a França des de la perdua de Catalunya fins al 19 de juliol 1939* (ACCPCE).

11. Don de Javier Rubio, Salamanque.

12. Les nombreuses éditions de *Reconquista de España* sont classées en fonction de leur sous-titre et, quand elles n'en ont pas, en fonction de leur date d'apparition.

Dactylographié.  
13 cm X 20 cm, 4 p.

ACCPCE : 1942 (30 mars, 14 avril) : vol. 58.

Notice :

Bulletin clandestin de l'UNE publié au moins à deux reprises en 1942 dans le Lot, à Cahors.

RECONQUISTA DE ESPAÑA (PCE, Cantal)
-------------------------------------

Partido comunista español.

Espagnol.

1942 ? - ?.

[Cantal ?].

Manuscrit.  
21 cm X 27 cm, 6 p.

ACCPCE : 1942 (11 février, 13 février) : vol. 58.

Notice :

Bulletins clandestins manuscrits confectionnés par le PCE en 1942, probablement dans le Cantal.

RECONQUISTA DE ESPAÑA (Cantal)
--------------------------------

Unión nacional española.

Espagnol.

Sans date.

[Cantal ?] <sup>13</sup>.

Manuscrit.

---

13. Les lieux indiqués entre crochets avec un point d'interrogation proviennent, pour les éditions manuscrites de *Reconquista de España*, d'indications portées sur les bulletins mêmes, mais avec une écriture différente du reste des bulletins, donc très vraisemblablement postérieures à la rédaction de ceux-ci.

21 cm X 27 cm, 2 p.

ACCPCE : un n° : vol. 58.

Notice :

Bulletin manuscrit clandestin de l'UNE probablement confectionné dans le  
Cantal.

**RECONQUISTA DE ESPAÑA (Basses-Alpes)**

Unión nacional española.

Espagnol.

1943 - ?.

Manuscrit.

7 cm X 10 cm, 4 p.

ACCPCE : 1943 (mars) : vol. 58.

Notice :

Bulletin clandestin de l'UNE publié dans le département des Basses-Alpes  
en mars 1943.

**RECONQUISTA DE ESPAÑA (Vierzon)**

**Al servicio de la Junta suprema de Unión nacional.**

Unión nacional española.

Espagnol.

1942 ? - 1944 ?.

Rédaction et administration : Vierzon (52 route de Bourges).

Directeur en décembre 1944 : Daniel R. PRADELA.

Imprimé.

Imprimerie Presses et Editions du *Berry libre*, Vierzon.

27 cm X 42 cm, 4 p.

Photos, dessins.

2 F. le n° en 1944.

ACCPCE : 1944 (n° 2 : 9 décembre) : vol. 58.



Notice :

Bulletin de l'UNE publié dans le Cher fin 1944 ; il indique qu'il a paru aussi clandestinement <sup>14</sup>.

### RECONQUISTA DE ESPAÑA (Gard)

Al servicio de la Junta suprema de Unión nacional. Suplemento departamental del Gard.

Unión nacional española.

Español.

1941 ? - 1944 ?.

S.l.

Imprimé.

30 cm X 42 cm, 2 p.

2 F. le n° en 1944.

ACCPCE : 1944 (n° 4 : 1er octobre) : vol. 58.

Notice :

Publication de l'UNE dans le Gard. Le n° 4 d'octobre 1944 indique : "année IV, deuxième époque", afin de souligner sa parution dans la clandestinité.

### RECONQUISTA DE ESPAÑA (IV<sup>e</sup> Zone)

Al servicio de la Junta suprema de Unión nacional de Madrid. Suplemento editado por el Comité regional de U.N.E. IV<sup>a</sup> Zona.

Unión nacional española.

Español.

1944 ? - ?.

Hebdomadaire.

Rédaction et administration : Marseille (10 boulevard Théodore Thurner).

14. Le n° 2 daté du 9 décembre 1944 porte l'indication : "más 47 parecidos en la clandestinidad", indiquant donc que 47 numéros ont paru clandestinement.

Imprimé.  
32 cm X 45,5 cm, 2 p.  
Dessins.  
2 F. le n°.

Est supplément de : *Reconquista de España*.

CEHI : 1944 (n° 4 : 8 octobre, n° 5 : 22 octobre) : GR 3.

Notice :

Publication de l'UNE dans les Bouches-du-Rhône. Les numéros de la fin 1944 sont significatifs de la stratégie de l'UNE : la guerre touche à sa fin, le peuple français a montré la voie de la libération, celle de l'Espagne approche, aussi l'UNE appelle-t-elle à l'insurrection nationale <sup>15</sup> et demande-t-elle aux Espagnols d'être attentifs aux orientations et consignes données par l'émetteur de l'UNE "Radio España independiente" (Estación Pirenaica).

*Reconquista de España* se prononce pour la reconnaissance, comme gouvernement provisoire, de la Junte suprême de l'UNE ; elle demande également la rupture des relations avec Franco, la dissolution des groupes de travailleurs, la liberté pour tous les prisonniers politiques antifascistes et que les Espagnols jouissent des mêmes droits que les ouvriers français comme corollaire de leur participation à la libération de France <sup>16</sup>.

## RECONQUISTA DE ESPAÑA (Jeunesse)

Edición de la juventud.

Partido comunista español.

Espagnol.

N° 1 (novembre 1941) - ?.  
Périodicité inconnue.

S.l.

Ronéotypé.  
13,5 cm X 21, 5 cm, 3 p.

A.N. : 1941 (novembre : n° 1): 78 AJ 8.

15. "Españoles nuestros guerrilleros nos llaman. El momento de nuestra insurrección nacional ha llegado" (n° 4, p. 1), "Nada de componendas diplomáticas" (n° 5, p. 1, par M. Fernández Valdes, ex-secrétaire général de l'UGT en Asturies).

16. *Reconquista de España*, n° 4 et 5.

## Notice :

Bulletin clandestin de format réduit, dactylographié en petits caractères, publié par le PCE. L'exemple des jeunesses soviétique, anglaise et américaine est donné aux jeunes Espagnols :

La jeune génération du monde entier est aujourd'hui engagée dans une lutte à mort contre la bête hitlérienne qui menace son avenir et sa propre existence. Guidés par l'exemple magnifique de la jeunesse soviétique qui, avec un héroïsme indescriptible défend à la fois sa patrie et la vie de vous tous, avec l'appui de la jeunesse d'Angleterre et des Etats-Unis qui combattent de toutes leurs forces contre les monstres fascistes...

Les jeunes Espagnols... participent activement à cette lutte mondiale... Et, en ce mois de novembre, où nous nous rappelons tous avec émotion la geste glorieuse du 7 novembre 1936 à Madrid... apparaît cette édition de la jeunesse de *Reconquista de España*, qui est l'organe des jeunes Espagnols..., le porte-parole de cette lutte que, dans tous les endroits, à l'intérieur de l'Espagne et dans l'émigration, nous continuons sans relâche...

Le bulletin publie de longs extraits d'une allocution prononcée par Ruben Ruiz Ibaruri, fils de Dolores Ibaruri et lieutenant dans l'Armée rouge, lors d'un meeting antifasciste tenu à Moscou, le 27 septembre 1941 ; il appelle les jeunes Espagnols à se regrouper dans un front unique patriotique de la jeunesse et fait l'exhortation suivante :

Jeunes de tous les pays occupés par les hordes hitlériennes... Développez héroïquement les sabotages qui détruisent ce que possède ou utilise l'ennemi. Soyez des guérilleros glorieux, ceux qu'anime sans cesse l'esprit de vengeance contre les envahisseurs et leurs vils laquais...

### RECONQUISTA DE ESPAÑA (France)

France.

Unión nacional española.

Sans date.

Manuscrit.  
21 cm X 27 cm, 4 p.  
Dessins.

ACCPCE : un n° : vol. 58.

## Notice

Bulletin manuscrit émanant d'un groupe de l'UNE ; il n'est pas daté et ni localisable.

### RECONQUISTA DE ESPAÑA (7<sup>e</sup> région)

Organo de la Junta de Unión nacional. Suplemento extraordinario de la 7<sup>a</sup> región (Hérault, Gard, Lozère, Ardèche).

Unión nacional española.

Espagnol.

1943 - 1944 ?.

13,8 cm X 21,5 cm, 2 p.

Est supplément de : *Reconquista de España*.

CEHI : 1944 (année II, n° 17 : août) : GR 3.

Notice :

Supplément de *Reconquista de España*, publié dans les départements de l'Hérault, du Gard, de la Lozère et de l'Ardèche. Le numéro d'août 1944 publie l'appel à l'insurrection lancé par la 13<sup>e</sup> brigade de la IV<sup>e</sup> division et indique clairement les tâches présentes :

L'heure du second front en Europe est l'heure du commencement progressif de l'insurrection nationale en Espagne... Si nos guérilleros ont répandu leur sang à côté des Français... cela a été pour porter bien haut l'esprit de dignité du peuple espagnol.

### RECONQUISTA DE ESPAÑA (Cantal)

Organo de la Unificación de todos los Españoles. Puis : Portavoz de la Unión nacional española del Cantal.

Unión nacional española.

Viva Francia. Viva España.

Espagnol. Catalan. Puis : espagnol.

1941 ? - 1944 ?.

S.l. puis rédaction et administration : Aurillac (9 avenue Gambetta).

Emiliano LABAIRU, directeur.

*Collaborateurs* : Serafin Marín Cayre, Daniel Medrano, Manuel Rosset...

Manuscrit puis imprimé.

Imprimerie Rubens Lescure, Aurillac.

14 cm X 22 cm, 4 p., puis : 28 cm X 38 cm, 4 p.

2 F. le n° en 1944.

ACCPCE : 1943 (3<sup>ème</sup> année : n° 16 : janvier) : vol. 58.

CEHI : 1944 (année IV) (n° 41 : 28 octobre) : GR 3.

Notice :

Bulletin de l'UNE publié dans le Cantal ; le numéro manuscrit clandestin de janvier 1943 est de petit format, en couleur, et donne des nouvelles d'Espagne et du

gouvernement républicain en exil <sup>17</sup>. Quant au numéro de la fin octobre 1944, il appelle les Espagnols à l'insurrection nationale.

## RECONQUISTA DE ESPAÑA

Organo de la Unión nacional de todos los Españoles. Puis : Organo de la Junta suprema de la Unión nacional. Puis : sans sous-titre, et, à partir de 1944 : Al servicio de la Junta suprema de Unión nacional.

Unión nacional española.

Espagnol.

1941 - 30 juin 1945.

Mensuel. Hebdomadaire à partir de fin août 1944.

S.l. puis, à partir du n° 35 (26 août 1944) : Toulouse (rédaction et administration : 7, Boulingrin -Grand Rond- puis : 2 rue Bernadette, route d'Espagne ).

Manuscrit, dactylographié puis ronéotypé. Imprimé au moins à partir du n° 6 de juillet 1941. Imprimerie indiquée à partir du n° 35 : Imprimerie du Sud-Ouest, 6 rue Sainte Ursule, Toulouse.

Format inconnu, puis : 13,5 cm X 21 cm, 4 p. (n° 6), 18 cm X 25 cm, 2 p. (n° 8), 13 cm X 19,5 cm, 4 p. ou 2 p. (n°s 10 - 17), 21 cm X 29 cm, 2 p. (n°s 18 - 21) <sup>(18)</sup>, 30 cm X 23 cm, 2 p. (n° 22), 13,5 cm X 20 cm, 4 p. ou 6 p. (n°s 23 - 28), 22 cm X 30 cm, 2 p. (n°s 30 - 31), 11 cm X 18 cm, 2 p. (n° 32).

Puis : 27,5 cm X 44 cm, 2 et 4 p. (n°s 35, 36), 37 cm X 56 cm, 2 p. (n° 37). A partir du n° 38 (27 septembre 1944) : 45 cm X 56 cm, ou 39 cm X 56 cm, 2 p. (n°s 38 et 45).

À partir du n° 35 (26 août 1944) : photos, dessins.

Prix : 2 F. à partir de la fin août 1944.

Nombreux suppléments : voir les autres *Reconquista de España*.

ACCPCE : 1941 (n° 6 : juillet, n° 9 : novembre), 1942 (n° 10 : janvier, n° 12 : février - mars, n° 14 : avril - mai, n° 16 : juillet, n° 17 : août - septembre, n° 18 : octobre, n° 20 : novembre - décembre), 1943 (n° 21 : janvier - février, n° 22 : février - mars, n° 23 : mai, n° 25 : juillet - août, n° 26 : septembre, n° 27 : octobre, n° 28 : novembre), 1944 (année IV, n° 29 : février - mars 1944, n° 30 : avril, n° 31 : mai, n° 32 : juin) : vol. 58.

BDIC : 1944 (26 août : n° 35) - 1944 (6 octobre : n° 39) : G F° P 3213.

BN : 1942 (novembre - décembre : n° 20), 1944 (juin : n° 32) : Rés. G. 1472 (Esp. 4).

IFHS : 1944 (n° 38 : 27 septembre, n° 45 : 8 décembre) : 14 ASP 1837, 1954.

Notice :

*Reconquista de España* est la publication emblématique de la clandestinité espagnole en France pendant la Deuxième Guerre mondiale. Les autres publications arborant le même titre, présentées précédemment ou ci-dessous, sont ses suppléments.

17. Le gouvernement est alors symbolisé par Juan Negrín.

18. Parfois, pour un même numéro, il peut y avoir différents formats, étant donné le caractère artisanal de la fabrication ; ainsi, le n° 20 de novembre - décembre 1942 conservé à la Bibliothèque nationale de Paris a un format de 21 cm X 21,5 cm sur 2 pages, alors que celui des Archives du PCE fait 21 cm X 29 cm.

*Reconquista de España* apparaît en 1941 en tant qu'organe clandestin du PCE, puis devient l'organe de l'"Union nationale de tous les Espagnols" après la création de cette dernière à l'initiative du PCE en novembre 1942. Elle est publiée d'abord sous forme manuscrite, puis elle est ronéotypée et, à partir de juillet 1941, imprimée ; elle sort de manière régulière, quasiment mensuellement, à partir de cette même date. En 1942, elle est fabriquée sur une petite machine à imprimer -une minerve- cachée dans une cabane de charbonniers des montagnes du Vaucluse. Il semblerait qu'ensuite, dès 1942 même, le journal soit tiré dans une imprimerie établie à Cavaillon dans une usine désaffectée d'électricité<sup>19</sup>. Des réseaux complexes de distribution se mettent en place pour la diffuser auprès des guérilleros.

Des centres de diffusion semblent exister à Toulouse et à Villejuif, la tâche de diffusion est surtout effectuée par les femmes<sup>20</sup> ; un militant assure la liaison avec Cavaillon et, de Toulouse, des valises de *Reconquista de España* sont acheminées vers les consignes de bagages de diverses gares du Sud-Ouest. Après la Libération, *Reconquista de España* est publiée simultanément à Toulouse et à Paris. De nombreux suppléments se rattachent à *Reconquista de España* : plus de trois cents, sous diverses formes matérielles, dans les différentes zones, ce qui témoigne du rôle considérable joué par l'UNE dans la structuration politique des réfugiés espagnols pendant la guerre mondiale<sup>21</sup>.

Comme porte-parole d'un mouvement dont l'objectif prioritaire est la reconquête de l'Espagne, *Reconquista de España* donne des informations relatives à l'Espagne ; elle est également un élément organisateur de la participation des Espagnols à la Résistance : des consignes de lutte y sont données, la solidarité avec les Français résistants y est affirmée et les Espagnols y sont incités à refuser d'aller travailler en Allemagne. A la Libération, *Reconquista de España* appelle les Espagnols à continuer leur lutte en Espagne et attire l'attention des Alliés sur le rôle joué par les réfugiés dans la France occupée. Le journal ne survit pas à l'auto-dissolution de l'UNE en juin 1945.

## RECONQUISTA DE ESPAÑA (Salin-de-Giraud)

Organo de Unión nacional. Suplemento comarcal.

Unión nacional española.

Espagnol.

1943 ? - ?.

Salin-de-Giraud, Bouches-du-Rhône.

Manuscrit.

19. David Wingate PIKE, *Jours de gloire, jours de honte. Le Parti communiste d'Espagne en France depuis son arrivée en 1939 jusqu'à son départ en 1950*, op. cit., p. 64.

20. AMI, 89/31, Mi 3, liasse 2.

21. Outre les suppléments qui sont décrits ici individuellement, il y eut beaucoup d'éditions locales, certaines comportant une indication de lieu et de dates, d'autres pas.

Ainsi, parmi les suppléments dont il n'a pas été possible de déterminer le lieu de publication et qui ne sont pas décrits individuellement : *Reconquista de España* dactylographiée de juin 1941 (deux pages de 21 cm X 27 cm, ACCPCE) et du 20 mai 1942 (mêmes caractéristiques, collection Javier Rubio), *Reconquista de España* manuscrite de juillet 1942 (quatre pages de 12 cm X 16 cm, ACCPCE) et d'août 1942 (deux pages de 14 cm X 16 cm, ACCPCE), *Reconquista de España* manuscrite encore des 14 et 19 juillet 1944 (deux pages de 21 cm X 27 cm, ACCPCE).

13,5 cm X 20,5 cm, 4 p.

ACCPCE : 1943 (1er janvier) : vol. 58.

Notice :

Bulletin manuscrit de l'UNE publié en 1943 dans les Bouches-du-Rhône.

<b>RECONQUISTA DE ESPAÑA (Zone occupée)</b>
---------------------------------------------

Organo de Unión nacional de todos los Españoles. Edición de la zona ocupada.  
Puis : Suplemento de la zona ocupada.

Unión nacional española.

Espagnol.

1942 ? - ?.

S.l.

Ronéotypé puis imprimé.  
21 cm X 27 cm, 2 p., 15 cm X 21 cm, 2 p.

ACCPCE : 1942 (n° 6 : 8 juin), 1943 (octobre - novembre) : vol. 58.

Notice :

Bulletin de l'UNE publié en zone occupée en 1942 et 1943 ; localisation non précisée.

<b>RECONQUISTA DE ESPAÑA (Var)</b>
------------------------------------

Organo de Unión nacional de todos los Españoles. Suplemento.

Unión nacional española.

Espagnol.

1943 ? - ?.

[Var ?].

Manuscrit.  
17 cm X 22 cm, 4 p.

ACCPCE : 1943 (28 février) : vol. 58.

Notice :

Bulletin de l'UNE vraisemblablement diffusé dans le Var en 1943. Il publie de brèves informations ainsi qu'une carte du front russe ; préoccupé de la situation espagnole, il affirme que "l'unité peut sauver l'Espagne".

**RECONQUISTA DE ESPAÑA (Gers)**

Organo de Unión nacional de todos los Españoles. Suplemento departamental Gers.

Unión nacional española.

Espagnol.

1944 ? - ?.

Dactylographié.  
21 cm X 27 cm, 1 p.

ACCPCE : 1944 (août) : vol. 58.

Notice :

Bulletin de l'UNE publié dans le Gers en 1944.

**RECONQUISTA DE ESPAÑA (Provence)**

Organo de Unión nacional de todos los Españoles. Suplemento regional de Provenza.

Unión nacional española.

Espagnol.

1942 ? - ?.

Dactylographié.  
21 cm X 27 cm, 3 p.

ACCPCE : 1942 (octobre) : vol. 58.

Notice :

Supplément de *Reconquista de España* publié en Provence probablement en 1942.



## RECONQUISTA DE ESPAÑA (Zone Nord)

Organo de la Unión nacional. Suplemento región Norte. Puis : Organo de Unión nacional de todos los Españoles. Puis : Organo de Unión nacional de todos los Españoles. Suplemento Zona Norte. Puis : Organo de la U.N.E. en la Zona Norte. Puis, à partir du n° 49 (6 janvier 1945) : Organo de la Delegación en Paris del Secretariado de la U.N.E. en Francia. Puis, à partir du n° 59 du 3 mai 1945 : Al servicio de la Junta suprema de Unión nacional.

Unión nacional española.

Espagnol.

N° 1 ? - n° 66 (30 juin 1945).

Interruption : entre le 17 mars 1945 et le 3 mai 1945 <sup>22</sup>. Périodicité inconnue puis hebdomadaire.

S.l. puis, à partir de la fin août 1944 : rédaction et administration : Paris 16<sup>e</sup> (11 avenue Marceau). A partir du n° 53 (3 février 1945) : Paris 8<sup>e</sup> (21 avenue des Champs-Élysées, 3<sup>e</sup> étage).

"Publié sous la responsabilité de l'Union nationale espagnole et du CADI".

Ogier Preteceille, gérant provisoire puis Laetitia Gall (à partir du n° 39 : 21 octobre 1944).

*Collaborateurs* : Juan Arrufat, Corpus Barga, J. Bort-Vela José Fernández, Alfonso Gimeno, Julio Hernández, Ramiro López <sup>23</sup>, José María Quiroga Plá, Mario de la Viña...

Dactylographié puis imprimé.

Imprimerie SPI, Paris 9<sup>e</sup>, puis : Imprimerie Soler, Aulnay (à partir du n° 43 : 25 novembre).

A partir du n° 59 du 3 mai 1945 : Imprimerie spéciale *Reconquista*.

21 cm X 27 cm, 1 p., puis : 12 cm X 22 cm, 2 p., puis : 44,5 cm X 56, 5 cm, 2 p.

Photos, caricatures.

3 F. en 1944 et 1945.

ACCPCE : 1944 (1er mai, juillet) : vol. 58.

BDIC : 1944 - 1945 (n° 36 : 30 septembre 1944 - n° 66 : 30 juin 1945) : G F° P 3213.

BN : 1944 (juillet) : Rés. 1472 (Esp. 6) ; 1944 (juillet : n° 33) - 1945 (juin : n° 66) : Gr. Fol. Jo. 3508.

Notice :

Le numéro clandestin édité à l'occasion du 18 juillet 1944, est entièrement tourné vers l'Espagne :

Retourner en Espagne par les moyens que nous avons à notre disposition pour renforcer et accélérer encore plus la lutte intérieure dans notre patrie. Organiser des groupes de l'Unión nacional dans tous les lieux où travaillent et vivent des Espagnols. Entrer dans les groupes de guérilleros et les milices patriotiques qui se battent en France en première ligne contre l'armée hitlérienne, en aidant le peuple français à se libérer et, en même temps, récupérer les armes perdues lors de notre entrée en France ce qui nous permettra de réorganiser notre armée patriotique pour la reconquête de l'Espagne.

22. Les deux numéros portent le n° 59. Après la suspension de la majeure partie de la presse espagnole en février 1945, *Reconquista de España* s'arrête entre la mi-mars 1945 et le début mai de la même année ; bien que le journal précise "autorisé avec le n° 26.750", plus aucune adresse n'apparaît ensuite (avec simplement mention "Imprimerie spéciale *Reconquista*").

23. Le président de la délégation de l'UNE à Paris est Julio Hernández et le secrétaire Ramiro López.

Le bulletin rappelle que si la reconquête de l'Espagne a toujours été une des tâches les plus importantes de l'Unión nacional en France, "maintenant que les événements favorisent la chute de Franco, le retour en Espagne doit être la consigne centrale de tous les groupes de l'Unión nacional". Le numéro donne également des informations du maquis, notamment de la région de Poitiers.

A la Libération, *Reconquista de España* revendique le fait que l'UNE a été "l'unique mouvement espagnol clandestin aux côtés de la Résistance française" <sup>24</sup> et entend démontrer que celle-ci n'est pas un mouvement communiste <sup>25</sup>. Fin octobre 1944, le journal appelle à l'insurrection nationale. *Reconquista de España* suit aussi de près à la fin de l'année 1944 l'activité des guérilleros dans le combat pour la libération totale de la France, montrant qu' "ils ne sont ni affamés, ni mercenaires, mais patriotes". A mesure qu'approche la fin de la Deuxième Guerre mondiale et que l'objectif fondamental peut être affirmé en priorité, *Reconquista de España* appelle à l'assaut final contre le régime franquiste et souligne la fausse neutralité de Franco <sup>26</sup>.

Le journal s'arrête définitivement le 30 juin 1945 à la suite de la décision de l'UNE de s'auto-dissoudre "pour faciliter l'unité de tous les Espagnols" <sup>27</sup>. De nombreux meetings se tiennent, pendant la première quinzaine de juillet, pour expliquer la dissolution de l'UNE, à Paris, Lyon, Troyes, Chartres, Bordeaux, Marseille, Vierzon, Clermont-Ferrand, Foix, Nîmes, Perpignan, Montpellier, Pau, Toulouse, Tarbes, Limoges, Rennes, Montluçon et Nantes.

## RECONQUISTA DE ESPAÑA

Organo de Unión nacional. Suplemento local dedicado al 31 de marzo. Puis :  
Suplemento local dedicado al 14 de abril.

Espagnol. Catalan.

Partido comunista español. PCE

1942 - ?.

[Haute-Loire ?].

Manuscrit (le n° du 14 avril est rédigé sur papier de cahier d'écolier).  
16,5 cm, 21,5 cm, 8 p.

24. *Reconquista de España*, année IV, n° 36, 30 septembre 1944, p. 1. Le journal publie les articles du décret du 26 août 1944 qui stipule que "Les seules forces espagnoles dans les FFI et reconnues comme telles sont celles de l'Agrupación de guerrilleros de l'Unión nacional. Toutes les forces espagnoles qui ne font pas partie de l'Agrupación de guerrilleros de l'Unión nacional seront désarmées et démobilisées".

25. Par la publication de déclarations effectuées par des libertaires ou des intellectuels ; "Un artículo de *Solidaridad obrera*" en première page du n° 36 est extrait de *Solidaridad obrera. Organo de la Agrupación de Cenetistas de Unión nacional*. Dans le même n° 36, Corpus Barga dans son article "Sólo dos palabras" tente de montrer la "vanité de la question préalable que se posent, de bonne foi, devant l'UNE, quelques républicains se demandant s'il ne s'agit pas d'une manœuvre de tel ou tel parti".

26. Avec des articles tels que : "La hipócrita neutralidad de Franco desmentida por los servicios prestados a Hitler", "La división Azúl, acto de hostilidad contra las Naciones Unidas y una prueba de sumisión a la Alemania nazi", "El catolicismo de Franco falseado por las persecuciones hitlerianas contra la Iglesia católica", "Franco, asesino de ilustres patriotas refugiados en el extranjero" (*Reconquista de España*, n° 49, 6 janvier 1945, tous des titres de la page 2).

27. *Reconquista de España*, n° 66, 30 juin 1945.

ACCPCE : 1942 (31 mars et 14 avril) : vol. 58.

Notice :

Bulletins diffusés par le PCB en Haute-Loire en 1942. Le premier bulletin est consacré à une réflexion sur le 31 mars 1939, jour de l'entrée de Franco à Madrid, défaite due selon lui à un manque d'unité. Aussi, appelle-t-il à l'unité de "tous les travailleurs espagnols en France pour une existence meilleure" et ajoute-t-il :

Nous voulons du pain et la liberté. Vive l'Union nationale de tous les Espagnols pour la reconquête de la légalité constitutionnelle de la République espagnole.

Le second est consacré à une commémoration du 14 avril 1931.

### RECONQUISTA DE ESPAÑA (Casablanca)

Organo de Unión nacional de los Españoles.

Unión nacional española.

Espagnol.

1942 (?) - ?.

Casablanca.

Antonio TOUS, directeur.

Imprimé.

25 cm X 32 cm, 8 p.

Caricatures.

5 F. le n°.

BDIC : 1944 (année III, n° 30 : novembre) (photocopie) : catalogage en cours <sup>28</sup>.

Notice :

Bulletin publié par l'UNE au Maroc.

### RECONQUISTA DE ESPAÑA (V<sup>e</sup> région)

Organo regional al servicio de la Jun<sup>ta</sup> suprema de Unión nacional V<sup>a</sup> región.

Unión nacional española.

194 ? - ?.

---

28. Don de Javier Rubio.

Rédaction et administration : Grenoble (27 cours Berriat).  
SERRANO NAVAZO, directeur, J. Bravo, administrateur et J. Canosa Donate, rédacteur en chef.

Imprimé.  
Imprimerie non indiquée.  
30 cm X 53,5 cm, 4 p.  
Caricatures.  
2 F. le n°.

CEHI : 1944 (n° 33 : novembre) : GR 3.

Notice :

Bulletin publié par l'UNE à Grenoble.

<b>RECONQUISTA DE ESPAÑA (PCE, Récébédou)</b>
-----------------------------------------------

**Por la reconquista de España. Unión de todos los Españoles.**

Partido comunista español.

Espagnol.

1942 ? - ?.

Récébédou (camp du) (Haute-Garonne).

Manuscrit.  
10,5 cm X 12,5 cm, 24 p. (cousu).

ACCPCE : 1942 (n° 4 : 1er avril) : vol. 58.

Notice :

Bulletin publié par le PCE dans le camp du Récébédou à l'occasion du 14 avril 1942<sup>29</sup> ; il donne des informations sur la guerre en URSS.

<b>RECONQUISTA DE ESPAÑA (Allier)</b>
---------------------------------------

**Suplemento. Allier.**

Sans date.

---

29. Une collecto dans le camp pour le bulletin a rapporté 552 F 50.

Manuscrit.  
21 cm X 27 cm, 2 p.

ACCPCE : un n° (février ?) : vol. 58.

Notice :

Bulletin publié dans l'Allier par l'UNE.

<b>RECONQUISTA DE ESPAÑA (Hautes-Pyrénées)</b>
------------------------------------------------

Suplemento. Organo de Unión nacional de todos los Españoles.

Unión nacional española.

Espagnol.

Sans date.

Hautes-Pyrénées.

Renéotypé.  
21 cm X 27 cm, 4 p.

ACCPCE : un numéro : vol. 58.

Notice :

Bulletin non daté publié par l'UNE dans les Hautes-Pyrénées.

<b>RECONQUISTA DE ESPAÑA (Luchon)</b>
---------------------------------------

Suplemento comarcal de Luchon.

Unión nacional española.

Espagnol.

N° 1 (octobre 1944) - ?.

Imprimé  
20,5 cm X 25 cm, 2 p.

ACCPCE : 1944 (n° 1) : vol. 58.

Notice :

Supplément publié à Luchon par l'UNE en 1944.

**RECONQUISTA DE ESPAÑA (Perpignan)**

Suplemento comarcal de Perpiñan. Puis : Suplemento departamental de Perpiñan.

Unión nacional española.

Espagnol.

1941 ? - ?<sup>30</sup>.

Rédaction et administration : Perpignan (15 cours Palmarole).

Imprimé.

30 cm X 50 cm, 2 p. ?

2 F. le n° en 1944.

CBHI : 1944 (n° 12, n° 14 : 3 nov) : GR 3.

Notice :

Supplément édité par l'UNE à Perpignan.

**RECONQUISTA DE ESPAÑA (PCE)**

Suplemento de.

Partido comunista español.

Espagnol.

1942 ? - ?.

S.I.

Manuscrit.

21 cm X 27 cm, 6 p.

ACCPCE : 1942 (14 avril) : vol. 58.

---

30. Les n° 12 -non daté- et 14 -3 novembre 1944- portent "année IV".

Notice :

Bulletin écrit au crayon par des militants du PCE pour célébrer le 14 avril et le 1<sup>er</sup> mai en 1942 ; il annonce la mort de José Díaz et appelle à l'unité avec l'émigration économique et avec le peuple français.

**RECONQUISTA DE ESPAÑA (PCE, Limoux)**

**Suplemento de información local.**

Partido comunista de España.

Espagnol.

N° 1 (mars 1942) - ?.

Limoux ?

Manuscrit.  
21 cm X 27 cm, 2 p.

ACCPCE : 1942 (n° 1) : vol. 58.

Notice :

Bulletin manuscrit du PCE, diffusé à Limoux en 1942.

**RECONQUISTA DE ESPAÑA (PCE, Aude)**

**Suplemento de información local.**

Partido comunista de España.

Espagnol.

1942 ? - ?.

[Aude ?].

Manuscrit

21 cm X 27 cm, 6 p.

ACCPCE : 1942 (février) : vol. 58.

Notice :

Bulletin manuscrit diffusé par le PCE dans l'Aude en 1942.

<b>RECONQUISTA DE ESPAÑA</b>
------------------------------

**Suplemento de información local. Francia.**

Unión nacional española.

Español.

1942 - ?.

S.i. <sup>31</sup>.

Manuscrit <sup>32</sup>.  
20 cm X 27 cm, 4 p.

ACCPCE : 1942 (avril) : vol. 58.

Notice :

Bulletin manuscrit -non localisable- publié par l'UNE en 1942 qui proclame "Partout où il y a un Espagnol *Reconquista* doit arriver" ; il donne des informations de zone occupée et d'Espagne.

<b>RECONQUISTA DE ESPAÑA (PCE, Saint Hilaire)</b>
---------------------------------------------------

**Suplemento de información local. Francia.**

Partido comunista de España.

Español.

1942 ? - ?.

[Saint Hilaire (Aude) ?].

Manuscrit.  
21 cm X 27 cm, 6 p.

ACCPCE : 1942 (février) : vol. 58.

---

31. Probablement publié dans la zone non occupée.

32. Son encre est presque effacée.



Notice :

Bulletin manuscrit diffusé par le PCE dans l'Aude en 1942.

**RECONQUISTA DE ESPAÑA (652° GTE)**

Suplemento del 652° Groupe T.E.

Sans date.

[Dordogne ?].

Manuscrit.  
13,5 cm X 20,5 cm, 4 p.

ACCPCE : un n° : vol. 58.

Notice :

Bulletin manuscrit diffusé au sein du 652° GTE.

**RECONQUISTA DE ESPAÑA (Sudoeste)**

Suplemento de la región del Sudoeste.

Unión nacional española.

Espagnol.

? - 1944.  
Périodicité inconnue.

S.l.

Imprimé.  
21 cm X 27 cm, 2 p.  
Diffusion clandestine.

Est supplément de : *Reconquista de España*.

BN : 1944 (janvier : n° 11) : Rés. G. 1472 (Esp. 5).

Notice :

Cet exemplaire est l'un des rares suppléments clandestins de *Reconquista de España* pour le Sud-Ouest qui soit parvenu jusqu'à nous. Celui-ci est consacré en grande

partie aux nouvelles de l'intérieur et il attire l'attention des Espagnols sur les "manoeuvres obscures" des franquistes : "les agents de Franco ont tramé un vaste plan afin de semer la confusion parmi les exilés espagnols, en collaboration avec des agents français et allemands et des éléments traîtres à notre cause". Les franquistes veulent faire croire, selon le bulletin, que le mouvement de l'Unión nacional est une manoeuvre du parti communiste ; mais *Reconquista de España* précise que la "Junta de l'UNE aussi bien en zone occupée que dans la zone non occupée est composée d'un représentant de chacun des partis".

### RECONQUISTA DE ESPAÑA (Ariège)

Suplemento del Ariège. Al servicio de la Junta suprema de Unión nacional.

Unión nacional española.

Espagnol.

1944 ? - ?.

Rédaction et administration : Foix (10 place du Mercadal).

Imprimé.

30 cm X 42,5 cm puis 33 cm X 50 cm, 2 p.

Caricatures.

2 F. le n° en 1944.

ACCPCE : 1944 (n° 9 : 11 novembre et un supplément) : vol. 58.

BDIC : 1944 (n° 6 : 21 octobre) (photocopie) : catalogage en cours <sup>33</sup>.

Notice :

Supplément de *Reconquista de España* pour l'Ariège.

### RECONQUISTA DE ESPAÑA (PCE, Aveyron)

Suplemento departamental.

Partido comunista de España.

Espagnol.

1942 ? - ?.

[Aveyron ?].

---

33. Don de Javier Rubio.

Manuscrit.  
16 cm X 25 cm, 4 p.

ACCPCE : 1942 (janvier) : vol. 58.

Notice :

Supplément manuscrit diffusé par le PCE dans l'Aveyron en 1942.

<b>RECONQUISTA DE ESPAÑA (Basses-Alpes)</b>
---------------------------------------------

Suplemento departamental de información. Puis : Suplemento local <sup>34</sup>.

Unión nacional española.

Espagnol.

1943 ? - ?.

[Basses-Alpes ?].

Manuscrit.  
10 cm X 13,5 cm, 16 p. puis 9 cm X 14,5 cm, 10 p. et 10,5 cm X 13,5 cm, 6 p.

ACCPCE : 1943 (avril : deux n<sup>os</sup> dont un n<sup>o</sup> pour le 14 avril, mai) : vol. 58.

Notice :

Bulletins manuscrits de l'UNE des Basses-Alpes en 1943 ; ils incitent les Espagnols à concrétiser leurs opinions : "Le droit à la liberté entraîne le devoir de lutter pour l'obtenir ; si tu te considères comme un Espagnol antifasciste, tu dois le démontrer avec tes actes".

<b>RECONQUISTA DE ESPAÑA (PCE)</b>
------------------------------------

Suplemento local.

Partido comunista español.

Espagnol.

N<sup>o</sup> 1 (1er mai 1942) - ?.  
S.l.

---

34. Le numéro de mai porte comme sous-titre : Suplemento local de mayo del 1943.

Manuscrit.  
16,5 cm X 21 cm, 4 p.

ACCPCE : 1942 (n° 1 : 1er mai) : vol. 58.

Notice :

Bulletin clandestin qui émane selon toute vraisemblance du PCE en 1942  
(article sur la mort de José Díaz). Non localisable.

<b>RECONQUISTA DE ESPAÑA (PCE, Chalabre)</b>
----------------------------------------------

**Suplemento local.**

Partido comunista español.

Español.

1942 - ?.

[Chalabre (Aude) ?].

Manuscrit.  
13,5 cm X 20,5 cm, 4 p.

ACCPCE : 1942 (n° 2 : mai) : vol. 58.

Notice :

Bulletin manuscrit du PCE diffusé à Chalabre en 1942 : "Notre cause est la  
cause du peuple français".

<b>RECONQUISTA DE ESPAÑA (Peyrolles-en-Provence)</b>
------------------------------------------------------

**Suplemento local puis : Organo de Unión nacional de todos los Españoles.  
Suplemento local.**

Unión nacional española.

Español.

1943 ? - ?.

[Peyrolles-en-Provence, Bouches-du-Rhône ?].

Manuscrit.  
15,2 cm X 20,8 cm, 4 p.

ACCPCE : 1942 (14 avril), 1943 (n° 2 : février - mars) : vol. 58.

Notice :

Bulletin de l'UNE diffusé dans les Bouches-du-Rhône en 1942 et en 1943 ;  
il incite les Espagnols à diminuer la production et à fraterniser avec le peuple français et  
à le soutenir dans sa lutte pour l'indépendance.

<b>RECONQUISTA DE ESPAÑA (PCE, Dordogne)</b>
----------------------------------------------

**Suplemento local. Dordogne.**

Partido comunista de España.

Espagnol.

1942 ? - ?.

Manuscrit.  
19 cm X 29 cm, 2 p.

ACCPCE : 1942 (mai) : vol. 58.

Notice :

Bulletin écrit par des militants du PCE en Dordogne à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai  
1942 : il appelle à l'union de tous les antifascistes et à la reconquête de l'Espagne.

<b>RECONQUISTA DE ESPAÑA (PCE)</b>
------------------------------------

**Suplemento local de información. Francia.**

Partido comunista de España.

Espagnol.

1942 ? - ?.

S.l.

Manuscrit.  
21 cm X 27 cm, 2 p.

ACCPCE : 1942 (14 avril et 2 n<sup>os</sup> sans date) : vol. 58.

Notice :

Bulletins manuscrits du PCE diffusés en 1942 ; leur encre est presque effacée.

<b>RECONQUISTA DE ESPAÑA (Tarn-et-Garonne)</b>
------------------------------------------------

Suplemento regional de información de *Reconquista de España*.

Unión nacional española.

Español.

1941 - 7.

Tarn-et-Garonne.

Dactylographié puis ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 2 p.

ACCPCE : 1942 (n<sup>o</sup> 3 : 1er janvier, n<sup>o</sup> 4 : février, n<sup>o</sup> 5 : juin, juillet, octobre) : vol. 58.

Notice :

Bulletin de l'UNE dans le Tarn-et-Garonne en 1942.

<b>RECONQUISTA DE ESPAÑA (Bretagne)</b>
-----------------------------------------

Suplemento regional de la Bretaña. Puis : Organo de Unión nacional de los Españoles en Bretaña. Suplemento semanal. Puis: Suplemento regional de Bretaña.

Unión nacional española.

Español.

1944 ? - 7.

Dactylographié (n<sup>o</sup> 7), imprimé (n<sup>o</sup> 8), dactylographié (n<sup>o</sup> 9).  
21 cm X 27 cm, 3 p. puis 2 p.

ACCPCE : 1944 (n<sup>o</sup> 7 : 7 août 1944, n<sup>os</sup> 8 - 9) : vol. 58.

Notice :

Bulletin publié par l'UNE en Bretagne en 1944.

## RECUILL LITERARI

N° 1 (janvier 1957) - ?.

Humbert PARDELLANS, directeur.

*Collaborateurs* : Agustí Bartra, Salvador Espriu, Josep Ferrater i Mora, Rosa Leveroni.

Imprimé.

Imprimerie Male, Avignon.

21 cm X 27 cm, 4 p.

30 F. le n°.

Non localisée.

Notice :

Revue littéraire, "Recull est le signe de la pensée et de la sensibilité des nouvelles générations catalanes" <sup>35</sup>.

## REIVINDICACION

Organo de la Federación española de trabajadores internados.

Federación española de trabajadores internados (FETI).

N° 1 (octobre 1945) - ?.

Rédaction : Paris 14° (Tomás de A. Galiana, secrétaire à l'information et à la propagande : 23 rue Lalande) et Mollans (Drôme)(Germán Seguran, secrétaire général).

Imprimé.

Imprimerie Llop, Paris.

20 X 31, 4 p.

5 F le n°

FPI : 1945 (n° d' octobre) : p. 2589.

Notice :

Bulletin de la FETI, organisme constitué par "des travailleurs forcés, pour la revendication de leurs droits et comme telle intégrée par des hommes de toutes idéologies" <sup>36</sup>. La FETI rassemble des anciens travailleurs des CTE, des GTE, de l'organisation Todt et des bataillons de travail franquistes ; elle tente de proposer des

35. Publication citée dans : Joan TORRENT, Rafael TÀSIS, *Història de la premsa catalana*, Barcelona, editorial Bruguera, 1966, t. 2, p. 608.

36. Le comité national de la FETI est composé de : Germán Segura secrétaire général et de Paulino Gómez, Tomás de A. Galiana, Antonio Ballesteros et du Dr Antonio Vilanova.

services médicaux et juridiques, pour les déportés, les accidentés et les défunts <sup>37</sup>. Les ex-travailleurs des GTE n'ont pas touché la prime de démobilisation de 2.000 F. (l'exemple de Limoges est quasi une exception : la prime a été payée sur le budget de la préfecture).

## RENOVACION

**Boletín de Información de la Federación de Juventudes socialistas de España en Francia.** Puis : **Organo de la Federación de Juventudes socialistas de España en el exilio.** A partir d'octobre 1950 : **Boletín Interior de la Federación de Juventudes socialistas de España en el exilio.** A partir de 1955 : **Organo de la Federación de Juventudes socialistas de España en el exilio.** A partir de mai 1961 : **Organo de la Federación nacional de Juventudes socialistas de España.** A partir de décembre 1963/janvier 1964 : **Organo de la Federación nacional de Juventudes socialistas de España. Miembro de la U.I.J.S.**

Juventudes socialistas.

Première série : n° 1 (2 mai 1945) - n° 160 (1950). Hebdomadaire.

Deuxième série : 1950 - 1966. Mensuel et irrégulier.

Troisième série : n° 1 (octobre 1966) - 1969 ? Irrégulier puis mensuel.

Première série : Toulouse ; en janvier 1947 <sup>38</sup>, rédaction : 69 rue du Taur et administration : Julio Corrochano Gutierrez <sup>39</sup>, puis Francisco García, et R. Maniable, gérant.

Directeur : Salvador MARTINEZ DASI <sup>40</sup>. Le rédacteur en chef est José Santos en 1949.

*Collaborateurs* : Manuel Albar, Bruno Alonso, Angel de Francisco, José Gregori, Luis Hernández, Manuel Laso de la Vega, Maria Martínez Sierra, Leoncio Pérez <sup>41</sup>, Antonio Pérez Medina, Gabriel Pradal, Aurelio Pulido, Victorio Rentero, Mariano Redondo...

Deuxième série : Toulouse (69 rue du Taur) ; Antonio GARCIA DJARTE, directeur, et Francisco García, administrateur, et Oscar Martínez, gérant. A partir de février 1963 (n° 22, VI<sup>e</sup> époque) : José MARTINEZ COBO <sup>42</sup>, directeur, avec Vicente García, administrateur, et Oscar Martínez, gérant ; puis : Manuel GARNACHO, directeur à partir de janvier 1966 (n° 45, IV<sup>e</sup> époque) avec Oscar Martínez, gérant et Manuel Simón, administrateur.

*Collaborateurs* : Carlos Martínez Cobo, José Martínez Cobo, Francisco Mora, Pascual Tomás...

Troisième série : Toulouse (69 rue du Taur) ; Manuel GARNACHO, directeur, Oscar Martínez, gérant, Manuel Simón puis Damaso Solana, administrateur, et rédaction : Avelino Pérez et María-Luisa FernándezMaría-Luisa puis Avelino Pérez, Joaquin Sánchez et Manuel Simón.

37. Pour se financer, elle émet des bons au porteur de 100 F chacun, immédiatement remboursables à la demande (jusqu'à présent : deux cents bons ont été vendus).

38. Indiqué 1946 par erreur (n° 73 de mai).

39. Julio CORROCHANO GUTIERREZ, ancien résistant dans la région de Toulouse, alors employé de bureau à *Solidaridad democrática española* (AN, INF 936).

40. Voir notice biographique.

41. Leoncio PEREZ a participé à la Résistance dans la région de Marseille (*ibid.*).

42. José MARTINEZ COBO, fils de Carlos Martínez Parera, administrateur d'*El Socialista*, arrivé en France à l'âge de six ans, docteur en médecine à Toulouse ; a commencé à militer en 1952 dans les organisations socialistes espagnoles de l'exil (PSOE, JSB, UGT). Co-auteur avec son frère Carlos Martínez Cobo de diverses études historiques sur le PSOE dont 1944-1976, *El Socialista*, Madrid, Fundación Pablo Iglesias, 1984 et *Intrahistoria du PSOE*, Barcelone, Plaza y Janés, 1989-1992, 4 volumes.



*Collaborateur* : César Barona.

Imprimé.

Première série : imprimerie non indiquée puis, en 1949, Imprimerie du Sud Ouest, Toulouse.  
30 cm X 43 cm, 4 p, puis 36 cm X 58 cm. 2 p. et 4 p.

Photos, dessins.

Tirage : 3.000 exemplaires en 1948 <sup>43</sup>, 1.800 exemplaires par semaine en 1949 <sup>44</sup>.

Deuxième série : Imprimerie SGI, Imprimerie du Commerce puis Imprimerie Dulaurier, Toulouse.

29,5 cm X 45 cm, 4 p. et 16 cm X 21 cm, 4 ou 8 p.

Photos, dessins.

Tirage : 1.200 exemplaires par trimestre en 1954 <sup>45</sup>.

Troisième série : Imprimerie Dulaurier, Toulouse.

27 cm X 37 cm, 8 p., titres en rouge.

Photos, dessins.

0,50 F. le n°.

CEHI : 1945 - 1950 (n° 1 - 160), 1950 - 1953 (divers numéros), 1962 - 1969 (n° 19 - 50, nos 1 - 22) : GR 2. des nos manquent

FPI : 1945 - 1949 (n° 2 - 158 ; des numéros manquent), 1951 (n° IV/V), 1955 / 1966 (n° 3 - 5, 7 - 17, 19, 21 - 37, 39 - 51), 1966 - 1969 (n° 1 - 22, 24) : p. 2593.

IFHS : 1947 (n° 113: 26 octobre) : 14 ASP 1954.

Notice :

*Renovación* est la continuation du journal des Jeunesses socialistes qui portait le même nom en Espagne. Dans l'exil, il connaît trois séries, marquées par des présentations et des périodicités différentes ; d'hebdomadaire entre 1945 et 1950, il devient mensuel puis irrégulier.

La première série comporte comme chroniques habituelles : "Collaboration de la jeunesse", "Mouvement de la jeunesse". "Autour du monde", "Fantoche de Guignol", "Mouvement syndical". Avec la seconde série, plus irrégulière, il y a moins de rubriques habituelles ; *Renovación* paraît "surtout à l'occasion d'événements politiques intéressant les JSE" <sup>46</sup>. En revanche, "Art et culture" fait son apparition en 1965 et publie essentiellement des poèmes.

## RENOVACION

Organo de la Juventud socialista.

Juventudes socialistas.

N° 1 (juin 1939) - ?.

43. Rapport des Renseignements généraux de 1948 (AN, F7 15589). Le questionnaire rempli le 15 avril 1946 fait état d'un tirage hebdomadaire de 10.000 exemplaires, ce qui paraît un chiffre particulièrement gonflé par les éditeurs, afin d'obtenir une allocation de papier suffisante.

44. AN, INF 936.

45. AN, INF 936.

46. Selon l'imprimerie SGI (*Ibid.*).

S.l. (Algérie).

Dactylographié.  
21 X 27, 5 p.

FPI : 1939 (n° 1) : p. 2599.

Notice :

Modeste bulletin publié dès juin 1939 en Algérie par les Jeunesses socialistes ; il donne quelques conseils sur le rôle des jeunes -notamment des socialistes- dans l'exil. Il considère la JSU dissoute dans la première décade de mars 1939 et qu'il faut en conséquence travailler à la reconstruction de la JSE.

## RENOVACION

Organo de los jóvenes socialistas de España en Africa del Norte. Puis : Organo de las Juventudes socialistas de España en Africa del Norte.

Juventudes socialistas.

1943 ? - mai 1948.

Hebdomadaire à partir de 1946.

Administration : Oran (28 boulevard Sébastopol) puis sl.

Andrés GIMENO, directeur, Javier Zaragoza, gérant.

*Collaborateurs* : Bruno Alonso, Wenceslao Carrillo, Abel Gracián, Antonio Guirao, Andrés Saborit, María Martínez Sierra...

Imprimé <sup>47</sup>.

21 cm X 27 cm, puis 30 cm X 43 cm, puis 43 cm X 60 cm, 2 p

Photos, dessins.

Tirage : 3.000 exemplaires par semaine en 1946 <sup>48</sup>.

FPI : 1944 - 1947 (n°s 19, 41, 44, 45, 49, 55 - 58, 60, 63, 65 - 68, 70, 71, 73 - 82, 84 - 91, 94, 95, 98, 99, 101) : p. 2600.

Notice :

Journal des Jeunesses socialistes espagnoles d'Afrique du Nord : il soutient le PSOE reconstitué à Toulouse. Les rubriques régulières sont : "Fenêtres sur le monde", "Vie socialiste", "De plumes extérieures" (extraits d'articles de la presse socialiste espagnole ou d'autres tendances), "Action syndicale". *Renovación* rend hommage à Pablo Iglesias et à Francisco Largo Caballero et suit avec attention les discussions de l'ONU relatives à l'Espagne. Le journal s'arrête de paraître en mai 1948 pour ne pas faire double emploi avec celui publié à Toulouse.

47. Imprimé sur les presses d'Oran républicain en 1946 (AN, INF 936).

48. AN, INF 936.

## REPUBLICA

### Organo de Acción republicana democrática española.

Acción republicana democrática española (ARDE).

Espagnol.

Première époque : n° 1 (décembre 1960) - n° 23 (novembre 1968). Mensuel officiellement mais souvent irrégulier.

Deuxième époque : n° 1 (novembre 1968) - 1975 ? Périodicité irrégulière.

Première époque : rédaction et administration : Paris 15° (Pedro Ardo y : 30 rue Bargue), puis à partir du n° 8 de septembre-octobre 1961 : Paris 13° (José Maldonado : 20 rue de la Glacière) et pour les n° 21 à 23 : Paris 6° (César Alva jar : 78 rue d'Assas).

Directeurs : Pedro ARDOY SANCHEZ (1960-1961), José MALDONADO (1961-1963), César ALVAJAR (1963-1968) <sup>49</sup>.

Deuxième époque : rédaction et administration : Paris 14° (José María del Valle : 33 rue de Coulmiers).

Directeur : José María del VALLE BOIXADEU.

*Collaborateurs* : Carlos Alonso, Alfonso Ayensa, José Antonio Balbontín, Virgilio Botella Pastor <sup>50</sup>, José Calamarza, Jiménez Casanova <sup>51</sup>, Isidro Fabela, Ambrosio Garbisu, Mariano García, Julio Just, Nicolás Sánchez Aibornoz, Eduardo Santos, Macrino Suarez, Manuel Torres Campaña, Fernando Valera...

Imprimé.

Imprimerie des Gondoles, Choisy-le-Roi.

25 cm X 32 cm puis 25 cm X 26 cm, 8 p.

Abonnement annuel : 5 NF en 1960, 10 F. en 1969.

Tirage : 3.000 exemplaires par mois en 1961 <sup>52</sup>.

CEHI : 1960 - 1968 (n° 1 - 23), 1968 - 1975 (n° 2 - 20) des nos manquent : R 11.

FPI : 1960 - 1968 (n° 1 - 6, 8 - 12, 14/15, 21, 23), 1969 - 1975 (n° 3, 5, 6, 7, 9, 10, 12, 14, 16, 17 et suppléments 17 et 20) : p. 2607.

Notice :

Publication de l'Action républicaine démocratique espagnole, créée en 1959 par fusion de l'IR et de l'UR (cf A.R.D.E.) ; le congrès officiel de fondation est célébré à Paris les 16, 17 et 18 juin 1960. La Commission exécutive nationale a pour président

49. En 1964, l'administrateur est Javier Alva jar qui est également le président du *Fondo de ayuda a los republicanos españoles* (FARE), créé le 28 juin 1964 pour aider les vieux républicains espagnols dans le besoin ; le conseil d'honneur du FARE est présidé par Julio Just Jimeno et les veuves de Diego Marín ez Barrio et de Marcelino Domingo. Le siège social du FARE est situé 17 quai aux Fleurs, Paris 4° (*República*, année IV, n° 21, octobre-novembre 1964).

50. Virgilio BOTELLA PASTOR (né en 1906 à Alcoy, Alicante), officier de marine, écrivain ; exilé au Mexique et en France, fonctionnaire de l'UNESCO depuis 1965. Auteur de nombreux ouvrages, notamment sur la guerre civile et l'exil.

51. Ecrit de Madrid : probablement un pseudonyme.

52. AN, INF 936.

José Maldonado ; le vice-président est Arturo Ortega et le secrétaire général Macrino Suárez. L'ARDE proclame son adhésion à la République et dénonce la persistance de la dictature espagnole ; elle se prononce pour l'instauration d'une authentique démocratie en Espagne et elle veut établir des contacts avec les autres organisations se réclamant de la République. Les rubriques régulières du journal sont : "Jeunesses républicaines", "Thèmes économiques", "Vie du parti", "Dans le monde", "Tribune libre", "Nouvelles de Paris", "Panorama espagnol", "Livres sans censure", "Lettres de Paris".

*República* porte un regard de sympathie sur la révolution cubaine<sup>53</sup> et met beaucoup d'espérances dans la réunion de Munich de 1962<sup>54</sup>.

## REPUBLICA CATALANA

Full semanal de cròniques i comentaris d'actualitat.

Catalan.

N° 1 (18 octobre 1956) - ?.  
Irrégulier.

Rédaction et administration : Avignon (56 rue Carreterie).  
J. GRASES, directeur-gérant.

Imprimé.  
Imprimerie Male, Avignon.  
16 cm X 24,5 cm, 4 p.  
Photos.  
Abonnement annuel : 500 F.

CEHI : 1956 (n° 1 : 18 octobre, n° 2 : 25 oct) : R 5

Notice :

Petite feuille catalane d'information ; elle rend compte de l'hommage fait à Pablo Casals à la Sorbonne le 10 octobre 1956 et fait état de la peine de mort demandée à l'encontre de Joan Comorera en Espagne.

## REPUBLICA ESPAÑOLA

Servicio de prensa e información. Boletín del día. Puis : Boletín de información.

Gouvernement républicain.

Espagnol.

53. Alvaro de Albornoz dans le n° 4 de mars 1961, p. 4.

54. Le n° 9 d'août 1962 parle de la réunion de Munich et de sa signification de Munich ; Fernando Valera en septembre 1962 (n° 10) parle du "Munich de la dignité".

1946 ? - ?.  
Hebdomadaire.

Rédaction et administration : Paris 1er (10 rue des Pyramides).

Imprimé, puis ronéotypé.  
21 cm X 29,7 cm puis 21 cm X 27 cm, 4 p.

FPI : 1962 (n° 183 : mai), 1965 (n° 210 : mars) : p. 2617.  
FUE : 1946 (n° 5 : 16 mai).

Notice :

Bulletin d'information édité en espagnol par le gouvernement républicain ; il donne essentiellement des nouvelles d'Espagne .

## REPUBLICA ESPAÑOLA

Bulletin d'information. Service hebdomadaire. Nouvelles directes de l'Espagne de l'exil. Revues de presse. Puis : Service de presse et propagande. Service hebdomadaire. Nouvelles directes de l'Espagne de l'exil. Revues de presse : espagnole, française, anglaise, d'autres pays. Radio.

Gouvernement républicain en exil.

Français.

1946 ? - ?.  
Hebdomadaire.  
Rédaction et administration : Paris 1er (10 rue des Pyramides).

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 8 à 10 p.

Continuation de : *République espagnole*.

BDIC : 1946 (27 juin) : 4° P 9032.  
FPI : 1946 (n° 4 - 19, 21 octobre, 25 octobre, 9 novembre et n° 26) : p. 2620.

Notice :

Bulletin d'information édité en français par le gouvernement républicain : il donne des nouvelles d'Espagne et de l'étranger.

## REPUBLICANO (EL)

"Le Républicain". Mensuel d'amitié franco-espagnole.

Espagnol.

N° 1 (août 1957) -

Mensuel.

Interdit par arrêté ministériel du 2.10.1957. Publication au *Journal officiel* du 11.10.1957, page 9718.

Correspondance : Saint Denis (Maurice Bigé : Cité Langevin).

Maurice Bigé, gérant.

*Collaborateurs* : François Billoux, Jean Doutré, José Ferrandez, Gregorio López Raimundo...

Imprimé.

Imprimerie Hermel, Paris 18<sup>e</sup> (45 rue Hermel).

40 cm X 60 cm, 4 p.

Photos.

25 F. le n°.

AN : 1957 (n° 1) : INF 937.

Notice :

Journal à l'existence éphémère, impulsé par le PCF en direction des travailleurs espagnols avec la participation de communistes espagnols. Il entend renforcer "les liens inséparables de tous les travailleurs" (F. Billoux, député de Marseille, membre du Comité central), intensifier la lutte pour la paix (à l'appel du Conseil mondial de la paix de juin 1957 à Colombo) et donner des nouvelles d'URSS (destitution de Malenkof et Molotov, l'économie soviétique) ; mais surtout l'objectif est d'informer sur l'Espagne ("Nouvelles d'Espagne" : grèves notamment dans les Asturies) et l'immigration espagnole en France ("La vie des travailleurs" : conditions de vie des travailleurs espagnols à Saint Denis, le congrès de la CGT et les travailleurs immigrés...). Federico Garcia Lorca est évoqué également.

REPUBLIQUE ESPAGNOLE. REPUBLICA ESPAÑOLA
------------------------------------------

Service de presse et d'information. Bulletin hebdomadaire.

Gouvernement républicain en exil.

Français

1946 - 1946 ?.

Hebdomadaire.

Rédaction et administration : Paris 1er (10 rue des Pyramides).

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 8 p.

Devenu : *República española*.

FPI : 1946 (8, 23 et 31 mai, 6, 20 et 27 juin, 4, 12, 19 et 25 juillet, 1<sup>er</sup>, 8, 16 et 23 août, 5, 12, 19 et 27 septembre, 5, 14 et 21 octobre) : p. 2623.

Notice :

Premier titre de l'édition française de *Republica española*.

## RESSORGIR

Per una política al servei dels Països catalans

Catalan.

N° 1 (juillet 1970) - ?.

Rédaction et administration : Perpignan (17 rue Boileau : Josep Jové).

Rédacteur en chef : Lluís Estève (Perpignan : 10 rue Paul Riquet).

Collaborateurs : Jacint Borrás, Mateu Fusalba, Josep Jové, Fidel Miró <sup>55</sup>...

Imprimé.

Imprimerie Labau, Perpignan (17 rue Saint Mathieu).

22,5 cm X 28 cm, 12 p.

CEHI : 1970 (n°s 1, 2, 3) : R 8.

Notice :

Publication catalane animée notamment par des militants anarcho-syndicalistes ; elle analyse le problème national catalan ainsi que la théorie et la pratique du fédéralisme. *Ressorgir* étudie les rapports de la Catalogne et de l'Europe et commémore le 11 septembre et le président Companys.

## REVISTA DE CAPACITACION

Policia profesional. Puis : Policia republicana española en el exilio.

Junta nacional de seguridad y vigilancia.

Espagnol.

55. Fidel MIRO, anarcho-syndicaliste depuis l'âge de seize ans ; il émigre très jeune à Cuba où il milite dans le mouvement syndical et étudiant sous le gouvernement de Machado. Il se réfugie en Jamaïque fin 1929 et rentre clandestinement à Cuba début 1933. Il retourne à Barcelone à la fin de cette même année. Secrétaire de la FIJL de Catalogne pendant le *Bienio negro* (1934-1936) et pendant la première année de guerre civile, il est élu secrétaire national de la FIJL en 1937. Il est le premier président de l'Alliance des Jeunesses antifascistes. En 1938, il est secrétaire général du comité exécutif du MLE de Catalogne et, en 1939, il est chargé du Département de l'enfance évacuée au ministère de l'instruction publique. En exil -surtout au Mexique- il est successivement agriculteur, professeur, libraire et éditeur. Auteur notamment de *Y España cuando ? El fracaso político de una emigración*, Mexique, Libro Mex editores, 1959, 249 p. (Notice biographique dans cet ouvrage).

1945 - ?.  
Irrégulier.

Rédaction et administration : Toulouse (15 rue Puits-Clos).  
J. GOMEZ SERRANO, directeur.  
Collaborateurs : Commandant Caron, Manuel González, Remigio Puebla...

Imprimé.  
Imprimerie du Sud Ouest, Toulouse.  
14, 5 cm X 20 cm. 32 p.  
Couverture en bichromie. Graphisme et dessins : APDEF.

BN : 1945 (n° extraordinaire : décembre) : 8° Jo. 9197.  
CEHI : 1945 (n° du 15 avril, n° de juillet, n° extraordinaire de décembre).  
IFHS : 1945 (n° extraordinaire : décembre) : 14 ASP 2010.

**Notice :**

Bulletin édité par les anciens policiers républicains qui estiment en décembre 1945 :

Les circonstances commandent : nous nous trouvons à un moment où se commencent des préparatifs pour restaurer notre République. L'heure va arriver, pour le Corps de sécurité, appareil de soutien de l'Etat, d'accomplir ses devoirs.

La revue publie des articles sur la police en uniforme et la police dans les quartiers et estime qu'il faut mettre à profit l'exil pour "rectifier ses méthodes et corriger ses erreurs". Articles également sur la culture physique, la médecine légale et la dactyloscopie. Les anciens politiques affirment leur attachement à la République :

Tous les fonctionnaires antifascistes savent que la République est synonyme de démocratie et la démocratie c'est gouverner avec la volonté du peuple ; ils espèrent que tous les partis et syndicats antifascistes vont se regrouper en un programme de gouvernement et, avec discipline, forger ce que le peuple espère d'eux : la liberté, la paix et le progrès. Vive la République démocratique !

<b>REVISTA DE CAPACITACION SINDICAL</b>
-----------------------------------------

Editada por la Junta central de la U.G.T. de España en Francia.

Unión general de trabajadores.

N° 1 (janvier 1947) - 1949 ?.  
Mensuel puis bimensuel.

Rédaction et administration : Paris 3° (85 rue Charlot).  
Luis CABO GIORLA puis Daniel ANGUIANO, directeurs successifs.  
Collaborateurs : Vicente Arroyo, Leandro Cano, Ricardo Granda, Ramón Lamonedá, Seraffín Marín Cayre, Antonio Mije, Josep Moix, Enrique de Santiago, Rafael Vidiella...

Imprimé.  
Imprimerie centrale de la presse, Paris 1<sup>er</sup> (66 rue Jean-Jacques Rousseau).  
21 cm X 27 cm, 32 p.  
12 F. le n°.



BN : 1947 (n° 7) : 4° Jo. 5839.  
CEHI : 1947 - 1948 (n° 1 - 8) : R 5.  
FPI : 1947 - 1949 (n° 1 - 9) : p. 2639.

Notice :

Bulletin de formation syndicale où sont abordés les thèmes censés être utiles aux cadres syndicaux ; histoire de l'UGT (avec la présentation de quelques figures exemplaires), de la STV, de la CGT et de la FSM, le syndicalisme et le travail en URSS, les syndicats verticaux, le mouvement ouvrier mondial ; la *Revista de capacitación sindical* publie également des informations internationales, et, bien entendu, des études relatives à l'Espagne (agriculture, économie et finances, jeunesse, mines, industrie, bâtiment, culture, paysans, luttes...).

## REVISTA DE CATALUNYA

Revue catalane.

Fundació Ramon Llull.

Catalan.

Quatrième époque : n° 1 [n° 94] (décembre 1939) - n° 5 [n° 98] (avril 1940). Mensuel.

Cinquième époque : n° 99/101 (Mexico).

Sixième époque : n° 102 (avril 1947) - n° 104 (octobre-décembre 1947). Trimestriel.

Quatrième époque : Paris 8° (81 rue de Miromesnil).

Conseil de direction : Pompeu Fabra, président et Josep Pou i Pagès, vice-président ; Pere Bosch Gimpera, Pau Casals, Ventura Gassol, Lluís Nicolau d'Oliver, Carles Pi i Sunyer, Antoni Rovira i Virgili, Ferran Soldevila, Jaume Serra Hunter.

Secrétaire : Antoni Maria Sberta, délégué général de la Fundació Ramon Llull.

Administrateur-gérant : Pierre-Louis Berthaud.

Comité de rédaction : Josep Pous i Pagès, Carles Riba, Antoni Rovira i Virgili, Antoni Maria Sberta, Jaume Serra Hunter, Ferran Soldevila.

Sixième époque : Paris (28 avenue Carnot).

Comité de rédaction : Pompeu Fabra, Josep Carner, Just Cabot, J. Torrens-Ibern. Rédacteur en chef : Armand Obiols.

*Collaborateurs* : Josep Pous i Pagès, Antoni Rovira i Virgili, Ferran Soldevila, Carles Riba, Rafael Tasis i Marca, Humbert Torres, Josep Trueta...

Imprimée.

Imprimerie Solsona, Paris (9 rue Hallé).

22,8 cm X 16,5 cm, numérotation continue (n° 95-98 : pp. 1-464).

12,50 F. le n° (France et outre-mer). Abonnement : 125 F. par an en 1940.

EDIC : 1940 (n° 2 - 5) : 8° P 3548.

BN : 1939 - 1940 (n° 94 - 98), 1947 (n° 103 - 104) : 8° Od. 246.

CEHI : 4ème époque : 1939 - 1940 (n° 1 - 5) : SL.

**Notice :**

La *Revista de Catalunya* continue la revue du même nom publiée à Barcelone depuis 1924 ; les mêmes auteurs y écrivent dans l'exil, une grande partie de l'intelligentsia catalane. Revue culturelle pluridisciplinaire, elle commence à paraître en décembre 1939 pour s'interrompre en avril 1940 ; après quelques numéros publiés au Mexique, elle est à nouveau publiée à Paris en 1947.

Remarquable par sa précoce apparition, grâce à l'impulsion de la Fondation Raymond Lull, elle publie des études très diverses en : philosophie, littérature, droit, histoire, psychologie, science, médecine, archéologie, mathématiques ... La création littéraire y est présente également, ainsi que des biographies et des récits de voyages. La *Revista de Catalunya* suit avec attention l'activité culturelle des Catalans en exil, ainsi que les lettres françaises et occitanes.

<b>REVISTA DE LA PRENSA QUE SE PUBLICA EN EL EXILIO</b>
---------------------------------------------------------

Espagnol.

Paris 8° (11 avenue Marceau).

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 6 p.

Voir aussi : *O.P.E. Oficina prensa Euzkadi. Revista de la prensa que se publica en en exilio.*

CEHI : 1947 (n°s 15, 16, 19, 23, n° 46 : 1er août) : R 14 et O 5.

**Notice :**

Bulletin publié par le gouvernement basque : il donne des extraits de la presse de l'exil éditée en France mais aussi au Mexique, avec une attention particulière à la presse catalane et basque.

<b>REVOLUCION</b>
-------------------

**Boletín de la sección española de la IVª Internacional.**

"Prolétaires de tous les pays unissez-vous !".

IV<sup>e</sup> Internationale, section espagnole.

Espagnol.

N° 1 (juillet 1948) - ?.

Correspondance : M. Parada, Le Havre (82 avenue de Frileuse).

Gérant : Pedro Muñoz.  
Collaborateurs : J. Costa, Georges Munis...

Imprimé.  
Imprimerie Réaumur, Paris 2<sup>e</sup> (100 rue Réaumur).  
32 cm X 50 cm, 2 p.

BDIC : 1948 (n° 1) : G F° P 4842.  
BN : 1948 (n° 2) : Gr. Fol. Jo. 5419.

Notice :

Ephémère bulletin de la section espagnole de la IV<sup>e</sup> Internationale.

## REVOLUCION ESPAÑOLA

Periódico semanal libertario.

Movimiento libertario español.

Espagnol.

N° 1 (16 décembre 1944) - n° 7 (7 mars 1945) ?.  
Périodicité irrégulière.

Administration : Paris 11<sup>e</sup> (Boîte postale 19).  
Ramiro SERVENT, directeur.

Collaborateurs : Manuel Farina Soliman, García Tella, M. Lara, J. Garofa Pradas, Horacio Prieto...

Imprimé.  
Imprimerie Gorb, Paris 3<sup>e</sup> (7 rue Charlot).  
28 cm X 45 cm, 4 p.  
Caricatures. Titre en couleur (rouge et noir).  
3 F. en 1944.

CEHI : 1944 - 1945 (n°s 1 - 7) : FR 1.  
IFHS : 1944 (n°s 1, 3), 1945 (n°s 4, 5, 7) : 14 ASP 1837.

Notice :

L'objectif de *Revolución española*, porte-parole du groupe Claridad organisé autour d'Horacio Prieto, est de

se mettre inconditionnellement au service du mouvement libertaire et de ses organes représentatifs, pour divulguer ses idées, seconder ses objectifs et aplanir les obstacles... empêcher la diffamation sans descendre au personnalisme... Présenter à la lumière du jour les diverses facettes de la guerre d'Espagne. L'étudier à fond et rectifier les erreurs, s'il y en eut. Mettre en évidence les objectifs primordiaux qui intéressent le mouvement libertaire aujourd'hui, en ayant en vue un lendemain proche et victorieux.

La rubrique principale de *Revolución española* intitulée "Idées et concepts libres du futur libertaire" occupe en général les deux pages centrales, consacrées ainsi à une réflexion sur l'idéologie libertaire. Un texte d'Horacio Prieto sur le "Mouvement libertaire espagnol" occupe dans presque tous les numéros une place importante dans cette rubrique. Si les informations politiques internationales et espagnoles sont données sous forme de petites notes brèves <sup>56</sup>, les questions culturelles occupent une place notable dans *Revolución española* : de manière régulière toute la dernière page à partir du n° 3 (30 décembre 1944). Le journal publie régulièrement des critiques théâtrales et surtout une réflexion sur la création dans ce domaine, avec un essai de définition du théâtre populaire :

ce qui est relatif au peuple... [les oeuvres] qui reflètent pleinement notre existence actuelle, de près, suscitent la foi... et élèvent l'homme au point de vue poétique et humain.

## RODANO - ALPES

Boletín interno de la 4ª y 5ª región. A partir du n° 102 (mai 1963) : Boletín interno de la F.I.J.L. en exilio, 4ª et 5ª región. A partir n° 108 (novembre 1963) : Organó juvenil en la 4/5ª región. Boletín interno de expresión libertaria, cultural e ideológica.

Federación ibérica de juventudes libertarias.

Clermont-Ferrand.

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm.

CEHI : 1958 (n°s 52-56), 1959 (n° 58), 1960 (n°s 76-68), 1961 (n°s 80-83 - 85), 1962 (n°s 86-97), 1963 (n°s 98 - 109), 1964 (n° 118) : R 28.

Notice :

Bulletin intérieur de Jeunesses libertaires de Clermont-Ferrand.

## RUTA

Organó de la F.I.J.L. en Marsella. Bocas del Ródano. Puis à partir du n° 8 (18 janvier 1945) : Organó de las J.J.L.L. de Marsella y portavoz de la F.I.J.L. en Francia. Puis à partir du n° 12 (17 février 1945) : Organó regional de las J.J.L.L. de Provenza y portavoz de la F.I.J.L. en Francia. Puis à partir du n° 16 (24 mars 1945) : Boletín interior de la F.I.J.L. en Francia (No destinado a la venta pública). Puis : Portavoz interior de la F.I.J.L. en Francia. Enfin, à partir du n° 134 du 2 avril 1948 : Organó de la F.I.J.L. en Francia.

Federación ibérica de las juventudes libertarias.

56. Sauf un grand article intitulé "Le plus grand crime de Franco", relatif à l'économie espagnole, avec de nombreux chiffres sur le budget, la balance commerciale et les diverses productions avant Franco et depuis) : *Revolución española*, année II, n° 7, 7 mars 1945.

Espagnol.

N° 1 (19 novembre 1944) - n° 368 (17 février 1953). [Après le n° 16 du 24 mars 1945, une nouvelle numérotation reprend au n° 2].

Hebdomadaire.

Suspension de trois mois le 9 juin 1952 (*Journal officiel*, 14 juin 1952).

Interdiction : 12 février 1953 (*Journal officiel*, 19 février 1953).

Rédaction - administration : Marseille jusqu'au n° 8 du 3 juillet 1945 (n° 8 de la seconde numérotation) : [n° 4 du 14 décembre 1944 à 8 du 18 janvier 1945 : Antonio Díaz : 22 rue des Phocéens] ; n° 8 à 16 et n° 2 à 8 : Floreal Puig, 7 rue des Récolettes)<sup>57</sup>. A partir du n° 9 (19 juillet 1945) : Toulouse (25 place Marengo). Ensuite : Floreal Puig, Paris 11<sup>e</sup> (1 rue Fontaine-au-Roi) et Pablo Benaigues, Paris 10<sup>e</sup> (24 rue Sainte Marthe) puis Toulouse (4 rue Belfort).

Directeurs : Benito MILLA NAVARRO (à partir du n° 9 du 19 juillet 1945), José PEIRATS VALLS (à partir de 1947).

Administrateurs : Germinal Gracia Ibars (n° 9 - 10)<sup>58</sup>, Juan Alcacer...

Collaborateurs : Joaquín Adell, Felipe Alfiz, Antonio Alorda Gracia, Francisco Botey Badosa, Benjamín Cano Ruiz, Eusebio C. Carbó, Alberto Carsí, Juan Ferrer, Amador Franco, Cristóbal García, Lucio Gómez, Moisés Martín, Benito Milla, José Muñoz Congost, Liberto Sarrau, Cristóbal Parra, Manuel Pérez, Antonio Téllez Solá...

Imprimé.

Imprimerie à Marseille, à Toulouse, à Paris (Imprimerie SPI), puis à Toulouse : Imprimerie du Sud-Ouest et SGI.

21,5 cm X 28,5 cm, 4 p. (n° 1 - 5), 22,5 cm X 30 cm, 8 p. (n° 6 - 8), 30 cm X 48 cm, 4 p. (n° 9 - 14), 22 cm X 27,5 cm, 8 p. (n° 16 et n° 2 - 5), 28 cm X 45 cm, 4 p. (n° 6, 7), 30,5 cm X 50 cm, 4 p. (n° 8), 28 cm X 44 cm, 4 p., 38 cm X 55 cm, 4 p., 42 cm X 60 cm, 2 p., 44 cm X 55,5 cm, 4 p.

Dessins d'Antonio Téllez Solá, Llorente, Camaró, J. Sanz.

Tirage : 4000 exemplaires par semaine en 1944-1945<sup>59</sup>, 3.100 en 1951<sup>60</sup>.

Devenu : *Boletín interior de la F.I.J.L. en Francia* puis *Nueva Senda*.

BDIC : 1946 - 1953 (n° 51 - n° 368) (incomplet) : G F° P 3432.

BN : 1946 - 1953 (n° 36 - n° 368) (incomplet) : Gr. Fol. Jo. 4173.

CEHI : 1944 (n° 1, 3 - 7), 1945 (n° 8, 10, 11, 13, 14), 1945 (*Boletín interior* : n° 2, 5), 1945 (n° 21 - 25, 27), 1946 (n° 39, 43, 45 - 46, 53, 55 - 57, 59 - 61, 63 - 73), 1947 - 1953 (n° 74 - 368, des nos mq) : R 15

FPI : 1947 - 1951 (n° 101/102, 287) : p. 2723.

IFHS : 1945 (n° 4, 5, 19 - 25, 27), 1946 (n° 30 - 73; manquent les n° 37, 49, 50), 1947 (n° 74 - 126; manquent quelques n°), 1948 - 1949, 1950 (n° 244 - 275; manquent les n° 252, 253) et 1951 (n° 276 - 326; manque n° 304) : 14 ASP 1712, 1713, 1841, 2078.

---

57. Pour le n° 2 -nouvelle numérotation- du 31 mars 1945, la direction et l'administration sont assurées par José ESPOLET (Marseille, 18 rue de la Commanderie) ; pour le n° 7 du 22 juin 1945, c'est Francisco BOTHEY qui les assume (12 rue Pavillon). Nous remercions Antonio Téllez Solá de nous avoir communiqué ces renseignements.

58. Se rend ensuite à Paris où il assume l'administration de *Solidaridad obrera* du n° 47 (2 octobre 1945) au n° 69 (1er mars suivant).

59. Information donnée par Antonio Téllez Solá dans *30 años de Ruta en el exilio 1945-1975*, 1991, 23 ff. (inédit). Les Renseignements généraux en 1948 indiquent le chiffre démesuré de 6.000 exemplaires (AN, F7 F7 15589). De même, une note de renseignements du ministère de l'Intérieur fait état de façon exagérée, le 3 avril 1950, de 5.000 exemplaires (AN, INF 937).

60. Déclarations de l'Imprimerie SGI des 14 avril et 31 juillet 1951 (AN, INF 936).

Notice :

*Ruta* ("La route") reprend le nom de l'organe des Jeunesses libertaires de Catalogne pendant la guerre civile <sup>61</sup>, avec la torche et l'aiglon rompant des chaînes comme emblèmes <sup>62</sup>. La publication est lancée par les Jeunesses libertaires espagnoles de Marseille pour affirmer la position révolutionnaire et anti-gouvernementale classique de l'anarchisme face aux prises de position du Plenum de Muret (9 octobre 1944) où il est décidé de continuer le type de collaboration mené pendant la guerre d'Espagne. A la suite du premier congrès de la FIJL, tenu en avril 1945 à Toulouse, *Ruta* est transférée dans cette dernière ville.

*Ruta* attire la collaboration d'anarchistes exilés en France et dans d'autres pays et représente un courant particulièrement combatif du mouvement libertaire. Après avoir été suspendue trois mois en 1952, *Ruta* est interdite en 1953. A partir de 1962, *Ruta* apparaît au Venezuela, où elle sera publiée jusqu'au début des années 1980 et réapparaît à Barcelone en 1979.

RUTA
------

Boletín de la Federación comunista libertaria. Sección de la Internacional comunista libertaria.

Federación comunista libertaria (FCL).

N° 1 (mars 1956) - ?.  
Bimestriel.

Correspondance : <sup>63</sup> Muñoz, Paris 12<sup>e</sup> (BP 129).

Imprimé.  
16 cm X 24 cm, 2 p. et 4 p.

BDIC : 1956 (n°s 1 - 2) : catalogage en cours <sup>63</sup>.

Notice :

Ce *Ruta* n'a rien à voir avec le *Ruta* de la FIJL : il est publié par des sympathisants de la Fédération communiste libertaire française <sup>64</sup>, groupés autour de José Torres, ex-membre des Jeunesses libertaires <sup>65</sup>.

La FLC se définit comme "l'avant-garde éclairée du prolétariat espagnol" par rapport à la CNT qui représente une "forme de syndicalisme indépendant et tendanciellement -mais seulement tendanciellement- révolutionnaire" <sup>66</sup>.

61. D'abord *Sección de cultura y propaganda de la FAI* avant de se rattacher à la FIJL.

62. Pendant la guerre, ses directeurs sont : Fidel Miró, José Peirats, Manuel Peres, Santana Calero, Bonito Milla et Benjamín Cano Ruiz (QUIPO AMAUTA, "Medio siglo de prensa libertaria y juvenil en España y el exilio", *Polémica*, n° 22-25, 19 juillet 1986, pp. 100-102).

63. Don d'Antonio Téllez Solà.

64. La Fédération communiste libertaire est créée en décembre 1953, à la suite de la publication par Georges Fontenis d'un *Manifeste du communisme libertaire*, synthèse de l'anarchisme et d'un certain léninisme. Admise au bureau de la CRIA (Commission des relations internationales anarchistes), la FCL tente en vain de constituer en 1954 une Internationale communiste libertaire et se retire de la CRIA. La FCL disparaît en 1956 (Jean MAITRON, *Le mouvement anarchiste en France*, op. cit., t. II, pp. 92-96).

65. Information communiquée par Antonio Téllez Solà.

66. *Ruta*, n° 2, avril-mai 1956, p. 3.

# RENQUISTA ESPANA de ESPAÑA

## • AL SERVICIO DE LA JUNTA SUPREMA DE UNIÓN NACIONAL •

Redacción y Administración: 7, Rueingra (Grand Mass) - TOULOUSE

### LA LUCHA es contra el nazismo y sus agentes

Para nadie hay un secreto que Franco y Falange fueron entronizados en España por las fuerzas de los bayonetas, material, aviación, infantería y policía de Hitler y Mussolini. Alemania había lanzado en aquella época la que se llama España, ejército de Franco, entre de la cooperación con los cinco países del mundo, con importantes fuerzas aéreas y del submarino, constituida una corriente hacia su aproximación y un punto de partida y apoyo para los futuros planes de dominación de Europa por el nazismo. Después de una larga campaña en que el pueblo español demostró heroísmo y dignidad, combatiendo el mundo entero como si defendiera la independencia de la Patria, Franco, con sus efectos colaterales como ganó la primera batalla de esta guerra civil.

Donde fracasó, Franco se ha dejado de ser un largo más. Al abandonar de los desastrosos hitlerianos que lo habían puesto en el poder de la Nación española. Una vez la guerra mundial ha buido en su apogeo, Franco pasó a la marginación y a controlarse a con su que debería haber sido el espíritu de esta guerra de los nazis. Los nazis no podían hacer nada contra la coalición antihitleriana, y la coalición antihitleriana se le convirtió en División Azul y que entredó el honor militar español, llegando a alcanzar la cifra de 30.000 hombres y se dio de infamia, combatiendo en zonas como la población italiana y en su principal campo de concentración por el pueblo de la U.R.S.S. en el general Manuel Grande, combatiendo por Hitler, y combatiendo que muestra al Ejército español. En su guerra, Franco, fue obligado que los nazis fueron combatiendo, de hecho, Franco ha combato al frente con más de 30.000 hombres y sea el punto por el que se al Ejército español, pero no se está todo. A través de España Hitler ha podido avanzar en América del Sur, entre todo de Japón y de Alemania. En 1943 España ha impagado de aproximada 1.800.000 de toneladas de recursos y la misma cantidad de más. Como la guerra mundial se puso de lado pronto para él, se combato que sus importaciones de materias primas y de Alemania. España ha dado a Hitler ciertos productos que Alemania necesitaba, sobre todo en materia de petróleo y otros vitales al papel jugado por España en cuanto al petróleo de los submarinos patrulleros de los Estados Unidos. No olvidemos tampoco el papel jugado por la España franquista como proveedor de bombas y armamento hitleriano, como la aviación y como uno de los países de la coalición antihitleriana. La guerra mundial se terminó. España ha hecho un gran sacrificio a los submarinos el caso de los submarinos aliados. Y tras haberse convertido en responsable en las puertas españolas de El Feroz, El Ferrol, etc. El año pasado la guerra Civil se ha terminado que está de la vida de la Trinidad, las autoridades hitlerianas, a través del Banco español y Cede de Haino se descubrió una cámara de todo rubicundamente escondido y que servía al ejército alemán en su campaña de guerra. Después de la guerra de las Indias entró en los países de América Latina y el resto de la diplomática de Franco en dichos países está en gran medida asistiendo por el momento que los extranjeros voluntarios que se alistaron en los ejércitos de Franco para la protección de su comunidad diplomática.

Los campamentos españoles de Hitler han hecho un esfuerzo valiente para ayudar a su arma en sus mentes políticas. Alrededor de una campaña que después del guerra civil el ejército rojo atacó al ejército de Franco, se presentó con una oferta formal de paz.

En la guerra mundial, dijimos al país que los ejércitos fueron los franceses del interior que encontraron en Franco de "los" con los heridos, a los heridos de la División Azul y algunos de ellos encerrados hoy en el Camp de Vernet d'Arret.

En la batalla puede haber obtenido los ejércitos hitlerianos de los facciones españolas que con la ayuda de los ejércitos conquistaron Gibraltar, el Marruecos francés, así como los países de América Latina, así como la colaboración de la División de Franco pronunciada en España y al mismo tiempo la vida de Francia se encontraba en peligro, las naciones de las naciones españolas colaban al suelo. Pero a medida que el nazismo ha sido batido en los diferentes campos de batalla, las naciones hitlerianas se han convertidas en pueblos derrotados de moralidad por aceptar a la situación existían en todas las plazas de la Naciones Unidas y poder verse mejor los intereses hitlerianos. Los nazifranquistas españoles están dispuestos incluso a hacer pagar por ejércitos armados de Alemania a través las milicias franquistas para ellos han estado a ser usados del ejército para mejor control del mismo. Se dicen mentiras -- a caso no son mentiras por sus tres insurrecciones de formalmente derrotadas -- cuando llegan de quedan en una ninguna de aquellas que podría beneficiar. El nazismo, la guerra, las esperanzas de las políticas, las fuerzas las políticas y el ejército, no aquí la "democracia" de Franco.

Francisco quiere hacer ver al mundo que a demostremos a con el título de procurarse la simpatía de algunos sectores extremados de la política internacional de los países democráticos y no hace más que producir torpezas y hacer estrepitosas. Pero esta campaña no puede ser ganada. Franco y Falange esperan, con este tipo de subterfugios cualquier que sea el tipo de los acontecimientos, hasta el fin quieren servir a Hitler y esperar subservirse a Hitler y otros en régimen reaccionario aliado por el pueblo español.

Me la guerra actual es la lucha por la soberanía de los pueblos por su independencia contra el hitlerismo y sus agentes. No hay que servir a Hitler ni permitirse que Franco se aproveche del prestigio que le ha ayudado a convertirse y que le tiene apartado su apoyo por todos los medios. No puede considerarse el espíritu de la guerra en España las esperanzas para que se suspenda de nuevo esta guerra. Franco es la libertad de todo para se encuentran amenazados si en un país cualquier que queda en un fondo del furioso aunque sea aliado con el calor de un neutral. El hitlerismo es la guerra. La existencia de un régimen fascista en no importa que país es el terreno para una nueva mutación que errutar y entorpeciente la humanidad.

Con la élite no hacemos más que repetir la posición asumida por los hitlerianos a través de la Carta del Atlántico y en las Conferencias de Moscú y Yalta, no hacemos más que repetir las declaraciones que han sido expresadas por los jefes Roosevelt, Churchill, Stalin y De Gaulle.

## Bajo la dirección de la Junta Suprema de Unión Nacional GUERRA A MUERTE CONTRA FRANCO

En 20 días el pueblo francés a espaldas, de la totalidad de su territorio al invasor alemán y a sus servidores/franquistas. Esta sangrienta acción, aunque apoyada por el ejército alemán de las Ejército Aliados en todo los frentes de batalla, no hubiera sido posible sin la unión patriótica del pueblo francés, sin la unidad de acción y de lucha de todos sus franceses, sin gracia a esta unidad hitleriana y reprobatoria que Franco se volvió nuevamente en el lugar de sala libre e independiente que lo otorgó, a través su gobierno como un indisoluble representante. Es el tributo a la lucha que le da el derecho a ser considerados como tal.

En 1944 cuando el pueblo unido de Francia se levantó de la ocupación hitleriana, el ejército alemán, así como sus colaboradores. La misma guerra de Franco de Vangardia que se daba a la unidad y a su herido cambió para poder combatir la unidad y representación de su Nación. Franco, representado por los hitlerianos aliados. Como se combato con sus colaboradores de la herido reprobatoria, así como la liberación de los países cuando los nazifranquistas por su independencia.

La liberación de España, depende

de esta condición crucial de acción independiente, la unidad y la lucha del pueblo español. Esto es: la guerra a muerte contra Franco, la Unión Nacional, que se ve reforzada con la incorporación del Partido Popular de España (C. R. D. A.) y las Brigadas Españolas Antifranco y de la División Azul y más por la de la resistencia nacional con la ayuda de nuevas capas de voluntarios hispanos por su país contra Franco y su aliar por España. España se unió también con su organismo de dirección, la JUNTA SUPREMA DE UNIÓN NACIONAL, que tuvo de la unidad en el interior del país y en la unidad para la independencia de la patria, combatiendo finalmente con una situación internacional que favorece nuestra labor. Por un lado las fuerzas victoriosas de las Naciones Unidas están contra la ocupación y el control de un Alemania y por otro lado el hitlerismo que se derrumbó sobre un vulgar castillo de mariposa. Pero todo esto no basta. Para librar nuestra Patria a parte de la liberación mundial, se necesita que se combato con el pueblo de la España libre y con la unidad y generosa participación de los países aliados. El pueblo español debe estar en la independencia de la guerra.

En estos días de la guerra mundial, la victoria. En la guerra actual, la Unión Nacional, que se ve reforzada con la incorporación del Partido Popular de España (C. R. D. A.) y las Brigadas Españolas Antifranco y de la División Azul y más por la de la resistencia nacional con la ayuda de nuevas capas de voluntarios hispanos por su país contra Franco y su aliar por España. España se unió también con su organismo de dirección, la JUNTA SUPREMA DE UNIÓN NACIONAL, que tuvo de la unidad en el interior del país y en la unidad para la independencia de la patria, combatiendo finalmente con una situación internacional que favorece nuestra labor. Por un lado las fuerzas victoriosas de las Naciones Unidas están contra la ocupación y el control de un Alemania y por otro lado el hitlerismo que se derrumbó sobre un vulgar castillo de mariposa. Pero todo esto no basta. Para librar nuestra Patria a parte de la liberación mundial, se necesita que se combato con el pueblo de la España libre y con la unidad y generosa participación de los países aliados. El pueblo español debe estar en la independencia de la guerra.

### Así califica a las gloriosas FFI la prensa franquista

Y aunque De Gaulle insistió hoy oficialmente su Gobierno en la capital de Francia, de momento aún no impetra otra ley al otro ejemplar de la ley que el responsable es su propia.

(De la Vanguardia y de Barcelona del martes 23 de Agosto 1944.)

### FRANCO ASESINA

Una noche, del 18 de Julio, los falangistas prisioneros de Franco de que Franco iba a promulgar un e magnánimo a todos los penas de muerte. Sin embargo, al mismo tiempo, se le encontró un asesinato a ejecutar antes de que él sea los condenados a muerte. Con ocasión de la visita del generalísimo a Canarias, el 23 de Julio, se efectuaron allí unos ejemplares. Unos ejemplares de los 130 españoles fueron asesinados por los nazifranco. En Ciudad Real, el 26 de Julio, fueron ejecutados 21 simpatizantes. En Almería, los nazifranquistas mataron a tiros a un grupo de voluntarios y nazifranco. Hace una semana fueron fusilados, en Ocaña, 44 voluntarios, incluidos algunos mujeres. En el momento de estos ejemplares, cuyo penal acababan de ser trasladados desde Madrid 500 personas para ser fusilados, ya era bajo el yugo de 1.800 prisioneros asesinados por Franco. Todas las letras de España sirven de testigos a esta sangrienta matanza organizada. Y luego se declara que la España existe en régimen de libertad y de justicia para todos los españoles sin distinción.

Hay que estar con esta horrible situación. Sólo un camino a barrer a Franco, barrer a Franco por la fuerza de todos los españoles unidos, aquí y en España, bajo las órdenes de la Junta Suprema de Unión Nacional, supervivencia máxima del deseo más alto de todos los españoles unidos de la libertad de su Patria.



# RECONQUISTA DE ESPAÑA

Suplemento del Arriaga

El portavoz de la Junta Suprema de Union Nacional

21 Octubre 1944 - Ediciones y Administracion: RIX - Plaza del Marqués 10 - Tel. 37 - Madrid - E. S.

## HACIA LA INSURRECCION NACIONAL

A través de la Historia, solo fueron libres los pueblos dignos de serlo. España lucha y lucha por su libertad e independencia, sin esperar que soluciones calgan de consejlerías extranjeras. No hay libertad posible si ella es impuesta, fabricada lejos de nuestro país y de nuestro pueblo, su acuerdo con políticos ambiciosos y venales.

Los españoles queremos disponer de nuestros destinos. El que se oponga a ello, será barrido. Sobre su frente, la marcha inflexible de la tradición.

Se nos dan hoy coyunturas favorables para lanzarnos a la conquista de la libertad; para atacar al monstruo falangista en sus guaridas para reconquistar España. Las aprovecharemos, porque sabemos capaces; porque amamos nuestro país; porque queremos terminar con sus carencias y miseria; porque necesitamos que España ocupe la plaza que le corresponde en el concierto de los pueblos europeos.

Porque poseemos el arma política, la dirección que nos conducirá a la victoria: la Junta Suprema.

Porque permaneceremos unidos estrechamente, todos los enemigos de Franco y Falange.

Porque tenemos nuestros héroes Guerrilleros: nuestro glorioso XIV Cuerpo de Ejército, que arrastra con él todo el pueblo a la hora del combate.

Y esta hora suena ya, atronadora, por todos los ámbitos de la Nación.

Es la hora de la Insurrección Nacional.

Es la hora de gritar: ¡A las armas!

¡Es la hora de la Union Nacional de todos los españoles!

Lo que nos dice el camarada Semis, de A. C.

### «Alianza Catalana» no es un partido político, sino el instrumento de todos los partidos antifascistas enemigos de Franco y Falange que quieren sinceramente reconquistar nuestra Patria.»

El camarada Semis ha pasado unas horas en la gran prensa que en algunos momentos que nuestros lectores han podido leer en el número anterior de «Reconquista de España».

Al salir del aula nuestro camarada Semis le ha preguntado: «¿Por qué razón llama Alianza Catalana al A. C.?»

— Porque Alianza Catalana que es el nombre de todos los frentes antifascistas de Cataluña y de otras zonas de combate del pueblo libertario por su liberación; que es el nombre político que dirige la lucha a Cataluña hacia la in-

dependencia nacional victoriosa, no puede tener distinción entre la lucha de Cataluña y la lucha que en España dirige la Union Nacional de todos los españoles.

Es más necesario tener en cuenta la necesidad de intereses políticos que hace que Cataluña, sin plantear problemas de carácter nacional hoy, se vea afectada, en la medida necesaria, con el reconocimiento legal de la patria de todos a adquirir el derecho de provincia independiente de sus precedentes parientes. Es porque la suerte de Cataluña no puede depender de la Reconquista de España, que Alianza Catalana

está adherida al Movimiento de U. N. E. En Cataluña quieren libertad y Falange y Falange quiere nuestra muerte, sea en otros pueblos de España, o en el extranjero de las libertades esclavistas.

— Porque con V. que tiene un programa la Alianza Catalana y A. C. como U. N. E. tiene un programa y sin embargo de los hechos, los hechos que nos obligan a una posición política por nosotros mismos, a independizarnos de aquellos que son nuestros parientes políticos de la evolución material de las luchas, de las leyes que regulan las necesidades de los pueblos, sean, bajo el aspecto de sus intereses políticos, o simplemente, en el campo de las cosas, por principios fundamentales y que a pesar de ello los temas dependen.

La actitud de uchoa inhibición durante estos últimos años de muchos de los herederos políticos de Cataluña, cuando nuestro pueblo organizando la resistencia al nazismo, en todas las zonas se preparaba y participaba en la lucha, ha dado lugar a un cambio radical de situación. Gente nueva ha surgido, capaz, no sólo de conseguir activamente y dirigir victoriosamente la insurrección nacional contra Franco y Falange, sino de reconstruir, de modo más inspirado de que antes, de un espíritu honrado por el pueblo, una Cataluña más feliz y una España más rica. No pueden y no quieren acostumbrarse a la idea de que se pueda prescindir de ellos, cuando no hay nada tan fácil como su acoplarse a un hombre. Son quienes son y vale lo que valga y porque la coacción se descomponen el valor de cantidad y calidad de los pueblos.

En nombre de esos campesinos que nosotros encontramos divorciados con los intereses supremos de la Patria, intentan por otro parte, justificar su actitud hacia frente a Alianza Catalana. Esta actitud que desuena en falta absoluta de vida política, los descalifica para siempre como a dirigentes de un pueblo que prueba en su mayor y que puede pensar de sus consejos de los a sabios de vilitaria.

(Sigue en la pag. 12)

Para que España, libre e independiente, ocupe el lugar que le corresponde entre las potencias de la nueva Europa, destruyamos a Franco sin esperar a que Hitler sea vencido.

### JUVENTUD COMBATIENTE

He aquí la resolución de la Juventud Combatiente de la U. N. E. tomada en la U. N. E. de Cataluña, para discutir la aplicación de los acuerdos tomados en la gran Conferencia de Toulouse, de los días 1, 2 y 3 del mes en curso.

- 1 - Absoluta identificación con el programa de Trabajo de la Confederación de Toulouse que no sólo prometemos aplicar fielmente.
- 2 - Nuestros deseos que a la mayor brevedad nuestra Manifiesto de la orden de entrar en España para aplastar a Franco, la Falange y para liberar la Patria de los tiranos que la oprimen.
- 3 - Prometemos elevar nuestro nivel cultural, político y cultural, para organizar a nivel de medida que la vamos liberando de la Junta Patriótica de la Juventud Combatiente, arma decisiva de la liberación total y garantía de nuestra independencia.

### A LOS ESPAÑOLES EN FRANCIA

El Comité Departamental de U. N. E. del Arriaga hace saber a todos los españoles que al que fue Secretario General de U. N. E. en la co-

El significado de nuestra lucha



Por el reconocimiento del gobierno del general de Gaulle y de la Junta Suprema de Union Nacional como unicos gobiernos de Francia y España

En «La Vanguardia» del 10 de Octubre, Franco dice que los elementos subversivos españoles dominan en Francia y que, atrayéndose, los franceses fraternizarán con



POR LA RESTAURACION DE LA REPUBLICA Y SU LEGITIMO GOBIERNO PRESIDIDO POR EL DR. NEGRIN

ANO I GRAN ANEXO - MAYO DE 1937 No 7-9 FOLIO 1.º N.º 1000 RECONQUISTA AL SERVICIO DE LA JUNTA SUPREMA DE UNION NACIONAL ESPAÑOLA

POSICIONES de Union Nacional

¿Qué es el punto de vista que ha caracterizado a dicha... UNION NACIONAL, la única fuerza política que...

PROGRESOS de UNIDAD en el camino DE LA LUCHA

En un sentido que puede decirse... los progresos de unidad en el camino de la lucha...

PARA EL RAPIDO aplastamiento de Franco PARA IMPEDIR las maniobras que tratan de salvarle

Las maniobras que tratan de salvarle... para el rápido aplastamiento de Franco...

Un CRIMINAL de GUERRA QUE INTENTA PERDONAR A SUS JUEGES

El criminal de guerra... que intenta perdonar a sus jueces...

LA HA CAIDO BERLIN!

La ha caído Berlín!... noticias de la caída de Berlín...

Gran Movimiento Contra EL TERROR FRANQUISTA

Gran Movimiento Contra EL TERROR FRANQUISTA... el fin de la guerra...

VICTORIA

VICTORIA... la victoria de la República...

De NEGRIN a STALIN

De Negrin a Stalin... la colaboración de la República...

ILLEGAL LA VICTORIA DE TODOS LOS ESPAÑOLAS... el fin de la guerra...

# Reconquista de España

Organo de Unión Nacional de los Españoles

AÑO III

Barcelona, Francia, Noviembre de 1941  
Número extraordinario 3 francos

Número 30

## NUESTRO DEBER

### Ayudar a la Junta Suprema de Unión Nacional

La liberación de Francia, junto con las victorias extraordinarias del Ejército Rojo y los Aliados son la señal para el pueblo español del desembarco definitivo de la INSURRECCION NACIONAL.

Nuestra Patria vive días de verdaderas movilización general. Por todos los rincones del país surgen las partidas guerrilleras, que se agrupan en unidades, con mando único y disciplina de acero. Las primeras escaramuzas y batallas parciales para conquistar armamento y destruir los depósitos de Falange, han comenzado ya. Por los Pirineos patulan las unidades guerrilleras. Días pasados, algunas de ellas han irrumpido en el cuartel de la Guardia Civil de Huesca. Hicieronse combates, armamento y munición en Navarra, las unidades guerrilleras han destruído una columna franquista de castro arrebatándole armas, municiones y haciendo prisioneros. Un cuerpo de ejército de la Legión mandado por el general Castiella en cooperación con numerosas fuerzas de la Guardia Civil y de la policía armada, esperaba en los Pirineos contra las guerrillas. Pero estas no obstante son más fuertes, porque cuentan con el apoyo del pueblo derrotado con las fuerzas falangistas, se fortalecen cada día que pasa ante las narices de los impotentes verdugos franquistas.

Por Asturias, Galicia, Santander y León surten también un verdadero ejército guerrillero del Noroeste ruso. Su eje principal es la Federación de Guerrillas Populares constituida ya no una vez a principio de este año frente a estas guerrillas se alían fuerzas extraordinarias de la Guardia Civil, policía armada y del Ejército que tiene su cuartel general en Ponferrada. En las provincias vascas miradas en estas tierras, también el Ejército guerrillero lleva la ventaja. Los soldados hijos del pueblo, no queriendo servir a Franco, desertan en guerrillas con sus armas y organizan partidas guerrilleras uniendo a las fuerzas patrióticas.

En Extremadura, las partidas guerrilleras surgen como hongos. En Sierra Guadalupe, fuerzas guerrilleras, constituidas, truen en Jaque a los numerosos grupos falangistas y se situaron en los montes. Muchos cuarteles de Franco han sido instalados por los falangistas en Altas y Guadalupe para castigar con ellos a su pueblo. En el distrito de Ariza, prominentes de media Extremadura, claman el día a día miles de españoles que propugnan y aseguran la liberación

repetidos ataques de las guerrilleras. Los grandes señores fascistas se sienten ganados por el panico y como la nación se levanta unánime e invencible contra el régimen de los asesinos y los ladrones falangistas.

En Sierra Morena, Sierra de Mondak, en la Serania de Huelva, en toda Andalucía, arde la tierra, llena de partidas guerrilleras que comienzan a concentrarse igualmente y a coordinar sus acciones. En España, hoy, miles de campesinos dejan la hoz para empuñar la escopeta del guerrillero y marchan al monte a concentrarse para atacar. Lo mismo hacen miles de obreros. Llanza las banderas del castor patrio y gritando que ha llegado la hora de la explosión definitiva con los verdugos falangistas.

Cuando el panico en las filas de la Falange. Los característicos en las fuerzas franquistas es el desaliento y la pasividad. Siempre que pueden escapan en detrimento con las unidades guerrilleras y luchar únicamente los grupos de bandoleros falangistas que dirige el aparato de represión se encuentran desorientado a todos los sospechosos de su franquista asediando a los patriotas por centenas, tratando de anegar en sangre la INSURRECCION NACIONAL. Pero así como es imposible ponerle tapas al mar, lo es también el intento de ahogar esta gran movilización nacional. La simultánea concentración de las fuerzas y correa de todo un pueblo que sus temer a las heridas se disponen a recibir un rasguño mortal a sus oprimidos.

Hoy la idea del propio Ejército franquista hegan las secretarías patrióticas, Comités de Comités y Juntas de Unión Nacional se han creado dentro del Ejército en la clandestinidad. Muy pronto van a verse las grandes consecuencias que para la liberación de España tiene esta acción de los patriotas en el Ejército franquista.

A la cabeza de las fuerzas de la INSURRECCION NACIONAL guiando sus pasos con gran talento y arrojo se encuentra la JUNTA SUPREMA DE UNION NACIONAL que al año de su constitución se ha convertido en el centro político dirigente de la lucha de todos los Partidos, organizaciones y grupos patrióticos dentro de España. En ella participan representantes de todas las fuerzas de los españoles hasta las que pidiendo por república con sus banderas, se unieron a la causa de la liberación de España.

El pueblo de España se levanta cada día más unánime e invencible contra el régimen de los asesinos y los ladrones falangistas.

## COMPANEROS DEL MOVIMIENTO LIBERTARIO

Carta abierta:

No queréis incorporaros a Unión Nacional porque en Unión Nacional está una fracción de la C.E.D.A. con el título de Sindicatos Obreros Católicos. Si esto lo agramos de labios de los partidarios del anarquismo nos merecía el mayor respeto. Pero un puro ortodoxo anarquista no existe y si existe, no está ahí entre los que hacen pactos y alianzas bastantes más graves y comprometedoras que esta de Unión Nacional. Me vengo al hecho que fueron, ni se puede haber en aceptar la colaboración de los Sindicatos Católicos en la lucha de derechos a Franco del poder. Que proceden de la C.E.D.A. que el Falangista Gil Robles argumenta en el desastre y perdido republicano. Hacer alianza quien propio es el poder. Pues por Don Diego Martínez Barrio. Tan de-memorados son que habéis que recordarlo.

Don Diego Martínez Barrio es el jefe del Gobierno que renuncio el año 1932 a elecciones generales y dio el Poder a la reacción es decir a los monárquicos republicanos que el Señor Gil Robles maneja a su antojo. Además Don Diego, el sevillano Don Diego, es el autor de aquella represión hipocritamente anticomunista de noviembre del mismo año. Lo habéis olvidado. Pues el Sr. Martínez Barrio es nuestro Aliado. Mas que nuestro aliado, cobdo mentes y guía.

Y lo de Casus Viejas. Fue obra del jefe de la C.E.D.A. No "Verdad". Fue obra de otros aliados vuestros y sin embargo solo en Gil Robles veis el cobardismo de ciertos compromisos de todos circunstanciales.

Nos hemos de negar que también nosotros sentimos la repugnancia de ciertos rodeos; pero los aceptamos, convencidos de que es un deber de conciencia. Porque ello nos dara mayor probabilidad de entrar en España y liberar a nuestros compañeros. Porque ello nos pone más cerca de las convenciones de clase a que aspiramos. Y tened presente esta lista: indicados se incorporan a Unión Nacional mientras que vosotros no diestis por Martínez Barrio y Pío Baroja.

¿Hemos olvidado a Pío Baroja? Excmo. Sr. Baroja, para los Compañeros del Movimiento Libertario, que más que recordar, ha estado contra la

Transcribimos a continuación un artículo, que no es un comentario oportuno y editorial del periódico "Solidaridad Obrera", órgano de la C.N.T. en Francia en su número del mes de octubre.

C.N.T. Si viviese nuestro admirado, Aquilino Gómez, os hablaría de los principios políticos de este socialista más o menos, y os diría cuales fueron sus tratados para dar al Movimiento Obrero de Galdames y Somorrostro, pero ¿qué falta hace? Todos recordáis su conducta cuando siendo Ministro de la República en las hurigas de la Telefonía. Todas conocen el criterio despoletico, brutal con que se agrió nuestras reclamaciones.

Y poder de pensar, que este hombre ante una guerra se, algo más que nuestro Condillio, el héroe que siempre a dinero lo tratamos de esa Alianza Democrática, en que estaba entredicho.

No es menester que os digan si donde procede y de quien es ese dinero, con tanta largueza puesto en circulación por el Señor Pío Baroja. Pío Baroja, el jefe del Gobierno de España y es el producto de inimitables esfuerzos. Es la fuerza del pueblo, saqueada y saqueada durante diez años; medio un decimo alguno.

Y teniendo por jefe de Alianza a esos señores, ponéis reparos a nosotros, trabajadores en la tarea de Reconquistar España. Los obreros católicos, si quisieran las condiciones de la JUNTA SUPREMA DE UNION NACIONAL, y se juzgan la idea en los incantes de Navarra de Cataluña y las Vascongadas, compartiendo el anhelo de liberar a España con nosotros, compañeros, los guerrilleros del XII Cuerpo Expedicionario, libertad por ganar la de tantos hermanitos muertos que pimen en las mariposas, franquistas, Organismo al lado de comunistas, comunistas, republicanos y socialistas, la insurrección nacional y ponen a contribución sus vidas y haciendas en tan nobles empresas.

Los otros los vuestros han vivido confortablemente en México. Ultraje desde México eso que llamais Alianza Democrática y que vosotros tenéis por menor que reconocido como el Gobierno provisional de la República Española.

Aun siendo cierto que Gil Robles luchara al lado de Unión Nacional. No lo creéis con unos puntos de moralidad mayores que los de Don Diego y Pío Baroja.

Pues, no hacer tantos reparos que el que se os ofrece habéis. Y a ellos que en los últimos meses de octubre

**GRAN MITIN**  
**UNION NACIONAL ESPAÑOLA**  
**SALA PLEYEL**  
 (Mado Tava)

Domingo 19 de diciembre a las 9 y media de la mañana  
 Precedido al voto.

**JUAN HERNANDEZ**  
 presidente de la Delegación de U.N. en París

Elaborado por el Secretariado general en Francia:

**JULIA ALVAREZ**, socialista  
**JENIS MARTINEZ**, comunista  
**ANGEL ESCOBAL**, confederado  
**MANIN GAYE**, republicano

y por la Delegación de U.N. en París:  
**SANTOS GARCIA**, del U. G. T.  
**JOSE MULEY**, por la Delegación de España  
**RAMIRO LOPEZ**, secretario general y representante de la Resistencia Francesa

¡Españoles! ¡Votos al Gran Mitin de U. N. en la Sala Pleyel!

# Reconquista de ESPAÑA



ORGANISMO DE LA U. N. EN LA ZONA FRANCESA

Palencia y Castellón, 11, Avda. Navarra - París 187 - TEL. PLEYEL 14

**Los planes de España**

Con este libro, que el autor ha escrito en colaboración con el generalísimo Franco, se ofrece a los españoles un cuadro claro y preciso de los planes de España para la reconquista de su patria. El libro es una obra de gran importancia y de gran actualidad. Se vende en todas las librerías.

**Los confederados de U. N. a sus compañeros**

por JOSE TORRES

Los confederados de U. N. a sus compañeros. Este es el título de un artículo que se publica en el número de diciembre de la revista "Revista de Catalunya". El artículo trata de la situación de los confederados de U. N. en Francia y de su papel en la reconquista de España.

**Una gran tarea patriótica**

## Diez millones de francos para la Junta Suprema de Unión Nacional

El Secretariado de Unión Nacional en Francia hace un llamamiento a todos los españoles y amigos de España

Los confederados de U. N. a sus compañeros. Este es el título de un artículo que se publica en el número de diciembre de la revista "Revista de Catalunya". El artículo trata de la situación de los confederados de U. N. en Francia y de su papel en la reconquista de España.

Un artículo de Alvarez del Vayo

### Balace de las actividades literarias de Franco

El artículo de Alvarez del Vayo trata de las actividades literarias de Franco. El autor analiza la obra literaria de Franco y su importancia en la cultura española.

# REVISTA DE CATALUNYA

(REVUE CATALANE)

FUNDACIO RAMON LLULL

SUMARI

A ROPINA: Vindicta: Les Nacionalistes dins l'Europa Nova.  
 J. PONS: Pàgès: Pere Corominas i el seu temps (II).  
 J. QUERO MONTAÑES: Del dret de gentes y de la guerra en Yebra de Montseguier. — R. TASSA: Marca: Haydè.  
 A. BLADÉ: Desemvella: Quin Mirador, el de Montserrat...  
 PERRA CALBERG: El principi de la Saviesa. — PERRA SOLDEVILA: Els Joglers en la Crònica de Montaner.  
 ALFONS SERRA: Balad: Miquel Ribes traductor de Ràdies.  
 CRÒNICA: Fundació Ramon Llull (Membria de la Delegació General). — Els catalans arreu del món.  
 Lletres catalanes. — Lletres occitanes.  
 Lletres franceses.

Paris, Febrer 1944

IV Espana . N° 3 Any XII . N° 96

3430

Francia se enseña con los presos antifascistas. Nosotros debemos intensificar la ayuda para la acción interior y la agitación internacional contra Francia

# Ruta

Revista de la F.I.J.L. en Francia  
Corresponsable: Floral PUIG  
1, Rue Fontaine-au-Dieu  
PARIS 11  
Precio: 7 francos

## PORTAVOZ INTERIOR DE LA F.I.J.L. EN FRANCIA

### EDITORIAL LA TRAGICA MAQUINACION de las deportaciones de presos

En consecuencia a la propia naturaleza de nuestra labor en el interior de Francia el trabajo de los presos antifascistas se ha convertido en un problema de gran importancia para el movimiento de liberación. Este problema se plantea en el momento de la liberación de Francia y se plantea en el momento de la liberación de Francia y se plantea en el momento de la liberación de Francia...

### Para cada punto suyo Una campaña que habrá de terminar mal

Al hacer taller dentro Francia, según dicen de la gente, que hacen los hombres viables a quienes se les ha de sacar un trabajo de ellos... Y la campaña que se está haciendo en el interior de Francia...

El trabajo de los presos antifascistas en el interior de Francia se ha convertido en un problema de gran importancia para el movimiento de liberación. Este problema se plantea en el momento de la liberación de Francia...

## TEMAS ACTUALES

## SAGITARIO

Sans sous-titre, et à partir du n° 13 de 1949 : *Periódico republicano independiente.*

Espagnol.

1949 - 1951 ?.

Bimensuel.

Rédaction et administration : Montpellier (11 boulevard Rabelais). Dépôt et distribution : Toulouse (1 boulevard d'Arcole).

Mario AGUILAR, directeur - gérant.

*Collaborateurs* : Alfonso Ayensa, Lluís Capdevila, Antonio Remis, Gracián Sanchez-Boxa...

Imprimé.

Imprimerie du Sud-Ouest, Toulouse puis Imprimerie Portes et San José, Toulouse (41 route d'Adge), puis Imprimerie SGI, Toulouse.

15,5 cm X 24,5 cm, puis 21,5 cm X 28 cm, 4 p. (n°s 2 - 12), 28 cm X 39 cm, 4 p. (n°s 13 - 18 ou 19), 30 cm X 45,5 cm, 4 p. (n°s 20 - 29).

7 F. le n° en 1949, 10 F. en 1950.

Tirage : 1.000 exemplaires deux fois par mois en 1951<sup>1</sup>.

BDIC : 1949-1951 (n°s 1-11, 14-18, 20-29) : 4° P 5171.

FPI : 1949 - 1951 (n°s 2 - 18, 20 - 29) : p. 2728.

Notice :

Publication qui, à l'encontre de beaucoup d'autres, va en se développant après avoir commencé très modestement, quoiqu'elle soit -selon ses animateurs- le premier périodique de l'exil non soutenu par un parti. Mario Aguilar, son fondateur, considéré comme l'une des meilleures plumes de l'exil, intitule *Sagitario* périodique lilliputien rédigé par un rédacteur sans parti<sup>2</sup> ; le bulletin déclare cependant assez rapidement 687 abonnés<sup>3</sup>. Bien que seule l'année soit indiquée, le journal a connu, d'après ses annonces, au moins deux disparitions<sup>4</sup>. A partir du n° 13 (1949), de petit bulletin *Sagitario* se transforme en journal et attire la collaboration d'autres personnalités de l'exil.

*Sagitario* donne des informations générales sur l'Espagne et les exilés. Des rubriques régulières concernent la vie de l'émigration et la critique littéraire ; *Sagitario* est un périodique indépendant et combatif, opposé à la ligne politique de compromis défendue par Indalecio Prieto.

## SALVEMOS LA INFANCIA ESPAÑOLA

Boletín de información de la Comisión española pro-conferencia internacional por la defensa de la infancia.

1. Déclaration de l'Imprimerie SGI le 14 avril 1951 (AN, INF 936).

2. *Sagitario*, n° 3, 1949.

3. *Sagitario*, n° 2, 1949.

4. La seconde est signalée dans le n° 29 de 1951.

N° 1 (1952) - ?.

S.L.

Ronéotypé,  
21 cm X 27 cm, 6 p.

FPI : 1952 (n° 1) : p. 2735.

Notice :

Bulletin consacré aux enfants réfugiés et dont il ne semble pas qu'il y ait eu d'autres numéros que le premier.

<b>SAUVONS L'ENFANCE ESPAGNOLE</b>
------------------------------------

Bulletin d'information de la Commission espagnole pro-journée internationale de l'enfance.

195 ? - ?.

Paris.

Ronéotypé.  
21 cm X 29,7 cm, 6 p.

FPI : 195 ? (numéro non daté) : p. 2739.

Notice :

Edition française du bulletin précédent.

<b>SERVEI CATALA D'INFORMACIONS</b>
-------------------------------------

Generalitat de Catalunya.

Catalan.

1945 ? - ?.  
Périodicité inconnue.

Ronéotypé.  
21 cm X 31 cm, 6 p.

IEC : 1948 (n° 14 : 25 septembre, n° 16 : 18 novembre) : P O. SER.

Notice :

Bulletin d'information de la Généralité de Catalogne : articles de presse sur l'Espagne, documents de l'ONU, textes divers (par exemple, de la SFIO et du PS belge sur l'Espagne).

### SERVICIO DE INFORMACION DE LA REPUBLICA ESPAÑOLA

Ministerio de información del Gobierno de la República española.

1961 (?) - ?.

Paris.

Ronéotypé. Le n° du 14 avril 1961 est imprimé.  
Imprimerie des Gondoles, Choisy-le-Roi.  
21 cm X 27 cm, 25 p., et 6 p. pour le n° imprimé.

FPI : 1961 (janvier/février, n° extra, 14 avril) : p. 2755.

Notice :

Bulletin d'information du gouvernement républicain : il fait état de la situation en Espagne (notamment de la répression contre les opposants) et de ses propres démarches internationales.

### SERVICIO INFORMACION SOCIALISTA

Partido socialista obrero español.

Français.

197? - ?.

Rédaction : Paris 15<sup>e</sup> (31 rue général Beuret).

Ronéotypé.  
21 cm X 29,7 cm, 8 p.

FPI : 1973 (mai, juin), 1974 (septembre, octobre) : p. 2756.

Notice :

Bulletin d'information du PSOE : il informe sur les réunions des instances du parti -qui regroupent dans les années 1973-1974 des représentants de l'intérieur et de l'exil- ainsi que sur la répression en Espagne<sup>5</sup>.

5. Le n° de 1973 fait état d'une réunion du Comité national du PSOE, composé de trente-deux membres dont vingt représentants de l'intérieur et douze de l'extérieur.

## SERVICIO DE PRENSA. EL MUNDO ESPAÑOL

Documentos, artículos y comentarios. Puis en 1960 : Información general, artículos y comentarios libres. Revista *Cuadernos*.

Congreso para la libertad de la cultura.

Espagnol.

N° 1 (18 septembre 1959) - ?.  
Hebdomadaire.

Paris 8<sup>e</sup> (23 rue de la Pépinière).  
Julián GORKIN, directeur. Alberto Baeza Flores, rédacteur en chef.

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm.

FPI : 1961 - 1965 (n°s 105, 144, 185, 195, 202 - 204, 242, 264 - 276, 279 - 299, 303 - 343, 346 - 368, 371 - 375, 400, 401, 408, 462, 465, 502, 512, 513, 536) : p. 2759.

Notice :

Bulletin de presse destiné à l'Amérique latine et à l'Espagne : service original et bénévole en espagnol, sous les auspices du Congrès pour la liberté de la culture, qui donne des informations sur les problèmes internationaux -politiques, économiques, sociaux et culturels.

## SINDICALISTA (E.L.)

Organo del Partido sindicalista español en Francia. Fundador : Angel Pestaña.  
Puis, pour le n° 3 (1<sup>er</sup> septembre 1945) : Boletín de información del Partido sindicalista.  
Puis : Boletín interior del Partido sindicalista.

Partido sindicalista.

Espagnol.

N° 1 (15 février 1945) - 1945 ?.  
Périodicité irrégulière

Rédaction : Toulouse (Francisco Callol, 98 route de Narbonne) et administration : Toulouse (Juan García Herrero, 30 rue des Salenques), puis à partir du n° 3 : Saint Sauveur (par Saint Jory, Haute-Garonne)(Joaquin Cid)  
Francisco CALLOL <sup>e</sup>, directeur.

Collaborateurs : Marín Civera, Demetrio Pérez, Sabino Rodríguez, José Sánchez Requena, José Serrato, V. Tarradel...

Imprimé.

---

6. Secrétaire du Parti syndicaliste.



Imprimerie non indiquée puis Imprimerie du Commerce, Toulouse et Imprimerie du Midi, Perpignan.

25 cm X 33cm, puis 32 cm X 50 cm, 4 p., puis 45,5 cm X 56 cm, 2 p.

Photos

1,50 F. le n° puis 2F.

CEHI : 1945 (n°s 1 - 4) : GS 34.

FPI : 1945 (n°s 1, 2) : p. 4538.

Notice :

Journal éphémère du Parti syndicaliste en exil, parti fondé en 1933 par un dirigeant historique de la CNT, Angel Pestaña, qui avait remis en cause l'association dans un même organisme de l'action syndicale et de l'action politique. Le Parti syndicaliste aspirait à être l'organisation politique de la CNT.

Le journal commémore le 8<sup>e</sup> anniversaire de la mort d'Angel Pestaña et publie le programme et le manifeste du parti publiés en 1934<sup>7</sup> ainsi qu'un article sur "Syndicalisme économique et syndicalisme politique" extrait d'un ouvrage du vieux leader<sup>8</sup>.

### SOCIALISTA (EL)

Agrupación comarcal del Vallespir. Puis : Agrupación del Vallespir. Por la unidad del partido y de los Españoles antifascistas. Puis : Agrupación del Vallespir. Puis: Nuestro guía, Pablo Iglesias. Boletín del P.S.O.E. de Francia.

Partido socialista obrero español.PSOE

"Pour l'unité du parti et des Espagnols antifascistes".

Espagnol.

N° 1 (octobre 1944) - 1945 ?.

Mensuel.

Rédaction, administration : Amélie les Bains , Pyrénées- orientales (Emiliano Cordoba, Villa les Charmes).

*Collaborateurs* : Fernando de Rosa, F. Serrano Olmo, Matilde de la Torre...

Imprimé.

Imprimerie Trilha, Perpignan.

27,5 cm X 45 cm, 2 ou 4 p.

2,50 F le numéro.

Devenir: *El Vallespir*.

CEHI : 1944- 1945 (n°s 3 - 12) : FS 11.

FPI : 1944 - 1945 (n°s 3, 4, 6, 7, juillet, 11 et un n° sans date) : p. 2812.

---

7. *El Sindicalista*, n° 2.

8. *El Sindicalista*, n° 3.

**Notice :**

Journal publié par des socialistes qui ont participé à l'UNE et acceptent de se retirer pour favoriser l'unité du parti, sans pour autant adhérer à un autre mouvement <sup>9</sup>. Ce *Socialista* affiche une grande admiration pour Francisco Largo Caballero : "Don Francisco, figure vénérable de notre parti, pour lequel notre sympathie et notre admiration n'ont pas de limites". En revanche, pour eux, Prieto

c'est l'homme des républicains; il les sert et ils se servent de lui, non au bénéfice du PS mais à celui même des bourgeois et des petits-bourgeois de la démocratie espagnole... Prieto n'est rien de moins qu'un politique ; Negrín est un homme d'Etat... ils auraient pu se compléter, ils se neutralisèrent, le socialisme en est sorti perdant.

<b>SOCIALISTA (EL)</b>
------------------------

**Boletín de información del P.S.O.E. de Francia.**

Partido socialista obrero español.

Espagnol.

Deuxième époque : n° 1 (10 janvier 1946) - n° 2 (10 février 1946 ?).  
Mensuel.

Direction et administration : Paris 16<sup>e</sup> (20 rue Lauriston).

F. Martínez Puente, administrateur .

*Collaborateurs* : César Calderón, Antonio Gardó Cantero <sup>10</sup>, F. Garrido, Julio Hernández <sup>11</sup>, José Sechi...

Imprimé.

Imprimerie non indiquée.

33 cm X 50 cm. 4 p.

Devenu: *El Socialista español*.

CEHI : 1946 (n<sup>os</sup> 1, 2) : FS 11.

FPI : 1946 (n<sup>os</sup> 1, 2) : p. 2813.

IFHS : 1946 (n° 2 : 1er février) : 14 ASP 1954.

**Notice :**

Journal publié par les militants du PSOE qui

refusent de renier [leur] action comme socialistes durant l'occupation allemande et dans les mois qui suivirent immédiatement la Libération de la France .

Bien qu'elle ne soit pas nommée, c'est au sein de l'UNE que ces militants socialistes ont "travaillé" pendant les années de la guerre mondiale

---

9. Les animateurs de ce journal s'interrogent pour savoir s'ils doivent garder le titre *El Socialista* même s'ils ont été les premiers à le reprendre en France et proposent *Socialistas*, *Yunque* ou *Socialismo (El Socialista*, n° 6 mars 1945).

10. Secrétaire du Comité directeur du PSOE de France.

11. Président du Comité directeur du PSOE de France.

Quand aucun organisme compétent de notre parti ne donnait, ni ne pouvait donner de directives, nous avons agi dans la clandestinité où nous avons pu et comme nous avons pu, conscients de contribuer à affaiblir l'ennemi commun et de réaliser, par conséquent, un travail socialiste <sup>12</sup>.

Depuis la libération de la France, ces socialistes ont continué à collaborer aux organismes nés dans la clandestinité, mais cet

apport était toujours conditionné par le respect des authentiques organismes directeurs du PSOE et par un désir fervent de rétablir la légalité républicaine... Nous avons maintenu et nous maintenons le principe de la discipline envers la Commission exécutive sortie d'Espagne <sup>13</sup>.

### SOCIALISTA (EL)

Fundador Pablo Iglesias. Puis : Organo del P.S.O.E. y portavoz de la U.G.T.

Partido socialista obrero español.

Espagnol.

1945 ? - 1946 ?.

S.l.

Imprimé.

12,5 X 16,5 ou 13,5 X 20, 4 p..

FPI : 1945 (mai, novembre), 1946 (novembre) : p. 2818.

Notice :

Bulletins clandestins, édités en petits caractères et en petit format ; destinés à l'Espagne, ils sont probablement confectionnés en France.

### SOCIALISTA (EL)

Fundador Pablo Iglesias. Organo del Partido socialista obrero español y portavoz de la U.G.T. Edición especial resumida.

Partido socialista obrero español.

Espagnol.

1950 ? - 1960 ?.

12. Julio Hernández dans le n° 2 du 10 février 1946, p. 1.

13. Ramón González Peña et Ramón Lamóneda sont respectivement président et secrétaire de la Commission exécutive du PSOE "sortie d'Espagne".

Mensuel.

Rédaction : Toulouse (69 rue du Taur), administration : Paris 15<sup>e</sup> (31 rue général Beuret).  
Manuel ALBAR, directeur et Carlos Martínez Parera <sup>14</sup>, administrateur.

Imprimé en petits caractères.

Imprimerie spéciale d'*El Socialista*, Marseille (30 rue Sainte) puis Société générale  
d'impression, Toulouse.

23,5 cm X 32 cm, 2 ou 4 p., sur papier peûre.

FPI : 1951 (n<sup>os</sup> 5, 12, 16, 24), 1956 (mars, avril, septembre, décembre), 1957 (mars, mai,  
octobre, décembre), 1958 (janvier - juillet, septembre, novembre, décembre), 1959 (janvier -  
mars, juin, juillet, septembre - décembre), 1960 (janvier, février) : p. 2820.

Notice :

Edition mensuelle résumée d'*El Socialista* hebdomadaire, publiée à  
Toulouse à destination de l'Espagne.

<b>SOCIALISTA (EL)</b>
------------------------

**Organo de la Federación de Africa del Norte. Puis : Organo de la Federación  
norteafricana y portavoz de la U.G.T.**

Partido socialista obrero español.

N<sup>o</sup> 1 (1er mai 1944) - n<sup>o</sup> 120 (4 octobre 1947).  
Mensuel puis hebdomadaire (à partir de juin 1945).

Rédaction et administration : Alger (16 rue Montaigne).  
Ildefonso TORREGROSA, directeur <sup>15</sup>.

*Collaborateurs* : Manuel Albar, Luis Araquistáin, César Barona <sup>16</sup>, José Bullejos, A. Cano  
Murillo, Wenceslao Carrillo, Francisco Gil, Arsenio Jimeno, Rodolfo Llopis, Manuel Muño,  
Jeanne Posty Petitbrouhaud, Indalecio Prieto, Andrés Saborit <sup>17</sup>, Pablo Toucet...

Imprimé.

Imprimerie non indiquée.

29 cm X 43 cm, 31 cm X 53 cm puis 30 cm X 45,5 cm.

5 F. le n<sup>o</sup> en 1945, 7 F. en 1947.

BN : 1944 - 1947 (n<sup>os</sup> 1 - 120) (3 numéros manquent) : Fol. Jo. 6282.

FPI : 1944 (n<sup>os</sup> 1 - 11), 1945 (n<sup>os</sup> 12 - 45) - 1945 (n<sup>os</sup> 46 - 92), 1947 (n<sup>os</sup> 93 - 120) : p. 2823  
et vol. relié

---

14. Voir notice biographique.

15. Indiqué seulement sur le n<sup>o</sup> spécial du 9 décembre 1944.

16. César BARONA représente les socialistes d'Algérie à l'Assemblée des délégués du PSOE en exil à Toulouse  
les 25-28 juillet 1947.

17. Voir notice biographique.

## Notice :

Journal publié par les socialistes d'Algérie avec la collaboration rédactionnelle d'autres socialistes exilés. Les sections socialistes d'Algérie, Tunisie et Maroc compteraient environ 1.400 affiliés en 1944<sup>18</sup>. Une rubrique régulière s'intitule "De l'Espagne de Franco" ; bien que non signée, elle est rédigée par Jeanne Posty Petitbrouhaud<sup>19</sup> et essaie d'analyser l'évolution de l'Espagne de manière objective. Le journal, très hostile à l'UNE, donne des informations sur le PSOE en France métropolitaine et en Afrique du Nord.

*El Socialista* d'Alger est supprimé fin 1947 afin de renforcer le périodique édité à Toulouse qui reste le seul de ce nom après la disparition des journaux publiés par les partisans de Juan Negrín et Ramón González Peña.

### SOCIALISTA (EL)

Fundador Pablo Iglesias. Organo del Partido socialista obrero español y portavoz de la U.G.T.

Partido socialista obrero español.

Espagnol.

N° 1 (juin 1973) - n° 75 (décembre 1976).  
Bimensuel.

S.l. puis, à partir du n° 1 (troisième époque) du 14 juin 1973 : Bruxelles (Parti socialiste belge, 13 boulevard de l'Empereur) et correspondance à : Fernando Gutierrez (PSOE : Paris 15<sup>e</sup>, 31 rue général Beuret).

André LEONARD, directeur à partir de juin 1973.

Imprimé.

Imprimerie non indiquée puis Imprimerie Sodepe, Bruxelles.

21 cm X 27 cm , 4 p. puis 8 p., sur papier bible et petits caractères jusqu'en mai 1973.

BDIC : 1974 (n°s 20, 22, 23, 26), 1975 (n°s 32 - 34, 36, 39 - 45, 48, 52, 54) : 4° P 7813.

FPI : 1973 - 1976 (nos 1 - 75) : p. 2833.

## Notice :

A la suite du congrès du PSOE d'août 1972 qui voit la scission du parti entre "rénovateurs" et "historiques", il est décidé de revenir à un seul journal pour l'intérieur et l'exil : publié à Bruxelles, ce *Socialista* fait suite tout à la fois au *Socialiste* -édité en France de 1961 à 1973- et à *El Socialista* -sorti dans la clandestinité depuis environ 1967. *El Socialista* est imprimé dans la même imprimerie que *Le Peuple*, le quotidien socialiste belge.

18. *El Socialista*, n° 3, juillet 1944.

19. Voir notice biographique.

## SOCIALISTA (EL)

Organo del P.S.O.E. en Francia. Fuis : Pablo Iglesias fundador. Partido socialista obrero español. Boletín de información.

Partido socialista obrero español.

Espagnol. Français.

N° 1 (12 octobre 1944) - n° 25 (1945) ?<sup>20</sup>.  
Hebdomadaire.

Rédaction et administration : Toulouse (15 rue Salenque, puis 2 bis rue du May).

Julia ALVAREZ RESANO<sup>21</sup>, directeur. Administrateur : Diego González.

Rédactrice en chef : Irène Morante.

*Collaborateurs* : Jaime Comas, Antonio Gardó Cantero<sup>22</sup>, Carlos Gallego, Francisco Gutierrez, Julio Hernández, Luis Huerta, Roberto Madrid, Pablo Quejido, Enrique de Santiago y Ribera...

Imprimé.

Imprimerie G. Subervie, Rodez.

33 cm X 50 cm, 2 p. et 4 p. en 1945.

Dessins.

2 F. le n°.

Tirage : 5.000 exemplaires par semaine en 1945<sup>23</sup>.

CEHI : 1944 (n°s 1, 3 - 11), 1945 (n°s 12, 13, 15 - 19) : FS 11.

FPI : 1944 - 1945 (n°s 1 - 12, 14, 15, 18, 21 - 23, 25) : p. 2830.

Notice :

Le premier numéro de ce *Socialista* édité par des socialistes qui ont appartenu à l'UNE fait profession de foi socialiste :

nous sommes socialistes du vieux socialisme de Pablo Iglesias ... et je salue le poing levé des courageux qui ont commencé la troisième et dernière étape de notre guerre : l'étape de la reconquête<sup>24</sup>.

L'éditorial précise :

...n'oubliez pas que le PSOE est un parti révolutionnaire, un parti d'action, un parti de masses.

Le journal critique la manière dont le PSOE se réorganise sans inviter les socialistes de l'UNE.

20. Un numéro de *El Socialista* - manuscrit, format 21 cm X 27 cm - est paru en août 1944 dans l'Aveyron, près de Decazeville. S'adressant à tous les socialistes espagnols, il les appelle à entrer dans les maquis pour collaborer à la lutte contre l'occupant aux côtés de leurs camarades français ("Socialistes ne vous laissez pas tromper par de fausses propagandes") (AN, INF 937).

21. Voir notice biographique.

22. Voir notice biographique.

23. AN, INF 937.

24. "Somos socialistas" de Julia Alvarez.

## SOCIALISTA (EL)

Organo officiel del Partido socialista obrero español y portavoz de la U.G.T. Puis à partir du n° 5.261 du 27 mars 1945 : Boletín de información. Editado por el P.S.O.E. en Francia. Puis à partir du n° 5.301 du 15 mars 46 : Organo del P.S.O.E. y portavoz de la U.G.T.

Partido socialista obrero español.

N° 5246 (12 octobre 1944) - n° 6109 (4 novembre 1961).

Hebdomadaire.

Autorisation de paraître : 1er mars 1946 <sup>25</sup>.

Interdit par arrêté ministériel du 2 novembre 1961 (*Journal officiel* du 3 novembre 1961, p. 9985).

Rédaction et administration : Toulouse (15 rue Salenque, puis 69 rue du Taur). A partir de 1950, l'administration est à Paris 15<sup>e</sup> (31 rue du général Beuret) et direction et rédaction sont à Toulouse (69 rue du Taur).

Directeurs : José GREGORI jusqu'en 1948, Andrés SABORIT de 1948 à 1950, Manuel ALBAR de 1950 à 1952 <sup>26</sup>, Gabriel PRADAL GOMEZ de 1953 à 1961 <sup>27</sup>. Rodolfo Llopis assure l'intérim de la direction en 1950 et en 1952.

Rédacteurs en chef : Arsenio Jimeno <sup>28</sup> et Juan Tundidor jusqu'en 1948, Eusebio Gorrochategui de 1948 à 1961 <sup>29</sup>.

Administrateurs : José Martín del Castillo; et, à partir de 1948, Carlos Martínez Parera <sup>30</sup>.

Collaborateurs : Luis Araquistáin, Julián Arévalo, José Barreiro García, Wenceslao Carrillo, Enrique de Francisco, Trifón Gómez, Paulino Gómez Beltrán, Eusebio Gorrochategui, José Gregori, Arsenio Jimeno, Laureano Lasa Rodolfo Llopis Ferrándiz, Cayetano Martín, Salvador Martínez Dasi, Manuel Muñifo Arroyo, Gabriel Pradal Gómez, Indalecio Prieto, Mariano Rojo, Andrés Saborit, Pascual Tomás Taengua, Juan Tundidor...

Imprimé.

Imprimerie non indiqué et, à partir d'août 1946 : Imprimerie du Sud-Ouest, Toulouse. A partir de 1950 : imprimerie du *Provençal*, Marseille (30 rue Sainte).

31 cm X 50 cm, puis 38 cm X 56 cm, 28 cm X 38 cm, 28 cm X 45 cm, 54 cm X 56,5 cm, 4 p.

Photos

2 F. le n° en 1944.

Tirage : 5.000 exemplaires par semaine en 1946 <sup>31</sup>, 8.100 à 8.330 en 1948 <sup>32</sup>, 7.000 en 1950 <sup>33</sup>, 5.730 en 1952 <sup>34</sup>, 5.215 en 1954-1955 <sup>35</sup>.

---

25. Pour un hebdomadaire de 43 cm X 60 cm, 4 p. et un tirage de 5.000 exemplaires par semaine ; contingent de papier alloué: 6.60 kg par mois (AN, INF 937).

26. Manuel ALBAR, ancien secrétaire du PSOE en Espagne, écrivain et directeur de *El Socialista* en Espagne, ancien député (AN, INF 937).

27. Voir notice biographique.

28. Arsenio Jimeno assume la direction du journal tant que José Gregori occupe une fonction de sous-secrétaire d'Etat dans le gouvernement de R. Llopis (Carlos et José MARTINEZ COBO, *1944-1976, El Socialista*, Madrid, Fundación Pablo Iglesias 1984, p. 33).

29. Eusebio Gorrochategui est signalé en 1950 comme secrétaire de rédaction (AN, INF 937) et comme rédacteur en chef en 1955 (AN, INF 936).

30. Voir notice biographique.

31. AN, INF 937.

32. Le premier chiffre est donné par Carlos et José MARTINEZ COBO, *La primera renovación. Intrahistoria del PSOE*. Vol. I (1939-1945), Barcelona, Plaza y Janés, 1989, p. 289 ; le second provient d'un calcul des moyennes de tirage de mars à octobre 1948 -non compris- d'après les registres de comptes d'*El Socialista*

Continuation de : *El Socialista*, Madrid, 1886-1939 (la numérotation de *El Socialista* de l'exil est en continuation)<sup>36</sup>.  
Devenu : *Le Socialiste*.

BDIC : 1946 - 1961 (n<sup>os</sup> 5316 - 6109) : G F° P 1258.

BN : 1944 - 1961 (r<sup>os</sup> 5246 - 6109) (des numéros manquent) : Fol. Jo. 4037.

FPI : 1944 - 1961 (nos 5246 - 6109) : p. 2831.

IFHS : 1944 - 1948 et 1957- 1961 (nombreux numéros manquants) : 14 ASP 1954, 1990, 2006, 2078.

Notice :

Pour bien marquer la continuité avec le journal historique du Parti socialiste, *El Socialista* édité par le PSOE majoritaire, reconstitué à Toulouse les 24 et 25 septembre 1944, débute avec le n<sup>o</sup> 5246, année LVII, et revendique -comme les autres *Socialista*- l'héritage de Pablo Iglesias<sup>37</sup>. Le journal marque, lors de son apparition, son désaccord avec l'UNE : il reproche à celle-ci de vouloir s'allier avec les éléments espagnols les plus réactionnaires et de vouloir instaurer un parti unique avec sa Junte suprême<sup>38</sup> ; et, très vite, il annonce la formation d'une alliance concurrente, l'Alliance nationale des forces démocratiques, constituée en Espagne par les partis et syndicats républicains, socialistes et anarchistes<sup>39</sup>.

Le PSOE dirigé par Rodolfo Llopis et Indalecio Prieto obtient la reconnaissance du parti de l'intérieur et celle de la future Internationale socialiste en 1948 ; comme le journal est indissociable de la lutte pour la direction et le légitimité du parti, *El Socialista* reste rapidement le seul de ce nom après la suppression, pour des raisons financières et d'efficacité, de celui d'Algérie et la disparition des périodiques édités par la tendance négriniste<sup>40</sup>. De 1955 à 1961, date de son interdiction en France, il est officiellement le journal unique du PSOE de l'intérieur comme de l'extérieur<sup>41</sup>.

Les rubriques principales sont : "Vie départementale", "Nos reportages", "Collaboration féminine", "Avis et convocations", "Panorama international", "Nouvelles d'Espagne".

## SOCIALISTA ESPAÑOL (EL)

Première époque : Organo central del P.S.O.E.

(Archives d'*El Socialista*, comptes du journal, 1948-1955, 1960-1961 et 1962-1963 : Fondation Pablo Iglesias, 654/3, 654/4, 655/10).

33. AN, INF 937.

34. Moyenne effectuée sur le premier semestre de l'année (Archives d'*El Socialista*, comptes..., *loc. cit.*).

35. Moyenne effectuée de novembre 1953 à mai 1954 (*ibid.*). Les chiffres indiqués ensuite dans les dossiers du ministère de l'Information sont surévalués : 5.800 en 1955, dont 1.710 abonnements (AN, INF 936) et 5.700 en 1961 (AN, INF 937).

36. Continuation symbolique plus que réelle car le dernier n<sup>o</sup> d'*El Socialista* édité à Madrid, le 28 mars 1939, porte le n<sup>o</sup> 9.043.

37. Numérotation continue toute symbolique dans la mesure où le dernier *Socialista* publié à Madrid le 28 mars 1939 porte le n<sup>o</sup> 9043 et que l'année devrait être la 49<sup>e</sup> depuis sa fondation.

38. Juan TUNDIDOR LOPEZ, "Fundamentos de una polémica : los socialistas y la UNE", *El Socialista*, n<sup>o</sup> 5249 du 30 novembre 1944.

39. "Un hecho político trascendental : la Alianza democrática", *El Socialista*, n<sup>o</sup> 5256, 1<sup>er</sup> février 1945, p. 1.

40. Article très polémique de Wenceslao Carrillo contre Ramón Lamonedá où il lui reproche d'avoir de l'argent pour publier un journal sans affiliés ("Desfile de "héroes", *El Socialista*, n<sup>o</sup> 5320 du 10 août 1948).

41. Carlos et José MARTINEZ COBO, 1944-1976, *El Socialista*, *op. cit.*, pp. 25-27.



Deuxième époque : Boletín de información de la Federación socialista española en Francia y Africa del Norte (P.S.O.E.), jusqu'en septembre 1951, puis : Organó de la Federación socialista española y portavoz de la U.S.E.

Partido socialista obrero español. Puis : Unión socialista española.

Première époque : n° 1 (25 juillet 1946) - n° 47 (août 1950).

Bimensuel puis mensuel.

Deuxième époque : n° 1 (1950) - n° 133 (septembre 1961).

Mensuel.

Première époque : correspondance de rédaction : Paris 1<sup>er</sup> (Ramón Lamonedá : 24 avenue Victoria), puis Paris 16<sup>e</sup> (José Sanchis-Banús : 20 rue Lauriston, à partir du n° 25 du 18 septembre 1947)(et à nouveau Paris 1<sup>er</sup> (24 avenue Victoria).

Correspondance administrative : Paris 16<sup>e</sup> (Feliciano Martín Galán : 20 rue Lauriston), puis Paris 4<sup>e</sup> (Feliciano Martín Galán : 7 rue Ferdinand Duval), puis Paris 16<sup>e</sup> (José Sanchis-Banús : 20 rue Lauriston).

Deuxième époque : rédaction : Paris 6<sup>e</sup> (siège de la Federación : 28 rue Serpente), administration : Paris 1<sup>er</sup> (Francisco Serrano : 24 avenue Victoria). Puis Paris 3<sup>e</sup> (72 rue de Turbigo) et Fontenay-aux-Roses (52 avenue Paul Langevin).

Première époque : Ramón LAMONEDA puis José SANCHIS-BANUS, directeurs.

Deuxième époque : José SANCHIS BANUS, directeur puis, à partir de septembre 1951 :

Evaristo JORGE MORENO <sup>42</sup>.

*Collaborateurs* : Mario Aguilar, Julio Alvarez del Vayo, Enrique Angulo, Genaro Artiles, José Asensio, César Calderón, Eustaquio Cañas, J. Chicharro de León, Angel Galarza, Antonio Gardó Cantero, Leopoldo Garrido, Juan José Gómez, César R. González, Ramón Gonzalez Peña, Julio Hernández, Antonio Huerta, Roberto Madrid, Alvaro de Orriols, Francisco Serrano Olmo, Elena de 'a Souchère, Fernando Vázquez Ocaña.....

Imprimé.

Première époque : Imprimerie non indiquée, puis Imprimerie Réaumur, Paris (100 rue Réaumur) et Imprimerie SPI, Paris 9<sup>e</sup>.

32 cm X 50 cm, 2 ou 4 p., puis 37,7 cm X 57,5 cm, 4 p. (à partir du n° 33, année III, du 9 juin 1948).

Dessins, photos.

Deuxième époque : Imprimerie SPI, Paris 9<sup>e</sup>.

21 cm X 29,7 cm, 4 p.

15 F. le n° en 1954, 20 F. en 1957.

Tirage : 3.000 exemplaires par mois en 1951, 1.200 à 1.500 en 1952 <sup>43</sup>, 1.200 en 1955 <sup>44</sup>.

Continuation de : *El Socialista. Boletín de información del P.S.O.E. de Francia* <sup>45</sup>.

BDIC : 1946 - 1949 (lacunes), 1951 - 1957 (complet), 1958 - 1961 (n°s 110 - 133) : G F° P 4796, 4° P 5739, 4° P 5738.

42. Evaristo Jorge MORENO s'est réfugié en France en 1940 ; employé en 1955 comme aide-comptable (AN, INF 936).

43. AN, INF 937.

44. AN, INF 936.

45. Dans la bataille entre tendances du PSOE pour la légitimité organisationnelle, l'appropriation du titre du journal historique *El Socialista* est d'importance ; le ministère français de l'Information y perd ses repères à certains moments et dans la période de rationnement de papier d'après-guerre, le conflit politique se double d'une lutte pour la reconnaissance des pouvoirs publics français et pour l'attribution de papier. La SFIO, en la personne de Daniel Mayer, alors secrétaire général de la Commission d'immigration, et le ministre de l'Intérieur du gouvernement républicain -Manuel Torres Campaña- précisent en 1945 et 1946 que *El Socialista* est celui du PSOE présidé par Enrique de Francisco (AN, INF 937).

CEHI : 1946 (n<sup>os</sup> 1, 2, 4, 5, 7, 10), 1947 (n<sup>os</sup> 16 - 28), 1948 (n<sup>os</sup> 29 - 38), 1949 (n<sup>os</sup> 39 - 45), 1950 (n<sup>os</sup> 46, 47), 1951 (n<sup>os</sup> 9 - 12)(oct/nov), 1952 - 1961 (dec 1951/jan 1952 - n<sup>o</sup> 133) : GS 36 et § 8.

FPI : 1946 - 1950 (n<sup>os</sup> 1 - 8, 11, 13, 15, 16, 18 - 20, 22 - 28, 30 - 47) : p. 2844.

1951 (n<sup>os</sup> 9, 11, 12, septembre, octobre/novembre), 1952 (février - juillet, septembre), 1953 (janvier - mars, mai - décembre), 1954 (janvier - juin, septembre, novembre, décembre), 1955 (mars, juillet/août, novembre/décembre), 1956 (février, juin/juillet, septembre - décembre), 1957 (janvier - octobre), 1958 - 1961 (n<sup>os</sup> 110 - 121, 123 - 125, 128 - 132) : p. 2845.

Notice :

*El Socialista español* fait suite au *Socialista* lancé par les partisans de Ramón González Peña et Ramón Lamonedá, une fois que le *Socialista* du PSOE tendance Rodolfo Llopis s'est imposé<sup>46</sup>. Il se veut l'organe du PSOE puis de la Fédération socialiste espagnole et, enfin, à partir de 1951, de l'Union socialiste espagnole.

Le journal affirme des positions républicaines fermes et critique les pourparlers avec les monarchistes menés par Indalecio Prieto :

Notre position est claire, intransigeante : restauration de la République<sup>47</sup>.

*El Socialista español* ne manque pas de critiquer les positions politiques du PSOE de Rodolfo Llopis<sup>48</sup> et affirme que "La solution d'une monarchie ne naît pas en Espagne ; elle est allée en Espagne par le chemin de Toulouse"<sup>49</sup>. Défendant l'idée d'un parti socialiste de classe combatif, *El Socialista español* soutient la création d'*España combatiente*<sup>50</sup> et devient le porte-parole de l'Union socialiste espagnole<sup>51</sup> :

Réaffirmant la tradition révolutionnaire du socialisme espagnol, fermement tracée depuis ses premiers temps, l'USE reconnaît et affirme l'existence de la lutte des classes et la communauté d'intérêt de tous les peuples du monde .. Parmi les affirmations de principes de la déclaration de l'Union socialista española se détache avec force notre profession de foi républicaine<sup>52</sup>.

Le journal suit avec attention les nombreuses démarches internationales effectuées par Julio Alvarez del Vayo et manifeste son intérêt pour la révolution cubaine<sup>53</sup>.

## SOCIALISTE (LE)

Partido socialista obrero español.

46. R. González Peña, président R. Lamonedá est secrétaire général, Julio Alvarez del Vayo, député, et J. Negrín, président du groupe parlementaire.

47. *El Socialista español*, n<sup>o</sup> 1, 25 juillet 1946, p. 1.

48. Un article intitulé "Cassoulet toulousain" (n<sup>o</sup> 1, p. 2) parle du congrès tenu à Toulouse en mai 1946 par des "éléments dissidents de notre parti" et attaque leur politique jugée opportuniste.

49. Le n<sup>o</sup> 2 (8 août 1946) titre en première page "Monarquía y socialismo" (conférence de César R. González, président du Círculo socialista Jaime Vera de México).

50. *El Socialista español*, n<sup>o</sup> 15 du 22 mars 1947 et n<sup>o</sup> 16 du 4 avril 1947 et n<sup>os</sup> suivants.

51. La Commission exécutive provisoire est composée ainsi : Julio Alvarez del Vayo, président, Julio Hernández, vice-président, Ramón Lamonedá, secrétaire général ; Enrique Angulo, secrétaire-adjoint, Edmundo Lorenzo, secrétaire administratif, Francisco Serrano Olmo, secrétaire à la solidarité et à l'aide à l'Espagne, Eustaquio Cañas, secrétaire-adjoint à la solidarité, José Ramón Arana, secrétaire à la presse et à la propagande, Evaristo Jorge Moreno, secrétaire-adjoint à la propagande ; bureau : César R. González et J. Sánchez-Banus.

52. *El Socialista español*, n<sup>o</sup> d'octobre-novembre 1951.

53. Julio ALVAREZ DEL VAYO, "Fidel Castro hace la historia", *El Socialista español*, n<sup>o</sup> 118 de février 1959, p. 1.

Français. Espagnol.

N° 1 (décembre 1961) - n° 555 (mai 1973) <sup>54</sup>.  
Hebdomadaire.

Rédaction : Paris 9<sup>e</sup> (12 cité Malesherbes) <sup>55</sup>.

Georges BRUTELLE, directeur. Roger Southon, administrateur <sup>56</sup>.

Comité de rédaction : Jean Paul-Boncour, Suzanne Lacore, Eugène Montel, Georges Guille, Gérard Jacquet, Joseph Begarra.

Collaborateurs : José Barreiro, Willy Brandt, Eugène Descamps, Jean Cassou, Pericles García <sup>57</sup>, Rodolfo Llopis, François Mitterrand, Daniel Mayer, Guy Mollet, Indalecio Prieto, Andrés Saborit, Alain Savary, Mario Soares....

Imprimé.

Imprimerie spéciale, Marseille (28 - 30 rue Sainte) <sup>58</sup>.

25,5 cm X 43 cm, 8 p.

Photos, titre en couleur.

Abonnement semestriel : 12 NF., 0,50 NF. le n° en 1962.

Tirage : 5.300 à 5.400 par semaine en 1962 <sup>59</sup>.

Continuation de : *El Socialista*, 1944 - 1961.

Devenu : *El Socialista*, Bruxelles, 1973 - 1976.

BDIC :

FPI : 1961- 1973 (n° 1 - 555) : p. 2850.

Notice :

Hebdomadaire légalement français, mis à la disposition des socialistes espagnols par leurs camarades français après l'interdiction d'*El Socialista*, en novembre 1961. Georges Brutelle, secrétaire général adjoint de la SFIO, dans un éditorial intitulé "Droit d'asile et liberté", déclare :

On a interdit *El Socialista*, nous vous rendons *Le Socialiste*. Nous voulons simplement, en frères, vous rendre un peu des moyens que l'on vient honteusement de vous ravir. Nous le devons à l'amitié qui nous lie : solidaires dans les luttes communes, nous ne faisons, en un mot, que notre devoir pour que revive la démocratie et progresse le socialisme <sup>60</sup>.

La rédaction du journal est assurée, en fait, par les socialistes espagnols, sous la direction de Rodolfo Llopis, secrétaire général du PSOE. Le bilinguisme imposé par les autorités françaises (40% minimum de français) voit, au fil des années, le français croître en proportion. De nombreux dirigeants socialistes français et européens et des écrivains apportent leur collaboration ; *Le Socialiste* publie, dans les quinze premiers numéros, de longs articles d'Indalecio Prieto, malade du cœur à Mexico,

---

54. Le journal apparaît sous ce titre peu après l'interdiction d'*El Socialista* ; la déclaration de titre est faite auprès du Parquet du Procureur de la République de Marseille le 27 novembre 1961.

55. Siège de la SFIO.

56. Georges Brutelle est secrétaire général adjoint de la SFIO et Roger Southon est secrétaire des Jeunesses socialistes.

57. Pseudonyme de Gabriel Pradal Gómez.

58. Imprimerie du Provençal.

59. Carlos et José MARTINEZ COBO, 1944-1976, *El Socialista...*, op. cit., p. 44. Le questionnaire rempli le 30 septembre 1962 par Georges Brutelle pour le ministère de l'Information fait état d'un tirage de 5.400 exemplaires (AN, INF 936).

60. *Le Socialiste*, année I, n° 1, 21 décembre 1961, p. 1.

réduit à l'immobilité dans un fauteuil <sup>61</sup>. Même si *El Socialista* clandestin commence à reparaitre dans la clandestinité vers 1970, *Le Socialiste* est le journal du PSOE de l'intérieur et de l'extérieur ; il s'arrête quand le congrès de 1972 décide de revenir à un seul journal qui s'appellera *Le Socialista* et sera publié à Bruxelles.

Les rubriques régulières sont : "Le syndicalisme devant son destin" (informations notamment sur les conférences syndicales internationales et plus particulièrement celles consacrées à l'Espagne), "Le socialisme devant son destin" (l'Internationale socialiste), "Ainsi va l'Espagne" (mouvements d'opposition au franquisme : grèves, élection...), "Iberoamérica", "Ainsi va le monde", "Arts et lettres", "PSOE", "UGT", "Jeunesses socialistes".

## SOLIDARIDAD

Comision pro - presos.

Espagnol. Français.

N° 1 (octobre 1971) - 7.

Rédaction : Toulouse (27 rue des Paradoux, chez A. Alvarez).  
Juanito Marcos, administrateur. Correspondance à : Antonio Alvarez.

Multigraphié puis imprimé.  
Imprimerie La Ruche ouvrière, Paris 3<sup>e</sup>.  
15 cm X 21 cm, 36 p.; 19 cm X 28 cm. 8 p.

CEHI : 1971 (n° 1), 1972 (n° 2 : avril et numéro extraordinaire : novembre) : S 3.  
IFHS : 1972 (n° 2 : avril et numéro extraordinaire : novembre) : 14 ASP 2055.

Notice :

Publié en espagnol et en français, ce modeste bulletin se propose de dénoncer "devant le monde libre la tragique situation des prisonniers politiques" en Espagne. Le numéro extraordinaire de novembre 1972 est consacré entièrement à un document sur le système pénitentiaire franquiste (analyse émanant de prisonniers de la CNT et de l'UGT sur les centres de réclusion pour prisonniers politiques, les hôpitaux pénitentiaires, la prison modèle du régime à Jaén, celle de Barcelone...)

## SOLIDARIDAD

Organo de *Solidarité espagnole* (sic).

61. *Le Socialiste*, année I, n° 1, 21 décembre 1961, p. 3 : reproduction d'une lettre d'Indalecio Prieto à José Alvarado, du 30 novembre 1961, publiée dans la revue mexicaine *Siempre*. I. Prieto devait mourir en février 1962 (*Le Socialiste*, n° 9, du 15 février 1962 annonce sa mort, et de nombreux articles de souvenir et d'hommage lui sont consacrés dans les numéros suivants). Après sa mort, l'on publie un article de lui écrit quelques heures avant sa mort.

Solidarité espagnole.

Espagnol.

N° 1 (août 1939) - ?.

Rédaction et administration : Lyon 5° (Taverne Saint Jean, 4 rue des Trois-Maries).

J. Ros, gérant.

Collaborateur : Manuel Brenacasa...

Imprimé.

Imprimerie Juhau et Cie, Lyon (28 rue Chalopin).

28 cm X 43,5 cm, 8 p.

50 centimes le n°.

BN : 1939 (n° 1) : Gr. fol. Jo. 3233.

Notice :

Journal édité par Solidarité espagnole, association constituée l'été 1939 pour prendre la suite de la Federación regional de Comités de Acción antifascista en lengua española del Rhodano y su región, créée en juillet 1936 ; cette fédération de comités rassemblant les émigrés espagnols de la région de Lyon avait développé pendant 34 mois une activité de solidarité envers la République espagnole mais le décret-loi du 12 avril 1939 sur les associations étrangères l'a obligée à modifier son nom et sa structure <sup>62</sup>. Le nouvel organisme, Solidarité espagnole, a pour but de manifester concrètement la solidarité des Espagnols résidant déjà en France "aux réfugiés espagnols dans les camps de concentration, refuges et colonies enfantines".

Le journal présente sur six pages les comptes financiers de la Fédération qui a cessé d'exister <sup>63</sup> : Solidarité espagnole qui la remplace est animée par les mêmes responsables, prêts de la même manière à répondre de leur gestion.

## SOLIDARIDAD

Semanario sindicalista y de información . Organo de la Confederación nacional del trabajo . (A.I.T.). Regionales zonas Norte y Normandía. Organe hebdomadaire de la C.N.T. d'Espagne en exil .

Confederación nacional del trabajo.

N° 1 (2<sup>e</sup> novembre 1961) - 5 (21 décembre 1961).

Interdit par arrêté ministériel du 18 décembre 1961 (*Journal officiel*, p. 11.669).

Hebdomadaire.

Rédaction et administration : Paris 10° (24 rue Sainte Marthe).

Juan FERRER directeur. Roque Llop, gérant.

62. De juillet 1936 à mai 1939, la Fédération, comprenant 21 comité locaux de Bourg-Lastic à Villeurbanne et d'Izieux à Vénissieux.

63. La Fédération a recueilli 2.660.000 F d'aide aux combattants et à leurs familles en 34 mois.

**Collaborateurs :** Diego Abad de Santillán, Julián Floristán, Manuel Hernández, Conrado Lizcano, Angel Samblancat, Alfonso Vidal y Planas...

Imprimé.  
Imprimerie des Gondoles, Choisy-le-Roi.  
45 cm X 56 cm. 4 p.  
Photos, Dessins .  
0,30 NF le n°.

Continuation de : *Solidaridad obrera* puis du *Boletín confederal*.  
Devenu : *Combat syndicaliste*.

BDIC : 1961 (n°s 1 - 5) : G F° P 3839.  
CEHI : 1961 (n°s 1 - 5) : GS 34.  
IFHS : 1961 (n°s 1 - 5) : 14 ASP 278.  
IISG : 1961 (nos 1 - 5) : fol. S. / Div.

Notice :

Cinq numéros de ce journal paraissent : destiné à prendre la suite de *Solidaridad obrera* puis du *Boletín confederal* après leur interdiction, il est à son tour interdit avant d'être remplacé par *Le Combat syndicaliste*.

Le premier numéro marque la continuité avec les publications interdites sous forme allusive :

Nous ne croyons pas en la réincarnation, ni davantage en la mort. "Rien ne meurt, tout se transforme". Forts de ce principe rationaliste, dans la transformation -non dans la transfiguration- nous voilà !.

Les rubriques en sont : "Antena" (informations d'Espagne), "Notre théâtre", "Revue des revues".

## SOLIDARIDAD ESPAÑOLA

Boletín interior. Puis : Boletín de información publicado por la Junta central de solidaridad española.

Solidaridad española.

Français. Espagnol.

N° 1 (mai 1945) - 7.  
Mensuel.

Toulouse (11 rue Alexandre Fourtanier) puis Paris (4 cité Monthiers).  
*Collaborateurs :* Henri Courtade <sup>64</sup>, Carlos Díaz, Juan Roldán, Francisco de Troya...

Imprimé.  
Imprimerie SFI, Paris 9°.  
42 cm X 56 cm, 4 p. puis : 42 cm X 45 cm, 4 p. et 30 cm X 45 cm, 4 p.  
Titre en couleur.  
5 F. en 1946.

64. Responsable du Secours populaire français du Havre.

EN : 1948 (n° 20 - 28) : Gr. Fol. Jo. 4997.  
CEHI : 1945 (n° 1), 1947 (n° 23 : octobre) : GS 34.  
FPI : 1946 - 1947 (n° 6 - 17, n° spécial de juin 1947 et n° 19 - 22) : p. 2875.  
IFHS : 1946 (n° 10), 1947 (n° 21), 1948 (numéros 25, 27) : 14 ASP 1954.

**Notice :**

Publication rédigée en grande partie en français, éditée par Solidaridad española qui est

une organisation d'aide aux victimes de la terreur qui désire, de par la volonté de tous ses adhérents, contribuer ainsi à la libération [du] pays. C'est l'indépendance et la liberté de notre peuple qui est en jeu, son salut moral et matériel, notre dignité d'hommes.

Le but du mouvement, proche du PCE, est d'aider "les patriotes qui luttent en Espagne contre la sanglante tyrannie de Franco". Le journal se fait essentiellement l'écho des actions de solidarité entreprises par les comités départementaux (collectes, ventes du journal...) et informe sur la répression en Espagne et les guérillas (en août 1946, il affirme que "le régime franquiste est atteint profondément par l'action des guérillas")<sup>65</sup>.

<b>SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA</b>
-----------------------------------------------

**S.I.A. Consejo general. Secretaría de propaganda.**

Solidaridad internacional antifascista.

Espagnol.

1939 - 7.

Secrétariat : Lucía Sánchez Saornil, Paris 11° (26 rue de Crussol).

Ronéotypé.

21 cm X 30,5 cm, 9 ou 10 p., recto et recto-verso.

ISG : 1939 (n° 20 ? : 21 février, n° 21 : 22 avril, n° 22 : 6 mai) : Sp. Paris, Recl dot. Diversen.

**Notice :**

Modeste bulletin publié par la section espagnole de Solidarité internationale antifasciste. Créée en juin 1937 par la CNT associée à l'UGT, la SIA a suscité en France la création d'une section qui a connu un développement considérable<sup>66</sup>. Lors de la *Retirada*, la section française abrite la SIA espagnole dans ses locaux parisiens de la rue

65. *Solidaridad española*, n° 10, août 1946.

66. Rassemblant dans son comité de patronage un ensemble très large de personnalités de gauche à l'exception des communistes (de Léon Jouhaux au socialiste de gauche Marceau Pivert, et des intellectuels comme André Chamson, le professeur Rivet et Maurice Rostand), elle regroupe jusqu'à 15.000 adhérents (Jean MAITRON, *Le mouvement anarchiste en France*, Paris, F. Maspéro, 1975, tome 2, pp. 30 - 31).

Crossol <sup>67</sup> et offre aux réfugiés une page intitulée *España expatriada* dans son journal S.I.A. ; par le biais de cette feuille, la SIA aide à la liaison entre les réfugiés (cette feuille se transformera en hebdomadaire imprimé indépendant du même nom en juillet 1939). Avec la section française et son secrétaire Louis Lecoq, la SIA espagnole déploie une grande activité afin d'obtenir un large droit d'asile, regrouper les enfants des colonies espagnoles et informer les familles des lieux de résidence de leurs proches.

## SOLIDARIDAD OBRERA. (UNE)

Organo de los confederales y libertarios de (puis en) Unión nacional y sus brigadas de guerrilleros. Puis à partir du n° 17 (6 octobre 1944) : Organo de la Agrupación de Cenetistas de Unión nacional. Fundado en la clandestinidad.

Agrupación de Cenetistas de Unión nacional <sup>68</sup>.

["Nous renonçons à tout sauf à la victoire", Durruti].

Espagnol.

1944 ? - 1945.

Bimensuel.

Rédaction et administration : Toulouse (7 Grand Rond -Boulingrin-, puis 24 allées Frédéric Mistral).

M. Pedro, gérant, Miguel de CASTILLA, directeur.

Collaborateur : M. Zulaica ...

Imprimé.

Imprimerie non indiquée, puis Imprimerie de la Garonne, Toulouse.

21 cm X 28 cm, 2 p. (n° 15 d'août 1944), puis 29 cm X 46 cm, 2 puis 4 p.

Photos, caricatures.

2 F. le n° en 1944.

CEHI : 1944 - 1945 (n° 15 - 22) : FS 11.

FPI : 1944 (n° 17) : p. 2876.

IFHS : n° 20 (2 décembre 1944) : 14 ASP 1837.

Notice :

Publication des militants de la CNT qui ont participé à l'UNE. Le titre du journal est, symboliquement, *Solidaridad obrera*, et celui-ci revendique sa fondation dans la clandestinité, qu'aucune indication ne permet de situer chronologiquement.

67. La SIA espagnole a, au début de l'exode, installé des bureaux à Perpignan pour organiser l'aide aux réfugiés, "jusqu'à ce que les autorités françaises assument toutes les fonctions de contrôle et d'assistance... empêchant toute intervention" et "sous la pression d'éléments communistes" (*Solidaridad internacional antifascista*, n° 20, 21 février 1939). Elle décide ensuite de s'installer à Paris où elle demande l'hospitalité de la SIA française.

68. L'ACUN est représentée par Carlos Díaz, secrétaire général de la CNT de l'UNE, et Miguel Pascual, secrétaire d'organisation et de propagande du CN de la CNT de l'UNE, lors des manifestations de confraternité franco- espagnoles avec les autorités de la libération et les intellectuels français (*Solidaridad obrera-ACUN*-, n° 18, 21 octobre).



Le journal explique la collaboration de militants libertaires et confédéraux aux formations de guérilleros de l'UNE :

Un secteur politique a lancé l'initiative de l'Union nationale. Sa couleur importe-t-elle ? Dans ce cas, nous devons répondre à tout ce que renferment de bon et de noble les sentiments sociaux de l'homme.

Nos idées empêchaient-elles notre collaboration ? Non ! ... Il est dérisoire de dire que l'UNE se confond avec le Parti communiste. Personne n'ignore quel était son nombre en Espagne avant la Révolution... L'UNE contrôle 65% des réfugiés espagnols et, répétons-le, il est dérisoire de croire que ce parti compte ce nombre d'affiliés en France. Notre collaboration est validée par le CN de la CNT d'Espagne qui fait partie de l'organe suprême d'Union nationale<sup>69</sup>.

Le journal s'en prend vivement à la décision du plenum du MLE désavouant les membres de la CNT qui déclarent publiquement représenter le mouvement dans l'UNE ; ces libertaires engagés dans l'UNE déclarent :

Nous pensons que notre lutte actuelle par rapport à l'Espagne est une lutte de libération nationale... comme en France, en Tchécoslovaquie, en Pologne et en Yougoslavie... où le catholicisme avec sa croix et le laïc avec son épée à double tranchant se proposent le même but : en finir avec le fascisme... Nous nous considérons comme les véritables gardiens de la CNT dans tous ses principes de base<sup>70</sup>.

## SOLIDARIDAD OBRERA

Organo del Movimiento libertario español emigrado en Africa del Norte.

Movimiento libertario español.

["L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes"].

Espagnol.

N° 1 (1944) - n° 55 (14 septembre 1947).

Bimensuel, parfois irrégulier.

Rédaction : Alger ; Juan MUÑOZ CONGOST, directeur en 1946.

Collaborateurs : Diego Abad de Santillán, Isabel del Castillo, Federica Montseny, José Prat, Rudolf Rocker, José Viadiu...

Imprimé.

Imprimerie non indiquée.

42,5 cm X 56 cm, 4 p.

BDIC : 1944 - 1947 (n°s 5 - 55) : Mfm P 22<sup>71</sup>.

FPI : 1945 - 1946 (n°s 13, 14, 41, 42) : p. 2881.

IFHS : 1944 (n°s 3 - 5), 1945 (n°s 6 - 8, 11 - 23), 1946 (n°s 24 - 28, 30 - 45), 1947 (n°s 46 - 55) : 14 ASP 1949, 2006, 2010.

69. *Solidaridad obrera*-ACUI n° 15, août 1944 (l'article intitulé "Colaboración" est reproduit in-extenso dans *Reconquista de España*, édition de la Zone Nord, du 30 septembre 1944 (n° 36).

70. *Solidaridad obrera*-ACUN-, n° 20, 2 décembre 1944.

71. La collection de la BDIC a pu être complétée grâce à Antonio Téllez et la BDIC a prêté à la Bibliothèque nationale les numéros qui lui manquaient.

Notice :

Publication de la CNT en Algérie qui reprend quelques articles parus dans *Solidaridad obrera* de Paris, *Impulso* de Toulouse ou *Adelante*. Elle cesse de paraître avec le déplacement progressif de ses animateurs vers la France métropolitaine.

## SOLIDARIDAD OBRERA

Organo semanal del Movimiento libertario español. Puis : Organo del Movimiento libertario español en Francia (11<sup>a</sup> región). Puis : Organe hebdomadaire du M.L. espagnol. C.N.T. en France (11<sup>a</sup> région). Puis : Organe de la C.N.T. espagnole (XI<sup>a</sup> région). Hebdomadaire "Solidarité ouvrière". Portavoz de la Confederación nacional del trabajo de España. Puis : Portavoz de la Confederación nacional del trabajo de España. Organe hebdomadaire de la C.N.T. d'Espagne en exil (XI<sup>a</sup> région).

Confederación nacional del trabajo.

Espagnol.

N° 19 (24 septembre 1944) - n° 867 (2 novembre 1961).

Hebdomadaire à partir du n° 60 du 24 mars 1946.

Autorisation de paraître : 1er mars 1946 <sup>72</sup>.

Interdit par arrêté ministériel du 2 novembre 1961 (*Journal Officiel*, 3 novembre 1961, p. 9985).

Rédaction : Paris 10<sup>e</sup> (6 rue de la Douane) ; à partir de 1950 : Paris 10<sup>e</sup> (24 rue Sainte Marthe).

Administration : G. Gracia puis Soto, Paris 11<sup>e</sup> (1 rue Fontaine-au-Roi).

Directeurs successifs : Esteban NAVARRO, Manuel FREIRE, F. G. MONTUENGA, Antonio CASANOVA, Fernando GOMEZ PELAEZ (du n° 59 du 4 mars 1946 au n° 504 du 18 novembre 1954), Juan FERRER FARIOL <sup>73</sup>.

Gérant : M. Durand.

*Collaborateurs* : Felipe Aláiz, Octavio Alberola, Julio Barco, José Borraz, Eusebio C. Carbó, Alberto Carsi, Raymond Fauchois <sup>74</sup>, Fontaura, J. García Pradas, Gaston Leval, Benito Milla, Floreal Ocaña, José Peirats, Angel Samblancat, Mariano Viñuales <sup>75</sup>...

Imprimé.

Imprimerie SPI, Paris 9<sup>e</sup>, puis les Gondoles, Choisy-le-Roi.

45 cm X 56 cm, 4 p.

Photos, caricatures.

2 F. puis 3 F. le n° en 1944.

72. Pour un hebdomadaire de 4 p., format 43 X 60 et 2500 exemplaires ; attribution mensuelle de papier : 330 kg. Cette attribution sera doublée, à la demande du journal, le 13 mars 1947, pour permettre un tirage officiel de 6000 exemplaires, les demandes permettant d'assurer, selon les responsables, "une vente certaine de 16.500 et probable de 20.000" (AN, INF 937).

73. Voir notice biographique.

74. Secrétaire de l'AIT.

75. Mariano VIÑUALES, décédé en 1955 à Mexico : collaborateur de *Tierra y libertad* et de *Solidaridad obrera* au Mexique et de *Cénit* et *Solidaridad obrera* de Paris.

Tirage : 23.000 exemplaires par semaine en 1945, 20.000 en 1946 <sup>76</sup>, 11.000 en 1950 et 1951, 10.000 en 1954, 7.200 en 1955, 6.800 en 1961 <sup>77</sup>.

A pour supplément : *Solidaridad obrera. Suplemento literario*.  
Devenu : *Solidaridad*, puis *Le Combat syndicaliste*.

BDIC : 1948 - 1961 (n<sup>os</sup> 149 - 867) : G F<sup>o</sup> P 3839 ; 1944 - 1959 (n<sup>os</sup> 19 - 771) : Mfm P 21 / 1 - 4 (manquent n<sup>os</sup> 102, 134) <sup>78</sup>.

BN : 1946 - 1959 (n<sup>os</sup> 92 - 771) (incomplet) : Gr. Fol. Jo. 5074.

IFHS : 1945 - 1960 (incomplet) : 14 ASP 1625, 1626, 1703, 1706, 1707, 1934, 1948, 1964, 2014, 2015, 2016, 2029.

IISG : 1945 - 1961 (n<sup>os</sup> 34 - 37, 40 - 867) : fol. S/ 45 - 60.

Notice :

*Solidaridad obrera* est l'héritière du journal du même nom paru en Espagne à partir d'octobre 1907, trois ans avant la constitution de la CNT : le titre emblématique de la CNT -la *Soli-* reparait ainsi en exil, chaque semaine, de 1944 jusqu'à son interdiction en 1961. Il commence en septembre 1944 avec un numéro 19 pour marquer symboliquement une parution clandestine <sup>79</sup> ; il est continué, après son interdiction, par *Solidaridad* puis *Le Combat syndicaliste*.

Journal de la CNT "apolitique", *Solidaridad obrera* s'oppose à la participation libertaire au gouvernement en exil et popularise les actions de guérillas menées en Espagne. Il accorde une grande place à la culture et organise un service de librairie pour l'envoi de livres à domicile, la *Biblioteca de Soli* : classiques de la littérature espagnole et universelle, romans de divers pays, ouvrages philosophiques, historiques ou scientifiques.

## SOLIDARIDAD OBRERA. SUPLEMENTO LITERARIO

Supplément mensuel de *Solidarité ouvrière*, porte - parole de la C.N.T. d'Espagne en exil. Puis : Supplément mensuel de *Solidaridad obrera*, porte - parole de la C.N.T. d'Espagne en exil.

Confederación nacional del trabajo.

Espagnol.

N<sup>o</sup> 1 (janvier 1954) - n<sup>o</sup> 96 (décembre 1961).

Mensuel.

Interdit par arrêté ministériel du 2 novembre 1961 (*Journal officiel* du 3 novembre 1961, p. 9985).

---

75. Ces deux premiers chiffres émanent des questionnaires remplis par les responsables du journal ; probablement surévalués, afin d'obtenir une attribution suffisante de papier (AN, INF 937).

77. AN, INF 937.

78. Idem que pour *Solidaridad* d'Alger.

79. Sur laquelle nous n'avons retrouvé aucune trace sous ce titre ; les premiers administrateur et directeur de *Solidaridad obrera* indiquent, en mars 1945, que le journal est la continuation d'*Impulso* publié dans la clandestinité (AN, INF 937).

Rédaction : Paris 10<sup>e</sup> (24 rue Sainte Marthe).

Fernando GOMEZ PELAEZ, directeur, puis Juan FERRER à partir de juin 1956.

Raymond Fauchois, A. Garcia puis Roque Llop, gérants.

*Collaborateurs* : Diego Abad de Santillán, Felipe Aláiz, José Alberola, Octavio Alberola, Alvaro de Albornoz, Juan Andrade, Luis Araquistáin, Germán Arciniegas, Marcel Bataillon, Pere Bosch Gimpera, Alfonso Camín, Albert Camus, Lluís Capdevila, J. Carmona Blanco, Anselmo Carretero y Jiménez, Jean Cassou, Isabel del Castillo, Américo Castro, José Camilo Cela, Hem Day, Antonio Espina, Isidro Fabela, Luce Fabbri, León Felipe, Angel Ganivet, Juan Goytisolo, Roger Grenier, Emilio Herrera, Robert Louzon, Salvador de Madariaga, Benito Milla, Lluís Nicolau d'Oliver, Octavio Paz, José Peirats, Henry Poulaille, Carlos M. Rama, Eugène Relgis, Alfonso Reyes, Rudolf Roeker, Jean Rostand, Ramón Rufat, Bertrand Russell, Albert Schweitzer, Fernando Valera, Pedro Vallina, Alfonso Vidal y Planas, José Viadiu, Georges Weill, Leopoldo Zea...

Imprimé.

Imprimerie SPI, Paris 9<sup>e</sup> puis Imprimerie des Gondoles, Choisy-le-Roi.

26, 5 cm X 36,5 cm, 27 cm X 37 cm, 24,5 cm X 31 cm, 16 p.

Dessins, caricatures, photos.

Abonnement annuel : 480 F. en 1954, 8,40 F. en 1961 (10 F. pour l'étranger : 15 F. 40 pour l'Amérique du Nord, 19 F. pour l'Amérique du Sud) ; 40 F. le n<sup>o</sup> en 1954.

Tirage : 6.000 exemplaires par mois en 1955<sup>80</sup>, 4.700 en 1961<sup>81</sup>.

Supplément de : *Solidaridad obrera*.

Devenu : *Umbral*.

BDIC : 1954 - 1961 (n<sup>os</sup> 1 - 96) : G F<sup>o</sup> P 3839 / A.

BN : 1954 - 1961 (n<sup>os</sup> 1 - 96, manque n<sup>o</sup> 44) : Gr. fol. Jo. 5074 bis.

IFHS : 1954 - 1961 (manquent quelques numéros) : 14 ASP 21, 1633, 1641, 1705, 2075.

#### Notice :

Fondée par Fernando Gómez Peláez en 1954 comme supplément à *Solidaridad obrera*, le *Suplemento* est une véritable revue culturelle qui compte, jusqu'à son interdiction en 1961, avec la collaboration de nombreux intellectuels espagnols et français et de divers représentants de l'exil, anarchistes ou non.

En sept années d'existence, le *Suplemento literario* est une "fenêtre ouverte à toutes les inquiétudes culturelles, hispaniques et universelles" et contribue à faire connaître le "travail des artistes, professeurs, écrivains et techniciens qui vivent dispersés sur le vieux et les nouveaux continents"<sup>82</sup>. Il aborde des thèmes très variés où la littérature et l'histoire tiennent une place privilégiée. La poésie occupe une place croissante dans la revue, avec la publication de poèmes écrits par ses collaborateurs ou de textes classiques ; l'histoire littéraire y est très développée. Les articles historiques concernent particulièrement l'Espagne -notamment celle des origines- et l'Amérique latine ; l'actualité politique espagnole, la mémoire de l'exil et la philosophie anarchiste sont également présentes.

Le *Suplemento literario* suit l'activité culturelle française et internationale et celle des exilés dans des rubriques régulières telles que "L'art et les artistes", "Le livre et la critique" -puis "Les livres"-, "L'écran, la scène, la danse". Le *Suplemento literario* consacre trois numéros spéciaux à des thèmes uniques : *Don Quichotte*, pour le 350<sup>e</sup> anniversaire de sa parution, *Solidaridad obrera*, pour ses 51 ans d'existence, et Francisco Ferrer, pour le cinquantenaire de son exécution<sup>83</sup>.

80. AN, INF 936.

81. AN, INF 937.

82. *Suplemento literario de Solidaridad obrera*, n<sup>o</sup> 1, janvier 1954.

83. Octobre-novembre 1955, décembre 1958 et novembre-décembre 1959.

## SOLIDARIDAD REPUBLICANA ESPAÑOLA

Solidaridad republicana española.

Espagnol.

1964 ? - 1965 ?.

Irrégulier.

Paris.

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 10 p.

CEHI : 1964 (n° 2 : décembre), 1965 (janvier, septembre) : S 3.

Notice :

Modeste bulletin de Solidarité républicaine espagnole créée par l'Union fédérale des gauches républicaines ; le président d'honneur en est Maître Marcel Bernfeld. Le mouvement entreprend une action en faveur des invalides et des réfugiés nécessiteux.

## SOLIDARITE

Edition catalane.

Partit socialista unificat de Catalunya.

Catalan.

N° 1 (1er avril 1939 ?) - n° 2 (7 avril 1939 ?) (85).

"Journal mensuel". Hebdomadaire en fait.

Rédaction et administration : Montpellier (3, rue Jardin-Martel).

Léon Méric, gérant.

Collaborateur : Lluís Segria...

Imprimé.

Imprimerie de la Presse, Montpellier (rue Jardin-Martel).

32 cm X 46 cm, 8 p.

Dessins.

50 centimes le n°.

Tirage : 3000 exemplaires par semaine 85.

84. Il semblerait plutôt que le n° 3 (14 avril) et le n° 4 (17 avril) soient des numéros spéciaux.

85. Edicions del P.S.U. a França des de la perdua de Catalunya fins al 19 de juliol 1939 (ACCPCE).

Continuation de : *Treball*.  
Devenu : *Le Midi*.

BN : 1939 (n<sup>os</sup> 3, 4) : Gr. fol. Jo. 2149.

**Notice :**

Publié par le PSUC après la suspension de *Treball*, *Solidarité* a comme rubriques régulières : "Camps et colonies", "Recherches de parents" (trois ou quatre pages chaque fois), "Catalogne sous la terreur franquiste" ; le journal publie divers articles sur la Junte de Casado -avec des protestations contre ce qu'il juge une trahison-, la répression en Espagne et s'insurge contre le retour forcé de certains réfugiés.

<b>SOM !!</b>
---------------

Première époque : Organ mensual de les Joventuts d'Esquerra republicana Etat català. Departament del Sena.

Deuxième époque : Organ de les Joventuts d'Esquerra republicana Etat català. Secció catalana de les Joventuts europees liberals.

Joventuts d'Esquerra republicana Etat català (JEREC)<sup>86</sup>.

Catalan.

Première époque : n<sup>o</sup> 1 (mars 1948) - 1951 ?.

Deuxième époque : n<sup>o</sup> 1 (mai 1952) - ?.

Paris 6<sup>e</sup> (Joan Parcerisas. 33 rue Dauphine).

Joan Parcerisas, gérant.

Deuxième époque : Paris 11<sup>e</sup> (5 rue du Faubourg Poissonnière).

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 8 p.

Est supplément de : *La Humanitat* (pour le n<sup>o</sup> de mai 1952)

BN : 1948 - 1951 (n<sup>os</sup> 1 - 13), 1952 (n<sup>o</sup> 1) : 4<sup>o</sup> Jo. 6430.

CEHI : 1948 - 1949 (n<sup>os</sup> 1, 2, 9), 1952 (n<sup>o</sup> 1) : S 7.

**Notice :**

Modeste bulletin, organe des Jeunesses de la Gauche républicaine de Catalogne et d'Etat catalan de la Seine : il est centré sur la vie du mouvement, la lutte contre le franquisme et informe sur la Catalogne. En 1952, il s'intéresse à l'Europe.

---

86. Le secrétaire général en France est alors Josep Llecha.

## SOM

Publicació catalana trimestral. Bulletin de l'Institut Sardanista Folkloric Catalunya-France. Puis n° 2 : Quaderns editats per l'Associació catalonia

Institut Sardanista Folkloric Catalunya-France.

Catalan.

1966 - ?.

S.l.

Gérant : Jacques Cornudella. N° 2 : Paris 9° (19 rue Clauzel).

Collaborateurs : n° 2 : Joan Grau Bernat Porter, Enric Roig i Querol, Manuel Viusà....

Imprimé.

20,5 cm X 27 cm, 36 p.

Photos, couverture en couleur.

CEHI : 1966 (n° 1, 2) : S 7

IEC : 1966 (n° 1, 2) : P O. SOM.

Notice :

Ephémère bulletin catalan ; le premier numéro, non daté, est consacré à Lluís Companys et le second à un bilan de l'année 1965.

## SURCO

**Abierto a todas las semillas de progreso y renovación social.**

Federación ibérica de juventudes libertarias.

Espagnol.

N° 1 (septembre 1966) - n° 7 ? (1967 ?).

Irrégulier.

Rédaction : Dreux (P. MUÑOZ, 11 bis rue André Faucher).

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 18 p.

Dessins.

IISG : 1966 (n° 1) : 4° S/Div.

Notice :

*Surco (Le Sillon)* est un bulletin de discussion interne lancé par de jeunes libertaires résidant à Dreux : tribunes libres, informations locales (sur le club de football espagnol de Dreux, *Ibéria*), textes littéraires, textes historiques, nouvelles d'un camp libertaire international d'été...

# SAGITARIO

PERIODICO REPUBLICANO INDEPENDIENTE

Redacción y Administración: 11, Bd. Babelais - Montpeller

N.º 1 - N.º 20 - 1968 - Publicación Mensual  
Fórm. suelta: 10 fr. - Abono 5 meses: 40 fr.

Difusión y Distribución: 1, Bd. d'Arcole - Toulouse

## LOS TRIUNFOS FALLIDOS DE FRANCO

El conocido recientemente en Montpeller, a uno de los españoles emigrados más competentes y más agudos. A Franco — nos dice — la van haciendo todos los triunfos con los que contaba. Primero, la Jorja de Drway, triunfando Truman, Segunda, la O. N. U. Tercera, el empujón de la Imp. Export Bank. Cuarta, la revocación de la vetoación del Congreso americano. La queda uno: el Pentágono, es decir el edificio de las autoridades de la Defensa Nacional americana. Nuestros amigos, tiene visión justa, el Pentágono es el supremo soldado de Franco, pero en el Pentágono, algo ha enturbiado la fiesta, el 28 de Septiembre, ya tanta historia: el anuncio de la pérdida del monopolio de la bomba atómica. Rusia, lo tiene también. En un español, las preguntas surgen inmediatamente. ¿ La bomba atómica rusa, favorece a contraria a Franco? ¿ Precipita a impedir su entrada en el Pacto Atlántico? La posición estratégica de España, tan subrayada por Franco y por Peto, para obtener la protección de los Estados Unidos ¿ continuará teniendo la misma vigencia militar? Nostrera, nos declaramos por las negativas. La bomba atómica rusa, no favorece a Franco.

San tres las razones substanciales, porque las otras, no caben en este espacio editorial, siempre escaso. Primeramente, los estrategas americanos, tendrán que reconsiderar sus cálculos y dar más valor a la nueva atómica. Es lo que ya se ha empezado a hacer. En ese caso, tienen que buscar para a un agresor eventual a una línea de defensa, lo más lejano posible, en el Eilat. Pensemos en los Pirineos sería caer un una visión pesimista, que Francia tiene que rechazar porque los patriotas franceses no pueden admitir nada que pueda fortalecer o prestigiar, una España nacionalista y guerrera. La bomba atómica rusa, sólo, pues, el valor estratégico de España, dándole a la Europa Central. Después, el anuncio de que Madrid, Barcelona o El Pardo, no estarían protegidos de las bombas españolas, habrá frenado el ardor bélico de los militares españoles y puesto el temor en la población civil, de veras incluido en el área de la guerra atómica. Finalmente, la inclusión de Franco, fascista, en el pacto Atlántico, podría ser considerado, por uno de los países beligerantes, como una grave provocación, casi una agresión. La desvaloración de la bomba atómica, representa, pues, la desvaloración de Franco.

## LA CONSOLIDACION DE LA LEGITIMIDAD

### Albornoz se opone a toda solución transitoria que no sea la República

Antes de salir para Nueva York, donde se encuentra, enfrentado contra toda agresión franquista en la O.N.U., el jefe del gobierno, Don Albornoz, habló a sus correligionarios, en la Agrupación de Izquierda Republicana de París. Discurso breve y modular que cierra el paso a todo propósito de un Munich republicano.

He aquí la substancia del discurso de Albornoz:

« Hay muchos genios, hay vez demostados, que consideran muy difícil el restablecimiento de la República en España y propugnan, por ello, soluciones transitorias, provisionales, viendo, como una luz que brillara en la oscuridad, la idea de la implantación de nuestro régimen. Sean cuales fueran los deberes que dicte la prudencia, las exigencias de la realidad, yo soy de los que creen que el problema de España puede solucionarse apelando a las soluciones transitorias. Ninguna situación como la trágica y angustiosa situación actual de España ha desembocado en una fórmula provisional. No hay en la historia un solo ejemplo de situaciones preñadas de odio, de rencoras, como la queja a España, que hayan terminado en soluciones de tipo provisional. Porque ¿ qué más, en nuestro caso, podrían representar lo transitorio? ¿ los generales facciosos? ¿ las autoridades eclesiásticas que hicieron o los sublevados y que ni durante la guerra ni después de ella tuvieron una

solamente palabras para los paraguaitos, para los maritirados? No hay en España fuera de la República quien sea llamado de la autoridad necesaria para garantizar una transición pacífica y ordenada entre el franquismo y la normalidad, esto es, entre la tiranía y la legalidad. La transición ha de ser una transición jurídica en la que el respeto a todos los derechos humanos sea fundamental. Sólo la República nacional puede asegurar, en plena libertad, el ejercicio de esos derechos, eligiendo, con la rigurosa observancia de ellos, la etapa de ellos que hoy abren los españoles. »

No desagrudaron las afirmaciones del señor Albornoz en México y lo dijimos. Esta enlucida de republicanismos integral que ha hecho en París, nos alegrar enormemente. En tramitación la reconciliación con los republicanos todos ¿ aplicó, en México, a los debates que distan la prudencia y las exigencias de la realidad? ¿ Ya habrá visto que esos señores son impermeables a toda política de razonamiento conciliador. A la hora presente quizás lo pidan más que a Franco y no declinamos que a Don Juan, porque están intentando bailar con él, con Don Juan, unos rigurosos clandestinos. Hoy por hoy, preferirán más a Don Juan que a Albornoz con la República.

Las declaraciones mejicanas de Albornoz podían ser aprovechadas como un nuevo y valioso testimonio de la inevitabilidad de la cuarta página.

Ricardo GASSET se ha ido a España

Si ha cumplido la invitación de Ricardo Gasset, el que fue fundador y director de la REPUBLICA REPUBLICANA. El se ha ido a España. Con de la patria un buen amigo que fue, también, buen amigo de Gasset. ¿ Un periódico más? No, Ricardo Gasset es el que más que un periodista, porque representa la proyección vital de una patria y el final insuperable del animador de un periódico que puede ser el transmisor de los ideales de la emigración, a un periódico que, a la vez, sea un periódico de la emigración.

Continúa, desde Ricardo Gasset el agredimiento del comité que ha sido mencionado en un artículo durante estos días, a pesar de los que para muchos, y sólo para el mismo, eran verdaderos disculpados. Por eso, la idea que era nuestro amigo Gasset, periodista laborioso que parecía a un colaborador en el periódico, se desmoronaba. « RICARDO GASSET, nos que contrarrestan la orientación de la emigración, el Sr. Gasset, hoy ya no, me acordaba el malogrado Fernando Gasset, pero el Sr. Gasset, periodista, dirigido por Gasset, desde la emigración. No siempre, de un modo. Cuando volvieron herían sus oraciones, las direcciones de Gasset, hoy los damos. Al acordarse la normalidad de los periodistas contra él, Gasset una defensa de éste y la defensa fue consagrada totalmente. Cuando Albornoz, añadió a una posibilidad de acción victoriosa, quien defender la posición de Albornoz y no pudo. Uno vez, ejerció en el Sagitario, defendiendo, lentamente, los derechos del trazo de España del primer día de los hijos que Albornoz, hoy con la corte German para él, como, como garantía de una transición democrática, y se logró poner en circulación un nuevo periódico. Este, anunciado por la que Gasset ha llegado. El antiguo emigrado, no admitía la posibilidad de un hacerse un periódico, evitando que en el estado de la cosa real, la emigración, ignorando el Sr. Gasset, la banda de Gasset, la idea que Don Enrique de Trasmoz.

El primer periódico publicado fue la España Republicana. El primero que nació el colectivo republicano, fue Ricardo Gasset. Ahora, se va a España. Esto es la significación de su ida a la emigración vive de que el periódico se convierta en periódico de un momento, por la necesidad de tener un periódico. Pasa a la segunda página.

## ECOS

**DECISIONES.** Este número un día a Galicia. Ocaso, diputado, subsecretario, exdirector de España Republicana, se ha ido a España. Una personalidad, respaldada en París, prepara el viaje a Barcelona, y como no hay de un lado, Margarita Xirgu, la uestra de la República, intercepta de Arada y de Gerardo Loren, dicen que dejan América por España. Lo dice la « Unidad-Provo ».

¿ Por lo dice también un amigo nuestro que en los cuarteles centrales de España, está una entrada que la « Unidad-Provo ». El marido de la Xirgu, el famoso Arlin, está en Barcelona, haciendo la triple función del poeta, el buen de pica y el arriero de un teatro que será el Calderón. No hay la ocasión de tener que vivir, en la oscuridad olvidada de la Xirgu. En América siempre podrá go-

nar dinero y en Madrid a donde quedará él, lo pondrá como lo podrá siempre. En a Madrid para entrar y recibir en crédito en provincias y en América y lo obtiene a fuerza de billetes que entraba en el Hospital. Hoy, ni sus disculpas de los otros días. ¿ A quién volverá? ¿ A la mala oscuridad de Piedad? ¿ A Quintana y Guillén, olvidados como y desolados de la Xirgu? ¿ A Remonzo, el este acceso a proteger a una antigua roja? ¿ Amén está muerto y era hombre de más de la comedia, y Gerardo Loren, fundado

El primer periódico publicado fue la España Republicana. El primero que nació el colectivo republicano, fue Ricardo Gasset. Ahora, se va a España. Esto es la significación de su ida a la emigración vive de que el periódico se convierta en periódico de un momento, por la necesidad de tener un periódico. Pasa a la tercera página.



# El Sindicalista

ORGANO DEL PARTIDO SINDICALISTA ESPAÑOL EN FRANCIA  
FUNDADOR: ANDEL PESTAÑA

Año I - Número 1

Toulouse, 15 Febrero 1943

Precio: 1,50 Francos

## EDITORIAL

### NUESTROS PROPOSITOS

En septiembre pasado, cuando los partidos y los organizaciones españolas empezaron a organizarse en Francia y a desplegar sus correspondientes actividades contra el régimen de terror y tiranía que, con la ayuda del fascismo internacional, unos militares traidores lograron imponer a nuestro pueblo, el Partido Sindicalista, como los demás partidos, no podía seguir guardando el silencio, y sus palabras, reflejo sincero de sus sentimientos, fueron una llamada a todos, hombres y mujeres, a unirse a él.

Han transcurrido cinco meses, durante los que hemos trabajado en las filas de la Resistencia francesa, con el apoyo de los obreros aliados y de gran actividad de españoles antifascistas, realidad el milagro de levantar rápidamente un pueblo, el pueblo ávido de libertad y justicia contra el inhumano invasor.

La gesta de este pueblo heroico que supo luchar unido, a pesar de sus tradicionales querrelas ideológicas en el seno de un fervor patriótico, en los momentos más trágicos de su historia, es algo que pesa esencialmente en sus relaciones internacionales, y es justo que, vez que las potencias recobran de los vestigios del mundo, se otorgue un lugar de privilegio que le permita recobrar rápidamente su antiguo esplendor.

Una vez más, Francia, por su patriotismo secular, que representa en ella la continuidad de su labor reivindicativa, influida con el reconocimiento de los Derechos del Hombre en una época en la cual ciertas señoras tenían aún derechos de vida y muerte sobre sus vasallos, ha sorprendido de nuevo a la humanidad con otro gesto de dignidad colectiva, tan loable por su ejemplo

y consecuencia como el ideal. El pueblo español, y con él sus organizaciones representativas, deben seguir su ejemplo; al ejemplo de nobles y reanunciados, para no caer de nuevo en las luchas fratricidas que destruyeron considerablemente a inermes las posibilidades de triunfo, en nuestra lucha por la libertad y la justicia.

Señores franceses: nosotros, militando, fuéramos malpente, con toda nobleza, nuestras actividades; fruto de las desampliadas aspiraciones de dominio político que impulsaron las actividades de nuestros partidos y organizaciones; comparemos aquellos que sólo inconscientemente se dejaron a caer por el pueblo heroico, tan unánimemente uni-

do en torno a su Gobierno de Unión Nacional, y qué logramos, superando las obstáculos de nuestros propios errores, encontrar las coincidencias que nos van permitiendo conjuntamente la obra de liberación que nuestro pueblo espera.

La liberación de los distintos pueblos por los ejércitos aliados ha sido prodiga en ejemplos diversos: de unión y disciplina en Francia, de lucha y desorganización en Polonia, Bélgica y Grecia, pueblos que viven la más vergonzosa tragedia de su historia, ya que cuando todo debería unirse para cooperar a la labor de restauración política-económica, tan necesaria en estos sus antagonismos ideológicos de guerra, se produjeron, al lado de las intervenciones de ejércitos extranjeros, compungiendo considerablemente el desarrollo de los acontecimientos continentales.

(Sigue en tercera página.)

### PALABRAS ACLARATORIAS

Si alguien tiene a nuestra voluntad no nos obliguen a ellos, por favor, procediendo de estas palabras aclaratorias, aunque algunas de tales pueden considerarse de presunción y calificación.

Circunstancias conocidas por la casi totalidad de nuestros aliados han motivado el retraso en la salida de nuestro órgano oficial, que una vez vencidas estas, el Comité Ejecutivo Nacional en Francia, puesto prácticamente en relación con nuestros aliados, no existiendo de aquí, sino con los aliados, África y América, ir dando a conocer todas nuestras iniciativas y tácticas derivadas de nuestra posición actual y de su futuro inmediato.

Como punto inicial de partida, debemos decir a nuestros militantes que estamos donde estamos. Que seremos sindicalistas antes de constituir el Partido: que seguimos estando después de constituido éste, y que seguimos manteniendo la misma posición. Y declaramos que: Que definitivamente nada renegaremos de nuestro pasado, puesto que lo que defendimos ayer es lo que venimos a defender hoy. Que las ideas que animaron nuestra actividad, dadasle calor y energía con las ideas que guiarán y presidirán nuestras actividades de hoy y nuestro gesto de mañana.

Estas afirmaciones, cuyo alcance no ignoramos, encuentran su definición justa y categórica en nuestro programa, basado en realidades, y donde se abordan los problemas que inquietan actualmente a las clases trabajadoras, dadas las soluciones adecuadas en lo económico, social y político.

En cuanto a nuestra acción política en los momentos actuales.

### EXPECTACION

Después de la conferencia de los Tres Grandes, celebrada estos días en Yalta, en la cual se han resuelto todos los problemas que afectan a la guerra, con gran claridad, la primera reunión de los Cuatro en San Francisco, precursora de la Conferencia de la Paz, es sumamente prometedora para todos los pueblos afectados más o menos directamente por la guerra: entre la Democracia y el Fascismo.

Los acontecimientos se precipitan con asombrosa rapidez. El aparato militar que se derrumba estrepitosamente, arrastrando en su caída los últimos residuos de una mal llamada civilización.

Mientras, las Naciones Unidas, trabajan activamente para organizar la paz: una paz justa, de respeto a la independencia de los pueblos, previo respeto a la legalidad vigente, antes de haber sido sometido por el imperialismo fascista a la más degradante esclavitud.

El atentado monstruoso de que han sido objeto hombres y pueblos, contra todo derecho humano, no puede quedar impune. Los responsables y sus colaboradores deben ser castigados con toda la fuerza que nos da la razón y el respeto que debían a las instituciones, súbditas del libre juego de la política democrática.

Esperamos confiados en la reivindicación del Derecho, como cuestión elemental. Como esperamos en su consecución el movimiento en España de las instituciones republicanas, al fin de un ambiente internacional de concordancia.



# LE SOCIALISTE

Redaction : 12, Cité Malesherbes - PARIS (8<sup>e</sup>)  
Téléphone : TRU 76-34

ABONNEMENTS :  
France, 12 NF, semestre  
Etranger, 16 NF

## Droit d'asile et liberté

Par Georges BRUTELLE  
Secrétaire général adjoint  
de la S.F.I.O

**D**e tout temps la FRANCE a eu pour tradition d'être une terre d'asile. Dans la mesure où les persécutés, les exilés, les réfugiés ont pu trouver un asilo favorable.

Des Espagnols, des Polonais, des Arméniens, des Russes, des Italiens, des Espagnols, des Hongrois ont pu trouver la terre d'asile favorable et la France est un refuge pour tous. La France est un refuge pour tous. La France est un refuge pour tous.

La France est un refuge pour tous. La France est un refuge pour tous. La France est un refuge pour tous.

La France est un refuge pour tous. La France est un refuge pour tous. La France est un refuge pour tous.

La France est un refuge pour tous. La France est un refuge pour tous. La France est un refuge pour tous.

La France est un refuge pour tous. La France est un refuge pour tous. La France est un refuge pour tous.

La France est un refuge pour tous. La France est un refuge pour tous. La France est un refuge pour tous.

La France est un refuge pour tous. La France est un refuge pour tous. La France est un refuge pour tous.

La France est un refuge pour tous. La France est un refuge pour tous. La France est un refuge pour tous.

La France est un refuge pour tous. La France est un refuge pour tous. La France est un refuge pour tous.

La France est un refuge pour tous. La France est un refuge pour tous. La France est un refuge pour tous.

La France est un refuge pour tous. La France est un refuge pour tous. La France est un refuge pour tous.

La France est un refuge pour tous. La France est un refuge pour tous. La France est un refuge pour tous.

## PABLO IGLESIAS

### En la Casa Blanca

## Peroración de un comensal indiscreto

**M**e figura — y me figura — que yo era una misa entre el centinar y medio de comensales que la noche del 13 de noviembre de 1961 salieron al estupefacto mundo que los españoles llaman en su residencia oficial de la Casa Blanca.

De pronto, en un intervalo del cobertizo que siguió a la comida, empujé con caritatividad mi silla por un brazo. Vi el rostro para ver quién me daba trazo de tal confusión, descubrí — y vi las figuraciones — al propio Presidente de los Estados Unidos, el cual me preguntó: ¿qué le parece a usted todo esto? (Para qué venir más? Sólo la salida de mi resaca, que, por consecuencia, afortunadamente, para ser amigables y muy animado por los servicios presidenciales que parecían ser por benevolencia y hasta con interés en el país francés, me ofrecían un aperitivo).

«Esto de que haya usted invitado a sus más altos colaboradores en el Gobierno, a científicos, a artistas y eminentes escritores, en fin, a la más selecta de Washington para ser un comensal de Pablo Iglesias en los salones de la Casa Blanca, tan repetidos de historia, es realmente magnífico. Considero por advertir la habilidad protuberante mediante la cual el homenaje de hoy se presenta como regalo al gobernador de Puerto Rico don Luis Muñoz Marín pero las palabras que acabas de dirigirme...»  
«Para ser fiel a sí mismo y a su obra — le habéis dicho en alta voz y bajo deseo de que to-

dos los comensales de ayer — el artista debe ser un hombre libre. Usted ha demostrado serlo en su propia vida.»  
«Es uno de los grandes ciudadanos del mundo — dijo por su parte Ad-

olfo — y me figura — que yo era una misa entre el centinar y medio de comensales que la noche del 13 de noviembre de 1961 salieron al estupefacto mundo que los españoles llaman en su residencia oficial de la Casa Blanca.

«Para ser fiel a sí mismo y a su obra — le habéis dicho en alta voz y bajo deseo de que to-

«Para ser fiel a sí mismo y a su obra — le habéis dicho en alta voz y bajo deseo de que to-

«Para ser fiel a sí mismo y a su obra — le habéis dicho en alta voz y bajo deseo de que to-

«Para ser fiel a sí mismo y a su obra — le habéis dicho en alta voz y bajo deseo de que to-

«Para ser fiel a sí mismo y a su obra — le habéis dicho en alta voz y bajo deseo de que to-

«Para ser fiel a sí mismo y a su obra — le habéis dicho en alta voz y bajo deseo de que to-

«Para ser fiel a sí mismo y a su obra — le habéis dicho en alta voz y bajo deseo de que to-

«Para ser fiel a sí mismo y a su obra — le habéis dicho en alta voz y bajo deseo de que to-

«Para ser fiel a sí mismo y a su obra — le habéis dicho en alta voz y bajo deseo de que to-

«Para ser fiel a sí mismo y a su obra — le habéis dicho en alta voz y bajo deseo de que to-

«Para ser fiel a sí mismo y a su obra — le habéis dicho en alta voz y bajo deseo de que to-

«Para ser fiel a sí mismo y a su obra — le habéis dicho en alta voz y bajo deseo de que to-

«Para ser fiel a sí mismo y a su obra — le habéis dicho en alta voz y bajo deseo de que to-

«Para ser fiel a sí mismo y a su obra — le habéis dicho en alta voz y bajo deseo de que to-

### Caprichos de la historia

## Le Socialiste - El Socialista - Le Socialiste

**L**a Comuna de París terminó ahogada en sangre, el 31 de mayo de 1871. Huyendo de la cruel represión que se desencadenó en Francia, un joven mé-



Jules GUESDE

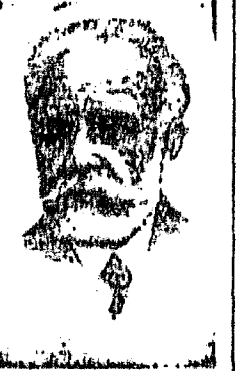
dico, Paul Lafargue, camuflado con Laura Main, llegó hasta Luchon desde Luchon, a pie, como tantos otros clandestinos que salvó el Pirineo. administrándose en España. La guardia civil lo llevó conduciendo a la cárcel de Oran. El Gobierno francés solicitó su extradición, pero no se consiguió. Puesto en libertad y habiendo resido el sur del Ebro, como tantas establecidas y aún lo tienen hoy las arcades hispanofranciscas que regulan esta materia. Pablo Lafargue se estableció en Madrid, donde llegó el 1.º de diciembre de 1871, acompañado de su mujer y de su hijo que esperaba en San Sebastián.

Lafargue introdujo en España las doctrinas marxistas. Lafargue actuó en el marxismo no al grupo de trabajadores de Madrid e internacionalista, de la Federación Regional de ese Grupo formada por Pablo Iglesias.

Lafargue regresó a Francia en julio del 72. En París trabó amistad con José Massé, que era el

deseado que los internacionales y españoles tenían en Francia. Por Lafargue, Massé entró en relación con Jules Guesde.

(Para la segunda página)



Pablo IGLESIAS

### Al arancar

## Aquí está España

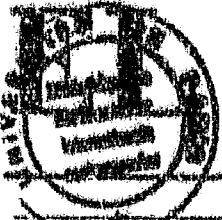
**A** MIGOS — y enemigos — lectores: Aquí está España. Está aquí y también en otras partes; pero, desde luego, en estas páginas. Muchas veces, España ha estado y sabido estar — y hasta quedar — fur y de su territorio sobre todo cuando en éste no podía estar completamente y aquí está ahora, hasta con vos, a la que sea tenido por difícil mayor su haber, más por veracidad que por desconocimiento, sin que sea enjuiciada como a cualquier extranjero lo que decimos y hacemos que decir de la Castilla que la descompartida.

Tenemos que decirlo y lo afirmamos con orgullo, con muchísimo respeto; pero — entendidos — con respeto a los lectores, además, que es respeto inseparable del respeto por la verdad, por la verdad, cuya negación y falsificación se premia hoy en el territorio español con presencias para esta vida y con indolencias plenas para la otra.

Tenemos que decirlo y lo afirmamos con orgullo, con muchísimo respeto; pero — entendidos — con respeto a los lectores, además, que es respeto inseparable del respeto por la verdad, por la verdad, cuya negación y falsificación se premia hoy en el territorio español con presencias para esta vida y con indolencias plenas para la otra.

Tenemos que decirlo y lo afirmamos con orgullo, con muchísimo respeto; pero — entendidos — con respeto a los lectores, además, que es respeto inseparable del respeto por la verdad, por la verdad, cuya negación y falsificación se premia hoy en el territorio español con presencias para esta vida y con indolencias plenas para la otra.





# SOCIALISTA

## ESPAÑOL



Correspondencia a nombre de la Federación

33, Rue Serpente, París - 6.<sup>a</sup>  
Circos a P. SERRANO  
24, Av. Vitoria, París - 1.<sup>er</sup>

### BOLETIN DE INFORMACION

### DE LA FEDERACION SOCIALISTA ESPAÑOLA EN FRANCIA Y AFRICA DEL NORTE (P.S.O.E.)

MAYO 1951

- Número 10 -

## 1º DE MAYO

La Federación Socialista Española en Francia y Africa del Norte (P.S.O.E.) se manifiesta en este 1º de Mayo, día de reivindicaciones obreras y de exaltación del Socialismo, y usa su voz y su voluntad a la de los trabajadores del mundo en un mismo anhelo de justicia social y de libertad.

Mundo en un mismo anhelo de justicia social y de libertad. No todas nuestras aspiraciones, como socialistas y como españoles, ponen en primer lugar la rehabilitación de España, sojuzgada y martirizada para vergüenza de la democracia. Por tan cara pretensión venimos luchando desde nuestra tierra, en la que hicimos frente a los cenjuraos monarcos-fascistas de dentro y de fuera de España. Es la misma voluntad de resistencia al enemigo de clase y al oprobio la que nos anima hoy y la que inspira nuestros actos y nuestra actitud política.

Al fascismo español no hay que irle con razonamientos. Una dictadura de criminales, es insensible a los sentimientos humanos. Al fascismo español hay que combatirlo sin cuartel, como el mayor enemigo que es de la clase trabajadora y de la libertad. No se puede ir con contemplaciones con gentes que hacen del sadismo su ley. En la España de hoy los monárquico-falangistas, el clero y la casta militar son el yugo que oprime a los españoles y las "lechas" que los asesinan. Contra lo que esa carroña representa nosotros lucharemos sin desfallecimientos. Es, además de nuestro deber de socialistas, corresponder con la misma moneda con que han pagado la generosidad de la República. Frente a ellos y frente a los que, falcos de fe aspiran, ayer y hoy, a indecentes abrazos de Vergara. La política de claudicación, consciente o inconscientemente, no lleva más que a fortalecer al enemigo. Y por no ser ella propia de socialistas conscientes de su responsabilidad nosotros la hemos combatido sin equivocarnos. Como combatimos las pretendidas alianzas con los asesinos (llámanse monárquicos arrepentidos o antitranquistas convencionales) de nuestros propios compañeros, por engañosos y, sobre todo, por indignos de verdaderos socialistas.

Si había alguna duda sobre el deber a cumplir y sobre las exigencias de los momentos presentes ahí está, para ejemplo de todos, la conducta valiente del pueblo español manifestándose en Barcelona, en Madrid, en el País Vasco, etc., contra la esclavitud y la miseria.

Esa, pues, este 1º de Mayo en el destierro una afirmación rotunda de nuestra voluntad de lucha contra los tiranos que oprimen al pueblo español y de solidaridad con los que en España, a pesar de las represalias, se oponen y combaten al régimen aborrecible.

Pero a esta reivindicación inmediata unimos nuestra fe en los ideales redentores del Socialismo. El socialismo español se inspiró desde sus comienzos en un auténtico sentimiento de clase. Persistir en ese camino, en la defensa de la clase obrera sobre todo, y del socialismo internacionalista es el único medio de que los trabajadores pongan confianza en el Socialismo y con ello lograr las conquistas sociales indispensables para la total emancipación del proletariado.

(Pasa a la página 2.)

## CARTA ABIERTA PARA UN COMPAÑERO DEL INTERIOR

Mi estimado compañero:

Me ha causado una gran satisfacción el comprobar la coincidencia con los compañeros del interior en la manera de juzgar el desarrollo posible de la presente crisis española. Ante todo, quiero dejar claramente establecido que el mismo deseo de ver un día liquidadas las diferencias que han comprometido la unidad del Partido, nos anima a nosotros. Socialista desde que comencé a actuar en la política de nuestro país, y preferiría decir en el movimiento obrero, con una carta de admisión en el Partido firmada por el propio Pablo Iglesias — el documento que más ha honrado mi vida —, ninguna disconformidad circunstancial con la táctica o la política seguida me apartó de nuestra comunidad socialista. No me apartó, desde luego, una pretendida exclusión, urdida y tramitada (si es que llegó a tener estado real) contra la tradición y métodos del Partido y, en consecuencia, tan absurda como ilegítima.

Nuestra diferencia principal con la tendencia prietista — y, aunque prefiero no personalizar, es la manera más clara de definirla — gira en torno de un problema de fondo: la intranquilizante defensa de la República, e identificación sin conclusiones posibles con la solución republicana y nuestra negativa a entrar por un camino que — como lo ha probado con su última decisión Indalecio Prieto — tenía que conducir fatalmente al abandono de la lucha.

(Pasa a la página 4.)

## LA COSA QUEDO EN MITIN PUEBLERINO

NO otra cosa ha sido el llamado Congreso celebrado por los social-monárquicos en Toulouse. Por su composición, por sus concurrencias y por el tono mediocre de sus debates. No hemos figurado en el coro de ingenuos que se dedicaron a hacer llamamientos a la rectificación de estos empujados "realistas" y que esperaban — ¿ por qué? — que los prietistas volvieran al campo republicano. Imaginamos la decepción que habrán sufrido. Lo más a que se comprometieron estos adalides de la democracia es — no faltaba más! — a votar por la República cuando haya elecciones, promesa de cuya seriedad podemos juzgar por la "consecuencia" republicana que han demostrado en once años de exilio.

Los prietistas — y los no prietistas de

la "oposición" — siguen considerando eficaz instrumento la alianza con los monárquicos. No entendieron a Achilles Auban de la Comiso, cuando les recordó que Laval y Pétain, llamaban "realismo" a la colaboración con los alemanes, "y en nombre de ese realismo se quiera llevar a los socialistas a la colaboración con el régimen de Franco". De los monárquicos, colaboradoras de Falange, no se puede esperar nada que garantice las "libertades humanas". Se puede esperar, al la continuación del franquismo sin Franco, obtenido — si se obtuviera — con la colaboración realista de unos "socialistas".

Pero lo más curioso es que este empujamiento en la claudicación sigue como la sombra al cuerpo a la confesión ruidosa de Prieto de que su plan ha

fracasado y por ello abandona la presidencia reglamentaria de sus huesos; la reglamentaria, porque la real no la abandona, como lo prueba su artículo en vísperas del Congreso, en que aconseja persistir en la alianza con los monárquicos porque otra cosa sería, según él, una inútil humillación ante los republicanos.

No sólo no se ha producido una reacción republicana en el mitin veral, sino que la opia — suponemos que con asombro de sus ex compañeros de "lucha" por la oportuna del recuerdo — se ha evanescido de Labor sido el quien trajo su política desde el Gobierno que también con asombro, presidió — el G. Verano Lloyd-Urbe — la política de las cinco conversaciones de Trifón de una personalidad monárquica, para la cual

(Pasa a la página 4.)

# SOLIDARIDAD OBRERA

Boletín de la Confederación **A.O.T.** Nacional del Trabajo de España

PARIS, 31 DE MARZO DE 1939 ORGANISMO HEBDOMADARIO DE LA C. M. T. D'ESPAGNE EN EXIL (3ª REGION) PRECIO, 0,20 NF — AÑO XVI — NUMERO 78

HORA DE ESPAÑA

## El desbarajuste económico

Más gravemente, el desbarajuste de la economía española por el franquismo. Teniendo en cuenta la política económica seguida, que la conducción industrial y financiera del régimen franquista se funda en el desbarajuste económico, el desbarajuste de la economía española en cuanto a las distintas ramas de la economía nacional en todos los momentos. La política económica de Franco es una política de desbarajuste de la economía nacional, que se funda en el desbarajuste de la economía nacional en todos los momentos. La política económica de Franco es una política de desbarajuste de la economía nacional, que se funda en el desbarajuste de la economía nacional en todos los momentos.

## Lo que debo a España

por Albert CAMUS  
Yo debo a España, yo debo a España, yo debo a España. Yo debo a España, yo debo a España, yo debo a España. Yo debo a España, yo debo a España, yo debo a España. Yo debo a España, yo debo a España, yo debo a España. Yo debo a España, yo debo a España, yo debo a España.

## CALVINO

por A. SAMBLANC  
El calvinismo en la colonización de América. El calvinismo en la colonización de América. El calvinismo en la colonización de América. El calvinismo en la colonización de América. El calvinismo en la colonización de América. El calvinismo en la colonización de América.

### EL MERCADO QUE YO VEO

## La hacienda quemada

por Proudon CARBO  
La hacienda quemada. La hacienda quemada. La hacienda quemada. La hacienda quemada. La hacienda quemada. La hacienda quemada. La hacienda quemada. La hacienda quemada.

El mercado que yo veo. El mercado que yo veo. El mercado que yo veo. El mercado que yo veo. El mercado que yo veo. El mercado que yo veo. El mercado que yo veo. El mercado que yo veo.

## Bandera negra

Bandera negra. Bandera negra. Bandera negra. Bandera negra. Bandera negra. Bandera negra. Bandera negra. Bandera negra.

Bandera negra. Bandera negra. Bandera negra. Bandera negra. Bandera negra. Bandera negra. Bandera negra. Bandera negra.





# SOLIDARIDAD OBRERA

Renunciarnos a todo menos a la victoria. — DURRUTI

ORGANO DE LA AGRUPACION DE CENETISTAS DE UNION NACIONAL.

FONDS  
LAMBERTO

24, Allée Frédéric-Mistral  
TOULOUSE

FUNDADO EN LA CELEBRACION

Nº 20 — 2 DICIEMBRE 1944  
Precio: 0,20

## Fraternal Mensaje de la F.A.I. y de la C.N.T. de España a los Guerrilleros

EDITORIAL

DON MIGUEL

Hay un niño, arrancado a los luminosos frescos de la luz, a un niño erizo, encolado por la pluma castiza de don Carlos Arcoheros. También podríamos presentarlo como un moderno castigador de lujosa revista parlante y ueruo... sin que en la arrogancia del tipo hubiese decaído — cual el Julian de La Verberna —, que, lleno de celo y pleno de honores, se encara con su Soberano y le dice: «O sea, tipo, se caña de tu quisá decir, «esta boca es mía u le majo la nuez...»

Es decir, que nos hallamos de nuevo en presencia de Miguel Mauza, cruzándose y abrochándose la americana a su modo clásico y diciendo a todo el mundo: «Aquí mandoy, y el que no este conforme que salga a la calle...»

Que pena, que desgracia ver que la arrogancia del gesto y la contumacia del hablar se respaldan a la fuerza en

monester. Porque... que en cada detrás de Don Miguel... pujándole en su noble propósito de tirar por la borda al sangriento tirano de España? ¿Con que fuerzas populares cuenta? ¿Que momento de masas le anima? Y, sobre todo, ¿que sector nacional representa?

Nosotros lo declinamos sin reservas mentales — desearíamos hallarnos ante un porcentaje de dominio que por sí solo representara el sentir de todo el pueblo español y que... de cambiar los runchos de nuestra desdichada patria en plazo tan perentorio como el que se ha dado al Caudillo siniestro.

No tenemos porque acularlo a Don Miguel Mauza, hombre de zona tan distante a la nuestra y que en algún tiempo nos hizo objeto de sus furias de gobernante, nos merezca el respeto que todos debemos a las personas privadas de honradas. No es poco que podamos hablar de pulcritud cuando tan obligados nos hemos visto a arremeter contra guindillas y Manijullos. Esto en lo que se refiere a la conducta moral de los hombres, pero ¿y la política, la conducta política? De verdad cree don Miguel Mauza que por sí y ante sí el puede erigirse en epicentro y dictar normas e imponer soluciones al gravísimo problema español? ¿Y si tiene la varita de la virtud que le permite tan magna prelección porque no se acerca a los núcleos del pueblo y les habla y confía con sus proyectos? ¿que que no viene a Unión Nacional y le dice: «estas son mis posibilidades; estas mis medidas? No hemos de negar, que fuera de Unión Nacional existe otro corriente semejante a la nuestra. Tan semejante, que podríamos pre-

EMPIEZA a replantear la verdad. Esa verdad a que tantos años están haciendo muchas compensaciones de la guerra de enfrento. Se trata de la posición exacta en que se hallan nuestros compañeros de España. De la posición de la C.N.T. de la F.I.U. de España. Es decir, de la auténtica Confederación y de lo no menos auténtico hispanífico.

Teníamos razón cuando asegurábamos que la CNT estaba en España. Y en esto, habíamos de verificación evidenciando con nuestros nuestros compañeros del Movimiento Libertario.

Si, en España, allí y solo allí, está la CNT. Las demás, son desgarros organizados con más o menos apariencias de replantear hispanífico.

Toda esa tiene una rebentada capotario. Que del y agua de concretos salidos de España se haya hecho dos o más grupos que obedezcan a posturas tan incompatiblemente antagónicas, es mucho menos importante. Es la conducta de cada individuo lo que se sostendrá algún día en España. No valdrán apedernamientos ni putrefacciones las rindes esencias las fuerzas de la deserción o de la caballería, de la deserción o del posturas. Cada uno tendremos que responder a esta por una cuestión y la

piate 1 a 2 Qué has hecho en el exilio? y Y acaso a otra de confusión más apremiante 1 a 2 por qué te faltó de España y cuando y en que condiciones te fuiste? y Y habida esa exención, cada cual podrá juzgar y juzgarse.

Pero vamos a lo importante: La CNT está en España. Y a lo más importante aún: ¿Cómo está y qué empujones que en estos históricos momentos la CNT?

¿Se halla en estado de contemplación? ¿Y al lado de quién?

¿Resplandecen las certezas? ¿Avanzan los espíritus?

Es la propia CNT de España, es la propia F.I.U. de España, que han de hablar. Son las fuerzas paladines de la gloriosa sindical que han ido en alto en España habiendo por ella en el día a día combatido contra Franco y la Falange y se dirá: «ahora a todos los que estamos en el exilio diciéndonos de forma imperiosa e ineludible cuál es el camino a seguir. En la F.A.I. la Espección, la perniciosa de tanto heróico que en a dirigidos la palabra desde el otro lado de las cumbres pirenaicas.

Con la misma emoción que a nuestros menas ha llegado el mensaje habrá a nosotros la palabra escrita y responsable de la CNT y de la F.I.U. de España.

### COMUNICACION A LA COMARCA DE TERRACON

El portador de esta comunicación es un compañero que le habla en nombre de los miembros y de los militantes de esta Comarca de Terracón, que en estos momentos de acción decisiva, la imprescindible ayuda de nuestros Comités Sindicales, con cuya actitud nos hemos desarrollado en franco incompatible para las repormas a vuestros files.

Somos bastantes con nuestra parte y aceptando toda responsabilidad de nuestros actos, estamos seguros de cumplir con nuestro deber al dar nuestra a nuestra inquieto y brava gente de incorporarse a los Guerrilleros y ocupar el lugar de combatir que les corresponde.

Además de disponer de unos hombres para incorporarse, también podemos facilitar algún medicamento, botas, etc., y algún otro objeto que indiquis, así como el lugar para depositarlos y mellos.

Si vuestros Comités Guerrilleros (Repúblicanos Comunistas) como nosotros sola capaces de olvidar diferencias y hasta ofensas insofribles en momentos de fervor revolucionario, tenemos la convicción que habremos dado un gran paso en el camino hasta ahora tan espinoso de la emancipación del profesariado Español.

Abajo el fascismo. Viva la revolución. Conforme por el D. Confederat. Rubricado; hay un sello que dice Comisión de defensa local. Barcelona — Conforme F. A. I. — Rubricado — Hay un sello que dice F. A. I. — Sección Especial — Secretariado — Barcelona. — 26-10-1944.

Mauza que lo sigue? En tal plenitud, se equivoca. Fuera de Unión Nacional hay un importante sector cenetista que no pueda ir apoyar posturas personales de tan fina presunción manobrera. Le repugnancia a nosotros-verse juguete de formulas políticas fragmentadas en las carelleras.

No decimos que eso represente la postura personal del señor Mauza. Pero lo parecemos. Mejor dicho, es la misma que se propaga y grita por los deliradores de Unión Nacional Española.

Y en ese caso, si don Miguel Mauza es en estos momentos el verbo en puen más calado y un tanto más honesto que viene queriendo: a que el problema español sea resuelto por los experimentos que que aviva la conciencia, con que fuerza y vitalidad es el que se le tiene reservada a España.



### POETAS DEL PUEBLO

#### PIRUETAS VERTICALES

¡ Ahí va Don Paco a EL EMANO !  
Quien se fueras hay refaja,  
Que estas Judas en hermano,  
Ni en el Puro y a baja !

¡ Vuelvas el cuerpo paloma !  
¡ El labo maso cordero !  
¡ Vamos Paco hasta losmas !  
Te ve con el cielo el plumero !

¡ No es Paquito el de... !  
Me marea que tu...  
¡ Guatudo melano y...  
Para a rompo a con... !

¡ No es el famoso millón  
de...  
¡ No es el famoso millón  
de...  
¡ No es el famoso millón  
de... !

¡ Vuelvas el cuerpo paloma !  
¡ El labo maso cordero !  
¡ Vamos Paco hasta losmas !  
Te ve con el cielo el plumero !

¡ No es el famoso millón  
de...  
¡ No es el famoso millón  
de...  
¡ No es el famoso millón  
de... !

#### Ejemplo a seguir

Hemos recibido de la Comarca de Terracón cantidad de nuevo cientos treinta y siete...



## TELEGRAFOS

Boletín de información del S.N.T. en Francia. Puis : Boletín del Sindicato nacional de Telégrafos de España, grupo en Francia, UGT-FSM.  
Unión general de trabajadores.

1945 ? - ?.  
Mensuel.

Rédaction : Paris 10<sup>e</sup> (Fédération nationale des travailleurs des PTT : 213 rue Lafayette).  
Collaborateurs : Paulino Gómez de Gracia, Serafin Marín Cayre, Marcelo Pozas, José Rivas

...

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 6 à 20 p.  
FPI : 1946 - 1947 (nos 6 - 17) : p. 2925.

Notice :

Bulletin du Syndicat national des télégraphes.

## TERRA (LA)

Butlletí interior de la Unió de Rabassaires i altres conreadors del camp de Catalunya. Fundador : Lluís Companys. <sup>1</sup>

Unió de Rabassaires de Catalunya.

Catalan.

Nouvelle série : n° 1 (6 avril 1946) - ?.  
Trimestriel.

Correspondance : Prades (Pau Padró, 2 rue des Neuf Fiancées). Administration : Prades (Josep Carles, 67 rue du Palais de Justice).

Collaborateurs : Manuel Ballespi, Joan Bosch, Salvi Colomer, Sebastià Garsaball, Josep del Noja, Feliu Roig...

Inprimé.  
Imprimerie non indiquée.  
33 cm X 49,5 cm, puis 45 cm X 60 cm, 2 p.

FPI : 1946 (n<sup>os</sup> 1 - 3) : p. 2938.

Notice :

Réapparition en France du journal créé par Lluís Companys qui a fondé l'Union des travailleurs de la terre en 1922 ; la première assemblée de l'Unió de

---

1. Bien que d'un format considérable, *La Terra* continue à être sous-titrée "bulletin intérieur", peut-être parce qu'elle n'a pas effectué des démarches pour sa déclaration.

rabassaires a eu lieu le 10 juin 1945, semblerait-il à Perpignan, et le premier numéro publie la liste de ses délégués dans 33 départements. Le journal édite des articles sur le problème agraire catalan, sur la vie de l'Union et s'intéresse aux problèmes professionnels des paysans, faisant des comparaisons avec l'agriculture française. L'animateur de l'Union, Pau Padro Canyellas, est nommé conseiller du gouvernement de la Généralité en 1946<sup>2</sup>.

## TERRA CATALANA

**Butlletí de la Unió de rabassaires de Catalunya a França.**

Unió de rabassaires de Catalunya.

Correspondance : Pere Santacana, St Ouen l'Aumône.

Imprimé.  
22 X 27,8, 4 p.  
10 F le n°.

CEHI : 1948 (n° 2 : décembre) : T 9.

Notice :

A partir de 1948 l'Unió de Rabassaires se trouve absorbée dans le PSUC de Joan Comorera, et elle le suit dans sa dissidence lorsqu'il en est exclu pour sa volonté d'indépendance du parti communiste catalan par rapport au PCE. Ce bulletin publie des articles sur la réforme agraire en URSS et en Pologne.

## TERRA LLIURE

**Butlletí de relació ideològica.** Puis, pour la deuxième époque : **Butlletí interior del Catalans llibertaris.** Puis : **Butlletí de la regional catalana C.N.T.** Puis : **Butlletí interior de la regional catalana C.N.T.** Puis : **Butlletí interior de l'Agrupació catalana C.N.T. (Exterior).**

Confederación nacional del trabajo..o.CNT;

Catalan.

**Première époque : n° 1 (décembre 1949) - n° 22 (janvier - février 1957). Périodicité irrégulière<sup>3</sup>.**

**Seconde époque : 1962 - 1967 (n°s 1 - 8). Périodicité irrégulière.**

**Troisième époque : 1971 - 1984 (n°s 1 - 81). Trimestriel puis bimestriel.**

2. *La Terra*, n° 3, 1er septembre 1946.

3. En 1951 *Terra lliure* paraît tous les six mois ; en 1954, seul le n° 14 est sorti.

**Première époque** : rédaction et administration : Paris 10<sup>e</sup> (24 rue Sainte Marthe), puis à partir du n° 6 (novembre 1950) : Toulouse (4 rue Belfort).

Roc Llop, administrateur <sup>4</sup>, puis Pau Benaigues, et, à nouveau Roc Llop ; Juan FERRER, directeur ; Etienne Guillemau, gérant.

*Collaborateurs* : Pere Besnard, José Peirats, Joan del Pi, Zigla ...

**Deuxième époque** : même adresse.

*Collaborateurs* : J.M. Llado Figueres, A. Tarrago...

**Troisième époque** : Paris 20<sup>e</sup> (33 rue des Vignoles). Juan FERRER, directeur, puis Maurici CUATRECASAS (à partir du n° 12 du 4<sup>e</sup>me trimestre de 1973) et Roc Llop, gérant. A partir du n° 56 d'avril-mai 1979 : Roc LLOP, directeur.

*Collaborateurs* : Jaume Balius, Juan Ferrer, B. Torne i Prat...

Ronéotypé (n<sup>os</sup> 1, 2) puis imprimé généralement.

**Première époque** : 21 cm X 31 cm, 8 p. puis 21 cm X 28 cm, 4 p.

Imprimerie Sant, Bagnolet, puis Imprimerie SGI, Toulouse, et Imprimerie SPI, Paris 9<sup>e</sup> et La Ruche ouvrière, Paris 3<sup>e</sup>.

**Deuxième et troisième époque** : Imprimerie des Gondoles, Choisy-le-Roi.

**Deuxième époque** : 22 cm X 28 cm, 4 p.

**Troisième époque** : 22 cm X 28 cm, 4 p. <sup>5</sup>

Tirage : 700 exemplaires en 1951 <sup>6</sup> et début 1954, 1200 exemplaires début 1<sup>er</sup> 1957.

"Non destiné à la vente" (chaque militant donne selon ses moyens).

BDIC : 1971 - 1984 (n<sup>os</sup> 1 - 81) : catalogage en cours <sup>8</sup>.

BN : 1949 - 1957 (n<sup>os</sup> 1 - 22), 1962 - 1963 (n<sup>os</sup> 1 - 3) : 4<sup>o</sup> Jo. 10416.

IFHS : 1954 - 1957 (n<sup>os</sup> 15 - 22), 1962 - 1967 (n<sup>os</sup> 1 - 8), 1971 - 1978 (n<sup>os</sup> 1 - 50 ; manquent quelques n<sup>os</sup>) : 14 ASP 1777, 2078.

IISG : 1953 - 1967 (incomplet), 1971 - 1979 (n<sup>os</sup> 1 - 59) : Z K / 40359.

## Notice :

La longévité de cette publication de la CNT catalane est ample, en dépit des interruptions et de la périodicité variable. La publication a pour objet d'

affermir la présence de l'anarcho-syndicalisme sur le terrain des lettres catalanes.

Pour faire comprendre que l'utilité et la beauté d'une langue n'ont rien à voir avec le préjugé nationaliste. Pour adapter la CNT à la condition fédéraliste et libertaire qui fut la condition de sa propre naissance. Pour favoriser, face au franquisme, une expression régionale parlée que celui-ci, depuis le pouvoir, interdit <sup>9</sup>.

*Terra lliure* donne des informations de la CNT catalane -de l'intérieur et de l'exil-, suit l'actualité culturelle catalane, publie des articles historiques et poursuit toute une réflexion sur les relations entre anarchisme et catalanisme ; la poésie est présente dans tous les numéros (notamment poèmes de Roc Llop i Convalia qui a remporté une Fleur naturelle aux Jeux floraux de Paris en 1965 pour une poésie de son recueil *Poemes de llum i tenebra* (Poèmes de lumière et de ténèbres).

4. L'administration restant à Paris, 24 rue Sainte Marthe, après le transfert à Toulouse de la direction.

5. La troisième édition de *Terra lliure* recommence modestement, avec un bulletin ronéotypé pour ses trois premiers numéros puis imprimé et chaque numéro donne la liste des donateurs et le bilan financier de la fabrication (environ 490 F pour l'impression, l'envoi et les frais administratifs du n° 4 du 4<sup>e</sup>me trimestre 1971).

6. Déclaration de l'imprimerie SGI du 14 avril 1951 (AN, INF 936).

7. AN, INF 937.

8. Collection donnée par Tomás Marcellan.

9. *Terra lliure*, 3<sup>e</sup>me époque, n° 1, 1<sup>er</sup> trimestre 1971, p. 1.

## TEXTIL

### Boletín informativo.

Delegación exterior de Comisiones obreras.

N° 1 (1974) - ?.

Paris ?.

Ronéotypé.

21 cm X 29,7 cm, 20 p.

FPI : 1974 (n° 1) : p. 2944.

#### Notice :

Bulletin édité par la délégation extérieure des Commissions ouvrières à l'intention de l'intérieur ; celui-ci concerne les ouvriers espagnols du textile, il reproduit des articles de la presse espagnole relatant les conflits sociaux dans le secteur.

## TIEMPOS NUEVOS

### Revista del Movimiento libertario español.

Movimiento libertario español.

Espagnol.

N° 1 (janvier 1945) - n° 10 ? (mai 1946).

Mensuel.

Rédaction et administration : Toulouse (Bourse du travail, place Saint Sernin). Pas d'indication de directeur ou gérant.

Imprimé.

Imprimerie non indiquée.

15 cm X 23 cm, 32 p. par numéro (avec numérotation continue).

15 F. le n° en 1945 et 1946.

BDIC : 1945 (n° 1) : O pièce 2789.

CEHI : 1945 - 1946 (n°s 1 - 10) : T 5.

IFHS : 1945 - 1946 (n°s 1 - 9) : 14 ASP 1807.

IISG : 1945 - 1946 (n°s 1 - 10) : 8° T/ 45- 60.

#### Notice :

Revue culturelle libertaire qui paraît en 1945 et 1946 :

Cette revue apparaît à la veille d'une époque neuve pour l'Espagne . Ceux qui la fondent n'ont d'autre préoccupation que le problème espagnol... le problème de l'Espagne, les

problèmes qui vont se poser à nous en Espagne, vont être présentés, analysés ici, sans dissimuler aucun de ses aspects... Nous devons affronter la liquidation du passé... Nous n'allons pas vers une continuation d'hier, mais vers une ère nouvelle, sans relation aucune avec le passé... Nous voulons revenir en Espagne avec les meilleures armes et nous sommes sûrs de rencontrer là-bas un accueil fervent quand arrivera l'heure de notre retour <sup>10</sup>.

C'est essentiellement une revue de réflexion théorique : elle publie des textes de Gaston Leval, Kropotkine, Malatesta, Fabbri, Bakounine, Reclus... Elle est opposée à la collaboration au gouvernement en exil.

## TIERRA VASCA

Boletín de información de Acción nacionalista vasca. Puis : Organo de Acción nacionalista vasca.

Acción nacionalista vasca.

Espagnol. Basque.

N° 1 (janvier 1946) - 7.

S.l.

*Collaborateurs* : J. Elizondo, Iñigo de Lemona, J. de Luno, L. de Ulzama...

Imprimé.

28 cm X 41,5 cm, 4 p. sur papier pelure (n° 1), puis 21 cm X 27 cm, 8 p.

FPI : 1946 - 1948 (n°s 1, 14, 17) : p. 2957.

Notice :

Bulletin de l'Action nationaliste basque ; l'ANV se prononce "contre la violence comme instrument de la politique" ; elle demande au Conseil consultatif basque en France de ne "collaborer à aucune solution, transitoire ou définitive, qui méconnaisse les institutions républicaines". Elle se déclare prête à donner son appui à un ministre basque dans le gouvernement en exil, si le PNV représente toute la démocratie basque et pas seulement lui-même.

## TRABAJADORES DE LA ENSEÑANZA

Boletín de información de los militantes de la F.E.T.E. en Francia. Puis, à partir du n° 2 d'octobre 1946 : Portavoz de la Federación española de trabajadores de la enseñanza (U.G.T.) en Francia.

Unión general de trabajadores. Federación española de trabajadores de la enseñanza.

10. "Primeras palabras", n° 1.

N° 1 (mai 1945) - 1949 ?.

Rédaction : Paris 10<sup>e</sup> (12 boulevard Magenta) puis Paris 3<sup>e</sup> (29 boulevard du Temple, et, à partir d'octobre 1947 : Paris 7<sup>e</sup> (10 rue de Solférino).

*Collaborateurs* : Carlos Aparicio, Antonio Gardó, Luis Huerta, Félix Llanos, G. Palomares, O. Serrano...

Ronéotypé puis imprimé.

Imprimerie non indiquée

21 cm X 27 cm, 2 puis 4 p.

FPI : 1945 (n<sup>os</sup> 1 - 4), 1946 (n<sup>o</sup> 2), 1947 (n<sup>os</sup> 1 - 3), 1948 (n<sup>os</sup> 1, 2, 4), 1949 (n<sup>o</sup> 1) : p. 2979.

Notice :

Bulletin de la FETE reconstituée en France le 25 août 1945, au sein de l'UGT-Junte centrale. Il rappelle le travail culturel déjà accompli en France par la FETE, notamment dans les camps d'internement, mais aussi ouverture de cours d'espagnol à Marseille en remplacement de l'école franquiste fermée et participation à l'UIE. De nombreux ex-enseignants font à nouveau de l'enseignement en France (Quiroga Piá et Gfner Pantoja dans le supérieur, E. G. Nadal est entré à la Bibliothèque nationale et M. Martínez Risco au CNRS). Des démarches sont entreprises auprès du ministère français de l'Education pour que les autres enseignants soient recrutés comme "assistants de langue espagnole" <sup>11</sup>.

Le bulletin donne des informations sur l'enseignement en Espagne, en France et au Mexique et il condamne la scission internationale de la FSM.

## TRABAJO

Periódico de información independiente. Organo del comité nacional del C.I.A.T.E.

Centro de información y ayuda a los trabajadores extranjeros.

Espagnol. Français.

N° 1 (15 octobre 1945) - ?.

Périodicité inconnue.

Rédaction : Paris 11<sup>e</sup> (1 rue de la Fontaine-au-Roi).

Eduardo RUBIO, directeur. Manuel Montesinos, administrateur.

*Collaborateurs* : Luis R. López, Pedro Ruiz Alberda Carlos Ruiz Jiménez...

Imprimé.

30 cm X 43 cm. 4 p.

Abonnement: 140 F. par an.

IFHS : 1945 (n<sup>o</sup> 1) : 14 ASP 1837.

---

11. *Trabajadores de la enseñanza*, n<sup>o</sup> 2, octobre 1946, p 3.

Notice :

*Trabajo* est rédigé en espagnol, sa dernière page s'intitule *Travail* et est rédigée en français <sup>12</sup>. Son propos est d'être

le périodique des ouvriers étrangers résidant en France. Des ouvriers antifascistes de toutes tendances politiques et aspirations sociales parce que *Trabajo* ne veut faire d'autre politique... que celle qui va vers le progrès et l'amélioration de la vie de chacun ... dans le cadre des lois françaises.

*Trabajo* appuie la JEL et donne des informations sur la carte agricole et le statut juridique des réfugiés espagnols. Le Centre d'information et d'aide aux travailleurs étrangers dont il est l'émanation a un rôle d'information et, dans la mesure du possible, d'assistance ; il est divisé en sections, dont les plus importantes sont l'italienne, la polonaise et l'espagnole.

TRABAJO
---------

[Informations de la C.G.T. en espagnol].

Notice :

Publication mort-née dont la déclaration a été déposée le 22 novembre 1962 par René Blaise qui devait en être le directeur et l'enregistrement au Parquet de la Seine date du 29 novembre, mais, entre-temps, un arrêté ministériel du 27 novembre l'interdit (parution au *Journal officiel* du 1. 12. 1962, p. 11.712).

TRANSPORT
-----------

Butlletí de la Federació regional del transport terrestre de Catalunya.

Unión general de trabajadoras. Federació regional del transport terrestre de Catalunya.

Catalan.

N° 1 (janvier 1946) - ?.

Paris.

Imprimé.  
21 cm X 27 cm, 1 p.

FPI : 1946 (n° 1 - 4) : p. 2991.

Notice :

Inclus dans *Transporte*.

---

12. Tribune de Louis Saillant, secrétaire de la CGT, en dernière page.

## TRANSPORTE

**Boletín del grupo del transporte en Francia : U.G.T. / F.S.M.**

Unión general de trabajadores. Federación del transporte.

N° 1 (octobre 1945) - 7.

Rédaction : Paris 3° (29 boulevard du Temple).

*Collaborateurs* : Manuel Barrachina, García Toledano, J. Rodriguez...

Ronéotypé (n° 1) puis imprimé puis ronéotypé en 1948.

Imprimerie Centrale de la Presse, Paris.

21 cm X 27 cm, 4 p.

FPI : 1945 - 1948 (n° 1 - 10) : p. 2995.

Notice :

Bulletin publié par l'UGT-Junte central de Luis Cabo Giorla, pour les travailleurs du transport.

## TREBALL

Première époque : **Le Travail. Bi-hebdomadaire catalan. (Periodic bisetmanal d'informacio).**

Deuxième époque : **Organ d'orientació política del P.S.U.C. (secció catalana IIIª Internacional).**

Partit socialista unificat de Catalunya.

Catalan.

Première époque : n° 1 (26 février 1939) - n° 7 (30 mars 1939)?.

Hebdomadaire, bi-hebdomadaire.

Deuxième époque : 1942 ? - 1944 ? <sup>13</sup>.

Interdit par arrêté ministériel du 4 décembre 1956 (*Journal officiel* du 12 décembre, p. 11.876)<sup>14</sup>.

13. Il y a également une édition clandestine de *Treball* dans la péninsule : *Treball* paraît à partir de mars 1943 en petit format (13,5 cm X 21,5 cm et 21 cm X 27 cm, sur 2 ou 4 pages), imprimé puis ronéotypé (6 nos jusqu'en novembre-décembre 1943) ; ensuite, un n° 1, daté de Barcelone, paraît en avril 1945, avec la même localisation jusqu'en 1956. Cette localisation est peut-être fictive, comme semble le suggérer le Comte d'Altea en février 1960 pensant impossible la publication d'un journal clandestin en Espagne (AGE, caja 11452, expediente 3399/4), mais il apparaît que cette édition est surtout destinée à l'Espagne aussi n'avons-nous pas retenu cette série de *Treball* dans cette étude de la presse de l'exil.

14. L'interdiction porte certainement sur l'édition confectionnée en Catalogne et introduite en France dont il est question dans la note précédente : il semble par ailleurs que le PSUC tendance Comorera a repris la publication de *Treball* après l'éviction de celui-ci du parti, mais l'activité de cette tendance est centrée sur l'intérieur avec le retour en Espagne de Joan Comorera en 1951.



Première époque : rédaction : Montpellier (9 rue Castilhon).  
Deuxième époque : s.l.

Première époque : imprimé.

31 cm X 44,5 cm, 32 cm X 47 cm, 4 p.

Caricatures, photos. Abonnement annuel : 45 F. et 0,50 F. le n°.

Tirage : 6000 exemplaires par semaine ou deux fois par semaine en 1939<sup>15</sup>.

Deuxième époque : imprimé, 18,5 cm X 12 cm, 16 p.

Devenu en 1939 : *Solidarité*, puis *Le Midi*.

ACCPCE : 1939 (n°s 1, 2, 4 - 7) :

BN : 1939 (n°s 1 - 7) : Gr. Fol. Jo. 2191 ; 1942 (19 juillet) : Rcs. G. 1472 (130, Esp. 7).

Notice :

En 1939, après sept numéros, *Treball* est suspendu par le gouvernement français ; il reparait, après d'autres suspensions, sous les titres de *Solidarité* et du *Midi*, puis deux *Manifests* du format du journal sont publiés chacun à 3000 exemplaires. Le PSUC possède également une page en catalan dans *La Voz de los Españoles*. En 1939, *Treball* est préoccupé surtout du sort des réfugiés et consacre une page entière aux recherches et aux localisations ; il publie de nombreux articles sur ce problème : "Traitez humainement les réfugiés", réclament de nombreux télégrammes à Daladier<sup>16</sup>. Le journal suit également la fin de la guerre et stigmatise la Junte de Casado.

Pour la période de la clandestinité, un seul numéro a pu être conservé : celui, publié, comme un numéro extraordinaire, pour le 19 juillet 1942. Il s'agit d'un véritable journal, imprimé, sur seize pages. *Treball* appelle les Catalans à la lutte car ceux-ci ne [peuvent] rester en marge de ce combat universel en faisant confiance exclusivement à la volonté de vaincre de l'Armée rouge. La reconquête de la Catalogne et de la République doit être l'oeuvre de tous les Catalans et de tous les Espagnols.

*Treball* appelle les Catalans à rejoindre le PSUC "unique parti catalan qui continue le combat pour la Catalogne et pour la République" : "le parti de Joan Comorera vous offre un lieu pour la lutte contre le fascisme et pour la liberté". Le journal indique également que, pour l'anniversaire du 19 juillet, il y eut de "nombreuses manifestations" de travailleurs espagnols à Bordeaux, en Bretagne, dans le Loiret.

## TRIBUNA

Boletín de información interna de las secciones de la F.N.J.S.E. Puis en 1970 :  
Boletín de información interna de las secciones de la F.N.J.S.E. "Tribuna libre".

Federación nacional de juventudes socialistas de España. Comisión ejecutiva.

N° 1 (décembre 1967) - ?.

Périodicité irrégulière.

Rédaction : Toulouse (69 rue du Taur).

15. Edicions del P.S.U. a França des de la perduda de Catalunya fins al 19 de juliol de 1939 (ACCPCE, Madrid).

16. *Treball*, n° 1 du 26 février 1939.

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 12 à 24 p.

FPI : 1967 (n°1), 1968 (n°2 - 6), 1969 (n°7 - 9) : p. 3011. 1970 (mars ?) : p. 3026.

Notice :

Bulletin intérieur des Jeunes socialistes : il donne des informations sur la Fédération en France, en Belgique et en Allemagne et fait état des activités politiques, culturelles et sportives des sections <sup>17</sup>.

TRIBUNA
---------

Política, economía, literatura, arte.

Partido socialista obrero español.

N° 1 (janvier 1955) - n° 3 (juillet 1955).  
Mensuel.

Rédaction : Toulouse (Hdefonso TORREGROSA, directeur : 27 rue Pierre d'Aragon) ;  
administration : Toulouse (Estaban Mercader : 20 bis rue des Quêteurs). Pierre Rivano,  
gérant.

*Collaborateurs* : Bruno Alonso, Ginés Alonso, A. Alvarez-Castellanos, César Barona,  
Wenceslao Carrillo, Enrique de Francisco, Arsenio Jimeno, José Montero, Miguel Peydro...

Imprimé.  
Imprimerie SGI, Toulouse.  
20,5 cm X 26 cm, 16 p.  
Couverture illustrée.  
Abonnement annuel : 720 F. et 60 F. le n°.

BN : 1955 (n°s 1 - 3) : 4° Jo. 12208.  
CEHI : 1955 (n° 1, n° 2 : avril) : T 5 et 11.  
FPI : 1955 (n°s 1 - 3) : p. 3014.

Notice :

Revue placée sous le patronage spirituel de Pablo Iglesias et de Miguel de Unamuno, dédiée non seulement à la politique et à l'économie mais aussi à la littérature et à l'art ; elle est publiée par la tendance de gauche du PSOE, dont l'un des chefs de file est Wenceslao Carrillo <sup>18</sup>.

Paraissant grâce à l'effort financier de quelques sympathisants, *Tribuna* critique fortement les forces politiques de l'exil qui, selon elle, n'ont pas été et ne sont pas à la hauteur des circonstances : leur désunion est grande et il n'était "ni digne ni

17. A l'automne la JSE s'adresse aux vendangeurs espagnols pour les travailler en France.

18. La tendance de "droite" est représentée par Trifón Gómez, favorable au retour des réfugiés en Espagne si la liberté syndicale y est proclamée, car il pense que la place des cadres de l'exil est en Espagne ; la tendance du "centre" est dirigée par Indalecio Prieto (ADHG, 2692/87).

intelligent", comme elles l'ont fait pour la plupart, de "demander que l'intervention du monde démocratique joue un rôle capital dans l'action contre le franco-phalangisme". De même,

attendre que le seul effort de ceux qui agissent en Espagne parvienne à provoquer la chute de la dictature relève, en plus d'une énorme déraison, d'un égoïsme féroce ... Ceux qui agissent en Espagne ont le droit d'espérer un certain concours des forces exilées. Une tâche qui, sans être principale parce que la leur seule est décisive, est indispensable pour parvenir à la libération nationale<sup>19</sup>.

*Tribuna* pose "la convivència nacional" comme un "impératif historique" : à condition qu'ils changent, il ne pas exclure d'une alliance antifasciste les secteurs non républicains ; le PSOE est la force politique la plus qualifiée pour faire cette démarche<sup>20</sup>. *Tribuna* publie des articles de réflexion politique sur l'exil, le rôle de la monarchie en Espagne, le socialisme et le droit, le socialisme et la liberté, le socialisme et la religion, mais également nombreux articles culturels

## TRIBUNA

Publication mensuelle. Publicació mensual editada pel Comitè del Sena d'Esquerra republicana de Catalunya. A partir de décembre 1958 : Publication mensuelle catalane.

Esquerra republicana de Catalunya.

"Catalunya. República. Esquerra social i democràtica."

Catalan.

Première époque : n° 1 (mai 1955) - n° 16/17 (décembre 1957).

Deuxième époque : n° 1 (décembre 1958) - n° 45 (1962).

Mensuel.

Paris 6° (Josep Sans : 33 rue Dauphine).

Josep SANS, directeur, Josep Falguera, administrateur (Houilles, 5 rue Marcel Sembat).

Collaborateurs : Roc Boronat, Joan Sauret...

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 12 à 28 p.

30 F. le n° en 1956, 0 50 F. en 1963.

CEHI : 1955 - 1962 (n°s 1 - 16/17, nos 1 - 45) : T 10.

FPI : 1956 - 1957 (n°s 10/11 - 14), 1958 - 1963 (n°s 1, 7, 9, 10, 17, 18/19, 23, 25 - 28, 40, 41, 52, 53) : p. 3015.

IEC : 1958 (n° 1), 1959 (n°s 2, 3, 7), 1960 (n°s 14 - 17, 20, 21, 23), 1961 (n°s 25 - 27, 29, 30, 32 - 34), 1962 (n°s 35 - 45), 1963 (n°s 48 - 50, 53 - 56), 1964 - 1966 (n°s 57 - 89), 1967 (n°s 90 - 93, 96) : P O. TRI.

N. ice :

Bulletin édité par le Comité de la Seine d'Esquerra republicana de Catalunya: informations sur les Catalans de l'exil -en France et au Mexique-, discussions et propositions, nouvelles de Catalogne (manifestations étudiantes...).

19. *Tribuna*, n° 1, pp. 1-2.

20. *Tribuna*, n° 2.

## TRIBUNA CONFEDERAL Y LIBERTARIA

Espagnol.

1973 - ?.

Irrégulier.

Administration : Bordeaux (Alfonso Martínez, 7 impasse Fenouil) et rédaction : Narbonne (Tomás Sánchez, 25 rue de la Parerie).

Ronéotypé.

14,8 cm X 20,5 cm, 48 à 52 p.

CEHI : 1973 (n° 0, n° 1 : mars) : T 12.

Notice :

Bulletin publié par des exclus de diverses organisations libertaires espagnoles qui veulent réhabiliter le MLE et adressent des messages de sympathie aux autres publications anarchistes dont ils reproduisent divers articles.

## TRIBUNA OBRERA

Revista marxista para la clarificación política en las filas obreras.

Espagnol.

N° 1 (juillet 1973) - ?

Rédaction : Paris 13<sup>e</sup> (M. Dupont, 1 rue des Orchidées)

Imprimé.

Imprimerie non indiquée.

13,5 cm X 21 cm, 100 p.

BDIC : 1973 - 1974 (n° 1 - 2) : 8° P 5794.

CEHI : 1974 (n° 2 : mars) : T 12.

Notice :

Publication de la IV<sup>e</sup> Internationale : articles sur la crise du régime franquiste, celle du mouvement ouvrier et sur le Chili.

## TRIBUNA SOCIALISTA

Première époque : Revista independiente de crítica e información.  
Deuxième époque : Revista de crítica marxista. Editada por la izquierda del P.O.U.M. (Paris).

Espagnol.

Première époque : n° 1 (septembre - octobre 1960) - n° 6/7 (février - mars 1963).  
Deuxième époque : n° 1 (octobre - décembre 1975) - n° 5 (mai - juillet 1977).  
Bimestriel.

Première époque . rédaction : Paris 12° (17 rue de Chaligny).  
Wilebaldo SOLANO, directeur ; Jean-René Chauvin, gérant.  
*Collaborateurs* : Charles Bettelheim, Claude Couffon, Giorgio Galli, L. Goldmann, Ernest Mandel, Pedro Morales, Pierre Naville, Jean-Paul Sartre, Oscar Waiss, C. Wright Mills....

Deuxième époque :  
Wilebaldo SOLANO, directeur

Imprimé.  
Imprimerie Editions Polyglottes, Paris 12°.  
15,5 cm X 24 cm , 64 à 100 p.  
Abonnement : 14 NF. par an en 1960.

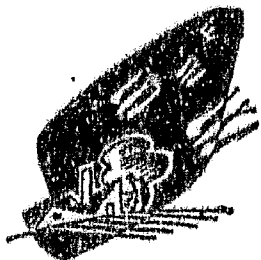
BDIC : 1960 - 1963 (n°s 1 - 6/7) : 8° P 5154. 1975 - 1977 (n°s 1 - 5) : 8° P 6451.  
CEHI : 1960 - 1963 (n°s 1 - 6/7), 1975 - 1977 (n°s 1 - 5) : SL.  
FPI : 1960 - 1963 (n°s 1 - 6/7), 1975 - 1977 (n°s 1 - 5) : p. 3035.  
IFHS : 1960 - 1962 (n°s 1 - 3, 5) : 14 ASP 332.

Notice :

La revue se définit ainsi :

*Tribuna socialista* est la cristallisation d'un vieux projet ... créer une revue marxiste de doctrine, de critique et d'information pour les travailleurs espagnols... *Tribuna socialista* est une revue socialiste indépendante... nous accueillerons avec plaisir les contributions de ceux qui n'étant pas marxistes veulent participer à l'effort que nous nous sommes fixés... [*Tribuna socialista* ne] sera pas... une publication étroitement espagnole... elle sera aussi une revue internationale.

La revue compte de fait avec la collaboration d'intellectuels de divers pays ; elle fait notamment une enquête sur le présent et le futur du mouvement syndical espagnol au moment de la formation de l'Alliance syndicale et porte une attention particulière à l'Amérique latine. Les rubriques principales sont : "Notes éditoriales", "Art et lettres", "Critique de livres et revues", "Documents", "Enquêtes", "Etudes".



# terra lliure

Non destiné | Butlletí interior de la Regional | N° 4.  
à la venta. | Catalana C. N. T. (3<sup>a</sup> època) | Paris IV trim. 1971.

## Catalunya, Espanya, Ibèria

Des del punt de mira estretament catalanista, els problemes globals peninsulars s'han de resoldre esquivadament segons les necessitats polítiques de Catalunya. Pels nacionalistes catalans la qüestió de fronteres és preliminar a tota solució prevista o a previndre per a l'endegament de l'unitat moral i geogràfica del tot ibèric. Realitzada la petita nació, tractariem de tu les «nacions» veïnes. Assolirem personalitat i dret de soci a la ONU; el govern de la Generalitat ho seria en propietat no regatejada com en l'època autonomista de la II República espanyola.

Avencant-se a un aital esdeveniment patriòtic, l'antifranquisme catalanista d'avui sembla maldar per un alliberament de Catalunya sense preocupació per l'alliberament de la resta de regions esclavitzades pel franquisme. Com si els del «més enllà» de Catalunya no existís; sin; com si nosaltres sols (altra vegada?) fossim capaços d'esbandir del mapa ibèric a una força dràstica, potent, ben organitzada, la mateixa que a l'any 1939 ens posà pota militar a sobre. Sembli una ximpleria, o una ingenuïtat, o una irreflexió imperdonable voler prescindir del concurs i de la solidaritat de les altres regions ibèriques, com si no tinguéssin necessitat d'elles, com si els pobles mal considerats de «fronteres enllà» ens resultessin negligibles.

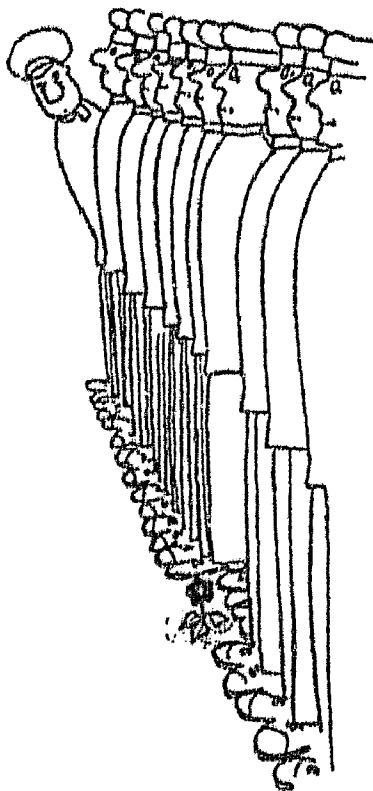
Convé, catalans, pensar si en el correspon; que el magi, o seny, del que tant ens embaladim els nascuts o formats a Catalunya, es posi el màxim en lloc de papellonejar perillosament. Precisa comprendre que tots els regionals ibèrics (la presència del portuguès no enganya gens, ans el contrari; hi siguem en la contesa contra la tirania, car tot i essent molts resultem esquivats, degut a la importància física de l'emic.

Espanya? Poble ibèric, reunits, afederats, agermanats Catalunya? Comunió de naixus, d'assembleats o residents, de voluntat ben disposada. Teòricament — per ara — poble fraternal i equitables com no n'hi hauria d'haver d'altre, però, fins ara, sotmes a un principi balgabalaga, volem dir: al mercat de les conveniències particulars, de «la barrà» el troc pel ric i l'engruna pel pobre; o allò de governants i governats, d'exploitadors i explotats, no important el sistema polític, capitalista o comunista, sem-

pre que burgesisme i burocratisme signifiqui insignificació del poble.

Front al franquisme (i al caetanisme?) tota la Península unànime; i aç a la convida «peninsular, ibèricisme racional i dissolució de classes mitjançant un comunisme d'ordre llibertari de fàcil adaptació als països nostrats segons tradicions ensenyen. Recordem a l'efecte les germanies, els remenses, els comunalsres, i en treurem l'entrallat per a una solució la més bona.

### PORTUGAL, ESPANYA, URSS ?



El poeta ha mancat a la disciplina.

## Tabal i Barreja

— Publicat al Canadà; el fullet «Antologia miliciana», retalls selectes de prosa d'Angel Samblancat. Comprau-lo a l'Administració del «Combat Syndicalista».

— Els companys es donaran compte que en aquest número queda anulada la col·laboració escrita de companys residents a Catalunya, amb la doble satisfacció que es tracta d'elements joves. Benvinguts a la gran família llibertària.

— S'està endegant un llibre en català nomenat «Costa armuts», mena d'història del proletariat igualadí del 1640 fins els nostres dies.

— El nostre preat amic i company Joan Jové, de Terrassa, ha tingut la dissort de perdre la seva companya, Rita Prunés, morta de malaltia a Six Fours (Toló). Resignació, i que l'ànim no manqui.

— La Comissió de Relacions de la Regional Catalana nova ja funciona. A París, tal com es va quedar al Ple de Marsella. Tota la correspondència a ella adreceu-la al 33, rue des Vignoles, Paris (20).

— Els Jocs Florals de la Llengua Catalana d'enguany s'han celebrat suau a Brussel·les. Se n'ha endut la Flor Natural el poeta Ambrosi Carrion.

— La revista catalana «Presència», de Girona, ha estat suprimida per l'autoritat franquista.

— La revista «Vida Nova» de Montpeller ha canviat d'adreça. La d'ara és: Av. Villeneuve d'Angoulême, Mas Drouon, J4, 34-Montpeller.

— Amb motiu del centenari del naixement del dramaturg i poeta Ignasi Iglasiés a l'Ateneu Colom de la Carretera de Mataró, Barcelona, s'hi ha celebrat un modest i emotiu homenatge. En canvi a l'ex Vila de St. Andreu les autoritats li van treure el nom que tenia en un carrer per a succeir-lo per un altre d'una vulgaritat extrema.

— Aprofitem l'ocasió per assenyalar que rau dintre el més pregon oblit la noble figura d'Apel·les Mestres, novel·lista, poeta, dibuixant i músic de grans mèrits que va tenir la dissort de morir el mateix 19 de juliol de l'any 1934...

— Publicant-se a Barcelona a càrrec de la Editorial Proa una novel·la titulada «El món de Joan Ferrer», el company del mateix nom declara que aquesta obra no té referència a ell. Es tracta d'una pura coincidència.

— El Centre Confederal de París (33, (Gireu full 9. u. p.)



En breve

La Editorial del Movimiento Libertario Español  
(E. M. L. E.)

Publicará

### LA REVOLUCION

por Gustavo Lanfaver

### Del Principio Federativo

por P. J. Proudhon

E. M. L. E. TOULOUSE

Año I

# TIEMPOS NUEVOS

## Sumario

La Redacción: Primeras palabras -

Fabio: Fuerza y derecho - León

Felipe: El payaso de las bofetadas - Jonathan

Swift: Modesta proposición - Roberto:

El problema de España.

Notas - D.: Flecha descarriada - A.

M.: Hombres y libros -

P. H. D.: Una definición del capital -

F. Ch.: El Sindicato.

**U.C.E.**

**Boletín interior.**

Unión cvica española.

Espagnol.

N° 1 (octobre 1959) - ?.  
Périodicité inconnue.

Rédaction : Paris 9<sup>e</sup> (47 rue de la Victoire).

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 2 p.

FPI : 1959 (n° 1) : p. 3048.

Notice :

Modeste bulletin intérieur qui donne des informations sur l'intérieur et l'exil.

**U.G.T.**

**Boletín de información de la Unión general de trabajadores, región de Orán.**

Unión general de trabajadores.

Espagnol.

1947 - ?.

Oran.

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cmm, 10 p.

FPI : 1947 (n° 2 : novembre) : p. 3052.

Notice :

Modeste bulletin donnant des informations sur l'UGT en Algérie et au Maroc, et plus particulièrement sur la région d'Oran.

**U.G.T.**

**Boletín de información del Comité central de la Unión general de trabajadores de Euzkadi en Francia.**



Unión general de trabajadores.

Espagnol.

Nº 1 (mars 1947) - 7.  
Mensuel.

Bordeaux.

*Collaborateurs* : Virgilio Piema, Constantino Turiel...

Imprimé.

Imprimerie non indiquée.

28 cm X 38 cm, nombre de pages variable.

FPI : 1947 - 1949 (nºs 1 - 7, 9 - 11) : p. 3053.

Notice :

Comme bulletin syndical de l'UGT basque, il informe sur l'UGT d'Euzkadi en exil et sur les luttes en Euzkadi même.

U.G.T.
--------

**Boletín de información del Nord - Pas-de-Calais y Somme.**

Unión general de trabajadores.

Espagnol.

Nº 1 (janvier 1964) - 7.

Rédaction : Lille (Bourse du travail : 75 rue Léon Gambetta).

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 22 p.

FPI : 1964 (nº 1 : janvier) : p. 5145.

Notice :

Bulletin de l'UGT du Nord, de la Somme et du Pas-de-Calais.

U.G.T.
--------

**Boletín de la Unión general de trabajadores de España.**

Unión general de trabajadores.

Espagnol.

N° 300 (novembre 1969) - n° 409 (juin 1979).  
Mensuel.

Rédaction : Toulouse (71 rue du Taur).

Manuel MUÑO, directeur, Miguel Armentia, rédacteur-gérant et Miguel Calzada, administrateur. A partir du n° 320 (août-septembre-octobre 1971) : Manuel Simón, directeur-gérant et José Mata, administrateur. A partir du n° 341 (septembre-octobre 1973) : Máximo Rodríguez, directeur-gérant et José Mata, administrateur (puis Juan Mata, administrateur).

Imprimé.

Imprimerie Dulaurier, Toulouse (23 rue Dulaurier) puis Imprimerie du Commerce, Toulouse (35 avenue de Lespinet).

25 cm X 32,5 cm, 8 p., puis, à partir du n° 321 ( novembre 1971): 17, 5 cm X 25 cm, 16 p. A partir du n° 372 (juillet- août 1976) : 21 cm X 29,7 cm, 20 p.

Titre en rouge en 1<sup>ère</sup> page.

0,50 F en 1969, 1 F en 1975.

Continuation de : *Boletín de la Unión general de trabajadores de España.*

Devenu : *U.G.T. informa.*

BDIC : 1969 - 1978 (n°s 300 - 396) : 4°P 4432.

FPI : 1969 - 1979 (n°s 300 - 409) : p. 3057.

Notice :

*U.G.T.* est dans la stricte continuation du *Boletín de la Unión general de trabajadores de España*, sa numérotation continue d'ailleurs celle de ce dernier et le format est identique au précédent pendant deux ans encore, avant que la maquette ne se modernise. Il s'agit d'un simple changement de présentation du titre et du sous-titre, coïncidant avec un léger renouvellement de l'équipe de rédaction et d'administration au bout de vingt-cinq années de fonctionnement : Manuel Muñoz, nouveau secrétaire général de l'UGT, remplace Pascual Tomás Taengua comme directeur de publication, Miguel Armentia devient rédacteur-gérant et Miguel Calzada reste administrateur.

Les rubriques sont également remaniées entre "Intérieur" (informations notamment sur le syndicalisme en Espagne), "Extérieur" (émigration), "Internationales" (nouvelles des syndicats affiliés à la CISL) et "Collaborations" (textes d'analyse et de réflexion). A partir du n° 321 de novembre 1971, le changement de format se double d'une modification de la mise en page : les rubriques sont -au goût du jour- plus éclatées dans la forme, mais les thèmes restent les mêmes. A nouveau, un changement en 1976 (n° 372 de juillet-août) en fait une revue plus illustrée et attrayante, avant de parvenir à plus de trente-quatre ans d'existence.

U.G.T.

**Boletín de la Unión general de trabajadores de España <sup>1</sup>.**

1. Les trois premiers numéros s'appellent d'ailleurs ainsi et à partir du n° 4 d'août 1945 le bulletin s'appelle *U.G.T.* avec l'ancien titre comme sous-titre, probablement pour éviter la confusion avec le bulletin du même nom édité par l'UGT de Pascual Tomás.

Puis : Boletín de la Unión general de trabajadores de España en Francia. A partir de juillet 1948 : Boletín de información y capacitación de la Unión general de trabajadores de España en Francia.

Unión general de trabajadores. Junta central en Francia.

Espagnol.

N° 1 (janvier 1945) - n° 41 (novembre - décembre 1948).

Bimestriel.

Rédaction et administration : Toulouse (15 place des Puits-Clos), puis Paris (12 boulevard Magenta, Maison des syndicats CGT : 29 boulevard du Temple) et à nouveau Toulouse à partir du n° 7 du 7 novembre 1945, sans adresse. A partir du n° 16 d'août 46 : Paris 3° (Bourse du travail : 85 rue Charlot).

*Collaborateurs* : Amaro del Rosal, Luis Cabo Giorla, Luis Delage, Seraffín Marín Cayre, José Moix, Libertad Rocafull, Enrique de Santiago, Rafael Vidiella...

Imprimé.

Imprimerie SPI puis imprimerie non indiquée.

25 cm X 32 cm, 28 cm X 37,5 cm puis 22 cm X 27 cm, 28 cm X 45 cm, 4 p., puis 45 cm X 56 cm, 4 p. Puis à partir de juillet 1948 : 30 cm X 43 cm, 12 p.

Photos.

2 F. le n° en 1945, 15 F. en 1948.

Tirage : 20.000 exemplaires par mois en 1949<sup>2</sup>.

FPI : 1945 - 1948 (n°s 1 - 41) : p. 3058.

Notice :

Bulletin de l'UGT présidée par Ramón González Peña et qui a, comme secrétaire en 1945, José Rodríguez Vega - Amaro del Rosal étant secrétaire-adjoint<sup>3</sup>. A partir du plenum des 8-10 septembre 1945, cette commission exécutive est doublée d'une Junta centrale<sup>4</sup>. Dès son premier numéro, en janvier 1945, le bulletin demande l'unité de l'UGT.

Les rubriques habituelles sont : "Groupes professionnels", "Vie départementale", "Mouvement syndical mondial", "Section jeunesse", "Formation syndicale" ; le même groupe publie d'ailleurs la *Revista de capacitación sindical* jusqu'à ce qu'il décide -comme en témoigne le changement de sous-titre du présent bulletin en juillet 1948- de fondre les deux publications en une seule pour des raisons économiques<sup>5</sup>.

U.G.T.

Boletín interior del grupo departamental de la Unión general de trabajadores de España.

2. AN, INF 936.

3. U.G.T., n° 3, juin 1945.

4. Le n° 6 du 4 octobre 1945 indique que la Junta central a pour président Enrique de Santiago, pour vice-président Eustaquio Cañas et pour secrétaire Luis Cabo Giorla ; en 1948, le président de la JC est Luis Delage.

5. Expliquant qu'ainsi avec le bulletin nouvelle formule, il sera possible de donner une formation à 14.000 camarades au lieu de la donner à 7.000.

Unión general de trabajadores.

["Pour libérer l'homme, il faut asservir l'économie", Julián Besteiro].

Espagnol.

Deuxième époque : n° 1 (1er mai 1945) - n° 6 (1er septembre 1945) ?.  
Périodicité inconnue.

Rédaction et administration : Marseille ( 53 rue Grignan).

Imprimé.

Imprimerie non indiquée.

22 cm X 27 cm, 8 p.

BN : 1945 (n°s 2 - 6) : 4° Jo. 3902.

CEHI : 1945 (n°s 2 - 5) : U 6.

FPI : 1945 (n° 2 : mai) : p. 3062.

IFHS : 1945 (n° 1) : 14 ASP 1954.

Notice :

Bulletin de l'UGT des Bouches-du-Rhône, qui, dans son premier numéro, affirme à plusieurs reprises qu'il émane de "l'UGT d'Espagne, l'authentique, l'unique" ; il annonce la venue à Marseille de Trifón Gómez et Pascual Tomás, ainsi que de Rodolfo Llopis pour le PSOE.

U.G.T.
--------

Boletín interior. Editado por el Grupo departamental del Sena.

Unión general de trabajadores.

Espagnol.

N° 1 (février 1961) - ?.

Paris 14<sup>e</sup> (198 avenue du Maine).

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 6 à 26 p.

FPI : 1961 - 1967 (n°s 1 - 13), 1968 (février), 1969 (octobre-décembre), 1970 (février) : p. 3063.

Notice :

Bulletin intérieur de l'UGT de la Seine <sup>6</sup> destiné à donner de plus amples informations aux adhérents sur les activités de l'UGT (préparation des assemblées générales, trésorerie, relations avec la CNT et avec les jeunes), sur Solidaridad

---

6. Le secrétaire du groupe est, en 1961, Arsenio Jimeno ; il le préside en 1963.

democrática española et sur l'Alianza sindical. Il publie également des circulaires et des textes de discussions.

**U.G.T.**

**Bulletin intérieur de l'U.G.T.**

Federación española de trabajadores de la enseñanza.

Français.

196 ? - ?.

Rédaction : Toulouse (71 rue du Taur).

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 48 p.

FPI : 1965 (juillet) : p. 3064.

**Notice :**

Publication éphémère destinée aux enseignants français afin de leur  
donner... une vue d'ensemble du conflit qui oppose les étudiants et une grande partie  
des enseignants espagnols au gouvernement actuel.

Le bulletin analyse les causes du conflit, l'évolution des événements (de  
janvier à avril 1965), les revendications pour un syndicat libre et l'autonomie  
universitaire ainsi que la répression franquiste.

**U.G.T.**

**Bulletí interior del Secretariat de Catalunya. Adherida a la Confederació  
internacional d'organitzacions sindicals lliures (C.I.O.S.L.).**

Unión general de trabajadores.

Catalan.

N° 1 (juin 1958) - ?.  
Mensuel.

Rédaction : Perpignan (Josep Buiría, 8 rue Rigaud).

Imprimé.  
Imprimerie non indiquée.  
22 cm X 27 cm, 4 p.

FPI : 1958 - 1961 (n<sup>os</sup> 1 - 8, 13, 14, 16) : p. 3065.

Notice :

Bulletin de l'UGT catalane qui porte une attention spéciale à la Catalogne : notamment, déclaration du Comité de coordination des Forces démocratiques de Catalogne en exil <sup>7</sup>.

U.G.T.
--------

Organo de la Unión general de trabajadores de España (fundada en 1888) adherida a la Confederación internacional de organizaciones sindicales libres (C.I.O.S.L.). Edición especial resumida.

Unión general de trabajadores.

Español.

195 ? - ?.

Mensual.

Rédaction et administration : Toulouse (71 rue du Taur).

Collaborateurs : Luis Araquistáin, Pericles García, Rodolfo Llopis, Pascual Tomás...

Imprimé.

21 cm X 29, 7 cm, 4 mais surtout 2 p. sur papier pelure.

BN : 1959 (n<sup>os</sup> janvier, février, avril - juillet) : 4<sup>o</sup> Jo. 14680.

FPI : 1956 (septembre, novembre), 1957 (février, mars, mai, septembre - décembre), 1958 (janvier - juillet, septembre - décembre), 1959 (janvier - mars, mai - juillet, septembre - décembre), 1960 (janvier, février) : p. 3069.

Notice :

Edition résumée du *Boletín de la Unión general de trabajadores* destinée à une diffusion clandestine en Espagne. A partir de juin 1960, le bulletin est édité à Mexico par la Confédération des travailleurs mexicains.

U.G.T. INFORMATION
--------------------

General Union of Spanish Workers (U.G.T.) : information and documentation office.

Unión general de trabajadores.

---

7. U.G.T., n<sup>o</sup> 16 de septembre 1961.

Anglais.

1957 ? - 1968 ?.

Mensuel.

Rédaction : Toulouse (69 rue du Taur).

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 3 à 16 p.

Continuation de : *U.G.T. informations*.

FLC : 1958 - 1960, 1965 - 1968 : R 7, P B 45.

FPI : 1963 - 1964 (n<sup>os</sup> 71, 72, 78 - 83, supplément) : p. 5144.

Notice :

Bulletin de l'UGT publié en anglais : informations d'ordre politique, économique et social relatives à l'Espagne (notamment salaires et niveau de vie) et à l'UGT en exil.

<b>U.G.T. INFORMATIONS</b>
----------------------------

News bulletin published by the Executive committee of the General Union of Spanish Workers (U.G.T.).

Unión general de trabajadores. Buró de información y documentación.

Anglais.

1956 ? - 1957 ?.

Rédaction : Toulouse (71 rue du Taur).

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 2 à 8 p.

Devenu: *U.G.T. information*.

FLC : 1957 (n<sup>o</sup> 18 : août-septembre) : R 7.

FPI : 1956 (n<sup>os</sup> 9, 10), 1957 (janvier, février)(photocopies) : p. 5144.

Notice :

Première forme du bulletin précédent.

## U.G.T. INFORMATIONS

Bureau d'information et documentation de l'Union générale des travailleurs d'Espagne. Puis : Bulletin de la Commission exécutive de l'Union générale des travailleurs d'Espagne. Bureau d'information et documentation .

Unión general de trabajadores.

Français.

1956 ? - 1966 ?.

Mensuel.

Rédaction : Toulouse (69 rue du Taur).

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 8 à 14 p.

FLC : 1956 - 1959, 1961 - 1966 : R 7, PB 37.

FPI : 1956 (n<sup>os</sup> 9 - 11), 1957 (n<sup>o</sup> 12 - 13) (photocopies), 1958 - 1966 (n<sup>os</sup> 28, 59, 60, 78, 80 - 82, 87, 88, 111) : p. 3091.

Notice :

Même bulletin d'information en français.

## UMBRAL

Revista mensual de arte, letras y estudios sociales.

Confederación Nacional del Trabajo.

Espagnol.

N<sup>o</sup> 1 (janvier 1962) - n<sup>o</sup> 101 (décembre 1970).

Mensuel.

Rédaction et administration: Paris 10<sup>e</sup> (24 rue Sainte Marthe). Juan FERRER FARRIOL, directeur. Roque Llop Convalis, administrateur.

*Collaborateurs* : E. Armand, Federico Avila, Manuel Ballesteros, Pere Bosch Gimpera, T.F. Cano Ruiz, Lluís Capdevila, Campio Carpio, Jean Cassou, Hern Day, José Guiraud, Juan Lazarte, Volga Marcos, Eugen Relgis, Avenir Rosell, Angel Samblancai, Fernando Valera...

Imprimé.

Imprimerie des Gondoles, Choisy le Roi.

32 cm X 25 cm, 20 p.

Photos, dessins, caricatures.

0,80 NF le numéro en 1962, 2 F. en 1969.

Tirage : 4.700 exemplaires \*.

B. AN , INF 936.



Diffusion légale.

Continuation de : *Suplemento literario de Solidaridad obrera*.

BN : 1962 - ? : Gr. fol. Jo. 5074 bis.

CEHI : 1962 - 1970 (n<sup>os</sup> 1 - 101) : SL.

FPI : 1962 - 1970 (n<sup>os</sup> 2, 20, 33 - 37, 39, 42 - 47, 50 - 52, 57 - 61, 63 - 65, 101) : p. 3103.

IFHS : 1962 - 1969 (n<sup>os</sup> 1 - 95) : 14 ASP 1612, 1630, 1820, 1839.

Notice :

Après l'interdiction en novembre 1961 des publications de la CNT, notamment de *Solidaridad obrera* et de son supplément littéraire, le travail culturel de la CNT se poursuit dans *Umbral* ("le Seuil").

Les centres d'intérêt de la revue continuent d'être variés : histoire, musique, poésie, linguistique, critique littéraire, artistique et théâtrale, actualité cinématographique, histoire littéraire et artistique, réflexion politique théorique, philosophie ; un service de librairie continue à être proposé aux lecteurs.

Les collaborateurs sont aussi divers que dans le *Suplemento literario* et ils sont loin d'appartenir tous à la mouvance libertaire (tels Valera, Cassou, Bosch Gimpera...). *Umbral* s'intéresse particulièrement à l'Amérique latine et suit avec attention le festival estival de musique de Prades organisé autour de Pablo Casals.

## UNIDAD MERCANTIL

Boletín interior de la Agrupación profesional mercantil en Francia : U.G.T.-  
F.S.M.

Unión general de trabajadores.

Espagnol.

N<sup>o</sup> 1 (mars 1947) - ?.

Paris.

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 10 p.

FPI : 1947 - 1948 (n<sup>os</sup> 1, 3, 4) : p. 3123.

Notice :

Bulletin de l'UGT destiné aux voyageurs de commerce, représentants et employés de commerce ; il donne des informations sur la section syndicale et sur l'Espagne.

## UNIDAD SINDICAL

Organo de la U.G.T. de España.

Unión general de trabajadores.

Español. Français.

N° 1 (15 octobre 1944) - ?.  
Bimensuel.

Marseille (locaux de la CGT : 4 rue Alfieri)(puis Nouvelle Bourse du travail : 23 boulevard Charles Nedelec).

M. FERNANDEZ, directeur-gérant.

*Collaborateurs* : José Asensio, Jesús Vicente Pérez;...

Imprimé.

Imprimerie spéciale de l'UGT.

21 cm X 27 cm, 8 p.

Photos.

BN : 1944 (n° 1) : 4° Jo. 3902 bis.

CEHI : 1944 - 1945 (n°s 4, 6, 8) : 3 V 3.

FPI : 1944 - 1945 (n°s 1 - 8) : p. 3135.

Notice :

Bulletin publié par des militants marseillais de l'UGT ayant appartenu à l'UNE<sup>9</sup>. Ils revendiquent la légitimité de l'organisation :

Il existe l'UGT qui, dans la période de la clandestinité maintint un contact étroit avec la CGT française, qui a participé à la diffusion de tracts avec des consignes encourageant le sabotage dans la production, qui a organisé des grèves, des destructions, etc. Il existe l'UGT qui s'organisa en collaboration avec la CGT française, militant dans le maquis au moyen de l'U.JE<sup>10</sup>.

## UNIDAD Y LUCHA

Boletín de información de todos los Españoles.

Partido comunista de España.

Español.

N° 1 (11 mars 1945) - n° 45 (10 février 1946).  
Hebdomadaire.

S.l. puis Paris, et, à partir du n° 6 (15 avril 1945) : Toulouse (2 rue Bernadette).

9. Relatant le congrès de l'UGT à Toulouse sous la présidence d'Enrique de Santiago, en février 1945, il est question de 200 délégués représentant 21.000 adhérents ; les guérilleros sont représentés ainsi que quinze membres de l'ACU. *Comunistas de l'UNE* (*Unidad sindical*, n° 5, 6 mars 1945, p. 2.

10. "Existe una sola y única U.O.T.", *Unidad sindical*, n° 2 du 31 octobre 1944.

Gérant : Pedro.

Collaborateurs : Angel Alvatez, Francisco Antón, Fernando Claudín, Ilya Ehrenburg, Ignacio Gallego, Dolores Ibarruri, Julián A. Ramírez...

Imprimé.

Imprimerie non indiquée.

27, 5 cm X 40 cm, 4 p., puis : 32 cm X 49,5 cm (n° 5 du 8 avril 1945), puis : 29,5 cm X 46 cm, 4 p. A partir du n° 8 (1er mai 1945) : 39,5 cm X 54, 5 cm, 2 p. A nouveau : 28 cm X 45,5 cm, 4 p. (avec un numéro spécial de 8 p. sur 59,5 cm et 44 pour le 18 juillet 1945).

Dessins, caricatures, photos.

Continuation de : *España popular*.

Devenu : *Mundo obrero*.

BDIC : 1945 (n°s 1 - 28)(manquent n°s 21, 25, 27) : G F° P 3642.

CEHI : 1945 - 1946 (n°s 1 - 45) (mq nos 5 6 16 30 32 43) : GU 1.

FPI : 1945 - 1946 (n°s 3, 13, 22 - 26, 29 - 35, 37 - 41, 43, 44) : p. 3144.

Notice :

Bien que n'étant pas expressément organe du PCE, il est clair, par son contenu et ses auteurs, qu'*Unidad y lucha* est un porte-parole de celui-ci. Ce journal vient en continuation d'*España popular* et précède *Mundo obrero* : il recommande aux militants communistes de

ne pas le voir comme un bulletin ordinaire qui informe au sujet de l'actualité passagère... mais comme un guide qu'il faut étudier sérieusement avec toute l'importance qu'il a comme source d'orientation et d'information... Pour obtenir des fruits, il est indispensable que tous les échelons du parti prennent des mesures pour effectuer une étude organisée d'*Unidad y lucha* <sup>11</sup>.

Les deux thèmes essentiels d'*Unidad y lucha* sont contenus dans son titre : appels incessants à l'unité des exilés espagnols et à la lutte ouverte contre le franquisme. Son premier numéro s'ouvre sur des informations concernant les guérillas menées en Espagne qui "rèment la panique dans le régime franquiste" (actions de Reus et d'Almería). Les actions des guérilleros sont suivies avec régularité (en Catalogne, à Gijón, à Orense...). En mai 1945, *Unidad y lucha* titre : "La promesse s'accomplit... Avec le printemps, les guérillas fleurissent en Espagne comme les roses", citant des actions à Madrid, Ciudad Real, León, Avila, Alicante et détaillant le développement de la presse clandestine dans la péninsule <sup>12</sup>. La répression occupe aussi, par voie de conséquence, les colonnes d'*Unidad y lucha* (exécution de José Vitiñi et d'autres opposants...) qui mène campagne pour sauver Santiago Alvarez et Sebastián Zapiráin.

En juillet 1945, *Unidad y lucha* annonce la dissolution de l'UNE "pour faciliter l'unité des Espagnols" et se prononce "pour un gouvernement de coalition nationale".

## UNION

Portavoz de Unión nacional española del Aveyron. Puis : Literario, artístico, político : semanario del Comité Francia - España. Puis : Organo del Comité Francia - España.

11. *Unidad y lucha*, n° 2, 18 mars 1945, p. 3.

12. *Unidad y lucha*, n° 9, 6 mai 1945, p. 1.

Comité France-Espagne.

Espagnol. Français.

N° 1 (10 septembre 1944) - n° 51 (octobre 1946) ?.  
Hebdomadaire puis bimensuel puis mensuel.

Rédaction, administration : Rodez (21 rue de l'Embergue).

Roberto MADRID <sup>13</sup>, directeur.

*Collaborateurs* : Francisco Aguera, Mario Aguilar, Mux Aub, Corpus Barga, César Calderón César, Lluís Capdevila, Jaime Comas, Carlos Davila, Jacinto Luis Guereña <sup>14</sup>, J. Puig Thomas, Diego Ruiz, Gracián Sánchez-Boxa, Enrique de Santiago, Francisco de Troya...

Imprimé.

Imprimerie G. Subervic, Rodez.

30 cm X 46 cm et 28 cm X 43 cm, 4 p., puis 37 cm X 47 cm, 4 ou 6 p.

Caricatures. Dessins de Cabrol, J. Puig-Thomas...

6 F. en 1946.

A pour supplément : *Bulletin d'information des Comités France - Espagne.*

BN : 1944 - 1946 (n°s 1 - 32, 43 - 51) (manque n° 31) : Fol. Jo. 3473.

CEHI : 1944 (n° 8 : 29 octobre) : FU 1.

FPI : 1944 - 1946 (n°s 12, 39, 46) : p. 3154.

IFHS : 1946 (n° 49: 10 août) : 14 ASP 1954.

Notice :

*Unión* est le porte-parole de l'UNE de l'Aveyron. Il informe sur les meetings de l'UNE dans la région et la vie des comités France-Espagne ; il donne des nouvelles de l'Espagne et du "problème espagnol" à l'échelon international et organise la solidarité contre la répression en Espagne. Une de ses rubriques s'intitule "Page d'amitié hispano-française" et un numéro est consacré à la poésie française (Cassou, Aragon, Eluard) et espagnole (García Lorca) <sup>15</sup>.

UNION

Organo de la Unión general de trabajadores de España : U.G.T. - F.S.M.

Unión general de trabajadores.

¡Proletarios de todos los países uníos !

Espagnol.

1946 ? - ?.

13. Roberto Madrid serait le pseudonyme de Francisco Aguera indiqué ci-dessous.

14. Chargé de la critique littéraire à partir du n° 49.

15. *Unión*, n° 12, 26 novembre 1944.

Rédaction et administration : Paris 3<sup>e</sup> (29 boulevard du Temple).  
*Collaborateurs* : Isidoro Acevedo, Ramón González Peña, Josep Moix, Amaro del Rosal, Louis Saillant...

Imprimé.  
23 cm X 27 cm, 8 p.

CEHI : 1946 (n° 3 : juillet) : U 4.  
Collection particulière (Javier Rubio, Salamanca) : 1946 (n° 3 : juillet).  
FPI : 1946 (n° 3 : juillet) : p. 3155.

Notice :

Bulletin de la tendance Ramón González Peña de l'UGT.

## UNION DE MUJERES ESPAÑOLAS

**Boletín.**

Unión de mujeres españolas.

Espagnol.

1946 - ?.  
Périodicité inconnue.

Toulouse.  
*Collaborateur* : Dolorès Ibarruri...

Imprimé.  
27,5 cm X 37 cm, 2 p.  
Photo.

FPI : 1946 (nos 2, 5) : p. 3169.  
IFHS : 1946 (n° 4 : 8 mars) : 14 ASP 1954.

Notice :

Publication de l'Union des femmes espagnoles, proche du PCE. Le bulletin publie les témoignages de solidarité émanant d'organisations de femmes en réponse à l'appel de la Fédération démocratique internationale des femmes pour sauver María Teresa Toral, Mercedes Gómez Otero et Isabel Sanz Toledano, condamnées à mort en Espagne.

## UNION DES FEMMES ESPAGNOLES

**Bulletin d'information.**

Français.

1947 - ?.

Paris 8<sup>e</sup> (21 av des Champs Elysées).

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 7 p.

ACCPCE : 1947 (n° 2) : vol. 77/2.

BN : 1947 (n° 2 : 1er octobre) : 4<sup>o</sup> Jo. 6194.

Notice :

Bulletin édité en français par l'Union des femmes espagnoles et consacré à des déclarations de juristes qui viennent de visiter l'Espagne : description des prisons et des procès sommaires où l'on inflige en vingt-cinq minutes des condamnations à vingt ans de prison.

## UNION FERROVIARIA

Boletín interior del S.N.F. - U.G.T. - I.T.F. Puis : Boletín del Grupo ferroviario en Francia : U.G.T. - S.N.F. - F.S.M.

Unión general de trabajadores.

Espagnol.

N° 1 (avril 1945) - ?.

Rédaction : Paris 9<sup>e</sup> (José Castro : 43 rue Fontaine), puis Toulouse (15 place Puis Clos) et, à partir du n° 11 (janvier 1946) : Paris 3<sup>e</sup> (29 boulevard du Temple). A partir du n° 16 (juillet 1946) : Paris 9<sup>e</sup> (19 rue Pierre Semard).

*Collaborateurs* : León Calles, Soler Rocafull, Antonio Romo, Agustín Torres, E. Viscaino...

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm ou 31 cm), 4 p.

Imprimé à partir du n° 11 de janvier 1946.

Imprimerie non indiquée puis Imprimerie SPI.

21 cm X 27 cm, 4 p.

BN : 1947 - 1949 (n°s 20 ? - 45) : 4<sup>o</sup> Jo. 5704.

CEHI : 1945 - 1946 (n°s 2 3 10 11 13 - 37 - 45) : V 8.

FPI : 1945 - 1949 (n°s 1 - 8, 11 - 45) : p. 3 ..

Notice :

Bulletin des cheminots de l'UGT-Junte centrale.

**UNION GENERAL DE TRABAJADORES DE ESPAÑA**

**Boletín interior de información : sección de Casablanca.**

Unión general de trabajadores.

Espagnol.

N° 1 (21 décembre 1945) - ?.  
Périodicité inconnue.

Casablanca.

Ronéotypé.  
21 cm X 29,7 cm, 2 p.

FPI : 1945 (n° 1) : p. 3883.

**Notice :**

Bulletin édité au Maroc et rattaché à l'UGT de Trifón Gómez et Pascual  
Tomás.

**UNION REPUBLICANA**

**Boletín del Partido en Francia.**

Unión republicana.

Espagnol.

N° 1 (31 mars 1945) - ?.  
Paris.

Imprimé.  
Imprimerie SPI, Paris 9<sup>e</sup>.  
22 cm X 28 cm, 8 p.  
5 F. le n°.

FPI : 1945 (n° 1) : p. 3185.

**Notice :**

Journal de l'Union républicaine, parti fondé et dirigé par Diego Martínez  
Barrio.

## UNIVERSO

Sociología, ciencia, arte. Sociologie, science, art.

Confederación nacional del trabajo <sup>16</sup>.

Français. Espagnol.

N° 1 (novembre 1946) - n° 13 (mai 1948).

Périodicité inconnue.

Toulouse (4 rue de Belfort).

Louis Vaquer, gérant.

*Collaborateurs* : Felipe Aláiz, Marc Blomberg, Campio Carpio, Alberto Carsí, Hem Day, Germinal Esgleas, Juan Ferrer, J. García Pradas, Renée I amberet, Marcel Lepoil, Federica Montseny, José Peirats Hugo Treni...

Imprimé pour les Editions mondiales.

Imprimerie Descoins, Saint Giron (Ariège).

16 cm X 24 cm, 64 p.

Couverture en bichromie.

Photos, dessins.

40 F. en 1946, 60 F. en 1948, le numéro. Abonnement: 400 F. par an.

BN : 1946 - 1948 (n°s 1 - 13) : 8° Z 30017.

IFHS : 1946 - 1948 (n°s 1 - 13) : 14 ASP 427.

ISG : 1946 - 1947 (n°s 1 - 3) : 8° U.

Notice :

Revue culturelle de la CNT, *Universo* se présente ainsi :

*Universo* n'est pas une revue de plus. *Universo* répond à une nécessité ressentie depuis longtemps : celle d'un lien indépendant, entre des consciences libres de tous les pays, qui aborde les questions les plus profondes et intéressantes en relation avec l'homme, l'humanité, le monde... La sociologie, la science, l'art, la philosophie, l'éthique, la pédagogie, les doctrines politiques, économiques et sociales seront interprétées avec l'esprit le plus large <sup>17</sup>.

La revue, illustrée de photos, de reproductions de peintures ou de sculptures, aborde les thèmes les plus divers : histoire, sociologie, science, art, littérature... ; elle publie également, sur plusieurs numéros, un historique de la CNT depuis sa fondation et pendant la guerre civile. Ecrite aussi bien en espagnol qu'en français ou en italien, elle propose une guilde des Amis du livre

## UNO

Tribuna libre confederal. Boletín mensual. Al servicio de los amigos de la unidad de la C.N.T. de España.

16. Domicilié 4 rue de Belfort -siège de la CNT-, animé par les principaux leaders de la CNT, *Universo* n'est pas créé seulement par "un groupe éditorial autonome" comme le prétend l'article intitulé "Apuntes para la historia y los historiadores", publié dans *CeNIT*, n° 432, 18 février 1992, p. 5.

17. *Universo*, n° 1, novembre 1946.



Consejo pro-unidad.

"Uno, indicatif du verbe unir, le premier nombre de l'arithmétique".

Espagnol.

N° 1 (février 1958) - n° 16 (juillet 1960).

Mensuel.

Redaction : Manuel BUENACASA (communiqués et textes pour le périodique), Bourg-lès-Valence (Drôme)(16 rue Chorier). Correspondance administrative, demande d'exemplaires, paiements et adhésions à : Consejo pro-unidad, chez Francisco Rodriguez, 81 avenue Edouard Vaillant, Boulogne-Billancourt).

*Collaborateurs* : Gregorio Oliván y García, Francisco Rodriguez...

Imprimé.

Imprimerie Reyne et Deldon Valence.

30 cm X 45 cm. 4 p.

Tirage : 1.000 exemplaires par mois en 1958 <sup>18</sup>.

BN : 1958 (n°s 1 - 7), 1959 (n°s 8 - 13), 1960 (n°s 14 - 16) : Fol. Jo. 10205.

IFHS 1958 (n° 2 : mars) : 14 ASP 2011.

Notice :

Journal édité par un comité partisan de l'unité de la CNT constitué autour de Manuel Buenacasa, un des dirigeants de la CNT "politique". Pour *Uno*, l'unité de la CNT est impérative pour pouvoir renverser Franco "par la force", car les solutions monarchiques envisagées en Espagne sont à rejeter. *Uno* est pour une réorganisation de la CNT, avec des charges davantage tournantes et non rétribuées, sauf si le comité emploie quelqu'un comme fonctionnaire et le paie au tarif syndical pour son travail.

U.P.A.
--------

Unión popular de artistas de Paris

Espagnol.

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 8 p.

Dessins, caricatures.

CEHI : 1973 (n° 1 : août - septembre) : U 6.

Notice :

Bulletin éphémère qui édite sous forme de bande dessinée la pièce montée par l'Union populaire des artistes au sujet du prétendant Juan Carlos.

---

18. AN, INF 936.

<b>U.S.O INFORMATION</b>
--------------------------

Unión sindical obrera.

Espagnol. Français.

1967 ? - 1969.

Irrégulier.

S.l.

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 4 à 6 p.

MLC : 1967 (juillet - décembre), 1968 (septembre), 1969 (janvier, avril, octobre) : R 13.

Notice :

Bulletin consacré aux luttes ouvrières en Espagne et à des informations syndicales, publié par l'USO, syndicat constitué à l'intérieur en 1960 par des militants socialistes de la Jeunesse ouvrière chrétienne (qui rejoignent rapidement l'Alliance syndicale ouvrière).

# UGT INFORMATION

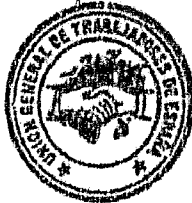


## CONTENTS

	Page
A Virus article .....	1
The strange "miracle" of the Asturias .....	2
The fall-in of the poseta ..	5
The Catholic Union .....	6
Front Bone of Catholic Workers Program .....	8
Report of the General Council of the Spanish Federation of Labor .....	8
Report of the Management Committee of the Socialist Party ..	9

457  
458

# UGT - INFORMATION



BULLETIN DE LA COMMISSION EXECUTIVE  
DE L'UNION GENERALE DES TRAVAILLEURS D'ESPAGNE

BUREAU D'INFORMATION ET DOCUMENTATION : 69, RUE DU TAUR, TOULOUSE (H.-G.) - FRANCE - TEL. CA 25-22

Reproduction autorisée

Information and Documentation Office  
PARIS, FRANCE - TEL. CA 25-22



## SOMMAIRE

	Pages
- Aspects de la crise espagnole .....	1
- Nouvelle et Brutale agression contre les étudiants .....	2
- Répression à la suite de la grève des mineurs asturiens .....	3
- Les tensions sociales de l'Université	5
- Le prix des pommes de terre .....	6
- L'Alie américaine freinte le communis- me .....	7
- Quelques aspects de la crise espagnole par le M. Gregorio Marañón ..	9
- Marchandise-travail à bon marché .....	11
- Exploitation des agriculteurs au pro- fit des intermédiaires .....	12
- Dévaluation de la poseta .....	13

juin 1958  
N° 26

# UMBRAL

Paris, Noviembre 1969. \* REVISTA MENSUAL DE ARTE, LETRAS Y ESTUDIOS SOCIALES \* 2,00 F. -- Número 85.

MES DE ABRIL DE 1970:

## Celebración del número 100 de esta revista

**T**ENDRA lugar en el número próximo, correspondiente a los meses de diciembre 1969 y enero, febrero, marzo y abril del año presente, en números de orden consecutivo los 96, 97, 98, 99 y 100, o sea cinco números contenidos en uno solo de cien páginas apretadas con textos originales salidos de plumas valiosas, entre ellas las de Eduardo Zamacois, Fernando Valera, Baltasar Porcel, Luis de Filippo, Luis Capdevila, José Viadiu, Juan Gómez, Enrie Roig Querol, P Bosch Gimpera, Alberto Musso, Jose Carmona Blanco, Juan Cassou, entre otras muchas aportaciones que poco o nada desdican de las anteriores.

En realidad, este número Extra obsecrará a tres motivos.

Primero. Obsequiar a nuestros constantes lectores con un número de UMBRAL que catalaga enteramente su año de buenas y enjundosas lecturas.

Segundo. Hacer un homenaje a los autores.

Tercero. Hacer un homenaje a la cultura y a la libertad ambiente del tiempo, su tranqueza de ciertos amigos, de la indiferencia por todo lo que no sea deportes y loterías y, naturalmente, de la ceguera de los autoritarios en funciones en España, y, en espera de éstas, los dirigidores en ciernes que por ahí gritan antifranchismos sin augurio de libertades.

Consultar la colección de UMBRAL y del Suplemento Literario que lo antecede en una cincuentena de números por lo menos significa ya un trabajo imparable que no obstante se acomete zozocadamente a través del monumento de literatura libre que dicha colección representa, debiéndose añadir a ese pedestal de cultura, el cúmulo de firmas vibrantes, excelentes y dadas procedentes del Lullio, de España, de Francia, de Europa, y particularmente de la América indostriana, con destello a lo John Don Pasca venidas de Norteamérica. Todo amigo nuestro poseedor del n.º 1 del Suplemento Literario de «Solo» al 100 de UMBRAL que satisfactoriamente anunciáramos para el mes de abril de este año, puede creer que dispone de un tesoro que por ser mortal no se entiza

en Banca y Bolsa, de un valor pedagógico enut en su punto para no admitir comparación con ningún valor literario o más actual financiero. La furia materialista de nuestros días ha de sufrir por fuerza y con gran desventura, la presencia de impresos serios, basados y desinteresados, significando oposición segura y eterna a la falsa y ostentosa cultura de los «magazines» de trivialidad desesperante, y de escaso recurso humillante para la humanidad nueva concretado en el impreso cultuista ficamente presentado, burguesamente concebido, mas destinado a la castración de cerebros, al rellenado de serrín de los cañones craneanos.

La tarea para la emancipación material, espiritual del hombre es inmensa y al

propio tiempo inacabable. Inopinadamente se anunció en el n.º 29 del Suplemento Literario: «Misión cumplida, misión cumplida quedando tanta y tan incansable tarea a cumplir? No, quedando últimas obligaciones a pie de estribo. Cada cual en su elemento: nosotros en UMBRAL y en todas partes.

Igual que tú, querido lector, y como tú, sagaz escritor que honras estas crepusculares páginas sin pensar en condecoraciones ni cheques, pensando ilusionado en el sol de libertad que amanece cada día, aunque luego nubarrones lo empañen.

Día llegará en que el cielo social permanezca limpio y puro como el aire alpino, el de sano y libre respiro.

**PALAIS DE LA MUTUALITE - PARIS**  
Metro MAUBOURG - MUTUALITE

## Festival de la Solidaridad Obrera

EL DIA 19 DE ABRIL DE 1970, a las dos y media de la tarde, con

**GEORGES BRASSENS**

Consuelo Ibáñez                      Carlos Mendía

Los Muchachos

Rosalie Dubois                      Suzy Sanzaky

Grupo de Arte Andaluz

Yvonne Solal

Yvonne Schmitt

Programa a completar, pero comprendiendo canto de diversos estilos: humorístico-poético, operístico, español, sudamericano, zarzuelero; y baile, fantasías, melodías, ocurrencias y otras donosuras.

Prudente solicitar entradas a «Umbral», 24, rue Sainte-Marthe, Paris (X), Tel. BOI 22 02 Precio 10 francos.

# Unidad y Lucha

Núm. 1

II

Marzo

1945

□

## El capitán Bravo condecorado en RUSIA

MOSCÚ. — Entre los miembros condecorados en Rusia por el Presidente del Soviet Supremo de la U. R. S. S. se encuentran también capitán Bravo. Este es el primer miembro de una unidad española que ha sido condecorado en Rusia. En la Unión Soviética se le otorga la distinción de capitán por sus acciones heroicas durante la guerra de liberación de España. Este es el primer miembro de una unidad española que ha sido condecorado en Rusia.

## El jefe de Falange de Reus paga con su vida a manos de los guerrilleros sus innumerables asesinatos de patriotas

EDITORIAL

### La lucha organizada de las guerrillas siembra el pánico en el régimen franquista

Las guerrillas españolas guerrilleras llevadas a cabo de una manera sistemática y organizada en forma de una guerra de guerrillas en la que se han producido ya numerosos asesinatos de patriotas y de la población civil.

Los españoles han comprendido cada vez mejor que cada acción guerrillera es un acto de guerra y que cada acción guerrillera es un acto de guerra.

Los españoles han comprendido cada vez mejor que cada acción guerrillera es un acto de guerra y que cada acción guerrillera es un acto de guerra.

Los españoles han comprendido cada vez mejor que cada acción guerrillera es un acto de guerra y que cada acción guerrillera es un acto de guerra.

Los españoles han comprendido cada vez mejor que cada acción guerrillera es un acto de guerra y que cada acción guerrillera es un acto de guerra.

Los españoles han comprendido cada vez mejor que cada acción guerrillera es un acto de guerra y que cada acción guerrillera es un acto de guerra.

Los españoles han comprendido cada vez mejor que cada acción guerrillera es un acto de guerra y que cada acción guerrillera es un acto de guerra.

Los españoles han comprendido cada vez mejor que cada acción guerrillera es un acto de guerra y que cada acción guerrillera es un acto de guerra.

Los españoles han comprendido cada vez mejor que cada acción guerrillera es un acto de guerra y que cada acción guerrillera es un acto de guerra.

Los españoles han comprendido cada vez mejor que cada acción guerrillera es un acto de guerra y que cada acción guerrillera es un acto de guerra.

Los españoles han comprendido cada vez mejor que cada acción guerrillera es un acto de guerra y que cada acción guerrillera es un acto de guerra.

Los españoles han comprendido cada vez mejor que cada acción guerrillera es un acto de guerra y que cada acción guerrillera es un acto de guerra.

Los españoles han comprendido cada vez mejor que cada acción guerrillera es un acto de guerra y que cada acción guerrillera es un acto de guerra.

Los españoles han comprendido cada vez mejor que cada acción guerrillera es un acto de guerra y que cada acción guerrillera es un acto de guerra.

Los españoles han comprendido cada vez mejor que cada acción guerrillera es un acto de guerra y que cada acción guerrillera es un acto de guerra.

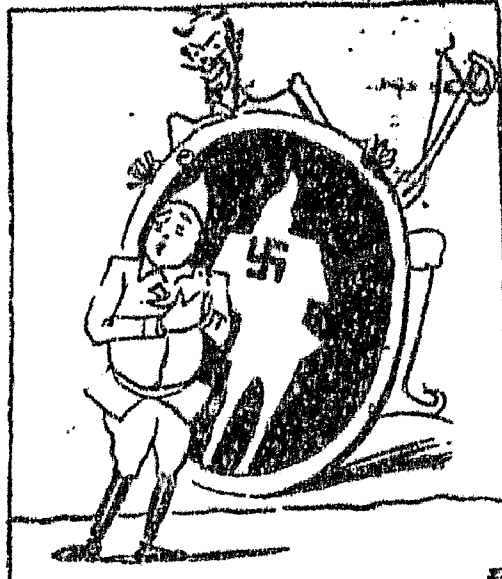
El día 4 del actual, a las tres de la tarde, cuando marchaba en coche tranquilamente el jefe de Falange de Reus, Camilo Morales García, acompañado de su chófer, José Otero Longarón, y del conductor de fibraas Públicas Gilio Castañeda Morcal, fué detenido en la carretera por un grupo de guerrilleros. Los guerrilleros, después de quitarle la pistola que llevaba, y que el pánico no le permitió

utilizar, dieron muerte al jefe de Falange, que se había distinguido en la guerra civil contra los vestigios de Reus, cuando se le vio en la carretera. Sus acompañantes no fueron molestados para nada por los guerrilleros, pudiendo continuar su viaje. La noticia de la muerte del jefe de Falange ha provocado una gran alegría en la comarca de Reus; donde

era odiado por toda la población.

Ayer fueron los guerrilleros de Madrid quienes daban el ejemplo asaltando la Casa de Falange de Centro Camisón. Hoy son los guerrilleros de Cataluña quienes fijan la audacia y decisión, llevando a cabo la sangrienta operación que transcribimos. Que también los batallones falangistas y que luego existan las condiciones antes de poder dar respuesta; porque la mano vencedora y justiciera de las guerrillas no se detendrá hasta exterminar esa mala hierba que se llama Falange. En todos los frentes de la guerra, la justicia que reclama los cadáveres y los sufridos inocentes por el franquismo.

### EL ESPEJO INDISCRETO



Espana es una democracia organizada al servicio del hitlerismo.

### Un salvaje con entorchados de general

Todos los días nos llegan nuevas noticias de los límites de vergüenza al que ha llegado el terror franquista en Madrid.

Hace algún tiempo se aspidó del embajador de Ginebra que al enterarse ante el Capitán general de Madrid por la vida de un condenado a muerte. Se trataba de un

estorbo muy joven, hijo de una familia distinguida. El general Baquero le contó con absoluta seguridad y se le escuchó con placer.

«Mira usted, señor, es imposible hacer nada en el caso en que usted está interesado, pues como es imposible en España intervenir en el caso de un

### El "Mota", intrépido jefe guerrillero almeriense

Al frente de los guerrilleros de Almería hay un jefe audaz de gran talento militar. El llamado el Mota y su figura es querida y admirada por toda la provincia, haciendo extender de su zona de acción por Andalucía sólo por el hecho de haberse al principio de la guerra y sus hombres no salían de sus bases de la Sierra. Desde ellas realizaban expediciones a las Alcañices y castraban para obtener dinero, armas y ropa. Era como el se preparaban, mediante una maniobra estratégica, para acciones de mayor volumen. Y así los como desde luego como cuatro meses de actividad extendió sus actividades a la provincia entera. Hoy en el terror de autoridades, jefes falangistas y guardia civil porque aparece en los lugares donde nunca puede ser esperada.

Una de sus últimas más osadas fue la toma de Madrid de Almería. Se trata de un pueblo de importancia, cabeza de partido y por tanto donde las fuerzas militares y falangistas son numerosas. Un buen día el pueblo apareció rodeado por los guerrilleros del Mota. Era un hombre armadísimo pero con una gran fuerza física. Era también un hombre audaz. La sorpresa fue tal que nadie pudo escapar. Y en la plaza del pueblo fueron recibidos, matados en alta, cuerdas civiles falangistas y empleados del Ayuntamiento. La noticia fue difundida. Armas, municiones de la guerra civil, volantes, etc. etc. etc. de los cinco al (Pág. 4 y 5 página).

# JUAN ANTONIO

ESCUULTOR - PINOR - POETA - MUSICO

El artista Juan Antonio, nacido en 1908 en Madrid, es un hombre de letras y de arte. Su obra abarca la escultura, el pinel y la poesía. En este artículo se analiza su trayectoria artística y su compromiso social. Su poesía, marcada por el exilio, refleja una profunda reflexión sobre la condición humana y la lucha por la libertad. Sus obras pictóricas y escultóricas muestran un dominio técnico y una sensibilidad que trasciende las fronteras geográficas.

## PIETA

En el mundo actual, el dolor y la angustia se han convertido en palabras comunes. La guerra, la pobreza y la injusticia han marcado profundamente la conciencia colectiva. En este contexto, la obra "PIETA" adquiere un significado trascendental. A través de imágenes poderosas y un lenguaje poético, el autor explora los límites del sufrimiento humano y busca una forma de trascendencia. La obra invita al lector a reflexionar sobre su propia responsabilidad y sobre el destino común de la humanidad.

## DESDE LA CONCHA

# El teatro español en el exilio

Por García XILLD

El teatro español en el exilio ha sido un fenómeno complejo y multifacético. Desde la huida de los artistas tras la guerra civil, se ha desarrollado una escena teatral que busca mantener viva la tradición española mientras se adapta a los contextos culturales de los países de acogida. Este artículo examina el papel del teatro como vehículo de memoria y resistencia, así como los desafíos que enfrenta en su intento por conectar con audiencias extranjeras.

En el exilio, el teatro español ha encontrado un espacio de libertad que le permite explorar temas que en su tierra natal podrían haber sido censurados. Los autores han utilizado el teatro para criticar al régimen franquista y para reivindicar los valores democráticos. Sin embargo, también han enfrentado el riesgo de ser percibidos como "teatro de emigración", es decir, como obras que simplemente replican el pasado sin aportar nada nuevo. El desafío actual es cómo integrar la experiencia del exilio en un teatro que sea relevante para el presente.

El teatro español en el exilio ha sido un fenómeno complejo y multifacético. Desde la huida de los artistas tras la guerra civil, se ha desarrollado una escena teatral que busca mantener viva la tradición española mientras se adapta a los contextos culturales de los países de acogida. Este artículo examina el papel del teatro como vehículo de memoria y resistencia, así como los desafíos que enfrenta en su intento por conectar con audiencias extranjeras.

El teatro español en el exilio ha sido un fenómeno complejo y multifacético. Desde la huida de los artistas tras la guerra civil, se ha desarrollado una escena teatral que busca mantener viva la tradición española mientras se adapta a los contextos culturales de los países de acogida. Este artículo examina el papel del teatro como vehículo de memoria y resistencia, así como los desafíos que enfrenta en su intento por conectar con audiencias extranjeras.

El teatro español en el exilio ha sido un fenómeno complejo y multifacético. Desde la huida de los artistas tras la guerra civil, se ha desarrollado una escena teatral que busca mantener viva la tradición española mientras se adapta a los contextos culturales de los países de acogida. Este artículo examina el papel del teatro como vehículo de memoria y resistencia, así como los desafíos que enfrenta en su intento por conectar con audiencias extranjeras.

### MEDUSE

con número 3

revista de Letras Españolas Contemporáneas  
volumen de poesía

72 pagos 40 francos

TEXTOS DE:

Machado, García Lorca, J. Ramón Jiménez, Miguel Hernández, Huidobro, Alberti, Altagracia, Gabriela Mistral, Jean Cocteau, Pierre Darnaud, Verdery, Paul Hausman, Agel, Prudal Rodríguez, etc.

Adreser los comandas a:  
Imprimerie de MEDUSE  
21, rue de l'Embergue, ROZÉZ (Aveyron)

### DON QUIJOTE

contra viento y marea y agitando los números 1 y 2  
dentro de unos días se pondrá a la venta el n.º 3  
de «DON QUIJOTE»,  
publicación humorística de combate por la República.

El teatro español en el exilio ha sido un fenómeno complejo y multifacético. Desde la huida de los artistas tras la guerra civil, se ha desarrollado una escena teatral que busca mantener viva la tradición española mientras se adapta a los contextos culturales de los países de acogida. Este artículo examina el papel del teatro como vehículo de memoria y resistencia, así como los desafíos que enfrenta en su intento por conectar con audiencias extranjeras.

## CUBA se moviliza contra FRANCO

La Federación de Teatros de Cuba ha iniciado una campaña de movilización para recaudar fondos que ayuden a las víctimas de la guerra civil española. Los artistas cubanos, muchos de los cuales ya se encuentran en el exilio, están realizando obras de teatro que atraen a grandes audiencias. Este esfuerzo colectivo demuestra el profundo compromiso de Cuba con la causa de la libertad y la justicia.

La Federación de Teatros de Cuba ha iniciado una campaña de movilización para recaudar fondos que ayuden a las víctimas de la guerra civil española. Los artistas cubanos, muchos de los cuales ya se encuentran en el exilio, están realizando obras de teatro que atraen a grandes audiencias. Este esfuerzo colectivo demuestra el profundo compromiso de Cuba con la causa de la libertad y la justicia.

La Federación de Teatros de Cuba ha iniciado una campaña de movilización para recaudar fondos que ayuden a las víctimas de la guerra civil española. Los artistas cubanos, muchos de los cuales ya se encuentran en el exilio, están realizando obras de teatro que atraen a grandes audiencias. Este esfuerzo colectivo demuestra el profundo compromiso de Cuba con la causa de la libertad y la justicia.

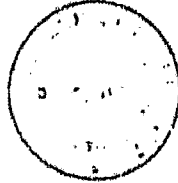
AVISO A LOS LEYTORES  
DE «DON QUIJOTE»

# U.S.O. Information



## Union Syndicale Ouvrière

Juillet - Août 1967



### AVANT-PROPOS

Il est évident qu'une stratégie syndicale ainsi que des tactiques à court terme, doivent être réfléchies, approfondies et dégagées à partir d'analyses de la réalité concrète dans laquelle l'action se réalise et par laquelle celle-ci est conditionnée.

Nous croyons qu'une vision d'ensemble de notre situation peut être utile pour mieux comprendre l'orientation et les perspectives de notre lutte.

Voici donc, la finalité de ces analyses, qui brièvement essaie de mettre en relief quelques grandes lignes de l'actualité espagnole.

### Sommaire

UNION SYNDICALE OUVRIÈRE DE LA RÉGION ESPAGNOLE.

#### NOUVELLES SYNDICALES :

- Baïpuzcoa.
- Biscaye.
- Asturies.
- Andalousie.

x

x x

## VALLESPÍR (EL)

Símbolo del socialismo español.

Partido socialista obrero español.

1945 ? - 1946 ?.

Périodicité irrégulière.

S.l. (probablement : Amélie les Bains) <sup>1</sup>.

Imprimé.

25 cm X 33 cm, 1 p.

Bulletin gratuit.

Continuation de : *El Socialista*. Organo de la Agrupación socialista de Vallespir.

CEHI : 1946 (n<sup>os</sup> 13 - 18) : V 12.

FPI : 1946 (n<sup>os</sup> 13 : 10 février, 14 : 23 février) : p. 3504.

Notice :

Journal à périodicité irrégulière qui continue *El Socialista* édité par la section socialiste du Vallespir.

## VANGUARDIA SOCIALISTA

Sans sous-titre, puis en 1976 : *Portavoz de la izquierda socialista*.

"Nous choisissons le chemin de la lutte et non celui de la conciliation" (Lénine) ; "Le devoir de tout révolutionnaire est de faire la révolution" (Fidel Castro).

Espagnol.

N<sup>o</sup> 1 (novembre 1968) - 1976 ?.

Bimestriel puis irrégulier.

S.l. puis Paris 10<sup>e</sup> (Carlos Enrique Pereira : 83 rue du Faubourg Saint Martin).

En 1976 : Villejuif (132 avenue de Satingrad).

Denise POUSSARD, directeur (1969) puis Carlos Enrique PEREIRA (1970)

*Collaborateurs* : Julio Alvarez del Vayo, Francisco Astudillo, J.L. Carvajal, Alberto Fernández, Ismael Valero...

Imprimé.

Imprimerie La Ruche ouvrière, Paris 3<sup>e</sup> (10 rue de Montmorency).

---

1. Leopoldo GARRIDO (Cuenc. 1893 - Carcassonne 1947) contribue anonymement à la publication d'*El Vallespir*. Avocat comme son père, il entre en 1911 à la Société *La Aurora*. Intervient ouvertement en faveur des ouvriers. Nommé membre du Tribunal suprême par Manuel de Irujo. Dernier procureur général de la République. Exilé, très malade, il se rend à Amélie-les-Bains, ses fils étant internés puis enrôlés au STO. Adhère à l'Agrupación del Vallespir regroupant des socialistes ayant participé à l'UNE (*El Socialista español*, n<sup>o</sup> 11, 18 janvier 1947).



21 cm X 28 cm, 8 p.

Photos.

C ZHI : 1968 (n° 1), 1969 (n° 4 : 14 avril, septembre/octobre), 1970 (janvier/février) : V 6.  
FPI : 1969 (septembre/octobre), 1970 (janvier/février), 1976 (n° 201 : mai) : p. 3221.

Notice :

Porte parole de la gauche socialiste proche de Julio Alvarez del Vayo, *Vanguardia socialista* publie des textes sur les problèmes de l'organisation révolutionnaire, les grèves de Gijón et des Asturies, la Commune asturienne, Cuba, Ho Chi Minh, Rosa Luxembourg...

## VANGUARDIA SOCIALISTA REVOLUCIONARIA

Agrupación socialista española

Espagnol.

1969 - ?.

☞

Directeurs : Alberto Fernández, Carlos Enrique Pereira...

4 avril, n° 5 : 1er mai) : P. 3221

Articles et commentaires divers, ainsi que reproduction d'articles d'autres périodiques -comme *Avance*, *La Batalla*- qui peuvent être utiles à la création du Parti socialiste révolutionnaire et à la lutte contre le franquisme.

## VERDAD (LA)

Boletín de información de la Federación 11 (Francia) del P.C.E. (m.l.).

Partido comunista español (marxista-leninista).

Proletarios de todos los países y pueblos oprimidos, unidos !

Espagnol.

N° 1 (février 1966) - 1967 ?.

Imprimé.  
21 cm X 27 cm, 2 ou 4 p.

Est supplément de : *Mundo obrero*. Organo del Comité central del PC de E (ml).

CEHI : 1966 (n° 1 : février, n° 3 : avril), 1967 (n° 1) : V 3.

Notice :

Bulletin publié en France par le Parti communiste espagnol marxiste-léniniste, mouvement pro-chinois issu notamment du PCE ; il donne des informations sur l'Espagne, le Vietnam, la question palestinienne, l'ETA.

VERDAD (LA)
-------------

**Boletín interior de la Comisión pro-congreso de todos los comunistas.**

Espagnol.

N° 1 (mars 1957) - n° 4 (mars 1958) ?.

Interdit par arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> avril 1961 (*Journal officiel* du 11 avril 1961, page 3504)<sup>2</sup>.

Correspondance et administration : Toulouse (Fernando Navarro : 47 allées de Guyenne).

*Collaborateurs* : Luis Bermejo, Vicente López Tovar <sup>3</sup>, Adriano Romero ...

Imprimé.  
Imprimerie SGI, Toulouse.  
21,5 cm X 28 cm, 4 p.

Est supplément de : *Acción socialista*.

AN : 1957 (n° 2 : juillet) : INF 937.

BN : 1957 (n° 2) : 4° Jo. 14078.

CEHI : 1957 - 1958 (n° 1 - 4 et supplément, n° du 28 février 1958) : V 3.

FPI : 1957 (n° 1 - 3), 1958 (février, n° 4 et supplément) : p. 5142.

Notice :

Bulletin créé par les dissidents communistes regroupés autour d'*Acción socialista*, dans le but de susciter la convocation d'un congrès où seraient représentés tous les communistes espagnols. Ce congrès devrait donner au parti communiste une

direction qui jouisse de la confiance des militants et des masses ... pour condamner et enlever pour toujours du parti les méthodes anticomunistes et antirévolutionnaires que quelques hommes sans scrupules ont pratiquées pendant de nombreuses années... Nous voulons que l'on ne considère pas les militants du parti comme de simples instruments de celui-ci, des machines à cotisations ou des instruments aveugles qui acceptent, plus ou moins complaisamment,

2. Même interdiction que pour *Acción socialista*, dont *La Verdad* est supplément.

3. Voir les divergences ultérieures de L. Bermejo et V. López Tovar dans : Fortunato HERNANDO VILLACAMPA, *Amical de guerrilleros españoles, su historia, 1947-1984, op. cit.*, pp. 71-79 et AN, 72 AJ 126, dossier 1.

une politique imposée, sans comprendre les effets désastreux que leur attitude entraîne pour le parti, la classe ouvrière et la libération de notre peuple<sup>4</sup>.

Dénonçant le culte de la personnalité qui règne dans le PCE, *La Verdad* rappelle l'histoire du parti en France ("Un poco de historia del PC español en Francia") où, pendant la période de la lutte contre le nazisme, les dirigeants étaient tous à Moscou; la justification de mettre les dirigeants à l'abri n'en est pas une et elle est "typiquement contre-révolutionnaire, anti-bolchevique et lâche", car "il est inadmissible de prétendre diriger la lutte clandestine à 5000 km de distance". Or, si à la libération de la France, le parti s'appuyait sur les guérilleros "avec une puissance et un prestige jamais égalé, en pleine expansion et enthousiasme", il se trouve aujourd'hui réduit à quelques milliers de militants :

les meilleurs militants ne sont plus ceux qui donnèrent tout à la lutte clandestine et ceux qui exposèrent leur vie et celle de leur famille. Maintenant, les militants d'élite sont ceux qui vendent le plus de numéros de *Mundo obrero*, bien qu'il y ait des cas avérés que ces numéros soient payés mais non vendus ...

Le congrès devra dire la vérité sur toutes les questions qui affectent le parti, la classe ouvrière et l'Espagne.

## VEU (LA) DE CATALUNYA

### Butlletí interior de Lliga catalana.

Lliga catalana.

Catalan.

1945 ? - ?.

Perpignan.

*Collaborateurs* : Salvador Pedragosa, Modest Sabaté<sup>5</sup>...

Imprimé.

Imprimerie du Midi, Perpignan.

25,5 cm X 33 cm, 4 à 8 p.

Photos.

CEHI : 1945 (2 n<sup>os</sup> non datés) : V 6.

IEC : 1945 (2 n<sup>os</sup> non datés) : P O. VEU.

Notice :

Organe des républicains de la Ligue catalane, organisés autour d'un membre de son Conseil de direction, Felip de Solà Carizares, ex-député de Barcelone. Le premier numéro est entièrement consacré à un compte rendu d'une assemblée de la Ligue à Paris (31 mars 1945 probablement) : Modest Sabaté appelle les Catalans à l'unité car les discordes ont entraîné la guerre civile et, par suite, la disparition des libertés de la Catalogne. Le second numéro, apparu certainement en septembre 1945,

4. Adriano Romero, *La Verdad*, n° 2, juillet 1957, page 4.

5. Modest SABATE, ex-secrétaire de l'Association des journalistes de Barcelone et ancien rédacteur de *La Veu de Catalunya*.

évoque la formation du gouvernement catalan et commémore le 11 septembre ainsi que le président Companys.

## VIDA NOVA

Revue trimestrielle occitane et catalane. Essais, critique, littérature, art.

Occitan. Catalan.

N° 1 (septembre 1954) - n° 58 (août 1973) ?  
Trimestrielle.

Rédaction et administration : Montpellier (Galeries Lucien Gout, 2 rue Jacques d'Aragon). A partir du n° 6 (janvier-mars 1956) : rédaction : Montpellier (2 rue de l'Ancien Courrier) et administration : Montpellier (Allée Val-Marie, Aubes).

Dr Max ROUQUETTE (Max Roqueta), directeur - gérant. Miquel Guinart, administrateur.

Délégation roussillonnaise : Gumerind Gomila, Perpignan (5 rue Pierre Ramell).

A partir du n° 53 (décembre 1971) : rédaction et administration : Montpellier (avenue Villeneuve d'Angoulême, Mas Drevon), M. Rouquette assurant toujours la direction à son adresse (Montpellier (2 rue de l'Ancien Courrier).

*Collaborateurs* : Agusti Bartra, J. M. Batista i Roca, Domènec de Bellmunt, Pere Calders, Carles Camproux, Lluís Capdevila, Ambrosi Carrión, Angel Ferrán, Miquel Ferrer, Robert Lafont, Lluís Nicolau d'Olwer, Manuel de Pedrolo, Carles Pi i Sunyer, Josep-Sebastià Pons Carles Riba <sup>6</sup>, Enric Roig i Querol, M. Sanchis Guarner, Josep Sans, Joan Sauret, Manuel Serra i Moret, Maurici Serrahima, Rafael Tasis, Joan Triadú, Ramón Xuriguera...

Patronage d'honneur <sup>7</sup> : J.M. Batista i Roca, Pere Bosch Gimpera, Josep Carner, Ambrosi Carrión, Pau Casals, Joan Coromines, Ventura Gassol, Lluís Nicolau d'Olwer, Manuel Serra i Moret, Josep Trueta.

Imprimé.

Imprimerie Paul Dehan, Montpellier. Puis : Imprimerie M<sup>o</sup>lé, Avignon (75 rue Carreterie) à partir du n° 16.

13,5 cm X 20,5 cm (n<sup>os</sup> 1, 2), 32 p., puis 15,5 cm X 22,5 cm, 52 p.

Couverture couleur.

Abonnement annuel : 500 F et le n° : 100 F. en 1954. En 1961 : 6 NF et 1,50 NF. En 1973 : 8 F. et 2 F. <sup>8</sup>.

BN : 1954 - 1973 (n<sup>os</sup> 1 - 58) (manquent n<sup>os</sup> 3 et 11) : 8° Z 34283.

IEC : 1954 - 1973 (n<sup>os</sup> 1 - 58) : P O. VID.

---

6. Carles RIBA (Barcelone, 1893 - Barcelone, 1959), écrivain, poète, traducteur, critique et professeur ; il a traduit Virgile, Homère, Walter Scott, Edgar Poe. Il est traducteur de grec pour la Fondation Bernat Metge, dont il devient directeur de 1936 à 1939 et de 1958 à sa mort. Il s'exile en France en 1939 : Avignon, Bierville, L'Isle-Adam, Bordeaux, Montpellier. Il rentre en 1943 à Barcelone, d'où il est autorisé à voyager à partir de 1959. Auteur notamment des *Elégies de Bierville* (Carles-Jordi GUARDIOLA, "Carles Riba, notes pour une biographie", *Catalònia*, n° 33, avril 1993, pp. 24-25).

7. *Vida nova*, n° 16, juillet-septembre 1958.

8. Lieux de vente en 1956 : Montpellier, Perpignan (deux librairies), Andorre, Cuba, Argentine (deux librairies), Vénézuéla, Colombie, Mexique (trois librairies), Brésil (deux librairies) (*Vida nova*, avril-juin 1956, n° 7).

**Notice :**

Revue culturelle catalane et occitane, remarquable par son contenu et sa longévité :

*Vida Nova* est une tribune ouverte à tous les vents de purification et veut être le lien et le porte-parole de tous les fils de ces terres qui forment l'arc occidental de la Méditerranée européenne.

*Vida nova* publie des nouvelles, de la poésie, des études littéraires (Rimbaud, Mistral, Jacint Verdaguer, littérature catalane et occitane, littérature contemporaine, poésie occitane), artistiques (peinture catalane, Pablo Casals, cinéma) ou philosophiques. Elle donne des échos des Jeux floraux et du festival de Prades.

<b>VIDA NUEVA</b>
-------------------

**Organo de la Federación socialista aragonesa y de la U.G.T.**

Partido socialista obrero español. Unión general de trabajadores.

Espagnol.

1951 ? - ?.

Toulouse ?

*Collaborateur* : Manuel Albar ?.

Imprimé.

16,5 cm X 21,5 cm, 4 p., papier pelure.

FPI : 1951 (juillet - août) : p. 3266.

**Notice :**

Bulletin du PSOE destiné à la clandestinité en Aragon : il donne des informations sur la province, sur l'exil et les Internationales ouvrières (Internationale socialiste, CISL)...

<b>VIDA SOCIALISTA</b>
------------------------

**Revista mensual del pensamiento socialista.**

Partido socialista obrero español.

Espagnol.

N° 1 (mars 1947) - ?.

Mensuel.

9. Beaucoup d'articles ne sont pas signés.

Rédaction : La Rochelle (10 rue Emile Racaud).  
Collaborateurs : Miguel Peydro, Pablo Toucet...

Imprimé.  
Imprimerie Rochelaise (La Rochelle, 8 rue Chef-de-Ville).  
13,5 cm X 20 cm, 64 p.  
20 F. le n°.

FPI : 1947 (n° 1) : p. 3270.

Notice :

Revue théorique socialiste publiée à La Rochelle, dont un seul numéro semble avoir paru ; il contient le programme de gouvernement écrit par Francisco Largo Caballero quelque temps après sa libération, des articles sur la lutte de classes, les modes de construction du socialisme, la Chine communiste, le gouvernement en exil.

## VIEJA GUARDIA

**Boletín de las Juventudes socialistas de España.**

Juventudes socialistas.

Espagnol.

N° 1 (juin 1939) - ?.

Camp du Barcarès ?

Dactylographié.  
21 cm X 27 cm, 9 p., papier pelure.

FPI : 1939 (n° 1)(incomplet) : p. 3274.

Notice :

Bulletin confectionné dans un camp d'internement, peut-être celui du Barcarès, par des jeunes socialistes : articles sur Pablo Iglesias, Tomás Meabe (fondateur en 1904 des Jeunesses socialistes).

## VIEJA GUARDIA

**Boletín interior de la Federación de Juventudes socialistas de España en Francia. Exclusivo para militantes.**

Juventudes socialistas.

Espagnol.

N° 1 (avril 1945) - 1946 ?.

Toulouse.

Imprimé.  
21 cm X 29,7 cm.

BN : 1946 (n°s 2, 3) : 4° Jo. 4797.  
CEHI : 1945 - 1946 (n°s 1 - 3) : V 3.  
FPI : 1946 (n°s 2, 3) : p. 3275.

Notice :

Tandis que *Renovación* est l'hebdomadaire public, *Vieja guardia* est un bulletin intérieur des JSE, destiné à "éclairer les positions politiques de notre organisation en même temps qu'elle servira de base de discussion à nos militants en vue du prochain congrès".

## VINCLE

Publicació mensual patrocinada pel Casal de Catalunya de Paris. Puis :  
Publicació mensual de l'emigració catalana a França.

Casal de Catalunya de Paris.

"Catalans... Catalunya !".

Catalan.

N° 1 (janvier 1952) - n° 35 (octobre- novembre 1956)<sup>10</sup>.  
Trimestriel puis bimestriel.

Rédaction et administration : Paris 9° (67 rue Condorcet).

Andreu CORTINES<sup>11</sup>, directeur - gérant, puis Ambrosí CARRION à partir du n° 18 (janvier 1955).

Comité de rédaction et d'administration : Josep Costa<sup>12</sup> (administrateur), Gabriel Nogués<sup>13</sup> (secrétaire de rédaction), Josep Orriols, Josep Padró, Enric Roig i Querol, Josep Sans i Arrufat, Joan Soler.

*Collaborateurs* : Joan Barat, Edmond Brazes, Albert Manent, Joan Sauret...

Ronéotypé.

21 cm X 27 cm, 10 ou 14 p.

Couverture illustrée par le peintre Ramón Arquer et le dessinateur Miquel Almirall.

10. Le Quai d'Orsay avait émis des réserves sur l'opportunité "du point de vue politique", d'autoriser *Vincle*, en raison de sa tendance nationaliste jugée séparatiste (lettre du 11 avril 1952, AN, INF 937).

11. Voir notice biographique.

12. José COSTA SALVATELLA, né en 1920, comptable en 1952 (AN, INF 937).

13. Voir notice biographique.

Tirage : 600 exemplaires en 1952 (dont une centaine envoyée en Amérique)<sup>14</sup>, 500 en 1954<sup>15</sup>.

Abonnement annuel : 500 F., 25 F. le n° en 1952, 50 F. en 1953.

AN : 1952 (n° 1), 1953 (n° 5 : janvier) : INF 937.

CEHI : 1952 - 1956 (n° 1 - 35) : V 7.

IEC : 1956 (n° 32, 35) : P O. VIN.

Notice :

*Vinçle* est créé comme organe du Casal de Catalunya de Paris mais ce dernier connaît très vite des difficultés pour assurer son financement ; les ressources proviennent d'un pourcentage des cotisations versées par les adhérents<sup>16</sup> et d'une part des bénéfices réalisés pendant les fêtes organisées par le Casal. Aussi, un contrat est-il signé entre *Vinçle* et le Casal de Catalunya le 14 janvier 1953 : le bulletin est destiné plus largement à l'émigration catalane en France et si le Casal de Paris continue à lui fournir sa caution morale et sa raison sociale, il ne lui apporte plus un soutien économique, la direction du journal devant assumer le déficit des quatre premiers numéros et chercher des abonnements et les moyens financiers indispensables pour assurer la régularité de la publication<sup>17</sup>.

Publication culturelle ouverte à tous les Catalans, *Vinçle* pense que "les intérêts de la Catalogne demandent que la présence active des Catalans en France continue à être mise en relief" et proclame "sa fidélité aux principes internationaux de défense des libertés des hommes et des peuples et sa foi dans le destin national de la Catalogne".

Les rubriques sont consacrées à l'histoire ("Pages du passé"), à la langue catalane ("Conseils de catalan"), aux activités du Casal ("Casal de Catalunya de Paris" et "Commission des fêtes"), au sport (organisation de deux équipes de football), à des informations diverses sur les Catalans ("D'un mois à l'autre", "Activités catalanes en France"). Les Jeux floraux de la langue catalane occupent une place notable<sup>18</sup>, ainsi que les poèmes, les critiques de livres, des articles sur la littérature et les deux rubriques "La langue" et "Chronique de Barcelone".

## VOLUNTAD

Boletín juvenil de estudios de la local de la F.I.J.L. de Orléans.

Federación ibérica de las juventudes libertarias.

Español.

1947 - 1949 ?.

Périodicité inconnue.

14. AN, INF 937.

15. AN, INF 936.

16. En juin 1952, il y a 250 adhérents, dont 150 paient régulièrement leurs cotisations (Conseils du Casal de Catalunya de Paris des 17 et 25 juin 1952 : information communiquée par Phyrné Figenet).

17. Bureau du 8 octobre 1952, *ibid.*

18. Ainsi, le n° 5 de 1953 est-il entièrement consacré à ceux de Toulouse de 1952 et publie-t-il les poèmes qui y ont obtenu des prix (Fleur naturelle, Eglantine d'or, Violette d'or et d'argent).



Rédaction : Orléans (J. Anguita, 119 rue de Bourgogne).  
Collaborateurs : F. Gracia, A. Marquez ...

Ronéotypé.  
21 cm X 27 cm, 8 p.

BDIC : 1948 (n° 11 : octobre) (photocopie) : en cours de catalogage <sup>19</sup>.

Notice :

Bulletin édité par les jeunes libertaires d'Orléans. *Libertad*, le journal du MLE en Bretagne, signale avoir reçu le n° 3 de *Voluntad* et écrit à son propos :

Son contenu et sa présentation disent beaucoup en faveur des préoccupations de formation de la jeunesse. Par lui, nous connaissons les activités très diverses de l'Ateneo libertaire qui a été créé <sup>20</sup>.

## VOZ DE ESPAÑA

Semanario de la democracia española. "Voix d'Espagne", hebdomadaire espagnol.

Espagnol.

N° 1 ( 15 avril 1939) - ?. Hebdomadaire.

Rédaction et administration : Paris 9° (3 rue Montholon) ; Joseph Latreille, gérant.  
Collaborateurs : Emilio Cuenca, Ginés López, José Herrera Petere...

Imprimé.  
43 cm X 59, 5 cm, 8 p.  
Imprimerie coopérative Etoile, Paris 11° (18-20 rue du Faubourg du Temple).  
Abonnement annuel : 40 F.

Continuation de : *La Voz de Madrid*.

BN : 1939 (n° 1) : Gr. fol. Jo 3177.

Notice :

*Voz de España* paraît exactement une semaine après l'interdiction de *La Voz de Madrid* ; elle indique la même adresse et la même imprimerie mais un gérant différent. Elle présente des caractéristiques identiques de format et de présentation et les mêmes rubriques que *La Voz de Madrid* : "Vie de l'emigration", "Nouvelles des réfugiés". Probablement un seul numéro paru.

19. Don de Francisco Ferrer, communiqué par Jeanine Sodigné-Loustau.  
20. *Libertad*, année III, n° 65, 20 avril 1947, p. 2.

## VOZ (LA) DE ESPAÑA

Première époque : "La voix de l'Espagne", Journal hebdomadaire. (Antes "Voz de Madrid"). Organo de la Federación de Españoles residentes en Francia. Puis : Antes "La Voz de Madrid". Boletín de información de la Federación de Españoles residentes en Francia. Puis à partir du n° 75 du 14 juin 1946 : Organo de la Federación de Españoles residentes en Francia.

Deuxième époque : Organe de acción democrática ibérica.

Federación de Españoles residentes en Francia.

"Publié sous la responsabilité du C.A.D.I. et de la Fédération des Espagnols résidant en France".

Espagnol.

N° 15 (2 février 1945) - n° 162 (septembre 1952) <sup>21</sup>.

Hebdomadaire, bimensuel à partir du n° 96 du 15 décembre 1946. Mensuel à partir du n° 110 du 29 juin 47. Puis irrégulier en 1951 et 1952.

Rédaction : Paris 19<sup>e</sup> (8 avenue Mathurin Moreau, bureau 19), puis Paris 8<sup>e</sup> (10 rue de la Pépinière), à partir du n° 63 du 22 mars 1946 : Paris 19<sup>e</sup> (8 avenue Mathurin Moreau), puis à partir du n° 130 du 9 octobre 1948 : Paris 20<sup>e</sup> (18 rue Houdart).

Pau CICERA, directeur et Eduardo Maseras, administrateur.

Paul Pouppeville, gérant.

*Collaborateurs* : Feliciano Alonso, A. Bernado, Félix Capel, Antonio Cano, Enrique Coma, Jesús Fernández, Juan García Morales <sup>22</sup>, Felipe Larena, Serafin Marín Cayre, José Muley, Pedro Recuero, Eduardo Rodriguez, Eduardo Rubio, Braulio Solsona...

Imprimé.

Imprimerie "Les Impressions techniques", Paris (56 boulevard de la Villette). Puis : Soler, Aulnay-sous-Bois et Imprimerie SPI, Paris 9<sup>e</sup>.

150 F. par an en 1945 (abonnement de soutien), 120 F. par an en 1950.

56 cm X 45,5 cm, 2 p. puis 28 cm X 42 cm, puis 28 cm X 45 cm et 38 cm X 56 cm à partir du n° 96 du 15 dec 46. 4 p.

Photos, caricatures de Quelus.

Abonnement annuel : 150 F. en 1945, 200 F en 46, puis 120 F à partir du n° 97 du 29 dec 46 ; 3F le n° en 1945, 4 puis 5 F le n° en 46, 8 F en 48, 10 F en 1950.

Continuation de : *La Voz de los Españoles* (prolonge sa numérotation).

BN : 1945 - 1952 (n<sup>os</sup> 15 - 162) : Gr. fol. Jo. 2177. L'édition quarto parue dès le lendemain de l'interdiction (DL du 23.9.52), cote 4° Jo. 9680, manque en place depuis 1962.

CEHI : 1945 (n° 17 : 16 février, n° 18 : 23 février, n° 45 : 9 novembre), 1947 (n° 118 : 25 octobre) : GV 1.

FPI : 1946 - 1951 (n<sup>os</sup> 91, 105, 107, 109, 113, 114, 147, 155) : p. 3304.

IFHS : 1945 (n° 44 : 26 octobre), 1946 (n<sup>os</sup> 81, 82, 87 - 89, 97), 1947 (n<sup>os</sup> 104 - 121 ; manquent quelques numéros), 1948 (n<sup>os</sup> 122, 125, 127), 1950 (n° 141) : 14 ASP 1837, 1954, 2031.

Notice :

21. Un arrêté ministériel du 22 septembre 1952 (*Journal officiel* des 29-30 septembre 1952), dissout la FEREF et la met en demeure de liquider ses biens en un mois (ADHG, 2692/171).

22. Juan García Morales est prêtre.

*La Voz de España* est le porte-parole de la Fédération des Espagnols résidant en France (FEREF), nouveau nom probable de la Fédération des immigrés espagnols en France<sup>23</sup>. Devenue une organisation où l'influence communiste est forte tant dans ses instances nationales que dans de nombreuses sections, la FEREF est dissoute en 1952<sup>24</sup>. *La Voz de España* vient en continuation de *La Voz de los Españoles* et prolonge sa numérotation et elle se veut également la continuatrice de *Voz de Madrid*, publiée par l'UNE pendant l'Occupation à l'intention des immigrés économiques espagnols<sup>25</sup>.

*La Voz de España* publie de nombreux articles sur l'immigration en France et le Centre d'action et de défense des immigrés ; lors de la préparation du congrès de Béziers de l'immigration espagnole (22-24 novembre 1945), *La Voz de España* souhaite que celui-ci ne soit pas seulement celui de la Fédération, mais aussi celui de tous les Espagnols résidant en France, car les problèmes à résoudre sont les mêmes pour tous<sup>26</sup>.

Il s'agit essentiellement d'un journal d'informations générales donnant des nouvelles internationales ("Jour après jour"), des informations sur la situation en Espagne ("La terreur franquiste") et des renseignements juridiques concernant les dispositions de la loi française vis-à-vis des étrangers. Une rubrique régulière "La Fédération en marche" donne des nouvelles de l'activité de la FEREF dans les divers départements où elle est implantée.

A partir du n° 96 du 15 décembre 1946, le format s'agrandit considérablement, mais l'hebdomadaire devient bimensuel. Si la structure du journal demeure inchangée dans ses grandes lignes une rubrique rarissime dans la presse de l'exil, "La Voz sportive", donne des nouvelles des clubs sportifs franco-espagnols et la culture tient une place plus grande<sup>27</sup>.

## VOZ (LA) DE LOS ESPAÑOLES

(Antes "*La Voz de Madrid*"). Organo de la Federación de Inmigrados españoles en Francia. "La voix des Espagnols", journal hebdomadaire.

Federación de los Inmigrados españoles en Francia.

"Publié sous la responsabilité de la F.I.E.F. et du C.A.D.I." 28.

N° 1 (20 octobre 1944) - n° 14 (janvier 1945).

23. Les archives consultées et les journaux ne sont pas clairs sur la question ; des rapports de police font état de la "Fédération des émigrés espagnols" en 1936 et de la "Fédération des émigrés espagnols résidant en France" en 1938, indiquant que cette dernière est alors sous influence communiste (AN, F 14721). La seconde a-t-elle absorbé la première ou la première a-t-elle changé d'appellation ? Cette seconde hypothèse serait étayée par la transformation du titre du journal de *La Voz de los Españoles* en *La Voz de España*.

24. La FEREF lance une souscription d'aide aux guérilleros de l'intérieur en 1946, la "campagne du million des guérilleros" : elle rapporte 328.718 F 50 (*La Voz de España*, n° 92 du 25 octobre 1946), et de nombreuses sections locales ou départementales organisent fêtes ou tombolas à leur profit.

25. Le président du Comité national en est Feliciano Alonso en 1945 ; Eduardo Rodríguez lui succédera en 1946.

26. "Residentes ? porqué no ?", *La Voz de España*, année II, n° 44, 26 octobre 1945.

27. Etudes sur des écrivains, articles historiques (souvent signés par Manuel Tuñón de Lara) et critiques cinématographiques.

28. Le n° 2 appelle à un grand meeting organisé par le CAD I, le 28 octobre 1944 à la Mutualité, avec Emmanuel d'Astier de la Vigerie -ex-ministre, membre du CNR-, Albert Bayet -du Parti radical, président de la Fédération nationale de la presse française-, Florimond Bonte -député, mbre du CC du FCF-, le RP Carrière -vice-président de l'Assemblée consultative-, Julien Racamond -secrétaire de la CGT- et Daniel Mayer -mbre du CNR, secrétaire général du PS.

Hebdomadaire.

Rédaction et administration : Paris 8<sup>e</sup> (10 rue de la Pépinière) puis Paris 19<sup>e</sup> (8 avenue Mathurin-Moreau, bureau 19).

Paul Fouppeville, gérant.

*Collaborateurs* : Feliciano Alonso, Domingo González...

Imprimé.

Imprimerie SPI, Paris 9<sup>e</sup>, puis à partir du n<sup>o</sup> 6 (1er décembre 1944) : Imprimerie Les Impressions techniques, Paris 19<sup>e</sup>.

45 cm X 56 cm. 2 p.

Photos, caricatures (de Quelus surtout..)

Abonnement annuel : 150 F., 3 F. le n<sup>o</sup> en 1945.

Continuation de : *La Voz de Madrid*.

Devenu: *La Voz de España*.

BN : 1944 - 1945 (n<sup>os</sup> 1 - 14) : Gr. fol. Jo. 2177.

CEHI : 1944 (n<sup>o</sup> 2 : 27 octobre) : GV 1.

FPI : 1944 (n<sup>o</sup> 7 : 8 décembre) : p. 3311.

IFHS : 1945 (n<sup>o</sup> 12 : 12 janvier) : 14 ASP 2078.

Notice :

*La Voz de los Españoles* est le porte-parole de la la Fédération des immigrés espagnols en France, association créée en 1936 dans le but "d'assurer la défense juridique et sociale des Espagnols résidant en France" et de "travailler au rapprochement franco-espagnol" <sup>29</sup>. Après la dissolution de celle-ci en octobre 1939, c'est l'UNE qui fait paraître *La Voz de Madrid* dans la clandestinité à l'intention des émigrés économiques et la Fédération se reconstitue après la Libération <sup>30</sup>. La Fédération participe activement à la préparation du congrès du CADI et le journal marque son espérance que 1945 sera l'année de la victoire définitive sur le fascisme. Les rubriques régulières sont : "La Fédération en marche", "Voix amies", "Nouvelles", "Les femmes en action".

## VOZ (LA) DE LOS ESPAÑOLES

Organe central de la Fédération des immigrés espagnols en France.

Espagnol. Catalan. Basque.

1939 - ?.

Hebdomadaire.

Rédaction et administration : Paris 19<sup>e</sup> (8 avenue Mathurin Moreau).

André Poulet, gérant.

Imprimé.

Imprimerie Coopérative Etoile, Paris 11<sup>e</sup> (18-20 Fbg du Temple).

38 cm X 54 cm, 8 p.

29. AMI, 89/31 MI 6 et /... , F 14721.

30. *La Voz de los Españoles*, n<sup>o</sup> 1, 20 octobre 1944.

Caricatures.  
1 F. le n°.

CEHI : 1939 (n° 14 : 26 août 1939) : GV 1.

Notice :

Publication éditée par le PCE sous couvert de la Fédération des immigrés espagnols ; la page en catalan est rédigée par le PSUC <sup>31</sup>. Articles sur la terreur en Espagne et sur l'URSS.

### VOZ (LA) DE LOS OLVIDADOS

**Bulletin d'information de l'Association d'anciens combattants et victimes de guerre de la République espagnole.**

Association d'anciens combattants et victimes de guerre de la République espagnole.

Espagnol. Français.

1982 -  
Périodicité irrégulière.

Perpignan, 2 rue Michel Torrent.

Joséphine CARRASCO, administrateur ; Luis ROMERO, rédacteur en chef ; Narcisse FALGUERA, secrétaire de rédaction. André ANGULO et Lisa LEBOURNOT-PALACIOS, adjoints au rédacteur en chef.

*Collaborateurs* : José Ascencio, Millian Bielsa, Mariano Brufau, Juan Carrasco, Luis García, Martiel Mayans, Richard Pascual...

Imprimé.  
21 cm X 29,7 cm, 22 p.  
Photos, dessins.

BDIC : 1990 (n° 18 : juin) : en cours de catalogage.

Notice :

*La Voz de los Olvidados*, organe de l'Association d'anciens combattants et victimes de guerre de la République espagnole, constituée en avril 1982 <sup>32</sup> et dont le siège est à la Mairie du Boulou -Pyrénées-Orientales-, paraît toujours à la fin de l'année 1990. Avec des correspondants à Paris, Barcelone, Toulouse, Marseille, le journal est le porte-parole à la fois des anciens combattants de la République espagnole -qui ont pour beaucoup rejoint la Résistance française- et des victimes de la répression franquiste qui ont parfois connu de longues années de détention.

31. *Edicions del P.S.U. a França des de la perdua de Catalunya fins al 19 de juliol 1939* (ACCPCE).

32. Publication au *Journal Officiel* du 21 avril 1982.

## VOZ DE MADRID

Première époque : Voix de Madrid. Hebdomadaire espagnol. Semanario de información y orientación de la ayuda a la democracia española.

Deuxième époque : Organo de los inmigrados económicos españoles en Francia.  
Puis : Organo de la Federación de los emigrados españoles de la Zona Norte de Francia.

Deuxième époque : Federación de los emigrados españoles de la Zona Norte de Francia.  
Espagnol.

Première époque : n° 1 (18 juillet 1938) - n° 39 (8 avril 1939).

Hebdomadaire.

Interdite le 6 avril 1939 <sup>33</sup>.

Deuxième époque : zone Sud : n° 1 (avril 1944) - ? ; zone Nord : n° 1 (août 1944) - ?.

Périodicité inconnue.

Première époque : Paris 9<sup>e</sup> (3 rue Montholon).

Etienne Chauvain, gérant.

Comité de rédaction : Antonio Machado, José Bergamín, Eugenio Imaz, Félix Pita Rodríguez, Luis Lacasa, Juan Larrea, Ramón Sender;

Liste des collaborateurs <sup>34</sup> : Dámaso Alonso, José María Aguilar; <sup>35</sup>, Amado Alonso, Rafael Alberti, Manuel Altolaguirre, César Arconada, Vicente Aleixandre, L. Bagaría, A. Balbuena Prat, Manuel Benavides, Américo Castro, Roberto Castrovido, Corpus Barga, Alejandro Casona, Alfonso Castelao, Guillermo Díaz Plaja, E. Díez Canedo, Ricardo de Orueta, Juan de la Encina, Juan José Domenchina, León Felipe; César Falcón, Elena Fortún, José Gaos <sup>36</sup>, Bosch Gimpera <sup>37</sup>, G. García Maroto, Pedro Garffas, Ventura Gassol, Nicolás Guillén; Raúl González Tuñón; Miguel Hernández José Herrera Petere, Rodolfo Halffter, María Teresa León, Angel Lázaro, Agustín Millares, José F. Montesinos, Paulino Massip, Maruja Mallo, José Moreno Villa, Carlos Montilla, Juan Marinello, José Mancisidor, Pablo Neruda, Tomás Navarro Tomás, Lino Novás Calvo, Margarita Nelken, Andrés Ovejero, Angel Ossorio y Gallardo, Juan Planelles, Pablo Picasso, Emilio Prados, Carlos Pellicer, B. Pérez Casas, Octavio Paz, J. Pérez Rubio, Wenceslao Roces, José Renau, Alfonso Reyes, Antonio Ruiz Vilaplana, José Serra Hunter <sup>38</sup>, M. Sánchez Arcas, José María Sbert, Arturo Serrano Plaja, Luis A. Santullano, Rafael Sánchez Ventura, Gabriel L. Trilla, Edmundo Torner, Eduardo Ugarte, Juan Vicens, Francisco Vera, Adolfo Vázquez Humasqué, Margarita Xirgu, José Xirau <sup>39</sup>, María Zambrano, Antonio Zozaya.

Collaborateurs <sup>40</sup> : Albert Bayet, José Carbó, José Díaz, Waldo Frank, Ernest Hemingway, Eugenio Imaz, David Lloyd George, Ogier Preteceille, José María Quiroga Plá, Gustav Regler, Delia Toral ....

Deuxième époque : s.l.

Imprimé.

Première époque : Imprimerie coopérative Etoile, Paris 11<sup>e</sup> (18-20 Faubourg du Temple).

33. AN, F7 14738.

34. Telle qu'elle apparaît dans le n° 1 (noms des intellectuels ayant donné leur accord pour participer à *Voz de Madrid*).

35. Doyen de la Faculté des Lettres de Madrid.

36. Recteur de l'Université de Madrid.

37. Recteur de l'Université de Barcelone.

38. Président de l'Alliance des intellectuels de Barcelone.

39. Doyen de la Faculté des Lettres de Barcelone.

40. Noms apparaissant dans le journal et ne figurant pas dans la liste ci-dessus.

43 cm X 60 cm, 8 p.

Photos, caricatures, dessins (de Bagaría <sup>41</sup>, Picasso, Kalders... ).  
Abonnement annuel : 40 F. en 1938 (pour la France), 1 F. le n<sup>o</sup>.

Deuxième époque :

17,5 cm X 22,5 cm, 2 p.

Diffusion clandestine.

Devenu : *Voz (La) de España. Semanario de la democracia española*. Puis : *Voz (La) de los Españoles. Organo de la Federación de inmigrados españoles en Francia*. Puis : *Voz (La) de España. Boletín de información de los Españoles residentes en Francia*.

BDIC : 1938 (n<sup>o</sup> 4) : G F<sup>o</sup> P 4795.

BN : 1938 - 1939 (n<sup>os</sup> 1 - 39) : Gr. fol. Jo. 2176 /77.

1944 (avril : n<sup>o</sup> 1) [zone Sud], 1944 (août : n<sup>o</sup> 1) [zone Nord] : Rés. G. 1472 (31) (Esp. 8).

FPI : 1944 (août et n<sup>o</sup> 4) : p. 3315.

IFHS : 1938 (n<sup>o</sup> 7) : 14 ASP 1777.

IISG : 1938 (n<sup>os</sup> 1, 4, 5), 1939 (n<sup>o</sup> 38) : Sp. Paris. Diversen.

Notice :

*Voz de Madrid* apparaît symboliquement à Paris le 18 juillet 1938 et s'adresse particulièrement aux Espagnols émigrés ou installés hors d'Espagne afin de les associer à la lutte pour la défense du "seul ordre et de la seule réalité légitimes : ceux de la République démocratique" ; bien qu'elle ne se veuille l'organe d'aucun parti ni même du Front populaire, elle tend cependant

agir dans la perspective de la défense de la République espagnole, faisant siennes les consignes du gouvernement de Front populaire <sup>42</sup>.

Son comité de rédaction et la liste de ses collaborateurs sont composés d'une pléiade d'intellectuels prestigieux. Jusqu'à la fin de la guerre civile, *Voz de Madrid* donne des informations sur le front, sur les colonies d'enfants réfugiés, publie des déclarations de ministres en exercice, organise la solidarité des émigrés espagnols envers la République, sans que la culture soit absente (poèmes, contes, reproduction de peintures faites en solidarité avec l'Espagne républicaine : *Guernica* de Picasso, timbre de Miró ...). Une série d'articles se penche sur les conditions de vie des Espagnols vivant en France et leur action en faveur de la République ; les mémoires d'un ancien délégué à la propagande de Queipo de Llano, Antonio Bahamonde, paraissent en feuilleton. Les rubriques principales sont : "Entre deux bombardements", "Notes politiques", "Il y a maintenant un an", "Il y a maintenant deux ans", "De notre presse".

Avec la fin de la guerre civile, tout en stigmatisant le Conseil de Défense de Madrid de Casado, *Voz de Madrid* s'intéresse au sort des réfugiés : elle organise la solidarité matérielle, publie des avis de recherche et s'insurge contre les retours forcés.

*Voz de Madrid* reparait clandestinement, après plusieurs années d'interruption, d'abord en avril 1944, dans la zone Sud, puis en août 1944, dans la zone Nord.

Silencieuse pendant quatre ans, *Voz de Madrid* réapparaît dans le but de renouer avec sa tâche d'orientation et d'organisation des Espagnols immigrés en France et de les emmener au combat pour la défense de leurs intérêts, ... de leurs droits et ... de leurs libertés <sup>43</sup>.

*Voz de Madrid* appelle les Espagnols à aider, au sein de l'UNE, le peuple français à reconquérir sa liberté.

41. Luis BAGARIA, longtemps caricaturiste à *El Sol*, est caricaturiste à *La Vanguardia* ; l'un des ses fils, également dessinateur politique, a été tué sur le front d'Aragon. Une exposition des dessins de Luis Bagaría s'est tenue à l'été 1938 à la galerie Jeanne Castel, avenue Maignon (*Voz de Madrid*, n<sup>o</sup> 4, 6 août 1938, p. 3).

42. *Voz de Madrid*, n<sup>o</sup> 1, 18 juillet 1938.

43. *Voz de Madrid*, n<sup>o</sup> 1, avril 1944 (zone Sud).

## VOZ DEL CAMPO

1958 ? - ?.

Interdit par arrêté ministériel du 8 juin 1959 (*Journal officiel* du 16 juin 1959, page 5927).

S.l.

Imprimé sur papier pelure.

22 cm X 31 cm, 21 cm X 27 cm et 21 cm X 29 cm, 2 p. (4 p. pour le n° extraordinaire).

FPI : 1959 (n°s 3, 4), 1961 (n° extraordinaire : mars), 1962 (n°s 4, 6), 1964 (n° 2) : p. 3318.

Notice :

Type même de publication clandestine destinée à l'Espagne, éditée selon toute vraisemblance en France, probablement par le PCE<sup>44</sup> ; *Voz del campo* continue à paraître après avoir été interdite. Le bulletin s'adresse aux paysans, formule des revendications très précises et fait un compte rendu de la grève nationale pacifique menée le 18 juin 1959 en Espagne (notamment dans la campagne andalouse et en Estrémadure).

## VOZ (LA) DEL EXILIO

Boletín de información. Editado por la Regional n° 8 del M.L.E.-C.N.T. en Francia.

Movimiento libertario español - Confederación nacional del trabajo.

Espagnol.

N° 1 (janvier 1946) - ?.

Périodicité inconnue.

Dijon.

*Collaborateurs* : Ramón Porté, Aura Rocés...

Imprimé.

Imprimerie G. Belvet, Dijon.

25 cm X 33 cm, 4 p.

Collection particulière (Paris) : 1946 (n° 1).

BDIC : idem : photocopies.

Notice :

Bulletin publié par le Comité régional du MLE-CNT de Dijon ; il donne des informations sur le mouvement dans les départements de la Côte d'Or, de l'Aube, de l'Yonne<sup>45</sup> et de la Nièvre. Le groupe est persuadé

44. Voir l'article "l'URSS rend un nouveau service à la cause de la paix", dans le n° 4 de septembre 1959, p 1.

45. Le n° 1 de *La Voz del Exilio* indique 132 cotisations, six "cotisations féminines" (sic) pour le seul département de l'Yonne ainsi que 800 affiliés pour l'ensemble de la région.



au seuil de la septième année d'exil ... [que] les jours du fascisme espagnol sont comptés... Franco et la phalange sont condamnés à mort par le peuple qui, une fois évanouies ses espérances en l'aide extérieure, se dispose à intensifier la lutte en Espagne, dont l'issue sera la reconquête de notre pays pour la liberté et la justice.

Le bulletin surgit après la scission de la CNT et affirme qu'"il ne connaît d'autre Comité national du mouvement confédéral et libertaire en France que celui surgi du Congrès de Paris" ; il espère cependant voir revenir le temps où la

sérénité guidait les discussions et [où] celles-ci se déroulaient dans une ambiance respectueuse... [car] toujours il y eut dans le ML, comme au sein de la CNT, des interprétations diverses.

## VOZ (LA) DEL MUTILADO

**Boletín interior de la Liga de mutilados e invalidos de la guerra de España en el exilio.**

Ligue des mutilés et invalides de la guerre d'Espagne en exil .

Espagnol.

N° 1 (19 juillet 1947) - n° 6 (1948).

Périodicité inconnue.

Rédaction : Paris 10<sup>e</sup> (33 rue Grange aux Belles).

*Collaborateurs* : Asensio Alias, P. Manase, Antonio Trabal, Manuel Villasol ...

Imprimé.

Imprimerie SPI, Paris 9<sup>e</sup>.

38 cm X 49 cm, 4 p.

Caricatures.

BN : 1947 - 1948 (n<sup>os</sup> 1 - 6) : Gr. fol. Jo. 5067.

CEHI : 1947 (n<sup>os</sup> 3, 4), 1948 (n<sup>o</sup> 5) : GV 1.

FPI : 1947 (n<sup>o</sup> 2) : p. 3320.

IFHS : 1947 (n<sup>o</sup> 2 : 30 août) : 14 ASP 1954.

**Notice :**

Journal de la Ligue des mutilés de la guerre d'Espagne qui regroupe dans l'exil, en 1947, 2.250 invalides, *La Voz del mutilado* exprime les aspirations de ceux qui vivent leur exil de façon doublement douloureuse, dans des conditions matérielles souvent précaires ; il demande que les détenteurs du Trésor espagnol pensent à soulager les difficultés des mutilés <sup>46</sup> mais s'il narre -sous forme de nouvelle- des impressions d'hôpital, le bulletin présente la situation des mutilés -aux dires d'un lecteur affilié à la Ligue- "sans exagérations truculentes à la Edgar Poë". Le journal s'intéresse aussi à l'Espagne qui est une "immense prison".

---

46. Antonio TRABAL, "Esperanzas y realidades", *La Voz del mutilado*, année I, n° 2, 30 août 1947.

## YUNQUE

Boletín de información del Grupo socialista obrero español y portavoz de la U.G.T. de la Gironde.

Partido socialista obrero español. Unión general de trabajadores.

Nº 1 (14 avril 1945) - ?.

Rédaction et administration : Bordeaux (SFIO : 125 rue d'Arès).

Collaborateurs : Trifón Gómez San José, Lorenzo López Molero, José Nogueira, Virgilio Pierna...

Imprimé.

Imprimerie René Samie puis Imprimerie E. Drouillard, Bordeaux.

24,5 cm X 32 cm, 4 p.

FPI : 1945 (nº 1 - 6) : p. 3. 51.

Notice :

*Yunque* qui signifie "l'enclume" est le bulletin du groupe socialiste de la Gironde : il fournit des informations sur le PSOE et l'UGT au niveau national et régional.

## YUNQUE

Revista doctrinal. P.S.O.E. - U.G.T. - J.S.E.

Partido socialista obrero español. Unión general de trabajadores. Juventudes socialistas de España.

Nº 1 (1973 ?) - ?.

Rédaction : Paris 15º (PSOE : 31 rue du Général Beuret).

Collaborateurs : Julián Gorkin, Macrino Suarez...

Ronéotypé.

21 cm X 29 cm, 18 et 20 p.

FPI : 1973 (nº non daté), 1974 (nº 2) : p. 3352.

Notice :

Bulletin de discussion du PSOE, où peuvent s'exprimer des auteurs dont les conclusions ne coïncident pas forcément avec celles de l'organisation <sup>47</sup>. Le second

---

47. Dans le premier numéro : Julián Gorkin, "L'Espagne, l'Europe, le Moyen Orient et le socialisme" et de Macrino Suarez : "L'Espagne en marge de la CEE ?".

numéro, en septembre 1974, est entièrement consacré au Chili, un an après le coup d'Etat du général Pinochet.

## ZUMBON (EL)

Zumbará bien quién zumbé como yo zumbo <sup>48</sup>.

N° 1 (17 juillet 1966) - ?.

S.l.

Imprimé.

Imprimerie : SGI, Toulouse.

24 cm X 32 cm, 4 p.

Caricatures.

Est supplément de : *Espoir*.

AN : 1966 (n° 1 : supplément au n° 237 d' *Espoir*, du 17 juillet) : INF 937.

Notice :

Supplément humoristique d'*Espoir*, où "tous les dessins sont en français, les légendes seules sont en espagnol" ; l'on y tourne en dérision aussi bien les relations Moscou-Madrid que les élections syndicales en Espagne ou la nouvelle loi de presse.

## ZUTIK

Organo del Biltzar tipia de Euskadi ta azkatasuna (E.T.A.). Puis : Organo del Comité central de E.T.A. (VI). Puis : Organo de la Dirección unificada de Euskadi de E.T.A. (VI)-LCR. Puis : LKlren Komite nazionalaren agerkaría. Puis : Periódico semanal LKl.

Euzkadi ta azkatasuna.

Espagnol.

1962 ? - 1975 ?.

Irrégulier puis hebdomadaire.

S.l.

Offset ou ronéotypé.

16,5 cm X 25 cm, puis 21 cm X 28 cm, 20 ou 24 p.

48. Jeux de mots du titre et du sous-titre. Zumbar : battre, détruire, se moquer. Zumbón : moqueur, destructeur. "Battrá bien celui qui battrá comme moi". Plutôt : "Se moquera bien celui qui se moquera comme moi".

BDIC : 1971 (n<sup>os</sup> 52, 53), 1976 (n<sup>o</sup> 56), 1974 (n<sup>os</sup> 62, 64, 65), 1975 (n<sup>os</sup> 68, 73) : 4<sup>a</sup> P 11039 et F<sup>o</sup> P 4243.

Notice :

Bulletin de l'ETA, dont le titre signifie "Debout !", édité dans divers lieux de la Péninsule et en France (Bilbao, Guipúzcoa, Alava, Bayonne, Toulouse...) en fonction des lieux de résidence et d'activité de ses responsables <sup>49</sup>. Il est l'organe de l'ETA avant la scission de 1970 puis celui du groupe qui s'en sépare alors ; cette scission, marxiste-révolutionnaire, s'appellera ETA-VI<sup>e</sup> Assemblée. *Zutik* est surtout diffusé dans le Pays basque péninsulaire

ZUTIK
-------

E.T.A.-KO Biltzar ttipiaren agerpena. Edición exterior. Puis : Organo de la Dirección unificada de Euskadi de E.T.A. (VI)-L.C.R. Edición exterior.

Euzkadi ta azkatasuna.

Français.

1962 ? - 1971 ?.

Irrégulier.

Ronéotypé.

15 cm X 21 cm, 24 p.

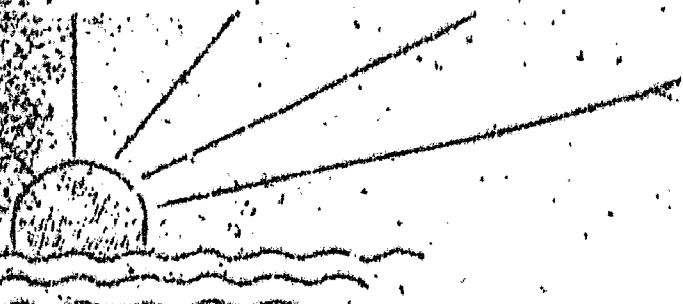
BDIC : 1971 (n<sup>o</sup> 53),

Notice :

Edition française du bulletin de l'ETA.

---

49. Pedro IBARRA, "La prensa clandestina en Euskadi bajo el franquismo", *La prensa de los siglos XIX y XX. Metodología, ideología e información. Aspectos económicos y tecnológicos*, Bilbao, Universidad del País vasco, 1986, pp. 687-711. Voir aussi : ORTZI, *Historia de Euzkadi. El nacionalismo vasco y ETA*, Paris, Ruedo ibérico, 1975, pp. 298-306 et 313-315.



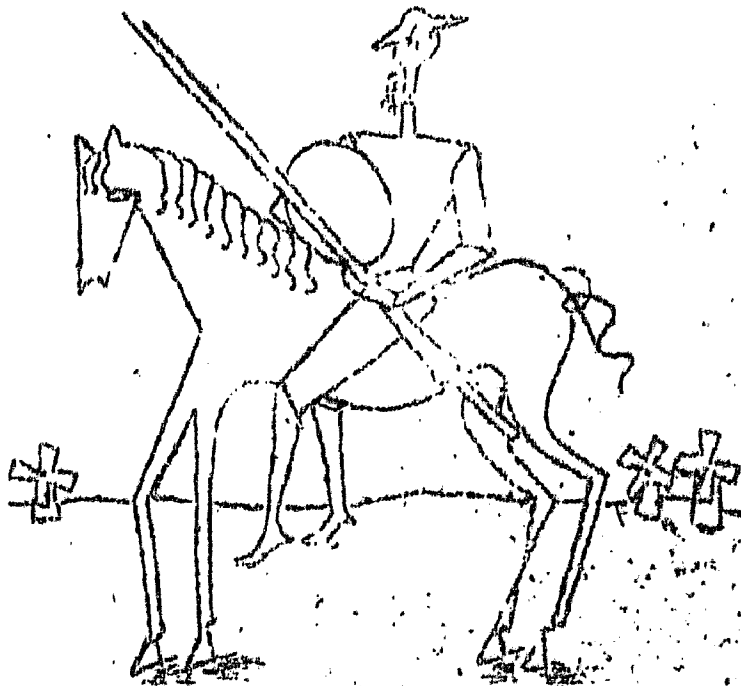
F. I. J. L.  
F. L. de Orléans

# VOLUNTAD



BOLETIN  
JUVENIL  
DE ESTUDIOS

Año 2 - Número 11  
Octubre 1948



AÑO VII - Nº 150  
**MAYO**  
1934  
Redacción y Administración  
M. SORBOUARDY, FARRAS DE  
SPAIN - FARRAS DE SPAIN

Precio: 15 francos

PUBLICACION MENSUAL

# LA VOZ DE ESPAÑA

(ANTES "VOZ DE MADRID")

Organo de la Federación de Españoles residentes en Francia

**COMPATRIOTA:**  
No olvide que  
La Voz de España  
necesita la ayuda  
permanente de  
todas sus leales

## CON GRAN ENTUSIASMO, NUESTRA COLONIA HA CONMEMORADO EL 21 ANIVERSARIO DE LA REPUBLICA ESPAÑOLA

Los 21 años conmemorados de la República que celebramos en este número no son los 21 años celebrados por nuestra Organización, que, con más fuerza y espíritu que en años anteriores, ha hecho del aniversario del 14 de Abril una fiesta de unidad antirrepública y de ayuda a nuestra patria en sus luchas por la libertad y la independencia de España. Estos años han marcado claramente que a través de la República española desde el punto de vista de la política más eficientemente la unidad de la comunidad y el mejor tipo de unión de la Colonia española en Francia, con nuestra patria.

La República española, nacida por la voluntad nacional, democráticamente expresada, fundada en una misma esperanza a nuestro pueblo y a la cultura española de una misma de la misma ideología por los valores que se arraigan en el espíritu de la cultura hispánica. Los españoles de Francia celebraron aquel 14 de Abril de 1931 como la cumbre de una etapa nueva, en la cual los independentes españoles no tenían que buscar en la independencia el punto de partida de sus aspiraciones de su país. Venían como los que más del atroz esclavitud, cultural y social de que la Monarquía había hundido a nuestra Patria, nuestra Colonia sentía la necesidad de que se restituya España a producir cambios radicales en la política del país, a fin de asegurar a todos los españoles el máximo de bienestar material y cultural.

Si en 1931 había la necesidad de producir cambios radicales en la política de nuestro país, para lo cual nuestro pueblo se pronunció democráticamente por el régimen republicano, mucho más necesarias y urgentes son hoy, y más grande amplitud y urgencia, la voluntad de España por acabar con el régimen de miseria, de terror y de guerra que, siempre al servicio de intereses egoístas y egoísta a nuestra Patria.

En una voluntad lo que han expresado con gran claridad las actas conmemorativas celebradas en este 21 aniversario de la República. La

unidad de nuestra Colonia realizada bajo los auspicios de la bandera tricolor es la unidad de los españoles contra el régimen trinitario, responsable de la miseria, la esclavitud y la venta de España.

Ha sido la unidad en forma de mantenimiento y defensa de la paz contra el fascismo franquista, responsable de miles de un millón de muertos españoles, hecho permanente de guerra civil, y peligro constante para la paz mundial.

Ha sido la unidad de los españoles contra el terror franquista, por lo defensores de los derechos humanos y de los hombres y mujeres que en nuestra patria no se resignan a vivir bajo el yugo de la tiranía de Franco, luchando sin tregua ni descanso por la libertad y la independencia de España, a pesar del bárbaro terror del régimen.

Es la unidad por la independencia nacional, responsable de los hechos contra el régimen que, tanto ayer como hoy, se ha obligado a buscar en el extranjero los apoyos que nuestra patria le exige, a cambio de la total entrega de nuestras riquezas y de nuestra territorio nacional.

Las resoluciones, clamores y encíclicas aprobadas, en favor de la más amplia unidad antirrepública; contra el candidato franquista de este régimen de guerra; para volver los ojos de todos los españoles y sus compañeros; por la paz y la independencia de nuestra patria, aprobadas en congresos de esta conmemorativa, en la que el recuerdo y la esperanza de la patria hundiéndose en la guerra, evidencias que nuestra Colonia se ha hecho del aniversario del 14 de Abril una jornada de recuerdo nostálgico, una un camino de incrementar su acción para ser más útil en la ayuda a nuestra patria que trabaja tenazmente por el adelantamiento de este 14 de Abril.

Estos actos han sido hechos de acuerdo antirrepública de nuestra Colonia de prestigio de nuestra organización por su defensa de las esperanzas de nuestro pueblo, y de unidad inquebrantable con España en sus luchas por la libertad y la paz.

### EL 14 DE ABRIL EN BURDEOS

El día de la independencia, aniversario de la patria y el aniversario de todos los pueblos de guerra, representa un momento clave de la historia.

Los actos conmemorativos en la ciudad de Burdeos, entre los que se encuentran los de la Federación de Españoles de Francia, se celebraron el día 14 de Abril.

Los actos conmemorativos en la ciudad de Burdeos, entre los que se encuentran los de la Federación de Españoles de Francia, se celebraron el día 14 de Abril.

### Jornada de unión antirrepública en el Isère

En el día de ayer, la Colonia española de Burdeos se ha celebrado con gran entusiasmo el aniversario del 14 de Abril. Los actos conmemorativos se celebraron en la ciudad de Burdeos, entre los que se encuentran los de la Federación de Españoles de Francia, se celebraron el día 14 de Abril.

En esta jornada de unión antirrepública en el Isère, se celebraron los actos conmemorativos del 14 de Abril. Los actos conmemorativos se celebraron en la ciudad de Burdeos, entre los que se encuentran los de la Federación de Españoles de Francia, se celebraron el día 14 de Abril.

Confianza en la República y en la F.E.P.E.F. En estos días que por la guerra española de este departamento se ha iniciado un período de desconfianza, más allá de la confianza por su personalidad, para nuestra organización departamental que debe mantenerse en la línea de la unidad y la independencia, representando y dando representación por el departamento de Burdeos y la República.

# LA VOZ DE LOS CIUDADANOS

Nº 18 JUNIO 1990

BULLETIN D'INFORMATION DE L'ASSOCIATION  
D'ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE  
DE LA REPUBLIQUE ESPAGNOLE

(L.O. du 21 Avril 1982)

Siege : Mairie du Boulou - 66160 La Boulonn.



Julián ZUGAZAGOTIA



Jesús LARRANAGA



Joan PEIRO

1940

Année de l'apogée du  
nazi-fascisme franquiste

Franco fut extradité en Espagne  
des responsables républicains  
exilés en France.  
Ils seront jugés, condamnés  
à mort et exécutés pour

REBELLION MILITAIRE

Parmi eux, ces quatre hommes :  
le Président de la Generalitat,  
deux ministres et un dirigeant  
politique basque.  
Pour eux et toutes les victimes  
de la barbarie franquiste.

REHABILITATION



Luis COMPANYYS

# VOZ DE MADRID

NU

## COMITE DE REDACCION

Antonio Machado - José Bergamín - Eugenio Imaz - Félix Pita Rodríguez - Luis Lasa - Juan Larrea - Ramón Sender

## COLABORADORES

Dámaso Alonso - José María Aguilar, decano de la Facultad de Letras de Madrid - Amado Alonso - Rafael Alberti - Manuel Altolaguirre - César Arconada - Vicente Alexandra - L. Bagaría - A. Balbuena Prat - Manuel Benavides - América Castro - Roberto Castrovidal - Carpus Barga - Alejandro Casona - Alfonso Costalós - Guillerino Díaz Pla - E. Díaz Canedo - Ricardo de Orueta - Juan de la Encina - Juan José Domenchina - León Felipe - César Falcón - Elena Fortún - José Gasca, rector de la Universidad de Madrid - Bosch Gimpera, rector de la Universidad de Barcelona - G. García Maroto - Pedro García - Ventura Gasol - Nicolás Guillén - Raúl González Tuñón - Miguel Hernández - José Herrero Patera - Rodolfo Halffter - María Teresa León - Angel Lázaro - Agustín Millares - José F. Montesinos - Paulino Massip - Maruja Mallá - José Moreno Villa - Carlos Montilla - Juan Marinello - José Mancisidor - Pablo Neruda - Tomás Nararro - Tomás Lino Novás - Calvo - Margarita Nelken - Andrés Ovejero - Angel Ossorio y Gallardo - Juan Planellas - Pablo Picasso - Emilio Prados - Carlos Pellicer - B. Pérez Gassó - Octavio Paz - J. Pérez Rubio - Wenceslao Rocas - José Renau - Alfonso Reyes - Antonio Ruiz Vilaplana - José Serra Hunter, presidente de la Alianza de Intelectuales de Barcelona - M. Sánchez Arce - José María Sbert - Arturo Serrano Pla - Luis A. Santullano - Rafael Sánchez Varea - Gabriel L. Trilla - Edmundo Torres - Eduardo Ugarte - Juan Vicente - Francisco Vazquez - Adolfo Vázquez-Humasquá - Margarita Xirgu - José Xirgu, decano de la Facultad de Letras de Barcelona - María Zambrano - Antonio Zozaya y otras personalidades que han sido consultados y cuyo consentimiento esperamos

## PRECIOS DE SUSCRIPCION

	3 meses	6 meses	Un año
Francia y Colonias	12 fr.	20 fr.	40 fr.
Estados Unidos	2 \$	3 \$	6 \$
Méjico, Centroamérica y Suramérica	2 \$	3 \$	6 \$
Otros países extranjeros	24 fr.	40 fr.	80 fr.

DIRIGIR LAS SUSCRIPCIONES A:

M. Etienne Chauvain. — 3, rue de Montcalm. — PARIS-9.

Ca  
cam  
zur  
mas  
les  
A  
una  
que  
huel  
(Do

Ro  
com  
raz,  
el  
que  
algo  
tran  
con  
men  
por  
fict  
gistr  
dal  
asir  
vest  
ning  
baja  
mill  
les  
yan  
mies  
nera  
nant  
trab  
a l  
tanc  
res  
con  
dos  
sufre





# La Voz del Exilio

Nº 1

AÑO 1º

BOLETIN DE INFORMACION



EDITADO por la

Nº 8 del M. L. E. - C. N. T. en Francia

DIJON

## PORTICO

Estamos a la entrada de nuestro séptimo año en Francia en calidad de exiliados, de vencidos temporales en nuestra lucha contra la coalición fascista que formaron el "no parti combattants". Siete años de "saludables" días sin fin que no han tenido más virtud que la de acrecentar nuestras esperanzas, siempre patentes, de ver llegado el momento de volver a demostrar al mundo que nuestro pueblo es como como el que más para vivir en libertad, y que sabe conseguirlo.

Acercamos nos a los últimos momentos de un juego en el que millones de españoles que dentro y fuera de España han continuado dando las más valerosas pruebas de disconformidad y humareda, que siguen su trabajo peralante sacobando los elementos en que descansaba el régimen de terror que ensanguinó nuestro pueblo siete años preparando el terreno para dar el golpe definitivo o Franco y a Falange, dejando a través de las días y de las luchas gloriosas de su carne, viendo como desaparecía para la eternidad muchos de sus mejores y más estimados valores, y viendo también, como cada día que pasa, vienen a incorporarse a las filas de la revolución caiva de otros de nuestros "no parti combattants".

En este momento que nos toca pensar y actuar en su justo valor la grandiosidad de nuestra causa, su nobleza, su fondo humano.

Se va a cumplir nuestro séptimo año de exilio pensando, como en los primeros días que después de nuestra derrota, en las nostálgicas horas de los campos de concentración, nos acordábamos angustiados de la situación en que de hecho nos víamos situados.

Cada hombre era una opinión, y difícilmente se encontraban opiniones que fuesen compartidas a por pequeños grupos. Todas veían al director de la misma cuestión como la corporación alrededor de la cual, cuando nosotros los que se quemaban sus alas en su incierto volar. Las posibilidades, de las más posibilidades a las más utópicas, eran discutidas por sus amigos con calor y hasta con fe. Entre las muchas corrientes de opinión que se barajaban, tendían a situar nuestra condición de vencidos, y hasta determinar el tiempo que nuestro calvario, que acababa por toda, por que en realidad era la que más posibilidades de éxito nos ofrecía, ya que está

dependía de nuestros propios factores, de nuestra propia acción, y en la que en realidad podíamos ser factores determinantes. Franco durará en el poder que hoy le da la ayuda prestada por Hitler y Mussolini y la posibilidad de los países democráticos, hasta que el pueblo español que no tiene nada de común con el fascismo y esa otra parte que ha podido pasar las fronteras para en condiciones de resanar la lucha.

Y así llegamos a este séptimo año, con el triunfo de aquella opinión que a partir de aquella fecha ha vivido constantemente en nosotros todas, y que es este momento se convierte en palpitante realidad.

Y nos acercamos al período por donde ha de penetrar este séptimo año, convencidos de que los días del fascismo español están contados, por que en la conciencia del pueblo español se aviva de día en día la llama que amenaza, destructora, con terminar con todo lo existente. Franco y Falange están condenados a muerte por el pueblo que, desvanecidas sus esperanzas en la ayuda ajena, se dispone a intensificar la lucha en España, cuyo final será el de la libertad y la justicia.

### DEL YONNE

#### EN LA COMARCA DE MEZILLE

Los compañeros de la COMARCA DE MEZILLE reaccionaron a entusiásticamente ante la intención de creación de un comité de libertades, ya que, de sus causas, se casan ante la actitud digna y noble de nuestros compañeros, que a través de nuestro C.E. al cual sigue la militancia de la Comarca, y que en sus primeros acuerdos determinan su adhesión al C.N.T. del M.L.E.-C.N.T. Ten Francia surtido del Congreso de Federaciones Locales celebrado en París, reafirmando en su día su adhesión en el momento.

La crisis no afecta más que a los hermanos Pico los cuales se separan voluntariamente del Movimiento.

Para toda correspondencia al compañero MIGUEL THAVESSET, nuevo Secretario del C.E. de AUX JACQUETTES, MEZILLE (Yonne).

#### Federación Local de CHYROLLES

Los compañeros de CHYROLLES han hecho entrega a este C.E. de la cantidad de 1.500 fr. destinadas a subsidios PRO-ESPANA, con el fin de ayudar a nuestros compañeros en su lucha contra Franco y Falange.

El recaudador de las cantidades destinadas a España es el C.D. PABLO YGUAL.

### EN EL DEPARTAMENTO DEL AUBE

En el Departamento del AUBE, y bajo la presidencia del compañero Félix, Secretario accidental del C.E., ha tenido lugar, en el local de la Bolsa del Trabajo de TROYES el día 16 de diciembre, domingo, un Pleno departamental de toda la militancia confederal y libertaria.

El ORDEN DEL DIA presentado por el C.D. fue discutido en un magnífico ambiente de cordialidad y comprensión, propio de quien, dilata perfecta cuenta de lo difícil de la situación creada al M.L.E. y el M.L.A. ante el hecho de la rescisión procedida de manera irresponsable en su seno, no está dispuesto a sucumbir y hacer responsable de la disgregación de fuerzas de la única esperanza para el proletariado español como la sea la C.N.T. y el M.L.

Fueron leídas las actas del Pleno Nacional de Locales y Comarcas celebrado en NEVERS durante los días 17, 18 y 19 del pasado noviembre, siendo aprobada por unanimidad la gestión de los compañeros SANCHEZ y MARCELLAN, felicitados por la militancia del Departamento al mismo.

Fueron examinadas las libretas de constatación de la sección teórica siendo aprobada la labor del compañero Félix, encargado de la misma.

Fue examinada la situación general del Movimiento siendo unánime el criterio de seguir frecuentando como único C.E. del M.L.E. en Francia el situado en el Congreso de V.F. LL. celebrado en París en Mayo próximo, y reafirmarse en los acuerdos de él emanados.

El Comité de la Federación Local de CHYROLLES, formado por los compañeros: FELIX, secretario accidental; YGUAL, secretario; y otros, han hecho entrega a este C.E. de la cantidad de 1.500 fr. destinadas a subsidios PRO-ESPANA, con el fin de ayudar a nuestros compañeros en su lucha contra Franco y Falange.

El recaudador de las cantidades destinadas a España es el C.D. PABLO YGUAL.

Finalizada la sesión y por haberse leído el acta de la sesión, se procedió a la elección de un comité de redacción para el próximo número de esta revista, quedando encargados de tal cometido los compañeros: FELIX, secretario; YGUAL, secretario; y otros.

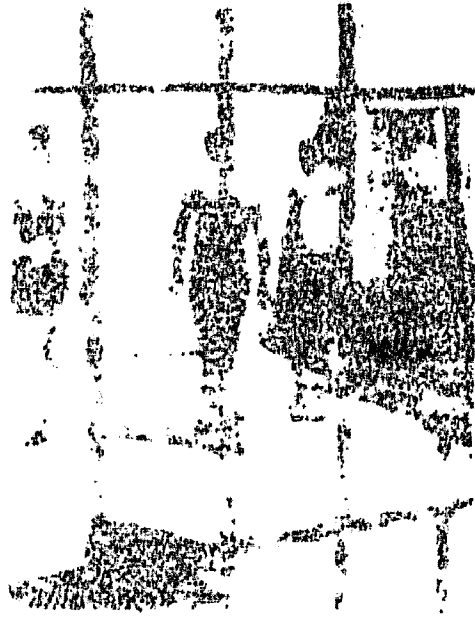
- LISTA DE SOCIOS**
- J. BELLS
  - P. SANCHEZ
  - H. SANCHEZ
  - H. MUNOZ
  - V. AMPOYEA
  - F. MARCELLAN
  - T. MARCELLAN
  - J. MUNOZ
  - S. MARTINEZ
  - C. MARTINEZ
  - J. MARTINEZ
  - J. MARTINEZ
  - A. MARTINEZ
  - E. MARTINEZ
  - A. MARTINEZ
  - R. MARTINEZ
  - R. ITTO

En el Departamento del AUBE, y bajo la presidencia del compañero Félix, Secretario accidental del C.E., ha tenido lugar, en el local de la Bolsa del Trabajo de TROYES el día 16 de diciembre, domingo, un Pleno departamental de toda la militancia confederal y libertaria.

El ORDEN DEL DIA presentado por el C.D. fue discutido en un magnífico ambiente de cordialidad y comprensión, propio de quien, dilata perfecta cuenta de lo difícil de la situación creada al M.L.E. y el M.L.A. ante el hecho de la rescisión procedida de manera irresponsable en su seno, no está dispuesto a sucumbir y hacer responsable de la disgregación de fuerzas de la única esperanza para el proletariado español como la sea la C.N.T. y el M.L.

# ZVOK!

...AN ...



...  
...

EN FRANÇAIS

## ADDENDA<sup>1</sup>

### BANDERA ROJA

#### Hoja de los comunistas del campamento.

Partido comunista de España.

Espagnol.

1939 - 7.  
Périodicité inconnue.

Oran.

Dactylographié.  
21 cm X 32 cm ou 21 cm X 27 cm, 4 p.  
Dessins.

CRCEDHC : 1939 (n<sup>os</sup> 19 : 21 avril et 20 : 23 avril) : Fonds 545, inventaire 4, dossier 62.

Notice :

Bulletin publié par les communistes espagnols dans un camp d'internement d'Oran.

### BOLETIN DE INFORMACION

Partido comunista de España.

Espagnol.

---

1. Ces titres ont été rencontrés dans des archives russes (Centre russe de conservation et d'études des documents en histoire contemporaine), alors que la thèse était en voie d'achèvement et le corpus établi. Publications faites dans les camps d'internement ou bulletins éphémères du PCE, ils portent à 640 le nombre de titres de la presse de l'exil mais ils ne modifient pas de manière fondamentale les conclusions tirées de l'étude du corpus, comme nous l'avions avancé dans l'étude générale de la presse de l'exil (voir volume I, deuxième chapitre, p. 93).

Première période : 1939 - ?.  
Périodicité inconnue.  
Deuxième période : 1945 - ?.  
Mensuel.

S.I.

Ronéotypé.  
Première période : 21 cm X 29,7 cm, 4 p.  
Deuxième période : 21 cm X 29,7 cm, 20 p.

CRCEDHC : 1939 (n° 8 : 27 mars) : fonds 495, inventaire 120, dossier 179 ; 1945 (n° 2-4) :  
fonds 495, inventaire 120, dossier 198.

Notice :

Modeste bulletin d'information édité par le PCE en 1939 et après la guerre.  
Dans sa première période, il donne des informations sur l'Espagne, la vie dans les camps  
et condamne la Junta de Casado.

En 1945, il s'agit d'un bulletin intérieur qui publie des textes de dirigeants du  
parti (Dolores Ibarruri, Vicente Uribe, Santiago Carrillo, Fernando Claudín, Ignacio  
Gallego).

## FRENTE ROJO

Organo central del Partido comunista de España (SEIC).

Partido comunista de España.

Espagnol.

1939 - ?.

Port Bou.

Imprimé.  
23 cm X 30 cm, 1 p.

CRCEDHC : 1939 (7 février) : fonds 495, inventaire 120, dossier 179.

Notice :

Feuille éphémère éditée en février 1939 par le PCE pour appeler les  
militants à faire preuve de "fermeté et d'énergie contre tout courant de panique et de  
démoralisation". Le PCE affirme que "la lutte n'est pas terminée" et que les meilleures  
troupes résistent aux franquistes.

## PROFESIONALES DE LA ENSEÑANZA

Federación española de trabajadores de la enseñanza.

Espagnol.

1939 - ?.  
Périodicité inconnue.

Camp de Saint Cyprien.

Dactylographié.  
21 cm X 27 cm, 13 p.  
Dessins.  
"14 exemplaires".

CRCEDHC : 1939 (n° 24 : 21 avril) : Fonds 545, inventaire 4, dossier 65.

Notice :

Bulletin édité par les enseignants de la FETE dans le camp de Saint Cyprien;  
analogue au bulletin du même titre confectionné au camp d'Argelès.

## VIE (LA) A GURS

Camp international.

Français.

1939 - ?.  
Périodicité inconnue.

Dactylographié.  
21 cm X 32 cm, 16 p.  
Dessins.

CRCEDHC : 1939 (septembre) : Fonds 545, inventaire 4, dossier 62.

Notice :

Bulletin édité par les réfugiés espagnols -notamment d'anciens aviateurs-  
dans le camp de Gurs ; il dresse un bilan du travail culturel réalisé dans le camp <sup>1</sup>.

---

1. Un (premier) congrès des correspondants de presse du camp se tient même à Gurs le 14 mai 1939 : il rassemble non seulement des Espagnols mais des internés de diverses nationalités, ayant notamment appartenu aux Brigades internationales. Cette réunion analyse le rôle du journal mural et son orientation politique, l'expérience et la diffusion de la "presse" (CRCEDHC, fonds 545, inventaire 4, dossier 61).

**VOZ (LA) DE LA SANIDAD DEL CAMPO INTERNACIONAL. ARGELES**

Espagnol.

N° 1 (9 avril 1939) - ?.  
Périodicité inconnue.

Dactylographié.  
21 cm X 27 cm, 16 p.  
Dessins.

CRCELHC : 1939 (n° 1) : Fonds 545, inventaire 4, dossier 59.

Notice :

Bulletin édité par des médecins espagnols dans le camp d'Argelès ; il fait un compte rendu d'une réunion médicale et donne quelques informations sur les conditions sanitaires dans le camp (statistiques des consultations<sup>2</sup>, constitution d'une "Brigade sanitaire de choc" et organisation d'un petit hôpital). *La Voz de la Sanidad* donne également des conseils d'hygiène et de santé et évoque le travail culturel effectué dans le camp.

---

2. 3820 consultations en mars 1939.

## INDEX DES NOMS

Cet index correspond aux noms cités dans ce second volume consacré aux notices par titres des périodiques de l'exil espagnol. L'orthographe est celle indiquée dans les publications ; pour les noms catalans, le prénom est souvent indiqué indifféremment en catalan et en castillan <sup>1</sup>. Les directeurs de journaux apparaissent en lettres capitales.

Le numéro de page en gras et italique correspond à celle où est donnée une indication ou une notice biographique dans le présent volume. Les noms en caractères gras sont ceux qui font l'objet d'une notice biographique dans le premier volume.

Abad de Santillán, Diego : 7, 36, 46, 172, 221, 413, 497, 500, 503  
Acevedo, Isidoro : 544  
Achugar, Hugo : 47  
Acin, Abdallah : 215  
Adell, Francisco : 472  
Adorno, Theodor W. : 169  
Agel, Henri : 343  
Agesta, Ramón : 238  
Aguader i Miró, Jaume : 402  
Aguado, Santiago : 178  
Aguasca Codina, Joan : **143**, 356  
Aguayo, Mariano : 43, 48  
Aguera, Francisco : voir Madrid, Roberto  
Aguilar, Francisco : 310  
Aguilar, Jesús : 226  
Aguilar, José María : 56<sup>o</sup>  
Aguilar, Mario (Marius) : 80, 213, 217, 278, 377, 399, 402, 404, 480, 492, 543  
Aguilar, Octavio : 332  
Aguirre y Lecube, José Antonio : 24  
AGUIRRE, José María de : **16**, 278  
Akmens, Nicolas : 400  
Alabart, José : 285  
ALAIZ, Felipe : 43, 99, 145, 154, 302, 384, 399, 472, 501, 503, 547  
Alarcón, Daniel C. : 345  
Alarcos, Juan de : 51  
Alaya, Francisco : 169  
Alayón, Roberto : 47  
Alba, Carlos : 323  
Alba, Rocha : 372  
Alba, Victor : 169, 213, 346, 377  
ALBAR CATALAN, Manuel : 175, 459, 487, 490, 560  
Alberola, José : **154**, 503  
Alberola, Octavio : **145**, 194, 258, 412, 501, 503

---

1. Des pseudonymes non identifiés ont pu se glisser dans cet index ; des homonymes ont pu être malencontreusement confondus, en dépit des nombreuses vérifications effectuées.

Alberti, Rafael : 297, 569  
 Alberto, Jacinto : 211  
 Albornoz, Alvaro de : 213, 225, 321, 404, 405, 417, 503  
 Alcacer, Juan : 472  
 Alcover, Juan : 30  
 Alegría, Claribel : 324  
 Aleixandre, Vicente : 569  
 Alejandrino Santos, Alberto : 18  
 ALEU, Joan : 209  
 Alias, Ascensio : 572  
 Allendy, René : 353  
 Almirante, Miguel : 90  
 Almirall, Miquel (Miguel) : 400, 562  
 Alonso Alcalde, José Antonio : 112, 347  
 Alonso Montero, Jesús : 376  
 Alonso, Amado : 569  
 Alonso, Bruno : 3, 158, 459, 461, 525  
 Alonso, Carlos : 42, 462  
 Alonso, Dámaso : 569  
 Alonso, Elfidio : 106, 217  
 Alonso, Feliciano : 565, 567  
 ALONSO, Ginès : 221, 525  
 Alorda Gracia, Antonio : 6, 7, 472  
 Alquier, Pau : 141  
 Altamira, Luis : 10  
 Altman, Georges : 169  
 Altolaguirre, Manuel : 569  
 Altube, Severo de : 232, 233, 268  
 Alvajar, César : 318, 321, 462  
 Alvajar, Javier : 341, 462  
 Álvarez de Lara, Joan : 255  
 ALVAREZ DE VAYO, Julio : 52, 106, 152, 217, 492, 555  
 Alvarez Hernandez, Ador : 230, 412  
 ALVAREZ RESANO, Julia : 489  
 Alvarez, A. : 172  
 Alvarez, Angel : 542  
 Alvarez, Antonio : 495  
 Alvarez, Ildelfonso : 47  
 Alvarez, Lucio : 353  
 Alvarez, R. : 345  
 Álvarez, Ramón : 27, 36, 221, 240  
 Alvarez, Santiago : 376  
 Alvarez-Castellanos, A. : 3, 525  
 Amade, Jean : 400  
 Amat-Piniella, J. : 399  
 Ametlla, Claudi : 427  
 Amezcua, Pablo de : 30  
 Amic, Jordi : 195  
 Amilibia, Miguel de : 369  
 ANDERÍ : 36  
 Andrade, Juan : 65, 503  
 Andrés : 322  
 Anglada, Rogelio : 280  
 ANGUIANO, Daniel : 467  
 Anguita, J. : 564  
 ANGULO, André : 568  
 Angulo, Enrique : 492  
 Antolín : 146



Antón, Francisco : 355, 378, 542  
 Antoni, Carlo : 169  
 Antufia, Ernesto : 3  
 Apa : 400, 402  
 Aparicio, Carlos : 521  
 Ara, Pedro : 347  
 Aragon, Charles d' : 111  
 Aragon, Louis : 141  
 Aramendy, Jean : 268  
**ARAQUISTAIN QUEVEDO, Luis : 3, 9, 13, 169, 213, 487, 490, 503, 537**  
 Arbiol, Vicent : 347  
 ARCINIEGAS, Germán : 20, 169, 503  
 Arconada, César M. : 191, 569  
 Arconada, Felipe M. : 378  
 Ardiaca, Pere : 428  
 Ardila, R. : 108  
**ARDOY SANCHEZ, Pedro : 462**  
 Arévalo, Julián : 490  
 Arguelles : 154, 224  
 Argüello, Antonio : 175, 214, 377  
 Arias, Luis : 62  
 Arias, Román : 215  
 Armand, E. : 539  
 Armentia, Miguel : 533  
 Armisen, José : 62  
 Arnau, Francesc : 195  
 Arnaud, Georges : 378  
 Aron, Raymond : 169  
 Arquer, Jordi : 115  
 Arquer, Ramón : 562  
 Arreau, François : 213  
 Arroquia Herrera, Juan : 321  
 Arroyo, Vicente : 378, 467  
 Arrufat, Juan : 444  
 Artel : 262  
 Artes, Vicente : 194  
**ARTIGAS ARPON, Benito : 215**  
 Artigues, Daniel : voir Becarud, Jean  
 Artigues-Riera, J. : 399  
 Artiles, Genaro : 492  
 Artís, Avelí : 402  
 Ascencio, José : 568  
 Asensio, José : 492, 541  
 Astier de la Vigerie, Emmanuel : 373  
 Astruc, Roger : 414  
 Astudillo, Francisco : 555  
 Atienza, José : 194, 225  
 Aub, Max : 173, 543  
 Audisio, Gabriel : 399  
 Aversenq, André : 432  
 Avila, Federico : 539  
 Avril, Luciano : 278  
**AYENSA, Alfonso : 213, 373, 404, 462, 480**  
 Aymami, F. : 294  
 Azaña, Manuel : 303, 404, 405  
 Azcárate, Manuel (dit Juan Diz) : 28, 215, 297, 355, 378  
 Azcárate, Pablo de : 191, 215, 297, 323  
 Aznar, Pere : 209

Azorín : 319  
 Azplazu, Inaki de : 34  
 Bacarisse, Salvador : 297  
 Badía Vilató : 278  
 Baeza Flores, Alberto : 169, 483  
 Bagaría, Luis : 569, 570  
 Balaguer, Juli : 402  
 Balbontín, José Antonio : 462  
 Balbuena Prat, A. : 569  
 Balias, Jaume : 518  
 Ballespi, Manuel : 516  
 Ballester-Gozalvo, José : 373, 404  
 Ballesteros, Manuel : 539  
 Balsells, Pau : 139  
 Bandres, Andrés : 63  
 Baquié, Daniel : 14  
**BARANDIARAN AYERBE, José Miguel de** : 232, 293  
 Barat, Joan : 562  
 Barba, Antoni : 259  
 Barba-Claramunt, Jaime : 63  
 Barbaroux : 321  
 Barcena, Cristobal : 48, 258  
 Barchino, Juan : 177  
 Barcia, Augusto : 321  
 Barco, Julio : 501  
 Barco, Luis del : 48  
 Barcos, Julio R. : 353  
 Bareiro Sagüer, Rubén : 324  
 Barga, Corpus : 73, 85, 257, 297, 356, 398, 444, 543, 569  
 Baroja : 319  
**BARONA, César** : 3, 9, 149, 175, 372, 460, 487, 525  
 Barrachina, Manuel : 523  
**BARRADO, Ignacio** : 262, 291  
 Barral, Carlos : 173, 324  
**BARRANCO, Antonio** : 36  
 Barreiro : 26  
 Barreiro García, José : 490, 494  
 Barreiro, Carlos : 160  
 Barrera, Heribert : 287, 346  
 Barrera, Jacinto : 100  
**Barrera, Martí** : 287  
 Barret, Rafael : 310  
**BARRIER, Roger** : 135  
**BARRIO NAVARRO, José del** : 10, 11, 31, 172, 383  
**BARTOLOME, Acracio** : 36, 46, 221, 284  
 Bartra, Agustí : 458, 559  
 Bas, Martí : 141, 400, 402, 414  
 Bassa, Angel : 6  
 Bassier, Claude : 293  
 Basso, Lelio : 173  
 Bassons, J. : 147  
 Bataillon, Marcel : 321, 414, 503  
 Batista i Roca, Josep María : 427, 559  
 Batiste : 89  
 Bauk, Ernest : 280  
 Bayet, Albert : 257, 278, 380, 569  
 Bayón, Damián Carlos : 169  
 Becarud, Jean (dit Daniel Artigues) : 173

Begarra, Joseph : 494  
 Bellido, Jesús M. : 255, 399  
 BELLMUNT, Domènec de : 132, 213, 255, 325, 377, 399, 559  
 Beltra, I. : 83  
 Beltran, Lázaro : 178  
 Benaigues, Pablo (Pau) : 472, 518  
 Benavides, Manuel : 569  
 Benet, F. : 398  
 Benlliure y Tuero, Mariano : 278  
 Bergamín, José : 173, 569  
 Bergua, Juan B. : 214, 377  
 Bermejo, F. : 33  
 Bermejo, Luis : 108, 111, 347, 557  
 Bernabeu, Manuel : 345, 384  
 Bernad : 214  
 BERNAD- TERMES, F. : 165  
 Bernadó, Amadeu : 141, 340, 399, 565  
 Bernal, Angel : 95  
 Bernanos, Georges : 236  
 Bernardo, Amadeu : 428  
 BERNAT, Joan : 221, 310  
 Bernat, Juan : 373  
 Bernfeld, Marcel : 504  
 Berruazo Silvente, José : 46, 194, 240, 285, 345  
 Bertaux, Pierre : 78, 142  
 BERTHAUD, Pierre-Louis : 413, 468  
 Berthier, P. V. : 227  
 Besnard, Pere : 518  
 Besteiro, Julián : 74, 160, 226  
 Betanzos Santos, Manuel : 47  
 Bettelheim, Charles : 173, 528  
 Bielsa, Millian : 568  
 Bigé, Maurice : 465  
 Bilbao, Jon : 232, 268, 293  
 Billoux, François : 465  
 Billy, André : 399  
 Blanc, Jordi : 173  
 Blanco, Santiago : 278  
 Blanxart, A. : 141  
 Blasco Fernández de Moreda, Francisco : 321  
 Blasco, Mentor : 414  
 Blazquez, Joan : 428  
 BLOCH-MICHEL, Jean : 148, 169, 300  
 Blomberg, Marc : 547  
 Bofill, Ramón : 399  
 Bofill, S. : 399  
 Boisrouvray, Albina : 324  
 Boissel, W. : 232, 233  
 Boix Marsellès, R. : 403  
 Bolaños, Diego : 310  
 Boldu, M.-L. : 8  
 BOLOMEY, P. : 169  
 Bondy, François : 169  
 Bonet i Isard, Antoni : 403  
 BONET, Joan : 195  
 BONET, Narcís : 112  
 BONET CUITO, Pedro (Pere) : 65, 136, 193, 410  
 Bonifaci, J. : 33

Bonnet, Roger : 219  
 Borckenau, Franz : 169  
 Boronat, Josep M. : 399  
 Boronat, Roc : 526  
 Borrás (ou Borraz), José : 20, 145, 227, 258, 384, 412, 501  
 Borrás, Jacinto : 221, 240, 466  
 Borrat, Hector : 47  
 Bort Vela, José : 310, 404, 444  
 Bosch Gimpera, Pere : 95, 232, 413, 468, 503, 539, 559, 569  
 Bosch, Enrique : 18  
 Bosch, F. : 33  
 Bosch, Ferran : 400  
 Bosch, Joan : 516  
 Bosch, Ramón : 340  
 Bosque, Juan : 323  
 Botella Pastor, Virgilio : 462  
 Botey Badosa, Francisco : 7, 472  
 Bothereau, Robert : 223  
 BOUEDO, Jean-Yves : 299  
 Bouloc, Dony-Paul : 343, 399  
 Bousquet, Joe : 399  
 Bouzanquet, Albert : 223  
 Boya, A. : 213  
 Boyer, J.-F. : 47  
 Brandt, Willt : 348, 494  
 Brasil, Jaume : 398  
 Braun, Madeleine : 111, 257  
 Bravo, J. : 447  
 Brazes, Edmond : 562  
 Brenot, Marcel : 82  
 Brouckère, Louis de : 236, 369  
 Bru, Antonio : 95  
 Brufau, Enric : 209, 346  
 Brufau, Mariano : 568  
 BRUN, Lucien : 372  
 Brunel, Clovis : 414  
 Brunet, Edouard : 227  
 Bruno, Pedro : 7  
 BRUTELLE, Georges : 494  
 Bryce, Alfredo : 324  
 BUENACASA, Manuel : 157, 221, 240, 285, 496, 548  
 Bueno, Javier : 52  
 BUIRIA, Josep : 209, 346, 536  
 Bujan, Luis : 147  
 Bullejos, José : 158, 169, 487  
 Bulnes, Ramón : 173  
 Burgaña, José María de : 293  
 Cabanes, A. : 160  
 Cabestany, C. : 320  
 CABO GIORLA, Luis : 164, 355, 467, 523, 534  
 Cabot, Just : 138, 413, 468  
 Cabrera, Nicolás : 297  
 Cabrol : 543  
 Cabruja, Agustí : 403  
 Calamarza, José : 462  
 Calas, Raoul : 407  
 Calderón, César : 485, 492, 543  
 Calderón, J. : 134

Calders, Pere : 559  
 Call : 146, 154  
 Calles, León : 545  
 CALLOL, Francisco : 483  
 Calmarza Vallejo, José : 280, 281  
 Calmette, Joseph : 414  
 Calvino, Italo : 324  
 Calzada, Miguel : 87, 533  
 Camacho, Marcelino : 162  
 Camaró : 472  
 Camin, Alfonso : 377, 503  
 Camina, José : 232  
 CAMINO, J. : 238  
 Camp, Jean : 141, 262, 399, 414  
 Campmany, Lluís F. : 340  
 Campos, Enrique : 415  
 Campos, Severino : 145, 194, 302, 320  
 Camproux, Charles : 559  
 Camps i Arboix, Joaquim : 399, 427  
 Camps i Coma, Josep : 136  
 Camus, Albert : 141, 145, 169, 262, 300, 378, 383, 385, 399, 414, 503  
 Canadell, N. : 117, 152  
 Candel Vila, Rafael : 297  
 Canigó, Montserrat : 349  
 Cano Murillo, A. : 487  
 Cano Ruiz, Benjamín : 472  
 CANO RUIZ, Thomas : 23, 539  
 Cano, Antonio : 565  
 Cano, Leandro : 467  
 Cano, Tomás : 223  
 Canosa Donate, J. : 447  
 Cánovas Cervantes, Salvador : 262  
 Canteloubc, Joseph : 414  
 Canyameres, Ferran : 399  
 Canyameres, Jaume : 138  
 CANAS, Eustaquio : 152, 492  
 Capdevila, J. : 145  
 Capdevila, Lluís : 142, 214, 278, 340, 377, 399, 402, 480, 503, 539, 543, 559  
 Capel, Félix : 279, 565  
 CARAT, J. : 169  
 Carbó : 294  
 Carbó, Eusebio C. : 145, 154, 302, 472, 501  
 Carbó, José : 569  
 Cardó, Carles : 414  
 Cardona (Quelus), Miquel : 400  
 Cardus, Marc : 414  
 Carles, Josep : 516  
 Carmona Blanco, J. : 145, 503  
 Carner, Josep : 468, 559  
 Carnicer, P. : 352  
 Carnicer, Pepita : 352  
 Caro Baroja, Julio : 293, 346  
 Caron, Commandant : 467  
 Carpio, Andrés María del : 281, 411  
 Carpio, Campio : 145, 302, 345, 539, 547  
 Carranza, Carlos P. : 322  
 CARRASCO, Joséphine : 568  
 Carrasco, Juan : 568

Carrasquer, Félix : 46, 384  
 Carrasquer, Francisco : 173  
**CARRERO, Francisco** : 99, 154  
 Carreras, Adela : 89  
 Carretero y Jiménez, Anselmo : 503  
 Carrillo, Santiago : 19, 172, 308, 355, 378  
 Carrillo, Wenceslao : 98, 175, 223, 308, 461, 487, 490, 525  
**CARRION, Ambrosi** : 131, 209, 256, 318, 340, 413, 559, 562  
 Carro Hernández, Leandro : 234  
 Carsí, Alberto : 100, 145, 154, 278, 302, 318, 417, 472, 501, 547  
 Carvajal, J. L. : 555  
 Casado, Sigismundo : 308, 433  
 Casals, Pablo (Pau) : 95, 139, 141, 256, 468, 559  
 Casals, Ramón : 17  
**CASANOVA, Antonio** : 501  
 Casanova, Ximénez : 462  
 Casanoves, Joan : 399  
 Casares, María : 73, 351  
 Casona, Alejandro : 377, 569  
**CASSAN, Jacques** : 372  
 Cassou, Jean : 31, 108, 111, 112, 169, 214, 257, 278, 292, 318, 343, 374, 383, 399, 414, 494, 503, 539  
 Castaneira, J. : 240  
 Castanyer, Angelí : 256  
 Castanyer, Angelino : 387  
 Castelao, Alfonso : 569  
 Castellet, José María : 173, 324  
 Castells Lluelles, Jaume : 401  
 Castellvi, R. : 255  
 Castilla, Floreal : 147  
**CASTILLA, Miguel de** : 499  
 Castillo, Isabel del : 225, 500, 503  
 Castillo, José Martín del : 175, 490  
 Castillo, Juan : 111  
 Castro Escudero, José : 85  
 Castro, Américo : 95, 503, 569  
 Castro, José : 545  
 Castro, Lt Cl. : 36  
 Castrovido, Roberto : 569  
 Català, Joan : 139  
**Català, Neus (dite Castellvi, Nuria)** : 349  
 Cattólica, Hector : 174  
 Caycho, Hernán : 47  
 Cazorla : 430  
 Cazorla, J. : 145  
 Cebriá, E. : 62  
 Cela Fernández, Camilo : 50  
 Cela, José Camilo : 503  
**Celma, Miguel (dit Torre-Mazas, B.)** : 145, 147, 194, 227, 270  
 Celso Garrido, Manuel : 404  
 Cerezo, Ariel : 7  
 Cervantès : 322  
 Chaban-Delmas, Jacques : 108  
 Chambrun, Gilbert de : 108, 191, 373  
 Chartrain, Marcel : 369  
 Chauffier, Louis Martin : 236  
 Chauvain, Etienne : 569  
 Chauvin, Jean-René : 410, 528

Chiapuso, Ignacio : 411  
 Chiapuso, Manuel : 99, 411  
 Chicharro de León, Jerónimo : 411, 492  
 CICERA, Pau : 33, 327, 565  
 Cid, Joaquín : 483  
 Cisneros, Antonio : 324  
 Civera, Marín : 483  
 Claret, Andreu : 402  
 Claridad, Juan : 173  
 Claudín, Fernando : 173, 307, 378, 380, 542  
 Clavé, Antoni : 400, 402, 414  
 Clave, R. : 352  
 Closes, Rafael : 399  
 Coll, Josep : 209  
 COLLENGE, Henri : 65  
 COLLINET, Michel : 95, 169, 341  
 Colomer, Salvi : 516  
 Colomer, Wenceslao : 428  
 Coma, Enrique : 279, 565  
 Comabella, Josep : 209  
 Comaposada, Mercedes : 377  
 Comas, Jaume (Jaime) : 139, 326, 489, 543  
 Comellas, Fernando : 7  
 Comes i Calvet, Pere : 17  
 Comorera, Joan (Juan) : 327, 355, 428, 517  
 Company, Luis : 151  
 Companys, Lluís : 73, 140, 141, 466, 516  
 Compte, José : 417  
 CONDESA LAZAR JIMENEZ, Enrique : 321  
 CONSTANTIN, Gina : 47  
 Continente, Luz : 352  
 Contreras Pazo, F. : 377  
 Corbella, F. : 254  
 Corbi : 13  
 Corbi, Eduardo : 91  
 Corbi, G. : 194  
 Cordero, Manuel : 369  
 Cordón García, Antonio : 177, 178, 179, 355, 378  
 Cordón, Rosa : 351  
 Cornudella, Jacques : 506  
 Corominas, Juan : 10  
 Coromines, Joan : 559  
 Corredor, Josep M. : 402  
 Corresa, C. : 194  
 Corrochano Gutierrez, Julio : 459  
 Cortázar, Julio : 324  
 Cortesao, Armando : 292  
 CORTINES JAUMOT, Andreu : 196, 199, 264, 562  
 Costa i Roca, Jordi : 143  
 Costa, J. : 470  
 Costa Salvatella, Josep : 562  
 COSTA, Rosendo : 96  
 Cotelie, Gustave : 191  
 Cots, Pascual : 417  
 Couffon, Claude : 169, 528  
 Courtade, Henri : 497  
 Covez, L. Marcel : 106, 321  
 Créixams, Pere : 400

Crespo, F. : 310  
 Cruells, Manuel : 402  
 Cruzado, Clemente : 225  
 CUATRECASAS, Maurici : 518  
 Cuenca, Emilio : 564  
 Cuito, Ferrán : 427  
 Curie, Marie : 370  
 Darmar yeat, Pierre : 110, 399  
 Davila, Carlos : 543  
 Day, Hem : 145, 503, 539, 547  
 DEIXONNE, Maurice : 372  
 Delage, Luis : 534  
 Delgado, Eloy : 260  
 Delgado, Joaquín : 431  
 Descamps, Eugène : 494  
 Desiré, Osmán : 145  
 Desmoulins, R. : 340  
 Deulofeu, Antoni : 402  
 Dia, Mamadou : 169  
 Díaz, Antonio : 4, 472  
 Díaz, Carlos : 497  
 Díaz, F. : 83  
 Díaz, José : 569  
 Díaz Plaja, Guillermo : 569  
 Díaz Roncero : 262  
 Díaz Tendero, Euloterio : 93, 178  
 Díez, Paulino : 430  
 Díez Canedo, E. : 569  
 Djilas, Milovan : 9  
 Domenchina, Juan José : 569  
 Domenech, Juan : 285  
 Domingo, Marcelino : 262, 404, 405  
 Domingo, Xavier : 260  
 Donas, Rosalio : 13  
 Donnez, François : 80, 214  
 Donoso, José : 324  
 Dop, Pierre : 232, 233  
 Dorfman, Ariel : 324  
 Doutre, Jean : 465  
 Draper, Juan G. : 353  
 Draper, Theodor : 169  
 Droguett, Carlos : 324  
 Duchène, Gabrielle : 350  
 Dueñas, Manuel : 13  
 DUESO, José : 48  
 Dufau, Dominique : 232, 268  
 Duhamel, Georges : 399  
 Dupérier, R. : 293  
 Dupont : 527  
 Dupont, Charles : 278  
 Durán i Guardia, J. : 295  
 Darand, Charles : 145, 154, 501  
 Durruti, Buenaventura : 29  
 Duval, Armand : 259  
 Duvillard, Henri : 108  
 Echeverría, Toribio : 369  
 Edwards, Jorge : 324  
 Ehrenburg, Ilya : 542



Eizaguirre, José de : 232  
 Elies, Feliu : 399  
 Elissalde, Jean : 232, 233  
 Elizondo, J. : 520  
 Elozegui Irazusta, Jesús : 293  
 Eluard, Paul : 111  
 Eluard, Paul : 399, 400  
 Encina, Juan de la : 569  
 Enderiz, Enderiz : 262  
 Enderiz, Ezequiel : 291, 377  
 Engels, Friedrich : 378  
 Ereño, Manuel : 28  
 Ernadorena, Dr. : 232  
 Errasti, Gregorio : 236  
 Escofet, Albert : 397  
 Escribano, Antonio : 372  
 Escriu, Joan : 259  
 Esgles, Germinal : 20, 26, 145, 154, 156, 212, 431, 547  
 ESGLEAS, José : 20  
 Esgles-Montseny, Vida : 378  
 Espagnol, Nicole : 22  
 Espert, Puig : 417  
 Espil, Pierre : 268  
 Espina, Antonio : 341, 377, 404, 503  
 Esplà, Carles : 402  
 Espriu, Salvador : 403, 458  
 Estève, Lluís : 229, 466  
 Etcheverry, Chanoine Michel : 232, 233, 268  
 Fabbri, Luce : 145, 503  
 Fabela, Isidro : 462, 503  
 Fabra, Pompeu : 256, 287, 468  
 Fabre, Anton : 346  
 Fabrega Pallarès, Pau de la : 414  
 Fabregas, Emilià : 428  
 Facerías, José Lluís : 49  
 Falco : 214  
 Falco, C. : 404  
 Falcón, César : 569  
 Falcón, Irène : 351, 378  
 Falguera, Josep : 526  
 FALGUERA, Narcisse : 568  
 Farge, Mme Yves : 191  
 Farina Soliman, Manuel : 470  
 Farreras, F. : 341  
 FAUCHOIS, Raymond : 20, 157, 366, 501, 503  
 Faulkner, William : 169  
 Fedeli, Ugo : 145  
 Feixas, Barthélémy : 323  
 Felipe, León : 173, 432, 503, 569  
 Feliu, M. : 327  
 Fernández, Alberto : 52, 555, 556  
 Fernández, Jesús : 565  
 Fernández, José : 444  
 FERNANDEZ, M. : 541  
 Fernández, María-Luisa : 459  
 Fernán z, Miguel : 296  
 Fernández, V. : 190  
 Fernández Colmeiro : 73

Fernández de Castro, Ignacio : 173  
 Fernández de la Vega : 177  
**FERNANDEZ ESCOBÉS, Antonio** : 80, 214, 278, 377  
 Fernández Escobés, J. : 240  
 Fernández Grandizo, Manuel (dit Georges Munis) : 22, 71, 470  
 Fernández Juan, Luis : 307, 380  
**FERNANDEZ I AVIN, F.** : 354, 378  
 Fernández-Santos, Francisco : 173  
 Ferrán, Angel : 104, 214, 255, 377, 399, 414, 559  
 Ferrand, Pierre : 323  
**FERRAND, R.** : 169  
 Ferrandez, José : 465  
 Ferrater i Mora, Josep (José) : 95, 458  
 Ferré, Federico : 7  
 Ferreiro, Celso Emilio : 376  
 Ferrer, Clavelina : 151  
 Ferrer, Fernando : 147, 151  
 Ferrer, Miquel : 559  
 Ferrer-Aymar, J. : 399  
**FERRER FARRIOL, Juan** : 43, 145, 154, 157, 302, 472, 496, 501, 503, 518, 539, 547  
 Ferrer Quesada, Fernando : 50  
 Figuerola, Ramón : 400  
 Flores, Xavier Andrés : 173, 383  
 Floria, Andrés : 206  
 Floristán, Julián : 497  
**FONT FERRAN, Rafael** 193  
 Font, Melcior : 399  
 Fontaura, Evelio G. : 145, 501  
 Fontbernat, Josep : 287, 399, 402  
 Fontseca, Roderic : 142  
**Fontseré, Carles** : 400, 402  
 Forcadell : 146  
 Forel, Augusto : 353  
 Fortet Iglesias, Lluís : 143  
 Fortún, Elena : 569  
 Fouché, Pere : 136  
 Fouché, Pierre : 414  
 Fouchet, Max-Pol : 399, 400  
 Fourcade, Jean : 268  
 Fournier, Clément : 84  
 Fournier, Gabrielle : 278  
 Frachon, Benoît : 344  
 Fraga Iribarne, Manuel : 431  
 Francisco, Angel de : 459  
 Francisco Jiménez, Enrique de : 13, 88, 98, 175, 235, 406, 490, 525  
 Franco, Amador : 472  
 Frank, Waldo : 569  
 Franchuí, Carlos : 324  
 Freuet, Célestin : 369  
**FRÉIRE, Manuel** : 501  
 Freyre, Gilberto : 169  
 Frías, P. Clemente : 62  
 Fronjosa, J. : 209  
 Fuente, Ricardo de la : 383  
**FUENTEALBA, Victor** : 310, 384  
 Fuentes, (colonel) : 93  
 Fuentes, Carlos : 324

Fumanya-Vilosiu, Jordi de : 17  
 Fusalba, Mateu : 466  
 Fuzier, Claude : 372  
 GAJA, G.F. : 52  
 GALABERT, Henri : 34  
 GALARZA, Angel : 217, 404, 492  
 Galcerán, M. : 325  
 Galiana, Tomás de A. : 458  
 Galfindez, Jesús : 24, 232, 300  
 Gallardo, Mariano : 353  
 Gallego, Carlos : 489  
 Gallego, Enrique : 225  
 Gallego, Ignacio : 19, 307, 353, 378, 542  
 Gallego, Luis : 6, 430  
 Gallego, Manuel : 284, 285  
 Gallejas, Libero : 347  
 Galli, Giorgio : 528  
 Galvez, Rodolfo : 47  
 Gambus, Xavier : 373  
 Gamir Ulibarri, Mariano : 43  
 Gandía, Enrique de : 268  
 Gandía, Rafael : 108  
 Ganivet, Angel : 110, 503  
 Gaos, José : 569  
 Garat, Jean : 192  
 Garbisu, Ambrosio : 462  
 Garcés, Joaquín : 235  
 García, A. : 503  
 García, Abelardo : 138, 141, 262, 291, 399  
 García, Andrés : 111  
 García, Cristóbal : 472  
 García, Francisco : 459  
 García, Fulcrand : 323  
 García, Luis : 568  
 García, M. : 173  
 García, Manuel : 7  
 García, Mariano : 462  
 García, Peire : 262  
 García, S. : 193  
 García, Santiago : 254  
 García, Tomás : 297, 380  
 García, Vicente : 459  
 García, Víctor : 177  
 García, Víctor (dit Germinal Gracia) : 145, 345, 472, 501  
 García Acevedo, José : 380  
 GARCIA BIRLAN, Antonio : 145  
 GARCIA BLOISE, Carmen : 370  
 García Borrajo : 42  
 GARCIA DUARTE, Antonio : 459  
 García Gómez, Armando : 331  
 García Grande, Cristino : 50  
 García Herrero, Juan : 483  
 García Lamolla, A. : 146, 400  
 García López, José : 263  
 García Lorca, Federico : 311, 319, 385  
 García Lorca, Francisco : 95  
 García Marín, R. : 262  
 García Maroto, G. : 569

García Márquez, Gabriel : 324  
 García Morales, Juan : 565  
 García Navarro : 430  
 García Oliver, Juan : 413  
 García Pradas, J. : 145, 154, 172, 302, 377, 470, 501, 547  
 García Tella, J. : 262, 470  
 García Toledano : 523  
 García Zaldívar, Ricardo : 47  
 Gardeny, Pablo : 373  
 Gardó Cantero, Antonio : 89, 416, 485, 489, 492, 521  
 Garfías, Pedro : 569  
 Garmendia, Salvador : 324  
 GARNACHO, Manuel : 459  
 Garona, Jaume : 143  
 Garosci, Aldo : 346  
 Garrido, F. : 485  
 Garrido, Leopoldo : 492, 555  
 Garsaball, Sebastià : 516  
 Gascó Contell, E. : 403  
**GASSET ALZUGARAY, Ricardo : 213**  
 Gassol, Ventura : 278, 287, 414, 468, 559, 569  
 Gatignon, Louis : 344  
 Gavel, Henri : 232, 233, 268  
 Gelman, Juan : 324  
 Genet, Jean : 324  
 Genovés : 174  
 GERMAIN, André : 191  
 Germain, Maurice : 262  
 GERMAIN, P. : 33  
 Germen : 7  
 Ges : 174  
 Gibert, María Teresa : 163, 402  
 Gil, Francisco : 487  
 Gil, Juan : 20  
 Gili Ferran, Joan : 143, 402  
 Gímenez, Angel : 254  
 Gímenez, Pilar : 163  
 Gimeno, Alfonso : 444  
 GIMENO, Andrés : 461  
 Gíner de los Ríos, Francisco : 291  
 Gíner Pantoja, José María : 85, 297  
 Giral, José : 373, 406  
 Girard, D. Ismaél : 399, 414  
 Giraud, Robert : 343  
 Gironella, Enric : 65, 115, 398  
 Gironella, Vicens : 402  
 Godelier, Maurice : 173  
 Goldenberg, Boris : 169  
 Goldmann, L. : 528  
 Gómez, A. : 340  
 Gómez, Carlos : 254  
 Gómez, Juan José : 492  
 Gómez, Lucio : 472  
 Gómez, Lucio : 7  
 Gómez, M. : 33<sup>Ⓞ</sup>  
 Gómez, Rosita : 349  
 Gómez, Vicente : 19, 307  
 Gómez, Víctor : 281

Gómez Beltran, Paulino : 235, 490  
 Gómez de Gracia, Paulino : 516  
**GOMEZ PELAEZ, Fernando** : 48, 172, 258, 332, 501, 503  
 Gómez Rodríguez, Juan Francisco : 98  
 Gómez San José, Trifón : 13, 88, 175, 490, 535, 573  
**GOMEZ SERRANO, J.** : 467  
 Gomila, Gumerind : 399, 559  
 Goni, Segundino : 192  
 González, César R. : 492  
 González, Clementino : 51  
 González, Diego : 489  
 González, Domingo : 567  
 González, Felipe : 372  
 González, José : 221  
 González, Manuel : 467  
 González, Natalicio : 169  
 González, S. : 302  
 González, Salvador : 206  
 González, V.R. : 194  
 González Bruguera, F. : 85  
 González Camarena, Jorge : 169  
 González León, Adriano : 324  
 González Pacheco, R. : 432  
**González Peña, Ramón** : 106, 217, 369, 488, 492, 534, 544  
 González Tuñón, Raúl : 569  
 Gordón Ordás, Félix : 3, 300  
**GORKIN, Julián** : 65, 95, 169, 341, 483, 573  
 Gorostiaga, Juan de : 232, 233  
 Gorrochategui, Eusebio : 69, 235, 490  
 Gorrion Canoyra, Fidel : 147  
 Gots, Pascual : 215  
 Goya : 319  
 Goyenette, Eugène : 236  
 Goytisoló, José Agustín : 173  
 Goytisoló, Juan : 173, 324, 503  
 Gracia, F. : 564  
 Gracia Ibars, Germinal : voir García Víctor  
 Gracián, Abel : 461  
 Gralla : 141  
 Granados, Francisco : 431  
 Granda, Ricardo : 260, 467  
**GRANELL, A.** : 16, 278  
 Granier-Barrera, E. : 399  
 Granjel, Pilar : 23  
**GRASES, J.** : 463  
 Gratio, Mme : 349  
 Grau i Ros, F. : 399  
 Grau Sala, Emili : 400, 414  
 Grau, Joan : 506  
 Grau, Pere : 33, 142  
**GREGORI, José** : 175, 211, 406, 459, 490  
 Grenier, Roger : 503  
 Griffé, J. : 136  
 Grimau, Julián : 95  
 Gros, Léon G. : 399  
 Gual, Juliá : 399  
**GUASCH, Salvador** : 340  
 Guereña, Jacinto Luis : 110, 169, 214, 343

Guerrero, Julio : 95  
 Guijarro, Luis : 323  
 Guilenyá, Pere : 399  
 Guille, Georges : 494  
 GUILLEMAU, Etienne : 20, 145, 147, 154, 227, 518  
 Guillén, Jorge : 95  
 Guillén, Nicolás : 569  
 Guillén, Sara : 352  
 Guillet, P.-E. : 406  
 Guinart, Miquel : 559  
 Guirao, Antonio : 13, 461  
 Guiraud, José : 145, 539  
 Guix, F. : 17  
 Gunder Frank, André : 173  
 Gutierrez : 488  
 Gutierrez González, Ambrosio : 152, 433  
 Gutierrez, Francisco : 489  
 Halffter, Rodolfo : 569  
 Hamon, Jéo : 108  
 HARISSART, Jules, gérant. : 407  
 Haya de la Torre, Víctor Raúl : 169  
 Hemingway, Ernest : 569  
 Henry : 322  
 Heras, Rafael : 98, 211  
 Hermida, Efrén : 85, 89, 194  
 Hernández, Adolfo : 100, 145  
 Hernández, Celestino : 8  
 Hernández, Jesús : 10  
 Hernández, Julio : 73, 444, 485, 489  
 Hernández, Luis : 47, 459  
 Hernández, Manuel : 497  
 Hernández, Miguel : 221, 281, 385, 569  
 Hernández, Reinaldo : 47  
 Hernández Saravia, Juan : 43, 78  
 Hernández Zancajo, Carlos : 52, 158  
 Herrera, Mme : 351  
 Herrera Linares, Emilio : 32, 43, 86, 104, 177, 297, 300, 503  
 Herrera Petere, José : 85, 564, 569  
 Hervocho, Yves : 262  
 Hidalgo de Cisneros, Ignacio : 177  
 Hierro Muriel, Antonio : 383  
 Hinostroza, Rodolfo : 324  
 Hiraldo, José : 6  
 Hobey, Louis : 20  
 Houette, Gérard : 219  
 Huerta, Antonio : 492  
 Huerta, Luis : 85, 489, 521  
 Huici, Julio de : 192  
 Hurtado, Amadeu : 427  
 Hurtado, Manuel : 378  
 Hurtado, Victor : 346, 427  
 Huxley, Aldous : 169  
 Ibañez, Agustín : 29  
 Ibañez, Delmir : 136  
 IBARRA, Luis : 387  
 Ibarruri, Dolores : 340, 351, 353, 355, 378, 428, 438, 542, 544  
 Ibeas, Fernando : 4  
 Iborra Farré, Antoni : 209, 375

**IGLESIAS, Ignacio** : 65, 148, 169, 172, 214  
 Iglesias, Pablo : 160, 226, 381  
**IGNACIO, Vicente** : 281, 411  
 Imaz, Eugenio : 569  
 Iniesta, Salvador : 194  
 Insausti, Jesús : 31  
 Iribarria, Santiago : 151  
**Irla i Bosch, Josep** : 287  
**Irujo y Ollo, Manuel de** : 24, 74, 236, 292  
**ISAAC, François** : 376  
 Izacaray, Jesús : 85, 353, 355, 378  
 Jacquet, Gérard : 494  
 Jarillo, Manuel : 332  
 Jaspers, Karl : 169  
 Jato, Cayetano : 51  
**Jauregui, Julio de** : 23, 74  
 Jiménez de Asúa, Luis : 169, 175  
**JIMENO VELILLA, Arsenio** : 3, 4, 9, 13, 88, 98, 175, 223, 406, 487, 490, 525, 535  
 Jimeno, Andrés : 3  
 Jitrik, Noé : 321  
 Joly, André : 327  
 Jordá, Floreal : 332  
 Jordi, Montserrat : 163  
**JORGE MORENO, Evaristo** : 492  
 Jou, Lluís : 400  
 Jougy : 308  
 Jouhaux, Léon : 9  
 Jové, Josep : 466  
 Juarroz, Roberto : 324  
**Just Jimeno, Julio** : 42, 300, 404, 462  
 Kalders : 570  
 Kaldor, Pierre : 257  
 Kaplán, Marcos : 173  
 Kellersohn, Philippe : 402  
 Koenig, Mathilde : 141, 327  
 Koestler, Arthur : 169  
 Kolendic, A. : 10  
 Kropotkine : 321  
 La Fuente, R. de : 10  
 La Rocca, Tito Livio : 47  
**LABAIRU, Emiliano** : 439  
 Lacasa, Luis : 569  
 Lacombe, Georges : 232, 233  
 Lacore, Suzanne : 430, 494  
 Lafitte, Pierre : 232, 233, 293  
 Lafon, René : 232, 233, 268, 293  
 Lafont, Robert : 399, 559  
 Lagar, María Luisa : 349  
 Lagón, César : 384  
 Lam, Wilfredo : 324  
 Lamberet, Renée : 20, 146, 310, 547  
 Lamóneda, Ramón : 152, 467, 492  
 Landaburu, Francisco Javier de : 24, 69  
 Lanoux, Armand : 169  
 Lapeyre, Paul : 189  
 Laplace-Jauretche, Georges : 293  
**LARA, M.** : 262, 470

**LARDINOIS, Fernand** : 4  
**Larena, Felipe** : 565  
**Largo Caballero, Francisco** : 160, 280  
**Larrañaga, Adolfo** : 268  
**Larraun, Azuri de** : 34  
**Larraea, Juan** : 569  
**Larreta, Luis** : 278  
**Lasa y Oria, Laureano** : 69, 235, 490  
**Lasala, Angel** : 44  
**Lasarte, Angel** : 232  
**Lasarte, José María de** : 24  
**Laso de la Vega, Manuel** : 459  
**Latorre, Vicente** : 281  
**Latreille, Joseph** : 564  
**Laurens, Anne** : 278  
**Lavilleneuve, Oscar** : 353  
**Layret, Joan** : 397, 416  
**Lázaro, Angel** : 569  
**Lazarte, Juan** : 539  
**Le Bastrad, Marion** : 399  
**Le Goff, M.** : 343  
**Le Leap, Alain** : 260  
**LEBOURNOT-PALACIOS, Lisa** : 568  
**Leclerc, général** : 322  
**Leenhardt, Francis** : 108  
**LEIRA AMADO, Victoriano** : 158  
**Leiva, José E.** : 285  
**Leiva, Marcos** : 310  
**Leizaola, Jesús María** : 24, 270, 292, 387  
**Lemona, Iñigo** : 520  
**Lénine, Wladimir Oulianov** : 378  
**Léon, Albert** : 232, 233  
**León, María Teresa** : 569  
**LEONARD, André** : 488  
**Lepoil, Marcel** : 547  
**Lequy** : 308  
**Leremboure, Michel** : 293  
**Lerroux, Alejandro** : 322  
**Lesaffre, Jean** : 399  
**Lescarbours, A.** : 318  
**Leval, Gaston** : 46, 154, 258, 310, 384, 501  
**Leveroni, Rosa** : 458  
**Lhande, Pierre** : 232, 233  
**LIARTE VIU, Ramón** : 26, 145, 221, 310, 384  
**Lignières, Camille** : 322  
**Lihu, Enrique** : 324  
**Líster, Enrique** : 178, 378  
**Lizcano, Conrado** : 100, 384, 497  
**Llado Figueres, José María** : 115, 255, 287, 399, 407, 518  
**Llagostera, Joan** : 323  
**Llanas, Miguel** : 47  
**Llanos, Félix** : 85, 521  
**Llanos, José** : 95  
**Llechà, Josep** : 115  
**LLOP CONVALIS, Roque (Roc)** : 147, 157, 280, 281, 496, 503, 518, 539  
**Llopis, Rodolfo** : 13, 74, 88, 175, 217, 372, 406, 487, 490, 493, 494, 535, 537  
**Llorente** : 472  
**Lloyd George, David** : 569



Loayza, Luis : 324  
 Longoria, Mariano : 319  
 LONGUEVILLE, Jean : 304  
 López, Ginés : 564  
 López, Luis R. : 521  
 López, Ramiro : 444  
 López Aguilar, Rosa : 47  
 López Galindo, Enrique : 18  
 López Molero, Lorenzo : 573  
 López Raimundo, Gregorio : 465  
 López Tovar, Vicente : 557  
 Lorenzo, Anselmo : 321  
 LORENZO, Félix : 221  
 Louzon, Robert : 503  
 Lozano Fermín G. : 95  
 Lozano, P. : 295  
 Lucarini, Liberto : 48  
 Luna, Gerardo : 330  
 Lunel, Armand : 399  
 Luno, J. de : 520  
 Luxembourg, Rosa : 370  
 Lydia Trejo, Blanca : 278  
 Machado, Antonio : 282, 569  
 Macià, Francesc : 131, 416  
 Madariaga, Salvador de : 3, 95, 169, 300, 503  
 Madrazo : 33  
 MADRID, Roberto (dit Francisco Aguera) : 110, 377, 489, 492, 543  
 Magnus Enzensberger, Hans : 324  
 Magri, Lucio : 173  
 Mailer, Norman : 169  
 Malatesta : 321  
 Maldonado Denis, Manuel : 173  
 Maldonado, José : 74, 404, 462  
 Mallet, Serge : 173  
 Mallo, Maruja : 569  
 Malraux, André : 169  
 Mamiac, Lluïsa : 139  
 Manase, P. : 572  
 Mancisidor, José : 569  
 Mandel, Ernest : 4, 528  
 Manent, Albert : 562  
 Manent, Irène : 323  
 Maniabile, R. : 459  
 Manolo : 262  
 Marban, Salvador : 69  
 Marc, Geo : 214  
 MARCELLAN, Tomás : 147  
 Marcos : 13  
 Marcos, Juanito : 495  
 Marcos, Volga : 539  
 Marcuse, Herbert : 173  
 Mari, José : 108  
 Marichal, Juan : 341  
 Marín (colonel) : 178  
 MARIN CAYRE, Serafín : 143, 217, 356, 439, 467, 516, 534, 565  
 Marín, F. : 160  
 Marinello, Juan : 569  
 Marini, Ruy Mauro : 173

Mariño : 134  
 Maritain, Jacques : 169, 236  
 Marquez, A. : 564  
 Marquez, Angel : 137  
 Martí Feced, José : 92  
 Martí Ibañez, Félix : 214, 278, 377  
 Martín, J. : 110  
 Martin, Jean : 378  
 Martin, L. : 356  
 Martín, Moisés : 472  
 Martín, Simone : 214  
 Martín Galán, Feliciano : 492  
 Martín, Cayetano : 490  
 Martínez, Alfonso : 527  
 Martínez, Anita : 234  
 Martínez, Enrique : 23  
 Martínez, Enrique Clemente : 42  
 Martínez, Montserrat : 255  
 Martínez, Oscar : 459  
 Martínez, P. F. : 50  
 Martínez, Teresa : 304  
 Martínez Alier, J. : 173  
 Martínez Barrio, Diego : 300, 322  
 Martínez Cobo, Carlos : 160, 459  
 MARTINEZ COBO, José : 160, 459  
 MARTINEZ DASI, Salvador : 98, 175, 211, 295, 368, 374, 459, 490  
 Martínez de Velasco, José : 372  
 Martínez Guerricabeitia, José : 173  
 Martínez Hervás, E. : 51  
 Martínez Parera, Carlos : 487, 490  
 Martínez Puente, F. : 485  
 Martínez Risco, Manuel : 85, 297, 303  
 Martínez Sierra, María : 13, 459, 461  
 Marull, F. : 401  
 Mas, Antonio (dit Luis García) : 65  
 Marx, Karl : 378  
 Mas-Casas, Valerio : 154  
 Maseras, Eduardo : 565  
 Masot, Joan : 136, 256  
 MASPERO, François : 173  
 Massip, Evaristo : 383  
 Massip, Paulino : 569  
 Mata, José : 533  
 Mata, Juan : 533  
 Mauriac, Claude : 169  
 Mauriac, François : 236, 414  
 Maurín, Joaquín : 169  
 Mayans, Martiel : 568  
 Mayer, Daniel : 9, 494  
 Maymon, Antonio : 310  
 Medrano, Daniel : 439  
 Mella, Ricardo : 172  
 Mena, Eduardo : 4  
 Mena, Ramón : 415  
 Menchaca y Careaga, Antonio : 341  
 Mendès-France, Pierre : 169  
 Mendieta, Fermín : 152, 369  
 Mendoza, Plinio Apuleyo : 324

Mera Sanz, Cipriano : 221, 413  
 Mercader, Esteban : 525  
 Mercier, Louis (Luis) : 95, 299  
 Méric, Léon : 504  
 Miguel, Antonio de : 95  
 Miguel, Francisco : 23  
 Miguel, Mariano de : 73  
 Milla, Antonio : 355, 378, 379, 428, 467  
 MILLA JAVARRO, Benito : 7, 146, 320, 472, 501, 503  
 Millares, Agustín : 569  
 Millares, M. : 174  
 Millera, Antoine : 153  
 Miñana, Federico M. : 303  
 Miquel, M. : 209  
 Miranda, Candido : 206  
 Miranda, Manuel de : 292  
 Miravittles, Jaume (Jaime) : 287, 402, 404  
 Miret Musté, Conrado : 116, 141  
 Miret Musté, Josep : 116, 141  
 Miró, Fidel : 345, 466  
 Mistral, Gabriela : 403  
 Mitterrand, François : 494  
 Modesto, Juan : 177, 353, 355, 378  
 Mognaz, Joaquin : 30  
 Moix, Josep : 428, 467, 534, 544  
 Molina, Antonio : 108  
 MOLINA, Helenio : 36  
 Molina, José : 147  
 Molina, Juan Manuel : 27, 46, 221, 285  
 Mollet, Guy : 494  
 Molné, Lluís V. : 400  
 MOMPEAM, Juan : 413  
 Monnier, B. : 236  
 Monsiváis, Carlos : 324  
 Montagut, Lluís : 340  
 Montel, Eugène : 494  
 Montero : 10  
 Montero, José : 525  
 Montesinos, José F. : 569  
 Montesinos, Manuel : 521  
 MONTELL GIMENEZ, Félix : 10, 11, 297, 355, 378  
 Montigalà, Romà de : 139  
 Montilla, Carlos : 569  
 Montroig, Jordi de : 142  
 Montsec, Pere : 139  
 MONY SENY MANE, Federica : 20, 2, 99, 145, 147, 154, 169, 194, 214, 227,  
 353, 378, 412, 500, 547  
 Montserrat, Daniel : 402  
 MONTUENGA, F. G. : 501  
 Monzó, Miguel : 89, 416  
 Monzón, Telesforo de : 24  
 Mora, Francisco : 459  
 Mora, Tina : 352  
 Moragues, Rafael : 399  
 Morales Guzmán : 302, 320  
 Morales, Cesar : 47  
 Morales, Pedro : 528  
 MORANDAT, Yvon : 93

Morante, Irène : 489  
 Moravia, Alberto : 169  
 Moreau, Germaine : 38  
 Moreno Cañamero, Francisco : 85  
 Moreno Villa, José : 569  
 Moreno, Evaristo Jorge : 62, 492  
 MORET CASALS, Emilio : 281, 291, 292  
 Morey, Manuel : 240  
 Morgades, Lluís : 292  
 Morgan, Claude : 278, 399  
 Morón, Gabriel : 369  
 MOULLEC, Raymond : 323  
 Moyano, Daniel : 324  
 MUÑO ARROYO, Manuel : 26, 87, 98, 295, 372, 487, 490, 533  
 Muley, José : 565  
 Munis, Georges : voir Fernández Grandizo, Manuel  
 Muñiz, Segismundo : 278  
 Muñoz, Abelardo : 323  
 Muñoz, F. : 473  
 MUÑOZ, P. : 506  
 Muñoz, Pedro : 470  
 Muñoz, Vladimiro : 146  
 MUÑOZ CONGOST, José : 21, 145, 147, 242, 284, 472, 500  
 Nabokov, Nicolas : 169  
 Nadal, Emilio G. : 85, 86, 297  
 Nadal, Juanita : 352  
 Nanas, Richard : 47  
 Narro : 402  
 Nart-Rodes, J. : 142, 325  
 NAVARRO, Esteban : 501  
 Navarro, Fernando : 557  
 Navarro Costabella, J. : 402  
 Navarro Tomás, Tomás : 569  
 Naville, Pierre : 528  
 Nebot, Jaime : 378  
 Negrín Lopez, Juan : 217, 381, 488  
 Nehru, Jawaharlal : 169  
 Nelken, Margarita : 569  
 Nelli, René : 399  
 Neruda, Pablo : 569  
 Nicolas, F. : 340  
 Nicolau d'Olwer, Lluís : 131, 136, 255, 292, 402, 468, 501, 559  
 Nieto, Eugenio : 173  
 NIEVES, J. 191  
 NOEL, Jacques : 30  
 Nogueira, José : 573  
 Nogués i Biset, Ramón : 74, 287, 399  
 NOGUES, Gabriel : 229, 414, 562  
 Noia, Josep del : 516  
 Novás Calvo, Lino : 569  
 Nuñez de Arenas, Manuel : 297  
 Obiols, Armand : 468  
 Ocaña, Floreal : 146, 302, 501  
 Olabe, Andrés de : 268  
 OLAYA MORALES, Francisco : 20, 43, 154, 258, 345, 366, 430  
 Oliván y García, Gregorio : 99, 154, 302, 548  
 Olivier, G. : 385  
 OLLER, Joan : 340

Olmo, Angel : 173  
 Onaindia, Alberto de : 24, 34  
 Onís, Federico de : 95  
 Ordoño, Enrique : 345, 366, 430  
 Orero, Felipe : 174  
 Oria, Julio : 111  
 Orloff, Gergori : 20  
 Ormaetxea, Nicolás d' : 232, 233  
 ORMAZABAL, Ramón : 234  
 Orriols, Alvaro de : 217, 377, 492  
 Orriols, Josep : 562  
 Orsini, Pierre : 214  
 Ortega, Arturo : 31, 463  
 Ortega, C. : 380  
 Ortega, Desiderio : 221  
 Ortiz, Luis : 4  
 ORTIZ, Marfa Teresa : 370  
 Ortiz, Pedro : 134  
 Orús, Miguel : 89, 90, 282, 416  
 Orueta, Ricardo de : 569  
 Osés, D. : 340  
 Ospital, M. : 23  
 Ossorio y Gallardo, Angel : 569  
 Otero Seco, A. : 291  
 Otero, Felipe : 172  
 Ovejero, Andrés : 569  
 Oviedo, José Miguel : 324  
 Pablo, Juan : 10  
 Pacheco, José Emilio : 324  
 Padro Canyellas, Pau : 517  
 Padró, Josep : 562  
 Padró Canyellas, Pau : 516, 517  
 Padros, Jaime : 298  
 Paez Camino, Feliciano : 10  
 Palau, Joan B. : 397  
 Pallach Carola, Josep : 3, 31, 115, 174, 209, 256, 346, 375, 398, 427  
 Palme, Olof : 348  
 Palomares, Cecilio : 296  
 Palomares, G. : 521  
 Pampalona, Paulette : 223  
 Parcerisas, Joan : 505  
 PARDELLANS, Humbert : 458  
 Parra, Cristóbal : 302, 472  
 Parrot, Luis : 278  
 PASAMAR DELGADO, Luis : 2  
 Pascual, J. : 412  
 Pascual, Richard : 568  
 Passarell, Jaume : 402  
 Pasternak, Boris : 169  
 Pastor, Adolfo : 151  
 Paul-Boncour, Jean : 494  
 Paules, Cosme : 146  
 Paulhan, Jean : 399  
 Paz, Abel : 310  
 Paz, Octavio : 324, 503, 569  
 Pedragosa, Salvador : 558  
 Pedro, M. : 329, 499  
 Pedrolo, Manuel de : 559

Pedrosa, Mario : 169  
 Peinado, Joaquín : 85  
**PEIRATS VALLS, José** : 17, 145, 154, 157, 212, 258, 302, 332, 384, 412, 413,  
 472, 501, 503, 518, 547  
 Peiró, Joan : 141, 402  
 Peiró, José : 36  
 Pelayo, Carlos : 323  
 Pellicer, Carlos : 569  
 Pena, Antollano : 173  
 Peña, Luis : 4  
 Perarnau, Salvador : 399, 402  
**PEREIRA, Carlos Enrique** : 555, 556  
 Pérez, Avelino : 459  
 Pérez, Cayetano : 430  
 Pérez, Demetrio : 483  
 Pérez, Jesús Vicente : 541  
 Pérez, Joé : 310  
 Pérez, Josep-Manuel : 399  
 Pérez, Leoncio : 13, 459  
 Pérez, Manuel : 472  
**PEREZ BARBA, Julio** : 96, 404  
 Perez Burgos, José : 302  
 Pérez Casas, P. : 569  
**PEREZ GIL, Valentín** : 18  
 Pérez Gúzman : 20, 157, 194, 366, 384  
 Pérez Medina, Antonio : 459  
 Pérez Rubio, J. : 569  
 Pérez Valiente, Manuel : 109  
 Perics, J. R. : 310  
 Pestana, C. : 194  
 Petkoff, Teodoro : 324  
 Pétrequin, Marcel : 50  
 Peydro, E. : 306  
 Peydro, Miguel : 525, 561  
 Pezet, Ernest : 300  
 Philibert, Catherine : 50  
 Philip, André : 169  
 Pi i Sunyer, Carles : 134, 255, 287, 402, 468, 559  
 Pi, Joan del : 518  
 Picasso, Pablo : 73, 86, 141, 569, 570  
 Picavea, Rafael : 236, 268  
 Pico, J. -O. : 65  
 Picó, Josep : 400  
 Picon, Gaëtan : 169  
**PICOT, Armand** : 215, 323  
 Pierna, Virgilio : 532, 573  
 Pierra, Antonio : 260  
 Piette, Fernande : 110  
 Piñar, A. : 33  
 Piquer, Faustino : 189, 302  
 Pisano : 278  
 Pita Rodriguez, Félix : 569  
 Pitol, Sergio : 324  
 Plá, Juan José : 383  
 Planas, Paul : 400  
**PLANAS, Romà** : 256  
 Pla, e, Fernand : 20  
 Planes, Juan : 569

Plat, Jean : 93  
 Plo, Francisco : 47  
 Poblet, Josep M. : 402  
 Poch, Amparo : 146  
 Poirault, Raymond : 378  
 Pol-Aranaz, E. : 95  
 Pons, Jaume : 115  
 Pons, Josep-Sebastià : 559  
 Porcel, Baltasar : 346  
 Porras, Antonio : 85, 297, 356  
 Portales, Suceso : 352  
 Porté, Ramón : 194, 571  
 Portela Valladares, Manuel : 292  
 Porter, Bernat : 506  
 Posada : 174  
 Posty Petitbrouhaud, Jeanne : 487  
 Pou i Pagès, Josep : 468  
 Pou, Jordi : 402  
 Poulaille, Henry : 169, 503  
 Poulet, André : 567  
 Pouppeville, Paul : 565  
 Pous i Pagès, Josep : 468  
 POUSSARD, Denise : 555  
 Pozas, Marcelo : 516  
 Pozo, Francisco Gil : 9  
 PRADAL GOMEZ, Gabriel : 13, 51, 175, 459, 490, 494  
 Pradas, Fernando : 347  
 PRADELA, Daniel R. : 435  
 Prados, Emilio : 569  
 Prat, Francesc : 403  
 Prat, José : 500  
 Prat, María : 163  
 Preteceille, Ogier : 297, 444, 569  
 Prévert Jacques : 311  
 PREVOTEL, Marc : 345  
 Prieto, Horacio M. : 36, 214, 221, 240, 345, 470  
 Prieto Tuero, Indalecio : 69, 175, 226, 381, 480, 487, 490, 493, 494  
 PRIEUR, Albert P. : 236, 387  
 Prudhommeaux, André : 146  
 Pruja, Jacques : 260  
 Puebla, Remigio : 467  
 Puel, Gaston : 343  
 Puente, Isaac : 353  
 Puig : 73  
 Puig Thomas, J. : 543  
 Puig, Floreal : 472  
 Puig, María : 163  
 Puig-Arnau(s), Josep : 399, 402  
 Puig-Pujades, Josep : 399  
 Puigvert, Salvador : 264  
 Pujol, Ramón : 139  
 Pulido, Aurelio : 459  
 Puyol, José María : 43, 146, 172, 377  
 Pyniol, Enric : 397  
 Quejido, Pablo : 489  
 Quelus : 141, 402, 565, 567  
 QUEMADES, Salvador : 303, 417  
 Quero i Molares, Josep : 85, 138, 141, 297, 427

Querol, I. : 33  
 Querol, Tomás : 414  
 Quintana, Josep : 138  
 Quintanilla, Luis : 169  
 Quintano, Angel : 62  
 Quiroga Plá, José María : 73, 85, 292, 297, 318, 444, 569  
 Ragasol, Eduard : 402  
 Rahola, Ferran : 399  
 Rahola, Gaieta : 397  
 Rahola, J : 288  
 Rama, Angel : 324  
 Rama, Carlos M. : 169, 503  
 Ramírez, Julián A. : 89, 542  
 Ramírez, Luis : voir Rincón, Luciano  
 Ramiro : 262  
 Ramón Ribeyro, Ramón : 324  
 Raoul, Jean : 404  
 Ravanel, Serge : 108  
 Raventos, Josep : 428  
 Read, Herbert : 146  
 Rebersat, Jacques : 323  
 Rebull, Joan : 141, 288  
 Recassens, Josep : 346  
 Recuero, Pedro : 565  
 Redondo, Mariano : 459  
 Regain, Georges : 380  
 Regas Moix, Josep : 326, 327  
 Regler, Gustav : 569  
 Regúlez : 278  
 Relgis, Eugen : 146, 353, 503, 539 .  
 Remartinez, R. : 353  
**REMIS ALVAREZ, Antonio** : 322, 383, 404, 480  
 Renau, José : 569  
 Rentero, Victorio : 459  
**RESTOUEIX, A.** : 28  
 Reventlow, Rudolf : 3  
 Rey Apezteguia, Juan : 268  
 Reyes, Alfonso : 503, 569  
 Rezola : 24  
 Riart, Magi : 143  
 Riba, Carles : 468, 559  
 Riba, Noemi de la : 51  
 Riba-Rovira, Francesc : 278, 400  
 Ribière, Elena Francisca de : 16  
 Ribière, Lauro : 240  
 Rico, Manuel : 240  
 Ridruejo, Dionisio : 95, 341  
 Rincón, Luciano (dit Luis Ramirez) : 173  
 Río, Angel del : 95  
 Rios, Fernando : 175  
 Riquelme y López Bago, José : 73, 85, 177  
 Rivals, Luis de : 36, 37  
 Rivano, Pierre : 525  
 Rivas, José : 516  
 Rivera, Homero : 47  
**RIVERAIN, Gaston** : 191, 215  
 Rivet, Paul : 111, 383  
 Roa, A. : 345



**ROBLES ARANGIZ : 317**  
 Robles, Antonio : 69  
 Roc, Luis : 65  
 Roca : 10  
 Roch i Coll, A. : 141  
 Roca, Juan : 30  
 Roca, R. : 383  
 Rocafull, Libertad : 534  
 Rocafull, Soler : 545  
 Rocas, Aura : 571  
 Rocas, Wenceslao : 569  
 Rochefort, Marc : 20  
 Rocker, Rudolf : 500, 503  
 Rodoreda, Mercé : 414  
 Rodriguez, Eduardo : 565  
 Rodriguez, Enrique : 65  
 Rodriguez, Francisco : 548  
 Rodriguez, J. : 523  
**RODRIGUEZ, Mateo : 7**  
 Rodriguez, Máximo : 533  
 Rodriguez, Sabino : 483  
 Rodriguez, Vicente : 206  
 Rodriguez Pasapeit, J. : 255  
 Rodriguez Vega, José : 534  
 Roig i Querol, Enric : 256, 413, 506, 559, 562  
 Roig, Feliu : 516  
 Roig, Joan : 173  
 Roig, Rafael : 30  
 Rojas, Jaime : 47  
 Rojo, Juan : 14  
**ROJO, Marianc : 69, 149, 372, 490**  
 Rojo, Vicente : 324  
 Roldán, Juan : 497  
 Romani, A. : 164  
 Romero, Adriano : 557  
**ROMERO, Luis : 568**  
 Romero, Vicente : 48  
 Romero Fernández, Francisco : 221  
 Romo, Antonio : 545  
**RON, Ramón : 111**  
 Roncal, Sergio : 189  
 Ronso : 287  
 Roques, Mario : 414  
 Ros i Serra, Jaume : 397  
 Ros, J. : 496  
 Rosa, Fernando : 484  
 Rosa, Martín : 47  
**ROSAL DIAZ, Amaro del : 62, 64, 82, 534, 544**  
 Rosell, Avenir : 539  
 Rosset, Manuel : 439  
 Rostand, Jean : 503  
 Roudin, Pierre-Jean : 399  
**ROUQUETTE, Max : 559**  
 Roura Tuncu, G. : 399  
 Roura, A. : 330  
 Roux, A. : 284  
 Rouy, M. : 325  
**Rovira, Josep : 209, 283**

ROVIRA, E. : 33  
 Rovira i Virgili, Antoni : 169, 255, 256, 287, 292, 399, 402, 427, 468  
 Rubel, Maximilien : 169  
 RUBIO, Eduardo : 278, 279, 521, 565  
 Rubio, Javier : 382, 398, 402  
 Rubió, Marian : 138  
 Rubió, Nicolau M. : 138, 141, 255, 399, 427  
 Rufat, Ramón : 384, 503  
 Rufo, Blas G. : 177  
 Ruiz (commandant) : 36  
 Ruiz, A. : 110  
 Ruiz, Diego : 543  
 Ruiz, Eduardo : 310, 384  
 Ruiz, J. : 146  
 Ruiz, Juan : 215  
 Ruiz, Julio : 306  
 Ruiz, Miguel : 95  
 Ruiz, Pablo : 30, 48  
 Ruiz, Soledad : 351  
 Ruiz Alberda, Pedro : 521  
 Ruiz de Ercilla : 24  
 Ruiz García, Enrique : 95  
 Ruiz Ibarruri, Ruben : 438  
 Ruiz Jiménez, Carlos : 521  
 Ruiz Vilaplana, Antonio : 569  
 Russell, Bertrand : 146, 503  
 Sabartes : 85  
 Sabat, F. : 160  
 Sabaté, Modest : 399, 558  
**SABORIT COLOMER, Andrés** : 69, 88, 175, 372, 406, 461, 487, 490, 494  
 Sacs, Joan : 415  
 SAEZ, Mme : 200  
 Safón, Ramón : 310, 384  
 Sagí, Anna María : 138, 399  
 Saillant, Louis : 380, 544  
 Sainz de Morales : 194  
 Sais, José de : 147  
 Sala, Pelai : 209  
 Salaberry, Etienne : 268  
 Saladaña, Luis : 63  
 Salgues, Yves : 343  
 Salinas, Pedro : 260  
 Salvat, Josep : 414  
 Samblancat, Angel : 69, 146, 157, 278, 302, 497, 501, 539  
 San José, Martín : 226  
 Sánchez, Francisco : 221  
 Sánchez, José : 23  
 Sánchez, Tomás : 527  
 Sánchez Albornoz, Claudio : 95, 169, 417  
 Sánchez Albornoz, Nicolás : 174, 462  
 Sánchez Arcas, M. : 569  
 Sánchez-Boxa, Gracián : 294, 380, 402, 415, 480, 543  
 Sánchez-Boxa, Miguel : 398, 415  
 Sánchez Guerra, Rafael : 80, 373, 404  
 Sánchez Portela, Lino : 33, 73, 85  
 Sánchez Redondo, M. : 10  
 Sánchez Requena, José : 483  
 Sánchez Saornil, Lucía : 498

Sánchez Vázquez, Adolfo : 174  
 Sánchez Venturn, Rafael : 569  
 Sanchis Guarnier, M. : 559  
 SANCHIS-BANUS, José : 152, 492  
 SANCHIC, Enrique : 65  
 Sangres, Joan : 255  
 Sans Sicart, Juan : 20, 384  
 SANS I ARRUFAT, Josep : 74, 115, 136, 255, 287, 300, 526, 559, 562  
 Sans, Miguel : 50  
 Sant Jordi, M. de : 414  
 Santacana, Pere : 517  
 Santaló, Miquel (Miguel) : 90, 297, 402  
 Santamaría, Roque : 154, 384  
 Santiago y Ribera, Enrique de : 73, 152, 327, 344, 380, 467, 489, 534, 543  
 Santos, Eduardo : 300, 462  
 Santos, Jesús : 4  
 Santos, José Domingues dos : 292  
 SANTOS, Mateo : 99, 221, 310, 318, 377  
 Santullano, Luis A. : 569  
 Sanz Toledano, Isabel : 351  
 Sanz, Antonio : 95  
 Sanz, J. : 472  
 Sanz, Miguel Angel : 12  
 Sanz, Ricardo : 221  
 Sanz, Victor : 154  
 Sarduy, Severo : 324  
 Sarrailh, Jean : 414  
 Sarrau, Liberto : 472  
 Sartorius, Nicolas : 162  
 Sartre, Jean-Paul : 399, 528  
 Sastre, Alfonso : 174  
 SAURA ALBALAT, Antonio : 404  
 Saura, Antonio : 174  
 Sauret, Joan : 255, 287, 346, 399, 414, 526, 559, 562  
 Savary, Alain : 108, 494  
 Sbert, Antoni : 402, 468  
 Sbert, José María : 569  
 Schujmman, Héctor : 146  
 Schweitzer, Albert : 503  
 Sechi, José : 485  
 Seco, Florencio : 260  
 Seghers, Pierre : 399  
 Segré, J. : 398  
 Segria, Lluís : 504  
 Seguí, Salvador : 353  
 Segura, Germán : 458  
 Sempere, Vicente : 383  
 Semprún Maura, Carlos : 172, 260  
 Semprún y Gurrea, José María de : 73, 85, 236, 297, 404  
 Semprún, Jorge : 173, 297, 324  
 Sender, Ramón : 95, 169, 258, 377, 569  
 Sermet, Jean : 322  
 Serna, Emiliano : 221  
 Serra, Domingo : 108  
 Serra, Josep : 402  
 Serra, Julia : 163  
 Serra, Rosend : 416  
 Serra Hunter, Jaume : 468

Serra Hunter, José : 569  
 Serra i Moret, Manuel : 209, 292, 414, 559  
 Serra Prat, Francisco : 7  
 Serrahima, Maurici : 559  
 Serrano, Dr. : 347  
 Serrano, Francisco : 492  
 Serrano, José : 63  
 Serrano, Olegario : 86, 521  
 Serrano, Perpetuo : 80  
 SERRANO NAVAZO : 447  
 Serrano Olmo, Francisco : 484, 492  
 Serrano Pérez, A. : 345  
 Serrano Plaja, Arturo : 85, 169, 297, 377, 569  
 Serrato, José : 483  
 SERVENT, Ramiro : 262, 470  
 Serveto, Ricardo : 380  
 Sgarbi : 262  
 Shemi, Daniel : 47  
 Signourel, Marcel : 110  
 Sigüenza, Miguel : 4  
 Silone, Ignacio : 169  
 Silva, Alberto : 47  
 Simón, F. : 43  
 Simón, Félix Lazaro : 62  
 Simón, Manuel : 459, 533  
 Sinclair, Upton : 169  
 Siurana, Germinal : 310  
 Skármeta, Antonio : 324  
 Smythe, J. : 352  
 Snow, Edgar : 378  
 Soares, Mario : 494  
 Sobera, Grecia : 324  
 SOCHON, André : 4, 406  
 Sokolov, A. : 428  
 Solà Carizares, Felip de : 558  
 Solana, Damaso : 459  
 Solana, Julio : 225  
 Solanes, Josep : 399, 427  
 SOLANO, Wilebaldo : 65, 528  
 Solaum : 24  
 Soldevila, Ferrán : 402, 468  
 SOLER, Joan : 131, 562  
 Soler, R. : 47  
 SOLERES, Louis : 317  
 Soliva, Ramón : 327, 378, 428  
 Solomonoff, Jorge : 310  
 Solsona, Braulio : 417, 565  
 Sonag, Susan : 324  
 Soriano, Antonio (Antoni) : 25, 105, 218, 255, 318  
 Soriano, J. : 157, 345  
 Sota, Manuel de la : 232, 233, 293  
 Soto : 501  
 Souchère, Elena de la : 492  
 Souchy, Agustín : 154  
 Soula, Camille : 414  
 Soureiro, Antonio : 376  
 Southon, Roger : 494  
 Souto, Manuel : 398

Souvarine, Boris : 169  
 Staline, Joseph : 378, 379  
 Stevenson, Mary : 352  
 Stobnic, Isacov : 47  
 Sturzo, Luigi : 236  
 Suarez, Macrino : 462, 463, 573  
 Suarez, Ramón : 48  
 Suescún, Nicolas : 324  
 Tamayo, Rufino : 169  
 Tapia, Joan : 346  
 Tàpies, Antoni : 324  
 Tarago, Josep Maria : 413  
 Tarradell, V. : 483  
**TARRADELLAS, Josep** : 3, 115, 287  
 Tarrago, A. : 518  
 Tàrrega, Antonio : 398  
 Tasis i Marca, Rafael : 85, 141, 255, 287, 399, 402, 427, 468, 559  
 Tauler, Joan : 138, 141  
 Téllez Solá, Antonio : 48, 154, 472  
 Temblador, Manuel : 345  
 Tenti, Emilio : 47  
 Termes, Joaquim : 138, 141, 402  
 Terrer, Dionisio : 42  
 Thiollent, Michel : 47  
 Thorez, Maurice : 379, 428  
 Títo : 11, 379  
 Tomás de la Rica, D. : 356  
 Tomàs i Picra, J. : 402  
**TOMAS TAENGUA, Pascual** : 26, 69, 87, 158, 175, 406, 459, 490, 535, 537  
 Toral, Della : 569  
 Torne i Prat, B. : 518  
 Torner, Edmundo : 569  
 Torre, Matilde de la : 484  
**TORREGROSA, Hdefonso** : 3, 372, 487, 525  
 Torrens-Ibern, J. : 468  
 Torrente, José : 372  
 Torrents, Josep : 138, 141, 255, 399, 400  
**TORRENTS, Marinette** : 138  
 Torrents, Tomás : 397  
 Torres, Agustín : 545  
**TORRES, Domingo** : 221, 240  
 Torres, Gregorio : 7  
 Torres, Humbert : 255, 287, 399, 402, 427, 468  
 Torres, Jaume : 416  
 Torres, Lorenzo : 4  
 Torres, Víctor M. : 287, 399  
 Torres Campaña, Manuel : 322, 373, 462  
 Torrubiá, Antonia : 163  
 Tosquellas, F. : 320  
 Toucet, Pablo : 487, 561  
**TOUS, Antonio** : 446  
 Toynbee, Arnold J. : 169  
 Trabal, Antonio : 36, 310, 572  
 Treni, Hugo : 547  
 Triadú, Joan : 559  
 Trilla, Gabriel L. : 569  
 Troya, Francisco de : 278, 356, 383, 497, 543  
 Trueta, Josep : 141, 468, 559

Tubau, Fermí : 400  
 TUNDIDOR, Juan : 175, 211, 490  
 Tuñón de Lara, Manuel : 297  
 Turiel, Constantino : 532  
 TURMO, Antoine : 194, 227  
 Ugalde, Martín : 23  
 Ugarte, Eduardo : 569  
 Uguet, Manuel : 7  
 Ulzama, L. de : 520  
 Unamuno, Miguel de : 282, 319  
 Unzeta, Iñaki de : 23, 24  
 Urales, Federico : 146, 353, 378  
 URCOLA-OYARZUN, Felipe de : 236, 387  
 Urculo : 174  
 Uribe, Vicente : 355, 378  
 Uriz, Elisa : 351, 428  
 Urondo, Francisco : 324  
 Uslar Pietri, Arturo : 169  
 Ussía Urruticoechea, Marcos : 431  
 Val Bescos, Eduardo : 221  
 Valdes, Pedro : 215  
 Valdivieso, Manuel : 146  
 Valencia, Roberto : 304  
 Valencia, Víctor : 262  
 Valente, José Angel : 324  
 Valera Aparicio, Fernando : 42, 80, 130, 169, 300, 322, 404, 462, 503, 539  
 Valero, Ismael : 555  
 Valiente, Joaquín : 320  
 Vall P., F. : 294  
 Valldaura, Genis : 139  
 VALLE BOIXADEU, José María : 462  
 Valle Gracia, B. : 254  
 Valle, Adrián del : 378  
 Valle, José María del : 291, 462  
 Valles, Joaquim : 195  
 Valles, Marc : 195  
 Vallescà, Joan : 416  
 Vallina, Pedro : 146, 503  
 VALLS, Esteban : 111, 347  
 Valls, Joan : 402  
 Vandellós, Nestór : 332  
 Vaquer, Louis : 547  
 Vargas Llosa, Mario : 174, 324  
 Vargas, Antonio : 173  
 VÁSQUEZ, Antonio : 7  
 Vaux, Max : 262  
 Vázquez de Sola : 174, 258  
 Vázquez Humasqué, Adolfo : 569  
 Vázquez Montalbán, Manuel : 324  
 Vázquez Ocaña, Fernando : 492  
 Velao, Antonio : 106, 356  
 Velázquez González, Luis : 10, 11  
 VELEZ, Alfonso : 7  
 Ventura, Joan : 255  
 Vera Martínez, J. : 10  
 Vera, Francisco : 569  
 Verdaguer, Jacint : 110, 139, 414  
 Verecken, Georges : 14

Vergés, Fermí : 402  
 Vergnolle, Tersida : 20  
 Veyrin Philippe : 232, 233, 268, 293  
 Viadiu, José : 146, 258, 353, 500, 503  
 Vías, Ramón : 50  
 Vicens, Juan : 569  
 Vicuña, Victorio : 347  
 Vidal y Planas, Alfonso : 278, 497, 503  
 Vidal, Antonio : 91  
 Vidal, Ignasi : 400  
 Vidal, Ton. : 132  
 Vidiella, Rafael : 326, 327, 378, 428, 467, 534  
 Vignaux, Paul : 236  
 VIGO, Emili : 287, 399  
 Vila Cuenca, V. : 372  
 Vila, Antonio : 376  
 Vila, Santiago : 287  
 Vilaró, Francisco : 151  
 Villa, José : 398  
 Villacanas, A. : 164  
 Villamayor, Luis : 10  
 Villanueva, Angel : 173  
 Villarupla, Martín : 145  
 Villasol, Manuel : 572  
 Vinyes, Ramón : 17  
 Viña, Mario de la : 278, 444  
 Viñas, J. : 33  
 Viñuales, Mariano : 146, 501  
 Viscaino, E. : 545  
 Viusa, Manuel : 401, 506  
 Vívancos : 282  
 VIVAS BLANCO, Emilio : 221, 240, 285  
 Weiss, Oscar : 528  
 WEBER, Henri : 159  
 Weill, Georges : 503  
 West, Rebecca : 169  
 Wild, Roger : 399  
 Wilson, Harold : 348  
 Wright Mills, C. : 528  
 Xammar, Eugeni : 255  
 Xirau, José : 569  
 Xirgu, Margarita : 569  
 Xuriguera, Baptista : 399  
 XURIGUERA, Ramón : 113, 138, 287, 399, 414, 427, 559  
 Yagüe, Celestino : 223  
 Yzartza, Jon de : 34  
 Zalacáin, Francisco : 234  
 Zalko, Agar : 47  
 Zalko, Nardo : 47  
 Zamacois, Eduardo : 278, 377  
 Zambrano, María : 569  
 Zamora, Hugo : 47  
 Zamora, José de : 262  
 Zamora, Raúl : 47  
 Zapola, Ibon de : 34  
 Zaragoza, Eugenio S. : 415  
 Zaragoza, Javier : 461  
 Zarza, Fermín : 69

Zayuelas, César : 65  
Zca, Leopoldo : 503  
Zigla : 518  
Zozaya, Antonio : 569  
Zugazagoitia, Julián : 369  
Zulaica, M. : 499



## INDEX DES ORGANISATIONS

- Acció cooperativista catalana : 295
- Acción comunista : 4
- Acción nacionalista vasca : 520
- Acción republicana democrática española : 42, 462
- Agence d'édition et de presse : 93
- Agence Hispania : 14
- Agencia catalana d'informació : 11
- Agencia Febus : 16
- Agrupació de Berguedans a l'exili : 16
- Agrupación de Cenetistas de Unión nacional : 499
- Agrupación de guerrilleros españoles : 35, 319, 329
- Agrupación de los Amigos de Durruti : 29
- Agrupación de marineros de la República española : 83
- Agrupación Gernika : 268
- Agrupación militar (de ex-combatientes) de la República española : 18, 43, 78, 93, 104
- Agrupación militar del Ejército republicano español : 177
- Aliança nacional de Catalunya : 138, 139, 140, 142, 432
- Alianza republicana española : 190
- Alianza sindical española : 26, 27, 382
- Alianza sindical obrera : 46
- Amicale des Anciens FFI et Résistants espagnols : 108, 380
- Amis de la culture catalane : 117, 152, 326
- Amitiés France-Catalogne : 195
- Asamblea de Catalunya : 45
- Asociación cooperación cultural ibero-yugoeslava. : 30
- Asociación internacional de los trabajadores : 19, 21
- Association culturelle franco-espagnole : 150
- Association d'anciens combattants et victimes de guerre de la République espagnole : 568
- Association France-Espagne : 110, 111, 257, 258, 374, 543
- Atereo Ibero-Américano : 32
- Bloque republican nazonal galego : 263
- Casa de España : 75
- Casal Català (Angoulême) : 340
- Casal català (Béziers) : 113
- Casal català (Castres) : 130
- Casal català (Clermont-Ferrand) : 118, 401
- Casal català (Lyon) : 118
- Casal català (Paris) : 131
- Casal català (Perpignan) : 119
- Casal català (Toulouse) : 117, 135
- Casal de Catalunya (Carcassonne) : 118
- Casal de Catalunya (Paris) : 562
- Centre català (Marseille) : 112, 119, 149
- Centre d'études économiques et sociales Toulouse- Barcelone : 105
- Centro de documentación y de estudios : 94, 341
- Centro de información y ayuda a los trabajadores extranjeros : 521
- Comisión internacional de relaciones obreras : 299
- Comisión pro-presos. : 495
- Comisiones obreras : 72, 119, 162, 166, 197, 331, 343, 519
- Comité central socialista de Euzkadi : 330
- Comité de ayuda a los republicanos españoles : 72

Comité por la liberación de todos los presos políticos... : 73  
 Comités antiimperialistas revolucionarios : 162  
 Commission de relations internationales anarchistes : 84  
 Confederación nacional del trabajo : 6, 36, 43, 46, 67, 69, 92, 96, 102, 103, 104, 131, 137, 144, 147, 151, 153, 154, 155, 156, 157, 160, 161, 171, 172, 176, 190, 194, 212, 219, 230, 231, 262, 269, 284, 298, 344, 352, 430, 431, 496, 501, 502, 539, 547  
 Confederación nacional del trabajo-Movimiento libertario español : 220, 284  
 Confédération d'Amicales départementales d'anciens guérilleros espagnols en France : 111, 347  
 Confédération générale du travail : 522  
 Confédération générale du travail-Force ouvrière : 223  
 Confédération nationale du travail : 227  
 Congreso para la libertad de la cultura : 148, 169, 299, 483  
 Conjunció republicana resistent de Catalunya : 143  
 Conjunción de Grupos políticos abertzales : 32  
 Consejo pro-unidad. : 548  
 Cortes : 70, 165  
 Cruz roja española republicana : 168  
 España combatiente : 216  
 Esquerra republicana de Catalunya : 227, 228, 285, 286, 287, 402, 526  
 Estat català : 228, 229, 415  
 Euzkadi ta azkatusana : 574, 575  
 Euzko Gaztedi : 53  
 Federació nacional de estudiants de Catalunya : 333  
 Federación anarquista ibérica : 161  
 Federación comunista libertaria : 473  
 Federación de asociaciones de emigrantes españoles : 253  
 Federación de cooperadores españoles : 74  
 Federación de Españoles residentes en Francia : 279, 565  
 Federación de los emigrados españoles : 569  
 Federación de los inmigrados españoles en Francia : 566  
 Federación española de deportados e internados políticos : 280  
 Federación española de trabajadores de la enseñanza : 75, 281, 416, 520, 536, 584  
 Federación española de trabajadores internados : 458  
 Federación ibérica de juventudes libertarias : 100, 167, 168, 189, 241, 283, 301, 310, 367, 384, 471, 506, 563  
 Federación Mujeres libres : 351  
 Federación universitaria escolar : 86, 89, 89, 282  
 Fomento obrero revolucionario : 22  
 Frente revolucionario antifascista y patriota : 15, 38, 39, 40, 41, 222  
 Front de la llibertat : 283  
 Front franco-espagnol des lettres : 343  
 Front nacional de Catalunya : 115, 388, 397, 400  
 Funcionarios del Cuerpo de seguridad : 319  
 Fundació Ramón Llull. : 468  
 Generalitat de Catalunya : 114, 196, 199, 263, 264, 265, 266, 267, 481, 482  
 Gouvernement basque : 107, 236, 237, 238, 386, 387, 469  
 Gouvernement républicain : 106, 79, 261, 371, 372  
 Groupe culturel Reclus : 296  
 Groupe Nervio : 366  
 Grup d'estudis politics : 427  
 Grupo comunista internacionalista : 71, 176, 330  
 Grupo interparlamentario : 300  
 Grupos de acción y unión proletaria : 331  
 Gudaris : 270  
 Institut "Gernika" : 232  
 Institut basque de recherches : 293  
 Institut català d'art i cultura : 413

Institut Sardanista Folkloric Catalunya-France. : 506  
 Izquierda republicana : 303, 404, 405, 417  
 Izquierda republicana/Unión republicana : 215, 225  
 Joventut socialista unificat de Catalunya : 304  
 Joventuts de Esquerra republicana-Estat català : 115, 505  
 Junta de auxilio a los republicanos españoles : 381  
 Junta española de liberación : 192, 213  
 Junta nacional de seguridad y vigilancia : 304, 466  
 Juventud combatiente : 27  
 Juventud comunista de España : 309  
 Juventud comunista ibérica : 13, 311  
 Juventudes socialistas de España : 2, 75, 166, 210, 294, 342, 408, 459, 460, 524, 561, 562  
 Juventudes socialistas revolucionarias : 175, 231, 261  
 Juventudes socialistas unificadas : 19, 25, 67, 171, 217, 303, 305, 306, 307, 308  
 Librairie des Editions espagnoles : 317  
 Liga comunista revolucionaria : 159  
 Liga de mutilados e invalidos de la guerra de España : 76, 572  
 Llar de Germanor catalana : 32<sup>c</sup>  
 Lliga catalana : 558  
 Moviment socialista català pels Estats units d'Europa : 114, 134  
 Moviment socialista de Catalunya : 121, 209, 348, 356, 375  
 Movimiento de Acción socialista : 9, 172  
 Movimiento libertario español : 6, 8, 77, 83, 91, 97, 205, 258, 267, 320, 347, 470, 500, 519,  
 Movimiento libertario español-Confederación nacional del trabajo : 81, 99, 240, 571  
 Movimiento republicano antifascista de liberación Hispana : 96  
 Omnium cultural : 112  
 Oposición sindical obrera : 207  
 Organización sindical revolucionaria : 207  
 Partido comunista de España (marxista-leninista) : 380, 556  
 Partido comunista de España : 12, 50, 90, 178, 205, 223, 224, 353, 354, 378, 382, 434, 437,  
 445, 447, 449, 450, 451, 453, 454, 455, 456, 541, 582, 583  
 Partido comunista de Euzkadi : 28, 29, 233, 234  
 Partido nacionalista vasco : 23  
 Partido obrero de unificación marxista : 64, 71, 101, 120, 144, 193, 300, 333, 409  
 Partido republicano federal : 92, 254  
 Partido sindicalista. : 483  
 Partido socialista obrero español : 2, 8, 51, 68, 98, 97, 134, 152, 159, 175, 206, 219, 226, 235,  
 349, 368, 370, 374, 406, 482, 484, 485, 486, 487, 481, 489, 490, 493, 525, 555,  
 560  
 Partido socialista obrero español-histórico : 371  
 Partido socialista obrero español-Unión general de trabajadores : 12, 97, 149, 199, 573  
 Partido socialista obrero español-Unión nacional española : 189  
 Partit socialista unificat de Catalunya : 116, 327, 345, 428, 504, 523  
 Prêtres basques : 34  
 Quatrième Internationale, section espagnole. : 469  
 Salud y Cultura : 298  
 Servicio de evacuación de los republicanos españoles : 357, 369  
 Societé Eskualzaleen Biltzarrah : 207  
 Societé française des Amis de la Catalogne : 132  
 Solidaridad de trabajadores vascos : 151, 239, 317  
 Solidaridad española : 497  
 Solidaridad internacional antifascista : 498  
 Solidaridad republicana española. : 504  
 Solidaritat catalana : 255  
 Solidarité catalane : 109  
 Solidarité espagnole. : 496  
 Unió de dones de Catalunya : 163  
 Unió de Rabassaires : 516, 517

Unión cívica española : 531  
Unión de intelectuales españoles : 85  
Unión de mujeres españolas : 49, 348, 350, 350, 351, 544  
Unión federal de estudiantes hispanos : 101, 230  
Unión federal de estudiantes hispanos/Federació nacional de estudiants de Catalunya : 259  
Unión general de trabajadores : 15, 62, 68, 78, 79, 80, 82, 87, 158, 211, 212, 225, 253, 260,  
386, 522, 523, 531, 532, 533, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 543, 546  
Unión general de trabajadores de Catalunya : 120  
Unión general de trabajadores-Junta central : 1, 70, 99, 164, 206, 326, 344, 381, 467, 516,  
534, 545  
Unión general de trabajadores-Partido socialista obrero español-Juventudes socialistas de  
España : 197, 198  
Unión nacional española : 433, 434, 435, 436, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 446, 447, 448,  
449, 451, 452, 453, 454, 455, 457  
Unión popular de artistas : 44  
Unión republicana : 130, 321, 546  
Unión sindical española : 492  
Unión sindical obrera : 328, 549

\*\*\*\*\*

## TABLE DES MATIERES

ACCIO	1
ACCION	2
ACCION	2
ACCION COMUNISTA	4
ACCION LIBERTARIA	6
ACCION LIBERTARIA	6
ACCION SOCIAL	8
ACCION SOCIALISTA	8
ACCION SOCIALISTA	9
A.C.D.I. AGENCIA CATALANA D'INFORMACIO	11
ACERO	12
ADELANTE	12
ADELANTE	13
AGENCE D'INFORMATION ET PRESSE "HISPANIA"	14
AGENCE HISPANIA	15
AGENCIA DE PRENSA ESPAÑA POPULAR (A.P.E.P.)	15
AGENCIA FEBUS	16
AGRUPACIO DE BERGUEDANS A L'EXILI	17
AGRUPACION MILITAR	18
AHORA	19
A.I.T.	19
A.I.T.	21
ALARMA	22
ALBOR	22
ALDERDI	23
ALIANZA	25
ALIANZA	26
ALIANZA	27
ALIANZA SINDICAL.	27
ALKARRISKETA	28
ALKARTU	29
AMIGO (EL) DEL PUEBLO	29
AMISTAD	30
AMISTAD	31
ANAI-ARTEA	32
ANALES A GENEVO IBERO-AMERICANO DE PARIS	32
ANALES DEL HOSPITAL VARSOVIA	33
ANAYAK	34
ANONIMOS	35
ANTENA CONFEDERAL	36
A.P.E.P. AGENCE DE PRESSE ESPAGNE POPULAIRE	38
A.P.E.P. AGENCIA DE PRENSA ESPAÑA POPULAR	38
A.P.E.P. AGENCIA DE PRENSA ESPAÑA POPULAR. INTERNACIONAL	39
A.P.E.P. INFORMA. AGENCIA DE PRENSA ESPAÑA POPULAR. AVANCE	40
A.P.E.P. INFORMA. AGENCIA DE PRENSA ESPAÑA POPULAR. DELEGACION DEL SUR DE FRANCIA	40
A.P.E.P. INFORMATION. AGENCE DE PRESSE ESPAGNE POPULAIRE	41
AQUELARRE	41
A.R.D.E.	42
ARMAS Y LETRAS	42
ARTE Y CULTURA	43

ARTE Y LUCHA	44
ASAMBLEA DE CATALUNYA	45
ASAMBLEA DE CATALUNYA	45
A.S.O.	45
ASTURIAS	46
ATALAYA	47
ATALAYA	48
ATAQUE	49
ATAQUE	50
ATENEO CERVANTES. BOLETIN	50
AVANCE	51
AVANCE	52
AZKATASUNA	53
BANCARIO	62
BANCARIO	62
BANCARIO	63
BARRACA	64
BATALLA (LA)	64
BERI AURRERA	67
BOLETIN (CNT)	67
BOLETIN	68
BOLETIN - CENTRO DE ESTUDIOS SOCIALISTAS DE EUZKADI	68
BOLETIN CONFEDERAL	69
BOLETIN D'INFORMATION DE LA JUNTA CENTRAL EN FRANCE DE L'UNION GENERALE DES TRAVAILLEURS D'ESPAGNE	70
BOLETIN DE CORTES	70
BOLETIN DE DISCUSION - GCI	71
BOLETIN DE DISCUSION - POUM - JCI	71
BOLETIN DE INFORMACION - Comisiones obreras	72
BOLETIN DE INFORMACION - Comité de Ayuda...	72
BOLETIN DE INFORMACION - Comité por la liberación...	73
BOLETIN DE INFORMACION - Congreso de los Diputados. Grupo interparlamentario	73
BOLETIN DE INFORMACION - Federación de cooperadores españoles en el exilio	74
BOLETIN DE INFORMACION - Federación de juventudes socialistas 75	74
BOLETIN DE INFORMACION - FETE	75
BOLETIN DE INFORMACION - JSU	76
BOLETIN DE INFORMACION - Liga de mutilados e invalidos de la guerra de España. Comité ejecutivo en Africa del Norte	76
BOLETIN DE INFORMACION (FDIF)	77
BOLETIN DE INFORMACION (MLE)	77
BOLETIN DE INFORMACION DE LA AGRUPACION MILITAR DE EX- COMBATIENTES DE LA REPUBLICA ESPAÑOLA	77
BOLETIN DE INFORMACION DE LA UGT DE ESPAÑA	78
BOLETIN DE INFORMACION DE LOS PROFESIONALES DE LA ENSEÑANZA	79
BOLETIN DE INFORMACION DEL GOBIERNO DE LA REPUBLICA ESPAÑOLA	79
BOLETIN DE INFORMACION DEL GRUPO DE BANCA EN FRANCIA	80
BOLETIN DE INFORMACION DEL MLE-CNT EN FRANCIA	81
BOLETIN DE INFORMACION ORGANICA	81
BOLETIN DE INFORMACION SINDICAL	82
BOLETIN DE INFORMACION Y ORIENTACION	83
BOLETIN DE LA A.M.R.E.	83
BOLETIN DE LA CASA DE ESPAÑA	84
BOLETIN DE LA COMISION PRO-CONGRESO INTERNACIONAL	84
BOLETIN DE LA UNION DE INTELLECTUALES ESPAÑOLES	85
BOLETIN DE LA UNION FEDERAL ESTUDIANTES HISPANOS	86

BOLETIN DE LA UNION GENERAL DE TRABAJADORES DE ESPAÑA	87
BOLETIN DE LOS ESTUDIANTES	89
BOLETIN DE LOS ESTUDIANTES	89
BOLETIN DE LOS ESTUDIANTES ESPAÑOLES	90
BOLETIN DE NOTICIAS PARA REGIONES Y PROVINCIAS	90
BOLETIN DE ORIENTACION	91
BOLETIN DEL PARTIDO REPUBLICANO FEDERAL EN EL EXILIO	92
BOLETIN DEL SUB-COMITE REGIONAL DE CATALUÑA EN EL EXTERIOR	92
BOLETIN ESPAÑOL DE INFORMACION	93
BOLETIN EXTRAORDINARIO DE LA AGRUPACION MILITAR DE LA REPUBLICA ESPAÑOLA	93
BOLETIN INFORMATIVO. CC. OO.	94
BOLETIN INFORMATIVO - CENTRO DE DOCUMENTACION Y DE ESTUDIOS	94
BOLETIN INFORMATIVO - MRALH	96
BOLETIN INFORMATIVO DE LA C.N.T. NUCLEOS ZONA NORTE Y NORMANDIA	96
BOLETIN INFORMATIVO DEL PARTIDO SOCIALISTA OBRERO ESPAÑOL Y DE LA UNION GENERAL DE TRABAJADORES DE ESPAÑA	97
BOLETIN INTERCONTINENTAL DEL MOVIMIENTO LIBERTARIO ESPAÑOL	97
BOLETIN INTERIOR	97
BOLETIN INTERIOR	98
BOLETIN INTERIOR	99
BOLETIN INTERIOR DE LA CNT	99
BOLETIN INTERIOR DE LA F.I.J.L. EN EL EXILIO	100
BOLETIN INTERIOR DE LA UNION FEDERAL DE ESTUDIANTES HISPANOS	101
BOLETIN INTERIOR DEL P.O.U.M.	101
BOLETIN INTERNO	102
BOLETIN INTERNO	102
BOLETIN INTERNO C.N.T.	103
BOLETIN INTERNO DE INFORMACION	103
BOLETIN INTERNO - INTERIOR DE LA 4a Y 5a REGION RODANO-ALPES	104
BOLETIN TECNICO Y DE INFORMACION	104
BULLETIN - CENTRE D'ETUDES ECONOMIQUES ET SOCIALES TOULOUSE - BARCELONE	105
BULLETIN D'INFORMATION	106
BULLETIN D'INFORMATION	106
BULLETIN D'INFORMATION - GOUVERNEMENT D'EUZKADI DELEGATION DE PARIS	107
BULLETIN D'INFORMATION DE L'AMICALE DES ANCIENS GUERRILLEROS ESPAGNOLS EN FRANCE F.F.I.	108
BULLETIN D'INFORMATION DE "SOLIDARITE CATALANE"	109
BULLETIN D'INFORMATION DES COMITES FRANCE -ESPAGNE	110
BULLETIN D'INFORMATION FRANCE - ESPAGNE	111
BULLETIN D'INFORMATION INTERIEUR DE LA CONFEDERATION NATIONALE D'AMICALES DEPARTEMENTALES D'ANCIENS GUERILLEROS ESPAGNOLS EN FRANCE (F.F.I.)	111
BUTLLETI	112
BUTLLETI	112
BUTLLETI D'INFORMACIO	113
BUTLLETI D'INFORMACIO	114
BUTLLETI D'INFORMACIO	114
BUTLLETI D'INFORMACIO D'E.R.C.-J.E.R.E.C.	115
BUTLLETI D'INFORMACIO INTERIOR	115
BUTLLETI D'INFORMACIO RADIADA	116
BUTLLETI D'INFORMACIONS CATALANES	117
BUTLLETI DEL CASAL CATALA DE TOLOSA DEL LLENGUADOC	117
BUTLLETI INTERIOR	118
BUTLLETI INTERIOR	118
BUTLLETI INTERIOR	118

BUTLLETI INTERIOR	119
BUTLLETI INTERIOR	119
BUTLLETI INTERIOR	120
BUTLLETI INTERIOR DEL P.O.U.M.	120
BUTLLETI INTERIOR MOVIMENT SOCIALISTA DE CATALUNYA	121
CAHIERS REPUBLICAINS ESPAGNOLS. CUADERNOS REPUBLICANOS ESPAÑÓLES	130
CALIU	130
CALIU	130
CANCIONERO REVOLUCIONARIO	131
CANIGO	132
C.A.R.	133
CARA A ESPAÑA	134
CARTES D'EUROPA	134
CASAL CATALA. TOLOSA DEL LLENGUADOC	135
CASAL DE CATALUNYA	136
CASTILLA LIBERTARIA	137
CASTILLA LIBRE	137
CATALONIA	138
CATALONIA	138
CATALUNYA	139
CATALUNYA	140
CATALUNYA	142
CATALUNYA REPUBLICANA	143
CATALUNYA SOCIALISTA	143
CENCERRO (EL) DE LA FEDERACION LOCAL DE LE SOLER	144
CENIT	144
CeNiT	147
CENSURA CONTRA LAS ARTES Y EL PENSAMIENTO	148
CENTRE CATALA DE MARSELLA	149
CENTRE CULTURAL CATALA	149
CENTRO DE ESTUDIOS PABLO IGLESIAS	149
CERCLE GARCIA LORCA	150
CERVANTES	151
CIRCULAR DE SOLIDARIDAD DE TRABAJADORES VASCOS	151
CLAM	151
CLARIDAD	152
C.N.T.	153
C.N.T.	153
C.N.T. BOLETIN DE INFORMACION DE LA C.N.T. DE ESPAÑA EN EL EXILIO	155
C.N.T. BOLETIN DE ORIENTACION E INFORMACION DE LA MILITANCIA CONFEDERAL EXILIADA EN AFRICA DEL NORTE	156
C.N.T. MARITIMA	156
COMBAT (LE) SYNDICALISTE	157
COMBATE	158
COMBATE	159
COMBATE	159
COMISION DE RELACIONES DE TARRASSA	160
COMISION DE RELACIONES EN EL EXILIO	161
COMISION INTERCONTINENTAL DE RELACIONES EN EXILIO	161
COMMISSIONS OUVRIERES. BULLETIN D'INFORMATION	162
COMITES ANTIMPERIALISTAS REVOLUCIONARIOS.	162
COMPANYA	163
COMUNA	163
COMUNICACIONES	164



CONCORDIA	164
CONGRESO DE LOS DIPUTADOS	165
CONSTRUCCION	166
CRISOL	166
CRISOL	167
CRUZ ROJA ESPAÑOLA REPUBLICANA	168
CUADERNILLOS DE FRENTE LIBERTARIO	168
CUADERNOS	169
CUADERNOS DE EDUCACION DE LA J.S.U. DE ESPAÑA	171
CUADERNOS DE ESTUDIOS SOCIALES	171
CUADERNOS DE FRENTE LIBERTARIO	172
CUADERNOS DE POLITICA SOCIALISTA	172
CUADERNOS DE RUEDO IBERICO	173
CUADERNOS MARXISTAS	175
CUADERNOS SOCIALISTAS	175
CUARTA INTERNACIONAL	176
CULTURA FERROVIARIA	176
CULTURA MILITAR	177
CULTURA Y DEMOCRACIA	178
CULTURA Y PAZ	179

DE SOCIALISTAS A SOCIALISTAS	189
DEMAIN	189
DEMOCRACIA	190
DEMOCRACIA	190
DEMOCRACIA	191
DEMOCRACIA ESPAÑOLA	192
DEMOCRACIA SOCIALISTA	193
DESDE EL ROSELLON	193
DESPERTAR	194
DIALEG	195
DIARI OFICIAL DE LA GENERALITAT DE CATALUNYA	196
DOCUMENTOS BASICOS DE COMISIONES OBRERAS	197
DOCUMENTOS DE ESTUDIO	197
DOCUMENTOS DE ESTUDIO. SERIE DOCTRINA	198
DOCUMENTOS DE ESTUDIO. SERIE TEXTOS ESCOGIDOS	198
DOCUMENTS	199
DOCUMENTS ET NOUVELLES D'ESPAGNE	199
DON QUIJOTE	200

ECOS	205
ECOS LIBERTARIOS	205
EDICIONES DEMOCRACIA Y LIBERTAD	206
EDIFICACION	206
ELGAR	207
EMANCIPACION	207
EMANCIPACION	208
EMANCIPACION	208
ENDAVANT	209
ESCUELA JUVENIL SOCIALISTA	210
ESFORC	211
ESFORC	211
ESFUERZO	212
ESPAGNE (L')	212

ESPAÑE REPUBLICAINE (L')	213
ESPAÑA	215
ESPAÑA	215
ESPAÑA COMBATIENTE	216
ESPAÑA DÍA	217
ESPAÑA EMIGRADA	218
ESPAÑA ERRANTE	218
ESPAÑA EXPATRIADA	219
ESPAÑA LIBRE	219
ESPAÑA LIBRE	220
ESPAÑA LIBRE	222
ESPAÑA OBRERA	222
ESPAÑA POPULAR	223
ESPAÑA POPULAR	224
ESPAÑA REPUBLICANA	225
ESPECTACULOS	225
ESPERANZA	226
ESPOIR	226
ESQUERRA REPUBLICANA DE CATALUNYA	227
ESQUERRA REPUBLICANA DE CATALUNYA. COMITE DEPARTAMENTAL DELS PIRINEUS ORIENTALS	228
ESTAT CATALA	228
ESTAT CATALA	229
ESTUDIANTE (EL)	230
ESTUDIO	230
ESTUDIO Y TRABAJO	231
ESTUDIOS CONFEDERALES	231
EUSKO JAKINTZA	232
EUZKADI OBRERA	233
EUZKADI ROJA	233
EUZKADI SOCIALISTA	234
EUZKO DEYA	235
EUZKO DEYA. REVISTA DE PRENSA	237
EUZKO DEYA. SUPLEMENTO DE INFORMACION	238
EUZKO GOGOA	238
EUZKO JAKINTZA	239
EUZKO LANGILIEN ALKARTASUNA	239
EXILIO	239
EXILIO	241
F.A.E.E.F.	253
FEDERACION	253
FEDERAL (EL)	254
F.I.J.L.	254
FOC NOU	255
FOC NOU	256
FRANCE - ESPAGNE	257
FRANCE - ESPAGNE	258
FRENTE LIBERTARIO	258
FRENTE UNIVERSITARIO	259
FRONTERA	260
FUNCIONARIOS	260
FUTURO	261

GACETA OFICIAL DE LA REPUBLICA ESPAÑOLA	261
GALERIA	262
GALIZA	263
GENERALITAT DE CATALUNYA	263
GENERALITAT DE CATALUNYA	264
GENERALITAT DE CATALUNYA. ECONOMIA	265
GENERALITAT DE CATALUNYA.	265
GENERALITAT DE CATALUNYA	266
GENERALITAT DE CATALUNYA	266
GENERALITAT DE CATALUNYA	267
GERMINAL	267
GERNIKA	267
GERNIKA. EUSKO - JAKINTZA	269
GUADALOPE	269
GUDARI	270
GUDARI	271
GUDARI. SERVICIO DE PRENSA	271
HERALDO DE ESPAÑA	278
HISPANIA	279
HISPANIA	279
HISPANIDAD	281
HOJA DE LOS ESTUDIANTES	282
HORA (L')	283
HORIZONTE	283
HORIZONTES	284
HOY	284
HUMANITAT (LA)	285
HUMANITAT (LA)	286
HUMANITAT (LA)	286
I.B.E.R.O.	291
I.D.E.R. PRESS (puis I.D.E.R. PRESSE)	291
IBERIA	292
IKUSKA	293
ILOT (L') DE L'ART	294
IMPETU	294
IMPULS	295
IMPULSO	296
INDEPENDENCIA	296
INFORMACION CONFEDERAL	298
INFORMACION SALUD Y CULTURA	298
INFORMACIONES CONGRESO POR LA LIBERTAD DE LA CULTURA	299
INFORMACIONES INTERNACIONALES	299
INFORMACIONES PARLAMENTARIAS	300
INFORMACIONES POUMISTAS	300
INQUIETUD	301
INQUIETUDES	301
INSTITUT CATALA D'ART I CULTURA	302
IZQUIERDA REPUBLICANA EN FRANCIA	303

JOVEN PATRIOTA	303
JULIOL	304
JUNTA NACIONAL DE SEGURIDAD Y VIGILANCIA	304
JUVENTUD	305
JUVENTUD	305
JUVENTUD	306
JUVENTUD	307
JUVENTUD DE ESPAÑA	308
JUVENTUD DE ESPAÑA	308
JUVENTUD EMIGRADA	309
JUVENTUD LIBRE	310
JUVENTUD OBRERA	311

LAN DEYA	317
LEE	317
LETRAS ESPAÑOLAS	318
LEY	319
LIBERACION	319
LIBERTAD	320
LIBERTAD	321
LIBERTAD ESPAÑOLA	322
LIBRE	323
LLAR DE GERMANOR CATALA	325
LLIGAM	325
LLIGAM	326
LLUITA	327
LUCHA	328
LUCHA	328
LUCHA DE CLASES	329
LUCHA (LA) DE CLASES	330
LUCHA OBRERA	331
LUCHA OBRERA	331
LUCHADOR (EL)	332
LUTTE (LA) DES CLASSES EN ESPAGNE	333
LUTTE (LA) DES ETUDIANTS CATALANS	333

MADRES	340
MAI NO MORIREM	340
MAÑANA	341
MEABE	342
MEDUSE	342
METAL	343
METALURGICO (EL)	344
MI TIERRA	344
MIDI (LE)	345
MIRADOR	346
MIRANDO A ESPAÑA	346
MOMUMENT DU SOUVENIR DE PRAYOLS	347
MOVIMENT SOCIALISTA DE CATALUNYA	348
MUJER PATRIOTA	348
MUJER SOCIALISTA	349
MUJERES	350
MUJERES ANTIFASCISTAS ESPAÑOLAS	350
MUJERES DE ESPAÑA	351

MUJERES LIBRES	351
MUNDO (EL) AL DÍA	352
MUNDO OBRERO	353
MUNDO OBRERO	354
M.U.R.	356
MURCIELAGO (EL)	357
MURCIELAGO (EL)	357

NERVIO	366
NERVIO	366
NERVIO	367
NEWS FROM SPAIN	368
NINOS ESPAÑOLES	368
NORTE	369
NOTAS	370
NOTAS INFORMATIVAS DEL MINISTERIO DE PROPAGANDA DE LA REPUBLICA	
ESPAÑOLA	371
NOTICES INFORMATIVES	371
NOUVEAU (LE) SOCIALISTE	371
NOUVELLE (LA) ESPAGNE	372
NOUVELLES D'ESPAGNE	374
NOUVELLES D'ESPAGNE	374
NOUVELLES DE LA CATALOGNE	375
NOVAGALICIA	375
NOVELA (La) ESPAÑOLA	376
NOVELA IDÉAL	377
NUESTRA BANDERA	378
NUESTRA LUCHA	380
NUESTRO COMBATE	380
NUESTRO NORTE	381
NUESTRO TRABAJO	381
NUESTRO TRABAJO	382
NUEVA GENERACION	382
NUEVA REPUBLICA	383
NUEVA SENDA	384
NUEVO CURSO	385

OBRERO (EL) DE LA TIERRA	386
OFICINA PRENSA EUZKADI (O.P.E.)	386
O.P.E.	387
OPINIONS	388

PARERS	397
PARTIDARIOS DE LA PAZ	397
PATRIOTA (EL) DEL SUD-OESTE	398
PENINSULA	398
PER CATALUNYA	399
PER CATALUNYA	400
PER CATALUNYA	401
POBLE CATALA (EL)	401
POESIA	403
POLITICA	404
POLITICA	405

POPULAIRE (LE) GIRONDIN	406
POR UNA ALTERNATIVA SOCIALISTA	406
PORVENIR	407
PORVENIR	408
PORVENIR SOCIALISTA	408
P.O.U.M.	409
P.O.U.M.	409
P.O.U.M. CUADERNOS DE LA BATA LA	410
PRENSA CLANDESTINA DE ESPAÑA	410
PRESENCIA	411
PRESENCIA	412
PRESENCIA	413
PRESENCIA CATALANA	413
PROA	415
PROA	415
PROFESIONALES DE LA ENSEÑANZ	416
PROYECCION	417
PUEBLO (EL)	417

QUADERNS D'ESTUDIS POLITICS, ECONOMICS I SOCIALS	427
QUADERNS DEL COMUNISME	428

RAMILLETE (EL)	430
REBELDE (EL)	430
REBELDE (EL). REBELLE (LE)	431
RECONQUESTA	432
RECONQUISTA (Oran)	433
RECONQUISTA DE ESPAÑA (Cahors) <sup>1</sup>	433
RECONQUISTA DE ESPAÑA (PCE, Cantal)	434
RECONQUISTA DE ESPAÑA (Cantal)	434
RECONQUISTA DE ESPAÑA (Corses-Alpes)	435
RECONQUISTA DE ESPAÑA (Vierzon)	435
RECONQUISTA DE ESPAÑA (Gard)	436
RECONQUISTA DE ESPAÑA (IVe Zone)	436
RECONQUISTA DE ESPAÑA (Jeunesse)	437
RECONQUISTA DE ESPAÑA (France)	438
RECONQUISTA DE ESPAÑA (7e région)	438
RECONQUISTA DE ESPAÑA (Cantal)	439
RECONQUISTA DE ESPAÑA	440
RECONQUISTA DE ESPAÑA (Salin-de-Giraud)	441
RECONQUISTA DE ESPAÑA (Zone occupée)	442
RECONQUISTA DE ESPAÑA (Var)	442
RECONQUISTA DE ESPAÑA (Gers)	443
RECONQUISTA DE ESPAÑA (Lorraine)	443
RECONQUISTA DE ESPAÑA (Zone Nord)	444
RECONQUISTA DE ESPAÑA	445
RECONQUISTA DE ESPAÑA (Casablanca)	446
RECONQUISTA DE ESPAÑA (Ve région)	446
RECONQUISTA DE ESPAÑA (PCE, Récébédou)	447
RECONQUISTA DE ESPAÑA (Allier)	447
RECONQUISTA DE ESPAÑA (Hautes-Pyrénées)	448

1. Les nombreuses éditions de *Reconquista de España* sont classées en fonction de leur sous-titre et, quand elles n'en ont pas, en fonction de leur date d'apparition.

RECONQUISTA DE ESPAÑA (Luchon)	448
RECONQUISTA DE ESPAÑA (Perpignan)	449
RECONQUISTA DE ESPAÑA (PCE)	449
RECONQUISTA DE ESPAÑA (PCE, Limoux)	450
RECONQUISTA DE ESPAÑA (PCE, Aude)	450
RECONQUISTA DE ESPAÑA	451
RECONQUISTA DE ESPAÑA (PCE, Saint Hilaire)	451
RECONQUISTA DE ESPAÑA (652e GTE)	452
RECONQUISTA DE ESPAÑA (Sudoeste)	452
RECONQUISTA DE ESPAÑA (Ariège)	453
RECONQUISTA DE ESPAÑA (PCE, Aveyron)	453
RECONQUISTA DE ESPAÑA (Basses-Alpes)	454
RECONQUISTA DE ESPAÑA (PCE)	454
RECONQUISTA DE ESPAÑA (PCE, Chalabre)	455
RECONQUISTA DE ESPAÑA (Peyrolles-en-Provence)	455
RECONQUISTA DE ESPAÑA (PCE, Dordogne)	456
RECONQUISTA DE ESPAÑA (PCE)	456
RECONQUISTA DE ESPAÑA (Tarn-et-Garonne)	457
RECONQUISTA DE ESPAÑA (Bretagne)	457
RECVL LITERARI	458
REIVINDICACION	458
RENOVACION	459
RENOVACION	460
RENOVACION	461
REPUBLICA	462
REPUBLICA CATALANA	463
REPUBLICA ESPAÑOLA	463
REPUBLICA ESPAÑOLA	464
REPUBLICANO (EL)	464
REPUBLIQUE ESPAGNOLE. REPUBLICA ESPAÑOLA	465
RESSORGIR	466
REVISTA DE CAPACITACION	466
REVISTA DE CAPACITACION SINDICAL	467
REVISTA DE CATALUNYA	468
REVISTA DE LA PRENSA QUE SE PUBLICA EN EL EXILIO	469
REVOLUCION	469
REVOLUCION ESPAÑOLA	470
RODANO - ALPES	471
RUTA	471
RUTA	473
SAGITARIO	480
SALVEMOS LA INFANCIA ESPAÑOLA	480
SAUVONS L'ENFANCE ESPAGNOLE	481
SERVEI CATALA D'INFORMACIONS	481
SERVICIO DE INFORMACION DE LA REPUBLICA ESPAÑOLA	482
SERVICIO INFORMACION SOCIALISTA	482
SERVICIO DE PRENSA. EL MUNDO ESPAÑOL	483
SINDICALISTA (EL)	483
SOCIALISTA (EL)	484
SOCIALISTA (EL)	485
SOCIALISTA (EL)	486
SOCIALISTA (EL)	486
SOCIALISTA (EL)	487
SOCIALISTA (EL)	488
SOCIALISTA (EL)	489

SOCIALISTA (EL)	490
SOCIALISTA ESPAÑOL (EL)	491
SOCIALISTE (LE)	493
SOLIDARIDAD	495
SOLIDARIDAD	495
SOLIDARIDAD	496
SOLIDARIDAD ESPAÑOLA	497
SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA	498
SOLIDARIDAD OBRERA. (UNE)	499
SOLIDARIDAD OBRERA	500
SOLIDARIDAD OBRERA	501
SOLIDARIDAD OBRERA. SUPLEMENTO	502
SOLIDARIDAD REPUBLICANA ESPAÑOLA	504
SOLIDARITE	504
SOM !!	505
SOM	506
SURCO	506

TELEGRAFOS	516
TERRA (LA)	516
TERRA CATALANA	517
TERRA LLIURE	517
TEXTIL	519
TIEMPOS NUEVOS	519
TIERRA VASCA	520
TRABAJADORES DE LA ENSEÑANZA	520
TRABAJO	521
TRABAJO	522
TRANSPORT	522
TRANSPORTE	523
TREBALL	523
TRIBUNA	524
TRIBUNA	525
TRIBUNA	526
TRIBUNA CONFEDERAL Y LIBERTARIA	527
TRIBUNA OBRERA	527
TRIBUNA SOCIALISTA	528

U.C.E.	531
U.G.T.	531
U.G.T.	531
U.G.T.	532
U.G.T.	532
U.C.T.	533
U.G.T.	534
U.G.T.	535
U.G.T.	536
U.G.T.	536
U.G.T.	537
U.G.T. INFORMATION	537
U.G.T. INFORMATIONS	538
U.G.T. INFORMATIONS	539
UMBRAL	539
UNIDAD MERCANTIL	540



UNIDAD SINDICAL	541
UNIDAD Y LUCHA	541
UNION	542
UNION	543
UNION DE MUJERES ESPAÑOLAS	544
UNION DES FEMMES ESPAGNOLES	544
UNION FERROVIARIA	545
UNION GENERAL DE TRABAJADORES DE ESPAÑA	546
UNION REPUBLICANA	546
UNIVERSO	547
UNO	547
U.P.A.	548
U.S.O INFORMATION	549

VALLESPÍ (EL)	555
VANGUARDIA SOCIALISTA	555
VANGUARDIA SOCIALISTA REVOLUCIONARIA	556
VERDAD (LA)	556
VERDAD (LA)	557
VEU (LA) DE CATALUNYA	558
VIDA NOVA	559
VIDA NUEVA	560
VIDA SOCIALISTA	560
VIEJA GUARDIA	561
VIEJA GUARDIA	561
VINCLE	562
VOLUNTAD	563
VOZ DE ESPAÑA	564
VOZ (LA) DE ESPAÑA	565
VOZ (LA) DE LOS ESPAÑOLES	566
VOZ (LA) DE LOS ESPAÑOLES	566
VOZ (LA) DE LOS OLVIDADOS	567
VOZ DE MADRID	568
VOZ (LA) DEL EXILIO	569
VOZ (LA) DEL MUTILADO	571
YUNQUE	572
YUNQUE	573
YUNQUE	573
ZUMBON (EL)	574
ZUTIK	574
ZUTIK	575

#### ADDENDA

BANDERA ROJA	582
BOLETIN DE INFORMACION	582
FRENTE ROJO	583
PROFESIONALES DE LA ENSEÑANZA	584
VIE (LA) A GURS	584
VOZ (LA) DE LA SANIDAD DEL CAMPO INTERNACIONAL. ARGELES	585

**Index des noms**  
**Index des organisations**

**586**  
**620**

\*\*\*\*\*